

Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116499716>

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 17

Quebec, Quebec
Tuesday, April 22, 1986

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 17

Québec, Québec
Le mardi 22 avril 1986

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

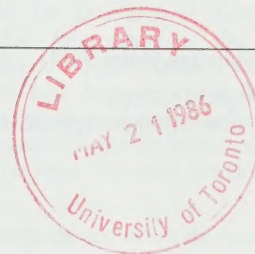
Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Ross Belsher
Suzanne Duplessis
Margaret Anne Mitchell

Rob Nicholson
Lucie Pépin

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(4)

On Tuesday April 15, 1986:

Margaret Anne Mitchell replaced John Parry.

Conformément à l'article 94(4) du Règlement

Le mardi 15 avril 1986:

Margaret Anne Mitchell remplace John Parry.



MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 22, 1986
(42)

[Text]

The Special Committee on Child Care met in Québec City, at 9:05 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicholson and Lucie Pépin.

In attendance: Mildred Morton and Linda Gobeil, Researchers.

Witnesses: From the Québec YMCA: Ann Ruel Côté, Director of Programs and Community Services. Aldona K. Damecour. From the "Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec": Jocelyne Tougas. From the "Réseau Action et d'information pour les femmes": Chantal Ouellet. From the "Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-ville": Marie-Paule Baril and Micheline Côté. From the "Garderie Fanfou": Brigitte Thiboutot, Director. From the "Regroupement des citoyens et citoyennes de Ville Vanier": Marcel Arteau. From the Québec Society for Autism: Jean L. Langlais and Marie-Claude Bélanger. From the "Regroupement de Garderies sans but lucratif de la région 01—Bas St. Laurent/Gaspésie": Elizabeth Pelletier and Claire Sylvain. Danielle Favreau. Clarence Smith.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1.*)

Ann Côté Ruel from the YMCA Québec made a statement and answered questions.

Aldona K. Damecour made a statement and answered questions.

Jocelyne Tougas from the "Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec" made a statement and answered questions.

Chantal Ouellet from the "Réseau Action et d'informations pour les femmes" made a statement and answered questions.

Marie Paule Baril and Micheline Côté from the "Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-ville" made a statement and answered questions.

Brigitte Thiboutot from the "Garderie Fanfou" made a statement and answered questions.

Marcel Arteau from the "Regroupement des citoyens et citoyennes de Ville Vanier" made a statement and answered questions.

Jean L. Langlais, from the Québec Society for Autism made a statement and with Marie-Claude Bélanger answered questions.

Elizabeth Pelletier from the "Regroupement de garderies sans but lucratif de la région 01—Bas St. Laurent/Gaspésie" made a statement and with Claire Sylvain answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 22 AVRIL 1986
(42)

[Texte]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit aujourd'hui à Québec à 9 h 05, sous la présidence de Leo Duguay, Vice-président.

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicholson et Lucie Pépin.

Également présent(es): Mildred Morton et Linda Gobeil, Recherchistes.

Témoins: Du YMCA de Québec: Ann Ruel Côté, Directrice des programmes et services communautaires. Aldona K. Damecour. Du Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec: Jocelyne Tougas. Du Réseau Action et d'information pour les femmes: Chantal Ouellet. Du Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-ville: Marie-Paule Baril et Micheline Côté. De la Garderie Fanfou: Brigitte Thiboutot, Directrice. Du Regroupement des citoyens et citoyennes de Ville Vanier: Marcel Arteau. De la Société Québécoise de l'Autisme: Jean L. Langlais et Marie-Claude Bélanger. Du Regroupement de garderies sans but lucratif de la région 01—Bas St. Laurent/Gaspésie: Elizabeth Pelletier et Claire Sylvain. Danielle Favreau. Clarence Smith.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi, 12 décembre 1985, fascicule n° 1.*)

Ann Ruel Côté du YMCA de Québec fait une déclaration et répond aux questions.

Aldona K. Damecour fait une déclaration et répond aux questions.

Jocelyne Tougas du Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec fait une déclaration et répond aux questions.

Chantal Ouellet du Réseau Action et d'information pour les femmes fait une déclaration et répond aux questions.

Marie-Paule Baril et Micheline Côté du Collectif Familles Gardiennes de la Basse-ville font une déclaration et répondent aux questions.

Brigitte Thiboutot de la Garderie Fanfou fait une déclaration et répond aux questions.

Marcel Arteau du Regroupement des citoyens et citoyennes de Ville Vanier fait une déclaration et répond aux questions.

Jean L. Langlais de la Société Québécoise de l'Autisme fait une déclaration et avec Marie-Claude Bélanger répond aux questions.

Elizabeth Pelletier du Regroupement de garderies sans but lucratif de la région 01—Bas St. Laurent/Gaspésie fait une déclaration et avec Claire Sylvain répond aux questions.

Danielle Favreau and Clarence Smith each made a statement.

At 12:47 o'clock p.m. the Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING

(43)

The Special Committee on Child Care met in Québec City, at 2:00 o'clock p.m., the Vice-Chairperson Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicolson and Lucie Pépin.

In attendance: Mildred Morton and Linda Gobeil, Researchers.

Witnesses: From the "Parent unique de Limoilou" (COOP): Georges Côté and Dominique Simard. *From the "Association de Parents Mirador des Marmots":* Louise Giffard. *From the "Garderie du château de sable":* Yvon Forget, employee. *From the "Centre local de Services communautaires—Chutes-de-la-Chaudière":* Louise Paquet and Georges Letarte.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985 Issue No. 1.*)

Georges Côté and Dominique Simard from "*Parent unique de Limoilou*" made a statement and answered questions.

Louise Giffard from the "*Association de Parents Mirador des Marmots*" made a statement and answered questions.

Yvon Forget from "*La Garderie du château de sable*" made a statement and answered questions.

Louise Paquet and George Letarte from the "*Centre local des Services communautaires—Chutes-de-la-Chaudière*" made a statement and answered questions.

At 3:40 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 3:55 o'clock p.m. the sitting resumed.

At 3:55 o'clock p.m. the Committee adjourned until tomorrow morning.

Danielle Favreau et Clarence Smith font chacune une déclaration.

A 12 h 47, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 h 00, cet après-midi.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(43)

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à Québec, à 14 h 00, sous la présidence de Leo Duguay, Vice-président.

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicholson et Lucie Pépin.

Également présentes: Mildred Morton et Linda Gobeil, Recherchistes.

Témoins: De Parent unique de Limoilou (COOP): Georges Côté et Dominique Simard. *De l'Association de Parents Mirador des Marmots:* Louise Giffard. *De la Garderie du château de sable:* Yvon Forget, employé. *Du Centre local de Services communautaires—Chutes-de-la-Chaudière:* Louise Paquet et Georges Letarte.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi, 12 décembre 1985, fascicule n° 1.*)

Georges Côté et Dominique Simard de Parent unique de Limoilou (COOP) font une déclaration et répondent aux questions.

Louise Giffard de l'Association de Parents Mirador des Marmots fait une déclaration et répond aux questions.

Yvon Forget de la Garderie du château de sable fait une déclaration et répond aux questions.

Louise Paquet et Georges Letarte du Centre local des Services communautaires—Chutes-de-la-Chaudière font une déclaration et répondent aux questions.

A 15 h 40, le Comité suspend ses travaux.

A 15 h 55, le Comité reprend ses travaux.

A 15 h 55, le Comité suspend ses travaux jusqu'à demain matin.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, April 22, 1986

• 0900

Le vice-président: À l'ordre!

Bonjour, mesdames et messieurs. C'est avec grand plaisir qu'on se retrouve à Québec. Je souhaite à tous la bienvenue au Comité spécial sur la garde d'enfants.

Nos premiers témoins ce matin seront les représentantes du WMCA de Québec, M^{mes} Diane Chatigny et Ann Ruel-Côté.

Mme Ann Ruel-Côté (directrice des programmes et services communautaires au WMCA de Québec): Bonjour.

J'aimerais d'abord vous souhaiter la bienvenue à Québec. Nous vous remercions beaucoup d'être venus nous rencontrer.

Le but de mon discours de ce matin est de vous faire connaître davantage les services offerts au YMCA en rapport avec les services de soutien à la famille ainsi que les services complémentaires au service de garde en garderie et en milieu familial. Au YMCA, nous avons les deux types de services.

Je voudrais vous parler plus particulièrement d'un centre que nous avons créé en septembre dernier, un centre de ressources préscolaires qui a rejoint au-delà de 5,000 parents et enfants d'âge préscolaire et 60 institutions depuis sa fondation. J'ai déposé un document dans lequel on parle des objectifs, du contenu de chacune des activités et des modalités de fonctionnement.

Dans le document exposant les objectifs du Comité, on parle beaucoup des services de soutien à la famille. Je crois que notre centre d'éducation préscolaire est un complément aux services de garde et d'agences de garde en milieu familial qui, eux, ne sont pas en tout temps accessibles à tout le monde. En effet, dans bien des familles, les deux parents ne travaillent pas et n'ont pas nécessairement besoin d'un service de garde. Et si le parent désire quand même inscrire son enfant à un service de garde, souvent le service est complet et l'enfant ne pourra pas être accepté. On veut aussi agir à titre de service-conseil auprès des familles.

Je vais vous parler en gros des objectifs. On veut rejoindre les parents et les enfants au niveau du développement intégral de l'un et de l'autre. On veut aussi sensibiliser les parents et les familles de garde qui participent au programme de garde en milieu familial à l'importance de s'impliquer au niveau des politiques sociales et leur donner les outils nécessaires pour réussir à influencer les différentes politiques sociales en vue de l'amélioration de la qualité de la vie de la population en général.

Différents comités évoluent au centre de ressources préscolaires. On a des comités sur la garderie et sur la garde en milieu familial; des comités de parents; des comités formés de femmes qui travaillent à domicile pour garder des enfants par l'intermédiaire de notre service d'agence; et enfin un comité formé de représentants de l'Université Laval en service social,

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 22 avril 1986

The Vice-Chairman: Order.

Good morning, ladies and gentlemen. We are very pleased to be in Quebec City, and I would like to welcome everyone to this meeting of the Special Committee on Child Care.

Our first witnesses this morning are representatives of the Quebec city YMCA, Ms Diane Chatigny and Ms Ann Ruel-Côté.

Ms Ann Ruel-Côté (Director, Community Programs and Services, Quebec City YMCA): Good morning.

I would like to begin by welcoming you to Quebec City and to thank you very much for coming to meet with us.

I would like to provide you with more information about the family support services and the services that complement our day care and family care programs. The YMCA offers both types of services.

I would like to speak to you more particularly about a preschool resource centre we set up last September, and which has served more than 5,000 parents and preschool children and 60 institutions since its creation. I have submitted a document which outlines the objectives, the content of each activity, and the way they function.

The document which sets out the committee's objectives makes frequent reference to family support services. I think that our pre-school resource centre complements day care services and family care services, neither of which are always available to all parents. In many families, both parents do not work and do not necessarily need child care services. If a parent nevertheless wants to enrol his child in care, the centre is often full and the child cannot be accepted. We also act as consultants to families.

I will now speak to you about our general objectives. We want to promote the full development of both parents and children. We also want to make parents and families that provide family care aware of the fact that it is important to get involved in social policy. We want to give them the tools they need to have an impact on social policy so as to improve the quality of life of the general population.

Various committees are being set up at the preschool resource centre. There are committees on day care and on family care, parents' committees and committees made up of women who care for children at home through our agency service. Finally, there is a committee made up of representatives from the social work school of Laval University, students

[Text]

du Cégep en garderie, des services sociaux en DPJ, de l'enseignement, des services de garde Kino-Québec, du DSC-Saint-Sacrement et d'un laboratoire d'intervention théâtrale.

A la quatrième page du document, je vous ai présenté un tableau d'activités où on voit que la garderie et l'agence de garde sont le noyau des services préscolaires. On a séparé nos activités en quatre blocs: la formation, l'animation, l'éducation populaire et l'implication sociale.

• 0905

Au niveau de la formation, nous avons des ateliers qui s'adressent aux femmes qui gardent des enfants à domicile par l'intermédiaire des services de garde. On parle de développement de l'enfant, de premiers soins, de sécurité, de programmes d'activité. Ces ateliers de formation visent aussi à créer un réseau d'entraide et de communication entre les femmes qui souvent sont isolées dans leur milieu familial. Nous rejoignons des femmes qui font partie d'un territoire aussi vaste que Val-Belair, Neufchatel, Loretteville, Duberger, Les Saules, Beauport, Charlesbourg, en fait toute une partie de la région de Québec.

On a mis sur pied aussi un service de conférences qui s'adresse autant aux parents qu'aux gardiennes. On y traite de différents sujets tels que les enfants maltraités, les enfants victimes de violence, le développement de l'enfant.

Il y a aussi le groupe *Coup d pouce*, qui n'a pas encore été officiellement formé, mais qui le sera en septembre prochain, et qui s'adresse spécifiquement aux parents d'enfants de 0 à 5 ans. Nous avons un système pour les femmes qui gardent des enfants, mais les parents nous ont souvent demandé s'il serait possible qu'eux aussi aient un réseau de ce type pour se donner de l'information.

On a un service de consultation individuelle. Tous les jours, nous recevons des dizaines d'appels de parents, de gardiennes, de jeunes adolescents qui nous appellent pour nous demander des conseils quant à l'éducation de leurs enfants. On n'a qu'à penser, par exemple, à un directeur d'école secondaire qui nous appelle pour nous dire qu'une étudiante de secondaire III vient toujours en classe avec son enfant et qu'il ne peut plus tolérer la situation. Il vient nous demander des ressources. À ce moment-là, on peut référer l'enfant au service de garde en milieu familial et faire le suivi de l'enfant. Des situations de ce genre nous arrivent régulièrement.

On a aussi *Les p'tites nouvelles* de l'agence; c'est un journal qu'on a mis sur pied et qui est distribué une fois par mois à tous les parents usagers et gardiennes responsables de famille de garde qui font partie du Centre Éducatout.

Du côté de l'animation, on a une gamme de services qui veut rejoindre différentes clientèles. On n'a qu'à penser à *La Plaza del Sol*, entre autres, qui s'adresse aux parents et enfants hispanophones qui désirent se regrouper au YMCA pour s'adonner à des activités dans leur langue et prendre un bain de culture. Cette activité-là est offerte gratuitement à la population. C'est le YMCA qui en fait le soutien.

«M^{me} Butterfly», c'est un programme d'apprentissage à la langue anglaise pour les 3 à 6 ans à travers le jeu. Les parents

[Translation]

in day care from the Cégep, representatives from DPJ social services, teachers, the Kino-Quebec day care service, the Saint-Sacrement DSC, and a theatre laboratory.

On page 4 of the document, I presented a table of activities which shows that the day care and the care agencies form the heart of the preschool services. We have broken down our activities into four groups: training, community development, popular education and social involvement.

We have workshops for women who look after children in their home through our care services. Topics discussed in these workshops include development of the child, first aid, safety and activity programs. The purpose of these training workshops is also to create a communication and mutual assistance network for these women, who are often isolated in their homes. We also serve women who are located as far away as Val-Belair, Neufchatel, Loretteville, Duberger, Les Saules, Beauport, and Charlesbourg—in other words, one whole sector of the Quebec City region.

We have also set up a lecture service both for parents and care providers. The lectures focus on various subjects such as abused children, children who are victims of violence, and childhood development.

There is also a group entitled *Coup d pouce*, which has not yet been officially created, but which will be next September, and will be specifically for parents with children aged 0 to 5 years. We do have a service for the women who look after children, but the parents have often asked us whether they could also have a network of this type to exchange information among themselves.

We also provide an individual consultation service. Every day we receive dozens of calls from parents, care providers and young adolescents who want advice about raising their children. For example, a high school principal called us to say that one of his female students in grade 11 always brought her child to school, and that he could no longer tolerate the situation. He was calling to ask what resources were available. We could refer the child to the family care service and follow up on the child. We regularly deal with situations of this type.

The agency also puts out a newsletter once a month entitled *Les p'tites nouvelles*. It is distributed to all parents who use the service and to all care givers in family settings who are part of the Centre Éducatout.

We have a whole range of community development programs for various groups. One of the programs is entitled *La Plaza del Sol*, which is for Spanish-speaking parents and children who want to meet at the YMCA to engage in activities in their language and to immerse themselves in their culture. This activity is offered free of charge. The YMCA provides the necessary support.

We have a program entitled "Madam Butterfly" which uses games to teach English to children of three to six. The parents

[Texte]

laissent leurs enfants pour une durée d'une heure trente par semaine et, à travers le jeu, les enfants se sensibilisent au vocabulaire de la langue anglaise.

Rue des papillons, c'est une pièce d'intervention théâtrale qui s'adresse aux 3 à 6 ans, qui a été écrite dans le but de sensibiliser les enfants aux attraits et aux dangers de la rue. C'est né dans l'idée de faire de la prévention face à la problématique des enlèvements, mais on a pris un moyen privilégié, le théâtre, pour éviter d'alerter la population, parce qu'à Québec, ce n'est pas un problème. Donc, c'est vraiment dans une optique de prévention et à travers le jeu.

«Les vendredis matin de l'agence», c'est une activité offerte aux femmes qui gardent des enfants par les services de l'agence. Elles peuvent venir au YMCA pour s'adonner à des activités en gymnase et en piscine.

Je vais passer tout de suite à l'animation itinérante. Nous avons un clown qui fait la tournée des familles, des foyers de garde de la région, qui va visiter les enfants et les gardiennes pour faire de l'animation et des activités.

Du côté du secteur de l'éducation populaire, au YMCA, pour tous les usagers de ce centre de ressources, on a des fêtes familiales qui ont lieu régulièrement et qui regroupent chaque fois de 300 à 500 participants. Nous avons une foule d'activités sociales qui sont mises sur pied pour essayer de sortir de l'isolement les parents et les familles de garde qui se sentent seuls face à l'éducation de leurs enfants, et leur permettre de créer des liens avec d'autres gens qui sont dans les mêmes genres de situations.

Nous parlons aussi d'un salon préscolaire qu'on devait mettre sur pied en septembre, mais qu'on n'a pas pu établir. On espère que ce sera fait en septembre prochain. C'est toute une organisation.

• 0910

Par ce salon préscolaire, on veut regrouper les différents organismes du milieu qui interviennent auprès des enfants et aussi les différents commerçants pour faire connaître leurs produits auprès de la population.

Au niveau de l'implication sociale, le service préscolaire fait partie du Regroupement des agences de garde en milieu familial de la province de Québec, de l'Association d'éducation préscolaire, de la Corporation des travailleurs sociaux. De plus, on participe aussi aux différents colloques et congrès et puis aux différents comités, comme le vôtre, pour faire connaître ce type de services.

Le but de mon intervention était tout simplement de vous faire constater l'éventail des clientèles que l'on peut rejoindre en partant des tout-petits, ainsi que les différentes classes sociales, autant défavorisées qu'aisées; et aussi de vous faire voir que l'on touche à beaucoup d'institutions. Citons par exemple *Rue des papillons**or, et *Carrousel* dont je ne vous ai pas parlé. Ces différents programmes permettent à d'autres

[Traduction]

bring their children for an hour and thirty minutes a week, and the children learn English words through games.

There is a play entitled *Rue des papillons*, which is for children in the three- to six-year-old group. The purpose of the play is to make children aware of the attractions and dangers they can encounter on the street. The program is seen as a preventive measure in view of the problem of kidnapping, but we have chosen to transmit the message through a play, because we do not want to alarm people in Quebec City, where child kidnapping is not a major problem. The purpose of the program is to use a game as a preventive measure.

On Friday mornings, there is a program for women who care for children in their homes. The women come to the YMCA for swimming and various activities in the gymnasium.

I will now move directly to a program we have in which a clown goes around to the various family care homes in the region to visit the children and the care providers to teach them some new activities.

All users of the YMCA's resource centre are invited to our regular family parties, which are attended by between 300 and 500 people. This is one of our popular education initiatives. We have a host of social activities which are designed to try to make parents and care families feel less isolated in their responsibility of raising children, and to give them an opportunity to establish links with other people in the same types of situations.

We are also talking about setting up a preschool meeting place, which was supposed to have started in September, but which we were unable to get off the ground. We hope it will open next September. It involves a lot of organizational work.

The idea behind this preschool program is to bring together various community groups involved with children and various retailers, to inform people of the products they have available.

From the point of view of social involvement, the Y's preschool service is part of the *Regroupement des agences de garde en milieu familial du Québec* (Quebec Association of Family Care Agencies) the *Association d'éducation préscolaire* (Preschool Education Association) and the *Corporation des travailleurs sociaux* (Corporation of Social Workers). In addition, we appear at various symposiums, conferences and committees, such as your own, to publicize the type of services we offer.

The purpose of my remarks was simply to inform you about the range of people we serve, including infants, various social classes, both the poor and the well-off, and to show you that we have dealings with many institutions. I could mention for example the program entitled *Rue des papillons* or *Carrousel*, which I did not mention earlier. Thanks to these programs, other day care centres or schools can come to the YMCA to take advantage of our support services.

[Text]

garderies ou écoles de venir au YMCA pour profiter des services de soutien.

Enfin, mon objectif était de vous faire voir l'éventail de projets de ce genre et de vous permettre peut-être d'ébaucher une réflexion sur la pertinence de ce type de services et puis aussi de vous convaincre que ce type de services, à mon avis, mériterait d'être subventionné, ou du moins de recevoir une certaine forme d'aide de la part des gouvernements pour nous permettre d'élargir notre éventail, afin que l'année prochaine l'on puisse mettre sur pied davantage de programmes satellites. C'est pourquoi nous désirons aller rejoindre les gens dans leurs milieux, c'est-à-dire avoir des équipes qui puissent se déplacer autant à Val-Belair qu'au Lac Beauport, à Duberger, aux Saules parce que le YMCA est situé dans la haute-ville. De cette façon, on pourra avoir un impact qui pourra vraiment se faire sentir sur tout le milieu.

Je vous remercie beaucoup. Si vous avez des questions, je suis prête à y répondre.

Le vice-président: Oui, merci. À vous, madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Madame Ruel-Côté, il me fait plaisir que vous soyez devant nous ce matin. C'était très intéressant et justement une des premières questions que j'allais vous demander c'est celle-ci: Est-ce qu'actuellement vous recevez des subventions, soit du gouvernement provincial..?

Mme Ruel-Côté: Non!

Les deux programmes qui sont subventionnés, ce sont la garderie et l'agence de garde en milieu familial.

Mme Duplessis: Ces deux programmes sont subventionnés, n'est-ce pas?

Mme Ruel-Côté: C'est exact. Au même titre qu'un service de garde, mais tous les autres services sont des services complémentaires pour lesquels on ne reçoit aucune forme de subvention.

Mme Duplessis: Très bien. Si j'ai bien compris, les femmes qui gardent des enfants à leur domicile, et qui font partie de votre réseau, reçoivent auparavant une formation chez vous.

Mme Ruel-Côté: Oui. Le but de la garde en milieu familial, c'est de répondre aux services de garde des enfants de 0 à 12 ans et de recruter des femmes qui veulent garder des enfants à leur domicile. Alors, pour assurer la qualité du service, nous offrons des ateliers de formation à ces personnes. Mais on constate que, outre la formation, c'est aussi tout un réseau d'appartenance qui est en train de se créer et qui correspond à un besoin.

Mme Duplessis: Je voudrais savoir combien d'enfants gardent-elles à la fois?

Mme Ruel-Côté: Une personne peut garder quatre enfants y compris les siens ou cela peut aller, en milieu familial, jusqu'à neuf enfants. Mais aussitôt qu'on dépasse quatre enfants, il doit y avoir deux adultes.

Mme Duplessis: Ah bon.

[Translation]

My purpose was also to show you the range of programs we offer and to give you food for thought about the relevance of this type of service. In my opinion, services of this type deserve to be subsidized, or at least to receive some assistance from governments so that we can broaden the range of services we offer, and next year provide even more programs. Because we want to meet people in their own communities, we would like to have teams that could travel to Val-Belair, to Lac Beauport, to Duberger or to Les Saules, because the YMCA is located in Upper Town. If we were able to go to these places, we could have a real impact on the whole community.

Thank you very much. I am now prepared to answer any questions you may have.

The Vice-Chairman: Yes, thank you. You have the floor, Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

I am pleased to have you as a witness before the committee this morning, Ms Ruel-Côté. Your remarks were very interesting, and one of the first questions I wanted to ask you was whether or not you are currently receiving grants either from the provincial government . . . ?

Ms Ruel-Côté: No!

The two programs that are subsidized are the day care centre and the family care agency.

Mrs. Duplessis: These two programs are subsidized, are they not?

Ms Ruel-Côté: That is correct. They are subsidized in the same way as a day care service, but none of the other services we provide are subsidized at all.

Mrs. Duplessis: Fine. If I understood you correctly, you said that women who care for children in their home and who are part of your network are first trained by you.

Ms Ruel-Côté: Yes. The purpose of the family care service is to meet the care requirements of children between 0 and 12 years of age and to recruit women who want to care for children in their home. In order to provide high quality service, we provide training workshops for these individuals. In addition to the training we provide, we have found that a whole communications network is created as a result of these workshops. There was a need for such a service.

Mrs. Duplessis: I would like to know how many children these women look after?

Ms Ruel-Côté: In family care, the woman can look after four children including her own, or the number can go as high as nine children. In each home where there are more than four children, there must be two adults.

Mrs. Duplessis: Oh.

[Texte]

Voici ma dernière question: je voudrais savoir quel en est le résultat? Est-ce que c'est un succès? Avez-vous eu des problèmes, des échecs ou si c'est un succès total?

Mme Ruel-Côté: Pour l'agence de garde?

Mme Duplessis: Oui, pour l'agence de garde en milieu familial.

Mme Ruel-Côté: L'agence de garde répond vraiment à un besoin. Le problème que nous avons présentement, c'est que nous ne pouvons répondre à la demande; l'Office des services de garde ne nous permet pas de dépasser la limite permise. Donc, à tous les jours, on doit refuser le service à des parents qui en ont besoin.

Ainsi hier, nous avons eu dix-neuf appels dans la journée, il s'agissait de besoins urgents de la part de gens qui ont besoin de faire garder leurs enfants, mais nous avons été dans l'obligation de les refuser. Par contre, on a de belles familles de garde qui sont déjà toutes prêtes à recevoir des enfants, mais on ne peut leur en envoyer.

Mme Duplessis: Ah bon!

Mme Ruel-Côté: On fonctionne donc à 100 p. 100; c'est vraiment une réussite et puis même les gens nous appellent pour faire partie de notre réseau, mais on ne peut plus accepter personne.

Mme Duplessis: Je voudrais vous demander autre chose. Je n'avais pas prévu cette dernière question.

• 0915

Est-ce que les gens reçoivent un taux fixé à l'avance, ou est-ce que chacune des femmes qui accepte de garder des enfants dans sa maison, décide du montant qu'elle doit recevoir?

Mme Ruel-Côté: Non.

Mme Duplessis: Est-ce que vous vous servez des normes établies par le ministère de la province de Québec?

Mme Ruel-Côté: Non, c'est l'agence qui fixe les taux en collaboration avec les parents et les familles de garde. Alors le taux est fixe pour tout le monde. Nous avons un protocole d'entente en bonne et due forme que le parent et la gardienne doivent signer en présence d'un représentant de l'agence, et qui dit que: les taux sont de 14.50\$ par jour; l'agence retient 1.50\$ pour ses frais de service; 13\$ est transféré à la gardienne; la gardienne a le droit à 12 journées fériées par année que le parent doit lui payer. Quand le parent signe son contrat, il indique ses heures d'arrivée et ses heures de départ. S'il est en retard, ce sont des services supplémentaires et comme en garderie, il doit payer des frais supplémentaires. En fait, nous faisons de l'éducation auprès de la population afin qu'elle comprenne que garder des enfants à son domicile est un travail qui mérite une reconnaissance et doit se baser sur un contrat et le respect de certaines normes. Il est souvent difficile pour le parent de comprendre quand c'est le temps de payer un congé férié à sa gardienne. On a eu des commentaires tels que: Pourquoi est-ce que je la paierais quand elle n'a pas travaillé? Cela prouve que les gens ne sont pas encore rendus là. Il y a toute une éducation à faire autour d'eux surtout sur ces aspects.

[Traduction]

Finally, I would like to know what results you have obtained. Has your program been a success, have you had problems, or failures, or has it been a complete success?

Ms Ruel-Côté: Are you referring to the care agency?

Mrs. Duplessis: Yes, the family care agency.

Ms Ruel-Côté: The family care agency is responding to a real need. The problem we have at the present time is that we cannot keep up with the demand. The *Office des services de garde* (Child Care Services Board) does not allow us to exceed the authorized limit. Consequently, we daily have to turn down parents who need the service.

Yesterday, for example, we received 19 calls from individuals who urgently required child care. Unfortunately, we had to turn them all down. Ironically, we have fine family care homes which are ready to take in children, but we cannot send them any.

Mrs. Duplessis: Oh!

Ms Ruel-Côté: We are therefore operating at 100% capacity. The program is a real success, and people are still calling us to ask to participate in our network, but we can no longer accept anyone.

Mrs. Duplessis: There is one other thing I would like to ask you. I had not planned to ask this final question.

Do these people receive a rate fixed in advance, or does each woman who cares for children in her home set her own prices?

Mrs. Ruel-Côté: No.

Mrs. Duplessis: Do you go by the standards set by the provincial department?

Mrs. Ruel-Côté: No, it is the agency that sets the rates through discussions with the parents and the families that provide the care. This way, the rate is set for everyone. We have a formal agreement, which the parent and the caregiver must sign in front of an agency representative, stating that the rates are \$14.50 per day; the agency will retain \$1.50 for service charges; \$13.00 will be transferred to the caregiver; the caregiver is entitled to 12 days off per year, which the parent must pay for. Upon signing the contract, the parent must indicate the time of arrival and the time of departure. If he or she is late, it will be counted as overtime and, just like in a daycare centre, he or she will have to pay extra. In fact, we are educating people to make them understand that caring for children at home is a job which deserves recognition and which must be based on a contract and on certain standards. It is often difficult for parents to understand why they must grant paid leave to the caregiver. We have often heard things such as: why should I pay her when she has not done any work? This proves that people have not yet evolved as far as they should have. There is still a lot of work to be done to make them understand these aspects.

[Text]

Mme Duplessis: Ah bon! Pour moi ça va. Merci beaucoup.

Le vice-président: Monsieur Belsher.

Mr. Belsher: Good morning, Mrs. Côté, and thank you very much for your presentation. I was very interested in your talk concerning the support vehicle for the family and helping the parents in that. How much of that support would be from volunteers working within the family YMCA and how much of it would be from paid staff of the YMCA?

Mme Ruel-Côté: Vous me parlez bien du personnel d'encadrement et combien est-ce-qu'il y a de bénévoles qui font partie de ces services n'est-ce pas?

Mr. Belsher: Yes.

Mme Ruel-Côté: Dans ce service, tous nos comités sont formés de gens qui interviennent à titre de bénévoles. Je peux dire que nous avons plus d'une vingtaine de personnes qui sont impliquées activement, sans compter tous les gens qui gravitent autour de ces services, par exemple, toutes nos familles de garde ainsi que tous nos participants qui ont à faire du travail bénévole à l'intérieur de ces programmes. Le personnel permanent qui est particulièrement attiré à ces projets est composé d'une conseillère pédagogique et d'un clown qui, lui, travaille à temps partiel. On essaie de travailler fort pour lui trouver un travail à temps plein. Et il y a moi qui travaille aussi, ainsi que quelques personnes qui sont à temps partiel, trois ou quatre personnes.

Mr. Belsher: Yes.

The Vice-Chairman: Ms Mitchell.

Ms Mitchell: Yes, thank you very much. I am really very impressed with the range of services you are providing. I think it is really quite exciting. Could you explain a little bit more about the funding for us. First of all, what is the fee for the day care program, which I assume is for working parents primarily, and how does the government supply the subsidy? What does the parent pay and what does the government pay?

Mme Ruel-Côté: Je m'excuse, je pense que je n'ai pas bien saisi la question.

Le vice-président: Le montant que le gouvernement subventionne?

Mme Ruel-Côté: Comme vous le voyez dans l'organigramme, à la page 4, on parle des agences de garde et de garderies qui sont deux programmes subventionnés par l'Office des services de garde au niveau provincial. Mais tous les autres programmes qui gravitent autour sont des services supplémentaires que nous avons décidé de mettre sur pied, pour lesquels nous ne recevons aucune subvention. C'est le YMCA qui doit soutenir ce type de programme et il y a des programmes pour lesquels on demande des frais aux parents. Mais il n'y a qu'un ou deux programmes pour lesquels les parents doivent déboursier des frais. Mais tous les autres programmes sont offerts à titre de services à la communauté. Donc, nous ne recevons aucune forme de subvention.

[Translation]

Mrs. Duplessis: I see! That is all for me. Thank you very much.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher.

M. Belsher: Bonjour, madame Côté. Je vous remercie infiniment de votre exposé. J'ai été très intéressé par vos remarques concernant les mécanismes de soutien pour la famille et l'aide accordée aux parents. Quelle proportion de ce soutien provient de bénévoles travaillant dans le cadre du programme de la famille du YMCA et quelle proportion provient d'employés rémunérés?

Mrs. Ruel-Côté: Are you speaking of the support staff and how many volunteers there are within those services?

M. Belsher: C'est ça.

Mrs. Ruel-Côté: Within our service, all of our committees consist of volunteers. I must add that more than 20 people are working actively within our programs, on top of all the people who are indirectly linked to them, for instance the caregiving families, as well as all of our participants who must volunteer time to the programs. Among the permanent staff who are specifically assigned to those projects, we have a school counsellor and a clown working part-time. We are working very hard to try to find him a full-time job. There is also myself, as well as three or four other part-time employees.

M. Belsher: Je vois.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Oui, merci beaucoup. Je suis très impressionnée par la gamme de services que vous offrez. Je trouve tout cela très excitant. Pourriez-vous nous parler un petit peu du financement. Tout d'abord, quels sont les frais pour le programme de garde qui, je suppose, est réservé essentiellement aux parents qui travaillent, et comment le gouvernement calcule-t-il sa subvention? Qu'est-ce que paient les parents et qu'est-ce que paie le gouvernement?

Mrs. Ruel-Côté: Excuse me, I am not sure I understood your question.

The Vice-Chairman: What is the amount of the government subsidy?

Mrs. Ruel-Côté: As you can see on the chart on page 4, there are the daycare agencies and the daycare centres, which are two programs subsidized by the provincial Child Care Services Board. But all the other programs indirectly linked to them are additional services that we have decided to offer and we receive no subsidy for. It is the YMCA itself that must support that type of program. There are one or two programs for which the parents must pay. All the rest are offered as community services. We have no subsidy for those.

[Texte]

• 0920

Ms Mitchell: I understand that from the point of view of the support services and the community services you offer, but I am talking about the day care agency. Could you explain to us what the fee arrangement is for parents in the day care agency, and also how that is subsidized as far as the government is concerned?

Mme Ruel-Côté: C'est au niveau de l'agence de garde en milieu familial uniquement.

Mme Pépin: Elle veut savoir quel est le coût pour les parents et quel montant donne le gouvernement.

Mme Ruel-Côté: Le parent paie 14.50\$ par jour, ce qui est le coût réel. Le parent peut recevoir une aide financière du gouvernement qui peut aller jusqu'à 10\$ par jour. C'est calculé d'après son revenu familial net. Ensuite, l'agence reçoit 2.50\$ par jour par place subventionnée.

Ms Mitchell: Could you also tell us what the income range would be generally of people using the service? Is it generally a fairly low-income group, or do you have a mix of incomes? Can you give us some indication of who uses the day care service?

Mme Ruel-Côté: La clientèle qui utilise les services est très variée. Nous avons des familles monoparentales, des familles où le père et la mère sont présents, des familles de différentes classes économiques, mais surtout des gens à revenu faible ou moyen. Tous les usagers de notre agence de garde reçoivent des subventions, de l'aide financière du gouvernement. C'est donc signe que nous rejoignons surtout les classes socio-économiquement faibles, défavorisées et moyennes.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Je veux vous souhaiter la bienvenue. On s'aperçoit qu'au YMCA de Québec, les gens sont aussi dynamiques que dans tous les autres YMCA qu'on a visités.

Le Québec est actuellement la seule province où il y a des services de garde organisés. Il y a l'Office des services de garde. Le Québec est la seule province à posséder cela. Vous offrez plusieurs services. Vous faites comme un genre de coordination, si je comprends bien, de différents services qu'on peut trouver actuellement dans la ville. Vous avez la garde en milieu familial, la garderie. Vous occupez-vous des enfants après l'école, de 15h00 à 18h00?

Mme Ruel-Côté: Non, nous n'offrons pas ce service présentement parce que les écoles voisines du YMCA offrent déjà des services de garde en milieu scolaire.

Mme Pépin: Vous occupez-vous des pouspons?

Mme Ruel-Côté: Pour les pouspons, nous avons la garde en milieu familial qui s'adresse aux 0 à 12 ans, et la plus grande demande est surtout pour les les enfants de 0 à 2 ans.

Mme Pépin: C'est pour ce groupe d'âge que la demande est la plus forte?

Mme Ruel-Côté: C'est cela. Malheureusement, c'est pour ce type de clientèle que nous avons le plus de difficultés à recruter des gardiennes vu l'équipement et les soins que cela nécessite.

[Traduction]

Mme Mitchell: Du point de vue des services de soutien et des services communautaires que vous offrez, c'est compréhensible, mais je parlais de l'agence des services de garde. Pourriez-vous nous expliquer ce que doivent payer les parents pour les services de cette agence et nous indiquer le montant de la subvention gouvernementale?

Mrs. Ruel-Côté: It is only for the family day care agency.

Mrs. Pépin: She wants to know the amount the parents must pay and the amount of the government subsidy.

Mrs. Ruel-Côté: Parents pay \$14.50 a day, which is the actual cost. Parents may receive financial aid from the government of up to \$10.00 per day. This is calculated according to the net family income. Afterwards, the agency receives \$2.50 per day per subsidized place.

Mme Mitchell: Pourriez-vous aussi nous donner une idée des revenus moyens des personnes qui font appel à ce service? Est-ce que ce sont généralement des gens à faible revenu, ou y a-t-il plutôt un mélange? Qui sont au juste les parents qui font appel au service de garderie?

Mrs Ruel-Côté: Our clientele is very mixed. We have single-parent families, families where both parents are present, families from different economic backgrounds, but especially people with low or middle incomes. All the users of our day care agency receive subsidies, financial aid from the government. This means that most of our clients are from low and middle income groups, socially and economically disadvantaged groups.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: Welcome. It is obvious that, at the Quebec YMCA, people are just as dynamic as in every other YMCA we have visited.

Currently, Quebec is the only province to offer organized day care services. It is the only province with a child care services board. You offer several services. I gather that you more or less co-ordinate the different services which are currently offered in the city. You mentioned family day care. Do you care for children after school hours, from 3 p.m. to 6 p.m.?

Mrs. Ruel-Côté: No, currently the YMCA does not offer this service because neighbouring schools already offer school-related care services.

Mrs. Pépin: Do you care for infants?

Mrs. Ruel-Côté: We have family day care for infants, children from 0 to 12 years old, and most of the children are from 0 to 2 years old.

Mrs. Pépin: You mean the demand is strongest for that age group?

Mrs. Ruel-Côté: That is right. Unfortunately, these are the children for which it is hardest to find care givers, because of the equipment and the care that are necessary.

[Text]

Mme Pépin: Je pense que le gouvernement du Québec donne un montant un peu plus élevé pour les pouspons.

Mme Ruel-Côté: Je ne crois pas que ce soit le cas.

Mme Pépin: J'avais l'impression que le montant était un peu plus élevé pour les pouspons. Le Québec est la seule province à avoir des services organisés dans les écoles pour les enfants après l'école. Je pense que le règlement dit que les écoles qui veulent le faire peuvent s'organiser pour offrir ces services-là. Cela ne se trouve pas nulle part ailleurs. C'est très bien, parce que partout au Canada, il y a un problème en ce qui concerne les enfants dont les parents travaillent à l'extérieur et qui sont seuls à la maison après l'école.

Mme Ruel-Côté: La garde en milieu familial peut aussi répondre à ce besoin-là. Il arrive souvent qu'un enfant qui fréquente l'école de son quartier nous appelle et qu'on lui trouve une famille de garde près de son école.

• 0925

C'est dans les secteurs où il n'y a pas de garderie en milieu scolaire qu'on fait le plus souvent appel à nos services de garde après l'école.

Mme Pépin: Dans la ville de Québec, êtes-vous le seul organisme à faire ce genre de coordination de services?

Mme Ruel-Côté: Il existe plusieurs garderies, il existe d'autres agences de garde, mais je crois que nous sommes les seuls à Québec à offrir cet éventail d'activités.

Mme Pépin: Je sais que l'Office des services de garde exige que soit formé un comité de direction composé de parents quand on établit une garderie. Avez-vous ces services-là également?

Mme Ruel-Côté: Oui. Au YMCA, une entente particulière a été conclue avec l'Office. Le conseil d'administration du YMCA agit à titre de conseil d'administration de chacun des services.

Mme Pépin: Merci beaucoup, madame.

Mme Ruel-Côté: Cela m'a fait plaisir.

Le vice-président: Merci, madame, pour votre témoignage.

Mme Ruel-Côté: Je vous remercie beaucoup. Bon séjour.

Le vice-président: Le deuxième témoin ce matin sera M^{me} Aldona Damecour.

Bienvenue, madame. Vous avez la parole.

Mme Aldona K. Damecour (à titre personnel): Merci. J'avais une introduction, mais la personne qui est passée avant moi a répondu à plusieurs de mes questions ainsi que les membres du Comité.

J'ai élevé huit enfants et, à l'âge de 61 ans,

I feel as an old mother that I have no status and very little money and no pension. I think I am better off than most old mothers because I saw this coming and I put aside a little money which I invested in savings bonds and things like that. But after November of next year, when they will be cashed—

[Translation]

Mrs. Pépin: I think the Government of Quebec provide a slightly higher subsidy for infants.

Mrs. Ruel-Côté: I do not think so.

Mrs. Pépin: I thought the subsidy would be slightly higher for infants. Quebec is the only province to offer organized day care services in schools after school hours. I believe the rules specify that schools that wish to offer that service may do so. This does not exist anywhere else in Canada. I think it is great because everywhere else in Canada, there is a problem for children whose parents work outside the home and who find themselves alone at home after school.

Mrs. Ruel-Côté: Family day care can also answer that need. Often, we will be called upon to find a family day care for a child who goes to a neighbourhood school.

Our services are mostly needed for after-school day care in areas where there are no school-related day care facilities.

Mrs. Pépin: Are you the only organization in Quebec City to coordinate services?

Mrs. Ruel-Côté: There are several other day care agencies, but I believe we are the only ones in Quebec City to offer such a range of services.

Mrs. Pépin: I know that the Child Care Services Board requires that a board of directors be set up when a day care centre is established, and that parents be members of that board. Do you also offer those services?

Mrs. Ruel-Côté: Yes. A special agreement has been signed between the YMCA and the Child Care Services Board. The board of directors of the YMCA act as board of directors for each of those services.

Mrs. Pépin: Thank you very much, Mrs. Côté.

Mrs. Ruel-Côté: My pleasure.

The Vice-Chairman: Mrs. Côté, I thank you for having appeared before us.

Mrs. Ruel-Côté: I thank you. Enjoy your stay.

The Vice-Chairman: Our second witness this morning is Mrs. Aldona Damecour.

Welcome madam. You have the floor.

Mrs. Aldona K. Damecour (Individual presentation): Thank you. I had planned on giving an introduction, but the lady who came before me answered many of my questions, as did the members of the committee.

I raised my eight children and, at 61 years of age . . .

En tant que vieille mère, j'ai l'impression de n'avoir aucun statut, aucune pension, et très peu d'argent. Je crois être en meilleure position que la plupart des vieilles mères car j'ai su prévoir ce qui allait arriver et j'ai pu économiser un peu d'argent que j'ai investi dans des obligations d'épargne et

[Texte]

and I have already borrowed against them—my income is going to be even less than it was this year, which was under \$7,000, and I think I am better off than most, at least the ones I have talked to.

Without prejudice, I would like parity with welfare recipients. I do not know any other base on which to ask for a salary.

I would have liked free dental care, free eyeglasses and free medication because this year my medical bills came to \$500; that is for medication and dentistry.

Mainly, it is as if I just did not exist or I had not done anything or was somehow unworthy of having any kind of benefits. I think we should be called "child care professionals", which is a little lofty, or "full-time care-givers" instead of saying "not gainfully employed". I filled out a form recently and I had to mark "not gainfully employed". I still have one child at home, by the way.

My French friends have been telling me about their pensions; I do not know what they come to. They have reductions for travelling; they have medals. All this is because they say France wants more children. Does Canada want more children? If it does, well, it will have to be considered.

As paying privileges, I would like, regardless of any financial success my husband and I may enjoy, exactly the same as if I was working outside, where you are paid for what you do, and not have what you own be taken into consideration. I would like to be a paid person, and I would like the salary automatically as I get my family allowance now. I think it should be a proviso that it can be refused if you are already making so much money. For purposes of not imposing an unfair tax burden, that is an idea.

• 0930

I have some things from the book called *J'élève mon enfant*, by Laurence Pernout, but I will go on.

I really feel like an anachronism, because, for example, people now have Pampers. We had diapers; and it was years before I found out that there was a diaper service. So there was always one room just full of diapers to be folded, etc.

So the work was really very hard. You did not get any time off. We seemed to be in an area where all the fathers travelled as travelling salesmen or something else, so all the mothers were home alone. Then, of course, in the wintertime sometimes you could not even see out. That just makes it a bit worse.

[Traduction]

d'autres choses de ce genre. Mais, après novembre de l'an prochain, lorsque mes obligations arriveront à maturité—j'ai d'ailleurs déjà emprunté de l'argent en les utilisant comme garantie—mon revenu sera encore inférieur à ce qu'il était cette année—c'est-à-dire moins de 7,000 dollars. Et je suis quand même en meilleure position que la plupart des femmes, du moins celles à qui j'ai parlé.

En toute justice, je voudrais la parité avec les bénéficiaires du bien-être social. Je ne vois pas sur quelle autre base je pourrais demander un salaire.

J'aurais voulu recevoir gratuitement des soins dentaires, des lunettes, des médicaments, car cette année, j'ai dû payer 500 dollars pour des médicaments et des services dentaires.

C'est comme si je n'avais jamais existé ou que je n'avais jamais rien fait d'utile, comme si je ne méritais pas de prestations. À mon avis, nous devrions être qualifiés de «professionnelles de la garde d'enfants», qui est un titre un peu hautain, ou encore «d'éducatrices à temps plein» plutôt que de nous faire traiter de «personnes sans emploi rémunérateur». J'ai récemment rempli un formulaire où j'ai dû inscrire «personne sans emploi rémunérateur». Je vous signale d'ailleurs que j'ai encore un enfant à la maison.

Mes amies françaises me parlent de leurs pensions; je ne sais pas à combien elles s'élèvent. Elles bénéficient de réductions pour les voyages; elles ont des médailles. Tout cela parce que la France veut avoir plus d'enfants. Est-ce que le Canada veut plus d'enfants? Si oui, il faudra peut-être y songer.

Pour ce qui est d'un salaire, je voudrais être traitée comme toute personne qui travaille hors du foyer et qui est payée pour ses efforts, peu importe notre situation financière, à mon mari et à moi, car ce ne sont pas les biens qui devraient être pris en considération. Je voudrais être une personne rémunérée et je voudrais que mon salaire me soit versé automatiquement comme mon allocation familiale l'est actuellement. Cependant, ce salaire devrait être refusé à toutes personnes qui dépassent déjà un certain revenu. Pour ne pas imposer de fardeau fiscal injuste, c'est une idée.

J'ai des extraits d'un livre intitulé *J'élève mon enfant*, de Laurence Pernoud, mais je vais poursuivre.

J'ai vraiment l'impression d'être d'une autre époque, parce que, par exemple, les gens utilisent maintenant des Pampers. Nous avions des couches, mais ce n'est que plusieurs années plus tard que je me suis rendu compte qu'il y avait un service de couches. Il y avait toujours une pièce remplie de couches à plier, etc.

Nous travaillions vraiment dur et nous n'avions pas de temps à nous. On aurait dit que, dans notre quartier, tous les hommes étaient sur la route en tant que voyageurs de commerce ou autre, et que toutes les femmes restaient seules, à la maison. Et puis, bien entendu, il y avait des fois, l'hiver, où on ne pouvait même pas voir dehors, ce qui ne faisait qu'empirer les choses.

[Text]

Maybe what I am saying is unnecessary, but part of my work was . . . as if I am trying to justify having to ask for a pension.

I went to parent-teacher nights. I considered it a part of my work as a mother to harangue the principals, the teachers, and the Department of Education officials when I realized that some of my children could not read or write properly.

I am going beyond day care here, age zero to five, because it seems to me my children are . . . I am still doing day care, even though my son is almost 16. Some of them could not even write properly.

Because you are the only one complaining . . . You go to complain on a one-to-one basis. You always feel so stupid and so alone. But finally now, after 20 years, they have the message, that really the children cannot read or write properly. We sent our children to private schools as soon as we realized they were not getting anywhere that way. But it took years before we caught on that really . . . It was the minimum I would have asked of a school.

I taxied after school because the bus pulled away just as the kids got out. Even today our service on the bus here, west-east, is absolutely excellent, but if you go north-south . . . What we really needed was a little shuttle service, because there were 7,000 or more people affected by the university, two CGEPS, just to get from one point to another without, as some people did, going east and then coming back. I think it is much better today, but at the time that is how it was.

Then there was the problem of drugs, which I became aware of when I was doing this taxi service. We really did not get any help or any information from anybody, for the longest time. I think that is the real heart-breaker. I will mention here that we had some psychiatrists and a member of the Department of Education who came in and talked to us women. There was not a man in sight anywhere, except for the ones talking to us. They mollified us. They just said, oh, isolated cases; there are not many of them. So I told them it was a 100% loss to any family that had somebody with a bad trip. Anyway, the young man from the Department of Education said, *moi, je m'inquiète*.

These days, I really do not know what the situation is.

I mentioned the help we had from the RCMP, who gave lectures on drugs. I am sorry the Catholic Church did not have somebody to answer, because that is the first place people called and said, what can I do? That is for the parents themselves: what am I doing wrong? There was no answer—again, at the time.

[Translation]

Je dis peut-être des choses inutiles, mais une partie de mon travail consistait à . . . comme si j'essayais de justifier pourquoi je devrais avoir une pension.

Je suis allée aux réunions de parents et d'instituteurs. Je considérais qu'il m'appartenait, en tant que mère, de haranguer les directeurs d'écoles, les enseignants et les fonctionnaires du ministère de l'Éducation lorsque je me suis rendu compte que certains de mes enfants ne savaient ni lire ni écrire correctement.

Je m'éloigne un peu du sujet de la garde des enfants de zéro à cinq ans, parce qu'il me semble que mes enfants . . . Je garde encore des enfants, même si mon fils a maintenant presque 16 ans. Certains d'entre eux ne savaient même pas écrire correctement.

Quand on est seule à se plaindre, on va se plaindre tout seule. On se sent toujours si stupide et si seule. Mais, finalement, après 20 ans, ils ont compris que, vraiment, les enfants ne savent ni lire ni écrire correctement. Nous avons envoyé nos enfants à l'école privée dès que nous nous sommes rendu compte qu'ils ne progressaient pas. Cela nous a pris des années avant de comprendre vraiment . . . C'était la moindre des choses à demander à une école.

J'ai fait du taxi après l'école, parce qu'il n'y avait plus d'autobus à cette heure-là. Aujourd'hui, cependant, nous avons un excellent service en direction ouest-est. C'est une autre histoire en direction nord-sud . . . Ce dont nous avons vraiment besoin c'était une navette pour permettre à la population universitaire et aux étudiants des deux CEGEP, soit plus de 7,000 personnes, de se déplacer d'un endroit à l'autre sans être obligés de se rendre dans l'est et de faire demi-tour, comme certains le faisaient. Je crois que c'est beaucoup mieux aujourd'hui, mais à l'époque c'était comme ça.

Il y avait également le problème de la drogue dont j'ai eu connaissance lorsque je faisais du taxi. Nous n'avons vraiment pas eu d'aide ou d'information de qui que ce soit pendant bien longtemps. C'est ça à mon avis qui était le plus difficile à accepter. Je dois cependant préciser que certains psychiatres et un fonctionnaire du ministère de l'Éducation sont venus nous parler. Exception faite de ces derniers, les hommes brillaient par leur absence. Ils nous ont amadoués. Ils ont dit qu'il s'agissait de cas isolés, qu'il y en avait très peu. Je leur ai dit que c'était quand même une perte totale pour une famille qui avait un jeune qui se droguait. Quoi qu'il en soit, le jeune homme du ministère de l'Éducation a dit: «Moi, je m'inquiète».

Ces jours-ci, je ne sais vraiment pas où en sont les choses.

J'ai mentionné que la Gendarmerie royale nous avait donné des conférences sur les drogues. Je regrette cependant que l'Église catholique n'ait pas pu nous aider parce que c'est à elle que les gens s'adressaient d'abord pour savoir ce qu'ils devaient faire. Ils se demandaient ce qu'ils avaient fait de mal et cherchaient une réponse qu'on ne pouvait, encore une fois, leur fournir.

[Texte]

[Traduction]

• 0935

Things that I worried about were things like my daughter saying that she does not have to get to her class at the CEGEP because the professor is not there anyway.

That bothers me. I wish all these people could have delivered what they have to deliver a little more effectively, and I wish they had been more possessive of the young people who were in their charge. I find they give a course and that is it. If you make it, okay, but I would have liked them to be a lot more caring.

Now, the people who did help, and I am saying all this because maybe some of it is still valid. There was a woman who started a commercial babysitting-housekeeping service. She had women coming in from all over Quebec. It was very hard to get to our place because it took three bus transfers—it took forever to get there—but they came. I also had a wonderful cleaning lady, and she was like one of the family, not only to me but to all the ladies around.

We lived on a nice street; there was not much traffic. The children could play in the streets; the city put on trips in the summertime, games, crafts, at the park. There were scouts later on, and guides, and they were so effective that my own children were in the movement afterwards. The protestants put on movies on Saturday afternoons. I find they have been more protective, or more interested in small children—you still have Sunday school, and I found the children were proud to go there, the ones I knew anyway, and they have nurseries for the smaller ones.

Then there were the people who worked with various sports organizations; in my case it was water polo and hockey. Some of the other children found out about *Opus Dei*, and my daughter did Katimavik, and that was a real education for her.

Now going back further still, if that is possible, I would like to thank the nuns and the brothers for the wonderful public school education they gave us—that is my brother and all the people in the inner city. We could so easily have become bums, because all the parents worked, and the times and the districts were tough. The Sisters of Service kept an eye out for us after school; the University Settlements Library accounted for many enjoyable hours. That is where I learned to read. Of course the protestants had Saturday afternoon movies. You had to be 16 to go to a movie at the time, so that was great.

As a mother, I would have appreciated a casual drop-in nursery, say, in the church basement, with older members of the congregation coming around to help, to make up for the distant family and grandparents. It would have given me a break and a feeling of belonging because we were transients. Actually, after 30 years here we are still transients.

Ce qui me tracassait, c'était que ma fille me dise, par exemple, qu'elle n'avait pas besoin d'aller au CEGEP puisque, de toute façon, le professeur était absent.

Je n'étais pas d'accord avec ça. J'aurais voulu qu'ils soient tous un peu plus consciencieux et qu'ils s'intéressent davantage aux jeunes qui leur étaient confiés. Ils donnaient leurs cours, et c'était tout. Si le jeune réussissait, tant mieux, mais j'aurais quand même aimé qu'ils prennent leur travail un peu plus à coeur.

Maintenant, il y a des gens qui ont vraiment aidé, et je vous dis tout ça parce que je crois que c'est encore valable aujourd'hui. Il y avait cette femme qui offrait des services de garde d'enfants et de ménage. Ses employées venaient de toutes les régions du Québec. C'était très difficile de se rendre chez nous en autobus parce qu'il fallait faire trois correspondances. Ça prenait une éternité, mais elles venaient quand même. J'avais également une excellente femme de ménage qui était bien plus qu'une amie, non seulement pour moi, mais pour toutes les femmes alentour.

Nous vivions dans un beau quartier où il n'y avait pas beaucoup de circulation. Les enfants pouvaient jouer dans la rue. L'été, la ville organisait des sorties. Il y avait également des jeux et de l'artisanat au terrain de jeux. Plus tard, il y a eu les scouts et les guides qui ont tellement fait sensation que mes enfants en ont fait partie par la suite. Les protestants présentaient des films le samedi après-midi. J'ai constaté qu'ils avaient une attitude beaucoup plus protectrice envers les petits enfants, qu'ils s'y intéressaient davantage (ils ont toujours l'école du dimanche), et je me suis rendu compte que les enfants étaient fiers d'y aller (ceux que je connaissais du moins). Il sont même des garderies pour les plus jeunes.

Il y avait ensuite ceux qui faisaient partie de différentes organisations sportives; dans mon cas, c'était le hockey et le water-polo. Certains des autres enfants ont découvert «Opus Dei», ma fille a fait Katimavik, ce qui a été une véritable éducation pour elle.

Si je puis retourner encore un plus en arrière, je voudrais remercier les soeurs et les frères pour la merveilleuse éducation qu'ils m'ont donnée ainsi qu'à mon frère et à tous les autres gens du centre-ville. Nous aurions pu facilement devenir des délinquants parce que tous les parents travaillaient et que les temps et le milieu étaient durs. Les Soeurs du Service veillaient sur nous après l'école; nous avons passé de nombreuses heures agréables à la bibliothèque de l'université. C'est là que j'ai appris à lire. Bien entendu, il y avait les films du samedi après-midi chez les protestants. Il fallait avoir 16 ans pour aller au cinéma à cette époque-là, alors nous trouvions ça fantastique.

En tant que mère, j'aurais aimé qu'il y ait une halte-garderie, mettons, au sous-sol de l'église, où les aînés de la communauté auraient pu se rendre et combler ainsi le vide laissé par la famille et les grands-parents qui vivaient au loin. Ça m'aurait donné un répit et un sentiment d'appartenance parce que nous étions de passage. En fait, 30 ans plus tard, nous sommes toujours de passage.

[Text]

Eventually, I helped to start up a small nursery in a small shopping centre nearby. The French schools finally added a *maternelle*, and I only say "finally" because the protestants have had their kindergarten ever since I can remember. Now, will there be a *pré-maternelle* again at the local school? Somebody asked me about that.

When we closed in on the religious orders in Quebec, I think we threw out the baby with the bath water because they were such a stabilizing force in our lives. The closest thing available now, as far as education is concerned, is the private school system. If a system of day care is to be set up I hope the plans include the nuns and the brothers who are still around.

I enclosed a clipping from *Woman's World* and *Family Circle* telling you about the different rates for what they call "full-time care-givers" in the United States. That is just for information. It is supposed to be a \$10 billion a year industry, so you have a right to be interested in this.

• 0940

I have talked to young mothers; some are my own, and some are not. One is Carole, who is a university degree nurse and who wants to keep on working. But she knows she has a problem with her particular son because he started urinating on the living room rug after he had been toilet trained. So it became very obvious to her that she would have to have somebody coming in.

I was wondering how the people who come into your house are classified and what kind of training you get? Do they have any kind of professional status? Her mother-in-law was aghast. She said that she had gone out to work and had never had any problem. Yes, she had her mother living with her. Her mother brought up her children.

The next person I talked to was Brigitte, who is French. She does not earn all that much money, so if in the course of one day she has to prepare the food, drive to the woman's house to drop off the baby—it is a woman who takes them in—drive 25 kilometres to work, work seven or eight hours, drive 25 kilometres back, pick up the child, make supper, do laundry, she does not think she has any time left in her day for what they call "quality time" with the child. It does not even make any sense financially because she is not a very well paid worker. She is very possessive of her child and she wants the child to have memories of her and her home, not someone else's, for the feeling of family and continuity this would give. She says her sister in France receives \$600 a month—I would question that—to stay at home with her two children. She is married, and so is Brigitte.

Lorraine has two children, three years old and three months old. Now, she wants to go back because things change so rapidly that it will be hard to reintegrate into the work force later on. She lives in a co-op apartment with a first-class day care centre right in the building. It would sound ideal, but she cannot afford it because both she and the father work and they are just above the threshold for allowances. So it costs her \$15 a day per child, whether it is for an hour or for the whole day. That is \$150 weekly, with a small subsidy for two children.

[Translation]

En fin de compte, j'ai aidé à organiser une petite garderie dans un petit centre commercial tout près. Les écoles françaises ont finalement ajouté une maternelle et je dis «finalement» parce que, à ma connaissance, les protestants en ont toujours eu une. Maintenant, y aura-t-il une pré-maternelle à l'école? Quelqu'un m'a posé la question.

Lorsque nous nous sommes attaqués aux ordres religieux du Québec, je crois que nous avons péché par excès de zèle parce qu'ils avaient toujours été une force stabilisatrice dans nos vies. Maintenant, il ne reste plus que les écoles privées pour dispenser un tel enseignement. Si l'on met sur pied un réseau de garderies, j'espère que l'on fera appel aux soeurs et aux frères qui existent encore aujourd'hui.

J'ai joint, à titre d'information, des articles de *Woman's World* et de *Family Circle* au sujet des tarifs demandés par les «gardiennes à plein temps» aux États-Unis. Cette industrie est censée rapporter 10 milliards de dollars par année, donc je crois que ça devrait vous intéresser.

J'ai parlé à de jeunes mères dont Carole, une diplômée d'université en nursing qui veut continuer à travailler comme infirmière. Elle sait qu'elle a un problème avec son fils parce que ce dernier a commencé à uriner sur le tapis du salon et cela, même s'il est habitué à aller à la toilette. Elle s'est donc rendu compte qu'il fallait vraiment qu'elle ait quelqu'un à la maison.

Je me demande dans quelle catégorie on classe ces gens et quel genre de formation ils ont. Ont-ils un statut professionnel quelconque? Sa belle-mère qui avait travaillé à l'extérieur et qui n'avait jamais eu de problème était tout étonnée. Oui, sa mère habitait chez elle. C'est elle qui a élevé les enfants.

L'autre personne à qui j'ai parlé, Brigitte, est française. Elle n'a pas un très gros revenu de sorte que si, au cours de la journée, elle doit préparer la nourriture du bébé, le déposer chez la gardienne, conduire 25 kilomètres pour se rendre à son travail, travailler sept à huit heures, conduire un autre 25 kilomètres pour revenir, aller chercher son enfant, préparer le souper, faire la lessive, il ne lui reste pas de «temps de qualité» à passer avec son enfant. Elle n'en sort même pas gagnante financièrement parce qu'elle n'est pas très bien payée. Elle est très possessive et veut que son enfant ait de bons souvenirs d'elle et de sa maison, et non de quelqu'un d'autre, pour qu'il ait un esprit de famille et un sentiment de permanence. Elle dit que sa soeur, qui vit en France, reçoit 600\$ par mois—ce dont je doute—pour rester à la maison avec ses deux enfants. Elle est mariée, tout comme Brigitte.

Lorraine a deux enfants, un de trois ans et l'autre de trois mois. Elle veut retourner travailler parce que le marché du travail évolue si rapidement qu'il lui sera difficile de le réintégrer plus tard. Elle vit en appartement dans une co-op dotée d'une garderie de première classe. Ça semble la solution rêvée, mais elle ne peut se le permettre parce que les deux travaillent et qu'ils gagnent juste un peu trop pour avoir droit aux allocations. Il lui en coûte donc 15\$ par jour par enfant, que ce soit pour une heure ou pour toute la journée. C'est donc

[Texte]

Now, she would work only half-days, so she sends the three-year-old only one day a week for the sociability she feels is necessary because the child sees the other children playing together, and family members come in for the rest of the time. Of course, she can go on welfare, and again without prejudice, I will say that the people today are very knowledgeable of the machinations necessary to obtain government money, and they are very cynical about doing it. We blanch when you use the word "welfare", but they do not. It is just a fact of life.

Carrie is a nurse and a single mother. She would like to thank the nuns who open their doors early to accommodate her. The cost is a flat \$75 a week, irrespective of the number of days used.

Gisèle is a professional and expecting her first child. She expects no problems because there is a nursery on the premises.

I mentioned the studios in France, *Joinville* and *Le Temps des Studios*, that installed one of the first nurseries because the owner said that time is money. *Boulot, Marmots, Labos*. These women must have had some special training that was necessary for them; for example, perhaps manual dexterity or attention to detail. So for them it was just good business to have the nursery on the premises. But that was in 1925. So today it would take another vibrant industry for this sort of thing to be effective, or at least the employer would have to have some reason for justifying it.

• 0945

Now, some other mothers. Some mothers in a Lamaze birth class told me: You would not believe the pressure being put on us to go back to work. But I do not care, I am bringing up my own baby. They mentioned the visiting nurse as a source of help and information. Eventually they would like a drop-off centre for some of the same kind of support. Also the fathers are very involved here, and I think that is very important.

Other mothers, with no rancour, and again without prejudice, reported the privileged position allotted to single mothers who are welfare recipients—that is \$600 monthly with one child; subsidized housing; and day care at one-third of the cost to the working mother, single or married.

I mention here the fact that on my income tax form I cannot claim my son because I am married and living with my husband, and my son is in good health. That is only on the provincial form. It was inherited from the previous government. However, it will be changed next year. But I really found it very hard to do my income tax these last two years.

[Traduction]

150\$ par semaine, et une petite subvention parce qu'elle a deux enfants.

Elle doit maintenant travailler à mi-temps, donc elle met son enfant de trois ans en garderie un jour par semaine pour qu'il devienne plus sociable au contact des autres enfants. Le reste du temps, ce sont des membres de sa famille qui s'en occupent. Bien entendu, elle pourrait demander l'assistance sociale et, encore une fois, sans vouloir nuire à personne, je dirai même que les gens d'aujourd'hui savent très bien comment s'y prendre pour obtenir de l'argent de l'État et ils le font de manière très effrontée. Nous rougissons lorsque nous utilisons le terme «assistance», mais pas eux. Ça fait partie de leur vie.

Carrie est infirmière et chef de famille. Elle voudrait remercier les sœurs qui ouvrent leurs portes tôt pour lui rendre service. Il lui en coûte 75\$ par semaine, quel que soit le nombre de jours utilisés.

Gisèle, une professionnelle, attend son premier enfant. Elle n'entrevoit pas de problèmes parce qu'il y a une garderie sur les lieux.

J'ai mentionné les studios en France, «Joinville» et «Le temps des studios» qui ont organisé les premières garderies parce que le propriétaire disait que le temps était de l'argent. «Boulot, marmots, labos.» Ces femmes avaient dû recevoir une formation spéciale pour développer, par exemple, leur dextérité manuelle ou le souci du détail, de sorte qu'il était dans l'ordre des choses d'avoir une garderie sur place. Et c'était en 1925. Aujourd'hui, donc, il faudrait qu'il y ait une autre industrie aussi dynamique pour que ce soit efficace ou, tout au moins, que l'employeur puisse le justifier.

Maintenant, parlons des autres mères. Certaines participantes aux cours prénataux qui enseignent la méthode Lamaze m'ont dit ceci: Tu ne peux pas croire à quel point on nous pousse à retourner travailler. Mais, ça ne me fait rien, je veux élever mon enfant moi-même. Elles ont mentionné qu'elles pouvaient compter sur l'infirmière visiteuse pour obtenir de l'aide et des renseignements. Elles aimeraient qu'il y ait éventuellement une halte-garderie où elles pourraient obtenir ce même genre d'appui. De plus, les pères sont très engagés ici, et je crois que c'est très important.

D'autres mères, sans aucune rancune et, encore une fois, sans vouloir nuire à personne, ont fait allusion à la situation privilégiée des femmes chef de famille qui touchent les allocations sociales, c'est-à-dire 600 dollars par mois par enfant; des logements subventionnés; et un service de garde d'enfants à un tiers du prix payé par les mères qui travaillent à l'extérieur, qu'elles soient célibataires ou mariées.

J'en profite ici pour mentionner que, sur ma déclaration d'impôt, je ne peux demander de déduction pour mon fils parce que je suis mariée, que j'habite avec mon mari et que mon fils est en bonne santé. ?a c'est au niveau provincial uniquement. Nous en avons hérité du gouvernement précédent; toutefois, ce sera différent l'an prochain. Mais, j'ai vraiment trouvé ça très difficile de faire ma déclaration d'impôt ces deux dernières années.

[Text]

Now, where would the money come from if stay-at-home mothers were to be paid? Am I running over time? Maybe I could stop there.

Le vice-président: Oui, si vous le voulez.

Y a-t-il des questions?

Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: First of all, I want to thank you for your presentation.

A few years ago I was on a task force on older women that travelled across Canada. We found that the group in Canada that had the greatest financial difficulty and had the least recognition was women who have given all their lives to homemaking, women who were in the 55- to 65-year old age range, who if they were alone had really no income. And I think you pointed out in your initial remarks just how much there needs to be recognition of full-time parenting in the home and for the kind of supports you illustrated.

I understand that now in Quebec there is an availability allowance for women who raise children at home of several hundred dollars for each child under six. Could you tell us anything more about that, and would that have helped you when your children were younger? Is that a good idea?

Mrs. Damecour: I do not think it is several hundred dollars per child. My neighbour said she got a cheque for about \$300, and she has about four or five children. It is very little actually, but it is a step in the right direction, because at least she is recognized as being a person.

Ms Mitchell: So you feel there should be more allowances, or maybe an increase in . . .

Mrs. Damecour: I think it is very small. Her husband told me how proud she was to get this cheque. But it was not four numbers. And as I said, she has four or five children.

Ms Mitchell: Do you think there should be some form of an income for people who are full-time homemakers?

Mrs. Damecour: Yes.

Ms Mitchell: How would you see this being paid?

Mrs. Damecour: A cheque every month, just like you get family allowance. And if it is a tax burden on a very rich family, it can be refused, but the people who want it should take it.

Ms Mitchell: Would an increase in the child tax credit, which gives more help to the lower income people, be of . . .

Mrs. Damecour: That comes once a year does it not?

Ms Mitchell: Yes.

[Translation]

Maintenant, d'où viendrait l'argent si on décidait de rémunérer les femmes qui restent à la maison? Est-ce que mon temps est écoulé? Je pourrais peut-être m'arrêter ici.

The Vice-Chairman: Yes, if you wish to.

Are there any questions?

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Premièrement, je voudrais vous remercier pour votre exposé.

Il y a quelques années, je faisais partie d'un groupe de travail sur les femmes âgées qui tenait des audiences partout au Canada. Nous avons constaté que le groupe canadien qui éprouvait le plus de difficultés financières et qui était le moins bien reconnu était les femmes qui étaient restées toute leur vie à la maison, des femmes entre 55 et 65 ans qui, si elles étaient seules, n'avaient vraiment aucun revenu. Et je crois qu'au début de votre exposé vous avez mentionné à quel point il était important de reconnaître le travail des femmes qui restent à la maison pour élever leurs enfants, et de les appuyer.

Si j'ai bien compris, les Québécoises qui restent à la maison pour élever leurs enfants bénéficient maintenant d'une allocation de disponibilité de plusieurs centaines de dollars pour chaque enfant de moins de six ans. Pourriez-vous m'en dire plus à ce sujet et me dire si ça vous aurait aidée lorsque vos enfants étaient plus jeunes? Est-ce une bonne idée?

Mme Damecour: Je ne crois pas qu'ils s'agisse de plusieurs centaines de dollars par enfant. Ma voisine m'a dit qu'elle avait reçu un chèque d'environ 300 dollars et elle a quatre ou cinq enfants. C'est très peu en réalité, mais c'est un pas dans la bonne direction, parce qu'au moins on reconnaît qu'elle existe.

Mme Mitchell: Alors, vous croyez qu'il devrait y avoir d'autres allocations ou peut-être qu'il faudrait augmenter . . .

Mme Damecour: Je crois que c'est très peu. Son mari m'a dit combien elle était fière d'avoir reçu ce chèque. Mais, ça n'allait pas chercher dans les mille dollars. Et, comme je l'ai déjà dit, elle a quatre ou cinq enfants.

Mme Mitchell: À votre avis, faudrait-il rémunérer d'une façon quelconque les personnes qui restent à la maison pour vaquer aux soins du ménage et des enfants?

Mme Damecour: Oui.

Mme Mitchell: Quel devrait être le mode de rémunération à votre avis?

Mme Damecour: Un chèque tous les mois, tout comme les allocations familiales. Les familles très riches pourraient toujours le refuser, si cela augmente trop leurs impôts, mais les gens qui le veulent devraient pouvoir en bénéficier.

Mme Mitchell: Est-ce qu'une augmentation du crédit d'impôt pour enfant, qui aide davantage les personnes à faible revenu . . .

Mme Damecour: C'est versé une fois par année, n'est-ce pas?

Mme Mitchell: Oui.

[Texte]

Mrs. Damécour: I would like something every month, just as if you were working. I do not see any difference between working inside and working outside. And I would like them to get credits toward a pension, exactly as if they were working outside, so when they hit 50 or 55 years of age, and the children are gone, they would have a little something to call their own. Then when they move on to receive the old age pension they will be just like everybody else. You do not have to be poor just because you stay home and bring up your children.

Ms Mitchell: Thank you very much, Mr. Chairman.

• 0950

Le vice-président: Merci beaucoup.

Mme Damécour: Merci beaucoup.

Le vice-président: Le troisième témoin ce matin est la représentante du Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec, M^{me} Jocelyne Tougas.

Mme Jocelyne Tougas (Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec): Bonjour.

Vous avez, je l'espère, pris connaissance du mémoire qu'on vous a fait parvenir. Tel qu'entendu, je vais vous présenter simplement des extraits des points importants.

J'aimerais d'abord vous remercier de me donner l'occasion d'exprimer de vive voix les attentes des agences de services de garde. Vous avez entendu tout à l'heure M^{me} Ann Ruel-Côté qui est directrice d'une des agences, celle du YMCA. Cette agence fait partie des agences reconnues au Québec par l'Office des services de garde. Le Regroupement en réunit 43 à ce jour; elles sont 47 au Québec. Ce qui veut dire que nous représentons près de 3,000 enfants qui sont gardés par environ 1,000 familles de garde. Ces chiffres sont anciens, et on pourrait présumer qu'ils ont augmenté depuis.

Au Québec, 482,000 enfants ont besoin de services de garde et ce nombre augmente constamment. Or, seulement 33,000 de ces enfants sont gardés au sein du réseau des services de garde reconnus par l'État. Nous savons que la reconnaissance étatique des services de garde assure un contrôle minimal de la qualité puisqu'on a des lois, des règlements qui sont adaptés à ces services de garde.

On sait aussi que la reconnaissance étatique d'un service de garde assure un soutien financier aux parents, ici, au Québec, par le biais d'aide financière directe aux parents les plus démunis ou encore, pour les autres parents, sous forme de déductions d'impôt.

On sait aussi que la reconnaissance étatique permet un soutien financier direct aux services de garde. C'est-à-dire qu'au Québec, les agences et les garderies reconnues reçoivent des subventions pour assurer des ressources additionnelles aux enfants qui sont gardés chez eux.

Il nous semble qu'il est essentiel, compte tenu du nombre toujours croissant d'enfants en besoin de services de garde au

[Traduction]

Mme Damécour: Je voudrais quelque chose qui soit versé tous les mois, comme si l'on travaillait. Je ne vois pas de différence entre travailler à la maison et travailler à l'extérieur. Et je voudrais qu'elles puissent contribuer à un fond de pension, tout comme si elles travaillaient à l'extérieur, afin qu'elles puissent avoir quelque chose à leur nom une fois qu'elles auront atteint 50 ou 55 ans et que leurs enfants seront partis. ensuite, lorsqu'elles auront atteint l'âge voulu pour recevoir leur pension de vieillesse, elles seront comme tout le monde. Il n'est pas nécessaire d'être pauvre juste parce qu'on reste à la maison pour élever ses enfants.

Mme Mitchell: Merci beaucoup. Monsieur le président.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mrs. Damécour: Thank you.

The Vice-Chairman: Our third witness this morning is the representative of the Quebec Association of Family Care Agencies, Mrs. Jocelyne Tougas.

Mrs. Jocelyne Tougas (Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec): Good morning.

I hope you have had a chance to look at the brief which we sent you. In keeping with your suggestion, I will merely point out the highlights of our presentation.

I would first of all like to thank you for the opportunity to appear and to express in person the expectations of the day care agencies. You have just heard Mrs. Ann Ruel-Côté who is Director of one of the agencies, namely the YMCA. It is one of the agencies recognized in Quebec by the provincial Child Care Services Board. Our association is made up of 43 such groups out of a total of 47 in the province of Quebec. This means that we represent approximately 3,000 children looked after by about 1,000 day care families. These figures are not the most recent ones and we may assume that there has been some increase since.

In Quebec 482,000 children require day care and the number is constantly increasing. However, only 33,000 of these children are to be found within the day care network recognized by the State. We know that official recognition of day care services ensures a basic quality control in view of the legislation and regulations governing such services.

Official provincial recognition of a day care service also provides financial support to parents here in Quebec through direct financial assistance to the poorest parents and in the form of a tax deduction for the others.

Government recognition also means direct financial support for the day care services. In other words, recognized day care centres and agencies in Quebec receive grants to supplement their own resources for the children in their care.

In view of the growing number of children requiring day care in Quebec and in Canada and the distressing shortage of

[Text]

Québec et au Canada et de la pénurie navrante de services accrédités et contrôlés, de débloquer des fonds publics pour le développement accru et rapide d'un réseau de services de garde universellement accessibles à l'ensemble de la population. Sur 482,000 enfants, 33,000 ont accès à des services reconnus.

Tout en acceptant le principe qui veut que les services de garde soient un soutien aux parents, aux familles, aux femmes, il faut d'abord considérer qu'ils s'adressent aux enfants. Les services de garde doivent être organisés pour assurer le développement global, socio-affectif des enfants avant d'être conçus uniquement comme services aux parents. Les deux sont parallèles, d'où l'importance de la formation du personnel, en garderie comme en agence, qui oeuvre auprès des enfants et l'importance du contrôle des normes de qualité s'appliquant à ces services.

Les services de garde qui se méritent l'accréditation ou la reconnaissance doivent prouver, selon nous, leur valeur éducative auprès des enfants.

Troisièmement, j'aimerais vous parler du financement. Il nous semble que trois partenaires devraient avoir la responsabilité financière du financement du réseau des services de garde: d'une part, les parents, parce qu'ils sont directement impliqués et que le fait de financer leurs services de garde leur donne un certain contrôle sur les services offerts; les gouvernement, évidemment, parce que les enfants sont aussi la responsabilité de la société, étant donné qu'ils sont l'avenir du pays; et les employeurs, parce qu'ils bénéficient directement de la quiétude d'esprit des parents qui travaillent chez eux et dont les enfants sont gardés dans une situation acceptable.

• 0955

Des mesures incitatives réelles doivent être implantées pour encourager les employeurs à assumer une plus grande part des responsabilités liées à l'implantation d'un réseau universel. On peut donner comme exemple le besoin en hébergement des services de garde. Les employeurs devraient s'impliquer pour faciliter l'aménagement de locaux convenables.

Au niveau de certaines recommandations, nous retenons comme extrêmement pertinent le rapport qui a été soumis par le groupe d'étude présidé par le Dr Katie Cooke. Nous osons espérer que leurs recommandations seront prises en considération à juste titre et que des changements significatifs en découleront.

Nous appuyons, de plus, le projet de la nouvelle politique fédérale sur le financement des services de garde à l'enfance qui a été soumis au gouvernement par l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance.

Nous souhaitons, de plus, que les problèmes des compétences fédérale et provinciale ne servent pas d'excuse pour retarder l'adoption de mesures qui amélioreraient le système de garde des enfants au Québec et au Canada. Nous considérons que les consultations ont maintenant suivi leur cours et que dorénavant il appartient à l'État d'agir.

En terminant, mesdames, messieurs, j'aimerais vous rappeler que les regroupements comme le nôtre manquent parfois de ressources suffisantes pour étoffer les rapports qui

[Translation]

accredited and controlled services, we think that it is essential to make public funds available for the rapid extension of the day care network to make it universally accessible to the entire population. Out of 482,000 children, 33,000 have access to officially recognized services.

Although we accept the principle that day care is a support for parents, families and women, we must take into account first and foremost that such services are intended for children. Day care must therefore be organized with a view to the overall social and emotional development of the child rather than being considered solely as a service to the parents. The two functions are parallel, hence the importance of adequately trained staff, in both day care centres and in family settings, for the care of children and the importance of monitoring standards relating to the quality of such services.

We are of the opinion that accredited or recognized day care services must prove the educational value of their work among children.

Thirdly, I would like to talk about funding. We think that three parties should assume the responsibility for the funding of day care: first, the parents, because of their direct involvement and the fact that their financial contribution to day care services gives them a certain control over the services provided; the different levels of government, of course, because children are also the responsibility of society and constitute the future of our country; and employers, since they benefit directly from the peace of mind of their employees who are reassured about their children receiving good care while they are at work.

Real incentives must be offered to encourage employers to assume a greater share of the responsibility of setting up a universal network. An example might be the provision of facilities to a day care service. Employers should make a greater effort to provide appropriate premises.

Turning now to our recommendations, we consider extremely relevant the report submitted by the task force presided over by Dr. Katie Cooke. We hope that its recommendations will be given the consideration they deserve and that their implementation will result in significant changes.

We also support the proposed new federal policy on the funding of day care services submitted to the government by the Canadian Day Care Advocacy Association.

We also hope that federal-provincial jurisdiction problems will not serve as a pretext for delay in adopting measures to improve the day care system in Quebec and in Canada. We believe that sufficient consultation has taken place and that it is now time for the government to act.

In conclusion, ladies and gentlemen, I would like to remind you that groups such as ours often lack the resources necessary to provide detailed information backing their claims. We are

[Texte]

appuieraient leurs demandes. Bien souvent, nous sommes prises dans le quotidien des besoins des services de garde et ne prenons pas le temps de préparer nos assurances pour l'avenir.

• 1000

Même en l'absence de théories et de statistiques, je vous ferai part de notre immense besoin en ressources pour développer des services de garde de qualité. Il ne faut pas oublier que les enfants gardés, pour quelque raison que ce soit, ont droit à des services de qualité supérieure dans une société telle que la nôtre. Ces enfants sont notre avenir et si nous n'investissons pas immédiatement, nous risquons une vieillesse bien pauvre, tant sur le plan social que sur le plan économique.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé.

Le vice-président: Merci.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Bonjour, madame. Je suis d'accord avec vous que le temps des consultations est terminé et qu'il faut passer à l'action.

Comment la qualité des services de garde à domicile est-elle contrôlée? Y a-t-il un système de contrôle de la la qualité des services qu'on offre en milieu familial?

Mme Tougas: Il y a actuellement 47 agences au Québec et elles sont organisées pour recruter des familles de garde, les choisir, les évaluer et s'assurer qu'au sein de ces familles existent des programmes d'activité favorisant le développement des enfants, comme la loi l'exige. Donc, l'agence, par sa structure même, a du personnel qui supervise la qualité des services. Cela, c'est un angle. L'autre angle, c'est le suivi et la formation qui est assurée aux familles de garde.

Je ne peux pas parler pour l'ensemble du réseau, mais je peux parler pour les 43 agences qui font partie du regroupement. Toutes offrent un cours de formation de base d'un minimum de 30 heures et un suivi annuel est offert par les groupes de consultants, de parents siégeant aux conseils d'administration.

D'ailleurs, on est en grand processus de consultation actuellement concernant une réglementation et des normes de qualité.

Mme Pépin: Vous parlez dans une de vos recommandations de la participation des employeurs, de l'industrie. À Québec, y a-t-il des industries qui offrent un service de garderie sur place?

Mme Tougas: Oui, certains employeurs offrent des services de garde. Maintenant, pour ce qui est des agences, il en existe certaines, entre autres le YMCA qui a un mandat communautaire. Il y a aussi une agence à Montréal, le Royal Victoria, qui offre un service de garde en milieu de travail.

Mme Pépin: Je vous parle de la ville de Québec.

Mme Tougas: Je ne sais pas. Autant que je sache, il n'y a pas d'agence.

Mme Pépin: Et vous recommandez que l'employeur participe.

[Traduction]

very often caught up in the day-to-day functioning of our services and are not able to take the time to prepare for the future.

But even without theories and statistics, I can assure you of the great need for resources to develop quality day care services. We must remember that children who are placed in day care, for whatever reason, are entitled to superior quality services in a society like ours. These children are our future and if we do not invest immediately, we run the risk of an impoverished old age, both socially and economically.

Thank you for your time.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: Good morning. I agree with you that the time for consultation is now over and that we must begin to act.

How is the quality of home day care monitored? Is there any system for controlling the quality of services provided in family day care?

Mrs. Tougas: At present there are 47 agencies in the province of Quebec; they are organized to recruit day care families, to evaluate them and make a choice and ensure that such families offer a program of activities for child development, as required by the legislation. Therefore agencies do have staff who supervise the quality of service. This is one approach, the other is the follow-up and training provided to day care families.

I cannot speak for the entire network but I can speak for the 43 agencies which make up our association. All of them offer a basic training course of at least 30 hours and an annual follow-up is offered by the groups of consultants, the groups of parents who are members of the board of directors.

As a matter of fact, we are now involved in an extensive consultation relating to quality standards and regulations.

Mrs. Pépin: In one of your recommendations you make reference to employer or industry participation. Are there any industries in Quebec City offering workplace day care?

Mrs. Tougas: Yes, some employers do offer day care services; as for agencies, there are a few, such as the YMCA, which does have a community mandate. There is also an agency in Montreal, the Royal Victoria, which offers workplace day care.

Mrs. Pépin: I am talking about Quebec City.

Mrs. Tougas: I do not know. To the best of my knowledge, there is none.

Mrs. Pépin: And you recommend participation on the part of the employer.

[Text]

Mme Tougas: C'est très difficile, parce que la garde en milieu familial est une garde qui doit correspondre à des besoins de nuit, de fin de semaine et ainsi de suite. La garde en milieu de travail, c'est quand même difficile. On ne peut pas mettre en application le principe de la garderie. Il faut trouver de nouvelles formules, et c'est ce qu'on est en train d'essayer de découvrir.

Mme Pépin: Beaucoup sont en faveur de la garde en industrie. Cependant, quand un des parents change d'emploi, on doit transplanter l'enfant ailleurs. Avez-vous songé à cela?

Mme Tougas: Il y a cet inconvénient, et il y en a d'autres. Les femmes seraient peut-être portées à accepter un travail moins bien rémunéré à cause du service de garde. Par contre, il y a peut-être de nouvelles formules à développer. C'est ce qu'on essaie de faire. C'est vraiment un problème, surtout pour les gens qui travaillent dans les hôpitaux, qui ont des quarts de travail. On vit une situation particulière dans les hôpitaux où il y a beaucoup d'employés permanents à temps partiel et d'employés permanents qui travaillent sur appel. Ils sont obligés de refuser de l'emploi parce que qu'est-ce qu'on fait avec notre bébé à 02h00 du matin.

• 1005

Alors il y a ces problèmes auxquels on doit essayer de trouver des solutions, mais on pense que la collaboration de l'employeur devrait être de faciliter l'encadrement physique parce que souvent les services de garde sont obligés de dépenser des montants énormes sur les installations, montants qu'ils ne peuvent mettre sur le suivi pédagogique et les ressources directement liées aux enfants. C'est à ce niveau qu'on voit beaucoup l'implication des employeurs.

Mme Pépin: Merci.

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci beaucoup, monsieur le président.

On page 2 of your brief, you indicate that there were 482,000 *enfants entre 0 et 2 ans ont besoin de services de garde*. Are those all the children of Quebec that are between those ages, or are you distinguishing between all the children who have need of child care services?

Mme Tougas: Non. Ces statistiques doivent dater de 1983. Elles sont prises à même certains documents publiés par l'Office des services de garde et proviennent aussi d'une enquête qui avait été réalisée par L'Université de Montréal.

Il s'agit bel et bien des enfants qui ont besoin de services de garde—pas nécessairement à temps plein. Je pense qu'en comptant seulement les enfants qui avaient besoin de services de garde à temps plein, on arrivait à 405,000 enfants de 0 à 12 ans. Dans ce nombre, on inclut les enfants de six ans qui arrivent à 15h30, dont les parents ne sont pas là, et qui ont besoin d'un service de garde. Cela inclut ces besoins.

Mr. Nicholson: Do you know what the total number of children in Quebec of that age is? Is it a third of the children or ...?

[Translation]

Mrs. Tougas: It is very difficult because family day care must make provision for those who work nights, or weekends and so forth. Workplace day care is a difficult proposition, we cannot apply the day care principle. We must come up with new solutions, and that is what we are attempting to discover.

Mrs. Pépin: Many people are in favour of day care on the work site. However, if one of the parents changes his or her job, then the child must be transferred. Have you given any consideration to that?

Mrs. Tougas: That is one of the drawbacks, among others. Women might be inclined to accept a less well paid job because of day care. However, it may be possible to come up with new arrangements, and we are trying to do so. This is a particular problem, mainly for people who do shift work in hospitals. The situation in hospitals is a special one, there are many part-time permanent employees and many permanent employees who work on call. They have to turn down the offer because there is no place to leave their baby at 2.00 a.m.

This is the kind of problem a solution must be found for but we think that the employer could help by supplying premises for day care, as services often must spend large sums of money on facilities and thus are unable to spend that money on pedagogical activities and resources that would benefit the children directly. This is how we see employer involvement.

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Mr. Chairman.

À la page 2 de votre mémoire, vous dites que 482,000 enfants entre 0 et 2 ans ont besoin de services de garde. S'agit-il de la population totale de cette tranche d'âge au Québec ou plutôt des enfants qui ont besoin de services de garde?

Mrs. Tougas: No. These must be 1983 statistics. They are taken from some documents published by the Child Care Services Board and also from a survey carried out by the University of Montreal.

This is indeed the actual number of children requiring day care, not necessarily full-time. If we limit ourselves to children requiring full-time day care services, the figure would be 405,000 between 0 and 12 years. That includes children of six and above who have no one at home to look after them when school is finished at 3.30 p.m.

M. Nicholson: Savez-vous quel est le nombre total des enfants de cet âge au Québec? S'agit-il d'un tiers des enfants ou ...?

[Texte]

Mme Tougas: Je pense qu'il y avait environ 980,000 ou près de 1 million d'enfants de 0 à 12 ans. Je pense que c'était plutôt 900,000. Mais je vous soumetts ces données sous toute réserve parce que je ne m'en souviens pas précisément. C'était seulement 33 p. 100 des enfants, soit 33,000 enfants sur ce nombre qui disposaient de services de garde reconnus.

Mr. Nicholson: Thank you. It was really just a point of clarification, *monsieur le président*. Thank you.

Le vice-président: Merci. Il n'y a pas d'autres questions?

Mme Tougas: Je vous remercie beaucoup.

Le vice-président: Merci de votre présentation.

Mme Chantal Ouellet (Réseau d'action et d'information pour les femmes): Je vous remercie beaucoup d'avoir communiqué avec nous et de nous avoir fait parvenir les documents qui nous permettaient d'écrire un mémoire assez étoffé.

J'aimerais vous dire que le document que vous avez en mains est un résumé d'un mémoire qui vous sera envoyé avant le 2 juin—comme vous l'aviez demandé. Il donne un aperçu de nos positions. Permettez-moi de vous en faire la lecture.

Notre mémoire touche toutes les formes de garde dont peut bénéficier un enfant de sa naissance jusqu'à ce qu'il ait atteint un âge raisonnable où ce genre de service n'est plus requis. Nous vous ferons donc des recommandations quant à la garde parentale, assurée par les parents eux-mêmes et la garde extra-parentale assurée par des tiers.

Dans un premier temps les principes de base sur lesquels reposent nos positions seront énoncés. Suivront ensuite des suggestions quant aux modalités d'application et de financement de ces diverses mesures. En dernier lieu, nous vous ferons part de différentes recommandations visant l'amélioration des éléments fiscaux relatifs à la garde des enfants.

• 1010

Bien que certains aspects de notre position sur les services de garde relèvent de la juridiction provinciale, nous avons tenu à les inclure dans le présent mémoire afin de vous donner une vue d'ensemble qui vous permettra de mieux apprécier la pertinence des recommandations à caractère fédéral, par rapport à une politique globale régissant l'ensemble de ces services.

Les principes de base.

Pour ce qui est de la garde parentale, premièrement, un congé de maternité avec plein salaire devrait être accordé à la mère pendant une période de 20 semaines, tant dans le secteur privé que public. Ce congé pourrait être transférable au père trois mois après la naissance du bébé. Un congé parental d'une durée d'un an, sans solde, suivi d'une autre année non payée (compensé par le revenu garanti), sans perte d'emploi ni d'avantages sociaux et transférable au père, obligatoirement disponible tant dans le secteur privé que public, devrait être selon nous un objectif à atteindre dans un avenir rapproché. En attendant l'adoption d'une telle mesure, un congé sans solde, de deux ans, compensé par le maximum des prestations de

[Traduction]

Mrs. Tougas: I think that there were approximately 980,000 or almost one million children between 0 and 12 years. It is probably more like 900,000. I do not claim that these figures are accurate, I do not remember them exactly. Only 33% of these children, that is 33,000 out of the total number were to be found in official day care.

M. Nicholson: Merci. C'est tout simplement une précision, monsieur le président.

The Vice-Chairman: Thank you. Are there no more questions?

Mrs. Tougas: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you for your presentation.

Mrs. Chantal Ouellet (Women's Action and Information Network): I would like to thank you for getting in touch with us and for having sent us documents so that we could prepare a fairly comprehensive brief.

I would like to inform you that the document distributed to you is the summary of a brief which will be sent to your committee before June 2, in keeping with your request. It sums up our positions. If I may, I would like to read it to you.

Our brief deals with all the types of day care which may be offered to a child between the moment of his birth until an age when such services would no longer reasonably be needed. We shall therefore be making recommendations relating to care offered by the parents and care provided by other persons.

At the outset some basic principles on which our positions rest will be stated. They will be followed by some suggestions concerning the method of implementation and the funding of the various measures. Lastly, we shall be making different recommendations with respect to the improvement of child care tax provisions.

Although certain aspects of our position on day care come under provincial jurisdiction, we have decided to include them in our brief to give you an overall view which will enable you to better appreciate the relevance of certain recommendations applicable to the federal government as part of an overall day care policy.

Basic principles.

Under the heading of parental care, first of all, maternity leave with full pay should be given to the mother for a period of 20 weeks, both in the public and private sector. This leave could be transferred to the father three months after the birth of the child. One year's unpaid parental leave, followed by a further year without pay (made up for by guaranteed income) without loss of job or fringe benefits and transferable to the father, to be compulsorily offered by both the public and private sectors is, in our opinion, an objective to be aimed for in the near future. Until such a measure is adopted, all parents should be entitled to two years' leave without pay with maximum guaranteed income benefits and no loss of fringe benefits.

[Text]

revenu garanti, sans perte d'avantages sociaux, transférable au père, devrait être accessible à toutes et à tous.

Deuxièmement, des journées de congé parental devraient être disponibles au prorata du nombre d'enfants afin que le ou les parent(s) d'enfants malades puisse(nt) s'absenter de leur travail sans en être pénalisés.

Troisièmement, si l'un des parents désire demeurer à la maison pour assurer la garde d'un enfant d'âge préscolaire, il devrait être compensé par le maximum des prestations de revenu garanti.

Notre position sur le revenu garanti vous sera expliqué un peu plus en détail dans le mémoire qu'on vous fera parvenir.

Pour ce qui est de la garde extra-parentale: premièrement, les enfants ont droit à des services de garde de qualité peu importe le revenu parental. C'est l'avenir de notre société qui est en jeu.

Deuxièmement, nous reconnaissons cinq types de services de garde:

Premièrement, la halte-garderie: pour la garde occasionnelle des enfants. C'est un service de dépannage structuré qui peut prendre plusieurs formes: garderie dans les complexes d'habitation, dans les lieux publics, centres d'achat, centres culturels et sportifs et autres; halte-garderie lors d'événements sportifs, culturels ou autres, garderie de quartier accueillant les enfants un ou deux jours par semaine.

Il y a la garderie: pour un service de garde recevant des enfants à temps complet mais parfois à temps partiel. Ce genre de service s'adresse surtout aux enfants dont les parents travaillent à temps complet ou à temps partiel sur une base régulière. Ce service peut être dispensé dans des garderies de quartier ou dans des garderies en milieu de travail.

La garde en milieu familial: elle peut se faire soit au domicile de l'enfant, soit à celui de la gardienne ou du gardien, à temps partiel ou à temps complet, sur une base régulière ou non.

La garderie para-scolaire qui est en fait un service de garde en milieu scolaire, sous la responsabilité des écoles, accessible aux enfants qui fréquentent les pré-maternelles, maternelles et le primaire, pour des périodes équivalentes à celles où les parents sont absents (c'est-à-dire, par exemple, de 07h30 à 18h00).

Il y a aussi les services des gardiens et gardiennes à domicile pour milieux défavorisés économiquement, affectivement, socialement et aussi pour couvrir les urgences.

Il est important de noter que toutes les formes de services énoncées offrent des avantages différents qui répondent aux divers besoins des familles d'aujourd'hui. Toutes sont importantes et aucune ne devrait être privilégiée par l'État au moyen de subventions accordées à l'une plus qu'à l'autre.

Troisièmement, un contrôle de la qualité des services doit être instauré. La vérification pourrait être effectuée par des personnes compétentes et toucherait toutes les formes de garde extra-parentale.

[Translation]

Secondly, a number of days of parental leave should be made available on the basis of the number of children so that the parent or parents of sick children may take time off from their work without being penalized.

Thirdly, if one of the parents wishes to remain home to look after a preschooler, the parent should be entitled to the maximum guaranteed income benefits.

Our position on a guaranteed income will be explained to you in greater detail in the brief which we intend to send to you.

Care offered by a person other than the parent: first of all, children are entitled to quality care whatever their parents' income. It is the future of our society which is at stake.

Secondly, we recognize five types of day care:

First, drop-in centres for occasional child care. This is a structured short-term service which may take a number of forms: day care centres in housing complexes, public places, shopping centres, cultural and sports centres and others; babysitting for sports, cultural or other events, community day care for children one or two days a week.

Then there is the day care centre for full-time day care and occasionally for part-time care. This type of service is intended mainly for children whose parents work full-time or part-time on a regular basis. Such a service may be offered in neighborhood day care centres or in worksite day care centres.

Family day care: this may be provided in the child's home or in the home of the babysitter, full-time or part-time, on a regular basis or otherwise.

School-sponsored day care is offered under the supervision of the school and is available to children in nursery schools, kindergartens and elementary school for the times of the day when the parents are not at home (i.e. between 7:30 and 6:00 p.m., for example).

There are also home babysitter services for economically, emotionally and socially disadvantaged families and also in cases of emergency.

It should be noted that all the above-mentioned types of service have different advantages meeting the diverse needs of modern families. They are all important and none should be given a greater priority by government through a higher level of subsidy.

Thirdly, a system for the quality control of services must be set up. Monitoring could be done by competent persons and would affect all types of day care provided by persons other than the parents.

[Texte]

Quatrièmement, toute personne gardant des enfants, devrait recevoir une formation générale comprenant des cours de premiers soins et d'hygiène; des notions de base en nutrition; des cours de psychologie infantile; et des connaissances sur les jeux éducatifs, bricolages, etc.

Cinquièmement, afin que l'accès à un service de garde de qualité contrôlée soit possible pour tous les enfants, nous préconisons l'instauration de la gratuité universelle de ces services peu importe leur forme: halte-garderie, garderie en milieu de travail, garderie de quartier, etc. D'après nous, il est impératif que tout service professionnel destiné aux enfants soit entièrement défrayé par l'État si l'on veut que les enfants de parents insouciants et irresponsables, parfois mesquins même si leurs revenus sont élevés, ne soient pas privés de services de qualité dispensés par des personnes compétentes.

• 1015

Les modalités d'application et de financement—La garde parentale: Il est essentiel que l'État voit à ce que tout parent qui le désire puisse demeurer avec son enfant à la maison pendant les deux premières années de la vie de l'enfant sans être pénalisé. Une loi à cet effet devrait couvrir tous les travailleurs afin que ceux et celles protégés par une convention collective ne soient plus les seuls à bénéficier de telles mesures dont le bien-fondé n'est plus à démontrer. Il est également nécessaire d'instaurer des congés parentaux permettant aux parents d'un enfant malade de soigner lui-même son enfant. Cette mesure rendrait le monde du travail plus humain et mieux adapté aux exigeantes responsabilités des parents.

Le financement de telles dispositions proviendrait d'une caisse tripartite financée par l'État, l'employeur et tous les employés.

Quant à la compensation que recevrait un parent qui désirerait demeurer à la maison pour prendre soin d'un enfant pré-scolaire, elle prendrait la forme du revenu garanti et ce peu importe le revenu du conjoint.

La garde extra-parentale: Nous désirons pour les parents et les enfants des services de garde diversifiés qui répondent à leurs besoins tout en tenant compte des disparités régionales dans les services offerts.

Dans le but d'assurer à toutes et à tous l'accès à un service de garde de qualité, un réseau de garderie contrôlé par les parents, sans but lucratif, subventionné directement et pleinement afin d'en stabiliser le fonctionnement nous apparaît être l'objectif à atteindre. Nous comprenons cependant que ce réseau ne pourra être établi que par étapes, mais nous insistons pour qu'un échéancier soit prévu et rendu public pour ces étapes.

Une telle mesure aurait plusieurs impacts positifs:

- en incitant les Québécois et Québécoises à avoir plus d'enfants;
- en favorisant l'accès du travail pour les femmes et conséquemment en augmentant les revenus gouvernementaux via les taxes et impôts;

[Traduction]

Fourthly, all care providers should receive general training, which would include courses in first aid and hygiene, basic nutrition, child psychology, knowledge of educational games, handicrafts, etc.

Fifth, in order to ensure all children access to day care of known quality, we advocate a universal system of free day care, whatever the type, drop-in centres, workplace day care, community day care and so forth. We are of the opinion that any professional services intended for children must be paid for entirely by the government so that the children of neglectful and irresponsible parents, who may be stingy in spite of a high income, are not deprived of quality services from qualified personnel.

Methods of application of financing—parental care: It is essential the government ensure that any parent who so wishes can remain at home with his or her child for the first two weeks of the child's life without being penalized. Such a law should cover all workers so that those protected by a collective agreement are not the only ones to benefit from measures whose validity has already been proven. It is also necessary to provide for parental leave to permit parents with a sick child to care for their children themselves, thereby making the working world more humane and better adapted to the demanding responsibilities of parenting.

These provisions would be financed by a tripartite fund backed by the government, the employer and all employees.

The compensation for a parent who wished to remain at home to look after a preschool child would take the form of a guaranteed income, no matter what the spouse's income.

Care given by someone other than the parents: We would like varied day care services which would meet the needs of parents and children, while taking into consideration regional disparities.

In order to ensure high quality day care, we would aim for a network of non-profit day care centres, controlled by parents, to be directly and fully funded in order to ensure continuity. We do understand that such a network can only be set up in stages, but we want a timetable to be drawn up and made public.

This would have other positive effects:

- it would encourage Quebecers to have more children;
- it would make work more accessible to women and consequently increase government income in the form of various taxes;

[Text]

- en évitant le travail à bon marché où les femmes sont encore perdantes: salaire de beaucoup inférieur au salaire minimum, aucune protection ni avantages sociaux, la très grande majorité des gardiens-gardiennes en milieu familial refusant de déclarer leur revenu afin de ne pas payer d'impôt et de ne pas faire perdre à leur mari l'exemption de personne mariée.

- en réduisant le nombre d'enfants d'âge pré-scolaire laissés à eux mêmes pendant la journée;

- en créant des emplois dans la garde d'enfants, étant donné que plus de mères retournent aux études ou au travail;

Evidemment, pour être efficace, une telle mesure devrait être accompagnée d'une exemption fiscale totale des revenus provenant de la garde d'enfants à titre de service rendu à la société. Nous espérons que le gouvernement sera réceptif à cette idée. S'il est prêt à consacrer des millions en exemptions fiscales à des multinationales qui bien souvent nous exploitent ou à des entreprises chancelantes bien souvent, sous prétexte qu'elles sont censées développer le pays, combien de plus l'État devrait-il être prêt à exempter des personnes qui s'occupent de développer nos enfants, la richesse la plus essentielle et la plus précieuse du pays comme on le dit bien souvent mais sans jamais vouloir le traduire en actes.

La garde en milieu familial:

1. Une formation en gardiennage d'enfants devra être suivie par toute personne désirant exercer cette fonction. Un certificat d'accréditation lui sera remis si elle satisfait aux normes exigées. Ce certificat devra être affiché ou présenté aux parents et exigé pour que cette personne reçoive son salaire du gouvernement. Par ces cours il sera possible d'éliminer des candidats les plus évidemment inaptes à garder des enfants pour différentes raisons. Lorsque jugée nécessaire, l'accréditation pourra être révoquée quand la santé, la sécurité ou le bien-être des enfants recevant les services est menacé.

2. Toutes les personnes gardant des enfants de façon peu régulière sans être accréditées seront passibles d'une forte amende.

3. Une déduction fiscale sera accordée aux parents utilisant les services de garde accrédités, dans un premier temps, en attendant l'instauration de la gratuité universelle des services.

4. Des visites régulières seront effectuées par un service de conseillers-conseillères spécialisés en garde d'enfants sur une base au moins semi-annuelle dans les foyers où se fait la garde en milieu familial.

5. Une banque de jouets ou joujouthèque sera mise gratuitement à la disposition des personnes qui prennent les responsabilités d'une garde en milieu familial.

• 1020

6. Que des quotas raisonnables tenant compte des enfants de la gardienne ou du gardien soient fixés quant au nombre d'enfants pouvant être gardés par cette personne.

7. Que l'accréditation des personnes responsables des services de garde en milieu familial autre qu'au domicile des parents de l'enfant ne soit accordée qu'après visite des lieux.

Pour ce qui est des garderies:

[Translation]

- it would cut down on cheap labour where women always lose out, that is on salaries that are much lower than the minimum wage, lack of protection and social benefits, especially since most sitters refuse to declare their income so they do not have to pay taxes or lose their married exemption;

- it would reduce the number of preschool children who are left by themselves during the day;

- it would create jobs in day care, since more mothers would return to work or go back to school.

In order to give this provision teeth, it should be accompanied by a total tax exemption on income from day care, as a service rendered to society. We hope the government will be receptive to the idea. If it is prepared to give millions in tax exemptions to multinationals, which too often exploit us, or to teetering companies, under the pretext of national development, it should be even more willing to exempt those who develop our children. We are often told that they are our greatest and most precious national resource, but this is never translated into action.

Day care at home:

1. Any person who wishes to provide day care at home should have some kind of training and then receive a certificate if the required standards are met. This certificate should be displayed or presented to the parents. It should be required in order for this person to receive the salary from the government. It would then be possible to eliminate those candidates who are obviously most unsuited to looking after children for various reasons. The accreditation could be cancelled if it were deemed that the health, the safety or the well-being of the children were threatened.

2. Anyone who looked after children on a regular basis without being accredited would be liable to a heavy fine.

3. To begin with, a tax deduction would be granted to parents using accredited day care services, until the services became totally free.

4. Regular, and at least semi-annual, inspections would be carried out by day care specialists in homes where day care services are provided.

5. A toy bank or toy lending centre would be made available free of charge to people providing day care services.

6. Reasonable quotas should be set as to the number of children a care giver can look after, taking into consideration his or her own children.

7. Accreditation to provide day care services, other than in the parents' home, should not be granted until the home has been visited.

With respect to day care centres:

[Texte]

1. Il y aura obligation pour les garderies privées actuelles de se transformer en garderies à but non lucratif ou en coopératives.
2. Un quota de garderies, mini-garderies, halte-garderies sera assigné pour chaque région avec un échéancier, de façon à doter tout le territoire d'un réseau complet de garderies gratuites et complémentaires d'ici quelques années, comme dans le cas du réseau scolaire.
3. Les divers types de garderies seront assujetties à un contrôle de qualité des soins dispensés semblable à celui mis sur pied pour la surveillance des milieux de garde familiale.
4. Des psychologues pourront visiter et pratiquer des tests d'évaluation des enfants bénéficiant des services d'une garderie sur une base régulière, deux fois par année. Les garderies où trop d'enfants n'auront pas progressé pourront se voir inscrire sur une liste de garderies non recommandées et pourront même perdre leur permis de fonctionnement.

La garde en milieu scolaire:

1. Les services de garde seront dispensés tant en milieu préscolaire qu'en milieu primaire.
2. Les services de garde seront extensionnés aux journées pédagogiques et autres congés durant l'année scolaire.
3. On fera appel aux personnes s'occupant de terrains de jeux, d'activités en plein air, etc. pour assurer cette forme de garde.

La fiscalité et les subvention—La fiscalité en matière de garde: Nous recommandons que:

1. Les parents faisant garder leur enfant par les grands-parents ou la proche parenté puissent déduire de leur revenu leurs frais de garde, afin que toute discrimination sur le statut des personnes responsables de la garde d'enfants soit abolie. Cette mesure devrait être valable jusqu'à ce que la gratuité universelle des services de garde soit pleinement instaurée.
2. Dans un même ordre d'idées, que les étudiants et étudiantes ne suivant pas des cours de formation professionnelle, c'est-à-dire ceux qui fréquentent les cégeps ou les universités, aient droit à ces exemptions.
3. Que l'obligation faite aux parents ayant le plus bas revenu de déduire les frais de garde soit abolie. Une telle mesure est ridicule et mesquine et ne prévaut curieusement que pour les déductions de frais de garde.

L'aide fiscale accordée aux parents:

- une déduction forfaitaire de 600 dollars sans reçu, indexée;
- une déduction réaliste accordée à l'un ou l'autre des parents avec production de reçus;
- des crédits d'impôt réalistes remboursables avec reçus pour les régions désignées défavorisées en services de garde par rapport aux autres régions.

L'aide fiscale accordée aux établissements de garde:

- des exemptions de taxe foncière pour les garderies;
- des exemptions de zonage pour les garderies;
- une diminution de taxe pour tout établissement autre que garderie qui offre des services de garde complémentaires.

[Traduction]

1. Existing private day care centres must become non-profit or cooperative.
2. A quota should be assigned to each region for day care centres, part-time day care centres, so that the area has a complete network of free and complementary day care centres within a few years, as is the case in education.
3. The various kinds of day care centres would be subject to quality control similar to the home inspections.
4. Psychologists might visit and evaluate children in the day care centre on a regular basis, say twice a year. Day care centres in which too many children have not progressed might be placed on a list of centres not recommended and might even lose their operating permit.

After school care:

1. Day care services will be provided for preschoolers and primary children.
2. Day care services will be provided after school and on school holidays.
3. Those responsible for playgrounds, open-air activities, and so forth, would be asked to provide this form of care.

Taxes and grants—taxes pertaining to day care: We recommend:

1. That parents who have their children looked after by grandparents or close relatives be allowed to deduct their costs from their income, so that there will not be any discrimination on the basis of the status of the people providing day care. To be continued until day care services are completely free of charge.
2. Along the same lines, that students who are not taking professional training course, namely those in CEGEP, or universities, should have the right to these exemptions.
3. That the obligation for the parent with the lower income to deduct the day care cost be removed. This is stingy and ridiculous and, strangely enough, only applies to day care deductions.

Tax assistance to parents:

- a lump sum deduction of \$600, without a receipt, and indexed;
- a realistic deduction granted to one or other of the parents on the production of receipts;
- realistic and reimbursable tax credits, upon production of receipts, for regions designated as lacking in day care services in comparison to other regions.

Tax assistance for day care centres:

- property tax exemptions for day care centres;
- zoning exemptions for day care centres;
- a tax decrease for any establishment, other than a day care centre, that provides additional day care services.

[Text]

L'aide fiscale aux personnes responsables des services de garde: leur revenu qui provient de la garde sera non imposable.

Les subventions: Nous recommandons:

1. Que des subventions directes et globales soient versées trimestriellement aux garderies, mini-garderies et halte-garderies selon leur catégorie et soient augmentées graduellement pour en venir à la complète gratuité.
2. Que tous les autres types de garde soient subventionnés pour les enfants de parents à faible revenu et pour les cas d'urgence.
3. Que des exemptions de taxe au moins égales à celles qui ont été accordées aux communautés religieuses soient consenties à tous les divers types de garderies, halte-garderies et autres.

Les recommandations qu'on a esquissées ici et qu'on expliquera plus tard en détail dans un mémoire qu'on vous fera parvenir d'ici le 2 juin, ont été pensées dans le cadre d'un système social où les enfants, leur bien-être physique et moral ainsi que leur développement intellectuel sont une priorité.

Pour cette société, la gratuité d'un réseau universel de garderies ne sera pas considérée comme une coûteuse dépense, mais bien comme un investissement rentable pour l'avenir.

• 1025

Nous espérons que, par les futures recommandations que vous ferez dans votre rapport sur les services de garde, vous contribuerez à la réalisation d'une telle société où il fera bon vivre pour toutes et pour tous.

Le vice-président: Merci.

Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci beaucoup.

Your brief was very extensive—all the different things that we can and we should be doing. I agree with you that our children are going to have to become more of a priority in society than they have been.

I would have liked to have seen though in your brief—perhaps this will come in the June 2nd . . . Where do you think we as a government should get the money? This is going to cost a lot of money and we cannot kid ourselves about that. Where do you think we should get this money? Do you think we should get it through taxes or cuts? And if cuts and somewhere, where do you think we should make them?

Ms Ouellet: I will answer you in French.

Mr. Nicholson: Sure.

Mme Ouellet: Il y a déjà plusieurs moyens à la portée du gouvernement pour aller chercher de l'argent. Evidemment, quand on n'est pas au gouvernement, on trouve toujours cela plus facile d'aller chercher de l'argent. On pourrait instaurer des taxes plus raisonnables, taxer tous les produits de luxe. Par exemple, on pourrait taxer les voitures de luxe qui coûtent 25,000\$ et plus et les meubles très chers. Vous pourriez aller chercher là beaucoup d'argent et cela n'affecterait pas le citoyen moyen. À mon avis, ce serait une taxe très juste.

Il y a aussi les exemptions fiscales accordées aux entreprises qui, selon moi, sont très discutables. Il y a une chose qui est un

[Translation]

Tax assistance to providers of day care services: income from day care would be non-taxable.

Grants: We recommend:

1. That direct, global grants be given every three months to day care centres, small day care centres and drop-in centres, according to category, and that they be gradually increased until centres become completely free of charge.
2. That all other types of care be subsidized for low-income parents and in emergencies.
3. That tax exemptions, at least equal to those granted to religious communities, be granted to all types of day care centres, drop-in centres, and others.

The recommendations that we have outlined here, which we will explain in more detail in a brief to be sent to you by June 2, must be understood in the context of a social system where children and their physical, moral and intellectual well-being are a priority.

In such a society, a universal day care system would be viewed not as an enormous expense, but as an investment for the future.

We hope that your future recommendations on day care will contribute to creating such a society, a Brave New World for all.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you very much.

Votre mémoire était très complet, puisqu'il mentionne tout ce qu'on pourrait faire tout ce qu'on devrait faire. Je reconnais avec vous que notre société devrait s'intéresser davantage aux enfants qu'elle ne l'a fait.

J'aurais voulu voir dans votre mémoire—j'attendrai le 2 juin . . . Où le gouvernement devrait-il prendre les fonds nécessaires? Inutile de se leurrer, le programme sera très coûteux. À votre avis, où devrions-nous prendre les fonds nécessaires? Devrions-nous augmenter les impôts ou couper des programmes? Et dans cette dernière alternative, où couper?

Mme Ouellet: Je vous répondrai en français.

M. Nicholson: Certainement.

Mrs. Ouellet: Several possibilities are already open to the government. Of course, if you are not part of a government, it is always easier to find money. We could have a more reasonable tax scheme, and levy a surtax on all luxury items, for example cars over \$25,000, on very expensive furniture. Such a tax would not penalize the average Canadian. It would be a very fair tax too, I think.

You also have the tax concessions granted to businesses, which I find rather questionable. There is another shocking

[Texte]

peu choquante et qui pourrait vous donner un peu d'argent; il s'agit des exemptions de personne mariée dont bénéficient les religieux et les religieuses. C'est un scandale. Il y a plusieurs autres petites choses qui pourraient vous rapporter pas mal d'argent. On vous les expliquera en détail dans le mémoire.

Mr. Nicholson: Could you elaborate on your reference to nuns and priests and their tax exemptions? Is it the church in general that you would like to see tax exemptions taken away from, or just members of religious communities?

Mme Ouellet: Ce sont des exemptions de taxe sur la valeur de leurs propriétés. Les gouvernements ne peuvent pas aller chercher plus de tel montant quand il est question de leurs établissements. On pourra vous donner les références si vous le désirez.

Mr. Nicholson: I wish you would. That would be very helpful. With regard to some of the grants or concessions that are made to businesses, sometimes it is a lot easier to condemn them unless it is the company in your town that is desperate for them. Sometimes I find that people in my own community will say, do not give any tax concessions to businesses. However, when the local company, which employs 600 people, is in trouble, they say, what are going to do?

Mme Ouellet: Il s'agirait d'être un peu plus rationnel en ce qui concerne ces subventions. Pourquoi donner des subventions à des entreprises qui, de toute évidence, sont en perte de vitesse ou sont en train de faire faillite? Il y a des compagnies qui ont reçu des subventions considérables et qui ont fait faillite par la suite, ce qui était prévisible. Je pense que ce n'est pas justifié parce que, de toute façon, ces travailleurs-là se sont fait mettre au chômage quelques années plus tard.

Mr. Nicholson: Thank you. Any help you can give us in that area would be appreciated.

The Chairman: Ms Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you.

I found this a really exciting brief and I certainly support it. I guess we can afford to support things more readily when we are on the opposite sides of government.

• 1030

I would like to ask you particularly about your proposal really for giving a much greater choice to parents of very young children; I think it really amounted to under two. You talked about maternity and parental leave, and you also talked about a guaranteed income that would allow either the father or the mother to remain with a young child almost for the first two years of that child's life. We have been told by other witnesses how important this is, this bonding and the intensive family kind of care either by parents or by one or two very stable adults during those first two years. So your plan would certainly cover that.

However, you are starting with the assumption that the mother has been in the work force. We know that many mothers have not been in the work force. There are many on welfare who are single parents. There are many young teenage

[Traduction]

state of affairs, which could become a source of income: the fact that nuns and priests can claim spouse allowances. It is scandalous. A few other minor changes could bring in quite a bit of money. They will be explained in detail in the brief.

M. Nicholson: Pourriez-vous développer votre pensée? Qui visez-vous? Les églises en général ou ceux qui appartiennent à des communautés religieuses?

Mrs. Ouellet: They do not pay property taxes. The government is only allowed to collect so much. I will give you my references if you wish.

M. Nicholson: J'aimerais bien. Cela me serait très utile. Il est très facile de condamner les concessions faites aux entreprises, à moins qu'il ne s'agisse d'une entreprise de votre propre ville, qui en a désespérément besoin. Dans ma propre collectivité, il y a des gens qui me conseillent de refuser des concessions fiscales aux entreprises. Pourtant, quand la compagnie du coin, qui emploie 600 personnes, est aux prises avec des difficultés, ils me demandent ce que le gouvernement va faire.

Mrs. Ouellet: The idea is to rationalize such grants. What is the point of giving a grant to a business that is on the skids or on the verge of bankruptcy? Some businesses did receive substantial amounts of money and went bankrupt afterwards, which was easy to foresee. I do not think it is justified in any case, because a few years later, their employees will end up on the unemployment rolls.

M. Nicholson: Merci. Toute aide nous serait utile à cet égard.

Le président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci.

C'est un mémoire fascinant que j'approuve pleinement. Quand on est dans l'Opposition, c'est plus facile d'accorder son blanc-seing.

Je voulais discuter avec vous en particulier de votre proposition visant à donner un plus grand choix aux parents de très jeunes enfants. Je pense que vous parliez surtout des enfants de moins de 2 ans. Vous avez parlé de congé de maternité et de congés parentaux ainsi que d'un revenu garanti qui permettrait au père ou à la mère de rester à la maison pendant les deux premières années de la vie de l'enfant. D'autres témoins nous ont fait savoir à quel point il est important d'établir un lien avec l'enfant et de lui fournir pendant ses deux premières années une atmosphère familiale intensive, soit avec ses parents, soit avec un ou deux adultes très stables. En fait, votre plan répondrait à ce besoin.

Toutefois, vous partez du principe que la mère a déjà travaillé. Nous savons fort bien que ce n'est pas toujours le cas. Bon nombre d'entre elles reçoivent des prestations de bien-être social ou sont des mères célibataires. Beaucoup d'entre elles

[Text]

mothers now. I wondered if you had any idea of how it would apply to them? Would you see the guaranteed income applying for the first two years of a child's life, whether or not the parent has been in the work force?

• 1035

Mme Ouellet: Comme il vous sera expliqué dans le mémoire, le revenu garanti est une forme de revenu qui touche tous les membres de la population, peu importe qu'ils aient été travailleurs, étudiants ou prestataires du bien-être social. À ce moment-là, les parents d'enfants qui entreraient dans des catégories différentes de celle du travailleur en congé bénéficieraient automatiquement du revenu garanti.

Ms Mitchell: So in effect, that would save the amount of money that may go into welfare for some families, and it would give the kind of recognition that one of the other witnesses was talking about, of parenting as being a very important thing which, in effect, is almost like a pay for parenting.

Mrs. Ouellet: Yes.

Ms Mitchell: Have you any suggestions about how this guaranteed income would work? Or do you want to elaborate on that more in your brief? How much it should be and who would pay for it.

Mme Ouellet: On a déjà présenté un mémoire sur le revenu garanti cette année. On avait proposé qu'un montant d'environ 8,000\$ par année soient versé aux personnes qui en feraient la demande et qui seraient admissibles, c'est-à-dire les personnes âgées de plus de 18 ans, qui n'ont pas d'emploi, qui n'ont pas d'autre revenu. Il y aurait deux primes: un prime maximum serait allouée aux gens qui cherchent activement du travail et qui sont aptes au travail et à ceux qui sont inaptes au travail, et une prestation minimale serait accordée aux gens qui sont aptes au travail mais qui ne cherchent pas de travail.

Ms Mitchell: I think it would be very useful if we can have details on that when you send in your brief.

Thank you very much.

Mme Ouellet: Très bien.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Est-ce que votre organisme s'est prononcé sur l'efficacité de l'allocation de disponibilité comme moyen d'aider les femmes qui aimeraient rester à la maison pour élever leurs enfants?

Mme Ouellet: Actuellement, on offre 500\$ à la personne qui reste à la maison.

Mme Pépin: Avez-vous pris position à ce sujet?

Mme Ouellet: Ce n'est pas accordé selon le nombre d'enfants. Selon nous, cette mesure représente une très, très faible compensation. Dans le cadre actuel des réseaux de garderie, qui sont largement insuffisants, la grande majorité des parents fait garder ses enfants en garde familiale, par des gardiennes qui refusent de donner des reçus pour fins d'impôt. Donc, l'allocation de disponibilité devient l'instrument de remplacement pour la déduction fiscale. C'est nettement

[Translation]

sont de jeunes adolescentes. Avez-vous une idée de la façon dont ça s'appliquerait? Envisagez-vous le revenu garanti jusqu'à ce que l'enfant ait deux ans, que le chef de famille ait travaillé ou non auparavant?

Mrs. Ouellet: As you will see in the brief, the guaranteed income is a type of income that applies to the whole population, workers, students or welfare recipients. Parents would fall in a different category than a worker on leave and would automatically get the guaranteed income.

Mme Mitchell: En fait, donc, cela permettrait d'économiser certaines prestations de bien-être, tout en reconnaissant l'importance du rôle joué par les parents, comme l'ont mentionné d'autres témoins, puisqu'on les paierait en quelque sorte pour jouer le rôle de parents.

Mme Ouellet: Effectivement.

Mme Mitchell: Avez-vous des suggestions sur ce revenu garanti—le montant, la source de financement—ou préférez-vous développer votre pensée dans le mémoire?

Mrs. Ouellet: We have already tabled a brief this year on guaranteed income. We suggested about \$8,000 per year for those who put in an application and fulfil the entry requirements, that is, people over 18 years of age, without employment and with no other source of income. There would be two amounts: the maximum amount would be given to those who are actively looking for work and able to work and to those who are unable to work, and a minimum amount for those who are able to work but are not looking for work.

Mme Mitchell: Ce serait très utile de nous donner ces détails dans votre mémoire.

Je vous remercie.

Mrs. Ouellet: Very well.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: Has your organization taken a position on the use of the availability allowance as a means to help women who prefer to stay home to raise their children?

Mrs. Ouellet: Indeed, we are offering \$500 to those who stay home.

Mrs. Pépin: Have you taken a position officially?

Mrs. Ouellet: It does not depend on the number of children. For us, this is only a very small compensation. We are very short of day care centres and the great majority of parents have the children looked after in private homes by people who refuse to give them receipts they could use for tax purposes. Thus, this allowance is replacing the tax deduction. It is way below real costs. If you compare this amount of \$500 a year to what it costs you for home care, it is a bit ludicrous.

[Texte]

inférieur au coût réel. Laissez-moi vous dire que 500\$ par année comparativement au coût de la garde d'enfants à la maison, c'est un peu ridicule.

Mme Pépin: Vous parlez des congés de maternité. Vous dites que les femmes devraient avoir 20 semaines, que le père pourrait également en bénéficier et qu'on devrait prolonger le congé sans solde d'un an à deux ans. Avez-vous présenté un mémoire à la Commission Forget?

Mme Ouellet: Oui.

Mme Pépin: Vous recommandez également qu'on laisse la garde des enfants aux grands-parents qui peuvent le faire et qu'on les paie pour cela.

• 1040

La seule chose que l'on réalise maintenant, c'est qu'il y a de moins en moins de grands-parents qui sont disponibles pour garder les petits-enfants. Alors, est-ce que vous pensez que c'est une recommandation qui est pratique?

Mme Ouellet: Ce n'est pas dans le but d'inciter les grands-parents à garder les enfants. Mais c'est dans le but...

Mme Pépin: De faire reconnaître ces services.

Mme Ouellet: ... de laisser le libre choix finalement. Si pour une raison ou pour une autre, cela convient mieux aux parents de faire garder leurs enfants par les grands-parents, je pense que c'est normal qu'ils aient droit à l'exemption normale pour leurs frais de garde.

Mme Pépin: Oui. Ma question était: Est-ce que vous trouvez beaucoup de grands-parents qui peuvent le faire?

Mme Ouellet: C'est une autre question! Je suis d'accord avec vous que...

Mme Pépin: Merci.

Le vice-président: Est-ce qu'on peut demander à la personne qui connaît ces réponses de s'asseoir ici?

Monsieur Belsher.

Mr. Belsher: In your presentation you have given us quite a wide-ranging series of suggestions, and also very far-reaching, money-wise. Could you describe the organization you are speaking on behalf of and how large it is? I would like to hear that part of it.

Ms Ouellet: I do not really understand.

Mr. Belsher: How many people do you represent?

Ms Ouellet: In our organization?

Mr. Belsher: Yes.

Le vice-président: Il veut savoir quelle sorte d'organisation vous représentez.

Ms Ouellet: We are an organization for women. There are about a dozen active members who write memoranda and briefs, and there are about 1,000 members who are called "non-active members".

Mr. Belsher: When you are discussing the funding from government, what levels of government are you referring to?

[Traduction]

Mrs. Pépin: You talk about maternity leave. You said that women should get 20 weeks, but the fathers should also get some and that they should be allowed to take a leave of absence without pay of two years, not one. Did you present a brief to the Forget Commission?

Mrs. Ouellet: Yes.

Mrs. Pépin: You recommend also that children be left with grandparents who are able to look after them, who would then be compensated.

The one thing we are finding out now, is that fewer and fewer grandparents are able to look after their grandchildren. So, do you think that this recommendation is at all realistic?

Mrs. Ouellet: The idea is not to encourage grandparents to look after their grandchildren, but rather...

Mrs. Pépin: To publicize the services.

Mrs. Ouellet: ... to make it a matter of choice, really. If for one reason or the other the parents prefer to have their children looked after by their grandparents, I believe that it is normal for them to claim the amount they are entitled to under child care.

Mrs. Pépin: Indeed. My question was: are you going to find many grandparents who are able to do it?

Mrs. Ouellet: That is a different question! I quite agree with you that...

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: Can we have someone with all the answers to sit at this table?

Mr. Belsher.

M. Belsher: Dans votre exposé, vous avez fait toutes sortes de suggestions qui ont bien des implications sur le plan monétaire. Pourriez-vous nous décrire l'organisation que vous représentez et nous parler de son importance numérique? Cela m'intéresse.

Mme Ouellet: Je ne vous comprends pas.

M. Belsher: Vous représentez combien de gens?

Mme Ouellet: Dans notre organisation?

M. Belsher: Oui.

The Vice-Chairman: He wants to know what kind of organization you are representing.

Mme Ouellet: Nous sommes une organisation de femmes. Nous avons une douzaine de membres actifs qui écrivent des mémoires et nous avons mille membres non actifs.

M. Belsher: Quand vous parlez d'un financement gouvernemental, de quel palier gouvernemental parlez-vous? Du

[Text]

Are you referring to the federal government, or are you referring to federal and provincial and municipal, or a sharing? How would you apportion the costs of the programs? Who would pay how much? One-third, one-third, one-third, or one-half . . . ?

Mme Ouellet: On n'a pas été aussi loin que ça dans notre analyse du financement. Je pense qu'un tiers demanderait beaucoup trop aux employés. Si le gouvernement pouvait fournir un peu plus, de même que les employeurs, ce serait peut-être une bonne chose.

Mr. Belsher: Yes. I guess what we have to remember is the government has no money; the government, in order to spend money, has to collect it from the people; and right now the government is spending more money than it is taking in. In your recommendations you are suggesting a very, very great shift in where it spends money now and where it should go to, plus increasing what we are spending. So that is why I was trying to get a handle on how many people you represent and also the shared responsibility of where the costs would be apportioned.

Mme Ouellet: Il est évident que de telles mesures amèneraient une plus grande source de revenu parce que les femmes recommenceraient à travailler, donc vous pourriez percevoir plus d'impôts et aussi plus de taxes, parce que cela amène toujours des dépenses supplémentaires qu'on n'a pas à la maison.

Evidemment, ces recommandations sont faites pour une société pour qui les enfants sont vraiment une priorité. Il y a beaucoup de dépenses, qui devraient être mises de côté au profit des garderies. Je pense qu'il est important de noter que nous savons qu'il n'y a pas énormément d'argent disponible actuellement mais, qu'un effort devrait être fait pour accorder un budget plus important pour les garderies parce que nous croyons que c'est essentiel.

• 1045

Mr. Belsher: No, I quite understand. I hear you saying that. I guess looking at it from the government's standpoint it is a case of whether to put money into job-creation, which gets people off the unemployment rolls, or whether to take the money . . . You can only spend the dollar once so it is a case of trying to find that happy medium so as to get the most impact for the spending.

Thank you very much.

Le vice-président: Nous entendrons maintenant M^{me} Marie-Paule Baril, de le Collectif familles-gardiennes de la basse-ville.

Mme Marie-Paule Baril (porte-parole de le Collectif familles-gardiennes de la basse-ville): Je suis la responsable du projet pilote Recherche-Action de Collectif familles-gardiennes de la basse-ville Inc. Micheline Côté est la secrétaire-trésorière du projet et Julie Boivin est la personne qui évalue le projet.

[Translation]

fédéral, ou de coût partagé entre les trois paliers gouvernementaux? Comment répartiriez-vous les coûts du programme? Qui paierait quoi? Un tiers un tiers un tiers ou 50 p. 100 . . . ?

Mrs. Ouellet: We did not go that far in our financial analysis. I believe that a third would be asking too much from the employees. If the government could give a little more, as well as the employers, that may be a good thing.

Mr. Belsher: Oui. Il faut vous rappeler que le gouvernement n'a pas d'argent; le gouvernement, pour avoir de l'argent à dépenser, doit d'abord le percevoir; et à l'heure actuelle, le gouvernement dépense plus qu'il ne perçoit. Vos recommandations entraîneraient un bouleversement des priorités gouvernementales et une augmentation de son budget. C'est pourquoi nous aimerions savoir combien de gens vous représentez et comment les coûts devraient être répartis.

Mrs. Ouellet: It is quite obvious that this would create more income for the government as women would go back in to the labour market, the government would be able to collect more taxes. When you work you always have extra expenses you do not have when you stay home.

Obviously, these recommendations were made by people for whom children truly are a priority. There are lots of expenditures we should forgo so that the money could go to day care centres. Granted, right now we do not have much money available, but we should make an effort to put more money aside for the day care centres, which provide an essential service.

Mr. Belsher: Non, je vous comprends parfaitement. Du point de vue du gouvernement, il s'agit de savoir s'il faut affecter les fonds à la création d'emplois, ce qui fait baisser le taux de chômage, ou s'il faut dépenser les fonds autrement. Un dollar ne peut être dépensé qu'une fois, tant qu'il s'agit d'en avoir le maximum pour son argent.

Je vous remercie beaucoup.

The Vice-Chairman: Our next witness is Marie-Paule Baril, from the Lower Town Family Care Collective (*Collectif familles-gardiennes de la basse-ville*).

Ms Marie-Paule Baril (Spokesperson for the Collectif familles-gardiennes de la basse-ville): I am the person in charge of the Research-Action pilot project of the Lower Town Family Care Collective. Micheline Côté is the secretary-treasurer of the project and Julie Boivin is evaluating it.

[Texte]

Nous recevons des subventions du gouvernement fédéral, du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada. Je laisse Micheline Côté lire le texte et nous répondons ensuite aux questions.

Mme Micheline Côté (secrétaire-trésorière): Le projet de Recherche-Action sur le gardiennage à court terme en tant que service de support et d'entraide pour les familles de la Basse-ville de Québec, a été conçu par le groupe Familles-gardiennes de la Basse-ville de Québec Inc. et préparé en collaboration avec des intervenantes sociales du Centre local de services communautaires de la Basse-ville et des professeurs de l'École de service social de l'Université Laval.

Le collectif familles-gardiennes de la Basse-ville est formé de quatre familles du quartier de la Basse-ville et a été incorporé en avril 1982 en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies. Son but est de mettre sur pied un service de gardiennage à court terme, c'est-à-dire d'une durée de 2 à 15 jours, avec des familles du quartier.

Ce service vise à aider les familles à faible revenu de la Basse-ville, ayant des enfants de 0 à 12 ans. À travers ce service, le groupe poursuit aussi un objectif à plus long terme, le développement de l'entraide communautaire et la prise en charge de certains besoins des familles par les résidents du quartier.

Nous savons qu'un pourcentage important des résidents de la Basse-ville vivent au seuil de la pauvreté puisqu'on y retrouve un grand nombre de familles monoparentales qui reçoivent des prestations sociales. Notre projet se situe dans une optique de soutien de familles de la Basse-ville qui rencontrent des problèmes de pauvreté. En passant, les familles qui font garder leurs enfants, cela leur coûte un dollar par jour par enfant. Il y a aussi des problèmes d'isolement social et de stress familial au plan de la santé, des besoins concrets et des relations interpersonnelles.

Le projet se situe aussi dans une optique de prévention puisque ces familles ont majoritairement des conditions de vie susceptibles d'entraîner des problèmes sociaux. Les principaux problèmes rencontrés sont l'isolement, la pauvreté, le stress, le logement inadéquat, l'absence de loisirs, ajoutés à la lourdeur d'une responsabilité d'éducation des enfants, 24 heures par jour et 365 jours par année.

• 1050

Hors, toute famille a besoin de support et de ressources matérielles pour passer à travers les moments de crises temporaires et normales de la vie, mais ils ne sont pas toujours disponibles en milieu défavorisé. D'une part, les réseaux naturels d'aide sont souvent brisés ou n'existent pas et, d'autre part, la famille ne dispose pas d'argent pour se payer des services privés lorsque les services sociaux ne suffisent pas.

Nous avons cherché une façon d'apporter une forme de réponse à ces besoins et un support, particulièrement aux familles qui traversent une étape difficile ou qui font face à une incapacité temporaire.

[Traduction]

We receive grants from the federal Department of National Health and Welfare. I will ask Micheline Côté to read our text, after which we will answer your questions.

Ms Micheline Côté (Secretary-Treasurer): The Research-Action project on short-term care as a support service for Lower Town families in Quebec City was devised by the group called *Familles-gardiennes de la Basse-ville de Québec Inc.* and set up in co-operation with social workers from the Local Community Services Centre of Lower Town, and professors from the School of Social Work at Laval University.

The Lower Town Family Care Collective is composed of four Lower Town families, and was incorporated in April 1982 under Part 3 of the Corporations Act. The Collective's purpose is to offer short-term child care, lasting from two to 15 days, supplied by and to families in the neighbourhood.

The service is designed to serve low-income families in Lower Town, with children aged zero to 12 years. The project also has a longer-term objective, namely, the development of community assistance, by having local residents help families meet certain needs.

We know that a significant percentage of Lower Town residents are living at the poverty line, because there are many single-parent families on welfare. Our project is designed to provide support for Lower Town families facing the problems of poverty. I should just mention in passing that families who use the care service pay \$1 per day per child. There are also problems of social isolation and family stress related to health, concrete needs and interpersonal relationships.

The project is also preventive in nature, because the living conditions of most of these families could lead to social problems. The main problems are isolation, poverty, stress, inadequate housing, and a lack of recreational activities. These problems are combined with the heavy responsibility of raising children 24 hours a day, 365 days a year.

All families need support and material resources to see them through temporary and normal life crises, however these are not always available in poorer communities. On the one hand, natural support networks have often broken down or are non-existent, and on the other hand, the families do not have enough money to pay for private services when social services are inadequate.

We are trying to respond to some of these needs and to provide support, particularly for families going through a difficult period or who are facing temporary disability.

[Text]

Les mesures proposées pour fournir du support aux familles de la Basse-ville sont de trois ordres: un service de gardiennage à court terme, des rencontres de groupe et une collaboration avec le milieu.

Une ressource de gardiennes à court terme dans le quartier pour les enfants de 0 à 12 ans, sur des périodes de 2 à 15 jours consécutifs, incluant repas, hébergement et soins appropriés. Ce service vise d'abord les parents auxquels il veut permettre repos et recul en leur permettant de prendre une distance face à la vie familiale. Il croit contribuer aussi à prévenir des problèmes tels que retard scolaire, comportement agité, agressivité que manifestent souvent les enfants séparés de leur milieu familial et communautaire en leur permettant de continuer à vivre dans leur milieu, sans être coupés de leur école, de leurs amis, de leurs loisirs durant la période de gardiennage.

Le service de gardiennage est dispensé par 10 familles gardiennes du milieu accréditées par le collectif. Un total de 3,000 jours de garde, partagés entre les familles gardiennes est prévu par année. Il est calculé sur la base suivante: la garde d'un enfant pendant une journée (24 heures) correspond à un jour de garde. La garde de deux enfants par une même famille durant une journée correspond à deux jours de garde, et ainsi de suite. Ce nombre de 3,000 jours tient compte du caractère à court terme du service qui exige des familles gardiennes, disponibilité et capacité d'adaptation rapide, de même que de son aspect préventif et de son orientation vers une prise en charge communautaire. Il est alors important que les familles gardiennes aient le temps de se rencontrer à des fins de formation et d'entraide et de développement des relations avec les familles utilisatrices du service.

Les familles gardiennes se rencontrent mensuellement dans les buts d'échanger entre elles sur leur vécu de gardiennage et de trouver ensemble des moyens de formation et d'information par rapport à leur responsabilité de familles gardiennes. Avec l'expérience, ces rencontres se révèlent être indispensables à la bonne marche du projet et créent un climat de motivation des familles à s'engager davantage face aux familles utilisatrices.

Nous amorçons une phase du projet où nous commençons également des rencontres de groupes avec les familles utilisatrices. Les rencontres réalisées à ce jour ont servi à identifier les besoins spécifiques des familles et laissent présager à plus long terme l'émergence de réseaux naturels d'entraide dans le milieu.

Enfin, le projet se propose d'impliquer des organismes communautaires et associations de la Basse-ville dans la recherche des solutions les plus appropriées aux besoins des familles du milieu. À cet effet, nous voulons développer des liens de reconnaissance réciproque et de collaboration formelle avec des organismes du milieu, tels que les garderies du quartier, l'Association des droits et défenses des assistés sociaux (ADDS), le Centre des Femmes, etc . . .

Nous croyons que c'est ensemble que nous pourrions explorer des moyens nouveaux de support aux familles et en expérimenter certains, s'il y a lieu.

[Translation]

We provide three types of support for Lower Town families: A short-term child care service, group meetings and community development.

The first service is a short-term child care service for local children aged 0 to 12 years, for periods from 2 to 15 days, including meals, lodging and appropriate care. This service is designed primarily to give parents a break and to allow them to step back from their family life and see it in perspective. We also think the service can help prevent problems such as children getting behind in school and hyperactive or aggressive behavior such as is often seen in children separated from their family and community. Our service allows the children to remain in their community, without being cut off from the school, their friends, and their recreational activities while they are being cared for.

The child care service is provided by 10 local families who have been approved by the collective. We plan to provide 3,000 days of care a year, divided among the families who look after the children. The care of the child for one day (24 hours) represents one day of care. Care of two children by the same family for one day represents two days of care, and so forth. The total of 3,000 days of care reflects the fact that we are providing a short-term service, which means that the families who care for the children must be able to adapt quickly to new situations. This total also reflects the preventive nature of the program and its focus on community involvement. It is therefore important that the families who care for the children have time to meet for purposes of training and mutual assistance and so as to develop a positive relationship with the families using the service.

The families providing the care meet once a month to discuss their experience in caring for other children and to find training and information resources that would be useful to them. We have found these meetings essential to the smooth operation of the project. They help motivate the families to establish closer relations with the user families.

We are beginning a phase of our project where we are also having meetings with groups of user families. To date, these meetings have focused on identifying some of their specific needs, and suggest that in the longer term a natural community support network will develop.

Another of the project's objectives is to involve Lower Town community groups and associations in finding the most appropriate solutions to the needs facing local families. We want to be recognized by and officially co-operate with local organizations, such as day care centres, l'Association des droits et défenses des assistés sociaux (ADDS) (Welfare Recipients' Rights Association), the women's centre, and so forth.

We think that by working together we can investigate new family support services and try out some of the ideas.

[Texte]

Une équipe de recherche de l'Ecole de service social assume la responsabilité de préparer et de réaliser le volet «évaluation» du projet, en collaboration avec le Collectif.

• 1055

Les principaux points sur lesquels porte l'évaluation sont d'abord la pertinence des mesures proposées par rapport aux problèmes identifiés, le degré de réalisation du programme et, enfin, les effets du programme sur les quatre cibles visées: les parents, les enfants, les familles gardiennes et le milieu.

Si, depuis septembre 1984, le Collectif familles-gardiennes de la Basse-ville Inc. s'est vu octroyer une subvention de fonctionnement pour une période de trois années consécutives du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social du Canada, nous mettrons encore beaucoup d'énergie à poursuivre le projet bien au-delà de la fin de cette subvention.

Nous réalisons tous les jours, dans le quotidien, par les témoignages recueillis auprès des familles, l'importance du support social apporté par le gardiennage à court terme dans le quartier.

Le vice-président: Je vous remercie sincèrement de votre présentation. On passe aux questions qui seront très brèves.

Mme Pépin: Je dois avouer que je trouve que c'est un programme qui est excellent parce que cela aide définitivement les parents et les mères de famille. Je voudrais savoir brièvement combien de familles ont pu participer à votre projet.

Mme M. Côté: Environ 85 familles.

Mme Pépin: Quelles sont les étapes qu'on doit parcourir quand on organise un projet pilote comme le vôtre dans un quartier? Vous nous avez dit que c'était principalement pour aider les mères de famille à avoir un congé, etc. Quels sont les problèmes qui ont motivé la mise sur pied d'un tel projet?

Mme Baril: C'est avec l'aide des travailleuses sociales du CLSC, vu qu'il recevait beaucoup de demandes mais il n'y avait aucun service qui pouvait répondre dans l'immédiat, sauf à des placements—une mère qui était malade ou pour une raison quelconque—les travailleuses sociales n'avaient aucune ressource sauf un placement pour une maman qui était malade pendant quelques jours, mais c'était un placement.

Mme Pépin: Puis vous le sortiez de son milieu à ce moment-là.

Mme Baril: Oui. C'est pourquoi les travailleuses sociales ont décidé, à un moment donné, de monter le projet avec des familles du milieu afin d répondre aux besoins de leur clientèle.

Mme Pépin: Est-ce que vous trouvez que votre service a beaucoup plus d'avantages comparativement aux autres services de garde qui sont offerts?

Mme Baril: Nous ne répondons pas à la même clientèle que les agences de garde. On n'est pas une agence de garde, en réalité. C'est un projet qui est entre les deux. Ce n'est pas un

[Traduction]

A research team from the school of social work is responsible for evaluating the project in co-operation with the collective.

The main issues the evaluation deals with are the following: the appropriateness of the measures suggested to solve the problems identified, the degree to which the program has fulfilled its objectives and, finally, the effects the program has had on the four target groups, namely parents, children, day care families and the milieu.

With an operating budget granted to it as of September 1984 for a period of three consecutive years by the Department of National Health and Welfare, the *Collectif familles-gardiennes de la Basse-ville Inc.* will still be devoting its energies to the project well beyond the expiry of the grant.

We realize in our day to day operations, simply by what the families themselves tell us, that the social support provided to them through these neighbourhood short-term babysitting services is really very important.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation. We will now go on to a very short question period.

Mrs. Pépin: I must say that this program seems to me to be excellent, because it most certainly helps parents and mothers. Could you tell me how many families have so far participated in your project?

Mrs. M. Côté: Around 85.

Mrs. Pépin: What are the various stages in the organization and setting-up of a pilot project such as yours in a neighbourhood? You stated that your main objective was to help mothers get a little bit of a break, a sort of holiday. What are the problems that led you to decide to set up such a project?

Mrs. Baril: It was done with the help of the social workers from the CLSC. The CLSC received an awful lot of requests, but there was no service available for immediate needs, the only exception being certain placings in the cases of mothers who were ill or unable to care for their children for some other reason . . . the social workers had no option: but to place the children in day care in situations where the mother was ill for several days.

Mrs. Pépin: In those circumstances, then, you removed those children from their milieu?

Mrs. Baril: Yes. And this is why the social workers eventually decided to set up a project with families of the same milieu who would be better able to satisfy the needs of the target group.

Mrs. Pépin: In your view, does your service offer more advantages than other existing babysitting or day care services?

Mrs. Baril: Our customers are not the same as those of the babysitting or day care agencies. We are in fact not a day care agency. Our project is somewhere between the two. It is not a

[Text]

placement puis ce n'est pas du... parce que c'est seulement temporaire,—ils peuvent venir une fois, deux fois, trois fois par année mais on ne peut pas dire que celui qui demande un gardiennage aujourd'hui va revenir dans une semaine ou 15 jours.

Mme Pépin: Et c'est limité à votre quartier?

Mme Baril: Pour le moment, étant donné que c'est un projet pilote.

M. Nicholson: Je n'ai pas de question mais je voudrais vous féliciter pour un projet excellent.

Ms Mitchell: I think this is a very exciting project, too. It reminds me a little bit of the kind of refuge and relief that transition houses provide for women and children who have been battered, except this is more preventive and gets in sooner. I would assume that one of your goals would be to see that, while a mother has this relief, she can have a different head space and perhaps look at other things to do with her life. Would they also be getting help with training and other options? In a way this might...

• 1100

I was saying that I think this kind of relief would give an opportunity for mothers to perhaps look at their lives in a little different way. I wondered if you were finding that some were able to consider training and perhaps going off welfare, if that was one of the goals. And also if you would refer children into full-time day care in some instances. So that this is kind of a stepping stone to maybe a change in their circumstances, and in the long run would almost pay for itself from that point of view.

Mme M. Côté: Pour les enfants, on ne les envoie pas dans les garderies, puis les familles qui utilisent le service, en frais de formation, c'est quand ils viennent aux rencontres, ils apportent leurs besoins, ce qu'ils aimeraient faire, de quoi ils aimeraient discuter.

Ms Mitchell: The other question I had was about ongoing funding, welfare grants being only for three years. I would assume this would be the kind of program that would be carried on by the province, with the Canada Assistance Plan funding 50%. But have you plans now about how this would be continued after the three-year period, if the project is successful, which is sounds like it is? How would it be funded afterwards?

Mme M. Côté: Il y a le provincial qui veut nous subventionner pour une partie, mais par rapport aux taux qu'on paie nos familles gardiennes, il va falloir aller en chercher à d'autres places aussi, parce que l'Office des services de garde compte ça par heure par jour, cinq jours semaine, tandis que nous autres c'est 24 heures par jour, cinq jours par semaine, puis le taux

[Translation]

placing and it is not at all... because it is simply a temporary solution... they can come once, twice or three times a year, but there is no way we can tell whether someone who comes today looking for help will come back to see us in a week or in 15 days.

Mrs. Pépin: And all of this is limited to your neighbourhood?

Mrs. Baril: For the time being, yes, given that it is a pilot project.

Mr. Nicholson: I have no questions, but I do wish to congratulate you for an excellent project.

Mme Mitchell: Moi aussi, je trouve ce programme très intéressant. Cela me fait un peu penser au refuge qu'offrent les maisons de transitions aux femmes et aux enfants battus. La différence, c'est que votre système est davantage préventif, il intervient plus vite. J'imagine que l'un des objectifs que vous visez c'est de permettre aux mères de famille d'avoir un petit temps mort pour pouvoir décompresser, réfléchir et peut-être envisager d'autres possibilités pour leurs vies personnelles. Leur offrirait-on également une certaine aide à la formation ou à autre chose? D'une certaine façon, cela pourrait peut-être...

Je disais que les temps morts que ce genre de système offre aux mères de famille pourraient peut-être leur permettre de regarder et d'analyser leur vie avec un oeil nouveau. Avez-vous par exemple constaté que certaines des participantes au programme ont envisagé de prendre des cours de formation, quitter les rangs des assistés sociaux? Est-ce là un autre des objectifs du programme? Par ailleurs, dans certains cas, dirigeriez-vous certains enfants à des garderies à temps plein? Votre programme pourrait peut-être être une étape de transition vers un changement dans leur situation, et à long terme, de ce point de vue-là, le programme se paierait de lui-même.

Mrs. M. Côté: As far as the children are concerned, we do not send them on to day care centres. As to training for families who use the service... when they come to the meetings they explain their needs, their desires, their interests.

Mme Mitchell: Mon autre question concerne le financement à long terme du programme. Les subventions en matière d'assistance sociale ne couvriront que trois ans. Je suppose qu'un programme de ce genre serait maintenu par la province, le Régime d'assistance publique du Canada en finançant 50 p. 100 des coûts. Pourriez-vous m'expliquer ce que vous comptez faire une fois la période de trois ans terminée, car j'ai l'impression que votre programme réussit bien? Par quel moyen serait-il financé une fois les trois ans écoulés?

Mrs. M. Côté: The provincial government will give us a grant for part of our costs, but given the rates we pay to the host families, we will have to go and get money elsewhere. The *Office des services de garde* totals it up by hour by day, five days a week whereas with us, it is 24 hours a day, five days a week. The rates have been set at \$10 for children under the

[Texte]

est de 10 dollars pour les enfants en bas de six ans; 5 dollars, pour les enfants de plus de six ans, tandis que nous autres, c'est 24 heures par jour, sept jours par semaine, les familles gardiennes ont 15.75\$ par jour par enfant plus le 1\$ que les familles utilisatrices donnent à la famille gardienne.

Ms Mitchell: Thank you very much. *Merci.*

Mme Brigitte Thiboutot (coordonnatrice, Garderie Fanfou): On m'a contactée plus parce que la garderie est située dans un milieu de travail, soit à l'hôpital Saint-François d'Assise. C'est dans le quartier Limoilou de la basse-ville de Québec. Elle est ouverte depuis plus de cinq ans, puis notre clientèle se répartit entre les enfants des employés de l'hôpital puis les enfants du quartier environnant. Il va sans dire que le quartier environnant est plus ou moins défavorisé. Il y a 48 p. 100 de notre clientèle qui nécessite une aide gouvernementale et la plupart reçoivent le maximum.

Nous accueillons les familles de deux enfants qui représentent seulement 9 p. 100 de notre clientèle. On n'a pas du tout de familles de trois enfants. Plusieurs familles qui demandent des places pour leurs enfants sont des familles à revenu moyen, c'est-à-dire quand ils nous demandent si une subvention leur est accordée, il n'y en a pas du tout, alors ils ne peuvent pas accéder aux services de garde finalement. On peut se demander où se retrouvent ces enfants et s'ils seront dans des endroits qui vont être convenables pour leurs besoins.

• 1105

Au niveau de la gestion de notre garderie, c'est un conseil d'administration qui administre la garderie; on est une corporation sans but lucratif. C'est sûr que la fierté des conseils d'administration des garderies est d'arriver sans déficit d'accumulé à la fin de cette année.

La façon d'arriver à un équilibre budgétaire, pour nous, est d'appliquer le principe suivant, à savoir que la cotisation des parents équivaut à la masse salariale des employés. C'est-à-dire qu'on fait face à un dilemme qui est une augmentation constante des tarifs pour les parents qui eux ne sont plus capables de payer ou ne pas augmenter la masse salariale du personnel à qui on demande d'être de plus en plus spécialisé. Toutefois, l'indice du coût de la vie augmente constamment sans nécessairement avoir la certitude que les subventions gouvernementales vont augmenter, elles.

• 1110

Étant sensibilisées de près au monde de la petite enfance, nous considérons que tous les enfants d'âge préscolaire ont droit d'être en sécurité dans un milieu de garde où ils seront sous la charge de personnes compétentes professionnellement et qu'ils seront également stimulés par des apprentissages appropriés et adéquats.

Nous considérons également que tous les parents d'enfants d'âge préscolaire, peu importe leur niveau et leur milieu de vie, peuvent avoir accès à des milieux de garde reconnus par les organismes gouvernementaux, et que les travailleurs et travailleuses en garderies doivent être rémunérés décemment.

[Traduction]

age of six and \$5 for children over the age of six. Under our program, it is 24 hours a day, seven days a week. The host families receive \$15.75 per day per child, plus the \$1 paid directly to them by the user families.

Mme Mitchell: Merci beaucoup. *Thank you.*

Mrs. Brigitte Thiboutot (Co-ordinator, Garderie Fanfou): I was contacted because the day care centre I work for is a workplace day care. It is situated at the Saint-François d'Assise Hospital in the Lower Town neighbourhood of Limoilou, in Quebec City. It was opened more than five years ago. We have both children of hospital employees and children from the neighbourhood. It is of course needless to say that the neighbourhood is rather poor. Forty-eight percent of our customers receive government assistance and most of them receive the maximum amount available.

Two-child families make up only nine percent of our clientele and we have no three-child families at all. Most of the families who want to register their children with us are medium-income families; in other words, when they ask us if they will get a grant, the answer is no, and they wind up not being able to afford our day care services. One must wonder where these children end up and if they are being cared for in centres that are suited to their needs.

As far as management is concerned, we have a board of directors to administer the day care, which is a non-profit corporation. Certainly the biggest challenge facing the board of directors of a day care is to reach the end of the year without an accumulated deficit.

In order to balance our budget, we apply the following principle: that the parents' fees be equal to the total expenditure for employees' salaries. Because of this, we are faced with the dilemma of constantly having to increase the fees paid by the parents, who are not necessarily able to pay more, or not increasing the salaries of our employees, who are nevertheless expected to have a certain expertise in this field. On the other hand, the cost of living is constantly increasing, and we have no assurance that government subsidies will also increase.

Because we work closely with very small children and are particularly sensitive to their needs, we feel that all preschoolers have the right to be cared for in a safe place by competent professionals who can provide them with the appropriate stimulation through specific teaching techniques.

We are also of the view that all parents of preschoolers, no matter what their lifestyle or income, should have access to government-licensed day care facilities, and that care-givers working in these facilities should be paid a decent wage.

[Text]

Je ne présenterai pas en détail les recommandations qu'on fait au Comité spécial sur la garde des enfants. Par contre, pour en résumer les principales recommandations, nous aimerions que le gouvernement fédéral mette sur pied un mode de financement pour les garderies, conjointement avec le gouvernement provincial, et ce le plus tôt possible, afin d'améliorer la garde de nos enfants et que ce soit accessible pour tous.

Je suis heureuse que le gouvernement fédéral ait décidé de se pencher sur la situation des garderies car nos enfants constituent la société future et nous devons y attacher une importance primordiale pour leur offrir des conditions de plus en plus acceptables.

Le vice-président: Je donne la parole à M^{me} Pépin.

Mme Pépin: Je suis contente de savoir qu'il y a une garderie qui existe dans un hôpital ou à proximité.

Quand vous mettez sur pied une garderie dans un service semblable, quelles sont les difficultés? Premièrement, est-ce que votre garderie est ouverte le jour seulement ou de 7 heures le matin à minuit? Parce que, dans un hôpital, on sait que le service est continu. Est-ce que c'est ouvert seulement cinq jours, sept jours? J'aimerais savoir comment cela fonctionne.

Mme Thiboutot: Très bien. La garderie est ouverte cinq jours, du lundi au vendredi. Il y a eu des demandes pour les fins de semaine. On est ouvert de 7h30 le matin à 17h30 le soir. Il y a eu aussi des demandes pour le soir et la nuit. Il faut se limiter à un moment donné pour ne pas que la garderie devienne un pensionnat, parce qu'on a parfois l'impression que des parents pourraient peut-être ambitionner là-dessus. Il faudrait vraiment mettre des normes fixes, très restrictives, qui feraient en sorte que les parents n'abusent pas d'un tel service.

Mme Pépin: Qu'est-ce que vous voulez dire par cela? Vous voulez dire que les gens qui utiliseraient vos services ne seraient pas des personnes qui travailleraient?

Mme Thiboutot: Oui. Comme je l'expliquais tout à l'heure, notre clientèle vient de 50 p. 100 du service hospitalier, puis 50 p. 100 de l'extérieur, du quartier environnant.

Mme Pépin: Vous auriez des parents qui vous amènent leurs enfants et qui ne seraient pas dans le milieu du travail, c'est cela que vous voulez dire?

Mme Thiboutot: Oui.

Mme Pépin: Est-ce que vous voulez dire que votre approche est différente avec une mère qui vous amène son enfant pour le garder si elle ne travaille pas? Quel est l'objectif de la garderie?

Mme Thiboutot: Non, l'objectif de la garderie est d'offrir, finalement, à tous les parents qui en ont le besoin, que ce soit pour une raison de travail ou seulement pour être capables de se libérer un peu l'esprit et d'être plus disponibles le soir à l'enfant. Notre accueil est autant pour l'un que pour l'autre.

[Translation]

I do not intend to go through each of the recommendations we are presenting to the Special Committee on Child Care in detail. However, if I could just summarize our main recommendations, we would like the federal government, working with the provincial governments, to develop a means of financing day care facilities as soon as possible, in order to improve the quality of care provided to our children and to make it available to all.

I am pleased that the federal government has seen fit to examine the day care situation, as our children will form our future society, and we must therefore make it a top priority to improve the services they receive.

The Vice-Chairman: I will now recognize Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I am happy to learn that there is a day care centre in a hospital, or very near by.

When you set up a day care in this kind of situation, what kinds of problems do you encounter? First of all, is your day care centre open only during the day or from, say, 7 a.m. to midnight? As we all know, hospitals provide services on a continuous basis. Is your day care centre open only five days a week, or seven? I would like to know how you operate it?

Mrs. Thiboutot: Yes, of course. Our day care centre is open five days a week, from Monday to Friday. We have had requests for week-end service. At the present time, our operating hours are from 7:30 a.m. to 5:30 p.m. We have also been asked to provide service in the evenings and at night. But we feel we had to draw the line somewhere if we did not want the day care centre to become almost a boarding school, because we sometimes have the impression that is what parents might like. We feel it is important to have strict standards, so that parents cannot abuse this kind of service.

Mrs. Pépin: What exactly do you mean? Do you mean that people using your services may not be people who work?

Mrs. Thiboutot: Yes. As I was explaining earlier, 50% of our clients work in the hospital, and the other 50% are from the neighbourhood.

Mrs. Pépin: You mean that some of your clients may be parents who leave their children with you but do not actually work, is that right?

Mrs. Thiboutot: Yes.

Mrs. Pépin: Do you mean that you take a different line in the case of the mother who has enrolled her child in your day care but does not work? What is the ultimate goal of the day care?

Mrs. Thiboutot: No. The goal of our day care centre is obviously to provide services to any parents who may need them, whether it is because they work, or because they simply wish to have some time to themselves so they can better care for their child in the evening. Our services are intended to meet both needs.

[Texte]

Mme Pépin: J'essaie de m'expliquer votre commentaire, à savoir que des parents pourraient penser que la garderie, c'est un pensionnat.

• 1115

Mme Thiboutot: On cherche un peu des fois l'intérêt que les parents peuvent avoir pour ce qui se passe dans un milieu de garde. Ils ont l'air de croire que cela pourrait être un endroit où les enfants sont placés pour être nourris puis logés pendant un certain temps.

Mme Pépin: Comme dans une institution.

Mme Thiboutot: Oui, mais ce n'est pas vraiment la situation. On essaie de travailler beaucoup là-dessus mais les résultats sont parfois longs à atteindre.

Mme Pépin: Vous avez dit que vous avez un bureau de direction qui est composé de parents. Les directeurs doivent être parents d'enfants d'âge scolaire, c'est cela?

Mme Thiboutot: Je ne comprends pas la question.

Mme Pépin: Est-ce que les directeurs de de votre garderie...

Mme Thiboutot: ... les membres du conseil d'administration...

Mme Pépin: ... sont obligés d'être des parents?

Mme Thiboutot: Oui.

Mme Pépin: J'ai de la difficulté à comprendre cela.

Le vice-président: Nous allons maintenant entendre M. Marcel Arteau, de La Ruche Vanier.

M. Marcel Arteau (coordonnateur, La Ruche Vanier-Garderie Fanfolie): Je vous prie d'excuser l'absence de ma collègue, Sylvie Beaulieu, la coordonnatrice de la Garderie Fanfolie. Elle est absente pour raison de maladie.

Vu que le temps semble nous presser, je ne lirai pas le mémoire au complet, mais je me contenterai de citer seulement quelques extraits.

D'abord pour situer un peu notre organisme, La Ruche Vanier est un regroupement de citoyens et citoyennes qui fait de l'action dans le milieu de ville de Vanier pour aider les gens à prendre en charge leur milieu et à se donner les ressources communautaires dont ils ont besoin pour répondre à certains besoins. C'est dans ce sens-là qu'un jour deux sondages ont été réalisés—un en 1982 et l'autre en 1983—concernant le besoin d'une garderie dans le milieu parce qu'il n'y avait pas de garderie officielle et ce besoin-là a été confirmé par les sondages. C'est ce qui nous a conduit, le 23 septembre dernier, à ouvrir officiellement la première garderie reconnue dans la ville de Vanier. C'était un jour mémorable pour nous, oui, mais la plupart des artisanes du projet, qui étaient là dès le début, n'ont pu inscrire leurs enfants à cette garderie parce que leurs enfants étaient maintenant d'âge scolaire. C'est seulement pour vous montrer combien de temps est passé entre l'idée et la mise sur pied d'une garderie.

[Traduction]

Mrs. Pépin: I am just trying to get an understanding of your earlier comment, to the effect that some parents might think that a day care centre is almost a boarding school.

Mrs. Thiboutot: Sometimes we try to find out from the parents the kinds of activities or services they think a day care facility should provide. They seem to believe that it should be a place where children can both eat and sleep for certain periods of time.

Mrs. Pépin: Similiar to an institution.

Mrs. Thiboutot: Yes, that is not the way it really is. We have been working hard in this regard, but sometimes it takes a long time to get results.

Mrs. Pépin: I believe you said the members of your board of directors are parents. Am I correct in assuming that the directors have to be parents of school-age children?

Mrs. Thiboutot: I am afraid I do not understand your question.

Mrs. Pépin: Are the directors of your day care...

Mrs. Thiboutot: ... the members of the board of directors...?

Mrs. Pépin: ... required to be parents?

Mrs. Thiboutot: Yes.

Mrs. Pépin: I have trouble understanding why.

The Vice-Chairman: We will now hear from Mr. Marcel Arteau, representing *La Ruche Vanier*.

Mr. Marcel Arteau (Co-ordinator, La Ruche Vanier-Garderie Fanfolie): I would like to apologize to the members of the committee on behalf of my colleague, Sylvie Beaulieu, who is the co-ordinator of the *Garderie Fanfolie*. Unfortunately, she was unable to be here because of illness.

Since time seems to be rather short, I will not read my entire brief, but simply quote a certain number of passages from it.

First of all, just to give you a bit of background about our organization, *La Ruche Vanier* is a group of citizens working in the Town of Vanier to help people to take charge of their own neighbourhood and obtain the community resources they need to meet certain needs. It was with this in mind that two surveys were conducted—one in 1982, the other in 1983—regarding the potential need for day care facilities in the area, as no official day care centre existed, and the surveys confirmed that residents felt one was needed. Those, then, were the events leading up to the official opening, last September 23rd, of the first licensed day care in the Town of Vanier. It was a memorable day for us, and yet, most of those who had worked on the project from the outset were unable to register their children in this day care centre, as they were already of school age. That just gives you an idea of how much time elapsed between the initial idea and the actual opening of the day care centre.

[Text]

La Garderie Fanfolie opère sur un petit territoire de 4km²*, peuplé de 10,500 résidents et résidentes. Ville de Vanier se caractérise par une fiche sociale très humble.

Le salaire moyen est le plus bas dans toute la Communauté urbaine de Québec, 18,269\$. Et il est à noter que, selon Statistique Canada en 1981, 26,9 p. 100 des ménages gagnaient moins de 10,000\$ par année. Le taux de scolarité est le plus faible et le taux de chômage est parmi le plus élevé dans toute la région. Le taux de délinquance juvénile est parmi les plus hauts du Canada.

Enfin, notons que 16,2 p. 100 des familles du milieu sont des familles monoparentales alors que dans toute la région cette moyenne est de 12,9 p. 100.

La garderie Fanfolie joue un rôle de prévention très important dans le milieu. Nous avons déjà la confirmation que nous répondons à un besoin réel auprès de la population. En effet, 70 p. 100 des familles qui utilisent le service est de type monoparental-femme à très faible revenu et de milieu social très peu scolarisé, mal informé, très peu sensibilisé à l'éducation de leurs enfants.

Nous devons donc établir nos priorités en ce sens, afin de permettre à ces nombreux enfants de jouir d'un cadre favorisant leur développement le plus primaire. Pour une grande partie de ces enfants, la garderie est un lieu de survie et le personnel doit constamment demeurer vigilant et entrer en contact avec les différents intervenants du milieu. Par exemple: les intervenants en travail social et même la Direction de la protection de la jeunesse, pour les cas les plus extrêmes.

• 1120

Nous sommes conscients d'accomplir une tâche qui exige énormément de compétence, de détermination, de motivation et de vocation.

Sans cesse, nous devons être disponibles tant auprès des parents que de leurs enfants. Nous devons les écouter, les sécuriser, les sensibiliser, les diriger vers différents services et les accepter.

Je passe maintenant au point 2, à la page 4. Principales difficultés rencontrées.

Bon nombre de difficultés furent rencontrées tant tout au long du projet et, vous vous en doutez, la plupart d'entre elles concernent le financement.

Le budget d'implantation de la garderie fut de 82,500\$ et le service offre une capacité de 43 places pour des enfants âgés de 18 mois à 6 ans. Le gouvernement provincial a participé, pour une large part, à l'implantation de la garderie en assumant, par le biais de l'Office des services de garde à l'enfance (OSGE), près de 70% des dépenses d'aménagement du local, d'achat d'équipement et des premiers salaires.

Où trouver les 26,000\$ qui manquaient? Une campagne de financement a été organisée et de nombreux dons ont été envoyées. Mais, 4,000\$, ce n'était pas suffisant.

Aucune aide n'est venue du gouvernement fédéral, même pas un chèque symbolique du député du comté de Québec-Est,

[Translation]

The *Garderie Fanfolie* operates within a very small area, about 4 km², where there are 10,500 residents, generally from a very humble background.

The average salary here is \$18,269, the lowest in the entire Quebec Urban Community. It should also be noted that according to Statistics Canada, 26.9% of households in 1981 earned less than \$10,000 a year. The level of education is also the lowest, and the unemployment level is among the highest in the region. The rate of juvenile delinquents is also among the highest in Canada.

Finally, 16.2% of families here are single-parent families, whereas the average for the region is 12.9%.

The *Garderie Fanfolie* plays an extremely important prevention role in the area. We know for a fact that we meet a very real need among residents. Indeed, 70% of families using our services are low-income, single-mother families with very little education, poorly informed and rarely sensitized to the importance of educating their children.

We must therefore set our priorities with this in mind, so that these children may have a more favourable setting in which to grow, one which encourages early development. For a great many of these children, the day care centre is a place where they are fighting for their own survival, and our personnel must remain vigilant at all times and keep in close touch with the various agencies working in the area. In some cases, they are social workers, or in extreme cases, people working at the Youth Protection Branch.

We are aware that ours is a task requiring a lot of competence, determination, motivation, and devotion.

We must constantly make ourselves available both to parents and their children. We must listen to them, give them a sense of security, sensitize them, direct them towards the various services they may require and accept them as they are.

I would now like to address point number two, on page four, relating to the main problems we have encountered.

Many of these problems have been with us since the outset and, as you can well imagine, most of them involve funding.

Our start-up budget was \$82,500, and the centre was to have 43 places for children aged from 18 months to 6 years. The provincial government was a very large contributor, since it assumed, through the Child Care Services Board (OSGE), almost 70% of the costs associated with setting up the facilities, buying equipment and paying initial salaries.

But where were we to find the \$26,000 we still needed? A funding campaign was organized, and many people contributed. But the \$4,000 collected was just not enough.

No support whatsoever was provided by the federal government, not even a symbolic cheque from the member for the

[Texte]

M. Marcel R. Tremblay. Les parents ont fait plus que leur part en prenant à leur charge, bénévolement, une partie des travaux d'aménagement. Les travailleuses n'ont eu qu'une semaine d'entraînement avant l'ouverture. Elles ont accepté des semaines de travail au salaire horaire infime de 6\$ de l'heure. Toutes sont diplômées et ont de l'expérience.

Si la garderie Fanfolie est bien vivante aujourd'hui et offre un service de grande qualité. Nous ne craignons pas de dire que cela tient du miracle, de la ténacité et des multiples sacrifices des parents, des travailleuses et des promoteurs du projet.

Je me rends maintenant à la page 5.

La municipalité de la Ville de Vanier a fait un don de 2,000\$ à la garderie; ce qui est très encourageant compte tenu du fait que peu de municipalités s'impliquent dans les garderies. Pourtant, très près de nous, la ville de St-Romuald vient de s'impliquer pour 27,000\$.

Au gouvernement fédéral, rien ne pointe à l'horizon. Le discours gouvernemental n'est-il pas axé sur la création d'emplois? Avec un investissement gouvernemental de moins de 150,000\$ la garderie Fanfolie crée huit emplois réguliers. Combien d'entreprises privées ont une telle performance?

C'est pourquoi, madame la présidente, nous désirons porter à l'attention du Comité la très grande efficacité des garderies en terme de création d'emplois. Selon le rapport Katie Cooke, que vous connaissez, 250,000 emplois seraient créés, au Canada, en implantant un réseau universel et gratuit de garderies qui coûterait 800 millions, en 10 ans. Il en coûterait 5 milliards pour en faire autant dans l'industrie du pétrole.

Et que dire du rôle préventif de ces 250,000 emplois en garderie et de l'économie incalculable que cela représente pour la société?

Aussi, nous en profitons pour souligner aux membres du Comité que l'orientation du gouvernement fédéral, face aux organismes sans but lucratif et de la création d'emplois, soulève chez nous de grandes inquiétudes. En effet, la priorité est donnée aux entreprises privées, en terme de développement de l'emploi. Les organismes sans but lucratif, subventionnés actuellement, sont de grands organismes comme les hôpitaux, les universités et les municipalités.

Quant aux petits organismes sans but lucratif, comme une garderie ou un regroupement de citoyens, ils sont presque systématiquement écartés de la stratégie fédérale. Pourtant, nous osons affirmer qu'il coûte moins cher de créer un emploi avec un organisme sans but lucratif et, par surcroît, que ces emplois répondent davantage aux besoins du milieu.

Maintenant, à la page 7. La survie et la qualité du service.

Alors, les conditions de travail sont déplorables dans toutes les garderies actuellement. Est-il besoin de le démontrer? Elles sont pires encore dans une garderie qui débute. Les quelques exemples que nous donnons à la page 7 peuvent illustrer ce

[Traduction]

riding of Quebec City East, Mr. Marcel R. Tremblay. The parents did more than their share, by volunteering to carry out some of the work required to fit up the day care centre. The care givers got only one week of training before the centre opened. They worked for many weeks for only \$6 an hour, and yet all have both experience and a diploma.

And yet, the *garderie Fanfolie* is alive and well today, and provides first-rate services. We have not the slightest hesitation in saying that only a miracle could have brought this project to fruition, a miracle and, of course, the tenacity and many sacrifices of the parents, workers and promoters of the project.

I will now move on to page five.

The municipality of the Town of Vanier made a donation of \$2,000 to the day care centre, which is very encouraging, since very few municipalities get involved in day care. However, the City of St-Romuald, very close to our area, has just provided up to \$27,000 in financing for this purpose.

As far as the federal government is concerned, there seems to be nothing on the horizon. Is this the same government that promised "jobs, jobs, jobs"? With an investment, on the part of the government, of less than \$150,000 the *garderie Fanfolie* is able to create eight full time jobs. How many private companies can say as much?

That is precisely why, Madam Chairman, we wish to draw the committee's attention to the fact that day care centres are very effective in terms of job creation. According to the Katie Cooke report, which I am sure you are aware of, 250,000 jobs would be created in Canada through the establishment of a free, universal network of day care facilities, at a cost of \$800,000 over 10 years. It would cost \$5 billion to do the same in the petroleum industry.

And let us not forget the preventive role played by these 250,000 day care employees and the incalculable savings this represents for society?

We would also like to take this opportunity to point out to committee members that the federal government's direction with respect to non-profit organizations and job creation causes us great concern. There is no doubt that priority is being given to private enterprise, in terms of job creation. Non-profit organizations currently being subsidized are large institutions such as hospitals or universities, or municipalities.

When it comes to small non-profit organizations, like day care centres or citizens' groups, they are almost systematically ignored when it comes to federal strategy. However, we can state categorically that it costs less to create a job through a non-profit organization, and, furthermore, that the jobs created better meet the needs of the people such an organization serves.

Moving on to page seven, I will now address the issue of survival and the quality of services.

There is no doubt that working conditions in day cares everywhere are deplorable at the present time. This hardly needs to be proven. Of course, they are even worse in a day care centre which is just starting out. The few examples we

[Text]

qu'on vient de dire. Je mentionnerai seulement que le salaire moyen des travailleuses en garderie actuellement, au Québec, est de 7.07\$ de l'heure.

• 1125

Un gardien d'animaux dans un zoo gagne en moyenne 10.11\$ de l'heure.

Le type de garderie à privilégier: Nous distinguerons les services de garde quant à leur milieu d'implantation et quant à leur existence légale.

Selon nous, il existe quatre types de garderies par rapport au milieu où elles exercent: la garderie de quartier, la garderie en milieu familial, en milieu de travail et en milieu scolaire.

Nous croyons que la garderie de quartier devrait être privilégiée par le soutien gouvernemental pour les raisons suivantes: plus qu'un service à l'enfant, la garderie doit être un soutien à toute la famille et c'est dans le milieu naturel d'appartenance des familles que la garderie peut le mieux remplir sa mission. Chez nous, la garderie devient de plus en plus une ressource éducative non seulement à titre individuel, mais pour tout le milieu. Les liens que nous tissons avec les autres intervenants du milieu multiplient l'apport éducatif de la garderie pour son milieu.

De plus, une garderie de quartier est mieux contrôlée quant à la qualité professionnelle du service.

Quant à l'existence légale, nous distinguons les garderies sans but lucratif et à but lucratif, avec ou sans contrôle des parents utilisateurs.

Nous privilégions la garderie sans but lucratif, contrôlée par les parents utilisateurs. Nous pensons en effet qu'un service de cette nature doit être offert au coût le plus bas afin d'être véritablement accessible à toute la population. La formule Organisme sans but lucratif (OSBL), à notre avis, a plus de chance d'atteindre cet objectif que la concurrence entre services privés surtout si elle s'accompagne d'un fonctionnement démocratique par lequel les parents utilisateurs gardent le contrôle de ce service.

De plus, cette formule ajoute un élément d'apprentissage pour les parents qui est non négligeable, c'est-à-dire la participation au fonctionnement démocratique d'un groupe et le développement de multiples connaissances de gestion.

Maintenant je lirai toute la page 9 car il s'agit d'un sujet qui nous tient très très à coeur puisqu'il est question de la garde au noir.

Au Québec seulement, on estime à environ 250,000 le nombre d'enfants qui utilisent un service quelconque de garde. Or, de ce nombre, seulement 36,000 utilisent un service reconnu et détenant un permis gouvernemental.

[Translation]

give on page seven illustrate this point. Perhaps I should just mention that the average salary of care givers in day care facilities is currently \$7.07 an hour in Quebec.

On the other hand, the average wage of a zoo keeper is \$10.11 an hour.

As far as which type of day care facilities should be given priority, we will distinguish between the various types of services in terms of where the care is provided and their legal status.

As we see it, there are four types of day care facilities, depending on where the care is provided: the neighbourhood day care centre, family day care services, and day care in the workplace or in a school setting.

We believe that the neighbourhood type of day care centre should be given priority as far as government financial support is concerned because in addition to looking after children, this kind of day care provides support to the entire family, and it is in the setting where families have a natural sense of belonging that a day care can best fulfill its mission. In our case, the day care is becoming more and more an educational resource, not only for the individual but for the entire community. Our close relationship with other key players has the effect of greatly increasing the educational contribution a day care such as ours can make to the community as a whole.

In addition, a neighbourhood day care centre comes under closer scrutiny with respect to the professional qualifications of its personnel.

As far as legal status is concerned, we make a distinction between non-profit and profit-oriented day care centres, and between centres controlled by the parents who use them and those that are not.

We ourselves favour non-profit day care centres controlled by the parents who use them. We believe that services of this nature should be provided at the lowest possible cost so that they are truly accessible to everyone. We feel that non-profit organizations have a better chance of attaining that goal than competing private services do, particularly if they are democratically operated by having the user parents maintain control over the services.

Furthermore, this method of operation adds an element of learning for the parents themselves which should not be underestimated, as it gives them the chance to participate in a group which functions democratically and to develop management experience.

I will now read all of page 9, as this is a subject we feel particularly strongly about. I am referring to underground day care.

In Quebec alone, it is estimated that approximately 250,000 children use some form of day care service. And yet, of this number, only 36,000 use recognized, government-licensed services.

[Texte]

C'est donc dire que 85 p. 100 des enfants gardés sont placés dans des milieux qui échappent à tout contrôle quant à la qualité du service. Les revenus ne sont pas déclarés et les parents n'ont pas accès à des subventions. C'est la garde au noir.

Nous ne voulons pas dire que ces 210,000 enfants sont maltraités. Mais nous insistons pour combattre tout régime de travail au noir, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un service éducatif aussi important sur le plan humain et social que le développement de tous jeunes enfants.

Il va sans dire que l'arrivée de la garderie Fanfolie dans Ville de Vanier a quelque peu dérangé ce système. De plus en plus le milieu fait une véritable découverte quant à un type de service qui, pour plusieurs, était inimaginable avant le 23 septembre 1985.

Mais une conséquence concrète de la garde au noir est le renforcement dans la population de la résistance à l'idée même d'une garderie. Ajoutée au préjugé dont souffre toute garderie—le préjugé qui est basé sur l'idée que la mère doit rester à la maison pour élever ses enfants—la menace que constitue une garderie «subventionnée» pour toute personne oeuvrant au noir entraîne un réflexe puissant dans la population qui peut aller, dans certains milieux, jusqu'à bloquer l'arrivée d'une garderie.

Nous percevons très clairement cette résistance à Ville de Vanier. Mais en même temps, nous constatons qu'une publicité de bouche à oreilles, basée sur la qualité du milieu éducatif que nous offrons aux enfants, milite sans bruit, mais efficacement, pour un service reconnu, déclaré et contrôlé.

Mesdames et messieurs, membres du Comité spécial, nous souhaitons que votre rapport incite fortement le gouvernement à prendre ses responsabilités face à cette situation. Les dirigeants du pays ne doivent plus se réfugier derrière le manque de consensus dans la population au sujet des garderies.

C'est le rôle du gouvernement que de prendre des initiatives et même de devancer l'opinion publique sur certains besoins sociaux.

• 1130

Nous souhaitons que l'actuel gouvernement ait le courage politique de combattre énergiquement la garde au noir en implantant un réseau universel et gratuit de garderies par tout le Canada.

A la page 10, je vais parler brièvement du partage des responsabilités pour dire que, selon nous, les trois paliers de gouvernement doivent s'impliquer. Mais la première responsabilité devrait incomber au gouvernement provincial concernant toute la question normative telle que les règlements et la planification du développement des garderies. Le provincial pourrait aussi continuer de s'impliquer financièrement.

Quant au gouvernement municipal il devrait intervenir sur le plan financier. Par exemple, en prenant à sa charge certaines dépenses statutaires comme le loyer, l'entretien ménager et quelques équipements. Ces dépenses d'ailleurs sont très

[Traduction]

This means that 85% of children in day care are receiving care whose quality is not subject to any control. Income is not declared, and parents do not have access to subsidies. This is underground day care.

We do not wish to suggest that these 210,000 children are mistreated. But we do stress the need to fight against this type of underground care, especially since what is at stake here is an educational service which is just as important on the human and social level as the development of our young children is.

It goes without saying that the arrival of the *garderie Fanfolie* in the Town of Vanier has somewhat upset the system. More and more, people in this area are discovering a kind of service which, before September 23, 1985, many thought unimaginable.

But one concrete result of underground day care is that it strengthens the general public's resistance to the very idea of day care. Coupled with the prejudice attached to any day care—prejudice that flows from the idea that the mother should stay home to look after her children—the threat that a subsidized day care centre represents for someone working in the underground economy triggers a strong reflex in people which, in some cases, can even go as far as to prevent the establishment of a day care centre.

We are very aware of this resistance in the Town of Vanier. But at the same time, we realize that the kind of promotion going on by word of mouth, because of the quality of the education services we provide to our children, is militating silently, but effectively, for recognized, declared and controlled services.

Ladies and gentlemen, members of the Special Committee, we truly hope your report will strongly urge the government to assume its responsibilities in this respect. The leaders of our country must no longer hide behind the lack of consensus in the population on the subject of day care facilities.

It is the role of the government to take initiatives and even to anticipate public opinion with respect to certain social needs.

We hope that the present government will have the political courage to fight energetically against underground day care by setting up a universal and free day care network all across Canada.

On page 10, I will speak briefly of the sharing of responsibility, simply to say that, in our opinion, the three levels of government must become involved. But the first responsibility should fall to the provincial government concerning everything having to do with standards such as regulations and planning the development of the centres. The province could also continue to be financially involved.

As for the municipal government, it should become involved financially. For example, by taking care of certain statutory expenses such as rent, maintenance and some of the equipment. This is the sort of expenditure that is often underwritten,

[Text]

souvent prises en charge pour les garderies en milieu de travail ou pour les garderies en milieu scolaire. Ces dépenses sont assumées souvent par le syndicat ou bien par l'employeur.

Quant au gouvernement fédéral, nous voyons son implication surtout au niveau financier de cohérence avec le soutien provincial. Par exemple, les gouvernements provinciaux et fédéraux pourraient partager de moitié la partie du financement non assumé par la municipalité et par les parents bien entendu.

Maintenant, nos recommandations à la page 11. La première recommandation c'est que le gouvernement du Canada prenne tous les moyens pour combattre le système de garde au noir, en implantant partout au Canada, un réseau universel et gratuit de garderies et ce, avec l'intervention des gouvernements provinciaux.

Deuxièmement, que le gouvernement du Canada s'implique sérieusement dans le financement des garderies selon la stratégie en trois étapes proposée par le rapport Cooke du groupe d'étude sur la garde des enfants.

La première étape est une subvention immédiate de 2\$ par jour pour chaque enfant de 2 ans à 6 ans inscrit en garderie; de 4\$ par jour pour les pouspons et les enfants handicapés et; 1\$ par jour pour les enfants d'âge scolaire.

La deuxième étape serait que le gouvernement fédéral accepte à moyen terme de partager les coûts avec le gouvernement provincial dans une proportion de 50-50.

La troisième étape est d'établir d'ici 10 ans un réseau universel et gratuit.

La troisième recommandation: Que la responsabilité première du gouvernement en ce qui regarde le normatif et la planification, revienne au gouvernement provincial.

Quatrièmement, que les municipalités soient fortement invitées à participer au financement des garderies de quartier.

Cinquièmement, que le gouvernement du Canada, dans sa stratégie de développement de l'emploi et de lutte au chômage, place les garderies en priorité.

Sixièmement, que dans l'implantation d'un réseau universel et gratuit de garderies, le privilège soit donné au type de garderie suivant: garderie de quartier, sans but lucratif et contrôlée démocratiquement par les parents utilisateurs.

Et, septièmement, que le Comité spécial considère que nous appuyons intégralement toutes les autres recommandations amenées par le rapport Cooke du Groupe d'étude sur la garde d'enfants.

Voilà, madame la présidente, l'essentiel de ce que nous voulions apporter à la réflexion de votre Comité. Nous espérons que ce partage de notre vécu pourra vous être utile et nous vous remercions du temps que vous nous avez alloué.

Le vice-président: Merci. La première question, madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Monsieur Arteau, nous vous souhaitons la bienvenue. Votre rapport est très bien étoffé. Je vous félicite pour le beau travail

[Translation]

for day care centres set up in the workplace or the school, either by the union or by the employer.

As for the federal government, we think it should mostly be involved at the financial level together with the provincial support. For example, the provincial and federal governments could go 50:50 for that part of the financing not assumed by the municipalities—or the parents, of course.

Now for our recommendations on page 11. The first recommendation is that the Canadian government do everything possible to fight against the underground care system by working with provincial governments to set up, across Canada, a universal and free network of centres.

Secondly, that the Canadian government get seriously involved in the funding of these centres in accordance with the three-stage strategy set forth in the Cooke report on the work of the task force on child care.

The first stage is an immediate grant of \$2 a day for each child from two to six years of age enrolled in a centre; \$4 per day for babies and handicapped children and \$1 a day for children of school age.

The second stage would be for the federal government to agree, in the medium term, to share the costs with the provincial government 50:50.

The third step is to set up, within the next 10 years, a universal and free network.

The third recommendation: that the government's primary responsibility concerning standards and planning be under the jurisdiction of the provincial government.

Fourth, that the municipalities be strongly encouraged to share in the funding of neighbourhood centres.

Fifth, that the Canadian government, in its strategy to create jobs and fight unemployment, put day care centres at the top of the priority list.

Sixth, that in setting up the universal and free network of day care centres, the following kind of centre be privileged: non-profit neighbourhood centres democratically controlled by the user parents.

And, seventh, that the Special Committee give its full support to all the other recommendations set forth in the Cooke report on the work of the task force on child care.

That is essentially, Madam Chairman, what we would like to have your committee reflect upon. We hope that sharing our experience with you will be useful and we thank you for the time you have given us.

The Vice-Chairman: Thank you. Your first question, Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Arteau, welcome. Your report is quite substantive. I congratulate you for the work you have done in the Town of

[Texte]

que vous avez accompli à Ville de Vanier. Toutes les différentes villes qui composent la communauté urbaine ont aussi des besoins et, en fait, toutes les villes devraient en avoir des garderies comme la vôtre et non pas seulement une.

Ce ne sera pas une question que je vais vous poser, c'est simplement un petit commentaire. Écoutez, notre gouvernement veut faire quelque chose puisqu'il a formé ce Comité; il nous a donné le mandat d'aller écouter les gens. On a des recommandations à faire qui seront remises en novembre prochain. On a comme mandat aussi de le faire afin de répondre vraiment aux besoins des jeunes Canadiens, aux besoins des parents, selon la volonté des parents. On veut aussi que le secteur privé s'implique. La volonté de notre gouvernement est de faire quelque chose.

• 1135

J'ai eu un peu de peine quand vous avez mentionné que mon collègue, Marcel R. Tremblay, ne vous a pas donné de subvention. Pour qu'un député soit en mesure d'accorder une subvention pour une garderie, il faudrait d'abord que la nouvelle loi soit adoptée. Il faudra attendre en novembre pour son adoption. Il faudra attendre sa mise en application pour accorder des subventions. Il appartient au gouvernement provincial d'en accorder. C'est ainsi que le gouvernement provincial et la ville ont pu le faire. Cela nous touche, vous savez. Si on disposait de fonds discrétionnaires, on en donnerait des subventions. Mais on veut se donner une saine administration afin de remonter l'économie et de pouvoir ensuite vous accorder davantage. Mais je suis chagrinée quand vous mentionnez Marcel R.; je sais qu'il a un grand cœur, c'est un homme très généreux; il l'aurait fait volontiers s'il avait pu.

J'aime beaucoup vos recommandations quand vous parlez de l'ouverture de différents types de garderies et que vous dites qu'elles créeront de l'emploi permanent, à long terme. C'est vraiment très intéressant. D'ailleurs M^{me} Katie Cooke l'avait recommandé également. Soyez assuré que je trouve votre mémoire bien étoffée; il expose une bonne vision de tous les problèmes. On saura en tenir compte. Je vous remercie beaucoup.

M. Arteau: Je vous remercie.

Le vice-président: La deuxième question, madame Mitchell.

Ms Mitchell: I also would like to congratulate you, and your community as well. I know that it is a great struggle to pioneer new day care centres. I wonder if you have any suggestions as to how that could be speeded up. I have gone through this and I know it is difficult.

I would think one thing we no longer need to do is to have a survey. We can assume now that there is a need for day care in every community. Would you agree with that, and do you have any suggestions as to what governments could do to assist non-profit organizations to get day care established more quickly in neighbourhoods?

M. Arteau: Des enquêtes du gouvernement, qui semblaient suffisamment élaborées, ont montré que tel secteur a besoin

[Traduction]

Vanier. The different cities that make up the urban community also have needs and, in fact, all towns should have several day care centres like yours, not just one.

I am not going to be putting a question to you, I just have a comment I would like to make. Listen, our government does want to do something because it has set up this committee; it gave us the mandate to go and listen to people. We have recommendations to make, which will be tabled next November. We also have the mandate to do this to really answer the needs of young Canadians, the needs of the parents, according to what they want. We also want the private sector to get involved. Our government does want to do something.

I was a bit saddened when you mentioned that my colleague, Marcel R. Tremblay, did not give you a grant. For an MP to be able to give a grant to a day care centre, first of all, the new legislation would have to be passed, and that will not be until November. We have to wait for its implementation to hand out grants. So it is up to the provincial government to give them. That is how the provincial government and the city were able to do it. You know, this does affect us. If we had discretionary funds, we would give you all kinds of grants. But we want to set up sound management to be able to improve the economy and then give you even more. But I am really saddened when I hear you mention Marcel R., that way; I know that he has a lot of heart and is a very generous man; he would have done it quite cheerfully if it had been possible.

I really like your recommendations for opening the different kinds of centres, which, you say, would create permanent, long-term jobs. That is really very interesting. Mrs. Katie Cooke had also recommended that, actually. Rest assured that I find your brief very substantive; it gives a very good view of the problems. We will certainly take it into account. I thank you very much.

Mr. Arteau: Thank you.

The Vice-Chairman: The second question, Mrs. Mitchell.

Mme Mitchell: J'aimerais aussi vous féliciter ainsi que votre communauté. Je sais que c'est très difficile que d'essayer de mettre sur pied de nouveaux centres de garde. À votre avis, comment est-ce qu'on pourrait accélérer le processus. J'ai vécu cette situation et je sais que c'est difficile.

Une chose dont on n'a plus besoin, en tout cas, c'est un sondage. Nous pouvons présumer dès aujourd'hui qu'il existe un grand besoin de centres de garde dans toutes les communautés. Seriez-vous d'accord avec cela et pourriez-vous nous faire des propositions quant à ce que pourraient faire les gouvernements pour aider les organismes sans but lucratif à implanter plus rapidement des garderies de quartier?

Mr. Arteau: Government studies, which seemed to be elaborate enough, have shown that such and such an area

[Text]

d'une garderie et qu'un autre est suffisamment couvert. Ce qui a fait que notre projet a été facile à faire admettre dans le plan de développement provincial. Il faut cependant signaler deux grandes difficultés dont je n'ai pas beaucoup parlé dans le rapport, mais qui nous ont retardés. La première concerne le manque de fonds pour le chargé de projets. Le gouvernement provincial offre, depuis à peu près deux ans, une subvention de 5,000\$ à tout nouveau projet accepté, pour payer des honoraires à une personne qui prendrait à sa charge la coordination du groupe; ceci épargne aux bénévoles le temps de faire le travail de recherche, d'incorporation, enfin tout le travail. Il faut quelqu'un à plein temps durant un certain nombre de semaines. Nous avons bénéficié de cette subvention; mais cela n'est pas suffisant. C'était un 5,000\$ qui s'ajoutait mais qui n'a pas permis de dégager une personne, à plein temps, pour le projet. On a pu le faire pour quelques semaines seulement; mais les démarches durent depuis au moins un an.

Le deuxième problème a été un problème de local. On a perdu un an à trouver un local adéquat avant de le faire accepter par l'Office des services de garderie. Le gouvernement fédéral n'y est pour rien, j'en suis conscient. Mais l'office avait des réticences face au propriétaire de l'édifice de qui nous voulions louer; paradoxalement, c'était une commission scolaire. Comme nous n'avions pas trouvé d'autre local et qu'il aurait fallu investir au moins 200,000\$ pour construire un local tout neuf, au bout d'un an, l'office a accepté. Mais on a très vite compris les réticences du gouvernement devant la commission scolaire. On a eu des problèmes énormes avec cette commission scolaire. Il s'agit de la CECQ, pour ceux qui sont de Québec. Même si une commission scolaire doit s'occuper d'éducation, il y a vraiment, à Québec, une grosse difficulté face aux garderies. Cela a découragé beaucoup de parents. Par exemple, on poursuit actuellement la commission scolaire en dommages et intérêts pour 25,000\$ tellement on a eu des difficultés avec elle.

• 1140

Ce sont des difficultés particulières à un milieu. Comment peut-on résoudre ces problèmes-là? Il est évident que les choses sont plus faciles quand le groupe a plus que du bénévolat pendant au moins un an pour bien mettre sur pied le service et faire toutes les démarches. Cela empêcherait les bénévoles de se décourager et on éviterait que le projet traîne en longueur parce que les gens sont fatigués.

Ms Mitchell: If we could take the general conclusions from your experience, then, would you agree there are really three points that are needed to get a day care centre started and operating? One is start-up funds, which should include the pay for some kind of a co-ordinator who is doing all the arranging and all the getting of facilities and so on. There needs to be special help with premises, probably from the municipality, to get through some of the red tape there. And third, no matter what kind of funding the departments, federal and provincial, work out together, there has to be core funding, so that you can maintain a staff to get started, rather than just a fee for service coming from each child. Would you agree with those conclusions?

[Translation]

needs a centre and that another one has enough. That is why it was easy to have our project included in the provincial development plan. However, we should point out two major problems that I did not address in the report, but which did slow us down. The first one is the lack of funds for the person responsible for the projects. For about two years, now, the provincial government has been offering a \$5,000 grant for any new project accepted, to pay the fee of the person who would take charge of coordinating the group, so that the volunteers need not do the research, the incorporation papers, and all that sort of thing. We do need someone full time for a number of weeks. We got that grant; but it was not enough. It was \$5,000 added into the kitty, but it did not allow us to free up one person, full time, for the project. We managed to do it for a few weeks only; but the process has been ongoing for at least a year.

The second problem was one of space. We wasted a year trying to find adequate premises before having them accepted by the *Office des services de garderie*. The federal government has nothing to do with that, I know it full well. But the *Office* had reservations about the owner of the building we wanted to rent; quite paradoxically, it was a school board. As we had not found any other premises, and would have had to invest at least \$200,000 to build something new, the *Office* finally accepted a year later. But we understood very rapidly why the government had been reluctant to do business with the school board. We had no end of problems with that school board. It is the CECQ, for those of you who are from Quebec City. Even though it is a school board's responsibility to take care of educational matters, there is really a tremendous problem in Quebec City as far as day care is concerned. And this state of affairs has discouraged many parents. For example, the school board created so many problems for us that we are suing them for \$25,000 in damages.

We are dealing here with problems that are peculiar to a given milieu. How can we go about solving such problems? It is obvious that things are much easier when the group has had more than just volunteer help during the year for the setting up of the service and for the other steps. With a little more help, volunteers would not get discouraged and we would avoid having things drag on simply because the people involved are tired.

Mme Mitchell: Pour revenir aux conclusions générales que vous avez tiré de votre propre expérience, conviendriez-vous qu'il y a en définitive trois éléments qui sont nécessaires pour monter et faire fonctionner une garderie? Le premier élément, serait celui des fonds de démarrage, qui comprendraient une rémunération pour le coordonnateur qui s'occupe de tous les arrangements pour l'obtention des installations, etc. Deuxièmement, il faut bénéficier d'une aide spéciale pour ce qui est des locaux eux-mêmes. À ce chapitre, une certaine aide peut être fournie par la municipalité qui peut par exemple éliminer une certaine partie de la paperasserie, etc. Troisièmement, quelle que soit la formule de financement négociée par les gouvernements fédéral et provinciaux, il faut qu'il y ait un

[Texte]

M. Arteau: Oui. Ce sont les trois types de financement dont on a besoin pour démarrer une garderie, lequel financement est divisé selon ce mode par l'Office des services de garde du gouvernement du Québec. Cependant, les besoins dépassent souvent le financement que le gouvernement provincial peut accorder. Par exemple, la première estimation en vue de rénover le local pour en faire une garderie qui répondait aux normes, était de 71,000\$. Les parents ont accepté qu'on utilise des matériaux de moindre qualité, jusqu'à concurrence de 58,000\$. Cela a été le coût réel du projet. La subvention provinciale pour l'aménagement était d'environ 26,000\$. Le gouvernement fédéral pourrait combler cet écart, du moins en partie, avec les trois types de financement que vous venez de mentionner.

Ms Mitchell: I just have a final comment. We have found from testimony of experts across the country that there is considerable evidence that good child care, with child development and educational pre-school preparation, can result in a real prevention of the kind of problems you mentioned in your community—which are common in many communities, of course—that teenagers have. I would like to congratulate you again. It would be interesting to be able to follow the children through their school experience to see if that is true. But I suspect it is for many children.

Le vice-président: Monsieur Arteau, je me permets de faire un commentaire ou deux et de vous poser quelques questions.

Tout d'abord, je trouve regrettable que vous ayez dit dans votre mémoire que le député de Québec-Est ne portait aucun intérêt à la question. Dans l'une des annexes, il y a une lettre du député adressée à M^{me} Sylvie Beaulieu. Dans cette lettre, le député dit qu'il a fait beaucoup de recherche. Dans le mémoire, on semble pointer M. Tremblay du doigt, alors qu'à l'époque, le gouvernement fédéral n'avait pas de programme. Je trouve regrettable qu'on essaie de faire porter la faute à un député que je connais très bien et qui essaie, comme tous les députés, de bien faire son travail.

Mon deuxième commentaire porte sur la question de la création d'emplois. Vous dites dans vos recommandations qu'en 1981, 121,000 femmes ont quitté ou refusé un emploi parce qu'elles n'avaient pas accès à un service de garderie. Il est un fait qu'au Canada, en ce moment, quand un emploi devient disponible, plus de 20 Canadiens ou Canadiennes le sollicitent. Cela veut dire que quantité de gens cherchent un emploi et qu'il n'y a pas assez d'emplois de disponibles. Cela explique peut-être pourquoi notre gouvernement va dans une telle direction. Ce n'est pas que les gens ne veulent pas ou ne peuvent pas travailler, c'est qu'il n'y a pas assez d'emplois. Alors, on s'en va dans cette direction-là.

[Traduction]

financement de base, afin que la garderie puisse recruter du personnel pour démarrer. Il faut autre chose que l'argent qui vous est versé pour chacun des enfants dont vous vous occupez. Seriez-vous d'accord avec ces conclusions?

Mr. Arteau: Yes. The three elements that you have just described are the three types of financing that are required to start up a day care, and your breakdown is the same as that used by the *Office des services de garde* of the Quebec government. The needs are, however, often greater than the financial assistance granted by the provincial government. For example, our first estimate for renovations to the facility in order to meet established standards was for \$71,000. The parents agreed to let us use lower-quality materials, which brought the cost down to \$58,000. That is what the project really cost us. The provincial grant for this work was of about \$26,000. The federal government could make up the difference, at least in part, with the three types of financing which you have just mentioned.

Mme Mitchell: J'aurais un dernier commentaire à faire. Des experts de tous les coins du pays nous ont dit qu'ils disposent de preuves assez convaincantes que de bons services de garderie, avec une bonne préparation dans le domaine du développement de l'enfant et des besoins des enfants en âge préscolaire, pourrait prévenir le genre de problème qui existe dans votre localité et dans bien d'autres et dont vous avez fait état, et je parle ici des problèmes des adolescents. Enfin, j'aimerais vous féliciter. Il serait intéressant de suivre les enfants tout au long de leur scolarité pour voir si cette hypothèse est juste. Mais j'imagine qu'elle le serait pour bon nombre d'enfants.

The Vice-Chairman: Mr. Arteau, I would like to make a comment or two and to ask you a few questions.

First of all, I was saddened to hear you state in your brief that the member from Quebec East is not at all interested in this matter. In one of the documents, there is a letter from the member addressed to Mrs. Sylvie Beaulieu. In this letter, the member states that he has done a lot of research. In your brief, you seem to be pointing a finger at Mr. Tremblay. At that time, however, the federal government did not have any programs at all in this area. I regret that you see fit to try and put the blame on a member whom I know very well and who, like us all, tries to do his work the best he can.

My second comment concerns the matter of job creation. You state in your recommendations that in 1981, 121,000 women left or refused a job because they did not have access to day care. In Canada today, when a job becomes available, it is a fact that more than 20 Canadian men or women apply for it. That means that a lot of people are looking for jobs and there are not enough available. Maybe that explains why our government is taking that direction. It is not because people do not want to work or cannot, it is just because there are not enough jobs. So that is the direction we are going in.

[Text]

[Translation]

• 1145

Dans le rapport de M^{me} Cooke, on parle de la création de 250,000 emplois avec 800 millions de dollars, et vous vous servez de cela comme exemple. Selon tous les renseignements que j'ai pu recueillir, il est évident que cela n'a pas de sens, qu'il n'est pas possible de créer tous ces emplois avec ce montant d'argent. J'ai l'impression que, dans le rapport de M^{me} Cooke, on s'est servi de chiffres très, très minimes. D'ailleurs, vous dites vous-mêmes que les salaires des travailleurs sont très, très bas. Si on créait ces emplois-là à des salaires raisonnables, les chiffres seraient beaucoup plus élevés.

J'ai une question sur les organismes sans but lucratif. Sur quoi vous fondez-vous pour dire que le gouvernement favorise les organismes sans but lucratif—hôpitaux, universités et municipalités—et néglige les petits? Si je vous pose cette question, c'est que chez moi, c'est tout à fait l'opposé. Si on regarde les programmes pour les jeunes qui ont été approuvés pour l'été dans le cadre de Défi '85, on tire une conclusion tout à fait différente de la vôtre. D'où tirez-vous votre conclusion?

M. Arteau: Cette conclusion-là a été tirée d'après l'expérience que nous vivons depuis environ un an avec la Direction du développement de l'emploi à Québec dans le comté de Québec-Est dont nous faisons partie. Nous avons tiré cette conclusion-là parce que ce sont les réponses qui nous ont été données.

Nous avons proposé des projets au cours des cinq dernières années. Le comité de citoyens de la Ruche Vanier a participé à de nombreux projets fédéraux de création d'emplois, et c'est la première année que nous faisons face à un blocage systématique. On nous répond que la priorité est donnée à l'entreprise privée. C'est ce qu'on nous dit à la Direction du développement de l'emploi, et c'est ce que M. Marcel Tremblay nous dit lui-même.

M. Marcel Tremblay m'a montré en personne une lettre qu'il a envoyée à la ministre M^{me} MacDonald, lettre dans laquelle il lui disait qu'il ne recommandait pas nos projets parce que nous étions des organismes sans but lucratif.

C'est peut-être l'affaire d'un comté, mais c'est comme ça que ça se passe chez nous.

Le vice-président: Est-ce parce que vous étiez des organismes sans but lucratif ou bien parce que les organismes du secteur privé paient la moitié des coûts? Je trouve drôle qu'on dise qu'on favorise l'un ou l'autre. Quand l'un le fait pour la moitié du prix, il me semble qu'il est tout à fait raisonnable de...

M. Arteau: Eh bien, on nous dit qu'on a plus de chance de créer de l'emploi en subventionnant l'entreprise privée. Nous ne sommes pas d'accord. Seulement en 1985, au comité de citoyens, avec une enveloppe d'environ 290,000\$ que nous sommes allés chercher tant au provincial qu'au fédéral pour différents programmes, on a créé 15 emplois, dont huit ou neuf emplois réguliers. De ces emplois, on en compte quatre pour la garderie durant l'année 1985. C'est ce qu'on trouve à vous dire comme réponse.

In Mrs. Cooke's report, there is talk of creating 250,000 jobs with \$800 million and you are using that as an example. According to all the information I have managed to get, it is quite clear that it makes no sense, that it is impossible to create all those jobs with that kind of money. I get the impression that, in Mrs. Cooke's report, the figures that were used were quite minimal. Besides, you say yourself that the workers' salaries are very, very low. If those jobs were created with reasonable salaries, the figures would be far higher.

I have a question concerning non-profit organizations. On what do you base your statement that government is favouring non-profit organizations such as hospitals, universities and municipalities and neglecting the smaller organizations? Because where I come from it is quite the opposite. If we look at the programs for youth that have already been approved for this summer in the context of "Challenge '85", we draw a conclusion that is quite different from yours. How did you arrive at your conclusion?

Mr. Arteau: That conclusion was arrived at based on roughly a year's experience with the Quebec Employment Development Branch right here in the Quebec East riding. We drew that conclusion because of the answers that were given to us.

We have suggested projects over the last five years. The citizen's committee of *Ruche Vanier* took part in all kinds of federal job creation projects and this is the first year that we have run into such a regular blockade. The answer we get is that priority is being given to private enterprise. That is what we are told at the Employment Development Branch, and that is what Mr. Marcel Tremblay says himself.

Mr. Marcel Tremblay personally showed me a letter that he had sent to the Minister, Mrs. MacDonald, a letter in which he said that he was not recommending our projects because we were nonprofit organizations.

Maybe it is only in one riding, but that is how it goes where we are.

The Vice-Chairman: Is it because you were non-profit organizations or is it because the private sector organizations pay half the cost? I find it funny for someone to say that he is favouring one or the other. When you do it for half the price, it seems to me it is quite reasonable that...

Mr. Arteau: Well, we are told that there is more opportunity to create jobs by subsidizing private enterprise. We disagree. In 1985 alone, our citizen's committee, with an envelope of something like \$290,000, which we got from the federal and provincial levels depending on the program, created 15 jobs of which 8 or 9 were regular ones. Of those jobs, there were 4 for child care during 1985. That is all we have to give you as an answer.

[Texte]

Le vice-président: Cela nous amène à une discussion intéressante. J'approuve entièrement ce que vous voulez faire. C'est cela qui nous inquiète. Le gouvernement doit décider à qui il donnera de l'argent pour faire ce qui doit être fait. Je vais vous dire franchement que cet été, je pourrai créer deux fois plus d'emplois dans le secteur privé que dans le secteur public parce que le secteur privé paie la moitié des coûts. Quand on a des fonds très limités, on essaie de créer le plus d'emplois possible. Si les gens travaillent, ils peuvent payer eux-mêmes les services publics qu'ils réclament.

• 1150

Je vous remercie, parce que j'approuve entièrement ce que vous voulez faire. Cependant, quand on arrive au financement, les théories économiques diffèrent, n'est-ce pas?

M. Arteau: Je termine en disant que la politique du gouvernement fédéral depuis à peu près 18 mois voulant que les programmes de création d'emplois servent à créer de l'emploi stable et non de l'emploi occasionnel, nous a semblé très intéressante. Nous croyons qu'un réseau de garderies s'inscrit vraiment dans cette optique-là. Une garderie, même si elle continue d'être subventionnée par le gouvernement, est une source de création d'emplois non ponctuelle. Cela va rester, à moins que la garderie soit très mal administrée et qu'elle soit obligée de fermer ses portes.

C'est un type d'investissement qui, à notre avis, rapporte au gouvernement, qui est source de création d'emplois réelle.

Le vice-président: Quand le gouvernement crée des emplois, c'est tout à fait satisfaisant, pourvu qu'assez de gens, au pays, travaillent dans l'entreprise privée pour payer les impôts servant à subventionner ces emplois-là.

En fin de compte, on est d'accord sur ce que vous voulez faire, mais pas tellement d'accord sur la méthode de financement. Merci.

Nous recevons maintenant les représentants de la Société québécoise de l'autisme, M. Jean-Louis Langlais et M^{me} Marie-Claude Bélanger. Je vous souhaite la bienvenue.

M. Jean-Louis Langlais (Société québécoise de l'autisme, région de Québec): Merci, monsieur le président.

L'objectif de notre exposé est surtout de porter à l'attention du Comité les particularités de la clientèle autistique dans la région de Québec. Nous avons eu, au niveau de l'intégration dans les garderies, certaines expériences qui nous permettent de dire que la situation est encore très difficile. On a eu à prendre en considération les demandes au niveau des intervenants et des parents. Cette demande, en termes d'intégration, vise surtout à assurer une meilleure qualité de vie aux personnes elles-mêmes et aux familles dont un sujet est atteint d'autisme. On ne demande pas d'éléments autres que ceux dont ont besoin tous les sujets qui ont besoin de services de garderie.

Le mémoire traite de l'élément âge. On sait qu'au niveau de la clientèle autistique, le problème est permanent. Ces éléments-là doivent être pris en considération dans les projets,

[Traduction]

The Vice-Chairman: That leads us into an interesting discussion. I entirely approve what you want to do. What we find worrisome is this: the government must decide who is going to be given the money to do what must be done. I can tell you quite frankly that this summer, I will be able to create twice as many jobs in the private sector as in the public sector because the private sector is paying half the costs. When we have terribly limited funds, we do try to create as many jobs as possible. If people are working, they can then afford, on their own, the public services they are asking for.

I do thank you, because I entirely approve of what you want to do. However, when we get to funding, economic theories do differ, do they not?

Mr. Arteau: I will conclude by saying that the Federal Government policy over the last 18 months, according to which job creation programs are used to create full-time jobs as opposed to part-time, did seem very interesting to us. We think that a day care network does create such jobs. A day care centre, even if it is still subsidized by government, is a source of ongoing jobs. It is going to stay, unless the day care centre is really badly managed and has to close its doors.

It is the kind of investment, which, in our opinion, is profitable for the government and is also a source of real job creation.

The Vice-Chairman: When the government creates jobs, it is quite satisfactory, as long as there are enough people in the country working in private industry to pay the taxes that are used to subsidize those jobs.

In the end, we do agree with what you want to do, but not quite on the method of funding. Thank you.

We now have before us the representatives of the Quebec Society for Autism, Mr. Jean-Louis Langlais and Mrs. Marie-Claude Belanger. Welcome.

Mr. Jean-Louis Langlais (Quebec Society for Autism, Quebec Region): Thank you, Mr. Chairman.

The objective of our presentation is mainly to draw the attention of this committee to the particular needs of our autistic clientele in the Quebec City area. Concerning integration in day care centres, our experience leads us to say that the situation is still very difficult. We have had to take into consideration the demands coming from the participants and the parents. The main objective of this request, in terms of integration, is to ensure a better quality of life for the people themselves and for the families who have an autistic member. We are not asking for anything but what is needed by everyone who needs day care services.

The brief is concerned with the element of age. It is known that for the autistic, the problem is permanent. Those elements must be taken into consideration in the projects in terms of day

[Text]

en termes de services de garde. C'est très différent au niveau de 14 ans, au niveau de l'âge adulte et au niveau de 5 ans et moins.

On demande la normalité pour la clientèle autistique. On veut qu'on permette à l'enfant autistique de fréquenter une garderie située dans son quartier ou tout au moins dans le milieu de travail d'un des parents, mais que les services qu'on lui offre équivalent aux services qu'on offre à tout autre enfant.

Les enfants autistiques ont besoin de services de garde pour des raisons diverses. On veut aussi éliminer, par les services de garde, tout épuisement parental et tout essoufflement à court terme, de façon à laisser le plus longtemps possible le sujet dans sa famille. Il est évident que certaines familles ne peuvent pas se permettre des services de garde alors qu'elles en ont besoin. Il y a des éléments à prendre en considération sur le plan monétaire qui ne figurent pas dans le présent mémoire, mais qui seront exposés dans le document.

• 1155

Certains constats sont précisés au niveau des parents qui doivent être appuyés pour décider de l'intégration de leur enfant à une garderie régulière ou qui ont besoin d'être appuyés pendant que l'enfant est là parce qu'il a souvent des problèmes de fonctionnement, ainsi qu'au niveau des intervenants qui oeuvrent dans les garderies et qui, souvent, sont un peu dépourvus quand il s'agit de travailler avec une clientèle dont les problèmes sont très imprévisibles. De ce côté-là aussi, on a besoin d'aide et d'interventions. C'est quelque chose qui commence à se faire mais qui n'est pas automatique au niveau des garderies. L'expérience nous démontre qu'il est plus facile de dire: Ecoutez, on ne peut pas garder le jeune. Il est souvent retiré à ce moment-là.

Cela amène les parents à ne plus utiliser ces services-là et à ne plus les voir comme étant nécessaires dans leur vie. Ils se retrouvent avec un adolescent ou un adulte et ils n'ont pas encore compris qu'eux aussi ont le droit d'exiger ces services-là. Ils ont le droit d'exiger une qualité de vie équivalant à celle dont jouit la famille ne comptant pas d'handicapé. La personne autistique vit avec un handicap permanent et sa famille a besoin d'aide.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Pépin.

Mme Pépin: Lorsque nous sommes allés dans les provinces Atlantiques, on nous a fait un exposé sur les enfants souffrant de cette difficulté. Je dois vous avouer que c'était la première fois que je faisais face à une situation semblable. On nous a exposé les besoins des enfants, mais également les besoins des parents dont les enfants souffrent d'autisme.

Savez-vous combien d'enfants souffrent de ce problème actuellement à Québec?

Mme Marie-Claude Bélanger (Société québécoise de l'autisme): À la Société, à l'heure actuelle, on a 45 parents, mais la clientèle autistique de la région de Québec compte environ 100 enfants de 0 à 18 ans.

[Translation]

care services. It is very different if you are 14 years old, an adult, or 5 years old or less.

We are asking for normality for the autistic clientele. We would like the autistic child to be allowed to go to a centre in his own neighbourhood or at least at one of his parents' workplace, but the services offered to that child should be the equivalent of those offered to any other.

Autistic children need day care services for all kinds of reasons. We also want to eliminate, through day care services, parental exhaustion and short-term burnout so that the subject can spend as much time as possible within his family. It is quite clear that some families cannot pay for these services although they need them. There are elements to be taken into consideration moneywise which do not figure in this brief but which will be set out in the document.

Certain facts are made more specific for parents who need support when deciding about integrating their child into a regular day care centre, or while the child is there, because he often has functional problems; and the same is true of those who participate in the working of the centre itself and are often sort of caught short when they have to work with a clientele whose problems are quite unexpected. So we also need help and support on that side. It is something that is coming in, but it is not automatic in day care centres. Experience has shown that it is far easier to say: listen, we cannot keep that kid. He is often withdrawn at that point.

Which means that parents do not use those services anymore and do not see them as being necessary in their lives. They then wind up with an adolescent or an adult on their hands and they have not yet understood that they also have a right to demand those services. They have the right to demand a quality of life equivalent to the one that the family who does not have a handicapped person is enjoying. The autistic person lives with a permanent handicap and his family needs help.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: When we were in the Atlantic provinces, we had representations on children with that problem. I must admit that it was the first time that I was faced with such a situation. We were told of the children's needs but also of the needs of the parents of these autistic children.

Do you know how many children in Quebec City have that problem?

Mrs. Marie-Claude Bélanger (Quebec Society for Autism): The society, presently, has 45 parents but the autistic clientele in the Quebec is of some 100 children from zero to 18 years of age.

[Texte]

Mme Pépin: Y a-t-il des services de soutien importants pour ces familles-là?

Mme Bélanger: Non, il n'en existe pas à l'heure actuelle. C'est la famille qui garde l'enfant, ou parfois des amis. En général, les voisins et la parenté refusent de garder un enfant autistique à cause de son comportement. La plupart du temps, le père sort seul ou la mère sort seule. La plupart du temps, la mère ne travaille pas à l'extérieur pour pouvoir s'occuper de son enfant parce qu'il n'y a pas de garderie qui puisse vraiment donner un service adéquat à l'enfant.

Mme Pépin: Croyez-vous qu'on peut intégrer un enfant souffrant d'autisme dans une garderie?

Mme Bélanger: L'intervention, chez l'enfant autistique, se fait en bas âge. Les gens qui travaillent dans les garderies auraient besoin d'un peu plus de connaissances au niveau de l'autisme, mais une intervention pourrait se faire en garderie. Le mode de vie dans une garderie étant normalisant pour l'enfant, ce serait l'idéal pour les enfants autistiques de 0 à 5 ans car on pourrait leur apprendre à vivre le plus normalement possible.

Mme Pépin: Dans votre environnement, a-t-on déjà fait une demande à une garderie?

Mme Bélanger: Oui.

Mme Pépin: Y a-t-il eu de la résistance?

Mme Bélanger: Ils ont fait un essai. Au bout de trois semaines, ils ont retiré l'enfant. L'enfant autistique est un enfant qui accepte difficilement les changements. Au lieu de persévérer, ils ont dit au bout de trois semaines que ce n'était plus possible. Les parents ont donc retiré l'enfant. A la garderie, on a commencé par séparer l'enfant du groupe et, après un certain temps, on a dit aux parents: On ne peut plus le garder; trouvez-vous une gardienne à domicile.

Mme Pépin: Je pense que le gouvernement du Québec donne un montant un peu plus important pour les enfants handicapés dans une garderie. Est-ce exact?

• 1200

Alors, un enfant qui souffre d'autisme rentre dans la catégorie, disons, des enfants handicapés. Est-ce la seule expérience que vous ayez eue, ou est-ce qu'un enfant a pu s'intégrer dans cette garderie?

M. Langlais: Il s'agit de cas isolés et je pense qu'il faut considérer le fait que la gravité du syndrome peut varier d'un enfant à l'autre. Certains enfants ont pu être intégrés mais dans des conditions vraiment particulières et on ne peut tirer de conclusions générales. Comme il est spécifié dans ce document: il s'agit de trouver la bonne personne au bon moment. C'est une situation assez particulière qui varie avec le degré d'autisme. Mais il faut arriver à ce que à l'intérieur de la garderie une personne autistique se sente capable d'accepter un encadrement et une structure. Evidemment certains sujets dont le degré d'autisme est très faible peuvent fonctionner sans avoir besoin d'un encadrement particulier ou plus d'attention que l'intervenant régulier peut donner.

[Traduction]

Mrs. Pépin: Are there substantial support services for those families?

Mrs. Bélanger: No, there are none at present. The family keeps the child, or sometimes friends. Generally speaking, neighbours and close family refuse to mind an autistic child because of his behaviour. Most of the time, the father or the mother has to go out alone. Most of the time, the mother does not work outside the home so that she can take care of her child, because there is no day care centre that can really give adequate service for that child.

Mrs. Pépin: Do you think that an autistic child can fit into a day care centre?

Mrs. Bélanger: For the autistic child, intervention must begin at an early age. The people who work in the day centres should have more knowledge about autism, but there could be something done in the day care centre. Lifestyle in a day care centre is standardized for the child and it would be ideal for autistic children from zero to five years of age because they could be taught to live as normally as possible.

Mrs. Pépin: Of the people around you, has anyone every applied at a day care centre?

Mrs. Bélanger: Yes.

Mrs. Pépin: Was there any resistance?

Mrs. Bélanger: They did go through a trial period. After three weeks, they withdrew the child. The autistic child accepts change only with much difficulty. Instead of persevering, at the end of three weeks, they just said it was not possible any more. So the parents withdrew the child. In the day care centre, they first started by separating this child from the group and, after a while, the parents were simply told: we cannot keep him any more; get yourself a babysitter at home.

Mrs. Pépin: I think that the Quebec Government gives a bit more money for handicapped children in a day care centre. Is that not so?

An autistic child can be considered handicapped. Was that your only experience of this kind or were any children able to become accepted members of the day care?

Mr. Langlais: It was an isolated case and I think that we must keep in mind that the degree to which children suffer from this syndrome depends greatly on the person. Some children could be integrated, but under very special circumstances, and we cannot draw general conclusions from particular cases. As is specified in the document, it is a matter of finding the right person at the right time. Each situation is different and depends upon the degree of autism. An autistic child in a day care centre must be able to accept a structured and disciplined environment. Some people who do not suffer from serious autism do not require any special effort or attention on the part of the care-givers.

[Text]

Par contre, certains sujets ont vraiment besoin de plus d'attention. Et ce sont eux qui sont les plus difficiles à intégrer. Certains sujets autistiques fonctionnent aussi dans les écoles. Parmi ceux qui sont allés dans une garderie, il pouvait y en avoir d'un peu perturbé, mais aussi de très fonctionnel. C'est pour cela que c'est difficile de tirer une conclusion. Evidemment, l'aide financière qui est fournie par le gouvernement peut aider à l'accessibilité ou à la disponibilité des services ou même favoriser l'intégration. Bien que l'intervention risque d'être très constante au début, à la longue, le sujet en a souvent moins besoin. Mais, par contre, certaines personnes peuvent en avoir besoin plus longtemps. Et c'est cela qui en fait la particularité et la lourdeur.

Il n'y a que cinq enfants sur 10,000 qui sont atteints d'autisme. Ce qui n'élimine pas pour autant le problème.

Je pense que l'expérience antérieure de certains parents avec les garderies a soulevé un peu de réticence de la part des nouveaux parents ou encore ils ont dû avoir recours à la famille et composer avec des éléments qui limitent souvent le fonctionnement familial. Mais certains sujets peuvent être intégrés dans les garderies et avec une aide financière plus considérable au début.

Mme Pépin: Vous mentionniez qu'il y cinq cas sur 10,000. En fait, c'est peut-être la raison pour laquelle on ne connaît pas beaucoup les difficultés qui existent chez ces enfants. Votre association est-elle nationale ou provinciale?

Mme Bélanger: Il y a la Société canadienne de l'autisme et la Société québécoise de l'autisme qui a un bureau dans chaque région.

Mme Pépin: Du point de vue du support des parents, est-ce que votre association peut offrir à l'heure actuelle des services de soutien?

Mme Bélanger: L'Association a servi à essayer d'aider les parents à se diriger à l'intérieur des services déjà existants; la Société organise aussi des camps d'été qui assurent un soutien aux parents pendant l'été. Le reste de l'année, les jours où les enfants ne vont pas à l'école—parce que la plupart vont à l'école, il y a une école spécialisée pour les enfants, ici à Québec—, il n'existe à peu près rien pour les accueillir.

Et c'est très difficile d'instaurer des services ou une garderie pour la clientèle autistique, surtout pour les petits parce que, en général, on les intègre dans la société à l'âge de cinq ans.

Mme Pépin: Déjà.

Mme Bélanger: C'est exact, c'est-à-dire quand les parents nous contactent.

Mme Pépin: Parce qu'en définitive il y a beaucoup à faire entre zéro et cinq ans pour qu'on soit en mesure de les identifier.

Mme Bélanger: C'est le moment le plus important où il faut intervenir. Puis je pense qu'en garderie, on pourrait faire plus que d'intervenir. Il pourrait se faire aussi du dépistage.

Mme Pépin: Oui. À ce moment-là.

[Translation]

However, some autistic people really require special care. And those are the people who are more difficult to integrate into the day care situation. Some students with autism manage to function within the school system. Some of the autistic children in a day care may be perturbed, but very functional at the same time. That is why it is difficult to generalize. Clearly, the government's financial assistance would help making these services more accessible or available or even encourage integration of these children. Although the child may need very constant attention at the outset, as time goes on the autistic child does not need as much special care in many cases. However, some autistic people need help over longer periods and that is what makes every case different and the whole issue a difficult one to deal with.

Only five children out of every 10,000 suffer from autism. This does not, however, mean the problem will go away.

I think some parents' past experiences with day care have made new parents reticent to use day care or made them more likely to call on the family for help and to deal with the problem in their own way, often restricting family life. However, some autistic subjects can be integrated into day care with considerable financial assistance at the beginning.

Mrs. Pépin: You say that five children out of 10,000 are autistic. Maybe that is why we do not know a lot about the difficulties these children have. Is your association provincial or national?

Mrs. Bélanger: There is the Canadian Society for Autism and the Quebec Society for Autism, which has an office in each region.

Mrs. Pépin: What kind of support does your association offer to parents at the moment?

Mrs. Bélanger: The Association has worked towards helping parents avail themselves of the services currently offered. The Society also organizes summer camps which provide support for parents in the summertime. During the rest of the year, when the children are not at school, because most of them do attend a specialized school here in Quebec, there is virtually nothing to assist them.

It is very difficult to establish special services or day care for autistic people, especially for children, because they, generally speaking, do not come to the Society until the age of five.

Mrs. Pépin: That late.

Mrs. Bélanger: Exactly. That is the age at which the parents get in touch with us.

Mrs. Pépin: There is definitely a lot that can be done between the ages of zero and five in order to identify autistic sufferers.

Mrs. Bélanger: It is the critical time for action to be taken. We could do more than give them special care in a day care situation. We could start identifying children with problems of this nature.

Mrs. Pépin: Yes. As early as that.

[Texte]

M. Langlais: Je pense que les recherches actuelles nous permettent de dire que plus la stimulation est faite en bas âge plus l'enfant a de chance de récupérer ou de se développer. Alors si le développement se fait au niveau de la garderie il y a beaucoup plus de chance que les effets soient permanents. Parce que les sujets dont la réadaptation commence vers cinq ou six ans ont perdu déjà de bonnes années d'apprentissage. Chez un enfant dont le problème n'a pas encore été identifié, c'est une bonne période. Alors que l'enfant dont le problème est très sérieux a avantage encore à être stimulé très jeune. Je pense que la garderie a un double mandat: soit celui d'assurer la garde de l'enfant en toute sécurité mais aussi celui de favoriser la stimulation et la socialisation parce que l'autisme a vraiment comme caractéristique majeure, le refus de communiquer et de socialiser.

• 1205

Mme Pépin: Merci beaucoup.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Avant de passer la parole à M^{me} Morton je voudrais savoir si, actuellement à Québec, vous avez une garderie pour ce type d'enfants handicapés?

Mme Bélanger: Non.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Non?

Mme Bélanger: Les seules garderies dont on dispose ce sont les camps d'été, si on peut dire.

On organise ces camps pour la période estivale soit le temps où les enfants ne vont pas à l'école. On préconise l'école 12 mois par année, mais c'est assez difficile à obtenir. Alors, c'est pourquoi on organise des camps pendant l'été afin que les enfants continuent de recevoir une aide thérapeutique et puis cela donne un peu de répit aux parents.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Oui. Merci.

Mrs. Morton is the next.

Mrs. Mildred Morton (Researcher, Library of Parliament): Thank you, Madam Duplessis.

We have talked about the integration of these children into a group centre. Because of their special needs, would there be any advantage to having trained individuals who could go into the home for two afternoons a week or two mornings a week, to give the training that is necessary and still give the parent an opportunity to have a break from the pressure of the child and allow them to leave the home at that time?

Mme Bélanger: Je pense que le service à domicile est absolument nécessaire, non pas pour donner un répit aux parents mais pour aider les parents à apprendre comment on agit avec un enfant autistique. C'est ce qui est vraiment important dans le service à domicile. Il existe aussi un besoin de gardiennes à domicile pour que les parents puissent avoir un répit. Ce n'est peut-être pas d'un service régulier dont ont besoin les parents car les besoins varient.

M. Langlais: Je pense qu'il s'agit de deux choses différentes. Premièrement, on devrait favoriser au maximum l'intégration au niveau du service régulier. Je pense que cette première

[Traduction]

Mr. Langlais: Current research has shown that the more stimulation a child is exposed to early on in his life, the greater his chances of recovery or self-development. So if the development takes place within each day care, the chances are greater that the benefits will be long-lasting. Autistic children who begin rehabilitation at the age of five or six have already lost many good years of learning. In the case of a child whose autism has not yet been identified, it is a good age. However, in the case of children with serious autistic problems, they should be stimulated at a very early age. The day care's role should be twofold: to ensure safe care of the child but also to encourage stimulation and socialization as autism's main characteristic is a refusal to communicate and to socialize.

Mrs. Pépin: Thank you very much.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Before I recognize Mrs. Morton, I would like to know whether there is now a day care in Quebec City for autistic children?

Mrs. Bélanger: No.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): No?

Mrs. Bélanger: The only day care available for these children is at summer camps.

Camps are organized for the summertime when the children are not in school. We have been advocating school 12 months a year, but it is very difficult to obtain. That is why we organize summer camps so that children can continue their therapy and so that parents can have a bit of a break.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I see. Thank you.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Morton.

Mme Mildred Morton (adjoint de recherche, Bibliothèque du Parlement): Merci, madame Duplessis.

Nous avons parlé de l'intégration de ces enfants aux garderies régulières. Vu leurs besoins spéciaux, serait-il avantageux que des personnes ayant une formation spéciale dans le traitement de l'autisme aillent dans la famille du sujet deux fois par semaine, toute une matinée ou tout un après-midi, afin de donner les soins nécessaires tout en libérant le parent de ses obligations pour un certain temps?

Mrs. Bélanger: I think that service in the home is crucial, not so much to give a break to parents, but to help them learn how to deal with an autistic child. This is really extremely important in the home. We also have a need for home day care to give parents a break. The need is not so much for a regular service, but for one that takes into account the varying needs parents have.

Mr. Langlais: There are two different questions here. First, maximum integration into the regular day care services should be encouraged. This would constitute the first stage which

[Text]

intervention pourrait être une première étape qui donnerait, d'abord à la famille, un répit et qui permettrait ensuite à l'enfant de créer un lien avec une personne venant de l'extérieur tout en lui permettant de faire une transition de son milieu à l'extérieur. Parce que l'objectif très important qui est visé au niveau de la garderie, c'est celui de la socialisation. Alors comme l'enfant a de la difficulté à entrer en communication avec les autres, le service à domicile peut être bon pour des apprentissages précis ou encore pour donner un répit à la famille. Mais pour le bien de l'enfant, il est très important qu'il aille en garderie.

Mrs. Morton: But is specialized training required for the care givers to care for autistic children?

M. Langlais: Tout dépend de l'intervention. La formation est sûrement très importante et dans certains cas voire essentielle. Par contre un intervenant qui a certaines notions peut très bien intervenir sans avoir une très grande spécialisation. Il peut s'agir d'une intervention de très bonne qualité dans la mesure où c'est la bonne personne qui intervient au bon moment, ce que je mentionnais plus tôt.

Mrs. Morton: Do you get any help now from any government department at any level? At what level of government do you get any assistance at all, or for general care of the children?

• 1210

Mme Bélanger: Les services que l'on a présentement du gouvernement provincial sont des services scolaires. De plus, il y a un service d'aide aux parents qui est en train de se développer aux affaires sociales. Ce sont les seuls services qui existent.

Il y a quelques parents qui reçoivent un service de répit de fin de semaine pour pouvoir avoir une fin de semaine à peu près normale. Tous les parents en ont besoin, mais c'est très limité pour le nombre de places.

M. Langlais: Il y a aussi d'autres ressources, par exemple, la Déficience mentale, qui fournit une aide mais, qui est tout d'abord préparée pour une clientèle déficiente mentalement. Certaines ressources reçoivent de l'aide, mais elles n'en ont pas dans l'intervention directe, seulement pour les garderies. Peut-être que certains individus en reçoivent, mais ils ne sont pas identifiés. Mais c'est possible que certaines personnes en reçoivent.

Mrs. Morton: Because of the special needs of your children, do you have any suggestions regarding what department or what type of agency should be the one to help you and your particular needs? Should it be from the Department of Education? Should it be from the medical services and the health services?

• 1215

M. Langlais: Je pense qu'il y a des données qui proviennent de quelques ministères. Mais ce ne sont pas les ministères qui peuvent les fournir. Quand l'enfant arrive à la maternelle, il a des besoins souvent similaires à ceux qu'il avait à la garderie soit à cause de sa particularité ou de son état de santé, non pas

[Translation]

would, first of all, give the family a break and, furthermore, allow the child to establish a bond with someone from outside his or her home while making a transition from the home to the outside world. The objective of day cares, an extremely important one, is socialization. So, as the autistic child has difficulty communicating, an in-home service would be good for specific training or to give a break to the family. But in the interests of the child, it is very important that he be part of a day care group.

Mme Morton: Faut-il prévoir une formation spécialisée pour ceux qui dispensent les soins aux enfants autistiques?

Mr. Langlais: That all depends. Training is certainly very important and even essential in some cases. However, a care giver who has a few good notions about how to deal with autism can certainly do so without being highly specialized. If the right person intervenes at the right time, the quality of care may be excellent, as I mentioned earlier.

Mme Morton: Recevez-vous une aide quelconque du gouvernement en ce moment? À quel palier du gouvernement faut-il s'adresser pour obtenir de l'aide, le cas échéant? Obtenez-vous de l'aide pour la garde des enfants en général?

Mrs. Bélanger: For the time being, we receive help with schooling from the provincial government. There is also a service for parents being established by the Ministry of Social Affairs. Those are the only services in existence currently.

Some parents get a break on the weekend in order to have a bit of time to themselves. All parents need it, but the number of spaces is really limited.

Mr. Langlais: There are other resources available; for instance, there is assistance for the mentally handicapped. There are other types of assistance available, but for day care, not specifically for the autistic. Certain individuals may get assistance, but we do not know who they are. Some people may in fact get assistance. That is possible.

Mme Morton: À cause des besoins spéciaux de vos enfants, quel est le ministère ou l'organisme approprié pour satisfaire à vos besoins particuliers? Devrait-il s'agir du ministère de l'Éducation? Des services médicaux et des soins de santé?

Mr. Langlais: I think there are some departmental data. But it is not up to the departments. The child who gets into kindergarten often has the same needs he had in day care centres, because of his own biological make-up, his state of psychological, not physical, health. So there should be two or

[Texte]

physique mais psychologique. Il est nécessaire qu'il y ait une communication entre deux ou trois ministères, par exemple: la Santé et l'Éducation, et non pas un seul ministère.

Mrs. Morton: Fine. Thank you very much.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Bélanger et M. Langlais, merci beaucoup d'être venus présenter votre rapport ce matin devant notre Comité.

J'inviterais maintenant M^{me} Elizabeth Pelletier et Françoise Parent qui font partie du Regroupement des garderies sans but lucratif de la région 01 du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

J'imagine que c'est Claire Sylvain aussi qui est là. Bonjour, madame Sylvain.

Mme Elizabeth Pelletier (Regroupement des garderies sans but lucratif de la région 01): Je me suis toujours dit qu'afin de comprendre les autres, il fallait partager leurs conditions de vie. Je me permets de faire la même chose. Si c'était un peu plus généralisé on aurait peut-être un peu moins de problèmes.

Alors, je représente le Regroupement des garderies sans but lucratif de la région 01 qui est la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.

Nous avons accepté l'invitation de venir vous rencontrer parce que nous y voyons l'occasion de se faire entendre et de dire, encore une fois, les préoccupations qui nous touchent au niveau du dossier des services de garde à l'enfance.

Nous avons cherché un style choc, un style qui n'était pas trop ennuyant parce que je me dis que ça ne doit pas toujours être intéressant d'entendre dire des choses qui ont été dites et redites. Malheureusement, on n'a pas eu le temps d'explorer et de développer ce style. On espère néanmoins que nous serons entendues parce que nous venons de loin. Je ne sais pas si vous savez où est la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent?

Oui? Nous avons dans la région Gaspésie—Bas-Saint-Laurent des malaises et de l'amertume face au dossier des services de garde à l'enfance. Nous constatons, premièrement, que nous possédons une conception utopique de l'enfant et je m'explique.

On dit que le développement de l'enfant se joue entre 0 et 6 ans. C'est une valeur qui nous est chère et que l'on porte dans notre cœur mais, dans les faits, on se rend compte qu'il n'y a que les services pour les 5 et 6 ans qui soient développés et qui fassent partie d'une politique cohérente. Ces enfants bénéficient de maternelles qui sont des services publics et gratuits. Pour les 0 et 4 ans, on remarque que ce qui leur est offert ou ce qui pourrait leur être offert, n'est pas régi et n'est pas contrôlé par aucune espèce de politique de la petite enfance ou même une politique de la famille. Est-ce que les enfants de 0 à 4 ans sont exempts de la maladie, de mauvais soins ou d'abus? Est-ce qu'ils ne manquent pas de stimulation, quand ils vivent dans des foyers où les revenus sont suffisamment élevés pour subvenir à tous leurs besoins? Si c'est la conception qu'on a des enfants de zéro à quatre ans, elle est bien loin de correspondre à la réalité. Surtout à celle des régions défavorisées.

[Traduction]

three departments involved, two at least, i.e. Health and Education.

Mme Morton: Bien. Je vous remercie.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you, Mrs. Bélanger and Mr. Langlais, for presenting your report to this committee this morning.

I will now invite Elizabeth Pelletier and François Parent who are members of the Non-Profit Day Care for the 01 region of the lower St. Lawrence and the Gaspé Peninsula.

I imagine the other person is Claire Sylvain. How are you, Mrs. Sylvain?

Mrs. Elizabeth Pelletier (Non-Profit Day Care Group for the 01 Region): I have always thought that if you want to understand others, you have to share the living conditions. This is what I mean. If there were fewer differences between people, we might have fewer problems.

I am representing the Non-Profit Day Care Group for the Lower St. Lawrence and the Gaspé Peninsula, that is, the 01 Region.

We accepted your invitation to appear before you as it offered us an opportunity to be heard and to share our concerns on the child care issue.

We tried for a new approach, something that would not bore you. I have always thought that it must be quite boring to hear the same things over and over. Unfortunately, we did not have time to really develop such an approach. We hope to be heard nonetheless, because we have come a long way. I wonder whether you could pinpoint the Lower St. Lawrence and the Gaspé Peninsula?

You can? In the area of the Lower St. Lawrence and the Gaspé Peninsula, we are bitterly disappointed with the situation of child care services. Apparently our perception of childhood is Utopian. Let me explain myself.

The years between zero and six are said to be child-forming years. We are very keen on this idea. However, in reality only the five- and six-year-olds have access to services developed in the framework of a coherent policy. These children have access to free public kindergartens. For the zero to four category, the available services or those that could become available are not structured and do not come under any kind of family policy. Do you believe these children from zero to four years of age never suffer from sickness, poor care or abuse? Do you not think they lack stimulation when the family income is insufficient to fulfill all their needs? If that is your perception of the zero to four category, it has not much to do with reality, especially in underprivileged regions.

[Text]

• 1220

Les enfants ont des besoins et des droits. Lors de l'Année internationale de l'enfant, en 1979, les Nations Unies ont élaboré ces droits. Ce sont des choses qu'on oublie, je crois. Quand des personnes se voient confier les enfants en l'absence des parents, les gouvernements doivent assumer une responsabilité pour faire respecter ces droits. Les services en garderie nous apparaissent comme des lieux privilégiés où l'on peut faire de l'éducation, du dépistage, de l'intervention précoce. On considère encore la garderie comme un stationnement ou, selon certaines écoles économiques, un milieu de garde ni plus ni moins pire qu'un service de garde en milieu familial.

Nous éprouvons des malaises aussi lorsque nous regardons et constatons l'inertie des gouvernements. On a de la difficulté à comprendre qu'après tant d'études, de rapports et de consultations que les gouvernements nous disent encore qu'ils agiront lorsqu'ils connaîtront vraiment la volonté des Canadiens. Il me semble qu'il ne manque pas de consensus dans le dossier des services de garde. S'il y a un manque de consensus, il faudrait peut-être chercher la cause au niveau du terrain, dans les relations hommes-femmes. Je suis convaincue d'un consensus chez les femmes. Y en a-t-il un chez les hommes qui sont en majorité à la direction des pouvoirs politiques. Dire aussi qu'il n'y a pas de consensus, me semble une attaque, une insulte à tous ceux qui se sont exprimés dans le dossier des services de garde. On pense à la politique familiale de l'an dernier, au Québec. On pense aussi à Décision '85.

Ce sont des questions, finalement, qu'on vous adresse. On doit vous renseigner et on vous pose les questions.

Je vous parlerai maintenant de la région 01 qui jouit, je dis bien «jouit», d'un statut socio-économique faible, défavorisé. Le taux de chômage y est plus élevé que partout ailleurs dans la province. Le taux d'assistés sociaux aussi est très élevé. Il y a beaucoup de familles monoparentales et le revenu *per capita* est plus faible que partout ailleurs dans la province, plus faible même que sur la Côte-Nord; ce qui peut sembler contradictoire.

Alors, dans cette région, on retrouve plusieurs municipalités où la population dépasse à peine 5 mille habitants. Il n'y a que 5 municipalités qui dépassent le cinq mille habitants. Le problème de ces municipalités est que, non pas parce qu'ils demeurent en campagne et qu'ils n'auraient pas de besoin en matière de service de garde, le nombre ne le justifie pas; on ne peut pas développer de services pour eux.

Alors, l'essentiel des recommandations est le suivant: nous demandons que les gouvernements élaborent une politique globale de la petite enfance et une politique de la famille. Il y a longtemps que ces recommandations ont été faites.

On demande aussi que les gouvernements participent au financement des services de garde à raison de 80 p. 100. Vous me demanderez peut-être quels moyens nous suggérons. Je ne suis ni économiste, ni juriste et même si j'étais économiste, il se trouverait un autre économiste pour me dire que je n'ai pas raison. Les différents gouvernements disposent d'économistes et de théories pour diminuer l'inflation. Je ne pourrais pas donner de conseils sur ce sujet.

[Translation]

Children have both needs and rights. Those rights were developed in 1979 by the United Nations, during the International Year of the Child, but we tend to forget such things. When children are put in the care of others by their parents, governments should make sure their rights are protected. We consider day care centres as very special places for education, early tracking and intervention. But they are looked upon as a place to park the kid, and some economists view them as a care environment no better and no worse than the babysitter's home.

We are also perturbed by the apathy shown by governments. After so many studies, so many reports and consultations, governments are still trying to find out what Canadians want. It is hard to understand. It seems to me there is no lack of consensus on the day care issue. There is a lack of consensus, you may find it at the grass-roots level, in the man-woman relationship. I am convinced there is a consensus among women. Is there one among men, who make up the majority at the political level? To my mind, to say that there is no consensus is a slap in the face of all those that have made their views known on the child care issue. Think of last year, the Quebec family policy. Think also of Decision '85.

So, we end up asking you questions. We came to give you information and we end up asking you questions.

I will talk now about the 01 region which enjoys—and I use the word advisedly—precarious social and economic health. The unemployment rate is the highest in the province. The number of welfare recipients is also quite high. There are many single-parent families and the per-capita income is the lowest in the province, lower even than on the north shore; which may seem a contradiction.

In this region, you have several municipalities with barely 5,000 people. Only five municipalities number over 5,000. The problem with these municipalities is not that they are rural municipalities with no need for child care services, but the fact that their small population does not justify the development of such services.

Essentially, our recommendations are as follows: we asked governments to elaborate the comprehensive policy for small children as well as a family policy. Such recommendations were made long ago.

We also request the governments to finance 80% of the child care costs. You may well ask by what means. I am not an economist, nor a lawyer and even if I were an economist, there would be another economist to tell me that I am wrong. All levels of government have their own economists and their own theories to counteract inflation. I cannot advise you in this matter.

[Texte]

• 1225

D'ici à ce que le gouvernement prenne en main le financement des garderies dans une proportion de 80 p.100, on demande que l'aide financière aux parents à faible revenu soit augmentée également.

Les régions comme les nôtres sont défavorisées. Nous demandons de l'aide supplémentaire pour mettre sur pied des mini-garderies, et aussi, de tenir compte dans les calculs de subventions et dans les modalités, des caractéristiques socio-économiques des régions plus défavorisées.

On demande également, et tout le monde le demande, des subventions directes plus élevées aux garderies, et encore plus élevées lorsqu'il s'agit de pouspous. On demande aussi que ces subventions soient indexées.

On demande de l'argent supplémentaire pour les regroupements. Nous avons un regroupement, celui qu'on représente, qui doit parcourir de grandes distances pour se rencontrer. On pourrait établir des lieux d'échanges et des lieux de services communs, mais on est trop éloignées les unes des autres.

On demande également que l'intégration des enfants handicapés fasse l'objet d'un support financier et technique accru. Je pense qu'on vous a expliqué la problématique de l'intégration des enfants handicapés. Nous aussi, on va dans ce même sens parce qu'il y a très peu de services dans la région 01 qui leur sont destinés.

On demande que les commissions scolaires soient tenues, également, d'offrir des services de garde en milieu scolaire. Il y a 201 écoles, je crois, sur le territoire 01, mais il n'y a que 6 services de garde en milieu scolaire. Je pourrais vous en dire davantage mais je ne les ai pas mémorisés mais c'est dans le rapport. Ceci démontre qu'il y a une lacune. Lorsque qu'on fait des demandes on nous répond qu'on n'a pas de locaux ou que ce n'est pas nos problèmes, alors on se retrouve avec des enfants à clé. Je ne sais pas s'il y a des groupes qui vous ont parlé du problème des enfants à clé, mais il y a des chiffres assez astronomiques à ce sujet.

On demande que des services complémentaires soient mis sur pied tels que: des services pour les enfants malades; des services pour les gens qui travaillent sur des quarts de nuit ou la fin de semaine. Aussi, les gens qui veulent s'impliquer dans des activités de bénévolat ou de militantisme ou ceux qui sont aux prises avec des problèmes de santé. De même, les familles qui gardent leur enfant handicapé à la maison peuvent avoir besoin de repos. Quand elles ont besoin de repos ces familles, où vont-elles porter leurs enfants?

Est-ce que j'en ai oublié? On demande une formation dans la région 01. Il n'y a aucune formation à temps plein pour le travailleur en garderie. Les maisons d'enseignement ne la dispensent pas. Au fin fond de la Gaspésie, lorsqu'on demande un cours de perfectionnement, le cours ne peut pas se donner parce qu'il n'y a pas assez d'inscriptions. Ce sont nos réalités quotidiennes. On est aux prises avec une réglementation qui dit: ayez du personnel formé. Mais où pouvons-nous aller pour se former? J'en connais très peu, qui viendraient chercher une formation en Gaspésie et qui demeurent à Montréal. De plus, on a assisté dernièrement à des coupures dans les universités,

[Traduction]

Until the government takes over the financing of 80% of day care costs, we ask that financial assistance to low-income parents be increased also.

Regions such as ours are disadvantaged. We seek additional help to open small day care centres and we also ask that the social and economic factors in these disadvantaged regions be taken into account when determining the amount of the grants and the terms under which help is given.

We also want what everyone else wants, namely higher direct grants to day care centres and even higher grants to infant care centres. We also ask that these grants be indexed.

We also request additional funding for associations. The members of the association on whose behalf we are speaking today must travel large distances in order to meet. We could offer meeting rooms and common service centres but our members are much too widely dispersed.

We also ask that greater financial and technical support be given to integration programs for handicapped children. I think we have explained to you the problems associated with integrating handicapped children. We support this proposal because there are few services targeting these children in region 01.

We ask that school boards also be required to offer child care services in the school environment. I believe there are 201 schools in region 01, but only six of them offer day care services. I could give you additional details, which I have not memorized, but which you can find in the report. This shows that there is an unmet need. When we request services, we are told that there are no facilities and that our request should be made to some other jurisdiction, and so we end up with latch-key children. I do not know if other groups have mentioned the problem of latch-key children, but statistics reveal that there are a huge number of them.

We ask that the range of services be broadened to include services for sick children, for parents who work the night shift or on weekends. In addition, services should be provided to people who want to do volunteer work or become involved with the special interest group and to those who have health problems. Services should also be available to families who keep their handicapped child at home and might need time to rest. When these parents need rest, where do they take their children?

Have I forgotten any? We ask for training services in region 01. Full-time day care staff receive no training. Learning institutions do not offer any. Deep in the Gaspé area, training courses cannot be offered for lack of sufficient registrations. Those are the problems we have on a day-to-day basis. We have a problem because regulations say that day care centres must hire trained personnel. But where can we go for such training? I know very few people who live in Montreal who would come to Gaspé for training. Furthermore, financing to universities in the province of Quebec was cut recently. Rimouski was also hit by budget cuts.

[Text]

même dans les universités du Québec. Rimouski absorbe ces coupures aussi.

Finalement, ce que je voudrais vous faire ressentir, c'est que les régions défavorisées absorbent des coupures, parce que ce n'est jamais rentable chez eux, ainsi on entretient leur sous-développement. On oublie que les belles théories disant que les personnes doivent se prendre en charge. Ce n'est pas à 40 ans que l'on se prend en charge ou qu'on apprend à se prendre en charge, c'est quand on est tout petit.

Pour un gouvernement, ce n'est peut-être pas évident à long terme et à court terme d'investir dans des services de prévention. Il existe des études qui ne reflètent toujours la réalité, vous allez dire, mais la majorité des études s'entendent à dire qu'à chaque fois qu'on investit dans des programmes de prévention, on réalise des économies à long terme au niveau des services judiciaires, des soins psychiatriques et des soins de rééducation. Les gens des classes populaires vous diraient: «C'est mieux prévenir que guérir».

Cela résume le rapport, je l'espère.

• 1230

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Pelletier, j'ai vu que vous étiez un peu choquée parce qu'il n'y avait pas de chaises en velours bleu pour les témoins. On n'a pas demandé ces chaises. Habituellement, on est assis comme tout le monde, et il n'y a pas de différence entre les membres du Comité et...

Mme Pelletier: Je n'étais pas fâchée.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Non, mais vous sembliez penser qu'il y avait deux sortes de comportements. Dans d'autres villes, on s'est fait dire: Mon Dieu, vous avez choisi un hôtel trop luxueux. Ailleurs, on nous a dit: L'hôtel n'est pas assez beau. Les gens ne sont jamais contents de toute façon.

Mme Pelletier: Je vais vous dire d'où vient mon attitude. Je me suis retrouvée un jour à négocier le prix du loyer de la garderie avec le conseil d'administration du cégep. J'essayais de négocier un taux d'augmentation plus faible, et on m'a répondu: Si tu crois que des personnes qui gagnent 50,000\$ vont perdre une demi-heure pour une augmentation de 2 p. 100, eh bien, tu fais fausse route. Alors je me suis dit: Ces personnes-là sont tellement loin de la réalité des organismes à but non lucratif, des organismes communautaires bénévoles; ils ne nous comprennent même plus. Mais il y a aussi l'envers de la médaille: moi aussi, je peux très bien ne pas comprendre les autres. Alors j'essaie, le plus possible, de me rapprocher.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Pelletier, vous demanderez tout à l'heure une pochette contenant le curriculum vitae de chacun des membres du Comité. Chaque personne ici a été choisie parce que, dans sa vie passée, elle a eu à vivre toutes sortes de choses. Si vous remarquez, on est en majorité des femmes. On a dû aller sur le marché du travail et on a connu toutes sortes de situations. Si on a été choisies, c'est qu'on savait qu'on était très sensibles à la cause des femmes. Les hommes qui font partie du Comité ont vécu, eux aussi, toutes sortes de difficultés, toutes sortes

[Translation]

Finally, what I would like you to understand is that these underdeveloped regions will remain so as long as they continue to be hit by program cuts whose rationale is that things are never profitable in such areas. In theory, it is fine to say that people must take themselves in hand. But they must learn to do so when they are young, not when they are 40 years old.

Governments might not readily see the long and short term advantages of investing in preventive services. You might reply that studies do not often reflect reality, but the majority of studies show that investment in preventive programs bring long-term savings in legal services, psychiatric care and retraining programs. Ordinary Canadians would tell you that "a stitch in time saves nine".

That summarizes the report, I hope.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mrs. Pelletier, I noted that you were a little put out because there were not sufficient blue velvet chairs for the witnesses. We did not ask for these chairs. Usually, every one, including the members of the committee, is seated on the same kind of chairs and...

Mrs. Pelletier: I was not put out.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): No. But you seemed to think that there were differences in treatment. In other cities, we were told that we had chosen much too luxurious a hotel. Elsewhere, we were told that the hotel was not nice enough. People are never content in any case.

Mrs. Pelletier: I will try to explain my reaction. One day, I had to negotiate the rent for the day care with the board of directors of the CEGEP. I was trying to negotiate a lower rate of increase and was told: If you think that people who earn \$50,000 will waste a half-hour over a 2% increase, you are way off base. And so I told myself that those people have so little feel for the reality with which nonprofit and community voluntary organizations have to deal with that they no longer not even understand us. But there is also the other side of the coin. I myself might very well not understand others. And so, I do my best to bridge that gap.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mrs. Pelletier, remind me later on to give you our kit containing the curriculum vitae of each member of the committee. Each person was chosen because he or she has been through a lot. You may have noticed that most of us are women. We have had to join the labour force and we have had all kinds of experiences. We were chosen because we were known to be sensitive to the cause of women. The men who are members of the committee have also had all kinds of problems and all kinds of experiences. The members of this committee were hand-picked. They

[Texte]

d'expériences. Les gens de ce Comité ont été triés sur le volet. On savait qu'ils seraient attentifs et qu'ils répondraient aux besoins de la population. On est là pour vous écouter, pour entendre vos recommandations.

Mme Claire Sylvain (Regroupement de garderies sans but lucratif de la région 01): Nous ne voulions pas vous choquer, loin de là. C'était simplement une façon d'attirer votre attention puisqu'on sait que c'est très ardu d'entendre, d'entendre et d'entendre des gens demander la même chose. C'est simplement une question d'attirer votre attention.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Cela ne nous dérange pas que les gens répètent la même chose si cela reflète vraiment leurs besoins. On se dit: Le besoin existe puisque les gens viennent nous l'exposer sous toutes sortes de formes.

Je donne maintenant la parole à mon collègue Rob Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Madam Chairperson.

I do not want to particularly get into this controversy, but I do like blue chairs. I wish everybody had blue chairs and blue suits and other things that are blue as well.

Thank you very much for coming before this committee. We appreciate having your comments.

First of all, let me say this. We actually do not hear the same thing over and over again. You would be surprised. It depends on the region you visit, or the province. Each region has a slightly different perspective. Sometimes you find that the needs are very different, that there is a fairly wide discrepancy in the type of day care or child care available.

Now, you indicated that there was no lack of consensus on the need for child care. I would suggest to you that may be the only thing on which there is a consensus. However, we have heard various comments on what type of child care.

You represent a group—what is known as non-profit day care centres, I believe. We have heard from profit or private day care centres that they are not making any profit, that their level of care is similar to a non-profit organization, that it is almost just a legal distinction. What do you think the differences may be between non-profit or profit day care centres? What advantages do you see for a non-profit day care centre? Are there differences in quality? I would just like to have your general comments on that one particular area.

Mme Pelletier: Je serais bien mal venue d'exploiter un service de garde à but lucratif si je n'avais pas de subvention. Je me demande comment je ferais pour joindre les deux bouts. Je ne comprends pas. Probablement que mes employés seraient payés au salaire minimum. Moi, je ne veux pas payer les employés au salaire minimum quand ils possèdent un baccalauréat ou un DEC, quand ils ont de 15 à 18 ans de scolarité.

[Traduction]

were picked because it was known that they would be sensitive to the needs of the population. We are here to listen to you and to hear your recommendations.

Mrs. Claire Sylvain (Regroupement de garderies sans but lucratif de la région 01): We did not intend to offend you, far from it. It was simply a way of catching your attention because we know that it is very demanding to listen, day after day, to people repeatedly asking for the same thing. We simply wanted to catch your attention.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): We have no objection to people repeating the same thing if it truly reflects their needs. We tell ourselves that the need must exist since people come to us and express it in so many different ways.

I will now recognize my colleague, Rob Nicholson.

M. Nicholson: Merci, madame la présidente.

Je ne tiens pas particulièrement à relancer la controverse, mais j'aime bien les fauteuils bleus. Je voudrais que tout le monde ait un fauteuil bleu, un habit bleu et toutes sortes d'autres choses, bleues elles aussi.

Je vous remercie d'être venue témoigner devant le Comité. Nous vous savons gré de vos commentaires.

J'aimerais d'abord dire ceci. En réalité, nous n'entendons pas constamment les mêmes choses. Vous seriez surprise. Cela dépend de la région ou de la province que nous visitons. Chaque région a une perspective légèrement différente. Nous constatons parfois l'existence de besoins très différents et il y a parfois un écart assez large dans le genre de services de garderie disponibles.

Vous avez dit qu'il n'y a pas de désaccord quant à la nécessité des garderies. Je vous dirais que c'est probablement le seul aspect de la question qui fasse l'unanimité. Toutefois, nous avons entendu des commentaires très différents quant à la nature des services de garderie requis.

Vous représentez, je crois, une association qui s'appelle le Regroupement des garderies sans but lucratif. Les garderies privées et à but lucratif se plaignent de ne pas faire de profits alors qu'elles offrent des soins comparables à ceux des organisations sans but lucratif et ajoutent que la distinction entre les deux est purement juridique. D'après vous, quelle est la distinction entre les garderies à but lucratif et sans but lucratif? Quels sont, d'après vous, les avantages qu'offrent les garderies sans but lucratif? Y a-t-il des différences dans la qualité des soins? J'aimerais savoir ce que vous pensez de cet aspect de la question.

Mrs. Pelletier: I would have a very hard time running a non-profit day care without a grant. I really wonder how I would make ends meet. I do not understand. My employees would probably be paid minimum wage. But I do not want to pay them minimum wage when they have a bachelor's degree or a college diploma after 15 to 18 years of schooling.

[Text]

Le profit... Il faut prendre l'argent quelque part. Ils peuvent offrir de bons services, mais à quel prix? Sur le dos des employés, sur le dos des enfants?

Mr. Nicholson: Do you think that...

Mme Pelletier: L'État n'a pas à attendre qu'il y ait un consensus. En 1964, au Québec, le gouvernement a demandé à M. Parent de former une commission pour juger de la situation de l'éducation au Québec. Le rapport Parent a conclu que la population manquait d'instruction et qu'il fallait démocratiser et réformer le système d'éducation. On s'est alors mis à accorder plus d'importance au réseau de maternelles. On n'a pas fait de consultations et on n'a pas demandé aux gens s'ils étaient tous d'accord. Lorsqu'ils ont mis sur pied des prémater-nelles pour les enfants de couches défavorisées—quelqu'un disait qu'il fallait prendre l'enfant le plus jeune possible pour le sortir du pètrin—, on n'a pas demandé aux gens s'ils étaient d'accord. La preuve qu'il n'y avait pas de consensus à ce niveau-là, c'est qu'on a été obligé d'aller chercher les inscriptions, parce qu'on n'y croyait pas. On les a mises sur pied. L'État est intervenu, il n'a pas attendu qu'il y ait un consensus.

Mr. Nicholson: Do you think the main difference between the profit and non-profit day care centre is the fact that one receives government subsidy and the other does not?

Mme Pelletier: Cela peut être l'une des différences, mais selon ce que je sais des garderies à but lucratif, ce n'est pas un problème dans notre région. Bien souvent, ceux qui fréquentent les garderies à but lucratif, ce sont les personnes qui ont un salaire très élevé, qui peuvent payer le prix demandé, qui ne sera pas de 12.50\$ comme chez nous. Ils vont payer beaucoup plus cher. Bien souvent, ces parents sont prêts à payer ce prix parce qu'ils ne veulent pas s'impliquer dans le processus de gestion pédagogique et de gestion administrative.

Il faut comprendre qu'il y a des gens qui font des choix. Ils ne veulent pas s'impliquer au niveau pédagogique, au niveau du soutien technique et au niveau administratif.

Mme Sylvain: Les garderies sans but lucratif vont être aux prises, à très court terme, avec des plafonnements au niveau des revenus. Les parents, on le sait très bien, auront une capacité de payer limitée à très court terme parce qu'on augmente les frais de garde d'année en année pour pouvoir augmenter un peu les salaires d'année en année. Lorsque les garderies ne pourront plus augmenter les frais de garde, il va y avoir une stagnation au niveau du fonctionnement des garderies. Dans les garderies à but lucratif, lorsqu'il y aura plafonnement des revenus, on va d'abord réduire la qualité des services offerts aux enfants et on va ensuite donner de moins bonnes conditions salariales et de travail aux travailleurs. Dans les garderies, on ne peut couper qu'au niveau de la qualité des services et au niveau des conditions de travail. C'est ce qu'on déplore dans les garderies à but lucratif.

Mr. Nicholson: What level of salaries do you pay your staff?

Mme Sylvain: Le 31 mars 1985, la moyenne des salaires, dans la région 01, était de 6.81\$ l'heure. Cette année, il y a une

[Translation]

The profits... the money has to come from somewhere. They can offer good quality services, but at what price? To the detriment of the employees or the children?

M. Nicholson: Croyez-vous que...

Mrs. Pelletier: The government need not wait until a consensus is reached. In 1964, in the Province of Quebec, the government asked Mr. Parent to set up a committee to study education in the province. The Parent report concluded that the population's level of education was insufficient and that the education system needed to be reformed and democratized. Increased emphasis was then placed on the network of kindergartens. There were no consultations and the people were not asked if they agreed. When they opened nursery schools for children from the disadvantaged classes because some said that it was important to integrate the children at the earliest possible age to improve their lot, no one asked the people's opinion. The proof of this lack of consensus is illustrated by the fact that the parents showed their lack of faith in this system through the low level of registrations. But the nursery schools were opened. The State intervened without waiting for a consensus to appear.

M. Nicholson: Croyez-vous que la principale différence entre les garderies à but lucratif et sans but lucratif soit que les unes reçoivent des subventions du gouvernement et les autres pas?

Mrs. Pelletier: That might be one of the differences, but my knowledge of profit-making day care centres leads me to believe that is not a problem in our region. Quite often, the parents who send their children to profit-making day care centres are those who have a very high income and who can afford to pay the price demanded, which will not be the \$12.50 that we set. They will pay much more. Quite often, these parents are willing to pay that price because they do not want to become involved in the teaching and administrative management process.

It must be understood that some people make choices. They do not want to become involved with teaching, technical support and administrative activities.

Mrs. Sylvain: In the very short term, the income levels of non-profit day care centres will level off. We all know that parents will have a limited capacity to pay in the very short term because day care fees increase year after year in order to cover increased salary costs. When day care centres can no longer increase their fees, their operating budgets will stop progressing. When revenues of profit-making day care centres start levelling off, they will start by reducing the quality of services offered to children and will then go on to offer workers lower salaries and more stringent work conditions. In day care centres, cuts can only be made in the quality of services and work conditions. That is what we deplore in profit-making day care centres.

M. Nicholson: Quel salaire payez-vous à vos employés?

Mrs. Sylvain: On March 31, 1985, the average salary, in region 01, was \$6.81 an hour. This year, the rate has gone up a

[Texte]

petite augmentation. Ce doit être 7.00\$ ou 7.20\$ l'heure en moyenne dans la région.

[Traduction]

bit. It must be, on average, about \$7 or \$7.20 an hour in this region.

• 1240

Mr. Nicholson: Thank you very much for the information.

Mme Pelletier: On vous disait tout à l'heure que les tarifs de garde atteignaient des maximums que les parents ne pouvaient plus assumer. Il y a deux garderies dans la région 01 qui avaient des tarifs de garde de 13\$ et 14\$. L'an passé, elles ont dû abaisser leurs tarifs de 1\$ chacune parce que la clientèle n'était plus la même. Cela, ce sont des réalités.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Ms Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you. I would like to say that I think you have succeeded in waking us all up at the late hour of the morning. I must say that when I walked into the room this morning I almost thought I was in Buckingham Palace as well, but as the chairperson said, this really was not our arrangement.

I would like to ask you if you could give us a few more ideas on the kinds of practical things that could be done in rural areas and areas that have also very high unemployment and lack of funds generally. One of the things you have said is perhaps more extensive use of schools. You talked about the problems with getting trained staff. I think in Halifax there was one group that was doing a lot of training, that had adopted a community in Labrador and were going up there and doing some exchange and training stuff. I wonder if you have considered whether or not anything like that might be helpful.

Also, what kind of family day care is available? I assume you all represent group day care centres. Are there any other ideas we should be promoting, from the point of view of rural communities, that do not have the same kind of resources as cities do?

Mme Pelletier: Les subventions directes versées aux garderies par l'Office des services de garde tiennent compte de la différence entre les revenus réels de la garderie et ses revenus potentiels. Supposons que la garderie, d'après le nombre de places et le tarif, est censée avoir un revenu de 200,000\$, et que pendant l'année, je ne réalise que 100,000\$ de revenu. Il y a un écart. Si cet écart dépasse 25 p. 100—dans le cas actuel, il le dépasse—, les subventions sont coupées. On pourrait faire preuve de plus souplesse pour les régions défavorisées en leur accordant plus de latitude, parce que le travail est bien souvent saisonnier. C'est un exemple.

Pour ce qui est de la formation dont vous parliez tout à l'heure, il n'y a rien d'évident dans cela. Je ne connais pas le programme de Halifax dont vous parliez tout à l'heure. On a déjà fait des échanges entre garderies, mais ce n'est pas l'idéal. Comment peut-on assurer le recrutement futur du personnel? Personne de Montréal n'est intéressé à venir travailler dans le Bas-Saint-Laurent. Il est vrai que le paysage est beau, mais on se rend vite compte qu'on est défavorisé au niveau culturel, au niveau social. On ne fait pas tous les sports qu'on voudrait. Ce

M. Nicholson: Merci beaucoup pour ce renseignement.

Mrs. Pelletier: We said earlier that day care rates have reached levels that parents can no longer afford. There are two day care centres in the 01 region where the rates were \$13 and \$14. Last year, they had to lower their rates by \$1 each because their clientele had changed. These are facts.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci. Je dois vous dire que vous avez réussi à nous éveiller à cette heure tardive de la matinée. Quand je suis entrée dans cette salle ce matin, j'ai cru que j'étais au palais de Buckingham, mais comme la président l'a dit, ce n'est pas nous qui avons fait les arrangements.

Pourriez-vous nous donner d'autres idées sur le genre de mesures qui pourraient être prises dans les régions rurales et dans les régions durement touchées par le chômage et par l'insuffisance de fonds en général? Vous avez parlé, entre autres choses, d'utiliser davantage les écoles. Vous avez mentionné le problème de trouver du personnel qualifié. Je pense que c'est à Halifax qu'un groupe s'occupait beaucoup de formation; il avait adopté une petite collectivité au Labrador où l'on se rendait pour échanger des ressources et former du personnel. Avez-vous déjà songé à cette solution?

J'aimerais savoir aussi quel genre de garderie en milieu familial existe dans votre région. Je suppose que vous représentez toutes des garderies communautaires. Y a-t-il d'autres idées que nous devrions essayer de faire avancer, en ce qui concerne les communautés rurales qui n'ont pas les mêmes ressources que les villes?

Mrs. Pelletier: The direct subsidies paid by the day care agency to the day care centres account for the difference between the centre's real and potential income. Let us say that according to the number of places and the fees, the centre should have an income of \$200,000 and that during the year, it only makes \$100,000 in income. There is a difference. If the difference is over 25%—as it is the case here—the subsidies are cut. We could be more flexible for underprivileged areas by giving them more latitude, because employment in those regions is often seasonal. This is one example.

As for the subject of training you mentioned earlier, there is no simple solution. I am not aware of the program in Halifax you talked about. We tried to exchange personnel between day care centres, but this is not the ideal solution. How can we ensure future recruitment of personnel? No one from Montreal is interested in working in the lower St. Lawrence region. It is true that the countryside is nice, but you realize quite quickly how underprivileged you are culturally and socially. We cannot play all the sports we would like. It is not always an

[Text]

n'est pas toujours alléchant. Il y a une commission touristique qui s'ingénie à trouver des moyens d'attirer la population.

Ms Mitchell: I wanted to pick up on one other point you mentioned. I think yours is one of the few groups that have stressed this, and I think it is very important. Governments should have an overall policy—a family policy, I think you said—and a policy for young children. Were you referring to both provincial and federal governments, and could you elaborate more on what you would like to see as a social policy regarding families and children? Now, maybe that is a big order to do in one minute, but I wonder if you could give us a little guidance there, from a federal point of view especially.

Mme Pelletier: L'an passé, il y a eu la consultation en vue de l'élaboration d'une politique familiale.

• 1245

Je ne me suis pas posé la question, à savoir quelle devrait être la responsabilité du gouvernement québécois ou la collaboration du gouvernement fédéral, mais il est évident qu'ils pourraient faire quelque chose pour rendre plus cohérents les services qui sont offerts aux enfants au niveau de l'éducation, au niveau de la santé, au niveau des services sociaux, et qui répondent davantage aux besoins de la famille. Mais je ne suis pas en mesure de vous dire comment cette politique pourrait s'articuler.

Ms Mitchell: If you are sending any more material and have any further ideas I think it would be very useful because I feel very strongly that the federal government should have a family policy as well, as well as provincial.

But I will leave it at this point.

Thanks, Madam Chairman.

Mme Pépin: Je suis bien contente que vous soyez parties de la Gaspésie pour venir témoigner à Québec.

Vous avez parlé de beaucoup de choses. Vous avez parlé des garderies ou de la garde d'enfants comme étant peut-être une question de femmes. Vous voulez dire que ce sont les femmes qui l'ont déclaré, ce sont les femmes qui l'ont dit, mais les services de garde sont aussi une question de parents, et je trouve que c'est important de le souligner parce sinon les gens vont dire que c'est encore un problème de femmes. Les garderies c'est un problème de couples et de parents.

Mme Pelletier: Lorsque le couple existe encore parce qu'il ne faut pas oublier le nombre de divorces.

Mme Pépin: Je le sais. Mais pour les couples qui existent, les pères ont un rôle à jouer, et je veux dire, tout le monde connaît mes positions féministes mais, dans les couples d'aujourd'hui, les pères ont également un rôle à jouer.

Vous parliez tantôt de l'éducation, de la santé, c'est du domaine fédéral-provincial. Il faut toujours évidemment qu'on soit prudent pour ne pas empiéter sur les domaines de juridiction provinciale. Actuellement, au niveau des services de garde, le gouvernement provincial du Québec aimerait que le

[Translation]

attractive situation. There is a tourist commission that does everything it can to attract people.

Mme Mitchell: J'aimerais revenir sur quelque chose que vous avez mentionné. Vous êtes l'un des seuls groupes qui ont insisté là-dessus, et je pense que c'est très important. Les gouvernements devraient avoir une politique globale—je pense que vous avez parlé de politique familiale—et une politique concernant les jeunes enfants. Entendiez-vous par là les gouvernements provinciaux et fédéral; et pourriez-vous nous donner plus de détails sur ce que vous envisagez comme politique sociale concernant la famille et les enfants? C'est peut-être une grosse commande à remplir en une minute, mais j'aimerais quand même un peu plus de détails, surtout en ce qui concerne le gouvernement fédéral.

Mrs. Pelletier: Last year, there was consultation on the development of a family policy.

I did not ask myself what should be the responsibility of the Quebec government or the federal contribution, but surely something could be done to make the services offered to children more cohesive in the area of education, health, social services, so that they may better fulfill the needs of the family. But I cannot tell you how this policy should be developed.

Mme Mitchell: Si vous avez d'autres documents à nous faire parvenir, et d'autres idées à nous transmettre, cela nous sera très utile, parce que je crois sincèrement que le gouvernement fédéral devrait lui aussi avoir une politique familiale, et pas seulement les provinces.

Je m'arrête là-dessus.

Merci, madame la présidente.

Mrs. Pépin: I am very happy that you have come all the way from the Gaspé region to meet us in Quebec City.

You talked about a lot of things. You mentioned that day care centres or child care may be considered a women's issue. You mean to say that women said this, it is women who made this statement—but day care services are also a parents' issue, and I believe that it is important to say so, otherwise people are going to keep saying this is a women's problem. Day care services are a problem that concerns couples and parents.

Mrs. Pelletier: When the couple still exists; let us not forget the large number of divorces.

Mrs. Pépin: I know. But for those couples that still exist, the fathers have a role to play—I mean, everyone knows my feminist stand, but in today's couples, fathers also have a role to play.

You made a statement earlier about education and health, which are under both federal and provincial jurisdiction. We must always be careful how we tread in matters of provincial jurisdiction. At the moment, in the area of day care services, the Quebec government would like the federal government to

[Texte]

gouvernement fédéral soit un peu plus généreux au point de vue argent pour les aider à s'organiser et, nécessairement, cela se refléterait surtout dans les régions. Vous venez d'une région qui est très défavorisée; la région 01. Et vous avez parlé de problèmes spécifiques, par exemple s'il n'y a pas le nombre d'enfants requis, on vous coupe des services. C'est un point important qu'il faudrait étudier.

Nous sommes allés dans les provinces Atlantiques et on a trouvé entre autres une province, Terre-Neuve, qui ressemblait un peu à votre région. Dans cette province, les familles sont isolées; elles ont des problèmes bien spécifiques et ce sont toutes des petites familles, en fait ce sont des garderies en milieu familial actuellement qui sont capables d'offrir ces services.

Vous avez parlé des milieux scolaires actuellement au Québec. Il n'y a pas un service, en tout cas, le ministère de l'Éducation a donné la directive pour les commissions scolaires qui veulent donner le service de garde aux enfants à la clé...

Mme Pelletier: Qui veulent.

Mme Pépin: Oui, c'est ça. Il faudrait faire des pressions au niveau du gouvernement provincial, au niveau du ministère de l'Éducation, pour qu'il change sa loi pour que les milieux scolaires soient plus ouverts pour les enfants d'âge scolaire parce qu'on s'est rendu compte que c'était un problème très important partout, il n'y a personne pour s'occuper des enfants passés l'âge de six, sept ans parce que les parents sont occupés à l'extérieur de la maison.

Vous souhaiteriez aussi que les gouvernements subventionnent à 80 p. 100 les services de garde. Vous vous adresseriez alors aux groupes à faible revenu ou à tout le monde?

Mme Pelletier: Pour toutes les garderies.

Mme Pépin: Qu'elles soient à but lucratif, privées ou pas?

Mme Pelletier: Nous parlons d'abord et avant tout pour les garderies sans but lucratif.

Mme Pépin: Dans votre région, ce ne serait pas un problème parce que tout le monde... mais disons que vous arrivez dans une région où les parents ont des moyens...

Mme Sylvain: La subvention qu'on demande c'est la subvention directe aux garderies et non pas l'aide financière accordée aux parents.

Mme Pépin: Ah bon! très bien, je comprends maintenant.

• 1250

Mme Pelletier: On a oublié aussi de mentionner qu'on aimerait que des mécanismes soient mis en place pour inciter les familles qui reçoivent des enfants, des mécanismes pour inciter ces familles à émettre des reçus de frais de garde parce que—qui est pénalisé encore? Ce sont les familles. Dans la région 01, c'est le gros mode de garde qui existe; la famille de garde non reconnue qui va garder un nombre d'enfants dont on n'est pas toujours en mesure d'évaluer la quantité mais qu'on sait que ça dépasse les normes établies.

[Traduction]

be a bit more generous as far as funding is concerned so that centres could be set up, and this would necessarily have an impact, especially in the regions. You come from a truly underprivileged area: region 01. And you mentioned specific problems, for instance, services are cut if there are not enough children. This is an important point and one we should consider.

We were out in the Maritimes and we discovered among other things a province, Newfoundland, which is similar to your region. In Newfoundland, families are isolated; they have very specific problems and they are all small families. In fact, it is family day care centres that are providing the services.

You mentioned the situation at the moment in the school environment in Quebec. There is no service, or let me put it this way, the Department of Education has given the okay to the school boards who wish to provide care services to latch key children...

Mrs. Pelletier: Those who wish.

Mrs. Pépin: Exactly. We should lobby the provincial government, the Department of Education, in order to change the legislation so that schools provide more services for school children, because we found out that this is a major problem everywhere—there is nobody to take care of children over six or seven years old whose parents work outside the home.

You would also like the governments to subsidize 80% of day care services. Do you mean for lower income groups or for everybody?

Mrs. Pelletier: For all day care centres.

Mrs. Pépin: Whether they be profit or non-profit, private or not?

Mrs. Pelletier: We are asking first and foremost on behalf of the non-profit day care centres.

Mrs. Pépin: In your region, this would not be a problem, because everybody... But let us say that you come to a region where parents can afford...

Mrs. Sylvain: What we are asking for is a direct grant to the day care centres and not financial assistance to the parents.

Mrs. Pépin: Oh, I see. I understand now.

Mrs. Pelletier: We forgot to mention also that we would like mechanisms to be put in place in order to encourage families who take care of children to provide receipts for their services, because there again, who is penalized? It is the families. In the 01 region, it is mostly the unrecognized family day care centre that will take care of an unknown number of children although we do know the number exceeds the current standards.

[Text]

Mme Pépin: Oui, là-dessus je suis bien d'accord.

Vous parliez aussi de la formation en disant qu'il n'y a personne qui veut partir de Montréal pour faire sa formation à ...

Mme Pelletier: Sauf les écologistes!

Mme Pépin: Mais je voudrais simplement vous dire qu'il y a un programme de langue dans la région de Chicoutimi—Lac-Saint-Jean, les gens partent de Montréal, partent d'Ottawa pour avoir une formation linguistique.

Mme Pelletier: Ils ne restent pas longtemps! Ils ne restent pas longtemps!

Mme Pépin: Mais au moins cela vous permettrait d'avoir un programme de formation; demandez cela à votre gouvernement.

Vous mentionniez également différents problèmes du fait que c'est une région éloignée et rurale. Est-ce que vous préconiserez un programme avec une personne qui ferait la coordination des besoins pour offrir des services bien spécifiques à votre région? Parce que quelqu'un nous a dit ce matin que les gens téléphonaient pour dire qu'ils avaient besoin d'une garderie pour un enfant, pour un poupon, pour un enfant après l'école, ils connaissaient les services disponibles, puis ils pouvaient suggérer une garderie appropriée.

Mme Sylvain: Ce ne sont pas les besoins parce qu'il y a 135 municipalités dans la région. Les gens de la région, les gens des municipalités connaissent les services qui sont offerts dans leurs municipalités, c'est bien connu des gens des municipalités. Le problème qu'on avait c'est que les garderies qui s'ouvrent dans ces municipalités n'ont pas un nombre assez suffisant pour opérer les garderies. Ce n'est pas qu'il n'y a pas d'enfants qui ont besoin de se faire garder, c'est qu'on aurait besoin de garderies de 10 à 15 places, et c'est très difficile d'opérer des garderies de 10 à 15 places, financièrement parlant. Ce qu'on demandait, c'est d'avoir des appuis financiers, de la souplesse dans les exigences pour maintenir ces mini-garderies de 10 à 15 places.

Mme Pépin: Est-ce que, dans les régions, vous auriez besoin aussi de pouponnières ou bien si c'est pour des enfants de deux ans et plus?

Mme Pelletier: Il y a un chapitre dans le mémoire au sujet des pouponnières. Il n'y a seulement que 32 places réservées aux poupons dans la région 01. Trente-deux places pour un territoire de tant de de milles carrés, c'est incroyable. Il y a seulement trois services de garde qui offrent le service aux poupons.

Mme Sylvain: On sait très bien la difficulté d'opérer des pouponnières. C'est un service coûteux. Il faut que ce soit vraiment un choix de garderie d'offrir ce service, et on s'aperçoit que les garderies, quand elles accumulent déficit par-dessus déficit, c'est le premier service qu'elles doivent couper, puis les nouvelles garderies n'osent pas vraiment offrir ce service puisque ce n'est pas rentable, c'est dangereux pour la survie de la garderie. C'est donc un service très rare.

[Translation]

Mrs. Pépin: Yes, I agree with you on that point.

On the subject of training, you mentioned that no one is interested in leaving Montreal to get trained ...

Mrs. Pelletier: Except the ecologists!

Mrs. Pépin: I would just like to say that there is a language program in the Chicoutimi—Lac-Saint-Jean area where people from Montreal and Ottawa go for language training.

Mrs. Pelletier: They do not stay there long! They do not stay there long!

Mrs. Pépin: But this would allow you to have a training program; you should ask your government.

You also mentioned different problems due to the fact that you are a remote and rural area. Would you be favourable to a program where one person would co-ordinate the needs in order to offer very specific services to your region? Because someone told us this morning that people phone in to say that they need a day care centre for a child or for an infant, for a child after school; these people know the services that are available, and they can suggest the appropriate service.

Mrs. Sylvain: It is not a matter of needs, because there are 135 municipalities in the region. People at the regional and municipal levels are aware of the services offered in their municipalities. The problem with new day care centres in these municipalities is that the numbers are not large enough to allow the day care centres to operate. It is not that there are not enough children who have to be taken care of; it is that we would need day care centres for 10 to 15 children, and financially speaking, it is very difficult to operate day care centres that accommodate 10 to 15 children. What we are asking for is financial support and flexibility so that we can continue operating these mini day care centres for 10 to 15 children.

Mrs. Pépin: In the regions, would you also need nurseries, or just day care centres for children two years and over?

Mrs. Pelletier: There is a chapter in our brief about nurseries. There are only 32 spaces available for infants in the 01 region. Thirty-two spaces for a territory of so many square miles; this is unbelievable. There are only three day care centres that can accommodate infants.

Mrs. Sylvain: We are quite aware of the problems of operating nurseries. It is a costly service. It is truly a choice that day care centres have to make if they want to offer this service, and we see that when day care centres accumulate deficit upon deficit, the first service to go will be the nursery, and the new day care centres do not even offer one because it is not viable and endangers the survival of the day care centre. So nurseries are hard to come by.

[Texte]

Mme Pépin: On a mentionné les familles monoparentales; on sait que le nombre est très élevé. Mais, dans votre région, est-ce qu'il y a un pourcentage élevé de familles monoparentales?

Mme Pelletier: D'après les chiffres de Statistique Canada, le nombre de familles monoparentales serait plus élevé que la moyenne de la province; on parle de 20 p. 100 environ. Puis ces familles monoparentales qui veulent aller chercher du ressourcement ou qui vont en recherche active d'emploi ou en perfectionnement n'ont même pas le moyen de se payer le 2.50\$ par jour qu'on exige. Puis il y a des programmes à Rimouski qui ont été mis sur pied pour aider ces familles qui n'avaient même pas le moyen de payer ce montant. Ils ne peuvent même pas participer à des activités qui pourraient les retaper, puis les remettre sur le marché de l'emploi ou les mettre sur une piste de recherche active d'emploi.

Quand je disais qu'on alimentait ce sous-développement en coupant de plus en plus les services. On parle de fermer Radio-Québec, une station de télé dans le Bas-Saint-Laurent. On parle aussi de couper à Radio-Canada. Certains journaux nous arrivent en retard; ils finissent par arriver puis c'est là qu'on voit que nous sommes désavantagés!

• 1255

Le vice-président: Nous allons maintenant passer aux présentations individuelles d'une durée de trois minutes.

Mme Danielle Favreau (à titre personnel): Trois minutes égalent 180 secondes. Je vais tâcher de vous dire 180 mots intelligents.

C'est sûr que les services de garde, comme on l'a souligné à quelques reprises, doivent aussi être offerts aux enfants âgés de plus de six ans. L'enfant après six ans a encore besoin de ces services, qui devraient être élargis en milieuscolaire, comme le disait M^{me} Pépin. Il y a beaucoup d'écoles où il faut tout organiser lorsque ce sont des milieux ruraux ou lorsque les parents n'ont pas beaucoup de temps à donner parce qu'ils sont déjà très occupés à survivre, et le mot n'est pas fort, c'est vraiment cela. Puis quand on est vraie famille monoparentale, c'est-à-dire que l'on est une mère célibataire ou une personne n'ayant plus du tout l'appui d'un conjoint et encore moins, bien souvent, l'appui d'une famille qui pourrait financièrement supporter la famille, ces familles se retrouvent dans des situations où elles ne peuvent, à toutes fins pratiques, même si elles en ont la capacité personnelle, subvenir adéquatement aux besoins de leurs enfants.

Je suis une mère célibataire de 30 ans. Mon fils a 13 ans et ma fille a 7 ans. Et la plus grande lacune dans notre société québécoise, c'est que les enfants n'ont pas accès aux sources de développement artistique, culturel et sportif, lorsqu'ils n'en ont pas les moyens. Et je crois que dans une politique de services de garde élargis, ces services pourraient être des services de garde. Autrement dit, un enfant irait dans un endroit, un genre de maison de jeunes, par exemple, où il aurait accès à diverses activités assez bien disciplinées, piano, ballet et autres activités culturelles pour que les services de garde, à partir de six ans, soient autre chose que du gardiennage. Quand je fais garder mes enfants, c'est pour qu'ils puissent avoir accès à des gens

[Traduction]

Mrs. Pépin: We mentioned single-parent families; we know that there are a great number of them. But in your region, is there a high percentage of single-parent families?

Mrs. Pelletier: According to Statistics Canada data, the number of single-parent families is higher in this area than the provincial average; about 20%. And the single parents who want to improve themselves, who want to look for work or take up training, cannot even afford the \$2.50 per day that they are asked to pay. Then there are programs in Rimouski which were set up to help these families who could not even afford to pay this amount. These parents cannot even take up activities which could help them get back in the labour force or put them on the right track in the search for a job.

When I said that we were increasing underdevelopment by cutting more and more services, for instance, we are talking about shutting down Radio-Québec, a television station in the lower St. Lawrence; there is talk of cuts in Radio-Canada; some papers get here late; and when they do get here, that is when we realize how underprivileged we are!

The Vice-Chairman: We are now going to go to individual presentations with an allotted time of three minutes each.

Mrs. Danielle Favreau (Individual presentation): Three minutes is 180 seconds, and I will try to give you 180 intelligent words.

Child care services must also be offered to children more than six years old. This was stressed several times during the hearings. Children six and over still need this service, which should be available in the school as Mrs. Pépin said. There are many schools where all kinds of programs have to be set up, especially in rural areas or when parents do not have much free time because they are so busy trying to simply survive. The word is not too strong; we really are talking survival here. Also for single-parent families, single mothers, or people who do not have any help from their spouse or whose situation is financially very difficult, situations can arise where they are not able to adequately provide for their children.

I am a single mother 30 years old, my son is 13 and my daughter is 7. The greatest problem in Quebec is that children cannot take advantage of artistic, cultural and sporting activities when they cannot pay for them. It seems to me that within a wider framework of services these particular services could be considered as child care. In other words there should be places available where these young people would have access to all kinds of well structured activities, piano, ballet and other cultural activities, when they are six years and over. In that sense, child care services would not equal babysitting. When I look for somebody to look after my children, I want to hire people who have enough time to devote to them. I

[Text]

qui disposent de temps tandis que je manque de temps parce qu'il faut que je fasse vivre ma famille ou qui disposent d'espace. Ils pourront aller dans des maisons plus grandes, parce que c'est terrible comment on vit dans des petits logements.

Il y a une étude qui vient d'être publiée selon laquelle les femmes jeunes et mères, et particulièrement les assistées sociales, sont les plus sujettes à la discrimination lorsqu'elles recherchent un logement. Il faut combler les besoins de logement, de nourriture et de vêtements, bien sûr, mais élever un enfant c'est autre chose aussi. Des fois ça devient compliquer de tout faire.

Je considère que la famille c'est une PME. C'est une petite entreprise qui devrait être subventionnée, en tout cas appuyée, mais sans nécessairement tout étatiser parce qu'il faut absolument avoir aussi des comités qui pourront sensibiliser la population. Il y a des gens qui ont des ressources et le bénévolat pourrait aussi prendre une autre forme; des personnes âgées pourraient enseigner le piano à des plus jeunes. C'est une question de sensibilisation et de services communautaires. Il ne faut pas tout remettre dans les mains de l'État.

Mme Clarence Smith (à titre personnel): Je vais vous demander trois minutes de patience. Je voudrais encore vous parler des enfants autistiques. Je suis mère de deux enfants autistiques plus cinq autres. Je n'ai que 32 ans et j'ai fait 15 ans de bénévolat à Ottawa, en Ontario, parmi les autistiques, les aphasiques, les disphasiques, ce sont tous des personnes qui ont des troubles de communication.

Je voudrais insister sur une chose qu'on ne vous a peut-être pas tellement dite, à savoir que la question d'âge est cruciale. Entre deux ans et six ans, c'est là qu'on a 90 p. 100 de chance de réhabiliter ces enfants, et je connais des cas extraordinaires et assez fréquents de réhabilitations. Mais ces gens-là ne coûteront pas à l'État des sommes énormes. Ils ne seront pas toute leur vie des personnes qui touchent l'argent du Bien-être social, ils seront plus heureux et leur famille aussi. C'est donc très très important.

• 1300

La seconde chose qu'on voudrait bien expliquer c'est qu'il faut qu'ils soient bien intégrés. Pas de ghetto évidemment. Trois enfants qui ne parlent pas, qu'est-ce qu'ils vont s'apprendre l'un à l'autre. Mais d'un autre côté il y a eu des questions. On a demandé: Eh bien est-ce qu'ils pourront être intégrés? J'ai reconnu que ce n'est pas toujours possible.

Il y a eu une autre question très intéressante: Ne pourrait-il pas y avoir un programme de thérapie à la maison? Alors je suis absolument d'accord. C'est ce qui fera le succès de l'intégration en garderie. Et en école si on réussit c'est qu'il y a eu un programme de thérapie à la maison. Et l'autre question a été posée: Faut-il des personnes spécialement entraînées? Oui. Certainement. Les bénévoles, c'est très bien. J'ai été bénévole, j'ai tenu des centres pour enfants avec d'autres bénévoles, mais quand on est entraîné on a beaucoup plus de résultats. Et évidemment il faut de l'argent. Mais il y a des subventions que le gouvernement provincial réserve et je verrais bien des enfants avec un service de thérapie à la maison

[Translation]

personally do not have that time available because I have to feed my family. I also look for people who have bigger houses because it is hard to live in a small dwelling.

According to a study that has just been published, young mothers, particularly those on welfare are the most discriminated against when they look for a place to stay. We have to look for a place to live, we have to provide food and clothing, but bringing up a child is not just that. Sometimes it is quite complicated to do everything.

I consider a family a small or medium-sized business. It is a small business that should be subsidized or at least helped. However, the State should not look after everything, and committees should be set up to sensitize the public. Some people have resources and could contribute their free time in another way; older people, for example, could teach piano to younger ones. The public just has to be informed and community services have to be set up. The State should not have to look after everything.

Mrs. Clarence Smith (Individual presentation): I will ask for three minutes of your patience. I would like to tell you about autistic children. I am the mother of two such children as well as five others. I am only 32 years old and I worked for 15 years as a volunteer in Ottawa, Ontario with autistic children, and those who suffer from aphasia and dysphasia, which are problems of communication.

I would like to stress something that you might not have been told, namely, that the question of age is of utmost importance. Between two and six years old there is a 90% chance of bringing these children back to normal and I know of extraordinary and rather frequent cases where this has happened. These children will not cost the State a lot of money, they will not need to be on welfare all their life, they will be happier and their family as well. It is therefore extremely important.

Secondly, we want to stress that these children should be well integrated, that they should not be left to themselves, put in a ghetto. Indeed, if three such children who do not speak are put together, what are they going to teach each other? People have asked if they *can* be integrated. I agree that it is not always possible.

Another question has been raised concerning these children: could they not benefit from a home therapy program? I agree completely with such a suggestion. Success in this way will mean success in a day care. And if there is success in school, it is precisely because of this therapy program that was implemented in the home. Another question has been raised: should these children be looked after by specially trained people? The answer is yes. Volunteers are very good. I have been a volunteer myself, I have worked with other volunteers, but trained people achieve much more. Money is needed, too. The provincial government can give grants. I think a good solution would be to have a therapy program in the house, then to

[Texte]

et ensuite intégrés progressivement avec l'aide du service de thérapie dans une garderie où il y aurait un professeur, un spécialiste si vous voulez, formé pour s'occuper de deux, trois enfants, leur donner le support à la garderie. Cela a été fait à Ottawa. Je l'ai vu. J'y ai travaillé. Et ça réussit. C'est ce que je voulais vous dire.

Le vice-président: Merci beaucoup. Merci à tout le monde. Nous allons clore la séance pour ce matin pour recommencer à 14 heures précises. Merci encore à tout le monde.

AFTERNOON SITTING

• 1400

Le vice-président: À l'ordre!

Le premier témoin, le Centre des services communautaires de Limoilou et Parent unique de Limoilou, la coopérative.

Monsieur Georges Côté.

M. Georges Côté (Centre local des Services communautaires de Limoilou et Parent unique de Limoilou—coop): Dans le petit document qu'on vous a remis, il s'agit d'un projet qui est en voie de formation depuis le mois de mai 1985. Il y a eu la mise sur pied d'un CLSC dans la région de Québec et même si le secteur de Limoilou n'a pas de CLSC, des personnes ont été transférées pour en mettre un sur pied.

On a d'abord voulu se renseigner le mieux possible sur notre clientèle. On a réalisé qu'il y avait parmi les familles de Limoilou, 34 p. 100 de familles monoparentales. Je m'occupe particulièrement du secteur famille/adultes. Le projet des garderies est rapidement devenu une priorité. À l'automne 1985 on a mis sur pied un groupe constitué de gens qui avaient fait une demande de service reliée à des problèmes causés par leur situation monoparentale et aussi de gens qu'on connaissait et qu'on a dépisté pour faire partie de ce groupe. Nous voulions nous pencher plus particulièrement sur les problèmes vécus par les familles monoparentales et essayer de trouver ensemble des solutions possibles.

Ce groupe devenait plus tard le groupe Parent unique de Limoilou. Et l'objectif était de voir avec eux si on pouvait trouver des réponses concrètes. On verra ce que signifie ces réponses concrètes pour des familles monoparentales à revenu modeste.

Je demande à ma compagne de vous parler un peu du fonctionnement du groupe depuis les fêtes.

Mme Dominique Simard (parent unique de Limoilou—coop): Alors, en septembre, j'ai reçu un téléphone d'une étudiante en service social, de l'université. Elle faisait son stage au CLSC et s'occupait de la problématique des familles monoparentales. Je représente une famille monoparentale, moi aussi. Nous étions huit femmes vivant la même problématique. Il fallait d'abord définir un groupe de tâche, identifier les besoins de telles familles. C'était ce qui me semblait le plus évident. Durant nos réunions il fallait trouver un système pour

[Traduction]

integrate these children progressively with the help of a therapy service in a day care where there would be a teacher, a specialist in other words, who can look after two or three children and give them support. That has been achieved in Ottawa, I have seen it happen. I worked there and the success was good. That is all I wanted to say.

The Vice-Chairman: Thank you. We want to thank everybody. We are going to adjourn the morning part of the hearings and we will start at 2.00 p.m. sharp. I thank everybody once again.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

The Vice-Chairman: Order, please.

The first witness this afternoon is *le Centre des services communautaires de Limoilou et Parent unique de Limoilou—coop*.

Mr. Georges Côté.

Mr. Georges Côté (Centre local des Services communautaires de Limoilou et Parent unique de Limoilou—coop): In the blurb that we gave you we mention a project that has been underway since May, 1985. A CLSC (Centre for Local Community Services), was set up in the Quebec city region and even if the area of Limoilou does not have a CLSC, people were transferred to set one up.

First we wanted to know exactly what our clientele would be. We realized that amongst the families of Limoilou 34% were single-parent families. My responsibility is families and adults. The day care project quickly became one of our priorities. In the autumn of 1985, we set up a group composed of people who had applied for services because of the problems they had encountered as a single-parent family, and some other people we knew. We wanted to get a good understanding of the problems of single parent families and try and find possible solutions.

This group later on became the *le groupe Parent unique de Limoilou*. Our aim was to find concrete solutions to the problems. We will tell you what these concrete answers are for single-parent families with a meagre income.

I will now ask my friend to tell you a little bit about the group's post-Christmas activities.

Mrs. Dominique Simard (Parent unique de Limoilou—coop): In September I received a telephone call from a student in social services at the university. She was training at the CLSC and was studying the problem of single-parent families. I have such a family myself. There were eight women who had the same problem. We first had to identify the needs of these families, and it seemed to me that it went without saying that we had to do that first. During our meetings we had to find a child care system. The majority of single parent families

[Text]

garder nos enfants. La majorité des familles monoparentales touche l'assurance-chômage, le bien-être social ou gagne un revenu minimum.

Alors, une bénévole est venu s'occuper des enfants durant les réunions. Pour ceux qui avaient des enfants trop jeunes, le CLSC payait une gardienne à la maison. Cela nous a aussi permis de sortir de la maison, de s'impliquer un peu dans le milieu, de sortir de notre isolement. En fin de compte, depuis septembre, on a mis le point sur le gros bobo de tous. C'était surtout le manque de ressources financière et que le fait d'avoir des enfants te confine à la maison, tu ne peux pas sortir. Souvent, dans ton groupe d'amies, tu es à peu près la seule à vivre les problèmes des familles monoparentales: manque d'argent, manque de temps, manque de gardienne. C'est un cercle vicieux dont on ne peut pas sortir. Donc, il y a un besoin de gardiennage gratuit, parce que les garderies, c'est pour des gens qui travaillent de 8h00 à 17h00. Nous, on ne peut pas s'en servir parce qu'on ne travaille pas et qu'on n'a pas des horaires fixes. Donc, on reste toujours à la maison, et la dépression s'installe vite.

• 1405

Comment pourrait fonctionner un service de gardiennage gratuit? On s'est dit qu'il valait peut-être la peine d'essayer un échange de services. Moi, j'ai un enfant, et j'aurais besoin d'un soir libre par semaine et ne pas être obligée de payer la gardienne si je veux aller au cinéma. Quand le cinéma coûte 5.00\$, la gardienne 6.00\$ et l'autobus 2.00\$, cela fait une soirée chère quand on vit du bien-être social. Donc, on préfère ne pas sortir.

On a décidé d'essayer un genre d'échange de services de garde entre femmes. Moi, j'allais porter ma fille chez Raymonde qui, elle, avait aussi une fille et gardait ma fille pour la soirée. Le lendemain, Raymonde m'amenait sa fille, et elle avait sa journée libre. En fin de compte, c'est un jumelage de deux personnes, et cela s'est avéré très positif dans le groupe. Cela continue, car c'est très pratique. En plus de me donner du temps libre et de me donner une gardienne gratuite, cela m'a fait connaître Raymonde, qui est une copine maintenant. On a fini par sortir de notre isolement.

Ce ce qui est ressorti à l'automne de toutes ces réunions-là. On a décidé de recommencer en janvier, parce que le projet nous tenait à coeur et qu'il le fallait vraiment. À peu près tout ce qui existe comme service de garde est relié directement aux gens qui travaillent ou bien aux familles père-mère.

On a décidé de continuer dans ce sens-là et d'essayer d'ouvrir ce service-là à d'autres organismes. On est allés voir d'autres organismes de familles monoparentales pour leur expliquer notre projet, pour leur demander s'ils voulaient s'impliquer dans le jumelage. On veut être un lien, un point de départ pour ces gens-là. On veut que les gens sachent où téléphoner quand ils veulent bénéficier de ce service-là. Je ne connais pas beaucoup de femmes ou d'hommes de familles monoparentales à qui je pourrais me jumeler dans mon quartier, parce que je ne sors pas souvent, je n'ai pas tellement de vie sociale. On voudrait donc devenir un lien: tu viens nous voir; nous, on voit où tu demeures, dans quel secteur, le

[Translation]

receive unemployment insurance, or they are welfare recipients, or their salary is really minimal.

A volunteer came to look after the children during the meetings. For parents whose children were too young the CLSC would pay a babysitter to come and look after them at home. It also allowed us to leave the house, to be involved in our environment and to feel less isolated. As a matter of fact, since September we were able to pinpoint where the trouble was; it is mostly the lack of financial resources and the fact that when you have children you have to stay at home and you cannot leave home. Very often, within a whole circle of friends you would be the only one to be a single parent, which means that you have no money, you have no time, and no babysitter. It is a never-ending vicious circle. So, there is a need for free day care, as normally day care is used by people who work from 8 a.m. to 5 p.m.. As for us, we cannot use those day care services, because we do not work, or have no regular schedule. So, we tend to stay at home all the time, and very fast depression takes over.

How would a free day care function? We thought that it was maybe worth trying a friendly exchange of services. I, myself, have one child, and I would like to go out one evening during the week, without having to pay for a babysitter, if I want to go and see a movie, which costs \$5.00, \$6.00 for the babysitter and \$2.00 for the bus; this would be a very expensive evening if you live on welfare. In such circumstances we prefer not to go out.

We did try this kind of babysitting exchange. Raymonde, who also has a daughter, would take care of mine at the same time for the whole evening. The next day she would bring over her daughter, and would be free for the day. This mutual helping out between two people within the group proved to be extremely positive. It is extremely convenient, and we are still doing it. In addition to giving me free time and a free babysitter, it enabled me to make the acquaintance of Raymonde, who is now a friend of mine. That way we were able to break our isolation.

That is what came of our fall meetings. Then we started meeting again in January, because we did really care about the project, which in addition was a sheer necessity, because in day care almost everything is geared to working parents, or to the needs of families with a father and a mother.

So, we decided to go on as we had begun, and to try opening such a twinning service to other groups. We met other single-parent groups to explain what our project was about, and to ask them whether they were interested in twinning. What we want is to be a link, a starting point for those people, who then know where to call if they want to use the service. I, for myself, do not know many single mothers or fathers in my neighbourhood with whom I could exchange that kind of service, because I do not often go out and have very little social life. So we would like to be a means of establishing links: People come to us, we see where they live, in what kind of area, how many children they have, and if they are available

[Texte]

nombre d'enfants que tu as, si tu es disponible pour l'échange de gardiennage. On a rencontré des groupes de familles monoparentales, mais qui s'occupent d'autres sujets. On leur a parlé de *Parents uniques de Limoilou*, et ils sont très intéressés. Les demandes commencent à arriver. C'est un service qui doit continuer. On s'est constitués en société dernièrement. On est en train de faire des démarches pour avoir des subventions. On pourrait avoir un fonds de roulement parce qu'on est partis à zéro. On investit du temps, mais il faut de l'argent à un moment donné. Le service est gratuit, c'est un échange, mais l'échange peut aller beaucoup plus loin que le gardiennage. Là, on parle d'échange de jouets, d'échange de meubles, de vêtements, de services.

M. G. Côté: Il est important d'insister sur le fait que *Parents uniques de Limoilou* se veut beaucoup plus qu'un service d'échange de gardiennage. Ce sont les *Parents uniques de Limoilou* qui ont décidé de se prendre en main et de se donner des services. On remarque que quel que soit le service qu'on veuille se donner, le problème de gardiennage est toujours là. Si on veut aller un soir à une conférence, on a un problème de gardienne. Quand on vit du bien-être social, on ne peut pas payer 2\$ l'heure, parce que les gardiennes demandent maintenant 2\$ l'heure.

• 1410

Tout est axé, à l'heure actuelle, sur le marché du travail. Si tu veux avoir une gardienne pour aller te recycler, tu peux aller étudier deux jours par semaine, mais si ce n'est pas dans le cadre d'une structure traditionnelle d'études, tu n'es pas admissible aux subventions de l'Office des services de garde.

Au niveau du rapport d'impôt, si ce n'est pas une institution reconnue qui te donne ta formation, tes frais de scolarité ne peuvent pas être déduits. Tout est axé en fonction du monde du travail. Or, beaucoup de parents de familles monoparentales à Limoilou sont des femmes à la maison. Elles n'ont pas le moyen de retourner sur le marché du travail parce que les emplois qu'elles auront ne leur permettront pas de payer une gardienne pour s'occuper de leurs enfants. C'est le cercle vicieux dans lequel elles sont.

Mme Simard: Les services sont offerts en fonction de la majorité des gens qui travaillent de 8h00 à 17h00. Les garderies sont ouvertes de 8h00 à 17h00. Pour ma part, j'ai été obligée de laisser mon emploi après mon congé de maternité parce que je travaillais de 15h30 à 23h30. Comme je suis parent unique, je n'ai pas d'ami ou de mari pour s'occuper de l'enfant pendant ce temps-là. Aucune garderie n'était ouverte aux heures où je travaillais. J'ai donc laissé mon emploi car je n'avais pas le choix. De plus, on m'a pénalisée à l'assurance-chômage.

M. G. Côté: C'est qu'elle n'avait pas été renvoyée.

Mme Simard: C'est cela. Si j'avais été renvoyée, je n'aurais pas été pénalisée. J'ai été obligée de laisser, mais on m'a quand même pénalisée à l'assurance-chômage. C'est un exemple des problèmes des familles monoparentales. On dirait que tout est axé sur le couple avec enfants, sur les gens qui travaillent. On ne fait pas grand-chose pour ceux qui ne travaillent pas.

[Traduction]

for exchanging babysitting services. In addition, we met with single-parent groups who were discussing other problems. We told them what *Parents uniques de limoilou* was about, and they seemed to be very interested. We are starting to get telephone calls for the service, which I think should not be discontinued. We lately registered as a corporation, and started to apply for grants. As we started from scratch, we could also use some working capital. We do not hesitate to invest our time and energy, but there comes a time when money is necessary. It is a free service, and it is an exchange which could function beyond mere babysitting. I am thinking of exchanging toys, furniture, clothing, and other kinds of services.

Mr. G. Coté: It is important to stress the fact that *Parents uniques de limoilou* wants to go beyond just exchanging babysitting services. It is basically a self-help group of single parents who want to exchange all kinds of services. But, whatever service we want to swap, the problem of day care or babysitting remains. If for instance you want to go out to a meeting some evening, you will have a babysitter problem. If you live on welfare, you cannot afford \$2.00 a hour for a babysitter, which is what they charge these days.

Right now, everything is designed according to the needs of the labour market. If you need a babysitter two days a week, because you are taking a refresher course, you will be eligible for grants from the *Office des services de garde* only if you are registered in a recognized institution.

For your income tax return, if that institution has not been recognized, your fees will not be deductible. So, everything is designed according to the dictates of the labour market. A lot of single parents in Limoilou are single mothers staying at home. They cannot afford to go back to work, as the job would not enable them to pay for a babysitter. So there is a vicious circle, in which they are caught.

Mrs. Simard: Day care services are provided according to the needs of the majority of the working segment of the population, who work between 8 a.m. and 5 p.m. And day care is open between 8 a.m. and 5 p.m. As far as I am concerned, I had to quit my job after a maternity leave, because I was working between 3.30 p.m. and 11.30 p.m. I am a single mother, I have no friend or no husband to take care of the kid during those hours, and there was no day care open either. So I did not have the choice and left my job. In addition to that, Unemployment Insurance penalized me.

Mr. G. Côté: Because she had not been dismissed.

Mrs. Simard: Exactly. If I had been dismissed, I would not have been penalized. So I had to leave, but Unemployment Insurance did penalize me. That is one kind of problem single parents face. It looks as if everything has been thought out for couples with children, and for people who work. Nothing is done for those without a job.

[Text]

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous avez l'impression que tous les services sont axés sur les couples traditionnels.

Mme Simard: Oui.

Mme Pépin: Parlez-vous seulement des services de garde ou d'autres services également?

Mme Simard: Je parle des services de garde.

Mme Pépin: Vous dites que vous avez institué un genre de service de garde entre vous. Pourquoi n'avez-vous pas été capables d'établir un service de garde qui soit disponible jusqu'à minuit, par exemple? Êtes-vous en train de faire une ébauche de cela?

Mme Simard: C'est ce qu'on fait. Je vais porter ma fille chez Raymonde. Elle la garde à partir de 17h00 parce que j'ai besoin de sortir le soir sans être obligée de me lever à 7h00 le lendemain matin pour la nourrir. Alors Raymonde la garde toute la nuit. Le besoin de Raymonde est un peu différent du mien. Elle aime aller se promener dans le Vieux-Québec pendant le jour. C'est à ce moment-là que je prends Simone à la maison. Pendant ce temps-là, Raymonde va trotter.

C'est un service qui est ouvert 24 heures sur 24. On est jumelées à une personne qui a à peu près les mêmes besoins que nous ou dont les besoins complètent les nôtres.

Mme Pépin: Vous recommandez donc que les services de garde soient accessibles aux gens qui ne sont pas sur le marché du travail et également que les prix soient accessibles. Actuellement, il y a bien des gens qui ne peuvent pas s'offrir des services de garde. Est-ce qu'il y a des pères qui peuvent...

M. G. Côté: Oui. Cela s'appelle *Parents uniques de Limoilou*. Ce n'est pas *Femmes uniques de Limoilou*. C'est ouvert aux pères comme aux mères. Cependant, ce sont des femmes, en grande majorité, qui sont parents uniques. Mais il reste que cela peut tomber demain matin. Cela fait deux mois qu'on essaie d'obtenir des subventions pour *Parents uniques de Limoilou*. Si on mettait sur pied un organisme de revendication, le Secrétariat d'État aurait de l'argent à nous donner. Mais les services qui ont pour but d'aider les gens à se prendre en main... On va peut-être avoir 1,000\$ de Centraide, mais on n'aura rien d'ailleurs. Si c'était pour revendiquer, on aurait des subventions. J'en parle d'ailleurs à la fin du document: nos gouvernements qui n'ont plus d'argent et qui veulent que les bénévoles fassent tout dans la société d'aujourd'hui, il faut regarder cela d'un oeil très, très sceptique. Je pense qu'il existe du bénévolat, pour faire comme le gouvernement le veut et qui ne coûte pas un cent. Ce sont les gens favorisés qui peuvent faire cela. Des gens qui ne savent pas quoi faire de leur journée... Ils vont faire du bénévolat.

• 1415

Mais les gens qui s'organisent entre eux doivent tout de même avoir un local pour se rencontrer. Il faut qu'ils aient des moyens de payer des gardiennes. La personne qui paie 2.40\$ pour prendre l'autobus pour aller faire son bénévolat, elle coupe dans le gras. Ce n'est pas un surplus. C'est la pinte de lait de moins pour quelqu'un qui est sur le bien-être. C'est cela

[Translation]

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You have the feeling that all services have been designed for the traditional couple.

Mrs. Simard: Yes.

Mrs. Pépin: Are you talking about day care services only, or any kind of services?

Mrs. Simard: I am talking about day care services.

Mrs. Pépin: You told us about your group's babysitting exchange. Why could you not have the same kind of service until midnight, for example? Have you thought about it?

Mrs. Simard: But we are already doing that. I go with my daughter to Raymonde's, and she takes care of her from 5 p.m. on, because I have to go out in the evening, and that way I will not have to get up at 7 a.m. the next morning to feed her. Raymonde keeps her overnight. Raymonde's needs are slightly different from mine. She likes to go out and take walks around the old section of Quebec during the day. Then I will have Simone at home, and Raymonde will be able to take a walk.

So it is a round-the-clock service. Each of us is coupled with somebody who has the same kind of needs, or whose needs match ours.

Mrs. Pépin: You do recommend that day care services at affordable prices be made available to people who do not work. Right now, there are a lot of people who cannot afford day care services. Is there also a possibility for fathers...

Mr. G. Côté: Yes. Our association is called *Parents uniques de Limoilou*, not just *Femmes uniques de Limoilou*. It is open to fathers as well as mothers. However, single parents are mostly women. The existence of the group is nevertheless threatened, and we have been trying for already two months to get some grants for *Parents uniques de Limoilou*. If we wanted to organize a lobby group, then the Secretary of State would have money for us. But those agencies geared to helping people to help themselves... United Way may give us \$1,000, but that will be it. If we wanted to be a lobby group, then we would get subsidies. I allude to that at the end of the brief: our governments have no more money and they want now everything to be done by the voluntary sector; I am very very sceptical about that. There is a voluntary sector that does what the government wants and does not charge one cent. But it is the well-to-do, who do not know what to do with their time... so they work as volunteers.

But groups who are organizing themselves need at least a place to meet. They also have to be able to pay for babysitters, and if the bus costs \$2.40, they have to dig deep into their pockets for it. If they live on welfare, it means a carton of milk the less. That is how things are. You know, very often people tell us: I will have to cancel out this afternoon, I have a

[Texte]

la réalité. Tu sais souvent les gens vont nous dire: je ne peux pas y aller cet après-midi, j'ai mal à la tête ou j'ai la grippe, mais souvent elle n'a pas le moyen de prendre l'autobus pour s'y rendre.

Ce sont les réalités. D'accord le bénévolat et l'entraide entre les gens, mais il faut qu'il y ait des gens qui aient une certaine permanence pour les aider à s'organiser. Parce que le problème majeur est de sortir les gens de leur milieu. Les hasards ont fait, par exemple, qu'on ait pu contacter Dominique, mais il y en a qu'on ne connaît même pas et qui sont dans leur milieu et ils n'en sortent pas. Il faut aller les chercher. Il ne faut pas non plus leur demander le lendemain que tu vas les chercher, de s'organiser ou même de changer. Le voisin du haut a autant de problèmes. Tu sais quand on dit de se faire aider par votre voisin. La grande collaboration de ce milieu est le rêve de nos gouvernements. Le voisin à côté est un alcoolique et celui du bas est un délinquant. Il ne veut rien savoir...

Mme Pépin: Oui.

M. G. Côté: Il ne veut rien savoir de garder ton enfant parce que tu es mal pris. Ce soir, tu sors, mais le voisin du haut est un alcoolique, tu ne lui confieras pas ton enfant. Tu sais c'est beau l'entraide des milieux favorisés où les gens n'ont pas de problèmes. Ils ont de l'argent. Si un soir tu restes à la maison pour t'occuper de ton enfant, le lendemain je vais me payer une bonne sortie pour me retrousser. Ce n'est pas la situation de la majorité du moins pas dans le secteur qu'on couvre à Limoilou, les gens sont financièrement défavorisés.

Mme Simard: En fait ce qui est dur c'est d'aller chercher ces gens. La plupart du temps tu t'isoles. Une petite fille de 18 ans qui vient d'avoir un enfant et que son ami l'a quitté, en plus de la peine d'amour, elle n'est pas au courant de ses ressources. Elle ne sait même pas c'est quoi un CLSC. Elle reste toute seule chez elle avec son enfant. C'est la dépression totale. Je suis sûre que c'est la bonne situation pour battre des enfants.

M. G. Côté: Elle ne fait plus confiance à personne.

Mme Simard: Elle ne fait plus confiance à personne. Elle a tout perdu cette confiance. Comment veut-tu aller atteindre cette jeune et aller lui dire: Écoute, ça te tenterais-tu de sortir de chez-vous? On n'a pas de ressource. Ils ne vont même plus demander d'aide. Il faut aller les chercher. Pour aller chercher ces gens, il faut qu'il y ait des gens qui travaillent sur ça.

The Vice-Chairman: Ms Mitchell.

Ms Mitchell: I just want to be sure that I understood. What we are talking about here is an example of self-help, as I would call it in English. Your example, if I am correct, would show that there is a need for several things to happen to bring out the potential in people, and particularly low income people and single parents.

One that you mentioned was sort of a catalyst to get started. You mentioned there was a student from CLSC. I was not quite sure what that was. Is that the health centre? Okay. It does not just happen, but you really need almost like an *animateur* to stimulate things to start, and then you need a

[Traduction]

headache or the flu, when really they just do not have the money to take the bus.

That is just how it is. I do not have anything against the voluntary sector, or against people helping people, but they do need a core staff to get them organized. The biggest problem is contacting the people and getting them out. It is just sheer luck that we were able to contact Dominique, for example; but there are a lot of people we do not even know, because they keep to themselves—out of necessity. So we have to draw them out. Neither can we ask them to get organized or change their habits overnight. The upstairs neighbour might have the same problems. Talking about getting some help from your neighbour, I know that type of cooperation is the grand dream of our governments. But the next door neighbour is an alcoholic, and the one downstairs is a delinquent. Much he cares...

Mrs. Pépin: I know.

Mr. G. Côté: ... whether you need someone to take care of your kid, that's your problem. Tonight you would like to go out, but the upstairs neighbour is an alcoholic, and you certainly do not want to leave your child with him. It is of course easier for well-off people, who do not have all those problems, to help each other. They have money, and if one night they have to stay at home to take care of a child, tomorrow they will be able to go out and enjoy themselves. Such is not the case for the majority of people in our sector of Limoilou, where people have no money.

Mrs. Simard: The hardest part is bringing people out. Most of the time they isolate themselves, like one 18-year-old girl who just had a child, and whose boy friend has left her; in addition to being heartbroken, she does not even know what kind of service there is. She does not even know what a CLSC is. So she stays alone at home with her child, in total depression. That is the way child-battering starts.

Mr. G. Côté: She has lost all faith in people.

Mrs. Simard: She has lost all faith in people, she does not trust anyone any more. So, how could we possibly go and talk to her, and ask her whether she wants to get out of it? We have no resources. And those people do not even ask for help any-more. You have to go and fetch them. And in order to do that, you need social workers.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je voudrais être sûre que j'ai bien compris. Ce dont nous parlons ici, c'est d'un groupe de gens qui se prennent en main, c'est-à-dire ce qu'on appelle en anglais «*self-help*». D'après votre exemple, il semblerait qu'un certain nombre de conditions doivent être réunies si l'on veut réussir à utiliser le potentiel de ces gens, et tout particulièrement, de ces pauvres qui sont en même temps des parents seuls.

Vous avez fait allusion à ce catalyseur qui a permis aux choses de démarrer. Vous avez notamment parlé de cet étudiant du CLSC. Est-ce bien cela? S'agit-il d'un centre d'hygiène? En tous les cas, les choses ne peuvent pas démarrer toutes seules, et vous avez besoin au départ d'une espèce

[Text]

place and a way of people coming together, and some funding. Is that what you are saying? I am trying to understand a little bit more what the ingredients are that somebody in another community could use if they were trying to get more self-help programs started.

M. G. Côté: En fait on n'a pas l'intention de sortir du secteur. Les gens de l'extérieur qui vont venir aider dans un milieu, restent six mois ou deux mois et après s'ils s'en vont; les gens ont créé des besoins et il n'y a personne pour y répondre. On veut que les gens réussissent à s'organiser entre eux à l'intérieur de leur milieu pour éviter, justement, de leur créer des besoins. Le danger actuel qui nous guette c'est cela. On veut donc en arriver à ce que Parents Uniques de Limoilou vive; nous ne sommes pas encore CLSC. On est cinq ou six personnes qui ont été transférées pour essayer de mettre sur pied un CLSC dans le milieu. Notre gouvernement vient de nous annoncer qu'il y avait un moratoire sur les CLSC. Donc on ne sait même pas si on va pouvoir garder la personne, la permanente, qui s'occupe de Parents Uniques de Limoilou à partir de juin. C'est cela la réalité.

• 1420

Ms Mitchell: What I was not quite understanding was do you have someone from the neighbourhood who is a staff person or a worker who is helping to co-ordinate all these things and helping to involve more people, or are you just all doing it as single parents?

Mme Simard: Non, nous sommes des chefs de familles monoparentales du quartier de Limoilou. Puisque ce quartier représente la plus forte concentration des familles monoparentales, c'est l'endroit idéal pour expérimenter un tel système. Il est évident qu'il y a des familles monoparentales ailleurs que dans Limoilou, mais pour le moment on essaie de se limiter au secteur de Limoilou. Il est assez grand et il possède une forte concentration de familles monoparentales.

Mme Pépin: Avez-vous quelqu'un qui vous aide à coordonner tous ces services.

M. G. Côté: Oui, au niveau de l'implantation. Mais l'objectif est que ce groupe devienne autonome le plus rapidement possible. À la place d'un travailleur social de l'extérieur qui serait payé pour s'en occuper, on souhaite qu'il devienne une source de création d'emploi pour ces gens-là.

Le vice-président: Merci monsieur.

Ms Mitchell: I understand that. Maybe I have the answer. But you still do need funds, though; you cannot do it without some funds.

M. G. Côté: Le bénévolat gratuit, je n'y crois pas.

Une voix: Moi non plus.

Ms Mitchell: That is right.

M. G. Côté: Ne serait-ce que le papier que cela a pris pour faire ce rapport.

Ms Mitchell: That is right.

[Translation]

d'animateur qui donne une certaine impulsion, et vous avez besoin d'un local, afin que les gens puissent se réunir, et bien sûr, de quelques fonds. Est-ce bien ce que vous nous avez dit? Je voudrais un peu mieux savoir quelles conditions doivent être réunies au départ si l'on veut réussir à faire démarrer d'autres programmes d'entraide de ce genre.

Mr. G. Côté: We have no intention of leaving the area. People coming from outside stay six months or two months, and then they leave again; they create needs, and there is no one left to meet them. We want people to get organized within their own environment, so that no additional need is being created. That is exactly the kind of danger which threatens us. We are not a CLSC yet, but we want *Parents uniques de Limoilou* to stay in existence. There are five or six of us who have been were transferred to try and set up a CLSC in our area. Our government has just announced a moratorium on CLSC's. So we do not even know whether the lady who works for *Parent uniques de Limoilou* permanently will be able to stay with us beyond June. That is the way it is.

Mme Mitchell: Je n'ai pas bien compris si vous aviez quelqu'un du voisinage, un employé, qui vous aide à coordonner tout cela et à rallier le soutien de plus de gens? Est-ce que vous faites tout vous-mêmes, vous les parents célibataires?

Mrs. Simard: We are heads of single-parent families in the District of Limoilou, which has the greatest concentration of such families. It is therefore the ideal place to try out such a system. Obviously there are single-parent families all over, not just in Limoilou, but for the moment we are trying to limit our efforts to the Limoilou area. The area is big enough and has a big enough concentration of single-parent families.

Mrs. Pépin: Is there someone who helps you to coordinate all those services?

Mr. G. Côté: Yes, we do for the implementation aspect. Our aim however is to have the group become autonomous as soon as possible. Instead of having to pay an outside social worker to help out, we hope our project will lead to the creation of employment for the people in the area.

The Vice-Chairman: Thank you, sir.

Mme Mitchell: Je comprends cela. J'ai peut-être la réponse. Toutefois, vous avez besoin de fonds, n'est-ce pas? Vous ne pouvez pas exister sans argent.

Mr. G. Côté: I do not believe in complimentary voluntary work.

An hon. member: Neither do I.

Mme Mitchell: C'est juste.

Mr. G. Côté: Just think of the paper needed to prepare this report.

Mme Mitchell: C'est juste.

[Texte]

Une voix: Merci.

M. G. Côté: J'ai une allocation de dépenses pour venir ici, pour payer mon stationnement. Mais qui payera sa gardienne pour venir vous exposer le problème? Qui payera ses frais de transport?

Le vice-président: Vous pouvez la mettre sur votre compte de dépenses qui seront payées par le Comité. Donnez vos reçus aussi.

M. G. Côté: Oui, mais il lui a fallu piger dans ses dépenses quotidiennes pour payer sa gardienne pendant qu'elle est ici.

Le vice-président: C'est cela.

M. G. Côté: Le paiement des dépenses arrivera peut-être dans un mois.

Le vice-président: D'accord, d'accord. C'est très réel.

M. G. Côté: C'est une réalité.

Le vice-président: C'est très réel, c'est un des problèmes qu'on tente de résoudre.

M. G. Côté: Mais il ne faut surtout pas oublier quand on parle de gardienne que plus une femme est à la maison, plus elle a besoin de sortir, à un moment donné. La femme qui est sur le marché du travail a l'occasion d'aller se rafraîchir, se changer les idées sur le quotidien. Mais la femme qui est à la maison n'a pas de moyens de s'en sortir. C'est une espèce de cercle vicieux. Il faudra penser à ce problème. Les échanges de gardienne ne seront jamais accepter dans ton rapport d'impôt?

Le vice-président: Merci beaucoup de votre exposé.

M. G. Côté: Cela me fait plaisir.

Le vice-président: L'Association Mirador des marmots, Louise Giffard. Bienvenue au Comité.

Mme Louise Giffard (à titre personnel): Bonjour. Je viens de très loin, de Chibougamau, à 500 kilomètres au nord de Québec, pour vous parler du Mirador des marmots, une association de parents d'enfants 0-5 ans.

Nous sommes 20 bénévoles qui travaillons auprès de 400 familles de notre ville. Le Mirador offre plusieurs services dont deux de garde. La première, la halte-garderie Le jardin des marmots est installée depuis 1984; elle est située au sous-sol du Centre d'achats de notre ville. Nous avons une limite de 30 enfants actuellement dans cette halte-garderie. On y reçoit des enfants âgés de 2 à 5 ans. Les parents doivent payer une cotisation horaire quand ils y amènent les enfants. Nous avons 3 monitrices qui travaillent, dont une surnuméraire, une quatrième monitrice.

• 1425

Les lundis, mardis et mercredis, nous sommes ouverts durant 5 heures, dans l'après-midi; les jeudis et vendredis, durant 8 heures. Par exemple, le jeudi, la halte-garderie peut recevoir une soixantaine d'enfants dans cette seule journée. Bien sûr, les enfants ne doivent pas rester plus de 4 heures. Les 60 enfants sont reçus dans une rotation; il n'y a jamais plus de

[Traduction]

An hon. member: Thank you.

Mr. G. Côté: I have an expense account that will cover my trip here, my parking and such, but what low-income woman is going to pay for a babysitter while she is here to let you know about the problem? Who is going to pay her transportation expenses?

The Vice-Chairman: You can put them on your expense account, which will be paid by the committee. Just hand in your receipts.

Mr. G. Côté: Fine, but she had to dig into her housekeeping money in order to pay her babysitter while she was here.

The Vice-Chairman: That is right.

Mr. G. Côté: The reimbursement will probably arrive in a month's time.

The Vice-Chairman: I agree. It is a very real problem.

Mr. G. Côté: It is a reality.

The Vice-Chairman: A very real problem, and one that we are trying to solve.

Mr. G. Côté: But one must not forget, talking about babysitters, that the more a woman remains at home, the more she needs to get out, one day or another. A woman who goes out to work has the opportunity to see new things and get a new slant on her daily chores. But the woman who remains at home does not have the means to get out. It is like a vicious circle. One must not forget that problem. The babysitter exchange will never show up on your income tax return.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation.

Mr. G. Côté: It was a pleasure.

The Vice-Chairman: We now welcome *L'Association Mirador des marmots* represented by Louise Giffard.

Mrs. Louise Giffard (Individual Presentation): Good afternoon. I come from very far away, from Chibougamau, 500km north of Quebec, in order to talk about *Mirador des marmots*, an association of parents of children from 0-5.

There are 20 of us volunteer who work with 400 families in our town. The *Mirador* offer many services, including two kinds of day care. The first is a drop-in day care, *Le jardin des marmots*, which was organized in 1984. It is located in the basement of our town's shopping centre. We have a limit of 30 children for the moment, all between 2 and 5 years old. The parents pay an hourly fee when they bring their children in. We have four animators, one of whom is part-time.

Mondays, Tuesdays and Wednesdays, the centre is open for five hours in the afternoon. Thursdays and Fridays it is open eight hours. For example, on Thursday, the drop-in day care centre can accommodate approximately 60 children on the same day. It is true that no child can remain more than four hours. The 60 children come in by turns and there are never

[Text]

30 enfants à la fois. On y refuse une trentaine d'enfants encore, le jeudi. Malgré les 60 inscriptions qu'on a dans la seule journée du jeudi, on y refuse encore une trentaine d'enfants.

Mais dans une semaine normale, on accepte 30 à 35 enfants par jour. Pour une population de 10 mille habitants, cela représente une très grande demande.

Le Jardin des Marmots, la halte-garderie est gérée par l'Association le Mirador des Marmots. Mais il y a un comité consultatif de 3 personnes qui voit à ce que la halte-garderie soit toujours bien tenue. Elle s'occupe des relations avec les employés, les monitrices, et que tout fonctionne bien.

Nous avons, bien sûr, des difficultés. Elles découlent de l'argent. Bien entendu, on voudrait agrandir, subdiviser par âge: les 2-3 ans, 4-5 ans. Nous aimerions offrir une pouponnière; c'est une très, très grande demande pour les 0-2 ans. On travaille auprès de la femme au foyer, c'est notre première cliente puisque la halte-garderie ne reçoit les enfants que pour 4 heures. Les femmes, le plus souvent celles qui restent au foyer ont de jeunes enfants âgés de quelques mois, en prémaman et jusqu'à 5 ans. Si elles peuvent laisser leur enfant de quatre ans, elles sont encore prises avec les enfants de 15 mois; ainsi, elles ne peuvent pas vraiment se dégager autant qu'elles le voudraient. Voilà pourquoi on voudrait ouvrir une pouponnière.

On a aussi un problème avec les monitrices. Bien entendu, on ne peut pas leur offrir le salaire qu'elles mériteraient. On a réussi à solutionner ce problème en engageant une jeune fille qui étudie en éducation spécialisée; elle est responsable des autres monitrices. Les autres monitrices, on les engage grâce à l'aide du gouvernement. Ce sont des jeunes femmes qui étaient sur le Bien-être social et on leur propose un stage en milieu de travail; on leur donne 25\$ par semaine et leur chèque de Bien-être social est augmenté parce qu'elles travaillent auprès de nous. On a vraiment besoin de filles, de femmes, d'hommes aussi bien entendu, mais à ce jour ce ne sont que des femmes... On a vraiment besoin de savoir qu'elles aiment les enfants, qu'elles ont de l'expérience auprès des enfants, qu'elles sont débrouillardes et ont de l'imagination. Nous ne sommes pas reconnus par l'Office de garde, ce qui fait que, tous les jours, les monitrices doivent développer des programmes auprès des enfants; et cela demande énormément d'imagination. Ce sont des jeunes femmes qui sortent de chez-elles, qui viennent travailler avec nous. Bien entendu, elles sont très débrouillardes. On a des jeunes filles vraiment formidables; on a eu des gens bien. Elles aimaient les enfants, elles étaient débrouillardes et capables de faire des choses merveilleuses. Mais c'est quelque chose qui nous fait très peur; on est jamais assurés qu'un stage en milieu de travail durera assez longtemps.

C'est ce que nous vivons en halte-garderie. Mais le Mirador des Marmots a aussi une autre forme de garde qu'on appelle le Lieu de rencontre. Le Lieu de rencontre est né parce que nous sommes loin de tous les grands centres. Les femmes qui sont à Chibougamau souffrent beaucoup d'éloignement et d'isolement en tant que parents, mais aussi en tant que femmes.

[Translation]

more than 30 children at the same time. Still, we have to refuse approximately 30 children every Thursday. In other words, in spite of the 60 children registered for Thursdays, we still have to reject about 30 more.

During a regular week we have between 30 and 35 children per day. For a population of about 10,000, that is a big demand.

Jardin des Marmots, the drop-in day care centre, is managed by *l'Association le Mirador des Marmots*. However, there is an advisory committee of three people that keeps the drop-in day care centre running properly. It deals with employee relations, the animators, and the centre's day-to-day operation.

Obviously, we are facing difficulties. They are financial. Of course we would like to expand and divide children by age: the twos and threes, and the fours and fives. We would like to offer a service for newborns. There is a very big demand for the zero to two-year-old group. We work with homemakers, who are our most important customers since the drop-in day care centre does not keep the children more than four hours. These women, most often the ones who stay at home, have children who are a few months old, in nursery school, up to five years old. Even though they can drop off their four-year-old child, they are still stuck with the one who is 15 months old. Therefore, they are not really as free as they would wish. That is why we would like to have a nursery.

There is also one problem with the workers. Obviously, we cannot give them the salary they deserve. We have succeeded in solving the problem by hiring a young lady who is studying special education. She is responsible for the other workers. The other workers are paid with the help of government assistance. They are young women who were on welfare and we offer them an apprenticeship on the job. We give them \$25 per week on top of their welfare cheque. We really need girls, women, men too, obviously, but up to now we have had only women... We need people who really love children, who have experience with children, and who are resourceful and imaginative. We are not recognized by *l'Office de garde*, which means that every day the workers must develop their own programs for the children. That requires a lot of imagination. The animators are young women who have cast off the welfare mindset in order to work with us. Obviously, they are very resourceful. We are lucky in having great young girls. We have had great people. They love children, they were resourceful and able to do marvellous things. However, there is something that concerns us a lot. We can never count on an apprenticeship period on the job being long enough.

That is our situation in our drop-in day care centre. Nevertheless, *Mirador des Marmots* also has another type of day care, which we call *Lieu de rencontre*. *Lieu de rencontre* was created because we are far from all major centres. Women in Chibougamau suffer a lot from isolation and distance as parents, but also as women. Therefore we have created a

[Texte]

Alors, on a créé un lieu de rencontre pour briser l'éloignement et l'isolement. On a donc créé un lieu de rencontres pour briser l'éloignement et l'isolement de la femme qui travaille au foyer, qui arrive à Chibougamau, qui n'a pas de parents, pas d'amis et qui se sent très très seule.

• 1430

La halte-garderie est ouverte les lundi, mardi, mercredi dans l'après-midi, ce qui fait que le local est libre l'avant-midi en début de semaine. Ce qui fait que le lieu de rencontres se fait au local de la halte-garderie qui est libre entre 9 et 11 heures les mardi et les mercredi toutes les semaines, de novembre à avril.

Le parent arrive vers 9 heures avec son enfant de 0-5 ans; on l'accueille, la première demi-heure sert à l'accueil afin que les parents puissent discuter avec les monitrices; ensuite, à 9 h 30, les parents traversent dans un salon qui est situé face à la halte-garderie qu'on a installé avec des fauteuils confortables, une lumière tamisée pour vraiment créer une ambiance chaleureuse pour le parent.

L'enfant reste à la halte-garderie dans le local de la halte-garderie et est pris en charge par trois monitrices dont une qui s'occupe particulièrement des bébés de 7 à 18 mois, qui est dans un coin séparé des autres avec des murs transparents. Elle s'occupe surtout de protéger l'enfant des plus grands, des plus vieux. Elle s'occupe de leur réveil, elle s'amuse avec eux, elle prend soin d'eux.

Pendant ce temps-là, les enfants de 18 mois à 5 ans sont pris en charge par deux animatrices tout l'avant-midi de 9 h 30 à 11 heures. Ces deux animatrices ont comme but à toutes les semaines, avec un programme, d'aider l'enfant à se socialiser, avoir de la créativité, de l'improvisation—il y a des choses théâtrales, il y a du bricolage, il y a de l'écoute, de l'observation—l'enfant passe vraiment un avant-midi fantastique. D'ailleurs, ces monitrices sont absolument merveilleuses.

Le CLSC de notre ville recommande aux parents qui ont des enfants qui vont entrer à la maternelle et qui ont des problèmes, de socialisation ou autres, de venir avec leur enfant au lieu de rencontres afin de les aider à pouvoir s'adapter à l'entrée en classe. Pendant ce temps, le parent est accueilli par une animatrice dans le salon, une animatrice-parent, qu'on appelle une animatrice-étincelle. Elle a pour fonction de créer une atmosphère, parce que ces parents viennent le mardi ou le mercredi, ne venant pas toujours la même journée, ils ne se connaissent pas toujours. L'animatrice-parent a pour fonction de créer une ambiance. D'abord, elle part avec un sujet, le parent peut en discuter ou les parents en discutent. Cela peut toujours sur le même sujet, le sujet proposé, ou bien on aborde un autre domaine. Ce qui compte pour nous c'est l'échange que le parent vit, ce que la femme vit au lieu de rencontres. Cela lui fait énormément de bien. D'ailleurs, toutes les semaines, on reçoit environ une trentaine de parents, dépendant, bien entendu, du nombre d'enfants

La capacité de la halte-garderie étant de 30 enfants, on doit limiter aussi le lieu de rencontres à 30 enfants. Ce qui fait que le matin que la mère choisit de venir au lieu de rencontres, elle appelle pour réserver et quand on a atteint notre limite de 30

[Traduction]

meeting place in order to counter isolation and distance. We have created a meeting place in order to counter distance and the isolation of the woman who works at home, who has arrived in Chibougamau having left her parents and friends, and who is feeling very lonely.

The drop-in day care centre is open Mondays, Tuesdays, Wednesdays in the afternoon, which means that the premises are free in the morning at the beginning of the week. Therefore we use them for our meeting place between nine and eleven on Tuesday and Wednesday every week between November and April.

The parent arrives at 9.00 with his or her child zero to five years old. The first half hour is dedicated to welcoming the parents and discussions with the animators. Then, at 9:30, the parents go into a room opposite the drop-in day care centre where we have installed comfortable chairs, and soft lighting in order to create a warm atmosphere.

The child is left in the drop-in day centre where the three animators take charge of him, with one animator being responsible in particular for babies between seven and eighteen months, who are accommodated in a separate corner with transparent walls. Her role is mainly to protect the younger children from the older ones. She takes care of their development, plays with them, and generally takes care of them.

During that time, children between eighteen months and five years old are under the care of two animators all morning, between 9.30 and 11. The two animators follow a weekly schedule aimed at helping the child to socialize and develop its creativity, its spontaneity. The activities are mainly theatre, crafts, listening and observing. The child has a great time all morning. I must say that the animators are absolutely marvellous.

The CLSC in our town recommends that parents who have children about to enter kindergarten who are having problems, e.g. in socialization, bring their children to the meeting place in order to help them adapt later on in school. During that time, the parent is welcomed by a special animator for parents, whom we call a Sparkle-Animator. Her responsibility is to create an atmosphere, because the parents come Tuesdays and Wednesdays, but not always the same day, and they do not always know each other. The Sparkle-Animator has to encourage the parents to mix; she starts a discussion among them on a given topic. The same topic can be kept for the whole morning but other topics than the one suggested can be discussed. What is important for us is the exchange among the parents, what the woman experiences in the meeting place. That does enormous good. Incidentally, every week we have about 30 parents, the number being set by the number of children they bring.

The capacity of the drop-in day care centre is 30 children and the limit is the same for the meeting place. That means that if a mother chooses to come one morning to the meeting place, she has to call in order to reserve and when we have

[Text]

enfants, on arrête d'en prendre. Ce qui crée des frustrations énormes au niveau des parents, parce qu'ils prévoyaient venir au lieu de rencontres cet avant-midi, puis ils ne peuvent pas venir, pour l'enfant aussi, ce qui crée des frustrations au niveau de l'association parce qu'on a créé un besoin, on se sent responsable de ces parents, mais on ne peut plus les aider parce que notre local est trop petit. C'est la grandeur du local qui cause la plus grande difficulté.

Ensuite, pour les animatrices, tous les jours ou toutes les semaines, renouveler leurs programmes, c'est difficile, mais ce sont des femmes qui ont beaucoup d'imagination.

Ce service du lieu de rencontres est absolument essentiel autant que peut l'être une halte-garderie au niveau de notre ville. C'était ce que le Mirador des marmots offre en tant que garde auprès des enfants.

• 1435

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Il est absolument très intéressant de vous entendre décrire les services que vous offrez dans votre ville et, surtout, je trouve drôlement intéressant le service de lieu de rencontres, parce que je sais comment c'est éloigné, Chibougamau, et que les gens qui sont obligés d'aller travailler ont des membres de leur famille qui peuvent parfois éprouver certaines difficultés d'adaptation, et je trouve que vous faites un travail merveilleux.

Ms Mitchell: Could you explain the licensing requirements in Quebec for this kind of centre. Is it necessary to have the parents and the children in the same place in order to get a licence for this kind of a centre? That is a requirement we have in British Columbia. Often a parent has to be on the same site for this part-time drop-in service, and I wondered if that was the way it worked in Quebec, or whether the mothers can maybe go shopping and leave their child with you.

Mme Giffard: Le parent amène l'enfant à la halte-garderie et peut partir. La seule chose qu'on demande, c'est que l'enfant ne soit pas plus que quatre heures à la halte-garderie. Le parent peut alors profiter de ses quatre heures pour lui: aller prendre un café, aller chez le médecin, retourner chez lui pour faire du ménage, quoi que ce soit. Les quatre heures lui appartiennent.

Ms Mitchell: I see. And are you licensed as a day care centre?

Mme Giffard: C'est un de nos problèmes: les halte-garderies ne sont pas reconnues par l'Office des gardes à l'enfance. Nous ne voulons pas être une garderie de jour. Dernièrement, on a demandé aux parents qui fréquentent la halte-garderie s'ils voulaient qu'on soit reconnu en tant que garderie de jour. Les parents ont demandé que ça reste une halte-garderie. C'est-à-dire qu'on y amène l'enfant librement, quand on veut, pas nécessairement une journée qui a été choisie d'avance. Qu'on puisse y aller le lundi ou le jeudi, ou quand on veut.

C'est sûr qu'il faut téléphoner pour réserver, mais il reste quand même qu'on a une certaine liberté à la halte-garderie.

[Translation]

reached our limit of 30 children, we stop taking calls. There are enormous frustrations for the parents because when some mothers who had planned to go to the meeting place one morning are told that they cannot go, they are disappointed and the children as well. The association is also very frustrated because we have created a need and we feel responsible for those parents who are rejected, but unfortunately the small size of our premises does not allow us to accept them. The biggest difficulty is the size of our hall.

Furthermore, it is difficult for our animators to renew their programs every day and every week but still, they are women with a lot of imagination.

The meeting place is an absolutely essential service, as essential as the drop-in day care centre for our town. As far as child care is concerned, that is what *Mirador des marmots* offers.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Your description of the services provided in your town is fascinating. Indeed, I find that meeting place service especially so because I know how remote Chibougamau is; that the family members of people who must work there may sometimes have adjustment problems. What you are doing is wonderful.

Mme Mitchell: Pourriez-vous nous indiquer les critères d'agrément demandés par le Québec pour ce genre de centre? Est-il nécessaire que les parents soient présents en même temps que les enfants pour que ce genre de centre soit agréé? C'est un critère en Colombie-Britannique. Souvent le parent doit être présent pour ce genre de halte-garderie à temps partiel, et je me demandais si l'on faisait de même au Québec ou si les mères peuvent laisser leurs enfants avec vous et aller faire leurs courses.

Mrs. Giffard: The parent brings the child to the drop-in centre and can then leave. The only thing we ask for is that the child not be left more than four hours in the drop-in centre. The parents then have those four hours to themselves, to go out for a coffee, visit the doctor, go back home to do some housecleaning, whatever. The four hours are their own.

Mme Mitchell: Je vois. Êtes-vous agréé comme garderie de jour?

Mrs. Giffard: That is one of our problems. The drop-in centres are not recognized by the l'Office des gardes à l'enfance. We do not want to be a day care centre. Recently, we asked the parents who use the drop-in centre if they wanted that we be recognized as a day care centre. They want to be able to bring the child any time and not on set days. They want to be able to bring the child on Monday or Thursday, or whenever they want to.

Of course, they must phone to make a reservation, but there is still some degree of freedom at the drop-in centre.

[Texte]

Ms Mitchell: I would think one of the recommendations that as a committee we would perhaps make is there should be more flexibility so there is some kind of funding for your kind of centre. I know it is the same in British Columbia. For certain kinds of needs, such as mothers who are at home and need to get out, and so children who are not in day care five days a week could get the socialization, it is a very valuable service. There should be more flexibility in licensing and making sure those centres have funding, even though the hours are a little different than a group day care centre.

I wondered also if you have parent programs. You say the mothers go off into a different room. Do they have parenting classes, or parent discussion groups, that kind of thing?

Mme Giffard: Pas au niveau de la halte-garderie, mais au niveau du lieu de rencontre. L'animatrice qui est auprès des parents écoute beaucoup leurs demandes. Si le parent a besoin d'un cours, on va monter un cours qui va s'adresser aux parents. On a des personnes-ressources qui sont venues au lieu de rencontre, dans l'avant-midi, ou, si c'était quelque chose qui était très long, des cours un peu plus longs ou des rencontres, on faisait ça en soirée. C'était à la demande des parents. Et nous recevons plusieurs demandes.

Ms Mitchell: Thank you.

Mme Pépin: Quelle est la moyenne d'âge des mères qui vont au lieu de rencontre?

Mme Giffard: Ce sont de jeunes mères de 20 à 33 ans. À Chibougamau, les parents sont très très jeunes.

Mme Pépin: Et il y en a plusieurs d'entre elles qui sont séparées de leur famille parce qu'elles ne sont pas natives de la région. Elles y sont pour le travail de leur mari.

Mme Giffard: C'est le problème que nous visions parce que les parents qui viennent au lieu de rencontre rencontrent des gens, se font des amis et échangent beaucoup, ce qui fait que cela a contribué à briser l'isolement.

• 1440

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Êtes-vous capable d'évaluer combien de places supplémentaires seraient nécessaires pour répondre aux besoins des parents de votre communauté?

Mme Giffard: À la forte saison, c'est-à-dire du début de novembre jusqu'à mars, au moment où les parents ressentent moins le besoin d'aller au salon, on reçoit, par semaine, une soixantaine de demandes de parents qui sont intéressés à venir au lieu de rencontre. Mais c'est limité. On doit accueillir entre 12 et 15 parents par la limite des enfants, chaque parent a au moins un ou deux enfants, ce qui fait qu'on accueille entre 12 et 15 parents.

Mr. Belsher: How many different families will use your place? You can have 30 children at one time, but how many families will take part in this?

Mme Giffard: Quatre cents familles sont inscrites à la halte-garderie, au lieu de rencontre.

[Traduction]

Mme Mitchell: Je pense que notre comité devrait peut-être recommander une plus grande souplesse afin que des centres comme le vôtre bénéficient de certaines subventions. C'est la même chose en Colombie-Britannique. Pour répondre à certains besoins, comme ceux des mères qui restent chez elles et ont besoin de sortir, et afin que les enfants qui ne sont pas cinq jours par semaine dans une garderie de jour puissent avoir des contacts avec le monde extérieur, ce genre de service est pratiquement indispensable. L'agrément de ce genre de centre devrait être facilité afin qu'il soit subventionné bien que les heures soient un peu différentes que dans les garderies de jour.

Je me demandais également si vous aviez des programmes pour les parents. Vous dites que les mères s'installent dans une pièce différente. Y a-t-il des cours de parentage, ou des discussions de groupe, ce genre de chose?

Mrs. Giffard: Not in the drop-in centre, but in the meeting place. The worker who stays with the parents listens to their concerns. If the parent needs a course, we try to develop one for parents. We have resource persons who come to the meeting place in the morning, or, if it takes a little bit longer, if it is longer courses or meetings, in the evening. We do it on request. We receive many requests.

Mme Mitchell: Merci.

Mrs. Pépin: What is the average age of the mothers that come to the meeting place?

Mrs. Giffard: They are young mothers, between 20 and 33 years old. In Chibougamau, the parents are very, very young.

Mrs. Pépin: And a lot of them are away from their families, they are not locals. They are there because of their husband's job.

Mrs. Giffard: That was one of our objectives, because the parents that come to the meeting place meet people, make friends and interact a lot, which helps in breaking the isolation pattern.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Are you in a position to say how many additional places would be needed to meet your community's parent's needs?

Mrs. Giffard: During the high season, namely from the beginning of November until March, when the parents are less inclined to go to the meeting place, we receive per week 60 or so requests a week from parents who do want to come. But space is limited. Each parent having at least one or two children, we can receive between 12 and 15 parents.

M. Belsher: Combien de familles différentes fréquentent votre centre? Vous pouvez recevoir un maximum de 30 enfants à la fois mais combien de familles cela représente-t-il?

Mrs. Giffard: Four hundred families are registered with the drop-in centre, the meeting place.

[Text]

Mr. Belsher: But in a given week how many different families? Four hundred could not participate. There would not be enough four-hour slots for 400 for one week. Are they limited to how many times they can come in a week?

Mme Giffard: Non.

Mme Pépin: On a déterminé que les familles qui vont chez vous sont des familles qui viennent pour leur travail, mais pendant combien de temps restent-elles à Chibougamau?

Mme Giffard: Les familles restent, en général, cinq ans.

Mme Pépin: Vous avez beaucoup de tout petits?

Mme Giffard: Oui, on a beaucoup de tout petits, on a beaucoup beaucoup de carrosses qui se promènent dans les rues.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Giffard, cela a été très intéressant. Le Comité vous remercie beaucoup de vous être déplacée d'aussi loin pour venir nous donner votre point de vue. Vous êtes aussi un exemple parce que vous avez su adapter le service aux besoins de votre milieu. Je trouve que c'est une expérience qui est vraiment unique, et je vous félicite.

Mme Giffard: Je voudrais ajouter là-dessus qu'il est très agréable de pouvoir enfin dire à des gens qui pourraient peut-être nous aider un jour, quelle est notre situation, quels sont nos besoins puis ce qu'on a réussi à faire avec du bénévolat.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): J'inviterai maintenant M. Yvan Forget, de la Garderie du Château de sable, à présenter son mémoire.

M. Yvan Forget (présentation individuelle): Je représente surtout les employés de la garderie et puis on a fait surtout une réflexion sur la garderie mais on ne présente pas un mémoire très détaillé parce qu'on est représenté par la CSN à la garderie pour les employés et la garderie est représentée par l'Alliance des garderies.

On a quand même fait une réflexion entre les travailleurs, les travailleuses surtout là-bas. On s'est aperçu que, pour l'État, la naissance de l'enfant commence peut-être à cinq ans. On dit cinq ans parce qu'avant cinq on considère quasiment que l'entière responsabilité revient aux parents et surtout aux femmes. On sait que, encore aujourd'hui, ce sont les femmes qui ont la responsabilité des enfants et cela a des conséquences souvent temporaires, par exemple l'abandon du marché du travail ou bien, pour une famille monoparentale, c'est souvent l'abandon du marché et elle se met à recevoir des prestations d'assurance-chômage ou d'aide sociale.

• 1445

Dans une société qui vieillit, comme la nôtre, il serait important qu'on prenne la naissance dès la naissance d'un enfant. Il importe qu'un pays encourage l'épanouissement de la famille. Quand on parle d'encourager l'épanouissement de la famille, ce n'est pas seulement par le nombre d'enfants, mais aussi l'épanouissement réel de la famille et de son milieu. Pour l'épanouissement de la famille, on doit tenir compte des services qui sont donnés aux enfants.

[Translation]

M. Belsher: Mais pour une semaine combien de familles différentes? Il est impossible que 400 familles participent. Il n'y a pas suffisamment de périodes de quatre heures pour 400 par semaine. Y a-t-il un limite au nombre de fois où elles peuvent venir par semaine?

Mrs. Giffard: No.

Mrs. Pépin: We have determined that the families who come to your centre are families who come for their work, but how long do they stay in Chibougamau?

Mrs. Giffard: Generally, the families stay five years.

Mrs. Pépin: Do you have a lot of toddlers?

Mrs. Giffard: Yes, we have a lot of toddlers, there are a lot of prams in the streets.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mrs. Giffard, this has been very interesting. The committee thanks you very much for having come from so far away to give us your point of view. Also, you are an example because you manage to adapt your service to the needs of your milieu. I find it a really unique experience and I congratulate you.

Mrs. Giffard: I would like to add that it is very pleasant to be able at last to tell people who may help us one day what our situation is, what our needs are and what we managed to achieve on a voluntary basis.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I would now invite Mr. Yvan Forget, from the *Garderie du Château de sable*, to present his brief.

Mr. Yvan Forget (Individual presentation): I mainly represent the workers of the day care centre and this brief is the result of our collective thinking. Our brief does not go into detail because we are represented in the day care centre by the CNTU and the day care itself is represented by *l'Alliance des garderies*.

Nevertheless, we looked at the issue, mainly our female colleagues. We found out that for the State children only begin to exist when they are about five. Before that age they can be considered the sole responsibility of the parents, and especially the mother. Such is indeed still the case, and it can lead to her temporarily leaving the job market or, if a single mother, leaving it permanently and going on welfare.

In an aging society such as ours it is important that children be considered members of society as soon as they are born. It is important that a country encourage the blossoming of the family. When we talk of encouraging the blossoming of the family, we do not mean only the number of children, but also the actual blossoming of the family and its milieu. For the family to blossom, we must take into consideration the services that are offered to children.

[Texte]

Au début des années 60, le gouvernement a reconnu l'importance des écoles puis de l'instruction pour une société moderne et a décidé d'investir dans les écoles pour améliorer notre société et pour répondre à des besoins.

Par contre, au Québec, il n'y a actuellement que le réseau de garderies au niveau officiel pour l'État et on ne veut pas le développer trop. On dit souvent que c'est par mesure d'économie, mais nous doutons qu'il s'agisse seulement de faire des économies.

Si on prend la responsabilité dans une société moderne qui se veut égalitaire mais qui ne prend pas les moyens pour atteindre vraiment cette égalité entre les femmes et les hommes—j'écoutais en fin de semaine les débats de la Chambre des communes puis une députée posait des questions à un ministre sur les conditions des garderies, que c'était une condition favorable à l'égalité des femmes...

Mr. Forget: C'est une très bonne question, mais on attend encore la réponse.

Les conditions des femmes des travailleurs. Les femmes ont encore la véritable responsabilité des enfants. Il faut travailler dans une garderie pour s'en apercevoir assez vite que peut-être les papas viennent encore reconduire les enfants, mais on s'aperçoit vite que la responsabilité, quand on a des contacts à faire c'est encore avec les femmes qu'on les fait. Ce n'est pas encore avec les pères. Quand on a des rencontres avec les parents ou quand on a des réunions, c'est souvent les femmes qu'on va rencontrer dans les réunions. Il y a très peu d'hommes.

Dans le milieu des garderies, on trouve une très grande majorité de femmes, ce qui nous amène à discuter les conditions de travail dans les garderies. Je voudrais faire remarquer aussi que plus les enfants sont jeunes, plus ce sont des femmes qui s'occupent des enfants. Si on regarde seulement le milieu scolaire, plus vous allez vers le milieu de l'université, plus vous allez voir seulement des hommes; plus vous allez vers le bas, du point de vue scolaire, plus vous allez voir seulement des femmes.

Puis les conditions de travail de ces personnes suivent le même cours. Plus c'est bas, moins les conditions sont bonnes. Tout comme les enfants de moins de cinq ans, les femmes dans le milieu de la garde des enfants, et non seulement dans le milieu des garderies mais aussi de la garde des enfants, ne sont pas vraiment reconnues socialement. On reconnaît bien le milieu scolaire, mais le reste n'est pas reconnu.

On se demande pourquoi le roulement du personnel est aussi élevé dans les garderies. Parmi le personnel des garderies, il y a effectivement un roulement élevé. Il arrive très rarement que des employés y travaillent depuis 10 ou 15 ans. Il faut dire que cela ne fait pas si longtemps que les garderies existent vraiment mais, tout comme pour la majorité des femmes, les conditions de travail sont peu reluisantes dans le milieu des garderies.

Les critères de l'Office des services de garde sont trop élevés, et ce pour tous les âges. Ce qui amène une très grosse responsabilité morale et physique de la travailleuse. On dit morale et physique parce que ce n'est pas facile de travailler avec huit

[Traduction]

In the early 1960s, the government recognized the significance of schools and schooling for a modern society and decided to invest in schools to improve our society and to meet its needs.

In Quebec, presently, for the State there is only the official network of day care centres and they do not want to develop it too much. It is often said that it is for economic reasons, but we suspect there are others.

A modern society that wants to be responsible and egalitarian but never quite decides to really achieve such an equality between men and women—I was listening to the House of Commons debates during the weekend and a female MP was asking questions of a Minister on the day care centre situation and she was saying that it was conducive to equality for women...

Mr. Forget: It is a very good question but we are still waiting for the answer.

The situation of the wives of workers. Women are still really responsible for children. If you work in a day care centre you find out rather quickly that daddy often brings the child in, but whenever there is a question or a problem, it is up to mommy. It is not yet up to daddy. When we meet with parents, most often we meet with mothers. There are very few fathers.

In the day care milieu, we meet an overwhelming majority of women—and that leads us to discuss working conditions in day care centres. I would also like to mention that the younger the children are, the more it is the women who look after them. Just take the schooling period. When university time comes around, you meet a lot of fathers. Before that, only mothers.

The working conditions of those people follow the same course. The lower it is, the worse conditions are. Just like children under five, women in the day care centre milieu, and not only in there, but also in the child care milieu, are not really socially recognized. The schooling milieu is recognized but the rest is not.

One wonders why the turnover is so high in day care centres. And it is high. Very seldom do people work there for 10 or 15 years. One must recognize that day care centres have not been in existence for very long, but for the majority of women the working conditions in day care centres are not good.

The requirements of the *Office des services de garde* are too high, for all ages. The moral and physical responsibility of the worker is therefore very high also. We say moral and physical because it is not easy to work with eight children, and it is not

[Text]

enfants et ce n'est pas facile au point de vue moral parce qu'on a la responsabilité de l'enfant. Si un accident arrive, on va blâmer tout de suite la personne qui s'occupe des enfants. Étant donné qu'on fait des sorties, il y a quand même une responsabilité.

Le sous-financement des garderies qui amène souvent le stress chez les employés et les parents qui doivent régulièrement remettre en question leurs conditions de travail et leurs salaires et considérer l'augmentation régulière des frais de garde.

• 1450

Un autre point qui amène le *burnout* chez les travailleuses est le trop grand nombre d'heures de travail. On n'entend pas souvent dire que le personnel d'une garderie sans but lucratif comme la nôtre fait régulièrement des heures supplémentaires. Ce n'est pas nécessairement avec les enfants, mais on a des comités pédagogiques, des comités de financement, des comités d'accueil avec les parents. Les parents doivent y participer, de même que les éducatrices. Cela donne au moins 10 heures de travail. Souvent, pendant l'heure de dîner, le personnel est obligé de travailler. Cela n'est jamais calculé nulle part. On n'en entend jamais parler. On ne demande pas nécessairement d'être rémunérés pour ces heures-là, mais on demande que ce travail soit reconnu.

On s'aperçoit que les conditions pour les enfants dans les garderies suivent un peu le cours des conditions de travail. Là où il y a beaucoup d'enfants par éducatrice, les enfants n'ont pas toute l'attention qu'on voudrait leur donner.

Le sous-financement s'accroît d'année en année. On a actuellement de la difficulté à renouveler l'équipement dans les garderies parce qu'on manque de financement.

Il y a aussi de bons côtés. La nourriture est très bonne et les travailleurs sont qualifiés. Également, l'enfant peut profiter de contacts avec d'autres enfants. Comme les familles sont plus petites aujourd'hui, il est important que les enfants aient des contacts avec d'autres enfants. On considère aussi que c'est une meilleure préparation en vue de l'entrée à l'école, pas au niveau scolaire, mais au niveau social. Les enfants sont mieux préparés. Également, comme ce sont souvent les parents du quartier qui mettent leur enfant à la garderie, les enfants retrouvent leurs amis à l'école. C'est un cheminement, c'est le même groupe. Ils sont moins désorientés lorsqu'ils arrivent à l'école.

Nous demandons à l'État de payer le milieu physique, les concierges, les salaires des travailleuses. Les parents auraient alors à payer la nourriture et le matériel éducatif, ce qui entraînerait des coûts beaucoup moins élevés pour les parents. Ainsi, la classe moyenne aurait davantage accès à la garderie. La classe défavorisée est subventionnée, la classe riche, comme vous l'avez d'ailleurs indiqué dans votre rapport, peut se permettre de payer, mais la classe moyenne, qui n'est pas subventionnée, n'a pas les moyens de payer actuellement.

Une diminution des ratios: On voudrait une éducatrice pour cinq enfants seulement, ce qui nous permettrait de consacrer plus de temps à chaque enfant.

[Translation]

easy from the moral point of view, because you are responsible for the child. If there is an accident, the person in charge of the children will be blamed at once. Since we take them out, there is some responsibility.

The under-funding of day care centres creates stress. The workers have to question regularly their working conditions and their salaries. The fees have to be regularly increased which creates in turn stress for the parents.

Another cause of burnout among our workers is the excessive number of working hours. The fact that the workers of a non-profit day care centre such as ours are regularly called upon to work overtime is not often mentioned. It is not necessarily work with the children. It has to do with the teaching committees, the finance committees, the welcome committees for parents. The parents also have to attend, not only the teachers. All of this represents at least 10 hours of work. Oftentimes, the workers cannot take a lunch break. It is not taken into account. Nobody ever mentions it. We are not necessarily asking to be paid for this, only that our work be recognized.

It is important because the living conditions of the children in day care centres follow more or less the working conditions of the personnel. If a teacher has too many children under her care, she cannot give them all the attention they deserve.

Then there is the under-financing, which gets worse from year to year. We are having a hard time replacing the equipment in our centres because of a lack of funds.

The situation is not all bad. The food is fine and workers are qualified. The children enjoy the contacts among themselves. Today's families are small, so it is very important that the children be able to have contacts with other children. It is also considered a very good preparation for school, not at the scholastic level but at the social level. The children are better prepared. And since it is usually the parents of the neighbourhood who use the centres, the children have the pleasure of seeing their friends again at school. They all follow the different steps together, as a group. They are less disoriented when they get to school.

We are asking the State to pay for the physical environment. The janitors, the workers' wages. Then the parents would only have to pay for the food and the teaching material, which would be less of a burden on them. Then the middle class would have better access to day care. The poor are subsidized, the rich, as you state yourself in your report, can afford the services, so it is the middle class that is left out on a limb.

As far as the lowering of ratios is concerned, we want five children only for every teacher, which would allow her to give more time to each child.

[Texte]

Avant d'ouvrir de nouvelles garderies, il faudrait faire bien vivre celles qui existent déjà, leur donner des conditions adéquates, pas seulement au point de vue du personnel, mais également au point de vue du matériel. Il faut qu'on soit capable de renouveler ce matériel.

Je vais vous dire un peu comment les choses se passent dans notre garderie. Chez nous, on a des comités auxquels les parents doivent participer. Cela nous permet de communiquer avec eux et cela donne aux parents un droit de regard sur ce qui se passe à la garderie. Au moins trois parents et deux éducatrices participent au comité pédagogique. Il y a aussi le comité de financement, le comité d'accueil, le comité des corvées. Les parents doivent donner huit heures par année pour les corvées. S'il faut améliorer les locaux, les parents doivent participer. Il y a aussi des rencontres régulières avec les parents pour discuter de l'évolution de l'enfant. Les parents rencontrent les éducatrices qui sont en charge de leurs enfants et on discute de l'évolution de l'enfant.

On a aussi une pouponnière pour les enfants de six mois et plus, et on va jusqu'à cinq ans dans notre garderie. On a 50 enfants. Il devrait y en avoir 58 dans quelque temps. On a parfois de la difficulté à remplir la pouponnière, mais parfois il y a trop d'enfants. Cela vient par vagues. Toutes les autres catégories d'âge, on pourrait les remplir n'importe quand. On a trop de demandes actuellement.

• 1455

On peut dire qu'environ la moitié des personnes qui viennent à la garderie sont économiquement défavorisées alors que l'autre moitié est économiquement très favorisée. Nous sommes situés dans un quartier où il y a beaucoup de fonctionnaires, ce qui fait que beaucoup de fonctionnaires viennent à la garderie. On a aussi une chose un peu spéciale: on est dans un COFI et on reçoit des enfants d'immigrants. On a une entente avec le COFI selon laquelle on doit offrir au COFI toute place qui se libère. S'ils ont un enfant à nous passer, ils vont nous le passer. On leur donne priorité. Ainsi, les enfants ont des contacts avec des populations qui viennent de partout. On a des Asiatiques, des Latino-Américains, des Africains. Cela permet à l'enfant de s'apercevoir qu'il n'y a pas seulement des enfants blancs, mais des enfants de toutes sortes de cultures et de races.

Chez les jeunes, il n'y a pas tellement de racisme. On ne constate aucun signe de ce problème-là.

Pour nous, il faut reconnaître que la garderie fait un travail d'éducation essentiel et que notre société en a un besoin évident. Après tout, ces enfants sont notre avenir. Plus ils s'épanouiront jeunes, mieux ils répondront aux exigences de la société d'aujourd'hui et de demain.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci, monsieur Forget. C'était très intéressant.

Je voudrais avoir un peu plus de renseignements. Vous dites que vous avez des liens avec un syndicat. Je voudrais savoir si ce sont les syndicats qui ont mis sur pied votre garderie. Est-ce surtout des parents syndiqués qui placent leur enfant chez vous?

[Traduction]

Before opening new centres, we should take care of those already in existence, give them decent conditions, not only from the point of view of the personnel, but also from the point of view of the equipment, which should be able to renew.

I can tell you how things are working in our centre. At our centre, we have committees attended by the parents. It is a way for us to communicate with the parents and it is a way for the parents to exercise a certain control over our activity. At least three parents and two teachers form a teaching committee. Then there is a finance committee, a welcome committee, a voluntary work committee. The parents must contribute eight hours a year of voluntary work. If there is work to be done on the building, the parents must have a hand in it. Then there are regular meetings with the parents to discuss their children's progress. The parents meet with the teachers who look after their children to talk about their development.

There is also a nursery for children six months old and over, and it goes up to five years old at our centre. We have 50 children. We should get up to 58 pretty soon. Sometimes we have too few children in our nursery, sometimes we have too many. It comes in waves. As to the other age categories, we could fill the spots anytime. We have a waiting list.

One could say that half the people who come to our centre are economically depressed and that half are very economically favoured. We are situated in a neighbourhood where there are many public servants, so we have to deal with a large number of them. We also have one special characteristic. We are in what is called a COFI, an immigrant counselling and training centre and we get immigrant children. We have an understanding with the COFI whereby we have to offer it any spot that becomes vacant. Then, if it has a child whom it wants to put under our care, it does so. It has priority as far as we are concerned. So our children have contact with people from all over the world. There are Asians, Latin Americans, Africans. The children realize that there are not only white children, but also children from other cultures and races.

Among the children, there is not an awful lot of racism. At least, we see no sign of it.

We consider that our centre has an essential role in education and that society has a real need for it. These children are our future. The more they develop while they are young, the better prepared they will be to face today's and tomorrow's society.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you, Mr. Forget. Your presentation was very interesting.

Maybe you could elaborate on a few points. You say that you have ties with a union. I would like to know if it is the unions who have given you your centre. Are the parents who place their children under your care mostly unionized?

[Text]

M. Forget: Je voulais dire que nous, les employés, nous sommes syndiqués. Le syndicat a déjà fait un rapport sur les garderies. La garderie fait aussi partie de l'Alliance des garderies qui représente les garderies comme telles.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): C'est là qu'est le lien avec le syndicat.

M. Forget: Oui.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Actuellement, combien d'enfants d'immigrants ou de nouveaux Canadiens d'autres races fréquentent votre garderie?

M. Forget: De 12 à 15 enfants sur 50.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Êtes-vous dans Louis-Hébert?

M. Forget: Nous sommes dans Langelier, tout près de l'école secondaire.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Il y a ici une communauté de près de 500 familles vietnamiennes. On a différentes races ici dans Louis-Hébert.

M. Forget: C'est-à-dire que le COFI, c'est provincial. Ils donnent des cours de français aux nouveaux immigrants. À ce moment-là, même s'ils ne demeurent pas dans le coin, ils vont suivre des cours au COFI et ils laissent leur enfant à la garderie.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Le petit enfant, lui, se trouve à apprendre le français en jouant avec les autres. C'est très bien.

M. Forget: Oui. Par exemple, on en a trois à la pouponnière. Ils apprennent le français dès le début.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Vous nous dites que vous avez deux différentes clientèles, une clientèle défavorisée et une clientèle plus à l'aise. Est-ce que vos tarifs sont différents? Si la famille vient d'un milieu défavorisé, est-ce qu'elle paie la même chose que l'autre famille?

M. Forget: C'est la même chose, sauf qu'elle est subventionnée par le gouvernement provincial. Nous ne pouvons pas nous permettre de demander moins. Déjà on n'arrive pas à joindre les deux bouts, ce qui fait qu'on ne peut pas se permettre d'abaisser nos coûts.

• 1500

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je vous remercie.

Madame Mitchell.

Ms Mitchell: I wanted to ask a little bit about parent involvement in the centre and in other centres. Do you think it is essential to a good day care centre that there be parent involvement, and what is the difference in the expectation you would have of parents who are employed, who are working all day, and those who are not working?

[Translation]

Mr. Forget: I meant to say that we, as employees, are unionized. The union has already presented a report on day care centres. As to our own centre, it is also a member of the alliance of day care centres, which represents day care centres as a whole.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): So that is your tie with the union.

Mr. Forget: Yes.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): How many immigrant children or children of new Canadians from other races are there in your centre at the present time?

Mr Forget: From 12 to 15 out of a total of 50.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): And you are situated in Louis-Hébert?

Mr. Forget: We are in Langelier, next to the high school.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): There is a community of close to 500 Vietnamese families here. We have different races here in Louis-Hébert.

Mr. Forget: The COFI is a provincial organization. It teaches French to new immigrants. Even if the immigrants do not live in the neighbourhood, they come to the COFI and sometimes they leave their children at the day care centre.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Then these children get to learn French while playing with the others. It is very practical.

Mr. Forget: Yes. We have three in the nursery. They learn French from the very beginning.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): You say that you have two kinds of clientele, one underprivileged and the other a little bit better off. Are your rates different? Is the underprivileged family paying the same as the other family?

Mr. Forget: The same, except that the underprivileged family is subsidized by the federal government. We could not afford to set a lower rate. We are already having a hard time making ends meet, so we cannot possibly consider lowering our rates.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you.

Mrs. Mitchell.

Mme Mitchell: Je voulais en savoir un peu plus au sujet de la participation des parents à l'activité de votre garderie et des autres garderies. Selon vous, cette participation est essentielle au bon fonctionnement de n'importe quelle garderie, et dans quelle mesure modifiez-vous vos attentes selon que les parents travaillent toute la journée ou ne travaillent pas?

[Texte]

[Traduction]

• 1505

M. Forget: Nous nous attendons à ce que les parents participent. Tout de même, ce sont leurs enfants qui sont à la garderie. On s'attend à ce qu'ils nous donnent leurs commentaires et leur vision de la garderie, parce qu'on est là pour répondre à un besoin.

A la garderie, tous les parents travaillent ou suivent des cours. Les parents sont occupés toute la journée. Il n'y a pas de parents qui sont au chômage ou qui ne font absolument rien. On s'attend à une participation des parents. De toute façon, notre régie de garderie oblige les parents à participer. Pour nous, c'est important parce qu'il faut connaître les besoins des parents.

Ms Mitchell: Yes. I think it is interesting that you say "some involvement", because I imagine the situation would have to be different. For instance, a real parent co-operative, where the parents are spending a lot of time at board meetings and are assisting in the day care centre maybe once or twice a week, would be very difficult to maintain where you have all working parents. Yet, what you are saying is that there still must be a participation of the parents according to the amount of time they can give. Would that be correct?

M. Forget: Oui.

Ms Mitchell: Would you think this is one reason why non-profit centres are preferable to private day care, even though private day care may have a qualified teacher, that very often they probably do not require the parent involvement and therefore you do not really have a family focus to the service?

M. Forget: Nous préférons les garderies sans but lucratif parce qu'il y a une participation des parents. On conçoit mal qu'on puisse faire un profit dans une garderie. C'est un peu comme les écoles. Les écoles, c'est rentable pour une société plus tard, mais, à court terme, ce n'est pas rentable.

On ne veut pas faire de profit sur le dos des enfants. Pour nous, c'est important que les parents participent. Naturellement, si une garderie privée veut faire participer les parents, tant mieux. En tout cas, c'est l'idéal.

Ms Mitchell: Do you think it is important in a good day care centre that parents have control over policy and control on the board, and if they do not agree with some of the things that might go on in the centre, that they have the power to fire the day care workers? Of course, you are in a union, so you would have a grievance procedure, but I wondered if that would be another difference between private day care and non-profit day care with a board. Do you think parents should be on the board, in control of the day care centre?

M. Forget: À notre garderie, les parents participent au conseil d'administration. Ils sont même majoritaires au conseil d'administration. Cependant, à cause d'une convention collective, on ne peut pas mettre n'importe qui dehors. À la

Mr. Forget: We expect the parents to get involved. It is their children we are caring for at the centre. What we want to know is what they look forward to as far as the centre is concerned, because we are there to render a service.

At the centre, all the parents either work or take courses. They are busy all day. There is no such thing as parents who do absolutely nothing. We expect an involvement from them. Our board forces them to get involved. It is essential for us, because we have to know what their needs are.

Mme Mitchell: Vous ne dites pas de quel genre de participation il s'agit, parce que j'imagine que la situation peut varier. Par exemple, une garderie vraiment coopérative, exigeant des parents qu'ils passent beaucoup de temps à assister aux réunions du conseil d'administration ou à aider aux diverses tâches de la garderie une fois ou deux par semaine, pourrait être très difficile à faire fonctionner si tous les parents travaillaient à l'extérieur. Malgré tout, vous dites qu'il doit y avoir une participation des parents selon le temps qu'ils peuvent y consacrer. C'est bien cela?

Mr. Forget: Yes.

Mme Mitchell: Selon vous, ce serait l'une des raisons pour lesquelles les garderies à but non lucratif sont préférables aux garderies privées, même si celles-ci peuvent avoir des enseignants et des enseignantes qualifiés? Les garderies demandent probablement moins la participation des parents et ne sont probablement pas aussi orientées vers les besoins de la famille.

Mr. Forget: Yes, we prefer the non-profit centres because they imply some participation on the part of the parents. But then profits are hard to come by in day care centres at any rate. It is a little bit like schools. They bring results a generation later. Meanwhile, they cost money.

We do not want to make profits on the backs of the children. For us, it is more important that the parents get involved. If a private centre goes the same route, so much the better. It is the best way.

Mme Mitchell: Selon vous, dans une bonne garderie, est-ce important que les parents aient le contrôle des politiques et le contrôle du conseil d'administration, est-ce important qu'ils aient le pouvoir de renvoyer des travailleurs de la garderie, par exemple, s'il y a des choses avec lesquelles ils ne sont pas d'accord? Comme vous avez un syndicat, vous devez pouvoir vous défendre avec une procédure de griefs, mais je me demande si ce n'est pas une autre différence entre les garderies privées et les garderies à but non lucratif ayant un conseil d'administration. Vous pensez que les parents doivent faire partie du conseil d'administration, doivent exercer un contrôle sur le fonctionnement de la garderie?

Mr. Forget: The parents do have a hand in the board at our centre. I think they form the majority of the board. Because of the collective agreement, however, it is not that easy to fire anyone. Our system is one of joint administration. Both

[Text]

garderie, nous avons un système de cogestion. C'est avec les employés et avec les parents qu'on gère la garderie. Jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu de conflit entre les parents et le personnel. Les parents sont présents à tous les comités et au conseil d'administration. On le demande, car c'est important qu'ils soient là. Mais pour congédier un employé, il faut de très bonnes raisons. On a une convention collective qui doit être respectée.

Ms Mitchell: But it would be very different from a private centre, which is run more as a business, where the operator owns the business and runs it according to how he or she thinks it should be run and the parents do not really have any say in it, except in maybe a pleasant way.

I wanted to ask you this also. You mentioned that very few fathers participate. I am glad to see there are male staff in the centre.

• 1510

You also mentioned that very few fathers participate. I am glad to see there are male staff in the centre. Do you have any suggestions about how more father participation could be encouraged? Have there been any experiences that show there is any change in the fathers' involvement in parenting and child care services?

M. Forget: Encore aujourd'hui, les hommes pensent à leur carrière et les femmes prennent les enfants à leur charge, souvent au détriment de leur propre carrière. Il y a quand même une participation des hommes, mais elle est minime; on sent que la responsabilité de l'enfant est laissée à la femme et non à l'homme. On n'a pas encore trouvé de truc idéal pour faire participer les hommes davantage. On aimerait bien en trouver, mais je pense qu'il y a un contexte social étranger à la garderie qui est à considérer. C'est une mentalité qui ne changera pas à cause des garderies seulement. C'est plutôt social. Mais c'est flagrant: ce sont encore les femmes qui s'occupent des enfants, qui viennent les conduire à la garderie. Tous les arrangements, s'ils sont malades, ce sont encore les femmes qui s'en occupent.

Quand il y a une participation des hommes, c'est souvent parce que les femmes ne peuvent pas venir. Mais, normalement, ce sont elles qui participent.

Ms Mitchell: Are you teaching the children in your day care that they do not have to have those same roles, that little girls can use a hammer and little boys can play with dolls? Maybe that will help their generation.

Thank you very much, Madam Chairman.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous dites que la majorité des usagers de votre garderie sont des gens de la classe moyenne...

M. Forget: On a des gens des deux extrêmes. Les gens de la classe moyenne sont rares.

Mme Pépin: Il est assez étonnant de voir que les rôles demeurent traditionnels, c'est encore la femme qui s'occupe

[Translation]

employees and parents have a hand in the administration. Up to now, we have been able to avoid conflicts between the parents and the employees. Parents are always present at the committees and at the board level. This is the way we want it, because it is important. As to the dismissal of an employee, there have to be good reasons. There is a collective agreement and it has to be respected.

Mme Mitchell: Il reste que la situation est différente de celle d'une garderie privée, qui est dirigée comme une entreprise provinciale, où le ou la propriétaire prend les décisions lui-même ou elle-même et où les parents n'ont pas vraiment leur mot à dire, sauf si c'est pour faire des compliments.

Je voudrais revenir sur un autre point. Vous avez indiqué qu'il y a très peu de pères qui participent. Je suis heureuse de constater qu'il y a quand même du personnel masculin à votre garderie.

Vous avez dit aussi qu'il y avait très peu de pères qui participaient. Je suis heureuse de voir qu'il y a des hommes dans votre personnel. Avez-vous des idées pour encourager la participation des pères? Est-ce que certaines choses ont été faites qui ont encouragé les pères à s'intéresser au gardiennage et aux soins des enfants?

Mr. Forget: Today, men are still thinking about their careers and women are still taking care of the children, very often at the expense of their own career. When men do participate, it is minimal. It is understood that the responsibility for the children belongs to women, not men. We still have not found the ideal trick to convince men they should involve themselves more. It would be a good thing to find, there is a social context outside the day care that will not change only as a result of day care. It is more of a social thing. But it is quite obvious: women are still taking care of children, they are the ones who bring them to the day care centre. They are the ones who make all the arrangements when they are sick.

When men do something, it is very often because women are unable to come. But normally, it is their responsibility.

Mme Mitchell: Est-ce que vous enseignez aux enfants de votre garderie que ces rôles peuvent changer, que les petites filles peuvent se servir et les petits garçons jouer avec des poupées? Peut-être que cela aidera leur génération.

Merci beaucoup, madame la présidente.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You are saying that most of the users of your day care centre belong to the middle class...

Mr. Forget: We have people from both extremes, but very few people from the middle class.

Mrs. Pépin: It is amazing to see how traditional roles are persisting: women are still taking care of the children. But as

[Texte]

des enfants. Mais, comme vous le dites, au niveau du cegep ou de l'université, c'est le père.

Vous avez dit: je doute que ce soit des questions économiques qui empêchent le gouvernement à intervenir dans les services de garde. J'aimerais que vous nous donniez un peu plus de détails, pour voir votre approche.

M. Forget: On comprends que les employés pensent à la garderie; il y a, bien sûr, ce côté économique. Mais il y a tout l'aspect social qui dit que l'enfant doit rester à la maison, que les parents doivent s'en occuper... C'est toujours la même chose. Mais on sait que ce sont les femmes encore qui s'en occuperont. Il y a tout cet aspect social.

Mme Pépin: Des attitudes?

M. Forget: Les hommes sont au pouvoir; ce qui entraîne un comportement encore très masculin dans ce domaine. On considère que ce sont les femmes qui doivent s'occuper des enfants. Les femmes seront encore défavorisées. L'aspect économique existe naturellement, parce qu'il en coûte de l'argent; mais il y a un aspect social qui empêche d'aller vers le développement des garderies.

Mme Pépin: Vous avez mentionné que les parents font partie du bureau de direction et que vous avez des corvées. Qu'elle est la participation des parents dans vos corvées?

M. Forget: Là, c'est amusant. S'il s'agit de pelleter la cour, de répandre le sable, de peindre ou des travaux semblables, on y retrouve effectivement des hommes.

Mme Pépin: Ils participent à tout le fonctionnement et pas seulement au bureau de direction.

M. Forget: Oui. Les parents voient à toutes les corvées. Par exemple, on avait une maison à peindre, les parents ont participé. C'est nous d'ailleurs qui nous occupons de peindre la maison. Si on doit faire le nettoyage des locaux au complet, les parents doivent participer. Chaque parent doit faire huit heures de corvées par année.

• 1515

Mme Pépin: Savez-vous s'il y a plusieurs garderies à Québec qui sont organisées selon la même approche?

M. Forget: Je ne pense pas qu'il y en ait plusieurs, mais il y en a quelques-unes qui fonctionnent de cette façon. Celles qui ont des systèmes de cogestion fonctionnent davantage de cette façon. Également, contrairement à ce qu'on voit dans une garderie privée, le personnel doit fournir des heures pour travailler aux comités. Cela se fait des deux côtés. Les parents doivent fournir des heures, mais le personnel fournit aussi des heures pour participer aux comités parce qu'on doit développer des programmes pour les enfants. On n'est pas payés pour cela. C'est fait en dehors des heures de travail. Les employés sont payés seulement pour s'occuper des enfants. Pour tout le reste, le personnel n'est pas payé. Par exemple, il n'y a pas longtemps, on est allés à une cabane à sucre avec les enfants. C'était jour de congé pour certains employés, mais ils sont venus nous aider bénévolement, gratuitement. Quand on fait des sorties, on aime avoir plus de gens pour surveiller les enfants.

[Traduction]

you were saying, at the CEGEP or university levels it is the father.

You said: I doubt that the government has financial reasons for not intervening in the field of day care. Could you elaborate, I would like to know more about your approach.

Mr. Forget: Employees are thinking about day care, it is understandable, and there is an economic side. But there is also a social side that says that children must stay in the home, that parents must care for them. It always comes back to the same thing. But we know that women will still be the caregivers. There is all this social side to the question.

Mrs. Pépin: Attitudes?

Mr. Forget: Men are in power; the outlook is still very male oriented. It is understood that women are supposed to take care of children. They will still get a bad deal. Of course, there is an economic side to the problem, because it is quite costly. But there is also a social side that is slowing down day care development.

Mrs. Pépin: You said that parents were on the board of directors and that you parcel out the chores. Do parents participate in your chores?

Mr. Forget: This is quite amusing. If it is a matter of shovelling snow, sanding the ground, painting jobs or such things, men are ready to help.

Mrs. Pépin: They are helping everywhere, not only in the board of directors.

Mr. Forget: Yes. Parents do all the chores. For example, we had a house to paint and parents helped. Although we are painting it, too. If a general clean-up of the premises is needed, the parents must help. Each parent has to give eight hours a year.

Mrs. Pépin: Do you know that there are several day care centres in Quebec City that are functioning in that way?

Mr. Forget: I do not know about several, but I know of a few. Day care centres with a joint management tend to be organized this way. And unlike the workers in private day cares, the people who work there have to work on committees. It works both ways. The parents have to give hours of their time, but the workers also take part in committees where programs for the children are developed. They are not paid for that work. This is done outside the normal hours. The workers are paid only to take care of the children. For everything else, they are not paid. For example, not long ago, we took the children to a sugar bush. It was a day off for some of the employees, but they volunteered to come and help us, free of charge. On outings, we like to have more people to supervise the children.

[Text]

Mme Pépin: Je vous remercie beaucoup.

M. Forget: J'aimerais ajouter que plus le niveau est élevé, moins la responsabilité envers l'enfant est moins grande. Au niveau du cégep et de l'université, si un étudiant se blesse, le professeur n'est pas tenu responsable. Dans une garderie, l'éducatrice est tenue responsable si un enfant se blesse. C'est elle qui va écoper. C'est pour cela qu'il est important que le ratio éducateur-enfants soit abaissé. On a une grande responsabilité envers les enfants.

Mme Pépin: Pour les poupons, vous avez combien de . . .

M. Forget: Cinq enfants, et on constate que c'est un ratio satisfaisant. On n'a pas de problèmes du côté des poupons. C'est un peu plus tard que cela commence à être trop élevé.

Mme Pépin: Merci beaucoup.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Monsieur Forget, cela a été très intéressant. On est très contents que vous soyez venu vous donner votre point de vue et nous dire comment fonctionne votre garderie. Merci beaucoup.

M. Forget: Je vous remercie également.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): J'invite maintenant les représentants du Centre local de services communautaires des Chutes-de-la-Chaudière, M. Georges Letarte et M^{me} Louise Paquet.

Bienvenue, madame Paquet et monsieur Letarte.

M. Georges Letarte (organisateur communautaire, Centre local de services communautaires des Chutes-de-la-Chaudière): Bonjour.

Mme Louise Paquet (infirmière, Centre local de services communautaires des Chutes-de-la-Chaudière): Bonjour. Nous représentons le CLSC des Chutes-de-la-Chaudière et nous sommes venus ici à votre invitation.

Nous voulons vous présenter une recherche qui a été faite dans les garderies du territoire. Il y a six garderies dans notre secteur, et nous vous exposerons les problèmes et les demandes des responsables de garderies.

Parlons d'abord des problèmes rencontrés par les responsables des services de garde. Le premier problème est celui des enfants vivant avec des problèmes de santé chroniques. Face à cela, le nombre de ressources en garderie reste le même alors que ces enfants auraient besoin de plus de soins que les autres et nécessiteraient une attention particulière. D'autre part, les animatrices n'ont pas la formation requise pour faire face à cette clientèle.

Au sujet des acquis visuels, auditifs ou de langage, on se demande si tel enfant dans sa phase de développement se situe dans la normalité. C'est encore de la formation ou des ressources qui manquent aux animatrices.

Au sujet des maladies infectieuses, les responsables se sentent démunis. Devant cela, la politique quasi générale est d'exclure automatiquement les enfants de la garderie dès qu'un diagnostic est posé. Cela amène d'autres problèmes. À l'année

[Translation]

Mrs. Pépin: Thank you very much.

Mr. Forget: Let me add that the higher the level, the less the responsibility towards the children. At the *cégep* or university levels, when a student gets hurt, the teacher is not responsible. In a day care centre, when a kid gets hurt, the instructor is considered responsible. She will have to take the consequences. For this reason it is important to lower the instructor-children ratio. We have a great responsibility towards the children.

Mrs. Pépin: How many people do you have to take care of infants . . .

Mr. Forget: Five infants per person. We have found this to be satisfactory. We have no problem with infants. It is when they are older that the ratio gets too high.

Mrs. Pépin: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mrs. Duplessis): Mr. Forget, this has been quite interesting, and we are very happy to have been able to hear you and to learn about your day care centre. Thank you very much.

Mr. Forget: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mrs. Duplessis): I will now ask the representatives of the Community Services Centre in Chutes-de-la-Chaudière, Mr. Georges Letarte and Mrs. Louise Paquet, to come forward.

Welcome, Mrs. Paquet and Mr. Letarte.

Mr. Georges Letarte (Community Organizer, Local Centre for Community Services, Chutes-de-la-Chaudière): Good morning.

Mrs. Louise Paquet (Nurse, Local Centre for Community Services, Chutes-de-la-Chaudière): Good morning. We represent the CLSC in Chutes-de-la-Chaudière, and we are here in answer to your invitation.

We wish to submit the results of a research project that was done in our local care centres. We have six day care centres in our sector, and we will convey to you the problems and concerns of the people responsible for these day care centres.

Let us start with the problems encountered by the caregivers. The first problem is that of children with chronic health problems. Day care resources for these children are the same although they need more care and special attention. Too, instructors do not have the necessary training to face the needs of these children.

Instructors are taking care of developing children, and they should be able to see whether the children in their care have reached normal levels of visual, auditory or linguistic development. Here again, instructors lack the necessary training and resources.

Faced with infectious diseases, the instructors feel helpless. The near-universal policy is to exclude children from the day care centre as soon as the diagnosis is made. This creates other problems. All year long, but especially during the winter,

[Texte]

longue, mais surtout l'hiver, on retrouve beaucoup d'enfants sous antibiothérapie. Je pense que cela se retrouve un peu partout dans les garderies.

• 1520

En ce qui concerne les premiers soins, les responsables des garderies sont unanimes à déplorer la qualité des cours de premiers soins qui leur sont offerts. Il semble que ces cours ne soient pas adaptés aux problèmes rencontrés par les garderies.

Quant à la collaboration avec des ressources spécialisées—nutritionnistes, infirmières, travailleurs sociaux—, les responsables déplorent un manque de personnes ressources ou un manque de contact avec celles-ci.

Aussi, ils se demandent comment agir avec des enfants qui deviennent malades durant leur séjour à la garderie. Que faire avant l'arrivée des parents? S'ils ne peuvent se libérer, doit-on donner les premiers soins ou amener l'enfant au médecin? Souvent un enfant demande les soins d'une animatrice et le personnel n'est pas assez nombreux pour donner à l'enfant l'attention dont il a besoin. On nous a donné l'exemple d'un enfant qui fait une poussée de fièvre au moment où il est à la garderie; il a besoin d'une attention particulière, mais on ne peut pas lui donner cette attention.

Dans le même ordre d'idées, lorsque l'enfant est malade et qu'il ne peut se présenter à la garderie, cela pose des problèmes financiers. Les parents doivent quand même payer le temps que l'enfant devait passer à la garderie et, en plus, ils doivent payer un autre service de garde ou s'absenter du travail. On sait qu'il y a des parents qui ne peuvent pas s'absenter du travail, pour qui c'est impossible au point de vue financier ou au point de vue des relations avec l'employeur. Quelle solution doit-on apporter à ce problème?

La deuxième partie traite des besoins exprimés par les responsables de garderies. Il y avait l'information sur les ressources existantes de la région, la documentation sur certains problèmes de santé rencontrés, des cours de premiers soins adaptés, des connaissances en approche holistique, c'est-à-dire les médecines douces dont on entend beaucoup parler ces temps-ci, et enfin de la formation et de l'information par des ressources spécialisées. Par exemple, ils voudraient avoir les services de nutritionnistes pour l'élaboration des menus, des infirmières pour les appuyer dans leurs démarches lors d'épidémies et lorsqu'ils doivent donner des conseils de santé aux parents, des psychologues, des travailleurs sociaux pour les épauler dans l'aide à apporter aux enfants vivant des situations particulières: handicap temporaire, séparation des parents, troubles de langage, etc.

M. Letarte: À titre d'intervenant de la santé et des services sociaux communautaires, nous sommes aussi préoccupés par un certain nombre de questions qui dépassent les aspects de la santé qui ont été identifiés au cours d'une petite recherche.

Il nous apparaît fondamental que toutes les préoccupations relatives au développement physique de l'enfant soit élargies pour tenir compte de l'ensemble de son développement social et affectif. En ce sens, il serait important de reconnaître que les garderies sont des lieux privilégiés pour identifier les difficultés

[Traduction]

many children are being given antibiotics. This is quite common in most day cares.

Day care workers all agree that the first aid training they are getting is quite poor. It seems that the courses do not take into account the problems encountered in day care centres.

Also, they wonder what to do when children become sick while attending day care. What can be done before the parents get there? If the parents are unable to come, should they give first aid or take the child to a doctor?

Very often, a child will need the care of one instructor, but this is impossible as there are too few people to take care of the children. We were given the example of a child who has a fever during his stay at the day care centre. He needs special care, but the instructors cannot give it.

Moreover, when a child is ill and unable to attend the centre, there are financial problems. The parents are still paying for day care, but they have to pay for another type of care or take a leave of absence. Some people are unable to take a leave of absence, financially, or because of their relations with their employer. Where is the solution to this problem?

The second part deals with the needs of day care managers as they see them. We had access to information concerning the existing resources in the region, documentation concerning health problems, specialized first aid courses, information concerning holistic medicine—a mild brand of medicine that is much talked about nowadays—and finally, training and information by specialized resource persons. For example, they wish to have access to nutritionists for the elaboration of menus, to nurses, to help them with procedures in case of epidemics and to give health tips to parents; they need psychologists and social workers to help children living in special situations; temporary handicaps, parent separation, language difficulties, etc.

Mr. Letarte: As health and social service workers, we are concerned also by a number of problems outside the health problems identified during a research project.

We believe it is fundamental to take into account not only the physical development of children, but the whole field, including social and emotional development. In that sense, it is important to recognize that day care centres are privileged places to identify and correct development problems. All too

[Text]

dans le développement d'un enfant et intervenir adéquatement. Trop souvent, les garderies sont des institutions qui semblent s'autosuffire ou qui n'ont pas recours à certains des services publics qui leur seraient accessibles et qui leur permettraient d'intervenir plus adéquatement.

Le personnel en garderie devrait aussi pouvoir bénéficier d'une formation continue afin de réévaluer et d'améliorer ses modes d'intervention, particulièrement vis-à-vis de certaines situations qui commandent des interventions spécifiques, par exemple, tout ce qui relève de la problématique des enfants négligés, battus ou dont on abuse sexuellement. Même s'il existe des structures qui doivent en principe aider les enfants à passer le cap de ces difficultés-là, les enfants assument souvent les séquelles d'attitudes, de comportements ou d'événements comme ceux-là. Il est important, dans la vie quotidienne subséquente, de leur permettre de digérer les événements du passé. On ne peut pas ignorer ce que vit l'enfant au cours de sa vie quotidienne subséquente.

• 1525

Les enfants du divorce: c'est une problématique particulièrement importante aussi dans notre société et qui commande souvent une approche spéciale. Les jeunes enfants en particulier qui sont en garderie sont souvent désespérés, sont souvent «insécures» au simple fait de devoir, parfois, être intégrés dans un milieu autres que la famille et ont des points de repaire plus difficiles à partir du moment où le couple se subdivise, se sépare.

Le deuil d'un parent qu'on rencontre peut-être moins fréquemment mais qui est aussi un événement lourd de conséquences pour un enfant et qui devra faire en sorte que les éducateurs qui sont là quotidiennement soient capables d'apporter plus d'attention à l'enfant concerné.

A notre avis ou avec la connaissance qu'on en a, il semble que le personnel en garderie dispose actuellement de peu de moyens pour obtenir du perfectionnement continu; ils doivent se débrouiller quotidiennement avec les moyens du bord.

La gestion des garderies par les parents utilisateurs doit, selon nous, être maintenue, favorisée mais aussi soutenue. Les garderies ne doivent pas devenir des écoles. Les parents et le personnel de la garderie doivent échanger sur les valeurs à véhiculer et sur les attitudes éducatives à développer auprès des enfants. La gestion par les parents permet une meilleure continuité entre les différents milieux de vie de l'enfant.

Finalement, les garderies doivent, tout au moins auraient avantage à s'intégrer beaucoup plus à la communauté à laquelle elles appartiennent, c'est-à-dire être ouvertes à des activités avec d'autres adultes, avec d'autres groupes, d'autres ethnies et aussi d'autres enfants du même âge qui ne fréquentent pas la garderie. Les enfants ne doivent pas grandir en vase clos mais doivent avoir accès à plusieurs modes de vie différents. À titre d'exemple, soulignons le jumelage de garderies avec des résidences pour personnes âgées où enfants et personnes âgées peuvent bénéficier tous les deux d'une relation gratuite et axée sur la dimension affective.

Nous vous remercions de votre attention.

[Translation]

often, day care centres function in a vacuum, or fail to reach certain public services that could be very useful to them.

Day care workers should also have access to permanent education in order to re-evaluate and improve their intervention procedures, especially in situations calling for specific interventions, for example, the problem area of neglected, battered or sexually abused children. Although there are structures in place to help children overcome such difficulties, the children are often left with behavioural after-effects. Afterwards, it is important to allow them to assimilate in their daily lives the experiences of the past. We cannot discount the after-effects of such experiences in the future daily life of the children.

Children of divorce: This is a particularly important problem in our society, and very often it requires a special approach. Young children in particular who are in day care are often helpless, insecure because sometimes they have to be integrated into a group other than the family, and they may have difficulty getting their bearings after their parents divorce.

The death of one parent is less frequent, but it is also an event which has far-reaching consequences for a child; therefore, child workers will have to take greater care of this child, every day.

To our knowledge and in our opinion, day care employees do not really have many opportunities for permanent training and development; they have to make do with what they have, every day.

Day care management by parents is a solution which should be encouraged and promoted. Day care centres should not become schools. Parents and staff should keep in close contact about the values and attitude which should be instilled in the children. When a day care centre is managed by the parents, it is easier to ensure a greater continuity between the different spheres where the child has to live in.

Eventually, day care centres should be much more integrated in the community they belong to, for the benefit of both. In other words, they would be open to activities with other adults, other groups, other ethnic groups and other children of the same age who do not attend the centre. Children should not grow up in seclusion, they should be exposed to different ways of life. For example, some day care centres have been twinned with senior citizens' homes, so that the children and the senior citizens can all benefit from a natural relationship with an emotional dimension.

Thank you very much for your attention.

[Texte]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci beaucoup. C'était très intéressant. Votre suggestion de la fin sur le jumelage garderies-personnes âgées, jeunes enfants et personnes âgées, je trouve cela très intéressant.

Mrs. Mitchell, va être la première personne à vous poser des questions.

Ms Mitchell: I think your presentation was very interesting, because it brings in a whole new dimension, which is the multidiscipline approach to day care. Are you suggesting that really a good day care centre that is going to be able to pick up the symptoms in children and special needs at an early age and help to intervene where there may be problems with the child or in the home . . . that you really need to have a link with both health and social services resource people? Is that what you are suggesting: that there needs to be a multi-service team linked into every day care centre?

Mme Paquet: Oui, c'est cela que les responsables de garderie ont demandé. Ils veulent être soutenus. Ils n'ont pas la formation pour peut-être tout faire, puis tout voir; ils ont une formation quand même minimale. Ils ont besoin d'être soutenus par des spécialistes. Cela pourrait être des gens comme chez nous, peut-être du CLSC ou même des gens de l'extérieur, et ça peut-être aussi des médecins, des travailleurs sociaux, des psychologues. Ils ont besoin d'avoir des personnes à qui se référer . . . Peut-être juste pour leur téléphoner et ces personnes pourraient aussi aller les voir s'ils ont besoin d'observer un enfant ou des choses comme cela.

En tout cas cela a été demandé par tous les responsables de nos garderies.

M. Letarte: Je pourrais enchaîner: à deux, ou trois reprises, dans notre court exposé on a quand même préciser que les garderies étaient un des lieux d'éducation pour les enfants. Je pense que c'est important de comprendre que dans la vie de l'enfant la garderie c'est un chaînon. Mais il y a d'autres liens à l'ensemble de la chaîne. Et si on ne veut pas que les enfants grandissent en vase clos, si on ne veut pas non plus que les parents deviennent de simples pourvoyeurs qui sont exclus pour une bonne partie de la journée de la vie de leurs enfants, il est important que chacun des organismes, des établissements ou des adultes qui interviennent auprès de l'enfant sentent bien qu'ils doivent travailler en complémentarité les uns avec les autres pour le bien-être de l'enfants. Autrement, l'enfant risque d'être morcelé entre différents modèles, différents adultes, où chacun intervient à sa façon et où, finalement, on ne prend pas en considération l'ensemble de ce qu'il est dans son développement.

• 1530

Il y a seulement une complémentarité de ce type-là, à notre avis, qui peut permettre d'offrir—j'ai envie de dire un enlèvement—mais en tous cas, une direction qui soit vraiment éducative dans le développement de l'enfant.

Ms Mitchell: I agree with you very much that it is possible, in day care centres where the staff has enough time to observe as well as do all the things they have to do with the children, to

[Traduction]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you very much. This was most interesting, particularly your last example about the twinning of day care centres and senior citizens' homes.

M^{me} Mitchell will be the first member to ask you some questions.

Mme Mitchell: Votre exposé était très intéressant, car il aborde une dimension radicalement nouvelle de par son approche multidisciplinaire à la question de la garde des enfants. Voulez-vous vraiment dire que pour qu'une garderie puisse dépister certains symptômes chez des enfants, dès leur jeune âge, et pour qu'elle puisse corriger les problèmes qui peuvent se poser avec un enfant, sur place ou chez lui . . . qu'il faut qu'elle ait des contacts réguliers avec les services médicaux et avec les services sociaux? Si j'ai bien compris, vous estimez qu'une équipe multidisciplinaire devrait être affectée à chaque garderie.

Mrs. Paquet: Yes, that is what day care centre managers have requested. They want to be supported. They have a minimum of training, but not enough to do everything. They want to be supported by experts. It could be people from the CLSC or even people from the outside. Maybe doctors, social workers, psychologists and so on. They need some people to turn to when . . . Sometimes they just want to be able to call them because they need their advice; these persons might also call in to study child behaviour or things like that.

Anyway, this has been requested by all the managers of our day care centres.

Mr. Letarte: I would like to add that in our short presentation, we said, two or three times, that day care centres were only one of the many places where children get their education. We have to understand that the day care centre is only one link in the whole chain of the life of a child. There are many other links. While we do not want children to grow up in seclusion, we do not want parents to become only a source of support, and not see their children for most of the day; therefore, it is important that every agency or adult who takes care of children understand they have to work together for the sake of the children. Otherwise, the child may be torn between different models, different adults, each of them dealing with him in his or her own way, and nobody really taking into consideration what the whole personality of the child is.

In our opinion, only a multidisciplinary approach will make it possible to determine a truly educational direction for the development of the child.

Mme Mitchell: Je suis tout à fait d'accord avec vous, c'est une possibilité qui est très réelle, lorsque les employés des garderies ont le temps d'observer, de faire tout ce qu'il faut

[Text]

pick up symptoms in children. Once you can do this with a three or four year old, if there is a child that is unhappy or withdrawn or overly aggressive, it is very often much easier to intervene then when you have the parents available too, than it is to wait until a child gets into school and problems become more serious. I agree with that very much.

I am wondering why, since it is my impression that Quebec is way ahead of the other provinces as far as having a publicly-supported system of day care and also having decentralized social service centres. I think you are very lucky that you have this. It is very progressive compared to most provinces. I am a little surprised that you do not have this link already with your social service centres since they are both government programs.

I do not know if you have any comment on that but I will let my other colleagues comment if you do not.

M. Letarte: Votre commentaire est intéressant. Les services peuvent exister, ils peuvent être en place, mais ils peuvent tous fonctionner parfois de façon parallèle. Je ne peux pas parler pour l'ensemble du Québec, et je ne peux pas comparer avec l'ensemble des autres provinces. Ce que les gens nous disent chez nous et ce qu'on constate, c'est que finalement, chacun avec ses clientèles, ses contraintes, ses objectifs d'institution, fonctionne; tout le monde a un taux de difficulté à assumer la charge des dossiers que l'on doit rencontrer, de telle sorte que les liens de complémentarité ne sont pas nécessairement institutionnalisés. Ils peuvent exister en théorie, mais en pratique, c'est des choses qu'il faut parfaire et qu'il faut développer.

C'est peut-être plus le sens de notre message. Non pas que l'ensemble des moyens est à zéro ou n'existe pas, mais il faut que ces gens-là apprennent à travailler ensemble et à développer des mécanismes qui ne sont pas nécessairement coûteux, mais qui sont peut-être importants.

Ms Mitchell: Thank you.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous avez parlé, lorsque vous donniez des rapports de l'étude, à la première étape—je ne sais pas si j'ai bien compris, je veux vérifier avec vous—des enfants qui étaient en antibiothérapie? Est-ce que c'est ça?

Mme Paquet: Qui prennent des antibiotiques souvent pour des otites; c'est ça le problème majeur.

Mme Pépin: Et, à ce moment-là, le personnel aimerait avoir des gens pour, en fait, les guider, leur dire comment faire le traitement, quelque chose comme cela?

Mme Paquet: Non... Ils ne savent pas trop quoi faire avec ça. Ils voient qu'il y a beaucoup d'enfants qui font des otites, autant l'été que l'hiver, et que ces enfants-là prennent beaucoup d'antibiotiques, et...

Mme Pépin: C'est ça.

Mme Paquet: ... c'est à l'année longue. C'est ça le problème.

[Translation]

avec les enfants et de déceler des symptômes éventuels. Lorsque cela est possible avec un enfant de trois ou quatre ans, qui est malheureux, secret ou trop agressif, il est souvent beaucoup plus facile d'intervenir à ce stade-là, surtout lorsque les parents sont disponibles, que d'attendre que l'enfant soit en âge d'aller à l'école, car les problèmes sont alors beaucoup plus graves. Je suis tout à fait d'accord avec vous.

J'ai l'impression que le Québec a pris beaucoup d'avance sur les autres provinces en instaurant un système de garderies largement subventionné et en décentralisant ses centres de services sociaux. Vous avez beaucoup de chance. C'est un système extrêmement progressiste par rapport à ce qui existe dans la plupart des autres provinces. Je suis donc un peu étonnée que vous n'ayez pas déjà établi ce lien avec les centres de services sociaux puisque ces deux programmes sont financés par le gouvernement.

J'aimerais savoir ce que vous en pensez, mais de toute façon, madame la présidente, c'était ma dernière question.

Mr. Letarte: Your comment is quite interesting. Services may exist, but they also may work without any interface. This does not apply to the whole of the province, and I cannot compare our situation with other provinces. Nevertheless, we know from experience that each program has its own clientele, its constraints, its objectives; these links may exist in theory, but in reality, because of the difficult cases that we have to deal with, these links have to be strengthened.

That may be our essential message to you. The fact is that we have the structures and the means to do it, but these people have to learn how to work together and set up processes that will not necessarily be expensive, but may be very important.

Mme Mitchell: Merci.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: When you were talking about the first phase of the study, and I am not sure I understood properly, you referred to children who were under "antibiotherapy"? What is that?

Mrs. Paquet: Children who have to take antibiotics, for otitis for example; this is the major problem.

Mrs. Pépin: So, in that case, the staff would like to have some people to help them give the medication, something like that?

Mrs. Paquet: No... They do not know what to do about it. They see a lot of children with otitis, as many in summer as in winter, and these children take a lot of antibiotics...

Mrs. Pépin: I understand.

Mrs. Paquet: ... these children are on antibiotics the whole year around. This is the problem.

[Texte]

Mme Pépin: C'est ça, c'est un problème. C'est ce que je voulais bien comprendre; moi aussi, je trouve que les enfants «mangent» des antibiotiques...

Mme Paquet: En prennent beaucoup.

Mme Pépin: ... au lieu d'en prendre simplement ... quand il le faut. Après il n'y a plus d'anticorps dans leur organisme.

Mme Paquet: C'est ça. C'était plutôt une constatation. Ils nous ont présenté ça tel quel, sans trop savoir quoi faire...

Mme Pépin: Mais c'est quand même assez intéressant que l'on soit capables maintenant de le dépister à cet âge-ci, grâce aux garderies; mais c'est certainement un problème.

Mme Paquet: C'est un problème. Cette étude a été faite l'été dernier, et à ce moment-là, il y avait beaucoup d'enfants qui prenaient des antibiotiques pour des otites, en plein été, ça fait que...

Mme Pépin: Je pense que la seule façon, maintenant, de traiter ... c'est de donner des antibiotiques!

Mme Paquet: C'est ça.

Mme Pépin: Également..., vous parlez de la formation. Vous dites que le personnel qui s'occupe des enfants aimerait en avoir. Qu'est-ce qu'ils ont comme formation exactement?

Mme Paquet: Ici, c'est au CEGEP. Ils appellent ça: «techniques de garderie». C'est trois ans de formation générale. Je ne peux pas vous dire exactement quels sont les cours, mais c'est très général; et puis après ça, ils ont un diplôme pour garder des enfants.

• 1535

Cependant, quand il se présente des situations particulières, alors là, ils s'aperçoivent que ce n'est pas suffisant. Il n'y a pas de ressources aussi...

Mme Pépin: Pour une garderie?

Mme Paquet: C'est cela! Parce qu'il y a beaucoup de ressources un peu partout sur le territoire mais on travaille parfois sans enchaînement, en parallèle...

Mme Pépin: Oui, plutôt qu'en concertation.

Mme Paquet: C'est cela.

Mme Pépin: Je trouve assez intéressant le rapport de l'étude du tout début parce qu'on travaille surtout avec des adultes et sur un autre plan on nous a dit que les enfants qui avaient des problèmes bien particuliers, si on était capables de les détecter quand ils sont jeunes, en bas âge, on aurait peut-être moins de délinquants. Et là, je reviens au plan de la médecine, parce qu'il y a eu un rapport qui a été publié, il y a je pense, à peu près un mois ou deux. Ce sont les pharmaciens qui ont dit: On trouve que nos personnes âgées prennent trop de médicaments, cela n'a pas d'allure et les dosages sont effrayants. On retrouve la même chose chez les enfants. Merci beaucoup.

Mme Paquet: C'est cela.

[Traduction]

Mrs. Pépin: It is a problem, of course. I wanted to make sure I had understood properly. I agree with you; in some cases, children "eat" antibiotics...

Mrs. Paquet: They take a lot of them.

Mrs. Pépin: ... they should take antibiotics only when it is necessary, otherwise, they will not have any antibodies left in their systems.

Mrs. Paquet: Exactly. It was more of a comment. They told us that in that kind of situation, they did not know what to do...

Mrs. Pépin: It is interesting to know that we now can detect that kind of problem at this age, thanks to day care centres; but I agree with you, it is a problem.

Mrs. Paquet: Yes it is. This study was done last year, and at that time, there were a lot of children on antibiotics for otitis, in the middle of summer, so that...

Mrs. Pépin: Today, it seems the only cure is antibiotics...

Mrs. Paquet: Exactly.

Mrs. Pépin: You also said that the staff would like to have more training and development. What kind of training do they have exactly?

Mrs. Paquet: In this province, there is a course taught in the CEGEP. They call it Day Care Techniques. It is general training during three years, but I cannot give you more details about it. I know that it is very general. At the completion of the course, they get a certificate for child day care.

However, when particular situations arise, they realize that it is not enough. There is also a lack of resources...

Mrs. Pépin: For a day care centre?

Mrs. Paquet: Yes, because there are a lot of resources in the whole province, that sometimes, we have to work without any consultation, without any link with other...

Mrs. Pépin: You want more consultation and more co-operation.

Mrs. Paquet: Exactly.

Mrs. Pépin: I was interested by the study you mentioned at the beginning, where they worked especially with adults, because we have been told that, for children who have particular problems, it would be much better if we could pick up the symptoms at an early age, and we might have fewer young offenders. I will now go back to the medical aspect of it, because a report was published one or two months ago, and pharmacists were saying that senior citizens consumed too many drugs, at very heavy doses. We have the same problem with children. Thank you very much.

Mrs. Paquet: Exactly.

[Text]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Monsieur Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Madam Chairman.

You made some very interesting comments concerning the health care side of day care. You said at one point that the child who gets sick and has to be with his parents can cause problems. It would also cause problems, of course, if he stayed in the day care.

You mentioned the subject of earaches. I find that sort of interesting because in another province a doctor told us that he found a great deal of earache within the day care centre.

Is this a particular problem that we are facing in our day care centres? Also, I would like you to comment generally about the possibility of infections spreading, among the children in particular.

Mme Paquet: Moi, en tous cas, je ne pense pas que les otites sont un problème particulier aux garderies, j'ai plutôt l'impression que c'est un problème particulier aux enfants présentement. Parce que il y en a dans ma famille et chez des gens que je connais, et les enfants ne fréquentent pas les garderies, ils fréquentent des garderies familiales, comme on dit, et il y a 2 ou 3 enfants... ou les enfants de la famille... seulement, et c'est un problème qu'on rencontre aussi; on voit de plus en plus les bébés quasiment à 6 mois, faire des otites et c'est souvent des enfants qui ne sont pas dans les garderies. Je trouve que c'est un problème général.

Par contre, pour les infections c'est un fait—juste un exemple des infections gastro-intestinales ou une autre, la scarlatine—qu'on rencontre régulièrement dans les garderies, cela peut être un problème, oui, spécifique aux garderies parce qu'il suffit qu'un enfant rentre dans la garderie avec une infection de ce type-là et cela se propage à toute la garderie. C'est encore un autre problème parce que, même si on fait des prélèvements à tous les enfants—on les fait une journée, ils peuvent être négatifs puis le lendemain ils sont positifs—et le prélèvement n'a pas été fait cette journée-là... Cela amène des fausses sécurités. C'est difficile aussi d'agir dans ces moments-là puis cela provoque la panique au niveau des parents cela aussi.

Mme Pépin: C'est là qu'ils sont contagieux.

Mme Paquet: C'est cela, justement, oui.

Mr. Nicholson: I guess I should know a lot about earaches because both my children seem to be very susceptible and they do not go to day care. So your point is well taken.

Can you think of any possible solutions for that? Sometimes we hear about this in schools and I do not know if there is any answer to it. I guess it may be something we just have to live with, that when you get a number of children in sort of an enclosed area there is going to be that spread. I do not know. I guess I am looking for magic solutions. You probably do not have one, but it is an interesting point to look at in any case.

Those are the only comments I have, unless you wanted to comment on that. I would like to thank you for your presentation.

[Translation]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mr. Nicholson.

M. Nicholson: Merci, madame la présidente.

Vous avez dit des choses très intéressantes au sujet des soins médicaux que nécessitent les enfants en garderie. Vous avez même dit que l'enfant qui est malade et qui doit rester chez lui peut poser des problèmes. J'ai l'impression que s'il allait quand même à la garderie, cela poserait également des problèmes.

Vous avez parlé de la fréquence des otites, et justement, dans une autre province, un médecin nous a dit qu'il avait constaté beaucoup de cas d'otite dans la garderie.

Est-ce un problème qui se pose particulièrement à nos garderies? J'aimerais également que vous me disiez quelques mots sur les risques de contagion entre les enfants.

Mrs. Paquet: I for one do not think that earaches are a problem that is peculiar to day care centres; I rather think that they are a problem all children have today, because it is occurring in my family and in other families I know, and the children do not go to a day care centre; they are taken care of by a babysitter, where there are two or three children only, and we have the same problem. It is more and more common to see six-month olds with an earache, and these babies do not usually go to day care centres. So, I think it is a general problem.

Now, as far as infections are concerned, gastrointestinal infections or scarlet fever, for example, it is a recurrent problem in day care centres, which may be specific to them, because you need only one child with an infection of that kind and it is spread to the whole day care centre. If we use medical tests, they may be negative one day and positive the day after, and it gives you a false sense of security. Also, it is difficult to know what to do in that kind of situation because parents are also scared.

Mrs. Pépin: At that stage they are contagious.

Mrs. Paquet: Yes.

M. Nicholson: Je devrais sans doute en savoir un peu plus sur les otites, car mes deux enfants semblent y être très vulnérables, et pourtant, ils ne vont pas dans une garderie.

A quelle solution songez-vous? Nous entendons parfois parler de ce problème dans les écoles, mais je ne sais pas s'il y a une solution. C'est peut-être tout simplement quelque chose qu'il nous faut accepter, à savoir qu'à partir du moment où un certain nombre d'enfants se trouvent dans une même local, il y aura fatalement contagion. Je n'en sais rien. Je cherche peut-être une solution magique. Vous ne l'avez peut-être pas, mais c'est quand même une question intéressante.

C'est tout ce que j'avais à vous dire, et vous avez, vous, peut-être quelque chose à me répondre. Quoi qu'il en soit, je vous remercie de votre exposé.

[Texte]

Mme Paquet: C'est cela. Je n'ai pas de réponse, c'est une constatation. Il y a un problème aussi à ce niveau-là, et il y a le fait aussi, que les enfants prennent beaucoup d'antibiotiques... il y a les résistances, etc... J'aimerais en avoir une, par exemple.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame Martin.

Mrs. Martin: I was interested in the comment you made about the twinning between the senior citizens and the day care centres. I wonder if you could elaborate on how that program works and what the results have been.

M. Letarte: Je vais pouvoir vous en parler fort brièvement. Si vous passez par la région de Montréal, entre autres, à Ville de Laval, vous pourriez repasser la question. Je fais référence à deux choses.

• 1540

D'abord un article qui est paru récemment dans la revue *Municipalité* si je ne fais pas erreur où on parlait du projet d'une garderie à Ville de Laval dans la banlieue de Montréal qui s'est physiquement installée juste à côté d'un centre d'accueil pour personnes âgées, de telle sorte que les personnes âgées peuvent se joindre au personnel de la garderie à titre bénévole; et, finalement, ces grands-parents-là se découvrent sur place des petits enfants qu'ils n'ont pas ou qu'ils ne voient pas et peuvent intervenir strictement en terme affectif. Ils ne sont pas là en relation d'autorité et en tout cas, vous connaissez le rôle de grands-parents, je pense que ça apporte quelque chose d'assez particulier aux enfants et, en même temps, ces personnes-là qui, elles-mêmes, souvent, s'ennuient en centre d'accueil parce qu'elles sont isolées ou coupées de leur famille, peuvent trouver une nouvelle raison de vivre en même temps.

Alors, on a deux bénéficiaires dans une situation comme celle-là. Il y a des enfants qui se découvrent des grands-parents qu'ils n'ont jamais eus et qu'ils n'auront pas, et qui découvrent des gens qui peuvent répondre à leurs stricts besoins affectifs ou qui peuvent leur permettre un caprice ou une récompense qui sont des choses importantes dans la vie de tous les jours. Cette relation-là toute gratuite, les psychologues pourraient élaborer davantage là-dessus, apporte quelque chose de riche.

Il y a une expérience à laquelle on a fait référence. On tenait à la mentionner parce que, comme on travaille dans ce secteur-là, ça illustre bien la complémentarité qu'il faut développer et le fait que chacun des niveaux de vie ne doivent pas être isolés mais il faut travailler en association, dans une même communauté.

Dans notre territoire il y a actuellement une nouvelle garderie qui est en voie de s'implanter et il y a une discussion pour mettre sur pied un système de parrainage comme celui-là qui est déjà amorcé. Nous, comme établissement en tout cas, on souhaite ardemment qu'ils aillent dans ce sens-là et on va le favoriser.

Mrs. Martin: We have had one recommendation that with funding of new physical locations for day care, one option would be to fund the combination of a senior citizens' home and a day care centre in different wings of the same building

[Traduction]

Mrs. Paquet: I do not have any solution, it was just a comment. This is a problem, and there is also the fact that some children take a lot of antibiotics... With time, they become resistant... but I would like to have a solution.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mrs. Martin.

Mme Martin: Ce que vous avez dit au sujet du jumelage de garderies d'enfants et de foyers pour personnes âgées m'a beaucoup intéressée. Pourriez-vous nous donner plus de précisions sur ce programme et sur ses résultats?

Mr. Letarte: I will be very brief. If you go to Montreal or Ville de Laval, you could ask the same question. I was talking about two things.

First, there was an article published recently in the magazine *Municipalité*, if I am not mistaken, about a day care centre in Ville de Laval, in the suburbs of Montreal, which opened next to a drop-in centre for the elderly, so that the elderly people can, on a voluntary basis, help out the day care staff; and, these grandparents find there the grandchildren they do not have or do not see very often and they can get involved on an emotional level. They are not there as figures of authority and in any case, you know what grandparents are, I think that it is special for the children, and at the same time it gives these people who are often bored in the centre because they feel lonely, or they are isolated from their family, something to live for.

So in a case like this one, there are advantages for both sides. The children find the grandparents they have never had and will never have, and discover people who can satisfy their needs for affection and who can grant them a whim or give them a reward, things that are important in everyday life. This type of voluntary relationship—and psychologists could tell you a lot more about this—is very enriching.

One pilot project was mentioned which we wanted to talk about because, as we work in that field, it illustrates very well the necessity of complementarity and the fact that the different levels must not be taken in isolation, but rather together, as a community.

There is a new day care being built in our area and there is talk of setting up the same kind of linkage. As an institution, we are very favourable to this and we will certainly support the idea.

Mme Martin: L'une des recommandations qui nous a été présentée était que dans le cadre du financement de la construction des garderies, on pourrait envisager de mettre dans un même immeuble, d'un côté des personnes âgées, et de

[Text]

but sharing common nutritional and health needs. Something of this sort would answer the problem you mentioned earlier about the day care worker not necessarily having the medical skills necessary for children's illnesses, whereas if there were a nurse who shared her services between both the seniors and the young people, they could possibly give the medication, where necessary, and look after the ill. So that may be a recommendation that would work.

Thank you very much for your presentation. It was very interesting.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Nous vous remercions beaucoup pour avoir témoigner devant nous. Je vous souhaite une bonne journée et bonne chance dans tout le beau travail que vous faites.

La séance est levée.

[Translation]

l'autre une garderie, qui se partageraient les services de restauration et de santé. Un arrangement de ce genre pourrait résoudre le problème que vous avez mentionné tout à l'heure à propos du personnel des garderies qui n'a pas nécessairement les connaissances médicales requises pour s'occuper d'enfants malades, alors que s'il y avait sur place une infirmière pour s'occuper en même temps des personnes âgées et des enfants, elle pourrait peut-être administrer les médicaments, et soigner les malaises. Ce serait donc peut-être faisable.

Nous vous remercions de votre exposé. C'était très intéressant.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you very much for coming today. I wish you a good day and the best of luck in your wonderful work.

The meeting is adjourned.

From the Quebec Society for Autism:

Jean L. Langlais;
Marie-Claude Bélanger.

From the «Regroupement de garderies sans but lucratif de la région 01—Bas St. Laurent/Gaspésie»:

Elizabeth Pelletier;
Claire Sylvain.
Danielle Favreau.
Clarence Smith.

From the «Parent unique de Limoilou» (COOP):

Georges Côté;
Dominique Simard.

From the «Association de Parents Mirador des Marmots»:

Louise Giffard.

From the «Garderie du château de sable»:

Yvon Forget, employee.

From the «Centre local de Services communautaires—Chutes-de-la-Chaudière»:

Louise Paquet;
Georges Letarte.

De la Société Québécoise de l'Autisme:

Jean L. Langlais;
Marie-Claude Bélanger.

Du Regroupement de garderies sans but lucratif de la région 01—Bas St. Laurent/Gaspésie:

Elizabeth Pelletier;
Claire Sylvain.
Danielle Favreau.
Clarence Smith.

De Parent unique de Limoilou (COOP):

Georges Côté;
Dominique Simard.

De l'Association de Parents Mirador des Marmots:

Louise Giffard.

De la Garderie du château de sable:

Yvon Forget, employé.

Du Centre local de Services communautaires—Chutes-de-la-Chaudière:

Louise Paquet;
Georges Letarte.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Québec YMCA:

Ann Ruel Côté, Director of Programs and Community Services.

Aldona K. Damecour.

From the «Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec»:

Jocelyne Tougas.

From the «Réseau Action et d'information pour les femmes»:

Chantal Ouellet.

From the «Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-ville»:

Marie-Paule Baril;
Micheline Côté.

From the «Garderie Fanfou»:

Brigitte Thiboutot, Director.

From the «Regroupement des citoyens et citoyennes de Ville Vanier»:

Marcel Arteau.

Du YMCA de Québec:

Ann Ruel Côté, Directrice des programmes et services communautaires.

Aldona K. Damecour.

Du Regroupement des agences de services de garde en milieu familial du Québec:

Jocelyne Tougas.

Du Réseau Action et d'information pour les femmes:

Chantal Ouellet.

Du Collectif Familles-Gardiennes de la Basse-ville:

Marie-Paule Baril;
Micheline Côté.

De la Garderie Fanfou:

Brigitte Thiboutot, Directrice.

Du Regroupement des citoyens et citoyennes de Ville Vanier:

Marcel Arteau.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

C2
SC31

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 18

Quebec, Quebec
Wednesday, April 23, 1986

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 18

Québec, Québec
Le mercredi 23 avril 1986

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Ross Belsher
Suzanne Duplessis
Margaret Anne Mitchell

Rob Nicholson
Lucie Pépin

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, APRIL 23, 1986
(44)

[Text]

The Special Committee on Child Care met in Québec City, at 8:47 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicholson and Lucie Pépin.

In attendance: Mildred Morton and Linda Gobeil, Researchers.

Witnesses: From the School of Social Services, Laval University: Jacques Vachon and Marie Simard-Trottier. *From the "Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de la région de Québec":* Céline Martel. *From "La Ribambelle inc." Daycare Centre:* Michel Vachon. *From the "Syndicat des employé(e)s soutiens de la Commission des écoles catholiques":* Michel Bélanger, Lyne Raymond and André Primeau. *From "La Maison des Femmes de Rimouski":* Suzanne Renaud. *From the "Alliance des Garderies Nouveau Départ inc.":* Thérèse Breton. *From the "Garderie au Jardin des abeilles de Donnacona et des Services communautaires Ste-Foy":* Isabelle Côté and Yolande Piché. *From the "Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec":* Fernand Daoust, Executive Secretary; Marie Pinsonneault; Joane Hurens; Carole Gingras-Larivière and Francine Guillemette.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1.*)

Jacques Vachon and Marie Simard-Trottier from the School of Social Services of Laval University made a statement and answered questions.

Céline Martel from the "Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de la région de Québec" made a statement and answered questions.

Michel Vachon from "La Ribambelle inc." Daycare Centre made a statement and answered questions.

Lyne Raymond and Michel Bélanger from the "Syndicat des employé(e)s soutiens de la Commission des écoles catholiques" made a statement and with André Primeau answered questions.

Suzanne Renaud from "La Maison des Femmes de Rimouski" made a statement and answered questions.

Thérèse Breton from the "Alliance des Garderies Nouveau Départ inc." made a statement and answered questions.

Isabelle Côté from the "Garderie au Jardin des abeilles de Donnacona et Services communautaires de Ste-Foy" made a statement and with Yolande Piché answered questions.

The witnesses from the "Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec" made a statement and answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 23 AVRIL 1986
(44)

[Texte]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit aujourd'hui à Québec à 8 h 47, sous la présidence de Leo Duguay, (vice-président).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicholson et Lucie Pépin.

Également présentes: Mildred Morton et Linda Gobeil, recherchistes.

Témoins: De l'École de Service Social de l'Université Laval: Jacques Vachon et Marie Simard-Trottier. *Du Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de la région de Québec:* Céline Martel. *De la garderie La Ribambelle inc.:* Michel Vachon. *Du Syndicat des employé(e)s soutiens de la Commission des écoles catholiques:* Michel Bélanger, Lyne Raymond et André Primeau. *De La Maison des Femmes de Rimouski:* Suzanne Renaud. *De l'Alliance des Garderies Nouveau Départ inc.:* Thérèse Breton. *De la Garderie au Jardin des abeilles de Donnacona et des Services communautaires Ste-Foy:* Isabelle Côté et Yolande Piché. *De la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec:* Fernand Daoust, secrétaire exécutif; Marie Pinsonneault; Joane Hurens; Carole Gingras-Larivière et Francine Guillemette.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi, 12 décembre 1985, fascicule n° 1.*)

Jacques Vachon et Marie Simard-Trottier de l'École de Service Social de l'Université Laval font une déclaration et répondent aux questions.

Céline Martel du Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de la région de Québec fait une déclaration et répond aux questions.

Michel Vachon de la garderie La Ribambelle inc. fait une déclaration et répond aux questions.

Lyne Raymond et Michel Bélanger du Syndicat des employé(e)s soutiens de la Commission des écoles catholiques font une déclaration et avec André Primeau répondent aux questions.

Suzanne Renaud de La Maison des Femmes de Rimouski fait une déclaration et répond aux questions.

Thérèse Breton de l'Alliance des Garderies Nouveau Départ inc. fait une déclaration et répond aux questions.

Isabelle Côté de la Garderie au Jardin des abeilles de Donnacona et Services communautaires de Ste-Foy fait une déclaration et avec Yolande Piché répond aux questions.

Les témoins de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec font une déclaration et répondent aux questions.

At 12:19 o'clock p.m., the Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING

(45)

The Special Committee on Child Care met *in camera* at 2:25 o'clock p.m., the Chairperson, Shirley Martin, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicholson and Lucie Pépin.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985 Issue No. 1.*)

The Committee discussed its business.

On motion of Rob Nicholson, it was agreed,—That “child care” expenses be reimbursed to those witnesses who have engaged child care services for the sole purpose of appearing before the Committee, upon presentation of receipts only, as per paragraph 8 of the House of Commons guidelines to witnesses for claiming out-of-pocket expenses.

The Committee discussed several other items related to its business.

At 3:25 o'clock p.m., the Committee adjourned until tomorrow morning.

À 12 h 19, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 h 00 cet après-midi.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(45)

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à huis clos à 14 h 25, sous la présidence de Shirley Martin, (*présidente*).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell, Robert Nicholson et Lucie Pépin.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi, 12 décembre 1985, fascicule n° 1.*)

Le Comité discute de ses travaux.

Sur la motion de Rob Nicholson, il a été décidé,—Que les «frais de garde d'enfants» soient remboursés aux témoins qui ont eu recours à des services de garde d'enfants, strictement pour leur comparution devant le Comité, sur présentation de reçus seulement, en vertu du paragraphe 8 des directives destinées aux témoins relativement aux demandes de remboursement de frais divers de la Chambre des communes.

Le Comité discute de plusieurs aspects relatifs à ses travaux.

À 15 h 25, le Comité suspend ses travaux jusqu'à demain matin.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Wednesday, April 23, 1986

• 0845

Mme Duplessis (la présidente suppléante): A l'ordre!

Bonjour à tous. Veuillez vous installer à la table des témoins. Voici M. Jacques Vachon et Marie Simard-Trottier.

Soyez les bienvenus devant notre Comité. Il nous nous fait plaisir de vous accueillir aujourd'hui. Nos témoins représentent l'Ecole des services sociaux de l'Université Laval.

Vous avez la parole.

M. Jacques Vachon (professeur, école des services sociaux, Université Laval): Mesdames et messieurs les membres du Comité spécial sur la garde d'enfants, nous aimerions vous remercier de cette invitation.

Nous voudrions préciser immédiatement que nous sommes des professeurs à l'Université Laval, à l'Ecole des service sociaux.

Nos principales activités sont des activités de recherche dans le domaine de la protection de l'enfance et des soins d'accueil. Nos travaux n'ont donc pas été orientés directement vers les services de garde.

On nous a demandé de faire une brève présentation pour montrer les rapports existant entre les services de garde et les systèmes de placement d'enfants, les systèmes de soins d'accueil aux enfants.

Le rapport entre les systèmes de services de garde et les systèmes de soins d'accueil n'a pas été objet de recherche. On pourrait dire, selon des travaux de recherche sur les soins d'accueil aux enfants, au Canada et aux États-Unis, qu'un certain nombre d'enfants qui se retrouvent en soins d'accueil, y sont parce que leurs parents n'ont pas de ressources appropriées et suffisantes pour offrir ces services à leurs enfants.

La difficulté est qu'on ne peut pas mesurer, on ne peut pas dire dans quelles proportions les enfants se retrouvent en placement, parce que les services de garde sont inappropriés.

On ne peut pas le mesurer précisément. Mais on peut déduire un certain nombre de faits.

On peut examiner, par exemple, les raisons pour lesquelles les enfants entrent en placement. Les travaux de recherche nous indiquent que les enfants n'entrent pas toujours en placement pour des raisons graves. Les raisons peuvent être relativement simples.

Les travaux existant nous indiquent que des enfants entrent en placement, souvent, pour des raisons de santé physique ou mentale des parents. Ils entrent en placement aussi pour des raisons d'incapacité ou de refus des parents à poursuivre les soins aux enfants. Il arrive souvent, pour une raison de santé, que les parents, ou la mère, place l'enfant chez sa propre mère qui est plus âgée et qu'après un certain temps cette dame devient malade; l'enfant se retrouve dans une agence sociale et

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mercredi 23 avril 1986

Mrs. Duplessis (Acting Chairman): Order!

Good morning everyone. I would ask our witnesses, Mr. Jacques Vachon and Mrs Marie Simard-Trottier, to come forward to the witness table.

We are pleased to welcome you to our committee meeting today. Our witnesses are from the Social Services School at Laval University.

You have the floor.

Mr. Jacques Vachon (Professor, Social Services School, Laval University): Ladies and gentlemen members of the special committee on child care, we would like to thank you for your invitation to appear before the committee.

We would like to state at the outset that we teach at the Social Services School at Laval University.

Our main activities are research on the protection of children and on foster care. Our work is therefore not focused directly on child care services.

We have been asked to make a brief presentation to show the links between child care services and child placement services.

There has been no research specifically on the relationship between these two types of services. On the basis of research on foster care conducted in Canada and the United States, it could be said that some children are placed in foster care because their parents do not have appropriate and sufficient resources to offer the necessary services to their children.

The problem is that we cannot determine to what extent children are placed in foster care because child care services are inappropriate.

We cannot determine this exactly. However, we can deduce some facts about the situation.

For example, we can look at the reasons why children are placed in foster care. Research shows that there are not always serious reasons for placing children in foster care. The reasons can be relatively simple.

Existing studies show that children are often placed in foster care because of the physical or mental health of their parents. They are also put in foster care if the parents are disabled in some way or refuse to look after their children. It often happens that for health reasons, parents or the mother place the child with their own mother, who is older, and who becomes ill after a certain length of time. The child is then put in the hands of a social agency and is put in foster care.

[Text]

il entre en placement. Donc les enfants n'entrent pas nécessairement en placement parce qu'il y a des problèmes graves.

Il y a aussi une proportion d'enfants qui se retrouvent placés pour des raisons d'abus, de négligence, de dysfonctionnement familiale.

Et, finalement, il y a un autre groupe d'enfants qu'on retrouve en placement à cause de leur comportement. Mais dans l'ensemble des cas qu'on retrouve en placement, le placement pour des raisons de comportement de l'enfant sont quand même peu fréquent. Donc les enfants entrent en placement en raison des situations qui ont un impact sur la famille.

Le deuxième aspect qui nous amène à déduire qu'un certain nombre d'enfants se retrouvent en placement parce qu'il y a des problèmes au niveau de la garde, apparaît quand on examine les caractéristiques des familles qui sont amenées à placer des enfants.

Dans l'ensemble des travaux faits au Québec, au Canada et aux États-Unis, le profil socio-économique des familles qui placent des enfants est typique de ce qu'on pourrait appeler «les populations pauvres».

• 0850

Ces familles-là sont affectées par un ou plusieurs des facteurs suivants: faible revenu, statut d'assisté social, logement en quartier défavorisé, parents célibataires, femme chef de famille, faible degré d'instruction.

Pour l'ensemble des travaux qu'on a eus ici et ailleurs, c'est en gros les caractéristiques des familles qui doivent placer leurs enfants.

Il y a quelques autres constats qu'il faudrait mentionner et qui viennent justifier l'importance de bien structurer les services de garde aux enfants dans une perspective de prévention.

Premièrement. Le placement d'un enfant semble mettre en branle tout un processus qui est parfois difficile à contrôler. Quand on place un enfant il va avec ça un certain nombre d'autres phénomènes. Par exemple, on a constaté, dans une étude faite à Montréal, et la même chose aux États-Unis, que, par exemple, six mois après le placement d'un enfant, la moitié des familles avaient déménagé. À peu près six mois après le placement la moitié des familles avaient déménagé et avaient déménagé dans un logement plus petit que celui qu'elles habitaient auparavant de sorte que ça compromettait au moins pour une année ou deux le retour des enfants dans leur famille.

On a constaté aussi, par exemple, que les familles qui doivent placer des enfants passent par une sorte de réaction de deuil. Le type de réactions qu'ils ont au placement s'apparente sensiblement à des comportements de deuil. C'est un premier facteur. Donc, le placement entraîne un certain nombre de réactions qu'on peut plus ou moins contrôler et qu'on connaît encore mal.

Deuxièmement. Le placement d'enfants a tendance à être de longue durée. Nos travaux et ceux de d'autres chercheurs nous montrent qu'au Canada et aux États-Unis cinq ans après le

[Translation]

Therefore, children are not necessarily placed in foster care because of serious problems in the family.

Child abuse, negligence and family breakdown are other reasons for the placement of some children in foster care.

Finally, another group of children is put in foster care because of their behaviour. Cases of this sort are relatively infrequent, however. In other words, children are put in foster care because of situations that have an impact on the family unit.

The second factor that leads us to conclude that some children are placed in foster care because there are child care problems becomes evident when we look at the characteristics of families who turn to foster care.

Most of the studies in Quebec, Canada and the United States show that the socio-economic profile of families who place their children in foster care is typical of what could be described as "the poor".

The families in question are affected by one or more of the following factors: low income, welfare recipient, housing in an underprivileged neighbourhood, single parents, the woman as head of the household, and low levels of education.

Most of these studies done here and elsewhere show that these are the main characteristics of families who have to turn to foster care.

I should mention a few other points, which indicate the importance of well-structured child care services as a preventive measure.

First of all, it can be said that placing a child in foster care seems to set in motion a whole process that is sometimes difficult to control. A number of other factors come into play when a child is placed in foster care. Studies conducted in Montreal and the United States have both shown that six months after the child was placed in foster care, half of the families had moved. They moved to smaller premises and this meant that for at least one or two years, it would be difficult for them to reintegrate the children into their family.

We have also found that families who have to place their children in foster care go through a sort of grieving period. Their reactions to placing their children in foster care are very similar to the behaviour of individuals who are mourning. That is one factor. Thus, placement brings on a number of reactions that are rather difficult to control and that we still know very little about.

The second point is that foster care tends to be for long periods. Our work and that of other researchers show that in Canada and the United States, 30% to 35% of children placed

[Texte]

placement on retrouve encore environ 30 à 35 p. 100 des enfants qui sont dans le système des soins d'accueil, cinq ans plus tard. On l'a fait à Montréal sur un échantillon de 150 enfants; on l'a fait aux États-Unis sur un échantillon de 600 enfants qu'on avait suivis pendant cinq ans, et cinq ans plus tard plus du tiers sont encore placés. Donc, dans l'ensemble, les enfants ont tendance à rester placés longtemps. Et dans une étude qu'on a faite pour Montréal aux environs de 40 p. 100 étaient placés au moins trois ans.

Un autre facteur relié à ça c'est le phénomène de la réinsertion familiale des enfants placés. Et ce phénomène de réinsertion familiale n'est pas très facile. Sur une étude que nous avons faite à Montréal, nous avons pu suivre les enfants et nous avons constaté que, dans la première année du placement d'enfants, on avait tenté, dans la moitié des cas, de retourner les enfants dans leur famille. Et, de ce nombre, de toutes les réinsertions qui ont été tentées, la moitié ont réussi. De sorte que lorsqu'un enfant va en placement d'accueil et qu'on essaie de le réinsérer dans sa famille, ces réinsertions ne sont pas très faciles et on ne sait pas trop pourquoi c'est comme ça. Il y a peu d'études existantes qui peuvent expliquer les facteurs reliés au succès de la réinsertion des enfants dans leur famille.

• 0855

Un dernier point sur cet aspect: Pourquoi il est important d'éviter le placement, c'est tout le processus... autrement dit, lorsqu'on place un enfant, on l'amène à s'impliquer dans un processus d'ajustement psychosocial à une autre famille, à un autre milieu, à un autre contexte. Et ce processus d'ajustement psychosocial n'est pas très facile, parce qu'il pose pour l'enfant le problème d'allégeance à deux familles. Et cela ne veut pas dire que c'est impossible, mais c'est quand même un processus d'ajustement qui n'est pas facile.

Alors, dans l'ensemble, ce qu'on veut dire, c'est qu'il n'est pas question ici de nier la nécessité d'un système de soins d'accueil. C'est très important et dans certains cas, il n'y a pas d'autres solutions que de placer les enfants dans des familles d'accueil. Ce qu'on veut seulement souligner, c'est que si les services de garde aux enfants étaient plus appropriés, mieux organisés, un certain nombre d'enfants, dont on ne connaît pas la proportion, ne se retrouveraient pas en soins d'accueil et un certain nombre d'activités de réhabilitation, d'activités d'agences sociales qui sont très coûteuses, des activités très cher ne seraient pas, et les familles n'auraient pas à vivre un certain nombre de ces traumatismes.

Ma collègue va maintenant ajouter quelques points montrant certaines orientations qui pourraient, si on veut, avoir de l'importance pour la suite de vos travaux.

Mme Marie Simard-Trottier (professeure, Université Laval, École de services sociaux): Merci. En conclusion, j'aimerais peut-être indiquer à grands traits, compte tenu du temps, différentes avenues ou points qui résultent de nos réflexions sur les services de garde en général.

Tout d'abord, en reprenant certains éléments du contexte social actuel, à savoir, la situation économique qui affecte un

[Traduction]

in foster care are still in foster care five years later. The study in Montreal used a sample of 150 children, while the American study used a sample of 600 children. We followed up on them for five years, and at the end of that period it was found that more than one-third of the children were still in foster care. Generally speaking, therefore, children tend to remain in foster care for a long time. The Montreal study showed that some 40% of the children placed in foster care remained in foster care for at least three years.

Another related factor is that of children who have been placed in foster care who subsequently returned to their families. This is a rather difficult phenomenon. We found in a study we conducted in Montreal that in half of the cases of children placed in foster care, an attempt was made to return the children to their families in the first year of placement. This attempt was successful in half of the cases. In other words, it is rather difficult for children who have been placed in foster care to go back to their families. We do not really understand why this is so. Very few studies have been done which explain the successful reintegration of the children into their families.

I would just like to make one last point as to why it is important to avoid foster placement, because of the process... In other words, when a child is placed in a foster home, he is automatically involved in a process of psychosocial adjustment to another family, another environment, another context. And this process of psychosocial adjustment is a difficult one, because, for the child involved, it poses a problem of allegiance to two families. It is not necessarily an impossible problem, but there is nevertheless an adjustment process which can be a difficult one.

On the whole, however, in no way are we trying to question the need for a foster placement system. It is very important that we have such a system, and in some cases, there is no other solution except that of placing children in foster families. What we are trying to stress is that if child care services were more appropriate and better organized, some children, although we cannot possibly say what percentage might be involved, would not end up in foster homes. And, consequently, things like rehabilitation, or work undertaken by social welfare agencies, which are very costly, would not necessarily be needed, and families would not be faced with so much trauma.

My colleague would now like to address a number of points regarding directions which could be important for your future work.

Mrs. Marie Simard-Trottier (Professor, Laval University, School of Social Work): Thank you. In conclusion, I would just like to indicate quickly, since there is very little time left, various avenues you may wish to consider, and which are based on our consideration of child care services in general.

First of all, I would just like to enumerate a number of factors relating to the current social context, mainly, the

[Text]

nombre important de familles; les divers modes de vie familiale tels que la monoparentalité transitoire ou permanente; le nombre de parents célibataires qui gardent leurs enfants; les personnes ou les mères seules qui ont la garde des enfants; les familles reconstituées; le nombre de femmes qui sont sur le marché du travail ou qui désirent intégrer le marché du travail et qui assument des responsabilités familiales; le degré d'isolement de certaines familles.

Nous avons, à partir des éléments de ce contexte que je vous résume très rapidement, identifié les points suivants: le premier point a trait aux stratégies utilisées par les parents dans l'exercice de leurs rôles parentaux et plus particulièrement, en ce qui a trait à la garde des enfants. En effet, nous nous sommes demandé si l'analyse des stratégies utilisées par les familles, dans l'accomplissement de leur rôle, en fonction du type de famille, du cycle de vie familiale et des milieux socio-économiques ne pourraient pas nous révéler des éléments pertinents quant à l'orientation d'une politique des services de garde qui vise à répondre aux besoins diversifiés des familles. Cela nous apparaissait peut-être être des éléments ou des variables qu'il serait intéressant d'investiguer davantage.

Dans cette même perspective, une analyse des options de garde privilégiée ou souhaitée par les familles, selon qu'elles habitent en milieu rural ou en milieu urbain, permettrait d'identifier de façon peut-être plus spécifique, les besoins de ces familles et de mettre en relief des éléments pertinents à la planification des services de garde. On n'est pas sans savoir, à cet égard, que les problèmes liés à la distribution des services et à leur accessibilité se posent en des termes bien différents selon les caractéristiques des régions à desservir. Il ne faut pas appliquer, sans évaluer leur pertinence et leur adéquation, les modèles qui ont été pensés et développés pour les centres urbains.

Et à cet égard, on pensait particulièrement à certaines régions du Québec où, lorsqu'on essayait d'imaginer quelles pourraient être les différentes formules—pensons à la région de la Côte-Nord ou autre—par rapport à des territoires très vastes—, comment on pourrait penser à un système qui soit souple et satisfasse aux besoins des familles.

• 0900

Un autre aspect que nous aimerions peut-être mettre en relief c'est qu'on sait qu'il existe divers modes d'organisation des services de garde. Il y a, et c'est bien sûr, les services de garde en garderie, les services de garde en milieu familial, les services de garde en milieu scolaire, en milieu de travail, etc.

A cet égard, il nous apparaît important d'évaluer la qualité des divers modes d'organisation des services de garde et par modes d'organisation, nous incluons évidemment l'ensemble des composantes.

Des études, selon nous, à caractères évaluatifs, nous permettraient d'accroître nos connaissances relatives à l'impact des services de garde sur le bien-être des enfants et peut-être aussi de repérer dans certains cas, les effets non souhaités ou non désirés de certains modes d'organisation.

[Translation]

economic situation of many families; the different types of families or family situations, such as temporary or permanent single parenthood; the number of single parents who look after their children; single people or single mothers who look after their children; blended families; the number of women in the labour market or seeking opportunities to enter the labour market and who also have family responsibilities; and, the degree of isolation of some families.

Based on these elements which I have very quickly enumerated for you, we identified the following points: the first point relates to the strategies used by parents in fulfilling their parental roles, particularly as far as child care is concerned. Indeed, we asked ourselves whether an analysis of strategies used by families in fulfilling their role, based on the type of family, their family life cycle and their socioeconomic position, might not reveal relevant information as to the appropriate direction of a day care services policy intended to meet the diversified needs of families. We felt there could be elements or variables which it might be interesting to investigate further.

Along the same lines, analysis of the day care options favoured by families, depending on whether they live in a rural or urban area, would allow for more specific identification of the needs of these families, while isolating elements which could be relevant to day care services planning. In this respect, we are cognizant of the fact that problems related to distribution and accessibility of services vary greatly depending on the particular area where these services are required. It is wrong to apply models which have been developed for urban centres without first evaluating their relevance and appropriateness in other areas.

With specific regions of Quebec in mind, we tried to imagine a different formula which could be applied—for instance, the area along the North Shore as opposed to very large areas—and one could develop a system which was flexible and met family needs.

Another aspect of this issue we would like to stress is that we know day care services are organized in different ways. There are, of course, day care services actually provided in a day care centre, family day care and child care services provided in a school setting or in the work place, as well as other types of care.

In this respect, we feel it is important to assess the quality of these different ways of providing day care services, and by this we mean all the elements that go into organizing and providing such services.

We feel that evaluative studies would allow us to broaden our understanding of the impact of day care services on the welfare of children, and perhaps, in some cases, to identify the undesirable effects of certain types of services.

[Texte]

Un dernier point auquel nous nous sommes arrêtés c'est que nous nous sommes demandé—et j'avoue que là-dessus nous n'avions pas de données—s'il n'y aurait pas lieu d'examiner le rôle des auxiliaires familiales, ce qui est quand même une formule qui a été utilisée dans les agences sociales et qui a souvent été utilisée dans une perspective vraiment plus curative.

On s'est demandé si ce type de service ne pourrait pas être examiné dans le sens que peut-être il pourrait permettre à certaines familles de recourir à ce type d'aide d'une façon plus accessible et ce plus facilement. On se demandait s'il n'y aurait pas lieu à ce sujet-là de peut-être examiner ce volet qui n'a évidemment peut-être pas été très développé dans nos milieux si on se compare à d'autres pays industrialisés. Alors, nous avons terminé et nous sommes disponibles pour quelques questions si vous désirez.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Lorsque vous nous dites au début, que les enfants qui sont placés... il y a des problèmes sociaux-économiques... logement, revenu, degré d'instruction, etc.. Vous avez dit qu'évidemment, après ça, il y a une réaction de la part de la famille mais également je pense de la part de l'enfant. Il faut que cet enfant passe au travers de cette étape-là. Puis là, vous revenez après la réinsertion, après trois ans ou même cinq ans—parce que 40 p. 100 sont placés pour trois ans puis jusqu'à 35 p. 100, cinq ans—et vous dites que la réinsertion est difficile. Moi, ça ne m'étonne pas. Ce qui m'étonne c'est qu'on retire un enfant—puis là je veux que vous me disiez pourquoi—, on retire un enfant, dis-je, d'une famille qui a des problèmes importants, on le fait passer au travers d'une phase de deuil... Et on le ramène dans le même milieu. Est-ce que ce milieu-là a changé parce que la famille a déjà déménagé? Est-ce que la famille a changé et a tellement évolué? Quand vous ramenez cet enfant-là, est-ce que son milieu a changé et est-ce que son milieu est adéquat ou c'est parce que le laps de temps, pour l'enfant à être placé, est terminé et il faut le ramener dans sa famille? Quelles sont les raisons qui justifient une réinsertion de l'enfant dans le milieu et est-ce que le milieu a changé? À ce moment-là est-on certain qu'en ramenant l'enfant dans son milieu, il est bien?

Mr. J. Vachon: Les tentatives de réinsertion se font souvent vers le début, alors dans l'exemple que je vous ai donné, on avait tenté sur 150 cas, de réinsérer au cours de la première année la moitié de ces enfants-là. De l'ensemble de ces tentatives, seulement la moitié ont réussi.

Normalement le système de soins d'accueil est conçu comme un système temporaire. Il y a des problèmes dans une famille, on doit placer des enfants mais l'objectif du système de soins d'accueil n'est pas d'être un système de placement permanent. Parfois il arrive que c'est ça, mais l'objectif général ce n'est pas ça.

[Traduction]

Another point to which we gave some consideration had to do with whether it would be advisable—and I must admit we do not have any data on this—to study the role of visiting homemakers, which is a solution social agencies have not only used, but used often as a potentially more effective cure.

We asked ourselves whether this type of service might not be studied with a view to opening it up possibly as an option for some families by making it more accessible. We thought it might be appropriate to give this whole aspect of the issue some thought, as it is obvious it has not been developed much in this country, compared with other industrialized countries. That pretty well completes our presentation, and we are now ready to answer any of your questions.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You mentioned at the outset, with respect to children placed in foster homes... that there are some socioeconomic problems... housing, income, level of education, etc. You then went on to say there was obviously some reaction on the part of the family, but there was also the child's reaction to be taken into account. In other words, that the child had to get through all this. You come to the problem of reintegration, after a three or five-year period—because 40% of foster children are placed in a home for three years, while as many of 35% are placed in a home for five years—and you say that reintegration is extremely difficult. I must say I do not find that surprising at all. What I do find surprising is that a decision is made to take a child away—and this is what I would like you to explain—from a family where there are major problems, after which he is put through a sort of mourning period... and then, he is taken back into that old environment. Is it that that environment has changed because the family has moved somewhere else? Is it that the family itself has changed and evolved? When you decided to reintegrate a child, is it because the environment has changed and is now adequate, or is it simply because the placement period has come to an end, and he has to be reintegrated into his family? What reasons lead you to reintegrate a child into his former environment, and in those cases, has this environment changed? When such a decision is made, are you certain that by reintegrating the child, he will be properly cared for?

Mr. J. Vachon: Attempts to reintegrate a child are often made at the very beginning; so, with respect to the example I raised, we attempted, out of 150 cases, to reintegrate about half of the children in the course of the first year. Only half of these attempts were successful.

Ordinarily, the foster care system is supposed to be a temporary system. When there are problems in a family, children are placed in foster homes, but the objective of the foster placement system is not for it to become a type of permanent placement. Sometimes that does happen, but that is not the general objective.

[Text]

• 0905

Voici ce qui se passe. Des enfants entrent en soins d'accueil et ils sont censés être placés pour un certain temps. L'ensemble des études là-dessus, au Canada et aux États-Unis, nous démontre que les enfants deviennent souvent, pour toutes sortes de raisons, perdus dans le système, oubliés dans le réseau des soins d'accueil. La durée du placement n'est pas nécessairement fonction de la nature des problèmes ou de la capacité des familles à reprendre leurs enfants. C'est parfois fonction de l'évaluation ou du jugement clinique du praticien qui doit réinsérer les enfants dans leur famille.

Les travaux nous démontrent que moins les enfants placés en soins d'accueil sont visités par leurs parents, plus ils demeurent longtemps en soins d'accueil. Qu'est-ce qui fait que les enfants sont visités ou non par leurs parents? C'est souvent relié à l'action des praticiens eux-mêmes. Lorsque les praticiens encouragent les parents à visiter leurs enfants en soins d'accueil, les parents visitent plus souvent. Donc, les facteurs prédictifs de la sortie du réseau sont très fortement reliés aux visites parentales. Un des problèmes, c'est qu'on a cru pendant bien des années que lorsqu'un enfant était placé en soins d'accueil, il ne fallait pas que ses parents lui rendent visite pour ne pas troubler son adaptation.

Les données récentes nous montrent que lorsque les parents visitent leur enfant en soins d'accueil, cela trouble temporairement l'adaptation de l'enfant, mais qu'à long terme, c'est meilleur pour sa santé mentale. Si les enfants n'entretiennent pas de liens avec leur famille pendant qu'ils sont placés, cela a d'autres sortes de conséquences, en particulier sur ce qu'on appellerait leur sens de l'identité. Ils ont l'impression de n'appartenir à personne. Le problème principal des soins d'accueil, c'est que quand on est placé en soins d'accueil, on est peut-être un enfant sans statut. On n'appartient pas à sa propre famille et il n'y a pas d'autre famille qui nous veut assez pour nous adopter. Il y a des auteurs qui disent que la plus grande blessure qu'on peut infliger à un enfant, c'est peut-être de le maintenir dans une situation où il est sans statut. Mais cela est très difficile à mesurer.

Mme Pépin: Il n'a pas d'identité.

Vous avez parlé de la période de deuil. On sait bien que si quelqu'un est en période de deuil, il se détache nécessairement. Vous dites que les familles, six mois après le placement de l'enfant, déménagent parfois. Ce sont des familles qui ont des problèmes socio-économiques et une instruction minime—mère célibataire, etc. Si on avait un système de services de garde adéquat pour ces familles-là, j' imagine qu'à ce moment-là la mère ou les parents se sentiraient un peu plus soutenus et qu'on pourrait laisser ces enfants-là dans leur propre milieu. Ce serait une façon de corriger la situation. Les enfants sont peut-être mieux lorsqu'ils dans un mauvais milieu que lorsqu'ils sont complètement séparés de leur famille. Que pensez-vous de cela?

M. J. Vachon: C'est cela. Les services de garde, sous une forme ou sous une autre, devraient être un appui à la famille. Il y a des expériences qui ont été faites en Angleterre. On a pris 200 femmes qui avaient été hospitalisées à Londres. Cent

[Translation]

This is the way it works. Children are put in foster care and supposed to be placed in a home for a certain period of time. Studies done in this area, both in Canada and the United States, have generally shown that for all sorts of reasons, children often become lost in the system, forgotten in the vast foster placement network. The duration of the placement is not necessarily based on the nature of the problems involved or the family's ability to take their child back. It is sometimes based on the clinical judgment of the practitioner who must reintegrate children into their family.

Studies have shown that the less often children in foster care are visited by their parents, the longer they tend to remain in this kind of care. How is that some children are visited by their parents, and others, not? Well, it is often related to the action of practitioners themselves. When practitioners encourage parents to visit their children in the foster home, parents tend to visit more often. Therefore, the factors which allow one to predict when a child might be able to leave the foster care network are very closely related to parents' visits. One of the problems is that, for many years, it was thought that a child who had been placed in a foster home should not be visited by his parents, for fear that it might disrupt his adaptation.

Recent data shows that when parents visit their child in the foster home, it does temporarily affect the child's ability to adapt, but that in the long term, it is beneficial for his mental health. When children do not maintain any link with their family while in foster care, it has all sorts of consequences, particularly as far as their own sense of identity is concerned. They really have the impression that they belong to no one. The main problem with foster care is that a child placed in a home is almost without status. He does not really belong to his own family, and there is no other family which wants him enough to adopt him. Some authors maintain that the worst suffering one can inflict on a child is perhaps to leave him in a situation where he has no status. But this is something which is very difficult to measure.

Mrs. Pépin: Where he has no identity.

You mentioned a period of mourning. It is a well-known fact that, when someone is in mourning, he necessarily becomes detached. You say that families sometimes move six months after the child has been placed in foster care. I believe you were referring to families where there are socioeconomic problems, minimal education—the case of a single mother, for instance. If we had an adequate day care system for families like these, I imagine that the mother or the parents would feel they had more support and that they could allow their children to stay in their own environment. This would be one way of correcting the situation. Maybe children are better off when they are in a poor environment than when they are completely separated from their family. What do you think?

Mr. J. Vachon: Yes. Day care services, in one form or another, should provide support to the family. Experiments have been carried out in England, with respect to 200 women who had been hospitalized in London. A hundred of them had

[Texte]

d'entre elles avaient dû placer leurs enfants et les 100 autres n'avaient pas placé leurs enfants lors de l'hospitalisation. On s'est demandé pourquoi. Qu'est-ce qu'on a constaté? On a constaté que les femmes qui plaçaient leurs enfants le faisaient parce qu'il y avait pas de grands-parents, de frères ou de soeurs vivant dans leur environnement ou bien parce qu'elles s'entendaient mal avec leur propre famille. C'est ce qui distinguait ces deux groupes de familles. On les avait mises en paires en termes de caractéristiques socio-économiques, et on a essayé de voir quel était le facteur qui faisait qu'un groupe allait en placement et que l'autre n'était pas placé. Le groupe dont les enfants étaient placés était formé de personnes isolées socialement, qui vivaient dans une ville mais qui n'avaient pas de parenté qui pouvait garder les enfants temporairement. On a constaté la même chose dans des études faites à Montréal. Quand un parent chef de famille est hospitalisé pour un problème relativement mineur, qui va s'occuper de l'enfant s'il n'a pas d'oncles, de tantes, de parents, etc.? Très souvent, ces enfants-là sont placés par une agence sociale et, ensuite, si les choses se compliquent... Les choses se passent très souvent de cette façon. Il ne s'agit pas toujours de cas très graves.

• 0910

Mme Pépin: Quel est le pourcentage de mères célibataires?

M. J. Vachon: Dans les études de New York, il était de l'ordre de 55 p. 100. Au Québec, le pourcentage est un peu moins élevé, mais il est en train d'augmenter.

Nous allons laisser à la commission le résultat des travaux qui ont été faits. Une étude s'appelle *Les parents face au placement*. Cette qui devaient placer pour la première fois leur enfant. Nous en avons un autre qui s'appelle *Enfants en soins d'accueil cinq ans après leur placement*. C'est le même groupe d'enfants que nous avons examiné cinq ans plus tard. Cinq ans plus tard, on est allés voir ce que ces enfants-là étaient devenus, et cela nous donne la proportion, à Montréal et aux États-Unis—parce que ce sont des populations semblables—qui est toujours dans le réseau et ce qui leur est arrivé entre-temps: combien de placements, combien de déplacements, combien de sorties, combien de retours. On a essayé de tracer l'itinéraire des...

Le vice-président: Merci, madame Pépin.

Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Il nous fait bien plaisir que vous soyez venus rencontrer notre Comité. Y a-t-il beaucoup d'enfants de moins de six ans en soins d'accueil? Quels sont les groupes d'âge des enfants qui sont placés? Quand j'étais professeur, les enfants placés, je les avais au niveau du secondaire. En avez-vous beaucoup en bas âge?

M. J. Vachon: Si on prend l'ensemble des enfants placés en soins d'accueil et qu'on essaie de les répartir par catégories d'âge, je dirais que de 20 à 25 p. 100 des enfants placés ont moins de six ans.

[Traduction]

to place their children in care, and the other 100 had not placed their children in care when they were hospitalized. We wondered why. What did we observe? Well, we discovered that women who often placed their children in foster care did so because they did not have extended family, grandparents, brothers or sisters, living in their area or because they did not get on with their own family. That was the main difference between the two groups. We classified the parents along socioeconomic lines and tried to determine what factor meant that one group turned to foster care while the other group did not. The group of families who turned to foster care were made up of socially isolated people living in the city but who did not have relatives who could look after the children temporarily. The same thing was observed in studies done in Montreal. When the head of a family was hospitalized for a relatively minor problem, who would take care of the child if there were no uncles, aunts, extended family? It was discovered that in many cases a social agency looked after placing the children and, then if things got complicated... things often happen that way. It does not always mean that the situation is serious.

Mrs. Pépin: What is the percentage of single mothers?

Mr. J. Vachon: Studies in New York have shown that it is approximately 55%. However, in Quebec, the percentage is not quite as high, but is nonetheless on the increase.

We will leave with the committee results of the research and studies carried out to date. One of those studies is entitled *Les parents face au placement*—Parents and Placement. This was a study done in Montreal where young families who had to place their child for the first time were surveyed. We have another one entitled *Enfants en soins d'accueil cinq ans après leur placement*—Foster Children Five Years After Placement. We studied the same group of children, but five years down the road. Five years after placement we went to see where the children were. That way, we were able to determine what was percentage of children in Montreal and in the United States, as the two populations are comparable, and where they had lived in the five-year period. By that, I mean how many times they changed homes, how many times they had been moved, left, come back, and so forth. We tried to track their movement, as it were.

The Vice-Chairman: Thank you, Mrs. Pépin.

Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

We are delighted to have you here before the committee. Are there many children under the age of six in foster homes? What are the age groups generally? When I was a teacher, most of the children in foster homes were in high school. Do you have many young ones?

Mr. J. Vachon: If you were to consider the total number of children in foster homes and try to break it down by age category, I would say that between 20% and 25% of children in foster homes are under the age of six.

[Text]

Mme Duplessis: C'est un taux assez élevé.

M. J. Vachon: Dans mon étude, c'était plus élevé, parce qu'on avait pris seulement des enfants de moins de 13 ans. Cela pourrait être retracé facilement dans un texte du gouvernement du Québec qui s'appelle *Opération 30,000*.

Il y a quelques années, le gouvernement du Québec a fait un recensement de l'ensemble des enfants placés en soins d'accueil. On a là une description exacte de leurs caractéristiques.

• 0915

Mme Duplessis: J'imagine que quand les enfants sont placés en famille d'accueil, c'est le gouvernement provincial qui défraie les coûts du séjour en famille d'accueil de ces enfants.

M. J. Vachon: Oui.

Mme Duplessis: Étant donné qu'il y a plus de gens dans les milieux urbains, est-ce qu'on peut dire que, proportionnellement, c'est surtout le lot des enfants qui vivent en milieu urbain que de se retrouver, à un moment donné, en placement, ou si c'est égal partout? Est-ce qu'on retrouve plus de ces cas en milieux urbains?

M. J. Vachon: C'est difficile à dire. Je n'ai pas vu de travaux qui faisaient la distinction entre le milieu rural et le milieu urbain. On ne rencontre pas nécessairement les mêmes problèmes.

Mme Simard-Trottier: Souvent, certaines statistiques qu'on regarde sont issues des centres de services sociaux et comme les centres de services sociaux ont une vocation régionale, il nous est parfois difficile de repérer les éléments d'origine auxquels vous faites allusion.

Mme Duplessis: Oui, parfois les régions sont assez grandes.

J'ai une dernière question concernant vos recommandations. Vous avez dit tout à l'heure qu'il serait bon qu'on ait des services de garderie adéquats sans penser à un modèle qui est développé actuellement dans les centres urbains. Il est certain que les modèles développés dans les centres urbains ne s'appliquent pas nécessairement dans les centres ruraux ou encore dans les petites villes. Pouvez-vous élaborer un peu plus à ce sujet? Que nous conseillez-vous?

Mme Simard-Trottier: On n'avait pas nécessairement en tête des formules arrêtées. C'est là, d'ailleurs, qu'on s'est interrogés sur le rôle des auxiliaires familiales. On avait davantage identifié cela comme une piste de recherche à poursuivre. On s'est dit que le Comité avait peut-être entrepris des travaux dans cette direction. On n'avait pas l'information. Alors on s'est dit: Compte tenu du territoire, de la concentration qui n'est pas la même dans les régions rurales, comment peut-on offrir et penser des services? On s'est dit qu'il y avait lieu d'étudier la question et de s'enrichir au moyen d'autres expériences qu'on aurait pu faire dans d'autres pays. C'était surtout une piste qu'on avait identifiée.

Mme Duplessis: Nous aussi, on s'est bien rendu compte, à la lumière des témoignages que nous avons entendus dans les autres provinces et ici, avant vous, que les besoins sont

[Translation]

Mrs. Duplessis: That is quite high.

Mr. J. Vachon: My study demonstrated it was higher because we only studied children under the age of 13. Those figures are easily obtainable from a Quebec government document entitled *Operation 30,000*.

A few years ago, the Government of Quebec surveyed all foster children. That document is a pretty accurate description of who they are.

Mrs. Duplessis: I imagine that when children are placed in foster homes, the provincial government pays for any costs incurred by the foster family.

Mr. J. Vachon: That is correct.

Mrs. Duplessis: As the population in urban areas is larger, proportionally speaking, can it be said that more children from urban areas are put in foster homes or is it the same everywhere? Are there more children in foster homes from urban areas?

Mr. J. Vachon: That is difficult to say. I have not seen any studies that gave a breakdown according to urban or rural milieu. The problems are not necessarily the same.

Mrs. Simard-Trottier: Often the statistics we get are issued by social service centres and as these centres are regional, it is difficult to break down the figures into the kind of information you are requesting.

Mrs. Duplessis: That is true; sometimes the regions are quite large.

I have one last question regarding your recommendations. You mentioned earlier that there should be adequate day care services but not necessarily based on the model that currently exists in urban areas. Obviously, day care models in urban centres are not necessarily appropriate for rural areas or small towns. Could you elaborate on your thoughts in this regard? What advice do you have to give us?

Mrs. Simard-Trottier: We did not have any specific formula in mind. In fact, that is where we wondered about the role of visiting homemakers. We thought that might be one possible avenue to pursue. We felt that the committee might have done some work in this regard. We did not have the information at our disposal. We wondered, given the area and the concentration of population in rural areas, which is different, what would be the best way to deliver these services? We felt that the question was worthy of consideration and that perhaps we should benefit from experiences in other countries in order to find a solution. That was certainly one of the areas we had identified.

Mrs. Duplessis: We also realized from testimony we heard in the other provinces and here, before your presentation, that

[Texte]

différents selon les régions. J'ai l'impression qu'on ne pourra pas penser à quelque chose qui soit formulé exactement de la même façon pour tout le monde.

Mme Simard-Trottier: C'est juste.

Mme Duplessis: Nous allons devoir travailler fort. Je vous remercie.

Le vice-président: Merci. Madame Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you. I was a social worker, and it is my understanding that in modern child-welfare thinking and practice it is now pretty generally accepted that it is much better to do everything possible to keep a child in its own home with community supports, including day care and others that you have mentioned, even if the situation in the home is very, very bad in sort of sociological terms, than to place a child.

I assume your studies probably documented this too, that there are negative effects on children in foster homes, even with a good, caring foster parent—which we would hope it would always be. The child perhaps feels abandoned and rejected. The parents feel a sense of failure as well and perhaps give up on the child. That usually leads to changing foster homes, and the teenagers we see in the high schools very often have had four, five, or six foster home placements before ending up in a group home. So there are negatives on that side as well.

I also wonder about the cost. It makes much better economic as well human sense to provide community support so the child can be cared for in his own home. I wonder if you have any idea or any facts as to the cost of a child in care, or whether that information could be supplied to the committee in Quebec?

Mr. J. Vachon: Je connais une étude qui a été faite sur les coûts des systèmes de soins d'accueil. Cela a été fait aux États-Unis par David Fenchel. Cela s'appelle *Dollars and Cents in Foster Care*. Comme il faisait une étude longitudinale sur les soins d'enfants, il a suivi 650 enfants pendant cinq ans. Il a fait une étude financière des coûts et il démontre, dans cette étude, que quand une femme chef de famille qui a cinq ou six enfants doit être hospitalisée pour une maladie mentale, il peut en coûter un million de dollars et plus pour placer les enfants, et c'est un coût minimum. C'est très cher. Au point de vue économique, il est très sensé d'éviter les placements d'enfants.

• 0920

Ms Mitchell: I think the implication of that from a cost point of view would be that in the case of a child at risk who is likely to be taken into care, the governments or the departments that pay for the foster care should be contributing an extra amount of money for the special services needed to keep that child in his own home. The committee should probably look at the social service system for extra funding to be added to the child care funding.

[Traduction]

the needs vary from region to region. I get the feeling that there is no one standard formula to suit everyone.

Mrs. Simard-Trottier: That is correct.

Mrs. Duplessis: We are going to have to work hard. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you. Mrs. Mitchell.

Mme Mitchell: Merci. J'ai déjà été travailleuse sociale et je crois savoir que, de nos jours, on accepte généralement qu'il est préférable de tout faire pour que l'enfant reste chez lui—avec l'appui de la collectivité, y compris les garderies et d'autres services que vous avez mentionnés, et même si la situation dans la famille est très, très mauvaise du point de vue sociologique—plutôt que de placer cet enfant.

Je suppose que vos études démontrent les effets négatifs sur les enfants du placement dans des foyers d'accueil, bien que les familles d'accueil leur donnent tout l'amour et l'affection qu'il leur faut, nous l'espérons. L'enfant dans un foyer d'accueil peut se sentir abandonné et délaissé. Parfois, les parents ont de leur côté l'impression qu'ils n'ont pas réussi l'éducation de l'enfant et abandonnent. Cela veut dire, normalement, que l'enfant change de famille d'accueil; souvent, les adolescents que nous voyons à l'école secondaire sont déjà passés par quatre, cinq ou même six familles d'accueil avant de se trouver dans une maison d'accueil de groupe. Donc, il y a les inconvénients aussi.

J'ai des questions sur les coûts. Il serait beaucoup plus efficace, me semble-t-il, et du point de vue économique et du point de vue humain, de fournir l'aide financière nécessaire pour que l'enfant puisse être gardé dans sa famille. Pouvez-vous me dire précisément ou approximativement combien peut coûter les soins d'un enfant en foyer d'accueil? Si non, peut-on faire parvenir ces renseignements au Comité à Québec?

Mr. J. Vachon: I know a study that has been done on the cost of foster care. It was carried out by David Fenchel in the United States. This study is entitled *Dollars and Cents in Foster Care*. In the context of this child care study, he followed up on 650 children over a period of five years. Among other things, he looked at the costs involved and he explains in his study that, when a mother has five or six children and is the head of the household, if she must be hospitalized for reasons of mental illness, it can cost up to \$1 million or more to place her children, and that is the absolute minimum. It is very costly. From an economic point of view, it is wise to try to avoid placing children in foster homes.

Mme Mitchell: Vu le coût que cela représente, il me semble que dans le cas d'un enfant qui se trouve en situation de risque ou de danger et qui serait vraisemblablement pris en main par l'État, les gouvernements ou les ministères qui financent les soins nourriciers devraient contribuer un montant d'argent supplémentaire pour payer les services spéciaux nécessaires pour que cet enfant reste chez lui. Le Comité devrait sans doute recommander que le système de services sociaux

[Text]

You mentioned that day care services could help to support a family and a child. I would think that unless there are extra supports for the child in the family, that might sometimes be difficult for children who have been through a lot and do not adjust too well in a large group situation.

Are you suggesting that from day care centres one-to-one child care workers and family workers should be added—or even foster grandparents in some way that could give extra individual attention to the child and help for the family? I do not think day care alone is enough for most children.

Mme Simard-Trottier: C'est là qu'il y aurait peut-être lieu d'expérimenter certaines formules sur une base plus restreinte et de les évaluer. On pensait à certaines familles qui présentent une situation particulière et à toute la question des familles dites négligentes ou des familles qui ont des difficultés dans l'exercice de leur rôle et qui sont souvent caractérisées par un degré d'isolement très élevé. Il y a peut-être des étapes de transition vers l'utilisation de ressources communautaires et certaines formules pourraient éventuellement être retenues. On pense qu'il y aurait lieu aussi d'examiner les résultats de ces formules-là. Mais pour certains, il y aurait peut-être lieu de penser à certaines formules plus souples adaptées à des besoins spécifiques, des formules qui permettraient d'aider la famille à s'intégrer à un milieu donné.

Ms Mitchell: In my experience, having a sort of multi-discipline, multi-service approach to day care and a family worker related to the day care centre can help quite a bit. The parent is not nearly as threatened by that kind of friendly neighbourhood helper as they would be by someone from the Children's Aid Society coming in who they think is going to take their kid from them.

I would agree with what you are saying. Thank you.

Le vice-président: Merci. Monsieur Belsher.

Mr. Belsher: Thank you, Mr. Chairman.

I am sorry we do not have more time to spend with you.

In your study, how many of the children would have been involuntarily given up to go into foster homes? Was it a case of a worker having to go into the home, remove the children and place them?

Also, do you have any thoughts on parenting and whether or not the necessity of having to take their children from them could have been avoided if they had been taught the role of parents at a much younger age? In this way we start with the

[Translation]

contribue des fonds supplémentaires qui viendraient s'ajouter aux fonds consentis pour la garde d'enfants.

Vous avez dit que les services de garderie pourraient venir en aide aux familles et aux enfants. Il me semble qu'à moins qu'il n'y ait un appui plus important pour l'enfant au sein de sa famille, cela pourrait déboucher sur des situations qui seraient difficiles pour des enfants qui ont déjà subi beaucoup de choses et qui s'adaptent très mal à la vie dans un groupe important.

Proposez-vous que l'on prévoie dans les garderies des travailleurs sociaux spécialisés dans les rapports avec les enfants et les familles, qui travailleraient seul à seul avec eux... ou même des grands-parents nourriciers qui pourraient accorder une attention individuelle et toute particulière à l'enfant et à sa famille? Je ne pense pas que les garderies, soient à elles seules suffisantes pour la plupart des enfants.

Mrs. Simard-Trottier: It is in this area that it would perhaps be a good idea to try out a certain number of systems on a limited scale to then evaluate them. We had in mind certain families whose situation is very specific and the whole question of the so-called negligent families or those families which have trouble dealing with their role and which are often characterized by a tremendous isolation. We could perhaps put in place a certain number of transition stages leading to the use of community resources, and some formulas or schemes could perhaps be adopted. We believe that it would also be wise to examine the results obtained through these schemes or systems. In some cases, however, it would perhaps be preferable to set up more flexible systems, which would be better adapted to their specific needs, in other words systems which would help the family to better integrate itself into a given milieu.

Mme Mitchell: Si je me fie à ma propre expérience, une bonne solution serait d'avoir une approche multidisciplinaire pour les services de garde d'enfants, et il serait également utile que des travailleurs sociaux soient affectés aux garderies, ou du moins qu'ils travaillent très étroitement avec celles-ci. Les parents se sentiraient beaucoup moins menacés par un travailleur social du quartier que par quelqu'un de la Société protectrice de l'enfance, dont ils craignent peut-être qu'il prenne leur enfant.

Je suis d'accord avec vous là-dessus. Merci.

The Vice-Chairman: Thank you. Mr. Belsher.

M. Belsher: Merci, monsieur le président.

Je regrette que nous ne puissions passer davantage de temps avec vous.

D'après votre étude, combien d'enfants auraient été placés dans des familles nourricières contre le gré de leurs parents? Des travailleurs sociaux ont-ils dû se rendre dans ces familles pour leur arracher leurs enfants et les placer dans des familles nourricières?

D'autre part, auriez-vous des remarques à faire au sujet du rôle des parents ou du travail que doivent faire les parents et pensez-vous que ces familles ne se seraient pas vu arracher leurs enfants si on leur avait appris plutôt tôt ce qu'est le rôle d'un parent? Il serait peut-être préférable de faire de la

[Texte]

prevention rather than dealing with the effects. Do you have any thoughts on that?

We are not limited in our report to commenting only on day care. We have a very broad mandate on what to comment with regards to children and our nation. If you have any thoughts on that, I would appreciate it if you would share them with us.

Mme Simard-Trottier: Les données de l'étude conduite à Montréal avaient été recueillies avant la mise en vigueur de la Loi sur la protection de la jeunesse. Donc, il y a un certain nombre d'enfants qui sont sous juridiction, dans l'étude, mais ce n'est pas un nombre très important.

• 0925

Pour répondre à votre question, j'avoue que nous ne disposons pas d'informations qui nous permettraient de savoir combien d'enfants sont entrés sur une base volontaire, avec l'accord des parents, comparativement aux situations où on a dû procéder au retrait des enfants.

Je vous donne une première information.

M. J. Vachon: J'ai fait une première étude à l'époque de la Loi de protection, de l'article 15, et environ 15 p. 100 des enfants étaient entrés pour des raisons légales; ce n'était pas des placements volontaires.

Nous avons maintenant une nouvelle Loi sur la protection de la jeunesse, qui comprend un système de signalement des enfants à la protection de la jeunesse. Nous n'avons pas de données récentes sur la proportion d'enfants qui sont placés volontairement dans le cadre du chapitre 48 sur la Loi des services sociaux, ou encore dans le cadre de la Loi de la protection de la jeunesse. Nous n'avons pas de données précises là-dessus.

Le vice-président: Merci beaucoup de votre exposé. Bonne chance.

Mr. Belsher: Mr. Chairman, did they care to comment on the parenting, on when we should start trying to teach parenting, to see if we could have a prevention? Did you have any thoughts on that, madam?

Mme Simard-Trottier: Vous vous demandiez s'il ne serait pas pertinent de consacrer certains cours ou de donner une formation, au niveau secondaire ou à d'autres niveaux du milieu scolaire, pour aider les jeunes à assumer éventuellement les tâches parentales.

Je pense que ce sont des avenues qui mériteraient d'être explorées, particulièrement quand on constate l'âge très jeune de certaines mères. Il serait bon d'introduire, à un moment donné, certains cours ou certaines d'activités. Il est vrai que les modes de socialisation se sont modifiés face à l'apprentissage de certains rôles parentaux; on observe ces changements dans la vie familiale.

C'est sûrement une avenue à explorer sérieusement. Je vous remercie.

[Traduction]

prévention plutôt que de nous occuper du problème après coup. Avez-vous des idées là-dessus?

En ce qui concerne notre rapport, nous ne sommes pas tenus de ne traiter que de la garde des enfants. Notre mandat est très large et nous avons une assez grande marge de manoeuvre en ce qui concerne les commentaires que nous pouvons faire au sujet des enfants du pays. Si vous avez des idées là-dessus, j'aimerais bien que vous nous les communiquiez.

Mrs. Simard-Trottier: The results of the study which was carried out in Montreal were compiled before the coming into effect of the *Loi sur la protection de la jeunesse* (Youth Protection Act). So, there are some children under jurisdiction in the study, but not many of them.

In answer to your question, I have to admit that we do not have information on how many children are placed voluntarily, with the consent of the parents, and how many are actually removed from parental custody.

That is s first answer.

Mr. J. Vachon: In the days of the Protection Act, Section 15, I determined that approximately 15% of the children had been put in foster care for legal reasons; they were not voluntary placements.

We now have a new Youth Protection Act which includes a reporting system. We do not have any recent data on the number of children who are placed voluntarily under Chapter 48 of the Social Services Act or under the terms of the Youth Protection Act. We do not have any specific data in this regard.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation. All the best.

M. Belsher: Monsieur le président, les témoins ont-ils commenté la question du rôle des parents, à savoir, à quel moment faut-il essayer de faire de la prévention en donnant des cours sur la responsabilité parentale? Avez-vous des commentaires à ce sujet, madame?

Mrs. Simard-Trottier: You were wondering about the relevance of offering courses or training at the secondary or some other level in order to prepare youth to eventually take on parental responsibilities.

Those are certainly avenues worth exploring, particularly when you see how young mothers are today. I think at some point it would be worthwhile to introduce courses or activities of some kind. Certainly, methods of socialization have changed in relation to parenting; there are observable changes in family life.

It is certainly an avenue worth serious consideration. Thank you.

[Text]

Le vice-président: Merci.

Voici maintenant un exposé du Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie, de la région de Québec. Céline Martel.

Mme Céline Martel (Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de la région de Québec): Bonjour!

Le texte que je présente et dont vous avez une copie, est un texte assez bref qui ne détaille pas toute la problématique. Mais je crois qu'elle est bien exposée dans votre rapport. Le texte vous exposera donc nos orientations.

Le Syndicat des travailleuses et travailleurs de garderie de la région de Québec, la CSN, a été heureux de constater que le gouvernement fédéral s'intéresse à la situation de la garde des enfants au Canada et qu'il commande une étude à ce sujet.

Des éléments de cette étude permettent à tous les intervenants du milieu de la garde des enfants de faire le point sur la situation actuelle et de dégager les lignes de travail pour l'amélioration du réseau de garderies et des services de garde à l'enfance.

Au Québec, il y a de 18 à 20 p. 100 des travailleuses de garderie—le 18 p. 100 est le chiffre de votre étude et le 20 p. 100, indique l'augmentation progressive, c'est le chiffre de la CSN—sont syndiquées en syndicats régionaux. Nous désirons vous exposer ici la démarche entreprise par nos membres depuis plus de six ans pour l'obtention d'un réseau universel et gratuit de garderie, financé par l'État et contrôlé par les usagers, l'amélioration des conditions de travail et aussi l'amélioration des conditions de vie dans les garderies.

Évidemment, le problème majeur auquel se buttent les parents et les travailleuses de garderies, c'est le financement.

D'un côté, tout le monde admet qu'il faut assurer la meilleure qualité du milieu de vie pour les enfants par du personnel compétent, des locaux adéquats, une bonne pédagogie, du matériel suffisant, etc. Mais de l'autre côté, le mode de financement actuel des garderies ne permet pas de répondre à tous ces besoins, en même temps.

• 0930

Les parents paient déjà trop cher pour des services de garde qui devraient, à long terme, être entièrement assumés par l'État, et l'Office de services de garde à l'enfance—parce qu'on est au Québec—qui gère les subventions pour les garderies sans but lucratif n'ajoute que des miettes au budget à chaque année.

Les parents, les travailleuses et travailleurs cherchent par tous les moyens à boucler un budget de garderies et font toutes sortes de coupures, de restrictions sur les salaires, le matériel, etc., et des augmentations de frais de garde. Évidemment, toutes les parties en font les frais: les parents... en augmentant sans cesse les frais de garde, en faisant du bénévolat; les travailleuses avec leurs piètres conditions de travail et leur bénévolat aussi; et les enfants—qui devraient être les premiers servis là-dedans—par le manque de matériel, des ratios souvent trop élevés, des locaux inadéquats. Évidemment, les services aussi sont incomplets, il manque de places, il y a peu

[Translation]

The Vice-Chairman: Thank you.

We now have a presentation from the Union of Day Care Workers from the Quebec Region. Céline Martel is the spokesperson.

Mrs. Céline Martel (Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie, Quebec Region): Good morning.

My brief, of which you have copies is quite short and does not go into details. However, our report is longer and more elaborate. My presentation will give you the main thrust.

The Union of Day Care Workers for the Quebec Region, part of the CNTU, was happy to see that the federal government is interested in the day care situation in Canada and that it is holding public hearings on this matter.

These hearings will allow those involved in day care to explain the current situation and to set the wheels in motion for an improved day care and child care system.

In Quebec, between 18% and 20% of day care workers—the 18% comes from your study and the 20%, which indicates a progressive increase, is the CNTU's figure—are unionized on a regional basis. This morning we would like to explain how, over the past six years or more, our members have fought for a universal, free day care system, publicly funded and controlled by the users, improved working conditions as well as improved living conditions in day care centres.

Clearly, the major problem faced by parents and day care workers is financial.

On the one hand, everyone acknowledges that children should be given the best quality of life and cared for by qualified people in adequate facilities with good teaching methods and sufficient equipment and so on. However, on the other hand, the current method of funding day care is not sufficient to meet all those needs.

Parents are already paying too much for day care services which should, in the long run, be totally funded by the State. The *Office des services de garde à l'enfance*, in Quebec's case, is responsible for the management of subsidies to non-profit day care centres and provides no more than a miserly increase to the day care budget each year.

Parents and day care workers are using every means at their disposal to find a way to balance the day care budget. They make cutbacks left and right, wage reductions, scrimp on equipment and increase day care fees. Obviously, everyone feels the pinch: parents, because they face constant fee increases and because they must do volunteer work; workers, because of their terrible working conditions and their volunteer work; and the children, who are meant to be our priority in day care, because of insufficient equipment, high monitor-child ratios and inadequate facilities. Clearly, the service also leaves something to be desired because there are not enough spaces,

[Texte]

de garderies en régions éloignées et aussi il y a un manque de type de services, par exemple par rapport aux pouponnières, il y a très peu de pouponnières et il y a très peu de places pour les enfants handicapés et d'autres types spéciaux.

Face à cette situation, les travailleuses et travailleurs syndiqués se sont regroupés provincialement et ont choisi de demander à l'Office des services de garde à l'enfance le financement direct de leurs conditions de travail, coût estimé à 80 ou 90 p. 100 du budget d'une garderie. Les syndicats de travailleuses et de travailleurs en garderie affiliés à la CSN veulent une négociation provinciale avec l'Office des services de garde à l'enfance, une négociation qui porterait sur la rémunération, salaires et autres points, le normatif lourd, libération syndicale, formation ainsi que sur la réglementation de l'Office qui affecte nos conditions de travail, comme les exigences du personnel, les ratios.

Il est temps que le gouvernement se rende compte que les parents et les employés ne sont plus capables de financer les garderies, que l'État doit enfin assumer ces responsabilités dans le maintien et le développement des services de garde. De plus, nous avons atteint la limite de la négociation garderie par garderie. Nous voulons des conditions de travail uniformisées.

Et de plus, nous avons l'appui de la majorité des parents de nos garderies dans cette démarche qui vise la consolidation du réseau actuel par l'augmentation de l'aide financière aux garderies, la reconnaissance sociale des travailleuses et travailleurs du secteur garderie, la reconnaissance de la profession d'éducatrice en garderie—ce dont vous faites bien état dans votre document—, des conditions de travail uniformisées et une qualité de services uniformisée, la diminution de la contribution des parents pour permettre à tous d'avoir accès aux garderies.

Nous sommes conscients que notre demande de négociation de conventions de travail s'adresse plus particulièrement au gouvernement provincial du Québec. Cependant, nous tenons à vous informer de notre démarche poursuit les mêmes objectifs que plusieurs recommandations du rapport du groupe d'étude sur la garde des enfants: la consolidation du réseau existant en y injectant immédiatement de nouveaux fonds; la reconnaissance de la profession par des conditions de travail correspondantes; l'augmentation graduelle du nombre de places en garderie pour en arriver à un réseau qui réponde à tous les besoins; et la réduction progressive des frais de garde des parents.

Et enfin, nous attendons impatiemment que des ententes fédérales-provinciales puissent avoir lieu afin que la population obtienne des services de garde aussi complets, accessibles et efficaces que le sont nos systèmes de soins de santé et d'éducation, pour reprendre une de vos phrases, également.

Le vice-président: Merci. Est-ce qu'il y a des questions?

Madame Mitchell.

Ms Mitchell: I wondered if you could tell us what are the average rates of pay for care-givers in Quebec in day care centres?

[Traduction]

not enough day care centres in isolated regions and because there is a lack of specialized care. For instance, there are very few infant day care centres and very few spaces for handicapped children and other children with special needs.

Confronted with this situation, unionized day care workers rallied together in the province and decided to ask the *Office des services de garde à l'enfance* to pay their salaries directly, which account for between 80% and 90% of a day care centre's budget. The unions of day care workers affiliated with the CNTU want to negotiate provincially with the Office; the negotiations would deal with salaries as well as non-monetary points, freedom to organize, training and the regulations established by the Office which affect our working conditions, like staff requirements and ratios.

It is time the government realized that parents and day care workers can no longer finance the day care system and that the State must assume its responsibilities for maintaining and developing day care services. Furthermore, we have reached the end of our tether negotiating on a case-by-case basis: we want standardized working conditions.

In this respect we have the support of most parents in our efforts to consolidate the present day care system through increased financial assistance to day care centres, the social recognition of day care workers, professional recognition of the educators who work in day care, which you explain quite clearly in your document, standardized working conditions and quality of service and a reduction in the parents' share of the costs so that day care be accessible to everyone.

We fully realize that our demand to be able to negotiate working conditions should really be made to the provincial government in Quebec. Nonetheless, we wanted to make you aware that our objectives are in line with many of the recommendations contained in the task force report on day care. That is, we are seeking the consolidation of the existing network through an immediate injection of new funds; professional recognition by the creation of commensurate working conditions; a gradual increase in the number of day care spaces in order to create a day care system that fulfils all our needs; and the phasing out of day care fees for parents.

In conclusion, we are looking forward to federal-provincial agreements that will provide Canadians with day care services that are as complete, accessible and efficient as our health and education systems, to use one of your statements, once again.

The Vice-Chairman: Thank you. Are there any questions?

Mrs. Mitchell.

Mme Mitchell: Quel est le salaire moyen des travailleurs et travailleuses dans les garderies du Québec?

[Text]

Mme Martel: Au Québec? Il y a l'Office des services de garde qui a fait faire une dernière étude par l'Université de Montréal, cela va entre 4\$ l'heure et 12\$ l'heure. C'est vraiment très inégal.

Ms Mitchell: What is the union position as to what the rate of pay should be?

Mme Martel: Dans le projet de convention que nous allons présenter au gouvernement, c'est un salaire unique qui est demandé pour toutes les travailleuses de garderie, peu importe le type d'emploi, qu'elles soient éducatrices, cuisinières, travail de bureau, etc. Et le salaire est à 11\$ et quelque chose—11.92\$ de l'heure. Le salaire que nous demandons, c'est d'après ce qu'on a comparé pour le poste d'éducatrice dans les Affaires sociales au Québec.

• 0935

Ms Mitchell: How many day care centres are organized, are unionized?

Mme Martel: Il y a présentement 120 pour autour de 525 garderies dans la province de Québec.

Ms Mitchell: Would that be mostly in urban centres—in the larger cities like Montreal and Quebec?

Mme Martel: Il y a évidemment plus de garderies syndiquées dans les grands centres parce qu'il y a plus de garderies-là, mais je crois que c'est assez proportionnel, par exemple, pour la région de Québec, nous avons 26 garderies syndiquées et il y en a 3 qui sont vraiment à l'extérieur de Québec, comme Baie-Saint-Paul, Saint-Georges-de-Beauce, Montmagny, et les 23 autres sont plus dans l'agglomération de Québec, Beauport, Lévis... Et dans la province, il y a 17 syndicats régionaux; il y en a vraiment dans toutes les régions, jusqu'à la Gaspésie, la Côte-Nord, le Nord-Ouest, l'Outaouais, le Sud-Ouest, Montréal-Québec évidemment.

Ms Mitchell: We have heard from day care unions in other provinces, and one of the difficulties we were told about is the difficulty of bargaining collectively in a given day care centre with a board that is really the user of the centre and does not have any control over its own subsidies. Therefore, some of them were organizing more on a regional basis in order to bargain really with—in your case—the day care bureau. Is that the way you do it here, or are planning to do it? How do you operate within a given day care centre as compared with bargaining with the funders, who are the government essentially?

Mme Martel: Présentement, la négociation se fait encore localement, garderie par garderie. Les travailleuses vont rencontrer le conseil d'administration de leur garderie, elles négocient comme cela. Le regroupement que l'on a fait: on s'est regroupées régionalement et maintenant provincialement; ça fait plus d'un an qu'on travaille notre projet de convention

[Translation]

Mrs. Martel: In Quebec? According to a recent study carried out by the University of Montreal for the *Office des services de garde*, it varies widely, between \$4 and \$12 an hour.

Mme Mitchell: Quelle est la position du syndicat quant au barème des salaires?

Mrs. Martel: In the collective agreement we propose to submit to the government, there would be one rate of pay for all day care workers, whatever their position. Be they educators, cooks, office workers, their salary would be the same. We are demanding eleven dollars and some odd cents—\$11.92 an hour. The salary we are asking for was set against what educators working for the Quebec Department of Social Affairs earn.

mme Mitchell: Combien de garderies sont organisées ou plutôt syndiquées?

Mrs. Martel: At the present time, 120 of the 525 or so day care centres in the Province of Quebec are unionized.

Mme Mitchell: Et ces garderies se trouvent-elles surtout dans des centres urbains, dans les grosses villes comme Montréal et Québec?

Mrs. Martel: Obviously, there are more unionized day care centres in the larger urban areas, simply because there are more day care centres to begin with, but I believe that it is quite proportional. For example, in the Quebec City area, there are 26 unionized day care centres, three of which are really outside the immediate area of Quebec. These day cares are situated in Baie-Saint-Paul, Saint-Georges-de-Beauce and Montmagny, and the 23 others are in the metropolitan area of Quebec City, in Beauport, in Lévis... Throughout the province, there are 17 regional unions. There are unions in every area, right up to the Gaspé region, the North Shore, the Northwest, the Outaouais region, the Southwest area and of course in Montreal and Quebec City as well.

Mme Mitchell: Nous avons entendu des représentants de syndicats de travailleurs de garderie d'autres provinces. L'un des problèmes, apparemment, c'est qu'il est difficile de négocier des conventions collectives dans les garderies où le conseil d'administration est en vérité composé d'usagers du centre et où il n'a en réalité aucun contrôle sur ses subventions. C'est pourquoi certains groupes ont décidé de s'organiser à l'échelle régionale afin d'être mieux en mesure de négocier avec le bureau des garderies. Est-ce de cette façon que vous procédez ici, ou bien est-ce là ce que vous comptez faire à l'avenir? Comment fonctionnez-vous dans vos rapports avec les garderies pour ce qui est des négociations avec les agents de financement, qui sont surtout des organismes gouvernementaux?

Mrs. Martel: At the present time, negotiations are carried out locally, for each day care centre. The workers meet with the board members of the day care centre and negotiate directly with them. We did however group together regionally and then provincially. We have been working on our collective agreement project for over a year, and we are planning on

[Texte]

collective qui va être déposé directement à l'Office des services de garde à l'enfance. Evidemment, si l'Office n'est pas notre employeur, les employeurs restent les conseils d'administration des garderies. Cependant, nous avons demandé aux conseils d'administration des garderies de donner le mandat à l'Office de négocier à leur place les questions monétaires, parce qu'ils étaient dépassés par ces questions-là; présentement, la campagne se poursuit pour avoir les mandats des parents, et nous avons déjà la majorité des mandats des parents de garderies, des 120 garderies syndiquées, et ça continue. Nous avons un bon appui des parents là-dessus. Ils savent qu'ils sont au bout du financement qu'ils sont capables de payer et que vraiment il faut se tourner vers l'État pour avoir une aide financière supplémentaire.

Ms Mitchell: Yes. Well, I just want to wish you well; I think it is tremendously important. There is no greater problem than the inadequate wages and the fact, as you pointed out, that workers in effect are subsidizing day care—not governments, but workers. That has to stop if we are going to have an effective system of day care in Canada. Thank you.

Mme Martel: Merci.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président. Bienvenue. Cela nous fait plaisir de vous avoir avec nous aujourd'hui. Dans votre syndicat, votre regroupement syndical, est-ce qu'il y a des employés de garderie à but non lucratif, des garderies commerciales aussi qui en font partie?

Mme Martel: Il y en a quelques-uns, oui.

Mme Duplessis: Quelques-uns, oui? Est-ce que vous savez un peu la proportion?

Mme Martel: Pour la région de Québec, sur les 26 garderies qu'on a, il y en a une qui est une garderie à but non lucratif, une garderie privée, non subventionnée; 1 sur 26, et c'est pas beaucoup plus que cela. Il y en a quelques-unes dans la région de Montréal aussi, mais je ne pourrais pas vous dire le nombre exact.

Mme Duplessis: Est-ce que je pourrais connaître la moyenne d'heures par jour que travaille une personne en garderie?

Mme Martel: C'est de 30 à 40 heures par semaine; il y a de plus en plus de garderies, mais je ne peux pas vous donner de proportions exactes, qui font maintenant la semaine de 4 jours.

• 0940

Ce n'est pas encore la majorité, mais il y en a beaucoup. Si je vous donne le nombre d'heures par jour, cela donne un peu plus parce qu'il y en a plusieurs qui font la semaine de quatre jours. Souvent ceux qui font quatre jours travaillent autour de 35 heures et, pour ceux qui travaillent cinq jours, cela donne 35 heures, et certains vont jusqu'à 40 heures.

Mme Duplessis: Dans d'autres provinces, on a également mentionné les conditions de travail des gens qui étaient dans les garderies, comme la difficulté avec les heures de repas. Il

[Traduction]

tabling it directly with the *l'Office des services de garde à l'enfance*. This organization is of course not our employer; we continue to be employed by the boards of the various day care centres. We nevertheless asked these boards to request of the *Office* that it negotiate in their place all the money issues, because the boards were having trouble keeping up. We are still campaigning in order to obtain the parent's support, and we have majority support from the parents who are customers of the 120 unionized day cares. But our work is not over. We do however have good support from the parents on this issue. They know that they cannot pay anymore than they already are and that the government must intervene and grant supplementary financial assistance.

Mme Mitchell: Oui. Ce que vous faites est extrêmement important et je tiens à vous souhaiter bonne chance. Le problème le plus grave, c'est celui de la médiocrité des salaires. En effet, comme vous l'avez si bien souligné, ce sont les travailleurs eux-mêmes et non pas les gouvernements qui subventionnent les garderies. Il nous faudra justement mettre fin à cet état de choses si nous voulons avoir un système de garde d'enfants efficace ici au Canada. Merci.

Mrs. Martel: Thank you.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman. Welcome. We are pleased to have you here with us today. In your union, are there employees of non-profit day care centres as well as of commercial ones?

Mrs. Martel: Yes, there are a few.

Mrs. Duplessis: A few. Do you have any idea of the proportion?

Mrs. Martel: For the Quebec City region, of the 26 existing day care centres, there is only one which is a private non-subsidized, non-profit centre. The proportion would not be much greater than one for every 26. There are a few non-profit day care centres in the Montreal area as well, but I could not tell you exactly how many.

Mrs. Duplessis: Could you tell me the average number of hours a day care employee puts in every day?

Mrs. Martel: A normal work week is 30 to 40 hours. I could not give you any exact figure, but I know that there are more and more day care centres which operate on the basis of a four-day week.

It is not the majority yet, but there are many. If I give you the number of hours a day, it comes to a bit more, because many people have a four-day week. Often those who work for four days put in 30 hours, those who work five days put in 35 hours and some even 40 hours.

Mrs. Duplessis: In other provinces mention has also been made of working conditions for people in the day care centres, such as the difficulty with meal times. They have to feed the

[Text]

faut qu'ils donnent à manger aux enfants quand c'est le temps de l'heure du repas, donc ils n'avaient pratiquement pas de temps pour manger et avoir une pause dans l'après-midi.

Mme Martel: Oui, c'est difficile. Pour donner un exemple concret: à ma garderie, on travaille sans relâche 7 h 30 par jour; il n'y a pas d'heure de dîner, on mange avec les enfants, on a une demi-heure de pause qui est censée être payée. Par contre, la pause c'est pendant la sieste des enfants. Si tous les enfants dorment, on peut avoir notre pause, mais s'il y en a un qui n'est pas fatigué ce jour-là, eh bien, il n'y a pas de pause. On n'a pas les moyens d'avoir quelqu'un qui remplace pendant les pauses de chaque personne. Mais c'est un peu des compromis que les travailleuses sont obligées de faire pour que la garderie fonctionne. Les parents font des compromis, puis nous autres aussi.

Mme Duplessis: Est-ce qu'il arrive que, à cause du retard imprévu d'un parent, vous soyez obligée de rester plus longtemps?

• 0945

Mme Martel: Le soir, oui. Bien sûr, on ne peut pas partir tant que les enfants ne sont pas tous partis.

Mme Duplessis: Si vous êtes obligée de faire une heure supplémentaire parce qu'un parent ne vient pas chercher son enfant, est-ce que vous êtes payée pour ça ?

Mme Martel: Dans la majorité des garderies, il y a une politique de retard pour les parents. Ils doivent défrayer un coût supplémentaire s'ils arrivent en retard. C'est assez variable selon les garderies et, habituellement, les travailleuses sont payées si elles ont à finir plus tard. Par contre, les travailleuses sont toujours payées à taux simple pour du temps supplémentaire. J'ai bien rarement entendu parler de temps et demi et de temps double pour les garderies. Il y en a qui peuvent demander du temps compensatoire.

Le vice-président: Dans votre présentation, vous mentionnez que les parents paient déjà trop cher pour des services de garde qui devraient à long terme être entièrement assumés par l'État. Et vous savez comme moi que les parents et l'État c'est presque les mêmes personnes. En fin de compte, l'État reçoit ces sommes des parents et des non-parents. Est-ce que vous avez pensé à une redistribution entre les deux? Quel pourcentage devraient assumer les non-parents en comparaison de la contribution des parents?

Mme Martel: En fait, on trouve que les services de garde tout comme l'éducation et les soins de santé doivent être une responsabilité collective. Bien sûr, les parents vont devoir payer en impôts ces services de garde à l'État, mais la responsabilité doit être partagée par l'ensemble de la population. Présentement, on demande à l'État de financer quelque chose comme 80 p. 100 du budget d'une garderie, ce qui laisserait 20 p. 100 à être défrayé par les parents.

Pour des chiffres plus exacts, il faudrait demander à la CSN lors de votre réunion à Montréal parce qu'elle a fait une étude beaucoup plus détaillée des coûts.

[Translation]

children at meal times, and they have almost no time to eat or to take a break in the afternoon.

Mrs. Martel: Yes, it is difficult. To give you a concrete example, in my day care centre, we work 7.5 hours a day without stopping. There is no meal break, we eat with the children, we have a half-hour break which is supposed to be paid. However, the break takes place during the children's rest. If all the children sleep we can have our break, but if one of them is not tired that day, then there is no break. We cannot afford to pay someone to replace us during our breaks. It is one of the compromises that the workers have to make in order for the day care centre to operate. Parents make compromises and we do too.

Mrs. Duplessis: If a parent is held up, do you have to stay on longer?

Mrs. Martel: In the evening, yes. Obviously we cannot leave before the children have left.

Mrs. Duplessis: If you have to stay an extra hour because a parent does not come, are you paid for it?

Mrs. Martel: In most day care centres, there is a late policy for parents. They have to pay an additional cost if they arrive late. It depends on the day care centre, but normally workers are paid if they finish later. However, workers are always paid straight time for overtime. I have rarely heard of time and a half or double time for day care centres. Sometimes people can ask for compensatory time.

The Vice-Chairman: In your presentation, you mentioned that parents already pay too much for day care services and that the cost should be completely defrayed by the government over the long term. As you know, parents and government are almost the same thing. In the final analysis, the government receives the money from parents and non-parents. Have you thought about any kind of redistribution between the two? How much should non-parents pay in comparison to parents?

Mrs. Martel: We feel that day care services, like education and health care, should be a collective responsibility. Of course, parents will have to pay taxes for these government day care services, but the burden should be borne by the whole population. At the present time, we are asking the government to finance about 80% of the day care centre's budget, which would leave about 20% to be paid by parents.

If you would like more exact figures, you will have to ask the CSN at your meeting in Montreal, because it has made a much more detailed cost analysis.

[Texte]

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation de la Garderie de la Ribambelle.

M. Michel Vachon (Garderie de la Ribambelle Inc.): Une ribambelle, c'est un découpage que font les enfants; on découpe des petits bonhommes puis on les étire tous ensemble; c'est notre logo.

Notre implication dans le monde des garderies date de nombreuses années et nous croyons posséder une connaissance et une expertise allant au-delà des nombreuses statistiques souvent fournies par les différents intervenants dans ce domaine.

Nous déplorons le peu de temps qui nous a été alloué pour préparer le présent document mais nous espérons qu'il saura répondre aux questions de votre Comité.

La «Ribambelle»: 13 années d'histoire en garderie ou 13 années de services essentiels. Notre garderie offre des services depuis 13 années; 13 années de travail ardu, souvent méconnu, qui nous ont permis de former une équipe de 20 éducatrices de très haute compétence et, ce qui n'est pas une mince tâche, de les garder à notre emploi; de permettre aux parents de notre secteur de profiter d'un service de garde de haute qualité; de donner à près de 1,200 enfants qui ont fréquenté notre garderie un éveil de qualité ainsi que le meilleur de nous-mêmes; d'élaborer grâce à notre service de recherches, un programme d'activités adaptées à chaque groupe d'âge. Ce programme évolue sur une période de cinq années en respectant le rythme et l'évolution de l'enfant.

• 0950

C'est une décision qui a été prise il y a environ cinq ans de créer un comité de recherche. Il y a des postes qui ont été alloués directement à cela pour pouvoir avancer.

Nous avons aussi réussi à conserver un taux de croissance supérieur à 10 p. 100 par année répondant ainsi adéquatement aux attentes du milieu. Enfin, nous avons su conserver, malgré un désintérêt certain de la majorité des intervenants du milieu, le goût du travail bien fait, le goût de la recherche et la satisfaction du devoir accompli!

Treize années d'histoire. Lors des premiers balbutiements des garderies, lors des interventions gouvernementales dans l'hiver 1974, nous étions là.

Refus par le Québec de l'option de la Garderie Notre-Dame-des-Petits de Montréal: subventionnée directement par le gouvernement fédéral selon les règles qu'il avait établies et avec une vérification en audition à la fin de chaque année fiscale. Projet trop novateur peut-être.

Cette approche touchant le citoyen à revenu moyen ne créait peut-être pas, selon les politiques provinciales de l'époque, suffisamment d'emplois. On était sous le régime Bourassa où on voulait développer, je ne me souviens pas combien de mille emplois.

La solution «québécoise» semblait vouloir rejoindre politiquement un plus grand nombre d'individus en subventionnant les citoyens à faible revenu au détriment de ceux à revenu moyen qui sont effectivement les plus grands utilisateurs des

[Traduction]

The Vice-Chairman: Our next witness is the *Garderie de la Ribambelle*.

Mr. Michel Vachon (Garderie de la Ribambelle Inc.): A *ribambelle* is a string of paper dolls that children like to cut out. It is our logo.

We have been involved with day care for several years and we believe we have knowledge and expertise that go beyond the statistics that are often provided in this field.

We regret that we have been given so little time to prepare our paper but we hope that it will answer your committee's questions.

La Ribambelle: 13 years of day care service, or 13 years of essential services. Our day care centre has been providing services for 13 years; 13 years of hard, often unrecognized, work. We have trained a team of 20 educators of a very high quality and we have kept them in our employment, which is no easy task. We have provided parents in our area with very high quality day care services and we have given close to 1,200 children the best of ourselves. Through our research service we have set up a program of activities adapted to each age group. This program is spread over a five-year period and takes into consideration the child's own pace of development.

Five years ago a decision was made to set up a research committee. Positions were directly allocated for that purpose so that we could go ahead quickly.

We managed to keep a growth rate of more than 10% a year, thus adequately answering what was expected of us. Finally, despite a manifest lack of interest shown by a majority of the interested parties, we managed to keep alive people's taste for work well done, their taste for research and for the satisfaction of a job well done!

Thirteen years of history. During the first tottering steps of day care centres, during the first steps taken by government in that field in the winter of 1974, we were there.

Option of the *Garderie Notre-Dame-des-Petits de Montréal* refused by Quebec: Directly subsidized by the federal government according to the rules it had established and with an audit at the end of each fiscal year. Maybe the project was too *avant-garde*.

This approach affecting the medium-income earner perhaps did not create enough jobs according to the provincial policies of the time. We were under the Bourassa régime and they wanted to create I do not remember how many thousands of jobs.

The "Quebec" solution seemed to want to politically reach a greater number of individuals by subsidizing the low-income earners to the detriment of the medium-income earners who, in fact, are the biggest users of day care services. The develop-

[Text]

services de garde. Le développement des garderies en a été autant retardé.

Nous étions là lors des premières tentatives de syndicalisation du personnel des garderies, signe bien précis d'insatisfaction et de refus de conditions de travail souvent aberrantes.

Vers les années 77, les éducatrices de plusieurs garderies ont tenté l'expérience syndicale au niveau régional pour éventuellement forcer le gouvernement à les intégrer dans le réseau des Affaires sociales et ainsi obtenir une certaine parité salariale avec les autres travailleurs du réseau. On dépendait, à ce moment-là, du ministère des Affaires sociales.

Dans cette tentative deux choses ont été oubliées. Premièrement, qu'il en coûterait beaucoup moins cher à l'État d'ignorer les revendications des éducatrices en garderie. Cela se passait il y a plus de 10 ans.

Les conflits de travail dans les garderies existent toujours, du moins à Québec (conflit «Jardin chez Francine», conflit «M^{lle} Merveille» contre «Le Criquet», c'est exactement la même situation. La création de l'Office des services de garde à l'enfance n'a pas apporté de solution à ces problèmes, puisqu'il n'entre pas dans son mandat de négocier les salaires et les conditions de travail du personnel en garderie.

A toutes ces occasions, on s'est toujours fait répondre, que ce soit par le gouvernement ou par l'Office, «c'est pas nous qui négocions les salaires». On a toujours retourné la balle dans le camp des parents, cela devient donc un cercle vicieux. On veut se syndiquer, on retombe sur les parents; on retombe trop sur les parents, donc on veut se syndiquer.

Deuxièmement, qu'il était impossible de négocier avec les parents ou les conseils d'administration car aucune association régionale patronale n'existait à ce moment-là.

Après une période de désillusions, les éducatrices ont créé des syndicats locaux et ce sont encore les parents à revenu moyen qui paient la note des frais de garde de plus en plus élevés.

Nous étions là lors des premiers regroupements de garderies qui ont permis une prise de conscience de nos besoins communs. Nous étions là lors de la création de l'Office des services de garde à l'enfance. Nouveaux espoirs, tant au point de vue monétaire que de l'amélioration de la qualité des services. Enfin, un intervenant qui servirait de lien entre le Conseil du Trésor . . . et les garderies!

L'instabilité des agents de liaison de l'Office, les nombreuses politiques mises en place et reportées, les nouvelles politiques, etc. L'Office ne semblait pas pouvoir jouer un rôle de premier plan dans le domaine des services de garde à la petite enfance, puisque le budget qui lui était attribué n'était pas suffisant.

Nous ne voulons pas taire ou ignorer le travail de l'Office des services de garde à l'enfance et nous respectons le courage et le dynamisme qu'il a manifestés au cours des dernières années pour essayer de faire avancer la cause des garderies. Nous croyons cependant qu'il est impossible de faire évoluer l'idée d'un réseau de garderies sans avoir les moyens financiers pour le réaliser.

[Translation]

ment of day care centres was thus proportionately slowed down.

We were there during the first attempts at unionization of day care centre personnel, which is a very specific sign of dissatisfaction and refusal of often aberrant working conditions.

Around 1977, educators in many day care centres tried the union route at a regional level to eventually oblige the government to insert them into the social affairs network and thus obtain some kind of salary parity with the other workers in that network. At that time, we were under the jurisdiction of the social affairs department.

During that attempt, two things were forgotten. First, that it would cost far less for the province to ignore the demands of day care centre educators. That was going on over 10 years ago.

These labour conflicts still exist in day care centres, at least in the Quebec City area (*Jardin chez Francine*, M^{lle} Merveille, *Le Criquet*) and the same situation still prevails. Setting up the *Office des services de garde à l'enfance* did not solve those problems because it is not within its terms of reference to negotiate salaries and working conditions for day care personnel.

On all those occasions, we were always told, whether by the government or by l'Office: We are not the ones who negotiate the salaries. The ball is always being thrown back into the parents' court and you are just going around in a circle. You want to get unionized, you dump on the parents; you dump too much on the parents, you want to join a union.

Secondly, it was impossible to negotiate either with the parents or the boards of directors because there was no regional employer's association at that time.

After a period of disillusionment, the educators set up local unions and it is still the middle-income earning parents who are paying higher and higher day care costs.

We were there when the first groups of day care centres got going and that is when we realized we all had common needs. We were there when l'Office des services de garde à l'enfance was set up. New hope both moneywise as well as for improving the quality of service. Finally, someone to bridge the gap between Treasury Board . . . and the day care centres!

Instability of l'Office's liaison personnel, numerous policies implemented and delayed, new policies, etc . . . The *Office did not seem to be able to play the role of a principal in the area of pre-school day care because the budget it was allocated was not sufficient.

We do not want to be silent about or ignore the work done by l'Office des services de garde à l'enfance and we respect the courage and the aggressiveness that it has shown over the last few years to try to advance the case for day care centres. We however believe that it is impossible to promote the idea of a day care centres network without having the financial means to implement it.

[Texte]

Nous étions là pendant toutes ces années où il a fallu construire un service de garde de qualité en ne comptant que sur une seule réalité: le dynamisme de notre équipe. Les pionniers, ceux qui ont vraiment forgé les garderies, ont souvent l'impression d'avoir été négligés sous beaucoup d'égards, d'avoir été laissés pour compte.

Les anciennes garderies n'ont jamais reçu de subvention dite de départ de 72,000\$, c'est-à-dire 1,200\$ par place pour 60 places-enfants. Il est vrai qu'elles ont reçu une subvention de 8,000\$ et une subvention de 5,000\$ pour le renouvellement de leur équipement en 13 ans. Légères compensations lorsqu'on songe aux sommes investies depuis tant d'années.

Des efforts très énergiques devraient être faits dans l'attribution des budgets gouvernementaux pour qu'on puisse enfin accorder au personnel des garderies pionnières un salaire équivalant à l'expérience et à leurs qualifications. En passant, une garderie qui a 13 ans ne commande pas les mêmes salaires qu'une garderie qui a un an.

• 0955

Actuellement les crédits vont au développement et aux subventions aux personnes à faible revenu. Il semble qu'aucune somme n'ait été accordée pour la consolidation non plus qu'aux familles à revenu moyen. Pour les crédits qui vont être prochainement distribués par l'Office, on va augmenter l'échelle de subvention directe aux parents de 50 cents, ensuite on va augmenter l'admissibilité de 500\$ puis on va continuer à subventionner le développement. On ne donne absolument rien directement aux garderies.

Heureuses sont les éducatrices qui doivent se contenter d'un salaire moyen de 8\$ l'heure—cela c'est la région 03—lorsque dans les réseaux de santé publique et de services sociaux les travailleurs gagnent des salaires bien supérieurs pour des qualifications et un travail équivalents. Nombreuses sont celles qui, actuellement, gagnent à peine plus que le salaire minimum. Les éducatrices, en plus de leur travail premier, doivent souvent accomplir une partie du travail des spécialistes en travail social, du CLSC ou des centres spécialisés.

Nous étions là lors de l'arrivée des CLSC. Nous avons cru pouvoir compter sur le nôtre. Nous avons travaillé à son implantation. Nous avons fêté son ouverture. Nous lui avons soumis nos besoins... qu'il ne peut satisfaire. Ce qui veut dire que les services que nous avons obtenus avec la collaboration de l'ancien Département de santé communautaire nous sont refusés, parce que le CLSC a «oublié» l'existence de notre garderie dans son secteur.

Notre garderie s'était assuré les services d'une orthophoniste pour 4 journées par année (l'équivalent de 1,600\$ par année). Nos éducatrices ont reçu 16 heures de formation en orthophonie pour assurer le dépistage précoce des troubles de langage. Les éducatrices ont, pour la plupart, des bacs en éducation préscolaire, élémentaire et orthophonie.

Ces dépistages et thérapies précoces sont, nous en sommes convaincus, un service essentiel et épargnent à l'État des dépenses bien supérieures à ce qu'il en coûterait si l'enfant était plus âgé. Ce service nous est maintenant refusé, après

[Traduction]

We were there during all those years when we had to set up quality day care services simply by relying on one factor only: the drive of our team. The pioneers, those who really hewed out these day care centres often are under the impression of having been neglected in many ways, of having been left by the wayside.

The old day care centres never got a start-up grant of \$72,000, which is \$1,200 per place for 60 children places. It is true that they did get an \$8,000 and a \$5,000 grant to renew their equipment over 13 years. Not huge compensation when you look at the amounts invested over so many years.

Very energetic efforts should be made in allocating government budgets so that the personnel of these pioneer day care centres can finally be given the salary equivalent to their experience and their qualifications. By the way, a day care centre which is 13 years old does not have the same salaries as the day care centre that is just one year old.

Presently, the budgets are going to development and grants for low income earners. It seems that no amount was allocated for consolidation nor for medium-income earning families. As for the budgets that are soon to be allocated by *l'Office*, the scale for direct grants to parents is going to be increased by 50 cents, eligibility is then going to be increased by \$500 and development is still going to be subsidized. Absolutely nothing is given directly to the day care centers.

Those educators who enjoy an average salary of \$8.00 per hour are quite lucky, that is for region 03, whereas in the public health and social service networks, the people working there earn far higher salaries for equivalent qualifications and work. Those who are hardly earning above the minimum wage are quite numerous right now. Those educators, besides their work, often have to do part of the social work either with the CLSC or specialized centers.

We were there when the CLSCs were brought in. We had hoped to be able to count on ours. We worked to set it up. We celebrated its opening. We have submitted a list of our needs... which they cannot satisfy. Which means that the services that we got with the cooperation of the old community health department are now being refused us because the CLSC has "forgotten" the existence of our day care in its sector.

Our day care center had retained the services of a speech-therapist four days a year (the equivalent of \$1600 per year). Our educators have 16 hours training in speech-therapy to ensure early detection of language problems. The educators, most of them, have bachelors degrees in preschool education, elementary education and speech-therapy.

This early detection and therapy are, and we are convinced of this, an essential service and save the government far more money than what it would be costing if the child were older. We are now refused this service after two years of work and

[Text]

deux années de travail, d'amélioration de nos objectifs; après deux années de témoignages de satisfaction de la part des parents et des éducatrices elles-mêmes.

Notre garderie s'était aussi assuré les services d'hygiénistes dentaires. Nous avons même élaboré un programme d'intervention auprès des enfants de 18 mois à 6 ans. Le CLSC avait accordé les services de l'hygiéniste dentaire à la garderie pour ensuite les lui refuser.

Nous avons soumis des demandes précises au CLSC pour l'année 1985-1986. La réponse qui nous a été faite n'est pas difficile à deviner: «non».

Une garderie fait partie, il nous semble, de la communauté. Les enfants qui la fréquentent sont-ils des citoyens à part entière? Pourquoi attendre qu'ils fréquentent l'école primaire ou plus tard pour leur accorder les services dont ils ont besoin. Ici encore les coûts sociaux seraient moins élevés pour l'État si les interventions souhaitées s'avéraient disponibles.

Nous sommes encore là, 90 p. 100 de parents à revenu moyen, 20 éducatrices ayant de 2 à 13 ans d'expérience en éducation auprès de la petite enfance, 5 personnes de soutien, incluant la direction—on calcule la direction comme un soutien—, ayant 5 et 13 années d'expérience en garderie et une ribambelle de merveilleux enfants.

Nous avons vécu et vivons encore des moments très difficiles. La vie dans une garderie n'est pas dorée. Pour Monsieur Tout-le-Monde, une garderie c'est autant la voisine, la dame du coin de la rue qui garde des enfants dans son sous-sol, à peu de frais, sans déclarer ses revenus, que la Ville qui développe des garderies coopératives, des jardins d'enfants qui ne sont pas soumis aux mêmes règles d'éthique que les garderies reconnues. Ces dernières se doivent d'offrir des services de qualité sous la responsabilité d'un personnel qualifié.

Comment les garderies peuvent-elles tolérer que 85 p. 100 des enfants en garde dans la province soient encore gardés «au noir» ou dans des conditions qui ne seraient jamais tolérées dans une garderie? Comment a-t-on pu laisser durer cette pratique que nous jugeons déloyale? Notre garderie s'est souvent plainte aux autorités compétentes de cet état de choses mais toujours sans succès.

Une conclusion s'impose: il en coûte moins à l'État de laisser s'éterniser une telle situation que d'intervenir énergiquement. Nous sommes encore là mystifiés que l'État puisse désirer développer un réseau de garderies sans s'y intéresser davantage; sans un recrutement des meilleurs éléments—le personnel compétent existe—; sans que le personnel engagé ne soit adéquatement rémunéré; sans assurance d'atteindre un jour ses objectifs: un service de garde de qualité à tous les niveaux; sans un respect inconditionnel de sa clientèle, en ne favorisant, par les subventions, que les plus démunis et en négligeant ceux qui travaillent inlassablement et fournissent d'innombrables efforts pour arriver financièrement; sans être concurrentiel sur le marché. Aucun commerce, aucune industrie n'y sont encore arrivés avec ces conditions.

Nous croyons que la solution de facilité doit être écartée; cependant la fermeture d'une garderie n'est pas chose impossible. Pour plusieurs, cette solution serait fort acceptable

[Translation]

improvement of our objectives; after two years of satisfaction expressed by both the parents and the educators themselves.

Our day care center also had the services of a dental hygienist. We even set up a program for children aged 18 months to six years. The CLSC had granted the services of a dental hygienist to the day care center and then refused them.

We submitted specific requirements to the CLSC for the 1985-86 year. It is easy to guess the answer: "no".

It seems to us that a day care center is a part of the community. Are the children who go there fullfledged citizens? Why wait for them to go to grade school or even later before you give them the service they need. Once more, social costs would be far lower if what we needed was available.

Once more, we have 90% medium-income earning parents, 20 educators with anywhere from two to 13 years experience in preschool education, five support staff, including management, we consider that as support staff, with between five to 13 years experience in day care and a whole slew of marvelous kids.

We have been through and are still going through rather difficult times. Life in a day care center is not golden. For the man on the street, a day care center is either the neighbour, the lady down the street who minds kids in her basement for cheap without declaring her revenue, as well as the city developing cooperative day care centers or kindergardens that do not have to submit to the same rules of ethics as licensed day care centers. The latter must offer quality service dispensed by qualified and responsible personnel.

How can day care centers tolerate the fact that 85% of the children in the province are being kept in "underground" centers or under conditions that would never be tolerated in a proper center? How can this situation, unethical in our opinion, be allowed to continue? Our day care center has often complained to the proper authorities about this state of affairs but always without success.

One conclusion sticks out: it costs less for the state to let such a situation go on than to resolutely step in. We are still mystified by the fact that the state wants to develop a day care center network without being interested in the whole subject any more than that; without recruiting better elements (the competent personnel does exist); without ensuring adequate remuneration for the staff that is hired; without any assurance of one day attaining its objectives, that is quality day care service at all levels; without unconditional respect for its clients by favouring, through its grants, only the poorest while neglecting those who work tirelessly and make endless efforts to make ends meet financially; without being competitive in the market place. No business, no industry have every succeeded yet under those conditions.

We believe that facility, as a solution, must not prevail; however, closing a day care center is not impossible. For many, that solution would be quite acceptable because they could

[Texte]

puisqu'ils pourraient garder des enfants à la maison, jusqu'à concurrence de 10, améliorant ainsi leurs revenus. Les calculs sont faciles à faire: cela représente la somme non déclarée de 750 dollars par semaine. Cette solution est invitante, mais l'encadrement de l'enfant ne pourrait être assuré de façon aussi professionnelle qu'en garderie.

• 1000

D'autres solutions peuvent être apportées.

L'obligation pour tout parent qui travaille et qui a un ou des enfants à charge, de produire des reçus pour frais de garde. Cela permettrait probablement de mettre à jour tout le réseau de garde clandestin.

Deuxièmement, une plus grande implication de l'État par une subvention directe de 10\$ par jour/enfant aux garderies, ce qui favoriserait une plus grande accessibilité aux services de garde et créerait de nombreux emplois.

Le gel de la subvention directe aux parents pour les 3 prochaines années et l'obligation pour tous les parents ne travaillant pas et touchant le maximum de la subvention, de fournir un travail social en compensation pour les sommes reçues.

La poursuite du développement du réseau de garderie en gelant à 1,200\$ par place/enfant les sommes allouées au développement; en accordant les sommes excédentaires (300\$ par place/enfant prévus l'an prochain) à la consolidation du système et au paiement des sommes moralement dues aux «anciennes garderies».

La fusion de l'Office des services de garde à l'enfance, tel que connu présentement, avec le service de l'enseignement privé du ministère de l'Éducation, niveau préscolaire.

Ceci éviterait les dédoublements du personnel et de services. Pour ce faire, les budgets des deux organismes devraient être augmentés.

En conclusion, les parents et les garderies ne désirent pas vivre les problèmes du réseau de l'enseignement ou des services de santé.

Nous désirons, comme parents et comme éducateurs responsables, faire notre part et continuer de faire des efforts.

Les parents et les garderies ne veulent pas d'un réseau entièrement financé où l'État et les syndicats deviendraient rivaux. C'est la position de nos garderies et non une position régionale.

Nous sommes dynamiques et désirons continuer à nous impliquer.

Les garderies désirent recevoir la considération qu'elles méritent et une reconnaissance de leurs services comme étant essentiels.

Un jour, les personnes oeuvrant en milieu de garde devront prendre leur retraite. Pourront-elles le faire en toute quiétude, ayant autre chose que leurs souvenirs pour vivre?

À partir de l'an prochain nous recevrons les enfants des enfants que nous avons reçus.

[Traduction]

have their children minded at home, up to 10, thus increasing revenue. The calculation is easy: that represents an unreported amount of \$750 per week. The solution is tempting, but the child will not be looked after as professionally as in a day care center.

Other solutions can be found.

The obligation for any working parent with one or more dependent children to produce day care receipts. That would probably expose the whole underground day care center network.

Secondly, a greater state involvement through a direct grant of \$10 per day, per child, for the day care centers, which would favour greater accessibility to day care services and would create all kinds of jobs.

The freeze of the direct grant to parents for the next three years and the obligation for all nonworking parents receiving the maximum grant to provide social work in compensation for the funds received.

Pursuance of the development of the day care center network by limiting the amounts allocated to development to \$1,200 per child placed; by allocating the excess sums (\$300 per child placed estimated for next year) to the consolidation of the system and payment of the monies morally owed to the "old day care centers".

The merger of *l'Office des services de garde à l'enfance*, in its present form, with the private educational service in the Department of Education, preschool level.

This would avoid doubling of personnel and services. To do that, the budgets of both organizations should be increased.

In conclusion, the parents and the day care centers do not want to go through the same problems as the educational network or the health services.

We wish, as parents and responsible educators, to do our share and continue to make an effort.

The parents and the day care centers do not want a fully funded network where the state and the unions would become rivals. That is the position of our day care centers and not a regional position.

We are dynamic and want to continue to be involved.

The day care centers want the considerations they deserve and recognition that their services are essential.

One day, the people working in these day care centers will have to retire. Will they be able to do so in all quietude with something other than their souvenirs to live on?

As of next year, we will be getting the children of the children that used to be with us.

[Text]

Nous sommes encore là, mais pour combien de temps?

Nous avons, au fil des ans, épuisé toutes les ressources à notre disposition.

Nous avons demandé aux parents, aux éducatrices et au personnel de soutien, des efforts incroyables de foi et de dévouement.

Nous avons fait tout ce qui nous était possible pour le développement de la petite enfance dans notre région. Nous avons fait la preuve de notre compétence et de notre bonne volonté.

Il est devenu intolérable de supporter, à nous seuls, tout le fardeau du passé troublé des garderies et de leur avenir guère prometteur.

L'État doit sortir de son attitude timorée et élaborer des politiques responsables face à la famille; il doit poser un geste significatif qui permette à notre milieu d'assurer sa survie, aux parents de jouir d'un réseau de services de garde de qualité où leurs enfants s'épanouiront pleinement. Merci.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Thank you very much, Mr. Chairman.

I was interested in your recommendations that you feel the day care agencies should come under the school system as an extension so that we lower it down to pre-school. It is all funded by provincial governments now, because the federal government participates in the post-secondary education only by way of lump sum grants. What levels of taxation do you think the public would tolerate if we were to be recommending something like that?

M. M. Vachon: La proposition a été faite parce que l'Office touche aux mêmes groupes d'enfants que le ministère de l'Éducation. Comme nous nous considérons comme un service essentiel, on verrait un système de taxation du même type que celui des écoles. Mais nous ne voulons pas du tout que ce soit entièrement subventionné; on veut continuer à faire des efforts. Il en coûtera environ la moitié moins que le système de taxation présentement en vigueur. Mais il faudra abolir les subventions données directement au réseau des garderies. Il y a bien un accroissement de subventions qui est demandé mais son coût n'atteint pas la moitié même du système d'éducation au Québec.

On a fait cette proposition parce que le ministère de l'Éducation développe la garde dans les écoles et aussi parce qu'on travaille au niveau préscolaire, au niveau des programmes.

Par expérience, je peux vous dire que l'Office des services de garde a une expertise très avancée au niveau local, de l'encadrement des enfants. Par contre, le ministère de l'Éducation a une expertise plus avancée au niveau de la programmation et de la surveillance des qualifications du personnel. À ce moment-là, la fusion des deux amènerait des exigences nouvelles supérieures aux exigences actuelles et une qualité de service accrue, selon nous.

[Translation]

We are still here, but for how long?

With the years, we have exhausted all the resources available to us.

We have asked the parents, the educators, the support staff to make incredible efforts and to show incredible faith and devotion.

We have also done everything possible for the development of preschoolers in our area. We have proved our competence and our good faith.

It has now become intolerable for us to support, alone, the whole burden of the troubled past of day care centers and of their future which does not look very promising.

The state must rid itself of its timorous attitude and come up with responsible policies for families; it must do something significant to allow us to ensure the survival of our service so that parents can enjoy a quality day care center network where their children can develop fully. Thank you.

Le vice-président: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je m'intéresse à votre recommandation, à savoir que, selon vous, les garderies devraient relever des écoles et en être le prolongement, de sorte que nous les ramenions au statut de maternelles. L'aide leur vient maintenant des provinces, car le gouvernement fédéral ne participe—par le biais d'indemnités forfaitaires—qu'à l'enseignement post-secondaire. Si nous procédions ainsi, combien de taxes scolaires, à votre avis, le public serait-il disposé à supporter?

Mr. M. Vachon: The proposal was made because *l'Office* serves the same groups of children as the Department of Education. As we consider ourselves to be an essential service, we would be thinking of a taxation system which is the same as the one we have for the schools. But we do not want everything to be subsidized; we want to continue to make some effort. It will cost about half of the taxation system presently in place. But you would have to do away with the subsidies given directly to the day care service network. Of course, there is an increase in subsidies being asked for, but it is not even half of what is required for the education system in Quebec.

We made that proposal because the Department of Education is developing day care centers in its schools and also because we are working at the preschool level, for the programs.

Based on my experience, I can tell you that *l'Office des services de garde* has very advanced expertise, at the local level, in child development and supervision. On the other hand, the Department of Education has more advanced expertise in programming and supervision of personnel qualifications. We think that means that merging the two would lead to new and greater requirements and an increased quality of service.

[Texte]

[Traduction]

• 1005

Mr. Belsher: Thank you.

The Vice-Chairman: Ms Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you. I wonder if you could clarify just two or three points that you mentioned. You referred to parity of day care workers with other workers. With what other jobs or other kinds of professions would you compare day care? I am just trying to get a comparison we could use. With what kinds of other professions or other jobs would you compare day care workers when you talk about parity?

M. M. Vachon: On se compare aux travailleurs du réseau des affaires sociales, c'est-à-dire aux travailleurs des hôpitaux, aux travailleurs sociaux, aux travailleurs des CLSC et aux travailleurs des autres services essentiels. On considère que la garderie est un service essentiel. Si on l'enlève, les problèmes sont sensiblement les mêmes que lorsqu'on enlève une partie des services hospitaliers ou une partie des services sociaux.

J'ai une fille de 21 ans qui va commencer à travailler dans un hôpital cet été. Sans aucune expérience, ne connaissant absolument rien, elle gagnera de 11\$ à 14\$ l'heure. Je trouve cela injuste car nous, on a un salaire moyen de 10\$ l'heure. Je trouve injuste qu'après 13 années et ayant des connaissances supérieures, nous ne puissions au moins commander le même salaire.

Par exemple, un technicien en informatique qui commence et qui a des connaissances moins étendues que les nôtres gagne 12\$ l'heure.

Ms Mitchell: In what year was the provincial day care agency created?

M. M. Vachon: Cela fait à peu près cinq ans. C'est vers 1980 ou 1982.

Ms Mitchell: Does the provincial day care agency have anything at all to do with the informal day care you mentioned, the woman who uses her basement to look after children? Do they license or have anything to do with subsidies for that kind of day care in Quebec?

M. M. Vachon: Nous, on s'est plaints dans des cas de ce genre où il y avait vraiment abus. Mais si les enfants sont bien traités, on ne demande pas mieux, surtout quand il s'agit de tout-petits. Quand il y avait vraiment abus, quand on s'apercevait que 20 enfants étaient gardés dans des conditions déplorables, on portait plainte à l'Office. On a porté plainte aussi au ministère de l'Éducation, au Service de l'enseignement privé.

Une fois, on s'est occupés du cas. On a envoyé un agent Phillips pour aller voir ce qui se passait. Ce n'était pas du tout adéquat comme intervention. Toutes les fois qu'on a porté plainte à l'Office par le passé, on a pris la précaution de demander une réponse, mais on n'en a jamais reçu.

Normalement, c'est le rôle de l'Office de contrôler ces situations, mais il ne faut pas oublier que l'Office a un budget très limité et ne peut pas toujours se payer du personnel supplémentaire pour aller faire le tour de la province et

M. Belsher: Merci.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Merci. Pourriez-vous m'éclaircir un ou deux points dont vous venez de nous parler? Vous avez parlé de parité salariale entre les travailleurs en garderie et les autres. Avec quel autre emploi ou genre de profession feriez-vous cette comparaison? J'essaie tout simplement d'en avoir une idée. Lorsque vous parlez de parité salariale, à quelle autre profession ou à quel autre genre de travail compareriez-vous le travail en garderie?

Mr. M. Vachon: The comparison would be with workers in the social affairs system, hospital and social workers, people working in CLSCs and the workers in other essential services. We consider day care an essential service. If you take it away, the problems are almost the same as when you do away with some hospital services or part of our social services.

I have a 21-year-old daughter who is going to start working in a hospital this summer. Without any kind of experience at all, knowing absolutely nothing of the job, she is going to be earning anywhere from \$11 to \$14 an hour. I find that unfair because we have an average salary of \$10 an hour. I find it unfair that after 13 years and with higher education, we cannot at least get the same salary.

For example, a computer technician who is just starting out and who has less higher education than our people earns \$12 an hour.

Mme Mitchell: En quelle année l'Office des services de garde à l'enfance a-t-il été créé?

Mr. Vachon: About five years ago. Around 1980 or 1982.

Mme Mitchell: Cet office a-t-il quelque chose à voir avec les services de garde sauvages dont vous nous avez parlé, c'est-à-dire la dame qui offre les services de garderie dans son sous-sol? L'Office accorde-t-il un permis ou a-t-il quelque chose à voir avec les subventions accordées à ce genre de garderie au Québec?

Mr. M. Vachon: We have complained in such cases where there was really abuse going on. But if the children are treated properly, that suits us fine—especially when you are dealing with infants. In cases where there really was abuse, where 20 children were being kept under deplorable conditions, we did complain to the Office. We also complained to the Department of Education, to the private education services.

One case was seen to, once. Somebody from the Phillips Security Agency was sent to go and see what was going on. That was not at all what was needed. Whenever we have complained, we have taken the precaution of asking for an answer, but we never did get any.

Normally, it is up to the Office to check into those situations, but we should not forget that the agency does have a very restricted budget and cannot always pay for extra personnel to run around the province and dig up those

[Text]

démasquer les garderies pirates. C'est pour cela qu'on dit que deux parents qui travaillent et qui ont des enfants de 0 à 6 ans font sûrement garder leurs enfants quelque part. S'ils avaient l'obligation de produire un reçu pour fins d'impôt, cela leur donnerait des déductions, cela mettrait à jour le réseau et cela donnerait à l'État des revenus supplémentaires.

On s'est intéressés à cette formule-là en pensant aux grands-parents qui ont souvent la charge des petits-enfants; les grands-parents le font souvent pour rien, et on croit qu'ils devraient le faire pour un petit quelque chose. Ceux qui n'y pensent pas seraient peut-être obligés d'y penser un peu.

• 1010

Ms Mitchell: Do you think ideally family day care should be licensed; that is, family day care where a person takes three or four children? You do not think it should be licensed?

M. M. Vachon: Non.

Ms Mitchell: How would you control it? How do you see controlling the quality of care in the . . .

M. M. Vachon: Eh bien, il y a déjà le règlement de l'Office qui dit qu'une personne qui garde moins de six enfants à la maison n'a pas à obtenir un permis. Dans ce sens-là, il n'y a vraiment pas de problèmes. Là où cela devient déloyal, c'est quand les gens gardent à peu de frais, sans reçus. Il y a une concurrence assez déloyale à ce niveau-là, et il y a beaucoup d'abus dans le système. Depuis longtemps, nous disons que les enfants de 0 à 2 ans ou 2 ans et demi devraient être gardés en milieu familial. Je parle d'une région urbaine et semi-urbaine; je ne parle pas de régions périphériques. Lorsqu'on a développé la garde en milieu familial, on était d'avis que ces enfants-là, les 0 à 2 ans et demi, devaient être favorisés par ce système. Ce sont des enfants qui ont parfois de la difficulté à s'intégrer aux autres réseaux de garde. On fait une parenthèse: cela dépend des enfants.

L'Office a plutôt forcé la note pour développer des pouponnières. C'était à la demande des parents. Nous, on a eu des demandes répétées de parents qui voulaient faire entrer des enfants de 0 à 2 ans. On a toujours essayé de les renvoyer aux familles, parce qu'on croyait que c'était le meilleur endroit pour eux. On ne veut pas abolir cette garde-là; au contraire, on voudrait qu'elle soit un peu mieux contrôlée. On veut simplement que ce soit juste. On veut avoir des bases solides pour discuter face à face avec les autres.

Ms Mitchell: Thank you. Finally, can you tell us what happens when a parent, who is a working parent who has been using your day care centre, becomes unemployed or perhaps is just working part-time? Can the child still stay in day care? Is this the thing you recommend? Also, how do you adjust fees and cover your overhead for that child if the parent is not working full-time and is not paying a full fee?

[Translation]

underground day care centres. That is why we say that when you have two parents, both of them working, with children aged zero to six years, they certainly must be having their children kept somewhere. If it was mandatory for them to produce a receipt for income tax purposes, they would get the deductions, this would also reveal the extent of the whole network and the State would have supplementary revenue from that.

We started looking at that way of doing things when we thought of the grandparents who often take care of their grandchildren; the grandparents often do it for nothing and we think that they should be getting something out of it, however little. Those who do not think about those things just might have to, then.

Mme Mitchell: Croyez-vous qu'idéalement les services de garderie devraient obtenir un permis, c'est-à-dire dans le cas où une personne s'occupe, chez elle, de trois ou quatre enfants? Ne croyez-vous pas qu'on doive exiger un permis dans ces cas-là?

Mr. M. Vachon: No.

Mme Mitchell: Alors comment vous faites pour contrôler? Comment fait-on pour vérifier la qualité des soins accordés . . .

Mr. M. Vachon: Well, you already have the *Office* regulation that says that anyone taking care of fewer than six children at home does not need a licence. Where it becomes unfair is where you have people doing it on the cheap, without any receipts. There is a lot of unfair competition in that area and there is a lot of abuse in the system. For a long time now, we have been saying that children from zero to two or two and a half years old should be kept in a family environment. I am talking here about an urban or semi-urban situation; I am not talking about outlying areas. When family day care was set up, the conventional wisdom was that it would be better for children, from zero to two and a half years old, who sometimes have problems integrating into the other day care networks. Just in passing, here: That depends on the child.

The *Office* really put on a push to develop day nurseries, at the parents' request. We had all kinds of demand from parents who wanted to enroll their children aged of zero to two years. We always tried to put them in a family situation because we thought that was the best place for them. We do not want to abolish that kind of day care, on the contrary, but we would like to see better controls. We simply want to be fair. We want to have a solid basis to discuss face to face with the other side.

Mme Mitchell: Merci. Enfin, pouvez-vous nous dire ce qui arrive lorsqu'un parent travaillant à l'extérieur et se servant de vos services de garde se retrouve en chômage ou travaille peut-être simplement à temps partiel? L'enfant peut-il toujours rester en garderie? Est-ce quelque chose que vous recommandez? Et qu'est-ce que vous faites pour l'argent, au niveau des frais généraux, pour cet enfant si ce parent ne travaille pas à temps plein et ne paye pas le plein tarif?

[Texte]

M. M. Vachon: À ce moment-là, les parents peuvent demander les subventions accordées par Travail Québec, qui sont présentement de 10\$ par jour, même si le parent vient tout juste de perdre son emploi. On peut leur faire obtenir immédiatement la subvention, parce qu'on fait une étude des revenus futurs et non des revenus passés. L'enfant peut continuer dans le système selon ses besoins. Habituellement, si le parent arrête de travailler, il va nous laisser l'enfant deux jours par semaine pour qu'il puisse continuer sa socialisation. Il ne faut pas oublier que les familles ne comptent plus huit enfants aujourd'hui. Les familles comptent un ou deux enfants. Leur socialisation, ils la font en garderie. C'est une des préoccupations des parents. À ce moment-là, les gens peuvent aller chercher 10\$ par jour. Notre garderie demande un peu plus que la moyenne. On demande 16.50\$ par jour. À ce moment-là, le parent doit payer la différence, soit 6.50\$ par jour. Si les gens désirent arrêter d'utiliser le service, on nous donne un avis, et il n'y a vraiment aucun problème.

Ms Mitchell: Thank you very much.

The Vice-Chairman: One last question, Mrs. Martin.

Mrs. Martin: You mentioned in your summary of recommendations a \$10 subsidy. The recommendation is for \$10 per child per day. In your experience, what would you say would be a reasonable amount of money as a start-up grant if a new day care centre was being proposed?

M. M. Vachon: Vous voulez parler de ce qui serait raisonnable comme base pour établir le système de paiements des parents?

Mrs. Martin: No. If there was a direct grant as a start-up fee for starting a day care centre, to compensate for the overhead, etc. What would be a reasonable amount of money?

M. M. Vachon: On considère que 1,200\$ par place-enfant est amplement suffisant. Je peux vous le dire par expérience, parce qu'on a collaboré très étroitement à l'ouverture d'un nouveau service de garde à Neufchâtel, un service de 60 places-enfants. On a reçu 72,000\$. C'est sûr qu'on aurait mieux aimé recevoir 100,000\$. Mais implantez-vous dans tout autre système et dites à quelqu'un que vous avez 72,000\$ pour partir quelque chose; il va vous donner la main et vous dire que vous êtes drôlement chanceux. C'est pour cela qu'on trouve que c'est suffisant. On devrait penser à ceux qui existent depuis très longtemps et qui n'ont rien eu.

• 1015

Nous, on n'a à peu près rien eu du système malgré nos besoins. Quand le personnel a 13 ans d'expérience, cela ne commande pas du tout les mêmes salaires. On est vraiment rendu au bout de l'élastique, et on a hâte que quelqu'un prenne position. On considère que le montant qui est déjà arrêté pour la prochaine année, c'est-à-dire 300\$ par place-enfant, devrait être accordé aux garderies qui existent depuis plusieurs années. Je crois que c'est vraiment le portrait qui va nous être présenté: on va monter à 1,500\$ par place-enfant pour le développement.

On n'a rien contre le développement. Au contraire, il faut développer de nouvelles garderies, mais on pense que ce n'est

[Traduction]

Mr. M. Vachon: The parents can then ask for the subsidies granted by *Travail Québec* which are presently \$10 a day even if the parent has just lost the job. We can get the parent that grant immediately because we examine future revenue and not past revenue. The child can stay in the system as long as needed. Usually, if the parent stops working, the child will be left with us two days a week to continue the socialization process. We should not forget that we do not have families with eight children any more. You have one or two children per family. The socialization part is taken care of in the day care setting. That is one of the parents' concerns. So the people can get \$10 a day for that. Our day care does charge a bit more than the average. We ask for \$16.50 a day. The parents then have to pay the difference, \$6.50 a day. If the people do not want to use our service any more, we are simply advised of the fact and there is really no problem.

Mme Mitchell: Merci beaucoup.

Le vice-président: Une dernière question, madame Martin.

Mme Martin: Dans votre résumé de recommandations, il est question d'une subvention de 10\$. Vous recommandez 10\$ par enfant, par jour. D'après votre expérience, à votre avis, quel montant serait-il raisonnable d'accorder à titre de subvention de départ si l'on proposait la création d'une nouvelle garderie?

Mr. M. Vachon: Do you mean what would be reasonable as a basis to establish the new payment system for the parents?

Mme Martin: Non. Dans le cas d'une subvention directe pour mettre sur pied une garderie, pour les frais généraux et ainsi de suite. Qu'est-ce qui serait raisonnable, à votre avis?

Mr. M. Vachon: We consider that \$1,200 per child is quite sufficient. I can talk from experience, because we worked in very close co-operation opening up a new day care centre in Neufchâtel, a centre that can take 60 children. We got \$72,000. Of course, we would have preferred to get \$100,000. But set up in any other jurisdiction and tell somebody you have \$72,000 to start with; he will shake your hand and tell you that you are awfully lucky. That is why we find it is enough. Think of all the people that set up at the very beginning and never got anything.

We got just about nothing from the system despite our needs. When your personnel has 13 years' experience, you are not dealing at all with the same kind of salaries. The elastic has really stretched as far as it will go and we are really getting anxious for someone to take a position on the whole thing. We consider that the amount already set for the coming year, \$300 per child, should be granted to the day care centres that have been operating for some years. I think that is really the picture that is going to be presented to us: We will go up to \$1,500 per child for development.

We have nothing against development. On the contrary, we have to develop new day care centres but we think that that is

[Text]

pas nécessairement en fonctionnant de cette façon-là qu'on va en développer beaucoup. Ce n'est pas en jouant à l'autruche et en donnant goutte à goutte qu'on va créer quelque chose de sérieux. C'est en faisant un effort collectif. Nous, on est prêts à continuer à travailler, et on n'a pas besoin de se faire subventionner entièrement. On ne le veut pas. Par expérience, je peux vous dire que les parents qui sont subventionnés entièrement, ce ne sont pas toujours les parents qui sont les plus intéressés. Vous n'avez qu'à penser au système public d'enseignement et au réseau des affaires sociales. On fait énormément de lobbying présentement pour avoir des frais modérateurs. Pourquoi irait-on se replanter dans des systèmes semblables?

On fait des propositions qui nous semblent raisonnables, et on ne reculera pas. On ne négocie pas, on vous dit ce dont on a besoin et on ne reculera pas.

Mrs. Martin: Thank you very much.

Le vice-président: Je vous remercie beaucoup pour votre témoignage, monsieur Vachon.

Je profite de l'occasion pour rappeler à nos collègues que nous sommes en retard de 45 minutes. Il va falloir accélérer les choses.

Nous entendrons maintenant les représentants du Syndicat des employé(e)s de soutien de la Commission des écoles catholiques de la ville de Québec, M. Michel Bélanger, M^{me} Lyne Raymond et M. André Primeau.

M. André Primeau (Syndicat des employé(e)s de soutien de la Commission des écoles catholiques de la ville de Québec): Nous représentons les garderies en milieu scolaire de la Commission des écoles catholiques de la ville Québec. On a six garderies actuellement, et on aimerait bien que le système s'implante dans plusieurs écoles. M^{me} Raymond vous fera l'exposé.

Mme Lyne Raymond (Syndicat des employé(e)s de soutien de la Commission des écoles catholiques de la ville de Québec): Bonjour.

Je sais que les garderies en milieu scolaire sont encore toutes jeunes comme forme de service de garde. Nous avons ouvert nos portes en septembre 1980. Nous sommes donc parmi les pionniers des services de garde. Chez nous, nous avons présentement 250 enfants d'inscrits au service. De 180 à 200 enfants fréquentent la garderie chaque jour.

On est encore aux prises avec le problème d'accessibilité du service de garde. Nous déplorons le fait que la Commission scolaire puisse encore refuser ou accepter d'offrir un service de garde dans ses écoles. Je pense qu'on n'a pas besoin de vendre l'idée que le service est nécessaire. Aucun service n'est offert aux enfants de six ans et plus en dehors des heures scolaires. Je trouve cela déplorable, d'autant plus que souvent on nous refuse d'ouvrir un service de garde sous prétexte qu'on n'a pas les locaux nécessaires. Je crois que le service de garde en dehors des heures d'école pour les six ans et plus est nécessaire, cela le matin avant les heures d'école, le midi et à la fin de journée. Je crois que l'école est disponible entièrement à ce moment-là. Des locaux polyvalents—gymnase, cafétéria—sont disponibles, et je ne comprends pas pourquoi un directeur

[Translation]

not necessarily the way to develop a lot of them. Making like an ostrich and funding people in dribs and drabs won't achieve anything useful. Everyone must pitch in. We are quite ready to keep working and we do not need full-fledged subsidies. We do not want that. In my experience, fully subsidized parents are not always those who take the most interest. Just think about the public school system and the social affairs network. There is all kinds of lobbying going on right now in favour of some kind of user fee. Why should we just copy systems like those?

We have proposals that seem reasonable to us and we will not back down. We are not negotiating, we are telling you what we need and we will not take no for an answer.

Mme Martin: Merci beaucoup.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your testimony, Mr. Vachon.

I would remind our colleagues that we are running 45 minutes behind schedule. We will have to hurry things along.

We will now hear from the representatives of the Union of Support Employees from the Quebec City Catholic School Board, Mr. Michel Bélanger, Mrs. Lyne Raymond and Mr. André Primeau.

Mr. André Primeau (Syndicat des employé(e)s de soutien de la Commission des écoles catholiques de la ville de Québec): We represent the Quebec City Catholic School Board in-school day care centres. We presently have six of these day care centres and we would like to see this system flourish in many more schools. Mrs. Raymond will be making the presentation.

Mrs. Lyne Raymond (Syndicat des employé(e)s de soutien de la Commission des écoles catholiques de la ville de Québec): Good day.

I know that day care centres in school settings are still in their infancy. We opened our doors in September 1980. So we are among the pioneers of in-school day care. We presently have 250 children enrolled and enjoying our services today. Some 180 to 200 children come to the day care centre every day.

We still have the problem of day care centre accessibility. We deplore the fact that the school board can still decide whether or not to offer day care services in its schools. I do not think we have to sell the idea that the service is a necessary one. No service is offered for children six years old or over outside regular classroom hours. I find that deplorable, the more so because we are often refused day care services on the pretext that we do not have the necessary premises. I think that day care service outside the regular classroom schedule for children six years of age and older is necessary in the morning before school opens, at noon and at the end of the day. I think that the school building is then wholly available. All kinds of premises, gymnasium, cafeteria, are available at those hours and I do not understand why a school principal or

[Texte]

d'école ou une commission scolaire refuse à un comité de parents d'ouvrir un service de garde en raison du manque de locaux.

• 1020

Je crois que la question ne devrait plus se poser. Les commissions scolaires devraient accepter un service de garde lorsque les parents en font la demande. On nous dit qu'on n'a pas de local pour les enfant de la maternelle. Tout de même, je pense qu'il y a d'autres possibilités si on a recours à la municipalité ou à la frabrique. Ce ne serait pas si compliqué, à mon avis. Lorsqu'on construit des écoles ou lorsqu'on rénove des écoles, on devrait prévoir des locaux pour les services de garde.

Deuxièmement, je voudrais parler de la qualité des services de garde. Cela fait six ans qu'on est là. On n'a aucun outil de programmation. C'est laissé à la discrétion de chaque garderie. Cela, c'est terrible, à mon avis. Quand j'ai ouvert, on m'a dit: Tu ouvres dans deux jours. J'ai dit: Mais c'est quoi, un service de garde en milieu scolaire? Je ne le sais pas, fais ce que tu peux. J'ai essayé d'en aider plusieurs, mais on a besoin d'un véritable outil. Il faut tenir compte des différents problèmes. On a des groupes d'enfants de plusieurs âges. On travaille avec des enfants de la première à la sixième année pour une période de deux heures à deux heures et demie. Ce n'est pas un *parking*, et on veut le prouver. Les parents et les enfants savent que ce n'est pas cela, mais c'est difficile quand on n'a pas d'appui, quand on n'a pas de soutien.

On a aussi un problème au niveau de la formation dans les cégeps. On a le cours de techniques de garderie, mais les 6 à 12 ans sont complètement oubliés. On va travailler avec les 0 à 5 ans, sur la psychologie de l'enfant, etc., mais les 6 à 12 ans sont complètement oubliés. Il y aurait quelque chose à faire pour cela. On devrait les former, les renseigner. Présentement, j'ai 13 personnes sous ma responsabilité à la garderie, et je peux vous dire que nos meilleurs candidats sont les gens qui ont acquis de l'expérience dans les camps de vacances et dans les centres de jour d'été. Eux sont habitués à travailler avec cette clientèle-là, avec des temps coupés et avec les moyens du bord. Là aussi il y a quelque chose à faire.

Un document de travail pour l'administration des garderies: On a une subvention. Chaque année, on fait notre demande de subvention à la Commission scolaire. Cette subvention-là est dans les coffres de la Commission scolaire et on fonctionne par demandes, mais c'est uniquement pour du mobilier et du matériel d'utilisation courante. On n'a pas le droit d'utiliser un seul cent de cela pour payer des salaires. La garderie doit s'autofinancer au niveau des salaires. La cotisation des parents doit servir à payer le salaire des moniteurs ou des éducateurs. Il faut l'administrer, il faut la gérer, mais on n'a pas d'outil de travail. On aimerait avoir un outil de travail qui tienne compte de nos limites et de nos façons de procéder. Je pense qu'il y a autant de garderies qu'il y a de modes d'administration. C'est-à-dire que dans certaines, on perçoit un taux horaire, alors que dans d'autres, on perçoit un taux par période, etc.

[Traduction]

a school board would refuse to allow a parents' committee to set up a day care service because the necessary premises are not available.

I do not think there should be any question about it. School boards should accept to offer day care at the request of parents. We are told that there is no classroom for the children in kindergarten. I am sure that we could come up with something if we put in our request to the municipality or the church council. As far as I can see, it should not be that complicated. Whenever a school is built or renovated, provision should be made for day care facilities.

Secondly, I would like to say something about the quality of day care. We have been in existence for six years and we do not have any guidance for programs. This is left up to the discretion of each day care centre. I think that this is terrible. I was only told two days ahead of time that we would be opening and when I wanted to find out what exactly school day care is, I could not get any answer, I was told to do what I could. I have attempted to provide some assistance to others but we do require guidance. We must take into account the different problems. We have children from various age groups. We are working with children from Grade 1 to Grade 6 for between two and two and one-half hours. It is not just a place to dump the children and we want to prove this. The parents and children know that this is not the case but it is difficult when we do not have any support.

There is also the problem relating to training in the junior colleges. There is a course in day care techniques but children between six and twelve are completely overlooked. The course deals with children between zero and five—child psychology etc.—but there is nothing for those between six and twelve. Something should be done about this, there should be training and information made available. At the present time, I have 13 persons under my responsibility in the day care centre and I can tell you that our best candidates are people who have acquired experience in summer camps or day camps. They are used to working with children at that age group in the same type of time slots and making do with whatever resources are available. Something should be done about this as well.

A working document for the administration of day care centres: We do receive a grant. Every year we put in an application to the school board. This grant comes from the budget of the school board and we must apply for our funding, but this is only for furniture and standard equipment. We are not allowed to use a single cent of this money to pay salaries. The day care centre must provide its own funding for salaries. The parents fees must pay for our day care workers' salaries. We are responsible for the administration and management but we do not have any working tools. We would like to have a method of work which takes into account our limitations and our procedures. There are various types of day care administration. In some day care centres, an hourly rate is charged whereas in others, it is set for a given period and so forth.

[Text]

Après six ans, on a fait nos preuves. Il y a des services de garde, mais il n'y en a pas assez. Les parents ont peur parce qu'ils s'arrêtent au premier refus. Le directeur d'école dit: Cela ne me tente pas d'avoir un service de garde parce que c'est sous ma responsabilité. Le directeur d'école est responsable de son service de garde. C'est la responsabilité financière surtout qui lui fait peur.

Le vice-président: Nous passons maintenant aux questions.

Madame Pépin.

Mme Pépin: La difficulté quant à la garde des enfants de 6 à 12 ans est bien réelle. Actuellement, au Québec, c'est le ministère de l'Éducation qui régit ce groupe-là. Je suis très contente que vous nous fassiez part de votre problème. Votre problème, on le rencontre ailleurs, mais le Québec est l'une des seules provinces où certaines écoles peuvent offrir leurs locaux pour des services de garde. La difficulté que vous rencontrez pourrait peut-être être résolue par le ministère provincial de l'Éducation, parce que c'est sans aucun doute un domaine de compétence provinciale.

• 1025

Nous pouvons vous appuyer dans votre demande. Mais pour éviter que les parents des écoles essuient un refus du directeur, vous pourriez demander au ministère de l'Éducation d'amender la loi. Je pense que la prochaine porte où vous devriez frapper serait celle du ministère de l'Éducation; peut-être que le ministre serait très attentif à votre demande; s'il y a un lobbying important, et une volonté des parents, le gouvernement agirait peut-être dans votre sens. C'est un domaine que le gouvernement fédéral ne peut pas toucher. L'éducation est définitivement de compétence provinciale. On peut appuyer votre demande, mais il faudrait sensibiliser les parents; vous dites que les parents ont peur, c'est vrai. Les directeurs aussi ont peur. Mais si les parents se mettaient ensemble et faisaient des demandes au ministère de l'Éducation, on pourrait sensibiliser quelqu'un. Peut-être que le Ministère n'attend que cela.

M. Primeau: Je pense qu'une association provinciale qui a été formée depuis à peu près un an, à la suite de deux colloques provinciaux.

Vous verrez un mémoire dans lequel vous lirez toutes les demandes venant d'un peu partout à travers la province pour les services de garde en milieu scolaire. Ce mémoire sera présenté au ministère de l'Éducation.

Mme Pépin: Ah bon! Le changement des attitudes, je suis d'accord avec vous, c'est ce qu'il y a de plus difficile à faire.

Il faut attirer l'attention du public sur le fait que les enfants de 6 à 12 ans ont besoin de services de garde.

Mme Raymond: Dans notre quartier, 55 p. 100 des enfants de notre école sont de familles monoparentales. Donc on ne peut pas penser que notre voisine pourra s'en occuper. Chez moi, 75 p. 100 des enfants proviennent de familles monoparentales. Donc c'est sûr que dans un tel service, on est susceptibles de recevoir ce groupe d'enfants; mais que le service soit un besoin, cette idée est vendue.

[Translation]

After six years, we have demonstrated our usefulness. Some day care is provided by not enough. Parents are easily intimidated and will give up after a first try and refusal. The school principal may decide that he would rather not provide a day care service because this would be part of his responsibility. The school principal is responsible for such day care. The main apprehension has to do with the financial responsibility.

The Vice-Chairman: We shall now begin our questions.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I realize that day care for children between six and twelve is a problem. At the present time in Quebec, this comes under the Department of Education. I am glad that you have brought your difficulties to our attention. We have heard about this problem elsewhere but Quebec is one of the only provinces where some schools may offer their premises for day care. The difficulty you are experiencing might perhaps be solved by the provincial Department of Education since it is definitely a matter of provincial jurisdiction.

We can support you in your request. But to save the parents from being turned down by the school principal, you could ask the Department of Education to amend the act. I think that the next door for you to knock on is the Department of Education; the Minister may be very attentive to your request; if there is a significant amount of lobbying and determination on the part of the parents, the government might go along with your recommendation. This is an area in which the federal government cannot interfere. Education is strictly a matter of provincial jurisdiction. We can support your request but you must make parents aware of the situation; you say that parents are intimidated, that is true. The principals are also afraid. But if the parents got together and presented their position to the Department of Education, then people could be better informed. This may be just what the department is waiting for.

Mr. Primeau: I believe that a provincial association was set up about a year ago following the two provincial seminars.

You will see a brief containing all the requests from throughout the province for school day care. This brief will be presented to the Department of Education.

Mrs. Pépin: I see. I agree with you, changing attitudes is the most difficult part of the task.

The public must be made aware that children between the ages of 6 and 12 need day care services.

Mrs. Raymond: In our neighbourhood, 55% of the children attending school are from single parent families. So we cannot expect our neighbour to look after the children. In my case, 75% of the children come from single-parent families. Such children would be likely to stay in day care after school; the actual need for such a service is already recognized.

[Texte]

Mme Pépin: Oui. C'est un besoin.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci. Je voudrais savoir si vous assurez le service du petit déjeuner. Recevez-vous l'enfant de bon heure le matin? En Colombie-Britannique, des mères infirmières doivent prendre leur service à 07h00; ce sont des familles monoparentales. Elles avaient beaucoup de difficulté à trouver des services de garderie, en milieu scolaire, qui assuraient le petit déjeuner.

Mme Raymond: Chez nous, on reçoit les enfants à compter de 07h30. Le service est ouvert de 07h30 à 18h00.

Si l'enfant n'a pas eu le temps de déjeuner, il pourra le faire chez nous; mais on n'offre pas le service de repas du déjeuner. Cependant, nos portes sont ouvertes à compter de 07h30, pour tous les enfants fréquentant l'école.

Mme Duplessis: Dans ces services vous prenez soin de l'enfant sur l'heure du dîner et après l'école, tant que le parent n'est pas rentré. Est-ce cela?

Mme Raymond: Une demi-journée pour l'enfant de la maternelle.

Mme Duplessis: Mais vous avez mentionné les enfants de 6 à 12 ans.

Mme Raymond: Oui. Nous avons la chance de disposer de locaux dans notre école.

J'ai mentionné le 6 à 12 ans parce que, souvent, on nous dit qu'il n'y a pas de locaux. Donc, on ne peut pas recevoir les enfants de maternelle, à la demi-journée, quand ils ne sont pas à la maternelle, parce qu'on manque de locaux. Mais c'est ouvert pour les cinq ans.

Chez nous, on garde des enfants de 07h30 à 18h00.

Mme Duplessis: Mais à ce moment-là ce sont des enfants de maternelle que vous avez?

Mme Raymond: Pour la journée. De 07h30 à 08h30, avant les heures de classe, nous avons les enfants de tous les niveaux. À 08h30, les enfants quittent pour l'école; et le matin, en demi-journée, on reçoit les enfants de cinq ans qui seront en maternelle dans l'après-midi.

Les enfants reviennent à l'heure du midi. Dans l'après-midi, nous accueillons un groupe d'enfants qui fréquentaient la maternelle, le matin. En fin de journée, tous les enfants reviennent.

À la fin de journée, on a dix groupes, de 18 à 20 enfants.

Mme Duplessis: Merci. Cela répond à ma question.

M. Primeau: Madame Duplessis, je pense qu'il y a une condition majeure pour que les garderies en milieu scolaire fonctionnent. La qualité des services offerts est soutenu par le dynamisme des gens, comme dans tous les autres genres de garderies.

C'est l'acceptation dans le milieu et la participation du directeur d'école qui sont importants. Si le directeur nous

[Traduction]

Mrs. Pépin: Yes, it is needed.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you. I would like to know whether you provide breakfast. Do you take children early in the morning? In British Columbia, mothers who work as nurses must begin work at 7 a.m.; if they are single parents, it is very difficult for them to find a school day care service offering breakfast.

Mrs. Raymond: Children may come to us from 7:30 a.m. on. We are open between 7:30 a.m. and 6 p.m..

If the child has not had time to have breakfast, he can have it in the centre, but we do not serve breakfast. However, our doors are open from 7:30 a.m. on for all children attending school.

Mrs. Duplessis: And you look after the child during lunch hour and after school until the parent comes back, is that right?

Mrs. Raymond: A half a day for children in kindergarten.

Mrs. Duplessis: But you mentioned children between 6 and 12.

Mrs. Raymond: Yes. We are lucky enough to have space for this in our school.

I mentioned children between 6 and 12 because very often we are told that there is not any space for them. So children from kindergarten are not allowed to come half days when they are not in kindergarten, because of this lack of space. But the facilities are open to five-year-olds.

In our particular service, we look after the children between 7:30 a.m. and 6 p.m..

Mrs. Duplessis: And these are children from kindergarten?

Mrs. Raymond: For the day. From 7:30 a.m. until 8:30 a.m., before school begins, we have children from all grades. The children start classes at 8:30 a.m.; and during the morning we have the five-year-olds who go to kindergarten in the afternoon.

The children come back at noon. During the afternoon we receive the group of children who go to kindergarten in the morning. At the end of the day, the other children return.

At the end of the day, we have 10 groups of between 18 and 20 children.

Mrs. Duplessis: Thank you. That answers my question.

Mr. Primeau: Mrs. Duplessis, there is one important condition for the functioning of school day care centres. The quality of the service depends on the dynamism of the workers, as in all other day care centres.

The degree of acceptance in the school as well as the involvement of the school principal are important. If the

[Text]

ferme sa porte, c'est fini, on ne pourra pas avancer. Tandis que si le directeur—comme chez nous, par exemple—coopère beaucoup, et nous aide beaucoup, s'il va nous chercher des appuis, à ce moment-là, on a des chances de développer.

• 1030

Parce qu'il ne faut pas oublier quelque chose, c'est que les garderies en milieu scolaire, cela apporte quand même de la clientèle à certaines écoles, quand on offre un service de qualité. En tous cas, de notre côté on a apporté environ une centaine d'enfants dans notre école, parce qu'on est passé de 30 à 200 enfants. Il y a eu beaucoup de demandes qui ont été faites à ce niveau-là pour, justement, profiter du service de garde de qualité qui était offert. Cela fait boule de neige, en fait. Mais ce dont on a besoin, c'est de l'aide. C'est bien certain. À Anne Hébert, cela fonctionne très bien; par contre, à la CECQ, il y a des garderies qui ont de la misère à boucler leur budget parce qu'ils n'ont pas nécessairement la participation qu'ils seraient en droit d'attendre.

Mme Duplessis: À ce moment-là, je pense qu'au niveau des directeurs, c'est qu'ils doivent peut-être prévoir... il y a toujours le côté assurance qui est très cher. Et j'imagine que le côté assurance est défrayé par le budget du fonctionnement de l'école. C'est peut-être pour cela que certains ne veulent pas s'embarquer là-dedans.

M. Primeau: C'est certain qu'il y a des enveloppes budgétaires qui sont déjà définies à l'avance mais, souvent, quand il y a un service de garde qui débute, souvent, dis-je, le directeur ne sait pas ce que c'est et il va remettre cela entre les mains d'une personne qui, bien souvent, ne sait pas à quel saint se vouer pour lancer son service de garde.

En regard de cela, l'Association—même si je ne peux pas parler en son nom—, est au courant du problème et elle essaie de créer des choses, justement des modèles, sur lesquels les gens vont pouvoir se fier pour lancer un service de garde en milieu scolaire.

Mme Duplessis: Je vous remercie beaucoup.

Le vice-président: Merci beaucoup de votre présentation. La Maison des femmes de Rimouski, Suzanne Renaud. Bienvenue.

Mme Suzanne Renaud (La Maison des Femmes de Rimouski): Merci. Bonjour, mesdames et messieurs, membres du Comité.

C'est avec plaisir que je suis ici pour parler au nom des femmes de la région 01. Avant tout, j'aimerais vous présenter des excuses pour ne vous avoir pas fait parvenir notre mémoire plus tôt. En espérant que ce malentendu ne causera pas de préjudice à l'étude et à la réflexion du dossier.

Avant de commencer, j'aimerais vous souligner qu'il y a une erreur qui s'est glissée à la page 2, à la ligne 5, au dernier paragraphe. Il faut lire le mot «enfants» dans la phrase:

Ne pourrait-on pas demander aux garderies situées près des maisons d'hébergement de réserver quelques places pour ces enfants.

[Translation]

principal does not want to co-operate with us, then we cannot make any progress. But if the principal is very co-operative, as is the case in our school, and willing to help, if he does obtain support for us, then there is a good chance that the service may develop.

It should be remembered that school day care does attract a certain number of pupils to schools when a quality service is offered. As far as we are concerned, we were responsible for about 100 additional children in our school, the enrolment went up from 30 to 200 children. A lot of children were enrolled so that they could take advantage of the excellent day care possibilities. There was a snowball effect. But we do require help, there is no doubt about it. The system works very well at Anne-Hébert but in the CECQ, there are day care centres that have a hard time making ends meet because they do not necessarily get the hoped-for participation.

Mrs. Duplessis: I suppose that the principals must make some provision... Insurance is always very costly. I suppose that insurance costs are included in the school's operating budget. This may explain the reluctance of some schools to get involved.

Mr. Primeau: I agree that there are budgetary envelopes which are defined ahead of time, but often, when a day care service is just starting, the principal does understand it and entrusts it to a person who may not have the slightest idea of how to go about offering this service.

With respect to this type of problem, the association—even though I am not entitled to speak on its behalf—is aware of the problem and is attempting to develop models which can be used in setting up a school day care service.

Mrs. Duplessis: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you for your presentation. *La Maison des femmes de Rimouski*, Suzanne Renaud. Welcome to the committee.

Mrs. Suzanne Renaud (La Maison des Femmes de Rimouski): Thank you. Good morning, ladies and gentlemen, members of the committee.

I am happy to be here to speak on behalf of the women of region 01. At the outset, I would like to apologize for not having sent our brief earlier. We hope that this misunderstanding will not prejudice in any way the study or attention devoted to this matter.

Before I begin, I would like to draw to your attention a mistake on page 2, line 5, in the last paragraph where the term "children" was meant.

Could not the day care centres located near transition houses be asked to set aside a few spaces for these children?

[Texte]

Merci.

Dans un premier temps, j'aimerais vous faire une brève description de l'organisme que je représente. La Maison des Femmes de Rimouski est un organisme sans but lucratif qui survit grâce aux subventions gouvernementales et à certains dons qui nous viennent des organismes du milieu. Nous avons une orientation féministe. La Maison est un organisme de pression et de revendications dont les principaux objectifs sont l'opposition et la lutte contre la violence faite aux femmes, le développement de leur autonomie et tous les dossiers qui touchent de près ou de loin à la condition des femmes. Par conséquent, nous ne pouvions passer sous silence le dossier des services de garde.

Dans son allocution à la Chambre des communes, M. Epp a déclaré, et je cite:

Nous demandons que l'enquête examine la garde d'enfants dans un contexte élargi, en tenant compte des besoins de garde pour tous les enfants, et pas seulement pour ceux dont les parents travaillent. Dans cet ordre d'idée, nous incitons les membres du groupe de travail à aller au-delà des questions habituellement liées aux services de garde de jour.

C'est dans cette optique que La Maison des Femmes de Rimouski et les groupes qui la soutiennent dans sa démarche ont voulu vous présenter les réflexions qui suivent sur les services de garde.

Il est primordial de soulever l'importance et la nécessité des garderies pour les femmes. Qu'elles soient travailleuses ou utilisatrices d'un service de garde, ce dernier se doit d'être à leur image.

Les garderies, c'est une question d'autonomie et de santé pour nous. Et pour la famille, c'est une question d'équilibre et d'épanouissement.

Il y a actuellement dans la région 01, 14 garderies dont 48 p. 100 des parents sont bénéficiaires du programme d'aide financière. Que dire des autres familles qui n'ont même pas accès aux services de garde. Considérant que 78 p. 100 des familles ont comme chef une femme et que la grande majorité sont bénéficiaires d'aide sociale, donc ont un budget extrême réduit, elles ne peuvent se permettre de compléter la subvention du programme d'aide financière offerte par le gouvernement. Pourtant elles ont besoin de faire garder leurs enfants plus que toutes les autres; pour chercher un travail, un logement ou entreprendre des démarches, elles doivent alors se débrouiller avec les moyens du bord. Que fait-on pour elles, que leur propose-t-on comme alternative?

• 1035

Comme première recommandation, nous favoriserions un accès entièrement gratuit pour les bénéficiaires d'aide sociale.

La famille au Québec a toujours été une de nos grandes valeurs, mais dans le contexte actuel, plusieurs familles vivent des crises extrêmement importantes. Concernant les services de garde, quels services leur offre-t-on pour les aider à passer la crise? Bien sûr pour les femmes, il existe dans la région 01, trois maisons d'hébergement qui les accueillent elles et leurs enfants. Et en 1985, 200 femmes et 185 enfants ont été

[Traduction]

Thank you.

Let me begin with a brief description of the organization I represent. *La Maison des Femmes de Rimouski* is a non-profit organization financed by government grants and some local contributions. Our orientation is feminist. La Maison is an advocacy group which has as its main objectives the struggle against violence against women, the development of their independence and all issues in any way related to the status of women. Therefore, we feel impelled to speak out on day care.

In his statement to the House of Commons, Mr. Epp declared, and I quote:

We are asking this investigation to consider day care in a wide context with reference to day care requirements for all children and not only those whose parents work. With this in mind, we encourage the members of the task force to go beyond the questions which are usually linked to day care.

This is the spirit in which *La Maison des Femmes de Rimouski* and the groups supporting it present the following reflections on day care.

The importance and the necessity of day care centres for women must be stressed. Whether they are staff or users of a day care service, this service must adequately reflect their needs.

Day care is a question of independence and health for us. And for the family, it is a question of equilibrium and fulfilment.

At the present time, there are 14 day care centres in region 01, and 48% of the parents receive financial assistance. What about the other families, who cannot even get day care? In view of the fact that 78% of the families are headed by women and that the great majority of them are welfare recipients, and therefore have a very limited budget, they are unable to make up the difference between the fees and the financial assistance offered by the government. Yet they are in greater need of day care than anyone else so that they can look for a job, an apartment, or make arrangements, but they are left to their own devices. What are they offered, what sort of alternative is open to them?

Our first recommendation is that welfare recipients have free access.

The family has always been one of the most important values of Quebec society but in the present situation a number of families are going through very serious crises. What sort of day care services are they offered to help them get through this difficult period? It is true that region 01 does have three transition houses for women and their children. In 1985, 200 women and 185 children were sheltered in the Lower St.

[Text]

hébergés dans la région du Bas St-Laurent—Gaspésie: plus de la moitié de ces enfants ont dû vivre en maison d'hébergement pour une période plus ou moins longue. Ne pourrait-on pas demander aux garderies situées près des maisons d'hébergement, de réserver quelques places pour ces enfants qui vivent une période de crise au sein du couple et dont la mère doit être hébergée? On pourrait donner à ces garderies certains avantages financiers qui leur permettraient d'accueillir ces enfants et de les sortir pour quelques heures du contexte des maisons d'hébergement et/ou prévoir une augmentation des subventions accordées aux maisons d'hébergement dans le but qu'elles puissent engager une éducatrice pour voir au développement affectif et social de l'enfant et assurer un service de soir et de nuit même.

Nous croyons que si nos garderies étaient plus subventionnées, les femmes de tous les niveaux économiques pourraient en bénéficier et ainsi améliorer leur vie. Il est peut-être temps d'améliorer la qualité de vie de ces enfants, de ces femmes, en leur permettant l'accessibilité à un service de garde de qualité. Il pourrait y avoir des garderies de soir et même de nuit; présentement il n'existe rien dans ce domaine dans la région. Pourtant, une ville comme Rimouski où il y a de nombreux bureaux, un hôpital, une université, un CEGEP, verrait d'un bon oeil la mise sur pied de tels services: des haltes-garderies en milieu scolaire, des garderies dans les milieux de travail, voire même des garderies adaptées aux familles où il y a des enfants handicapés.

Les garderies se doivent de suivre le courant du changement et des besoins. Il serait souhaitable qu'une étude pertinente soit faite sur les besoins des femmes en matière de garderie.

Il est évident que je ne peux parler des garderies sans faire mention des femmes qui y travaillent. Il est important de souligner leurs conditions de vie. Saviez-vous que le salaire moyen des éducatrices est de 6.80\$ pour une scolarité de 15 ans et que le salaire moyen des coordonnatrices est de 8.65\$ pour une scolarité de 17 ans? Elles accomplissent un travail nullement reconnu socialement, considérant leurs qualifications. Avec des rémunérations semblables croyez-vous que l'on puisse parler de pouvoir d'achat? Leur situation économique est plutôt faible. De plus, elles vivent incontestablement dans le bruit et travaillent avec du matériel désuet souvent hors d'usage, faute d'argent.

Dans la région 01, seulement quatre garderies sur 14 sont syndiquées et leurs acquisitions ne sont le résultat que de longues négociations pour obtenir en moyenne dix jours de congé de maladie payés, dix jours de vacances annuelles et des semblants d'augmentations salariales.

Et l'on parle d'égalité dans le travail! Travail de femmes, salaires de femmes; aucune égalité n'existe dans le secteur de l'éducation à la petite enfance.

Sur ces quelques énoncés, nous aimerions vous faire part des recommandations supplémentaires que nous croyons pertinentes à l'amélioration et à l'évolution des services de garde.

Eventuellement nous aimerions que dans un avenir rapproché, le congé de maternité et les prestations d'assurance-chômage puissent être partagés entre les deux parents et/ou le

[Translation]

Lawrence—Gaspé area: more than half of these children had to live in the transition house for some time. Could not the day care centres located close to such transition houses be asked to set aside a few spaces for children whose parents are going through a crisis and whose mother must be given temporary shelter? Certain financial advantages could be granted to such day care centres so that they could take in such children, thus getting them out of the atmosphere of the transition house for a few hours, and/or an increase in the grants provided to the transition houses could be used for the hiring of a worker specialized in child care to help in the social and emotional development of the child and provide evening and night service.

We believe that if our day care centres received greater funding, women of all economic levels could take advantage of them and thus improve their lives. It may be time to improve the quality of life of these children, and of these women, by allowing them access to quality day care. There could be day care centres looking after children in the evening and even at night; at the present time, there is no such service in the region. However, a town like Rimouski, which has many offices, a hospital, a university and a CEGEP, could benefit from the provision of such services; drop-in centres in schools, day care centres in the workplace, as well as day care adapted to the needs of families with handicapped children.

Day care centres must keep up with an evolving society and changing needs. An appropriate study on women's day care needs would be useful.

I cannot of course talk about day care centres without mentioning the women who work there. It is important to draw attention to their living conditions. Did you know that the average wage of child care workers is \$6.80 after 15 years of education and the average wage of co-ordinators is \$8.65 after 17 years of education? Their work enjoys absolutely no social recognition in view of their qualifications. With salaries such as these do you believe that it is possible to talk about purchasing power? Their economic situation is weak. Furthermore, they live in a noisy environment and work with out-of-date material which is often out of use for lack of money.

In region 01, only four of the fourteen day care centres are unionized and through long negotiations they have managed to obtain on the average ten days of paid sick leave, ten days of annual vacation leave and insignificant wage increases.

Yet we talk about job equality! Women's work, women's pay? There is no equality in the field of early childhood education.

Having stated these points, we would like to make some further recommendations which we consider to be relevant to the improvement and the evolution of day care services.

In the near future we would like to see maternity leave and unemployment insurance benefits be shareable between the two parents and/or the common-law spouse, simultaneously or

[Texte]

conjoint de fait, simultanément ou à tour de rôle, afin de reconnaître le partage égal des responsabilités familiales.

Nous souhaiterions également qu'un congé rémunéré d'au moins cinq jours par an soit accordé aux deux parents et/ou le conjoint de fait dans le but qu'ils voient à leurs obligations familiales.

Afin d'éviter toute discrimination, il serait souhaitable que les deux parents et/ou le conjoint de fait étant en démarche d'adoption puissent eux aussi bénéficier du même congé que des parents naturels, soit cinq jours par an.

Pour conclure, nous croyons que seulement 10 p. 100 des besoins sont comblés en matière de garderies dans la région du Bas St-Laurent—Gaspésie.

[Traduction]

in turn, so as to recognize the equal sharing of family responsibilities.

We would also like to see paid leave of at least five days a year for the two parents and/or the common-law spouse for attending to family responsibilities.

In order to avoid any discrimination, it would be advisable for both parents and/or the common law spouse, in the process of adopting a child, to be eligible for the same leave as natural parents, that is, five days a year.

In conclusion, we believe that only 10% of the present demand for day care is being met in the Lower St. Lawrence—Gaspé area.

• 1040

The Vice-Chairman: Ms Mitchell.

Ms Mitchell: I want to thank you for your brief and for coming, I think, a long distance to speak with us. I am glad to hear feminists appearing before the committee. If we had this hearing a few years ago, it probably would have been mostly representatives of the women's movement that we would have heard from, because I am sure you would agree that for the last 15 or 20 years, it was really the women's movement that pushed in Canada for more awareness of the need for day care, both for children and so women will have choices in their lives.

What has interested me as a feminist is that the statistics now show over the last 10 years or so dramatic changes in families in Canada. It is much more than a question of women's rights. I think it is now really a question of economic reality in Canada, where we have 60% of families where two parents are working. I suppose we have another 13% or so of single parents, some working, most, as you indicated, on welfare, and only 13% of families now are the so-called traditional families where there are two parents, and the mother stays home with the kids, and the father goes to work.

I guess I am just saying that because I think we have a whole . . . The feminist movement sort of started the push. The push is much greater and goes far beyond. It really should be involving everyone who is concerned about children in Canada. I wondered if you could elaborate a little bit more on some of the needs of the women who are on welfare. What kinds of child care needs do they have? You have mentioned day care in a general sense, but what kinds of things do they themselves need to get out of the welfare trap? I am thinking of training and job opportunities as well as child care. Could you elaborate on that a little bit from your experience in your community?

Le vice-président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je vous remercie de nous avoir fait cet exposé, mais également de bien avoir voulu venir de si loin pour participer à cette audience. Je suis par ailleurs très heureuse de pouvoir entendre des féministes prendre la parole devant le Comité. Si nous avions tenu cette audience il y a quelques années, la plupart des témoins auraient sans doute été des représentantes du mouvement des femmes; vous serez certainement d'accord avec moi pour dire que depuis 15 ou 20 ans, c'est surtout ce mouvement des femmes qui a amené le Canada à prendre conscience des besoins que nous avons en matière de garderies, à la fois du point de vue de l'intérêt de l'enfant et de celui des femmes.

Ce qui m'a frappée, en qualité de féministe, c'est que les chiffres indiquent une évolution profonde des familles canadiennes depuis 10 ans. Cela va d'ailleurs bien au-delà de la question des droits des femmes. Il s'agit tout simplement de l'évolution de l'économie canadienne, notamment du fait que dans 60 p. 100 des familles, les deux parents travaillent. Il y a ensuite 13 p. 100 de parents seuls, dont certains travaillent, mais dont la plupart—comme vous l'avez dit—sont inscrits à l'assistance sociale et seulement 13 p. 100 des familles correspondent au schéma traditionnel, c'est-à-dire qu'il y a deux parents, et que la maman reste à la maison avec les enfants tandis que le père travaille à l'extérieur.

Je tenais à le rappeler, car à mon avis nous avons . . . En fait, c'est avec le mouvement féministe que tout a commencé. Maintenant les choses prennent de l'ampleur et vont bien au-delà de ce à quoi l'on s'était attendu, et je pense maintenant que tous ceux qu'intéresse le sort des enfants au Canada devraient se sentir concernés. Pourriez-vous peut-être nous parler un peu plus des besoins des femmes qui sont inscrites à l'assistance sociale, et plus particulièrement en matière de garderies? Vous nous en avez parlé de façon très générale, mais j'aimerais savoir de façon plus précise de quoi ces femmes auraient besoin pour pouvoir sortir de cette impasse de l'assistance sociale? Je pense également à la question du recyclage, des emplois, aussi bien que des garderies. À partir de ce que vous avez pu vous-même vivre au sein de votre collectivité, pourriez-vous nous en parler un peu?

[Text]

Mme Renaud: Oui. Je crois que ces femmes ont besoin, entre autres, d'une très forte aide financière. Elles ne peuvent pas vraiment combler la différence entre le programme d'aide financière que donne le gouvernement et les sous qu'elles reçoivent de l'aide sociale. C'est déjà trop leur demander pour leur faible budget. Elles ne peuvent absolument pas le déboursier. Ces femmes se tirent de leurs problèmes en faisant appel aux services d'une dame qui habite à côté ou d'une mère. Mais elles n'ont pas toujours une amie, une mère ou une soeur prête à rendre ce service. Ce sont souvent des femmes isolées.

Elles ont besoin de la gratuité du service pour s'en sortir. Pour avoir accès au travail ou à la recherche d'un travail, elles ne peuvent pas amener leurs petits avec elles.

Ms Mitchell: We had a presentation yesterday from a womens' research group which was proposing that there should be much broader parental leave, maternity and parental leave, for parents who have been working—either the mother or the father. If I remember correctly, it was one year with additional leave beyond that without pay. I think the reason for this is that some parents and some mothers in particular would like to be able to have the choice to stay at home when the child is very young. They went on to propose that there should be a guaranteed income, particularly for families with a child under two, so that there is a choice where a woman goes to work because of economics.

I wondered if you had any thoughts on that. Do you think we should have a guaranteed income system, and do you have any ideas on that, or has your group looked into that at all? Also, would a woman feel differently about that than she feels about welfare? There is a stigma about welfare.

• 1045

Mme Renaud: Eh bien, je crois qu'il y a un débat qui vise à faire reconnaître le droit des femmes qui travaillent à la maison d'être rémunérées. Les femmes auraient le choix. Elles pourraient aller au travail ou rester travailler à la maison pour s'occuper de leurs enfants. Cela leur permettrait d'être autonomes financièrement. Par contre, pour les femmes chefs de famille monoparentale, le problème ne se pose pas. Elles n'ont pas le choix. Bien sûr, tout dépendrait du montant qui serait alloué à ces femmes-là, mais c'est probablement toujours insuffisant. Actuellement, ce qu'elles reçoivent est déjà insuffisant pour survivre. Elles sont sous le seuil de pauvreté et elles se débrouillent avec les moyens du bord.

On propose que, pour les femmes seules ou qui vivent en couple, le congé puisse être partagé de façon équitable. Si la femme a envie de rester à la maison, elle en a le droit, de par son congé de maternité, mais il serait aussi souhaitable que le conjoint puisse, lui aussi, avoir le droit de faire ce choix-là. Cela libérerait la femme et lui permettrait de ne pas perdre sa reconnaissance dans son milieu de travail.

[Translation]

Mrs. Renaud: Yes. I think those women need, among others, a really substantial financial help. Considering the financial assistance program offered by the government, and what they get from the social welfare, they just cannot bridge the difference. It is far too much for their small budget. They just do not have the money. In order to cope they have to get some help from the lady next door, or from a mother. But there is not always a friend there, a mother or a sister. These women, very often, are totally isolated.

To get out of that trap they would need a free day care service. They cannot be carrying their children around with them and go searching for a job, if they want to go back to the labour market.

Mme Mitchell: Hier, un groupe de recherche composé de femmes nous a expliqué qu'il faudrait adopter un système de congé parental beaucoup plus généreux, que l'on parle de congé de maternité ou de congé parental de façon générale, pour les parents qui avaient un travail... la mère, ou le père. Si je me souviens bien, elles nous ont parlé d'une année avec possibilité de prolongation grâce à un congé sans solde. Il y a en effet des parents, notamment des mères, qui voudraient pouvoir rester à la maison lorsque l'enfant est encore tout petit. Pour que cela soit possible, ce groupe de femmes conseillait que l'on institue un système de revenu garanti, notamment pour les familles où il y a un enfant de moins de deux ans, afin que ce ne soient pas des raisons d'ordre matériel qui contraignent la mère à aller travailler.

J'aimerais savoir si vous y avez déjà pensé. Est-ce que nous devrions donc instituer un système de revenu garanti, et avez-vous quelque idée là-dessus? Les femmes qui y auraient droit se sentiraient-elles plus à l'aise que si elles touchaient les allocations sociales, dont on a souvent l'impression qu'elle vous marquent.

Mrs. Renaud: I think there is a whole debate about the right of homemakers to be compensated. So women would have the choice, they could go and work, or stay at home to take care of the children. That way they could be financially independent. But for single mothers, the problem is totally different, and they do not even have the choice. Of course it would all depend on the amount which would be allocated to those women, but generally it is always insufficient. What they get right now is already insufficient for them to just survive.

Some people suggest the possibility to split the leave equitably between the two members of a couple. If a woman wants to remain at home, she has the right and is able to stay home by taking a maternity leave, but it would also be a good idea if her spouse had such an option as well. This would free her to do other things and would allow her to maintain her position in the work place.

[Texte]

• 1050

On n'a pas vraiment soulevé ce point à la Maison des femmes de Rimouski. C'est un bref mémoire qui s'est fait rapidement, mais je crois que des renseignements supplémentaires vous seront envoyés d'ici le 2 juin..

Ms Mitchell: I have one final question. In Quebec is welfare still called mothers' allowance for women with children? I once was told by a woman from Quebec that she felt much better about having mothers' allowance, rather than having welfare, as it is in some other provinces. I wondered if it is still called mothers' allowance. I can check that. Never mind.

Maybe I will pass. Sorry, Mr. Chairman.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci beaucoup, madame Renaud, d'être venue comparaître devant notre Comité. Nous sommes toutes et tous très sensibles à la situation des femmes chefs de famille monoparentale ou encore des femmes battues qui ont besoin d'aller dans votre maison d'hébergement.

Vous dites à la fin de votre mémoire:

Peut être serait-il temps de passer à autre chose que des audiences publiques qui en réalité, n'offrent actuellement rien de très concret à l'amélioration des services de garde, compte tenu des coûts exorbitants que suscitent de telles audiences. Ces argents seraient plus utiles pour le développement et l'amélioration des conditions de vie des femmes et des enfants.

C'est un genre de phrase que je n'aime pas beaucoup. Conformément à notre mandat, on va recommander d'ici quelques mois des mesures qui vont correspondre aux besoins des enfants et des femmes canadiens. Ce n'est qu'une question de mois.

Je vous avouerai que des phrases comme celle-là me choquent. On en est rendu à l'application et on veut que cela corresponde vraiment aux besoins des Canadiens, compte tenu des conditions actuelles de l'économie et en n'empiétant pas sur des champs de compétence qui ne sont pas les nôtres. Il est certain que dans la région 01, on est très loin derrière les centres urbains. Mais cette phrase me blesse.

Mme Renaud: Me permettez-vous de faire un commentaire?

Je regrette que cette phrase, vous l'avez prise personnellement, madame. Je m'adresse à vous particulièrement parce que vous avez soulevé la question. Cette phrase a été écrite dans le but de dire au gouvernement qu'un rapport venait d'être fait, le rapport Katie Cooke, mais qu'on l'avait écarté du revers de la main. Ce rapport-là donnait déjà plusieurs données. Je ne veux pas attaquer ce que vous faites et détruire ce que vous allez faire, car c'est sûrement très bien, mais je dois dire qu'il y a eu des audiences et qu'il y en aura d'autres, mais pour changer quoi dans la vraie réalité? On reçoit à petites doses, et ce sont tous les milieux de garde, toutes les

[Traduction]

This point was not really raised at the *Maison des femmes de Rimouski*. Our brief was put together very quickly, but I believe additional information will be sent to you between now and June 2 . . .

Mme Mitchell: J'ai une dernière question à vous poser. Est-ce que les femmes ayant des enfants au Québec reçoivent encore ce qu'on appelle une allocation à la mère? Une femme du Québec m'a dit une fois qu'elle préférerait recevoir cette allocation, plutôt que l'assistance sociale, comme c'est le cas dans d'autres provinces. Je me demandais si ce versement s'appelait toujours une sorte d'allocation à la mère. Je peux vérifier moi-même, bien entendu. Ce n'est pas la peine que vous me répondiez.

Je vais laisser mon temps à quelqu'un d'autre. Excusez-moi, monsieur le président.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you very much, Mrs. Renaud, for coming to appear before our committee. I believe each and every one of us is very sensitive to the situation of single parent mothers or battered women who have no choice but to go to a transition home like yours.

At the end of your brief, you make the following statement:

Perhaps it is time to move on to something other than public hearings which do not in fact lead to any concrete improvement in day care services, given the exorbitant cost of holding such hearings. This money could be more usefully spent in developing and improving living conditions for women and children.

That is exactly the kind of sentence I do not like. I hasten to point out that in compliance with our mandate, we will be recommending, within the next few months, measures intended to meet the needs of Canadian women and children. It is really only a question of a few months.

I must say that it shocks me to hear people express sentiments such as yours. We are now at the implementation stage, but we want these measures to correspond as closely as possible to the needs of Canadians, keeping in mind that there are certain economic constraints and that we cannot infringe on provincial areas of jurisdiction. There is no doubt that in area 01, we are very far behind urban centres. But I must say your statement upsets me somewhat.

Mrs. Renaud: Could I just make a comment please?

I regret that that statement has offended you, but I believe you have taken it too personally. I am addressing these remarks to you, in particular, as you are the one who raised this question. In making such a statement, our purpose was to point out to the government that a report, namely the Katie Cooke report, had just been published, and yet had already been dismissed out of hand. That report already provides quite a lot of data on the subject. I am not trying to attack what you are doing and be completely negative about your work, because I am sure it will be useful, but all I am saying is that hearings have been held, and will continue to be held, and yet,

[Text]

femmes qui utilisent les services de garde qui sont aux prises avec cela. C'est tout ce que je voulais dire.

Mme Duplessis: On n'a pas écarté du revers de la main de côté le rapport Katie Cooke. Il nous est utile dans nos audiences. Cela permet aussi aux gens d'être beaucoup mieux renseignés quand ils viennent ici. Ils peuvent chercher des éléments d'appui aux recommandations qu'ils nous font. Cependant, on est députés au Parlement canadien, et on a une vision de tout l'ensemble du gouvernement. Nous devons donc tenir compte d'un éventail beaucoup plus large. M^{me} Katie Cooke peut nous recommander un service qui serait l'équivalent d'une grosse Cadillac, mais nous, on doit mettre sur pied quelque chose qui va correspondre à la réalité, aux besoins des parents, ainsi qu'à la capacité de payer de tous les paliers de gouvernement.

• 1055

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Mr. Chairman. Do you think the present 17 weeks of maternity benefits under the Unemployment Insurance Act should be extended for parental leave and, if so, to how many weeks? Should it be extended beyond the 17 weeks? You say it could be shared. Could you tell me what do you think we should propose?

Mme Renaud: À la Maison des femmes de Rimouski, quand on parle de partage, on pense que la femme a le droit de choisir entre prendre ses 17 semaines pour elle et en prendre 10 pour elle et 7 pour son conjoint, que ce soit son conjoint légal ou son conjoint de fait.

Mr. Nicholson: I agree with you. Do you think it should be extended beyond 17 weeks? We have had some people say perhaps it could be six months, for instance, or four months. Do you know what I mean? It is now 17 weeks. Do you think perhaps it could be 26 weeks or 30 weeks? Have you given any thought to a suggestion along that line?

Mme Renaud: En vue d'une bonne qualité de vie de la famille, il est évident qu'une augmentation du nombre de semaines serait souhaitable. Le nombre exact, c'est au gouvernement de le prévoir.

Mr. Nicholson: Thank you very much.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre témoignage de ce matin, et bon séjour à Québec.

Mme Renaud: Merci.

Le vice-président: Nous entendrons maintenant la représentante de l'Alliance des garderies Nouveau Départ Inc. de la région 03, M^{me} Thérèse Breton.

Je vous souhaite la bienvenue à notre Comité.

[Translation]

in the end, does anything really change? Things come in small doses, but in day care circles everywhere, women who use these services are faced with this situation. That is all I meant to say.

Mrs. Duplessis: It is not true that the Katie Cooke report has been dismissed out of hand. It has proved useful during our hearings. It also gives people coming here a chance to become much better informed. They can use the report to find arguments on which to base their own recommendations. However, we are members of the Parliament of Canada, and our vision does reflect government as a whole. We must therefore take into account a much broader range of considerations. It is all very well for Ms Katie Cooke to recommend a Cadillac type of service, but we have to set up something a little more realistic that meets parents' needs and is in keeping with the financial capabilities of all levels of government at the same time.

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

M. Nicholson: Merci, monsieur le président. Pensez-vous que les 17 semaines de congé de maternité prévues à l'heure actuelle en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage devraient être prolongées pour des congés parentaux? Devrait-on prévoir plus de 17 semaines? Si oui, combien de semaines faut-il prévoir? Vous avez dit que les parents pourraient peut-être partager les congés. Qu'est-ce qu'on devrait proposer à votre avis?

Ms Renaud: When we at the Women's Centre in Rimouski talk about sharing the leave, we mean that women should be able to choose between taking the 17 weeks themselves, or taking 10 weeks and having their spouse, whether legal or common-law, take the other 7 weeks' leave.

M. Nicholson: Je suis d'accord avec vous. Pensez-vous qu'on devrait prévoir plus de 17 semaines de congé? Certaines personnes ont proposé des congés de six mois, ou de quatre mois. Voyez-vous ce que je veux dire? À l'heure actuelle, il y a 17 semaines de congé de prévu. Pensez-vous qu'on devrait prévoir un congé de 26 semaines ou de 30 semaines? Avez-vous déjà envisagé cette possibilité?

Ms Renaud: To promote a better quality of family life, there is no doubt that it would be desirable to increase the number of weeks of leave. As to how many weeks should be provided, that is up to the government.

M. Nicholson: Merci beaucoup.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your testimony this morning. We wish you a pleasant stay in Quebec City.

Ms Renaud: Thank you.

The Vice-Chairman: We will now hear from Ms Thérèse Breton, representing the *Alliance des garderies Nouveau Départ Inc.*, from region 03.

Welcome to our committee meeting.

[Texte]

Mme Thérèse Breton (*Alliance des garderies Nouveau Départ Inc. de la région 03*): Bonjour.

Je représente l'Alliance des garderies Nouveau Départ Inc. de la région 03, un organisme regroupant 62 garderies sans but lucratif de la région. Son objectif principal est de voir au bien-être en général des garderies à toutes sortes d'égards.

L'Alliance fait également partie de concertations interrégionales de regroupements de garderies du Québec. Comme je ne suis pas la première personne à présenter un mémoire aujourd'hui, je vais essayer d'être le plus concise possible et le moins pénible possible pour vous. Je vais d'abord vous exposer quelques considérations d'ordre général.

Comme on le sait tous, la société dans laquelle nous vivons a fait face, au cours des dernières décennies, à des changements très importants ayant des répercussions non moins importantes sur le besoin de garde des parents et des enfants.

Si l'on regarde un petit peu ces changements, on voit que les femmes se retrouvent de plus en plus au sein de la population active. En 1983, 69 p. 100 des femmes étaient sur le marché du travail. Si elles mettent au monde un enfant, elles doivent, dans la plupart des cas, se contenter de 17 semaines de congé de maternité avec 53 p. 100 de leur salaire. Après ce temps, dans la plupart des cas, elles risquent de perdre leur emploi. La famille biparentale a souvent besoin des deux revenus qu'elle apporte au foyer. D'après Statistique Canada, en 1983, 48 p. 100 des familles seraient tombées sous le seuil de la pauvreté si l'un des deux parents avait cessé de travailler, cela sans parler de la situation des familles monoparentales dont le nombre a augmenté d'environ 35 p. 100 au cours des 10 dernières années. La dénatalité augmente elle aussi. On prévoit que vers la fin du siècle, les femmes auront en moyenne 1.4 enfant.

• 1100

Les différents service de garde que nous connaissons aujourd'hui sont loin de répondre à tous les besoins des parents et des enfants. Les services autorisés—j'entends par là les services qui sont reconnus, notre organisme étant un regroupement de garderies sans but lucratif reconnues et subventionnées—accueillent moins de 20 p. 100 de tous les enfants qui se font garder régulièrement en dehors du foyer. Ce manque de places dirige la majorité des enfants vers des établissements non autorisés, ce qui pose souvent un problème de qualité des services. Où que soit gardé l'enfant, le tarif à payer est très important. Les parents à très faible revenu reçoivent des subventions de l'État, mais ceux de la classe moyenne consacrent une part trop importante de leur revenu à la garde des enfants. En 1984, pour la garde à temps plein de deux enfants, une famille dépensait entre 14 p. 100 et 21 p. 100 de son revenu lorsqu'elle gagnait environ 43,000\$. Et 14 p. 100, c'est plutôt dans le cas des familles qui font affaire avec un service de garde reconnu.

Nous n'avons nullement besoin d'aller plus loin dans ce genre de considérations. Les différents bouleversements sociaux et la situation peu enviable des services de garde au Canada, comparativement à bien d'autres pays industrialisés,

[Traduction]

Ms Thérèse Breton (*Alliance des garderies Nouveau Départ Inc., région 03*): Good morning.

Our alliance represents some 62 non-profit day care centres in region 03 of Quebec. Our main objective is to look after the general well-being of day care centres in many different ways.

The Alliance also belongs to interregional day care groups in Quebec. Since I am not the first witness who has presented a brief today, I will try to be as concise as possible and as painless as possible for you. I will begin by making some general remarks.

As we all know, in recent decades society has undergone a number of major changes which have equally major effects on the requirements of parents and the need for day care.

One of the changes is that women are increasingly part of the labour force. In 1983, 69% of women were in the labour force. If they have a child, most women have to make do with 17 weeks of maternity leave at 53% of their salary. Most women who take longer leave run the risk of losing their job. Two-parent families often require the woman's income. According to Statistics Canada, 48% of families would have been below the poverty line in 1983 if one of the two parents had stopped working. Furthermore, the number of single-parent families has increased by approximately 35% in the last 10 years. At the same time, the birth rate is dropping. According to current forecasts, women will be having an average of 1.4 children by the end of the century.

The various child care services available today are far from meeting all the needs of parents and children. Less than 20% of all children who are regularly cared for outside their home are cared for by authorized services—by which I mean recognized services, since our alliance represents non-profit, recognized and subsidized day care centres. The lack of space means that most children are cared for in non-regulated establishments, and this often raises the question of the quality of the care provided. Regardless where the child is cared for, the fees involved are a very important consideration. Parents with very low income are subsidized by the government, but middle-class parents spend too much of their income on child care. In 1984, families earning approximately \$43,000 spent between 14% and 21% of their income on the full-time care of two children. In cases where only 14% of the income was spent on child care, the care was generally provided by a neighbour or a non-recognized service. Families who send their children to a recognized child care service spend between 20% and 25% of their income on child care.

There is absolutely no need to go any further with this type of consideration. The various social upheavals and the unenviable situation of child care services in Canada, as compared to many other industrialized countries, must no

[Text]

ne doivent plus simplement nous faire réfléchir. Maintenant il est temps d'agir et cette action, nous l'attendons en partie de l'État.

Je vous parlerai maintenant un peu de la situation des garderies membres de l'Alliance des garderies Nouveau Départ Inc. de la région 03, ici à Québec.

Notre regroupement est assez jeune. Nous existons depuis le mois d'octobre 1984. De nos 62 garderies membres, 47 sont en milieu rural et 15 en milieu urbain; 60 sont des corporations, c'est-à-dire que le conseil d'administration est formé majoritairement de parents usagers de la garderie, et deux de nos garderies sont des coopératives.

Une des principales difficultés que plusieurs garderies rencontrent, c'est le manque de places disponibles pour les 0 à 6 ans. Le 31 mars 1985, on avait dans nos garderies près de 3,400 places et chaque garderie avait une liste d'attente de 20 à 120 enfants, ce qui est très important et étonnant. Le besoin est donc très manifeste. En fait, les garderies répondent à environ 15 p. 100 de la demande.

Il y a également un manque de places en pouponnière, pour les moins de 18 mois. Vingt de nos 62 garderies membres offrent ce service. Elles ont en moyenne huit places chacune.

Il y a également l'augmentation des tarifs quotidiens pour les parents, d'année en année. En mars 1985, le prix défrayé par les parents allait de 13.50\$ à 14,00\$ par jour par enfant à temps plein. Selon les prévisions des différentes garderies, en septembre 1986, le prix sera de 14.50\$ à 16.50\$, ce qui commence à être passablement cher pour le parent qui doit payer près de 17.00\$ par jour pour faire garder son enfant. Ceci, naturellement, est la principale source de revenu de la garderie. Elle est de l'ordre de 70 p. 100 à 75 p. 100 de son revenu.

La subvention de roulement qui est accordée par l'Office des services de garde à l'enfance, c'est-à-dire l'aide directe aux garderies sans but lucratif subventionnées, est de 25 p. 100 à 30 p. 100 comparativement aux 70 p. 100 à 75 p. 100 de ce que les parents paient.

• 1105

Lors d'un sondage, en mars 1985, 48 garderies ont répondu à notre questionnaire; vingt-trois sur 48 accusaient un déficit.

Comment les autres parviennent-ils à ne pas accuser de déficit? C'est assez simple: elles n'offriront pas d'augmentation ou accorderont de très faibles augmentations à leurs employés; il y aura des coupures sur le matériel éducatif, dans l'entretien ménager; on demandera une participation accrue des parents pour des corvées de ménage ou autres; on aura recours au bénévolat des éducateurs et éducatrices qui, parfois, ou très souvent, ne sont pas payés pour le temps supplémentaire consacré à la planification pédagogique ou autre. Toutes sortes de mesures sont mises sur pied, telle la vente de chocolat, le souper bénéfice, etc.

[Translation]

longer be merely the subject of study. It is time for action, it is time for the government to act.

I will now mention briefly the situations of the day care centres who are members of our alliance in region 03 in Quebec.

Our organization is fairly young. We were set up in October of 1984. Of the 62 member day care centres, 47 are located in rural communities and 15 in urban communities. 60 of them are corporations, which means that there is a majority of parents who use the day care centre on the board of directors. In addition, two of our centres are co-operatives.

One of the major problems facing a number of day care centres is the shortage of spaces available for children between 0 and 6 years of age. As of March 31, 1985, there were close to 3,400 spaces in our day care centres, and each one had a waiting list of between 20 and 120 children. This is a fact that is both very important and astonishing. There is a very real need for the service. Day care centres are in fact meeting only about 15% of the demand.

There is also a shortage of spaces in nursery care, for infants under 18 months. 20 of our 62 member day care centres provide such services. They have an average of eight nursery spaces each.

Furthermore, the daily fees paid by parents are going up every year. In March 1985 the price paid by parents ranged from \$13.50 to \$14 per child for full-time care. According to the forecasts of a number of day care centres, the price will be between \$14.50 and \$16.50 a day in September 1986. At almost \$17 a day, the fee is getting a bit high for parents. These fees are of course the main source of income for the day care centre, and represent between 70% and 75% of its revenues.

The working capital subsidy provided by the Child Care Services Board, that is, direct grants to subsidized, non-profit day care centres, accounts for 25% to 30% of the revenues of the day care centre, as compared to the 70% to 75% of the revenue that comes from the fees paid by the parents.

A survey was done in March, 1985, and 48 day care centres responded to our questions. Some 23 of them had a deficit.

How do the others manage to break even? The answer is simple: they give their employees token pay increases, or none; they cut back on educational material and general maintenance; parents are called upon to help out with chores and other duties; volunteer educators are used and as a rule are not paid for the extra time they devote to course preparation and so forth. They resort to all kinds of expedients, like selling chocolate bars, holding fund-raising dinners and so forth.

[Texte]

Les garderies font également face à des problèmes de relocalisation et d'aménagement. Ces mesures sont prises bien souvent parce qu'elles ne peuvent rencontrer une augmentation de loyer ou pour se conformer à la réglementation de l'Office de service de garde ou, tout simplement, pour suivre sa clientèle.

Elles disposent, par contre, d'une subvention de relocalisation maximale 33,000\$; mais, bien souvent, ce n'est pas suffisant. Elles doivent déboursier plusieurs milliers de dollars additionnels qui n'est pas prévu à leur budget.

Quant à l'aménagement pour des raisons similaires, la subvention est de 20,000\$, maximum.

Le salaire et les conditions de travail. Toujours selon notre sondage de mars, 1985, le salaire moyen d'une coordonnatrice, d'un coordonnateur, souvent avec plusieurs années d'expérience et un baccalauréat en enseignement préscolaire élémentaire ou autre baccalauréat connexe, était de 9.97\$ de l'heure.

Le salaire moyen d'une éducatrice ou éducateur était de 7.92\$. Je pourrais dire éducatrice et je ne me tromperais pas, la majorité sont des femmes. Ceci équivaut au salaire d'une personne qui a environ quatre ans d'expérience.

Toujours selon notre sondage, 54 garderies comptaient 164 personnes détenant un DEC en technique de garderie, et 93 personnes possédant un baccalauréat en enseignement préscolaire et élémentaire; ce qui représente beaucoup de qualification pour le salaire accordé.

Selon Statistique Canada, 1983, les éducatrices gagnent 7,110\$ de moins que le salaire moyen du Québec. Il y a très peu d'avantages sociaux pour les travailleurs en garderie. Il y a un roulement de personnel, important dans certains cas; les suppléants ou suppléantes sont difficiles à trouver. Ces problèmes sont causés directement par le salaire et les conditions de travail.

Nos garderies membres ont aussi des problèmes pour l'intégration des enfants handicapés. La garderie, c'est prouvé, est une source de stimulation à beaucoup d'égards pour les enfants handicapés. Par contre, les maigres subventions accordées par l'Office des services de la garde, soit 12\$, par jour par enfant, ne peut suffire à engager une personne supplémentaire pour les moments les plus difficiles de la journée, pour être auprès de l'enfant. Bien souvent, ces enfants n'ont pas besoin d'aménagements spéciaux ou d'équipements spéciaux mais, par contre, ils ont besoin d'une ressource humaine additionnelle. Alors, ce 12\$ est évidemment insuffisant; ce qui a pour conséquence que l'intégration entraîne une surcharge de travail pour le personnel des garderies. On craint que l'essoufflement ait raison des gens qui, de bonne foi, veulent intégrer des enfants chez eux. On a peur que ces gens-là se découragent et qu'il finissent par refuser, en prétextant toutes sortes de raisons, refuser, dis-je, l'intégration de ces enfants-là chez eux.

[Traduction]

Day care centres also have problems finding suitable premises. They often resort to these measures because they cannot afford a rent increase or in an effort to comply with the regulations of the *Office des services de gardes* or, quite simply, to follow their clientele.

They do have a maximum relocation grant of \$33,000. However, in many cases, this is not enough. They are forced to spend many thousands of dollars over and above that amount, money which is just not in their budget.

In the case of conversions or renovations, the maximum grant is \$20,000.

Wages and working conditions. Our March, 1985 survey illustrated that the average salary of a co-ordinator with many years' experience and a degree in elementary preschool education or an equivalent qualification was \$9.97 per hour.

The average salary for an educator was \$7.92 an hour. And I think I can safely say that most educators are women. That hourly wage is what a person with approximately four years, experience would receive.

Furthermore, our survey revealed that in 54 day care centres, 164 of the employees held a DEC in day care techniques and that 93 employees had a B.A. in preschool and elementary education. These qualifications are quite high given the salary.

In 1983, according to Statistics Canada, educators earned \$7,110 less per annum than the average wage-earner in Quebec. Day care workers have very few benefits either. The turnover can be quite high and substitutes are difficult to find. These problems are a direct result of poor salary and working conditions.

The members of our association also have problems integrating handicapped children. It has been demonstrated that the environment in a day care centre is a source of stimulation for handicapped children. However, the *Office des services de garde* only provides \$12 per day per child, which is not sufficient to hire additional help for the difficult periods in the day when the handicapped child needs closer attention. In many cases handicapped children do not need special facilities or equipment but do need additional care. So, \$12 is clearly not enough. This means that integration creates additional work for day care employees. We fear that fatigue or burn-out will get the better of these well-intentioned people who want to integrate handicapped children into their day care centres. We are afraid that morale will be affected and that these people will find all kinds of reasons to refuse to try to integrate handicapped children.

• 1110

Donc, les avantages de la garderie pour les parents et pour la société, le principal avantage que nous y voyons nous, comme

So, as an association, we feel that the main advantage of day care for parents and for society is that the overall development

[Text]

regroupement, c'est qu'en garderie, bien sûr, tout est mis en oeuvre pour que le développement global de l'enfant s'y fasse; on entend par là son développement intellectuel, social, affectif, moral, etc. Pour ce faire, l'accent est mis sur un programme d'activités assez pertinent et chaque éducateur-éducatrice, en collaboration avec les parents, travaille à l'élaboration de ce programme-là et, ce qui est important de souligner, c'est que chaque garderie et chaque membre du personnel offre une présence de qualité auprès de chaque enfant; le premier souci de chacun, c'est d'offrir cette présence-là qui soit de qualité auprès de chaque enfant et il y parvient grâce à ses qualités personnelles, à ses connaissances et aussi à son expérience.

Il y a également des mesures de sécurité et d'hygiène qui sont prises en garderie car chaque garderie doit respecter certaines règles émises par l'Office des services de la garde et, de toute façon, qui vont de soi: une alimentation saine, équilibrée par exemple, préparée dans de bonnes conditions sanitaires fait souvent l'objet de contrôle, etc.

L'aménagement des locaux et l'équipement est aussi prévu pour la petite enfance, et la réglementation de l'Office des services de garde à ce sujet oblige les garderies à créer un environnement adéquat. La garderie également est un lieu par excellence pour le dépistage et la prévention de différents troubles ou difficultés d'apprentissage qu'on peut déceler dans la petite enfance. Les éducateurs-éducatrices sont donc spécialement formés pour, lors d'activités, être capables de repérer des problèmes, soit de langage, des problèmes d'audition, des problèmes de vision; puis, lors d'apprentissages intellectuels, que ce soit affectif ou moteur, le dépistage peut être très important pour que la garderie puisse s'ajuster au niveau de développement de l'enfant pour le respecter dans ce qu'il est comme personne.

Les avantages pour les parents et la société. De plus en plus, en plus de répondre à un besoin de service de garde pour les parents, c'est bien évident que la garderie crée tout un milieu qui est propice aux échanges entre les parents, les éducateurs, le responsable de la garderie, etc. C'est un milieu où le parent peut puiser des idées, des idées d'éducation, etc. C'est également évident qu'un investissement dans l'éducation des jeunes enfants assurera un avenir prospère pour l'ensemble de la société. Il ne s'agit pas ici de penser simplement en fonction des enfants de six ans et plus, il faut aussi se dire que les petits enfants sont importants et que si on s'attarde à bien voir à toutes les conditions de leur développement global, on peut être certain qu'on en retirera des bénéfices pour l'avenir.

Nous avons gardé, comme prioritaires, certaines recommandations du rapport du Groupe d'étude sur la garde des enfants. Je ne vais pas ici vous faire la lecture de ces recommandations, je tiens simplement à vous dire qu'elles sont divisées en trois étapes, et il y a aussi des recommandations concernant la garde, les congés parentaux, etc.. Elles se divisent en trois étapes et dans la première étape, ce qui est bon de souligner, il y a l'élaboration du système complémentaire de garde d'enfants et de congés parentaux, aussi complets et aussi accessibles que possible; c'est une des principales recommandations que l'on retient.

[Translation]

of the child takes precedence and everything possible is done to ensure that development. By development, we mean intellectual, social, emotional and moral development. To bring this about, the accent is put on appropriate programs of activities and each educator, in co-operation with the parents, develops a suitable program for their child. It is important to point out here that each day care centre and every member of the staff offer special attention to each child. Their primary concern is to attend to each child with the quality care he or she requires and they can do this because of their personal qualities, their knowledge and their experience.

Because each day care must comply with the regulations issued by the *Office des services de garde*, which are self-evident in any case, there are health and safety standards applied in each centre. There is a healthy balanced diet, prepared under sanitary conditions which are subject to frequent inspection and so forth.

The location and material used are also meant to be suitable for infants and, under the regulations of the Office in this respect, day cares must create an adequate environment. The day care centre is also an excellent place for the identification and prevention of various learning difficulties detected in infancy. Educators are specially trained so that during activities they are able to detect any difficulties with expression, hearing or seeing. During the intellectually stimulating games where affectivity or motor skills are involved, it could be very important for problems to be detected early on so that the day care can adjust to the child's level of development and respect the child for what he is as a person.

Advantages for parents and society. In addition to meeting a day care need for parents, it is becoming obvious that day care centres are acting more and more as a forum for communication between parents, educators, day care operators and so forth. The day care centre provides a milieu where a parent can get ideas, learn more about child rearing and so forth. Clearly, an investment in raising our young children will provide a prosperous future for all of society. We must not think only in terms of children who are six years of age and over; younger children are important and if we make sure they have the necessary conditions for overall growth and development, we will be assured of a return on our investment in the future.

We have identified some of the recommendations from the task force report as priorities. I am not going to read them out to you; I would just like to say that they fall into three categories and there are also recommendations concerning child care, parental leave and so forth. So, they fall into three categories. The first one, I should point out, is the development of a co-ordinated system of day care and parental leave that is as complete and accessible as possible. That was one of our main recommendations.

[Texte]

[Traduction]

• 1115

Dans la deuxième étape, on recommande aussi que le gouvernement puisse en venir à une subvention de 50 p. 100 des coûts des programmes.

Dans la troisième étape, que les dépenses en capital attribuées à des installations de garde pour enfants encourues par les employeurs au nom de leurs employés ou par des propriétaires de biens qui leur assurent un revenu, constituent une classe nouvelle et distincte des biens amortissables en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, et que cela bénéficie d'une déduction de 100 p. 100 pour ces dépenses en capital.

Pour les congés parentaux, d'ici cinq ans, une hausse des prestations visant à porter à 75 p. 100 du maximum des gains assurables et une prolongation du congé rémunéré jusqu'à 20 semaines, et d'ici dix ans, à le porter à 95 p. 100 du maximum des gains assurables et une prolongation de la durée du congé payé à 26 semaines. Alors, voici nos recommandations proposées par l'Alliance des garderies Nouveau Départ de la région 03.

Nous recommandons que les gouvernements fédéral et provinciaux fassent des arrangements auprès des municipalités afin que celles-ci réservent sur leurs budgets des subventions pour les garderies sans but lucratif déjà existantes ou en voie d'implantation sur leur territoire.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral, avec la collaboration des provinces, établisse un plan spécial d'intégration des enfants handicapés dans les garderies et que les fonds nécessaires y soient consacrés.

Nous recommandons que la subvention consacrée à l'aide aux parents dont les enfants fréquentent la garderie soit augmentée automatiquement de 5 p. 100 par an ou selon l'indice des prix à la consommation.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral, en collaboration avec les provinces, établisse un plan spécial de développement de pouponnières et que les fonds nécessaires y soient consacrés.

Nous recommandons que le gouvernement fédéral, avec la collaboration toujours des provinces, mette sur pied un plan visant à faire la promotion des garderies sans but lucratif et qu'elles mettent l'accent sur la valeur du travail des éducateurs et sur la reconnaissance sociale méritée depuis longtemps.

Voilà! Merci.

Le vice-président: Merci sincèrement de votre présentation. Je note qu'il n'y a pas de question. Merci beaucoup.

La Garderie au Jardin des Abeilles de Donnacona. Isabelle Côté et Yolande Piché.

Mme Isabelle Côté (présidente du Conseil d'administration, Garderie au Jardin des Abeilles de Donnacona): Bonjour. La personne la plus habilitée répondra à vos questions; on va essayer de faire vite.

On est très heureuses d'être ici, et on attendaient ce moment! Et ce, je peux vous dire, peut-être depuis au moins trois ans, et vous allez comprendre pourquoi.

In phase two, it is recommended that the government fund 50% of the programs.

In phase three, it is recommended that all capital costs of child care facilities incurred either by employers or on behalf of employees or by owners of revenue-producing property shall form a new and separate class of depreciable property under the Income Tax Act with a capital cost allowance rate of 100%.

In the chapter concerning parental leave, it is recommended that within five years a benefit increase to 75% of maximum insurable earnings and an extension of paid leave to 20 weeks be brought about. It is also recommended that within 10 years there be an increase in the benefit rate to 95% of maximum insurable earnings, extending the duration of paid leave to 26 weeks. So, here are the recommendations of the *Alliance des garderies Nouveau Départ* from region 03.

We recommend that federal and provincial governments take steps to have municipalities earmark a certain proportion of their budgets for subsidies to go to non-profit day care centres already in existence or being established in the area.

We recommend that, in conjunction with the provinces, the federal government set up a special day care integration plan for handicapped children and that the necessary funding be set aside.

We recommend that the assistance grant for parents whose children are in day care be automatically increased by 5% per annum or the equivalent of the increase in the consumer price index.

We recommend that, in cooperation with the provinces, the federal government set up a special infant care development plan and that the necessary funding be made available.

We recommend that, once again in cooperation with the provinces, the federal government set up a plan for the promotion of non-profit day care and that emphasis be put on the important contribution made by educators and that their work be given the recognition it has deserved for so long.

That is all. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation. I see that there are no questions, so thank you very much.

The *Garderie au Jardin des Abeilles* from Donnacona. The witnesses are Isabelle Côté and Yolande Piché.

Mrs. Isabelle Côté (Chairman of the Board, Garderie au Jardin des Abeilles, Donnacona): Good morning. We will try to be as brief as possible and we will both field questions according to our area of expertise.

We are delighted to be here and have been looking forward to this day! We have been waiting for this moment for at least three years and you are about to see why.

[Text]

Je suis Isabelle Côté. Je suis ici avec trois motivations: comme mère de famille qui utilise une garderie depuis quelques années; comme membre d'un conseil d'administration de garderie depuis trois ans et aussi comme travailleuse sociale dans un service communautaire où je travaille dans un secteur famille-jeunesse.

Ma collaboratrice, Yolande Piché, est coordonnatrice à la garderie depuis 1980. Alors, je vais lui laisser faire l'historique et en même temps une étude du profil de la clientèle de la garderie Au Jardin des Abeilles de Donnacona qui est une garderie en milieu rural.

Mme Yolande Piché (coordonnatrice, Garderie Au Jardin des Abeilles de Donnacona): Bonjour, la garderie Au Jardin des Abeilles existe depuis à peu près septembre 1976. Elle dispense ses services autour de cinq municipalités rurales. On est situé à Donnacona dans le comté de Portneuf.

Depuis le début, la garderie a toujours été localisée jusqu'en 1984 dans le sous-sol d'une école primaire. En 1984, une corporation à but non lucratif subventionnée par la ville, a construit là un HLM pour personnes âgées., alors nous, on a été mis à la porte. Cette éviction forçait le conseil d'administration et le personnel à se mobiliser pour trouver de nouveaux locaux conformes à la nouvelle réglementation de l'Office des services de garde, réglementation passée en octobre 1983.

• 1120

Je vais vous parler un petit peu aussi de la clientèle. On dessert à peut près plus de 80 familles par semaine, ce sont surtout des enfants à temps partiel qui peuvent venir de trois à cinq jours la semaine; mais la majorité c'est deux ou trois jours par semaine. Nous avons des familles monoparentales, biparentales de différents milieux et de différents statuts, des étudiants, des travailleurs à temps partiel, à temps plein, des chômeurs, des assistés sociaux, des enfants d'entreprises privées, d'employés d'usine, de familles de cultivateurs et beaucoup d'autres.

L'Office des services de garde à l'enfance nous a délivré un permis de 40 enfants par jour; une clientèle de 18 mois à six ans...

En milieu rural, la garderie c'est très important; la preuve, lorsqu'on a été mis à la porte en 1984, il y a eu un tollé de protestations, des pétitions, des lettres de la part des parents qui ne savaient plus où mettre leurs enfants. De 1984 à 1985, la garderie a été fermée faute de locaux. Isabelle pourrait vous parler de la relocalisation; cela fut un moment assez difficile à vivre dans notre garderie.

Mme Côté: On a entendu des commentaires, à savoir que le fédéral n'avait pas donné beaucoup... Dans notre cas, on est peut-être l'exception qui confirme la règle. On a eu effectivement beaucoup du fédéral; on a peut-être été chanceux ou je ne sais quoi, mais en tout cas on en a eu beaucoup.

Ce qui s'est passé c'est que, à partir de septembre 1983 jusqu'en août 1984, on a fait ce qu'on appelle la cour au député du coin pour pouvoir obtenir des sommes d'argent nécessaires parce qu'on s'était rendu compte qu'on ne pouvait

[Translation]

My name is Isabelle Côté. I am here in three capacities: as a mother who has been using day care for several years; as a member of the Board of Directors of a daycare centre for the past three years; and, as a social worker in a community service where I am involved with youth and family matters.

My colleague is Yolande Piché, who has been a coordinator at the day care since 1980. I am going to let Yolande give you the background and describe the type of people who use the *Jardin des Abeilles* in Donnacona, which is a rural area.

Mrs. Yolande Piché (Coordinator, Au Jardin des Abeilles Day Care Centre, Donnacona): Good morning. The *Au Jardin des Abeilles* Day Care Centre has been in existence since September, 1976. It serves five surrounding rural municipalities and is in Donnacona, in the county of Portneuf.

Since its inception and until 1984, the day care was in the basement of a primary school. In 1984, a non-profit corporation funded by the city built low revenue housing for the elderly. So, we were kicked out. The eviction forced the Board of Directors and the staff to mobilize in order to find a new location that met with the regulations established by the *Office des services de garde* which were passed in October, 1983.

I would also like to talk a bit about the people we serve. We see about 80 families per week and most of the children are with us on a part-time basis, between three and five days a week. However, most of them are with us for two or three days a week. We have single-parent families, families with two parents from different backgrounds and different classes, students, part-time workers, full-time workers, unemployed, social welfare recipients, children of families with businesses, factory workers, farming families and many others.

The *Office des services de garde à l'enfance* gave us a licence for 40 children per day. We take children from 18 months to 6 years of age.

In a rural area, a day care centre is extremely important. This was proved to us when we were evicted in 1984 as there was a hue and cry, petitions, letters from parents who did not know what to do with their children. From 1984 to 1985, the day care had to shut down as we could not find space. Isabelle can talk to you about the relocation. It was one of the most difficult periods in the day care centre's life.

Mrs. Côté: We have heard that the federal government has not contributed much. Well, we are perhaps the exception that makes the rule. We actually got a lot of assistance from the federal government. Perhaps it was luck, perhaps it was something else, but we certainly did get a good deal of assistance.

Here is what happened: Between September, 1983 and August 1984, we virtually wooed our MP to obtain the necessary funding. We realized that we could not ask parents to chip in in order to fund construction of a new day care

[Texte]

pas demander la participation des parents pour construire une garderie parce que c'est une clientèle mobile, donc l'intérêt de parents pour avoir une garderie ça peut peut-être, dépendamment du nombre d'enfants, se situer entre, au maximum, cinq à six ans; et, en même temps aussi, on est allés cogner à la porte du palier municipal, il n'y avait pas d'argent... Il y a peut-être aussi toute une mentalité à développer par rapport à la reconnaissance d'un service de garde. Bref! On avait l'appui du Service de garde à l'enfance du gouvernement provincial qui nous assurait d'à peu près 48,000\$ parce qu'il augmentait notre permis de 30 à 40 enfants par jour et qu'il y a toujours aussi un montant pour la relocalisation, que l'on déménage à la porte d'à côté ou qu'on construise. Alors, à un moment donné on s'est dit, «il faudrait vraiment qu'on obtienne l'aide du fédéral».

On est allés cogner aussi à la porte des entreprises privées *Domtar* ou autres qui étaient dans notre coin; on a eu des appuis moraux, mais pas d'appuis financiers... on n'en a pas eus! Après un an de pourparlers en août 1984 on avait le feu vert du gouvernement en place à ce moment-là, qui était le gouvernement libéral, pour avoir une subvention de 60,000\$; il y a eu le changement le 4 septembre, et le gouvernement conservateur nous a demandé de réétudier le dossier et, à ce moment-là, ça a été accepté: deux subventions. Une subvention de 60,000\$ qu'on appelle... mais ça a changé de nom en cours de route—mettons Subvention immédiate à l'emploi, ce qu'on appelle les Fonds Laprade; et un autre programme de création locale d'emplois, un montant de 43,000\$ parce qu'on avait opté pour la construction et parce que, après étude, c'était à peu près l'équivalent de l'achat d'un bâtiment qui était sur pied et qui devait être transformé pour être conforme aux normes de l'Office de garde... C'était à peu près le même coût que de s'installer dans des locaux neufs.

Alors, on a eu des subventions généreuses, et on a construit le 25 mars 1985., c'était la première pelletée de terre. On a réouvert la Garderie en septembre 1985; nous sommes restés fermés 14 mois avec l'implication que cela avait pour la clientèle: on se disait: «Est-ce que notre monde va nous boudier par la suite?» Mais non... les gens—ça répondait à un besoin—nous sont revenus et tous, nous étions bien contents.

Par contre, j'aurais le goût de vous dire, et on s'est posé la question par la suite: Est-ce que le monde va croire qu'on est dans l'abondance après avoir eu 103,000\$ de subventions du fédéral, et 48,000\$ du provincial? On a dû, comme corporation à but non lucratif, emprunter 60,000\$ à aucun taux préférentiel, parce que les banques ne prêtent pas à des organismes à but non lucratif et, deuxièmement, on est à mi-chemin entre une maison unifamiliale et une espèce d'école. Donc, on a eu un emprunt dans les taux à peu près ordinaires, auprès d'une caisse populaire. Ce qui fait que, actuellement, on est endetté, mais on est vivant. Puis c'est important de le souligner et nous ne serions pas ici aujourd'hui si nous n'avions pas eu un peu d'aide de tous les paliers gouvernementaux.

[Traduction]

because our clientele is very mobile. So, we knew that, generally speaking, depending on the number of children, parents were interested in having day care for children of five and six years of age. We also went to see the municipal powers that be and there was no money available. I think there is a whole attitude to be developed towards child care. In any case, we had the backing of the provincial government through the *Office des services de garde*, who assured us of revenues of approximately \$48,000 by upgrading our permit from 30 to 40 children per day. There was also money available for relocation if we would move next door or build a new day care. So, at one point we realized that we should really get help from the federal government.

We went to some businesses in the area, like *Domtar* and a few others. We got their moral support, but no financial support. In August 1984, after a year of negotiations, we got the green light from the government of the day, the Liberal government, who approved a grant of \$60,000. On September 4, with the change of government, we were asked by the Conservatives to take a look at the dossier again. Then our application was accepted and we were given two grants. One for \$60,000... The names changed in the process, however. There was an immediate employment grant called the Laprade Fund and another local employment creation program under which we were given \$43,000 because we had opted for construction. After consideration it was determined that the cost of construction would be just about equivalent to buying a building already in existence and then converting it in order to comply with the standards set by the Office. Construction cost was about the same as relocating in an existing building.

So, the funding was generous and we began construction on March 25, 1985. That was the date of the sod-turning ceremony. The day care re-opened in September, 1985. So, we were closed for a total of 14 months and because our clientele had suffered the consequences we wondered whether they would come back to us once we had opened our doors again. However, we had nothing to worry about because all our customers came back and everyone was content.

However, I must say this: If people think that we got rich, with \$103,000 in federal subsidies and \$48,000 from the province, they are mistaken. As a non-profit corporation we had to borrow \$60,000, not at prime rates because the banks do not lend to non-profit organizations and, furthermore, we are half-way between a single family dwelling and a school. So, we had to borrow at virtually going rates from a caisse populaire. Which means that, at the moment, we are in debt, but we are surviving. It is important to point out that we would not be here today if we had not had help from just about every level of government.

[Text]

• 1125

Par contre, il y a eu un groupe en particulier qui a dû être pénalisé par rapport à toute cette relocalisation, et ce sont les travailleurs et travailleuses en garderie qui ont dû accepter un gel de salaire et dont la moyenne actuelle est de 6\$ l'heure même si ce sont des diplômés en garderie ou en éducation spécialisée et des gens qui ont beaucoup d'années d'expérience—c'est-à-dire le discours que vous avez entendu tantôt.

Nous nous disons que, par souci d'équité sociale, par reconnaissance de l'importance et de la qualité du travail que font ces employés de garderie auprès des enfants, nous souhaitons vivement que tous les gouvernements en place ainsiqu'ils utilisent leurs efforts pour offrir de meilleures conditions de travail.

Les recommandations que nous faisons s'ajoutent bien sûr à certaines autres avec lesquelles nous étions bien d'accord. On part avec le prérequis suivant: la garderie «Jardin des abeilles de Donnacona» considère les enfants comme une richesse naturelle dont ne peut se passer le Canada. Il faut donc investir dans cette richesse naturelle. Notre corporation soucieuse que tous les enfants puissent bénéficier d'un service de garde de qualité et qui répond vraiment à leurs besoins, incluant donc différents types de garde, soumet les recommandations suivantes: la participation financière des parents; la participation financière des municipalités; la participation financière du gouvernement provincial; la participation financière du gouvernement fédéral; et la participation financière des employeurs.

Dans les faits, comment pourrait s'exercer cette participation? Au niveau des parents, qu'ils paient une quote-part pour assurer la garde de leur enfant mais qu'ils puissent bénéficier d'une déduction fiscale équivalant aux coûts réels qu'ils ont à payer.

Pour les municipalités, payer le loyer, s'il y a un loyer à payer, en considérant qu'une garderie puisse être un outil important de leur infrastructure, autant sinon plus qu'une arène. Lorsqu'il n'y a pas de loyer à payer ou d'emprunt qui équivaut à un loyer, la municipalité pourrait s'engager à défrayer les coûts d'entretien et de réparation de la bâtisse, déneigement, gazon, peinture, faciliter l'accès à leurs différents moyens techniques qui touchent la question des loisirs, entre autres l'accès à l'arène, à la piscine, le transport pour certaines sorties. Quand l'on est en milieu rural et que l'on veut aller au zoo, eh bien il faut un autobus, puis des fois cela coûte des sous. Puis actuellement il faut des fois demander une contribution financière supplémentaire aux parents.

La participation du gouvernement provincial. Nous sommes satisfaits des efforts déployés par l'Office des services de garde à l'enfance dans son travail d'établissement et de contrôle des différents types de garde. Il est sûr que tout est perfectible cependant. Nous souhaitons toutefois que les mécanismes de concertation entre les différents paliers du gouvernement s'exercent le plus rapidement possible, car il n'y a pas d'entente qui oblige ou qui facilite une concertation fédérale-provinciale.

Le fédéral, pour sa part, devrait s'impliquer financièrement pour matérialiser un réseau complet de services de garde de

[Translation]

However, there is one group in particular which suffered from our relocation, and I am referring to the day care workers, who had to take a wage freeze. At the moment, their average rate of pay is \$6.00 an hour even though we are talking about people with day care diplomas or specialized education degrees, people with a lot of experience. You heard this earlier.

Out of concern for social justice, out of recognition of the role and the quality of work these day care workers do with the children, we have a keen desire to see governments as well as the parents who use our services join their efforts to offer them better working conditions.

Our recommendations are of course over and above those which have already been made and with which we are in complete agreement. This is the premise on which we base our position: the *Jardin des abeilles de Donnacona* considers children a natural resource that Canada cannot do without. Therefore, we must invest in that natural resource. Our corporation is concerned that every child have quality day care that really meets his or her needs. This means providing different types of day care, and we submit the following recommendations in this respect: there should be a financial contribution by the parents, by the municipalities, by the provincial government, the federal government and the employer.

In practical terms, what would this contribution mean? Well, the parents would pay a certain amount for day care but would be granted a tax deduction equal to the actual cost of the day care service.

For the municipalities, it would mean paying the rent, if any, and regarding a day care as an important part of their infrastructure, as much as an arena if not more so. Where there is no rent to pay or loan to reimburse, the municipality would pay for maintenance, repairs, snow clearing, lawn care, painting, access to recreation facilities, namely the arena, the pool and transportation for outings. In rural areas, for instance, when an outing to the zoo is planned, the municipality would provide a bus, which can cost money. At the moment, we sometimes have to call on the parents to help us finance outings of this kind.

Regarding the provincial government's share, we are satisfied with the efforts made by the *Office des services de garde à l'enfance* in establishing and monitoring different types of day care. Of course, nothing is perfect. We would hope that consultation between the different levels of government would take place as soon as possible as there is currently no agreement making federal-provincial talks either mandatory or easy.

As far as the federal government is concerned, it should make funding available for the establishment of a comprehen-

[Texte]

concert avec les autres paliers gouvernementaux. Ces contributions peuvent être de différents types: déduction fiscale plus importante pour les parents, subventions pour la construction ou pour la rénovation de bâtiments, abris fiscaux pour les employeurs, subventions pour assurer de meilleures conditions salariales aux travailleurs.

Quand l'on arrive au volet des employeurs, on dit quand c'est possible et souhaitable pour les enfants et les parents, que les employeurs mettent tout en oeuvre pour offrir un service de garde de qualité en milieu de travail. Dans le cas contraire, que l'employeur (exemple: Domtar, Alcan, Québec Téléphone, etc.) unissent leurs efforts à ceux de la collectivité pour créer et maintenir un service de garde. Leur contribution financière, en plus de soigner leur image publique, pourrait après entente avec les différents paliers gouvernementaux leur permettre de bénéficier d'abris fiscaux.

Voilà donc brièvement notre témoignage et notre réflexion sur l'importance des services de garde pour une collectivité. Nous souhaitons la participation de tous, les enfants en valent la peine comme citoyens du devenir.

Mme Pépin: Je voudrais simplement savoir comment a été l'implication des parents.

Mme Côté: Tout au long du projet, lorsque les gens ont été sensibilisés au fait qu'ils pourraient peut-être perdre leur garderie, ils nous ont dit: nous en voulons une garderie. Il y a eu à un moment donné des représentations. On s'est présenté au conseil municipal, une quarantaine de parents. Il y a eu, à un moment donné, un groupe qui a fait signer une pétition en milieu rural. On a trouvé au-dessus de 2,000 noms pour le maintien de la garderie. Ensuite de cela, il y a eu des lettres envoyées aux différents paliers gouvernementaux. Il y a eu des dessins que les enfants faisaient et que les parents envoyaient. Il y a eu des téléphones au député. On se pensait en campagne électorale. Et il y a eu une sensibilisation assez importante. On s'est aperçu que les garderies répondent à un besoin en milieu urbain mais aussi en milieu rural.

Mme Pépin: L'appui des parents vous a aidées à faire toutes ces démarches.

Mme Côté: Il a été important. Sinon nous étions six parents avec la coordonnatrice à travailler activement dans le dossier, et c'est cela qui nous donnait parfois des ailes.

• 1130

Mme Pépin: Et, actuellement, vous recevez des subventions, mais est-ce que ce sera pour une certaine période d'années ou est-ce que ce sera renouvelable chaque année?

Mme Côté: On a le règlement final; on a eu les montants prévus. On n'a pas à attendre tel ou tel versement. On doit maintenant s'occuper de notre emprunt de 60,000\$ qui est quand même un gros montant, parce que ça équivaut à un loyer, dépendamment s'il y a une hausse des taux d'intérêt, qui peut varier de 600\$ et plus par mois. On fait des campagnes, exemple, de brosses à dents, pour acheter le matériel éducatif, puis il y a la collaboration des employés, mais, pour l'équité sociale, on ne peut pas non plus laisser plus longtemps les

[Traduction]

sive day care system in conjunction with the other orders of government. The funding could take different forms: increased tax deduction for parents, subsidies for construction or renovation of buildings, tax shelters for employers and wage subsidies for day care workers.

As far as employers are concerned, where possible and desirable for the children and the parents, employers should do everything within their powers to offer quality day-care service in the workplace. If not, employers should join ranks with the community to create and maintain a day care service (I am thinking, for example, of Domtar, Alcan, and Quebec Telephone). Not only would their financial contribution do a lot for their public image, but, subject to an agreement with the governments concerned, they would be given tax breaks in exchange for their involvement.

So, that quickly sums up our views on the importance of day care in the community. We would like to see everyone get involved and make the investment in our citizens of the future.

Mrs. Pépin: I would just like to know how involved the parents have been.

Mrs. Côté: Once people were aware that they risked losing their day care, they were supportive throughout the project. At one stage, about 40 parents made representations to city council. There was also a petition circulated in a rural area and the group sponsoring the petition managed to collect 2000 names of people supporting the day care. Then, people sent letters to different levels of government. Parents sent in their children's drawings. People called their M.P. One would have thought we were in an election campaign. There was really quite an extensive awareness campaign at the time and people realized that day care is needed not only in the urban environment but in the country as well.

Mr. Pépin: So with the parents' support, you were able to cover all this ground.

Mrs. Côté: There was considerable support. Otherwise, there would have been six parents with the co-ordinator working actively on the cause. Their support really gave us a lift.

Mrs. Pépin: You do have funding at the moment, but is that going to continue for a number of years or be automatically renewed every year?

Mrs. Côté: We have the total amount. We are not receiving the funding in instalments. However, we now have to see to refunding our big loan of \$60,000.00, no negligible amount. We end up paying to what amounts to an equivalent of a monthly rent, which is somewhere around \$600.00 or more a month; it all depends on the going interest rate. We have fund raising campaigns, like our tooth-brush campaign, to buy educational material, and the employees help out as well. However, out of concern for social justice, we cannot allow our

[Text]

employés à des salaires aussi bas, puis on ne peut pas demander plus aux parents.

Mme Duplessis: Je voudrais savoir pour commencer si vous êtes situés dans le centre de la ville de Donnacona ou à l'extérieur. Je voudrais également savoir la proportion des parents cultivateurs qui envoient leur enfant en garderie. Ou est-ce que c'est des gens qui travaillent dans la ville de Donnacona ou des gens qui viennent travailler à Québec. Vous dites que vous êtes en milieu rural, mais je veux savoir si vraiment elle est utilisée par les gens qui cultivent la terre.

Mme Piché: À Donnacona, on a à peu près 120 familles d'inscrites par année. Il y a à peu près une cinquantaine de familles, 40 ou 50 p. 100 qui viennent de la Domtar, parce que c'est l'usine principale. Il y a 40 p. 100 qui viennent de Cap-Santé, Grondines, Deschambault. Je ne connais pas le pourcentage exact de cultivateurs, mais on en a de Pont-Rouge, Saint-Basile, Cap-Santé, Deschambault et Grondines.

Mme Duplessis: Mon Dieu, ça leur fait quand même un bon trajet pour aller reconduire l'enfant.

Mme Piché: Oui, c'est parce que chez les cultivateurs il y a maintenant beaucoup de femmes collaboratrices. Puis, il y en a qui ont des cours à prendre à Québec. En partant de Grondines, ils laissent l'enfant à Donnacona. Elles vont à leur classe, puis elles reviennent. Durant le temps des sucres, on a des enfants. Mais il reste que, à Donnacona, les enfants pour se sociabiliser, comme on disait tout à l'heure, viennent régulièrement un ou deux jours par semaine. Dans des périodes où les parents ont des cours à prendre ou ont des déplacements à faire, ou tout simplement ils ont un surcroît d'ouvrage, nous prenons soin des enfants.

Mme Duplessis: Avez-vous eu un supplément de demandes pour l'été?

Mme Piché: Durant la période de l'été, étant donné qu'on est dans un milieu rural, on est obligé de fermer parce qu'on n'arriverait pas. On ferme de la Saint-Jean-Baptiste jusqu'à la fête du Travail.

Mme Duplessis: Cela veut dire que ce ne sont pas les agriculteurs qui sont vos utilisateurs, parce qu'ils vous auraient demandé de garder les enfants l'été, parce que c'est l'été qu'on voit dans les journaux que des petits enfants se font écraser par des tracteurs et tout ça.

Mme Piché: C'est surtout durant la période de l'année, dans le temps des sucres ou à l'automne.

Mme Duplessis: Vous n'avez pas répondu à ma première question. Est-ce que vous êtes près de l'école secondaire?

Mme Piché: On est situé à Donnacona, dans la ville même, derrière la polyvalente.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

[Translation]

employees to continue to earn such meagre salaries, nor can we ask any more of the parents.

Mrs. Duplessis: First of all I would like to know whether you are in Donnacona itself or outside the city? I would also like to know what proportion of your children come from farming families? Are they children of people who work in Donnacona or people who come to work in Quebec City? You mention that you are in a rural community but I would like to know whether your services are really used by people who work in agriculture.

Mrs. Piché: We have approximately 120 families registered with us each year in Donnacona. About 50 families, that is 40% or 50%, come from Domtar, the main employer in the area. And 40% come from Cap-Santé, Grondines, and Deschambault. I could not tell you exactly what percentage of children come from agricultural areas but we do have children from Pont-Rouge, Saint-Basile, Cap-Santé, Deschambault and Grondines.

Mrs. Duplessis: My word! That is a long way to drive to take your child to day care.

Mrs. Piché: That is because there are a lot of women who help run the farms. Some of them take courses in Quebec City. If they come from Grondines, they will leave the child with us in Donnacona, go to their class and come back. We do have children during the sugaring-off season as well. However, as was mentioned earlier, in Donnacona the children come to the day care one or two days a week on a regular basis in order to socialize. When parents are taking courses or have to travel, or even when they just have too much work, we take care of their children.

Mrs. Duplessis: Is there more demand for your services in the summer?

Mrs. Piché: Because we are in a rural community, we close down in the summer because it is not worth our while to stay open. We are closed from Saint-Jean-Baptiste to Labour Day.

Mrs. Duplessis: Which means that farmers are not your primary customers because they would need your services during the summer. It is in the summer time that you read all the newspaper articles about young children getting run over by tractors and other such accidents.

Mrs. Piché: We are busy mainly in the sugaring-off season or in the fall.

Mrs. Duplessis: You did not answer my first question. Are you near the high school?

Mrs. Piché: We are in Donnacona itself behind the polyvalente.

The Vice-Chairman: We will now hear the Quebec Federation of Labour.

[Texte]

[Traduction]

• 1135

M. Fernand Daoust (président, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec): Monsieur le président, membres du Comité, je voudrais vous présenter en premier lieu les gens qui m'accompagnent: Marie Pinsonneault, vice-présidente; Joane Hurens, vice-présidente; Francine Guillemette, membre du conseil général; et Carole Gingras Larivière, responsable de notre service de condition féminine, à la FTQ. Je vais demander à Marie Pinsonneault de vous faire la première présentation. Je continuerai par la suite et c'est Joane Hurens qui terminera.

Mme Pinsonneault (vice-présidente, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec): La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec se compose de plus de 400,000 membres dont le tiers sont des femmes réparties dans toutes les sphères d'activités. En outre, sur la scène fédérale, plusieurs de nos membres font partie de la Fonction publique fédérale et d'autres se retrouvent à l'emploi de sociétés de la Couronne. C'est surtout à ce titre que nous avons choisi de présenter notre point de vue sans toutefois omettre la perspective que nos membres sont des parents, des usagers et usagères, des contribuables et surtout des citoyens et citoyennes du Québec qui ont le souci du bien-être de leurs enfants.

La FTQ s'intéresse vivement au dossier des services de garde. On se rappellera que cette question a suscité beaucoup de réflexions qui se sont traduites par des déclarations de politiques votées lors de colloques et de congrès. Plus près de nous, il faut souligner la tenue d'un important colloque portant sur l'accès à l'égalité à l'emploi pour les femmes tenu en 1984 où le concept des services de garde a été abordé dans le cadre de mesures de soutien permettant aux femmes d'avoir accès à des emplois.

Nous sommes depuis quelque temps à l'heure de grands débats et de consultations sur la décentralisation, la privatisation et désinstitutionnalisation, que ce soit en termes de politique familiale, de fiscalité ou de services de santé et de services sociaux. La FTQ décèle à travers les orientations qui se dessinent que l'État tente de plus en plus de retourner à la famille les responsabilités sociales qu'il assumait. Dans ce contexte, nous nous interrogeons sur la volonté du gouvernement fédéral d'agir en matière de services de garde.

Le présent document abordera les questions du partage des compétences, le mandat du Comité en matière de services de garde, les caractéristiques de l'emploi des femmes dans la fonction publique, le rappel de nos positions, le rôle de l'État employeur. Pour ce faire, nous avons fait porter notre analyse sur la réalité du système québécois en matière de services de garde.

Les services de garde: un domaine de compétence provinciale. C'est en 1979 qu'a été sanctionnée au Québec la législation sur les services de garde. Du même coup on assistait à la création de l'Office des services de garde qui commençait ses activités en octobre 1980. De ce fait, le Québec a décidé de gérer ses propres affaires dans ce domaine confirmant ainsi sa compétence sur les services de garde. Cependant, le fédéral a consenti à partager les coûts des services de garde et à

Mr. Fernand Daoust (President, Quebec Federation of Labour): Mr. Chairman, members of the committee, I would like to introduce the delegation accompanying me: Marie Pinsonneault, vice-president, Joane Hurens, vice-president, Francine Guillemette, member of the general council; and Carole Gingras Larivière, who is in charge of the status of women section at the QFL. I will ask Marie Pinsonneault to begin the presentation, afterwards I will say something and Joane Hurens will conclude.

Mrs. Pinsonneault (Vice-President, Quebec Federation of Labour): The Quebec Federation of Labour is made up of over 400,000 members, a third of whom are women involved in all spheres of activity. Moreover, as far as the federal scene is concerned, many of our members are part of the federal public service and others are employed by Crown corporations. It is particularly with respect to these employers that we have chosen to present our point of view while at the same time reflecting the outlook of our members who are parents, users of such services, taxpayers and citizens of Quebec who are concerned with the welfare of their children.

The QFL has shown keen interest in the issue of day care. You may remember that it was the subject of a great deal of reflection which later took the form of statements of policy voted upon during our seminars and conventions. More recently, an important seminar was held in 1984 on access to job equality for women and the concept of day care services was raised as part of support measures allowing women job access.

For some time we have been having extensive debates and consultation on decentralization, privatization, and de-institutionalization, whether it be in terms of family policy, tax measures or health and social services. The QFL has discerned a growing trend on the part of the government to return to the family an increasing share of the social responsibilities it had assumed. In a context such as this, we wonder how far the federal government is willing to take action on child care.

This brief will deal with the sharing of jurisdiction, the committee's mandate with respect to day care, the job characteristics of women in the public service, a recapitulation of our positions and the role of the government as an employer. Our analysis has focused particularly on the actual day care system in Quebec.

Day care services: an area of provincial jurisdiction. In 1979 the Quebec legislation on day care services was given official sanction. At the same time the provincial day care agency was set up and began its operations in October 1980. Thus Quebec made a decision to manage its own affairs in this area, thereby asserting its jurisdiction over day care. However, the federal government agreed to share the costs of day care and to refund

[Text]

rembourser au Trésor provincial la moitié des dépenses occasionnées par le programme.

Bien que le Québec ait réclamé une participation fédérale quant au financement du programme, comme il le fait pour l'éducation postsecondaire et pour la santé, Ottawa n'a toujours pas respecté ses engagements et réduit sa contribution au minimum. Nous craignons que le gouvernement fédéral refuse désormais d'acquitter la note des services de garde à moins de récupérer la compétence sur ce dossier. Nous jugeons cette attitude inacceptable.

En raison des positions de la FTQ dans le litige constitutionnel fédéral-provincial, nous préconisons que le fédéral respecte ses engagements et nous nous opposons à un élargissement de son pouvoir dans ce domaine. En conséquence, nous sommes en faveur d'une certaine aide financière venant du fédéral à la condition de laisser au Québec sa pleine autonomie, une marge de manoeuvre considérable, ainsi que l'exclusivité de sa compétence. Nous nous objectons fermement à ce que le gouvernement fédéral s'immisce dans les affaires du Québec sous prétexte de l'uniformité et de l'harmonisation entre les provinces alors que le Québec dispose déjà d'un système intégrant une législation et une réglementation adaptées à la réalité québécoise.

Le mandat de ce groupe d'étude parlementaire est très large et vise à faire le portrait de la situation des services de garde en fonction des besoins des enfants et des parents. Il étudie le rôle du fédéral dans ce domaine et doit évaluer des mesures de rechange. Il nous semble que ce mandat nie complètement le travail du premier groupe d'étude présidé par Katie Cooke et ignore ses recommandations qui devraient pourtant servir d'outil de base du mandat. Nous nous attendons à ce que votre groupe d'étude actuel tienne compte des recommandations qui figurent dans le rapport Cooke. Ce fonctionnement nous laisse d'autant plus perplexes que l'étude de la situation a déjà été faite, que des audiences se sont tenues, que des recommandations ont été formulées. Selon nous, on fait face à une répétition du travail déjà accompli.

• 1140

Il nous apparaît évident que le fédéral s'obstine à gagner du temps dans ce dossier. Ce qui nous fait nous questionner sur les intentions véritables de ce gouvernement. Selon nous, il serait tout à fait approprié que les recommandations déjà formulées dans le rapport Cooke soient prises en ligne de compte et que votre groupe d'étude soit très attentif au système mis en place au Québec. Nous vous rappelons, par ailleurs, que toute recommandation ayant pour but de diluer la compétence du Québec sur les services de garde serait tout à fait inacceptable. Nous vous demandons formellement de respecter la réalité actuelle et la compétence du Québec dans ce dossier.

Le vice-président: Vu la longueur de votre présentation, je me demande s'il serait possible de vous limiter à quelques remarques et de laisser aux membres du Comité la lecture complète du dossier. Si vous donnez la lecture complète du document, on n'aura pas la possibilité d'avoir un échange.

[Translation]

to the provincial treasury half of the expenditures occasioned by this program.

Although Quebec demanded federal participation in the funding of the program, as is the case for post-secondary education and health, Ottawa has not always lived up to its commitments and reduced its contribution to the minimum. We are afraid that from now on the federal government will refuse to provide money for day care services unless it recovers jurisdiction over the matter. We consider such an attitude unacceptable.

In view of the positions taken by the QFL on the disagreement between the federal and provincial government over the Constitution, we advocate that the federal government comply with its commitments and we put on record our opposition to any extension of its power in this area. Therefore, we are in favour of a certain amount of financial assistance from the federal government provided that Quebec retains its full autonomy as well as considerable latitude and exclusive jurisdiction. We strongly object to any federal government interference in Quebec affairs on the pretext of uniformity and harmonization between the provinces when the Province of Quebec already has a system based on legislation and regulations adapted to the reality of the province.

The special committee has a wide mandate and is examining the day care situation in relation to the needs of parents and children. It is studying the role of the federal government in this area and will be assessing various options. It seems to us that this mandate in no way takes into account the work of the task force provided by Katie Cooke and ignores its recommendations, although they should serve as a basis for your work. We expect your committee to take into account the recommendations contained in the Cooke report. We are particularly perplexed by your method of proceeding since the situation has already been studied, hearings were held and recommendations made. As far as we can determine, this is a repetition of work which was already done.

It seems evident to us that the federal government is stalling for time. This raises some questions about the true intentions of the government. We believe that the recommendations already made in the Cooke report should be taken into account and that your group should give attentive study to the system existing in Quebec. We also remind you that any recommendation which would have the effect of reducing Quebec's jurisdiction over day care services would be completely unacceptable. We formally request you to respect the present arrangements and Quebec's jurisdiction in this matter.

The Vice-Chairman: In view of the length of your presentation, I wonder whether you might limit yourself to a few remarks and allow the committee members to read the full text of the statement themselves. If you read through the entire document, there will not be enough time for an exchange.

[Texte]

M. Daoust: Je peux tenter de faire un résumé relativement succinct, mais en reprenant ici et là quelques-unes des positions qui se retrouvent dans ce document.

A la page 4, l'évolution de notre société, c'est une analyse, un bilan de nos constatations et de celles qui sont traditionnelles à l'égard de l'évolution de notre société en autant que l'unité familiale est concernée et le rôle des femmes au travail.

Au deuxième paragraphe, dans les milieux de travail, nous revendiquons énergiquement des conditions qui permettent aux travailleuses et travailleurs d'assumer leurs responsabilités familiales sans pour autant être pénalisés en regard de leur revenu, de leur cheminement en emploi et le reste. Et on parle de conditions qui vont répondre véritablement à ces besoins. Sinon, comme nous le mentionnons, ce sera l'éternel recommencement: emploi précaire pour les femmes, le temps partiel, le retour au travail à domicile et l'absence de reconnaissance du droit pour les femmes au travail rémunéré qui exige des solutions précises.

Dans le dernier paragraphe de cette page, nous estimons que les parents doivent compter sur des services de garde de qualité accessibles financièrement et en nombre suffisant. Et nous disons que c'est un service à l'enfant et non un dépannage pour les parents.

Quant au personnel dans les garderies, nous savons de par notre expérience que ce personnel est largement exploité, ses conditions salariales et ses conditions de travail se rapprochent de ce que l'on retrouve dans la Loi des normes minimales de l'emploi tant au point de vue salaires, au point de vue congés de toutes sortes qui sont prévus dans cette Loi des normes minimales. Nous manifestons notre inquiétude à l'égard de ce phénomène en vertu duquel on voit se propager des garderies commerciales dont le but est la rentabilité qui respecte peu ou pas les principes et les normes établis par voie de législation et de réglementation. Nous parlons travailleurs et travailleuses, des femmes pour la plupart, dans le personnel des garderies qui obtiennent des salaires très bas. Je l'ai déjà mentionné et je n'explicitai pas plus longuement.

Le rappel de nos positions, à la page 6. Lors d'un congrès, nous nous exprimions en ces termes:

L'État doit se fixer, comme objectif, de mettre sur pied un réseau de garderies et pouponnières gratuites, aptes à répondre aux besoins de toutes les familles québécoises, avec participation des usagers dans le fonctionnement et l'organisation de ces institutions.

Il devrait être constitué—ce réseau...

de garderies de quartiers et de garderies en milieu de travail dont la création devrait être encouragée par l'État et subventionné au même titre que les garderies de quartiers, de sorte que ces deux types forment un réseau intégré.

Les normes applicables aux garderies doivent être administrées avec souplesse par les autorités compétentes.

[Traduction]

Mr. Daoust: I can attempt to make a fairly succinct summary and on occasion read some of the positions as they are set forth in the document.

On page 4 under the heading Evolution of our Society, you will find an analysis with some of our observations as well as the usual findings about the evolution of our society particularly with respect to the family unit and the role of women in the job force.

In the second paragraph, with reference to the work environment, we strongly advocate conditions which allow men and women workers to assume their family responsibilities without being penalized with respect to income, promotion and so forth. And we talk about conditions which will actually meet those needs. Otherwise, as we point out, we will be going through the whole cycle over and over again: precarious employment for women, part-time work, the return to work at home and the lack of recognition of women's right to paid work and the precise solutions this requires.

In the last paragraph on this page, we mention that parents should be entitled to quality day care which is affordable and in keeping with the demand. We also say that this is a service for children and not a way of helping out the parents.

As for day care workers, we know from our experience that they are exploited to a large extent and that their wages, working conditions and leave are close to the level described in the Minimum Employment Standards Act. We express our concern about this phenomenon which enables profit-making day care centres to expand although they show little or no respect for the principles and standards established in the legislation and regulations. We are talking about men and women workers, mainly women, who are paid extremely low wages by day care centres. This point has already been mentioned and I will not go into any further detail.

A summing up of our positions, on page 6. At one of our conventions the following stand was taken:

The government's objective must be to set up a network of free day care centres capable of responding to the needs of all Quebec families, with the participation of users in the operation and the organization of such institutions.

This network should be made up of...

neighbourhood day care centres and day care centres in the workplace, and their setting up should be encouraged by the State and subsidized on the basis as neighbourhood day care centres so that these two types make up an integrated network.

The standards applicable to day care centres must be applied with flexibility by the proper authorities.

[Text]

[Translation]

• 1145

Voici qu'en 1979, la FTQ précisait des orientations du congrès de 1977:

La société québécoise doit reconnaître le droit aux parents de bénéficier d'équipements collectifs pour la garde de leurs enfants. Puisque la maternité est un acte éminemment social, il appartient selon nous à l'État d'offrir aux parentes un réseau de modes de garde sûrs, stables et efficaces. Nous réitérons notre revendication d'un réseau universel et gratuit et nous demandions au gouvernement de définir un plan de développement de ce réseau qui devrait répondre aux besoins de garde des enfants de zéro à 12 ans, et se conformer à des critères d'accessibilité géographique et favoriser le développement physique, social et intellectuel de l'enfant. A long terme, lorsque des services gratuits seront accessibles, les parents d'enfants d'âge préscolaire qui choisiront de demeurer à la maison pour s'en occuper bénéficieront d'une exemption d'impôt équivalente au coût qu'assumerait l'État si de tels enfants étaient confiés à des garderies.

Nous vous rappelons les revendications de la FTQ. Que l'organisation des écoles tienne compte des contraintes des parents qui travaillent hors foyer et des besoins de socialisation des enfants.

Je relis cela; ce n'est pas très long:

Des maternelles à plein temps.

- Généraliser l'institution de maternelles à plein temps pour les enfants de cinq ans.
- Des services d'appoint dans les écoles élémentaires.

Nous estimons que les écoles élémentaires au Québec sont lacunaires dans ce domaine. Elles devraient être pourvues, à court terme, de cantines adéquatement surveillées; et à long terme de cafétérias servant des repas chauds.

De plus, toutes les écoles élémentaires doivent être pourvues de garderies gratuites après les heures de classes, garderies qui seront dirigées conjointement par les parents et le personnel scolaire.

Enfin, au congrès 1977, nous adoptions une politique familiale, laquelle reconnaissait à l'État un rôle de premier plan en cette matière. Cette politique visait à améliorer le tissu social en rendant plus à l'aise hommes, femmes, et enfants. Nous parlions des congés de maternité, congés de paternité, congés parentaux, allocations familiales, fiscalité, libre choix de la maternité et le droit à l'avortement.

Ainsi, nos positions situent les services de garde à travers un ensemble de mesures qui se doivent d'être apportées par l'État afin que la présence d'enfants n'entraîne plus pour les parents une baisse du revenu et qu'il leur soit permis d'exercer une activité sur le marché du travail.

Joane Hurens, parlant de l'État employeur, continuera.

Mme Joane Hurens (vice-présidente, Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec): Je suis une employée de la Fonction publique fédérale.

Now, in 1979, the QFL gave more specifics about the orientations of its 1977 convention:

Quebec society must recognize the parents' right to have available community facilities for their children's day care. As motherhood is an eminently social act, in our opinion, it behoves the State to offer parents a network of efficient, stable and safe day care options. We repeated our demand for a free universal network and asked the government to define a development plan for that network, which should respond to day care centre needs for children from zero to 12 years of age and also conform to geographic accessibility criteria while facilitating the child's physical, social and intellectual development. Over the long term, when those free services are available, the parents of preschoolers who choose to stay at home to take care of them will enjoy a tax exemption equivalent to the cost that the State would be assuming if such children were sent to day care centres.

We would remind you of the QFL's demands. That the organization of schools take into account both the obligations of those parents who work outside the home and the socialization needs of the children.

I am reading this out; it is not very long.

Full-time kindergartens.

- Generalize the existence of full-time kindergartens for five year olds.
- Auxiliary services in elementary schools.

We believe that the elementary schools in Quebec are defective in that area. In the short term, they should be equipped with adequately supervised canteens; and in the long term, with cafeterias serving hot meals.

Moreover, all elementary schools should be provided with free out-of-school day care services and these would be under joint management of both parents and school personnel.

Finally, at our 1977 congress, we adopted a family policy which recognized that the State has a front-line role to play in this area. The goal of this policy was to improve our social fabric by facilitating things for men, women and children. We spoke of maternity leave, paternity leave, parental leave, family allowances, taxation, motherhood freely chosen and the right to abortion.

So our positions put day care centres in a context of things which should be done by the State so that the presence of children no longer means a decrease of revenue for the parents and it will also be possible for the latter to be active in the labour market.

Joane Hurens will continue on the subject of the State as employer.

Mrs. Joane Hurens (Vice-Chairwoman, Quebec Federation of Labour): I am an employee of the federal public service.

[Texte]

Les différents syndicats ont essayé de négocier, de revendiquer des conditions de travail pour les femmes à l'intérieur de la Fonction publique fédérale et des autres employés sous la juridiction fédérale. De leur côté, les employeurs continuent à véhiculer que la maternité coûte cher et refusent en négociations d'acquiescer aux demandes concernant les droits parentaux. À ce jour, on peut dire qu'il n'y a que la Fonction publique du Québec qui s'est acquittée, en partie, de ses responsabilités en cette matière.

Pour ce qui concerne les caractéristiques spécifiques de l'emploi des femmes dans le secteur fédéral le gouvernement fédéral est loin d'être à l'avant-garde. Concernant les tendances actuelles relatives aux types d'emploi et à l'organisation du travail, nous constatons que les formes de statut précaire, telles que temps-partiels, occasionnels, temporaires, touchent principalement les femmes. Il faut de plus signaler que les femmes sont les premières visées lorsqu'il y a des coupures ou réductions d'emplois.

Il y a des programmes d'accès à l'égalité qui sont très d'actualité, mais pour être cohérents, ces programmes doivent inclure différents types de mesures dont des mesures de soutien qui visent la conciliation du travail rémunéré et les responsabilités parentales.

• 1150

Nous espérons que l'approche volontaire dont il est question ne se transposera pas dans le domaine des garderies. En effet, nous nous opposons fermement à l'approche volontaire pour les programmes d'accès à l'égalité et aussi dans les services de garde. Laisser les entreprises décider seules d'implanter ou non des services de garde dans les milieux de travail, leur laisse beaucoup trop de latitude et de libéré, et cela nuit de beaucoup à l'évolution de l'étendue de ces services.

Nos revendications. Il faut que l'employeur s'engage absolument à implanter des garderies en milieu de travail.

En matière de droits parentaux, la FTQ exige du gouvernement fédéral, pour ses employées un véritable congé de maternité payé par l'État d'une durée de 20 semaines; un congé de paternité d'une durée de deux semaines; un congé parental dont la durée maximum est de deux ans; un congé payé pour maladie des enfants d'au moins dix jours par année et le retrait préventif pour les travailleuses enceintes sur sa compétence, alors que les travailleuses du Québec ont ce droit.

La FTQ exige du gouvernement des allocations familiales qui correspondent aux coûts réels qu'entraîne la présence d'enfants dans la famille moyenne. L'indexation des allocations constitue, à notre sens, un strict minimum. De plus, en matière de fiscalité, nous réclamons que les deux niveaux de gouvernements haussent la déduction admissible pour les frais de garde dans les déclarations d'impôt sur le revenu.

• 1155

M. Daoust: On va sauter à la conclusion.

Tous les rapports d'étude sur les services de garde démontrent que les besoins sont loin d'être comblés. Ces services sont

[Traduction]

The different unions have made demands and have tried to negotiate certain conditions of work for women inside the federal public service and other employees under federal jurisdiction. For their part, these employers just continue to broadcast that motherhood is extremely expensive and refused, at the bargaining table, to respond to demands concerning parental rights. To date, it can be said that Quebec's Public Service is the only such organization to have taken part of its responsibility in that area.

As for those characteristics specific to women's employment in the federal sector, the federal government is far from showing leadership. Concerning present trends surrounding the types of jobs and organization of labour, we see that the precarious forms of status such as part-time, occasional and temporary jobs affect mostly women. We should also point out that women are the first ones to go when jobs are cut.

There are programs for access to equality which are quite up to date but to be consistent, these programs must include different kinds of measures such as forms of support allowing the conciliation of paid work and parental responsibilities.

We hope that the voluntary approach that is being talked about will not translate into the area of day care. We are firmly opposed to the voluntary approach for those programs having to do with access to equality and day care services. Leaving it up to the business involved to be the only ones to decide whether or not to set up day care services in a workplace setting gives them far too much latitude and freedom and works against the ongoing development and expansion of those services.

Our demands. The employer must absolutely commit himself to implementing day care services in the workplace.

As for parental rights, the QFL demands that the federal government provide, for its employees, true maternity leave paid for by the government for a period of 20 weeks; two weeks' maternity leave; parental leave for a maximum period of two years; paid leave of at least 10 days a year for sick children as well as preventative leave for pregnant workers under its jurisdiction, especially as Quebec workers have that right.

The QFL also demands that the government provide family allowances corresponding to the real cost of having children to the average family. Indexation of allowances is, in our opinion, a strict minimum. Moreover, in the area of taxation, we demand that both levels of government increase the eligible deduction for day care costs on the income tax returns.

Mr. Daoust: We will now skip forward to our conclusion.

All reports on day care services show that the needs are far from being met. Services are sporadic and unequal. Financing,

[Text]

morcelés et inégaux. Le financement sur le plan fédéral s'adresse aux parents pauvres. De plus, en matière de fiscalité, le système est régressif et devient injuste, car il favorise les contribuables à revenu élevé. En effet, les déductions d'impôt profitent davantage aux familles à revenu élevé. Une famille dont le revenu annuel est de 30,000\$ peut récupérer 500\$, sur présentation de sa déclaration d'impôt, somme qui lui servira à couvrir une partie des frais annuels de services de garde de 4,000\$. Il reste donc beaucoup de chemin à parcourir pour que nous ayons un jour un véritable réseau universel et gratuit de services de garde. Avec ses restrictions budgétaires, le fédéral ne nous apparaît guère disposé à aller de l'avant dans l'extension d'un réseau de garde, et encore moins à augmenter sa participation financière.

Le fédéral fait face à un choix de société. En tant qu'employeur, il doit donner l'exemple et s'engager fermement auprès de ses employés(e)s en offrant des services de garde adéquats dans les milieux de travail. D'autre part, nous exigeons du gouvernement fédéral qu'il respecte la compétence exclusive du Québec en matière de services de garde tout en continuant à assumer ses responsabilités financières en la matière. Enfin, nous nous attendons à ce que votre groupe d'étude propose des recommandations concrètes qui améliorent la situation actuelle des services de garde et, par conséquent, qui facilitent l'accès des femmes à l'égalité en emploi.

Le vice-président: Merci, monsieur Daoust.

Avant que nous ne passions aux questions, je me permets de répondre au nom du Comité parlementaire à quelques suggestions que vous avez faites aux pages 2 et 3. Il est vrai, sans doute, que plusieurs études ont été faites. Si vous pouviez nous suivre dans toutes les provinces et territoires du Canada, vous verriez comme nous que ce n'est pas tout le monde qui est d'accord sur ce qui a été recommandé. En effet, certaines des recommandations du rapport Cooke ne sont acceptées dans aucune province.

Nous sommes un Comité parlementaire, et contrairement au groupe de M^{me} Cooke, nous nous rendons dans chacune des provinces et territoires. On se rend dans des endroits ruraux et urbains pour essayer de discuter avec vous de solutions. Notre Comité parlementaire a reçu le mandat de faire une étude et de présenter ses recommandations à date fixe. On doit se présenter au Parlement canadien avant le 26 novembre de cette année.

Je tiens compte du fait qu'il y a eu des études, mais je vous signale que les membres du Comité et le gouvernement n'ont aucunement l'intention de ne rien faire. C'est pour arriver à une conclusion que le gouvernement a demandé aux parlementaires qui sont ici, représentant les trois partis nationaux, de faire avancer le dossier. Je tiens compte de ce que vous dites. J'y réplique parce qu'on n'a aucunement l'idée de faire un autre délai.

Madame Pépin, s'il vous plaît.

Mme Pépin: Je veux vous souhaiter la bienvenue, monsieur Daoust, et vous remercier de vous être fait accompagner par des femmes qui travaillent à votre syndicat, des femmes bien connues au Québec parce qu'elles ont travaillé pour l'avance-

[Translation]

on the federal level, is for the poorer parents only. Moreover, taxwise, the system is regressive and unfair because it favours the higher-income taxpayer. In actual fact, tax deductions are more advantageous for higher-income families. A family whose revenue is \$30,000 a year can get \$500 back on filing its income tax return and this amount will be used to cover part of its yearly day care service cost of \$4,000. So there is still a long way to go before we have a real universal and free network of day care services. With its budget restraints, the federal government does not really seem ready to go ahead with extending the day care network and especially not with increasing its financial participation.

The federal government is faced with choosing its kind of society. As an employer, it must give the example and show firm commitment to its employees by offering adequate day care services in the workplace. On the other hand, we demand that the federal government respect Quebec's exclusive jurisdiction in the area of day care services while continuing to assume its financial responsibility in the area. Finally, we expect your group to make concrete recommendations which will improve the present situation in day care services and, consequently, make it easier for women to have access to job equality.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Daoust.

Before going to questions, I will take the liberty of responding for the parliamentary committee to some suggestions you had on pages 2 and 3. It is doubtless true that there have been many studies. If you could follow us across all the provinces and territories in Canada, you would see, as we have, that not everyone agrees with what has been recommended. In actual fact, some of the Cooke report recommendations are accepted in none of the provinces.

We are a parliamentary committee and, contrary to Mrs. Cooke's group, we are visiting each one of the provinces and territories. We are visiting rural and urban Canada to try to discuss the solutions with you. Our parliamentary committee's terms of reference are to examine the question and present its recommendations by a given date. We are to present our report to the Canadian Parliament before November 26 of this year.

I am taking into account the fact that there have been studies, but I would point out that the intention of the members of this committee and of the government is not to do nothing. It is to come to some conclusion that the government asked the parliamentarians who are here, and who represent the three national parties, to look at the whole question. I hear what you say. I am replying to it, because we absolutely do not intend to have any further delays.

Mrs. Pépin, please.

Mrs. Pépin: I would like to welcome you here, Mr. Daoust, and thank you for having with you women who work in your union, women who are well known in Quebec because they have worked to improve the lot of women in the workplace. I

[Texte]

ment des femmes au travail. Je suis très contente et je vous remercie beaucoup.

Vous avez un très beau mémoire. Je dois avouer que je partage votre opinion sur le rapport Katie Cooke. Je pense que c'était un excellent rapport. Il s'agit maintenant de s'ajuster au niveau des recommandations.

J'aimerais vous poser quelques petites questions. Évidemment, tous les groupes font des revendications, mais je voudrais savoir quelle a été la participation de la FTQ au niveau de l'intégration des garderies aux négociations. Quelle a été votre approche au niveau des négociations?

• 1200

M. Daoust: Notre participation se situe à plusieurs niveaux. Je vous rappelle fort rapidement que les négociations de 1979 dans le secteur public et parapublic au Québec nous ont permis de provoquer un déblocage chez l'État employeur, le gouvernement du Québec, qui a doté les femmes membres des différents syndicats et à l'emploi des sociétés d'État, de la Fonction publique et des hôpitaux, d'un embryon de politique à l'égard de la condition féminine. Je pense entre autres aux congés de maternité, aux congés parentaux et à de multiples dispositions des conventions collectives de travail qui permettent aux femmes de voir poindre à l'horizon un début de véritable changement dans les mentalités, puisque c'est consigné dans des textes. On espère qu'éventuellement, avec les négociations en cours, les conditions de travail et les conditions salariales refléteront l'égalité le plus complètement possible. Quand on parle d'égalité, ce n'est pas nuançable. Cela ne se négocie pas techniquement, mais il faut le négocier avec l'employeur.

Donc, de ce côté-là, il y a véritablement eu des déblocages à l'égard des services de garde. Je ne dis pas que tout reste à faire. Il y a des départs qui sont annoncés, mais il y a immensément à faire de ce côté-là de la part du gouvernement du Québec pour doter l'ensemble des salariés des services de garde de salaires beaucoup plus adéquats que ceux que nous connaissons en ce moment. Je sais que des comités ont déjà été mis sur pied. Ces comités ont rendu compte de leurs travaux et ces travaux-là ont servi et serviront, sans aucun doute, aux négociateurs de part et d'autre, pour faire en sorte qu'il y ait un véritable déblocage dans le domaine des garderies.

Dans le secteur privé, c'est plus compliqué. Vous savez que les négociations dans notre pays se font entreprise par entreprise. Il y a bien des regroupements ici et là. Je ne veux pas entrer dans ces détails-là, car on se perdrait, mais c'est beaucoup plus difficile. Les employeurs, à peu près systématiquement, se réfugient derrière l'argument de la concurrence. Ils disent: Si on cède à votre demande, si on accueille votre revendication, on sera moins concurrentiels. Ils nous laissant entendre que l'établissement de réseaux de garderies universels et gratuits devrait être le notre point de départ. Quand on négocie avec des employeurs lors de l'établissement d'une garderie, ces derniers nous disent à peu près systématiquement: C'est à l'État qu'il appartient, au moyen des subventions nécessaires, de doter la société québécoise des moyens voulus pour qu'elle puisse mettre sur pied un réseau universel et gratuit de garderies. Autrement dit, les employeurs du secteur

[Traduction]

am quite happy to see you here and I thank you for having come.

Your brief is very good. I must admit that I share your opinion on the Katie Cooke report. I think it was an excellent report. We now have to do some adjusting to these recommendations.

I would like to put a few little questions to you. Of course, all groups have demands but I would like to know what the QFL's participation was in integrating day care services into the negotiations. What was your approach at the bargaining table?

Mr. Daoust: We are participating at several levels. I can mention very briefly the 1979 negotiations in Quebec's public and paragonmental sectors that gave us an opportunity to persuade the State as employer, the Government of Quebec, to give the organized women and women working for State corporations, the public service and hospitals, an embryonic policy concerning the status of women. I am thinking, among other things, of maternity leave, parental leave, and many arrangements within collective agreements that allow women to see faintly at the end of the tunnel something like a change of attitude, since there is now something on paper. Eventually, given the current negotiations, it is to be expected that working conditions and salary conditions will reflect greater equality. Technically speaking, equality is not negotiable, but it has to be negotiated with the employer.

In that sense, there have been some real breakthroughs in day care. I am not saying that everything still lies before us; some initiatives are being announced, but the Government of Quebec still has a lot to do to offer day care professionals more adequate salaries than those being paid at this time. I know that committees have already been created. These committees have reported, and their reports will certainly be a tool for negotiators on both sides and make way for real breakthroughs in the field of day care.

In the private sector, it is more complex. As you know, in our country, negotiations are being conducted company by company. There is some overlapping at times, and I do not want to go into the details because we might get lost. But it is much more difficult. Most employers are taking refuge behind the competition argument. They are saying: if we yield to your requests, we will be less competitive. They are inferring that free, universal day care should be our starting point. When a day care centre is being created and we are negotiating with the employers, they almost invariably tell us: it is up to the State, with the appropriate grants, to give Quebecers what they need to create a universal and free system of day care centres. In other words, private sector employers invariably say: listen, what you are asking is nonsense. This is the way our society is evolving. All the employers, except a few that have been mentioned, are saying: let the State shoulder this

[Text]

privé, systématiquement ou à peu près, nous disent: Ecoutez, ce que vous demandez n'a pas de sens. Cela va dans le sens de l'évolution de notre société. Tous les employeurs, sauf des exceptions qu'on a déjà signalées, disent: Que l'État assume cette responsabilité-là au moyen de l'argent qu'il recueille par la taxation et ainsi de suite, et que tous et toutes soient traités un pied d'égalité dans le domaine des garderies.

Mais je dois poursuivre un peu ma réponse. La FTQ fait, bien sûr, ces revendications à l'égard d'une politique globale de la condition féminine, d'une politique familiale, mais le gros de ses revendications, les plus récentes tout au moins, porte sur la mise en place de programmes d'accès à l'égalité. Ces programmes d'accès à l'égalité prévoient des mesures de redressement, des mesures de soutien, des mesures d'appui. Je n'irai pas dans tous les détails. Qu'il me suffise de dire que nous revendiquons des mesures de soutien.

• 1205

On est profondément convaincus que le véritable accès à l'égalité, que l'on reconnaît dans les mots et dans les lois, est, dans les faits, lourdement contredit. Il y a le phénomène des familles monoparentales, il y a le phénomène du droit des femmes d'accéder au marché du travail, que le mari travaille ou non, et tout cela est lié à l'accès aux garderies. Il y a des problèmes de natalité et de dénatalité qui entrent en jeu, ainsi que des problèmes de justice.

Je ne vous ferai pas de démonstration. Vous avez parcouru une partie du pays, et vous savez fort bien qu'une femme qui a un, deux ou trois enfants et qui souhaite aller travailler après son congé de maternité subit, sur le plan financier, un choc inouï. S'il n'y a pas de mesures de soutien, s'il n'y a pas de réseaux de garderies de quartier près des usines, dans les usines, dans les bureaux, on va se payer de mots pendant fort longtemps en ce qui concerne l'accès à l'égalité pour les femmes. Les programmes d'accès à l'égalité vont piétiner à moins que des mesures de soutien de cette nature-là ne soient instaurées. On souhaite que la mise en place des programmes d'accès à l'égalité ne soit pas laissée uniquement à la libre volonté des employeurs. Là où il y a des syndicats, cela devrait être négocié. Le syndicat, étant partie prenante, fait les analyses qui s'imposent, dégage les mesures de redressement et de soutien parmi lesquelles il y a les garderies. Les employeurs peuvent participer au moyen de subventions ou de contributions. Il y a des employeurs qui déjà le font. Je ne voudrais pas vous laisser croire que les employeurs peuvent se laver les mains. L'État employeur est un des employeurs les plus imposants et... Mon Dieu, je réponds à des questions que vous ne m'avez pas posées, mais j'en profite un peu.

Bien sûr, vous voulez qu'on mette tout en oeuvre pour qu'au Québec, on commence à croire un peu au fédéralisme. Je ne parle pas des événements que nous avons tous connus. L'État employeur fédéral est l'un des plus *cheap*, l'un des plus mesquins que nous connaissions dans ce domaine-là. Et Dieu sait s'il aura un rôle à jouer à l'égard des congés de maternité, comme Joane Hurens l'a mentionné. En ce qui concerne l'instauration de garderies, quel effet d'entraînement inouï on

[Translation]

responsibility with tax money and so on, and let everyone be treated equally.

But let me give a little more scope to my answer. The FTQ, of course, is pushing for a global policy regarding the status of women, a family policy, but what it calls for, mainly, at least recently, are access to equality programs. Such access to equality programs entail remedial and support measures. I shall not go into all the details. Let me say only that we are calling for support measures.

We are quite convinced that real access to equality, which is being recognized in words and in legislation, is very much jeopardized in reality. We have the phenomenon of single parent families, the phenomenon of women's right of access to the labour market, whether the husband works or not, all of this connected to the problem of access to day care. There is the matter of birthrate and lower birthrate and also the matter of justice.

I shall not give you a demonstration. You have travelled part of the country, and you well know that a woman who has one, two or three children and who wants to go back to work after her maternity leave faces an incredible financial penalty. In the absence of support measures, if there is no day care in the neighbourhood of the workplace, in plants, in offices, we will let ourselves be fobbed off for a long time with fine words about access to equality for women. Access to equality programs will be stalled in the absence of such support measures. We would not want the employers to be the only decision-makers concerning access to equality programs. Wherever there is a union, it should be negotiated. The union, being the applicant, must do whatever analyses are necessary, must design remedial and support measures, and among these, day care centres. The employer's participation is to be in the form of grants or contributions. Some employers are already doing it. I would not want you to think that employers can wash their hands of the whole thing. One of the biggest employers is the State and... My God, I am answering questions you have not asked, but I would like to take the opportunity.

Of course, you want to see everything done to convince Quebecers of the benefits of federalism. I am not talking about the events we have all seen. The federal government as an employer is one of the cheapest, one of the stingiest. And God knows it will play an important role in the field of maternity leave, as Joane Hurens mentioned. Concerning the creation of day care centres, what an incredible example it would be if the federal government, as employer, were the least bit creative.

[Texte]

aurait si l'État employeur fédéral était, dans ce domaine-là, un petit peu innovateur.

Mme Pépin: Il y a un manque de leadership.

M. Daoust: Oui, c'est un manque de leadership inouï. Je ne sais pas quel gouvernement est le plus responsable, mais il y a un manque de leadership inouï qui pourrait être corrigé par l'instauration de programmes d'accès à l'égalité et de mesures de redressement et par la mise sur pied de garderies pour les employés du gouvernement fédéral. J'estime qu'un gouvernement doit faire preuve de leadership. Cela aurait un effet d'entraînement, et le changement des mentalités serait bénéfiques pour l'ensemble des femmes du pays.

Mme Pépin: Vous dites que les employeurs semblent dire que si on veut avoir un système de garderies, le gouvernement devra en assumer les frais. Actuellement, la grande vogue est à la privatisation, etc. Ne pensez-vous pas qu'en tant qu'employeurs, ils voient qu'ils doivent participer, quitte à ce le gouvernement leur accorde des dégrèvements d'impôt pour instaurer des garderies? Ne pensez-vous pas que leur attitude pourrait changer à ce moment-là? Il semble maintenant qu'on s'accorde pour dire que le gouvernement ne doit plus être l'État providence. Cela semble maintenant fini; on s'en va dans une autre direction. Alors vous ne pensez pas que les attitudes des employeurs pourraient changer?

M. Daoust: Dans la mesure où les employeurs pourraient avoir des dégrèvements d'impôt, on atteindrait des objectifs identiques. Il y aurait une incitation, et les syndicats auraient pour rôle, au cours des négociations, de pousser les employeurs à instaurer des garderies en milieu de travail.

De nombreux employeurs nous disent: C'est bien beau, mais qui va payer? Cela crée des problèmes. De plus, ce ne sont pas tous les employeurs qui ont la même force économique. Il y a de petites entreprises, par exemple dans le domaine du vêtement au Québec, qui emploient 12, 15 ou 20 personnes, et ce sont des femmes en grande majorité. S'il n'y a pas de mesures fiscales qui permettent à l'employeur de mettre sur pied de telles garderies, ils vont s'en laver les mains systématiquement.

• 1210

Je pense qu'ils ont un devoir sur le plan social et qu'ils ont les moyens économiques d'accomplir ce devoir, mais il va falloir faire en sorte qu'il y ait des incitations véritables, comme cela existe dans d'autres domaines. Quand on parle de privatisation, on ne parle pas de tout remettre à l'entreprise privée. On sait très bien que la sécurité sociale, les accidents du travail, l'assurance-chômage, etc. ne peuvent être administrés par l'entreprise privée. Il y a la Régie de l'assurance-automobile du Québec, etc. Quand les employeurs ont des incitations, cela peut éviter des difficultés au moment des négociations.

Mme Pépin: Avez-vous présenté un mémoire à la Commission Forget au sujet des congés de maternité?

Le vice-président: Je dois donner la parole à M^{me} Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

[Traduction]

Mrs. Pépin: There is no leadership.

Mr. Daoust: Precisely, there is an incredible lack of leadership. I do not know which government is more to blame, but there is an incredible lack of leadership that could be corrected with the creation of access to equality programs and remedial measures and also with the creation of day care centres for federal public servants. I am convinced that the government must show some leadership. It would be a very positive example, and the change of attitudes would be beneficial to all the women in the country.

Mrs. Pépin: You are saying that the employers seem to think that if we want a day care network, the government will have to finance it. These days, privatization is very much in fashion. Do you not think that as employers they should have to participate, even if it means tax rebates for the creation of day care centres? Do you not think that might persuade them to change their attitudes? It seems most people are now saying that the welfare state is outdated. Apparently we are on a different tack. In these conditions, do you not think that the attitudes of employers could change?

Mr. Daoust: If the employers can get tax rebates, the results will be the same. There will be some form of encouragement, and during negotiations, the unions could urge employers to create day care centres in the workplace.

Many employers are telling us, this is all very well, but who is going to pay? This creates problems. Moreover, not all employers have the same economic strength. There are small businesses, in the garment industry in Quebec, for example, which employ 12, 15 or 20 people, most of the women. In the absence of fiscal measures to help the employer create such day care centres, invariably, they are going to wash their hands off the whole thing.

I believe they have a social mandate, and they have the financial means, but they will need real stimuli, as in other fields. Privatization does not mean transferring everything to private enterprise. We know full well that social security, workmen's compensation, unemployment insurance, etc., cannot be privatized. There is the *Régie de l'assurance-automobile du Québec*, and so on. When employers are being encouraged, it can avoid a lot of problems during negotiations.

Mrs. Pépin: Have you submitted a brief to the Forget Commission on maternity leave?

The Vice-Chairman: I have to give the floor to Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

[Text]

Bienvenue, monsieur Daoust. Mesdames, il m'a fait bien plaisir d'entendre votre mémoire. Il est vraiment bien étoffé.

Cela me touche toujours un peu quand j'entends dire d'une façon aussi drastique: Ne venez pas piétiner dans les plates-bandes du Québec; c'est un champ de compétence strictement provincial et vous ne devez pas intervenir.

Je ne sais pas ce qu'aurait dit l'ensemble de la population de la province de Québec si notre Comité s'était rendu dans toutes les autres provinces sans aller au Québec. Nous estimons que le Québec a fait beaucoup et qu'il est drôlement en avance sur les autres, mais à entendre les groupes qui sont venus hier, on peut voir que ce n'est pas encore le système parfait. Les gens trouvent qu'il devrait y avoir amélioration. Entre autres, les employés des garderies nous ont dit que leur salaire était franchement très bas. On a entendu cela en Colombie-Britannique aussi. De plus en plus, les parents qui envoient leurs enfants à la garderie veulent qu'il y ait du personnel qualifié dans les garderies. Au fond, ces gens-là ne sont pas payés plus de 4\$ ou 5\$ l'heure. Franchement, cela n'a pas de sens.

On tient compte de votre recommandation. Remarquez bien qu'on n'a nullement l'intention d'aller dire à la province de Québec: On va entrer dans votre champ de compétence et tout cela. Ce sont eux qui administrent leurs programmes. Cependant, cela peut nous éclairer, nous aider à trouver des solutions pour les autres provinces. Peut-être aussi le gouvernement du Québec s'est-il parfois engagé dans des voies qui n'étaient pas les meilleures. En tout cas, on aurait pu nous indiquer les directions qui ont été les meilleures pour eux et d'autres qui ont été un peu plus malheureuses pour ne pas qu'on répète les erreurs. Là, franchement, on est rendu à un point où il y aura l'implantation de quelque chose. On va déboucher sur une politique.

Nous, on devra faire nos recommandations en novembre, et c'est très près. On devra ensuite présenter le nouveau projet de loi au niveau du gouvernement et ce sera l'implantation du système et tout cela. Je voulais simplement faire un petit commentaire à ce sujet.

M. Daoust: Vous avez raison. Je ne voudrais pas vous laisser l'impression qu'on brandit le modèle québécois comme étant le plus parfait. Loin de là. Je parlais surtout des négociations dans le secteur public et parapublic, du congé de maternité et de tout ce qui l'accompagne. Dans ce domaine, le Québec a fait un bon bout de chemin et pourrait servir de modèle en ce qui concerne les employés de la Fonction publique fédérale.

En ce qui concerne les garderies, vous auriez dû nous entendre. Il ne serait peut-être pas mauvais qu'on vous communique nos prises de position à l'égard des garderies au Québec. Vous auriez dû nous entendre lors du sommet de décision de 1985 qui devait avoir des suites, mais qui, comme vous le savez, n'en n'aura pas. Cela nous désole. Donc, vous auriez dû nous entendre en ce qui concerne le système de garderies. Nous trouvons que le Québec a été extrêmement timide et tarde à annoncer des politiques qui puissent nous faire voir un peu plus loin que deux ou trois années; c'est un peu à la miette qu'on bâtit un réseau de garderies au Québec, avec toutes les lacunes que vous mentionnez: l'exploitation de

[Translation]

Welcome, Mr. Daoust. Ladies, it has been a pleasure to hear your brief. It is very well developed.

I am always a little bemused when I get told so bluntly to keep off Quebec's grass, that this is a purely provincial matter, and you must not interfere.

I wonder what Quebecers would have said if we had been to every other province but Quebec. We think that Quebec is doing a lot, that it is very far ahead of the other provinces, but listening to the groups we had yesterday, one understands that theirs is not yet the perfect system. People think there is room for improvement. Among other things, day care workers have told us that their salaries were frankly very low. This is something we heard in British Columbia also. Parents are beginning to insist upon higher qualifications for day care workers. But after all, these people are not paid more than \$4 or \$5 an hour. What utter nonsense.

We are making a note of your recommendation. You must understand that we have no intention of interfering in Quebec's jurisdiction. They are in charge of their own programs. But this is something that might help us find solutions for the other provinces. Also, the Government of Quebec may at times have tried some things that were not very good ideas. In any case, we could have been told what solutions proved to be the best and what others were not so good. We might thus avoid repeating some errors. We have reached a point where something will have to be done. There will inevitably be a policy.

We will be submitting our recommendations in November—very soon. Then, a bill will be tabled by the government, and a system will be put in place. I thought these things had to be said.

Mr. Daoust: You are quite right. I would not want you to think that we see, Quebec's model is perfection. Far from it. I was mainly alluding to negotiations in the public and quasi-public sector, to maternity leave and all that goes with it. In that field, Quebec has gone a long way and could be used as a model by the federal public servants.

Maybe you should have heard us talk about day care. You might want to know what our position is concerning day care in Quebec. You should have heard us during the 1985 summit, which should have been followed by action but will not be. This is a great disappointment. You should have heard what we said about day care. We think that Quebec has been incredibly timid and that it should be—but is not—announcing policies that look a little farther than two or three years down the road. In Quebec, it seems that we are building a network of day care centres half a brick at a time, and with all the defects you are mentioning: exploitation of the workers, competency as a factor of the salary . . . But here also, we did intervene.

[Texte]

ceux et de celles qui travaillent, la compétence liée au le salaire . . . Mais là aussi nous sommes intervenus.

• 1215

Mme Duplessis: Monsieur Daoust, je veux vous assurer que les mesures que nous implanteront ne seront pas des mesures à la miette. Elles répondront aux besoins des jeunes Canadiens. On a conscience aussi que l'émancipation de la femme passe peut-être par de bons services de garderie ou des subventions pour la femme qui reste au foyer, qui décide d'élever ces enfants à la maison. On doit considérer toutes les variables. On a extrêmement conscience que le taux de natalité est dangereusement à la baisse dans l'ensemble du Canada. Selon les statistiques, d'ici l'an 2000 la population de plus de 60 ans aura augmenté de 158 p. 100. Y avez-vous pensé? Il n'y aura pas plus de jeunes capables de payer pour faire vivre cette population âgée qu'on aura à supporter.

Mme Pinsonneault: Ce que vous dites au sujet de la dénatalité est vraiment alarmant. La FTQ a présenté un mémoire sur la politique familiale; elle en tenait compte et suggérait des incitatifs pour aider les jeunes couples à avoir des enfants. Nous aussi, nous sommes inquiets du taux de dénatalité. Mais, comment en tenez-vous compte dans votre Loi sur l'équité à l'emploi? Il y a plusieurs volets à ce problème des services de garde. C'est la femme qui retourne sur le marché du travail, c'est elle qui, après avoir élevé une famille, y retourne; c'est souvent après avoir perdu de l'ancienneté, recommencer à zéro, subir un choc, comme le disait le secrétaire général de la FTQ, M. Daoust. Si vous voulez des copies des différents mémoires que nous avons déposés sur la politique familiale . . .

Mme Duplessis: Certainement.

Mme Pinsonneault: sur l'accès à l'égalité, ce sera un plaisir immense de vous les transmettre.

Mme Duplessis: Certainement, faites-les nous parvenir d'ici le 2 juin. Ainsi, ils figureront dans notre rapport.

The Vice-Chairman: Ms Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you. I too would like to show my appreciation for your very strong and comprehensive brief. I think the whole labour movement has certainly been leading in a very strong way for much more dramatic change in the whole field of day care. I really appreciate the way you say so strongly that this is absolutely essential for equality for women.

I come from British Columbia and I know the B.C. Federation of Labour will be very interested in what you have said. If I can have copies of the things you mentioned, I will make sure they get them as well.

I think you have taken a very strong position on day care in the workplace, maybe stronger than unions in some other jurisdictions. If I heard you right you said that employers should be required to provide day care or access to day care, that it not be done voluntarily as the employer sees fit.

[Traduction]

Mrs. Duplessis: Mr. Daoust, I can assure you that the measures we will be adopting will not be half a brick at a time. They will answer the needs of young Canadians. We do know that good day care or grants for women in the home, women who decide to raise their children in the home, may be the very tools of women's emancipation. All variables must be taken into account, we are extremely conscious of the dangerously decreasing birth rate everywhere in Canada. According to the statistics, between now and year 2000, the over-60 population will have risen by 158%. Have you thought about that? There will be nobody left to support this aging population.

Mrs. Pinsonneault: What you are saying concerning the fall in the birth rate is quite alarming. The FTQ has prepared a brief on family policy. It suggested incentives to young couples to have children. Like you, we are concerned by this fall in the birth rate. But what are you doing about it in your employment equity bill? This problem of day care has many facets. It is the women who are going back to the work force, it is they, who are going back after they have raised their family. Very often, they will have lost their seniority, they will have to start over from square one, to face the financial penalty the general secretary of the FTQ, Mr. Daoust, was speaking of. If you want copies of our briefs on family policy . . .

Mrs. Duplessis: Certainly.

Mrs. Pinsonneault: . . . on access to equality, it will be our great pleasure to get them to you.

Mrs. Duplessis: Certainly, just send them before June 2. If you do, they will find a place in our report.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je tiens, moi aussi, à vous dire à quel point j'apprécie votre mémoire qui est très exhaustif et très bien préparé. Je pense que dans l'ensemble, le mouvement syndical a beaucoup fait pour préparer des changements importants dans le domaine des garderies. J'aime à vous entendre dire avec tant de conviction que c'est absolument essentiel pour l'égalité des femmes.

Je suis de Colombie-Britannique, et je sais que ce que vous nous avez dit intéressera beaucoup la Fédération du travail de Colombie-Britannique. Si vous pouvez me faire parvenir des exemplaires des documents dont vous avez parlé, je les leur transmettrai.

Vous avez adopté une position très ferme au sujet des garderies en lieu de travail, peut-être plus ferme encore que les syndicats des autres provinces. Si je vous ai bien compris, vous avez dit que les employeurs devraient être tenus d'offrir des garderies ou l'accès à des garderies et que cela ne devrait pas être laissé au bon vouloir des employeurs.

[Text]

I heard some union members express some qualifications because they feel that sometimes workers—women workers in low-paid job ghettos; like the clothing industry in my city for example—might be locked into job ghettos and might be somewhat intimidated if the employer has too much control over the day care, just as they have control over their jobs. If they wanted to go on strike and so on, employer-controlled day care might be a deterrent. I wondered if you had any argument as to what would prevent that?

Mr. Daoust: À l'égard des garderies en milieu de travail, nous ne souhaitons pas que ce soit les employeurs qui en assurent le fonctionnement. Nous parlons des usagers; les usagers sont ceux et celles qui travaillent pour tel employeur; qu'il y ait entre ces deux groupes une participation dans le fonctionnement de ces garderies en milieu de travail; vous avez bien raison, sur ce point.

• 1220

On vous a laissés sur l'impression que l'employeur serait tout puissant à l'égard des garderies. Cela pourrait créer des problèmes. Ce n'est pas un autre service de l'usine ou du bureau. Cela ne fait pas partie de l'entreprise. Ce n'est pas un service que l'entreprise contrôle et gère. Pas du tout! Ce serait épouvantable s'il en était ainsi. Ce n'est pas ce qu'on veut. On veut des garderies dans les quartiers et en milieu de travail. Évidemment, il y a une question de gros bon sens qui saute aux yeux. Les petits milieux de travail ne pourraient pas se payer, je ne dirais pas le luxe, mais la nécessité d'avoir une garderie. Je parle d'une garderie de quartier située près des lieux de travail. Et quand les lieux de travail sont suffisamment grands, qu'ils emploient suffisamment de main d'oeuvre... il y a aujourd'hui un tas d'endroits réunissant des centaines de travailleurs et de travailleuses, ce qui permet de concevoir des garderies en milieu de travail. Mais encore une fois, sous la gestion, le contrôle total des utilisateurs, des parents et des salariés qui y oeuvrent. Ce ne doit pas être la chose du patron. Là n'est pas notre orientation et je ne pense pas qu'on l'ait mentionnée, du moins dans notre milieu.

Ms Mitchell: No, I agree. So what you are saying is that the employer has a responsibility to make space available, or perhaps some subsidies of community day care, but it must be completely under control of a parent board of some kind.

Mr. Daoust: Exactement! Comme elle existe dans certains cas, l'espace disponible, l'équipement, les services qui y sont rattachés, le chauffage, l'électricité. Tout cela va de soi. Mais c'est un lieu où l'employeur n'a pas son mot à dire. Sauf pour l'espace et le reste. Nous avons développé le concept de l'utilisation de la fiscalité ou d'autres formes de subsides. Tout le monde serait sur un même pied. Et cela ne permettrait pas à des employeurs de se laver les mains en disant qu'il n'a pas les moyens.

Le vice-président: Merci.

Ms Mitchell: Just one final question. You said—someone said—that parents who choose to stay home for two years, let us say, should have... I think you were talking about a tax credit similar to the subsidy that might go to a day care centre,

[Translation]

Les membres de certains syndicats ont exprimé des réserves et craignent que l'employeur ne profite de son contrôle sur les garderies pour exercer un contrôle sur les emplois des femmes qui travaillent dans des ghettos d'emploi mal payés, par exemple, l'industrie du vêtement dans ma ville. En effet, l'employeur pourrait profiter des garderies pour dissuader les travailleurs de faire grève, etc. Avez-vous une idée de ce qui pourrait empêcher ce genre de chose?

Mr. Daoust: Concerning day care in the workplace, we do not want the employers to administer them. We are talking about the users, the users are the people, male and female, who work for an employer. The workings of day cares in the workplace should be the result of participation by these two groups. On that point, you are quite right.

You were left with the impression that, in a daycare context, the employer was all-powerful. That could create some problems. This is not just another branch of the office or plant; it is not part of the company. It is not a service that the company controls and administers. Not at all! It would be terrible if that were so. That is not what we want. We want workplace daycare centres and neighbourhood daycare centres. But there is also an obvious question of judgement here. Smaller workplaces would not be able to afford, I will not say the luxury, but the necessity which is a daycare centre. I am talking about neighbourhood daycare centres near the workplace. And, when the business is large enough with sufficient employees... Today, all sorts of companies have hundreds of employees, making it quite possible to set up work-related daycare centres. But those daycare centres must, once again, be administered and controlled totally by the users, the parents and the employees who work there. This must not be the boss' business. That is not what we are here for and I do not think there has been any question of it, at least not where we work.

Mme Mitchell: Non, je suis d'accord avec vous. Vous êtes donc en train de dire qu'il incombe à l'employeur de réserver des locaux, ou du moins de subventionner une garderie communautaire. Mais il faut que cette garderie relève entièrement d'un conseil d'administration formé de parents.

Mr. Daoust: Exactly! That is the way it is in some cases. The centres have the necessary space, the material, the necessary services, the heat and electricity. That all goes without saying. Nevertheless, this is one place where the employer has no say except, of course, about the space and all that. We have developed the idea of using taxes and other forms of subsidies. That way, everybody would be treated the same. The employer would not be able to wash his hands of the whole matter because he has no money.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mme Mitchell: Une dernière question. Vous avez dit—en tout cas quelqu'un a dit—que les parents qui décident de rester à la maison pendant deux ans, dix ans, devraient profiter... je crois que vous parliez d'un crédit d'impôt semblable à la

[Texte]

and that this should go to the parents so it would give them the financial choice to remain at home. A very interesting idea. Could you elaborate on that? It is the first time we have heard that.

M. Daoust: Oui. Cela a été soulevé lors du Congrès de la FTQ et cela a fait l'objet de débats. Les gens disent oui aux garderies sur le plan des principes, d'un réseau universel gratuit. Mais les parents, la femme ou l'homme, mais plus souvent la femme dans le cas d'une famille monoparentale pourraient décider librement de ne pas envoyer leurs enfants en garderie. C'est un choix individuel et fondamental. Ceux qui décideraient de ne pas les envoyer en garderie ne devraient pas être pénalisés, ils paient des taxes comme tout le monde. Puisqu'on prévoit un financement public, ils contribuent tout de même au maintien d'un réseau de garderie, ils ne devraient pas être pénalisés s'ils veulent s'offrir des services de garde privés; d'où ce crédit d'impôt, de mini-subvention, je ne sais pas comment on pourrait l'appeler. Les parents qui décideraient de garder leurs enfants chez eux ont le choix le plus complet. La politique de la FTQ, elle est très formelle. C'est une question de liberté. Il n'y a pas d'autoritarisme, aucune espèce d'obligation. Nous favorisons les garderies, mais il se peut que des gens les refusent; qu'ils ne veulent pas pour mille et une raison, qu'ils veulent garder leurs enfants ou les faire garder. Il y aurait donc des crédits d'impôt équivalant à ce qu'il en coûte par enfant pour la mise sur pied d'un réseau de garderies.

• 1225

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you very much, Mr. Chairperson. I know you are pressed for time, so I will close with just a comment.

That last proposal of yours is very interesting, and I think we should study that very carefully. I would like to make one more comment on the question of sincerity of the federal government. I want you to know that, as an elected official, I cannot and will not recommend to the government a proposal that might cost or will cost billions of dollars unless I am completely satisfied that there has been the fullest public input into those recommendations. I think that is what this committee is all about, and we have come up with some very interesting observations, I would say, on some of the recommendations.

I can tell you, for instance, that one of the suggestions in the Cooke report for financing child care is that we should have a look at some of the tax exemptions and tax deductions. One of them mentioned was the deduction for pension plan contributions and RRSPs. Well, I can tell you that is something that is not universally accepted and welcomed by many of the people in my own riding, I know, and we have had one of our witnesses mention that specific point as well. So I think it is legitimate, before a government embarks on a very expensive,

[Traduction]

subvention qui serait versée à une garderie. Vous disiez que ce crédit d'impôt devrait être octroyé aux parents pour leur permettre de se prévaloir de la possibilité de demeurer à la maison. C'est une excellente idée. Pourriez-vous nous donner un peu plus de détails? C'est la première fois qu'on nous en parle.

Mr. Daoust: Of course. That idea was brought up during the Quebec Labour Federation's Convention where it was debated. People accept daycare centres on the basis of the establishment of a free universal network. However, parents, mothers or fathers, but more often mothers in the case of a single-parent family, could decide freely not to send their children to a daycare centre. That would be an individual and fundamental choice. People who decide to keep their children at home should not be penalized since they pay taxes like everyone else. Since we are talking about public financing, these people contribute just the same to the preservation of the daycare network, and they should not be penalized if they opt for private care services. That is where that tax credit, that mini-subsidy or whatever you wish to call it, comes in. That way, parents who decide to keep their children at home would have all options open to them. The Quebec Federation of Labour has a very clear policy on this subject advocating freedom of choice. There is no authoritarianism, no obligation whatsoever, we are in favour of daycare centres, but it is quite possible that people may refuse to use them, for all sorts of reasons, or may prefer to keep their children at home or have them cared for by someone else. So there would be a tax credit equal to what it would cost per child for the setting up of a child care network.

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci beaucoup, monsieur le président. Je sais que le temps presse, et je vais me limiter à une seule observation.

Votre dernière proposition est vraiment très intéressante, et je pense que nous devrions lui accorder toute notre attention. J'aurais maintenant quelque chose à ajouter, à propos de la sincérité du gouvernement fédéral. Je ne peux pas, en qualité d'élu—et j'insiste là-dessus—recommander au gouvernement des solutions qui risquent de coûter des milliards de dollars, tant que je n'ai pas la certitude qu'elles correspondent bien effectivement à ce que demande la population. Cela fait précisément partie de la tâche de ce comité, et je dois dire que certaines des recommandations du rapport ont déclenché des réactions dont nous devons tenir compte.

Ainsi, le rapport Cooke propose que l'on se serve de certaines exemptions ou déductions fiscales—pour cotisations à un régime de retraite, REER, etc.—pour le financement des garderies. Je peux vous dire que c'est une proposition qui n'a pas du tout fait l'unanimité dans ma propre circonscription, si j'en crois l'un des témoins que nous avons pu entendre. Il est donc tout à fait légitime, avant que le gouvernement ne s'embarque dans un programme global qui sera très coûteux, de bien y réfléchir.

[Text]

comprehensive program such as this, to have a very careful look at it.

Also, I would like to comment on your suggestion about leadership coming from the federal government. I was not involved with any negotiations in the past, but I would guess that the federal government reacted to those priorities that the unions thought should be discussed. For instance, I had one individual from a union say how important day care was to her union, and on further questioning, it was found that it had not yet made the top 10 list of negotiable items. So I would suggest—and I believe your association has been making steps—that the unions themselves should be much more aggressive in terms of on-site day care. Thank you, Mr. Chairman.

M. Daoust: Merci beaucoup.

Le vice-président: Au nom de tous les membres du Comité, je vous remercie pour votre témoignage. Étant donné qu'on termine nos travaux dans la ville de Québec et qu'on part cet après-midi pour Val d'Or, je tiens à remercier tous ceux qui nous ont présenté des exposés ici. Le Comité les apprécie énormément. Nous apprécions surtout la chaleur de l'accueil qu'on nous réserve toujours à Québec. Merci à tous.

M. Daoust: Au nom de celles qui m'accompagnent et de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, je vous remercie. On vient de changer notre nom à notre dernier congrès. En ce qui concerne l'accès à l'égalité, la FTQ veut donner le ton en implantant elle-même des programmes d'accès à l'égalité.

Merci beaucoup.

Le vice-président: La séance est levée.

[Translation]

Vous nous dites aussi que c'est au gouvernement fédéral de donner l'exemple. Je n'ai jamais eu à participer à aucune négociation, mais j'imagine que le gouvernement fédéral négocie en fonction des priorités que les syndicats lui soumettent. Je vous citerai à ce sujet le cas de cette femme qui nous expliquait à quel point la question des garderies tenait à coeur à son syndicat, alors que—comme les questions suivantes l'ont révélé—cette question n'était même pas parmi les dix premières de la liste de négociation. Je conseillerais donc aux syndicats—et si je ne me trompe, le vôtre a déjà commencé—d'accorder beaucoup plus d'importance à cette question des garderies en milieu de travail. Merci, monsieur le président.

Mr. Daoust: Thank you very much.

The Vice-Chairman: On behalf of all members of the committee I thank you for your presentation. This is our last meeting in the City of Quebec, we travel this afternoon to Val d'Or, so I would like to thank all who came forward and made presentations. The committee appreciates their effort. We particularly appreciate the warm welcome we always get in Quebec city. Thank you everybody.

Mr. Daoust: On behalf of my colleagues with me, and of the *Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (QFL)*, I thank you. We just changed our french name at our last congress. Talking about the principle of access to equality, the QFL wants to take a leading role by organizing its own programs for equal access.

Thank you very much.

The Vice-Chairman: The meeting is adjourned.

From the «Garderie au Jardin des abeilles de Donnacona et des Services communautaires Ste-Foy»:

Isabelle Côté;
Yolande Piché.

From the «Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec»:

Fernand Daoust, Executive Secretary;
Marie Pinsonneault;
Joane Hurens;
Carole Gingras-Larivière;
Francine Guillemette.

De la Garderie au Jardin des abeilles de Donnacona et des Services communautaires Ste-Foy:

Isabelle Côté;
Yolande Piché.

De la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec:

Fernand Daoust, secrétaire exécutif;
Marie Pinsonneault;
Joane Hurens;
Carole Gingras-Larivière;
Francine Guillemette.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the School of Social Services, Laval University:

Jacques Vachon;
Marie Simard-Trottier.

From the «Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de la région de Québec»:

Céline Martel.

From «La Ribambelle inc. Daycare Centre»:

Michel Vachon.

From the «Syndicat des employé(e)s soutiens de la Commission des écoles catholiques»:

Michel Bélanger;
Lyne Raymond;
André Primeau.

From «La Maison des Femmes de Rimouski»:

Suzanne Renaud.

From the «Alliance des Garderies Nouveau Départ inc.»:

Thérèse Breton.

De l'École de Service Social de l'Université Laval:

Jacques Vachon;
Marie Simard-Trottier.

Du Syndicat des travailleuses et travailleurs en garderie de la région de Québec:

Céline Martel.

De la garderie La Ribambelle inc.:

Michel Vachon.

Du Syndicat des employé(e)s soutiens de la Commission des écoles catholiques:

Michel Bélanger;
Lyne Raymond;
André Primeau.

De La Maison des Femmes de Rimouski:

Suzanne Renaud.

De l'Alliance des Garderies Nouveau Départ inc.:

Thérèse Breton.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 19

Val d'Or, Québec
Thursday, April 24, 1986

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 19

Val d'Or (Québec)
Le jeudi 24 avril 1986

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Ross Belsher
Suzanne Duplessis
Margaret Anne Mitchell

Rob Nicholson
Lucie Pépin

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, APRIL 24, 1986

(46)

[Text]

The Special Committee on Child Care met in Val d'Or, Québec at 10:00 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell and Robert Nicholson.

Other Member present: Guy St-Julien.

In attendance: Mildred Morton and Linda Gobeil, Researchers.

Witnesses: From "Le Cep Inc." Daycare Centre of Noranda: Réal Desrochers, Coordinator. From the United Way—Val d'Or: Lucie Blais. From the "Fleur et Miel" Daycare Centre of Rouyn: Hélène Leblanc, Employee and Chantal Danis, Chairman of the Board of Directors. From the "Les Petits Chatons" Daycare Centre of La Sarre: Denise Proulx-Noël, Director General. From the Lebel Health Center of Abitibi-East: André Désilets, Coordinator and Andrée Aubut, Chairman of the Board of Directors of the "Sucre d'orge" Daycare Centre. From "La Gaminerie Inc." Daycare Centre and "L'Agence du Petit Bonheur": Georgette Chartier, Director General.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1.*)

Réal Desrochers from "Le Cep Inc." Daycare Centre of Noranda made a statement and answered questions.

Lucie Blais from United Way—Val d'Or made a statement and answered questions.

Hélène Leblanc from the "Fleur et Miel" Daycare Centre made a statement and with Chantal Danis answered questions.

Denise Proulx-Noël from "Les Petits Chatons" of La Sarre made a statement and answered questions.

André Désilets from the Lebel Health Center of Abitibi-East made a statement and with Andrée Aubut answered questions.

Georgette Chartier from "La Gaminerie Inc." Daycare Centre made a statement and answered questions.

At 11:50 o'clock a.m., the Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING

(47)

The Special Committee on Child Care met in Val d'Or, Québec at 2:00 o'clock p.m., the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis and Robert Nicholson.

Other Member present: Guy St-Julien.

PROCÈS-VERBAUX

LE JEUDI 24 AVRIL 1986

(46)

[Texte]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit aujourd'hui à Val d'Or, Québec, à 10 heures, sous la présidence de Leo Duguay, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Shirley Martin, Margaret Anne Mitchell and Robert Nicholson.

Autre député présent: Guy St-Julien.

Également présentes: Mildred Morton et Linda Gobeil, chargées de recherche.

Témoins: De la garderie le Cep Inc. de Noranda: Réal Desrochers, coordonnateur. De Centraide Val d'Or: Lucie Blais. De la garderie Fleur et Miel de Rouyn: Hélène Leblanc, employée et Chantal Danis, présidente du Conseil d'administration. De la garderie «Les Petits Chatons Inc.» de La Sarre: Denise Proulx-Noël, directrice générale. Du Centre de santé Lebel d'Abitibi est: André Désilets, coordonnateur et Andrée Aubut, présidente du Conseil d'administration de la garderie «Sucre d'orge». De la garderie La Gaminerie Inc. et de l'Agence du Petit Bonheur: Georgette Chartier, directrice générale.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi, 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Réal Desrochers, de la garderie le Cep Inc. de Noranda, fait une déclaration et répond aux questions.

Lucie Blais, de Centraide Val d'Or, fait une déclaration et répond aux questions.

Hélène Leblanc, de la garderie Fleur et Miel de Rouyn, fait une déclaration, puis elle-même et Chantal Danis répondent aux questions.

Denise Proulx-Noël, de la garderie «Les Petits Chatons Inc.» de La Sarre, fait une déclaration et répond aux questions.

André Désilets, du Centre de Santé Lebel d'Abitibi est, fait une déclaration, puis lui-même et Andrée Aubut répondent aux questions.

Georgette Chartier, de la garderie La Gaminerie Inc., fait une déclaration et répond aux questions.

A 11 h 50, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 heures cet après-midi.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

(47)

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à Val d'Or, à 14 heures, sous la présidence de Léo Duguay, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Suzanne Duplessis et Robert Nicholson.

Autre député présent: Guy St-Julien.

In attendance: Mildred Morton and Linda Gobeil, Researchers.

Witnesses: From the "Chez Caliméro Inc." Daycare Centre of Ville-Marie: Carole Perron, Director. From "La Maison d'hébergement «Le Nid»": Rachel Boutin, Coordinator. From the "Club des Handicapés de Val d'Or": Anne-Marie Desmarais, President. From the "Centre local des Services communautaires de Noranda": Michelle Viger. From the "Jardin d'Alakazou de Senneterre": Suzanne Gosselin, President and Nicole Pelletier.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1*).

Carole Perron from "Chez Caliméro Inc." Daycare Centre made a statement and answered questions.

At 2:14 o'clock p.m., the Committee suspended its sitting.

At 2:37 o'clock p.m., the Committee resumed its sitting.

Rachel Boutin from "La Maison d'hébergement «Le Nid»" made a statement and answered questions.

Anne-Marie Desmarais from the "Club des Handicapés de Val d'Or" made a statement and answered questions.

Michelle Viger from the "Centre local des Services communautaires de Noranda" made a statement and answered questions.

Suzanne Gosselin from the "Jardin d'Alakazou de Senneterre" made a statement and with Nicole Pelletier answered questions.

At 4:04 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Également présentes: Mildred Morton et Linda Gobeil, chargées de recherche.

Témoins: De la garderie Chez Caliméro Inc. de Ville-Marie: Carole Perron, directrice. De la Maison d'hébergement «Le Nid»: Rachel Boutin, coordonnatrice. Du Club des Handicapés de Val d'Or: Anne-Marie Desmarais, présidente. Du Centre local de Services communautaires de Noranda: Michelle Viger. Du Jardin d'Alakazou de Senneterre: Suzanne Gosselin, présidente et Nicole Pelletier.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi, 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Carole Perron, de la garderie Chez Caliméro Inc., fait une déclaration et répond aux questions.

A 14 h 14, le Comité suspend ses travaux.

A 14 h 37, le Comité reprend ses travaux.

Rachel Boutin, de la Maison d'hébergement «Le Nid», fait une déclaration et répond aux questions.

Anne-Marie Desmarais, du Club des Handicapés de Val d'Or, fait une déclaration et répond aux questions.

Michelle Viger, du Centre local des Services communautaires de Noranda, fait une déclaration et répond aux questions.

Suzanne Gosselin du Jardin d'Alakazou de Senneterre, fait une déclaration, puis elle-même et Nicole Pelletier répondent aux questions.

A 16 h 04, le Comité suspend ses travaux jusqu'à nouvelle convocation de la présidente.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, April 24 1986

• 0930

Le vice-président: À l'ordre!

Bonjour mesdames et messieurs. C'est avec grand plaisir que l'on se retrouve à Val-d'Or ce matin. Le Comité anticipait avec plaisir sa visite dans le nord du Québec. Hier soir, nous avons été très, très bien reçus par la *promaire*. Et je tiens, de la part du Comité, à féliciter publiquement ceux qui nous ont reçus hier soir, j'ai nommé la Chambre de commerce et la *promaire*.

Je note qu'avec nous ce matin nous aurons aussi le député de l'Abitibi, M. Guy St-Julien. Et je souhaite la bienvenue à notre premier témoin ce matin qui est Réal Desrochers, coordonnateur de la Garderie le Cep Inc. de Noranda.

Monsieur Desrochers, soyez le bienvenu au Comité. Nous vous passons la parole.

M. Réal Desrochers (coordonnateur, Garderie le Cep Inc., Noranda): C'est bien, merci.

Disons que cela fait curieux, pour moi, des garderies, de m'exprimer ainsi pour faire nos revendications et ce, surtout dans une région comme la nôtre, car d'ordinaire nos moyens de revendications ou de pressions sont bien différents.

Donc, en préliminaire un peu, j'aimerais dire que dans notre milieu on se pose de légères interrogations au sujet de la venue et du fondement, finalement, de la commission Martin. On sait que dernièrement la commission Cooke vient de remettre son rapport sur les services des garderies. Et le dossier, entre autres, recommandait l'universalité du service d'ici 1991 avec un nouveau type de financement au niveau des paliers des gouvernements. La commission Martin a été créée peu longtemps avant la divulgation des résultats, et finalement, la création que l'on a connue nous, dans notre milieu, s'est faite juste après la remise des résultats, c'est-à-dire en mars... Cela nous laisse perplexes.

• 0935

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il y a des commissions qui sont créées tant au niveau provincial que fédéral pour traiter du service de garde. Et la majorité de ces commissions-là finalement ont toujours recommandé l'universalité des services de garde en garderies. C'est un peu la recommandation que je viens vous faire ici, en faisant mon exposé.

Il serait peut-être bon, aussi, que l'on essaie de faire—enfin pour moi—un genre d'historique un peu sur les besoins des garderies, tant au Québec qu'au Canada. On sait que la situation de la famille n'est plus du tout la même. Ce n'est pas un nouveau discours pour vous mais pour moi il est important que je le répète, de ma façon et dans ma langue. La situation de la famille n'est pas celle de 1950 ou d'il y a 20 ans. Nous n'avons plus les grosses familles que l'on avait. Les relations entre chaque famille sont bien différentes. Ce qui fait que les

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 24 avril 1986

The Vice-Chairman: Order!

Good morning, ladies and gentlemen. It is a great pleasure to be in Val-d'Or this morning. This committee was looking forward to its visit to northern Quebec. Yesterday evening, we were extremely well received by the *promaire*. And I want, on behalf of the committee, to publicly congratulate those who received us yesterday evening, namely the Chamber of Commerce and the *promaire*.

I also note that the member for Abitibi, Mr. Guy St-Julien, will be with us this morning. I want to welcome our first witness of this morning, Réal Desrochers, the Coordinator of the *Garderie le Cep Inc.* of Noranda.

Mr. Desrochers, welcome to the committee. You have the floor.

Mr. Réal Desrochers (Coordinator, Garderie le Cep Inc., Noranda): All right, thank you.

I must say that it is a very strange feeling for me to be making these representations on behalf of day care centres because in our area, in particular, our tactics are very different.

So first off I would like to tell you that in our milieu we wonder somewhat why the Martin Commission is coming to our area and about the very *raison d'être* of that Commission. As you know, just recently the Cooke Commission tabled its report on child care services. This report, among other things, recommended that those services be universal by 1991 with a new formula of funding at all levels of government. The Martin Commission was established a short time before the tabling of those recommendations and, as for us, we heard of its establishment after they were tabled, that is to say, in March... To us, it is puzzling.

The establishment of commissions to study child care services is nothing new, either at the provincial or the federal level. Most of them always ended up recommending that child care services be universal, which is basically what my presentation will recommend.

I think it might also be a good idea to review the background of child care needs both in Quebec and in Canada. As you know, the family is no longer what it used to be. That is nothing new to you, but it is important for me to express it in my own way and in my own language. The family of today is not the same as the family of 1950 or of 20 years ago. We no longer have the big families we used to have. The relationships among families are very different, so that the children of today are being brought up in a far more limited milieu and not

[Text]

enfants que l'on a aujourd'hui sont appelés à se développer dans un milieu beaucoup plus restreint qui n'est pas un monde d'enfants. Et à ce niveau-là, le service de garde a une priorité très importante pour finalement assurer un milieu de vie pour l'enfant.

On parle souvent des services de garde comme étant une nécessité pour la femme au travail. On parle souvent des besoins de garde comme étant une coupure pour les mères qui vont travailler, etc.. Et je suis d'accord, parce que nous n'avons pas le choix d'en parler comme cela aujourd'hui. Sauf que jamais nous n'avons entendu parler de services de garde comme étant un milieu de vie d'enfants. Quand l'on parle du milieu scolaire, l'on ne dit pas que c'est pour permettre aux femmes d'aller travailler que l'on envoie nos enfants à l'école. Mais c'est parce qu'ils ont besoin d'éducation. On a instauré un service d'éducation en conséquence.

Les services de garde en garderies devraient être considérés, d'après moi, de la même façon. Il ne faut pas en parler en fonction des besoins pécuniaires ou des besoins de libération des gens qui veulent utiliser le service, mais au niveau des besoins de l'enfant. Puis à ce moment-là, c'est là que l'on tombe dans toute la relation à savoir: parents pauvres, parents riches. On sait que le plan Bacon qui existe au niveau des garderies, dont une partie est financée je crois par le gouvernement fédéral, permet aux familles monoparentales ou aux familles à très faibles revenus de pouvoir utiliser un service de garde à des coûts beaucoup moindres. C'était peut-être vrai dans le temps, sauf qu'aujourd'hui, avec toute l'évolution économique que le Canada subit finalement, on se retrouve devant le fait que ce n'est pas nécessairement la réalité.

Pour vous donner un exemple, quand le plan Bacon est sorti, dans nos garderies ici au Nord-Ouest, les parents payaient 1\$ par jour. Aujourd'hui, ils en paient 3\$ et 4\$. Ce qui fait que leurs besoins financiers à eux n'ont pas changé. Ce qui fait qu'ils ont été obligés de baisser leur fréquentation—ces parents-là—parce qu'ils n'ont plus tout simplement les moyens de se les payer. On se retrouve devant un problème financier. On ne se le cachera pas. Les garderies subissent des difficultés financières. J'en ferai rapport dans mon mémoire que je vous remettrai un jour—j'ai jusqu'au 2 juin pour le faire—je pense.

Les garderies ont des difficultés financières. Elles fonctionnent avec des budgets très restreints. Près de 80 à 85 p. 100 des budgets de toutes les garderies s'en vont aux salaires. Et en passant, pour les salaires, les garderies ne sont pas nécessairement toujours capables d'en donner ou d'avoir les travailleuses que l'on exige finalement pour assurer le service. Parce qu'à un moment donné, quand vous dépassez plus de 80 p. 100 de la masse salariale, eh bien là, après cela c'est le déficit souvent plus haut que cela... Les garderies vont vers des déficits, tant au Nord-Ouest qu'au Québec, et j'imagine au Canada. Je ne connais pas la situation au Canada. Mais au Nord-Ouest et au Québec, les garderies vont vers des déficits. Pourquoi? Parce qu'ils n'ont pas d'argent pour s'administrer, pour se gérer. Les garderies aussi travaillent avec du matériel qui est du «réchapage» comme l'on dit. On n'a pas d'argent pour fonctionner. Et cela nous crée des problèmes internes assez importants, assez inquiétants. Quand l'on dit que depuis une quinzaine, une

[Translation]

among other children. In that respect, child care services are very important because they provide the life milieu that the child needs.

It is often said that child care services are a necessity for working women. It is often said that child care services provide a break for working mothers, etc., etc... I do agree, because that is the only way we can talk about it today. Except that never do we hear of child care services as a life milieu for children. When we talk of the school system, we do not say that it is to enable women to go and work that we are sending our kids to school. It is because they must be educated. Accordingly, we instituted an education service.

I do think that day care centres' services should be considered in the same fashion. They should not be considered according to the financial needs or the freedom needs of people who want to use the services, but according to the needs of the child. It is at that point that we must consider the relationship between poor and rich parents. The Bacon Plan, which is partly funded by the federal government, I think, gives single parent families or very low income families access to child care at a very low cost. Maybe that used to be the case, but today, given the economic evolution of Canadian society, it is not necessarily a reality anymore.

Let me give you an example. When the Bacon Plan came out in our day care centres here, in the northwestern region, the fees for parents were \$1 per day. Today, the fees have gone up to \$3 and \$4, while their financial needs have not changed. That means they have to use day care less because they just cannot afford it anymore. It is a financial problem. There's no blinking it. Day care centres have financial problems. I will talk about it in the brief that I will send to you one day—I think that the deadline is June 2.

Day care centres have financial problems. They operate on very limited budgets. Salaries represent from 80% to 85% of the day care centres' budgets. By the way, as far as salaries are concerned, day care centres cannot always pay salaries or hire the workers they need. Because when you go over 80% in salaries, you are bound to run a deficit... day care centres are bound to run a deficit both in the northwestern region and in Quebec, and I suppose in Canada. I do not know the situation in Canada. But in the northwestern region and in Quebec, day care centres are bound to have deficits. Why? Because they do not have the required administration or management moneys. Day care centres also operate with secondhand material. We do not have any working capital. It creates sizeable internal problems. When people say that the day care centre network that we have today has been in place for the last 15 or 20 years... well!... who do you have to thank for it? We have to thank the parents who needed a child care service, then the

[Texte]

vingtaine d'années que le réseau de garderies, que l'on connaît à l'heure actuelle, est en place... Eh bien!... Cela a été fait avec quoi? Avec l'aide des parents qui avaient besoin d'un service de garde, puis avec l'aide des travailleurs et travailleuses qui voulaient assurer un service de qualité des plus satisfaisants possible, en étant toujours insatisfaits, parce que vous ne pouvez pas toujours faire ce que vous voulez. Vous faites ce que vous voulez avec ce que vous avez. D'accord! Et pour cela demande énormément d'imagination et de créativité.

• 0940

Dire que le personnel de garde en garderies est peut-être incompetent ou que l'on doute de sa compétence, personnellement, en tant que coordonnateur—et je pense que bien des gens dans le Nord-Ouest pourraient vous l'affirmer—je pense que les personnes qui travaillent à la garderie sont très compétentes, parce qu'elles ont été sélectionnées par nous, et qu'elles répondent aux exigences que nous avons besoin de voir satisfaites.

On parlait tantôt de l'accessibilité un petit peu des services de garde. Je pense, quant à ces services de garde, nous n'avons plus nos preuves à faire en ce qui concerne la qualité du service que l'on a. Là, c'est fait et tout le monde le sait. Maintenant, pour offrir un meilleur service, il faudrait peut-être que les garderies aient un coup de main plus substantiel parce que là, on est bien essoufflés avec le temps, tellement essoufflés qu'à un moment donné quand on dit que l'on passe son temps à courir à tous les jours à la survie de la garderie, à la survie de ta «job», à la survie d'assurer la place de l'enfant dans la garderie... Et c'est ce que subissent continuellement les garderies. À un moment donné, il faudrait peut-être arrêter de vivre dans une situation stressante comme cela.

Cela a l'air alarmant de la manière que je le dis là, mais cela l'est aussi. Parce que l'on n'a pas le choix. On court après l'argent continuellement. C'est ce que nous faisons.

Je lisais à un moment donné dans un des papiers que j'ai reçu au niveau de vos affaires que l'on parlerait peut-être un peu du type de financement ou du type de responsabilités versus les paliers gouvernementaux, versus le bénévolat, versus les parents, etc.. Ce que l'on pourrait mentionner là-dessus, tant qu'à nous, c'est que les parents font largement leur part en étant obligés de payer des frais de garde qui sont très élevés. Les travailleurs et les travailleuses versus le bénévolat, tant les travailleurs, que les parents, font largement leur part aussi. Parce que c'est toujours cette instance-là finalement qui a vu à la sauvegarde du réseau des garderies, à la survie de la garderie-même, par coups de bénévolat, par coups de salaires. Je veux le dire, et on ne se le cachera pas, vous le savez tous: nous avons des salaires de crève-faim... , par coups de travail que tu fais chez vous, par coup de travaux d'entrepreneur dans ta garderie que tu fais parce que tu n'es pas capable de le donner à un entrepreneur, car cela coûterait le triple du prix, etc., etc.. Puis cela ne paraît nulle part. Pourquoi? Parce que le bénévolat ne se comptabilise pas. Sauf que si l'on se mettait à comptabiliser cela dans toutes les garderies, il y aurait peut-être un autre chiffre pas mal surprenant qui sortirait au bout de la ligne.

[Traduction]

male and female workers who wanted to offer the best quality of service possible and were always frustrated because you cannot always do what you want to. You do what you can with what you have. Agreed! It requires a lot of imagination and a lot of creativity.

Some people doubt the competence of the day care centres' staff. I, for one, as Coordinator—and I think that many people in the northwestern region would confirm it—I think that the people who work in the day care centre are very competent because they have been selected by us and they meet our requirements.

I referred earlier to access. I think we do not have to demonstrate anymore the quality of service that we offer. The quality is there and everybody knows it. Now, to offer a better service, day care centres would need a more generous helping hand because we are really worn out, so much so that when we have to spend our time running around to keep the centre afloat, to maintain the jobs, to keep up with the demand... that is what day care centres have to put up with all the time. We should take a breather and put an end to that constant stress.

The way I am saying it it may sound alarming, but that is the reality. We have no choice. We keep on scrambling for money. That is what we do.

I read in one of your background documents that I received that we would be talking about the kind of funding or the kind of responsibilities to be shared by governments, volunteers, parents, and so on and so forth. For our part, we could mention that parents are more than doing their bit when they have to pay such high fees. The workers and volunteers are also doing their share. Without the volunteers and the meagre salaries being paid, the day care centre would not have survived. Let us be frank. We know it, you all know it, those are starvation wages... we work overtime at home, we do the work that we cannot ask a contractor to do because it would cost three times the price, and so on and so forth. None of that shows up in the accounts. Why? Because volunteer work does not count. If we were to add in that work in all the day care centres, the figure that would come out might be rather surprising.

[Text]

Il reste les paliers de gouvernements. Le Québec, à l'heure actuelle, donne 4\$ par jour par enfant au niveau de la subvention de fonctionnement. On a toujours exigé que cette subvention-là soit largement augmentée pour assurer une meilleure survie au niveau de notre service. L'Office des services de garde à l'enfance au Québec dit que cela coûte 35\$ par jour par enfant pour faire fonctionner le service de garde en garderies. À l'heure actuelle, dans la région, je pourrais vous amener des chiffres pour vous dire que les garderies ont entre 16\$ et même 15\$, je vais aller à 15\$ parce qu'il y a des garderies qui chargent 11\$ par jour... entre 15\$ et 17,50\$ pour faire fonctionner leurs services de garde. La différence est prise où? Ce ne sont pas les paliers gouvernementaux qui nous les offrent, ce sont les parents qui les font. Ce sont les travailleurs et les travailleuses, et c'est également le service qui en souffre. On ne se le cachera pas, les enfants n'ont pas le matériel pour jouer comme l'on aimerait qu'ils aient.

Donc il y a un problème certain à ce niveau-là. J'ai un droit de parole de combien de temps?

Le vice-président: Normalement, on parle pendant 15 minutes. Mais allez-y! Si vous voulez avoir des questions des députés, on pourrait peut-être commencer.

M. Desrochers: Oui, mais j'aurais peut-être juste un petit bout à rajouter. Nous, la recommandation que l'on fait au niveau de la garderie le Cep, c'est bien évident, c'est qu'il faut développer davantage et consolider davantage le secteur des services de garde en garderies. Pourquoi en garderies?

• 0945

En garderies! Dans un premier temps, on a 15 ans d'histoire, notre réputation est faite. Dans un deuxième temps, si l'on connaît la réglementation qui est faite au niveau par exemple de l'Office des services de garde à l'enfance qui impose énormément d'exigences au niveau des garderies pour assurer un service de qualité, les garderies sont tenues d'y répondre sinon elles perdent carrément leur permis. Et ces exigences que les garderies remplissent, elles le font à leurs frais, de leur poche. Ce n'est pas subventionné cela. Il faut mettre cela dans le tarif quand vous le chargez. Et cette réglementation-là, eh bien d'année en année elle change. Ce qui fait que d'année en année, il y a toujours des frais pour venir à bout de satisfaire à la réglementation que l'Office impose.

On peut dire que les garderies, au niveau de la qualité du service, c'est là. Les garderies ont en priorité essentielle d'assurer le développement intellectuel global, moral, social, affectif de l'enfant. Donc, à ce moment-là, on commence à parler d'un service de garde, mais de celui qui assure une qualité de développement à l'enfant. Ce n'en est pas un qui fait du «gardiennage». Nous ne sommes pas là à regarder l'enfant pour dire: ne bouge pas, ne fait pas de coup, ne mord pas l'autre, etc.. On est là pour voir que l'enfant qui rentre dans la garderie se développe en fonction de son âge, en fonction de ses besoins, en fonction aussi de lui—s'il a des problèmes, il faut voir à ce que ces problèmes se résorbent. S'il a des difficultés de langage, il faut voir à corriger ces difficultés de langage-là,

[Translation]

Now, governments. Presently, the operating subsidy of the Government of Quebec is \$4 per child per day. We keep on asking the government to increase that subsidy so that our services may survive. The *Office des services de garde à l'enfance* in Quebec says that the cost of child care is \$35 per child per day. Presently, in my region, I could provide you with figures showing that day care centres receive \$16 and even \$15, let us say \$15 because there are day care centres that charge \$11 per day... between \$15 and \$17.50 to run their child care services. Where does the balance come from? It does not come from the governments, it comes from the parents. It comes from the workers at the expense of the services provided. Let us face it, the children do not have the playthings that we would like them to have.

There is, therefore, a problem at that level. How much time do I have?

The Vice-Chairman: Generally, 15 minutes, but go on! If you want to field questions now, we could start the question period.

Mr. Desrochers: Yes, but I would like to add just one more thing. The recommendation of the *Garderie le Cep* is obvious, child care services in day care centres must be developed and consolidated. Why the day care centres?

Well, first of all, day care centres have been around for 15 years, so our reputation is well known. Secondly, I do not know whether you are aware of the extent of regulations governing day care services, but, for instance, the *Office des services de garde à l'enfance* has very strict requirements for day care in order to ensure high-quality services, and day care centres are obliged to meet these criteria, otherwise they lose their permit. But day care centres are required to finance whatever work is required to allow them to meet these requirements out of their own pocket. No subsidies are provided for that. In other words, you must include those expenses in the fees you charge. Also, the regulations change from one year to the next. The end result is that year after year, there are expenses related to meeting the conditions imposed by the *Office* under its regulations.

I think one can safely say that day care centres do indeed provide quality services. Their main priority is, of course, to ensure the overall intellectual, moral, social and emotional development of the child. So, we are not just talking about day care services, but of high-quality services aimed at child development. We do not simply provide baby-sitting services. We are not there simply to make sure the child sits still all the time, and does not jump around or bite another child, or what have you. We are there to see that the child develops at the proper rhythm, based on his age, his needs, and whatever problems he may have—if he does have problems, we want to see those problems dealt with properly. If he has language problems, we want to try and correct them. Very often these

[Texte]

etc., etc.. Et très souvent, on le fait à l'heure actuelle dans des situations très difficiles, parce que l'on marche avec du personnel qui n'est pas nécessairement toujours capable d'être là pour faire tout. Nous manquons de personnel—carrément—pour le faire.

Le service de garde en garderies est aussi une place où se fait énormément de dépistage et où énormément de curatif est fait au niveau de l'enfant. Preuve à l'appui, allez voir tous les pédiatres qui nous recommandent des enfants comme cela, tous les médecins de médecine générale qui nous recommandent des enfants comme cela, les CLSC, les Départements de santé communautaires, etc. qui voient de plus en plus dans la garderie un moyen, finalement, d'éveil à l'enfant et un moyen aussi de dépistage parce que nous n'avons pas le choix. Je veux dire, quand l'on voit qu'un enfant a des problèmes, on en parle aux parents. Les parents sont recommandés à un Département de santé communautaire ou à un Département de psychiatrie ou à un Département d'orthophoniste ou autre qui fait que les problèmes de l'enfant peuvent être dépistés en bas âge. Et aussi on peut assurer par le fait même le suivi curatif, finalement, lors de ce dépistage-là... chose que l'on ne pourra pas nécessairement faire dans une garde en milieu familial ou des choses comme cela.

Une autre raison, et on ne se le cachera pas, le service de garde en garderies répond à 9 p. 100 de la demande au Canada. À ma garderie, j'ai une liste d'attente de 100 places; ces personnes veulent envoyer leurs enfants à la garderie et je ne puis les prendre parce que je roule à pleine capacité. C'est une situation que l'on retrouve partout, je pense, dans la région, enfin partout en province. Les services de garde... nous ne sommes plus capables de répondre à la demande qu'il y a. Et pour ce faire, eh bien..., on exige des développements et aussi de la consolidation. Parce que nous avons déjà de la misère à arriver dans notre situation. On sait bien qu'il y a bien d'autres garderies—quand l'on parle de l'universalité des services de garde, c'est ce que l'on dit—puis cela on le maintient. Sauf qu'il ne faut pas faire de l'universalité au détriment des garderies déjà existantes, comme cela se fait présentement à savoir, on dit: on fait 4,000 nouvelles places en garderies au Québec et il y en a 2,000 qui ferment parce qu'elles ne sont pas rentables. Donc qu'est-ce que cela a créé? C'est 2,000 places, ne nous le cachons pas.

Alors, c'est la situation. C'est de même que se fait le développement des garderies à l'heure actuelle au lieu de se faire d'une façon beaucoup plus consolidée: premièrement, le réseau actuel et après un coup que c'est consolidé, vous développez et agrandissez le réseau. Et je reviens toujours à ce que je vous disais tantôt. Je vais finir là-dessus parce que je pourrais en mettre, en mettre, et en mettre! On parle des services de garde aujourd'hui parce que nous n'avons pas le choix d'en parler comme cela, c'est le système qui le veut de même. On en parle en disant on veut plus de subventions—au niveau du plan Bacon—parce que les parents au niveau des familles monoparentales, au niveau des familles à très faible revenu, au niveau des familles qui sont par exemple sur le bien-

[Traduction]

days, we have to try and deal with these things in very difficult situations, because our staff is not necessarily able to be there all the time and do everything. Basically, we do not have enough staff to do our work properly.

Day care centres are also places where a great deal of screening and curative treatment take place. For proof of this, you have only to see the number of paediatricians and general practitioners who refer children to us, not to mention the local community service centres and community health departments who ultimately see day care centres as a place not only where children can receive the proper stimulation, but also where they can be screened, in the sense that we cannot avoid noting the particular situation of the children we care for. In other words, when we see that a child has problems, we obviously discuss it with the parents. The parents are then referred to a community health department or to a department which can provide the appropriate services, such as psychiatric help or speech therapy, which means that individual problems can be identified at a very young age. This in turn ensures that the child will receive the proper follow up, once specific problems have been identified... And this is something which is not necessarily possible in a family day care setting or with other types of services.

Another reason—and let us be clear about this—is that day care centres currently meet only 9% of the demand for such services in Canada. At my centre, I have a waiting list with 100 names on it; these people all want to send their children to our centre, but I cannot take them simply because I am already operating at full capacity. I believe this is a situation which is quite common throughout the region, and even throughout the province. The fact is, we are no longer able to meet current demand. Before we can do so, there will have to be further developments and consolidation. As it is, we are already having a very hard time coping in our situation. We know there are a lot of other day care centres—and when we talk about universal day care services, that is what we mean—and we stand by that. On the other hand, we would not like to see universality come about at the expense of existing day care centres, as seems to be happening these days. In Quebec, for instance, 4,000 new places have been created in day care centres, but 2,000 more will no longer be available because unprofitable centres have to close their doors. So, how many new places are really being created? Only 2,000 places, in fact, and we wish this to be very clear.

So that is more or less the situation. So that is how day care centres are being expanded at this time, rather than there being a much greater consolidation; in other words, working with the current network, and once it has been consolidated, developing and enlarging it. Again, I come back to what I said earlier. Indeed, I would like to end on that point, because it is one I could discuss for hours! If we are discussing day care services today, it is because we have no choice—it is because of the system that the situation is what it is. We say that we need increased subsidies—under the Bacon plan—because single-parent families, low-income families, and families on welfare or those taking courses, or what have you, need more money. Otherwise, they simply cannot put their children in a day care

[Text]

être social et qui suivent des cours, etc.. Ils ont besoin de plus d'argent. Sinon ils ne sont pas capables d'amener les enfants à la garderie. D'un autre côté, on se retrouve avec les gens qui sont justes sur le bord de la ligne, ceux qui sont justes sur le point de dire: «Tu l'as, puis tu ne l'as pas; ah, tu ne l'as pas.». Alors il faut que tu paies le gros prix. Cela veut dire que ces gens-là ne sont pas plus en moyen de payer à plein prix mais il faut qu'ils le paient parce que le fameux système est comme cela.

• 0950

Si nous arrêtons d'en parler comme cela, puis si l'on en parlait beaucoup plus pour dire que l'on veut créer un milieu de vie pour les enfants, que l'on veut que les enfants d'aujourd'hui—qui sont élevés dans des familles de deux, dans des familles d'un, de trois enfants—qui est un monde restreint en soi... nous n'avons plus des familles de 15 et 12 enfants comme dans mon temps ou plus tard encore, on n'a plus cela... Alors les enfants ont besoin de se retrouver dans un milieu beaucoup plus socialisant, de se retrouver dans leur monde pour se développer selon leurs besoins. Et chose que nous n'avons pas aujourd'hui, que nous ne pouvons pas leur offrir. Que l'on parle d'un milieu de vie pour les enfants. Que l'on ne parle pas de minimaternelle. Que l'on ne parle pas d'une place où l'on va faire qu'à deux ans et demi, on va commencer à leur apprendre à écrire. Que l'on parle d'un milieu de vie pour les enfants. La maternelle est là à cinq ans, elle le montrera ce qu'ils auront à apprendre.

Les garderies sont des milieux de vie, milieux de développement. C'est de zéro à cinq ans que les enfants se développent au maximum de leur capacité. Il faudrait peut-être leur donner un moyen à ces enfants-là pour atteindre leur pleine capacité avec des systèmes qui ont plus d'allure que ceux d'aujourd'hui.

Le vice-président: Merci, monsieur Desrochers.

Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Desrochers, d'abord bienvenue et cela nous fait vraiment plaisir que vous soyez venu comparaître ce matin devant notre Comité et surtout nous faire vos recommandations.

A votre première question que vous nous avez posée qui était la suivante: pourquoi un comité Martin alors qu'il y a eu M^{me} Katie Cooke qui a eu un mandat un petit peu semblable? C'est que d'abord il y a eu un changement de gouvernement, la première des choses. Deuxièmement, nous, on est des politiciens et là, actuellement, on est à mettre en place pour les Canadiens des politiques qui vont assurer des services de qualité aux jeunes Canadiens, qui vont répondre aux besoins des jeunes Canadiens. Cela valait peut-être la peine d'attendre 10 mois de plus parce que nous ferons nos recommandations le 28 novembre prochain pour que ce soit, vraiment., que cela corresponde aux besoins des Canadiens.

Vous savez, on a eu des gens qui n'étaient pas satisfaits des recommandations de M^{me} Katie Cooke. Alors cela ne fait pas l'unanimité. L'endroit où elle recommande d'aller prendre

[Translation]

centre. On the other hand, there are those who are just on the borderline, those who are not sure whether they are going to be told they are entitled to a subsidy or not, until the day they are told: "Sorry, you are not eligible". Then they are forced to pay the full price. And yet, these people are in no more of a position to pay the full price than others are, but they have to because of the system being the way it is.

If we were to stop talking like that, and to stress the fact that we want to create a healthy environment for children to grow up in, that we want today's children—who are raised in families of two, one, or sometimes three children—which, in itself, is a somewhat restricted environment... Gone are the days of families with 12 or 15 children, which was common in my day, or even later... Children need to grow up in a much more social environment, to grow up in an environment which allows them to develop according to their own needs. That is something that still eludes us today, something that we still cannot provide them. We should be talking about an environment where children can grow, not a sort of mini-kindergarten. We should not be talking about a place where a child, at two and a half years of age, is going to be taught how to write. We should be stressing the need for an environment where children can grow. Kindergarten comes when the child is five years old, and then he can be taught everything he needs to know.

Day care centres should be places for children to grow and develop. It is between zero and five years of age that children develop their capacities to the fullest. Accordingly, perhaps these children should be given the opportunity to develop to the fullest through a system which is better than the one we have today.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Desrochers.

Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you very much, Mr. Chairman.

Mr. Desrochers, first of all, welcome to the committee. We are very pleased to have you appearing before us this morning, and especially thank you for your recommendations.

In response to your first question, as to why the Martin committee had been struck even though Katie Cooke's committee had a similar mandate, well, first of all, there has been a change of government. Secondly, we are politicians and are currently in the process of putting in place policies for Canadians which will ensure quality services for young Canadians intended to meet their specific needs. I think it will prove to have been worthwhile to wait the extra 10 months, as we expect to hand down our recommendations next November 28, so as to have the time to ensure that they really correspond to the needs of Canadians.

It may interest you to know that we have heard from people who are not really satisfied with Katie Cooke's recommendations. So, opinion is divided on them. For instance, her

[Texte]

l'argent ne fait pas l'unanimité de tout le monde. Alors à ce moment-là, nous, c'est pour cela que l'on voit . . . et en plus de cela elle n'avait pas fini toutes ses consultations . . . C'est pour cela, dis-je, que l'on a pris la peine de se rendre en régions, comme dans la vôtre, pour voir les besoins des gens qui vivent dans des centres qui sont beaucoup plus éloignés.

Quand l'on va faire nos recommandations au gouvernement, l'on a à tenir compte aussi de toutes les difficultés que l'on connaît et que le gouvernement rencontre. On a à tenir compte aussi des relations fédérales-provinciales, pour ne pas aller dans des champs de juridiction qui ne nous regardent pas. On a à tenir compte d'un paquet de contraintes que M^{me} Katie Cooke, elle, n'avait pas à tenir compte en tant que femme qui avait reçu ce mandat-là.

Alors, c'est absolument nécessaire que le travail que l'on fait actuellement soit fait. Et vous pouvez être assuré en tout cas que l'on travaille très fort et qu'on le fait avec la meilleure conscience possible. On entend bien faire des recommandations qui vont être adaptées aux besoins des jeunes Canadiens.

J'aurais quelques questions à vous poser d'une façon très rapide.

M. Desrochers: Puis-je dire quelque chose au sujet de ce que vous venez de dire?

Le vice-président: Laissons M^{me} Duplessis terminer avec ses questions. Vous répondrez à cela plus tard, d'accord?

M. Desrochers: D'accord.

Mme Duplessis: Je voudrais vous demander: Vous, êtes-vous une garderie à but non lucratif qui a eu une subvention du gouvernement provincial au départ? Ou êtes-vous une garderie commerciale? Je voudrais savoir combien d'enfants par jour vous accueillez dans votre garderie. Quel est l'âge des enfants qui fréquentent votre garderie?

M. Desrochers: Avant de répondre à ces questions-là, je vais simplement faire un petit rajout à ce que vous avez dit.

• 0955

Je sais très bien que pour le gouvernement fédéral c'est compliqué parce qu'il tombe dans un champ de législation qui n'est pas de son ressort. Sauf que pour nous, il y a priorité ou il y a place à ce que le gouvernement fédéral s'implique davantage. Mais pour cela, il faudrait peut-être . . . je ne le sais pas, là . . . c'est à vous de toute façon de statuer comment voir à changer peut-être les modes de fonctionnement à l'heure actuelle au niveau de votre système de distribution d'argent à ces provinces. Mais je pense qu'il y a place à ce que le gouvernement fédéral s'implique et s'embarque davantage dans le bateau.

Mme Duplessis: Parce que l'on a tellement reçu de lettres, de demandes à la grandeur du Canada! Vous savez qu'il y a des inégalités qui sont absolument effarantes dans les autres provinces et selon les régions aussi. Et on a eu une très grande demande là-dessus.

[Traduction]

recommendation as to where to find money has not received unanimous support. So, that is why we—also, she had not completed the consultation process . . . as I was saying, that is why we have taken the trouble to travel to various regions, like yours, to get an understanding of the needs of people living in somewhat more remote areas.

But when it comes time to make our recommendations to the government, we will have to take into account problems we are already aware of and that the government has to face. We also have to take into account federal-provincial relations, so as not to overstep our powers in areas of jurisdiction which are not necessarily federal. In other words, we have to take into account a lot of constraints that Mrs. Katie Cooke did not have to consider when she was given that particular mandate.

Consequently, it is absolutely necessary that the work we are doing be carried out. And you can rest assured that we are working very hard and that we are conducting these hearings as conscientiously as possible. It is indeed our intention to make recommendations which will suit the needs of young Canadians.

I would just like to ask you a couple of quick questions.

Mr. Desrochers: May I respond to what you just said?

The Vice-Chairman: Please, allow Mrs. Duplessis to put her questions to you first. Then you will have an opportunity to respond, if you do not mind.

Mr. Desrochers: Fine.

Mrs. Duplessis: I would like to know whether your day care centre is a non-profit centre which received a provincial government subsidy when it started out? Or is your day care centre commercially oriented? I would also like to know how many children you care for daily in your centre, and the age of those who come to the centre.

Mr. Desrochers: Before I answer your specific questions, I would just like to make a comment regarding what you said earlier.

I realize that this is a complicated issue for the federal government, because this is something which is not really under its jurisdiction. But as far as we are concerned, it is a priority that the federal government become more involved, and we feel there is room for it to play a greater role. But as far as that is concerned, well . . . I really do not know. In any case, it is up to you to decide whether or not there may be a need to change the way in which you currently distribute money to the provinces, perhaps. But I do feel there is room for the federal government to become more involved in the whole process.

Mrs. Duplessis: You would be amazed at how many letters and requests we got across Canada! I am sure you know there are terrible inequities in other provinces and specific areas as well. We have received a great deal of correspondence about this.

[Text]

Depuis que l'on est élus, vous avez vu comment l'on a pu signer d'ententes dans tous les domaines. On a une volonté de ne pas entretenir de chicane avec les provinces. Et comme le Québec est aussi très, très en avance au niveau des systèmes de garderies, on aurait aussi voulu profiter de l'expérience qu'ils ont eu dans ce domaine-là—bonnes mauvaises. Parce que d'après les mémoires que l'on a entendus, il y a aussi des petites failles dans le système!

Je vous remercie et j'attends la réponse concernant votre propre garderie.

M. Desrochers: C'est cela.

Pour notre garderie, c'en est une sans but lucratif. Elle est gérée par une corporation de parents qui sont élus en assemblée générale. C'est une garderie qui a un permis de 45 enfants, qui va aller à 60 dans peu de temps. Ce sont les démarches que nous effectuons. C'est une garderie, aussi, qui offre les services de 18 mois à cinq ans incluant la maternelle.

Mme Duplessis: Dix-huit mois à cinq ans, d'accord.

M. Desrochers: Nous n'avons pas de pouponnière à Rouyn-Noranda de toute façon. Il n'y a pas de service de pouponnière en tant que tel.

Mme Duplessis: Alors, une dame qui veut faire garder son poupon, qui veut retourner sur le marché du travail, doit le faire en famille privée.

M. Desrochers: En famille privée. Elle n'a pas le choix. C'est mon cas.

Mme Duplessis: Ah, bon! Puis dans...

M. Desrochers: C'est mon cas. J'ai un petit qui a 15 mois. Il faut que je le fasse garder chez une madame parce que je ne suis pas capable de l'amener à une garderie.

Mme Duplessis: Bon, d'accord.

Dans votre ville, c'est le même problème pour tout le monde. Il n'y a pas de garderie pour les nouveaux-nés.

M. Desrochers: Non.

Mme Duplessis: Très bien.

M. Desrochers: Il n'y a aucune garderie. Vous en retrouvez à Val-d'Or, à Amos, à Ville Marie, etc.. Je ne connais pas toutes les situations de toutes les garderies des régions, c'est évident. Mais à Rouyn-Noranda, en tant que tel, on a trois garderies et il n'y a aucun service de pouponnière pour les enfants de zéro à 18 mois.

Mme Duplessis: D'accord; trois garderies dans votre ville.

Le vice-président: Rapidement.

Mme Duplessis: Je vous remercie, monsieur le président.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Ms Mitchell: I want to ask you about some of the implications of the Katie Cooke report as to development. You said you felt that probably the first priority would be to consolidate

[Translation]

Since we were elected, we have, as I am sure you are aware, been able to sign agreements in many different areas. We are determined not to quarrel with the provinces. And as Quebec is way ahead of other provinces when it comes to its day care system, we would have liked to profit from its experiences—be they good or bad—because, according to some of the briefs we have heard, there are a few minor flaws in the system!

I thank you for your comments; perhaps you could give me an answer to my questions regarding your own centre.

Mr. Desrochers: Yes, of course.

Our centre is a non-profit day care centre. It is managed by a corporation of parents who are elected at a general assembly. According to our current operating permit, we can care for 45 children, but this will soon be increased to 60. We are currently taking steps to obtain this increase. Our centre also provides services to children aged from 18 months to 5 years, including kindergarten.

Mrs. Duplessis: I see, from 18 months to 5 years of age.

Mr. Desrochers: However, we do not provide services to infants at Rouyn-Noranda. There are no centres providing services for infants at this time.

Mrs. Duplessis: So, a woman who wants to have someone care for her infant, because she is going back to work, has to find a private family to care for it.

Mr. Desrochers: Yes, that is correct. She has not other choice. That is what I had to do.

Mrs. Duplessis: Oh, I see! But...

Mr. Desrochers: Yes. I have a 15 month old son. I had to find a woman to look after him in her home, because I cannot take him to a day care centre.

Mrs. Duplessis: Yes, I see.

I guess everyone has the same problem in your city, then. There are no day care services for newborns or infants.

Mr. Desrochers: No.

Mrs. Duplessis: Fine.

Mr. Desrochers: There is no day care centre providing these services. There are centres at Val-d'Or, Amos, Ville-Marie, and other places. I am obviously unaware of the situation as far as the whole region is concerned. But I know that in Rouyn-Noranda, for instance, there are three day care centres, none of which provides services for children under 18 months of age.

Mrs. Duplessis: Fine; you have three day care centres in your town.

The Vice-Chairman: Perhaps you could end quickly, please.

Mrs. Duplessis: That is all, thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mrs. Mitchell.

Mme Mitchell: Je voudrais vous poser quelques questions au sujet des répercussions éventuelles du rapport Katie Cooke en ce qui concerne le développement. Vous avez dit que d'après

[Texte]

what we have now—and, as Mrs. Duplessis has said, we have certainly found that Quebec has made advances compared to many other provinces, particularly the Atlantic region—and then you talked also about expanding. Katie Cooke recommended that one of the first steps the federal government could do and hopefully would do is have a good faith grant as soon as possible as the first step to help upgrade existing services. That is one thing. I wondered if you had thoughts on that.

Also, now we do not have the authority—it would be the provinces—to do this of course, but perhaps we could make some recommendations if there is some way we can get some extra federal money into the system.

• 1000

Maybe a priority could be for isolated areas, and particularly for licensed, quality family day care inasmuch as it seems to be the under-threes where the unmet need is and in many smaller communities. Perhaps it is easier to start with some family day care homes that hopefully would be licensed, quality care. I wonder if you have any views on those ideas.

M. Desrochers: Une subvention «de bonne foi», j'aimerais savoir ce que cela veut dire..., vraiment. Quand je parlais tantôt du besoin et de l'urgence de consolider le réseau actuel, je pense que ça prend plus qu'une subvention de bonne foi, il faut une subvention réelle qui corresponde vraiment aux exigences et aux besoins que le service doit avoir, avec les frais correspondants.

• 1005

Ms Mitchell: It was Katie Cooke that used that term. She suggested—I forget the actual amount—that the federal government should put into the day care network immediately, during the next two or three years, then negotiate while they are negotiating with provinces. And this might be used, as I understand it, perhaps for start-up funds and, in some way, so long as it was acceptable to the province, upgrade existing services. Perhaps I do not need to dwell on that. Maybe if you have further ideas on that, you could let us know.

I agree completely with what you are saying, that probably the primary objective should be looking at the needs of the child first. The needs of changing families, of course, is directly related to that. And I like very much your description of day care as possibly being almost like an extended family that supports the family but also gives enrichment experiences for children and socializing experiences.

I think maybe that is all I had to say. Thank you very much.

M. St-Julien: J'aimerais vous demander si le rendement du personnel de votre garderie est contrôlé ou évalué. Le personnel de votre garderie compte combien d'employés?

M. Desrochers: Nous sommes une garderie à cogestion. C'est le système de gestion que l'on met de l'avant, que l'on

[Traduction]

vous, une priorité serait de consolider les services actuels—et comme M^{me} Duplessis l'a déjà mentionné, nous avons constaté que le Québec a une certaine avance sur d'autres provinces, surtout les provinces Atlantiques—et vous avez également parlé d'un élargissement des services. Katie Cooke a recommandé que le gouvernement fédéral crée, dans un premier temps—et nous espérons qu'il va le faire—une sorte de subvention de bonne foi qui permettrait d'améliorer les services existants. Cela, c'est la première chose. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

De plus, bien que nous n'ayons pas vraiment le pouvoir de le faire—cela relève des provinces—nous pourrions peut-être faire un certain nombre de recommandations en vue de l'apport de fonds fédéraux au système.

On pourrait peut-être accorder la priorité aux régions isolées, particulièrement pour les garderies de type familial dotées d'un permis, puisque ce qui fait défaut dans ces régions et dans un grand nombre de petites collectivités, ce sont les services destinés aux moins de trois ans. Il serait peut-être plus simple de commencer par des garderies à domicile, des garderies de qualité, qui, souhaitons-le, auraient leur permis. Je me demande ce que vous en pensez.

Mr. Desrochers: I really would like to know what you mean by “good faith grant”. A while ago, I mentioned the urgent need to consolidate the actual network. To do it, I believe a good faith grant is not enough. What we need, is a grant which truly meets the needs and demands of such a service, and covers all necessary expenses.

Mme Mitchell: C'est Katie Cooke qui a utilisé cette expression. Elle a suggéré,—j'ai oublié le montant,—que le gouvernement fédéral consacre immédiatement certains fonds au réseau de garderies et continue à le financer pendant deux ou trois ans, pour négocier ensuite avec les provinces. Je pense que ces fonds pourraient être utilisés pour la création de services et, dans la mesure où les provinces n'ont pas d'objection, pour l'amélioration des services existants. Il n'est peut-être pas nécessaire d'insister là-dessus. Si vous avez d'autres idées, vous pouvez les faire connaître.

Je suis tout à fait d'accord avec vous: ce sont les besoins de l'enfant qui comptent avant tout, et ces besoins sont fonction des besoins des familles modernes. Votre idée me plaît beaucoup, celle d'un service de garderie organisé comme une maisonnée qui aide la famille tout en offrant à l'enfant la possibilité de s'épanouir en milieu social.

Je n'ai rien d'autre à ajouter. Je vous remercie infiniment.

Mr. St-Julien: I would like to ask you whether you control or appraise the performance of your day care staff. How many employees do you have?

Mr. Desrochers: We are a co-management centre. We are advocating this type of management, and we will keep on

[Text]

prône et que l'on va continuer à prôner de façon à assurer une meilleure rentabilité au niveau d'un service de garde. Quand je parle de rentabilité, je parle de fonctionnement interne. L'équipe de travail a son mot à dire sur le travail qu'elle a à faire. Les parents s'impliquent au niveau du fonctionnement du service de garde. Lorsque je parle d'universalité du service, cela ne veut pas dire que ces gens n'ont pas un mot à dire sur le système, au contraire. Un milieu de vie est un milieu de vie, puis c'est un milieu de vie qui est propre à la place et non propre à l'ensemble.

Dans le cas de ma garderie, il y a six employés à temps plein—éducateurs, éducatrices; une équipe de deux à trois personnes à temps partiel qui répondent aux urgences; un coordonnateur et un cuisinier.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation de la Centraide d'Abitibi-Témiscamingue.

Mme Lucie Blais (Centraide Abitibi-Témiscamingue): Je n'ai pas de présentation écrite mais j'ai répondu à votre invitation parce que, en 1982, j'avais fait un travail de recherche au niveau des familles monoparentales, qui s'appelaient «Le vrai visage des monoparentales», dans lequel on avait fait des constatations.

On vit dans une ère où la femme, de plus en plus, entre sur le marché du travail. Il est sûr qu'au Québec on a instauré des garderies, garderies pour les enfants de 18 mois. Par exemple, la garderie de Val d'Or donne un service pour les enfants de 18 mois à six ans, l'âge préscolaire. Compte tenu que les femmes sont sur le marché du travail, je ne peux pas admettre que des femmes finissant de travailler à 17 ou 18 heures doivent payer des amendes à la garderie lorsqu'elles arrivent en retard.

• 1000

Pour que le système de garderies soit adéquat et réponde aux besoins, il faudrait qu'il y ait des garderies en milieu de travail. Ce que je n'accepte pas c'est qu'il y ait des amendes si la femme arrive 15 minutes en retard.

Ce que je n'accepte pas dans ces fameuses garderies, c'est que, les garderies sont subventionnées par l'Office des services de garde du Québec, les personnes qui sont bénéficiaires de l'aide sociale ont accès à cette garderie, même si elles ne sont pas sur la marché du travail, et elles prennent la place d'autres qui sont sur le marché du travail. Ces enfants ne devraient pas être cinq jours par semaine dans ces fameuses garderies. Ils pourraient l'utiliser une fois ou deux par semaine de sorte que ces services seraient pour les gens qui socialement s'impliquent dans le développement économique.

Les garderies idéales seraient comme celles qu'il y a en Europe en milieu de travail. Plusieurs compagnies pourraient être approchées pour faire comme en Europe. Les femmes ne seraient pas inquiètes. Les enfants seraient bien gardés. Cela créerait d'autres emplois. Le problème serait réglé.

Et pour ceux qui ont commencé l'école, les enfants de six ans et plus, la garde en milieu scolaire serait peut-être idéale, parce que très souvent il y a, tant dans la famille monoparentale que conventionnelle, les enfants avec la clé dans le cou. Si c'est un enfant unique, que fait-il de trois à cinq heures? Cela peut le

[Translation]

advocating it since it is the best way to increase the efficiency of a day care centre. By efficiency, I mean in-house management. The people who work there have a say in the matter. Parents get involved in the management of the day care centre. When I say universal service, it does not mean that those people do not have a say, just the contrary. This is where they live, and the living environment is not the same everywhere.

In my own day care centre, we have six full-time educators, two or three people on a part-time basis in case of emergency, one co-ordinator and one chef.

The Vice-Chairman: We will now have the presentation from *Centraide d'Abitibi-Témiscamingue*.

Mrs. Lucie Blais (Centraide Abitibi-Témiscamingue): I do not have a written presentation. I answered your invitation because in 1982, I did a research on single-parent families, which was entitled *Le vrai visage des monoparentales*, and in which some conclusions were drawn.

We live in an era where more and more, we see the women entering the labour market. It is true that in Quebec we have day care centres for the 18-month old children. For example, the day care centre of Val-d'Or welcomes pre-school aged children, from 18-months to 6 years. The mothers work until 5 p.m. or 6 p.m., and when they are late, they have to pay a penalty to the day care centre, which I find appalling.

If you want a truly adequate day care service, you need to set centres at the work place. What I find inadmissible, are the penalties imposed when the children are picked up 15 minutes late.

Those famous day care centres are subsidized by the *Office des services de garde du Québec*. However, I cannot accept the fact that women on welfare have access to those centres, although they are not on the labour market, while working mothers have to be on the waiting list. Children of welfare recipients should not be allowed to spend five days a week in those famous centres. Once or twice a week should be enough, so that the parents who take part socially in the economic development could use the day care centres.

We should take for models the day care centres established at the work place in Europe. We should follow their example and contact some companies. The mothers would no longer worry. The children would be well looked after. We would create new jobs and the problem would be solved.

For those of age six and up, who are already going to school, the ideal solution would be a centre at the school itself. In the traditional families as well as in the single-parent families, one finds many latchkey kids. And if you are talking about an only child, what is he going to do from 3 p.m. to 5 p.m.? He may

[Texte]

porter plus tard à la délinquance. Dans notre région, il n'y a pas tellement de personnes qui gagnent 20,000\$ et qui peuvent se permettre 15\$ ou 20\$ par jour de frais de garderie. Ici, il n'y a pas comme à Montréal, ou à Québec des garderies de quartier. On pourrait mettre sur pied une garderie sans avoir besoin d'une grande structure gouvernementale dans le style «grande garderie».

A Senneterre et à Chibougamau, il y a ce qu'on appelle des halte-garderies, qui ne sont pas subventionnées par le gouvernement. Il faut que les parents soient inscrits pour avoir droit à ces services. Pour la bénéficiaire d'aide sociale, c'est bien. Cela permet à la mère de faire une sortie en sachant qu'on prendra bien soin de ses enfants.

Ms Mitchell: Thank you for the presentation.

In Val-d'Or or in the region around Val-d'Or, what kind of day care network is there? Is there a co-ordinator of some kind, and how do people get day care information, or how do they find out if a family needs some kind of child care? How would they find out what might be available?

Ms Blais: As far as I know, if I were the parents of a little kid, I would call *la garderie* and ask if they had a place for me. During the last six months they have started to do those little *garderies* on the side, which is adding to the service. They did try at one time to open the *garderies* from 8 a.m. until 12, but it did not seem to work right because they did not do enough advertising about it. It was still just for kids from 18 months to 6 years old, but the kids from 6 to 12 years old need some service. But there is not the network that I think you want.

Ms Mitchell: Since it is a smaller community, I suppose the word gets around. It is not hard to find out.

Ms Blais: Yes.

Ms Mitchell: In certain small villages of Newfoundland, we found that the first thing they wanted was a co-ordinator in order to help develop day care. But I can see the situation is a little different, because you do have some day care.

Ms Blais: If I were a man and my wife were sick in the hospital, if I had a little baby to take care of, I would probably call the social services. They might have a bank to give me that I could use, but I am not sure that exists here. I think that is a part missing. We should have a bank.

• 1015

Red Cross did give some courses to kids to be babysitters, but—we are the bank—there is so much demand to have somebody to babysit at some houses that they do not give enough courses to get them, let us say, professional babysitter care.

Ms Mitchell: Do you think that is something that is needed . . .

Ms Blais: Yes.

[Traduction]

eventually turn into a delinquent. In our area, there are not that many people who make \$20,000 and can afford \$15 or \$20 a day for a day care. We do not have district day care centres here, unlike in Montreal or in Quebec City. Our day care centre need not be a major one, with a large government structure.

In Senneterre and Chibougamau, we have drop-in centres, which are not subsidized by the government. In order to have access to them, parents must be registered. If you are a welfare recipient, it is nice to be able to go out, knowing your children are well looked after.

Mme Mitchell: Merci de cet exposé.

Quel genre de services de garderie existe-t-il à Val-d'Or ou dans les environs? Avez-vous un coordinateur? Comment les gens se renseignent-ils? Comment savoir si une famille a besoin d'une garderie? Comment savoir quels sont les services disponibles?

Mme Blais: Si j'avais un jeune enfant, j'appellerais probablement la garderie et je leur demanderais s'ils ont de la place. Depuis six mois, on ouvre de petites garderies qui complètent le service en place. Au début, elles étaient ouvertes de 8 heures à midi, mais ça n'a pas donné de résultat, car la publicité avait été mal faite. Le service était offert aux enfants âgés de 18 mois à 6 ans, mais les enfants de 6 à 12 ans ont besoin eux aussi d'un service. En fait, nous n'avons pas vraiment un réseau, comme vous l'entendez.

Mme Mitchell: Vu qu'il s'agit d'une petite collectivité, je suppose qu'on a recours au téléphone arabe. Ce n'est pas difficile de se renseigner.

Mme Blais: Effectivement.

Mme Mitchell: Dans certains petits villages de Terre-Neuve, nous nous sommes rendu compte que ce qu'il fallait, c'était un coordinateur pour mettre au point le réseau de garderies. La situation chez vous est un peu différente, car vous avez déjà un service en place.

Mme Blais: Si j'étais un homme et si ma femme était à l'hôpital, et si j'avais un petit enfant dont je devais m'occuper, je téléphonerais probablement aux services sociaux, qui ont peut-être un service central de renseignements. Je ne pense pas que ce genre de chose existe ici. Je crois que cela manque. Nous devrions avoir une banque.

La Croix-Rouge a formé quelques gardiennes adolescentes, mais la demande est tellement forte que le nombre de ces cours ne suffit pas à en faire de véritables professionnelles.

Mme Mitchell: Pensez-vous que pour ce type de soins . . .

Mme Blais: Oui.

[Text]

Ms Mitchell: —that for that type of care also there should be more qualifications and maybe they have a certificate . . .

Ms Blais: I think so.

Ms Mitchell: —and then they can be recommended?

Ms Blais: Yes, because that way if you are parents and you worry about your kids—that little kid or that girl could be 14 or 15 years old—if the kid hurts himself they will know what to do. Not every kid knows that.

Ms Mitchell: You said in 1982 you did special research on single parents.

Ms Blais: Yes.

Ms Mitchell: Could you tell us a bit more about the needs of single parents and whether most of them are forced to be on welfare and also what can help them to have some alternatives?

Mme Blais: Le problème des familles monoparentales est surtout financier. Très souvent lorsque, la famille se sépare, la femme n'a pas d'autre choix que de recevoir de l'aide sociale. Beaucoup d'entre elles rêvent d'entrer sur le marché du travail. Mais vu le salaire minimum actuel, ces femmes par choix décident de continuer à recevoir l'aide sociale parce que c'est plus payant.

Il y avait ce que l'on appelle les travaux communautaires—mais le nouveau budget au Québec va peut-être changer ce programme. La femme qui était chef de famille pouvait alors travailler dans un organisme à but non lucratif et faire des travaux communautaires. L'organisme donnait à une femme mère d'un enfant 100\$ par mois, le gouvernement ajoutait un montant puis payait les frais de garderie. Cela lui donnait 809\$ pour 80 heures de travail.

Dans notre organisation, il y a 22 personnes qui profitent de ce programme de travaux communautaires, et je me dis: «Mon Dieu, si le gouvernement pouvait fixer le revenu garanti à 3,000\$ ou 4,000\$. À ce moment-là, les gens iraient travailler à 4\$ ou 5\$ l'heure. Si on gagne moins de 20,000\$ par année, on gardera le revenu garanti de 3,000\$ ou de 4,000\$; si on gagne plus, on le remboursera en impôt. Mais ce serait un régime social juste parce qu'il y a des gens qui sont incapables au travail, des personnes handicapées qui auraient besoin de ces services sociaux. Et je retourne en arrière, en 1947, quand cela a débuté, les mères nécessiteuses, c'était ceux qui en avaient besoin qui recevaient ces services. Tandis qu'aujourd'hui, c'est un garçon de 18 ans, le mien compris, qui a hâte d'aller chercher un chèque d'aide sociale. Il n'en était pas question pour mon garçon. On a besoin d'une réforme sociale.

Les familles monoparentales ont un problème parce qu'elles ne gagnent pas suffisamment pour vivre. Elles ont le problème de la gardienne. La majorité de ces femmes n'ont jamais travaillé elles vont dans l'hôtellerie. L'hôtellerie, cela fonctionne 24 heures par jour. À Val-d'Or, il y a plusieurs restaurants. Celles qui travaillent de nuit vont faire garder les enfants par qui?

[Translation]

Mme Mitchell: . . . les gardiennes devraient être mieux qualifiées et posséder peut-être un certificat . . .

Mme Blais: Je le crois, oui.

Mme Mitchell: . . . et elles pourraient être ensuite recommandées?

Mme Blais: Oui, car si vous êtes parents et que vous vous inquiétez de vos enfants, la gardienne peut n'avoir que 14 ou 15 ans, elle saura quoi faire si l'enfant se blesse. Tout le monde ne sait pas quoi faire dans ces cas-là.

Mme Mitchell: Vous avez dit que vous avez effectué une étude spéciale sur les familles monoparentales en 1982.

Mme Blais: Oui.

Mme Mitchell: Pourriez-vous nous parler davantage des besoins de ces familles monoparentales, et nous dire si la plupart d'entre elles n'ont d'autre choix que de demander l'aide de l'État? D'autre part, que peut-on faire pour les aider à s'en sortir?

Ms Blais: Single-parent families have financial problems. Upon marriage breakdown, the mother has very often no other choice than to go on welfare. A lot of them would rather find a job. But the minimum wage is so low that these women choose to receive welfare benefits because it brings them more money.

Quebec had a community work program, but the next budget may change it. The single-parent mother could work for a voluntary organization and do community work. That organization paid \$100 per month to that single mother who received another sum from the government, which paid the child care expenses. She received \$809 for 80 hours of work.

In our organization, 22 people are part of this community work program, and I say to myself: "Gee, if the government could set the guaranteed income at \$3,000 or \$4,000". If this sum were guaranteed to them, people would work for \$4 or \$5 an hour. If they earn less than \$20,000 per year, they can keep the \$3,000 or \$4,000 guaranteed income; if they earn more, then they can pay it back in taxes. But it would be an equitable social measure because there are people who cannot work, handicapped people who need these social services. And if I go back to 1947, when all this started, poor mothers were the ones who needed this money and who received these services. But today, eighteen year old kids, including mine, run to the welfare office to get a cheque. At that time, my son would not have been able to get that money. We need to review our social system.

Single-parent families are hard pressed because they do not earn enough money to live. They have to pay a baby-sitter. Most of these women have never worked and they go and work for hotels or restaurants. Hotels do not close at 5 p.m. In Val-d'Or, there are several restaurants. Who is going to baby-sit the children of those who work night shifts?

[Texte]

Ms Mitchell: I think it would be very useful if we could have a copy of your research.

The final question: Is there an increase in teenage parents, adolescent pregnancies?

Ms Blais: Yes.

Ms Mitchell: What kinds of things are needed for those young people?

Mme Blais: On devrait les prévenir des difficultés de devenir parents avant le temps, parce que c'est très malheureux de voir une fille de 12 ou 13 ans enceinte, même la semaine dernière on nous a rapporté l'avortement d'une fille de 11 ans. Cela était très pénible pour le parent de convaincre la petite fille qu'elle était trop jeune pour être une maman. Un enfant n'est pas une poupée. C'est un fléau qui frappe partout et non seulement les régions éloignées.

• 1020

Des groupes de femmes ont tenté de faire interdire les livres pornographiques et les clubs de danseuses. C'est très malheureux. À Val-d'Or, une journée par semaine, il y a un programme d'amateurs, avec un prix de 50\$ à gagner, et ce sont nos adolescents qui y participent, et je trouve cela très malheureux. C'est la violence qui entraîne la violence et cela peut amener des petits enfants parce que nos jeunes filles sortent beaucoup plus tôt qu'autrefois.

À Val-d'Or, il y a eu durant trois ans de temps une subvention gouvernementale pour la prévention du crime. À la polyvalente Le Carrefour, pendant les heures de repas, il y avait des animateurs, on pourrait dire des animateurs de rue, sans être nécessairement des professionnels, qui occupaient les adolescents pendant les heures de repas pour ceux qui n'allaient pas manger à la maison. Je suis convaincu que cela a dû contribuer à la baisse du taux de criminalité. Mais ce programme n'existe plus. On a des professeurs en disponibilité et les jeunes sont laissés à eux-mêmes. Et l'adolescent qui a de 11h30 à 13h15 pour niaiser, qui a un petit peu envie de voir les petites filles puis les petits garçons, c'est très lourd à porter pour les parents.

Ms Mitchell: I might mention that in some of the centres—this is relating to teenage pregnancies—in a few communities we visited they are starting programs in high schools where they have child care and teach parenting, and the girls can finish their high school. It seems to work quite well.

Thank you.

Ms Blais: There was one thing we discussed yesterday in the office. You see much about . . .

On parle de plus en plus du problème de l'inceste, des enfants mal-aimés. Les filles discutaient d'un livre et disaient que c'est bien de dire non. C'est un livre qui s'adresse aux parents, puis l'enfant peut l'utiliser comme livre de coloriage. Cela aide à sensibiliser les enfants à ce problème.

M. St-Julien: J'apprécie toujours votre franchise, Madame Blais. Vous êtes toujours la même. J'aimerais en poser une question concernant Centraide. Est-ce que Centraide accorde

[Traduction]

Mme Mitchell: Je crois qu'il nous serait très utile d'avoir une copie de l'étude que vous avez effectuée.

Dernière question: le nombre de parents adolescents a-t-il augmenté?

Mme Blais: Oui.

Mme Mitchell: Que faut-il faire pour ces jeunes?

Ms Blais: We should warn them before they get pregnant, because it is sad to see a pregnant 12 or 13 year old kid; last week, we heard of an 11 year old girl who had had an abortion. It is very painful for parents to tell their little girl that she is too young to have a baby. A baby is not a doll. It is a curse which exists everywhere and not only in remote areas.

Women's groups have tried to have pornographic books banned and to have clubs where nude dancers performed closed. This is very sad. In Val-d'Or, there is an amateur night one day a week; the first prize is \$50 and our teenagers are the ones who go there, and I find this very sad. Violence breeds violence and our daughters date much earlier than we used to, thus increasing the risk of getting pregnant.

In Val-d'Or, a crime prevention program was subsidized by the government during three years. At Le Carrefour High School, during lunch hour, amateur entertainers, not necessarily professional ones, used to entertain those who did not eat at home. I am convinced that this program reduced the criminal rate in our area but it does not exist any more. Teachers are on call and students do whatever they like. And when a teenager has approximately 2 hours to lose at lunch time he or she wants to go and see the little girls or the little boys, and this is very hard on the parents.

Mme Mitchell: Je voudrais dire que nous avons visité des centres dans certaines collectivités, et je parle des adolescentes enceintes, où les écoles secondaires offrent des cours de puériculture et permettent aux jeunes filles de terminer leurs études secondaires. Cela semble bien marcher.

Merci.

Mme Blais: On a discuté d'une chose au bureau hier. On en voit beaucoup . . .

Incest and neglected children are becoming more and more topical. The girls were commenting a book and were saying that they should say no. This is a book for parents and their children can use it as a colour book. Children thus become more and more aware of this problem.

Mr. St-Julien: I appreciate your candour, Ms Blais, as always. You do not change. I would like to ask you a question about United Way. Does United Way grant subsidies to child care centres in the Abitibi-Timiskaming area?

[Text]

des subventions à des garderies dans la région d'Abitibi-Témiscamingue?

Mme Blais: Présentement, nous n'en avons pas pour les garderies. Mais, cette année, nous avons des demandes qui nous viennent de deux organismes qui s'occupent de des jeunes enfants. Le Comité d'attribution de fonds n'a pas encore accepté ces demandes et, en tant que directrice générale, je le recommande fortement, pour avoir été les visiter, parce que le projet s'adresse aux enfants de deux à cinq ans. A l'heure actuelle, la Centraide Abitibi—Témiscamingue ne peut pas se permettre de donner des gros budgets aux garderies. Mais nous apportons notre aide aux jardins d'enfants parce qu'il y a beaucoup de travail bénévole qui se fait parce que nous ne payons de salaires. C'est là notre orientation pour le moment.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation de la Garderie Fleur et Miel. Nous accueillons avec plaisir Hélène Leblanc et Chantal Danis, qui s'occupent de cette garderie au nom des plus pittoresques.

Mme Hélène Leblanc (éducatrice et cuisinière, Garderie Fleur et Miel): Je suis la représentante travailleuse de la Garderie Fleur et Miel. Chantal Danis représente les parents de notre garderie et elle est la présidente du conseil d'administration.

J'ai écrit mon texte moi-même. J'ai un peu de difficulté à parler sans regarder mon texte. Je vais le lire et, si vous avez des questions, n'hésitez pas à m'interrompre.

Je suis heureuse de représenter la garderie Fleur et Miel et de tenter de répondre à la question de l'avenir des services de garde à l'enfance.

• 1025

Suite à la lecture du mandat et de l'allocation de l'honorable Jake Epp, je vous propose, au nom de l'équipe de travail et des parents de notre garderie, de prendre connaissance, par ce qui suit, de la situation de notre organisme.

Dans un premier temps, pour votre information et pour que vous puissiez situer notre organisme au sein des services essentiels de notre société, nous tenons à souligner que nous travaillons en cogestion avec les parents de la garderie et que nous sommes un organisme sans but lucratif.

La garderie Fleur et Miel offre ses services de garde depuis plus de quatre ans déjà et réussit à suivre tant bien que mal, tout dépendamment de la clientèle qui fréquente la garderie. Nous subissons une baisse de fréquentation à deux ou trois reprises dans l'année mais, surtout dans la saison estivale, due à la fermeture des écoles pour les vacances. Le fait que cette dernière clientèle constitue la majorité de nos enfants inscrits à temps plein entraîne automatiquement une baisse néfaste au bon fonctionnement de la garderie. Le reste de la clientèle reste des enfants qui, pour des périodes partielles non fixes, fréquentent la garderie à plus ou moins long terme, ce qui entraîne une instabilité constante de la fréquentation.

La majorité des parents qui utilisent les services sont à faible revenu, donc subventionnés et qui, à notre grand regret, sont

[Translation]

Ms Blais: We have none presently for child care centres but this year two centres who care for young children have made an application. The fund allocation committee has not yet endorsed these applications and as executive director, having visited them, I highly recommend them because they care for children from two to five. Presently, the Abitibi-Timiskaming United Way cannot afford to subsidize heavily child care centres. But we support nursery schools because a lot of the work is being done by volunteers as we do not pay any wages. This is what we have decided to do for the time being.

The Vice-Chairman: We will now hear from the *Fleur et Miel* Child Care Centre. We are pleased to welcome Hélène Leblanc and Chantal Danis who operate this child care centre whose name is very picturesque.

Mrs. Hélène Leblanc (Educator and Cook, Garderie Fleur et Miel): I am the worker representing the *Garderie Fleur et Miel*. Chantal Danis represents the parents of our child care centre and chairs the board of directors.

My brief has been drafted by me personally. I would prefer to read it as I have some difficulty to speak without looking at it but if you have any questions, please do not hesitate to interrupt me.

I am pleased to represent the *Fleur et Miel* Child Care Centre and I will try to address the issue of child care services and their future.

After reading the Hon. Jake Epp's mandate and speech, on behalf of the staff and parents of our day care centre, I would like to explain to you, in the following presentation, the situation in which our day care centre finds itself.

At the outset, for your information and in order to help you situate our organization among the essential services in our society, we would like to emphasize that the day care centre is managed on a co-operative basis by us and by the parents and that we are a non-profit organization.

For more than four years now, the *Fleur et Miel* has been offering child care services and has managed to survive as best it could given that its survival depends on the attendance at the day care centre. Two or three times a year, there is a drop in attendance, especially during the summer when the schools close for the holidays. And as most of the children attending full-time come from the schools, there is automatically a drop in attendance that is detrimental to the smooth operation of the day care centre. The remaining children are with us for undetermined periods of time on a more or less long-term basis which leads to continuous fluctuation in attendance.

Most of the parents who use our services have low incomes and are therefore subsidized. To our great chagrin, they are

[Texte]

souvent dans l'impossibilité de faire garder leurs enfants à temps plein car le service reste quand même trop cher et inaccessible.

Ce problème influe directement sur nos conditions de travail. Faible fréquentation fixe à temps plein = moins d'argent. Donc, cela crée l'impossibilité d'acheter du matériel pédagogique adéquat et nécessaire au bon fonctionnement d'une belle journée en garderie, impossibilité d'acheter des jouets ou de prévoir des sorties, de rénover le physique des lieux, détérioré par l'usure normale du temps et presque devenu insalubre. Suite à toutes ces causes, nous ne pouvons être éducatrices comme on le voudrait. Nous n'avons pas les moyens.

Une autre des raisons qui brime et défavorise les gens de l'Abitibi est l'éloignement. Nous sommes conscients que nous ne sommes pas capables d'offrir une qualité de services adéquats à la demande. Même les gens des villages environnants ne peuvent bénéficier du service, si modeste soit-il. Nous savons que la situation économique du pays est plutôt difficile mais celle de notre région reste plutôt précaire. Nous faisons face à un taux de chômage élevé et plusieurs familles vivent de l'aide sociale. Les familles monoparentales sont en grand nombre aussi.

Nous déplorons beaucoup cette situation et nous voudrions de tout coeur assurer à notre plus grande richesse le pouvoir de s'épanouir et d'avoir un bon départ dans la vie.

Nous avons adhéré, depuis quelques années, à un syndicat pour nous donner la chance d'avoir de meilleures conditions de travail et de pouvoir se baser sur un document, la convention collective, pour conserver nos acquis et améliorer notre condition de vie à la garderie. Nous revendiquons de toutes nos forces un réseau universel et gratuit, accessible et contrôlé par les usagers et financé par l'État, un salaire décent ainsi que plus de places en garderie.

Les problèmes sont encore nombreux. Que faisons-nous de nos enfants de six ans et plus? Nous n'avons pas le permis approuvé pour les accueillir après la classe ou pour le dîner. Que faisons-nous de nos petits handicapés? Nous n'avons ni le personnel, ni les locaux adéquats, ni les moyens de les accueillir à la garderie. Ils doivent être confinés à des institutions spécialisées toute leur vie. Pourtant, ils ont droit à une place dans la société. Ce sont des humains, ce sont des enfants.

Nous voulons aussi de tout coeur conscientiser les membres du Comité au fait que nous essayons de toutes nos forces d'obtenir de l'aide de la localité pour ce qui est du bénévolat de toutes sortes mais restons toujours seules à effectuer tout le travail. Nous, travailleurs et travailleuses, parents de la garderie, avons tous nos familles et vivons tous une situation financière assez difficile. Nous n'avons ni les moyens, ni l'énergie de faire plus; aussi comptons-nous beaucoup sur l'aide du gouvernement pour nous aider à survivre et à continuer à améliorer nos services de garde.

Face à ces multiples problèmes, j'ai le mandat de faire les propositions suivantes. Premièrement, que le gouvernement augmente la ou les subventions directement aux garderies ou aux services de garde en milieu scolaire. Deuxièmement, qu'il

[Traduction]

unable to have their children cared for on a full-time basis because, despite the subsidies, the service remains too expensive and therefore out of reach.

This problem has a direct influence on our working conditions. Low full-time attendance on a regular basis means less money. So, this makes it impossible to buy the educational material that is necessary for a stimulating day at the day care centre, to buy toys or to plan outings, and to renovate the premises, which have deteriorated through normal use to the point where they are almost unhealthy. For all these reasons, we cannot fulfil our roles as educators: We just do not have the means.

Another reason why the people in Abitibi feel aggravated, why they are at a disadvantage, is their isolation. We realize that we are unable to offer enough services to meet the demand. Even the people in the surrounding villages cannot avail themselves of this service, modest though it may be. We know that economic times are hard in this country at the moment but they are particularly precarious in our region. Our unemployment rate is high and many families are on welfare. There is also a high proportion of single-parent families.

We deeply regret this situation and sincerely want to enable the development of our great resource, to give them a good start in life.

A few years ago we joined a union in an effort to better our working conditions and to have a basic document, the collective agreement, to ensure the maintenance of the status quo and an improvement in our living conditions at the day care centre. We insist strongly on the need for a universal, publicly funded, accessible and user-controlled day care system with decent wages for their employees as well as more day care spaces.

The problems are manifold. What about the children of six years of age and over? Our permit does not allow us to take them in after school or at dinner time. What about the handicapped? We have neither the staff, the facilities nor the means to take them in at our day care centre. They will have to be put in specialized institutions for the rest of their life. Do they not have the right to a place in society? They are human beings; they are children.

It is our firm desire to make members of the committee aware of the fact that we spare no effort in trying to get assistance from the community in the form of volunteer help in many forms, but the work is still left up to us. We, the day care workers, the parents at the day care centre, all have families and are in difficult financial situations. We cannot afford either the money or the energy to do any more than we are; that is why we count so much on government assistance to survive and to continue to improve our day care services.

All these problems lead me to the following recommendations. First of all, that the government increase the direct funding of day care centres or child care services in schools. Second, that it establish day care services in all schools. Third,

[Text]

crée des services de garde en milieu scolaire dans toutes les écoles. Troisièmement, qu'il donne des subventions pour consolider les garderies déjà en place au lieu d'en créer de nouvelles. Quatrièmement, qu'il donne la possibilité d'augmenter le nombre de places en garderie. Cinquièmement, que le financement des conditions de travail soit assuré directement par l'État. Par exemple, le coût du loyer pourrait être totalement payé par le gouvernement.

Nous avons aussi d'autres solutions aux problèmes. Si on avait la chance d'être subventionnés, nous pourrions payer le personnel adéquat et, suite à la demande des parents, nous pourrions avoir des heures d'ouverture et de fermeture en fonction des besoins des usagers. Les disparités sociales par rapport aux autres groupes socio-économiques de notre région s'atténueraient ou disparaîtraient.

• 1030

D'après notre vécu et notre expérience, nous sommes persuadés que les services de garde fournissent un bon départ dans la vie pour nos enfants; c'est essentiel à leur développement et à leur bien-être. Nous sommes aussi bien conscients et conscientes que le manque de financement est directement lié au conflit de travail que nous vivons et tombe infailliblement sur le dos des travailleuses et travailleurs et des parents de notre service.

Pour la survie et le bon fonctionnement des services de garde déjà en place, nous souhaitons que l'État nous vienne en aide.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Monsieur Belsher.

Mr. Belsher: Thank you, Mr. Chairman.

Could you describe to us how your day care centre got started and what help you had? Were there government grants or did the parents who used it have to pay all the bills themselves? Could you give us a brief history on your day care centre?

Mme Leblanc: Cela a commencé par un projet monté par de jeunes personnes. Elles ont demandé de l'aide financière au gouvernement, sinon cela n'aurait pas pu se réaliser. Personne n'aurait été capable de mettre sur pied une garderie si on n'avait pas eu de subvention.

Au début, la clientèle était plus ou moins forte. Ce n'était pas très fréquenté parce que c'était nouveau. Il fallait se faire connaître et faire de la publicité. Tranquillement, au cours des mois suivants, on a commencé à se faire connaître et à avoir une bonne clientèle, mais toujours à l'aide de la subvention gouvernementale. Les garderies ne pourraient pas fonctionner sans subventions.

Mr. Belsher: How many spaces are you licensed for in your centre and what would the age—do you have any children under the age of two in your centre, or are the children just from two to five?

Mme Leblanc: On a un permis de 35 places à la garderie Fleur et Miel, et on a des enfants de 18 mois à 6 ans. On a des enfants de moins de deux ans.

[Translation]

that it make funding available to consolidate day care centres already in existence instead of creating new ones. Fourth, that it take the necessary steps to increase the number of day care spaces. Fifth, that working conditions be improved through direct public funding. By this, I mean that rental costs could be totally borne by the government, for example.

We have other solutions to suggest as well. If we had direct funding, we could pay our staff better and, depending on the demand, would be able to establish our opening hours based on the needs of users. The social disparity that exists between our group and other socio-economic groups in the region would gradually disappear.

Our years of experience have convinced us that child care services give children a good start in life. They are essential to their development and to their well-being. We are also fully aware that the lack of funding is in direct relation to the labour problems we have to bear and that day care workers and parents are inevitably the ones who suffer.

In the interests of the survival and smooth operation of the day care services already in existence, we ask that the government come to our assistance.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Mr. Belsher.

M. Belsher: Merci, monsieur le président.

Pouvez-vous nous dire comment vous avez ouvert votre garderie et quel genre d'aide vous avez obtenue à l'époque? Avez-vous obtenu de l'aide du gouvernement ou les parents, ont-ils payé tous les frais de leur poche? Pourriez-vous nous faire un bref historique de votre garderie?

Mrs. Leblanc: It all started with a project set up by a group of young people. They applied for financial assistance from the government; otherwise, it would not have come to fruition. No one could have set up a day care centre without a grant.

At the beginning, the attendance was fairly low. Because we were new, we did not get many customers. We had to spread the word around and make ourselves known. Gradually, in the months following our opening, the word got out and people started coming to us, but we still had government assistance. Day care centres could not operate without grants.

M. Belsher: Votre permis, il est pour combien de places? Avez-vous des enfants ayant moins de 2 ans, ou ont-ils tous entre 2 et 5 ans?

Mrs. Leblanc: We have a licence for 35 spaces at the *Fleur et Miel* day care centre and our children are between the ages

[Texte]

Mr. Belsher: Thank you.

Le vice-président: Merci.

Monsieur St-Julien.

M. St-Julien: Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à la représentante des parents, M^{me} Danis. Que font les parents, et combien de leur temps donnent-ils à la garderie?

Mme Chantal Danis (présidente du conseil d'administration (parents), garderie Fleur et Miel): Cela dépend des parents. Il y a le conseil d'administration qui est composé pour la moitié de parents et pour la moitié de travailleurs et travailleuses. Pendant une journée normale, les parents n'ont pas le temps de s'occuper de la garderie, mis à part de ceux qui font partie de comités. Il est difficile de trouver des parents pour former les comités. Ils manquent de temps parce qu'ils travaillent. Par exemple, je demeurais jadis à Rollet. Je viens de déménager près de Rouyn parce qu'avec mon travail et mes activités, c'était trop loin. Rollet, c'est à 35 milles de Rouyn. Je travaillais à contrat dans le domaine de la publicité, mes heures n'étaient pas régulières, et je terminais souvent tard le soir. Mon mari, quant à lui, ne finissait pas toujours à la même heure. Donc, il fallait se dépêcher à 17h30 pour aller chercher les enfants à la garderie et trouver une gardienne qui habitait 35 milles plus loin, vu que la maison maternelle et paternelle était là. On finissait de souper à 20h00. Si on avait d'autres activités, il fallait se déplacer encore le soir. Il fallait retourner au centre-ville pour faire du bénévolat à la garderie, parce que quand on est membre du conseil d'administration, il y a des négociations, des projets, des comités de pédagogie qu'on veut former, etc. Mais on n'a pas le temps. Si les autres parents demeurent loin, ils ne sont pas capables de faire le même trajet. Moi, pour régler le problème, j'ai déménagé à Rouyn, mais j'ai encore ma maison à Rollet.

Cela, c'est une des difficultés. Ici, dans l'Abitibi-Témiscamingue, les gros centres sont Val-d'Or, Rouyn, Amos, La Sarre. Mais il y a les villages environnants. Ceux qui demeurent dans les villages environnants travaillent eux aussi. Tous ne travaillent pas de 08h00 à 16h00. Ils peuvent terminer vers 17h00 ou 18h00. On ne peut pas trouver des gardiennes adéquates dans chaque village. La moyenne d'âge dans les villages est maintenant très élevée. Une personne de 60 ans n'est pas intéressée à élever une autre famille. Il faut donc se diriger vers les garderies.

• 1035

On a plusieurs difficultés de ce genre pour le bénévolat. Le bénévolat, cela ne se fait pas comme cela. Ce n'est pas comme dans les gros centres. Et ceux qui demeurent à la ville finissent leur travail tard, bien souvent, et ont d'autres activités. Il n'y a pas seulement la garderie; il y a aussi des clubs et toutes sortes d'autres choses.

M. St-Julien: Combien y a-t-il de parents au conseil d'administration?

[Traduction]

of 18 months and 6 years. We do have children under the age of two.

M. Belsher: Merci.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. St-Julien.

Mr. St-Julien: Thank you, Mr. Chairman.

My question is for the representative of the parents, Mrs. Danis. What is the parents role and how much time do they devote to the day care centre?

Mrs. Chantal Danis (Chairman of the Board (Parents), Fleur et Miel Day Care Centre): It varies from parent to parent. Half the board is made up of parents and the other half of day care workers. In the course of a normal day, parents do not have time to look after the day care centre, apart from those who are on committees. It is difficult to find parents for the committees. They usually are pressed for time because most of them work. For instance, I used to live in Rollet. With my work and my various activities, I found it too far so I have just moved to the Rouyn area. Rollet is 35 miles from Rouyn. I worked on contract in advertising and my hours were very irregular; often, I would work late in the evenings. My husband did not always finish work at the same time. So, we had to make sure we were at the day care centre at 5:30 p.m. and find a sitter 35 miles away as that is where the parental home was. Supper would finish around 8 p.m.. On evenings, if we had other engagements or activities, we would have to go out again. Then in order to put in some time at the day care centre, we would have to go back downtown to carry out our obligations as members of the board, to participate in negotiations, projects, teaching committees and so forth. But we just did not have the time. Parents who live far away are unable to cover that kind of distance. In order to solve my particular problem I moved to Rouyn, but I still have my house in Rollet.

That is one of the difficulties. In Abitibi-Timiskaming, the main centres are Val-d'Or, Rouyn, Amos and La Sarre. And there are the surrounding villages. The residents in those villages also have to work. They do not all work between 8 a.m. and 4 p.m.. Sometimes they finish at 5 p.m. or 6 p.m. Sitters are not always available in every village. Furthermore, the average age in the villages tends to be quite high these days. And a 60 year old person is not interested in raising another family. So, they have no other choice but to take their children to day care centres.

Arranging volunteer work also poses a number of difficulties. It cannot just be organized at the drop of a hat. It is not as easy as in the larger urban centres. Those who live in town work late in many cases and have other activities in the evenings. There is not only day care centre but there are clubs and all kinds of other occupations.

Mr. St-Julien: How many parents are on the board?

[Text]

Mme Danis: Quatre parents et trois employés.

M. St-Julien: Et il y a une élection chaque année?

Mme Danis: À l'assemblée générale.

M. St-Julien: Merci.

Le vice-président: Au nom du Comité, je vous remercie pour votre témoignage.

Nous entendrons maintenant la directrice générale de la garderie Les petits chatons Inc., M^{me} Denise Proulx-Noël.

On veut vous remercier tout spécialement, sachant que vous avez eu une longue route à parcourir pour venir témoigner devant le Comité.

Mme Denise Proulx-Noël (directrice générale de la garderie Les petits chatons Inc.): Merci beaucoup.

J'ai été très émue par le témoignage de ma consœur qui vient tout juste de parler. Je n'aurais pas pu dire mieux. C'est extraordinaire, la façon dont elle décrit les problèmes de la garderie. M. Desrochers, lui aussi, connaît bien les problèmes.

Je n'avais rien préparé avant de venir. J'ai pris des notes pendant que mes soeurs et frères de garderie parlaient. C'est vrai que la garderie, c'est critique. On a des budgets très, très limités. Nos conditions de travail sont affreuses. Le personnel veut bien travailler et est très compétent, mais, à un moment donné, on se fatigue de faire du bénévolat. Cela cause des conflits et un malaise un peu partout, ce qui ne devrait pas arriver.

Si les budgets étaient plus élevés, les salaires seraient meilleurs et les conditions de travail seraient plus favorables. Il faudrait considérer les garderies comme un service essentiel, comme on considère que le ministère de l'Éducation ou le ministère des Affaires sociales en est un. Nous, on est assis entre deux chaises. On fait l'éducation et, en plus, on garde les enfants. On est un service en plus. Quand on est assis entre deux chaises, il est difficile d'obtenir de l'argent. Il est grandement temps qu'on en obtienne.

Je suis heureuse d'être ici. Peut-être que le gouvernement du Canada va vraiment s'impliquer à fond. Cela veut dire qu'on aurait deux chances au lieu d'une. Mais c'est urgent et c'est vraiment important que ce soit fait. C'est sûr qu'il peut y avoir des délais, des rencontres, mais il faut que ce soit fait le plus tôt possible. Cela améliorerait beaucoup la situation des garderies, surtout du côté du personnel.

• 1040

Moi, je suis directrice de la garderie à La Sarre. J'ai le titre de directrice, mais nous fonctionnons plutôt en cogestion. Il y a une directrice adjointe qui m'aide dans tout, il y a un représentant du personnel qui siège au conseil d'administration. On a du personnel très, très qualifié. On a des éducateurs spécialisés qui aident à tous les points de vue du développement de l'enfant, au point de vue social, affectif, etc. On aide même les enfants qui ont des problèmes de langage, de psychomotricité. Comme M. Desrochers disait tout à l'heure, les centres hospitaliers nous envoient des enfants parce qu'ils reconnais-

[Translation]

Mrs. Danis: Four parents and three employees.

Mr. St-Julien: Are elections held on an annual basis?

Mrs. Danis: At the annual general meeting.

Mr. St-Julien: Thank you.

The Vice-Chairman: On behalf of the committee, I would like to thank you for your presentation.

We will now hear from the executive director of the *Les petits chatons Inc.* day care centre, Mrs. Denise Proulx-Noël.

Knowing what a distance you have come to appear before the committee, we would like to give a special thanks to you.

Mrs. Denise Proulx-Noël (Executive Director, *Les petits chatons Inc.*): Thank you very much.

I was very moved by the presentation my colleague just made. I could not have said it better. She had an exceptional flair for describing the problems encountered in day care centres. Mr. Desrochers is also very familiar with the problems we face.

I do not have a prepared text. I did take notes while my colleagues from the other day care centres were speaking. It is true that day care centres are in a critical situation. Our budgets are extremely tight. Our working conditions are terrible. The staff is willing and able, but employees do reach a point where they are tired of being volunteers. This leads to conflicts and an uneasy environment, which should not happen.

If our budgets were bigger, wages would be better and working conditions, more favourable. Day care centres should be considered essential services, just like education or social affairs. We have fallen between the cracks. Not only do we educate the children, but we also care for them. We are an additional service. When you fall between the cracks, it is difficult to get funding. It is high time we do.

I am delighted to be here. Perhaps this means that the Canadian government is really going to get involved. That would certainly give us a better chance. But time presses on and it is imperative that something be done now. Of course there can be delays affecting these meetings, but we must move as soon as possible in order to greatly improve the position of day care centres, especially with respect to staffing.

Personally, I am the director of the day care centre in La Sarre. However, the centre is managed collectively. I have an assistant who gives me all around help, and one of the staff members sits on the board. Our staff is very highly qualified and our child care specialists see to all aspects of the child's development, social, emotional, and so on. We go as far as to help children who have language acquisition problems and psychomotor problems. As Mr. Desrochers pointed out a short while ago, hospitals have recognized the quality of our services and have referred children to us. At the present time, we do

[Texte]

sent qu'on est un service compétent. Présentement, on n'a pas de techniciennes en garderie, mais on a des détentrices d'attestations en garderie. C'est très proche. C'est le deuxième niveau que l'Office des services de garde prend en considération.

Ils ont un salaire de crève-faim. Ce n'est pas valorisant pour des employés. Moi, je trouve cela déplorable. Encore une fois, j'appuie tous ce que ma consœur de la garderie Fleur et Miel disait.

Merci.

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci beaucoup, monsieur le président. Combien d'employés avez-vous en tout?

Mme Proulx-Noël: Présentement, nous avons six employés à temps plein, deux à temps partiel et quelques-uns sur appel. Nous avons une garderie de 45 enfants. Nous sommes subventionnés par le gouvernement du Québec. Savez-vous en quoi consiste une subvention du gouvernement du Québec? Plus ou moins? La garderie subventionnée reçoit 4.50\$ par enfant inscrit au permis pour le fonctionnement de la garderie. Ensuite, on paie la moitié de l'électricité et la moitié du chauffage. C'est tout ce qu'on a présentement comme subvention du gouvernement.

M. Nicholson: Quel est le salaire des employés?

Mme Proulx-Noël: Nous sommes une garderie toute nouvelle, ouverte depuis deux ans à peine. On est encore en plein aménagement et recrutement du personnel. Notre cas n'est pas le même que celui des autres garderies de Rouyn. Nous n'avons pas présentement une grosse liste d'attente. Présentement, on s'organise avec les budgets qu'on a, parce qu'on ne veut pas trop gruger l'argent qu'on a présentement en banque. Comme le disait la représentante de la garderie Fleur et Miel, pendant l'été, il y a une très grosse baisse du nombre d'enfants, et on est obligés, pendant l'année, de fonctionner à 75 p. 100. Si on fonctionne à moins de 75 p. 100 de notre capacité, on est pénalisés dans nos subventions.

Une fille qui commence à la garderie présentement commence à 4.50\$ l'heure. Il va y avoir de nouveaux contrats en septembre. Si elle est à temps plein, au bout de six mois, elle a une augmentation de 50 cents l'heure, et six autres mois plus tard, une autre augmentation de 50 cents l'heure. Ce n'est pas beaucoup pour un éducateur spécialisé, 4.50\$ l'heure. C'est pour cela que la vie en garderie est difficile. Cela provoque des conflits. Moi, je les rencontre et je leur dis: On sait que ce n'est pas beaucoup, mais présentement, on n'a pas le choix parce que notre clientèle n'est pas encore établie. On n'a pas encore de listes d'attente qui nous assurent la fréquentation à pleine capacité de la garderie. Il faut faire très attention à ce moment-là. Il faut les ralentir. De plus, ils se réunissent le soir. C'est difficile de se rencontrer et il faut se réunir le soir pour parler des enfants. Ces filles doivent faire de la préparation d'activités. Cela veut dire qu'elles font du bénévolat, à 4.50\$ l'heure, avec tous les soucis qu'elles ont. Quand les filles finissent leur quart de travail, elles ne ferment pas leurs livres. Elles continuent à penser aux enfants parce qu'elles les aiment. On se couche la nuit puis on pense encore aux enfants. On a

[Traduction]

not have any child care technicians on staff, but some of our employees are certified. We hope to hire technicians very soon, as their level is the second which the Bureau of Child Care Services takes into account.

They are paid starvation wages, which is very discouraging and personally, I find this situation deplorable. Once again, I would like to express my support for everything that was said by my colleague from the *Fleur et Miel* day care centre.

Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you very much, Mr. Chairman. How many employees work at your centre?

Mrs. Proulx-Noël: Right now, there are six full-time employees, two part-time and a few are on call. We have 45 children and we receive grants from the Quebec government. Do you have any idea of how much these grants are? I can tell you that centres receive \$4.50 for each child listed on the permit, and this amount is supposed to pay for operating costs. On top of that, the government pays half of the electricity bill and half of the heating bill, and that is all we get.

Mr. Nicholson: How much do you pay your employees?

Mrs. Proulx-Noël: Our centre is very new and it opened barely two years ago. We are still in the process of getting organized and of hiring staff. Our situation is different from that of the other day care centres in Rouyn. We do not have a long waiting list and we manage on our present budget, because we do not want to eat away at the money we have in the bank right now. As the representative of the *Fleur et Miel* centre pointed out, there is a very large drop in the number of children attending in summer, and during the year we are obliged to operate at 75% capacity, otherwise the grants are reduced.

At the present time, girls who begin to work at our centre earn \$4.50 an hour and we hope to offer new contracts in September. If a girl works full-time, she gets an increase of 50 cents an hour after six months, and another equivalent increase six months later. \$4.50 an hour is not a great deal for a specialized worker and that is why interpersonal relationships are difficult in child care centres. The low level of pay creates conflicts and I have no choice but to meet our employees and explain to them that we cannot pay more, because we do not yet have an established clientele. There are not enough names on our waiting list, which means that we cannot be certain that the centre will operate at full capacity. That being said, we must be very prudent and ask our staff to slow down, because they even meet at night. Indeed, because of the difficulty of finding a time, we have to meet at night to discuss the children. On top of that, our girls must prepare future activities and taking this and other concerns into account, at \$4.50 an hour, they are volunteers, basically. When they finish their shift, they do not shut their books, they continue to think about the children because they love them.

[Text]

toujours cette préoccupation-là. D'après moi, ce serait très juste qu'elles soient reconnues. Bien sûr, on dit que ce sont de bonnes filles, etc., mais ça fait du bien d'avoir de l'argent à un moment donné.

• 1045

M. Nicholson: Merci beaucoup, madame.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Ms Mitchell: Could I have just one quick question? Do I understand that the province funds you \$4.50 per child, not per space but per child? Therefore, if that child is not there, you do not get paid. If you have an empty space in the summer, for example, you lose that \$4.50 as well as the fee.

Mme Proulx-Noël: Non, non. On a 4.50\$ par enfant pendant toute l'année, soit 45 fois 4.50\$. L'été, même si on a une baisse de clientèle, on reçoit, heureusement, notre subvention de fonctionnement.

Le vice-président: De la part du Comité, je vous remercie sincèrement. Vous avez une question?

Mme Proulx-Noël: Oui. Tout à l'heure, on parlait de l'implication des parents à la garderie et je tiens à insister sur cela aussi. Les parents paient largement à la garderie et, de plus, ils doivent faire du bénévolat. Le bénévolat, c'est pour les différents travaux à la garderie. On est parfois obligés d'achaler les parents. On doit faire cela pour se garder le plus d'argent possible pour fonctionner. Si le parent peut le faire, cela veut dire qu'on peut économiser cet argent-là pour la garderie. Notre politique, à la garderie Les petits chatons est de redistribuer aux employés la plus grande partie des bénéfices pour augmenter leur salaire. Mais il faut d'abord consolider notre garderie.

Au lieu d'ouvrir toutes sortes de nouvelles garderies, le gouvernement devrait donner à celles qui existent présentement des budgets adéquats.

Merci beaucoup.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre témoignage.

Ce sont maintenant les représentants du Centre de santé Lebel, de Lebel-sur-Quévillon, M^{me} Andrée Aubut, M^{me} Evelynne Girard et M. André Désilets.

M. André Désilets (coordonnateur du Centre de santé Lebel): Merci bien.

J'ai avec moi M^{me} Andrée Aubut, présidente du conseil d'administration de la Garderie du sucre d'orge de Lebel-sur-Quévillon, et M^{me} Evelynne Girard, qui est directrice de la garderie.

Nous vous présenterons un texte d'introduction et nous essaierons ensuite de répondre le plus adéquatement possible à vos questions.

On pourrait dire comme point de départ qu'on est fatigués de s'excuser pour nos enfants.

[Translation]

At night, when we go to bed, the children are still on our minds, as they always are. In my opinion, it would only be just that their work be recognized. It is fine to say that these are good girls, but sooner or later, you need money in your pocket.

Mr. Nicholson: Thank you very much, Madam.

The Vice-Chairman: Mrs. Mitchell.

Mme Mitchell: Pourrais-je poser une très brève question? Avez-vous bien dit que la province vous accorde une subvention de 4.50\$ par enfant, et non pas par place offerte, ce qui veut dire que si l'enfant est absent, vous ne recevez pas l'argent. Pendant l'été, par exemple, si certaines places sont libres, vous perdez les 4.50\$, de même que les frais de garderie.

Mrs. Proulx-Noël: No, not at all. We receive \$4.50 for each child during the entire year, that is 45 x \$4.50. In the summer, even if we have fewer children, fortunately we still receive our operating grant.

The Vice-Chairman: On behalf of the committee I would like to thank you very much. You would like to ask a question?

Mrs. Proulx-Noël: Yes. A few moments ago, we talked about the involvement of parents in child care centres and I would like to focus on that. Parents already have to pay a great deal to send their children to the centre and on top of that, we have to pester them in order to get them to do volunteer work at our centre. We do that because we want to increase our operating budget as much as possible and if parents can help us on a volunteer basis we can save a bit and use it for the centre's budget. At *Les petits chatons* child care centre, our policy is to redistribute to our employees the major portion of our profits so that their salary will increase, but first of all, we must establish our centre on a solid base.

Instead of opening any number of new centres, the government should give adequate budgets to those that exist already.

Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you very much for appearing.

The next group is the *Centre de santé Lebel*, from Lebel-sur-Quévillon, represented by Mrs. Andrée Aubut, Mrs. Evelynne Girard and Mr. André Désilets.

Mr. André Désilets (Co-ordinator, Centre de santé Lebel): Thank you very much.

I am accompanied today by Mrs. Andrée Aubut, president of the board of directors of *Garderie du sucre d'orge* in Lebel-sur-Quévillon, and Mrs. Evelynne Girard, director of the centre.

We have an introductory statement, after which we will try to give satisfactory answers to your questions.

At the outset, one might say that we are tired of apologizing for our children.

[Texte]

Voilà ce qui résulte d'une réflexion axée sur les besoins des enfants en matière de garde. Nous vous exposons notre point de vue.

Ce qui existe: À Lebel-sur-Quévillon, ville de 3,681 habitants, les besoins des enfants en matière de garde sont une réalité que nous ne pouvons plus ignorer.

Lors d'un sondage effectué en 1984, on a constaté que sur un total de 187 familles ayant des enfants de moins de 6 ans, 135 familles avaient des besoins de garde réguliers à temps plein et à temps partiel. Cela représente un potentiel de 228 enfants, dont 115 sont âgés de moins de 3 ans et 113 de plus de 3 ans, nécessitant des services de garde.

• 1050

Par le biais du travail des conjoints à temps plein, à temps partiel, sur horaire ou sur appel, par le biais des loisirs ou activités reliés à la formation, à la culture, à la santé, la vie familiale est de plus en plus rattachée à l'unité sociale. Ainsi, nos besoins en matière de garde sont diversifiés et surtout omniprésents.

Nos besoins sont satisfaits actuellement par:

—les services de la Garderie sucre d'orge, qui a un permis pour 30 enfants de 18 mois à 5 ans opérant depuis à peine cinq mois;

—par un ensemble de gardiennes en milieu familial, au domicile de l'enfant ou dans une autre famille.

Ce qui est inadéquat: Ces services sont instaurés ou existent principalement par la détermination de parents devant continuellement justifier leurs besoins ou chercher par tâtonnement l'option la plus adaptée à leurs besoins.

À l'exception de la garderie, qui respecte les normes de l'Office des services de garde à l'enfance, les parents manquent d'outils pour évaluer la qualité des services qui leur sont offerts.

Nos services sont diversifiés et surtout manquent d'unité entre eux.

Ces services répondent partiellement aux besoins des enfants de 18 mois et moins et répondent difficilement aux besoins de garde de parents travaillant sur appel ou à horaire variable ou pour les cas d'urgence ou de maladie. Les parents doivent régulièrement opter pour des voies de dépannage.

Notre éloignement des centres urbains occasionne des coûts rattachés à la formation des bénévoles et du personnel que nous ne pouvons assumer.

Le coût des gardiennes à domicile est élevé, compte tenu du fait que ces dernières refusent de déclarer leurs revenus pour fins d'impôt.

Ce qui est proposé: L'éducation et la garde de nos enfants ne sont plus réservés exclusivement à la famille. Par choix ou par obligation, notre milieu social joue un rôle important. Le contexte social dépasse nettement le contexte familial pour bon nombre de familles.

[Traduction]

That is the conclusion we have drawn after having thought at great length about child care and the needs of our children.

Here is the situation: In Lebel-sur-Quévillon, whose population is 3,681, children have child care needs that we can no longer ignore.

In 1984, we carried out a poll which revealed that out of 187 families having children less than 6 years of age, 135 needed regular child care services full-time or part-time. This means a potential of 228 children requiring day care, 115 of whom are under three and 113 over three.

Because of parents with full-time or part-time jobs, with variable work hours or on call, as a result of leisure or training activities, cultural interests or health reasons, family life is increasingly linked to the social unit. Therefore, our day care needs are diversified and widespread.

At the present time the demand is met by:

—the *Sucre d'orge* day care centre which has a permit for 30 children between 18 months and five years and has been in operation for scarcely five months;

—by a certain number of babysitters who look after the child in his own home or in another family.

The main drawback of the present situation is that such services are set up and continue to be offered through the determination of the parents who must continually justify their needs or attempt to find through trial and error the option best suited to their requirements.

With the exception of the day care centre which complies with the standards set by the Provincial Day Care Bureau, parents are lacking in tools to assess the quality of services offered them.

There is a great deal of variety of services and a notable lack of co-ordination between them.

Such services only partly respond to the needs of children under 18 months and have little to offer parents who work on call or have variable working hours or in cases of emergency or illness. Parents are regularly forced to come up with temporary solutions.

Our distance from urban centres results in costs related to the training of volunteer workers and staff which we are unable to assume.

Home day care is expensive in view of the fact that babysitters refuse to declare their income for tax purposes.

We shall now turn to our proposals. The raising and care of children are no longer the exclusive responsibility of the family. Through choice or obligation, our social environment plays an important role. The social context goes far beyond the family for a good many families.

[Text]

Afin de nous appuyer dans nos démarches, membres du Comité spécial, nous proposons:

1. L'élaboration d'une politique affirmant le droit à l'appui parental pour tous les parents;
2. Une organisation des services de garde dans notre milieu de sorte qu'en fonction des besoins, il y ait des options de garde pour tous les parents, services complémentaires et coordonnés entre eux et avec les autres ressources du milieu:

- garderie pour les 3 à 5 ans;
- service de garde en lieu familial pour les 0 à 18 mois;
- service de garde à domicile disponible pour les urgences et les cas de maladie, les horaires flexibles, etc.
- halte-garderie, service de garde en milieu scolaire regroupant une bonne part des intervenants auprès d'enfants de 0 à 5 ans.

Par l'approche communautaire, nous voulons créer une structure souple et non exclusive, de sorte qu'autour du noyau se greffe un ensemble de services répondant à la diversité des besoins et valeurs parentales.

Afin d'assurer l'unité et la cohésion entre les services de garde, la communication peut être maintenue par le biais d'une ressource communautaire qui aurait pour mandat:

- la coordination des ressources du milieu pour les services à l'enfance;
- l'appui auprès des parents;
- le dépistage.

Cela se fera par le recrutement et la formation de bénévoles et par l'embauche de professionnels adéquats.

• 1055

Avantages: Une telle structure favorise un partage des ressources de sorte que pourraient s'organiser:

1. des ateliers de formation profitables à tous les intervenants auprès d'enfants de 0 à 5 ans;
2. la mise en place stable de rouages trop souvent ébranlés par la disponibilité variable du bénévolat;
3. un ensemble de services parallèles accessibles à tous et touchant le développement, l'éducation, la santé, la nutrition, etc.

Ces services constituent un réseau de communications, de sources de références, d'information pour les parents usagers ou pour les nouveaux parents, et assurent un contrôle et une évaluation périodiques de la qualité des services et des besoins et un meilleur dépistage des besoins de notre milieu.

Cela favorise également l'intégration sociale des parents dans leur milieu, une meilleure intégration dans le réseau de l'éducation en raison du dépistage. Enfin, cela peut prévenir les placements en services d'accueil et les situations conflictuelles familiales.

Rôle des gouvernements: La polyvalence de nos besoins nécessite des services diversifiés qui peuvent s'organiser grâce

[Translation]

We propose to the members of the special committee the following measures to support our efforts:

1. The development of a policy which sets forth the right to parental support for all parents;
2. The organization of day care services in the community so that appropriate options are available to parents depending on their needs, as well as complementary services with proper co-ordination and links with the other resources offered by the community;

- day care centres for 3 to 5 year olds;
- family day care for children between 0 and 18 months;
- home day care which is available in cases of emergency and illness, flexible working hours and so forth.
- drop-in centres, school day care in co-operation with many of those providing care to children between 0 and 5.

Through the community approach we wish to create a structure which is both adaptable and open to diverse options so that this core may be supplemented by different services responding to the needs and the values of the parents.

In order to ensure the unity and cohesion of such day care services, the responsibility for communication could be assigned to a community resource which would:

- co-ordinate the various resources for services to children;
- support parents;
- be charged with early detection.

This will be done through recruiting and training volunteers and hiring qualified professionals.

The advantage of such a structure would be to encourage the sharing of resources and this allows for the organization of:

1. training workshops for child care workers who look after children between the ages of 0 and 5 years;
2. the provision of a stable arrangement as opposed to the unpredictability resulting from dependence on volunteer workers;
3. a series of parallel services available to everyone and relating to development, education, health, nutrition and so forth.

Such services constitute a communications network, a source of reference and information for the parents making use of them or for new parents, and ensure periodic monitoring and evaluation of the quality of the services and particular needs as well as a better opportunity for early detection.

They also encourage the social integration of parents in their environment along with better adaptation to the educational system because of early detection. Lastly, they may assist in preventing placements in foster care and family conflicts.

The role of government: The diversified demand means a need for a wide range of services which can be organized with

[Texte]

au soutien technique et financier de parents, de milieux institutionnels et grâce à l'appui des différents gouvernements. L'intervention du gouvernement fédéral doit s'ajuster à l'intervention provinciale dans un cadre global. Elle sera appréciée si elle se conforme à des principes et politiques susceptibles de justifier les démarches effectuées par le milieu.

L'Office des services de garde à l'enfance de compétence provinciale est un exemple de soutien technique et financier nécessaire. À l'écoute des besoins de garde des parents, il reflète les préoccupations d'un bon nombre d'entre eux. Ses limites financières ne lui permettent pas de satisfaire à tous nos besoins. Toutefois, ses ressources et outils de travail peuvent être mis à la disposition des différents intervenants, pourvu qu'ils collaborent avec nous à créer un cadre de vie pour nos enfants. Il devrait donc avoir un mandat élargi.

Répercussions financières: Les répercussions sont variables d'un milieu à l'autre selon l'ampleur du bénévolat, l'implication des parents et des différents organismes ou institutions.

Pour ne plus avoir à nous excuser pour nos enfants, donnons-nous les moyens d'assumer notre rôle parental dans notre société en mutation par une politique affirmant le droit au support parental et par une organisation adéquate qui contribue à l'affirmation de ce droit. Merci.

Le vice-président: Merci.

Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci beaucoup, monsieur le président.

Pensez-vous que la société est maintenant prête à assumer le coût de la garde des enfants?

M. Désilets: Elle n'a plus le choix. La plupart du temps, les jeunes parents travaillent tous les deux quand ils forment un couple ou sont chefs de famille monoparentale. Les besoins sont là. Ce n'est pas quelque chose qui est à venir. C'est quelque chose qui existe maintenant.

Il y a maintenant des besoins au niveau de l'appui à offrir aux parents qui ont de jeunes enfants.

M. Nicholson: Je suis d'accord, mais malheureusement, ce n'est pas une priorité pour beaucoup de personnes dans la société. Par conséquent, la société est-elle prête?

Mme Andrée Aubut (présidente du conseil d'administration, Garderie du sucre d'orge, Lebel-sur-Quévillon): Lorsqu'on parle de services de garde, on voit cela dans un cadre beaucoup plus global que celui des garderies de jour à temps plein quand les deux conjoints travaillent. Tous les couples ont besoin de services de garde, occasionnellement, à temps partiel ou à temps plein. On ne vit plus dans une structure traditionnelle. On ne peut plus compter sur les grands frères, les grandes sœurs ou les grands-parents pour se dépanner. Il faut donc trouver d'autres moyens de dépannage.

• 1100

Jusqu'à maintenant, ce sont les parents eux-mêmes qui prennent toutes leurs ressources et tout leur temps pour faire démarrer ces projets-là. Est-il normal que les parents doivent

[Traduction]

the financial and technical support of parents, institutions and the different levels of government. The federal government must adapt its intervention to the overall provincial approach. It will be appreciated to the extent that it respects the principles and policies likely to support the action being taken at the local level.

The Québec Provincial Day Care Agency is an example of the type of necessary financial and technical support. Attentive to the day care needs of parents, it reflects the concerns of a good many parents. Because of financial constraints, it is unable to meet all our needs. However its resources and working instruments can be made available to the various participants in this field, provided that they cooperate with us in setting up a viable framework for our children. Its mandate should therefore be widened.

Financial repercussions: The implications vary depending on the environment, the extent of volunteer work, the parents' involvement and that of the different organizations or institutions.

So that we are no longer obliged to apologize for our children, give us the means to assume our role as parents in an evolving society through a policy which asserts the right to parental support, through a structure enabling such a right to take a concrete form. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Mr. Chairman.

Do you think that society is now ready to pay for the cost of day care for our children?

Mr. Désilets: It does not have any choice. Most of the time young parents both work if they form a couple or else they are the head of a single parent family. The need definitely exists. We are not talking about something in the future but a present requirement.

Parents with young children are, at the present time, in need of certain types of support.

Mr. Nicholson: I agree, but unfortunately this is not a priority for many members of our society. This is why I am asking you if society is ready?

Mrs. Andrée Aubut (Chairman of the Board of Directors, Garderie du sucre d'orge, Lebel-sur-Quévillon): When we talk about day care services, we have a much more comprehensive view than full-time day care centres for parents who both work. All couples need someone to look after their children from time to time or on a regular basis. We no longer live in a traditional structure. We can no longer count on older brothers or sisters or grandparents to help out. For this reason new solutions must be found.

Up until now parents themselves have mobilized their resources and their time to start up such projects. Can parents reasonably be expected to continually tire themselves out with

[Text]

toujours s'épuiser à faire les démarches? Le secteur bénévole est important. Sa contribution est importante parce que les besoins à la base sont manifestés par eux.

M. Nicholson: Merci beaucoup.

The Vice-Chairman: Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: I was having technical problems so, I am sorry, I did not quite hear all the brief. But I did hear the part where you talked about the importance of a multi-discipline team, where child care should be linked with nutrition and school services. I agree very much with that; and also with the point of early detection of difficulties the child or the family may be having. I wonder if it is possible at the under-five level to detect learning disabilities—dyslexia and things like that. Do you think that is one of the things that could be detected much earlier at the pre-school level in order for the child to have a much better adjustment in school?

M. Désilets: C'est possible à partir de l'âge d'environ 3 ans. Il est bon qu'il y ait sur place des spécialistes que les parents peuvent consulter quand ils s'aperçoivent que leur enfant a des problèmes. De cette façon, on peut commencer à intervenir dès que l'enfant a atteint 3 ans. Par exemple, il est possible de faire quelque chose au niveau de l'orthophonie.

Mme Aubut: C'est à tous les niveaux que le dépistage peut se faire avant. Il y a des centres de jour qui existent et qui ne font que le dépistage chez les enfants d'âge préscolaire. L'avantage, c'est qu'il y aurait alors une structure où tout serait centralisé autour d'un noyau. Les parents pourraient s'adresser au même endroit pour la garde occasionnelle, pour la garde à temps partiel, pour la garde à temps plein. En même temps, il y aurait à cet endroit toute l'information sur le dépistage et on donnerait aux parents les voies à suivre lorsque leur enfant présente un problème.

Ms Mitchell: I can see in theory in larger municipalities where this sort of institution it almost sounds like would be valid. I wonder in smaller villages and in the more rural parts how you would compensate for that; what kinds of special needs and adaptations there are to better serve families and children in villages, in rural conditions.

M. Désilets: Habituellement, dans les grandes villes, les gens se parlent rarement entre voisins. On a donc plus souvent recours à des spécialistes ou à des services pour combler ses besoins.

Dans les petites communautés, c'est différent. Il n'y a pas de spécialistes ou ils sont très rares. Cela veut dire que chacun compte un peu sur son voisin. Nos propositions reflètent un peu cela. On ne voudrait pas implanter des organismes très rigides qui correspondraient davantage aux besoins d'une ville. La réalité dans une communauté rurale n'est pas toujours la même que dans une ville.

Ce que l'on propose est en termes de mentalité plutôt qu'en termes de services bien précis. On veut rester ouverts à ce que le milieu veut apporter.

[Translation]

such work? There is a considerable volunteer effort. The contribution is an important one since the needs are felt at the grass roots level.

Mr. Nicholson: Thank you very much.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: J'avais des difficultés avec mon écouteur, je n'ai donc malheureusement pas pu entendre tout le mémoire. Mais j'ai entendu la partie où vous avez parlé de l'importance d'une approche multidisciplinaire permettant de relier les services de garde aux services qui sont offerts par les conseillers en diététique et les écoles. Je suis tout à fait d'accord avec vous là-dessus; et aussi en ce qui concerne l'importance du dépistage des difficultés de l'enfant ou de la famille. Je me demande s'il est possible de dépister les difficultés d'apprentissage chez les enfants de moins de 5 ans, la dyslexie et des choses semblables. Pensez-vous que ce soit l'une des choses pouvant être détectées dès l'âge préscolaire pour permettre ensuite un meilleur ajustement de l'enfant?

Mr. Désilets: It is possible from about the age of three. It is good for parents to be able to consult local specialists when they notice that their child has problems. Thus, some action can be taken as soon as the child reaches the age of three. For example, it might be possible to do something with speech therapy.

Mrs. Aubut: Such detection can take place at all levels. There are existing day care centres which specialize in detecting problems among pre-school children. The advantage would be the existence of a structure with everything centralized around a core. Parents could contact the same service for occasional day care, as well as part-time and full-time day care. At the same time, this service would provide information on early detection and give parents information on what can be done when their child has a particular problem.

Mme Mitchell: Je conçois qu'en principe ce genre de structure puisse exister dans les centres urbains relativement peuplés. Que pourrait-on proposer pour les villages et les régions rurales? Quels sont les besoins spéciaux et les ajustements qui s'imposent afin de mieux servir les familles et les enfants des petites localités et de la campagne?

Mr. Désilets: Usually in larger cities people do not talk much with their neighbours. There is, therefore, a greater tendency to consult specialists or specialized services in dealing with a particular need.

In smaller communities it is different. There are no specialists or they are very rare. This means that people must rely on their neighbours to some extent. Our proposals reflect this state of affairs. We do not suggest the creation of rigid structures which are better suited to the needs of a city. The reality of a rural community is not always the same as that of a city.

Our proposal relates more to attitudes than specific services. We wish to remain open to the contribution which the local community is willing to make.

[Texte]

Ms Mitchell: Do you think that ideally day care should be linked to other kinds of neighbourhood and self-help services so that idea of neighbourhood help is promoted and we do not need as much professional service?

M. Désilets: Les deux sont utiles et intéressants. Il faut comprendre aussi que les parents ont des mentalités différentes. Certains veulent bien connaître la personne qui s'occupe de leur enfant et veulent qu'elle ait, de préférence, un lien parental avec l'enfant. Pour d'autres, la qualité du service professionnel va avoir plus d'importance. Il faut rester ouverts par rapport à cela et ne pas se contenter d'offrir une seule possibilité aux parents. Il faut tenir compte du fait qu'ils ont des valeurs différentes et qu'à cela peuvent correspondre des services différents.

• 1105

Mme Mitchell: Merci.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Je vous souhaite la bienvenue. Il me fait bien plaisir de vous rencontrer. Je trouve que votre rapport est bien étoffé. Vous présentez une bonne analyse et de bonnes recommandations. Vous avez cerné les problèmes qu'on retrouve en garderie et les problèmes qui se retrouvent dans votre milieu. Vous dites que les solutions devraient s'adapter aux besoins des gens du milieu.

Pensez-vous que ce serait une bonne chose de donner une subvention à la femme qui reste au foyer pour élever elle-même ses enfants en bas âge? Est-ce une solution à étudier?

M. Désilets: Toutes les solutions sont à étudier.

Mme Duplessis: Oui, et c'est pour cela qu'on est là.

• 1110

M. Désilets: On ne veut pas se limiter à certaines choses. Pour nous, il faut d'abord s'assurer que le droit à l'appui parental est reconnu. À l'heure actuelle, les parents ne doivent plus justifier le fait que leurs enfants fréquentent l'école, le CEGEP ou l'université. C'est acquis socialement. Par contre, tous les autres services pour les enfants de 0 à 12 ans ne sont pas acquis; on doit continuellement les justifier.

Mme Duplessis: Ou encore lutter pour les obtenir.

M. Désilets: C'est comme si on ne devrait pas avoir d'enfants de moins de 12 ans.

Mme Duplessis: Vous comprenez bien que c'est un peu pour cela que le Comité a été formé. Le gouvernement canadien en est rendu à mettre des choses en place, à établir une structure, à faire quelque chose. Nous passons maintenant à l'action. Ce n'est qu'une question de mois.

Merci beaucoup.

Le vice-président: Monsieur St-Julien.

[Traduction]

Mme Mitchell: Idéalement, pensez-vous que les services de garde devraient être reliés à d'autres services locaux et d'entraide afin de promouvoir l'esprit de bon voisinage et d'entraide dans les quartiers, diminuant ainsi la nécessité de services professionnels?

Mr. Désilets: Both approaches are useful and offer advantages. It must be realized that parents have different viewpoints as well. Some want to be personally acquainted with the person looking after their child and would prefer a relative. In other cases, the quality of the professional service is a more important factor. I think that we must be responsive to all needs and not offer just one possibility to parents. We must take into account their different values and the different types of services which such difference may imply.

Mrs. Mitchell: Thank you.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank, Mr. Chairman.

I would like to welcome our witnesses. It is a pleasure for me to meet you. I find your brief very thorough. You have done a good analysis and given good recommendations. You have identified the problems raised by day care and the problems in your community. You say that the solutions should be adapted to the local needs.

Do you think it would be a good thing to pay a certain amount of money to a woman who decides to remain home to raise her young children? Is this an option to be considered?

Mr. Désilets: All options are to be considered.

Mrs. Duplessis: Yes, and this is why our committee is holding this meeting.

Mr. Désilets: We do not want to limit ourselves to certain things. In our opinion, we must first ensure that the right to parental support is recognized. At this point, parents do not have to justify the fact that their children go to school, CEGEP or university. It is socially taken for granted. On the other hand, all the other services for children from 0 to 12 years of age are not taken for granted; one has to justify them continually.

Mrs. Duplessis: Or even fight to get them.

Mr. Désilets: It is as though one should not have children of less than 12 years of age.

Mrs. Duplessis: You do understand that is one of the reasons why the committee was set up. The Canadian Government is at a point where it is setting things up, establishing a structure, doing something. We now want to get moving. It is only a matter of months.

Thank you very much.

The Vice-Chairman: Mr. St-Julien.

[Text]

M. St-Julien: Merci, monsieur le président.

Je sais que vous avez eu peu de temps pour préparer ce mémoire et je vous félicite pour votre bon travail.

J'ai deux questions à poser. À la page 5, vous parlez du rôle des gouvernements. Est-ce que le gouvernement municipal devrait également s'impliquer dans cela?

M. Désilets: Les commissions scolaires devraient s'impliquer. Il ne faut pas se limiter. Les gens sont déjà là, les institutions sont déjà là souvent. Ce qui manque habituellement, c'est une collaboration, une compréhension de ce qui se passe et un appui. Il ne s'agit pas d'exclure des niveaux de gouvernement. Il faut tous les inclure et s'assurer qu'ils collaborent entre eux en fonction de leurs ressources. L'un peut avoir des locaux à offrir, l'autre peut avoir du personnel adéquat qui pourrait aider, etc. Donc, ce n'est pas limitatif, à notre avis.

M. St-Julien: Le côté municipal est important aussi.

M. Désilets: Oui.

M. St-Julien: Dans le contexte de la loi québécoise actuelle, ce sont les parents, par la cogestion, qui doivent déterminer et examiner la qualité des services ainsi que les besoins. Ce sont seulement les garderies sans but lucratif dirigées par les parents qui sont subventionnées.

Que pensez-vous de cela?

Mme Aubut: Les principaux agents concernés par la garde des enfants sont les parents. Donc, il doit toujours y avoir une part d'initiative importante réservée aux parents. Cependant, les o

ment de temps pour participer à toutes les réunions. Il faut comprendre que plusieurs parents ont déjà leur journée dans le corps. Parfois ils ne sont pas suffisamment motivés pour participer pleinement et adéquatement à toutes les structures de participation qui peuvent exister, soit le conseil d'administration, les assemblées générales et les divers comités au sein des garderies. On rencontre ces problèmes-là. On sait que c'est l'idéal, mais on sait aussi qu'en réalité, cela exige énormément d'efforts de la part du personnel qui doit continuellement motiver les parents à être des participants à part entière à la gestion des garderies.

Mme Aubut: C'est cela. Il ne faut pas se fier seulement aux parents. On devrait reconnaître qu'ils ont un droit acquis et mettre à leur disposition les ressources nécessaires. Les parents ont besoin d'être motivés, et il faut qu'il y ait des agents pour les motiver, pour leur faire prendre conscience de l'importance de ces besoins-là pour leurs enfants.

M. St-Julien: Merci. Ma troisième question concerne les commissions scolaires.

Est-ce que les garderies devraient être rattachées aux commissions scolaires? Cela m'a fasciné quand vous avez parlé

[Translation]

Mr. St-Julien: Thank you, Mr. Chairman.

I know that you did not have much time to prepare your brief and I congratulate you for the good work you have done.

I have two questions for you. On page 5, you addressed the role of governments. Should municipal governments also get involved?

Mr. Désilets: The school boards should get involved. They should not be setting the limitations for themselves. The people are already there, the institutions are often already there. What is usually lacking is co-operation, understanding of what is going on and also support. You do not want to exclude any level of government. You have to include them all and to make sure that they co-operate amongst themselves within the limits of their resources. One of them might have premises to offer, the other one might have adequate personnel who could help, and so on. So it is not limited, in our opinion.

Mr. St-Julien: The municipal side is important also.

Mr. Désilets: Yes.

Mr. St-Julien: In the context of present Quebec legislation it is the parents, through co-management, who must determine and examine the quality of services as well as the needs. Also, it is only those non-profit day care centres managed by parents that are subsidized.

What do you think of all that?

Mrs. Aubut: The main people concerned by day care for the children are the parents. So there should always be a very important share of these activities reserved for the parents.

go to all the meetings. You must understand that many parents have already put in a full day's work. Often, they do not really have enough motivation to fully and adequately participate in all the things that are set up: board of directors, general meetings and all the different committees in the day care centre setting. We do have those problems. We know what would be an ideal situation, but we also know that, in actual fact it puts enormous demands on the staff who must continually provide motivation so that the parents will fully participate in the management of the centre.

Mrs. Aubut: Yes, that is right. You cannot count only on the parents. It should be recognized that they have an established right and the necessary resources should be made available to them. Parents have to have motivation and there have to be people to motivate them and to make them realize the importance of those needs for their children.

Mr. St-Julien: Thank you. My third question has to do with the school boards.

Should day care centres be attached to school boards? It quite fascinated me when you addressed the subject of the

[Texte]

des commissions scolaires. On parle toujours de la maternelle. On sait que cela commence dans la cuisine et que les enfants vont ensuite dans la rue. Est-ce que les garderies devraient être rattachées aux commissions scolaires?

• 1115

M. Désilets: Il devrait y avoir une meilleure collaboration entre les deux, mais pas nécessairement un lien direct en ce sens que les garderies seraient une institutions de la commission scolaire. Souvent, il y a même un rejet de la garderie. On dit: On ne veut rien savoir de votre problématique. Il y a une coupure très nette, alors que selon nous, il devrait y avoir un lien. Quand l'enfant, par exemple, se retrouve une demi-journée en maternelle, il serait intéressant qu'il y ait un rapport avec la garderie où il passe l'autre demi-journée. L'enfant ne devrait pas se retrouver dans la rue la demi-journée où il est absent de l'école parce qu'il n'y a pas eu de rencontre entre les deux institutions.

Mme Evelyne Girard (directrice de la Garderie du sucre d'orge): Il devrait y avoir un service de transport. Si l'enfant n'est pas conduit de l'école à chez lui, il ne pourra pas venir de l'école à la garderie. Il y a un problème parce que l'enfant ne peut pas venir seul à la garderie.

M. St-Julien: Merci beaucoup.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Dans la région de Québec, nous avons rencontré des témoins d'une commission scolaire. Pour eux, le problème, ce sont les fameux enfants dont les parents finissent de travailler à 16h30 ou 17h00 et qui n'ont pas d'endroit où aller après l'école.

M. Désilets: Qui se promènent dans la rue.

Mme Duplessis: Eux ont instauré ce service-là. Mais savez-vous que dans la région de Québec, le directeur d'école peut accepter ou refuser qu'on instaure un service de garde après l'école? C'est très étonnant, parce que ça marche très bien à certains endroits. C'est plus facile, habituellement, de faire cela à l'école du quartier.

Mme Aubut: Vous nous donnez un exemple parmi plusieurs: il faut toujours que les parents se justifient.

Mme Duplessis: En effet.

Le vice-président: Merci.

Monsieur Belsher.

Mr. Belsher: Thank you, Mr. Chairman. [Technical Difficulty—Editor]... that you are talking about this morning for the children and for the families and that.

M. Désilets: Pour nous, c'est absent. On ne s'est pas penchés sur les perspectives que pourraient nous offrir les différentes Eglises pour la garde d'enfants. Ce n'est pas exclu, mais on n'en a pas parlé dans notre rapport. D'autres intervenants du milieu peuvent également participer à la prestation des services de garde à l'enfant. Je pense aux services policiers, par exemple. Il y a plusieurs organismes qui peuvent collaborer à un bon service de garde. Il faudrait consulter aussi mes deux collaboratrices. En fait, les Eglises n'offrent pas un apport

[Traduction]

school boards. Everybody is always talking about kindergarten. We know that it starts in the kitchen and then that the children wind up in the streets. Should the day care centres be attached to school boards?

Mr. Désilets: There should be better cooperation between the two but not necessarily a direct link-up in the sense that the day care centres would be an institution of the school board. Often, the day care centre is even rejected. We are told: we do not want to know anything about your problems. There is a very clear line drawn while, in our opinion, there should be some ties. For example, when the child goes to kindergarten for half a day, it would be nice if there were a tie-in with the day care centre where he spends the other half. The child should not wind up in the street for the half day he is not in school because there was no understanding between the two institutions.

Mrs. Evelyne Girard (Principal, Sucre d'orge Centre): Transportation should be provided. If the child is not driven from school to home, then he will not be able to come from school to the day care centre. There is a problem because the child cannot come to the day care centre all alone.

Mr. St-Julien: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: In the Quebec City area, we met with witnesses from a school board. To their minds, the problem is all those children whose parents finish working at 4.30 p.m. or 7.00 p.m. and who do not have anywhere to go after school.

Mr. Désilets: They just roam the streets.

Mrs. Duplessis: They set up that kind of service. But do you know that in the Quebec City area, the school principal can accept or refuse to set up the service to take care of the children after school? It is quite astonishing, because it works very well in some places. Usually, it is a lot easier to do that in a neighbourhood school.

Mrs. Aubut: You are giving us an example amongst many others: the parents always have to give a justification.

Mrs. Duplessis: That is a fact.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. Belsher.

M. Belsher: Merci, monsieur le président. [Difficultés techniques—Éditeur]... dont vous parlez aujourd'hui pour les enfants, les familles et tout le reste.

Mr. Désilets: For us, that is absent. We did not look at what the different churches might be able to offer in terms of day care. We are not rejecting that, but we do not say anything about it in our report. Others can also offer day care services for children. I am thinking of police departments, for example. There are many organizations that can cooperate in the area of day care. My two colleagues would also have to be consulted. In fact, the churches do not offer anything very specific in

[Text]

précis en termes de services de garde. Elles collaborent peut-être, mais ce n'est pas précis comme intervention.

Mr. Belsher: I guess the reason I did not ask the question is that we are not just looking at day care. This committee is challenged with the role of what we consider is best for the children of the whole country, and day care is only one aspect of that. We are not confined to only considering how best to have day care, but what are the best influences we could have for the betterment of our families and of our children. So that is why we are trying to gather as much information as we possibly can, and I want to thank you for your input here to us this morning as well.

M. Désilets: Merci.

Le vice-président: Je vous remercie beaucoup pour votre témoignage. C'était très bien.

• 1120

La dernière présentation pour ce matin: La garderie La Gaminerie incorporée; Georgette Chartier, directrice générale.

Bienvenue au Comité. Vous avez la parole.

Mme Georgette Chartier (directrice générale, La Gaminerie incorporée): Merci. D'abord, j'ai le regret de vous informer que, compte tenu de la situation, je n'ai reçu seulement la convocation qu'hier après-midi par la poste, et j'ai eu très peu de temps à consacrer pour ce que j'aurais aimé vous présenter.

Je trouve que les précédents témoins ont fait un travail fantastique, ça englobe une bonne partie des problèmes des garderies. Je vais donc toucher les points de l'immédiat.

Le vice-président: D'accord. Vous savez que vous aurez l'occasion de nous envoyer en plus grands détails votre présentation, si vous le voulez.

Mme Chartier: On n'y manquera sûrement pas.

Le vice-président: D'accord.

Mme Chartier: D'abord, ce que je considère un problème capital en ce qui nous concerne dans la région, c'est qu'on est considéré comme une région éloignée pour un paquet de choses sur les services, y compris les services de garde aussi. Dans les régions éloignées, je trouve que le contact avec les services de garde à l'enfance sont restreints, très très restreints. On avait déjà des tables sectorielles avec l'Office des services de garde qui travaillaient du mieux qu'ils pouvaient avec nous. Maintenant, cela a été aboli et compte tenu des finances, on a très peu de contacts. Tout ce qu'on a, c'est à la dernière limite, une lettre de temps en temps, une circulaire, et beaucoup de difficultés à rejoindre notre monde, même, compte tenu la ligne WATT., je ne sais pas ce qui se passe, même ces temps-ci, on a beaucoup de difficultés à voir l'Office, sans pour autant occasionner des frais.

Je trouve que cela est une très grande difficulté, en ce qui nous concerne. La relation avec les agents, c'est la même chose. Dès qu'on commence à avoir un agent qui est soumis

[Translation]

terms of day care services. Maybe they do cooperate, but not in a very specific manner.

M. Belsher: Je crois bien que je n'ai pas posé la question parce que nous n'étudions pas seulement la question des services de garde. Notre Comité doit relever le défi du rôle qu'on lui a donné, c'est-à-dire d'étudier le mieux-être des enfants de tout le pays et les services de garde ne forment qu'un aspect de ce tout. Nous ne nous contentons pas de nous demander quelle est la meilleure façon d'instaurer les services de garde, mais aussi quelles seraient les meilleures mesures que nous pourrions proposer pour le mieux-être de nos familles et de nos enfants. C'est pour cela que nous cherchons à recueillir le plus de renseignements possible et je veux vous remercier pour l'information que vous nous avez donnée ici ce matin.

Mr. Désilets: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation. It was excellent.

Our last witness this morning is Mrs. Georgette Chartier, Director General of *La garderie La Gaminerie incorporée*.

Welcome to the committee. You may start.

Mrs. Georgette Chartier (Director General, La Gaminerie incorporée): Thank you. I must say, first of all, that having received notice of my appearance before the committee only yesterday afternoon through the mail, I regret to inform you that I have had very little time to prepare my presentation.

I find that the previous witnesses made wonderful presentations which included a good number of problems encountered by day care centres. I will mention a few of the more urgent problems.

The Vice-Chairman: Fine. You know that you will be free to send us additional information at a later time if you wish to do so.

Mrs. Chartier: We will surely do that.

The Vice-Chairman: Fine.

Mrs. Chartier: To my mind, the most serious problem stems from the fact that we are considered a remote area with respect to the delivery of a wide range of services, including day care services. I find that in remote areas our contacts with child care services are very, very limited. At one time we had sectoral meetings with the child care services office which did its best to work with us. Now, this office has been abolished for financial reasons and we have very few contacts. All we have, at best, is an occasional letter or a news bulletin and we have great difficulty in reaching our contacts despite the WATT line. I do not know what is happening these days but we have a lot of difficulty when we try to reach the staff at the Office although that would represent a very limited expense.

As far as we are concerned, that is one of the major problems. The same is true of our contacts with the agents of the Office. As soon as we start dealing with the agent respon-

[Texte]

par la région et qui a commencé à étudier notre dossier, eh bien, l'Office fait un changement, puis on recommence à zéro. C'est tout le temps le même... éternel problème. Cela fait trois agents que je vois depuis que je suis à la garderie; je trouve cela déplaisant parce que d'une fois à l'autre, il faut recommencer notre... Dès qu'on commence à se comprendre, on recommence à zéro. Je trouve ça déplorable.

Ce que je trouve aussi qui est urgent présentement dans la région, c'est que l'Office demande des cours obligatoires; le gouvernement l'oblige présentement. En tous les cas, compte tenu de la réglementation de l'Office et compte tenu de la situation, car on n'a seulement qu'un collège qui est le Collège du Nord-Ouest à Rouyn, il faut que nos employés suivent des cours pour être reconnus «personnel qualifié»; on a beaucoup de difficulté à ce niveau-là. Ainsi, s'il n'y a pas 15 participants minimum, les cours ne se donnent pas. Donc, ça s'enchaîne, si les cours ne se donnent pas, notre personnel ne devient pas qualifié et comme la réglementation demande qu'en 1988 tout le personnel soit qualifié, eh bien, on est devant un dilemme. C'est une roue qui tourne et on se demande comment on fera pour résoudre tout ça.

D'autant plus que, compte tenu des distances, cela occasionne des frais de cours pour les employés. Si je me rappelle, l'année passé, ils étaient à 20\$, c'était tout de même raisonnable. Cette année, ils sont montés à 40\$; il y a beaucoup d'employés, si on suit la politique... on devrait donner la chance aux gens qui sont monoparentaux et ont des difficultés au niveau de la recherche d'emplois, eh bien eux, n'ont pas les moyens de payer 40\$ pour suivre le cours. Donc, comme c'est obligatoire pour travailler en garderie, ils s'éliminent automatiquement et ça court tout le temps. C'est tout le temps le même problème qui circule.

Les congrès, les activités, c'est encore... je trouve qu'il y a de très très beaux congrès mis sur place, des activités en ce qui touche les garderies, qui sont très intéressantes, mais c'est le même problème. Comme on a très peu de budget, on ne peut participer malheureusement à ce qui nous est offert, et ça se fait quasiment à 95 p. 100 à l'extérieur de la région, dans la région de Montréal, dans les grands centres, etc. On est les premiers à ne pas être capables d'en bénéficier.

• 1125

Si je suis le prochain item, les subventions du gouvernement: Moi, quand j'ai commencé à travailler à la garderie, en 1980, on était en très grandes difficultés financières, sur le bord de fermer la garderie de Val-d'Or. Alors, j'ai tout fait pour essayer de trouver des projets ou de l'aide gouvernementale. À un moment donné, on a travaillé sur un projet gouvernemental qui était fédéral. J'avais la chance d'avoir un projet qui totalisait 60,000\$ pour engager du personnel afin de remettre la garderie sur pied, etc. On s'est ramassés avec un dilemme crucial, dans le sens que le gouvernement du Québec nous a répondu: «Il n'est pas question que le fédéral vienne jouer dans nos plats-de-bandes, etc.» Ils se sont lancés la balle et puis on a tout perdu; on n'a rien reçu. Et puis on était sur le bord de l'avoir.

[Traduction]

sible for the region and he or she starts considering our file, the Office makes a change and we have to start from scratch. It is always the same problem. I have dealt with three agents since I have started working with the day care centre; I find that unpleasant because from one time to the next we have to start all over again. As soon as we begin to understand each other, we have to start from scratch. It is an unacceptable state of affairs.

Another urgent problem stems from the fact that the Office requires day care staff to follow compulsory training courses; it is a government requirement. In all cases, given the regulations of the Office and given the fact that our only college is the *Collège du Nord-Ouest* in Rouyn, the day care centre workers have to take courses to obtain the status of "qualified personnel". That creates serious problems for us. Furthermore, if there are not at least 15 registrations, the courses are not given. It is a vicious circle: if the courses are not given, our staff cannot become qualified and the regulations provide that all the personnel must be qualified before 1988. We do not know what to do. It is a vicious circle and we wonder how we can overcome this obstacle.

In addition, because of the distances, these courses are expensive for the employees. If I remember well, last year the fees were \$20, which was still quite reasonable. This year, they have increased it to \$40. If we conform to the policy, there are a large number of employees... this limits the opportunities of single parents who have trouble finding work and who are unable to pay \$40 to take the course. Since this course is a requirement for employment in day care centres, they are automatically eliminated. They constantly come up against this obstacle.

Seminars and other activities are... I find that very, very interesting seminars and other activities related to day care centres are organized but the same problem arises there. Since our financial resources are very limited, we cannot, unfortunately, take advantage of these activities organized for our benefit because 95% of them are held outside our region, i.e. in Montreal or in other large centres. We are the first one not to benefit from it.

The next item are government subsidies: When I started working for the Val-d'Or Day Care, in 1980, the centre had major financial difficulties and was about to close its doors. So I did what I could to find some projects and some help from the government. For awhile, we worked on several governmental projects. I was lucky to have a total budget of \$60,000 to hire people in order to set up the day care centre. We faced a crucial dilemma, in the sense that the Quebec government told us: "We do not want the feds to poach on our preserves, etc." They passed the buck back and forth and we lost everything; we still have got nothing. And we were just about to get it.

[Text]

J'ai trouvé cela catastrophique parce que je trouve que, justement, si le gouvernement dit on veut bien aider les garderies, on veut donner notre soutien, eh bien, il faudrait que justement au niveau des deux paliers, il y ait une entente à ce départ-là.

Je trouve que cela concerne tout le temps les dollars, naturellement! Je trouve que présentement, compte tenu que l'Office a été très, très sévère au niveau de la restriction des cours à savoir le personnel qui est reconnu ou pas, je trouve que présentement le personnel, dans toutes nos garderies, devrait avoir une motivation à suivre les cours pour répondre à la réglementation de l'Office. D'abord, les garderies, c'est un milieu où il faut que les gens aiment travailler avec les enfants, parce que ce n'est pas le salaire... Il n'y a personne qui vient travailler pour le salaire en garderies. Je trouve qu'il devrait y avoir une promotion ou une aide quelconque pour motiver le personnel à suivre des cours. Cela occasionnerait aussi, justement, de meilleurs services, c'est certain.

Eh bien, cela englobe pas mal tout ce que j'avais à dire.

Le vice-président: Merci de votre présentation. Y a-t-il des questions? Monsieur Belsher?

Mr. Belsher: I will defer to Mrs. Mitchell.

The Vice-Chairman: Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: I think your comments are very helpful to us about the whole aspect of the problems of upgrading staff who are very dedicated and are working very hard and probably do not have the time as well as the access to training. This problem was even greater in the Atlantic region—in Newfoundland, for example, where until now they did not have one training program in the whole province and where most of the child care is by private operators so there are very few trained operators.

In a non-profit centre do you always have one or two fully trained workers and then the others are kind of in the process of getting more upgrading? Maybe I should rephrase that.

Mme Chartier: Présentement, en ce qui nous concerne, nous, ce sont des employés qui ont terminé maintenant leurs cours en technique de garderie. Par contre, le problème... j'ai deux personnes qui partent! Comme ils demandent un personnel qualifié sur trois, comme le monde est déjà en train de suivre des cours, et puis que j'en ai malheureusement deux qui s'en vont, qui avaient fini leurs cours, je recommence à zéro. Cela veut dire qu'en 1988, je ne sais pas si je vais être capable de répondre à l'exigence 1 sur 3. C'est cela qui est malheureux.

Ms Mitchell: So there is an expectation that by 1988 you would have fully trained staff or just some fully trained staff? Would it not be more helpful to have a system where perhaps staff working under a supervisor could take one course a year, or do they have to take the full training by 1988? I think in some areas they can take one course at a time, sort of like a night school course or maybe a summer course.

Mme Chartier: Présentement, c'est ce qui se passe, compte tenu des professeurs et puis compte tenu du nombre. Quand il n'y a pas 15 étudiants, ils ne donnent pas le cours. Donc, tous les employés sont pénalisés parce que cela retarde encore et

[Translation]

I thought it was pity since I find that when the government tell us that they are willing to help setting up day care centres, they are willing to help, well the first thing would be to have an agreement between the two levels of government for a start.

Of course, they always talk about money all the time. Given the fact that the board used extremely harsh criteria to certify the staff, I believe that the employees of all our day care centres should be motivated to take up classes to be up to the board's norms. First of all in order to work in a day care centre, you have to want to work with children, because it is certainly not the salary... no one who works for a day centre is motivated by the salary. I think there should be some kind of promotion or help given to the employees to encourage them to take up classes. Of course, this would improve the services.

Well, that is about what I have to say.

The Vice-Chairman: Thank you for this presentation. Are there any questions? Mr. Belsher?

M. Belsher: Je cède la parole à M^{me} Mitchell.

Le vice-président: Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Vous avez parlé du problème du relèvement de niveau d'un personnel dévoué et travailleur qui n'a probablement ni le temps de se former ni accès aux possibilités de formation, et je trouve vos observations très intéressantes. Le problème est encore plus grave dans la région de l'Atlantique, à Terre-Neuve, par exemple, où il n'existe toujours pas de programme de formation et où la plupart des garderies sont des centres privés; il y a donc fort peu de personnel qualifié.

Dans une garderie bénévole, avez-vous toujours un ou deux employés qualifiés et le reste des employés se qualifient-ils peu à peu? Je devrais peut-être poser ma question différemment.

Mrs. Chartier: Presently, as far we are concerned, they are employees who have taken a course in day care technique. On the other hand, the problem... I have two of them leaving! Since you need one trained worker out of three, and since the rest are already taking classes, and I have two of them leaving, which have taken the class, I have to start from scratch. Which means that in 1988, I do know if I am going to be able to fill the quota, i.e. one out of three. It is regrettable.

Mme Mitchell: Alors en 1988, vous pensez que tout votre personnel sera formé ou une partie seulement? Ne serait-il pas préférable d'avoir un système qui permettrait à des employés de suivre un cours d'une année ou est-ce qu'ils doivent avoir tous terminé en 1988? Je pense que dans certaines régions, ils peuvent suivre un cours à la fois, des cours du soir ou peut-être des cours d'été.

Mrs. Chartier: Right now, that is what is being done, given the number of employees and teachers. If you have less than 15 students, the course is cancelled. So, all the employees are penalized and this means one more delay. They also are asking

[Texte]

puis, ils nous demandent présentement un personnel qualifié sur trois employés ou trois années d'expérience. Par contre, en 1988, il faut que tout le monde soit qualifié. On ne sait pas comment est-ce qu'on va s'en sortir.

Ms Mitchell: Thank you.

• 1130

I think you have pointed out that, although the day care agency structure and the concept of it in the Quebec legislation looks very positive—I think what you are saying is that to make it work, there have to be enough funds and enough personnel to do the things that are the objectives.

Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Thank you, Mr. Chairman.

Are the courses taught in the CEGEPs or are they are the next level, at the university level?

Mme Chartier: Présentement, ici à Val d'Or, c'est donné par le collège du Nord-Ouest qui est à Rouyn; donc nous avons les professeurs de Rouyn, c'est donné dans les polyvalentes, ici, à Val-d'Or.

Mr. Belsher: Is that at the CEGEP? Is that the two-year level or the university level?

Mme Chartier: Au début l'Office demandait un DEC, mais présentement ils se sont ravisés, parce que c'est impossible pour la région et même pour d'autres aussi; ils demandent une attestation de 10 cours au niveau collégial.

Mr. Belsher: I was trying to make a comparison. I am from British Columbia and some of our courses are at the community college level, which would be very similar to your CEGEP. A full degree would, of course, have to be from the universities themselves.

Thank you, Mr. Chairman.

Le vice-président: Une dernière question monsieur St-Julien.

M. St-Julien: J'ai deux questions concernant La Gaminerie de Val-d'Or; c'est une grosse garderie, on le sait. Vous avez eu des subventions pour la bâtisse, ainsi de suite?

Mme Chartier: Ah oui!.. On a eu très très peu de subventions. On a eu 35,000\$ pour une bâtisse qui en vaut 240,000\$ présentement. C'est tout ce qu'on a eu. La bâtisse présentement appartient, une partie à la banque sur un prêt, et on est en bail avec le centre hospitalier. C'est un hôpital.

M. St-Julien: Très bien.

Vous dirigez le seul organisme de service de garde en milieu familial dans la région.

Mme Chartier: Je regrette de vous interrompre. Présentement on a l'Agence du petit bonheur, c'est de la garde en milieu familial, et c'est ouvert depuis le 1^{er} septembre 1985. On a deux services, présentement, à Val-d'Or.

M. St-Julien: Vous avez les deux services?

[Traduction]

us to have one fully trained employee out of three or people with three years of experience. On the other hand, in 1988, all the staff will have to be fully trained. We do not know how we are going to manage.

Mme Mitchell: Merci.

Vous avez fait remarquer, je pense, que même si la structure et la notion de centres de garderie contenues dans la loi québécoise semblent très positives—vous avez dit, je pense, qu'il faut pour que cela marche avoir suffisamment d'argent et de personnel pour réaliser les objectifs.

Je vous remercie.

Le vice-président: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Merci, monsieur le président.

Est-ce que les cours sont donnés dans les cégeps ou au niveau supérieur, dans les universités?

Mrs. Chartier: Right now, here, in Val-d'Or, it is given at the *collège du Nord-Ouest*, which is located in Rouyn, so, we have teachers from Rouyn, the courses are given here in Val-d'Or, in the highschools.

M. Belsher: Vous voulez dire les cégeps? C'est un cours de deux ans ou c'est du niveau universitaire?

Mrs. Chartier: At the beginning, a DEC was required, but now they have changed the requirement when they found out that it could not be filled in the area and elsewhere; what they are asking now is 10 courses at the university level.

M. Belsher: J'essayais de faire la comparaison. Je viens de la Colombie-Britannique et certains de nos cours sont donnés au niveau des collèges communautaires, qui ressemblent assez à vos cégeps. Bien entendu, les diplômes doivent être obtenus dans les universités.

Je vous remercie, monsieur le président.

The Vice-Chairman: The last question, Mr. St-Julien.

Mr. St-Julien: I have two questions concerning *La Gaminerie de Val-d'Or*; it is a large day care centre as you know. Among other things, you got some grants for the building itself, did you not?

Mrs. Chartier: Oh yes! We were given very, very little money. We were given \$35,000 for a building which is worth now \$240,000. That is all we got. The building is presently owned partly by the bank through a loan and by the *Centre hospitalier* with which we have a lease. It is a hospital.

Mr. St-Julien: Very well.

You are the head of the only family type day care centre of the area.

Mrs. Chartier: I am sorry to interrupt you. Right now, we have l'*Agence du petit bonheur*, which provides family type day care and which has been open since September 1, 1985. So, we have two centres right now in Val-d'Or.

Mr. St-Julien: You have both centres?

[Text]

Mme Chartier: Oui. C'est tout nouveau-là.

M. St-Julien: Très bien. Dans votre garderie vous avez 75 enfants puis vous avez des bébés aussi?

Mme Chartier: Oui. Nous, c'est de deux semaines à six ans.

M. St-Julien: De deux semaines à six ans.

Mme Chartier: Oui. Mais, par contre, il reste que, lorsque l'on dit deux semaines, nos places sont limitées; à la pouponnière, on ne peut pas avoir plus que dix poupons, c'est donc un service qu'on offre.

M. St-Julien: Dix poupons par personne.

Mme Chartier: Non, c'est dix poupons globalement, compte tenu de l'autorisation du permis.

M. St-Julien: D'accord. Vous n'avez pas de grosses familles actuellement, c'est pour ça.

Très bien. Merci beaucoup.

Mme Chartier: Je vous en prie.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre présentation, tant au moment de leur implantation qu'après leur implantation.

La séance est suspendue et nous reprendrons à 14h00 précises. Merci.

[Translation]

Mrs. Chartier: Yes. That is quite recent.

Mr. St-Julien: Very well. In your day care centre you have 75 children and you also have babies, have you not?

Mrs. Chartier: Yes. We keep children from two weeks to six years.

Mr. St-Julien: From two weeks to six years.

Mrs. Chartier: Yes. On the other hand, when we say from two weeks, I mean we have a limited number of places; as far as babies are concerned we cannot handle more than 10.

Mr. St-Julien: 10 babies per worker.

Mrs. Chartier: No, 10 babies altogether, given the license.

Mr. St-Julien: All right. It is just that you do not have large families.

Very well. Thank you very much.

Mrs. Chartier: My pleasure.

The Vice-Chairman: Thank you for this presentation, I would like to thank everyone this morning.

The meeting is adjourned until 2:00 o'clock p.m., on the dot. Thank you.

AFTERNOON SITTING

• 1400

Le vice-président: À l'ordre!

Notre premier témoin cet après-midi sera la directrice de la Garderie chez Calimero Inc., M^{me} Carole Perron. Bienvenue au Comité.

Mme Carole Perron (directrice de la Garderie chez Calimero Inc.): Je voudrais parler des problèmes des garderies, tant au moment de leur implantation qu'après leur implantation. Je voudrais également parler des problèmes des parents de la région du Témiscamingue.

Ce qui est difficile pour les garderies, c'est de participer à des réunions comme celle d'aujourd'hui. On manque aussi d'information sur les garderies, parce qu'on est loin et parce que les coûts sont souvent hors de notre portée. L'accès aux magasins de jouets nous est difficile. Cela peut paraître absurde comme problème, mais au Témiscamingue, on est vraiment loin de tout magasin de matériel éducatif. Quand on fait venir des revues de Montréal, il est difficile d'avoir une bonne livraison.

Nous, cela fait seulement trois ans qu'on fonctionne à Ville-Marie. On a reconstruit cette année. Une relocalisation ou une implantation de garderie demande énormément d'énergie. Cela demande beaucoup de bénévolat et beaucoup d'appui, ce qui nous manque parce qu'on est trop loin. Bien sûr, l'Office nous donne de bons renseignements, mais on a un problème au niveau des sous. On manque de ressources dans la région. Les locaux sont très difficiles à trouver et les normes de l'Office sont exigeantes.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

The Vice-Chairman: Order!

Our first witness this afternoon is the head of the day care centre Chez Calimero Inc., Mrs. Carole Perron. Welcome to the committee.

Mrs. Carole Perron (Principal, Day Care Centre Chez Calimero Inc.): I would like to talk about the problems of setting up and managing a day care centre. I would also like to talk about the problems of the parents of the Témiscamingue area.

If you are managing a day care centre, it is hard to attend meetings such as the one of today. We also are lacking information about day care centres, because we are far away and because we find the cost often prohibitive. We have no easy access to toy stores. It may seem a ridiculous problem, but in the Témiscamingue region, there is nowhere nearby where you can buy education materials. When we send for magazines from Montreal, there is no guaranteeing the delivery.

Ville-Marie has only been open for the past three years. We did rebuild it this year. When you re-locate or when you set up a day care centre, you need a lot of energy. You need a lot of volunteer work and a lot of help, which is lacking because we are too far away. Of course, the board is keeping us posted but we have money problems. We lack resources in the area. It is very hard to find a building and the office norms are quite high.

[Texte]

Les problèmes des parents maintenant. À Ville-Marie, on a seulement une garderie de 30 enfants, ce qui fait que les parents n'ont pas tellement le choix. Une garderie de 30 enfants, ce n'est pas énorme. On ne peut pas se permettre, non plus, d'être ouverts le soir ou les fins de semaine. Cela serait utile à beaucoup de parents, mais on n'est pas capables d'offrir ce service. Donc, les parents ne peuvent pas choisir parmi plusieurs types de services, parce qu'ils ont seulement notre garderie ou des garderies pirates, des garderies privées qui ne sont pas reconnues.

Il serait important qu'il y ait au Témiscamingue des agences ou des garderies en milieu scolaire pour les enfants qui vont à l'école, parce qu'on n'est pas capables de combler les besoins des écoles non plus.

Je vous remercie.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Monsieur St-Julien.

M. St-Julien: Bonjour. Il nous fait plaisir de vous rencontrer. La petite taille de votre garderie est-elle une source de difficultés?

Mme Perron: On vient de grossir parce qu'on avait seulement 14 places jusqu'au mois de septembre. Je ne pense pas qu'une garderie comme la nôtre pourrait accepter beaucoup plus de 30 enfants. Il faudrait d'autres services que celui de la garderie, parce que la garderie ne comble pas les besoins des gens du Témiscamingue.

• 1405

M. St-Julien: Dans le coin de Ville-Marie, il y a Lorrainville, Notre-Dame-du-Nord, Guigues et ainsi de suite. Combien y a-t-il de garderies dans tout ce secteur?

Mme Perron: Il y en a une.

M. St-Julien: Il y en a une seule pour tout le secteur de Lorrainville, Notre-Dame-du-Nord et ainsi de suite? Est-ce que la demande est forte?

Mme Perron: La demande est forte. On a une bonne liste d'attente. La demande est bonne, mais on n'est pas capables de répondre à tous les besoins.

M. St-Julien: Est-ce en raison d'un manque de subventions?

Mme Perron: En tant que garderie à but non lucratif régie par l'Office, on ne peut pas ouvrir le soir et les fins de semaine. Les parents ont besoin de cela.

M. St-Julien: C'est un besoin chez vous, dans votre région isolée. On ne peut pas dire que Ville-Marie soit une région isolée, mais c'est un coin difficile.

Mme Perron: Eh bien, on est un peu isolés.

M. St-Julien: Le financement est aussi un problème, n'est-ce pas?

Mme Perron: Oui.

[Traduction]

Now, to the problems of the parents. In Ville-Marie, we can only keep up to 30 children, which means that parents in fact do not really have a choice. It is not a lot, 30 children maximum. We can not afford either to be open at night or on the weekend. It would be handy for many parents, but we cannot offer this type of service. So, the parents cannot choose among various types of services, because all they can choose is between our day care centre and fraudulent private day care centres which are not certified.

So, it would be important to have in the Temiscamingue region some organizations or day care centres at the school itself for the children who are going to school, because we cannot fill those needs either.

Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Mr. St-Julien.

Mr. St-Julien: Hello. We are pleased to meet you. Is the small size of your day care centre a source of problems?

Mrs. Perron: We have just expanded. Up to September, we had only 14 children. I do not think that a day care centre such as ours could take in much more than 30 children. We need services other than just day care services, because the latter alone do not meet all the needs of the people of Témiscamingue.

Mr. St-Julien: Included in the Ville-Marie area are Lorrainville, Notre-Dame-du-Nord, Guigues and so on. How many day care centres are there for this region?

Mrs. Perron: There is only one.

Mr. St-Julien: There is only one day care centre for the entire region including Lorrainville, Notre-Dame-du-Nord, etc.? Is there a heavy demand for services?

Mrs. Perron: Yes, there is. We have quite a long waiting list. Unfortunately, we are unable to meet the quite substantial demand for such services.

Mr. St-Julien: Is it because of a lack of subsidization?

Mrs. Perron: As a *non-profit* day care centre governed by the *Office*, we are not allowed to remain open in the evenings or on weekends. Parents, however, need such services.

Mr. St-Julien: This is something you require, because you live in an isolated area. Although it may not be entirely accurate to say that Ville-Marie is an isolated area, it is certainly one where there are some problems.

Mrs. Perron: Well, it is true that we are somewhat isolated.

Mr. St-Julien: Funding is also a problem, is it not?

Mrs. Perron: Yes.

[Text]

M. St-Julien: À votre avis, le financement devrait-il provenir du municipal, du provincial ou du fédéral? Actuellement, c'est une question provinciale.

Mme Perron: C'est sûr que si le gouvernement municipal nous aidait un peu, ce serait déjà énorme. Il nous a aidés pour le terrain, mais c'était la première fois, et je ne sais pas si cela se répètera.

M. St-Julien: Merci.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Bienvenue, madame Perron. Y a-t-il beaucoup d'enfants sur votre liste d'attente?

Mme Perron: Oui, nous avons une bonne liste d'attente.

Mme Duplessis: Combien de noms?

Mme Perron: À peu près une quarantaine de noms.

Mme Duplessis: Mon Dieu, il y en a plus que les places que vous pouvez offrir.

Mme Perron: Oui.

Mme Duplessis: Quel âge ont les enfants qui fréquentent votre garderie?

Mme Perron: Ils ont de 3 mois à 6 ans.

Mme Duplessis: Vous prenez donc les poupons. J'imagine que c'est une petite section. Vous ne devez pas en avoir plus de dix.

Mme Perron: Cinq.

Mme Duplessis: Avez-vous de la difficulté à trouver du personnel pour travailler dans votre garderie?

Mme Perron: Oui, parce qu'on est en région éloignée et que les filles et les garçons qui ont un cours en techniques de garderie sont très, très rares. Quand il y en a un ou deux dans le Témiscamingue, c'est bon. Présentement, il y a un cours qui se donne au niveau collégial à temps partiel à Ville-Marie, ce qui fait qu'on va acquérir un peu de personnel qualifié. Il y a beaucoup de gens qui veulent travailler à la garderie, mais ils n'ont pas les qualités requises.

Mme Duplessis: Ce matin, on a identifié un problème qui est propre à votre région et qu'on doit aussi retrouver dans les autres régions éloignées. Il s'agit du manque de personnel qualifié. Dans les grandes villes, c'est le contraire.

Mme Perron: Ils en ont trop.

Mme Duplessis: Le personnel est trop qualifié. Ils sortent de l'université, ils ont suivi des cours en éducation préscolaire, mais parce que les salaires du personnel de garderie sont peu élevés partout au pays, ils ne gagnent que 4\$ l'heure et ils sont augmentés très lentement. Des salaires de 10\$, 12\$, 14\$ ou 16\$ l'heure, c'est très rare. Habituellement, cela se situe autour de 5\$ l'heure. Même s'ils ont les qualités requises, les gens ne restent pas là longtemps parce qu'ils ne sont pas assez

[Translation]

Mr. St-Julien: In your view, should funding be provided at the municipal, provincial or federal levels? As things now stand, this is a matter of provincial jurisdiction.

Mrs. Perron: There is no doubt that if the municipal government were willing to provide some assistance, this would be of enormous help. It did help us out with respect to the land we needed, but it was the first time it had done so, and I do not know whether it will do it again.

Mr. St-Julien: Thank you.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

Welcome, Mrs. Perron. Are there many children on your waiting list?

Mrs. Perron: Yes, we have a fairly large waiting list.

Mrs. Duplessis: With approximately how many names?

Mrs. Perron: About 40.

Mrs. Duplessis: Good heavens, there are more names on your list than the number of places in your day care centre.

Mrs. Perron: Yes.

Mrs. Duplessis: How old are the children you care for in your centre?

Mrs. Perron: They are aged from three months to six years.

Mrs. Duplessis: So, you do take infants. I imagine it is a very small group—probably not more than 10.

Mrs. Perron: Five.

Mrs. Duplessis: Do you have trouble finding staff to work in your centre?

Mrs. Perron: Yes, because of the fact that we are located in a remote area, and that the number of girls and boys who may have taken a child-care course are extremely rare. If we manage to find one or two in the Témiscamingue area, we are doing well. At the present time, a part-time course is given at the CEGEP level in Ville-Marie, which means that we will be able to get some qualified staff. A lot of people are interested in working in our centre, but unfortunately, they do not have the necessary qualifications.

Mrs. Duplessis: This morning, we identified a problem which you seem to have in your area, and which is probably common in other remote areas. The problem is one of a lack of qualified staff. In large cities, the opposite is true.

Mrs. Perron: Yes, they have too many qualified people.

Mrs. Duplessis: Or the people are too qualified. They come out of university, having taken early education courses, but because staff salaries in day care centres are very low throughout the country, they may only earn \$4 an hour with the very gradual increases. Salaries of \$10, \$12, \$14 or \$16 an hour are very rare. Most of the time, the salary is about \$5 an hour. Even if they have the necessary qualifications, people tend not to stay in the job for long, because the pay is so low. You, on

[Texte]

payés. Vous, vous avez le problème contraire: vous manquez de personnel bien formé.

Mme Perron: On n'aura pas de problèmes pour quelque temps, mais c'est certain qu'on ne pourra pas les garder longtemps, parce qu'on n'est pas capables de les payer très cher.

Mme Duplessis: Vous ne pourrez pas leur donner les augmentations auxquelles ils devraient pouvoir s'attendre.

Mme Perron: C'est ça.

Mme Duplessis: Je vous remercie.

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Bienvenue, madame.

Combien d'employés avez-vous et quels sont les salaires?

Mme Perron: De 5\$ à 6.50\$ l'heure.

• 1410

M. Nicholson: Et combien d'employés?

Mme Perron: Il y en a six.

M. Nicholson: Six employés pour 30 enfants. C'est bien, très bien.

Le vice-président: Madame, je vous remercie d'avoir pris le temps de venir partager avec nous vos expériences.

Mme Perron: Merci.

M. St-Julien: Vous avez fait trois heures de route?

Mme Perron: Oui, c'est long.

M. St-Julien: On est habitués en Abitibi. Au Témiscamingue aussi.

Mme Perron: Vous connaissez la région?

Mme Duplessis: M. St-Julien est votre député.

M. St-Julien: Non, c'est M. Desjardins.

Le vice-président: Les prochains témoins ne sont pas encore arrivés. Nous ferons donc une pause.

• 1430

Le vice-président: À l'ordre!

Je souhaite la bienvenue à coordonnatrice de la Maison d'hébergement Le Nid, M^{me} Rachel Boutin.

Mme Rachel Boutin (coordonnatrice de la Maison d'hébergement Le Nid): Bonjour, tout le monde.

Je vous remercie beaucoup de m'avoir invitée à cette séance d'information et de cueillette de données sur la garde des enfants.

La Maison d'hébergement Le Nid vient vous présenter les besoins qui ont été identifiés par les femmes hébergées. Pour

[Traduction]

the other hand, have the opposite problem: you do not have enough well trained staff.

Mrs. Perron: We should not have too many problems for a while, but there is no doubt that we will probably not be able to keep them for long, because we are unable to pay them a good salary.

Mrs. Duplessis: In other words, you will not be able to give them the increases they might expect.

Mrs. Perron: Yes, that is right.

Mrs. Duplessis: Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Welcome, Mrs. Perron.

How many employees do you have and how much do you pay them?

Mrs. Perron: The salary level ranges from \$5 to \$6.50 an hour.

Mr. Nicholson: And how many employees?

Mrs. Perron: Six.

Mr. Nicholson: You have six employees to care for 30 children. That is very good.

The Vice-Chairman: Mrs. Perron, I would like to thank you for having taken the time to come and share your views and experiences with us.

Mrs. Perron: Thank you.

Mr. St-Julien: I suppose it took you three hours by car to get here?

Mrs. Perron: Yes, it is a long way away.

Mr. St-Julien: We are all used to that in Abitibi—and in Témiscamingue as well.

Mrs. Perron: So you know the area?

Mrs. Duplessis: Mr. St-Julien is your Member of Parliament.

Mr. St-Julien: Non, it is Mr. Desjardins.

The Vice-Chairman: The next witnesses have not yet arrived. I believe we will take a short pause.

The Vice-Chairman: Order, please!

I would like to welcome the co-ordinator of the *Le Nid Hostel*, Mrs. Rachel Boutin.

Mrs. Rachel Boutin (Co-ordinator of La Maison d'hébergement Le Nid): Good afternoon, everyone.

I would like to thank you for inviting me to appear before this committee which is currently gathering data on child care services.

The *Maison d'hébergement Le Nid* is appearing before you to discuss the identified needs of women living in hostels or

[Text]

ceux et celles qui ne la connaissent pas, la Maison d'hébergement Le Nid est une maison d'hébergement et de transition pour les femmes victimes de violence. Les besoins identifiés par les femmes qui ont séjourné chez nous sont les suivants.

Au niveau de la garde des enfants, les femmes disent que le système est inadéquat. Plusieurs femmes trouvent que les services populaires en garderie sont insuffisants. Les femmes qui travaillent le soir et la nuit considèrent que le service de gardiennage en famille d'accueil n'est pas adapté aux besoins des enfants.

Il y a d'abord les problèmes de transport. Également, en famille d'accueil, il y a des problèmes d'éducation et certains problèmes graves, dont des problèmes d'agression sexuelle au niveau des enfants. Il y a également l'adaptation des enfants à deux milieux: la garderie populaire lorsqu'elles travaillent le jour, et la famille d'accueil lorsque la femme change d'horaire de travail. Cela fait deux milieux différents, donc une adaption de plus pour l'enfant.

Également, le milieu en famille d'accueil est un milieu non spécialisé, où on ne fait pas d'analyse objective des besoins de l'enfant. De plus, il y a très peu de familles d'accueil. Le système est donc très insuffisant.

Des femmes qui ont séjourné chez nous ont dit qu'elles voudraient que le service de garde soit offert 24 heures sur 24. Elles ont très confiance au système de garderies populaires actuel, et elles voudraient que les énergies dépensées pour la garde des enfants soient concentrées là.

Un plus petit nombre aimerait avoir un service à domicile. Ce sont surtout celles qui ont plusieurs enfants. Elles verraient une agence qui serait en contact direct avec la garderie, ou qui serait même mise sur pied par la garderie, et qui offrirait un service adéquat sur appel et à des prix abordables.

A Val-d'Or, on a l'Agence du petit bonheur et la garderie publique, mais on ne peut pas faire partie des deux systèmes. Les femmes qui ont des changements d'horaire ont beaucoup de difficulté à ce niveau-là. Quand on est inscrit à une garderie, on n'a pas accès à l'autre. En tout cas, c'est ce que les femmes nous ont dit. Elles trouvaient très pénible d'être ainsi privées.

Il devrait y avoir un service de garde intégré aux écoles pour les jeunes qui n'ont plus l'âge d'aller à la garderie et dont la mère n'a pas fini de travailler. Supposons que le jeune a dépassé tel âge et n'a plus accès à la garderie. Il n'a plus accès à la garderie et, en même temps, la femme finit de travailler à 17 heures et le jeune enfant finit l'école à 15h30. Il y a une heure et demie où il y a un vide—ça prend toute une organisation pour une heure et demie de garde. Les femmes verraient peut-être une continuité à même l'école, peut-être jusqu'à 17 heures, pour qu'elles puissent éviter d'avoir à se réorganiser pour les jeunes qui vont à l'école.

[Translation]

transition homes. For the information of members, the *Maison d'hébergement Le Nid* is a transition house for battered women. Women who have stayed in our transition home have identified the following needs for themselves.

As far as child care services are concerned, these women maintain that the system is not adequate. A number of women feel that the type of services provided by day care centres are also inadequate. Women who work in the evening or at night think that family day care is not really suited to children's needs.

First of all there is the transportation problem. When it comes to family day care, there are also problems related to education and far more serious problems, such as potential sexual abuse of children. There is also the fact that the child must adapt to two different environments: the day care centre if the mother works during the day, and a specific family environment, through family day care, if the woman changes her work schedule. This means that two different environments are involved, requiring the child to make a greater effort to adapt.

Furthermore, services provided in a family day care setting are non-specialized services, in that there is no objective analysis of the child's specific needs. The other problem is that there are far too few families prepared to provide this kind of service. So, again, the system is extremely inadequate.

Women who have stayed in our transition home have told us that they would like day care services be provided 24 hours a day. They have the utmost confidence in the current day care system, and would like efforts to be concentrated on this aspect of child care services.

A smaller number of women would like to have services provided in their home. These are mainly women who have several children. They might go to an agency which would be in direct contact with a day care centre, or might even be set up through that particular centre, and which would provide adequate services on demand and at reasonable prices.

In Val-d'Or, we have the *Agence du bonheur* as well as the public day care centre, but one cannot use both systems at the same time. Women who have changing schedules have a lot of problems in that respect. Once you are registered at a day care centre, you do not have access to the other services. In any case, that is what some women have told us. They found it extremely hard to be deprived of such services.

Also, there should be day care services in the school setting for young children who are past the day care age, but whose mother may not return from work until later. Let us just suppose the child is past the age when he could be admitted to a day care centre, and therefore no longer has access to such services. The day care centre is closed for him; at the same time the mother finishes work at 5.00 p.m. and the child finishes school at 3.30 p.m. So there is a gap of an hour and a half. What you need is someone who could keep them for an hour and a half. It would be a good solution for the mother if the children could stay at school, maybe until 5.00 p.m., so they will not have to get a special set up for the children who are going to school.

[Texte]

• 1435

Le vice-président: De quelle façon votre centre d'hébergement est-il financé?

Mme Boutin: Je ne sais pas si c'est en rapport avec le sujet à l'étude, mais je peux vous donner le fonctionnement général de la maison. On a une subvention provinciale qui varie selon l'ancienneté de la maison d'hébergement. Ce qui veut dire qu'il faut faire ses preuves avant l'augmentation de la subvention. D'ailleurs, je dois dire que, cette année, nous avons une possibilité de gel de la subventions; c'est un petit problème.

Le gros de notre subvention vient du gouvernement provincial et on fait des levées de fonds au niveau de la population, au niveau des organismes comme Centraide, puis on complète les ressources humaines par des projets tels que Canada au travail ou Défi. Par exemple, dans le cadre du programme Défi, on a des projets de développement, de direction de l'emploi, puis il y a du bénévolat dans le fonctionnement.

Mme Duplessis: Je voudrais savoir combien de femmes vous accueillez dans votre maison d'hébergement.

Mme Boutin: À ce jour, les statistiques de cette année ne sont pas encore compilées, mais nous avons accueilli au moins 100 femmes par année et 90 ou 95 enfants, à peu près.

Mme Duplessis: Pendant combien de temps?

Mme Boutin: Le séjour varie d'une à trois semaines. Cela peut même aller au-dessus d'un mois dépendamment des besoins de la femme hébergée et du processus de ses démarches.

Mme Duplessis: Parce que je sais que la violence faite aux femmes, c'est vraiment un problème sérieux. On trouve ce problème dans tous les milieux. Vous avez identifié les problèmes qui créent le plus de difficultés. J'imagine qu'après elles s'engagent dans des procédures de séparation. Donc, elles doivent penser à pourvoir aux besoins de la famille après.

Mme Boutin: C'est ça. Puis, en réorganisant leur vie, bien souvent c'est une femme qui recevra un salaire très minime.

Mme Duplessis: Très souvent, elles sont obligées d'aller travailler dans les hôtels ou les restaurants, comme on nous le disait ce matin.

Mme Boutin: C'est en plein la clientèle cible qui a besoin du gardiennage.

Mme Duplessis: Au sujet des familles d'accueil, quand les femmes se soucient que, des fois, dans des familles d'accueil, il y a eu des agressions sexuelles, est-ce parce que les femmes qui vont à votre maison des fois sont obligées de placer leurs enfants en maison d'accueil en raison de l'impossibilité de trouver des garderies adéquates?

Mme Boutin: C'est un peu ça. Elles disent que ça ne leur tente pas non plus de placer l'enfant dans n'importe quelle famille d'accueil. Elles ne connaissent pas les critères d'après lesquels on a jugé bon d'accepter une famille d'accueil dans le réseau. Quels sont les exigences requises pour devenir une famille d'accueil? Cela les inquiète au niveau de la sécurité psychologique et physique de l'enfant.

[Traduction]

The Vice-Chairman: How is your half way house financed?

Mrs. Boutin: I do not know if it has anything to do with our topic, but I can give you an idea of the general way it works. We get a provincial grant which varies according to our years of experience. Which means that before we get a higher grant, we have to show we deserve it. On the other hand, I must say that this year, there was a possibility of freezing the grant; it is a small problem.

The major part of our budget comes from the provincial government. We also get public contributions, through the United Way and we have access to human resources through projects such as Canada Works or Challenge. In the latter program, we have some development projects, some employment projects, and we also have some volunteers.

Mrs. Duplessis: I would like to know how many women you can keep in your half way house.

Mrs. Boutin: So far, we have not completed this year's statistics, but we get at least 100 women a year and 90 to 95 children, roughly.

Mrs. Duplessis: How long do you keep them?

Mrs. Boutin: From one to three weeks. It may even go beyond a month, depending on the needs of the women and what stage she is at.

Mrs. Duplessis: I know that the problem of beaten women is a very serious one. You find it at all social levels. You have identified the problems which create most of the difficulties. I suppose that afterwards they will file for separation. So they have to be able to provide afterwards for their family.

Mrs. Boutin: That is right. And the woman who has to reorganize her life often receives a very low salary.

Mrs. Duplessis: Quite often, they have to work in hotels or restaurants, as we were told this morning.

Mrs. Boutin: Those are the ones who need day care services.

Mrs. Duplessis: As to foster homes, women worry about the possibility of sexual assaults. Among the women who come to your half way house, are there any who are obliged to put their children in foster homes because they do not have access to day care centres?

Mrs. Boutin: That is about it. They tell us that they do not want to put their child in any foster home. They do not know under which criteria one family was accepted. What does it take to become a foster home? They are a bit worried about the psychological and the physical safety of the child.

[Text]

M. St-Julien: J'aimerais parler des enfants des femmes maltraitées. Est-ce qu'il faut qu'ils changent d'école?

Mme Boutin: Très souvent. Ils changent de quartier et changent donc de style de vie. Il y a une réorganisation complète puisqu'il y a 50 p. 100 des femmes, quand même, qui ne retournent pas vivre le conjoint. Souvent, il y a une baisse du niveau social parce que la femme devra recevoir de l'aide sociale ou très souvent travailler au salaire minimum et un peu plus. La plupart des enfants ont à changer d'école.

• 1430

M. St-Julien: Un groupe de soutien peut aussi encadrer l'enfant. Je ne voudrais pas tomber dans le domaine légal, mais est-ce que les enfants peuvent voir leur père souvent?

Mme Boutin: Sûrement, mais j'imagine que cela dépend du niveau de violence du père. Cela relève des services de la protection de la jeunesse.

Mme Duplessis: Croyez-vous qu'une subvention à la femme au foyer pour élever ses enfants serait une bonne chose? Ou croyez-vous que ce serait les encourager à ne pas faire d'efforts pour s'en sortir?

Mme Boutin: De payer la femme pour qu'elle reste à la maison, perdant son statut social ou l'expérience acquise au travail et tout, cela entretient l'inégalité des femmes dans notre société. Dans une dimension féministe, je suis tout à fait contre cette option.

Mme Marie-Andrée Brisebois (animatrice, Garderie St-Michel): Il y a beaucoup de femmes qui aimeraient rester à la maison puis elle sont obligées d'aller sur le marché du travail parce qu'elles sont seules pour élever les enfants, surtout après une séparation. Il y a des femmes qui, par choix, aimeraient rester chez elle mais le côté monétaire les oblige à aller sur le marché du travail.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Thank you, Mr. Chairman.

When you are dealing with children and women who have come from battered homes, are the children usually abused as well as the wife, or is the battery usually directed only at the children? What is your experience? I have not had any experience, so I am really asking to gather information.

Mme Brisebois: Les enfants sont aussi maltraités.

Mme Boutin: Les enfants témoins de violence développent des problèmes. Il faut développer une nouvelle approche pour les enfants qui ont été témoins d'actes violents. Ils présentent beaucoup d'inhibition ou d'agressivité ou de comportements inadéquats pour les enfants. Je pense qu'il y a une approche à faire au niveau des enfants témoins de violence.

Mr. Belsher: Your evidence is certainly running consistent with what we have heard from other provinces, and from other transition houses we have visited.

How many women and children can you accommodate at one time in your house?

[Translation]

Mr. St-Julien: I would like to talk about the children of battered women. Do they have to change schools?

Mrs. Boutin: Quite often. They change districts, and they change their lifestyle. They have to undergo a complete reorganization because 50% of the women do not go back to live with their spouse. Quite often, they are poorer because the women will get social help or will have to work at a minimum salary or hardly more. Most children have to change schools.

Mr. St-Julien: A support group can also look after the child. I do not want to get into any legal technicalities, but can the children see their father often?

Mrs. Boutin: Of course, but I would imagine that it depends on how violent the father is. This matter concerns the Youth Protection Services.

Mrs. Duplessis: Do you think it would be a good idea to establish grants for women who stay to raise their children? Or do you believe that that would encourage them to stay and give up all thoughts of a career?

Mrs. Boutin: I believe that paying women to stay at home, thereby losing their social status and wasting their professional experience, perpetuates the inequality between sexes in our society. In a feminist context, I am totally against that option.

Mrs. Marie-Andrée Brisebois (Care-Giver, St. Michel Day Care Centre): There are many women who would love to stay at home but who are forced to go out and work because they are alone to raise their children, particularly after a separation. Some women, by choice, would like to stay at home but cannot do so because of financial problems.

Le vice-président: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Merci, monsieur le président.

Lorsque vous vous occupez d'enfants et de femmes qui connaissent la violence au foyer, est-ce que les enfants sont généralement aussi mal traités que la femme, ou sont-ils les seuls à être battus? Quelle a été votre expérience jusqu'ici? Je ne connais rien à cette question et je vous pose donc la question pour avoir un peu de renseignements.

Mrs. Brisebois: The children are also abused.

Mrs. Boutin: Children who witness violence in the home develop problems. We have to develop a new approach for those children who have witnessed acts of violence. These children often have a lot of inhibitions or aggressiveness or show improper behaviour for children. I believe there is a certain approach to take with children who witness violence in the home.

M. Belsher: Votre témoignage est tout à fait conforme à ce que nous avons entendu dans d'autres provinces par d'autres représentants de maisons d'accueil.

Combien de femmes et d'enfants pouvez-vous accueillir en même temps?

[Texte]

Mme Boutin: On a 12 places, mais on héberge souvent 15 ou 16 personnes.

• 1435

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation du Club des handicapés de Val-d'Or.

Mme Anne-Marie Desmarais (présidente, Club des handicapés de Val-d'Or): Je représente une association de personnes handicapées, surtout de personnes adultes, car on a toujours essayé de ne pas doubler un organisme qui existe dans la ville de Val d'Or qui sont les parents d'enfants handicapés. Mais nous avons tout de même des parents d'enfants handicapés qui font partie de notre groupe et des enfants handicapés viennent aussi à notre Association parce qu'on a un lieu physique pour exercer toutes sortes d'activités. Les enfants handicapés qui sont en familles d'accueil viennent chez nous avec les responsables de leur foyer. C'est peut-être là notre plus grand contact avec les enfants parce qu'on n'offre pas de services éducatifs, ce qui restreint un peu les activités.

Il y avait beaucoup d'enfants en institution à Val-d'Or parce que Val-d'Or est une ville plus éloignée que les grands centres qui donnent les grands services pour les personnes qui sont handicapées jeunes. Maintenant, graduellement, s'ajoutent de nouveaux enfants qui arrivent dans les familles d'accueil mais qui sont de notre région. Pour faciliter leur adaptation, on les ramène chez nous.

Je sais que la garderie a une certaine forme d'accessibilité, mais peut-être pas pour tous les handicapés. Il serait à souhaiter qu'on étudie la façon de répondre aux besoins de tous les handicapés. Je félicite tout de même la garderie d'avoir fait des progrès, même si la clientèle n'était pas très grande à ce moment-là.

Beaucoup de nos bénévoles sont parents d'enfants. Quand l'enfant à la clé sort de l'école, il doit se prendre en main. Je trouve cela déplorable, puis je vois l'inquiétude de nos bénévoles. On devrait établir un service pour remédier à cette situation. Je ne sais pas de quelle façon parce que je ne connais pas beaucoup le sujet des garderies mais je connais des personnes qui ont ce problème. J'ai fini d'élever ma famille, et je ne connais pas d'expérience le problème des garderies.

Vous allez dire que j'apporte seulement des arguments négatifs mais ce sont des arguments négatifs susceptibles d'apporter un positif dans le futur. Quand on dit qu'on forme une collectivité pour qu'elle se prenne en main, pour qu'elle se détache du «papa» gouvernemental ou du papa autre et je trouve que c'est un risque d'accepter des personnes qui sont assistées sociales. Ce n'est pas que j'en veux aux associés sociaux, une autre personne ce serait pareille.

• 1440

Si on accepte sans condition un enfant que la mère peut placer cinq jours par semaine, non parce qu'elle veut aller sur le marché du travail mais parce qu'elle veut se détendre. Je ne veux pas dire qu'elle n'a pas le droit de se détendre, mais une détente cinq jours par semaine, c'est exagéré. C'est une autre

[Traduction]

Mrs. Boutin: We can accomodate, 12, but we often have to shelter 15 or 16 people.

The Vice-Chairman: We will now hear from the Handicapped Club of Val-d'Or.

Mrs. Anne-Marie Desmarais (Chairman, Handicapped Club of Val-d'Or): I represent an association of handicapped people, mostly adults. We wanted to avoid duplicating another organization in Val-d'Or, which is a group of parents of handicapped children, although we do have some parents of handicapped children in our association, as well as handicapped children themselves, because we have facilities for all sorts of physical exercise. Handicapped children who are in foster homes come to our association with someone from the home who is in charge. That is probably the best contact we have with the children because we do not offer educational services, which rather limits our activities.

There were many institutionalized children in Val-d'Or because this town is far from the urban centres which offer complete services for people who are handicapped since childhood. Today, gradually, there are more and more children from our area who are placed in foster homes. Placing them in homes helps them to better adapt.

I know that the day care centre offers a certain amount of accessibility, but maybe not for all handicapped children. It might be useful to study ways in which we can better respond to the needs of all handicapped people. Nevertheless, I must congratulate the day care centre for all its progress, even though there is not much demand for its services at this point.

Many of our volunteers are parents of young children. When a latch-key child comes out of school he has to know how to take care of himself. I find that really sad, and I see how worried our volunteers are. There should be a service created to solve that problem. I do not know what could be done because I am not very familiar with the area of day care, but I know people who have that problem. I have finished raising my own children, and I have no experience with the problems of day care.

You are going to think that all of my comments are negative, but it is negative comments which are most likely to bring about positive changes in the future. When you train a community to become more self-sufficient, to move away from governmental or other forms of "big-daddyism", I think it is risky to accept people on welfare. I have nothing against welfare recipients, the problem would be the same with anyone else.

We should not unconditionally accept that a mother be able to put her child in day care five days a week, not so that she can work, but so that she can relax. By that I do not mean that she does not have the right to a bit of leisure time, but five days a week is a bit much. It is another crutch offered to

[Text]

béquille qu'on offre à ces mères dépressives ou aux mères qui ont tendance à ne pas assumer leurs responsabilités. On leur fournit l'occasion idéale de ne pas le faire. On dit que c'est le jour que l'enfant est le plus proche de sa mère, c'est le jour que l'enfant est éveillé et qu'il est en pleine action, mais c'est le jour que la mère est coupée de son enfant à ce moment-là. Le lien qui devrait être étroit, il ne peut pas l'être.

On va créer un besoin dans le futur. S'il devait arriver que les garderies aient à refuser des enfants, ils diraient alors: «Madame, maintenant il y a des madames qui travaillent ou des madames qui sont plus occupées que vous. On ne peut pas maintenant vous accepter, si vous n'avez pas un besoin urgent.» Ces personnes seront tellement habituées d'être dorlotées de cette manière qu'elles vont en claquer une dépression ou elles vont chercher un autre endroit pour faire garder leurs enfants.

Il faut éviter qu'une telle situation ne se produise. Il faut se donner une marge et se demander si c'est vraiment utile qu'il y ait une évaluation autre que l'évaluation de la garderie qui dit: «Tu es accessible, tu n'es pas accessible». C'est un dossier plus approfondi que cela qui devrait être fait. C'est tout de même au niveau d'une clientèle qui m'intéresse beaucoup, des personnes qui ont fait des dépressions ou qui sont en dépression, qui sont suivies par des psychiatres ou qui vivent des problèmes, qui ont été séparées. Il faut qu'elles se reprennent en main. Mais ce n'est pas en les libérant de toutes leurs responsabilités qu'elles vont retrouver leur équilibre.

Puis l'autre point qui m'intéresse, c'est la «polyvalence» des deux services qui ne sont pas rattachés ensemble. J'entends souvent nos bénévoles qui disent: «Je suis accepté là, je ne suis pas accepté là». Finalement, la journée de leur sortie, ils ne peuvent pas trouver de services de garde. C'est un problème que je connais beaucoup moins à fond.

Je mise surtout sur le côté éducatif et l'accessibilité de ces services. Il faudrait aussi prévoir les services dont les gens auront besoin dans notre région dans le futur.

C'est tout ce que j'ai dire. C'est peut-être un peu décousu, mais je n'ai pas eu le temps de préparer un document.

Le vice-président: C'est très bien, mais si jamais vous souhaitez présenter un document, je vous encourage à nous le soumettre.

Mme Duplessis: Quels sont les handicaps des personnes que vous accueillez?

Mme Desmarais: Il y a des paraplégiques, des quadraplégiques, des handicapés physiques, des amputés. C'est aussi la réinsertion sociale de personnes qui ont été hospitalisées en psychiatrie.

• 1445

Chez nous, on a une salle ouverte et j'ai 43 bénévoles actifs à la semaine longue. Il n'y a pas une journée où il se fait moins de 40 heures de bénévolat à l'intérieur de ma boîte.

Mme Duplessis: Ah, vraiment!

Mme Desmarais: On est aussi en contact étroit avec les psychiatres, les physiothérapeutes et tout ce qui est nécessaire pour la réadaptation d'une personne.

[Translation]

depressive mothers or to mothers who tend not to assume their responsibilities. It gives them a perfect opportunity not to face their responsibilities. It has been said that the child is closest to his mother during the day time, that during the day time the child is the most alert and awake, but that is also the time when a mother is cut off from her child if he is in day care. The bonding that should take place can not.

We will be creating a need if we continue this way. If day cares were to refuse these children and say to their mothers; "Listen, there are women who work, women who are busier than you are. We cannot take your child unless it is an emergency." These mothers will be so used to being molly coddled that they will have a depression or look for another day care that will take their children.

We must prevent situations like this from happening. You have to make room for other assessments in order to determine whether or not a parent should be given access to day care services or not. An assessment other than the day care's. It is a lot more complex an issue than first meets the eye. The welfare of these people interests me. After all, we are talking about people who have had depressions or who are in the midst of one, who are under the care of psychiatrists or who have problems, or people who have been separated. They have to get a grip on their lives. However, it is not by freeing them from all responsibility that they are going to find a balance again.

The other point that interests me is the co-ordination between the two unrelated services. Often our volunteers say that they have been accepted by one place but not by another. And when they get out, they cannot find any day care. However, I am not as familiar with this problem.

My primary concern is education and accessibility of services. The services people in our region need will have to be provided in the future.

That is all I had to say. It may be somewhat disjointed, but I did not have enough time to prepare a brief.

The Vice-Chairman: That is fine. But if you do have a brief to submit at some point, I encourage you to do so.

Mrs. Duplessis: What are the handicaps the people in your care have?

Mrs. Desmarais: We have paraplegics, quadraplegics, physically handicapped people and amputees. We also try to rehabilitate people who have been in psychiatric institutions.

We have a drop in; there are 43 active volunteers with me all week. Not a day goes by where fewer than 40 hours of volunteer work is done in my outfit.

Mrs. Duplessis: Really!

Mrs. Desmarais: We work closely with psychiatrists and physiotherapists and anyone else involved with social rehabilitation.

[Texte]

Si je peux dire, j'ai 247 membres dont 150 environ sont des membres qui sont sortis de l'hôpital psychiatrique ou d'une institution quelconque ou qui appartiennent à des foyers d'accueil ou d'hébergement, parce qu'ils ont vécu des moments difficiles et ils se rééduquent et essaient de reprendre une vie normale.

Mme Duplessis: Combien est-ce que vous avez de personnes qui viennent dans votre hôpital par jour?

Mme Desmarais: Une moyenne de 50 à 60 personnes qui passent par jour.

Mme Duplessis: Cinquante à soixante personnes par jour! C'est énorme.

Mme Desmarais: Seulement cet avant-midi, il est passé 37 personnes.

Mme Duplessis: Je voudrais que vous reveniez—parce que je n'ai pas tout à fait compris au début—, sur la moyenne d'âge des gens qui viennent chez vous.

Mme Desmarais: C'est censé être l'âge adulte chez nous c'est-à-dire 18 ans et plus. Mais maintenant on a des enfants parce qu'il y a beaucoup de familles d'accueil qui ont de jeunes handicapés chez eux. Avec ces jeunes handicapés ils ne peuvent pas faire toutes les sorties voulues. Les sorties qu'ils peuvent faire, par exemple, sont des soupers communautaires chez nous ou faire des activités telles que les sacs de sable ou des activités légères parce que la plupart d'entre eux sont des intellectuels. Ils peuvent faire ces activités chez nous. Le foyer d'hébergement qui a quatre ou cinq personnes envoie ces jeunes chez nous.

Mme Duplessis: Donc, vous voyez des jeunes?

Mme Desmarais: Oui.

Mme Duplessis: Quel âge ont-ils ces jeunes?

Mme Desmarais: Ils peuvent avoir huit ans ou neuf ans.

Mme Duplessis: Est-ce qu'on peut dire que vous avez cinq jeunes par jour ou viennent-ils une fois par semaine à votre centre?

Mme Desmarais: Je dirais environ 15 par semaine.

Mme Duplessis: Avez-vous dit 15 par semaine viennent au centre?

Mme Desmarais: Oui. Ils viennent moins souvent quand c'est une journée d'école ou lorsqu'il y a des activités pour adulte.

Mme Duplessis: Ah bon!

Mme Desmarais: Mais vers la fin de semaine, on en a beaucoup plus.

Mme Duplessis: Je vous félicite pour le beau travail que vous faites, madame Desmarais.

Mme Desmarais: On essaie de bien faire.

Mme Duplessis: Cela doit demander beaucoup de courage.

Mme Desmarais: On essaie d'être utiles selon nos moyens quand on aime ce que l'on fait.

Mme Duplessis: Oui.

[Traduction]

There are 247 people in my place and approximately 150 of them have come from a psychiatric institution or an institution of some kind or from nursing or foster homes. They have all had difficult times and are trying to rehabilitate in order to lead a normal life again.

Mrs. Duplessis: How many people come to your hospital each day?

Mrs. Desmarais: On average, 50 or 60 people.

Mrs. Duplessis: 50 or 60 people a day! That is incredible.

Mrs. Desmarais: This morning alone, 37 people came through.

Mrs. Duplessis: I did not fully understand the beginning of your statement so I would like you to go back and explain what the average age is.

Mrs. Desmarais: People who come to us are supposed to be adult, that is, 18 years of age and over. But now we take children because there are many handicapped children in foster homes. Now, the foster families cannot go out as much as they would like to because they have to care for these children. They can, however, come out to our community suppers or participate in the sand bag activities or other light activities because most of them are intellectuals. They can be involved in this type of activity in our place. The home also sends its four or five young people to us.

Mrs. Duplessis: So, you do see children?

Mrs. Desmarais: Yes.

Mrs. Duplessis: And how old are they, generally?

Mrs. Desmarais: Generally eight or nine years of age.

Mrs. Duplessis: Would you have five children a day or would they come to your centre once a week?

Mrs. Desmarais: I would say that we have about 15 a week.

Mrs. Duplessis: 15 per week in your centre?

Mrs. Desmarais: Yes. We do not get as many during school days or when there are adult activities organized for adults.

Mrs. Duplessis: I see!

Mrs. Desmarais: But we get a good number of children towards the end of the week.

Mrs. Duplessis: I would like to congratulate you on the good work you do, Mrs. Desmarais.

Mrs. Desmarais: We try our best.

Mrs. Duplessis: You must need a lot of courage.

Mrs. Desmarais: We try to be as we can, given our means. We like what we do.

Mrs. Duplessis: Yes.

[Text]

Le vice-président: M. Nicholson a des questions de préparées.

M. Nicholson: Merci beaucoup, monsieur le président. Bienvenue, madame.

Qui fournit les fonds pour votre club? Est-ce que ce sont les gouvernements, les clubs de services ou l'église?

Mme Desmarais: Vous tombez bien. J'aime parler de cela.

M. Nicholson: Moi aussi.

Mme Desmarais: On peut dire 75 p. 100 de notre financement, provient presque entièrement de dons ou de ventes de gâteaux quand on est trop «cassés» pour payer notre compte d'électricité. Il n'y pas de sollicitations dans le sens d'aller quêter sur les trottoirs et de solliciter les gens. On est contre cela, parce qu'on trouve qu'il y a trop de sollicitations et il est difficile d'identifier la valeur de la sollicitation.

Mais on a un petit bingo le lundi soir et cela nous rapporte suffisamment pour entretenir la maison et pour payer, par exemple, des produits de nettoyage et un peu du compte d'électricité. Je dis notre maison, mais on doit un versement de 300\$ à la caisse populaire et c'est peu pour tout l'espace qu'on a.

On a de petits logements à l'intérieur. C'est un peu comme une maison communautaire chez nous. C'est pour cela que je vois grand. Le *Regroupement des chômeurs et chômeuses* est à l'intérieur de notre boîte. *Centraide*, *La cause d'Eve*, *Le coeur familial Abitibi-Témiscamingue*, le transport pour les personnes handicapées; *La promenade*, ainsi qu'un comité d'éducation populaire sont aussi à l'intérieur de notre boîte. Je pourrais dire que *Assaut sexuel secours* fait peut-être partie de *La cause d'Eve*, donc fait partie un peu de la boîte. Ceux de *Monoparental* ont déjà été dans notre boîte mais ils sont partis maintenant.

La plupart de ces organismes se sont formés à partir d'un besoin de la population qui a été identifié par les personnes handicapées. De tous ces organismes, on est celui qui les a le plus forcés à bouger. On a établi que le besoin était là. Il faut identifier les besoins et, si c'est vraiment valable, on fonce.

• 1450

Depuis trois ans, on annonce la Semaine du bénévolat, et cela nous tombe sur la rate. Nos bénévoles disent toujours: Nous, on n'est pas identifiés dans cela; qu'est-ce qu'on fait là? C'est vrai qu'on ne patine pas sur la glace, mais on patine en maudit dans la vie. Alors on a dit: Vraiment? Eh bien, on va faire, nous aussi, une semaine du bénévolat, argent ou pas. Ce soir, il y a un souper collectif pour tous les bénévoles de la ville de Val-d'Or qui veulent venir.

De cette façon, on espère créer des liens et de la solidarité. Quand on aura un besoin, que ce soit un besoin d'argent ou un besoin autre, on pourra faire sortir cette solidarité et en même temps valoriser les bénévoles qui sont avec nous.

Cela ne vous dit pas où je vais chercher l'argent. Cette année, j'ai eu 3,000\$ de l'Office des personnes handicapées du Québec et 1,500\$ de l'Association de la paralysie cérébrale.

[Translation]

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson has some questions prepared.

Mr. Nicholson: Thank you very much, Mr. Chairman. I would like to welcome Mrs. Desmarais.

Who funds your centre? Do you get help from governments, service clubs or the church?

Mrs. Desmarais: That is a good question. It has hit upon one of my favourite subjects.

Mr. Nicholson: Mine too.

Mrs. Desmarais: I would say that 75% of our funding is from donations or bake sales when we are too broke to pay our hydro. We do not campaign in the sense of going door-to-door or canvassing on the street. That is against our principles; we find it too difficult for people to identify with the cause.

However, we do have a little bingo on Monday evenings which brings in enough to keep the house up and to buy cleaning products and to pay the electricity bill. I use the word house, but we do have to pay \$300 to the Caisse Populaire. It is really not very much given the size of the place we have.

There are smaller dwellings within the larger one. Our house is something like a community centre. That is why I see it as being bigger. It houses the *Regroupement des chômeurs et chômeuses* (Unemployed Coalition), United Way, *La cause d'Eve*, *Le coeur familial Abitibi-Témiscamingue* as well as an outfit that provides transportation for the handicapped. There is also *La promenade* as well as a public education committee in the same building. I think I could also say that *Assaut sexuel secours* (Rape Crisis Centre) is part of our centre because it is part of *La cause d'Eve*. The *Monoparental* (Single Parents) used to be in our building, but they have left.

Most of the organizations I mentioned were created because a need was felt among the public, a need that was identified by the handicapped. Of all the organizations, we are the ones who got them moving. The need was established. We have to identify the needs and if proven, we go ahead.

For three years, we have been talking about the Volunteer's Week and that gets on our nerves. Our volunteers keep repeating: we are not identified in the process, therefore what are we doing here? It is true that we are not skating on ice but we are skating, generally speaking. To which we answer: really? We are going to proclaim as well a Volunteer's Week, whether we have money or not. Tonight, there is a group dinner for all the volunteers in Val-d'Or who wish to come.

This way we hope we can create bonds and solidarity. When the need arises, financially or otherwise, we will be able to tap on that solidarity and, at the same time, we will build the self-esteem of those volunteers who are with us.

But I have not told you yet where the money came from. This year, I have received \$3,000 from *l'Office des personnes handicapées du Québec* and \$1,500 from *l'Association de la*

[Texte]

Cela, c'est pour partir des ateliers. C'est pour payer les déplacements des personnes qui viennent aux ateliers de travail. J'ai eu 400\$ de la ville de Val-d'Or pour toutes nos activités culturelles; j'ai eu 650\$ du ministère des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche pour nos activités de loisir. À part cela, c'est très minime. Le club Rotary nous a donné 1,500\$; ils nous ont payé un système d'alarme et un four à micro-ondes pour faire réchauffer la soupe qu'on sert à ceux qui n'ont pas mangé le midi et qui arrivent à 15 heures. Également, Centraide nous a donné 4,000\$ l'an passé. À part cela, aucun argent liquide ne nous arrive. Notre bingo nous rapporte environ 80\$ par semaine.

M. Nicholson: Quel est votre budget total?

Mme Desmarais: De 12,000\$ à 16,000\$ par année, sans compter les réparations qu'on doit faire à notre maison, etc. Il nous faut compter au moins 12,000\$ pour l'administration, cela sans accorder trop de frais de déplacement aux gens. Les montants reçus que je vous ai cités sont des montants annuels.

On a 247 membres, et la cotisation est de 4\$ par membre, mais il y en a la moitié qui reçoivent 160\$ par mois. Alors on ne leur demande pas de payer 4\$ pour leur cotisation. On leur donne leur carte de membre et on leur dit: Vous êtes les bienvenus. Il y en a environ 150 qui paient 4\$, ce qui nous donne un peu de fonds.

M. Nicholson: C'est très intéressant. Merci beaucoup.

Mme Desmarais: C'est moi qui vous remercie.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Thank you very much, Mr. Chairman. Welcome this afternoon to be with us. Do not apologize for what you told us this afternoon. It was very enlightening.

I also heard you make a point that took my attention when you said be careful that we do not take the responsibility away from individuals. How far do you think governments can go in assisting, so that people start to depend upon the government to do things? Of course, we have been focusing a lot of our attention on day care. How do we find that line? How do you think we should approach that in our thinking when we are trying to draw up conclusions?

Mme Desmarais: Vous parlez des enquêtes d'évaluation. Je crois qu'il devrait y avoir une sorte de grille, peut-être en collaboration avec les services médicaux ou les services de suivi, qui permettrait de savoir si ces gens sont suivis ou s'ils ont véritablement besoin d'une gardienne. On peut avoir besoin d'une journée ou deux par semaine pour faire ses courses, pour sortir. À mon avis, c'est un besoin essentiel. Mais les trois autres journées, a-t-on vraiment besoin de sortir? Comment faire l'enquête pour le trouver? Il y a sûrement des personnes dans les fonctions publiques qui ont la formation voulue pour faire une grille d'évaluation et de suivi. Cette personne, que fait-elle du temps pendant lequel son enfant est en garderie? La garderie est tout de même subventionnée en bonne partie par le gouvernement. Dans le cas d'une assistée sociale, c'est payé presque en totalité par le gouvernement.

[Traduction]

paralysie cérébrale. That money is in order to set up workshops. That money will go towards travel for those who come to the workshops. I got \$400 from the City of Val-d'Or for all our cultural activities and \$650 from the Department of Recreation, Hunting and Fishing for our recreational activities. Apart from that, we receive very little. The Rotary Club has given us \$1,500. They have paid for an alarm system and a microwave oven in order to warm up the soup we serve to those who arrive at 3 o'clock having not had lunch. Moreover, United Way has given us \$4,000 last year. Apart from that, we do not receive any cash. Our bingo brings in about \$80 per week.

Mr. Nicholson: What is your total budget?

Mrs. Desmarais: Between \$12,000 and \$16,000 per year, excluding the repairs we have to make on our house, etc. Administrative costs amount to at least \$12,000, and that is if we do not pay too much travel expenses. The figures I gave you for the money received are annual figures.

We have 247 members and the membership fee is \$4 per member, but half of them have only \$160 a month in revenue. Therefore, we do not request the \$4 membership fee. We simply give them a card and we say: you are welcome. There is about 150 members who pay \$4, which brings in a little money.

Mr. Nicholson: It is very interesting. Thank you very much.

Mrs. Desmarais: Thank you.

Le vice-président: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Merci beaucoup, monsieur le président. Bienvenue ici cet après-midi. Ne vous excusez pas pour ce que vous avez dit ce matin. C'était fort intéressant.

J'ai été frappé quand vous avez dit qu'il nous fallait veiller à ne pas retirer aux particuliers la responsabilité qui leur incombe. Jusqu'où les gouvernements peuvent-ils aller dans l'aide qu'ils accordent, tout en évitant que les gens commencent à trop compter sur le gouvernement? Bien entendu, on a beaucoup parlé des garderies. Mais où serait la limite? Comment devrions-nous aborder la question quand nous commencerons à réfléchir aux conclusions que nous présentons?

Mrs. Desmarais: You are talking about evaluation enquiry. I think there should be a kind of monitoring, perhaps involving both medical and follow-up services, from which one could tell whether these people are followed up or whether they really need a babysitter. It is possible that a babysitter be needed for one day or two a week in order to allow the mother to go out, to go shopping. I think it is essential. As for the three remaining days in the week, does she really need to go out? How should the enquiry be carried out in order to determine it? There must be people in the public service who have the necessary training to conduct the monitoring and the follow up. In a situation like that, what would the mother be doing while her child is at the day care centre? The day care centre is subsidized largely by the government. In the case of a welfare recipient, the government assumes almost all the costs.

[Text]

• 1455

Je crois donc que vous avez un droit de suivi et que vous devez vous établir des normes ou vous donner des mécanismes qui vous permettent de contrôler l'évolution de la vie de ces personnes-là. Qu'est-ce qu'elles font? Si cette personne-là s'assoie tout l'après-midi au Kresge devant un café, avec la *gang* qui se passe un petit *joint* sous la table de temps à autre, je ne pense pas qu'elle retire quoi que ce soit de sa journée. C'est bien dommage, mais je suis radicale. Si elle va s'activer quelque part, si elle va apprendre quelque chose, si elle va apprendre à bien tenir un budget, si elle va apprendre à se servir de ses mains pour utiliser son temps par la suite, il n'y a rien là. Si elle veut apprendre à aider la collectivité ou à devenir un parent efficace pour son enfant, c'est très bien. Si elle veut être capable de parler avec son enfant, elle doit se renseigner car il y a toutes sortes de données nouvelles en éducation, et on devient vite dépassé. Si elle sort pour se prendre en main, qu'on lui accorde cinq jours. C'est formidable, parce qu'elle va pouvoir s'en sortir et donner quelque chose par la suite. Mais si elle utilise ce temps pour aller flâner, c'est négatif. On ne l'aide pas, on la détruit. Et on va détruire le foyer aussi. Le foyer ne sera jamais solide par la suite.

Moi, je mets l'accent sur le côté éducatif. Les gens doivent se prendre prise en charge, acquérir de l'autonomie. Quand on flâne dans les restaurants, dans les hôtels ou à la plage l'été, on n'acquiert pas d'autonomie. C'est bien dommage, mais c'est cela, la réalité. Comme contribuable, je ne pas intéressée à payer pour que les autres puissent aller flâner.

Comme le gouvernement, je me sens dévalorisée lorsque je dois travailler pour permettre à d'autres de gâcher leur vie. Pour moi, c'est ça.

Mr. Belsher: Thank you very much. You and I will get along just fine.

Le vice-président: Monsieur St-Julien.

M. St-Julien: Merci, monsieur le président.

Chaque fois que je vous entends, madame Desmarais, vous m'impressionnez. Je vous connais depuis plusieurs années. Je connais votre implication au niveau social à Val-d'Or. Vous êtes toujours franche.

Les besoins des handicapés seraient-ils satisfaits si des allocations plus généreuses les aidaient à retenir les services qu'il leur faut ou si on assurait directement plus de services comme des garderies qui acceptent les enfants handicapés?

Mme Desmarais: Sûrement que certains handicapés pourraient acquérir plus vite leur autonomie s'ils ne gardaient pas leurs enfants avec eux toute la journée. Cependant, il faudrait peut-être mieux pour la personne handicapée que vous payiez quelqu'un pour l'aider à faire les travaux manuels. Assez souvent, c'est difficile d'entretenir la maison. Ce n'est pas seulement les enfants qui sont difficiles. C'est tout le mécanisme de l'entretien de la maison. Pour certains, c'est bon de faire garder les enfants, mais pour d'autres, il faudrait mieux investir l'argent dans leur milieu pour qu'ils puissent se prendre en main plus facilement.

[Translation]

I think that the government has the right to monitor. Standards should be established or the government should have mechanisms allowing to monitor the change in the life of those people. What do those people do? If those people sit all afternoon drinking coffee at Kresge in a gang, smoking a joint, which is past around under the table, that person do not get much benefit out of the day. I am sorry but I am a radical. I would not mind if she was using the time to do something somewhere, to learn something, to learn how to make a budget, to learn how to use her hands for future employment. Furthermore, if she goes out in order to learn how to help the community or how to become a better parent for her child, I find nothing wrong with that. If she wants to be able to speak to her child, she must inform herself because there are all kinds of new theories in education, and one is quickly outdated. If that person wants to get out of the house in order to do something with herself, she should be allowed five days. That would be tremendous because that would allow her to control her situation, that would bear fruits in the future. But if the time is used to go and loiter, it is negative. We are not helping her from then on, we are destroying her. Furthermore, the home will also be destroyed, will never be solid in the future.

I wish to put the emphasis on the educational aspect. People must take charge of themselves, become autonomous. When you sit around in restaurants, in hotels or at the beach in the summer, you do not become autonomous. It is sad to say that this is the reality. As a taxpayer, I am not interested in paying so others can go and sit around.

Just like the government, I get a very low self-esteem when I realize that I must work in order to allow others to ruin their lives. This is the way I see things.

M. Belsher: Merci beaucoup. Je sens que nous nous entendons très bien.

The Vice-Chairman: Mr. St-Julien.

Mr. St-Julien: Thank you, Mr. Chairman.

Each time I hear you speak, Mrs. Desmarais, I am impressed. I have known you for several years. I have known your involvement in the social affairs of Val-d'Or. You are always frank.

Would the needs of the handicapped be met if more generous allowances helped them get the services they need or if we would offer directly more day care centre services that would accept handicapped children?

Mrs. Desmarais: Surely certain handicapped would become autonomous more quickly if their children were not with them all day. However, it would be better for the handicapped if the government would pay someone to help them with the house work. Most often, it is hard for them to look after the house. It is not only the children that are difficult to take care of but rather the whole business of housekeeping. For certain people, it is good to offer care for the children but for others, the money would be better invested in the community so they could learn how to look after themselves more easily.

[Texte]

M. St-Julien: On parle des gouvernements provincial et fédéral, mais on parle aussi actuellement du gouvernement municipal. Serait-il important que le gouvernement municipal s'implique au niveau des enfants handicapés?

Mme Desmarais: Sûrement. Tous les paliers qui nous représentent devraient s'impliquer.

Le transport est l'exemple type. Les municipalités participent, le gouvernement participe, tout le monde participe à la même table de gestion. Mais tout le monde voit les problèmes en même temps aussi. Quant aux échappatoires, la municipalité peut plus facilement les voir que les autres gouvernements. Les échevins sont plus près d'une municipalité. Les gens sont sur place contrairement aux fonctionnaires qui sont loin. Celui qui est ici a un dossier précis.

M. St-Julien: Je sais que le provincial s'occupe du transport et que le municipal participe au financement à raison de 25 p. 100. C'est bien cela?

Mme Desmarais: Oui.

M. St-Julien: Merci.

• 1500

Le vice-président: Merci beaucoup, madame Desmarais.

Mme Desmarais: Il m'a fait plaisir de venir.

Le vice-président: On passe maintenant à un parent utilisateur du CLSC, M^{me} Michelle Viger.

Bienvenue à notre Comité, madame.

Mme Michelle Viger (parent utilisateur du Centre local de services communautaires): Je ne savais trop ce qui se passait ici. Je me suis donc renseignée hier, et on m'a dit qu'on tenait ici des audiences pour voir le pour et le contre des garderies et qu'on entendait les parents qui se plaignent des mauvais services, etc. Étant donné que je suis parent utilisateur du CLCS, on m'a dit qu'il y avait une place pour le CLCS. Je fais un stage là présentement, parce que je suis en travail social, mais je vais surtout parler à titre de parent utilisateur.

On a de gros problèmes dans une garderie de la région Rouyn-Noranda et nous aimerions connaître votre opinion à ce sujet. On a fait beaucoup de démarches, étant donné qu'on avait des problèmes très graves.

Je ne sais pas par quel bout commencer. Dois-je vous parler des problèmes?

Le vice-président: Commencez par exposer vos problèmes, et les députés vous poseront sans doute des questions par la suite.

Mme Viger: D'accord.

Premièrement, j'ai habité un an à Montréal, dans le bout de Rosemont, et mon enfant allait dans une garderie là-bas. Étant donné qu'Alexandre allait dans une garderie et que ça fonctionnait très bien, quand je suis revenue ici dans la région, je me suis dit: Alexandre va retourner à la garderie. Je trouvais que le service était très adéquat.

[Traduction]

Mr. St-Julien: We have talked a lot about federal and provincial governments but also, more recently, about municipal governments. Would it be important that the municipal government get involved in looking after handicapped children?

Mrs. Desmarais: Definitely. All levels of government representing us should be involved.

Transportation is the best example. Municipalities as well as other levels of government are present at the same management table. Everybody identifies the problems at the same time as well. As for the loopholes, the municipality is more apt to see them than other levels of government. The aldermen are closer to the community because they are right on site whereas civil servants are far away. The people who are right on site have all the details on various issues.

Mr. St-Julien: I know that the provincial government is involved in transportation but that the municipal government contributes to the financing to the tune of 25%. Am I right?

Mrs. Desmarais: Yes.

Mr. St-Julien: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mrs. Desmarais.

Mrs. Desmarais: It has been a pleasure.

The Vice-Chairman: We will now hear from a parent who is a user of the CLSC, Mrs. Michelle Viger.

Welcome to our committee, madam.

Mrs. Michelle Viger (Parent user of the local community services centre): I did not really know what was supposed to be going on here so I made inquiries yesterday and I was told that you were holding hearings on the pros and cons of day care and that parents were appearing to complain about lack of services and so on. Since I am a parent and CLSC user, I was told I could appear. I am on a training assignment there, being a social worker, but I would like to speak here as a parent user.

We are having big problems in a day care centre in the Rouyn-Noranda area and we would like to have your views on that. We have made all sorts of representations with regard to the very serious problems we have been experiencing.

I do not know where to start. Should I explain the problems?

The Vice-Chairman: You could start by telling us about your problems and members will ask you questions later on.

Mrs. Viger: Okay.

First of all, I lived in Montréal, for a year, in the Rosemont area, and my child went to day care there. Since Alexandre used to go to day care and it worked out very well, when I came back here I told myself: I will put Alexandre again into day care. I viewed the service as quite adequate.

[Text]

Je me suis vite rendu compte qu'à Rouyn-Noranda, il n'y avait pas de garderie adéquate. Il y en a trois seulement. J'ai fait le tour des garderies pour voir si ça correspondait à mes valeurs. Aucune d'entre elles ne correspondait à ça. Je ne sais pas si c'est parce que j'étais exigeante, mais aucune ne correspondait à ce que je voulais. Les locaux sont inadéquats et ne répondent pas aux exigences de l'Office des services de garde.

J'ai assez de choses à vous dire que je ne sais pas par quel bout commencer.

Mme Duplessis: Vous avez remarqué que les garderies de la région ne se comparent pas à celles de Montréal, par exemple.

Mme Viger: Oui, c'est ça.

Mme Duplessis: Vous avez de la difficulté à trouver ce que vous voulez.

Mme Viger: Voilà. Mon fils est donc allé dans une garderie, et je trouvais que les approches et les techniques étaient très inappropriées pour une garderie. Je peux vous donner un exemple.

Le vice-président: Pouvez-vous préciser?

Mme Viger: Oui, bien sûr. Je peux vous lire un témoignage que j'ai écrit. Ce serait plus facile. Vous me poserez des questions par la suite si vous le voulez. D'accord?

Le tout a débuté lorsque je suis revenue dans la région étant donné ma satisfaction concernant un service de garde dans la région montréalaise. Mon enfant, qui a maintenant 3 ans, a fréquenté cette garderie de 18 mois à 2 ans et demi. À cette époque, je ne connaissais rien des garderies et du rôle qu'elles devaient jouer. J'ai vite compris que c'était un lieu de socialisation où l'enfant apprend à développer tous les aspects importants de sa vie. On lui apprendait à se socialiser, on développait son automotricité, son côté intellectuel et affectif. On le respectait dans toute son intégrité. L'enfant avait sa place dans la garderie et celle-ci ressemblait à une société en miniature. Le parent était vraiment le trait d'union entre l'éducateur et l'enfant. Il était le principal agent éducatif. L'éducateur travaillait en collaboration avec le parent, chacun reconnaissant à l'autre la place qui lui revenait.

• 1505

La garderie travaillait en collaboration avec le CLSC du quartier. Celui-ci donnait les services d'infirmières, de psychologues, de travailleurs sociaux, d'hygiénistes dentaires, et mettait sur pied des théâtres de marionnettes représentant différents aspects. Il y avait aussi des sorties éducatives.

La garderie en soi était bien organisée avec des éducateurs et des éducatrices qualifiés, ce qui, à mon avis, est la base même de l'édifice.

Revenue à Rouyn-Noranda, j'ai décidé de continuer l'expérience. Mais j'ai été bien déçue. J'ai fait le tour des trois seules garderies de Rouyn-Noranda à la recherche de valeurs correspondant aux miennes. En visitant chacune d'entre elles, voici ce que j'ai constaté:

[Translation]

Very soon I found out that there was no adequate day care available in Rouyn-Noranda. There are only three centres and I went to see them all to find out if they looked suitable but none of them was up to my standards. I may be hard to please, but none of them provided what I was looking for. The premises were inadequate and not up to the standards required by the *Office des services de garde*.

I have so many things to tell you that I do not know where to start.

Mrs. Duplessis: So you have found that day care centres in this area do not compare to those in Montréal.

Mrs. Viger: Yes, that is right.

Mrs. Duplessis: You experience difficulty finding adequate day care.

Mrs. Viger: Yes. So I put my son into a day care, but I found their approaches and techniques totally inappropriate for a day care centre. I can give you an example.

The Vice-Chairman: Could you clarify?

Mrs. Viger: Yes, of course. I could read you an account I wrote; that would be easier, and then you will be able to ask questions if you wish. May I?

It all started when I came back to this area after a good experience with day care in the Montréal area. My child, who is now 3, went to this day care centre for a year from the time he was 18 months old. At that time I did not know anything about day care nor about its proper role. I soon found out that it is a place where a child learns social skills and can develop in all aspects of life. He acquired social skills and motor ability and developed, his mind and his feelings. He was respected as a complete individual. The child had his place in the day care centre, which was like a society in miniature. The parent was really a link between the instructor and the child. The parent was the main educator. The instructor worked side by side with the parent, each recognizing the other's role.

The centre was administered in co-operation with the CLSC in that area. The latter provided nursing services, psychologists, social workers, dental hygienists, and organized puppet shows and educational outings.

The day care centre itself was well organized, with qualified workers, and that, in my view, is the basic requirement.

After my return to Rouyn-Noranda, I decided to keep on with day care, but I have been extremely disappointed. I went to visit the only three day care centres in the area, trying to find values that would be on a par with mine. But this is what I found out:

[Texte]

- le coût inacceptable de deux d'entre elles ne correspondait pas aux règlements de l'Office;
- des approches inexistantes ou mal définies;
- des techniques inadéquates avec des éducateurs mal qualifiés pour répondre adéquatement aux besoins de l'enfant sous tous les aspects.

Je vous donne un exemple. Mon enfant ne pouvait prendre sa petite couverture quand il le désirait. Le règlement disait qu'il pouvait l'avoir seulement pendant la sieste. D'après eux, ce n'était qu'un caprice et, de toute façon, les enfants se chicanent et cela rendait le contrôle trop difficile. Dans une autre garderie, les enfants jouaient avec leur petite couverture pendant l'heure de la sieste. Alors, ils ont décidé de la leur donner seulement une fois endormis. J'ai compris immédiatement que cela répondait aux exigences d'un meilleur contrôle et non aux besoins de l'enfant. L'enfant revendique alors par des pleurs, des cris. Sachant qu'il ne gagnera pas, il en viendra à accepter la situation, mais à quel prix!

Plusieurs auteurs s'entendent pour dire qu'un enfant, pour se sentir en sécurité, peut utiliser des modes de transition comme une petite couverture, un oursin ou même un jouet, car cela correspond à un environnement ou à une odeur qu'il connaît. L'enfant devra lui-même apprendre à transiger avec ses fétiches et ce n'est pas à nous de lui imposer de s'en départir.

Il y avait aussi de la violence entre les enfants. Je dois vous dire qu'il y en a encore, parce que je suis encore là. Les interventions à ce sujet consistaient à les punir ou, à l'occasion, à les taper. Un membre du conseil d'administration a dit, à un moment donné, dans une réunion d'information, qu'une petite tape, ça ne faisait pas mal.

Mon enfant me disait qu'il n'aimait pas telle ou telle monitrice car elle tapait les enfants. Une autre, quand elle n'a plus le contrôle, offre aux enfants d'aller faire le mort dans la salle pour la sieste.

M. St-Julien: Je crois qu'il serait bon de s'arrêter pendant deux minutes, n'est-ce pas?

Le vice-président: Oui, d'accord.

• 1529

Le vice-président: À l'ordre!

Vous êtes prête à continuer, madame Viger?

Mme Viger: Je reprends l'exemple. Mon enfant me disait qu'il n'aimait pas telle monitrice car elle tapait les enfants. Une autre, quand elle n'avait plus le contrôle, offrait aux enfants d'aller faire le mort dans la salle pour la sieste. Alors que je racontais une histoire à mon enfant à l'heure de son dodo le soir, il s'est mis à pleurer en me disant qu'il ne voulait pas que je meure. Il me posait beaucoup de questions sur la mort. Il me racontait que si on faisait dodo quand on n'était pas gentil, on mourait. En essayant de régler la violence par la violence, comment peut-on espérer arrêter celle-ci?

Il n'y avait aucun suivi de l'enfant. Comme parent, je trouve important de savoir comment mon enfant fonctionne en groupe. La participation des parents était nulle.

[Traduction]

- Two of them charged unacceptably high fees, much above what the regulations of the Office allow.
- Philosophies were non-existent or ill defined;
- All had inadequate techniques and instructors lacking the skills to meet all aspects of a child's needs.

Let me give you an example. My child could not take his little blanket wherever he wanted. Regulations stated that he could use it only for his nap. According to them, it was only a whim and anyway the children were fighting and this made control difficult. In another day care, the children used to play with their little blankets during nap time, so they decided to cover them only after they were asleep. I saw immediately that this was only to help staff control the children and had nothing to do with the needs of the children. The result was that children would clamour for their blankets or throw tantrums, but then, realizing it was no use, would settle down and accept the situation—but at what a cost!

Many experts agree that a child will feel more secure if he can use a "transition mode" like a small blanket, a teddybear or even a toy, because it is something familiar or has a smell he knows. The child will himself learn to get by without his fetishes, but we should not interfere to deprive him of them.

There was also fighting between the children. That is still happening. When it happened the staff used to punish or even strike the children. A member of the board even stated in a public information meeting that a little slap could not hurt.

My child used to say that he did not like such and such an instructor because she used to strike the children. Another, when she loses control, tells the children to go play dead at nap time.

Mr. St-Julien: I think we might have a two-minute pause, don't you think?

The Vice-Chairman: Yes, agreed.

The Vice-Chairman: Order!

Are you ready to proceed, Mrs. Viger?

Mrs. Viger: I will come back to my example. My child was telling me that he did not like a particular worker because she hit children. Another one, whenever she lost control, asked kids to go play dead in the rest area. Once, while I was telling my child a bedtime story, he started to cry and told me he did not want me to die. He asked me a lot of questions about death and told me that if you misbehave before having your nap, you can die. If you try to counter violence with violence how can you put an end to it?

There was no follow-up on children. As a parent, I think it is important to know how my child behaves in a group situation. Parents' participation was non-existent.

[Text]

• 1515

Normalement cela devrait être un éducateur ou une éducatrice par 8 enfants de 18 mois à 5 ans. À plusieurs reprises, j'ai vu 12 et même 15 enfants pour une monitrice. Il y avait aussi des interventions inadéquates au sujet de la sexualité. À l'heure de la sieste, mon enfant n'avait pas le droit de toucher à ses organes génitaux. Je lui ai demandé pourquoi, il me dit: «Ce n'est pas beau, les autres peuvent me voir. On ne fait pas ça.» Ce sont les éducatrices qui ont dit ça. Je crois que cette réaction des éducatrices est due à des valeurs inculquées dans leur jeune âge. D'après plusieurs spécialistes, la méthode masturbatoire est surtout définie comme une forme de compensation, de relaxation, de découverte sensuelle agréable, qu'il ne faut surtout pas nier. Pourquoi repousser cet état naturel?

Pour ce qui est des méthodes employées pour mettre propre un enfant, on se croirait encore en 1940. J'ai vu réprimander un enfant parce qu'il avait fait dans sa culotte. «Papa ne sera pas content, il va te chicaner. Ainsi, fais pipi, là.» Nous devrions nous informer, car, encore là, c'est un moment important dans la vie d'un enfant et s'il ne se sent pas compris, cela entravera d'une façon sérieuse son développement psychologique. Enfin, tous et toutes travaillent à leur façon sans avoir une approche ou une technique adéquate pour répondre aux besoins de l'enfant.

À cela, deux questions importantes: Quels seront ces enfants à l'âge adulte? Frustrés ou peut-être même violents, ou peut-être psychopathe. Qu'en pensez-vous? Aussi ne faudrait-il pas que le gouvernement se penche sur la question, car si nous ne trouvons pas des moyens préventifs pour remédier à la situation, d'ici peu de temps, nous aurons peut-être à sortir des fonds pour payer des psychologues, des psychiatres, des travailleurs sociaux et même des avocats, ou construire d'autres maisons de délinquance.

Pour les parents qui travaillent, la garderie apporte une stabilité qui, souvent, est difficile à obtenir par un autre mode de garde. Les garderies permettent un plus grand accès au marché du travail et sont un élément important pour l'accès des femmes à une plus grande égalité. Je crois qu'il y a un gros travail à faire, c'est-à-dire lien parents-éducateurs, insertion de la garderie dans ce milieu, prévention, dépistage, plus grande accessibilité, le nombre de places, formation obligatoire des éducateurs.

Étant donné que de 0 à 5 ans est l'âge qui marque le développement de notre personnalité à l'âge adulte, il est extrêmement important que nous nous penchions le plus rapidement possible sur le problème, car la garderie est le deuxième milieu de vie le plus important après la famille.

Mme Duplessis: Vous avez vécu des moments assez pénibles et c'est dû surtout en partie aux inégalités qui existent entre les grands centres et les régions dites éloignées. Vous avez eu des garderies ou des services qu'on retrouve beaucoup plus dans les grands centres, où les services sont plus adéquats. Ce matin, les propriétaires de garderies ou les directrices de garderies sont venues nous dire qu'un de leur gros problèmes était au niveau du personnel, qu'elles avaient beaucoup de difficulté à trouver du personnel qualifié et tout ça. Et, naturellement, il y a

[Translation]

Normally there should be one worker for every eight children from 18 months to five years of age. Several times, I saw 12 and even 15 children with one worker. There were also inappropriate statements about sexuality. During nap time, my child was told not to touch his genitals. I asked him why and he said to me: it is dirty, the others can see me. You are not to do that. It is the workers who told him so. I think that this reaction on the part of the workers is the consequence of the values taught to them when they were young. According to several experts, masturbation is mainly a form of compensation, of relaxation, of pleasant sensual discovery that should in no way be forbidden. Why should they suppress such a natural act?

As for the methods used to teach cleanliness, they are like something from the '40s. I saw a child being scolded because he had wet his pants. "Daddy will be cross, he will scold you. Go and have a wee here." We should know better, because, once again, this is an important phase in the life of the child and if he feels misunderstood, his psychological development will be seriously hindered. Finally, there is no appropriate approach or technique that is common to all the workers to meet the needs of the children.

There are two important questions: what kind of people will those children be when they reach adulthood? Will they be frustrated, maybe violent or even psychopathic? What do you think? The government should look at the issue because if we do not find preventive measures to remedy the situation, before long we may need money to pay for the services of psychoanalysts, psychiatrists, social workers and even lawyers, or to build more correctional centres.

For working parents, day care centres bring a stability that often cannot readily be provided by other means of child care. Day care centres make it easier for women to work and foster equality between the sexes. I think there is a lot of work to be done. There must be an interface between the parents and the workers, and day care centres must be integrated into people's lifestyle; prevention, screening, improved access and more spaces are needed, plus compulsory training for the workers.

Since the development of our adult personality takes place between birth and the age of 5, it is of the utmost that we study that issue as possible because day care centres are the second most important environment, after the family.

Mrs. Duplessis: You have had a rather painful experience, and it is mainly because of the inequalities between the large centres and the so called remote areas. You have known day care centres or services that are mainly available in large centres and where the services are more adequate. This morning, the owners or directors of day care centres came to tell us that one of their main problems had to do with personnel, that it was very difficult to find qualified personnel, and so on and so forth, and, of course, there is always the financial

[Texte]

toujours aussi le côté financier qui fait que souvent elles n'ont pas le moyen de pouvoir renouveler les jouets, de pouvoir avoir de beaux jouets éducatifs et tout ça. On voit ici qu'il y a vraiment des problèmes qui sont identifiés au niveau des régions qu'on retrouve.

Mme Viger: Vous dites que les garderies n'ont pas de personnes qualifiées. Je ne comprends pas. De toute façon, elles sont obligées d'avoir une personne sur trois qui soit qualifiée et à Rouyn-Noranda, on donne le cours de techniques de garderie, le cours de petite enfance et un autre cours que l'Office des services de garde offre, soit à l'université ou soit au CEGEP. Et dans cette garderie-là, il n'y a personne qui a son cours, c'est-à-dire fini, terminé. Il y en a quelques-unes qui ont commencé leur cours, mais, d'après l'OSGE, on serait supposé d'avoir terminé son cours de techniques de garderie en 1988. Et ce n'est pas encore fait.

• 1520

C'est seulement mon témoignage parce que, à la garderie, je suis la seule, c'est que je représente vraiment le groupe. Après une réunion d'information, nous avons écrit à l'OSGE et nous avons donné un compte rendu de la réunion d'information.

Mme Duplessis: Vous représentez un groupe de parents qui envoient leurs enfants à cette garderie?

Mme Viger: Oui. Surtout là.

Mme Duplessis: Alexandre a quel âge maintenant?

Mme Viger: Trois ans. Il y a à peu près une dizaine de parents qui pensent comme moi. On se tient ensemble; on essaie de changer des choses dans cette garderie. On a envoyé un document à l'OSGE. On n'a pas eu de nouvelles encore. On a eu des nouvelles mais c'est nous qui téléphonions. De toute façon, on a passé par l'agent de liaison de l'Office des services de la garde, qui représente Rouyn-Noranda. Il ne peut rien faire. Il a trop d'ouvrage. Il ne peut pas avancer le dossier, etc. Ce qu'on voulait savoir, ce que je n'ai pas dit là-dedans aussi, c'est que nous n'avons pas d'assemblée générale dans cette garderie. Et je ne comprends pas comment ça se fait.

Mme Duplessis: Comme dans les autres.

Mme Viger: Comme dans les autres garderies. Nous avons demandé à l'OSGE si c'était conforme à leur règlement. Ils ne nous ont pas répondu.

Mme Duplessis: C'est une garderie à but non lucratif?

Mme Viger: Oui, elle est subventionnée. On a voulu former un comité de parents. Au commencement, j'ai demandé s'il y avait des comités. Il n'y avait aucun comité. J'ai demandé si c'était possible de former un comité de parents. La directrice n'a pas voulu; quand cela ne faisait pas son affaire elle essayait pratiquement de te dire: si tu n'es pas contente, tu as juste à aller ailleurs. De toute façon, elle me l'a déjà dit. Puis je lui ai dit que non, que je ne m'en irai pas parce que les parents dans une garderie peuvent faire changer des choses.

On a envoyé le document. L'agent de liaison nous a tout simplement dit qu'il avait trop de travail, qu'il donnerait le dossier à M^{me} Stella Guay et étant donné que ce n'était pas fait, on a appelé M^{me} Stella Guay et elle ne savait pas ce qu'il

[Traduction]

aspect, which means that often they do not have the means to renew their stock of toys and cannot afford nice educational toys. We can see that some of the problems are really related to the particular regions.

Mrs. Viger: You said that day care centres do not have qualified personnel. I do not understand. One worker out of three must be qualified and in Rouyn-Noranda there is a course on day care techniques, another on early childhood, and through the university or the CEGEP the *Office des services de garde* is offers yet another. And in this particular day care centre, there is not one graduated worker. Some have begun their course, but according to the OSGE they are supposed to have completed their course in day care techniques by 1988. We have a way to go yet.

I alone am appearing because in the day care centre I am the only one, I do represent the group. Following a briefing, we wrote to the OSGE and reported to them what was said during that meeting.

Mrs. Duplessis: You represent a group of parents that send their children to this day care centre?

Mrs. Viger: Yes. Mainly that one.

Mrs. Duplessis: How old is Alexandre?

Mrs. Viger: Three. There are about 10 or so parents that think as I do. We keep together; we try to change things in this day care centre. We did send a report to the OSGE, but have not yet received an answer. We got some answers because we called them. At any rate, we went through the liaison officer for Rouyn-Noranda of the *Office des services de la garde*. He cannot do anything. He has too much work. He cannot push the file ahead. What we wanted to know, and what I do not say in that brief, is that there are no general meetings at that day care centre. And I do not understand why.

Mrs. Duplessis: Other centres hold them.

Mrs. Viger: Yes. We asked the OSGE if it was in accordance with their regulations. They did not answer.

Mrs. Duplessis: Is it a non-profit day care centre?

Mrs. Viger: Yes, it is subsidized. We wanted to establish a parents' committee. In the beginning, I asked if there were committees. There was no committee. I asked if it would be possible to establish a parents' committee. The director said no; whenever something she did not like was suggested she more or less told you that if you did not like it you could go elsewhere. Indeed, she did tell me so. I told her no, I would not go, because parents in a day care centre can get things changed.

We sent the report. The liaison officer merely told us that he had too much work, that he would give the file to Mrs. Stella Guay and since nothing was done, we called Mrs. Stella Guay and she did not know where it was at. We wrote her a letter.

[Text]

en était. On lui a écrit une lettre. Elle a demandé le dossier, elle ne nous a jamais répondu. Ensuite, on est allé voir l'attaché politique à Rouyn, on lui a donné le dossier puis on lui a dit ce qui arrivait. Il s'est informé, l'attaché politique à Québec de la ministre à la Condition féminine, je pense, et supposément que la semaine dernière M^{me} Stella Guay et la ministre de la Condition féminine se sont rencontrées pour voir ce qui se passait et il nous a dit qu'il ne pouvait rien faire avec le document qu'ils ont reçu. Il nous a dit que s'il y avait des sévices corporels on n'avait seulement qu'à faire une plainte à la DPJ, puis c'était tout. A la suite de cette plainte, on fermerait la garderie, puis il y aurait une enquête. Ou bien il y aurait une enquête puis on fermerait la garderie. De toute façon, l'attaché politique n'en savait pas plus long que cela. C'est ce qu'il nous a dit.

Comme parents, on a beaucoup de problèmes à avoir des services de l'OSGE. Qu'est-ce qu'on fait quand on a un problème à la garderie?

Mme Duplessis: Est-ce que vous êtes sur le marché du travail à Rouyn?

Mme Viger: Je suis étudiante à l'université, et je fais mon stage au au CLSC.

Mme Duplessis: Est-ce qu'il a déjà été question au niveau de l'université d'avoir une garderie pour les enfants des étudiants? Cela existe dans d'autres provinces. Des garderies attachées aux universités qui fonctionnent très bien. C'est facile pour l'étudiante ou l'étudiant de jeter un coup d'oeil sur l'enfant?

Mme Viger: Oui, je comprends très bien, mais il n'y en a pas ici.

Mme Duplessis: Il n'y a pas suffisamment de parents étudiants?

Mme Viger: Il y en aurait assez. Il y a quelqu'un qui a déjà essayé d'en ouvrir une, puis cela a tombé à l'eau. Je ne sais pas pour quelle raison. Je ne sais pas si c'est elle qui a laissé ou si c'était impossible. De toute façon, je m'étais renseignée pour ouvrir une garderie avec trois autres personnes à Rouyn. Je suis allée à Montréal, à Longueuil, j'ai vu l'agent de liaison qui s'occupe d'ouvrir les garderies et elle m'a dit que, à Rouyn-Noranda, on n'en a pas tellement besoin. Il y en a déjà trois, Il va falloir les relocaliser parce que leurs locaux ne sont pas adéquats.

On a trois garderies à Rouyn-Noranda mais ça n'empêche pas que nous sommes très mal servis.

• 1525

Mme Duplessis: Ce serait peut-être une solution à envisager, dans votre cas. Vous dites qu'il y a plusieurs étudiants qui ont des enfants et ce serait peut-être un projet à revoir.

Mme Viger: Me destinant au travail social, le côté enfant m'intéresse terriblement. Et je trouve affreux qu'on laisse des enfants dans des garderies avec... Il faut qu'il y ait une prévention quelque part puis il va falloir se pencher sur cette situation si on ne veut pas avoir des problèmes.

[Translation]

She asked for the file but she never wrote back. Thereafter, we went and saw the political attaché in Rouyn, we gave him the file and we told him what was happening. He enquired of the Quebec City political attaché to the Minister on the Status of Women, I think, and supposedly last week Mrs. Stella Guay and the Minister on the Status of Women met to assess what was happening and he told us that he could not do anything with the report. He told us that if children were being beaten we could just send a complaint to the Provincial Youth Department, and that was all. On receipt of the complaint, the day care centre would be closed and there would be an enquiry. Or there would be an enquiry and then the day care centre would be closed. Anyway, the political attaché did not know anymore than that. That is what he told us.

As parents, it is already very hard to get services from the OSGE. What do we do when we have a problem with the day care centre?

Mrs. Duplessis: Do you work in Rouyn?

Mrs. Viger: I study in the university and I am on a training program in the local community services centre.

Mrs. Duplessis: Has any suggestion been made for a day care centre in the university for the students' children? In other provinces, there are day care centres in universities and it works very well. It is easier for the students to keep an eye on their children.

Mrs. Viger: Yes, I understand but there is no such service here.

Mrs. Duplessis: There are not enough student parents?

Mrs. Viger: Yes, there are. Somebody already tried to open one, but it did not go anywhere. I do not know why. I do not know if she gave it up or if it was impossible. Anyway, I did enquire about opening a day care centre with three other people in Rouyn. I went to Monreal, to Longueuil, I saw the liaison officer in charge of the opening of new day care centres and she told me that we did not really need one in Rouyn-Noranda. There are already three, they will have to be relocated because their facilities are not adequate.

There are three day care centres in Rouyn-Noranda but nevertheless we are very ill served.

Mrs. Duplessis: It might be a solution in your case. You said that there are several students with children and that might be a worthwhile project.

Mrs. Viger: Social work is my aim and therefore I am terribly interested in children. It is horrible to leave children in day care centres with... some preventive measures must be taken somewhere and then we will have to look after that situation if we do not want to have problems.

[Texte]

Mme Duplessis: Le but de notre Comité est justement de faire des recommandations afin d'établir des politiques et des mises en application pour que les jeunes Canadiens puissent avoir des services de qualité en garderie.

M. St-Julien: Est-ce qu'il y a d'autres parents partagent vos vues sur les garderies dans Rouyn-Noranda?

Mme Viger: Oui, ce sont les parents qui travaillent m'ont chargée de venir témoigner.

M. St-Julien: Est-ce que vous avez déjà fait des rapports ou fait partie de commissions sur cette question?

Mme Viger: J'ai fait un rapport à la Commission Rochon. Il y a un mémoire qui a été présenté et j'ai donné le côté garderie, c'est-à-dire parents-garderie-société. C'est un mémoire de deux pages et demie. On va peut-être le laisser sur les tablettes.

M. St-Julien: Est-ce que le Comité pourrait recevoir une copie de votre mémoire?

Mme Viger: Oui.

Le vice-président: La gérance des garderies à Noranda est en cogestion avec les parents et administrateurs? À votre garderie, ce sont les parents qui font partie du conseil d'administration?

Mme Viger: Je vais vous expliquer comment cela fonctionne. Étant donné que nous n'avons pas d'assemblée générale de parents une fois par année, on n'en a même pas une par année, ce sont des réunions d'information. Le conseil d'administration est formé de parents mais de parents choisis par la directrice.

Le vice-président: Il n'y a pas de règlement ou conseil?

Mme Viger: La garderie a des règlements internes et, étant donné que nous sommes un comité de parents, nous avons demandé de voir la charte, les derniers procès-verbaux et les règlements internes de la garderie. Ils nous ont répondu que cette garderie fonctionnait de cette façon et cela les étonnait qu'on leur demande ça. Donc, ils ne nous ont rien donné. On ne sait pas comment ça fonctionne. Quelqu'un m'a donné une copie des règlements, mais ils sont vieux et ont été modifiés depuis.

Le vice-président: Les informations que vous avez données dans votre témoignage viennent de personnes qui y travaillent ou des enfants?

Mme Viger: C'est mon enfant pour certaines choses; sur la mort, c'est un parent qui en a été témoin. Je peux vous raconter un peu ce qui s'était passé. Elle est arrivée un matin à 11 h 30, c'était pratiquement l'heure du dîner; pour les enfants, c'était l'heure de chanter; la monitrice voulait que les enfants chantent. Il y en avait deux ou trois, qui faisaient les petits fous fous en arrière, puis elle leur a dit: c'est assez!—c'est ce que le parent m'a répété—je ne veux plus entendre un mot! Vous ne vous rappelez pas ce qui est arrivé hier? Les enfants se sont tous tus et ont dit: «non». Et la monitrice leur a dit: non, vous ne vous rappelez pas quand vous êtes allés faire le mort en haut? La mère est restée très très surprise et elle a accusé un enfant. Elle a dit: est-ce que tu as compris parce que sinon tu vas monter faire le mort tout seul dans la grande salle. Donc,

[Traduction]

Mrs. Duplessis: The *raison d'être* of our committee is to recommend the implementation of policies that will provide young Canadians with quality day care centre services.

Mr. St-Julien: Are there other parents who share your views on the Rouyn-Noranda day care centres?

Mrs. Viger: Yes, it is the working parents who asked me to come and testify.

Mr. St-Julien: Have you already written reports or worked with commissions studying the issue?

Mrs. Viger: I wrote a report for the Rochon Commission. A brief was presented and I wrote the day care centre section, I wrote something on the parents-day care centre-society interface. It is a two and a half page brief. It may just get shelved.

Mr. St-Julien: Could a copy of your brief be made available to our committee?

Mrs. Viger: Yes.

The Vice-Chairman: The day care centres in Noranda are co-managed by the parents and the directors? In your day care centre, is it the parents who are on the board?

Mrs. Viger: I will tell you how they operate. Since there are no yearly general meetings of the parents, there is not even one per year, these are only information meetings. The board is composed of parents, but parents selected by the director.

The Vice-Chairman: There are no rules or regulations?

Mrs. Viger: There are by-laws, and since we are a parents' committee, we asked for the charter, the minutes of the latest meeting and the by-laws of the day care centre. Their response was that they ran the centre as they saw fit and they found our request surprising. Therefore, they gave us nothing. We do not know how they operate. Somebody gave me a copy of the regulations, but they are the old ones and they have already been changed.

The Vice-Chairman: Does the information that you gave us in your testimony come from the workers or from the children?

Mrs. Viger: For some of them, it is my child; about the death business, it is a parent who witnessed it. I can tell you briefly what happened. She arrived one morning at 11.30 a.m., almost dinner time; for the children, it was singing time; the worker wanted the children to sing. There were two or three who were misbehaving and she told them: Stop it!—this is what the parent reported to me—I do not want to hear another word! Don't you remember what happened yesterday? All the children fell silent and said: no. And the worker told them: no, have you forgotten when you went and played dead upstairs? The mother was really surprised, and the worker singled out one child. She said: Do you understand? If not, you will go and play dead upstairs, all alone in the big room. To her, to play dead was to go and take a rest, a punishment. At that age each

[Text]

pour elle, faire le mort, c'était d'aller se reposer, c'était comme une punition. Mais à cet âge chaque enfant voit la mort d'une manière différente. Puis mon enfant ça faisait deux ou trois fois...

Le lendemain soir, Alexandre m'a dit ce qui s'était passé. Je pleurais, je savais ce qui s'était passé parce que le parent nous l'avait raconté au comité de parents. J'avais demandé à Alexandre ce qu'était la mort pour lui, et il m'avait dit que quand on n'était pas gentil et qu'on faisait dodo, on pouvait mourir. Il sait que son grand-papa est mort, il sait qu'on ne bouge plus quand on meurt. La mort fait peur aux enfants. Imaginez comment cela peut être intégré.

• 1530

Ce sont des choses que je vois, moi aussi, à la garderie. J'ai déjà vu une monitrice donner des coups de pied sur les bottes d'un enfant. Cela, je ne l'ai pas écrit. Je trouve que ce sont des interventions inadéquates.

Au niveau de la sexualité, mon enfant m'a dit qu'il ne pouvait pas toucher son pénis quand il faisait dodo, parce que la monitrice ne voulait pas, parce que c'est sale, que ce n'est pas beau et que les autres vont le voir. J'ai fait un an en sexologie, et quand j'entends des choses de ce genre, j'ai les nerfs à fleur de peau, parce que je trouve que ce n'est pas correct de penser comme cela et d'inculquer ces notions aux enfants. Ce sont des valeurs qui ne sont pas bonnes pour nos enfants. On est 1986, et il y a tellement de documents et de livres importants et intéressants. Si on intervient au niveau des enfants, on devrait faire attention.

Aussi, à un moment donné, je suis arrivée à 17h00 et on m'a donné une petite note me disant qu'Alexandre avait mordu un enfant. Alexandre ne mord jamais, c'est très rare. Il était là depuis septembre et c'est arrivé en février. La monitrice tremblait devant moi et elle a dit: Alexandre a mordu un enfant, etc. J'ai dit: Mon Dieu, qu'est-ce qui s'est passé? Cela semble grave. Elle a dit: Je comprends que c'est grave! Elle me disait cela devant Alexandre. Alexandre avait été chicané pendant l'après-midi et là elle avait l'air de dire: Tu es mieux de lui dire à ton fils que ce n'est pas correct de mordre. Alexandre me regardait, il regardait la monitrice, et il était tout mal. Je lui ai alors demandé quelle intervention elle avait faite. Savez-vous ce qu'elle m'a répondu? Elle m'a dit qu'elle lui avait demandé s'il aimerait se faire mordre. Elle a dit: Veux-tu que je te morde, moi, pour voir ce que ça fait? Là je l'ai regardée, et j'ai dit: Ce n'est pas vrai, tu n'as pas répondu comme cela? Elle m'a répondu oui. Elle a dit: Eh bien, il faut qu'il sache que ça fait mal. J'ai dit: Écoute-moi bien. Il arrive qu'un enfant mord. Sais-tu pourquoi un enfant mord? Un enfant mord parce que tu ne lui montres pas à s'exprimer. À un moment donné, il devient tellement agressif que la seule façon qu'il a de se faire comprendre est de mordre. C'est parce que tu ne lui as pas montré à dire: Ca, je n'aime pas ça, je ne veux pas que tu fasses ça.

À la garderie à Montréal, c'est ce qu'on faisait. Quand un enfant faisait mal à quelqu'un d'autre, le moniteur lui disait: Regarde ce que tu as fait; ça fait mal; regarde, ton ami pleure. Il lui faisait prendre conscience de ce que ça faisait, mais sans

[Translation]

child visualizes death in a different way. For my child it was the second or the third time...

The following evening, Alexandre told me what happened. I was crying, I knew what had happened because the parent had told us during the parents' committee meeting. I asked Alexandre what death meant to him, and he said that if a child was naughty, when he was asleep he could die. He knows that his grandfather is dead, and he knows that when somebody does not move anymore, he is dead. Children are scared by death. It is hard to explain it to them.

I see things like that at the day care centre. I have seen an employee kick a child's boots. I find that kind of attitude quite inadequate.

As far as sexuality is concerned, my child told me that he was not allowed to touch his penis when he was sleeping because the employee said it was dirty and ugly, and other children would see him. I studied sexology for one year, and when I hear that kind of thing, I get exasperated, because that kind of thinking is wrong and children should not be taught such values. It is not good for our children. This is 1986, and so many important interesting books have been published on that subject. Whenever we deal with children, we have to be careful.

Also, when I arrived one day at 5 p.m. I was given a little note stating that Alexandre had bitten another child. Alexandre never bites, it is very rare. He had been going to this day care centre since last September, and this happened in February. The child care worker was trembling when she told me Alexandre has bitten another child. I said my God, what happened? It seemed very serious. She said, of course it is serious. And she said so right in front of Alexandre. He had been pestered all afternoon, and now she seemed to be saying, you had better tell your son that he should not bite other children. Alexandre was watching me and the child care worker and he was ill at ease. Then I asked her how she had reacted, and do you know what she answered? She told me that she had asked him how he would like to be bitten by somebody else. She asked him, do you want me to bite you, so you can see how it feels? Then I looked at her and said, you're joking, you could not possibly have reacted like that? She said, yes, she did; he had to learn that it hurts. I said, listen to me. When a child happens to bite another one, do you know why he does it? It is because you do not teach him how to express himself. He sometimes gets so aggressive that the only way for him to make himself understood is to bite. He reacted like that because you have not taught him how to say, I do not like that, I do not want you to do that.

That is what we did at the day care centre in Montreal. When a child would hurt somebody else, the child care worker would tell him, look what you have done; it hurts; look, your friend is crying. The employee would try to make him under-

[Texte]

le mordre. Ce n'est pas en le mordant que tu vas régler le problème. Je n'ai pas aimé cette intervention.

Le vice-président: Au nom du Comité, je vous remercie pour votre témoignage.

Mme Viger: Merci.

Le vice-président: Nous accueillons maintenant les représentantes du Jardin d'Alakazou, M^{me} Suzanne Gosselin, présidente, et M^{me} Nicole Pelletier.

Je vous souhaite la bienvenue à notre Comité.

Mme Suzanne Gosselin (présidente du Jardin d'Alakazou): On va vous décrire un peu le Jardin d'Alakazou. Ce nom est inspiré de l'émission *Passe-Partout*.

Mme Nicole Pelletier (Jardin d'Alakazou): Ce sera un peu différent, car je crois que vous n'avez entendu jusqu'à maintenant que des représentants de garderies.

Mme Gosselin: On n'est pas reconnus par l'Office des services de garde. Nous vous ferons un exposé et, si vous avez besoin de précisions, nous pourrons vous les donner.

On est incorporés depuis le 8 septembre 1982. C'est un jardin d'enfants géré par un conseil d'administration élu chaque année à même les membres lors d'une assemblée générale annuelle.

• 1535

Le Jardin est accessible à tous les enfants de deux ans et demi à cinq ans. Il est animé par une personne ressource, notre animatrice, aidée d'un parent qui est différent chaque demi-journée; le parent d'un enfant vient faire ces animations.

Les principaux objectifs du Jardin d'Alakazou sont des objectifs de bien-être de la collectivité. Notre organisme a comme principal objectif la socialisation de l'enfant et, intimement liée à ceci, la santé mentale de la mère et du père.

Les moyens privilégiés pour atteindre ces objectifs: Au niveau de la socialisation de l'enfant, on a des activités ludiques—le jeu pour le jeu—, des activités manuelles, du bricolage, de la pâte à modeler, de la peinture, enfin toutes les activités manuelles qu'on peut retrouver dans les garderies, des activités psychomotrices, de la motricité globale, de la motricité fine, des activités de prévention, c'est-à-dire des rencontres avec l'hygiéniste dentaire ou les pompiers, et enfin des activités éducatives avec des jeux éducatifs. Tout ceci en interaction continue enfant-enfant et enfant-animatrice ou enfant-parent animateur.

On aide les parents au niveau de la santé mentale en les libérant un peu de leur tâche éducative, une ou deux demi-journées par semaine, et en leur donnant des moyens, des idées pour qu'ils puissent continuer à la maison le travail déjà amorcé au Jardin. Selon le contrat qu'il signe quand il vient au jardin, le parent est obligé de venir faire des demi-journées d'animation. On n'a pas les moyens d'avoir deux animatrices. Il y a donc toujours une animatrice et un parent. Quand le parent travaille avec son enfant, il voit ce qu'il fait et il peut

[Traduction]

stand the consequences of what he had done, but he would never bite him, because that is not a solution to the problem. So I did not like this reaction at all.

The Vice-Chairman: On behalf of the committee, I want to thank you for your evidence.

Mrs. Viger: Thank you.

The Vice-Chairman: We will now hear the representatives of Jardin d'Alakazou, Mrs. Suzanne Gosselin, the president, and Mrs. Nicole Pelletier.

Welcome to our committee.

Mrs. Suzanne Gosselin (President, Jardin d'Alakazou): Let me give you some information about the *Jardin d'Alakazou*. The name was inspired by the program *Passe-Partout*.

Mrs. Nicole Pelletier (Jardin d'Alakazou): This will be a little different, because up until now you have only heard from representatives of day care centres.

Mrs. Gosselin: We are not registered with the *Office des services de garde*. We are going to make a presentation and then, if you want some clarification, we will be happy to answer your questions.

Our centre was incorporated on September 8, 1982. It is a nursery which is managed by a board of directors whose members are elected every year among the members of the corporation, at the annual general meeting.

Le Jardin is open to all children between two-and-a-half and five-years-of age. It is managed by our coordinator who is assisted by a different parent every half day.

Le Jardin d'Alakazou's main objective is the well being of the community, and more precisely, the socialization of the child and, simultaneously, the mental well being of the parents.

As far as the socialization of the child is concerned, we give the priority to the recreational activities which involve a lot of playing, arts and crafts, plasticene, painting, all of these activities which are common in day care centres, and coordination activities, for the development of large and small muscles, prevention activities, for example, visits by a dental nurse or by firemen, and educational activities with educational games. There is a continual interface child-child, child-co-ordinator or child-coordinating parent.

As far as the parents mental well being is concerned, we try and help them by contributing to their education responsibilities one or two half days a week, and by making some suggestions so that at home they can continue the work that has been undertaken at *Le Jardin*. When he registers his child, the parent has to sign a contract whereby he undertakes to help the coordinator for several half days. We cannot afford to hire two coordinators. So there is always one coordinator and one parent. By working with his child, the parent is able to

[Text]

parfois continuer à la maison. Parfois il se rend compte que son enfant n'est pas plus espiègle que les autres et que son fonctionnement en groupe est satisfaisant.

Il y a une différence entre un jardin et une garderie. Chez nous, contrairement à la garderie, les enfants ne peuvent pas venir plus de deux demi-journées par semaine, et les jours sont fixes. S'il s'inscrit pour le lundi après-midi et le mercredi après-midi, il doit venir ces deux jours-là. Si la mère va magasiner le jeudi, il n'est pas question qu'elle nous amène l'enfant. L'enfant peut aussi être inscrit pour une demi-journée.

Notre objectif n'est pas la garde de l'enfant, mais plutôt la socialisation de l'enfant. On s'adresse peut-être davantage à la femme au foyer parce que nos horaires sont vraiment déplaisants pour les femmes qui travaillent. On commence à 09h00 et on finit à 11h30; on recommence à 13h00 et on finit à 15h30. Ce ne sont pas des horaires qui conviennent aux parents qui travaillent. On s'adresse surtout aux femmes à la maison qui veulent envoyer leur enfant à l'extérieur de la maison pour qu'il puisse se socialiser. C'est important parce que dans les familles d'aujourd'hui, il y a beaucoup moins d'enfants. La socialisation est donc plus difficile à faire.

Mme Pelletier: En fait, le Jardin est une prématernelle plutôt qu'une garderie. Cela ressemble davantage à une prématernelle.

Mme Duplessis: C'est pour s'habituer à vivre en société.

Mme Gosselin: C'est cela.

Il y a des parents qui travaillent qui veulent envoyer leur enfant au Jardin, mais on s'est rendu compte que la plupart des parents qui travaillaient et qui envoyaient leur enfant au Jardin avaient aussi une gardienne à la maison. Donc, le processus de cette socialisation est le même. À la maison, il n'en a pas plus parce que ce sont toujours les mêmes enfants. Ils ne sont pas gardés à l'extérieur de la maison, là où il y a plusieurs autres enfants.

Au niveau du financement, on n'est pas reconnu par l'Office des services de garde, ni par personne d'autre. Notre financement, nous devons le faire nous-mêmes. Actuellement, on a 35 enfants d'inscrits. Certains viennent une demi-journée par semaine et d'autres deux demi-journées par semaine. Ceux qui viennent une demi-journée par semaine paient 13\$ par mois et ceux qui viennent deux demi-journées par semaine paient 26\$ par mois. On a pensé à augmenter les cotisations, mais on a abandonné l'idée. On s'adresse la plupart du temps à la femme au foyer, ce qui veut dire qu'il y a seulement un revenu à la maison, car seul le père travaille. Si on augmentait nos cotisations, on le ferait au détriment de personnes à revenu modeste. Dans notre localité, des personnes à revenu modeste, il y en a. Il y a aussi des enfants de familles monoparentales. Si on augmente nos cotisations, on va perdre ces gens-là, et c'est peut-être eux qui en ont le plus besoin.

• 1540

On a fait des efforts surhumains cette année pour arriver à s'autofinancer adéquatement. On organise un tirage annuel. On est allés chercher des dons auprès d'organismes de notre

[Translation]

continue the work at home. Sometimes he can see by himself that his child is not more noted than another one and that he behaves in a satisfactory fashion with other children.

There is a distinction to be made between a nursery and a day care centre. Children cannot attend *Le Jardin* more than two half days a week, and those days are set in advance. If the child is registered for Monday and Wednesday afternoons, he has to come those two afternoons. If his mother wants to go shopping on Thursday, she cannot bring us her child. The child may also be registered for one half day only.

Our objective is not to look after a child, but rather to encourage his socialization. Our services may be more intended for the non-working mothers, because our working hours are not very convenient for working mothers. *Le Jardin* is open from 9 to 11.30 a.m. and from 1 to 3.30 p.m. These hours are impossible for working parents, so our clientele is mostly made up of non-working mothers who want to send their children to some place outside their homes for socialization purposes. This is important because nowadays, families have fewer children, so socialization is more difficult.

Mrs. Pelletier: As a matter of fact, *Le Jardin* is more a kindergarden than a day care centre.

Mrs. Duplessis: To teach the child how to live in society.

Mrs. Gosselin: Exactly.

Some working parents want to send their children to *Le Jardin*, and we realized that most of them had a babysitter at home. Therefore, the socialization process is the same, at home there is no socialization because the same children are living together. If you want a child to get socialized, you have to give him the opportunity to meet other children outside his home.

As far as financing is concerned, we are not registered at the *Office des services de garde* or anywhere else. We have to depend on our own revenues. Presently, we have 35 children, some of them one half-day a week and others two half-days a week. For one half-day a week, it is \$13 a month, and for two half-days a week, it is \$26 a month. We thought about increasing these contributions, but we decided against it. Most of our children's, mothers stay at home, and that means there is only one bread winner in the family, the father. An increase in our fees would hurt low income individuals. And there are a lot of low income people in our area. There are also people from single-parent families. If we increase our fees, we will lose these people, and they may be the ones who need the service the most.

We have made super human efforts this year to be self financing. We organize a draw every year. We approach local community organizations for donations. We contacted our

[Texte]

localité. On a pris contact avec nos députés fédéral et provincial, avec Centraide. Certaines réponses sont à venir, mais présentement, nos dépenses dépassent nos revenus.

Nos dépenses vont essentiellement aux salaires d'animatrices, au loyer et à l'achat de matériel. Du gros matériel, on n'en achète pas, mais des feuilles, on en a besoin. Tout le matériel de bricolage pour les enfants, ces choses-là, c'est du matériel périssable qu'il faut renouveler chaque année. Il faudrait maintenant le renouveler, mais c'est toujours selon les moyens qu'on a, et on ne les a pas maintenant. Il faut donc étirer.

On a un déficit d'à peu près 300\$ par mois. Comment réussissons-nous à subvenir à nos besoins avec ce déficit-là? Lors de l'implantation du Jardin en 1981, il y a eu un projet PDCC, et on avait réussi à mettre de côté 5,000\$. En organisant des tirages et en obtenant des subventions, on est allés chercher environ 2,000\$, mais on a déjà grugé ce montant et on est maintenant en train de gruger le montant économisé avec le projet PDCC. Notre avenir à long terme est toujours incertain. On planifie mois par mois, parce qu'on ne sait pas ce qui peut nous arriver. On vit des dons qu'on peut recevoir d'un organisme ou d'un autre.

C'est un peu pour ça qu'on est venues vous rencontrer aujourd'hui.

Le vice-président: Madame Duplessis, s'il vous plaît.

Mme Duplessis: Madame Gosselin, je vous souhaite la bienvenue. À quel endroit le Jardin est-il situé?

Mme Gosselin: À Senneterre.

Mme Duplessis: Dans une école?

Mme Gosselin: On est dans le centre socioculturel qui appartient à la ville. C'est une ancienne école qui loge aussi la bibliothèque, les services de la ville. On a ouvert deux classes.

Mme Duplessis: Au moins, le local vous est fourni. Devez-vous le payer?

Mme Gosselin: On doit payer 242\$ par mois de loyer.

Mme Duplessis: Est-ce qu'on vous repeint le local quand c'est nécessaire?

Mme Gosselin: Le centre socioculturel s'autofinance. Quand ils ont de l'argent, ils font ce qu'on leur demande, mais quand ils n'en ont pas, on est obligés de... Ils refont la peinture si les murs sont en train de s'écailler, mais il faut toujours tirer bien fort, parce qu'eux non plus n'en ont pas d'argent. On est cependant obligés de s'occuper de notre aménagement intérieur.

Mme Duplessis: Combien avez-vous d'enfants par demi-journée?

Mme Gosselin: On a des groupes de 12 à 15.

Mme Duplessis: Y a-t-il à ce moment-là un ou deux parents?

[Traduction]

federal and provincial members of parliament, and we contacted the United Way. We are still waiting for some replies, but at the present time our expenditures exceed our revenues.

Most of our expenditures are for the salaries of the caregivers, rent and the purchase of supplies. We do not buy large items, but we do need things like paper. All the supplies the children play with, and things of this sort, are perishable goods that have to be renewed each year. Our supplies need renewing at the moment, but everything always depends on our resources, and at the moment we do not have any resources. We therefore have to find ways of stretching our resources.

Our deficit is about \$300 a month. How can we meet our needs as long as we run such a deficit? When the nursery school was set up in 1981, we managed to set aside \$5,000 from a community development program grant. We obtained about \$2,000 through draws and subsidies, but we have already spent some of this money, and we are now dipping into the funds we saved as a result of the community development project. Our long-term future is always uncertain. We make plans from one month to the next, because we do not know what might happen. We live on the donations we get from various organizations.

That is one of the main reasons we came to see you today.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis, please.

Mrs. Duplessis: Welcome, Ms Gosselin. Where is your nursery school located?

Mrs. Gosselin: In Senneterre.

Mrs. Duplessis: In a school?

Mrs. Gosselin: We are located in a social cultural centre that belongs to the town. The building used to be a school, and presently houses a library and various municipal services as well. We have opened two classes.

Mrs. Duplessis: At least you have the premises. Do you have to pay for them?

Mrs. Gosselin: We pay \$242 in monthly rent.

Mrs. Duplessis: Are the rooms repainted for you when this becomes necessary?

Mrs. Gosselin: The social cultural centre is self financing. When the people in charge have some money, they do what we ask, but when they do not have any money, we have to... they repaint the walls if the paint is chipping off, but we always have to apply a lot of pressure, because they do not have any money either. However, we do not have to look after this type of detail ourselves.

Mrs. Duplessis: How many children do you have in the half-day program?

Mrs. Gosselin: There are between 12 and 15 children in the groups.

Mrs. Duplessis: Would there be one or two parents present for groups this size?

[Text]

Mme Gosselin: Il y a un parent et l'animatrice. Quand il n'y a que huit enfants, l'animatrice va se charger de l'animation seule, mais elle a toujours une liste des membres du comité et elle peut appeler quelqu'un. S'il arrive un accident, ce n'est pas très prudent qu'elle soit toute seule avec les enfants, parce qu'elle ne peut pas sortir. Elle appelle alors quelqu'un du comité. Il y a même au comité quelqu'un qui travaille au CLSC et qui peut toujours venir chercher les enfants. C'est une question de sécurité.

On croit beaucoup au Jardin d'Alakazou, mais . . .

Mme Duplessis: C'est un genre de halte-garderie, en fait?

Mme Gosselin: Ce n'est pas une halte-garderie, parce que les parents doivent être inscrits et payer une cotisation de 5\$. Ils paient au début du mois. Que l'enfant vienne une fois ou quatre fois, il faut que le parent paie au début du mois, parce qu'il est inscrit. S'il ne revient pas le mois suivant, il est désinscrit et il va payer encore 5\$ quand il va se réinscrire.

C'est vraiment une inscription. Cela nous permet de faire un suivi.

Mme Pelletier: Ils ont des journées fixes; ils ne peuvent pas venir à n'importe quel moment.

Mme Gosselin: Ils ne peuvent pas venir le jeudi après-midi si ça les tente. Si leur enfant n'est pas inscrit, c'est bien dommage, mais il ne pourra pas venir.

Mme Pelletier: L'enfant s'inscrit au début de la saison pour le lundi après-midi et le mercredi après-midi, par exemple. Pendant toute la saison, il vient toujours ces jours-là, à moins qu'il veuille changer pour le mardi matin et le jeudi matin.

Mme Duplessis: Êtes-vous toutes les deux mères de jeunes enfants?

• 1545

Mme Gosselin: Oui, et ils sont là. C'est pour cela qu'on y croit beaucoup. Dernièrement, on a eu des tempêtes et on ne veut pas toujours garder les enfants à la maison. Il faut qu'ils aillent quelque part. Les enfants adorent cela.

Mme Duplessis: Ils aiment cela.

Mme Gosselin: Pour ma part, j'ai commencé à travailler. J'ai besoin d'une gardienne, mais mon enfant va continuer à aller au Jardin d'Alakazou.

Avant que je commence à travailler, j'étais toute seule à la maison avec ces enfants-là. Je n'aurais jamais pensé à les envoyer dans une garderie. Je trouvais qu'ils étaient bien avec moi. Je me disais que j'avais choisi de rester à la maison et de les garder. Mais là je me suis dit: C'est seulement deux demi-journées par semaine, et ils apprennent à vivre avec les autres. J'ai un autre enfant. Je trouve que c'est une activité valorisante pour l'enfant. Il a vu des amis de son âge, il n'est plus obligé de

[Translation]

Mrs. Gosselin: There is one parent and one caregiver. When there are only eight children, the caregiver looks after the children alone, but she has a list of committee members and she can call on one of them. It is not a very good idea for her to be all alone, because if an accident happens, she cannot leave. In such a case, she would call on someone from the committee. One of the committee members is a person who works at the local community service centre, who can come and get the children at any time. We have structured our activities this way for reasons of safety.

We believe in the *Jardin d'Alakazou* very much, but . . .

Mrs. Duplessis: Is it actually sort of a drop in day care centre?

Mrs. Gosselin: It is not a drop in day care centre, because the parents must be registered and pay \$5 at the beginning of the month. Whether the child comes once or four times in the month, the parent must pay at the beginning of the month, because he is registered in the program. If the parent does not come back the following month, his or her name is taken off the list, and he or she pays another \$5 fee to re-register.

As a result of this registration process, we can follow up our members better.

Mrs. Pelletier: The parents do have set days; they cannot come just any time.

Mrs. Gosselin: The parents cannot bring their child in on a Thursday afternoon if they feel like it. If the child is not registered, it is too bad, but he will not be able to come at that time.

Mrs. Pelletier: The parent enrolls the child at the beginning of the season for Monday afternoons and Wednesday afternoons, for example. So the child always comes on those days throughout the season, unless the parent wants to switch to Tuesday and Thursday mornings.

Mrs. Duplessis: Do both of you have young children?

Mrs. Gosselin: Yes, and they exist. This is why we believe in it. We have had storms lately and we do not want to keep children at home systematically. They have to go somewhere and they love it.

Mrs. Duplessis: They love it.

Mrs. Gosselin: I am working now. I need a child care worker but my child will still go to the d'Alakazou Child Care Centre.

Before I started work, I was all alone with these children at home. I would never have thought sending them to a child care centre. I thought that they were well cared for at home. I told myself that I had decided to stay at home and to care for them. But then I said to myself it was only for two half-days per week during which they could learn to live with others. I have another child. It is a great developing experience for a child. He sees friends his age, he does not have to look after the

[Texte]

s'occuper du plus jeune et de jouer avec des enfants trop jeunes pour lui.

Mme Pelletier: L'enfant a un peu la même réaction qu'à la maternelle. Il est tout fier d'apporter ses choses à la maison, de nous montrer cela. Mon aînée est présentement à la maternelle, mais je trouve que le fait de fréquenter le Jardin lui a fait un bien énorme. Elle n'était pas sociable du tout. Elle était gênée et tout cela. Elle a mis du temps à s'adapter au Jardin, mais cela lui a fait un bien énorme. Lorsqu'elle est entrée à la maternelle, il n'y a eu aucun problème. Ce fut un vrai charme.

Mme Duplessis: Selon vous, c'est presque une nécessité.

Mme Gosselin: Je pense que oui. Il y a déjà eu plus d'enfants inscrits, mais maintenant on est toujours au dernier cent. Si on faisait un battage publicitaire, je suis sûre qu'on aurait plus d'inscriptions. Mais il faut faire de la publicité pour septembre sans savoir où on sera en septembre.

Mme Duplessis: Je comprends.

• 1550

Mme Gosselin: Si on est sûr d'être encore ici en septembre et de ne pas toujours avoir à refaire les mêmes démarches pour les subventions et si tout va bien et qu'on est bien implanté, à ce moment on donnera un gros coup pour la publicité.

Mme Duplessis: Je vous remercie. Votre expérience est très intéressante.

Le vice-président: M. St-Julien a une question?

M. St-Julien: J'ai deux ou trois questions. Merci, monsieur le président.

Il me fait plaisir, Suzanne, de te voir ici pour témoigner.

A Senneterre, est-ce-qu'il y a de la place pour une ou deux garderies? Je sais que tu me vois venir.

Mme Gosselin: Oui! Je pense qu'il y a de la place pour un jardin et une garderie.

M. St-Julien: Il est important de te connaître. Je sais que tantôt, quand tu as parlé de subvention, selon les critères... , par exemple, dernièrement l'article 38 concernant... une personne pour travailler chez vous.

Mme Gosselin: Oui.

M. St-Julien: Je sais qu'il y a des critères pour obtenir des subventions, autant au provincial qu'au fédéral. Penses-tu que le municipal devrait s'impliquer monétairement pour des subventions pour les jardins ou pour les garderies?

Mme Gosselin: Je vois ça difficilement. Par exemple, la bâtisse où l'on est, ils ont de la difficulté à l'administrer. Je pense qu'on aurait de la difficulté. Ils nous diraient toujours que c'est du domaine du privé.

Je ne le vois pas de cette façon mais je pense que ce serait probablement la réponse que l'on se ferait donner par la municipalité.

[Traduction]

youngest one anymore nor to play with children who are younger than he.

Mrs. Pelletier: The children have the same reactions as when they are at the nursery school. They are very proud to bring back their things at home, to show us everything they have done. My oldest daughter is in kindergarden now but the nursery school has benefitted her to a great extent. She was not gregarious at all. She was shy and everything. It took her sometime to adjust to the nursery school but she has greatly benefitted from it. There was no problem at all when she entered kindergarden. It was really great.

Mrs. Duplessis: You think that children should go through nursery schools.

Mrs. Gosselin: Yes, I think so. More children are registered but we are down to our last penny. If we publicized it, I am positive that more children would come. But we have to start a publicity campaign so that we know how many children will come in September.

Mrs. Duplessis: I see.

Mrs. Gosselin: If we know without the slightest doubt that we will still exist in September that we will not have to make the same representations again to obtain grants, if everything goes well and if we are well established, then we will put together a vigorous publicity campaign.

Mrs. Duplessis: Thank you. Your experience is very interesting.

The Vice-Chairman: Mr. St-Julien, do you have any questions?

Mr. St-Julien: I have two or three questions. Thank you, Mr. Chairman.

Suzanne, I am happy to see you here as a witness.

In Senneterre, could one or two child care centres be established? You probably know what I mean.

Mrs. Gosselin: Yes! I think we could have one nursery school and one child care centre.

Mr. St-Julien: It is important to know you. Earlier, when you talked about grants, under the criteria... , for instance, section 38 concerning... an individual who could work for you.

Mrs. Gosselin: Yes.

Mr. St-Julien: I know that certain criteria have to be met in order to obtain grants at the provincial and at the federal level. Do you think that municipal governments should subsidize nursery schools or child care centres?

Mrs. Gosselin: It would be difficult. For instance, they have great difficulty operating the building in which we are. I think it would be difficult. They would tell us that this should be done by the private sector.

I do not see it that way but this is probably what the municipal government would answer us.

[Text]

M. St-Julien: Très bien. Les halte-garderies sont prévues par la loi provinciale, sous les services de garde, soit le projet de loi 77 concernant les services de garde. Si ce service est officiellement reconnu, pourquoi n'assure-t-on pas un financement plus généreux ou une meilleure promotion?

Mme Gosselin: Pour quelles raisons?

M. St-Julien: ... Pour être assuré d'un financement plus généreux ou d'une meilleure promotion.

Mme Gosselin: Du Jardin?

M. St-Julien: Oui.

Mme Gosselin: La promotion, on l'a faite à plusieurs reprises. Cela a débloqué, mais on est rendus à un point où il faudrait peut-être investir davantage en publicité, en temps, en bénévolat et en argent. On est toutes des bénévoles, exceptée notre animatrice. Maintenant, on ne sait pas. Si on n'a pas d'argent, ça ne nous donne rien d'investir du temps humain, parce que l'on va être obligés de fermer à brève échéance.

M. St-Julien: Pardonnez-moi. Mais jusqu'à maintenant, êtes-vous beaucoup de moniteurs?

Mme Gosselin: Il y a une animatrice et on est neuf dans le conseil d'administration. Nos parents sont obligés de s'impliquer au niveau de l'animation. Je ne peux pas dire qu'on est seulement neuf, parce que tous les parents sont obligés de passer comme animateurs au Jardin. De plus, on a des fêtes où l'on regroupe tous les enfants en même temps. Il est inutile de penser que l'on est seulement dix avec 45 enfants, ça ne se fait pas. En conséquence, les parents sont obligés de venir pour les fêtes d'enfants. Les parents, tout de même, s'impliquent et sont obligés de s'impliquer. Un parent qui inscrit son enfant au Jardin, il est inscrit dans son contrat qu'il est obligé de faire ses animations et cela regroupe n° 35 parents.

M. St-Julien: Ma dernière question est: Est-ce que c'est le manque de financement?

Mme Gosselin: Oui. Notre gros problème c'est ça présentement.

Le vice-président: Est-ce qu'il y a une garderie à Senne-terre?

Mme Gosselin: Il y a une garderie qui vient de s'implanter.

Le vice-président: Oui. Combien de places y a-t-il?

Mme Gosselin: Je l'ignore, mais la garderie au départ avait été parrainée par le Jardin d'Alakazou. Mais, l'histoire qu'il y avait ... On est un nouveau conseil d'administration mais c'est l'ancien conseil d'administration qui a lancé la garderie. On n'a jamais eu de contrat de parrainage. Il semblerait que dans le contrat de parrainage la garderie ne devait offrir que des services pour trois jours et plus, par semaine. Il y aurait donc eu place pour une garderie et un jardin.

• 1555

Mais, s'il s'agit d'une rencontre avec la garderie, il ne faudrait pas que cela gêne nos services. Nous ne perdons pas de gens à la garderie. Les femmes qui sont à la maison pensent rarement à envoyer les enfants dans une garderie. Elles les

[Translation]

Mr. St-Julien: Okay. Bill 77 concerning child care services, which is a provincial bill, recognizes drop in centres. If these services are formally recognized, why are they not better financed or better promoted?

Mrs. Gosselin: Why?

Mr. St-Julien: ... so that they be better financed or better promoted.

Mrs. Gosselin: Are you talking about the nursery school?

Mr. St-Julien: Yes.

Mrs. Gosselin: We have already had several promotion campaigns. We have seen some improvements but maybe we should advertise more, and invest more time, more money and attract more volunteers. We are all volunteers, except our child development worker. But we do not know. If we have no money, it will be useless to invest more time because we will have to close our doors in the very near future.

Mr. St-Julien: Excuse me for asking this, but how many child development workers do you have?

Mrs. Gosselin: We have one child development worker and our board of directors has nine members. Parents must participate in our child development program. I cannot say that we are only nine people because all parents have to work with the children at the nursery school. And sometimes we have parties at the school where all the children are together. Ten people cannot care for 45 children, that is impossible. So parents have to come when we have parties. Parents are involved in this process and have to be involved. When a parent registers his child at the nursery school, the contract says that he or she has to pitch in and this goes for our 35 parents.

Mr. St-Julien: Last question: are you short of money?

Mrs. Gosselin: Yes, this is a major problem.

The Vice-Chairman: Is there a child care centre in Senne-terre?

Mrs. Gosselin: One has just been established.

The Vice-Chairman: I see. How many spaces are there?

Mrs. Gosselin: I do not know, but at the outset this child care centre was sponsored by the Alakazou Nursery School. The former board of directors decided to establish this child care centre but the board has changed since. We never saw the sponsorship contract. The sponsorship contract apparently provided that the child care centre would offer services three or more days a week. So a child care centre and a nursery school could have been established.

But the child care centre should not hamper our services. We will not lose children to the child care centre. Women who stay at home rarely think of sending their children to a child

[Texte]

envoient au Jardin. Mais cela n'amènera pas plus de clientèle à la garderie.

Le vice-président: Merci, de la part du Comité. Merci d'être venues.

Mme Gosselin: J'espère que j'ai bien répondu à vos questions. Aurons-nous des nouvelles positives de cela.

Le vice-président: Mesdames et messieurs ainsi se termine notre séjour à Val-d'Or. Je remercie tous les gens qui ont pris le temps de venir témoigner. Le Comité en a profité énormément. Merci aux députés, à Val-d'Or et à tous ses citoyens.

La séance est levée.

[Traduction]

care centre. They send them to the nursery school. But this will not bring more children to the child care centre.

The Vice-Chairman: Thank you on behalf of the committee, thank you for having appeared before us.

Mrs. Gosselin: I hope I have answered your questions appropriately. Will this exercise bring positive results?

The Vice-Chairman: Ladies and gentlemen, this brings an end to our hearings in Val-d'Or. I thank all those who have taken the time to appear before us. This has been of great benefit to the committee. I would like to thank the members of parliament, Val-d'Or and all its citizens.

The meeting is adjourned.

From «La Maison d'hébergement «Le Nid»»:
Rachel Boutin, Coordinator.

From the «Club des Handicapés de Val d'Or»:
Anne-Marie Desmarais, President.

From the «Centre local des Services communautaires de Noranda»:
Michelle Viger.

From the «Jardin d'Alakazou de Senneterre»:
Suzanne Gosselin, President;
Nicole Pelletier.

De la Maison d'hébergement «Le Nid»:
Rachel Boutin, coordonnatrice.

Du Club des Handicapés de Val d'Or:
Anne-Marie Desmarais, présidente.

Du Centre local de Services communautaires de Noranda:
Michelle Viger.

Du Jardin d'Alakazou de Senneterre:
Suzanne Gosselin, présidente;
Nicole Pelletier.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From «Le Cep Inc.» Daycare Centre of Noranda:

Réal Desrochers, Coordinator.

From the United Way—Val d'Or:

Lucie Blais.

From the «Fleur et Miel» Daycare Centre of Rouyn:

Hélène Leblanc, Employee;

Chantal Danis, Chairman, Board of Directors.

From the «Les Petits Chatons» Daycare Centre of La Sarre:

•Denise Proulx-Noël, Director General.

From the Lebel Health Center of Abitibi-East:

André Désilets, Coordinator;

Andrée Aubut, Chairman, Board of Directors of the «Sucre d'orge» Daycare Centre.

From «La Gaminerie Inc.» Daycare Centre and «L'Agence du Petit Bonheur»:

Georgette Chartier, Director General.

From the «Chez Caliméro Inc.» Daycare Centre of Ville-Marie:

Carole Perron, Director.

De la garderie le Cep Inc. de Noranda:

Réal Desrochers, coordonnateur.

De Centraide Val d'Or:

Lucie Blais.

De la garderie Fleur et Miel de Rouyn:

Hélène Leblanc, employée;

Chantal Danis, présidente, Conseil d'administration.

De la garderie «Les Petits Chatons Inc.» de La Sarre:

Denise Proulx-Noël, directrice générale.

Du Centre de santé Lebel d'Abitibi est:

André Désilets, coordonnateur;

Andrée Aubut, présidente, Conseil d'administration de la garderie «Sucre d'orge».

De la garderie La Gaminerie Inc. et de l'Agence du Petit Bonheur:

Georgette Chartier, directrice générale.

De la garderie Chez Caliméro Inc. de Ville-Marie:

Carole Perron, directrice.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

21
C3
5C31

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 20

Montréal, Québec
Monday, April 28, 1986

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 20

Montréal (Québec)
Le lundi 28 avril 1986

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Ross Belsher
Suzanne Duplessis
Cyril Keeper

Rob Nicholson
Lucie Pépin

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(4)

On Monday, April 28, 1986:

Cyril Keeper replaced Margaret Anne Mitchell.

Conformément à l'article 94(4) du Règlement

Le lundi 28 avril 1986:

Cyril Keeper remplace Margaret Anne Mitchell.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, APRIL 28, 1986
(48)

[Text]

The Special Committee on Child Care met in Montreal, Québec at 9:10 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Cyril Keeper, Robert Nicholson and Lucie Pépin.

In attendance: Sherri Torjman and Linda Gobeil Researchers and Anne-Marie Gingras, Assistant.

Witnesses: From the "Garderie Narnia": Barbara Kaiser, Director and Malcolm McLean, President. *From the Notre-Dame-de-Grâce Community Council:* Diane N. Doray, Director. *From the "Association québécoise des directrices de garderie":* Lyn Fleury, President and Lucie Biondi, Administrator. *From the "Comité provincial provisoire des femmes en agriculture":* Lise Sarrazin, President and Marie Bouillé, Secretary. *From the "Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (C.I.A.F.T.):* Lyse Leduc and Evelyne Sheehy. *From the Black Community Council of Quebec:* Ronald Rock, Executive Director; Leith Hamilton, Executive Director and Zoya Taylor. *From the Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association:* Maurice J. King, Chief Executive Officer; Janet Hicks, Executive Director and Cheryl Stanger, Animator. *From the "Association des Puéricultrices de la Province de Québec":* Monique Côté Petit, President and Yolande Mettayer Meloche. *From "La Garderie de Mon Coeur" of the YWCA—Montreal:* Renée Brisson. Harold Geltman. *From "Le juge-pénitent":* Lionel Leblanc.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985 Issue No. 1*).

Barbara Kaiser from the "Garderie Narnia" made a statement and with Malcolm McLean answered questions.

Diane N. Doray from the Notre-Dame-de-Grace Community Council made a statement and answered questions.

Lyn Fleury from the "Association québécoise des directrices de garderie" made a statement and with Lucie Biondi answered questions.

Lise Sarrazin from the Provisional Provincial Committee of Women in Agriculture made a statement and with Marie Bouillé answered questions.

Lyse Leduc and Evelyne Sheehy from the "Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail" made a statement and answered questions.

The witnesses from the Black Community Council of Quebec made a statement and answered questions.

The witnesses from the Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association made a statement and answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE LUNDI 28 AVRIL 1986
(48)

[Texte]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit aujourd'hui à Montréal, Québec, à 9 h 10, sous la présidence de Leo Duguay, (vice-président).

Membres du Comité présents: Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Cyril Keeper, Robert Nicholson et Lucie Pépin.

Également présents: Sherri Torjman et Linda Gobeil chercheuses et Anne-Marie Gingras, adjointe.

Témoins: De la Garderie Narnia: Barbara Kaiser, directrice et Malcolm McLean, président. *Du Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce:* Diane N. Doray, directrice. *De l'Association québécoise des directrices de garderie:* Lyn Fleury, présidente et Lucie Biondi, administratrice. *Du Comité provincial provisoire des femmes en agriculture:* Lise Sarrazin, présidente et Marie Bouillé, secrétaire. *Du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (C.I.A.F.T.):* Lyse Leduc et Evelyne Sheehy. *De «The Black Community Council of Quebec»:* Ronald Rock, directeur exécutif; Leith Hamilton, directeur exécutif et Zoya Taylor. *De «Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association»:* Maurice J. King, chef de la direction; Janet Hicks, directrice exécutive et Cheryl Stanger, animatrice. *De l'Association des Puéricultrices de la Province de Québec:* Monique Côté Petit, présidente et Yolande Mettayer Meloche. *De la Garderie de Mon Coeur du YWCA—Montréal:* Renée Brisson. Harold Geltman. *De «Le juge-pénitent»:* Lionel Leblanc.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi, 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Barbara Kaiser de la Garderie Narnia fait une déclaration et avec Malcolm McLean répond aux questions.

Diane N. Doray du Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce fait une déclaration et répond aux questions.

Lyn Fleury de l'Association québécoise des directrices de garderie fait une déclaration et avec Lucie Biondi répond aux questions.

Lise Sarrazin du Comité provincial provisoire des femmes en agriculture fait une déclaration et avec Marie Bouillé répond aux questions.

Lyse Leduc et Evelyne Sheehy du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (C.I.A.F.T.) font une déclaration et répondent aux questions.

Les témoins de «The Black Community Council of Quebec» font une déclaration et répondent aux questions.

Les témoins de «Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association» font une déclaration et répondent aux questions.

The witnesses from the "Association des Puéricultrices de la Province de Québec" made a statement and answered questions.

Renée Brisson from "La Garderie de Mon Coeur" of the YWCA—Montreal made a statement and answered questions.

Harold Geltman made a statement.

Lionel Leblanc made a statement and answered questions.

At 11:58 o'clock a.m., the Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING (49)

The Special Committee on Child Care met in Montréal, Québec, at 2:08 o'clock p.m., this day, the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Cyril Keeper, Robert Nicholson and Lucie Pépin.

In attendance: Sherri Torjman and Linda Gobeil, Researchers. Anne-Marie Gingras, Assistant.

Witnesses: From the Royal Victoria Hospital: Richard G. Stock, Vice-president, Corporate Services; Ellen Unkrig-Staton, Coordinator, Day Care Centre and Jane Skelton, Coordinator, Child Care Services. *From the "Garderie Lafontaine Inc.":* Michèle Marquis; Johanne Pilon, teacher and André Senecal, Coordinator. *From the "Association des femmes collaboratrices":* Yolande Bédard, President and Denise Blanchette, Director General. *From the "Garderie coopérative Le Petit Prince":* Micheline Ferron, Director. *From the Family Life, Development and Culture:* Lorna Harford, Director and Madeline Harford, Director. *From the McGill Community Family Center:* Marilyn Newman, Director; Alison LeVasseur and Jill de Villafranca, Chairwoman of Finance Committee. Joëlle Noulín-Mérat. Ghitta Sternberg. S.M. Rubin. *From the "Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS)":* Louise Coulombe-Joly, President; Marie Ange Sylvestre, Vice-President and Michelle Houle-Ouellet. Micheline Lalonde-Graton. Sara Silva-Simoes. *From the University of Montreal:* Charles E. Caouette, Department of Psychology.

The witnesses from the Royal Victoria Hospital made a statement and answered questions.

The witnesses from the "Garderie Lafontaine" made a statement.

The witnesses from the "Association des femmes collaboratrices" made a statement and answered questions.

Micheline Ferron from the "Garderie coopérative Le Petit Prince" made a statement and answered questions.

The witnesses from Family Life, Development and Culture made a statement and answered questions.

The witnesses from McGill Community Family Center made a statement and answered questions.

Joëlle Noulín-Mérat made a statement.

Ghitta Sternberg made a statement and answered questions.

Les témoins de l'Association des Puéricultrices de la Province de Québec font une déclaration et répondent aux questions.

Renée Brisson de la Garderie de Mon Coeur du YWCA—Montréal fait une déclaration et répond aux questions.

Harold Geltman fait une déclaration.

Lionel Leblanc fait une déclaration et répond aux questions.

A 11 h 58, le Comité suspend ses travaux jusqu'à 14 heures cet après-midi.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (49)

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit aujourd'hui à Montréal, Québec, à 14 h 08, sous la présidence de Leo Duguay, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Cyril Keeper, Robert Nicholson et Lucie Pépin.

Également présents: Sherri Torjman et Linda Gobeil, recherchistes. Anne-Marie Gingras, adjointe.

Témoins: De l'Hôpital Royal Victoria: Richard G. Stock, vice-président, Services corporatifs; Ellen Unkrig-Staton, coordonnatrice, la garderie et Jane Skelton, coordonnatrice, service de garde. *De la Garderie Lafontaine Inc.:* Michèle Marquis; Johanne Pilon, éducatrice et André Sénécal, coordonnateur. *De l'Association des femmes collaboratrices:* Yolande Bédard, présidente et Denise Blanchette, directrice générale. *De La Garderie coopérative Le Petit Prince:* Micheline Ferron, directrice. *De La vie familiale, développement et culture:* Lorna Harford, directrice et Madeline Harford, directrice. *De «McGill Community Family Center»:* Marilyn Newman, directrice; Alison LeVasseur et Jill de Villafranca, présidente, comité des finances. Joëlle Noulín-Mérat. Ghitta Sternberg. S.M. Rubin. *De l'Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS):* Louise Coulombe Joly, présidente; Marie Ange Sylvestre, vice-présidente et Michelle Houle-Ouellet. Micheline Lalonde-Graton. Sara Silva-Simoes. *De l'Université de Montréal:* Charles E. Caouette, Département de psychologie.

Les témoins de l'Hôpital Royal Victoria font une déclaration et répondent aux questions.

Les témoins de la Garderie Lafontaine font une déclaration.

Les témoins de l'Association des femmes collaboratrices font une déclaration et répondent aux questions.

Micheline Ferron de la Garderie coopérative Le Petit Prince fait une déclaration et répond aux questions.

Les témoins de La vie familiale, développement et culture font une déclaration et répondent aux questions.

Les témoins du «McGill Community Family Center» font une déclaration et répondent aux questions.

Joëlle Noulín-Mérat fait une déclaration.

Ghitta Sternberg fait une déclaration et répond aux questions.

Joëlle Noulín-Mérat resumed her statement and answered questions.

S.M. Rubin made a statement.

Louise Coulombe-Joly made a statement and with the other witnesses from the "Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale" answered questions.

Micheline Lalonde-Graton made a statement and answered questions.

Sara Silva-Simoes asked and answered questions.

Charles E. Caouette from the University of Montreal made a statement and answered questions.

Harold Geltman made a statement.

At 5:40 o'clock p.m., the Committee adjourned until tomorrow morning.

Joëlle Noulín-Mérat reprend sa déclaration et répond aux questions.

S.M. Rubin fait une déclaration.

Louise Coulombe-Joly fait une déclaration et avec les autres témoins de l'Association féminine d'Éducation et d'Action Sociale, répond aux questions.

Micheline Lalonde-Graton fait une déclaration et répond aux questions.

Sara Silva-Simoes demande et répond à des questions.

Charles E. Caouette de l'Université de Montréal fait une déclaration et répond aux questions.

Harold Geltman fait une déclaration.

A 17 h 40, le Comité suspend ses travaux jusqu'à demain matin.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Monday, April 28, 1986

• 0900

Le vice-président: À l'ordre!

Bonjour, mesdames et messieurs. C'est avec plaisir que nous reprenons les audiences du Comité spécial sur la garde d'enfants.

Le premier exposé sera fait par les représentants de la Garderie Narnia. Ce sont M^{me} Barbara Kaiser, directrice, et M. Malcolm McLean, président du conseil d'administration.

Good morning and welcome to our committee meeting.

Mr. Malcolm McLean (President, Board of Directors, Garderie Narnia): Good morning, Mr. Duguay, and members.

We are very pleased to be here this morning. We notice that your publicity talks about child care involving just about everybody and that is certainly where we would like to start.

We have seen a long list of interests in day care from women working outside the home to the business people who are enjoying those workers, to the men who would rather not stay at home and take care of children when their women go out of the home; there are immigrant families and many more. We have looked at the Cooke Report and seen a long list of needs for day care.

We just wanted to say that we agree that these needs are real—that is our feeling—but we wanted to add another dimension to the question. We are concerned about the quality of day care being offered in the many different ways it is being offered today; that this is not an area that has been adequately covered or regulated.

We think there is a strong case there alone for a much more intensive government role in day care. We are hoping that this committee itself is representative of the federal government being prepared to take a more active role.

So we are concerned about the philosophy of what day care represents. It is not just a dumping ground for children. It is more than just a function of changing work patterns or marital patterns. It is also an opportunity for our government, our society to have a real influence on what is happening in the future, the behaviour and values of our future citizens.

We think some day care centres are doing a very good job, embodying some of these objectives of looking ahead to the future and preparing children, but there are an awful lot that do not, either because they do not know what to do or maybe they are not trying. We have heard horror stories from California last year. Even in Quebec there have been some horror stories about very bad places for children to be.

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le lundi 28 avril 1986

The Vice-Chairman: Order please!

Good morning, ladies and gentlemen. We are pleased to resume hearings of the Special Committee on Child Care.

Our first witnesses are representatives from *Garderie Narnia*, Mrs. Barbara Kaiser, Director, and Mr. Malcolm McLean, President of the board of directors.

Bonjour. Soyez les bienvenus à notre Comité.

M. Malcolm McLean (président du conseil d'administration de la garderie Narnia): Bonjour, monsieur Duguay et membres du comité.

Nous sommes très heureux d'être ici ce matin. Nous avons remarqué dans votre publicité que vous semblez considérer que la garde d'enfants intéresse un peu tout le monde, et c'est à partir de cela que nous voudrions débiter notre exposé.

Nous avons vu l'intérêt pour la garde d'enfants se manifester de toutes parts: de la femme qui occupe un emploi à temps plein à l'entrepreneur qui l'emploie, à celui qui préfère confier la garde de ses enfants à quelqu'un d'autre quand son épouse travaille à l'extérieur. Il s'est aussi manifesté chez des familles d'immigrants et chez bien d'autres encore. Nous avons examiné le rapport Cooke et nous y avons vu la longue liste de besoins en matière de garde d'enfants.

Nous savons que ces besoins sont réels, mais nous voulons ajouter une autre dimension à la question. La qualité des services de garde qui sont offerts aujourd'hui nous inquiète sous bien des rapports, et nous craignons que ce soit un aspect que l'on ait quelque peu négligé et qui ne soit pas suffisamment réglementé.

Nous pensons que le gouvernement pourrait jouer un rôle beaucoup plus important à cet égard. Nous espérons en outre que le présent Comité représente bien l'intention du gouvernement fédéral de jouer un rôle plus actif.

Nous nous intéressons donc à la philosophie derrière l'activité de la garde d'enfants. Une garderie, c'est bien plus qu'un simple dépôt pour enfants. Ce phénomène n'est pas qu'une simple conséquence de l'évolution du monde du travail ou des schèmes matrimoniaux. La garde d'enfants constitue en même temps une occasion pour notre gouvernement et pour notre société d'exercer une influence réelle sur l'avenir, le comportement et les valeurs de nos futurs citoyens.

Certaines garderies ont adopté quelques-uns de ces objectifs en fonction de l'avenir et de la préparation des enfants, et elles font un travail exemplaire. Mais ce n'est pas le cas de toutes, soit par manque d'information, soit peut-être, par manque d'intérêt. Nous avons entendu des choses horribles à propos de ce qui se passait dans certaines garderies de Californie l'année dernière. Même le Québec a ses garderies où il n'est pas recommandable d'envoyer ses enfants.

[Texte]

We think there is a good case for a very minimal action by government to prepare some kind of guide to parents to what constitutes a good day care centre. Parents do not really know what to look for, and often they are too much in a hurry even to really look hard. Maybe they only find out halfway through the year that they have their children in a bad place and sometimes that puts them in a very hard situation to decide whether they are going to quit working or pull their children out of a day care centre when there is no other place available to them. So maybe a parents' guide on day care would be an awfully good start.

Ironically, one of the best places for parents information on these kinds of things is the day care centre itself. The parent who is fortunate to be in a day care centre which has a good information program, is away ahead in a wide range of child care issues, for everything from health to nutrition to what is on in the community that they are in. But perhaps it is a bit much to ask day care centres to provide this information on what constitutes a good day care centre.

I would like to pass the stand on to Barbara Kaiser. She is the Director of Narnia. She has a number of comments on the administration of day care in Quebec and in Canada.

• 0905

The Chairman: Thank you.

Ms Barbara Kaiser (Director, Garderie Narnia): I have come here today on behalf of the administrative perspective of day care and also on behalf of the teachers.

It is very difficult to run a quality day care for children when you have an overburdened and underpaid staff, and I have been involved in day care since the provincial government took it over from the federal government. Day care first began with a LIP grant, and I feel that in itself states Canada's lack of understanding of the role of day care in Canadian society. I think the first and most important step is that you, as representatives of the federal government, try to discover exactly what it means to Canada to provide this kind of care for their children.

In Europe, many day cares are part of society. Children attend school or day care services at the age of three, and 75% to 95% of the cost is subsidized by governments. It really is not that clear at all in the United States or in Canada, and I think that lack of definition has resulted in a lot of problems.

I think the various provincial sectors are having difficulty themselves in being overburdened. In Quebec it is the Ministry of Social Affairs, and they have a lot of other things to consider. They are not quite sure exactly what the role of day

[Traduction]

Nous pensons que le gouvernement pourrait à tout le moins rédiger un guide à l'intention des parents sur ce qui constitue une bonne garderie. Les parents ne savent pas trop quels aspects considérer et sont souvent même trop pressés pour prendre le temps de tout examiner. Peut-être ne se rendent-ils compte qu'au milieu de l'année que leurs enfants sont dans une mauvaise garderie, et cette constatation les met parfois dans la situation fort embarrassante de décider s'ils doivent arrêter de travailler ou retirer leurs enfants de cette garderie, quand il n'y a pas de place ailleurs. Un guide sur les services de garde à l'intention des parents serait peut-être donc un très bon début.

Il est ironique de penser que l'un des meilleurs endroits où les parents peuvent obtenir de l'information sur toutes ces choses, c'est la garderie même. Le parent qui a la chance d'envoyer ses enfants dans une garderie qui possède un bon programme d'information en sait déjà beaucoup plus au sujet de bien des aspects ayant trait aux soins des enfants: sur la santé, en passant par la nutrition, à ce qui se passe dans leur milieu. Mais peut-être est-il un peu exagéré que de demander à des garderies de donner de l'information sur ce qui constitue une bonne garderie.

Je passe maintenant la parole à M^{me} Barbara Kaiser, directrice de la Garderie Narnia. Elle a bien des choses à dire au sujet de l'administration des services de garde au Québec et au Canada.

Le président: Merci.

Mme Barbara Kaiser (directrice, Garderie Narnia): Je suis ici aujourd'hui pour vous entretenir de l'aspect administratif des services de garde et vous parler en même temps au nom des éducateurs.

Je travaille dans le domaine depuis que le gouvernement provincial a pris la relève du gouvernement fédéral en la matière, et je puis vous dire qu'il est très difficile de pouvoir donner des soins de qualité aux enfants avec une personne surchargée et mal payée. Les premières garderies ont vu le jour grâce à des subventions dans le cadre du Programme des initiatives locales. Cela reflète bien le manque de compréhension du rôle de la garderie dans la société au Canada. La première étape, et la plus importante, est que vous, en qualité de représentants du gouvernement fédéral, tentiez de découvrir exactement ce que cela signifie exactement pour le Canada que d'offrir ce genre de soins à ses enfants.

En Europe, bien des services de garde font partie de la société. Les enfants vont à l'école ou dans des services spécialisés à partir de trois ans, et 75 p. 100 à 95 p. 100 du coût de ces services sont subventionnés par le gouvernement. La situation n'est pas aussi claire aux États-Unis ou au Canada, et c'est ce manque de précision qui a provoqué toute une foule de problèmes.

Les divers services provinciaux sont aussi surchargés et ont bien de la difficulté à tout faire. Au Québec, les services de garde relèvent du ministère des Affaires sociales, mais parmi bien d'autres choses. Les fonctionnaires du ministère ne savent

[Text]

care is or how much of their financial structure should go towards day care.

I think one thing the federal government could do to redirect some of that confusion is to award moneys specifically to day care as opposed to the Ministry of Social Affairs, so it would be more directly offered, so it would be understood where it is going and so other aspects of the ministry would not have to fight over the same moneys all the time.

Also, I think the cost of day care is going up, as is everything else in our society. The subsidy that is given directly to day care has remained at \$4 per day per child this year. When it first began in 1974, day care was not receiving any direct subsidies.

It has been found through the Cooke report that it costs approximately \$24 a day to provide good care to children, and therefore that leaves a burden of \$20 a day per child to the parents, which creates an exorbitant cost that makes it economically unfeasible to work. Especially for a woman who might be a single parent, it is almost more beneficial to go on welfare or to expect some of that financial aid through other social services, because if three-quarters of her salary is going to the care of her child, it really is not that useful a service.

Another area in which I feel the federal government could directly play a more effective role is tax exemption. I feel the limited tax exemption is a bit unrealistic to the actual cost, and perhaps it would encourage single parents and members of the family to work if they felt that at least they could deduct a more realistic figure at tax time, perhaps the actual cost of sending the child to day care.

One other area I find very difficult is, as Mr. McLean said, the uninformed parent. As administrator, the burden is really on me to help parents who cannot find a place at our centre to learn what they need to look for in other centres. Too many day care centres are not providing the kind of care our children deserve, and I think it is directly as a result of rules and regulations that are created for the benefit of children but are not necessarily supervised or carried through the way they should be.

The moneys we have just received for approximately 3,000 new places has merely created a larger burden on an already overburdened *l'Office des services de garde*, which at present has only two inspectors for the entire province of Quebec. In the four years Garderie Narnia has been in operation, we have been inspected only once.

In our case, I do not feel we are taking advantage of that situation, but I know of many day care centres in which the norms and regulations are not being followed. The parents are not aware of the norms so they do not even realize the required ratios are not there. They do not know where to go when they find they are dissatisfied with the service, and they are such a desperate population that they often do not even have the time

[Translation]

pas trop bien ce qu'est leur rôle et quelle part du budget devrait leur être réservée.

Pour mettre un terme à cette confusion, le gouvernement fédéral devrait affecter spécifiquement de l'argent aux services de garde dans le cadre de ses transferts au ministère des Affaires sociales afin qu'il n'y ait aucune confusion possible quant à la destination de cet argent et de faire taire les prétentions de tous les autres secteurs du ministère.

Comme tout le reste, le coût des services de garde augmente sans cesse. La subvention directe accordée pour chaque enfant est demeurée à 4\$ par jour cette année. Au début, en 1974, les services de garde n'étaient pas subventionnés du tout.

Dans le rapport Cooke, on dit qu'il faut environ 24\$ par jour pour dispenser des soins de qualité aux enfants. Les parents doivent donc déboursier 20\$ par jour, ce qui est une somme exorbitante que bien des gens ne peuvent se permettre de payer pour aller travailler. Pour une femme seule, ce serait presque plus avantageux de demeurer sur l'assistance sociale ou de se faire aider financièrement par d'autres services sociaux, parce que si elle doit consacrer les trois quarts de son revenu à la garde de son enfant, on ne peut pas dire que ce soit un service très utile.

Les déductions d'impôt sont un autre aspect que le gouvernement fédéral pourrait améliorer. La limite de déduction imposée manque un peu de réalisme par rapport au coût réel. Ce serait peut-être plus encourageant d'aller travailler à l'extérieur pour les chefs de familles monoparentales et les membres de la famille s'ils savaient qu'ils pourront déduire un montant qui s'approchera davantage des sommes réelles déboursées.

Le manque d'information des parents est un autre aspect qui me pose bien des difficultés, comme l'a dit M. McLean. En qualité d'administratrice, je me sens le devoir d'informer les parents dont nous ne pouvons accueillir les enfants à notre garderie de ce qu'ils doivent rechercher dans une autre. Il y a trop de garderies qui n'offrent pas le genre de soins auxquels nos enfants ont droit. Je crois que cela s'explique en grande partie par le manque de surveillance dans l'application des règles que l'on a énoncées en fonction du bien-être de nos enfants.

L'argent que nous venons tout juste de recevoir pour la création d'environ 3,000 nouvelles places n'a fait qu'embourber encore davantage l'*Office des services de garde*, qui était déjà surchargé et qui n'a que deux inspecteurs pour toute la province de Québec. Depuis l'ouverture de la Garderie Narnia, il y a quatre ans, nous n'avons eu qu'une seule visite d'un inspecteur.

Nous ne profitons pas de la situation chez nous, mais je connais bien des garderies où l'on ne respecte pas du tout les normes et les règlements. Les parents ne sont pas au courant des normes. Ils ne savent donc même pas si l'on respecte les rapports monitrice-enfants imposés. Ils ne savent même pas à qui se plaindre quand ils sont mécontents du service et sont dans la plupart des cas si désespérés qu'ils n'ont souvent même

[Texte]

or the courage to listen to what their children are telling them about their day care centres.

Also, I think the federal government's role in day care, if it were to become more involved . . . It is presently encouraging corporate day care. I have noticed in your schedule that you are even visiting a day care that is a corporate day care, which is certainly one of Montreal's finest day cares.

• 0910

However, I feel that when thinking about the child, and thinking about the needs of the child, corporations should play a role in financing day care, because it is day care that is enabling their personnel to work and be satisfied, hopefully; they are not worried about their children when working. However, the community day care is probably a much better resource for the child, as community day care allows the children to meet in the park and to meet at the pool, or to meet at whatever other resources the community has, and continue to develop the relationships they have begun at day care; whereas with corporate day care, when you no longer work at that corporation, or change your position, or go on to a future career, your child has to change day care centres. So the continuity is not there for the child.

I think the emphasis has to be placed on the children and the needs of the children. It is Canada's responsibility to take a role in ensuring the quality of care for their future leaders, which is what our children really are.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

J'aimerais connaître un peu plus votre garderie. Quel est l'âge des enfants usagers de votre garderie? Avez-vous des poupons dans votre garderie?

Ms Kaiser: No. Garderie Narnia starts at two and a half and we go through six. We provide an extended kindergarten program for children attending the local public schools in our area, but we only take children as of the age of two and a half.

Mme Duplessis: Comment recrutez-vous les parents qui doivent former le conseil d'administration?

Mr. M. McLean: It is a vote in the annual general assembly; a vote of the parents.

Mme Duplessis: Ce sont les parents eux-mêmes qui décident qui formera le conseil d'administration.

Mr. M. McLean: That is correct.

Mme Duplessis: Quels types de familles envoient leurs enfants dans votre garderie? Est-ce surtout des familles monoparentales ou des familles où les deux parents travaillent?

Ms Kaiser: Even though we happen to be located in Westmount, we really have families from welfare families, single-parent families, two-parent families where both are working. We really cover the entire gamut.

[Traduction]

pas le temps ou le courage d'écouter ce que leur racontent leurs enfants à propos de la garderie.

A l'heure actuelle, je crois que le gouvernement encourage davantage les garderies en milieu de travail. J'ai vu dans votre calendrier que vous alliez même visiter la garderie d'une société, qui figure sûrement parmi les meilleures garderies qui soient à Montréal.

Cependant, pour l'enfant et pour le bien de l'enfant, je crois que les sociétés devraient jouer un rôle dans le financement des services de garde parce que c'est grâce à ces services que leurs employés peuvent travailler et en retirer de la satisfaction, sachant qu'ils n'ont rien à craindre pour leurs enfants. Toutefois, la garderie communautaire constitue probablement une bien meilleure ressource pour les enfants étant donné qu'elle peut leur permettre de raffermir des liens déjà établis à la garderie quand ils rencontrent des copains au parc, à la piscine ou ailleurs dans leur milieu. Par contre, dans une garderie appartenant à une société, cette continuité est beaucoup plus difficile à assurer pour l'enfant quand les parents changent d'employeur, changent de poste ou décident d'une autre orientation.

C'est aux enfants et aux besoins des enfants que nous devons penser avant tout. Le Canada se doit de veiller à la qualité des soins que l'on accorde à ses futurs dirigeants, ce que sont véritablement nos enfants en devenir.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to know a little more about your day care centre. How old are the children who attend? Are your services extended to infants?

Mme Kaiser: Non. À la Garderie Narnia, nous acceptons les enfants de deux ans et demi à six ans. Nous avons un programme de jardin d'enfants à l'intention de ceux qui fréquentent les écoles publiques de notre secteur, mais nous n'acceptons les enfants qu'à partir de deux ans et demi.

Mrs. Duplessis: How do you go about recruiting those parents you need to form the board of directors?

M. M. McLean: Par un vote que nous tenons au moment de notre assemblée générale annuelle; un vote des parents.

Mrs. Duplessis: So, the parents themselves choose their board members.

M. M. McLean: C'est bien cela.

Mrs. Duplessis: What kinds of families send their children to your day care centre? Are they mostly single-parent families or two-parent families in which both parents work?

Mme Kaiser: Même si nous sommes dans Westmount, nos enfants viennent de tous les milieux: d'assistés sociaux, de familles monoparentales, de familles où les deux parents travaillent.

[Text]

Mme Duplessis: Si je comprends bien, vous avez de tous les types de familles.

Ms Kaiser: Yes. A little less than one-third of our parents receive a government subsidy to help them pay for the fees.

Mme Duplessis: Y a-t-il des spécialistes parmi les employés de votre garderie?

Ms Kaiser: About 90% of all our employees have a degree in early childhood education. I have a master's degree in educational administration. We have a very qualified staff. We have very little turnover in our staff; therefore we have staff with a lot of experience. We have very little turnover in our children as well, because we are very fortunate, we have a beautiful location and provide a nice service.

Mme Duplessis: C'est simplement pour établir une comparaison avec les régions éloignées qui connaissent d'autres problèmes.

Vous avez fait dit, en présentant votre mémoire, qu'il en coûte 24\$ par jour par enfant pour donner des soins de qualité. Il doit vous être difficile de payer vos spécialistes. On ne peut tout de même pas donner 4\$ l'heure à quelqu'un qui a 17 ou 18 ans de scolarité.

Ms Kaiser: Yes, exactly.

Mme Duplessis: Est-ce un problème pour vous?

Ms Kaiser: It is a tremendous problem, because our staff earn between \$5 and \$7 an hour, even though they could be earning twice that if they were working in the public sector. Right now in Quebec I think we are little advantaged, in the sense that there are no jobs for teachers, in the English sector especially. So these people really want to work with children and they are willing to take a 50% cut in their salaries to do so. But it is very difficult, as an administrator, to make demands on a staff that is already exploited—they are not being paid; and then to ask them to stay an extra half hour or to do something special . . .

I am very fortunate in having a very dedicated staff, but from what I hear from other directors and from what I can see from résumés that I receive, the turnover and the change in positions are just phenomenal, because it is very difficult to be satisfied if you cannot even pay your own living expenses at the end of the month.

• 0915

Mme Duplessis: Je vous remercie beaucoup. Vous êtes bien aimable.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous avez parlé d'un guide pour indiquer aux parents où placer leurs enfants. Pouvez-vous élaborer un peu sur votre proposition?

[Translation]

Mrs. Duplessis: If I understand correctly, you receive children from all kinds of families.

Mme Kaiser: Oui. Un peu moins du tiers de nos clients reçoivent de l'aide du gouvernement pour payer les frais de garderie.

Mrs. Duplessis: Are any of your staff members specialists?

Mme Kaiser: Environ 90 p. 100 de nos employées possèdent un diplôme en développement de la petite enfance. Personnellement, j'ai une maîtrise en administration scolaire. Notre personnel est très qualifié. Notre taux de roulement étant très bas, notre personnel possède beaucoup d'expérience. Le taux de roulement de nos enfants est aussi très faible parce que nous avons la chance d'être très bien situés et d'offrir un bon service.

Mrs. Duplessis: I am trying to establish a ground of comparison with isolated regions which are confronted with different problems.

You stated earlier, during your presentation, that it costs \$24 a day per child to provide good care for children. You must have a hard time paying your specialists. I cannot imagine paying a person with 17 or 18 years of schooling a mere \$4 an hour.

Mme Kaiser: Oui, c'est très juste.

Mrs. Duplessis: Is this one of the problems you have to face?

Mme Kaiser: Oui, c'est un très grave problème, parce que nos employées gagnent de 5\$ à 7\$ l'heure. Elles pourraient gagner deux fois plus si elles travaillaient dans le secteur public. À l'heure actuelle, nous sommes un peu plus chanceux que d'autres parce qu'il n'y a pas d'ouvertures pour les professeurs au Québec, en tout cas dans le secteur anglophone. Mais ces personnes veulent tellement travailler avec les enfants qu'elles acceptent des salaires de 50 p. 100 inférieurs à ce qu'elles pourraient gagner dans l'enseignement. Mais en tant qu'administratrice, c'est très difficile d'en demander davantage à des employées qui sont déjà exploitées—qui ne sont pas payées; et de leur demander une heure de plus ou de faire quelque chose qui sort de l'ordinaire . . .

Je me compte très chanceuse d'avoir un personnel aussi dévoué parce que si j'en juge par ce que me disent d'autres directeurs et par les demandes d'emploi que je reçois, le roulement est tout simplement phénoménal. C'est très difficile d'être satisfait de son emploi quand on n'arrive pas à joindre les deux bouts à la fin du mois.

Mrs. Duplessis: Thank you very much. You are most kind.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You suggested the preparation of a guide for parents to help them choose a day care centre. Could you tell us a little more about that?

[Texte]

Mr. M. McLean: Barbara had a number of interesting suggestions on that. But I can say that if a parent is looking at a day care centre, they might walk through and look at some facilities and some play activities and say this looks fine. I guess a very smart parent might look at the bathroom.

We can go a little further and say perhaps after a month your child should stop crying when he is going to a day care centre. This is the kind of basic useful advice we had in mind when we talk about a manual for day care centres.

Mme Pépin: Au Québec, les garderies sont du domaine provincial, et la province nous l'a fait comprendre très clairement. Evidemment, on demande au gouvernement fédéral de donner plus d'argent pour que le gouvernement provincial en ait plus à donner au niveau des garderies.

Je ne savais pas que des gens pouvaient ouvrir une garderie sans en faire part à l'Office des services de garde. Je suis un peu étonnée.

Ms Kaiser: They have to have a permit from the *Services de garde*. They are supposed to follow the norms and regulations, but they do not necessarily follow them, because they cannot afford to follow them, and the parents are totally ignorant of what the required ratios are. I find that is the area in which they generally do not follow the regulations. The required ratio in Quebec is 1:8. I have been informed of day care centres where it is 1:12, and parents do not realize when they drop their child off that they are not fulfilling the regulations.

One of the ideas I had was since the federal government offers child care tax exemptions, you could organize the computers in such a way to provide that information to the parents, based on the regulations for each province, and in some format that the parents would read it. I know a lot goes through that the parents do not read.

Mrs. Pépin: Maybe with the family allowance cheque. If a brochure was enclosed, people would be able to read it.

Ms Kaiser: Yes. That they would really have a check-list of what to look for and what to expect from their day care centres. And also, as Mr. McLean was saying, how long a period does it take for a child to adjust to separation, and at what point do you begin to look into it?

Mme Pépin: Depuis combien d'années votre garderie existe-t-elle?

Ms Kaiser: This is our fourth year. However, I opened a day care in 1974. It was the first rural day care in the Province of Quebec that was provincially subsidized.

Mrs. Pépin: Where are you located?

Ms Kaiser: In Westmount, the Westmount Park School.

[Traduction]

M. M. McLean: Barbara a bien des suggestions intéressantes à faire à ce sujet. Mais je puis dire que lorsqu'un parent visite une garderie, il se peut qu'il ait l'impression d'être dans une bonne garderie en voyant certaines installations et certaines activités de jeu. Un parent plus futé pourrait aussi jeter un coup d'oeil aux toilettes.

Je pourrais m'avancer un peu plus et dire qu'au bout d'un mois, votre enfant ne devrait plus pleurer quand vous le laissez à la garderie. C'est un peu le genre de conseils utiles auxquels nous pensons quand nous parlons d'un guide à l'intention des parents.

Mrs. Pépin: In Quebec, day care centres are of provincial jurisdiction and the provincial government made that quite clear. Of course, we ask the federal government for more money so as to provide the provincial government with more funds to spend on day care centres.

I did not know one could open a day care centre without notifying the *Office des services de garde*. I am a little surprised.

Mme Kaiser: Il faut détenir un permis de l'Office pour ouvrir une garderie. Toutes doivent appliquer les normes et les règlements, mais toutes ne le font pas nécessairement parce qu'elles n'en ont pas les moyens, et les parents ne savent ni de près ni de loin quels sont les rapports qui doivent être respectés. C'est à cette norme que l'on déroge le plus. Au Québec, le rapport est d'une monitrice pour huit enfants. J'ai entendu parler de garderies où le rapport était d'une monitrice pour douze enfants, et les parents ne savent pas que ces garderies sont en quelque sorte hors la loi.

L'une des idées que j'ai depuis que le gouvernement fédéral permet des déductions à l'égard des frais de garde d'enfants serait de faire en sorte que les ordinateurs du gouvernement fournissent cette information aux parents, selon les règlements de chaque province et dans une forme qui inciterait les parents à la lire. Je sais que bien de l'information est transmise et que les parents ne la lisent pas.

Mme Pépin: Ce serait peut-être une bonne idée d'envoyer aux parents une petite brochure avec leur chèque d'allocation familiale.

Mme Kaiser: Oui. Une petite brochure qui serait une liste de contrôle, en quelque sorte, et dans laquelle on dirait aux parents ce qui constitue une bonne garderie. Et ce, sans compter la multitude de petits conseils pratiques que l'on pourrait donner. Comme le disait M. McLean, combien de temps faut-il à un enfant pour se faire à la nouvelle situation? À partir de quand devrait-on commencer à s'inquiéter?

Mrs. Pépin: How many years has your centre been in operation?

Mme Kaiser: Nous en sommes actuellement à notre quatrième année. Toutefois, j'avais déjà ouvert une garderie en 1974. C'était la première garderie rurale de la province de Québec à être subventionnée par le gouvernement provincial.

Mme Pépin: Où se trouve votre garderie?

Mme Kaiser: Dans Westmount, l'école du parc de Westmount.

[Text]

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: If I may, I would like to pursue one point with you. In one of your recommendations you talked about increasing the child care tax deductions to reflect the actual cost. You mentioned that in your day care you have children from welfare parents as well as some people who are fairly well off. Would you accept an increase in child care tax reductions that reflected the incomes of the parents; in other words, a sliding scale which would mean you would get a lesser deduction if you had less money?

Ms Kaiser: If you had less money?

The Vice-Chairman: Sorry. If you had more money.

Ms Kaiser: I think it is already the middle class and the upper middle class and the upper class who are really suffering by day care. The lower income people are subsidized. For the middle class—\$31,000, \$32,000 annually and up—the cost is totally the parents' responsibility. I think they are the ones who need more of a tax break.

The Vice-Chairman: The reason I raise that is if you take into consideration provincial tax you will find that for parents who earn in the range of \$15,000 the deduction is worth zero. If they earn in the range of \$75,000 or \$80,000, at least in Manitoba where I am from, the deduction might be worth \$1,200. We have suggested occasionally that it might be worthwhile to set it up so it was a sliding scale; that the biggest benefits would be given to those with the lowest incomes.

Ms Kaiser: I have no idea how one does this, but it just seems that the tax exemption should reflect the cost in some manner to everybody.

• 0920

Mr. M. McLean: We are looking at a situation where the typical cost today for one child is about \$300 per month. For one year, that is substantially more than a \$2,000 deduction. That is the point we were focusing on.

The Vice-Chairman: One of the other suggestions that have been made to us is that we take the family allowance, currently given over a long period of time, and we compress that and give more money to the people who are actually suffering the biggest element of child care, which is the preschool period. Would you support that kind of compression?

Ms Kaiser: I do not know. I find that at tax time there are no deductions, at least in Quebec, for children between the ages of 6 and 16. So I think we already suffer right then and there once our child reaches the age of 6. Even though you do not have the child care expense under the age of 6, you certainly have a lot of other expenses that come into focus and that make it equally costly to raise children in today's society. I do not think it is really fair to do that either.

When it comes to the public sector, if day care could begin to take the role that it should, like schools, as an educational

[Translation]

Mme Pépin: Merci.

Le vice-président: Vous proposez d'augmenter les déductions de frais de garde d'enfants accordées pour qu'elles se rapprochent davantage de la réalité de ce qu'il en coûte. Vous nous avez dit que vous aviez dans votre garderie des enfants provenant de familles vivant de l'assistance sociale et des enfants de familles aisées. Seriez-vous favorable à ce que l'augmentation des déductions de frais de garde d'enfants soit en fonction du revenu des parents? Autrement dit, qu'il y ait un barème qui ferait que moins vous auriez d'argent, plus la déduction serait petite?

Mme Kaiser: Que moins vous auriez d'argent?

Le vice-président: Pardon. Que plus vous auriez d'argent.

Mme Kaiser: Je crois que ce sont déjà les classes moyenne et supérieure qui sont les plus désavantagées à cet égard. Les familles à bas revenus sont subventionnées. Les parents qui font partie de la classe moyenne—ceux qui gagnent 31,000\$ et plus annuellement—doivent tout payer et ne sont pas subventionnés. Ce sont eux qui ont le plus besoin d'une déduction d'impôt.

Le vice-président: Ce qui me fait dire cela, c'est qu'en examinant les tables d'impôt provinciales, on se rend compte que pour les parents qui gagnent 15,000\$ annuellement, la déduction ne vaut pas un sou. Par contre, pour ceux qui gagnent 75,000\$ ou 80,000\$, c'est au moins vrai au Manitoba en tout cas, la déduction représente 1,200\$. Nous avons suggéré à quelques reprises qu'il serait peut-être bon que les déductions soient régies par une échelle mobile qui permettrait que ce soit les gens dont les revenus sont les plus bas qui aient droit aux déductions les plus importantes.

Mme Kaiser: Je ne sais pas comment cela pourrait s'articuler, mais je sais que la déduction d'impôt devrait se rapprocher davantage du coût réel.

M. M. McLean: De nos jours, faire garder un enfant coûte environ 300\$ par mois. Pour une année, c'est quand même pas mal plus que la déduction de 2,000\$ accordée. C'est cela que nous voulons dire.

Le vice-président: On nous a suggéré de raccourcir la période d'admissibilité aux allocations familiales et d'accorder des montants plus substantiels aux parents dans la période où leurs enfants sont d'âge préscolaire et fréquentent la garderie. Seriez-vous d'accord avec cela?

Mme Kaiser: Je ne sais pas. Je trouve que les déductions sont plutôt rares pour les enfants de 6 à 16 ans, en tout cas au Québec. Même si les frais de garde cessent quand son enfant atteint 6 ans, il y a bien d'autres dépenses qui viennent s'ajouter, et cela fait aussi qu'il est très coûteux d'élever des enfants dans la société d'aujourd'hui. Je ne crois pas que ce soit très juste à cet égard non plus.

Si l'on accordait à la garde d'enfants l'importance qu'elle devrait avoir dans le secteur public, comme c'est le cas des

[Texte]

institution, if it were understood more—the role it has in society—perhaps it could be financed accordingly and understood and tax-exempted accordingly. It is not so much that having a preschooler is so much more expensive than having a school-age child.

The Vice-Chairman: Let me finish off with one last question. You said that day care currently costs about \$300 per month, and it is also obvious that your staff are very poorly paid. What would happen to the cost if your staff were paid according to their qualifications?

Ms Kaiser: It would go up to about \$500 per month.

The Vice-Chairman: Thank you very much. I appreciate your testimony.

Nous entendrons maintenant M^{me} Diane Doray, directrice du *NDG Community Council*.

Good morning and welcome.

Ms Diane Doray (NDG Community Council): First of all, I would like to thank the committee for allowing me to be here today, even though it was at very short notice and I have no written brief to present.

It has been about 15 years since I have had the opportunity to participate or to make use of day care facilities myself, but I have always retained an interest in the rights of women and the family, and that is why on behalf of the community council I decided I would try to get together the various representatives of the child care facilities in the NDG area. We have just met a couple of times so far and we have had various input, but we have not yet decided exactly what recommendations we are going to support. I tell you this because I wish to emphasize the fact that any views that are given today are either my own or individual committee members'.

I would like to say that I think the task you have before you is a very demanding one, but one of inestimable value not only to our children but to all society. It is also an urgent one, as the family unit has evolved from the traditional—the wage-earner father, stay-at-home mother, and two or three children—to the mobile nuclear family of today, often composed of single-parent families or families in which both parents work.

The members of our committee were mostly composed of single-parent families, and one committee member in particular, a divorced mother with a four-year-old child—told us of her experiences with all types of day care: profit, non-profit, government licensed, non-licensed, unionized staff versus non-unionized staff, parent co-operatives, and privately owned.

• 0925

She reached the conclusion that the main problem with child care institutions is their lack of continuity and stability brought on by the dearth of qualified early childhood teachers.

[Traduction]

écoles et des maisons d'éducation, si l'on comprenait mieux son rôle dans la société, peut-être commencerait-on alors à la financer, à la comprendre et à accorder les déductions d'impôt en conséquence. La question n'est pas tellement de savoir si un enfant d'âge préscolaire coûte plus ou moins cher qu'un enfant d'âge scolaire.

Le vice-président: Une dernière question, en terminant. Vous nous avez dit que les frais de garderie étaient de 300\$ par mois à l'heure actuelle, et ce, avec un personnel très mal payé. Que se passerait-il si vous deviez payer vos employées selon leurs qualifications?

Mme Kaiser: Il faudrait alors demander 500\$ par mois.

Le vice-président: Merci beaucoup. Je vous suis reconnaissant du témoignage que vous nous avez livré.

We will now hear Mrs. Diane Doray, director of NDG Community Council.

Bonjour et bienvenue.

Mme Diane Doray (conseil communautaire de NDG): Même si je ne l'ai su que très tard, je remercie le Comité d'avoir bien voulu me permettre de témoigner ici aujourd'hui. Je n'ai pas de mémoire à présenter.

Cela fait environ 15 ans que je n'ai pas eu l'occasion de participer aux activités d'une garderie ou d'en utiliser les services, mais je n'ai jamais cessé de m'intéresser aux droits de la femme et à la famille, et c'est pourquoi j'ai décidé, au nom du conseil communautaire, de tenter de réunir les diverses représentantes des services de garde de Notre-Dame-de-Grâce. Nous n'avons eu que deux rencontres jusqu'à maintenant et nous avons déjà bon nombre d'idées, mais nous n'avons pas encore décidé quelles recommandations nous allions faire. Je vous dis tout cela parce que je tiens à ce que vous sachiez que les opinions que j'exprimerai aujourd'hui sont les miennes ou celles de membres individuels de notre comité.

Je voudrais tout d'abord vous dire que la tâche que vous avez entreprise est très exigeante, mais qu'elle constitue en même temps une tâche d'une valeur inestimable non seulement pour nos enfants mais pour toute la société. Elle est aussi urgente, compte tenu de l'évolution de la cellule familiale traditionnelle—où le père était le soutien de famille, la mère, une ménagère, et qui comprenait deux ou trois enfants—à la famille nucléaire mobile d'aujourd'hui, souvent monoparentale où dont les deux parents travaillent.

Les membres de notre comité sont pour la plupart des chefs de familles monoparentales. L'une d'elles, notamment, une mère divorcée ayant un enfant de quatre ans, nous a parlé des expériences qu'elle avait vécues dans toutes sortes de garderies: garderies à but lucratif, à but non lucratif, garderies détenant ou non un permis du gouvernement, garderies ayant un personnel syndiqué ou un personnel non syndiqué, coopératives de parents et garderies privées.

Elle arrivait à la conclusion que le principal problème dans les établissements de garde d'enfants est l'absence de continuité et de stabilité, due à une pénurie de spécialistes en

[Text]

Why is there such a dearth? She believes that one of the major contributing causes is that they are drastically underpaid.

Here in Quebec, we have CEGEP graduates with early childhood training, several university programs offering specialties in the area, but the child care centres either will not or cannot afford to hire them at a salary commensurate with their qualifications. The hiring committees of child care centres often compromise by hiring people qualified in other areas—unemployed regular teachers, psychology or recreation and leisure graduates. While always willing to help, they have neither the training nor decent wages and their motivation wanes, often contributing to a high turnover in staff and consequent upheaval for the children. Her recommendation was that all early childhood educators be certified, as are teachers in the public schools.

Another complaint with the child care system as it exists today is the lack of a solid infrastructure. A child care institution is often only as good as its parent committee—sometimes as its director—which varies from year to year, again without continuity or stability. This observation led to the consideration of extending the existing school system to cover child care from birth to the regular years of school. Certainly, at least in Quebec, there is plenty of space in our elementary schools, which are now being closed on a one by one, year-to-year basis. She felt that the extension of the school system would provide that solid infrastructure for the child care system.

Another mother told of her search to find good bilingual child care in Notre-Dame-de-Grâce, only to be frustrated by the long waiting list at the only one she would consider.

An informal survey of the facilities, and I must say it is very informal—simply by telephone—revealed that there is very little space available for children in the range of zero to 18 months. Most of the day cares centres will only provide facilities from the age of 18 months to the age of six. This is the most costly of all day care in terms of teacher-child ratios. However, there is quite another variety of services offered. For instance, the YMCA in NDG offers several programs, including after school, and even an on-call babysitting service to give full-time mums and dads a break. In other words, a mother can simply call up and reserve a space, and either go and take exercise or go shopping, whatever, but it is an on-call and it is supervised.

I am sure you are all aware that in Quebec child care has been entrusted to *l'Office des services de garde de l'enfance*, and to their credit most people seem to think that they are doing their best, despite lack of adequate staff and legislated minimum inspection requirements. Regulations passed some years ago are now being enforced, with subsidies offered for

[Translation]

éducation préscolaire. Pourquoi cette pénurie? Elle croit que l'un des principaux facteurs est qu'ils sont gravement sous-payés.

Ici au Québec, nous avons des diplômés de CEGEP qui ont une formation en éducation préscolaire, des programmes universitaires qui offrent une spécialisation dans ce domaine, mais les garderies refusent ou ne peuvent se permettre d'engager ces diplômés à un salaire à la mesure de leurs compétences. Les comités de recrutement des garderies compensent souvent en engageant des personnes compétentes dans d'autres domaines: des enseignants en chômage, des diplômés en psychologie ou en loisirs. Toujours disposées à aider, ces personnes n'ont cependant ni la formation nécessaire ni un salaire décent; leur motivation finit par disparaître, de sorte qu'il y a beaucoup de roulement dans le personnel et que les enfants en subissent les conséquences. Sa recommandation était que tous les éducateurs préscolaires détiennent un certificat de compétence, tout comme les enseignants du secteur public.

Une autre plainte à propos de l'actuel système de garde d'enfants est l'absence d'une solide infrastructure. Un établissement de garde d'enfants n'est souvent pas meilleur que son comité de parents (ou que son directeur parfois), lequel varie d'une année à l'autre, d'où encore une fois absence de continuité ou de stabilité. À partir de cette observation, elle proposait d'étendre le système d'éducation actuel pour qu'il englobe la garde d'enfants depuis la naissance jusqu'à l'âge normal de la scolarité. Chose certaine, au Québec en tout cas, ce n'est pas l'espace qui manque dans nos écoles élémentaires puisqu'on les ferme une à une, année après année. Elle estimait que l'extension du système d'éducation donnerait à la garde d'enfants cette solide infrastructure qui lui fait défaut.

Une autre mère parlait des démarches qu'elle avait faites pour trouver une bonne garderie bilingue à Notre-Dame-de-Grâce, pour finalement se buter à une longue liste d'attente à la seule garderie qui faisait son affaire.

Une enquête sommaire sur les services offerts, et je dois dire qu'elle s'est faite de façon très sommaire, simplement par téléphone, a révélé qu'il y avait très peu de places disponibles pour les enfants de zéro à 18 mois. La plupart des garderies n'acceptent que les enfants de 18 mois à six ans. C'est là que les services de garde sont le plus dispendieux, quand on considère le ratio éducateurs/enfants. Toutefois, il y a toutes sortes d'autres services offerts. Le YMCA de NDG, par exemple, en offre plusieurs, même après les heures de classe; pour les parents à temps plein qui ont besoin d'un répit, il offre même un service de réservation de gardienne par simple appel téléphonique. Autrement dit, il suffit à une mère d'appeler pour réserver une place et ainsi se libérer pour aller prendre l'air ou faire des emplettes, ou n'importe quoi d'autre; il s'agit d'un service par appel et il fait l'objet d'une surveillance.

Vous savez tous, je n'en doute pas, que la garde des enfants au Québec relève de l'Office des services de garde de l'enfance. Il faut dire à la décharge de cet organisme que la plupart des gens trouvent qu'il fait de son mieux, malgré une pénurie de personnel compétent et l'absence de normes minimales d'inspection imposées par le législateur. Des règlements

[Texte]

renovation and start-up costs. In fact, I believe Quebec is one of the most generous provinces as far as subsidies go.

Our day care committee is looking towards a universally accessible, comprehensive, national day care system to be funded jointly by the federal and provincial governments. We are now studying the recommendations contained in the report of the task force on child care, as well as the recommendations of the Canadian Day Care Advocacy Association.

One of the suggestions of the task force that struck me in particular was the suggestion that the federal government appoint a Minister responsible for children. We now have Ministers responsible for the status of women and for youth. I really believe quite strongly that there should be a Minister responsible for children.

I am sure that in these times of high deficits, the recommendations will not be popular because they are too costly, but what can be more important than the provision of a safe, healthy and stimulating environment for our children?

• 0930

As far as the role of the federal government goes, I believe it can play an immediate role in providing research facilities for the provinces. And I believe it should now enter into cost-sharing agreements with the provinces, much as they do in the post-secondary and health sectors. We have not come to a conclusion on the details, but we will be studying these in the future and hopefully will be able to present the brief to you by the time your mandate is over.

Thank you.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Je connais bien le quartier Notre-Dame-de-Grâce, parce que j'y ai habité longtemps.

Vous dites que vous embauchez des professeurs sans emploi. Dans d'autres villes ou d'autres provinces, on nous a dit qu'on pourrait embaucher des professeurs, mais qu'on préférerait avoir un personnel formé spécialement pour les services de garde. Je voudrais connaître votre opinion là-dessus.

Mrs. Doray: When I said the responsibility for child care should be given to schools, I did not specifically mention that we use those teachers. We believe if those teachers are to be used, they would need retraining.

C'est un point très important. Toutes les directrices et tous les parents à qui j'ai parlé sont d'avis qu'on a besoin de personnes spécialement formées in *early childhood care*.

Mme Pépin: Vous dites qu'il y a un *on-call service* à Notre-Dame-de-Grâce. Les parents peuvent appeler pour retenir une

[Traduction]

adoptés il y a quelques années sont maintenant mis en application, et des subventions sont accordées pour couvrir des frais de rénovation ou de démarrage. En fait, je pense que le Québec est l'une des provinces les plus généreuses pour ce qui est des subventions.

Notre comité envisage un système national de garde d'enfants, accessible à tous, qui serait financé conjointement par les gouvernements fédéral et provinciaux. Nous étudions présentement les recommandations que contient le rapport du groupe d'étude sur la garde des enfants, ainsi que celles de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance.

Une des suggestions du groupe d'étude qui m'a particulièrement frappée est que le gouvernement fédéral nomme un ministre responsable de l'enfance. Nous avons déjà des ministres chargés de la situation de la femme et de la jeunesse. Je pense sincèrement qu'il devrait y en avoir un pour s'occuper de l'enfance.

Je suis certaine qu'en cette période de déficit élevé, les recommandations ne trouveront pas beaucoup d'appuis parce qu'elles coûtent trop cher, mais qu'y a-t-il de plus important que de donner à nos enfants un milieu de vie sain, sécurisant et stimulant?

Quant au rôle du gouvernement fédéral, je crois qu'il pourrait commencer dès maintenant à jouer un rôle en mettant à la disposition des provinces des installations de recherche. Je pense qu'il devrait également signer des ententes de partage des frais avec les provinces, comme il l'a fait dans le domaine de l'éducation post-secondaire et de la santé. Bien que nous n'ayons pas vraiment étudié cette question en profondeur, nous avons l'intention de le faire à l'avenir, et j'espère que nous pourrions vous présenter un mémoire là-dessus avant la fin de votre mandat.

Merci.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I know the Notre-Dame-de-Grace area well, as I lived there for quite a long time.

You say that you hire unemployed teachers. In other cities or provinces, we have been told by some witnesses that although they could hire teachers, it would be preferable to have specially trained personnel to provide child care services. I would like to know what your views on this are.

Mme Doray: Lorsque j'ai dit qu'il faudrait attribuer la responsabilité des services de garde aux écoles, je ne crois pas avoir recommandé que nous fassions appel nécessairement aux enseignants. À mon avis, si nous voulons faire appel aux enseignants, il faudrait leur offrir des cours de recyclage.

That is a very important point, in fact. All the directors and parents I have spoken to about this feel that day care staff should have special training in early childhood care.

Mrs. Pépin: You have said there is an on-call service in Notre-Dame-de-Grace. In other words, parents can call to

[Text]

place pour une journée ou quelques heures seulement. Offre-t-on le même service à domicile?

Mme Doray: Je ne crois pas, mais on n'a pas fait une enquête très poussée à ce sujet. On espère qu'avec le travail du Comité, on aura un bilan plus précis.

Mme Pépin: Est-ce que le manoir a un rôle à jouer dans votre organisme?

Mme Doray: Jusqu'à maintenant, on n'a pas entendu parler du manoir.

Mme Pépin: Vous dites qu'il serait bon qu'il y ait un ministre des enfants. Il y a un ministre responsable de la Condition féminine. Peut-être devrait-il y avoir un ministre de la famille qui serait responsable de tout cela.

Would you agree?

Ms Doray: Yes, I would.

Some hon. members: Oh, oh!

Le vice-président: Merci beaucoup.

Mme Doray: Merci.

Le vice-président: Nous entendrons maintenant les représentantes de l'Association québécoise des directrices de garderies, M^{me} Lyn Fleury, vice-présidente, et M^{me} Lucie Biondi, administratrice.

Bienvenue à notre Comité.

Mme Lyn Fleury (vice-présidente de l'Association québécoise des directrices de garderies): Merci.

Je voudrais d'abord vous remercier de bien vouloir nous entendre en tant que témoins.

L'Association québécoise des directrices de garderies compte 60 membres, qui sont directrices de garderies au Québec. Les objectifs de l'Association sont de faciliter les échanges entre les directrices de garderies en vue de leur procurer le soutien nécessaire à la réalisation de leur mandat, de les ressourcer, de fournir de l'aide aux directrices en milieu de garde afin de collaborer avec elles au développement des ressources et de conserver une grande qualité de vie dans les milieux de garde d'enfants.

Cette association se veut aussi représentative et consultative auprès de l'Office des services de garde à l'enfance et de tout autre organisme relié à la petite enfance. Donc, on est appelé à être consulté.

• 0935

Notre association se distingue des autres groupes face aux recommandations formulées. On voudrait mettre en perspectives les directrices de garderie comme gestionnaires de ces services. Ce sont des entreprises de services, finalement.

Une des tâches consiste à administrer un budget sous la supervision d'un conseil d'administration formé majoritairement de parents. On doit administrer un budget dont les

[Translation]

reserve a spot for one day or perhaps only a few hours. Is the same type of service provided in the home?

Mrs. Doray: No, I do not think so, but we have not done a very exhaustive study on the subject either. We hope that the committee's work will give us a more precise idea of the various services available.

Mrs. Pépin: Does the *manoir* have anything to do with your organization?

Mrs. Doray: So far, we have not heard anything about the *manoir*.

Mrs. Pépin: You say that it would be a good idea to have a minister responsible for children. There is already a minister responsible for the status of women. Perhaps, then, we should have a minister responsible for the family who could look into these matters.

Seriez-vous d'accord avec cela?

Mme Doray: Oui, certainement.

Des voix: Ah, non!

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Mrs. Doray: Thank you.

The Vice-Chairman: We will now hear from the representatives of the *Association québécoise des directrices de garderies*, Mrs. Lyn Fleury, who is the Vice-Chairman, and Mrs. Lucie Blondi, who is the administrator.

Welcome to the committee.

Mrs. Lyn Fleury (Vice-Chairman of the Association québécoise des directrices de garderies): Thank you.

I would first like to thank you for giving us the opportunity to appear before you as witnesses.

L'Association québécoise des directrices de garderies has 60 members, all of whom are directors of day care centres in Québec. The goals of the association are to facilitate an exchange of views among directors of day care centres in order to provide them with the support they need to fulfill their mandate, in the form of resources or assistance to directors of day care centres, and to allow them to co-operate for the purpose of developing resources and maintaining an excellent quality of life in centres providing child care services.

Our association also acts as a representative and an advisory body to the *Office des services de garde à l'enfance* and any other organization responsible for child care services. e Consequently, we are called upon to act as consultants.

Our association does not take the same approach as other groups to the recommendations. We would like to put into perspective the role of directors of daycare centres as managers of a specific service—because, in the end, such centres really are service industries.

One of a director's tasks is to administer a budget under the supervision of a board of directors, the majority of whose members are parents. We are therefore called on to administer

[Texte]

revenus proviennent, en majeure partie, des contributions de parents, et des maigres subventions de l'Office des services de garde, de maigres subventions provinciales.

Quand les parents ont atteint leur limite à payer, nous devons inventer d'autres sources de revenus, des campagnes de financement. Mais les revenus provenant de campagnes de financement ne devraient pas être intégrés à un budget annuel; ils devraient être considérés comme un surplus. Mais, à cause des difficultés à opérer, il faut inventer d'autres formes de revenus; ces derniers sont quand même assez limités.

Donc, nous devons maximiser les ressources pour continuer à offrir une bonne qualité de services, tout en essayant de diminuer les dépenses.

La réglementation de l'Office des services de garde désire assurer une qualité de vie à l'intérieur des services de garde; par contre, ceci entraîne des coûts directs et indirects, des coûts de gestion compte tenu des exigences de la réglementation.

On sait aussi que les services de garde sont des entreprises de services. Donc, 70 p. 100 du budget est affecté aux salaires. Il est donc difficile, pour une directrice de garderie, d'appliquer les principes de saine gestion de personnel, considérant les minces revenus.

Le personnel doit avoir une formation en techniques de garderie ou l'équivalent. Ce personnel revendique donc une amélioration des conditions de travail. Il devient difficile pour nous, gestionnaires, d'offrir un profil de carrière aux employés et conserver leur motivation, avec les insatisfactions engendrées par les piètres conditions de travail.

On sait aussi que les Canadiens trouvent important d'avoir une image valorisante de leur emploi, du travail qu'ils exécutent.

Le personnel est un élément indispensable à la qualité d'un service de garde; mais il existe d'autres éléments tout aussi importants, tels que les frais d'exploitation, d'administration et de financement.

Aucune sortie de fonds en garderie n'est aléatoire. Les ressources sont vraiment maximisées. Alors que nous sommes à l'ère de la technologie et de l'informatique, l'entreprise d'un service de garde est loin en arrière et n'est pas armée pour rattraper ce retard. Bien des choses sont encore faites à la mitaine, en garderie.

Le service de garde est aussi responsable dans la préparation de la société de demain. Des effets bénéfiques sur le système d'éducation seraient ressentis si une meilleure qualité de services étaient offerts aux enfants. Par exemple, ils seraient capables de s'autoévaluer davantage, de s'autodiscipliner, d'être plus autonomes. Il y aurait un effet sur le système d'éducation.

L'évolution sociale amène une augmentation de demandes pour les places en garderie. Nous devons offrir un milieu propice au développement intégral de l'enfant, avec les ressources du milieu.

Le service offert aux familles canadiennes par l'intermédiaire d'un service de garde de qualité favorise l'intégration au

[Traduction]

a budget based primarily on revenues from parents' contributions and the very small subsidies provided both by the province and the *Office des services de garde*.

When parents can no longer afford to pay more, we have to think of other ways of raising money, like funding campaigns. But money from funding campaigns should not be integrated into the annual budget; it should really be considered surplus. However, because of the difficulty in maintaining operations, we have to come up with new forms of income; available income is still quite limited.

We must therefore maximize resources so that we may continue to offer good quality services, at the same time attempting to keep expenditures down.

The regulations of the *Office des services de garde* are intended to ensure a certain quality of life in centres providing child care services; on the other hand, there are certain direct and indirect costs attached to this, as well as management costs, because of the stringency of the regulations.

As we all know, daycare centres are really service industries. Consequently, 70% of the budget is paid out in salaries. And yet it is difficult for the director of a centre to apply sound personnel management principles, considering the very low salaries paid to staff.

Daycare staff must have received training in child care services or the equivalent. Consequently, staff members are demanding an improvement in their working conditions. It is hard for us, as managers, to offer employees a career profile and maintain their motivation, given their dissatisfaction with the very poor working conditions they are forced to accept.

We also know that Canadians feel that it is important to have a positive image of their job, and the kind of work they carry out.

While staff is an essential element as far as the quality of daycare services is concerned, there are other elements which are just as important, such as expenses related to general operations and administration.

In daycare centres, money is never spent randomly. Resources are maximized to the utmost. Even though this is the era of high technology and information, daycare centres are still far behind and are not being given the tools to catch up. Many things are still being done by hand in daycare centres.

Child care services also have a role to play in shaping our future society. If better quality services were provided to children, the impact on our educational system would undoubtedly be a beneficial one. For instance, children would be better equipped when it comes to self-evaluation and self-discipline, and would certainly be more independent. The impact would be felt throughout the educational system.

Changing social needs have meant an increase in the demand for daycare services. We must therefore be able to provide an environment which favours the total development of the child, with the appropriate resources.

Because of the services being provided to Canadian families through high quality day care, taxpayers are encouraged to get

[Text]

marché du travail de plusieurs contribuables. Le gouvernement toucherait des revenus sous forme de taxes et d'impôts de ces différents contribuables.

Donc en qualité de gestionnaires d'un service de garde:

1. Nous recommandons que les subventions soient versées directement aux services de garde afin de réduire les coûts d'administration.

2. Nous préconisons que la juridiction des services de garde soit conservée aux provinces.

• 0940

3. Nous recommandons que les revenus des services de garde proviennent—dans un fort pourcentage—de subventions, afin que soient minimales les coûts encourus par les parents bénéficiaires, utilisateurs du service.

4. Nous recommandons que les subventions proviennent—en majeure partie—des provinces, avec l'appui du fédéral.

5. Nous recommandons que seuls les services de garde sans but lucratif soient subventionnés puisque nous n'estimons pas que la qualité et profit sont deux objectifs qui peuvent être poursuivis simultanément.

6. Nous recommandons que les personnes oeuvrant dans les services de garde possèdent la formation et le perfectionnement.

7. Nous recommandons que la gestion des services de garde ait la capacité de suivre l'évolution d'autres entreprises similaires.

8. Nous recommandons que soit instauré un ministère de la Petite enfance.

9. Nous recommandons également que le gouvernement fédéral fasse appel à tous les moyens dont il dispose pour consolider les services de garde déjà existants, et

10. Nous recommandons que le gouvernement fédéral fasse appel à tous les moyens dont il dispose pour persuader les gouvernements provinciaux et municipaux d'accroître le nombre de places et services de garde.

Espérant que vous serez sensible à nos recommandations, nous vous remercions de l'attention que vous nous avez portée.

Merci.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci beaucoup, madame Fleury.

Je vous poserai une première question. Appuyez-vous la syndicalisation de votre personnel, de vos membres?

Mme Fleury: Si on appuie la syndicalisation? Il appartient à chaque service de garde de se prononcer. Comme présidente de l'association je ne me sens pas en mesure de me prononcer pour toutes les directrices de garderies au Québec. Par contre, je pense que si nous offrons de meilleures conditions de travail, une meilleure qualité de vie pour les travailleurs en garderie, les employés ne se sentiront pas dans l'obligation de faire appel au syndicat pour revendiquer de telles choses.

[Translation]

back into the labour market. The government then receives revenue in the form of taxes from these taxpayers.

In summary, then, as managers of daycare services, we make the following recommendations:

1. We recommend that grants be paid directly to daycare services in order to reduce administration costs.

2. We advocate leaving daycare services under provincial jurisdiction.

3. We recommend that the revenues of day care services come primarily from grants, so as to minimize the costs incurred by parents who use the services.

4. We recommend that grants come primarily from the provinces, with some federal support.

5. We recommend that only non-profit services be subsidized, as we feel it is impossible to pursue the goals of high quality service and profit at the same time.

6. We recommend that people working in day care services be properly trained.

7. We recommend that the management of day care services be able to evolve and develop along the same lines as other similar enterprises.

8. We recommend the creation of a department of early childhood.

9. We also recommend that the federal government do everything in its power to strengthen existing day care services.

10. Finally, we recommend that the federal government do everything in its power to persuade provincial and municipal governments to increase the number of day care spaces and services in general.

We hope you will keep our recommendations in mind, and we thank you for your kind attention.

Thank you.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you very much, Mrs. Fleury.

I would like to start by asking you one question. Are you in favour of having your staff or your members unionized?

Mrs. Fleury: You are asking whether we are in favour of unionization? Well, it is really up to individual day care services to give their own views on that. As chairman of the association, I do not feel I can speak for all the directors of day care centres in Quebec. On the other hand, if we were able to provide better working conditions for our staff and a better quality of life for them, I believe they would not feel the need to look to a union to present such demands.

[Texte]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Mais les garderies que regroupe votre association, comptent-elles des syndiqués dans ses rangs?

Mme Fleury: Oui.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Du personnel syndiqué?

Mme Fleury: L'association ne regroupe pas les garderies, elle regroupe les professionnels de direction des garderies.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Ah, bon!

Mme Fleury: Oui. Il y a des garderies dont les directrices sont syndiquées. Par exemple, dans le conseil d'administration de l'association, la directrice de la garderie de l'Université de Sherbrooke est syndiquée.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Ah, bon! Parmi les 60 garderies existantes, j'allais vous demander s'il y avait une extension en région. Si vous parlez de Sherbrooke . . .

Mme Fleury: Oui, il y en a à Trois-Rivières, à Matane, et un peu partout à travers la province de Québec.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Depuis combien de temps votre association existe-t-elle?

Mme Fleury: Quatre ans.

Mme Pépin: Madame, à vous regarder, on n'a pas l'impression que vous êtes très âgée. Il est bon de voir des jeunes s'impliquer. On souvent vu des personnes de ma génération, mais des jeunes, en fait, il y en a très peu. Dans nos voyages dans plusieurs provinces, beaucoup d'hommes sont venus faire des exposés. Au Québec, on n'en a pas encore vu un seul. Au moins, on pourra dire qu'on a eu de jeunes personnes.

Vous avez mentionné dans la recommandation 7.

Nous recommandons que la gestion des services de garde ait la capacité de suivre l'évolution d'autres entreprises similaires.

Que voulez-vous dire?

Mme Fleury: Par exemple, pour une garderie d'une capacité de 50 enfants, on a un budget de 220,000\$. Les chèques de paie sont encore faits à la mitaine. Il serait pratique d'avoir un système d'informatique comme dans plusieurs garderies d'ailleurs. C'est le type de recommandation.

Mme Pépin: Des services d'appui seraient modernisés.

Mme Fleury: Oui. Il pourrait y avoir une équipe multidisciplinaire qui supporterait les travailleurs en garderie dans leurs démarches; un psychologue, par exemple. Il faut se donner des moyens pour améliorer la qualité de service et de la gestion.

Mme Pépin: Avoir des consultantes.

[Traduction]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Are there any union members in any of the day care centres your association represents?

Mrs. Fleury: Yes.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Unionized staff?

Mrs. Fleury: Our association does not represent day care centres, but rather professionals who are the directors of day care centres.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Oh, I see!

Mrs. Fleury: However, there are some day care centres where the directors are unionized. For instance, one of the members of the board of directors of our association is the director of a day care centre at the University of Sherbrooke and is a member of a union.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I see. With respect to the 60 existing day care centres you mentioned, I was going to ask you whether services extended to the regions. But since you have mentioned Sherbrooke . . .

Mrs. Fleury: Oh, yes, there are centres in Trois-Rivières, Matane, and scattered throughout the Province of Quebec.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: How long has your association been around?

Mrs. Fleury: Four years.

Mrs. Pépin: Looking at you, I must say you certainly do not seem very old. It is very encouraging to see young people getting involved. One often sees people from my generation being involved in this area, but it is quite rare to see young people. In our travels across Canada, we have had quite a few men come and present briefs to us. In Quebec, however, so far, we have not had one. But we will at least be able to say that there are young people involved.

In your recommendation number 7, you say:

We recommend that the management of day care services be able to evolve and develop along the same lines as other similar enterprises.

What exactly do you mean by that?

Mrs. Fleury: Well, just to give you an example, a day care centre with 50 children probably has a budget of about \$220,000. Pay cheques are still done by hand. It would be very practical to have computerized services for this sort of thing, as a number of day care centres already have. That is the type of thing we are recommending.

Mrs. Pépin: In other words, more modern support services.

Mrs. Fleury: Yes. There could also be a multidisciplinary team to provide support to day care staff—one which might include a psychologist, for instance. It is essential that we acquire the means of improving the quality and management of services.

Mrs. Pépin: By having consultants.

[Text]

Mme Fleury: Oui.

Mme Pépin: Je vous remercie beaucoup.

Mme Fleury: Merci.

Le vice-président: Nous accueillons maintenant le Comité provincial provisoire des femmes en agriculture, représenté par Lise Sarrazin, présidente et Marie Bouillé, secrétaire. Bonjour. Soyez les bienvenues.

Mme Lise Sarrazin (présidente, Comité provincial provisoire des femmes en agriculture): Bonjour.

Il nous fait plaisir de présenter notre mémoire au comité spécial sur la garde des enfants, Je dois dire que notre mémoire constitue une amorce de réflexion.

• 0945

Nous sommes vraiment à nos débuts. Le comité provincial existe depuis janvier 1984; 14 comités régionaux existaient depuis 1982.

J'aimerais vous parler rapidement des objectifs qui guident le comité provincial et les comités régionaux. L'organisme vise à développer une prise de conscience individuelle et collective de l'importance de la contribution des femmes à l'agriculture. Nous voulons participer aux orientations de l'agriculture, en définissant une place aux femmes dans le secteur agricole et ainsi concilier nos rôles professionnels et familiaux tout en nous permettant une bonne qualité de vie. C'est avec cet objectif en vue que nous tenons à vous présenter ce mémoire.

Le contexte de garderies de jour ou des agences de garde en milieu familial, tel que défini actuellement dans la Loi sur les services de garde à l'enfance, ne nous convient pas. Il nous apparaît très important que nos enfants puissent être élevés dans un milieu équilibré, un milieu où la santé et la sécurité sont garanties. Pour le comité provincial, cette responsabilité repose sur les deux parents et surtout sur la société en général.

J'aimerais aussi vous parler de l'évolution du contexte dans lequel nous opérons. L'agriculture d'aujourd'hui n'est plus une agriculture de subsistance, mais une agriculture industrialisée. C'est donc dire que nos conditions de travail ont évolué, ont énormément changé ces dernières années. Nous travaillons avec un taux de mécanisation très élevé; nous voyons, annuellement, près de 2,000 à 2,300 accidents sur la ferme. Aucun chiffre n'est disponible pour indiquer le nombre d'enfants mortellement frappés par les accidents sur la ferme. Mais je peux dire, personnellement et pour l'ensemble des femmes en agriculture, que nous avons presque toutes connues des mortalités d'enfants dans nos familles.

Ce sont, bien sûr, les jeunes parents agriculteurs et agricultrices qui sont les premiers frappés, qui connaissent, les premiers, les problèmes ou les premiers soucis. Il y a aussi une question d'endettement des entreprises agricoles. C'est au départ que les entreprises agricoles sont les plus endettées; au moment où on élève nos enfants, et ainsi de suite. C'est aussi le temps où les revenus manquent; nous n'avons pas les moyens

[Translation]

Mrs. Fleury: Yes.

Mrs. Pépin: Thank you very much.

Mrs. Fleury: Thank you.

The Vice-Chairman: We will now hear from the *Comité provincial provisoire des femmes en agriculture*, represented by the chairman, Lise Sarrazin, and the secretary, Marie Bouillé. Good morning, and welcome to the committee.

Mrs. Lise Sarrazin (Chairman, Comité provincial provisoire des femmes en agriculture): Good morning.

We are very pleased to be appearing this morning to present our brief to the Special Committee on Child Care. I must say our brief only represents a beginning as far as our thoughts on this subject are concerned.

We are really only starting out. The provincial committee has been in existence since January of 1984; 14 regional committees were created in 1982.

I would like to speak briefly of the goals of both the provincial and the regional committees. The purpose of our organization is to develop both an individual and collective awareness of the important contribution made by women in the field of agriculture. We want to participate in determining the future direction of agriculture by defining the place of women in agriculture, thereby reconciling our professional and family roles while at the same time ensuring an appropriate quality of life. It is with that goal in mind that we come before you to present our brief today.

The context in which day care centres or family care services operate, as currently defined by the Child Care Services Act, is not suitable, as far as we are concerned. We feel it is essential that our children have the opportunity to be raised in a balanced environment, one where health and safety are guaranteed. The provincial committee is of the view that this responsibility rests with both parents, and with society as a whole.

I would also like to address the issue of the way in which our own working environment has evolved. Agriculture nowadays is no longer oriented towards subsistence, but rather, is highly industrialized. This means that our working conditions have evolved enormously in the past few years. Operations are now highly mechanized, so much so that there are between 2,000 and 2,300 farm accidents yearly. Unfortunately, no figure is available with respect to the number of children killed in farm accidents. But I can tell you, based on my own personal experience and that of other women in agriculture, that practically all of us have experienced the death of a child in our families.

Of course, it is the young parents running their own farm who are the first to be hit, or who are the first to experience these kinds of problems or worries. There is also the issue of farmers' debt load. It is when they are starting out that farmers have the highest debt load—in other words, at the time that we are raising our children. This is also the period in our lives when income is sorely lacking; we simply cannot

[Texte]

d'engager du personnel. Les parents doivent amener les enfants avec eux, dans l'étable, sur les tracteurs, dans les champs... C'est alors que se produisent les accidents.

Une autre situation rencontrée qui aide sans être l'idéal, c'est que les grands-parents gardent les enfants. Mais ce n'est vraiment pas l'idéal. Ces derniers ont déjà élevé leur famille et je pense qu'ils auraient droit, eux aussi, à une retraite convenable. Loin de penser que les grands-parents ne peuvent pas apporter une éducation saine aux enfants; mais je pense qu'il y a une limite en ce sens.

Donc, dans le milieu agricole, il y a peu ou presque pas de choix: il faut des services de garde en milieu rural. Mais on rencontre un autre problème: les enfants sont disséminés dans les rangs. Ce qui pose un problème de densité démographique et de distances à parcourir. Dans mon petit village il y a peut-être trois ou quatre jeunes familles, c'est tout. Alors, dans ces conditions, comment obtenir un service de garde adapté qui réponde à nos besoins?

Il faut aussi parler de la rentabilité économique. Comme je vous le disais tout à l'heure, c'est lorsqu'on est jeune que l'endettement est le plus élevé; il est donc impossible de payer pour des services de garde. Il y a bien des garderies publiques dans certains villages, mais elles sont très rares. Encore que les heures dans les garderies publiques ne nous conviennent pas. Nous en avons surtout besoin, le matin et le soir, durant les heures de crises, entre 6 heures et 8 heures le matin. Mais quelle garderie prendrait nos enfants à de telles heures? Il n'y en a pas! Comme les autres il faut aller conduire les enfants, quand même.

• 0950

Dans le milieu agricole, il y a aussi des problèmes de surcharge saisonnière, c'est-à-dire qu'à certains moments donnés, au printemps, à l'été ou à l'automne, il nous faut être très disponibles, il nous faut donner énormément lorsque les travaux aux champs arrivent et la récolte et ainsi de suite.

Pour cela, la position du Comité provincial, en rapport avec les orientations que je vous présentais tout à l'heure est la suivante. Nous voulons que les femmes puissent orienter l'agriculture. Pour cela, elles doivent pouvoir avoir des services de garde lorsqu'elles veulent participer à des réunions et ces services de garde doivent être souples et adaptés pour que les mères puissent s'impliquer et que nos enfants soient en sécurité.

Mais elles doivent aussi s'ajuster aux saisons et aux types d'entreprises agricoles que nous avons et qui sont très diversifiées. Pour cela, nous proposons une banque de données sur les gardiens et les gardiennes disponibles. Nous privilégions, bien sûr, une garde à domicile et avec un remboursement d'une partie des frais de garde pour les parents agriculteurs et agricultrices. Nous recommandons qu'il y ait une aide financière d'accordée dans les garderies ou dans les agences de garde en milieu familial. Ces gardiens et gardiennes devraient recevoir une formation. Cette formation pourrait être dispensée par les centres locaux de services communautaires, qui sont bien établis partout dans la province, et cette formation devrait déboucher sur une accréditation.

[Traduction]

afford to hire help. Consequently, parents have no choice but to take their children with them to the stables, on the tractors, in the fields... And that is when accidents occur.

Another situation one does come across is one where grandparents are looking after the children, and although this is helpful, it is far from being ideal. Because they are grandparents, they have already raised their own families, and it seems reasonable that they should have the right to a proper retirement. I am not suggesting that grandparents cannot bring children up properly; I simply think there are limits.

So, among farmers, there is little or practically no choice: day care services are absolutely essential in rural areas. But there is also another problem, namely that children tend to be scattered throughout agricultural regions. This poses problems of population density and distance from one farm to the next. In my village, for instance, there are only about three or four young families. Under the circumstances, how will we ever be able to get day care services suited to our needs?

There is also the question of the economic situation of farmers in general. As I was saying earlier, it is when one is young that one's debt load is the heaviest; consequently, we are not in a position to pay for day care services. In some villages, there are public day care centres, but they are very rare. And again, the hours of operations of public centres do not suit our working conditions. The times we need these services most are in the morning and in the evening, at times of crisis, and between, say, 6 a.m. and 8 a.m. But what day care centre would ever be prepared to look after children at hours like that? None! And, of course, children must be driven there.

In farming, there is also the problem of very heavy seasonal work loads; in other words, at certain times of the year, such as in spring, summer or fall, we have to be available many hours of the day. We have to work extremely hard when it comes time to work the fields or to do the harvesting, for instance.

For this reason, the position of the provincial committee, based on my earlier remarks, is this: we would like women to be able to determine the direction of agriculture in years to come. In order to do this, they must have access to day care services, to free them to participate in important meetings, and these services must be flexible and suited to the needs of mothers, so that the latter may become more involved and know that their children are safe.

But women in agriculture must also be able to adapt themselves to seasonal requirements and to the types of farming currently practised, which are extremely diverse. We therefore propose the establishment of a data bank on available care givers. We obviously favour the provision of services in the home, with part of the cost of the services paid by the parents to be reimbursed. We recommend that financial assistance be provided to day care centres or agencies offering family day care. Staff working in these fields should be properly trained as well. Training courses could be provided by the local community service centres, which are well established throughout the province, and training should lead to some form of accreditation.

[Text]

En conséquence, nous recommandons d'établir un programme d'information complet sur les services de garde disponibles en milieu rural et, surtout,—nous insistons,—nous désirons que cette profession soit valorisée. Nous demandons aussi de créer un répertoire des gardiens et gardiennes qui sont prêts à offrir leurs services pour garder les enfants en milieu rural.

Nous recommandons aussi que la réglementation des deux tiers des revenus gagnés inscrite dans la Loi de l'impôt sur le revenu soit modifiée de façon à ce que les frais de garde d'enfants, qui sont non utilisés mais pourtant inclus lors d'une année où une baisse de revenu importante est déclarée, puissent être reportés sur des années antérieures ou ultérieures. Une telle situation financière, où le revenu fluctue beaucoup, est souvent vécue par les agricultrices et les agriculteurs.

Nous recommandons aussi qu'advenant un revenu net négatif, pour les agriculteurs et les agricultrices et pour les autres propriétaires d'entreprises, qu'un remboursement d'une partie des frais de garde des enfants puisse être effectué au même titre qu'un remboursement d'impôt financier.

Par ces recommandations, nous ne pensons pas avoir tout découvert, nous ne pensons pas avoir remédié à tous les problèmes de la garde des enfants en milieu agricole, mais nous n'en croyons pas moins que c'est grâce à ce type d'intervention que nous assurerons le bien-être de nos jeunes, la survie de l'agriculture, une meilleure qualité de vie pour la famille agricole et en dernier, mais non la moindre, une place reconnue et active à la femme en agriculture.

Mme Duplessis: Madame Sarrazin, votre mémoire est vraiment très intéressant. J'ai commencé à enseigner, justement, dans le milieu rural dans une polyvalente à Saint-Damien, et je sais pertinemment ce que cela peut représenter pour une femme d'agriculteur une journée de travail, tant dans les temps les plus remplis de l'année, c'est incroyable ce que vous devez travailler.

• 0955

Je sais aussi que le problème de transport n'est pas facile parce que, pour se rendre jusqu'au village, des fois c'est jusqu'à quatre, cinq milles, c'est-à-dire 10 kilomètres. C'est quand même assez loin.

J'ai écouté avec attention vos recommandations et j'ai vu que vous parliez de garde, possiblement en milieu familial. Des garderies attenantes à l'école du village, avec un service d'autobus, est-ce que ce serait une bonne chose? Je ne sais pas si cela serait accepté par le gouvernement provincial.

Mme Sarrazin: Pour la garderie scolaire, est-ce que ça voudrait dire...

mme Duplessis: Non, ce serait une garderie pour les enfants de 2 à 5 ans, qui prendraient un autobus pour se rendre comme les autres font pour aller à l'école.

Mme Sarrazin: Ce que nous privilégions vraiment, c'est beaucoup plus; c'est la garderie à la maison.

Mme Duplessis: La garderie à la maison?

[Translation]

Consequently, we recommend that a thorough information campaign on available day care services be undertaken in rural areas and, even more important—and we stress this point—we would like to see the status of the profession enhanced. We also ask that there be a list of care givers willing to look after children in rural areas.

Furthermore, we recommend that the regulation relating to two thirds of earned income, as it is set out in the Income Tax Act, be amended to allow day care expenses that may not have been used but are still included in a year where there is a serious drop in reported income, to be either carried forward or carried back. The financial situation of most farmers is such that their income tends to fluctuate a great deal.

We also recommend that in the case of a negative net income reported by farmers or other people who own their own businesses, part of their day care expenses be reimbursed, just as other taxes are.

In putting forward these recommendations, we are not suggesting that they are the only solutions, nor do we think they will make it possible to solve all the problems related to day care services in farming areas. However, we still believe that only through this type of action will we ensure the welfare of our young people, the survival of agriculture, a better quality of life for farming families and, last but not least, a recognized and active place for women in agriculture.

Mrs. Duplessis: Mrs. Sarrazin, you have presented a very interesting brief. I first began teaching in a polyvalente school in Saint-Damien, a rural area, so I am well aware of what a day's work represents for a woman in agriculture—particularly at the busiest times of the year. I am just amazed at the amount of work you have to do at those times.

I also know what a difficult problem transportation can be, because the village can be four or five miles away—that is about 10 kilometers. So it really is quite far.

I have listened attentively to your recommendations, and I noted that you mentioned the possibility of family day care. What about day care services operating close by the village school, with bus services? Do you think that would be a good thing? I do not know if the provincial government would be willing to accept it or not.

Mrs. Sarrazin: Are you referring to services provided in the schools, or...

Mrs. Duplessis: No, I meant a day care centre for children aged from two to five years, who would be bussed to the centre just as school-aged children are.

Mrs. Sarrazin: What we are actually in favour of goes far beyond that, namely home day care.

Mrs. Duplessis: Home day care?

[Texte]

Mme Sarrazin: La garderie à la maison.

Mme Duplessis: C'est-à-dire dans chacun de vos foyers?

Mme Sarrazin: Dans chacun de nos foyers. Comme je vous disais, les problèmes de transport c'est quand même quelque chose. J'ai la chance d'avoir une garderie publique dans mon village et ma petite fille y va deux jours par semaine mais c'est vraiment un problème lorsque, le matin, à l'heure où normalement on veut... Ce serait la même chose pour une garderie scolaire ou pour une garderie publique, et il faudrait que je l'amène à l'école à 9 heures le matin, et c'est à cette heure que je dois travailler dans mon exploitation agricole.

Mme Duplessis: En fait, vous auriez besoin de services de garde de 6 à 9 heures du matin.

Mme Sarrazin: C'est à ce moment qu'on travaille le plus mais il reste quand même que, durant le jour, en ces temps-ci, lorsque je plante des framboises et ainsi de suite, j'aurais besoin de services de garde. Les besoins varient selon la période de l'année. À l'heure actuelle, on amène les enfants avec nous, mais cela nous cause du stress parce que nous sommes toujours inquiètes de la sécurité de l'enfant.

Mme Duplessis: On devra donc recommander qu'il y ait des garderies qui soient vraiment adéquates aux besoins des agriculteurs et agricultrices.

Mme Sarrazin: Cela ne fait pas longtemps que notre organisme existe et nous n'avons pas fait d'étude approfondie, mais la majorité des femmes nous ont dit: oui, on aurait principalement besoin de services de garde entre 6 et 9 heures. Mais je ne sais pas si une étude en arriverait à la même conclusion ou indiquerait que les agriculteurs et agricultrices ont aussi besoin de services de garde dans la journée.

Mme Duplessis: Les services de garde devraient être disponibles jusqu'à quelle heure?

Mme Sarrazin: Cela varie. Pour certains, c'est 19 heures; pour d'autres, 18 heures. Pour certains, c'est 20 heures. Mais, normalement, pour les exploitations animales, c'est 19h30.

Mme Pépin: Si je comprends bien, vous avez besoin de personnes à domicile parce que ce serait trop difficile de faire voyager les tout-petits ou de les amener à la garderie.

Dans plusieurs endroits, on a souligné que les parents devraient avoir le choix du genre de services de garde qu'ils désirent. Cela nous a été proposé dans plusieurs endroits, et particulièrement dans les régions rurales, parce que vous avez des besoins qui sont bien spécifiques qui doivent tenir compte des heures, des saisons, etc.

• 1000

On nous a bien expliqué que, selon les places disponibles, et selon le montant qu'on demande, ce n'est pas tout le monde qui peut se le permettre, il y avait une difficulté qu'il fallait absolument contourner, et ce serait cela. Dans ce sens, vos recommandations sont très claires et vont nous éclairer beaucoup.

[Traduction]

Mrs. Sarrazin: Yes.

Mrs. Duplessis: You mean in your own individual homes?

Mrs. Sarrazin: Yes, exactly. As I was saying, transportation problems are considerable. I am lucky enough to have a public day care in my village, where my little girl goes two days a week. But it is really a problem in the morning, when, for instance... in the case of a public or school day care centre, as I would have to take her to school at 9 a.m., whereas that is precisely the time of the day when I have work to do on the farm.

Mrs. Duplessis: What you really need are day care services from six to nine in the morning.

Mrs. Sarrazin: It is true that that is the time of the day we work the hardest, but there are other times of the day, for instance, when I am planting raspberries and such, that I also require day care services. Our needs vary according to the period of the year. These days we are taking the children with us, but it does cause some stress, since we are always worried about their safety.

Mrs. Duplessis: We will therefore have to recommend that day care services really suit the needs of farmers.

Mrs. Sarrazin: Our organization has not been around for very long, and consequently, we have not really done any in-depth study on the subject. On the other hand, most women have told us that they primarily need day care services between 6 and 9 a.m. I do not know if a study of the situation would show the same conclusion, or whether it would indicate that farmers also need services throughout the day.

Mrs. Duplessis: Until what hour do you require services?

Mrs. Sarrazin: It varies. In the case of some people, until 7 p.m.; others may need them until 6 p.m., or perhaps as late as 8 p.m. But, ordinarily, in the case of livestock operations, 7.30 p.m. is about the average.

Mr. Pépin: Just to make sure I have understood you, you feel you need people at home because it would be too difficult to have to take small children to a day care centre.

In a number of places we have visited, witnesses have stressed that parents should be able to choose the type of service that suits them best. That is something which has been recommended to us in several places, particularly in rural areas, because you do have specific needs based on your hours of work, the season of the year, etc.

It has been explained to us that because of the availability of spaces and the fees that are charged, not everyone can afford day care and that if there was one problem that has to be resolved, it is certainly the problem of affordability. In that respect your recommendations are quite clear and are certainly going to be very useful to us in our deliberations.

[Text]

J'aimerais connaître votre opinion sur cette proposition: pour les deux premières années, que le bébé soit de 0 à 2 ans, on offre à la mère une certaine forme d'allocation pour défrayer un service de garde à domicile. Si ce service, sous une forme ou une autre, était disponible aux femmes qui demeurent en un milieu rural, serait-il bien accepté?

Mme Sarrazin: Je le crois. D'après les témoignages, il arrive souvent que, compte tenu du taux d'endettement et tout cela, les jeunes femmes—j'en connais—qui venaient d'avoir des césariennes et, moins d'une semaine après, elles étaient rendues à la porcherie, et les enfants restaient seuls à la maison. Et des cas comme cela, je n'ai pas le temps de vous en parler, mais il y en a beaucoup. S'il y avait une aide financière quelconque, probablement que ces femmes pourraient rester à la maison et cette allocation pourrait d'avoir quelqu'un qui pourrait la remplacer à la porcherie.

Mais il reste que, à un certain moment donné, elles préféreraient tout autant aller à la porcherie parce que l'agriculture c'est notre profession, et je sais que les femmes préfèrent vraiment y aller elles-mêmes, mais il faut garder les enfants.

Mme Pépin: Vous proposez un répertoire de gardiens et gardiennes. Je trouve que c'est bien. On nous a proposé dans d'autres régions d'avoir un coordinateur ou une coordinatrice qui, selon les besoins de la région, déterminerait les services à offrir. Ou il enverrait peut-être un gardien ou une gardienne à domicile pour certains endroits, l'autre ce serait une garderie jusqu'à cinq ans, puis il y aurait des services après les classes. Dans les régions rurales, ce serait un service approprié.

Mme Sarrazin: Ce serait une bonne initiative. Le problème à l'heure actuelle c'est que bien souvent il peut y avoir des personnes qui sont intéressées à garder les enfants. On ne les connaît pas. Premièrement, il s'agit de savoir qui serait disponible et qui aurait vraiment la formation. Il ne s'agit pas de demander à quelqu'un de venir garder vos enfants et de les laisser en des mains qui ne sont pas sûres. J'insiste pour que ces personnes soient compétentes.

Mme Pépin: Il y a aussi la question du paiement de la capacité de payer.

Mme Sarrazin: Pour les jeunes ménages qui n'ont pas la capacité de payer, nous aurions besoin d'obtenir le remboursement d'une partie des frais, comme cela se fait pour d'autres services. Il n'est pas question d'une gratuité complète; nous devons participer. C'est dans ce sens qu'on disait au début que c'est la responsabilité du couple en agriculture, mais c'est aussi la responsabilité de la société.

Mme Pépin: Est-ce que l'Office des services de garde connaît vos difficultés au Québec? Est-ce que vous lui avez présenté un mémoire faisant état de vos difficultés?

Mme Sarrazin: Ce mémoire, comme je vous le disais, est une première étape et, dans le courant des semaines qui viennent, nous comptons le présenter à la ministre de la Condition féminine. Vous remarquerez que nous avons énuméré des recommandations qui s'adressent non seulement au Comité sur la garde des enfants mais aussi à l'Union des

[Translation]

I would like to know your thoughts on the suggestion that a mother be offered some form of allowance to cover child care service in the home during the first two years of a child's life, that is, between birth and two years of age. If such an allowance were to be implemented in one form or another and made available to women in rural communities, would the response be good?

Mrs. Sarrazin: I think so. From what I have heard and from direct experience with young women I know, because of their heavy debts, young women who have just had Caesareans are back working in the pig sty less than a week after giving birth while the children are left alone at home. Time alone prevents me from telling you how many cases like this there actually are. Now, if some kind of financial assistance were to be made available, these women could probably stay home and hire someone to work in the pig sty in their stead.

Nonetheless, at some point, these women are going to want to go back to work on the farm because agriculture is our profession. I know for myself that the women really prefer working the farm themselves, but that does not solve the problem of caring for the children.

Mrs. Pépin: You have recommended a registry of child care services and sitters. I think that is a good idea. In other areas we visited, it was recommended that a co-ordinator be found to determine which services should be offered in a given region. The co-ordinator might find a sitter to go to someone's home or a day care for children who are under five and co-ordinate after-school child care as well. In rural areas, this would be quite appropriate.

Mrs. Sarrazin: It would certainly be a worthwhile initiative. At the moment, the problem is that people may be available to care for children, but we do not know who they are. So, we would first have to establish a list of the people available with the required training. We would not want to leave our children with just anyone. I would insist that these people have the necessary background and qualifications.

Mrs. Pépin: There is also the question of affordability.

Mrs. Sarrazin: In the case of young families who do not have the means to pay for child care services, the fees would have to be refunded, as they are for other services. The child care should not be totally free of charge; we must contribute. That is what I meant when I said earlier that the couple running the farm are responsible for their children, but so is society.

Mrs. Pépin: Is the *Office des services de garde* aware of your difficulties here? Have you made representations to the Office to make it aware of your problems?

Mrs. Sarrazin: As I mentioned earlier, this brief represents a first step. In the coming weeks, we intend to present the same brief to the Minister responsible for the Status of Women. You will have noted that we have a list of recommendations and they are intended not only for the Committee but

[Texte]

producteurs agricoles, au gouvernement provincial et à votre Comité.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) inc. du Québec.

• 1005

Mme Lyse Leduc (Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) inc. du Québec): Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail vient présenter aujourd'hui, à ce Comité, l'état de nos réflexions. Ce ne sont pas des recommandations telles quelles, parce que c'est très récemment, par la pratique quotidienne de nos membres, que nous avons vu que les services de garde, tels qu'ils sont offerts, sont une barrière à l'accès au travail des femmes. C'est pourquoi nous avons décidé d'étudier ce dossier.

Vu que les réunions du Comité sont tenues actuellement, nous avons décidé de présenter notre mémoire même si l'état de nos réflexions n'est pas complètement terminé.

Mme Evelynne Sheehy (Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) inc. du Québec): Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail a décidé de participer à ces audiences sur les services de garde parce qu'il juge essentiel de prendre part à ce débat qui est d'une importance capitale pour notre collectivité féminine en regard du marché du travail.

Composé d'intervenantes qui travaillent ou ont travaillé dans le réseau des programmes, projets ou groupes visant à favoriser l'accès des femmes au marché du travail, et ce, à travers tout le Québec, le CIAFT s'est donné comme mandat, entre autres choses, de faire les recommandations qui s'imposent auprès des différentes instances gouvernementales concernées, afin d'amener les changements ou les réajustements de politiques susceptibles de répondre davantage aux besoins des femmes en matière de formation, de recyclage et d'accès au travail.

Fort de ses expériences auprès des femmes, le CIAFT a eu l'occasion, à maintes reprises, d'être confronté aux réalités souvent pénibles que vivent les travailleuses au Québec. Il a donc choisi d'exposer brièvement certains principes reliés à un service de garde et qui nous apparaissent essentiels pour obtenir un réel accès au marché du travail pour les Québécoises.

Le CIAFT n'entend pas présenter de façon exhaustive des positions par rapport aux services de garde à l'enfance. Il désire toutefois mentionner les grandes lignes de sa réflexion sur le sujet.

Pour le CIAFT, une chose apparaît évidente: tant que le dossier des services de garde restera confiné sous l'égide de la condition féminine, on ne pourra espérer une réelle politique de services de garde. Quand les fanions des revendications sociales sont portés par des femmes, notre société est très lente à réagir. Par un tel choix politique, on réaffirme encore la responsabilité

[Traduction]

also for the *Union des producteurs agricoles* (Farmers' Union of Quebec) as well as for the provincial government.

The Vice-Chairman: We will now hear the presentation of the *Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail inc.* (Council For The Promotion of Women in the Labour Market), the CIAFT from Quebec.

Mrs. Lyse Leduc (Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) inc. du Québec): The Council for the Promotion of Women in the Labour Force has come here today to share its thoughts with the committee. We do not have recommendations as such, because it is only recently that our members, through their everyday working life, have seen how a great barrier day care services in their current form are to women wishing to enter the labour force. It was this practical problem that led us to examine the issue more closely.

Although our thoughts on the matter are not complete at present, we nonetheless decided to take advantage of the fact that the committee was holding hearings and to present a brief.

Mrs. Evelynne Sheehy (Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) inc. du Québec): The council decided to attend the hearings on day care because we felt it was essential to take part in a debate so critical for women and access to the labour force.

The Council comprises women who are working or have worked in programs, projects or groups advocating better access to the labour force for women throughout Quebec; as part of our mandate, we mean to make recommendations to the different orders of government involved aimed at changing or adapting policies to make them more responsive to women's needs for training, professional development and access to the labour market.

Because of its vast experience with women, the council has on many occasions had to face the very often harsh realities that working women in Quebec face. That is why the council has decided to briefly outline the principles that should underlie a day care service and which are, in our view, essential if we are truly to give Quebec women an opportunity to enter the labour force.

The council does not intend to present a comprehensive document describing its position on day care services. It would, however, like to share with you its main ideas on this subject.

One thing has become patently clear to the council: as long as the day care issue remains a women's issue, we will never get a real day care policy. When it is women who bear the torches, our society is very slow to respond to claims in the area of social services. Choosing to leave day care in the domain of women is reaffirming the belief that child care is

[Text]

de la garde d'enfant à la mère. Penser service de garde correspond à penser femme, tel est le résultat de l'équation.

Pour nous, un service de garde doit se situer dans une politique globale des services sociaux à offrir à la communauté. Conserver les services de garde sous la juridiction de la condition féminine, c'est affirmer que la responsabilité des enfants relève majoritairement des femmes. C'est aussi encourager la traditionnelle division du travail et, par le fait même, c'est nier le droit des femmes au travail, à une formation, à une vie sociale autonome.

Sans dénigrer son utilité et sa nécessité, il faut être consciente que la ministre déléguée à la Condition féminine ne dispose pas du poids politique des autres ministres. On sait la difficulté pour une ministre déléguée à la Condition féminine d'imposer ses dossiers auprès de ses collègues ministres. On n'a qu'à penser aux acquis des femmes depuis les dernières années pour constater que le bilan est bien mince.

Il est de plus illusoire de croire que tous les partenaires socio-économiques visés par l'application des services de garde (patrons, syndicats, municipalités, etc.) vont s'engager volontairement, en cette période orientée vers l'économie, dans un processus d'implantation de garderies.

Les femmes participent de plus en plus au marché du travail mais il demeure encore aujourd'hui qu'elles assument, dans une forte majorité de cas, la responsabilité à part entière de la qualité de vie des enfants. Bien sûr, beaucoup de couples actuels réussissent à établir un partage des tâches domestiques mais la supervision de la maisonnée appartient encore aux femmes.

Ainsi, on négocie entre employés et employeurs des conditions de travail qui puissent tenir compte de cette réalité qu'est la double tâche. Les secteurs qui réussissent le mieux sont bien sûr les secteurs parapublics et publics et quelques firmes privées bien établies. Les milieux de travail non syndiqués, d'ouvriers et d'ouvrières d'usine entre autres où très souvent on retrouve une majorité de femmes, ne disposent pas de moyens internes pour s'organiser.

Nous revendiquons donc des services de garde universels qui s'adressent à toutes personnes qui sont responsables d'enfants, qu'elles soient en formation, en emploi ou autres.

• 1010

Pour une cohérence avec ce principe d'universalité des services, nous demandons que les garderies se développent dans une diversité qui corresponde aux besoins spécifiques des utilisatrices et utilisateurs.

Actuellement, l'Office des services de garde à l'enfance relève de la ministre déléguée à la Condition féminine. En plaçant la garde d'enfant sous la juridiction de la condition féminine, c'est entretenir l'idée populaire que les garderies, c'est une affaire de femmes.

Reconnaître et élaborer une politique de services de garde réelle, universelle et diversifiée, c'est reconnaître concrètement

[Translation]

primarily the mother's responsibility. When you think of day care, you think of women; they are synonymous.

In our view, a day care service should be part of a comprehensive social services policy for the community. To keep day care under the jurisdiction of the Status of Women is to confirm that child care is primarily a woman's duty. It is also encouraging the conventional division of tasks and, consequently, denying women the right to work, to professional development and to an independent social life.

Without wanting to undermine her contribution or her usefulness, we must nonetheless be aware that the Minister responsible for the Status of Women does not have as much political clout as her fellow ministers. We know how difficult it is for a Minister responsible for the Status of Women to keep her concerns present to the minds of her colleagues. The very slight advances made by women in recent years are proof enough of that.

Furthermore, it would be illusory to think that all the socio-economic partners affected by day care services (employers, unions, municipalities, and so forth) are going to voluntarily make a commitment to establishing a day care system in this economically oriented day and age we live in.

More and more women are entering the labour force, but in most cases, they still bear total responsibility for child-rearing. Of course, many couples nowadays have managed to share domestic tasks but household supervision still remains a woman's responsibility.

So, employees and employers negotiate working conditions that allow for the reality of the situation, that allow for a woman's double duties. The most successful areas in this respect are the para-public and public sectors as well as a few well-established private firms. Where workers are unorganized or in factories, where the majority of the workers are women, the means are just not available for organizing this type of service in house.

Consequently, we ask that universal day care services be made available to anyone who has a child or children in his or her care while that person is on training, at work or elsewhere.

In order to make sure they are consistent with the principle of universality, we urge that day care services be developed with enough flexibility to meet the specific needs of the users.

At present, the *Office des services de garde à l'enfance* comes under the jurisdiction of the Minister responsible for the Status of Women. This perpetuates the public belief that day care is a woman's problem.

To recognize and develop a real, universal, flexible policy on day care is to acknowledge the principle of access for women

[Texte]

le principe d'accès au travail des femmes et à une formation en lui fournissant un outil essentiel.

Un service de garde doit faire partie intégrante des services sociaux, partie intégrante des services à la communauté tout comme la santé communautaire, les CLSC, ou un revenu garanti.

Mme Leduc: Le Conseil d'intervention appuie globalement les recommandations du rapport du groupe d'étude sur la garde d'enfants.

Nous appuyons plus particulièrement les recommandations 5, 11 et 14 concernant le financement des garderies; la recommandation 22 concernant l'instauration de garderies dans les édifices fédéraux; et la recommandation 26 quant à l'accroissement des ressources par la Commission de l'Emploi et de l'Immigration des programmes de formation spécialisée du personnel de garde d'enfant. Nous sommes aussi entièrement d'accord avec la recommandation 31, demandant que soit réduite à 20 semaines la période d'admissibilité au congé parental.

Dans le but d'amener le partage de la responsabilité familiale, nous trouvons particulièrement judicieuse la recommandation 37 demandant que l'un ou l'autre parent puisse prendre 26 semaines de congé lors de l'adoption ou la naissance d'un enfant et que les deux parents puissent partager le congé entre eux.

Compte tenu aussi du grand nombre de femmes travaillant à temps partiel, nous appuyons fortement la recommandation 41 demandant que le régime de prestations aux parents soit étendu aux travailleuses et travailleurs à temps partiel qui travaillent au moins huit heures par semaine.

En terminant, nous tenons à réaffirmer que la garde des enfants n'est pas seulement la responsabilité des femmes, mais qu'elle est aussi la responsabilité de la société dans son ensemble et tous les citoyens doivent en partager les coûts.

Mme Pépin: Je vous remercie de votre présentation et la recommandation que vous faites au niveau des travailleuses à temps partiel est bienvenue parce que de plus en plus de femmes travaillent à temps partiel, et c'est excessivement difficile pour elles de trouver des garderies.

Vous mentionnez également que les services de garde, ce n'est pas une histoire de femmes; je suis tout à fait d'accord. Depuis le début des travaux du Comité, on répète que les services de garde, c'est une affaire de parents, c'est une affaire de couple, c'est une affaire de société, comme vous le dites très bien, parce que si on relie cette question au ghetto des femmes, le gens vont encore dire c'est une histoire de femmes.

A la page 2 de votre mémoire, vous mentionnez la nécessité d'avoir un autre ministre pour les services de garde. À cet égard, il faudrait adresser votre recommandation au niveau provincial parce que, malheureusement, le fédéral n'a absolument rien à voir dans ce domaine.

Je tiens également à vous dire que je suis d'accord avec plusieurs de vos recommandations.

The Vice-Chairman: The Black Community Council of Quebec Inc., the Negro Community Centre; Ronald Rock,

[Traduction]

to the labour force, and to development and training by providing them with an essential tool.

A day care service must be part and parcel of social and community services, just like health or the guaranteed income.

Mrs. Leduc: The Council generally supports the recommendations in the Report of the Task Force on child Care.

We particularly support recommendations 5, 11 and 14 relating to day care funding, recommendation 22, relating to the establishment of day care services in federal buildings, and recommendation 26, which advocates an increase in the CEIC's budget for specialized training programs for day care workers. Further, we wholeheartedly support recommendation 31 which requests that the eligibility period for parental leave be dropped to 20 weeks.

In our view, recommendation 37 is very apropos if we are to bring about a more equitable sharing of the parental role. It suggests that either parent be able to take 26 weeks leave for the adoption or birth of a child, and that both parents be able to share the leave time available.

In view of the high proportion of women who work part-time, we strongly support recommendation 41, which requests that the parental benefits coverage be extended to part-time employees who work at least eight hours per week.

In closing, we would like to repeat that child care is not solely a women's domain; it is also the responsibility of society as a whole, and all citizens must share the costs.

Mrs. Pépin: Thank you for your presentation; your recommendation concerning part-time workers is a welcome one. More and more women are working part-time and it is extremely difficult for them to find child care services.

You also mentioned that child care is not a women's issue. I am in complete agreement. Since the hearings began, we have been told time and time again that child care is a parents' problem, a couple's problem, society's problem, as you have so rightly pointed out. If this question is tied in with women consistently, people are going to continue to perceive it as a women's issue.

On page 2 of your brief, you mention the need for a different ministry responsible for day care services. This is a recommendation that would be more appropriately addressed to the provincial government because, unfortunately, it is not within the federal jurisdiction.

I would also like to say that I am in agreement with many of your recommendations.

Le vice-président: Le Conseil de la collectivité noire du Québec Inc., le Centre communautaire noir; Ronald Rock,

[Text]

Executive Director; Mr. Leith Hamilton, Executive Director; Zoya Taylor. Welcome to our committee.

Mr. Ronald Rock (Executive Director, Black Community Council of Quebec Inc.): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, our brief is not ready yet. We are still in the process of getting the type set on it. However, we will submit it as soon as it is ready.

For the sake of clarity, the black community in Montreal is estimated at some 120,000 people, 80,000 of which is estimated as being English speaking blacks; the other 40,000 are more recent immigrants, the Haitian black community.

• 1015

For the sake of clarity, like I said, we are referring to the English-speaking black community. In that constellation of 80,000 people one can assume that 50% of the families are headed by women. Of course this creates more serious kinds of dilemmas for these families, especially since these women are forced to go to work or forced to be on welfare. Often there are inadequate amounts of money to supervise and to provide for these children. As a result, there is family dysfunction, as we call it in the social services, whereby their families are breaking down, children are left unattended as a result of not enough proper day care for these children. There is an overjustification in the numbers of youth that are going into the juvenile justice system; that is, the reception centres, the holding centres in the City of Montreal.

I will have Mr. Hamilton give a more precise overview of the situation within the Montreal black community.

Mr. Leith Hamilton (Executive Director, The Black Community Council of Quebec Inc.): My name is Leith Hamilton. I am the Director of the Negro Community Centre. It is 50-year-old institution in Montreal serving the black community, and also within that program we have a day care centre.

A child care policy must begin to address the continuing profound crisis in the black family. The message we bring to this committee is a message of alarm about the crisis in the black family, long a taboo subject. The ominous facts and figures about female-headed households, illegitimacy, youth unemployment, school drop-out and especially teenage parenthood suggest that a day care policy or a child care policy really should be the first step or the basis for providing supports to families.

The question must be posed of who benefits and who suffers from federal policies aimed at providing child care supports. We make a suggestion to the committee that the present policies just have missed the mark in the black community. Essentially, the policy so far has missed the mark because it does not focus on the issue of the culture of poverty in which so many of the children in the black community find themselves.

[Translation]

directeur général; M. Leith Hamilton, directeur général; Zoya Taylor. Je vous souhaite tous la bienvenue.

M. Ronald Rock (directeur général, Black Community Council du Québec, Inc.): Monsieur le président, mesdames, messieurs, notre mémoire n'est pas prêt. Nous attendons toujours la mise en page. Nous avons cependant l'intention de vous en remettre un exemplaire dès qu'il sera prêt.

Pour que les choses soient claires, la collectivité noire de Montréal comprend quelques 120,000 personnes, dont 80,000 sont anglophones et 40,000 sont des immigrants récents, notamment de la communauté haïtienne.

Pour plus de clarté, comme je l'ai dit, il s'agit ici de la communauté noire anglophone. Dans ce groupe de 80,000 personnes, on peut supposer que la moitié des chefs de famille sont des femmes. Bien entendu, ces familles sont aux prises avec des dilemmes plus graves, d'autant plus graves que ces femmes sont obligées d'aller travailler ou de s'en remettre à l'assistance sociale. Souvent, elles n'ont pas assez d'argent pour prendre soin de leurs enfants ou subvenir à leurs besoins. Il s'ensuit une «dysfonction familiale», comme on dit dans le jargon des services sociaux, c'est-à-dire que les familles éclatent et que les enfants sont laissés à eux-mêmes parce qu'il n'y a pas assez de bons services de garde pour eux. Il suffit amplement pour s'en rendre compte de considérer le grand nombre de jeunes qui se retrouvent devant les tribunaux pour enfants et qui aboutissent dans les centres de détention et les maisons de transition de la Ville de Montréal.

Je demanderais à M. Hamilton de bien vouloir tracer un portrait plus précis de la situation de la communauté noire de Montréal.

M. Leith Hamilton (directeur exécutif du Conseil de la communauté noire du Québec Inc.): Je m'appelle Leith Hamilton et je dirige le Centre communautaire des Noirs. C'est une institution de Montréal qui dessert la communauté noire depuis 50 ans, et qui administre notamment une garderie.

Une politique de garde d'enfants doit commencer par s'attaquer à la crise profonde avec laquelle la famille noire n'en finit plus de se débattre. Le message que nous apportons au Comité aujourd'hui est un cri d'alarme à propos de cette crise, qui a longtemps été un sujet tabou. Les statistiques alarmantes au sujet des ménages dirigés par des femmes, des enfants illégitimes, du chômage des jeunes, du décrochage scolaire et, surtout, des filles-mères, donnent à penser que l'aide aux familles doit s'appuyer d'abord sur une politique en matière de garderies ou de services de garde.

Il faut se demander qui profite des politiques fédérales dans ce domaine, et qui en subit les conséquences. Nous aimerions faire savoir au Comité qu'en ce qui concerne la communauté noire, les politiques actuelles ont tout simplement raté la cible. Elles sont passées à côté du problème jusqu'ici, essentiellement parce qu'elles ne s'arrêtent pas au fait qu'énormément d'enfants de la communauté noire grandissent dans des conditions proprement misérables.

[Texte]

The situation in which the black family finds itself in 1986 was born of an economic, political and historical situation called racism, and these structural inequalities continue to limit economic opportunities for blacks. It must be stressed that social programs alone cannot be a panacea for the strengthening of the black family, nor can they substitute for a decent standard of living—for example, the money families require for their basic needs.

The child welfare system, for which the federal government, through a cost-sharing agreement, maintains some responsibility, in the provincial domain is big business in terms of the amount of public money spent. Despite paper commitments to supporting families, the majority of public child welfare expenditures have been on services providing substitute care or remedial services. The problems have tended to persist or even to increase in scope while the bureaucracies which deal with them tend to grow.

Federal and provincial subsidies to black community-based organizations are limited in scope such that we rarely have funds to attract professionals with the necessary expertise to conduct the research, advocacy, and policy and program development critical to any submission such as to a committee like this. Although white institutions can and should create an economic climate in which change can occur, they will not and cannot make the cultural changes which can have impact on black youth.

A survey of current services and activities in Montreal reveal widespread disarray for black families. Research tends to suggest that minorities underutilize public services. The black family does not know where to turn for support. There are very few day care centres in Montreal for the minority population.

Furthermore, this lack of child care support hinders black female workers. As Mr. Rock mentioned, they face the same inequalities other women experience in the workplace, plus the difficulties of language and racial discrimination. If black women are to move ahead in the workplace, then child care supports are required.

What does our organization plan to do next? We feel it is our role to inform the black community and the public about the limited extent of child care services for blacks. Second, we should continue to pressure for changes in policies, so that eventually the black community will benefit. Third, we should begin to build a family support program which as a first step will demonstrate that a community-based program can work, if properly funded, and provide some immediate support to the black community, given our financial constraints.

[Traduction]

La situation dans laquelle la famille noire se retrouve en 1986 découle d'un phénomène économique, politique et historique qui s'appelle le racisme, un phénomène qui engendre des inégalités de structure qui font que les Noirs n'ont jamais autant de chances que les autres sur le plan économique. Il convient de souligner que les programmes sociaux ne peuvent à eux seuls opérer le renforcement dont la famille noire a besoin, pas plus qu'ils ne peuvent remplacer un niveau de vie décent, c'est-à-dire une situation financière permettant aux familles de subvenir à leurs besoins élémentaires.

Le régime de bien-être de l'enfance, qui est du ressort provincial mais dont le gouvernement fédéral est en partie responsable en vertu d'une entente de partage des coûts, est une entreprise de taille quand on songe au montant des dépenses publiques qu'il entraîne. Malgré des engagements écrits de venir en aide aux familles, la plus grande partie des dépenses publiques au titre du bien-être de l'enfance est absorbée par des organismes qui offrent des services de compensation ou de redressement. Les problèmes ont tendance à persister ou même à s'amplifier, tandis que les bureaucraties qui s'en occupent sont elles-mêmes en expansion.

Les subventions fédérales et provinciales aux organisations communautaires noires sont limitées au point que nous avons rarement les moyens d'attirer des professionnels ayant les compétences nécessaires pour effectuer les recherches et les travaux de promotion et d'élaboration de programmes sans lesquels il est impossible de préparer un mémoire destiné à un comité comme celui-ci. Les institutions blanches peuvent et doivent créer un climat économique propice au changement, mais elles ne peuvent apporter les changements culturels susceptibles d'avoir un impact sur la jeunesse noire.

Une enquête sur les services et les activités en cours à Montréal révèle toute l'ampleur du désarroi des familles noires. Il apparaît d'après certaines recherches que les minorités ont tendance à sous-utiliser les services publics. La famille noire ne sait pas où s'adresser pour obtenir de l'aide. Il y a très peu de garderies à Montréal pour les groupes ethniques minoritaires.

• 1020

De plus, l'absence d'aide pour la garde des enfants nuit aux femmes noires qui travaillent. Comme l'a mentionné M. Rock, ces femmes font face aux mêmes injustices que les autres femmes sur le marché du travail, injustices auxquelles s'ajoutent les problèmes de langue et la discrimination raciale. Si on ne leur accorde aucune aide pour faire garder leurs enfants, les femmes noires n'ont aucune chance d'avancement sur le marché du travail.

Qu'est-ce que notre organisation envisage de faire ensuite? Premièrement, nous pensons que c'est notre rôle d'informer la communauté noire et le public en général du peu de services de garde d'enfants mis à la disposition des Noirs. Deuxièmement, nous devons continuer à exiger des changements dans les politiques, pour qu'elles finissent par profiter à la communauté noire. Troisièmement, nous devons commencer à élaborer un programme d'aide aux familles qui, dans un premier temps, montrera qu'un programme communautaire peut fonctionner,

[Text]

Thus our community, our centre, has initiated a family support program which as a first step provides a day care service. This day care service is culturally programmed to bridge the gap between day care services and the black community. We have a specific program to provide enrichment for a day care program. I wish to ask Zoya Taylor, who is the social worker at our centre, to explain that enrichment very quickly.

Ms Zoya Taylor (Social Worker, Black Community Council of Quebec Inc.): As Leith Hamilton has outlined, day care has been a major problem in the black community: there is a really high incidence of teenage pregnancy, single-parent-headed families, young moms who are working with basically no outside support—they are isolated from their families and isolated in the society generally. In order to deal with these problems, as he has stated, we are developing a black support family program, which means we are introducing services such as a teenage mothers program, which is running on an ongoing basis now, for young black mothers, and a single parents support program which ties in directly with the day care.

We are actually in the process of doing right now preliminary needs assessment with each parent. The major problem has been a lack of parent involvement in the day care. I am sure all day cares are really familiar with that problem. In the black community perhaps it is even more, because these young mothers are encountering problems such as trying to finish their high school during the summer months and they do not have anywhere to send their children.

They do not have the usual supports that most people in society do have. These moms are, as I said before, isolated from their families. They usually have been thrown out of the family and have gone through places like Elizabeth House, etc. So it is really important to look after their needs, on the one hand, because only through looking after their needs are we going to be able to deal with the needs of their kids and involve them more in the upbringing of their children and in the day care, in which their kids are spending a majority of their lives, in terms of hours of the day, each day.

Our strategy at this point is a needs assessment first and then involving the community in parent involvement strategies, to see exactly what the needs are and to start addressing the needs in terms of what their time limitations are during the day and bringing them in to deal with the needs.

Mme Duplessis: Préférez-vous des garderies qui soient des centres ou foyers culturels semblables à votre culture? Ou préférez-vous que vos enfants puissent aller dans des garderies qui accueillent les enfants de différentes ethnies et les enfants québécois? On sait bien que, au niveau des tout-petits, il n'y a pas de frontières; les enfants s'acceptent mutuellement.

[Translation]

s'il dispose de fonds suffisants, et apporter une aide immédiate à la communauté noire, malgré nos restrictions financières.

C'est ainsi que notre communauté, notre centre, a mis sur pied un programme d'aide aux familles qui offre pour commencer un service de garderie. Ce service est culturellement conçu pour combler le fossé qui existe entre les garderies et la communauté noire. Nous avons aussi un volet destiné expressément à renforcer un service de garderie. Je demanderais à Zoya Taylor, qui est travailleuse sociale à notre centre, d'expliquer très rapidement en quoi consiste ce volet de renforcement.

Mme Zoya Taylor (travailleuse sociale, Conseil de la communauté noire du Québec Inc.): Ainsi que Leith Hamilton l'a fait remarquer, la garde des enfants pose un problème majeur dans la communauté noire: on compte un très grand nombre de grossesses chez les adolescentes, de familles monoparentales, de jeunes mères qui travaillent, pratiquement privées de tout appui extérieur parce qu'elles sont isolées de leur famille et de la société en général. C'est pour ces raisons, comme l'a dit Leith, que nous mettons sur pied un programme d'aide aux familles noires; c'est-à-dire que nous introduisons sur une base permanente, et l'aide aux parents uniques, qui est liée directement au service de garderie.

Nous procédons actuellement à une évaluation préliminaire des besoins avec chaque parent. Le principal problème jusqu'ici a été d'inciter les parents à s'intéresser davantage à la garderie. Je suis certaine que toutes les garderies sont très familières avec ce problème. C'est peut-être pire dans la communauté noire, parce que les jeunes mères sont aux prises avec des problèmes particuliers; il y en a par exemple qui essaient de terminer leurs études secondaires pendant les mois d'été et elles n'ont aucun endroit où envoyer leurs enfants.

Elles ne peuvent compter sur les appuis habituels que la plupart des gens trouvent dans la société. Ces jeunes mères, comme je l'ai dit tantôt, sont isolées de leur famille. Habituellement, elles ont été rejetées de leur famille et ont dû passer par des endroits comme le foyer d'accueil Elizabeth House. Il est donc très important qu'on s'occupe de leurs besoins, parce que c'est ainsi qu'on pourra s'occuper des besoins de leurs enfants, les faire participer davantage à l'éducation de leurs enfants et à l'exploitation de la garderie, où ces derniers passent la plus grande partie de leur vie, le plus clair de leur temps, chaque jour.

Ce que nous voulons faire pour l'instant, c'est d'abord évaluer les besoins, puis intéresser la communauté par des stratégies de participation parentale, voir exactement quels sont les besoins et commencer à s'en occuper, voir quelles sont les contraintes de temps des parents durant le jour puis amener ceux-ci à participer selon leur disponibilité.

Mrs. Duplessis: Would you rather have care centres that reflect your culture? Or would you rather go for care centres that welcome children from different ethnical backgrounds, along with young Quebecers? We all know that little ones are not hyphenated. They accept other children, period.

[Texte]

[Traduction]

• 1025

M. L. Hamilton: Je pense c'est très nécessaire . . .

I think it is very necessary to have both because in day care, for young black children between the ages of, say, two to five, it is very important for them to have role models, to be able to identify with other black children.

I think it is at that age. I think there were studies done to show that young black children, when they are growing up, if they were shown a white doll and a black doll, most of the black children would choose the white doll because this is the image that is projected on television and in our society as the ideal person.

Il est très nécessaire d'avoir un centre,

very rooted in the culture. Our day care centre hires black teachers, but also, for instance, Haitians who can teach French, who can explain the culture here in Quebec, as well as do the other things.

Mme Duplessis: Parce que quand nous étions à Vancouver, nous avons visité une garderie qui était exclusivement réservée aux enfants de nationalité chinoise, là-bas, et qui était gardée . . . c'était une super-garderie; mais les enfants à partir des tout-petits, là, ne voyaient pas d'autres cultures, autre que la communauté chinoise.

C'est pour ça que je vous ai demandé ça parce que dans d'autres parties du Canada, on nous avait demandé—d'autres groupes, d'autres ethnies nous avaient demandé que les enfants soient vraiment très intégrés, mélangés avec les autres, et que les enfants commencent à s'accepter mutuellement, tout petits, à partir du plus jeune âge, en tout cas à partir de deux ans, en montant, et qu'ils soient vraiment très très bien intégrés.

Je vous remercie beaucoup pour votre point de vue.

M. L. Hamilton: Merci.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous avez mentionné quelque chose d'assez intéressant parce que les enfants . . .

the black children will choose white dolls. You mentioned teenage pregnancies. Do you believe you have more teenage pregnancies than, let us say, white ones, the percentage?

Ms Taylor: We have just started up with a teenage mothers group again. To answer your question, there has not been a real formal survey done, but just in liaison with the Jewish General Hospital and the Montreal Children's Hospital, they are expressing that, yes, there is a higher percentage of black children.

Now, this might be white mothers with black fathers and children, but definitely a higher percentage of mixed children and black children.

Mrs. Pépin: I know it is a problem right now at every level, and from all communities.

Also, there is delinquency. It seems that in some centres there are more young black adolescents than white ones. Could

Mr. L. Hamilton: I Think it is very necessary . . .

Je pense que c'est très nécessaire d'avoir les deux, parce que dans les garderies, il est très important pour les jeunes enfants noirs, ayant, disons, entre deux et cinq ans, d'avoir des modèles, de pouvoir s'identifier à d'autres enfants noirs.

Je crois que c'est à cet âge qu'ils en ont besoin. Des études ont démontré, je crois, que lorsqu'ils grandissent, les enfants noirs ont tendance à s'identifier à des modèles blancs. Ainsi, si on leur présente une poupée blanche et une poupée noire, la plupart choisiront la poupée blanche parce qu'elle correspond à l'image de la personne idéale que projettent la télévision et la société en général.

A centre is a must.

enraciné dans la culture. Notre garderie engage des éducateurs noirs, mais aussi, par exemple, des Haïtiens capables d'enseigner le français et d'expliquer la culture québécoise, tout en s'acquittant des autres tâches d'une garderie.

Mrs. Duplessis: While in Vancouver, we visited a day care centre strictly for children of Chinese descent and wick was . . . It was super, but the children were not exposed to other cultures.

That is why I asked, because in other parts of Canada, we were requested—other groups and other ethnics were of the opinion that their children should be truly integrated, exposed to other groups, so that they learn to accept other children on a par basis from the very beginning. Well starting with two year old toddlers.

I very much appreciate your point of view and I thank you.

Mr. L. Hamilton: Thank you.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You mentioned something quite interesting since the children . . .

les enfants noirs choisissent les poupées blanches. Vous avez parlé des grossesses chez les adolescentes. Croyez-vous qu'en pourcentage, il y a plus de grossesses chez les adolescentes noires que chez, disons, les adolescentes blanches?

Mme Taylor: Nous venons tout juste de commencer à nous occuper d'un nouveau groupe de filles-mères. Pour répondre à votre question, il n'y a pas eu d'enquête officielle, mais nous savons par nos contacts avec le *Jewish General Hospital* et l'hôpital pour enfants de Montréal qu'effectivement, il y a un pourcentage plus élevé d'enfants noirs.

Maintenant, il peut s'agir de mères blanches qui ont des enfants noirs avec des pères de race noire, mais chose certaine, il y a un pourcentage plus élevé d'enfants mulâtres et noirs.

Mme Pépin: Je sais que c'est un problème à l'heure actuelle à tous les niveaux, et dans toutes les communautés culturelles.

Il y a aussi le problème de la délinquance. On dirait que dans certains centres, il y a plus de jeunes adolescents de race

[Text]

you explain that? It is because I am trying to put it in a relationship with child care.

In some centres we were told that if children were put into good child care when they were very young and we had been able to find out if they were having some difficulty, we would have less delinquency when they are 15 and 16. I was wondering if you can make a relationship, or elaborate a little bit more on that.

Mr. L. Hamilton: I think in the minority community, especially in an immigrant population, if the children are very young they need special supports to prepare them to enter into grades 1, 2 and 3. So in many ways you have a special needs child who requires a lot more preparation for the school system than someone who has been here for a long time. I think also the research could show that for teenage pregnant mothers, if there were, for instance, supports for these types of families, because the types of families that we are talking about . . . not all black people are poor. But for some black people who are poor, they need special services to give that child a chance to grow out of that culture of poverty by getting a better education.

If the family at home cannot provide these structures, then perhaps a good day care centre can.

• 1030

We have references to show the types of programs where these kinds of supports can work, not only in helping, for instance, a parent go back to work, which means worker productivity, but also showing that the children can adapt better in school, can adapt better in the society so you are avoiding placement in institutions, which in the end save government money.

Mrs. Pépin: We were told in Quebec City that they have a special centre for child care, children who are coming from low-income families where there is a lack of education, and they are showing exactly the same problem as you are having now.

So do you believe it is because of the economic situation that you have black teenagers who have difficulty, or is it only because they are black? Do you not think that everybody with the same living conditions will be ending in the same . . . ?

Mr. Rock: Yes. In addition to its being a universal problem . . .

Mrs. Pépin: Yes.

Mr. Rock: —black youth are faced with racism; they are faced with immigrant adjustment problems; they are faced with poor socializing; they are faced with the inability to have positive role models within their lives so they can see that there are black doctors or black lawyers or black politicians. So I think that, in addition to the fact that it is a global problem in terms of youth across the country and maybe even across the world, black youth or black children do have these other types of burdens placed on them that they have to shed in order to develop positive self-images.

[Translation]

noire que de race blanche. Pouvez-vous expliquer cela? C'est que j'essaie d'établir un rapport avec la garde des enfants.

Dans certains milieux, on nous a dit que si les enfants avaient été entre bonnes mains quand ils étaient très jeunes, et si on avait pu découvrir qu'ils étaient en difficulté, leur propension à la délinquance aurait été moindre à l'âge de 15 ou 16 ans. Je me demandais si vous pouviez établir un rapport, ou développer un peu plus ce sujet.

M. L. Hamilton: Je pense que dans une ethnie minoritaire, surtout dans une population immigrante, il faut accorder une aide particulière aux très jeunes enfants pour les préparer aux première, deuxième et troisième années d'école. À bien des égards, nous sommes en présence d'un enfant inadapté qui a bien plus besoin d'être préparé au système scolaire que quelqu'un qui vit ici depuis longtemps. Pour ce qui est des filles-mères, la recherche pourrait démontrer que s'il y avait, par exemple, des mécanismes d'aide pour ce genre de familles, parce que le genre de familles dont nous parlons . . . tous les Noirs ne sont pas pauvres. Mais ceux qui le sont ont besoin de services particuliers pour donner à leurs enfants une chance d'échapper à cette misère en recevant une meilleure éducation.

Si la famille ne peut y voir elle-même à la maison, alors peut-être qu'une bonne garderie le peut.

Certains programmes montrent que ce genre de mécanisme peut fonctionner, en aidant par exemple un parent à retourner au travail, ce qui se traduit par un gain de productivité, mais aussi par une meilleure adaptation des enfants à l'école et dans la société, de sorte qu'on n'a pas à les placer dans des institutions, ce qui au bout du compte permet à l'État de faire des économies.

Mme Pépin: On nous a dit qu'il existe à Québec un centre spécial pour les enfants qui viennent de familles à faible revenu où l'éducation fait défaut, et le problème est exactement le même que celui dont vous parlez.

Alors, pensez-vous que c'est à cause de la situation économique qu'il y a des adolescents noirs en difficulté, ou est-ce seulement parce qu'ils sont Noirs? Ne croyez-vous pas que dans les mêmes conditions de vie, n'importe qui aboutirait au même . . . ?

M. Rock: Oui. Non seulement il s'agit d'un problème universel . . .

Mme Pépin: Oui.

M. Rock: . . . mais en plus, les jeunes noirs sont aux prises avec le racisme; ils sont aux prises avec les problèmes d'adaptation des immigrants; ils sont aux prises avec des difficultés de socialisation; ils sont incapables de s'identifier à des modèles positifs dans leur vie, à des modèles comme des médecins noirs, des avocats noirs ou des politiciens noirs. Alors je pense que, outre qu'il s'agit d'un problème pour la jeunesse de tout le pays, et peut-être même du monde entier, les jeunes ou les enfants noirs ont tous ces autres handicaps dont ils doivent se libérer s'ils veulent se donner une image positive d'eux-mêmes.

[Texte]

Mrs. Pépin: Do you know if they teach parenting? We were told in other provinces that we should include in the school program parenting courses. For pregnant teenagers maybe it could be helpful.

Mr. Rock: I think that is something that you . . .

Ms Taylor: Yes, it would be very helpful in terms of our teenage mothers group. That is what we focus on because this is the major issue for these young people who are growing up and they have not grown up fully themselves and they are now faced with an issue of being a parent. They are often coming from really disrupted families where the role modelling they have gotten is not at all positive so it is a major . . .

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation.

We now welcome the Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association: Maurice J. King, Chief Executive Officer; Janet Hicks, Executive Director; Cheryl Stanger, Animator.

Mr. Maurice J. King (Chief Executive Officer, Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association): Mr. Chairman, ladies and gentlemen, we appreciate this opportunity to be here today.

Our brief is not overly long. The main emphasis of the brief is towards the rural child. Our organization represents some 5,000 members of the English-speaking community in southwest Quebec, and in that area we have a mixture of both rural and urban areas, but today we have concentrated on our rural membership and the problems they have with child care.

We were very interested in one of the previous presentations that was made from the women involved in agriculture, and their recommendations we are very sympathetic with, and we repeat some of them in our own presentation.

The need for our rural communities to have a different type of child care service than that of the urban communities I think is very apparent. We are faced in Huntingdon and Hemmingford and Ormstown and all of our areas with great distances between an individual farm and a centralized child care centre such as, say, Huntingdon, where they might have two or three child care centres but in order to get there it is not uncommon for people to have to travel 20 or 30 kilometres. I am sorry, Janet says miles. I get confused with this kilometre/miles bit. But an extended distance, anyhow.

• 1035

The other problem we are finding, and Janet and Cheryl will be talking to you about it, is the necessity more and more for our ladies, our women, our wives, our mothers, to work on the farm, to get out and drive the tractor and try to provide the labour that the economy of farming no longer allows for the hiring of that extra man. So the woman of the farm has become a full partner in a real sense of doing physical work as

[Traduction]

Mme Pépin: Savez-vous si on les prépare à devenir des parents? On nous a dit dans d'autres provinces que les programmes scolaires devraient comprendre des cours de formation parentale. Cela pourrait peut-être servir à des adolescentes enceintes, par exemple.

M. Rock: Je pense que vous êtes mieux placée que moi pour . . .

Mme Taylor: Oui, ce serait très utile à un groupe de filles-mères comme le nôtre. C'est d'ailleurs là-dessus que nous mettons l'accent parce que c'est le principal problème de ces jeunes filles qui n'ont même pas fini de grandir elles-mêmes et qui se retrouvent tout à coup parents. Elles viennent souvent de familles vraiment désunies, où les modèles qui leur sont proposées sont loin d'être positifs, de sorte que . . .

Mme Pépin: Merci.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre exposé.

Nous accueillons maintenant les représentants de la *Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association*: Maurice J. King, administrateur général, Janet Hicks, directrice générale, Cheryl Stanger, animatrice.

M. Maurice J. King (administrateur général, Chateauguay Valley English-speaking Peoples' Association): Monsieur le président, mesdames et messieurs, nous sommes très heureux de nous trouver ici aujourd'hui.

Notre mémoire n'est pas très long, il porte principalement sur les enfants des régions rurales. Notre organisation regroupe environ 5,000 membres des collectivités anglophones du sud-ouest du Québec, région qui comprend à la fois des zones rurales et des zones urbaines, mais aujourd'hui nous allons nous en tenir à nos membres des zones rurales et aux problèmes que leur pose la garde des enfants.

Nous avons trouvé très intéressant l'exposé fait précédemment par les femmes du milieu agricole; nous sommes tout à fait d'accord avec leurs recommandations et nous en reprenons même quelques-unes à notre propre compte.

Il est évident, je pense, que les collectivités rurales ont besoin de services de garde différents de ceux des collectivités urbaines. À Huntingdon, Hemmingford, Ormstown et dans tout le secteur que nous couvrons, il y a souvent une grande distance entre une ferme et une garderie centralisée à Huntingdon, par exemple, où il y a peut-être deux ou trois garderies; mais pour s'y rendre, il n'est pas rare que des gens aient à parcourir 20 ou 30 kilomètres. Pardon, 20 ou 30 milles, me dit Janet. Je m'y perds un peu entre les kilomètres et les milles. Une grande distance, de toute façon.

L'autre problème que nous constatons—Janet et Cheryl vont vous en parler tantôt—c'est que de plus en plus, nos femmes, nos épouses, nos mères sont obligées de travailler sur la ferme, de sortir de la maison et de conduire le tracteur, de fournir la main-d'oeuvre supplémentaire, que l'économie agricole d'aujourd'hui ne permet plus d'engager à l'extérieur. La femme de la ferme est donc devenue une associée à part

[Text]

well as looking after the home and the children. Because of that, there is an even greater need now for child care on the farm itself.

I would ask Cheryl Stanger if she would just speak to you a moment about the alternatives that we see available.

Ms Cheryl Stanger (Animator, Chateauguay Valley English Speaking Peoples' Association): As Mr. King has said, there are many problems faced by the rural communities, by farm families. What we have developed in our recommendations for alternative day care for the families is a training program which I guess is similar to nannies in England, where you could establish a training program in the rural community, given at a local high school where transportation and facilities are already established, and have an approximately one year training program for the youth or those interested, which would give a quality standard of child care provision for the families. The salaries of the graduates of this course would be subject to subsidization similar to what is available in the day care centres now for the lower income families, because on the farms it is a very difficult process to get child care at home, time-wise, transportation-wise. It is too difficult to take your child to a day care centre. There would be many miles and many hours involved in transporting to a local centre.

It would be a good option to encourage the co-operative service of one of the graduates of a child care provider, nanny-type thing, between families which live very close together, neighbouring families, so it would cut down on the families' cost for child care and still maintain full-time employment for the graduate or for a child care provider.

A secondary benefit of this program would be to lessen unemployment in the rural communities, which is a real problem right now. It would provide people on welfare or unemployment an option, a training course, to have an occupation and be involved in the area instead of having to relocate, but keep the youth in the rural areas. We feel it is a very viable alternative for the rural community to establish a course which would have a very good standard of child care for the families of the rural area, farm families or self employed families.

Mr. M. King: The other area we considered as well is that presently people are hired, it does not matter who the heck they are. If somebody is ready to come in and work for \$2 an hour to look after the kids, fine, they are caught. At least the child will not be exposed to sitting on a tractor or falling out of the hayloft. What we are attempting to suggest here is that this is not proper child care, and that by giving these people the training, even though they may be intellectually deprived in some cases. Certainly they are socially and economically deprived in the rural areas when they are on welfare; there are no opportunities for them at all. This training would be a practical training; they would not have to have a degree before they get into it. It is just practical training that would also allow them to recognize and to assist in identifying the child

[Translation]

entière, en ce sens qu'elle participe aux travaux physiques de la ferme en plus de s'occuper de la maison et des enfants. À cause de cela, on a encore davantage besoin aujourd'hui de services de garde sur la ferme même.

Je demanderais à Cheryl Stanger de bien vouloir vous parler un moment des solutions que nous avons envisagées.

Mme Cheryl Stanger (animatrice, Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association): Comme l'a dit M. King, il y a de nombreux problèmes auxquels font face les collectivités rurales, les familles agricoles. Dans nos recommandations pour offrir aux familles des services de garde qui leur conviennent mieux, nous avons pensé à un programme de formation qui ressemblerait, je pense, à celui des «nannies» en Angleterre. D'une durée approximative d'un an, ce programme de formation serait donné dans une école secondaire rurale, qui dispose déjà du service de transport et des aménagements nécessaires, et s'adresserait aux jeunes ou à toutes personnes intéressées à le suivre. Les familles auraient ainsi à leur disposition un service de garde qui offrirait des garanties de qualité. Les diplômés de ce cours seraient payés en partie grâce à des subventions comme celles qu'on accorde aujourd'hui aux garderies qu'utilisent les familles à faible revenu, parce qu'en milieu rural, il est très difficile de faire garder ses enfants à la maison, pour des raisons de temps et de transport. Il est très difficile aussi d'amener ses enfants à une garderie; il y a trop de milles à parcourir et trop d'heures à y consacrer.

Il serait bon d'encourager les familles qui vivent très près les unes des autres, les familles voisines, à se partager les services d'un diplômé ou d'une bonne d'enfants genre «nanny». Ces familles réduiraient ainsi leurs frais de garde d'enfants et permettraient du même coup à ce diplômé ou à cette bonne d'enfants de travailler à temps plein.

Ce programme aurait en outre l'avantage de contribuer à réduire le chômage dans les régions rurales, problème aux proportions alarmantes à l'heure actuelle. Il offrirait aux bénéficiaires de l'assistance sociale ou de l'assurance-chômage l'occasion d'acquérir une formation et de trouver du travail dans la région. Il permettrait aux jeunes de rester dans les régions rurales et de participer à la vie communautaire au lieu de déménager. Nous pensons que c'est une très bonne solution que de mettre sur pied en milieu rural un programme de formation qui assurerait des services de garde de qualité aux familles agricoles et aux familles de travailleurs autonomes.

M. M. King: Un autre aspect que nous avons examiné, c'est qu'actuellement on engage des gens sans se soucier le moins du monde de leurs antécédents. Si quelqu'un est prêt à venir s'occuper des enfants pour 2\$ de l'heure, c'est parfait, on le prend. Au moins, l'enfant ne risquera pas de s'asseoir sur le tracteur ou de tomber de la grange. Mais ce que nous essayons de dire ici, c'est que la garde des enfants suppose beaucoup plus que cela et qu'elle serait meilleure si on formait les gens à qui on la confie, même s'ils ont un handicap d'ordre intellectuel. En tout cas, ils ont certainement un handicap d'ordre social ou économique s'ils vivent à même l'assistance sociale; ils n'ont tout simplement pas de débouchés. La formation que nous envisageons serait une formation pratique; ils n'auraient pas besoin d'un diplôme pour y être admis. C'est juste une

[Texte]

abuse that we feel is prevalent, or could be prevalent, in the rural areas and not that easily identified, again because of the isolation of the farms. I thought that was one of the areas as well.

• 1040

Ms Stanger: In speaking with the CLSC office in Huntingdon... they were very, very concerned that many of their recommendations sent to the central office were not being acted upon. They feel that in the rural area they need people who are familiar with the milieu in which the families live and the characteristics which make up the community. They felt it was very important that the people who deal with the cases be knowledgeable about the rural community, and that there has to be a better system to deal quickly with cases reported, because there are cases that have been two years... that still have not been acted upon, and only after many different child care sectors reported problems would they come in and look at it. They were just being ignored so often. We feel possibly a joint federal-provincial committee could look at the present standards of action for child abuse and see where the problem areas are and improve on them, because it is a very, very definite problem in the rural area.

Mr. M. King: The onus now seems to be that it is up to the welfare officer to prove that there has been abuse or neglect. We are saying maybe this should be continued, but some immediate action should be allowed. By the time they get around to getting in front of a judge and producing that information the situation is sometimes completely changed, at least temporarily, so that the judge is then put in such a position that he is faced with information that is neither accurate nor really current.

The only thing we are recommending there is that the federal and provincial governments get together and take a look at the present laws regulating child abuse and the actions for protecting children.

Janet I think would like to speak with us about the enrichment programs we are suggesting in our brief, and also about some tax structure amendments that would give us some help.

Ms Janet Hicks (Executive Director, Chateaugay Valley English Speaking People's Association): One of the problems we have addressed in the brief is the current lack of any enrichment programs for children. There is just nothing for young people to do outside of the school, and particularly in the summertime there are no activities for them. Also, for the group of pre-schoolers, there are no enriched activities for mothers and children.

So we are suggesting that it is an area that can use a lot of encouragement, that the federal government could help by

[Traduction]

formation pratique qui leur permettrait aussi de se familiariser avec la violence faite aux enfants et d'aider à relever les cas d'enfants maltraités, qui sont nombreux, croyons-nous, ou qui pourraient l'être, dans les régions rurales, et qui ne sont pas si faciles à déceler, encore une fois à cause de l'isolement des fermes. C'est là aussi un des aspects que nous avons examinés.

Mme Stanger: En parlant avec les employés du CLSC de Huntingdon, on s'est rendu compte qu'ils s'inquiétaient vivement du fait que beaucoup de leurs recommandations au bureau central restaient sans suite. Ils estiment que dans les régions rurales, il faut des gens qui connaissent bien le milieu où vivent les familles et les caractéristiques de la collectivité. Pour eux, il est très important que les personnes qui s'occupent des cas d'enfants maltraités soient très familières avec le milieu rural; il faudrait un meilleur système pour que les cas rapportés soient traités plus rapidement, parce qu'il y en a qui traînent depuis deux ans et auxquels on n'a toujours pas donné suite. Souvent, c'est seulement après que différents intervenants de l'aide à l'enfance ont dénoncé des problèmes qu'on se décide enfin à venir sur place voir ce qui se passe. Trop souvent, on se contente de fermer les yeux. Nous pensons qu'un comité mixte fédéral-provincial pourrait peut-être se pencher sur les normes actuelles d'intervention dans les cas d'enfants maltraités, voir où se situent les problèmes et esquisser des solutions, parce que c'est vraiment un problème dans les régions rurales.

M. M. King: À l'heure actuelle, il semble que c'est à l'agent de bien-être qu'il appartient de prouver qu'il y a eu mauvais traitements ou négligence. Il faudrait peut-être qu'il continue d'en être ainsi, mais il faudrait aussi autoriser des mesures immédiates. Avant qu'un agent de bien-être soit en mesure de se présenter devant un juge pour présenter sa preuve, il arrive parfois que la situation ait complètement changé, du moins temporairement, de sorte que le juge est obligé de se prononcer d'après des éléments de preuve qui ne sont plus exacts ni vraiment actuels.

La seule recommandation que nous faisons à ce sujet est que les gouvernements fédéral et provinciaux examinent ensemble les lois actuelles sur la violence faite aux enfants et les mesures à prendre pour les protéger.

Je crois que Janet aimerait maintenant nous entretenir des programmes d'épanouissement que nous proposons dans notre mémoire, ainsi que de certains changements que nous aimerions voir apporter à la fiscalité.

Mme Janet Hicks (directrice générale de la Chateaugay Valley English-Speaking Peoples' Association): Un des problèmes que nous abordons dans le mémoire est qu'il manque actuellement de programmes d'épanouissement personnel pour les enfants. Les jeunes n'ont tout simplement rien à faire en dehors de l'école, surtout durant les mois d'été. Aussi, pour ce qui est du groupe des préscolaires, il n'y a pas d'activités propres à favoriser l'épanouissement des mères et de leurs enfants.

C'est un secteur qui, à notre avis, mérite d'être encouragé fortement; le gouvernement fédéral pourrait contribuer en

[Text]

promoting pre-school activity programs in the rural community and by publicizing the benefits of such programs, because very often there is not even an awareness that it would be good to have such programs. We need the help of the federal government in encouraging parents to make a better life for their children. It could perhaps be done by sending out with the family allowance cheques a little brochure describing the kinds of things that children need, particularly pre-school children, and encouraging the parents to help set up summer day-camp programs for their children.

On the side of amendments to the tax structure, we see this as a very positive way of creating incentives for the rural population to improve the programs for their children. The proposals would affect the tax structure regarding allowable child care expenses in order to provide incentives and increase accessibility to programs. In response to the large distances involved in rural areas, including transportation costs as a child care expense would certainly help rural families. This would include transportation costs for those who do select to use day care centres. There is transportation involved in picking up a home child care provider and taking children to enriched activity programs. There is also transportation needs for parents who attend parenting skill courses. We feel that by allowing transportation costs as a child care expense in all these activities, it will provide a real incentive to parents.

• 1045

The other aspect is the tuition fees for these programs, the enriched activity programs for children and parenting courses. Even though they are not through a university or college, if they are provided in the community in a central location, tuition fees should be considered an allowable child care expense.

Mr. M. King: Madam Chairman, in closing, we would like to review some recommendations that we have included in our brief.

Under the need for alternative day care, we suggest that the federal government develop and institute a child care provider training program. Now, while we recognize that education becomes the responsibility of the provincial government, we also recognize the fact that the federal government has provided much leadership in child care across Canada, and we are sure that our government here in Quebec would be most willing to look at this as a joint effort. With this training program, graduates would then be able to provide a proper home day care to families of the rural community. The training might also extend beyond the rural community, so that our babysitters would disappear and we would really have qualified people to provide a high standard of child care, as

[Translation]

faisant la promotion de programmes d'activité préscolaire dans les collectivités rurales et en faisant de la publicité sur les avantages de tels programmes, parce que très souvent, les gens ne se rendent même pas compte qu'il serait bon d'avoir des programmes de ce genre. Nous avons besoin de l'aide du gouvernement fédéral pour encourager les parents à offrir une meilleure qualité de vie à leurs enfants. Le gouvernement pourrait par exemple joindre aux chèques d'allocation familiale une petite brochure décrivant le genre de choses dont les enfants ont besoin, surtout ceux d'âge préscolaire, et encourageant les parents à organiser des choses comme des camps d'été pour leurs enfants.

Quant aux modifications que nous proposons au régime fiscal, nous y voyons un excellent moyen d'inciter les populations rurales à améliorer les programmes d'activités destinés aux enfants. Nos propositions touchent les dépenses admissibles au titre de la garde des enfants; elles auraient un effet incitatif et rendraient les programmes plus accessibles. Étant donné les grandes distances à parcourir dans les régions rurales, on aiderait certainement les familles rurales en leur permettant d'inclure leurs frais de transport dans les frais de garde d'enfants, y compris les frais de transport à la garderie, pour les familles qui choisissent cette solution. Les familles encourent des frais de transport lorsqu'elles doivent aller chercher une gardienne ou amener leurs enfants à des activités d'épanouissement personnel. Les parents encourent aussi des frais de transport lorsqu'ils suivent des cours pour apprendre à mieux élever leurs enfants. Nous pensons que cela aurait un véritable effet d'incitation sur les parents s'ils pouvaient, dans tous ces cas, déduire leurs frais de transport au même titre que leurs frais de garde d'enfants.

Il y a aussi les frais d'inscription à ces programmes, les programmes d'épanouissement personnel destinés aux enfants et les cours de préparation parentale. Ces frais d'inscription devraient être considérés comme une dépense admissible au titre de la garde des enfants, même si les programmes ou les cours ne se rattachent pas à une université ou un collège, du moment qu'ils se donnent dans la collectivité en un lieu central.

M. M. King: En terminant, madame la présidente, nous aimerions passer en revue quelques-unes des recommandations qui figurent dans notre mémoire.

Au chapitre des options qui s'offrent en matière de garde, nous recommandons au gouvernement fédéral d'élaborer et d'instituer un programme de formation aux soins à l'enfance. Bien sûr, nous savons que l'éducation relève du gouvernement provincial, mais nous savons aussi que le gouvernement fédéral a fait preuve de beaucoup d'initiative dans le domaine de la garde des enfants, dans l'ensemble du pays, et nous sommes certains que notre gouvernement ici au Québec serait tout à fait disposé à s'associer avec lui pour étudier cette proposition. Les diplômés de ce programme de formation seraient en mesure d'offrir à domicile de bons services de garde aux familles rurales. La formation pourrait aussi s'étendre au-delà des collectivités rurales, si bien que nos gardiennes tradition-

[Texte]

they do in England, as Cheryl mentioned, with the nanny system.

The child care providing program could be taught in the rural community, for example, through a one-year adult education course in the local high schools, where we already have buses travelling miles and miles and hours and hours to take our children to centralized schools. They would also be able to take these young adults for training, to make them capable of looking after our children.

We also suggest that every effort should be made to encourage the co-operative mode of transportation for these child care people, and recognize the transportation costs as a child care expense. It is one thing to pay the person and claim that as a deduction on your income tax, but the amount of mileage and gas and oil and operation of the cars involved should also be considered.

The government should encourage, through publicizing the concept of a co-operative sharing of trained child care providers—the concept there being that you might have a farm that is four or five miles away from another farm. They could at least have one child care provider at this location and the two neighbours joining in with it, rather than asking them to go 20 and 30 miles to Huntington or Hemmingford.

Two, there is a need for programs and day camps, which Janet was talking about, and here we suggest that we promote pre-school activity programs in the rural community by publicizing the benefits of such programs and the ways in which assistance is available to realize them; to provide the development of summer day camps through massive advertising campaigns. These should be directed to the rural communities and should emphasize the benefits of summer camps and the ways in which assistance is available to realize them.

Third, the amendment to the tax structure should ensure that child care expenses are broadened to include tuition fees for child care courses and programs for children, with or without their parents, that are taught in the rural areas but are not affiliated with a college or university; that transportation costs be an allowable claim for child care expenses for rural families.

Finally, a joint federal-provincial inquiry should review all aspects concerning child abuse and neglect. This might, I would hope, be part of the mandate of this particular committee. Because of the legal ramifications to this study, I suppose it would have to be an extension to your mandate, or another inquiry appointed.

• 1050

We thank you, Madam, and if there are any questions, we would be happy to try to answer them.

[Traduction]

nelles finiraient par disparaître et que nous aurions de véritables spécialistes capables de dispenser des soins de qualité aux enfants, comme c'est le cas en Angleterre avec le système des «nannies», dont Cheryl parlait tantôt.

Cette formation pourrait être dispensée dans les régions rurales mêmes, par exemple sous la forme d'un cours d'un an rattaché à l'éducation des adultes, qui serait donné dans nos écoles secondaires. Ces écoles sont déjà desservies par des autobus qui parcourent des milles et des milles pour y amener nos enfants. Ces autobus pourraient donc aussi transporter les jeunes adultes inscrits au programme de formation.

Nous recommandons aussi d'encourager par tous les moyens le mode de transport coopératif de ces spécialistes des soins à l'enfance, et de considérer les frais de transport comme des frais de garde d'enfants. C'est bien beau de payer la personne et de déduire ce montant de son revenu imposable, mais il faut aussi tenir compte des dépenses d'essence et d'huile et de l'usure des véhicules, que tout cela entraîne.

Le gouvernement devrait promouvoir par une publicité appropriée le concept du partage des services des spécialistes ainsi formés, entre les fermes distantes de quatre ou cinq milles. Si un spécialiste des soins à l'enfance est engagé dans une ferme, les deux fermes voisines pourraient y amener leurs enfants au lieu de faire 20 ou 30 milles pour se rendre à Huntington ou Hemmingford.

Deuxièmement, il existe un besoin de programmes d'activité et de camps d'été pour les enfants, ce dont Janet parlait tantôt. Ce que nous recommandons ici, c'est de faire la promotion de programmes d'activité préscolaire dans les collectivités rurales en faisant de la publicité sur les avantages de tels programmes et sur les moyens d'obtenir de l'aide pour les réaliser, et de promouvoir l'organisation de camps d'été par des campagnes de publicité de masse. Cette publicité devrait aussi s'adresser aux collectivités rurales et insister sur les avantages des camps d'été et les moyens d'obtenir de l'aide pour les réaliser.

Troisièmement, nous recommandons de modifier le régime fiscal pour que puissent être inclus dans les frais de garde d'enfants les frais d'inscription à des cours de soins à l'enfance ou à des programmes d'activité destinés aux enfants, avec ou sans leurs parents, cours ou programmes dispensés dans les régions rurales sans être rattachés à un collège ou une université. Nous recommandons aussi que les familles rurales puissent déduire leurs frais de transport au même titre que leurs frais de garde d'enfants.

Enfin, une commission d'enquête fédérale-provinciale devrait examiner tout ce qui concerne la violence faite aux enfants et les cas de négligence. Cela pourrait, je l'espère, faire partie des attributions du Comité. Compte tenu des implications juridiques de cette étude, je suppose qu'il faudrait élargir votre mandat ou lancer une autre enquête.

Merci, madame. S'il y a des questions, nous serons heureux d'y répondre.

[Text]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): C'est nous qui vous remercions d'avoir eu la gentillesse de comparaître devant notre Comité aujourd'hui.

Je vais céder la parole à M^{me} Pépin, qui a quelques questions à vous poser.

Mrs. Pépin: I will begin with your last recommendation because you mention a joint federal-provincial inquiry regarding child abuse. There was one, the Badgley Commission. It has been before the government, you know, for a year and a half, and we are still awaiting the application. That commission was *Violence Against Children and Youth*. I think it was tabled in the House, and the government has replied, but we are still waiting for the implementation. I think it would be better to do the application of that report than to have another one, because there were many recommendations regarding child abuse in rural areas.

• 1055

Also, I think your presentation is quite interesting. This morning we had *Comité des Femmes en agriculture* who made a similar presentation to yours. They explained to us the isolation and the particular difficulties families in rural areas have.

Also, a suggestion was made that a person—you call it a nanny—could go to their home to help them with the younger child. I think that is very important.

Do you have right now a child care place where children in your area get together? I know the city you mention, Châteauguay and all the others. The area is quite large, as you mentioned. Are there child care services in the area?

Ms Stanger: There is one day care in Huntington called *Garderie Kaleidoscope*. It has 33 allotted spaces. Right now it is full, with a 10-child waiting list. Only two farmers use that service because their work hours start so early that it is difficult for them.

Mrs. Pépin: Do you have a service for latch key kids, for children after school, at the centre?

Ms Stanger: No. The only thing they can go to after school is a youth centre, and it is floundering. They are having many difficulties financially keeping that going.

Mrs. Pépin: Your centre, what is proposed could be some time, seven days a week depending on the season. I know that during spring a farmer very often has to work on Sundays. If you do not have any child care in Châteauguay—you do not have any Caughnawaga children either.

Ms Stanger: No, we are in Huntington, further . . .

Mrs. Pépin: Oh, because it says Châteauguay on the brief.

[Translation]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): It is we who thank you for having been kind enough to come before our committee today.

I will leave the floor to Mrs. Pépin who has a few questions she would like to ask

Mme Pépin: Je vais commencer par votre dernière recommandation parce que vous parlez d'une commission mixte d'enquête fédérale-provinciale sur les mauvais traitements corporels infligés aux enfants. Il y en a déjà eu une, la Commission Badgley. Il y a déjà un an et demi qu'elle a remis son rapport au gouvernement, et nous en attendons toujours l'application de ses recommandations. Je crois que le titre était *La violence faite aux enfants et aux jeunes*. On l'a déposé en Chambre, et le gouvernement y a répondu, mais l'application des recommandations se fait toujours attendre. Selon moi, il serait préférable d'attendre l'application de ce rapport plutôt que de procéder à une autre enquête, parce qu'il renfermait de nombreuses recommandations au sujet des mauvais traitements corporels infligés aux enfants dans les régions rurales.

Je trouve aussi votre exposé fort intéressante. Ce matin, nous avons eu des représentantes du Comité des femmes en agriculture qui nous ont fait une présentation analogue à la vôtre. Elles nous ont expliqué le sentiment d'isolement et les difficultés particulières qu'éprouvent les familles en milieu rural.

On a aussi suggéré qu'une aide familiale puisse aussi venir à la maison pour prendre soin du plus jeune enfant. Je crois que c'est très important.

Avez-vous une garderie dans la région où vous habitez? Je connais la ville dont vous avez parlé, Châteauguay, et les autres villes environnantes. La région que vous habitez est plutôt vaste, en effet. Y a-t-il des services de garde d'enfants dans votre région?

Mme Stanger: Nous avons une garderie à Huntington, la garderie Kaleidoscope, qui peut accepter 33 enfants. À l'heure actuelle, il y a une liste d'attente de 10 enfants. Seulement deux familles d'agriculteurs utilisent ce service parce que leur journée commence si tôt le matin que ce n'est pas très pratique pour elles.

Mme Pépin: La garderie offre-t-elle un service pour les enfants porte-clé, un service de garde après l'école?

Mme Stanger: Non. Le seul endroit où peuvent aller les enfants après l'école est un centre pour les jeunes, que l'on a d'ailleurs grand-peine à maintenir à flot.

Mme Pépin: Votre centre devrait parfois fonctionner sept jours par semaine, selon la saison. Je sais qu'au printemps, les agriculteurs doivent souvent travailler le dimanche. Si vous n'avez pas de garderie à Châteauguay, je suppose que vous n'en avez pas non plus à Caughnawaga.

Mme Stanger: Non, nous sommes d'Huntington.

Mme Pépin: Mais c'est écrit Châteauguay, dans le mémoire.

[Texte]

Ms Stanger: It is all southwest Quebec.

Mrs. Pépin: Okay. Thank you very much.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je vous remercie infiniment d'être venu comparaître devant notre Comité, c'était très intéressant.

M. M. King: Je vous remercie beaucoup, madame, et le Conseil aussi.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Maintenant, j'inviterais Monique Côté-Petit, présidente, et Yolande Mettayer Meloche de l'Association des puéricultrices de la province du Québec à venir comparaître.

Mme Monique Côté-Petit (présidente, Association des puéricultrices du Québec): Madame la présidente, mesdames et messieurs. La puériculture existe au Québec depuis 1926. Les puéricultrices travaillent en milieu hospitalier, dans les services d'accueil pour enfants handicapés et dans les garderies depuis au-delà de 20, 40 et 50 ans.

Actuellement, nous faisons une revendication, à savoir que dans les garderies, depuis les nouveaux règlements de 1980, on converge vers une seule catégorie de personnel, ce qui nous inquiète énormément surtout pour les enfants de zéro à deux ans.

• 1100

On doit dénoncer les erreurs ou la négligence. Dans certaines garderies, vous trouvez des épidémies par manque d'hygiène, de dépistage ou de prévention. On a des puéricultrices qui travaillent actuellement dans les garderies. Elles nous rapportent des choses impensables. Nous, nous voulons fortement recommander, si vous êtes dans une orientation différente, d'avoir une base uniforme de garderie et nous vous demandons de porter attention surtout aux enfants de zéro à deux ans. Qu'il y ait des puéricultrices parce c'est un personnel qualifié pour l'enfant. On a une formation continue auprès de l'enfant de zéro à seize ans.

La qualité des soins psychologiques est très importante mais la qualité des soins physiques l'est également. On dit que le jeune enfant de zéro à deux ans a besoin de sécurité et de tendresse. Il faut prendre le temps de lui donner parce qu'on remplace à ces âges les parents qui sont sur le marché du travail.

Il y a une autre chose qu'on veut porter à votre attention. Actuellement dans un système de garderie quand un enfant a un malaise ou semble fiévreux, on appelle tout de suite la mère, le père ou la personne responsable de cet enfant pour venir le chercher immédiatement. S'il y avait une salle d'isolement avec un personnel qualifié, on pourrait peut-être garder l'enfant en garderie pour en prendre soin, du moins jusqu'à la fin de la journée.

Il y a aussi la question des médicaments et des traitements. Actuellement tout le monde se dit apte et responsable à administrer des traitements ou des médicaments, ce qui est faux légalement. Il faut avoir des gens autorisés. On demande aux parents simplement, de signer une formule disant qu'ils

[Traduction]

Mme Stanger: Il s'agit en fait de tout le sud-ouest du Québec.

Mme Pépin: Très bien. Merci beaucoup.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you ever so much for having come before the committee. Your presentation was very interesting.

Mr. M. King: Thank you, madam and members of the committee.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): And now, I would like to ask Monique Côté-Petit, President, and Yolande Mettayer Meloche from the *Association des puéricultrices de la province du Québec* to make their presentation.

Mrs. Monique Côté-Petit (President, Association des puéricultrices du Québec): Madam Chairman, ladies and gentlemen. Child care has existed in the province of Quebec since 1926. Child care workers have been working in hospitals, centres for handicapped children and day care centres for the past 20, 40, 50 years.

At this moment, we are preparing a claim regarding day care centres. Since the adoption of new regulations in 1980, we have noticed that staffing has become centered around one category. We are quite concerned by this trend, mainly with regards to children under two years of age.

Errors and negligence must be reported. In some day care centres, there are epidemics because of a lack of hygiene or failure to detect or prevent illness. Some of our members who are currently working in day care centres have some pretty grisly things to report. Consequently, we would urge that there be at least a standard day care and that special attention be paid to children between the ages of zero and two. We recommend that paediatric nurses be on staff because they are qualified to care for children. Our training covers children between the ages of zero and sixteen years.

Psychological care is important, but so is physical care. They say that the infant between zero and two years of age needs security and tender loving care. The child at that age has to be given the time he needs by the care givers because they are replacing his parents who are at work.

There is another point to which we would like to draw your attention. Currently, in the day care system, when it is discovered that a child has a temperature or is not feeling well, the mother, the father or a person in charge is called to come fetch the child immediately. Now, if there was a qualified person on hand and an isolated room, the child could be kept at the day care centre and cared for at least until the end of the day.

There is also the question of medication and treatment. Nowadays, everyone seems to feel qualified to give medication or treatment, as legally they are not. Only authorized persons should administer drugs. In day care centres, however, parents are merely asked to sign a form stating that they authorize the

[Text]

acceptent que, la personne responsable en garderie administre le traitement ou donne le médicament. On trouve que c'est assez dangereux. Une erreur peut se produire vite et les conséquences peuvent être à long terme.

Il est certain qu'on prône pour la puériculture et les puéricultrices en milieu de garderie. C'est par choix qu'on a fait ce cours et c'est par choix qu'on veut demeurer auprès de l'enfant. On se dit que si le jeune enfant se sent bien et s'il est bien parti au début de sa vie, il va devenir un adulte moins frustré et moins manipulé. C'est sur ce aussi qu'on insiste.

Ce matin je n'ai pas de mémoire à vous présenter. C'est certain qu'on m'a dit de vous présenter les principaux points qu'on veut vous remettre sous forme de mémoire et que vous recevrez pour le mois de juin. Alors je demanderais à ma compagne si elle a des choses à ajouter.

Mme Yolande Mettayer Meloche (responsable du dossier garderie de l'Association des puéricultrices du Québec): Je pense que Monique a un peu exposé tous les problèmes. Si vous avez des questions concernant la puériculture je serais disposée à répondre aux questions.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: On connaît le rôle des puéricultrices au Québec. On vous l'avait dit depuis 1926 et, en tant qu'ancienne infirmière, je suis bien au courant de votre association.

Vous dites des choses qui sont vraies. Mais je me pose d'autres questions aussi. Quand vous dites que pour les enfants de zéro à deux ans, il est important qu'ils aient des soins, de l'amour, etc.. Au Québec actuellement avec le service de garde, est-ce que le ratio n'est pas justement d'un à quatre pour les tous petits? Donc, est-ce que cela veut dire qu'une personne est responsable seulement de quatre bébés?

Mme Mettayer Meloche: Madame Pépin, dans les services de garde, le personnel est surtout axé aujourd'hui sur le côté psychologique de l'enfant, par exemple, ses loisirs. Nous, on croit que pour avoir vraiment une très haute qualité de soins, il faudrait deux volets; physique et psychologique. Pour répondre à votre question, c'est que le personnel en place n'a pas la formation en puériculture.

• 1105

Quand il s'agit d'un jeune bébé, elles se sentent très insécures parce qu'elles n'ont pas les connaissances suffisantes pour s'en occuper. L'approche pour un jeune enfant est très importante. S'il pleure et s'il ne parle pas, on est là pour répondre parce qu'on connaît leur langage. C'est sur ce qu'on dit qu'il y a une lacune.

Mme Pépin: Oui. Je me fais un peu l'avocat du diable, mais si dans une garderie qui est reconnue actuellement par le service de garde de la province, vous avez une personne qualifiée pour les poupons, j'appelle cela des poupons. Également, vous avez mentionné, ce qui est très intéressant, une salle d'isolement pour les enfants qui seraient malades mais, cela coûterait très cher. Non pas, parce que je suis contre mais, je me dis que s'il y en a un qui fait de la température, je ne sais

[Translation]

person in charge of the day care to give medication or administer a treatment of some type. We find this quite a dangerous practice. A mistake can be made before you know it and the consequences are long-lasting.

We are, of course, advocating the presence of paediatric nurses in day care centres. We chose this discipline, and it is also by choice that we want to continue to work with children. We feel that a young child who feels good and who has a good start in life will be less frustrated and manipulated as an adult. That too is something we want to emphasize.

I do not have any brief to submit to you this morning. I was advised to present the highlights of what we are going to submit to you in the form of a brief, which you should receive by June. With that, I would like to ask my colleague whether she has anything to add.

Mrs. Yolande Mettayer Meloche (Day Care Adviser, Association des puéricultrices du Québec): I think that Monique has covered all the points we wanted to raise. If you have any questions regarding paediatric nursing, I am at your disposal.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: We know the contribution that has been made by paediatric nurses in Quebec. You have been around since 1926 and as a former nurse I am quite familiar with your group.

You have said some things that are quite true. However, I have a few questions. You say that it is important that children between the ages of zero and two have tender loving care and so forth. Is the ratio in day care centres in Quebec at the moment not one to four in the case of infants? Would this not mean that one care giver is responsible for four babies?

Mrs. Mettayer Meloche: Mrs. Pépin, in day care services these days the staff concentrates mainly on the psychological development of the child, on his or her recreation. However, we believe that for truly high quality care, both the physical and psychological development of the child must be seen to. In answer to your question, the care givers currently employed by day care services do not have any training in paediatrics.

They feel very unsure caring for infants because they do not have the necessary knowledge and skills. In the case of infants, everything is in the approach. We speak their language; if a baby cries or is too young to talk, we can understand him. That is the kind of thing we feel is lacking.

Mrs. Pépin: I see. I am playing devil's advocate here, but in daycares recognized by the *Office des services de garde* in Quebec, there is someone qualified to care for infants. You also raised another interesting point regarding an isolated area in which to put children who are sick. But that would be quite expensive. It is not that I am against the suggestion, but if a child has a temperature, and also I do not know how the system works now, it would seem to me that having a separate

[Texte]

pas comment cela fonctionne maintenant, mais avoir une salle d'isolement pour le garder, nécessiterait une autre personne. Ce que je veux dire c'est le point de vue monétaire. Je vais vous dire trois ou quatre choses et vous pourrez peut-être répondre pour qu'on ne s'éternise pas. Il est entendu que la distribution des médicaments doit se faire par une personne qualifiée mais je répète que, les personnes qui sont dans des garderies certifiées au Québec doivent être sûrement capables de donner un médicament parce qu'entre vous et moi, je trouve que certains parents n'ont pas les qualifications de s'occuper de leurs enfants. Alors quand on les met dans une garderie qui doit être certifiée, ces personnes doivent être capables de donner un sirop ou un médicament. Non pas parce que je veux nier ce que vous faites, mais j'essaie de le mettre un peu en parallèle. Je veux savoir si vous avez des puéricultrices qui travaillent actuellement dans des garderies?

Mme Côté-Petit: Oui, c'est sûr qu'on a eu une rencontre avec des puéricultrices qui travaillent en milieu de garde actuellement. C'est de cette façon que l'on a appris les tas de choses qui se produisent. Nous, on prône notre présence auprès de l'enfant de zéro à deux ans puisqu'elle est très utile pour la continuité aussi, soit pour l'hygiène ou pour la structure. Le danger, actuellement, est qu'on impose à l'enfant des jeux. Il faut qu'ils soient tous prêts à faire la même chose en même temps. On se dit que de zéro à deux ans, l'enfant a aussi besoin d'épanouissement et de vivre à son rythme l'étape de la petite enfance parce que l'enfant à ces âges a besoin de découvrir et de créer par lui-même. On s'aperçoit que tout est imposé. Les parents sont aussi très exigeants à ce sujet. Les parents eux, plus la garderie peut en faire, moins ils ont moins à donner au niveau de leurs responsabilités.

Concernant les médicaments et si on reprend l'exemple des centres d'accueil, il y a des éducateurs mais il est interdit par la loi de donner des médicaments. Bien sûr qu'il y a des parents négligents ou des parents irresponsables qui donnent des médicaments, mais c'est dans leur maison, tandis qu'un service de garde c'est public.

Mme Pépin: Mais il y a tout de même des services de garde qui sont capables de donner un sirop ou bien une aspirine à un enfant. Je veux bien croire qu'il y en a plusieurs qui n'ont peut-être pas les qualifications nécessaires mais, actuellement au Québec je suis convaincu qu'on a des endroits où les enfants sont capables de recevoir leurs médicaments par des gens qualifiés.

Mme Côté-Petit: Il y a des enfants qui peuvent souffrir d'épilepsie et tout de suite il y a déjà un traitement ou de la prévention à envisager. Vous avez des enfants handicapés que l'on veut introduire dans un milieu de garde, mais il y a une technique spéciale pour prendre soin d'un enfant handicapé. Pendant qu'on donne du temps à un enfant handicapé, il y en a peut-être trois autres qui vont avoir d'autres besoins. Alors que nous, c'est dans notre formation et on est habitué. C'est notre chez-nous, comprenez-vous? On est peut-être un peu moins à l'aise quand il faut faire faire du théâtre ou des chants ou de la créativité artistique à ces enfants. Mais l'autre volet, c'est nous, tu sais? c'est seulement depuis 1980 que l'on n'est pas reconnu à titre officiel dans les règlements.

[Traduction]

room to put them in would require additional help. I am referring here to the monetary aspect of the problem. I do have three or four points to raise and perhaps you could give a brief so that we do not take too much time. Naturally, medication should be administered by a qualified person. However, as I mentioned, care givers who work in certified daycare centres in Quebec must surely be able to give medication. Between you and me, some parents are not even qualified to care for their children. So, I would think that in a recognized daycare centre, the care givers must surely be able to give a spoonful of syrup or other medication. I am not trying to take away from what you do, but I am just trying to put things in context. Are any of your pediatric nurses currently working in daycare centres?

Mrs. Coté-Petit: Yes. We are in touch with the nurses who work in daycare at the moment. That is how we know what is going on. We advocate that a pediatric nurse work with a child until he is two years of age in the interests of continuity, either health or structural. At the moment, the danger is that games are thrust on children. They all have to be ready to do the same thing at the same time in a daycare situation. We feel that between the ages of zero and two, the child also needs to develop and get through infancy at his own rhythm. An infant needs to discover and to create for himself. However, we see children having things imposed on them. The parents are equally demanding in this respect. As far as the parents are concerned, the more the daycare does, the less compelled they are to take on their own responsibilities.

As far as medication is concerned, there are educators in hostels, for example, but by law they are not allowed to give medication. Of course, some parents are negligent or irresponsible and they give medication, but that is within the confines of their own home, whereas a daycare service is public.

Mrs. Pépin: Nonetheless, there must be some daycare centres where the staff is capable of giving a spoonful of syrup or an aspirin to a child. I can see that perhaps many people do not have the necessary qualifications but I am sure that in Quebec at the moment there are places where children can get medication from qualified people.

Mrs. Coté-Petit: Some children suffer from epilepsy and treatment has to be administered immediately. People want to integrate handicapped children into daycare centres, but they require special care. If you are spending your time caring for a handicapped child, there may be three other children whose needs are different. That is what we are trained to do. We are accustomed to it. We are at home in this field. We may not be quite at home with playing roles or singing or being creative with the children. But we can take care of the other aspect. It is only since 1980 that we have not been given official recognition under the regulations.

[Text]

Mme Pépin: Et avant 1980?

Mme Côté-Petit: Avant 1980, on était reconnu, on était même essentiel dans les garderies et on travaillait en collaboration avec les éducateurs. C'est seulement dans les derniers règlements. On a tenté par tous les moyens de se faire comprendre mais on ne veut pas regarder ce volet, ce côté de l'enfant qui lui apporte des soins physiques et des soins peut-être un peu plus maternels et un peu plus individuels.

• 1110

Mme Pépin: Est-ce que les salaires sont très élevés?

Mme Côté-Petit: Nos puéricultrices en milieu de garderie n'ont pas le salaire du milieu hospitalier, mais elles sont d'accord. Quand une puéricultrice rentre en garderie, elle accepte les conditions de travail. Où on a des puéricultrices, elles sont très bienvenues et les directeurs de garderies tout comme les parents qui font beaucoup de témoignages sur ce sujet, sont très satisfaits et voudraient que cela se propage davantage et qu'on ait des puéricultrices.

Dans d'autres garderies, c'est difficile d'identifier, parce que personne n'est identifié selon sa qualité professionnelle ou son champ d'action. Mais si chaque personne s'identifiait, on pourrait davantage réclamer des puéricultrices.

Mme Pépin: Merci.

Le vice-président: Merci. Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Alors, madame Côté-Petit, j'ai trouvé intéressant votre point de vue de puéricultrices mais est-ce que vous iriez jusqu'à recommander qu'il y ait au moins une puéricultrice par garderie?

Mme Côté-Petit: C'est ce que nos membres recommandaient à une assemblée générale l'an passé. Mais comme c'est difficile de s'imposer, malgré qu'on voudrait bien le faire au moins, où il y a des pouspons de zéro à deux ans.

Mme Duplessis: Ah oui, cela est absolument vrai.

Mme Côté-Petit: Il faudrait que ce soit obligatoire et il faudrait que ce soit inclus dans les nouveaux règlements, dans la section du personnel demandé. Ce serait de toute importance. Parce qu'on est supposé ouvrir de plus en plus de places aux pouspons en milieu de garderie, et on se dit actuellement que la mère se sentirait peut-être plus sécurisée de retourner au travail plutôt que de chercher une gardienne à une place ou à une autre. Parce que les parents sont insécures aussi face à leur bébé.

Mme Duplessis: Avez-vous quelque chose à rajouter, madame?

Mme Mettayer Meloche: Elle a ajouté ce que je voulais dire.

Mme Duplessis: D'accord. Pour moi, cela va. Je vous remercie beaucoup.

Mme Côté-Petit: Merci de nous avoir reçues.

Le vice-président: Merci beaucoup.

[Translation]

Mrs. Pépin: What happened before 1980?

Mrs. Côté-Petit: Before 1980, we were recognized and even essential staff in daycare centres and we worked in co-operation with the educators. It is only with recent regulations that we have been excluded. We have tried everything within our means to make ourselves heard and understood, but that aspect of child development is ignored, the physical care, the more maternal and personalized care a child needs.

Mrs. Pépin: Are the salaries good?

Mrs. Côté-Petit: Our pediatric nurses who work in day care do not have the same salary as hospital nurses, but they do not mind. A pediatric nurse who decides to work for a day care centre takes the working conditions as part of the job. In the day care centres where there are pediatric nurses, they are well received, as directors and parents alike have attested; they are very satisfied and would like to have more pediatric nurses in day care generally.

It is usually difficult to identify what other care-givers do because their professional qualifications or area of specialization are not specified. If there were a classification system, it would be easier to get pediatric nurses on staff.

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you. Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

Mrs. Côté-Petit: I find your perspective an interesting one. Would you go so far as to recommend that there be at least one pediatric nurse per day care centre?

Mrs. Côté-Petit: That is what our members recommended at an annual general meeting last year, but it is so hard to get recognition. At the least we would like to have one in every day care where there are infants between the ages of zero and two years of age.

Mrs. Duplessis: Yes, that is quite true.

Mrs. Côté-Petit: It ought to be mandatory and specified in the new regulations, under the section relating to required personnel. That is imperative. More spaces for infants in day care are supposed to be provided. Now, we feel that a mother would feel more secure going back to work knowing a pediatric nurse is around rather than having to look around for a sitter. Parents do, after all, feel insecure about their infants.

Mrs. Duplessis: Do you have anything else to add?

Mrs. Mettayer Meloche: My colleague added what I was going to say.

Mrs. Duplessis: Fine. That is all I had. Thank you very much.

Mrs. Côté-Petit: Thank you for having invited us to appear.

The Vice-Chairman: Thank you.

[Texte]

Mme Côté-Petit: Je vous remercie beaucoup.

Mme Pépin: Avez-vous pensé à faire une présentation au gouvernement provincial à ce sujet? Parce que je trouve que ce serait drôlement intéressant.

Mme Mettayer Meloche: C'est fait.

Mme Côté-Petit: C'est déjà fait.

Mme Pépin: Oui, parce que c'est un point qui est très important.

Mme Côté-Petit: Je vous remercie beaucoup.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation de la Garderie de Mon Coeur, du YWCA, à Montréal.

Mme Renée Brisson (La Garderie de Mon Coeur): Je fais partie des parents «inséculres».

Une voix: «Séculres»?

Mme Brisson: «Inséculres».

En fait, le mémoire est présenté par les parents de la garderie et non pas par l'administration de la garderie.

Madame la présidente, en tant que parents, nous utilisons les services d'une garderie où nous avons l'occasion de nous rencontrer entre femmes de toutes conditions sociales. Nous avons en commun le devoir d'élever une famille tout en travaillant à l'extérieur, en étudiant ou en attendant un autre enfant. Notre fardeau est allégé si nous trouvons une bonne garderie, seulement voilà, il n'y en a pas assez.

La Garderie de Mon Coeur où j'envoie mon fils, reçoit une dizaine de demandes par jour. Ces enfants se voient souvent refusés, au moment précis où, le ou les parents auraient particulièrement besoin de les faire garder. Et que font ces parents devant un tel refus? S'il y a une urgence, ils se tourneront vers un parent ou un voisin et ils peuvent aussi demander une gardienne ou un gardien, s'ils ont la chance d'en trouver qui soient responsables et qui correspondent à leurs moyens financiers. Enfin, d'autres devront carrément annuler leur projet. Pour plusieurs, cela signifie une dépendance du bien-être social, sans avenir possible et avec toutes les difficultés qu'une telle situation comporte.

Chaque enfant canadien est en droit d'avoir accès à une garderie de qualité et ce n'est pas le cas. Les spécialistes du développement de l'enfant le disent et je suis certaine que vous les avez tous entendus, les cinq premières années de la vie sont décisives dans le développement de l'enfant.

• 1115

En tant que société, nous avons la responsabilité d'offrir des services de garde de qualité. Pour notre part, nous demandons des services de garderie gratuits pour tous les enfants de trois mois et plus. Le parent choisirait alors d'envoyer ou pas l'enfant en garderie.

Le système actuel de garderies est discriminatoire et crée des injustices. Les parents plus fortunés ont accès à de bonnes garderies. Les parents pauvres obtiennent des subventions du gouvernement et trouvent ainsi des places. Les parents de la classe moyenne, qui s'efforcent de garder des emplois souvent

[Traduction]

Mrs. Côté-Petit: Thank you very much.

Mrs. Pépin: Had you thought of presenting a brief to the provincial government? I think it would be a very worthwhile undertaking.

Mrs. Mettayer Meloche: We have done that.

Mrs. Côté-Petit: A brief has been submitted.

Mrs. Pépin: Because the point you raise is very important.

Mrs. Côté-Petit: Thank you very much.

The Vice-Chairman: We will now hear from the YWCA day care centre in Montreal, the *Garderie de Mon Coeur*.

Mrs. Renée Brisson (La Garderie de Mon Coeur): I am one of those insecure parents.

An hon. Member: Secure?

Mrs. Brisson: Insecure.

Actually, the brief being submitted this morning was written by the parents at the day care and not by the administration.

Madam Chairman, as parents, we use the day care services where we have an opportunity to meet other women from all social backgrounds. We have in common the fact that we are raising a family while working outside the home, studying or expecting another child. When we are able to find a good day care service, our burden is lighter. However, there are not enough to go around.

The *Garderie de Mon Coeur* where I send my son gets ten applications a day. These children are often turned away at the very moment when their parents have a pressing need for day care services. What do the parents do when they are refused? If it is an emergency, they ask a parent or a neighbour or even a babysitter, if they are able to find a responsible one they can afford. Others are simply forced to cancel their plans. For many, this means depending on social welfare, without hope for the future and with all the attendant difficulties that presents.

Every Canadian child has the right to quality day care, and it is not provided at the moment. Specialists in child development state, and I am sure you have heard this before, that the first five years of a child's life are decisive in his development.

As a community, we do have the responsibility of offering quality day care services. As for us, we are asking for free day care services for all children over the age of three months. The parent could then choose to send the child to a day care centre or not.

The present system of day care is discriminatory and creates injustice. The richer parents have access to good day care centres. The poorer parents get grants from the government and fit their kids in somewhere. The parents from the middle class who are trying to keep often poorly paid jobs simply not

[Text]

mal payés pour ne pas devoir s'adresser au bien-être social, paient les pleins tarifs en garderie. En effet, compte tenu des salaires combinés de l'homme et de la femme, ils ne sont pas admissibles aux subventions du gouvernement. C'est comme s'ils étaient pénalisés.

Ceux et celles qui habitent ensemble en union de fait doivent aussi déclarer leurs revenus combinés sur le formulaire d'admissibilité. Plusieurs femmes dans ce cas ne sont pas certaines de la durabilité de cette relation et ne peuvent obtenir un engagement financier de leur compagnon.

Quatrièmement, les enfants qui reçoivent des subventions ont droit à un maximum de 20 jours de maladie seulement, ce qui n'est pas réaliste pour plusieurs. Les jours de maladie additionnels sont à la charge des parents. Mais comment les parents peuvent-ils payer? S'ils sont déjà subventionnés, c'est qu'ils n'ont pas l'argent pour payer la garderie.

C'est ainsi que le système crée des injustices. La garderie, qui a beaucoup de demandes, va plutôt écarter ceux qui ont des subventions. De ce fait, la garderie peut perpétuer l'injustice faite aux gens à faibles revenus.

Nous devons traiter tous les enfants canadiens également. Notre système de garderie doit s'adapter à tous les besoins: services à temps plein, à mi-temps ou à temps partiel.

Nous avons besoin d'un système de garderies gratuit et accessible à tous, quelle que soit leur situation socio-économique.

Il est temps de définir nos priorités correctement en s'ajustant aux changements qui ont lieu dans notre société. Suivons l'exemple d'autres pays qui ont un système de garderies universelles. Notre gouvernement s'applique toujours à compter les coûts d'un tel système, mais oublie trop souvent d'estimer les gains qu'on pourrait en tirer, c'est-à-dire le développement de l'intelligence, de l'esprit et des connaissances de nos enfants.

Ajoutons à cela que les parents auraient enfin l'esprit plus tranquille, sachant que le gouvernement se préoccupe de la société de demain.

Nous demandons donc que les gouvernements fédéral et provincial unissent leurs efforts pour un système de garderies gratuites au Canada, soit des garderies pour les enfants de trois mois à trois ans, des garderies pour les enfants de trois et plus et des programmes parascolaires pour tous les enfants.

Nous demandons que les garderies soient établies dans les écoles, dans les centres communautaires, dans les milieux de travail, y compris vos bureaux, dans les institutions d'enseignement, dans les hôpitaux et au sein de la communauté.

Nous souhaitons des changements dans ce système.

Le vice-président: Merci. Permettez-moi de vous poser une question.

Vous dites que notre gouvernement s'applique toujours à compter les coûts d'un tel système. Il n'y a pas là de quoi s'étonner.

Selon M^{me} Cooke, si les garderies étaient accessibles à tous et gratuites, il en coûterait 3,500\$ par jeune par année. Que

[Translation]

to have to go on welfare have to pay full fee for day care. Because of the combined salaries of both the man and the woman, they are not eligible for government subsidies. It is as though they were being penalized.

Those who live together common-law must also state their combined revenue on the eligibility form. Many women, in such circumstances, are not quite sure of the durability of the relationship and cannot get any kind of financial commitment from their companion.

Fourth, the children who do get grants are only allowed up to a maximum of 20 days' sick leave which is not realistic for many. Any additional sick leave days are to be paid for by the parents. But how can the parents pay? If they are already getting a grant, it is because they do not have any money to pay for the day care.

So that is how the system creates all kinds of injustice. Day care centres get a lot of applications and may simply set aside those who have grants, thus adding to the injustice done the lower income families.

We must treat all Canadian children equally. Our day care system must adapt to all needs: full-time service, half-time or even part-time service.

We need a free system of day care centres accessible to all whatever their social and economic situation.

It is time for us to define our priorities by adjusting to those changes which are occurring in our society. Let us follow the example of other countries that have a system of universal day care. Our government is forever trying to count the cost of such a system but too often forgets to get an estimate of the benefits that would flow from it, the development of our children's intelligence, spirit and knowledge.

We should also add to that that parents would at least have their minds set at ease knowing that the government is concerned with tomorrow's society.

We are therefore asking that both the federal and provincial governments join in their efforts for a system of free day care centres in Canada, centres for children from three months to three years of age, centres for children three and over and out-of-school programs for all school-aged children.

We are asking that day care centres be set up in our schools, in our community centres, in the workplace, including your offices, in our institutions for higher learning, in our hospitals and in our community.

We wish for changes in the system.

The Vice-Chairman: Thank you. Allow me to put a question to you.

You say that our government is forever trying to cost out that kind of system. One should not be surprised at that.

According to Mrs. Cooke, if the day care centres were open to all and free besides, it would cost some \$3,500 per child, per

[Texte]

voulez-vous dire exactement quand vous parlez de garderies gratuites? Il est évident que le gouvernement doit prendre l'argent quelque part pour payer ça. Si le gouvernement l'offre gratuitement, cela vient de la poche des parents et des non-parents contribuables. Avez-vous pensé à cela? Dans le moment, le gouvernement ne paie pas. Si on devait le faire l'an prochain, au mois de septembre, quel sorte de système devrait-on établir pour que ça se paie?

Mme Brisson: Moi, j'ai commencé l'école à six ans. Maintenant les enfants commencent l'école à quatre ans ou cinq ans. On a devancé l'âge. Pourquoi ne pourrait-on pas le devancer davantage, comme dans le système scolaire? Quand on étaient jeunes, nous, les enfants de quatre ans étaient à la maison, et maintenant ils sont à l'école, en prématernelle ou en maternelle. Pourquoi ne pas élargir le système de cette façon-là?

Aujourd'hui, ça coûte plus cher d'envoyer un enfant de trois ans dans une garderie que d'envoyer un enfant de 16 ans dans une école privée. Envoyer un enfant dans une école privée, c'est faire un choix, me direz-vous, mais envoyer un enfant à la garderie, ce n'est même plus un choix.

• 1120

Le vice-président: L'école privée est subventionnée. C'est pour cela que cela coûte moins cher. Je ne m'oppose pas à ce que vous suggérez, mais je vous demande ce qu'on devra faire l'an prochain pour récupérer cet argent.

Mme Brisson: N'étant pas économiste, je vous relance la question. Qu'est-ce qu'on a fait quand on a décidé d'ouvrir des prématernelles dans les écoles? Ce n'est certainement pas la place qui manque dans les écoles.

Le vice-président: Moi non plus, je ne suis pas économiste, mais ce qu'on a fait est bien simple. On avait déjà des édifices, on avait déjà des personnes formées et on a élargi un système qui existait déjà.

Mme Brisson: Il faudrait peut-être rediriger les enseignants qui sont maintenant sur les tablettes.

Le vice-président: Mon intention n'était pas de vous poser une question difficile. Si on estime le chiffre total, cela devient très difficile.

Mme Brisson: On pourrait aller chercher les enfants graduellement, comme on l'a fait lorsqu'on a assoupli les normes d'entrée à la prématernelle ou à la maternelle.

Le vice-président: Je suis toujours à la recherche de solutions créatives. Je me demandais si vous en aviez une.

Monsieur Keeper.

M. Keeper: Merci beaucoup.

Êtes-vous en faveur d'une réforme du système d'impôt afin qu'on puisse trouver l'argent nécessaire pour payer un système de garderies accessible à tous?

Mme Brisson: Je ne suis pas assez naïve pour imaginer qu'on n'irait pas chercher cet argent-là au niveau des impôts.

[Traduction]

year. What do you mean exactly when you talk about free day care centres? It is quite clear that the government has to find the money somewhere. If the government offers this as a free service, it has to come from the taxpayers' pockets, whether they are parents or not. Have you ever thought about that? For the time being, the government is not paying anything. If next year, next September, we were to do something, what kind of system should we set up if we want it to be paid for?

Mrs. Brisson: I was six years old when I started going to school. Today, children start going to school when they are four or five. They go to school earlier. Why should we not simply send them somewhere else even earlier, something like the school system? When we were young, four-year-old children were kept at home but now they go to school either in nursery school or kindergarden classes. Why not broaden the system that way?

Today, it costs more to send a three-year-old child to a day care centre than to send a 16-year-old to a private school. You will tell me that sending a child to a private school is making a choice, but sending a child to a day care centre is not even a choice any more.

The Vice-Chairman: Private schools are subsidized. That is why they cost less. I am not against what you are suggesting, but I am asking you what we will have to do next year to get that money back.

Mrs. Brisson: As I am not an economist, I will just knock the ball back into your court. What was done when it was decided to open nursery school classes in the schools? There certainly is not any lack of rooms in our schools.

The Vice-Chairman: I am not an economist either, but what was done is quite simple. We already had the buildings, we already had the trained staff and a pre-existing system was simply broadened.

Mrs. Brisson: Maybe we should recycle the teachers who are temporarily between engagements.

The Vice-Chairman: I did not intend to put a difficult question to you. If we try to estimate the total figure, it gets difficult.

Mrs. Brisson: We could go and get the children gradually, as was done when flexibility was introduced into the guidelines for admittance into nursery school or kindergarten.

The Vice-Chairman: I am always looking for creative solutions. I was wondering if you had one.

Mr. Keeper.

Mr. Keeper: Thank you very much.

Are you in favour of reforming the tax system to find the money necessary to pay for a day care centre system totally accessible to all?

Mrs. Brisson: I am not naive enough to think that the income tax system would not be used to collect the money.

[Text]

M. Keeper: Savez-vous que le vérificateur général a mis en doute l'efficacité de certains avantages fiscaux consentis aux entreprises privées, avantages représentant 30 à 50 milliards de dollars? En réformant le système fiscal dans ces domaines-là, peut-être pourrait-on trouver de l'argent à investir dans les garderies. Qu'en pensez-vous?

Mme Brisson: Si on se mettait à vérifier tous les programmes des gouvernements, qu'il s'agisse du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, dans n'importe quelle province, et qu'on redirigeait de l'argent, il y en aurait sûrement assez pour instaurer un système de garderies universel et gratuit.

M. Keeper: Vous pensez que nous pouvons trouver l'argent si nous réexaminons nos priorités?

Mme Brisson: Oui.

M. Keeper: Merci.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre présentation.

Nous entendrons maintenant M. Harold Geltman.

Statement by Mr. Harold Geltman (Individual Presentation):

Past, present and future children of Canada and around the world:

Wherever you are and whatever time of day and/or night it is when you read this letter, I thank you for giving your time and care.

We have some growing problems around the world. Some people are growing slower and some people are growing faster and those people that have ceased growing are having a difficult time understanding where all this growing leads to.

Adults and children have an opportunity to talk about where our planet earth is encouraging and discouraging the way we care about each other.

What can children do?

You can teach an adult about how you want to be cared about. Adults have to be told and learning how to tell them is sometimes as difficult as learning how to tell you the children. Sometimes we don't like the way somebody tries to care about us and so we stop caring.

Imagine what kind of children and adults we would be if nature stopped caring and/or if some of the animals stopped caring? Imagine where we would be today if millions and millions of children stopped caring about the future, more than a hundred years ago?

Children and adults must make time to care and imagine about the good they can do for the future children just as somebody took the time to care about us, many many childrens ago.

You, children of the world, can do "more" than the adults did when they were children, because the people of this planet want that to be fact.

[Translation]

Mr. Keeper: Do you know, the Auditor General has doubts about the efficiency of certain of the tax advantages granted to private enterprise, which represent some \$30 billion to \$50 billion. With a reform of the tax system in those areas, perhaps we could find the money we need to invest in the day care centres. What do you think?

Mrs. Brisson: If we started checking out all government programs, whether they are federal or provincial, whatever the province, and if the money were to be redirected, there would surely be enough to set up a universal and free day care system.

Mr. Keeper: Do you think we could find the money if we reexamined our priorities?

Mrs. Brisson: Yes.

Mr. Keeper: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation.

We will now hear Mr. Harold Geltman.

Déclaration de M. Harold Geltman (exposé individuel):

Je m'adresse à tous les enfants du Canada et du monde entier, y compris aux enfants d'hier et de demain:

Où que vous soyez et peu importe à quelle heure du jour vous lirez la présente lettre, je vous remercie d'y porter attention.

Nous faisons face à des problèmes de croissance dans le monde entier. Certaines personnes grandissent lentement, d'autres plus rapidement, et celles qui ont fini de grandir ont du mal à comprendre à quoi rime toute cette croissance.

Adultes et enfants ont l'occasion de discuter comment la planète Terre nous amène à espérer et à désespérer, face à la façon dont nous nous soucions des autres.

Que peuvent faire les enfants?

Vous pouvez enseigner à un adulte la façon dont vous aimeriez que l'on s'occupe de vous. Les adultes doivent se le faire dire, et apprendre à le leur dire est parfois aussi difficile que d'apprendre à vous parler, à vous, les enfants. Il arrive que nous n'aimions pas la façon dont quelqu'un essaie de s'occuper de nous, et nous finissons par perdre intérêt.

Essayez d'imaginer quel type d'enfants et d'adultes nous serions si la nature était devenue totalement indifférente ou si certains animaux faisaient de même? Imaginez où nous en serions aujourd'hui si des millions et des millions d'enfants avaient cessé de se soucier de l'avenir, il y a plus de 100 ans?

Les enfants et les adultes doivent prendre le temps de penser à ce qu'ils peuvent faire de bien pour les enfants de l'avenir, tout comme de nombreux autres enfants ont pris le temps de se soucier de nous, il y a de cela des générations.

Vous, enfants de l'univers, pouvez faire «plus» que les adultes ont fait quand ils étaient enfants, car les humains souhaitent qu'il en soit ainsi.

[Texte]

The problem is we are having some temporary difficulties trying to do what we want to do. So I am asking the children of Canada to become teachers and learners with the adults. Let us all decide to learn from the beginning how to care about what needs to be cared about and let us all decide to learn how to receive the caring.

Maybe adults can learn from children in how you care about your favorite toy, your pet, your favorite hiding place or some of your old clothes.

What can adults do?

We might want to spend a little more time remembering how difficult it was to be a child for those that didn't understand us as children. We also might try to stop behaving as if though this generation of world adults never experienced childhood.

We have adultized many well-known children past-times and many families have been the recipients of better home lives as the result of these children games. The world of children did exist before the world of professionalism. Adults can learn to make the needs and cares of children just as important as the most important thing other than children on the daily schedule.

What shall children and adults accomplish?

How to make this a better country and a better world by understanding how we can all continue to learn how to make time for each other and how to learn what care and caring means to one another. Shoulds things around the world become more difficult in the future years, let us be prepared to meet those difficulties.

I am asking the babies, children and adults of Canada and around the world to open themselves to the learning of how to enjoy the teaching and receiving of care.

Harold Geltman

An open Parliamentary letter

c/o Committees and Private Legislation Directorate/Branch
Special Committee on Child Care/Clerk
Shirley Martin, M.P., Chairperson

Ladies and Gentlemen:

The subject matter before us is of utmost importance. The Canadian people are now faced with some clear choices which require the advisory experience of our elected and judicial leadership.

What decisions shall produce the best kind of individual, familial and institutional care of, about and for children during the next ten years?

Problem:

How do we make our Canadian electoral system and daily familial and business schedules more accountable to the needs of the children that require a continuing mobilisation of the caring process?

[Traduction]

Le problème est que nous éprouvons provisoirement certaines difficultés à faire ce que nous désirons faire. Je demande donc aux enfants du Canada de se faire à la fois enseignants et élèves auprès des adultes. Convenons tous ensemble de réapprendre à donner et à recevoir.

Peut-être les adultes pourraient-ils apprendre des enfants en observant comment ceux-ci s'occupent de leur jouet préféré, de leur animal favori, de leurs meilleures cachettes ou de certains vieux vêtements.

Que peuvent faire les adultes?

Nous pourrions peut-être passer un peu plus de temps à nous rappeler comment il était difficile d'être un enfant quand nous nous sentions incompris. Nous pourrions peut-être également cesser de nous comporter comme une génération d'adultes qui n'a jamais fait l'expérience de l'enfance.

Nous avons appliqué une conception d'adulte à de nombreux passe-temps bien connus des enfants, pourtant la vie de nombreuses familles a été beaucoup plus agréable à cause justement de ces jeux d'enfants. Le monde de l'enfance existait bien avant celui du professionnalisme. Les adultes peuvent apprendre à accorder autant d'importance aux besoins et aux soins des enfants qu'aux autres préoccupations qu'ils tiennent pour prioritaires dans leur quotidien.

Qu'est-ce que les enfants et les adultes devront tenter d'accomplir?

Rendre le pays et le monde meilleurs en essayant de comprendre comment nous pouvons tous continuer à apprendre à nous soucier les uns des autres et à découvrir également ce que cela veut dire pour les uns et les autres. Préparons-nous à faire face aux difficultés qui pourraient surgir si la situation dans le monde devenait plus difficile au cours des années à venir.

Je demande aux bébés, aux enfants et aux adultes du Canada et du monde entier d'essayer d'apprendre à donner et à recevoir avec plaisir.

Harold Geltman

Lettre ouverte au Parlement

a/s Direction des comités et de la législation privée
Comité spécial sur la garde d'enfants/Greffier
Shirley Martin, députée, présidente

Mesdames et messieurs,

Le sujet dont nous devons traiter est de la plus haute importance. Le peuple canadien doit faire certains choix très clairs qui requièrent toute l'expérience de ses élus et de ses juristes.

Quelles décisions conduiront aux meilleurs types de soins individuels, familiaux et institutionnels pour les enfants, au cours des dix prochaines années?

Problème:

Comment pouvons-nous faire en sorte que le système électoral du Canada et nos horaires familiaux et d'affaires de tous les jours soient mieux adaptés aux besoins des enfants, qui requièrent constamment tous nos soins?

[Text]

Opportunity:

To teach this generation of children and forthcoming generations of children how to invest in their future needs as adults and in the future needs of the country of Canada.

To accomplish this above objective, place the subject matter of children as the number 1 priority issue on every private and public meeting in Canada for a year and report the results to the people of Canada at a special committee of the whole federal-provincial parliamentary system.

Peace order and good government of Canada

The future of the peace order and goodness of the whole country is greatly shaped by the way we invest in our children in their preparation as future adults and decision-makers. This is the priority issue of trouble in the country and around the world.

We are losing the sense of equilibrium in how to teach ourselves how to care about the best requirements needed to care about children, as children and future adults.

There is still time to reverse this losing situation in Canada, while the same and worse situation around the world shall inevitably make our Canadian opportunity more and more limited every day we postpone our decision.

Failure and/or success

Should you fail to act upon the gravity of the problem with the opportunity I have suggested or fail to produce equivalent results to meet the needs of the children, I shall call upon the Canadian people to support my request for much harsher measures including the unconditional surrender of all members of the House of Commons and Senate to be completely replaced, legally.

Should you be successful in acting upon these and other suggestions, I shall thank you for providing the present and future leadership in making this a better Canada and a better world. The thanks you shall receive from the children in future years should be well worth your time and investment if your present-day care and teachings and decisions are successful.

Harold Geltman

Mr. Geltman: Good morning, and welcome to Montreal.

• 1125

The Vice-Chairman: Thank you.

Mr. Geltman: My previous appearance before the parliamentary process was March 11, 1986, before the Special Joint Committee of the Senate and House of Commons on Canada's International Relations, and I look forward to a fourth presentation before the parliamentary process.

I noted this morning the presence of a young child and I would suggest and ask that perhaps in the future of your hearings, the educational authorities might be able to assist

[Translation]

Solution:

Enseigner à l'actuelle génération d'enfants et aux générations de demain à investir dans leurs besoins futurs en tant qu'adultes, et dans les besoins futurs du Canada.

Pour atteindre l'objectif susmentionné, il faudra accorder, durant un an, la priorité absolue à la question des enfants à l'occasion de toutes les réunions privées et publiques qui se tiendront au Canada, et rendre compte des résultats au peuple canadien devant un comité spécial formé de représentants de l'ensemble du système parlementaire fédéral-provincial.

La paix, l'ordre et le bien-être de l'ensemble

La paix, l'ordre et le bien-être de l'ensemble du pays dépendront, dans une large mesure, de la façon dont nous investirons dans nos enfants, dont nous les préparerons en tant que futurs adultes et futurs décisionnaires. C'est la question prioritaire sur laquelle il faut se pencher pour résoudre les problèmes qu'éprouvent le pays et le monde entier.

Bientôt, nous ne saurons plus comment découvrir la meilleure façon de prodiguer des soins aux enfants, en tant qu'enfants et que futurs adultes.

Nous avons encore le temps, au Canada, de renverser une situation qui va en se dégradant, bien que des situations semblables ou pires, dans le monde entier, limitent de plus en plus, chaque jour, la possibilité que nous avons de le faire, si nous tardons à prendre nos décisions.

Echec ou succès

Si vous ne vous attaquez pas au problème en saisissant l'occasion que j'ai soulignée, ou si vous n'arrivez pas à satisfaire aux besoins des enfants, j'en appellerai au peuple canadien et lui demanderai d'appliquer des mesures beaucoup plus dures, y compris le remplacement, de manière légale, de tous les membres de la Chambre des communes et du Sénat.

Si vous parvenez à mettre en oeuvre avec succès ces recommandations et d'autres, je vous remercierai d'avoir assumé le leadership qui permettra d'instaurer un Canada et un monde meilleurs. Les remerciements que vous adresserez aux enfants dans les années à venir devraient suffire à justifier le temps et l'attention que vous aurez consacrés à cette question, les décisions que vous prendrez sont pertinentes et fructueuses.

Harold Geltman

M. Geltman: Bonjour et bienvenue à Montréal.

Le vice-président: Merci.

M. Geltman: La dernière fois que je me suis présenté devant un comité parlementaire, c'était le 11 mars 1986, devant le Comité spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur les relations internationales du Canada, et je compte faire bientôt un quatrième exposé devant un comité parlementaire.

J'ai remarqué ce matin la présence d'un jeune enfant et je me demande si à vos futures audiences, vous ne pourriez pas en

[Texte]

and co-operate with you in bringing some of the children to attend some of your deliberations.

The Vice-Chairman: We have had some in other parts, yes.

Mr. Geltman: Oh, that is good news. I thank you.

The next item is to start with myself as a child and express my thanks to the people of Canada and the government process that offered their kind of caring as I grew up during the years. Hopefully we will be able to resolve our differences on the issue of child care in the future and improve that kind of caring.

It is my intention to read briefly the four recommendations.

The first is to raise the priority of importance of conception, birth and child care as part of mother-, father- and family functions in the peace, order and good government of all the Canadian people.

Second, abolish the minimum age for voting and securing electoral office in all Canadian elections.

Third, make room for babies at any time and any place in Canada as a complete and participating function to everything that we do as human beings. Extend this to child and youth care with appropriate membership on all socio-representative bodies of activity.

Fourth, eliminate all participatory and social discrimination against baby, child and youth care. Make this a *de facto* and *de jure* state of legal acceptance in all of Canada.

These four recommendations are from my brief, which I mailed March 3, 1986. You have received that brief?

The Vice-Chairman: Yes.

Mr. Geltman: The issue which I wish to bring to your attention is the economic situation of Canada and the future of child care. In a brief to the Special Joint Committee on Canada's International Relations, July 23, 1985, I suggested that all free trade agreements must have as a bottom line an improvement in the quantity and quality of lifestyles for all the citizens of Canada and the United States starting with the children. I could not think of a more appropriate time for the hearings of your committee to make that point to the negotiators.

We are negotiating the future of the children. You are questioning the future of child care. I am asking you to join the two issues and make the parliamentary process accountable to the needs of the future of these children.

To do that, as a private citizen, I am asking both countries to produce results and specific recommendations for the Prime Minister and President to be placed number one on the agenda in their next bilateral meeting. I am asking the children and adults of Canada and the United States to make both governments and their government machinery accountable to this

[Traduction]

collaboration avec les autorités de l'éducation faire venir des enfants pour qu'ils assistent à vos délibérations.

Le vice-président: Cela s'est produit ailleurs, oui.

M. Geltman: Oh, voilà une bonne nouvelle. Je vous remercie.

Je me revois enfant et je voudrais remercier la population du Canada et tout l'appareil gouvernemental pour les bons soins dont j'ai pu bénéficier pendant les années où j'ai grandi. Il est à espérer que nous pourrions régler nos divergences au sujet de la garde des enfants à l'avenir et trouver des moyens de l'améliorer.

Je voudrais maintenant faire une lecture rapide de mes quatre recommandations.

Premièrement, rehausser la conception, la naissance et l'éducation des enfants dans l'ordre de priorité des fonctions maternelles, paternelles et familiales, et ce, dans la paix, l'ordre et le bon gouvernement de tous les citoyens du Canada.

Deuxièmement, abolir l'âge minimum pour avoir le droit de voter et de briguer les suffrages dans toutes les élections canadiennes.

Troisièmement, permettre aux enfants de participer pleinement, en tout temps et en tout lieu, à tout ce que nous faisons en tant qu'êtres humains. Leur permettre aussi de se faire entendre dans les questions d'éducation des enfants et des jeunes en leur assurant une présence appropriée dans tous les organes d'activité représentatifs de la société.

Quatrièmement, interdire toute discrimination en matière d'éducation des tout-petits, des enfants et des jeunes, et faire de cette interdiction un principe reconnu *de facto* et *de jure* par le droit dans l'ensemble du pays.

Ces quatre recommandations figurent dans le mémoire que je vous ai fait parvenir par la poste le 3 mars 1986. Avez-vous reçu ce mémoire?

Le vice-président: Oui.

M. Geltman: Le sujet que j'aimerais porter à votre attention est la situation économique au Canada et l'avenir de la garde des enfants. Dans un mémoire au Comité mixte spécial sur les relations internationales du Canada, daté du 23 juillet 1985, je disais que tout accord de libre-échange doit avoir comme objectif minimal l'amélioration quantitative et qualitative du mode de vie de tous les citoyens du Canada et des États-Unis, à commencer par les enfants. Je pense que le moment ne saurait être mieux choisi pour votre comité de faire valoir ce point auprès des négociateurs.

Nous négocions l'avenir de nos enfants. Vous vous interrogez sur l'avenir de la garde des enfants. Je vous demande de réunir les deux questions et de rendre l'appareil parlementaire responsable de l'avenir de ces enfants.

Pour ce faire, en tant que simple citoyen, je demande aux deux pays de produire des résultats et des recommandations précises qui devront avoir la priorité absolue lors de la prochaine rencontre bilatérale entre le premier ministre et le président. Je demande aux enfants et aux adultes du Canada et des États-Unis de rendre les deux gouvernements et leur appareil gouvernemental responsables de cette priorité.

[Text]

priority. Start your negotiations with the best interests of the children.

• 1130

When it comes to the financial issue, the Minister of Finance provided us with his budgetary papers, and I quote from this one, *The Fiscal Plan*, February 1986, page 128, where the staff of the Finance department and Statistics Canada have provided for the public the history of our public debt from 1926 to 1985. The figures are staggering, and I am recommending to the committee that in the financial implications of your report for the future of child care you include your recommendations on the implications of the future debt and deficit of Canada for any program you may recommend.

I bring to your attention also, quoting from *The Montreal Gazette* of April 18, 1986—source: Statistics Canada—the shrinking schools of Canada. It seems that in 1974-75 there were 5,618,000 youth in primary and secondary schools and in 1984-85 there were 4,946,000 youth in primary and secondary schools. The public gross debt of 1974-75 was \$52.695 billion and in 1984-85 it was \$236.74 billion.

What is the problem?—more and more demands coming from the Canadian people for more and more government expenditures for care of children, fewer and fewer children in the primary and secondary school system, educational budgets rising, and the deficit and debt rising.

I fail to understand why our managerial and business administration competence cannot answer this kind of dilemma.

When political leaders convene in summits, rarely is there an opportunity for somebody to speak on behalf of the children. What is happening in Canada is that the children are becoming a diminishing minority and they are losing their ability and leverage to influence the Canadian public discussions in the matter of the care of children and the care of youth.

I am asking you to bring forth recommendations to correct that imbalance; I am asking you to anticipate what that imbalance might look like in the future; and I am asking you to recommend to Parliament what parliamentarians might have to do in order to secure the Canadian children and their place in the future economic competition of the world.

Finally, in the Badgley report a question was asked: Can you help? I would like to know from the Canadian people if the question has been answered to the satisfaction of the report, to the satisfaction of the Canadian people and to the satisfaction of this committee of Parliament.

In the Hall report a mention was made of the lack of political will. Canada has had four Prime Ministers in the past number of years, each attempting to exercise his definition of political will. The people have had a number of opportunities

[Translation]

Commencez vos négociations dans le meilleur intérêt des enfants.

Pour ce qui est de l'aspect financier, je vous invite à vous reporter aux documents budgétaires publiés par le ministre des Finances en février 1986, plus précisément à la page 128 du *Plan financier*, où le personnel du ministère des Finances et de Statistique Canada retrace à notre intention l'évolution de la dette publique du Canada de 1926 à 1985. Les chiffres sont renversants. C'est pourquoi je vous recommande que, dans les incidences financières de votre rapport sur l'avenir de la garde des enfants, vous donniez vos recommandations sur les incidences qu'auront la dette et le déficit futurs du Canada sur tout programme que vous pourrez recommander.

J'aimerais aussi porter à votre attention cet article paru dans *The Montreal Gazette* du 18 avril 1986; il traite de la diminution des effectifs scolaires au Canada et les données proviennent de Statistique Canada. Il paraît qu'en 1974-1975, il y avait 5,618,000 élèves dans les écoles primaires et secondaires, et qu'il n'y en avait plus que 4,946,000 en 1984-85. La dette publique brute s'établissait à 52,69 milliards de dollars en 1974-1975, tandis qu'elle atteignait 236,74 milliards de dollars en 1984-1985.

Quel est le problème? Les Canadiens sont de plus en plus exigeants et veulent que le gouvernement consacre de plus en plus de ressources à la garde des enfants, il y a de moins en moins d'enfants dans les écoles primaires et secondaires, les budgets de l'éducation augmentent, le déficit et la dette en font autant.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi nos experts en gestion et en administration des affaires ne parviennent pas à résoudre ce genre de dilemme.

Lorsque des dirigeants se réunissent au sommet, il est très rare que quelqu'un prenne la parole au nom des enfants. Ce qui se passe au Canada, c'est que les enfants sont de plus en plus minoritaires et donc de moins en moins aptes à influencer les débats publics en matière d'éducation des enfants et de la jeunesse.

Je vous demande de présenter des recommandations susceptibles de corriger ce déséquilibre; je vous demande de voir à l'avance de quoi ce déséquilibre pourrait avoir l'air à l'avenir; je vous demande recommander au Parlement ce que les parlementaires devraient faire pour protéger les enfants canadiens et leur assurer une place à leur mesure dans la concurrence économique du monde de demain.

Enfin, dans le rapport Badgley, la question suivante était posée: pouvez-vous aider? J'aimerais que les Canadiens me disent si cette question a reçu une réponse satisfaisante pour les auteurs du rapport, satisfaisante pour les Canadiens eux-mêmes et satisfaisante pour le Comité.

Le rapport Hall parlait du manque de volonté politique. Au cours des dernières années, le Canada a eu quatre premiers ministres, qui ont chacun tenté d'exercer leur propre définition de la volonté politique. Les Canadiens ont eu maintes fois

[Texte]

to express their will through elections. But it seems that our economic situation continues to deteriorate.

I shall await the most recent statistics of the budget and the plan of the Canadian and American governments to resolve the public deficit and debt. If the situation is worse when the next public statistics are released, that will have serious implications for your work and your report and the whole of government. It will mean that your plans, as parliamentarians, are failing and, therefore, the Canadian people will have no alternative, but to find alternative courses of action to secure, not just the peace, order and good government, but the peace, order and goodness of our families.

• 1135

When you do release your final report, I am asking you to inventory the number of television programs, radio programs, movies, recently released books and popular songs, as a means of understanding what kind of competition your work is engaged in, with the rest of the world.

I thank you for giving me this opportunity. I would like to bring to the attention of your fellow parliamentarians, their opportunity to read the brief and what shall be on the record as the two open Parliamentary letters which I have deposited with the clerk today.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Geltman. Are there questions? No? Thank you very much for your presentation this morning.

Mr. Geltman: There are no questions.

The Vice-Chairman: No questions that I know of.

Mr. Geltman: Well, if you should have some questions at some later time, the Canadian public should understand that I am disposed to answer your questions.

The Vice-Chairman: Thank you very much for the offer. We will pass that on. Thank you.

Notre dernier témoin de ce matin est M. Lionel Leblanc. Monsieur Leblanc, j'ai eu l'occasion ce matin de regarder votre mémoire, et je dois vous dire qu'il dépasse un peu les limites de notre mandat. On me dit cependant que vous voulez parler plus précisément dans le cadre notre mandat. Il serait bon de vous en tenir à cela.

M. Lionel Leblanc (à titre personnel): Monsieur le président, distingués membres du Comité, depuis que je suis dans cette salle, j'ai surtout entendu parler de garderies. Le témoignage que je me propose de vous présenter aujourd'hui se place dans un cadre beaucoup plus général. Il répond en ce sens aux attentes exprimées par le Comité spécial sur la garde d'enfants dans le document de référence à l'intention des médias. Dans le premier paragraphe, on fait allusion au taux croissant de divorce. Ce que l'on connaît beaucoup moins, c'est l'incidence de ces changements sur la garde d'enfants.

Au moment où j'ai vu l'annonce paraître, j'ai envisagé le problème sous un aspect beaucoup plus général qu'on semble le

[Traduction]

l'occasion d'exprimer leur volonté d'électeurs. Mais il semble que notre situation économique continue de se détériorer.

J'attends les dernières statistiques budgétaires et le plan que se donneront les gouvernements canadien et américain pour résoudre les problèmes du déficit et de la dette publique. Si la situation est pire quand seront publiées les prochaines statistiques, alors il y a des implications sérieuses pour votre travail, votre rapport et tout le gouvernement. Cela signifiera que vos plans, vos plans de parlementaires, sont en train d'échouer et que, donc, le peuple canadien n'aura d'autre option que de trouver des solutions de rechange pour assurer non pas seulement la paix, l'ordre et le bon gouvernement, mais la paix, l'ordre et le mieux-être de nos familles.

Lorsque vous publierez enfin votre rapport final, je vous demande alors de faire l'inventaire du nombre de programmes de télévision et de radio, de films, de livres de publication récente, de chansons populaires, afin de vous aider à comprendre dans quel genre de concurrence vous vous êtes engagés dans votre travail avec le reste du monde.

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'exprimer. J'aimerais attirer l'attention de vos collègues parlementaires le mémoire que j'ai rédigé, mon intervention ici aujourd'hui ainsi que les deux lettres ouvertes aux parlementaires que j'ai déposées auprès du greffier aujourd'hui.

Le vice-président: Merci monsieur Geltman. Y a-t-il des questions? Non? Merci beaucoup d'avoir comparu ici ce matin.

M. Geltman: Il n'y a pas de question.

Le vice-président: Pas de question, à ma connaissance.

M. Geltman: En tout cas, si vous voulez me poser des questions plus tard, le grand public canadien doit comprendre que je suis tout à fait à votre disposition.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre offre généreuse. Nous le ferons savoir à qui de droit. Merci.

Our last witness this morning is Mr. Lionel Leblanc. Mr. Leblanc, I had the opportunity to look at your brief this morning, and I must say that it does go beyond the scope of our terms of reference. I am, however, told that you also want to speak more specifically to our terms of reference. We would appreciate it if you did so.

Mr. Lionel Leblanc (Individual Presentation): Mr. Chairman, honourable members of this committee, since I have come into this room, I have mainly heard talk about day care centres. However, today, I will address the question in a far broader context, still, however, within the expectations of the special committee on day care as set out in the reference document for the media. In the first paragraph, there is an allusion to increasing divorce rates. What is far less well known are the repercussions of those changes on day care.

When I saw the advertisement, I looked at the problem in a far broader context than people seem to have been doing here

[Text]

faire ici ce matin. C'est pour cela que je vous présente mon témoignage sur la garde d'enfants.

Je représente un mouvement que j'ai fondé récemment et qui s'appelle Le juge pénitent. C'est un peu dans le cadre de cela que je fais ce témoignage. Parmi les objectifs que nous avons établis, il y en a un qui touche la garde des enfants et je vous cite le texte qui y fait allusion.

Nous prôtons que lorsqu'un père revendique la garde de ses enfants et qu'il a les moyens financiers d'assumer cette garde, ceux-ci lui soient confiés, ce qui implique que la femme devra assumer sa propre autonomie avant de revendiquer la garde des enfants. Nous croyons que dans notre société moderne, un homme est tout aussi habilité qu'une femme à assurer l'éducation des enfants.

• 1140

Ce témoignage s'inscrit en fait dans le mandat plus large de ce Comité parce que chaque fois que l'on fait allusion à la garde des enfants ou aux garderies, il est toujours question de moyens financiers, comme en font foi les témoignages des personnes qui m'ont précédé. Donc, le témoignage que je fais aujourd'hui s'inscrit pleinement dans le mandat de votre Comité.

Lorsqu'on parle de divorce, on parle aussi d'une discrimination importante qui est faite lors de l'attribution de la garde des enfants. Je me réfère aux statistiques de Statistique Canada pour 1984; ce sont les statistiques disponibles les plus récentes. Ce sont surtout les femmes qui héritent de la garde des enfants. Pour vous citer des chiffres, en 1984, 13,608 enfants ont été confiés à des femmes alors que seulement 2,881 enfants ont été confiés à des hommes. Le fait que les enfants soient confiés majoritairement à des femmes dans les cas de divorce, va certainement avoir une influence très importante sur les attentes de la population en matière de garderies et de garde d'enfants.

Ce qui est troublant, c'est que les mêmes statistiques révèlent que deux fois plus de femmes que d'hommes demandent le divorce. Je faisais allusion tout à l'heure au rapport entre le nombre d'enfants confiés à des femmes et le nombre d'enfants confiés à des hommes. Ce rapport-là s'élargit encore lorsque c'est la femme qui demande le divorce. Ce sont des statistiques troublantes. Je me garde bien, pour l'instant, d'énumérer les causes possibles. Je puis cependant dire que ce serait injurieux envers les hommes que de prétendre que les femmes sont mieux aptes qu'eux à assumer l'éducation des enfants. Soutenir une telle opinion équivaldrait à encourager une forme de discrimination à l'endroit des hommes. Il répugne aussi à l'esprit qu'on dise que la femme est toujours la victime innocente dans les litiges qui entraînent le divorce.

Ce problème est aussi associé de très près à la structure judiciaire. La magistrature pourrait, plus d'une fois, être victime de mythes en ce qui a trait à l'aptitude pour la garde des enfants. Evidemment, les avocats y trouvent bien leur profit et cela n'est pas de nature à redresser ce malaise.

Les nombreux témoignages de membres du mouvement Le juge pénitent font quasi unanimement état de la mauvaise foi

[Translation]

this morning. That is why I am here to make my presentation on day care.

I represent here a movement that I set up recently called *Le juge pénitent*. I am making my representations here in that context. Amongst our objectives, there is one that has to do with custody of children, and I would like to quote the text on that.

We hold that when a father asks for and can afford the custody of his children, then the children should be turned over to him, which implies that the woman should ensure her own autonomy before asking for custody of the children. We believe that in our modern society a man is quite as capable as a woman in the matter of ensuring children's education.

This presentation does fit the broader scope of this committee's work because every time anything is said about child custody or day care, there is always a question of affordability, as has been demonstrated by the witnesses preceding me. So what I have to say here today does fit into the terms of reference of your committee.

When we talk about divorce, that also raises the question of the huge discrimination in the matter of child custody. I am referring to Statistics Canada's figures for 1984; these are the most recent statistics available. It is mainly women who get custody of the children. To give you some figures, in 1984, 13,608 children were given to the custody of women while only 2,881 children were in the custody of men. The fact that children are, in the majority of cases, put in the custody of the wife in divorce cases is certainly going to have a very important influence on people's expectations in terms of day care and custody.

What is really troubling is that these same statistics show that twice as many women as men ask for divorce. I said something before about the ratio between the number of children in women's custody and in men's custody. That ratio grows even bigger when it is the woman who asks for divorce. These statistics are troubling. For the time being, I will not list the possible causes. I can however say that it would be insulting to men to say that women can more ably ensure a child's upbringing. To hold such an opinion would be the equivalent of encouraging a sort of discrimination against men. It also goes against reason to say that the woman is always the innocent victim to those circumstances which lead to divorce.

This problem also has much to do with the legal structure. The bench may often fall victim to myths surrounding custodial abilities. Of course, the lawyers do find the whole thing profitable, and that is not going to help correct the problem.

The testimony from the members of the movement *Le juge pénitent* is almost unanimous concerning the bad faith of

[Texte]

de certaines femmes qui profitent du divorce pour retirer des avantages financiers. Bien entendu, ces avantages passent d'abord par l'obtention de la garde des enfants. Si ce n'était pas le cas, comment un homme pourrait-il être condamné à payer une forte pension alimentaire à son ex-épouse s'il n'y avait pas d'enfants impliqués? De nos jours, la femme est de plus en plus acceptée sur le marché du travail. Avec un ou des enfants à charge, une femme est presque assurée d'obtenir, par le biais de la pension alimentaire, une rente viagère. Elle s'appuiera sur le fait que les enfants sont jeunes pour ne pas aller travailler à l'extérieur. Lorsque les enfants auront grandi, elle sera devenue trop vieille pour se réinsérer sur le marché du travail. Toujours est-il que l'enfant va faire les frais de ces revendications.

Il est déconcertant de constater que de tels cas ne sont pas des exceptions, bien au contraire. Evidemment, comme je le mentionnais, les enfants sont les premiers à faire les frais de cela.

Le système judiciaire n'est pas apte à statuer sur la garde des enfants parce qu'il n'existe actuellement aucune règle précise régissant l'attribution de la garde des enfants dans ces cas-là. Sauf dans les cas d'indignité qui conduisent presque automatiquement à la déchéance parentale, il y a un manque flagrant de rigueur dans le débat relatif à la garde des enfants du divorce.

• 1145

Souvent des expertises sont faites. Ces expertises sont menées d'une façon beaucoup trop ponctuelle pour produire des résultats significatifs. Il faut que ça se fasse vite, et les procédures introduisent des préjugés dont l'influence n'est pas négligeable.

Il y a aussi des difficultés de compréhension entre les diverses disciplines qui vont statuer sur la garde de l'enfant. D'un côté, il y a le magistrat qui fonctionne selon les règles du droit et, de l'autre, les psychologues ou travailleurs sociaux qui fonctionnent selon les règles de la psychologie. Ces deux disciplines étant basées sur des postulats totalement différents, un dialogue fructueux entre ces instances est pratiquement impossible.

Voici donc nos recommandations. Attendu que l'homme est en mesure d'assumer la garde des enfants aussi bien que la femme, attendu que le système judiciaire, lors d'un procès de divorce, n'est pas en mesure de déterminer celui des ex-conjoints qui est le plus apte à assumer la garde des enfants, attendu que très souvent le divorce est une épreuve de force dont l'enjeu est intimement lié à l'obtention d'avantages matériels impliquant les enfants comme monnaie d'échange, nous recommandons que, lorsqu'un homme revendique la garde de ses enfants et qu'il est le seul à avoir les moyens financiers d'assumer cette garde, ceux-ci lui soient confiés automatiquement. Cette façon de faire éliminerait les traumatismes psychologiques dont les enfants sont victimes et procurerait à la femme la liberté d'action nécessaire pour parfaire sa formation en vue de sa réinsertion sur le marché du travail.

[Traduction]

certain women who use divorce to gain financial advantage. Of course, they get it by first claiming custody of the children. If that were not the case, how could a man be ordered to make huge alimony payments to his ex-wife, if there were no children involved? In this day and age, woman is gaining more and more acceptance on the labour market. With one or two dependent children, a woman is almost sure, through alimony, of getting a life annuity. She will use the fact that the children are young not to go to work outside of the home. When the children are older, then she will be too old to go out and find a job. Finally, the child winds up paying for all this.

It is quite disconcerting to see that those cases are not the exception, on the contrary. Of course, as I was mentioning, the children are the first to suffer.

The legal system does not have the ability to decide about child custody because, presently, there are no specific rules as to the custody of children in such cases. Except for cases of unworthiness, which almost automatically lead to loss of parental rights, there is a flagrant lack of rigour in the whole debate surrounding the question of child custody in the case of divorce.

There is often some sort of study done, usually far too ad hoc to produce significant results. It has to be done quickly and the procedures introduce some prejudice, whose influence is not negligible.

There are also difficulties in understanding between the diverse disciplines which are going to be deciding about the custody of the child. On the one hand, you have the judge who works according to the rules of law and, on the other, the psychologists or the social workers who go according to the rules of psychology. Those two disciplines being based on totally different premises, fruitful dialogue between the two is practically impossible.

So here are our recommendations. As the man is in a position to assume the custody of the children as well as the woman, as the legal system, during a divorce case, is not in a position to determine which of the ex-spouses is best able to assume the custody of the children, as very often divorce is a test of strength in which the stake has much to do with obtaining material advantages involving children as a commodity for barter, we recommend that when a man asks for the custody of his children, and he is the only one who has the financial means to take custody, it should be automatically granted to him. This would do away with the psychological trauma inflicted on the children, and would give the woman the freedom of action she needs to finish her training and become an active member of the workforce.

[Text]

Nous recommandons également que, lorsque les deux ex-conjoints réclament la garde de leurs enfants et qu'ils semblent suffisamment autonomes pour bien remplir cette fonction, la décision ne soit pas prise par un juge seul, mais plutôt par un jury également formé d'hommes et de femmes tels que psychologues, psychanalystes, psychiatres, travailleurs sociaux, économistes, sociologues, enseignants et autres, afin que la décision finale ne soit rendue qu'en vertu d'une évaluation approfondie de la question. Ce qui implique que les deux parties—homme et femme—seraient alors amenées à comparaître devant ce jury et, par conséquent, n'auraient pas à se faire représenter par leur avocat. Cette façon de procéder présenterait l'avantage d'éliminer des frais judiciaires souvent onéreux, pour ne pas dire exorbitants dans certains cas, en plus de neutraliser le processus de l'accusation et de la défense qui est loin de favoriser le bien-être psychologique et mental des enfants impliqués.

Mon témoignage pourra apporter un éclairage nouveau au problème des garderies, en ce sens que si la garde des enfants est confiée à ceux qui ont les moyens financiers de l'assumer, le gouvernement verra alors sa contribution financière aux garderies réduite d'une façon importante. Comme je le mentionnais précédemment, le problème des garderies est intimement associé aux personnes dont les moyens financiers sont déficients.

Je vous remercie de m'avoir entendu.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Bonjour, monsieur Leblanc.

Je vais m'abstenir de vous poser des questions sur la façon dont votre groupe aimerait que les juges attribuent la garde des enfants lors d'un divorce ou d'une séparation, même si je sais que c'est une de vos grandes préoccupations.

Dans votre groupe, y a-t-il des pères qui ont la garde de leurs enfants ou y a-t-il seulement des pères qui voudraient avoir leurs enfants?

M. L. Leblanc: Nous regroupons tous les gens qui se sentent lésés à la suite d'un jugement de divorce.

Mme Duplessis: Cela veut dire que vous avez aussi des femmes.

M. Leblanc: Oui, le mouvement s'adresse aussi à des femmes. Pourquoi parle-t-on au masculin? C'est qu'en pratique, ce sont surtout des hommes qui perdent la garde de leurs enfants.

• 1150

Mme Duplessis: Vous dites que les hommes devraient avoir la garde de leurs enfants s'ils ont les moyens financiers de l'assumer alors que la femme ne les a pas. N'ayant plus de femme au foyer, enverriez-vous alors vos enfants à la garderie pendant que vous gagnez votre vie ou si vous embaucheriez une gouvernante à la maison? J'aimerais avoir votre opinion au moins pour le sujet qui nous concerne. Quelles sont vos recommandations quant à cela?

M. L. Leblanc: La question est vraiment pertinente. Nous recommandons que la garde des enfants soit confiée à la

[Translation]

We also recommend that when both ex-spouses are asking for the custody of their children and both seem sufficiently independent to assume that function properly, the decision not be made by the judge alone, but rather by a jury equally made up of men and women, such as psychologists, psychoanalysts, psychiatrists, social workers, economists, sociologists, teachers and others, so that the final decision is rendered only on the basis of an in-depth evaluation of the question. Which then implies that both parties, both the man and the woman, would then have to appear before that jury and consequently would not need to be represented by their lawyers. This procedure would have the advantage of eliminating the legal costs, which are often very high, not to say exorbitant, and additionally of moderating the adversarial process, which is far from beneficial to the psychological and mental well-being of the children involved.

My representations may throw new light on the problem on daycare in the sense that if the children are in the custody of those who can afford such care the government would then see its financial contribution to daycare centres decrease considerably. As I was mentioning before, the daycare centre problem has an intimate association with the people whose financial means are deficient.

I thank you for having listened to me.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Welcome, Mr. Leblanc.

I will refrain from asking you how your group thinks the judge should grant custody of the children in the case of a divorce or separation, even though I know that is one of your great concerns.

In your group, are there any fathers who have custody of their children, or are there only fathers who would like to have custody?

Mr. L. Leblanc: Our group is made up of anyone who feels aggrieved after a divorce decree.

Mrs. Duplessis: That means that there are also women in your group.

Mr. Leblanc: Yes, the movement is also for women. Why do we use the masculine gender? It is because practically speaking it is mostly men who lose custody of their children.

Mrs. Duplessis: You say that men should have custody of the children if they have the financial means and the woman has not. If there is no more mother at home, would you then send your children to the day care centre while you go out and earn a living or would you hire a nanny to work at home? I would like to have your opinion, at least, on the subject we are concerned with. What are your recommendations on that point?

Mr. L. Leblanc: The question really is germane. We recommend that custody of the children be granted to the

[Texte]

personne, homme ou femme, qui est financièrement autonome. Ceci implique qu'on ne se tournera pas nécessairement vers une garderie subventionnée par l'État, c'est-à-dire gratuite ou à peu près gratuite. Si un homme a les moyens financiers d'assumer la garde et si son horaire de travail l'empêche d'être à la maison au moment où l'enfant exige des soins, il lui sera possible d'avoir une gouvernante à la maison si l'enfant est en bas âge. Si l'enfant est un peu plus vieux, il pourra le confier à une garderie, mais une garderie privée qui ne serait pas nécessairement subventionnée par l'État.

Le problème de la subvention des garderies est un problème épineux. Indépendamment de toute philosophie qui enseignerait qu'il est louable d'avoir des garderies, il y a toujours l'aspect financier qui vient un peu court-circuiter ces belles intentions. C'est dans ce contexte-là que s'inscrit mon témoignage aujourd'hui.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Vous nous faites des recommandations quant à la façon dont un jury composé d'hommes et de femmes, de psychologues et de tout cela, devrait déterminer lequel des deux parents est le plus apte à prendre soin des enfants, etc. Cela n'est pas de notre ressort, mais les recommandations que vous venez de faire le sont.

Monsieur Keeper, avez-vous des questions à poser?

M. Keeper: Pas de questions.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): On vous remercie beaucoup, monsieur Leblanc, d'être venu comparaître devant nous.

M. L. Leblanc: À votre service. Si jamais vous vouliez communiquer avec moi pour une discussion ou un échange d'idées plus approfondi, je suis à votre entière disposition. Vous avez mes coordonnées?

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Oui. Une dernière petite question. Combien de personnes votre groupe compte-t-il actuellement?

M. L. Leblanc: Cela fait juste de commencer. Il compte une cinquantaine de personnes. Il y a de nouveaux membres tous les jours. Nous avons ceci de particulier que nous couvrons toute la province. Nous avons des membres de Gaspé, de Sept-Iles, de Québec, de Trois-Rivières, de Drummondville, de Sherbrooke, d'un peu partout dans la province, exception faite du Nord-Ouest québécois.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Parfait. Je vous remercie beaucoup.

C'est terminé pour ce matin. Nous reprendrons les audiences à 14h00.

La séance est levée.

[Traduction]

person, man or woman, who is financially independent. This means that they will not necessarily then turn towards a day care centre subsidized by the State which is free or just about. If a man has the financial means to take custody and if his work schedule prevents him from being at home when the child needs to be cared for, he can hire a live-in nanny if the child is young. If the child is a bit older, he could opt for the services of a day care centre, but a private one which would not necessarily be subsidized by the State.

The problem of day care centre subsidies is a thorny one. Irrespective of any philosophy which might teach that it is good to have day care centres, there is always the financial aspect that sort of short-circuits all these fine intentions. It is in that context that I am making my representations today.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): You are making recommendations as to how a jury made up of men and women, psychologists and all that, should determine which of the two parents is best able to take care of the children and such. That has nothing to do with our terms of reference, but the recommendations you have just made are something we can look at.

Mr. Keeper, do you have any questions?

Mr. Keeper: No questions.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): We thank you very much, Mr. Leblanc for having appeared before us.

Mr. L. Leblanc: I am at your service. If ever you want to communicate with me for any kind of discussion or more detailed exchange of ideas, I am at your disposal. You have my co-ordinates?

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Yes. One last, brief question. How many people are there in your group presently?

Mr. L. Leblanc: We have just started up. Some 50 people. We are getting new members every day. We do have the particularity of covering the whole province. We have members in the Gaspé, Sept-Iles, Quebec City, Trois-Rivières, Drummondville, Sherbrooke, in fact in every part of the province except for Quebec's north-west.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Fine. Thank you very much.

We are through for this morning. We will resume the hearing at 2 p.m.

The meeting stands adjourned.

AFTERNOON SITTING

• 1400

La présidente suppléante (Mme Duplessis): À l'ordre!

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Order!

[Text]

J'inviterais M. Richard Stock, Ellen Unkrig-Staton, Jane Skelton à se présenter et à venir présenter leur mémoire.

M. Richard Stock (vice-président, Corporate Services, Royal Victoria Hospital): Merci.

I believe we can present in either language. Is that all right?

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Dans la langue qui vous convienne le mieux.

Mr. Stock: We would like to present in three phases, first by giving some background about the Royal Victoria Hospital. This is a joint brief from three organizations: the Royal Victoria Hospital, the Royal Victoria Hospital Day Care Centre, and the Family Child Care Services of the Royal Victoria Hospital.

The hospital itself is one of Canada's premier teaching organizations. It has about 873 beds. It is based here in Montreal, affiliated with McGill University, and numbers some 3,500 employees, together with some 400 medical staff and 400 volunteers; a fairly large work force. We have been offering and thinking of child care services for almost six years, and we believe we have done this based on some first principles that enhance—we work with our human resources, with our staff in the hospital—how we view the various services that they feel are appropriate to attract them and to retain them in our organization. Hospitals in Canada are having enormous difficulties attracting professional staff, specifically nursing personnel, and in keeping such staff. In our instance, we basically have a 35% to 40% turnover in our nursing staff every year. This is not an unusual situation for teaching hospitals.

One of the small ways in which we try to attract and retain staff is to offer some work-based child care services. The first of these services came a number of years ago in the form of the day care centre. With your permission, I would like Ms Unkrig-Staton to talk a little bit. She is the co-ordinator of the centre itself.

Ms Ellen Unkrig-Staton (Co-ordinator, Royal Victoria Hospital Day Care Centre): The day care centre at the Royal Victoria Hospital has been open for five years now. We are presently operating at a capacity of 53 children, including 10 infants. The need for day care services is obvious when you take into account the fact that our waiting list is well over 100 applicants, with about 25% being for our infant group.

The day care centre has undergone three expansions during its time, and we could still expand more. Unfortunately, space is at a premium in the hospital. We have never had any trouble funding our expansions. The problem is getting the space.

The benefits of having a day care centre on the work site are obvious in terms of the families directly involved. The parents feel very comfortable having their children on site with them. The children feel that comfort and that security, knowing mom

[Translation]

I would invite Richard Stock, Ellen Unkrig-Staton and Jane Skelton to come and table their brief.

Mr. Richard Stock (Vice-President, Corporate Services, Royal Victoria Hospital): Thank you.

J'imagine qu'on peut faire son exposé dans l'une ou l'autre langue, n'est-ce pas?

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): In the language that suits you best.

M. Stock: Nous aimerions présenter notre exposé en trois parties, la première donnant des renseignements généraux sur l'hôpital Royal Victoria. Il s'agit d'un mémoire préparé conjointement par trois organismes: l'hôpital Royal Victoria, la garderie de l'hôpital Royal Victoria et les services de garde en milieu familial de l'hôpital Royal Victoria.

L'hôpital lui-même est l'un des premiers établissements d'enseignement au Canada. Il compte environ 873 lits. Son siège est à Montréal et il est affilié à l'Université McGill. Ses effectifs sont assez imposants: environ 3,500 employés, une équipe médicale de quelque 400 personnes, ainsi que 400 bénévoles. Depuis près de six ans, non seulement nous songeons à offrir, mais nous offrons effectivement des services de garde pour les enfants. Les principes qui ont motivé cette initiative sont les suivants: nous travaillons avec nos ressources humaines, le personnel de notre hôpital, et nous essayons d'envisager les divers services qui leur conviendraient, c'est-à-dire qui les attireraient et les retiendraient dans notre établissement. Les hôpitaux canadiens ont d'énormes difficultés à attirer et à retenir du personnel spécialisé, en particulier du personnel infirmier. Chez nous, nous avons en général un roulement de 35 à 40 p. 100 dans notre personnel infirmier chaque année. Ce n'est pas une situation inhabituelle pour les hôpitaux d'enseignement.

L'un des petits moyens avec lesquels nous essayons d'attirer et de retenir nos employés consiste à leur offrir certains services de garde d'enfants organisés en milieu de travail. Le premier a vu le jour il y a un certain nombre d'années sous la forme d'une garderie. Avec votre permission, j'aimerais laisser un peu la parole à M^{me} Unkrig-Staton, qui est la coordonnatrice de la garderie.

Mme Ellen Unkrig-Staton (coordonnatrice, garderie de l'hôpital Royal Victoria): La garderie de l'hôpital Royal Victoria est ouverte depuis maintenant cinq ans. Nous avons actuellement 53 enfants, dont 10 bébés. Le besoin de services de garderie est évident si on tient compte du fait que notre liste d'attente compte bien au delà de 100 demandes, dont environ 25 p.100 pour le groupe des enfants en bas âge.

La garderie s'est agrandie à trois reprises, et nous pourrions encore prendre de l'expansion. Malheureusement, l'espace est très précieux à l'hôpital. Nous n'avons jamais eu de difficultés à financer nos expansions. Le problème est de trouver de l'espace.

Les avantages d'une garderie en milieu de travail sont évidents pour les familles directement intéressées. Les parents se sentent très rassurés par le fait d'avoir leurs enfants avec eux sur les lieux de leur travail. Les enfants se sentent rassurés

[Texte]

and dad are close by. The benefits to the hospital are a little bit harder to feel concretely. It is hard to say whether employees are absent less often because there is day care, but one of the main advantages of worksite day care can be to provide better quality day care to the children. By this, I mean the hospital can provide to us, at cost rate or slightly above, many of the services necessary to run a day care centre properly, food services, laundry services, cleaning services. By that, the day care centre can channel some of that money from its budget, which normally costs dearly, into equipment, programs, staff development and salaries for its employees.

• 1405

Mr. Stock: Perhaps we could ask Miss Jane Skelton to describe our family home care services. These have been established now just a little over one year. I think it is fairly novel for work initiated service to actually have home care services. Jane has been with us for a year.

Ms Jane Skelton (Co-ordinator, Royal Victoria Home Child Care Service): Thank you. The home day care or the family day care program at the Royal Victoria Hospital is probably one of the very few worksite-based home day care programs in Canada.

The program has been at the Vic for approximately a year and there are many benefits for having the home day care programs on the worksite at the hospital itself. The proximity; the office is right in the hospital, so the staff can come and apply and inquire about the home day care program at times that are convenient to them, break-time or during their lunch hour.

One of the primary difficulties is selling people the notion, the idea of home day care in that it is a fairly new phenomenon in terms of day care service across Canada. It is certainly new in terms of having a home day care program on the worksite. So, in terms of publicizing the service to the employees, it is not really just a question of publicizing the fact that the service is there, but also trying to publicize the actual description of what home day care is all about. So it is sort of an educational process as well. To date, things are working out very well. Thank you.

Mr. Stock: I think we would prefer not to read from the brief. We have tried to keep it relatively short and leave you our brief to review at your convenience. If you have questions for us concerning either the actual management of these two services or the employer's point of view, how this has been received and how it has gone, we would be pleased to answer those.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je vais avoir quelques questions à vous poser.

[Traduction]

et en sécurité, sachant que papa et maman sont tout près. Les avantages pour l'hôpital sont un peu plus difficiles à établir concrètement. Il est difficile de dire si les employés sont absents moins souvent à cause de la garderie, mais l'un des principaux avantages de la garderie en milieu de travail peut être d'offrir un meilleur service de garde aux enfants. Je veux dire par là que l'hôpital peut nous offrir, au prix coûtant ou à un prix légèrement plus élevé, un grand nombre des services nécessaires à l'exploitation appropriée d'une garderie, dont la nourriture, le blanchissage et le nettoyage. De cette façon, la garderie peut prendre une partie de son budget, qui normalement comprendrait des dépenses d'exploitation assez élevées, et l'affecter à du matériel, à des programmes, ainsi qu'au perfectionnement et à la rémunération de ses employés.

M. Stock: Peut-être pourrions-nous demander à M^{lle} Jane Skelton de décrire nos services de garde en milieu familial. Ces services ont été mis sur pied il y a à peine un peu plus d'un an. Je pense que c'est assez nouveau pour un service organisé en milieu de travail d'offrir des services de garde à la maison. Jane est avec nous depuis un an.

Mme Jane Skelton (coordonnatrice, Service de garde en milieu familial, hôpital Royal Victoria): Merci. Le programme de garde en milieu familial ou à la maison de l'hôpital Royal Victoria est probablement au Canada l'un des très rares programmes de garde en milieu familial organisés à partir du lieu de travail.

Le programme existe à l'hôpital Royal Victoria depuis à peu près un an, et il y a de nombreux avantages d'avoir des programmes de garde en milieu familial organisés à partir du lieu même de travail, c'est-à-dire de l'hôpital. La proximité: le bureau est situé à l'hôpital même, de sorte que les employés peuvent venir faire leur demande et s'informer sur le programme au moment qui leur convient, à l'heure de la pause ou pendant leur déjeuner.

L'une des difficultés principales est de vendre aux gens la notion, l'idée d'un service de garde à la maison, car c'est un phénomène assez nouveau dans le domaine de la garde des enfants au Canada. C'est certainement nouveau d'avoir un programme de garde en milieu familial organisé à partir du lieu de travail. Donc, pour faire connaître le service aux employés, il ne suffit pas réellement de leur annoncer que le service est là, mais il faut aussi essayer de leur décrire véritablement ce dont il s'agit. C'est donc aussi une sorte de processus d'éducation. Jusqu'à présent, les choses ont très bien marché. Merci.

M. Stock: Je pense que nous préférons ne pas lire le mémoire. Nous avons essayé de faire un document relativement court que vous pourrez examiner quand bon vous semblera. Si vous avez des questions à nous poser relativement à la gestion même de ces deux services, au point de vue de l'employeur, à l'accueil fait aux projets et à leur déroulement, nous serions heureux d'y répondre.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I will have a few questions to ask you.

[Text]

Combien faites-vous payer aux parents par semaine pour laisser leurs enfants dans votre garderie attenante à l'hôpital?

Ms Unkrig-Staton: The day care centre fee for full-time is \$72.50 a week. There is a registration fee of \$25 and an annual membership fee of \$50.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Est-ce que l'Office de service de garde à l'enfance vous a donné des subventions quand vous avez décidé d'ouvrir la garderie? Est-ce que vous en recevez du gouvernement du Québec, actuellement?

Ms Unkrig-Staton: Yes, we received subsidies for our start-up and for each of our expansions, which was the allotted amount of \$1,000 per day care place created.

Mr. Stock: The \$3 per day as well is maintained on an ongoing basis over and above the daily amounts we charge parents.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): As we know, people who work in the hospital begin often at 7 a.m. You put in place the second service, *le service d'aide familiale en milieu de travail*, it is because the people can... At what time do the people working for the hospital bring their children to your day care centre?

• 1410

Ms Unkrig-Staton: The day care centre opens at 7.15 a.m., which allows our first nursing shift to start at 7.30 a.m.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Est-ce que vous servez le petit déjeuner à ce moment-là?

Ms Unkrig-Staton: No, we do not.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): And for the weekend?

Ms Unkrig-Staton: I think in an effort to try to accommodate the people who need evening and weekend service we have opened up the family day care service.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Pour le deuxième service.

Avez-vous des questions?

Mr. Keeper: Yes, I have another question.

You mentioned in terms of expansion that money was not a problem but space was a problem. I wonder if you could elaborate on that a bit because I know that our experience in Winnipeg with a large hospital there has been that they have had the space but the hospital itself could not continue to subsidize the day care and then plans were to close it. There seems to be no money problem. I just do not understand that. I do not know; I am just curious.

Mr. Stock: We believe that the start-up and expansion grants from the provincial government are a helpful start. By

[Translation]

How much do you charge to the parents weekly to leave their children at the hospital day care centre?

Mme Unkrig-Staton: Le prix de la garderie à temps plein est de 72.50\$ par semaine. Il y a des frais d'inscription de 25\$ et une cotisation annuelle de 50\$.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Did the *Office des services de garde à l'enfance* give you any subsidies when you decided to open the day care centre? Are you receiving any presently from the Quebec government?

Mme Unkrig-Staton: Oui, nous avons reçu des subventions lors de l'ouverture et pour chacune de nos expansions. C'était le montant prévu de 1,000\$ par place de garderie créée.

M. Stock: Nous continuons aussi de recevoir de façon courante 3\$ par jour, en plus de ce que nous faisons payer aux parents quotidiennement.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Comme on sait, les gens qui travaillent à l'hôpital commencent souvent à 7 heures du matin. Vous avez mis en place le deuxième service, c'est-à-dire le service d'aide familiale en milieu de travail; est-ce parce que les gens peuvent... À quelle heure les gens qui travaillent à l'hôpital amènent-ils leurs enfants à votre garderie?

Mme Unkrig-Staton: La garderie ouvre à 7h15 du matin, ce qui permet à notre premier quart de soins infirmiers de débiter à 7h30.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Do you serve breakfast at that time?

Mme Unkrig-Staton: Non.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Et pendant les fins de semaine?

Mme Unkrig-Staton: Je pense que c'est pour essayer d'être utiles aux gens qui ont besoin de services les soirs et les fins de semaine que nous avons mis sur pied le programme de garde en milieu familial.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): For the second shift.

Do you have any questions?

M. Keeper: Oui, j'ai une autre question.

Quand vous avez parlé d'expansion, vous avez dit que ce n'était pas l'argent qui créait des problèmes, mais le manque d'espace. Je me demande si vous pourriez élaborer un peu à ce sujet, parce que nous avons eu une expérience à Winnipeg, où il y avait un grand hôpital avec les locaux nécessaires, mais l'hôpital même ne pouvait pas continuer à financer la garderie, et on prévoyait la fermer. Il ne semble pas y avoir de problème d'argent chez vous. Je ne comprends pas cela. Je ne sais pas; je suis juste curieux de savoir.

M. Stock: Je crois que les subventions de départ et d'expansion de l'administration provinciale sont très utiles. Mais ça ne

[Texte]

no means do they represent the entire amount of money that is needed for a typical expansion.

We developed a formula some years ago whereby the foundation of the hospital loans the money interest free to the day care centre. That is repaid over a number of years by future users so they have a stake or an investment in the expansion, several thousands of dollars.

Secondly, we have been most fortunate in securing the financial contributions of a number of our unions, principally the nursing union. They levied a special union due, a 50¢-per-pay surcharge on their membership. They went to vote on that, and that helped raise funds for that expansion. They wanted that to be a model for other hospital-based unions in other hospitals to go out and do something. Just that small 50¢ helped come across with... I forget how many tens of thousands. It was about...

Ms Unkrig-Staton: It was \$15,000.

Mr. Stock: —\$15,000, yes.

Mr. Keeper: On another subject, you mentioned the absences, whether the day care had an impact and whether people were attending work or not. You seemed to be saying that you were not sure whether it had an impact. Did you mean that you were not sure, or just that you do not have statistics? What is your impression or your conclusion about the impact of day care? Do you have statistics to compare those who do not use a day care, this sort of thing? Have you any conclusions regarding the attendance at work as a result of the day care?

Mr. Stock: Our conclusion would be that that is no longer the reason cited for absenteeism. The reasons would tend to be working conditions, difficulties in transportation, but not related to inability to provide care for the child. Our statistics are not so fantastic that we can say this was the real reason why the person did not come in or the real reason why the person did not resign and go elsewhere so you have turnover, for instance, that is reduced because of the presence of day care. With a waiting list of over 100, it is hard to say that it makes a gigantic numerical difference when you have 1,000 nurses on staff. Only 25 are nurses, I think, of the users in the day care centre.

Mr. Keeper: So you are not sure whether it has an impact or not; is that what you are saying?

Mr. Stock: We tend to suggest that it is very difficult to measure. We have seen nothing in the literature, including U.S. literature, that directly ties lack of turnover or reduced absenteeism to provision of day care services.

[Traduction]

représente pas, et loin de là, tout l'argent dont on a besoin pour une expansion normale.

Nous avons établi une formule il y a quelques années selon laquelle la fondation de l'hôpital prête l'argent sans intérêt à la garderie. Cet argent est remboursé sur un certain nombre d'années par les utilisateurs, de sorte que l'hôpital possède un enjeu ou un investissement de plusieurs milliers de dollars dans l'expansion.

Deuxièmement, nous avons été très heureux d'obtenir des contributions financières d'un certain nombre de nos syndicats, en particulier du syndicat des infirmières et infirmiers. On a prélevé une somme spéciale de 0.50\$ par jour en supplément aux cotisations des membres. Il y a eu un vote à ce sujet, en vue d'aider à trouver des fonds pour l'expansion. On voulait que ce fût un modèle qui inciterait des syndicats d'autres hôpitaux à agir. Un simple montant de 0.50\$ a réussi à faire une somme de... j'ai oublié combien de dizaines de milliers de dollars. C'était à peu près...

Mme Unkrig-Staton: C'était 15,000\$.

M. Stock: ... 15,000\$, oui.

M. Keeper: Par ailleurs, vous avez mentionné les absences; vous vous demandiez si la garderie avait des effets à cet égard et si les gens étaient assidus ou non. Vous sembliez vouloir dire que vous n'étiez pas certain si le projet a eu des effets. Vouliez-vous dire que vous n'étiez pas sûr ou simplement que vous n'avez pas de données statistiques? Quelle est votre impression ou votre conclusion sur les effets des services de garderie? Avez-vous des statistiques ou quelque chose du genre pour faire des comparaisons avec les personnes qui ne font pas appel à des services de garderie? Avez-vous des conclusions relativement à la présence au travail comme résultat des services de garderie?

M. Stock: Notre conclusion serait que ce n'est plus une raison citée pour l'absentéisme. Les raisons ont tendance à être les conditions de travail, les problèmes de transport, mais ne sont pas liées à l'impossibilité de faire garder son enfant. Nos statistiques ne sont pas assez raffinées pour que nous puissions dire que c'était la véritable raison qui faisait qu'une personne ne se rendait pas ou qui a fait qu'une personne n'a pas donné sa démission pour aller ailleurs et pour que nous puissions conclure que l'existence d'une garderie a réduit, par exemple, le roulement de personnel. Avec une liste d'attente de plus de 100 demandes, il est difficile de dire que cela fait une énorme différence numérique quand vous avez un personnel de 1,000 infirmières et infirmiers. Il n'y a que 25 infirmières, je pense, parmi les clients de la garderie.

M. Keeper: Donc vous n'êtes pas sûr qu'il y a eu des effets, c'est ce que vous voulez dire?

M. Stock: Nous dirions que c'est très difficile à mesurer. Nous n'avons rien vu dans la documentation spécialisée, y compris la documentation américaine, qui lie directement le manque de roulement ou la réduction de l'absentéisme à la prestation de services de garde.

[Text]

Mr. Keeper: Okay, but without making it into a sociological scientific study you must have an impression yourself.

Mr. Stock: Our impression is that people feel better about the hospital and where they work . . .

Mr. Keeper: Yes.

Mr. Stock: —but nothing more detailed than that.

Mr. Keeper: Thank you.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci. Monsieur Nicholson, s'il vous plaît.

Mr. Nicholson: I had to share my friend's incredulity that there were no particular problems with money. I think that has to be the first time in five provinces, and that is why I was going to ask the same question.

I would have to say, first of all, that I think it is very commendable of the nurses' union to get behind that. I consider that is an example of people putting their money where their mouth is. I always say that it is fine to come to the government and say pay for it, but when people actually chip in, particularly among unions that are dominated by women—and this obviously is a concern of all people, but I have to believe that in particular it is of concern to women—I think that is very commendable.

• 1415

Ms Skelton, you were talking about on-site family day care. I wonder if you could explain to me the mechanics. It may be in your brief, but I have just received the brief so I have not had a chance to go through it. How does that work?

Ms Skelton: Ostensibly, family day care is providing a day care service for the employees of the hospital in the community. There are individuals in the community who apply to the home day care agency to become care givers or home care providers. They apply through local ads in the newspapers. From there, the agency matches up applications from the parents who have applied for family day care with an appropriate home care provider. The ideal is to provide a care giver who would live not far from where the parent lives, so the parent can drop off the child on the way to work.

Mr. Nicholson: How much would this cost as compared to regular day care?

Ms Skelton: It works out to approximately the same as the day care centre. It is based on a daily rate of \$15 a day for a full working day.

Mr. Nicholson: That is a very interesting concept. How many people are involved with that? How many employees have taken advantage of that?

Ms Skelton: As I mentioned in my brief presentation, the awareness of family day care is not very high. It is a fairly new

[Translation]

M. Keeper: D'accord, mais sans en faire une étude sociologique ou scientifique, vous devez avoir votre impression personnelle.

M. Stock: Notre impression est que les gens ont une meilleure image de l'hôpital et de leur lieu de travail . . .

M. Keeper: Oui.

M. Stock: . . . mais nous n'avons rien de plus détaillé.

M. Keeper: Merci.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you. Mr. Nicholson, please.

M. Nicholson: Je dois partager l'incredulité de mon ami lorsqu'on dit que l'argent n'a pas posé de problèmes particuliers. Je pense que c'est la première fois qu'on voit cela dans les cinq provinces que nous avons visitées, et c'est pourquoi je vais poser la même question.

Je devrais dire d'abord que je pense que c'est très louable de la part du syndicat des infirmières et infirmiers d'appuyer le projet. Je considère que c'est un bon exemple de gens qui savent utiliser leur argent. Je dis toujours que c'est bien de s'adresser à l'État et de dire «Payez!», mais quand des gens y mettent vraiment leur contribution, en particulier quand il s'agit de syndicats formés principalement de femmes—et c'est une question évidemment qui intéresse tout le monde, mais il faut croire qu'elle intéresse particulièrement les femmes—je pense que c'est très louable.

Madame Skelton, vous parliez d'un programme de garde en milieu familial organisé à partir du lieu de travail. Je me demande si vous pourriez m'expliquer comment ça fonctionne. C'est peut-être dans votre mémoire, mais je viens juste de le recevoir, donc je n'ai pas eu l'occasion de le lire. Comment ça fonctionne?

Mme Skelton: Le programme de garde en milieu familial est censé offrir des services de garde aux employés de l'hôpital dans le secteur où ils demeurent. Il y a des personnes du même secteur qui offrent leurs services à l'agence pour garder des enfants chez elles ou ailleurs. Elles répondent à des annonces qui paraissent dans des journaux locaux. À partir de cela, l'agence fait l'appariement entre les demandes des parents inscrits et la gardienne qui convient. L'idéal est de trouver une gardienne qui ne demeure pas loin d'où demeure le parent, de sorte que le parent puisse déposer l'enfant sur le chemin du travail.

M. Nicholson: Combien cela coûte-t-il comparativement à la garderie ordinaire?

Mme Skelton: Cela fonctionne à peu près de la même façon que la garderie. Le prix de base est de 15\$ pour une journée complète de travail.

M. Nicholson: C'est un concept très intéressant. Combien de gens participent à ce programme? Combien d'employés y ont fait appel?

Mme Skelton: Comme j'ai mentionné dans mon bref exposé, on ne connaît pas encore beaucoup le programme de garde en

[Texte]

type of day care service that is being subsidized by the government from the same office as the day care centre. We have essentially been in full operation since September, and we are running at approximately 10% occupancy with a permit of 50 spaces.

Mr. Nicholson: I see. Why would one parent choose one form of child care as opposed to the other? Have you canvassed any of them on this?

Ms Skelton: The family day care program can care for children possibly on the weekends as well as on the late evenings, whereas most day care centres open at *x* time and close at *x* time. Also, we are trying to cater to part-time staff as well, people who may work as little as two days a week. So that would certainly be one of the reasons for applying to home day care as against day care centres. But also the statistics show that children under the age of two are cared for more in home day care programs than in day care centres.

Mr. Nicholson: Yes, that is true. Does either service give any discount for two children in the same family? If a person is paying, say, \$75 a week, that has to add up to a little over \$300, as you know. It would seem to me that if a person had two children it could become very expensive. Is that possible? We visited a day care during the lunch hour where it was 50% of the cost for two children and 25% if you had a third child. One of my colleagues said they shoot the parents if they have four, but in any case . . . Is that something that has ever been discussed?

Mr. Stock: Yes.

Mr. Nicholson: Do the economics make that impossible?

Mr. Stock: No. The economics over the long term gave us another approach. We said: If you keep your child in for five years, you will get the same benefit as getting a short-term discount. Because we offer infants at the age of six or ten months, whenever they come in . . . Eventually, if they are charged the same price throughout, which they are for us, then the total price for everybody is the same throughout the duration of the child's stay with us for four or five years. They share in the economy in the same way as they share in the expense, and it is also easier to administer the thing with just one fee structure. Otherwise, if it were lower for one, it would have to be higher for the other, and we did not want to get into that. We said it would be the same price for everybody. If you keep your child in for five years, it will be the same price for you throughout.

Mr. Nicholson: That is very interesting. Thank you very much for your comments.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je vous remercie beaucoup d'être venus comparaître devant notre Comité. Bonne fin de journée. Ce fut très intéressant. Mainte-

[Traduction]

milieu familial. C'est un service de garde d'un genre assez nouveau qui est subventionné par le même office gouvernemental qui soutient la garderie. Nous fonctionnons essentiellement depuis septembre, et notre taux d'utilisation est actuellement d'environ 10 p. 100 avec un permis pour 50 places.

M. Nicholson: Je vois. Pourquoi un parent choisirait-il un service de garde pour son enfant plutôt que l'autre? Avez-vous interrogé des parents à ce sujet?

Mme Skelton: Le programme de garde en milieu familial peut s'occuper des enfants pendant les fins de semaine aussi bien qu'en fin de soirée, tandis que la plupart des garderies ouvrent et ferment à telle heure. En outre, nous essayons d'offrir nos services au personnel à temps partiel, c'est-à-dire aux personnes qui peuvent travailler aussi peu que deux jours par semaine. Donc, ce serait certainement une des raisons pour s'adresser au programme de garde en milieu familial plutôt qu'à des garderies. Mais également, les statistiques démontrent que les enfants de moins de deux ans reçoivent plus d'attention dans les programmes de garde en milieu familial que dans les garderies.

M. Nicholson: Oui, c'est vrai. Est-ce que les deux services offrent un rabais pour deux enfants dans la même famille? Si une personne paie, disons, 75\$ par semaine, cela représente en tout un peu plus de 300\$ par mois, comme vous savez. Si une personne avait deux enfants, il me semble que ça pourrait devenir très cher. Est-ce possible? Nous avons visité une garderie pendant l'heure du déjeuner, et là, ça coûtait 50 p. 100 du prix pour deux enfants et 25 p. 100 si vous en aviez un troisième. Un de mes collègues m'a dit qu'on vous descendrait si vous en aviez quatre, mais en tout cas . . . Est-ce qu'on a déjà discuté de cela?

M. Stock: Oui.

M. Nicholson: Est-ce que les principes économiques excluraient cette formule?

M. Stock: Non, mais les principes économiques préconisaient pour le long terme une autre approche. Nous avons dit: si vous amenez votre enfant pendant cinq ans, vous retirez les mêmes avantages que si vous aviez un rabais à court terme. Étant donné que nous prenons les jeunes enfants à l'âge de six ou dix mois, à n'importe quel âge . . . Éventuellement, si on leur fixe tout le temps le même prix, et c'est le cas chez nous, alors le prix total pour chacun est le même pendant tout le temps où l'enfant sera avec nous, c'est-à-dire quatre ou cinq ans. Ils partagent les économies de la même façon qu'ils partagent les dépenses, et c'est aussi plus facile à administrer avec un seul tarif. Autrement, si c'était moins cher pour un, il faudrait que ce soit plus cher pour l'autre, et nous ne voulions pas embarquer dans quelque chose comme cela. Nous avons dit que ce serait le même prix pour tout le monde. Si vous faites garder votre enfant chez nous pendant cinq ans, ça vous coûtera tout le temps le même prix.

M. Nicholson: C'est très intéressant. Merci beaucoup pour vos commentaires.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I thank you very much for appearing before our committee. Have a pleasant day. It was very interesting. Now, I would invite Mrs. Michelle

[Text]

nant, j'inviterais M^{me} Michelle Marquis, qui est parente; Johanne Pilon, éducatrice; André Sénécal, coordonnateur; vous êtes de La Garderie Lafontaine Inc.

• 1420

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Monsieur Sénécal.

M. André Sénécal (coordonnateur, Garderie Lafontaine, Inc.): Nous voulons d'abord remercier ce comité spécial de nous fournir l'occasion d'exprimer notre opinion sur les questions des services de garde des enfants. Nous pensons que les besoins en matière de services de garde à l'enfance n'ont plus à être démontrés. Notre avis, la garde des enfants est un besoin national et il est important que les gouvernements fédéral et provinciaux interviennent le plus rapidement possible dans ce dossier.

Étant représentants d'une garderie, nous voulons seulement apporter un témoignage de ce que nous vivons, de nos activités et nos observations. Le comité spécial sur la garde des enfants détient un mandat d'une importance capitale. De lui dépendra l'avenir de millions d'enfants, tant au Québec qu'au Canada.

La garderie Lafontaine Inc. a été ouverte en 1971. C'est un groupe de femmes du quartier Plateau Mont-Royal qui l'a mise sur pied. Au début, elle était financée par des projets d'initiatives locales. Elle accueillait alors 15 enfants, quotidiennement. Ensuite, d'un projet à un autre, puisque que les projets duraient six mois, on a réussi, en 1974, avec d'autres garderies, à forcer le gouvernement du Québec à mettre sur pied un plan de financement des garderies. La préoccupation constante des parents, des travailleuses et travailleurs de la garderie, durant des années, était la survie de la garderie; les subventions, à cette époque, n'étaient pas très fortes. Le type de pédagogie à élaborer et le type de gestion demeurait une préoccupation constante. L'objectif que poursuivait la garderie était le développement d'un réseau universel de service de garderie, financé par l'État et contrôlé par les usagers.

Après deux déménagements, la garderie possède aujourd'hui un permis pour la garde de 83 enfants, avec un budget de 400,000\$. La garderie ouvre ses portes à 6h30 et ferme à 18h00; elle offre le déjeuner pour les enfants arrivant avant 8h00, deux collations et un repas chaud.

Un programme pédagogique a été élaboré progressivement, par les parents, les travailleuses et les travailleurs. Il favorise le développement intellectuel, physique, affectif et social de l'enfant.

Je voudrais tracer un bref portrait des familles des enfants que nous accueillons à la garderie, actuellement. Nous touchons à 72 familles dont 60 p. 100 sont des familles monoparentales et 40 p. 100 biparentales. Soixante-deux familles reçoivent de l'aide financière dont 52 touchent l'aide financière maximum, qui retirent donc des revenus inférieurs à 11,500\$. Malgré ces faibles revenus, elles doivent déboursier 78\$ par semaine en frais de garderie, soit au-delà de 1,500\$ par année.

L'équipe des employés de la garderie se compose de 17 employés permanents dont 13 éducatrices et éducateurs et 4 au

[Translation]

Marquis, who is a parent, Johanne Pilon, educator and André Sénécal, coordinator. You are from *La Garderie Lafontaine Inc.*

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Mr. Sénécal.

Mr. André Sénécal (Co-ordinator, Garderie Lafontaine, Inc.): First of all, we would like to thank this special committee for giving us the opportunity to express our opinion on the subject of daycare services. We think no further proof is required of the need for such care. In our opinion, daycare is a national need and it is important that both the federal and provincial governments do something about it as quickly as possible.

As representatives of a daycare centre, we would simply like to tell you about what we go through, our activities and our observations. The special committee on child care has terms of reference of major importance. The future of millions of children, both in Quebec and in Canada, depends on it.

Garderie Lafontaine, Inc. opened its doors in 1971 at the initiative of a group of women from the *Plateau Mont-Royal* neighbourhood. At first, it was funded through Local Initiative Program grants. At that time it took in 15 children daily. Then, from one grant to another, as the projects were on a six-month basis, we managed in 1974, together with other daycare centres, to force the Quebec government to set up a funding plan for daycare centers. The constant worry for the parents and the people working in the centre, for years, was whether the centre would survive; subsidies, in that day and age, were not very substantial. There was also the constant concern about the kinds of educational programs and types of management. The centre's objective was to develop a universal daycare network financed by the State and controlled by its users.

Having moved twice already, the centre now has a license to care for 83 children with a \$400,000 budget. The centre opens at 6:30 a.m. and closes at 6 p.m.; it has breakfast for the children coming in before 8 a.m., two snacks and one hot meal.

The educational program was set up progressively by the parents and the centre workers. It fosters the intellectual, physical, effective and social development of the child.

I would like to outline for you the families and children we have at the daycare centre presently. We deal with 72 families, of which 60% are single-parent families and 40% have both parents. Sixty-two families get financial help and 52 of those get the maximum, which means that their income is less than \$11,500. Despite this very low income, they must pay out \$78 per week for daycare services, or more than \$1,500 a year.

The team of employees at the centre is made up of 17 full-time staff, 13 of whom are educators, both men and women,

[Texte]

personnel de soutien. L'ancienneté moyenne des employés est de cinq ans et demi, dont les extrêmes sont deux ans et onze ans. Parmi les 17 employés, 9 ont déjà placé leurs enfants à la garderie. Sur le plan de la formation des 13 éducatrices, sept détiennent des baccalauréats en éducation pré-scolaire ou en arts plastiques. La moyenne d'âge est de 29 ans.

• 1425

On a toujours cherché à développer un modèle de gestion correspondant aux besoins exprimés tant par les parents que par les travailleuses et travailleurs. On a adopté un modèle de fonctionnement en 1980-1981. Dans la garderie, l'assemblée générale a tous les pouvoirs; elle est composée des parents et des travailleuses et travailleurs. Il y a un conseil d'administration composé de six parents et de trois travailleuses. Il y a toute une gamme de comités: de pédagogie, de finances, de soutien, du journal, qui se sont structurés au cours des ans, selon les besoins exprimés par l'assemblée générale.

Nous vivons actuellement un problème avec notre permis. Nous n'arrivons pas à rencontrer deux exigences de l'Office des services de garde. La première étant que nous n'avons pas de bail de deux ans; il est d'un an. Lors d'un renouvellement, il faut un bail de deux ans.

De plus, on n'a pas le certificat d'inspection du Ministère de l'habitation et de la protection du consommateur.

Pourtant, nous sommes installés dans un édifice du gouvernement; mais il semble que nous ne respectons pas les normes. Ce sera réglé, j'imagine. Nous aurons l'audition bientôt devant les avocats de l'Office des services de garde. Nous aviserons à ce moment.

Nos prévisions budgétaires de la garderie pour l'année 1986-1987, tout en maintenant les tarifs actuels qui sont déjà très élevés et en gelant les conditions de travail, indiquent, pour l'an prochain, un déficit de 6,000\$.

Nous croyons que nous ne pouvons plus exiger que les parents paient des tarifs au-delà de leur capacité, compte tenu de la clientèle desservie. Nous ne souhaitons pas que le développement du réseau se fasse aussi sur le dos des travailleuses et travailleurs en leur imposant un manque à gagner.

Nous avons cinq recommandations. Nous y reviendrons après que les personnes qui m'accompagnent auront présenté leurs témoignages.

Mme Johanne Pilon (éducatrice, Garderie Lafontaine Inc.): Je parlerai de mon travail comme éducatrice.

Mon travail s'exerce en étroite collaboration avec les autres travailleuses, travailleurs et parents des enfants. Je participe aux différentes réunions de comité avec les parents, les travailleuses et les travailleurs dans le but de réunir nos énergies pour bien faire fonctionner la garderie; on y prend les décisions qui s'imposent et voit à leur réalisation.

L'organisation et la planification de mon travail auprès des enfants se fait par des rencontres entre les éducatrices et éducateurs, d'abord. Par la suite, des rencontres sont tenues

[Traduction]

and four support staff. The average seniority of these employees is five and a-half years and the extremes of seniority are two years and 11 years. Of the 17 employees, nine have at some point availed themselves of the centre's services for their own children. As for the training of the 13 educators, seven have bachelor's degrees in preschool education or the plastic arts. The average age is 29.

We have always tried to develop a management model which corresponded to the needs expressed both by the parents and the workers. We settled on a working model in 1980-81. In the centre, the general assembly has exclusive authority; it is made up of the parents and the workers. There is a board of directors made up of six parents and three workers. There are all kinds of committees: education, finance, support, newspaper, that were set up over the years according to the needs set out by the general assembly.

At present we have a problem with our licence. We cannot quite manage to meet two of the criteria of the *Office des services de garde*. The first is that we do not have a two-year lease; it is only good for one year. When we renew, we'll need a two-year lease.

Besides that, we do not have the inspection certificate from the *Ministère de l'habitation et de la protection du consommateur*.

That, despite the fact that we are in a government building; but it seems that we are not up to standard. I imagine that we will get that settled. We are soon going to have a hearing with the lawyers from the *Office*. We will look into it then.

Our budget estimates for the centre for the year 1986-87, even while maintaining the present rates which are already rather high, and putting a freeze on the working conditions, indicate for next year a \$6,000 deficit.

We believe that we cannot ask the parents to pay rates beyond their capacity, especially taking into account the clientele we serve. We do not want the day care network to develop on the backs of the workers by imposing a salary shortfall.

We have five recommendations. We will get back to them after the people with me have made their representations.

Mrs. Johanne Pilon (Educator, Garderie Lafontaine Inc.): I will speak of my work as an educator.

I work in close co-operation with my other colleagues and the children's parents. I participate in the different committee meetings with the parents and my other colleagues to get our energy flowing in the same direction so that the day care centre will function properly; we make the decisions that have to be made and we see to their implementation.

The organization and planning of my work with the children is primarily done through meetings with my educator colleagues, both men and women. After that, there are meetings

[Text]

avec les parents afin de voir si le programme pédagogique leur convient, s'il répond aux aspirations du développement global qu'ils souhaitent pour leurs enfants.

Toutes ces réunions et ces rencontres sont exigeantes, mais lorsque la qualité de vie nous tient à coeur, rien ne doit être négligé.

Une grande qualité de vie se voit à la Garderie Lafontaine parce que les parents travailleuses et travailleurs s'impliquent à fond.

Le service est de qualité parce que les gens sont professionnels et qu'ils consacrent beaucoup de temps bénévolement.

Mon travail d'éducatrice consiste à vivre le quotidien avec les enfants, plus particulièrement le groupe des enfants de cinq et six ans. Ces enfants fréquentent aussi une maternelle, deux heures et demie par jour. Nous vivons ensemble six heures par jour, cinq jours semaine.

Je suis une personne ressource; mon travail a pour but de stimuler, soutenir, et confronter l'enfant.

• 1430

Stimuler signifie une intervention qui a pour but d'inciter l'enfant à explorer une nouvelle voie, une nouvelle idée, à essayer quelque chose de nouveau pour lui ou à exploiter de manière différente une situation habituelle.

Je vous donne des exemples. Comprendre, utiliser l'idée d'un enfant; impliquer les enfants dans l'organisation du temps, de l'espace, de la vie dans la garderie; utiliser les ressources des enfants, ce qu'ils connaissent, ce qu'ils savent faire, ce qu'ils aiment inventer. Stimuler l'enfant c'est aussi questionner l'enfant sur ce qu'il aime; offrir des choix d'activités, proposer des sorties, utiliser l'humour, rire ensemble. Aider l'enfant à formuler ses questions; favoriser des prises de décision personnelle, permettre aux enfants d'expérimenter et pratiquer des gestes de la vie courante, fournir des costumes, des vêtements variés leur permettant d'explorer différents rôles; permettre la répétition de la même activité pour que l'enfant puisse maîtriser ses gestes, ses pensées. Traiter les conflits comme étant des problèmes à résoudre ensemble; offrir une alternance entre les activités et/ou du matériel de nature structurée et non structurée, etc.

Voici ce que j'entends par soutenir. C'est une intervention qui a pour but d'appuyer, de supporter ou de maintenir ce que l'enfant ou le groupe pense, ressent ou fait.

Je vous cite quelques exemples. Laisser l'enfant décider de sa production, ses dessins, ses bricolages, modelages, construction, etc.; encourager à accepter les communications verbales et non verbales des enfants; reconnaître l'implication de l'enfant dans ce qu'il fait quel que soit le résultat; porter attention à l'un sans rejeter l'autre; aider l'enfant à exprimer ce qui l'intéresse, ce qu'il aime; maintenir une certaine régularité dans l'horaire, surtout au début de l'année; exprimer clairement les règles de vie; expliquer le pourquoi des règles, les discuter; écouter l'enfant, s'asseoir avec lui et lui accorder le temps dont il a besoin; aimer faire les choses avec lui; l'écouter avec intérêt et saisir son expérience; offrir du matériel

[Translation]

with the parents to see whether the educational program is agreeable to them and if it meets the total development objectives they have for their children.

All those meetings are quite demanding but when we really care about the quality of life, nothing must be left to chance.

There is a very good quality of life at the *Garderie Lafontaine*, because the parents and the people working there really get involved.

It is a quality service because the people are professionals and they put in a lot of volunteer time.

My work, as an educator, is to live daily with the children and more particularly with the five-and six-year-old group. Those children also go to kindergarten, two and a half hours a day. So we live together six hours a day, five days a week.

I am a resource person; my work is to stimulate, support and challenge the child.

Stimulation means encouraging the child to explore a new idea or, to try out something new or to experience a situation differently.

Let me give you some examples. Stimulation involves understanding and using children's ideas; involving children in the organization of time, space and life in the day care centre; using the resources children have to offer—what they know, what they can do and what they like to invent. Stimulating a child also involves questioning the child about what he or she likes; offering choices of activities, suggesting outings, using humour and laughing together. Stimulation involves helping the child to ask questions, to make decisions on his own, to experience everyday life, to provide costumes and different clothing so that children can explore various roles. It also involves repeating the same activity so that the child can master his thoughts and actions. Conflict should also be treated as problems to be solved together. In addition, there should be a mix of structured and non-structured activities and material.

These are the things that come to mind when I talk about support. The idea is to support or maintain what the child or the group thinks feels or does.

I will give you a few examples. Support involves allowing the child to decide what he will do, what he will draw, what he will make, the models he will build, and so forth. It involves encouraging them to accept the verbal and non-verbal communications of children and to recognize the child's role in what he or she does, regardless of the results. It means paying attention to one child, without rejecting another, and helping a child to express what he is interested in, and what he likes. It means maintaining a fairly regular schedule, particularly at the beginning of the year and clearly laying down the rules of the centre. It means explaining why the rules are there and discussing them. It means listening to the child, sitting down

[Texte]

approprié; manifester verbalement ou non verbalement ma présence, mon intérêt soit par une caresse ou un sourire; exprimer ma confiance en l'enfant; reconnaître ce que vit l'enfant; rassurer un enfant au besoin; permettre à l'enfant de faire ses choix et de vivre une activité à sa manière; répondre aux besoins de contact physique de l'enfant, etc.

Je vous explique aussi ce que j'entends par confronter. C'est critiquer, juger, imposer une règle ou avoir une attitude qui met l'enfant devant une réalité qui ne lui plaît pas mais qu'il doit affronter. Par exemple, exprimer un désaccord; laisser l'enfant subir les conséquences de ses actes s'il n'y a pas de danger; refuser de faire quelque chose à la place de l'enfant; éveiller l'enfant aux conséquences de ses actes, etc.

Pour que la confrontation soit positive, elle doit toujours être accompagnée d'affection. Lorsque mon humeur ne me permet pas d'être affectueuse, je me dis qu'il vaut mieux éviter la confrontation.

Quelques mots maintenant sur l'intervention indirecte. C'est l'aménagement de l'espace; le matériel, les activités, le temps; l'intervention indirecte pour enrichir l'expérience de l'enfant en lui donnant des moyens concrets pour se connaître lui-même, pour entrer en relation avec les autres et pour interagir sur son environnement.

Comme l'enfant apprend beaucoup par l'action, il y a beaucoup de temps de jeu dans plusieurs locaux, au même moment, par manque d'espace, pour réaliser des jeux et des désirs différents à l'intérieur du groupe. Il y a aussi beaucoup de temps de jeu à l'extérieur; très souvent, les enfants participent à l'organisation spatiale, ce qu'ils adorent.

Je crois qu'en vous expliquant les interventions directes qui sont de stimuler, de soutenir et de confronter l'enfant, ainsi que l'intervention indirecte, je vous donne une idée du travail d'éducatrice, de ce quotidien avec les enfants.

Pour finir, je pense que les enfants sont une responsabilité collective et j'ai bien hâte de voir le jour où l'État assumera sa responsabilité envers les enfants; c'est-à-dire, permettre un budget plus adéquat pour les garderies. Plus d'argent pour la Garderie Lafontaine Inc., aiderait, par exemple, à insonoriser les locaux, aménager la cour extérieure, à avoir recours à moins de bénévolat.

• 1435

Ce que j'entends par moins de bénévolat c'est que nos réunions d'équipes de travail et de groupes d'âge puissent se faire durant les heures du travail rémunérées. Je souhaite que les travailleuses et travailleurs de garderies puissent bientôt bénéficier de conditions de travail décentes, avoir un salaire qui reconnaisse notre rôle d'éducation et de service.

Mme Michelle Marquis (parente): Entre autres, je suis une mère. J'ai deux enfants qui ont cinq ans de différence, ce qui

[Traduction]

with him and giving him the time he needs. It means liking to do things with the child, to listen to him with interest and to focus on his experience. It means offering appropriate material, and manifesting verbally or non-verbally one's presence and interest through a hug or a smile. It means expressing confidence in the child and recognizing his experiences. It means reassuring a child when this is necessary, and allowing a child to make choices and to experience an activity in his or her own way, and it means meeting the requirements of a child for physical contact.

I will also explain what I mean by confronting the child. This involves criticizing, judging and imposing a rule or an attitude that confronts the child with a reality which he does not like, but which he nevertheless has to face. It involves expressing disagreement, or letting the child suffer the consequences of his actions if this does not involve any danger, refusing to do something for a child, and awakening the child to the consequences of his actions.

If confrontation is to be positive, it must always be accompanied by affection. When my mood does not allow me to be affectionate, it is preferable for me to avoid confrontation.

Let me say a few words now about indirect intervention. This involves physical layout, supplies and equipment, activities and time. These ingredients all add up to indirect intervention which can enrich the child's experience by giving him concrete ways of knowing himself, and of entering into relationships with others and with his surroundings.

Since children learn a great deal through action, there is a great deal of time set aside for games in various locations at the same time, because of a lack of space and different interests within the group. There is also a great deal of time set aside for games outdoors. Very often the children participate in the spatial organization that is involved, and this is something they love to do.

I think by explaining the direct intervention of caregivers—namely in providing stimulation, support and confrontation with the child—as well as their indirect intervention, I have given you an idea of their day to day work with the children.

To conclude, I think that children are a collective responsibility, and I am impatient to see the day when the state will assume its responsibility toward children by providing a more adequate budget for daycare centres. If the Lafontaine day care centre had a larger budget, it could soundproof its premises, improve the yard and use less volunteer labour.

By less volunteer labour, I mean that the meetings of our work team and our age groups could be held during paid working hours. I hope that day care workers will soon have decent working conditions and a salary that reflects the responsible service we provide in looking after children.

Mrs. Michelle Marquis (parent): Among other things, I am a mother. I have two children with five years between them.

[Text]

veut dire que quand le plus jeune quittera la Garderie Lafontaine, ça va faire dix ans que je serai un parent utilisateur de garderie populaire, garderie cogérée. C'est à ce titre, pour expliquer mon choix des garderies populaires, que je suis venue témoigner aujourd'hui devant le Comité.

Qu'est-ce que ça donne la garderie populaire à mon enfant? Du moins ce que donnent les garderies populaires que je connais, ce que Michou en retire de plus précieux, c'est une continuité entre la maison et la garderie, à la fois une continuité et une stabilité.

J'explique continuité: la Garderie Lafontaine procure à mon enfant une continuité dans son environnement extérieur, entre autres, par les activités d'exploration du quartier qu'on y propose. Elle propose aussi une continuité de l'environnement intérieur de mon enfant en lui offrant de participer à l'aménagement de ses locaux comme Johanne Pilon l'a décrit un peu tantôt ou même en demandant aux parents des idées par l'entremise du comité d'aménagement.

Une continuité aussi de la routine quotidienne. Cette continuité est assurée par la participation des parents au comité pédagogique, une continuité des valeurs véhiculées. Cela est assuré par la journée pédagogique pendant laquelle on discute en atelier des valeurs qu'on privilégie à la Garderie Lafontaine, puis par les réunions de groupes d'âge où on est en mesure de discuter avec le moniteur immédiat de notre enfant, de sa façon d'intervenir avec notre enfant et les autres.

Une continuité du respect des besoins physiques de mon enfant. Ses besoins de sécurité en alimentation, en hygiène et en détente. Il y a un comité alimentation, hygiène et santé à la Garderie Lafontaine. Enfin, une continuité de pensée chez les nouveaux adultes que l'enfant peut rencontrer à l'intérieur de cette garderie. Cette continuité est assurée par le comité des relations de travail auquel participe un représentant des parents, ce qui leur permet d'avoir un mot à dire dans le choix des travailleurs.

Donc, la Garderie Lafontaine constitue un milieu de vie parce qu'elle assure un lien entre la maison et l'institution. Bien sûr, elle se soucie beaucoup du développement global de mon enfant, c'est-à-dire qu'elle vise à l'aider, à explorer, à faire travailler ses habiletés motrices, elle l'amène à faire des apprentissages, elle l'amène à devenir de plus en plus autonome et conscient de ses possibilités et lui apprend à vivre en groupe dans le respect de l'autre et des biens matériels.

Ce que la garderie populaire me fournit de plus que d'autres styles de garderies à ce niveau-là, c'est que je peux avoir la certitude que ces objectifs sont poursuivis parce que j'ai mon mot à dire dans la garderie, que je suis présente aux différents niveaux.

Maintenant qu'est-ce que la garderie populaire apporte au parent? Cela fait huit ans que j'utilise une garderie populaire, cela m'a permis de prendre ma place comme individu, comme première éducatrice de mes enfants et comme participante à l'organisation sociale. En effet, la garderie populaire respecte mes valeurs et me donne les lieux et les moyens de les exprimer. Elle m'accorde un pouvoir sur l'environnement, la

[Translation]

This means that when the youngest one leaves the Lafontaine Day Care Centre, I will have used the co-managed day care centre for ten years. It is in this capacity that I have come to testify before the committee on the reasons for choosing this particular day care centre.

What does a co-managed day care centre give my child? Personally, I think the most precious thing that Michou gets from this type of day care centre is continuity and stability between home and the day care centre.

Let me explain what I mean by continuity. The Lafontaine Day Care Centre gives my child continuity in his external environment, through the neighbourhood activities that are provided. It also gives my child continuity in his internal environment, by allowing him to participate in the use of space, as Johanne Pilon was describing earlier, or by asking the parents, some of whom are members of the development, for their ideas.

The day care centre also provides continuity in its day-to-day routine. The continuity is provided by the fact that parents are members of the pedagogical committee, and there is therefore a continuity in the values that are taught. There is a day set aside during which there is a workshop discussion on the values that are emphasized at the Lafontaine Day Care Centre. There are also meetings of the various age groups, in which we can discuss with the worker the way he cares for our child and the other children.

There is also continuity in the respect shown for my child's physical needs. I am thinking of his need for safety in food, health and relaxation activities. There is a food, and health committee at the Lafontaine Day Care Centre. Finally, there is a continuity in the thinking of the new adults that the child meets in the day care centre. This continuity is provided by the work relations committee, on which there is one parent representative. This allows parents to state their opinions about the choice of day care workers.

The Lafontaine Day Care Centre is therefore a community, because it provides a link between the home and the institution. The day care centre is of course very concerned about the overall development of my child. The workers are there to help him, to help him explore, to get him to use his motor skills, to learn new things, to become increasingly independent and aware of his potential, and to teach him to respect others and material goods in a group setting.

The reason I prefer a co-managed day care to other types of day care centres is that I know that the centre is working toward these objectives, because I have a say in the running of the day care centre at various levels.

I turn now to what a co-managed day care centre gives to parents. I have been using a co-managed day care centre for eight years, and I have been able to play a role as the prime raiser of my children and as a participant in the centre's social organization. The co-managed day care centre respects my values and gives me the ways and means of expressing them. It gives me a say in the environment, the teaching, the food and

[Texte]

pédagogie, l'alimentation, l'hygiène, la santé touchant mon enfant ainsi que sur l'engagement des éducatrices qui travailleront avec lui. Elle me permet de prendre une part active aux décisions concernant la gestion de la garderie en étant membre du conseil d'administration ou en participant aux assemblées générales. Elle me fournit des outils de formation et d'information.

• 1440

A la Garderie Lafontaine, il y a un journal; il y a, à différentes occasions, des échanges sur des thèmes reliés à l'éducation ou au rôle de parents; il y a des prêts de livres qui sont possibles à la garderie et il y a des tableaux d'affichage qui nous informent sur des cours, des conférences. Chaque parent est en mesure de se servir selon ses besoins et ses intérêts.

Finalement, quelque chose de bien précieux que la garderie populaire m'a apportée au cours de ces années, cela a été de me donner des bases pour penser, d'une part, que j'avais raison d'agir dans l'éducation de mes enfants et, d'autre part, pour continuer à agir dans les institutions qui suivent la garderie, c'est-à-dire l'école et les loisirs.

A un niveau plus social, la garderie m'a permis de créer des liens avec d'autres parents. La garderie organise aussi des repas ou des fêtes qui sont des lieux de rencontre et elle favorise des échanges de gardiennage, de vêtements, etc. À ce niveau, je suis prête à dire que la garderie populaire, c'est aussi un milieu de vie pour les parents, c'est en tout cas celle qui me convient et celle que je privilégie pour garder le contrôle sur le développement de mes enfants.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Étant donné que le temps est limité, je donne maintenant la parole à M. Sénécal, qui énoncera les recommandations de la Garderie Lafontaine.

M. Sénécal: Nous recommandons que les gouvernements fédéral et provinciaux reconnaissent immédiatement et officiellement que les services de garde en garderies sans but lucratif subventionnées sont essentiels, qu'ils répondent à de multiples besoins et qu'ils représentent une responsabilité sociale que tous et chacun doivent endosser.

Nous recommandons que les gouvernements fédéral et provinciaux, comme mesure immédiate, doublent les sommes investies dans le programme d'aide directe aux garderies sans but lucratif subventionnées. Nous recommandons que les gouvernements fédéral et provinciaux assument le développement d'un réseau de services de garde sans but lucratif contrôlés par les parents.

Nous recommandons que les gouvernements fédéral et provinciaux, comme mesure immédiate, doublent les sommes investies dans le programme d'aide financière aux parents et que l'échelle d'admissibilité soit complètement réévaluée en tenant compte de la capacité réelle de payer des parents.

Enfin, nous recommandons que les gouvernements fédéral et provinciaux reconnaissent le statut professionnel des éducateurs et éducatrices oeuvrant dans les services de garde en garderies.

[Traduction]

the health of my child, and in the hiring of workers. The centre allows me to participate actively in making decisions on the management of the day care centre, since I am a member of the board of directors and can attend general meetings. The day care centre provides me with training and information resources.

The Lafontaine day day puts out a newsletter. On various occasions there are discussions on subjects relating to raising children or parenting. The day care centre lends out books and has a bulletin board to keep us informed about courses and conferences. Parents can use these resources according to their needs and interests.

There is one very precious thing I have learned from the co-managed day care centre over the years. It has given me reason to think that I was right to be involved in the raising of my children and that I should continue to play a role in the institutions that come after day care—namely schools and recreational institutions.

The day care centre also enabled me to establish links with other parents. The day care centre organizes meals or parties where parents can meet each other and exchange baby sitting services, clothing, and so forth. I am therefore prepared to say that a co-managed day care centre is also a community for parents. It is the solution that suits me and which I prefer for maintaining some control over the development of my children.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Since our time is limited I will now give the floor to, Mr. Sénécal, who will state the Lafontaine day care centre's recommendations.

Mr. Sénécal: We recommend that the federal and provincial governments immediately and officially recognize that subsidized, non-profit day care centres are providing an essential service, that they are meeting many needs and that they represent a social responsibility that all members of society should support.

We recommend that the provincial and federal governments immediately double the funding provided under the Direct Assistance Program for Subsidized, Non-Profit, Day Care Centres. We recommend that the federal and provincial governments develop a network of non-profit day care services controlled by parents.

We recommend that the provincial and federal governments immediately double the funding of the program which provides financial assistance to parents, and that the eligibility criteria be completely re-evaluated in light of the parent's real ability to pay.

Finally, we recommend that the provincial and federal governments recognize that day care centre workers are professionals.

[Text]

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Malheureusement il n'y aura pas de période de questions étant donné que votre présentation était très élaborée.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation de l'Association des femmes collaboratrices. Je vous rappellerai que, si vous pouvez abréger la présentation, cela nous permettra de vous poser des questions.

Mme Yolande Bédard (présidente, Association des femmes collaboratrices): Je vais commencer par expliquer ce que sont les femmes collaboratrices. Il s'agit de femmes qui travaillent dans les entreprises familiales, que ce soit sur les fermes, que ce soit dans les petites et moyennes entreprises, que ce soit même dans le secteur professionnel.

A venir jusqu'à présent, on n'entendait jamais parler de ces femmes qui travaillent dans les entreprises familiales. On considérait que, étant donné qu'elles travaillaient à domicile, elles n'avaient besoin d'aucun service. On n'avait jamais pensé à leur en accorder, mais peut-être n'en avaient-elles jamais demandé aussi.

• 1445

De ce temps-ci, on parle surtout des femmes collaboratrices qui sont sur les fermes. C'est vrai que les femmes qui travaillent sur les fermes auraient grandement besoin d'aide quant aux soins des jeunes enfants, parce que surtout aujourd'hui, alors que les fermes sont hautement mécanisées, il y a un danger sérieux pour les petits et quand il se produit des accidents sur la ferme, ce sont très souvent des accidents terribles, des bras arrachés, des enfants qui passent dans des machineries et qui sont broyés. Ce sont des choses à nous faire frissonner.

Mais on oublie trop souvent les autres sortes d'entreprises, les commerces, les petites et moyennes entreprises qu'on rencontre à Montréal et dans les grands centres, mais aussi partout en province, y compris dans les petits villages, et madame travaille 4, 5, 6 heures par jour à l'entreprise, souvent à des heures coupées, c'est-à-dire au moment où on a besoin d'elle. C'est beaucoup plus difficile pour elle et, dans ces petits centres, il n'y a pas ou à peu près pas moyen de faire garder les enfants, à part le fait d'avoir une bonne à la maison qui s'en occuperait, ce qui est très rare. Il s'agit seulement de gens fortunés ou à moins d'avoir une bonne grand-mère ou une bonne tante, mais de ce temps-ci, je ne sais pas ce que font les grands-mères, elles sont de plus en plus jeunes; je ne sais pas ce que font les tantes non plus, mais il semble qu'elles n'aient pas le temps de s'occuper des petits enfants des femmes qui n'ont pas le temps d'y voir.

De toute façon, c'est la problématique que nous rencontrons, nos femmes qui sont dans les petites entreprises ou qui sont dans les commerces n'ont jamais personne pour voir à leurs enfants. Les enfants sont parfois avec elles, derrière le comptoir et ils n'y restent pas toujours parce qu'ils sont comme les autres enfants, ils aiment aller courir à l'extérieur ou ils sont sans surveillance la plupart du temps. Parfois, on les laisse à la maison, à la garde, quelques heures par jour, de quelqu'un d'autre, mais la plupart du temps, les femmes les amènent avec elles. Ou elles sont prises entre deux choses: elles travaillent et

[Translation]

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Unfortunately, we will not be able to have a question period, given the length of your presentation.

The Vice-Chairman: Our next witnesses are from the "*Association de femmes collaboratrices*". I would remind you that if you could shorten your presentation, we would have time for questions afterwards.

Yoland Bédard (President, "*Association des femmes collaboratrices*"): I am going to begin by explaining that we are an association of women who work in family businesses, either farms, small or medium-sized business or the professional sector.

In the past, we never heard about these women who work as partners in family businesses. It was thought that since these women worked at home, they did not need any services. There was never a thought given to providing them with services, but perhaps they had never asked for any either.

Most women in partnership in family businesses that we hear about today are on farms. It is true that women who work on farms have a great need for care of young children, particularly because today, when farms are so highly mechanized, there is a serious danger for small children. When farm accidents happen, they are often horrible—a child has his arm torn off or is crushed in some huge piece of machinery. Thoughts of such accidents cause us to shudder.

However, we forget too often the other kinds of businesses located in Montreal and other major centres but in smaller centres as well, including small villages, where the woman works, four, five or six hours a day at different times, depending on when she is needed. The situation is much more difficult for such women, and small centres have virtually no day care services. The only solution is to have a maid at home to look after the child, but that is something that happens very rarely. Only the wealthy can afford that, otherwise it takes a grandmother or aunt who is willing to look after the children. These days, however, I do not know what grandmothers are doing, they are getting younger and younger. I do not know what aunts are doing either, but it seems they do not have the time to look after children for other women.

In any case, the problem we are finding is that women working in small businesses have no one to look after their children. Sometimes the children stay with their mothers behind the counter, but they do not stay there all the time, because they are like all children, and like to play outside, where they are generally unsupervised. Sometimes, the woman leaves the children at home or with someone else for a few hours a day, but most women bring their children with them to work. They therefore find themselves doing two jobs: working and looking after their children. As a result, the children are

[Texte]

elles voient aux enfants, donc ceux-ci sont mal surveillés, mal développés aussi parce que la maman n'a pas le temps de s'en occuper et ils sont, pour celle-ci, alors qu'elle est à son travail, vraiment une source de soucis supplémentaires.

Notre mémoire va reposer sur trois points: d'abord, l'importance de la contribution des femmes collaboratrices et de leur entreprise à l'économie canadienne; les besoins de notre clientèle de services de garde et les conditions pour un service adéquat. Puis nous terminerons par les recommandations du Comité.

C'est entendu que les femmes collaboratrices sont un apport reconnu maintenant à l'économie canadienne. En gros, même si c'est très difficile d'avoir des chiffres à ce sujet, il semble que l'apport des femmes qui travaillent dans les entreprises serait de 9 milliards de dollars par année. Il est évident que ce qu'elles apportent à l'économie canadienne est très certainement un apport substantiel.

Nous croyons que les services de garde ne sauraient être adéquats s'ils ne répondent pas aux conditions suivantes. Il faut que ce soit un service de qualité. Il faut qu'il soit diversifié. Il faut qu'il soit subventionné aussi à parts égales, par l'État—par les gouvernements fédéral et provincial—et par les parents. Et les familles à faible revenu devraient recevoir une aide financière. Un ajustement des mesures fiscales respectant le principe de la complète déduction des frais de garde du revenu, et le tout accompagné d'une révision de la politique des congés de maternité et des indemnités afférentes.

Selon les parents, les services de garde doivent être considérés comme un moyen de les aider. Ces services doivent être fiables et à prix abordable. Ce sont des soins qui les appuient dans leur rôle de parents grâce à la fourniture de services conformes à leurs valeurs et croyances et dispensant le genre de soins qu'ils dispenseraient eux-mêmes.

Par ailleurs, un service de garde se doit de favoriser le développement équilibré de l'enfant, aux niveaux physique, psychique et mental. Cette exigence sous-tend que l'on observe des principes précis quant à l'environnement, dans lequel l'enfant évoluera, aux activités auxquelles il participera et à la proportion moniteur-enfants qui sera appliquée.

• 1450

Nous recommandons donc que l'État maintienne, développe et coordonne des services de garde de qualité, que l'État fixe les critères de qualité, lesquels respecteront les caractéristiques et les contraintes de chaque forme de garde, et qu'il en assure la surveillance. Et que cette dernière responsabilité de réglementation et de surveillance ne puisse être déléguée à un palier de gouvernement inférieur, par exemple, les municipalités. C'est pour assurer la conformité. Si on réfère à des gouvernements municipaux, qu'arrivera-t-il alors dans les petits villages ou les petites villes?

Nous recommandons qu'un schéma directeur de service de garde favorise le développement de plusieurs formes de services, compte tenu de notre problématique qui est bien particulière. Il doit y avoir de grandes garderies à certains

[Traduction]

not properly supervised and do not develop properly, because the mother does not have time to look after them. When she is at work, the children are really a source of additional anxiety for her.

Our brief will be based on three points. First, the importance of the contribution made by these women and their family business to the Canadian economy; the needs of these women for day care and the conditions required for proper service. We will conclude by presenting our recommendations.

There is no doubt that women who are partners are not recognized as making an important contribution to the Canadian economy. Even though it is very difficult to have figures on this, it seems that the work of such women represents \$9 billion a year. It is therefore obvious that they are making a significant contribution to the Canadian economy.

We think that in order to be adequate, day care services should meet the following conditions. The service must be of a high quality, diversified and subsidized equally by the federal and provincial governments and by the parents. Low-income families should get financial assistance. In addition, the tax laws should be amended so that day care expenses can be completely deducted from income. Furthermore, the policy on maternity leave and related compensation should be reviewed.

Parents feel that day care services must be seen as a way of helping them. The services must be reliable and affordable. These are services that support them in their parenting role by providing services that are in keeping with their values and beliefs and by providing care similar to the care they would provide themselves.

In addition, a day care service must promote the balanced physical, psychological and mental development of the child. This means that specific principles regarding the environment in which the child develops, the activities in which he participates and the worker/child ratio are respected.

We therefore recommend that the government maintain, develop and coordinate high-quality daycare services, that it set the standards in keeping with the characteristics and limitations of each type of daycare, and that it monitor these services. We also recommend that responsibility for regulating and monitoring daycare services could be delegated to a lower level of government, for example, the municipalities. The idea is to ensure that there is some consistency in the type of care provided. If this responsibility is delegated to municipal governments, what would happen in the case of small towns or villages?

We recommend that a master plan for daycare services promote the development of several types of service, given that our situation is rather unique. There should be some large daycare centres in some locations, but we also support family

[Text]

endroits, mais nous préconisons aussi la garderie en milieu familial pour d'autres endroits, des équipes itinérantes de gardiens à domicile et, aussi, des garderies en milieu scolaire. Que toutes ces formes de service permettent la participation des parents sans toutefois la rendre conditionnelle à la réalisation. Ce n'est pas toujours facile, malgré la bonne volonté des parents, de voir à la réalisation des systèmes de garderie.

Nous pensons aussi que les parents doivent conserver un pouvoir de surveillance dans la gestion des services de garde. Nous croyons donc nécessaire que les parents assument une partie des coûts pour justifier cette situation.

Deuxièmement, le rôle de l'État dans la redistribution équitable des ressources et l'égalité économique entre femmes et hommes implique que l'État finance lui aussi ces services.

Troisièmement, une aide financière doit être accordée pour soulager les familles à faible revenu du fardeau que représentent les frais de garde.

L'Association croit qu'un schéma directeur de services de garde doit favoriser l'utilisation maximale des ressources humaines pouvant contribuer à la croissance de l'économie canadienne. Étant donné que les principaux frais reliés à l'emploi sont encourus par les ménages qui ont garde d'enfants, soit les chefs de familles monoparentales et des couples où les deux conjoints travaillent, il devient évident que des mesures fiscales doivent être élaborées pour faciliter l'accès au marché du travail. Dans cette optique, nous croyons que les frais de garde doivent être considérés comme une dépense effectuée pour gagner un revenu et, partant, entièrement déductibles.

D'autre part, nous avons déploré, dans le passé, l'arbitraire avec lequel le ministère du Revenu déterminait quels étaient les frais de garde admissibles ou non. Ainsi les femmes collaboratrices se sont vu refuser la déduction de leurs déboursés de garde parce que le lieu du travail et de résidence se confondaient. Étant très souvent sur les lieux de leur travail, on leur disait: vous n'avez pas droit aux déductions dont les autres peuvent bénéficier.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'entreprise familiale où travaille la femme collaboratrice a cette caractéristique d'être souvent attenante à la résidence, sinon à proximité. Mais la santé, la sécurité et le développement équilibré des enfants de la femme collaboratrice exigent qu'elle ait recours à un service de garde. Par conséquent, l'Association est convaincue que les frais de garde, même dans cette situation, doivent être admis à titre de déduction.

• 1455

Nous recommandons:

- que les frais de garde soient considérés comme une dépense effectuée pour gagner un revenu de sorte qu'ils puissent être entièrement déductibles du revenu déclaré;
- que les frais de garde soient déductibles même si le lieu de la résidence et du travail se confondent ou sont à proximité l'un de l'autre;

[Translation]

daycare in other locations, teams of homecare providers that travel around, and school daycare centres as well. We recommend that all these daycare centres allow parents to participate, without making the setting up of a daycare service conditional on the participation of parents. Despite the goodwill of parents, it is not always easy to look after the setting up of daycare services.

We also think that parents should have a say in the management of daycare services. To justify this, we therefore think it is necessary that parents pay part of the costs.

Secondly, given that the government is responsible for ensuring the fairest redistribution of resources and economic equality between men and women, it must also finance these services.

Third, financial assistance should be provided to help low-income families pay for daycare.

Our association thinks that a master plan for daycare services should promote maximum use of the human resources that can contribute to the growth of the Canadian economy. Since the main costs of employment are incurred by families looking after children, namely the heads of single-parent families and couples where both parents work, it is clear that tax measures must be designed to facilitate access to the labour market. We think that daycare expenses must be considered as an expense related to earning an income, and must therefore be fully deductible.

Moreover, in the past we have deplored the arbitrary way in which the Department of Revenue determined which daycare expenses were eligible and which were not. Women who are partners in family businesses were not allowed to deduct their daycare expenses, because there was confusion between the place of work and the place of residence. Since these women often work at home, they were told you are not entitled to the same deductions as others.

As we mentioned before, family businesses in which the women are partners are often located next to or close to their homes. The health, safety and balanced development of children of women who are partners in the family business mean that they must have daycare services. Consequently, the association is convinced that daycare expenses, even in these cases, must be deductible for income tax purposes.

We recommend:

- that daycare expenses be considered as an expense incurred to earn an income, so that they can be fully deductible for income tax purposes;
- that daycare expenses be deductible even if the place of work and the place of residence are the same or are located close to each other;

[Texte]

—et que les frais de garde soient déductibles même si la femme collaboratrice n'est pas salariée; dans ce cas, la déduction serait prise par le conjoint.

La question des congés de maternité: Vous savez que toute la politique des congés de maternité est reliée à l'assurance-chômage. Or, les femmes collaboratrices n'ont pas droit à l'assurance-chômage. Elles sont exclues de l'assurance-chômage et, par le fait même, elles sont exclues de toute cette politique des congés de maternité. En conséquence, les travailleuses perdent tout.

Nous recommandons:

—que les versements des indemnités de congés de maternité ne relèvent plus du programme d'assurance-chômage mais d'une caisse spécialisée;

—que cette caisse reconnaisse le principe de la contribution; ainsi, toute travailleuse, qu'elle soit autonome ou salariée, pourrait contribuer et, par le fait même, recevoir les indemnités;

—que l'on songe à un système de contributions partagées entre l'État d'une part et l'employeur et l'employée ou travailleuse autonome d'autre part et ce en justes proportions.

Aimeriez-vous que nous vous fassions la lecture des recommandations de la page 15 ou si vous préférez que nous répondions à des questions?

Le vice-président: Je préférerais qu'on vous pose des questions.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Je vous souhaite la bienvenue. Je connais bien votre organisme, entre autres M^{me} Bernard qui a siégé au conseil.

Vous avez parlé du rôle des municipalités. Certaines municipalités qui nous ont présenté un mémoire ont joué un rôle très important au niveau des garderies. Croyez-vous que les municipalités devraient jouer, au niveau des garderies, un rôle semblable à celui de la province ou du gouvernement fédéral ou croyez-vous qu'elles devraient jouer un rôle différent?

Mme Bédard: Nous ne nous opposons pas à ce que les municipalités jouent un rôle si elles le veulent, mais il ne faudrait absolument pas que le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux se déchargent de cette responsabilité pour la refiler aux municipalités. Les dirigeants de certaines municipalités sont peut-être moins sensibilisés à ce problème, et il n'y aurait plus d'uniformité.

Mme Pépin: Je ne pense pas qu'un des deux gouvernements laisserait ça aux municipalités, mais la municipalité pourrait travailler conjointement avec le gouvernement provincial. Il y a bien des façons pour une municipalité de jouer un rôle important au niveau des garderies. Elle peut par exemple attribuer des locaux dans un édifice, et ainsi de suite.

Vous avez parlé des congés de maternité. Vous avez dit que cela devrait être financé au moyen d'une caisse spéciale. Vous ne pensez pas qu'une caisse spéciale pourrait être considérée

[Traduction]

—that daycare expenses deductible even if the woman who is a partner in the family business is not paid a wage; in this case the deduction would be taken by her spouse.

We turn now to the subject of maternity leave. You know that any policy on maternity leave is linked to unemployment insurance. Women who work in family businesses are not entitled to unemployment insurance. As a result, they are excluded from the whole policy on maternity leave. These women, therefore, lose everything.

We recommend:

—that maternity leave compensation no longer come under the unemployment insurance program, but under a special plan;

—that this plan recognize the principle of contribution; therefore, any worker whether self-employed or earning a wage could contribute to the plan and, therefore, receive compensation;

—that consideration be given to a system whereby the government on the one hand, and the employer and the woman who is a partner in a family business on the otherhand, contribute fairly to the plan.

Would you like us to read the recommendations on page 15, or would you prefer that we answer you questions?

The Vice-Chairman: I would prefer to ask you some questions.

Ms Pépin

Ms Pépin: Welcome. I very familiar with your organization, and I know Ms Bernard who was on the board.

You refer to the role of municipalities. Some municipalities we have heard from have played a very important role as regards daycare centres. Do you think that municipalities should play a role similar to that played by the provincial or federal governments, or do you think they should play a different role?

Ms Bédard: We have no objections to municipalities playing a role if they want to, but the federal and provincial governments absolutely must not pass off this responsibility on to the municipalities. Some municipal leaders may be less aware of the problem, and there would be no uniformity.

Ms Pépin: I do not think that either the provincial or the federal government would give this responsibility to the municipalities, but municipalities could work in cooperation with the provincial and federal governments. There are many ways that municipalities can play an important role in daycare centres. They can provide space in a building, and so forth.

You also referred you maternity leave. You said that there should be special fund set up to finance such leave. Do you not think that such a special fund could be considered a social

[Text]

comme un bénéfice social et pourrait être diminuée lorsqu'on diminuerait les bénéfices sociaux? Je me permets de faire une intervention parce que vous en parlez. Je trouve cela bien important parce qu'actuellement, les congés de maternité sont reliés à l'assurance-chômage, mais si jamais on les mettait à part, il serait dangereux qu'on coupe là-dedans lorsqu'il y aurait des coupures de budget générales.

Mme Blanchette: Oui, mais on peut aussi décider d'être moins généreux dans le cadre du programme actuel.

Si on préconise l'établissement d'une caisse spéciale, c'est pour les femmes qui ne sont pas salariées et qui pourraient avoir besoin de cette protection-là. Eventuellement, on pourrait étendre cela à des congés parentaux, c'est-à-dire appliquer le même principe pour le père et la mère. Dans cette optique-là, il s'agirait d'un programme d'assurance et non d'un programme d'aide.

• 1500

Mme Pépin: Tout le monde y participerait de toute façon.

Mme Blanchette: Tout le monde y participerait de toute façon. Et elle permettrait aux travailleurs et travailleuses autonomes d'y contribuer également. Ce qu'ils ne peuvent pas faire dans le cadre actuel, avec l'assurance-chômage.

Mais on pourra faire face à ce problème quand une commission réfléchiée fera des recommandations pour indiquer où couper. Dans une caisse spécialisée ou ailleurs, le risque est le même. On voudrait l'ouvrir à la participation des travailleurs et travailleuses autonomes qui ne sont pas couverts par des congés de maternité ou des assurances-maladie; ils représentent un risque à l'emploi et il n'y a pas de protection.

Mme Pépin: Oui

Mme Bédard: Il y a aussi les subventions accordées aux jeunes mères aussi.

Mme Pépin: C'est cela. Elles n'ont jamais participé. Il n'y a pas de déduction d'impôt pour la garde d'enfants. Alors, je vous remercie.

Le vice-président: D'autres questions? Merci beaucoup de votre exposé.

Micheline Ferron, de la Garderie coopérative Le Petit Prince. Bienvenue au Comité.

Mme Micheline Ferron (directrice, la Garderie coopérative le Petit Prince): Bonjour.

Je vais tenter de lire le document rapidement en sautant certaines parties pour que vous ayant le temps de poser des questions. C'est ce qui vous intéresse davantage, semble-t-il.

En mars 1972, plusieurs parents de la rive sud de Montréal sont impliqués dans une garderie au bord de la faillite. Ils ont décidé d'unir leurs efforts pour présenter un projet dans le cadre des initiatives locales et ils obtiennent une subvention leur permettant de fonder la garderie coopérative Le Petit Prince, à Longueuil.

Les 12 requérants composent la déclaration d'association, élisent le premier conseil d'administration, embauchent le

[Translation]

benefit, and could therefore be reduced when social benefits are reduced? I make this comment because you raised the issue in your presentation. I think this is a very important point, because at the present time maternity leave is linked to unemployment insurance, but if maternity leave were separated from unemployment insurance, there might be a danger of cuts to this program as part of general budget cuts.

Ms Blanchette: Yes, but the government can also decide to be less generous under the present program.

The reason we support a special fund is that some women do not receive wages and could, therefore, require this type of protection. The concept could eventually be broadened to include parental leave, in which the same principle would be applied to fathers and mothers. In this context, the idea would be to have an insurance program rather than an assistance program.

Mrs. Pépin: Anyone would contribute in any case.

Mrs. Blanchette: Anyone would contribute in any case. And it would also enable self-employed workers to contribute, which is not possible under the current unemployment insurance scheme.

But let's face the problem once a Commission has recommended certain cuts. Whether one is dealing with a specialized fund or not, the odds are the same. One would like to welcome self-employed workers who are not entitled to maternity leaves or to health insurance benefits. Despite the risks they represent, they are not covered

Mrs. Pépin: I see.

Mrs. Bédard: You also have grants given to young mothers.

Mrs. Pépin: That is right. They never did contribute. There is no tax deduction for child care. I thank you.

The Vice-Chairman: Any other questions? Thank you very much for your presentation.

Micheline Ferron from the co-operative day care centre *Le Petit Prince*. Welcome to the committee.

Mrs. Micheline Ferron (Director, la Garderie coopérative le Petit Prince): Hello.

I will try to read the text quickly by skipping over some parts so you have more time to ask questions. Apparently, you are more interested in the questions.

In March 1972, several parents from Montreal south shore got involved into a day care centre about to go bankrupt. They decided to join forces and to submit a project under the LIP program and they obtained a grant that enabled them to establish the co-operative day care centre *Le Petit Prince* in Longueuil.

The 12 founding parents drafted the charter of the association, elected the first board of directors, hired the necessary

[Texte]

personnel nécessaire et ouvrent les portes de la garderie sur la rue La Barre, à Longueuil.

Le texte parle ensuite des différents objectifs de la garderie. Ce sont toujours les mêmes.

Et comme la majorité des garderies de ces années, Le Petit Prince est financé, en bonne partie, par les subventions des Initiatives Locales. L'autre partie des frais est assumée par les parents. N'ayant pas de souci financier, la coopérative décide d'ouvrir une succursale un peu plus loin. Pendant les deux premières années, elle établit ses assises et améliore son fonctionnement et raffermi sa réputation. Déjà à cette époque, la garderie reçoit 65 enfants de zéro à six ans, 24 heures sur 24 et génère une vingtaine d'emplois.

Puis, en mai 1974, c'est la fin du programme des Initiatives Locales. Le défi est de taille: la garderie devra s'autofinancer; les membres de la coopérative la prennent en main, bien décidés à sauver leur service de garde.

Les parents regroupent les deux succursales dans un même endroit, le 1010 Désaulniers qui est très connu, sur la rive sud. Il faut rationaliser les services et augmenter les tarifs aux usagers. C'est une grande période d'adaptation...

Le service est désormais offert de 7h00 à 1h00 le lendemain matin, soit 18 heures d'ouverture. Il faut aussi compter sur le travail bénévole des membres du conseil d'administration, des divers comités et bien sûr, du personnel. Grâce au dévouement et à la bonne volonté de chacun, la garderie relève quand même le défi et sauve les 20 emplois!

De 1976 à 1980, ce sont des années de consolidation. les conseils d'administration établissent des politiques de régie interne, tentent d'améliorer les conditions de travail et développent l'esprit coopératif des membres. Pendant les huit premières années, la garderie coopérative le Petit Prince acquiert une réputation enviable tant auprès des usagers que des organismes sociaux de la région.

A l'arrivée de la loi 77 et la création de l'Office des services de garde à l'enfance, un espoir de financement adéquat naît. Il aiderait à supporter les frais d'exploitation toujours grandissant et les tarifs toujours plus lourds pour les parents. La loi entre en vigueur en décembre 1979, mais la réglementation se fait attendre. Pour Le Petit Prince, un pas de plus est à faire pour assurer sa survie à long terme: il faut envisager une autre relocalisation et cette fois-ci, permanente.

En février 1980 se forme donc le comité de la relocalisation. Suite aux études du comité, les membres réunis en assemblée générale se rendent à leurs recommandations et votent pour la construction d'une garderie répondant vraiment aux besoins des trois partenaires: les enfants, les parents et le personnel. C'est le début d'une grande aventure qui durera quatre ans.

La réglementation est enfin établie pour les garderies causant beaucoup d'émoi et de souci. Partout on s'inquiète de son application. Les administrateurs de la garderie espèrent toujours l'annonce de subventions supplémentaires qui accompagnent les nouveaux ratios et les normes d'aménagement à respecter.

[Traduction]

staff and opened the doors of the day care centre on La Barre Street, in Longueuil.

We then described the various aims of the centre, which are still the same today.

Le Petit Prince was mostly financed by a LIP grant, as was the case for most day care centres at the time. The parents make up the balance. Freed from financial worries, the co-op decided to open a branch some distance away. During the first two years, it consolidated its base, improved its operations and established its reputation. At the time already, the centre was receiving 65 children from zero to six years, 24 hours a day, and had 20 people on its payroll.

However, the LIP program was phased out in May 1974. A formidable challenge for the day care centre was to become self-sufficient; it was taken up by the members of the co-op who were determined not to let it go under.

The founding parents combined both branches at the same location, at 1010 Désaulniers on the south shore, a well known address. They decided to rationalize the service and to raise the user fees. A long period of adaptation followed...

The centre was open from 7 a.m. to 1 a.m., that is 18 hours a day. The members of the board, the committee members and the staff worked on a volunteer basis. Thanks to the dedication and to the goodwill of all, the day care centre survived without any loss of jobs!

The years from 1976 to 1980 were years of consolidation. The board of directors developed local management policies, tried to improve working conditions and promoted a team spirit. At the end of the first eight years of operation, the co-operative day care centre *Le Petit Prince* had gained a solid reputation with the users as well as with the social agencies of the region.

With the advent of Bill 77 and the establishment of the *Office des services de garde à l'enfance*, we could hope for adequate financing, to face the ever-increasing operating costs of the centre which created an ever-increasing burden on the parents. The bill became law in December 1979, but the regulations were long in coming. For *Le Petit Prince* there was one more step to be taken to ensure its long-term survival: to relocate, but this time, at a permanent location.

So, in February 1980, the committee on relocation was born. This committee undertook some studies which recommendations were adopted during a general meeting. The members voted in favour of the construction of a day care centre that truly reflected the needs of the three parties involved—children, parents, and staff. It was the beginning of a great adventure that was to last four years.

Regulations pertaining to the day care centres were finally published, creating a lot of concern everywhere. The administrators of the centre were still waiting for the announcement of supplementary grants to comply with the new ratios and the new material standards.

[Text]

• 1505

Finalement, le 16 juin 1984, la garderie inaugure officiellement son nouveau siège social. Elle aura reçu comme aide à la relocalisation, un montant de 33,000\$ par rapport à un investissement de près de 250,000\$. Comment résumer les nombreuses embûches, les péripéties, et surtout les innombrables heures de bénévolat?

La situation actuelle: Aujourd'hui, 14 ans plus tard, nous faisons face encore à de nombreux problèmes. Afin d'assurer une saine gestion financière tout en essayant d'améliorer la qualité de vie de la garderie, nous devons sans cesse augmenter les tarifs aux parents. Tout dernièrement, nous avons même dû nous résoudre à diminuer nos heures d'ouverture pour rentabiliser les frais d'exploitation. C'était d'autant plus difficile que nous avons toujours été une des seules, sinon la seule garderie au Québec, à offrir un service de halte garderie le soir.

Nos conditions de travail sont insensées et sans commune mesure avec la tâche à accomplir et les responsabilités à assumer. La profession d'éducatrice en garderie continue d'être une profession de foi, une vocation trop souvent conjuguée au féminin.

Pour les parents, il devient de plus en plus difficile de rencontrer les coûts d'un service dont ils ont besoin: 79\$ par semaine par enfant, 150\$ par semaine pour deux enfants. Ce qui représente 3,500\$ par année, par enfant. Aurons-nous les moyens de nous payer des enfants bien longtemps?

Parmi les 60 familles que nous accueillions, au 31 mars 1986, seulement 25 p. 100 ont droit à l'aide financière. Onze familles subventionnées sont monoparentales, deux sont des étudiants, deux autres sont biparentales. Et même lorsqu'ils décrochent le maximum de subvention, ils doivent déboursier 29\$ par semaine, par enfant.

Avec ses 20 employés permanents, un investissement d'un quart de millions de dollars et un budget d'exploitation frôlant les 375,000\$ cette année, nous considérons que la garderie coopérative *Le Petit Prince* est plus qu'un service essentiel à la population. C'est aussi une moyenne entreprise qui fait tourner l'économie importante pour la région.

Dans les lignes qui suivront, nous ne prétendons pas fournir de réponses à toutes les questions ni apporter de solutions à tous les problèmes. Nous croyons, cependant, qu'il est de notre devoir de nous faire entendre devant vous, membres du Comité spécial sur la garde des enfants, afin de vous faire connaître nos commentaires fondés plus sur notre vécu que sur des statistiques.

D'autres organismes auxquels nous participons comme le Regroupement de garderies de la région 6 C, Concertation Inter-Régionale des garderies du Québec et l'Association canadienne pour la Promotion des Services de garde à l'enfance, vous présenterons des mémoires contenant les renseignements qui nous permettent de dégager certaines recommandations.

J'aimerais m'attarder surtout sur les principes de base qui sont importants, selon nous.

[Translation]

Finally, on June 16, 1984 the headquarters of the day care centre was officially opened, at a capital cost of close to \$250,000, with a relocating grant of \$33,000, after numerous pitfalls, false starts and uncounted hours of voluntary work.

Actual situation: Today, after 14 years, we still face many problems. To meet our costs, while trying to improve the quality of our services, we have to increase continually our user fees. Not long ago, we had to curtail our hours of operation in order to stay in the black. This was a difficult decision to take, since we were the only, or close to it, day care centre open during the evening.

Our working conditions are absurd and incompatible with the tasks and responsibilities devolved upon us. To be an educator in a day care centre is an act of faith, not a job, that too often is left in the hands of women.

As for the parents, they are less and less able to afford the services of the day care centre, that is, \$79 per week per child, \$150 per week for two children. This represents \$3,500 per year per child. How long will parents be able to afford having children?

Among the 60 families received on March 31, 1986, 25% only are entitled to financial support. For those which are subsidized, seven are single parents, two are students, and two represent traditional families. Even when they get the maximum subsidy, they still have to spend \$29 per week per child.

With its 20 full-time employees, a capital of a quarter of a million dollars and an operating budget close to \$375,000 this year, we feel that the co-operative day care centre *Le Petit Prince* is more than an essential service to the population, it is also a middle size enterprise that has economic importance for the region.

In the following paragraphs, we do not pretend we have the answer to all the questions and a solution to all the problems. However, we believe that it is our duty to appear before you, the members of the Special Committee on Child Care, to share with you our experience based on actual facts rather than on statistics.

Some agencies of which we are members, such as the *Regroupement de garderies* for the 6C region, *Concertation Inter-Régionale des garderies du Québec* and the Canadian Association for the Promotion of Child Care Services, will present you with briefs containing information which are the bases of some of our recommendations.

I would like to spend more time on the basic principles which we consider important.

[Texte]

A. La responsabilité des enfants.

Elle a toujours été celle des parents et particulièrement des femmes. De nos jours, par contre, une majorité d'enfants québécois et canadiens sont élevés par des personnes qui occupent un travail à l'extérieur du foyer. En fait, 80 p. 100 des enfants en 1984, étaient confiés pendant le jour à la garde d'une personne autre qu'un parent.

Que ce soit par obligation ou par choix, nous croyons que les femmes ont droit au travail et que l'égalité de la femme en matière d'emploi, étant donné la structure actuelle de l'économie canadienne, passe avant tout par un réseau de services de garde aisément accessible financièrement, physiquement et de qualité supérieure.

Nous croyons que, non seulement les mères, mais tous les parents Canadiens ont besoin de soutien dans l'éducation de leurs enfants. Et comme l'a dit devant vous, l'honorable Jake Epp: « les enfants sont la plus grande richesse qu'un pays puisse posséder. Si nos enfants ont de l'importance pour nous, si nous voulons leur donner le meilleur départ qui soit dans la vie, il faut que nous considérions les soins de garde qui leur sont donnés comme une priorité pour toute la famille et, en réalité, pour notre société, dont l'avenir repose sur leur bien-être. »

Nous souhaitons que la politique concernant les services de garde à l'enfance s'inscrive dans un contexte de soutien et d'appui aux familles québécoises et canadiennes, et que chaque palier gouvernemental assume ses responsabilités et prenne des initiatives pour régler la crise dont sont victimes nos enfants.

Au niveau de l'accessibilité.

Présentement, les services de garde reconnus au Québec ne répondent qu'à 11 p. 100 des besoins pour les enfants de 0 à 5 ans. Pour les moins de 18 mois c'est catastrophique: 1 p. 100 seulement selon le rapport d'activités de l'Office des services de garde. Pour le Canada en entier c'est encore pire. C'est 91 p. 100 des besoins qui restent à combler!

Où sont donc gardés tous les autres? Qui s'en occupe? Et comment? C'est le noir complet.

Nous croyons que tous les enfants du Québec et du Canada ont droit d'avoir accès à des services de garde reconnus indépendamment du revenu de leurs parents ou de l'endroit qu'ils habitent.

Nous croyons de la responsabilité des gouvernement fédéral et provinciaux d'offrir à leurs citoyens un réseau de services de garde reconnus, accessible à tous, financièrement et physiquement, et surtout de haute qualité.

Des services reconnus sans but lucratif.

Nous croyons que tous les parents québécois et canadiens ont le droit de choisir le type de service qui leur convient. Au Québec, les services de garde doivent obtenir un permis de l'Office des services de garde à l'enfance, pour être reconnus. La Loi 77 prévoit les cinq types de services: les garderies, haltes-garderies, jardins d'enfants, agences de garde en milieu familial et la garde en milieu scolaire.

[Traduction]

A. The responsibility for children.

Children have always been the responsibility of their parents and especially their mothers. But nowadays, in Quebec and in the rest of the country, the majority of children are being raised by parents who are working full time. In fact, in 1984, 80% of the children were looked after during daytime by someone else than their parents.

Be it by obligation or by choice, we believe that women have a right to work and that the equality of women in the field of employment, given the basic structure of the Canadian economy, depends essentially on the network of day care service which would be financially and physically accessible and of superior quality.

We believe that not only the Canadian mothers but all Canadian parents need some assistance for the education of their children. As the hon. Jake Epp told you: "Our children are the greatest wealth that we can have. If our children are important for us, if we want to give them the best start in life, we have to consider day care services as a priority, not only for the family, but for the whole Canadian society, which future rests on their wellbeing."

We would like the child care policy to be one of support and help to the families of Quebec and of the rest of Canada, and we would like each level of government to assume its responsibilities and take some initiatives to solve the crisis whose victims are our children.

Level of accessibility.

Right now, the certified day care service in Quebec fill only 11% of the needs for the children from zero to five years. For those under 18 months, it is much worse: only 1% according to the progress reports of the Office des services de garde. And for the whole of Canada, it is even less, since 91% of the needs remain to be filled!

Where do the other children go? Who takes care of them? How? We are in the dark.

We believe that the children from Quebec and from the rest of Canada have the right to have access to certified day care service whatever their parents' income or their place of residence.

We believe that the federal and the provincial governments have the responsibility to provide their citizens with a network of certified day care centres, accessible to all financially and physically, and especially of high quality.

Certified, non-profit-making services

We believe that all parents in Quebec and in the rest of Canada have the right to choose the type of service that they deem appropriate. In Quebec, in order to be certified, day care centres need a licence from the *Office des services de garde à l'enfance*. Under Bill 77, we have five types of day care: Day care centres, drop-in centres, kindergartens, family day care centres and school day care centres.

[Text]

• 1510

Pour obtenir un permis, les garderies doivent se plier à certaines normes concernant le personnel, l'hygiène, la salubrité, la sécurité, l'aménagement, le chauffage, l'éclairage, les locaux, l'équipement et l'ameublement. Il n'y a pas grand-chose qui est laissé au hasard.

Il est indispensable que les services de garde aient certaines exigences minimales à rencontrer pour opérer et nous sommes d'avis qu'il revient aux provinces et territoires de déterminer la nature et l'étendue de ces exigences car les disparités régionales sont trop importantes pour recommander l'uniformité.

Nous sommes aussi convaincus que tous les services de garde doivent être des organismes à but non lucratif où la qualité de vie est le premier objectif et non une question de profit.

La participation des parents: Nous avons dit au début que la responsabilité première des enfants demeurait celle des parents et que ceux-ci devaient pouvoir choisir leur type de services de garde.

Nous croyons que les parents ont le droit d'exiger des services de garde de haute qualité et que leur participation est essentielle pour assurer cette qualité.

La participation des parents au niveau de la gestion et de la pédagogie nécessite certes beaucoup d'énergie et de travail, mais les résultats en valent la peine. Les parents ne deviennent pas seulement des utilisateurs, mais bien des intervenants. Les services de garde développent un esprit communautaire et coopératif où chacun trouve sa place et peut s'impliquer collectivement.

Les travailleurs en garderie, qui sont-ils? Ou plutôt, qui sont-elles? Voici ce qu'en pense un parent qui a fréquenté la garderie il y a quelques années. Je vous le laisserai, c'est un témoignage. Nous voulons souligner la part inestimable de tous les travailleurs des services de garde. Dans la majorité des cas, c'est grâce à leurs conditions de travail minimales que ces services continuent d'exister. Il est urgent que les gouvernements fédéral et provinciaux s'impliquent pour reconnaître le travail des éducateurs et leur assurer des conditions d'emploi en rapport avec leur formation et leur expérience, comparativement à des secteurs du même genre. Nous considérons que la qualité de vie dans les services de garde se mesure aussi aux conditions de travail des intervenants auprès de nos enfants.

La qualité des services de garde: Nous aimerions proposer quelques éléments qui, selon nous, peuvent assurer la qualité des services de garde au Canada.

Pour assurer un milieu de vie adéquat aux jeunes enfants, il faut des locaux adaptés à leurs besoins, qui répondent à certaines normes de sécurité, d'hygiène et d'espace. Dans cet esprit, nous croyons que la réglementation québécoise actuelle constitue une base minimale qui pourrait servir de modèle. Les services de garde devraient aussi avoir priorité d'accès aux locaux publics et les différents paliers fédéral, provinciaux et municipaux devraient tout mettre en oeuvre pour faciliter l'implantation de tels services dans la communauté.

L'échelle des salaires commence à 5.98\$ chez nous et plafonne à 9.21\$ de l'heure après sept années d'ancienneté.

[Translation]

In order to obtain a licence, day care centres have to meet specific requirements—personnel, public hygiene, health, safety, lay out, heating, lighting, premises, equipment and supplies. Not much is left to chance.

Day care centres have to meet some minimal requirements and we are of the opinion that it is up to the provinces and territories to specify the nature and the scope of the requirements since regional disparities are such that no uniformity is possible.

We are also convinced that all day care centres should be non profit-making organizations for which the main objective is not profit, but the quality of life.

Parents participation: We said at the start that the parents were still primarily responsible for the children and they should have the freedom to select their own type of service.

We believe that the parents have the right to demand high quality day-care services and that their participation is essential to ensure this level of quality.

It takes a lot of work and effort to involve parents in the management and the educational programs of the centres, but the results are worth it. Parents become not only users but interveners also. Day care centres develop a cooperative community spirit where everyone has his place and is involved in the community.

Who are the day care workers? Here is the opinion of one parent who used the centre a few years ago. I will leave you a copy of this testimony. We would like to stress the vital contribution made by all day care workers. In the majority of cases, it is only because they work at the minimum wage that the centres can stay open. It is urgent for the federal and the provincial governments to get involved and to recognize their role as educators and to ensure that their working conditions, on the basis of their training and level of experience, are comparable to similar jobs in other sectors. We feel that by securing adequate work conditions for the staff, we can guarantee that high quality services are provided in day care centres.

Quality of day care services: We have a few suggestions which, we believe, would secure high quality services in Canada.

If we want to provide young children with an adequate environment, we require facilities adapted to their needs, which meet certain criteria of safety, public hygiene and space. This is why we believe that the current Quebec regulations could provide the basic model. Day care services should also have priority access to public facilities and the various levels of government should do their utmost to facilitate the establishment of such services in the community.

Our starting salary is \$5.98 an hour and you reach the ceiling of \$9.21 an hour after seven years. For those at the top

[Texte]

Pour celles qui se situent au sommet de l'échelle, cela représente un salaire annuel de 16,800\$. La semaine normale de travail est de 35 heures réparties sur cinq jours et les heures de dîner sont non rémunérées.

Les vacances accordées après un an sont de deux semaines et après trois ans, trois semaines, après huit ans, quatre semaines. Les bénéfices marginaux sont onze congés fériés, huit congés personnels, une prime individuelle d'assurance collective payée à 50 p. 100 par l'employeur; il n'est pas question de régime de pensions.

Nous n'avons pas non plus les moyens d'offrir un congé de maternité, nous qui sommes pourtant dans un milieu privilégié pour les enfants, sinon une prolongation de deux ans sans solde. Pas question de payer des congés de perfectionnement, des sessions de formation où la disponibilité des employés qui sont occasionnels est sur appel.

Les périodes de préparation à la programmation des activités des groupes restent très insuffisantes: seulement trois heures par mois. On ne peut pas compter sur l'aide de ressources extérieures régulières, mis à part notre regroupement régional de garderies.

Malgré tout, nous avons la chance de conserver quatre éducatrices qui se dévouent à la garderie depuis 14 ans. Elles sont le témoignage vivant, nous croyons, de la lutte pour la survie des services de garde au Québec.

Quant aux conditions de travail des employeurs et des recommandations, nous appuyons les constats, les recommandations de *Concertation inter-régionale des garderies du Québec* sur les exigences et la qualité du personnel en garderies et que vous retrouverez dans le mémoire qu'ils vous présenteront demain.

Le financement: C'est le point tournant de toutes les recommandations qui peuvent vous être faites et qui reste très important. Nous sommes d'accord que tous les services de garde soient réglementés, mais ils doivent aussi subventionnés, c'est répondre aux critères qui sont préétablis.

Dans les pages précédentes, nous avons insisté sur l'importance des services reconnus, sans but lucratif, ayant une structure permettant la participation des parents dans la gestion des services de garde.

• 1515

Nous croyons que seuls les services rencontrant ces critères devraient être subventionnés. Les provinces seraient responsables de la surveillance et de la distribution des subventions accordées directement aux services de garde reconnus.

Comme nous ne prétendons pas être fiscalistes ou économistes, nous nous référons à trois documents dont nous avons légèrement pris connaissance et qui nous semblent réalistes dans leurs approches du problème. Le premier est le *Projet de loi sur le financement des services de garde* publié par l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, le deuxième est l'étude de M^{me} Monica Townson portant sur les coûts et les avantages d'un réseau national de services de garde à l'enfance au Canada. En tout

[Traduction]

of the scale, it means an annual income of \$16,800. The normal work week is 35 hours over five days, with unpaid lunch hours.

After one year, you are entitled to a two-week paid leave; after three years, three weeks, and after eight years, four weeks. Fringe benefits include 11 paid holidays, eight days of leave for personal reasons and a 50% contribution by the employer to the group insurance plan; no superannuation is provided for.

Although we operate in a privileged children environment, we cannot afford any maternity leave, just two years of leave without pay. We are unable to provide for educational or training leave, as we would have to hire casual workers.

We can only spend three hours a day on the programming of activities, which is far too little. We cannot count on any outside help on a regular basis, except within the framework of the regional federation.

Nonetheless, we are fortunate to have had with us for the past 14 years, four dedicated educators, which we consider a living testimony of the fight for survival of Quebec day care centres.

Working conditions of employees: We agree with the conclusions and recommendations made by "*Concertation inter-régionale des garderies du Québec*" as to the qualifications required for day care workers, which will be in the brief they will submit to you tomorrow.

Financing: This is the key to all the recommendations you will receive. We agree that all day care services should be regulated; however, they should also be subsidized according to preestablished criteria.

In the previous pages, we stressed the importance of having non profit-making certified services, with structures providing for parent participation in day care centres management.

We believe that only those services which meet these criteria should be subsidized. The provinces would be responsible for the monitoring and the distribution of the direct grants to satisfy the day care services.

We do not pretend to be tax experts or economists, so we are referring to three documents with which we have become acquainted, and which seem to tackle the problem in a realistic fashion. The first is a bill concerning the financing of day care services, which was published by the Canadian Association for the Promotion of Child Care; the second is a cost-benefit study by Mrs. Monica Townson on a national child care services network. Finally, our last reference is the weighty Cooke report that was tabled on March 7, last. All these describe

[Text]

dernier lieu, nous donnons comme référence l'imposant rapport Cooke rendu public le 7 mars dernier. Nous pensons que tous ces gens ont su décrire la crise qui prévaut et l'urgence d'intervenir par des moyens à notre portée.

La plupart des régions administratives du Québec sont représentées par des regroupements de garderies ou d'agences de garde en milieu familial. Depuis de nombreuses années, la garderie-coopérative Le Petit Prince s'implique au Regroupement des garderies de la région 6 C. Nous considérons que cet organisme est représentatif de notre milieu, sait défendre nos intérêts et nous rend d'immenses services.

Nous croyons que des organismes de ce genre ont un pressant besoin de support financier et technique pour combler leur rôle au sein de la communauté. Nous sommes convaincus de l'apport essentiel de notre regroupement régional et de Concertation inter-régionale des garderies du Québec, et nous souhaitons vivement que les recommandations qu'ils vous présenteront seront prises en considération dans votre rapport final.

Au Québec, le gouvernement est déjà impliqué dans la réglementation et le financement des services de garde, mais les fonds sont nettement insuffisants pour développer et surtout consolider le réseau naissant des services. Nous pensons que la majorité des coûts du réseau proposé, soit 80 p. 100, devrait être supportée à parts égales entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, en autant que cette province ait une réglementation en conformité avec les principes que nous avons déjà mentionnés. L'autre partie, soit les 20 p. 100 qui restent, serait assumée par les parents dans la mesure où ils peuvent les défrayer. Dans le cas contraire, ils pourraient recevoir une aide financière selon leur revenu.

Nous pensons que le gouvernement fédéral a un rôle important à jouer, et un rôle de leadership, pour amener les provinces à s'asseoir et négocier les termes de ces ententes. Il devra faire preuve d'ouverture d'esprit et de respect dans la juridiction des provinces.

La Garderie-coopérative Le Petit Prince fut parmi les garderies pionnières au Québec quand les crèches disparurent. Après avoir connu trois relocalisations et 1,000 problèmes financiers, après avoir absorbé tant d'énergie, d'enthousiasme et de bénévolat, oui, nous comptons bien être témoins et partenaires lorsque surviendront enfin les jours plus calmes des services de garde.

Nous espérons que le gouvernement fédéral prêterait une oreille attentive aux recommandations qui résulteront de votre mandat, mais surtout qu'il aura la volonté politique de mettre en place le réseau universel de services de garde qui assurera un avenir plus serein à tous les petits Canadiens.

Nous sommes convaincus que le gouvernement qui mettra autant d'ardeur à installer ce réseau que nous en avons mis à le défendre saura rallier tous les sceptiques, les indécis et concilier les divers intérêts canadiens.

Faisons en sorte que la fin des années 80 marque le début d'un véritable réseau de services de garde reconnus à l'échelle du Canada! Partenaires, on peut certainement y arriver.

[Translation]

adequately the current crisis and stress the urgency to take action through all available means.

Most of Quebec's administrative regions are represented by associations of day care centres or of family day care centres. For many years, the co-operative day care centre *Le Petit Prince* has been active in the Regroupement des garderies for the 6C Region. We consider them as an adequate spokesman, capable to defend our interests, and a highly useful organization.

We believe that such agencies have an urgent need for financial and technical support to fulfill their role within the community. We are convinced that this regional federation and the *Concertation inter-régionale des garderies du Québec* play a vital role, and we urge you to consider their recommendations in drafting your final report.

In Quebec, the government is already involved in the regulating and the financing of day care services, but we are lacking the necessary funds to develop and especially to consolidate the emerging service network. We believe that the major part of the costs of the proposed network, i.e., 80%, should be shared equally between the federal and the provincial governments, inasmuch as the province adopts regulations in conformity with the above stated principles. The remaining 20% will be paid by those parents who can afford it. The others could get financial help geared to their income.

We believe that the federal government has an important role to play, a role of leadership, to convince the provinces to negotiate the terms of these agreements. The federal government should keep an open mind and avoid jurisdictional conflicts.

The co-operative day care centre *Le Petit Prince* was one of the first to be set up in Quebec after the closing down of the *crèches*. We have had to relocate three times. We have been tangling with 1,000 financial problems. We have devoted so much time on a voluntary basis and shown such enthusiasm that indeed, we hope we will be there on the day that day care centres will have no more problems.

We hope that the federal government will read carefully your recommendations, and especially that they will show the political will to set up the national day care service network which will enable all Canadian children to enjoy an unclouded future.

We are convinced that if the government shows as much enthusiasm for the establishment of this network, as we did, they will rally the skeptics and the undecided while reconciling various Canadian interests.

Let us make sure that by the end of this decade, we will see a full day care centre network established throughout Canada. If we work together, it can be done.

[Texte]

Le vice-président: Merci.

S'il y avait questions, il faudrait que ce soit très bref.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous avez mentionné que vous étiez la seule garderie qui avait 18 heures d'ouverture. Vous avez dû réduire, à ce moment-là, à cause de votre situation économique. Alors comment fonctionne cela maintenant?

Mme Ferron: Maintenant, on est ouvert de 7h00 à 20h00 le soir, les lundis, mardis et mercredis, et jusqu'à 22h00 le soir les jeudis et vendredis, parce que l'on a quand même des parents qui travaillent dans les magasins et qui ont besoin de ce service-là. On n'a pas pu se résoudre à les couper jusqu'à 18h00 parce qu'il y avait trop de parents qui en avaient besoin au moins jusqu'à 20h00.

Mme Pépin: Est-ce qu'en tant de service de garde municipal, payez-vous des taxes, etc.?

Mme Ferron: Non.

Mme Pépin: À ce moment-là, vous n'avez pas de difficulté.

Avez-vous déjà eu à faire des emprunts à la banque?

Mme Ferron: Oui. On a un emprunt hypothécaire, entre autres, très important.

Mme Pépin: Au point de vue hypothécaire, avez-vous eu de la difficulté ou bien cela s'est-il bien passé au niveau des banques?

Mme Ferron: Cela a été très difficile. Il faut dire que je n'étais pas là à cette époque-là. Mais je sais que cela a été très difficile. Il y a seulement une caisse populaire qui a accepté de prêter à la garderie.

Ils n'y croyaient pas!

Mme Pépin: Merci bien.

Le vice-président: S'il n'y a pas d'autres questions, on vous remercie de votre présentation.

Mme Ferron: Merci.

Le vice-président: Nous avons maintenant, with Family Life, Development and Culture, Lorna Harford, Director; and Madeline Galarneau, Director.

• 1520

Mrs. Lorna Harford (Director of Family Life, Development and Culture): I think I have to start by making a correction. If I put Harford on it, it was only because of my nervousness. She is Galarneau.

First of all, I want to thank you for the invitation to appear before the committee to express the view of our association. You will note that our submission is brief, maybe you will be glad of that. We were under the impression that we would have until the 2nd of June to complete it, so it was done sort of in a hurry.

Family Life, Development and Culture is a non-profit corporation dedicated to helping parents improve in their capacity as primary educators of their children.

[Traduction]

The Vice-Chairman: Thank you.

If you have any questions, you will have to be very brief.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You mentioned that you were the only day care centre to be opened 18 hours a day. But you had to shorten your hours of operation because of financial difficulties. What are you doing now?

Mrs. Ferron: Now, we are opened from 7 a.m. to 8 p.m. Mondays, Tuesdays and Wednesdays, and from 7 a.m. to 10 p.m. on Thursdays and Fridays, because we have parents who are working in stores. We decided not to close down at 6 p.m. because there were too many parents who needed the centre open until at least 8 p.m.

Mrs. Pépin: As a municipal day care centre, do you pay taxes?

Mrs. Ferron: No.

Mrs. Pépin: Then, you have no problems.

Did you ever borrow money from a bank?

Mrs. Ferron: Yes. We have a mortgage which is quite high, among other things.

Mrs. Pépin: Did you have any problem in getting your mortgage from the bank?

Mrs. Ferron: It was very difficult. I must say that I was not there at the time. But I know that it was very difficult. Only one Caisse populaire accepted to lend us the money for the day care centre.

They did not believe in it!

Mrs. Pépin: Thank you very much.

The Vice-Chairman: If there are no more questions, we would like to thank you for this presentation.

Mrs. Ferron: Thank you.

The Vice-Chairman: Now, we have Family Life, Development and Culture, Lorna Harford, directrice et Madeline Galarneau, directrice.

Mme. Lorna Harford (directrice de Family Life, Development and culture): Je dois commencer par faire une correction. Si j'ai dit Harford, c'est parce que j'étais nerveuse. Son nom est Galarneau.

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'invitation à nous présenter devant le Comité afin de vous faire part de l'opinion de notre association. Vous constaterez que notre exposé est bref, peut-être en serez-vous content. Nous avions l'impression que nous avions jusqu'au 2 juin pour le préparer, nous avons donc dû nous dépêcher.

Family Life, Development and Culture, est une organisation à but non lucratif, dont la vocation est d'aider les parents à

[Text]

I have six children between the ages of four and 22 and most of the families associated with FDC have more than two children. Parents, we believe, are responsible for the care and nurturing of their children.

We think the federal government would be better advised to stress the value and contribution to the future of our country of mothers in the home. The benefits to society of mother in the home are well adjusted children, responsible citizens for the future, more employment for youth and more family stability.

The benefits to mother, herself, are the availability to realize the scope of her motherhood, indeed, the challenge of mothering, teaching the dignity of persons, the loyalty to country and the necessity for work.

The woman who elects to stay at home should be encouraged. In our eagerness to upgrade the status of women, every care must be taken not to over correct and force or lure mothers out of the home. Day care may be necessary in some cases. This is best solved by those closest to the difficulty and must be regarded as extraordinary situations and extraordinary solutions. Relieving parents of their responsibility will not develop responsible Canadians but state dependants.

We are concerned also about the emotional development of the children, as we tried to itemize in the report. The reports concerning physical health of children in day care are worrisome. I have been involved in education and know for a fact that pilot projects, which are done under control situations regularly, become, when they are expanded, very low quality.

Finally, if the Government of Canada has money, it would be better utilized if it were allotted to homemakers willing to devote themselves to being full-time mothers.

Canada, in our view, does not need universal day care financially. Canadian children do not need universal day care emotionally, and Canadian parents do not need universal day care because they are responsible citizens of this great country.

Thank you.

The Vice-Chairman: I have Mr. Nicholson, Madame Pépin and Mr. Keeper in that order.

Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Mr. Chairman.

I agree with a lot, perhaps most, of what you are saying here. But it seems to me that somewhere between what I think you understand is universal, where every child is in a day care and the other extreme, where you are only willing to concede that it may be necessary in some cases for child care, I think there is something in between.

Would you not say, though, there are women who it can be statistically shown that, if they were not out in the work

[Translation]

améliorer leurs compétences d'éducateurs primaires de leurs enfants.

J'ai six enfants dont l'âge s'étale de 4 à 22 ans, et la plupart des familles qui adhèrent à notre organisme ont plus de deux enfants. Selon nous, c'est aux parents qu'il incombe de prendre soin et de s'occuper de leurs enfants.

Nous croyons que le gouvernement fédéral ferait mieux de mettre l'accent sur la valeur et l'apport des mères au foyer pour l'avenir de notre pays. Les mères au foyer permettent à la société d'avoir des enfants bien adaptés, des citoyens responsables à l'avenir, plus d'emplois pour les jeunes et une plus grande stabilité familiale.

Quant à la mère, elle peut alors mesurer l'importance de sa maternité, en relever les défis, enseigner la dignité des personnes, la loyauté envers le pays et la nécessité du travail.

Il faudrait encourager la femme qui décide de rester au foyer. Nous devons prendre soin, dans nos efforts d'amélioration du statut de la femme, de ne pas pousser ou attirer les mères en dehors du foyer. Les garderies sont probablement nécessaires dans certains cas. Ce sont les personnes qui sont aux prises avec les difficultés qui sont le mieux à même de trouver une solution à ces problèmes; à des situations extraordinaires il faut des solutions extraordinaires. Dégager les parents de leur responsabilité ne nous donnera pas des Canadiens responsables, mais des gens dépendant de l'État.

Nous nous inquiétons également du développement émotionnel des enfants. Les rapports sur la santé physique des enfants dans les garderies sont inquiétants. J'ai oeuvré dans le domaine de l'éducation et par expérience je sais que les projets pilote, qui sont par nature réalisés sous contrôle, ont souvent, une fois élargis, une très faible qualité.

Enfin, si le gouvernement du Canada dispose d'argent, le meilleur moyen de l'utiliser serait de l'affecter aux ménagères qui souhaitent se consacrer à plein temps à leurs activités de mères.

A notre avis, le Canada n'a pas besoin d'un service universel de garderie financé par l'État. Emotivement, les enfants Canadiens n'ont pas besoin de services de garderie universels pas plus que les parents canadiens, parce qu'ils sont des citoyens responsables de ce grand pays.

Merci.

Le vice-président: La parole ira dans l'ordre à M. Nicholson, M^{me} Pépin et M. Keeper.

Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci, monsieur le président.

Je suis d'accord avec l'essentiel de ce que vous venez de dire. Mais il me semble qu'entre un système universel, selon vous, où tous les enfants seraient en garderie, et l'autre extrême, que vous préconisez, il est parfois nécessaire dans certains cas de placer des enfants en garderie. Il y a des solutions entre ces deux extrêmes.

Ne pensez-vous pas, et je crois qu'on peut le démontrer statistiquement, que si ces femmes ne travaillaient pas, et je

[Texte]

force—I think this applies to almost more than half the women who are personally in the work force—they would be living in poverty? Would you not say that it goes beyond maybe being necessary? It is necessary for those women who have no choice whatsoever. They either go out and work or they live in poverty.

Mrs. Harford: I do not think it follows that day care is necessarily the answer. There are other solutions—I have a babysitter that I send my youngest child to once a week. I have to pay for that. If the woman is living in poverty, is it not conceivable for the government to subsidize her for the cost of that type of day care, rather than a day care facility? Could the government not give her some type of homemaker's pension or homemaker's . . . The essential point, I think, is that the mother is closest to the children. We constantly read in the papers about criminals who way back in their past lacked the mothering that was necessary. I think we need to stress the whole idea that mother is necessary in the home. If a mother has to go out to work, and if she wants to go out to work she may go out to work, but she should be given the view that her place in the home is a contribution to making this country great.

• 1525

Mr. Nicholson: I would not, and I am sure very few other people, want to bring down recommendations that somehow cast a bad light or somehow reflect badly on women who are . . . I am not trying to make a statement as to what can be or what should be, I am faced as a legislator with a situation where most women are in the work force. It is not a case of whether I am trying to discourage them to stay . . . ; they are out of the home. I mean, the majority of women in society in Canada today are out in the work force, or are looking for work. I think for the most part we have to recognize what the situation is, not maybe how we got there, or perhaps even what an ideal situation is.

Mrs. Harford: I would argue with your figures that most Canadian women are in the work force. Maybe many Canadian women are in the work force; I would concede that point; however, there are many in the work force who would rather not be in the work force.

Mr. Nicholson: I cannot disagree with that, but I think it . . .

Mrs. Harford: And if they do not want to be, then they should be helped not to be.

Mr. Nicholson: I think there are a lot of reasons why a lot of women think they have to work.

Let me give you an example. What do you think of this suggestion? We put a lot of money out in baby bonus payments. We pay it out over 16 years. That is money that is allotted to every child. Just say mothers were given the opportunity at the birth of a child to have that baby bonus of \$32 a month paid to them over 16 years, or they could have it paid to them during the first four years of a child's life, which would amount to approximately \$140 a month. That would

[Traduction]

crois que cela s'applique à plus de la moitié d'entre elles, elles vivraient sous le seuil de pauvreté? Ne croyez-vous pas que cela aille au-delà de la nécessité? Les femmes qui n'ont pas le choix en ont besoin. Ou elles vont travailler à l'extérieur, ou elles vivent dans la pauvreté.

Mme Harford: Je ne crois pas qu'on puisse en déduire que les garderies soient nécessairement la réponse. Il y a d'autres solutions. Une fois par semaine, je confie mon plus jeune enfant à une gardienne. Je dois la payer. Si une femme est pauvre, ne serait-il pas concevable que le gouvernement lui assure une subvention correspondant au coût de ce type de garde, plutôt que de financer une garderie? Le gouvernement ne pourrait-il pas lui donner une forme de rente de ménagère . . . L'élément essentiel est que la mère est plus proche de son enfant. Nous voyons régulièrement dans les journaux l'histoire de criminels dont on dit qu'ils ont manqué de soins maternels à l'âge où ils en auraient eu besoin. Je suis convaincue que nous devons insister sur l'idée que la mère est nécessaire à la maison. Si une mère doit travailler à l'extérieur, si elle veut travailler à l'extérieur, elle peut le faire, mais il faudrait qu'elle soit consciente que si elle reste à la maison son apport à notre pays est également important.

M. Nicholson: Je ne veux pas, et je suis convaincu que très peu de personnes le voudraient, jeter le discrédit sur le travail des femmes qui . . . Je n'essaie pas de dire ce qu'il faut faire ou ce qu'il faudrait faire, mais je me trouve tout simplement, comme législateur, en face d'une situation: la plupart des femmes travaillent. Il ne s'agit pas de savoir si j'essaie de les décourager de rester à la maison . . . Elles sont à l'extérieur de la maison. La plupart des femmes de la société canadienne travaillent aujourd'hui à l'extérieur ou cherchent du travail. Je crois que pour l'essentiel, nous devons tenir compte de la situation existante, pas de la façon dont nous y sommes arrivés, ni de ce que pourrait être une situation idéale.

Mme Harford: Je suis d'accord avec vos chiffres: la plupart des femmes canadiennes travaillent à l'extérieur. Il y en a toutefois beaucoup qui préféreraient ne pas travailler.

M. Nicholson: Je suis d'accord avec vous, mais je crois que . . .

Mme Harford: Et si elles ne veulent pas travailler, il faudrait les y aider.

M. Nicholson: Les raisons pour lesquelles beaucoup de femmes pensent qu'elles doivent travailler, sont nombreuses.

Laissez-moi vous donner un exemple. Que pensez-vous de cette suggestion? Nous avons consacré beaucoup d'argent aux allocations familiales. Nous les payons jusqu'à 16 ans. C'est de l'argent qui est attribué à chaque enfant. Imaginons que les mères aient, à la naissance, la possibilité de recevoir cette prime de 32\$ par mois pendant 16 ans ou de toucher la même somme pendant les quatre premières années de vie de l'enfant, ce qui reviendrait à peu près à 140\$ par mois. Il me semble que

[Text]

give women, it seems to me, more of an option. They would have more money to put towards day care if that is what they decided. On the other hand, the woman who has the \$140 in her hand can use it to stay home; in a sense be subsidized to stay at home with the child. What would you think of a proposal like that?

Mrs. Harford: I am not sure if I am prepared for that. What I am prepared to tell you is we believe we should be encouraging mothers to stay home. If you do it by such projects as you are talking about, then fine. I do not think the government should get into universal day care. For one it is too expensive. Canada cannot afford it. And I think it makes dependent people. You get another round of universal state socialism that we do not need in Canada.

Mr. Nicholson: Thank you. I think you have some very interesting comments. I imagine my colleagues have a few questions.

The Vice-Chairman: There may be some glimmer of smiles from the panel. Madam Pépin.

Mrs. Pépin: I have to admit that I may challenge your statistic also, because right now, as of December 1985, 57.5% of women who have children less than six years old were working full time, and 55% of women with children under three years old were working outside the home. I understand your point of view when you say that women should have the choice to stay home or to work outside. I fully agree with that. But I believe there are many women, or parents, who do not have the choice because they do not have the income, which is why they go to work. When you look at the percentage of families at the poverty level, and we know one child out of five is poor in Canada, and the percentage of single parent families, you can see that many families do not have the choice. They need the income, and we have to help those families give a good education to their children.

Mrs. Harford: I understand that Madam Pépin. Perhaps it is an ideological difference we have rather than just a difference of statistics.

• 1530

I think I am saying that mother has a place in the home. What the Canadian government can do to encourage mother to stay in the home... I do not think the possibilities have been looked into by the coming generation of women.

In our schools women are told that they should go out to work. How often in our schools, in our textbooks, is a positive image given of mother in the home? Do those women have a choice? Are they educated to think that their fulfilment comes from going out to work, no matter what the job is?

Mrs. Pépin: I am coming from a generation where it was nice and you had to be in the home to be a good mother and a right mother. Most of the women of my generation were torn

[Translation]

cela donnerait un choix aux femmes. Elles pourraient alors consacrer davantage d'argent à la garderie si elles le voulaient. Ou elles pourraient s'en servir pour rester à la maison, être ainsi d'une certaine façon subventionnée pour rester à la maison avec l'enfant. Que penseriez-vous d'une telle proposition?

Mme Harford: Je ne sais pas si je suis prête à ce genre de proposition. Ce que je peux vous dire, c'est que nous croyons que nous devrions encourager les mères à rester à la maison. Si vous le faites au moyen de projets comme celui que vous évoquez, très bien. Je ne crois pas que le gouvernement devrait s'engager dans un programme universel de garderie. Ma première raison est que c'est trop coûteux. Le Canada ne peut pas se le permettre. Je crois aussi que cela rend les gens dépendants. Ce serait une autre mesure étatique et socialiste dont nous n'avons pas besoin au Canada.

M. Nicholson: Merci. Vos commentaires sont très intéressants. Je suppose que mes collègues ont aussi des questions.

Le vice-président: Je vois des ébauches de sourire. Madame Pépin.

Mme Pépin: Je suis obligée, moi aussi, de mettre vos statistiques en doute parce que, en décembre 1985, 57,5 p. 100 des femmes ayant des enfants âgés de moins de 6 ans travaillaient à temps plein, et 55 p. 100 des femmes ayant des enfants de moins de trois ans travaillaient à l'extérieur de la maison. Je comprends votre point de vue quand vous dites que les femmes devraient avoir la possibilité de rester à la maison ou de travailler à l'extérieur. Je suis pleinement d'accord. Mais je crois qu'il y a de nombreuses femmes, ou des parents, qui n'ont pas le choix parce qu'ils n'ont pas les revenus suffisants et qu'ils doivent donc travailler. Quand on voit le pourcentage des familles qui se situent au seuil de pauvreté, quand on sait qu'un enfant sur cinq au Canada est pauvre, quand on voit le pourcentage de familles monoparentales, force est d'admettre que de nombreuses familles n'ont pas le choix. Elles ont besoin de revenus, et nous devons aider ces familles à donner une bonne éducation à leurs enfants.

Mme Harford: Je comprends cela, madame Pépin. Peut-être nos opinions divergent-elles davantage au niveau idéologique qu'au niveau des statistiques.

Ce que je dis, c'est que la mère a sa place à la maison. Qu'est-ce que le gouvernement canadien peut faire pour l'encourager à y rester... Je ne crois pas que la génération montante de femmes ait examiné ces possibilités.

Dans nos écoles, on dit aux femmes qu'elles doivent travailler à l'extérieur. Quand voyons-nous, dans nos manuels scolaires, l'image favorable de la mère au foyer? Est-ce que ces femmes ont réellement le choix? Leur apprend-on à penser qu'elles s'accompliront en travaillant à l'extérieur, indépendamment de la nature du travail?

Mme Pépin: Je suis d'une génération où l'on avait une bonne image de la femme au foyer et où il fallait rester chez soi pour être une bonne mère. La plupart des femmes de ma génération

[Texte]

because they had to work outside and they felt they were not good mothers. Right now probably in some schools they tell them that they have to go to work outside the home, but I think they are trying to tell girls they should take a good education like mathematics and science because one day some of them will be facing the reality that they have to earn their own living.

I am surprised that you say they do not show a good picture of the women who stay home, but I think we have to show that to our daughters because the reality is a bit different.

Mrs. Harford: Yes, and I think we cannot live the 1940s; we have to live in 1985. I personally have four daughters and I certainly have encouraged them to look to their career. However, at the same time I tell them that when they marry they had better make sure they have enough money so that when the children along they can opt out of the work force and take care of their children, because, although the government is not going to pay them in dollars to look after their children, they are going to be paid in much better than dollars eventually.

I think the government perhaps has a role in helping women to stay home, at least the women who want to, but I think as soon as you establish a whole network of universal day care centres it gets into your mind that the centre is there and therefore you should use it. We all know people who know the welfare system is there and who adapt their lifestyle to use it, and I think the same thing would happen with day care.

Mrs. Pépin: Regarding the family violence, also we find out that you have many parents who need support and if they had a good child care centre where they knew they could place their child a few days a week maybe it would be easier for them and we would have less violence. I know that it is not an excuse.

As you mentioned, you tell them they will have to make a choice, either having children or not. But right now 48% of married couples with children have to go to work; they do not have the choice.

Mrs. Harford: I disagree with that. Maybe I have to go to work. I have six kids. We make our budget and we adjust our things... Our older children work. They contribute to the family. That is the way it should be. We should not be waiting around for the government's pocket to be wide open for us take money out of it all the time.

Mrs. Pépin: We agree on one thing, that women have to have the choice.

Mrs. Harford: Sure. If they want to go to work, fine, great, but let it be adapted to their family situation. I think when a woman chooses or a husband and wife choose to be parents they choose to be responsible for those children and they do not choose to have them be the responsibility of the state.

[Traduction]

étaient déchirées parce qu'elles devaient travailler à l'extérieur et qu'elles croyaient qu'elles n'étaient pas de bonnes mères à cause de cela. Maintenant, on dit probablement dans certaines écoles aux femmes qu'elles doivent aller travailler à l'extérieur, mais ce que je crois qu'on essaie surtout de dire aussi, c'est qu'elles devraient acquérir une bonne formation en mathématiques, en sciences, etc., parce qu'un jour, certaines d'entre elles devront faire face à la réalité et gagner leur propre vie.

Je suis surprise quand vous dites que les écoles ne nous donnent pas une bonne image de la femme qui reste à la maison, mais je crois que nous devons la montrer à nos filles parce que la réalité est un peu différente.

Mme Hartford: Oui, nous sommes en 1985 et nous ne pouvons plus vivre comme en 1940. J'ai moi-même quatre filles et je les ai bien évidemment encouragées à ne pas négliger leur carrière. Toutefois, je leur explique en même temps qu'elles feront mieux, quand elles se marieront, de s'assurer qu'elles auront suffisamment d'argent pour que, quand elles auront des enfants, elles puissent se retirer du marché du travail et prendre soin de leurs enfants. Ce ne sera pas alors au gouvernement de les payer pour prendre soin de leurs enfants; leur rémunération sera alors d'une mesure beaucoup plus agréable que les dollars.

Je crois que le gouvernement devrait jouer un rôle pour aider les femmes à rester à la maison, du moins celles qui le veulent. Je crois par contre que dès qu'on instaure un réseau complet et universel de garderies, on se fait à l'idée que la garderie est là et qu'on doit l'utiliser. Nous connaissons tous des gens qui connaissent bien le fonctionnement du système de bien-être et adaptent leur mode de vie pour en profiter. La même chose pourrait se passer avec les garderies.

Mme Pépin: En ce qui concerne la violence familiale, nous avons aussi constaté que de nombreux parents ont besoin d'aide et que s'ils avaient une bonne garderie où placer leurs enfants quelques jours par semaine, cela leur faciliterait les choses, et nous aurions alors moins de violence. Je sais que ce n'est pas une excuse.

Vous leur dites qu'elles auront un choix à faire, avoir des enfants ou ne pas en avoir. Mais maintenant, environ 48 p. 100 des couples mariés avec enfants doivent travailler, ils n'ont pas le choix.

Mme Harford: Je ne suis pas d'accord. Peut-être dois-je aller travailler. J'ai six enfants. Nous organisons notre budget en fonction de nos moyens... Les plus vieux de nos enfants travaillent. Ils participent aux dépenses de la famille. C'est ainsi que les choses devraient se passer. Nous ne devrions pas passer notre temps à attendre les largesses du gouvernement fédéral selon nos caprices.

Mme Pépin: Nous sommes d'accord sur une chose: les femmes doivent avoir le choix.

Mme Harford: Bien sûr. Si elles veulent aller travailler, parfait; mais que ce soit dans des conditions bien adaptées à leur situation familiale. Je crois que quand une femme choisit, ou un mari et une femme choisissent, d'être parents, ils choisissent d'être responsables de leurs enfants et non pas de transmettre cette responsabilité à l'État.

[Text]

The Vice-Chairman: Mr. Keeper.

Mr. Keeper: I guess I am interested in your comment that we should be encouraging mothers to stay at home. I am thinking of my own experience as a parent. I have three children, who are eight, six and four, and I obviously have a wife and she is at home full time.

You talk about the emotional benefits of being at home, and I think there are those, but it is often the case that it is also kind of an opportunity to climb the wall, that it is not all positive.

Mrs. Harford: Believe me, I have been there.

Mr. Keeper: It is not all positive—if you could allow me to finish. I want you to comment on these facts when I am finished because I would like to have your opinion.

• 1535

I would think that perhaps we should be looking for a policy that allows choice rather than encouraging, shall we say, leaning toward encouraging women to be at home. I think that if there are ways to give a woman at home some assistance to survive the experience of looking after a number of children, I think that is a benefit. Obviously, women who stay at home should be honoured for their work and their contribution to society, which they presently are not.

Take a look at the statistics on GNP. We do not recognize the wealth creation there is in taking care of children. As well, when you take a look at the . . . When I look at my own experience, I can see that if a woman were to choose and were to have the opportunity to work, just by virtue of the capacity of the opportunity to talk to adults rather than simply infants all day long, she could be in a better emotional state, I would think, and bring more to the children. So I wonder about some of these realities which I have seen with my own eyes.

You mentioned poverty and are there not other ways of getting at it. One of the ways, the key way by which we distribute income in this country, is through employment. If we deny employment to women in poverty, for example, a lot of the people on welfare are single parent women and if we do not have day care for them, if we do not have training for them, we condemn them to the welfare rolls. In our society, if we do not redistribute money through employment at a time when we are reducing the amount of public money that is being spent, reducing the role of government, surely we are not going to do it through some sort of guaranteed annual income or through some other way of subsidizing. So I wonder if you could comment on the fact that being at home is not always an emotionally gratifying experience, that working can benefit a human being and therefore make that person better able to care for their children, and the fact that work itself could be a way of distributing income, which has a lot to do with your sense of self-worth, with meeting your basic needs, and therefore being able to take care of children. I wonder if you could comment on those observations.

[Translation]

Le vice-président: Monsieur Keeper.

M. Keeper: Je suis intéressé par vos commentaires quand vous dites que nous devrions inciter les mères à rester à la maison. Je pense à mon propre cas comme parent. J'ai trois enfants qui ont huit, six et quatre ans et j'ai bien évidemment une femme, qui reste à la maison à temps plein.

Vous avez parlé des avantages émotifs qu'il y a à rester à la maison. Je crois qu'ils sont réels, mais c'est aussi souvent une source d'énerverment, et cela n'est pas tout à fait positif.

Mme Harford: J'en sais quelque chose.

M. Keeper: Ce n'est pas que favorable. Si vous me permettez de continuer . . . J'aimerais avoir vos commentaires sur ces faits quand j'en aurai terminé parce que votre opinion m'intéresse.

Je crois que, peut-être, nous devrions rechercher une politique qui permette le choix au lieu d'encourager, dirais-je, les femmes à rester à la maison. Je crois que s'il y a des façons d'aider dans une certaine mesure une femme à survivre en s'occupant de plusieurs enfants, c'est avantageux. Bien évidemment, il faudrait reconnaître le travail des femmes qui restent à la maison et leur contribution à la société, ce que nous ne faisons pas pour l'instant.

Jetons un coup d'oeil aux chiffres du PNB. Nous ne tenons pas compte de la création de richesse liée au soin des enfants. De la même façon, quand vous regardez le . . . Si je me réfère à ma propre expérience, je crois que si une femme avait le choix et la possibilité de travailler, le simple fait de pouvoir parler à des adultes plutôt qu'uniquement à des enfants toute la journée lui procurerait un meilleur équilibre émotif et lui permettrait d'apporter davantage aux enfants. C'est pourquoi je m'interroge sur certaines réalités que j'ai constatées de mes propres yeux.

Vous avez évoqué la pauvreté, et je ne vois pas d'autres façons de l'aborder. Une des façons dont l'argent est distribué dans ce pays, c'est par l'emploi. Si nous refusons le droit au travail aux femmes pauvres, par exemple, alors que nombre des personnes sur le bien-être sont à la tête d'une famille monoparentale, et si nous n'avons pas de garderies à leur offrir, si nous ne leur offrons pas de formation, nous les condamnons au bien-être. Dans notre société, si nous ne redistribuons pas l'argent grâce au travail, alors que nous révisons les montants des dépenses de fonds public, que nous restreignons le rôle du gouvernement, nous n'allons certainement pas y arriver grâce à une forme de revenu annuel garanti ou à un autre mode de subvention. En fait rester à la maison n'est pas toujours une expérience enrichissante émotivement parlant, le travail peut être source d'épanouissement pour un être humain et le rendre plus apte à prendre soin de ses enfants, il est par ailleurs une façon de distribuer les revenus, et en cela il favorise votre idée de valeur personnelle, tout en répondant aux besoins fondamentaux et en permettant de prendre soin des enfants. Que pensez-vous de tout cela?

[*Texte*]

Mrs. Harford: I hope I can. I am not usually good at juggling and I think you had two questions there. So if I do not answer them both . . .

Mr. Keeper: I just gave you some perspectives on experience and you can comment as you wish.

Mrs. Harford: Yes, okay. I am not very accustomed to being in this seat either, so you will bear with me.

I think on the idea of frustration, if I might say, I hazard a guess that you must be frustrated here sometimes during these committee hearings.

Mr. Keeper: Not at all.

Mrs. Harford: Never frustrated?

Mr. Keeper: Never in Montreal.

Mrs. Harford: I think there is a certain aspect of frustration in every job. Maybe it is more highly visible in the job of a mother with young children, but then it must be also in the role of the day care worker with young children.

Mr. Keeper: Yes, but the day care worker gets off at the end of the day.

Mrs. Harford: Fine, okay.

Mr. Keeper: The mother with young children is there 24 hours a day.

Mrs. Harford: Presumably there is father somewhere in there or other . . .

Mr. Keeper: Occasionally.

Mrs. Harford: —adults. I think there is frustration in every job. I know my husband comes home from work at night and he is frustrated about some of the things he has not been able to cope with at work.

I think women are able to handle the frustration. I do not think we should let them give in to their frustrations. They are able to handle it quite well and they are quite resilient in frustration. Frustration is not bad. There is nothing wrong with frustration. We have to deal with it. I mean, I get frustrated sometimes dealing with clerks in the stores when they do not understand what it is that I want. Sometimes there is frustration with adults.

Madeline, would you like to comment on that?

Ms Madeline Galarneau (Director, Family Life Development and Culture): I do not think that a job is the total answer either. Yes, some women would like to be outside the home. But as our previous people said, there are some women who work inside the home, plus minding their children. I do not think a job can be total gratification and family not gratification.

If a woman is in a position where she would like to stay home and mind her children or watch her own children grow, then it would be frustrating to have to go outside the home. If we are talking about single parents and meeting their needs,

[*Traduction*]

Mme Harford: Je vais faire de mon mieux. Je ne suis généralement pas une bonne jongleuse, et il me semble que vous avez deux questions. Aussi si je ne réponds pas aux deux . . .

M. Keeper: Ce n'étaient que des réflexions à partir de la réalité, mais vous êtes libre de faire les commentaires qui vous plairont.

Mme Harford: Oui, bien. Je ne suis pas habituée à ce genre de situation . . .

Quant à la frustration, si je peux utiliser le terme, je me risquerais à imaginer qu'il vous arrive d'être frustré ici pendant les audiences du Comité.

M. Keeper: Non pas du tout.

Mme Harford: Jamais?

M. Keeper: Jamais à Montréal.

Mme Harford: Je suppose qu'il y a une part de frustration en tout travail. C'est peut-être plus voyant dans le travail d'une mère avec de jeunes enfants, mais ce doit l'être également dans les tâches d'un travailleur de garderie avec de jeunes enfants.

M. Keeper: Oui, mais le travailleur en garderie quitte son travail à la fin de la journée.

Mme Harford: Oui, d'accord.

M. Keeper: La mère avec de jeunes enfants est là 24 heures par jour.

Mme Harford: On peut imaginer qu'il y a un père quelque part ou quelqu'un d'autre . . .

M. Keeper: Parfois.

Mme Harford: . . . des adultes. Je crois que tout travail s'accompagne de frustrations. Je sais que mon mari revient du travail le soir et qu'il est frustré parce que des choses ne se sont pas passées comme il l'aurait voulu au travail.

Je crois que les femmes sont capables de faire face à la frustration. Je crois qu'il ne faut pas les laisser s'abandonner à ces frustrations. Elles sont capables d'y faire face très bien et sont assez résistantes. La frustration n'est pas mauvaise en soi. Il faut y faire face. Il m'arrive d'être frustrée dans les magasins quand un vendeur ne comprend pas ce que je veux. On est parfois frustré par des adultes.

Madeline, avez-vous des commentaires à faire sur ceci?

Mme Madeline Galarneau (directrice, *Family Life Development and Culture*): Je ne crois pas que le travail soit la réponse parfaite à cela non plus. Oui, il y a des femmes qui voudraient être à l'extérieur de la maison. Mais comme les personnes précédentes l'on dit, il y en a qui travaillent chez elles, et s'occupent en plus de leurs enfants. Je ne crois pas que le travail puisse apporter une gratification totale et que la famille n'en apporte aucune.

Si une femme préfère rester à la maison et s'occuper de ses enfants, ou regarder ses enfants grandir, ce sera alors frustrant pour elle de devoir travailler à l'extérieur. Si nous parlons des familles monoparentales et voulons répondre à leurs besoins,

[Text]

meeting their needs is not necessarily just giving them a job outside their home. Possibly we could meet their needs too by financing them to stay home to raise their children.

• 1540

I think when Lorna mentioned violence before, it was more to the tune of what is happening to our juvenile delinquents, some of them coming home without a mother to come home to at the end of the day. They are allowed to watch videos. I think the latest statistics are that most children under the age of 12 watch sex videos much sooner than what we are supposed to be showing these children. If they had a mother in the home, maybe this would not happen, and violence at the age of 18 possibly would not be there either.

Emotionally gratifying for a job—I do not think so. We climb the walls in and out of a job. What we are saying by our brief here is that we would like to have options for women, and options that would be our choice, not necessarily the government's choice. If the government would like a role in caring for our children, then it could be giving us a choice to either stay at home with our children or picking a day care that would suit us, morally, emotionally, ethically—ethnic groups etc., closer to our neighbourhood, closer to our home; not maybe in every city across Canada under one cap, under one solution.

The Vice-Chairman: Before we terminate this, I want to thank you first of all for putting some very distinct suggestions on the table, permitting our colleagues here to have some differences of opinion which will undoubtedly lead to a report at some stage.

I just wanted to raise with you one concept and have you react to it as well.

So that you know where I am coming from, I always tend to reject absolutes. Universality is an absolute that I would tend to reject out of hand. When I first started teaching in 1965, the stereotype was obviously that the mother stayed home and the dad had the interesting job. There has been a reversal of that. It is done very well in some schools in Canada and not so well in other schools and I could show you examples that I have seen of both.

But really the stereotype that I would attack as well is the one that we have of the intuitive role of the mother, the nurturing role of the mother who by god-given instinct is suited to the nurturing and the raising of young children. I would venture to say that I have seen lots of cases in the public school system of kids who would have been better off if the mother had gone out to work because she had no parenting skills whatsoever. I raise that because suggestions that have been made to us talk always about the training that day care workers and child care workers get. You know the extremes again are coming back at us between people who get married and have children and have no skills in parenting—they have

[Translation]

cela ne veut pas nécessairement dire leur donner du travail en dehors de la maison. Nous pourrions aussi le faire en les finançant pour qu'elles restent à la maison élever leurs enfants.

Je crois que quand Lorna a parlé de violence auparavant, c'était davantage dans la perspective de ce qui arrive à nos jeunes délinquants, certains rentrant dans une maison où il n'y aura pas de mère à venir à la fin de la journée. Ils peuvent regarder des films sur magnétoscope. Je crois que les dernières statistiques révèlent que la plupart des enfants âgés de moins de 12 ans regardent des films de sexe beaucoup plus tôt que nous ne devrions leur en montrer. S'ils avaient une mère à la maison, cela ne se produirait peut-être pas. De la même façon que l'on peut imaginer que la violence serait moins présente à l'âge de 18 ans.

Quant à dire qu'un travail soit émotivement gratifiant, je ne le crois pas. On s'énervé et on s'impatiente au travail. Ce que nous disons dans notre mémoire est que nous aimerions que les femmes aient le choix, que le choix soit le leur et non pas nécessairement celui du gouvernement. Si le gouvernement veut jouer un rôle dans les soins apportés à nos enfants, il devrait alors nous permettre de choisir de rester à la maison avec nos enfants ou de recourir à un service de garderie qui nous convienne moralement, émotivement, éthiquement, qu'on puisse choisir le groupe ethnique, etc., qu'il soit plus proche de chez nous, et que tous ces services ne soient pas nécessairement centralisés dans toutes les villes du Canada, selon un même moule.

Le vice-président: Avant d'en terminer avec ceci, je veux remercier tous ceux d'entre vous qui ont fait des suggestions si intéressantes autour de cette table, permettant ainsi à nos collègues de se faire des opinions diversifiées qui nous permettront sans l'ombre d'un doute de préparer un rapport un peu plus tard.

Je voudrais juste évoquer ici un concept avec vous et que vous me fassiez part de vos réactions.

Afin que vous me suiviez, je m'efforce toujours de rejeter les absolus. L'universalité est un absolu que j'aurais tendance à rejeter. Quand j'ai commencé à enseigner en 1965, le stéréotype était à l'évidence que la mère restait à la maison et que le père avait un travail intéressant. Cela s'est profondément modifié. Cela s'est très bien passé dans certaines écoles du Canada et moins bien dans d'autres, et je pourrais vous donner des exemples des deux cas.

Le stéréotype auquel je voudrais m'attaquer est celui que nous avons du rôle intuitif de la mère, du rôle d'éducateur de la mère, qui, du fait d'un instinct a donné par Dieu, doit s'occuper des jeunes enfants et les élever. J'irai jusqu'à dire que j'ai vu de nombreux cas, dans le système public d'enseignement, d'enfants qui auraient été mieux si les mères avaient travaillé parce qu'elles n'avaient aucune aptitude à s'occuper d'enfants. J'évoque ceci parce qu'on nous a suggéré de parler de la formation qu'ont les travailleurs de garderie et ceux qui s'occupent des enfants. On nous présente encore des cas extrêmes entre des gens mariés et ayant des enfants et n'ayant aucune aptitude à s'en occuper—they n'ont pas suivi de forma-

[Texte]

taken no courses; they do not really understand the development of a young person—and the day care workers who are extremely well trained. I have seen examples of kids who watched rock videos at home after school when the mother was there, but did not see anything wrong with that, and thought it was a great idea. I have also seen the fathers let them watch those. Am I headed in a direction that you could see as well?

Mrs. Harford: Certainly, I can see those and I think if you will read the introduction to our brief we explain what family life development and culture is all about.

One of our main aims is to give parents courses in parenting to help them to be better parents. It occurred to some of us way back, 15 years ago, that we all had degrees in this, that, and the other thing, but we had never had any preparation in the job that was going to be the most important to the future of the world, so we borrowed from the International Family Development Association, which is based in Geneva, and we brought family development to Canada. We have given the course on parenting, which is a course in the case study method, to many, many, couples with great success.

The Vice-Chairman: Would that course lend itself to an idea we bounced around here across the country of paying to put a program together that we could show on educational television as a parenting course? Could you send us reference material with regard to that course?

Mrs. Harford: Sure, sure.

The Vice-Chairman: There are no further questions. Thank you very much for your presentation. Did you want to add something?

Ms Galarneau: No. I just wanted to add to your comment about the training and skill of day care centres. I think that is very, very true and sometimes we may not have it, but at the other hand when eight o'clock comes and they are allowed to go home or they do not feel like attending this child today then they just does not. A mother does not have that choice in a way because she wants to be there.

The Vice-Chairman: Okay, good. Thanks you very much.

• 1545

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation.

Next we have the McGill Community Family Center: Marilyn Newman, Director; Alison LeVasseur; and Jill de Villafranca. Welcome to our committee. Will all three of you be presenting something?

Ms Jill Villafranca (Chairman, Finance Committee, McGill Community Family Center): Yes, we will.

The Vice-Chairman: We ask that because we have scheduled about 15 minutes, and it makes it difficult if all three

[Traduction]

tion, ils ne comprennent pas vraiment le développement d'un jeune enfant—et à l'autre extrême les travailleurs de garderie qui sont particulièrement bien formés. J'ai vu des cas d'enfants qui regardaient des vidéorock à la maison après l'école quand la mère était là, et celle-ci n'y voyait rien de mal et trouvait que c'était bien. J'ai aussi vu des pères les laisser les regarder. Voyez-vous où je m'en vais?

Mme Harford: Certainement, je le vois bien et je crois que si vous lisez l'introduction de notre mémoire, nous y expliquons ce qu'est à notre avis le développement et la culture de la vie familiale.

Un de nos principaux objectifs et de donner aux parents des cours sur la façon de s'y prendre avec les enfants pour les aider à être de meilleurs parents. Certains d'entre nous se sont aperçus, il y a 15 ans environ, que nous étions tous diplômés en ceci ou en cela et que nous n'avions aucune formation particulière pour le travail qui allait être le plus important pour l'avenir du monde. C'est pourquoi nous nous sommes inspirés de l'Association internationale pour le développement familial, dont le siège est à Genève, et nous avons mis sur pied le développement familial au Canada. Nous avons donné un cours sur la façon de s'occuper des enfants, un cours sur la méthode d'étude de cas, à de très nombreux couples avec beaucoup de succès.

Le vice-président: Est-ce que ce cours se prêterait à une idée que nous avons retrouvée à travers le pays et qui serait de payer pour réaliser un programme que nous pourrions présenter à la télévision éducative comme un cours sur la formation des parents? Pourriez-vous nous expédier de la documentation de référence sur ce cours?

Mme Harford: Bien sûr.

Le vice-président: Il n'y a pas d'autres questions. Alors merci beaucoup pour votre exposé. Souhaitez-vous ajouter quelque chose?

Mme Galarneau: Non. Je voulais juste ajouter à votre commentaire sur la formation et les compétences dans les garderies. Je crois que ce que vous avez dit est très, très vrai, et parfois nous n'avons pas cet avantage, mais par contre, quand arrive 8h, et qu'ils peuvent rentrer chez eux ou qu'ils n'ont pas envie de s'occuper de cet enfant aujourd'hui, alors ils ne le font pas. Une mère n'a pas cette possibilité parce qu'elle veut être là.

Le vice-président: Bien, merci. Merci beaucoup.

Le vice-président: Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Nous accueillons maintenant des représentants du *McGill Community Family Center*, M^{me} Marilyn Newman, directrice, M^{me} Alison LeVasseur et M^{me} Jill de Villafranca. Bienvenue devant notre comité. Ferez-vous toutes trois un exposé?

Mme Jill Villafranca (présidente, Comité des finances, McGill Community Family Center): Oui.

Le vice-président: Je le demande parce que nous avons prévu environ 15 minutes et qu'il serait difficile d'écouter trois

[Text]

people do introductions and conclusions. So do what you can and leave some room for questions.

Ms Alison Newall LeVasseur (Parent, McGill Community Family Center): Thank you for inviting us today. My name is Alison LeVasseur, and I have two children at the McGill Community Family Center. I am going to speak about the need for quality day care in Canada.

We feel that day care has become a necessity. The rising divorce rate and the fear of poverty and old age make it imprudent in many cases for mothers to remain at home. Financial pressures on Canadian families have made staying at home a luxury many cannot afford and make child care a family issue rather than a women's issue.

Unfortunately, there is still substantial prejudice in the workplace against men and women who must devote time to their families. The problem becomes especially evident when a parent is forced to take time off work to care for a sick child. Conflicts arise between the needs of the job and the needs of the child, and parents feel guilty about not doing either job well.

A common perception of day care as an inadequate solution to the problem of child care places another layer of guilt on the day care parent. Family, friends and neighbours often convey the impression that the day care parent is not a good parent. These prejudices are partly justified because many day cares, due to a lack of funding, are far from ideal. Low pay for the staff, high turn-over and the equation of day care with baby-sitting all aggravate the lack of professional standards.

High-quality day care, on the other hand, can be of enormous benefit to youngsters and provides many opportunities that are not available at home. Day care is a necessity, and quality day care is essential. Our children deserve personal nurturing and stimulating care. If they do not receive the care they need, they are likely to become a problem that will not go away. But children who participate in quality day care in which both the child's and the family's needs are met, on the other hand, can become well-rounded, happy and productive individuals.

Not all parents can stay at home. Economic and social conditions in Canada have changed and the solution is no longer feasible. It puts enormous pressures on Canadian families. Quality day care is a responsible alternative for child care in Canada.

Ms Marilyn Newman (Director, McGill Community Family Center): I would like to share with you what we consider quality care. We have over 13 years of experience in providing quality care to pre-school children of students, staff and faculty of the McGill University, and we are proud of it.

[Translation]

personnes qui font des introductions et des conclusions. Alors, faites ce que vous pouvez et gardez un peu de temps pour répondre à des questions.

Mme Alison Newall LeVasseur (parent, McGill Community Family Center): Merci de votre visite ici aujourd'hui. Je me nomme Alison LeVasseur et j'ai deux enfants qui fréquentent le *McGill Community Family Center*. Je vous parlerai de la nécessité de garderies de qualité au Canada.

Nous estimons que les garderies sont devenues une nécessité. Le taux croissant de divorces et la crainte de la pauvreté et de la vieillesse font qu'il est important pour plusieurs mères de rester à la maison. Les pressions financières qui s'exercent sur les familles canadiennes sont telles que le fait de rester à la maison est devenu un luxe que bien peu peuvent s'offrir et que la garde des enfants est devenue une question familiale plutôt qu'une question de femmes.

Malheureusement, il existe encore beaucoup de préjugés en milieu de travail contre les femmes et les hommes qui doivent accorder du temps à leur famille. Le problème devient criant lorsqu'un parent doit s'absenter du travail pour s'occuper d'un enfant malade. Des conflits surgissent entre les besoins du travail et les besoins de l'enfant, et les parents se sentent coupables de ne pouvoir bien accomplir les deux tâches.

Le fait que l'on perçoive la garderie comme une solution non satisfaisante au problème de la garde d'enfants ajoute encore à la culpabilité des parents qui ont recours à ce système. Famille, amis et voisins laissent souvent entendre que ceux qui placent leur enfant en garderie ne sont pas de bons parents. Ces préjugés se justifient en partie parce que dans plusieurs cas, les garderies ne sont pas un cadre idéal à cause d'un manque de financement. La faible rémunération du personnel, le taux de roulement élevé et la correspondance établie entre garderie et gardienne d'enfants sont autant d'éléments qui font ressortir le manque de normes professionnelles.

D'autre part, les garderies de grande qualité peuvent être très profitables aux enfants, offrant des possibilités qui ne sont pas disponibles à la maison. Les garderies sont une nécessité et la qualité dans ce domaine est essentielle. Nos enfants méritent des soins personnels et une attention stimulante. S'ils ne reçoivent pas les soins dont ils ont besoin, ils auront des problèmes dont ils ne pourront se débarrasser. Mais les enfants qui vont dans des garderies de qualité qui répondent aux besoins de l'enfant et de la famille peuvent devenir des personnes accomplies, heureuses et productives.

Ce ne sont pas tous les parents qui peuvent rester à la maison. Les conditions économiques et sociales au Canada ont changé et cette solution n'est guère envisageable maintenant puisqu'elle suppose des pressions énormes sur les foyers canadiens. Les garderies de qualité sont une solution responsable à la garde des enfants au Canada.

Mme Marilyn Newman (directrice, McGill Community Family Center): J'aimerais partager avec vous ce que nous considérons être des soins de qualité. Nous avons plus de 13 années d'expérience dans le domaine des soins de qualité aux enfants d'âge préscolaire d'étudiants, d'employés et de

[Texte]

Quality care is what every child deserves. When a licensed Canadian day care centre opens its doors, when we talk about quality care, we are not just asking for safe, nurturing, hygienic environments or bona fide developmentally prepared curriculum; we take that for granted. It is an absolute must. We are not talking about baby-sitting, and we are not talking about school. We are talking about something unique, something special which provides a home environment where pre-school children can grow, an environment which can and does work in many of our better day cares across Canada. However, a loving but untrained individual cannot necessarily provide quality care. Caring for one or two children in a baby-sitting role is not at all the same as working with groups of children.

What we as professionals at the McGill Community Family Center are defining as quality care is as follows. Quality day care provides the whole family with a support system equivalent to a home away from home. Within this environment, children are cared for by qualified early childhood educators who fulfil the intellectual needs of the children and possess the skills to develop a stimulating experiential-based program. This program gives the children a well-rounded learning experience in a non-threatening creative atmosphere.

• 1550

However, at our centre our highest priority is placed on the social and emotional development of the children. Child care educators have the skills to nurture each child individually through their professional understanding of the whole child. These skills are used to help the child achieve a positive self-image and a curiosity to learn and grow in a secure and sound environment.

Family needs are not ignored in a quality day care. The links among parent, educator, and child must be very close in order for children to feel secure and relaxed. Parents should be encouraged to participate in the program, communicate with the educators, visit their child's groups, and participate in field trips, committees, and policy-making groups. It is the role of the educator to open these doors and ensure the implementation of this form of participation. Early childhood educators are trained to encourage parents to participate and can guide and assist them with their child-rearing responsibilities.

The open-door policy of a day care centre provides parents, children, and staff a community within which they can experience mutual support and recognition. Quality child care must be in a flexible community-based environment. It is not necessarily the child who takes on the greater part of the adaptation, but the environment and the qualified educator.

[Traduction]

membres du corps enseignant de l'Université McGill, et nous en sommes fières.

Tout enfant a droit à des soins de qualité. Quand une garderie canadienne dûment autorisée ouvre ses portes, quand nous parlons de qualité des soins, nous n'exigeons pas seulement la sécurité, les soins et un environnement hygiénique ou un programme authentique, nous tenons tout cela pour acquis. C'est une nécessité absolue. Nous ne parlons pas ici de gardiennes d'enfants et nous ne parlons pas non plus d'écoles. Nous parlons de quelque chose d'unique, de quelque chose de spécial qui permet de recréer un milieu familial où peuvent se développer les enfants d'âge préscolaire, un milieu que l'on retrouve dans plusieurs de nos meilleures garderies au Canada. Toutefois, une personne attentionnée, mais n'ayant pas reçu de formation, n'est pas nécessairement capable de donner des soins de qualité. Les soins à donner à un ou deux enfants par une gardienne d'enfants ne sont pas du tout les mêmes que de travailler avec des groupes d'enfants.

Voici ce que nous les professionnelles du *McGill Community Family Center* définissent comme des soins de qualité. Une garderie de qualité offre à toute la famille un environnement complet équivalant à un foyer hors de la maison familiale. Dans ce contexte, des éducatrices compétentes de la jeune enfance s'occupent des enfants en répondant à leurs besoins intellectuels; ces gens possèdent les aptitudes nécessaires pour élaborer des programmes stimulants, programmes qui donnent aux enfants des expériences d'apprentissage agréables dans un milieu créateur non hostile.

À notre garderie, la priorité va au développement social et émotif des enfants. Les éducatrices ont la compétence voulue pour s'occuper individuellement de chaque enfant grâce à leur approche professionnelle de l'enfance. Ces compétences servent à aider l'enfant à développer une perception positive de lui-même et la curiosité d'apprendre et de grandir dans un milieu sûr et sain.

Les besoins familiaux ne sont pas laissés pour compte dans une garderie de qualité. Les liens entre parents, éducateur et enfant doivent être assez intimes pour que les enfants se sentent en sécurité et détendus. Il faudrait que les parents soient amenés à participer au programme, à communiquer avec les éducatrices, à rendre visite au groupe auquel appartient leur enfant et à participer aux excursions, aux travaux des comités et du groupe d'élaboration de politiques. C'est le rôle de l'éducateur d'ouvrir les portes et de voir à l'implantation de cette forme de participation. Les éducatrices de la jeune enfance sont formées pour encourager les parents à participer, et elles peuvent les guider et les aider dans leurs responsabilités d'éducation des enfants.

La politique de porte ouverte d'une garderie donne aux parents, aux enfants et au personnel un milieu où chacun peut profiter du soutien mutuel et de la reconnaissance. Les soins à l'enfant doivent être donnés dans un milieu communautaire souple. Ce n'est pas nécessairement l'enfant qui doit faire le plus grand effort d'adaptation; c'est le milieu et l'éducateur qui doivent s'adapter à lui.

[Text]

What we mean by "quality care" is an environment which takes on the adaptation of the individual needs of each child. With every child, parent, and staff member who joins a centre, the centre changes a little. Most importantly, people who care for children must be very carefully selected. They must be happy and well-balanced individuals who can share their love for life with children and parents. The spirit, philosophy, child-teacher ratios, qualifications of staff, consistency of enrolment and staff, and family involvement all play a vital role in the creation and maintenance of high-quality child care.

Ms de Villafranca: I am a parent at the McGill Community Family Center and the Chairman of the Finance Committee. I have one child who is currently there and one child who is an alumna and happy about it... having had her there. Given what Marilyn and Allison have said about the need for day care and what we consider quality day care to be, I would like to tell you how we feel day care and child care in general should be moving in Canada over the next years.

First of all, I want to say that basically we like the structure that we have here in Quebec for funding day care. We feel it leaves the responsibility and the control in the hands of the parents and staff of each centre. It allows us to set our own priorities. It allows us to say that yes, we have a high priority for quality and we are going to put as much of our resources into that as we can. In a sense it is decentralized. We are not part of a large bureaucracy; and we would like to see that kind of local control be part of the future policy for child care.

However, as a result of that we find ourselves trying to move in two directions at once. One is the direction of increasing the quality of day care for our children. That means better-trained teachers. That means more of them; better ratios of teachers per child. That increases the cost. If you increase the cost... because 90% of our budget is in salaries, if you are increasing the quality and the pay for your teachers, you are automatically increasing fees.

We also have a priority at the day care centre that it should be affordable for all members of the community, not just those of us who have high incomes. We feel that because our community consists of students, staff, faculty, and whatever work-place day care will have, hopefully, a similar mix of economic and social backgrounds, you have an automatic conflict. You are working in the direction of trying to keep it affordable, so that you are not automatically excluding some, yet you want to raise that quality. We feel that by paying our teachers well, by providing them with a good working situation, we thus can achieve the quality day care our children deserve.

[Translation]

Ce que nous entendons par «soins de qualité» c'est un milieu qui s'adapte aux besoins individuels de chaque enfant. L'arrivée de chaque enfant, de chaque parent et de chaque membre du personnel amène une certaine forme de changement à la garderie. Ce qui importe le plus, c'est que les personnes chargées des enfants soient choisies avec le plus grand soin. Ce doivent être des personnes heureuses et équilibrées qui peuvent partager leur goût de la vie avec les enfants et avec les parents. L'esprit, la philosophie, le rapport enfant-éducateur, les qualifications du personnel, la cohérence, les inscriptions et la persistance du personnel ainsi que l'implication de la famille sont des éléments vitaux dans la création et le maintien d'une garderie de grande qualité.

Mme de Villafranca: Je suis un parent engagé au McGill Community Family Center et j'assume la présidence du Comité des finances. J'ai un enfant qui fréquente cette garderie et j'en ai un autre qui va maintenant à l'école et qui est heureux de l'avoir fréquentée. Compte tenu de ce que Marilyn et Allison ont dit au sujet de la nécessité de garderies et de ce que nous considérons être une garderie de qualité, j'aimerais vous dire quelle orientation le soin des enfants et les garderies de jour devraient prendre au Canada au cours des prochaines années.

Je vous dirai d'abord que j'aime les rouages mis en place au Québec en vue de pourvoir de fonds les garderies. Nous estimons n'empiéter ainsi aucunement ni sur l'initiative ni sur l'autorité des parents ou du personnel de chaque garderie. Cela nous permet d'établir nos propres priorités. Nous pouvons ainsi affirmer que la qualité des soins vient en tête de nos priorités; et qu'une bonne partie de nos ressources sert à cette fin. Dans un certain sens, il y a décentralisation. Nous ne faisons pas partie d'une énorme bureaucratie. Et nous aimerions voir ce genre de contrôle s'intégrer dans les futures politiques en matière de soins aux enfants.

Toutefois, cet ensemble fait que nous essayons de travailler dans deux directions en même temps. D'une part, nous cherchons à accroître la qualité des soins en garderie pour nos enfants. Cela suppose des éducatrices mieux formées, un plus grand nombre d'éducatrices, un meilleur ratio éducateur-enfant. Tout cela est coûteux. Si vous augmentez les coûts... parce que 90 p. 100 de notre budget est consacré aux salaires, si vous augmentez les coûts et le salaire des éducatrices, vous augmentez automatiquement les frais de garderie.

Nous avons également comme priorité de rendre notre garderie accessible à tous les membres de la collectivité et non seulement à ceux qui ont des revenus élevés. Nous estimons qu'à cause de la composition de notre collectivité formée d'étudiants, d'employés, d'enseignants et de toute autre catégorie de travailleurs qu'une garderie comme la nôtre peut attirer, idéalement une composition de provenance socio-économique semblable, il y a un conflit presque automatique. Vous cherchez à maintenir la garderie accessible à tous afin de ne pas exclure certains éléments, et d'autre part vous cherchez à augmenter la qualité. En payant bien nos éducatrices, en leur donnant un bon contexte de travail, nous pensons être capables d'atteindre le niveau de qualité de garderie auquel nos enfants ont droit.

[Texte]

Because of this problem of moving in two directions at once, we find ourselves constantly with a budget crunch.

• 1555

What we would like to see happen, and what has not been happening sufficiently, is a better base of subsidy for day cares. What I mean by this is a base of startup day care so that the problem of availability is dealt with. We would like to encourage more workplace day cares, for instance, for those people who would like to have access to their children during the day, and possibly better community day care for those people who are involved in other activities for the community.

So we see a place for both kinds of day care, but workplace day care would also have the advantage of being subsidized by the employer. This would, we hope, serve to keep costs to the individual families under control while maintaining a high quality.

We would also like to see the fact that—currently we figure our costs per child per day to be at least \$23. In Quebec, we receive \$4 per day per child, which is a very small proportion of the cost. The rest is made up from our fees.

• 1600

That is part of it, and the other part is the maximum of \$10 per day per child for those families who are considered low income and are receiving additional subsidy to keep their fees under control. The maximum salary for that is currently unrealistically low. Families who make a net income of \$25,000 are nearly at the poverty level and it does not really make up the difference between the fees that we have to charge and what they are subsidized for. Given that, we still are attempting, incrementally and year by year, to raise our quality and to keep our fees under control. I think that is the problem all day care centres are facing, those which are concerned with the quality of care they are providing children.

We would like to suggest two things. We would like to see the federal government do something to seriously encourage workplace day care, possibly through tax breaks to corporations, start-up grants, that sort of thing.

The other thing we would like to see is 100% deductibility from taxes of child care costs for children who are receiving care in a recognized and licensed situation.

I realize there is a division of responsibility between the levels of government for subsidies for day care, but we would also want you to be aware that we feel that subsidies are inadequate and growing more so.

We would now like to receive questions if you have any.

[Traduction]

C'est parce que nous devons travailler dans deux directions à la fois que nous éprouvons constamment des difficultés budgétaires.

Ce que nous aimerions qu'il se produise, et ce qui ne s'est pas produit suffisamment souvent, c'est que l'on établisse une meilleure base de financement pour les garderies. Ce que je veux dire, c'est l'établissement d'un financement de base pour la création de garderies afin de résoudre le problème de la disponibilité. Nous aimerions qu'il y ait davantage de garderies en milieu de travail, par exemple pour les gens qui aimeraient communiquer avec leurs enfants pendant la journée, et possiblement de meilleures garderies communautaires pour les gens qui sont occupés à d'autres activités pour la collectivité.

Nous voyons donc qu'il y a de la place pour les deux types de garderie, mais la garderie en milieu de travail offrirait également l'avantage d'être subventionnée par l'employeur. Cela permettrait, espérons-nous, de minimiser les coûts pour les familles tout en assurant un niveau de qualité élevé.

Nous aimerions également que—à l'heure actuelle, nous estimons qu'il nous en coûte au moins 23\$ par jour par enfant. Au Québec, nous recevons 4\$ par jour par enfant, ce qui est fort peu par rapport à nos coûts. Le complément provient des frais que nous exigeons.

Cela en fait partie; l'autre aspect, c'est le maximum de 10\$ par jour par enfant pour les familles dites à faible revenu, et qui reçoivent des subventions supplémentaires pour limiter leurs frais de garde. Le salaire maximum pour cela est vraiment beaucoup trop faible. Les familles dont le revenu net est de 25,000\$ sont presque au seuil de la pauvreté, et cela ne compense pas du tout la différence entre les frais que nous devons exiger et les subventions qu'elles touchent. Cela étant dit, nous essayons toujours, chaque année, d'augmenter la qualité et de contenir nos frais. Je crois que c'est le problème auquel font face toutes les garderies, celles qui se préoccupent de la qualité des soins données aux enfants.

Nous aimerions proposer deux choses. Nous aimerions que le gouvernement fédéral fasse un effort valable pour favoriser l'implantation de garderies en milieu de travail, possiblement en offrant des avantages fiscaux aux entreprises, en accordant des subventions de démarrage, ce genre de choses.

Ce que nous aimerions également, c'est que les frais de garde d'enfants soient déductibles à 100 p. 100 dans le cas des enfants qui sont confiés à des garderies reconnues et dûment autorisées.

Je suis consciente qu'il y a partage de responsabilité entre les niveaux de gouvernement pour les subventions aux garderies, mais nous aimerions également que vous sachiez que nous pensons que ces subventions ne sont pas suffisantes et qu'elles le sont de moins en moins.

Nous aimerions maintenant entendre vos questions si vous en avez.

[Text]

The Vice-Chairman: Questions, Mr. Keeper?

Mr. Keeper: Yes. You seem to be posing a problem here between good day care and locally controlled day care and the need for funds in order to have quality day care. What that suggests to me is simply that you use the instrument of government, provincial and federal, as a means to collect and redistribute the resources and maintain your control locally. It seems to me to be the solution.

I am just wondering about one suggestion you made, which was that taxes be 100% deductible for child care. I am wondering if you have given any thought to that in light of the fact that it would benefit those with very high incomes, with middle incomes more, at least the upper middle incomes more, and whether or not you have rejected the federal government and provincial governments redistributing resources by way of grants to day cares, so that you could solve your financial problems, provide quality day care and maintain the local control. Are you expressing a preference for a tax deduction over a grant system, particularly in light of the . . .

Ms de Villafranca: That is a very good question.

Mr. Keeper: —inequity that would naturally flow from a deductible system?

Ms de Villafranca: I think that is an excellent question and I think that what we are saying is we would like to see a combination, because for a higher income family, let us say that fees need to go up to \$500, \$600 a month per child, and if you have two children in a day care you might be paying \$1,200 a month. Most families cannot afford that, but a higher income family could afford that cashflow. Provided they knew they were going to get a tax break at the end of the year, it would be feasible.

On the other hand, we do not think that is the only solution, absolutely not. We think that because we want to keep day care available across the board to our entire spectrum of community members, there has to be another way of subsidizing the bottom levels as well. That is where government grants and subsidies come in. I think in a sense it is more cost-effective for me, let us say . . .

• 1605

Let us suppose I am a high income earner and I pay my fees directly to the day care centre. It is probably more cost effective if I pay them directly and then get a tax deduction rather than I pay my money to the Receiver General for Canada who then passes it on to somebody else. It costs a lot of money to do it that way.

So, if you can redistribute through government for some parts of the day care community and for the higher income levels have it happen directly because they can handle it on a cashflow basis, it seems more cost effective to me.

[Translation]

Le vice-président: Des questions, monsieur Keeper?

M. Keeper: Oui. Vous semblez voir un problème entre, d'une part, les bonnes garderies et les garderies fonctionnant au niveau local et, d'autre part, le besoin d'un financement pour avoir des garderies de qualité. Ce qui me laisse croire que vous voudriez tout simplement vous servir des gouvernements fédéral et provinciaux pour recueillir et redistribuer des ressources et ainsi maintenir un contrôle à l'échelle locale. Cela me semble être la solution.

Je reviens à l'une des suggestions que vous faisiez, c'est-à-dire que les frais de garde d'enfants soient déductibles d'impôt à cent pour cent. Je me demande si vous avez songé qu'une telle mesure profiterait aux personnes ayant des revenus très élevés, et davantage encore aux personnes ayant un revenu moyen, à tout le moins ceux de la catégorie supérieure des revenus moyens, et si vous avez rejeté ou non le mécanisme de redistribution des ressources des gouvernements fédéral et provinciaux sous forme de subventions aux garderies afin que vous puissiez résoudre vos problèmes financiers, assurer les soins de qualité et maintenir un contrôle au niveau local. Est-ce que vous préférez la déduction d'impôt au système de subventions, particulièrement à la lumière de . . .

Mme de Villafranca: C'est une très bonne question.

M. Keeper: . . . l'iniquité qui découlerait tout naturellement d'un système d'exemption d'impôt?

Mme de Villafranca: Je crois que c'est une excellente question. Ce que nous aimerions en fait, c'est une combinaison des deux mesures, parce que dans le cas d'une famille à revenu élevé, disons, les frais de garderie devraient atteindre 500\$, 600\$ par mois par enfant et 1,200\$ par mois s'il y avait deux enfants en garderie. La plupart des familles ne peuvent se permettre cela, mais une famille à revenu plus élevé disposerait de tels montants. Si ces gens savaient qu'ils pourraient bénéficier d'un allègement fiscal à la fin de l'année, ce pourrait être possible.

D'autre part, nous ne croyons pas qu'il s'agit là de la seule solution, absolument pas. Nous croyons que parce que nous voulons que les garderies soient accessibles à toutes les couches de la société, il doit y avoir une autre façon de subventionner à l'échelon inférieur. C'est là où les subventions de gouvernement prennent leur sens. D'une certaine façon, c'est plus efficace du point de vue des coûts pour moi, disons . . .

Supposons que je gagne bien ma vie et que je paie directement la garderie. Il est probablement plus rentable de payer directement et bénéficier ensuite d'une déduction fiscale que de verser une somme au Receveur général du Canada, qui la transmet ensuite à quelqu'un d'autre. C'est là une façon bien onéreuse de procéder.

Il ne semblerait donc plus rentable de faire réaffecter cet argent par le gouvernement pour certaines catégories de gens, mais de faire payer directement les gens qui ont des revenus plus élevés, parce que le paiement est ainsi fait comptant.

[*Texte*]

Is that clear, or is that totally muddy?

Mr. Keeper: Well, I think it is an improvement on your original suggestion. Thank you.

Ms de Villafranca: Does that make sense to you?

Mr. Keeper: Yes, it does.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci beaucoup, monsieur le président. Je voudrais savoir si, étant donné que c'est une garderie qui est attenante à l'Université McGill, si votre garderie est un lieu pour entraîner les jeunes étudiants qui se destinent à être professeurs ou encore à travailler plus tard dans des garderies.

Mme de Villafranca: Oui, absolument.

Mme Duplessis: Et à ce moment-là, quel mécanisme vous avez pour être capable de contrôler ou d'assurer, si vous voulez, des services de qualité aux jeunes enfants qui sont en garderie chez vous?

Mme LeVasseur: Bon, premièrement, les jeunes entraînant-tes sont toujours accompagnées des maîtresses reconnues. C'est jamais une entraînante seule avec une classe de 12 enfants ou 15 enfants. Ils sont toujours sous le contrôle des maîtresses qui sont là régulièrement.

Mme Duplessis: Ah bon! Toujours supervisées continuellement.

Mme LeVasseur: Continuellement! Et disons pour deux semaines, ils auront la responsabilité de créer le programme pour les enfants, mais c'est en effet eux qui prennent le contrôle, mais les deux autres maîtresses sont toujours là avec eux, voyez-vous.

Mme Duplessis: Et à ce moment-là, est-ce que vous êtes obligés de payer l'étudiant qui vient faire un stage chez vous?

Mme LeVasseur: Non.

Mme Duplessis: Non? C'est bénévole?

Mme LeVasseur: Cela fait partie de leur entraînement avec les CEGEP et l'université.

Mme Duplessis: Ah bon! Alors, moi c'est tout. C'est la question que j'avais à poser.

Merci.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous avez parlé d'aider, par des subventions, à démarrer des garderies. Mais actuellement, est-ce que cela n'existe pas au Québec, et n'y a-t-il pas une certaine forme de subvention pour aider les garderies à démarrer?

Mme de Villafranca: Oui, c'est vrai. C'est 300\$ par enfant...

Mrs. Pépin: You can answer in english.

Ms Neuman: I think it is about \$300 per child per new space—that is for the actual renovations—and \$500 per child for equipment. That is an initial grant that just gets you started and then you move on your way.

[*Traduction*]

Me suis-je fait comprendre, ou bien la question est-elle restée obscure?

M. Keeper: Je pense que c'est un progrès par rapport à votre première proposition. Je vous remercie.

Mme de Villafranca: Est-ce que vous comprenez quelle est la proposition?

M. Keeper: Oui, je comprends.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman. Since your day care centre is close to McGill University, is it a training place for young students who want to teach or work later in day care centres?

Mrs. de Villafranca: Yes, it is.

Mrs. Duplessis: In which case, what is the mechanism to control or ensure quality services for young children who are in your custody?

Mrs. LeVasseur: First of all, the teachers in training are always under the supervision of certified teachers. It never happens that a teacher in training is alone with a class of 12 or 15 children, and the certified teachers who supervise them are always there.

Mrs. Duplessis: I see. Supervision is continuous.

Mrs. LeVasseur: Yes, continuous. There is a two-week period during which the teachers in training are responsible for the children's program, and during that period, they are in charge, but the two other teachers are continually in attendance.

Mrs. Duplessis: During that time, do you have to pay the student who is in training in your day care centre?

Mrs. LeVasseur: No.

Mrs. Duplessis: Is it volunteer work?

Mrs. LeVasseur: It is part of the training with CEGEPs and with universities.

Mrs. Duplessis: This is all I have to ask.

Thank you.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You were saying that you wanted to start day care centres with the help of some subsidies. But are there not already subsidies in Quebec to help day care centres to get started?

Mrs. de Villafranca: Yes, this is true. It is \$300 per child...

Mme Pépin: Vous pouvez me répondre en anglais.

Mme Neuman: Je crois que c'est environ 300\$ par enfant pour chaque nouvelle place—c'est-à-dire, en fait pour les rénovations—et 500\$ par enfant pour le matériel. C'est une

[Text]

Mme Pépin: Cela veut-il dire que la subvention que vous avez est suffisante ou n'est pas suffisante pour inciter des gens à ouvrir des garderies?

Ms de Villafranca: Probably for the physical renovations it is sufficient. We are finding now that we are under some pressure from various parts of the university community to expand again. We are at the limits of being able to handle that from an administrative point of view. There is a great deal of bureaucracy, as you are probably aware, that you have to cope with in order to open new day care spaces, and we simply do not have the budget to hire someone to handle that so we are actually finding ourselves at the point of having to ask if we can in fact handle this expansion and increase in day care spaces from an administrative point of view. If we did have a person then we would be able to get that grant for renovations and get the physical space allocated, but we are finding ourselves crunched from an administrative point of view.

Ms Neuman: I want to add to that. From the point of view of the renovations, that amount of money seems to be sufficient for a university day care centre because we have university space, but I would imagine that in a non-university setting it would be very tight. Also, it is fine to be set up initially with a very nice environment but to maintain it is virtually impossible. The janitorial services . . . the workplace environment in most day care centres is really cared for by the staff who are taking care of children, and that creates a great deal of frustration on the part of the educators.

Ms de Villafranca: If you were to walk into our day care centre on Peel Street, you might be a bit put off because the physical environment is not the most lovely I have ever seen.

• 1610

Ms Neuman: We cannot paint every three years as one would like us to do. We put our quality into our educators as opposed to caring for the environment in the way we would like.

Mme Pépin: Je comprends bien votre intervention quand vous dites que vous incitez les compagnies ou les industries à avoir un service de garde sur le milieu de travail.

Mme de Villafranca: C'est très important je pense.

Mme Pépin: Parce qu'ils pourraient peut-être combler le déficit!

Mme de Villafranca: Oui.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci beaucoup d'avoir comparu devant notre Comité.

Maintenant j'inviterais Joëlle Noulain-Mérat, qui est thérapeute en psychomotricité à venir présenter son mémoire.

Alors madame Mérat, quand vous serez prête, vous pouvez commencer.

Mme Joëlle Noulain-Mérat (à titre personnel): Merci. Tout d'abord je tiens à vous dire combien je suis contente que le

[Translation]

subvention de départ qui vous permet tout juste de démarrer et vous en êtes ensuite réduite à vos propres moyens.

Mrs. Pépin: Do you mean by that that the grant is sufficient or not to encourage people to open day care centres?

Mme de Villafranca: La subvention suffit probablement pour les rénovations proprement dites mais dans les milieux universitaires, on nous demande de toutes parts de continuer à agrandir le centre. Nous commençons à être débordés par les tâches administratives. Vous n'ignorez certainement pas que la création de nouvelles places en garderie entraîne beaucoup de paperasserie et nous n'avons simplement pas les moyens de nous permettre d'engager quelqu'un pour nous aider. Nous en sommes venus à nous demander si, du point de vue administratif, nous avons bien fait de songer à nous agrandir. Si nous avions un employé, nous pourrions obtenir cette subvention de rénovation et obtenir un permis d'attribution de terrain, et c'est du côté administratif que l'intendance ne suit pas.

Mme Neuman: Il y a encore une chose que je voulais ajouter: cette somme semble suffisante pour les rénovations, parce que notre garderie se trouve sur le terrain de l'université, mais si elle se trouvait ailleurs, cette subvention serait probablement insuffisante. Il convient également de signaler que si satisfaisant soit-il de construire une garderie coquette, il est pratiquement impossible de l'entretenir. Les services de gardiennage . . . dans la plupart des garderies, c'est le personnel qui s'occupe à la fois des enfants et des locaux, ce qui cause beaucoup de frustration aux éducateurs.

Mme de Villafranca: Si vous visitiez notre garderie rue Peel, vous risquez d'avoir des surprises, les locaux, en effet, sont loin d'être très attrayants.

Mme Neuman: Nous ne pouvons nous permettre de faire repeindre les locaux tous les trois ans, comme nous devrions le faire. Forcés de choisir, nous consacrons nos ressources davantage à la qualité des éducateurs plutôt qu'à l'apparence des locaux, mais c'est à regret.

Mrs. Pépin: I understand you very well when you say that you encourage companies or plants to have a day care centre in the work place.

Mrs. de Villafranca: I think it is very important.

Mrs. Pépin: Because they might be able to bridge the deficit gap!

Mrs. de Villafranca: Yes.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you for appearing before our committee.

I am now inviting Joëlle Noulain-Mérat, a therapy specialist in psycho-motive skills, to present her brief.

You may start whenever you are ready, Mrs. Mérat.

Mrs. Joëlle Noulain-Mérat (Individual Presentation): Thank you. First of all, let me tell you how happy I am that the

[Texte]

gouvernement fédéral se soucie de notre plus précieuse ressource: les enfants. Et je tiens à remercier plus particulièrement M^{me} Lucie Pépin, qui est députée de mon comté, qui a eu la gentillesse et la délicatesse de nous informer et de nous aviser à travers le fascicule qu'elle a fait parvenir à ses électeurs.

Si nous voulons que les enfants bâtissent la société de demain, il est souhaitable de les encadrer et de les stimuler adéquatement au moment même où ils se construisent.

La qualité des services de garde permettra également de rapatrier les cerveaux des parents préoccupés du développement de leurs enfants sur le marché du travail.

Actuellement, il existe une variété de services: enfants gardés à la maison, chez une voisine, dans une garderie privée ou subventionnée.

Je me propose de faire devant vous le bilan de mes 11 ans, moins deux congés de maternité, d'observations dans les garderies privées et subventionnées en ma qualité de consultante, spécialiste du développement des enfants.

Ce que l'on constate avant tout c'est l'hétérogénéité des locaux, du personnel, des enfants qui fréquentent les garderies.

Avant qu'une garderie puisse avoir pignon sur rue, il faudra qu'un individu ou un groupe constitué en comité administratif se conforme aux exigences de l'Office de garde.

La première difficulté réside dans la découverte d'un local qui doit être à peu près à 500 mètres d'un parc pour satisfaire l'Office et dans une zone commerciale pour la municipalité de Montréal.

Il y a déjà là matière à réflexion. Il serait judicieux que les différents niveaux décisionnels se consultent—parce qu'il semble assez difficile de trouver en plein milieu de la rue St-Hubert, un parc à proximité, par exemple.

Une planification urbaine permettrait de décentraliser les lieux d'implantation des garderies et éviterait les temps de voyage des enfants.

Quand je parle de décentraliser les garderies—je travaille surtout sur les garderies de Ville Mont-Royal, C^{te}-des-Neiges, et Outremont, ce qui regroupe votre secteur. Or la municipalité d'Outremont a des accords différents—c'est-à-dire qu'on peut prendre un duplex et le convertir en garderie, ce qui n'est pas vrai pour la ville de Montréal. Ce qui fait qu'il y a une concentration à Outremont et des enfants qui voyagent de Ste-Thérèse, Bois-des-Filions et autres et qui ont des temps de voyage absolument épouvantables.

De même, les contracteurs de projets domiciliaires d'envergure pourraient être tenus responsables de la mise en place d'une garderie. Actuellement il y a un projet justement à Ville d'Outremont—je pense que le Sanctuaire se propose d'établir une garderie, mais ça ne reste pas la majorité.

Si je regarde le boulevard Cavendish, je pense que vous êtes pas mal tous familiers avec ça, il y a énormément de blocs à appartements; il n'y a pas une garderie à côté de ce lieu-là, alors qu'il y a des parcs autour, et puis il y a des places encore qui pourraient être construites.

[Traduction]

federal government cares about our most precious resource, our children. I want to thank, in particular, Mrs. Lucie Pépin, M.P. for my county, who was kind enough to inform us and advise us through the booklet she is sending to her constituents.

If we want our children to build tomorrow's society, it is advisable to give them support and enrichment while they are growing up.

If care services are of high quality, the parents who care about their child's development will be able to concentrate on their work, again.

Services come under several forms: home care, at a neighbour's, in a private day care centre, or in a subsidized one.

I would like to sum up for you my 11 years of experience, minus two maternity leaves, 11 years of observations in private and subsidized day care centres, as a consultant, specialized in the development of children.

First of all, there is a great disparity in the premises, staff, and children who make up the day care centres.

Before being allowed to set up a day care centre, a person or a group set up as an administrative committee, must meet the requirements of the *Office de garde*.

The first of those requirements is finding a place within an approximate distance of 500 metres of a park and situated in an industrial area of the City of Montreal.

This is the first hurdle and it would seem advisable for the various decision levels to consult with each other, because if you want to set up such a place on St-Hubert Street, you are not going to find a park within walking distance.

Urban planning would allow decentralization of the day care centres and would cut travel time for the children.

When I mentioned decentralization of the day care centre, I think mainly of the area in which I work, Ville Mont-Royal, Cote-des-Neiges and Outremont. But the regulations are not the same for Outremont as for Montreal. For example, in Outremont, you are allowed to take a split level home and convert it into a day care centre, which is not the case in Montreal. The result is that Outremont has a great number of day care centres, and some children come from as far as Ste-Thérèse or Bois-des-Filions, and have a very long travel time.

Also, contractors of big housing projects could be made responsible for building a day care centre. They intend to build one like that in Outremont—the *Sanctuaire* has a project for building one, but it is still the exception.

Let us take a look at Cavendish Boulevard, which you all probably know. There are many housing apartments, and parks all around, and space left for buildings, but there is not one day care centre in that area.

[Text]

On gagnerait ainsi sur l'infrastructure des locaux conçus spécifiquement pour cet usage.

Actuellement dès que le bail est signé, il faut se convertir en menuisiers, plombiers ou embaucher des spécialistes afin de répondre aux normes de l'Office et des différents niveaux gouvernementaux. Ainsi des rampes d'accès pour chaises roulantes sont imposées aux garderies. Ces dépenses forcées semblent paradoxales d'une part, pour des bâtisses de deux étages, et d'autre part, parce que l'Office vient tout juste de proposer des cours facultatifs au personnel pour les enfants handicapés. En tout cas, ces cours sont facultatifs. Alors qu'on impose un paquet de normes de construction, les gens formés au niveau du DEC en techniques de garderie, ou en éducations spécialisée ne sont pas tous employés dans les garderies. Ils ne reçoivent aucun cours sur les enfants handicapés ou en difficultés.

• 1615

Si l'intégration de ces enfants est souhaitable, il faudra inclure, dans la formation du personnel, un enseignement approprié.

Un agent de liaison de l'Office de garde guide les intéressés jusqu'à l'obtention du permis et l'ouverture de la garderie. Des spécialistes, avocats, architectes, comptables doivent être consultés à l'Office.

Chaque garderie se verra attribuer un agent de liaison. Ces agents ont le mandat de voir à ce que le règlement soit respecté. On peut se demander comment ce mandat peut être rempli lorsqu'on sait qu'un agent doit informer et superviser 85 garderies.

Au niveau des services offerts par les garderies. Les garderies opèrent généralement, sauf exception, comme il a été mentionné plus tôt: de 06h30 à 18h00. Si ces horaires conviennent à certains, ils ne rencontrent pas les besoins de tous. Ils ne conviennent pas à ceux qui travaillent à partir de 15h00 ou de minuit et de ceux qui ont un horaire variable ou rotatif.

Les garderies offrent le repas du midi et une ou deux collations, ou alors c'est la boîte à lunch. Les règlements de l'Office de garde stipulent que les repas servis aux enfants doivent être conformes au guide alimentaire canadien. Or, rien de spécifique ne se retrouve dans le fascicule envoyé sur demande aux garderies, par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, concernant les enfants du pré-scolaire et les bébés inscrits dès l'âge de trois mois dans les garderies.

La diète des enfants devrait tenir compte de leurs besoins, de même que des régimes et allergies en prévoyant des substituts et non pas des beurrees de beurre de peanut, des prescriptions religieuses et des particularités culturelles.

La formation du personnel fait défaut. Ainsi on exclura les blancs d'oeuf aux bébés de moins d'un an, mais on leur servira de la quiche lorraine. Par ailleurs, le sucre semble trop souvent agir comme un renforcement du comportement adéquat ou encore pour que les enfants mangent.

Il nous paraît essentiel que le personnel des garderies reçoive l'information pertinente. Au moment où les enfants ont le goût

[Translation]

If day care centres were built specifically for that purpose, you could save on infrastructural works.

Whereas, right now, as soon as the lease is signed, you have to become a carpenter and a plumber or hire such people in order to meet the requirements of the Office and of the different government levels. Among other regulations, access ramps for wheel chairs are compulsory for day care centres. Such expenses seem paradoxical for two-storey buildings and, on the other hand, the Office has just been proposing optional courses for the staff of handicapped children. Anyway, those courses are optional. While you have all kinds of standards in the construction industry, the people going for a DEC in day care techniques or in specialized education do not all have jobs in day care centres. There are no courses on handicapped or problem children.

If the integration of those children is desirable, then you would have to include the appropriate courses in your staff training.

A liaison officer from the *Office des services de garde* helps along the interested parties until the licence is granted and the day care centre is open. Specialists such as lawyers, architects and accountants must be consulted at the *Office*.

Each day care centre gets a liaison officer. It is up to those officials to see that the rules are respected. One wonders how that can be done when one learns that each official must inform and supervise 85 day care centres.

Services offered by the centres. There are exceptions, but day care centres generally operate from 6.30 a.m. to 6 p.m. Those hours are convenient for some, but they do not meet everyone's needs. They are not convenient for those who work from 3 p.m. on or from midnight on or for those who have variable schedules or are working shifts.

The day care centres serve a hot lunch and one or two snacks, or else you get to use the good old lunch box. The regulations of the Office specify that the meals served the children must follow the Canadian food guide. Now, there is nothing specific in the pamphlet sent, upon request, to the day care centres by National Health and Welfare concerning preschoolers or babies admitted to day care centres as early as three months of age.

The children's diet should take into account their needs as well as the different diets and allergies and provide for substitutes, not just for peanut butter sandwiches; religious prescriptions and cultural traits should also be observed.

There is a lack of training amongst the staff. Thus, egg whites will not be served to babies who are not yet one year old, but they will be served *quiche lorraine*. On the other hand, sugar seems too often to be used as a reward for good behaviour or to encourage children to eat.

It seems essential to us that day care centre personnel be adequately trained. At an age when children want to do like

[Texte]

de faire comme les amis, il semble opportun d'aménager la période des repas afin que les enfants juifs, végétariens ou d'autres, ne se retrouvent pas avec une boîte à lunch et ce faisant, soient singularisés par le groupe.

Il est primordial de respecter les particularités culturelles des enfants afin de ne pas entraîner des garderies uni-ethniques. Ces ghettos pré-scolaires ne serviraient d'ailleurs qu'à différer ces problèmes de cohabitation au niveau scolaire.

Au niveau des programmes d'activités, quand ils existent, ils reflètent davantage la personnalité et le niveau de formation ou le bon vouloir du personnel, plutôt que l'établissement d'objectifs pédagogiques en fonction du goût et surtout du niveau de développement des enfants.

Il y aurait avantage à ce que le personnel sache quoi faire, comment et quand; ceci afin de différencier un *parking* d'un milieu éducatif.

Le DEC en techniques de garderie se révèle davantage comme une initiation que comme une formation. Si nous voulons permettre à plus d'enfants de se développer de façon harmonieuse, plus spécifiquement pour les enfants de familles socio-économiquement désavantagées, il faut considérer que cinq ans de développement ne s'apprennent pas en deux cours. C'est en donnant une formation adéquate au personnel que l'on améliorera la qualité des services de garde; que l'on diminuera le coût de la consultation des spécialistes; que l'on minimisera les coûts de la santé; par exemples, par une diète appropriée, le brossage des dents, l'adoption de mesures d'hygiène telles qu'éviter de mélanger des sucres, se laver les mains après avoir changé un bébé; ne pas se laver les mains au-dessus des biberons prêts à être donnés, éviter la manipulation de l'eau minérale par les bébés sous prétexte de sensation dans la période sensori-motrice. Je vous énumère des choses que j'ai constatées, ce ne sont pas des choses en l'air.

Les budgets alloués pour l'achat de matériel d'usage quotidien devraient tenir compte du type de stimulation pertinente pour chaque niveau de développement. Les jouets devraient se conformer aux normes de sécurité canadiennes et être désinfectés régulièrement, en particulier pour les tous jeunes qui mettent tout à la bouche, et réparer ou enlever si défectueux.

Les budgets des sorties spéciales ne devraient pas empiéter sur le budget du matériel; si bien qu'il n'y a plus de papier, plus de ciseaux, plus de ciseaux.

Actuellement, les salaires du personnel correspondant à un niveau de formation de CEGEP, ne permettent pas aux employés d'envisager une carrière dans cette discipline. Il s'ensuit une rotation du personnel. De plus ces salaires n'attirent pas les hommes dans cette profession alors qu'ils seraient un atout auprès de la clientèle monoparentale.

• 1620

Si la formation est minimale, le salaire s'ajuste en conséquence et on constate que ce secteur de services se trouve dévalorisé et ne peut offrir une qualité adéquate au moment le plus crucial et déterminant du développement.

[Traduction]

their friends, it would seem best to set up meal periods so that those children who are Jewish, vegetarians or something else do not wind up with a lunch box, thus being set apart from the group.

It is most important to respect the children's cultural specificity so as not to wind up with uni-ethnic day care centres. Anyway, these preschool ghettos would only pass such cohabitational problems on to the school level.

As for the programs of activities, when they do exist, they are far more the reflection of the personality and level of training or goodwill of the staff than the product of specific educational objectives dealing with the children's preferences and, especially, their level of development.

There would be quite an advantage to having the personnel know what to do, how to do it and when; sort of to differentiate between a parking lot and an educational setting.

The DEC (college level diploma) in day care centre techniques is more initiation than training. If we want a more harmonious development for more of our children, and more specifically for those children from families from the lower socio-economic levels, it should be considered that five years' worth of development cannot be taught in two simple courses. It is by adequately training personnel that the quality of day care services will be improved, the cost of consulting specialists will be decreased, and health costs will be minimized, for example, through appropriate diet, brushing of teeth, adopting health standards such as not getting the rubber nipples mixed up, washing hands after changing babies; not washing hands over bottles that are ready to be given, avoiding having babies play with mineral water just to have them feel what is like during the sensorimotor period. I am simply giving you a list of things that I have seen myself, these are not examples plucked from thin air.

The budgets allocated for the purchase of day-to-day material should take into account the kind of stimulation that is needed for each level of development. The toys should be in conformity with Canadian safety standards and should be regularly disinfected, especially for the younger ones who stick everything into their mouths, and they should be repaired or taken out of circulation if they are defective.

The budgets for special outings should not encroach so on the equipment budget that you do not have any paper, pencils or scissors anymore.

Presently, salaries paid staff with CEGEP-level training are not high enough to encourage the employees to consider a career in that area. Therefore, you have staff rotation. Moreover, those salaries do not attract men to the profession although they would be quite an asset for the single-parent clientele.

Training is minimal, but the salary is in keeping with that, and you can see that this service sector is devalued and that you cannot offer adequate quality at the most crucial and important stage of development.

[Text]

Les coûts d'opération d'une garderie comprennent d'une part, la masse salariale et d'autre part, la gestion des revenus. Dans les garderies à but non lucratif, subventionnées, ce sont des parents constitués en CA (comité administratif) qui administrent des budgets annuels de 100,000 à 300,000\$. Or, parmi ces parents, peu ont une connaissance de l'administration.

Certaines garderies ont innové et leurs idées gagneraient à être publiées. Je veux parler ici de l'embauche de personnes qui reçoivent de 60 à 90 p. 100 de leur salaire de la CSST; ce qui permet aux gens de se recycler. Ce qui permet à une garderie qui paierait une jeune fille au taux minimum des garderies, soit 7,64\$ de l'heure ou 267,40\$ par semaine, de payer de 40 à 60\$ par semaine, ce qui permettrait d'améliorer les conditions de salaire des autres.

L'autre chose qui a été faite aussi, c'est l'utilisation de Jeunesse Canada au travail pour l'aménagement de cours, de locaux ou de projets de réaménagement; ou encore le travail administratif qu'effectuent des compagnies de gestion de salaires informatisés plutôt que d'utiliser quelqu'un qui coûte extrêmement cher et qui n'est pas toujours formé. N'oublions qu'on ne demande qu'un DEC en technique de garderie pour des postes de coordonnateurs ou coordonnatrices ou directrices. Elles touchent des salaires de 18,000 à 25,000\$ par année; par ailleurs, il en coûte 50\$ par mois pour les services de compagnie de gestion de salaires informatisés. Ils s'occupent à la fois des salaires, des chèques de paie, du récapitulatif mensuel, récapitulatif annuel, des TP4, des vacances, etc. Cela c'est 50\$ par mois, c'est-à-dire, 600\$ par année. Ces suggestions permettraient de rentabiliser les coûts d'opération et permettraient de mieux payer le personnel.

Je parlais précédemment de la rotation du personnel qui du fait des salaires et du manque de promotion se recycle. Je voudrais à présent parler de la rotation du personnel pour une journée auprès des enfants. Une monitrice qui commence à 6h30 et qui termine à 14h30 a droit selon les normes du travail à 15 minutes de pause, toutes les quatre heures, soit deux pauses, et à son heure de dîner. Un groupe d'enfants verra ainsi défiler dans la même journée de 4 à 6 monitrices et ces monitrices pourront ne pas être les mêmes d'une journée à l'autre.

Comment alors s'assurer d'une continuité pédagogique et éducative? Comment s'assurer que les enfants ne seront pas perturbés par cette rotation? Une monitrice pourrait travailler de 6h30 à 2h30, tandis qu'une autre assurerait le service de 10h à 18h pour le même groupe, ce qui permettrait de doubler les ratios.

Les techniciennes en garderie peuvent actuellement travailler de façon indifférenciée avec tous les groupes d'âge. Quand il s'agit de poupons, la formation non adaptée et la jeunesse du personnel et leur inexpérience entraînent un stress chez les parents. Pourquoi ne pas exiger une expérience préalable ou l'embauche de personnel déjà parent? Ne gagnerait-on pas en qualité si les mères et les pères de famille pouvaient entrer dans ce secteur d'activités tout en poursuivant des cours, des cours de formation en cours d'emploi.

[Translation]

For the operating costs of a day care centre you have, on the one hand, total salaries, and on the other, revenue management. In the non-profit and subsidized day care centres, the parents, assembled as a management committee, administer annual budgets of some \$100,000 to \$300,000. Very few of those parents have knowledge of administration as such.

Some day care centres have innovated and their ideas should be published. I am talking here of hiring people who get from 60% to 90% of their salary from the CSST; which allows the people to retrain. That means that a day care centre who would be paying a young girl the minimum day care centre wage, which is \$7.64 per hour or \$267.40 per week, can pay her from \$40 to \$60 a week, which enables them to improve salary conditions for the others.

The other thing that was also done, was using the Canada Works Youth program to set up courses, premises or even refit projects; then there is the administrative work done by computerized salary management companies rather than using someone who is extremely expensive and who is not always trained. We should not forget that for a co-ordinator's or principal's position, you are only asking for a DEC in day care centre techniques. Those people are paid anywhere from \$18,000 to \$25,000 a year; on the other hand, it costs \$50 a month for computerized salary management companies. They take care of wages, pay cheques, monthly summary, annual summary, TP4s, vacation leave etc... That is \$50 a month or \$600 a year. Such suggestions can help to bring down operating costs and improve the staff's wages.

I said something before about staff turnover because of salaries and lack of promotions. I would now like to say something about staff turnover or rotation in the course of a day's work with the children. A monitor starting at 6.30 a.m. and ending her day at 2.30 p.m. is allowed a 15-minute break every four hours, which means two breaks, as well as an hour for lunch, and this in keeping with labour standards. So a group of children will see anywhere from four to six different monitors during the same day and those monitors might not be the same ones from one day to the next.

So how do you then ensure pedagogical and educational continuity? How do you ensure that the children will not be upset by these shifts? A monitor could work from 6.30 a.m. to 2.30 p.m. while another could provide service from 10 a.m. to 6 p.m. for the same group; that would allow you to double up your ratios.

Day care staff can presently work without any kind of distinction being made for the different age groups. When very young staff are dealing with babies, their lack of specialized training and experience does create stress for the parents. Why not demand previous experience or hire on people who are already parents themselves? Would we not be gaining in quality if the fathers and mothers could do this sort of thing while taking courses, on-the-job training?

[Texte]

Enfin, je terminerai en parlant des enfants immigrants. C'est le point qui me tient le plus à coeur. On sait que 49 p. 100 des femmes immigrantes travaillent et que d'ici trois ans, leurs enfants constitueront dix p. 100 de la clientèle des garderies. Or, dans les structures actuelles des garderies, rien n'est prévu pour les accueillir. Le personnel ne reçoit aucune formation spécifique. On ne tient pas compte des énormes aspects culturels des différentes communautés pour établir les menus ou les programmes d'activités.

Le ministère des Communautés culturelles, les associations culturelles et le ministère de l'Éducation pourraient travailler de concert afin de former et d'informer le personnel, de créer du matériel pédagogique; de même, le ministère de l'Emploi de de l'Immigration devrait faire pression afin que le personnel embauché à compétence égale, soit proportionnellement représentatif de la population des garderies.

• 1625

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame, avant de passer à la période de questions, j'aurais une requête à vous faire. On a une dame qui doit absolument quitter et elle a un petit témoignage à faire.

Mme Noulín-Mérat: Oh, oui!

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Restez là. Est-ce que vous accepteriez avant de répondre aux questions, qu'elle puisse faire son témoignage? Si ça ne vous dérange pas. Vous êtes bien aimable.

Alors, madame Sternberg, venez-donc faire votre exposé; mais vous comprendrez que nous allons passer ensuite, après votre exposé, à la période de questions pour M^{me} Mérat.

Mme Ghitta Sternberg (présentation à titre individuel): Oui, je comprends très bien. Je m'excuse. Je croyais que c'était à 16 heures et j'ai un rendez-vous à 17 heures.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Allez-y!

Mrs. Sternberg: First of all, I am really very . . . what are we really talking about? I have been listening all the time, but I cannot figure out what image or what concept people have of our society.

My own background is anthropology and I have, of course, a certain way of looking and worrying about which way we are going, what the relationship is between the individual and the state. When I hear people asking and asking and asking, I cannot help asking myself, what do they expect? What image do they have of our society? What do they want? This is one aspect.

I have the outline of my brief and so I will take each step.

If I understand correctly, first of all, the aim of the task force is to involve the government in child care. I am asking a question: Whose responsibility is ultimately the child? Is it the parents or is it the state? We have to make up our minds.

[Traduction]

Finally, I will conclude with immigrant children. That is the point dearest to my heart. We know that 49% of immigrant women are working and that within the next three years, their children will make up 10% of the day care centre clientele. In the present day care centre structure, nothing has been set up for them. The staff is not getting any specific training. Nothing is being done, in view of the enormous cultural diversity of the different communities, to try to establish menus or programs of activities.

The Department of Cultural Communities, the Cultural Associations and the Department of Education could work together with a view to training and informing staff and creating educational materials; in the same way, the Department of Employment and Immigration should bring pressure to bear so that the staff being taken on, all other things being equal, is proportionately representative of day care population.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Excuse me, but before we ask you any questions, I have a request to make. There is a lady here who has to leave and has a presentation to make.

Mrs. Noulín-Mérat: Absolutely!

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Please stay at the table. If you do not mind, we will ask the witness to make her presentation before we ask you any questions. Thank you very much.

Mrs. Sternberg, you may come to the table and make your presentation now. However, once you have finished, we will begin the question period for Mrs. Mérat.

Mrs. Ghitta Sternberg (Individual presentation): Yes. I can appreciate that. I apologize for the inconvenience. I thought I was to appear at 4 p.m. and I have an appointment at 5 p.m.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Please go ahead.

Mme Sternberg: Tout d'abord, de quoi s'agit-il vraiment? J'écoute depuis le début, et je n'arrive toujours pas à comprendre quelle image, quelle idée les gens se sont faite de la société de nos jours.

J'ai une formation en anthropologie, ce qui m'offre une perspective particulière de la société, de l'avenir, et du rapport entre l'individu et l'État. Quand j'entends des réclamations à n'en plus finir, je ne puis m'empêcher de me demander ce qu'on attend de la société aujourd'hui. Quelle image a-t-on de la société? Que veut-on au juste? Voilà un premier problème à souligner.

J'ai un résumé de mon mémoire et j'ai l'intention de traiter de chacun des points dans l'ordre prévu.

Pour commencer, je crois avoir compris que l'objectif du Comité spécial est de faire participer l'État à la garde des enfants. Je me pose la question qui suit: en dernière analyse, qui est responsable de l'enfant? Les parents ou l'État? Il va falloir se décider.

[Text]

To me it is a two-pronged problem. First of all, we have to solve the immediate problem, and then prevent this from proliferation.

Again, there are two aspects to this problem. There are people in special circumstances who have to be helped. There are people who must be helped. And those who prefer a lifestyle that is outside the mainstream of our society, let them arrange their own affairs. This is what personal responsibility is all about, and it seems to me that is what we are talking about. It is personal responsibility versus expecting Big Brother to do everything for you.

Now, I believe a majority of Canadians reject interference on the part of the government. I was very pleased to hear the two ladies who spoke before point out essential factors, which have to be addressed, instead of expecting that this is the way it is and this is the way it has to be. There are very serious problems in our society created over the past 20 years and I think that it is far more important to address those.

I would like to look at the problem, from three points of view: the child's, the parents' and society, which really is my own. I will just briefly go through it.

From the viewpoint of the child, as everybody knows, the best care is in the home. When we are told this is for the welfare of the child, or the child deserves it, or whatever, I ask myself, are these day care, the suggestion even or the fact that we are here—is it because we are considering the welfare of the child? I question it. It is because a need has obviously been created and what we are talking about in the end is institutionalizing child care.

The chairman asked a question that I would like to answer actually, if you do not mind. He said that parenting has to be taught. Certainly there are a lot of things that young parents have to learn, but where do you put love in this equation? Do you really believe you can buy the kind of sentiments and feelings that parents have toward children when you pay for them?

There are so many things that are so well known. Institutionalized children are intellectually, emotionally and socially impaired, and what we are trying to do, when we involve the government, is exactly that. Whatever you call it, it is institutionalizing. Enough is known about the personality and the character of children brought up in institutionalized centres, even the best of them, with the best trained and most willing and most dedicated day care personnel or care givers, as they are called now. I question whether that can be really beneficial for the child. It is making do; of course there are situations where you have to do that, but to take for granted that this is the way it has to be is really something.

• 1630

When I was studying, when I grew up, we used to say that TLC is what children thrive on. Do you know what TLC is? It is tender loving care, and without that, you do not have

[Translation]

A mon sens, c'est un problème à deux volets. Il faut d'abord résoudre le problème immédiat et, ensuite, empêcher la prolifération de cette attitude.

Encore une fois, c'est un problème à deux volets. Certes, il faut venir en aide à ceux qui se trouvent dans des situations spéciales. Il y a des gens qui ont besoin d'aide. Quant à ceux qui choisissent un style de vie différent, qu'ils se débrouillent. Il s'agit d'accepter ses responsabilités individuelles, ce qui est, à mon avis, le cœur du problème dont nous discutons aujourd'hui. Il s'agit d'opposer la responsabilité individuelle à l'État-providence.

Or, j'estime que la majorité des Canadiens s'opposent à l'interventionnisme. J'étais heureuse d'entendre les deux intervenantes signaler tout à l'heure les facteurs essentiels dont il faut tenir compte, au lieu d'accepter les choses comme elles sont et de ne pas s'attendre à ce qu'elles soient autrement. Depuis les 20 dernières années, de sérieux problèmes ont surgi dans notre société qui, à mon avis, méritent davantage notre attention.

Je voudrais aborder le problème de trois points de vue: celui de l'enfant, celui des parents et celui de la société, c'est-à-dire, le mien. Je ne ferai qu'un survol de cet aspect.

Comme tout le monde le sait, la meilleure solution est de garder l'enfant chez lui. On nous dit que dans l'intérêt du bien-être de l'enfant qu'il faut le confier à une garderie. Je me le demande. La raison d'être des garderies, est-elle véritablement le bien-être de l'enfant? J'ai des doutes. Il s'agit manifestement d'un besoin que l'on a créé, besoin qui risque de faire de la garde d'enfants une affaire d'institution.

Si vous me le permettez, je voudrais répondre à une question qu'a posée le président. Il a dit que les responsabilités parentales devaient s'apprendre. Certes, les jeunes parents ont beaucoup à apprendre, mais quelle place réserve-t-on à l'amour dans l'équation? Croyez-vous vraiment qu'il soit possible d'acheter l'affection et les sentiments qu'éprouvent les parents pour leurs enfants? Croyez-vous qu'ils sont monnayables?

Les faits sont établis. Nous savons maintenant que la garde d'enfants en milieu institutionnel porte atteinte au développement intellectuel, affectif et social de l'enfant. Or, le fait d'étatiser la garde d'enfants aura exactement le même résultat. Même sous d'autres noms, c'est toujours l'institutionnalisation. On en sait assez aujourd'hui sur la personnalité et le tempérament des enfants élevés dans des centres institutionnalisés, même les plus réputés dont le personnel, ou les pourvoyeurs de soins comme on les appelle maintenant, sont des plus compétents, dévoués et sensibles. Je me demande vraiment si l'enfant en tire plus d'avantages. C'est un palliatif; bien sûr, dans certains cas, il faut avoir recours à ces services, mais de là à penser que c'est la façon de faire, la différence est importante.

Quand j'étais aux études, dans ma jeunesse, on disait que les enfants n'avaient besoin que de TSA. Savez-vous ce que signifie TSA? Tendresse, soins et amour, sans lesquels nous

[Texte]

anything. We know children learn best from people they love and trust. We know children imitate the adults who look after them. How can parents expect them . . . ?

I am running a little bit ahead of myself now, because I would like to point out that there are a lot of studies about the problem of infectious diseases in day care centres. How is that being looked at, or is that to be dismissed? In the brief I have all the quotations. I will not take the time now to go through that.

The consequences of what is called "mother deprivation" are so well known, it seems to me, that to consider that you can replace the sentiments of a mother, as I said, with even the best is just inconceivable. From the point of view of the parents, we had a very funny situation where, I have to say, to support that I am for motherhood and against sin . . . This used to be the big joke, and apparently we have reached that point. Now we really have to reconsider—as has been said before, not often enough and not strongly enough—the role of the mother in society.

I wrote a book, and I am very pleased when people compliment me and when I have good reports. Let me tell you: Anybody could have written this book or 100 other books; nobody could have done what I have done for my family. I feel gratified; I feel fulfilled. Women have been brainwashed into thinking they have to be at least a Madam Curie or maybe Golda Meir. I do not know who would they choose to be. But when you compare the importance of the role of the mother in the home for the child, for the healthy development of a child . . . As I say again, there are circumstances where you have no alternative, but in most cases it seems to me that is what has to be addressed.

Again, as has been pointed out, women at home have really been penalized, if you wish, throughout. Many women would have liked to stay home, but they were considered "just a housewife". Well, perhaps we should do something about that.

The most important thing, of course, is the parent-child relationship, and when my children grew up—I have two daughters married now with their own children—I always used to say: You cannot start your relationship when the children are older; you start building from the foundation. You do not start building from the fifth floor. It seems to me this goes right into it. The parent-child relationship is such an important factor from the point of view of transmitting values, from every point of view. I am sure every parent wants what is best for his or her child—there is no question about it—within the context of the times, of course.

I like one thing I once heard said: We write the script for our children's lives. I think that should be a reminder to young women so they remember what they are giving up for what, if the question is to give up.

Now, from the viewpoint of society, I can sum it up very simply. We have a pluralistic society. The question is whether

[Traduction]

sommes complètement dépourvus. Nous savons aussi que les enfants apprennent mieux des gens qu'ils aiment et à qui ils font confiance. Nous savons que les enfants imitent les adultes qui en prennent soin. Comment les parents peuvent-ils s'attendre à ce que . . . ?

Je saute des étapes ici, mais je voudrais souligner que de nombreuses études ont été faites sur les maladies infectieuses dans les garderies. Que fait-on à ce sujet ou allons-nous simplement l'ignorer? Mon mémoire renferme toutes les données pertinentes, mais je vous en épargnerai les détails.

Les conséquences de ce qu'on appelle la carence maternelle sont bien connues et je trouve inconcevable qu'on puisse penser à remplacer l'amour d'une mère, même par le meilleur substitut. Du point de vue des parents, la situation est plus cocasse et je dois dire, pour prouver que je suis pour la maternité et contre le péché . . . On avait l'habitude d'en rire, mais voilà qu'on semble revenu au même point. Il nous faut maintenant repenser—comme on l'a déjà dit, pas assez souvent et pas assez fermement—le rôle de la mère dans la société.

J'ai publié un livre et je suis bien fière quand les gens me félicitent et me font des commentaires favorables. Pourtant, n'importe qui aurait pu écrire ce livre et 100 autres; par contre, personne n'aurait pu me remplacer auprès de ma famille. Je me sens satisfaite; je me sens comblée. On a voulu faire croire aux femmes qu'elles devaient devenir au moins une Madame Curie ou même une Golda Meir. Je ne sais pas qui elles choisiraient. Mais quand on compare l'importance du rôle de la mère au foyer pour l'enfant, pour son développement normal . . . Je le répète, dans certains cas, nous n'avons pas le choix, mais en général, je pense qu'il faut s'arrêter à cet aspect.

Comme il a déjà été dit, les femmes au foyer ont, si l'on peut dire, toujours été pénalisées. Bien des femmes auraient aimé rester à la maison, mais elles se seraient senties diminuées. Et bien, peut-être devrait-on faire quelque chose à cet égard.

La relation parent-enfant demeure évidemment l'élément primordiale; quand mes enfants étaient jeunes—j'ai deux filles qui sont mères à leur tour—je disais souvent: Ce n'est pas quand les enfants sont grands qu'on doit établir des rapports avec eux . . . il faut commencer dès la naissance. On ne construit pas un immeuble en commençant par le cinquième étage. C'est la même chose avec les enfants. La relation qui existe entre le parent et l'enfant joue un rôle très important au chapitre des valeurs qu'il acquiert et à tous les points de vue. Je suis certaine que tous les parents veulent ce qu'il y a de mieux pour leurs enfants—c'est évident—à chaque étape de leur vie.

Je voudrais vous faire part d'une chose que j'ai entendu un jour: Nous écrivons le scénario de la vie de nos enfants. Voilà matière à réflexion pour les jeunes femmes . . . qu'elles pensent bien à ce qu'elles abandonnent et pourquoi . . . s'il est question d'abandonner quoi que ce soit.

Maintenant, du point de vue de la société, je résumerai brièvement la situation. Nous vivons dans une société plura-

[Text]

or not it is worth preserving, because if we do not agree on that, there is no argument.

• 1635

Canada is a mosaic, not a melting pot. Nobody can appreciate what we have in this country, the freedoms we enjoy, unless they have really lived under another system; and this is what really bothers me. To my mind, institutionalizing and asking the government to come in to take any sort of shared responsibility or general responsibility, whatever you want to call it, is a step towards socialism. If we want that, good for you. But I think all of us—the great majority—have rejected that as an alternative.

My viewpoint and my whole attitude, of course, are biased because of my studies in anthropology and what I have written. Anthropology can teach you—I really cannot go now into reading some of the quotes—how important . . . comparative studies in anthropology have shown how important the family is as a basic structure of our society. Society is not just a bunch of things thrown in together, and I am going to borrow here and I am borrow there and I am going to make it this and I am going to make it that. The point of a society is that all the institutions and all the values have to fit in together or else everything goes out of kilter.

When I was studying, again, there was a term, "anomie", which Durkheim had coined. It meant that there were high rates of divorce, of suicide; complete disorganization. Unfortunately, we have reached this stage. It seems to me that by relinquishing the parental responsibility and again asking the government to take over something which should be the right of the parent and the responsibility of the parent we are destroying what we hold dearest.

I give one example, of the Alor Islands. Cora Dubois did this study. She found that it is one of the rare, in fact primitive, groups that have institutionalized maternal deprivation; where mothers simply have other interests. Well, the personality of the child and in turn the personality of the adult are such that they are mistrustful, they are mean, they have personal problems throughout their lives.

This, of course, has been corroborated in the studies that exist so far in day care centres. We have had day care centres long enough now to know even the best of them—as I say, they are of various qualities, but even the best of day care centres—we know enough today that this is not the way to go. As a sort of make-do for the moment, that is good enough. We have to solve the problems that exist now. But we should not encourage other people to institutionalize. Basically, if we do, if the government will help and help and help, we prevent people from solving their own problems. It seems to me that most of us, right across the country, are not ready to become a welfare state.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Madame, est-ce que je peux vous interrompre . . . Je voudrais que vous fassiez vos recommandations.

[Translation]

liste. Reste à savoir s'il vaut la peine de la protéger parce que si nous n'arrivons pas à nous entendre sur ce point, toute discussion est futile.

Le Canada est une mosaïque, non pas un creuset. Personne ne peut apprécier le pays à sa juste valeur, et les libertés dont nous jouissons, à moins d'avoir vraiment vécu sous un autre régime; voilà ce qui me préoccupe sérieusement. À mon avis, l'institutionnalisation et le fait de demander au gouvernement d'assumer des responsabilités, partielles ou globales, comme vous voulez, constitue un pas vers le socialisme. Si c'est ce que nous voulons, tant mieux. Mais je pense que nous avons tous, du moins la grande majorité, rejeté cette option.

Mon point de vue et mon attitude générale sont évidemment subjectifs étant donné les études que j'ai faites en anthropologie et les écrits que j'ai publiés. L'anthropologie vous apprend—je ne vais pas vous citer des extraits maintenant—l'importance . . . des études comparatives en anthropologie ont révélé l'importance de la famille dans la structure fondamentale de notre société. La société n'est pas constituée d'un simple amas d'éléments regroupés qu'on peut emprunter ici et là pour faire ceci ou cela. En fait, une société se compose d'institutions et de valeurs insérées dans un même engrenage complexe ou sinon, tout le système se détraque.

Pendant que j'étais aux études, encore une fois, Durkheim a vulgarisé l'usage du terme «anomie», qui se rapporte au taux élevé de divorce, de suicide . . . à la désorganisation totale. Il me semble qu'en abandonnant la responsabilité parentale et, là encore, en demandant au gouvernement de s'occuper de ce qui devrait être le droit du parent et la responsabilité du parent, nous détruisons ce que nous avons de plus précieux.

Prenez les îles Alor, par exemple. Cora Dubois a fait cette étude. Elle a constaté que ce groupe est l'un des rares, même primitifs, où prévaut la carence maternelle institutionnalisée; où les mères ont, tout simplement, d'autres intérêts. Eh bien, la personnalité de l'enfant et plus tard de l'adulte en est très affectée au point où il devient méfiant, mesquin et éprouve des problèmes personnels toute sa vie durant.

Ce fait a évidemment été corroboré dans les études effectuées jusqu'à maintenant sur les garderies. Ces centres existent depuis assez longtemps pour confirmer que même la meilleure garderie—et comme je l'ai dit, il y en a de toutes sortes, mais même la meilleure—n'est pas la solution. Comme solution temporaire, cela peut aller. Il faut régler les problèmes qui sévissent maintenant. Mais on ne devrait pas encourager les autres à s'institutionnaliser. Si nous le faisons, si le gouvernement intervient constamment pour aider, aider et aider, il empêche les gens de régler leurs problèmes personnels. Il me semble que la plupart d'entre nous, de part et d'autre au pays, ne visent pas l'État providence.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Madam, may I interrupt . . . Could you please make your recommendations.

[*Texte*]

Mme Sternberg: J'ai très peu de recommandations. Il y a une seule chose que je voudrais vous dire, si vous permettez . . .

The example often given, which I find very spurious, is we have universal public school education, and therefore why not start from age zero? Well, really, to me it is just inconceivable. First of all, the importance of the first few years of life is so crucial as compared with the others . . . besides the implication . . . just to make a comparison is silly.

I have conclusions, but I do not have any specific suggestions. I liked very much what these two ladies said before, because I feel it is a very complex problem, and I did not touch on and I have no intention of mentioning who picks up the tab—this is another story—for everything that is being demanded and demanded and demanded. We are overburdened; and if you take even the strongest and most powerful pillar and if you are going to pile everything on top of it, everything will be destroyed, and we will go with it.

This is the only thing I have to say. I do not have any suggestions or recommendations, because my recommendation is we have to start to re-evaluate and rethink our sex morality, we have to rethink the value of the mother and the home and the role of the mother. We have to start rethinking.

• 1640

There is only one thing I would like to ask people: where do you think we are going? The way we are now, we are subliminally instilling into the child exactly what the Russians have, and if you like it, good for you. I do not think most of us want it. We do not want to realize what we are doing. It is absolutely . . .

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je n'avais pas prévu, parce que vous avez dit qu'il fallait absolument que vous partiez, vous faire répondre à des questions, mais ma collègue Lucie a une question à vous poser.

Mme Pépin: Je vais essayer d'être très brève. Je vais résumer, je vous poserai la question, et vous répondrez.

Il me semble que vous craignez énormément les garderies parce que vous avez l'impression que les garderies sont une menace à la famille, que c'est une menace aux parents, etc. J'ai peut-être une approche différente. Moi je pense qu'un bon système de garderie pourrait être un complément à la famille à ce moment-là, et pourrait être un complément à ce qu'on fait à la maison, parce que, actuellement, les garderies, leur rôle, n'est pas de prendre la place des parents.

Je sais que vous vous référez à un livre qui a été écrit—c'est moi qui parle—qui a été écrit aux États-Unis. Actuellement, aux États-Unis vous avez des garderies privées qui ne sont pas supervisées, qui ne sont pas licenciées, et ils ont des problèmes importants; mais, actuellement, ce qui est proposé ou ce qu'on étudierait serait un programme tout à fait différent.

Vous parlez des enfants qui sont suicidaires. Mais des enfants qui sont suicidaires maintenant ont 15, 16 ans; ils n'étaient pas en garderie il y a 15 ans, il n'y en avait pas. Ils

[*Traduction*]

Mrs. Sternberg: I have very few recommendations. There is only one thing I would like to say, if I may . . .

On cite souvent en exemple, à tort d'ailleurs, notre système scolaire public universel, alors pourquoi ne pas commencer dès la naissance? Eh bien, je n'arrive pas à comprendre une telle affirmation. Tout d'abord, les premières années de vie d'un enfant sont d'une importance cruciale comparativement aux autres . . . et plus des répercussions . . . une simple comparaison ne suffit pas.

J'ai des conclusions à présenter, mais je n'ai pas de suggestions précises. Je souscris entièrement à ce que les deux intervenantes précédentes ont dit parce que je pense que le problème est complexe; je n'ai pas parlé—et je n'ai pas l'intention de le faire—de qui paiera la note—c'est une toute autre histoire—pour tout ce qu'on demande, demande et demande encore. Nous sommes submergés; si vous empilez sans cesse sur un même pilier, aussi fort et résistant soit-il, il finira par céder et tout sera perdu, nous y compris.

C'est tout ce que j'ai à dire. Je n'ai ni suggestions ni recommandations parce que je pense qu'il faut commencer par réévaluer et repenser notre moralité sexuelle, la valeur de la mère au foyer et du rôle de la mère. Il faut repenser tout cela.

Je voudrais bien savoir une chose: où allons-nous? De la façon où vont les choses, nous sommes en train d'inculquer à nos enfants, de façon subliminale, exactement ce que pensent les Russes, et si cela vous plaît, tant mieux pour vous. Je ne crois pas que ce soit ce que la majorité d'entre nous veulent. Nous ne voulons pas voir la réalité en face. C'est absolument . . .

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I had not foreseen asking you to answer any questions, since you had explained that you could not stay, but my colleague Lucie has a question for you.

Mrs. Pépin: I will try to be brief. I will summarize and then ask my question.

I feel that you have misgivings about day care centres because you sense they are dangerous to the family unit, to parents, etc. I might have a different approach to suggest. I am of the opinion that a good day care system could act as a complement to the family and be an extension of what is done at home since their role, as it is perceived now, is not to take the parents' place.

I know you are referring to a book that was written in the United States. In the States, today, there are private day care centres that are not supervised or licensed, and they have big problems to deal with. The program we are studying is completely different.

You spoke of children with suicidal tendencies. But these children are 15 and 16 years old. They were not in day care 15 years ago since day care centres did not exist back then. They

[Text]

étaient dans des familles. À part ça, vous craignez beaucoup., et vous avez raison lorsque vous dites que vous ne voulez pas que les garderies deviennent des institutions. Et là, je suis d'accord, pour ne pas placer nos enfants dans des institutions. En fait, on veut avoir plusieurs choix; les parents devraient avoir le choix, je suis d'accord.

Vous avez parlé énormément du rôle de la mère. *What about father's role?*

Mrs. Sternberg: This is where we are coming to a concept, you see, and I think first of all I have to tell you one thing. It is very nice on paper. If you have ever read the Communist Manifesto and if you have ever read the constitution of the U.S.S.R. you would think it is paradise on earth. Translating all those wonderful ideas into practice, into day-to-day practice, when the child has fever and the mother has to worry about this and about that, the father is very important and we have to address that. As the lady said before, with which I agree fully, there is a lot to be taught and there is a lot of improvement. There is no society without problems, but I do not believe this is the solution. And if the medicine is worse than the disease, I question whether we should go to it.

So far as the fathers, I will tell you again, it is very nice, fathers have to participate. Fathers have always participated in most cases. You know, sometimes when I listen to the media, and I am here today, I think I live in a different world. I made my little and kept my own, you know, around quite a few people, French, English of every level, and everybody agreed with me, that this is not the way to go.

There are many things I cannot go into right now, but you will not change the basic physiology. The whole basis of our society cannot be changed because how about the fathers? This is the way it is. The father is there and he must be there for the mother to do a good job. There is no question about it, but he cannot replace the mother. And the mother... Of course, there are abnormal cases too.

The other thing I would like to point out is when we are told the majority... Now, I will tell you something. The majority of people have back teeth. I do not think that because the majority of people have back teeth, all of us have to say: Hooray, that is the wonderful thing to do.

Mr. Keeper: I have a question. I would like to state my question and then you can respond after I finish putting the question.

You expressed a value for the family, and I must say that I see the family as a key to society as well. But I wonder, can we not support the family whether the mother is at home with the children or whether the mother has children and is working? Can we not support the family in those two situations...

Ms Sternberg: How?

Mr. Keeper: Let me finish before you respond. For example, a mother at home with children needs a break, she needs time

[Translation]

were at home with their parents. You are very fearful... and you are perfectly right when you say day care centres must not become institutions. I do not want our children to be placed in institutions either. We want to have several options to choose from. Parents should be able to choose, I agree.

You spoke a great deal about the mother's role, *et celui du père, dans tout cela, qu'en est-il?*

Mme Sternberg: C'est là que nous entrons dans le monde des concepts, vous voyez, et je crois qu'il faut que je vous dise quelque chose. Quand on lit le manifeste communiste et la constitution de l'URSS, on a l'impression que c'est le paradis sur terre. C'est bien beau sur papier. Toutefois, transposer toutes ces belles idées dans la réalité, dans la vie de tous les jours, quand l'enfant fait de la fièvre et que la mère doit s'occuper de tout, c'est une autre affaire, le père est très important et il faut en parler. Comme la dame l'a dit avant moi, avec qui je suis d'ailleurs entièrement d'accord, il y a beaucoup à enseigner et il y a beaucoup d'amélioration. Il n'y a pas de société sans problèmes, mais je ne crois pas que ce soit la solution. Si le remède est pire que la maladie, je me demande s'il faut le prendre.

Pour ce qui est des pères de famille, je répète qu'ils doivent participer. Les pères ont toujours participé à l'éducation des enfants, dans la plupart des cas. Parfois, vous savez, quand j'écoute la radio et la télévision, je me sens un peu dans un autre monde. J'ai roulé ma bosse et j'ai rencontré bien du monde, vous savez, des francophones, des anglophones de toutes les couches de la société, et tous sont d'accord avec moi que ce n'est pas la solution.

Il y a bien des aspects dans lesquels je ne puis m'engager maintenant, mais on ne peut modifier la physiologie humaine. On ne peut changer le principe fondamental de notre société à cause de la situation des pères. C'est comme cela. Le père est là, et il doit aider la mère à bien s'acquitter de sa tâche.

Il n'y a aucun doute là-dessus, mais il ne peut pas remplacer la mère. Et la mère... oui, bien entendu, il y a des mères qui ne sont pas normales. Ce n'est pas parce que tout le monde le fait qu'il faut le faire.

M. Keeper: J'aimerais maintenant formuler une question et que vous attendiez que j'aie fini avant de répondre.

Vous accordez une grande valeur à la famille, et je dois dire que je vois, moi aussi, la famille comme un élément clé de notre société. Mais je me demande pourquoi nous ne pourrions pas aider la famille, autant celle dont la mère reste à la maison avec les enfants que celle dont la mère travaille à l'extérieur. Ne pourrions-nous pas aider la famille dans ces deux cas...

Mme Sternberg: Comment?

M. Keeper: Je n'ai pas encore terminé. Par exemple, la mère à la maison a besoin d'un répit, elle a besoin de temps pour elle, elle a besoin d'aide. Pourquoi ne pourrions-nous pas

[*Texte*]

off, she needs assistance. Why can we not use some of our public funds to see that this takes place?

[*Traduction*]

utiliser une certaine partie de nos fonds publics pour le lui accorder?

• 1645

If the mother is working and she has children, then why not use our public funds to support that family, that family unit, that institution, by providing day care so that child is taken care of while the mother is working so the mother can come home having known that her child was well taken care of during the day?

Pourquoi ne pourrions-nous pas utiliser nos fonds publics pour aider la mère qui occupe un emploi, pour appuyer cette famille, cette cellule familiale, cette institution, en lui offrant des services de garde auxquels elle ne craindra pas de confier son enfant pendant qu'elle travaille?

You talk about government as if it is something that oppresses you. Can you not see the possibility of government being a tool, being an instrument, being at your disposal in order to achieve social and economic objectives and in fact to support the family?

Vous parlez du gouvernement comme s'il s'agissait d'un oppresseur. Ne pourriez-vous considérer pour un instant le gouvernement comme un outil, comme un instrument dont vous pouvez vous servir pour atteindre des objectifs sociaux et économiques et, en définitive, aider la famille?

Mrs. Sternberg: What we are talking about basically when we talk about socialism is the redistribution of wealth, supposedly—right?

Mme Sternberg: Fondamentalement, le socialisme, c'est la redistribution de la richesse, n'est-ce pas?

Mr. Keeper: Exactly.

M. Keeper: Exactement.

Mrs. Sternberg: When we talk about redistribution of wealth, and especially in socialism, do you think this is done voluntarily? It is done only by imposing. I have not yet seen a socialist state where things are done voluntarily and where the government is just my pal. The government is my pal now, where I have powers, but the moment I will not have those powers the government is not going to be my pal.

Mme Sternberg: Quand on parle de redistribution de la richesse, et particulièrement dans le contexte du socialisme, croyez-vous que cela se fasse de façon volontaire? Non, on impose toujours. Je n'ai encore jamais vu d'État socialiste où quoi que ce soit se fasse volontairement et où le gouvernement soit mon copain. Le gouvernement sera de mon côté tant que j'aurai des pouvoirs, mais dès que je ne les aurai plus, le gouvernement ne sera plus mon copain.

The main problem is that once you have established and you have institutionalized something it becomes a right and that right has a . . . When you have any social phenomenon you can think it will work, but how it works you do not know because it evolves. It is a very serious way, and unfortunately we only have one life to live. We are not guinea-pigs and we cannot have the control. The only control we have is the societies that we can observe and compare, and the societies that we have compared and observed do not come up to our values. If we are willing to give up our values and our . . .

La principale difficulté, c'est que dès que l'on a établi et que l'on a institutionnalisé quelque chose, cela devient un droit, et ce droit a . . . Quand on se retrouve devant un phénomène social, on peut penser que cela va marcher. Mais comment cela fonctionnera-t-il? Personne ne le sait parce que cela évolue sans cesse. C'est une façon très sérieuse de faire les choses, mais nous n'avons malheureusement qu'une vie à vivre. Nous ne sommes pas des cobayes et nous ne pouvons pas tout contrôler. Le seul contrôle que nous ayons réside dans les sociétés que nous pouvons observer et comparer, et les valeurs de celles que nous avons comparées et observées ne se mesurent pas aux nôtres. Si nous acceptons de laisser tomber nos valeurs et nos . . .

I just heard recently that someone is objecting to singing *O Canada* in the schools. If such an elementary thing is not controllable at that level, do you think you can control the type of people who are going to transmit the values to your child? What is the family, after all? It is the interrelationship, the give and take. If the child is not there all day and the parents come home and they are tired at night, do you really think they can give?

J'ai entendu tout récemment que quelqu'un s'opposait à ce que l'on chante notre hymne national dans les écoles. Si l'on ne parvient pas à contrôler une chose aussi élémentaire que celle-là, pensez-vous que nous puissions contrôler les gens qui vont transmettre les valeurs à nos enfants? En fin de compte, qu'est-ce que c'est que la famille? La famille, c'est les relations interpersonnelles, l'échange. Quand l'enfant n'est pas là de la journée et que les parents rentrent le soir à la maison fatigués, croyez-vous vraiment qu'ils puissent donner?

I like it when they use term "quality". What is quality? And where does love come into all that? And devotion? From both the child and the parent, where does that come into the whole thing when somebody else . . . ?

Je trouve cela un peu ironique d'entendre parler de «qualité». Mais qu'est-ce que c'est que la qualité? Et où se trouve l'amour dans tout cela? Et le dévouement? Du point de vue de l'enfant et du parent, où sont l'amour et le dévouement quand c'est quelqu'un d'autre . . . ?

[Text]

In other words, you are not willing to devote your time to your own child but you expect you are going to pay somebody else and they are going to do that for you.

Mr. Keeper: I do not want to turn this into an argument, shall I say, but I think you have answered my question. You cannot see the other perspective.

Mrs. Sternberg: In my studies and my observations—and I am sixty and a half—I have not seen any examples to make me think that the family can be maintained under these circumstances.

The main point is that we have put ourselves into such a corner now by practically forcing women to go out to work, and I do believe that if we change that—how is another story and it is a very difficult story . . .

Mr. Keeper: Madam, medicare in this country is a good example of how we use the government and how we use public funds to support families.

Mrs. Sternberg: Yes.

Mr. Keeper: We have removed the possibilities of families going bankrupt because of disease. Why can we not use the public instrument once more to help us to find ways to take care of our children and to support the same families?

Mrs. Sternberg: You are tampering with very basic problems, that is why. You are tampering with the very basic, elementary problems of life.

Thank you very much.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Alors, merci madame Sternberg.

Maintenant on va procéder à la période des questions avec M^{me} Noulin-Mérat.

Mrs. Sternberg: I apologize for this, but it was my misunderstanding.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Lucie, veux-tu poser des questions?

Mme Pépin: Oui. Je veux vous souhaiter la bienvenue et vous dire que je suis très heureuse que ayez eu l'énergie, le courage de venir nous présenter un mémoire et je sais que vous connaissez bien le sujet de la garde d'enfants.

Vous avez une approche au sujet des enfants de familles émigrantes et je vous avais dit qu'il y a 10 p. 100 des enfants qui seront de familles d'origines différentes dans combien de temps?

Mme Noulin-Mérat: Dans trois ans.

Mme Pépin: Dans trois ans.

Mme Noulin-Mérat: En fait il y a une émission d'arrimage qui va être faite demain, en fait, le mardi 29 avril et c'est organisé pour que ça tombe en même temps que ce Comité à 20 heures à l'antenne de Radio-Québec, et puis le samedi 3 mai, en reprise, à 17h30. Et on discutera uniquement de la question des garderies et des immigrants.

[Translation]

Autrement dit, on ne veut pas passer de temps avec son enfant, et l'on préfère payer quelqu'un et croire qu'il va le faire à notre place.

M. Keeper: Je ne veux pas m'embarquer dans une grande discussion là-dessus, mais je crois que vous avez répondu à ma question. Vous ne voulez pas voir l'autre côté de la médaille.

Mme Sternberg: Dans mes études et mes observations—et j'ai soixante ans et demi—je n'ai rien trouvé qui puisse me faire croire que la famille puisse se maintenir dans de telles conditions.

Le principal problème, c'est que nous nous sommes mis dans le pétrin en forçant pratiquement les femmes à aller travailler.

M. Keeper: Madame, l'assurance-maladie est un bon exemple d'utilisation du gouvernement et d'utilisation des fonds publics pour aider les familles.

Mme Sternberg: Oui.

M. Keeper: L'assurance-maladie nous a permis d'éliminer la possibilité que des familles se retrouvent sur le pavé à cause de la maladie. Pourquoi ne pourrions-nous pas nous servir de l'instrument public dont nous disposons encore une fois pour nous aider à trouver des façons de prendre soin de nos enfants et d'aider ces mêmes familles?

Mme Sternberg: Vous jouez avec des problèmes très fondamentaux, voilà pourquoi. Vous jouez avec des problèmes très fondamentaux et très élémentaires de la vie.

Merci beaucoup.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you, Mrs. Sternberg.

We will move on to the question period with Mrs. Noulin-Mérat.

Mme Sternberg: Je m'excuse, je crois que j'avais mal compris.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Lucie, do you have any questions you would like to ask?

Mrs. Pépin: Yes I would first like to welcome you here and say how pleased I am that you had the energy and the courage to make your presentation. I also know that you are well versed in the field of child care.

You presented an approach concerning children from immigrant families and mentioned that 10% of children in day care would come from families of different origin within the next how many years?

Mrs. Noulin-Mérat: Within three years.

Mrs. Pépin: Within three years.

Mrs. Noulin-Mérat: As a matter of fact, an *Arrimage* program is to be taped tomorrow, Tuesday, April 29 to be exact. It will be aired on *Radio-Québec* at 8 o'clock and be shown on Saturday, May 3 at 5.30. It has been set up to coincide with the work being done by this committee. And we will discuss only the issue of day care services and immigrants.

[Texte]

• 1650

Mme Pépin: Vous dites qu'au niveau de la culture, au niveau de la nourriture ou du personnel, les garderies ne sont pas prêtes à accueillir ces enfants. Ce matin, une association représentant des parents noirs préconisait la mise sur pied d'une garderie bien spécifique pour empêcher que leurs enfants oublient leurs racines. On a eu cependant, dans d'autres provinces, des présentations de propriétaires de garderies de différentes ethnies mais, évidemment, comme M^{me} Duplessis l'a mentionné ce matin, tout le personnel était pour les enfants immigrants au niveau de la culture et au niveau de l'orientation.

Mme Noulin-Mérat: Il y a actuellement des garderies haïtiennes, vietnamiennes et chinoises, uni-ethniques à Montréal. La position que j'ai, par rapport à cela, c'est de me dire que les problèmes vont être reportés au niveau scolaire. J'ai rencontré des gens qui travaillent à l'école Algonquin, à Ville Mont-Royal, et cette école reçoit une forte proportion d'enfants immigrants dans ces garderies. Et je trouve dommage de ne pas accueillir les enfants et non pas de les convertir—de convertir, ce n'est pas ma position, les enfants haïtiens en enfants québécois. C'est de respecter leur culture et de leur permettre d'avoir accès à la culture québécoise en autant qu'ils le veulent et dans les meilleures conditions du monde. Mon attitude est différente.

Un autre point. Quand je regarde les garderies uni-ethniques,—je pense en particulier aux garderies juives, francophones ou anglophones, aux garderies haïtiennes—, elles se sont constituées parce qu'on ne respectait pas l'entité de ces enfants et parce qu'on les plaçait devant des situations qui étaient contraires à leurs normes et à leur culture. La dame a dit qu'elle était anthropologue, moi aussi. Je suis devenue, et je termine actuellement une maîtrise en anthropologie, et je travaille dans le quartier Côte des Neiges, parce qu'on ne peut pas travailler dans un milieu avec des enfants et recevoir en consultation des enfants si on ne connaît pas leur culture et si on n'est pas capable de faire cette différenciation. Il est très important qu'on respecte ces enfants.

Mme Pépin: Est-ce que vous avez fait une présentation ou exprimé votre position au gouvernement provincial?

Mme Noulin-Mérat: J'ai communiqué avec Marie-Andrée Dion, qui est responsable, ou qui était, l'an dernier, responsable à la Condition féminine du projet des garderies. Et tout ce que j'ai eu comme réponse c'était: vous savez, madame, il y a des lois et des règlements; les garderies sont supposées les respecter. Ce que vous nous dites c'est absolument impossible.

Mme Pépin: De toute façon, il est très important que nous fassions quelque chose. Il n'y a qu'à voir, à l'extérieur du Québec, tout ce qu'on voit dans d'autres provinces où il n'y a pas de garderies francophones et où on essaie d'intégrer les francophones avec les anglophones.

Mme Noulin-Mérat: Je suis allée deux ans à Vancouver et j'ai travaillé au niveau du Regroupement des francophones là-

[Traduction]

Mrs. Pépin: You say that as far as culture, food or staff are concerned, day care centres are not prepared to take these children. This morning, an association representing black parents advocated the establishment of a day care centre specifically intended to ensure that their children do not forget their roots. In other provinces, however, we have had presentations from owners of day care centres which care for children of different ethnic backgrounds but, as Mrs. Duplessis mentioned earlier this morning, the staff for these immigrant children were primarily intended to work with them with respect to culture and orientation.

Mrs. Noulin-Mérat: At the present time in Montreal, we have Haitian, Vietnamese and Chinese day care centres, which care only for children of those ethnic groups. As far as my position on this goes, I have the impression that problems will not really be dealt with, but simply passed on to the schools. I have met with people who work at Algonquin school in the Town of Mont-Royal and this school receives a high percentage of immigrant children from day care centres. I think it is a shame that we do not simply try to welcome these children into our society, rather than trying to convert them—I am not in favour of that—or change Haitian children, for instance, into Québécois children. I feel we should show respect for their culture while at the same time providing them with free access to Québécois culture in the best possible conditions. My attitude is somewhat different.

I would like to raise another point. With respect to day care centres which care for children of a single ethnic group—and I am thinking of Jewish, francophone or anglophone, or even Haitian day care centres—centres such as these are usually established because elsewhere, the child's identity has not been respected or he has been put in a situation which runs counter to his own standards or culture. The lady mentioned that she was an anthropologist; well, so am I. I am currently completing my master's degree in anthropology, and I am working in the Côte des Neiges area. Of course, one certainly cannot work with children in a particular environment or act as a consultant if one is not aware of their culture and cannot differentiate between different groups. It is essential that these children be afforded the proper respect.

Mrs. Pépin: Have you made a presentation or expressed your views on the subject to the provincial government?

Mrs. Noulin-Mérat: I did contact Marie-Andrée Dion, who is—or, at least, was last year—responsible for the Status of Women day care project. The only answer I got was: well, as you know, there are certain laws and regulations; day care centres are supposed to comply with those laws and regulations. What you are asking is utterly impossible.

Mrs. Pépin: In any case, it is essential that we do something about this. We have only to have a look at the situation outside Quebec, in other provinces, where there are no francophone day care centres, and where they are trying to integrate francophones and anglophones.

Mrs. Noulin-Mérat: I spent two years in Vancouver and worked with the Regroupement des francophones in that city,

[Text]

bas et je dois dire que c'est, effectivement, extrêmement difficile. Sauf que l'approche, en Colombie-Britannique, je trouvais cela intéressant que, de la première à la troisième année, les enfants anglophones sont inscrits à un programme d'immersion complète en français.

Il pourrait aussi y avoir des garderies bilingues en jumelant deux monitrices, une francophone et une anglophone; ça s'est fait et ça se fait encore à Montréal. Mais c'était fait surtout dans des garderies du genre *Neighbourhood House*, qui est une garderie dans Côte des Neiges et qui reçoit surtout une population d'enfants juifs, marocains, ashkénazes et séfarades.

Mme Duplessis: Ce matin, le groupe demandait spécifiquement une garderie pour respecter sa culture et son ethnicité. Mais, en Colombie-Britannique, on a reçu un groupe qui accueillait des enfants de différentes ethnies. N'oublions pas que les tout-petits n'ont pas de préjugés, n'ont pas de frontières. Ils s'amuse ensemble.

• 1655

Merci beaucoup. Maintenant j'inviterais M^{me} S.M. Rubin.

Mrs. S.M. Rubin (Individual Presentation): I come as a concerned citizen. I answered your ad in the local paper because it said child care involves me and the committee wants to hear from me.

Well, we have heard from the experts with their statistics and from feminists who have led us down the garden path who now want to make a U-turn or promise you another rose garden.

I do not like what I see going on in our society. I am of the opinion that many of our problems are being perpetuated by a set of values within our society which urges us to throw our children away, from abortion to day care centres, from babysitters to latch-keys, to extra-curricular activities. We shuffle our children off our hands and out from under foot. We give our children messages that we do not want them around and they are not really very important to us. We argue among ourselves whose responsibility it is to tend to the children who manage to get themselves born. We convey to them the message that if somehow they can stay out of our way long enough to grow up, we may eventually accept them into our society. I overheard one woman say to a little girl who had just turned seven years old: I am so glad you are old enough to be a little lady now; you are quiet now, as if she was finding the glee, joy, and boisterous activity of a growing child to be a disease one had to recover from. For a long while we criticized some Communist countries for mass-producing children. All children went "potty" together, all slept at the same hour, all ate the same food at the same hour, and all came out conforming as good little Communists should.

[Translation]

and I must say the situation is indeed very difficult. However, I do think the approach taken by British Columbia is an interesting one, in that anglophone children are registered in a French immersion course from grades 1 to 3.

It might be possible to establish bilingual day care centres where there would be two educators, one francophone and one anglophone; this has been done before, and is still being done in Montreal. It has been especially prevalent in centres like *Neighbourhood House*, which is a day care centre in the Côte des Neiges area caring primarily for Jewish children, either Moroccan, Ashkenazic or Sephardic.

Mrs. Duplessis: A group we heard from this morning asked specifically that a day care centre be set up which would show respect for its culture and ethnic background. On the other hand, in British Columbia, we heard from a group where they took children from various ethnic backgrounds. Let us not forget that small children have no built-in prejudices, no barriers which have to be broken down. They just like to play together.

Thank you very much. We now turn to Mrs. S.M. Rubin.

Mme S.M. Rubin (A titre individuel): Je me présente ici en ma qualité de citoyenne intéressée par le sujet. J'ai répondu à l'annonce publiée dans le journal local où l'on disait que la garde des enfants me concernait et que le Comité voulait m'entendre.

Eh bien, nous avons entendu les spécialistes armés de leurs statistiques et les féministes qui nous ont bernés et qui veulent maintenant faire demi-tour ou qui nous préparent une autre romance.

Je n'aime pas ce qui se passe dans notre société. Je suis d'avis que plusieurs de nos problèmes sont entretenus par une ensemble de valeurs imbriquées dans notre société qui nous poussent à nous débarrasser de nos enfants, qu'il s'agisse de l'avortement ou des garderies, des gardiennes d'enfants ou des enfants qui doivent attendre le retour de leurs parents le soir, ou d'activités parascolaires. Nous cherchons à nous débarrasser d'eux. Nous leur faisons savoir que nous ne voulons pas les avoir près de nous et qu'ils ne sont pas vraiment importants pour nous. Nous nous chamaillons pour savoir qui doit s'occuper des enfants qui ont trouvé moyen de naître. Nous leur faisons savoir que s'ils peuvent s'éloigner de nous assez longtemps pour grandir, nous pourrions peut-être les accepter dans notre société. J'ai déjà entendu une femme dire à une petite fille qui venait juste d'avoir sept ans: Je suis bien contente que tu sois assez vieille pour être une petite madame maintenant. Tu es sage maintenant, comme si elle croyait que les activités bruyantes et joyeuses d'un enfant qui grandit étaient une maladie dont il fallait guérir. Nous avons longtemps critiqué certains pays communistes qui fabriquaient des enfants à la chaîne. Tous les enfants allaient aux toilettes ensemble, tous les enfants dormaient à la même heure, tous les enfants mangeaient la même nourriture à la même heure et tous devenaient de bons petits communistes comme il se devait.

[Texte]

It is unclear what we plan to do here, but whatever it is, our recent past system has produced frightened aimless druggies, a large population of rebellious, angry, depressed, suicidal children, hanging around metro stations, mugging and intimidating senior citizens. It is an ugly picture.

We do not need more day care centres; we need more families. Our money should be directed towards those efforts which will enhance family life. If it is necessary, we may create new structures and techniques. We need creative leadership in government. We need a government that is courageous enough to put in perspective the advice it gets from the lobbyists. The loudest voices are not necessarily the wisest voices, nor do they necessarily represent the majority opinion.

Why do we have such a mess on our hands? Why are the kids doing drugs, shoplifting, mugging, hooking? Why is peer pressure a reason for what ails society? Why the bomb? Why is it not clear that the children need families? They need more than disposable diapers and free toothbrushes.

I am recommending support in the direction of families who stay together and raise their own children. I am recommending support in the direction of families where one parent remains in the home. I am recommending corporate responsibility. Tell the big companies to stop breaking up families. I am recommending support in the direction of block homes, group homes, to replace day care centres.

By imagination and creativity we should look for ways to reconstitute the family. We should re-educate social workers, teachers and community workers to think of ways to secure the family rather than divide families.

• 1700

Too many people have blindly accepted the premise that the family is finished. There is no better social unit than the family. Democracy flourishes in a family-oriented society.

Children have a right to a family. We should provide grants for short-term research into ways to strengthen the family and we should support and encourage propaganda which gives respect to the family unit. We should encourage birth control or birth above abortion, marriage above divorce, home care by parents wherever possible above day care.

We need the family and our society needs our children, and in moving towards the feminist argument, we have damaged our youth. We have literally thrown the baby out with the bath water. If things of the past were bad for the wife-mother, the overall picture is worse now. Is the liberated woman really a happier woman? If the housewife was unhappy in the older system, is she better off now? Are our children better off?

[Traduction]

Ce que nous voulons faire n'est pas très clair, mais quoi que ce soit, le récent système a produit des drogués sans ambition, une forte population d'enfants rebelles, en colère, déprimés, aux tendances suicidaires, qui flânent dans les stations de métro, qui bousculent et intimident les personnes âgées. C'est une triste situation.

Nous n'avons pas besoin d'autres garderies; il nous faut davantage de familles. Il faudrait que notre argent serve à des activités qui favorisent la vie familiale. Si nécessaire, nous pourrions créer de nouvelles structures et de nouvelles techniques. Il nous faut des dirigeants créateurs au gouvernement. Il nous faut un gouvernement assez courageux pour tenir compte des conseils que lui prodiguent les lobbyistes. Les voix les plus fortes ne sont pas nécessairement les plus sages et elles ne représentent pas nécessairement l'opinion de la majorité.

Pourquoi un tel gâchis? Pourquoi les enfants se droguent-ils, volent-ils à la tire, bousculent-ils, font-ils la rue? Pourquoi la pression des pairs est-elle une raison pour les maux de la société? Pourquoi la bombe? Pourquoi n'est-ce pas évident que les enfants ont besoin de familles? Il leur faut davantage que des couches jetables et des brosses à dent gratuites.

Je favorise l'appui aux familles qui restent unies et qui élèvent leurs propres enfants. Je favorise l'appui aux familles dont l'un des parents reste à la maison. Je favorise la responsabilité des compagnies. Dites aux grandes compagnies de cesser de briser les familles. Je favorise le soutien des maisons de quartier, des maisons collectives pour remplacer les garderies.

Grâce à notre imagination et à notre créativité, nous devrions chercher des façons de reconstituer la famille. Nous devrions rééduquer les travailleurs sociaux, les enseignants et les travailleurs communautaires pour qu'ils songent aux façons de consolider les familles plutôt que de les diviser.

Trop de gens ont accepté sans discuter l'idée que la famille est maintenant chose du passé. Elle constitue pourtant la meilleure unité sociale qui soit. Dans une société orientée vers la famille, la démocratie se porte bien.

Les enfants ont droit à la famille. Nous devrions accorder des subventions pour qu'il se fasse davantage de recherche à court terme sur des façons de renforcer la famille, et appuyer et encourager tous les éléments qui prônent le respect de la cellule familiale. Nous devrions préférer le contrôle des naissances ou la naissance à l'avortement, le mariage au divorce, la garde d'enfants par les parents à la garderie, chaque fois que nous le pouvons.

Nous avons besoin de la famille, et notre société a besoin de nos enfants. En cédant du terrain aux féministes, nous avons fait du tort à notre jeunesse. Nous avons carrément tout jeté par dessus bord. Si la situation n'était pas rose pour l'épouse et la mère de famille dans le temps, elle n'est guère plus reluisante aujourd'hui. La femme libérée est-elle vraiment plus heureuse? Si la ménagère était malheureuse avant, est-elle plus heureuse aujourd'hui? Nos enfants sont-ils plus heureux?

[Text]

I suggest that if we do not make drastic efforts to put the family back together, we are in for big trouble. The old system has its faults; are you sure the new one is better? We have bought suburban homes, but the only one there is the burglar or the maid. There is no one at home, not for the infants, not for the toddlers, not for children, not for teens. Why? I am really angry. Why is no one home?

The government has a responsibility to lead, not to follow. You will tell me the scholars have done research and they say their research shows that no problems result from no one being at home. Well, I say offer a grant to someone who can prove otherwise and you will get research which proves that when there is no one at home, it is detrimental to the children's mental health.

• 1705

Somewhere along the way, we heard someone say quality time is more important, that it can replace quantity time. What I am saying is: That is a cop-out, and if our government accepts that baloney, then the results are on their heads.

I recommend that the government take some creative initiative, move towards supporting the family, offer assistance to parents who need it, encourage families to stay together, provide assistance to single parents, educate professionals to encourage family unity, offer rewards to those who would find ways to keep family together, find ways to intervene to prevent and correct family stress, support children and ensure their rights. Amuse them; do not abuse them. Canada should be courageous enough to take the initiative in the world community and lead us to a renewed respect and love for our children, our future.

Why is staying at home to look after children called a sacrifice? Is it because we value people by the dollars they make? Then why is it more honourable to pay strangers to give quantity time to our children? Why do we pay for quantity time which is not quality time? Why can we not pay parents to give quality and quantity time to our children? They are our children; it is our society they will live in, and they will give back to our society what we have given them. God help us. Let us stop talking about child care and get busy caring about our children.

Le vice-président: Merci. Un bref commentaire, madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

D'abord, madame, je vous félicite parce que vous attendez votre premier enfant, comme je j'ai lu dans le rapport.

Mrs. Rubin: It is possible.

Mme Duplessis: Alors, je vous félicite, mais je tiens à vous faire un commentaire qui est le suivant: on a une quantité de

[Translation]

Je soutiens que si nous ne faisons pas de très gros efforts pour réunifier la famille, nous allons nous retrouver en très grande difficulté. L'ancien système a ses défauts, mais le nouveau système est-il bien mieux? Nous nous sommes acheté de bien belles maisons en banlieue, mais ceux qui en profitent le plus, ce sont les voleurs ou la bonne. Il n'y a personne à la maison pour accueillir le nourrisson, l'enfant d'âge préscolaire, l'enfant d'âge scolaire et l'adolescent. Pourquoi? Cela me met vraiment hors de moi. Pourquoi est-ce ainsi?

Le gouvernement a la responsabilité de mener la procession et non de la suivre. Vous me direz que les recherches tendent à démontrer que les enfants qui se font garder n'ont pas plus de problèmes que les autres. Donnez donc une subvention à quelqu'un qui peut prouver le contraire et je vous assure que ses recherches prouveront que le fait qu'il n'y ait personne à la maison nuit à la santé mentale de l'enfant.

On nous a dit que ce n'était pas la quantité de temps que l'on passait avec les enfants qui comptait, mais bien sa qualité. Pour ma part, je crois que c'est de la foutaise, et si notre gouvernement croit cela, il en portera la responsabilité.

Je recommande que le gouvernement fasse preuve de créativité et entreprenne d'aider la famille, d'offrir de l'aide aux parents qui en ont besoin, d'encourager les familles à ne pas se diviser, d'aider les chefs de familles monoparentales, d'enseigner aux professionnels à encourager l'unité familiale, d'offrir des récompenses à ceux qui trouvent des façons d'unifier la famille, de trouver des moyens d'intervention pour éliminer les tensions qui s'exercent sur la famille sur le plan socio-psychologique et en corriger les séquelles, d'aider les enfants et de veiller au respect de leurs droits. Prenons donc soin de nos enfants. Le Canada devrait avoir le courage de prendre l'initiative dans le monde et faire renaître en nous le respect et l'amour de nos enfants, notre avenir.

Pourquoi qualifie-t-on le fait de rester à la maison de sacrifice? Est-ce parce que nous jugeons de la valeur de quelqu'un à son revenu? En quoi est-il alors plus honorable de payer des étrangers pour donner de la quantité à nos enfants? Pourquoi acceptons-nous de payer pour de la quantité et pas pour de la qualité? Pourquoi ne pourrions-nous pas payer des parents pour donner en même temps la qualité et la quantité de temps nécessaires à nos enfants? Ce sont nos enfants. C'est dans notre société qu'ils vivront, et ils lui rendront ce que nous leur aurons donné. Que Dieu nous vienne en aide! Arrêtons de parler de services de garde et commençons donc à nous occuper vraiment de nos enfants.

The Vice-Chairman: Thank you. One short comment, Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

First of all, I would like to congratulate you since, as I read in your report, you are expecting your first child.

Mme Rubin: C'est possible.

Mrs. Duplessis: Congratulations. I would like to make a comment with regards to your presentation. This country has a

[Texte]

femmes qui n'ont pas choisi, un moment donné, que leur ménage éclate et qui se retrouvent avec des difficultés. Nous, en tant que gouvernement, on a à considérer vraiment tous les problèmes de tous les Canadiens afin de faire des recommandations au gouvernement, recommandations qui soient profitables pour tous les jeunes Canadiens.

Je vous souhaite bonne chance dans votre grossesse et dans votre ménage aussi. Mais oubliez pas une chose, ça, c'est jamais sûr.

Le vice-président: *Thank you very much for your presentation.*

Maintenant l'Association féminine d'éducation et d'action sociales, Michelle Houle-Ouellet.

Bonjour et bienvenue à notre Comité.

• 1710

Mme Louise Coulombe-Joly (présidente provinciale, Association féminine d'éducation et d'action sociale): Je voudrais, dans un premier temps, vous présenter les personnes qui m'accompagnent: Marie-Ange Sylvestre, la vice-présidente provinciale; Michelle Houle-Ouellet, qui est chargée du programme d'action au siège social et qui est la rédactrice de notre mémoire.

L'Association féminine d'éducation et d'action sociale est un organisme à but non lucratif qui existe depuis 1966. Elle regroupe 33,000 membres actives dans 600 cercles locaux à travers le Québec. L'AFEAS poursuit deux buts: l'éducation et l'action sociale.

Un programme d'étude mensuel, offert aux membres par l'Association, favorise une prise de conscience à la fois individuelle et collective. De plus, l'engagement des membres dans des actions concrètes dans leur milieu contribue à améliorer les conditions de vie des femmes et celles de la société.

Les propositions adoptées par les membres de l'AFEAS reflètent leurs intérêts et leurs préoccupations. Une fois adoptées au cercle local, les résolutions sont acheminées au niveau régional pour étude lors des 13 congrès régionaux tenus en mai.

Le congrès annuel provincial constitue la dernière étape de ce processus. C'est ainsi, forte de l'appui de ses 33,000 membres, que l'AFEAS détermine ses positions pour ensuite les revendiquer et les défendre auprès des instances concernées.

Comme femmes et citoyennes, les membres de l'AFEAS sont à l'affût des interrogations et des problèmes majeurs de notre société. C'est la raison de notre implication dans ce dossier sur les services de garde à l'enfance.

La majorité de nos membres ont des enfants. Les données d'une enquête effectuée en 1980 auprès de nos membres nous révèlent que 58 p.100 d'entre elles travaillent exclusivement au foyer. Nous pouvons affirmer que la plupart d'entre elles ont été, sont ou seront aux prises avec un problème de garde d'enfants. C'est pourquoi, au fil des ans, plusieurs de nos

[Traduction]

great number of women who did not decide, at one point, to break up their marriage and who, afterwards, were faced with problems. We must analyze all the problems of all Canadians in order to make recommendations to the government that will benefit all young Canadians.

Good luck with your pregnancy and with your relationship as well. But do not forget that the latter is not a sure thing.

The Vice-Chairman: *Merci infiniment de votre présentation.*

And now we will hear from Michelle Houle-Ouellet from the *Association féminine d'éducation et d'action sociales*.

Good afternoon and welcome to our committee.

Mrs. Louise Coulombe-Joly (Provincial Chairperson, Association féminine d'éducation et d'action sociale): Let me begin by introducing the persons accompanying me: Marie-Ange Sylvestre, provincial vice-chairperson; Michelle Houle-Ouellet, who is responsible for our action program at headquarters and is the author of our brief.

The *Association féminine d'éducation et d'action sociale* is a non-profit organization which has been in existence since 1966. It represents 33,000 active members in some 600 local chapters throughout Quebec. The AFEAS has two concerns, namely education and social action.

A monthly study program offered to the members by the association aims at promoting a greater individual and collective awareness. In addition, our members' involvement in concrete action in their community contributes to improving the living conditions of women and of society at large.

The proposals adopted by the members of the AFEAS reflect their interests and preoccupations. Once adopted by the local chapter, the resolutions are submitted for study at the regional level during the 13 regional conventions held in May.

The annual provincial convention constitutes the final state of this process. Here it is that AFEAS, confident of the support of its 33,000 members, determines its positions in order to present and advocate them to the appropriate authorities.

As women and citizens, the members of the AFEAS are attentive to the major questions and problems facing our society. This is the reason for our involvement in this examination of child care services.

Most of our members have children. A 1980 survey of our members show that 58% of them are full-time homemakers. We can state that most of them were, are or will be faced with difficulties relating to child care. This is why over the years several of our recommendations have attempted to propose solutions for the type of child care problems experienced by parents.

[Text]

recommandations ont tenté d'apporter des solutions aux problèmes vécus par les parents en matière de garde d'enfants.

Ayant adressé ces recommandations aux autorités provinciales, qui a juridiction dans ce domaine, l'AFEAS juge pertinent de les présenter au groupe de travail parlementaire canadien afin de mieux faire connaître les besoins spécifiques des Québécoises.

Depuis 1976, l'AFEAS réclame l'instauration d'un réseau de garde sur l'ensemble du territoire du Québec, à frais partagés entre l'État et la famille.

Si le dossier des garderies a évolué depuis dix ans, tous les besoins ne sont pas satisfaits par ce réseau. L'État a une responsabilité à partager avec les familles en matière de garde d'enfants. Cette responsabilité doit se traduire par une volonté réelle et concrète d'augmenter les services actuellement offerts.

Considérant le droit des parents à des services de garde de qualité; considérant l'accroissement de la présence des femmes sur le marché du travail rémunéré; considérant les besoins des femmes au foyer, le nombre grandissant de familles monoparentales, l'insuffisance des revenus d'un grand nombre de parents pour absorber les frais de garde, surtout lorsqu'il y a plusieurs enfants:

L'AFEAS recommande de développer les services de garde déjà existants en augmentant le nombre de places disponibles à la grandeur de la province et en augmentant les sommes votées à ce poste budgétaire.

• 1715

L'AFEAS recommande de continuer d'assumer partiellement les coûts inhérents aux locaux nécessaires pour les services de garde.

L'AFEAS demande d'évaluer et d'indexer périodiquement l'aide financière à apporter sur les autres coûts de fonctionnement des garderies en regard de la capacité de payer des usagers et d'évaluer les conditions de travail pour assurer la compétence du personnel de ces établissements.

L'AFEAS demande d'accorder ou de maintenir la parité d'exonération financière au prorata pour les parents et ce, peu importe l'option de garde choisie: en garderie, en milieu scolaire ou familial.

L'AFEAS demande de rendre accessibles aux travailleuses au foyer, les services de garde et l'aide financière qui s'y rattachent.

L'AFEAS demande d'assurer la consolidation du réseau de garderie déjà en place ainsi que l'extension du réseau de garderies et cela à un prix très réduit afin de faciliter l'accès aux études pour les travailleuses au foyer qui ont des enfants.

Ajoutons à cela le besoin de garde en milieu familial. Les coûts d'aménagement de ce mode de garde sont minimes. Ils représentent une alternative intéressante aux services de garde en garderie, particulièrement là où il s'avère impossible d'en implanter vu le nombre restreint d'enfants ou d'en absorber les

[Translation]

Having already submitted these recommendations to the provincial authorities who have jurisdiction in this area, the AFEAS wishes to take advantage of this opportunity to make our position known to the special task force of the Canadian Parliament so that its members may be informed of the specific needs of Quebec women.

Since 1976, the AFEAS has been advocating the creation of a network of child care facilities throughout the Province of Quebec with costs to be shared by the government and the family.

Although there may have had some evolution on day care over the past ten years, all our needs are not met by the existing arrangements. The government has responsibilities to share with families in relation to child care. Such responsibility must take the form of a concrete determination to increase the services now being offered.

In view of parents' rights to quality day care; in view of the increased presence of women in the labour force; in view of the needs of homemakers, the growing number of single parent families, the inadequate income of a great number of parents in relation to child care costs, particularly when there are several children:

The AFEAS recommends the development of existing day care services by increasing the number of spaces available throughout the province and by increasing the amount of funding for this service.

The AFEAS recommends that partial support continue to be offered for the cost of day care premises.

The AFEAS asks for periodic evaluation and indexing of the financial assistance for other day care operating costs in relation to the user's ability to pay as well as for monitoring of working conditions to ensure the competence of the staff of such centres.

The AFEAS asks that a pro-rated financial exemption for parents be granted or maintained at the same level, whatever day care option is chosen, a day care centre, school or family day care.

The AFEAS asks that day care services and related financial assistance be made accessible to homemakers.

The AFEAS asks for the consolidation of the existing day care network as well as its extension at a low cost in order to facilitate educational and training opportunities for homemakers with children.

Let us now turn to the demand for family day care. Costs related to the provision of such day care are minimal. It is an attractive alternative to a day care centre, particularly in areas where there are not enough children to absorb the administrative costs, for instance in a rural environment.

[Texte]

coûts d'administration et de gérance par exemple dans les milieux ruraux.

De plus, l'AFEAS demande aussi la contribution de différents intervenants du milieu, entre autres, la contribution des municipalités, la contribution des commissions scolaires, établissements de santé et services sociaux, est essentielle pour accélérer le processus de développement de réseau actuel des services de garde.

Et je résumerai nos recommandations qui touchent ces trois instances qui sont inscrites à la page 10. L'AFEAS demande en vue d'accélérer le développement du réseau actuel de services de garde, nous recommandons: De faire en sorte que les locaux disponibles dans les municipalités soient mis à la disposition des groupes qui organisent des services de garde, ceci pour éviter les coûts élevés d'aménagement.

L'AFEAS demande aussi qu'une entente soit établie avec les commissions scolaires ou autres organismes locaux pour l'accessibilité à des locaux gratuits pour l'installation de services de garde et ce, dans les plus brefs délais.

L'AFEAS demande que les commissions scolaires mettent sur pied des services de garde et de cafétéria dans les écoles pour les enfants fréquentant le niveau primaire, moyennant une contribution des parents pour défrayer le coût de certaines dépenses de ce service et ce, à condition que le nombre d'enfants justifie ce service.

L'AFEAS demande que les commissions scolaires offrent un service de garde, sur une base annuelle, pour les enfants du primaire, durant les journées pédagogiques et congés de fin de session. Les coûts seraient défrayés par les enfants utilisant ce service.

L'AFEAS demande aussi que soit installé en milieu hospitalier un service de dépannage en cas d'hospitalisation d'urgence. Que ce service soit aux frais des personnes qui l'utilisent.

Et je conclus en disant que l'AFEAS travaille sur ce dossier depuis 1976, comme nous l'avons mentionné au début, nous croyons pertinent de vous informer des besoins spécifiques des Québécoises sur le thème des garderies.

Je vous dirai franchement que j'ai dû résumer mon exposé étant donné le peu de temps et le fait qu'on avait à se rendre à un autre rendez-vous. Vous avez le texte en main. Nous sommes prêtes à répondre à certaines questions. Il y aura peut-être possibilité de répondre aussi plus tard. Merci.

Le vice-président: Merci.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Je ne ferai qu'un commentaire. Je suis très contente que vous ayez mentionné dans les recommandations, le service pour la garde des enfants après l'école. On en a parlé aujourd'hui, mais il n'y a pas eu d'exposé sur ce sujet. Je trouve que vos recommandations sont excellentes en ce qui concerne les écoles, les municipalités et le coût. Quand on parle des services de garde on pense toujours aux tout petits, jusqu'à cinq ans; mais on oublie que les enfants de six ans à 12 ans posent aussi un grand problème. Ils sont seuls, les trois quarts du temps.

[Traduction]

The AFEAS is also of the opinion that a contribution from the different local authorities, including municipalities, school boards, health and social service organizations, is essential in accelerating the development of the existing day care network.

I will give you a summary of our recommendations concerning the three organizations mentioned on page 10. In order to accelerate the development of the existing day care network, our association recommends: That premises available in municipalities be made available to groups organizing day care services in order to avoid high start-up costs.

The association also suggests that an agreement be concluded as quickly as possible with school boards or other local organizations so that premises can be made available free of charge for day care services.

The association recommends that school boards set up day care and cafeteria services for elementary school children, with part of the cost borne by the parents, provided there is sufficient demand for this service.

The association asks the school boards to offer day care service on an annual basis for elementary school children during professional development days and end of session holidays. The costs would be paid by the children using such services.

The association also recommends that hospitals offer a temporary service in the case of emergency hospitalization. The costs of this service would be borne by the users.

Let me conclude by reminding you that our association has been studying this subject since 1976 and we believe that it is useful to inform you of the specific needs of Quebec women in relation to day care.

I must admit that I have had to sum up my brief in view of time constraints and another engagement which we have. You have a copy of the brief. We are ready to answer your questions. We could also send you answers later. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I will only make a comment. I am very happy that your recommendations refer to the need for after-school day care. We have talked about this today but there have not been any briefs dealing with the subject. I think that you have made excellent recommendations on schools, municipalities and costs. When we talk about day care, we tend to think of preschool children, those who are under five and often overlook the fact that there is a problem with children between six and 12. They are left on their own, three-quarters of the time.

[Text]

Je n'ai pas beaucoup de questions parce que je connais bien vos positions et que je suis d'accord avec la majorité d'entre elles. Alors, je vous remercie d'être venues.

Mme Joly: Merci.

Le vice-président: Des questions? Non?

Merci beaucoup de votre exposé. S'il y avait d'autres questions nos chercheurs vous trouveront.

• 1720

Mme Joly: Merci infiniment. Il nous fera plaisir de vous répondre à notre bureau au siège social à Montréal. Michelle Houle-Ouellet qui a rédigé le dossier pourra répondre à toutes vos questions et vous fournir la documentation nécessaire.

Le vice-président: D'accord. Merci.

Mme Joly: Merci.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation de Micheline Lalonde-Graton. Bienvenue au Comité.

Mme Micheline Lalonde-Graton (présentation individuelle): Bonjour. Je m'aperçois que j'ai beaucoup de choses en commun avec certaines personnes qui ont passé avant moi.

Premièrement, j'habite aussi votre comté. J'ai élevé cinq enfants. C'est dommage que M. Keeper ne soit pas là, je pourrais lui dire que même si je les adorais effectivement *sometimes they drove me up the wall*.

Une autre chose aussi est que les femmes collaboratrices cherchaient tantôt une grand-mère et qu'il y en a une ici. Elle n'est pas en train de garder ses petits-enfants mais elle est en train de défendre les garderies pour eux.

Si je me présente devant le Comité aujourd'hui, c'est que je crois à la nécessité d'établir à travers le Canada des services de garde de qualité accessibles à tous.

En tant que mère et grand-mère, cette nécessité me fut maintes fois confirmée. Personnellement, j'ai dû attendre que tous mes enfants soient à l'école avant d'effectuer un retour aux études; il n'y avait pas alors de services de garde. Ainsi ce n'est qu'à 45 ans que je me suis retrouvée sur le marché du travail. Heureusement mes quatre filles n'auront pas à suivre mon cheminement. Malgré tout, cela ne veut pas dire qu'elles auront les choses faciles. Mes deux aînées sont déjà confrontées à de nombreux problèmes qui rendent difficile de concilier carrière et maternité.

En tant que sociologue j'ai effectué de nombreuses recherches sur les services de garde à l'enfance et j'ai écrit un volume de plus de 500 pages sur la petite histoire des garderies. Mes recherches ne font que confirmer mes expériences vécues. Ainsi il ne fait aucun doute dans mon esprit que les services de garde sont essentiels. Cependant, à l'heure actuelle, ils sont peu nombreux et coûtent trop chers aux parents.

Le témoignage que j'apporte dans mon mémoire vise principalement à démontrer la nécessité de l'implication

[Translation]

I do not have any questions to ask because I am familiar with your positions and I agree with most of them. Thank you for coming.

Mrs. Joly: Thank you.

The Vice-Chairman: Any questions? No?

Thank you for presenting your brief. If we have any further questions, our researchers will be contacting you. ed

Mrs. Joly: Thank you very much. We would be happy to send you any answers from our Montreal office. Michelle Houle-Ouellet who wrote a brief can answer your questions and provide you with the necessary documentation.

The Vice-Chairman: I see. Thank you.

Mrs. Joly: Thank you.

The Vice-Chairman: We will now hear from Micheline Lalonde-Graton. Welcome to the committee.

Mrs. Micheline Lalonde-Graton: (Individual Presentation): Good afternoon. I have realized that I have a lot in common with some of the persons who have spoken before me.

First of all, I also live in your riding. I have raised five children. It is a pity that Mr. Keeper has left, I could tell him that even if I was crazy about them, sometimes they drove me up the wall.

The group of women in business partnership with their husbands mentioned that they were looking for a grandmother, you have one right here. She does not look after her grandchildren, but she has come to defend the cause of daycare for them.

The reason why I am speaking before the committee today is that I am convinced of the need to establish throughout Canada a quality day care system available to everyone.

As a mother and a grandmother, I have been made aware of this need on many occasions. Personally, I had to wait until my children were in school before I could resume my studies, at the time there were no day care possibilities. Thus, I was 45 by the time I returned to the workplace. Luckily, my four daughters have not had to go through the same experience. But this does not mean that things will be easy for them. My two oldest daughters are already faced with many problems created by the difficulty of reconciling motherhood and a career.

As a sociologist, I have done extensive research on early childhood day care and I have written an informal history of over 500 pages on the subject. My research substantiates my personal experience. There is no doubt in my mind that day care services are essential. However, at the present time, they are not widely offered and are too expensive for parents.

The main purpose of my testimony is to demonstrate the need for financial involvement on the part of the federal government at the present stage of day care's evolution.

[Texte]

financière du gouvernement fédéral à ce stade de l'évolution des services de garde.

Je présume que la lecture de mon mémoire a déjà été faite par les membres du Comité et je ne vais pas reprendre ici les arguments qui justifient l'urgence de leur développement. Je me contenterai de rappeler que je les relie étroitement aux droits des enfants à une qualité de vie, aux droits des familles à recevoir un support social et aux droits des femmes au travail à l'extérieur.

Résumer brièvement mes recommandations se basent sur le fait que, socialement, nous avons connu de multiples changements qui nécessitent des ajustements. Nous ne devons pas nous tourner vers le passé pour puiser des solutions. Il faut nous adapter et aller de l'avant dans nos prises de décision puisqu'elles auront des répercussions à court, moyen et long terme. Ainsi, par exemple, le soin et l'éducation des jeunes enfants ne peuvent plus être considérés comme étant uniquement la responsabilité des parents. Cette responsabilité relève de la collectivité toute entière.

Comme je l'ai démontré dans mon mémoire, c'est entre autres, par le biais des services de garde à l'enfance que se manifeste le support collectif aux enfants et à leur famille. Ce support est fondamental, non seulement au plan social mais également au plan économique.

En matière de services de garde, nous sommes rendus à un stade où il faut admettre la nécessité de répondre aux besoins de tous les enfants. Il s'agit de plus de s'interroger sur la pertinence de l'existence de tels services. De nombreuses recherches ont déjà démontré qu'ils sont essentiels et qu'ils sont économiquement, socialement et politiquement rentables.

Nous devons maintenant mettre tous nos efforts pour trouver les meilleurs moyens d'assurer une qualité de services aux enfants qui sont et, qui seront appelés à profiter de ces services reconnus.

Si l'implication du gouvernement fédéral s'avère nécessaire à ce stade du développement des services de garde, c'est que les gouvernements provinciaux ne semblent plus être en mesure d'en assumer seuls les coûts. Même si la juridiction de ces services relève des provinces, il faut comprendre que le bien-être des enfants ne peut faire l'objet de chicanes de paliers. Il est donc urgent qu'il y ait une entente quant au partage des frais entre les gouvernements. De telles ententes furent déjà négociées lors de la Seconde guerre mondiale cela démontre donc que la chose est possible.

Les résistances face à l'implantation d'un réseau universel de services de garde sont encore grandes et nous l'avons vu d'ailleurs. À cet égard les gouvernements fédéral et provinciaux jouent un rôle clé dans l'acceptation du développement des services de garde reconnus. Ainsi, en finançant directement ces services, les gouvernements reconnaissent publiquement qu'ils sont essentiels.

• 1725

La majorité des citoyens ne connaissent pas la vocation sociale et éducative des services de garde, il importe que les gouvernements entreprennent une vaste campagne d'informa-

[Traduction]

I assume that the members of the committee have already read my brief and I will not go over the arguments stressing the urgent need for developing daycare. Let me simply point out that they are closely linked to children's rights, to a certain quality of life, family's rights to social support, and women's rights to work outside the home.

In summing up my recommendations, I would like to mention that our society has gone through many changes, and there is, therefore, a need for adjustment. We cannot expect the past to provide us with solutions. We must begin our adaptation and start making decisions which will have short, medium and long-term repercussions. Thus, for example, the care and education of young children can no longer be considered the sole responsibility of parents. This is a responsibility for the community at large.

As I pointed out in my brief, this community support for children and parents takes the concrete form of child care services. Such support is fundamental, not only from a social point of view, but also from an economic one.

With respect to child care services, we have reached the stage where we must recognize the necessity of responding to the needs of all children. The relevance of such services can no longer be questioned. A large body of research demonstrates that they are essential and that they are economically, socially and politically viable.

We must now devote all our efforts to finding the best way of ensuring quality services for children who are now or will be in day care.

The necessity of federal government participation at this stage of the development of day care can be attributed to the provincial governments apparent lack of ability to bear the costs alone. Although jurisdiction in this matter is provincial, we must realize that the welfare of our children cannot be subordinated to quarrels of jurisdiction. A cost-sharing agreement between the governments is therefore urgently required. Such arrangements were already negotiated during the Second World War, and prove that this approach is possible.

There is still strong resistance to the setting up of a universal day care system, as we have seen elsewhere. The federal and provincial governments play a key role in the development of officially recognized day care services. By directly funding such services, governments publicly recognize that they are essential.

Most citizens are not aware of the social and educational role played by day care services. It is important for the governments to launch an extensive information campaign to

[Text]

tion en expliquant les raisons de leur implication technique et financière. L'enjeu est ici fort important puisqu'il y va du bien-être des enfants.

C'est pourquoi il ne faut en aucun temps perdre de vue que nous jouons avec l'avenir de plusieurs générations, celle d'aujourd'hui et celle de demain. Prendre une décision négative actuellement ne fait que reculer l'échéance alors qu'en réalité nous avons déjà perdu beaucoup de temps.

Nous avons beaucoup de chemin à faire pour arriver à développer un réseau complet de services de garde, c'est-à-dire des services de garde en garderie, en milieu familial et en milieu scolaire ainsi que de haltes-garderies qui répondent aux besoins des mères qui restent à la maison et celles qui ont besoin de services à temps partiel. Cela implique des coûts énormes il est vrai, mais considérant que cet investissement est fort rentable pour le présent comme pour l'avenir, nous nous devons de l'accepter.

En terminant, j'aimerais que tous et chacun réalisent que bien qu'ils ne puissent actuellement exprimer leurs besoins et revendiquer leurs droits, les jeunes enfants sont, au même titre que nous, des citoyens à part entière. Dans la présente démarche, gardons en tête que ce n'est pas parce qu'ils sont petits qu'ils sont moins importants; ils sont simplement en voie de devenir grands.

Le vice-président: Est-ce qu'il y a des questions? Madame Pépin.

Mme Pépin: Je veux vous remercier d'être venus. C'est vrai que je suis en accord avec plusieurs personnes qui viennent présenter des mémoires parce que mon ancien emploi m'a fait travailler énormément dans ce domaine. Mais je veux simplement dire que je suis très contente; je ne savais pas que l'auteur de *La petite histoire des garderies* était dans mon comté également.

Vous avez touché un point sensible en disant que si on veut faire passer notre message, cela prend une campagne de sensibilisation, parce qu'on s'aperçoit que bien des gens sont très craintifs vis-à-vis le service de garde—parce qu'on s'imagine qu'on va retirer à le rôle de la famille, qu'on va prendre le rôle des parents et je pense que certainement, c'est une des recommandations qui est très importante pour un Comité semblable comme le nôtre. Si on ne fait pas une campagne de sensibilisation auprès des gens, probablement qu'on va avoir encore deux fois plus d'objections et ce serait peut-être plus difficile d'avoir des sommes d'argent de nos gouvernements.

Je vous remercie beaucoup. Vous avez été bien aimable de venir nous faire une présentation.

Le vice-président: Y a-t-il d'autres questions? S'il n'y en a pas, merci beaucoup de votre présentation et surtout pour votre livre.

Mme Lalonde-Graton: Merci.

Le vice-président: On passe maintenant à Sara Silva-Simoes.

I understand you are prepared to make some brief comments and then answer some questions.

[Translation]

explain the reasons for their technical and financial involvement. A great deal is at stake since we are talking about our children's welfare.

We must never lose sight of the fact that our actions will have an impact on several generations, the present one as well as the generation of tomorrow. A negative decision now will only put us further behind at a time when we have a lot of catching up to do.

A great deal remains to be done in developing a full day care system, that is day care centres, family and school day care as well as drop-in centres for mothers who remain at home and those who need part time services. Admittedly, this implies very large costs but in view of the great present and future benefits of such an investment, we can not do otherwise.

For conclusion, I would like everyone to realize that although they are not now in a position to express their needs and demand their rights, like us, young children are full-fledged citizens. In this exercise, let us remember that it is not because they are small that they are less important, they are simply in the process of growing up.

The Vice-Chairman: Are there any questions? Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I would like to thank you for coming. I am indeed in agreement with a number of persons who have presented briefs since my former job meant that I did a lot of work in this area. Let me say how happy I am to find out that the author of *La petite histoire des garderies* lives in my riding.

You touched a sensitive point when you said that if we want to get our message across, an awareness campaign is necessary. We have observed that many people are apprehensive about day care, they imagine that the family's role will be diminished or that the parents will somehow be replaced. I think that it is definitely a very important recommendation for a committee such as ours. If we do not undertake a campaign to enhance awareness of this issue, we will probably be faced with twice as many objections and it will be even harder for us to obtain money from our governments.

Thank you very much. It was very kind of you to take the trouble to make a presentation.

The Vice-Chairman: Are there any other questions? In that case, I would like to thank you very much for your presentation and particularly for your book.

Mrs. Lalonde-Graton: Thank you.

The Vice-Chairman: We will now hear Sara Silva-Simoes.

Je crois que vous avez quelques brèves observations à faire et que vous serez prête à répondre ensuite à des questions.

[Texte]

Ms Sara Silva-Simoes (Individual Presentation): I would like to start by asking three questions, if I may.

The Vice-Chairman: Sure.

Ms Silva-Simoes: Was there a special committee on child care before or is this the first time?

The Vice-Chairman: This is the first time a parliamentary committee on child care has been established.

Ms Silva-Simoes: Is it possible to tell me the reason why you established this committee?

The Vice-Chairman: I think we could provide you with the orders of reference. Fundamentally, all three leaders of national political parties had, in the course of a debate in the 1984 election, stated their intention to form a parliamentary task force to take a look at child care. I suppose, to give you a kind of ball park answer, 20 years ago the mothers stayed home, in 90% of the cases, to look after children; today, something of the order of 60% of women are working. So there is a need for government to look at what effect that has on children and how we could help support parents in their process of raising children.

Ms Silva-Simoes: Thank you. Will the people who volunteer to give their comments be able to have a copy of the final report?

The Vice-Chairman: Yes, absolutely. Copies are widely distributed.

Ms Silva-Simoes: Now, I do not know if anybody has any questions. I was not prepared to read my brief and I see now that everybody else is reading—

The Vice-Chairman: We have had a chance to . . .

Ms Silva-Simoes: First of all, I do not have the time; I have to be out of here. Second, I would prefer to answer any questions that—I am sure there are a lot of people who are not going to agree with me but . . .

• 1730

The Vice-Chairman: I have had a chance to read it, and I think you have put forth a suggestion which the committee will be glad to look at.

Ms Silva-Simoes: Maybe the reason why I did put the suggestion as it is is that I myself was a working mother, a full-time working mother, trying to be a full-time mother also, and I found it extremely difficult. I have two sons, 23 and 18, and if I could do it over again, that would be the way I would do it, hopefully to prevent an awful lot of problems.

I do not know if anybody wants to elaborate or wants me to elaborate on whatever my idea is.

The Vice-Chairman: No, I think the members are indicating that they do not have any specific questions. Should any arise . . .

Ms Silva-Simoes: Does anybody wish me to verbalize loudly what my idea is?

[Traduction]

Mme Sara Silva-Simoes (à titre personnel): J'aimerais commencer par poser trois questions, si vous le permettez.

Le vice-président: Je vous en prie.

Mme Silva-Simoes: Y a-t-il eu déjà un comité spécial chargé de faire enquête sur les services de garde à l'enfance ou est-ce le premier?

Le vice-président: C'est la première fois qu'un comité parlementaire est créé pour étudier cette question.

Mme Silva-Simoes: Pouvez-vous m'en expliquer la raison?

Le vice-président: La réponse se trouve sans doute dans notre ordre de renvoi. Essentiellement, les trois chefs des partis politiques nationaux avaient, au cours d'un débat lors des élections de 1984, indiqué leur intention de créer un groupe de travail parlementaire pour examiner la question des services de garde à l'enfance. *Grosso modo*, il y a 20 ans, 90 p. 100 des mères restaient à la maison pour s'occuper de leurs enfants tandis que maintenant environ 60 p. 100 des femmes travaillent. On a donc estimé que le gouvernement devrait se pencher sur les répercussions de cette situation sur les enfants et examiner les façons d'aider les parents dans l'éducation de leurs enfants.

Mme Silva-Simoes: Merci. Les personnes qui acceptent de présenter leur point de vue au Comité recevront-elles un exemplaire de votre rapport?

Le vice-président: Oui, certainement. Le rapport sera largement diffusé.

Mme Silva-Simoes: Je ne sais pas si vous avez des questions à me poser. Je n'allais pas lire mon mémoire mais je vois que tous les autres l'ont fait . . .

Le vice-président: Nous avons eu la possibilité de . . .

Mme Silva-Simoes: Tout d'abord, je n'ai pas le temps, j'ai d'autres engagements. Deuxièmement, je préférerais répondre à des questions—je suis sûre qu'il y aura beaucoup de personnes qui ne seront pas d'accord avec moi mais . . .

Le vice-président: J'ai eu l'occasion de le lire, et je pense que vous nous présentez une proposition que le Comité va examiner avec beaucoup d'intérêt.

Mme Silva-Simoes: Si je vous ai fait cette proposition, c'est que j'ai été moi-même une mère qui travaillait à plein temps tout en essayant d'être mère à plein temps. J'ai trouvé cela extrêmement difficile. J'ai deux fils, âgés de 23 et de 18 ans, et si c'était à recommencer, je crois que ce serait ma préférence, pour me permettre d'éviter toutes sortes de problèmes.

Je ne sais pas si vous voulez me poser des questions ou obtenir des éclaircissements sur ma proposition.

Le vice-président: Non, je crois que les députés n'ont pas de questions précises à vous poser. Si jamais la situation changeait . . .

Mme Silva-Simoes: Quelqu'un voudrait-il que je vous énonce à haute voix le fond de ma pensée?

[Text]

The Vice-Chairman: No. I think I am interpreting your comments. They have had a look at it. They understand your point of view. If questions arise after, one of the researchers will contact you.

Thank you very much for your presentation.

Maintenant, M. Charles Caouette.

M. Charles E. Caouette (professeur, à titre personnel): Merci.

Au-delà des problèmes concrets d'organisation, de contrôle ou de financement ou des conflits de juridiction ou de visibilité politiques, je veux surtout intervenir à titre de professeur et de chercheur universitaire et vous rappeler un peu ce que devraient, selon moi, être la philosophie et les valeurs sur lesquelles doivent se fonder les politiques de services de garde à l'enfance. Et je voudrais rappeler aussi les objectifs fondamentaux qui doivent être poursuivis par chacun de ces services.

Notre société et son gouvernement en particulier doivent davantage reconnaître et affirmer la place et l'importance de l'enfant dans la société et son droit à la vie, et son droit à la vie de qualité. Et je pense qu'il faut favoriser les recherches pour de meilleures conditions de son développement intégral, donc d'une part favoriser les naissances, mais favoriser aussi l'éducation de ces enfants et donc, de leurs parents. Il m'apparaît essentiel que pour tous les parents du Canada, des services de garde leur soient accessibles. Je ne dis pas que tous les parents doivent utiliser les services de garde, mais il m'apparaît essentiel que ces services soient accessibles à tous, et qu'on puisse vraiment permettre aux parents de faire un choix, soit d'utiliser ou non ces services.

Voici les quatre objectifs que doivent, selon moi, poursuivre les services de garde: d'une part, permettre aux parents de sortir de leur isolement social. On observe qu'après la naissance de leur enfant, les parents se retrouvent—et souvent la mère surtout—souvent seuls avec l'enfant, obligés de lui donner des services de jour et de nuit. Il se fait présentement un travail pour la prévention des dépressions chez les mères, les jeunes mères et je pense qu'une des mesures positives serait de permettre à ces parents de jeunes enfants de se regrouper.

Les services de garde doivent en outre aider les parents à assumer leurs responsabilités de parents. Il ne s'agit pas encore une fois d'enlever aux parents la responsabilité première qu'ils ont de l'éducation de leur enfant, mais de savoir que cette responsabilité est reconnue comme une fonction sociale et qu'ils sont aidés dans ce rôle. Et comme ils ne s'improvisent pas parents, je pense qu'ils peuvent être aidés aussi à devenir de meilleurs parents, ce que peut faire la garderie.

Le troisième objectif que je vois, c'est que le service de garde peut être un lieu de création d'un tissu social et communautaire, surtout en milieu urbain où les gens souffrent beaucoup d'isolement. Je pense que les lieux de services de garde à l'enfance peuvent être un lieu de regroupement des adultes, un lieu d'entraide, un lieu de prise en charge, pour assurer et à l'enfant et à ses parents une meilleure qualité de vie.

[Translation]

Le vice-président: Non, ce n'est pas la peine. Je pense que les députés ont déjà eu l'occasion de lire votre proposition, et comprennent votre point de vue. Si jamais ils ont des questions à vous poser, un de nos documentalistes va se mettre en rapport avec vous.

Nous vous remercions de votre exposé.

Now we will hear from Mr. Charles Caouette.

Mr. Charles E. Caouette (Professor, individual presentation): Thank you.

Beyond the concrete problems of organization, control, financing, conflicts of jurisdiction or political visibility, I would like to speak to you today as a professor and university researcher and try to evoke what I feel should be the philosophy and values on which to base child care service policies. I would also like to remind you of the basic objectives each of these services should be pursuing.

Our society, and particularly our government, must give greater recognition to and assert the place and importance of children in society as well as their right to life and to a particular quality of life. I also believe we should encourage research with a view to improving conditions so that they will allow for the total development of the child by encouraging procreation, but also emphasizing the importance of educating these children and educating their parents. I therefore feel it is essential that all parents in Canada have access to day care services. I am not saying that all parents must use such services, but I do feel it is essential that they be available to them so that parents may really have the option of using them or not, as they wish.

I would like to set out what I see as being the four main objectives of day care services: Firstly, to allow parents a means of escape from their social isolation. It is often observed, after the birth of a child, that parents—and particularly the mother—spend a lot of time alone with the child, as they are forced to care for him day and night. Work is currently going forward with a view to preventing post-natal depression in mothers, especially young mothers, and I believe that one positive step would be to provide the parents of young children with an opportunity to get together as a group.

Day care services must also help parents to assume their responsibilities as parents. Again, it is not a question of taking away from parents their primary responsibility, namely the education of their child, but, rather, of recognizing that this responsibility is a social function and that parents are consequently entitled to some assistance with it. And because they do not just suddenly become experienced parents, I believe they can be helped along the way to become better at fulfilling that role, and that is something a day care centre can do.

The third objective, as I see it, is for day care centres to be a place for the creation of a social and community fabric, especially in urban centres where people often suffer from isolation. I believe that places where child care services are provided can be places for adults to get together to help each other; a place where people can take control of the situation to afford, both the child and the parents a better quality of life.

[Texte]

• 1735

Le quatrième objectif que je vois est d'aider les parents à s'initier à la gestion collective, pédagogique et financière des services de garde. Que les parents soient initiés et aidés dès qu'ils ont de jeunes enfants et qu'ils commencent à utiliser les services de garde, à une gestion collective, à une véritable cogestion. Ce qui fait que non seulement on leur reconnaît leur responsabilité de parents, mais on leur reconnaît aussi la responsabilité de gérer de façon responsable et collective ces services et leurs contraintes aussi.

Quant au rôle du gouvernement fédéral, je le vois un peu de la façon suivante: d'une part, de stimuler l'accessibilité des services de garde à tous les parents et d'autre part, de favoriser la qualité de ces services par le développement et la recherche. Quand des services existants sont d'une grande qualité on ne doit pas ralentir pas leur évolution pour favoriser d'autres régions mais au contraire, on doit leur confier un mandat plus grand encore de développement et de recherche. On doit assurer le financement réel tel que prévu moitié-moitié selon les normes déjà en vigueur.

Reconnaître aussi les services de garde en milieu scolaire: Tantôt j'ai parlé de prévention de la santé mentale des mères, surtout en milieu monoparental, mais je pense qu'il faut aussi ajouter cet aspect préventif des services de garde en milieu scolaire pour éviter que trop d'enfants traînent dans les rues ou les ruelles ou, soient menacés non seulement au plan physique mais, au plan moral et psychologique. Il faut reconnaître que les services de garde en milieu scolaire est un service à l'enfance et qui poursuit une éducation. L'éducation étant plus large que le milieu scolaire, elle peut assumer sa responsabilité de prévention.

Un quatrième rôle qui me paraît encore plus important et peut-être plus délicat dans la pratique, est celui d'être le défenseur des valeurs éducatives des projets locaux. Je crois que ce sont les milieux locaux qui doivent garder la responsabilité première de définir leur philosophie, leurs objectifs et leur structure de gestion. Il y a un rôle de défenseur, de surveillant qui doit être maintenu et c'est celui de garantir la valeur éducative de ces projets. S'assurer que ces projets respectent à la fois les besoins fondamentaux de l'enfant et ses droits. Je veux même qu'on puisse, sans faire de paternalisme, protéger un peu les enfants contre les problèmes que peuvent avoir certains parents.

Dans un article qui était publié dans le *Devoir* la semaine dernière, je rappelais qu'il faut éviter aux enfants d'être les victimes du stress que crée aux parents notre société actuelle tel que: l'aliénation au plan du travail et souvent les conditions de vie sociale. Il faut éviter que l'enfant soit victime de ce stress et des attitudes très compétitives des parents. Actuellement il y a une mode, un commerce énorme d'ailleurs de toutes sortes de gadgets, pour favoriser une croissance précoce des enfants au plan intellectuel. On peut essayer par toutes sortes de conditionnement de les rendre capables de lire à deux ans ou de calculer à quatre ans. Je crois qu'on doit s'en préoccuper.

[Traduction]

The fourth objective, as I see it, is to help parents become involved in the collective management of the educational and financial aspects of day care services. I think parents should be assisted, as soon as they have young children and start to use day care services, and initiated into the collective management process, with a view to true joint management. In this way, we would not only recognize their responsibility as parents, but also recognize their responsibility for responsible and collective management of these services, keeping in mind their constraints.

As far as the federal government is concerned, I see it playing the following role: firstly, that of stimulating or increasing the accessibility of child care services to all parents, as well as encouraging the improvement of the quality of such services through research and development. Where existing services are providing high quality care, we should not be slowing down their development just to encourage other regions, but, on the contrary, giving them an even larger mandate for research and development. We must also ensure proper financing through the cost sharing provisions already in force.

We must also recognize child care services being provided in the school setting. Earlier, I mentioned the prevention of depression or other mental conditions in mothers, particularly in the case of single parent families, but I also think we should be looking at prevention in the school setting, so that an inordinate number of children are not hanging around in the streets, thereby threatening not only their physical health, but also their moral and psychological health. It must be recognized that day care in the school setting is a child care service through which the education of the child can be pursued. Since education is much broader than the school setting itself, it could in this way assume its responsibility for prevention.

A fourth role which seems to me to be even more important, and perhaps more delicate in practice, is that of defender of the educational value of local projects. I believe local groups must retain their primary responsibility for defining their management philosophy, objectives and structure. It is essential to maintain this role of defender or supervisor, if you will, when it comes to guaranteeing the educational value of projects such as these. There is a need to ensure that these projects meet the very basic needs of the child, and also show respect for his fundamental rights. I would even like to see it possible, at the same time avoiding paternalism, for children to be protected against the problems that some parents may have.

In an article published in *Le Devoir* last week, I mentioned that there was a need to avoid making children the victims of the stress which our current society creates for parents through a number of situations, such as their alienation at work and, very often, their living conditions. We must avoid making the child the victim of this stress and the very competitive attitudes of parents. Nowadays, it is fashionable—and there is a huge business involving the sale of gadgets attached to this fashion—to encourage the early intellectual development of children. Through various types of conditioning, we can try to

[Text]

Il doit y avoir des gens qui rappellent que les services de garde sont là tout d'abord, pour répondre aux besoins des enfants et qu'on veut aider les parents à mieux répondre aux besoins de l'enfant, sans faire subir à l'enfant les problèmes des parents. On devrait offrir dans les milieux de garde mais, je ne crois pas que ça relève des responsables de la garderie ou des services de garde, des services d'animation pour les parents. On pourrait apprendre ensemble à être de meilleurs parents, à identifier nos propres problèmes, nos tensions et nos insécurités et, de ne pas chercher à faire vivre à l'enfant nos problèmes ou nos propres ambitions.

Il me paraît y avoir à ce sujet des prises de position idéologique importantes que je verrais au niveau national pour garantir une éducation respectueuse des besoins et des droits de l'enfant.

C'est l'essentiel de ce que j'avais à vous apporter ici.

Le vice-président: Y a-t-il des questions? Madame Pépin.

Mme Pépin: Je veux vous remercier d'avoir pris le temps de venir nous faire une présentation. A la suite de l'article dans *Le Devoir* que j'ai vu la semaine dernière, je me suis dit qu'on ne pouvait pas venir à Montréal sans avoir une présentation de vous. Vous rappelez, évidemment, l'importance de l'éducation et également vous avez dit quelque chose d'important. On a entendu aujourd'hui, et pas simplement aujourd'hui mais depuis le début, on a l'impression, dis-je, que ce sont les gens qui vivent dans les milieux ruraux qui souffrent d'isolement. Mais il faut réaliser que les gens dans les centres urbains sont très isolés également.

Vous avez mentionné, évidemment, que le service de garde pourrait être un service de prévention et cela j'y crois beaucoup. Vous nous faites savoir que les enfants ont souvent les problèmes que les parents leur transmettent, au niveau du stress, et au niveau de la combativité.

• 1740

Je tenais beaucoup à ce que vous veniez parce que je pense que ça va nous éclairer énormément ce que vous nous avez dit, et si jamais vous aviez d'autres écrits, peut-être pourriez-vous nous les faire parvenir, je pense que ça nous serait très utile. Alors, merci infiniment. Je trouve que vous avez été bien aimable de venir.

Le vice-président: Merci, Madame Pépin.

M. Caouette: Juste un petit commentaire. Je suis très conscient du pouvoir qu'on va donner aux parents quand on leur propose d'être co-gestionnaires de la garderie, et c'est contre ce pouvoir ou ce danger que ça représente que je dis qu'il doit y avoir un avertisseur qui fait attention que les parents ne deviennent pas des gens qui passent des commandes aux professionnels qui travaillent dans les services de garde, mais que l'on puisse s'entendre sur le respect des besoins de l'enfant. Je mentionnerai sûrement une bibliographie, notamment

[Translation]

teach them to read at two years of age, or do math problems at four. I think this is a situation we should be concerned about.

I am sure there are still some people who have not forgotten that day care services are there primarily to meet the needs of children and to help parents to better meet the needs of their own children, so as to avoid burdening children with their own problems. Specific services should be provided to parents in the day care setting, although I do not believe this should be the responsibility of the directors of day care centres or those providing such services. In this way, we could learn together to be better parents and to identify our own problems, tensions and insecurities, rather than imposing our problems and our own selfish ambitions on our children.

In this regard, I believe important ideological positions have been taken on a national scale, and I see this as being an important step in guaranteeing that the needs and rights of children will be respected when it comes to their education.

Those are the basic points I wished to raise with you today.

The Vice-Chairman: Are there any questions? Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I would like to thank you for taking the time to come and make a presentation before the committee. In the light of the article which appeared in *Le Devoir* last week, and which I myself read, I really felt we could not come to Montreal without having you make a presentation. You, of course, evoked the importance of education and I do believe you made some very important points. We have heard today—and indeed, not only today but from the very beginning—and we really have the impression that it is people living in rural areas who suffer the most from isolation. And yet, we must not forget that people living in large urban centres are also very isolated.

You said child care services could be preventive in nature, and I firmly believe that you are right. You mentioned the fact that children often have to deal with problems imposed on them by their parents, such as stress and competitiveness.

I was very anxious to see you come before the committee, because I think that what you have said today will clarify things greatly for the members of the committee; if you have written anything else on the subject, perhaps you would be so kind as to send us a copy, as I believe it could be very useful. Again, thank you very much. It was very kind of you to agree to come today.

The Vice-Chairman: Thank you, Mrs. Pépin.

Mr. Caouette: I would just like to make a brief comment. I am very conscious of the power that parents may be given if they are asked to be co-managers of the day care centre, and it is precisely because I recognize the potential danger that I think there should be an adviser who would see to it that parents do not simply start giving orders to the professionals working in these services, but that there is some consensus regarding the need to respect the child's needs. I could perhaps mention a number of works, particularly one entitled *Complot*

[Texte]

Complot contre l'enfance, car on est pressé actuellement de faire vieillir de façon beaucoup trop rapide et sans maturité les enfants et qu'on leur empêche de vivre leur enfance et que ça en fait des adultes handicapés qui seront eux-mêmes de mauvais parents.

Or, je pense qu'il y a un rôle de prévention, un rôle d'aide aux parents, et quand on agira en gestionnaire, il faudra en même temps les aider à se déconditionner par rapport aux valeurs qui sont véhiculées par la société.

Mme Pépin: À la garderie ce matin, on nous a dit justement que l'un de leurs rôles c'était de faire jouer les enfants. C'était pas justement de les mettre dans une institution et de leur apprendre à compter à deux ans et à trois ans, c'était de leur faire vivre leur petite enfance et je pense que c'est très important parce que comme vous l'avez dit, souvent on pousse nos enfants sans s'en apercevoir. On leur impose des responsabilités qui ne sont pas les leurs.

M. Caouette: Ils ont droit à leur vie et à une vie de qualité comme enfant.

Mme Pépin: Il y a une des recommandation qui nous a été donnée et qui nous est souvent répétée... On nous demande de créer un ministère pour l'enfant. Est-ce que vous seriez d'accord avec ce genre d'approche?

M. Caouette: Je serais d'accord pour un ministère des ressources humaines, peut-être plus *at large*. Je trouve que lorsque l'on devient respectueux des besoins des enfants, on s'aperçoit que c'est au fond les mêmes besoins qu'on a, et peut-être que si on respecte nous-mêmes davantage nos propres besoins d'être humain, on sera plus sensibles aux besoins de l'enfant, et je pense que ce serait marginaliser l'enfant que d'en faire un espèce d'état, une transition... L'enfant est un individu en croissance qui a les mêmes droits au respect à sa vie. Je crois que j'aimerais mieux un ministère de...

Mme Pépin: ... de la famille...

M. Caouette: ... des ressources humaines ou de l'être humain, ou peut-être de la famille.

Mme Pépin: Merci.

Le vice-président: Je suis content de savoir, Madame Pépin, que tout le temps que j'ai passé dans ma jeunesse à jouer aux billards a été bon pour moi.

Dernière chance pour les questions aujourd'hui, alors merci beaucoup, Docteur Caouette, de votre présentation. C'est intéressant.

Mme Duplessis: Je vous avais lu moi aussi avec beaucoup de plaisir la semaine dernière quand j'étais à Québec, et à un moment donné je suis tombée sur *Le Devoir*... J'apprécie vraiment que vous vous soyez déplacé pour venir nous faire entendre votre point de vue, et nous expliciter plus longuement votre pensée.

[Traduction]

contre l'enfance; I believe that we are in much too much of a hurry nowadays to have our children grow up quickly without giving them the opportunity to mature—that we prevent them from really enjoying their childhood, and that this in turn produces handicapped adults who, themselves, are likely to be bad parents.

So I do think there is a role of prevention to be played, a role of assistance to parents, such that when they are called upon to act as managers, they will also be given the assistance they need to decondition themselves, if you will, in relation to the values imposed on them by society.

Mrs. Pépin: At the day care this morning, one of the things that was mentioned to us was precisely the fact that part of their role is to provide a play setting for children. In other words, that the day care centre was not simply intended to be an institution where they could learn to count at two or three years of age, but to help them to get the most out of their childhood. I myself think this is very important because, as you have said, often we push children without realizing we are doing so. We impose responsibilities on them which they really should not have.

Mr. Caouette: Yes, they are entitled to their own life and to a certain quality of life as a child.

Mrs. Pépin: A specific recommendation has been put forward by a number of witnesses... It has to do with establishing a department which would be responsible for children. Would you agree with that kind of approach?

Mr. Caouette: My preference would be for the establishment of a department responsible for human resources at large. I believe that if we can become more respectful of children's needs, we will realize that basically, their needs are the same as ours, and then perhaps we might be more respectful of our own needs as human beings and, accordingly, more sensitive to children's needs. I think that we would be marginalizing children if we were to treat childhood as almost a state of being, or a period of transition... Children are individuals who are growing up and who have the same rights when it comes to showing respect for their lives. I believe I would prefer a department...

Mrs. Pépin: ... responsible for the family...

Mr. Caouette: ... which would be responsible for human resources, or perhaps even the family.

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: I am happy to learn, Mrs. Pépin, that all the time I devoted in my youth to billiards did me some good.

So, this is your last chance for questions. Since there are no more, I will thank you very much, Dr. Caouette, for your presentation. It was very interesting.

Mrs. Duplessis: I too read with pleasure the article which appeared last week; I was in Quebec City, and I came across *Le Devoir*... I really appreciate your taking the trouble to come and present your point of view, as well as to provide clarification in that regard.

[Text]

Le vice-président: Alors, chers collègues, on arrive à la fin de notre journée pour finalement accepter que demain matin on sera de retour ici à 9 h.

Oui!

Mr. Geltman: I wish to correct the record and I will put the question after. I meant to cite the statistics illustratively. For those people who consider the accuracy of statistics important, they are: in 1974-75, 5,618,226 there were primary and secondary children in school and in 1984-85, 4,946,939. I make allowance for my own mathematical errors and for some conflicts in other people's figures. If it is important to be quantitatively literate it is also important to be qualitatively literate and I intend to return tomorrow to listen to your hearings. I would like to as you, Mr. Chairman and the people presenting, if we could hear a discussion on the literacy skills and competency of caring, so I look forward to tomorrow's hearings and I thank you.

The Vice-Chairman: Thank you and the correction is noted.

Mesdames et messieurs, j'ajourne le Comité jusqu'à demain matin, à 9 h. Merci et bonne journée.

[Translation]

The Vice-Chairman: Well, dear colleagues, I believe we have completed our work for today. Tomorrow morning, we will be back at 9 a.m.

Yes, indeed!

M. Geltman: Je voudrais saisir l'occasion de corriger le procès-verbal, après quoi je vous poserai une question précise. J'ai cité certaines statistiques à titre d'illustration seulement. Pour ceux qui estiment qu'il importe d'avoir toujours des statistiques précises, je vais vous les donner. En 1974-1975, il y avait 5,618,226 élèves aux niveaux primaire et secondaire, alors qu'en 1984-1985, il n'y en avait plus que 4,946,939. Je me rends compte qu'il peut y avoir une erreur de calcul de ma part et que ces chiffres ne correspondent pas forcément à ceux d'autres personnes. Tout comme j'estime qu'il importe de connaître les statistiques, j'estime qu'il faut également connaître le fond de la question, et voilà pourquoi j'ai l'intention de revenir demain pour assister aux audiences. Je voudrais, comme vous, monsieur le président, et les autres qui vont témoigner, que nous discussions des compétences précises de ceux qui travaillent dans le domaine. Ainsi, j'attends avec impatience les audiences de demain. Je vous remercie.

Le vice-président: Nous vous remercions et nous avons dûment tenu compte de la correction que vous nous signalez.

Ladies and gentlemen, the meeting is adjourned until tomorrow morning, at 9 a.m. Thank you and good day.

From the Black Community Council of Quebec:

Ronald Rock, Executive Director;
Leith Hamilton, Executive Director;
Zoya Taylor.

From the Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association:

Maurice J. King, Chief Executive Officer;
Janet Hicks, Executive Director;
Cheryl Stanger, Animator.

From the «Association des Puéricultrices de la Province de Québec»:

Monique Côté Petit, President;
Yolande Mettayer Meloche.

From «La Garderie de Mon Coeur» of the YWCA—Montreal:

Renée Brisson.
Harold Geltman.

From «Le juge-pénitent»:

Lionel Leblanc.

From the Royal Victoria Hospital:

Richard G. Stock, Vice-President, Corporate Services;
Ellen Unkrig-Staton, Coordinator, Day Care Centre;
Jane Skelton, Coordinator, Child Care Services.

From the «Garderie Lafontaine Inc.»:

Michèle Marquis;
Johanne Pilon, Teacher;
André Sénécal, Coordinator.

From the «Association des femmes collaboratrices»:

Yolande Bédard, President;
Denise Blanchette, Director General.

From the «Garderie coopérative Le Petit Prince»:

Micheline Ferron, Director.

From the Family Life, Development and Culture:

Lorna Harford, Director;
Madeline Harford, Director.

From the McGill Community Family Center:

Marilyn Newman, Director;
Alison LeVasseur;
Jill de Villafranca, Chairman of Finance Committee.

Joëlle Noulon-Mérat.

Ghitta Sternberg.

S.M. Rubin.

De «The Black Community Council of Quebec»:

Ronald Rock, directeur exécutif;
Leith Hamilton, directeur exécutif;
Zoya Taylor.

De «Chateauguay Valley English-Speaking Peoples' Association»:

Maurice J. King, chef de la direction;
Janet Hicks, directrice exécutive;
Cheryl Stanger, animatrice.

De l'Association des Puéricultrices de la Province de Québec:

Monique Côté Petit, présidente;
Yolande Mettayer Meloche.

De la Garderie de Mon Coeur du YWCA—Montréal:

Renée Brisson.
Harold Geltman.

De «Le juge-pénitent»:

Lionel Leblanc.

De l'Hôpital Royal Victoria:

Richard G. Stock, vice-président, Services corporatifs;
Ellen Unkrig-Staton, coordonnatrice, la garderie;
Jane Skelton, coordonnatrice, service de garde.

De la Garderie Lafontaine Inc.:

Michèle Marquis;
Johanne Pilon, éducatrice;
André Sénécal, coordonnateur.

De l'Association des femmes collaboratrices:

Yolande Bédard, présidente;
Denise Blanchette, directrice générale.

De La Garderie coopérative Le Petit Prince:

Micheline Ferron, directrice.

De La vie familiale, développement et culture:

Lorna Harford, directrice;
Madeline Harford, directrice.

De «McGill Community Family Center»:

Marilyn Newman, directrice;
Alison LeVasseur;
Jill de Villafranca, présidente, Comité des finances.

Joëlle Noulon-Mérat.

Ghitta Sternberg.

S.M. Rubin.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

From the «Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS)»:

- Louise Coulombe-Joly, President;
 - Marie Ange Sylvestre, Vice-President;
 - Michelle Houle-Ouellet.
- Micheline Lalonde-Graton.
Sara Silva-Simoes.

From the University of Montreal:

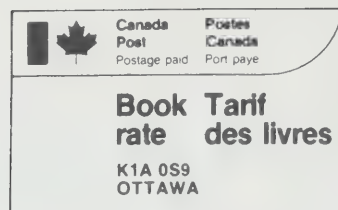
- Charles E. Caouette, Department of Psychology.

De l'Association Féminine d'Éducation et d'Action Sociale (AFEAS):

- Louise Coulombe-Joly, présidente;
 - Marie Ange Sylvestre, vice-présidente;
 - Michelle Houle-Ouellet.
- Micheline Lalonde-Graton.
Sara Silva-Simoes.

De l'Université de Montréal:

- Charles E. Caouette, Département de psychologie.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the «Garderie Narnia»:

Barbara Kaiser, Director;
Malcolm McLean, President.

From the Notre-Dame-de-Grâce Community Council:

Diane N. Doray, Director.

From the «Association québécoise des directrices de garderie»:

Lyn Fleury, President;
Lucie Biondi, Administrator.

From the «Comité provincial provisoire des femmes en agriculture»:

Lise Sarrazin, President;
Marie Bouillé, Secretary.

From the «Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (C.I.A.F.T.)»:

Lyse Leduc;
Evelyn Sheehy.

De la Garderie Narnia:

Barbara Kaiser, directrice;
Malcolm McLean, président.

Du Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce:

Diane N. Doray, directrice.

De l'Association québécoise des directrices de garderie:

Lyn Fleury, présidente;
Lucie Biondi, administratrice.

Du Comité provincial provisoire des femmes en agriculture:

Lise Sarrazin, présidente;
Marie Bouillé, secrétaire.

Du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (C.I.A.F.T.):

Lyse Leduc;
Evelyn Sheehy.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

C2
5C31
HOUSE OF COMMONS

Issue No. 21

Montréal, Québec
Tuesday, April 29, 1986

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 21

Montréal (Québec)
Le mardi 29 avril 1986

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Ross Belsher
Suzanne Duplessis
Margaret Anne Mitchell

Rob Nicholson
Lucie Pépin

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(4)

On Tuesday, April 29, 1986:

Margaret Anne Mitchell replaced Cyril Keeper.

Conformément à l'article 94(4) du Règlement

Le mardi 29 avril 1986:

Margaret Anne Mitchell remplace Cyril Keeper.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, APRIL 29, 1986
(50)

[Text]

The Special Committee on Child Care met in Montréal, Québec at 9:14 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Robert Nicholson and Lucie Pépin.

In attendance: Sherri Torjman and Linda Gobeil Researchers and Anne-Marie Gingras, Assistant.

Witnesses: From the "Halte-Garderie Le Fou Rire": Ginette Lagüe and Francine Lataille. *From Vanier College, Early Childhood Care Department:* Barbara Marcus and Penelope Brown, *From the "Association des Services de garde en milieu scolaire du Québec":* Brigitte Guy, President; Thérèse Kozina and Jean-Louis Martel. *From the "Confédération des syndicats nationaux":* Anne-Marie David, President; Céline Charpentier; Sylvie Tonnelier; Lina Mousseau and François Aubry. *From the Iqitauvik Daycare Centre:* Vicki Gordon. *From "Le Regroupement des Garderies du Montréal métropolitain (RGMM)":* Louis Pilon and Serge Blais. *From the "CEGEP du Vieux Montréal":* Louise Paquette. *From the "Garderie Longueil-Est":* Monique Ouellet, Director; Lise Brodrigue and Suzanne Jutras. *From the Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission:* Sachiko M. Ogura, President and Violet M. Morse, Secretary of Catholic Women's League Resurrection Parish. *From the Professional Secretaries International Association (Ville-Marie):* Solange Ruest and Brigitte Beliveau. *From the "Regroupement des Garderies de la Région 6C":* Lorraine Guillet, President. *From the "Concertation inter-régionale des garderies du Québec":* Claudette Pitre-Robin; Carole Morache and André Sénécal. *From the Department of Demography of the University of Montréal:* Nicole Marcil-Gratton and Evelyne Lapierre-Adamcyk. *Carol Jarvis-Stewart. From the "Ateliers Les Petits Lutins Enr.":* Denise Rainville-Normandin. *From the AMBCAL, West Island Youth Project:* Michael Gershowitz, Director. *From the Place Ville Marie Daycare":* Sylvia Quinn, Director. Jaime Llambias-Wolff and Judith Meunier. *From the "Garderie Pomme de Reinet"—National Bank:* Christine Dubreuil. *From the "Garderie éducative Claire-Julie Inc.":* Suzanne Cormier. *From the "Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance":* Gaétane Morissette.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985 Issue No. 1*).

Francine Lataille and Ginette Lagüe from the "Halte-Garderie le Fou Rire" made a statement.

Penelope Brown and Barbara Marcus from the Early Childhood Care Department of Vanier College made a statement and answered questions.

PROCÈS-VERBAL

LE MARDI 29 AVRIL 1986
(50)

[Traduction]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à Montréal, au Québec, aujourd'hui à 9 h 14, sous la présidence de Leo Duguay, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Leo Duguay, Suzanne Duplessis, Robert Nicholson, Lucie Pépin.

Aussi présentes: Sherri Torjman et Linda Gobeil, chargées de recherche; Anne-Marie Gingras, adjointe.

Témoins: De Halte-Garderie le Fou Rire: Ginette Lagüe, Francine Lataille. *Du Vanier College, Early Childhood Care Department:* Barbara Marcus, Penelope Brown, *De l'Association des services de garde en milieu scolaire du Québec:* Brigitte Guy, présidente; Thérèse Kozina; Jean-Louis Martel. *De la Confédération des syndicats nationaux:* Anne-Marie David, présidente; Céline Charpentier; Sylvie Tonnelier; Lina Mousseau; François Aubry. *De Iqitauvik Daycare Centre:* Vicki Gordon. *De Le Regroupement des garderies du Montréal métropolitain (RGMM):* Louis Pilon; Serge Blais. *Du CEGEP du Vieux Montréal:* Louise Paquette. *De La Garderie Longueil-Est:* Monique Ouellet, directrice; Lise Brodrigue; Suzanne Jutras. *De la Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission:* Sachiko M. Ogura, présidente; Violet M. Morse, secrétaire, *Catholic Women's League* de la paroisse de la Résurrection. *De l'Association internationale des secrétaires (Ville-Marie):* Solange Ruest, Brigitte Beliveau. *De Regroupement des garderies de la région 6C:* Lorraine Guillet, présidente. *De Concertation inter-régionale des garderies du Québec:* Claudette Pitre-Robin; Carole Morache; André Sénécal. *Du département de démographie de l'Université de Montréal:* Nicole Marcil-Gratton; Evelyne Lapierre-Adamcyk. *Carol Jarvis-Stewart. De la garderie Ateliers Les Petits Lutins Enr.:* Denise Rainville-Normandin. *De AMBCAL, Projet jeunesse de l'ouest de l'île:* Michael Gershowitz, directeur. *De Place Ville Marie Daycare:* Sylvia Quinn, directrice. Jaime Llambias-Wolff et Judith Meunier. *De la Garderie Pomme de Reinette—Banque nationale:* Christine Dubreuil. *De la Garderie éducative Claire-Julie Inc.:* Suzanne Cormier. *De l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance:* Gaétane Morissette.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985. (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Francine Lataille et Ginette Lagüe, de Halte-Garderie le Fou Rire, font une déclaration.

Penelope Brown et Barbara Marcus, de *Early Childhood Care Department* du *Vanier College*, font une déclaration et répondent aux questions.

Brigitte Guy from the "Association des Services de garde en milieu scolaire du Québec" made a statement and with the other witnesses answered questions.

The witnesses from the "Confédération des syndicats nationaux" made a statement and answered questions.

At 10:55 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 11:15 o'clock a.m., the sitting resumed.

Vicki Gordon from the Iqitauvik Daycare Centre made a statement and answered questions.

Louis Pilon from the "Regroupement des garderies du Montréal Métropolitain" made a statement and with Serge Blais answered questions.

Louise Paquette from the "CEGEP du Vieux Montréal" made a statement and answered questions.

Monique Ouellet from the "Garderie Longueil Est" made a statement and with the other witnesses answered questions.

Sachiko M. Ogura from the Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission and Violet M. Morse made a statement and answered questions.

Solange Ruest and Brigitte Béliveau from the Professional Secretaries International Association made a statement and answered questions.

Lorraine Guillet from the "Regroupement des Garderies de la région 6C" and the witnesses from the "Concertation inter-régionale des garderies du Québec" made a statement and answered questions.

Evelyn Lapierre-Adamcyk and Nicole Marci-Gratton from the Department of Demography of the University of Montreal made a statement and answered questions.

Carole Jarvis-Stewart made a statement and answered questions.

Denise Rainville-Normandin from the "Atelier les Petits Lutins" daycare centre made a statement and answered questions.

Michael Gershowitz from the AMBCAL, West Island Youth Project made a statement and answered questions.

Sylvia Quinn from the Place Ville Marie Daycare made a statement and answered questions.

Jaime Llambias-Wolff and Judith Meunier made a statement.

Christine Dubreuil from the "Garderie Pomme de Reinet" from the National Bank made a statement and answered questions.

Suzanne Cormier from the "Garderie éducative Claire-Julie Inc." made a statement and answered questions.

Gaétane Morrisette made a statement.

Brigitte Guy, de l'Association des services de garde en milieu scolaire du Québec, fait une déclaration, puis elle-même et les autres témoins répondent aux questions.

Les témoins de La Confédération des syndicats nationaux, font une déclaration et répondent aux questions.

A 10 h 55, le Comité interrompt les travaux.

A 11 h 15, le Comité reprend les travaux.

Vicki Gordon, de l'Iqitauvik Daycare Centre, fait une déclaration et répond aux questions.

Louis Pilon, du Regroupement des garderies du Montréal métropolitain, fait une déclaration, puis lui-même et Serge Blais répondent aux questions.

Louise Paquette, du CEGEP du Vieux Montréal, fait une déclaration et répond aux questions.

Monique Ouellet, de La Garderie Longueil-Est, fait une déclaration, puis elle-même et les autres témoins répondent aux questions.

Sachiko M. Ogura, de la *Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission*, et Violet M. Morse, font une déclaration et répondent aux questions.

Solange Ruest et Brigitte Beliveau, de l'Association internationale des secrétaires, font une déclaration et répondent aux questions.

Lorraine Guillet, de Regroupement des garderies de la région 6C, et les témoins de Concertation inter-régionale des garderies du Québec, font une déclaration et répondent aux questions.

Evelyn Lapierre-Adamcyk et Nicole Marci-Gratton, du département de démographie de l'Université de Montréal, font une déclaration et répondent aux questions.

Carole Jarvis-Stewart fait une déclaration et répond aux questions.

Denise Rainville-Normandin, de la garderie l'Atelier les Petits Lutins, fait une déclaration et répond aux questions.

Michael Gershowitz, de AMBCAL, Projet jeunesse de l'ouest de l'île, fait une déclaration et répond aux questions.

Sylvia Quinn, de la garderie Place Ville Marie Daycare, fait une déclaration et répond aux questions.

Jaime Llambias-Wolff et Judith Meunier font une déclaration.

Christine Dubreuil, de la Garderie Pomme de Reinet—Banque nationale, fait une déclaration et répond aux questions.

Suzanne Cormier, de la Garderie éducative Claire-Julie Inc., fait une déclaration et répond aux questions.

Gaétane Morrisette fait une déclaration.

At 3:34 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

A 15 h 34, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Tuesday, April 29, 1986

• 0900

Le vice-président: À l'ordre! La parole est à Madame Ginette Lagü de la Halte-garderie Le Fou Rire.

Mme Ginette Lagüe (Halte-garderie Le Fou Rire): Bonjour!

Je représente la halte-garderie Le Fou Rire. C'est un organisme à but non lucratif. Nous sommes un groupe de mères bénévoles qui sommes en train de mettre sur pied une halte-garderie pour les mères qui sont au foyer. Cette garderie fonctionnerait deux à trois jours par semaine. Elle accueillerait des enfants de zéro à cinq ans, de 9h00 à 16h00. C'est une garderie de dépannage pour les mères qui ne travaillent pas et qui ont besoin d'aller chez le médecin ou qui ont besoin d'amener un enfant chez le médecin et qui n'ont personne pour garder l'autre enfant. Ces mères pourraient éventuellement suivre des cours à temps partiel pour retourner plus tard sur le marché du travail. Nous voulons que la garderie soit à prix très modique, c'est-à-dire 3\$ par jour maximum par enfant pour les frais de garde.

Le fonctionnement de notre halte-garderie sera assuré par le bénévolat des mères qui vont, à tour de rôle, assumer la garde des enfants, selon l'utilisation qu'elles vont en faire.

Nous avons eu des problèmes. Cela fait cinq mois que nous travaillons sur notre projet. La Loi sur les services de garde à l'enfance: les articles 5 et 6 qui touchent les haltes-gardières ne sont pas encore rédigés. Ce qui veut dire que tout ce qui concerne les garderies, relève de l'Office des services de garde à l'enfance, mais on ne peut obtenir aucun financement de l'Office ni aucune subvention, étant donné que les articles ne sont pas rédigés.

Donc, les problèmes que nous rencontrons se situent au plan du financement. On a fait plusieurs campagnes d'autofinancement, en organisant des bazars ou en faisant des ventes de chocolat pour trouver de l'argent pour acheter l'équipement de départ, mais ce n'est pas suffisant pour lancer quelque chose. Notre problème principal actuellement est de trouver un local. Étant donné qu'on n'a pas les fonds nécessaires qui nous permettraient d'acheter une propriété, il est très difficile d'avoir un local adéquat. On a nos exigences en termes de local: on pense qu'il est absolument essentiel d'avoir au moins une à deux pièces divisées, étant donné qu'on va accueillir une vingtaine d'enfants et qu'il va y en avoir de zéro à cinq ans qui dorment le jour. Il est essentiel d'avoir un endroit calme pour que les enfants puissent dormir même si les autres, à côté, jouent. De plus, on trouve aussi essentiel d'avoir une cour clôturée.

On a été obligés d'éliminer au départ l'achat d'une propriété parce qu'on n'avait pas de capital assez important pour acheter une propriété. On s'est tournés vers le milieu de la location et on a fait des recherches au niveau du domaine résidentiel, mais

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le mardi 29 avril 1986

The Vice-Chairman: Order, please! We will now give the floor to Mrs. Ginette Lagüe from the *Halte-garderie Le Fou Rire*.

Mrs. Ginette Lagüe (Halte-garderie Le Fou Rire): Good morning!

I represent the *Halte-garderie Le Fou Rire*, a non-profit organization. We are a group of volunteer mothers trying to set up a drop-in daycare centre for mothers who stay at home. This daycare centre would be open two to three days a week. It would receive children from zero to five years, from 9.00 o'clock in the morning to 4.00 o'clock in the afternoon. It is a drop-in centre for mothers who do not work and who have to go to the doctor's office or need to take a child to see the doctor and must find someone to take care of the other child. These mothers may also want to take part-time courses in order to go back to work. We want this daycare centre to be very reasonably priced, that is to say \$3 per day maximum per child.

Our daycare centre would be operated by volunteer mothers who would take it in turns to provide care for the children, in proportion to the use they made of it.

We have had problems. We have been working on that project for five months. In the Act on Child Care Services, Sections 5 and 6 dealing with drop-in daycare centres are not ready yet. This means that everything concerning daycare centres is the responsibility of the Office des services de garde à l'enfance, but it is impossible to obtain funding from the Office or any other grant, since these sections are not yet written.

Consequently, we have funding problems. We have had several financing campaigns, organizing special bazaars or selling chocolate to raise money to buy our first equipment, but this is not enough to get such a project going. Our main problem at the present time is to find suitable premises. Since we do not have the necessary funding to buy a property, it is very difficult to find something adequate. We have clear requirements in this regard: we feel it is absolutely essential to have at least two separate rooms, since we will be taking care of approximately 20 children from zero to five, among whom some will have to sleep during the day. We must have a quiet space where the children can sleep even if others are playing in the next room. We also find it essential to have a fenced yard.

From the start, we had to give up the idea of buying, because we did not have enough capital for that. So we decided we would try to rent and we started looking in the residential area, but everyone refused. Landlords are not interested in

[Texte]

on n'a eu que des refus. Les propriétaires ne sont pas intéressés à louer à une halte-garderie quand on leur dit qu'on a de 20 à 25 enfants par jour et ce, même si on n'est pas là les fins de semaine et le soir. Ils ne sont pas tellement intéressés ou bien ils exigent des garanties sur le bail disant qu'on va remettre le logement en bon état. Mais c'est assez embêtant, comme un couteau à deux tranchants. On ne peut pas remettre le local en meilleur état que ce ne l'était au départ. On ne peut quand même pas refaire une peinture au complet.

Dans le domaine commercial, évidemment, il y a des bureaux. Mais là encore on a des refus. Il est impossible d'aller dans un édifice à bureaux parce que soit qu'on est au cinquième étage ou bien l'on est à côté de professionnels tels que: des ingénieurs, des architectes ou des médecins. C'est difficilement conciliable.

Dans un magasin, ce n'est pas fonctionnel. Il n'y a jamais de cour. C'est un grand espace et quand on ouvre la porte, il y a des courants d'air et il y a de jeunes enfants qui vont être par terre. Ce n'est donc pas sécuritaire.

Ensuite, on a fait des recherches au niveau de notre municipalité qui est la ville de Longueuil et actuellement, ils n'ont pas de locaux. L'administration de la ville est déjà elle-même très mal logée. Ils sont dispersés aux quatre coins de la ville pour leurs bureaux. De plus, les locaux au niveau de la ville sont toujours renégociables aux trois, aux six et aux douze mois, dépendant des activités prévues au niveau des loisirs. Alors, il est bien difficile d'avoir un local permanent.

On a fait aussi le tour des sous-sols d'églises mais, ce n'est pas tellement fonctionnel non plus parce que c'est toujours un grand espace et il n'y a jamais de subdivisions. C'est toujours notre problème. On n'a pas de pièces fermées pour faire dormir les enfants et c'est souvent un espace de 15 pieds de haut. De plus, les fenêtres sont petites et sont en haut et c'est mal éclairé; et il n'y a évidemment pas de cour. Alors, c'est là notre problème.

• 0905

Étant donné que ça fait cinq mois qu'on travaille à notre projet, on a décidé d'ouvrir dans un sous-sol d'église pour le moment, en attendant de trouver quelque chose de plus fonctionnel. Étant donné que le local n'est pas adéquat, on va essayer de faire des subdivisions pour que les enfants aient le maximum de confort. Notre gros problème, évidemment, est le financement.

On pense que notre projet pourrait facilement s'autofinancer. C'est le bénévolat qui nous sauve, car la dépense la plus importante d'une entreprise, ce sont les salaires. Nous, on n'aura pas de salaires à payer. Ce sont des mères bénévoles qui vont assurer la garde. Si on avait, au départ, un montant pour acheter une propriété, on pourrait facilement s'autofinancer parce qu'éventuellement, on pourra ouvrir trois jours par semaine ou peut-être même quatre ou cinq jours par semaine.

Mme Francine Lataille (Halte-garderie Le Fou Rire): J'ai travaillé à l'implantation d'une autre halte-garderie à Longueuil ouest. Si j'ai amené le projet au CLSC, c'est que j'ai travaillé à l'implantation d'une autre halte-garderie qui fonctionne depuis

[Traduction]

renting to a daycare centre when they are told that there are between 20 and 25 children every day, even if we are not there during weekends or evenings. They are not interested or they demand that guarantees be included in the lease to make sure that their facilities will be in good state of repair. But that is a problem, and one that cuts both ways. We cannot give back the premises in a better state of repair than they were at the beginning. We cannot redo the whole paint job.

In the business section, of course, there are offices. But here again, our application is rejected. It is impossible to go into an office building because we are either on the fifth floor or next to professionals such as engineers, architects or doctors. The two are hard to reconcile.

A store is not functional. There is no yard. It is a big space and when you open the door, you can feel the draft, which would be very bad for younger children crawling on the floor. So it is not safe.

Then, we turned to our municipality, that is, the City of Longueuil, and at present they have no facilities available. Even the city administration services are very poorly accommodated. Their offices are scattered all over the city. Also, premises in the city can always be renegotiated after three, six and twelve months, depending on the leisure activities. Under these conditions, it is very difficult to find a permanent solution.

We also tried church basements but this is not very functional either, because it is always a large space without any subdivision. It is always the same problem. We cannot find an enclosed room where the children could sleep and most of the time, rooms are 15 feet high. On top of that, windows are small, very high on the walls and the lighting is bad; obviously, there is no yard. So this is our problem.

As we have been working on our project for five months we decided to open in a church basement for the time being until we find something more functional. As the premises are not adequate, we will try to partition them for the children's maximum comfort. Of course, our biggest problem is funding.

We think that our project could easily be self-financing. What is saving our bacon now is all the volunteer work, because the greatest expense for any business is wages. We do not have any wages to pay. It is our volunteer mothers who mind the children. If we had an amount to buy property at the very outset, we could easily be self-financing because we might be able to open three days a week or even four or five days a week.

Mrs. Francine Lataille (Le Fou Rire Drop-in Day Care Centre): I worked on setting up another drop-in day care centre in Longueuil West. I brought the project to the CLSC because I had worked at setting up another drop-in day care

[Text]

le 5 juin. Cette garderie est dans un centre communautaire, mais parlons de la nôtre.

Ayant travaillé pendant trois ans et demi comme parent ressource à Parents anonymes, je peux vous dire que la halte-garderie est très importante pour prévenir les mauvais traitements infligés aux enfants. Une maman qui est chez elle n'a pas nécessairement les moyens d'envoyer ses enfants en garderie, même si le tarif quotidien n'est pas si élevé. Quand mes enfants allaient en garderie, je payais 15\$ par jour. Les mamans qui sont à la maison ont besoin de s'aérer l'esprit, de quitter parfois, ne serait-ce que pour aller prendre un café chez une voisine ou pour aller magasiner. Les mamans qui sont à la maison et qui ont un petit budget n'ont pas les moyens de payer 15\$ par jour.

A l'autre halte-garderie, après trois mois d'ouverture, c'est complet. Les deux journées sont remplies et ça fonctionne très bien. Au début, on demandait 1\$, ensuite on a augmenté à 2\$, et on doit maintenant demander 5\$. On pensait que les mamans ne viendraient plus, mais c'est le contraire. Elles continuent à venir. Elles ne veulent pas que la garderie ferme. C'est devenu très important pour elles. Ces deux journées-là sont maintenant à elles.

Il en pousse partout, de ces haltes-garderies. Il y en a à Québec, il y en a une à Varennes, etc.

Le vice-président: Comme il n'y a pas de questions, il me reste à vous remercier pour votre témoignage.

Next is the Vanier College Early Childhood Care Department, Barbara Marcus and Penny Brown. Good morning and welcome.

Ms Penny Brown (Early Childhood Care Department, Vanier College): Our brief is concerned with training. We feel that the people who work in day care centres and with nursery school children ought to have a certain level of training, and that is what our brief speaks to.

We work in a community college type of setting—a CEGEP, as they call them in Quebec. We have a three-year program that trains people to work in day care centres and in nursery schools.

While we support the notion of having increased day care spaces—and certainly provincial governments seem to be able to do this at the drop of a hat, whenever they feel like it to announce more spaces—our question is who is going to work in those day care centres. At present we feel that there are not enough trained teachers to work in the day care centres that now exist. We also feel that among the general public, and perhaps in task forces and special committees such as this, the issue of training is not addressed as directly as it ought to be.

Not enough attention is being paid to the quality of the children's experience. What exactly goes on during the day when the children are away from home? Some children are in centres from 6 to 8 hours, and we feel it is important that

[Translation]

centre that has been open since June 5. That one is in a community centre, but let us talk about ours.

Having worked for three and a half years as a resource parent for Parents Anonymous, I can tell you that the drop-in day care centre is very important in preventing child abuse. A mother at home does not necessarily have the financial means to send her children to a day care centre even if the daily rate is not all that high. When my children were going to a day care centre, I was paying \$15 a day. Mothers at home need some sort of brain freshener every now and then even if it is just getting out of the house to go have a cup of coffee at a neighbour's or to go shopping. Mothers at home with a small budget cannot really afford \$15 a day.

At the other drop-in day care centre, they are full up and they have only been open three months. The two days are all filled up and it is working very well. At the beginning, we were charging \$1, it went up to \$2 and now we have to charge \$5. We thought that the mothers would not come anymore, but it is quite the opposite. They are still coming. They do not want the centre to close. It has become very important for them. Those two days are now their own.

You have drop-in day care centres springing up all over the place. There is one in Quebec City, there is one in Varennes and so forth.

The Vice-Chairman: As there are no questions, I would like to thank you for having appeared.

Nos prochains témoins nous viennent du département des soins à la petite enfance du collège Vanier, soit Barbara Marcus et Penny Brown. Bonjour et bienvenues.

Mme Penny Brown (Département de soins à la petite enfance, collège Vanier): Notre mémoire porte sur la formation. Nous croyons que les gens qui travaillent dans les garderies et au niveau de la maternelle devraient avoir un certain niveau de formation, et notre mémoire porte là-dessus.

Nous travaillons dans ce qui pourrait être décrit ailleurs comme un collège communautaire, c'est-à-dire ce qu'on appelle CEGEP au Québec. Nous avons un programme de trois ans pour former les gens qui veulent travailler en garderie ou en maternelle.

Même si nous sommes en faveur de l'idée d'augmenter les places en garderie, et il est certain que les gouvernements provinciaux semblent pouvoir faire cela au pied levé, lorsqu'il leur prend l'envie d'annoncer la création d'encore plus de places, nous nous demandons qui va travailler dans ces fameuses garderies. À l'heure actuelle, nous croyons qu'il n'y a pas assez de personnel formé à la tâche pour travailler dans les garderies qui existent déjà. Nous avons aussi l'impression que le grand public en général ainsi que divers groupes de travail et comités comme le vôtre ne se posent pas la question de la formation assez directement.

On n'accorde pas assez d'attention à la qualité du vécu de l'enfant. Que se passe-t-il exactement dans la journée quand les enfants ne sont pas à la maison? Il y a des enfants qui passent de six à huit heures en garderie, et il est important que

[Texte]

during those 6 to 8 hours the children receive more than custodial care; they receive a kind of experience that is appropriate for their developmental level.

• 0910

Over the past 10 years that our program has been in operation, we have had the opportunity to observe probably about 30 or 40 different child care settings in Montreal. It is apparent to us that there is in fact a gradual increase in the quality of care that children are receiving. However, it is also apparent to us that the quality of care is only present in the centres where there is appropriately trained staff. In other words, where directors or parents who are associated with the centre feel it is important that children should receive day care from trained people, that is where we see quality happening.

Unfortunately, there are still many, many centres in Montreal—and I cannot believe it is different from anywhere else in Canada—where there is poor day care going on, where children are receiving merely custodial care, where they are perhaps under the care of individuals who, although they love children, which certainly is an aspect of care, are also not well trained enough to look after the developmental levels of the children. We no longer send our students to such agencies, agencies which for one reason or another have not sought to have their staff trained. We no longer send our students there for fieldwork training, for example.

In the outline we have laid out some of the terms we have wanted to define, and one of the terms we have been using is the term “educator”. Our department has initiated the use of the term “educator” in Quebec to differentiate from a “teacher”. A teacher is usually seen as someone with elementary school training. We feel generally that type of training is not appropriate for early childhood care.

The other term we have outlined in our brief is one called “differentiated staffing”. What we mean by that is that we see that although the tasks of a person taking care of children, the tasks that are involved, may be the same, the skill with which a person performs those tasks... we see it in the context of a continuum. In other words, a beginning teacher will perform a task in a much different way from an educator who has had a lot of experience and who may have additional training. For example, an untrained person or an inexperienced educator may lovingly bandage a child's scraped knee, but an educator who is trained will not only lovingly bandage the scraped knee but will also take the opportunity to explore with the children the consequences of the injury, when the scab is going to form, when it is going to get better, and what is happening to his skin—in other words, turn the situation into a learning experience.

Barbara is now going to speak about developmental programming.

Ms Barbara Marcus (Early Childhood Care Department, Vanier College): We see that the role of the educator, the central portion of the role of the educator, is the development

[Traduction]

pendant ce temps-là les enfants reçoivent autre chose qu'une simple surveillance, qu'ils bénéficient du genre d'expérience correspondant à leur niveau de développement.

Depuis 10 ans que notre programme existe, nous avons eu l'occasion d'observer une trentaine ou une quarantaine de garderies à Montréal. Nous constatons qu'il y a en fait une amélioration progressive des soins donnés aux enfants mais aussi que c'est seulement dans les centres dont le personnel est correctement formé qu'il y a des soins de bonne qualité. Autrement dit, c'est quand les directeurs ou les parents qui s'occupent du centre estiment qu'il est important de confier les enfants à des personnes qualifiées que l'on a un haut niveau de prestations.

Malheureusement, il y a encore de très nombreuses garderies à Montréal, et ce doit être la même chose dans le reste du Canada, où la qualité des prestations est médiocre, où l'on se contente d'assurer une surveillance des enfants, et où ces enfants sont peut-être confiés à des personnes qui les aiment beaucoup, ce qui compte certainement, mais qui n'ont pas la formation nécessaire pour répondre à leurs besoins de développement. Nous n'envoyons plus nos étudiantes dans ces établissements qui, pour une raison ou pour une autre, n'ont pas cherché à avoir un personnel qualifié. Nous n'y envoyons plus nos étudiantes pour une formation sur le travail de terrain par exemple.

Dans notre esquisse nous avons exposé quelques-uns des termes que nous souhaitions définir, et notamment le terme «éducateur». Notre ministère a commencé à utiliser le terme «éducateur» au Québec par opposition à «instituteur». L'instituteur ou l'institutrice est généralement quelqu'un qui travaille au niveau de l'école élémentaire. Pour nous, ce type de formation n'est pas adapté aux besoins de la petite enfance.

Nous mentionnons un autre terme dans notre mémoire, ce que nous appelons «le personnel différencié». Ce que nous voulons dire par là, c'est que bien que les tâches d'une personne qui s'occupe d'enfants puissent être les mêmes, la compétence avec laquelle cette personne les accomplit peut... et nous voyons cela comme une progression continue. Autrement dit, une institutrice débutante ne va pas du tout accomplir une tâche de la même façon qu'une éducatrice ayant une longue expérience et peut-être une formation complémentaire. Par exemple, une personne sans formation ou une éducatrice sans expérience pourra s'occuper de mettre affectueusement un pansement sur le genou écorché d'un enfant, mais une éducatrice formée ne se contentera pas de mettre gentiment un pansement sur le genou de l'enfant, mais en profitera aussi pour parler avec lui des conséquences de sa blessure, lui dire que la croûte va commencer à se former, quand les choses vont s'améliorer, ce qui se passe avec sa peau... autrement dit, elle va faire de cette situation une expérience pédagogique.

Barbara va maintenant vous parler de la programmation du développement.

Mme Barbara Marcus (Section des services à la petite enfance, Collège Vanier): À nos yeux, le rôle de l'éducatrice, l'aspect essentiel de son rôle, c'est l'élaboration d'un pro-

[Text]

of programming and the carrying out of this developmental programming for young children. We feel it is very important that wherever children are brought together in groups the person responsible for their care has a plan, has an approach to what they are doing.

The developmental programming of today finds its roots in several theoretical frameworks. It is important that a professional be able to use this advanced knowledge in child development, be able to use knowledge and learning theory, and join that with reasoned judgment based on experience in order to plan programs for young children.

We are very concerned with the number of programs where we see children happy, as children tend to be, playing, as children tend to do, but with no development, with no learning. There is no other level of education where we would tolerate that kind of position. If a second grader were learning to add in one column $4 + 2$ in September, and were still learning to add $4 + 2$ in May, we would question the competence of that teacher. If young three-year-old children are learning to sing a four-line simple song in September and by May have progressed no further than singing a simple four-line song, why are we not questioning the competence of the person who is responsible for the children?

• 0915

We know also from the research that developmental programming is preventative, that the research in the United States, done mainly by High/Scope Foundation, has given us a good view into the cost-saving factor for children who have attended day care centres, who have developed positive attitudes towards schooling, toward group situations, rather than being bored or turned off by a group situation.

There is included in your brief a particularly good article on the question of professional versus non-professional behaviour. It is one written by Lilian Katz, and it is an important look at the notion of the joining of advance knowledge, reasoned judgment and the need for professional standards. We would suggest that a professional takes time, that it takes time to develop these professional standards. When people first become involved in the profession they need some training, and it would take more training and time for people to be able to be given the responsibility for planning the program.

It would be very easy for me to describe many situations I have observed, since we observe for a large portion of our jobs, where untrained workers have missed opportunities to sustain and to enhance children's learning. Day after day, I have observed in centres where workers stand around and chat in playgrounds, where they herd children, where they allow children to play with only certain toys because they do not feel like taking others out of the cabinet on that day. These children are often bored; they tend to be aggressive or they

[Translation]

gramme et l'exécution de ce programme de développement des jeunes enfants. Il est très important, chaque fois qu'on rassemble des enfants dans un groupe, que la personne responsable ait un plan, une certaine idée de l'organisation de leurs activités.

La programmation du développement de nos jours s'inspire de plusieurs cadres théoriques. Il est important qu'un professionnel sache mettre ses connaissances approfondies à profit pour assurer le développement d'un enfant, sache se servir des connaissances et de la théorie pédagogiques, et ajoute à cela son propre jugement et les réflexions qu'il a tirées du travail de planification des programmes à l'intention des jeunes enfants.

Nous sommes très préoccupés par le nombre de programmes où l'on voit des enfants heureux, comme ils ont tendance à l'être, qui jouent, comme les enfants ont tendance à le faire, mais qui ne comportent aucun aspect de développement, aucun apprentissage. Nous ne tolérerions une chose pareille à aucun autre niveau d'enseignement. Si un enfant de 2^e année apprenait à additionner dans une colonne 4 et 2 en septembre, et en était toujours à additionner 4 et 2 en mai, nous mettrions en doute la compétence de l'instituteur. Si des enfants de trois ans apprennent une petite chanson de quatre lignes en septembre et en sont toujours au mois de mai à chanter une petite chanson de quatre lignes, pourquoi ne mettons-nous pas en cause la compétence de la personne qui s'occupe de ces enfants?

Les recherches ont montré que la programmation du développement avait un rôle préventif. Les recherches effectuées aux États-Unis, principalement par la *High/Scope Foundation*, nous ont permis d'avoir une bonne idée des économies réalisées en mettant en garderie des enfants qui ont acquis une attitude positive face à la scolarisation, face à des situations de groupe, au lieu de fuir ces situations ou de les trouver ennuyeuses.

Il y a dans le mémoire un article particulièrement intéressant sur l'opposition professionnelle/non professionnelle. Cet article de Lilian Katz est une importante réflexion sur la notion de mise en commun de connaissances poussées et d'un jugement raisonné, et sur la nécessité de normes professionnelles. Nous estimons qu'il faut du temps pour former un professionnel, qu'il faut du temps pour parvenir à ces normes professionnelles. Quand des gens commencent dans cette profession, ils ont besoin d'une formation, et il faudrait leur donner plus de temps et plus de formation avant de leur confier la responsabilité de la planification du programme.

Je pourrais très facilement vous décrire une foule de situations que j'ai pu observer, car nous passons une bonne partie de notre temps à faire de l'observation, et dans lesquelles des personnes sans formation ratent des occasions de stimuler et de renforcer l'apprentissage des enfants. Jour après jour, j'ai pu observer des personnes qui restaient les bras croisés à discuter dans la cour de jeu où étaient parqués les enfants, et qui ne leur donnaient même que certains jouets parce qu'elles n'avaient pas envie d'en sortir d'autres du placard ce jour-là. Dans ce genre de situation, les enfants s'ennuient souvent; ils

[Texte]

tend to be very passive. Certainly they are not being challenged and they are not meeting their potential as individuals.

There are centres, of course—and I am pleased to say they are increasing—where the staff is trained, where they have had courses in early childhood education. Please note that we are saying early childhood education. We are not saying a Bachelor's degree at any level and we are not saying elementary education; we are saying early childhood education.

In cases where the educators are trained, there is an involvement in developmental programs. These educators set objectives for the teachers. You can hear a difference in what the staff speaks about. You can hear a difference in the way the staff speaks with the children. These children tend to be autonomous; they tend to make choices. You can see them making decisions on their own. They ask questions of each other and of the educators. They are learning; they are growing, and they are growing under the watchful eye of a trained educator.

We would highly recommend that one of the things this committee does is to visit day care centres with, for instance, the CDA checklist in hand and look at the kind of care the children are getting. We really feel it is not enough to open more day care spaces without being concerned about the quality of the care the children are receiving. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Mr. Chairman. One of the things we have found in these hearings is that there has been an impediment for people getting involved with early childhood education because of, among other things, the low rate of pay. Do you have any statistics or any studies that have examined the situation in Quebec? What could an educator expect to receive in this province?

Ms Marcus: Very little. I know the Association for Early Childhood Educators—they have recently changed their name—is in the process now of gathering information on salaries in Quebec. Certainly the starting salaries are at about minimum wage. In Quebec, we are beginning to hear some discontent from people who are being trained at different levels. There are a number of programs here: one that trains educators with a 12-course credit, one that is a three-year program, and then a bachelor's degree.

• 0920

Up until now, because there has been no support from government for differentiated staffing, all of these people have been hired at the same minimum wage level. They are beginning to put pressure on their agencies and associations for some kind of differentiation and recognition of the amount of studying they have done.

Mr. Nicholson: It seems to me that if in some way we could intervene and make sure people with this level of education were getting a decent wage, the other problems would fall into

[Traduction]

ont tendance à être agressifs ou très passifs. Ils ne sont manifestement pas stimulés et n'exploitent pas du tout leur potentiel.

Il y a évidemment certains centres, et je suis heureuse de dire qu'il y en a de plus en plus, où l'on trouve du personnel qualifié, et où il y a des classes pour la petite enfance. Vous remarquerez que nous parlons d'éducation de la petite enfance. Nous ne parlons pas d'un niveau de baccalauréat ni d'une éducation de niveau élémentaire, nous parlons bien d'études en éducation des petits enfants.

Dans le cas où les éducatrices ont une formation, elles s'occupent des programmes de développement. Elles fixent des objectifs aux monitrices. On voit la différence quand on entend parler ces personnes. On voit la différence dans la manière dont elles s'adressent aux enfants. On a dans ce cas des enfants qui ont tendance à être autonomes, qui font des choix. On les voit prendre spontanément des décisions, se poser des questions ou en poser aux éducatrices. Ce sont des enfants qui apprennent, qui se développent, et qui se développent sous l'oeil attentif d'une éducatrice qualifiée.

Nous recommandons très vivement à votre Comité d'aller visiter des garderies avec, par exemple, la liste de l'ACP à la main pour mieux juger de la façon dont les enfants sont traités. Il ne suffit pas en effet d'ouvrir de nouvelles garderies si l'on ne pense pas à la qualité des services pour les enfants. Merci.

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci, monsieur le président. Nous avons remarqué, au cours de ces audiences, que les gens hésitent souvent à se lancer dans la puériculture et dans l'éducation de la petite enfance en raison, principalement, de la faible rémunération. Avez-vous des statistiques ou des études sur la situation au Québec? Quel est le salaire normal d'un éducateur dans cette province?

M. Marcus: Il est très bas. Je sais que l'Association des éducateurs de la petite enfance—they viennent de changer de nom—essaie de réunir des renseignements sur les salaires au Québec. Les salaires de départ correspondent à peu près au salaire minimum. Au Québec, ceux qui suivent une formation à différents niveaux se plaignent de plus en plus fréquemment. Il y a plusieurs programmes: un cours de formation d'éducateur de 12 crédits, un programme s'étendant sur trois ans et un baccalauréat.

Jusqu'à maintenant, étant donné que le gouvernement ne fait aucune distinction dans sa politique de dotation en personnel, toutes ces personnes ont été engagées au même niveau, c'est-à-dire au salaire minimum. Elles commencent à exercer des pressions sur leurs organismes et associations de façon à ce que l'on tienne compte de la durée des études effectuées.

M. Nicholson: Il me semble que si nous pouvions intervenir afin que les personnes ayant ce genre de formation obtiennent un salaire décent, les autres problèmes se régleraient d'eux-

[Text]

place here. There would be greater demand to get into the program here, more qualified people.

Ms Marcus: Yes. I think in large measure pay has to do with the notion of status. As long as we allow non-professionals to work in a professional situation, we will help to degrade the profession.

I can think of all sorts of almost ludicrous situations. If I love cooking, I cannot get a job as a chef. But if I love children, I can get a job as an educator in a day care centre.

Mr. Nicholson: Yes.

Ms Marcus: You cannot have a profession unless there is some regulation of who can do that job. Certainly there are enough courses being offered. At least in Quebec, there is good access to training.

Mr. Nicholson: It has become apparent to us . . . It seems to me we are really in for a long haul here, because after visiting Newfoundland and P.E.I., they are way behind this province in . . . They are just setting up some of their programs for the very first time.

Ms Marcus: But they have some good training, and they have some training that has existed for a while. I think the other thing is that each province has to start where they are at. It is difficult to wait . . .

Mr. Nicholson: Yes, I know.

Ms Marcus: —until we are all in the same place.

Mr. Nicholson: Thank you very much. I found your comments very interesting.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Votre collègue offre-t-il des cours de recyclage aux gardiennes qui n'ont pas de diplôme? Les employés de garderies peuvent-ils aller suivre des cours dans votre institution?

Ms Marcus: Yes, at the present time we have an attestation program that was set up for people who are now working in the field but have no academic credentials. It is one of the largest continuing education programs that Vanier College offers. We have approximately, depending on the semester, 300 students registered in a variety of courses. It is a 12-course package that students take that includes professional training courses and some developmental psychology courses, and supervised *stage* placement. Most of the people who are in this course are now working in day care centres, and because of the legislation in Quebec, which requires only one out of every three workers in a centre to be qualified, have come back for their qualifications. So we service many of those people.

Mme Duplessis: Au collège, enseignez-vous à vos futures gardiennes à prendre soin des enfants handicapés?

Ms Brown: In our own program, our Early Childhood Education program, we do not have any specific courses that look to that. There is another program in our college, which is

[Translation]

mêmes. Ce domaine de formation attirerait davantage de monde et l'on aurait plus de personnes qualifiées.

Mme Marcus: Oui. Le salaire est certainement lié à la notion de statut. Tant que nous permettrons à des non-spécialistes de travailler dans un domaine professionnel, nous ternissons l'image de la profession.

Toutes sortes de situations ridicules me viennent à l'esprit. Si j'aime faire la cuisine, je ne peux pas travailler comme chef. Mais si j'aime les enfants, je peux trouver un emploi comme éducateur dans une garderie.

M. Nicholson: Oui.

Mme Marcus: L'accès à une profession doit absolument être réglementé. Les cours sont largement suffisants et au Québec, tout au moins, il est facile de trouver une formation adéquate.

M. Nicholson: Nous constatons . . . Nous avons encore beaucoup de chemin à faire dans ce pays, car nous avons été à Terre-Neuve et à l'Île-du-Prince-Édouard, où l'on est beaucoup plus en retard que dans cette province . . . Dans certains cas, les programmes ne font que commencer et sont à peine mis en place.

Mme Marcus: Mais la formation est bonne si elle existe depuis un certain temps déjà. De plus, chaque province commence là où elle en est. Il est difficile d'attendre . . .

M. Nicholson: Oui, je sais.

Mme Marcus: . . . que nous soyons tous au même point.

M. Nicholson: Merci beaucoup. J'ai trouvé vos commentaires très intéressants.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

Do you have in your college training courses for people who work in daycare centres but who don't have a degree? Is it possible for these people to take a training course in your college?

Mme Marcus: Oui, nous avons à l'heure actuelle un programme d'attestation destiné aux personnes travaillant déjà dans ce domaine mais n'ayant pas de diplôme reconnu. C'est l'un des programmes d'éducation permanente les plus importants du Collège Vanier. Nous avons environ, selon les trimestres, 300 étudiants inscrits à toute une gamme de cours. Ils suivent un ensemble de 12 cours comprenant formation professionnelle, psychologie du développement et stages surveillés. La plupart de ceux qui viennent suivre ces cours travaillent actuellement dans des garderies et, étant donné que selon la loi québécoise, un éducateur sur trois seulement doit être qualifié, ils reviennent pour avoir un diplôme. Nous nous adressons donc beaucoup aux personnes dans ce cas.

Mrs. Duplessis: In your college, do you have a course dealing with care for handicapped children?

Mme Brown: Dans notre propre programme, le Programme d'éducation de la petite enfance, nous n'avons pas de cours dans ce domaine précis. Nous avons au collège un autre

[Texte]

called "special care", but that is not only for children. It is, I understand, for handicapped people of all ages. It is not just for children. So I would say no, there is not a program that trains people to work with handicapped children.

Mme Duplessis: Je vous remercie.

The Vice-Chairman: If I may, there are one or two little things I would like to check with you. What success are you having with your definition? I will tell you why I raise that. The term "educator" applies to a whole raft of things already. Another thing I have been trying to do is find a translation for it, and I do not have one.

Ms Marcus: I think it is to educate children... educated choices being used.

The Vice-Chairman: And it is flying? People are accepting the term?

Ms Marcus: Yes, in Quebec it is. I think that is in part due to the fact that there is a clear distinction here between people who have a bachelor's degree in elementary or high school education being called teachers and people who work in day care centres and nursery schools not being able to use the word teacher because it implies a teaching diploma. The colleges at the provincial level felt that the word "educator" was a comfortable one, one we could live with, so all of the programs in Quebec have agreed to use the term "educator".

• 0925

The Vice-Chairman: That will not be quite as easy...

Ms Marcus: No.

The Vice-Chairman: —in other parts of the country as it is here.

When you talked about training for quality care and the training of an educator, are a CEGEP two-to-three-year community college diploma and a B.A. in early childhood education one and the other or one or the other?

Ms Marcus: One or the other.

The Vice-Chairman: And you are equating those two?

Ms Marcus: Yes. We are suggesting that there are a variety of methods someone might use to become an educator of young children. The difference we are seeing between the bachelors programs and the CEGEP programs is mainly one of emphasis: the bachelors programs tend to be a bit more theoretical; the CEGEP programs in Quebec are very heavily practical.

In the end, once that person is out and practising there seems to be little difference in their abilities, in their demonstrated behaviour. We see a large difference in behaviour between someone who is not trained or someone who has an attestation from continuing education with simply 12 credits and then someone who may have a bachelor's degree in another field but no training in early childhood. We would suggest that the people with early childhood training are the ones who should be doing the educating.

[Traduction]

programme, appelé «soins spéciaux», mais ceci ne concerne pas seulement les enfants. C'est, je crois, pour les handicapés de tous les âges. Ce n'est pas seulement pour les enfants. Donc je répondrai non, il n'y a pas de programme destiné à former les gardiennes à travailler avec des enfants handicapés.

Mrs. Duplessis: Thank you.

Le vice-président: Si vous me le permettez, je voudrais vérifier une ou deux choses. Dans quelle mesure votre définition convient-elle? Je pose cette question parce que le thème «éducateur» s'applique déjà à toutes sortes de choses. De plus, j'essaie de lui trouver une traduction et je n'en trouve pas.

Mme Marcus: Il s'agit d'éduquer les enfants... en faisant des choix éclairés.

Le vice-président: Et ça marche? Les gens acceptent le terme?

Mme Marcus: Au Québec, oui. C'est en partie dû au fait qu'il existe une distinction claire entre les personnes ayant un baccalauréat en éducation élémentaire ou secondaire, que l'on appelle des professeurs, et ceux qui travaillent dans des garderies et des écoles maternelles qui ne peuvent utiliser le terme professeur parce qu'il implique un diplôme d'enseignement. Les collèges de la province ont jugé le mot «éducateur» acceptable, facile, de sorte que dans tous les programmes du Québec, on a choisi d'utiliser le terme «éducateur».

Le vice-président: Ce ne sera pas aussi facile...

Mme Marcus: Non.

Le vice-président: ... dans les autres régions du pays.

Quand vous parliez de formation pour garantir la qualité et de la formation des éducateurs, vous avez mentionné les diplômes en deux ou trois ans des CEGEP et le baccalauréat en éducation de la petite enfance; demandez-vous les deux ou l'un ou l'autre?

Mme Marcus: L'un ou l'autre.

Le vice-président: Mettez-vous les deux au même niveau?

Mme Marcus: Oui. Selon nous, on peut utiliser différentes méthodes pour devenir éducateur pour jeunes enfants. La seule différence entre les programmes de baccalauréat et les programmes des CEGEP est une question de présentation: le baccalauréat a tendance à être plus théorique tandis que les programmes des CEGEP au Québec sont extrêmement pratiques.

En fin de compte, une fois que les personnes sont sorties et travaillent, il n'y a guère de différence dans leurs aptitudes et leur comportement. Par contre, la différence de comportement est considérable entre quelqu'un sans formation ou qui a une attestation d'éducation permanente avec 12 crédits seulement et une personne ayant un baccalauréat dans un autre domaine mais aucune formation pour la petite enfance. Ce sont ceux qui ont été formés dans ce domaine qui devraient être responsables de l'éducation.

[Text]

The Vice-Chairman: I tried to take a quick look at the competency areas you have listed. I have post-graduate training included in secondary education and do not find the topics much different, just the approach. Would you think it would be possible easily to retrain teachers to do early childhood education?

Ms Marcus: It depends more on the person. I do not think that is an easy answer. It is very different because the nature of the curriculum is different. The decisions that need to be made around curriculum are different at the early childhood level than at the elementary and secondary level when it comes to the development of curriculum.

If a person—and then it really is up to a person—has good observational skills, if a person understands child development from zero to age six, then, like all other professions, it may be possible to retrain; but we would not recommend taking someone who is teaching at the elementary or secondary level and employing them in a day care centre and hoping to retrain later.

The Vice-Chairman: In most of Canada—I would have to check, but I think in all of Canada—if you have a teaching certificate then that teaching certificate allows you to teach at every level in school from kindergarten right through to grade 12. Obviously the feeling is that your teacher training background equips you to deal with the development of young people from kindergarten right through to grade 12. Why would that not apply to zero to six?

Ms Brown: In practice, that is something teachers are very unhappy with. Kindergarten teachers do not like to teach grade 6 and it is not something they feel comfortable with and they usually do not do a good job.

I have children in elementary school now and have observed, for example, that teachers who are used to teaching grade 3 who come and teach kindergarten are unhappy and the children are unhappy. It is not a good match at all. Just because it happens does not mean it is a good thing.

The Vice-Chairman: Good. Thank you for putting that on the record.

Nous entendrons maintenant les représentants de l'Association des services de garde en milieu scolaire du Québec, M^{me} Brigitte Guy, M^{me} Thérèse Kozina et M. Jean-Louis Martel.

Bonjour et bienvenue à notre comité.

Des voix: Bonjour.

• 0930

Mme Brigitte Guy (présidente de l'Association des Services de garde en milieu scolaire du Québec): Je tiens tout d'abord à vous remercier de bien vouloir entendre nos propos concernant l'évolution et la dynamique des services de garde en milieu scolaire au Québec.

Notre Association est une jeune association formée essentiellement de directeurs d'écoles, d'éducatrices responsables de services de garde et de parents utilisateurs.

[Translation]

Le vice-président: J'ai essayé de parcourir rapidement les domaines de compétence que vous énumérez. La formation de deuxième cycle est incluse dans l'éducation secondaire et je ne trouve pas les matières très différentes; seule l'approche diffère. Pensez-vous qu'il serait facile pour des professeurs de se recycler en éducation de la petite enfance?

Mme Marcus: Ça dépend surtout de la personne. Il n'est pas facile de vous répondre. C'est très différent parce que la nature du programme d'études est différente. Les décisions concernant l'élaboration du programme sont différentes au niveau de la prime enfance et au niveau élémentaire ou secondaire.

Si quelqu'un, et ça dépend vraiment de chacun, a des dons d'observation, comprend la façon dont l'enfant se développe de la naissance à l'âge de six ans, il est possible alors, comme pour toutes les autres professions, de se recycler; mais nous ne recommanderions pas d'engager quelqu'un qui enseigne au niveau élémentaire ou secondaire pour l'employer dans une garderie en espérant qu'il se recyclera plus tard.

Le vice-président: Presque partout au Canada, il faudrait que je vérifie, mais je crois que c'est partout, si l'on a un diplôme d'enseignement, on est autorisé à enseigner à tous les niveaux du jardin d'enfants à la 12^e année. On estime manifestement qu'un enseignant qualifié a la formation voulue pour s'occuper d'enfants depuis le jardin d'enfants jusqu'à la 12^e année. Pourquoi la même règle ne s'appliquerait-elle pas de zéro à six ans?

Mme Brown: En pratique, les professeurs ne sont pas du tout satisfaits de cette formule. Les jardinières d'enfants n'aiment pas enseigner en 6^e année, elles se sentent mal à l'aise et généralement ne font pas un bon travail.

J'ai actuellement des enfants à l'école élémentaire et j'ai observé, par exemple, que des professeurs habitués à enseigner en 3^e année étaient malheureux quand ils devaient enseigner au jardin d'enfants et que les enfants n'étaient pas heureux non plus. Ce n'est pas une bonne formule. Ce n'est pas parce qu'on le fait que c'est une bonne chose.

Le vice-président: Très bien. Merci d'avoir fait cette remarque.

We will now hear the representatives of the *Association des services de garde en milieu scolaire du Québec*, Mrs. Brigitte Guy, Mrs. Thérèse Kozina and Mr. Jean-Louis Martel.

Good morning and welcome to our meeting.

Some hon. members: Good morning.

Mrs. Brigitte Guy (Chairwoman (l'Association des Services de garde en milieu scolaire du Québec): First of all I would like to thank you for listening to what we have to say concerning the evolution and the dynamics of the in-school day care system in the Province of Quebec.

Our association is a young one and is, in the main, made up of school principals, educators responsible for day care services and user parents.

[Texte]

Nous poursuivons principalement deux objectifs: D'abord, une plus grande accessibilité aux services de garde en milieu scolaire et l'amélioration de la qualité des services offerts aux enfants. Nous ne sommes peut-être pas en mesure de répondre maintenant à l'ensemble des questions que vous pourriez nous poser, mais nous avons accumulé suffisamment d'expérience pour rendre compte de la vivacité d'un nouveau réseau de services de garde qui est en train de naître au Québec et ce, de façon originale.

Mon nom est Brigitte Guy. Je représente, à titre de présidente, notre association. M. Jean-Louis Martel est conseiller technique à l'Association et parent utilisateur; et M^{me} Thérèse Kozina, originaire de l'Alberta et de langue anglaise, est responsable d'un service de garde dans la région de Montréal.

Le besoin croissant de services de garde au Québec a déjà largement été démontré. C'est pourquoi nous ne nous y attarderons pas dans ce court exposé. Nous mentionnerons toutefois que c'est ce besoin de plus en plus pressant qui, à notre avis, a présidé à l'implication des parents dans la mise sur pied des garderies de petite enfance au cours des années 70. Et, ce sont ces mêmes parents qui, avec les mêmes objectifs et la collaboration de quelques directeurs d'écoles, ont fait naître, quelques années plus tard, les premiers services de garde en milieu scolaire avant même que le gouvernement du Québec sanctionne la Loi 77 sur les services de garde à l'enfance, en décembre 1979.

Depuis l'adoption de la loi, le rythme de développement s'est accéléré. Nous comptons, en avril 1986, 474 services de garde en milieu scolaire répartis dans 74 commissions scolaires de toutes les régions du Québec, donnant ainsi, des services à plus de 20,000 enfants. Pour la seule année scolaire 1985-1986, l'augmentation des services de garde en milieu scolaire a été de 60 p. 100 par rapport à l'année précédente. Quelle sera l'augmentation l'an prochain? Nous l'ignorons. Cependant, nous savons qu'actuellement nous ne répondons qu'à environ 10 p. 100 des besoins identifiés par l'Office des services de garde à l'enfance dans une étude qu'elle a menée en 1983. Elle évaluait alors à 197,459, le nombre d'enfants d'âge scolaire qui avaient besoin de garde. Et, les besoins ont continué d'augmenter depuis.

Après six années d'expérimentation de ce nouveau type de services, nous pouvons dégager un certain nombre d'avantages qui découlent de la stratégie utilisée pour les implanter. Mentionnons premièrement la création d'un réseau pour nos enfants de cinq à douze ans qui, jusque là, n'avaient rien en termes de services organisés.

Deuxièmement, un autre avantage a été la naissance d'un nouveau milieu de vie éducatif et sécuritaire qui est le prolongement de la famille et de l'école; milieu où l'on se préoccupe du développement global de nos enfants, de leur bien-être et de leur épanouissement.

Troisièmement, l'addition d'un service complémentaire à l'école qui offre un programme d'activités adapté aux besoins des enfants, après les heures de classe. C'est un service complémentaire aussi, parce que les éducatrices qui travaillent aux services de garde font un travail de prévention au niveau des troubles d'apprentissage particulièrement auprès des

[Traduction]

We are pursuing two main objectives: first, greater access to day care services in a school setting and improvement in the quality of services for the children. We are perhaps not in a position to give you an immediate answer to all the questions you might have for us today, but we do have enough experience to tell you about the developing strength of a new and different kind of day care services network which is now being set up across Quebec.

I am Brigitte Guy. I am the Chairwoman of our association and I represent it as such. Mr. Jean-Louis Martel is technical advisor for the association and also a user parent; Mrs. Thérèse Kozina, an Alberta anglophone, is responsible for a day care service in the Montreal area.

The increasing need for day care services in Quebec has already been amply demonstrated. Accordingly, we will not dwell on that subject during our brief presentation. We will however mention that it is a need which has become more and more pressing and which, in our opinion, was responsible for the involvement of parents in setting up day care services for preschoolers during the 1970s. These are the same parents who, with the same objectives and the co-operation of a few school principals, set up, a few years later, the first day care services in school settings, even before the Quebec government passed Bill 77 on day care services for children in December 1979.

Since that legislation was passed, development has accelerated. In April 1986, we now have 474 day care services in a school setting across 74 school boards in all regions of Quebec, which means services for more than 20,000 children. For the 1985-86 school year alone, day care services at school had increased 60% as compared to the previous year. What will be next year's increase? We do not know. However, we do know that presently we are only meeting some 10% of the needs identified by the *Office des services de garde à l'enfance* in a review it conducted in 1983. The number of school-age children requiring such services was then estimated at 197,459, and needs have only been increasing since.

After six years of experimentation with this new kind of service, we can see that there are a certain number of advantages to be gained from the strategy used to set them up. First of all, we should mention the implementation of a network for our five to twelve year olds who, up to that point, had nothing in terms of organized services.

Second, another advantage was the development of a new educational and safe environment which is the extension of both family and schools; this is an environment concerned with the holistic development of our children, their well-being and betterment.

Third, it means the addition of a service complementing school and offering a program of activities adapted to children's needs after school hours. It is a complementary service also because the educators working for these day care services are doing preventive work in the area of learning problems, particularly with kindergarten-level children. They

[Text]

enfants de la maternelle. Elles font également du travail de prévention au niveau des troubles de comportement qui conduisent souvent, chez les cinq à douze ans, à la prédélinquance. Ce travail se fait en collaboration avec le psychologue scolaire, l'orthopédagogue, l'infirmière, la travailleuse sociale et les professeurs de l'école.

• 0935

Quatrièmement, le service de garde est un facteur de revitalisation pour les écoles parce qu'il amène de la clientèle qui choisit l'école en fonction du service de garde qui est en place.

Cinquièmement, il favorise une plus grande ouverture de l'école sur le milieu et la prise en charge par les parents d'un nouveau service collectif à la communauté.

Sixièmement, il constitue une nouvelle ressource à la famille, ce qui permet une plus grande participation des femmes sur le marché du travail et aussi des parents en situation de chefs de famille monoparentale.

Septièmement, ce nouveau réseau a contribué à la création d'environ 1,200 nouveaux emplois et, ce, par un mécanisme d'autofinancement. On y retrouve prioritairement des jeunes diplômés et des femmes qui retournent graduellement sur le marché du travail et ceci a pour effet direct de diminuer le travail au noir des gardiennes à domicile.

Huitièmement, c'est une formule de garde qui rentabilise les équipements collectifs et qui ainsi, est beaucoup moins coûteuse compte tenu de sa localisation à l'intérieur de l'école. Les locaux et l'entretien sont gratuits. Les installations répondant aux normes de sécurité sont déjà en place. Le gymnase, la bibliothèque, le local de musique et d'art plastique deviennent disponibles après les heures de classe.

Neuvièmement, c'est un nouveau service à la communauté qui force, jusqu'à un certain point, la concertation de différentes instances concernées tels que les municipalités, le ministère de l'Éducation, le ministère de Loisirs, Chasse et Pêche, l'Office des services de garde à l'enfance, les universités, etc.

Il apparaît donc évident que la Loi C-77 appuyée par des actions de concertation d'agents locaux, tels que les comités d'écoles, les directions d'écoles, les commissions scolaires et les municipalités ont été les deux atouts majeurs qui ont favorisé l'implantation et le développement de ce nouveau réseau. C'est aussi de cette façon que nous croyons qu'il doit continuer de se développer au Québec.

C'est pourquoi nous ne sommes pas favorables aux récentes propositions de plusieurs provinces canadiennes visant à établir une loi et une réglementation nationales uniques pour l'ensemble des provinces. Dans notre cas, une telle action complexifierait la gestion des programmes en cours et diminuerait les dynamismes qui se sont déjà enclanchés.

De plus, compte tenu qu'il a été reconnu par la Commission MacDonald que les services de garde sont de compétence provinciale dans notre Constitution, un tel mouvement réveillerait, à notre avis, des débats de juridiction au Québec

[Translation]

also do preventive work in the area of behavioural problems which often lead, with the five to twelve year olds, to predeinquency. This work is done in co-operation with the school psychologist, the remedial teacher, the nurse, the social worker and the school teachers themselves.

Fourth, a day care service contributes to revitalizing a school in that the availability of such a service will influence the choice made by parents.

Fifth, it encourages schools to be more open in relation to the local environment and means a greater responsibility on the part of parents for a new community service.

Sixth, it constitutes a supplementary family resource allowing for greater participation on the job market on the part of women and single parents.

Seventh, this new network has contributed to the creation of approximately 1,200 jobs through a self-funding mechanism. Those to benefit were mainly young graduates and women gradually returning to the job market, and another direct effect was the reduction of undeclared babysitting at home.

Eighth, this type of day care adds to the cost effectiveness of community facilities and since it is offered in school buildings, it is less costly. Premises and upkeep are free of charge. The facilities already meet safety standards. The gymnasium, library, music and art room become available after school hours.

Ninth, this is a new community service which requires a certain degree of dialogue and consultation among the various organizations concerned such as the municipalities, Department of Education, Department of Recreation, Hunting and Fishing, the provincial day care agency, universities and so forth.

It would therefore appear that Bill C-77, with the support and co-operation of the local authorities such as school committees, school principals, school boards and municipalities, was instrumental in the setting up and development of this new network. We believe that development should continue to take place in this way in Quebec.

This is why we are not in favour of the recent proposals made by several Canadian provinces with a view to instituting national legislation and regulations which would be the same for all provinces. In our case, such action would complicate the management of existing programs and would slow down the dynamic process already under way.

Furthermore, in view of the McDonald commission's recognition that child care services are a matter of provincial jurisdiction under our Constitution, any such movement would

[Texte]

qui viendraient retarder l'atteinte des objectifs que nous poursuivons comme association.

Nous sommes particulièrement heureux de constater que le présent gouvernement canadien s'intéresse au développement des services de garde. Mais nous croyons qu'il devrait le faire en collaboration avec les autorités compétentes de chaque province, de façon à respecter au maximum les particularités de chacune et aussi les initiatives qui se sont déjà développées.

En ce qui concerne les services de garde en milieu scolaire, nous ne pouvons malheureusement que déplorer l'attitude des derniers gouvernements fédéraux qui ont toujours refusé de considérer les dépenses du gouvernement provincial à l'égard de ce type de services comme dépenses admissibles au RAPC: le Régime d'assistance publique du Canada. Ce refus du gouvernement fédéral de participer au financement partagé du réseau des services de garde en milieu scolaire au Québec freine sérieusement son développement.

Compte tenu du fait que les services de garde en milieu scolaire sont tous des organismes sans but lucratif et, qu'ils poursuivent des objectifs éducatifs, nous ne comprenons pas sur quel principe ils sont discriminés négativement par rapport aux garderies de petite enfance.

• 0940

Pour permettre à des associations qui regroupent de nombreux services de garde, de veiller au maintien et au développement de services de qualité pour nos enfants et, aussi, de fournir des services d'appuis techniques et humains, il nous apparaît essentiel que des subventions annuelles leur soient versées et qu'elles soient aussi admissibles au CAP.

A cet effet, mentionnons que notre association peut actuellement se permettre de maintenir une permanence minimale grâce à un projet de développement d'emplois du ministère fédéral de la Main-d'oeuvre.

Afin d'améliorer l'accessibilité de ce type de services de garde, nous souhaitons vivement que le gouvernement canadien adopte bientôt les mesures fiscales qui ont déjà été votées au Québec et qui seront en vigueur dès cette année. À savoir:

Admettre les frais de garde réels comme dépenses déductibles du revenu imposable au lieu de les plafonner à 2,000\$ comme c'est le cas actuellement.

Laisser aux parents le choix de déduire ces dépenses admissibles sur l'un ou l'autre des rapports d'impôt des parents et ce, sans égard à leur niveau de revenu.

Permettre que les frais de garde anticipés soient admissibles comme exemption de base.

Pour terminer, afin de continuer d'améliorer la qualité de vie de nos enfants, nous souhaitons vivement que les instances fédérales appropriées développent un programme de recherche concernant la problématique des services de garde pour les enfants de 5 à 12 ans, en collaboration avec les organismes des milieux respectifs.

D'ici le 2 juin prochain, nous déposerons, auprès de votre Comité, le premier mémoire annuel de notre Association que nous destinons aux ministres québécois de l'Éducation et de la

[Traduction]

be likely to revive the jurisdictional debate in Quebec and thus delay the achievement of the objectives of our association.

We are very pleased to note that the present Canadian government has taken an interest in developing child care services. But we believe that it should act in co-operation with the competent authorities in each province in order to respect as much as possible the special characteristics of each province and to take into account the various provincial initiatives.

With respect to school day care, we very much regret the attitude taken by the recent federal governments and their consistent refusal to consider provincial government expenditures relating to this type of service as eligible for the Canada Assistance Plan. The federal government's refusal to take part in a cost-sharing arrangement for a network of school day care facilities is a serious hindrance to the development of such a service in Quebec.

In view of the fact that all school day care is non-profit and follows educational objectives, we cannot understand the basis for this discriminatory treatment in comparison to early childhood day care.

To enable associations representing many child care services to devote attention to maintaining and developing quality services for our children, and to provide in addition human resources and technical support services, we consider that annual grants must be paid to them and that they should also be eligible for CAP.

In this respect we should also point out that our association can now afford a very basic permanent staff as a result of a job development project offered by the federal manpower department.

In order to improve the accessibility of this type of child care service, we strongly advocate the quick adoption by the Canadian government of the tax measures passed in Quebec and which are to take effect this year, namely:

Accept actual child care costs as deductible expenses for the calculation of taxable income rather than establishing a \$2,000 limit as is now the case.

Allow either of the parents to deduct the eligible expenses on their tax return without considering who has the higher income.

Accept anticipated child care costs for the basic exemption.

In keeping with our concern for the continued improvement of the quality of life of our children, we hope that the appropriate federal authorities will develop a research program on services for the care of children between the ages of 5 and 12 in co-operation with the respective local agencies.

We intend to present to your committee before June 2 the first annual brief of our association, prepared for the Quebec Ministers of Education and the Status of Women. We would

[Text]

Condition féminine. Nous serons heureux, dans la mesure de nos possibilités, de collaborer avec tout organisme extérieur au Québec poursuivant les mêmes objectifs de développement et de consolidation de services de garde pour les enfants de 5 à 12 ans.

Je vous remercie.

Le vice-président: Première question. Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je tiens à vous féliciter pour l'implantation de garderies en milieu scolaire.

Avant de vous poser des questions pour obtenir un plus de précision, je vous signale que notre Comité n'a pas pour but d'empiéter sur une juridiction qui ne le regarde pas. Déjà, de toute façon, le ministre Epp, avec ses homologues de chaque province, a commencé des discussions concernant les garderies.

Mais, la requête parvenue à Ottawa concernant les inégalités, nous force à nous pencher sur le problème des garderies. Ce Comité a reçu du gouvernement le mandat de lui faire des recommandations pertinentes au bien-être des jeunes, à l'échelle du Canada.

Je puis vous dire que le Québec est, de beaucoup, en avance sur les autres provinces. Par contre, le système n'est pas encore parfait. Sinon, on n'aurait pas tant de gens qui viennent nous faire des recommandations pour recevoir de l'aide.

Nous avons reçu des représentants de la Commission scolaire de Québec.

Mme Guy: De Ste-Foy?

Mme Duplessis: Non. De la ville de Québec. Dans leurs écoles, quatre seulement acceptent de donner le service de garde, avant ou après les cours, tel que vous l'avez décrit tantôt. On nous a appris que la décision était laissée à la discrétion des directeurs. Quels sont les critères qui permettent à un directeur d'accepter ou de refuser?

Mme Guy: La loi stipulent actuellement que le directeur de l'école détient l'autorité légale de ce service de garde. La loi n'oblige ni la Commission scolaire ni la direction d'école à ouvrir un service de garde. C'est la raison pour laquelle on se retrouve actuellement dans les situations que vous décrivez. Il y a de la résistance de la part des directeurs d'école, parce que ça représente pour eux un surplus de travail. Actuellement, ce n'est pas suffisamment encadré par la loi. Cela ouvre la porte à des situations comme celles que vous décrivez.

• 0945

M. Martel: De par la volonté de plusieurs parents, et je fais partie d'eux, et de par l'attitude plutôt positive de l'ancien gouvernement du Québec qui favorisait la décentralisation dans la gestion des milieux scolaires, on allait graduellement, par étapes, vers la corporation d'école. Je pense au projet de loi 3 qui n'a jamais été adopté. Cette mesure privilégiant l'autonomie du directeur d'école en ce qui concerne les services de garde allait dans le sens de la création d'une corporation d'école.

[Translation]

be happy, insofar as possible, to collaborate with any organization outside Quebec pursuing the same objectives relating to the development and consolidation of child care services for the 5-to 12-year-old group.

Thank you.

The Vice-Chairman: First question. Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you, Mr. Chairman.

I would like to congratulate you for setting up school day care facilities.

Before asking you for some clarifications, I would like to point out to you that our committee in no way intends to encroach on areas of jurisdiction belonging to others. In any case, the Minister, Mr. Epp, has already begun discussions concerning day care centres with his provincial counterparts.

But in view of the representations made to Ottawa about inequalities, we feel bound to study the matter of day care. Our committee has been charged by the government to make recommendations relating to the welfare of young Canadians throughout Canada.

I can assure you that the Province of Quebec is far ahead of the other provinces. However, the system is not yet perfect. If it were, we would not be hearing so many people make recommendations about assistance.

We did hear some representatives of the Quebec City school board.

Mrs. Guy: From Ste-Foy?

Mrs. Duplessis: No, Quebec City. Only four of their schools are willing to offer day care before or after classes. We were told that this decision was left up to the discretion of the principals. Under what criteria is a principal allowed to accept or refuse?

Mrs. Guy: Under the present legislation, the school principal has the legal authority relating to this child care service. There is no obligation on the school board or principal, under the law, to provide such day care. That is why we are currently finding ourselves in the types of situations you describe. School principals are reluctant; getting involved is more work for them. There is not enough legislative basis at the moment. As a result, situations such as the ones you describe do occur.

Mr. Martel: As a result of the efforts of a number of parents, including myself, and as a result of the rather positive attitude of the former Quebec Government, which promoted decentralized management of schools, we were proceeding gradually towards school corporations. I am thinking of Bill No. 3, which was never passed, and which would have increased the independence of school principals regarding day care services, and was a step toward creating school corporations.

[Texte]

Mme Duplessis: Je ne sais pas si vous serez en mesure de me répondre. Vous avez dit tout à l'heure que cela s'autofinait, que c'était les parents qui payaient et que, bien souvent, cela créait de nouveaux emplois. Avez-vous recours au bénévolat?

Mme Guy: La tranche la plus importante du budget, soit 80 p. 100 des frais, va aux salaires des travailleurs.

• 0950

Mme Guy: Cette partie est entièrement assumée par les parents.

Mme Duplessis: D'accord. La partie des salaires.

Mme Guy: Oui.

Mme Duplessis: Vous bénéficiez des locaux. Étant donné que les locaux sont utilisés après les heures de cours, j'imagine que le directeur doit prévoir des frais supplémentaires pour les assurances. Ces assurances doivent sûrement lui coûter plus cher si l'école est ouverte jusqu'à 18 heures au lieu de 16 heures?

Mme Guy: Oui.

Mme Duplessis: Son budget est affecté?

Mme Guy: Oui. Certains frais indirects sont assumés par la commission scolaire dont les assurances que vous mentionnez. Il y a aussi le chauffage, l'éclairage, etc.; mais ces frais sont assumés par les commissions scolaires et non par les parents.

C'est dans ce sens que le service est moins coûteux; à cause de la localisation de la garderie dans les écoles.

Mme Duplessis: Ma dernière question. Servez-vous des repas? Savez-vous si, dans les 474 écoles qui ont accepté de donner ce service, on y sert des repas?

Mme Guy: Il existe différentes formules. Il n'y a pas deux service qui se ressemblent. Certaines écoles ont une cafétéria et les enfants de la garderie en bénéficient.

Dans d'autres garderies, nous avons des systèmes de traiteur. Ce dernier apporte les repas chauds, deux ou trois midis, selon la demande des parents. Les fours à micro-ondes entrent dans les écoles et permettent, jusqu'à un certain point, de servir certains repas chauds.

Mme Duplessis: Ces repas sont aux frais des parents?

Mme Guy: Oui.

Mme Duplessis: C'est toujours aux frais des parents?

Mme Guy: Oui.

Mme Duplessis: Je vous remercie beaucoup.

Mme Guy: Merci.

Le vice-président: J'aurais un commentaire et une ou deux questions.

Vous parliez de la relation entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial et de la péréquation. Une expression anglaise décrit très bien ce que certaines provinces veulent; elle dit tout simplement: *Send your money*. On veut que le gouvernement fédéral prenne l'argent des Canadiens et

[Traduction]

Mrs. Duplessis: I do not know whether you will be able to answer my next question. Earlier you said that your service was self-financing, that it was paid for by parents and often created new jobs. Do you use volunteer help as well?

Ms Guy: Most of our budget, namely 80%, is used to pay our workers' salaries.

Ms Guy: This portion of the budget is paid for entirely by the parents.

Mrs. Duplessis: I understand. You mean the portion used to pay salaries.

Ms Guy: Yes.

Mrs. Duplessis: The school gives you the space you require. Since the premises are used after school hours, I imagine the principal must pay extra insurance costs. The premiums must be higher if the school is open until 6 o'clock rather than 4 o'clock?

Ms Guy: Yes.

Mrs. Duplessis: Does this affect the school's budget?

Ms Guy: Yes. Some indirect costs are paid by the school board, including insurance costs. There are also heating and electricity costs, but these are paid by the school boards, not by the parents.

Our service is less expensive precisely because it is located in the schools.

Mrs. Duplessis: I come now to my last question. Do you know whether the 474 schools which have agreed to offer this service provide meals?

Ms Guy: The services are different in all the schools. Some schools have a cafeteria, and the children at the day care centre use it.

Other day care centres employ a catering service which brings in hot meals at noon, two or three times a week, depending on the parents' requests. Some schools have microwave ovens, which can be used to serve some hot meals.

Mrs. Duplessis: Do the parents pay for these meals?

Ms Guy: Yes.

Mrs. Duplessis: Do the parents always pay for the meals?

Ms Guy: Yes.

Mrs. Duplessis: Thank you very much.

Ms Guy: Thank you.

The Vice-Chairman: I have one comment and one or two questions.

You were referring to the relationship between the federal and provincial governments and to transfer payments. There is an English expression that very well describes what some provinces want—"send your money". They want the federal government to take Canadian taxpayers' money and send it

[Text]

qu'il l'envoie à toutes les provinces. On semble penser que ce ne sont pas les mêmes personnes. Mais, si on redistribue l'argent canadien, la province de Québec, avec une population de huit millions qui représente plus d'un tiers du Canada, devra verser une forte somme avant qu'on puisse la redistribuer.

Ceci dit, un des problèmes que nous attaquons est le fameux régime d'assistance publique, le CAP. On aura sans doute des recommandations sur ce point.

Si on regarde l'histoire de cette assistance, c'était avec le *Established Programs Financing*, en 1979, qu'on a essayé de supporter 50 p. 100 des frais d'une liste de services approuvés. Mais à chaque année, d'autres négociations changent la liste. En 1979, il n'y avait pas tellement de garderies au pays; il n'y en avait pas tellement dans les milieux scolaires. Elles n'étaient donc pas sur la liste. Mais avec la péréquation, et les demandes des gouvernements provinciaux, il est difficile d'ajouter à la liste. Certaines provinces veulent qu'on accepte 50 p. 100 du financement de ce qu'ils veulent mettre sur la liste. Je pourrais vous donner des exemples dans plusieurs provinces dont la mienne, où on paye pour faire pelletter de la neige. De telles choses ont été mises sur la liste.

Je voudrais vous parler de la déduction sur l'impôt. Vous demandez, si je ne me trompe pas, que la déduction aille au-delà de 2,000\$; que ces frais réels soient déductibles pour l'un ou l'autre des parents.

Chez moi, au Manitoba, une déduction de 2,000\$ à des parents avec un revenu de 80,000\$, vaut à peu près 1,200\$. Si le salaire est de 15,000\$, la déduction ne vaut rien. Êtes-vous en faveur de cela?

• 0955

M. Martel: Actuellement, c'est le parent dont le revenu est le moins élevé qui a droit à la déduction. On pourrait dire qu'environ 50 p. 100 des parents qui utilisent les services de garde en milieu scolaire sont des parents à revenu moyen ou faible. Des deux parents, la femme a souvent le revenu le plus faible. On se retrouve donc dans une strate de revenus de plus en plus inférieurs, car c'est elle qui a droit à la déduction. À ce moment-là, la déduction permise a, au fond, très peu d'effets réels.

Le vice-président: En effet, vous ne vous trompez pas. Environ 50 p. 100 des Canadiens qui ont le droit de réclamer ne réclament pas, et on ne sait pas exactement pourquoi. C'est peut-être de l'ignorance chez certains, mais il y a aussi bien des gens qui ne peuvent pas avoir de reçus pour les frais de garde et ne peuvent donc réclamer de déduction.

M. Martel: Ce n'est pas le cas dans le secteur scolaire où des reçus sont émis. On a le système public ou parapublic, qui est cogéré avec les parents en bonne partie, et on a un système qui est complètement au noir.

Le vice-président: Reprenons la question. Même si, la plupart du temps, la femme a le moindre des deux salaires, l'argument demeure le même. Croyez-vous que nous devrions

[Translation]

out to all the provinces. They seem to think that different taxpayers are involved. However, if we are re-distributing the money of Canadian taxpayers, the Province of Quebec, with a population of eight million, more than one-third of the total population of Canada, will have to pay a large amount of money before it can be re-distributed.

One of the problems that we are facing is the Canada Assistance Plan, the CAP. We will no doubt be making recommendations on it.

If we look at the background of the assistance plan, we find that in 1979, the federal government tried to pay for 50% of the cost of a list of approved services. This was under the *Established Programs Financing* provisions. However, every year, subsequent negotiations changed the list of services. In 1979, there were not very many day care centres in Canada, and there were not very many day care centres in schools. They were therefore not on the list. Under the transfer payment system, however, and as a result of demands made by the provincial governments, it is difficult to add new items to the list. Some provinces will want the federal government to pay 50% of the cost of whatever items they place on the list. I could mention some provinces, including my own, where the federal government is paying for snow removal. Services such as this were added to the list.

I would also like to discuss the income tax deduction. I believe you are requesting that it be increased from \$2,000. You are asking that one of the parents be able to deduct the actual cost of child care.

In my province, Manitoba, a \$2,000 deduction for parents with an income of \$80,000 is worth about \$1,200. If the parents' salary is \$15,000, the deduction is worthless. Are you in favour of such a system?

Mr. Martel: At the present time the parent with the lower income is entitled to the deduction. Approximately 50% of the parents using school day care services have low to medium incomes. Often the woman has the lower income of the two parents. Because the income levels allowed are very low, the deduction is really of very little use.

The Vice-Chairman: You are quite right. Approximately 50% of Canadians who can claim child care expenses, do not do so, and we do not know exactly why. Some may not be aware of it, but many people simply do not get receipts for child care expenses and therefore cannot claim the deduction.

Mr. Martel: That is not the case with school day care services. We issue receipts. There is a public day care system, which is co-managed with parents to a large extent, and a completely underground day care system.

The Vice-Chairman: Let us go back to my question. Even if the woman has the lower income in most cases, my argument remains the same. Do you think that we should be recommend-

[Texte]

recommander que la déduction soit transformée en crédit d'impôt, afin que ceux qui ont les salaires les plus élevés en bénéficient moins que ceux qui ont les salaires les moins élevés?

M. Martel: Nous ne nous opposerions pas à cela.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre témoignage.

M. Martel: Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Est-ce qu'il y a ici des représentants du Comité pédagogique des programmes de techniques d'éducation en services de garde? Est-ce que Pamela Kealey-Knowlan est ici? Non?

Nous passons donc aux représentants de la Confédération des syndicats nationaux, Anne-Marie David, Céline Charpentier, Sylvie Tonnelier, Lina Mousseau et François Aubry.

Mme Anne-Marie David (présidente du comité de la condition féminine, Confédération des syndicats nationaux): Je vais d'abord vous présenter les gens qui m'accompagnent. Ce sont François Aubry, économiste, qui travaille au service de recherche de la CSN; Sylvie Tonnelier, qui remplace France Caouette qui n'a pas pu venir, et qui est travailleuse en garderie préscolaire depuis neuf ans et présidente du syndicat des garderies, section Montréal; Céline Charpentier, parente, qui a deux enfants, l'un dans une garderie en milieu scolaire et l'autre dans une garderie préscolaire de l'est de Montréal; et Lina Mousseau, travailleuse en services de garde en milieu scolaire.

• 1000

Je vais présenter une très brève synthèse de notre mémoire, qui est assez considérable. On en a déposé une copie. Chacune des personnes qui m'accompagnent va faire un très bref témoignage sur la situation particulière qu'elle vit, et nous répondrons ensuite aux questions.

J'aimerais d'abord signaler que la Fédération des associations de familles monoparentales du Québec appuie entièrement notre mémoire. Elle vous a fait parvenir ses commentaires à ce sujet.

Nous sommes heureuses de saisir cette occasion qui nous est offerte par le gouvernement fédéral pour exposer notre point de vue sur les services de garde à l'enfance. Il faut savoir que nous représentons 1,500 travailleuses et travailleurs syndiqués en services de garde au Québec.

Pour nous, à la CSN, la question du financement est au coeur du problème du sous-développement chronique des services de garde de qualité partout au Canada. Nous croyons que, sous réserve d'une entente avec les gouvernements provinciaux, le gouvernement fédéral a un rôle urgent et important à jouer à ce niveau. Notre mémoire analyse essentiellement les services de garde pour les enfants d'âge préscolaire. Ce ne sont que des contraintes de temps qui nous empêchent de traiter de façon aussi substantielle des problèmes tout aussi urgents de la garde des enfants d'âge scolaire, ainsi que des congés parentaux.

[Traduction]

ing that the deduction be changed into an income tax credit, so that those with higher salaries receive less benefit than those with lower salaries?

Mr. Martel: We would not object to that.

The Vice-Chairman: Thank you for your testimony.

Mr. Martel: Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Are there any representatives from the Pedagogical Committee on Technical Education Programs in Day Care Services? Is Pamela Kealey-Knowlan here? No?

We will therefore move on to the next group of witnesses, from the Confederation of National Trade Unions: Anne-Marie David, Céline Charpentier, Sylvie Tonnelier, Lina Mousseau and François Aubry.

Ms Anne-Marie David (Chairman of the Committee on Status of Women, Confederation of National Trade Unions): I would like to begin by introducing the people with me. They are: François Aubry, an economist who works in the research section of the CNTU; Sylvie Tonnelier, who is replacing France Caouette, who could not attend today; Ms Tonnelier has worked in a pre-school day care centre for nine years and is the President of the Union of Day Care Centres, Montreal Local; Céline Charpentier, who is a parent with two children, one of whom is in a school day care centre and the other in a pre-school day care centre in east-end Montreal; and Lina Mousseau, who works in a school day care centre.

I will be presenting a very short summary of our rather lengthy brief, a copy of which we have tabled. Each of the individuals with me will speak briefly about his or her own situation, and then we will answer your questions.

I would first like to mention that the Federation of Single-Parent Families of Quebec fully supports our brief, and has sent in its comments to you on this subject.

We are pleased to take advantage of this opportunity offered by the federal government to state our position on child care services. We represent 1,500 unionized day care service workers in Quebec.

The CNTU thinks that the issue of financing is the very crux of the problem of chronic under-development of high-quality day care services throughout Canada. Subject to an agreement with the provincial governments, we believe that the federal government has an important and urgent role to play in solving this problem. Our brief analyzes the day care services available for pre-school children. The only reason we are not dealing in such detail with the equally urgent problems of day care for school-aged children and parental leave is that we simply do not have enough time.

[Text]

Voilà maintenant dix ans que la CSN, de concert avec les regroupements de garderies et les autres centrales syndicales, revendique un réseau universel et gratuit de garderies contrôlées par les usagères et usagers et les travailleurs et travailleuses. Malheureusement, cette revendication se heurte à l'indifférence des pouvoirs publics et ce, même si des droits fondamentaux sont mis en cause.

Pour les femmes, c'est le droit à un travail décent qui est ici bafoué. En effet, l'immobilisme gouvernemental, face aux besoins criants en matière de garderies, vient ajouter un obstacle supplémentaire au travail des femmes, lesquelles se voient en outre réserver des emplois précaires et mal rémunérés.

A travers cette discrimination, c'est également le droit des enfants à un développement harmonieux, dans un milieu sain et stimulant, qui est atteint lorsque, comme c'est le cas trop souvent, ils deviennent bénéficiaires d'un service de garde improvisé et aucunement réglementé. Le développement des jeunes enfants est une tâche sociale collective, tout comme le sont la santé et l'éducation pour toutes et tous. C'est pourquoi nous réclamons un réseau de garderies universel et gratuit.

Il va sans dire que la réalisation d'un tel projet requiert un financement adéquat, ce qui présuppose l'existence d'une volonté politique. On ne peut prétendre à la fois bâtir l'avenir collectif d'un pays en donnant à la jeunesse les conditions idéales d'épanouissement, et économiser en la privant de services essentiels.

Jusqu'à la fin des années 60, c'est dans le privé que se réglait la question de la garde des enfants. Durant toute la décennie 70, c'est au compte-gouttes que l'État québécois déboursa des fonds pour les garderies, et encore son aide parcimonieuse ne s'adressera qu'aux familles à faible revenu. C'est le plan Bacon. Il faudra attendre 1979 pour voir consacrer dans une loi la reconnaissance, quoique partielle, de la responsabilité collective de la société face à la garde des enfants avec la création de l'Office des services de garde à l'enfance et l'annonce d'une subvention directe de 2\$ par jour par enfant aux garderies du Québec. La contribution est fort mince et le demeurera. Il en résultera qu'au 31 mars 1985, seulement 13.7 p. 100 des enfants d'âge préscolaire et 6.6 p. 100 des enfants d'âge scolaire trouveront place dans une garderie, et 0.7 p. 100 dans un milieu familial reconnu. Pour les autres, les parents devront se rabattre sur la garde au noir, où aucune réglementation ne garantit la qualité des services.

En 1986, à l'heure où, faisant marche arrière, l'État se retire de divers champs sociaux, le financement des services de garde au Québec ne représente toujours pour lui qu'une lointaine obligation guère plus contraignante que les mesures d'assistance publique d'autrefois.

Le réseau de services de garde dont se dote une société témoigne de ses valeurs et de ses priorités. Préoccupée avant tout par la qualité des services offerts aux enfants, la CSN a souventes fois réitéré son opposition à l'existence de garderies à but lucratif, où cette qualité se voit soumise à la loi du profit. C'est également cette préoccupation qui l'amène à privilégier les garderies par rapport à la garde en milieu familial. Cette

[Translation]

For 10 years now the CNTU, together with groups of day care centres and union groups, has been asking for a free universal system of day care centres controlled by the users and workers. Unfortunately, this demand has been met with indifference by the public authorities, even though basic rights are involved.

Women's right to a decent job is being disregarded. The lack of government action to deal with the glaring need for day care constitutes another obstacle to women working. Furthermore, women's jobs often offer very little security and are badly paid.

As a result of this discrimination suffered by women, children's rights to integrated development in a healthy and stimulating environment are also disregarded. It happens too often that children are cared for in an improvised and completely unlicensed day care service. Responsibility for the development of young children belongs to society as a whole, just as do universal health and education programs. That is why we are demanding a universal, free system of day care centres.

It is clear that such a project requires adequate funding, which assumes the existence of the requisite political will. The government cannot claim to be building the collective future of the country by giving our children ideal conditions in which to develop, while at the same time saving money by depriving them of essential services.

Until the end of the 1960s, day care services were completely in the hands of the private sector. Throughout the 1970s, the Quebec government very gradually began spending money on day care centres, but this niggardly assistance was only for low-income families. The program was called *the Bacon plan*. It was not until 1979 that there was partial recognition in law of society's collective responsibility for child care, with the creation of the Child Care Services Bureau and the announcement of a \$2 direct subsidy per day per child for the day care centres of Quebec. This is a very meagre contribution, and it will remain so. The result is that as of March 31, 1985, only 13.7% of pre-school children and 6.6% of school-aged children were in day care centres, and only 0.7% of children were in recognized family care services. The parents of all the other children had to make do with underground day care centres, where there is no licensing to guarantee the quality of the services.

In 1986, the government took a backward step by withdrawing from various social services. The provincial government still considers the financing of child care services in Quebec to be a remote obligation, hardly more demanding than its earlier welfare commitments.

The values and priorities of a society can be seen in the child care services it provides. The CNTU is concerned first and foremost with the quality of the services provided to children and has often repeated its opposition to profit-making day care centres, where the quality of the service is secondary to considerations of profit. Because of our concern for quality care, we prefer day care centres to family day care services.

[Texte]

préférence se fonde sur sa conviction qu'il en va du mieux-être à la fois des enfants et des travailleuses et travailleurs.

• 1005

De récentes recherches effectuées au Canada, aux États-Unis et dans certains pays d'Europe tendent à démontrer que la garde de jour de qualité est propice au développement de l'enfant, sous tous ses aspects, et constitue une bonne préparation à la vie en milieu scolaire.

La qualité du milieu de garde est tributaire de multiples facteurs. L'un d'eux est la formation du personnel de garde; l'autre, ce sont les conditions de travail du personnel de garde.

Il est bien connu que le salaire et les conditions de travail des employés de garderies sont nettement déplorables à cause de préjugés bien ancrés à l'égard de ce type d'emploi. Ainsi, bien que mieux qualifiés que la moyenne canadienne, les travailleuses et travailleurs de garderies gagnaient, en 1983, 50 p. 100 de moins qu'une enseignante expérimentée du primaire et 30 p. 100 de moins qu'un employé préposé aux soins des animaux. Ajoutons que leurs avantages sociaux sont minimes et, enfin, que ces employés travaillent chaque semaine de nombreuses heures sans rémunération.

Si la situation de ces travailleuses et travailleurs n'est guère enviable, celle du personnel de garde en milieu familial reconnu et réglementé est tout à fait inacceptable. Près de 40 p. 100 de ces femmes travaillent plus de 50 heures par semaine à un salaire horaire moyen de 3.30\$ en 1983 et de 2.26\$ après déduction des dépenses encourues pour la garde des enfants. Les avantages sociaux sont, bien sûr, minimes et les revenus instables d'une façon générale puisque conditionnels à la présence des enfants.

Mentionnons enfin que l'aménagement et la sécurité des lieux, ainsi que l'organisation d'activités pédagogiques et de loisirs, qui constituent autant de facteurs reliés à la garde et à la qualité du milieu, ne sont pas réglementés dans ce type de garde. Sachant ce qu'il en est de la garde en milieu familial reconnu, que dire alors de la garde au noir à laquelle doivent recourir environ 85 p. 100 des parents d'enfants d'âge préscolaire?

L'immobilisme gouvernemental, nous l'avons vu, a pour conséquence l'état de sous-développement lamentable de notre réseau de garderies. Il faut encore ajouter à cela le sous-financement des garderies existantes, lesquelles, pour survivre, doivent compter sur le bénévolat et les restrictions volontaires que s'imposent parents, enfants et travailleurs et travailleuses.

D'après le rapport 1983-1984 de l'Office des services de garde à l'enfance du Québec, on peut évaluer à 15.63\$ la moyenne pondérée du coût par jour par enfant en garderie. Les 549 garderies du Québec, offrant une somme de 26,393 places à plein temps, obtiennent un coût total d'environ 102 millions de dollars pour l'année 1984. De cette somme, 77.1 p. 100 sont alloués aux salaires et avantages sociaux et 22.9 p. 100 aux autres coûts.

Voyons maintenant quelle proportion de ces coûts monétaires est assumée par les gouvernements. En faisant une

[Traduction]

This preference is based on the conviction that it is in the interests of the children's welfare as well as that of the day care workers.

Research done recently in Canada, in the United States and in some European countries has shown that quality day care is conducive to healthy development of the child from every point of view and that it prepares the child well for his or her experience at school.

The quality of day care is a function of a multitude of factors. One of those factors is the training of the day care staff. Another is the working conditions in the day care.

It is well known that day care workers' wages and working conditions are deplorable due to deeply rooted prejudices about the type of work they do. Consequently, although they are more highly qualified than the Canadian average, day care workers in 1983 earned 50% less than an experienced primary school teacher and 30% less than a zoo keeper. On top of this, their social benefits are negligible and they often work many extra hours a week without pay.

Despite the unenviable situation of day care employees, people who work in family day care that is recognized and regulated work in totally unacceptable conditions. Close to 40% of the women involved in home day care work over 50 hours a week at an average hourly wage of \$3.30 (that was in 1983) and of \$2.26 after deduction for expenses incurred for child care. Naturally, the social benefits are, once again, minimal and the income is generally unstable because it depends on the number of children being cared for.

We should also mention that neither the lay-out and safety of the day care nor the organization of recreational and instructional activities, important factors related to care and quality of environment, are subject to regulation in the case of home care. If such are the pitfalls of recognized day care, what must it be like on the "black market" to which 85% of the parents of pre-school aged children must resort?

As we have seen in the past, government inaction has brought about this lamentable state of underdevelopment in our day care system. Furthermore, existing day cares are underfinanced and, for their survival, must rely on volunteer work and voluntary strictures to which parents, children and day care workers must subject themselves.

According to the 1983-1984 report of the Quebec, *Office des services de garde à l'enfance*, the average weighted daily cost of caring for one child in a day care centre was estimated at \$15.63. As the 549 day care centres in Quebec offer a sum total of 26,393 full time spaces, this gives a total cost of approximately \$102 million for the year 1984. Of that amount, 77.1% goes to salaries and social benefits and 22.9% to other costs.

Let us now take a look at the proportion of these costs borne by government. A monetary assessment of government

[Text]

évaluation monétaire de cette aide, tant directe qu'indirecte, on obtient une somme de 52.5 millions de dollars pour 1984, soit 51.5 p. 100 de l'ensemble des coûts, les parents assumant la différence.

Selon une étude effectuée pour le compte de l'Office des services de garde à l'enfance, une place dans une garderie entraînait, en 1981, un coût de fonctionnement de 14.65\$ par jour. Cependant, pour effectuer une évaluation plus réaliste du coût des garderies, certains ajustements sont nécessaires. Ainsi, en indexant ce coût moyen à l'augmentation des prix à la consommation et en tenant compte du prix de la location des locaux, le coût moyen par jour par enfant augmente à 18.69\$ pour une garderie dont les travailleurs et travailleuses touchent le salaire en vigueur au Québec. En soustrayant de cette somme le revenu moyen de fonctionnement en 1984, soit 15.83\$, on obtient un manque à gagner de 3.06\$ par jour par enfant pour un total d'environ 20 millions de dollars par année.

Ce manque à gagner, on le sait, ce sont les parents, les enfants et les travailleurs et travailleuses qui le comblent. Nombreux sont les parents qui accomplissent gratuitement des corvées essentielles au fonctionnement des garderies ou qui financent des activités, apportent des jouets, etc. Nombreux sont les travailleuses et travailleurs qui fournissent sans rémunération des heures supplémentaires. En comptant cette contribution solidaire, c'est-à-dire ce bénévolat, et aussi la subvention indirecte que fournissent les travailleuses et travailleurs de garderie par leurs conditions de travail déplorable, le coût réel du réseau de garderies au Québec devient alors 173.4 millions de dollars, la part des gouvernements n'étant plus que 30.8 p. 100, celle des parents, 28.9 p. 100, celle des travailleuses et travailleurs, 28.6 p. 100 et enfin la contribution solidaire, 11.7 p. 100.

• 1010

Ruth Rose, professeure d'économie à l'UQAM, a calculé la contribution des gouvernements, des parents et des travailleuses/travailleurs dans le financement de la garde au Québec en 1984, en y incluant la garde au noir: elle a obtenu les pourcentages stupéfiants de 33.1 p. 100 pour les travailleuses/travailleuses, 56.3 p. 100 pour les parents et 10.6 p. 100 pour les gouvernements! Contribution à laquelle pourrait sans doute se comparer sans rougir celle que fournissait le gouvernement provincial au siècle dernier, à l'époque des crèches pour familles pauvres, tenues par les Soeurs Grises.

Nous l'avons vu, la situation des services de garde à l'enfance au Québec, tout comme au Canada, est désastreuse. Cependant, elle n'est pas insoluble, à condition que se manifeste une véritable volonté politique d'y remédier.

Les solutions à court et moyen terme que nous proposons doivent être mises en application dans les plus brefs délais afin que l'objectif d'un réseau de garderies universel et gratuit devienne réalité en l'an 2000.

Tout d'abord, au Québec seulement, il serait urgent de consolider les acquis en renforçant le réseau actuel: l'injection de 90 millions de dollars dans les garderies existantes permettrait d'améliorer tant des services aux enfants que les conditions de travail des employés, sans augmenter la contribution

[Translation]

assistance, both direct and indirect, gives a total of \$52.5 million for 1984, which is 51.5% of total costs. The parents make up the difference.

A study done for the *Office* demonstrated that, in 1981, the daily operational cost of one space in a day care centre was \$14.65. However, in order to truly assess the cost of running a day care, a few adjustments have to be made. So, by indexing this average cost to the increase of consumer prices and by taking into account the cost of rent, the average daily cost per child goes up to \$18.69 in a day care centre where the employees earn the going wage in Quebec. Subtracting that sum from the average operational income for 1984, \$15.83, you get a difference of \$3.06 per day per child which adds up to a total of \$20 million a year.

That difference, as we know, is absorbed by the parents, the children and the day care workers. Many parents take on tasks on their own time, tasks which are essential to the operation of the day care centre, and sometimes finance activities, donate toys, and so forth. There are many day care workers who put in overtime without pay. If one counts the backing we get as a contribution, all the volunteer time, as well as the indirect subsidy we get from the day care workers through such horrible working conditions, the real cost of day care in Quebec is something in the order of \$173.4 million, the government's share being only 30.8%, the parents' share, 28.9%, the employees' share, 28.6% and, the volunteer effort, 11.7%.

Ruth Rose, an economics professor at the University of Quebec in Montreal, did a calculation of the contributions governments, parents and day care workers made to the day care system in Quebec, including unlicensed day care, and came up with some amazing figures. The day care workers' share was 33.1%, the parents' share, 56.% and the government's share, 10.6%! The government's share could unabashedly be compared to the provincial government's contribution to orphanages run by the Grey Nuns in the last century.

We know that the situation of day care in Quebec, and in Canada, is disastrous. However, it is not irretrievable provided that some real political will is shown.

If we are to meet the objective of a universal, publicly funded day care system by the year 2000, then the proposals we have made for short and medium term solutions must be implemented as soon as possible.

In the case of Quebec alone, it is imperative that the existing day care network be consolidated. An infusion of \$90 million into existing day care centres would mean improved services to the children and improved working conditions for employees, without putting additional pressure on the parents. Then a day

[Texte]

des parents. Il serait ensuite nécessaire de développer le réseau de garderies; nous estimons qu'avec l'ouverture de 12,000 nouvelles places par année au Québec à compter de 1986, les besoins de place en garderie seraient comblés en l'an 2000. Cette mesure coûterait environ 61 millions de dollars par année. Enfin, une réduction de 7 p. 100 par année de la contribution des parents, permettrait d'atteindre la gratuité à la fin du siècle et d'éliminer ainsi les iniquités du système actuel.

En termes monétaires, les coûts du système que nous revendiquons paraissent exorbitants. Pourtant, nous sommes convaincus que les déboursés requis sont inférieurs au coût économique et humain qu'assume actuellement la société du fait d'un réseau de garde inadéquat.

Une bonne part des sommes englobées dans des programmes de rattrapage et de réadaptation, pourrait certainement être épargnée si la majorité des enfants bénéficiaient, dès le plus jeune âge, d'une solide préparation à l'école et à la vie en société. De même, bien des mères qui n'ont présentement d'autres choix que l'aide sociale et la pauvreté, pourraient occuper un emploi s'il existait un système public et gratuit de services de garde. En outre, la mise sur pied de ce système contribuerait, grâce au milliers d'emplois directs et indirects générés, à réduire le chômage et les énormes coûts économiques et sociaux qu'il engendre.

Rien ne peut justifier le gaspillage de ressources humaines que représentent les enfances malheureuses et les existences faites d'angoisse et de frustration. Nous avons les moyens comme société de fournir à chacun et chacune les conditions nécessaires à son développement; le tout est d'accorder la priorité à l'accroissement, non plus des privilèges des mieux nantis, mais de la qualité de vie de tous et toutes.

Des services de garde de qualité au Québec et au Canada passent nécessairement par un niveau de financement adéquat. Il est urgent que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux négocient dans les plus brefs délais un accord sur le financement d'un réseau universel et gratuit de garde des enfants au Canada et à ce propos, nous demandons au gouvernement fédéral de convoquer, en 1986, une conférence fédérale-provinciale sur le financement d'un réseau de garderie universel et gratuit au Canada.

Je donne la parole à Lina.

Mme Lina Mousseau (travailleuse en garderie en milieu scolaire, Confédération des syndicats nationaux): Bonjour. Je travaille dans un service de garde en milieu scolaire depuis trois ans.

Je voudrais signaler les résultats de toute l'énergie des gens qui ont mis sur pied un service de garde en milieu scolaire ont pu donner. Au départ, un service en milieu scolaire dispose de 3,000\$. Ce qui inclut les frais pour la peinture des locaux, l'achat des tables, des chaises, etc. Pour qu'une garderie puisse s'autofinancer, il lui faut au moins 12 enfants en service de garde. Les parents sont un peu méfiants au début parce que ces services sont peu connus. Alors ils hésitent. Il est possible de commencer avec huit enfants, mais alors, cela signifie beaucoup d'heures de bénévolat.

[Traduction]

care network would have to be developed. We estimate that by opening 12,000 new spaces per year in Quebec as of 1986, our day care needs will be met by the year 2000. This measure would cost approximately \$61 million a year. And, finally, a reduction of 7% per annum in the parents' fees would mean that by the end of the century the system would be entirely free of charge and we would have eliminated the inequities we know today.

In monetary terms, the costs of the system we advocate may appear exorbitant. We are, however, convinced that the expenses are lower than the economic and human cost that society now bears for an inadequate day care service.

A lot of the money that is put into remedial programs and adjustment programs could certainly be saved if most children, at a very early age, were really prepared for school and for life in society. Likewise, many of the mothers who do not have any other option but social welfare and poverty could get a job if there were a publicly funded day care system. Furthermore, because of the thousands of direct and indirect jobs it would generate, this system would reduce unemployment and the enormous attendant social and economic costs.

There is nothing to justify the waste of human resources that an unhappy childhood and a life of anxiety and frustration represents. As a society, we have the means to provide each and every Canadian with the proper conditions for his or her development. It is just a matter of giving priority to increasing—not the privileges of the rich, but the quality of life for each and every one of us.

Quality day care service in Quebec and in Canada automatically implies adequate funding. It is imperative that the federal and provincial governments negotiate, as soon as possible, a funding agreement for a universal, free day care network in Canada. To that end, we urge the federal government to call a federal/provincial conference on the funding of a universal and free day care system in Canada during 1986.

I would like to give the floor to Lina now.

Mrs. Lina Mousseau (School Day Care Worker, Confederation of National Trade Unions): Good morning. I have been working in a day care centre in a school for the past three years.

I would like to describe all the efforts that were put into the establishment of this school day care centre. Initially, the day care had \$3,000. This was to go towards painting the centre, buying tables and chairs, and so forth. For a day care centre to be self-sufficient, it needs at least 12 children in its care. At the beginning, parents are always a little unsure because they are not familiar with the proposed services. They are hesitant. A day care can be started with eight children, but this means a lot of volunteer time.

[Text]

L'année passée, je travaillais avec un garçon en service de garde. On avait 25 enfants au début de l'année. En mai, plusieurs personnes ont retiré leur enfant du service de garde. On a dû partager les 25 heures de garde pour que ce soit plus équitable. Malgré cela, on préparait les journées pédagogiques, rénove les lieux, peignait, etc.; on le faisait, le soir, bénévolement. Encore aujourd'hui, on a construit une mezzanine dans notre service, pour agrandir. Des campagnes de chocolat ont été menées par les parents pour aider à nous financer, au départ. Une contribution du gouvernement au démarrage, au support d'un service de garde, permettrait aux gens de ne pas travailler pour rien, de ne pas brûler leur énergie en partant et de pouvoir consacrer ce temps aux enfants. J'espère qu'à l'avenir il y aura plus d'aide.

• 1015

Mme Sylvie Tonnelier (travailleuse en garderie pré-scolaire, Confédération des syndicats nationaux): Bonjour. Je travaille, depuis neuf ans, dans une garderie pré-scolaire. J'aime mon travail, j'aime mon milieu de travail, j'aime les enfants. Pourtant il y a 1,000 raisons qui m'empêchent d'apprécier pleinement ce travail et de donner peut-être le meilleur de moi-même. Une journée à la garderie, c'est épuisant et stressant.

Epuisant, parce qu'avec une dizaine d'enfants de trois ans, on passe par toutes les gammes d'émotions. C'est épuisant, car l'imagination ne peut pas toujours pallier au manque de matériel. On doit imaginer toute sorte de formules pour avoir des jouets. Par exemple, les pompiers réparent des jouets à Noël; quand il ne les ont pas tous donnés, ils nous en envoient. Ce n'est pas très normal comme situation.

Il faut toujours trouver ou inventer du matériel. La colle de farine et d'eau n'est pas très pratique pour le bricolage. Telles sont nos conditions de travail.

Il faut faire des miracles avec un rien. Epuisant, parce qu'après une journée de sept ou huit heures, c'est le bénévolat. Il faut faire fonctionner la garderie qui a des problèmes, des problèmes financiers évidemment. Il faut faire de la peinture, du nettoyage, etc. Ce temps n'est pas payé.

Les problèmes financiers que rencontrent les éducatrices sont stressants; on les vit très profondément: manque de matériel, locaux inadéquats, etc. Il arrive même, plus souvent qu'autrement, qu'on nous demande de ne pas encaisser notre chèque de paye tout de suite parce que le compte en banque de la garderie est à sec. Mais mon propriétaire n'attend pas pour son loyer.

C'est stressant aussi quand on sait que la situation financière de notre garderie est à un tel point déficitaire que l'on doit nécessairement envisager des coupures dans nos maigres conditions de travail, dans nos avantages sociaux, dans nos congés de maternité et dans le personnel, ce qui nous force à faire des heures supplémentaires non rémunérées.

C'est stressant parce que, finalement, dans les garderies, rien n'est jamais acquis. C'est toujours à refaire. Après neuf ans, c'est toujours la même situation. C'est une insécurité constante, tant au niveau des conditions de travail que de la

[Translation]

Last year, I worked with a male colleague in the day care centre. We had 25 children at the beginning of the year. In May, many parents took their children out of day care. We had to divide up the 25 hours equitably. We still had to do renovations, paint, prepare our educational days and so forth. We did that on our own time in the evening. An addition has been made to the centre to afford us more space. When we were starting out, the parents sold chocolate in order to raise funds for us. We got a start-up subsidy from the government in support of the day care service, which meant that people did not have to work for nothing and use up all their energy right at the beginning, but could devote more time to the children. I hope we get more assistance in the future.

Mrs. Sylvie Tonnelier (Pre-school Day Care Worker, CNTU): Good morning. I have been working in a pre-school day care for nine years now. I like my work, I like my working environment, I like children. Yet there are a thousand and one reasons that prevent me from giving my all and from getting the most out of my work. A day in a day care centre is tiring and stressful.

It is tiring because with 10 little three-year-olds you run the gamut of emotions. It is tiring because the imagination cannot always compensate for the lack of equipment and material. We have to come up with all kinds of ways to make up for the lack of toys. For instance, we get the firemen who repair toys for Christmas to send us the ones they have not given away. There is something wrong with the system.

We are always having to find or invent material. Glue made of flour and water is not very practical for repairs. Such are our working conditions.

We virtually have to work miracles. Our work is tiring because after a seven-or eight-hour day, we are putting in free time. We have to keep the day care afloat, a day care riddled with financial problems, naturally. We have to paint, clean and so forth. The time we spend on these jobs is not remunerated.

The educators have some worrisome financial difficulties. They really feel the lack of material and adequate premises. More often than not, we are asked not to cash our pay cheques right away because the day care's bank account is empty. However, my landlord cannot wait for the rent.

It is stressful because our day care has such a big deficit that we are forced to scrimp on our already poor working conditions, social benefits, and maternity leave, and to do without staff, which means we have to put in unpaid overtime.

It is stressful because nothing ever gets finished in a day care. One is always starting at square one. It has been like this for nine years. The insecurity of the working conditions and of the future of the day care centre never goes away. I have

[Texte]

survie de la garderie. Enfin, ce sont les problèmes quotidiens de ma garderie, mais ce sont aussi les problèmes de mon quotidien, comme individu, comme femme. C'est angoissant parce qu'il faut que j'assure ma survie personnelle. C'est doublement angoissant si on considère que, durant neuf ans, il m'a fallu être constamment vigilante pour maintenir notre garderie ouverte.angoissant aussi parce que, après neuf ans, je me demande si je pourrai faire un autre neuf ans dans de telles conditions.

C'est tout.

Mme Céline Charpentier (parente): Bonjour, mesdames et messieurs les commissaires. Je m'appelle Céline Charpentier, je travaille à temps plein depuis l'âge de 18 ans. J'ai deux enfants, un de quatre ans et un de cinq ans et demi; ils fréquentent tous deux la garderie de mon quartier; c'est un quartier pauvre de Montréal, le quartier d'Hochelaga-Maisonneuve.

• 1020

Comme plusieurs parents, j'ai fait l'expérience de plusieurs formes de services de garde: la gardienne au noir qui vient à la maison, la gardienne au noir à qui on amène l'enfant, le demi-temps à la maison, le demi-temps à la garderie. Mes enfants sont maintenant à temps plein en garderie.

Après avoir lu le mémoire complet de la CSN, je pense qu'il aborde les points essentiels, tant la stabilité du service de garde que sa qualité et la nécessité de la gratuité.

Comme j'ai seulement quelques minutes et que d'autres gens vont ont parlé et vous parleront des chiffres et des principes, j'aimerais vous parler de quelques enfants de ma rue. Je vis sur une rue de Montréal plus pauvre que la moyenne, où environ 60 enfants vivent, s'amuse et grandissent.

Dans le voisinage, on les appelle les Caron. Ce sont deux garçons de six et sept ans qui font déjà peur à certaines personnes âgées de ma rue. Ils ont grandi dans la rue et ont vite compris que la vie serait difficile pour eux. Leur mère vit déjà plusieurs problèmes graves et n'est pas en mesure de leur donner les soins dont ils auraient besoin. Kevin a parlé clairement à cinq ans seulement et éprouve encore d'énormes difficultés à se concentrer. Martin, le plus grand, a un comportement souvent très agressif et il vit beaucoup d'échecs. Ils ont déjà pris d'assaut plusieurs fenêtres de la rue et de la ruelle et ont connu des démêlés mineurs avec la justice pour des vols, du vandalisme, des voies de faits. À l'école, ces deux enfants-là sont déjà dans des classes spéciales et un spécialiste les aide à résoudre leurs problèmes d'apprentissage. Leurs rapports avec d'autres enfants de la rue sont très difficiles et finissent souvent en bataille.

Je pourrais aussi vous parler de Michel que l'on peut à peine comprendre quand il nous parle et qui a cinq ans. Je pourrais aussi vous parler de Nina qui, à trois ans et demi, était laissée à elle-même pendant de longues heures. Je pourrais aussi vous parler de Stéphanie, de Danielle et de Julie. Leurs s'occupent beaucoup d'elles, mais manquent de moyens et de temps.

[Traduction]

described to you the daily problems I face in my day care centre, but they are also problems I face as an individual and as a woman. It is harrowing, because I have to provide for myself. And the angst of having to remain on the ball constantly for nine years in order to keep the day care open has made it worse. It is also harrowing because, after so long, I wonder whether I can really survive another nine years in these conditions.

That is all I had to say.

Mrs. Céline Charpentier (Parent): Good morning, ladies and gentlemen, members of the committee. My name is Céline Charpentier and I have been working full-time since the age of 18. I have two children, one is four and the other is five and a half. They both go to the neighbourhood day care centre, which is in a poor area of Montreal called Hochelaga-Maisonneuve.

Like many parents, I have experimented with various different types of day care service. There are the unlicensed sitters who provide care for the child in their own home or in the home of the child and then there is keeping the child at home part of the time and sending him to the day care the rest of the time. My children are currently in full-time day care.

It seems to me, after reading the CNTU's brief in its entirety that, the essential points have been dealt with, including the stability of day care service, its quality, and the need for free day care.

As I only have a few minutes and as I am sure you have heard figures and principles from other people already, I would like to talk to you about some of the children in my street. I am on a poorer-than-average street in Montreal, where about 60 children live, play and grow up.

The Caron boys in our neighbourhood—there are two of them, aged six and seven—already scare some of the elderly people living on the street. They grew up in the street and did not take long to understand that life would be tough for them. Their mother has many serious problems of her own to deal with and is not able to give them the care they need. Kevin was not able to speak clearly until the age of five and still has some enormous concentration problems. The older of the two, Martin, is often very aggressive and has known failure often. They have already kicked out quite a few windows in on our street and the adjacent alley and have had minor scrapes with the law for theft, vandalism and assault. At school these two children are already in special classes. A specialist helps them with their learning problems. They do not relate well to the other children on the street and often end up fighting them.

I could also talk to you about Michel, who is five years of age, yet can scarcely be understood when he speaks. I could also tell you about Nina who, at the age of three and a half, has already spent a lot of time by herself. I could also tell you about Stephanie, Danielle and Julie. Their parents do take care of them, but lack both money and time.

[Text]

Les soins dont ces enfants ont besoin sont minimes mais essentiels. En effet ils ont la chance de n'avoir aucune terrible maladie, comme la fibrose kystique ou la leucémie. Eux, c'est la pauvreté qui les a frappés. Les soins dont ils ont besoin sont ceux qu'un véritable réseau de services de garde pourrait leur offrir et qui, à long terme, coûteraient certainement beaucoup moins cher, au point de vue humain sinon au point de vue financier, que les classes spéciales, les spécialistes de l'apprentissage, les thérapies enfantines et familiales, les suivis de la Direction de la protection de la jeunesse, les familles d'accueil, les maisons pour jeunes délinquants quand ce n'est la prison.

Pour les Caron et les Michels, il est déjà trop tard, mais il y a beaucoup d'enfants comme ceux-là qui sont encore très jeunes et pour qui de tels services de garde seraient essentiels. Merci de votre attention.

Le vice-président: Merci.

Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Merci, monsieur le président.

Votre exposé et vos témoignages étaient très intéressants. J'ai examiné avec attention les recommandations que vous nous avez faites.

Que pensez-vous des garderies en milieu de travail qui pourraient être subventionnées en partie par l'employeur?

Mme David: En principe, nous n'y sommes pas opposés. Cependant, on trouve particulièrement important que les parents et les travailleurs et travailleuses de la garderie puissent continuer à avoir leur mot à dire dans la gestion de la garderie. Il ressort que l'un des gages de la qualité d'un service de garde est que les parents puissent contribuer à son fonctionnement.

Il faudrait qu'une bonne part de la gestion de ces garderies en milieu de travail demeure entre les mains des parents, comme la loi le prévoit au Québec, même s'il y a contribution de l'employeur.

• 1025

Mme Duplessis: Hier, on a eu la chance de visiter ce que je pourrais appeler la Cadillac des garderies, la garderie de la compagnie Lavalin Inc. C'était incroyable. Au conseil d'administration, il y a quatre parents, la directrice, un animateur et un autre parent représentant la compagnie. C'est pour cela que j'appelle cela la Cadillac des garderies. Ce sont aussi les parents qui décident ce qui est le mieux pour leurs enfants. Ils ont eu des subventions de départ du gouvernement, mais la compagnie fournit les locaux et l'entretien et paie le déficit quand il y en a un à la fin de l'année.

Mme David: Mais ce n'est pas encore très répandu.

Mme Duplessis: Non, on le sait.

Mme David: Plusieurs CEGEP offrent des garderies sur les lieux de travail, de même que des hôpitaux. La garderie que fréquentent les enfants de Céline et les miens, c'est une garderie en milieu scolaire, et le local est prêté. Evidemment, cela donne un coup de main extraordinaire aux garderies. On

[Translation]

These children need minimal, but essential care. They are just lucky enough not to have any terrible illness like cystic fibrosis or leukemia. Rather, they suffer from poverty. The care they need could be offered by a real day care service network which, in the long term, would certainly cost a lot less, in human terms if not in financial terms, than the special classes, learning specialists, child and family therapy sessions, follow-up by the *Direction de la protection de la jeunesse* (Youth Protection Branch), foster homes and centres for young delinquents, when they are not in prison.

For the Carons and the Michels of this world it is already too late. But there are many other children like them who are still young enough and who need these day care services. Thank you for your attention.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: Thank you kindly, Mr. Chairman.

Your presentation and your personal testimony were very interesting. I took a close look at the recommendations you have made.

What would you think of day care in the work place partially subsidized by the employer?

Mrs. David: We are not opposed to that idea in principle. However, we think it is particularly important that parents and day care workers continue to work together in managing the day care centre. Certainly one of the guarantees of quality child care is the parents' involvement in running the day care centre.

A good portion of the management of day care in the work place ought to reside with the parents, as provided by law in Quebec, despite the fact that the employer may contribute to its operation.

Mrs. Duplessis: Yesterday, we got to visit what I would call the Cadillac of day care centres, the *Lavalin Inc.* Company Day Care. It was unbelievable. The board of directors includes four parents, the director, a care-giver and another parent representing the company. That is why I call it the Cadillac of day care centres. The parents are also the ones who decide what is best for their children. The centre has received start-up grants from the government, but the premises and the maintenance services are provided by the company, which also pays the deficit, if any, at the end of the year.

Mrs. David: But that is still not very widespread.

Mrs. Duplessis: No, we know that.

Mrs. David: Several CEGEPs, as well as hospitals, offer work-related day care services. The day care centre attended by Céline's children, as well as my own, is in a school, and the premises are borrowed. This obviously helps the day care centres considerably because they do not need to worry about where the money is coming from. But it is still not enough.

[Texte]

n'a pas à se soucier de trouver cet argent. Mais c'est encore insuffisant.

Mme Duplessis: Vous demandez un régime universel.

Mme David: Oui.

Mme Duplessis: C'est ce qui me frappe le plus dans l'ensemble de vos demandes.

Mme David: On est conscients du fait qu'il faut que ça se paye d'une façon ou d'une autre. Il faut examiner un ensemble d'hypothèses.

Mme Duplessis: Il y a le système de garde pour les 0 à 2 ans, il y a la garde pour les enfants de 2 à 5 ans, il y a la garde en milieu scolaire pour les fameux enfants à clé. Il faut aussi tenir compte de la région. Dans les régions éloignées, on rencontre d'autres problèmes; on manque surtout de spécialistes. Dans les grands centres urbains, il y a beaucoup de spécialistes, mais ils ne sont pas payés autant qu'ils devraient l'être.

M. François Aubry (service de recherche, Confédération des syndicats nationaux): Pour ce qui est des garderies financées en partie par les employeurs, il faut faire attention. Les places dans ces garderies-là sont souvent réservées essentiellement aux cadres des compagnies. On connaît maintenant l'intérêt des compagnies. Même le Conseil du patronat au Québec prône la mise sur pied de garderies parce qu'ils disent que c'est un investissement très rentable pour les compagnies. Cela diminue l'absentéisme. Beaucoup de personnes quittent leur emploi parce qu'elles ont des problèmes de garde. J'en connais une à Montréal où j'ai négocié une convention collective. Il y avait effectivement une garderie, mais elle était réservée essentiellement aux enfants des cadres. Il faudrait voir à ce que l'accès à ces garderies soit universel. Il faudrait que les enfants de tous les employés aient accès à ces garderies-là et que les garderies soient soumises aux mêmes règlements que les autres garderies du Québec.

Le vice-président: Lorsque vous avez négocié avec la compagnie en question, avez-vous demandé l'accès à la garderie pour tous les travailleuses et travailleurs de la compagnie?

M. Aubry: On a demandé que le droit à la garderie soit inclus dans la convention collective, mais la compagnie a refusé.

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci beaucoup, monsieur le président. Votre mémoire était très intéressant. Votre syndicat s'oppose-t-il aux garderies commerciales? Si oui, pourquoi?

Mme David: Oui. Notre position est très claire sur ce point-là.

M. Nicholson: Pourquoi?

Mme David: On pense que c'est inconcevable que quelqu'un puisse faire du profit en donnant des soins aux enfants. On connaît les difficultés énormes que rencontrent présentement au Québec les garderies populaires, les garderies sans but lucratif. Elles veulent donner des soins de qualité aux enfants de qualité. On se demande comment il est possible de faire de

[Traduction]

Mrs. Duplessis: You are asking for a universal program.

Mrs. David: Yes.

Mrs. Duplessis: That is what struck me most in your requests.

Mrs. David: We are quite aware of the fact that these services must be paid for one way or the other. We need to examine a series of hypotheses.

Mrs. Duplessis: There is a day care system for children from zero to two years, another for children from two to five years, and yet another, school related system, for the well known latchkey children. You also have to take the area into account. Isolated areas have other types of problems; they particularly lack specialists. In the greater urban areas, there is no shortage of specialists, but they are not paid as well as they should be.

Mr. François Aubry (Research Services, Confederation of National Trade Unions): You have to be careful about day care centres which are partly financed by the employer, because the spaces are often reserved for the children of the managers. The company's interest is now obvious. Even the *Conseil du patronat au Québec* recommends setting up day care centres within companies because they become very profitable investments. A day care centre reduces absenteeism. Many people leave their job because they have problems finding day care. I know one such case in Montreal, where I was negotiating a collective agreement. There was in fact a day care centre, but it was reserved mainly for children of managers. Access to those day care centres should be universal. They should be open to the children of all employees and be governed by the same regulations as all other day care centres in the Province of Quebec.

The Vice-Chairman: When you negotiated with the company in question, did you request access to the day care centre for all the employees of that company?

Mr. Aubry: We requested that the right to day care be included in the collective agreement, but the company refused.

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you very much, Mr. Chairman. Your brief was very interesting. Is your union opposed to commercial day care centres? If so, why?

Mrs. David: Yes. Our position on the subject is very clear.

Mr. Nicholson: Why?

Mrs. David: We find it inconceivable that anyone should profit from caring for children. We all know the great problems currently facing Quebec's public or non-profit day care centres. Those centres wish to provide quality care to the children. One wonders how it is possible to make money out of caring for children. And quite apart from that, parents have to pay exorbitant amounts to have their children cared for.

[Text]

l'argent sur le dos des enfants. Ou alors c'est que les parents doivent payer des prix exorbitants.

De deux choses l'une: ou bien les prix sont exorbitants, ou bien les conditions de travail et de garde de ces enfants-là sont absolument déplorables. Je faisais partie d'un comité de sélection à la garderie que fréquentaient mes enfants. On a reçu en entrevue plusieurs travailleuses qui avaient travaillé dans des garderies à but lucratif. Je n'aurais pas aimé que mes enfants soient dans ces garderies-là. Je ne vous dis pas que toutes les garderies à but lucratif offrent des conditions déplorables, mais si ce sont des garderies qui offrent des services de qualité, les parents doivent en payer le prix.

• 1030

Mme Mousseau: Il faut aussi penser à l'exploitation de l'employé qui y travaille. Le faire travailler 40 heures à 5\$ l'heure avec des enfants, c'est l'exploiter. Ces gens-là ont parfois un DEC en services de garde ou plus, et je pense qu'ils méritent plus que cela. Parfois leurs conditions de travail sont déplorables. S'ils veulent prendre des vacances, ils se retrouvent à l'assurance-chômage, et là ils ont d'autres problèmes. L'assurance-chômage leur dit: Pourquoi avez-vous quitté votre emploi?

M. Nicholson: Donc, la plupart des garderies des garderies commerciales ne sont pas bonnes.

Mme David: C'est cela.

Il y a aussi le fait que les parents désirent avoir leur mot à dire dans la qualité du service de garde. Dans les garderies sans but lucratif, la présence de parents au conseil d'administration est obligatoire. Une garderie à but lucratif est dirigée par des individus, c'est une entreprise privée, et les parents n'ont pas grand-chose à dire. Dans une garderie que je connais, les parents doivent laisser leurs enfants sur le pas de la porte et n'ont pas le droit d'entrer.

Je considère qu'il faut pouvoir entrer dans une garderie n'importe quand, à n'importe quelle heure, pour voir dans quelles conditions sont gardés nos enfants. Il ne doit y avoir aucun interdit à ce niveau-là.

M. Nicholson: Merci beaucoup.

Le vice-président: Permettez-moi de vous poser quelques questions.

Quand on regarde ce qui s'est passé au Canada au cours des 20 dernières années, on voit qu'on a été incroyablement négligeant. On amassait des revenus et on faisait des dépenses, de sorte qu'en 1985, notre gouvernement s'est vu obligé de ne recueillir que 70 milliards de dollars alors qu'il en dépensait 105 milliards.

On parle d'un service de garde qui, il y a 20 ans, n'existait pas du tout. Les parents étaient à la maison pour prendre soin de leurs enfants. Maintenant, on a un service de garde qui évolue et on parle même d'universalité. Le rapport de M^{me} Cooke disait que cela coûterait environ 11 milliards de dollars par année. Il est clair, d'après nos études, que le coût en serait plutôt de 20 milliards de dollars.

[Translation]

So. Either fees are exorbitant, or working conditions and care services are absolutely pitiful. I was part of the selection committee for the day care centre attended by my children. We interviewed several women who had previously worked in profit-making day care centres. I would not have wanted my children to attend those centres. I am not saying that all profit-making day care centres services are disgraceful, but if they offer quality services, parents have to pay the price.

Mrs. Mousseau: You must also remember the exploitation to which a day care employee is subject. They work with children for 40 hours a week at \$5 an hour; that is exploitation. Some of these people have a commercial studies diploma or DEC in day care services, or even better qualifications, and I think they deserve more than that. Sometimes their working conditions are disgraceful. If they want to take any time off for vacation, they end up on unemployment insurance, where they have even more problems, because they are asked: Why have you left your job?

Mr. Nicholson: Therefore, most commercial day care centres are no good.

Mrs. David: Exactly.

There is also the fact that parents want to have their say about the quality of the day care services provided. In non-profit day care centres, parents must sit on the board of directors, whereas a profit-making day centre is administered by individuals as a private enterprise, and parents do not have much say in matters. In one day care centre that I know of, parents must leave their children at the door and are not allowed in.

I believe that parents should be allowed to enter a day care centre at any time, in order to see the conditions in which their children are cared for. There should be no prohibition of that type.

Mr. Nicholson: Thank you very much.

The Vice-Chairman: I would now like to ask you a few questions.

In looking back at what has been happening in Canada over the last 20 years, it is obvious that we have been incredibly negligent. We took in money and spent it, with the result that, in 1985, the government was only able to collect \$70 billion whereas its expenditures totalled \$105 billion.

We are talking about day care services which, 20 years ago, did not even exist. Parents remained at home to care for their children. Nowadays, our day care services are evolving and we are even discussing universality. In Mrs. Cooke's report, she said that it would cost approximately \$11 billion per year. According to our studies, the cost would appear to be more on the order of \$20 billion.

[Texte]

Le gouvernement se voit réclamer un nouveau service par les parents. Je suis parfaitement d'accord avec vous que c'est un service important et que c'est un investissement pour l'avenir. Cependant, la grande question qui se pose pour nous est de savoir où on va trouver 20 milliards de dollars supplémentaires. La réponse facile est de dire qu'on va modifier nos priorités. Mais, comme vous le savez, tous les Canadiens qui réclament un service veulent que tout le reste demeure.

Vous avez dit que les travailleuses de garderies gagnaient, en 1983, 50 p. 100 de moins qu'une enseignante expérimentée au primaire et 30 p. 100 de moins que le fameux *zoo keeper* dont on nous a parlé partout au Canada. Ces gens-là avaient-ils des qualités équivalentes ou si vous avez pris tous les travailleurs et travailleuses des garderies?

M. Aubry: Cette comparaison est tirée du rapport Cooke. Si je me souviens bien, il s'agit de la moyenne des salaires payés aux travailleuses en garderie.

Le vice-président: On est en train de faire une analyse assez sérieuse des recommandations du rapport Cooke, et il est évident que nous ne serons pas d'accord sur tout ce qu'il contient. Je le dis franchement, le rapport a établi une base excellente sur laquelle nous pouvons avancer.

• 1035

Quand on parle, à la page huit, des coûts spécifiques des réseaux de garderies et quand vous êtes arrivés à la conclusion que les parents assument la différence, je voulais tout simplement noter qu'ils ont assumé l'autre part aussi et, non pas seulement la différence, parce que finalement les revenus qu'on perçoit, proviennent en majorité des parents.

Le vice-président: C'est évident.

M. Aubry: On l'a pris en premier lieu des parents et ensuite ils assument le restant. C'est tout comme le système d'éducation et de santé. La société s'est donnée cela comme priorité, et on a institué un système universel de santé et d'éducation.

Le vice-président: Ce que vous favorisez donc et, je pense que je comprends clairement, c'est un moyen de perception et de redistribution pour que cela devienne universel.

M. Aubry: Ce qu'on préconise, c'est des modifications de choix politique et budgétaire du gouvernement, afin d'aller chercher des sommes d'argent pour que le système de garderies devienne une priorité plus grande que certains abris fiscaux qui sont versés à des compagnies, par exemple.

Le vice-président: D'accord, je comprends clairement ce point de vue. Laissez-moi vous assurer que si on avait eu le luxe de commencer il y a 20 ans, ce serait plus facile que ce l'est aujourd'hui.

Finalement, j'arrive à ma dernière question. La question de l'emploi, à la page 12, concernant les mères qui n'ont présentement d'autres choix que l'aide sociale et la pauvreté... Ces mères pourraient occuper un emploi s'il existait un système public et gratuit de services de garde. Je fais l'observation et ensuite vous pourrez finir avec un commentaire, si vous le voulez.

[Traduction]

Now, parents are demanding a new service from government. I agree with you completely that it is an important service and that it does represent an investment in our future. But the big problem for us is to determine where we will find an additional \$20 billion. The easy answer is to say that we will change our priorities. But, as you know, whenever Canadians demand a certain service, they do not want anything else to change.

You said that, in 1983, day care employees earned 50% less than an experienced elementary school teacher, and 30% less than that famous zoo keeper we have heard so much about in Canada. Did these people have equivalent qualifications or did you take all day care employees in general?

Mr. Aubry: That comparison comes from the Katie Cooke report. If I am not mistaken, it was the average salary paid to day care employees.

The Vice-Chairman: We are in the process of studying very closely the Cooke report recommendations, and it is obvious that we will not agree with everything it contains. Quite frankly, I think the report constitutes an excellent starting point for us.

On page 8, when you mention specific costs connected with day care networks, and when you conclude that parents pay the difference, I wish to point out that they have also paid for the rest of the service, not only the difference, because, after all, revenues collected come essentially from parents.

The Vice-Chairman: Of course.

Mr. Aubry: The money comes from the parents in the first place, after which they pay the rest. It is the same thing with the education and health systems. Such is society's priority, and we have created a universal system of health care and education.

The Vice-Chairman: Therefore, what you recommend, and I understand perfectly, is a system of collection and redistribution of funds to ensure that day care services become universal.

Mr. Aubry: What we want is for the government to rearrange its political and economic priorities in order to find the money needed so that the day care system can finally come before certain tax shelters which are granted to companies, for example.

The Vice-Chairman: All right, I understand your viewpoint perfectly. Let me point out that had we been fortunate enough to begin this process 20 years ago, it would be a lot easier today.

And now, my final question. On page 12, you mention employment as you speak of mothers who currently have no other choice but welfare and poverty... These mothers could hold a job if there was a free public system of day care. This is my comment which you can follow up with your own remarks, if you wish.

[Text]

Présentement au Canada, à chaque fois qu'un emploi est disponible, plus de 20 personnes sont à la recherche de cet emploi. Alors, je propose l'hypothèse suivante: ce n'est pas les qualifications des mères ou le manque de désir d'aller travailler ou le service de garde, c'est qu'il n'y a pas assez d'emplois. Il va falloir qu'on s'y intéresse nous, comme gouvernement, à la création d'emplois pour que ces mères puissent avoir un service de garde et ensuite qu'elles puissent aller travailler. Est-ce-que je me trompe?

M. Aubry: On est tout à fait d'accord, à savoir que la priorité devrait être mise au Canada sur la création d'emplois. Par exemple, avec la mise sur pied d'un réseau universel et gratuit de garderies, sur une période de 14 ou 15 ans comme on le propose, c'est-à-dire d'ici à l'an 2,000, on va créer de l'emploi, dis-je, plusieurs milliers d'emplois dans les garderies. Cela va permettre à des femmes qui sont actuellement exploitées et qui gardent des enfants au noir à 2\$ de l'heure ou à 3\$ de l'heure ou même gratuitement, de pouvoir se qualifier pour travailler dans une garderie. On pense évidemment que la priorité devrait être des politiques de création d'emplois, parce que si on crée des garderies, ce n'est pas seulement pour que les femmes aillent travailler mais parce qu'il y a plusieurs autres besoins de garde. Mais parallèlement, il faut créer de l'emploi pour que les femmes et les hommes de ce pays qui veulent travailler puissent avoir accès à un emploi.

Le vice-président: Avec les propos qu'on vient de tenir tous les deux, je pense qu'on serait d'accord si notre Comité faisait des recommandations qui affecteraient toute la situation de la garderie au noir. Cela aiderait énormément la situation des femmes.

J'arrive à la question du profit. Je pense que vos objections concernaient la qualité et l'exploitation des travailleurs et travailleuses. Si ces deux choses étaient réglementées, est-ce que vous auriez ensuite d'autres objections?

M. Aubry: Mais on ne verrait plus le besoin de garderies à but lucratif. Quel serait l'intérêt d'avoir des garderies à but lucratif si on ne peut pas faire de profits?

Le vice-président: Non, je n'ai pas dit de ne pas faire de profits mais j'ai dit, «si les travailleuses n'étaient pas exploitées». Je m'explique. Si les travailleuses et les travailleurs avaient les mêmes qualités de service, les mêmes conditions de service et le même salaire qu'ils ont dans le secteur à but non lucratif ou public et ensuite que la qualité des garderies était réglementée, est-ce que vous auriez par la suite des objections? Je pose la question parce qu'on nous dit souvent qu'on est opposé au profit pour cette raison. Et, je veux vérifier avec vous si vous êtes vraiment opposés, également, à cause de ces profits. Ou est-ce-que vous avez peur qu'ils ne donnent pas les mêmes services? Parce que la deuxième raison m'inquiète aussi.

• 1040

Mme David: Je pense que c'est un peu comme le système d'éducation ou de santé. On ne veut pas y voir se développer un réseau parallèle, privé, que des parents seraient en mesure de se payer. Si c'est un réseau qui réalise des profits, des parents,

[Translation]

Right now in Canada, each time a job becomes available, more than 20 people apply for it. I therefore put forward the following hypothesis: The problem is not with mothers' qualifications or their unwillingness to go out and work or even with the day care services, the problem is the lack of jobs. All of us, in government, will have to get involved in this, to work at creating jobs so that these mothers can benefit from day care services and go out and work. Do you agree?

Mr. Aubry: We agree wholeheartedly that the Canadian government should give priority to creating jobs. For example, if a free and universal day care network is established over the next 14 or 15 years, as we suggested, in other words by the year 2000, we will have created jobs, several thousand jobs, in the day care field. This will allow women who are currently being exploited and who care for children secretly for \$2 or \$3 an hour, if not for free, to qualify for work in a day care centre. Of course, priority should be given to job creation policies. After all, if we set up day care centres, it is not only to provide jobs for women, but to fulfil many other child care needs. Simultaneously, we must create jobs for the women and men of this country who wish to work.

The Vice-Chairman: After what we have both just been discussing, I think you would agree if our committee were to make recommendations concerning the whole area of unofficial child care. This should greatly improve the situation of women.

Now we come to the question of profit. I believe you were objecting to the competence and the exploitation of the workers. If those two areas were subject to regulations, would you have any other objections?

Mr. Aubry: There would no longer be any need for profit-making day care centres. What would be the point of having a profit-making day care centre if it is impossible to make profits?

The Vice-Chairman: I never said you should not make profits. What I did say was that "if workers were not exploited". Allow me to explain. If the workers benefited from the same quality of service, the same working conditions and the same salary as their colleagues in the non-profit or public day care field, and if the quality of day care centres was regulated, would there be anything else to which you would object? I am asking this question because we are often accused of being against profit for that reason. And I wanted to check to see if you are also opposed to this because of the profits. Or are you afraid that those day care centres would not provide the same services? This second reason also concerns me.

Mrs. David: I think it is a bit like the education or health care system. No one wants to see a private, parallel network established that only some parents can afford. If the network is a profit-making one, the richer parents will have to pay. If the

[Texte]

parmi les plus fortunés, devront payer. Si les conditions de travail sont bonnes, que les soins prodigués aux enfants sont de qualité, et que la garderie réalise des profits, il faut forcément que les parents paient plus cher; seuls les parents les plus fortunés peuvent le faire. On aboutit à deux réseaux. On craint cela autant que dans les services de santé et d'éducation, au Québec. Nous craignons d'en arriver à une inégalité entre les gens qui pourront se payer des services et d'autres qui ne le pourront pas.

Nous pensons qu'il faut compter davantage sur le réseau public.

Le vice-président: Je ne suis pas en désaccord avec vous. J'essaie d'aborder la question plus largement. Il est évident que dans les soins de santé aux Canadiens, il se fait beaucoup de profit. Il y a des exemples d'écoles publiques et d'écoles privées au Canada dont on pourrait dire qu'ils sont à but lucratif même si, le plus souvent, ils ne réalisent pas de profit.

Par exemple, à Terre-Neuve, 70 p. 100 des services de garderies sont à but lucratif. Mais on n'a pas vu de garderie qui réalisait des profits. Alors, il se peut que l'argument que vous soutenez, à savoir, qu'entre un système sans but lucratif, et ce qui se passerait même si on ne réglementait pas les organisations à but lucratif, le résultat serait le même.

Mme David: J'interviens sur la question de la garde au noir. Il ne s'agit pas de tomber sur la tête des femmes qui font de la garde au noir comme le fait l'aide sociale présentement, au Québec. On relance le monde dans leur maison, comme des policiers. Celles qui font de la garde au noir, la plupart du temps, sont des femmes pauvres; ce revenu assure leur survie, bien souvent. D'ailleurs, ce revenu est minime, compte tenu des heures de travail; il équivaut, à peu près, à 2\$ de l'heure, quand les dépenses sont soustraites au tarif.

On trouve plus sage d'offrir à ces femmes la possibilité de se recycler à l'intérieur d'un réseau public. On rejoint donc la formation des adultes, le recyclage. Il ne faut tout de même pas leur enlever toute source de revenu en leur disant qu'elles n'ont pas d'expérience, qu'elles n'ont rien fait de leur vie, pour s'adresser ensuite aux plus jeunes qui sortent des CEGEP. Il est important de considérer la valeur du travail que ces femmes ont accompli à la maison; qu'elles soient reconnues et bien rémunérées à l'intérieur d'un réseau public.

Le vice-président: Plutôt que de leur tomber sur la carcasse, je projetais de permettre un certain montant d'argent pour la garde à la maison; ce montant serait non taxable. Je veux leur permettre un certain revenu, d'opérer un commerce dont les revenus seraient déclarer, comme il a été suggéré à quelques reprises. Cela permettrait aux parents d'obtenir des reçus de garde. Ce qui servirait les intérêts des deux parties impliquées. Mais ce n'était pas du tout dans le but de leur tomber sur la carcasse.

D'autres questions?

Je vous remercie de la pensée sérieuse que vous avez exprimée dans votre mémoire. Il nous aide énormément. Merci.

[Traduction]

working conditions are good, if the care given to the children is of high quality, and if the day care centre makes profits, parents will necessarily have to pay more; and only the richest parents will be able to afford to do so. This will create two separate networks. This is as much a concern for us as for the health care and education services in Quebec. We fear that this could create a gap between the people who can afford the services and those who cannot.

We feel that we should give a higher priority to the public network.

The Vice-Chairman: I do not disagree with you; I am merely trying to approach this question from a broader perspective. It is obvious that a lot of profit is being made in the Canadian health care field. There are many examples of public schools and private schools in Canada which could be considered profit-making even though, most often, they do not make any profit.

For example, 70% of day care centres in Newfoundland are "profit-making". But so far, none of them has turned a profit. So it is quite possible that you are right when you say that the result would be the same whether we established a system of non-profit day care centres only, or if we failed to regulate the profit-making centres.

Mrs. David: I would like to say something about unlicensed child care. We are not trying to jump on women who provide such care, as the welfare services in Quebec are doing right now. They go after people in their own home, just like the police. Those who provide unlicensed child care are generally poor women; very often, they need that income to make ends meet. In any case, it's chicken feed, if you take into account the hours they put in; it comes to approximately \$2 an hour once expenses have been accounted for.

We feel it would be wiser to give these women the chance of retraining within a public network. This is adult education, retraining. You cannot cut off all their sources of income because they have no experience and because you feel they have done nothing with their lives, and then go looking for younger people coming out of the CEGEPs. It is important to appreciate the work that these women have done at home; they must be recognized and well paid within a public network.

The Vice-Chairman: Rather than doing them in, I was thinking more in the lines of setting aside a certain amount of money for home day care; this money would be non-taxable. I want these women to have a certain income and to operate a business where they would be able to declare their income, as has been suggested several times. That way, parents could obtain receipts for child care, and both parties would gain. But I certainly did not imply that I wanted to do them in.

Any further questions?

I wish to thank you for the thoughtfulness of your brief. It will greatly help us. Thank you.

[Text]

Nous prendrons maintenant une pause café. Nous reprendrons à 11 h 05.

• 1043

• 1048

Le vice-président: À l'ordre!

Le prochain témoin sera M^{me} Vicki Gordon de la Garderie Iqitauvik.

Ms Vicki Gordon (Director, Garderie Iqitauvik): I am the director of our community day care centre in Kuujuuak. We are a non-profit organization. We can hold 41 children, 5 of whom are babies from 6 months to 1 year old, and the other 36 from 2 years old to kindergarten. We have 5 babies and 25 children going to our day care centre; 9 of those children are part-time children. About 75% of those children are Inuit; the other 25% are French and English.

Before, when we had a French monitor working for us, we had 50% Inuit and 50% French, but since we do not have any more French workers, they all moved to French families. We have four monitors, one cook who is also a cleaning lady, and myself.

My biggest problem is not being able to speak French, because all the documents I get and all the letters I get are in French. I have to ask some of the French-speaking parents to tell me what I am getting, in English. They have to translate for me. If I got English documents, that would make my job a lot easier.

Also, we order all our food—our milk, juice, vegetables, fruits, and meats—from Montreal. That is shipped by Nordair. That is the only way. We get planes from down south, and Nordair is \$1.99 a kilo. The transportation for food is really expensive. For example, we spend over \$5,000 on food yearly, and we have to pay about \$2,500 for the transportation, which is peanuts to you but could be a lot of use to us.

• 1050

One good thing about food is that we get all our country food free from our local community freezer, which contains caribou, fish, ptarmigan, goose, which is very nutritious. The children eat three times a day: a light snack in the morning or cereal, lunch, and a heavier snack in the afternoon. I also make a menu for the week so the parents will know what the children are eating.

Sickness is one of our big problems. Since we are up north we get a lot of colds. When they start having a high fever, we have to ask their parents to take them home. Last year we had chicken pox; most of our children caught it and we closed for two weeks. We have not had the measles yet.

[Translation]

We will now stop for a coffee break. We will resume at 11:05 a.m..

The Vice-Chairman: Order!

Our next witness will be Mrs. Vicki Gordon from the Garderie Iqitauvik.

Mme Vicki Gordon (directrice, Garderie Iqitauvik): Je dirige notre garderie communautaire à Kuujuuak. C'est une organisation à but non lucratif. Nous pouvons accueillir 41 enfants, cinq bébés de six mois à un an et les 36 autres de deux ans à l'âge de l'école maternelle. Nous avons cinq bébés et 25 enfants dans notre garderie; neuf d'entre eux ne viennent qu'à temps partiel. Environ 75 p. 100 de ces enfants sont des Inuit, les 25 p. 100 restants sont des blancs francophones ou anglophones.

Avant, quand nous avions un éducateur francophone, nous avions 50 p. 100 d'Inuit et 50 p. 100 de Francophones, mais étant donné que nous n'avons plus cet éducateur, tous les enfants sont partis dans des familles francophones. Nous avons quatre moniteurs, une cuisinière qui fait également le ménage et moi-même.

Mon plus gros problème c'est de ne pas parler français car tous les documents et les lettres que je reçois sont en français. Je dois demander à certains des parents francophones de me traduire ce que je reçois. Si j'avais des documents en anglais, ce serait beaucoup plus facile.

En outre, nous commandons toute notre nourriture, le lait, le jus, les légumes, les fruits et la viande, à Montréal. C'est acheminé par Nordair. C'est le seul moyen. Nous avons des avions du Sud et Nordair demande 1.99\$ le kilo. Le transport de l'alimentation est très coûteux. Par exemple, nous dépensons chaque année plus de 5,000\$ en nourriture et nous devons payer environ 2,500\$ de transport, ce qui n'est rien pour vous mais ce qui pourrait nous permettre de faire beaucoup de choses.

Un avantage par contre, c'est que nous pouvons avoir gratuitement la nourriture locale dans notre congélateur communautaire qui contient du caribou, du poisson, du lagopède, de la bernache, ce qui est très nutritif. Les enfants font trois repas par jour: un petit goûter le matin ou des céréales, un déjeuner et un goûter plus substantiel l'après-midi. Je prépare également un menu pour la semaine afin que les parents sachent ce que mangent les enfants.

La maladie nous pose de gros problèmes. Étant donné que nous sommes dans le Nord, il y a beaucoup de rhumes. Quand les enfants commencent à avoir beaucoup de fièvre, nous sommes obligés de demander aux parents de les garder à la maison. L'année dernière, il y a eu la varicelle; la plupart de

[Texte]

A month ago I filed for a training program to train monitors starting in the fall, since all of our monitors have not been trained by a qualified person. They have been doing on-the-job training by me. Most importantly, they have to learn the routine; then, after they know the routine, everything starts going well, but it is not nearly enough. We have found a qualified person from down south to train them, and that person that has already said yes, but we are waiting for the go-ahead from the government. If they say yes, we will find a French and English-speaking person so that we will get those French children back. Last year they were 50% and 50% English, but that is not the case now.

From the other day care centres I was hoping to find out what goes on in the day care centre, but I am going to give you an idea what we do at the day care where we are. We open at 8.30 a.m., and all the children that are coming in have free play until 9.30 a.m. Then they start singing with instruments or just singing. When they do not want to sing, they do exercises until 10 a.m. That is the starting off with our routines. At 10 a.m. there is a snack. Every time they eat something, we always have to bring them to the bathroom. We also have toilet training for the two-year-olds. Usually when the weather is nice, which is not all the time, like yesterday it was snowing, they go out. If it is not nice, they have to do a lot of indoor activities, and the monitor has a choice what the children will do before snack. Usually when the children do not want to do anything—that is when the bad weather comes and they are really hyper—we have to do a lot of physical activities.

At 11.30 a.m. we have lunch, and after that all the babies go to sleep. We have different rooms for each age group. All the babies sleep in the cribs, and all the two-year-olds and three-year-olds sleep on mats in the babies' room, while the four-year-olds and the kindergartens go to the puzzle room, where they can do puzzles, colouring, Lego—quiet activities. At 12 o'clock two of our monitors go for lunch, and the other two go at 1 p.m.

Around 2 p.m. the children start waking up and they go to the bathroom. And then it is free play again until 3 p.m., which is snack time. All the children, even the one-year-olds, to settle them down, count from 1 to 10 in French and English and sing a snack-time song. And then they all go to the bathroom to brush their teeth. We get our supplies, the toothbrushes and toothpaste, from the hospital free. Usually after that they have story time, but when they cannot sit still we do some physical activities. But when it is nice weather they are all very nice. After that they do some art work and activities, and a lot of games. When it is nice weather they go outside and play. We have a yard with fences, and they play out there.

[Traduction]

nos enfants l'ont attrapée et nous avons dû fermer pendant deux semaines. Il n'y a pas encore eu la rougeole.

Il y a un mois, j'ai fait une demande pour un programme de formation d'éducateurs qui commencerait en automne, étant donné que tous nos éducateurs n'ont pas été formés par une personne qualifiée. C'est moi qui les ai formés sur le tas. Avant tout, ils doivent apprendre la routine; ensuite, lorsqu'ils la connaissent, tout commence à aller bien, mais ce n'est pas assez. Nous avons trouvé dans le Sud une personne qualifiée pour assurer cette formation et elle a déjà donné son accord mais nous attendons le feu vert du gouvernement. Si c'est oui, nous trouverons une personne parlant l'anglais et le français de façon à ce que les enfants francophones reviennent. L'année dernière ils étaient répartis équitablement, mais ce n'est plus le cas.

J'espérais que les représentants des autres garderies allaient nous parler des activités dans leurs garderies mais je vais vous donner une idée de ce que nous faisons dans notre centre. Nous ouvrons à 8h30 et tous les enfants peuvent jouer librement jusqu'à 9h30. Ensuite ils commencent à chanter avec des instruments ou sans rien. S'ils ne veulent pas chanter, ils font des exercices jusqu'à 10 heures. C'est par là que nous commençons. À 10 heures, il y a un petit goûter. Chaque fois qu'ils mangent quelque chose, nous devons les emmener aux toilettes. Nous apprenons également la propreté aux enfants de deux ans. Généralement, lorsqu'il fait beau, ce qui n'est pas toujours le cas, comme hier où il neigeait, les enfants sortent. S'il ne fait pas beau, il leur faut beaucoup d'activités à l'intérieur et le moniteur doit choisir ce que vont faire les enfants avant le goûter. Généralement, quand les enfants ne veulent rien faire—c'est-à-dire quand le mauvais temps arrive et qu'ils sont vraiment surexcités—nous devons prévoir beaucoup d'activités physiques.

• 1055

À 11h30, c'est le déjeuner, après quoi tous les bébés font la sieste. Nous avons plusieurs chambres pour chaque groupe d'âge. Tous les bébés dorment dans des berceaux et tous les enfants de deux ans et de trois ans sur des matelas dans la chambre des bébés, tandis qu'à partir de quatre ans, les enfants vont dans la salle des casse-tête, où ils peuvent faire des casse-tête, du coloriage, des Legos—des activités calmes. À midi, deux de nos moniteurs vont déjeuner et les deux autres partent à 13 heures.

À environ 14 heures, les enfants commencent à se réveiller et vont aux toilettes. Ils jouent ensuite librement jusqu'à 15 heures, heure du goûter. Pour qu'ils se calment, nous demandons à tous les enfants, même ceux d'un an, de compter de un à dix en français et en anglais et de chanter la chanson du goûter. Ensuite, ils vont tous à la salle de bain se laver les dents. L'hôpital nous donne gratuitement les brosses à dents et le dentifrice. Après, en général, on leur lit une histoire mais lorsqu'ils ne parviennent pas à rester tranquilles, nous avons des activités physiques. Mais quand le temps est beau, ils sont tous très sages. Ensuite ils dessinent, font différentes activités et beaucoup de jeux. Si le temps est beau, ils peuvent aller

[Text]

Around 5 p.m. the parents start picking up their children. The monitors talk to their parents, tell them what the child had done, good or bad. Usually when it is bad I am the one who has to talk to the parents, but when it is good I let the monitors talk to the parents.

Some of the parents pay every Friday, and some every other Friday. For one child they pay \$13.50 a day. That is \$67.50 per week. And if there is a sister or a brother it is \$125 per week, which is \$12.50 per day for each child. And if there are three, they pay \$11 a day for each child, which is \$165 per week. We do not supply diapers or formula—Infalac or Similac; the parents have to supply those, but we do supply homogenized milk, which the children drink every day.

• 1100

This summer we are getting some more equipment for the outside, some slides, see-saws, and some more parts for our swings. We are getting that from Makivik Corporation, which is providing that to us and the town. Also, before Christmas we gave a concert to the parents, singing and dancing, and also a visit from Santa.

The major problem I face is not being able to speak French. If we can get a subsidy from the food transportation. Also we have a board of directors, four of which are parents, myself, one monitor and one person from the community. They make all the decisions, which I think makes our day care go well.

I do not have much to say, but if you want to ask me some questions you can go ahead.

The Vice-Chairman: Thank you very much for what has been an interesting presentation. Mr. Nicholson, did you have any questions?

Mr. Nicholson: Yes, thank you very much, Mr. Chairman. Welcome. We really appreciate you taking the time to come. I know you had to go to considerable effort to be with us here this morning. Where did you say the mothers of French-speaking children have gone? Where have they gone now with their children?

Ms Gordon: They have gone to French families. And some of those French families have eight or nine children in their homes.

Mr. Nicholson: Is that right? It would be an unlicensed facility then.

Ms Gordon: Yes.

Mr. Nicholson: What language would be spoken in your day care? You said it is made up of Inuit-speaking children and English-speaking children.

Ms Gordon: Four of those monitors can speak Inuktitut and English. To those Inuit they talk to them in Inuktitut. And to

[Translation]

jouer dehors. Nous avons une cour clôturée où ils peuvent jouer.

A 17 heures environ, les parents commencent à venir chercher leurs enfants. Les moniteurs parlent aux parents, leur racontent ce qu'a fait l'enfant, s'il a été sage ou pas. La plupart du temps, si l'enfant n'a pas été sage, c'est moi qui dois parler aux parents mais sinon, je laisse les moniteurs le faire.

Certains parents paient tous les vendredis, d'autres un vendredi sur deux. Pour un enfant, ils paient 13.50\$ par jour, c'est-à-dire 67.50\$ par semaine. Et s'il y a une sœur ou un frère, c'est 125\$ par semaine, ce qui fait 12.50\$ pour chaque enfant. S'il y en a trois, c'est 11\$ par jour par enfant, soit 165\$ par semaine. Nous ne fournissons pas les couches ou la formule, l'Infalac ou le Similac; les parents doivent s'en charger mais nous fournissons le lait homogénéisé que les enfants boivent tous les jours.

Cet été, nous allons avoir du nouveau matériel pour l'extérieur, des glissoires, des balançoires à bascule et des pièces pour nos balançoires. C'est la *Makivik Corporation* qui nous donne ce matériel, ainsi qu'à la ville. En outre, avant Noël, nous avons donné un concert pour les parents, avec des chants et des danses et nous avons également eu la visite du Père Noël.

Mon principal problème, c'est de ne pas parler français. Si nous parvenons à obtenir une subvention pour le transport de la nourriture. Nous avons également un conseil d'administration, composé de quatre parents, moi-même, un moniteur et une personne de la localité. Le conseil prend toutes les décisions et c'est sans doute pour cela que notre garderie marche bien.

Je n'ai pas grand-chose à dire mais si vous voulez me poser des questions, n'hésitez pas.

Le vice-président: Merci beaucoup de cet intéressant exposé. Monsieur Nicholson, voulez-vous poser des questions?

M. Nicholson: Oui, merci beaucoup, monsieur le président. Bienvenue. Nous vous remercions d'avoir pris le temps de venir. Je sais qu'il vous a été difficile de venir ici ce matin. Où disiez-vous que les mères des enfants francophones étaient allées? Où sont-elles allées avec leurs enfants?

Mme Gordon: Dans des familles francophones. Mais certaines de ces familles francophones prennent huit ou neuf enfants chez elles.

M. Nicholson: C'est vrai? ce serait une garderie sans autorisation alors.

Mme Gordon: Oui.

M. Nicholson: Quelle langue parle-t-on dans votre garderie? Vous avez dit qu'il y avait des enfants de langue inuite et des enfants anglophones.

Mme Gordon: Quatre des moniteurs parlent inuktitut et anglais. Ils parlent inuktitut aux Inuit et anglais aux anglopho-

[Texte]

those English-speaking children they speak to them in English. Also those children, there is no prejudice at all. They learn a lot. The French and English kids learn to speak Inuktitut and Inuktitut Inuit children learn to speak English and French.

Mr. Nicholson: It must be a wonderful way for these children to become bilingual or trilingual . . .

Ms Gordon: Yes.

Mr. Nicholson: —even within a child care centre, because generally they find it so easy to teach young children a new language. It is much harder when you get to my age.

I suppose one of the biggest problems you would have then is getting trained staff who can speak more than one language. Is that one of the biggest problems you have?

Ms Gordon: Yes. That French and English speaking person who was working at the day care centre has moved down south and she is now working at a day care centre here. I have tried looking for a French and English speaking person to work at the day care when she left, but most of the French people where we are hardly speak English, so there was a lack of communication there.

• 1105

Mr. Nicholson: What kinds of subsidies do you get from the Province of Quebec? It would seem to me, according to the fees your parents pay, that is somewhat similar to what people might pay in an area such as this, whereas your expenses seem to be much higher. You mentioned particularly food, for instance, that you would serve, and I am sure heating expenses would be considerably more than they would be in a place such as Montreal.

Ms Gordon: Yes.

Mr. Nicholson: How involved is the province in subsidizing? Do you get any extra over and above what one might expect to have in, say, Montreal?

Ms Gordon: We get a cheque from OSG. I cannot spell it because it is . . .

Mr. Nicholson: I think we know it.

Ms Gordon: They pay \$4 per day for 41 children, even though we do not have 41 children. That comes to \$1,640 every two weeks. Also, yearly we get \$8,000 for lodging to pay our heating bills, which is quite a bit. The building we have belongs to the municipal corporation and we do not pay rent. We are using it, but we have to pay the heating bill and the hydro bill; that is it.

Mr. Nicholson: Is that covered by that subsidy you indicated you receive from the provincial government or the OSG? Would that \$8,000 just about cover it?

Ms Gordon: Yes, most likely. Sometimes it is a little less, but we can cover it. We also have a term deposit in the bank that we have not touched. We keep it aside.

[Traduction]

nes. Il n'y a vraiment pas de préjugés parmi ces enfants. Ils apprennent beaucoup. Les enfants anglophones et francophones apprennent à parler l'inuktitut et les enfants inuit apprennent l'anglais et le français.

M. Nicholson: C'est une merveilleuse façon de devenir bilingue ou trilingue pour ces enfants . . .

Mme Gordon: Oui.

M. Nicholson: . . . même dans une garderie, parce qu'en général il est très facile d'apprendre les langues à de très jeunes enfants. C'est beaucoup plus difficile quand on arrive à mon âge.

Je suppose que l'une de vos principales difficultés c'est de trouver du personnel qualifié parlant plusieurs langues. Est-ce votre principal problème?

Mme Gordon: Oui. La personne bilingue français-anglais qui travaillait dans notre garderie est partie dans le Sud et elle travaille maintenant dans une garderie ici. J'ai essayé de trouver une personne parlant l'anglais et le français pour la remplacer à son départ, mais là où nous sommes, la plupart des francophones parlent à peine l'anglais et il y a eu un problème de communication.

M. Nicholson: Quelles subventions recevez-vous de la province de Québec? Les tarifs que paient les parents dans votre garderie sont analogues à ceux que l'on paie dans cette région-ci alors que vos dépenses semblent beaucoup plus élevées. Vous avez parlé en particulier du coût de la nourriture et je suis sûr que les frais de chauffage sont également beaucoup plus élevés qu'à Montréal, par exemple.

Mme Gordon: Oui.

M. Nicholson: Dans quelle mesure la province vous subventionne-t-elle? Avez-vous droit à autre chose que ce que vous recevriez si vous étiez, par exemple, à Montréal?

Mme Gordon: Nous recevons un chèque de l'OSG. Je ne peux pas l'épeler parce que c'est . . .

M. Nicholson: Nous savons de quoi il s'agit.

Mme Gordon: Nous recevons 4\$ par jour pour 41 enfants, même si nous n'avons pas 41 enfants. Ceci nous fait 1,640\$ toutes les deux semaines. De plus, chaque année, nous touchons 8,000\$ pour payer notre facture de chauffage, ce qui est assez considérable. L'immeuble que nous occupons appartient à la société municipale et nous ne payons pas de loyer. Nous nous en servons mais nous devons payer le chauffage et l'électricité; c'est tout.

M. Nicholson: Est-ce couvert par la subvention que vous recevez du gouvernement provincial ou de l'OSG? Est-ce que ces 8,000\$ correspondent à peu près à la somme nécessaire?

Mme Gordon: Oui, la plupart du temps. Quelquefois, c'est un peu moins, mais nous pouvons payer la différence. Nous avons également un dépôt à terme à la banque que nous n'avons pas touché et que nous gardons en réserve.

[Text]

Mr. Nicholson: For future emergencies, I would guess.

Ms Gordon: Yes.

Mr. Nicholson: Thank you very much for your presentation. It was very interesting. I wish you all the best in the future with your program. Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin has a question for you.

Mrs. Pépin: Good morning. You mentioned that you have some difficulty because you receive most of the documentation in French. Would it be possible for you to ask to see some documentation in English, since you are a special case? I have to admit that you are a special case.

Ms Gordon: Just two weeks ago I finally got my by-laws in English, so that is a start. But all the documents and all the letters I get are in French.

Mrs. Pépin: I am sorry I was late, but how long have you been working in that field?

Ms Gordon: Three years. There is a lady I talk to when I have problems. When I get French letters, I ask her what it is about. But usually those letters are from somebody else, from OSG.

Mrs. Pépin: Have you had any communication with the new Minister responsible for the Status of Women or the new Minister of Education?

Ms Gordon: No.

Mrs. Pépin: Maybe it would be good if you could let them know you are having some difficulty, or even l'Office de garde. I am ready to help you on that.

Ms Gordon: I am going to have lunch with this lady I always talk to on the phone and I am going to talk to her about that.

Mrs. Pépin: Maybe it will be easier after that.

Ms Gordon: Yes.

Mrs. Pépin: Thank you very much for coming.

The Vice-Chairman: Thank you. I have one brief question. Is there a lot of demand for child care service? Do you have more parents waiting to get into your centre?

• 1110

Ms Gordon: We always have a waiting list for babies because we are limited to only five children from six months to one year old. When those one-year-olds move to two years old, we get another baby. But babies are always on demand.

The Vice-Chairman: I think Mrs. Pépin has one last question.

Mrs. Pépin: I am naughty. Do you have any bachelor mothers?

[Translation]

M. Nicholson: Pour des cas d'urgence, je suppose.

Mme Gordon: Oui.

M. Nicholson: Merci beaucoup de votre exposé. C'était très intéressant. Je vous souhaite tout le succès possible à l'avenir. Merci, monsieur le président.

Le vice-président: M^{me} Pépin a une question à vous poser.

Mme Pépin: Bonjour. Vous avez dit que vous aviez des difficultés parce que vous receviez la majeure partie de vos documents en français. Vous serait-il possible de demander à avoir des documents en anglais, étant donné que vous êtes un cas spécial? Je dois reconnaître que vous êtes un cas spécial.

Mme Gordon: Il y a deux semaines seulement, j'ai enfin reçu le règlement en anglais, donc c'est un début. Mais tous les documents et toutes les lettres que je reçois sont en français.

Mme Pépin: Excusez-moi, j'étais en retard, mais j'aimerais savoir depuis combien de temps vous travaillez dans ce domaine?

Mme Gordon: Trois ans. Il y a une dame à qui je peux m'adresser quand j'ai un problème. Quand je reçois des lettres en français, je lui demande de me dire de quoi il s'agit. Mais généralement ces lettres viennent de quelqu'un d'autre, de l'OSG.

Mme Pépin: Avez-vous été en contact avec le nouveau ministre responsable de la condition féminine, le nouveau ministre de l'Éducation?

Mme Gordon: Non.

Mme Pépin: Il serait peut-être bon que vous les informiez de vos difficultés, ou même que vous en parliez à l'Office des services de garde. Je suis prête à vous aider à cet égard.

Mme Gordon: Je dois déjeuner avec cette dame que j'ai toujours au téléphone et je vais lui en parler.

Mme Pépin: Ce sera peut-être plus facile par la suite.

Mme Gordon: Oui.

Mme Pépin: Merci beaucoup d'être venue.

Le vice-président: Merci. Je voudrais poser une petite question. Y a-t-il beaucoup de demande pour les services de garderie? Avez-vous des listes d'attente de parents souhaitant mettre leurs enfants dans votre garderie?

Mme Gordon: Nous avons toujours une liste d'attente pour les bébés parce que nous sommes limités à cinq enfants de six mois à un an. Quand ces enfants d'un an passent dans la catégorie des deux ans, nous pouvons prendre un autre bébé. Mais il y a toujours de la demande pour les bébés.

Le vice-président: M^{me} Pépin a une dernière question à poser.

Mme Pépin: Je ne suis pas sage. Avez-vous des mères célibataires?

[Texte]

Ms Gordon: We did. There is also a person on welfare. She is trying to get a job. She is a single parent. She is going to get help from social aid. She is paying the fees, but she is going to get reimbursed by the government. But that takes a couple of weeks.

Mrs. Pépin: And you will be able to take care of her baby?

Ms Gordon: Yes.

Mme Pépin: Merci.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Vicki, for making the trip here and for being part of the testimony before our task force. Thank you.

Ms Gordon: That is it.

The Vice-Chairman: You did very well.

Les prochains témoins seront MM. Louis Pilon et Serge Blais du Regroupement des garderies du Montréal métropolitain.

M. Louis Pilon (Regroupement des garderies du Montréal métropolitain): Bonjour.

Mon exposé sera assez bref. Nous vous exposerons nos positions plus en détail lorsque nous vous enverrons notre mémoire.

Avant de commencer, je voudrais préciser que nous appuyons les conclusions du rapport Cooke ainsi que les objectifs que défend l'Association canadienne de promotion des services de garde à la petite enfance.

Il existe un service de garde adéquat qu'ont su se donner les parents au Québec, entre autres dans la région du Montréal métropolitain. Il s'agit des garderies à but non lucratif cogérées. Selon nous, c'est le type de garderies qui répond aux besoins de la population canadienne.

Ce type de services de garde a pour objectif de promouvoir le développement de l'enfant tout en assurant un service de garde adéquat. C'est une chose importante pour moi. Comme parent, je veux avoir la conscience tranquille quand je m'en vais travailler.

Notre organisme représente 42 garderies sans but lucratif et présente essentiellement les mêmes demandes que l'ensemble des garderies sans but lucratif du pays.

On a une position très précise à vous présenter aujourd'hui: le gouvernement fédéral devrait financer les garderies sans but lucratif existantes en donnant une subvention directe de 1\$ pour chaque dollar de subvention directe venant des autorités provinciales. Comme vous le savez, au Québec, on a l'aide directe qui est de l'ordre de 4\$. Selon nous, cela aiderait les garderies sans but lucratif qui existent déjà et favoriserait le développement du réseau actuel.

Nous croyons que les besoins des garderies sont des besoins urgents. Bien que l'on réussisse actuellement à boucler le budget, on le fait difficilement, avec beaucoup de bénévolat. De plus, il faut préciser que les conditions de travail des éducateurs en garderie sont assez difficiles. On leur demande

[Traduction]

Mme Gordon: Nous en avons. Nous avons également une personne touchant les prestations d'assistance sociale. Elle essaie de trouver du travail, mais elle est seule avec son enfant. Elle va essayer d'obtenir une aide sociale. Elle paie les frais de garderie, mais elle se fait rembourser par le gouvernement. Cela prend environ deux semaines.

Mme Pépin: Et vous allez pouvoir vous occuper de son bébé?

Mme Gordon: Oui.

Mrs. Pépin: Thank you.

Le vice-président: Merci beaucoup, Vicki, d'avoir fait le voyage jusqu'ici et d'avoir bien voulu témoigner devant notre groupe de travail. Je vous remercie.

Mme Gordon: C'est tout.

Le vice-président: C'était très bien.

Our next witnesses will be Messrs. Louis Pilon and Serge Blais from the *Regroupement des garderies du Montréal métropolitain*.

Mr. Louis Pilon (Regroupement des garderies du Montréal métropolitain): Good morning.

My presentation will be short. We will give you more details on our position when we send you our brief.

Before I start, I would like to say that we support the Cooke report conclusions as well as the objectives of the Canadian Day Care Advocacy Association.

There is an adequate day care system set up by parents in Quebec, mainly in the Montreal region. It consists of non-profit, jointly managed day care centres. We feel that this is the type of day care centre that meets the needs of the Canadian population.

These day care centres try to promote child development while providing adequate day care, both of which are important to me. As a parent, I have to feel secure and confident when I go to work.

Our organization represents 42 non-profit day care centres and our demands are essentially the same as those of most non-profit day care centres in Canada.

We have today a very definite position to put forward: the federal government should subsidize the existing non-profit day care centres by giving as a direct grant \$1 for each dollar paid by the provincial government. As you probably know, direct aid in Quebec amounts to approximately \$4. It seems to us that this would help existing non-profit centres and would promote further development of the present network.

We believe that day care needs are urgent needs. Even though we manage to balance our budget at the present time, it is very difficult for us and possible only through volunteer work. Also, we should mention that work conditions are very difficult for day care educators. They are supposed to be

[Text]

d'être bien qualifiés, mais on leur donne un salaire moyen de 8\$ l'heure, ce qui est très peu pour les responsabilités que ces travailleurs doivent assumer.

• 1115

Un des problèmes auxquels font face l'ensemble des services de garde à but non lucratif, c'est de se retrouver confrontés à un ensemble de déductions fiscales pour aider les parents qui, finalement, n'aident pas la principale intéressée, à savoir la garderie même. C'est pourquoi nous insistons pour que le gouvernement prenne à sa charge l'aide directe afin de permettre aux garderies de poursuivre et de développer leurs activités.

Mme Pépin: Est-ce que votre regroupement est d'accord avec le concept des garderies en milieu scolaire?

M. Pilon: Certainement. Nous avons été impressionnés par l'intervention de l'Association des garderies en milieu scolaire.

Mme Pépin: Est-ce que, dans cette intervention, on a parlé des enfants à la clé de 7 à 12 ans?

M. Pilon: Est-ce que vous pourriez préciser votre question?

Mme Pépin: Actuellement, quand on parle des services de garde, on est plus porté à attirer l'attention sur les enfants de 0 à 5 ans. Mais il y a une autre difficulté à laquelle nous faisons face actuellement, ce sont les enfants qui sont seuls après les classes, il y a un nombre qui est très important, et ce sont les enfants qui ont de 6 à 12 ans. Il y a un pourcentage d'environ 40 p. 100 des enfants qui sont seuls après l'école. Est-ce que vous avez votre opinion là-dessus?

M. Pilon: Pour répondre à ce besoin, il faudrait un type de service de garde qui offre plus que ce qu'on offre présentement. Par contre, je voudrais préciser que le type de service que nous revendiquons, au niveau du besoin de notre service de garde, serait offert à la petite enfance, de 0 à 5 ans. C'est sûr qu'on appuie les objectifs qui ont été présentés tantôt, même s'ils ne correspondent pas à la clientèle qu'on vise.

Mme Pépin: Je suis très contente de vous voir parce qu'on a eu très peu d'hommes qui sont venus faire des présentations. Au Québec, la majorité était des femmes. Est-ce que vous avez plusieurs de vos collègues qui travaillent dans le même regroupement?

M. Serge Blais: À l'heure actuelle, il y a trois hommes qui font partie du comité exécutif du Regroupement. Ce n'est pas du tout représentatif de ce qui se passe dans les garderies. À Montréal, 90 p. 100 des travailleurs en garderie sont des femmes.

Mme Pépin: Pourquoi n'y a-t-il pas d'hommes?

M. Blais: C'est tout simplement parce qu'il n'y a pas d'argent à faire dans une garderie. Je vais vous donner un exemple de ce qu'il faut faire dans une garderie pour qu'on arrive avec notre budget. Chez les employés qui ont un salaire très peu élevé en fonction des responsabilités qu'ils ont avec les enfants, on gèle ce salaire cette année; chez les parents, on augmente les frais de 15,50\$ à 16\$. On va passer à 16,50\$ au mois de septembre. On annule les réductions de frais de garde

[Translation]

trained but they are paid only \$8 an hour on average, which is very little in relation to their responsibilities.

One of the problems facing non-profit day care centres is that parents are allowed a whole series of tax deductions which really do not afford any help whatsoever to the day care centre itself. That is why we urge the government to assume responsibility for direct assistance in order to allow day care centres to pursue and develop their activities.

Mrs. Pépin: Does your association agree with the concept of in-school day care centres?

Mr. Pilon: Certainly. We were very impressed with the presentation made by the *Association des garderies en milieu scolaire*.

Mrs. Pépin: In their presentation, did they mention latch-key children between the ages of seven and twelve?

Mr. Pilon: Could you clarify your question?

Mrs. Pépin: At the present time, when we speak of day care centres, we tend to concentrate on children up to five years of age. But we are faced with another serious problem with the large number of children between the ages of six and twelve who are left alone after school. Approximately 40% of children are left alone after school. Can you comment on that problem?

Mr. Pilon: To solve that problem, we would have to extend the present range of day care services. However, I must point out that we are asking for additional day care services for enfants and children up to the age of five. We do of course support the objectives mentioned earlier but they do not correspond to the needs of our clientele.

Mrs. Pépin: I am very happy to see you here today because very few men have appeared before the committee. In the Province of Quebec, the majority of witnesses were women. Does your association include other men?

Mr Serge Blais: At the present time, three men are members of the executive committee of the Regroupement. That does not at all reflect the percentage of men working in the care centres. In Montreal, 90% of day care workers are women.

Mrs. Pépin: Why are there so few men?

Mr. Blais: It is simply because day care centres are not a profitable proposition. I will give you an example of what we must do in a day care centre to make ends meet. This year, the wages of our employees, who receive a very low wage given the extent of their responsibilities, will be frozen; the fees charged to parents will be increased from \$15.50 to \$16.00. Then to \$16.50 in September. The reduction of fees for the second child will no longer be given. Furthermore, we must make do

[Texte]

pour le deuxième enfant. Ensuite, on est obligé de récupérer tous les matériaux qui nous tombent sur la main, parce qu'on n'a pas d'argent pour acheter du matériel. Finalement, on arrive avec un déficit de 3,500\$ à la fin de l'année qu'on devra récupérer, qu'on devra couper dans nos postes budgétaires.

La solution par rapport à l'état, c'est que les enfants sont une responsabilité collective. L'État se doit de prendre en charge les enfants de 0-5 ans. Il est évident que les individus ont leur part à faire, et ils s'impliquent déjà beaucoup au niveau des garderies, parce que si les parents et les travailleuses ne s'impliquaient pas, il n'y en aurait pas de garderies. Donc, on doit faire comme on fait pour les 6-12 ans au niveau du système d'éducation, c'est-à-dire donner des montants par habitant. On devrait faire la même chose dans les garderies. Le problème de fond c'est vraiment l'argent, et le gouvernement fédéral doit s'y impliquer.

• 1120

Mme Pépin: En donnant plus d'argent.

M. Pilon: En donnant plus d'argent, oui.

Mme Pépin: Merci bien.

Le vice-président: Merci beaucoup. Comme il n'y a pas d'autres questions, il me reste à vous remercier pour votre témoignage de ce matin.

M. Pilon: Excusez-moi. Je tiens à redire que nous croyons que le rapport Cooke devrait être pour vous une base de travail. Vous devriez partir de là et non refaire le même travail, ce qui serait du gaspillage de temps et d'argent. Nous appuyons aussi les revendications de l'Association canadienne de la petite enfance pour la promotion des services de garde, qui fait sensiblement les mêmes revendications que nous. Enfin, je vous demanderais de bien écouter tous les gens qui vont passer devant vous. Si vous êtes ici, c'est qu'il y a un besoin important au niveau des services de garde.

Le vice-président: Je puis vous assurer que les députés n'ont pas l'intention de recommencer le travail qui a déjà été fait et qu'ils écoutent attentivement tous les gens qu'ils rencontrent partout au pays. La plupart ont pris note de toutes sortes de suggestions et de solutions innovatrices. Nous écoutons attentivement ce que les gens nous disent.

M. Pilon: Je vous remercie beaucoup.

Le vice-président: Nous entendrons maintenant la représentante du Département de techniques d'éducation en milieu de garde du CEGEP du Vieux-Montréal, M^{me} Louise Paquette.

Mme Louise Paquette (Département de techniques d'éducation en milieu de garde du CEGEP du Vieux-Montréal): Je viens vous parler au nom du Département de techniques d'éducation en milieu de garde du CEGEP du Vieux-Montréal, tant pour l'éducation régulière le jour que pour l'éducation des adultes le soir. J'enseigne au CEGEP le jour, et je m'occupe de la coordination de l'éducation des adultes le soir.

[Traduction]

with any equipment we can lay our hands on because we have no money to buy new equipment. We will end the year with a \$3,500.00 deficit which we will have to make up by cutting back our budget.

The State must recognize that children are a collective responsibility. The State must assume responsibility for enfants and children up to the age of five. It is quite obvious that individual Canadians have done their share and are already very active in day care centres; in fact, if parents and day care workers did not get involved there would be no day care centres. The State must therefore provide a financial assistance on a per capita basis, as it does between the ages of six and twelve within the school system. The same assistance should be given to day care centres. The fundamental problem is one of financing and the federal government must get involved.

Mrs. Pépin: By giving additional funds.

Mr. Pilon: Yes, by providing additional funds.

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you. Since there are no other questions, I thank our witness for appearing this morning.

Mr. Pilon: Excuse me. I must reiterate that we believe that you should use the Cooke report as a working document. You should build on this report and not duplicate it, as that would be a waste of time and money. We also support the demands of the *Association canadienne de la petite enfance pour la promotion des services de garde*, which are essentially the same as ours. Finally, I would urge you to listen attentively to the people who appear before your committee. The fact that you are here, shows that there is an urgent need to improve day care services.

The Vice-Chairman: Let me assure you that the members of the committee do not intend to duplicate work that has already been done and that they are very attentive to the concerns of the people they meet throughout the country. Most of us have taken note of the various suggestions and very innovative solutions proposed. We listen very closely to what our witnesses tell us.

Mr. Pilon: Thank you.

The Vice-Chairman: We will now hear Mrs. Louise Paquette, spokesperson for the *Département de techniques d'éducation en milieu de garde* from the CEGEP of Vieux-Montréal.

Mrs. Louise Paquette (Département de techniques d'éducation en milieu de garde du CEGEP du Vieux-Montréal): I am here to speak to you on behalf of the *Département de techniques d'éducation en milieu de garde* at the CEGEP of Vieux-Montréal with respect to day classes and evening adult classes. I teach at the CEGEP during the day and I am responsible for co-ordinating evening adult educational services.

[Text]

Mous, professeurs du Département de techniques d'éducation en milieu de garde du CEGEP du Vieux-Montréal, voulons aujourd'hui profiter de cette tribune qui nous est offerte pour faire part de nos réflexions sur le développement et la condition du réseau des services de garde au Québec. Nous voulons aussi vous transmettre nos réflexions sur le programme de formation et le perfectionnement du personnel en milieu de garde.

Nous offrons présentement un programme de jour dans le cadre du diplôme d'études collégiales de 90 crédits. Ces étudiants sont appelés à faire trois stages, un stage de première année, un stage de deuxième année et un stage de troisième année, en milieu de garde au cours de leur formation. Nous offrons aussi un programme d'attestation d'études collégiales de 30 crédits à des travailleurs et travailleuses des milieux de garde qui viennent se perfectionner par des cours du soir ou par des cours intensifs de jour, et enfin un cours de santé et premiers soins à tous les milieux de garde, ce en vue de l'application de la nouvelle réglementation de l'Office des services de garde à l'enfance.

De par la nature de notre formation, nous sommes appelés à rester très proches de la réalité quotidienne des milieux de garde. Nous qui sommes aussi d'anciens travailleurs des milieux de garde, constatons que le réseau des services de garde est encore en plein développement et en remise en question. Nous croyons cependant que le développement pourrait être accéléré si de réels efforts de la part des gouvernements y étaient consacrés.

Les demandes des parents usagers pour des services de garde collectifs sont encore beaucoup plus nombreuses que les places offertes dans les milieux de garde. Cette demande pourrait sûrement être quintuplée si de bonnes campagnes d'information de la population étaient faites pour valoriser ce service. De plus, en ce qui nous concerne, nous recevons au moins quatre fois plus de demandes d'inscription d'étudiants du secondaire que nous pouvons en accepter.

Nous croyons qu'un gouvernement qui est réellement préoccupé par la création d'emplois pour les jeunes doit stimuler plus directement le développement de ce réseau de services de garde. Ce serait une politique très peu coûteuse comparativement aux sommes qu'on investit dans d'autres secteurs et très rentable à long terme.

Le développement d'un réseau de services de garde ne doit pas se faire au détriment de la consolidation de ce même réseau.

• 1125

Il n'est un secret pour personne que les garderies ont besoin de plus de subventions directes pour offrir des salaires décentes et financer une infrastructure pédagogique de qualité. Les jeunes veulent des emplois. Ils se dirigent vers des secteurs en développement, mais ils revendiquent en même temps des conditions de travail décentes. Nous les appuyons dans cette démarche. Ce n'est en effet qu'à cette condition que nous obtiendrons une valorisation de la profession d'éducateur de la petite enfance. Ce n'est qu'à cette condition que nous assurerons une stabilité du personnel des services de garde. Ce n'est

[Translation]

We the teachers of the *Département de techniques d'éducation en milieu de garde* at the CEGEP of *Vieux-Montréal* wish to take advantage of the opportunity given to us today to share with you our concerns respecting the development of the day care centre network in the Province of Quebec. We also wish to share with you our thoughts on the training and professional development program for day care personnel.

We currently offer a 90-credit day study program toward a diploma of collegial studies. Our students must work as trainees in a day care centre during each of the three years of their course. We also offer a 30-credit collegial studies certificate to day care centre workers who register in night classes or more intensive day classes to upgrade their skills and a health and first aid course for all day care personnel in order to comply with the new regulations of the child care services board.

Given the nature of our training, we must remain up to date with day-to-day developments in the child care environment. All of us have worked at some time in day care centres, so we are aware of the fact that day care centres are still in the development stage and that their evolution is open to question. We believe however that development could be accelerated if the governments made real efforts to promote it.

The number of spaces in day care centres remains insufficient to meet the needs of parents looking for group day care services. Demand could surely increase fivefold if awareness campaigns were launched to promote the service. In addition, we ourselves receive at least four times more applications for registration from secondary school students than we are able to accept.

We believe that a government truly concerned with creating jobs for young people should make a more direct effort to promote the development of the day care centre network. This policy would not be very costly compared to the amounts invested in other sectors and would be very profitable in the long run.

The development of a day care centre network should not prevent the consolidation of that network.

It is a secret for no one that day care centres need more direct subsidies to offer decent salaries and finance a quality educational infrastructure. Youth want jobs. They are going towards developing sectors, but at the same time they are demanding decent working conditions. We support them in that. It is only on that condition that we will improve the status of the profession of pre-school educator. It is only on that condition that we will ensure stability of our day care personnel. It is only on this condition that we will be able to

[Texte]

qu'à cette condition que nous pourrions attirer des étudiants masculins qui seront dans quelques années des éducateurs de qualité.

Soyez donc assurés que nous formons nos étudiants en leur faisant prendre conscience de la réalité du réseau des services de garde. Nous nous fixons comme objectif d'en faire des agents de changement, en vue d'améliorer la qualité de la pédagogie dans ces milieux, d'en faire des personnes responsables et dynamiques, habilitées à partager avec les parents l'administration de ce même service de garde, mais aussi d'en faire des agents revendicateurs au niveau de leurs conditions de travail.

Nous recommandons donc à cette commission que des subventions soient accordées pour favoriser le développement du réseau des services de garde pour contribuer à créer de nouveaux emplois salariés, que les subventions directes aux services de garde soient augmentées pour améliorer les conditions de travail du personnel des services, et que des ressources soient accordées pour améliorer les infrastructures pédagogiques, c'est-à-dire le matériel pédagogique, l'aménagement des locaux, les journées pédagogiques et le perfectionnement.

En ce qui concerne le perfectionnement, on le fait, mais à quelles conditions? Notre collège dispense depuis trois ans l'attestation de techniques d'éducation en milieu de garde dans le cadre de l'éducation des adultes. Notre clientèle se compose d'éducateurs et d'éducatrices déjà impliqués dans le milieu de garde. À la lumière de ces trois années d'expérience, nous avons pu dégager certains faits qui expliquent les difficultés que rencontrent les étudiants au cours de leur formation.

Les conditions de travail dans les garderies—on y revient constamment—sont encore très difficiles. La rémunération est inadéquate. Il n'y a aucune sécurité d'emploi. Les heures de travail sont longues: sept heures par jour de présence auprès des enfants en plus des multiples réunions entre travailleurs et entre travailleurs et parents.

Les étudiants qui suivent les cours réguliers du soir ne bénéficient d'aucun temps libre. En plus de leur travail régulier, qui est déjà très lourd, ils doivent suivre les cours et trouver du temps pour réaliser leurs travaux. Comme nous l'avons précisé plus haut, les conditions salariales au niveau des garderies sont nettement insuffisantes. Cela crée des tensions chez les étudiants. Ces derniers doivent payer leurs cours 45\$ chacun. Ceux qui ont des enfants doivent payer les frais de garde les soirs de cours et lorsqu'ils veulent se libérer pour faire leurs travaux.

Depuis deux ans, le collège dispense la formation dans le cadre du programme du Centre d'emploi du Canada. Dans ce cas, les étudiants suivent une formation intensive de jour durant huit mois. Ces étudiants sont rémunérés par l'assurance-chômage et ne bénéficient que de 60 p. 100 de leur salaire, ce qui limite l'accès des travailleurs et travailleuses à ce programme de formation. De plus, cette rémunération n'est valable que pour huit mois, durée prévue par le Centre d'emploi. Nous savons que ce temps est nettement insuffisant. Cela nous oblige à comprimer au maximum la formation, ce qui a une incidence directe sur la qualité de la formation ainsi

[Traduction]

attract male students who, in a few years, will be quality educators.

Rest assured that the students we are training are conscious of the day care centre system realities. We have made it our objective to make them agents for change with a view to improving educational quality in that environment and making them responsible and dynamic people able to share management of this day care system with the parents but also making them into very demanding people concerning their working conditions.

We therefore recommend to this committee that subsidies be granted to favour the development of a day care service network which will contribute to creating new, salaried jobs; that direct grants to day care centres be increased to improve the working conditions for staff; and that resources be granted to improve the educational infrastructure meaning education equipment, premises, professional development days, and development.

As for development, there is some, but under what conditions? During the last three years, our college has been teaching courses on educational techniques in a day care centre environment in the context of adult education. Our clients are made up of educators already involved in that area. From these three years experience, we have managed to find certain facts which explain the problems the students have in the course of their training.

Working conditions in the day care centres, and we are constantly coming back to this, are still very difficult. Wages are inadequate. There is no job security. Days are long: seven hours a day with the children besides all kinds of meetings both with colleagues and parents.

Those who take up the regular night courses do not get any time off. Besides their regular work load, which is already rather heavy, they have to take these courses and find more time to do their homework. As we said before, wages are definitely not high enough in the day care area. That means stress for the students. They have to pay for their courses \$45.00 each. Those who have children have to pay for a babysitter for those nights they have courses and when they want to get free time to do their homework.

For the last two years, the college has been giving training in the context of the Canada Employment Centre Program. In that case, the students have intensive daytime training for a period of eight months. These students are paid by unemployment insurance and they only get 60% of their salary which means limited access to this kind of training program for the workers themselves. Moreover, this remuneration is only good for eight months which is the period provided for by the employment centre. We know that this period is definitely insufficient. That means that we have to compress training to a maximum which has a direct impact on the quality of the training as well as on the training period itself. Consequently,

[Text]

qu'au niveau du stage. Par conséquent, cela crée une pression au niveau des étudiants et limite le temps d'apprentissage.

Même si les travailleurs de garderies ont complété leur formation, cela ne joue aucunement au niveau de leurs conditions de travail. Dans ce cas, la formation n'est pas valorisée.

• 1130

Pour toutes ces raisons, le Département de technique d'éducation des garderies du CEGEP du Vieux Montréal, propose à la commission la gratuité des cours pour les étudiants qui suivent la formation à temps partiel, le soir; des subventions directes aux étudiants afin de leur permettre de rencontrer les frais qu'occasionne la poursuite de la formation, particulièrement en ce qui concerne les frais de garde pour les familles monoparentales; d'encourager les garderies à libérer les travailleurs qui suivent la formation en injectant des montants d'argent consacrés aux remplacements de ces libérations; le plein salaire pour les travailleurs qui suivent la formation dans le cadre du programme du Centre d'emploi du Canada et ce, pour une période, non pas de six mois telle qu'indiquée, mais de dix mois, afin d'assurer la qualité de la formation; et d'inciter les collèges qui donnent la formation à prévoir des budgets raisonnables, afin d'assurer la continuité de la formation auprès des milieux de garde. Il serait tout à fait réalisable d'organiser des rencontres de formation et d'information dans les milieux et de mettre à leur disposition les ressources matérielles du collège.

Enfin, de mettre tout en oeuvre pour valoriser la profession en assurant des conditions de travail adéquates et en stimulant les travailleurs à suivre la formation. Merci beaucoup.

Le vice-président: Y a-t-il des questions? Soyez brefs.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Je suis d'accord. Je reconnais qu'il y a énormément de problèmes de ce côté.

• 1135

Vous nous avez fait plusieurs excellentes recommandations. On peut en accepter quelques-unes, mais on va être obligés d'en référer certaines au gouvernement provincial. Par exemple, la formation est du domaine de l'éducation, et l'éducation est de compétence provinciale. Cela ne veut pas dire qu'on ne vous appuie pas dans vos démarches. Vous avez fait une recommandation intéressante au niveau des centres d'emploi, par exemple. Cela nous concerne. J'ai donc pris tout ce qui nous touchait.

Il est vrai qu'on devrait aider les gens qui étudient pendant toute la durée de leurs études et pas seulement pendant six mois. Tout ce qui touche l'éducation, c'est provincial. Je vous encourage fortement à transmettre vos propositions aux autorités concernées.

Mme Paquette: Il y a actuellement des pressions qui se font dans ce sens-là, ne serait-ce qu'en vue de valoriser l'éducation aux adultes au niveau collégial, particulièrement en ce qui

[Translation]

that adds to the pressure that the students are already under and reduces training time.

Even if the day care centre workers have completed their training, that does nothing for their working conditions. In this case, the training has no recognized value.

For all those reasons, the *Département de technique d'éducation des garderies du CEGEP du Vieux Montréal* makes the following recommendations to this committee: Tuition-free night courses for part-time students; direct subsidies to those students so they can meet the expense involved in that training, particularly for single parent families needing someone to mind the children; incentives for day care centres to free their staff who are taking training by providing funds for their replacements; full salaries for staff off on training in the context of Canada Employment Centre program for a period of 10 months, and not the six months provided for, to ensure the quality of this training; incentives so that the colleges giving this training will provide reasonable budgets to ensure training continuity in the day care centres. It would be quite feasible to organize training and informational meetings in the centres themselves and make available to them the colleges' material resources.

Finally, that everything be done to improve the standing of the profession by ensuring adequate working conditions and providing incentives for staff training. Thank you very much.

The Vice-Chairman: Any questions? Please be brief.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I agree. I recognize that there are enormous problems there.

You have made many excellent recommendations. We can accept a few of them, but we will have to refer some others to the provincial government. For example, the training is education and education is a provincial jurisdiction. That does not mean that we do not support you in what you are doing. You have made an interesting recommendation concerning the employment centres, for example. That does concern us. So I took everything that was under our jurisdiction.

It is true that we should help people during the whole period they are studying and not just for six months only. But anything having to do with education is provincial. So I strongly recommend that you forward your proposals to the proper authorities.

Mrs. Paquette: There are things being done presently in that area even if it is only to improve the standing of adult education at the CGEP level, particularly in the day care centre

[Texte]

concerne les techniques de garde, parce que le besoin est extrêmement grand. C'est un réseau jeune . . .

Mme Pépin: Oui, car vous avez quatre fois plus de demandes que vous ne pouvez en accepter.

Mme Paquette: Effectivement.

Mme Pépin: Egalement, les salaires sont très bas. S'il y avait un changement d'attitude, il y aurait de bons salaires, une bonne formation, etc.

Mme Paquette: Si les salaires étaient plus adéquats dans les garderies, les étudiants pourraient se payer des gardiennes le soir et tout cela.

Le problème ne se pose pas pour un professeur de collège qui veut aller suivre un cours de formation. Il est capable de se la payer, la formation. Mais quelqu'un qui travaille à temps plein dans une garderie, à un salaire variant entre 4\$ et 10\$ l'heure, ne peut pas se payer la formation. Il n'est pas aussi disponible, non plus, que l'exige la formation parce qu'il a trop de préoccupations matérielles.

Je voudrais ajouter qu'au collège, nous croyons énormément à cette formule pédagogique. Les étudiants sont retirés de leur milieu de travail pendant un an. Ils prennent une période de leur vie pour réfléchir à la pédagogie. Ils sont, pendant un an, dans un bain de réflexion pédagogique. C'est extrêmement rentable au point de vue pédagogique, parce que la réflexion est intensive. Cependant, huit mois, c'est trop court. La pilule doit se prendre à une vitesse épouvantable.

Mme Pépin: Ils n'ont pas le temps d'assimiler.

Mme Paquette: Je ne crois pas qu'en un an, on puisse assimiler cette matière-là. On ne peut qu'en donner le contenu. On arrive à peine à donner le contenu en l'espace de huit mois.

Mme Pépin: Comment choisissez-vous les élèves qui vont suivre ces cours-là?

Mme Paquette: C'est le Centre d'emploi du Canada qui le fait. On fait des recommandations en ce sens qu'on veut avoir des gens qui ont à tout le moins une année d'expérience dans un milieu de garde reconnu et qui ont à peu près leur 12^e année. On fait subir des tests de français à ceux qui n'ont pas terminé leur 12^e année pour s'assurer qu'ils sont au moins capables de faire un apprentissage de niveau collégial. Pendant leur formation, ils doivent faire un stage de 240 heures. Leur superviseur les rencontre de cinq à huit fois dans le milieu, pour s'assurer non pas qu'ils sont capables de travailler avec les enfants, mais qu'ils sont capables d'offrir un service de qualité aux enfants.

Mme Pépin: C'est ce qui est important.

Mme Paquette: C'est toute la différence entre pouvoir travailler avec les enfants et pouvoir travailler efficacement auprès d'eux.

Mme Pépin: Merci beaucoup.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre témoignage.

Mme Paquette: C'est moi qui vous remercie.

[Traduction]

techniques area because the need is very great. It is a young network . . .

Mrs. Pépin: Yes, because demand is four times greater than what you can supply.

Mrs. Paquette: Exactly.

Mrs. Pépin: Wages are also very low. If there was a change in attitude, you would have better salaries, better training and so on.

Mrs. Paquette: If salaries were more adequate in day care centres, students would be able to pay for babysitters at night and so forth.

You do not have that problem for a college teacher who wants to take a course. That teacher can pay for the training. But someone working full-time in a day care centre at a salary which is anywhere from \$4 to \$10 an hour cannot pay for that training. And that person is not as available as should be the case because materialistic concerns just intrude too much.

I would like to add that at the college, we quite firmly believe in this educational formula. Students are taken out of their working environment for a whole year. They take that time of their lives to think about pedagogy. For a whole year, they are immersed in an educational think tank. Pedagogically speaking, it is extremely profitable because of the intensive thinking process. However, eight months is far too short a period. The pill has to be swallowed way too fast.

Mrs. Pépin: They do not have time to digest it all.

Mrs. Paquette: I do not think you can digest all that in a year. We can only give you the contents. We can hardly just teach the subjects in eight short months.

Mrs. Pépin: How do you choose the students for those courses?

Mrs. Paquette: The Canada Employment Centre does that. We do make recommendations in the sense that we want to be dealing with people who have at least one year's experience in a recognized day care centre and who have roughly their twelfth grade. For those who have not finished their twelfth grade, we have them pass French tests just to make sure that they can at least follow things at a college level. While they are on these courses, they must also complete 240 hours hands-on training. Their supervisor meets with them anywhere from five to eight times in the centre itself to make sure not that they can work with children but that they can offer quality service to the children.

Mrs. Pépin: And that is what is important.

Mrs. Paquette: There is a world of difference between being able to work with children and being able to work efficiently with them.

Mrs. Pépin: Thank you very much.

The Vice-Chairman: Thank you very much for coming.

Mrs. Paquette: I am the one who thanks you.

[Text]

Le vice-président: Nous entendrons maintenant les représentantes de la Garderie Longueuil-Est Inc., M^{me} Monique Ouellet, M^{me} Lise Brodigue et M^{me} Suzanne Jutras.

• 1140

Mme Monique Ouellet (directrice, Garderie Longueuil-Est Inc.): Les personnes qui m'accompagnent sont M^{me} Lise Brodigue, parente utilisatrice, et M^{me} Suzanne Jutras, qui est éducatrice à la garderie.

Nous tenons d'abord à vous remercier pour cette opportunité que vous nous donnez aujourd'hui de vous faire part de notre opinion sur les services de garde et le rôle du gouvernement fédéral dans ce secteur d'activités.

Nous venons vous parler aujourd'hui en tant que porte-parole de la Garderie Longueuil-Est qui, depuis 1977, est une garderie de quartier sans but lucratif situé dans un nouveau développement pour desservir une clientèle de jeunes parents. Notre clientèle est donc constituée majoritairement d'enfants dont les deux parents travaillent à l'extérieur et une minorité d'enfants issue de familles monoparentales.

La Garderie de Longueuil-Est joue un rôle très important dans le milieu. Nous avons la confirmation que nous répondons à un besoin réel auprès de la population mais que nous ne pouvons répondre à toutes les demandes puisque nos places sont limitées.

Nous devons donc avoir des priorités, afin de permettre à ces enfants de jouir d'un milieu enrichissant si essentiel à leur plein épanouissement. Nous sommes conscients d'accomplir une tâche qui exige énormément de compétence, de détermination et de motivation. Nous devons être disponibles tant auprès des parents que de leurs enfants en les écoutant, les sécurisant, les sensibilisant et en les dirigeant vers différents services.

Le personnel fait preuve de compétence et demeure convaincu des possibilités d'interventions favorisant tous les aspects du développement de l'enfant. Nous croyons en nos objectifs pédagogiques et nous utilisons toute notre énergie pour obtenir les meilleurs résultats. Le bien-être des enfants étant notre priorité, nous mettons tout en oeuvre pour le concrétiser.

Malgré l'incompréhension du système, les barrières de financement, malgré les quantités d'efforts à offrir en heures, énergie, revendications, nous continuerons à défendre le bien-être des enfants, et à poursuivre nos activités afin de garantir un service de qualité maximale.

Nos enfants ont droit à l'amour, à la confiance, à la sécurité, au respect et à l'autonomie. Ils ont aussi le droit de grandir dans un milieu sain qui leur permettra de s'épanouir et de développer toute leur capacité affective et émotive de même que leur moteur intellectuel et social.

La garderie connaît des difficultés qui s'intensifient. Avec un budget de 209,506\$, nous terminons l'année 1985-1986 avec un déficit et un autre est envisagé pour mars 1987. Même avec la contribution du gouvernement provincial, les parents assument déjà un tarif de 16\$ par jour par enfant.

[Translation]

The Vice-Chairman: We will now hear from the representatives of the *Garderie Longueuil-Est Inc.*, Mrs. Monique Ouellet, Mrs. Lise Brodigue and Mrs. Suzanne Jutras.

Mrs. Monique Ouellet (Principal, Garderie Longueuil-Est Inc.): The people with me are Mrs. Lise Brodigue, a user parent, and Mrs. Suzanne Jutras, an educator at the centre.

First of all, we would like to thank you for this opportunity you have given us today to give you our opinion on day care services and the federal government's role in that area of activity.

We are here today to talk to you as spokeswomen for the *Garderie Longueuil-Est* which, since 1977, is a non-profit neighbourhood day care centre in a new housing development serving a young parent clientele. So our clientele is mostly made up of children whose two parents work outside the home and there is a minority of children from single parent families.

The *Garderie de Longueuil-Est* plays a very important role in the neighbourhood. It has been confirmed to us that we meet a real need for the population, but we cannot meet total demand because we have a limited number of places.

We therefore have to set priorities so these children can enjoy the enriching environment which is so essential to their full development. We are conscious to do a job which makes enormous demands in terms of competence, determination and motivation. We have to be available both for the parents as well as the children and ready to listen to them, make them feel secure, expand their awareness and steer them towards different services.

The staff is competent and convinced it can interface favourably with respect to all aspects of child development. We believe in our educational objectives and put all our energy into getting the best results. As the children's well being is our priority, we put everything into achieving that goal.

Despite the system's lack of understanding, funding problems, despite all the efforts one has to make in terms of hours, energy, demands, we continue to fight for the children's well being and we continue our activities with a view to guaranteeing the maximum quality of our services.

Our children have a right to be loved, trusted, and respected as well as the right to feel secure and independent. They also have the right to grow up in a healthy environment which will allow to grow and develop their full capacity for affection and emotion as well as their intellectual and social core.

The day care centre has problems that are increasing. With a \$209,506 budget, we are ending the 1985-86 year with a deficit and we are forecasting another one for March 1987. Even with the provincial government contribution, our parents are already paying \$16 a day per child.

[Texte]

Nous souhaitons que le gouvernement fédéral se penche sérieusement sur les problèmes des garderies et nous recommandons la mise sur pied d'un réseau universel de garderies dans tout le Canada.

Nous aimerions attirer l'attention du Comité sur le fait que le manque de financement affecte la qualité du service donné et va même jusqu'à mettre en danger la survie des garderies. Les conditions de travail sont déplorables dans toutes les garderies et elles sont pires encore dans une garderie débutante.

Voici quelques exemples en ce qui regarde la Garderie Longueuil-Est. La directrice est embauchée à un salaire de 9.61\$ l'heure sans compter plusieurs heures de bénévolat par semaine; l'éducatrice avec un DEC et un BAC est embauchée à un salaire de 6.25\$ et 6.75\$ l'heure.

Le personnel est qualifié, tant en diplômes qu'en expérience. Soulignons que la moyenne du salaire horaire des travailleuses en garderie du Québec est de 7.07\$ de l'heure. Le salaire est extrêmement bas à comparer aux professionnels possédant les mêmes qualifications et compétences mais oeuvrant dans d'autres domaines avec un salaire bien supérieur. C'est leur intérêt pour ce travail et l'amour des enfants qui suppléent.

Ces mauvaises conditions de travail se retrouvent dans le manque d'équipement et de matériel éducatif, et nous devons faire appel à l'imagination et à la débrouillardise.

Il faut aussi ajouter le nombre d'heures de bénévolat qu'exige une garderie tant pour les travailleuses que pour les parents.

• 1145

Il faut aussi ajouter le nombre d'heures de bénévolat qu'exige une garderie, tant pour les travailleuses que pour les parents. Ce bénévolat doit souvent être orienté vers la recherche de fonds ou de solutions à des problèmes financiers. C'est inquiétant.

Malgré toutes ces conditions déplorables, les enfants inscrits à notre garderie jouissent d'un encadrement professionnel et les parents sont satisfaits. Il faut être réaliste dans une garderie. Le *burnout* des bénévoles, le danger d'épuisement professionnel entraînent un roulement élevé de personnel qui nuit aux enfants.

Nous privilégions la garderie sans but lucratif contrôlée par les parents utilisateurs. Nous pensons qu'un service de cette nature doit être offert au coût le plus bas afin qu'il soit accessible à toute la population. Cette formule, si elle s'accompagne d'un fonctionnement démocratique, par lequel les parents utilisateurs gardent le contrôle de ce service, a plus de chances d'atteindre cet objectif.

Voici donc un résumé de nos recommandations:

Que le gouvernement du Canada prenne tous les moyens nécessaires pour implanter un réseau universel de garderies par tout le Canada.

[Traduction]

We hope that the federal government will seriously look at day care centre problems and we recommend a universal day care centre network across Canada.

We would like to draw the committee's attention to the fact that the lack of funding affects the quality of services and goes so far as to threaten the very existence of our day care centres. The working conditions are deplorable in all the day care centres and they are even worse when the centre is just starting up.

Here are a few examples drawn from our own *Garderie Longueuil-Est* Centre. The principal is hired at a wage of \$9.61 an hour without taking into account her many weekly hours of volunteer work; the educator with a DEC and a Bachelor's Degree is hired out at a salary of \$6.25 and \$6.75 an hour.

The personnel is qualified both as regard to diplomas and experience. We would like to point out that the average hourly rate of day care centre workers in Quebec is \$7.07 per hour. The salary is extremely low when compared to that of professionals with the same qualifications and competence working in other areas and whose salary is a lot higher. It is their interest in this work and their love of children that make up for these deficiencies.

These sorry working conditions are also to be found in the lack of equipment and education material and we must use our imagination and resourcefulness.

We must also add to that the number of hours of volunteer work a day care centre demands both for the staff and for the parents.

This volunteer work must often be directed to looking for funds or finding solutions to our financial problems. It is a grave concern.

Despite those deplorable conditions, the children enrolled in our day care centre are surrounded by professionals and the parents are satisfied. You have to be realistic in a day care centre. Volunteers are subject to burnout as well as the professional staff and this leads to high staff turnover which is detrimental to the children.

We favour non-profit day care centres controlled by the user parents. We think that services of this kind must be offered at the lowest cost so they can be accessible to the whole population. This formula, together with a democratic way of operating through which user parents keep their control over the service, has more chance of attaining that objective.

Here, then, is a summary of our recommendations:

That the Canadian government take all the necessary steps to set up a universal day care network across Canada.

[Text]

Que le Comité spécial considère que nous appuyons toutes les recommandations du rapport Cooke sur la garde d'enfants.

La Garderie Longueil-Est appuie le projet de loi sur le financement des services de garde à l'enfance proposé par l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance.

Mesdames et messieurs, tel est l'essentiel de ce que nous voulions porter à l'attention de votre Comité. Nous espérons que ce partage de notre vécu pourra vous être utile et que tous les enfants canadiens de demain jouiront d'un réseau universel de garderies.

Nous vous remercions d'avoir mis ce temps à notre disposition.

Des parents et des éducateurs ont manifesté le désir de donner leur opinion à votre Comité; ces lettres seront annexées au mémoire qu'on fera parvenir à votre Comité.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Bonjour. Vous dites que dans votre garderie, c'est la minorité des enfants qui vient de familles monoparentales.

Mme Ouellet: C'est exact.

Mme Pépin: C'est assez rare. J'imagine que vous avez une liste d'attente comme tout le monde.

Mme Ouellet: Oui.

Mme Pépin: Quels sont vos critères de sélection pour les parents qui attendent? Acceptez-vous les enfants subventionnés?

Mme Ouellet: Oui, nous avons des enfants subventionnés. Nous acceptons de préférence les parents qui demandent cinq jours par semaine, parce que les places sont limitées. Mais on a aussi beaucoup d'enfants à temps partiel qui se font garder un jour ou deux par semaine.

Mme Pépin: Quelles sont les heures d'ouverture?

Mme Ouellet: De 7h00 à 18h00.

Mme Pépin: Je vous remercie beaucoup.

Le vice-président: Une question très brève. La cogestion exigée par la loi au Québec implique nécessairement un certain degré de bénévolat, me semble-t-il. J'ai l'impression que vous voyez le bénévolat d'une façon un peu négative. Le bénévolat présente-t-il des éléments positifs?

Mme Ouellet: Actuellement, on a toujours des difficultés financières. C'est ce qui oblige les parents à s'impliquer. Mais, à un moment donné, ils s'essouffent, car le but est toujours le même. Si les parents pouvaient s'impliquer au niveau pédagogique sans avoir à penser au financement, ce serait beaucoup plus intéressant et plus motivant pour eux.

Le vice-président: La distinction est importante. Je vous remercie de la part du Comité.

Je pense qu'il n'y a pas d'autres questions. Il me reste à vous remercier pour votre témoignage.

[Translation]

That the special committee consider that we support all the Cooke report recommendations on day care.

The *Garderie Longueil-Est Inc.* supports the legislative measures on day care centre financing proposed by the Canadian Association for the Promotion of Day Care Services.

Ladies and gentlemen, that, in a nutshell, is what we wanted to put before your committee. We hope that sharing this aspect of our daily lives will be useful to you and that tomorrow's Canadian children, all of them, will enjoy a universal day care network.

We thank you for having taken the time to hear us out.

Parents and educators expressed the wish to share their opinions with your committee; these letters will be appended to the brief we will be sending your committee.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: Welcome. You state that in your day care centre, it is only the minority of children who come from single parent families.

Mrs. Ouellet: That is right.

Mrs. Pépin: That is rather rare. I imagine that you have a waiting list like everybody else.

Mrs. Ouellet: Yes.

Mrs. Pépin: What are your selection criteria for the parents on the waiting list? Do you accept subsidized children?

Mrs. Ouellet: Yes, we do have subsidized children. We have a preference for parents asking for five days per week because we have a limited number of places. However, we also have a lot of part time children who are with us for one or two days a week.

Mrs. Pépin: And what hours do you keep?

Mrs. Ouellet: From 7 a.m. to 6 p.m.

Mrs. Pépin: Thank you very much.

The Vice-Chairman: One very brief question. The co-management required by the Quebec legislation necessarily implies a certain degree of volunteer work, I would think. I get the impression that you have a bit of a negative view as concerns volunteer work. Does volunteer work have any positive elements to it?

Mrs. Ouellet: Presently, we still have financial problems. That is why the parents have to get involved. But at a certain point, they run out of energy because the objective is always the same. If the parents could get involved in the educational aspect without having to think about funding, they would be far more interested and motivated.

The Vice-Chairman: That distinction is important. The committee thanks you.

There do not seem to be any more questions. I would like to thank you for coming.

[Texte]

Mme Ouellet: Merci.

The Vice-Chairman: The St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission, Violet M. Morse and Sachiko M. Ogura. Welcome.

Ms Sachiko M. Ogura (President, Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission): Thank you. I sent a letter March 1, presenting my submission to your committee; I hope you have a copy of my letter.

• 1150

The Vice-Chairman: Yes, we do.

Ms Ogura: Good. Because my English is not really complete, I brought my friend here who also shares my opinion. So if I have a difficulty in explaining something my friend will do it.

I already wrote on March 1, so you know what I am talking about. My point is that government should encourage mothers to stay home to raise their children by extending tax exemptions or giving a special allowance to full-time mothers, because many women today go to work not just because they want to go to work, but they have to go to work for financial reasons.

I think the parent-child relationship is a most important factor in the development of self-worth in a child. As you can see, the copy of the report I attached to my submission today is "The Effects on Children of non-parental Day Care". Dr. Elliott Barker, President of the Canadian Society of Prevention of Cruelty to Children, also Dr. Selma Fraiberg, Psychiatrist on the Diseases of Non-Attachment . . .

You can see from their report that the parent-child relationship is a most important factor in the development of self-worth in a child and those people say that the most cruel psychopaths come from the childhood which was deprived of parental care. So for the well-being of children and society and also if those many women who do not want to go to work because of financial reasons, if government could help them by giving them those allowances then they could stop working and stay home to raise their children. Then those job-seekers can get those jobs and that decreases unemployment problems too. So it is good for the children, good for the mothers, and good for the country.

I would also like to say that is why, for the well-being of children and the society, I am opposed to universal day care, which is being proposed by the certain groups. Day care never replaces parent care.

However, for those who choose to work outside the home, I think the government is better to give money directly to the mothers so that they can really choose the best suitable place or individuals according to the children's particular needs. This would be especially preferable for the ethnic groups whose alimentation and customs may be quite different.

Could you elaborate a bit on that please?

[Traduction]

Mrs. Ouellet: Thank you.

Le vice-président: La St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission, mesdames Violet M. Morse et Sachiko M. Ogura. Bienvenue.

Mme Sachiko M. Ogura (présidente, Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission): Merci. J'ai envoyé le 1^{er} mars une lettre exposant ma position à votre Comité; j'espère que vous en avez une copie.

Le vice-président: Oui.

Mme Ogura: Bon. Étant donné que mon anglais laisse à désirer, j'ai amené avec moi une amie qui partage mon opinion. Si j'ai du mal à expliquer quelque chose, mon amie le fera à ma place.

Je vous ai déjà écrit le 1^{er} mars et vous savez donc ce dont je veux parler. J'estime que le gouvernement devrait encourager les mères à rester chez elles pour élever leurs enfants en leur accordant de nouvelles exemptions fiscales ou en prévoyant une allocation spéciale pour les mères à plein temps, parce que de nombreuses femmes vont travailler aujourd'hui non parce qu'elles le désirent, mais parce qu'elles y sont obligées pour des raisons financières.

D'après moi, le rapport parent-enfant est un facteur déterminant de la confiance en soi d'un enfant. Comme vous pouvez le voir, le rapport que j'ai annexé à mon exposé aujourd'hui s'intitule *The Effects on Children of Non-parental Day Care*. Dr. Elliott Barker, président de la Société canadienne pour la prévention de la cruauté à l'égard des enfants, ainsi que le Dr. Selma Fraiberg, psychiatre sur les maladies du non-attachement . . .

Il apparaît dans ce rapport que le rapport parent-enfant est un facteur déterminant dans la confiance en soi d'un enfant et que les psychopathes les plus cruels ont eu une enfance privée d'attention parentale. Donc, pour le bien de ces enfants et de la société et puisque tant de femmes qui ne le souhaitent pas doivent aller travailler pour des raisons financières, il serait bon que le gouvernement intervienne et verse des allocations qui leur permettraient de cesser de travailler et de rester chez elles pour élever leurs enfants. Les demandeurs d'emploi pourraient alors trouver du travail, ce qui diminuerait le chômage. Donc, c'est bon pour les enfants, bon pour les mères et bon pour le pays.

J'aimerais ajouter que c'est pour cette raison, pour le bien des enfants et de la société, que je suis opposée à un régime universel de garderies, comme le proposent certains groupes. Les garderies ne remplacent jamais les parents.

Cependant, pour celles qui choisissent de travailler à l'extérieur, il vaudrait mieux que le gouvernement verse de l'argent directement aux mères de façon à leur permettre de choisir le meilleur endroit ou les personnes les mieux indiquées pour répondre aux besoins particuliers des enfants. Cela est particulièrement important pour les groupes ethniques dont l'alimentation et les coutumes peuvent être différentes.

Pouvez-vous préciser votre pensée?

[Text]

Ms Violet M. Morse (Secretary, Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission): Yes. I would like to mention that both my friend and I are homemakers, full-time homemakers, and to some people homemaker equals stupid. I would just like to say that my friend was a law student in Japan before coming here and she held a fine position as manager in a Japanese import firm before adopting her child 11 years ago. So she has a lot of intelligence and this is her choice, because she thinks it is so important. For myself, I have raised a family. I am also a writer attached to a publishing firm at a university.

• 1155

Now, I would like to say I have had a great deal of experience with children. I have raised eight children to adulthood. Today they all have professional degrees, they are fully bilingual, and they are well adjusted emotionally. Most of them have children of their own now, and because of their own experiences most of them choose not to place their children in day care institutions, although they are highly qualified and the women have had to give up positions to do so in some cases.

I am also, as you can see, the secretary of our CWL, which is composed of mainstream women. I have been in contact with many of these from different parts of the country, and I know the feeling of the mainstream women in Canada is to have a fairly decent home is the best environment for children, for their emotional security, their cultural development and moral training. Now, I know there are many problems with single parents and so forth, but we feel there are other solutions to these problems. I believe there is a move now to make sure fathers support their children better and also a move to ensure that perhaps employers provide day care for working mothers, mothers who have to go out to work.

But we are very much of the opinion that the cost of this day care could be better spent by putting it into the hands of the parents, who would choose what they feel is best. In the case of my friend here, she is concerned about the cultural values. As a Catholic, of course, I am concerned also about cultural and religious values that will be given to the children. We feel that, having carried a child to term within her womb, a mother should have the right also to choose what kind of care the child has afterwards.

Now, at present our taxes are so high that middle-class families can scarcely afford to have the mother stay at home, and with day care they would go even higher. Now, if my memory mistakes me not, about five years ago or maybe longer, Status of Women came out with a study on day care, which of course they are in favour of, and at that time they were saying it would cost \$40 billion, if I am not mistaken, and that the cost could easily double. Now, Katie Cooke said \$11.9 billion, and I notice by this latest that it is down now to \$4 billion.

[Translation]

Mme Violet M. Morse (secrétaire, Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission): Oui. Je voudrais préciser que mon amie et moi sommes toutes deux des ménagères, des femmes au foyer à plein temps, ce qui pour certains est synonyme d'idiotes. En fait, mon amie a fait des études en droit au Japon avant de venir ici et elle avait un excellent poste de directrice dans une société japonaise d'importation avant d'adopter son enfant il y a 11 ans. Elle est donc tout à fait intelligente et elle a fait ce choix, parce qu'elle considère que c'est important. Quant à moi, j'ai élevé une famille. En outre, je suis écrivain, attachée à une société d'édition dans une université.

J'aimerais ajouter que j'ai une très grande expérience des enfants. J'ai élevé huit enfants qui sont maintenant adultes. Aujourd'hui ils ont tous des diplômes spécialisés, ils sont parfaitement bilingues et très bien équilibrés. La plupart d'entre eux ont des enfants et, étant donné la façon dont eux-mêmes ont été élevés, ils préfèrent ne pas les mettre dans des garderies même excellentes et les femmes ont dû renoncer à leur travail dans certains cas.

Je suis également, comme vous le voyez, secrétaire de notre LFC, qui est composée de femmes très représentatives. J'ai été en contact avec de nombreuses femmes de différentes régions du pays et je sais que la plupart d'entre elles trouvent que le foyer est le meilleur environnement possible pour les enfants, pour leur sécurité affective, leur développement culturel et leur formation morale. Je sais qu'il y a maintenant de nombreux problèmes associés aux familles monoparentales etc., mais il y a d'autres façons de les résoudre d'après nous. Je crois que l'on tente actuellement de veiller à ce que les pères subviennent davantage aux besoins de leurs enfants et que l'on envisage également de demander aux employeurs de fournir des garderies pour les mères qui travaillent, les mères qui doivent travailler.

Cependant, nous sommes absolument convaincus que les sommes consacrées à ces garderies seraient mieux utilisées si on les confiait aux parents, qui pourraient alors choisir la meilleure utilisation. Mon amie, par exemple, attache beaucoup d'importance aux valeurs culturelles. Quant à moi, en tant que catholique, je tiens beaucoup à ce que les valeurs culturelles et religieuses soient transmises aux enfants. Nous pensons qu'après avoir porté un enfant dans son sein, une mère a aussi le droit de choisir la façon dont l'enfant va être élevé.

Nos impôts sont actuellement si élevés qu'il est presque impossible aux mères de la classe moyenne de rester à la maison et ces impôts ne feraient qu'augmenter avec un régime universel de garderies. Si je ne me trompe pas, il y a environ cinq ans ou un peu plus, le Bureau de la condition féminine a fait faire une étude sur les garderies, que l'on préconisait naturellement, et à l'époque le coût était estimé à 40 milliards de dollars, si je ne me trompe pas et ce coût pouvait facilement doubler. Maintenant, Katie Cooke parle de 11.9 milliards de dollars et je vois que le chiffre a été ramené à 4 milliards de dollars.

[Texte]

So I think we would really have to be sure what it is going to cost. There are widely varying estimates, and this will very much affect our tax system, which in turn may drive more mothers out to work, which is not their choice.

I want to mention that, while this sort of pamphlet . . . This is funded by our government and this is put out by the Canadian Day Care Advocacy Association, which is concerned mostly with the economy, not with the children. They say it is for the benefit of the children, but they list only one benefit and that would be very doubtful. It said it could bring enhanced . . .

The Vice-Chairman: If I may interrupt for a second, I want to make it clear that this is not funded by the federal government.

Ms Morse: Excuse me, it says right in the front here:

This research project was made possible by a grant from the Women's Program, Secretary of State, whose assistance is greatly acknowledged.

That is right on the first page.

The Vice-Chairman: Yes. What I wanted to say is that the contents of this are not the responsibility of government. If you were to look at the Secretary of State's funding programs, there are countless organizations that receive funds from the government, but we are not accountable for the contents or their results. Really, all I wanted to do was separate the Government of Canada from this document.

Ms Morse: I understand. My only point was that while our point of view is not funded, the point of view of these professional people who are concerned about their own jobs is funded. We do not bring children into the world to provide jobs for other people.

The Vice-Chairman: If I may, I just wanted to stop you, because I think if you were able to see the testimony we have heard across Canada and comments made by members of the committee . . .

• 1200

There is not anyone here accepting this, or the Katie Cooke documents or other studies, the Canadian Day Care Advocacy position, as the gospel truth. We are here to look at all of those documents, plus your presentation, and try to make some recommendations to the Parliament of Canada. So I just want to say do not take this too seriously, because we do not.

Ms Morse: That was not really my point. My point was that while some points of view are well financed and they can do a lot of research to support them, our point of view is not well financed.

In addition, if you will read *The Globe and Mail* this morning, the media are heavily biased in favour of the universal day care system. They have a big article on the pros and cons of day care, but all they present are the pros, not the cons. Yet right underneath it there is a letter from the county . . . I just forget his title; I think it is some kind of an official solicitor, who has investigated a sexual abuse case in

[Traduction]

Il faudrait savoir exactement ce que cela va coûter. Les estimations varient beaucoup et ceci aura des répercussions considérables sur le système fiscal, ce qui amènera peut-être des mères à travailler alors qu'elles ne le désirent pas.

Je voudrais signaler que, dans ce genre de brochure . . . Ceci est financé par notre gouvernement et ceci est publié par l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, qui s'intéresse surtout à l'économie et non aux enfants. On dit que c'est dans l'intérêt des enfants mais on ne donne qu'un seul élément positif et ce n'est pas sûr. On dit qu'il serait possible de . . .

Le vice-président: Si vous permettez de vous interrompre une seconde, je voudrais préciser que cet organisme n'est pas financé par le gouvernement fédéral.

Mme Morse: Excusez-moi, mais il est dit sur la couverture:

Ce projet de recherche a été rendu possible par une subvention du Programme de promotion de la femme, secrétariat d'État, dont l'aide a été grandement appréciée.

C'est juste à la première page.

Le vice-président: Oui. Je voulais simplement signaler que l'organisme ne relève pas du gouvernement. Si vous regardez les programmes de financement du secrétariat d'État, vous allez voir que d'innombrables organisations reçoivent des fonds du gouvernement mais nous ne sommes pas responsables de leurs publications ou de leurs résultats. Je voulais simplement mettre le gouvernement du Canada en dehors de ce document.

Mme Morse: Je comprends. Je voulais simplement dire qu'alors que ceux qui sont de notre avis ne reçoivent aucuns fonds, ces professionnels qui se préoccupent de leur propre emploi obtiennent un financement. Nous ne mettons pas les enfants au monde pour créer des emplois pour d'autres.

Le vice-président: Si vous me le permettez, je voulais simplement vous interrompre, parce que si vous avez vu les témoignages que nous avons recueillis dans l'ensemble du pays et les commentaires faits par les membres du Comité . . .

Aucun d'entre nous n'accepte ceci, ni les documents de Katie Cooke ni d'autres études, ni la position de l'Association pour la promotion des services de garde à l'enfance, comme parole d'évangile. Nous sommes là pour étudier tous ces documents, ainsi que votre exposé, et pour faire des recommandations au Parlement canadien. Ne prenez donc pas ceci trop au sérieux, parce que ce n'est pas notre cas.

Mme Morse: Ce n'est pas ce que je voulais dire. Je soulignais simplement que les tenants de certains points de vue sont bien financés et peuvent faire de nombreuses recherches pour appuyer leur position, tandis que ce n'est pas notre cas.

De plus, si vous lisez le *Globe and Mail* de ce matin, vous voyez à quel point les médias sont favorables à un système universel de garderies. Il y a un grand article sur le pour et le contre des garderies mais en fait on ne parle que du pour sans rien dire du contre. Pourtant, juste en-dessous, il y a une lettre du . . . j'ai oublié son titre; je crois que c'est un avocat officiel, qui a fait une enquête sur un cas de violence sexuelle à Brandt,

[Text]

Brandt, I believe it was, and in that particular case the day care was found innocent. But first, he said we have only seen the tip of the iceberg here, and secondly, the day care director resented very much being investigated.

So there are all kinds of research that have to be done on the effects of day care on children.

The Vice-Chairman: Let me assure you that this task force will take all of the things that come before it seriously. I do not want to leave a misapprehension. I take the comments in here as seriously as I do yours. We will then have the job of weighing what we think the government can do to help. I do not care much whether *The Globe and Mail* has one kind of a report or the *Montreal Gazette* or the *Winnipeg Free Press*. I want to assure you that this group of Members of Parliament will not be deterred from its task by any one report.

Ms Morse: I am glad to hear that, sir.

Ms Ogura: Also, many mothers did not know about this task force. When I showed my letter to many mothers . . . Actually, after I wrote this I heard about a postal strike. So I said oh, I have to mail it, because of the due date. So I only asked a few people who agreed with me to sign it. Later on, many mothers agreed with my opinion, and they said oh, I will sign it. But I said no, it is too late; I have already mailed it. But they said oh, I did not know such a task force existed.

So the publicity was not good. Even I happened to learn of this through my neighbour, who told me the government is asking the people's opinion of child care. So most of the homemakers were not well informed about your committee.

The Vice-Chairman: Let me try the best I can to answer that. We did spend what we think is an incredible amount of money to have advertising in every newspaper in Canada. We also had press releases everywhere in the country. We had regional press conferences. I guess we have to admit our own failure. There is no way we know of of reaching every single Canadian. The cost for advertising of this task force will run about \$60,000. We have to make a distinction and a decision about how much we can spend and how many Canadians we are going to reach. If we had doubled the cost, we do not believe we would have gotten our money's worth. So that is the decision that was made.

Mr. Nicholson: I have a comment I would like to make. One of the things I think are sometimes misunderstood . . . I think there is misunderstanding because of the some of the labels we use. That word "universal" is a label that I think is misunderstood, and there may be very good reasons for that. What I understand it to mean is . . . In fact, I do not like to use the word at all, I will tell you that, because when you use the phrase "universal day care" it almost sounds like universal kindergarten or universal grade one: that pretty soon we are going to have every child from the age of zero up to five in child care. I can tell you right off the bat that I oppose that.

[Translation]

je crois, et dans ce cas-là, la garderie a été innocentée. Mais tout d'abord, il dit n'avoir vu que la pointe de l'iceberg et deuxièmement, le directeur de la garderie était très mécontent d'avoir fait l'objet d'une enquête.

Il faut faire toutes sortes de recherches sur les effets des garderies sur les enfants.

Le vice-président: Je peux vous assurer que notre groupe de travail étudiera très sérieusement toutes les questions dont il est saisi. Que cela soit bien clair. J'accorde autant d'attention à ces commentaires qu'aux vôtres. Nous devons ensuite évaluer les divers éléments afin de voir ce que peut faire le gouvernement. Peu m'importe si c'est le *Globe and Mail* qui publie un article ou le *Montreal Gazette* ou le *Winnipeg Free Press*. Ce ne sont pas des articles qui vont nous détourner de notre tâche, rassurez-vous.

Mme Morse: Je suis heureuse de l'entendre, monsieur.

M. Ogura: De plus, de nombreuses mères n'étaient pas au courant de l'existence de ce groupe de travail. Lorsque j'ai montré ma lettre à plusieurs d'entre elles . . . En fait, après avoir écrit, j'ai entendu parler d'une grève des postes. Je me suis dit que je devais l'envoyer, étant donné le délai imposé. Je n'ai donc demandé qu'à quelques personnes du même avis que moi de signer la lettre. Plus tard, de nombreuses mères ont été d'accord avec moi et ont proposé de signer. Mais je leur ai dit non, c'est trop tard, j'ai déjà envoyé la lettre. Et elles ont dit qu'elles ne savaient pas que ce groupe de travail existait.

La publicité n'a pas été bien faite. Même moi, c'est par mon voisin que je l'ai su, lorsqu'il m'a dit que le gouvernement voulait connaître l'opinion des gens sur les garderies. Donc, la plupart des ménagères n'ont pas été bien informées sur ce sujet.

Le vice-président: Je vais essayer de vous répondre de mon mieux. Nous avons dépensé ce qui nous a paru être des sommes inouïes à faire de la publicité dans tous les journaux canadiens. Nous avons également publié des communiqués de presse partout au Canada. Il y a eu des conférences de presse dans les régions. Nous devons admettre notre propre échec. Il est impossible d'atteindre chaque Canadien. Le coût de publicité pour ce groupe de travail va se chiffrer à environ 60,000\$. Il faut faire une distinction et aussi décider de ce que l'on peut dépenser et du nombre de Canadiens que l'on peut atteindre. Si nous avions dépensé deux fois plus, je ne crois pas que nous en aurions eu pour notre argent. C'est ainsi que la décision a été prise.

M. Nicholson: Je voudrais faire un commentaire à ce propos. Certaines choses sont parfois mal comprises . . . il y a un certain malentendu à cause des termes que nous utilisons. Ce mot «universel» est une appellation souvent mal comprise et peut-être pour diverses raisons. D'après moi, ça signifie . . . En fait, je n'aime pas du tout utiliser ce mot, je vous le dis, parce que lorsqu'on parle du «régime universel de garderies», on a l'air de parler d'un jardin d'enfants ou d'une première année universelle: on dirait que très bientôt tous les enfants de zéro à cinq ans vont se trouver en garderie. Je peux vous dire d'ores et déjà que je suis tout à fait opposé à cela.

[Texte]

• 1205

You are saying that we should not be discouraging, financially or otherwise, women who want to stay home with their children or fathers who want to stay home with their children; we should not be putting them in a position where they have no choice. At the same time, I have to tell you that I have heard lots of testimony across this country that there is a need for particularly women who have no choice. They have to get some sort of care to look after their children outside of the home. I could spend an hour telling you all the different reasons and poverty might be first on the list.

I would like on this committee to strike some sort of balance, be very fair to those women like my wife, for instance, who is at home with our children, like my mother was home and my grandmother was home with her eight children. I want to be fair to those women.

Let me just conclude by saying this. You said you represent the CWL. That is probably the largest women's organization that has appeared before this committee. I want to tell you that I believe your organization strikes a note of moral clarity across this country. I think you have spoken with a great deal of reasonableness and I want to commend you and your organization for speaking out on this and on all issues. While you may not get the financing that perhaps other groups get from various departments or various government agencies, your opinion is listened to, is considered very seriously. I know that I speak for everyone and all parliamentarians in saying that we appreciate having your input. Thank you.

Ms Morse: Thank you very much. If I could just answer once more, we realize there are problems. We feel that there are other ways of handling it besides state day care, that child care is, as you say, very complex. There are many, many issues that you could spend hours going into, and we do feel that it takes a lot more than just universal day care to look after these different things. The parents should have the choice.

Mr. Nicholson: Child care is a much bigger issue than just day care, for sure.

Ms Morse: Yes, right.

Mr. Nicholson: Thank you.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin had one comment.

Mrs. Pépin: I agree with you that child care should be a parent's choice. I do not think we should impose that on parents. However, you mentioned in your statement sexual offences against children in some day care centres. As a former member of the Badgley commission, a commission created by government on violence against children and youth, we found out that there is lots of violence and sexual offences by parents toward their own children, too. So we have both sides.

Ms Morse: Yes, this is a great problem; I realize that. I am not saying that does not occur, but I do not think the day care

[Traduction]

Vous dites que nous ne devrions pas décourager, financièrement ou autrement, les femmes qui veulent rester à la maison avec leurs enfants ou les pères qui veulent en faire autant; nous ne devrions pas les mettre dans une situation où ils n'ont pas le choix. En même temps, je dois vous dire que j'ai entendu de nombreux témoignages nous montrant que le besoin existe bel et bien, particulièrement pour les femmes qui n'ont pas le choix. Elles doivent trouver une formule de garderie pour leurs enfants en dehors de la maison. Je peux passer une heure à vous donner toutes les raisons à cela et la pauvreté serait peut-être la première de la liste.

Il faudrait que ce Comité parvienne à un certain équilibre, c'est-à-dire à être juste à l'égard des femmes qui, comme mon épouse par exemple, restent à la maison avec leurs enfants, comme ma mère l'a fait et ma grand-mère également avec ses huit enfants. Je veux être juste à l'égard de ces femmes.

Je conclurai sur ceci. Vous avez dit que vous représentiez la LFC. C'est sans doute la plus importante des organisations féminines à avoir comparu devant notre Comité. Je crois que votre organisation est associée à une certaine image de probité dans tout le pays. Vous avez parlé d'une façon très raisonnable et je tiens à vous féliciter ainsi que votre organisation d'avoir exprimé votre point de vue sur cette question et sur d'autres. Même si vous n'obtenez pas les mêmes fonds que d'autres groupes peut-être de divers ministères ou organismes gouvernementaux, votre opinion est écoutée attentivement et prise en compte. Je sais que je parle ici au nom de tous et nous vous remercions vivement de vos commentaires. Merci.

Mme Morse: Merci beaucoup. J'aimerais ajouter encore un mot pour dire que nous savons qu'il y a des problèmes. Nous pensons qu'il y a d'autres façons de les régler que de mettre en place un régime de garderies d'État et que, comme vous le dites, la garde des enfants est un problème très complexe. Il y a de nombreuses questions sur lesquelles il serait possible de passer des heures et nous considérons que la garderie universelle n'est pas la solution à toutes ces difficultés. Les parents devraient avoir le choix.

M. Nicholson: La garde des enfants est une question beaucoup plus vaste que les simples garderies, c'est certain.

Mme Morse: Oui.

M. Nicholson: Merci.

Le vice-président: M^{me} Pépin voulait faire un commentaire.

Mme Pépin: Je suis d'accord avec vous, la garde des enfants doit être un choix fait par les parents. Nous ne devons pas l'imposer aux parents. Toutefois, vous avez parlé dans votre déclaration de délits sexuels contre des enfants dans certaines garderies. En tant qu'ancien membre de la Commission Badgley, commission créée par le gouvernement pour étudier la violence contre les enfants et les jeunes, j'ai vu qu'il y avait beaucoup de violence et de délits sexuels commis par les parents contre leurs propres enfants. Il y a donc les deux aspects.

Mme Morse: Oui, c'est un grave problème, je m'en rends compte. Je ne dis pas que ça arrive jamais mais je ne crois pas

[Text]

institutions are going to be any better than the parents of the children would be. Certainly something has to be done about this. I agree that it is a very serious problem.

Mrs. Pépin: I think that for many people you feel that maybe the child care centre will take the parents' role. I do not think that is really what people want. They want to have child care centres to be a complement to the parents and family. We have to look at this that way.

Ms Morse: If the child is there all day, that is taking the parents' place.

The Vice-Chairman: If I may, I think I will interrupt at this point. We have had both views expressed. Thank you very much for your presentation.

Ms Morse: Yes, thank you.

Ms Ogura: Thank you.

Le vice-président: Nous entendrons maintenant les représentantes de l'Association internationale des secrétaires professionnelles, section Ville-Marie, M^{mes} Brigitte Béliveau et Solange Ruest.

Bienvenue à notre Comité.

Mme Solange Ruest (membre de l'Association internationale des secrétaires professionnelles, section Ville-Marie): Je vais vous présenter brièvement notre association.

L'Association fut fondée en 1942 à Kansas City, au Missouri. La première section canadienne fut fondée à Niagara Falls en 1954. Le district Canada s'étend de Terre-Neuve à la Colombie-Britannique. L'Association compte au-delà de 30,000 membres au Canada, aux États-Unis, à Porto Rico et aux Iles Vierges. Elle compte des associations et des membres affiliés dans plus de 40 pays sur les cinq continents.

La section Ville-Marie de Montréal a été fondée le 25 janvier 1969. C'est une association sans but lucratif, indépendante de tout mouvement syndical, politique ou autres. Elle ne groupe que les personnes qui exercent ou ont déjà exercé la profession de secrétaire.

• 1210

L'Association est dirigée par les membres élus annuellement et formant les bureaux de direction. Les objectifs de l'Association sont l'amélioration des connaissances et la promotion du statut professionnel de la secrétaire.

Les positions de l'AISP. La majorité de nos membres ont des enfants et sont aux prises avec un problème de garde d'enfants. C'est pourquoi nous entérinons d'emblée le mémoire qui a été présenté hier par l'Association féminine d'éducation et d'action sociale, l'AFEAS, lequel fut déposé hier par M^{me} Louise Coulombe-Joly.

Nous voulons insister plus particulièrement sur la contribution des différents intervenants du milieu dont l'apport des commissions scolaires, et à ce sujet l'AFEAS s'exprime en ces termes:

Plusieurs écoles offrent un service de garde pour les enfants du cours primaire

[Translation]

que des centres de garderie vont faire mieux que les parents des enfants. Il faut faire quelque chose à ce sujet, c'est certain. Je suis d'accord pour reconnaître que c'est un problème très grave.

Mme Pépin: Vous avez l'impression que pour beaucoup, les garderies vont enlever leur rôle aux parents. Je ne crois pas que ce soit ce que veulent les gens. Ils veulent que les garderies soient un complément aux parents et à la famille. C'est ainsi qu'il faut voir les choses.

Mme Morse: Si l'enfant passe la journée à la garderie, elle prend alors la place des parents.

Le vice-président: Permettez-moi de vous interrompre maintenant. Les deux points de vue ont été exprimés. Merci beaucoup de votre exposé.

Mme Morse: Oui, merci.

Mme Ogura: Merci.

The Vice-Chairman: We will now hear the representatives of the International Association of Professional Secretaries, Ville-Marie Section, Mrs. Brigitte Béliveau and Mrs. Solange Ruest.

Welcome to our committee.

Mrs. Solange Ruest (Member, International Association of Professional Secretaries, Ville-Marie Section): I will briefly describe our Association.

The Association was created in 1942 in Kansas City, Missouri. The first Canadian section was founded in Niagara Falls in 1954. The Canadian district spreads from Newfoundland to British Columbia. The Association consists of more than 30,000 members in Canada, the United States, Puerto Rico and the Virgin Islands. There are affiliated associations and members in more than 40 countries on the five continents.

The Ville-Marie Section in Montreal was created on January 25, 1969. It is a non profit association, independent of any union, political or other movement. Its members are persons who exercise or who have exercised the profession of secretary.

The association is directed by the members elected annually and making up the board of directors. The association aims at improving the knowledge and professional status of secretary.

The positions of the AISP. Most of our members have children and are faced with the problem of child care. This is why we endorse the brief which was presented yesterday by the *Association féminine d'éducation et d'action sociale*, the AFEAS, represented by Mrs. Louise Coulombe-Joly.

We wish to emphasize the contribution of the different local authorities, including the school boards, and in this respect wish to point out the following:

Several schools offer a day care service for elementary school children.

[Texte]

c'est-à-dire les enfants de six à 11 ans,

les parents se retrouvent avec la totalité du problème durant les jours de congé... journées pédagogiques, congés de Noël, de Pâques, congés de fin de session, vacances d'été. Les parents ne peuvent alors s'absenter de leur travail pour plusieurs jours sans risquer de perdre leur emploi.

Nous nous rallions entièrement aux positions de l'AFEAS exprimées aux pages 11 et 12 et plus particulièrement aux points suivants:

Qu'une entente soit établie avec les commissions scolaires ou autres organismes locaux pour l'accessibilité à des locaux gratuits pour l'installation de services de garde, et ce dans les plus brefs délais.

Que les commissions scolaires mettent sur pied des services de garde et de cafétéria dans les écoles pour les enfants fréquentant le niveau primaire, moyennant une contribution des parents pour défrayer le coût de certaines dépenses de ce service, et ce à condition que le nombre d'enfants justifie ce service.

Que les commissions scolaires offrent un service de garde, sur une base annuelle, pour les enfants du cours primaire, durant les journées pédagogiques et congés de fin de session. Le coût serait défrayé par les parents utilisant ce service.

Que soit installé en milieu hospitalier un service de dépannage en cas d'hospitalisation urgente. Que ce service soit aux frais des personnes qui l'utilisent.

En terminant, j'aimerais dire qu'un rapport de l'Association internationale du district Canada sera présenté prochainement par M^{me} Deborah Robinson.

Mme Pépin: Je sais que vous avez une association dont les membres sont assez nombreux. Est-ce que vous pouvez nous dire ce qui se produit justement quand un enfant est malade ou bien lorsqu'il y a un congé pédagogique? Que font les mères dans ces cas-là?

Mme Ruest: Je suis moi-même souvent touchée par ce problème. J'ai un petit bonhomme de neuf ans et ce problème m'affecte le plus particulièrement car souvent les journées pédagogiques sont décrétées à la dernière seconde. À la commission scolaire, ils ferment l'école parce qu'ils suivent le calendrier scolaire également, et ils vont fermer eux aussi. Donc, à la dernière minute, il faut faire appel aux voisines pour leur demander si elles peuvent prendre le petit cette journée. Elles-mêmes ont déjà planifié autre chose. Des fois, il faut chercher jusqu'à 21 ou 22 heures afin de trouver une gardienne pour le lendemain, sinon il faudra rester à la maison. Puis il faut appeler l'employeur et l'avertir de notre absence ou de notre retard. Mais souvent l'employeur lui s'en fiche parce qu'il veut qu'on soit au bureau le lendemain matin pour produire. Plusieurs collègues se trouvent dans la même situation.

Mme Pépin: La majorité de vos membres sont sûrement des mères de famille?

Mme Ruest: Absolument.

[Traduction]

That is children between the ages of 6 and 11:

The parents must manage on their own when there are holidays... professional development days, Christmas and Easter holidays, end of session holidays, summer holidays. The parents are unable to remain away from their work for more than several days without running the risk of losing their job.

We fully subscribe to the positions presented by the AFEAS on pages 11 and 12, particularly the following points:

That an agreement be concluded with the school boards or other local organizations to provide for free premises for day care facilities as quickly as possible.

That the school boards offer day care and cafeteria services for elementary schoolchildren with part of the cost to be borne by the parents, provided there are sufficient children to justify such a service.

That the school boards offer a child care service on an annual basis for elementary school children during professional development days and end of session holidays. The cost would be paid by parents making use of such services.

That a temporary service be provided in hospitals when emergency hospitalization is necessary, the cost of such a service to be borne by users.

In conclusion, I would like to mention that a report of the International Association of the Canada District will soon be presented by Mrs. Deborah Robinson.

Mrs. Pépin: I know that your association does have a lot of members. Can you tell us what happens when a child is sick, or when there is a professional development day? What do mothers do then?

Mrs. Ruest: It is a problem I often face myself, I have a nine-year old boy and the problem is most difficult to deal with when professional development days are announced at the last minute. The school also closes because they follow the school calendar. I have to make last minute arrangements with neighbours who might be willing to look after my son for the particular day. They may have other plans. Sometimes, I have to keep trying for a babysitter until 9 p.m., or 10 p.m., otherwise I have to stay home. Then the employer has to be called to be informed of the absence, or the delay. Often the employer could not care less, he wants us to be at the office the following day to produce. Several of my colleagues find themselves in the same situation.

Mrs. Pépin: I suppose that most of your members do have children?

Mrs. Ruest: Yes, indeed.

[Text]

Mme Pépin: On nous a présenté une excellente comparaison entre les garagistes et les services de garde. Si jamais vous avez une panne avec votre voiture, vous téléphonez au bureau pour leur dire: je suis en panne. On vous dit de ne pas vous inquiéter et d'aller au garage. Lorsqu'on revient au bureau, on dit: comment est la voiture, puis j'ai eu le même problème la semaine dernière. Mais si une collègue téléphone en disant: j'ai un enfant malade, je vais être retardée, je ne peux pas rentrer. On dit: j'espère que ça ne se reproduira pas, sinon vous irez chercher de l'ouvrage ailleurs.

Mme Ruest: Oui, c'est exactement ce qu'on veut faire ressortir.

Mme Pépin: Les parents sont de plus en plus mis dans une situation semblable.

Mme Ruest: Surtout les femmes, je trouve, parce que les hommes sont aussi parents mais j'ai des collègues de travail qui ont des enfants d'âge scolaire et quand je leur souligne le problème, ils me répondent que leur femme s'en occupe.

Le vice-président: J'ai déjà fait la suggestion que, dans le contrat de mariage, on devrait inclure cette stipulation, alors je suis parfaitement d'accord avec vous.

Mme Duplessis: Je suis d'accord avec certaines recommandations que vous faites et je suis très consciente de vos besoins, mais je voudrais apporter une précision. En tant qu'ancienne enseignante, je peux vous dire que les journées pédagogiques sont fixées une année à l'avance par les enseignants et le personnel de direction. On nous propose des calendriers scolaires et on doit voter. Chaque parent peut demander le calendrier scolaire au début de l'année. Les journées pédagogiques y sont inscrites, et vous pouvez savoir quand se tiendront ces journées pendant toute l'année. On peut obtenir ce calendrier partout dans la province de Québec, aux niveaux primaire et secondaire.

• 1215

Mme Ruest: Je me suis peut-être mal exprimée. On sait à l'avance quelles seront les journées pédagogiques. Je faisais partie du comité d'école et je connaissais le calendrier. C'est peut-être les...

Mme Duplessis: Les tempêtes.

Mme Ruest: Je pensais surtout aux journées mobiles. Aujourd'hui, la classe de deuxième année a congé; demain, ce sera la classe de troisième année et, après-demain, la classe de quatrième. Parfois, le professeur n'est pas entré et on n'a pas pu le remplacer. Ce sont des choses de dernière seconde et nous, les parents, on est mal pris. Mais il est vrai que le calendrier pédagogique, on l'a à l'avance.

Le vice-président: Chez moi, d'habitude, je retrouve la note de l'école aux déchets avec le reste du lunch.

Mme Ruest: Oui, c'est souvent ce qui arrive. Ce sont des petites choses de dernière seconde qui nous posent des problèmes.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre témoignage.

Mme Ruest: Je vous en prie.

[Translation]

Mrs. Pépin: Someone made an excellent comparison of garages and child care. If you ever have trouble with your car, you can phone the office and tell them that your car is not working. You are told that there is no need to worry, that you can go to a garage. When you return to the office people want to know how your car is and will tell you that they had the same problem last week. But if a colleague phones to say that she has a sick child and that she will be delayed or she is unable to come in, she is told: I hope this will not happen again or else you will have to look for a job somewhere else.

Mrs. Ruest: Yes, this is the point we were trying to make.

Mrs. Pépin: This is the kind of situation that parents often find themselves in.

Mrs. Ruest: Particularly women, because even though men are also parents, I noticed that when I raise the problem to my work colleagues who have school age children, they tell me that their wives look after them.

The Vice-Chairman: I have already suggested that in the marriage contract, this kind of stipulation should be included, so I am in full agreement with you.

Mrs. Duplessis: I agree with some of your recommendations and I am very aware of your needs, but I would like to make a clarification. As a former teacher, I can tell you that professional development days are set a year ahead of time by the teaching and administrative staff. We are given a proposed school calendar and must vote on it. All parents may request to see the school calendar at the beginning of the year. Professional development days are shown and you can know exactly when they are scheduled for the entire school year. This calendar can be obtained throughout the Province of Quebec for primary and secondary schools.

Mrs. Ruest: Perhaps I did not make myself clear. We do know ahead of time when there will be professional development days. I was a member of the school committee and was aware of the calendar. Perhaps it is the...

Mrs. Duplessis: Storms.

Mrs. Ruest: I was thinking mainly of the movable days. Today, the Grade 2's may have a holiday, the day after, the grade 3's and the next day, the Grade 4's. Sometimes the teacher is unable to come and no substitute can be found. These are last minute things which often make life difficult for us parents. But it is true that we receive the school calendar ahead of time.

The Vice-Chairman: In my family, I usually find the note from school crumpled up with whatever is left from lunch.

Mrs. Ruest: Yes, this is often what happens. The small last minute things are what causes problems.

The Vice-Chairman: Thank you for your testimony.

Mrs. Ruest: It was a pleasure.

[Texte]

Le vice-président: Étant donné qu'au moins trois députés doivent être à Ottawa pour 18h00, nous siégerons aujourd'hui pendant l'heure du midi et terminerons à 15h30 précises.

Nous entendrons maintenant la représentante du Regroupement des garderies de la région 6C, M^{me} Lorraine Guillet, et la Concertaction interrégionale des garderies du Québec.

Mme Lorraine Guillet (présidente du Regroupement des garderies de la région 6C): Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Lorraine Guillet et je suis présidente du Regroupement des garderies de la région 6C, qui est la région sud de Montréal. Je fais aussi partie du conseil d'administration de ce regroupement depuis sept ans. Nous regroupons 40 services de garde sans but lucratif dans la région sud de Montréal. Je travaille depuis 10 ans dans le milieu des services de garde. Nous sommes aussi membres de la Fédération des femmes du Québec qui nous a mandatés pour parler en son nom. Enfin, nous faisons partie d'un organisme qui s'appelle Concertaction interrégionale des garderies du Québec, qui présentera son mémoire tout de suite après nous.

Le Regroupement des garderies de la région 6C n'a pas de mémoire à vous présenter, ou je devrais dire plutôt que nous avons tellement de choses à dire que 10 minutes ne suffiraient pas pour vous présenter tout ce qu'on a fait depuis 10 ans. De toute façon, on a déjà tout écrit ce qu'on avait à dire. On a trouvé le moyen d'écrire de 80 à 100 pages pour le mémoire de Concertaction, et je peux déposer les documents, monsieur le président.

Le Regroupement 6C, comme on l'appelle communément, est né de la volonté de quelques services de garde de se regrouper. C'était à l'époque des subventions de création d'emplois du gouvernement fédéral. Après avoir permis la mise en place de services de garde, le gouvernement fédéral n'avait ni les fonds nécessaires ni la juridiction pour continuer à financer et à développer les services de garde dans les provinces. Mais les services de garde ne voulaient pas mourir. Les parents en avaient maintenant besoin malgré les coûts, et les travailleurs et travailleuses avaient un emploi à défendre même s'ils étaient mal payés.

Unis dans la conviction qu'il fallait lutter pour leur survie, ces gens avaient besoin de voix qui iraient réclamer aux divers paliers gouvernementaux l'argent nécessaire à la continuité des services de garde. Les gens se sont donc donné des organismes qui parleraient en leur nom et défendraient leur cause.

Le Regroupement 6C est l'un de ceux là.

• 1220

Le Regroupement 6C est l'un de ceux-là, tout comme le Regroupement des garderies sans but lucratif de la région 01 dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, le Regroupement des garderies de la région 02 au Saguenay—Lac Saint-Jean, l'Alliance des garderies Nouveau départ de la Région 03 à Québec, l'Association des garderies de la région 04, à Trois-Rivières—Drummondville, le Regroupement des garderies des Cantons de l'Est de la région 05 et la Garderie Lafontaine de

[Traduction]

The Vice-Chairman: Since at least three membes must be back in Ottawa for 6 p.m., we shall continue to sit during lunchtime and shall conclude at 3.30 p.m., on the dot.

We shall now hear the representative of the Association of Region 6C Day Care Centres, Mrs. Lorraine Guillet, and the Concertaction interrégionale des garderies du Québec.

Mrs. Lorraine Guillet (President of the Association of Region 6C Day Care Centres): Thank you, Mr. Chairman.

My name is Lorraine Guillet and I am the President of the Association of Region 6C Day Care Centres, this is the region south of Montreal. I have been a member of the board of directors of the association for the past seven years. We are an association of 40 non-profit day care centres in the area south of Montreal. I have been working in child care for 10 years. We are also members of the Federation of Quebec women which has given us a mandate to speak on its behalf. We are also part of an organization which is called Concertaction interrégionale des garderies du Québec, which will present its brief immediately after ours.

The Association of Region 6C Day Care Centres does not have any brief to present or I should say rather that we have so many things to say that 10 minutes would not be enough to describe our experience over the past 10 years. In any case, we have already written what we have to say. We manage to write between 80 and 100 pages for the brief and I can table the documents, Mr. Chairman.

Association 6C, as it is commonly referred to, was set up when a number of day care services felt the need to join together in a group. This was at a time when there were job creation grants given by the federal government. After enabling such child care services to be set up, the federal government did not have the necessary funds or jurisdiction to continue to finance and develop day care services in the provinces. But such child care services were not willing to give up the ghost. They were needed by parents, in spite of the costs, and the day care workers had a job to defend even if they were poorly paid.

United by the conviction that they would have to struggle to ensure their survival, these people felt the need for a voice to present to the different levels of government their claims for the money necessary to continue to offer child care services. A number of organizations were therefore created to speak on behalf of these people and defend their cause.

Association 6C is one of these.

Association 6C is one of these, like the Association of Non-Profit Day Care Centres of Region 01 in the lower St. Lawrence—Gaspé, the Association of Day Care Centres of the region 02, the Saguenay—Lake St. John, *L'Alliance des garderies Nouveau départ de la Région 03* in Quebec City, the Association of Day Care Centres of Region 04, *Trois-Rivières—Drummondville*, the Association of Day Care Centres of the Eastern Townships, Region 05 and the Lafon-

[Text]

Montréal. Tous ont mis les mêmes efforts chacun dans leur région.

Si j'ai nommé ces intervenants, c'est parce que tous ensemble et représentant 174 garderies sans but lucratif du Québec, ils ont réussi, après 10 ans de travail et de maturation, chacun pour soi, à se regrouper. Cela a donné l'organisme qui s'appelle Concertaction interrégionale des garderies du Québec.

Comme le Regroupement, tous ces organismes étaient formés de femmes et d'hommes qui croyaient possible et nécessaire l'établissement d'un réseau de services de garde de qualité, accessible à tous les parents. Chacun pour soi, ils ont tenté de faire bouger les choses, mais, comme nous l'avons entendu ici, ça prend un peu plus de temps qu'on le voudrait.

Cependant, avant que tous les efforts menés par tous depuis 1972 ne s'écroulent faute de volonté sociale et politique, faute de pouvoir faire un peu pencher la balance de leur côté, les regroupements se sont réunis en 1984 pour former Concertaction. Cette entente est assez forte pour qu'un mémoire soit présenté aujourd'hui par cet organisme.

Si je tiens à rendre hommage aux groupes et aux personnes qui portent à bout de bras le dossier des services de garde depuis le début, c'est parce que leur travail a été important. Sans leur énergie, les services de garde au Québec ne seraient pas où ils sont aujourd'hui. Nous nous rendons compte chaque jour que le travail est loin d'aboutir et que, jour après jour, il faut continuer. Nous taire, cesser notre action auprès des parents, du personnel des garderies, de l'opinion publique et des divers paliers de gouvernement, signifierait la fin de ces services qui sont maintenant un service réel aux familles qui en ont besoin. C'est pourquoi il est souhaitable que les regroupements comme le nôtre et comme Concertaction, qui ne peuvent continuer leur travail sans moyens, soient considérés comme des interlocuteurs valables et reçoivent un appui financier. C'est ce que nous réclamons.

Le Regroupement 6C n'a pas de mémoire à vous présenter aujourd'hui parce qu'il appuie celui qui vous sera présenté par les représentants de Concertaction interrégionale des garderies du Québec.

Je vous remercie.

Le vice-président: Puis-je vous suggérer de rester à la table pendant que l'autre groupe nous présentera son mémoire? On pourra vous poser des questions en même temps.

Mme Guillet: D'accord. C'est ce qu'on prévoyait.

Le vice-président: Madame Pitre-Robin.

Mme Claudette Pitre-Robin (Concertaction inter-régionale des garderies du Québec): Merci, monsieur le président.

Concertaction inter-régionale des garderies du Québec est le seul organisme provincial de garderies sans but lucratif au Québec. Rappelons qu'il regroupe les regroupements des régions 01, 02, 03, 04, 05, 06C et la Garderie Lafontaine de la région de Montréal. Par le biais de ces regroupements, Concertaction interrégionale des garderies représente 174 garderies sans but lucratif accueillant 5,478 enfants à travers le Québec.

[Translation]

taine Day Care Centre in Montreal. All have made the same efforts in their region.

If I have mentioned the above, it is because together they represent 174 non-profit day care centres in Quebec and after 10 years of work and maturing on their own, they have succeeded in forming an association which is known as *Concertaction interrégionale des garderies du Québec*.

Like our group, all these organizations were created by men and women who believe that it was possible and necessary to set up a quality day care system accessible to all parents. Individually, each of them attempted to make headway but as we have heard here, it takes longer than we would like.

Before the efforts which we have been making since 1972 came to naught because of a lack of political and social will, powerless to bring about changes in their favour, the associations got together in 1984 to set up *Concertaction*. Our common position is strong enough for a brief to be presented today by this organization.

I wish to pay tribute to the groups and persons who have been shouldering the responsibility for furthering the cause of day care from the very beginning because of the great amount of work which they have done. Without their efforts, child care services in Quebec would not be in their present situation. Every day we realize how much work remains to be done and how much perseverance is required. If we give up our advocacy role and our work with parents, with day care workers, the public opinion and the different levels of government, it would mean the end of the present services which are a boon to families in need. This is why it is important for groups such as ours and *Concertaction*, unable to continue their work without money, to be considered as partners in dialogue and to receive financial support. This is what we are requesting.

Association 6C does not have a brief to present today since it supports the one which will be presented by the representatives of *Concertaction interrégionale des garderies du Québec*.

Thank you.

The Vice-Chairman: May I suggest that you remain at the table while the other group presents its brief? We can ask you questions at the same time.

Mrs. Guillet: Yes. This is what we expected to do.

The Vice-Chairman: Mrs. Pitre-Robin.

Mrs. Claudette Pitre-Robin (Concertaction inter-régionale des garderies due Québec): Thank you, Mr. Chairman.

Concertaction inter-régionale des garderies due Québec is the only provincial organization of non-profit day care centres in Quebec. It is an association bringing together regions 01, 02, 03, 04, 05, 06C and the Lafontaine Day Care Centre in the Montreal area. Through these associations, *Concertaction inter-régionale des garderies* represents 174 non-profit day care centres with an enrollment of 5,478 children throughout Quebec.

[Texte]

Nous tenons à remercier le Comité spécial sur la garde d'enfants de nous donner l'occasion d'exprimer notre point de vue sur la garde des enfants. C'est un mandat fondamental que s'est vu livrer le Comité spécial sur la garde d'enfants, car de lui dépendra le bien-être et le devenir de millions de petits Canadiens. C'est pourquoi, nous, représentants des services de garde du Québec, nous présentons devant cette commission afin de défendre les intérêts des jeunes Québécois.

Même si nous avons maintes fois répété que tout avait été dit, que tout avait été écrit depuis 10 ans, nous nous sommes de nouveau mis à l'oeuvre. Nous exposerons donc ici, pour le bénéfice du Comité, la situation actuelle des services de garde et nous réitérerons les recommandations déjà exposées.

• 1225

Nous ne reprendrons pas ici tous les éléments contenus dans notre imposant mémoire. Le temps alloué ne le permettrait pas. Nous présenterons plutôt ce qui nous apparaît être les enjeux importants de ce Comité, soit l'importance des services de garde sans but lucratif, subventionnés et reconnus, le statut juridique et le financement d'un service de garde et nos recommandations.

J'entreprends tout de suite l'importance des services de garde sans but lucratif reconnus. Vous pouvez me suivre, si vous le voulez, dans le mémoire, à la page 11.

À l'heure actuelle, on ne peut plus nier l'importance des services de garde à l'enfance, pas plus qu'on ne peut ignorer les nombreux changements sociaux qui ont créé cette nécessité.

La société est engagée dans des transformations profondes qui touchent tous les individus et les familles en particulier. En effet, la structure familiale s'est profondément modifiée et la définition même de la famille a changé. En 1982, le Conseil des affaires sociales et de la famille proposait qu'elle soit définie comme suit:

Le groupe parents-enfants vivant ensemble dans une certaine continuité pour favoriser le développement personnel et social des individus qui le composent.

Bien que la famille demeure la cellule de base de la société, elle n'offre plus les mêmes caractéristiques tant au niveau des rôles sexuels que de sa stabilité. Ce qui ne signifie en rien qu'on doive qualifier les nouvelles situations familiales de «meilleures ou pires». Il nous faut plutôt, collectivement, trouver les moyens pour apporter du support à ceux qui choisissent de fonder une famille. C'est encore plus vrai du seul fait que l'on constate une baisse importante du taux de natalité.

Étant donné qu'une société ne peut survivre dans le temps si elle ne se reproduit pas, il faut donc qu'elle fasse pouvoir pour assurer sa reproduction physique. Mais, là ne s'arrête pas sa responsabilité, elle doit prendre les moyens pour garantir aux générations futures un milieu de vie favorable.

La société doit donc savoir et se rappeler que:

[Traduction]

We would like to thank the special committee on child care for giving us this opportunity to express our opinion on child care. Your committee has been entrusted with a mandate of vital importance which will impact on the welfare and the future of millions of young Canadians. This is why we, representatives of child care services in Quebec, are appearing before your committee in order to defend the interests of young Quebecers.

In spite of our repetitions over the past 10 years that everything has been said and written, we have taken up the challenge once again. We shall therefore set out for the benefit of the committee the present situation of child care services and we shall reiterate the recommendations which have already been made.

We will not get into all the elements in our imposing brief at this point. The time allocation does not allow for that. So we will point out what seemed to us to be the important things for this committee, that is the importance of licensed, subsidized non-profit day care centres, the legal status and funding of day care services and our recommendations.

I would like to get to the importance of licensed, non-profit day care services immediately. If you want to, you can follow me in the brief on page 11.

At the present time, it is no more possible to deny the importance of day care services than it is to ignore the numerous social changes which have brought about this necessity.

Society is undergoing profound changes which effect all individuals and, more particularly, all families. In fact, the family structure has changed enormously and the definition itself of a family has changed. In 1982, "Conseil des affaires sociales et de la famille" was proposing the following definition:

The group of parents and children living together in a certain continuity with a view to favouring the personal and social development of those individuals composing it.

Although the family is the basic cell in society, it no longer offers the same characteristics as far as either sexual roles or its stability are concerned. Which does not mean that we should qualify the new family situations as "better or worse". Rather, as a community, we should try to find the means to support those who choose to have a family. It is even truer still as we are witnessing an important decrease in the birth rate.

As a society cannot survive, over time, if it does not reproduce, it must be able to ensure its physical reproduction. But that is not the sum total of its responsibilities and it must also take the means to guarantee favourable living conditions to future generations.

Society must therefore know and remember that:

[Text]

C'est la qualité de vie de toute l'humanité qui s'améliore quand on porte à l'enfant un soin et un respect plus grands et quand on recherche pour lui une meilleure qualité de vie.

C'est pourquoi:

tout doit être fait pour assurer le maintien, la croissance et la qualité des ressources humaines qui composent la famille.

Parmi les facteurs qui ont amené une mutation au sein de la famille, retenons l'ampleur que prend le travail extérieur des mères de jeunes enfants. Ces femmes sont sur le marché de l'emploi par choix ou par obligation. L'obligation de leur travail extérieur a été largement démontrée, entre autres, par le Conseil national du Bien-être social:

C'est le plus souvent grâce au travail de l'épouse que les familles des maris à faible revenu peuvent éviter la pauvreté.

Pour voir dans quelle mesure le salaire des conjointes importait, le Conseil a soustrait leur salaire du revenu des familles canadiennes et comparé les résultats au seuil de pauvreté de Statistique Canada. Les résultats sont frappants: le nombre de familles pauvres à deux conjoints connaîtrait une hausse de 51 p. 100 si les épouses ne travaillaient pas à l'extérieur du foyer.

Si cela est vrai pour les familles biparentales, on peut imaginer la nécessité du travail extérieur dans le cas de familles monoparentales. Compte tenu que ces familles ont une femme à leur tête dans plus de 85 p. 100 des cas, et que les pensions alimentaires sont souvent très peu élevées, sans emploi, ces familles seraient carrément pauvres.

Mis à part l'obligation, il importe de reconnaître l'aspect du droit des femmes en matière d'égalité à l'emploi. Les femmes ont, en effet, le droit de concilier maternité et travail extérieur, tout comme les hommes concilient paternité et travail extérieur. Toute société qui se respecte doit respecter les droits de chacun.

En tant que société, nous avons à vivre et à accepter cette situation relativement nouvelle et à y apporter des solutions à court, moyen et long termes en gardant en tête que, dans cette nouvelle société qui émerge, la

préoccupation essentielle, fondamentale et prioritaire sera l'amélioration de la qualité de vie, cela, sur toute la surface du globe.

Les services de garde à l'enfance représentent une des solutions dans notre quête pour améliorer la qualité de vie. Toutefois, à l'heure actuelle, les décisions prises à cet égard font effet de demi-mesures: on maintient en vie un certain nombre de garderies sans vraiment développer un réseau accessible à tous. Ainsi, les services de garde reconnus ne rejoignent qu'une infime partie de la population et c'est à d'autres modes de garde, sans contrôle possible de qualité, que doivent avoir recours la majorité des familles et ce, bien souvent au détriment du bien-être des enfants. Cet état de fait est inacceptable dans une société qui prétend attacher beaucoup d'importance aux enfants.

[Translation]

It is the quality of life of humanity as a whole which improves when we give the child better care and more respect and when we try to improve the child's quality of life.

That is why:

Everything must be done to ensure the continuity, the growth and the quality of those human resources which make up the family.

Of those factors which brought about change within the family itself, we shall point to the growth of outside work for mothers of young children. These women are now on the labour market by choice or by obligation. The obligation that leads to this outside work has been extensively demonstrated, amongst others, by the National Council on Welfare:

It is most often thanks to the spouse's work that the families of low-income husbands can avoid poverty.

To see how important the spouse's salary is, the Council subtracted their salary from Canadian family revenue and compared the results to Statistics Canada poverty line. The results are striking: The number of poor families with two spouses would increase by 51% if the wives did not work outside the home.

If that is true for those families with both parents, one can imagine how necessary it becomes to work outside the home in the case of single parent families taking into account that the head of those families is a woman in over 85% of all cases and that child support is often very low, if there was no employment in those cases, those families would definitely be poor.

Besides the obligation, it is important to recognize the aspect of women's rights in the matter of equal employment. Women have the right to reconcile motherhood and outside work just as men reconcile paternity and outside work. Any society worthy of that name must respect the rights of each individual.

As a society, we have to live with and accept this relatively new situation and come up with short, medium and long-term solutions keeping in mind that, in this new society which is beginning to emerge, the

main and fundamental concern and priority will be the improvement in the quality of life all over the world.

Day care services represent one of the solutions in our quest to improve the quality of life. However, at the present time, the decisions made in this area are only partial solutions: We are going to maintain a certain number of day care centres without really developing a network accessible to all. Thus, licensed day care services will be available only to a small minority of the population and the majority of families must then count on other forms of day care, without any possible quality control most often to the detriment of the child's well being. This state of affairs is unacceptable in a society which claims it attaches much importance to children.

[Texte]

Lorsqu'on pense aux services de garde, il ne faut pas oublier que l'enfant est au coeur de l'importance de ces services.

La création de tels services profite d'abord et avant tout aux enfants; les avantages pour les parents venant en second lieu. Ignorer le problème des services de soins aux enfants; c'est ignorer les besoins des enfants. Comme l'expliquent Richard Cloutier et Réjean Tessier, psychologues:

Fonctionnellement, la garderie possède une dimension de rayonnement social externe et une dimension de vie interne. Même si ces deux dimensions ne sont pas étanches l'une à l'autre, on peut concevoir que la garderie dans la société québécoise contemporaine est un service sollicité par la famille pour répondre à ses besoins de garde d'enfants. Cependant, une fois l'enfant intégré aux services de garde, c'est à lui que l'on s'adresse avant tout.

• 1230

Quelles que soient les raisons qui motivent les parents à utiliser un service de garde, ce qu'il faut voir, c'est que nous avons tous une responsabilité collective face aux enfants. Le rapport d'une commission sur l'égalité en matière d'emploi présente la question sous forme de syllogisme: la société a le devoir de veiller à ce que les enfants à charge reçoivent au moins les soins essentiels; il incombe aux parents, en premier lieu, de dispenser ces soins; les parents ne sont pas toujours en mesure de le faire à plein temps. Par conséquent, il faut que la société les remplace quand ils ne peuvent pas dispenser ces soins à leurs enfants.

Ce même rapport termine le chapitre en regard du soin des enfants en affirmant que:

Les services de soins d'enfants ne sont pas un luxe, mais une nécessité. Si le gouvernement n'adopte pas les politiques nécessaires pour répondre à ce besoin urgent, nous mettons les femmes, les enfants et l'économie en péril. Étant donné que plus de la moitié de tous les enfants canadiens sont confiés, la plupart du temps, aux soins d'autres que leurs parents, et que plus de la moitié de tous les parents ont besoin de soins pour leurs enfants, n'est-il pas grand temps que la politique sociale soit mise à jour pour refléter l'époque où nous vivons?

De plus, les Nations Unies ont reconnu aux enfants des droits parmi ceux-ci: le droit à l'amour, compréhension et protection, le droit à la protection contre toute forme de négligence, cruauté et exploitation, le droit à une éducation gratuite, des activités récréatives et aux loisirs, le droit aux moyens permettant de se développer d'une façon saine et normale sur le plan physique, intellectuel, moral, spirituel et social. La garde des enfants correspond à plusieurs de ces principes et à ce titre se doit d'être de qualité.

Comment alors s'assurer de la qualité dans la garde non reconnue, non supervisée, communément appelée garde au noir? Bien sûr, plusieurs nous citeront l'exemple de la bonne voisine-mère, qui ne garde qu'un ou deux enfants, mais combien d'enfants se retrouvent à 15 ou 20, entassés dans un sous-sol mal éclairé où une dizaine d'enfants de 0 à 4 ans sont sous la surveillance du plus grand de 5 ans pendant que madame fait sa lessive, le repas ou parle au téléphone? Et les

[Traduction]

When one thinks of day care services, one should not forget that the child is the central focus of importance.

The creation of such services is, first and foremost, to the child's advantage; the advantages for the parents come second. To ignore the problem of these services for the child is to ignore children's needs. As the psychologists Richard Cloutier and Réjean Tessier explain:

Functionally, the day care centre has two dimensions: its social outreach and its inner life. Even though these two dimensions do not exist in total isolation one from the other, it is conceivable that the day care centre in contemporary Quebec society is a service the family demands to meet its needs in the matter of child care. However, once the day care centre has taken charge of the child, he is the first and foremost user of the service.

For whatever reasons parents use day care services, what must be seen is that we all have a community responsibility to the children. The report of a committee on job equality puts the question as a syllogism: society has the duty to see to it that dependent children's essential needs, at the very least, are taken care of; it is up to the parents themselves, in the first place, to ensure this care; parents are not always in a position to do so on a full-time basis. Therefore, society must replace them at such times as they cannot give their children such care.

This same report concludes the chapter concerning child care by stating that:

Child care services are not a luxury but a necessity. If the government does not adopt those policies necessary to meet this urgent need, we are endangering our women, our children and our economy. As over half of all Canadian children, most of the time, are taken care of by people other than their parents, and more than half of all parents need care services for their children, isn't it high time our social policy was updated to reflect the age in which we live?

Furthermore, the United Nations have recognized that children have, amongst others, the following rights: the right to love, understanding and protection; the right to protection against any form of negligence, cruelty and exploitation; the right to free education, recreational activities and others; the right to have the means necessary to ensure sound and normal development physically, intellectually, morally, spiritually and socially. Day care services for children come under many of these headings and must therefore be quality services.

How then do we ensure quality in the case of unlicensed, unsupervised day care services, more commonly known as underground services? Of course, many will give us the example of the nice mother across the street who only has one or two children to care for, but how many children find themselves 15 or 20 at a time crammed into a dimly lit basement where a dozen children from zero to four years of age are being looked after by a five-year old while madam does

[Text]

autres? Tous ces autres qui sont rîvés au poste de télévision pendant des heures entières. Qu'en est-il de leurs droits? S'en soucie-t-on?

La période la prime enfance est si courte et si importante pourtant qu'il ne faut justement rien négliger et nous avons des délais fort minces pour répondre aux besoins des enfants d'aujourd'hui. L'année prochaine sera peut-être trop tard. La garde au noir n'est pas acceptable dans une société dite civilisée. Avez-vous déjà fait appel à votre ville pour demander quelles sont les normes pour ouvrir un chenil privé? Comparez avec les exigences pour la garde d'enfants!

Il y a quelques années, le Regroupement des garderies de la région 6C déclarait que le ministère le plus approprié pour assurer des services de qualité dans les garderies serait celui de l'Agriculture. On a plus de considération pour l'élevage que pour l'éducation de la petite enfance. Oui, car on ne garde ni un cochon, ni une vache, sans normes, sans inspections et sans contrôle de qualité. Mieux encore, on investit pour obtenir un meilleur rendement, un développement optimum de nos bêtes. Qu'en est-il de nos enfants?

Au Québec, la Loi sur les services de garde à l'enfance stipule qu'un enfant a droit de recevoir, jusqu'à la fin du niveau primaire, des services de garde de qualité, avec continuité, de façon personnalisée. Si un tel droit est légalement reconnu, l'État doit faire en sorte qu'il soit respecté. Les services de garde aux enfants d'âge préscolaire sont, eu égard à l'âge des enfants qui les fréquentent, la durée de la fréquentation et l'importance de cette période dans le développement de ces enfants, essentiels en ce qui regarde l'égalité des chances et la protection du citoyen.

Nous concluons ce chapitre en reprenant les paroles de Charles Caouette, lors d'un important colloque sur les services de garde à l'enfance, tenue à Montréal en 1985:

Il faut que dans notre société, les services de garde nous aident comme société à redonner à l'enfant sa place, à reconnaître ses besoins et ses droits et à lui redonner un espace vital de qualité.

M. André Sénécal (Garderie Lafontaine Inc. et Concertation inter-régionale des garderies du Québec): Je traiterai du statut juridique d'un service de garde. Vous pouvez suivre dans le mémoire, à partir de la page 53.

A maintes reprises au Québec, de nombreux organismes se sont opposés à l'existence des garderies à but lucratif ou encore s'opposaient à ce que le gouvernement leur accorde toute forme de subventions. Encore aujourd'hui, au plan national, ces garderies rencontrent beaucoup d'opposition. Au Québec, entre les années 1974 et 1979, le gouvernement avait pris la décision de ne plus accorder de permis aux garderies à but lucratif. Bien que plusieurs membres du gouvernement s'y opposaient, à la fin de 1979, le ministre des Affaires sociales revenait sur sa décision. La raison en était bien simple: les garderies à but lucratif venaient augmenter le nombre de places comptabilisées dans la province.

[Translation]

her wash, whips up a meal or is glued to the telephone? And how about the others? All those others who are plunked in front of a television set for hours on end. What about their rights? Aren't we concerned about them?

Childhood is so short, yet so important, that we must neglect absolutely nothing and we have very little time to meet today's children's needs. Next year may be too late. Underground day care services are not acceptable in any so-called civilized society. Have you ever phoned up your city hall to find out what the standards are if you want to open up a private kennel? Compare that with the standards for child care!

A few years ago, the *Regroupement des garderies de la région 6C* stated that the most appropriate department to ensure quality services in day care centres would be the Department of Agriculture. There is more consideration shown for animal husbandry than there is early childhood education. You don't keep a pig or a cow without having standards, inspections and quality control. Nay, you invest to get the best out of and give the best to your animals. What about our children?

In Quebec, the legislation on day care services specifies that a child has a right, up to the end of primary school, to quality, ongoing and personalized day care services. If such a right is recognized in law, the state must see to it that the law is enforced. Because of the age of the children, the duration and the importance of this period in their development, day care centres for preschoolers are essential to equality of opportunity and to the protection of the population.

We will conclude this chapter by quoting Charles Caouette at an important meeting on day care services held in Montreal in 1985:

In our society, day care services must help us, as a society, to recognize the child's needs and rights, to put the child back in his proper setting and to give him back quality living space.

Mr. André Sénécal: (Garderie Lafontaine Inc., Concertation inter-régionale des garderies du Québec): I will talk about the legal status of day care services. You can follow me in the brief starting on page 53.

On many occasions in Quebec, many organizations have been opposed to the existence of profit-making day care centres or to any kind of subsidy the government might grant them. Nationally there is still a lot of opposition to these day care centres. In Quebec, from 1974 to 1979, the government decided not to license any commercial day care centres. At the end of 1979, in spite of the opposition of many members of the government, the Minister of Social Affairs changed that. The reason was very simple: commercial day care centres increased the number of spaces credited to the province.

[Texte]

• 1235

Toutefois, ces garderies coûtent assez cher au Québec. En effet, en les soutenant indirectement, par l'aide financière accordée aux familles qui y avaient droit, le gouvernement du Québec assumait la totalité de ces coûts, puisque le gouvernement fédéral n'accordait, dans ce cas, aucun montant par le biais du régime d'assurance publique du Canada. La politique du fédéral en cette matière est certes bien plus plausible que celle qui fut adoptée au Québec.

Sans condamner, en bloc, les garderies à but lucratif et sans prétendre que seules les garderies sans but lucratif dispensent des services de qualité, il y a lieu de s'interroger sur le fait qu'on puisse penser à la garde des enfants en termes de profits financiers.

• 1240

Il est sans doute difficile d'accepter que la recherche de profits ne nuise pas à la qualité des services offerts aux jeunes enfants.

Nous savons tous que la qualité des services coûtent cher et que les principales ressources financières des garderies demeurent les montants défrayés par les parents.

Ceux-ci ont des capacités limitées de payer les frais de garde, de sorte que les revenus des garderies sont relativement peu élevés.

Dans le cas des garderies sans but lucratif, ayant un conseil d'administration formé majoritairement de parents, le gouvernement québécois y supplée avec des subventions directes.

Ces subventions et les montants chargés aux parents permettent à peine de maintenir une qualité minimale de services et les garderies subventionnées arrivent à peine à joindre les deux bouts.

Les garderies à but lucratif n'ont pas accès aux subventions directes. Pour qu'elles soient rentables, on peut supposer qu'elles se voient dans l'obligation de couper dans certaines dépenses mettant en péril la qualité des services offerts.

Suite à une enquête effectuée en 1978, Richard Cloutier et Réjean Tessier notaient que les éducatrices oeuvrant dans les garderies sans but lucratif semblent favorisées par rapport à celles travaillant dans les garderies à but lucratif. Ainsi elles travaillent en moyenne six heures de moins par semaine et gagnent 11\$ de plus.

En 1981, l'Office des services de garde à l'enfance menait une enquête auprès des garderies du Québec. Les résultats indiquent que dans les garderies à but lucratif, il y a plus d'enfants par éducateur ou éducatrice; que la masse salariale accordée est en proportion plus faible et que les éducateurs et éducatrices travaillent en moyenne 2.4 heures de plus par semaine. Dans les garderies à but lucratif, les employés ont également moins d'avantages sociaux. De plus, le personnel est plus âgé, moins instruit et moins spécialisé que dans les garderies sans but lucratif.

[Traduction]

However, such centres are rather expensive in Quebec. Indeed, through indirect subsidies, by way of the financial assistance given to families who were entitled to it, the Quebec government paid the full cost—since in this case the federal government did not pay anything through the Canada Assistance Plan. Federal policy in this area is certainly much more coherent than the policy adopted in Quebec.

Without rejecting all commercial day care centres and without saying that only non-profit day care can give good services, the fact that day care can be seen as a profit-making enterprise should make us think.

It is no doubt difficult not to see an incompatibility between the profit motive and quality child care services.

We all know that quality services cost money and that the main financial resources of our daycare centres are the fees paid by the parents.

There is a limit to their fee-paying capacity, and therefore daycare centre revenues are relatively low.

In the case of non-profit daycare centres with a board of directors having a majority of parents, the Quebec government makes up the shortfall through direct subsidies.

These subsidies and the amounts charged to parents barely allow the subsidized centres to maintain minimum quality services and they have problems making ends meet.

The profit-making daycare centres do not have access to direct subsidies. If they are to be profitable, they probably have to cut back on certain costs, thus jeopardizing the quality of those services they offer.

According to an investigation undertaken in 1978, Richard Cloutier and Réjean Tessier found that the women working in nonprofit daycare centres seemed better off as compared to those working in the profit-making centres. On average, they were working six hours less per week and earning \$11 more.

In 1981, the *Office des services de garde à l'enfance* reviewed Quebec's daycare centres. The results showed that in profit-making centres there are more children per educator; that the total wage package is proportionately lower and that the educators, on average, worked 2.4 hours more per week. In these profit making centres, the employees also get less in the way of fringe benefits. Moreover, the staff is older, less educated and less specialized than in the nonprofit daycare centres.

[Text]

Les garderies à but lucratif sont surtout présentes dans les régions où la densité de la population est plus élevée. Elles ont également un taux d'occupation plus élevé que les garderies sans but lucratif.

Dans ce dernier cas, l'Office des services de garde à l'enfance avance l'hypothèse que le taux d'occupation plus bas pourrait s'expliquer par un choix des garderies de privilégier un espace moyen plus grand pour chaque enfant.

En 1981, le tarif quotidien pour un enfant, avec repas, était supérieur, en moyenne, de 60 cents par jour, dans les garderies à but lucratif par rapport au tarif moyen des garderies sans but lucratif subventionnées.

Le rapport d'activités 1984-1985 de l'Office montre qu'en moyenne les parents payaient 80 cents de plus par jour dans les garderies à but lucratif pour cette période.

Cette différence ne paraît pas suffisante pour générer des profits. On peut donc déduire que ceux-ci proviennent de la diminution de la qualité des services offerts aux enfants et de conditions salariales et de travail moins avantageuses pour le personnel.

Il est d'ailleurs intéressant de noter qu'au Québec, les propriétaires de garderies à but lucratif s'opposaient à la réglementation qu'ils jugeaient trop sévère alors qu'en réalité elle assure une qualité minimale de services.

Dans un mémoire produit pour le compte de l'Association des propriétaires de garderies privées du Québec, Jean-Marc Lemire déclarait:

Les garderies privées financées à partir d'intérêts privés ont dû subir l'effet de la compétition des garderies subventionnées. Les salaires plus élevés, les conditions de travail plus attrayantes, les équipements plus modernes, les locaux plus spacieux, etc., ont pour effet d'attirer les travailleurs et la clientèle au sein des garderies subventionnées.

• 1245

Il s'en est fallu de peu, comme le souligne Micheline Lalonde-Graton dans *La p'tite histoire des garderies*, pour que M. Lemire avoue que la qualité des services est nettement déficiente dans les garderies à but lucratif lorsqu'on les compare aux garderies sans but lucratif subventionnées.

Cette situation est d'autant plus grave que, au niveau des garderies à but lucratif, les parents n'ont que peu de moyens pour contrôler la qualité des services. Contrairement aux garderies sans but lucratif dont les conseils d'administration sont composés majoritairement de parents, les garderies à but lucratif sont entièrement gérées par des intérêts privés et les parents n'ont que peu à dire puisqu'ils n'ont aucun pouvoir décisionnel.

Mme Claudette Pitre-Robin (Concertation inter-régionale des garderies du Québec): Je rappellerai d'abord les paroles du dr Frederick Elkin, de l'université York, qu'il a prononcées en 1971 lors du colloque «Délibération/Conférence canadienne»:

L'enfant, du point de vue de la société est une ressource. Il fait partie de notre richesse collective et de la prochaine génération qui maintiendra et développera le genre de

[Translation]

The profit-making daycare centres are mainly to be found in areas where the population density is higher. Their occupancy rate is also higher than for the nonprofit centres.

In the latter case, the *Office des services de garde à l'enfance* presumes that the lower occupancy rate might be explained by the centres choosing to allot more space to each.

In 1981, the daily rate for one child, with meals, was on average 60¢ more per day in profit-making centres than in the subsidized nonprofit daycare centres.

The 1984-85 activity report from the *Office* shows that, on average, parents were paying 80¢ more per day in the profit-making centres for that period.

This difference does not seem great enough to be generating profits. It can therefore be inferred that the profits come from a decrease in wages and in the quality of services for children, and from inferior working conditions for the staff.

It is also interesting to see that in Quebec, the owners of profit-making daycare centres were opposed to the regulations, which they found too harsh, while, in reality, they ensure that services are of a minimum quality.

In a brief produced on behalf of the *Association des propriétaires de garderies privées du Québec*, Jean-Marc Lemire states:

Private daycare centres financed through private funding have had to deal with competition coming from subsidized daycare centres. Higher salaries, more attractive working conditions, more modern equipment, more spacious accommodation and so on have drawn workers and the client population to the subsidized centres.

As Micheline Lalonde-Graton pointed out in *La p'tite histoire des garderies*, Mr. Lemire so much has said that the quality of service in private day care is clearly lacking in comparison to subsidized non-profit day care centres.

This situation is especially serious when you consider that parents have very little control over the quality of services offered in private day care centres. Unlike non-profit day care, whose boards are mainly made up of parents, the private day care centres are managed by completely private interests; parents have very little say and no decision-making power.

Mrs. Claudette Pitre-Robin (Concertation inter-régionale des garderies du Québec): I would like to begin by quoting Dr. Frederick Elkin, from York University, who said the following in a speech given in 1971 at the Canadian conference/seminar:

From society's point of view, the child is a resource. Children are part of our collective wealth; they are the next generation, which is to maintain and develop the type of

[Texte]

monde que nous voulons: il nous incombe de veiller à ce que cette ressource ne soit pas gaspillée et fournisse son apport par sa participation et sa compétence.

Le financement des services de garde au Québec reste une question très complexe car il n'y a pas que les programmes de l'Office des services de garde qui en sont en cause, mais toutes les politiques fiscales et toutes les politiques familiales.

Comme nous l'avons vu tout au long des chapitres précédents, les services de garde sont un outil essentiel pour l'accès des femmes au marché du travail, un support à la famille et un droit aux enfants d'avoir des services de garde de qualité.

Seul l'établissement d'un réseau de services de garde sans but lucratif, universel, accessible, diversifié et de qualité élevée pourra répondre aux besoins et aux attentes des enfants et des familles québécoises et canadiennes.

Un gouvernement et une société doivent entrevoir le financement des services de garde sans but lucratif reconnus comme un investissement. Et que l'on ne vienne pas nous dire que la création d'un réseau de services de garde coûte cher et n'aurait pas d'impact sur l'économie. Le développement de tels services générerait des emplois, contribuerait à l'augmentation du taux de natalité et permettrait l'accès à l'égalité des chances pour les femmes.

En effet, dans leur mémoire *Dossier garderies—pour un réseau universel et gratuit*, les centrales syndicales avaient évalué en 1985 que l'établissement d'un réseau de garderies pour le Québec seulement créerait 44,914 emplois et ces calculs excluaient le personnel de soutien. Donc, moins de travailleurs et de travailleuses sur l'assurance-chômage ou sur l'aide sociale. Plus de travailleurs et de travailleuses qui paient des impôts.

Développer des services de garde, c'est développer des emplois; développer des services de garde, c'est permettre à la population québécoise et canadienne de se reproduire.

Personne ne peut nier les problèmes de dénatalité que connaissent nos sociétés. Dans une recherche intitulée: *Travailler juste pour payer la garderie*, les familles ayant répondu à un sondage ont clairement exprimé que, si elles n'avaient pas un deuxième enfant, c'est qu'elles ne pouvaient en assumer les frais de garde. Si nous ne faisons plus d'enfants, qui dans trente ans fera «rouler l'économie», paiera pour nos et vos propres retraites? Qui permettra aux décideurs d'aujourd'hui de bien vivre leur vieillesse?

Et plus, comme l'indique l'économiste Ruth Rose Lizée dans son document *Modalités de financement des services de garde*:

la construction de nouvelles garderies ou la rénovation de locaux existants et l'achat d'équipement approprié auraient aussi des effets stimulateurs et les industries en question. L'ensemble de ces politiques générerait alors des effets multiplicateurs qui impliquent la création d'emplois dans plusieurs autres secteurs et le renforcement général de la base fiscale.

Imaginez l'impact d'un tel projet à l'échelle du Canada.

[Traduction]

world we want to live in. It is up to us to make sure that this resource is not wasted, that we allow this resource to make a full contribution to involvement and use of skills.

The funding of child care services in Quebec remains a very complex issue, for not only are the programs of the Office des services de garde involved, but so are fiscal and family policies.

As we have amply pointed out in the preceding chapters, child care services are an essential tool for women to enter the labor market and to support a family, and a right for children, who deserve quality care.

Only by establishing a non-profit, universal, accessible, diversified and quality day care network are we going to be able to meet the needs and expectations of children and families in Quebec and in Canada.

Government and society should perceive funding to recognized non-profit day care as an investment. Do not try to tell us that the creation of a day care network is expensive and that it will not have any effect on the economy. Developing these services will generate jobs, will serve to increase the birth rate and will provide women with equal access to employment.

In fact, in the brief entitled *Dossier garderies—pour un réseau universel et gratuit*, in 1985, the unions had calculated that the creation of a day care network in the Province of Quebec alone would create 44,914 jobs, not counting support staff. So, there will be fewer workers on unemployment insurance, or social welfare. This means more workers paying taxes.

Developing day care services means creating jobs. Developing day care services would encourage people in Quebec and throughout Canada to have children.

No one can deny the problem of the dropping birthrate that plagues our society. In a research paper entitled *Travailler juste pour payer la garderie*, families stated quite clearly during a survey that the reason why they did not have a second child was that they could not afford the day care. If we have no more children, who is going to make the economy go around 30 years from now? Who is going to pay for us and our retirement? Who is going to allow today's decision makers to have a good life in their advancing years?

Furthermore, as the economist Ruth Rose Lizée indicates in her document entitled *Modalités de financement des services de garde*:

building new day care centres or renovating existing premises and buying the necessary equipment would have a stimulating effect on the industries involved. Together these policies would have multiplier effects leading to job creation in many other sectors and to a general buttressing of the tax base.

Can you imagine the impact of measures like these on a nation-wide scale?

[Text]

Lors de la seconde guerre mondiale, les gouvernements fédéral et provinciaux n'avaient pas hésité à s'entendre et à se partager les frais d'exploitation et d'immobilisation de garde de jour. En effet, le 20 juillet 1942, le gouvernement fédéral avait promulgué la Loi sur les garderies de jour en temps de guerre. Cet accord entre les gouvernements avait été conclu pour venir en aide au nombre croissant de femmes, mères ou mères adoptives de jeunes enfants, qui travaillent dans l'industrie du Canada.

La contribution des femmes serait-elle moins importante et moins grande aujourd'hui; ne sont-elles pas payeuses d'impôts; ne contribuent-elles pas à augmenter le produit national brut et n'engendrent-elles pas de futurs payeurs d'impôts?

Les services de garde sont de juridiction provinciale, nous ne remettons pas cela en question. Mais c'est autant au gouvernement fédéral que provincial que revient la responsabilité de financer les services de garde, car tous deux rentabiliseront leur investissement dans les années futures.

Le financement des services de garde n'est pas une mince affaire et les parents ne peuvent assumer seuls un tel fardeau financier. Depuis le début de l'existence des garderies, les parents et les travailleurs et travailleuses ont fait des efforts louables pour alléger eux-mêmes les difficultés financières de leurs services de garde.

• 1250

Mais l'évidence est là: ce n'est pas en vendant des tartes aux pommes et du chocolat ou en faisant ponctuellement des campagnes de financement que nous réussirons à garantir aux enfants québécois et canadiens des services de qualité; que nous offrirons aux travailleurs et travailleuses des conditions salariales correspondant à leur compétence; que nous permettrons aux femmes d'avoir accès au marché du travail et aux familles de gagner des revenus leur assurant une qualité de vie respectable tout en assumant leurs responsabilités parentales.

Le constat de la situation des services de garde est clair:

- Les parents en sont rendus à leur capacité maximale de payer des frais de garde;
- La classe moyenne est de plus en plus absente des services de garde reconnus;
- Les travailleurs et travailleuses de garderie, dans bien des cas, ont des revenus en deçà du seuil de la pauvreté;
- La plupart des petits Canadiens sont gardés au noir, c'est-à-dire sans que cette garde ne soit reconnue ni supervisée.

Cette situation ne peut continuer. Il faut que les gouvernements fédéral et provinciaux s'engagent dans le financement de ces services.

Nous n'acceptons pas les allégations voulant que l'État n'ait pas les moyens de doter le Québec et le Canada d'un réseau de services de garde sans but lucratif universel, accessible, de qualité et contrôlé par les parents utilisateurs.

Investir dans les services de garde ne relève que de la volonté politique des gouvernements, de ces mêmes gouvernements qui ont toujours l'argent nécessaire lorsqu'ils jugent que certains

[Translation]

During the Second World War, the federal and provincial governments did not hesitate to reach cost-sharing agreements for the operation and funding of day care. On July 20, 1942, the federal government proclaimed the War Time Day Care Services Act. The governments had reached these agreements in order to assist the growing number of women, mothers or adoptive mothers of young children, who were working in Canadian industry at the time.

Are women making less of a contribution today? Do they not pay income tax? Are they not contributing to the Gross National Product and are they not creating future taxpayers?

Day care comes under provincial jurisdiction, but we are not questioning that. However, it is up to the federal government as well as the provincial government to take on the responsibility for funding day care as both levels of government will get a return on their investment in future years.

Funding day care services will not be cheap, and parents cannot carry the financial burden alone. Since the beginning of day care, parents and day care workers have made herculean efforts to lighten the financial burdens of their day care services.

We know what is needed from experience. We know that selling apple pies or chocolate bars or organizing fund-raising campaigns from time to time are not going to enable us to provide children in Quebec and in Canada with quality day care services. Day care workers must have working conditions that are commensurate with their knowledge and abilities and women must be given access to employment, and families must be allowed to earn an acceptable income providing them with a respectable quality of life while they assume their parental responsibilities.

The situation in day care is obvious:

- Parents have reached their limit and cannot pay any more in day care fees;
- The middle-class is less and less represented in recognized day care services;
- In many cases, day care workers earn wages below the poverty level;
- Most Canadian children are in unlicensed day care, which means that their care is neither recognized nor supervised.

This situation cannot go on. The federal and provincial governments must make a commitment to funding these services.

We do not accept the allegations that the government does not have the means to give Quebec and Canada a universal, accessible, quality non-profit day care system controlled by the parents, the users.

The decision to invest in day care depends solely upon the political will of governments, the same governments who always find the money to make investments that will yield a

[Texte]

investissements seraient politiquement rentables. Je pense au dégrèvement d'impôt pour les multinationales, aux subventions aux entreprises pétrolières, aux milliards de dollars dépensés pour l'achat de F-18, aux millions de dollars engloutis dans certaines faillites de banques et à combien d'autres choses . . .

Peut-on soutenir que l'accès des femmes au marché du travail, le soutien aux familles et le droit des enfants de recevoir des services de qualité sont moins importants pour la société?

Les citoyens et citoyennes ont fait connaître leur adhésion au développement d'un réseau de services de garde sans but lucratif universel, accessible, de qualité et contrôlé par les parents utilisateurs. C'est maintenant aux gouvernements de mettre tout en oeuvre pour le réaliser.

Au nom des femmes, des familles et des enfants du pays, nous réclamons:

L'établissement d'un réseau de services de garde sans but lucratif universel, accessible, diversifié, de qualité et contrôlé par les parents utilisateurs.

Que les gouvernements fédéral et provinciaux s'engagent à financer d'ici 10 ans 80 p. 100 des coûts réels d'opération des services de garde sans but lucratif de ce réseau; les parents défraieront les 20 p. 100 complémentaires selon leur niveau de revenu.

Que la part minimale des parents soit de 1\$ par jour et ne dépasse jamais 20 p. 100 des coûts d'opération d'un service de garde sans but lucratif subventionné.

Que l'établissement de ce réseau soit assorti de mesures de congés parentaux et autres afin de répondre aux besoins des familles québécoises et canadiennes.

Que les gouvernements élaborent dès à présent des politiques qui permettront la mise en place progressive de ce réseau de services de garde sans but lucratif universel, accessible, de qualité et contrôlé par les parents utilisateurs.

Que le gouvernement fédéral prenne l'initiative de négocier avec les provinces la mise sur pied d'un réseau national du service de garde sans but lucratif.

Et que le gouvernement fédéral, lors de ces négociations, se déclare prêt à assumer une part importante des coûts d'un tel réseau.

Le vice-président: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Je préfère poser ma question en anglais, s'il vous plaît.

The reason I do it is I think my French confuses me. On page 54, it seems to me there is a contradiction there, if I am reading it correctly. Mr. Cloutier noted that workers in a profit day care work fewer hours and make \$11 more, if I am reading that correctly. Two paragraphs later there is a study by the OSG that concludes that workers in profit day care centres make less. Have I got that right? That seems to me to be saying two different things.

[Traduction]

political return. I am thinking of the tax credit for multinationals, subsidies to oil companies, the billions of dollars spent on the F-18, the millions of dollars used to bail out banks and any number of other projects.

Can it really be argued that women in the work force, support to families and the right of children to receive quality care are less important to society?

The public has made known its support for a universal, accessible, quality non-profit day care system controlled by the users. It is now up to governments to take the necessary steps to bring this about.

On behalf of the women, families, and children in this country, we demand:

That a universal, accessible, diversified, quality non-profit day care network be established and that it be controlled by the parents.

That the federal and provincial governments agree that over the next 10 years they will fund 80% of the real operational costs of non-profit day care services and that the parents make up the 20% difference, depending on their income level.

That the parents' minimal contribution be \$1 per day and that it never exceed 20% of the operational costs of a subsidized, non-profit day care service.

That, in establishing this network, parental leave and other similar measures be adopted to meet the needs of families in Quebec and throughout Canada.

That governments immediately develop policies to gradually implement this universal, accessible, quality non-profit day care network controlled by the users.

That the federal government take the initiative to negotiate the implementation of a national non-profit day care network with the provinces.

And that the federal government, during these negotiations, state its willingness to bear a significant proportion of the costs of setting up such a network.

The Vice-Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: I prefer to ask my question in English, if you do not mind.

Je la pose en anglais car je crois que mon français m'embrouille les idées. Il me semble qu'il y a une contradiction à la page 54, si j'ai bien compris vos propos. M. Cloutier a remarqué que les employés d'une garderie privée travaillent moins et gagnent 11\$ de plus que les autres, si j'ai bien compris. Or, deux paragraphes plus bas, on cite une étude effectuée par l'Office des services de garde selon laquelle les travailleurs des garderies privées gagnent moins. Ai-je bien compris? Il me semble que ces deux constatations sont contradictoires.

[Text]

Mme Guillet: No. In fact it says that the workers in non-profit day care centres "*sont favorisés par rapport au personnel qui travaille . . .*"

• 1255

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Je reviens sur les deux mêmes aspects, mais avec une approche différente. Toujours à la page 54, dans l'avant-dernier paragraphe, on dit:

Dans les garderies à but lucratif, les employés ont également moins d'avantages sociaux. De plus, le personnel est plus âgé, moins instruit et moins spécialisé.

Il me semblait que l'Office des services de garde à l'enfance du Québec assurait une surveillance. Si j'ai bien compris, vous représentez les garderies à but non lucratif; pour qu'une garderie privée soit acceptée par cet Office, elle doit répondre à certaines normes.

Mme Pitre-Robin: La réglementation est en vigueur maintenant, mais il ne faut pas oublier que la réglementation de l'Office, comme on le disait, est minimale. Elle réclame qu'un un travailleur sur trois, pour la moitié du temps dans une garderie, qui ait une formation.

Alors, on se rend compte qu'elles ne se conformaient pas et qu'elles ont dû embaucher des gens ayant une formation pour se conformer à la réglementation. Cette dernière est entrée en vigueur en octobre 1985; mais les garderies n'embauchent que pour rencontrer le minimum des exigences. Si on analyse ce que l'Office a réalisé sur l'ensemble des travailleurs dans les garderies sans but lucratif subventionnées, et l'ensemble des travailleurs dans les garderies privées à but lucratif, en termes de formation, elle s'en tiennent au minimum exigé par la réglementation.

Mme Pépin: D'accord.

Mme Pitre-Robin: Le Québec possède maintenant une réglementation. On pourrait penser que les garderies se donnent des services de qualité parce qu'elles sont réglementées. Mais il faut comprendre que la réglementation et la bataille qu'elle a nécessité, place le Québec au 6^e, 7^e et 8^e rang, au niveau du ratio des enfants par rapport au reste du Canada. Elles s'en tiennent vraiment au minimum des exigences de la loi.

C'est tout un aspect de qualité de vie qui n'est pas présent.

Mme Pépin: Permettez-moi de me faire l'avocate du diable. Vous avez déclaré que le Québec se plaçait, par rapport au ratio . . .

Mme Pitre-Robin: Oui, oui. C'est dans le mémoire.

Mme Pépin: Quand on examine l'organisation des autres provinces, on voit qu'il n'y a même pas de maternelles obligatoires. Je ne veux pas dire qu'il n'existe pas de problèmes, au Québec. Ce n'est pas de cela que je parle là. Mais si on compare le Québec aux autres provinces, actuellement, c'est la seule province qui est organisée.

[Translation]

Mme Guillet: Non. En fait, on peut lire que les employés des garderies à but non lucratif "*are in a better position than the employees who work . . .*"

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin:

Mrs. Pépin: I come back to the same two points but with a different approach. The second last paragraph on page 54 says the following:

In commercial day centres, employees have fewer social benefits. On top of that the personnel is older, less well educated and has less special training.

I thought that the Quebec Child Care Services Board (*Office des services de garde*) inspected all day care centres. If I understood you correctly, you represent non-commercial day care centres. For a day care centre to be approved by the Office it must meet certain criteria.

Mrs. Pitre-Robin: The regulations are now in force but, as we were pointing out, are minimal. They require that one care giver out of three have special training during half the time the centre is open.

When it was realized that these day care centres did not meet the regulations, they had to hire people who had special training. The regulations came into force in October 1985, but day care centres are hiring only enough people to meet the minimum standards. So all the Office has done is to ensure that care givers in non-commercial subsidized day care as well as in private commercial day care centres are barely meeting the minimum requirements as far as professional training is concerned.

Mrs. Pépin: I see.

Mrs. Pitre-Robin: Quebec does now have regulations in force. You might think that day care centres are offering quality services because they are being regulated. But you must realize that despite this regulation, Quebec is still in the sixth, seventh, or eighth place in Canada as far as the child ratio is concerned. The centres often have the bare minimum required by law.

Anything above that is just not there.

Mrs. Pépin: I will play the devil's advocate. You were saying that Quebec's place as far as the child ratio is concerned . . .

Mrs. Pitre-Robin: Yes, you will find it in our brief.

Mrs. Pépin: In other provinces day care is not even compulsory. I am not saying that there are no problems in Quebec but if we compare Quebec with the rest of the provinces, it is the only one where day care is organized.

[Texte]

Mme Pitre-Robin: C'est peut-être la mieux organisée. C'est aussi celle qui, en termes de réglementation, probablement parce qu'elle est arrivée trop tard, elle est toute récente; celle donc pour laquelle on a eu à se battre davantage et plus fort pour obtenir cette réglementation. Encore qu'elle soit vraiment minimale.

Au Québec, par exemple, on oblige à 30 pieds carrés par enfant. Ce qui n'est pas le cas dans la majorité des autres provinces; là, on a atteint les 40 pieds carrés, par enfant. Et, qui plus est, ce fut une bataille. L'Office trouvait déjà que 30 pieds carrés par enfant, était beaucoup trop. Ils sont si petits, ils prennent si peu d'espace!

Donc, on a une réglementation minimale, en termes d'espace et en termes de ratio. As-tu les chiffres, Carole?

Mme Morache: Oui. Vous avez l'information en ce qui concerne les ratios, à la page 39. Les ratios, au Québec, pour les 17 mois et moins, nous place au 6^e rang; pour les 18 à 36 mois, on est au 7^e rang; et pour les 36 mois et plus, on est au 3^e rang. Vous trouverez d'autres informations sur les ratios du Québec, à cette page.

Mme Pitre-Robin: Donc, on est bien organisés, mais on n'a pas nécessairement tout ce qu'il faut pour atteindre les meilleurs standards de qualité.

• 1300

Mme Pépin: Je suis d'accord avec vous là-dessus.

A la page 89, vous nous dites:

La classe moyenne est de plus en plus absente des services de garde reconnus;

Pourquoi dites-vous cela?

Mme Pitre-Robin: Parce que cela coûte trop cher. Actuellement, la classe moyenne ne reçoit pas d'aide financière du gouvernement. D'après l'échelle en vigueur au Québec, la classe moyenne n'a pas accès à l'aide financière ou bien on parle de 50 cents par jour par enfant, quand il en coûte 15\$, 16\$ et 17\$ par enfant. On tente de faire une étude sur les services à la collectivité, mais cela vient d'être coupé.

Dans la recherche qu'on avait fait faire au Regroupement 6C en 1981, on voyait déjà ce portrait se dessiner. Plus on augmente les coûts, plus on se rend compte que, dans nos propres garderies, il y a une polarisation entre les familles qui bénéficient de l'aide financière maximum et les familles beaucoup plus aisées qui peuvent assumer des tarifs plus élevés, même si c'est parfois difficile pour elles.

Les études de l'Office, faites par l'économiste François Dussault, démontrent la même chose, bien que ce ne soit pas un document public. Il ressort très clairement que la classe moyenne est de plus en plus absente des services de garde. Je pense que c'est tout à fait inacceptable.

Mme Pépin: On sait que les regroupements de garderies préconisent l'universalité et la gratuité du système de garderies.

[Traduction]

Mrs. Pitre-Robin: Maybe it is better organized but due to the fact that regulation was put in place only recently, and that we had to fight hard to get it, it is really only minimal.

In Quebec for instance 30 square feet per child are required, whereas in other provinces this figure is up to 40 square feet per child. And we had to fight to get it. The office felt that 30 square feet per child was good enough because the children are small and do not need that much space.

So we have minimal regulation as far as space and ratio is concerned. Do you have the figures Carole?

Mrs. Morache: Yes I do. You will find information concerning ratios on page 39. For children aged 17 months and under, Quebec comes in sixth place as far as ratios are concerned; for children aged 18 to 36 months, we come in seventh place, and for children aged 36 months and over we come in third place. You will find all the other information relating to ratios on the same page.

Mrs. Pitre-Robin: So even though we are well organized, that does not mean that we have the highest standards of quality.

Mrs. Pépin: I agree with you there.

You say the following on page 89.

middle-income families are less and less involved in recognized day care

Why do you say that?

Mrs. Pitre-Robin: Because it is too expensive. Middle-income earners do not get any government help. In Quebec middle-income families either get no government help at all or else 50¢ per day per child when the cost in fact varies between \$15 and \$17 per day per child. We have been trying to make a survey on community services, but we have just lost our grants.

This trend had already appeared in the research carried out in 1981. As fees rise, we realize that there is a polarization in our day care centres between families who get maximum subsidies, on the one hand, and on the other hand much more well-to-do families who are in a position to pay higher fees, even though it is not always easy.

The studies carried out by the economist François Dussault for the Office show the same trend, even though his paper has not been published yet. Middle-income families are gradually being squeezed out of day care centres, which is completely unacceptable.

Mrs. Pépin: Day care centres associations are advocating a free, universal day care system.

[Text]

Mme Pitre-Robin: Non, on n'a pas dit que les gouvernements devaient assumer tous les frais. On parle de 80 p. 100.

Mme Pépin: C'est cela. D'où vont venir les autres 20 p. 100?

Mme Pitre-Robin: Des parents. Les six régions que nous représentons croient que les parents doivent continuer à contribuer financièrement pour conserver le contrôle de leurs services de garde. C'est le prix à payer. On voudrait bien dire que quand c'est gratuit, on s'implique autant, mais on est humains et il faut voir comment on s'implique... De toute façon, il est important que les parents aient toujours leur mot à dire et contrôlent les services de garde. C'est ce que le réseau du Québec a de particulier depuis le début.

Ce qui m'inquiète beaucoup, parce que je suis aussi membre de l'Office des services de garde et que j'ai accès aux chiffres, c'est qu'au cours de l'année qui vient de s'écouler, il s'est établi presque autant de places en garderies privées à but lucratif que de places en garderies sans but lucratif subventionnées. Cela change les choses. Auparavant, on disait: Les garderies à but lucratif, ce sont des femmes qui gardent des enfants chez elles, qui se créent un emploi, etc. Cependant, celles qui s'ouvrent maintenant sont des boîtes de 60 enfants, des constructions qui coûtent de 250,000\$ à 300,000\$. Ce n'est pas le même type d'investissement et ce n'est pas le même type de monde qui travaille là-dedans.

Je pense que c'est fort dangereux et on en est là actuellement. On sait qu'elles font actuellement un lobbying incroyable auprès du gouvernement québécois pour obtenir des subventions. On peut comprendre qu'il est difficile de faire des profits quand on donne un service de qualité, mais pourquoi faudrait-il subventionner des services de garde qui n'ont pas comme objectif d'offrir les meilleurs soins possibles aux enfants alors que nous, nous avons accès à des ressources minimales? Au Québec, on a quatre inspecteurs pour 600 garderies depuis le mois de décembre; auparavant, nous en avions deux. On a beau avoir la plus belle réglementation possible, cela ne fait pas beaucoup de chiens de garde.

Les inspecteurs au Québec ne répondaient qu'à des plaintes. Après 10 ou 15 plaintes, ils pouvaient se rendre à la garderie. Siégeant également au tribunal d'administration à l'Office, je dois vous dire que malheureusement, les seules garderies ayant fait l'objet de plaintes fondées sont des garderies privées à but lucratif. Je n'aurais pas mis mon chien dans ces boîtes-là.

On a été très doux pendant des années. Le Dr Lazure a dit, quand il a finalement modifié les choses en 1979: On va les laisser faire; elles ne seront pas subventionnées et elles n'ouvriront pas.

Mme Pépin: Mais elles ont ouvert.

Mme Pitre-Robin: C'est cela. Elles ouvrent quand même, et ce sont les enfants qui paient. Je pense que les enfants se retrouvent dans la même situation que nos personnes âgées, dans les foyers clandestins. Ce n'est pas différent. Les parents ont beau payer, il n'y a pas de services et on le sait. Cela ne répond actuellement qu'à 11 p. 100 de tous les besoins. On sait qu'il n'y a pas de place et si on encourage le développement de réseaux privés à but lucratif, on va maintenir une très piètre qualité de services pour nos jeunes enfants, ce qui fera que

[Translation]

Mrs. Pitre-Robin: Government should be paying 80% of the costs only, not the total cost.

Mrs. Pépin: Where will the other 20% come from?

Mrs. Pitre: From the parents. The six regions we represent feel that parents should contribute financially in order to have a say in child care. That is the price we have to pay. The fact is that when things are free, people do not get involved as much. It is important for parents to get involved and to be able to control day care centres. That is how it has been done in Quebec from the beginning.

What concerns me is that during the past year, almost as many spaces have opened up in private commercial centres as in non-commercial subsidized centres. We used to say that commercial centres were started by women who take care of children in their homes, and for whom they were therefore, a job opportunity. But now we are seeing day care centres being built to the tune of \$250,000 or \$300,000 for 60 children. That is a totally different ball game.

I feel this is a very dangerous trend. These centres are lobbying the Quebec Government to get subsidies. It is difficult to make profits and at the same time offer quality services. Why should day care centres whose main purpose is not to offer the best possible care to children be subsidized whereas we only get minimal resources? Since the month of December, there have been four inspectors in Quebec for 600 day care centres, where there were only two inspectors prior to that date. So even though we have wonderful regulations, we still do not have many watch dogs.

Inspectors answered complaints only and after 10 or 15 of them, they would go to the day care centre. As a member of the administrative tribunal of the Office, I can tell you that only private commercial day care centres deserved the complaints. I would not have put my dog in those places.

We were very soft during all those years. When things finally changed in 1979, Dr. Lazure said that since they would no longer be subsidized, no new centres would open.

Mrs. Pépin: But they did.

Mrs. Pitre-Robin: Yes. They do open and children are paying the price. Our children are in the same situation as senior citizens living in sub-standard centres. Even though parents pay, services are poor and everybody knows it. Only 11% of the requirements are met. If we encourage the development of private commercial day care centres, services for young children will not improve in quality, so that various women and associations will claim that children are better off staying with their mothers.

[Texte]

beaucoup d'autres madames et d'associations viendront nous dire que les enfants sont bien mieux avec leur mères.

En effet, dans ces conditions-là, on se pose toutes sortes de questions. C'est la qualité des services aux enfants que l'on défend, et c'est cela qu'il faut voir.

• 1305

Mme Pépin: Merci bien.

Le vice-président: Merci.

Permettez-moi de faire quelques commentaires. Je voudrais parler un peu avec vous de volonté politique. On dit toujours que c'est un manque de volonté politique de la part du gouvernement. Vous avez donné une liste de choses assez importantes, et je me permets de faire un petit commentaire sur chacune d'elles.

A mon bureau de Saint-Boniface je reçois de 25 à 75 appels par jour. À mon bureau d'Ottawa, il y a plus de correspondance et moins d'appels téléphoniques. Les gens sont en train de me donner leur avis. Je peux vous dire que sur ces choses-là, je reçois des commentaires assez importants.

Le dégrèvement d'impôt pour les multinationales, tout le monde le connaît. Les multinationales qui n'ont pas d'avantages dans un pays s'en vont dans un autre pays. Le gouvernement essaie toujours de prendre les moyens pour les garder.

Mme Pitre-Robin: On va faire la même chose avec nos enfants. S'il n'y a pas de services de garde, on va les envoyer dans d'autres pays.

Le vice-président: Tout ce que je veux dire, c'est que dans l'Ouest, quand on parle des subventions aux entreprises pétrolières, on pense à cela en termes de création d'emplois. La semaine passée, les pompes d'huile se sont arrêtées et le chômage est passé de 7 p. 100 à 20 p. 100 dans la province de l'Alberta. Cela a ensuite un effet en Ontario et au Québec parce que les manufacturiers de pièces pour ces choses doivent arrêter la production. Ce n'est pas parce que le gouvernement veut donner de l'argent. C'est parce qu'il y a un problème.

En ce qui concerne l'achat des F-18, je les appelle régulièrement dans mon comté pour dire que le Canada n'a pas assez de défense. Vous n'êtes peut-être pas d'accord et je ne suis peut-être pas d'accord, mais on exerce des pressions pour qu'on dise que nous ne nous défendons pas.

Dans le cas de la faillite des banques, s'il ne s'était agi que des banquiers, il n'y aurait pas eu beaucoup d'appui. Cependant, des caisses populaires et des régimes de pension avaient déposé leur argent là. C'était l'argent des employés.

Il n'est donc pas question, dans toutes ces choses-là, de volonté politique. Le gouvernement se fait tirer de plusieurs côtés à la fois pour régler des questions qui inquiètent les Canadiens.

De plus, on a cette année un budget qui va chercher de l'argent de toutes ces sources. Les gens qui m'appellent le font pour me dire que la classe moyenne ne peut pas payer plus d'impôt. J'ai plus d'appels à ce sujet qu'à n'importe quel autre.

[Traduction]

The situation being what it is, they might be right. we are trying to defend the quality of services to children.

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you.

I have a number of comments. People say that the situation is due to the fact that the government does not have the political will to act. I would like to comment on each of your points.

I get 25 to 75 calls a day in my St. Boniface office. In my Ottawa office I get more correspondence and fewer telephone calls. People give me their views on all these subjects and I have heard important comments.

Everybody knows about tax rebates for multinationals. Multinationals which do not get special advantages in a country just move elsewhere, so that governments do all kinds of things to keep them.

Mrs. Pitre-Robin: They will do the same thing to our children. If we do not have day care services at home, we can always send them to another country.

The Vice-Chairman: What I am saying is that in the West subsidies to the petroleum industry mean job creation. Last week when the oil drills stopped, unemployment went up from seven to 20% in Manitoba. This will have a fall-out in Quebec and Ontario as well, as parts manufacturers will be forced to stop production. It is not a matter of the government shelling out money, but there is a problem.

As far as the purchase of F-18s is concerned, I regularly remind voters in my riding that Canada's defences are not strong enough. I may not agree and you may not agree, but pressures are being exerted in that direction.

When a number of banks collapsed, the government decided to bail them out. Employees' money was involved since caisses populaires and pension plans had deposited money with these banks.

It is not a matter of political will, the government is being pulled and pushed in various directions to meet the concerns of Canadians.

This year's budget will be drawing money from all kinds of sources. People are calling me to say that middle-income earners cannot possibly pay more taxes. I have more calls on this topic than on any other.

[Text]

On recueille 70 milliards de dollars et on dépense 105 milliards de dollars. Votre mémoire est très bien préparé. On y parle de la qualité des services aux jeunes. J'ai passé la moitié de ma vie à travailler dans une école; par conséquent, j'y tiens. Il n'y a rien que je ne ferais pas comme parent. Mais j'arrive toujours à la question de l'argent.

Les estimations de M^{me} Cooke étaient d'environ 11 milliards de dollars par année; les miennes sont plus larges. Avec mon expérience dans le système scolaire, je dirais que cela coûterait plutôt 20 milliards de dollars. Mettons tous ces facteurs ensemble et parlons de volonté politique. Avec la meilleure volonté politique, quel montant le Comité devrait-il recommander au gouvernement de recueillir et d'offrir aux provinces l'an prochain?

J'ai besoin de votre avis. Que fera-t-on en priorité l'an prochain si l'on n'arrive pas à trouver les 20 milliards de dollars qui semblent nécessaires pour répondre aux besoins que vous avez identifiés?

Mme Pitre-Robin: Nous demandons cela pour dans 10 ans. Cela fait déjà 10 ans que l'on est là. Tout à l'heure, on calculait qu'on avait 40 ans de services de garde à nous quatre. Alors on demande encore 10 ans. Il est évident que ces chiffres semblent astronomiques, parce que l'on part de zéro. On se dit que les services de garde ne coûtaient rien hier mais qu'ils coûteront très cher demain matin. C'est en fait une façon très malsaine de juger. Cela ne coûtait rien parce qu'il y avait des femmes qui s'en occupaient gratuitement. Cela coûtait quand même quelque chose, mais on ne le comptabilisait pas. C'est très différent. Et il ne faut pas se cacher que ça va coûter cher. Nous demandons que ce soit fait dans un délai de dix ans, mais il est important avant tout d'avoir la volonté d'établir dès maintenant un plan de développement progressif. Il faut qu'on s'engage dès maintenant dans cette voie.

• 1310

Les emplois créés, de même que le développement, vont aussi amener de l'argent. Il y a un jeu qui va se faire au fur et à mesure, par exemple le développement des industries environnantes autour de la construction, etc. C'est aussi des créateurs d'emplois qu'on ne peut pas mesurer immédiatement, mais quand on développe déjà 10,000, 15,000 au Québec ou au travers le Canada, un nombre X de 1,000 places par année, cela crée finalement de l'emploi. N'étant pas économiste, on ne peut pas évaluer les retombées, mais il faudrait vraiment que le gouvernement s'engage dans cette voie.

Il faut d'abord qu'il reconnaisse que c'est un besoin; que c'est vrai; qu'il reconnaisse que c'est une priorité nationale parce que, actuellement, 89 p. 100 des jeunes québécois de moins de cinq ans, gardés dans des conditions qu'on ne connaît pas, c'est fort inquiétant. Et si on ne paie pas maintenant, on va le payer en rééducation. Il y a des gens des services sociaux qui vous en ont déjà parlé.

J'ai rencontré, il y a deux semaines, quelqu'un en orthophonie qui attribue une grande partie des problèmes actuels des jeunes enfants au manque d'encouragement dans la famille parce que la mère est isolée ou bien chez une gardienne parce que l'enfant n'est pas surveillé. Ces enfants déjà se retrouvent

[Translation]

Revenues amount to \$70 billion while expenditures amount to \$105 billion. Your presentation dealing with the quality of day care was very well prepared. I have spent half of my life working in a school, so it is a subject close to my heart. There is nothing I would not do as a parent. But there is always this problem of money.

The Katie Cooke report makes an estimate of approximately \$11 billion a year, and mine is even higher. On the basis of my school experience, I would say that it would cost \$20 billion a year. With the best political will in the world, what amount should the committee be recommending the government pay out to the provinces next year?

What should we recommend as a priority for next year if we cannot find the \$20 billion necessary for the needs which you have identified?

Mrs. Pitre-Robin: We are asking for this for 10 years from now, we have already been at this problem for 10 years. Between the four of us, we have accumulated 40 years of work on child care. These figures do appear astronomical, because we are starting from zero. Child care services may have been very cheap in the past but they will become very expensive in the future. That is in fact a very unwholesome way to make a judgment. It did not cost anything because there were women who worked for free. Indeed, it did cost something but we did not put a figure to it. That is a very different thing. Let us face it, it will be costly. We want it within 10 years, but what is most important is the willingness to establish right now a phased-in development plan. We must act now.

The jobs created, as well as the development, will also bring in money. There will be a phasing in of peripheral activities, for instance the development of local industries around the construction site. This is a kind of job creation that cannot be immediately measured, but when you are already developing 10,000, 15,000 in Quebec or across Canada, X thousands of spaces per year, it is bound to create employment. We are no economists so we cannot assess the spin-offs, but the government should really move in that direction.

They should first of all recognize that it is a need; that it is a fact; recognize that it is a national priority because presently 89% of young Quebecers under five are being cared for under conditions unknown to us, and it is a real concern. And if we do not pay for it now, re-education will cost us more later. People from the social services have already told you so.

Two weeks ago I met a speech therapist who told me that the problems of young children were largely due either to a lack of family incentive because the mother is isolated or to the lack of supervision by the sitter. These children are in day care centres because at the very least their language development

[Texte]

en garderie parce qu'ils ont besoin d'encouragement, ne serait-ce que pour le développement du langage. Cela veut dire des frais seulement que pour envoyer ces enfants en garderie, faire le transfert par la professionnelle.

Il faut mesurer l'impact des services de mauvaise qualité sur les enfants. Et dans dix ans, nous aurons réalisé une économie de plusieurs milliards de dollars.

Le vice-président: Je suis d'accord avec vous; hier, cela ne coûtait rien, puis aujourd'hui, cela coûte quelque chose. Mais aujourd'hui on parle de payer pour le service au niveau des gouvernements fédéral, provinciaux, municipaux, des parents, et c'est là qu'on voit la différence.

En ce qui a trait à la création d'emplois, c'est toujours une question difficile parce qu'en anglais, il y a une expression qui s'appelle *Make work*. Je ne suis pas du tout en train de suggérer que les garderies c'est *Make work*. Mais nous privilégions un système qui permettrait de recevoir l'encouragement du gouvernement, puis ensuite la garderie s'autofinancerait parce que, quand c'est le gouvernement qui lève des impôts, on l'enlève du secteur productif souvent pour le mettre dans un secteur non productif.

Enfin, les 80 ou 85 p. 100, dépendant de la place, qui sont dans conditions de garde, où on ne sait pas ce qui se passe, je crois que, dans le temps où les jeunes étaient toujours avec leur mère, il y avait aussi des problèmes. Puis on n'a jamais légiféré sur ce que la mère faisait, ce que le père faisait. Et puis je m'inquiète devant la tendance de conclure que tout ce qui se faisait à la maison, parce que la mère le faisait, c'était excellent.

En résumé, j'aimerais savoir ce qu'on devrait recommander dans notre rapport. On devrait recommander un budget d'un ou de deux milliards de dollars? On devrait consacrer ces fonds à quels domaines particuliers?

Mme Pitre-Robin: Je n'ai pas une bonne réponse là-dessus. Ça fera mal à tout le monde parce qu'il faudra couper en quelque part.

Dans un service de garde, c'est la question typique. On demande encore aux mères: mais si on vous donne de l'argent, on va le prendre où? On ne leur demande pas où aller chercher les milliards pour acheter les F-18. On n'a pas demandé à la population si elle était d'accord pour payer les millions des faillites des banques, même si c'était des profs qui avaient de l'argent là-dedans. On n'a pas nous, comme individus et citoyens, à dire au gouvernement les programmes qu'il devrait supprimer. On peut dire que c'est une priorité et il est important que vous trouviez avec votre équipe de spécialistes, d'économistes, le moyen d'aller chercher l'argent.

• 1315

Quant à la question de légiférer sur la garde des enfants, au Québec, on a adopté la Loi sur la protection de la jeunesse. Cette loi est fort nécessaire et personne ne pense à la remettre en question.

De plus, il faut savoir aussi que dans l'éducation des enfants, une mère ou un père peut vis-à-vis son enfant avoir une

[Traduction]

needs to be encouraged. To send them to a day care centre and have the services of a speech therapist costs money.

We must assess the impact of poor quality service on the children. In 10 years' time, we will have saved several billions of dollars.

The Vice-Chairman: I do agree with you; yesterday, it did not cost anything and today it costs something. But today, we talk about services being funded by the federal, provincial and municipal governments and by the parents, and it is very different.

As for job creation, that is always a tricky question because of that "make-work project" connotation. I am not at all suggesting that day care centres are make-work projects. However, we are favouring as a start a system of government incentives, but thereafter the day care centres would have to be self-sufficient, because government should not subsidize non-productive sectors with the revenues of productive sectors.

You talked about the 80% or 85% of children who are cared for under conditions unknown to us, but I think that in times gone by, when the children stayed with their mother, there were also problems. We never legislated what the mother should do, what the father should do. My concern is that we tend to think that the home environment was better because the mother was around.

Basically, I would like to know what we should recommend in our report. Should we recommend a budget of \$1 or \$2 billion? In what particular areas should we spend those monies?

Mrs. Pitre-Robin: I do not have a good answer. Everybody will be hurt because we will have to cut somewhere.

Mothers are still be asked the typical question, if we give you that money, where will we take it from? That same question is not being asked about the billions needed to buy the F-18s. The people were not asked if they agreed that we should bail out the banks to the tune of millions of dollars, even if some teachers had deposited their savings in these institutions. As individuals and citizens, we cannot tell the government which programs should be cancelled. We can say that it is a priority and that it is important that you and your team of specialists and economists find a way of funding it.

As for legislating child care, in Quebec we passed the *Loi sur la protection de la jeunesse* (Youth Protection Act). That act is very useful and nobody now questions it.

Furthermore, it should be remembered that in child education, even if a mother or a father, let us say, mistreats his

[Text]

attitude qu'on peut juger incorrecte mais cela n'aura jamais le même effet que si c'était quelqu'un d'autre. On ne peut donc pas comparer les soins que donne la mère ou le père même quand ils sont inadéquats par rapport à une gardienne qui donne des soins inadéquats. C'est fort différent comme impact sur l'enfant.

Mme Duplessis: Vous êtes membre de l'Office des services de garde?

Mme Pitre-Robin: Oui.

Mme Duplessis: Vous avez également fait partie du tribunal. Vous nous avez dépeint la situation au Québec, et je trouve cela drôlement important.

Le vice-président: Le Comité a trouvé votre présentation très intéressante et apprécié l'effort maximal que vous avez mis dans la préparation de ce dossier.

Mme Pitre-Robin: On sait que votre choix ne sera pas facile. Mais nous tenons à vous assurer que, si vous faites les bonnes recommandations, on sera là pour vous appuyer et dire au gouvernement en place que les citoyens sont pour et sont prêts à soutenir vos ces démarches.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation du Groupe de recherche sur la démographie québécoise.

Mme Evelyne Lapierre-Adamcyk (démographe, Groupe de recherche sur la démographie québécoise): Je voudrais en premier lieu remercier les membres du Comité de nous recevoir. Notre but est peut-être un peu différent de la plupart des gens que vous recevez parce que nous ne sommes pas des spécialistes au fond de la question de la garde des enfants. Nous sommes des démographes, et notre but aujourd'hui, c'est de venir vous présenter des données peut-être plus complètes que ce que souvent les gens qui travaillent dans des services de garde ont à leur disposition.

C'est presque un hasard qu'on ait ces données à notre disposition à ce moment-ci. Il y a deux ans, nous avons conduit, à l'échelle du Canada, une enquête dont le but n'était pas de s'intéresser à la question de la garde des enfants, mais plutôt à l'évolution de la famille et de la fécondité dans le pays. Bien entendu, on a posé un certain nombre de questions, même assez poussées sur la question de l'activité professionnelle des femmes et on a quelques questions qui portent sur l'opinion quant aux mentalités à l'égard de l'activité des femmes et aussi une question sur le choix que feraient les femmes pour la garde des enfants.

L'échantillon lui-même porte sur 5,315 femmes canadiennes âgées de 18 à 49 ans et il est évidemment représentatif de l'ensemble de ces femmes. Les entrevues se sont déroulées par téléphone. Il s'agissait d'entrevues relativement longues, puisqu'elles ont duré en moyenne 36 minutes mais, pour beaucoup de femmes qui ont des enfants et dont l'activité professionnelle avait été peu poussée, l'entrevue durait jusqu'à 50 ou 60 minutes. On a donc un bon nombre de réponses.

[Translation]

or her child, the effect is never the same as when it is a stranger. You cannot therefore compare the mother's or the father's degree of care, even when it is inadequate, with the inadequate degree of care of a stranger. The impact on the child is very different.

Mrs. Duplessis: You are a member of the *Office des services de garde*, (Child Care Services Bureau)?

Mrs. Pitre-Robin: Yes.

Mrs. Duplessis: You were also a member of the tribunal. You described to us the situation in Quebec, which I do find really important.

The Vice-Chairman: Our committee found your presentation very interesting and appreciated the great energy you put in the preparation of this report.

Mrs. Pitre-Robin: We know it will not be an easy decision. But we want you to know that if you make the right recommendations we will be there to support you and to tell the government of the day that the citizens are all for it and ready to support your approach.

The Vice-Chairman: We go now to the *Groupe de recherche sur la démographie québécoise*, (research group on Quebec population).

Mrs. Evelyne Lapierre-Adamcyk (demographer, Groupe de recherche sur la démographie québécoise (research group on Quebec population)): I would first of all like to thank the members of the committee for their invitation. Our aim is perhaps a bit different from that of the majority of people you hear from, because we are not really experts on child care. We are demographers, and our aim today is to present you with data that are perhaps more comprehensive than the data available to the people working in day care centres.

It is almost by chance that we have the data available to us today. Two years ago, across Canada, we did a survey, not necessarily on child care but rather on the family and the fertility patterns of this country. Of course, we asked a number of questions, a number of pointed questions on the professional activities of women and some questions to assess the reactions to women's activities, and also one question about what the preference of women would be as far as child care is concerned.

We questioned 5,315 Canadian women between 18 and 49 years of age, and therefore it is a very representative sample. The interviews were done by phone. They were relatively lengthy since they lasted on average 36 minutes but for many women who had children and whose professional activity had been rather neglected, the interview lasted up to 50 or 60 minutes. We therefore have a good number of responses.

[Texte]

• 1320

L'avantage d'avoir fait cette enquête, en fonction de la présentation d'aujourd'hui, c'est que nous avons les données en main et nous pouvons les analyser à notre guise, donc il y a une grande flexibilité dans la mise en tableau, et vous allez voir les renseignements qu'on a pu en tirer qui pourraient être utiles à un Comité comme le vôtre.

Notre mémoire porte sur quatre points. D'abord, l'évolution des attitudes envers le travail des femmes à l'extérieur du foyer, et particulièrement en présence des jeunes enfants. Ensuite, la fréquence de l'activité à plein temps ou à temps partiel en relation avec le nombre et l'âge des enfants. Une estimation des besoins actuels en matière de garde et, finalement, l'opinion des femmes canadiennes quant à la meilleure solution de garde pour un enfant de moins de trois ans lorsque la mère travaille.

Je passe la parole à M^{me} Marcil-Gratton qui a fait l'analyse des données et qui va vous en communiquer les principaux résultats.

Mme Nicole Marcil-Gratton (démographe, Groupe de recherche sur la démographie québécoise): Je vais essayer de résumer le mieux possible le mémoire qui est assez volumineux. Mais je vais passer rapidement sur les points qu'on a traités en vous laissant libres de poser les questions nécessaires par la suite.

Au niveau des attitudes, il faut bien se rendre compte que les attitudes vis-à-vis le travail féminin sont devenues plutôt positives au Canada présentement. Pour les femmes canadiennes, le travail est devenu un élément important pour avoir une vie heureuse et, de façon peut-être un peu surprenante, un élément presque aussi important que le fait d'avoir des enfants. Sept femmes canadiennes sur dix nous ont dit que, pour elles, il était important de travailler à l'extérieur du foyer pour avoir une vie heureuse.

La présence de jeunes enfants ne rend plus le travail inacceptable pour les femmes. Les actives comme les inactives acceptent en grande majorité que la femme occupe un emploi même si elle a un enfant de moins de trois ans.

La troisième attitude que notre enquête a révélée—ce qui est peut-être un peu plus surprenant—trois Canadiennes sur quatre, qu'elles travaillent ou non, croient que les hommes acceptent plutôt bien que leur conjointe travaille à l'extérieur du foyer même si elle a des enfants. Evidemment, même si cette dernière attitude se vérifie, elle ne dit rien sur le partage de la tâche. Ce serait l'objet d'un autre mémoire au complet.

Cependant, les enfants posent une concurrence sérieuse à la femme qui veut travailler à l'extérieur de son foyer. Les Canadiennes semblent décidées à participer à la main-d'œuvre. La propension au travail à l'extérieur du foyer est là pour rester, surtout si l'on tient compte du fait qu'elles sont de plus en plus scolarisées.

Cependant, la venue des enfants pose une concurrence très vive à l'activité des femmes, et vous en avez un premier exemple au graphique 1 à la page 12. La concurrence semble d'autant plus grande que les enfants sont nombreux, la

[Traduction]

With respect to this brief, thanks to our study, we now have all the data in hand, in a form suitable for analysis, giving us a lot of flexibility for our graphs; you will see what kind of information may be obtained from these and the usefulness it may have for your committee.

Our brief deals with four topics. First, the change in attitude towards women at work outside the home, especially those with young children. Second, the frequency of full- and part-time work versus the number and age of children. Then, an estimate of the present need for day care centres, and finally, the opinion of Canadian women on the best day care solution for children under three when the mother is working.

I give the floor to Mrs. Marcil-Gratton, who has analyzed the data and will share with you her main conclusions.

Mrs. Nicole Marcil-Gratton (Demographer, Research Group on Quebec Demographics): I shall try to summarize our findings as much as their volume allows. I shall go quickly over the points we have raised and will be pleased to entertain your questions afterwards.

With respect to attitudes, it must be realized there has been a positive change in attitude towards working women in Canada. To such women, work is now a contributory factor in their happiness, and, what is more surprising, it is almost as important for them as having children. Seven out of ten Canadian women stated that working outside the home is important for their personal well-being.

Having young children no longer makes work unacceptable for these women. Whether or not they are in the workforce, most of them were in favour of women working, even with children less than three years old.

A third attitude revealed by our survey, possibly a rather surprising one, is that three out of four Canadian women, whether or not they worked, believe that their spouses are not opposed to women with young children working outside the home. However, should this attitude be confirmed, it tells us nothing about sharing household work. That could be the subject matter of another brief.

However, children constitute a serious impediment to women who want to work outside the home. Canadian women do want to become part of the workforce. This is a trend that will not disappear, as more and more Canadian women have a degree.

Of course, having children does limit severely the activities of women, as is shown in Graph 1, page 12. Such limitation increases with the number and age of children. Fewer women remain in the workforce when they have many children,

[Text]

concurrence est d'autant plus grande aussi que les enfants sont jeunes. Et les femmes sont donc de moins en moins actives, lorsque les femmes ont de plus en plus d'enfants, et que particulièrement le dernier est très jeune, elles se retireront en plus grand nombre du marché du travail. Et c'est peut-être l'originalité de notre mémoire de tenir compte de l'ensemble de la situation de la femme. C'est-à-dire que l'on peut savoir très exactement combien d'enfants elle a et quel est l'âge de ses enfants.

On voit donc pour le tableau qui nous indique les taux d'inactivité que ces taux augmentent dès que les enfants sont jeunes, les femmes les moins actives sont représentées par la courbe du haut, celles qui ont des enfants qui sont âgés de moins de six ans.

Par contre, ce qui est très fondamental là-dedans, c'est la structure par âge. Lorsque les enfants sont tous adolescents, la majorité des mères travaillent même si elles ont trois enfants ou plus. Si les mères sont des mères d'un seul adolescent, alors l'activité grimpe beaucoup, 70 p. 100 de ces femmes sont actives, ce qui est aussi élevé que chez les femmes sans enfant.

A l'autre extrême, je l'ai dit tout à l'heure, dès qu'il y a au moins un enfant d'âge préscolaire, nous avons défini évidemment le préscolaire par 0 à 5 ans, plus de la moitié des mères s'abstiennent de travailler. Le poids se fait davantage sentir chez les femmes qui combinent le nombre d'enfants au jeune âge. Les femmes de trois enfants et plus dont les deux derniers sont d'âge préscolaire, sont à 70 p. 100 inactives.

Evidemment, les femmes ont tendance à compenser en partie à cette concurrence que leur pose les enfants par le recours aux emplois à temps partiel. Et alors on se rend compte que le temps partiel est particulièrement recherché par les mères d'enfants d'âge scolaire, c'est-à-dire qui ont entre 6 et 11 ans. La fraction de ces femmes qui travaillent à temps partiel peut aller jusqu'à 26 p. 100.

• 1325

L'autre graphique montre la fraction des femmes qui travaillent à plein temps selon toujours le nombre d'enfants qu'elles ont et leur âge. On se rend compte que, pour l'activité à plein temps, la concurrence entre maternité et travail est la plus sérieuse. Le seul fait d'avoir un seul enfant en bas de six ans fait que les femmes sont beaucoup moins actives à plein temps; elles sont même moins actives que les mères qui ont trois enfants et plus mais qui ont tous atteint l'adolescence.

Si au jeune âge on ajoute le nombre, la chute d'activités à plein temps est encore plus radicale. Chez les mères de trois enfants ou plus dont les deux derniers sont encore d'âge préscolaire, on trouve à peine 16 p. 100 qui occupent un emploi à plein temps. Et on serait tenté d'ajouter: on les comprend!

Cela dit, l'activité des mères en 1984 a atteint des niveaux importants. Dès que les enfants sont tous à l'école, et en autant que leur nombre n'est pas plus élevé que deux, on trouve 60 p. 100 des mères qui ont une activité quelconque à l'extérieur de leur foyer. Et ce qu'on peut souligner ici, c'est que cette situation d'avoir deux enfants qui sont tous à l'école, finale-

[Translation]

especially when the last one is still very young. Our brief may be unique in that it considers the situation of women as a whole, so that we know exactly the number and age of children of the women surveyed.

This graph shows that women's rate of exit from the workforce increases when they have young children, the highest rate being on the upper curve, for women with children of less than six years.

On the other hand, what is basic is the ratio with respect to age: when all the children become teenagers, most women work, even those with more than three children. For women with one teen, the rate reaches 70%, the same as for childless women.

At the other extreme, as I indicated earlier, when there is at least one child of pre-school years, defined as zero to five, more than 50% of women do not work. The trend is more pronounced as the number of young children increases, for instance, the proportion of women not in the workforce is 70% for those with three children, including two of pre-school age.

Of course, women who have a number of children try to compensate through part-time work. It can be seen that part-time work is more frequent with women having children at school between the ages of six and eleven, where the percentage may be as high as 26%.

The other graph shows the percentage of women working full-time, in relation to the number and age of their children. It may be seen that motherhood conflicts the most with full-time work. The proportion of working women with one child of pre-school age is low, even lower than that for women with three or more children in the teenage group.

When age and number of children are both involved, the rate of full-time workers decreases even more sharply. With women having three children or more, of whom two are of pre-school age, only 16% have a full-time job. You could almost say I understand why!

This being said, the proportion of women in the workforce had become quite large by 1984. When all the children are at school, with no more than two children, 60% of women have some activity outside the home. May I add that families with two children at school are in the majority throughout Canada.

[Texte]

ment concerne la majorité des familles dans l'ensemble du Canada.

Je rajoute un simple mot pour dire que vous trouverez dans le mémoire une analyse de ces mêmes phénomènes en fonction des femmes qui ont vécu une rupture d'union, c'est-à-dire qui ont vécu une séparation, un veuvage ou un divorce. On se rend compte que ces femmes ont tendance à être plus actives que les femmes mariées avec conjoint mais, de façon certaine, elles subissent les mêmes contraintes qui font baisser leur taux d'activités en fonction du nombre d'enfants et de leur âge.

Si on regarde maintenant aussi la scolarité, on se rend compte que les femmes plus instruites ont tendance à demeurer plus actives que les autres, et cela même en présence de jeunes enfants. C'est un résultat qu'il faut retenir quand on verra plus tard la solution de garde qu'elles semblent préférer pour ces jeunes enfants.

Si maintenant on s'intéresse aux femmes qui ne travaillent pas. Il faut bien se rendre compte, et les données sont bien claires là-dessus, que la situation de l'inactivité est envisagée comme temporaire; ce n'est pas un choix de vie, trois femmes inactives sur quatre nous ont dit avoir l'intention de travailler à l'avenir, de rejoindre le rang des actives.

Si on regarde le graphique à la page 19, on a demandé aux femmes quelles étaient les raisons pour lesquelles elles ne détenaient pas d'emploi à l'extérieur de leur foyer, et vous avez dans les bâtonnets qui sont illustrés, le cas des femmes dont le dernier enfant a moins de six ans et le cas des femmes dont le dernier enfant a six ans ou plus. On note que les véritables raisons de ne pas travailler dans le cas des mères de jeunes enfants sont à très forte majorité plus de 70 p. 100 parce qu'elles doivent s'occuper de leurs jeunes enfants.

Dans le cas des mères d'enfants plus âgés, les raisons de ne pas travailler sont plus variées. Et on verra, entre autres conditions, que la deuxième condition la plus fréquemment présentée, découle des problèmes reliés au marché du travail. Ces femmes qui ont décidé de revenir sur le marché du travail ont à faire face à des problèmes de réinsertion et ne sont pas toujours capables de trouver l'emploi qu'elles voudraient détenir.

Le troisième point de notre mémoire concerne les besoins de garde des mères canadiennes et de leurs enfants parce que ces taux d'activités qui sont fort variables selon le nombre et l'âge des enfants se traduisent en des besoins de garde également fort variables selon l'âge et le nombre des enfants.

On a distingué trois problèmes ou trois besoins de nature différente de garde selon l'âge des enfants. Nous avons retenu la catégorie des zéro-deux ans pour lesquels la garde, finalement, doit assurer l'ensemble des besoins primaires affectifs et physiques et qui équivaut au remplacement de la mère. Nous avons distingué également, quoique dans l'analyse on les réunit souvent, les enfants de trois à cinq ans parce que, pour eux, il y a déjà un processus de socialisation et la garde, dans bien des cas, sera envisagée comme devant assurer ce processus de socialisation.

Dans les cas des enfants de six à 11 ans, le problème de garde est de nature différente mais il n'est pas moins aigu; il

[Traduction]

I should also stress that the same analysis was carried out for women without a spouse through separation, death or divorce. These women showed greater activity in the workforce than married women with a spouse, but their activity was patently reduced by the number and age of their children.

When the level of education is considered, the proportion of women in the workforce increases as the level of education rises, even for women with young children. This should be kept in mind when we come to the day care solutions favoured by women in this category.

With respect to non-working women, it must be realized, as the data clearly show, that to them this is a temporary status, not a living alternative, as 75% of the respondents stated their intention to rejoin the workforce sometime.

Now, looking at the graph, page 19, women were asked why they did not work outside the home; you have two different bars, one for women whose youngest child is six or less, the other for women whose youngest child is over six. The result was that the great majority of women, over 70%, stated they remained at home to take care of their young children.

In the case of women with older children, the reasons for not working are more varied. In fact, the second most frequent reason is linked to their problems on the labour market. They wish to re-enter the workforce, but they find it difficult to do so and cannot always get the type of work they want.

The third part of our brief deals with the day care needs of Canadian women and their children, since the proportion of women in the workforce is related to the number and age of their children, the day care needs also vary greatly and are dependent upon the same factors.

Our study indicated three different day care problems or needs, according to the age of the children. The first category includes children from birth to two years, whose care involves the fulfilment of primary affective and physical needs, essentially by a surrogate mother. The second category, children three to five, is often merged with the first one in many studies, but we make this distinction because, with older children, the socializing process has already begun and day care is just an extension of the process.

For children six to eleven, the day care problem is quite different, but just as serious; day care must be adjusted to the

[Text]

doit être adapté au calendrier scolaire, donc assurer la garde des enfants en dehors des heures d'école et surtout pendant les nombreux congés et vacances de toutes sortes.

Enfin, pour les enfants de 12 ans et plus, nous avons décidé de considérer comme étant l'âge où le problème de garde, du moins le besoin de garde structurée, est à toutes fins pratiques éliminé. Les problèmes d'adolescents sont d'autre nature que le fait d'avoir quelqu'un qui les surveille. Le nombre des enfants, le niveau d'âge et la combinaison de ces deux facteurs ont des effets sur la propension à travailler et ces effets se répercutent sur la distribution des mères selon différents besoins de garde au Canada.

• 1330

Si on prend l'ensemble des mères qui travaillent à plein temps, on en trouve 38.9 p. 100 qui n'ont pas besoin de garde. Tous leurs enfants sont âgés de 12 ans et plus. Il en reste quand même 60 p. 100 qui ont à faire garder, d'une façon ou l'autre, leurs enfants. Et ce 60 p. 100 se répartit de la façon suivante: la moitié environ ont des enfants qui sont à l'école et la formule de garde choisie doit être adoptée au calendrier scolaire. Il en reste environ le tiers de l'ensemble des mères, qui ont au moins un enfant d'âge préscolaire. Ce sont les femmes pour lesquelles les besoins de garde sont les plus aigus tant en terme de durée que par les aspects affectifs qu'ils comportent.

Mais, au total, si on reprend l'ensemble des mères qui travaillent à plein temps, on en trouve environ 40 p. 100 qui ont au moins un enfant à l'école et un tiers qui ont au moins un enfant d'âge préscolaire. Ce qui représente 12.5 p. 100 des femmes qui ont des besoins mixtes, c'est-à-dire qui ont des enfants des deux groupes d'âge. C'est important de le remarquer parce que, chez ces femmes, régler le problème d'un enfant ne règle pas le problème de l'autre.

Pour ces dernières, la complexité des solutions de garde n'est sûrement pas étrangère au fait qu'elles participent relativement peu au marché du travail. À l'autre extrême, si on regarde le profil des femmes qui sont inactives au moment de l'enquête, on verra que ce profil est beaucoup plus axé vers les jeunes enfants. Si ces femmes inactives travaillaient, plus de 50 p. 100 d'entre elles auraient au moins un enfant d'âge préscolaire à faire garder et une sur quatre aurait le double problème de l'enfant d'âge préscolaire et scolaire.

Tous ces résultats nous amènent à dire que s'il doit y avoir une action gouvernementale, elle doit tenir compte de la variété des besoins de l'ensemble des mères qui travaillent et ne pas s'en tenir à des mesures qui régleraient le problème dans une seule catégorie d'âge.

Si on veut résumer, en terme d'enfants, les besoins de garde, on peut dire qu'aujourd'hui, au Canada, on estime à plus d'un million les enfants canadiens d'âgés de moins de 12 ans dont la mère est active, à plein temps. Et on en trouve quelque 700 mille autres dont la mère est active, à temps partiel. Quarante-cinq pour cent de ces enfants sont d'âge préscolaire, et 55 p. 100 ont entre six et 11 ans. Là aussi les chiffres sont impressionnants et l'action gouvernementale doit tenir compte de ces ordres de grandeur.

[Translation]

school calendar and so must be provided outside school hours and during a great number of holidays and other leave days.

Finally, for children twelve and over, we feel that the need for day care, at least on a structured basis, is practically non-existent. For teenagers, the problem is not one of keeping watch over them. The number of children, their age, or a combination of both factors, may affect their mothers' propensity to work and thus affect the distribution of women in Canada according to their day care needs.

Among women working full time, 38.9% do not need day care, their children being 12 years old or more. This means about 60% of these women must find a day care solution. Among them, about half have children of school age, so that day care must be adjusted to the school calendar. About one third have at least one child of pre-school age; this is the group whose day care problem is most acute, on account of its duration as well as its affective aspects.

On the whole, for full-time working mothers, about 40% have at least one child at school and 33% have at least one child of pre-school age. This means that 12.5% of these women have mixed needs, with children in both age groups. It is important to note this fact, because for them each child necessitates a different day care solution.

Not surprisingly, then, a large proportion of these women, faced with such a complex problem, do stay out of the work force. At the other extreme, taking the profile of women not in the work force at the time of this study, it is obvious that this profile is affected by the age of the children. If those women were working, more than 50% of them would have at least one child of pre-school age to be cared for, and 25% would have a child in both age groups.

Such findings lead us to conclude that, should the government decide to act, it must take into account the various needs of all working mothers and not take some action that would solve the problem of just one age group.

To summarize day care needs, in terms of children, it is estimated that today in Canada there are more than one million children under 12 whose mothers are working full time, and 700,000 children whose mothers are part-time workers. About 45% of them are in the age group 0-5, leaving 55% for the 6-11 age group. Once again, these are impressive figures that justify some government action.

[Texte]

En dernier lieu, dans notre mémoire, nous avons abordé la question de la meilleure solution de garde envisagée par les femmes pour un enfant de moins de trois ans. Nous n'avons malheureusement rien recueilli sur ce que ces femmes actives font quand elles font garder leurs enfants, selon les solutions qu'elles adoptent et qu'elles utilisent, ni sur ce qu'elles souhaitent dans l'ensemble. La seule question que nous avons posée, par contrainte budgétaire et le fait que l'enquête ne portait pas particulièrement sur ce point, est la suivante: quand une femme avec un enfant de moins de trois ans décide de travailler à l'extérieur de son foyer, quelle serait la meilleure solution? Une gardienne à la maison, faire garder l'enfant dans un autre foyer ou la garderie. Le problème de ce genre de questions est que la réponse peut varier en fonction de divers facteurs qui l'éloignent de l'idéal qu'on veut cerner. La réponse tend à faire état de ce qui existe plutôt que de ce qu'on souhaite. Par exemple, une femme peut souhaiter le recours à la garderie mais si elle n'en trouve pas dans sa communauté, elle ne pensera pas à le mentionner.

La réponse peut aussi avoir tendance à refléter ce qui est vécu plutôt de ce qui est jugé idéal. Par exemple, une femme peut avoir tendance à répondre que la meilleure solution est d'avoir une gardienne à la maison parce que c'est cette solution qu'elle a choisie même si ce n'est pas nécessairement l'idéal. La réponse peut finalement varier en fonction de l'ensemble de la situation familiale de la répondante. Par exemple, une femme ayant un enfant d'âge préscolaire et un autre d'âge scolaire, pourra ignorer la garderie comme solution parce que, dans son cas, cela ne règle pas l'ensemble de ses besoins de garde.

Toutes ces restrictions doivent donc inciter à la plus grande prudence dans l'interprétation des résultats. Ceci dit, voyons comment les femmes canadiennes ont répondu. On trouve un exemple au graphique 3, de la page 28.

• 1335

Sur l'ensemble des mères et sur les mères qui travaillent, nous avons les réponses à la question en fonction du nombre d'enfants dans la famille et de la composition par âge de ces enfants. On observe une relation très nette entre la nature des besoins de garde et la propension à favoriser la garde en milieu familial par une gardienne.

Il semblerait que plus les femmes sont concernées par le problème, c'est-à-dire plus elles ont à le vivre de près, plus elles ont tendance à mentionner la gardienne à la maison. Si on regarde le graphique pour l'ensemble des mères, par exemple, on se rend compte que la ligne la plus élevée pour la solution garderie est la ligne faite des réponses des mères qui ont des enfants adolescents et que, si on descend dans les catégories d'âge, ce sont les mères ayant au moins un enfant d'âge préscolaire qui mentionnent le moins souvent la garderie comme meilleure solution à leurs problèmes de garde.

Cela est lié à l'âge du dernier enfant mais encore plus à l'ensemble de la charge familiale. C'est-à-dire que plus le problème de garde est complexe, soit parce qu'il y a plusieurs enfants d'âge préscolaire à garder, soit parce qu'il y a des enfants à la fois d'âge préscolaire, moins alors on a tendance à

[Traduction]

Lastly, our brief deals with the best day care solution as suggested by women in the case of children under three. Unfortunately, no data were gathered as to what working women do with their children, the solution they had to adopt and the solution they would favour, on the whole. Due to budget restraints, as this was not the aim of our study, we ask only one question: Should a woman with a child under three decide to work out of the home, what would be the best day care solution? A baby-sitter at home, a private home or a day care centre? The problem with this type of question is that the answer will change according to the various factors, which makes the solution far from an ideal one. One must take things as they are, not as we would want them to be. For example, a woman may wish for a day care centre, but if there is no such thing in her community, she will not think of mentioning it.

The answer also tends to reflect not a wish but a lived experience. For example, a woman may say that the best solution is a baby-sitter at home, because that is the solution she opted for, although it is not necessarily an ideal one. The answer may change according to the whole family situation of the respondent. For example, a woman with one pre-schooler and one school-age child may disregard the possibility of a day care centre as a solution because, in her case, such a centre would not fulfil all her day care needs.

All these restrictions should warn us to be very circumspect in the analysis of our findings. That being said, let us have a look at the answers Canadian women gave. You will find an example in graph 3, page 28.

For all mothers and working mothers, we have answers to the question as to the number of children in the family and the age group of these children. We found a very clear relationship between the nature of day care requirements and the tendency to favour care at home by a baby-sitter.

It appears that the closer women are to the problem, the more they tend to mention having a baby-sitter at home. If we look at the chart for all mothers, we see that day care is the favoured solution of mothers with teenaged children, whereas mothers with at least one pre-schooler are the ones who least often mention day care as the solution to their child care problems.

This phenomenon is related to the age of the oldest child, but even more to the overall family burden. In families where the child care problem is complex, either because there are several pre-schoolers, or because there are both pre-school and school-age children, there is less of a tendency to choose day

[Text]

choisir la garderie pour un très jeune enfant. C'est là l'opinion des mères.

On semble y voir le reflet des hésitations des mères de jeunes enfants à faire garder, en dehors de son milieu familial, un très jeune bébé. Mais, on peut aussi y voir le reflet que la garderie ne règle pas l'ensemble des besoins de la mère, de façon satisfaisante.

J'inciterais à la prudence, ici. Je dirais aussi que de tels résultats peuvent refléter le fait qu'on note une certaine insatisfaction pour les services existants. Si les services de garderie existants ne sont pas satisfaisants, on choisira une autre réponse, même si cette question a été posée pour cerner l'idéal.

Il faut aussi noter que le fait que plusieurs mères restent inactives est peut-être lié au fait qu'elles ont trop de difficultés à trouver des places dans de bonnes garderies. Alors, tous ces phénomènes doivent être pris en considération. Mais, dans l'ensemble, on ne peut lier l'existence d'un lien manifeste entre l'ensemble et la complexité de la charge familiale des mères et les solutions qu'elles envisagent pour la garde de leurs enfants.

Je continuer un peu plus loin; mais je peux vous dire que, dans le cas des femmes qui ont vécu des ruptures d'union, séparation, veuvage ou divorce, on trouve un intérêt plus marqué pour la garderie. Par ailleurs, au niveau de l'instruction, ce sont les femmes les plus instruites qui optent le moins pour la garderie, dans le cas d'un enfant de moins de trois ans.

Notre conclusion est assez simple. Comme Evelyne l'a dit tout à l'heure, nous ne sommes pas des spécialistes dans la garde des enfants mais on a un peu la manie de la mesure. Je trouve qu'une idée de l'opinion de l'ensemble des femmes et de leurs besoins, peut aider à choisir des mesures réalistes. Les besoins complexes de garde, soit par le nombre d'enfants ou la combinaison de l'âge de ces enfants, constituent une réalité pour la majorité des familles canadiennes. Les mesures qui seront prises doivent en tenir compte. Ainsi, ces mesures pourront correspondre au désir des parents et au mieux-être des enfants impliqués. Mais la recherche reste à faire, en bonne partie, pour s'assurer que ces désirs et besoins soient vraiment compris.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): C'est une étude extrêmement intéressante. J'imagine que que vous avez mis beaucoup de temps à la réaliser.

Mme Lapierre-Adamcyk: On a dû faire vite parce qu'on a eu vent de l'existence du Comité, en mars.

Le travail d'analyse de ces données allait dans une direction tout à fait différente. On n'avait pas encore abordé les questions de la garde des enfants. Nicole s'est dit qu'il fallait produire quelque chose puisqu'on avait des données représentatives de l'ensemble du Canada. Ce qui est assez rare dans les données disponibles.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je suis très préoccupée par le taux de dénatalité. Notre pays connaît, comme plusieurs pays d'Europe, une baisse de natalité vraiment inquiétante. J'ai lu dans des statistiques qu'en l'an

[Translation]

care centres for very young children. That is the opinion expressed by mothers.

This fact seems to reflect the reluctance of mothers of infants to have their baby looked after outside the home. This situation may also indicate that day care centres do not meet all the mothers' requirements satisfactorily.

I would urge you to be cautious in interpreting these results. I would say they could also indicate some dissatisfaction with existing services. If existing day care services are not satisfactory, a different answer will be chosen, even though the purpose of this question was to find out what women consider the ideal solution.

It should also be pointed out that the reason that some women do not work outside the home may be linked to the fact that they have too much trouble finding spaces for their children in good day care centres. In other words, all these factors should be taken into account. Generally speaking, however, there is a clear link between the complexity of the family situation of mothers and the child care solutions they favour.

I can tell you that women who have experienced marriage breakdown, separation, widowhood or divorce all show greater interest in day care centres. The women with the most education favour day care centres the least if they have children under three years of age.

Our conclusion is quite simple. As Evelyne said earlier, we are not child care specialists, but we are a little obsessed with measuring things. I think that having some idea of women's opinions and needs can be helpful in implementing realistic measures. The majority of Canadian families have complex day care requirements, either because of the number of their children or because of their ages. The steps taken should reflect this fact and be in keeping with parents' wishes and with the wellbeing of the children concerned. However, most of the research still has to be done to ensure that these desires and needs are truly understood.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I find your study extremely interesting. I imagine you spent a great deal of time on it.

Ms Lapierre-Adamcyk: We had to do it quickly, because we only heard about the committee in March.

The data were being analysed for completely different purposes. We had not yet raised the question of child care. Nicole decided that we had to produce something, because we had representative data for Canada as a whole, and this is fairly rare.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I am very concerned about the decreasing birthrate. Canada, like a number of European countries, is experiencing a really disturbing decline in its birthrate. I read some statistics indicating by the

[Texte]

2000, la population de plus de 60 ans aura augmenté de 158 p. 100, ce qui est vraiment très dangereux. On n'aura presque plus de personnes jeunes pour prendre soin de toute cette population qui aura vieilli. Tout cela contribue à nous aider à prendre des mesures qui seront justes, équitables et qui tiendront compte de l'avenir de notre beau pays.

• 1340

Madame Pépin.

Mme Pépin: Je vous remercie beaucoup. Le suivi au niveau de la fertilité est très important pour les femmes. On peut l'utiliser pour les services de garde, comme base de recherche.

Mme Lapierre-Adamcyk: C'est pour cela qu'on a cru qu'il était important de vous le communiquer.

Mme Pépin: Pensez-vous que la participation active des femmes sur le marché du travail va augmenter ou qu'elle a atteint son maximum?

Mme Lapierre-Adamcyk: Je crois qu'elle va augmenter. Les intentions des femmes sont là, et leur participation augmentera dans la mesure où les emplois seront disponibles. L'activité des femmes, cela reflète bien des choses: les conditions économiques, les conditions de garde des enfants, etc.

• 1345

Il semble que les valeurs de la société canadienne soient encore assez profondément attachées aux valeurs familiales, même traditionnelles. Et, par les réponses, comme vous le voyez, indépendamment de toute la prudence qu'on peut mettre à les interpréter, on sent quand même un attachement...

Mme Pépin: ... important...

Mme Lapierre-Adamcyk: ... au contexte familial.

Par ailleurs, il y a un attachement de plus en plus grand à la vie professionnelle, et on peut s'attendre à ce que les femmes vont être de plus en plus actives. Nous avons les données pertinentes pour l'ensemble du Canada. On n'a pas fait l'analyse des données québécoises, mais étant donné la taille de l'échantillon, on pourra le refaire pour le Québec.

On sait toutefois que la catégorie des jeunes femmes qui vivent en union libre est un des rares groupes qui, actuellement, a un taux d'activité presque comparable à celui des hommes. Vu que les valeurs attachées au mariage et à la vie traditionnelle s'affaiblissent d'une certaine façon, on peut imaginer que l'activité va prendre de l'ampleur et dans la mesure où le marché du travail est favorable, les femmes vont travailler de plus en plus.

Mme Pépin: Vous avez mentionné que plus les femmes sont instruites, moins elles ont tendance à placer leurs enfants dans les garderies. Comment interprétez-vous cette tendance?

Mme Marcil-Gratton: Elles ont probablement plus les moyens que les autres de se payer une gardienne à la maison.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): J'imagine que la gardienne fait aussi le ménage et la lessive.

[Traduction]

year 2000, the number of people over 60 years of age will have increased by 158%, which is really frightening. The number of young people is dwindling and they will not be able to take care of this aging population. That is why we want the measures we take to be fair and equitable and to take into account the prospects of our great nation.

Madame Pépin.

Mrs. Pépin: Thank you very much. The ability to monitor their own fertility is very important to women. These data can be used as a research basis for future child care services.

Mrs. Lapierre-Adamcyk: That is precisely why we thought it important to communicate them to you.

Mrs. Pépin: Do you think that women's participation in the labour market will increase, or has it reached a plateau?

Mrs. Lapierre-Adamcyk: I think it will increase. Women want to work, and they will do so if they can find jobs. The participation rate of women says a lot about economic conditions, the availability of child care services, etc.

The values of Canadian society seem to have remained deeply rooted in the family, and even in tradition. And the answers show, as you can see, even with the most cautious interpretation, a certain attachment...

Mrs. Pépin: ... a significant one...

Mrs. Lapierre-Adamcyk: ... to the family.

On the other hand, growing importance is given to the professional side of life and we can expect that women will enter the labour market in greater numbers. We have relevant data for Canada as a whole. We have not analysed the data for Quebec, but given the size of the sample, we can particularize them for Quebec alone.

We already know, however, that young women living common law are amongst the very few who at the present time work in numbers almost equal to men. Given that the values related to marriage and traditional life are losing ground somewhat, we can expect that they will become more active and, if the labour market allows, that greater numbers of women will take up jobs.

Mrs. Pépin: You said that the more education women have the less likely they are to put their children in daycare centres. What do you make of that?

Mrs. Marcil-Gratton: They probably can better afford to have a nanny at home.

The Acting Chairperson (Mrs. Duplessis): And I suppose that the nanny also does the housekeeping and the laundry.

[Text]

Mme Marcil-Gratton: Pour une solution idéale, l'ensemble de la charge familiale entre en ligne de compte.

Mme Pépin: Depuis quelque temps, il semble y avoir un retour aux valeurs traditionnelles, un mouvement vers la droite qui est très important. Récemment, j'ai lu dans les journaux qu'on recommandait l'abstinence aux jeunes. Il y a différentes approches, par exemple le groupe des *real women*, un groupe spécial. Est-ce que ce mouvement va changer notre orientation?

Mme Marcil-Gratton: Au niveau de l'activité, je ne crois pas. Ce qui est fondamental là-dedans pour les femmes, c'est l'accès à la scolarisation et, à partir du moment où elles sont aussi instruites que les hommes, cela ne change pas le taux d'activité professionnelle.

Mme Pépin: Lorsqu'on dit que ce sont les mouvements féministes qui ont libéré les femmes, je ne le crois pas. Je crois plutôt que c'est l'éducation. Du moment que les femmes ont eu accès à l'éducation comme les hommes, c'est là qu'on a pris la porte. Aussi les compressions budgétaires au niveau de l'éducation m'inquiètent-elles.

En faites-vous d'autres recherches?

Mme Lapierre-Adamcyk: On poursuit des études à partir des données de cette enquête. Il y aura, à l'automne, un colloque qui va porter sur le mariage, la cohabitation et les attitudes générales.

Mme Pépin: Ah! c'est merveilleux.

Mme Lapierre-Adamcyk: On aura alors des textes écrits à soumettre. Il y a tout un volet qui est déjà partiellement couvert, c'est celui qui porte sur la régulation de la fécondité, la contraception, la stérilisation. On vous fera parvenir des exemplaires des documents qui sont déjà publiés. Il y a beaucoup de textes qui sont encore en friche mais, d'ici l'automne, la fin de l'année, on aura pour l'ensemble du Canada un bon nombre de textes qu'on pourra mettre à votre disposition.

Il y a tout un secteur qui est moins avancé dans l'analyse et qui porte sur les aspects économiques de la famille.

Mme Lapierre-Adamcyk: Il y a beaucoup d'éléments dans le questionnaire, et l'analyse à ce niveau est un peu moins avancée parce qu'il y avait une tradition moins grande dans l'analyse de ces données. Mais là aussi, la recherche se poursuit et on devrait avoir d'ici un an des résultats qui vont nous donner au moins un premier aperçu.

• 1350

Comme vous le voyez, l'enquête a été entreprise par trois universités. Les trois chercheurs impliqués font la recherche au fil des moyens et des intérêts de chacun. Comme on est loin les uns des autres, tout se déroule un peu plus lentement que les politiciens peuvent le souhaiter. Mais certaines choses seront publiées dans les meilleurs délais.

Mme Marcil-Gratton: Un aspect que nous n'avons pas abordé ici et qui aurait été fort intéressant est celui du partage des tâches entre les deux membres d'un couple. Nous avons des questions là-dessus.

[Translation]

Mrs. Marcil-Gratton: To find the ideal solution you have to take into consideration the total number of children.

Mrs. Pépin: There seems to be a return to traditional values, a sharp turn to the right. Recently, I read an article which recommended that young people practise abstinence. There are different approaches, like that of REAL women, for example, who are a particular group. Will this take us into a new direction?

Mrs. Marcil-Gratton: Not with respect to professional activity, I don't believe so. The key here is access to education; once women have the same level of education as men, their level of professional activity will not change.

Mrs. Pépin: When I hear that women were liberated by the feminist movements, I disagree. I believe they have been liberated through education. When women obtained access to education on the same footing as men, that is when their liberation started. That is why I am concerned about cuts in education budgets.

Have you done other studies?

Mrs. Lapierre-Adamcyk: We are continuing to study the data obtained through this survey. In the fall, there will be a symposium on marriage, living together and general attitudes.

Mrs. Pépin: That's wonderful.

Mrs. Lapierre-Adamcyk: We will then have documents to present. We have already partially covered one aspect, that of control over fertility, contraception and sterilization. We will send you copies of the documents already published. We are still working on a number of documents, but by fall, by the end of the year, we will have a fairly extensive documentation about Canada in general that we will be able to give you.

There is another area in which we are still at a very early stage of analysis, and that is the economics of the family.

Mrs. Lapierre-Adamcyk: The questionnaire is very detailed and we have not gotten as far with its analysis yet because we have less experience with that type of data. But there, too, there is research being done and within a year we should start to get at least an idea.

As you can see, the study is being done by three universities. The three researchers involved are working according to their respective means and interest. As we are separated by distance things are proceeding a little slower than politicians may wish. But some things will be published very soon.

Ms Marcil-Gratton: One aspect that has not been mentioned and that would have been interesting is that of task-sharing between the two partners. We have questions on that subject.

[Texte]

On aurait pu trouver des données sur l'activité des femmes, sur le nombre de leurs enfants et sur le partage des tâches avec le mari.

Mme Pépin: À la maison.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): J'aimerais vous remettre ma carte pour que vous puissiez m'envoyer quelque chose dès que ce sera prêt. N'oubliez pas qu'il n'en coûte rien pour envoyer du courrier à un député. Vous n'avez pas à payer le timbre. Quand vous aurez terminé d'autres études, j'aimerais beaucoup que vous me les fassiez parvenir.

Mme Lapierre-Adamcyk: Tout ce qu'on peut souhaiter, c'est qu'en retour, vous appuyiez le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.

Mme Pépin: Pas de coupures!

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Merci beaucoup.

J'invite maintenant M^{me} Carole Jarvis-Stewart à nous présenter son mémoire.

Mme Carole Jarvis-Stewart (témoigne à titre personnel): Malheureusement, je n'ai pas eu assez de temps pour traduire mon texte.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Ce n'est pas grave. Vous pouvez faire votre exposé en anglais.

Ms Jarvis-Stewart: Thank you. I noticed here that most of the people who are being represented are from either day care centres or companies, and I see nothing representing the people who are currently giving day care on a large-scale basis throughout the country; that is, home day care givers. I feel these people are being overlooked in favour of something that is more regimented, something that involves a lot of red tape and a great deal of money and planning, whereas day care needs are present and are currently being filled to a certain degree by these people. I think they are for the most part providing very good care, and if given a chance by the government, could be encouraged to give even better care, involving the government to a small degree, giving more overall good quality care and on a cheap basis to more people, with less stringent times and more flexible hours, more applicable to each individual who requires the day care.

I know I am not supposed to read this verbatim, and since I am just a "housewife", I am not familiar with the procedure. Would you prefer to ask me questions based on the material I have given you or on the general outline I have just stated?

The Acting Chairman (Madam Duplessis): I think it will be better if you tell us the best recommendations you have, and afterwards we will ask questions.

Ms Jarvis-Stewart: Okay. I have outlined on the second page the positive and negative aspects of home day care as opposed to the day care facility, and then I have my recommendations.

Basically, in my proposal the worst pill to try to swallow is the fact that day care givers, I think, should not have to pay taxes on the income they make. A lot of people feel this is

[Traduction]

We could have obtained data on women's activities, the number of children they have and how the tasks are shared with the husband.

Mrs. Pépin: In the home.

The Acting Chairwoman (Mrs. Duplessis): I would like to leave you my card so that you can send me some information as soon as it is available. Do not forget that mailings to an MP are free. You do not need a stamp. I would very much appreciate getting a copy of your other studies when you complete them.

Mrs. Lapierre-Adamcyk: We only hope that in return you will support the Social Sciences and Humanities Research Council of Canada.

Mrs. Pépin: No budget cuts!

The Acting Chairwoman (Mrs. Duplessis): Thank you very much.

I now call on Mrs. Carole Jarvis-Stewart.

Mrs. Carole Jarvis-Stewart (Individual Presentation): Unfortunately, I have not had enough time to have my brief translated.

The Acting Chairwoman (Mrs. Duplessis): It is okay. You can read it in English.

Mme Jarvis-Stewart: Merci. J'ai remarqué que la plupart des témoins représentent des garderies ou des sociétés, et personne ne représente celles qui à travers le pays fournissent actuellement le service en plus grand nombre, soit les gardiennes à domicile. J'estime qu'on les néglige en faveur d'un système plus strict, plus bureaucratisé, et exigeant beaucoup d'argent et de planification, tandis que les besoins en matière de garderie sont immédiats et qu'ils sont satisfaits dans une large mesure par ces gardiennes. J'estime que la plupart d'entre elles offrent un service de bonne qualité, et pourraient faire encore mieux, si le gouvernement voulait bien les aider, par une participation minimale, en offrant un service de qualité, à bon prix, au plus grand nombre, avec des horaires plus souples, mieux adaptés aux besoins individuels.

Je sais que je ne suis pas censée lire ceci mot pour mot, et comme je ne suis qu'une «ménagère», je ne suis pas très au courant de la procédure. Préférez-vous me poser des questions sur le document que je vous ai remis ou sur la position générale que je viens de présenter?

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je pense qu'il serait préférable que vous nous donniez vos principales recommandations, après quoi nous vous poserons des questions.

Mme Jarvis-Stewart: Très bien. À la page 2, j'ai présenté les aspects positifs et les aspects négatifs de la garde à domicile par rapport à la garderie, et je donne ensuite mes recommandations.

Le point le plus difficile à faire passer, dans ma proposition, c'est que les gardiennes à domicile ne devraient pas être soumises à l'impôt sur le revenu. Bien des gens pensent que

[Text]

unnecessary and that everybody should have to pay taxes overall. But when children are involved I think it is important that this be exempted, because children's welfare is the most important.

• 1355

If people are forced to pay taxes on the money they make for day care, they will have to increase what they charge in order to make it worth their while, for there to be an incentive for this to be done. The people who are paying for day care are not making that much money. They are mostly women, a lot of them single women or single parents, and this would put it out of their price bracket. Consequently, you would have a lot more children who are so-called latchkey children. And I think that is reprehensible. Every child in this country should be entitled to universal day care, just as he is to a doctor or to an education.

The idea of leaving a child unattended at home after school, no matter what the reason, is not acceptable. And if you have that or paying somebody what you consider to be too much, obviously even the most caring parent is going to be tempted to opt for that.

What would involve the government is that in exchange for being exempted from taxation, these home care givers would be required to make changes in their home, provide a safe environment by installation of safety gates or enclosures outside, which is particularly important in an urban area where you have a lot of day care being done. They should also be available to visiting nurses or any kind of social worker who was contacted on that child's behalf.

The day care giver is a person who opens their home to a child and therefore it must be a reasonably stable environment to begin with. With a few modifications involving the government, I think it would be just as good or even better than the day care that is given by your typical *garderie* right now.

You could also provide information to parents so that they could assess which would be better for their needs, because right now there really is not anything for them to choose from except for maybe noticing the building on their street or looking in the yellow pages or hearing by word of mouth that somebody is good. The government could provide a listing of who is good and who is not good, or who has been reprimanded or what have you, so that at least parents would have some kind of guideline. We have to face the fact that these people are being used anyway and they always will be. And if they come out into the open the children's safety will be much better cared for.

For example, if a child were to hurt himself in somebody's home, they would try to cover it up because they are not insured for that. They probably would not want to bring him to the hospital for fear that questions would be asked. If they are not paying taxes and there have not been taxes paid for maybe over 10 years there is a lot of money involved. So if you allow these people to come out in the open and publicly say yes, you do not have to pay taxes, and yes, you can provide good care if

[Translation]

cela n'est pas nécessaire et que tout le monde doit payer l'impôt. Mais lorsque ce sont des enfants qui sont en jeu, il me paraît important de faire une exception, car c'est le bien-être de ces enfants qui doit avoir préséance.

Si les gens sont obligés de payer des impôts sur l'argent que leur rapporte la garde, ils devront augmenter leurs tarifs afin de rentrer dans leurs frais et pour que l'entreprise en vaille la peine. Les clients des garderies ne gagnent généralement pas beaucoup d'argent. Ce sont surtout des femmes, souvent célibataires ou seules et ce serait hors de leurs moyens. Par conséquent, il y aurait encore un plus grand nombre d'enfants «porte-clé». Ce qui n'est pas souhaitable. Tous les enfants de notre pays ont droit à un régime universel de garderies, comme pour les soins de santé ou l'éducation.

L'idée de laisser un enfant seul à la maison après l'école, quelle qu'en soit la raison, n'est pas acceptable. Et si l'on a le choix entre cela ou payer quelqu'un à un prix que l'on juge trop cher, même le meilleur des parents sera tenté d'opter pour la deuxième solution.

Le gouvernement devrait intervenir en ce sens que, en échange d'une exonération fiscale, les personnes qui utilisent leur maison comme garderie seraient tenues d'aménager les locaux comme il convient, d'installer des portes ou des clôtures de sécurité à l'extérieur pour éviter les dangers, ce qui est particulièrement important en milieu urbain où il y a beaucoup de garderies. Elles devraient également ouvrir leurs portes aux infirmières venant faire des visites ou à tout travailleur social appelé pour un enfant.

Ces foyers de garde sont en fait des maisons particulières ouvertes aux enfants et l'environnement doit y être raisonnablement stable. Avec quelques modifications contrôlées par le gouvernement, cela serait aussi bien ou même mieux que ce que l'on trouve actuellement dans une garderie classique.

Il faudrait également informer les parents afin qu'ils puissent déterminer ce qui convient le mieux à leurs besoins, car actuellement, ils ne choisissent pas vraiment dans la mesure où, soit ils remarquent une garderie en passant dans la rue, soit ils cherchent dans les pages jaunes ou suivent les recommandations de quelqu'un. Le gouvernement pourrait faire une liste indiquant les bonnes et les mauvaises garderies, celles qui ont fait l'objet de sanctions, par exemple, de façon à donner au moins une indication aux parents. Nous devons accepter la réalité et reconnaître que même les mauvaises garderies ont leurs clients et en auront toujours. Si cela se faisait ouvertement, la sécurité des enfants serait beaucoup mieux garantie.

Par exemple, si un enfant se blessait chez quelqu'un, on essaierait de le dissimuler car il n'y aurait pas d'assurance. On ne voudrait sans doute pas transporter l'enfant à l'hôpital de peur de devoir répondre à des questions. Si l'on ne paie pas d'impôt et si aucun impôt n'a été payé depuis plus de 10 ans, la somme en jeu est considérable. Par conséquent, si vous permettez à ces personnes de se montrer au grand jour et que vous leur dites publiquement qu'elles sont exonérées d'impôt et

[Texte]

we assist you by providing information on nutrition and so on...

Also, disabled children would be cared for. Right now there are no incentives to provide for disabled children, such as an epileptic child, who would probably be looked over.

Mr. Nicholson: I wonder, Ms Jarvis-Stewart, if I could ask you a couple of questions or perhaps make a couple of comments.

One of the things I really appreciate in this brief you presented to us is that you have given us a very well balanced look at this. Many times we just get one side or the other, depending on a person's point of view, and it seems to me you have gone to a lot of trouble to point out, in a fair way I think, the negative aspects of both in-home family day care and day care, both the positive and negative aspects. I really appreciate it, as a member of this committee, and I know the other members of the committee are going to be very pleased to have this because family day care and what we can do with that is in many cases ignored. There are not that many people who come forward and tell us, just for the very reasons you have enumerated, and the tax system is certainly one of them.

I think instead of saying to a person who looks after one or two or three children in her home that she does not have to pay taxes, we might be able to do it another way. You know how we always have to be very legalistic. Perhaps we could say that the first several thousand dollars of child care related income will be exempt, as opposed to just saying that it is sort of tax-free money—if you can make it, it is yours. I think that would probably fit in with what you are suggesting. Do you not think so?

• 1400

Ms Jarvis-Stewart: I did mention there would be a ceiling involved because some enterprising person might stock the house full of children coming out of the windows and...

Mr. Nicholson: What do you think that ceiling should be?

Ms Jarvis-Stewart: I cannot really say. It would have to be established according to how much is permitted to be paid per child, how many square feet in their home are provided for that child.

Mr. Nicholson: One of the very good points you have made is that in family day care it may be a little easier to control the spread of sickness and certain types of childhood diseases. That is a very good point.

The other very good point you make is that the person who has a child in family day care is much more likely to cover up injuries and less likely to call in outside help should an emergency arise. I think that is a very good point.

Let me challenge you on one point, though, that you have made concerning workers in day care centres as one of the negative aspects. You said that the care givers regard it as a job with no real commitment. I am sort of a newcomer to this

[Traduction]

qu'elles peuvent fournir un service de garderie adéquat grâce à l'aide qu'on leur apporterait et aux informations sur la nutrition...

En outre, on s'occuperait également des enfants en difficulté. Actuellement, rien n'est prévu pour ces enfants, comme par exemple un enfant épileptique, qui serait sans doute laissé pour compte.

M. Nicholson: Je voudrais vous poser quelques questions ou faire quelques commentaires, si vous le voulez bien.

J'apprécie vivement le fait que dans votre mémoire vous essayez d'être très objectif. Bien souvent, nous n'avons qu'un seul côté de la médaille, selon le point de vue de la personne, et vous avez pris la peine d'essayer de dégager, assez objectivement, les aspects négatifs et positifs des deux formules: foyer de garde et garderie. Je vous en suis très reconnaissant et je sais que les autres membres du Comité en seront très heureux également car cette formule de garde familiale est trop souvent ignorée. Rares sont ceux qui viennent nous en parler, pour les raisons que vous avez citées et le régime fiscal est certainement un facteur.

Au lieu de dire à une dame qui s'occupe de deux ou trois enfants chez elle qu'elle ne doit pas payer d'impôt, nous pouvons peut-être nous y prendre autrement. Il faut tenir compte de tous les aspects juridiques. On pourrait toujours prévoir une exemption pour les quelques premiers milliers de dollars de revenu dans le domaine de la garde des enfants plutôt que de considérer cet argent comme étant tout simplement libre d'impôt. Cela rejoint assez bien votre proposition, n'est-ce pas?

Mme. Jarvis-Stewart: J'ai parlé de limite car autrement un entrepreneur pourrait très bien remplir sa maison d'enfants et...

M. Nicholson: Et quelle devrait être cette limite, d'après vous?

Mme Jarvis-Stewart: Je ne sais pas vraiment. Elle devrait être établie en fonction du paiement autorisé par enfant et de la superficie à sa disposition.

M. Nicholson: Vous avez soulevé un aspect très intéressant à savoir qu'il serait peut-être plus facile d'empêcher la contagion de certaines maladies de l'enfance en milieu familial. C'est un aspect très positif.

Il est peut-être vrai aussi cependant que le gardien en milieu familial est beaucoup moins susceptible d'obtenir de l'aide de l'extérieur en cas d'urgence et de signaler des blessures. C'est un point très valable.

Je ne suis pas d'accord avec vous cependant lorsque vous parlez en termes négatifs des travailleurs dans les garderies. Vous dites que, en règle générale, ils n'ont aucun engagement réel face à leur travail. Cela ne fait pas très longtemps que je

[Text]

area, but I can tell you over the last three months I have heard a lot of care givers from child care centres who strike me as very dedicated and very concerned. It would seem to me that with so many thousands of people in Canada working in child care centres for just about minimum wage, and people who have had extensive post-secondary education, the evidence would make me lean towards the idea that in fact most of them must be pretty dedicated. If they were all being paid \$30,000 a year we might be in a better position, I guess, to question their motives, but when they are making minimum wage after having gone to school for so long, it seems to me there has to be a certain amount of dedication. Would you not agree?

Ms Jarvis-Stewart: I would say that you would not be guaranteed that there would be that kind of dedication in the case of . . .

Mr. Nicholson: I guess we never get guarantees, you know.

Ms Jarvis-Stewart: —in the case of somebody who has been hired on. I am not talking about the administrators. I am just saying that somebody who has been hired on to look after a child, who may go off to work somewhere else or choose some other kind or form of work, would not be as committed as someone who possibly is an administrator or has some kind of financial ties to that institution, or someone who has opened their home and invested some kind of time and money and so on.

Mr. Nicholson: Yes, but the administrator would earn a salary; certainly, though, the care givers would have a financial stake in it as well. Would they not be in much the same position as the administrator?

Ms Jarvis-Stewart: That is possibly true.

Mr. Nicholson: Anyway, I just want to thank you for your comments. I find them very interesting and very well balanced. Thank you.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Quand nous sommes allés à Québec, nous avons rencontré l'Association des services de garde en milieu familial. Ce sont des gens qui gardent des enfants à la maison. Vous n'êtes donc pas la première intervenante dans votre genre.

Les parents qui font garder leurs enfants en milieu familial nous ont pratiquement tous fait la même remarque. Pourquoi ne déclarez-vous pas vos revenus à l'impôt? En ne déclarant pas vos revenus, vous pénalisez les parents. Ils ne peuvent pas déduire de leur propre rapport d'impôt les montants qu'ils paient pour la garde privée. C'est l'un des principaux arguments que j'ai entendus contre la garde à la maison. Qu'avez-vous à dire à ce sujet?

• 1405

Ms Jarvis-Stewart: I am not a care giver, myself. I am a mother who is using the services of a care giver, and she does not declare this income. I am not allowed to declare it. In fact, I could not get a student loan this year because I could not furnish receipts. However, I feel for what I am paying I am

[Translation]

m'intéresse à la question, mais je peux vous dire qu'au cours des trois derniers mois j'ai entendu des témoignages personnels de garderies qui m'ont semblé très dévouées et intéressées. Il me semble qu'il est assez facile d'arriver à la conclusion que ces milliers de personnes qui ont reçu une éducation postsecondaire assez poussée et qui ne touchent que le salaire minimum ont dû choisir ce travail par amour de la profession. Si le personnel de garderie touchait 30,000 \$ par année, on pourrait peut-être avoir quelques doutes à leur endroit. Mais ce n'est pas le cas. N'êtes-vous pas d'accord?

Mme Jarvis-Stewart: L'on ne peut pas vraiment parler de dévouement à la cause dans le cas . . .

M. Nicholson: Il est assez rare que l'on obtienne des garanties, vous savez.

Mme Jarvis-Stewart: . . . du personnel que l'on vient d'embaucher. Et je ne parle pas des administrateurs. Une personne qui accepte de s'occuper d'enfants parce qu'elle vient de perdre son travail ou qu'elle décide de se recycler ne peut être aussi engagée qu'un administrateur ou qu'une personne qui a des intérêts financiers dans une garderie, ou même encore qu'une personne qui a investi du temps et de l'argent pour s'occuper d'enfants à la maison.

M. Nicholson: Oui, mais l'administrateur touche un salaire et il me semble que le personnel des garderies a également un intérêt financier. N'est-il pas exactement dans la même situation que l'administrateur?

Mme Jarvis-Stewart: C'est possible.

M. Nicholson: De toute manière, je vous remercie de ces quelques observations. Elles nous seront très utiles. Merci.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): When we went to Quebec City, we met with representatives of l'Association des services de garde en milieu familial. These are people who look after children in their own home. You are not our first witness in that situation.

Parents who put their children in family daycare have all said the same thing more or less. Why do you not declare your income? You penalize the parents. They cannot deduct their private childcare costs for income tax purposes. That is one of the main arguments I have heard against family child care. What do you think?

Mme Jarvis-Stewart: Je ne suis pas gardienne. Je suis une mère ayant recours aux services d'une gardienne qui ne déclare pas ses revenus. Je ne pense donc pas déduire mes frais de garde de mes revenus. Je n'ai même pas pu obtenir un prêt d'étudiant cette année parce que je n'étais pas en mesure de

[Texte]

getting an excellent bargain. It would have been taken off anyway in income tax. I think you are just robbing Peter to pay Paul if you decide to take the money from somebody else and then allow me to keep the money, or whatever.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je ne pense pas, comme vous, qu'obliger quelqu'un à payer de l'impôt, c'est voler. Si personne au Canada ne paie d'impôt, madame, on ne pourra pas appuyer un système de garderies, on ne pourra pas donner de subventions. Il est important que les gens en paient. Si je n'en paie pas et que les autres n'en paient pas non plus, il n'y aura pas de services.

Ms Jarvis-Stewart: Actually, robbing Peter to pay Paul is just a saying. It just means that you take something from one in order to give it to another.

This is true, but you see the money the government would make from taxing these people would eventually be sunk into investments in day care, which is good, but that is a long-term relief. What we are talking about is something that is needed now—in fact yesterday, when I was looking for day care for my son. It seems the shortest way of at least encouraging people to provide this service.

La présidente suppléante (Mme Duplessis): Je vous remercie beaucoup.

Ms Jarvis-Stewart: Thank you.

Le vice-président: Nous entendrons maintenant M^{me} Denise Rainville-Normandin de la garderie privée *Ateliers les Petits Lutins*.

Mme Denise Rainville-Normandin: Bonjour.

J'ai une garderie privée qui se conforme aux exigences de la nouvelle loi de 1984 de la province de Québec. C'est donc une garderie très coûteuse. J'ai un permis de 60 places. J'ai 12 employés qui travaillent 38 heures par semaine. J'ai investi 250,000\$. C'était pour me créer un emploi... qui ne me rapporte rien. Vous avez peut-être eu d'autres commentaires concernant les garderies. Je n'ai pas réussi à avoir de subvention de démarrage pour la création d'emplois. Vu qu'il existait déjà dans la province de Québec un Office des services de garde qui s'occupait des garderies, aucun ministère ne pouvait m'encourager pour la création d'emplois au moment où j'ai lancé mon projet.

Je suis dans une municipalité de 40,000 habitants. On n'avait qu'une garderie de 45 places pour cette population-là. Pour ma part, j'ai préféré élever mes enfants au détriment de ma formation. Je me sentais maintenant disponible et j'avais un peu de capital à investir pour me créer un emploi dans un secteur que je connaissais. J'aurais aimé avoir un peu d'appui. C'est sûr qu'en garderie, on ne fait pas d'argent; on se paie des salaires, mais des salaires minimums. Des filles qui travaillent dans ma garderie n'ont pas les moyens de payer la garderie pour leurs propres enfants. Elles les font garder en milieu familial où elles paient 10\$ ou 12\$ par jour. Chez moi, c'est 15\$ par jour. Même si je peux leur donner des reçus, elles ont opté pour la garde en milieu familial. Elles sont diplômées en techniques de garde.

[Traduction]

fournir des reçus. J'estime cependant que j'obtiens un très bon service pour le prix que je paie. De toute manière, il y aurait eu une déduction de l'impôt sur le revenu. Si vous décidez de prendre de l'argent à quelqu'un pour m'autoriser ensuite à conserver le mien, cela revient à voler Pierre pour payer Paul.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): I do not agree with you that forcing someone to pay income tax is robbery. If nobody paid their income tax, we would not be able to support the child care system nor hand out subsidies. It is important that people pay their income tax. If nobody paid, we would not have any services.

Mme Jarvis-Stewart: En fait, voler Pierre pour payer Paul n'est qu'une expression. Cela veut dire prendre quelque chose à quelqu'un pour le donner à quelqu'un d'autre.

C'est vrai, l'argent que l'État retirerait sous forme d'impôt pourrait être investi dans des garderies, ce qui est très bien à long terme. Mais nous avons des besoins à court terme. Quand je cherche une garderie pour mon fils, je ne peux pas attendre. Il me semble que ce serait le meilleur moyen d'encourager des gens à assurer ce service.

The Acting Chairman (Mrs. Duplessis): Thank you very much.

Mme Jarvis-Stewart: Merci.

The Vice-Chairman: We will now welcome Mrs. Denise Rainville-Normandin of the *Ateliers les Petits Lutins*, a private day care centre.

Mrs. Denise Rainville-Normandin: Good afternoon.

I ran a private day care centre in compliance with the provisions of the new 1984 legislation of the Province of Quebec. Therefore, my day care centre is very expensive. My licence covers 60 children. I have 12 staff who work 38 hours a week. I have invested \$250,000. I wanted to create a job for myself... but I make no profit, believe me. You may have heard other comments regarding day care centres. I did not succeed in obtaining a startup subsidy for job creation. Since the Province of Quebec already has a day care office to look after the day care system, not one department wanted to encourage me to create jobs when I started my project.

I live in a town of 40,000. There was only one day care centre with 45 places for all those people. I chose looking after my children over my own training. I was available and I had some capital to invest to create a job in an area that I was familiar with. I would have liked some support. One does not make any profits in day cares. One can only pay minimum salaries. Some of the girls who work for me cannot afford day care for their own children. They have them looked after in a home where they only pay \$10 or \$12 a day. My centre charges \$15 a day. Even if I cannot give them receipts, they chose family day care. They all have diplomas in child care techniques.

[Text]

Je vais vous faire part de la réaction face à l'étude que vous avez faite. J'ai rencontré des difficultés lors de la construction, et j'espérais toujours qu'avec les changements de gouvernement et de politique, on finirait pas avoir un gouvernement qui serait sensibilisé à nos besoins.

• 1410

C'est avec désolation et inquiétude que je lisais votre étude et vos propositions concernant les garderies, et plus spécialement les garderies privées. J'espérais d'un gouvernement qui prône l'initiative de l'entreprise privée recevoir un meilleur appui que celui de me proposer de fermer mes portes dans un avenir prochain, sous prétexte d'étatiser les garderies, luxe qu'aucun des deux gouvernements ne peut s'offrir pour l'instant et pour un avenir rapproché.

Votre étude mène sur un projet idéaliste qui est loin de coller à la réalité. Vos projets viennent de mettre la hache dans le dernier espoir qui me restait. Vu toutes les réglementations, il m'est impossible de me conformer à de telles conditions et encore moins d'y vivre. J'aurais pensé qu'enfin un gouvernement comprendrait l'utilité de joindre les forces des deux parties plutôt que de travailler l'un contre l'autre à des objectifs communs.

Le vice-président: Afin que ce soit consigné au compte rendu de la réunion, je vous demanderais de préciser si vous faisiez allusion au rapport de Katie Cooke.

Mme Rainville Normandin: Je parlais du rapport que vous nous avez fait parvenir dernièrement.

Le vice-président: Le rapport a été préparé par M^{me} Cooke et trois personnes nommées en 1984 par le gouvernement. Il renferme des recommandations faites au gouvernement et non les positions du gouvernement. Je tiens à indiquer que les membres de ce Comité sont chargés d'étudier le rapport Cooke et les présentations faites dans les différentes régions du Canada et de tirer leurs propres conclusions. Le rapport ne représente pas la position du gouvernement.

Mme Rainville Normandin: C'est très encourageant parce que, en fin de compte, les clients de la garderie sont pour la plupart des jeunes universitaires qui finissent leurs études, entre 24 et 28 ans, qui sont prêts à fonder une famille et qui sont prêts à démarrer dans la vie. Ils ont un paquet de dépenses qui arrivent en même temps et—je ne me sens vraiment pas à l'aise devant un micro...

Le vice-président: Ne vous inquiétez pas, prenez votre temps. Nous voulons seulement connaître votre expérience parce que vous êtes un des seuls dans le secteur privé qui est venu à Québec, et on apprécie énormément que vous soyez ici.

Mme Rainville Normandin: Voulez-vous connaître la raison première?

Le vice-président: Absolument.

Mme Rainville Normandin: J'ai parlé avec d'autres propriétaires de garderies; elles n'ont vraiment pas le temps et vous auriez dû voir tout le mal que je me suis donné pour me libérer. J'ai 15 employés et aujourd'hui j'ai dû engager une

[Translation]

Let me give you an idea about our reaction to your study. I had problems during the construction phase and I kept on hoping that with the new government and new policies, someone would start looking after our needs.

I was extremely worried and saddened by the proposals you made in your study on child care and more specifically on private child care centres. I would have hoped that a government so much in favour of private enterprise would have given us more support. Instead, you are recommending that I close my doors in the near future in order to nationalize daycare, which is a luxury that neither of the two levels of government can afford at the present time or in the near future.

Your study describes a very idealistic plan which has nothing to do with reality. Your proposals have simply killed my last hope. I find it impossible to comply with all these regulations and conditions and survive. I would have hoped that your government would have understood the need to join forces rather than work one against the other to achieve common objectives.

The Vice-Chairman: I want to make it clear for the record whether you are talking about the Katie Cook Report.

Mrs. Rainville Normandin: I am talking about the report you sent us recently.

The Vice-Chairman: This report was prepared by Mrs. Cook and three people appointed by the government in 1984. It contains recommendations that are submitted to the government and not the government's position. I would like to make it clear to you that the members of this committee are responsible for looking into the Cook Report and the testimony heard throughout the various regions of Canada and they will then draw their own conclusions. The report does not contain the government's position.

Mrs. Rainville Normandin: I find that very encouraging because clients of daycare centres are, for the most part, young university students who are finishing their studies. They are usually aged between 24 and 28 years old and are ready to start a family and settle down. They are faced with a lot of expenses at the same time and I really do not feel comfortable in front of a microphone...

The Vice-Chairman: Please do not worry and take your time. We simply want to ask you about your experience because you are one of the only private daycares we have met in Quebec. We really appreciate your coming here.

Mrs. Rainville Normandin: Would you like to know the first reason?

The Vice-Chairman: Of course.

Mrs. Rainville Normandin: I spoke with other owners of daycare centres. They really do not have the time and you should see all the problems I faced to come here today. I have 15 staff but I had to hire a student for the day to take phone

[Texte]

étudiant pour recevoir les appels et noter les messages. Et s'il y a un accident ou s'il arrive quelque chose, chaque gardienne doit s'occuper de son groupe de 6 ou 8 enfants, et je suis inquiète parce que je sais qu'il y a des problèmes ailleurs et je sais que les autres garderies rencontrent les mêmes difficultés.

Le vice-président: C'est important de le savoir.

Mme Rainville Normandin: Nos jeunes universitaires n'ont pas d'argent pour démarrer et ils sont à l'âge de fonder un foyer et ça crée un paquet de besoins. Ils ont besoin d'une auto pour aller travailler; ils ont besoin de meubles; ils ont besoin d'un appartement plus grand pour le bébé, une maison, tout ça; ils manquent d'argent liquide. Si on opte pour les garderies en milieu institutionnel, on sait que c'est plus cher parce qu'il y a des normes qui s'appliquent.

Nos autres clients sont ceux qui ont quitté l'école un peu plus tôt et qui gagnent le salaire minimum. Si on pense qu'une jeune fille qui commence à travailler, avec son mari; un mari gagne 8,50\$ l'heure, 8 heures par jour, 68\$ par jour et la femme gagne 6,50\$ l'heure, 52\$ par jour. Si elle paye 13\$ ou 14\$ de frais de garde en institution, cela veut dire qu'elle a travaillé pendant toute sa journée pour 38\$ ou 39\$. Il lui reste cela pour payer sa nourriture, ses vêtements et tout. liquidité.

Il faudrait encourager l'entreprise privée pour qu'on puisse offrir un service à un coût inférieur et accommoder les gens. J'ai parlé un peu avec notre député, M. Toupin, et il m'a dit que l'attitude du gouvernement fédéral était plutôt d'opter pour un crédit d'impôt, à la fin de l'année. Mais les parents ont besoin de liquide la journée même qu'ils amènent leurs enfants à la garderie. Ce n'est pas au mois de mars, d'avril ou de mai l'année suivante.

Si le gouvernement aide le parent plutôt que la garderie, il n'aide pas à mettre des garderies sur pied. On en a un service de garde, qui est une forme d'étatisation, puis compte tenu de son budget, je trouve qu'il n'a pas battu des records d'efficacité.

• 1415

On calcule qu'il y a à peu près 450 garderies subventionnées dans la province de Québec. Je ne sais pas si on vous a fait parvenir les documents des propriétaires de garderies qui disent qu'au Québec, l'entreprise privée offre 25 p. 100 des services de garde et que l'entreprise subventionnée en offre 75 p. 100. Il y avait un budget de 72 millions de dollars en 1985. Nous, on leur demandait de nous fournir seulement 4\$ par jour par enfant, ce qui correspondait à 7 p. 100 du budget global que l'Office mettait à la disposition des garderies, et on nous l'a refusé sous prétexte qu'on faisait de l'argent au détriment des enfants.

Les priorités: Il reste à savoir si le gouvernement fédéral prône la garde en institution ou la garde en milieu familial. Les avantages de la garde en milieu familial sont que les enfants sont en plus petits groupes, qu'ils se retrouvent dans un même environnement qu'à la maison, et que le coût est beaucoup plus abordable. Il y a aussi des inconvénients. Le nombre d'enfants n'est pas toujours respecté. Les normes de sécurité sont souvent

[Traduction]

calls and messages. If there is an accident or anything happens, every worker has to look after her own group of six or eight children and I worry because I know there are problems elsewhere and I know that all the daycare centres have the same problems.

The Vice-Chairman: That is a very important bit of information for us.

Mrs. Rainville Normandin: University students do not have much money but they are at an age when they want to settle down and that creates a lot of problems. They need a car to go to work, they need furniture, they need a larger apartment for the baby or a house and all that. They have a big cash flow problem. If we go for institutional daycare, it will be more expensive because of standards that will have to apply.

Our other clients are those who left school earlier on and earn a minimum salary. Let us cite the example of a young couple starting to work. Let us say that the husband earns \$8.50 an hour, 8 hours a day for \$68 and the wife, \$6.50 an hour, \$52 a day. If she pays \$13 or \$14 a day for institutional daycare, that means she will have worked a whole day for \$38 or \$39. That is all she has left to pay for food, clothing and everything. Cash.

The private sector should be encouraged because it can offer cheaper services and accommodate people. I spoke with a Member of Parliament, Mr. Toupin, and he told me that the federal government was more inclined to opt for a tax credit at the end of the year. But parents need cash on the day they bring their children to the child care centre. They do not need it in March, April, or May in a year hence.

By helping the parents rather than the daycare centres, the government is not encouraging the opening of more centres. We have a daycare system which is more or less state controlled but if you look at the budget, the government never built any records efficiency wise.

It is estimated that there are about 450 subsidized daycare centres in the province of Quebec. I do not know whether you have received the documentation from the daycare owners which points out that 25% of the child care in Quebec is provided by the private sector and 75% by the subsidized one. The 1985 budget amounted to \$72 million. All we were asking for was \$4.00 a day per child, the equivalent of 7% of the overall budget provided by the board to the daycare centres, but we were turned down on the pretext that we were making money at the expense of the children.

It remains to be seen whether the federal government advocates institutional or family daycare. The advantage of family daycare is that children are in smaller groups and in an environment similar to that of home and that the cost is much more affordable. There are also drawbacks. Criteria relating to the number of children are not always respected. Safety standards may be wanting. Children are left on their own when

[Text]

défaut. Les enfants sont laissés à eux-mêmes lorsque la responsable prépare le repas, fait le lavage, le repassage, répond au téléphone. Enfin, les activités de stimulation sont souvent nulles. Pour l'État, il est difficile de contrôler l'hygiène, la qualité et les revenus clandestins.

Une dame disait tout à l'heure que souvent, en milieu familial, on ne donne pas de reçus. Il ne faut pas oublier que le parent qui fait garder son enfant en milieu familial paie 10\$ par jour ou lieu de 14\$ ou 15\$. Déjà il récupère une partie de ses impôts. Cela évite au gouvernement toute la paperasse pour lui renvoyer de l'argent. Pour le moment, les garderies clandestines sont bien utiles à beaucoup de gens. Mais malheureusement, cela ne nous aide pas.

Les avantages de la garde en institution: Il y a une meilleure surveillance de l'État de la qualité des services, de la sécurité, etc. Les ratios sont mieux suivis. S'il y a du personnel qualifié sortant des institutions gouvernementales, cela prouve qu'il y a quand même un suivi. Les filles qui sont allées étudier en techniques de garde l'ont fait parce qu'elles avaient grandi avec l'idée de s'occuper des enfants. Habituellement, on a un bon service de nos techniciennes. C'est une création d'emplois régie par des normes de travail. On offre un service stable, sécuritaire. On offre un service de qualité. On offre un milieu stimulant et des possibilités de recours pour les parents.

Les inconvénients de la garde en institution: Le coût est plus élevé. Qui doit en payer la facture? Celui qui investit, le gouvernement ou les parents? Il me semble que si on partageait cela en trois, tout le monde aurait peu à payer et on viendrait à bout d'implanter un bon réseau de garde.

Les objections à vos propositions: Je trouvais qu'il y avait beaucoup de discrimination. Je vais vous en faire part parce que je trouve que l'Office des services garde du Québec agit un peu de cette façon-là présentement. Le gouvernement agit de façon très inéquitable dans le domaine des garderies. En effet, sa politique de subventions réservées aux sociétés privées à but non lucratif crée deux catégories de citoyens, d'employés et fait directement concurrence à l'entreprise privée dans un combat très déloyal.

Pourquoi une certaine partie de la population a-t-elle droit à une subvention et l'autre pas? Les parents de garderies privées ont les mêmes problèmes que les autres et paient les mêmes impôts. Un enfant, c'est un enfant et une garderie, c'est une garderie. Les exigences sont les mêmes à notre égard de la part des gouvernements, des enfants, des parents et des employés. Les employés en garderie privée gagnent moins cher que tous les employés des garderies subventionnées. Pourtant, ils font le même travail et sortent des mêmes écoles. Cela crée des problèmes au niveau des employeurs. Par exemple, dans une garderie subventionnée située à environ deux milles de la mienne, les employés se sont voté au printemps des salaires de 9\$ et 9.50\$ l'heure, alors que chez moi, les salaires vont de 5.50\$ à 6.50\$ l'heure. Cette garderie demande 14.50\$ par jour par enfant, et moi je demande 15\$ par jour. Pour 50c. de différence, je trouve que mon service est aussi bon, sinon supérieur. Ma garderie a été construite en 1984-1985, avec la

[Translation]

the care giver is preparing meals, doing the washing, the ironing or answering the phone. Finally, there is often no stimulation. It is difficult for government authorities to monitor hygiene and quality as well as undeclared income.

A lady mentioned awhile ago that family daycare providers do not always give receipts. It should be kept in mind that parents who have their children looked after in a family daycare setting pay \$10 a day instead of \$14 or \$15. This means that they recover a part of their taxes. This also does away with the need for government paper work to refund the money. For the time being, unofficial daycare arrangements are very useful for many people. But unfortunately, they are of no help to us.

Advantages of institutional daycare: Government authorities are in a better position to supervise the quality of services, security and so forth. Ratios are better respected. With qualified personnel who have been trained in government institutions, there is a certain degree of continuity. Girls who choose to study early childhood education do so because they have grown up with the idea of looking after children. Generally, our daycare workers provide good quality service. There is the creation of jobs in keeping with labour standards. We provide service which is steady and safe. We offer a quality service. We provide a stimulating environment and a different option for parents.

Drawbacks of institutional care: The cost is higher. Who should foot the bill? The investor, the government or the parents? It seems to me that if it were set among the three parties then the costs for each would be lowered and we would be in a position to set up a good daycare system.

Objections to your proposals: It seemed to me that there was a lot of discrimination. I will explain the reasons for this impression because I feel that the Quebec Child Care Services Board acts in a similar manner at the present time. The government's action in relation to daycare centres is very inequitable. Its policy of restricting grants to non-profit private centres creates two categories of citizens and employees and results in very unfair competition with the private sector.

Why are some people entitled to a grant and others not? The parents of children in private daycare centres have the same problems as other parents and pay the same taxes. A child is a child and a daycare centre is a daycare centre. We must meet the same requirements from governments, children, parents and employees. Daycare workers in the private sector earn less than the employees of subsidized daycare centres. However, their work and qualifications are the same. This gives rise to difficulties for employers. For instance, in a subsidized daycare centre about two miles away from mine, the employees voted this spring to award themselves wages of \$9 and \$9.50 an hour where we are paying between \$5.50 and \$6.50 an hour. This daycare centre charges \$14.50 a day per child whereas I charge \$15 a day. For 50c difference I am of the opinion that my service is just as good if not better. My daycare centre was built in 1984-85 in keeping with the new

[Texte]

nouvelle réglementation, et j'ai pensé à un gymnase, à une salle de peinture, à une salle à manger.

• 1420

Souvent les garderies subventionnées se trouvent dans des bâtisses qui étaient désaffectées, qui n'étaient plus bonnes à rien puis qu'on a transformées en garderies, puis qu'on subventionne gros comme le bras, et aujourd'hui elles ne respectent même plus leurs propres normes, leurs propres exigences.

Notre garderie dispose d'une salle de repos par groupe d'âge, d'un gymnase, d'une salle de peinture, d'une salle à manger; ce qui fait que l'enfant n'est pas cloisonné dans la même pièce toute la journée comme dans les garderies subventionnées.

A Repentigny, on a construit une deuxième garderie privée, et on a mis le paquet pour avoir une bonne garderie et cela n'a pas coûté plus cher que pour les autres garderies bâties dans les années passées. Par exemple, pour la garderie *Coeur de pomme*, qui est subventionnée, et située à quatre ou cinq miles de ma garderie, dans la localité de Le Gardeur plutôt qu'à Repentigny, c'est un projet de 200,000\$ qui a été subventionné pour offrir 45 places en garderie. Tandis que moi j'ai investi 250,000\$, et j'ai beaucoup plus d'espace; j'ai des locaux adéquats, c'est-à-dire j'ai des salles supplémentaires de gymnase, de peinture que je trouve importantes, surtout pour les enfants de niveau préscolaire, les trois ans et quatre ans. Puis pour les enfants de deux et trois ans, c'est bon de pouvoir faire de la petite bicyclette dans le gymnase, ça leur fait un espace pour jouer quand il y a des périodes de pluie; ça diminue beaucoup les tensions.

Il n'est pas vrai qu'ils offrent un meilleur service que le mien et que, parce que subventionnés, ils font profiter les parents. La direction et les employés se votent des salaires et de bons bonis, il vaut la peine d'écouter leurs confidences. Une grosse partie de ma clientèle est satisfaite des services de cette garderie, et a été étonnée de toutes les commodités que j'offrais et, suite à une assemblée générale, était surprise que des décisions ou modifications soient vite applicables. Il en va de même pour ceux qui voyageaient leurs enfants dans les garderies de Montréal à défaut de garderies à Repentigny. Il va de soi que j'ai investi beaucoup d'argent et mon but premier pour assurer ma survie est de répondre aux besoins de ma clientèle. J'ai tout à y gagner en offrant un bon service.

Les garderies sont un luxe d'État. Tenant compte que la garderie est un service temporaire à offrir à une catégorie de gens de la population, il serait néfaste de leur proposer un système que tout le monde doit payer et qu'ils devront payer toute leur vie. Par le passé, vous n'avez pas pu offrir un réseau de garderies pouvant accommoder toute la population, avec un budget déficitaire, il serait plus sage de nous aider à vous aider, car c'est encore l'entreprise privée qui assure la plus grande partie des services de garde. Il reste à savoir si on la maintient en institution.

Les propositions pour aider les garderies en institution. Une aide directe aux garderies qu'on pourrait apporter, puis qui ne

[Traduction]

regulations and I have a gymnasium, a painting room, and a dining room.

Subsidized day care centres are often in buildings which are no longer of any use for their original purpose and were converted into day care centres, government money is poured into them and still they are not able to comply with their own standards, their own requirements.

Our day care centre has a nap room for the different age groups, a gymnasium, a painting room, a dining room; thus the child is not cooped up in the same room all day as in the subsidized centres.

A second private day care centre was built in Repentigny, no expense was spared and yet it did not cost any more money than the other day care centres built over the previous years. For instance, the subsidized day care centre *Coeur de pomme*, about four or five miles away from my own in the locality of Le Gardeur rather than Repentigny, cost \$200,000 for 45 day care spaces. I personally invested \$250,000 and I have more room, I have proper facilities, that is I have additional rooms for gymnastics and painting, I consider this to be important, particularly for preschool children, three and four year olds. It is good for the two and three year olds to be able to ride on tricycles in the gymnasium, it is a good playroom on rainy days and it helps reduce tension.

It is not true that they offer better service than I do and because they are subsidized, the parents get a better deal. The management and employees vote themselves good salaries and perks, you would be surprised at the things you could learn from them. A substantial number of my customers are satisfied with the services of the day care centre and were surprised at the comfort provided and the quick implementation of decisions and changes adopted at general assemblies. It is also convenient for those who would drop their children off in day care centres in Montreal because there were none in Repentigny. It goes without saying that I have invested a lot of money and that my main concern so that I continue to operate is to meet the needs of my clientele. It is to my advantage to provide good service.

Day care centres are a luxury for the state. In view of the fact that day care is a temporary service to be offered to a certain category of the population, it would be harmful to propose a system which is to be supported by the entire population for the rest of their lives. In the past, you were unable to offer a day care system able to accommodate all users and with a deficit budget, it would be wiser to help us help you since it is still the private sector which provides the greater share of child care services. It remains to be seen whether such services are to be offered by institutions.

Proposals to assist institutional day care centres. A possible form of direct assistance which would really not cost the state

[Text]

coûterait vraiment rien à l'État, ce serait d'enlever le compte de taxes municipales. Les garderies qui sont présentement subventionnées dans la province de Québec ne paient pas de taxe. Lorsque je suis allée voir le maire pour démarrer une garderie, je m'étais informée combien on paie de taxes, quelles étaient les places disponibles. Ils ont sorti le dossier de la Garderie Touche-à-tout, qui est subventionnée, ils ont dit: les garderies ne paient pas de taxe. J'ai dit: bravo! ça soulage parce qu'une bâtisse de 250,000\$ à Repentigny c'est tout près de 4,000\$ de taxes par année.

Ce qu'ils ont fait pour accommoder l'autre garderie, ils ont tout asphalté le stationnement puis ils ont même fait une piste cyclable pour les enfants dans la cour. J'ai trouvé que c'était une très bonne initiative de la part de la municipalité. Ils m'ont dit: quand vous serez à cette étape, vous viendrez nous voir. J'ai reçu mon compte de taxes parce que, selon la loi, les gouvernements n'ont pas autorisé les municipalités à exempter de taxes les entreprises privées à but lucratif. Parce que je paie près de 4,000\$ de taxes à la municipalité pour avoir des services, il y aurait peut-être été normal qu'on vienne asphalté un peu ma cour pour accommoder les enfants de la population, mais je n'ai pas eu le droit, puis la garderie qui est subventionnée, qui ne paie même pas de taxes à la municipalité, a eu droit à des fonds. J'ai eu l'impression de prendre l'argent dans ma poche quand j'ai payé mes taxes pour envoyer ça à la garderie du deuxième coin de rue. Je n'ai pas aimé bien ça. Le maire était de bonne foi; il voulait vraiment le faire, et il a nommé un des maires qui l'avait fait pour encourager des entreprises dans une certaine municipalité puis qui s'était fait taper sur les doigts. Il a dit: je ne veux pas que ça se reproduise. Il a dit: si vous avez d'autres propositions, venez nous voir. Ils ont avancé la date d'ouverture du parc en face de ma garderie. J'ai trouvé que quand même les municipalités étaient très très ouvertes aux garderies.

• 1425

Les subventions annuelles: Si nos deux gouvernements se mettaient d'accord pour se répartir 1,500\$ par enfant pour les enfants placés en institution, cela ne coûterait qu'une peccadille et, avec la contribution des parents, on pourrait facilement maintenir un bon service de garde régi par les lois. On pourrait aussi donner une subvention périodique. Si chacun de nos gouvernements allouait 2.50\$ par jour par place à l'institution, avec la part des parents et de l'investisseur, nous serions tous gagnants.

Les subventions d'équipement: Pour garder un équipement en bon état et à jour, il pourrait y avoir un budget de 3,000\$ à 5,000\$ par année selon le nombre d'enfants permis.

On sait que 85 p. 100 des revenus en garderie passent en salaires. Il n'en reste plus beaucoup pour payer les taxes, les assurances et la nourriture. Soixante enfants, ça correspond à 120\$ de nourriture par jour.

Conclusion: Hors de tout doute, ce n'est pas au gouvernement, au détriment de la majorité de la population, qu'un réseau de garde reconnu devrait prendre racine. Par contre, c'est au gouvernement de donner à la population les moyens de

[Translation]

anything would be to exempt day care centres from municipal realty tax. Subsidized day care centres in the Province of Quebec do not pay such taxes. When I went to see the mayor about setting up a day care centre, I asked how much taxes were and how many spaces were available. They took out the file of the subsidized day care centre *la Garderie Touche-à-tout* and told me that day care centres do not pay any taxes. I felt relieved because a \$250,000 building in Repentigny costs about \$4,000 a year in taxes.

For the other day care centre they paved the parking lot and they even built a bicycle path for the children in the yard. I thought that it was a very good initiative on the part of the municipality. They told me that I should come and see them when my project reached the same stage. However, I received a tax bill since it would appear that governments have not authorized municipalities to exempt private profit organizations from such taxes. Since I am paying \$4,000 in taxes to the municipality for services, I might reasonably expect to have a bit of asphalt in my playground but I am not entitled to this since the subsidized day care centre which does not even pay taxes to the municipality used up the funds. When paying my tax bill I felt as if I was taking money from my own pocket to send it over to the day care centre two streets away. I was not very happy about it. The mayor was acting in good faith, he really did want to help and he told me about a mayor of a municipality who had provided encouragement for some businesses and who had been reprimanded. He did not want to find himself in the same situation. He told me that if I had any other proposals, I should come and see him. They advanced the date for the opening of the park opposite my day care centre. I must say I have found the municipality to be very accommodating.

Annual grants: If our two levels of government agreed to share the cost of \$1,500 per child in institutional day care, the expense would be insignificant and with the parents' contribution, we could easily provide a good quality of service in keeping with regulations. A periodic grant could also be offered. If each of the governments provided \$2.50 per day per institutional space, in addition to the share borne by the parents and the investor, we would all stand to win.

Grants for equipment: To maintain equipment up to date and in good condition, provision could be made for an annual budget of \$3,000 to \$5,000 depending on the number of children authorized.

Eighty-five percent of a day care centre's revenue are paid out in wages and salaries. This does not leave much for taxes, insurance and food. Feeding 60 children costs \$120 a day.

Conclusion: It is by no means the government's responsibility to set up a recognized day care centre at the expense of the majority of the population. However, it is up to the govern-

[Texte]

subvenir à ses besoins lorsque ceux-ci se manifestent clairement.

La masse des travailleurs se situe au niveau des couples ayant des enfants. Ce sont nos producteurs. Il est normal qu'une partie de leurs impôts serve à leur donner un moyen de poursuivre leur travail sans inquiétude et avec motivation.

Ce que nous connaissons actuellement, soit des garderies semi-étatisées, nous prouve que ce n'est pas la solution, car 75 millions de dollars pour à peine 450 garderies déficitaires, ce n'est pas un record. L'Office, de par sa réglementation, a élevé à 35\$ par jour le coût réel de la garde d'un enfant en institution. Il est vrai qu'il en coûte beaucoup plus cher pour un prisonnier, un malade chronique ou un déficient. On y met cependant le prix. Il serait bon de penser à nos petits.

Responsabilités des parents: Il est normal que le parent qui choisit d'avoir un enfant en assume la responsabilité. Lorsque les deux parents travaillent et qu'ils ont un ou deux enfants, ils devraient être en mesure de subvenir à leurs besoins.

Il serait temps que les gouvernements utilisent l'énergie de l'entreprise privée au lieu de la décourager par des réglementations discriminatoires et frustrantes. On parle partout de coupures budgétaires, de tickets modérateurs. Vous ne suffisez plus dans le secteur éducationnel, dans le secteur hospitalier, etc. Pourquoi devriez-vous vous embarquer dans un autre domaine alors que vous ne suffisez déjà pas à la tâche? Il en est de même pour moi.

Moi non plus, je n'y arrive pas toute seule. Ma garderie est remplie à craquer, les parents sont satisfaits, mais je ne réussis pas à joindre les deux bouts.

Au colloque sur les garderies qui s'est tenu à Montréal l'automne dernier, j'ai demandé à rencontrer M^{me} Marois. Elle m'avait laissé son numéro de téléphone. J'ai téléphoné à son bureau et j'ai demandé à la personne qui m'a répondu pourquoi on s'obstinait à ne pas subventionner les garderies privées. On m'a répondu que c'était parce qu'il y aurait alors trop de garderies. Pourtant, on se plaint depuis deux ans de manquer de places en garderie. On devrait donner un petit coup de pouce à l'entreprise privée pour qu'elle ouvre des garderies. Ce ne sont pas les crédits d'impôt aux parents qui me donnent de l'argent pour ouvrir une garderie. Et ce n'est pas en remboursant de l'argent aux parents que vous allez pouvoir en investir. Vous devriez plutôt donner cet argent-là pour qu'on puisse ouvrir des garderies.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Je vous remercie pour votre exposé, surtout que vous êtes l'une des rares personnes à voir fait un investissement important. Vous avez investi 250,000\$, n'est-ce pas? Avez-vous eu de la difficulté à obtenir cet argent des banques?

Mme Rainville-Normandin: J'ai l'avantage d'avoir un mari à l'aise.

Mme Pépin: Il a été capable de vous donner le collatéral.

Mme Rainville-Normandin: J'ai eu une très grosse subvention de M. Normandin et non de M. Lévesque.

[Traduction]

ment to provide the population with the means to see that its needs are met, when such needs are clearly expressed.

Most of the working population is made up of couples with children. They are our producers. It is only normal that a part of the money which they pay in taxes should be used to provide them with a service enabling them to carry out their work with peace of mind and motivation.

The present system of partially subsidized day care centres is not the solution since \$75 million for something like 450 day care centres in the red is not much of an achievement. The board has raised to \$35 a day the actual cost of institutional care for a child. Admittedly, this is much less expensive than for a prisoner, a chronic patient or a retarded person, but we are nonetheless willing to pay the cost. It would be good to give some thought to our youngsters.

Parents' responsibilities: It is normal that parents who chose to have a child take the responsibility which this entails. When both parents work and they have one or two children, they should be able to look after their needs.

It is high time for governments to make use of the energy of private business rather than discouraging initiative through discriminatory and frustrating regulations. There is a lot of talk about budget cuts and user fees. You are no longer able to manage an education and hospital care, etc. Why embark on a new activity when you are already unable to fulfil your present responsibilities? The same holds true for me.

Like you, I am not able to manage on my own. My day care centre is full to the brim, parents are satisfied, but I cannot make ends meet.

At the seminar on child care held in Montreal last autumn, I asked to meet Mrs. Marois. She gave me her telephone number. I phoned her office and I asked the person who answered why there was such a persistent refusal to subsidize private day care centres. I was told that it was because there would then be too many day care centres. But for the past two years people have been complaining that there are not enough day care spaces. A small incentive should be given to the private sector so that it begins to respond to this need. Giving tax credits to the parents will not provide me with money to open a day care centre. Refunding money to the parents does not mean that money will be invested. You should be giving out this money so that day care centres can be opened.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I would like to thank you for your presentation, especially since you are one of the few persons we have seen who has made a substantial investment. You invested \$250,000, did you not? Did you have difficulty obtaining this money from the banks?

Mrs. Rainville-Normandin: I am lucky enough to have a well off husband.

Mrs. Pépin: He was able to give you the collateral.

Mrs. Rainville-Normandin: I got a very large subsidy from Mr. Normandin and not from Mr. Lévesque.

[Text]

Mme Pépin: J'écoutais vos commentaires sur l'Office des services de garde à l'enfance, et je suis d'accord qu'il y a beaucoup de lacunes. Actuellement, ils n'ont pas d'argent. Ne trouvez-vous pas qu'il faudrait que les gens changent d'attitude? Actuellement, on considère les garderies comme un service social. Maintenant que vous avez les deux mains dans cela, vous savez que ce n'est pas un service social qu'on donne aux gens, mais un service important et nécessaire.

• 1430

Je suis étonnée qu'on vous ait dit qu'on ne subventionnait pas les garderies privées parce qu'il y en aurait alors trop. Je suis renversée. Votre exposé est excellent. Il s'adresse à 95 p. 100 au gouvernement provincial, mais cela nous éclaire beaucoup.

Vous avez beaucoup de personnel dans votre garderie. Quel est le ratio adulte-enfants?

Mme Rainville-Normandin: En pouponnière, c'est 1:5; pour les enfants de 18 mois à deux ans, c'est 1:6; et pour les enfants de deux ans à cinq ans, c'est 1:8. Il ne faut pas oublier qu'on est une garderie de banlieue. Souvent, les garderies situées en plein coeur de la ville ouvrent de 7h30 à 17h30. Parce que je suis en banlieue, je suis obligée d'offrir à peu près au même coût une heure de service de plus. J'ouvre à 7h00 le matin et je ferme à 18h00. Cela m'occasionne des frais supplémentaires. Il faut 11 heures de présence en garderie pour un groupe d'enfants.

Mme Pépin: Quel genre de formation votre personnel reçoit-il? Ont-ils reçu une formation spécialisée?

Mme Rainville-Normandin: Ils ont une certaine formation. Au niveau des enfants de quatre à cinq ans, on fait des activités de prématernelle; j'ai un professeur qui a déjà travaillé dans l'enseignement et qui revient travailler presque bénévolement pour 5.50\$ l'heure. Elle travaille de pair avec une technicienne en services de garde. Elles ont un groupe de 16 enfants à elles deux. Elles font une programmation assez intéressante.

Pour les enfants de trois à quatre ans, j'ai deux techniciennes en services de garde pour deux groupes de 16. À la pouponnière, j'ai deux infirmières, une qui travaille les lundi et vendredi de 7h00 à 18h00, et une autre qui travaille les mardi, mercredi et jeudi de 7h00 à 18h00. J'ai également un service annexe prématernel. Donc, je me retrouve parfois avec 90 enfants sous le même toit. C'est par mesure de sécurité que j'ai embauché une infirmière.

Mme Pépin: Parmi votre personnel, y a-t-il des personnes qui ont eu des enfants?

Mme Rainville-Normandin: Oui, j'en ai quatre.

Mme Pépin: Vous avez parlé de vos difficultés vis-à-vis des taxes. C'est assez étonnant parce que tous ceux qui sont venus nous ont dit qu'ils ne payaient pas de taxes.

Mme Rainville-Normandin: C'était des personnes subventionnées, des chanceuses.

Mme Pépin: Non, non.

[Translation]

Mrs. Pépin: I listened to your comments on the Child Care Services Board and I agree that there are many inadequacies. At the present time, they do not have any money. Do you not think that there should be a change in peoples' attitudes? At the present time, child care is considered to be a social service. Now you know from your own experience that it is not a social service being provided to people but an important and necessary one.

I am surprised that you were told that private daycare centres are not subsidized because there would be too many of them. I am flabbergasted. Your presentation is excellent. 95% of it applies to the provincial government but it is very informative for us.

You have a large number of staff in your daycare centre. What is the adult-child ratio?

Mrs. Rainville-Normandin: For infants, it is 1:5; for children between 18 months and two years it is 1:6; and for children between 2 and 5, it is 1:8. It should be remembered that the daycare centre is in the suburbs. Centres located right down town are often open between 7:30 a.m. and 5:30 p.m. Since I am in the suburbs, I have to be open an additional hour for about the same cost. We are open between 7:00 a.m. and 6:00 p.m. This means additional costs. There must be staff in attendance for 11 hours for a group of children.

Mrs. Pépin: What kind of training does your staff have? Do they have specialized training?

Mrs. Rainville-Normandin: They have some training. With the 4 and 5 year olds we do pre-kindergarten activities; I have a teacher who previously worked in a school and is almost doing volunteer work for us at \$5.50 an hour. She works with someone who has a diploma in child care service techniques. The two of them look after a group of about 16 children and offer a very interesting program.

For the 3 and 4 year olds, I have two women with a diploma in child care service techniques for two groups of 16. For infant care there are two nurses, one who works on Mondays and Fridays from 7:00 a.m. to 6:00 p.m. and another who works on Tuesdays, Wednesdays, and Thursdays from 7:00 a.m. to 6:00 p.m. I also have a pre-kindergarten service. So sometimes there are as many as nine children in my centre. I engaged a nurse as a security measure.

Mrs. Pépin: Do any members of your staff have children of their own?

Mrs. Rainville-Normandin: Yes, four of them.

Mrs. Pépin: You talked about your tax difficulties. I am quite surprised because those we have heard from told us that they do not pay any taxes.

Mrs. Rainville-Normandin: They are the lucky ones, the ones that get subsidies.

Mrs. Pépin: No, no.

[Texte]

Mme Rainville-Normandin: Non?

Mme Pépin: Hier, j'ai demandé à la propriétaire d'une garderie privée d'une ville de banlieue si elle payait des taxes. Elle m'a dit qu'elle n'en payait pas. À votre place, je pousserais mon affaire un peu plus.

Je ne veux pas être indiscret, mais pour quelle raison vous a-t-on refusé une subvention de départ, vu que vous avez quand même une entreprise importante?

Mme Rainville-Normandin: Il y avait un programme qui encourageait toute entreprise qui investissait une somme considérable et qui garantissait de pouvoir s'autosuffire au bout de deux ans. J'aurais probablement pu en bénéficier. Ce qui m'a mise en difficulté et ce qui me met en difficulté présentement, c'est que, conformément aux normes des édifices publics, j'ai dû investir 50,000\$ de plus pour l'édifice, pour les murs coupe-feu. Ces normes ne s'appliquaient pas aux vieilles garderies. J'avais tel montant à dépenser. J'ai donc fait tel plan, mais il m'a fallu ajouter des murs coupe-feu, une plomberie spéciale, une électricité spéciale.

Mme Pépin: Mais l'Office des services de garde ne donne-t-il pas une subvention de départ?

Mme Rainville-Normandin: Non, pas du tout. C'est seulement pour les garderies à but non lucratif administrées majoritairement par les parents. Il faut trois ou quatre ans pour mettre cela sur pied.

Mme Pépin: Vous avez dit que les garderies clandestines étaient très utiles. Je suis d'accord avec vous. Vous dites que les gens ne peuvent pas avoir de reçus, mais qu'ils paient 10\$ au lieu de 15\$. Il y a bien des familles qui auraient besoin de ce reçu-là. Les gens comprennent qu'on ne veuille pas leur donner de reçu, et ils s'en passent, mais s'ils pouvaient avoir ce reçu-là, cela leur serait bien utile.

• 1435

Mme Rainville-Normandin: Oui, mais c'est parce que ces garderies-là ne peuvent pas déduire leurs dépenses de leurs revenus.

Mme Pépin: On sait que c'est en milieu familial.

Mme Rainville-Normandin: En milieu familial, c'est plus difficile de prouver que le fauteuil a été endommagé par tel ou tel enfant et qu'il faut repeindre le mur tous les ans. Souvent, ce sont des familles à faible revenu qui utilisent les garderies en milieu familial.

Mme Pépin: Je comprends pourquoi on ne donne pas de reçus, mais je comprends aussi pourquoi les parents en désirent. C'est ce que je vous dis.

Mme Rainville-Normandin: Les parents en désirent, mais à défaut de garderies, ils sont obligés d'avoir recours à la garde en milieu familial, et les milieux familiaux n'ont pas d'aide.

Mme Pépin: Certaines garderies en milieu familial sont très bien. Là aussi, il pourrait y avoir des normes.

Je ne suis pas contre l'entreprise privée, mais il faudrait nécessairement qu'il y ait des normes, qu'il y ait une supervision et qu'il y ait du personnel formé. Vous avez vu plusieurs

[Traduction]

Mrs. Rainville-Normandin: No?

Mrs. Pépin: Yesterday I asked the owner of a private daycare centre located in a suburb whether she paid any taxes. She told me she did not. If I were you, I would investigate the matter further.

I do not want to be indiscreet, but why was your application for a start-up grant turned down since after all your business is a substantial one?

Mrs. Rainville-Normandin: There was an intended program for businesses making a certain investment and able to guarantee that they would be self-sufficient after two years. I probably would have been eligible for it. The problem I had and which I still have is that under the public building standards I had to invest an additional \$50,000 for fire resistant walls. These standards did not apply to the older daycare centres. I had a certain amount to spend, I made my plans but I had to add fire resistant walls, as well as special plumbing and electrical wiring.

Mrs. Pépin: But does not the Child Care Services Board give a start-up grant?

Mrs. Rainville-Normandin: No, not at all. It is only for non-profit daycare centres administered by a Board of Directors with the parents in the majority. It takes about three or four years to set this up.

Mrs. Pépin: You said that unofficial daycare arrangements were very useful. I agree with you. You say that people do not get receipts, but they pay \$10.00 instead of \$15.00. There are lots of families who could make use of a receipt. People realize that the babysitter does not want to give them a receipt, they will do without it, but it would be very useful for them if they could get it.

Mrs. Rainville-Normandin: Yes, but it is because those daycare centres may not deduct their expenses from their income.

Mrs. Pépin: We know about family day care.

Mrs. Rainville-Normandin: In family day care, it is much difficult to prove that such and such an armchair has been damaged by this or that child and that it is necessary to paint over the walls every year. Generally speaking, it is mostly low-income people who use family day care.

Mrs. Pépin: I understand why they do not hand out any receipts, but I also understand why parents want them. That is what I was saying.

Mrs. Rainville-Normandin: Parents want them, but since there are not any day cares, they have to go to family day care which do not have any support.

Mrs. Pépin: Some family day care are very well organized. But we could have standards for those services as well.

I am not against private enterprise, but we need standards, some form of control and trained staff. You have visited several totally inadequate day care centres. If there were some

[Text]

garderies tout à fait inadéquates. S'il y avait de la surveillance, peut-être y aurait-il moins de garderies en piteux état.

Mme Rainville-Normandin: Il reste à savoir si le gouvernement veut prôner la garde en institution. Si on est une institution, on a un permis . . .

Mme Pépin: Qu'est-ce que ça veut dire pour vous, en institution?

Mme Rainville-Normandin: Cela veut dire un édifice où il y a 40, 50 ou 60 enfants. Quand on garde huit enfants, on n'est pas une institution.

Mme Pépin: Mais on peut difficilement imposer aux parents de mettre leur enfants dans ces institutions. Les parents devraient pouvoir choisir le genre de garderie qu'ils veulent pour leurs enfants.

Mme Rainville-Normandin: Mais présentement, ils n'ont pas le choix. Ils font affaire avec des garderies en milieu familial qui ne donnent pas de reçus ou avec des garderies privées qui essaient de se tailler une place. Pour les garderies subventionnées, le budget est très limité. Il ne s'en ouvre pas beaucoup chaque année.

Le vice-président: J'aimerais vous poser une dernière question.

Pourquoi vos employés qualifiés ne vont-ils pas travailler dans une garderie à but non lucratif où ils seraient mieux payés?

Mme Rainville-Normandin: Ils aimeraient ça, mais il en manque. S'ils avaient le choix, je suis certaine que demain matin ils changeraient. Cela fait un an et demi que j'exploite ma garderie, et j'ai les mêmes huit employés clé que j'avais au début. J'ai une responsable par groupe de 16 et une aide. Ce sont deux personnes qualifiées, mais l'une avait plus d'aptitudes. C'est elle qui prend l'initiative des programmes et de tout ça.

Donc, si elles avaient le choix, je suis certaine qu'elles changeraient de garderie, mais il n'y en a pas d'autres dans la région. Pour aller travailler à Montréal, il faut une voiture et cela coûte cher. Même si elles faisaient 2\$ de plus l'heure, elles n'y gagneraient peut-être pas.

Le vice-président: De la part du Comité, je vous remercie beaucoup.

Mme Rainville-Normandin: Je veux que vous compreniez que si les garderies privées ne sont pas tellement représentées, c'est qu'elles n'ont pas les moyens. Ce n'est pas par manque de volonté.

Le vice-président: Nous avons compris. Merci.

Nous recevons maintenant le directeur du AMBCAL West Island Youth Projet, M. Michael Gershowitz.

Welcome to the committee.

Mr. Michael Gershowitz (Director, AMBCAL West Island Youth Project): Good afternoon. I would like to use this opportunity to highlight the key points of our submission, and I will make an attempt to keep my comments brief.

[Translation]

form of control, perhaps there would be fewer day care centres in a bad state of repair.

Mrs. Rainville-Normandin: It all depends on whether the government wants to advocate institutionalized day care. Then a licence is needed and . . .

Mrs. Pépin: What does institution mean to you?

Mrs. Rainville-Normandin: I mean a building able to receive between 40 and 60 children. Eight children does not an institution make.

Mrs. Pépin: We can hardly force parents to send their children to such institutions. Parents should have the right to choose the type of day care they want for their children.

Mrs. Rainville-Normandin: But they do not have the choice at the present time. They deal with family day care who do not hand out any receipts and with private centres which are trying to make it. The budget is very limited for subsidized day care. We do not see too many new ones open their door each year.

The Vice-Chairman: I would like to ask you one last question.

Why do your qualified staff not go and work in a non-profit day care centre where they would be better paid?

Mrs. Rainville-Normandin: They would like that, but there are not enough of them. I am sure that they would change tomorrow if they had the choice. I have been operating my day care centre for a year-and-a-half and I have had the same core group of eight staff since the beginning. I have one person responsible for every group of 16 children and one assistant. Both of them are qualified people but one had more talent. She is the one who takes the initiative and everything else.

So if they had the choice, I am sure they would look elsewhere but there are no other day care centre in the area. And if they wanted to work in Montreal, they would need a car and that is expensive. Even if they earned an extra \$2.00 an hour, they would not be anywhere ahead.

The Vice-Chairman: I thank you very much on behalf of the committee.

Mrs. Rainville-Normandin: I want you to understand that if private day care are not too well represented, it is because they do not have the means. It is not due to a lack of desire on their part.

The Vice-Chairman: We had already understood, thank you.

We will now welcome the Director of AMBCAL West Island Youth Project, Mr. Michael Gershowitz.

Je vous souhaite la bienvenue au Comité.

M. Michael Gershowitz (directeur, AMBCAL West Island Youth Project): Bonjour. Je profite de cette occasion pour vous donner les faits saillants de notre mémoire et je vais essayer d'être bref.

[Texte]

AMBCAL, the West Island Youth Project, is an emergency shelter for young people in crisis located in Kirkland and servicing Montreal's West Island community as well as parts of greater Montreal. We offer residential care and counselling to young people between the ages of 12 and 18, a safe, warm and caring environment to work through their difficulties and, when possible, return home. AMBCAL youths come to us with many problems. They are victims of physical aggression, sexual abuse and deprivation or may have strong emotional and behavioural disturbances. AMBCAL also offers a number of other services to young people who are experiencing difficulty at home, at school and in the community.

AMBCAL has become extremely concerned in recent years over the extended stays of many clients awaiting longer-term placements. An increase in the number of youngsters referred to foster home, group home and other settings and the paucity of available beds has left young people waiting up to six months in inappropriate placements. It is not unusual for youngsters, victims of unspeakable horrors, to find themselves in locked security institutions because of a lack of appropriate beds elsewhere.

• 1440

The economic, political and social considerations that have led to this unacceptable situation are complex and longstanding and not amenable to fast and easy solutions. It is clear, however, that government financing of bigger and better institutions for our youngsters will not provide any long-term relief, and may in fact exacerbate the problem.

As a community project, AMBCAL has demonstrated how a small program can draw upon local support to effectively deal with a wide variety of youth-related issues. We believe that an ecological approach to child care, one which works with the child in his or her own environment and capitalizes on the strengths offered by family, friends and schools, as well as community groups, offers the greatest opportunity for success.

Specifically, we would like to offer the following recommendations for your consideration:

1. The encouragement of government agencies, social service centres and reception centres to work with local community groups. Our entente with Youth Horizons, a provincially funded reception centre, is an excellent example of how effectively this may be accomplished.
2. Funding should be made available for prevention programs designed to minimize the number of youngsters who must be placed outside their homes. Community groups should be actively engaged for development and implementation.
3. A review of the suitability and adequacy of the residential services presently available to youths who do require placement.

[Traduction]

AMBCAL le West Island Youth Project est un centre d'accueil d'urgence pour les jeunes en crise qui est situé à Kirkland et qui dessert la collectivité du West Island de Montréal ainsi que certains quartiers de la communauté urbaine de Montréal. Nous assurons des soins et du counselling en résidence à des jeunes âgés de 12 à 18 ans et un milieu sécuritaire et chaleureux qui les aide à faire face à leurs problèmes et à les rendre à leur foyer, lorsque c'est possible. Les jeunes de *AMBCAL* ont énormément de problèmes. Ce sont des jeunes qui ont été victimes d'abus physique et sexuel, de privation, ou encore, de problèmes émotifs et de comportements graves. *AMBCAL* offre également toute une gamme d'autres services aux jeunes qui ont des problèmes à la maison, à l'école ou dans la collectivité.

AMBCAL s'inquiète énormément depuis quelques années des séjours prolongés d'un grand nombre de nos jeunes qui attendent des placements à plus long terme. L'augmentation du nombre de jeunes envoyés en foyers nourriciers, en centres d'accueil ou dans d'autres établissements et la pénurie de places disponibles font que certains jeunes doivent attendre jusqu'à six mois dans des conditions qui ne conviennent pas toujours à leur situation. Il arrive assez souvent que des jeunes, victimes d'horreurs indescriptibles, se trouvent enfermés dans des institutions de sécurité car il n'y a pas suffisamment de lits ailleurs.

Les considérations économiques, politiques et sociales qui ont donné lieu à cette situation inacceptable sont complexes, existent depuis longtemps et ne peuvent se régler rapidement et facilement. Toutefois, ce n'est pas parce que le gouvernement améliorera ou agrandira les établissements destinés aux jeunes que le problème sera résolu à long terme; il sera peut-être en fait exacerbé.

L'*AMBCAL*, projet communautaire, a montré comment on pouvait, dans un petit programme, se servir des appuis locaux pour parvenir à régler toute une gamme de problèmes touchant les jeunes. Nous croyons qu'une conception écologique de la garde des enfants, c'est-à-dire un système où l'on travaille avec l'enfant dans son propre environnement en tablant sur la force de la famille, des amis et des écoles, sans oublier les groupes communautaires, est le mieux à même de réussir.

Plus précisément, nous voudrions attirer votre attention sur les recommandations suivantes, il faudrait:

1. encourager les organismes publics, les centres de services sociaux et les centres d'hébergement à travailler avec les groupes communautaires locaux. Notre entente avec *Youth Horizons*, centre d'accueil financé par la province, illustre parfaitement l'efficacité de cette formule;
2. financer des programmes de prévention afin de limiter au maximum le nombre de jeunes devant être placés en dehors de leur foyer. Les groupes communautaires devraient participer activement à l'élaboration et à la mise en oeuvre;
3. examiner et évaluer les services résidentiels actuellement mis à la disposition des jeunes devant être placés;

[Text]

4. The continuation and expansion of Canada Works and student employment programs which provide an excellent training ground for would-be youth workers and allow community groups to offer services in their own locale.

Le vice-président: Madame Duplessis.

Mme Duplessis: Quand avez-vous ouvert cette maison d'hébergement pour les jeunes en difficulté?

Mr. Gershowitz: We have been operating since 1978.

Mme Duplessis: Avez-vous des statistiques sur le nombre de jeunes qui sont passés chez vous et sur leur réinsertion dans la société?

Mr. Gershowitz: Up until about two years ago we were dealing with somewhere in the neighbourhood of 125 or 150 youths per year. That number has diminished considerably, even though our occupation rates have gone up considerably. What that means is young people are staying with us for longer and longer periods of time, awaiting long-term placements, so we are in a position of being able to deal with fewer and fewer youngsters.

With regard to how successfully these youngsters reintegrate into the community, I guess the first thing I would say is we try to minimize the disruption of their lives in their community. AMBCAL services primarily the West Island community. We make an effort to work with youngsters in their own community. And we try to return as many youngsters home as possible.

For the youngsters who eventually go on to group home care, foster care, institutional care, after they leave our program, we have no statistics as to how many of them successfully reintegrate into the community.

Mme Duplessis: Merci beaucoup.

The Vice-Chairman: We have heard a number of presentations about the quality of care offered in a day care centre as compared to the quality of care offered in the home by the mother. Would you have any comments about that from your experience, and also could you give us some information about how many of your clients come from one kind of a situation versus another—how many might be latchkey kids, that kind of general background?

Mr. Gershowitz: First of all, we believe we run a fine institution, a fine organization. We believe that as far as reception centres go, we offer the best care in town. However, we still feel we are a last resort.

Our first choice is for youngsters to remain in their own homes, for youngsters not to have to be placed even in reception centres like ours. Certainly it would be an excellent idea for more funds to be made available to be able to provide supports to families, which would allow youngsters to be able to remain in their homes.

[Translation]

4. poursuivre et intensifier les programmes comme Canada au Travail et les programmes d'emploi des étudiants qui constituent une excellente formation pour les futurs travailleurs sociaux s'occupant des jeunes et permettent aux groupes communautaires d'offrir des services dans leurs propres locaux.

The Vice-Chairman: Mrs. Duplessis.

Mrs. Duplessis: When did you open this reception centre for youngsters in difficulty?

M. Gershowitz: Nous avons ouvert en 1978.

Mrs. Duplessis: Do you have any statistics on the number of youngsters who stayed with you on their reintegration into society?

M. Gershowitz: Jusqu'à il y a deux ans environ nous accueillions approximativement 125 ou 150 jeunes par an. Ce nombre a considérablement diminué, bien que notre taux d'occupation ait beaucoup augmenté. Ceci signifie que les jeunes restent de plus en plus longtemps chez nous en attendant des placements à long terme, ce qui fait que nous pouvons accueillir de moins en moins de jeunes.

En ce qui concerne la réintégration de ces jeunes dans la société, je dirais tout d'abord que nous essayons de perturber leur vie le moins possible au niveau local. L'AMBCAL dessert essentiellement le West Island. Nous essayons de travailler avec les jeunes dans leur quartier. Et nous voulons en renvoyer le plus grand nombre possible chez eux.

Quant aux jeunes qui, après leur départ de chez nous, vont dans des foyers de groupe, des foyers nourriciers ou des établissements spécialisés, nous n'avons pas de statistiques sur leur réinsertion dans la société.

Mrs. Duplessis: Thank you very much.

Le vice-président: Nous avons entendu de nombreux exposés où l'on comparait la qualité des services dans les garderies à la qualité des soins donnés par la mère à la maison. Avez-vous des commentaires à ce sujet et pourriez-vous nous donner des indications sur la façon dont se répartissent vos clients, entre ces deux types de situations; combien d'entre eux seraient des enfants porte-clé, par exemple?

M. Gershowitz: Tout d'abord, nous sommes convaincus que notre organisation, notre établissement, fait un excellent travail. Nous croyons que nous avons le meilleur centre d'hébergement de la ville. Cependant, nous sommes quand même un dernier recours.

Nous voudrions avant tout que les jeunes puissent rester dans leur foyer, sans devoir être placés dans des centres comme le nôtre. Il serait excellent, bien sûr, que davantage de fonds soient mis à la disposition des familles, de façon à permettre aux jeunes de rester chez eux.

[Texte]

• 1445

About the background of the youngsters we see, we have a disproportionately high number of youngsters who come from single-parent families. Socio-economically, we see just about everything. We have youngsters who come to us from poor families, from wealthy families.

As for latchkey kids—that is, youngsters who after school hours have minimal supervision at home—there is certainly no question that increases the likelihood of their getting involved in different kinds of unacceptable activities, just by virtue of the fact that there is not enough supervision at home. Again, any kind of support which could be offered to families, support which would allow single parents to continue working and yet know that their youngsters are being well looked after, would be a terrific idea.

The Vice-Chairman: Good. On behalf of the committee, then, thank you very much for your presentation.

Nous entendrons maintenant la directrice de la Garderie de la Place Ville-Marie, M^{me} Sylvia Quinn. *Welcome.*

• 1450

Ms Sylvia Quinn (Director, Garderie de la Place Ville-Marie): Thank you. My brief specifies mainly two areas. First of all, of course, the confirmation of the current need for day care spaces here in Canada and the need to explore more methods to alleviate that shortage. One alternative to that of course is the development of workplace day care or employer-sponsored day care, which I represent.

I really feel that employers definitely need a lot more encouragement and motivation to open them. Some suggestions perhaps would be a little bit more funding, some tax shelters, trade-offs, more space; perhaps even building codes could be a good idea. We have so much construction going on in this city, and it would be a wonderful idea if even before they are developed a building code could go in to allocate an area for day care.

The second aspect of day care my brief expresses is the perpetuation of very low salaries. I feel this is because of the framework under which day care exists today.

I will go back now to the first item, some of the advantages of the workplace day care which I have experienced in our very own day care centre. Although it is often weighted in favour of the employer, day care does have significant rewards for employees. When parents are shielded from the worry of the critical day care shortages they can be a lot more flexible with shift work and the demands of their job. Having good quality day care on the premises is very convenient and very acceptable. There are no time-consuming side-trips to drop off the child before rushing on to work; they do not have to leave early to get to the day care centre before it closes; they do not have to pay fines, etc., if they are late. It leaves parents very frazzled oftentimes to start their day or even to end their day. A most favourable aspect of the on-site day care is that it allows both parents definitely to pursue their careers, and we are certainly in a society now, in which the dual career is definitely very prevalent.

[Traduction]

Quant aux milieux d'où viennent les jeunes que nous voyons, nous en avons un nombre disproportionné originaires de familles monoparentales. Sur le plan socio-économique, nous voyons de tout. Nous avons des jeunes de familles pauvres, de familles riches.

Pour ce qui est des enfants porte-clé—c'est-à-dire des jeunes qui ne sont pour ainsi dire pas surveillés à la maison après les heures d'école—il est certain que ceci augmente le risque qu'ils se livrent à des activités inacceptables, par simple manque de surveillance. Là encore, il faudrait aider les familles d'une façon ou d'une autre, de façon à permettre aux parents seuls de continuer à travailler tout en sachant que leurs enfants ne sont pas livrés à eux-mêmes et sont pris en charge.

Le vice-président: Bon. Au nom de notre Comité, je voudrais vous remercier de votre exposé.

We will now hear the Director of the Garderie de la Place Ville-Marie, Mrs. Sylvia Quinn. *Bienvenue.*

Mme Sylvia Quinn (directrice, Garderie de la Place Ville-Marie): Merci. Mon mémoire est axé sur deux points. Tout d'abord, naturellement, la confirmation des besoins actuels en matière de garderies et les méthodes que l'on peut envisager d'adopter pour remédier à cette pénurie. L'une des solutions serait la mise en place de garderies sur les lieux de travail ou fournies par l'employeur, comme celle que je représente.

Il faut absolument encourager et motiver davantage les employeurs. Pour cela, il serait possible de leur accorder davantage de crédits, des avantages fiscaux, des compensations, davantage d'espace; on peut même penser au code de la construction. On construit tellement dans cette ville; ce serait merveilleux de prévoir une zone consacrée à la garderie dans le code du bâtiment, avant même que l'immeuble soit construit.

Je parle ensuite dans mon mémoire de la perpétuation des salaires insuffisants. Ceci est dû d'après nous au contexte actuel des garderies.

Je voudrais maintenant revenir au premier point, c'est-à-dire aux avantages des garderies sur les lieux de travail, avantages dont j'ai pu juger dans notre centre. Bien que l'on considère généralement que ces garderies favorisent l'employeur, elles ont des côtés très positifs pour les employés. Lorsque les parents n'ont pas à s'inquiéter du manque de garderies, ils peuvent être beaucoup plus souples, être prêts à travailler à des heures différentes et accepter les contraintes de leur travail. C'est très commode d'avoir une bonne garderie sur place. On ne perd pas de temps à conduire les enfants à la garderie avant de courir au travail; on ne doit pas partir plus tôt pour arriver à la garderie avant la fermeture, on ne doit pas payer d'amendes parce qu'on est en retard, etc. C'est souvent une façon très frustrante pour les parents de commencer ou de finir la journée. L'avantage d'une garderie sur place c'est qu'elle permet aux deux parents de poursuivre leur carrière et nous

[Text]

Women also are more motivated to function outside the constraints of domestic and child rearing responsibilities because of the immediate availability of day care through the workplace. They make themselves that much more available. It is a very reassuring and a secure feeling for them to know that if a job career does come up and if they have to pursue it, that the company itself has some place to look after their child. They feel a measure of security which they do not experience when their child is being cared for at home or at a community day care.

In a recent questionnaire that I handed out to my very own parents in our day care centre, one of the questions asked was why they chose the workplace day care for their child. Just about 90% of the answers said that they were very dissatisfied with the home care they had to leave their child to. Also, a few mentioned they were dissatisfied with the community care their children were getting.

The proximity of the centre of course encourages parents to really get a feel for what is going on. They have the opportunity to observe their children interacting with other children. This is something that not all day care directors encourage. Some perhaps feel threatened by it; some staff also feel threatened by it. At our day care we encourage it and we promote it. We do not insist on it, but it certainly is an opportunity available to the parents, and we get a good response from our parents in the workplace day care. They come in and visit with the child. They know it is available at all times; they have lunch with them; they come down at sleep time; they rub backs; they reassure the child. Again, there is a very good feeling for the stability of the child and the parent as well.

The parents also experience a tremendous peace of mind in knowing that their child is near by. They can check on them, and being close to their children is particularly important in the event of sickness or emergencies. We do have those; we like to eliminate them. They do occur. Also, for myself as the director, knowing that the parent is very close lessens even my responsibility.

• 1455

There is an awful lot of guilt in parents, and this has been expressed also in a questionnaire. They do attest to the guilt they feel about sending their children to day care. But a parent feels very reassured by opportunities for shared time with that child. They have a lot more extra time—for instance, commuting back and forth in the day. They can come, as I said, during their break times. They can even take the child out. We have many parents who take children for appointments. They come down and they bring them back. They take them out for lunch; they bring them back.

The availability of an on-site centre could provide increased interaction between parent and child not only during the lunch hour, of course, but also during commuting time to and from the job. That sometimes presents a little bit of a disadvantage for some parents. They are tired after a long day of work, and

[Translation]

vivons actuellement dans une société où c'est la formule la plus fréquente.

De plus, les femmes sont davantage motivées à fonctionner en dehors des contraintes ménagères et des responsabilités des enfants puisqu'elles n'ont pas de problème à trouver une garderie sur les lieux de travail. Ceci les rend beaucoup plus disponibles. C'est un sentiment rassurant et sécurisant de savoir que l'on peut accepter sans crainte une offre d'emploi, l'entreprise étant équipée pour accueillir les enfants. C'est une sécurité que l'on n'éprouve pas lorsque l'enfant est gardé à la maison ou mis en garderie.

Dans un questionnaire récent que j'ai distribué aux parents de notre garderie, on leur demandait pourquoi ils avaient choisi ce type de garderie pour leur enfant. Quarante-vingt-dix p. cent des répondants disaient être mécontents de la formule de garde qu'ils avaient dû adopter auparavant. Certains n'étaient pas satisfaits non plus des services de garde communautaires.

La proximité de la garderie encourage bien sûr les parents à s'intéresser à ce qui s'y passe. Il leur est possible d'observer leurs enfants en présence d'autres enfants, ce que n'encourage pas tous les directeurs de garderie; certains se sentent peut-être menacés de même que certains membres du personnel. Dans notre garderie, nous encourageons les parents à le faire. Nous n'insistons pas mais la possibilité est offerte aux parents et ils réagissent généralement de façon très positive. Ils viennent voir l'enfant. Ils savent qu'ils peuvent le faire à tout moment; ils viennent pendant l'heure du déjeuner, pendant la sieste; ils réconfortent l'enfant, le rassurent. C'est excellent pour la stabilité des enfants et celle des parents.

Les parents ont en outre l'esprit en paix de savoir que leur enfant est tout près. Ils peuvent aller le voir à tout moment et c'est particulièrement important dans des cas de maladie ou d'urgence. Nous en avons; nous essayons de les éliminer mais il y en a. Même moi, directrice, j'aime savoir que le parent est très proche et ma responsabilité s'en trouve allégée.

Les parents éprouvent une très grande culpabilité, ce qui est également ressorti du questionnaire. Ils se sentent coupables de devoir envoyer leurs enfants en garderie. Mais un parent se sent rassuré de savoir qu'il peut passer une partie de son temps avec l'enfant. Ils ont beaucoup plus de temps... par exemple, ils font des allées et venues durant la journée. Ils peuvent venir, comme je l'ai dit, pendant leurs pauses. Ils peuvent même sortir l'enfant. De nombreux parents emmènent les enfants à des rendez-vous. Ils les ramènent ensuite. De même, ils les emmènent déjeuner et les ramènent.

Avec une garderie sur place, il y a beaucoup plus d'occasions de contacts entre parent et enfant, non seulement pendant l'heure du déjeuner mais aussi pendant le trajet entre la maison et le lieu de travail. C'est quelquefois un petit inconvénient pour certains parents. Ils sont fatigués après une longue

[Texte]

they do not like to come to the day care and have to worry about looking after their child. But it does develop a better rapport for most of them.

In our day care centre, we do have dual-career families in which both husband and wife work on the same premises, and there is a unique opportunity here for more shared commitment as well as for this ongoing family connection. Everybody comes to work together. The child also knows and gets a feel for where mommy and daddy go all the time. Also, economically speaking, there is some conservation of gas and other energy sources. They do not have to commute, as we said in the beginning, extra distances to drop off and pick up their young children from other centres.

Speaking as a director, I also feel that because there is more occasion for contact with parents I have extended and enhanced my communication with the parents. I get to know the family a little bit better and we all become closer. That is true with the staff as well.

Another opportunity is that the on-site centre helps young children to better understand their parents' roles outside the home. In Place Ville Marie, the proximity is very convenient because the children can visit. We take the children to visit the Offices. They see their colleagues; they see their supervisors.

Also, we have become like a family to the merchants in our plaza. They support us during festivities and they even bestow presents onto the children. Some of our merchants and some of the office people know our children even by name. It is a tremendous reassurance as well for a parent and for a child to know he is accepted. It has humanized the business sector, which has been a tremendous asset as well, and it also is a sign of some good corporate citizenship for our employers.

In conclusion, the influx of early childhood educators, of changing philosophies, new ideas, values and innovations within our society has affected the status of day care programs. The dramatic shift in the activities of parents, becoming single-parent families, career mothers or full-time students, has resulted in an emergence of day care arrangements.

Unfortunately, there is a dearth of day care centres, and it is still a little bit too great. I like to think the employer-sponsored day care or the corporate day care centre is an answer or can be a very feasible answer to some of these day care shortages. But the employers themselves need a lot of encouragement. They talk about not having enough money or enough space.

Also, a good thing is that the more companies are doing it, the more encouragement others have to do it as well. So they follow suit and they can form a consortium. We can become sister corporate day cares.

Very briefly—and I do not mean this to be brief, but I do not want to take up too much time—because of the framework, our day care centre is classified as a non-profit organization. Again, of course, it is run by a board of administrators. The salaries of all the teachers are built upon the type of budgeting that is done. I certainly feel that, with the type of

[Traduction]

journée de travail et n'aiment pas aller à la garderie et devoir ensuite s'occuper de leur enfant. Mais, pour la plupart, les rapports s'en trouvent améliorés.

Dans notre garderie, nous avons des familles où le mari et la femme travaillent tous deux au même endroit, ce qui permet de partager la tâche et d'entretenir des liens familiaux étroits. Tout le monde vient travailler ensemble. L'enfant le sait également et aime aller où vont papa et maman tout le temps. En plus, sur le plan économique, ça permet des économies d'énergie, d'essence etc. Ils ne doivent pas multiplier les voyages et faire des trajets supplémentaires pour amener les enfants à la garderie et aller les y chercher.

En tant que directrice, j'ai plus souvent l'occasion d'être en contact avec les parents et du coup, les communications entre nous sont meilleures. Je connais mieux la famille et nous sommes plus proches les uns des autres. C'est vrai aussi pour les membres du personnel.

Par ailleurs, le fait d'avoir une garderie sur place permet aux jeunes enfants de mieux comprendre le rôle joué par leurs parents à l'extérieur de la maison. Place Ville Marie, c'est très pratique, parce que les enfants peuvent aller voir leurs parents. Nous les emmenons visiter les bureaux. Ils voient les collègues de leurs parents, leurs supérieurs.

Nous sommes également devenus presque une famille pour les commerçants de notre centre d'achat. Ils nous encouragent quand il y a des festivités et font même des cadeaux aux enfants. Certains des commerçants et certains des employés des différents bureaux connaissent même les enfants par leur nom. C'est très rassurant pour les parents comme pour les enfants de savoir que l'on est accepté. Grâce à cela, le monde des affaires s'est humanisé, ce qui a été très positif et c'est aussi bon signe pour nos employeurs.

En conclusion, l'influence des éducateurs de la petite enfance, de conceptions changeantes, de nouvelles idées et de nouvelles valeurs dans notre société a eu des répercussions sur les services de garderie. Toute cette évolution, les nouvelles activités des parents, la multiplication des familles monoparentales, des femmes qui travaillent ou des étudiants à plein temps, a fait naître toutes sortes de formules de garderie.

Malheureusement il n'y a encore pas suffisamment de garderies. La solution des garderies fournies par l'employeur ou la société est une réponse possible à cette insuffisance. Mais il faut encourager vivement les employeurs en ce sens. Ils disent ne pas avoir assez d'argent ou assez de place.

Plus il y aura de sociétés optant pour cette formule, plus les autres seront encouragées à les imiter. Elles pourront ensuite former un consortium. Nous pouvons devenir des succursales d'une société de garderies.

Très rapidement, car je ne veux pas abuser de votre temps, je voudrais ajouter que notre garderie est une organisation à but non lucratif. Elle est dirigée par un conseil d'administration. Les salaires des éducateurs sont fonction du budget établi. Étant donné le type de travail réalisé par nos éducateurs, la formation qu'ils ont dans le domaine de l'éducation de la

[Text]

work our educators do in day care, the knowledge they have in early childhood education, the development of children's capacities, etc., the way they organize programs, because of our budget limitations they are not really remunerated honourably enough, considering the professional aspects of their work. I would like to see major changes in that area, for sure.

Also, I would like to see us attract more competent people to the profession. Right now, because the salaries are low, we have a hard time weeding out a lot of incompetent people.

Thank you for listening.

The Vice-Chairman: Thank you very much. One quick question, Mrs. Duplessis.

• 1500

Mme Duplessis: Je voudrais savoir si les parents ont leur mot à dire comme dans les garderies à but non lucratif ou autres au Québec.

Ms Quinn: Yes. Although our day care centre is employer-sponsored, it is also classified as a non-profit organization and the parents definitely participate. They are the board of administrators and we work together on the various aspects of how we want the day care centre organized and operated in the day care centre.

The Vice-Chairman: Thank you very much. You have presented a rather interesting model, which the committee is very appreciative of having heard. Thank you.

Ms Quinn: Thank you.

Le vice-président: Nous passons maintenant à la présentation M. Jaime Llambias-Wolff et de M^{me} Judith Meunier.

Je rappellerai qu'à cause du manque de temps, on ne vous alloue que 15 minutes. Si vous prenez les 15 pour la lecture de votre mémoire, il n'y aura pas suffisamment de temps pour que les députés vous posent des questions. C'est à vous de décider.

Mme Judith Meunier (présentation individuelle): Je vais d'abord faire quelques observations à titre d'introduction et mon conjoint fera l'exposé en tant que tel.

Tout d'abord, on est ici en notre nom personnel, à titre de parents qui se sentent concernés par la problématique de la garde d'enfants et aussi à titre de conjoints et de partenaires vis-à-vis l'éducation de nos enfants.

On veut profiter de ces audiences pour exposer nos réflexions qui sont le fruit d'expériences personnelles et de ce que l'on observe autour de nous, dans notre milieu de vie. Ce qui nous semble original, dans nos réflexions, c'est qu'elles s'inscrivent dans une approche globale, dans une vision holistique de la société. Enfin, elles sont construites sur trois principaux éléments: d'abord les valeurs et normes véhiculées par la société; en second lieu, le rôle des parents et, finalement, à l'intérieur de ce rôle, la dynamique des rapports dans le couple qui sont déterminants, dans le changement que l'on considère impératif et souhaitable.

[Translation]

petite enfance, l'importance du développement du potentiel des enfants, etc., la façon dont les programmes sont organisés, on peut dire qu'ils sont loin de toucher une rémunération suffisante en raison des contraintes budgétaires, surtout si l'on tient compte des aspects professionnels de leur travail. Je souhaite vivement que ceci change.

Je voudrais également que nous réussissions à attirer des personnes plus compétentes. À l'heure actuelle, les salaires étant si bas, nous avons du mal à éliminer les personnes incompetentes.

Merci de votre attention.

Le vice-président: Merci beaucoup. Une petite question, madame Duplessis.

Mrs. Duplessis: I would like to know if parents have any say in non-profit or other daycare centres in Quebec.

Mme Quinn: Oui. Même si notre garderie est appuyée par l'employeur, c'est une garderie à but non lucratif et les parents y participent. Ils siègent au conseil d'administration et nous collaborons dans l'organisation et l'opération de la garderie.

Le vice-président: Merci beaucoup. Vous avez proposé un modèle assez intéressant, dont le Comité est reconnaissant. Merci.

Mme Quinn: Merci.

The Vice-Chairman: We will now hear from Mr. Jaime Llambias-Wolff and Mrs. Judith Meunier.

I would like to remind you that because of time constraints we can only give you 15 minutes. If you take 15 minutes to read your brief, there will not be enough time for members to ask you questions. It is up to you to decide.

Mrs. Judith Meunier (Individual Presentation): I would first of all like to make some comments by way of introduction and my spouse will make the presentation.

First of all, we are here on our own behalf as parents who are concerned about the problem of childcare and also as spouses and partners in the education of our children.

We would like to take the opportunity provided by these hearings to talk about our personal experiences and what we observe around us. We feel that our views are original in that they represent a global approach, a holistic view of society. Our presentation has three underlying themes: first of all, the values and standards transmitted by society; secondly, the role of parents; and, finally, the relationship between the couple, which plays the determining role in any necessary or desirable change.

[Texte]

Il va sans dire que la contribution que l'on fait aujourd'hui est dans le sens d'un avancement tout en reconnaissant les bienfaits évidemment qui ont été faits jusqu'à maintenant par les garderies et les autres organismes de garde d'enfants.

M. Jaime Llambias-Wolff (présentation individuelle): Monsieur le président, pourquoi parler des rapports hommes-femmes alors que la question posée en est une de garde d'enfants? On devrait peut-être se poser la question autrement: peut-on parler de garde d'enfants sans faire référence aux rapports hommes-femmes?

Les années 80 sont témoins de changements dans les rapports entre les hommes et les femmes et de la remise en question des stéréotypes dans les rôles masculins et féminins. La vie familiale est en mutation. Le questionnement des rôles n'est plus une affaire exceptionnelle et l'utilisation des termes tels que «femme libérée» et «nouveau père», sont déjà inscrits dans le langage de la société industrielle contemporaine.

Mais où sont donc les enfants dans tous ces changements? Qu'a-t-on fait d'eux pendant que la dynamique et les rôles se modifiaient?

La société a trouvé dans l'établissement d'un réseau extensif de garderies et dans la démocratisation, par le biais des subventions, de l'accès aux garderies, la principale réponse aux questions précédentes. En effet, la culture familiale ou la culture sociale est restée plutôt imperméable aux changements entre les rapports hommes-femmes. Nous croyons que si les législateurs s'intéressent à la question, c'est précisément parce que le moment est arrivé de faire au moins le bilan actuel des choses, réfléchir et repenser des solutions mieux adaptées aux besoins de la population.

Ce bilan ne peut se faire que si on tient compte de la question de la garde d'enfants dans un contexte sociétal. Suite, entre autres, aux revendications menées par les femmes et d'autres impératifs contextuels, les structures furent ajustées pour permettre aux femmes une plus grande accessibilité au marché du travail dans des conditions équitables et moins discriminatoires, ouvrant largement la voie à l'épanouissement complet tant du point de vue économique que social et culturel.

• 1505

En ce sens, l'établissement du réseau des garderies fut une mesure encourageante reflétant la préoccupation de l'État face aux profondes mutations sociales.

Or, bien que cette décision de l'État illustre une volonté socialement progressiste, ses fondements et sa portée le sont bien moins. Nous sommes d'avis que l'État et les législateurs ont répondu à la nouvelle conjoncture avec une vision bien traditionnelle face à une société en devenir qui laisse entrevoir des défis futurs desquels on n'a pas su ou voulu tenir compte.

D'autre part, les nouveaux rapports hommes-femmes qui s'étaient mis en place, justement parce qu'embryonnaires sur le plan de la responsabilité parentale double, jouissaient d'un équilibre bien trop précaire pour résister à l'implantation de cette nouvelle alternative offerte par les garderies.

[Traduction]

Needless to say, our perspective is one of advancement, while recognizing the progress that has already been made by daycare centres and other agencies responsible for childcare.

Mr. Jaime Llambias-Wolff (Individual Presentation): Mr. Chairman, why do we talk about man-woman relationships when the point at issue is childcare? Perhaps we should ask the question differently. Can we talk about childcare without referring to man-woman relationships?

The '80s have seen changes in the relationships between men and women; male and female role stereotypes are being reassessed. Family life is changing. Role questioning is no longer unusual and terms such as "liberated woman" and "new father" are already part of our industrial society's everyday speech.

But where do children figure in all these changes? What has happened to them during the transition period when the roles were changing?

By establishing an extensive network of daycare centres and by making them readily accessible through grants, society has found the basic answer to the preceding questions. In fact, family culture or social culture has remained more or less impervious to the changes in male-female relationships. We feel that legislators are interested in the issue precisely because the time has come to assess the current situation, to reflect on it and to find solutions that are better suited to meeting the public's needs.

This assessment can only be done by placing the daycare issue in the context of society. Once the exigency arose and women demanded it, structures were adjusted to give women greater access to the labour market under fairer conditions and with less discrimination, thereby making it possible for them to obtain economic, social and cultural fulfilment.

Along these lines, the establishment of a network of daycare centres was an encouraging step, demonstrating government's concern in the face of profound social changes.

However, although this illustrates government's desire to be socially progressive, the basic structure and the orientation are much less so. We feel that government and legislators dealt with the new situation in a very traditional way and the challenges raised by a society in transition were either not grasped or purposely overlooked.

Moreover, precisely because men and women were developing new ways of relating that were embryonic in terms of shared parental responsibility, the balance was too precarious for them to forgo the new alternative provided by the daycare centres.

[Text]

Nous nous sommes bien vite dérobés face à notre responsabilité envers nos enfants pour nous en remettre à un État-providence aujourd'hui en crise et à une solution ponctuelle s'avérant économiquement suicidaire, tant pour la société que pour les parents, et pas toujours idéale pour les principaux intéressés, les enfants.

Les véritables solutions verront le jour lorsque nous serons culturellement, socialement et politiquement intéressés à faire progresser à tous les niveaux l'idéologie de la responsabilité parentale double. Cette idéologie, nous la définissons comme une responsabilité parentale, tant du père que de la mère, et une revalorisation de ces deux rôles fondamentaux, bien qu'ils ne soient pas les seuls tenus, tant par la femme que par l'homme.

C'est précisément dans la préhension par la société de cette idéologie de la responsabilité parentale double que l'on s'investira d'une vision nouvelle des rapports avec les enfants, de leur garde, et que l'on solutionnera les ambiguïtés ressenties aujourd'hui dans nos rapports hommes-femmes.

Une revalorisation des rôles parentaux et une réinsertion de l'enfant et des valeurs humaines ne signifient pas pour autant un retour en arrière au conservatisme d'antan.

Les défis qui se posent à nous: Nous reconnaissons que tout changement social porte en lui ses malaises de croissance, ses contradictions. L'autonomie potentielle ou réelle dont jouissent les femmes les laisse trop souvent avec un sentiment ambivalent et confus. D'une part, elles veulent profiter des nouveaux avantages que leur confère l'égalité. D'autre part, elles ont tendance à sacraliser et à s'appropriier tout le domaine de l'éducation et de la vie des enfants, domaine depuis toujours réservé à la compétence féminine, pour à la fois légitimer et définir leur rôle d'acteur social.

Le discours masculin ne fait pas exception à ces malaises de croissance. Il n'est pas, lui non plus, homogène, monolithique. Cependant, la prise de conscience à laquelle nous faisons allusion précédemment fait, petit à petit, son chemin: l'égalité dans les rapports hommes-femmes passe aussi par un important changement conceptuel du rôle de père.

Malheureusement, la société actuelle, bâtie quasi exclusivement sur des valeurs masculines, permet à peine l'épanouissement de ce côté humain, paternel, de cette possibilité de transformation, de transgression de la norme. Si l'un d'entre eux ose déroger à la règle, on dira de lui qu'il est un père maternalisé. Quel non-sens! Qu'il soit permis à l'homme aussi d'être paternel!

A titre d'exemple, alors que les statistiques nous disent que la moitié des mariages aboutissent à la séparation ou au divorce, il est clair que forcer une relation impossible peut être encore plus tragique pour les jeunes. Cependant, les mêmes statistiques démontrent que, dans 85 p. 100 des cas, la garde légale et physique de l'enfant est aussitôt accordée à la mère. Cela n'illustre-t-il pas une vision plutôt traditionnelle des tribunaux face aux rôles des parents, encourageant les pères irresponsables à agir de la sorte?

Ceux qui se sont toujours souciés de leurs enfants devraient pouvoir continuer d'assumer leur responsabilités envers eux.

[Translation]

We very quickly shirked our responsibility to our children and turned it over to our guardian angel the state, now in crisis, for a short-term solution that has turned out to be economically suicidal, both for society and for parents, and one that is still not ideal for the parties most concerned, namely our children.

We will only find a real solution when we are culturally, socially and politically prepared to progress on all levels of shared parental responsibility. To us, parental responsibility belongs both to the father and to the mother and we need to reaffirm the value of these two fundamental roles, although they may not be the only roles held by men and women.

Only when society understands this ideology of shared parental responsibility will we gain a new vision of child relations, of daycare. Only then can we solve the current ambiguities in male-female relationships.

However, a reaffirmation of parental roles and the reintegration of children and human values does not mean regressing to the conservatism of yore.

What challenges are we facing? We recognize that any social change brings with it growth pains and contradictions. The real or potential autonomy that women enjoy often leaves them confused and ambivalent. On the one hand, they want to benefit from the new opportunities provided by equality. On the other hand, they have a tendency to view the education and raising of children as their sacred domain, one that has always been reserved for women, in order to justify and define their social role.

Men do not escape these growth pains either. There are cracks in their façade. Nevertheless, the awareness we referred to a moment ago is growing bit by bit. Equality in male-female relationships is bringing with it an important conceptual change in the father's role.

Unfortunately, contemporary society, which is almost exclusively built on masculine values, does not really allow for the development of this human and paternal side, for a change from the norm. If someone dares to transgress, he is viewed as a sissy. What nonsense! A man should also be allowed to be paternal!

For example, the statistics tell us that half of all marriages will end in separation or divorce, and it is clear that to insist that an impossible relationship continue would be even more tragic for young people. However, the same statistics show that in 85% of the cases the legal and physical custody of the child is immediately awarded to the mother. Does this not show that the courts take a traditional view of parents' roles and encourage fathers to be irresponsible?

Fathers who have always looked after their children should be able to continue to shoulder their responsibility.

[Texte]

Paradoxalement, les tribunaux questionnent trop souvent, non pour vérifier les qualités et les capacités du père, mais pour chercher les défauts qui l'empêcheront d'assumer son rôle paternel, limitant ainsi son action à celle de soutien financier obligatoire pour la mère. Transformés en pères-objets, survalorisés au niveau matériel et privés des liens affectifs, ils poursuivent leur vie avec un *stigma* bien incrusté et auront même parfois tort d'être hommes.

• 1510

Nous pourrions nous poser la question, à savoir de quel type de droit il s'agit lorsque celui-ci limite la possibilité de développer quotidiennement des liens affectifs entre parents et enfants. Où est donc passé l'intérêt de l'enfant? Les jeunes, garçons ou filles, n'ont-ils pas besoin de vivre dans une société où la paternité est aussi valorisée que la maternité?

L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas qu'une simple équation de nature économique. L'égalité passe nécessairement par une transformation de ces rapports, visant aussi l'enfant, de même que par l'encouragement à ces transformations.

Une perspective souhaitable pour l'avenir en serait une où les hommes seraient stimulés à assumer la paternité plutôt qu'en être pénalisés; et où les femmes qui veulent faire valoir pleinement leur potentiel et leurs capacités ne soient limitées par toutes sortes de contraintes. Dans les deux cas, nous croyons que les enfants pourront et seront les principaux bénéficiaires. Penser à la garde d'enfants, c'est penser beaucoup plus qu'en termes de solutions pratiques pour les parents.

Nous aimerions, monsieur le président, conclure avec quelques recommandations:

—Promouvoir partout dans la société les valeurs de la responsabilité parentale double.

—Promouvoir l'implication des deux parents dans le réseau scolaire et le réseau de garderies.

—Exiger l'implication des deux parents dans le processus d'éducation des enfants.

—Exiger la garde physique et légale conjointe, à moins d'incapacité, dans les cas de séparation ou de divorce.

—Briser les stéréotypes sexistes qui méprisent ou ne tiennent pas compte du rôle des pères auprès des enfants.

—Faciliter les congés de maternité et ceux de paternité par des mesures fiscales.

—Continuer à promouvoir les droits de la femme pour son accession à l'égalité de salaires afin d'encourager les pères à prendre des congés pour rester auprès des enfants.

—Poursuivre la reconnaissance des droits de la femme dans son développement professionnel afin de donner lieu à un véritable partage de la responsabilité parentale.

Voilà monsieur.

Le vice-président: Merci beaucoup de votre exposé et surtout de l'effort que vous avez mis pour le synthétiser. Y a-t-

[Traduction]

Paradoxically, the court often asks questions, not to ascertain the father's abilities and qualities, but to find faults that may justify depriving him of his parental role and restricting his role to mandatory financial support for the mother. Transformed into father-objects, overvalued on a material level and deprived of their affective links, they lead their lives with a well entrenched stigma; their very masculinity may be seen as blameworthy.

We should ask ourselves what kind of "right" it is that limits the opportunities for parents and children to develop affective links on a daily basis. What has happened to the children's interests? Do not young children, boys or girls, need to live in a society where fatherhood is just as valuable as motherhood?

Equality between men and women is not a simple economic equation. Equality will have to come about through a change in relationships, taking the child into consideration, as well as through encouraging such changes.

A desirable goal for the future would be to encourage men to be fathers rather than to penalize them and for women not to be limited by all sorts of constraints if they wish to fully develop their potential and ability. We feel that in both cases the children can be and will be the principal beneficiaries. To think about child care is to think about practical solutions for parents.

Mr. Chairman, we would like to conclude with some recommendations:

—Emphasize the value of shared parental responsibility throughout society.

—Foster the involvement of both parents in the school and daycare system.

—Require both parents to be involved in the process of bringing up their children.

—Insist on joint legal and physical custody in cases of separation or divorce, unless one party is incapable.

—Do away with sexist stereotypes that either ignore or discount the father's role in raising his children.

—Provide tax incentives to make it easier to take maternity and paternity leave.

—Continue to promote women's rights to equal salaries, thereby encouraging fathers to take leave to stay with their children.

—Persist in recognizing women's right to professional development so as to foster true sharing of parental responsibility.

That is it, sir.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your brief and for the effort you made to summarize it. Are there any questions? Mrs. Pépin, briefly.

[Text]

il des questions parmi mes collègues? Madame Pépin, rapidement.

Mme Pépin: Oui, lorsque nous sommes allés à Vancouver nous avons entendu le témoignage d'un avocat et celui d'un juge. C'était la première fois qu'on nous proposait une approche semblable à la vôtre. Au moment de la déclaration du divorce, on discuterait de la garde conjointe des enfants et, aussi, des services de garde et l'implication des deux parents. Ce ne serait quand même pas révolutionnaire, mais il faudrait qu'on le fasse; à ce jour, les gens ne le font pas.

Malheureusement, j'ai manqué une partie de votre exposé, mais j'en prendrai connaissance. Je trouve votre approche très intéressante.

M. Llambias-Wolff: Merci.

Le vice-président: Merci beaucoup de votre exposé.

Nous passons maintenant à quelques commentaires de deux minutes chacun de Suzane Cormier, Christine Dubreuil et Gaétane Morrisette.

Mme Suzane Cormier (Association canadienne pour la promotion de services de garde à l'enfance): Bonjour.

Je vous remercie de nous permettre de nous exprimer.

Je ne veux pas vraiment faire des recommandations. Je veux présenter le type de garderie où je travaille. Il est un peu différent de ce qu'on a vu hier et aujourd'hui. Il s'agit d'une garderie sans but lucratif, reconnue par l'Office des services de garde à l'enfance, mais non subventionnée. Nous sommes parainnées par une communauté religieuses, les soeurs de Sainte-Croix.

Un comité de parents gère la garderie pour tout ce qui touche l'aspect éducatif des enfants, l'aspect matériel, l'aménagement, etc. C'est un comité de consultation et non pas décisionnel.

• 1515

Le conseil d'administration se compose en grande partie de religieuses de la communauté. C'est une des raisons pour laquelle on n'a pas pu avoir de subvention au départ. C'est aussi parce que les subventions étaient gelées. Il n'y avait pas de possibilités pour nous avant 1987. Mais la communauté a décidé d'appuyer le projet quand même.

Merci.

Le vice-président: Madame Dubreuil.

Mme Christine Dubreuil (Garderie Pomme de Reinette): Je représente les garderies en milieu de travail.

Je suis de la Garderie Pomme de Reinette, la garderie des employés de la Banque Nationale du Canada à Montréal. Il s'agit de la plus vieille garderie en milieu privé au Québec.

Étant de la plus vieille garderie au Canada, je reçois la visite de beaucoup de compagnies. Je me demande pourquoi il n'y a pas plus d'employeurs qui créent des garderies en milieu de travail privé. Je suis là depuis six ans et j'ai vu au moins une centaine de compagnies. Cependant, nous ne sommes encore

[Translation]

Mrs. Pépin: Yes, when we went to Vancouver we heard from a lawyer and a judge. That was the first time we heard an approach similar to yours. At the time the divorce is decreed, joint custody of the children should be discussed, as well as daycare services and the involvement of both parents. This is not a revolutionary idea, but it must be done; up until now people have not done so.

Unfortunately, I missed part of your brief, but I will read it. I find your approach very interesting.

Mr. Llambias-Wolff: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your brief.

We will now hear from Suzane Cormier, Christine Dubreuil and Gaétane Morrisette, for two minutes each.

Mrs. Suzane Cormier (Canadian Day Care Advocacy Association): Good afternoon.

I would like to thank you for allowing us to speak.

I do not really wish to make recommendations. I would like to describe the type of daycare centre where I work. It is somewhat different from what you saw yesterday and today. It is a non-profit daycare centre, recognized by the *Office des services de garde à l'enfance*, but it is not subsidized. We are sponsored by a religious community, the sisters of the Holy Cross.

A committee of the parents manages the daycare center in terms of education, equipment and supplies. It is an advisory committee and not a decision-making committee.

The Board of Directors is basically made up of community sisters. That is one of the reasons we were not able to get a start-up grant, but then, too, the grants were frozen. We have no hope before 1987, but the community decided to support the project anyway.

Thank you.

The Vice-Chairman: Mrs. Dubreuil.

Mrs. Christine Dubreuil (Garderie Pomme de Reinette): I represent work-related daycare centres.

I am from the *Garderie Pomme de Reinette*, which is the daycare centre for employees of the National Bank of Canada in Montreal. It is the oldest private daycare centre in Quebec.

Since it is the oldest daycare centre in Canada, many companies come to visit. I wonder why more employers do not create work-related daycare centres. I have been there 6 years and I have seen at least 100 companies. Nevertheless, there are still only 6 in Quebec. I am not talking about institutions, I am talking about private centres.

[Texte]

que six au Québec. Je ne parle pas du tout des milieux institutionnels, je parle des milieux privés.

Je dois dire en passant que la garderie est une corporation sans but lucratif gérée par les parents au même titre que dans la plupart des autres garderies au Québec.

Les avantages sont importants non seulement au niveau des parents, mais aussi au niveau de la garderie. Notre garderie profite beaucoup d'avantages qui sont reliés à la banque. On profite des services qui sont dans l'édifice, de sorte que nos frais sont moindres. Par conséquent, les parents paient moins cher et le personnel est un peu mieux payé. On sait que le budget est source de gros problèmes. Quand on a moins de dépenses, ça paraît.

Personne n'a eu le temps de le faire, mais il serait bon de renseigner les compagnies sur les avantages des garderies en milieu de travail. Quand on vient me voir, on me pose toujours les mêmes questions: Quels sont les avantages au niveau des employés? Pourquoi la Banque Nationale a-t-elle établi une garderie? J'ai de la difficulté à répondre parce que je n'étais pas là au départ et je ne suis pas dans la tête du conseil d'administration. En tout cas, je sais qu'aujourd'hui, on a 40 places et une liste d'attente de 150 noms.

Ce que M^{me} Quinn disait tout à l'heure est vrai: ce qui bloque les choses, c'est qu'on doit se conformer à des normes gouvernementales sévères pour la construction. Je suis tout à fait en faveur de ces normes-là. Cependant, percer une fenêtre dans un mur de béton de quatre pieds dans un édifice du centre-ville, c'est quasiment impossible. Ce sont des trucs comme ça qu'on nous demande.

Le vice-président: Madame Morrisette, s'il vous plaît.

Mme Gaétane Morrisette (Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance): Je suis membre du Regroupement 6C et je suis déléguée du Québec au *Canadian Day Care Advocacy Association*. Je suis coprésidente de cette association.

Je dois dire qu'on est d'accord avec 6C, avec Concertation et avec sept grandes régions du Québec. Vous pouvez être assurés de mon entière collaboration dans toute discussion sur le plan provincial et sur le plan fédéral.

Je vous remercie.

Le vice-président: Merci.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Je pense que l'entreprise privée à avantage à établir des garderies parce que cela fait baisser le taux d'absentéisme et améliore la productivité. Egalement, vous pourriez suggérer à la Banque Nationale d'acheter une maison tout près et de la transformer en garderie. C'est vrai que ça coûterait assez cher. On a vu une garderie hier, et cela nous a donné des idées.

Mme Dubreuil: La garderie de la compagnie Lavalin?

Mme Pépin: Oui. Mais j'ignorais que la Banque Nationale en avait une. J'aurais bien aimé la visiter.

[Traduction]

I should say in passing that the centre is a non-profit organization managed by parents, like most other daycare centres in Quebec.

There are major advantages, not only for the parents, but also for the daycare centre. Our centre obtains many advantages through its link to the bank. We can use the services offered in the building, so our costs are lower. As a result, parents pay less and the staff is paid a little more. We know that the budget is the source of a lot of problems. But when you have fewer expenses, you notice it.

No one has had time to do so, but it would be wise to inform companies about the advantages of daycare centres in the work place. When people come to see me they always ask the same questions. What are the benefits to the employees? Why did the National Bank establish a daycare centre? I find it difficult to answer because I was not there at the beginning and I cannot read the minds of the Board of Directors. However, I know that we have 40 places today and a waiting list of 150.

What Mrs. Quinn just said is true. A major stumbling block is that we have to conform to rigid government standards for construction. I totally agree with these standards, however, opening a window in a four-foot cement wall in a downtown building is almost impossible. This is the sort of thing that is required of us.

The Vice-Chairman: Mrs. Morrisette, please.

Mrs. Gaétane Morrisette (Canadian Day Care Advocacy Association): I am a member of 6C group and I am the Quebec delegate to the Canadian Day Care Advocacy Association. I am co-chairman of the association.

I must say that we agree with 6C, with Concertation and with the seven major regions of Quebec. You may be assured of my full cooperation in any discussions at the provincial or federal level.

Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I think that private enterprise would be wise to set up daycare centres because it would lower the rate of absenteeism and improve productivity. You could also suggest that the National Bank buy a building close by and change it into a daycare centre. It is true that it would cost quite a bit. We saw a daycare centre yesterday and that gave us some ideas.

Mrs. Dubreuil: The Lavalin Day Care Centre?

Mrs. Pépin: Yes. But I did not know that the National Bank had one. I would have liked to visit it.

[Text]

Mme Dubreuil: Oui, et avant Lavalin. La compagnie Lavalin est venue nous voir.

Mme Pépin: La garderie Claire-Julie est dans un couvent. Est-ce que cela existe dans d'autres couvents de la communauté religieuse? Y a-t-il d'autres communautés qui font la même chose?

Mme Cormier: C'est la première expérience de la communauté des Soeurs de Sainte-Croix. Je pense qu'il y a une autre communauté qui fait cela. C'est à Montréal.

Mme Pépin: Est-ce qu'elles sont très contentes d'avoir fait ça?

Mme Cormier: Enormément.

Mme Pépin: Vous avez combien d'enfants?

Mme Cormier: On a un permis pour 39 enfants.

Mme Pépin: Quel âge ont ces enfants?

Mme Cormier: De 18 mois à cinq ans. On favorise les familles monoparentales et l'intégration des enfants handicapés. Les trois quarts des enfants viennent de familles monoparentales et on a déjà trois enfants handicapés.

• 1520

Mme Pépin: Si cela fonctionne bien, pensez-vous que la communauté sera intéressée à en ouvrir une ailleurs?

Mme Cormier: Je ne sais pas, mais je sais qu'on a parlé d'ouvrir une pouponnière chez nous. Il y a une grosse demande pour les pouponnières.

Mme Pépin: C'est excellent. Merci.

Le vice-président: Est-ce que la Banque Nationale a répété l'expérience dans d'autres villes?

Mme Dubreuil: Non. Ils ont beaucoup de demandes, mais ils se demandent s'ils vont le faire.

Le vice-président: Pourquoi?

Mme Dubreuil: Vous dites que cela fait baisser le taux d'absentéisme. Il y a aussi la mobilité du personnel. Il y a beaucoup de parents qui me disent: Je vais attendre que mon enfant ait six ans avant de quitter la banque. Cependant, il n'y a rien qui prouve cela. Personne ne fait d'étude. Lavalin n'en a pas fait non plus. Je suis sûre que cela fait baisser le taux d'absentéisme, mais il serait intéressant de faire une véritable étude. Je rêve de trouver le temps de faire un rapport. J'ai tous les dossiers nécessaires.

J'ai eu la preuve cette semaine. La maman d'un enfant de 5 ans disait: Ce matin, je ne vais pas au travail. L'enfant lui a dit: Oui, tu vas au travail, car moi, je vais à la garderie. La mère est venue au travail. Il serait intéressant de pouvoir prouver tout cela.

Mme Pépin: Il y a des études qui ont prouvé hors de tout doute que la productivité est meilleure et que le taux d'absen-

[Translation]

Mrs. Dubreuil: Yes, before Lavalin. That company came to see us.

Mrs. Pépin: The Claire-Julie Day Care Centre is in a convent. Do other convents have them? Do other communities do the same thing?

Mrs. Cormier: It is a new experiment by the Sisters of the Holy Cross. I think there is another community doing the same thing. It is in Montreal.

Mrs. Pépin: Are they happy they have done so?

Mrs. Cormier: Enormously.

Mrs. Pépin: How many children do you have?

Mrs. Cormier: We have a permit for 39 children.

Mrs. Pépin: How old are these children?

Mrs. Cormier: From 18 months to five years. Single-parent families and handicapped children have preference. Three quarters of the children come from single-parent families, and we already have three handicapped children.

Mrs. Pépin: If your centre works well, do you think the community will be interested in opening another centre elsewhere?

Mrs. Cormier: I do not know, but I do know there was talk of opening a nursery at our centre. There is a great demand for nurseries.

Mrs. Pépin: That is excellent. Thank you.

The Vice-Chairman: Has the National Bank tried this experiment in other cities?

Mrs. Dubreuil: No. There has been a great deal of demand, but the bank officials have still not decided whether to open other centres.

The Vice-Chairman: Why?

Mrs. Dubreuil: You say that this service results in reduced rates of absenteeism. The issue of staff mobility also comes into play. Many parents tell me: I will wait until my child is six years old before I leave the bank. However, we have nothing to prove this happens. No one has conducted any studies. Lavalin has not conducted any studies either. I am sure that the service results in reduced absenteeism, but it would be interesting to conduct a proper study. I dream of having enough time to write a report. I have all the information I would need.

I saw proof of the reduced rate of absenteeism just this week. The mother of a five-year-old child said that she was not going to work one morning. Her child replied: You are going to work, because I am going to the day care centre. The mother came to work. It would be interesting to have statistics on this sort of phenomenon.

Mrs. Pépin: Studies have been done which show beyond any doubt that productivity is higher and absenteeism is lower in

[Texte]

téisme est plus bas quand il y a une garderie. Il faudrait que je regarde.

Mme Dubreuil: Mais je ne les ai pas. Il y a aussi l'aspect psychologique, comme disait M^{me} Quinn tout à l'heure. Nous, on a une pouponnière. Je sais très bien que la maman qui laisse son bébé de 6 mois pour la première fois vient le voir trois fois par jour pendant 15 jours, mais ensuite, elle ne vient plus car elle est rassurée. C'est très important.

Le vice-président: Je pourrais raconter une anecdote. La première fois que j'ai amené ma plus jeune à la prématernelle, elle s'est mise à pleurer et la dame m'a dit: Monsieur Duguay, la jeune sera très bien; c'est pour vous qu'on s'inquiète.

Mme Dubreuil: En général, c'est ce qui arrive.

Le vice-président: Je vais confier à M^{me} Pépin la responsabilité de trouver l'étude dont elle parle.

Mme Dubreuil: Et de me l'envoyer. J'aimerais beaucoup la recevoir. Je dois convaincre la banque d'agrandir et cela m'aidera.

Le vice-président: C'est important.

Vu que c'est notre dernière journée au Québec, j'aimerais, au nom des membres du Comité, remercier tous les Québécois et Québécoises qui sont venus témoigner. Je suis certain que les députés sortent d'ici avec beaucoup d'idées originales. Le système au Québec est déjà très bien, mais, comme M^{me} Duplessis nous le rappelle souvent, il y a encore place pour de l'amélioration.

Merci beaucoup à tous les Québécois et Québécoises.

La séance est levée.

[Traduction]

companies where there is a day care centre. I would have to look it up.

Mrs. Dubreuil: I do not have the studies in question. There is also a psychological aspect involved, as Mrs. Quinn was saying earlier. We have a nursery at our centre. I am perfectly aware that mothers who leave their six-month-old babies for the first time come in to see them three times a day for two weeks, but after that, they do not come in anymore, because they are easy in their minds. That is a very important point.

The Vice-Chairman: I could tell you a little story. The first time I took my youngest daughter to nursery school, she started to cry, and the woman told me that my daughter would be fine, but that it was me they were worried about.

Mrs. Dubreuil: Yes, that is generally what happens.

The Vice-Chairman: I will leave it up to Mrs. Pépin to find the study she referred to.

Mrs. Dubreuil: Please send me a copy of it. I would appreciate having it very much. I have to convince the bank that we should expand, and the study would help me to do so.

The Vice-Chairman: That is important.

Since this is our last day in Quebec, on behalf of the committee members, I would like to thank all the Quebecers who came to testify before us. I am sure that the members will be taking many original ideas away with them. The Quebec system is already very good, but, as Mrs. Duplessis often reminds us, there is still room for improvement.

Thank you, then, to all the Quebecers who testified before the committee.

The meeting is adjourned.

From the Professional Secretaries International Association (Ville-Marie):

Solange Ruest;
Brigitte Beliveau.

From the «Regroupement des Garderies de la Région 6C»:

Lorraine Guillet, President.

From the «Concertation inter-régionale des garderies du Québec»:

Claudette Pitre-Robin;
Carole Morache;
André Sénécal.

From the Department of Demography of the University of Montréal:

Nicole Marcil-Gratton;
Evelyne Lapierre-Adamcyk.
Carol Jarvis-Stewart.

From the «Ateliers Les Petits Lutins Enr.»:

Denise Rainville-Normandin.

From the AMBCAL, West Island Youth Project:

Michael Gershowitz, Director.

From the Place Ville Marie Daycare»:

Sylvia Quinn, Director.
Jaime Llambias-Wolff.
Judith Meunier.

From the «Garderie Pomme de Reinette»—National Bank:

Christine Dubreuil.

From the «Garderie éducative Claire-Julie Inc.»:

Suzanne Cormier.

From the «Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance»:

Gaétane Morissette.

From the «CEGEP du Vieux Montréal»:

Louise Paquette.

From the «Garderie Longueuil-Est»:

Monique Ouellet, Director;
Lise Brodrigue;
Suzanne Jutras.

From the Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission:

Sachiko M. Ogura, President;
Violet M. Morse, Secretary of Catholic Women's League
Resurrection Parish.

De l'Association internationale des secrétaires (Ville-Marie):

Solange Ruest;
Brigitte Beliveau.

De Regroupement des garderies de la région 6C:

Lorraine Guillet, présidente.

De Concertation inter-régionale des garderies du Québec:

Claudette Pitre-Robin;
Carole Morache;
André Sénécal.

Du département de démographie de l'Université de Montréal:

Nicole Marcil-Gratton;
Evelyne Lapierre-Adamcyk.
Carol Jarvis-Stewart.

De la garderie Ateliers Les Petits Lutins Enr.:

Denise Rainville-Normandin.

De AMBCAL, Projet jeunesse de l'ouest de l'île:

Michael Gershowitz, directeur.

De Place Ville Marie Daycare:

Sylvia Quinn, directrice.
Jaime Llambias-Wolff;
Judith Meunier.

De la Garderie Pomme de Reinette—Banque nationale:

Christine Dubreuil.

De la Garderie éducative Claire-Julie Inc.:

Suzanne Cormier.

De l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance:

Gaétane Morissette.

Du CEGEP du Vieux Montréal:

Louise Paquette.

De La Garderie Longueuil-Est:

Monique Ouellet, directrice;
Lise Brodrigue;
Suzanne Jutras.

De la Women's Association of the St. Paul Ibanaki Japanese Catholic Mission:

Sachiko M. Ogura, présidente;
Violet M. Morse, secrétaire, Catholic Women's League de la
paroisse de la Résurrection.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the «Halte-Garderie Le Fou Rire»:

Ginette Lagüe;
Francine Lataille.

From Vanier College, Early Childhood Care Department:

Barbara Marcus;
Penelope Brown.

From the «Association des Services de garde en milieu scolaire du Québec»:

Brigitte Guy, President;
Thérèse Kozina;
Jean-Louis Martel.

From the «Confédération des syndicats nationaux»:

Anne-Marie David, President;
Celine Charpentier;
Sylvie Tonnelier;
Lina Mousseau;
François Aubry.

From the Iqitauvik Daycare Centre:

Vicki Gordon.

From «Le Regroupement des Garderies du Montréal métropolitain (RGMM)»:

Louis Pilon;
Serge Blais.

De Halte-Garderie le Fou Rire:

Ginette Lagüe;
Francine Lataille.

Du Vanier College, Early Childhood Care Department:

Barbara Marcus;
Penelope Brown.

De l'Association des services de garde en milieu scolaire du Québec:

Brigitte Guy, présidente;
Thérèse Kozina;
Jean-Louis Martel.

De la Confédération des syndicats nationaux:

Anne-Marie David, présidente;
Céline Charpentier;
Sylvie Tonnelier;
Lina Mousseau;
François Aubry.

De Iqitauvik Daycare Centre:

Vicki Gordon.

De Le Regroupement des garderies du Montréal métropolitain (RGMM):

Louis Pilon;
Serge Blais.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 22

Ottawa, Ontario
Thursday, May 1, 1986

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 22

Ottawa (Ontario)
Le jeudi 1^{er} mai 1986

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Michael Cassidy
Suzanne Duplessis
Rob Nicholson

Lucie Pépin
Brian White

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(4)

On Thursday, May 1, 1986:

Michael Cassidy replaced Margaret Anne Mitchell;
Brian White replaced Ross Belsher.

Conformément à l'article 94(4) du Règlement

Le jeudi 1^{er} mai 1986:

Michael Cassidy remplace Margaret Anne Mitchell;
Brian White remplace Ross Belsher.

MINUTES OF PROCEEDINGS

THURSDAY, MAY 1, 1986
(51)

[Text]

The Special Committee on Child Care met at 9:46 o'clock a.m., this day, the Acting Chairperson, Robert Nicholson, presiding.

Members of the Committee present: Michael Cassidy, Robert Nicholson, Lucie Pépin and Brian White.

In attendance: Pearl Downie and Linda Gobeil, Researchers.

Witnesses: Anne Bird, Private Daycare Consultant. *From the Association for Early Childhood Education of Ontario:* Katherine Yach, Ottawa Valley Branch. *From the Ottawa Committee for Headstart:* Diane Blenkiron, Chairperson and Brenda Fick, Director of Heron Road Childcare. *From the Choice in Child Care Committee:* Margaret Mitchell; Bonnie Mitchell, Judith Low; Robin Mader and Suzanne Friedlander, Members. *From the Queensway-Carleton Hospital:* Dr. Kati Morrison, Staff Psychiatrist. Charlotte Birchard, Grandmother. Suzanne Delorme.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1*).

Anne Bird made a statement and answered questions.

Katherine Yach made a statement and answered questions.

Diane Blenkiron made a statement and with Brenda Fick made a presentation and answered questions.

The witnesses from the Choice in Child Care Committee made a statement and answered questions.

Dr. Kati Morrison made a statement and answered questions.

Charlotte Birchard made a statement and answered questions.

Suzanne Delorme made a statement and answered questions.

At 12:51 o'clock p.m., the Committee adjourned until 3:30 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING
(52)

The Special Committee on Child Care met at 3:35 o'clock p.m., the Acting Chairperson, Robert Nicholson, presiding.

Members of the Committee present: Michael Cassidy, Robert Nicholson, Lucie Pépin and Brian White.

In attendance: Pearl Downie and Linda Gobeil, Researchers.

Witnesses: *From the Children's Centre:* Marguarite Keeley, President and Eleonore Benesch, Director. *From the Village Children's Centre:* Diane Thomson, Past President; Janice Georgy, Coordinator and Private Daycare Program; Janice Tough and Elsie Boudreau. *From the Early Childhood*

PROCÈS-VERBAL

LE JEUDI 1^{er} MAI 1986
(51)

[Traduction]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit, aujourd'hui à 9 h 46, sous la présidence de Robert Nicholson, (*président suppléant*).

Membres du Comité présents: Michael Cassidy, Robert Nicholson, Lucie Pépin, Brian White.

Aussi présentes: Pearl Downie, Linda Gobeil.

Témoins: Anne Bird, spécialiste particulière de garderie. *De l'Association d'éducation des petits de l'Ontario:* Katherine Yach, succursale de la vallée de l'Outaouais. *Du Ottawa Committee for Headstart:* Diane Blenkiron, présidente; Brenda Fick, directrice de la *Heron Road Childcare*. *Du The Choice in Childcare Committee:* Margaret Mitchell; Bonnie Mitchell; Judith Low; Robin Mader; Suzanne Friedlander, membres. *De l'hôpital Queensway-Carleton:* Docteur Kati Morrison, psychiatre du personnel. Charlotte Birchard, grand-mère. Suzanne Delorme.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Anne Bird fait une déclaration et répond aux questions.

Katherine Yach fait une déclaration et répond aux questions.

Diane Blenkiron fait une déclaration, puis elle-même et Brenda Fick font un exposé et répondent aux questions.

Les témoins du *The Choice in Child Care Committee* font une déclaration et répondent aux questions.

Le docteur Kati Morrison fait une déclaration et répond aux questions.

Charlotte Birchard fait une déclaration et répond aux questions.

Suzanne Delorme fait une déclaration et répond aux questions.

A 12 h 51, le Comité interrompt les travaux pour les reprendre aujourd'hui à 15 h 30.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(52)

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit, aujourd'hui à 15 h 35, sous la présidence de Robert Nicholson, (*président suppléant*).

Membres du Comité présents: Michael Cassidy, Robert Nicholson, Lucie Pépin, Brian White.

Aussi présentes: Pearl Downie, Linda Gobeil, chargées de recherche.

Témoins: *Du The Children's Centre:* Marguarite Keeley, présidente; Eleonore Benesch, directrice. *Du Village Children's Centre:* Diane Thomson, ancienne présidente; Janice Georgy, coordinatrice et Programme particulier de garderie; Janice Tough et Elsie Boudreau. *De The Early*

Educators: Carolyn Eves, Head Teacher. *From the Child Care Providers Association:* Lee Dunster. Henrietta O'Neill and Moira Van Nooten.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1*).

Margarite Keeley from the Children's Centre made an opening statement and with Eleonore Benesch answered questions.

Diane Thomson, Janice Georgy, Janice Tough and Elsie Boudreau from the Village Children's Centre made an opening statement and answered questions.

Carolyn Eves from the Early Childhood Educators made an opening statement.

At 4:57 o'clock p.m., the Committee suspended its meeting.

At 5:23 o'clock p.m., the Committee resumed its meeting.

Carolyn Eves answered questions.

Lee Dunster from the Child Care Providers Association made an opening statement and answered questions.

Henrietta O'Neill and Moira Van Nooten made an opening statement and answered questions.

At 6:20 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Chair.

Childhood Educators: Carolyn Eves, enseignante principale. *De la Child Care Providers Association:* Lee Dunster. Henrietta O'Neill et Moira Van Nooten.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Margarite Keeley, du *The Children's Centre*, fait une déclaration, puis elle-même et Eleonore Benesch répondent aux questions.

Diane Thomson, Janice Georgy, Janice Tough et Elsie Boudreau, du *The Village Children's Centre*, font une déclaration préliminaire et répondent aux questions.

Carolyn Eves, de *The Early Childhood Educators*, fait une déclaration préliminaire.

A 16 h 57, le Comité interrompt les travaux.

A 17 h 23, le Comité reprend les travaux.

Carolyn Eves répond aux questions.

Lee Dunster, de la *Child Care Providers Association*, fait une déclaration préliminaire et répond aux questions.

Henrietta O'Neill et Moira Van Nooten font une déclaration préliminaire et répondent aux questions.

A 18 h 20, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation du président.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

(Recorded by Electronic Apparatus)

[Texte]

Thursday, May 1, 1986

• 0946

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Good morning. I would like to welcome everyone here to this meeting of the Special Committee on Child Care.

Our first witness is Anne Bird. Would you please come forward? If there is anyone with you, they may join you at the table. Welcome, Ms Bird. If you have a presentation or a statement you would like to make before the committee, please do so. If there is time, some of the members of the committee may have a few questions.

Ms Anne Bird (Individual Presentation): I am currently employed with the Regional Municipality of Ottawa—Carleton in the Social Services Department, but I would emphasize that I am speaking on my own behalf today. I have worked in day care in Ottawa—Carleton for several years, and this committee apparently visited the Wellington Child Care Centre, which was the centre where I was the co-ordinator for about five years overall, until last September. So that is the sort of background I have.

There are only two issues I wish to address this morning because I realize we only have a short time and you have a lot of people to hear. One is infant care and the other is the necessity for new facilities in Ottawa—Carleton.

As you have already heard, and as I am sure you will hear as you finish your travelling, infant care is in extremely short supply across the country. Certainly Ottawa—Carleton can boast of several infant and toddler centres which many other areas cannot, but they all have long waiting lists. There are several agencies supervising home-based day care here, and Ottawa—Carleton also has a very thriving informal market in day care.

Traditionally, home day care has been considered the answer for infant care because of its perceived availability, low cost and home-like or one-to-one attention. In my opinion the realities are that it is becoming less and less available as more women join the work force and are not home in their own neighbourhoods to provide the service, so that they wish to buy the service rather than sell it.

The perceived low costs are primarily based on the caregiver subsidizing the system through disgraceful wages and poor working conditions. I firmly believe the one-to-one attention people think is there, is seldom there any more. To make it financially worthwhile, the people who are doing this work often have to take more than one child. Now, of course,

TÉMOIGNAGES

(Enregistrement électronique)

[Traduction]

Le jeudi 1^{er} mai 1986

Le président suppliant (M. Nicholson): Bonjour. Je souhaite la bienvenue à tous les participants à cette séance du Comité spécial sur la garde d'enfants.

Notre premier témoin est Anne Bird. Pouvez-vous avancer, s'il vous plaît? Si quelqu'un vous accompagne, il peut vous rejoindre à la table. Madame Bird, bienvenue parmi nous. Si vous avez une déclaration ou un exposé à présenter au Comité, allez-y, je vous en prie. Si nous en avons le temps, certains membres du Comité voudront peut-être vous poser quelques questions.

Mme Anne Bird (exposé individuel): Je suis actuellement employée au Département des services sociaux de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, mais je voudrais bien préciser que je parle aujourd'hui en mon nom propre. Je travaille dans le secteur des garderies à Ottawa-Carleton depuis plusieurs années et votre Comité a apparemment rendu visite au Centre de garderie Wellington, dont j'ai été la coordinatrice pendant cinq ans en tout, jusqu'en septembre dernier. Voilà en ce qui concerne mon expérience.

Je ne veux aborder ce matin que deux questions car je me rends bien compte que nous n'avons pas beaucoup de temps et que vous avez de nombreux intervenants à entendre. La première est celle des garderies pour nourrissons et la seconde porte sur la nécessité de doter Ottawa-Carleton de nouvelles installations.

Comme on a pu vous le dire, et je suis sûre qu'on vous l'aura dit avant la fin de votre tournée, les garderies pour nourrissons sont extrêmement rares dans le pays. Bien sûr, Ottawa-Carleton peut se vanter de disposer de plusieurs garderies s'adressant aux nourrissons et aux tout-petits que l'on ne retrouve pas souvent ailleurs. Les listes d'attente sont cependant très longues. Plusieurs organismes supervisent les garderies à domicile dans notre région et Ottawa-Carleton possède par ailleurs un marché florissant de garderies en dehors du secteur organisé.

Traditionnellement, on considère que la garderie à domicile est la meilleure solution dans le cas des nourrissons parce qu'elle est immédiatement disponible, qu'elle ne coûte pas cher et qu'elle est de type individuel comme dans le foyer maternel. À mon avis, cependant, ce type de garderie disparaît progressivement à mesure que les femmes sont plus nombreuses à travailler et qu'elles ne trouvent plus ce service dans le quartier, étant devenues acheteuses du service et non plus vendeuses.

Les coûts semblent peu élevés en raison principalement du fait que la gardienne subventionne le système en touchant un salaire misérable et en travaillant dans des conditions lamentables. Je suis persuadée que le caractère individuel des soins que l'on prête à ce genre de garderie existe rarement de nos jours. Pour assurer la rentabilité financière du gardiennage, les

[Text]

the Day Nurseries Act will allow them up to five. But the local level of the province is doing investigations all the time in the informal market, and we are at the point where they are investigating as many as 12 and 14 children in a home.

My personal concern is for infants aged six months to one year because all indications to me are this is the age group which is most likely at risk of receiving substandard care, particularly in the informal sector.

We now have two groups in Ottawa who are doing a lot of networking with the informal sector to encourage quality, and to provide support services and information for them. I think they are doing a wonderful job. In fact, I know you will hear from one of them. However, the care-givers who join those networks are very likely providing the highest quality care of informal care available. Those are people who are obviously interested enough to do the networking, to take the extra step.

• 0950

My concern is that there are hundreds and hundreds of other people who are not as concerned, who are not involved in the networks and who are not involved in being supervised by an agency, and they are the ones who are ending up with most of the very young infants. The reason I say this is because as I talk to people, most recently in the study I have been doing for the region, I have heard repeatedly the reasons why home care providers do not wish to take infants. There are lots of reasons.

They are tied down more to the home. If they are in the informal setting, it means the care-giver or the parent is left to cope with large equipment, like cribs, playpens, walkers, highchairs and the whole bit. In the licensed sector, the care-givers are not paid any more for taking infants than for any other age group. As a care-giver, if I have the option of taking a very transportable three- or four-year old or a six-month old for \$14 or \$15 a day, I am more likely to take an older child who requires somewhat less supervision.

What I am working with here is the fact we have very few group spaces, and I am sure you will be hearing about the group spaces and the long waiting lists. I know you visited Wellington. One of the things which did not come out in the press release about this committee when it visited the centre—and I do not know whether you were told while you were there—the waiting list of over 100 people is primarily a waiting list for those infant toddler spaces, of which there are 19. It is not a waiting list for 43 spaces; it is a waiting list for 19.

[Translation]

personnes qui font ce travail doivent souvent prendre plus d'un enfant. Certes, nous savons que la Loi sur les garderies les autorise à en prendre jusqu'à cinq. Toutefois, la province procède constamment à des vérifications portant sur le marché non organisé au niveau local et l'on va jusqu'à constater la présence de 12 et 14 enfants dans certains foyers.

Je me préoccupe personnellement de la situation des tout jeunes enfants âgés de six mois à un an parce que tout m'indique que c'est à l'intérieur de ce groupe d'âge que les enfants risquent le plus de recevoir des soins de mauvaise qualité, tout particulièrement dans le secteur non organisé.

Nous disposons actuellement à Ottawa de deux groupes qui effectuent des tournées dans les garderies du secteur non organisé pour promouvoir la qualité, offrir des services de soutien et apporter de l'information. Je pense qu'ils accomplissent un travail formidable. Je sais d'ailleurs que l'un d'entre eux va comparaître devant votre Comité. Il n'en reste pas moins, toutefois, que les gardiennes qui se joignent à ces réseaux sont de préférence celles qui offrent les meilleurs services de garderie du secteur non organisé. Ce sont des personnes qui s'intéressent bien entendu suffisamment à la question pour se joindre au réseau et faire cette démarche supplémentaire.

Ce qui m'inquiète, c'est que des centaines et des centaines d'autres personnes s'en désintéressent, ne cherchent pas à s'impliquer dans les réseaux, ne veulent pas être supervisées par un organisme alors que ce sont elles qui finissent par garder la plupart des très jeunes enfants. Je dis cela parce qu'en parlant avec les gens, tout récemment dans le cadre de l'étude que j'ai réalisée pour le compte de la région, j'ai entendu à maintes reprises exposer les raisons pour lesquelles les gardiennes à domicile ne voulaient pas prendre d'enfants en bas âge. Les raisons sont nombreuses.

Elles sont davantage bloquées à la maison. S'il s'agit d'une garderie du secteur non organisé, la gardienne ou les parents doivent fournir tout un matériel: berceaux, parcs, marchettes, chaises hautes, etc. Dans le secteur accrédité, les gardiennes ne touchent pas plus pour un nourrisson que pour un autre enfant. Si, en tant que gardienne, j'ai le choix entre un enfant de trois à quatre ans tout à fait autonome et un nourrisson de six mois pour lesquels je serais payée 14\$ ou 15\$ par jour, je serais tentée de prendre l'enfant plus âgé qui exige moins de surveillance.

Je veux en arriver au fait que nous avons très peu de places affectées à certains groupes d'âge, je suis sûre que vous entendrez parler de ce type de place et des longues listes d'attente qui les concernent. Je sais que vous êtes allés à Wellington. Ce dont n'a pas parlé le communiqué de presse lorsque le Comité a rendu visite au centre, et je ne sais pas si on vous l'a dit sur place, c'est que la liste d'attente, qui compte plus de 100 noms, porte avant tout sur les places destinées aux enfants en bas âge, soit 19 places. La liste d'attente ne porte donc pas sur le total de 43 places, mais sur les 19 destinées aux enfants en bas âge.

[Texte]

To finish on this particular point, I would like to say I have done a lot of work with the latest information available from family allowance data in the context of my study, and as of December 1985 there were 5,962 children in Ottawa—Carleton who were under one year old, one year or under.

If we are very generous, and we say 70% of those under one-year olds are at home with their parents for a year, which I think is being very generous, this leaves us with 1,789 babies who require other-than-parent care, and we know there are only a few hundred spaces. My question is this: where are the rest of them?

Mr. Cassidy: How many are there?

Ms Bird: One thousand, seven hundred and eighty-nine.

Mr. Cassidy: And how many spaces?

Ms Bird: There are just a few hundred. I am not too sure off the top of my head. I forgot to get the number. The question is: where are the rest of them?

My other concern is around new facilities. As this committee probably knows, there are mechanisms in the provincial government for non-profit organizations to get help with the capital cost of building new facilities. It is possible, in a good year, the ministry might provide up to 50% of new construction costs or 80% of the cost of renovation. However, Ottawa—Carleton has had very little funding since the mid-1970s in this area, and currently there are several projects on hold for this region which have been placed in the major capital work plan, a three-year plan.

Essentially, we do not have three years to get new facilities on the go in this region. If we wait three years, I am firmly convinced the American franchised sector will be here. They will be here long before three years, and they will be popping up in all sorts of areas where we desperately need care right now, today.

We have had a very dramatic demographic change since 1981 in this area. We have extremely high densities of children in the outer areas of Ottawa—Carleton, and essentially, we have most of the licensed care in the inner area. The higher percentage of parents who wish to have day care closer to home will tell you they are either travelling long distances to the inner core of the city or finding informal care in their neighbourhoods.

• 0955

Now, I guess the other thing here is that in the newer areas, in the rapid growth areas, there are no new buildings to renovate. So we have to be looking at purpose-built buildings, and this is what I am very concerned about because we know that we need . . .

We have a new Day Nurseries Act, we have very specific local health and fire regulations, and it has come to the point where shared space is almost impossible for organizations to

[Traduction]

Pour en finir sur ce point particulier, j'aimerais préciser que j'ai beaucoup étudié les dernières données tirées des statistiques sur les allocations familiales dans le cadre de mon étude et qu'en décembre 1985, 5,962 enfants étaient âgés d'un an et moins à Ottawa-Carleton.

En étant très généreux, nous dirons que 70 p. 100 de ces enfants de moins d'un an restent avec leurs parents au foyer pendant la première année, pourcentage très généreux, à mon avis, ce qui nous laisse 1,789 bébés ayant besoin d'être gardés par d'autres personnes que les parents alors que l'on sait qu'il n'y a que quelques centaines de places. Ma question est la suivante: Que fait-on des autres?

M. Cassidy: Combien sont-ils?

Mme Bird: Il y en a 1,789.

M. Cassidy: Pour combien de places?

Mme Bird: Quelques centaines. Le nombre exact m'échappe. Mais que fait-on des autres?

Mon deuxième sujet de préoccupation, c'est la mise en place de nouveaux locaux. Les membres de votre Comité savent peut-être qu'il existe des mécanismes qui permettent au gouvernement provincial d'aider les organisations à but non lucratif à défrayer le coût de la construction de nouveaux locaux. Dans une bonne année, le ministère peut prendre en charge jusqu'à 50 p. 100 du coût des constructions nouvelles et 80 p. 100 du coût des rénovations. Toutefois, la région d'Ottawa-Carleton a reçu très peu de crédits dans ce secteur depuis le milieu des années 1970 et, à l'heure actuelle, plusieurs projets attendent le feu vert dans cette région et figurent dans le plan des gros investissements, un plan triennal.

À la base, nous n'avons pas besoin d'attendre trois ans pour doter cette région de nouvelles installations. Si nous attendons trois ans, je suis fermement convaincue que les franchises américaines seront déjà là. Elles seront là bien avant et elles pousseront comme des champignons partout où nous avons désespérément besoin de garderies dès aujourd'hui.

Nous avons assisté dans ce secteur à un renversement démographique complet depuis 1981. Les enfants sont extrêmement nombreux dans les zones périphériques d'Ottawa-Carleton alors que la plupart des garderies accréditées licenciées se trouvent au centre. La majorité des parents qui désirent bénéficier d'une garderie plus près de chez eux vous diront qu'ils sont obligés de se déplacer sur de longues distances jusqu'au centre-ville, soit tenus de se rabattre sur le secteur des garderies non organisées de leur quartier.

Il faut dire maintenant que dans les quartiers neufs, dans les quartiers en pleine expansion, il n'existe pas de bâtiments neufs à rénover. Il nous faut donc les construire et c'est cela qui m'inquiète parce que je sais que nous avons besoin . . .

Nous avons une loi sur les garderies, nous avons une réglementation très précise sur la santé et les incendies au niveau local, les organisations peuvent difficilement

[Text]

use, and there is enough legislation that I feel day care facilities really have to be purpose-built.

It cannot be assumed that the school boards are going to provide all sorts of space, and this is what I hear everywhere. I hear it at every level of government: "Well, we will just use school space".

One of the points I would like to make is that if there is an empty school in the neighbourhood, it is very likely that there are no children in the neighbourhood. It is not necessarily true that an empty school is going to be able to accommodate a day care centre in so far as people from that area using it.

But my other more important point is that as the demographics change, the local boards are not bound by long term leases to maintain day care centres in the school space, and because legislation requires so much renovation now, we can be conceivably putting in \$100,000 for a day care centre to be set up in a school that is going to be evicted in three, four, five years, and it has happened right now in Ottawa—Carleton.

Just on the capital cost again, I would like to say that, as I have mentioned, for an organization to qualify for capital funding, it must be non-profit and I would like to point out that the cost of construction is so high now that I think the non-profit sector does not have the capacity to fundraise the hundreds of thousands of dollars they need to offset the other 50% or 20% of construction costs.

If we assume that a new purpose-built centre is going to cost between \$600,000 and \$800,000, even if they get 80% from the province, that still leaves them with \$100,000—\$150,000 to fundraise or to finance somehow. I am very concerned that the overall cost of new construction is just getting beyond the ability of most organizations.

So I would just like to leave a couple of thoughts with you. One is that it is no longer enough to hand over spaces to the municipality and say, "Here you go; here are 700 spaces or 500 spaces; good luck and goodbye".

We really need to have some long-term planning to distribute spaces equitably and we have to have more money available for capital costs of new facilities. In the smaller areas and smaller municipalities, there is even less likelihood of fundraising large amounts of money.

As far as infant care is concerned, I think you will hear that the real—and it is very true—answer to infant care is parental leave. But having said that, I will leave it to others to make their discussions on and I will say that I do not think one type of day care arrangement can take the place of another or is necessarily better than another.

[Translation]

aujourd'hui partager des locaux et, à mon avis, la législation nous permet de construire des installations spécialement adaptées aux garderies.

On ne peut partir du principe que les conseils scolaires vont nous fournir tous les locaux dont nous avons besoin; c'est ce que j'entends dire partout. À tous les niveaux du gouvernement, on me dit: «Il n'y a qu'à utiliser les locaux scolaires».

J'aimerais préciser que lorsque l'on trouve une école vide dans un quartier, c'est très vraisemblablement parce qu'il n'y a pas d'enfants. Il n'est pas sûr qu'une école vide puisse abriter une garderie dans la mesure où les gens susceptibles de l'utiliser n'habitent pas le quartier.

Mais surtout, du fait de l'évolution démographique, les conseils scolaires n'ont pas signé de bail à long terme les obligeant à conserver des garderies dans les locaux scolaires et, comme la législation nous oblige à procéder à de multiples rénovations, on se retrouve à investir 100,000\$ dans une garderie installée dans une école qui devra quitter les lieux trois, quatre ou cinq ans plus tard comme cela vient de se produire à Ottawa-Carleton.

Revenons-en maintenant aux investissements. Comme je l'ai déjà dit, pour que les investissements d'une organisation puissent bénéficier d'une subvention, il faut que celle-ci soit sans but lucratif et j'ajouterai que le coût de la construction est si élevé à l'heure actuelle qu'à mon avis le secteur à but non lucratif n'est pas en mesure de recueillir au moyen de campagnes de financement les centaines de milliers de dollars correspondant aux 50 p. 100 ou aux 20 p. 100 du coût de la construction qui lui incombent personnellement.

En supposant que la construction d'un centre à vocation de garderie coûte entre 600,000\$ et 800,000\$, et même si la province défraye 80 p. 100 du coût, il faut encore trouver 100,000\$ à 150,000\$ par l'entremise d'une campagne de financement ou par un moyen quelconque. Je constate avec inquiétude que le coût global des constructions neuves les met tout simplement hors de portée de la plupart des organisations.

Je voudrais donc que l'on réfléchisse ensemble sur un certain nombre de points. Tout d'abord, il ne suffit plus de remettre des locaux à une municipalité en lui disant «tenez, il y a là 500 ou 700 places; bonne chance et au revoir».

Ce dont nous avons vraiment besoin, c'est d'une planification à long terme permettant de répartir équitablement les places et d'un plus grand nombre de crédits au titre de la construction de nouvelles installations. Dans les localités et les collectivités de petite taille, il est encore plus difficile de recueillir de grandes quantités de fonds lors des campagnes de financement.

En ce qui concerne la garde des tout petits enfants, je pense que l'on va vous dire, et j'estime que c'est très vrai, que le congé parental constitue la véritable solution. Cela dit, je laisserai à d'autres le soin de discuter des modalités et je me contenterai de dire qu'à mon avis aucun modèle de garderie ne peut se substituer aux autres et est nécessairement meilleur que les autres.

[Texte]

It is very difficult to assess parental preference in terms of home day care or group day care because there are many, many variables which will affect their preferences. But I do believe strongly in licensed care for all children and additional funding for infant care. At least at this time, a direct grant system should be in place to offset those things. I would just like to leave you with the idea of those very young babies being left in unacceptable situations because parents are desperate and they have no choice.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much, Ms Bird. We have a few minutes for questions. Mr. Cassidy.

Mr. Cassidy: I would like to ask about the steps along the road to child care being universally available. I am temporarily on the committee, I have not been on it before; so I hope the committee does move in that direction.

But you have talked about some of the obstacles, particularly now where child care is somewhere in between. It is not a public service; it is a bit like Victorian charity, and this is not the way it should be.

• 1000

You have also indicated that a lot of the care in Ottawa is provided through the informal sector. It is done that way partly because people cannot get their kids into licensed day care and partly because families over a certain income are put in a situation where they are not rich enough, not well-off enough to be able to pay . . .

Ms Bird: I do not think anyone is rich enough to pay for day care, actually.

Mr. Cassidy: It is very expensive, that is right.

The difference between \$100 a week per child in licensed day care and maybe \$50 or \$60 a week per child in private day care, leads them to put the child into private day care.

I can say I have a friend who is doing that out in the suburbs. She put an ad in the paper and then suddenly, bang, she was full up and she had a waiting list of as many as . . . I think she had four or five kids, and she has a long waiting list. She could do it, in other words, again and again with no problems.

On the way to what you and I would like to see—and this is a practical question—are there ways in which such things as the reluctance of private care-givers to take an infant, or the problem of the erosion of standards in the informal sector, can be addressed?

[Traduction]

Il est très difficile d'évaluer les préférences des parents lorsqu'il s'agit de choisir entre les garderies à domicile et les garderies de groupe parce que de multiples facteurs vont influencer leur choix. Toutefois, je crois fermement à la nécessité de confier tous les enfants à des établissements agréés et à l'augmentation des crédits consacrés à la garde de tout petits enfants. Il faudrait, provisoirement du moins, qu'un mécanisme de subventions directes soit mis en place pour compenser tous ces facteurs. Je terminerai en vous rappelant le sort réservé à tous ces très jeunes enfants placés dans des situations inacceptables parce que leurs parents sont pris à la gorge et n'ont pas le choix.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup, madame Bird. Il nous reste quelques minutes pour poser des questions. Monsieur Cassidy.

M. Cassidy: Je voudrais vous interroger sur les différentes étapes qui mènent à un régime universel de garde d'enfants. Je siège au sein du Comité à titre temporaire, je n'y ai jamais siégé jusqu'à présent et j'espère que le Comité agira dans ce sens.

Vous avez mentionné un certain nombre d'obstacles, notamment le fait que les garderies d'enfants sont, pourrait-on dire, assises entre deux chaises. Il ne s'agit pas d'un service public; cela s'apparente quelque peu à la charité victorienne et ce n'est pas ainsi que les choses devraient se passer.

Vous avez également signalé que les garderies du secteur non organisé sont nombreuses dans la région d'Ottawa. Cela provient en partie du fait que les parents ne peuvent placer leurs enfants dans des garderies agréées et en partie du fait que les familles dont le revenu est supérieur à une certaine limite ne sont pas assez riches pour pouvoir payer des frais de garderie . . .

Mme Bird: À vrai dire, je pense que personne n'est assez riche en ce moment pour se permettre de payer des services de garderie.

M. Cassidy: C'est très cher, en effet.

Étant donné que le tarif hebdomadaire d'une garderie agréée est de 100\$ et que les services de garde à domicile varient entre 50 et 60\$ par semaine, les parents choisissent les garderies en milieu familial.

J'ai par exemple une amie qui garde des enfants chez elle, en banlieue. Elle a mis une annonce dans le journal et avant qu'elle ait eu le temps de se retourner, elle avait trouvé le nombre maximum d'enfants qu'elle pouvait accepter et avait une liste d'attente de . . . Je crois qu'elle garde quatre ou cinq enfants et qu'elle a une longue liste d'attente. En d'autres termes, elle peut trouver des clients n'importe quand, sans problème.

Compte tenu de ce à quoi nous voulons aboutir, j'aimerais vous poser une question pratique. Est-il possible de trouver une solution à certains problèmes comme la réticence de certaines gardiennes en milieu familial à prendre un enfant ou aux

[Text]

Ms Bird: The province is very obviously taking a look at this, because we are hearing a lot of discussion about putting fairly large amounts of money into the informal sector to encourage these sorts of support services, such as play groups and networking and all that sort of thing, in order to encourage the quality of the informal care.

I am not sure what . . .

Mr. Cassidy: Are there other things that you could recommend if you accept, reluctantly, that we have not yet got a commitment from government at either provincial or federal level, for a universal system of child care?

Ms Bird: I am very reluctant to start pouring a lot of money into the informal sector, period.

If we leave that aside for a minute, I do feel that the most immediate answer to a lot of the problems would be a direct grant from the province, or if the province allowed the municipalities to take more advantage of federal money that I understand has been available and not fully taken advantage of. At the moment, partly because of the work I am doing, I feel more mired in the problems than the solutions. At least for the next three weeks, until I finish this piece of work.

Mr. Cassidy: Then let me ask a different question. You also talked about the fact that increasingly it is very difficult to have shared space . . .

Ms Bird: Yes.

Mr. Cassidy: —that the regulations keep on driving and constraining to the point where . . . I mean, I think this is a real problem, that . . .

Ms Bird: I do not want to come across as sounding as if I do not support the provincial regulations. There are some problems. For the home day care end of things, for example, I think they took a lot of group care regulations and just sort of changed them around a little bit and hoped they would work. So probably on that side of things there needs to be some work.

I would like to say that I am basically supportive of the standards and regulations in place. I would not want to see things like ratios altered. I think it is important, in fact, to have percentages of light and all that sort of thing. My point is that we have raised the standards, we have raised the level of quality we are providing, particularly in the group sector, and now we have to pay for it. We have to support that now, by doing things that will encourage the purpose-built facilities. I do not think that a church basement is an appropriate place for a day care centre.

I hope I did not . . . I guess I maybe came . . .

Mr. Cassidy: I hear you.

Ms Bird: —across the other way, but . . .

[Translation]

problèmes de la baisse de la qualité dans les garderies du secteur non organisé?

Mme Bird: La province s'intéresse très certainement à cet aspect puisqu'il est beaucoup question de consacrer des fonds assez importants aux garderies du secteur non organisé, afin d'encourager certains services tels que les groupes de jeux et les réseaux d'information et ainsi de suite, afin d'améliorer la qualité des services de garde du secteur non organisé.

Je ne suis pas certaine que . . .

M. Cassidy: Qu'est-ce que vous recommandez d'autre si vous acceptez, à contre-cœur, que nous n'ayons encore aucun engagement de la part du gouvernement fédéral ni du gouvernement provincial vis-à-vis d'un régime universel de garderie?

Mme Bird: Je n'aime pas beaucoup l'idée de consacrer beaucoup d'argent aux garderies du secteur non organisé, un point c'est tout.

Mais à part ça, j'estime que la solution la plus immédiate à bon nombre de problèmes consisterait pour la province à accorder une subvention directe, à moins que la province autorise les municipalités à mieux tirer parti des crédits fédéraux qui, d'après mes renseignements, sont disponibles mais pas entièrement utilisés. En ce moment, je suis plus axée sur les problèmes que sur les solutions, en partie à cause du travail auquel je me livre actuellement. J'en ai encore pour trois semaines au moins.

M. Cassidy: Permettez-moi alors de vous poser une question différente. Vous avez également mentionné le fait qu'il est de plus en plus difficile de partager les locaux . . .

Mme Bird: C'est exact.

M. Cassidy: . . . que le règlement impose sans cesse des obligations et des contraintes au point que . . . il me semble que c'est un véritable problème, que . . .

Mme Bird: Je ne veux pas donner l'impression que je suis contre la réglementation provinciale. Mais il y a des problèmes. Par exemple, si on analyse la situation du point de vue des garderies, je crois que la province a modifié plus ou moins superficiellement bon nombre de règlements s'appliquant aux garderies collectives en espérant que cela suffirait. Il est donc possible qu'il y ait du travail à faire de ce côté-là.

J'aimerais préciser que je suis essentiellement favorable à l'application des normes et des règlements existants. Par exemple, je ne voudrais pas qu'on modifie les ratios. À mon avis, il est important que les normes relatives à la lumière et ainsi de suite soient respectées. À mon avis, nous avons imposé des normes plus élevées et nous avons amélioré la qualité des services, en particulier dans le secteur collectif et maintenant, il faut payer la note. Nous devons à présent appuyer tout cela en prenant des mesures qui encourageront les installations spécialement construites pour les garderies. À mon avis, un sous-sol d'église n'est pas un endroit adapté pour une garderie de jour.

J'espère que je n'ai pas . . . J'ai peut-être . . .

M. Cassidy: Je vous entends.

Mme Bird: . . . donné l'impression que . . .

[Texte]

Mr. Cassidy: Then let me just put this point, though, and this is a problem. We have a society where let us say a working mum with a kid, on her own, may be forced to pay half of her net income after tax and deductions, in rent, and may be forced to live a long way from her job because she cannot get accommodation close to where she works. She may be forced to have accommodations which are too small so that she is jammed in with one or two young children for whom she also has to provide care. A lot of things which hurt families exist in the society, such as substandard housing.

• 1005

Now you say you are not comfortable with the church basements, for example, being used for day care. But, on the other hand, it becomes very difficult for non-profit groups to raise the funds necessary in order to build purpose-built day care facilities.

Ms Bird: That is right.

Mr. Cassidy: Would it not be possible to have a certain amount of grant money available when churches are being built, in order that they can design the facilities day care can go in, given the fact that day care does not conflict with most activities which go on in churches, and therefore there is a convenient sharing which has been built up?

Ms Bird: By purpose-built facilities, I certainly include anything which is going to have a day care-oriented design at the outset. I am thinking of the old, dark hall of years gone by. I worked in a nursery school a few years ago which was in a purpose-built facility in a church basement and it did have nice, big windows. It was above the ground level and all the rest of it and it was fine.

Mr. Cassidy: Yes.

Ms Bird: Therefore, I will clarify that by saying there are things which can be done to any purpose-built facility, if it is in a church basement or wherever. But the point is we really need to have good quality and spacious, clean, bright facilities for these children. There is no reason why they should be brought up like mushrooms.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Mr. Cassidy. Thank you. Madam Pépin.

Mrs. Pépin: I am sorry I was late. I have two brief questions. We just came back from Quebec, where they have a special *services de garde*. I do not think you have anything similar in Ontario, but you are not organized at the provincial level like they are. Maybe I am wrong.

Ms Bird: Are you talking about legislation?

[Traduction]

M. Cassidy: Eh bien permettez-moi de donner un exemple. C'est un véritable problème. Dans la société actuelle, disons qu'une femme qui élève seule son enfant risque de se voir obligée de dépenser la moitié de son revenu net après les impôts et les déductions pour payer son loyer et doit peut-être se loger très loin de son travail parce qu'elle ne peut trouver d'appartement plus près. Il se peut qu'elle doive vivre à l'étroit dans un logement trop petit pour elle avec un ou deux jeunes enfants qu'elle doit également faire garder. Il y a beaucoup de choses dans notre société qui ne favorisent pas le développement harmonieux des familles. C'est le cas entre autres des logements ne répondant pas aux normes appropriées.

Vous précisez, par exemple, que vous n'aimez pas l'idée d'utiliser les sous-sols d'église pour y installer des garderies. En revanche, il devient de plus en plus difficile pour les associations à but non lucratif de trouver les fonds nécessaires pour construire des locaux adaptés spécialement aux garderies de jour.

Mme Bird: C'est vrai.

M. Cassidy: Est-ce qu'il ne serait pas possible d'offrir des subventions lors de la construction des églises afin que ces dernières soient conçues de manière à pouvoir abriter des services de garderie, étant donné que les garderies de jour ne sont pas incompatibles avec la plupart des activités qui ont lieu dans les églises et qu'on a là une belle occasion de partager des locaux?

Mme Bird: Je suis tout à fait d'accord pour considérer comme une installation à vocation spéciale tout local qui a été pensé au départ pour servir de garderie de jour. Tout à l'heure, j'avais en tête les vieilles églises sombres d'autrefois. Il y a quelques années, j'ai travaillé personnellement dans une école maternelle installée dans un sous-sol d'église, dans des locaux expressément conçus qui étaient dotés de grandes et belles fenêtres. L'école se trouvait au rez-de-chaussée et c'était vraiment très bien.

M. Cassidy: Bon.

Mme Bird: Aussi, je vais compléter ma remarque en précisant que les locaux à vocation spéciale offrent de bonnes possibilités, qu'ils se trouvent dans un sous-sol d'église ou ailleurs. Mais je répète que nous avons vraiment besoin de locaux spacieux, propres, clairs et de bonne qualité pour les garderies. Il n'y a aucune raison d'élever les enfants dans des caves, comme les champignons.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, monsieur Cassidy. Merci. Madame Pépin.

Mme Pépin: Excusez-moi d'être en retard. J'ai deux petites questions. Nous revenons du Québec où il existe des services spéciaux de garde. Je ne pense pas que vous ayez le même genre de services en Ontario, car l'organisation est différente au niveau provincial. Mais je me trompe peut-être.

Mme Bird: Est-ce que vous voulez parler de la législation?

[Text]

Mrs. Pépin: In Quebec we have the *sevices de garde*, which is sponsored by the provincial government and has rules and regulations. Do you have something similar?

Ms Bird: Yes, we have a Day Nurseries Act which is provincial.

Mrs. Pépin: Okay. I was listening to you saying that people can open a child care centre.

Ms Bird: That is true. Virtually anyone can apply for a licence. However, they still have to be licensed by the Ministry of Community and Social Services.

Mrs. Pépin: You mentioned earlier that schools are not a good place to have a day care centre. You also mentioned that the empty schools are not located in good areas where they have children. I am trying to be the devil's advocate and also to be realistic. Right now, we are having a difficulty with economy. I want to have child care services all over this country, and I think we will probably have to negotiate and find ways. You later said the cost of construction is so high. Do you not think that, if there are some spaces like this, it might still be very expensive to reorganize them for child care?

Ms Bird: The only point I want to make about schools is that, and this is pertinent to our municipality, we have not been able to get really long-term commitments from the school boards. It is not that a school is an unacceptable place for a day care centre. I am saying two things.

Firstly, if a school is totally empty because there have been no children in that area, then it may be there are also not enough local children who need day care too. I am not saying this for sure. I mean, maybe it is a particular area which has gone through its passage, the life cycle of the area, where there happens to be more retired people in the area and not necessarily a lot of children.

So all I am saying is that, before we rush in to put day care centres in every empty school classroom, we have to know there is some possibility for their financial success. We have to know that they are not going to suddenly just go bankrupt because they cannot fill the spaces and they did not need the centre there in the first place. This is where you get into long-term planning and co-ordination.

• 1010

Mrs. Pépin: I hope you have better co-ordination than that in Ontario.

Ms Bird: But on the other hand, on the long-term lease bit, what I am saying is that we have a situation where the school boards can say, "Yes, we will lease this space to you for a year or two years or a school year", and in order to make it useable for a day care centre, it requires renovation, and the province is saying they will put in money and the day care centre may

[Translation]

Mme Pépin: Au Québec nous avons les services de garde qui relèvent du gouvernement provincial et qui sont assujettis à certains règles et règlements. Est-ce qu'il existe la même chose en Ontario?

Mme Bird: Bien entendu, nous avons la Loi sur les garderies qui est une loi provinciale.

Mme Pépin: Très bien. Tout à l'heure, je vous entendais dire que n'importe qui peut ouvrir un service de garde d'enfants.

Mme Bird: C'est vrai. N'importe qui peut demander une licence, mais il faut être agréé par le ministère des Services sociaux et communautaires.

Mme Pépin: Vous avez dit tout à l'heure que les écoles ne convenaient pas bien à l'installation de garderies de jour. Vous avez également mentionné que les écoles vides ne sont pas situées dans des endroits où se trouvent les enfants. Je vais me faire un peu l'avocat du diable et m'efforcer d'être un peu réaliste. En ce moment, nous traversons une période économique difficile. J'aimerais que des services de garde d'enfants soient offerts dans toutes les régions du pays et je crois que, pour obtenir cela, nous devons faire des concessions et trouver des solutions. Par la suite, vous avez mentionné les coûts élevés de construction. Ne pensez-vous pas que même si nous disposons des espaces, il sera malgré tout très coûteux de les réaménager pour en faire des garderies?

Mme Bird: La seule chose que je voulais dire au sujet des écoles, c'est que, dans le cas de notre municipalité, nous n'avons pas réussi à obtenir des engagements à long terme de la part des commissions scolaires. Ce n'est pas qu'une école ne soit pas un lieu convenable pour une garderie de jour. J'aimerais faire deux remarques à ce sujet.

Premièrement, s'il arrive qu'une école soit entièrement vide parce qu'il n'y a pas suffisamment d'enfants dans le quartier pour la remplir, il se peut également que les enfants d'âge préscolaire ayant besoin d'une garderie soient également peu nombreux. C'est une supposition, évidemment, mais il est possible que le quartier en question soit en phase finale de son cycle et que ses habitants soient plutôt des retraités que des familles avec enfants.

Je veux tout simplement signaler qu'avant d'installer des garderies de jour dans les écoles vides, nous devons nous interroger sur leurs chances de succès. Nous devons nous assurer que la garderie ne va pas tout simplement faire faillite par manque de clientèle parce qu'elle est mal située. C'est là qu'interviennent la planification et la coordination à long terme.

Mme Pépin: J'espère en effet que la coordination est meilleure que ça en Ontario.

Mme Bird: D'un autre côté, pour ce qui est de la location-bail à long terme, il peut arriver que les commissions scolaires proposent de nous louer l'école pendant un an, deux ans ou une année scolaire. Mais, pour rendre l'école utilisable par une garderie, il faut la rénover et la province accepte de financer le réaménagement à condition que la garderie lève elle-même,

[Texte]

be able to fundraise their other 20% or whatever; they might pour \$100,000 into it and be evicted in three years when the school board wants it back.

Mrs. Pépin: Okay, that I agree with, but I think if it was organized and this was the only objection, maybe we could find a solution to it. My question was addressed to the physical . . .

Ms Bird: Certainly, the physical . . . it is the most available space for renovation, I think.

Mrs. Pépin: Yes, okay. I was wondering, also, what are the hours of child care services? How long are they open?

Ms Bird: In Ottawa, generally they run from 7 or 7.30 a.m. until 5.30 or 6 p.m.

Mrs. Pépin: Five days a week or seven days a week?

Ms Bird: Five days a week.

Mrs. Pépin: Do you know if there are some child care services in hospitals?

Ms Bird: There is one centre which was sponsored by a hospital; it is near a hospital, and another organization is considering hooking itself up with one of the hospitals at the other end of the city.

Mrs. Pépin: Do you know if there are any in industry?

Ms Bird: We have one in Kanata which is considered a sort of workplace day care because it is a purpose-built facility on its own, but it is serving many of the employees in a surrounding industrial park.

Mrs. Pépin: Maybe I missed the part where you mentioned how much it costs, the minimum and the maximum here?

Ms Bird: It can range; I am saying \$600,000, \$700,000, \$800,000 for a building.

Mrs. Pépin: No, no, for a parent for a week?

Ms Bird: And for a parent for a week, then you get into a different thing. The ranges right now, the most expensive care in Ottawa is probably about \$800 a month . . .

Mrs. Pépin: Yes, I know.

Ms Bird: —which is the centre that you visited, and the cheapest for infants is probably about \$650. So there is \$650 to \$800 there. Now, for pre-schoolers, it will range; the Parliament Hill Centre is probably the cheapest pre-school centre and I believe it is \$400 a month, and the most expensive pre-school is about \$550 a month, which again would be the Wellington Centre you visited. Those are rough, but close.

[Traduction]

par exemple, 20 p. 100 des crédits nécessaires. Cependant, une garderie qui aurait investi 100,000\$ dans la rénovation d'une école risquerait de devoir quitter les lieux trois ans plus tard si la Commission scolaire décide de récupérer ses locaux.

Mme Pépin: Je comprends cela, mais on pourra peut-être trouver une solution à ce problème si c'était là la seule objection. Il suffit de s'organiser. Ma question portait plutôt sur les conditions physiques propres aux écoles . . .

Mme Bird: Sous cet angle-là, bien entendu . . . c'est dans les écoles, je crois, que l'on trouve le plus de locaux à rénover.

Mme Pépin: Oui, c'est vrai. Je me demandais aussi quels étaient les horaires des services de garderie? Quelles sont les heures d'ouverture?

Mme Bird: À Ottawa, ils sont généralement ouverts de 7 heures ou 7h30 à 17h30 ou 18 heures.

Mme Pépin: Cinq ou sept jours par semaine?

Mme Bird: Cinq jours par semaine.

Mme Pépin: Savez-vous s'il existe des services de garde d'enfants dans les hôpitaux?

Mme Bird: Il existe une garderie qui a été créée par un hôpital. Elle se trouve près de l'hôpital et un autre organisme a l'intention de s'installer à proximité d'un des hôpitaux, à l'autre bout de la ville.

Mme Pépin: Est-ce que vous savez s'il existe des garderies dans l'industrie?

Mme Bird: Nous en avons une à Kanata qui est considérée comme une garderie de jour pour les enfants des personnes qui travaillent, étant donné qu'elle est installée dans des locaux construits expressément pour elle et qu'elle dessert beaucoup d'employés du parc industriel voisin.

Mme Pépin: J'étais peut-être absente quand vous avez parlé des coûts, le minimum et le maximum?

Mme Bird: Cela varie autour de 600,000\$ et 700,000\$, 800,000\$ pour un bâtiment.

Mme Pépin: Non, non, je voulais parler du coût hebdomadaire pour un parent.

Mme Bird: Le coût hebdomadaire pour les parents, c'est autre chose. Actuellement, les tarifs les plus élevés à Ottawa tournent probablement autour de 800\$ par mois.

Mme Pépin: Oui, je sais.

Mme Bird: C'est le cas de la garderie que vous avez visitée. Les tarifs les moins chers pour les enfants en bas âge se situent probablement aux alentours de 650\$. Les tarifs varient donc entre 650\$ et 800\$. Pour les enfants d'âge préscolaire, les tarifs varient; la garderie de la Colline du Parlement est probablement le service de garde le moins cher pour les enfants d'âge préscolaire. Je pense que le tarif est de 400\$ par mois. Le service le plus cher pour les enfants d'âge préscolaire s'élève environ à 550\$ par mois. C'est le cas du Centre Wellington que vous avez visité. Ce sont des prix approximatifs, mais proches de la réalité.

[Text]

Mrs. Pépin: Yes. Okay. Also, we had a presentation by a group saying they have personnel and if someone called and asked for someone in their home, they provide the service and they have trained personnel. Do you know if this service exists in the Ottawa area?

Ms Bird: We have one group which is working in a specific area. They are not, to my knowledge, saying they are providing trained persons. They are providing persons to come into the homes to act as sort of—

Mrs. Pépin: As a housekeeper?

Ms Bird: —a housekeeper-sitter. They are not necessarily providing anyone who has a specialty in child care.

Mrs. Pépin: And probably your province suffered the same thing as the other provinces—lack of trained personnel who are working in child care; or let us say you do not have that problem at all?

Ms Bird: I do not know if I can answer that. I know in the recent five years when I have been hiring staff, I did not have any problems finding . . .

Mrs. Pépin: Trained ones.

Ms Bird: —trained staff. Certainly, there are a lot of teachers out there who would like to get into day care because if you put an ad in the paper, you will get a lot of calls from bachelor of education . . .

Mrs. Pépin: And what is the range of salary?

Ms Bird: That is another concern. In Ottawa, we are fortunate enough, if you will, to have two unionized groups of day care teachers operating, which tends to help bring the level overall up in salaries, so I would say our salaries in the non-profit sector are ranging from \$15,000 to \$19,000 a year.

In the profit sector, I would say there are many people who are still making minimum wage and head teachers, in that case, might be making \$14,000.

Mrs. Pépin: Thank you.

Ms Bird: We do not have a large profit sector here, though.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Mr. White, do you have any questions?

• 1015

Mr. White: I also have to admit I am a new member of the committee, so I have not had the benefit of hearing a lot of the evidence this committee has heard over the past few weeks. I hope you will forgive me if my first question is not a terribly profound one.

I am beginning to understand the magnitude of the problem, and I was interested by your statement earlier, Miss Bird, that there were approximately 6,000 infants in Ottawa under the age of one year. You also said there are roughly 1,800 requiring care and only a few hundred spaces. You asked the

[Translation]

Mme Pépin: Bon, très bien. Par ailleurs, certains témoins ont indiqué qu'ils avaient le personnel qualifié nécessaire pour aller à domicile pour garder les enfants. Savez-vous si ce service existe dans la région d'Ottawa?

Mme Bird: Il y a un groupe qui s'occupe d'un domaine particulier. À ma connaissance, ils n'offrent pas les services de personnes spécialisées. Ils fournissent des personnes qui viennent à domicile pour . . .

Mme Pépin: Tenir la maison?

Mme Bird: . . . tenir la maison et garder les enfants. Cet organisme ne fournit pas nécessairement des personnes spécialisées dans les soins des enfants.

Mme Pépin: Votre province connaît probablement les mêmes problèmes que les autres à savoir la pénurie de personnel spécialisé dans le domaine de la garde d'enfants, à moins que ce problème soit totalement inconnu en Ontario?

Mme Bird: Je ne sais pas si je suis qualifiée pour répondre à cette question, mais depuis cinq ans, je n'ai jamais eu de problème, lorsque j'ai engagé du personnel, à trouver . . .

Mme Pépin: Des personnes compétentes.

Mme Bird: . . . du personnel compétent. Il y a certainement beaucoup d'enseignants qui aimeraient trouver du travail dans les garderies, car lorsqu'on met une annonce dans le journal, bon nombre des candidats sont bacheliers en éducation . . .

Mme Pépin: Quel est le niveau des salaires?

Mme Bird: Cela, c'est un autre problème. À Ottawa, nous avons la chance, si vous voulez, d'avoir deux syndicats protégeant les intérêts du personnel de garderie. Grâce aux syndicats, les salaires du personnel sont plus élevés, si bien que, dans le secteur des garderies à but non lucratif, nos salaires varient entre 15,000\$ et 19,000\$ par an.

Dans le secteur des organismes à but lucratif, je dirais que nombreux sont les employés qui reçoivent le salaire minimum tandis que les responsables, dans de telles garderies, gagnent peut-être 14,000\$.

Mme Pépin: Merci.

Mme Bird: Mais les garderies à but lucratif ne sont pas très nombreuses ici.

Le président suppléant (M. Nicholson): Monsieur White, avez-vous des questions?

M. White: Je dois avouer moi aussi qu'en tant que nouveau membre du Comité, j'ai manqué beaucoup de témoignages que ce Comité a entendus au cours des dernières semaines. J'espère que vous serez indulgents si ma première question manque de profondeur.

Je commence à percevoir l'ampleur du problème et j'ai été intéressé de vous entendre dire plus tôt, madame Bird, qu'il y avait environ 6,000 enfants de moins d'un an à Ottawa. Vous avez également précisé qu'environ 1,800 enfants devaient se faire garder et que le nombre de places disponibles en garderie

[Texte]

question yourself: where are these kids? I would be interested myself, perhaps for my sake and for public awareness, where you think these kids are.

Ms Bird: They are in informal care. Some of them are probably in care with a relative, if anyone is lucky enough to have relatives around who are willing to take a young baby. If we assume parents are generally going back into the work force, if they plan on going back when their child is an infant—they have been at home for maybe four to six months—there are a lot of children between six months and a year out there who are probably with a next-door neighbour or somebody like that. It is likely in the neighbourhood.

I did a parent-preference survey in the context of the report I am doing for the region. I talked to over 100 parents in centres, and I also did telephone surveys with people on waiting lists, which was very interesting. They all had stories to tell, and they all had stories which said to me they had tried more than one kind of care.

As you will note, I have restricted my discussion to children under one year, because it seems to me the parents I have talked to start really desperately looking for licensed care when their children are about a year old. There seems to be a breaking point in there, and many of the parents I spoke to had used care in their neighbourhood when they first went back to work and then found it unacceptable. They maybe went through two or three care-givers before they got into a licensed facility. It is really very frightening.

Then, for their second child, they would try to get into a licensed facility right away so they would not have to go through all this.

Mr. White: Do you think there would be widespread support among people who perhaps are not directly involved if a universal day care system was proposed? Do you see people outside of this particular group being supportive of such a plan from your own experiences?

Ms Bird: Not particularly.

Mr. White: Do you think it can be overcome?

Ms Bird: I think it would take some time. It is like anything else. This is about all I have to say; I think it would take a while. There are other people who could probably give you a more profound answer.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I think some of your answers have been very profound. Thank you, Miss Bird, for your contribution to this committee. Our next group is The Association for Early Childhood Education of Ontario, Ottawa Valley Branch.

Ms Kathryn Yach (The Association for Early Childhood Education, Ontario, Ottawa Valley Branch): My name is

[Traduction]

était de quelques centaines seulement. Vous avez posé vous-même la question: où donc vont ces enfants? J'aimerais savoir, pour moi-même et pour informer le public, où ces enfants se font garder.

Mme Bird: Ces enfants sont confiés à des gardiennes en dehors du secteur organisé. Certains d'entre eux se font garder par un membre de la famille si les parents ont la chance d'habiter à proximité d'une personne de la famille qui accepte de garder un bébé. À supposer que les parents retournent au travail et qu'ils reprennent leurs activités lorsque leur enfant est encore en bas âge après être restés de quatre à six mois à la maison, bon nombre d'enfants âgés de six mois à un an se font probablement garder par la voisine d'à côté ou par une personne du voisinage.

J'ai effectué une enquête sur les préférences des parents dans le cadre du rapport que je prépare pour la région. J'ai interrogé plus de 100 parents dans les garderies et j'ai également contacté par téléphone les parents figurant sur les listes d'attente. Ces contacts ont été très intéressants. Tous les parents avaient leurs diverses expériences à raconter et, à travers elles, je me rendais compte qu'ils avaient essayé plusieurs types de garderies.

Vous remarquerez que j'ai limité mon étude aux enfants de moins d'un an parce qu'il me semble que les parents auxquels j'ai parlé commencent vraiment à s'intéresser aux services de garde agréés lorsque leurs enfants atteignent environ l'âge d'un an. On dirait que cet âge est un point tournant et bon nombre de parents avec lesquels j'ai communiqué ont fait garder leurs enfants près de chez eux quand ils sont retournés pour la première fois sur le marché du travail, jusqu'à ce que cette solution leur paraisse inacceptable. Ils ont peut-être eu affaire à deux ou trois gardiennes avant de se tourner vers les services de garderie agréés. C'est vraiment une expérience très angoissante.

Ensuite, pour leur deuxième enfant, ils se sont intéressés immédiatement aux garderies agréées afin d'éviter tous les problèmes qu'ils avaient connus la première fois.

M. White: Pensez-vous qu'un projet de régime universel de garderie de jour recevrait un appui important de la part des gens qui ne sont peut-être pas directement concernés? D'après votre propre expérience, croyez-vous que les gens qui n'appartiennent pas à ce groupe particulier appuieraient un tel projet?

Mme Bird: Pas vraiment.

M. White: Quelle solution entrevoyez-vous?

Mme Bird: Comme pour le reste, je crois que cela prendrait du temps. C'est tout ce que je peux dire; je crois qu'il faudrait être patient. D'autres personnes pourraient peut-être vous fournir une réponse plus complète.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je crois, madame Bird, que certaines de vos réponses ont été très complètes. Je vous remercie d'avoir témoigné devant le Comité. Le prochain groupe est l'Association for Early Childhood Education of Ontario, section de la Vallée des Outaouais.

Mme Kathryn Yach (Association for Early Childhood Education of Ontario, section de la Vallée des Outaouais): Je

[Text]

Kathy Yach, and I am presently the Director of Cityview Daycare, a private corporation in the City of Nepean. I am also a trustee on the Ottawa Board of Education and was able to bring after-four programs to the Ottawa Board of Education and a pre-school program for adult education, so I have an extensive background.

I am also a member of The Association for Early Childhood, which has branches across Ontario. We have one in Ottawa and I am doing this brief on behalf of them. I hope you all have copies, and I will read it.

The Association for Early Childhood Education, Ontario, Ottawa Valley Branch, represents 175 professionals who are in a variety of children's services, such as full-time day care, half-day nursery school, Headstart and other specialized pre-school programs, after-four and school-age care, family home care and outreach programs for parents and providers. Our membership includes early childhood education teachers, directors, college and university faculty, ministry consultants, professionals for related fields, and parents. Our common goal is the provision of quality care and education for young children.

• 1020

We recommend that a system of community support for children and families which is far more extensive than our present one, is necessary to meet the changing needs of the Canadian family. The care of our children is an individual and a national concern. We feel government has a responsibility to ensure equal access to quality programs and to provide affordable support services for today's families.

To expand our present system, we recommend the following:

First, that there be equal access to all child care services, including transportation where necessary, for both rural and urban populations regardless of income.

Second, in order to provide a broad spectrum of services, that neighbourhood-hub models be established which would reflect community needs, including language and culture.

Third, where new communities are being built, the neighbourhood-hub models be incorporated at the planning stage with municipal awareness of zoning and bylaws. Neighbourhood-hub models should include nursery schools, part-time day care, full day care, family home day care, after four and school age care including 10 to 12 years old, outreach, parent support systems, a registry for emergency care in the family home,

[Translation]

m'appelle Kathy Yach et je suis actuellement directrice de *Cityview Daycare*, un organisme privé de la ville de Nepean. Je suis également conseillère scolaire au Conseil scolaire d'Ottawa. Je possède une grande expérience dans le domaine, puisque j'ai fait intégrer au sein du Conseil scolaire d'Ottawa les programmes de garderie après quatre heures et un programme de formation des adultes sur le thème des enfants d'âge préscolaire.

Je suis également membre de l'*Association for Early Childhood* dont l'Ontario compte plusieurs sections. Nous en avons une à Ottawa et c'est en son nom que je vous présente aujourd'hui le mémoire que je vais lire. J'espère que vous en avez tous un exemplaire.

L'*Association for Early Childhood Education, Ontario*, section de la Vallée des Outaouais, représente 175 spécialistes qui fournissent divers services destinés aux enfants tels que les services de garderie de jour à temps plein, les services d'école maternelle à la demi-journée, les programmes *Headstart* et autres programmes spécialisés pour les enfants d'âge préscolaire, les services de garderie après quatre heures et pour les enfants d'âge scolaire, les services à domicile et les programmes de vulgarisation pour les parents et les personnes qui prodiguent les services de garderie. Nous comptons parmi nos membres des enseignants d'enfants d'âge préscolaire, des directeurs, des professeurs de collèges et d'universités, des consultants auprès des ministères, des spécialistes de certains domaines connexes et enfin des parents. Notre objectif commun est d'offrir aux jeunes enfants des soins et un enseignement de qualité.

Nous estimons qu'il est nécessaire d'élargir le système actuel de soutien communautaire aux enfants et aux parents afin de répondre aux besoins sans cesse renouvelés de la famille canadienne. Le soin de nos enfants est une responsabilité à la fois personnelle et nationale. Nous estimons que le gouvernement doit assurer l'égalité d'accès à des programmes de qualité et offrir à la famille moderne des services de soutien à un prix abordable.

Nous formulons les recommandations suivantes en vue d'élargir le système actuel:

Premièrement, que l'on assure l'égalité d'accès à tous les services de garde d'enfants, y compris le transport, si nécessaire, tant pour les populations rurales qu'urbaines, indépendamment du revenu.

Deuxièmement, afin d'être en mesure d'offrir une vaste gamme de services, que l'on établisse des modèles à l'échelle des différents quartiers tenant compte des besoins de la collectivité, y compris la langue et la culture.

Troisièmement, que l'on intègre les modèles à l'échelle du quartier à l'étape de planification, lors de la création de collectivités nouvelles, afin de prendre en compte les exigences de zonage et les règlements municipaux. Les modèles à l'échelle des quartiers devraient regrouper les écoles maternelles, les services de garderie à temps partiel, les services à temps plein, les services de garde de jour à domicile, les services de

[Texte]

health care and social services including access to resource professionals, and a resource centre for issuing information and materials.

Fourth, that federal funds be made available to the provinces to establish a new ministry of early childhood to be responsible for the following: a) licencing and evaluation of all programs; b) funding of individuals for licensed formal and informal care subsidies; c) funding of programs for licensed formal and informal care; d) providing a central information bank for each community, and e) educating the public about quality child care programs.

Fifth, that there be a co-ordination of this new ministry with the Ministries of Education and Community and Social Services to ensure continuity and consistency within ministries and throughout the provinces.

Quality programs: Our recommendations are based on increased government funding to provide a variety of programs. In view of the fact that the provision of quality programs is our main goal, we wish to further explore what factors, in conjunction with additional funding, ensure quality programs. The major factors related to high-quality programs for children are:

One, permanent, well-designed and site-specific programs.

Two, licencing accreditation; all levels and types of programs must be licensed. Licencing establishes consistent minimum standards; therefore to establish the highest standards, programs should be evaluated and accredited with public access to information.

Third, qualified staff. Dedicated, well-educated teachers should staff formal programs across Canada. To encourage upgrading of qualifications, universities across Canada should be encouraged to establish linking mechanisms with early childhood education programs. To counteract high staff turnover, consistency in staff would result if teachers received improved remuneration and professional status for their efforts, on-going professional development, evaluation component for staff.

Quality programs should include planned curriculum, programmed to meet individual and group needs, a stimulating environment and variety in program, up-to-date materials relating to childrens' needs, facilities for challenging outdoor play required for all programs, on-going child assessments, evaluation component for program.

[Traduction]

garderie après quatre heures et pour enfants d'âge scolaire, y compris les enfants de 10 à 12 ans, les services de vulgarisation, les programmes de soutien aux parents, un registre pour les services de garde d'urgence à domicile, les soins de santé et les services sociaux ainsi que la consultation des spécialistes et un centre de ressources pour la diffusion de renseignements et le prêt de matériel.

Quatrièmement, que le gouvernement fédéral octroie aux provinces des crédits pour la création d'un nouveau ministère de la petite enfance, qui serait chargé a) d'agréer et d'évaluer tous les services; b) de financer les subventions accordées aux personnes offrant des services de garde agréés, dans le secteur organisé ou non organisé; c) de financer les services de garde agréés, dans le secteur organisé ou non organisé; d) de mettre sur pied une banque centrale d'information pour chaque collectivité; et e) de faire prendre conscience au public de la qualité des services de garde d'enfants.

Cinquièmement, que ce nouveau ministère coordonne ses activités avec celles du ministère de l'Éducation et du ministère des Services sociaux et communautaires afin d'assurer une certaine continuité et uniformité au sein des ministères et à travers les provinces.

La qualité des services: Nos recommandations tablent sur une augmentation des crédits accordés par le gouvernement pour fournir toute une gamme de services. Étant donné que notre principal objectif est de faire en sorte que les services offerts soient de bonne qualité, nous allons définir les facteurs qui, parallèlement à l'accroissement du financement, sont indispensables pour garantir la qualité des services. Les principaux facteurs qui déterminent la bonne qualité des services offerts aux enfants sont les suivants:

Premièrement, des services permanents, bien conçus et dispensés dans un endroit précis.

Deuxièmement, tous les niveaux et types de service doivent être agréés. L'agrément impose des normes minimales uniformes; c'est pourquoi, afin de maintenir les normes les plus élevées, il faudrait que les services soient évalués et agréés et que le public ait accès aux renseignements.

Troisièmement, un personnel qualifié. Les services officiels de garderie de toutes les régions du Canada devraient être animés par un personnel dévoué ayant reçu une formation adéquate. Afin d'aider le personnel à se perfectionner, il faudrait encourager toutes les universités du pays à établir des liens avec les services de garde destinés aux enfants en bas âge. On obtiendrait une plus grande stabilité du personnel si les employés des garderies recevaient une meilleure rémunération et un statut professionnel en rapport avec leur formation, des cours continus de perfectionnement professionnel et si l'on établissait un système d'évaluation du personnel.

Les services de qualité offriraient des programmes prévus pour répondre aux besoins individuels et collectifs, un environnement stimulant et des activités variées, du matériel moderne répondant aux besoins des enfants, des installations extérieures attrayantes pour les enfants de toutes les garderies, des évaluations continues des enfants et un système d'évaluation des services.

[Text]

There should be parent involvement; boards, committees, volunteers. Improved access to professional consultants including speech therapists, behaviour management and child psychologists.

In conclusion, the needs of our children are paramount. We need an expanded funding system to provide services and ensure their quality. Nationally, we encompass a wide variety of peoples and needs, culture, language, economics and family structures, and therefore we need a broad spectrum of services to meet varying needs. We feel professional organizations like ourselves, private agencies, individuals and governments must work together to establish a new system for child care.

We endorse the recommendations presented in the Katie Cooke report, and encourage any action which would help establish accountability, quality programs for Canadian children.

Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. We have some time for a few questions. Mr. Cassidy.

• 1025

Mr. Cassidy: Ms Yach, thank you for coming in. I think you will find a bit of agreement from the New Democrats on this. As I understand it, I think the task force as a whole has been perhaps more open in terms of a need for universal accessible child care than, let us say, the previous government or the present government have proven themselves to be. In a sense, we are here as a lobby group within Parliament to try to make some accountability within the parliamentary system, to get the parties to take action as they should.

I would like to ask about turnover. How long do people tend to stay working as child care providers in day care centres in Ottawa? Why do they leave? Does anybody have a good understanding or knowledge of this? By now, there has been a substantial amount of day care in Ottawa for 15 years or so. It began to build up during the 1970s. How rapid is the turnover and how long do people tend to stay as day care workers before they burn out or find the money is just not adequate or decide to move on for other reasons?

Ms Yach: In my own personal circumstances in our centre, at the present time I have two staff who are leaving. They have been with me for five years and both of them are leaving because they are pregnant. I do not know how I would answer your question, Mr. Cassidy. I think it depends on the individual. I think there is a very big risk of burnout. I think we put a lot of demands on them.

My personal feeling is that they tend to stay longer if, in fact, they have an early childhood education background. If

[Translation]

Les services de garderie devraient autoriser la participation des parents, des commissions scolaires, des comités et des bénévoles et faciliter l'accès des spécialistes tels que les orthophonistes, les spécialistes du comportement et les psychologues pour enfants.

En conclusion, les besoins de nos enfants sont primordiaux. C'est pourquoi il nous faut des crédits plus importants pour multiplier les services et garantir leur qualité. Les services de garderie concernent une vaste gamme de Canadiens dont les besoins, la culture, la langue, les moyens et la structure familiale sont différents. Aussi, nous devons offrir une vaste gamme de services répondant à ces divers besoins. Nous estimons que les organismes professionnels comme le nôtre, les organismes privés, les individus et les gouvernements doivent collaborer afin de mettre sur pied un régime de garde d'enfants nouveau.

Nous appuyons les recommandations présentées par le rapport Katie Cooke ou nous appuyons toute intervention qui favoriserait l'établissement d'une structure plus contrôlée permettant d'offrir des services de qualité aux enfants canadiens.

Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Il nous reste du temps pour les questions. Monsieur Cassidy.

M. Cassidy: Madame Yach, merci d'être venue. Vous trouverez, j'en suis certain, que le Nouveau parti démocratique partage quelque peu vos vues à ce sujet. Je pense que l'ensemble du groupe de travail est peut-être plus sensible à la nécessité de l'accès universel aux services à l'enfance que ne l'a été le gouvernement précédent ou le gouvernement actuel. À certains égards, nous formons, au sein du Parlement, un groupe de pression qui cherche à faire accepter au système parlementaire sa part de responsabilités et qui cherche à inciter les partis à prendre les mesures qui s'imposent.

J'aimerais vous poser quelques questions à propos du taux de roulement. Combien de temps les centres de garde d'Ottawa parviennent-ils à garder en moyenne les mêmes dispensateurs de soins à l'enfance? À quoi sont dus les départs? Est-ce que quelqu'un connaît et comprend vraiment ce phénomène? Les services à l'enfance ont pris beaucoup d'expansion à Ottawa depuis une quinzaine d'années. Le mouvement a commencé pendant les années 70. Le taux de roulement est-il rapide? Combien de temps faut-il aux dispensateurs de soins à l'enfance avant d'en avoir assez, de trouver qu'ils ne sont pas suffisamment payés ou de partir pour d'autres raisons?

Mme Yach: Dans le cas de mon propre centre, je suis sur le point de perdre deux employées, qui travaillent avec moi depuis cinq ans et me quittent parce qu'elles attendent toutes deux un enfant. Je ne sais comment répondre à votre question, monsieur Cassidy. Je pense que cela dépend de chaque personne. Je pense que le risque d'épuisement intellectuel est très grand. À mon avis, on leur en demande trop.

Personnellement, je pense que ceux qui ont reçu une formation en éducation des jeunes enfants tendent à durer plus

[Texte]

they come into a program and they do not have this background, you run into the problem of burnout, because they are trying to cope with learning as well as working in centres. Under the present requirements in the province, it is not required that all staff have early childhood training.

Mr. Cassidy: What proportion would have early childhood education?

Ms Yach: Let us say in one room with three teachers, one staff member is required to have early childhood education. You could have a situation where two staff members would not.

Mr. Cassidy: Do you have other qualifications which count? For example . . .

Ms Yach: You could have some in there with child care or equivalency. They can be deemed equivalent by our association provincially.

Mr. Cassidy: Does this mean, for example, teachers with a teaching certificate would be equivalent, or not?

Ms Yach: They would be required to have an equivalency test done at the provincial level, and then most likely they would have to go to Algonquin College to take further courses to become equivalent.

Mr. Cassidy: In terms of this provision of early childhood staff, is it an obstacle? Or, are the courses required such that a teacher is not forced to go back for another year and a half when they have done an awful lot of work at a level equal or perhaps more intense academically than the Algonquin courses?

Ms Yach: I think there is a great debate going on between the primary teachers and early childhood educators. To be honest with you, I think there is even a debate within boards about teachers: i.e., are teachers who teach grade 5 primary teachers who can go down and teach kindergarten? I think it is time universities and colleges deem the age of a child and then deem courses to be credited to staff who teach the child.

If you have a child of two, I think universities should offer courses for that child. I think if you have children of seven, then the universities should have courses which relate to that child. In my own personal experience as a trustee and a director of a centre, there is not a co-ordination with universities and colleges at the present time.

The other thing happening is that universities are not allowing field testing. The field testing is not as adequate as I would like it. You have teachers teaching four- and five-year-old kindergarten who may not have put more than 60 hours over their courses in university in the field. In early childhood, educators are required 420 hours in their two-year program.

Mr. Cassidy: Are there other potential sources of people to work in the day care field? I am thinking, for example, of

[Traduction]

longtemps. Ceux qui n'ont pas cette formation tendent à s'épuiser plus facilement, parce qu'il leur faut essayer d'apprendre sur le tas. La réglementation provinciale en vigueur n'exige pas que tous les employés d'un centre aient une formation en éducation des jeunes enfants.

M. Cassidy: Quelle est la proportion des personnes qui ont reçu cette formation?

Mme Yach: Disons que, dans une salle où il y a trois employés, l'un d'entre eux doit avoir suivi des cours d'éducation des jeunes enfants. Il arrive que les deux autres n'aient pas cette formation.

M. Cassidy: Y a-t-il d'autres qualifications qui comptent? Par exemple . . .

Mme Yach: Certains peuvent avoir une formation dans le domaine des services à l'enfance ou une formation équivalente. Notre association détermine la question d'équivalence à l'échelle provinciale.

M. Cassidy: Cela veut-il dire qu'un certificat d'enseignant serait considéré équivalent?

Mme Yach: Les détenteurs d'un tel certificat auraient à passer une épreuve d'équivalence provinciale et, le plus souvent, il leur faudrait suivre des cours complémentaires au collège Algonquin pour obtenir l'équivalent.

M. Cassidy: En ce qui concerne le personnel des services aux jeunes enfants, cela pose-t-il un problème? Ou bien ces cours sont-ils tels qu'un enseignant n'a pas à retourner au collège pendant un an et demi après avoir fait de longues études à un niveau aussi intense ou plus intense que celui des cours du collège Algonquin?

Mme Yach: Je pense que cette question est fort débattue entre les instituteurs et les spécialistes de l'éducation des jeunes enfants. Bien franchement, je pense qu'il existe même une controverse au sein des commissions scolaires à propos des enseignants: peut-on, par exemple, charger des instituteurs du niveau 5 d'enseigner à des enfants de l'école maternelle? Il me semble qu'il est temps que les universités et les collèges considèrent l'âge de l'enfant puis décident des cours que doit suivre l'enseignant chargé de l'éducation de cet enfant.

S'il s'agit d'un enfant de deux ans, je pense que les universités devraient offrir des cours axés sur un enfant de cet âge. S'il s'agit d'un enfant de sept ans, les universités devraient offrir des cours qui se rapportent aux enfants de cet âge. Dans mon expérience de membre d'une commission scolaire et de directrice d'un centre, j'ai trouvé qu'il n'y a aucune coordination entre les universités et les collèges.

L'autre problème est que les universités n'autorisent pas les évaluations en stage. À mon avis, les stages de formation ne sont pas aussi bons qu'ils devraient l'être. Il y a des instituteurs qui enseignent à des enfants de quatre ans et de cinq ans, mais qui n'ont pas eu plus de 60 heures de stage pendant leur formation universitaire. Par contre, les spécialistes de l'éducation des jeunes enfants doivent avoir accumulé 420 heures de stage pendant leur programme de deux ans.

M. Cassidy: Y a-t-il d'autres personnes que les services à l'enfance pourraient intéresser? Je pense notamment aux

[Text]

people in their 40s and 50s. Or, is it essentially a young person's occupation because you are working with young and energetic kids?

Ms Yach: My personal perception of people... As they grow older, I think you see them come in as an assistant teacher; they become a teacher; they become a head teacher; they move up; they become a director. I would say the majority of people I know—I am in the 40-year-old age bracket—are either directors or they are home visitors. I do not know personally whether I would want to see all centres run by 50-year-old people. I think you get to a point where you do not have the patience you had when you were 20. You have the expertise in other areas you can direct. I think that is also showing in school boards, where the average age is 49.5. Teachers have become burned out. I do not want to qualify and say I do not want to see 50-year-olds in all centres. I think you have to decide, Mr. Cassidy, what level they are at developmentally themselves and where their energy levels are and whether they can give it.

• 1030

Mr. Cassidy: I have one more question. What proportion of the staff of day care centres in this community are untrained and what proportion tend to be trained? Is there a vast difference between the private for-profit centres and the non-profit and municipal centres?

Ms Yach: I would say—and I am not sure on this, so I think you would be better to ask somebody who is from the region—I think at the present time, most of the regional staff are early childhood.

In my centre, which is a private profit, they are early childhood. I would not know the other centres. I know a lot of the non-profits, like the Children's Centre, they are all early childhood, too. I would not be able to give you an answer.

Mr. Cassidy: Okay.

Ms Yach: I do believe personally that they should all be early childhood and this is where the licensing comes in and this is where the requirements come to the provincial level. I do not like the mix of either/or. That is my own personal feeling.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you. Madam Pépin.

Mrs. Pépin: Do you speak French?

Ms Yach: No, I am sorry.

Mrs. Pépin: We were speaking about the teachers. It seems that in all the provinces we visit, there is a reluctance to use teachers as persons to work in the child care centres because the approach is quite different, and many parents feel they will be putting their children in an institution when they are two years old. What is your opinion on that?

[Translation]

personnes dans la quarantaine ou dans la cinquantaine. Ou s'agit-il essentiellement d'une occupation pour les jeunes, étant donné qu'il faut s'occuper de jeunes enfants débordant d'énergie?

Mme Yach: Mon impression personnelle... L'employé des services à l'enfance tend à commencer comme professeur adjoint, puis devient professeur principal et, enfin, devient directeur. Je dirais que la majorité des gens que je connais, et j'ai moi-même la quarantaine, sont directeurs ou visiteurs familiaux. Je ne sais pas si, personnellement, j'aimerais voir tous les centres dirigés par des personnes ayant la cinquantaine. Je pense qu'il arrive un point où l'on n'a plus la patience qu'on avait à 20 ans. Par contre, ces personnes peuvent diriger dans d'autres domaines où elles ont des compétences. Je pense qu'on retrouve le même phénomène dans les commissions scolaires, où l'âge moyen est de 49,5 ans. Les enseignants deviennent vidés. Cela ne veut pas dire que je considère qu'aucun centre ne devrait avoir de personnes de cinquante ans. Je pense, monsieur Cassidy, qu'il faut déterminer quel stade de leur développement ces personnes ont atteint et décider si elles ont l'énergie nécessaire.

M. Cassidy: J'aimerais vous poser une autre question. Quelle est, à Ottawa, la proportion d'employés de centres de garde qui ont une formation et la proportion de ceux qui n'en ont pas? Y a-t-il une grande différence entre les centres privés à but lucratif et les centres à but non lucratif ou municipaux?

Mme Yach: Il me semble qu'à l'heure actuelle, la plupart des employés ont une formation en éducation des jeunes enfants, mais je n'en suis pas certaine. Vous devriez peut-être le demander à quelqu'un de la région.

Dans mon centre, qui est un centre privé à but lucratif, les employés ont une formation en éducation des jeunes enfants. Je ne sais pas ce qu'il en est des autres centres. Je connais un bon nombre de centres à but non lucratif, comme le Children's Centre. Tous leurs employés ont également cette formation. Mais je ne saurais répondre à votre question.

M. Cassidy: Bien.

Mme Yach: Personnellement, j'estime que tous les employés devraient avoir suivi des cours dans le domaine de l'éducation des jeunes enfants. C'est là que se pose la question de la délivrance d'un permis et des exigences provinciales. Je n'aime pas la juxtaposition d'employés qualifiés et non qualifiés. C'est là mon opinion personnelle.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci. Madame Pépin.

Mme Pépin: Parlez-vous français?

Mme Yach: Non, je le regrette.

Mme Pépin: Nous parlions des enseignants. Il semble y avoir, dans toutes les provinces que nous avons visitées, une certaine réticence à employer des enseignants dans les centres de garde parce que les méthodes sont très différentes et que de nombreux parents ne veulent pas avoir le sentiment de mettre

[Texte]

Ms Yach: When you are referring to teachers, you mean public school teachers?

Mrs. Pépin: Yes.

Ms Yach: And not early childhood educators. They would rather have public school teachers? I just want to make sure I understand.

Mrs. Pépin: No, no, no. They said they did not want to have public school teachers take care of their children in a child care centre. Do you want me to phrase it in French and you can get a translation?

Ms Yach: No, I understand.

Mrs. Pépin: Because the approach is quite different.

Ms Yach: You could debate that issue, because presently the Ministry of Education in Ontario has a document out called *The Formative Years*. *The Formative Years*, if we were to apply it across the province, would be the same programming philosophy as we do in early childhood.

But the problem is that not all school boards across the province and not all teachers are using *The Formative Years*. It was encouraged by the province to be used in schools.

So I think the difference ends up—I will get back to the universities and colleges—we have not decided how to program, as children move up in developmental levels. If you did that, you could in fact address the issue you are mentioning. I think it should be teachers.

Mrs. Pépin: You think it is . . .

Ms Yach: Early childhood or whatever grade the children are at as they move up.

Mrs. Pépin: Even at two years old.

Ms Yach: Even at two years old—if they have had the courses. Okay, clarify that.

Mrs. Pépin: Okay. You mention in your brief, recommendation number 2. I will read it in French. You are speaking about:

Les besoins communautaires incluant les langues et les cultures.

Do you have many children coming from different origins in your child care centre? Do you have that?

Ms Yach: I would say yes; in Ottawa, I think we have different ethnic groups.

Mrs. Pépin: Is that recommendation for them? What is the meaning of recommendation number 2?

Ms Yach: I think we have tended within Ottawa, in the past, to address the needs of the English child. I think we need to address the issue of the francophone. We need to address the

[Traduction]

des enfants de deux ans dans un établissement. Qu'en pensez-vous?

Mme Yach: Quand vous parlez d'enseignants, vous voulez dire des enseignants de l'école secondaire?

Mme Pépin: Oui.

Mme Yach: Et non pas des spécialistes de l'éducation des jeunes enfants. Ils préféreraient avoir des enseignants de l'école secondaire. Je désire m'assurer que j'ai bien compris ce que vous avez dit.

Mme Pépin: Non, non. Les parents disent qu'ils ne veulent pas confier la garde de leurs enfants à des enseignants d'école secondaire. Voulez-vous que je le dise en français et qu'on vous le traduise?

Mme Yach: Non, je comprends.

Mme Pépin: Parce que la façon de faire est très différente.

Mme Yach: Cette question peut être débattue, parce que le ministère de l'Éducation de l'Ontario a publié un document intitulé: *The Formative Years*. Si ce document était appliqué dans l'ensemble de la province, les écoles aborderaient l'établissement des programmes de la même façon que le fait l'éducation des jeunes enfants.

Le problème est que ce document n'a pas été adopté par toutes les commissions scolaires ni par tous les enseignants de la province. Le gouvernement provincial a encouragé son emploi dans les écoles.

Je pense donc—et je reviens encore aux universités et aux collèges—que nous n'avons pas résolu comment il faut programmer l'enseignement à mesure que les enfants passent d'un stade de développement à un autre. Si cela était fait, nous pourrions en fait aborder le point que vous avez soulevé. Je pense qu'il devrait s'agir des enseignants.

Mme Pépin: Vous pensez que . . .

Mme Yach: Des spécialistes de l'éducation des jeunes enfants ou des enseignants du niveau correspondant au stade de développement de l'enfant.

Mme Pépin: Même pour les enfants de deux ans?

Mme Yach: Même pour les enfants de deux ans, si les enseignants ont suivi les cours nécessaires.

Mme Pépin: Bon. Dans la recommandation numéro 2 de votre mémoire, vous dites:

Community, needs, including languages and cultures.

Avez-vous dans votre centre un grand nombre d'enfants d'origines diverses? En avez-vous?

Mme Yach: Oui. Je pense que nous avons divers groupes ethniques à Ottawa.

Mme Pépin: Est-ce ces enfants que vise cette recommandation? Quel est le sens de la recommandation numéro 2?

Mme Yach: Je pense qu'à Ottawa, nous avons eu tendance à chercher à satisfaire les besoins des enfants anglophones. J'estime qu'il nous faut songer aux besoins des francophones.

[Text]

issue of the ethnic groups and I think that is what we are trying to say there. And in order to do that, you need funding.

Mrs. Pépin: We know also of children who are not French but are from different ethnic groups of a different culture, but do you know any centre right now in Ottawa which provides that service?

Ms Yach: You mean in their language?

Mrs. Pépin: I mean if, let us say, you have Chinese children or Ukrainian children, that they have a child care centre which addresses those different cultures.

• 1035

Ms Yach: I do not know one which would be specific to a different culture. There are French centres and there are English centres in Ottawa. I think the others are integrated into the regular centres.

Mrs. Pépin: I am speaking about visible minorities.

Ms Yach: Yes. Well, they are integrated into the regular centres. I know the Chinese community at one point, a couple of years ago, was looking at putting child care into their . . . and I know they came and spent a day with me. They have not pursued it. But they certainly are looking into it.

Mrs. Pépin: "Early Childhood", does this mean you are not taking care of children who are over six years old, the latch-key kids?

Ms Yach: No, early childhood educators presently look after children from zero to 12 years.

Mrs. Pépin: Do you have many of those children who go to your centre after school?

Ms Yach: There are after-four programs located across Ottawa—Carleton, and we also provide home care which would address the issue of the school age child.

Mrs. Pépin: What is the cost?

Ms Yach: Are you talking about the after-four or full day?

Mrs. Pépin: After-four.

Ms Yach: That is prorated on the amount of time the child would be available. If the child is in an after-four program just after school, or if the child is there half days, or the child is there in the morning, it is prorated. So I would not hazard a guess at that point.

Mrs. Pépin: You do not know the average cost.

Ms Yach: No.

Mrs. Pépin: Do you know the percentage of children you have in your region who are over six years old and who go there?

Ms Yach: No, I am sorry.

[Translation]

Nous devons examiner la question des groupes ethniques et, à mon avis, c'est ce que nous essayons de dire dans cette recommandation. Pour cela, il faut avoir des fonds.

Mme Pépin: Nous savons qu'il y a également des enfants qui ne sont pas francophones, mais qui appartiennent à d'autres groupes ethniques et ont une culture différente. Connaissez-vous des centres, à Ottawa, qui visent à satisfaire leurs besoins.

Mme Yach: Vous voulez dire dans leur langue?

Mme Pépin: Je veux dire: y a-t-il, par exemple, un centre de garde qui vise à satisfaire les besoins d'enfants chinois ou d'enfants ukrainiens?

Mme Yach: Je ne connais aucun centre qui s'adresse à une culture en particulier. Il y a, à Ottawa, des centres francophones et des centres anglophones. Je pense que les enfants d'autres cultures sont intégrés aux centres ordinaires.

Mme Pépin: Je parlais en fait des minorités visibles.

Mme Yach: Oui. Elles sont intégrées aux centres ordinaires. Je me souviens qu'il y a environ deux ans, la communauté chinoise cherchait à placer ses enfants dans . . . et les représentants de ce groupe sont venus passer une journée avec moi. Rien n'en a découlé. Mais il est certain qu'ils étudient la question.

Mme Pépin: Quand vous parlez de «jeunes enfants», cela veut-il dire que vous n'acceptez pas d'enfants de plus de six ans, ceux qu'on appelle les enfants «porte-clés»?

Mme Yach: Non; actuellement, les spécialistes de l'éducation des jeunes enfants s'occupent d'enfants entre zéro et 12 ans.

Mme Pépin: Y a-t-il un grand nombre de ces enfants qui vont à votre centre après l'école?

Mme Yach: Il y a, dans la région d'Ottawa—Carleton, des centres qui offrent un programme après l'école, et il y a également la garde en milieu familial pour les enfants d'âge scolaire.

Mme Pépin: Combien cela coûte-t-il?

Mme Yach: Pour les programmes après l'école ou pour la journée entière?

Mme Pépin: Après l'école.

Mme Yach: Tout dépend du temps que l'enfant passe dans le centre. Un enfant peut n'être au centre qu'après l'école, il peut y être pendant la moitié de la journée, ou bien il peut y être le matin seulement. Le coût est calculé en pourcentage du temps passé au centre. Je ne saurais donc vous donner de chiffres.

Mme Pépin: Vous ne savez pas quel est le coût moyen.

Mme Yach: Non.

Mme Pépin: Savez-vous quel est le pourcentage d'enfants de plus de six ans qui vont à un centre dans votre région?

Mme Yach: Non, je ne le sais pas.

[Texte]

Mrs. Pépin: You do not know that.

Ms Yach: I could get it to you, but I do not have that here.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Madam Pépin. Mr. White.

Mr. White: Thank you, Mr. Chairman. Welcome this morning.

In my former life, before I became a Member of Parliament, I spent four terms on a school board back in Manitoba. So I like to consider myself as being somewhat more knowledgeable than the average lay person when it comes to the education and welfare of children. My feeling has always been that governments at all levels do not spend enough money on the children, regardless of political stripe and regardless of what Mr. Cassidy said about his party being more heartfelt perhaps to the needs of children. I was a school board member under two different political parties working on the school board in Manitoba, and his party is no different in Manitoba than any other. It is always less politically damaging to cut education money than anything else, and I think it would be a lot more beneficial if all governments would perhaps do a better job of defining the priorities of their funding. My own personal belief is we should be spending more money on our kids.

I was interested in three particular points in your brief this morning. You mentioned the changing needs of the Canadian family. Last week I was speaking to an American economist, and he was telling me that in the United States, and I am sure we see the same picture in Canada, what we might call the normal family, one where the husband works and the mother is at home with the kids, represents only 7% of the families. I was flabbergasted by that number, and I think this highlights point 4^e in your recommendations, educating the public about quality child care programs. I think the public does not know that fact. A great number of Canadians feel the vast majority of families have the father going to work in the morning and the mother staying home with the kids, and there really is not a problem in child care. This may be my own rural viewpoint, because I represent a rural area. In your brief, I also notice you mention there should be equal access to both rural and urban populations. I think that is an interesting point. I do not know how possible that is.

When I worked on our school board, I represented a remote rural area, and getting our kids the same quality care and the same programs they have in the cities was always our largest concern. I do not know if you can see any questions in what I have just said, but maybe you could expand on a couple of those points, particularly the rural versus urban and educating the public.

Ms Yach: Getting back to the educating the public, I think I can speak personally now. When I first went on the Ottawa Board of Education, we had no after-four programs and no

[Traduction]

Mme Pépin: Vous ne le savez pas.

Mme Yach: J'é pourrais obtenir ce renseignement pour vous, mais je ne le sais pas pour le moment.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, madame Pépin. Monsieur White.

M. White: Merci, monsieur le président. Je vous souhaite la bienvenue.

Avant de devenir député, j'ai été membre d'une commission scolaire pendant quatre mandats au Manitoba. Je pense donc que j'en sais un peu plus que le profane moyen sur l'éducation et le bien-être des enfants. J'ai toujours estimé que le gouvernement, à quelque palier que ce soit, ne dépense pas assez d'argent dans ce domaine, quelle que soit son appartenance politique et quoi que puisse dire M. Cassidy à propos de la plus grande sensibilité de son parti aux besoins des enfants. J'ai été membre d'une commission scolaire au Manitoba, sous le régime de deux partis politiques différents, et le parti de M. Cassidy au Manitoba est le même qu'ailleurs. Il est toujours moins dangereux d'un point de vue politique de réduire le budget de l'éducation que tout autre budget, et je pense qu'il serait bon que tous les gouvernements dressent mieux l'ordre de priorité de leurs dépenses. Personnellement, je pense qu'il faudrait consacrer plus d'argent à l'enfance.

Dans le mémoire que vous nous avez présenté ce matin, j'ai été frappé par trois points en particulier. Vous avez parlé de l'évolution des besoins de la famille canadienne. Je parlais la semaine dernière avec un économiste américain, qui m'a dit que les familles que l'on pourrait appeler normales, c'est-à-dire des familles où le mari travaille et où la mère reste à la maison avec les enfants, ne représentent que 7 p. 100 de toutes les familles. Je ne sais pas s'il en est de même au Canada, mais je dois dire que ce pourcentage m'a fort étonné. Je pense que cela met en relief le point 4 de vos recommandations, c'est-à-dire la sensibilisation du public à la qualité des programmes de services à l'enfance. Je ne pense pas que le public sache vraiment quelle est la situation. Un grand nombre de Canadiens pensent que, dans la grande majorité des familles, le père va au travail et la mère reste à la maison avec les enfants, et que la garde des enfants ne pose donc aucun problème. Cela reflète probablement mes propres opinions, parce que je représente une circonscription rurale. J'ai remarqué que votre mémoire préconise l'égalité d'accès aux services à l'enfance pour les populations rurales et urbaines. Je pense qu'il s'agit là d'un point intéressant. Je ne sais pas si la chose est possible.

Quand je faisais partie de la commission scolaire, je représentais une région rurale isolée, et, plus que toute autre chose, nous avons toujours cherché à obtenir pour nos enfants les mêmes services et les mêmes programmes que ceux offerts dans les villes. Je ne sais pas si mes propos soulèvent des questions dans votre esprit, mais pourriez-vous reprendre un ou deux de ces points plus en détail, notamment la question de la sensibilisation du public dans les régions rurales comme dans les zones urbaines?

Mme Yach: En ce qui concerne l'éducation du public, je pense pouvoir vous donner mon point de vue personnel. Quand je suis devenue membre du Conseil scolaire d'Ottawa, il n'y

[Text]

pre-school programs. I can be honest with you, the first time I brought it up at the Ottawa Board, everybody laughed in the room. I had to ask them to please sit down and be quiet. That was four years ago. We now have time seven after-four programs, and we have a pre-school program for adult education.

• 1040

At the time I was trying to educate the Ottawa Board and the community involved with the Ottawa Board, I told them that if they looked around, they would realize they would soon be grandparents and would be needing the care for their grandchildren. That has evolved, in just the four years. There are teachers and people who all of a sudden tell me that now they have a grandchild who needs care.

I think there was a time when people felt it was not needed; they were the middle class-parents and the mother stayed at home. However, as time is evolving and their children are going out to work, and they are not staying at home any more, that generation is becoming educated, and I think it will take more time. I think we still have not gone that far.

Then there is the other thing, and it is a middle-class attitude, that mum should stay at home; the child should be at home with the mother. Personally I feel there is no way that we, as early childhood educators, can ever replace the mother. I think that has to be emphasized. For the next step, however, if the mother cannot be with the child, then quality licensed programs with qualified staff is what should be available.

I guess my greatest concern is for all these children who have not got licensed care; that we have so few children who are really in formal care.

As far as the urban and rural, I think that is another thing of education. You have the farmer who believes... his wife usually works on the farm, and is at home, so there is no child care needed there. I think that is part of the education. I have been told that rural councils are very hard to convince to put money into subsidized day care. I guess you could ask yourself why.

I think the biggest thing we should be doing is educating and I think the other thing is we need to... I guess the other thing that concerns me is if you do not legislate, it will not happen. We can say you must do this, or we would hope you would do this, but my own experience in the last four years is that when it is legislated or it is in policy, it happens; if it is not, it does not happen.

I do not know whether I have answered your questions.

Mr. White: Yes. Thank you very much.

[Translation]

avait aucun programme après l'école ni aucun programme préscolaire. Pour être bien franche avec vous, quand j'ai soulevé cette question pour la première fois au Conseil, tout le monde a éclaté de rire. J'ai dû demander aux membres de s'asseoir et de m'écouter. Cela remonte à quatre ans. Nous avons maintenant sept programmes après l'école, ainsi qu'un programme préscolaire pour l'éducation permanente.

A cette époque, j'essayais de sensibiliser à cette question le conseil scolaire, ainsi que ceux qui s'intéressaient à ses travaux. J'ai fait valoir aux membres du conseil qu'ils seraient bientôt grands-parents et que leurs petits-enfants auraient besoin de services de garde. La situation a beaucoup évolué en l'espace de quatre ans. Tout d'un coup, il y a des enseignants et d'autres personnes qui me disent qu'ils ont maintenant des petits-enfants qui ont besoin de services de garde.

Je pense qu'il fut un temps où les gens pensaient que ces services n'étaient pas nécessaires. Il s'agissait, dans l'ensemble, de parents des classes moyennes, où la mère restait à la maison. Mais les temps ont changé. Leurs enfants ont maintenant un emploi, et les mères ne restent plus à la maison. Cette génération devient sensible aux besoins, mais je pense que cela prendra encore un certain temps. À mon avis, nous n'avons pas fait beaucoup de progrès.

Il y a autre chose: l'attitude des classes moyennes, qui pensent que la mère doit rester à la maison et que l'enfant doit être à la maison avec sa mère. Personnellement, je ne pense pas que nous, les spécialistes de l'éducation des jeunes enfants, puissions remplacer la mère. À mon avis, on ne saurait trop insister sur ce point. Par contre, si la mère ne peut être avec son enfant, il faut offrir de bons services de garde autorisés, dispensés par un personnel qualifié.

Ce qui me tracasse le plus, c'est la situation de tous ces enfants qui ne reçoivent pas de services autorisés, c'est qu'il y ait si peu d'enfants à aller dans des centres de garde autorisés.

En ce qui concerne les différences entre les régions urbaines et rurales, je pense que c'est une question d'éducation. Prenez l'exemple de l'agriculteur. Comme sa femme travaille généralement sur l'exploitation agricole et reste donc à la maison, il ne voit pas la nécessité d'un service de garde. Je pense qu'il s'agit de sensibiliser le public à ces besoins. J'ai entendu dire qu'il était très difficile de persuader les conseils ruraux de financer les centres de garde subventionnés. Je suppose qu'on pourrait se demander pourquoi.

À mon avis, nous devrions avant tout sensibiliser la population, et notre autre objectif devrait être... Je suppose que l'autre chose qui m'inquiète est que rien ne changera sans mesures législatives. Il est facile de dire qu'il faut faire ceci ou qu'on espère cela, mais mon expérience des quatre dernières années m'a appris que les choses changent quand il y a une législation ou une politique, mais qu'elles ne changent pas s'il n'y en a pas.

Je ne sais pas si cela répond à vos questions.

M. White: Oui. Merci beaucoup.

[Texte]

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Mr. White.

It is interesting that you mentioned, just briefly, some of the rural problems and the problems with respect to farms. It was interesting. We had a group of farmers' wives who came to see us in Prince Edward Island. They indicated to us that just because they were not working outside the home or outside of the farm, did not mean they were not working and did not require extensive child care services. So that is an interesting point.

I think your comments about the school board and how difficult it is points up some of the difficulties in this particular area; if members of school boards are not sympathetic to child care outside of the classroom, society really has to come a long way to address this problem.

Ms Yach: I think the other thing is—I do not know how you would address this—but there is a sort of fear of the turfs of the ministries. The Ministry of Education feels their role is with the child is from 9 a.m. to 3.30 p.m. You have the Ministry of COMSOC in the Province of Ontario, who feel their time is before school and after school, and for some reason there seems to be . . . you cannot blend the two because each has its turf.

In the Province of Ontario at present, the Education Act does not allow school boards to operate after-four programs. To me, this is such a minor detail, and yet it creates so many problems because the two ministries cannot . . .

Mrs. Pépin: Could you repeat that?

Ms Yach: In the Province of Ontario, the Ministry of Education, under the Education Act at present—and there is a big discussion right now at the Ottawa Board—cannot run after-four programs. It would be interesting for your task force to go across Canada to see if in fact, under the Education Act of each province, it can be allowed. If you could do nothing else—if you even got that changed, to me, it would be a big step.

Mrs. Pépin: In Quebec, they do right now.

Ms Yach: But to be operated and licensed by the boards?

Mrs. Pépin: The Minister of Education said to the Director of Schools that if they have any space available for after four, to just give it to parents, and if they can get organized, to have a good person to look after their kids, it is open. Now we want to push further, because they say it is at the discretion of the Director. We want to have the legislation changed, and it will be that all the schools with spaces should be open.

Ms Yach: I want to make sure you find out, though, if the licence is retained by the Board, or by a community board?

[Traduction]

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, monsieur White.

Il est intéressant que vous ayez mentionné, en passant, certains des problèmes rencontrés dans les régions rurales, et en particulier sur les exploitations agricoles. C'est fort intéressant. À l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons entendu un groupe de femmes d'agriculteurs. Pour elles, le fait de ne pas travailler en dehors du foyer ou en dehors de l'exploitation agricole ne veut pas dire qu'elles ne travaillent pas et n'ont donc pas besoin de services à l'enfance. C'est donc là un point intéressant.

Je pense que vos remarques à propos du conseil scolaire et des difficultés que vous avez eues indiquent bien les problèmes qui se posent dans ce domaine. Si les membres des commissions scolaires ne sont pas sensibles aux besoins de services à l'enfance en dehors de l'école, cela veut dire que la société a encore un long chemin à faire avant de régler ce problème.

Mme Yach: Je pense que l'autre problème est—je ne sais pas comment on pourrait le régler—mais les divers ministères ont en quelque sorte peur de perdre leur fief. Le ministère de l'Éducation considère que les enfants lui appartiennent entre 9 heures et 15h30. Le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario estime que la responsabilité des enfants lui incombe avant et après l'école, et pour une raison ou une autre, il semble . . . il est difficile de coordonner les deux, car chaque ministère protège son fief.

À l'heure actuelle, dans la province de l'Ontario, la Loi sur l'éducation ne permet pas aux commissions scolaires d'offrir des programmes après l'école. À mes yeux, il s'agit d'un détail mineur, mais il crée toute une foule de problèmes, parce que les deux ministères ne peuvent pas . . .

Mme Pépin: Pourriez-vous répéter cela?

Mme Yach: À l'heure actuelle, dans la province de l'Ontario, la Loi sur l'éducation ne permet pas au ministère de l'Éducation d'offrir des programmes après l'école. Cela soulève actuellement une grande controverse au sein du Conseil scolaire d'Ottawa. Il serait intéressant que votre groupe de travail examine s'il en est de même dans les autres provinces. Même si vous n'accomplissez rien d'autre, je pense que vous aurez fait beaucoup si vous parvenez à faire changer cet état de choses.

Mme Pépin: C'est ce qui se passe actuellement au Québec.

Mme Yach: Vous voulez dire que les commissions scolaires exploitent des programmes autorisés?

Mme Pépin: Le ministre de l'Éducation a demandé aux directeurs d'école d'offrir aux parents tout espace disponible après 16 heures. Si les parents peuvent s'organiser et trouver quelqu'un qui convient pour s'occuper des enfants, l'école leur est ouverte. Toutefois, nous voulons aller plus loin, car, pour le moment, la décision appartient au directeur. Nous aimerions que la législation soit changée, pour que toutes les écoles qui ont de la place soient ouvertes.

Mme Yach: J'aimerais toutefois savoir si le permis est détenu par la commission scolaire ou par le conseil communautaire.

[Text]

Mrs. Pépin: By the community.

Ms Yach: I think there is a need for community boards; do not get me wrong. I think if they want to have a community board, fine. Yet I think there are areas like adult education where you have the young person going back to school, a 21- or 22-year old who does not have the time to be on the community board, who really needs to have it retained by the boards of education.

• 1045

There is an area in Ottawa—I am thinking of *Gowling Public School*—where we do not even have parent advisory. We cannot get parent advisory going, but it would be ideal to be able to have a board retain the license, because then it would ensure that it would be there.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much for your comments, Ms Yach. Our next group is The Ottawa Committee for Headstart. Mrs. Blenkiron.

Mrs. Diane Blenkiron (Chairperson, The Ottawa Committee for Headstart): Our committee is called The Ottawa Committee for Headstart. It was established in 1980, and is a group of teachers, directors and people interested in working with low-income children at the pre-school level. At the present time, we have 10 programs which are members: 7 are nursery schools or half-day programs, and 3 are day cares.

Our purpose for having a Headstart Program is to enable children from low-income families to experience and participate in an enriched pre-school environment with access for working with the parents, meeting the children's special needs if they have some, and providing the children and the families with a program at little or no cost to themselves.

We serve, at the present time, about 270 children in the Ottawa area. The children range, basically two or two and a half to five years, and the children may be referred to the program by their parents or by a health and service agency.

You were talking earlier about ethnic groups, people from different languages. We find in our Headstart Program a lot of children are referred on the basis of language. One of the things we have noted is that about 60% of the children coming to our programs have some kind of a language delay. One of the things which has happened in the Ottawa area is that we have been able to gain the services of a speech pathologist. The region funds it for us, and she is a travelling speech pathologist who travels among the 10 schools, does screening of the children, and provides feedback to the staff in education on how to meet the children's needs.

One of the things we have been concerned about for many years is what happens to our children after they leave the pre-school environment. They go on to the school environment, which is what Kathy was just talking about. The Ottawa boards have just done a study, and they have come up with the same conclusions: children from low economic groups have

[Translation]

Mme Pépin: Par la collectivité.

Mme Yach: Je pense que les conseils communautaires ont un rôle à jouer; je ne voulais pas dire le contraire. Je pense que, s'ils veulent un conseil communautaire, cela est parfait. Je pense toutefois qu'il y a des jeunes de 21 ou 22 ans qui suivent des cours pour adultes et qui n'ont pas le temps de participer aux activités d'un conseil communautaire. Ces personnes ont vraiment besoin de centres qui soient sous le contrôle des commissions scolaires.

Il y a un quartier d'Ottawa—je pense ici à *Gowling Public School*—où nous n'avons même pas de comité consultatif de parents. Nous n'arrivons pas à en créer un. Dans le cas des services à l'enfance, il serait donc préférable que ce soit la commission scolaire qui détienne le permis, parce que cela garantirait la prestation de ces services.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup pour vos remarques, madame Yach. Notre témoin suivant est M^{me} Blenkiron, qui représente l'*Ottawa Committee for Headstart*. Madame Blenkiron.

Mme Diane Blenkiron (présidente, The Ottawa Committee for Headstart): Notre comité s'appelle *The Ottawa Committee for Headstart*. Créé en 1980, il regroupe des enseignants, des directeurs et d'autres personnes intéressées à travailler avec des enfants de familles pauvres au niveau préscolaire. À l'heure actuelle, nous comptons 10 centres: sept écoles maternelles ou centres de demi-journée et trois centres de garde de jour.

L'objectif de notre programme est d'offrir aux enfants de familles pauvres un milieu préscolaire plus stimulant où nous pouvons oeuvrer en collaboration avec les parents, satisfaire les besoins spéciaux des enfants, s'il y a lieu, et offrir aux enfants et aux familles un programme peu coûteux ou gratuit.

Nous avons actuellement quelque 270 enfants dans la région d'Ottawa. Ces enfants ont, pour la plupart, entre deux et cinq ans et peuvent nous avoir été adressés par leurs parents ou par un organisme de service social.

Vous parliez tout à l'heure des groupes ethniques et de gens parlant diverses langues. Nous avons constaté qu'un grand nombre d'enfants nous sont envoyés pour des raisons linguistiques. Soixante p. 100 environ des enfants qui nous sont envoyés ont un problème de langue quelconque. Dans la région d'Ottawa, nous avons réussi à retenir les services d'une phoniatre, qui est payée par la région. Il s'agit d'une phoniatre itinérante, qui se rend dans les 10 écoles pour examiner les enfants et indiquer au personnel comment répondre à leurs besoins.

Depuis de nombreuses années, nous nous inquiétons de ce qu'il advient de nos enfants quand ils quittent le milieu préscolaire pour aller à l'école. Les conseils scolaires d'Ottawa viennent de terminer des études qui ont abouti aux mêmes conclusions: les enfants des familles pauvres ont des aptitudes linguistiques très insuffisantes. Du début jusqu'à la fin, depuis

[Texte]

very poor language skills. Right across the board, from the beginning of learning through school-aged children and into adulthood, language really is the basis of our functioning in our community.

The purpose of Headstart programs is to provide each child with an enriched pre-school program which may or may not be necessary to enhance certain aspects of the home environment. We say "may or may not" because we really do feel, as I say, a child or a parent from a low-income family should have the right to a Headstart program whether the child has special needs or not, because we really feel with a low income there are other spin-off negative factors which can be in the home.

Among these can be frequent moves for affordable and suitable housing and lack of safe, accessible, supervised outdoor play areas. Many parents are living in highrise. If there is more than one child, the child does not get supervised outdoor play at all.

We are also concerned about the possible lack of a stimulating home environment. When we are talking about a stimulating home environment, we are talking about the home experiences the child has, meeting other people, going on field trips or even going for a ride in the country, riding in a car. Many of these children have not done that before.

• 1050

Then also, the materials in the home itself; in many low-income homes, we walk in when we do our home visits and we will see that there are no toys or if there are toys, they really are not age appropriate and so are not meeting the needs of the children.

We feel a lot of our parents need two things. They need parent relief for time for themselves to grow, to think, to live, to just enjoy life somewhat, perhaps to take courses themselves and perhaps to work on their own self-esteem.

By offering Headstart programs, both the half-day and the full day for different needs for children and parents, we can offer some time and we can also offer some direct work with parents.

Nutrition is one of the problems in a low-income family. We notice that the children and the adults in the family often do have problems. It could be expressed by frequent absenteeism and frequent illnesses, lack of energy, paleness; just a lack of interest in what is going on around them.

One of the things, at least, we do try to help to meet the needs of the children in our programs by having enriched snacks or meals during the program, so that compared to a regular nursery school where you might have a cookie and juice—and that is getting pretty expensive right now—you

[Traduction]

le commencement de l'apprentissage jusqu'à l'âge adulte, en passant par l'âge scolaire, la langue est le fondement même de la façon dont nous fonctionnons en société.

Le but des programmes Bon départ est d'offrir à chaque enfant un programme préscolaire plus stimulant, qui peut être ou ne pas être nécessaire pour compenser certains aspects du milieu familial. Nous précisons «peut être ou ne pas être», parce que nous sommes persuadés qu'un enfant ou un parent d'une famille pauvre doit avoir droit à un programme Bon départ, que l'enfant ait ou non des besoins spéciaux, car nous pensons que le milieu familial de personnes à faible revenu peut comporter d'autres facteurs négatifs.

À titre d'exemple, ces familles tendent à déménager plus souvent, à la recherche d'un logement qui leur convient et dont le prix est abordable. Il y a également l'absence d'aires de jeu de plein air supervisées et accessibles. Un grand nombre de parents vivent en appartement. Quand il y a plus d'un enfant, l'enfant n'a souvent jamais l'occasion de jouer dehors sous la supervision d'un adulte.

Nous cherchons également à compenser le manque possible de stimulation du milieu familial. Par milieu familial stimulant, nous entendons les expériences que le foyer offre à l'enfant, les occasions qu'il a de rencontrer d'autres personnes, la possibilité d'excursions, par exemple à la campagne, ou encore une randonnée en voiture. Un grand nombre de ces enfants n'ont jamais eu ce genre d'expériences.

Il y a également ce qu'offre le foyer familial. Dans le foyer d'un grand nombre de familles pauvres que nous visitons, nous constatons qu'il n'y a pas de jouets ou, s'il y en a, qu'ils ne conviennent pas à l'âge de l'enfant et ne satisfont donc pas les besoins de l'enfant.

À notre avis, les parents ont besoin de deux choses. Ils ont besoin d'avoir du temps libre pour se développer, pour penser, pour vivre, pour avoir un peu de plaisir, peut-être pour suivre des cours ou pour apprendre à avoir une meilleure estime d'eux-mêmes.

Le programme Bon départ, qu'il s'agisse de la demi-journée ou de la journée entière, nous permet de répondre aux différents besoins des enfants et des parents. Nous pouvons leur donner plus de temps libre et nous pouvons également travailler en collaboration directe avec les parents.

L'un des problèmes qui se posent aux familles pauvres est celui de la nutrition. Nous remarquons souvent que les enfants et les adultes de ces familles ont certains problèmes, qui se manifestent sous la forme d'absentéisme fréquent, de maladies fréquentes, d'un manque d'énergie, de pâleur ou, tout simplement, d'un manque d'intérêt envers ce qui se passe autour d'eux.

En conséquence, l'une des choses que nous essayons de faire pour aider les enfants dans nos programmes est de leur offrir des repas nutritifs. Alors qu'une école maternelle ordinaire peut offrir un biscuit et du jus de fruit—et même cela devient coûteux de nos jours—nous leur offrons une forme quelconque

[Text]

would have some kind of a protein, fruit or vegetable so you are getting as much nutrition into the children as possible.

An atmosphere of frustration and hopelessness often results in the homes where you have low income. I guess basically, we feel one of the reasons it evolves is because parents have a lack of control over their own futures.

When finances are such a big part in all of our lives—and in a way, what comes in determines what we can do—if parents have a very limited income and it is only going for the necessities of life, then life can become very boring.

Possibility of low self-esteem; again, it does not necessarily happen in families, but we notice often that both parents and children have a low feeling about their worth.

Finally, we notice there can be a negative attitude toward authority in the school system. One of our goals is to change that feeling; authority figures can be helpful, you can work together, the school can be a positive experience, parents can be involved in the experience.

One of the quotes I would like to make is from David Weikart who has done a study in Ypsilanti, Michigan and it is about a 20-year study now, studying groups of nursery school children; one group who were taken into the high quality program, the other group who were not, and it was a random selection.

They found there have been marked changes in the group of children who attended pre-school, not only through their later school-age years but in the last 20 years, in all kinds of areas, including whether or not they had illegitimate children, whether or not they were on welfare, whether they went on to further schooling. The pay-off, money wise, for a community to invest in pre-school is vastly significant.

The quote I wanted to make was that high quality early childhood education helps children become successful adults. It also reduces major social and economic problems within a community, and preventing lifelong problems in high-risk children is a better community investment than attempting to correct them.

Really, this is very much the basis of how our Headstart programs operate—on a preventative level rather than a treatment level.

The components of a Headstart program; I mentioned an enriched pre-school program, and enriched in as many possible ways as we can imagine. Enriched in program planning and curriculum, in doing individual program planning, in taking children on field trips, in working with them on what their specific needs are, whether they be physical, and therefore working on the physical needs; or whether they would be emotional, and working on self-esteem; social, relating with other children; or language, which is another big area we talked about.

[Translation]

de protéines, par exemple des fruits ou des légumes, c'est-à-dire des aliments le plus nutritifs possible.

Une atmosphère de frustration et de désespoir règne souvent dans le foyer des familles à faible revenu. Je suppose que cela s'explique en partie par le fait que les parents ont le sentiment de ne pas être maîtres de leur propre destinée.

Quand l'argent joue un rôle crucial dans notre vie—et, dans une certaine mesure, le revenu dicte ce que peut faire une famille—la vie peut devenir très monotone si les parents n'ont que des moyens très limités et ne peuvent subvenir qu'à leurs besoins les plus essentiels.

L'amour-propre est souvent touché. Cela ne se produit pas dans toutes les familles, mais nous avons remarqué qu'un grand nombre de parents et d'enfants ont une faible estime d'eux-mêmes.

Enfin, nous avons remarqué une attitude négative envers l'autorité représentée par le système scolaire. L'un de nos objectifs est de changer cette attitude. Nous cherchons à leur montrer qu'il est possible d'oeuvrer ensemble, que l'école peut être une expérience positive et que les parents peuvent participer à cette expérience.

J'aimerais vous citer David Weikart, qui poursuit depuis une vingtaine d'années une étude à Ypsilanti, dans le Michigan. L'étude porte sur des groupes d'enfants de l'école maternelle. Un groupe a suivi un programme de qualité supérieure et l'autre pas. Les groupes ont été sélectionnés au hasard.

Les chercheurs ont trouvé des différences notoires entre les enfants des deux groupes, non seulement au stade scolaire, mais également par la suite, et ce, dans toutes sortes de domaines. Par exemple, les membres d'un groupe ont, une fois adultes, eu plus tendance à avoir des enfants illégitimes, à vivre de l'assistance sociale et à ne pas suivre d'études supérieures. Cela montre qu'il est très rentable pour une collectivité d'investir dans des services préscolaires.

La citation que je voulais vous donner est celle-ci: une bonne éducation des jeunes enfants aide ces enfants à devenir des adultes plus épanouis. Elle réduit également les problèmes sociaux et économiques pour les enfants, satisfaction des besoins qu'une collectivité investisse dans la prévention de problèmes qui peuvent durer toute la vie que d'essayer de les corriger par la suite.

En fait, c'est là le principe même de nos programmes Bon départ: mieux vaut prévenir que guérir.

Un programme Bon départ comprend de nombreuses facettes. J'ai parlé d'un programme préscolaire plus riche, plus riche en une multitude de façons. Plus riche à divers points de vue: planification et programmes, planification de programmes individuels, excursions pour les enfants, satisfaction des besoins particuliers de l'enfant, qu'il s'agisse de besoins physiques, émotionnels, sociaux ou linguistiques, c'est-à-dire chercher à satisfaire leurs besoins physiques, à leur donner plus d'amour-propre, à les aider à s'entendre avec d'autres enfants, etc.

[Texte]

• 1055

We do a lot of work in our Headstart programs with other agencies, recognizing and identifying problems in children and then doing referring. People work with the children and the parents at the same time. Most of our Headstart programs have a large investment in our parents. We really want our parents to feel accepted and part of the program. Often they work in our schools as volunteers. It was mentioned earlier in the AECEO brief that we recommend parents be involved in all aspects of programming.

One of the things Kathy said was that a lot of people from low income areas do not seem to have the impetus or ability to come out of themselves, to initiate programs and perhaps carry them on. However, they can work along with other people, and at times they do have the impetus to set up programs, but very often they need nurturing as well as the children.

We, too, feel the staffing of early childhood programs is extremely important, especially with the Headstart children. Not only do we feel the teachers should be trained in early childhood education. We feel the ratios should reflect the fact we need to meet children's special needs in these programs.

Where the ratios are not what we consider adequate, we try to supplement by using parent and community volunteers, but the answer, really, would be in improved staffing. We would like to see Headstart recognized as a designated group in the Day Nurseries Act so ratios could be addressed in this special fashion.

One thing I have not mentioned yet is transportation. It is really important the children get to the programs. The day care programs have not been able to include transportation as part of the programs, but the majority of the half-day programs in our schools have. Many of the schools are established in low-income areas right in the centre of the community. If the parents are unable to walk the child, many of the schools do have a van, usually driven by either a bus driver or one of the teachers, which picks up the children on a regular basis. When we were talking about parental relief, this can be a big item. If the parent takes half an hour to get there and half an hour to get home, it does not provide much parent relief.

Outdoors play space: not all Headstart or low-income children require as much development in the physical area. For some children, they may not achieve in the cognitive areas, but they can achieve in the physical area. It depends on what their living space is. It depends on what kind of outdoor supervision the parent can provide and quite a few other factors. It is important to have it as an alternative with the program.

[Traduction]

Nous collaborons de très près avec d'autres organismes pour déceler les problèmes de certains enfants et adresser ces derniers aux spécialistes voulus. Nous travaillons en même temps avec les enfants et les parents. La plupart des programmes Bon départ comptent beaucoup sur les parents. Nous voulons vraiment que les parents se sentent acceptés et aient le sentiment de faire partie du programme. Un grand nombre d'entre eux travaillent dans nos écoles à titre bénévole. Comme l'a indiqué le mémoire de l'AECEO, nous recommandons que les parents participent à tous les aspects du programme.

Comme l'a fait remarquer Kathy, un grand nombre de gens des milieux à faible revenu ne semblent pas avoir le désir ou l'aptitude de sortir de leur coquille, de lancer des programmes, et peut-être de les dispenser. Par contre, ils peuvent collaborer avec d'autres personnes, et ont parfois l'élan nécessaire pour mettre sur pied des programmes, mais, le plus souvent, il faut les guider autant que les enfants.

Nous pensons, nous aussi, que le personnel des programmes d'éducation pour jeunes enfants doit être excellent, particulièrement pour les programmes Bon départ. Nous pensons que le personnel doit avoir été formé en éducation des jeunes enfants et que le rapport du personnel aux enfants doit tenir compte du fait que ces programmes doivent satisfaire les besoins spéciaux de ces enfants.

Quand ce rapport nous semble insuffisant, nous essayons de compenser en ayant recours à des parents ou à des bénévoles, mais la vraie solution serait d'avoir un personnel plus important. Nous aimerions que les programmes Bon départ soient un groupe désigné aux termes de la loi sur les garderies de jour, afin que la question du rapport du personnel aux enfants puisse être réglée.

Une autre question que je n'ai pas encore soulevée est celle du transport. Il est vraiment important de faire venir les enfants aux centres. Les centres de garde de jour n'ont pas été en mesure d'assurer le transport des enfants, mais la majorité de nos écoles qui offrent des programmes d'une demi-journée ont pu le faire. Un grand nombre de ces écoles se trouvent dans des quartiers pauvres, en plein milieu de la collectivité. Si les parents ne peuvent mener leurs enfants à l'école, un grand nombre d'écoles ont une camionnette conduite par un chauffeur d'autobus ou un des enseignants, pour ramasser les enfants. Quand il s'agit de donner plus de temps aux parents, le transport des enfants peut constituer un facteur important. S'il faut une demi-heure à un parent pour mener l'enfant à l'école et une autre demi-heure pour retourner à la maison, il ne lui restera plus beaucoup de temps.

En ce qui concerne les aires de jeu en plein air, les enfants des programmes Bon départ ou les enfants de familles pauvres n'ont pas tous besoins d'autant de développement sur le plan physique. Certains enfants peuvent être assez avancés sur le plan physique, mais pas sur le plan cognitif. Tout dépend du milieu dans lequel ils vivent. Cela dépend des activités supervisées en plein air que le parent peut leur offrir, ainsi que d'autres facteurs. Il est important d'avoir ce genre d'activités comme option dans le programme.

[Text]

The parent program really needs to be a component of Headstart, because working with the children is self-limiting. If you work with the parent as well, those changes will carry on forever.

One of the things we are concerned about is that permanent facilities be available in low-income areas for programs such as these, whether it be day care or half-time day care programs or both. Often, if programs are established in community buildings or schools, the school or community needs to take over the space. The program's needs are secondary. If new communities are being built, they should be included in the planning stages.

Am I running out of time?

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): You still have a few more minutes. Go ahead. Sometimes the presenters leave a bit of time and there is room for questions. But certainly use the time any way you would like.

• 1100

Mrs. Blenkiron: Okay. We were asked what influences the Canadian family would have on the Headstart. We listed them as high mobility, increase in the number of single parents, more teenage mums keeping their babies rather than adopting them out, more working mums, greater number of people dependant on social services, less extended family, increased ethnic population and high unemployment. All of these factors do affect our programs, and actually the need for the programs seem to be increasing.

In conclusion, we feel our programs are attempting to meet the community's needs by providing a unique service. We feel all children and families in low-income areas across Canada should have access to similar programs which can be adapted to each community's special needs.

The federal government can begin this process by providing initiatives, funding, and consultants to identify areas and to develop programs and by encouraging the provinces to recognize Headstart as a legitimate service. My final quote is:

High quality Early Childhood Education enables families and communities to improve the life chances of their children. These gains lead to substantial economic benefits for the community. An investment in preschool returns \$7 for every \$1 invested (based on one year of pre-school after adjusting for inflation).

This is the quote from David Weikart. I would like to invite two people from the Headstart committee who have come with me to join me in answering questions and I would like them to show some slides. I think it would be best if we show the slides

[Translation]

Les parents doivent vraiment faire partie du programme, car il y a certaines limites à ce que l'on peut faire avec les enfants seuls. Si l'on peut obtenir la collaboration des parents, les changements suscités chez les enfants seront permanents.

L'une des choses que nous souhaitons, c'est qu'il y ait des installations permanentes dans les quartiers pauvres pour des programmes comme ceux-là, qu'il s'agisse de programmes de garde de jour, de programmes de demi-journée, ou encore des deux. Souvent, quand les programmes sont offerts dans des installations communautaires ou dans les écoles, la collectivité, ou l'école, a besoin de l'espace, et les besoins des programmes deviennent secondaires. Quand de nouvelles collectivités sont créées, il faudrait prévoir, dès le départ, l'espace nécessaire à ces installations.

Me reste-t-il encore du temps?

Le président suppléant (M. Nicholson): Il vous reste encore quelques minutes. Vous pouvez poursuivre. Certaines des personnes qui nous présentent un mémoire se réservent assez de temps pour répondre à des questions, mais vous pouvez utiliser le temps qui vous est accordé comme bon vous semble.

Mme Blenkiron: Parfait. On nous a demandé quelles influences la famille canadienne pourrait avoir sur le programme Bon départ. Nous en avons dressé toute une liste: plus grande mobilité, plus grand nombre de familles monoparentales, plus grand nombre de mères adolescentes qui gardent leur enfant au lieu de le faire adopter, plus grand nombre de personnes dépendant des services sociaux, rapetissement des familles, plus grande proportion d'immigrants et augmentation du chômage. Tous ces facteurs influencent nos programmes, et nos programmes semblent être de plus en plus en demande.

En conclusion, nous pensons que nos programmes cherchent à satisfaire les besoins de la collectivité en offrant un service unique en son genre. Nous pensons que tous les enfants et toutes les familles des quartiers pauvres devraient avoir accès à de tels programmes, qui peuvent être adaptés aux besoins particuliers de chaque collectivité.

Le gouvernement fédéral peut amorcer le mouvement en offrant des mesures d'encouragement, des fonds et des experts-conseils pour identifier les quartiers qui ont besoin de tels programmes et pour mettre ces programmes sur pied, et en encourageant les provinces à reconnaître les programmes Bon départ comme un service légitime. J'aimerais terminer en vous donnant une autre citation:

Une bonne éducation des jeunes enfants permet aux familles et aux collectivités d'améliorer les perspectives que la vie offre à leurs enfants. Ces gains se traduisent en d'importants avantages économiques pour la collectivité. En tenant compte de l'inflation, chaque dollar investi dans une année de programme préscolaire rapporte sept dollars à la collectivité.

Il s'agit d'une citation de David Weikart. J'aimerais inviter deux membres du Headstart Committee, qui m'ont accompagnée, à répondre avec moi à vos questions et à vous montrer quelques diapositives. Je pense qu'il serait préférable de vous

[Texte]

while you are asking questions. We will just make note that the first set of slides you are going to see are a nursery school and things to note are our gym program, our swim program, our band and all the special field trips we get to go on. The second set is a day care centre. You can notice that a lot of the experiences are the same, but then it also goes into the lunch time and the self-help groups brushing their teeth and the sleep time. We will show them all while you are asking questions.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): If you will be speaking, you will have to be close to the mike.

Mrs. Blenkiron: Okay, that is an image of a nursery school. It happens to be the Y nursery school with different centres. You cannot see them all but most pre-school centres operate on free play. The materials are geared to the children's ages and children have free choice of when they go. Painting will be one centre. There are usually about 13 centres in a pre-school. The art area is one where children need to have free choice in helping make up their minds as to what they want to do. It is very important to have animals in a pre-school. When we talk enriched pre-school many of the same things will be in many nursery schools, day care centres, but all the more important in a Headstart program.

This is the music centre. Many of our centres are integrated Headstart centres as well which means they are not only for low-income children. There can be a mix of economic groups.

It is important to have that physical play, the dramatic play component in the program. Role playing offers a good opportunity for children to express their feelings.

That is the outdoor area. That happens to be the Y bus we use to take the children on field trips and to pick them up from their homes and take them back. We are fortunate to have the nature trails in our area. We use them a lot every season. It helps to integrate some concepts.

Father's Day is important. If we do not have father's, we have what we call big boy's day, so that parents can participate in the programs. We often bring in people to... we talked about providing enriching experiences, so we try to give the children exposure to as many experiences as they can have. Santa Claus is important.

• 1105

Ms Brenda Fick (Ottawa Committee for Headstart): These are the two-and-a-half-year-olds in a dress-up centre. The sandbox provides different texture feelings.

Gross motor at a trampoline.

This is a creative area, with lot play. We try to provide different aspects for listening. We have a music centre. We work on self-help skills that are addressed around the home.

[Traduction]

montrer ces diapositives pendant que nous répondons à vos questions. Le premier jeu de diapositives porte sur une école maternelle et montre notre programme de gymnastique, notre programme de natation, notre orchestre et des excursions spéciales que nous offrons. Le deuxième jeu concerne un centre de garde de jour. Vous remarquerez que les deux programmes se ressemblent, mais que le deuxième comprend également le déjeuner, le brossage des dents et la période de repos. Nous vous montrerons ces diapositives tout en répondant à vos questions.

Le président suppléant (M. Nicholson): Si vous désirez parler, vous devrez vous rapprocher du microphone.

Mme Blenkiron: Parfait. Voici la photo d'une école maternelle. Il s'agit de la maternelle du «Y» avec différents centres. Vous ne pouvez pas les voir tous, mais la plupart des programmes préscolaires sont axés sur le jeu libre. Les matériaux sont basés sur l'âge des enfants, et les enfants sont libres de choisir ce qu'ils veulent faire. L'un des centres est consacré à la peinture. Un programme préscolaire comprend généralement 13 centres. Le centre artistique est un centre où les enfants doivent pouvoir choisir ce qu'ils veulent faire. Il est très important d'avoir des animaux dans un programme préscolaire. Un centre préscolaire spécial offre dans une grande mesure les mêmes choses qu'un grand nombre d'écoles maternelles et de centres de garde de jour, mais c'est encore plus important dans le cas d'un programme Bon départ.

Voici le centre de musique. Un grand nombre de nos centres sont des centres Bon départ intégrés, ce qui veut dire qu'ils ne s'adressent pas uniquement aux enfants de familles pauvres. Il peut y avoir un mélange de niveaux économiques.

Il est important d'avoir ce jeu physique, la partie théâtre du programme. Le jeu de rôles donne aux enfants l'occasion d'exprimer leurs sentiments.

Voici l'aire de plein air. Voici l'autobus du «Y» que nous utilisons pour les excursions et pour le ramassage des enfants. Nous avons la chance d'avoir des sentiers de la nature dans notre région. Nous les utilisons beaucoup, quelle que soit la saison. Cela nous aide à intégrer certains concepts.

La Fête des pères est un événement important. S'il n'y a pas de fête des pères, nous avons ce que nous appelons la journée des grands garçons, de sorte que les parents peuvent participer aux programmes. Nous invitons souvent des gens... nous avons parlé d'expériences enrichissantes, alors nous essayons de fournir le plus d'occasions possibles aux enfants. Le Père Noël, c'est important.

Mme Brenda Fick (Comité Headstart d'Ottawa): Ce sont des enfants de deux ans et demi dans une garderie toute aménagée. Le carré de sable permet d'expérimenter plusieurs sensations.

Gross motor sur une trampoline.

Voici un secteur de créativité où l'on trouve beaucoup de jeux. Nous essayons de reproduire plusieurs contextes pour l'audition. Nous avons un centre de musique. Nous travaillons

[Text]

We do dishwashing or washing of babies. It is all everyday living skills that are addressed.

Gross motor.

This is circle time with one of their teachers in a small group of approximately eight children where the teacher is free to address any specific area. It could go by theme. It could be working on different skills, as colour recognition, number recognition.

This is lunch-time.

This is the bathroom routine before rest time.

Sleep room. It is required by day nurseries that all children in a full-day program rest a minimum of one hour.

Mrs. Blenkiron: You can see that many of the areas in a half-day program are similar to those of a full-day program, with the addition of the routines in the lunch and the sleep routines. The day care program can often help the child who is having problems with those and help the parent to get him into a routine.

Mr. White: Thank you, Ms Blenkiron, for your presentation. Headstart appears to me to be a very impressive program. I think it is very well targeted to low-income families as well.

I have three specific questions. In your brief you mentioned you serve approximately 270 children. Is that right?

Mrs. Blenkiron: That is correct.

Mr. White: First of all, I will maybe ask the three questions. Two of them are brief and you could answer at the end.

How many do you estimate in the Ottawa area are still unserved—a rough figure? Secondly, how is the program funded presently? Thirdly, in your presentation you mention that Headstart programs should be officially recognized, which would give them the credibility they deserve. Are you presently experiencing a lack of credibility of some kind?

Mrs. Blenkiron: We are serving 270 children in the area, and they are referred to us by agencies, by themselves, by programs like CHEO, Children's Aid, public health, and doctors in the community.

You asked how many children would remain unserved. It is very difficult to know. But what we have done is we have done surveys in parts of the Ottawa area that do not have programs. Ottawa's west end, for instance, is one with, I believe—and I am estimating here—about 4,000 low-income families. That includes Foster Farm, Morrison Gardens, quite a few rent-to-income areas. What we had noted in our program is that a lot of children had moved out of the centre core into the low-income surrounding area, but there were no programs for them. In one particular area there is one day care with room

[Translation]

sur les aptitudes nécessaires pour la maison. Nous lavons la vaisselle ou les bébés. Ce sont toutes des activités qui font appel à des aptitudes de tous les jours.

Gross motor.

Ici, c'est l'heure du cercle et l'une des éducatrices est avec un petit groupe d'environ huit enfants avec lesquels elle peut aborder un sujet quelconque. Elle pourrait procéder par thèmes. Elle pourrait travailler au développement de diverses aptitudes, la connaissance des couleurs, des nombres.

Voici l'heure du déjeuner.

Ici, les enfants vont aux toilettes avant la sieste.

La salle de repos. Les garderies doivent faire en sorte que tous les enfants qui participent à un programme d'une journée entière fassent une sieste d'un minimum d'une heure.

Mme Blenkiron: Vous pouvez constater que plusieurs des pièces dans un programme de demi-journée sont semblables à celles d'un programme de journée complète auquel on ajoute l'heure du déjeuner et de la sieste. Souvent, le programme de la garderie peut aider les enfants qui ont des problèmes avec ces aspects et aider les parents à les habituer à une routine.

M. White: Je vous remercie pour votre présentation, madame Blenkiron. Le programme *Headstart* me paraît être très impressionnant. Je pense qu'il s'adresse effectivement aux familles à faible revenu.

J'ai trois questions bien précises à vous poser. Dans votre exposé, vous dites que vous desservez environ 270 enfants. Est-ce exact?

Mme Blenkiron: C'est exact.

M. White: Premièrement, je vous demanderai peut-être les trois questions en même temps. Deux d'entre elles sont brèves et vous pourrez y répondre à la fin.

Combien de familles de la région d'Ottawa n'ont-elles pas encore accès à une garderie—je veux un nombre approximatif? Deuxièmement, de quelle façon le programme est-il financé à l'heure actuelle? Troisièmement, dans votre exposé vous dites que les programmes *Headstart* devraient être reconnus officiellement, ce qui leur permettrait de profiter de toute la crédibilité à laquelle ils ont droit. Epruvez-vous présentement un manque de crédibilité quelconque?

Mme Blenkiron: Nous desservons 270 enfants de la région qui nous sont référés par des agences, par des programmes comme le HEEQ, l'Aide à l'enfance, la santé publique et les médecins de la collectivité.

Vous me demandez combien d'enfants ne sont pas encore desservis. Il est très difficile de le savoir. Nous avons par contre réalisé de sondages dans des secteurs de la région d'Ottawa qui n'ont pas de programmes. Ainsi, la région ouest d'Ottawa en est une où l'on trouve—c'est une évison que je fais ici—environ 4,000 familles à faible revenu. Cela comprend Foster Farm, Morrison Gardens, plusieurs secteurs de HLM. Ce que nous avons constaté dans nos programmes, c'est que plusieurs enfants avaient quitté la région desservie par notre centre et demeuraient maintenant dans des quartiers à faible revenu où il n'y a aucun programme pour eux. Dans un cas en

[Texte]

for 25 children, and we are presently attempting to establish a Headstart program.

[Traduction]

particulier, il y a une garderie pouvant accueillir 25 enfants et nous cherchons actuellement à y implanter un programme *Headstart*.

• 1110

In 1976 I worked in a summer Headstart program in that area. We served an enormous population. At that time we said someone should start a program, but the problem is it is hard to find the someones. Sometimes that person is not in the community. Fortunately at the present time there is a strong community group there now who also recognizes the need, and we are hoping this September to open a program if we receive funding from the Ministry of Community and Social Services. So in that area the need will be met.

En 1976, j'ai travaillé à un programme *Headstart* d'été dans ce quartier. Nous desservions une population considérable. À l'époque, nous avons dit que quelqu'un devrait lancer un programme, mais la difficulté, c'est de trouver ce quelqu'un. Parfois, une telle personne n'habite même pas dans la collectivité. Heureusement, il y a présentement un très bon groupe communautaire qui est conscient de la nécessité de l'établissement d'un tel programme et nous espérons bien entreprendre un tel programme dès septembre si nous recevons le financement nécessaire du ministère de la Communauté des services sociaux. Au moins dans ce secteur les besoins seront satisfaits.

We have also targeted the downtown area, but it seems that agencies in the area need to point out the need and provide the impetus to have programs moved. One of the goals we would have if the government is going to establish low-income areas is that they also look at establishing pre-school programs, not leave it up to the community.

Nous avons également prévu quelque chose pour le centre-ville, mais il semble que les agences de ce secteur doivent faire état de leurs besoins et mettre des choses en marche pour que les programmes puissent être instaurés. L'un de nos objectifs, si le gouvernement devait désigner des secteurs à faible revenu, c'est qu'il songe à établir des programmes préscolaires plutôt que de laisser cette initiative à la communauté.

Funding, we have a number of different kinds of programs. We have what we call the Headstart program which has only subsidized children in the program. It is funded by the regional municipality of Ottawa—Carleton, and that funding would come from the province. It fits under special needs, which is one of our concerns, because we do not feel we should be labelling our children's special needs. We feel that low income itself creates special needs, and once you start labelling children as being problem children, they carry the labels. And that is one of the spin-off factors that is happening. When parents hear the word Headstart, they begin to think, well I have a problem with my child. We really want them to get away from feeling that way and to think that Headstart is for children from low-income families to provide a good pre-school experience for them.

Le financement. Nous avons divers programmes. Nous avons ce que nous appelons le programme *Headstart* qui n'accueille que des enfants faisant l'objet d'une subvention. Ce programme est financé par la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et le financement viendrait de la province. Il est inclus dans la catégorie des besoins spéciaux, qui correspond à l'une de nos préoccupations, parce que nous estimons que nous ne devrions pas étaler les besoins spéciaux de nos enfants. Pour nous, le fait d'avoir un faible revenu crée déjà des besoins spéciaux et une fois que vous commencez à étiqueter les enfants comme des enfants à problèmes, ils n'arrivent plus à se débarrasser de ces désignations. Et c'est là l'une des conséquences qui surviennent. Au mot *Headstart*, les gens s'imaginent déjà que leur enfant présente un problème. Nous voulons vraiment qu'ils s'enlèvent cette idée de la tête et qu'ils commencent à penser que *Headstart* est un programme destiné aux enfants des familles à faible revenu, pour leur donner une bonne expérience préscolaire.

Mr. White: And the last thing is the credibility issue. I hope you are not experiencing some sort of credibility problem. Are you?

M. White: La dernière chose, c'est la question de crédibilité. J'espère que vous n'êtes pas aux prises avec un problème de crédibilité. Y a-t-il un tel problème?

Mrs. Blenkiron: In the Province of Ontario, Headstart is not a specific area. I know Toronto has similar kinds of programs. I do not know that they call themselves Headstart, but I know they meet many of the same needs. When the day nurseries act was being changed, we submitted a brief and asked for a change to be included, but we were not. So we do not have a designated area. Therefore, ratios fit under the regular Day Nurseries Act, and the only way we are recognized is by ourselves, by colleges that train, perhaps by the clients and children who use our service, and by a few other programs who do referrals to us.

Mme Blenkiron: En Ontario, *Headstart* n'est pas un secteur spécifique. Je sais qu'à Toronto il existe des programmes semblables. Je ne sais pas s'ils s'appellent *Headstart*, mais je sais qu'ils répondent à plusieurs besoins similaires. Lorsqu'est venu le temps de modifier la loi sur les garderies, nous avons présenté un mémoire demandant l'inclusion de certaines modifications. Cela nous fut refusé. C'est pourquoi nous n'avons pas de secteur désigné. En conséquence, les ratios sont prévus par la loi sur les garderies et la seule façon dont nous soyons reconnus, c'est par nous-mêmes, par les collègues qui assurent la formation, peut-être par les clients et les enfants qui utilisent un service et par les quelques autres responsables de programmes qui nous envoient des enfants.

[Text]

Mr. White: Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Mr. White.

Madam Pépin.

Mrs. Pépin: I think you had a very good presentation.

I want to follow with one question regarding funding and type of children. What is the difference between a nursery school and the Headstart pre-school program if we look at the funding program and the type of children.

Mrs. Blenkiron: A regular nursery school is normally funded by parent fees. Our integrated programs are funded partially by parent fees and partially by subsidy from the region. There may be other additional moneys coming from other programs, such as Kiwanis, United Way. Those kinds of things can also funnel into programs.

Mrs. Pépin: And the type of children?

Mrs. Blenkiron: They would come from low-income families, and you may or may not recognize that they would have some special needs. I call them special needs, but maybe that is not a good word. Perhaps unique needs. Language was one we zeroed in on. We found there were a higher number of children with language delays. Self-esteem is another one. We find we really have to work on children so they feel good about themselves. In a regular nursery school children are used to getting praise for what they have done. In families where you have low incomes, more negative may come through than positive.

A lot of different ethnic groups come into our programs. When the boat people came to Ottawa, over 4,000 people from Vietnam came to Ottawa. There was a terrific influx, and I, for one, would like to have first seen those children get integrated or have a program in their own language and then become integrated into ours. I think we lacked there. It would be our recommendation, too, that Headstart Programs certainly reflect the community in which they are situated.

• 1115

Mrs. Pépin: When I look in your brief, I find you are doing education of parents, and when I look at child care, I believe it is a prevention course. If we have our children in good child care, probably we will not have to teach parenting later on.

You also mentioned the language delay. Do you know what causes that? You mentioned that 64% of children in your centre have that, compared to 10%. Do you know what the cause would be?

Mrs. Blenkiron: I would welcome comments from other people if they would like to join me. I would say there have to be many causes. Different cultures can be one; frustrated home environment, where a lot of direction is given to children but very little conversation, for another; perhaps parental lack

[Translation]

M. White: Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie, M. White.

M^{me} Pépin.

Mme Pépin: Je pense que votre exposé était fort bon.

J'aimerais vous poser une question concernant le financement et le type d'enfants. Quelle est la différence entre une maternelle et le programme préscolaire *Headstart*, du point de vue du programme de financement et du type d'enfants?

Mme Blenkiron: En règle générale, les parents paient pour envoyer leurs enfants à la maternelle. Nos programmes intégrés sont financés en partie par les frais assumés par les parents et en partie par des subventions provenant de la région. Il peut y avoir d'autres sommes supplémentaires à venir d'autres organismes comme le Club Kiwanis, Centr'Aide. Ces éléments peuvent également s'ajouter aux programmes.

Mme Pépin: Et le type d'enfants?

Mme Blenkiron: Ils viendraient normalement de familles à faible revenu et il est possible qu'ils aient certains besoins spéciaux. Je parle de besoins spéciaux, mais ce n'est peut-être pas un bon mot. Peut-être des besoins uniques. Le langage en est un. Nous avons constaté qu'il y avait là un nombre plus élevé d'enfants avec des difficultés de langage. L'estime de soi est un autre problème. Nous constatons que nous devons vraiment travailler avec les enfants pour qu'ils apprennent à se sentir bien avec eux-mêmes. Dans une maternelle normale, les enfants ont l'habitude d'être félicités pour ce qu'ils font. Dans les familles à faible revenu, il y a davantage d'éléments négatifs que positifs pour l'enfant.

Nos programmes attirent également plusieurs groupes ethniques. À l'arrivée des *Boat people* à Ottawa, plus de 4,000 Vietnamiens sont venus s'établir. Il y a eu énormément de clientèle et, pour ma part, j'aurais mieux aimé que ces enfants soient intégrés ou qu'ils aient un programme dans leur propre langue avant de s'intégrer à notre milieu. Je crois que nous avons manqué un peu à ce niveau-là. Nous recommanderions également que les programmes *Headstart* reflètent davantage la collectivité dans laquelle ils sont implantés.

Mme Pépin: À la lecture de votre mémoire, je constate que vous faites l'éducation des parents et quand je passe aux soins des enfants, je crois qu'il s'agit d'un cours de prévention. Si nos enfants étaient dans de bonnes garderies, nous ne serions peut-être pas obligés d'enseigner l'art d'être bons parents plus tard.

Vous avez également fait état de problèmes de langue. Savez-vous quelle en est la cause? Vous disiez que 64 p. 100 des enfants à votre centre ont de tels problèmes comparativement à 10 p. 100 ailleurs. Savez-vous quelles pouvaient en être les causes?

Mme Blenkiron: J'aimerais que d'autres personnes ajoutent leur point de vue au mien si elles le veulent bien. Je dirais qu'il y a plusieurs causes. Les différences culturelles peuvent en être une; un milieu familial perturbé où les enfants reçoivent beaucoup de directives sans avoir le bénéfice de conversations

[Texte]

of language themselves. Children learn a lot through modelling of other children.

Mrs. Pépin: We were told at one place that the children were having special problems or special needs, as you said, and that if we are able to detect those in early childhood in a child care centre, we will prevent delinquency later on.

Mrs. Blenkiron: Oh definitely. Not totally.

Mrs. Pépin: No, but are you in agreement with that?

Mrs. Blenkiron: That is what Weikart discovered. You do not totally affect it, but statistically you affect it in delinquency, teenage pregnancy, all kinds of things, because what you try to do in your pre-school is encourage responsibility, self-reliance, decision-making, feeling good about yourself, finishing tasks.

Mrs. Pépin: Also, do you know the percentage of teenage mothers you have in your centre?

Mrs. Blenkiron: No, I do not.

Mrs. Pépin: What is the average age, let us say, the range of age?

Mrs. Blenkiron: My personal program is an integrated program, so it is a little difficult to say. I have only 25 in my program who are with Headstart. I would say I have had mothers with three-year-olds in the program whose ages were as low as 18.

Mrs. Pépin: That is old, because we find in other provinces that they are 15.

You showed us a slide saying that the children learn role-playing. How many boys learn to cook?

Mrs. Blenkiron: A lot, particularly when you have real food, and we do that a fair amount in our programs.

Mrs. Pépin: Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much for your comments. I just wanted to get in one. I know we have run out of time here.

I remember reading about the Headstart Program in the United States, and at one point someone made the comment that, unless these children from an under-privileged background get an enriched experience during the years they are in school, they experience a certain amount of regression. Do you have any comment on that? Have you seen that?

Mrs. Blenkiron: Yes, we have seen that. It is a very frustrating thing, and that is why I was so thrilled to find... I mentioned the report of the four school boards from the Ottawa area and what they plan to do in recognizing that low-income children have needs, too. They have designated six schools in the Ottawa area as special low-income schools, and they are going to have enriched programs. So they are really

[Traduction]

en est une autre; dans d'autres cas, les parents peuvent eux aussi avoir des déficiences au niveau du langage. Les enfants apprennent beaucoup en observant les autres enfants.

Mme Pépin: On nous a dit à un endroit que les enfants manifestaient des problèmes spéciaux ou des besoins spéciaux, comme vous avez dit, et que si nous pouvions percevoir ces problèmes assez tôt dans l'enfance en milieu de garderie, nous pourrions éviter la délinquance plus tard.

Mme Blenkiron: Oh tout à fait, mais pas totalement cependant.

Mme Pépin: Non, mais vous êtes d'accord avec cela?

mme Blenkiron: C'est ce que Weikart a découvert. Vous ne l'effacez pas totalement, mais statistiquement vous agissez sur le nombre de grossesses chez les adolescentes et toutes sortes d'autres choses parce que ce que vous cherchez à faire au niveau préscolaire, c'est de favoriser le sens des responsabilités, l'autonomie, la prise de décisions, le sentiment de bien-être, le goût de finir les tâches entreprises.

Mme Pépin: Connaissez-vous le pourcentage des mères adolescentes à votre centre?

Mme Blenkiron: Non, je ne le connais pas.

Mme Pépin: Quel est l'âge moyen, mettons la gamme d'âge?

Mme Blenkiron: Mon programme personnel est un programme intégré, c'est pourquoi il est un peu difficile de le préciser. Je n'en ai que 25 de mon programme qui soient avec Headstart. Je dirais que j'ai des mères ayant des enfants de trois ans dans le programme et dont l'âge est de 18 ans.

Mme Pépin: C'est assez âgé, parce que dans certaines provinces elles auraient 15 ans.

Vous nous avez projeté des diapositives montrant que les enfants apprennent divers rôles. Combien d'enfants apprennent à cuisiner?

Mme Blenkiron: Oh beaucoup, surtout lorsque vous avez de la vraie nourriture et nous le faisons passablement souvent dans nos programmes.

Mme Pépin: Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie beaucoup de vos observations. J'aimerais en ajouter une. Je sais que notre temps est écoulé.

J'ai déjà lu sur le programme Headstart aux États-Unis, et à un certain moment donné, quelqu'un a dit qu'à moins que ces enfants provenant d'un milieu défavorisé aient une expérience enrichissante pendant leurs années de scolarisation, ils font face à une certaine régression. Avez-vous des commentaires à formuler à ce sujet? Avez-vous été témoin de cela?

Mme Blenkiron: Oui, nous avons déjà été témoins de cela. C'est quelque chose de très frustrant et c'est pourquoi j'ai été si excitée de constater... J'ai parlé du rapport des quatre conseils scolaires de la région d'Ottawa et de ce que ces conseils anticipent pour les enfants provenant de familles à faible revenu. On a désigné six écoles dans la région d'Ottawa comme écoles de milieu à faible revenu et ces écoles bénéficie-

[Text]

trying to carry on the pre-school program into the school, and I hope they will maintain the parent contact, too, because I think that is important.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I hope they do, too. It seems that is the only hope or our best hope to break the poverty cycle from which so many people in this country suffer.

Did you have a quick comment, Mr. Cassidy?

Mr. Cassidy: I will ask a brief question. I am sorry I missed some of the presentation, which looked very good.

My question is this. I was recently reading a recent book by Michael Harrington, the American author who focused on the war on poverty battle back in the 1960s and is still alive and well. He says that as part of the kind of neo-conservative Reaganism sweeping the country, there is a myth in the United States that Headstart programs had been unsuccessful, but that in fact there is a great deal of evidence to the contrary, that they have had a very positive impact. I wonder if you can just put on the record some comments on that in terms of the evaluation after 20 years of Headstart programs in the United States.

• 1120

Mrs. Blenkiron: I recall reading the same research over the years that said that Headstart programs were not successful. But what we have determined since then is that they were measuring the wrong factors. They were measuring how fast the children were learning to read and to write. They were measuring cognitive factors. They were not measuring the self-help skills and the life skills that will take the child into adulthood and will make him a successful adult. What they have also found is that even those factors saying they had not been able to meet their well-off peers cognitively, we have found that some of the children have been able to improve considerably.

Mr. Cassidy: So that even if they have not caught up, they have narrowed the gap, is that correct?

Mrs. Blenkiron: Yes.

Mr. Cassidy: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. We appreciate you taking the time to be with us this morning.

Mrs. Blenkiron: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I would like to call the Choice in Child Care committee. Margaret Mitchell. Now, I do not see our own colleague coming forward so . . .

Welcome to the committee. We would like to thank you that we were able to have your brief in advance. I notice it is a fairly extensive brief. I think it goes to 19 pages. If what you prefer is to read it, you are certainly welcome to do that. Some groups decide they would rather highlight what they have to

[Translation]

ront de programmes enrichis. C'est donc dire que l'on cherche vraiment à prolonger le programme préscolaire dans les écoles et j'espère qu'ils maintiendront le contact avec les parents parce que cela est également important selon moi.

Le président suppléant (M. Nicholson): J'espère qu'ils le feront également. Cela semble être le seul espoir ou le meilleur espoir de briser le cycle de la pauvreté dont souffrent tellement de personnes au pays.

Avez-vous quelque chose à ajouter rapidement, monsieur Cassidy?

M. Cassidy: Une brève question. Je regrette de n'avoir pu assister à toute la présentation qui me paraissait assez bien faite.

Ma question est la suivante: je lisais récemment un livre de Michael Harrington, l'auteur américain qui s'est intéressé à la guerre à la pauvreté dans les années 60 et qui se porte toujours très bien. Il dit que le reaganisme néo-conservateur qui balaie le pays véhicule également un mythe aux États-Unis selon lequel les programmes *Headstart* n'ont pas été un succès, alors que tout porterait à croire le contraire, que ces programmes ont eu un effet très positif. Je me demande si vous ne pouvez pas rappeler, pour la forme, certaines observations fondées sur l'évaluation après 20 ans d'application des programmes *Headstart* aux États-Unis.

Mme Blenkiron: Je me souviens d'avoir lu les mêmes résultats de travaux de recherche où l'on disait que les programmes *Headstart* n'étaient pas un succès. Mais nous avons pu établir depuis que l'on mesurait les mauvais facteurs. On mesurait la vitesse à laquelle les enfants apprenaient à lire et à écrire. Ces gens mesuraient des facteurs cognitifs. Ils ne mesuraient pas les aptitudes d'autonomie et les aptitudes de vie des enfants qui mèneront l'enfant au stade adulte et qui en feront un adulte plus complet. Ces gens ont également constaté que certains des enfants avaient pu s'améliorer considérablement même si l'on disait qu'ils ne pouvaient pas se comparer à leurs pairs mieux nantis au plan des connaissances.

M. Cassidy: Ce qui veut dire que même s'ils n'ont pas rattrapé, ils ont en partie comblé l'écart, est-ce exact?

Mme Blenkiron: Oui.

M. Cassidy: Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie beaucoup. Nous sommes heureux que vous ayez pris le temps de venir nous rencontrer ce matin.

Mme Blenkiron: Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): J'aimerais maintenant accueillir le comité *Choice in Child Care*. Madame Margaret Mitchell. Je ne vois pas nos collègues s'avancer.

Bienvenue devant ce Comité. Nous voudrions vous remercier d'avoir soumis votre mémoire à l'avance. Je constate qu'il s'agit d'un mémoire substantiel qui fait 19 pages, je crois. Si vous préférez le lire, vous êtes la bienvenue. Certains groupes choisissent plutôt de relever les faits saillants de ce qu'ils

[Texte]

say and emphasize their proposals, and it gives more time to the members of the committee. So one of you can speak, or all of you can speak within that sort of time allotment, and I wonder if you could first of all introduce the persons... I believe that you are Margaret Mitchell, or...

Mrs. Margaret Mitchell (Choice in Child Care Committee): I am Margaret Mitchell, and we are delighted to be here.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Then perhaps you could introduce the members who are with you.

Mrs. M. Mitchell: Our spokesperson today is Bonnie Mitchell. We thought it would be more effective if you only had one of us speaking at a time, and then we would like all to be here in case a particular question was one that one of us answers better than another and more comfortably or whatever. So Bonnie will go ahead and speak with you first.

Mrs. Bonnie Mitchell (Choice in Child Care Committee): Thank you. Good morning. I would like at this point to introduce the other members of the committee; they are, Robin Mader, Suzanne Friedlander, our own Margaret Mitchell, and Judith Low.

As Margaret said, we look forward to answering your questions at the end of this brief presentation. Your committee has received our written brief and we do not plan to go into the detail that it contains at this time. However, we do welcome this morning the opportunity to highlight our major concerns for you.

Thank you for making it possible for us to meet with you today. Your committee is doing very important work. As a result of your efforts, more attention is being focused on the requirements of Canada's children for good care. As a matter of fairness and social justice, we believe people should really be free to choose the most appropriate child care for their family and for their children.

Child care is often misunderstood as being synonymous with day care. They are not synonymous terms. To ensure that children receive good care, we need to remove the social and economic obstacles that constrain families in making those choices.

We trust that you are hearing from people who are concerned with providing good quality day care. We support them. Good quality day care is an essential part of a national approach to the care of children, but it is not the entire picture.

• 1125

We present our views as people who have made a family decision to care for our children at home. Many Canadians have also made that choice. Today, however, social and economic conditions have made this a very difficult and painful choice for many families. Our purpose in appearing before you today is to urge you to make it possible for families

[Traduction]

veulent dire pour appuyer leur position, ce qui donne plus de temps aux membres du comité. Ainsi, quelqu'un peut prendre la parole ou vous pouvez à tour de rôle prendre la parole pendant la période qui vous est allouée. Peut-être pourriez-vous commencer par nous présenter les personnes... Je crois que vous êtes Margaret Mitchell ou...

Mme Margaret Mitchell (Comité Choice in Child Care): Je suis Margaret Mitchell et nous sommes très heureuses d'être ici.

Le président suppléant (M. Nicholson): Alors peut-être pourriez-vous nous présenter les personnes qui vous accompagnent.

Mme M. Mitchell: Notre porte-parole d'aujourd'hui est Bonnie Mitchell. Nous avons pensé qu'il serait plus efficace si une seule d'entre nous prenait la parole; nous avons également voulu venir en groupe au cas où l'une d'entre nous pourrait plus facilement répondre aux questions qui nous seraient posées. Bonnie prendra donc la parole la première.

Mme Bonnie Mitchell (Comité Choice in Child Care): Merci. Bonjour. J'aimerais vous présenter les autres membres du comité: Robin Mader, Suzanne Friedlander, Margaret Mitchell et Judith Low.

Comme l'a dit Margaret, nous espérons pouvoir répondre à vos questions à la fin de notre présentation. Le Comité a déjà reçu copie de notre mémoire et nous n'avons pas l'intention d'aborder ici les détails qu'il contient. Toutefois, nous profitons de cette possibilité qui nous est offerte aujourd'hui de vous rappeler nos principales préoccupations.

Je vous remercie de nous fournir l'occasion de vous rencontrer aujourd'hui. Votre Comité fait un travail très important. Grâce à vos efforts, on accorde maintenant plus d'attention aux besoins des enfants du Canada en termes de soins. Du point de vue de la justice et de l'équité sociale, nous estimons que les gens devraient avoir toute liberté de choisir la forme de soins la plus appropriée à leur famille et à leurs enfants.

Les soins accordés aux enfants sont souvent confondus avec garderie de jour. Ce ne sont pas des notions similaires. Pour faire en sorte que l'enfant reçoive de bons soins, il faut éliminer les obstacles sociaux et économiques qui contraignent les familles à faire ces choix.

Nous espérons que vous avez entendu déjà des gens qui se préoccupent d'offrir des services de garderie de qualité. Les garderies de qualité constituent un élément essentiel de l'approche nationale aux soins à donner aux enfants, mais ce n'est qu'un élément.

Le point de vue que nous présentons est celui de personnes qui ont pris une décision familiale de s'occuper de leurs enfants à la maison. De nombreux Canadiens ont également fait ce choix. Aujourd'hui cependant, les conditions sociales et économiques rendent cette décision très difficile et même douloureuse pour plusieurs familles. Le but que nous poursuivons en témoignant devant votre Comité aujourd'hui, c'est de

[Text]

to freely choose this type of daily care if that is what they want for their children.

The quality of care that is provided for Canadian children is essential to the future well-being of our country, and all Canadians must recognize this. This is such an important principle, yet, surprisingly little recognition is given to it in government programs.

The universal family allowance program effectively distributes money from all taxpayers to the care of children. And, in so doing, acknowledges our collective social responsibility.

We urge you to recommend the implementation of a universal dental plan for all children in all provinces. This would reinforce the shared obligations of all Canadians to contribute to the care of Canadian children.

Fairness means that those people who provide child care, whether they are paid or unpaid, must receive the recognition they deserve for undertaking one of the most important and demanding jobs in our society. This could be done through information campaigns, advertising and other action, to present a more positive image of at-home parents and paid child care-givers.

The workplace must acknowledge the needs of the family. Employers should be made more aware of the family obligations of their employees. There should be more flexibility in the workplace to accommodate those obligations for fathers and mothers.

The Canada Employment and Immigration Commission should do more to make job sharing a more feasible option, particularly for parents of small children. Part-time work should be encouraged and should have clearly defined benefit entitlements.

The present child care expense deduction on the income tax form is unfair. Why? Because the way it is administered . . . In practice, it is available only to people who can afford the kind of child care for which a receipt is given. It is economically regressive. We urge you, therefore, to recommend that either the child care expense deduction be eliminated from the income tax form and the increased revenue be allocated by the federal government to the child tax credit program and by provincial governments to educational programs and support services for children and their families, or, all families be allowed to claim a deduction for child care expenses, for whatever form of child care they choose, with or without receipt.

The decision to have a parent care for children full time at home is a very costly one for a family. We need to find ways to make that choice less of an economic and social sacrifice for Canadians. There should be a specific reference in the government's Employment Equity Program to parents who have provided full-time care to their children and are ready to

[Translation]

vous prier de faire en sorte que les familles puissent choisir librement le type de soins quotidiens qu'elles veulent pour leurs enfants.

La qualité des soins que l'on donne aux enfants canadiens est essentielle pour l'avenir de notre pays, et tous les Canadiens doivent en être conscients. Il s'agit là d'un principe si important et, chose surprenante, les programmes gouvernementaux en font bien peu de cas.

Le programme d'allocation familiale universel répartit efficacement des sommes provenant de tous les contribuables et affectées aux soins des enfants. Cette mesure rend compte de notre responsabilité sociale collective.

Nous vous prions de recommander l'implantation d'un programme de soins dentaires universel pour tous les enfants et dans toutes les provinces. Cela viendrait renforcer l'obligation partagée qu'ont tous les Canadiens de contribuer aux soins des enfants canadiens.

L'équité veut dire que les personnes qui donnent des soins aux enfants, qu'elles soient payées ou non, ont droit à la reconnaissance qu'elles méritent pour avoir entrepris l'une des tâches les plus importantes et les plus exigeantes dans notre société. Cela pourrait se faire par le biais de campagnes d'information, de publicité et d'autres mesures afin de présenter une image plus positive des parents qui restent à la maison et des personnes qui sont rémunérées pour s'occuper des enfants.

Il faut également que le milieu de travail prenne conscience des besoins des familles. Il faudrait que les employeurs soient sensibilisés aux obligations familiales de leurs employés. Il devrait y avoir plus de souplesse en milieu de travail pour tenir compte de ces obligations des pères et des mères.

La Commission d'Emploi et d'Immigration du Canada devrait faire plus pour que le travail partagé soit accessible, particulièrement pour les parents de jeunes enfants. Il faudrait également favoriser le travail à temps partiel et l'assortir d'avantages bien définis.

Les déductions d'impôt auxquelles donnent droit les frais de garde d'enfants sont présentement injustes. Pourquoi? À cause de la façon dont elles sont administrées . . . En pratique, cette déduction n'est offerte qu'aux personnes qui peuvent s'offrir les soins aux enfants qui donnent droit à un reçu. C'est une notion économique régressive. Nous vous prions donc de recommander que les frais de garde d'enfants ne soient plus admissibles comme déduction d'impôt et que les revenus supplémentaires soient affectés par le gouvernement fédéral au programme de crédit d'impôt pour enfant et par les gouvernements provinciaux aux programmes éducatifs et aux services de soutien pour les enfants et leurs familles, ou encore que toutes les familles aient droit à une déduction pour les frais de garde d'enfants, peu importe le mode choisi, avec ou sans reçu.

La décision que prennent les familles de laisser un parent à la maison pour s'occuper à temps plein des enfants en est une très coûteuse. Nous devons trouver des façons pour que ce choix soit moins un sacrifice aux plans économique et social pour les Canadiens. Il devrait y avoir une référence spécifique dans le Programme d'équité de l'emploi du gouvernement aux

[Texte]

re-enter the paid labour force. These people have contributed significantly to society and we must show them recognition. We recommend that these parents be specifically identified as a group entitled to employment equity. This would not necessarily mean preferential treatment, but rather that existing barriers to full access to the paid labour force be removed.

For example, such a barrier affects a parent who has taken advantage of the nurturing leave offered by the federal government to public servants. At the present time that person, on re-entering the Public Service, must pay both the government and employee portions of the pension payments for the entire period of leave in order to return to work. If a parent has taken that nurturing leave for three years and the yearly salary at the beginning of the leave period is approximately \$35,000, then the amount which must be paid to satisfy this requirement is approximately \$21,000. And it must, unless particular extensions can be approved, be paid back over the same period of time as the leave, in this case, three years, at a rate of approximately \$500 per month after-tax income.

• 1130

Surely there must be a more equitable way to remove this and other barriers to returning to work after caring for children in the home.

Two current programs do give recognition to at-home parent care-givers. The drop-out provision of the Canada-Quebec Pension Plan allows a woman not to count the years from when her children are born until they are seven years of age into her pensionable earning years. Also, the re-entry program of the Canadian Jobs Strategy is targeted particularly at women who have been out of the paid labour force for a period of years. We are pleased to see these programs in place.

We would like the federal government to take the necessary steps to establish, in the near future, a home-maker pension within the Canada Pension Plan. This was proposed by the Pension Reform Task Force and was promised by the Progressive Conservative Party of Canada during the 1984 election campaign.

In the short period since we have completed writing our brief, we have circulated it within our communities. We have signatures of people who have read it and support our position. It occurred to us that you would probably like to have a look at that petition, and we will be forwarding it to you in mid-May.

If we have a single message this morning it is that families should be truly free to choose the type of daily care their children receive. To make that a real choice, social attitudes and economic conditions must change. We urge you, please, to

[Traduction]

parents qui ont accordé des soins à temps complet à leurs enfants et qui sont prêts à réintégrer le marché du travail. Ces gens ont apporté une contribution importante à la société et nous devons leur en être reconnaissants. Nous recommandons que ces parents soient spécifiquement admissibles comme groupe à l'équité de l'emploi. Cela ne signifierait pas nécessairement un traitement préférentiel, mais plutôt que les barrières existantes soient éliminées pour leur permettre le plein accès au marché du travail.

Par exemple, une telle barrière affecte l'un des parents qui a pris avantage du congé de soins offert par le gouvernement fédéral à ses fonctionnaires. À l'heure actuelle, une telle personne qui souhaite réintégrer la Fonction publique, doit payer les parts du gouvernement et de l'employé des paiements de pension pour toute la période de congé avant d'être reprise. La personne qui a pris un tel congé de trois ans et qui touchait un salaire annuel d'environ 35,000\$ au début du congé, devra verser quelque 21,000\$ pour satisfaire à cette exigence. Et à moins de prolongation particulière, ce montant doit être versé pendant une période correspondante à la durée du congé, en l'occurrence, sur une période de trois ans au rythme d'environ 500\$ par mois de revenu après impôt.

Il doit sûrement y avoir une façon plus équitable d'éliminer cette barrière et d'autres qui empêchent le retour au travail des gens qui se sont occupés de leurs enfants à la maison.

À l'heure actuelle, deux programmes accordent une certaine reconnaissance aux parents qui restent à la maison. La disposition relative au retrait du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec permet à une femme d'exclure les années allant de la naissance au septième anniversaire de ses enfants, du nombre des années où elle gagne un revenu ouvrant droit à une pension. Par ailleurs, le programme de retour au travail de la Stratégie canadienne de l'emploi vise particulièrement les femmes qui ont été à l'écart du marché du travail pendant un certain nombre d'années. Nous sommes heureuses de constater la mise en place de ces programmes.

Nous aimerions que le gouvernement fédéral prenne les mesures nécessaires pour prévoir une pension pour les ménagères dans le cadre même le Régime de pensions du Canada. Cela a été proposé par le Groupe de travail sur la réforme des pensions et constituait une promesse du parti Progressiste-conservateur du Canada pendant la campagne électorale de 1984.

Au cours du bref intervalle qui a suivi la rédaction de notre mémoire, nous l'avons fait circuler au sein de notre collectivité. Nous avons la signature des personnes qui en ont pris connaissance et qui souscrivent à notre position. Il nous est apparu que vous aimeriez probablement prendre connaissance de cette pétition et nous vous la ferons parvenir à la mi-mai.

Notre message de ce matin serait que les familles puissent choisir librement le service de garderie qui leur convienne. Pour que cela puisse être un choix réel, il faut que les mentalités et les conditions économiques changent. Nous vous prions

[Text]

impress the need for real choice in child care on the government.

Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much.

Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I fully agree with you. I think you have told us many things regarding child care but also regarding equality for women.

I want to reply to one of your main questions, which is having a choice for child care services. I do not think that it is the intention of the task force to impose anything, and I believe personally, as I think most of my colleagues believe, that a choice should be given to parents regarding child care service, be it home care or a special centre.

I think that is important because one of the things I am sure we do not want is to be obliged as parents to put our children in a system when they are two years old or sometimes earlier than that. So I do not think this is the objective of the task force at all.

You spoke about social attitude. I fully agree that our attitude has to change, but for many people child care is social services and I think that has to be changed. I think it is part of education, it is prevention; but when you speak about child care people will tell you this is a social service.

Regarding dental plans, I agree with your recommendation, but I think it is part of the provincial government.

Regarding job-sharing and part-time work, I fully agree with you. I think that for women to be able to work or to re-enter we should have those two programs, but they have to have benefits pro rata of the amount of time they will be working; otherwise it is no good. It will help them in a way, but on the other hand when they will be 55 or 60 years old they will not have any retirement pension plan and things like that.

You spoke about money and receipts and you proposed to us a few ideas on how we could improve the situation, but you said in one of your recommendations that the government could reimburse all the expenses regarding child care with or without receipts. I do not know how we can do that without receipts unless the government put in a ceiling because you know very well that if we do not ask for any receipts the bills will be coming in and maybe sometimes people will be cheating a bit.

So I know that very often most of the persons who are taking care of our children cannot provide receipts, or do not want to provide receipts, because they have a very, very low income, and they will be losing that income. On the other

[Translation]

donc de faire connaître au gouvernement le besoin d'un choix réel en matière de garderie.

Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup.

Madame Pépin.

Mme Pépin: Je suis entièrement d'accord avec vous. Je crois que vous nous avez dit beaucoup de choses concernant la garde d'enfants, mais aussi concernant l'égalité pour les femmes.

J'aimerais répondre à l'une de vos principales questions, celle qui concerne le choix des services de garderie. Je ne crois pas que ce soit le but du groupe d'étude d'imposer quoi que ce soit et je crois personnellement, tout comme la plupart de mes collègues je pense, que les parents devraient avoir le choix en matière de services de garde d'enfants, que ce soit en milieu familial ou dans un centre spécialisé.

C'est très important parce que je suis sûre que nous ne voulons pas être obligés, en tant que parents, de placer nos enfants dans une garderie dès qu'ils ont deux ans ou même plus tôt. Alors je ne crois pas que ce soit là l'objectif du groupe d'étude.

Vous avez parlé des mentalités. Je suis parfaitement d'accord, nos attitudes doivent changer, mais pour plusieurs personnes, garde d'enfants rime avec services sociaux et je crois qu'il faut que cela change. Je crois que cela fait partie de l'éducation, de la prévention; mais quand vous parlez de garde d'enfants, les gens vous disent que c'est un service social.

En ce qui a trait au régime de soins dentaires, je souscris à votre recommandation, mais je crois que cette responsabilité revient au gouvernement provincial.

En ce qui a trait aux emplois partagés et au travail à temps partiel, je suis encore une fois d'accord avec vous. Pour que les femmes puissent travailler ou revenir sur le marché du travail, nous devrions avoir ces deux programmes, mais elles doivent recevoir des avantages en fonction du temps qu'elles consacreront à leur travail; autrement, ça n'a aucune valeur. Cela les aidera d'une certaine façon, mais d'autre part, quand elle atteindront l'âge de 55 ou 60 ans, elles n'auront aucun régime de pension, par exemple.

Vous avez parlé d'argent et de reçus et vous nous avez proposé quelques idées sur la façon d'améliorer la situation, mais vous avez dit dans l'une de vos recommandations que le gouvernement pourrait rembourser toutes les dépenses relatives à la garde d'enfants, qu'il y ait ou non des reçus. Je ne vois pas comment nous pourrions le faire sans reçu, sauf si le gouvernement impose un plafond. Vous savez bien que si nous n'exigeons pas de reçu, les factures afflueront et il y a parfois des gens qui trichent un peu.

Je sais que très souvent, les personnes qui prennent soin de nos enfants ne sont pas en mesure de fournir des reçus ou ne veulent pas le faire parce que leurs revenus sont très, très faibles et que ces personnes risquent de perdre ce revenu.

[Texte]

hand, I know the mother needs it too. But that I think we have to look at.

What about the children with specific needs? Do you include them: the mentally or physically handicapped? Do you think they should be integrated in the whole system? Have you had time to have a look at those?

Mrs. M. Mitchell: We have not addressed that specifically, because we have been looking at a slightly different side of the picture. We would certainly want to see full support services for those kids, and integration, where that fit, and special programming, where that fit, and so on. It is not really an area of our expertise, I do not think.

Mrs. Pépin: But when you also mentioned that we have to have a choice regarding services, do you include the service where we provide a person to go home to provide some child care services; let us say for a mother who has *un poupon*; an infant below two years old? What do you do with those children? What kind of choice would you like to see?

Ms Judith Low (Choice in Child Care Committee): The kind of real choice we would like to see would be that parents with an infant would be able to choose themselves to care for their child. But there are now restraints on your choice to take a year or two out of the labour force to stay at home with your own child. So when we are approaching the question of choice, we are very definitely including one of the child care options as care by the parent in the home, mother or father.

Mrs. Pépin: Okay. It means parental leave.

Ms Low: Extended maternal leave, parental leave, drop-out provisions; which all come into being able to re-enter the work force.

Mr. Cassidy: I want to congratulate your group on an excellent brief. I have some questions on some of your criticisms of the Cooke task force, but I think the points you make are very good in a number of areas, particularly the problem of our society, which is in many respects anti-family. We may say nice things in Family Month—we used to have Family Month in the Ontario legislature—but for example Ontario has never been prepared to outlaw the discrimination against families with kids in apartment accommodation. As you know, many one-parent families, for example, cannot afford to have a home of their own and live in the typical suburban surroundings, and then they find out that they cannot live close to their work because most apartments will not take young children.

You have outlined a number of other things that occur in that same particular area. I would like to give you an example which I find particularly offensive—it has just occurred in the city—of the lack of flexibility of an employer. That is Nancy Cooper, the local host on CBO in the morning, who has resigned her job effective the end of June in order to spend a couple of months just catching up on her sleep and catching up on her family, because she has a burn-out job that keeps her

[Traduction]

D'autre part, je sais que les mères en ont également besoin. Mais nous devons nous pencher sur cette question.

Et que penser des enfants qui ont des besoins particuliers? Faites-vous état des enfants souffrant d'un handicap mental ou physique? Croyez-vous qu'ils doivent être intégrés à l'ensemble du système? Avez-vous eu le temps de vous arrêter à cet aspect?

Mme M. Mitchell: Nous n'avons pas traité de cet aspect de façon particulière parce que nous avons pris un point de vue légèrement différent. Nous voudrions assurément des services complets pour ces enfants et une intégration quand la chose est possible, des programmes spéciaux quand la chose est possible et ainsi de suite. Ce n'est pas là notre domaine de spécialisation, je ne crois pas.

Mme Pépin: Mais quand vous dites que nous devons avoir le choix des services, visez-vous également le service où l'on demande à une personne de fournir des soins à un enfant; disons pour une mère ayant un poupon, un enfant de moins de deux ans? Que faites-vous de ces enfants? Quels choix aimeriez-vous voir?

Mme Judith Low (comité Choice in Child Care): Les choix réels que nous aimerions voir appliqués seraient que les parents d'un bébé puissent décider de s'occuper eux-mêmes de leur enfant. Mais il y a présentement des restrictions à la possibilité de quitter le marché du travail pendant un an ou deux pour rester à la maison avec son propre enfant. Quand il est question de choix, nous pensons bien évidemment à la possibilité que le père ou la mère s'occupe de l'enfant à la maison.

Mme Pépin: D'accord. Cela veut dire un congé parental.

Mme Low: Congé de maternité prolongé, congé parental, dispositions de retrait; tout cela revient à la possibilité de réintégrer le marché du travail.

M. Cassidy: Je voudrais féliciter votre groupe pour la qualité de son mémoire. J'ai quelques questions à vous poser concernant vos critiques du groupe de travail Cooke, mais je crois cependant que les points que vous soulevez dans un certain nombre de domaines, particulièrement en ce qui a trait au problème de notre société, qui est contre la famille sous plusieurs aspects, sont très bons. On peut dire de belles choses pendant le Mois de la famille—il y avait un Mois de la famille à la législature ontarienne—mais l'Ontario n'a jamais été disposé à bannir la discrimination contre les familles ayant des enfants et habitant un appartement. Comme vous le savez, plusieurs familles monoparentales par exemple, ne peuvent se permettre d'avoir leur propre maison ni de vivre dans un milieu de banlieue typique et elles découvrent qu'elles ne peuvent demeurer près de leur lieu de travail parce que la plupart des appartements ne sont pas ouverts aux jeunes enfants.

Vous avez abordé un certain nombre d'autres choses qui se produisent dans ce même secteur. J'aimerais vous citer un exemple que je trouve particulièrement offensant—qui vient tout juste de se produire dans la ville—du manque de souplesse d'un employeur. Il s'agit de Nancy Cooper, l'animatrice locale à CBO le matin, qui démissionne de son emploi à compter de la fin juin afin de récupérer pendant quelques mois et de rattraper un manque de sommeil et reprendre contact avec sa

[Text]

away from her kids every morning and asked for and was refused two months of unpaid leave. They give it to the network host on CBC, but they do not, apparently, give it to local hosts, although there are precedents the other way, as when Liz Gray used to be on *All In A Day* in the afternoons.

I find that really offensive, that a talented woman who chooses to work is put in a position where effectively she has to say, okay, to hell with my kids, to hell with my husband and my marriage and my own sanity, because the rules are you have three weeks of holiday a year no matter what the consequences in family terms.

Your point about job sharing and so on is a good one as well. I have a feeling that if we were really sensible about social policy, the second stage anticipated by the task force would be a stage of looking at the way society is developing. Today the average working hours are tending to diminish. If we average the working hours out over all of the labour force rather than just people in the labour force who are working, they would be even lower. If we could find ways of redistributing work so that everybody was employed but shared some of the leisure which is now imposed on the unemployed, it would be less still. Under those circumstances it becomes possible to talk about job sharing as a much more viable kind of option, and I think one could develop models, for example, whereby people can perhaps co-operatively choose to participate in child care while keeping one foot in the labour force.

• 1140

Your suggestion of employment equity for re-entry parents is a good one. I think if in fact the drop-out for parenting were to be more shared among the sexes, more acceptable and more common, then the burden—you have put a price tag on what somebody might lose in terms of their overall career, although most people do not see it in quite that way—can also be more equitably shared.

Mrs. M. Mitchell: When we have pay equity.

Mr. Cassidy: When we have pay equity, that is right. I intend to pick up on your specific point about the Public Service of Canada because I am the critic in my party for the Public Service Commission and for Treasury Board. On that point are you suggesting that a parent who takes two or three years of nurturing leave should do so with no loss of ultimate pension or that in fact one of the costs may be that they receive a somewhat lower pension at the end of their career because they have two or three . . .

Mrs. M. Mitchell: We are suggesting that they should have that choice. If they are able to, and see it as their best interests to have a full pension at the end of their career that, they would be able to pay back and do as they must do now, but if that is such a stumbling block that it simply precludes their re-

[Translation]

famille parce que son travail épuisant l'empêche de voir ses enfants le matin. Elle a demandé deux mois de congé sans solde et on les lui a refusés. L'animateur du réseau de CBC peut l'obtenir, mais il semble que cela ne se fasse pas pour des animateurs locaux, bien qu'il y ait des précédents dans l'autre sens, par exemple lorsque Liz Gray animait *All In a Day* dans l'après-midi.

Je trouve que cela est vraiment offensant, offensant qu'une femme talentueuse qui choisit de travailler soit placée dans une situation où elle doit dire: d'accord, au diable mes enfants, au diable mon mari et mon mariage et ma santé parce que j'ai droit à trois semaines de congé par année, quelles qu'en soient les conséquences pour ma famille.

Votre point au sujet du travail partagé et ainsi de suite, c'est très bien. J'estime que si nous étions vraiment sensibilisés à la politique sociale, la deuxième étape pressentie pour le groupe de travail en serait une d'examen de l'évolution de la société. Aujourd'hui, la moyenne des heures de travail tend à diminuer. Si l'on fait la moyenne d'heures de travail pour l'ensemble de la main-d'oeuvre plutôt que pour les gens qui travaillent, le nombre serait encore plus bas. S'il y avait moyen de répartir le travail de sorte que chacun soit employé tout en partageant une partie du temps libre qui est le lot des chômeurs, ce serait encore mieux. Dans ces circonstances, on peut commencer à parler de partage d'emploi comme possibilité beaucoup plus viable. On pourrait même développer des modèles, par exemple, où des gens pourraient choisir de participer à la garde des enfants tout en conservant un lien avec le marché du travail.

Votre suggestion d'équité de l'emploi pour les parents qui retournent sur le marché du travail est fort bonne. Je pense que si le retrait du marché du travail pour s'acquitter de ses responsabilités de parents était davantage partagé entre les sexes, il serait plus acceptable et plus fréquent et que le fardeau serait plus équitablement réparti—vous avez parlé de ce qu'il peut en coûter en termes de carrière, bien que la plupart des gens ne le voient pas ainsi.

Mme M. Mitchell: Lorsqu'il y a équité en matière de salaire.

M. Cassidy: Lorsqu'il y a équité en matière de salaire, vous avez raison. J'aimerais m'arrêter à ce que vous avez dit au sujet de la Fonction publique du Canada, parce que je suis le critique de mon parti en ce qui a trait à la Commission de la Fonction publique et au Conseil du Trésor. Vous laissez entendre qu'un parent qui prend deux ou trois années de congé pour s'occuper de ses enfants devrait le faire sans perte éventuelle au chapitre de la pension, c'est-à-dire que l'une des conséquences, c'est que cette personne touche une pension moins élevée à la fin de sa carrière parce qu'elle avait deux ou trois . . .

Mme M. Mitchell: Ce que nous laissons entendre, c'est que ce choix devrait exister. Si les parents peuvent le faire et s'ils estiment que c'est dans leur meilleur intérêt d'avoir une pleine pension à la fin de leur carrière, qu'ils pensent être capables de rembourser les montants et faire ce qu'ils doivent faire

[Texte]

entry even into the Public Service, they should have the choice of not paying back and having a reduced pension then at the end. It is not unreasonable.

Mr. Cassidy: So essentially, if they take three or four years out during the time the kids are young, then at the age of 55 they might have to work a few years longer to qualify for a full pension.

Mrs. M. Mitchell: Exactly.

Mr. Cassidy: That sounds eminently reasonable to me. I wonder whether in fact any of you who are in the Public Service or who are members or former members of Public Service unions have raised that with your unions and if not, whether you have considered or perhaps you might consider taking that proposal to the unions to have them put it on the bargaining table to the limited extent that they are permitted to bargain over pensions with the Treasury Board.

Mrs. M. Mitchell: Good point.

Mr. Cassidy: I would go on longer but I know that we are a bit short on time. May I say that very few groups that come in with briefs talk about things that you approve as well. You do not mention the de-indexing of the family allowance which you might have mentioned because that will cut in half the value of the family allowance between now and the turn of the century. In view of your approval I take it that you would be very strongly opposed to any measure that sharply reduces the value of family allowances and in fact might consider that it should be increased because it is more equitable than some of the other measures available for children.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): They are not making any comment on that. Very judicious I might add.

Mr. Cassidy: Can you comment on that just for the record?

Mrs. M. Mitchell: On the family allowance?

Mr. Cassidy: Yes.

Mrs. M. Mitchell: We think family allowance is a very good program and we would like to see it get as much money as it possibly can have. Certainly.

Mr. Cassidy: It is a political answer.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): It is a sharp group we have here.

Mr. White.

Mr. White: Thank you, Mr. Chairman. I cannot but get involved in that one. I mentioned to the last witnesses that it is a question of priorities and I think if the partial de-indexing of

[Traduction]

maintenant, mais s'il s'agit d'un obstacle tel qu'il leur interdit toute réintégration de la Fonction publique, on devrait leur donner le choix de ne rien payer à leur retour et de toucher une pension réduite à la fin de leur carrière. Ce n'est pas déraisonnable.

M. Cassidy: Ainsi, essentiellement, si ces gens devaient prendre un congé de trois ou quatre ans pendant que leurs enfants sont jeunes, ils pourraient avoir à travailler quelques années de plus après l'âge de 55 ans pour avoir droit à une pension complète.

Mme M. Mitchell: Exactement.

M. Cassidy: Cela me paraît tout à fait raisonnable. Je me demande si quelqu'un parmi vous qui fait partie de la Fonction publique ou qui fait partie ou a déjà fait partie d'un syndicat de la Fonction publique, a jamais soulevé ce débat au sein de son syndicat, et si vous l'avez fait, si vous avez déjà songé ou si vous songez à transmettre cette proposition au syndicat pour qu'elle fasse partie d'une négociation collective, dans la mesure où il est permis de négocier les pensions avec le Conseil du Trésor.

Mme M. Mitchell: C'est un bon point.

M. Cassidy: Je pourrais continuer plus longtemps, mais je sais que nous sommes pressés par le temps. Puis-je ajouter que bien peu de groupes qui se présentent ici avec un mémoire parlent de choses que vous approuvez également. Vous ne parlez pas de la désindexation des allocations familiales, que vous auriez pu aborder, parce que cette mesure coupera de moitié la valeur de l'allocation entre maintenant et la fin du siècle. Compte tenu de votre approbation, je présume que vous seriez fermement opposées à toute mesure qui réduirait de façon marquée la valeur des allocations familiales et que vous pourriez envisager une augmentation parce que les allocations sont une mesure plus équitable que d'autres mesures qui sont offertes pour les enfants.

Le président suppléant (M. Nicholson): Ces gens ne font aucun commentaire sur ce sujet. Je dois ajouter que c'est très judicieux.

M. Cassidy: Pourriez-vous faire quelques commentaires, pour le compte rendu?

Mme M. Mitchell: Sur la question des allocations familiales?

M. Cassidy: Oui.

Mme M. Mitchell: Nous estimons que les allocations constituent un très bon programme et nous aimerions que l'on y accorde le plus d'argent possible.

M. Cassidy: C'est une réponse politique.

Le président suppléant (M. Nicholson): Nous avons affaire à un groupe bien renseigné.

Monsieur White.

M. White: Merci, monsieur le président. Je ne puis faire autrement que d'intervenir ici. J'ai dit aux derniers témoins qu'il s'agissait d'une question de priorité et je crois que si la désindexation partielle des allocations familiales peut libérer

[Text]

the family allowance can free up funds for more spending on child care, that is great. We have to talk about priorities.

Before I carry on I want to ask whether your group is a local organization? Are we talking about the Ottawa area or is it a broader constituency?

Mrs. B. Mitchell: All five of us reside in the Ottawa area and the support we have solicited so far has been within our own communities. We feel however that we represent a very large group of society that just is not being heard. So we feel there is a lot of support out there for us.

Mr. White: Right. I am from Manitoba and I find a lot of the things you say here very interesting. I have to apologize, being a new member of the committee I have not had a chance to read through the brief extensively but I have a couple of comments I want to make.

I think it was very important that you brought up the fact that child care is not synonymous with day care and I think a lot of people do not realize that. Also a very significant comment you make, I thought, was mentioning that all Canadians benefit from quality child care. I think that is part of the public education process that we spoke about earlier today.

• 1145

The universal dental plan is another interesting matter you brought up. In Manitoba, through my work on the school board, we had integrated a program within the school system that was given to school children and I think a universal dental plan that could be integrated into a universal child care system would really be beneficial. We found that the program we had in Manitoba limited to the school children of a certain age was certainly beneficial.

One specific case I wanted to bring up: you also talk about the importance of the child care-givers. I am familiar with the group in Manitoba called WATCH. I believe it stands for Women Attentive to Children's Happiness. I may not have that perfectly right, but it is a group of child care-givers who provide child care within their own homes. I am familiar with many of the women who do the work and I am very supportive of them. I wonder what your feelings are about that type of care as long as proper guidelines are set up for these people.

I know that the particular organization I speak of—"police" may be a bad choice of words—regulate themselves as far as the quality of the child care goes. You may not be familiar with that organization, but you may want to comment on the basic concept.

Ms Low: Can I just ask a question? You are referring to people who are caring for other people's children in their home, not parents caring for their own children?

[Translation]

les fonds qui seront consacrés aux soins à accorder aux enfants, c'est merveilleux. Mais il faut parler de priorité.

Avant de continuer, j'aimerais savoir si votre groupe est une organisation locale? Parlons-nous ici de la région d'Ottawa ou s'agit-il de quelque chose de plus vaste?

Mme B. Mitchell: Nous habitons toutes les cinq la région d'Ottawa et les appuis que nous avons sollicités jusqu'à maintenant se limitent à nos collectivités. Nous avons le sentiment par contre de représenter une très large couche de la société qui ne se fait pas entendre. C'est pourquoi nous pensons que nous bénéficions d'un appui important.

M. White: C'est exact. Je suis du Manitoba et je trouve que ce que vous dites est plein de bon sens. Étant tout nouveau au sein de ce Comité, je n'ai pas eu la chance de lire tout votre mémoire, et je m'en excuse, mais j'aimerais tout de même faire quelques observations.

Je pense qu'il est très important que vous ayez précisé que soins pour les enfants n'est pas synonyme de garderie, parce que plusieurs personnes ne le réalisent pas. Vous avez également fait une autre observation importante, je crois, en disant que tous les Canadiens profitent des soins de qualité accordés aux enfants. Je pense que cela fait partie du processus d'éducation publique dont nous avons parlé plus tôt aujourd'hui.

Le régime dentaire universel est une autre question intéressante que vous avez soulevée. Au Manitoba, dans le cadre de mon travail à la commission scolaire, nous avons intégré un programme au système scolaire, qui était offert aux écoliers, et je crois qu'un régime dentaire universel qui pourrait être intégré à un système universel de garderie serait réellement intéressant. Nous avons trouvé que le programme que nous avions au Manitoba, limité aux écoliers d'un certain âge, était certainement intéressant.

Un cas particulier dont je voulais parler: vous parlez aussi de l'importance des personnes qui s'occupent d'enfants. Je connais bien le groupe au Manitoba qui s'appelle WATCH. Je crois que cela veut dire *Women Attentive to Children's Happiness* (Femmes soucieuses du bonheur des enfants). Il se peut que ce ne soit pas tout à fait cela, mais il s'agit d'un groupe de personnes qui s'occupent d'enfants chez elles. Je connais un bon nombre de ces femmes et je les appuie entièrement. Je me demande ce que vous pensez de ce type de soins dans la mesure où les lignes directrices appropriées sont établies à leur égard.

Je sais que l'organisme dont je parle en particulier—"police" peut être un nom mal choisi—a sa propre réglementation concernant la qualité des soins donnés aux enfants. Vous ne connaissez peut-être pas cet organisme, mais vous voulez peut-être discuter du sujet dans son ensemble.

Mme Low: Puis-je juste poser une question? Vous parlez des personnes qui s'occupent des enfants d'autres personnes chez elles, et non des parents qui s'occupent de leurs propres enfants?

[Texte]

Mr. White: No, the organization WATCH is a group of women who have organized as women who look after other people's children within their own homes. It may not be a fair question, you being unfamiliar with the group; but maybe, on a more general level, the quality of care within private homes as compared to, say, child care . . .

Mrs. M. Mitchell : More formal.

Mr. White: Yes, more formal—institutionalized perhaps.

Mrs. B. Mitchell: I think we have to go back again to the option and unfettered choice. If parents look at the example you are citing and say that is for their child and that is what they want, we would like them to have an unrestrained choice.

Mrs. M. Mitchell : But we would also like to see all child care, whatever its form, be properly supported and funded to the extent it needs to be effective and good. The bottom line is the child and the quality of care it is getting so whatever works towards providing that is something we would be in favour of. As many options as are reasonable and can be supported in that way, that is great.

Mr. White: Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you for your presentation. I would like just to comment on how much we appreciate having your brief. It is very well thought-out and one of things I think we appreciate are some of the options you present because ultimately that is what this group will have to do. I find your comments about the child care expense deduction very interesting. Those of us in this committee who have been present at the hearings could probably write a couple of chapters in a book here on the problems, and certainly you have outlined the problems and a couple of the possible solutions. I think all of us want to remove the situation that exists in Canada where a couple of parents might be better off swapping children here and each having a deduction than if they looked after their own.

So I thank you on behalf of this committee.

I am sorry; Mrs. Pépin has a short comment.

Mrs. Pépin: Before you leave, I would like to know from each of you how many children you have.

Ms Low: Three.

Mrs. B. Mitchell: Three.

Mrs. M. Mitchell : Two.

Mrs. Pépin: Thank you.

They know what they are talking about.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Dr. Morrison, please.

At the risk of sounding like a late night television host, Dr. Morrison is the author of the book *Stepmothers*. This is a very significant day in the publication of this book. I believe today is the day it will be launched. We thank you for the copy you have given us. The floor is yours.

[Traduction]

M. White: Non, l'organisme WATCH est un groupe de femmes qui s'occupent des enfants des autres personnes chez elles. La question n'est peut-être pas correcte, si vous ne connaissez pas le groupe; mais peut-être, d'un point de vue plus général, la qualité de la garde d'enfants à titre privé comparée à disons la garde . . .

Mme M. Mitchell: Plus formelle.

M. White: Oui, plus formelle—peut-être institutionnalisée.

Mme B. Mitchell: Je pense que nous devons revenir à nouveau à un choix libre. Si les parents considèrent l'exemple dont vous parlez et que ce soit ce qu'ils veulent, nous voudrions alors leur permettre d'avoir une possibilité de choisir librement.

Mme M. Mitchell: Mais nous voudrions aussi que les garderies d'enfants, quelle que soit leur forme, soient convenablement appuyées et financées de façon à être efficaces et de bonne qualité. Ce qui compte finalement, c'est l'enfant et la qualité des soins qu'il reçoit, et nous sommes en faveur de tout ce qui pourra y mener. Qu'il y ait tant d'options qui se tiennent à ce sujet, c'est très bien.

M. White: Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci pour votre exposé. Je tiens à vous dire que nous l'apprécions beaucoup. Il est très bien pensé et nous apprécions entre autres les solutions que vous nous présentez, car c'est ce que le groupe ici présent devra faire finalement. Je trouve que vos commentaires concernant les frais relatifs à la garde des enfants sont très intéressants. Les membres du Comité qui ont assisté aux audiences pourraient probablement écrire un ou deux chapitres d'un livre traitant de ces problèmes, et vous avez bien souligné certains d'entre eux et présenté quelques solutions possibles. Je crois que nous voulons tous éliminer la situation qui existe au Canada, dans laquelle deux couples de parents feraient mieux d'échanger leurs enfants et d'avoir chacun une déduction plutôt que de s'occuper de leurs propres enfants.

Je vous remercie donc au nom du Comité.

Je m'excuse; M^{me} Pépin a un bref commentaire à faire.

Mme Pépin: Avant que vous ne partiez, j'aimerais savoir combien chacune d'entre vous a d'enfants.

Mme Low: Trois.

Mme B. Mitchell: Trois.

Mme M. Mitchell: Deux.

Mme Pépin: Merci.

Elles savent de quoi elles parlent.

Le président suppléant (M. Nicholson): Madame Morrison, s'il vous plaît.

Au risque de passer pour un animateur de nuit à la télévision, le Dr Morrison est l'auteur du livre *Stepmothers*. C'est aujourd'hui un jour spécial pour la publication de ce livre. Je crois que c'est aujourd'hui qu'il est lancé. Nous vous remercions de l'exemplaire que vous nous avez envoyé. Vous avez la parole.

[Text]

• 1150

Dr. Kati Morrison (Individual Presentation): There are three authors of the book: Airdrie Thompson-Guppy, Pat Bell and I.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. Please, the floor is yours.

Dr. Morrison: Basically, I am just mentioning why I got the idea of calling. I was very glad to have an opportunity to tell some of the things that have been bothering me for years. I am basically talking as a private person; I certainly do not represent my discipline. I am a child psychiatrist who is seeing adults and families at this time, and I have been a stepmother for the last 13 or 14 years.

What I have been quite concerned about is seeing that a lot of people who require psychiatric help seem to have trouble attending because they cannot make arrangements for their children. Those are the people who would need to make arrangements the most, the way I see it, because part of the problem is that they feel deprived of adult activities. Because of their situation, they find it very difficult to have a life as an adult. They have been house-bound not because they want to be, but because psychologically they feel that any other alternative would be unacceptable for them.

I feel it is not as much their individual problem as it is a problem in society where the expectation for women to be happy at home and providing for everyone in the family has a very negative effect on a lot of people; not necessarily because they do not have the strength to provide within a time frame, but I do not think the expectation of 24-hour care is reasonable for anybody. Some people have more strength to adjust to that expectation or to reject that expectation and make alternative plans. But the ones who are not able to cannot benefit from the services they could otherwise benefit from exactly because of their problems.

So it does not apply just to coming once a week for psychotherapy. Often these people bring their children to the sessions. It is totally unfair to the children to have to sit there, and it is totally unfair to the women who, while they would like to work out their difficulties, have to attend to the child who is running around in the office.

It has given me some insight, of course, as to how these people are functioning as mothers, and I certainly feel they are super. The problem is not their ability to take care of the children, but to provide the space for themselves.

At times I wonder whether or not, exactly because of the feelings of deprivation, they really provide the quality of care, which is what the whole thing is all about. That is why they have chosen this lifestyle, and that is exactly what probably suffers.

A further difficulty I have seen in this situation is that women who feel deprived of adult activities, of adult companionship, often have undue expectation of their husbands, which

[Translation]

Dr Kati Morrison (à titre personnel): Il y a trois auteurs du livre: Airdrie Thompson-Guppy, Pat Bell et moi.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Vous avez la parole.

Dr Morrison: En fait, je veux juste dire pourquoi j'ai eu l'idée d'appeler. J'étais très heureux d'avoir la possibilité d'exprimer les soucis que j'ai depuis plusieurs années. Je parle essentiellement à titre privé; je ne représente absolument pas ma discipline. Je suis un psychiatre pour enfants qui rencontre des adultes et leur famille en même temps et je suis belle-mère depuis 13 ou 14 ans.

Ce qui m'inquiète beaucoup est de voir un tas de gens qui ont besoin d'une aide psychiatrique avoir des difficultés à obtenir un rendez-vous pour leurs enfants. Ce sont les gens qui auraient le plus besoin de tels rendez-vous, c'est ainsi que je le vois, car une partie du problème vient du fait qu'ils se sentent privés d'activités d'adulte. En raison de leur situation, ils trouvent difficile d'avoir une vie d'adulte. Ils ont été prisonniers de leur foyer, non parce qu'ils le voulaient, mais parce psychologiquement, ils considéraient que toute autre solution leur serait inacceptable.

Je crois que ce n'est pas tant un problème individuel qu'un problème au niveau de la société où l'on s'attend à ce qu'une femme soit heureuse chez elle et s'occupe de tout le monde dans la famille, ce qui a un effet négatif sur bien des gens; pas nécessairement parce qu'elles n'ont pas la force de le faire dans des délais, mais je ne crois pas qu'il soit sage pour quiconque de s'attendre à ce que l'on s'occupe des autres pendant 24 heures. Certaines personnes peuvent mieux que d'autres s'adapter à une telle attente ou la rejeter et s'organiser autrement. Ceux qui ne peuvent pas le faire ne peuvent tirer profit des services dont ils pourraient bénéficier en raison de leurs problèmes.

Cela ne s'applique pas simplement au fait de venir une fois par semaine à une séance de psychothérapie. Souvent, ces personnes amènent leurs enfants aux séances. C'est tout à fait anormal que ces enfants se trouvent là et c'est tout à fait anormal que ces femmes qui, alors qu'elles voudraient régler leurs problèmes, doivent s'occuper de leurs enfants qui sont là en train de courir à droite et à gauche.

Cela m'a donné quelques idées, bien sûr, sur la façon dont ces gens fonctionnent en tant que mères, et je les admire très certainement. Le problème n'est pas leur capacité à s'occuper des enfants, mais à pouvoir s'occuper d'elles-mêmes.

Parfois je me demande si, en raison précisément du sentiment de privation, elles assurent réellement la qualité des soins attendus, et c'est bien de cela dont il est question. C'est pour cette raison qu'elles ont choisi ce type de vie, et c'est là probablement ce qui ne va pas.

Une difficulté qui m'est apparue de plus, est le fait que les femmes qui se sentent privées d'activités d'adulte, de compagnie d'adultes, s'attendent à trop de choses de la part de leur

[Texte]

then creates unreasonable expectations from the point of view of the husband at the same time. That is part of the package.

One way of coping is to project a lot of frustration to the husband, who then tries to compensate but does not get much reward from the marital relationship. The other way of compensating is to have a partner type of relationship with the children. That had been most prevailing throughout my experience as a psychiatrist and as a person having seen so many children and parents where the relationship was not a parent-child relation but was a partnership.

That creates a lot of difficulties, because when children start to become more independent, more interested in a peer group than running home to mommy, then mommy has often a very negative reaction to that. Independent strivings are partly not tolerated, and the children then end up feeling quite upset and rejected by their parents. They often make choices, partly by living up to the expectations of the parent by declining the interaction with peers, and often end up feeling quite grandiose for being a partner which then has a lot of repercussions later on in their adolescent adjustment. Then these kids often end up being quite anxious, depressed, inadequate in terms of their peer groups and have a lot of difficulties in making their own choices later in life.

• 1155

Another alternative is that these kids go ahead with their lives in spite of the feelings of guilt—for all that mother has done for them; they cannot give it back—and often get expelled from the home.

Then they become the casualties of the Children's Aid Society. This is not because there is anything wrong with the children or the children are not cared for in a way, as it used to be in the past. There is no physical abuse, but there is psychological abuse and pure rejection from the home because oftentimes these mother become angry with the children.

I have found that marriages often fail at this stage because there is nothing holding the family together. If fathers, at a later stage in life, would like to be more active with the parenting, they just do not find any way to get in.

The parent-child symbiosis just does not allow that, and then the children leave. The equilibrium is totally upside down and the family then splits up. Adolescents then have to cope with all the confusion in the family... Launching from the families is not possible in that situation, when the parents are very busy with their own lives.

This is a special group that I feel is more vulnerable than the general population when there are mental health problems, in terms of one parent or the other requiring special support for the children. If there is no outside care, then it is not available.

Oftentimes, parents are away from home for mental health or chronic health problems. These children are particularly vulnerable. Alcoholism is one of the problems and severe marital conflict is another. In these situations, a support

[Traduction]

mari, ce qui peut créer des attentes déraisonnables aux yeux de ces derniers. Cela fait partie du lot.

Comme réaction, il y en a qui projettent un tas de frustrations sur le mari qui, à son tour, essaie de réagir mais ne tire pas grand profit de son état marital. L'autre genre de compensation consiste à avoir des relations de copain avec les enfants. C'est ce que j'ai souvent constaté dans mon expérience de psychiatre et en tant que personne ayant vu tant d'enfants et de parents avoir des relations non pas de parents à enfants mais de camarades.

Cela entraîne un tas de difficultés, car lorsque les enfants commencent à devenir plus indépendants, à s'intéresser aux copains plutôt que d'accourir à la maison voir maman, la mère a alors souvent une réaction négative. Les attitudes indépendantes sont en partie mal tolérées, et les enfants se sentent mal à l'aise et rejetés par les parents. Ils font alors souvent des choix, en répondant partiellement aux attentes des parents en refusant l'interaction avec les camarades, et souvent finissant par se sentir fiers d'être un camarade, ce qui a de nombreuses répercussions par la suite sur leur adaptation à l'adolescence. Ces enfants finissent par être assez anxieux, déprimés, inadaptés au groupe de camarades et ont de nombreuses difficultés à faire leur propre choix par la suite dans la vie.

Une autre solution est que ces jeunes vivent leur vie malgré les sentiments de culpabilité—pour tout ce que leur mère a fait pour eux, ils ne peuvent le rendre—et souvent sont chassés de chez eux.

Ils deviennent alors les cas dont s'occupe la Société d'aide à l'enfance. Ce n'est pas parce qu'il y a quelque chose qui ne va pas chez les enfants ou que l'on ne s'en occupe pas, comme c'était le cas dans le passé. Il n'y a pas d'abus physique, mais plutôt psychologique et rejet direct du foyer car bien souvent ces mères deviennent hargneuses à l'égard de leurs enfants.

J'ai constaté que les couples ne s'entendent plus à partir de ce moment car il n'y a plus rien pour cimenter les liens familiaux. Si les pères, plus tard dans la vie, désirent s'occuper plus activement de leurs enfants, ils ne savent tout simplement pas comment s'y prendre.

La symbiose parents-enfants ne le permet pas, et les enfants s'en vont. L'équilibre est inversé et la famille, divisée. Les adolescents doivent faire face à toute la confusion qui règne au sein de la famille... faire quelque chose à partir de la famille n'est pas possible dans ce cas, alors que les parents sont trop occupés par leur propre vie.

C'est là un groupe particulier qui, je crois, est plus vulnérable que la moyenne de la population lorsqu'il y a des problèmes de santé mentale, lorsque l'un ou l'autre des parents a besoin d'un soutien particulier pour les enfants. S'il n'y a pas de soins venant de l'extérieur, il n'y a pas de soutien.

Les parents sont souvent hors de la maison en raison de problèmes de santé mentale ou de soins chroniques. Ces enfants sont particulièrement vulnérables. L'alcoolisme est l'un des problèmes et la mésentente des couples, un autre. Dans de

[Text]

system for children outside of the family setup, the way I see it, would be absolutely essential.

There should be the improvement of the quality of these children's lives. I see a lot of deprivation and isolation, not just from the point of view of the parent but also from the point of view of the children. They are often deprived from interaction with other peers and a lot of external stimulation, which would be required. My personal opinion is that it is impossible for one parent at home to provide that stimulation.

A lot of things that I have said, I will be happy to back up with my experience.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much, Dr. Morrison. We appreciate having your comments.

Madam Pépin, did you have a comment or question?

Mrs. Pépin: Yes. I have some comments and questions. I would like you to correct me if I am wrong, but as I went through your presentation I had the feeling that most of the time you referred to the mother. What about the father's role?

In your written brief, in all your eight points, you always refer to the mother: she is angry; she is depressed. The father wants to have good communication, but he cannot. Where does he fit into the picture?

I agree with you that probably most of your clientele are women. Most men do not want to go to see a psychiatrist. They believe their ego will never tolerate it.

But when I read that, I question it. It seems that the mother has a very important role in the family, but, on the other hand, very often the mother is having problems because the father is not playing his role.

When I read that, I have the impression that everything that happens to the family is because of her. I may agree, but what about the responsibility of the father, the husband—that relationship? Could you explain that to me, because, when I read that, I think it is quite punitive towards the mother. Maybe I am wrong. Could you correct me on that? I am quite disturbed about it.

Dr. Morrison: Obviously, I have described the situation from the point of view of my professional experience. But I will be happy to expand on that, because a lot of men . . . That is a shortcoming. I agree with you.

Most of the men whom I have seen, who wanted to get into the family, said they could not get in because there was so much anger built up. I felt this was not primarily the problem of the marriage, but the problem of the undue expectation of the women.

• 1200

It is not my bias. It is a social bias that women are expected to provide child care. If these women are feeling guilty and unable to look after themselves because of their own difficulties, no man can rescue them from that.

[Translation]

telles situations, il serait essentiel que les enfants bénéficient d'un soutien venant de l'extérieur de la famille.

Il faudrait une amélioration de la qualité de la vie de ces enfants. Je vois beaucoup de privations et d'isolement, non seulement du point de vue des parents mais aussi de celui des enfants. Ils sont souvent privés d'interaction avec des camarades et manquent beaucoup de stimulation externe, ce dont ils auraient besoin. Je pense personnellement qu'il est impossible pour un parent d'assurer cette stimulation chez lui.

Je serais très heureuse d'appuyer une grande partie de ce que j'ai dit de ma propre expérience.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup, docteur Morrison. Nous apprécions vos commentaires.

Madame Pépin, avez-vous quelque chose à dire ou une question à poser?

Mme Pépin: Oui. J'ai quelques commentaires et quelques questions. Reprenez-moi si je me trompe, mais tout au long de votre exposé, je crois que vous avez essentiellement parlé de la mère. Qu'en est-il du rôle du père?

Dans votre exposé écrit, dans les huit points dont vous traitez, vous parlez toujours de la mère: elle est en colère; elle est déprimée. Le père veut avoir une bonne communication, mais il ne peut pas. Où se situe-t-il dans le tableau?

Je suis d'accord avec vous que la plus grande partie des gens qui vont vous voir sont des femmes. La plupart des hommes ne veulent pas voir de psychiatre. Ils pensent que leur ego ne le supporterait pas.

Quand je lis cela, je me pose des questions à ce sujet. La mère a un rôle très important à jouer dans la famille, mais d'un autre côté, elle a bien souvent des problèmes du fait que le père ne joue pas son rôle.

Lorsque je lis cela, j'ai l'impression que tout ce qui arrive dans la famille est de sa faute à elle. Je suis peut-être d'accord, mais qu'en est-il de la responsabilité du père, du mari—de cette relation? Pourriez-vous me l'expliquer, car lorsque je lis cela, je pense que c'est la mère qui en subit les conséquences. Je me trompe peut-être. Pourriez-vous me dire si je me trompe? Je suis un peu perdue à ce sujet.

Dr Morrison: Il est évident que j'ai décrit la situation du point de vue de mon expérience professionnelle. Mais je veux bien aller plus loin car un grand nombre d'hommes . . . c'est un point faible, je suis d'accord avec vous.

La plupart des hommes que j'ai vus, qui voulaient participer à la vie de famille, m'ont dit ne pas pouvoir le faire à cause de toute la rancune qui existait. Je crois qu'il ne s'agit pas essentiellement du problème du mariage, mais de celui de l'attente exagérée des femmes.

Ce n'est pas mon idée, c'est une idée de la société qui veut que les femmes s'occupent des enfants. Si ces femmes se sentent coupables et incapables de s'occuper d'elles-mêmes en raison de leurs propres difficultés, aucun homme ne peut les aider.

[Texte]

Mrs. Pépin: I know, but I think there are many men, fathers or husbands, who have those problems, and we really put them on their wives' shoulders too. A generation of women felt guilty because their husbands or spouses or *conjoins* were making them feel guilty because they were not the traditional women or wives they were expected to be by their husbands. I am reading that, and I have that kind of impression. How many husbands or men do you have as patients, compared with the percentage of women?

Dr. Morrison: An increasing number. Over the last 10 years I have been working at Queensway Carleton Hospital the percentage of men I see has increased. A lot of the men I have seen are stepfathers who do not just provide parenting for their own children but also provide financial and emotional support for someone else's children, and in a position very different from the way it has been traditionally described. It does not matter how supportive I see them being toward their wife, the wife is still stuck with the feeling that she has to be at home providing for everyone.

I agree with you, a lot of situations are because of marital problems. But most of the men I have seen suffered because of the difficulties. I do not feel the child care issue can be resolved by a couple alone. It does not matter how supportive they are to one another.

Mrs. Pépin: What kind of services could we have available in the community to help reduce the incidence of mental illness among women and their feeling of isolation? How can we prevent psychiatric illness, to support women's families?

Dr. Morrison: I think that is too large a question for me to tackle. I clearly focused on the aspect where child care . . .

Mrs. Pépin: I think it is related to your presentation.

Dr. Morrison: Yes. But that is what I am going to focus back on. It is in terms of some of the problems which are making it difficult for women, for example, to have psychiatric services . . . or helping children who do have parents who are mentally ill would require special possibilities for child care which at this time are not available.

I do not quite see that money is the primary deterrent. I see the availability. I know of people who are waiting from the time when they are planning on conceiving a child . . . they have already put their name down so there would be a space. They would be prepared to pay.

A lot of people feel that the present way of accepting favours from neighbours or not feeling comfortable with the way the neighbour is looking after their child, so they do not want to leave their children . . .

My feeling about it is every workplace, for example, should have day care facilities associated with it.

Mrs. Pépin: Also hospitals.

Dr. Morrison: And hospitals. That is right.

[Traduction]

Mme Pépin: Je sais, mais je crois qu'il y a de nombreux hommes, des pères ou des maris, qui ont ce genre de problèmes, et nous les faisons réellement dépendre aussi de la femme. Une génération de femmes s'est sentie coupable du fait que leurs maris ou *conjoins* les faisaient se sentir coupables, car elles n'étaient pas des femmes ou des épouses traditionnelles comme s'y attendaient les maris. C'est ce que je lis et c'est ce que je conclus. Quel pourcentage de maris ou d'hommes avez-vous comme patients par rapport aux femmes?

Dr Morrison: J'en ai de plus en plus. Au cours des 10 dernières années que j'ai passées à l'hôpital Queensway-Carleton, le pourcentage d'hommes que j'ai vus n'a cessé de croître. Un grand nombre d'entre eux sont des beaux-pères qui ne se contentent pas d'assurer le rôle de parent vis-à-vis de leurs propres enfants, mais ils apportent aussi un appui financier et sentimental aux enfants de quelqu'un d'autre, et dans une position très différente de l'attitude classique. Quel que soit le soutien qu'ils apportent à leur femme, celle-ci continue de penser que sa place est à la maison pour s'occuper de tout le monde.

Je suis d'accord avec vous, un grand nombre des situations sont dues à des problèmes de couple. La plupart des hommes que j'ai vus étaient en butte à des difficultés. Je ne crois pas que le couple seul peut résoudre le problème de s'occuper des enfants, quel que soit le soutien mutuel qu'il y a entre eux.

Mme Pépin: Quel genre de services pourrions-nous trouver dans la communauté qui puissent aider à réduire l'influence de la maladie mentale chez les femmes et leur sentiment d'isolement? Comment pouvons-nous prévenir cette maladie mentale et aider les familles de ces femmes?

Dr Morrison: Je crois que c'est là une question trop vaste pour que je puisse y répondre. Je me suis concentrée sur le fait de s'occuper des enfants . . .

Mme Pépin: Je crois qu'elle est liée à votre exposé.

Dr Morrison: Oui. Mais c'est de cela que je vais parler. Il s'agit de certains de ces problèmes qui rendent les choses difficiles aux femmes, par exemple d'avoir des services psychiatriques . . . ou d'aider les enfants dont les parents ont des problèmes mentaux, ce qui nécessiterait de s'occuper de façon particulière de ces enfants, service qui n'existe pas pour l'instant.

Je ne crois pas que l'argent soit la question principale. Il y en a. Je connais des gens qui attendent depuis le moment où ils ont prévu de concevoir un enfant . . . ils ont déjà donné leur nom et il y a de la place. Ils seraient prêts à payer.

Bien des personnes pensent que la manière actuelle d'accepter des faveurs des voisins ou de ne pas se sentir à l'aise au sujet de la façon dont les voisins s'occupent de leurs enfants, ce qui fait qu'ils ne veulent pas les laisser . . .

Je crois que tout lieu de travail par exemple devrait disposer de moyens de s'en occuper.

Mme Pépin: Les hôpitaux aussi.

Dr Morrison: Et les hôpitaux. C'est exact.

[Text]

For example, in our facility, if a program were available, I am sure a lot of people would take advantage of it. But I am not looking at it as mental health-associated. I look at it as community-associated. If there were a possibility of that way . . . I have heard of a lot of people taking advantage of the drop-in places, where they can leave their children so they can go for a few hours to take care of themselves. They trust the place. They do not have problems. But what I find with most of these services . . . and I try to refer people as much as I can, so they can share at least child care with other people around . . . they always have to have their children there with them.

Mrs. Pépin: We feel that many parents feel isolated and are depressed because there is no support facility. Let us say for women or parents who are having some mental difficulty, I am sure if they had support services, maybe they would not be in that spot.

Could you tell me, if it is not too indiscreet, what kind of income bracket your patients are coming from? What is the average salary, not of the women, but of the families of the women you are taking of?

Dr. Morrison: Generally middle class; some upper, some lower middle class.

• 1205

Mrs. Pépin: And regarding step-parents, I will be very interested to read the book. Do you not think, and maybe I am wrong again, that the step-parents' difficulties are sometimes a little bit different from the couples'—let us say the first marriage difficulty—because you have your step-children to take care of, and as you say, the mother sometimes does not want to let her second husband take care of her children.

I think there may be a different approach between the difficulties of step-parents and real parents. Do you agree with that? You were answering one of my questions and you were saying that step-parents, a step-father, wants to be involved and the mother says no. I agree with that, but maybe it is because he is the step-father.

Dr. Morrison: Oh, yes. It was a misunderstanding. My point was that basically I have seen men and women—and I do not quite see that I am blaming or negative—I feel that all these women I am seeing and all the men I am seeing are very desperate to provide the best care for their children. And I did not feel that a man can compensate for some of the problems society has in terms of child care.

People often blame each other in a marital situation, but that ends up with no solution. What I said was that most of the men I have seen, they came for help partly because they felt excluded from family where they were rejected to provide for their children and they were quite depressed about that. Or I have seen step-parents who provided fathers, not just for their own children but also for their second-wife's children, and the women, it did not matter how much support they got from their husbands, still felt so overwhelmed by their own guilt to make a life for themselves outside of the family.

[Translation]

Par exemple, je suis certaine que s'il existait un programme dans notre institution, un tas de gens voudraient en bénéficier. Mais je ne considère pas ça comme lié à la santé mentale mais plutôt à la communauté. S'il existait une possibilité de ce genre . . . Je sais que beaucoup de gens profitent des endroits où ils peuvent laisser leurs enfants pendant quelques heures, le temps de s'occuper d'eux-mêmes. Ils ont confiance en ces services. Ils n'ont pas de problème. Mais ce que j'ai constaté dans la plupart de ces cas . . . et j'essaie de référer le plus de gens que je peux de façon à ce qu'ils puissent partager les services apportés aux enfants avec d'autres personnes . . . il leur faut toujours avoir leurs enfants avec eux.

Mme Pépin: Nous pensons que de nombreux parents se sentent isolés et déprimés car ils ne peuvent bénéficier d'aucun soutien. Considérons les femmes ou les parents qui ont des difficultés mentales, je suis sûre que s'ils pouvaient bénéficier de services de soutien, ils ne seraient peut-être pas dans cet état.

Pourriez-vous nous dire si ce n'est pas trop indiscret, de quel genre de revenu disposent vos patients? Quel est le salaire moyen, non des femmes, mais des familles de ces femmes?

Dr Morrison: Ce sont généralement des gens de classe moyenne; quelques-uns au-dessus, quelques-uns au-dessous.

Mme Pépin: En ce qui concerne les beaux-parents, j'aimerais beaucoup lire le livre. Ne pensez-vous pas, et peut-être est-ce que je me trompe à nouveau, que les difficultés des beaux-parents sont parfois différentes de celles des couples—disons le problème du premier mariage—du fait que vous avez les enfants de l'autre dont il faut prendre soin et, comme vous le dites, la mère peut parfois ne pas vouloir laisser son second mari s'occuper de ses enfants.

Je crois qu'il peut y avoir une approche différente concernant les difficultés des beaux-parents et des vrais parents. Êtes-vous d'accord avec cela? Vous avez répondu à une de mes questions en disant que les beaux-parents, qu'un beau-père veut s'impliquer et que la mère dit non. Je suis d'accord, mais peut-être est-ce parce qu'il est beau-père.

Dr Morrison: Oh oui. Il y avait malentendu. Pour moi, en fait, j'ai vu des hommes et des femmes, et je ne pense pas ni accuser personne ni être négative—je crois que toutes les femmes ainsi que tous les hommes que je vois sont absolument désireux de s'occuper au mieux de leurs enfants. Je ne crois pas qu'un homme puisse équilibrer les problèmes de la société en ce qui concerne l'attention qu'il faut apporter aux enfants.

Dans un couple on se blâme souvent mutuellement mais cela n'apporte aucune solution. La plupart des hommes qui sont venus me voir venaient chercher de l'aide en partie parce qu'ils se sentaient exclus de la famille et qu'ils étaient plutôt déprimés de ne pouvoir aider leurs enfants. J'ai vu aussi des beaux-parents, des hommes qui jouaient le rôle de père, non seulement pour leurs propres enfants mais aussi pour ceux de leur seconde femme, et les femmes, quel que soit l'appui qu'elles recevaient de leur mari, se sentaient tellement

[*Texte*]

Mrs. Pépin: Which guilt? Which kind of guilty feeling?

Dr. Morrison: For having to provide for everybody's wellbeing in the family. It was not the marital situation. It was the situation of their own perception that they are not entitled for ...

Mrs. Pépin: Taking care of their step-children?

Dr. Morrison: —taking care of themselves.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I do not like to interrupt this very interesting discussion, Madam Pépin ...

Mrs. Pépin: We have to carry on.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): —but I am going to feel guilty if we do not continue to move along. Mr. White, do you have any comment?

Mr. White: Thank you, Mr. Chairman. I would like to welcome you to the committee this morning. You have given us a very interesting look at child care from your particular discipline's point of view, Dr. Morrison.

I do not have too much to add to the discussion, but I would like to ask one question, which you may have already partially answered earlier, Doctor. You mentioned that the problem is the availability of quality child care, and I agree with you on that point.

Let us theoretically say that quality day care did eventually become accessible to everyone. In view of the fact that you mentioned at the beginning of your presentation that you are here strictly to give your own point of view, you do not represent your association or your particular discipline, can you see other psychiatrists, psychologists, being receptive to a formal process of referral to such a system? Do you think other psychiatrists would be willing to do what you do as far as referring families to quality child care facilities?

Dr. Morrison: I am not sure what you mean by referring, because it is the same way as oftentimes women's and men's viewpoints differ. Society basically gives different messages by not having it available and by implying that there is no alternative for women.

I see it as everyone having their own bias, how they want to take care of their children. And I do not see it as basically the mental health professionals' job to tell to people what to do in terms of raising their children. I pointed out a few directions where I feel, if it were available, a lot of people would be happy to use that and there would be some bias for it or against it in the mental health professionals as anywhere.

That is the way I see it. I do not think it is as much a professional as a cultural bias. I think that is really what we are up against and that is what I was trying to get across, that some people, even if it were available, would feel that basically

[*Traduction*]

dépassées par leur propre culpabilité pour avoir leur propre vie en dehors de la famille.

Mme Pépin: Quelle culpabilité? Quelle sorte de sentiment de culpabilité?

Dr Morrison: Celle de veiller au bien-être de toute la famille. Ce n'était pas une question d'état civil. Ces gens-là avaient l'impression de ne pas être autorisés à ...

Mme Pépin: S'occuper des enfants de leur conjoint?

Dr Morrison: S'occuper d'eux-mêmes.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je ne voudrais pas interrompre cette discussion très intéressante, madame ...

Mme Pépin: Nous devons continuer.

Le président suppléant (M. Nicholson): Mais je vais me sentir coupable si nous n'avancons pas. Monsieur White, avez-vous quelque chose à dire?

M. White: Merci monsieur le président. Je vous souhaite la bienvenue au Comité ce matin. Dr. Morrison vous nous avez donné un aperçu très intéressant de la question de la garde des enfants du point de vue de votre discipline.

Je n'ai pas grand-chose à ajouter à la discussion, mais je voudrais poser une question à laquelle vous avez peut-être partiellement répondu précédemment. Vous avez dit que le problème était celui de la disponibilité de garderies de qualité, et je suis d'accord avec vous là-dessus.

Supposons qu'en théorie chacun puisse bénéficier de services de garderie de qualité. Partant du principe que vous avez mentionné au début de votre présentation que vous êtes ici pour ne donner strictement que votre point de vue, vous ne représentez pas votre association ou votre discipline, pensez-vous qu'il y ait d'autres psychiatres, psychologues, qui soient prêts à accepter un processus formel de rattachement à un tel système? Pensez-vous que d'autres psychiatres voudraient faire ce que vous faites, c'est-à-dire référer des familles à des garderies d'enfants de qualité?

Dr Morrison: Je ne suis pas certaine de ce que vous entendez par référer, car c'est la même chose que lorsque les points de vue des hommes et des femmes diffèrent souvent. La société transmet en fait des messages différents en ne disposant pas de ces possibilités et en laissant croire qu'il n'y a pas d'autres solutions pour les femmes.

Je crois que chacun a son propre point de vue sur la façon dont il veut s'occuper de ses enfants. Je ne crois pas que les professionnels de la santé mentale aient à dire aux gens de quelle façon élever leurs enfants. J'ai présenté quelques directions dans lesquelles, si la chose était possible, bien des gens aimeraient s'orienter, et les professionnels de la santé mentale pourraient être d'accord ou non, comme partout ailleurs.

C'est ainsi que je vois les choses. Je ne crois pas que ce soit un aspect autant professionnel que culturel. Je crois que c'est réellement ce contre quoi nous sommes et c'est ce que j'essayais d'expliquer, à savoir que certaines personnes, même si ces services existaient, pensent que c'est essentiellement à

[Text]

it is their job to do because that is the best way to do it. I see that as a deterrent in some ways, from both men and women.

• 1210

Mr. White: Probably many of the patients you see may not realize that a good system of child care could improve their situation. Rather than you telling someone they should make use of child care—I guess what I am trying to say is would other psychiatrists be willing to suggest to patients that here is your problem, I think this may help, and then they can make their own choice? I think it would be a valuable resource if other psychiatrists like yourself could play that role.

Dr. Morrison: I would find it very difficult to imagine that anyone would discourage a patient making arrangements for their children in attending to their health, if that is what you are asking. And how they do it is up to them to do whatever they feel comfortable with.

Mr. White: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Mr. White. And thank you, Dr. Morrison, for your interesting presentation. And good luck to you with your book.

Dr. Morrison: You are very welcome, and thank you for letting me come here.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I would like to call forward Charlotte Birchard.

Welcome to the committee.

Mrs. Charlotte Birchard (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman and members of the committee, for hearing me this morning.

I think you have copies of my brief, although you did not get them until this morning, and I apologize for that.

If I might make a couple of comments which I think are pertinent to what I have to say, and that is the group that has just made a presentation on choice in child care is really what I am saying. I think there should be a choice for people. And Dr. Morrison who said it was not reasonable to expect a woman to give 24-hour care is another point I would very strongly support.

As you know, I am billed as a grandmother, and I certainly am a grandmother. I have a professional background in social work and in child care, which is outlined in the opening paragraph so I will not go into that. This morning I want to take off my professional hat, and you will find, as you read this, that the brief is anything but academic. It is probably a more folksy brief than you have had so far this morning. It is not full of statistics, but it does have, I think, personal experience, which is important, and a very strong conviction in

[Translation]

eux de le faire, car c'est la meilleure manière de le faire. J'estime que cela a un effet dissuasif, autant pour les hommes que pour les femmes.

M. White: Nombreux sont peut-être ceux de vos patients qui ne se rendent pas compte qu'un bon système de garde d'enfants pourrait améliorer leur situation. Et plutôt que vous ayez, vous, à conseiller à telle ou telle personne d'avoir recours à un service de garde d'enfants... En fait, je me demande si d'autres psychiatres ne pourraient pas dire à leur patient: «Voilà votre problème et je crois que cela pourrait vous aider», puis laisser à ces derniers le soin de faire leur propre choix? Je crois que ce serait très bien si d'autres psychiatres comme vous acceptaient de jouer ce rôle.

Dr Morrison: J'ai du mal à imaginer que quiconque puisse décourager un patient essayant de prendre des dispositions pour assurer la garde de ses enfants pendant qu'il se fait soigner... si c'est là votre question. Et puis, en fin de compte, c'est à ces patients d'adopter la solution qui leur convient le mieux.

M. White: Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, monsieur White. Et merci également à vous, docteur Morrison, de nous avoir livré cet intéressant exposé. Bonne chance pour votre livre.

Dr Morrison: Je vous remercie. Merci également de m'avoir accueillie ici.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je voudrais appeler M^{me} Charlotte Birchard.

Bienvenue, madame.

Mme Charlotte Birchard (à titre personnel): Monsieur le président, mesdames et messieurs, je vous remercie d'avoir bien voulu m'accueillir ce matin.

Je crois que vous avez en main des exemplaires de mon exposé. Je vous prierais de m'excuser du fait que vous ne les avez reçus que ce matin.

Je voudrais à présent vous faire remarquer, et je crois que cela s'inscrit parfaitement dans la lignée de mon propos, que je suis exactement du même avis que le groupe ayant fait une présentation sur la question du choix en matière de garde d'enfants. J'estime en effet que les gens devraient avoir le choix. Enfin, je suis tout à fait d'accord avec le Dr Morrison quand elle déclare qu'il n'est pas raisonnable d'attendre d'une femme qu'elle s'occupe de ses enfants 24 heures sur 24.

Je passe pour une grand-mère et à juste titre puisque j'en suis une. J'ai été assistante sociale et puéricultrice, mais je ne m'étendrai pas sur cet aspect dont il est question dans le paragraphe d'introduction de mon mémoire. Ce matin, je ne m'adresserai pas à vous en qualité de professionnelle et vous constaterez d'ailleurs que mon document ne se veut nullement théorique. C'est sans aucun doute le mémoire le plus simple que vous aurez reçu ce matin. Il n'est pas rempli de statistiques, mais il est plutôt l'expression d'un vécu de même que la manifestation de ma conviction profonde qu'il nous faut des

[Texte]

the necessity for quality child care for all parents if and when they need it.

I cannot recall a family dialogue as to whether I should work outside the home or not. As a feminist friend of mine once said to me in the midst of a heated discussion on feminism, your problem, Charlotte, is you have always been liberated. She saw this as a problem, that I had this freedom of choice and freedom of movement in terms of following a career if I wanted to. I did not see it as a problem, but it was interesting that she did.

In any event, the question of seeking outlets for my professional skills never became an issue in our home, nor has it to this day when as a retired person I continue to be involved in the community in a volunteer way, particularly in the field of day care, which brings me to what I want to speak about, my grandmother role, and my support of my children in their needs to follow careers.

Our three children have two children each. All six grandchildren have used some form of day care. Our foster daughter, who until a year ago was the head of the Department of Anthropology at the University of Calgary—she is still on staff but in a more limited fashion now—has never married, but in Alberta was permitted to adopt two full-blooded Indian children, one of whom is a Cree and one a Blackfoot. Because she was financially secure she could afford to pay for day care, and was pleased with the day care she used, both in Vancouver and in Calgary.

• 1215

It was important to her that the girls grow up aware of their Indian heritage, and the centre in Vancouver particularly was receptive to visits from the Indian grandfather of one of the children, who shared dances, songs and legends.

While retaining this respect for their Indian heritage, the children were also helped to assimilate and have always accepted my husband and myself as their other set of grandparents. The two girls are now 21 and 17 years of age. The older one is employed in Calgary and the younger one is still in school.

Our foster daughter could never have rescued these children from the poverty they were born into and the resultant multiple foster home situations they were placed in had she not been able to work and support them and know that she could afford to pay for their care. It also left her free to pursue her own extremely meaningful and productive career.

She is on the upper end of the spectrum many people this morning have been speaking of, the people who have enough money to pay for the care and therefore who are fortunate enough to be able to find it.

[Traduction]

crèches et des garderies de qualité dont pourraient bénéficier tous les parents qui en auraient besoin.

Je ne me rappelle pas avoir jamais remis en question, dans une conversation à la maison, le fait que je travaille à l'extérieur. Comme une amie féministe me l'a dit un jour, au beau milieu d'une discussion animée sur le féminisme: «Ton problème, Charlotte, c'est que tu es libérée depuis toujours». À ses yeux, le fait que je dispose de cette liberté de choix et de mouvement, me permettant de poursuivre la carrière que je voulais, se posait en problème. Ma perception était tout autre mais il est intéressant de noter qu'elle ait vu là un problème.

Quoi qu'il en soit, la mise en pratique de mes compétences professionnelles n'a jamais été une question débattue à la maison; je ne me suis pas plus posée de questions lorsque, une fois à la retraite, j'ai continué mon action sociale à titre de bénévole, surtout dans le domaine de la garde des enfants. Cela m'amène à ce dont je veux vous entretenir, à savoir mon rôle de grand-mère et l'appui que j'apporte à mes enfants pour leur permettre de s'épanouir dans leur carrière respective.

Je suis mère de trois enfants qui ont deux enfants chacun. Mes six petits-enfants se font tous garder, d'une façon ou d'une autre. Ma fille adoptive était, jusqu'à l'année dernière, chef du département d'anthropologie de l'Université de Calgary—elle est encore dans ce département mais elle y occupe un rôle moins important. Elle ne s'est jamais mariée, ce qui ne l'a pas empêchée, en Alberta, de pouvoir adopter deux enfants de sang indien, un Cri et un Pied-Noir. Grâce à sa situation financière, elle a pu se permettre de faire garder ses deux filles et a toujours été satisfaite des services qu'elle a reçus, à Vancouver comme à Calgary.

Pour elle, il était important que ses deux filles soient élevées dans la conscience de leur héritage indien, ce qui a été facilité par l'attitude de la direction de la crèche de Vancouver, qui s'est montrée tout à fait favorable au fait que le grand-père d'une des fillettes rende visite aux enfants, leur exécute danses et chants et leur raconte des légendes indiennes.

Mais ces enfants, qu'on a élevés dans le respect de leur héritage indien, ont aussi été amenés à s'assimiler à notre culture et ont toujours considéré que mon mari et moi-même étions leurs deux autres grand-parents de plein titre. Les deux fillettes ont grandi et elles ont maintenant 21 et 17 ans. L'aînée travaille à Calgary et la plus jeune est encore aux études.

Notre belle-fille n'aurait jamais pu extraire ces enfants de la pauvreté dans laquelle ils étaient nés, ni les sauver de la situation pénible des multiples foyers d'accueil qu'elles ont connus, si elle n'avait pas pu travailler pour les élever, sachant qu'elle avait les moyens de les faire garder. Et puis, elle-même a pu se consacrer à une carrière à la fois utile et prolifique.

Elle se situe dans le haut de la fourchette dont beaucoup ont parlé ce matin; elle est de ceux qui gagnent suffisamment pour payer une crèche ou une garderie et qui, dès lors, à la chance de pouvoir trouver de tels établissements.

[Text]

Our son, who has his own insurance business, is married to a fine young woman who teaches French in the Carleton Board of Education school system. They have two children, a girl of 11 and a boy almost 8. My daughter-in-law is a conscientious, concerned and loving mother with a strong need to have a fulfilling personal life of her own. It was never a point of contention with my son either that she should work or that the children should be in day care, but a second income was essential to cover the cost.

Since around seven months of age both children have been with a neighbour who is a parent of one of my daughter-in-law's pupils. This has been a very satisfactory arrangement and has grown into an extended family relationship. My grandchildren are very fond of the care-giver. Her husband and their two children also are fond of them and in fact over holidays, when they are not with them, will often ask to visit.

However, while I am saying this I am totally aware that this is an exception rather than the rule and that the largest form of day care in this country, and often the worst, is unsupervised, informal care.

Our younger daughter, who until very recently lived in Vancouver, also had a career she needed to pursue. Her first vocation was in day care, following graduation from the early childhood education program at Algonquin College here in Ottawa.

You will recall Mrs. Yach mentioning that all her staff are now trained teachers, and at the day care centre of which I am a board member all the staff are trained teachers. This was not so 15 years ago or so.

As a member of the graduating class when trained teachers were in short supply, my younger daughter was immediately thrust into a supervisory role. The day care centre was a church-sponsored one with dissension among the church board as to the advisability of operating such a program and no chance for staff input into this dialogue. After three years she had to resign or get counselling.

This is the flip side of the coin Dr. Morrison has been talking about, the mother who is at home 24 hours a day and needs the counselling. At this point my daughter is not married and has no children, but there are stressful situations within the day care program.

Her next position, with the local YM/YWCA, also carried administrative responsibilities and no appropriate on-the-job time to carry them out. Burn-out was inevitable. When her husband was transferred to Vancouver she made no attempt to enter the early childhood education field out there.

[Translation]

Notre fils, qui a sa propre affaire d'assurances, est marié à une jeune femme qui enseigne le français dans une école du Conseil scolaire de Carleton. Ils ont deux enfants, une fillette de 11 ans et un garçonnet de 8 ans. Ma belle-fille s'avère une mère très consciencieuse et attentionnée, ce qui n'empêche qu'elle éprouve un réel besoin de se réaliser sur le plan professionnel. Le fait qu'elle ait à travailler à l'extérieur du foyer ou qu'elle doive faire garder les enfants n'a jamais créé un motif de litige avec mon fils; il n'en demeure pas moins qu'il leur fallait un second salaire pour couvrir les frais qu'entraînait une telle situation.

Depuis qu'ils sont âgés de 7 mois environ, les deux enfants sont gardés par une voisine, mère d'un élève de ma belle-fille. Ce genre d'arrangement donne entière satisfaction et il a même conduit à une véritable relation de nature familiale. Les enfants sont très attachés à leur gardienne. Quant à son mari et à ses deux enfants, ils sont très proches de mes petits-enfants au point que, pendant les vacances, il n'est pas rare qu'ils demandent à leur rendre visite.

Je suis cependant parfaitement consciente qu'il s'agit là d'une exception et non d'une règle, et que la forme de garde d'enfants la plus répandue dans ce pays est souvent la pire, s'entend la garde officieuse, celle qui n'est pas supervisée.

La plus jeune de mes filles, enfin, qui habitait à Vancouver jusqu'à tout récemment, a également embrassé une carrière qu'elle veut poursuivre. Elle s'est d'abord orientée dans la puériculture, après avoir obtenu un diplôme dans cette branche, au Collège Algonquin à Ottawa.

Si vous vous le rappelez, M^{me} Yach vous a déclaré qu'à présent tout son personnel était composé de moniteurs et monitrices qualifiés, ce qui est également la situation de la garderie dont je suis membre du conseil. Mais tel n'était pas le cas il y a 15 ans.

Après l'obtention de son diplôme, à l'époque où l'on manquait de moniteurs et de monitrices qualifiés, ma cadette s'est trouvée immédiatement propulsée dans un poste de surveillance. La garderie où elle travaillait était subventionnée par une Eglise. Le maintien ou non de ce service fait l'objet de dissensions au sein du Conseil d'administration et le personnel n'avait malheureusement aucune possibilité de participer à ce débat. Au bout de trois ans, elle avait le choix entre démissionner ou aller se faire soigner.

Et c'est d'ailleurs là le revers de la médaille dont le Dr Morrison a parlé; c'est la situation de la mère qui demeure au foyer 24 heures sur 24 et qui a besoin de soins. Même si, à cette époque, ma fille était célibataire et n'avait pas d'enfant, il n'en demeure pas moins qu'elle a vécu des situations stressantes en milieu de travail.

Dans l'emploi qu'elle a occupé par la suite, au YM/YWCA, elle a également été appelée à remplir des responsabilités administratives sans toutefois bénéficier du temps suffisant dans la journée pour les assumer correctement. Le surmenage était inévitable. Après la mutation de son mari à Vancouver, elle n'a pas cherché à retravailler dans le domaine de la puériculture.

[Texte]

I mention these experiences because it is sad that we asked so much of our early graduates without due compensation and as a result lost many fine, knowledgeable and caring young people from the early childhood education field.

So, when you hear briefs from Mrs. Yach talking about the need for training and when you hear briefs from other people who talk about the essential need for adequate staff ratios and adequate allowance for time on the job for other than being on the floor with the children, this is what they are talking about.

• 1220

This daughter is now a fitness expert with British Columbia Provincial Certification; and like my daughter-in-law, she needed to pursue this career. So when her first girl was born, a girl now almost five years of age, she began looking for day care. Although her husband was professionally employed, she found they could not afford group infant care. I am talking about group care, which is the most costly form of day care we have; which has nothing to do with whether it is good or not, it is merely that in order that it should be good it absolutely must be more costly.

After several long-distance calls from Vancouver to Ottawa desperately to renew her knowledge of what she should be looking for in a good day care home—it is quite different when it is your own child—she finally located a woman whom a friend had used and who lived near her work. It meant a three-quarter of an hour drive there and back every day; and with a small child in the car this proved no picnic.

The home was in a highly industrialized area, so outdoor activity was practically nil. But there was plenty of TLC; “tender, loving care”, as we say. My granddaughter remained in this care until the entire area was taken over by an industrial complex and the care-giver's home gave way to a new factory.

About this time my daughter was very fortunate to hear of a trained nanny who ran a small program in the recreation room of her employer's home in the same residential area where my daughter lived. This situation proved much more satisfactory and provided programmed activities, stimulation, learning experiences, and other children to relate to.

With the birth of a second child, the care giver gladly accepted him into the program, making a delightful family-style unit of five children. Since this nanny had no overhead costs, as her small centre was in her employer's home, her rates were very reasonable, thus making it possible for my daughter and her husband to afford a second child in care.

[Traduction]

Si je vous parle de tout cela, c'est parce que je trouve triste qu'on exige autant de nos jeunes diplômés, sans leur accorder en retour ce qu'ils mériteraient, et que, à cause de cela, le réseau des crèches et des garderies perd des gens formés et consciencieux.

Et c'est en fait cela qu'ont voulu dire M^{me} Yach, quand elle vous a parlé de la nécessité d'assurer la formation du personnel, de même que ceux qui vous ont entretenus du rapport optimal entre le nombre d'enseignants et le nombre d'enfants et de la juste rémunération du temps consacré à d'autres activités que la garde elle-même.

Ma cadette est maintenant conseillère en condition physique en Colombie Britannique, auprès de l'organisme provincial chargé de la certification; comme ma belle-fille, elle voulait poursuivre sa carrière. À la naissance de ma première petite-fille, qui a maintenant près de cinq ans, elle s'est mise à la recherche d'une crèche. Malheureusement, force lui a été de constater, même si son mari avait une profession libérale, qu'elle ne pouvait pas, financièrement, se permettre de placer son enfant dans une crèche. La crèche, ne l'oublions pas, est la forme de garde d'enfants la plus chère, simplement parce que, qui dit qualité de service à ce niveau, dit forcément coût élevé.

Après plusieurs appels interurbains entre Vancouver et Ottawa, qui avaient été pour ma fille l'occasion de se remémorer les critères de qualité devant régir le choix d'une crèche familiale—les choses sont bien différentes quand il s'agit de nos propres enfants... ma cadette parvint finalement à trouver une dame à qui une amie avait déjà eu recours et qui résidait à proximité de son milieu de travail. Tous les jours, il lui fallait trois quarts d'heure aller, trois quarts d'heure retour, et avec un enfant en bas-âge dans la voiture, ce déplacement n'était pas une sinécure.

Comme la maison de la gardienne était située dans un secteur très industriel, l'enfant ne pouvait presque pas jouer dehors. Mais l'amour et l'attention ne manquaient pas! Ma petite-fille a été gardée par cette personne jusqu'à ce que tout le secteur soit acheté par une société et que la maison de la gardienne ait fait place à une nouvelle usine.

C'est à peu près à ce moment là que ma fille a eu la chance d'entendre parler d'une nurse qualifiée, qui avait ouvert une petite garderie dans la salle de jeu de la maison de son employeur, dans le secteur résidentiel où ma fille avait sa maison. La situation allait se révéler des plus satisfaisante: ma petite-fille était au contact d'autres enfants et certaines activités, de simulation et d'apprentissage, étaient prévues au programme.

La nurse n'allait d'ailleurs pas hésiter à accueillir le second enfant que ma fille allait avoir, créant ainsi un adorable petit groupe de cinq enfants. Ma fille et mon gendre pouvaient se permettre de placer un second enfant dans une crèche grâce au tarif très raisonnable qu'exigeait cette nurse, celle-ci n'ayant pas à supporter de frais généraux puisque sa petite garderie se trouvait dans les locaux de son employeur.

[Text]

Then came a very recent move to Calgary because of a change in my son-in-law's work location; and the day care search is on again. Once more there is no easily accessible, affordable day care. Their first few months in a new, strange city have been very hard on everyone.

Not one of my grandchildren's day care placements was acquired as a result of a system being in place that was affordable, accessible, and visible. Rather, they were acquired through good luck and/or word-of-mouth referrals from friends and work associates.

Too many parents in Canada are not fortunate enough to have access to even these haphazard resources. If we truly are a child-oriented society—and Michael Cassidy spoke to this in his remarks at one point, and many of us, like Michael, like to think we are—then, in the words of a time-honoured musical, we must be prepared to “put our money where our mouth is”. We cannot proclaim our beliefs in children as one of our greatest assets and leave parents to flounder when help and support with their care in their early years is so badly needed.

In response to this claim I hear the old cry, “well, if they cannot look after their children, they should not have them.” Well, really! Are we ready to support the thesis that the only people who have any right to have children are those who can afford to pay for their care, whatever the cost, or who may choose to stay home and care for them? A highly commendable choice; but not necessarily the right one for all families. Competence in motherhood does not necessarily flow with mother's milk, and women, while the essential child-bearers, should not have to continue to bear all the child-rearing responsibilities. If we are to have a true equality of the sexes—and for the life of me I cannot see why we should not—then my daughters and my daughter-in-law should have equal opportunity with my son to pursue their careers without being laden with guilt if there is no affordable, accessible child care for their children.

• 1225

I would like to conclude with a quote from a recent publication of the Canadian Day Care Advocacy Association, prepared by a Canadian economist, Monica Townson, entitled *Our Children are Worth It*:

Officially, Canadian society has made a commitment to the full and equal integration of women into our national economic life. The time is long past when we can hope to stem the tide of social change by refusing to provide the child care services families need. Almost 75% of all mothers with pre-school children are now in the work force, usually in full-time jobs. Child care is a service that the majority of pre-school children need. Failure to meet that need could mean serious long-term consequences for Canadian society; and that is a cost Canada cannot afford.

[Translation]

Puis survint le récent déplacement à Calgary à cause de la mutation de mon gendre: la quête d'une crèche allait recommencer. Là-bas, pas plus qu'ailleurs, on ne trouve de garderies facilement accessibles, à prix raisonnable. Les premiers mois passés dans cette nouvelle ville qui leur était étrangère ont été très difficiles pour cette famille.

Jamais mes petits-enfants n'ont été placés dans des crèches grâce à un système de garde d'enfants étendu, abordable et accessible. Leurs placements ont plutôt été dûs à la chance ou aux références qu'on donne de bouche à oreille, entre amis et au travail.

Mais beaucoup trop de parents canadiens n'ont pas les moyens de se permettre même ce moyen de garderie qu'on déniché au petit-bonheur. Si nous sommes vraiment une société tournée vers les enfants—dont a parlé Michael Cassidy dans une de ses interventions, et ce que beaucoup, comme lui, voudraient croire—alors, il faut nous convaincre que les grands discours ne coûtent rien. Nous ne pouvons continuer à proclamer que les enfants constituent notre bien le plus précieux et laisser, dans le même temps, leurs parents devoir se dépêtrer tout seuls, alors qu'un service de garderie est tellement nécessaire pour les familles ayant des enfants en bas âge.

J'entends déjà, en réponse à cette revendication cet argument ressassé: «Eh bien, s'ils ne peuvent s'occuper eux-mêmes de leurs enfants, ils n'ont qu'à ne pas en avoir». Allons, vraiment! Mais sommes-nous prêts à prétendre que seuls ont le droit d'avoir des enfants ceux qui peuvent se payer le luxe de les faire garder, quels qu'en soient les coûts, ou seuls ceux qui peuvent décider de rester à la maison pour s'en occuper eux-mêmes? Certes, le raisonnement est très noble, mais ce n'est pas nécessairement celui qui convient à toutes les familles. L'art d'être mère n'est pas aussi naturel que l'allaitement, et les femmes, même si ce sont elles qui portent les enfants, ne devraient pas pour autant être les seules à assumer la responsabilité de les élever. Si nous devons parvenir à une véritable égalité des sexes—et je ne vois vraiment pas pourquoi nous ne pourrions y parvenir—alors mes filles et ma belle-fille devraient avoir les mêmes chances que mon fils de poursuivre leur carrière sans se sentir coupables parce qu'elles ne peuvent bénéficier de services de garderie abordables et accessibles.

Je voudrais terminer en vous citant un article tiré d'un récent numéro du bulletin de l'Association canadienne d'intervention en faveur de l'enfant, signé par une économiste canadienne, Monica Townson, et intitulé *Our Children are Worth It*:

Officiellement, la société canadienne s'est engagée à assurer l'intégration totale des femmes dans notre vie économique. Fini le temps où l'on pouvait espérer contenir le changement social en refusant d'assurer les services de crèches et de garderies dont les familles ont besoin. Près de 75 p. 100 de toutes les mères d'enfants d'âge préscolaire font maintenant partie de la population active et occupent, le plus souvent, des emplois à temps plein. La garde des enfants est un service dont doivent bénéficier la majorité des enfants d'âge préscolaire. Tout manquement de satisfaire ce

[Texte]

Mrs. Pépin: I do not have any questions. I only have a comment, to say that you are a real, liberated grandmother. Thank you very much. You are the second grandmother to come as a witness since the beginning of our trip across Canada. To listen to a person like you make a statement like yours is very important and it is really very supportive of good child care services in this country. *Merci beaucoup.*

Mrs. Birchard: Thank you. I hope your committee acts on that.

Mr. White: I do not have a question; I just want to say "well done". It is an excellent report, and I think it has spelled out the fact that there cannot be full equality for women without quality universal child care. I think you said it very well.

Mrs. Birchard: That is exactly the point.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): You certainly did; and it was a very folksy presentation here, and we thank you for that.

Mr. Cassidy: I am just looking through the brief, Mr. Chairman. Is it permitted in a committee like this . . .

I do not think Members of Parliament pay tribute to people like yourself for the contribution you have made in this community over so many years, through Andrew Fleck and through many other roles you have played in the community; through pioneering in the private home day care you had at Andrew Fleck. So that work in itself is one of the reasons why finally the stage of consciousness of the Parliament of Canada has been elevated to the point where this Special Committee on Day Care has been created. I hope some of the things you were trying to achieve when you began in this game a long time ago the committee may help to bring about, albeit far too slowly.

Mrs. Birchard: You are right; but it is coming. It has to come.

Mr. Cassidy: It has to come. I hope it will come. We will do our best to . . .

Mrs. Birchard: You are going to see that it is going to come.

Mr. Cassidy: We will do our best.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je donne maintenant la parole à M^{me} Suzanne Delorme.

Mme Suzanne Delorme (présentation individuelle): Je m'excuse de n'avoir pu vous présenter mon résumé avant mais étant donné que je garde des enfants et m'occupant bénévolement de plusieurs autres associations, j'ai dû demander à quelqu'un d'autre de m'aider à préparer le dossier, et j'ai oublié les copies que j'avais l'intention de vous remettre.

[Traduction]

besoin aurait, pour notre société, de graves conséquences à long terme, et c'est un coût que le Canada ne peut se permettre.

Mme Pépin: Je n'ai pas de question à poser. Cependant, je voudrais faire un commentaire; je voudrais vous dire que vous êtes vraiment une grand-mère libérée. Merci beaucoup. Vous êtes la deuxième grand-mère à venir témoigner devant notre comité depuis le début de notre tournée canadienne. Ce genre de déclaration fait vraiment pencher la balance en faveur de la création d'un bon système de garde d'enfants dans notre pays. Merci beaucoup.

Mme Birchard: Merci. J'espère que votre comité agira en conséquence.

M. White: Moi non plus, je n'ai pas de question à poser; j'aimerais simplement vous féliciter. Votre rapport est excellent et, selon moi, vous avez clairement établi qu'on ne peut parler de complète égalité des sexes tant qu'il n'y aura pas un système de garde d'enfants universel, et de qualité. Vous l'avez, quant à moi, fort bien exprimé.

Mme Birchard: C'est tout à fait cela!

Le coprésident (M. Nicholson): Vous avez mis le doigt dessus et vous nous avez livré un exposé dénué de tout superflu. Nous vous en remercions.

M. Cassidy: Monsieur le président, je suis en train de parcourir le mémoire. Il est permis, pour un Comité comme le nôtre . . .

J'estime que les députés ne rendent pas suffisamment hommage aux gens comme vous, qui ont contribué pendant tant d'années à la vie de la communauté, par le biais d'Andrew Fleck et dans les nombreux rôles que vous avez tenus . . . notamment en étant une des premières à ouvrir une crèche familiale à Andrew Fleck. C'est en partie grâce à votre travail que le Parlement du Canada a finalement pris conscience du problème au point que nous avons créé ce comité spécial sur la garde d'enfants. J'espère que celui-ci pourra permettre la réalisation d'une partie de ce que vous avez entrepris quand vous vous êtes lancée dans cette aventure il y a déjà plusieurs années, même si, malheureusement, tout cela ne pourra se faire du jour au lendemain.

Mme Birchard: Vous avez raison; mais cela s'en vient. Il faut que ces choses se réalisent.

M. Cassidy: Vous avez raison. J'espère qu'elles deviendront réalité. Nous ferons notre possible pour . . .

Mme Birchard: Vous verrez, cela va venir.

M. Cassidy: Nous ferons notre possible.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): We will now hear Mrs. Suzanne Delorme.

Mrs. Suzanne Delorme (Individual presentation): I am sorry I could not submit my brief earlier. I had to ask for help in getting it ready, since a lot of my time is filled up with child care and volunteer work for other organizations, and I somewhat left your copies behind.

[Text]

D'après les discussions, on semble vouloir dire que la garde en milieu familial n'est peut-être pas la garde recommandée pour les enfants. Je viens, par expérience, vous dire qu'il y a du très bon dans la garde en milieu familial. J'ai travaillé à l'extérieur pendant 14 ans. J'ai travaillé au niveau des conseils scolaires, de l'Université d'Ottawa et en des endroits qui n'offraient pas de services de garde et je devais avoir recours à des services de gardienne, que j'ai toujours appréciés d'ailleurs.

• 1230

Par contre, pour mon troisième enfant qui ne s'adaptait pas ni à une garderie ni à une garde d'enfants, j'ai arrêté de travailler parce que c'était nécessaire. Mais pour lui comme pour moi, c'était ennuyant de se retrouver tout seuls, j'ai donc commencé progressivement à garder d'autres enfants, puis cela a fait boule de neige, et je ne sais pas si vous connaissez la communauté d'Orléans, c'est une communauté très importante qui grandit tous les jours, et où le besoin de garde d'enfants se fait de plus en plus sentir.

Dans notre communauté, on a une garderie anglophone qui ne répond pas à mes critères pour une garderie d'enfants.

Quand j'ai eu six enfants à garder, je me suis renseignée sur la loi dans Gloucester; je ne connaissais pas à ce moment-là le *Day Care Nursery's Act* que je n'ai connu qu'au mois de janvier. À Gloucester, on me disait qu'en milieu familial on ne pouvait garder plus que cinq enfants par personne. J'ai alors augmenté mon nombre et j'ai demandé l'aide d'une personne adulte qui, elle aussi, aimait beaucoup les enfants. J'ai transformé la moitié de ma maison en garderie parce que tout est fait pour eux; ils ont une salle de bricolage, une salle de télévision, une salle de repos, une salle de bain, une grande cuisine. Il y a une cour de 40 pieds à l'extérieur avec des carrés de sable, tout ce qu'il faut. Puis on faisait un bon travail.

Remarquez bien que je ne suivais peut-être pas les mêmes programmes qu'une garderie. Ce qui m'a poussée à faire comme dans les garderies, par exemple afficher un menu—ils avaient des menus très nutritifs—, c'était pour que les parents le voient et qu'ils ne servent pas la même chose au souper de l'enfant. C'était plutôt le côté pratique.

Mes enfants sont en très bonne santé et, si j'ai été capable de nourrir mes enfants jusqu'à maintenant et qu'ils ne s'en portent pas plus mal, je dois faire de la bonne nourriture, et que les enfants que j'ai gardés ont aimé cette nourriture qu'ils préféraient à n'importe quel sandwich.

Cependant, au mois de janvier, un voisin s'est plaint—je n'entrerai pas dans les détails pourquoi—et une représentant du Ministère est venue à la maison et m'a demandé combien je gardais d'enfants. Puis, je lui ai répondu douze. Elle m'a demandé si je savais que, d'après la loi, on ne pouvait garder plus de cinq enfants. Je pensais que c'était cinq par personne. Elle m'a dit: non, c'est cinq sur les lieux.

Imaginez la situation. Il y a 12 enfants à garder puis en dedans de 30 jours il faut que sept de ces enfants s'en aillent. On m'a donné un ultimatum: si je ne me conformais pas à la

[Translation]

Your discussions so far seem to indicate that home child care is perhaps not the best form of child care. I want to tell you that my own experience has proven to me that family daycare can be very positive. Since I have held outside jobs for 14 years, with various school boards, the Ottawa University and other organizations that did not offer any day care services, I always had to call on outside people, who always provided me with good services.

However, when my third child was unable to function properly in a day care centre or with a babysitter, I decided to stop working in order to take care of him. But being on our own was boring for both of us, and I started to babysit other children and that snowballed. Orleans is a new community which keeps growing daily and the need for local day care services is becoming more acute.

We have a day care centre for English-speaking children, but it does not meet my personal criteria.

When I ended up with six children to babysit, I realized I needed more information on legislation. It is only in January that I became aware of the Day Care Nursery's Act, and I was told it was forbidden, in Gloucester for one person to babysit more than five children. I, therefore, decided to take more children while hiring an adult babysitter, a person who loved children very much. I reorganized my house so that half of it would become a true day care centre, providing children with a playroom, a television room, a restroom, a bathroom and a large kitchen. Furthermore, I have a 40-foot long backyard with several sandlots. I must admit that we were doing some very good work.

Of course, I probably did not follow the same programs as a regular day care centre but I slowly started to do the same kind of things, for instance to post a menu, because I provided the children with very nutritious meals, so that the parents would know what the children had had for lunch and would avoid giving them the same thing for dinner.

My children were very healthy, which meant that I probably gave them very nutritious food, and I gave the same food to all the children I took care of, which they preferred to sandwiches anyway.

However, a neighbour complained in January and there is no need now to get into the details and a lady from the ministry came to my house and asked me how many children I was looking after. I answered 12. She asked me if I knew that I was not allowed to look after more than five children, according to the legislation. I answered that the rule said five per person, but she told me that I was misinformed, that the rule stated five per location.

Just try and imagine the situation; I had 12 children to look after, but 7 of them had to leave within 30 days. The ministry representative gave me an ultimatum: If I did not meet the

[Texte]

loi, il y avait une amende de 2,000\$, ou trois mois de prison ou les deux.

• 1235

J'ai commencé tranquillement à avertir les parents; les parents étaient en furie. Puis ils ont commencé à écrire des lettres, à faire des appels au ministère, au ministre John Sweeney, à notre député. J'ai même demandé, dans une des lettres, qu'on fasse une exception pour six; au lieu de me donner 30 jours d'avis qu'on me donne 120 jours d'avis pour laisser à trois de ces enfants le temps de finir l'année de classe. Puis ils ont refusé catégoriquement. On nous a dit que la politique du ministère ne pouvait être changée.

On nous répond que cela est fait pour le bien de l'enfant. Et j'ai beaucoup de difficulté à le croire et il est temps que quelqu'un reconnaisse les avantages de la garde en milieu familial.

Je les ai résumés en trois pages. On prétend que la garderie est la meilleure chose pour l'enfant; c'est peut-être la meilleure chose pour certains enfants mais non pour tous les enfants. Et les enfants que j'ai gardés dans ma maison ont vécu heureux, en santé; ils ont appris des choses. J'ai gardé des enfants uniques qui ont appris ce que c'était que d'avoir un petit frère plus petit, d'en prendre soin, ce que c'était d'avoir une grande soeur ou un grand frère de dix ans qui pouvait leur montrer comment fabriquer un avion en papier. Puis, les parents sont rassurés de savoir que c'est une autre maman qui s'occupe de leurs enfants.

Une des petites que j'ai perdues en janvier, sa mère l'a placée en garderie autorisée à Templeton au Québec. J'avais deux enfants de son âge; deux enfants de 19 mois et plus, puis Emmanuelle est allée dans une garderie et c'est une personne de 19 ans qui venait de terminer un cours en éducation des tout-petits, et elle devait s'occuper de huit enfants entre 18 et 24 mois, et on me dit que les services que j'offrais à Emmanuelle, comme maman, pouvaient facilement être remplacés par une étudiante. Je crois que, à 19 ans, on n'a pas la même expérience de vie; elle ne sait pas quand un enfant a mal, quand il pleure juste pour pleurer ou pleurer parce qu'il a de la peine.

J'ai gardé le contact avec tous les parents, qui me demandent toutes les semaines s'il y a une possibilité que je reprenne leurs enfants. Tous les enfants que j'ai envoyés ailleurs, dans la plupart des cas, ils sont allés peupler d'autres familles qui en avaient déjà sept ou huit. À Orléans, je connais 23 dames qui en gardent neuf, dix enfants, et chez qui les enfants ne sont pas plus mal qu'en garderie.

Cela fait 20 ans que je suis avec les jeunes, chez les guides à Ottawa, je donne des cours de formation à des animatrices qui vont s'occuper de 30 et 35 jeunes. J'avais commencé le cours en éducation des tout-petits; j'ai trouvé ça absolument aberrant de me faire dire pendant trois heures de temps: il faut commencer au bas de l'échelle. J'en conviens. On ne tient nullement compte du fait qu'on ait donné des cours, et le reste, puis se faire dire pendant les trois premières semaines qu'un enfant de six mois commence à trouver ses mains et ses orteils. J'ai

[Traduction]

criteria established in the act, I would have to pay a fine of \$2,000 or could be condemned to three months in jail, or both.

I started to inform the parents, who became furious. They started writing letters to the Minister, John Sweeney, and to our MPP. I even sent a letter myself asking for an exemption so that I could have 120 days in order to allow three of those children to finish their school program. That was flatly denied, and I was told that the policy could not be changed.

I know that this is all supposed to be for the good of the children, but who could believe that? It is high time that the regulators be made aware of the advantages of family care.

I have summarized those advantages in three pages. We are told that day care centres are the best thing for children, and it may be true for some, but it certainly is not for all of them. And the children I looked after in my house were happy and healthy. They learned many things. I looked after single children who learned what it was like to have a smaller brother and to take care of him. Some learned what it would be like to have a bigger sister or brother, who could show them how to build a paper airplane, for instance. Furthermore, the parents were reassured to know that their children were in the care of another mother.

One of the little girls I lost in January was put in an approved daycare centre in Templeton, Quebec. I have two children of the same age, that is 19 months or more, and Emmanuelle was sent to that day care centre where she was looked after by a 19-year-old person who had just finished a specialized course and was supposed to look after eight children between 18 and 24 months of age. How could anyone tell me that the care provided to Emmanuelle by a mother like me could be duplicated by a student? Obviously, a 19-year-old does not have the same depth of experience and does not know when a child may be hurting or when a child's cries are to be taken seriously or not.

I have kept in touch with all the parents, and they all ask me, every week, if there is any chance that I could take their children again. Most of the children who left me were sent to other families where there were already seven or eight children. I know 23 ladies in Orleans who look after nine or ten children, and do it as well as any day care centre.

I have been dealing with young people for 20 years, with the Girl Guides in Ottawa, and I also give some training to persons who have to deal with 30 or 35 children. I had started an education course for very small children, and I found it absolutely incredible to be told for three hours that one has to start at the bottom of the ladder. I know that very well, but nobody takes into account the fact that mothers have learned many things on their own. I was told during the courses that a six-month child begins to be aware of his hands and feet. But I

[Text]

vécu cette découverte avec mes trois enfants, mais d'aller l'étudier, je trouve qu'il y a une marge.

• 1240

Mme Pépin: Je veux simplement vous rassurer au sujet de l'affichage des menus. Nous sommes allés visiter au Québec, ce qu'on appelait la Cadillac des garderies, une garderie extraordinaire dans un milieu de travail qui était subventionnée par un organisme privé. On n'a jamais vu une garderie aussi belle, aussi sensationnelle, et tous les menus étaient affichés. On leur a demandé pourquoi. C'était pour montrer aux parents ce que les enfants avaient mangé pour ne pas qu'ils mangent la même chose le soir.

Et on nous a dit également—si cela peut vous rassurer—que les enfants qui étaient là c'était pour jouer. On les faisait jouer parce que quand ils commençaient à aller à la maternelle, puis à l'école, après ça ils jouaient pas mal moins. Il fallait qu'ils aient cette période pour en profiter. On a visité plusieurs provinces, et jusqu'à maintenant, c'est la garderie qui nous a le plus épatés—puis il semble qu'elle va dans la même direction que la vôtre.

Evidemment, quand on parle des garderies en milieu familial, je suis tout à fait d'accord avec vous. Pour plusieurs enfants, pour plusieurs parents, pour un paquet de raisons, le milieu familial reste un centre de garderie très très qualifié et d'une très grande valeur. Et les parents doivent avoir le choix pour placer leurs enfants en milieu familial. Après avoir lu les coupures de journaux au sujet de votre garderie, je me demande s'il n'y a pas quelque chose de personnel, en ce sens que la plainte de la personne et la façon de procéder du fonctionnaire qui vous a donné 30 jours d'avis, semblent indiquer qu'ils visaient directement votre service de garde quand on sait qu'il y a des gens qui gardent les enfants, le même nombre d'enfants, et avec une qualité d'environnement qui est très différente de la vôtre. Est-ce que vous avez été capable de vérifier?

Mme Delorme: On a demandé au Ministère qui avait porté plainte et on m'a demandé si j'étais en bons termes avec mes voisins. J'ai toujours pensé que je l'étais. À ma connaissance, il n'y a jamais eu aucun parent mécontent de mes services.

Je me suis arrêtée à une personne. Il y a peut-être un abcès personnel, le seul mécontent possible c'est une personne qui voulait que je réduise le prix parce que son enfant commençait l'école à mi-temps. Je gardais déjà ses deux enfants pour 70\$ par semaine pour les deux enfants, pendant plusieurs heures, quand le deuxième devait commencer l'école à mi-temps, deux heures et demie par jour, je faisais 93c. de l'heure par enfant. Ce parent voulait réduire ce taux, et je lui ai dit que si mes soins ne valaient pas 93c. l'heure par enfant, je ne valais pas grand-chose. Et ce n'est qu'après, au mois de janvier, que d'autres parents m'ont dit: as-tu pensé à cette personne-là? Cette personne aurait demandé aux autres parents si, selon eux, je m'occupais de trop d'enfants.

Mme Pépin: Mais ce serait important pour vous, pour votre dossier, d'en savoir plus parce que le fonctionnaire qui a réglé

[Translation]

have known that for a long time. I discovered it with my own three children.

Mrs. Pépin: I just wanted to give you some reassurance. You mentioned that your menus were posted. When we went to Quebec, we visited what is known as the Cadillac of day cares in a work place subsidized by a private institution. None of us had ever seen as beautiful and stimulating a day care and all the menus were posted there. We asked them why. They replied that it was to give an indication to the parents what the children had eaten during the daytime so that they did not have the same thing again in the evening.

Once again, by way of reassurance, we were also told that the children were there to play. They were encouraged to play because once children go to nursery school and then to school, they play a lot less. They have to make the most of this period of their lives. We have visited a number of provinces and, so far, that is the day care which impressed us the most. It seems that it has the same approach as yours.

Clearly, when it comes to home day care, I am in complete agreement with you. For a whole variety of reasons, many children and parents find the home atmosphere the most valuable and capable type of care they can get. Parents should have the right to choose, as well. I have read some newspaper clippings regarding your case and I am wondering whether there is not something personal involved. By that I mean that judging by the way the official acted, the way she gave you 30 days notice, seems to indicate that they had something in for your day care. However, we know full well that there are many people who care for children, who care for as many children as you do, without the same quality that you offer. Have you checked this out?

Mrs. Delorme: We asked the ministry who had laid the complaint and, in reply, I was asked whether I was on good terms with my neighbours. I had always thought I was. As far as I knew, there had never been anyone who was dissatisfied with my service.

However, one person came to mind. There may have been some personal conflict involved; the only person I could think of who had been unhappy was someone who wanted me to drop the price because her child was going to be attending school part-time. As it was then, I only charged \$70 per week to care for both her children, for quite a few hours so with the second one at school half-time, two and a half hours a day, I would make 93c. per hour per child. Now the parent wanted to pay less and I said that if my care was not worth 93c. an hour per child, I was not worth very much. It was only in January that other parents asked me whether I had thought of this incident. It would appear that the parent in question had gone to the other parents to see whether they thought I had too many children in my care.

Mrs. Pépin: I think that in the interests of your case, it would be important to know a little more about why the

[Texte]

cette affaire en moins de 30 jours, sans procéder à une enquête, c'est assez étrange.

Mme Delorme: On nous a dit que c'était un appel anonyme.

Mme Pépin: Mais les fonctionnaires ont sûrement eu à prendre une décision puis à juger, et je voudrais savoir comment ils s'y sont pris.

Mme Delorme: Mais la fonctionnaire m'a dit que ce n'était pas les soins qu'elle venait juger, parce qu'elle voyait que c'étaient les meilleurs soins que les enfants pouvaient avoir, mais le nombre d'enfants. Et je lui ai dit que nous étions deux adultes pour 12 enfants, dont trois étaient à l'école, on avait quatre et demi par adulte. J'ai écrit au ministre Sweeney, qui n'a jamais répondu à ma lettre.

Mme Pépin: Est-ce que la personne qui est venue visiter, avait un certain âge?

Mme Delorme: Elle avait à peu près mon âge. Elle était très zélée. Au début, je ne me fâchais pas mais, en dernier, quand elle m'a dit au téléphone: je te comprends donc, je sympathise avec toi. J'ai dit: c'est absolument faux, tu ne peux pas sympathiser puis en même temps ne pas essayer de nous aider.

• 1245

Mme Pépin: Est-ce qu'il est possible que vous vous occupiez à nouveau des enfants?

Mme Delorme: Les parents et les enfants me demandent de revenir.

Mme Pépin: Mais ce qui m'étonne c'est qu'on ne vous ait jamais dit pourquoi on exigeait la réduction du nombre d'enfants.

Mme Delorme: Parce que, dans le *Day Care Nursery Act*, on stipule qu'une personne ne peut garder plus de ... j'ai même contourné la loi en transformant le logement au sous-sol pour pouvoir donner deux adresses et garder cinq enfants en haut et cinq en bas. Ils ont été obligés d'accepter ma demande. Mais je n'ai pas pu le faire parce que les enfants voulaient être ensemble.

Mme Pépin: Mais si vous réarrangiez vos locaux, est-ce que ce serait possible?

Mme Delorme: Il faut aussi que je pense à ma famille. Ma famille demeure en haut, et je ne veux pas nuire à mon milieu familial et priver mes propres enfants d'avoir ...

Mme Pépin: Une qualité de vie.

Mme Delorme: ... leur petit milieu de famille.

Puis à titre d'anecdote, je vous dirai que le directeur de l'école Préseault m'a appelée chez moi pour que j'arrête de montrer trop de choses aux enfants. Parce que je montrais beaucoup de comptines, des chansons et des jeux, puis arrivés à l'école ils les montraient aux autres. Ils en savent trop, puis ils trouvent l'école ennuyante.

Ma petite Emmanuelle de 19 mois est venue à Pâques me porter un cadeau. Quand on me dit que c'est elle qui a fait un lapin, avec la queue en petites boules d'ouate—il n'y en avait

[Traduction]

official wanted everything shut down in 30 days, without investigation. That is quite unusual.

Mrs. Delorme: We were told it was an anonymous call.

Mrs. Pépin: But the officials surely had to take a decision and then to make a judgement. I would like to know how they went about it.

Mrs. Delorme: The official told me that she was not so much concerned about the quality of the care, because she could see for herself how good it was, but rather about the number of children. I said that there were two adults to care for 12 children, that three of them were at school and so there were 4.5 children per adult. I did write to the Minister, Mr. Sweeney, who never answered my letter.

Mrs. Pépin: Was the official middle-aged?

Mrs. Delorme: She was about my age. She was very zealous. At first, I was not angry, but then when she said to me on the phone: "I do sympathize with you, I understand your situation". I replied: "That is absolutely untrue; you cannot be sympathetic and not try to help us".

Mrs. Pépin: Is there any chance that you will be caring for children again?

Mrs. Delorme: The parents and the children want me to start up again.

Mrs. Pépin: What surprises me is that you have never been told why the number of children was cut back.

Mrs. Delorme: Because, under the *Day Care Nursery Act*, no one may care for more than ... I even got round the legislation by converting the basement into a separate dwelling so that I could use two addresses and keep five children upstairs and five down. They had to accept my application, but I was unable to keep it running that way because the children wanted to be together.

Mrs. Pépin: What if you rearranged your house? Could you do that?

Mrs. Delorme: I have to think of my family as well. My family lives upstairs and I do not want to destroy my family life and deprive my own children from having ...

Mrs. Pépin: Quality of life.

Mrs. Delorme: Their own family life.

I have a little story to tell you. The principal at the Préseault school called me at home to ask me to stop showing so many things to the children. Because I told them rhymes, sang songs and showed them games, when they got to school they would show them to the other children. The children knew too much and they found school boring.

At 19 months old my little Emmanuelle brought me a gift at Easter. Now, that rabbit was supposedly made by her, with a tail of cotton wool and not one of the cotton balls outside the line, I really have serious doubts.

[Text]

pas une à l'extérieur de la petite ligne—, je me pose de sérieuses questions.

J'espère que votre Comité en viendra à la conclusion qu'il y a des avantages au service de garde en milieu familial.

M. Cassidy: Vous avez gardé toujours des enfants à la maison?

Mme Delorme: Il y en a cinq qui n'ont pas pu se trouver de place. J'ai toujours aimé être entouré d'enfants, et le nombre s'est réduit tout seul, parce que je n'aurais pas été capable de choisir.

M. Cassidy: Un des problèmes c'est votre sous-sol. C'est à quel pourcentage sous terre?

Mme Delorme: Il est à peu près à 50 p. 100. J'ai essayé d'obtenir un permis et on m'a donné trois raisons valables: le plafond manque six pouces de hauteur; le sous-sol était à 50 p. 100 sous la terre; et, mon expérience n'étant pas reconnue, je devais engager une étudiante qui détenait un diplôme et la payer 16,000\$ par année.

• 1250

M. Cassidy: Mais les règlements doivent permettre quelque chose qui est entre...

Mme Delorme: Entre cinq et un maximum de 15. On peut faire des règlements, on peut aller vérifier le service de garde en milieu familiale. Je ne suis pas contre une vérification hebdomadaire, mais qu'on ne nous applique pas les mêmes lois qu'à une garderie qui accueille 45 ou 50 enfants.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): We will now stand adjourned until 3.30 this afternoon. Thank you.

AFTERNOON SITTING

• 1533

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Good afternoon and welcome. I would like to call the afternoon sitting to order. The first organization to appear will be The Children's Centre. Would you like to come up to the witness desk please?

Welcome. You can read your brief if you like. You can highlight it. Sometimes if you highlight it it leaves more time for questions from the individual members; but the time is yours, so use it as you wish. Please go ahead.

• 1535

Ms Marguarite Keeley (President, The Children's Centre): Thank you very much, Mr. Nicholson. My name is Marguarite Keeley. I chair the board of the Children's Centre. With me is Eleonore Benesch, who is the director of the Children's Centre. I will be trying to highlight the major points in our brief, and then the two of us will be available for questions when that is over, if we have time.

I would like to just give some background on our centre. The Children's Centre is a non-profit day care centre. We serve

[Translation]

I hope your committee will find that there are advantages to recommending home day care.

Mr. Cassidy: Do you still have children in your home?

Mrs. Delorme: Five of them were unable to find anywhere to go. I have always liked being around children and as I was unable to choose who should go and who should stay, numbers dropped by themselves.

Mr. Cassidy: One of the problems is your basement. What proportion of it is underground?

Mrs. Delorme: About 50%. I tried to get a permit and was given three reasons why I was not eligible: the ceiling was six inches too low, the basement was half underground and, as I was not a recognized day care worker, I would have to have hired a student with a degree and pay her \$16,000 a year.

Mr. Cassidy: But the regulations should allow somewhere between...

Mrs. Delorme: Between five and a maximum of fifteen. Regulations can be made and family day care services can be subject to inspection. I have nothing against weekly inspections, but I do not see why we should be subjected to the same regulations as a day care centre with 45 or 50 children.

Le président suppléant (M. Nicholson): La séance est levée jusqu'à 15h30. Merci.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président suppléant (M. Nicholson): Bon après-midi et bienvenue. Je déclare la séance de l'après-midi ouverte. Notre premier témoin est la représentante du Children's Centre. Veuillez vous avancer s'il vous plaît.

Soyez la bienvenue. Vous pouvez lire votre mémoire si vous le désirez, ou en faire ressortir les points saillants pour que nous ayons plus de temps pour les questions. Vous êtes cependant libre de disposer de votre temps comme vous l'entendez. Je vous cède la parole.

Mme Marguarite Keeley (présidente, The Children's Centre): Merci beaucoup M. Nicholson. Je m'appelle Marguarite Keeley et je suis présidente du conseil d'administration du Children's Centre. Je suis accompagnée d'Eleonore Benesch, la directrice du Children's Centre. J'essayerai de dégager les principaux points de notre mémoire et nous pourrons ensuite répondre à vos questions, s'il reste du temps.

Je voudrais vous parler un peu de notre centre. Le Children's Centre est une garderie de jour sans but lucratif qui

[Texte]

children from the ages of 2 to 10 years, and just under 140 families receive service from our centre. We have a variety of options for parents, including full day care, school age programs and we have what we call the Preschool Plus program, which allows parents who work part time or in school part time to get care from one to four days a week. We have a volunteer board. It consists of parents like myself, community members and staff members.

The Children's Centre has been open since about 1979; it was started when the Protestant Children's Village closed their group day care service and gave parents four months to see if they could find another option. What happened was that the parents who desperately needed the care banded together with some teachers from the Village and managed to find themselves some space in Hilson School, which is a local school in the Board of Education.

The objectives of the Children's Centre are to foster the sound growth and development of children and to provide support to families. We try to do this through an environment that takes a look at social, emotional, intellectual and physical needs of the children and responding to the kinds of problems that parents bring in.

We feel that quality care is the issue that is on the table before you and before us, and we think there are several factors which contribute to this quality care: a stimulating program, a good facility that is bright, that is airy, has good play space for children, a variety of learning materials and a number of other items. But probably the key is qualified professional teachers who can provide a caring and nurturing environment and relationship with the children who are in the day care centre.

In this respect, I think I want to stress the first recommendation that we would put to you. I know it is not new to you, but we feel that it is tragic that there is such a lack of recognition of early childhood education training and of the value of the work performed by teachers in day care. They receive very low pay. In our brief we have noted how their pay for an equivalent length of education is much below comparable occupations. This leads to low morale, this leads to people moving in and out of the day care field quite regularly and from centre to centre, and it certainly affects the quality.

What we recommend is that in any funding considerations your task force would like to make at the end of your period of hearing from people, you strongly consider the need for better salaries, better benefits that recognize the importance of the work of day care teachers and the training they bring to that work.

In dealing with the future direction of the day care system, it is our view that the legislation and policies now in place really need revision. There have been a number of changes in the last 10, 15 years and we feel that the current provisions just do not reflect or respond to the changes in families, in labour force employment and a variety of other circumstances, such as availability of other family members and so on.

[Traduction]

accueil des enfants de 2 à 10 ans et qui dessert un peu moins de 140 familles. Nous offrons plusieurs choix aux parents, y compris un service de garde à plein temps, des programmes pour les enfants d'âge scolaire et un programme préscolaire plus qui permet aux parents qui travaillent ou qui étudient à temps partiel d'obtenir des services de garde de une à quatre journées par semaine. Notre conseil d'administration est composé de bénévoles: des parents comme moi-même, des membres de la collectivité et des membres du personnel.

Le *Children's Centre* est ouvert depuis 1979 environ. Il a été mis sur pied lorsque le Protestant Children's Village, qui avait décidé de fermer ses portes, a donné aux parents quatre mois pour s'organiser autrement. C'est alors que les parents qui avaient désespérément besoin de services de garde se sont regroupés et, en collaboration, avec certaines éducatrices du Village, ont réussi à se trouver des locaux à l'école Hilson qui relève du Conseil scolaire d'Ottawa.

Le *Children's Centre* a pour objet de favoriser la croissance et le développement des enfants, et de fournir un appui aux familles. Nous essayons de tenir compte des besoins sociaux, affectifs, intellectuels et physiques des enfants, et de trouver des solutions aux différents problèmes que nous soumettent les parents.

Nous croyons que la qualité des services est au coeur du débat qui nous intéresse, et que, pour y arriver, il faut réunir plusieurs conditions, c'est-à-dire un programme stimulant, des locaux bien éclairés et ventilés où il y a suffisamment d'espace pour permettre aux enfants de jouer, et de nombreux aides didactiques et autre matériel. Toutefois, l'élément-clé est la présence d'éducatrices qualifiées qui s'intéressent aux enfants et favorisent leur épanouissement.

À cet égard, je voudrais souligner l'importance de notre première recommandation. Je sais qu'elle n'a rien de nouveau pour vous, mais, à notre avis, il est tragique de voir à quel point les cours de formation en éducation des petits sont peu reconnus et le travail des éducatrices peu valorisé. Elles sont très peu rémunérées. Dans notre mémoire, nous avons mentionné que, pour le même nombre d'années de scolarité, les éducatrices gagnent beaucoup moins que les autres professionnelles qui exercent des fonctions semblables. Le morale est donc bas, ce qui fait qu'il y a un va-et-vient continu de personnel dans les garderies, et d'une garderie à l'autre, ce qui influe nécessairement sur la qualité des services.

Par conséquent, lorsque vous vous pencherez sur la question du financement, une fois les audiences terminées, il faudrait que vous teniez compte de la nécessité d'offrir de meilleurs salaires et avantages sociaux qui reconnaissent l'importance du travail des éducatrices et la formation qu'elles ont reçue.

En ce qui concerne l'orientation future du réseau des services de garde, nous sommes d'avis que la législation et les politiques en vigueur doivent vraiment être révisées. Il y a eu de nombreux changements au cours des 10 ou 15 dernières années, et nous croyons que les dispositions actuelles ne tiennent pas compte de l'évolution des familles, du marché du

[Text]

I will not belabour the statistics that I am sure you are wading through now on the number of women in the labour force who have children, but simply to reiterate that it is a trend that will continue; it will not stop. And currently, there is very limited access of families to licensed, supervised child care arrangements. I think you know from the Cooke task force that this has already been well documented.

It is our belief that the quality of experiences in the early years of children has a strong effect on their growth and development. If we accept responsibility for our children, as a nation, then we should ensure that they have a healthy and nurturing environment. This includes not only what is available for them in their homes and in the formal education system, but also the education and access to child care that is provided in day care centres.

• 1540

We feel there has to be a more comprehensive, publicly funded system that is available on a universal basis, that is non-compulsory. We feel it should be founded on community-based programs. They need not be group centres; they can be family day care agencies and a variety of other options. It is important that they be licensed, that they be supervised, that the teachers be professionally qualified and that there be strong parent participation in the operation of those centres. I really must stress the last point.

We feel the federal government has a large role to play in encouraging provinces to take leadership in day care. We feel you should consider the value of having special ministries for early childhood education, which will be set up by provinces to help promote a better day care system.

With respect to funding in particular—and we are not experts in this area—we feel there must be a new approach to the funding. Otherwise, you cannot have the stable, comprehensive system that is called for. Public funds should be directed towards increasing the number of spaces available, the number of licensed services, strengthening the services that are there, and we do not support increasing the amount of relief given through tax relief to individual taxpayers.

We feel the present funding system is extremely fragmented as far as day care expenditures are concerned through the Canada Assistance Plan, which is good in so far as it goes, to help low-income families. The child care expense deduction is advantageous to upper-income families only, and we feel this is not a way to fund an important and comprehensive community service for children.

If you look closely and hear people as you move across the country, we feel you will find out that, whether or not people have subsidies available to them to purchase a service, often there are areas that do not have services at all simply because there is no funding to allow the development of the facility that

[Translation]

travail et d'autres facteurs tels la disponibilité d'autres membres de la famille, etc.

Je ne m'attaquerai pas aux statistiques sur le nombre de mères qui font partie de la population active parce que je sais que vous devez être en train de les étudier présentement, mais je veux tout simplement répéter que c'est une tendance qui va se poursuivre. À l'heure actuelle, les familles ont très peu accès aux services de garde accrédités. Je crois que vous savez, d'après le rapport Cooke, qu'on a beaucoup écrit à ce sujet.

Nous croyons que la qualité des expériences vécues au cours des premières années influe beaucoup sur la croissance et le développement des enfants. Si, en tant que nation, nous acceptons d'être responsables de nos enfants, alors nous devons faire en sorte qu'ils grandissent dans un milieu sain qui favorise leur épanouissement. Nous entendons par là non seulement ce qu'ils reçoivent à la maison ou à l'école, mais également l'éducation et les soins fournis dans les garderies.

A notre avis, il s'impose d'établir un réseau public complet de services de garde qui soit accessible à tous sur une base facultative en plus d'être axé sur des programmes communautaires. Il n'est pas nécessaire que ce soit des garderies organisées pour des groupes; il peut s'agir d'agences spécialisées dans les services de garde en milieu familial et de bien d'autres choses encore. Il importe qu'elles soient accréditées et surveillées, que les éducatrices soient qualifiées, et que les parents participent en grand nombre à leur exploitation—et j'insiste sur ce dernier point.

Nous croyons que le gouvernement a un grand rôle à jouer pour inciter les provinces à prendre l'initiative dans les services de garde. En effet, il faudrait envisager la possibilité d'établir des ministères spéciaux chargés de l'éducation des petits au niveau des provinces afin de promouvoir les services de garde.

En ce qui a trait au financement, plus précisément—et nous sommes pas des experts dans ce domaine—nous croyons qu'il faudrait trouver une nouvelle façon de procéder. Autrement, il est impossible d'établir un réseau stable et complet comme on l'entend. Les deniers publics doivent servir à augmenter le nombre de places disponibles et le nombre de services accrédités ainsi qu'à renforcer les services existants. Nous ne sommes pas d'accord avec l'idée d'augmenter le montant de l'aide accordée aux contribuables sous forme d'allègements fiscaux.

Nous croyons que le système de financement actuel est extrêmement fragmentaire dans la mesure où les bénéficiaires de services de garde visés par le Régime d'assistance publique du Canada sont des familles à faible revenu. Pour ce qui est de la déduction pour frais de garde d'enfants, elle profite uniquement aux familles à revenu élevé, et, à notre avis, ce n'est pas une façon de financer un service communautaire important et complet pour les enfants.

Si vous regardez attentivement et si vous écoutez les gens à mesure que vous vous déplacez à travers le Canada, vous vous rendez compte que, indépendamment du fait que des subventions soient disponibles ou non pour acheter un service, il arrive souvent que certaines régions ne disposent d'aucun service tout

[Texte]

people can take advantage of. The other problem is that even if the centre is available, there are many lower-middle income families who cannot have access to it because the fees are incredibly high.

We would like to recommend that federal funding to the provinces take place in a cost-sharing arrangement that will support day care services, use such instruments as direct maintenance grants to group and family programs, allow for start-up funds and allow for assistance with construction and renovation needs. We feel there needs to be continued assistance for low-income families who will not be able to support the fees even under this new kind of approach. We feel you may want to look at the need for a new piece of legislation, whether it be a child care financing act or some other instrument that could allow this to happen.

Another strong point we would like to make is that we feel government dollars, taxpayers' dollars, our dollars, should not be invested in commercial day care operations operating for profit. We oppose the provision of tax dollars for that, and we feel there is a fundamental conflict between what is good for children in families and what is good for the bottom line. We do not think that can be resolved.

We have three areas of concern that support this stance. The first is the quality issue. It has been shown in a number of recent studies from the Social Planning Council of Metropolitan Toronto—Larry Katz looking at kindercare and some others—that staff in commercial centres are paid up to \$2,000 a year less, and when you know how little they earn already, it is really quite appalling. The turnover is high; the quality suffers, because you do get what you pay for. They deal in standardized, pre-packaged programs, which may be good as far as they go but do not allow flexible response to the different needs of children in different communities, and they have tended in the past—in Ontario, at least—to oppose the improvement of the ratio between the number of children and the number of teachers.

In terms of accountability, we have concerns. Parents are virtually not involved in the operation of for-profit day care. They have very little opportunity to interact with teachers in the way I do in the centre where my daughter attends.

• 1545

At The Children's Centre, I am on the board. I can go to parent meetings; I can go to special events; I can walk in any time of the day and find out what is going on. We are welcome to do it; we are encouraged to do it. In a for-profit operation those kinds of interventions or interactions are not possible to the same degree.

The other area of accountability is to the funder. In some cases, as before, it is the parent who is paying for the service; in other cases the funder is in fact the government. We feel the centres should be accountable for the funds they get from government and for making sure that the standards are maintained.

[Traduction]

simplement parce qu'il n'y a pas de fonds pour permettre de les exploiter. L'autre problème est que même si le service est disponible, bon nombre de familles à faible revenu ne peuvent y avoir accès parce que les tarifs sont extrêmement élevés.

Nous recommandons donc que les gouvernements fédéral et provinciaux se partagent les frais liés aux services de garde, qu'ils accordent des subventions directes d'entretien aux garderies communautaires et aux garderies en milieu familiale, qu'ils prévoient des fonds de démarrage et une aide pour les travaux de construction et de rénovation. Il est indispensable, à notre avis, de continuer à aider les familles à faible revenu qui ne pourront payer les frais même si l'on procède de cette façon. Il faudrait peut-être aussi que vous envisagiez d'élaborer une nouvelle législation, qu'il s'agisse d'une loi sur le financement des services de garde ou d'une autre mesure semblable.

Un autre point important que nous aimerions apporter, c'est que l'argent du gouvernement, l'argent des contribuables, notre argent ne doit pas être investi dans des garderies commerciales. Nous ne voulons pas qu'on se serve de l'argent des contribuables pour les financer, et, à notre avis, il y a un conflit fondamental entre ce qui est bon pour les enfants qui vivent avec leurs familles et ce qui est bon pour réaliser des profits. Nous ne croyons pas qu'il y ait de solution.

Nos préoccupations sont de trois ordres. Premièrement, il y a la question de la qualité. Un certain nombre d'études publiées récemment par le Conseil de planification sociale de Toronto—Larry Katz et d'autres auteurs—démontrent que le personnel des garderies commerciales gagne 2,000\$ de moins par année et, lorsqu'on sait combien leur salaire est déjà peu élevé, c'est vraiment terrible. Le taux de roulement est élevé; la qualité en souffre parce qu'on en a toujours que pour notre argent. Elles offrent des programmes normalisés qui ne sont peut-être pas mauvais en soi, mais qui ne sont pas suffisamment souples pour permettre de prépondre aux besoins des enfants de diverses collectivités. De plus, les exploitants de ces garderies ont eu tendance dans le passé, en Ontario, du moins, à s'opposer à l'amélioration du rapport personnel-enfants.

Pour ce qui est de l'imputabilité, nous nous posons des questions. Les parents ne participent presque pas au fonctionnement des garderies commerciales. Ils n'ont pas souvent l'occasion de discuter avec le personnel comme je le fais au centre que ma fille fréquente.

Au *Children's Centre*, je fais partie du conseil d'administration. Je peux assister aux réunions de parents et aux activités spéciales; je peux aller voir ce qui se passe à n'importe quelle heure de la journée. On nous autorise et on nous encourage à le faire. Dans une garderie commerciale, ces genres d'interventions et d'interactions ne sont pas possibles au même degré.

La responsabilité envers le pourvoyeur de fonds nous concerne également. Dans certains cas, comme nous l'avons déjà vu, ce sont les parents qui payent pour le service; dans d'autres cas, c'est, en fait, le gouvernement. À notre avis, les centres devraient être responsables des fonds qu'ils obtiennent du gouvernement et s'assurer que les normes sont respectées.

[Text]

We found in reviewing literature that there have been some problems in the past in maintaining the standards of child-teacher ratios and other kinds of standards in centres and that there has been a reluctance in some cases to make full financial disclosure. We think this is unacceptable.

Finally, we feel that you get the most productive use out of tax dollars when the money you put into the system to fund day care continues to be revolving through that system. Studies we have read have shown no evidence that commercial day care centres can provide the same quality of service for less cost. Generally, they cut corners on their salaries and on their programs and in a variety of other ways, and if they accumulate a surplus it is extracted from the system.

When you talk about a centre like ours, which is non-profit, sometimes we can squirrel away money—not often, but sometimes we can, and when we do, we always invest it back into that program in the way of improving our facility. A couple of weeks ago we finished the kitchen, which we built with the help of some money we had saved.

We help with the in-service training of our teachers. We help buy new equipment. We feel that if you want to put dollars into a day care system you can be sure that every dollar you put into an operation like ours is spent on day care.

There is no iron-clad guarantee that non-profit and municipally run centres are going to be always better and higher quality, but we really feel on balance that there is a higher probability that this will be the case. We really encourage you not to privatize—that is the latest cry around town here—but to take a serious look at it and not to abandon government's responsibility and interest in day care.

Finally, we would like you to take a look at the kind of contribution day care service makes in its community. Generally, day care services are seen only from the point of view of the parents who use the service, who can either continue to work in the labour force or can go back to school and improve their potential for earning and contributing to the well-being of their families, but we think you should look at some other benefits that are also important.

Our services are highly labour-intensive—80% to 85% of our budgets go to paying staff. We employ 19 people, including teachers, a cook, a housekeeper, a variety of different kinds of people. The remaining 15% of our budget purchases goods and services in our local community. We buy food, we buy equipment; we use tradespeople to help us repair things. Renovation and construction is also an important opportunity to provide employment for local trades and services which we did recently with our own kitchen.

[Translation]

Tout en revoyant la documentation, nous nous sommes rendues compte qu'on avait eu des problèmes dans le passé à respecter les ratios enfants-personnel et d'autres normes dans les centres, et que, dans certains cas, on était même réticent à présenter des états financiers complets. Nous trouvons cela inacceptable.

Finalement, nous croyons qu'on obtient le maximum de résultats avec l'argent des contribuables lorsque l'argent que l'on met dans le système pour financer les services de garde continue à être recyclé dans ce même système. Les études que nous avons lues n'ont pas réussi à démontrer que les garderies commerciales peuvent fournir un service de même qualité à un prix moindre. En général, elles économisent sur les salaires et les programmes et de diverses autres façons, et, s'il y a un surplus, il est retiré du système.

Lorsque vous parlez d'une garderie comme la nôtre qui est sans but lucratif, nous pouvons parfois faire de petites économies, pas souvent, mais parfois nous le pouvons, et lorsque nous le faisons, nous réinvestissons toujours l'argent chez nous de façon à améliorer notre installation. Il y a quelques semaines, nous avons terminé la cuisine que nous avons construite grâce à l'argent que nous avions économisé.

Nous aidons à former nos éducatrices sur place. Nous aidons à acheter du nouveau matériel. À notre avis, si vous voulez financer un réseau de services de garde, vous pouvez être certains que chaque dollar que vous versez à un centre comme le nôtre est dépensé pour les services de garde.

Il n'y a aucune garantie que les garderies sans but lucratif et celles gérées par les municipalités seront toujours les meilleures, mais, par ailleurs, nous croyons vraiment que les chances qu'il en soit ainsi sont beaucoup plus grandes. Nous vous invitons vraiment à ne pas privatiser—c'est très à la mode dernièrement—les services de garde, mais d'y songer sérieusement et de ne pas abandonner vos responsabilités et vos intérêts dans ce domaine.

Finalement, nous aimerions que vous vous penchiez sur le genre de contribution que les services de garde à l'enfance peuvent apporter à la collectivité. En général, on ne les envisage que du point de vue des parents qui les utilisent, qui peuvent soit continuer à faire partie de la population active ou retourner aux études pour augmenter leur capacité de gain et contribuer davantage au bien-être de leurs familles, mais il y a d'autres avantages tout aussi importants que vous devriez prendre en considération.

Nos services sont très fortement axés sur la main-d'oeuvre—de 80 à 85 p. 100 de nos budgets sont consacrés aux salaires. Nous employons 19 personnes, y compris des éducatrices, une cuisinière, une femme de ménage et bien d'autres encore. Le reste de notre budget, soit 15 p. 100, est consacré à l'achat de biens et services de notre collectivité. Nous achetons de la nourriture, du matériel; nous engageons des ouvriers pour aider à faire les réparations. Les travaux de rénovation et de construction comme ceux que nous avons entrepris dernièrement pour notre cuisine constituent également une excellente occasion de fournir du travail aux gens de métier et au personnel de service de la localité.

[Texte]

Finally, day care invests in the healthy development of children; and in the long run I think you will recognize that contributes to the economic and social well-being not just of the surrounding community but the country in general. We would like you to keep that clearly in mind when you consider what the expenditures are going to be to support a comprehensive day care system. We feel there are a lot of benefits that will come out of this as well.

I would just like to conclude by going over the issues we have addressed. We feel there should be a comprehensive day care system supported by federal-provincial financial arrangements that will provide for direct maintenance grants for a variety of day care services, and for the subsidization of fees for lower income families. We feel it is important that day care provide a stimulating and caring environment with professionally qualified teachers, the essential underpinnings for a quality service.

• 1550

We feel that the salaries and benefits for day care teachers should recognize their professional status and the value of their work. We feel it is important for you to consider capital grants for construction and renovation. We also feel that government funds should be provided to non-profit and municipal day care services only and when you take a look at your grand plan for day care you should consider the economic and social benefits that are created by a good day care system.

We feel that day care must be a shared responsibility among parents, staff and society at large, but we need adequate financial support. Without it, our goodwill and our hard work at the community level are not going to amount to much. We really feel that our children have a right to expect some kind of support if they are to grow and develop and become good citizens in our country. We thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. Mrs. Benesch, did you want to comment or did you want us to go into the questions?

Ms Eleonore Benesch (Director, The Children's Centre): No, that is fine.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: You spoke about parents' involvement in a day care centre. We know that in private centres they are not allowed to participate in anything.

You spoke about privatization. I am referring, let us say, to Quebec, because we were there at the beginning of the week and I know that private centres are allowed but they have to follow rules and guidelines. Are you subject to the same rules in Ontario? Do you have something similar in Ontario, or can private day care centres do whatever they want?

[Traduction]

Finalement, en investissant dans les services de garde, on investit dans le développement de nos enfants, et, à longue échéance, vous admettrez que l'on contribue au bien-être économique et social non seulement de la collectivité environnante mais également du Canada en général. Nous aimerions que vous vous rappeliez de cela au moment de décider ce qu'il en coûtera pour financer un réseau complet de services de garde. Nous croyons qu'il sera possible d'en tirer de nombreux avantages.

J'aimerais terminer mon exposé en résumant les questions que nous avons traitées. Nous croyons qu'il devrait y avoir un réseau complet de services de garde financé par les gouvernements fédéral et provinciaux selon des modalités qui prévoient l'octroi de subventions directes d'entretien pour différents services de garde et des allocations aux familles à faible revenu pour les frais de garde. Il est important, à notre avis, que les enfants évoluent dans un cadre stimulant et intéressant où l'on retrouve du personnel qualifié, les éléments essentiels d'un service de qualité.

Les salaires et les avantages sociaux versés aux éducatrices des garderies devraient tenir compte de leur statut professionnel et de l'importance de leur travail. Il faudrait également que vous envisagiez la possibilité de subventionner les travaux de construction et de rénovation. De plus, le gouvernement devrait financer uniquement les garderies sans but lucratif et les garderies municipales. Lorsque vous établirez un plan d'ensemble pour les services de garde, il faudrait que vous examiniez les avantages économiques et sociaux d'un bon réseau.

À notre avis, les parents, le personnel et la société en général doivent se partager la responsabilité de la garde des enfants, mais il nous faut une aide financière suffisante, sans quoi toute notre bonne volonté et nos longues heures de travail au sein de la collectivité ne vaudront pas grand-chose. Nous croyons vraiment que nos enfants ont le droit à une forme quelconque de soutien qui leur permette de grandir, de se développer et de devenir de bons citoyens du Canada. Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Madame Benesch, avez-vous des observations à formuler ou voulez-vous que l'on passe aux questions?

Mme Eleonore Benesch (directrice, The Children's Centre): Non, ça va.

Le président suppléant (M. Nicholson): Madame Pépin.

Mme Pépin: Vous avez parlé de la participation des parents. Nous savons que dans les garderies privées, ils n'ont le droit de participer à rien.

Vous avez parlé de privatisation. Je ferai allusion au Québec, parce que nous y étions au début de la semaine et que je sais que les garderies privées y sont permises mais doivent respecter certains règlements et des lignes directrices. Devez-vous respecter les mêmes règlements en Ontario? Avez-vous quelque chose de semblable en Ontario, ou, est-ce que les garderies privées peuvent faire ce qu'elles veulent?

[Text]

Ms Keeley: Oh no. They are supposed to meet the same standards under the Day Nurseries Act and so on in Ontario.

Mrs. Pépin: But you said that parents who are in a private child care centre have no involvement.

Ms Keeley: Well, I cannot say that they do not absolutely have any.

Mrs. Pépin: Yes, but compared . . .

Ms Keeley: But they do not have a board of parents. They do not have the same kind of programming for parents and the same kind of opportunities for interaction.

Mrs. Pépin: You said that privatization of child care was becoming popular.

Ms Keeley: Not becoming; I would say it is.

Mrs. Pépin: It is the "in" thing right now. But in some provinces, not to mention Newfoundland, we found that most of the child care was in home care centres and was private because of the regional aspect and also the isolation, I think. For them, I know that to say that we want to have it non-profit . . .

We find also that in that region most of the people who are working and are involved in child care are really not making money; they are really doing it because they love children. That is probably a different situation than the one we find in a big city, but we will have to take care of that.

Regarding the salary, I agree with you that a zookeeper gets more than a child care giver right now. I think it is unacceptable. But you spoke about benefits, and there is one thing I do not know. This morning someone mentioned that there were three unionized groups among child care givers. Are you aware of that? I want to find out about benefits because the ones right now who have a low salary do not have benefits or have very few benefits. Do you have any information on benefits right now?

Ms Keeley: Do you mean on what a benefit package would look like for unionized workers?

Mrs. Pépin: Yes, and if there are any who have benefits right now.

Ms Keeley: The benefits tend to be very minimal. I would expect you are going to get a presentation from the CUPE local that represents a number of day care workers here in Ottawa and maybe you can get better answers to the questions. I think it has been shown in a comparison of wages that those people tend to be better off than in other centres, both for the salaries they earn and the benefits provided.

Mrs. Pépin: But outside of those unionized groups there are no benefits?

Ms Keeley: No. Well, our people do have a number of benefits. Maybe Eleonore can speak to that.

[Translation]

Mme Keeley: Ah non. Elles sont censées respecter les normes établies en vertu du *Day Nurseries Act*.

Mme Pépin: Mais vous avez dit que les parents qui envoient leurs enfants dans des garderies privées ne pouvaient pas participer.

Mme Keeley: Je ne peux l'affirmer de façon catégorique.

Mme Pépin: Oui, mais comparativement . . .

Mme Keeley: Ils ont quand même un conseil des parents. Ils n'ont pas le même genre de programmes pour les parents et on ne leur offre pas les mêmes possibilités d'interaction.

Mme Pépin: Vous avez dit que la privatisation des garderies devenait de plus en plus populaire.

Mme Keeley: Elle ne le devient pas, elle l'est déjà.

Mme Pépin: C'est à la mode en ce moment. Mais, dans certaines provinces, Terre-Neuve pour ne pas la mentionner, nous avons constaté que la plupart des services de garde étaient à caractère privé et familial, et ce en raison de la spécificité de la province et aussi de l'isolement, je crois. Pour eux, je sais que la question de garderies sans but lucratif . . .

Dans cette région, nous avons également constaté que la plupart des personnes qui s'occupent de la garde des enfants ou qui travaillent dans ce domaine ne gagnent vraiment pas d'argent; elles le font parce qu'elles aiment les enfants. C'est sans doute une toute autre situation que celle que l'on retrouve dans les grandes villes, mais il faudra en tenir compte.

Au sujet des salaires, je suis d'accord avec vous que les gardiens de zoo sont mieux rémunérés que les préposées à la garde d'enfants. C'est inacceptable, à mon avis. Mais, vous avez parlé d'avantages sociaux, et je voudrais des précisions. Ce matin, quelqu'un a mentionné qu'une partie des préposées à la garde d'enfants s'était regroupée en trois syndicats. Êtes-vous au courant de cela? Je veux me renseigner davantage sur les avantages sociaux parce que, actuellement, les bas salariés ne bénéficient d'aucun avantage social ou presque. Qu'en savez-vous?

Mme Keeley: Est-ce que vous voulez parler de l'ensemble des avantages sociaux qui pourraient être offerts au personnel syndiqué?

Mme Pépin: Oui, et s'il y en a qui reçoivent des avantages sociaux à l'heure actuelle.

Mme Keeley: Les avantages sociaux tendent à être très minimes. J'imagine que le SCFP qui représente un certain nombre de préposées à la garde d'enfants ici à Ottawa viendra témoigner, et vous pourrez alors obtenir de meilleures réponses à vos questions. En regardant le tableau comparatif des salaires, on se rend compte qu'elles s'en tirent mieux que celles des autres centres, tant sur le plan des salaires que des avantages sociaux.

Mme Pépin: Mais, pour celles qui ne sont pas syndiquées, il n'y a pas d'avantages sociaux?

Mme Keeley: Non. Eh bien, notre personnel reçoit certains avantages sociaux. Eleonore pourrait peut-être vous en parler.

[Texte]

• 1555

Ms Benesch: Yes, we have a minimum package in which we pay 50% of OHIP and 50% of Blue Cross, and that is a very minimal amount. But I think one of the concerns we have is that we totally lack pensions or any kind of disability insurance. I think if we would like to see young people see this as a career option and not opting in and out, then I think we have to look at pensions as something very much needed.

I certainly can speak for myself. I am getting to the point where I might have to look at retiring some day soon and I will not have a pension. So it is certainly becoming more of an issue and there is no money provided for that.

Everything we build into our budget, we have to pass on to the fee-paying parent or to the municipality and there are always ceilings to our expenditures. So it makes it very difficult to build any benefits or improvements into our budgets without penalizing the parents. So we are in a terrible bind and end up subsidizing the system.

Mrs. Pépin: Regarding payment, would you be in accord with the payment going directly to the child care giver or to the parents? How would you see it? I know the Katie Cooke report has a very strong recommendation on that. Were you in agreement with the recommendation of the Katie Cooke report or do you have another approach?

Ms Keeley: I do not remember the wording exactly so I do not want to say that I am in agreement in case . . . I think that in order to make sure that services are there in the way we do with the school system, we have to be sure the infrastructure is there, we have to be sure the facilities are there and supported. If you provide the funds directly to the parent in every case, if you are subsidizing them, there is not a base to support the development of the service in the first place. I would like to see government funds go . . . what I would pay through my tax dollars, instead of coming back to me on a child care expense deduction, which is laughable in comparison with what I pay, I would prefer to see that kind of money be put into a system of day care which would guarantee that there are a number of services in the community that I could then take advantage of.

I may also have to pay something else on top of that. But that is fine. I would rather see that happen.

Mrs. Pépin: Okay. And in your appendix A, I think someone discussed that with us in the Atlantic region. I do not remember exactly which city. I have that in my notes. It is the network contact. I think that would be a model that everybody would prefer, because I think your group day care will be in communication with all those agencies and services. You also include family home day care, supervised nursery school and I think we will keep that because they presented it to us but let us say they did not have a plan and that is very well explained.

[Traduction]

Mme Benesch: Oui, nous offrons un minimum d'avantages sociaux, c'est-à-dire que nous payons 50 p. 100 des frais du RAMO et de la Croix-Blanche, ce qui est très minime. Toutefois, nous n'avons aucun fonds de pension ni aucun régime d'assurance invalidité. Si nous voulons que les jeunes fassent carrière dans ce domaine au lieu de s'y intéresser temporairement, il faut établir un fonds de pension. Nous en avons vraiment besoin.

Je sais de quoi je parle parce que j'arrive au point où je devrai bientôt songer à ma retraite et je n'aurai pas de pension. Cela pose véritablement un problème et il n'y a pas d'argent prévu à cette fin.

Toute dépense que nous inscrivons à notre budget doit être payée par les parents ou la municipalité, et il y a toujours des limites à ne pas dépasser. Il est donc très difficile de prévoir des avantages ou des améliorations dans notre budget de dépenses sans pénaliser les parents. Nous nous retrouvons donc les mains liées et nous finissons par subventionner le système.

Mme Pépin: Au sujet du versement des allocations, seriez-vous d'accord pour qu'on les envoie directement à la gardienne ou aux parents? Je sais qu'on retrouve une recommandation à ce sujet dans le rapport Cooke. Êtes-vous d'accord avec cette recommandation ou avez-vous une autre solution?

Mme Keeley: Je ne me souviens pas du libellé exact, c'est pourquoi je ne veux pas me prononcer au cas . . . Je crois que si l'on veut s'assurer que les services sont disponibles, comme pour les écoles; il faut prévoir l'infrastructure, les installations et les fonds nécessaires. Si vous remettez les fonds directement aux parents chaque fois, si vous les subventionnez, il ne reste plus rien pour mettre le service sur pied. Je voudrais que l'argent du gouvernement—c'est-à-dire l'impôt que je paye, plutôt que l'argent qui m'est remboursé au chapitre des frais de garde d'enfants et qui n'est rien en comparaison de ce que je paye—je voudrais que cet argent soit investi dans un réseau de services de garde qui assure un certain nombre de services à la collectivité, donc éventuellement à moi-même.

Je devrai sans doute payer un surplus, mais cela m'est égal. J'aime mieux ce scénario.

Mme Pépin: D'accord. Au sujet de l'annexe A de votre mémoire, il y a un point dont on a déjà discuté dans la région de l'Atlantique, je ne sais plus exactement dans quelle ville, mais j'ai ça dans mes notes. Je veux parler de la garderie comme pivot d'un réseau. Je crois que c'est le modèle que tous préfèrent parce que la garderie communautaire devient ainsi le point central de communication avec tous les autres organismes et services. Vous avez également ajouté les garderies en milieu familial, les prématernelles et je crois que c'est une chose que nous allons retenir; bien sûr, l'idée nous avait déjà été présentée, mais sans aucun schéma, alors que le vôtre est très bien expliqué.

Mme Keeley: Merci.

Ms Keeley: Thank you.

[Text]

Mrs. Pépin: I think it is very, very good because it has really put everybody in their place, all the organizations, municipal, provincial and federal governments.

Do you pay taxes, municipal taxes? Is your centre obliged to pay municipal taxes?

Ms Benesch: We pay rent to the school board, and I believe that probably... I do not know what arrangement the school board has with the municipality, but we may be excluded from that.

Mrs. Pépin: All right. I think it is good if you are.

Ms Keeley: We are very fortunate because we are in a school.

Mrs. Pépin: We had a presentation this morning and someone mentioned that it may not be a good idea to use schools which are empty for awhile and things like that.

Ms Keeley: Compared with church basements, they are wonderful.

Ms Benesch: If I could respond to that, I think what could also happen and why we like the hub model so much is to see day care visibly present in the community, and if there were an old school this could be the beginning of a hub model.

Mrs. Pépin: Exactly.

Ms Benesch: I would not be surprised at all that if there were not families in that community, they would be moving back into that community and you may be regenerating the inner city core with young families. I think, in terms of city life, that may be a lovely added dimension. So I think we should not assume the families are not there. It is just that we are not providing services, so we do not know where they are and we cannot help them.

Mrs. Pépin: Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Mrs. Pépin. Have you any questions, Mr. White?

• 1600

Mr. White: Yes, thank you, Mr. Chairman. Welcome to the committee today, ladies. I want to thank you for a very comprehensive report. There is a lot of good material in here. I love your letterhead, too.

I have been using this excuse all day, but I am a new member on the committee, just to qualify my questions in case one of my questions may sound dumb or something. I was interested in several of your comments, but I wanted to make one observation.

Let us look at a hypothetical situation where some time down the road we have a system of universal day care. Now, in a system like that, private centres are bound to spring up that will be outside the system. You commented that you oppose the profit-making day care type of ventures. Would you say as a general comment that the level of care in a private environment as opposed to a public universal system would be, in a

[Translation]

Mme Pépin: Je crois que c'est un très, très bon schéma, parce que tout est mis en perspective: les organismes, les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

Devez-vous payer des taxes municipales pour votre garderie?

Mme Benesch: Nous payons un loyer au conseil scolaire, et probablement que... Je ne sais pas quelles dispositions le conseil scolaire a prises avec la municipalité, mais il se pourrait que nous en soyons dispensées.

Mme Pépin: Très bien. C'est une bonne chose si vous l'êtes.

Mme Keeley: Nous sommes très chanceuses d'être logées dans une école.

Mme Pépin: Un des témoins de ce matin a mentionné que ce n'était peut-être pas une bonne idée d'utiliser des écoles désaffectées et d'autres installations de ce genre.

Mme Keeley: Comparé aux sous-sols d'église, c'est merveilleux.

Mme Benesch: Si vous me permettez de répondre à cette question, je crois que la raison pour laquelle nous aimons l'idée d'un réseau c'est qu'il met en évidence les services de garde au sein de la collectivité, et une vieille école peut servir de pivot autour duquel gravitent les autres éléments du réseau.

Mme Pépin: Exactement.

Mme Benesch: Je ne serais aucunement surprise que des familles viennent s'y installer. On pourrait même assister à la renaissance du centre-ville grâce aux jeunes familles et ajouter ainsi une autre dimension à la vie urbaine. Il ne faut pas prendre pour acquis qu'il n'y a pas de familles. Puisque nous n'offrons pas de services, nous ne savons pas où elles sont et nous ne pouvons les aider.

Mme Pépin: Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, madame Pépin. Monsieur White, avez-vous des questions à poser?

M. White: Oui, merci, monsieur le président. Soyez les bienvenues parmi nous, mesdames. Je voudrais vous remercier pour votre rapport très complet. Il y a là beaucoup de bonnes idées. J'aime aussi votre papier à en-tête.

Je me suis servi de cette excuse toute la journée—que je suis un nouveau membre du comité—mais mais c'est juste au cas où une de mes questions semblerait un peu absurde. J'ai trouvé plusieurs de vos observations intéressantes, et, si vous le permettez, j'en ferai à mon tour.

Mettons qu'à un moment donné nous avons un réseau universel de services de garde. Même avec un tel réseau, on trouvera quand même des garderies privées qui ne feront pas partie de ce réseau. Vous avez dit que vous êtes contre les garderies commerciales. Seriez-vous prêtes à dire qu'en général les services offerts dans une garderie privée, par opposition à ceux offerts dans le cadre d'un réseau public

[Texte]

general sort of way, inferior to what may be involved in an ideal universal system?

Ms Benesch: I think it is very difficult to answer questions. First of all, I do not have the time to go to see what the quality of care is in other centres, so I do not want to comment on that. But during an interviewing process when I look for new staff or when people send in résumés and perhaps I would like to use those people as substitutes, what these people are telling me is that they would prefer to work for a place like The Children's Centre. Our environment offers them a greater sense of security; they see that the salaries are better; they find a total atmosphere of professionalism, and they would like to work in that kind of environment. Sometimes they tell me they are getting minimum wage where they are presently employed and cannot wait to leave that place. Because there are not any openings elsewhere, they are staying in that situation, but they are not necessarily happy.

Having said that, I really cannot personally comment on the quality of these programs. But as time goes on I am becoming increasingly concerned about that factor, and I think maybe that is why The Children's Centre comes out as strongly as it does about the privatization of that. What does it do to the children when there is that high turnover and possibly a lack of commitment of the staff to that organization or enterprise?

We opened seven years ago and we still have staff who started out with us, and we feel very good about that kind of continuity. I know parents who have come to us with their first children are coming back with their second and possibly even third. So they are relying on us, and they are so delighted to see the teachers their first child had still with us.

Mr. White: There seems to be a common thread running through all the presentations I have heard, and that is the lack of public education to the importance of early childhood education. I think that is probably a very important factor. I am sure you will agree with me that this is very important throughout the whole debate on this issue.

Ms Benesch: Yes.

Ms Keeley: Absolutely. If you could see how we do our budgets... We had a board meeting on Monday night, and we talked about things like starting RRSPs for our teachers. We talked about things we could build into our budget. If you could see how tight it is, every time you add on something because you think it is going to be good for the program or for the children or for the teachers, it comes right off the other end in increased fees and costs. It is a very tight ship we have to run, and we are always very close to the line of being under.

Mr. White: Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Mr. White.

Let me pass a comment here before you leave the table. We have gone through five provinces; in fact, I think this is

[Traduction]

universel, seraient, d'une certaine façon, inférieurs à ceux que l'on pourrait retrouver dans le réseau universel idéal?

Mme Benesch: Il m'est très difficile de répondre à cette question. Premièrement, je n'ai pas le temps d'aller dans les autres garderies pour me rendre compte par moi-même de la qualité des services offerts, alors je ne veux pas faire d'observation à ce sujet. Toutefois, lorsque je mène des entrevues pour trouver de nouveaux employés ou que je lis les curriculum vitae de personnes que je pourrais éventuellement engager comme suppléantes, il ressort qu'elles aimeraient mieux travailler dans une garderie comme le Children's Centre. Nous leur offrons une plus grande sécurité, de meilleures salaires et un milieu de travail professionnel, et c'est ce qu'elles recherchent. Parfois, elles me disent qu'elles reçoivent le salaire minimum là où elles travaillent et qu'elles ont hâte de partir. Mais, parce qu'il n'y a pas de débouchés ailleurs, elles continuent à y travailler même si elles en sont pas nécessairement heureuses.

Cela étant dit, je ne peux vraiment pas me prononcer sur la qualité des programmes offerts. Mais, plus ça va, plus je me pose des questions à ce sujet et je crois que c'est la raison pour laquelle le Children's Centre est si fermement opposé à la privatisation des garderies. Lorsque le personnel change aussi souvent et qu'il semble peu intéressé à l'organisme ou à l'entreprise, quelles en sont les conséquences pour les enfants?

Nous avons ouvert nos portes il y a sept ans et nous avons toujours à notre service certaines personnes qui étaient là au tout début. Nous sommes très fiers de pouvoir assurer ce genre de permanence. Je sais que des parents qui nous avaient confié leur premier enfant reviennent avec un deuxième et même un troisième enfant. Ils se fient donc à nous et sont enchantés de voir que les éducatrices qui se sont occupées de leur premier enfant sont toujours avec nous.

M. White: Tous les témoignages que j'ai entendus semblent avoir un point en commun: le manque de sensibilisation du grand public à l'importance de l'éducation des petits. C'est sans doute un facteur très important et je suis certain que vous serez d'accord avec moi pour dire que c'est un point très important soulevé au cours de toutes nos délibérations.

Mme Benesch: Oui.

Mme Keeley: Absolument. Si vous pouviez voir comment nous faisons nos budgets... Nous avons eu une réunion du conseil lundi soir au cours de laquelle nous avons parlé de REER pour les éducatrices. Nous avons parlé d'autres dépenses que nous pourrions inscrire à notre budget. Mais, si vous pouviez voir comment il est serré. Chaque fois que l'on ajoute quelque chose parce qu'on croit que c'est dans le meilleur intérêt du programme, des enfants ou des éducatrices, il s'ensuit inévitablement une augmentation de frais et de coûts. Notre budget est vraiment serré, et il s'en faut de très peu qu'il soit déficitaire.

M. White: Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci M. White.

Permettez-moi de faire une toute dernière observation avant que vous nous quittiez. Nous avons entendu des témoignages

[Text]

province number six. One of the things I have found since becoming a member of this committee is that there is a certain amount of misunderstanding about what everybody is talking about. A number of groups have come forward to say they do not want us funding universal day care because this is state interference with parents' prerogatives and all that. It seemed to me most times people acknowledged that there is a need for day care for certain people, maybe not for themselves. They seemed to be somewhat comforted or assured by the fact that nobody is talking about compulsory attendance for children, particularly children under the age of five.

• 1605

With every business or every issue of public concern there is always a bunch of catch-words. People who want to see the government do something in the area of child care always use the phrase "high-quality, universally acceptable, fully funded, non-profit day care".

I sometimes say to myself if you could just put in non-compulsory there . . . I heard you use that word. Whether we realize it or not, we are all in the business of selling this. We are not trying to sell it to each other, because we may all believe in it, we are selling it to that person out there who is worried about huge amounts of money or somebody worried about taking their two-year-old out of the home and putting them in an institution. It seems to me it would be so helpful among people who are really involved with this to continuously stress to everyone out there that what we are talking about is non-compulsory attendance.

I thank you. I think you had a very well put together brief. I can say it is a pleasure for me to be a part of this committee to hear so many different and well thought out views on this subject. Thank you very much for your presentation.

Ms Keeley: Thank you for the opportunity. We will look forward to your report.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Our next group is the Village Children's Centre. Good afternoon, and welcome to the committee. The first name I have on my list is Diane Thomson. Are you going to have one spokesman or four spokespersons?

Ms Diane Thomson (Past President, The Village Children's Centre): We are going to have four spokespeople.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I always point out to each group that comes before us that we have allotted for you about half an hour. You can take up the whole time with your presentations if you like. The briefer you are, the more time it allows for questions. It is entirely up to you. We are just very pleased to have you here.

Ms Thomson: Thank you very much. Mr. Chairman, hon. members of the committee, I represent the board of manage-

[Translation]

dans cinq provinces; en fait, je crois que nous en sommes à notre sixième province. Une des choses dont je me suis rendu compte depuis que je siége au comité c'est qu'il semble y avoir certains malentendus. Certains groupes nous ont dit qu'ils ne voulaient pas que l'on finance un réseau de services de garde universel parce que c'était une façon pour l'État de s'ingérer dans les affaires des parents et d'autres choses encore. Il m'a semblé que, la plupart du temps, les gens reconnaissent la nécessité de services de garde pour certaines personnes, mais non pas nécessairement pour eux-mêmes. Ils semblent avoir été quelque peu réconfortés ou rassurés de ce que personne ne suggère que la fréquentation soit obligatoire pour les enfants, et en particulier les enfants de moins de cinq ans.

Pour chaque entreprise ou pour chaque sujet de préoccupation publique, on retrouve toujours une série de termes attrayants. Les gens qui souhaitent que le gouvernement intervienne dans le domaine de la garde des enfants utilisent toujours la phrase «garderie à but non lucratif de grande qualité, universellement acceptable et pleinement financée».

Je me dis quelquefois que si l'on pouvait simplement y rajouter facultatif . . . je vous ai entendu utiliser ce terme. Que l'on s'en aperçoive ou non, nous nous efforçons tous de vendre ce concept. Nous n'essayons pas de nous le vendre les uns aux autres parce que nous y croyons probablement tous. Nous le vendons aux membres du public qui s'inquiètent des énormes montants d'argent en cause ou de devoir faire quitter la maison à leur enfant de deux ans pour le placer dans une institution. Il me semble que ce serait infiniment utile que les gens qui participent véritablement à ces activités soulignent continuellement au public que nous parlons d'une fréquentation facultative.

Je vous remercie. Selon moi, votre exposé est très bien présenté. Je peux dire que j'ai été heureux de faire partie de ce Comité et d'entendre tant d'opinions si différentes et si réfléchies à ce sujet. Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Mme Keeley: Merci de nous avoir donné l'occasion de nous exprimer. Nous attendrons votre rapport avec impatience.

Le président suppléant (M. Nicholson): Notre prochain groupe représente le *Children's Village Centre*. Bon après-midi et bienvenue au Comité. Le premier nom sur ma liste est Diane Thomson. Êtes-vous représentés par un porte-parole ou quatre?

Mme Diane Thomson (ancienne présidente, *Children's Village Centre*): Nous aurons quatre porte-parole.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je souligne toujours à chaque groupe qui se présente devant nous que nous lui avons réservé environ une demi-heure. Vous pouvez consacrer l'intégralité de cette période à votre exposé si vous le voulez. Plus celui-ci sera bref et plus nous disposerons de temps pour des questions. Cela dépend uniquement de vous. Nous sommes très heureux de votre présence.

Mme Thomson: Merci beaucoup. Monsieur le président, honorables membres du Comité, je représente le conseil de

[Texte]

ment of the Children's Village of Ottawa—Carleton. The Children's Village is a private, non-profit organization with a volunteer board of 15 members of the community.

The Children's Village of Ottawa—Carleton, formerly called the Protestant Children's Village, has a long history of working for the betterment of children in the Ottawa area. Our organization began in 1864 as an orphans' home, a need that was paramount at that time. As times and needs changed, so did the focus of the village, but the overall welfare of children has always been our priority.

Over the past 120 years our involvement with children has included an infants' home, a home for emotionally disturbed children, a group day care centre, and a private home day care program.

The Children's Village currently operates a home day care program which is licensed by the Ontario Department of Community and Social Services. This program has been in operation since 1973. So with over 12 years' experience, we feel we are well qualified to speak about its merits.

We are licensed for the care of 250 children, from infants to school age. Our funding comes primarily from the regional municipality of Ottawa—Carleton, through provincial grants. The majority of the children in our care have their fees paid by either full or partial subsidies from the region, while the minority of the children have their fees paid fully by their parents.

In home day care the village employs home visitors who select and supervise over 75 care-givers who directly provide the care in their own homes for the 250 children. We are extremely proud of the quality of care we are able to provide these children.

• 1610

Our home visitors are women with a high calibre of skills, education, and experience. Their multi-disciplinary backgrounds include nursing, early childhood education, child care, and pre-school education. A car is a necessity for a home visitor, who spends a large part of her day visiting the care-givers in various locations throughout the city. Our home visitors are highly qualified and perform demanding jobs for relatively low remuneration.

The volunteer board of management of the Children's Village is actively involved in the programs we administer. Board committees work closely with our program co-ordinator to keep abreast of problems and needs. The board feels a deep commitment to the home day care program and has been able to augment the program by the provision of a van equipped with toys and craft materials as well as a qualified person to

[Traduction]

gestion du *Children's Village Centre* d'Ottawa-Carleton. Il s'agit d'un organisme privé à but non lucratif dirigé par un conseil formé de 15 bénévoles représentant la communauté.

Le *Children's Village* d'Ottawa-Carleton, auparavant appelé le *Protestant Children's Village*, s'efforce depuis longtemps d'améliorer le sort des enfants de la région d'Ottawa. Notre organisme a vu le jour en 1864. Il s'agissait alors d'un orphelinat qui répondait à un besoin particulièrement pressant à cette époque. Les circonstances et les besoins ayant changé, l'orientation du village a, elle aussi, évolué. Cependant, le bien-être global des enfants a toujours été notre priorité.

Durant les 120 dernières années, notre travail auprès des enfants s'est traduit par la création d'un foyer pour les nourrissons, d'un centre d'accueil pour les enfants émotionnellement perturbés, d'une garderie et d'un programme de garde en milieu familial.

Le *Children's Village* gère actuellement un programme de garde en milieu familial agréé par le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario. Ce programme existe depuis 1973. Donc, avec plus de 12 ans d'expérience, nous nous estimons bien qualifiés pour discuter de ses mérites.

Nous sommes autorisés à nous occuper de 250 enfants, des nourrissons aux enfants d'âge scolaire. La municipalité régionale d'Ottawa-Carleton est notre principale source de financement, par l'intermédiaire de subventions provinciales. Pour la majorité des enfants qui nous sont confiés, les frais de garde sont subventionnés en totalité ou en partie par la région, une minorité de parents assumant la pleine charge des frais de garde de leurs enfants.

Dans son programme de garde en milieu familial, le Village emploie des gens chargés de sélectionner et de superviser plus de 75 gardiennes qui s'occupent directement à leur propre domicile des 250 enfants. Nous sommes très fiers de la qualité du service que nous pouvons offrir à ces enfants.

Les personnes chargées de la supervision sont des femmes qui ont un bagage complet de compétences, d'éducation et d'expérience. Leurs antécédents professionnels couvrent de multiples disciplines, dont les soins infirmiers, l'éducation des enfants en bas âge, la garde des enfants et l'éducation préscolaire. Ces femmes doivent absolument disposer d'une automobile, puisqu'elles passent une bonne partie de leur journée à rendre visite à des gardiens et gardiennes en divers endroits de la ville. Elles sont extrêmement qualifiées et font un travail exigeant, moyennant une rémunération relativement modique.

Le conseil de gestion bénévole du *Children's Village* s'occupe activement des programmes que nous administrons. Les comités du conseil collaborent étroitement avec notre coordonnateur de programme afin de se tenir au courant des problèmes et des besoins. Le conseil attache une grande importance au programme de garde en milieu familial et a pu en étendre la portée en fournissant une camionnette et en engageant une personne qualifiée pour s'en occuper. Cette

[Text]

take these materials to our providers' homes, to enrich the lives of the children in their care.

In March 1985 the board of the Children's Village ventured further into the lives of children in our community with the establishment of the Village endowment fund. This fund makes biannual grants totalling over \$100,000 to projects which promote the welfare of children in the Ottawa—Carleton region. We feel we are making projects happen that might never have left the drawing board. To date our grants have supported handicapped children, child abuse prevention programs, pre-school play groups, and an oncology program for children, to name but a few.

Children are indeed our number-one priority. We are committed to our home day care program, which we feel provides an exceptional means of child care within the community.

With me this afternoon are three women who play integral roles in the provision of care. They will discuss their views of child care. Janice Georgy is our Program Co-ordinator for the Children's Village. She has been involved in day care for over 10 years. Elsie Boudreau is one of our valuable care-givers. She has been working with the Village since 1978 and has cared for a variety of children, from infants to 10-year-olds, including those with special needs. Janice Tough is a mother of a two-year-old child who is enrolled in our program.

I hope our presentation will illustrate to you the need for the valuable services to Canadian children provided by home day care.

Ms Janice Georgy (Co-ordinator, Private Day Care Program, Village Children's Centre): I have chosen today basically to talk about what our service is and why it is important, because very little is actually understood about what really happens in private home day care. As Diane explained, our population is a lot of lower-income single parents. We have parents from different cultures. We see new Canadians who are experiencing the problems of adjustment to a new country. We have many parents who work shifts, long hours, and for relatively low pay. We have some parents who pay the full fee for the service, but it is a relatively small number.

We have a significant number of infants in our programs, and school-age children. The way we provide the service is we interview parents first, to establish their need, and then we find a suitable provider in the community and we do a match. The success of the day care arrangement, the stability, is contingent on whether or not this is a good match.

[Translation]

camionnette contient des jouets et divers articles éducatifs que l'on amène au domicile des personnes qui s'occupent des enfants afin d'agrémenter l'existence de ces derniers.

En mars 1985, le conseil du *Children's Village* est intervenu encore plus étroitement dans l'existence des enfants de notre communauté lorsqu'il a créé le fonds de dotation du Village. Deux fois par an, ce fonds accorde des subventions totalisant plus de 100,000\$ à des programmes de promotion du bien-être des enfants de la région d'Ottawa-Carleton. Nous croyons ainsi permettre la réalisation de projets qui auraient pu autrement demeurer théoriques. Pour l'instant, ces sommes ont servi à aider des enfants handicapés, à soutenir des programmes de prévention des sévices contre les enfants, à organiser des groupes récréatifs pré-scolaires, ainsi qu'un programme d'oncologie à l'intention des enfants, pour n'en nommer que quelques-uns.

Les enfants sont véritablement notre principale priorité. Nous sommes résolument engagés dans notre programme de garde en milieu familial qui, selon nous, constitue un moyen exceptionnel de prendre soin des enfants au sein de la communauté.

Cet après-midi, trois femmes qui jouent des rôles importants dans le domaine de la garde des enfants se sont jointes à moi. Elles exposeront leurs idées sur la garde des enfants. Janice Georgy est notre coordonnatrice de programme pour le *Children's Village*. Elle travaille dans le domaine des garderies depuis plus de 10 ans. Elsie Boudreau est l'une de nos indispensables gardiennes. Elle collabore avec le Village depuis 1978 et s'est occupée de divers enfants, depuis des nourrissons jusqu'à des enfants de 10 ans, y compris des enfants qui ont des besoins spéciaux. Janice Tough est mère d'un enfant de deux ans et elle s'est engagée dans notre programme.

J'espère que notre exposé saura vous démontrer que les garderies en milieu familial fournissent des services cruciaux aux enfants canadiens.

Mme Janice Georgy (coordonnatrice, Programme de garderie privée, Children's Village Centre): Aujourd'hui, j'ai décidé de vous expliquer principalement la nature de notre service et la raison de son importance. En effet, la réalité de la garde d'enfants dans des domiciles privés est très mal comprise. Comme Diane vous l'a expliqué, nos clients comprennent un grand nombre de familles monoparentales à faible revenu. Certains des parents sont de cultures différentes. Nous côtoyons des Néo-Canadiens qui font face aux problèmes de l'adaptation à un nouveau pays. Nous avons bien des parents qui travaillent par roulement, de longues heures, et pour un salaire relativement faible. Nous avons certains parents qui payent le plein prix du service, mais il sont en nombre relativement restreint.

Notre programme s'occupe d'un nombre important de nourrissons, ainsi que d'enfants d'âge scolaire. Pour fournir le service, nous commençons par rencontrer les parents afin de déterminer quels sont leurs besoins, puis nous trouvons une gardienne qui convient au sein de la communauté et nous les mettons en rapport. Le succès et la stabilité de l'arrangement de garde d'enfant dépendent de la compatibilité entre la gardienne et les parents.

[Texte]

In our program right now we have 100 providers. We have one-third of our providers who have been with us for over five years, which lends an element of stability to our program, even though many of our parents lead very unstable lives and there is a lot of turnover in their lives.

I am going to go into why the service is important. We have had 13 years of experience in providing this kind of care, and what I feel is the most important thing is it philosophically supports the family as the basic unit in society. It provides role models for children and parents; and I see a whole generation of children growing up without these role models in the future, because women are working and they are going to continue working. In a home, children learn different things. They learn that routines exist, that chores have to be done. They can be given opportunities to do things on their own.

Another important part of a licensed program is with licensing you insure that some basic standards are being met. This form of care can also be very flexible. In the programming part, you can have routines set up, but they can be changed to meet whatever needs the children . . . whatever is happening that day. Also, in terms of flexibility, you can accommodate parents who work the irregular hours and the early hours, although this kind of care is a lot harder to find.

• 1615

One of the other very important things, because of our service population, is the support role that the agencies offer. It is vital for serving difficult families, for children at risk, for children who have behavioural problems. I believe without that kind of role there will be a whole element of children whom nobody will be looking after. We spend a lot of time keeping those arrangements stable, just encouraging the provider, trying to mediate between them so that there is some accommodation.

Another reason that the service is important is that it is community-based. Children can be cared for in their own community. Many parents, especially the parents we serve right now, do not have transportation. It is very difficult for parents to take two toddlers, or children of any age, on a bus in the morning.

Over the years we have observed many parents who, through having stable day care arrangements, have been able to keep their jobs. And many more parents with stable day care arrangements have been able to gradually work out the other pressures and problems in their lives. We see this as a prevent-

[Traduction]

Pour l'instant, dans le cadre de notre programme, nous comptons 100 gardiennes. Un tiers d'entre elles travaillent avec nous depuis plus de cinq ans, ce qui donne un élément de stabilité à notre programme, même si beaucoup de nos parents mènent une existence très instable et que leur vie connaît bien des vicissitudes.

Je m'apprête à vous expliquer pourquoi ce service est important. Voilà 13 ans que nous fournissons ce genre de soins, et j'estime que la considération la plus importante à cet égard est qu'un tel service soutient moralement la famille en tant qu'unité fondamentale de la société. Il fournit des modèles aux enfants comme aux parents, alors que je constate que toute une génération d'enfants grandit sans que de tels modèles lui soient fournis à l'avenir parce que les femmes travaillent et qu'elles continueront de travailler. Au sein d'un foyer, les enfants apprennent des choses différentes. Ils apprennent que les tâches routinières existent, que certaines tâches rebutantes doivent être menées à bien. On peut leur fournir l'occasion de faire des choses par eux-mêmes.

Un autre élément important d'un programme agréé est qu'une telle sanction administrative garantit le respect de certains critères essentiels. Ce type de service peut aussi être très souple. Durant l'établissement du programme, on peut fixer des activités de routine, mais ces dernières peuvent être modifiées pour répondre à n'importe quel besoin de l'enfant . . . pour s'adapter à tout ce qui peut arriver ce jour-là. Par ailleurs, pour ce qui est de la souplesse, le service peut être adapté aux besoins des parents qui travaillent à des heures irrégulières, ou encore très tôt, malgré que ce genre de service soit très difficile à trouver.

Un autre des éléments très importants, à cause de la catégorie de personnes que nous desservons, est le rôle de soutien joué par les agences. Ce soutien est essentiel pour ce qui est d'aider des familles difficiles, des enfants en danger ou des enfants qui ont des problèmes de comportement. Je crois que sans ce genre de rôle, il y aurait toute une catégorie d'enfants dont personne ne s'occuperait. Nous passons beaucoup de temps à préserver la stabilité de ces arrangements, en encourageant simplement la gardienne, en nous efforçant d'arranger les choses entre elle et les parents, ainsi que les enfants, de façon à ce que chacun se montre un peu plus accommodant.

Le service est également important parce qu'il est basé sur la communauté. Les enfants peuvent être pris en charge au sein de leur propre communauté. Bien des parents, et surtout les parents que nous desservons pour l'instant, n'ont pas de moyen de transport. Il est très difficile pour les parents d'emmener deux enfants qui commencent à peine à marcher, ou des enfants de n'importe quel âge, dans un autobus le matin.

Au fil des années, nous avons observé bien des parents qui, parce qu'ils pouvaient compter sur un arrangement stable pour la garde de leurs enfants, ont pu garder leur emploi. Et bien d'autres parents ont été capables, grâce à la stabilité des arrangements de garde de leurs enfants, d'éliminer graduellement les autres pressions et problèmes de leur existence. Nous

[Text]

tive service and believe early prevention is less costly than later rehabilitation.

I would like the parent and the provider in our program to talk about their roles now.

Ms Janice Tough (The Village Children's Centre): I have been with the village for a little over a year. My daughter is two. The reason why I required day care is that, like most people, I had to go back to work. I also wanted the child to develop with other children her own age, become more independent—all she knew were adults.

When you first move to a new city you do not know anything about it, but through a friend I found a private babysitter. However, I had a bad experience with this arrangement. At the initial meeting, everything went well. The home seemed to be okay and she had a daughter the same age. Over the months my daughter became very withdrawn; she was coming home unclean, food was not being fed, I guess, properly to her.

So I turned to the village and they found me a provider right away. It was like night and day. There are other two children with her and she has developed very well. The provider that I have is very helpful and treats my daughter as if she were one of her own. They are doing things together. She is speaking French to her, which is a great help to me. They do activities together.

The provider shows support both to my child and to me. This is my first child and she often gives tips... If I am running late, the home is always open. If I have something down and out wrong, she sort of helps, she puts in a lending hand. The agency was very helpful. As Janice said, they match the parent with the provider. I agree with that. I think it is very good. The home is checked; the home visitor goes to the home. I did not want to put my child into a day care centre. I found that a home would be more like a family unit. I felt that there would not be as much attention to the child in a centre. I guess that is all. Thank you.

• 1620

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you.

Ms Elsie Boudreau (The Village Children's Centre): I am married and a mother of two children. I have successfully completed Visiting Homemakers and a St. John's Ambulance First Aid course; I have attended seminars and workshops on child care. For the past eight years I have been providing care in my home for families through The Children's Village Centre of Ottawa—Carleton. I have had the opportunity to work with children of various ages and income backgrounds. Prior to that I cared for children privately and I also worked as a visiting homemaker.

There are advantages as well as benefits from working with an agency. Some of the advantages that I find are being able

[Translation]

croyons qu'il s'agit là d'un service préventif et nous sommes convaincus que la prévention précoce coûte moins cher qu'une réadaptation ultérieure.

J'aimerais maintenant que le parent et la gardienne de notre programme vous parlent de leur rôle.

Mme Janice Tough (The Village Children's Centre): Voilà un peu plus d'un an que je travaille au sein du Village. Ma fille a deux ans. J'ai besoin de la faire garder parce que, comme la plupart des gens, j'ai dû retourner travailler. Je voulais aussi que mon enfant grandisse avec d'autres enfants de son âge, devienne plus indépendante: elle ne connaissait avant que des adultes.

Lorsque l'on arrive dans une ville étrangère, on ne connaît rien de celle-ci, mais, grâce à un ami, j'ai pu trouver une gardienne indépendante. Toutefois, cet arrangement a mal tourné. Lors de la première rencontre, tout a très bien été. La maison semblait très bien, et elle avait une fille du même âge. Au fil des mois, ma fille est devenue très renfermée; elle rentrait à la maison sale, et je suppose que c'est parce qu'on ne la nourrissait pas correctement.

Je me suis donc adressée au Village, et ils m'ont immédiatement trouvé une gardienne. C'était comme le jour et la nuit. Elle est avec deux enfants, et sa croissance se passe très bien. Ma gardienne est très utile et traite ma fille comme si c'était la sienne. Elles font des choses ensemble. Elle lui parle français, ce qui m'aide beaucoup. Elle partage des activités.

Ma gardienne prend soin de moi autant que de ma fille. C'est mon premier enfant, et elle me donne souvent des conseils... Si j'arrive tard, la maison est toujours ouverte. Si quelque chose ne va pas, elle s'efforce d'aider. L'agence a été très utile; comme Janice vous l'a dit, ils s'arrangent pour que la gardienne soit compatible avec les parents. Je suis d'accord avec cela. Je pense que c'est très bien. Le foyer est vérifié; les superviseurs lui rendent visite. Je ne voulais pas mettre ma fille dans une garderie communautaire. Selon moi, un foyer privé ressemblait davantage à la cellule familiale. Je ne crois pas que l'enfant bénéficierait d'autant d'attention dans une garderie communautaire. Je suppose que c'est tout. Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci.

Mme Elsie Boudreau (The Village Children's Centre): Je suis mariée et mère de deux enfants. J'ai suivi avec succès le cours de premiers soins de l'ambulance St-Jean ainsi que le cours de ménagère-visiteuse. J'ai assisté à des colloques et à des ateliers sur la garde des enfants. Durant les huit dernières années, j'ai fourni chez moi des services de garde à des familles que j'ai connues par l'intermédiaire du *The Village Children's Centre* d'Ottawa—Carleton. J'ai eu l'occasion de travailler avec des enfants d'âges différents, qui provenaient de familles où prévalaient diverses situations financières. Avant cela, j'ai pratiqué la garde d'enfants à titre privé et j'ai également travaillé comme ménagère-visiteuse.

Je trouve des avantages à travailler pour une agence. Je peux notamment travailler chez moi et le salaire que me verse

[Texte]

to work at home, and having my salary paid through the Village Centre enables me to deal with families as parent and child and not have to worry about getting paid.

Providers play an important role in the lives of families. They are able to assess the special needs of children and the special needs and expectations of parents. For example, working very closely with my home visitor we had the occasion to give support to a parent of children with special needs. The parent was directed to parenting courses and the children obtained the professional help needed. I am pleased to say it was very successful.

Being a licensed agency, the parents benefit from the provider's home undergoing the rigid quarterly safety inspection, and all the equipment and playthings provided for the children comply with the Canadian Safety Council. The provider benefits by having support, equipment supplied, alternative care if necessary, and access to seminars and courses.

The children benefit from supervised care tailored to their special needs. In the home the children are supplied with learning toys and crafts and they learn basic housekeeping skills. They learn how to make nutritious snacks and lunches, home safety—how to avoid an accident and basic knowledge—and home and personal hygiene. We go for nature walks, trips to the park and to the Experimental Farm. There is never a lack of things to do with the children, and being able to choose activities that are appropriate to a particular situation is a definite advantage.

Personally, I feel that this early learning experience is of the utmost importance. By law a child may be left alone at the very early age of 10 years, except in special cases, and no longer qualify for home day care. So learning these basic skills in the home will allow them to provide for themselves in future years. Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. We still have a few minutes if you would like to take a few questions. A question or comment, Mr. Cassidy?

Mr. Cassidy: What is the cost to parents who pay the full amount, or what is the cost per day or per week for the home day care provided by the Village Centre?

Ms Georgy: The present cost is approximately \$20 a day, and of that cost about \$5 is administrative cost. The balance of the cost is the provider cost.

Mr. Cassidy: We were told earlier today that it is very difficult to get home day care for infants, and the reason offered was that infants tie the provider down a bit more and

[Traduction]

le *Village Centre* me permet de considérer les familles comme des parents et des enfants et de ne pas me demander si je vais être payée.

Les gardiennes jouent un rôle important dans la vie des familles. Elles peuvent évaluer les besoins spéciaux des enfants ainsi que les attentes et les besoins particuliers des parents. Par exemple, en collaborant très étroitement avec la représentante du Centre chargée des visites à domicile, nous avons eu l'occasion d'aider le parent d'un enfant qui a des besoins spéciaux. Le parent a été orienté vers des cours spécialisés et l'enfant a obtenu l'aide professionnelle nécessaire. Je suis heureuse de dire que l'expérience a été très réussie.

En faisant affaire avec une organisation agréée, les parents sont sûrs que le domicile de la gardienne sera inspecté tous les trimestres de façon rigoureuse pour en vérifier la sécurité et que tout l'équipement et les jouets fournis pour les enfants sont conformes aux normes du Conseil canadien de la sécurité. La gardienne bénéficie du soutien de l'organisme, on lui fournit de l'équipement, on lui trouve une remplaçante si nécessaire et on lui donne accès à des colloques et à des cours.

Les enfants bénéficient de services de garde supervisés adaptés à leurs besoins particuliers. Chez la gardienne, ils ont accès à des jouets et à des objets éducatifs et ils apprennent des techniques ménagères de base. On leur montre comment se faire des collations et des repas nutritifs; on leur explique en quoi consiste la sécurité à domicile, comment éviter un accident et on leur donne d'autres connaissances de base. On leur apprend l'hygiène personnelle et à domicile. Nous allons marcher dans la nature, nous faisons des excursions dans le parc et à la ferme expérimentale. Il ne manque jamais de choses à faire avec les enfants et il est certainement avantageux de pouvoir choisir les activités qui conviennent le mieux à une situation donnée.

Personnellement, je crois que cette expérience d'apprentissage précoce revêt la plus grande importance. Selon la loi, un enfant peut être livré à lui-même dès l'âge de 10 ans, sauf dans des cas spéciaux et, à cet âge, il n'a plus droit à un service de garde en milieu familial. L'apprentissage de ces compétences fondamentales chez la gardienne lui permettra donc de s'occuper de lui-même dans les années à venir. Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie beaucoup. Nous disposons encore de quelques minutes si vous acceptez de répondre à quelques questions. Une question ou un commentaire, M. Cassidy?

M. Cassidy: Que coûte ce service pour les parents qui paient le plein montant ou quel est le coût par jour ou par semaine du service de garde en milieu familial fourni par le *Village Centre*?

Mme Georgy: Actuellement, ce coût est d'environ 20\$ par jour et, de cette somme, approximativement 5\$ servent à absorber les coûts administratifs. Le reste de la somme correspond à la rémunération de la gardienne.

M. Cassidy: On nous a déclaré plus tôt aujourd'hui qu'il est très difficile d'obtenir des services de garde en milieu familial pour des nourrissons, la raison fournie étant que ces enfants

[Text]

require more care but that is not reflected in what is paid to the provider. Is that true with the Village Centre or not?

Ms Georgy: Well, no. The rates for infants are similar to all full-day children. Actually, our agency has just done a survey with our providers where we have asked providers if they feel a special rate is required for infants. The response we got was that there are different responsibilities depending on the age of the child. While an infant may tie them down and may take more constant care, a grade-school child eats a lot of what they get at lunchtime because of the appetites. It just depends on the specific child and the age range. We have not been able to pin it down to any category.

• 1625

If you look at the cost for infant care separate from what the providers get, the way our present per diems are set up it looks as though infant care in a private home is a lot cheaper, but basically because the per diem is a general one the grade-school rate really subsidizes the infant rate. More of the costs for equipment and supervision goes into infant care. Also, it is often the first contact with the agency and there is more time involved initially.

Mr. Cassidy: I get the feeling that it is not possible for a day care service to expand beyond a certain number and still work effectively. The Andrew Fleck Child Centre is one of the larger home day care agencies in Ottawa and is well developed. How many kids do you have? Do you have some idea of the maximum you can go in that direction before you start to fall over each other, or have too long distances to travel or before it becomes ineffective for various other reasons?

Ms Georgy: I have actually found that since we have taken on an expansion last year... Whereas having one or two homes in some areas maybe was inconvenient, now that we have a lot more, it actually works out to be a lot more convenient. I do not know what the maximum or the ideal number is before you lose in efficiency.

Mr. Cassidy: How many kids do you have now?

Ms Georgy: We are at 250 children now.

Mr. Cassidy: And you have not perceived problems in terms of that extra work?

[Translation]

accaparent un peu plus la gardienne et exigent plus d'attention, ce qui n'est pas cependant reflété dans le salaire versé à la gardienne. Cela est-il vrai ou non pour le *Village Centre*?

Mme Georgy: Eh bien, non. Les tarifs sont similaires pour les nourrissons et tous les autres enfants qui sont gardés toute la journée. En fait, notre agence vient de réaliser une enquête auprès de nos gardiennes. Nous leur avons demandé si elles estiment qu'un tarif spécial devrait être appliqué pour la garde des nourrissons. Selon les réponses que nous avons obtenues, les responsabilités sont différentes selon l'âge de l'enfant. Alors qu'un nourrisson peut accaparer davantage la gardienne et nécessiter une attention plus constante, un enfant d'âge scolaire mange davantage de ce qu'on lui donne à midi parce qu'il a un plus grand appétit. Cela dépend de l'enfant et du groupe d'âge. Nous n'avons pas pu arriver à des conclusions précises pour quelque catégorie que ce soit.

Si l'on étudie ce qu'il en coûte de s'occuper d'un nourrisson, sans mettre ce coût en rapport avec ce que l'on paie aux gardiennes, il semble que la structure actuelle de notre rémunération quotidienne rende beaucoup moins coûteux de s'occuper d'un nourrisson en milieu familial. Cependant, fondamentalement, la rémunération journalière étant appliquée de façon générale, la somme demandée pour les enfants d'âge scolaire subventionne en fait en partie la garde des nourrissons. En effet, ces derniers entraînent de plus grandes dépenses d'équipement et exigent davantage de supervision. Par ailleurs, il s'agit souvent du premier contact avec l'agence et, au début, cela exige plus de temps.

M. Cassidy: J'ai l'impression qu'il n'est pas possible qu'un service de garde dépasse un certain seuil d'expansion en continuant de fonctionner efficacement. Le Centre pour enfant Andrew Fleck est l'un des plus importants établissements de garde en milieu familial à Ottawa et ses services sont bien développés. De combien d'enfants vous occupez-vous? Avez-vous une idée du maximum d'enfants dont vous pouvez vous occuper avant de commencer à vous gêner les uns les autres, avant que les distances que vous avez à parcourir deviennent trop longues ou avant que le système devienne inefficace pour une raison ou pour une autre?

Mme Georgy: J'ai en fait constaté que depuis que nous avons pris de l'expansion l'année dernière... alors que le fait d'avoir un ou deux foyers de garde dans certains quartiers peut être un inconvénient, maintenant que nous en avons bien davantage, cela devient en fait beaucoup plus commode. Je ne sais pas quel peut être le nombre maximum ou idéal avant que l'on commence à perdre de l'efficacité.

M. Cassidy: De combien d'enfants vous occupez-vous maintenant?

Mme Georgy: Nous nous occupons actuellement de 250 enfants.

M. Cassidy: Et vous n'avez pas relevé de problème du point de vue de ce travail supplémentaire?

[Texte]

Ms Georgy: I think there are problems at the point when you do expand, because you have to make adjustments in your staff. It is relatively easy to place the children.

Mr. Cassidy: What about the input of parents in the community into the service? You are a voluntary, a not-for-profit agency. The Village previously tended to be a bit a service provided by one group but directed to another. I do not know whether you have succeeded in bridging that problem now. To what extent do parents with children who are users of the service, also have an input in the direction of the service, and is that affected by the size of the agency?

Ms Georgy: I am not really totally sure what you are getting at.

Mr. Cassidy: I am contrasting with some of the smaller co-ops, where there is perhaps a more direct involvement from the parents with the agency.

Ms Georgy: You mean in terms of policy? Maybe I will leave that . . .

Mr. Cassidy: Policy, board membership, that kind of thing, yes. Maybe, Diane, you can . . .

Ms Thomson: At this point, our board does not have any parents on it. Earlier, when we were running a group day care centre, we did have parents, not that they were parent representatives, but they happened to be parents on our board. At this point, it is something, I do not think I have thought about too much. The program is fairly tightly controlled by the licensing regulations and I think because of the input that we have from our home visitors who are out both with the providers and the parents and the size of our agency, we get a lot of input back. I feel the board committees work fairly closely with our staff at the headquarters, and we find out what is wanted, although we do not in actual fact have any parents or providers on our board.

Mr. Cassidy: Okay.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Mr. Cassidy. Mr. White, do you have any questions or comments?

Mr. White: Yes, briefly, Mr. Chairman. I want to thank you for the presentation. I was very impressed by the way you have the program set up. I feel very comfortable with that type of an arrangement.

My wife and I know a family back home and the lady runs a private home care program within her own home. We have come to realize that it takes a very special type of person to be a home care provider. Does the Village on an ongoing basis try to recruit new providers? Do you have a constant turnover? Is there a large turnover of providers?

[Traduction]

Mme Georgy: Je crois qu'il surgit des problèmes lorsque l'on prend effectivement de l'expansion, parce qu'il faut que le personnel s'adapte. Il est relativement facile de placer les enfants.

M. Cassidy: Qu'en est-il de la contribution des parents de la collectivité à ce service? Vous avez formé une agence bénévole à but non lucratif. Auparavant, le Village avait tendance à être un peu un service fourni par un groupe mais dirigé vers un autre. Je ne sais si vous avez pu réussir à éliminer ce problème. Dans quelle mesure les parents qui ont recours à ce service ont-ils également quelque chose à dire sur la manière dont il est dirigé et cela a-t-il un rapport avec l'importance numérique de l'Agence?

Mme Georgy: Je ne suis pas complètement sûre de savoir où vous voulez en venir.

M. Cassidy: J'établis une comparaison avec certaines des plus petites coopératives où les parents contribuent peut-être plus directement au travail de l'Agence.

Mme Georgy: Vous voulez dire en termes de politiques? Je devrais peut-être laisser cela . . .

M. Cassidy: Politiques, recrutement au sein du Conseil, ce genre de choses, oui. Peut-être, Diane, pouvez-vous . . .

Mme Thomson: À l'heure actuelle, aucun parent ne siège au sein de notre conseil. Auparavant, lorsque nous exploitions une garderie de groupe, nous avions des parents. Il ne s'agissait pas de représentants des parents, mais il se trouvait que des parents siégeaient au conseil. Sur ce point, il s'agit de quelque chose auquel je ne crois pas avoir trop pensé. Le programme est supervisé de façon relativement stricte par les règlements qui régissent l'obtention d'un permis et je crois que, à cause des rapports que nous font les personnes que nous envoyons visiter les domiciles, et qui rencontrent aussi bien les gardiennes que les parents, et à cause aussi de l'importance de notre Agence, nous obtenons beaucoup de renseignements. Je crois que les comités du Conseil collaborent assez étroitement avec notre personnel du siège social et nous trouvons quels sont les besoins, même si, en fait, aucun des parents ou des gardiennes ne siègent au sein de notre Conseil.

M. Cassidy: Bon.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, monsieur Cassidy. Monsieur White, avez-vous des questions ou des commentaires?

M. White: Oui, je serait bref, monsieur le président. J'aimerais vous remercier de votre exposé. J'ai été très impressionné par la façon dont vous avez organisé le programme. Je ne vois pas du tout d'inconvénient à ce type d'arrangement.

Ma femme et moi-même connaissons une famille, dans notre ville d'origine, où la maîtresse de maison fournit un service de garde dans son propre domicile. Nous avons compris qu'il faut être quelqu'un de très spécial pour offrir ce type de service. Le Village essaye-t-il en permanence de recruter de nouvelles gardiennes? Avez-vous un roulement constant? Y a-t-il un roulement important parmi les gardiennes?

[Text]

• 1630

Ms Georgy: We have a fairly large turnover. Part of the reason we have the turnover is because our parents turn over. And because we place children in their own community, if we do not have another child in that specific area, we may not be able to use that person. We try as much as we can. We will maybe move somebody's name up on the waiting list, if we know somebody who will take another child privately. We have really spent a fair bit of time developing the homes.

Mr. White: So rather than really expanding beyond the 100 providers, you are in a constant changeover within the system itself.

Ms Georgy: We are constantly recruiting. We have sort of a stable number of providers and we can always rely on those people to do alternate care, to maybe take some of our more difficult children, those kinds of things. When a providers is new to an agency, there is so much to learn about the regulations, the expectations. There is a lot of administrative work they are required to do, income tax, everything. It really takes six months to a year to absorb it all and see if they like it. Providers apply for a number of reasons, you know. Maybe it is for company for their own child. Maybe it is an income thing. Maybe it is for some other reason, just because they want to do something for the community, as well. So there is a constant turnover, but there is also a stable base.

Mr. White: Thank you very much.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): If I could I would ask you one or two short questions. How do you get the care-givers? I mean, the people who may bad care-givers in one context may be applying to you to get some sort of recognition or licensing. How do you weed out who is good, who is bad? I mean, what criteria do you use?

Ms Georgy: A lot of it is gut feelings. A lot of it is . . . You go into a home, you look for very specific things. You look for interactions with their own children. You have a health and safety test that is done in the home as well. So that is fairly straightforward. You learn when you go into a home, you get a feeling whether or not this is going to be a good place fairly soon. And if you have sort of doubts about someone, you will pick it up within a couple of months.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): And what do you tell them? Do you just say I am sorry, we do not think we can use you?

[Translation]

Mme Georgy: Le roulement est en effet assez important. Cela est en partie dû au fait qu'il y a un roulement chez les parents. Et comme nous plaçons les enfants au sein de leur propre collectivité, si nous n'avons pas un autre enfant dans ce même quartier, nous ne pouvons pas toujours utiliser les services de cette gardienne. Nous essayons de la faire autant que possible. Nous faisons quelquefois avancer le nom de quelqu'un sur la liste d'attente si nous connaissons une personne qui prendra soin d'un autre enfant à titre privé. Nous avons véritablement consacré beaucoup de temps à développer le réseau de foyers de garde.

M. White: Donc, plutôt que réellement étendre vos services au-delà des 100 gardiennes, vous faites face à un roulement constant au sein du système même.

Mme Georgy: Nous recrutons constamment. Nous avons en quelque sorte un nombre stable de gardiennes sur lesquelles nous pouvons toujours compter pour faire un remplacement, peut-être pour prendre soin de certains des enfants les plus difficiles, ces sortes de choses. Lorsqu'une gardienne commence à travailler pour une agence, elle a beaucoup à apprendre à propos des règlements, des attentes. Il faut faire beaucoup de travail administratif, des déclarations d'impôt, tout cela. Il faut en réalité environ 6 mois, peut-être un an, pour que les gardiennes absorbent tout cela et voient si elles aiment ça. Elles demandent à travailler pour nous pour toute une série de raisons, voyez-vous. Cela peut être pour obtenir de la compagnie pour leur propre enfant. Cela peut être pour augmenter leurs revenus. Cela peut aussi être pour d'autres raisons comme, par exemple, simplement parce qu'elles souhaitent faire quelque chose pour la collectivité. Il y a donc un roulement constant, mais nous avons aussi une base stable de gardiennes.

M. White: Merci beaucoup.

Le président suppléant (M. Nicholson): Si vous me le permettez, j'aimerais vous poser une ou deux brèves questions. Comment trouvez-vous les gardiennes? Je veux dire, des personnes qui sont peut-être de mauvaises gardiennes dans un contexte donné peuvent demander de travailler pour vous afin d'obtenir une certaine reconnaissance ou un permis. Comment triez-vous le bon grain de l'ivraie? Je veux dire, quels critères appliquez-vous?

Mme Georgy: Une grande partie se fait d'instinct. Beaucoup de choses sont . . . Vous rendez visite à un foyer, vous cherchez à découvrir des choses très précises. Vous étudiez quelles sont les interactions avec les propres enfants de la gardienne. Une vérification de santé et de sécurité est également effectuée au domicile. C'est donc raisonnablement simple. On découvre des choses lorsqu'on se rend au domicile de la gardienne, on acquiert une impression que ce foyer deviendra ou non un endroit valable assez rapidement. Et si l'on a un doute à propos de quelqu'un, on saura à quoi s'en tenir au bout d'un mois ou deux.

Le président suppléant (M. Nicholson): Et que leur dites-vous? Leur dites-vous simplement: je suis désolée, nous ne croyons pas pouvoir utiliser vos services?

[Texte]

Ms Georgy: Each situation is different. I think you try not to put people down. You know, you have to handle it as skillfully as possible.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): It must be tough.

Ms Georgy: But also there are situations where you really do not want people looking after children. We do our best to make it clear to those people, maybe redirect them somewhere else. Maybe they really should be taking a job outside the home.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): How often might one of your care-givers expect a home visitor?

Ms Georgy: We really still try to get in every month. We are only required to get in every three months, but we really do try. Sometimes it might be five weeks.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Would you tell them in advance when you are coming?

Ms Georgy: Sometimes, not all the time. We do some unscheduled visits where we might feel that somebody might be taking too many children. Or if there is something else you are concerned about, you would do an unscheduled visit.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): When you say they may be taking on too many children, are you suggesting the situation where they might take an extra one not through your agency?

Ms Georgy: We do not have any problem with a provider taking a child privately. If we do not have a child we can place with the provider, if she has an opportunity to take one privately, she has . . .

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): What would be the average number any one of your providers would have, the average number of children?

Ms Georgy: Probably our average right now is about two children per home.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Very interesting. How many home visitors and how many staff do you have at the Village?

Ms Georgy: We are staffed in accordance with the requirements, which is 11 children per day. Right now we have some part-time people that make up those ratios.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I see. I was thinking it must be an added bonus for you to have your child in a situation where they might be learning another language besides English, presumably, if that is your maternal tongue. I was thinking of my own situation, how beneficial that could be if my child could learn an extra language in a setting like that, because it is so painless, it seems, than if you wait until you are my age to try to learn.

[Traduction]

Mme Georgy: Chaque situation est différente. Je crois que l'on essaie de ne pas rabaisser les gens. Vous savez, il faut faire face à cette situation le plus délicatement possible.

Le président suppléant (M. Nicholson): Cela doit être difficile.

Mme Georgy: Mais il se présente aussi des cas où l'on ne veut vraiment pas que certaines personnes s'occupent des enfants. Nous faisons de notre mieux pour le dire clairement à ces personnes. Quelquefois, nous les réorientons ailleurs. Dans certains cas, elles devraient en fait trouver du travail en dehors de chez elles.

Le président suppléant (M. Nicholson): Quelle est la fréquence des visites de votre représentante chez les gardiennes?

Mme Georgy: Nous essayons encore d'y aller chaque mois. Nous ne sommes tenus de le faire qu'une fois par trimestre, mais nous essayons réellement d'y aller chaque mois. C'est quelquefois cinq semaines.

Le président suppléant (M. Nicholson): Leur dites-vous d'avance quand vous allez venir?

Mme Georgy: Quelquefois, pas tout le temps. Nous effectuons quelques visites imprévues lorsque nous croyons que quelqu'un prend peut-être trop d'enfants. Nous le faisons aussi si quelque chose d'autre nous préoccupe.

Le président suppléant (M. Nicholson): Lorsque vous dites qu'une gardienne peut prendre en charge trop d'enfants, faites-vous allusion à une situation où une gardienne peut accepter de s'occuper d'un enfant supplémentaire sans passer par votre agence?

Mme Georgy: Nous ne voyons pas d'inconvénient à ce qu'une gardienne accepte à titre privé de s'occuper d'un enfant. Si nous n'avons pas d'enfants à placer auprès d'elle et qu'elle a l'occasion d'en prendre un à titre privé, elle a . . .

Le président suppléant (M. Nicholson): Quel serait le nombre moyen dont une de vos gardiennes pourrait s'occuper, le nombre moyen d'enfants?

Mme Georgy: Notre moyenne maintenant serait probablement de deux enfants par domicile.

Le président suppléant (M. Nicholson): Très intéressant. Combien le Village a-t-il de personnes qui se chargent de rendre visite aux domiciles et quelle est l'importance de votre personnel?

Mme Georgy: Le nombre de nos employés est conforme aux exigences, qui sont de 11 enfants par jour. Pour l'instant, nous employons certaines personnes à temps partiel pour arriver à cette proportion.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vois. Je pensais que cela pouvait être un avantage supplémentaire pour vous de placer l'enfant dans une situation où il peut apprendre une autre langue à part l'anglais, en supposant qu'il s'agit de votre langue maternelle. Je pensais à mon propre cas et à l'avantage que cela représenterait si mon enfant pouvait apprendre une autre langue dans un contexte comme celui-ci. Cela semble en

[Text]

• 1635

Ms Tough: I agree.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): In any case, thank you very much for your presentation. We appreciate it.

Mr. Cassidy: I just have a couple of comments, and one or two of the researchers have been suggesting some questions as well.

In the first place, just for the record, can you perhaps indicate, in your observation, some of the differences between licensed family day care programs like the Village and individual unlicensed care-givers at home? Perhaps you could take the best unlicensed care-givers, and then also ones which perhaps are more average, and compare them with what you are offering in your program.

Ms Georgy: I have not had the contact with providers who are not with an agency, so I have a hard time with that one. I have a child of my own who is in one of our homes.

I think what we do see, though, is sometimes providers apply at a stage in their lives when they are ready to take on something else. With the information they get, and maybe the support . . . and they are not so isolated any more . . . it is a real growth thing for most of them. Most providers do not do this as a lifetime work. Some of them do, but most do not. They do it for a period in their lives. We are quite happy when we see people develop to the point where they can go outside and get another job outside the home.

Mr. Cassidy: Who are the typical providers? Can you give a picture of a typical provider?

Ms Georgy: Mothers who are at home bringing up their own children, basically.

Ms Thomson: Some of the parents who enter into private arrangements with providers, when they run up against problems, have nobody to turn to. If they have taken a job and they have found private arrangements for their child and those arrangements are not working out, and they sense a problem with their child, sometimes they are in a situation such that if they cannot find alternative arrangements they are going to have to give up their jobs. So they are torn themselves between the good of their child, the child's health, perhaps, and their own mental health, if that is what the job is doing for them.

With a private home day care agency they can come to us, come to their home visitor, and say it is not working out with the provider you found for us. At that point we will sit down with the parent and look at what the problems are and try to

[Translation]

effet beaucoup moins difficile que si l'on attend d'avoir mon âge pour essayer d'apprendre.

Mme Tough: Je suis d'accord.

Le président suppléant (M. Nicholson): De toute façon, je vous remercie beaucoup de votre présentation.

M. Cassidy: J'ai uniquement quelques observations à formuler, et un ou deux chercheurs ont également suggéré certaines questions.

Tout d'abord, aux fins du procès-verbal, pouvez-vous nous indiquer certaines différences qui existent, à votre avis, entre les services agréés de garde en milieu familial comme le Village et les services offerts par des éducateurs non agréés qui travaillent à la maison? Vous pourriez peut-être prendre comme exemple les meilleurs éducateurs non agréés, et également certains d'entre eux qui se situent davantage dans la moyenne, et les comparer à ce que vous offrez dans le cadre de votre programme.

Mme Georgy: Je n'ai malheureusement pas eu de contact avec des éducateurs qui ne font pas partie d'un programme quelconque. J'aurais donc beaucoup de mal à répondre à cette question. J'ai moi-même un enfant qui va dans l'un de nos centres.

Je crois que ce qui se produit, cependant, c'est qu'il arrive que des éducateurs font une demande à une étape de leur vie où ils sont prêts à faire autre chose. Avec l'information qu'ils obtiennent, et peut-être l'appui . . . et ils ne sont plus isolés . . . c'est une véritable expérience de croissance personnelle pour la majorité d'entre eux. La majorité des éducateurs ne font pas ce travail toute leur vie. Certains d'entre eux le font, mais pas la majorité. Ils le font pendant une certaine période de leur vie. Nous sommes très heureux lorsque nous voyons des personnes se développer suffisamment pour pouvoir décrocher un autre emploi à l'extérieur du foyer.

M. Cassidy: Quels sont les éducateurs typiques? Pouvez-vous nous donner un exemple d'un éducateur typique?

Mme Georgy: Essentiellement, ce sont les mères qui demeurent à la maison pour élever leurs propres enfants.

Mme Thomson: Certains parents qui concluent des ententes privées avec des éducateurs n'ont personne vers qui se tourner lorsque des problèmes se posent. Lorsqu'ils se sont trouvés un emploi et lorsqu'ils traitent avec des éducateurs privés pour la garde de leur enfant et que l'entente prévue ne fonctionne pas, et qu'ils sentent qu'un problème se développe chez l'enfant, il arrive parfois que, s'ils ne sont pas en mesure de prendre d'autres dispositions pour la garde de leur enfant, ils doivent quitter leur emploi. Ainsi, ils sont déchirés entre le bien-être de leur enfant, sa santé peut-être, et leur propre santé mentale, si c'est ce que leur emploi représente pour eux.

Lorsqu'ils traitent avec une agence privée de garde en milieu familial, ils peuvent venir nous voir, passer voir l'un de nos représentants, et nous dire que les choses ne fonctionnent pas avec l'éducateur que nous avons trouvé pour eux. À ce moment-là, nous examinons le problème avec eux et nous

[Texte]

find an alternative arrangement for them. They are not going to be out on the street without a provider for their child.

Mr. Cassidy: And if your provider gets sick, will you provide back-up?

Ms Thomson: We provide back-up. So again, that is a very vital part. If you are supposed to be at work at 8.30 a.m., you do not want to hear from your provider at 8 a.m. saying sorry, I am sick, I cannot take your child.

Mr. Cassidy: I have two or three quick questions. What percentage is subsidized? What is your waiting list? And how much of your waiting list is people who are waiting not for places but for subsidies?

Ms Georgy: About 90% are subsidized. Our waiting list right now is about 100 parents. We can usually give care within two months from when the parent applies.

Mr. Cassidy: Is there a shortage of subsidized places? Is that a constraint in providing care?

Ms Georgy: I think we have always found that you go out and you find them.

Mr. Cassidy: I do not mean shortage of places, but shortage of subsidies, so that you can take in kids who require a subsidy.

Ms Georgy: No, we have not really found that. But then, we have contracted to take more. I do not think I have ever been there when we have not had some sort of waiting list. We have never been current. We have never had every parent who has applied to date in the program.

Mr. Cassidy: Those two months are your time. And if a parent gets a job, or gets a promotion or something like that, do you then find that once they have passed the magic mark—in Ontario it is \$23,000 or something like that—do they then lose subsidy and at the same time take their kids out of the Village because they cannot afford to . . .

Ms Georgy: No. We would probably make a judgment there. If the income was still fairly borderline, we would allow them to make a private arrangement with their provider. It is probably not the best business practice, but we would do that.

Mr. Cassidy: So the kid stays with the provider, but is no longer on your books. Is that right?

Ms Georgy: She pays the provider, probably.

• 1640

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. We appreciated having your presentation.

[Traduction]

essayons de trouver une solution de rechange. Ils ne risquent pas de se retrouver sans éducateur pour leur enfant.

M. Cassidy: Et si votre éducateur tombe malade, fournissez-vous un remplaçant?

Mme Thomson: Oui, nous fournissons des remplaçants. Ici encore, il s'agit d'un élément très important. Si vous devez être au travail à 8 h 30, vous ne voulez pas que votre éducateur vous appelle à 8 h en vous disant qu'il est désolé, qu'il est malade et qu'il ne peut pas s'occuper de votre enfant.

M. Cassidy: J'ai deux ou trois petites questions à poser. Quel pourcentage de votre clientèle reçoit des subventions? Quelle est votre liste d'attente? Et quelle proportion de votre liste d'attente est composée de personnes qui attendent des subventions, et non des places?

Mme Georgy: Environ 90 p. 100 de notre clientèle reçoit des subventions. Notre liste d'attente compte actuellement environ 100 noms. Nous pouvons habituellement trouver un éducateur dans un délai de deux mois à compter de la date de la demande.

M. Cassidy: Y a-t-il une pénurie de places subventionnées? Cela impose-t-il des contraintes pour la prestation de services de garde?

Mme Georgy: Nous arrivons toujours à en trouver.

M. Cassidy: Je ne parle pas d'une pénurie de places, mais bien d'une pénurie de subventions, de sorte que vous puissiez accepter des enfants qui exigent des subventions.

Mme Georgy: Non, ce n'est pas le cas. Par contre, nous nous sommes engagés à en prendre davantage. Je ne me souviens pas de ne pas avoir eu une liste d'attente quelconque. Nous n'avons jamais pu répondre à toute la demande. Nous n'avons jamais eu tous les parents qui se sont inscrits au programme jusqu'à ce jour.

M. Cassidy: Vous avez un délai de deux mois. Et lorsqu'un conjoint décroche un emploi ou obtient une promotion ou quelque chose de ce genre, lorsque vous vous rendez compte qu'il a dépassé le niveau magique, en Ontario, il se situe à quelque chose comme 23,000\$, garde-t-il à ce moment sa subvention et retire-t-il au même moment ses enfants du Village parce qu'il ne peut pas se permettre de . . .

Mme Georgy: Non. Nous ferons probablement preuve de jugement dans un tel cas. Si le revenu de la famille se situait encore presque sur la ligne, nous leur permettrions de prendre eux-mêmes des dispositions avec leur éducateur. Ce n'est probablement pas la meilleure pratique commerciale, mais c'est ce que nous ferions.

M. Cassidy: Donc, l'enfant demeure avec l'éducateur, mais ne figure plus dans vos livres. Cela est-il vrai?

Mme Georgy: Les parents paient probablement l'éducateur.

Le président suppléant (M. Nicholson): Nous vous remercions beaucoup de votre exposé.

[Text]

Next we have Early Childhood Educators. Welcome. Are both of you going to speak, or will there be one spokesman?

Ms Carolyn Eves (Head Teacher, Early Childhood Educators): I would like to highlight our brief, and Joan and I will both answer questions.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. Please, the floor is yours, and welcome.

Ms Eves: Thank you. We are 15 teachers at the Children's Centre. First, I will introduce myself. I am Carolyn Eves, and I am a teacher at the Children's Centre. My co-worker, Joan Ozimkowski, is a teacher also. I will forgo a description of the Children's Centre because the board that preceded us described the Children's Centre very well.

We are 15 teachers at the Children's Centre, and all of us are ECE-trained. As teachers who deal with the children every day, we recognize the need for support for families as a result of the changes within modern society, changes such as mobility of families, mass urbanization, economic well-being of families, changing roles of women, emotional and physical help for children and families, and basic rights of children to have access to developmental, educational and health needs.

Our focus will be on the developmental and educational needs of the child. We recognize the right for every child to have the opportunity to develop to his or her potential. Psychologists agree that the pre-school years of the child are the most important formative years of the child.

Therefore, we would like to address quality programming that will help children develop to their optimum. The key component to quality programming is staff. The staff is responsible to prepare the environment carefully for the child to ensure that there are developmentally appropriate activities that will ensure the development of that child in every area, emotionally, physically, cognitively and socially. Therefore, we suggest that all staff within child care centres be ECE trained, that they be early childhood education teachers.

Present legislation in Ontario requires only one ECE teacher per group. We feel this is inadequate because of things such as shift work, lunch hours, sick leave and vacations. Frequently, that one teacher would be absent from the group, leaving no ECE-trained teacher in the group.

We also feel child-teacher ratios are a very important component to the quality of the programming. Certainly, it is very important every day to be able to relate to each child on a one-to-one basis. Very high child-teacher ratios make it very difficult for the teacher to get around to spending time with each child and ensuring that the child is developing to his or her potential.

[Translation]

Maintenant, nous entendons le groupe *Early Childhood Educators*. Nous vous souhaitons la bienvenue. Avez-vous l'intention de prendre toutes deux la parole, ou y aura-t-il un seul porte-parole?

Mme Carolyn Eves (directrice, *Early Childhood Educators*): J'aimerais donner les points saillants de notre mémoire, et Joan et moi répondrons toutes deux aux questions.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Nous vous souhaitons la bienvenue et vous avez maintenant la parole.

Mme Eves: Merci beaucoup. Le Centre compte 15 jardinières. Tout d'abord, permettez-moi de me présenter. Je m'appelle Carolyn Eves et je suis jardinière au Centre. Ma collègue Joan Ozimkowski est également jardinière. Je m'abstiendrai de donner une description du Centre, car le groupe qui nous a précédé en a donné une excellente description.

Le Centre compte 15 jardinières. Nous avons toutes reçu une formation en puériculture. En tant que jardinières qui s'occupent chaque jour des enfants, nous sommes conscientes de la nécessité de fournir un soutien aux familles en raison des changements qui interviennent au sein de la société moderne, notamment la mobilité des familles, l'urbanisation, le bien-être économique des familles, la modification du rôle des femmes, le soutien matériel et moral pour les enfants et les familles, et les droits fondamentaux des enfants en matière de développement, d'éducation et de santé.

Nous insisterons surtout sur les besoins de l'enfant en matière d'éducation et de développement. Nous reconnaissons le droit de tous les enfants au plein épanouissement. Les psychologues s'entendent pour dire que les années préscolaires sont les années les plus importantes pour le développement de l'enfant.

Par conséquent, j'aimerais parler des programmes de qualité dont nous avons besoin pour contribuer au développement optimum des enfants. Le personnel constitue l'élément clé d'un programme de qualité. Il a la responsabilité d'organiser soigneusement l'environnement pour que l'enfant puisse bénéficier d'activités visant à son développement sur les plans le plan mental, physique, cognitif ou social. Par conséquent, nous proposons que tous les employés qui travaillent dans des garderies possèdent une formation en puériculture.

Les lois actuelles de l'Ontario exigent seulement une puéricultrice par garderie. Nous estimons que cela est insuffisant car il faut tenir compte de chose comme le travail par équipe, les heures de repas, les congés de maladie et les congés annuels. Il arrive fréquemment que cette puéricultrice soit absente et qu'il ne reste alors au sein du groupe aucune spécialiste.

Nous estimons également que le rapport du nombre de jardinières au nombre d'enfants est un élément très important de la qualité. De toute évidence, il faut que la jardinière communique chaque jour avec chaque enfant sur une base individuelle. Un rapport enfants-puéricultrice trop élevé fait qu'il devient très difficile pour la puéricultrice de consacrer du

[Texte]

Also, as teachers today, we are having to deal with children who have emotional needs or physical needs beyond the normal needs, which require special attention and care. We feel funding should be available for centralized community resources such as child psychologists, speech therapists and this sort of thing.

It has become increasingly clear that trained staff in day care is essential. Training in ECE provides broad knowledge in human development and prepares teachers to plan appropriate activities for specific age groups in accordance with their social, emotional, physical and intellectual needs.

• 1645

Also, it is very important that the ECE teachers are trained in observational skills. If you cannot observe a child and know where a child is, then it is impossible to know what activities are appropriate to present to this child. So an ECE training provides these observational skills to an individual.

Trained teachers are also aware of the physical environment and the effect it has on children. We realize the importance of a clean, hygienic and safe environment, along with one that will provide for developmental needs.

The training in the discipline of early childhood education reflects the understanding and acceptance of the supportive role teachers play vis-à-vis parents. We realize the importance of the parental involvement within care and we encourage and support the parent. We frequently have informal and formal parent-teacher meetings and we also are required to be involved in teachers' meetings, workshops and conferences.

Given the considerable workload and heavy responsibility, it is imperative to address the low salaries of early childhood educators, the gap in salary for professionals who require an equivalent number of years of training, such as nursing. The gap is from \$14,000 to \$15,000 per year for early childhood educators to \$25,000 to \$26,000 per year for nurses.

Under the present arrangement for funding, ECE teachers cannot hope to achieve wage parity with health and social service professionals. Day care is a labour-intensive service; 80% to 85% of the budget is salaries, and user fees are responsible for our financial support. So in order to maintain affordable per diem rates it is necessary for early childhood educators to accept low salaries in order to make the service

[Traduction]

temps à chaque enfant et de s'assurer qu'il atteigne à son plein développement.

De plus, en tant que puéricultrices, nous avons à nous occuper d'enfants qui ont des besoins spéciaux sur le plan mental ou physique et qui requièrent une attention et des soins tout particuliers. Nous estimons que des font devraient être mis à la disposition des garderies qui pourraient alors recourir aux ressources communautaires centralisées, notamment les services de psychologue, d'orthophoniste et autres.

Il est de plus en plus clair qu'il est essentiel que les garderies possèdent des jardinières qualifiées. Une formation en puériculture fournit des connaissances générales dans le domaine du développement humain et prépare les jardinières à planifier des activités convenant à des groupes d'âge spécifiques, en fonction de leurs besoins sociaux, affectifs, physiques et intellectuels.

De plus, il importe au plus haut point que les moniteurs spécialisés en développement de la petite enfance reçoivent une formation en techniques d'observation. Si vous n'êtes pas en mesure d'observer un enfant et de savoir ce qui se passe dans sa tête, il est alors impossible de savoir quelles activités lui conviennent. Une formation en développement de la petite enfance permet de faire connaître ces techniques d'observation.

Les moniteurs spécialisés sont également conscients de l'environnement physique et de son incidence sur l'enfant. Nous reconnaissons l'importance d'un environnement propre, hygiénique et sûr, ainsi que d'un environnement qui saura répondre aux besoins de l'enfant en matière de développement.

La formation reçue en développement de la petite enfance tient compte de la compréhension et de l'acceptation du rôle de soutien que les moniteurs jouent par rapport aux parents. Nous reconnaissons l'importance de la participation des parents et nous encourageons et appuyons ces derniers. Nous avons fréquemment des rencontres plus ou moins formelles entre parents et moniteurs, et nous sommes également tenus de participer à des rencontres, des ateliers et des conférences à l'intention des moniteurs.

En raison de l'ampleur de la charge de travail et des lourdes responsabilités des moniteurs, il importe au plus haut point de s'attaquer à la question des faibles salaires que touchent les spécialistes en développement de la petite enfance et au fossé qui existe entre ces derniers et les professionnels qui ont besoin d'un nombre équivalent d'années de formation, notamment les infirmières. Les moniteurs spécialisés en développement de la petite enfance touchent en moyenne entre 14,000 et 15,000\$ par année, par opposition à 25,000 ou 26,000\$ par année pour les infirmières.

En vertu des dispositions actuelles en matière de financement, les spécialistes en développement de la petite enfance ne peuvent espérer atteindre la parité salariale avec les professionnels des services sociaux et de santé. Les garderies exigent une abondante main-d'oeuvre; 80 à 85 p. 100 du budget va en salaires et notre soutien financier nous vient des frais payés par les usagers. Par conséquent, pour pouvoir maintenir des tarifs

[Text]

affordable to more people. As it is, it is still not affordable to a very large segment of the population.

It is ironic that the day care system as one of the key supports to the advancement of women's position within the labour force should also contribute so directly to the victimization of ECE teachers, who are an almost totally female profession.

Recurring media coverage concerning equal pay for work of equal value would indicate increased political awareness of the need to develop a strategy to bring about equal opportunity for women and to close the gap between men and women. As indicated above, early childhood educators have low status and low pay. Any strategy to improve the working conditions of women must include strategy for women who provide education and child care for the young child, and any government that is serious in improving equal opportunity for its citizens must also allocate the necessary funds to allow that to happen. Equal opportunity for women equals accessible high-quality day care.

Teachers sometimes are further disadvantaged depending on the type of centre they work for. Within commercial for-profit centres teachers are earning 30% less than teachers employed in non-profit centres. Teachers employed in profit centres earn 50% less than teachers employed in municipal centres. Therefore we would advocate the allocation of public moneys to non-profit centres only because it is very clear that the profit within a commercial centre takes priority over adequate salaries for teachers. Of course the low salaries also result in a direct effect on the quality of care because there is such a high turnover of staff within commercial centres because of the low salaries.

Also, within commercial centres teachers are expected to deal with the problem of frequently only one qualified ECE teacher per group because commercial centres are more inclined to take advantage of the one-teacher-per-group legislation, at least here in Ontario.

• 1650

The commercial centres, of course, on a provincial level have also advocated higher teacher-to-child ratios, which of course have a very direct effect on the quality of the program as well.

Access to child care is a right, and the aim of such care is to provide all children with developmentally appropriate activities in safe, hygienic surroundings. This program should be provided by skilled and caring people for the range of hours which meets the children's needs and those of their parents. This calls for a universal day care system, one that would render quality child care available to all segments of the

[Translation]

quotidiens abordables, les spécialistes en développement de la petite enfance doivent accepter de faibles salaires, pour rendre ce service abordable à plus de gens. Actuellement, il n'est pas encore abordable pour un important segment de la population.

Il est ironique de constater que le système de garderie, en tant que support clé à l'avancement des femmes sur le marché du travail, contribue également aussi directement à l'oppression des spécialistes en développement de la petite enfance, qui sont presque tous des femmes.

Les reportages que l'on retrouve régulièrement dans les médias au sujet d'un salaire égal pour un travail d'égale valeur indiquent une conscience politique accrue du besoin d'élaborer une stratégie visant l'égalité des chances pour la femme et l'abolition de l'écart salarial qui existe entre les femmes et les hommes. Comme je l'ai déjà mentionné, les spécialistes en développement de la petite enfance ne sont pas reconnus à leur juste valeur et touchent de faibles salaires. Toute stratégie visant l'amélioration des conditions de travail des femmes doit inclure une stratégie pour les femmes qui s'occupent des jeunes enfants, et tout gouvernement qui cherche sérieusement à améliorer l'égalité des chances pour tous les citoyens doit également débloquer les fonds nécessaires pour que cela se produise. L'égalité des chances pour les femmes appelle des services de garderie de haute qualité et accessibles.

Les éducateurs sont parfois encore davantage désavantagés, selon le genre de centres pour lesquels ils travaillent. Dans les centres à but lucratif, les éducateurs gagnent 30 p. 100 de moins que ceux à l'emploi des centres sans but lucratif. Les éducateurs des centres à but lucratif gagnent 50 p. 100 de moins que ceux qui oeuvrent dans des centres municipaux. Par conséquent, nous recommandons l'attribution de deniers publics aux centres sans but lucratif, pour la simple raison qu'il est clair que dans un centre à but lucratif, les profits ont priorité sur le versement de salaires adéquats aux éducateurs. Évidemment, les faibles salaires ont également une incidence directe sur la qualité des services, car le taux de roulement est très élevé dans les centres à but lucratif, en raison des faibles salaires.

De plus, dans les centres à but lucratif, les éducateurs doivent faire face au problème de n'avoir fréquemment qu'un seul éducateur spécialisé en développement de la petite enfance par groupe, car ces centres sont plus enclins à se prévaloir des dispositions de la loi qui prévoient un spécialiste par groupe, du moins ici en Ontario.

Les centres à but lucratif, évidemment, à l'échelle provinciale, ont également préconisé des ratios plus élevés éducateurs-enfants, ce qui a une incidence directe sur la qualité du programme également.

L'accès aux garderies est un droit, et son objectif est de fournir à tous les enfants des activités qui leur sont appropriées en matière de développement, dans un environnement sûr et hygiénique. Ce programme devrait être dispensé par des personnes compétentes et dévouées et pendant les heures qui répondent aux besoins des enfants et de leurs parents. Cela exige l'établissement de systèmes de garderie universels, où des

[Texte]

population. This equality of accessibility cannot be realized within the present funding system.

As I looked around my classroom this morning, I realized that they represented very polarized segments of the population. Under the Canada Assistance Program, CAP, many of the lower-income people are helped and subsidized. Also, through the child care expense deduction, many of the higher-income people are supported in some way. But for the majority of families which fall within the middle-income earners, especially the low-middle-income, quality day care is just not accessible to them. It is just too expensive. So we would recommend a direct grant to help subsidize the cost of day care and make it affordable to all people in Canada.

We also would suggest start-up grants that would be available to non-profit programs in order to help day care centres be established. There is certainly a lack of day care spaces within Canada, and it is very difficult for a non-profit organization to have the capital funds to start up a centre. Therefore we would advocate start-up grants for non-profit day cares.

Day care people certainly feel the vulnerability they are in when they are located in church basements or even located in schools, because so frequently leases that are available are only on a yearly basis. So it is very difficult to plan for the future of your centre when you feel you may not know from one year to the next that you are still going to be there.

Frequently too, the facilities that are made available for day care, because they are in response to crisis situations and they are the result of volunteer groups just finding whatever space is available, are not appropriate physically for a day care centre. For instance, although we feel that school classrooms are certainly a good place to start a day care centre, there are things such as very high windows within the classroom and things like that, and a lot of stairs—a lot of schools are on two levels—and for very small children that is difficult to cope with. And of course there are the obvious problems with church basements: they are very dark and inappropriate for child care.

But also, because of the vulnerability of the situation, it discourages the people who work in day care from renovating, because sometimes they are not allowed to renovate, the cost is very high, and the short-term leases make it unadvisable. So that affects the quality of the program as well.

We would suggest a ministry of early childhood education. Such a ministry we hope would ensure a comprehensive range of quality child care programs to meet the needs of children and their parents, and they would be staffed by qualified ECE teachers. We would endorse the neighbourhood hub model as

[Traduction]

services de garderie de qualité seraient offerts à tous les segments de la population. Cette égalité sur le plan de l'accessibilité ne peut être atteinte dans le cadre du système de financement actuel.

En jetant un coup d'oeil à mes élèves, ce matin, je me suis rendu compte qu'ils représentent des segments très polarisés de la population. En vertu du Régime d'assistance publique du Canada, bon nombre des personnes à faible revenu bénéficient d'une aide et d'une subvention. En outre, grâce à la déduction de frais de garde d'enfants, bon nombre des personnes à revenu élevé bénéficient d'une aide quelconque. Mais pour la majorité des familles à revenu moyen, tout particulièrement celles dont le revenu va de faible à moyen, les services de garderie de qualité sont inaccessibles. Ils sont tout simplement trop dispendieux. Nous recommandons donc une subvention directe pour aider à financer le coût des garderies et pour rendre ce service accessible à toute la population du Canada.

Nous proposons également de mettre des subventions de démarrage à la disposition des centres sans but lucratif afin de contribuer à l'établissement de nouvelles garderies. Il n'y a pas suffisamment de garderies au Canada, et il est très difficile pour un organisme sans but non lucratif de trouver le capital nécessaire pour monter une garderie. Par conséquent, nous préconisons l'octroi de subventions de démarrage pour l'établissement de garderies sans but lucratif.

Les responsables des garderies sentent bien leur vulnérabilité lorsque leurs locaux sont situés dans des sous-sols d'église ou même dans des écoles, car le plus fréquemment, les baux dont ils disposent sont renouvelables chaque année. Il est donc très difficile de prévoir l'avenir de votre garderie lorsque vous avez le sentiment que vous ne savez pas, d'une année à l'autre, si vous serez encore au même endroit.

Il arrive également fréquemment que les installations qui sont mises à la disposition des garderies, parce qu'il s'agit d'une réponse à une situation de crise et qu'elles sont le résultat d'efforts du groupes de bénévoles pour trouver uniquement l'espace nécessaire, ne conviennent pas aux besoins d'une garderie. Par exemple, même si nous croyons que les salles de classe sont un bon endroit pour établir une garderie, certains éléments ne conviennent pas, notamment la hauteur des fenêtres et d'autres choses du genre, et beaucoup d'escaliers: beaucoup d'écoles ont deux étages, et pour de tout jeunes enfants, cela pose des difficultés. Et évidemment, il y a les problèmes évidents liés aux sous-sols d'église: ce sont des endroits très sombres et qui ne sont pas appropriés à la garde des enfants.

Mais en outre, à cause de leur vulnérabilité, les personnes qui travaillent dans ces garderies n'osent pas rénover, soit parce qu'elles ne sont pas autorisées à le faire, soit parce que cela coûte très cher ou encore que les baux à court terme rendent la chose peu sage. Cela affecte également la qualité des programmes.

Nous proposons la création d'un ministère du développement de la petite enfance. Ce dernier assurerait l'établissement d'un éventail complet de programmes de garde d'enfants de qualité destinés à répondre aux besoins des enfants et de leurs parents et dotés de spécialistes en développement de la petite enfance.

[Text]

the paradigm in establishing a comprehensive system of child care. We feel that this multi-service resource centre would be a great support to parents within the community and would have an added effect of minimizing the effects of urban alienization within modern society.

• 1655

The present fragmentation of child care services illustrates to us that children have not been a central focus in Canadian society, a society who places high priority on the care and education of its young children would never allow this aimless approach to child care to exist.

We suggest to this Special Committee on Child Care that it is time to lift child care out of the welfare context and accept it as a legitimate service within the community, with universal accessibility for all children to quality child care programs.

In conclusion, I would just like to say that the teachers would recommend universal accessibility, non-compulsory, qualified staff only within day care centres, direct funding and start-up grants for non-profit, and a ministry of early childhood education. We would also suggest the neighbourhood hub model as a paradigm.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much, Ms Eves. I am afraid we are going to have to adjourn for a little bit. That bell you hear ringing out there is calling the Members of Parliament down for a vote. It has been ringing now for about 11 or 12 minutes. If it is acceptable to my colleagues, I am intending to adjourn now. We will resume at 5.15 p.m. We are supposed to vote at 5.05 p.m. I think with seven minutes, we will have just enough time to get over there, get our vote in and get back.

I am sorry for the inconvenience. We are not quite sure, much of the time, when these votes will be coming up. But it has come up and we will be expected down there in the next few minutes. If you can come back, Ms Eves, at 5.15 p.m., it is my intention to resume at that time. We will then hear from our other guests.

Mr. Cassidy: Will we have a chance for maybe a very short period of questions with Ms Eves and the other two witnesses?

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Yes, that would be our intention.

Mr. Cassidy: If the vote is interrupting your testimony at all, it is the fault of the Conservatives.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): They do not believe that for a second. We stand adjourned.

[Translation]

Nous souscrivons au modèle de centre de ressources communautaires comme paradigme pour l'établissement d'un système exhaustif de garderies. Nous croyons que ce centre de ressources à services multiples serait d'un grand secours pour les parents de la collectivité et contribuerait également à minimiser les effets de l'aliénation urbaine dans notre société moderne.

La fragmentation actuelle des services de garderie nous prouve que les enfants n'ont pas été vraiment pris en ligne de compte dans notre société. Une société qui accorde priorité à la garde et à l'éducation des ses jeunes enfants n'aurait jamais permis l'existence d'une telle situation.

Nous suggérons à ce Comité spécial sur la garde d'enfants qu'il est temps de faire sortir les garderies du contexte de l'assistance publique et de l'accepter comme un service légitime au sein de la communauté et de permettre l'accès universel pour tous les enfants à des programmes de qualité.

En conclusion, j'aimerais simplement préciser que les éducateurs recommandent un accès universel et non obligatoire, uniquement des employés qualifiés dans les garderies, un financement direct et des subventions de démarrage pour les organismes sans but lucratif, et la création d'un ministère du développement de la petite enfance. Nous proposons également comme paradigme le modèle du centre de ressources communautaires.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie beaucoup, madame Eves. Malheureusement, nous allons devoir lever temporairement la séance. La sonnerie que vous entendez appelle les députés pour un vote. Elle sonne depuis environ 11 ou 12 minutes. Si mes collègues sont d'accord, j'ai l'intention de lever la séance dès maintenant. Nous reprendrons à 17h15. Nous sommes supposés voter à 17h05. Je crois qu'en sept minutes, nous aurons juste assez de temps pour nous rendre à la chambre, voter et revenir ici.

Je m'excuse des ennuis que cette situation occasionne. Nous ne savons pas, la plupart du temps, à quel moment ces votes seront pris. Mais puisqu'il y en a un, nous devons nous rendre à la chambre dans les prochaines minutes. Si vous pouvez revenir, madame Eves, à 17h15, j'ai l'intention de reprendre les délibérations à ce moment-là. Nous entendrons ensuite nos autres invités.

M. Cassidy: Aurons-nous l'occasion d'avoir une brève période de questions avec M^{me} Eves et les autres témoins?

Le président suppléant (M. Nicholson): Oui, c'est notre intention.

M. Cassidy: Si le vote interromp votre témoignage, c'est la faute des Conservateurs.

Le président suppléant (M. Nicholson): Nos témoins ne vous croient pas. La séance est levée.

[Texte]

• 1657

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Order. Mr. White please.

Mr. White: Mr. Chairman, thank you. I too want to apologize for the interruption. It is probably quite inconvenient for you, but that is the way it goes, I guess.

We have been hearing it all day, but it has been emphasized again that early childhood education is very important. There are a lot of people who do not realize that, and I think the more we can educate the public to that effect, the better Canadian society will be. Also, I was surprised at the low salaries early childhood educators make. Are there any men involved in this system at all, or is it exclusively women?

Ms Eves: There are very few men.

Mr. White: Do you receive any support from the organized teachers in Ontario, or do you find yourself to be a completely separate entity from regular public school teachers?

Ms Eves: We are entirely separate from the federation of teachers. We have an association of our own, which is called the Association for Early Childhood Educators. It is completely separate from the . . .

Mr. White: So you receive no moral support or any type of support from the teachers.

Ms Eves: We receive no support from them.

• 1725

Mr. White: I find that surprising. From my years on the school board back in Manitoba, I would have thought that the teachers, perhaps from a professional development viewpoint or even from a basic interest in education in Ontario, would be involved in the public education aspect, if nothing else, of the importance of early childhood educators. I find that surprising. Has there been any attempt by your organization to get them involved by sheer numbers?

Ms Eves: There has been a recent early primary education project by Ontario which has certainly considered the early childhood education people and our relationship with them. These relations are in a very early stage and the early primary education project is looking at some equivalencies and differences between our education, but they certainly are recognizing that their primary teachers need more training in early childhood development if they are to address the needs of, say, four-year-old kindergarten children. Of course, the tendency is going toward children going younger to public school.

Do you want to add anything to that, Joan?

Ms Joan Ozimkowski (Early Childhood Educators): We also have workshops and conferences through our association,

[Traduction]

Le président suppléant (M. Nicholson): À l'ordre! Monsieur White, s'il vous plaît.

M. White: Monsieur le président, je vous remercie. Je tiens moi aussi à m'excuser de cette interruption. Cette situation ne vous convient probablement pas, mais nous n'y pouvons rien, je suppose.

Nous l'avons entendu répéter toute la journée, mais il a de nouveau été précisé que le développement de la petite enfance est très important. Il y a beaucoup de gens qui ne s'en rendent pas compte, et je crois que plus nous arriverons à sensibiliser le public à cette question, meilleure sera la société canadienne. J'ai également été surpris de constater les faibles salaires que touchent les spécialistes en développement de la petite enfance. Y a-t-il des hommes qui oeuvrent dans ce domaine, ou s'agit-il exclusivement de femmes?

Mme Eves: Il y a très peu d'hommes.

M. White: Recevez-vous une aide des enseignants de l'Ontario ou êtes-vous une entité entièrement distincte des enseignants des écoles publiques?

Mme Eves: Nous ne faisons pas partie de la Fédération des enseignants. Nous avons notre propre association, la *Association for Early Childhood Educators*. Elle est entièrement indépendante de . . .

M. White: Recevez-vous un soutien moral ou un soutien quelconque des enseignants?

Mme Eves: Nous ne recevons d'eux aucun soutien.

M. White: Cela me surprend. Mes années au service d'un conseil scolaire, au Manitoba, m'auraient plutôt porté à penser que les professeurs, par souci de perfectionnement professionnel ou par intérêt pour l'enseignement en Ontario, auraient accordé une certaine attention au développement de la petite enfance, si ce n'est pour son importance, tout au moins parce qu'elle relève de l'enseignement public. Cela me surprend. Votre organisme a-t-il tenté d'en intéresser un grand nombre?

Mme Eves: Un récent projet ontarien portant sur les premières années du primaire s'est penché sur la formation des jeunes enfants et sur nos relations avec eux. Elles en sont encore à leurs débuts. Le projet traite des équivalences et des différences entre nos programmes, mais reconnaît que les professeurs du primaire ont besoin d'une formation plus poussée pour répondre aux besoins d'enfants de quatre ans qui fréquentent la maternelle. On a actuellement tendance à envoyer les enfants à l'école publique plus tôt qu'autrefois.

Avez-vous quelque chose à ajouter, Joan?

Mme Joan Ozimkowski (éducateurs de la petite enfance): Notre association organise des ateliers et des conférences

[Text]

and in their primary years they also have workshops and conferences where we invite each other.

Mr. White: I see.

Ms Ozimkowski: So there is some linkage in that way.

Ms Eves: But as far as the federation goes, the workshops and conferences are usually more on a local level, things we have worked out on the local level rather than . . . When you were speaking of federation, I thought perhaps you were talking on the provincial level and more the Federation of Teachers rather than . . .

Mr. White: That is all I had, thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Could I ask one quick question, Ms Eves? When you said that you would like to see the requirement that people have early childhood education, what were you specifically referring to? Were you referring to a bachelor's degree, a community college, or . . . ?

Ms Eves: At present, the early childhood education degree is a college diploma course. It is a two-year course, but I think that certainly when we were looking at the early primary education project, the direction of things was that we could have a broader view and a broader scope as far as employment if we had a degree. But at present, an early childhood education teacher requires an ECE diploma from a two-year program at a community college.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much for that information, because it means different things in different parts of the country.

I have no further questions. All of us would like to thank you very much for taking time to be with us this afternoon.

Ms Eves: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I would like to call the Child Care Providers Association to the front, please.

Ms Lee Dunster (Child Care Providers Association): It is with great difficulty to become less nervous at all.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Please feel comfortable with us. The floor is yours.

Ms Dunster: My name is Lee Dunster. I am the coordinator of the Child Care Providers Association.

I would like to mention first that our scheduling time is kind of unfortunate. We have a lot of care-givers who would like to have been here today and were unable to because this is pick-up time in family day care.

Our association consists of care-givers working in the unlicensed system. In Ontario, they are referred to as informal care providers. We also have some care-givers involved with our association who worked with licensed family day care agencies, although they tend to be in the minority right now.

I want to say that we very much support the licensed day care system, that we want to see licensed space increases and subsidized space increases. I do have to say though that we feel that the informal care system is providing the vast majority of care to children in this country and it is a system that is largely

[Translation]

comme en ont les professeurs du primaire et nous nous invitons mutuellement.

M. White: Je vois.

Mme Ozimkowski: Il y a donc des relations.

Mme Eves: Au niveau de la Fédération, les ateliers et les conférences se déroulent habituellement au niveau local; il s'agit de rencontres au niveau local plutôt que . . . Lorsque vous parliez de la Fédération, je croyais que vous parliez au niveau provincial et davantage de la Fédération des professeurs que . . .

M. White: Merci, c'est tout ce que je voulais savoir.

Le président suppléant (M. Nicholson): Puis-je vous poser une question, madame Eves? Lorsque vous dites que vous souhaitez que les intéressés aient une formation officielle, à quoi pensez-vous exactement? Parlez-vous d'un baccalauréat, d'un diplôme de collège communautaire ou . . . ?

Mme Eves: À l'heure actuelle, ce sont les collèges communautaires qui décernent les diplômes en développement de la petite enfance. Il s'agit d'un programme de deux ans; lorsque nous avons étudié le projet sur les premières années du primaire, nous pensions que les possibilités d'emploi seraient plus grandes pour les détenteurs d'un diplôme universitaire. À l'heure actuelle, les professeurs doivent détenir un diplôme qu'ils obtiennent d'un collège communautaire après deux ans d'études.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci de ces renseignements; leur signification varie selon les régions du pays.

Je n'ai aucune autre question. Nous vous remercions tous de votre présence, cet après-midi.

Mme Eves: Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): J'invite la représentante de la *Child Care Providers Association* à s'approcher.

Mme Lee Dunster (Child Care Providers Association): Il est difficile de chasser la nervosité.

Le président suppléant (M. Nicholson): Soyez à l'aise; vous avez la parole.

Mme Dunster: Je m'appelle Lee Dunster. Je suis coordonnatrice de la *Child Care Providers Association*.

J'aimerais d'abord préciser que l'heure prévue pour notre exposé est plutôt mal choisie. Plusieurs de nos membres auraient aimé venir vous parler, mais ils ne le peuvent parce que c'est l'heure de cueillir les enfants dans les garderies.

Notre association regroupe les gardiennes qui travaillent dans le réseau des garderies non agréées. En Ontario, on parle de préposés non officiels. Notre association compte également des personnes qui travaillent dans des garderies agréées, mais elles sont présentement en minorité.

Je tiens à souligner que nous appuyons fortement le réseau de garderies agréées, que nous souhaitons l'augmentation des places disponibles et l'augmentation des places subventionnées. Mais je dois ajouter que nous croyons que le réseau de garderies non agréées est le plus important au pays, mais qu'on

[Texte]

ignored. When we refer to day care, we are always referring to that small percentage of children who are in day care centre programs or licensed family day care programs. The fact is that day care in our country means unlicensed, unregulated care.

• 1730

The purpose of our association is to provide support and information services to care-givers working in unlicensed settings. We were appalled by the recent task force report that not only made no recommendations for such information and support services but also stated clearly that no funding should go to any program that is not licensed. We feel this is just going to perpetuate this whole area that no one seems to have much information about. If the truth were told, the people working in the field feel as though no one cares very much about it.

I want to explain just briefly about our association and some of the programs and services that we provide, and then answer your questions. Our association was formed in 1982. We incorporated and received funding in 1984, through day care initiatives of the Ministry of Community and Social Services of the provincial government.

The kinds of services that we provide are start-up kits and information to people just getting started in care or contacting our association for the first time. Those kits provide information on health, safety, nutrition; administrative and income tax information on activities and programming in the home. We have monthly start-up sessions, which go into more detail in assisting providers in getting started. We have bimonthly news letters that are sent out to providers, which, in addition to bringing them up to date on what our activities and workshops are, provide a great deal of information for use in their homes, such as sample menus, meal plans, programming suggestions and activities with the children. We do monthly workshops on subjects of interest to care-givers; some recent examples, we are communicating with parents insurance and legal liability in family day care, income tax. Next month we will have the Ontario Milk Marketing Board workshops on nutrition for pre-schoolers.

We also network care-givers within their neighbouring areas. These networks consist of small groups. We try to keep them under 50, and providers within walking distance of each other. Those networks can provide both a support system within the neighbourhood—when you require alternative care, there are other care-givers to be contacted. Some of our networks have formed play groups or meet regularly for group outings. Some meet during the day time with the children, others meet in the evening, just with care-givers. There are toy exchanges, book exchanges. That kind of activity is all going on within the networks.

We have approximately 30 networks within the Ottawa—Carleton area. I should mention also that when we received funding in July of 1984, we had approximately 45 private care-givers involved; we now have more than 750. We have seen a

[Traduction]

l'ignore. Lorsqu'on parle de garderies de jour, on parle toujours de ce faible pourcentage d'enfants qui fréquentent les garderies publiques ou les garderies privées agréées. De fait, au pays, qui dit garderie dit soins non agréés, non réglementés.

Notre association veut fournir appui et renseignements aux gardiennes qui travaillent dans des garderies non agréées. Nous avons été estomaqués de ce que le récent rapport d'un groupe de travail ne contienne aucune recommandation quant à ces services de renseignements et d'appui, et exige clairement, au surplus, qu'aucun programme non agréé ne soit subventionné. Nous croyons qu'on perpétuera ainsi une situation que personne ne semble vraiment connaître. En vérité, ceux qui oeuvrent dans ce réseau sont d'avis que personne ne s'en soucie vraiment.

J'aimerais vous parler brièvement de l'association, de certains de ses programmes et services, avant de répondre à vos questions. L'association a été formée en 1982. Constituée en société, elle a reçu des subventions en 1984 par l'entremise du ministère provincial des Services sociaux et communautaires.

Nous offrons des trousse de lancement et des renseignements aux personnes qui ouvrent une garderie ou s'adressent à l'association pour la première fois. Ces trousse comprennent des renseignements sur la santé, la sécurité, l'alimentation, l'administration et l'impôt pertinents aux activités et aux programmes offerts à la maison. Nous organisons des rencontres mensuelles qui nous permettent d'offrir une aide plus détaillée à ceux qui ouvrent une garderie. Nous publions un bulletin bimensuel à l'intention de nos membres, bulletin qui les renseigne non seulement sur nos activités, mais leur offre également nombre de renseignements qu'ils peuvent utiliser à la maison, tels des exemples de menus, la planification des repas, et des idées d'activité pour les enfants. Nous organisons des ateliers mensuels sur des sujets d'intérêt pour nos membres; nous avons récemment traité d'assurances pour les parents et des responsabilités des garderies de jour ainsi que de l'impôt sur le revenu. Le mois prochain, nous offrirons les ateliers de la Commission ontarienne de commercialisation du lait sur l'alimentation des enfants d'âge préscolaire.

Nous organisons également en réseau les garderies des divers quartiers. Il s'agit de petits groupes. Nous tentons de les limiter à 50 et de regrouper des garderies voisines les unes des autres. Ces réseaux constituent un système d'appoint pour un secteur puisqu'ils permettent d'entrer en contact avec une autre garderie en cas de besoin. Certains de ces réseaux ont formé des groupes de jeu ou se rencontrent de façon régulière pour des excursions en groupe. Certaines rencontres ont lieu le jour, pour les enfants, d'autres le soir, pour les gardiennes. Il y a échange de jouets et de livres. Ce sont là les activités des réseaux.

Il existe environ 30 réseaux dans la région d'Ottawa—Carleton. Lorsque nous avons reçu notre première subvention en juillet 1984, nous avions environ 45 membres; nous en avons maintenant plus de 750. De 35 à 45 nouvelles gardiennes

[Text]

growth of 35 to 45 new care-givers coming on our lists each month, and it looks as though that is not going to slow down much. That is without any advertising. We have no advertising dollars. Most of the people who are becoming involved with our group are becoming involved through word of mouth—sometimes referrals from community services, etc., but the vast majority of them are coming in through word of mouth.

The day care underground is not too far underground when you offer something for them to come out for. Our office receives approximately 400 calls a month, and about 300 of these would be from care-givers—either new care-givers coming on or registering for workshops, or care-givers experiencing difficulties with children or with parents, or who have questions concerning either administration or child care areas.

Our association has been involved in the development and sponsoring of the St. John's Ambulance family day care certificate program. The provider who was on earlier from The Village was mentioning this St. John's course. We also offer that to care-givers working privately, through St. John's Ambulance.

We have helped to develop the family day care provider training certificate program with Algonquin College. We are currently involved in preliminary discussions with TV Ontario about developing a provider training series on public television.

We have been involved in representing providers, task forces, and special committee hearings; any time we get an opportunity to talk about care-givers' needs, we try to do so.

There is something you might note about the areas that I have been talking about in our services. We try very much to provide services to care-givers that go to them. I am talking about care-givers working for licensed programs and those working privately. I think there is a real need, when we are looking at developing support services, to ensure that those support services are available to them and their community.

A lot of expectation is placed on providers to attend activities or programs outside their area. If you are toting three, four or five small children with you, the programs might as well not be available, if they are not available within walking distance.

• 1735

One thing I would like to emphasise is that when you are looking at program developments and service developments for care-givers, be they licensed or unlicensed, they have to go to the care-giver and not expect the care-giver to go to the services.

One of the areas of concern to care-givers—and I am sure this is one of the questions that I am going to be dealing with later—is income tax. One of the recommendations we looked for from the previous task force and that we hope for from this task force is a change to the income tax system that would allow a straight percentage deduction for people providing family day care, be they licensed or unlicensed. In the present

[Translation]

s'inscrivent chez nous chaque mois; rien n'indique que cette progression va ralentir. Et tout cela, sans publicité, parce que nous n'en avons pas les moyens. La plupart de ceux qui se joignent à nous ont obtenu des renseignements de bouche à oreille; les services communautaires et autres nous envoient bien quelques personnes, mais la très grande majorité ont appris notre existence de bouche à oreille.

Les services clandestins de garderie ne le sont pas vraiment, puisqu'ils se manifestent dès qu'on a quelque chose à leur offrir. Nous recevons environ 400 appels par mois; près de 300 nous viennent de gardiennes, qu'il s'agisse de nouveaux dans le métier, de personnes qui s'inscrivent à nos ateliers ou d'autres qui font face à des difficultés avec les enfants ou les parents ou qui désirent des renseignements d'ordre administratif ou professionnel.

Nous avons participé à la mise au point et à la commandite du programme de l'Ambulance Saint-Jean menant à un certificat pour gardiennes en milieu familial. Le représentant du *Village* en a parlé plus tôt. Par l'entremise de l'Ambulance Saint-Jean, nous offrons ce même programme à ceux qui travaillent en privé.

Nous avons également collaboré à la mise au point d'un programme du Collège Algonquin menant à un certificat. Nous avons présentement des pourparlers préliminaires pour la production d'une série d'émissions télévisées que diffuserait TV-Ontario sur la question.

Nous représentons nos membres auprès de groupes de travail et lors d'audiences de comités spéciaux; chaque fois que nous en avons l'occasion, nous parlons des besoins des gardiennes.

Il y a un point que j'ai soulevé et que vous voudrez peut-être noter. Nous tentons toujours d'offrir aux gardiennes des services qui leur sont utiles. Je parle de personnes qui travaillent pour des programmes agréés ou privément. Quand on parle de la mise au point de services de soutien, je crois qu'il est nécessaire qu'on s'assure que ces services soient disponibles pour ces personnes et leur collectivité.

On s'attend beaucoup à ce que les gardiennes participent à des activités ou des programmes à l'extérieur de leur quartier. Lorsqu'on accompagne trois, quatre ou cinq petits enfants, aussi bien ne pas offrir d'activités si le groupe ne peut s'y rendre à pied.

Il importe de souligner, lorsqu'on parle de mise au point de programmes et de services pour préposés aux garderies, agréés ou non, que ce sont les services et non les préposés qui doivent se déplacer.

L'une des préoccupations des gardiennes, je suis convaincue que j'aurai à en traiter plus tard, est l'impôt sur le revenu. L'une des recommandations que nous espérons du groupe de travail précédent, et que nous espérons de celui-ci, est une modification du système d'imposition qui permettrait une déduction procentuelle fixe pour ceux qui offrent des services de garde, qu'ils soient agréés ou non. À l'heure actuelle, qu'une

[Texte]

system, whether you are working with a licensed agency or privately, you have to file your income tax return like IT&T; you are expected to keep food receipts, receipts for all the toilet paper you have used this year, handi-wipes, any equipment, toys, material. Much of this stuff is picked up at garage sales and bazaars, where receipts are not available.

We do income tax workshops each year for our care givers, and it is small wonder that many of them are hesitant to give tax receipts and file returns. It is embarrassing to tell them the procedure they are going to have to go through just to find out that they are non-taxable anyway. In four years of doing income tax workshops to over five hundred people altogether over the four years, I have only seen three care-givers pay taxes.

It really seems that a simpler system could be worked out for filing tax returns for care-givers, and we hope that you do come out with some kind of recommendation. As I say, this applies across the board, whether you are working in a licensed program or not.

One of the other recommendations we would like to see come out of the task force is seed money and ongoing support funding through some avenue for provider associations, again, whether these associations involve licensed or unlicensed care-givers. We started our association mainly with licensed care-givers; the only funding that was available to us through the province was to provide support services to unlicensed care-givers. That is still the case. We cannot today send a newsletter to a care-giver working with a licensed program without fund raising for the postage, because our funding will not cover support services to licensed care-givers. While the agencies make every attempt to provide support services, their administrative rates do not cover sufficient funding to provide all the services that they should be.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. Mr. Cassidy.

Mr. Cassidy: I would like to thank you for your presentation. I was listening with half an ear, because I was catching up on the previous people, since we were interrupted by a vote.

Your suggestion about a simplified form of tax I think makes a great deal of sense. Do you have a specific proposal?

Ms Dunster: I will tell you the formulas used locally by family care agencies in informing their providers of how to file their returns. They are using 60% as the expense portion of their earnings and 40% as their actual earnings. That is a formula we would be quite comfortable with, but even if we ended up with a 50:50 split of income as opposed to expenses, that would be acceptable to most care givers. As I say, we will be submitting our written proposal to you before June 2, and that will include a formula for the percentage deduction if that is a possibility.

Mr. Cassidy: I think that would be very useful. Would you accept, let us say, 60% up to a certain maximum?

[Traduction]

personne soit au service d'une agence agréée ou qu'elle travaille en privé, elle doit produire une déclaration de revenus comme la IT&T; il faut conserver les reçus pour les aliments, pour le papier hygiénique utilisé au cours de l'année, les serviettes mouillées, le matériel, les jouets, et le reste. La plupart de ces objets sont achetés dans des ventes de garage et de bric-à-brac où il est impossible d'obtenir des reçus.

Chaque année, nous organisons des ateliers sur les déclarations de revenus; il ne faut pas s'étonner que plusieurs hésitent à remettre des reçus à des fins d'impôt et de produire une déclaration de revenus. Il est embarrassant de leur expliquer la procédure à suivre pour découvrir, en fin de compte, que leurs revenus ne sont pas imposables. Plus de cinq cents personnes ont assisté à ces ateliers au cours des quatre dernières années, et seulement trois ont dû payer de l'impôt.

Il nous semble qu'il serait possible d'établir un système plus simple de déclaration de revenus pour ces préposés et nous espérons que vous pourrez formuler une recommandation en ce sens. Comme je l'ai dit, ceci vaut autant pour les personnes qui oeuvrent dans les garderies agréées que les autres.

L'une des autres recommandations que nous aimerions vous voir formuler est la mise de capitaux de risque et de subventions permanentes à la disposition d'associations de garderies, qu'elles regroupent des garderies agréées ou non. Au départ, notre association regroupait principalement des garderies agréées; le seul financement disponible au niveau provincial était destiné à offrir des services de soutien aux garderies non agréées. C'est toujours la même chose. Nous ne pouvons expédier un bulletin à une personne qui travaille dans une garderie agréée sans recueillir des fonds pour les frais de poste parce que notre financement vaut uniquement pour les services offerts aux personnes non agréées. Les agences tentent vraiment d'offrir les services de soutien nécessaires, mais leurs ressources financières ne leur permettent pas d'offrir tous les services en question.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Monsieur Cassidy.

M. Cassidy: Merci de votre exposé. Je vous écoutais distraitement, en tentant d'apprendre ce qu'avaient dit les autres, puisqu'un vote a interrompu nos travaux.

Je trouve très sensée votre demande pour une formule simplifiée de déclaration de revenus. Avez-vous une suggestion précise?

Mme Dunster: Je puis vous indiquer les formules que les agences locales utilisent lorsqu'elles indiquent à leurs employés la façon de remplir leur déclaration. Elles considèrent 60 p. 100 de leurs revenus comme des dépenses et 40 p. 100 comme leur revenu réel. C'est une formule qui nous plairait beaucoup; et même si c'était 50 p. 100 de revenus, ce serait acceptable pour la plupart des intéressés. Nous vous soumettrons une recommandation écrite d'ici le 2 juin. Elle comprendra une formule de partage revenus-dépenses.

M. Cassidy: Je crois que ce sera très utile. Accepteriez-vous, par exemple, 60 p. 100 jusqu'à concurrence d'un maximum prédéterminé?

[Text]

Ms Dunster: Yes, absolutely, and actually we would like the alternative left in also of filing it in the normal small-business way if that is at all possible, because in the first few years of providing care your outlay is often much greater than your income. That is something that would be very acceptable.

Mr. Cassidy: I think that would be very helpful. I have only been with the committee for a short time, just today. I suspect a lot of what has gone on with the committee has been first looking at what should be, but also looking at what is and how it can be improved upon.

Ms Dunster: Yes, that is the question we are always dealing with.

Mr. Cassidy: I would like to take a second question, the question of training. What proportion of the members of your association, being unlicensed day care providers or home care providers, have some form of education which is relative to day care?

Ms Dunster: We do not have statistics available on that; I am sorry. I am the staff and I am only funded for 20 hours a week. We have gone through a lot of girls in a brief period and have not had an opportunity to survey. It was interesting—the question you asked earlier about the difference between care-givers working for an agency and care-givers working privately. We have found that there is precious little difference in background experience and training, really, in going into the informal care area from the licensed care area, but I do not know proportionately how many of them are trained.

Mr. Cassidy: Can you venture a guess?

Ms Dunster: You want me to make something up? I do not want to make it up. I really do not know.

Mr. Cassidy: Then my next question relates to questions I would have asked to the previous group, but did not get a chance to because of the vote.

• 1740

I can see a situation where, let us say, someone who is in his or her middle or late 20s has some life experience and maturity and decides for various reasons, including perhaps having one or two kids in the home and not wanting to go out to work and leave those kids behind, that they want to provide care in the home but they literally cannot afford to take 16 months of time in order to take an early childhood education diploma.

Ms Dunster: The training, yes.

Mr. Cassidy: The early childhood education is available through continuing education, but that is a matter of maybe four or five years if you do it.

Ms Dunster: Yes.

Mr. Cassidy: It is awfully tough to work all day, particularly with young ones, and then to go and take classes at night.

Ms Dunster: Attend courses at night.

[Translation]

Mme Dunster: Certainement; de fait, nous aimerions qu'on nous laisse la possibilité de soumettre une déclaration comme les petites entreprises, si c'était possible, puisqu'au cours des premières années, les dépenses sont souvent beaucoup plus élevées que les revenus. Ce serait très satisfaisant.

M. Cassidy: Je crois que ce serait très utile. Je siège depuis peu avec le Comité, c'est ma première journée. Je suppose que les travaux du Comité ont porté sur ce que devrait être la situation, mais également sur ce qu'elle est présentement et sur la façon de l'améliorer.

Mme Dunster: Oui, c'est la question que nous nous posons toujours.

M. Cassidy: J'aimerais vous poser une autre question, sur la formation. Quelle proportion des membres de votre association, qu'ils travaillent dans des garderies non agréées ou des garderies en milieu familial, ont acquis une formation pertinente?

Mme Dunster: Je regrette, mais nous ne possédons pas de statistiques à cet effet. Je suis la seule employée et ne suis payée que pour 20 heures par semaine. Nous avons connu un fort roulement en peu de temps et n'avons pas eu la chance de compiler de statistiques. J'ai trouvé intéressante votre question au sujet de la différence entre les personnes qui travaillent dans une agence et celles qui travaillent en privé. Nous avons constaté qu'il y a très peu de différence dans la formation et l'expérience entre le personnel des garderies agréées et les autres, mais je ne puis vous indiquer la proportion de celles qui ont une formation en ce domaine.

M. Cassidy: Vous voulez risquer un chiffre?

Mme Dunster: Vous me demandez d'inventer? Je ne le veux pas. Je ne le sais vraiment pas.

M. Cassidy: Ma prochaine question porte sur des points que j'aurais voulu soulever auprès du groupe précédent, mais le vote m'en a empêché.

Il est possible, par exemple, qu'une personne de 25 à 30 ans, possédant une certaine expérience de la vie et de la maturité, décide, pour diverses raisons, peut-être même parce qu'il y a un ou deux enfants à la maison et qu'elle ne veut pas travailler à l'extérieur et les laisser, d'ouvrir une garderie chez elle, mais sans pouvoir se permettre de consacrer 16 mois à l'obtention d'un diplôme en développement de la petite enfance.

Mme Dunster: La formation, oui.

M. Cassidy: Ces cours sont disponibles à l'éducation permanente, mais il faudrait y consacrer quatre ou cinq ans.

Mme Dunster: Oui.

M. Cassidy: Il est très difficile de travailler toute la journée, principalement avec de jeunes enfants, et de suivre des cours, le soir.

Mme Dunster: S'inscrire à des cours du soir.

[Texte]

Mr. Cassidy: Is there room—again talking about what is, as opposed to what perhaps is desirable and ultimately attainable: for courses of maybe two or three months . . .

Ms Dunster: Yes.

Mr. Cassidy:—which would be directed to people who want to provide home day care, or perhaps for people who anticipate working as day care assistants—that is, at the lower level—and do you think that would be of use to people both in building up their confidence and their competence and improving the kind of care they can bring with them?

Ms Dunster: There are a couple of things. First of all, courses are available now. Canada Manpower through Canadian Mothercraft does offer a training course. I believe it is six months in length. Any disagreement from the back? No? As far as I know, it is six months full time, and Manpower does fund it so it pays the care-givers when they are on it. That is only available, though, to those who do not have training in another field where employment is available.

There is also the provider's certificate training program through Algonquin College, which consists of eight courses that are held in the evening and vary in length from 15 hours to 60 hours depending on the subject. They cover child development, administration, nutrition, health and safety. So those courses are available through continuing education and to complete the whole program would take slightly less than two years, I think, at one evening a week each semester.

There are also workshops available, both through our own association and through the community. Many care-givers have fairly good experience and solid knowledge in a lot of areas, but there may be one or two areas, whether it is child development or whether it is dealing with behaviour difficulties with the children, where they feel the need for additional information. We attempt to channel them into those courses.

Whether a full-time program, even of a briefer length, even of two or three months, would be appropriate is difficult to say. As I say, you have quite a variety of programs available now within the community, and two to three months is not as easy as it sounds because it means those children have to be placed in care for that period and that provider is without income for that period unless there is some way to have it as a subsidized program.

Mr. Cassidy: Do many providers you are in contact with take advantage of the one-night-a-week providers course?

Ms Dunster: The providers courses just started last year. They are operating at perhaps 20 to 25 students a course and the courses are offered three at a time. Some of the enrolment for some of the programs has been less because they are not very well known yet and until a program like that gets established all over in the community . . . Our own workshops are well attended—far too well attended at times. We have anywhere from 45 to 110 care-givers at a workshop.

Mr. Cassidy: These are held on Saturdays?

[Traduction]

M. Cassidy: Y a-t-il place—je parle encore de la situation actuelle, par opposition à ce qui est peut-être souhaitable et éventuellement possible—pour des cours de deux ou trois mois . . .

Mme Dunster: Oui.

M. Cassidy: . . . à l'intention de personnes qui désirent ouvrir une garderie ou peut-être même pour des personnes qui songent à travailler comme aide-éducatrices; croyez-vous que cela permettrait à ces personnes d'améliorer leur compétence et leur confiance en elles-mêmes et d'améliorer la qualité des soins qu'elles peuvent offrir?

Mme Dunster: Vous soulevez divers points. Tout d'abord, des cours existent déjà. Emploi et Immigration Canada offre des cours de formation par l'entremise de *Canadian Mothercraft*. Je crois qu'ils durent six mois à plein temps; Emploi et Immigration paie les personnes qui s'y inscrivent. Mais ce cours n'est disponible que pour les personnes qui n'ont aucune formation dans un domaine où des emplois sont disponibles.

Il y a également ce programme du collège Algonquin qui mène à un certificat, composé de huit cours offerts le soir et dont la longueur varie de 15 à 60 heures. On y traite du développement de l'enfant, de l'administration, de l'alimentation, de la santé et de la sécurité. Ce sont des cours offerts à l'éducation permanente; je crois qu'il faudrait un peu moins de deux ans pour compléter le programme, à raison d'un soir par semaine chaque semestre.

Il y a également plusieurs ateliers disponibles tant par l'entremise de notre association que dans la collectivité. Plusieurs éducatrices possèdent une assez bonne expérience et des connaissances solides dans nombre de secteurs, mais il y en a peut-être un ou deux, qu'il s'agisse de croissance de l'enfant ou de difficultés de comportement chez l'enfant, dans lesquels elles désirent acquérir des renseignements additionnels. Nous tentons de les orienter vers ces cours.

Il est difficile d'affirmer si un cours à plein temps, même bref, de deux ou trois mois, serait adéquat. De nombreux programmes sont déjà disponibles dans la collectivité; il n'est pas si facile qu'il semble de s'inscrire à un cours de deux ou trois mois, puisqu'il faudrait confier ces enfants à d'autres personnes durant cette période et que ceux qui s'y inscriraient perdraient leur revenu durant ce temps, à moins qu'il ne s'agisse d'un programme subventionné.

M. Cassidy: Les personnes que vous connaissez sont-elles nombreuses à s'inscrire à ce programme offert un soir par semaine?

Mme Dunster: Ce programme n'existe que depuis l'an dernier. On offre trois cours en même temps, et il y a de vingt à vingt-cinq étudiants par cours. L'inscription à certains cours est moins élevée, parce qu'ils sont moins connus, et tant que la collectivité ne connaîtra pas vraiment le programme . . . La participation à nos ateliers est très élevée, et dans certains cas, trop élevée. Un atelier peut attirer de 45 à 110 personnes.

M. Cassidy: Ils se tiennent le samedi?

[Text]

Ms Dunster: These are held always in the evening during the week. We assume that Saturdays and weekends are kind of sacred for people who get little time with their families at home.

Mr. Cassidy: But that would indicate that in fact there is a very active felt need for that kind of thing. Is that right?

Ms Dunster: Yes. But I think we are much more successful with the one-shot three-hour workshop than we are with the programs that are extended over any length of time.

Mr. Cassidy: So one of the recommendations the committee might consider making is that various bodies involved in day care, including associations like yours or some of the family home care providers and so on, might make those kinds of workshops available but not confine them just to their own providers but also make them available within the community?

Ms Dunster: Open them up to the community. Absolutely. Yes.

Mr. Cassidy: I have a final question. I am not sure whether you are familiar with, I think, the quite successful integration of high school and nurse's aid training which takes place in one of the high schools in Peterborough where young people can in fact emerge with a high school diploma and at the same time I think they have either passed all or the bulk of the requirements for a nursing aid certificate.

Ms Dunster: Yes.

Mr. Cassidy: I wonder whether that is a feasible form of training, where somebody, let us say one of the Ottawa high schools, could, say for grades 11 and 12, provide that kind of training and then perhaps allow it to be finished with a certain amount of time at Algonquin, but shorten the process required to get an ECE—

• 1745

Ms Dunster: I will tell you some of the concerns I have about that. We have found the more mature care-giver, who has in most cases had a family of her own and has had more life experience, is more likely to stay with care longer. And first of all, understand that most of our care-givers work in their own homes, not in the parents' home, so an establishment is needed, and a certain amount of space and set-up is needed. It might be useful to have them working as assistants in family day care homes, but I just do not know that it would be an appropriate mechanism, because presumably your graduates are going to be 18 or 19 years of age, and that is not necessarily the best candidate in a family day care situation. You are taking on a tremendous amount of responsibility. If you are working in a licensed program, you are visited perhaps once a month, but the other 10 hours a day, five days a week, you are responsible for those children entirely. My preference would be for more mature candidates in people you are training for family day care.

Mr. Cassidy: Would you accept legislation that where it is basically a neighbourly kind of day care that they be required

[Translation]

Mme Dunster: Ils se tiennent toujours le soir, la semaine. Nous considérons les samedis et les fins de semaine comme sacrés pour ceux qui n'ont que peu de temps à consacrer à leur famille, à la maison.

M. Cassidy: Cela indiquerait qu'il y a un véritable besoin pour ces cours. Est-ce exact?

Mme Dunster: Oui. Mais je crois que nous avons beaucoup plus de succès avec un atelier de trois heures qu'avec tous les programmes étalés sur plusieurs mois ou années.

M. Cassidy: L'une des recommandations que le Comité pourrait formuler serait que les différents organismes qui oeuvrent dans le domaine des garderies, y compris les associations comme la vôtre, les gardiennes en milieu familial et le reste, rendent ces ateliers accessibles non seulement à leurs propres employés, mais au public en général?

Mme Dunster: Accessibles à tous, évidemment. Oui.

M. Cassidy: Une dernière question. Connaissez-vous ce programme qui a permis une fusion fort réussie entre les cours du secondaire et une formation d'aide-infirmière, dans une école secondaire de Peterborough, qui permet aux jeunes gens à la fin de leurs études de détenir un diplôme d'études secondaires tout en suivant la totalité ou la majorité des cours donnant droit à un certificat d'aide-infirmière?

Mme Dunster: Oui.

M. Cassidy: Je me demande s'il serait possible pour une institution, par exemple une école secondaire d'Ottawa, d'offrir les cours de onzième et de douzième années, et de permettre aux étudiants de compléter leurs études, pour un certain temps, au collège Algonquin, mais en réduisant le temps nécessaire à l'obtention d'un diplôme en développement de la petite enfance.

Mme Dunster: Je vous ferai part de quelques-unes de mes préoccupations à cet égard. Nous avons constaté que les gardiennes plus mûres, qui dans la majorité des cas ont elles-mêmes des enfants et une plus grande expérience de la vie, auront davantage tendance à s'occuper plus longtemps des enfants. Avant tout, la majorité des gardiennes travaillent à la maison et non chez les parents, de sorte qu'une structure, un certain espace et aménagement sont nécessaires. Il pourrait être très utile qu'elles travaillent à titre d'assistantes dans des garderies d'enfants, mais j'ignore si cette façon de procéder conviendrait parce que les diplômées seront probablement âgées de 18 ou 19 ans et ne seront pas nécessairement les meilleures candidates pour une garderie. La gardienne assume de grandes responsabilités. S'il s'agit d'un programme agréé, on lui rend visite peut-être une fois par mois. Pendant dix heures par jour et cinq jours par semaine, la gardienne est toutefois entièrement responsable des enfants. Pour ma part, je préférerais qu'on forme des candidates plus mûres pour le travail dans les garderies.

M. Cassidy: Dans le cas d'une bonne garderie, accepteriez-vous une législation qui permettrait aux gardiennes de ne pas

[Texte]

perhaps not to have ECE but to have some amount of training, or to participate in some training on an annual basis as a condition of being able to have more than a couple of kids?

Ms Dunster: I cannot answer from the association's position on that question. Certainly from my own point of view I do not have problems with some mandatory training requirements. But when you are talking about mandatory training requirements, there is a great variation between 40 hours of courses or 6 hours of courses. It would certainly have to be explored, and explored carefully, and also there should be some assurance the training was appropriate. We would really like provider involvement in designing and developing courses, because no one knows better than the care-givers what their needs are when they are providing care. Personally I do not have a problem with it. As far as the association's position on that, we do not have one.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): A careful answer.

Ms Dunster: Yes.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Mr. White, do you have any comments or questions?

Mr. White: No question, Mr. Chairman, but I was interested in Ms Dunster's comment about the income tax problem. I am familiar with an organization in Manitoba, which I was speaking about earlier this morning, WATCH, who are I believe presently going through a test case. I do not know if that has been resolved yet, but I think it is very important to get the Revenue Canada situation fixed up with the organizations right across the country, because it sounds like a national problem.

Ms Dunster: That is right. The difficulty we face is there are very few provider associations, WATCH being one, and there is the B.C. Family Day Care Association. Even WATCH and the B.C. group are registered or licensed care-givers. There is no other representation we know of for informal care-givers. It is not a very well organized group. As a result it is a group with not much clout with Revenue Canada, I am afraid. But that is certainly something we are looking for support in changing.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): What fee, Ms Dunster, do your members pay to be part of your association?

Ms Dunster: We do not charge for anything. We do not charge for services. We want to encourage the use of services. We have often said about workshops that we want to charge the people who do not come, not the people who do.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Do you have any way of monitoring the quality of care in a private home care setting?

Ms Dunster: No. We do not see ourselves as a regulatory service. We are providing support and information services to care-givers. I should point out too that our total funding is \$18,000 a year, through day care initiatives. And that is staff

[Traduction]

être diplômées en développement de la petite enfance, mais d'avoir plutôt une certaine formation ou de participer chaque année à certains stages afin d'être responsables de plus de deux enfants?

Mme Dunster: Je ne peux répondre à cette question au nom de l'association. Personnellement, je crois que certaines exigences de formation obligatoire sont nécessaires. Il y a toutefois une très grande différence entre une formation d'une durée de 40 heures et un cours de six heures. Il faudrait certainement étudier attentivement la question et s'assurer de la pertinence de la formation. Nous tenons vraiment à ce que des éducateurs participent à la conception et à l'élaboration des cours parce que personne ne connaît mieux leurs besoins en matière de soins. En ce qui me concerne, je suis tout-à-fait d'accord. Nous ne connaissons pas la position de l'association à cet égard.

Le président suppléant (M. Nicholson): Une réponse prudente!

Mme Dunster: Oui.

Le président suppléant (M. Nicholson): M. White, désirez-vous faire des commentaires ou poser des questions?

M. White: Je n'ai aucune question à poser, monsieur le président, mais le commentaire de M^{me} Dunster sur l'impôt sur le revenu m'intéresse. Je connais bien un organisme au Manitoba, appelé WATCH, dont j'ai parlé ce matin et qui, je crois, subi actuellement un procès-type. J'ignore si la question a été réglée, mais je pense qu'il est très important d'établir la position de Revenu Canada auprès des organismes de l'ensemble du pays, parce que cela semble être un problème d'envergure nationale.

Mme Dunster: C'est exact. L'ennui est qu'il existe très peu d'associations de gardiennes, comme le WATCH et le B.C. Family Day Care Association. Même le WATCH et le groupe de Colombie-Britannique sont enregistrés ou agréés. Nous ne connaissons aucun autre organisme qui représente les gardiennes non reconnues. Il ne s'agit pas d'un groupe très bien organisé. Par conséquent, il n'a pas beaucoup d'influence auprès de Revenu Canada. Mais nous avons besoin d'appui pour changer les choses.

Le président suppléant (M. Nicholson): Quel est le montant de la cotisation, Madame Dunster, pour les membres de votre association?

Mme Dunster: Nous ne demandons aucune cotisation. Les services sont gratuits. Nous tenons à encourager l'utilisation des services. Nous avons souvent dit, au sujet des ateliers, que nous voulons faire payer les personnes qui n'y assistent pas, non ceux qui y assistent.

Le président suppléant (M. Nicholson): Est-il possible de vérifier la qualité des soins dans les maisons particulières?

Mme Dunster: Non. Nous ne sommes pas, à notre avis, un service de réglementation. Nous prêtons notre appui et fournissons des renseignements aux gardiennes d'enfants. Je devrais aussi signaler que le financement total de l'association

[Text]

salaries, even the cost of printing, postage, all of those things. We are looking for alternative funding sources, and I think they should be provided to groups such as ours.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): It seems this is a very worthwhile area. I think it is an outstanding idea to get programs with an educational content on something like TV Ontario that is directed specifically at the in-home care-giver.

Ms Dunster: That is right. Again, we are always looking for things to go to them.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): That is an excellent way to do it. Thank you very much for taking time to be with us this morning.

Our final individual presentation is by Henrietta O'Neill and Moira Van Nooten. Welcome to the committee. Perhaps you could introduce each other, and then the floor is yours.

• 1750

Ms Henrietta O'Neill (Individual Presentation): I am from a rural background. I have several different areas I would like to speak about. Mrs. Van Nooten is also from a rural area. I think she would like to add a few words.

I am a 33-year-old mother of six children, ages 14, 12, 11, 6, 4, and 1. When I was in my teens, I had two sisters who were married and trying to cope with teaching careers and raising pre-school-aged children. I saw the problems they were running into while trying to find babysitters who were affordable, responsible, and available, and I became concerned about their children. I also decided I would make a choice between a career and a family when the time came. I did not feel I would ever be willingly caught in this desperate mental struggle between children and career.

When I married a family, the decision was made I would remain home to help with the farm and mother any children we were lucky enough to have. These years have not been easy ones, yet to this day I am convinced that my decision was the correct one. From this perspective, I would like to address child care in terms of social pressures, financial pressures, and problems specifically concerning child care and safety on the farm.

Society safeguards its future by the way it protects and nourishes its children. What better and more natural way could there be to meet this end than through the family? Yet the social pressures on a stay-at-home mother are enormous. She is viewed as an unfulfilled drudge to husband and children. She is often considered to be unenlightened or uneducated. There is a stigma attached to her financial dependence on a husband's income. Through the media, she is bombarded with glamorous women in important positions, presumably making oodles of money. She looks at her own day-to-day existence, fettered with small children, and wonders if it is really all worth the sacrifice. So the pressure is on.

[Translation]

se chiffre à 18,000 dollars par année, grâce aux initiatives de garderies. Cette somme sert à payer les salaires du personnel, l'impression, les tarifs d'affranchissement et autres. Nous cherchons d'autres moyens de financement, et je crois que des groupes comme le nôtre devraient être financés.

Le président suppléant (M. Nicholson): Il semble que ce soit un domaine digne d'intérêt. Je crois que l'idée de passer à TV Ontario par exemple, des émissions éducatives qui s'adressent particulièrement aux gardiennes à la maison est excellente.

Mme Dunster: Je suis d'accord. Encore une fois, nous essayons toujours de leur offrir de nouvelles choses.

Le président suppléant (M. Nicholson): Il s'agit d'une excellente façon de le faire. Je vous remercie beaucoup d'avoir pris la parole ce matin.

Henrietta O'Neill et Moira Van Nooten feront les derniers exposés individuels. Le Comité vous souhaite la bienvenue. Je vous demanderai de vous présenter avant de prendre la parole.

Mme Henrietta O'Neill (A titre individuel): Je viens d'un milieu rural. J'aimerais traiter de plusieurs questions. Madame Van Nooten vient aussi d'un milieu rural. Je crois qu'elle aimerait ajouter quelques mots.

J'ai 33 ans et je suis mère de six enfants, respectivement 14, 12, 11, 6, 4 ans et 1 an. Lorsque j'étais adolescente, mes deux soeurs mariées essayaient d'élever leurs enfants d'âge préscolaire tout en étant enseignantes. Je me suis rendu compte de leur difficulté à trouver des gardiennes d'enfants dignes de confiance, disponibles et dont les services soient abordables, et j'ai commencé à m'inquiéter au sujet de leurs enfants. J'ai aussi décidé, le moment venu, de choisir entre une carrière et une famille. Il me semblait que je ne serais jamais de plein gré prise dans cette lutte mentale désespérée entre les enfants et la carrière.

Lorsque je me suis mariée, j'avais déjà pris la décision de rester à la maison; aujourd'hui je suis persuadée que j'ai pris la bonne décision. Dans ce contexte, j'aimerais traiter du soin des enfants du point de vue des pressions sociales et financières et des problèmes concernant particulièrement la sécurité et le soin des enfants à la ferme.

La société garantit son avenir selon la façon dont elle protège et nourrit ses enfants. Quelle meilleure façon y aurait-il d'atteindre plus naturellement cet objectif que par l'entremise de la famille? De très grandes pressions sociales sont toutefois exercées sur la mère au foyer. Elle est considérée comme la bonne à tout faire frustrée du mari et des enfants. On croit souvent qu'elle est peu éclairée ou sans éducation. Il y a une certaine honte à dépendre financièrement du mari. Les médias la bombardent de femmes fascinantes, qui occupent des postes importants et gagnent vraisemblablement beaucoup d'argent. La mère au foyer envisage sa vie quotidienne, enchaînée à de jeunes enfants, et se demande si le sacrifice en vaut vraiment la peine. On fait pression sur elle.

[Texte]

Often young mothers unwittingly fall into the trap. They will find day care, look for a job, only to find that they are doing tasks such as waitress, secretary, cleaning lady, cook, nurse, teacher, etc. All this women do at home with absolutely no credit given them. There is nothing glamorous about these jobs, not even the pay. Yet they have been convinced that society demands they be independent and liberated even against their own better judgment. This becomes a vicious circle of work: pay extra costs, such as second car, clothes, child care; then work to pay the expenses; then buy time-savers, such as microwave, dishwasher; then work more to meet these payments.

Regardless of the liberated outlook, women still shoulder the major burden of work in the home, even when they are working out. This causes overwork, irritability, and exhaustion. Child care comes further and further down on the list of things to do. Children are accommodating to the point where they will gradually be pushed out of the picture. Give your child a toy rather than give your child your time becomes the answer.

I do not think the argument of quality time versus quantity time is very valid. How can an overworked mother be expected to give her child quality time? While I am discussing the subject of time spent with the child, I would remind you that quality time cannot be found in a day care centre. Hewitt Research Foundation states that socialization is not neutral, but either positive or negative. Positive and principal sociability is firmly linked with the family, with the quantity and quality of self-worth producing children who are independent in values and skills and largely avoiding the dismal pitfalls and social cancers of pure dependency. These children become the productive self-directed citizens of our society. Negative sociability is born from more peer group association and fewer meaningful parental contacts and responsibility experiences in the home during the first 8 to 12 years.

Research shows that such peer dependency brings loss of self-worth, loss of optimism, loss of respect for parents and loss of trust in the peers. This child has few sound values and adapts to what everyone else is doing.

There are more such studies which could be quoted to support the importance of child care in the home. There is absolutely no question as to which choice is better for the child. Because I feel this so very strongly, I am speaking to you from the point of view of the mother. I am hoping that by making her problems clear, I will also make the solutions more visible.

Society must reflect the fact that full-time mothering is a career in itself, and a very important contribution to the future. Education could be the key to this dilemma, if properly used. And I am not talking about early child education.

[Traduction]

Les jeunes mères tombent souvent involontairement dans le piège. Elles trouvent une garderie, cherchent du travail et se rendent compte finalement qu'elles s'acquittent de tâches de serveuse, de secrétaire, de femme de ménage, de cuisinière, d'infirmière ou d'enseignante, dont elles s'acquittent déjà à la maison sans qu'on leur en attribue le mérite. Ces emplois n'ont rien de prestigieux, pas même le salaire. Les mères sont toutefois persuadées que la société exige qu'elles soient indépendantes et libérées même contrairement à leur jugement. Un cercle vicieux se crée: on fait des frais supplémentaires pour une autre voiture, des vêtements, la garde des enfants; on travaille pour faire face aux dépenses; on achète ensuite des appareils qui permettent de gagner du temps comme un micro-ondes et un lave-vaisselle; puis on travaille un peu plus pour faire ces paiements.

Compte non tenu du point de vue de la libération, les femmes s'occupent encore principalement du travail à la maison même si elles travaillent à l'extérieur, ce qui fait qu'elles sont surmenées, irritables et épuisées. Le soin des enfants devient une priorité de moins en moins importante. Les enfants s'adaptent et sont peu à peu exclus. Il suffit de donner un jouet à son enfant plutôt que de lui consacrer son temps.

Je ne crois pas que l'opposition entre qualité de temps et quantité de temps soit un argument très valable. Comment une mère surmenée peut-elle donner à son enfant du temps de premier ordre? En ce qui concerne la question du temps passé avec l'enfant, j'aimerais vous rappeler que les garderies ne peuvent offrir la qualité. Le *Hewitt Research Foundation* signale que la socialisation n'est pas neutre, elle est positive ou négative. Une sociabilité positive est fermement liée à la famille; lorsque ces enfants par des contacts nombreux et de qualité prennent conscience de leur valeur, ils acquièrent une indépendance, des valeurs, des habiletés, et ils évitent dans une large mesure les tristes pièges et les cancers sociaux liés à la dépendance. Ces enfants deviennent les citoyens productifs et autonomes dans notre société. Une sociabilité négative découle d'une plus grande association avec des groupes de pairs et d'un moins grand nombre de rapports significatifs avec les parents à la maison au cours des huit à douze premières années.

Les recherches démontrent qu'une telle dépendance envers les pairs entraîne une perte d'amour-propre, d'optimisme, de respect pour les parents et de confiance dans les pairs. L'enfant a peu de valeurs solides et se conforme à ce que font les autres.

Je pourrais citer d'autres études du genre à l'appui de l'importance de la garde des enfants à la maison. Ce qui est préférable pour l'enfant ne fait aucun doute. Cette question me tient tellement à coeur que je m'adresse à vous du point de vue de la mère. J'espère qu'en expliquant bien ses problèmes, les solutions seront plus évidentes.

La société doit réfléchir sur le fait qu'être mère à plein temps est une carrière en soi et une très importante contribution pour l'avenir. L'éducation pourrait régler ce dilemme, si elle est utilisée à bon escient. Je ne fais toutefois pas allusion à l'éducation des petits.

[Text]

Parents could be given the knowledge and expertise to increase their ability and confidence in caring for pre-schoolers, young children and adolescents. In schools, mothering could be included as a career choice. After all, England has courses for teaching girls who wish to become nannies. This becomes a perfectly accepted career choice. Does the problem, then, boil down to the making of money? A nanny is paid, but the job of a full-time mother is assigned no monetary value.

The economy is becoming more geared to two income families. The financial difficulties of a one-income family cannot be underestimated. Many women do not have a genuine choice to remain at home with their children. In order for them to have a real choice, they must receive an adequate income to enable them to exist without severe financial pressure and also with some personal financial security.

At the present time, government policies are directed toward supporting only the option of a woman working outside the home. I do not believe the answer to this dilemma is universal government subsidized day care. This will not help those women who wish to stay at home, but are financially unable to do so. This will not help those families who depend on only one income in order to allow more suitable child care.

By making this a policy, the government would be totally overlooking these segments of society and adding another burden to that which is already being carried by single income families. There is also no regard for the fact that these families are saving the government by negating the need for child care, day care, for their children.

Public policy should equally favour the mother at home as it does the working model. In order to achieve this, we must have government neutrality in regard to policy and legislation. One way of providing women with a genuine option is to amend the Income Tax Act to provide a full-time homemakers' tax credit, and increased tax credits for dependent children of all families earning \$35,000 or less.

All mothers eligible for this homemakers' tax credit should also be enrolled in the Canada Pension Plan, the premium for which should automatically be paid at the maximum contribution allowed per year. In this way, the immediate financial needs of the family are alleviated and the future of the stay-at-home mother is also more certain.

With regard to those women who genuinely wish to work outside the home and are in need of day care, direct payments could be made to the family, allowing it to choose the kind of day care, whether in the home or outside of the home, according to the family's values and the needs of the child. By acknowledging the contribution of the homemaker, financially and socially, and making staying at home a genuine choice, the government would be doing society a great favour.

[Translation]

Les parents pourraient acquérir les connaissances et la compétence nécessaires afin de prendre de l'assurance et d'être mieux en mesure de s'occuper des enfants d'âge pré-scolaire, des jeunes enfants et des adolescents. Dans les écoles, on pourrait offrir la carrière de mère. Après tout, on enseigne bien aux jeunes filles, en Angleterre, à devenir bonnes d'enfants. Il s'agit d'un choix de carrière parfaitement acceptable. Le problème se résume-t-il alors au fait de gagner de l'argent? Une bonne d'enfants est rémunérée, mais le travail d'une mère à plein temps n'a aucune valeur monétaire.

L'économie devient davantage axée sur les familles à deux revenus. Les difficultés financières d'une famille à un seul revenu ne peuvent être sous-estimées. De nombreuses femmes ne peuvent véritablement choisir de rester à la maison avec leurs enfants. Afin qu'elles aient vraiment le choix, on doit leur offrir un revenu adéquat qui leur permette de vivre sans grosse pression financière et, même, avec une certaine sécurité financière.

À l'heure actuelle, les politiques du gouvernement n'appuient uniquement que les femmes qui choisissent de travailler à l'extérieur du foyer. Je ne crois pas que la réponse à ce dilemme soit des garderies universelles subventionnées par le gouvernement. Une telle politique n'aidera pas les femmes qui désirent rester à la maison, mais sont financièrement incapables de le faire. Elle n'aidera pas les familles qui comptent un seul salaire afin de permettre de mieux s'occuper des enfants.

En adoptant cette politique, le gouvernement ignorerait totalement ces segments de la société et alourdirait le fardeau des familles à un seul revenu. On ne tient pas compte que ces familles font faire des économies au gouvernement en niant le besoin de soins et de garderies pour leurs enfants.

Les politiques gouvernementales devraient également appuyer la mère au foyer et la femme au travail. Afin d'y parvenir, le gouvernement doit être neutre en ce qui concerne la politique et la législation. L'une des façons de donner vraiment le choix aux femmes est d'amender la Loi de l'impôt sur le revenu afin d'accorder un crédit d'impôt aux femmes au foyer à plein temps et d'augmenter les crédits pour les enfants à charge pour toutes les familles qui gagnent 35,000\$ ou moins.

Toutes les mères admissibles à ce crédit d'impôt pour les femmes au foyer devraient aussi contribuer au Régime de pensions du Canada et la prime devrait être automatiquement payée selon la contribution maximum permise chaque année. De cette façon, les besoins financiers immédiats de la famille seraient réduits et l'avenir des mères au foyer serait plus certain.

En ce qui concerne les femmes qui désirent véritablement travailler à l'extérieur du foyer et ont besoin de garderies, des sommes pourraient être directement versées aux familles, ce qui leur permettrait de choisir le genre de garderie souhaité, que ce soit à la maison ou ailleurs, selon les valeurs de la famille et les besoins de l'enfant. Si le gouvernement reconnaissait la contribution de la femme au foyer, financièrement

[Texte]

As I have already mentioned, my husband and I began as full-time farmers. This brings a whole new set of problems to the question of child care. Day care in rural areas is non-existent. Farmers' wives are expected to work in the barn, around the animals, in the fields and around the machinery. These areas all hold their dangers for small children.

Farming is still a labour-intensive industry. Income from a farm is often barely adequate for the family's needs and animals, machinery, crops and barns come first in this economy. Farmers' wives are often substitutes for hired hands, simply to save another expense. This occurs most often during the busy summer months, although many women do barn chores all year round. The problem is the safety of the children while both parents are busy on the farm. Mothers are especially pressured because they must work out of the home and are yet in charge of their children. The anxiety factor is very high. Risks are taken, such as children riding along on tractors where there is no money for a babysitter or day care of any sort. The choice is simply nonexistent.

• 1800

Day care would be very difficult to set up, because weather is always a factor. For example, if the weather is good, there is a need. But if the weather is bad, mothers will be inside with their children. Chore time is the only consistent need for extra child care, and unless this care can be obtained close to home, which being rural is not likely, it does not seem worth the time and gas spent travelling.

Again, money becomes a big factor. Children will be in the house alone or in the barn, where danger is abundant and the need to watch them closely is an added burden on the mother. Because of the financial distress experienced by many farm families, one or other of the parents may be forced to find an off-the-farm income. This leaves the remaining spouse with the children and the farm work. This person is in a very ambiguous position, because he or she is at home and yet not necessarily in the home. The need for a babysitter is there, but often overlooked because of other pressing financial problems. These children are taken to wherever the work is being done. The extra income for a stay-at-home mother, which I have already outlined, would help these families a great deal. If one of the spouses were working off the farm, the day care funds would be used to hire a babysitter so that the farmer could work without the burden and care of the safety of the child.

Rural areas do not have a great many day care centres. Driving becomes a prohibitive factor and most women working

[Traduction]

et socialement, et permettait de réellement choisir de rester à la maison, il rendrait vraiment service à la société.

Tel que je l'ai déjà mentionné, mon mari et moi étions au début agriculteurs à plein temps. Cela crée de nouveaux problèmes en ce qui concerne le soin des enfants. Les garderies sont inexistantes dans les régions rurales. On s'attend à ce que les fermières travaillent dans la grange et dans les champs, s'occupent des animaux et se servent de la machinerie. La ferme présente donc des dangers pour les jeunes enfants.

L'agriculture est encore un secteur d'activité qui nécessite l'emploi de beaucoup de main-d'oeuvre. Les revenus d'une ferme suffisent souvent à peine pour les besoins de la famille, et les animaux, la machinerie, les cultures et les granges ont la priorité dans cette économie. Les fermières remplacent souvent les ouvriers agricoles, simplement pour éviter d'autres frais. Elles travaillent surtout pendant les mois de grande activité en été bien que de nombreuses femmes s'occupent des travaux quotidiens à la grange pendant toute l'année. Le problème est la sécurité des enfants pendant que les parents vaquent à leurs occupations dans la ferme. La situation est tout particulièrement difficile pour les mères qui doivent travailler à l'extérieur tout en étant responsables des deux enfants. Elles sont évidemment très inquiètes. On court le risque de laisser par exemple les enfants monter sur le tracteur que conduit leur mère, si elle n'a pas les moyens de se payer une gardienne ou les services d'une garderie. Le choix est simplement inexistant.

Il serait très difficile d'organiser un service de garderie parce qu'il faut toujours tenir compte du temps. Par exemple, s'il fait beau, il y a un besoin. S'il fait mauvais, les mères restent à l'intérieur avec les enfants. L'heure des corvées est la seule période pendant laquelle il soit nécessaire de faire garder les enfants et à moins que ce service ne n'existe à proximité de la maison, ce qui est peu probable dans les régions rurales, il semble que le déplacement soit une perte de temps et un gaspillage d'essence.

Encore une fois, l'argent est un facteur important. Les enfants sont seuls dans la maison ou dans la grange, où les dangers sont nombreux et la nécessité de les surveiller de près alourdit le fardeau de la mère. En raison des difficultés financières de nombreuses familles d'agriculteurs, l'un ou l'autre parent peut être tenu de chercher du travail à l'extérieur de la ferme. Le conjoint doit alors s'occuper des enfants et du travail à la ferme. Cette personne se trouve dans une position très équivoque parce qu'elle est à la maison sans nécessairement être dans la maison. On ne tient souvent pas compte du besoin d'une gardienne en raison d'autres problèmes financiers plus urgents. Les enfants doivent suivre le parent dans la ferme. Le revenu supplémentaire pour les femmes au foyer, dont j'ai déjà parlé, aiderait beaucoup ces familles. Si l'un des conjoints devait travailler à l'extérieur, les sommes versées pour la garderie pourraient servir à engager une gardienne afin que l'agriculteur puisse travailler sans se soucier de la sécurité des enfants.

Il existe peu de garderies dans les régions rurales. Le parcours de grandes distances coûte trop cher et la majorité

[Text]

away from the home depend on independent babysitters for their children. If universal, government-subsidized day care were available, it would still not be practical in a rural area. In the long run, these areas would be paying for a service which would only be universally available in a city. At this rate, rural people would be carrying a tax burden from which they would receive no benefit. In my opinion, this would be quite unfair.

I would like to add to this the advantages to the government in supporting mothers who are at home, as well as those who do work. First of all, there would be fewer day care requirements. There would be a more stable future for our society. There would be fewer psychological problems with overworked, frustrated parents, those who are at home and those who are working. There would be less unemployment because some of these people would be taken out of the workforce if they were allowed to stay at home. The education would teach proper care and improved knowledge of the child's needs by parents and possibly there would be a need for fewer social workers. It would help clear up some of the problems, such as abuse and child neglect, because then the mothers would have a pride in their career, which right now they do not have.

In attempting to reduce the problem of child care with day care, we are addressing the symptom and not the problem. The problem is poverty, marriage breakdowns and other social problems, and I think the solution is not totally day care. There are certainly other areas that have to be looked at.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much, Mrs. O'Neill. Mrs. Van Nooten, did you have something to add, or would you like to go into questions?

Mrs. Moira Van Nooten (Individual Presentation): I would like to add just a few words, Mr. Chairman. I am the mother of six children also. They range in age from 14 to 23 years. I am a full-time mother, but also a farm wife. Before I started my career as a mother, I was a teacher in Ontario high schools and elementary schools. I have also served as a foster mother. So I have been on both sides of the fence, as it were, in the question of the education and care of children.

I would like to ask the members of the task force, and anyone else who hears or reads my words, to consider for a moment what is the single most important requirement in the care of children. Actually, it is the only absolutely essential requirement in the care of young children. That essential, indispensable ingredient is love. We human beings, in the first years of our lives, cannot develop physically, emotionally, socially, or intellectually outside of a one-to-one relationship with a person who loves us, someone for whom we are special.

We closed all the orphanages because of the ghastly effects of trying to care for babies and children outside of that special relationship, and now we are moving back into it; not on a full-time basis, but when a child spends by far the largest majority of his waking hours in the care of a person who is indifferent to him, for whom he is not special, for whom he is simply one of a

[Translation]

des femmes qui travaillent à l'extérieur du foyer ont recours à des gardiennes indépendantes. S'il existait un service universel de garderie subventionné par l'État, ce ne serait pas très utile dans les régions rurales. À long terme, ces régions financeraient un service offert dans les villes seulement. Dans ce cas, les populations rurales porteraient un fardeau fiscal sans en tirer aucun avantage, ce qui à mon avis serait très injuste.

Je tiens à souligner les avantages dont bénéficierait le gouvernement s'il appuyait les mères au foyer ainsi que celles qui travaillent. Tout d'abord, il faudrait moins de garderies. Notre société aurait un avenir plus stable. Les parents surmenés et frustrés, à la maison ou qui travaillent à l'extérieur auraient moins de problèmes psychologiques. Le taux de chômage serait moins élevé parce que certaines personnes quitteraient le marché du travail si elles pouvaient rester à la maison. On enseignerait aux parents à bien s'occuper des enfants, on approfondirait leurs connaissances sur les besoins de l'enfant et il serait moins souvent nécessaire de faire appel à des travailleurs sociaux. On pourrait ainsi résoudre certains problèmes, dont celui des enfants maltraités et négligés, parce que les mères seraient fières de leur carrière, ce qui n'existe pas à l'heure actuelle.

Si nous cherchons particulièrement à résoudre le problème de la garde des enfants par les garderies, nous nous attaquons au symptôme et non au problème. Le problème est la pauvreté, la dissolution des mariages et d'autres problèmes sociaux et je crois que les garderies ne sont qu'une partie de la solution. D'autres aspects doivent aussi être étudiées.

Le président intérimaire (M. Nicholson): Merci beaucoup, madame O'Neill. Madame Van Nooten, désirez-vous faire quelques commentaires ou bien passer aux questions?

Mme Moira Van Nooten (exposé individuel): J'aimerais seulement ajouter quelques mots, monsieur le président. Je suis aussi mère de six enfants âgés de 14 à 23 ans. Je suis mère à plein temps mais aussi fermière. Avant d'entreprendre ma carrière de mère, j'enseignais dans des écoles primaires et secondaires en Ontario. J'ai aussi fait fonction de mère de famille d'accueil. J'ai donc connu les deux aspects de la question en ce qui concerne l'éducation et le soin des enfants.

J'aimerais demander aux membres du Groupe de travail et à toute personne qui assiste à mon exposé ou en lit le compte rendu de réfléchir pendant un moment à ce que les enfants exigent de plus important. En fait, il s'agit de la seule exigence indispensable aux jeunes enfants. Cet élément essentiel et indispensable, c'est l'amour. Les êtres humains, pendant les premières années de leur vie, ne peuvent se développer physiquement et sur le plan affectif, social ou intellectuel sans une relation étroite avec une personne qui les aime, une personne pour laquelle ils sont tout particulièrement chers.

Nous avons fermé tous les orphelinats en raison des horribles effets de cette relation particulière sur les bébés et les jeunes enfants et maintenant, nous y revenons, non de façon continue mais lorsqu'un enfant passe la majorité des heures de sa journée sous la garde d'une personne qui lui est indifférente, pour qui il ne compte pas puisqu'il fait simplement partie du

[Texte]

group of people she is assigned to care for, that child may as well be in an orphanage.

If we move towards government-sponsored day care, universally available, we are pushing people into using it. It is an inevitable thing. What the government should do if it is going to spend energy and money is to set up a situation that will encourage mothers to stay at home and care for their children, because there is no better place for a little child to be than with the person for whom they are so special, so beloved.

We are created from an act of love between two people who love each other. The child is made from the people who love each other. The love that pours out towards that child is something that cannot be taught in any kind of an early childhood education program. No matter how qualified a person is, they cannot turn on that love that parents naturally have for their children.

Certainly the care that Henrietta gives for her six magnificent children is unlicensed, unregulated. She is not qualified; she holds no diplomas, has had no courses at all. It is a terrible situation. And her children are magnificent. She is making a wonderful contribution to this country, and the government of this country is not helping her in any way.

So I urge you to do what you can to make it possible for mothers to stay at home with their children, both by providing financially for it and by encouraging educational institutions to train young girls to see the value of mothering, to enjoy mothering. It is the most supremely worth while and rewarding job there is. But unfortunately the message is not getting through and our children are suffering.

There is an awful lot I would like to say, but you do not have time. I am sure you are all tired. But there is a book that says it very well. It is called *Every Child's Birthright: In Defence of Mothering*. It is written by Selma Friedberg, who is a clinical psychiatrist and Professor of Child Psychoanalysis of the Department of Psychiatry at the University of Michigan. This book was written some years ago in the United States, but it applies very much. Government-sponsored child care is the main thrust of the book. I would dearly love to give a copy to everybody on the task force; unfortunately, being married to a Canadian farmer, I cannot afford it.

• 1810

I would part with this most precious book and give it to one if it could be shared, or perhaps even the government could afford to provide the members of the task force with the book. It is a very scholarly presentation of the needs of little children and the problem of providing them outside of the home in day care centres.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Mrs. Van Nooten, if you wanted to leave that book with us, it would be available for the members of the committee and then at the conclusion of our studies we would return that to you. Okay?

Mrs. Van Nooten: Thank you.

[Traduction]

groupe dont il faut s'occuper, cet enfant pourrait tout aussi bien se trouver dans un orphelinat.

Si nous favorisons les garderies universelles subventionnées par l'État, nous incitons les gens à y recourir inévitablement. Si le gouvernement tient à y consacrer énergie et argent, il devrait établir un programme qui encourage les mères à rester à la maison et à prendre soin de leurs enfants, parce qu'un jeune enfant est beaucoup mieux en compagnie de la personne pour laquelle il est si cher et bien aimé.

Nous sommes conçus par un acte d'amour entre deux personnes qui s'aiment. L'enfant est engendré par des personnes qui s'aiment. L'amour de cet enfant ne peut pas s'enseigner dans un programme d'éducation des petits. Quelle que soit la compétence d'une personne, elle ne peut prodiguer cet amour qu'ont naturellement les parents pour leurs enfants.

Les soins que donne Henrietta à ses six beaux enfants ne sont pas autorisés ou réglementés. Elle n'a aucun diplôme et n'a pas suivi de cours. N'est-ce pas terrible? Et, ses enfants sont superbes. Elle fait une magnifique contribution à ce pays et le gouvernement ne l'aide d'aucune façon.

Je vous exhorte donc de faire tout ce que vous pouvez pour que les mères puissent rester à la maison avec leurs enfants au moyen d'une aide financière et en encourageant les établissements d'enseignement à former des jeunes filles pour qu'elles se rendent compte de l'importance d'être mères et qu'elle y prennent plaisir. C'est le travail qui donne les plus grandes satisfactions. Malheureusement, il est difficile de faire comprendre le message et nos enfants souffrent.

J'aimerais m'étendre plus longuement mais le temps ne me le permet pas. Je suis certaine que vous êtes tous fatigués. Il existe toutefois un livre qui explique très bien la situation. Il est intitulé *Every Child's Birthright: in Defence of Mothering*. L'auteur est Selma Friedberg, psychiatre clinicien et professeur de psychanalyse de l'enfant au Département de psychiatrie de l'Université du Michigan. Ce livre a été publié il y a quelques années aux États-Unis mais je crois qu'il est très pertinent. Il porte principalement sur les garderies subventionnées par l'État. J'aimerais bien en donner un exemplaire à chaque membre du Groupe de travail mais, étant l'épouse d'un fermier canadien, je n'en ai malheureusement pas les moyens.

Je donnerais bien ce merveilleux livre à quiconque voudrait le partager, ou le gouvernement pourrait peut-être en acheter des exemplaires pour les membres du Comité spécial. On y trouve une analyse très détaillée des besoins des petits enfants et des problèmes que posent les garderies, par opposition au milieu familial.

Le président suppléant (M. Nicholson): Madame Van Nooten, nous aimerions beaucoup que vous nous laissiez ce livre, afin que les membres du Comité puissent en prendre connaissance. Bien sûr, nous vous le renverrons à la fin de nos travaux. Cela vous convient-il?

Mme Van Nooten: Parfaitement.

[Text]

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much for your thoughtfulness. Is there another comment?

Mrs. Van Nooten: No, that is sufficient.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): We have time for some quick questions. Mr. Cassidy.

Mr. Cassidy: I certainly appreciate the feelings that both of you have expressed, based as well on a great deal of experience in raising a dozen kids between you.

I want to make two comments. The first is that there was a group earlier representing who were arguing for choice; that is, that women should be able to make the choice whether they work and use child care services or whether they stay at home and spend some time with their kids. I think they made some very valid points.

I am uncomfortable with your suggestion. You were very strong, Mrs. Van Nooten, in suggesting that you cannot get love for children in an institutional setting. We have had a great variety of day care situations or child care situations, ranging from the relative down the street or the friend or neighbour a block away to the large day care centre that may have up to 120 kids, ranging to family day care provided on an informal or on a licensed basis. Just as it is hard to generalize and say that there is going generally to be love as one would like to see in every setting where a mother or a father is raising kids at home, so I think it is also hard to generalize and say that cannot occur and will not occur in an awful lot of the situations where staff or day care providers are providing the child care.

Mrs. Van Nooten: Oh yes, certainly there is love. I loved the students I taught when I was a teacher . . .

Mr. Cassidy: Sure.

Mrs. Van Nooten: —without a doubt, and I grew passionately to love the children I cared for as foster children. However, not in the case of the foster children but in the case of the children in the classroom situation, which is similar to day care, there is really no comparison between the kind of affection you have for youngsters you are teaching and the way you feel about your own children. I love children, and I love the kids I taught. I have taught as a supply teacher, and I have taught a year since I was married too. Just ask most parents: you go to a school play and you are looking at all the children but your eye constantly returns to your own child.

Mr. Cassidy: Of course, yes.

Mrs. Van Nooten: It just simply is the first one you look for and is the one you constantly refer to.

Mr. Cassidy: I think I would say, though, at least for the record, that in a classroom with 25 or—I hope not—maybe 35 or 40 kids it is much more difficult to have that kind of relationship, particularly if your classes are recycling so you teach 150 kids during the course of a week as opposed to

[Translation]

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie beaucoup. Avez-vous autre chose à ajouter?

Mme Van Nooten: Non, rien pour l'instant.

Le président suppléant (M. Nicholson): Nous avons suffisamment de temps pour quelques questions. Monsieur Cassidy.

M. Cassidy: Je comprends bien vos réactions individuelles, fondées sur toute l'expérience que vous avez acquise en élevant une douzaine d'enfants à vous deux.

Je voudrais toutefois faire deux commentaires. Le premier concerne les déclarations des témoins, qui avant vous ont simplement réclamé que l'on offre le choix aux familles. Autrement dit, ils veulent que les femmes aient la possibilité de choisir entre travailler à l'extérieur en utilisant des garderies, et rester à la maison pour s'occuper elles-mêmes de leurs enfants. À mon avis, ces témoins ont présenté des arguments très valables.

Par contre, votre recommandation me met un peu mal à l'aise. Vous avez en effet déclaré avec vigueur, Madame Van Nooten, que les enfants ne peuvent pas être traités avec amour dans un contexte institutionnalisé. Cependant, nous avons entendu des témoins nous parler de toutes sortes de systèmes de garde d'enfants, allant des services assurés par un parent ou un ami, jusqu'à ceux d'une grande garderie pouvant accueillir jusqu'à 120 enfants. Nous avons entendu parler de services autorisés et réglementés, et de services complètement informels. Tout cela m'amène à dire qu'il est impossible de généraliser, comme vous l'avez fait. Vous ne pouvez affirmer que chaque enfant gardé à la maison sera d'office traité avec amour par ses parents, et vous ne pouvez pas ignorer qu'il existe un très grand nombre de garderies dont le personnel assure des soins très satisfaisants.

Mme Van Nooten: Je ne dis pas qu'il n'y a pas d'amour. Moi-même, lorsque j'étais enseignante, j'aimais les élèves . . .

M. Cassidy: Je n'en doute pas.

Mme Van Nooten: . . . et j'ai aimé profondément les enfants dont je m'en suis occupé plus tard. Toutefois, et je ne parle pas ici des enfants placés en foyer nourricier, mais des enfants à l'école, c'est-à-dire placés dans une garderie d'enfants, il n'y a aucune comparaison entre le genre d'affection que l'on ressent à l'égard de ses propres enfants et à l'égard de ceux des autres. J'aime tous les enfants, et j'ai aimé tous les enfants qui ont été mes élèves, puisque j'ai enseigné dans des contextes différents. Cependant, et beaucoup de parents pourront vous le confirmer, si vous allez voir un spectacle monté par les enfants d'une école, vous constaterez que le regard des parents retourne sans cesse vers leur propre enfant.

M. Cassidy: Bien sûr.

Mme Van Nooten: On est donc manifestement beaucoup plus intéressé par son propre enfant.

M. Cassidy: Je dois cependant dire qu'il est beaucoup plus difficile d'avoir ce genre de rapports dans une classe de 25 enfants ou, Dieu nous en préserve, de 35 ou 40, surtout si l'on doit s'occuper de plusieurs classes pendant la même semaine, que si l'on est en contact permanent avec une demi-douzaine

[Texte]

having constant contact with maybe half a dozen or so, because the ratios probably provide for about six or seven children per staff person in organized child care.

It is just like asking if your situation is bad because you can only provide one-sixth of the attention per child to someone who is at home and only has one child. The answer is that kids adapt to a number of different situations. I think you both feel that you are doing a good job in raising your kids although you have relatively large families by today's standards.

The other point I wanted to make was just that I think your point about the difficulty in providing child care in a rural setting is well taken. I am not experienced enough to know what kinds of responses there should be to that. One response might be that in certain cases farm kids may in fact benefit and farm parents, particularly farm wives, may benefit from having child care, distant by force of necessity, but having it available perhaps one or two days every fortnight or every week. This would provide some respite for the parent, an opportunity to get on with some farm chores that may have to be done, and at the same time some peer contact for children who may be somewhat isolated because they are half a mile or so from the nearest farm where there are other kids.

• 1815

Mrs. Van Nooten: That certainly would be valuable. It would be valuable for the children, as you say, for the peer contact. But it just is that the time when you need to work is very unpredictable. The past week we have just had of magnificent weather, there have been farmers and their wives on the fields for 12 to 16 hours a day. You simply need the help for the children's sake, for the sake of their safety, at times that you cannot predict at all.

Mr. Cassidy: Yes, yes.

Mrs. O'Neill: One thing about farming, the problem is the lack of income. That is the problem as I see it, because I could hire a student through the summer months to help out, either a boy to help on the farm or a girl to help with the children. But the average farmer cannot afford it. It is the last thing they look at. It does not seem to be that important because the children, well they sort of get along. It is not until there is an accident, something happens, that you realize you should have been providing some extra care for these children. Otherwise they are with you constantly. And you are doing the work. As a mother, working on the farm, I did a lot of the work out in the fields and there were so many times they were with me, the worry is just terrible. But there was nothing I could do. The income was not there.

Mr. Cassidy: I am glad you have put these points on the record, because I think they are very well taken.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. Mr. White, do you have any comments?

Mr. White: Yes, thank you, Mr. Chairman. I have a couple of comments. First of all, I agree wholeheartedly that the ideal situation is to have the kids at home with one or both parents.

[Traduction]

d'enfants, puisque c'est le chiffre généralement autorisé dans les garderies.

C'est comme si vous disiez que l'employé d'une garderie ne peut accorder à chaque enfant que le sixième de l'attention qui lui serait accordée à la maison. Il faut cependant reconnaître que les enfants peuvent s'adapter à toutes sortes de situations. Vous êtes toutes les deux convaincues que vous faites du bon travail avec vos propres enfants, même si vous avez des familles relativement importantes par rapport à la moyenne contemporaine.

Je voudrais aussi revenir sur vos déclarations au sujet de la difficulté de fournir des services de garde d'enfants dans les régions rurales. Je trouve cette remarque tout à fait pertinente, mais je n'ai pas suffisamment d'expérience dans ce domaine pour y proposer des solutions. Peut-être que certains enfants de régions rurales, ou certaines mères de famille vivant dans des exploitations agricoles, trouveraient utile d'avoir accès à des services de garde un ou deux jours par quinzaine ou par semaine. Bien sûr, ces services seraient assurés loin de la ferme, mais ils pourraient au moins donner un certain répit aux parents au moment des travaux agricoles, tout en donnant en même temps aux enfants la possibilité d'avoir des contacts avec d'autres enfants.

Mme Van Nooten: Ces contacts seraient certainement très utiles pour les enfants. L'ennui c'est qu'on peut difficilement prévoir, à quel moment certains travaux de la ferme devront être effectués. Lorsque le temps est excellent, les agriculteurs peuvent se trouver dans les champs avec leur conjoint pendant 12 ou 16 heures par jour, et c'est alors qu'ils ont besoin de faire garder leurs enfants. Il est très difficile de le prévoir.

M. Cassidy: Certes.

Mme O'Neill: Le problème qui se pose dans le secteur agricole est l'insuffisance des revenus. En ce qui me concerne, je pourrais fort bien engager un étudiant pendant l'été pour aider aux travaux agricoles, ou une étudiante pour s'occuper des enfants, mais pour l'agriculteur c'est un luxe qui dépasse ses moyens. En fait, cela ne lui paraît généralement pas très important puisque les enfants réussissent toujours à se débrouiller. Cependant quand survient un accident on réalise qu'il aurait été sage de mieux s'occuper des enfants. Sinon, ils nous accompagnent partout, et ils participent même aux travaux des champs. Il m'est moi-même arrivé de rester longtemps dans les champs et de m'inquiéter terriblement pour mes enfants. Mais je ne pouvais rien y faire, je n'avais pas suffisamment d'argent.

M. Cassidy: Je vous remercie de ces précisions, qui me paraissent tout à fait pertinentes.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Monsieur White, avez-vous des commentaires?

M. White: Oui, monsieur le président. D'abord, je suis tout à fait d'accord lorsqu'on dit que la situation idéale est que les enfants restent à la maison avec un parent, ou avec les deux.

[Text]

But I also believe that the best possible alternative is quality child care, either when a parent chooses to work outside the home or, because of financial conditions, must do so.

The second point I would like to make is the rural versus the urban situation. I know exactly what you mean. I represent a totally rural riding on the Prairies where we do not have a town with over 9,000 people. Most of my constituents are farmers or are from towns of under 500 people, and I know exactly what you mean. And it applies to other areas expecting or getting government funding besides child care, and I think that is something this committee will have to address. I think you hit the nail right on the head when you said when we talk of universal day care are we talking about universal day care in the cities? In rural Canada we pay taxes like anybody else, and we benefit from a lot fewer programs than people in the cities do. I think that is a very important point and I thank you for bringing it up. I mentioned it to a group earlier when we talked about rural versus urban, and I am very happy to see you address it the way you did in your submission today.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I would just put a comment in. I know we are running late. I sort of identify a little bit with your situation. I was the oldest of six children myself. I had to comment, Mrs. O'Neill, when you said that you should have pride. I think you do have pride. And I know my own mother has raised six children and she has enormous pride in what she was doing. Your points are very well taken about being fair to mothers who do want to stay home with their children, because if we run fair to those people, we would probably be unfair to all the mothers that raised those of us who are on this committee. So I think that is the test that we have before us, to be fair to everyone.

I know it took a lot for you to speak. I could tell the emotion you had pent up in you when you said that, and Mrs. Van Nooten as well. But we very much appreciate you taking the time to be with us this afternoon. Thank you.

The meeting stands adjourned to the call of the Chair.

[Translation]

Cependant, si cela n'est pas possible, soit parce que l'un des parents a choisi de travailler à l'extérieur, soit parce que la situation financière du couple l'exige, je crois que la meilleur solution consiste à offrir des services de garde de qualité.

J'aimerais en outre revenir sur la distinction qu'il convient de faire entre le milieu rural et le milieu urbain. Je comprends parfaitement ce que vous dites à ce sujet, puisque je représente une circonscription rurale des Prairies qui ne compte pas une seule ville de plus de 9,000 habitants. La plupart des résidents de ma circonscription sont des agriculteurs ou viennent de localités de moins de 500 personnes. D'ailleurs, ce que vous avez dit à ce sujet peut aussi s'appliquer à d'autres secteurs qui ont besoin de l'aide de l'État, pas seulement la garde des enfants, et c'est une chose dont notre Comité devra s'occuper. Vous aviez parfaitement raison de demander si les services universels de garde d'enfants que beaucoup réclament seront véritablement universels ou au contraire réservés aux villes. Les ruraux payent autant d'impôts que les autres, mais ils reçoivent beaucoup moins de services que les citoyens. C'est essentiel, et je vous remercie de l'avoir formulé. J'ai été très heureux que vous en parliez.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je voudrais ajouter une précision, même s'il nous reste très peu de temps. Je comprends un peu votre situation, puisque j'étais moi-même l'aîné de six enfants. Vous avez dit, madame O'Neil, que nous devrions avoir une certaine fierté, et je ne doute pas que vous en ayez. Je sais que ma propre mère était très fière d'avoir élevé six enfants. Vous aviez tout à fait raison de souligner qu'il faut être juste à l'égard des mères qui souhaitent rester chez elles pour s'occuper de leurs enfants, parce que la plupart d'entre nous avons sans doute été élevés de cette manière. À mon sens, l'objectif essentiel est précisément d'être juste à l'égard de tout le monde.

Je sais qu'il vous a fallu beaucoup de courage pour venir témoigner devant notre Comité, et j'étais parfaitement conscient de votre émotion au moment où vous faisiez ces déclarations. Je vous remercie donc beaucoup d'être venues témoigner.

La séance est levée.

From the Children's Centre:

Margarite Keeley, President;
Eleonore Benesch, Director.

From the Village Children's Centre:

Diane Thomson, Past President;
Janice Georgy, Coordinator and Private Daycare Program;

Janice Tough;
Elsie Boudreau.

From the Early Childhood Educators:

Carolyn Eves, Head Teacher.

From the Child Care Providers Association:

Lee Dunster.
Henrietta O'Neill.
Moir Van Nooten.

Du The Children's Centre:

Margarite Keeley, présidente;
Eleonore Benesch, directrice.

Du Village Children's Centre:

Diane Thomson, ancienne présidente;
Janice Georgy, coordinatrice et Programme particulier de
garderie;
Janice Tough
Elsie Boudreau.

De The Early Childhood Educators:

Carolyn Eves, enseignante principale.

De la Child Care Providers Association:

Lee Dunster.
Henrietta O'Neill.
Moir Van Nooten.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

Anne Bird, Private Daycare Consultant.

Anne Bird, spécialiste particulière de garderie.

From the Association for Early Childhood Education of Ontario: *De l'Association d'éducation des petits de l'Ontario:*

Katherine Yach, Ottawa Valley Branch.

Katherine Yach, succursale de la vallée de l'Outaouais.

From the Ottawa Committee for Headstart:

Du Ottawa Committee for Headstart:

Diane Blenkiron, Chairperson;

Diane Blenkiron, présidente;

Brenda Fick, Director of Heron Road Childcare.

Brenda Fick, directrice de la *Heron Road Childcare*.

From the Choice in Child Care Committee:

Du The Choice in Childcare Committee:

Margaret Mitchell, Member;

Margaret Mitchell, membre;

Bonnie Mitchell, Member;

Bonnie Mitchell, membre;

Judith Low, Member;

Judith Low, membre;

Robin Mader, Member;

Robin Mader, membre;

Suzanne Friedlander, Member.

Suzanne Friedlander, membre.

From the Queensway-Carleton Hospital:

De l'hôpital Queensway-Carleton:

Dr. Kati Morrison, Staff Psychiatrist.

Docteur Kati Morrison, psychiatre du personnel.

Charlotte Birchard, Grandmother.

Charlotte Birchard, grand-mère.

Suzanne Delorme.

Suzanne Delorme.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 23

London, Ontario
Monday, May 5, 1986

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 23

London, (Ontario)
Le lundi 5 mai 1986

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Ross Belsher
Suzanne Duplessis
Steven W. Langdon

Rob Nicholson
Lucie Pépin

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(4)

On Friday, May 2, 1986:

Ross Belsher replaced Brian White.

On Monday, May 5, 1986:

Steven W. Langdon replaced Michael Cassidy.

Conformément à l'article 94(4) du Règlement

Le vendredi 2 mai 1986:

Ross Belsher remplace Brian White.

Le lundi 5 mai 1986:

Steven W. Langdon remplace Michael Cassidy.

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, MAY 5, 1986
(53)

[Text]

The Special Committee on Child Care met in London, Ontario at 9:24 o'clock a.m., this day, the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Steven Langdon and Lucie Pépin.

Other Members present: Terry Clifford, Sid Fraleigh and Jim Jepson.

In attendance: Gordon Cleveland, Researcher.

Witnesses: From the Wingham Children's Centre and Nursery School: Patricia Bailey and Jane Lane, Supervisor. *From the Wellington Rural Child Care Network:* Rebecca Sugarman, Co-ordinator. *From the Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare:* Shelley Brown and Bonnie Kimber. *From the Canadian Second Partners for Action:* Ken Lilley, Chairman and June Flanagan, President. Rosemary Beer. *From the Wyoming Christian Reform Couples Club:* Betty Hordyk, Lucy Holman, Diana Conine, Joyce Brush.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1*).

Patricia Bailey from the Wingham Children's Centre and Nursery School made a statement and with Jane Lane answered questions.

Rebecca Sugarman from the Wellington Rural Child Care Network made a statement and answered questions.

The witnesses from the Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare presented a video and answered questions.

June Flanagan and Ken Lilley from the Canadian Second Partners for Action made a statement and answered questions.

At 11:00 o'clock a.m. the sitting was suspended.

At 11:25 o'clock a.m. the sitting resumed.

Rosemary Beer made a statement and answered questions.

Betty Hordyk from the Wyoming Christian Reform Couples Club made a statement and answered questions.

Lucy Holman made a statement and answered questions.

Diana Conine and Joyce Brush made a statement.

At 12:52 o'clock p.m., the Committee adjourned until 1:45 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING
(54)

The Special Committee on Child Care met in London, Ontario at 2:00 o'clock p.m., the Vice-Chairperson, Leo Duguay, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Leo Duguay, Steven Langdon and Lucie Pépin.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 5 MAI 1986
(53)

[Traduction]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à London, en Ontario, aujourd'hui à 9 h 24, sous la présidence de Leo Duguay, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Steven Langdon, Lucie Pépin.

Autres députés présents: Terry Clifford, Sid Fraleigh, Jim Jepson.

Aussi présent: Gordon Cleveland, chargé de recherche.

Témoins: De la Wingham Children's Centre and Nursery School: Patricia Bailey et Jane Lane, superviseur. *Du Wellington Rural Child Care Network:* Rebecca Sugarman, coordinatrice. *De la Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare:* Skelley Brown et Bonnie Kimber. *Des Canadian Second Partners for Action:* Ken Lilley, président; June Flanagan, présidente. Rosemary Beer. *Du Wyoming Christian Reform Couples Club:* Betty Hordyk, Lucy Holman, Diana Conine, Joyce Brush.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Patricia Bailey, de la *Wingham Children's Centre and Nursery School*, fait une déclaration, puis elle-même et Jane Lane répondent aux questions.

Rebecca Sugarman, du *Wellington Rural Child Care Network*, fait une déclaration et répond aux questions.

Les témoins de la *Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare* passent une bande magnétoscopique et répondent aux questions.

June Flanagan et Ken Lilley, des *Second Partners for Action*, font une déclaration et répondent aux questions.

A 11 heures, le Comité interrompt les travaux.

A 11 h 25, le Comité reprend les questions.

Rosemary Beer fait une déclaration et répond aux questions.

Betty Hordyk, du *Wyoming Christian Reform Couples Club*, fait une déclaration et répond aux questions.

Lucy Holman fait une déclaration et répond aux questions.

Diana Conine et Joyce Brush font une déclaration.

A 12 h 52, le Comité interrompt les travaux pour reprendre cet après-midi, à 13 h 45.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
(54)

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à London, en Ontario, aujourd'hui à 14 heures, sous la présidence de Leo Duguay, (*vice-président*).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Leo Duguay, Steven Langdon, Lucie Pépin.

Other member present: Sid Fraleigh.

In attendance: Gordon Cleveland, Researcher.

Witnesses: From the University of Guelph: Dr. Kathleen Brophy, Professor-in-Charge, Department of Family Studies and Professor Barb Stuart, Head Teacher, Family Studies Laboratory Schools. *From Providers and Children Together:* Mary Ann Wasilka, President and Delinah Da Silva, Secretary. *From the Waterloo Region Social Resources Council:* Douglas J. Jackson, Executive Director and Joanne Bilton, Senior Planner. Roy Anderson. *From Early Childhood Educators:* Margaret Hoff and Michael Goodmurphy, Coordinator of the Early Childhood Program of Fanshawe College. *From the New Democratic Women's Caucus—Windsor:* Janet L. Greene-Potomski. *From Kids Connection:* Marlene Haywood. *From Women Today:* Debbie Selkirk, President and Fran McQuail, Past President. *From London Life Insurance Company:* David A. Bratton. *From the Guelph-Wellington Child Care Concerns Group:* Jan Kaufman. Janet Davis.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1.*)

Kathleen Brophy and Barb Stuart from the University of Guelph, Department of Family Studies made a statement and answered questions.

Mary Ann Wasilka and Delinah Da Silva from Providers and Children Together made a statement and answered questions.

Douglas J. Jackson and Joanne Bilton from the Waterloo Region Social Resources Council made a statement and answered questions.

Roy Anderson made a statement and answered questions.

Margaret Hoff and Michael Goodmurphy from the Early Childhood Educators made a statement and answered questions.

Janet L. Greene-Potomski from the New Democratic Party Women's Caucus—Windsor made a statement and answered questions.

Marlene Haywood from Kids Connection made a statement and answered questions.

Debbie Selkirk and Fran McQuail from Women Today made a statement and answered questions.

David A. Bratton from London Life Insurance Company made a statement and answered questions.

Jan Kaufman from the Guelph-Wellington Child Care Concerns Group presented a video and made a statement.

Janet Davis made a statement and answered questions.

Autre député présent: Sid Fraleigh.

Aussi présent: Gordon Cleveland, chargé de recherche.

Témoins: De l'Université de Guelph: Kathleen Brophy, professeur titulaire, département des études familiales; Barb Stuart, professeur en chef, études familiales—Laboratoires en milieu scolaire. *De Providers and Children Together:* Mary Ann Wasilka, présidente; Delinah Da Silva, secrétaire. *Du Waterloo Region Social Resources Council:* Douglas J. Jackson, directeur exécutif; Joanne Bilton, planificatrice principale. Roy Anderson. *Des Early Childhood Educators:* Margaret Hoff; Michael Goodmurphy, coordinateur du *Early Childhood Program of Fanshawe College*. *Du New Democratic Women's Caucus—Windsor:* Janet L. Greene-Potomski. *De la Kids Connection:* Marlene Haywood. *De Women Today:* Debbie Selkirk, présidente; Fran McQuail, ancienne présidente. *De la London, compagnie d'assurance sur la vie:* David A. Bratton. *Du Guelph-Wellington Child Care Concerns Group:* Jan Kaufman. Janet Davis.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 12 décembre 1985, fascicule n° 1*).

Kathleen Brophy et Barb Stuart, de l'Université de Guelph, département des études familiales, font une déclaration et répondent aux questions.

Mary Ann Wasilka et Delinah Da Silva, de *Providers and Children Together*, font une déclaration et répondent aux questions.

Douglas J. Jackson et Joanne Bilton, du *Waterloo Region Social Resources Council*, font une déclaration et répondent aux questions.

Roy Anderson fait une déclaration et répond aux questions.

Margaret Hoff et Michael Goodmurphy, des *Early Childhood Educators*, font une déclaration et répondent aux questions.

Janet L. Greene-Potomski, du *New Democratic Party Women's Caucus—Windsor*, fait une déclaration et répond aux questions.

Marlene Haywood, de la *Kids Connection*, fait une déclaration et répond aux questions.

Debbie Selkirk et Fran McQuail, de *Women Today*, font une déclaration et répondent aux questions.

David A. Bratton, de la *London, compagnie d'assurance sur la vie*, fait une déclaration et répond aux questions.

Jan Kaufman, du *Guelph-Wellington Child Care Concerns Group*, passe une bande magnétoscopique et fait une déclaration.

Janet Davis fait une déclaration et répond aux questions.

At 5:52 o'clock p.m., the Committee adjourned until A 17 h 52, le Comité s'ajourne jusqu'à demain matin.
tomorrow morning.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Monday, May 5, 1986

• 0900

The Vice-Chairman: Ladies and gentlemen, on behalf of our committee, I want to say how pleased we are to be in London, Ontario, and to get a chance to hear the concerns of Ontario parents and the community about child care.

Our first presentation this morning is from the Town of Wingham: Patricia Bailey, Jane Lane and Jack Kopas, Mayor. Welcome to our committee.

His Worship Mayor Jack Kopas (Town of Wingham): Thank you.

Ms Jane Lane (Supervisor, Wingham Children's Centre and Nursery School): Honourable chairman and members of the task force, I thank you for the opportunity of appearing before you on behalf of the Wingham Children's Centre and Nursery School.

In Wingham, we are very fortunate in having a beautifully new, well-equipped day care centre and nursery school which was 100% funded by the provincial government in January of 1977. These two centres provide two different services to the Town of Wingham and surrounding areas. The Town of Wingham has been receiving indirect subsidy from the provincial government for the past 12 years, 50% federally funded, 30% provincially funded and 20% municipally funded. The parents of the children pay a fee of approximately \$12 per day.

When the Children's Centre received notice that the indirect subsidy would be eliminated by 1985, but was then extended due to pressure put on the government to 1986, a grave concern was very evident. The indirect subsidy would be continued only to those in need—social service recipients. We have never had many families who qualify nor could we foresee families qualifying for subsidy in the future. A per diem rate of \$21 per day would not be feasible for the middle-income families we are serving. Two wages would be approximately \$25,000 and that would be over the limit for subsidy. At \$21 per day, the woman's salary of approximately \$160 per week would be all gone in child care.

First, no subsidized children . . . Second, no middle-income families, unaffordable . . . Third, no children from affordable families, as they already have someone to care for their children in the home.

Our centre is full and the need is there, affordability being the main issue. The provincial government explained that the federal government was entirely to blame and their hands were tied. They could do nothing about this. We asked Hon. John Sweeney if perhaps the province would continue the 30% funding. As of yet, there is no answer to this question.

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le lundi 5 mai 1986

Le vice-président: Mesdames et messieurs, je tiens à dire, au nom du Comité, que c'est avec un grand plaisir que nous sommes ici, à London, pour entendre le point de vue des parents et des citoyens de l'Ontario au sujet des services de garderie.

Nous commencerons par entendre, ce matin, un groupe de la municipalité de Wingham: Patricia Bailey, Jane Lane et le maire, Jack Kopas. Nous vous souhaitons la bienvenue.

Son honneur le maire Jack Kopas (municipalité de Wingham): Merci.

Jane Lane (surveillante, Centre de la petite enfance et prématernelle de Wingham): Monsieur le président, je tiens à vous remercier, ainsi que les membres du groupe d'étude, de m'avoir permis de comparaître devant vous au nom du Centre de la petite enfance et prématernelle de Wingham.

A Wingham, nous avons la chance d'avoir une garderie et une prématernelle modernes et bien équipées, financées à 100 p. 100 par le gouvernement provincial depuis janvier 1977. Ces deux centres assurent deux services différents à la municipalité de Wingham et aux régions avoisinantes. Wingham reçoit, depuis 12 ans, des subventions indirectes financées à 50 p. 100 par le gouvernement fédéral, à 30 p. 100 par la province et à 20 p. 100 par la municipalité. Les parents des enfants paient des frais d'une douzaine de dollars par jour.

La garderie a été avisée qu'elle n'aurait plus droit aux subventions indirectes à compter de 1985, mais, cédant aux pressions, le gouvernement les a prolongées jusqu'en 1986. Cette décision a causé de vives inquiétudes. Seuls les parents dans le besoin, les assistés sociaux, continueront à bénéficier de la subvention indirecte. Nous n'avons jamais eu beaucoup de familles répondant à ces critères et nous ne pensons pas qu'elles soient plus nombreuses à l'avenir. Nous ne pouvons pas exiger un tarif de 21\$ par jour des familles à moyen revenu qui sont nos clients. Deux salaires représentent environ 25,000\$, ce qui dépasse le plafond prévu pour la subvention. À 21\$ par jour, une mère de famille qui gagne environ 160\$ par semaine va consacrer tout son salaire aux frais de garderie.

Premièrement, il n'y a pas d'enfants subventionnés . . . Deuxièmement, il n'y a pas de familles à moyen revenu qui ont les moyens de payer . . . Troisièmement, il n'y a pas d'enfants de familles aisées, car ils ont déjà quelqu'un pour prendre soin d'eux à domicile.

Notre garderie fonctionne à pleine capacité, elle répond à un besoin bien réel, et c'est donc la question des tarifs qui pose un gros problème. Le gouvernement provincial nous a dit que tout était de la faute du gouvernement fédéral et qu'il ne pouvait rien y faire. Nous avons demandé à l'honorable John Sweeney si la province ne pouvait pas continuer à financer la garderie à 30 p. 100. Nous n'avons pas encore obtenu de réponse.

[Texte]

Our centre is typical of every centre throughout rural Ontario—Walkerton, Listowel, Mt. Forest, Elmira, Tuckersmith, St. Mary's. We all face the same problem. At a time in rural Ontario with more farm women working due to necessity, we are facing the possibility of closure of the few centres we have. In all of Huron County only two children's centres exist—Wingham and Tuckersmith. When Stratford raised their fees to \$13, they had to close a new centre which was only one year old.

The previous Minister of Agriculture and Food, Hon. Dennis Timbrell, commissioned a report on rural women in Ontario, which I brought to leave with you. The third highest priority stated was child care.

Society has changed and there is not the extended family support system that was available to young families years ago. For example, my daughter is working in Calgary, Alberta, with no family close by. The job situation necessitates families moving to where the jobs are.

Children in rural communities are isolated due to the fact that farms are larger and there are not the neighbourhood children next door to play with. This is why our nursery school program is so important. These children from the town and the farm community integrate in a two and a half hour program with other children, learning to socialize with each other. Huron County has acreage purchased by foreign ownership which makes another reason for isolation of the farm children.

We have latchkey children in rural Ontario, which frightens me, as many farm families have reverted to wood stoves because of the high cost of oil. Children at home alone until the parents arrive home from work?

The Wingham Children's Centre is open early in the morning to accommodate the factory mother and the part-time nursing staff at our local hospital.

• 0905

Most women work out of necessity to provide for their families. The strain of leaving the small child is bad enough, without the extra burden of uncertainty as to whether their child is being well cared for. Small children cannot tell you if they are being mistreated. As a society, we must protect our children, the greatest asset this nation has. The right to choose quality care must not be taken from the rural community.

In rural Ontario, we cannot jump on a bus to visit the Ontario Science Centre, Ontario Place, McLaughlin Planetarium, the Art Gallery or the Ontario Museum. Now the governments, federal and provincial, want to take our children's centre away. In a small town of less than 3,000 population, the tax burden to maintain the centre when funding is withdrawn would be impossible. We have a sound

[Traduction]

Notre centre se trouve dans la même situation que toutes les garderies des localités rurales de l'Ontario comme Walkerton, Listowel, Mt. Forest, Elmira, Tuckersmith et St. Mary's. Nous avons tous le même problème. Alors que les fermières sont plus nombreuses à devoir travailler, les quelques garderies que nous avons risquent de fermer leurs portes. Il y a seulement deux garderies dans tout le comté de Huron, celle de Wingham et celle de Tuckersmith. Quand le centre de Stratford, qui n'avait qu'une année d'existence, a relevé ses tarifs à 13\$, il a été obligé de fermer.

L'ancien ministre de l'Agriculture, Dennis Timbrell, a fait faire un rapport, que je vous ai communiqué, sur les paysannes de l'Ontario. Les services de garderie arrivaient troisième en tête de liste des priorités.

La société a évolué et les jeunes parents n'ont plus leur famille pour les aider, comme dans le temps. Par exemple, ma fille travaille à Calgary, loin des autres membres de la famille. La situation de l'emploi étant ce qu'elle est, les gens doivent aller s'installer là où il y a des emplois.

Les enfants des localités rurales sont isolés du fait que les exploitations agricoles sont vastes et qu'ils n'ont pas, à la porte à côté, des petits voisins avec qui ils peuvent jouer. C'est pourquoi notre programme de prématernelle est tellement important. Les enfants des citadins et des cultivateurs font, ensemble, l'expérience des contacts sociaux dans le cadre d'un programme d'une durée de deux heures et demie. Dans le comté de Huron, certaines terres ont été achetées par des étrangers, ce qui contribue également à isoler les enfants de cultivateurs.

Dans les localités rurales de l'Ontario, nous avons des enfants qui ne trouvent personne à la maison lorsqu'ils rentrent de l'école, ce qui me fait très peur, car de nombreuses familles des agriculteurs sont revenues au poêle à bois à cause du prix élevé du mazout. Est-ce normal que des enfants restent seuls chez eux jusqu'à ce que leurs parents rentrent du travail?

La garderie de Wingham est ouverte de bonne heure le matin pour répondre aux besoins des mères qui travaillent à l'usine et du personnel infirmier à temps partiel qui est employé à l'hôpital local.

La plupart des femmes travaillent parce qu'elles y sont obligées. Il est déjà dur de laisser un jeune enfant, mais ce l'est encore plus quand on n'a pas la certitude que l'enfant sera bien soigné. Les jeunes enfants ne peuvent pas vous dire s'ils sont maltraités. La société a le devoir de les protéger car nos enfants constituent notre principale richesse. Les ruraux ont droit à des services de qualité pour leurs enfants et il ne faut pas les en priver de ce droit.

Les habitants des régions rurales de l'Ontario ne peuvent pas prendre l'autobus pour aller visiter le Centre des sciences de l'Ontario, Ontario Place, le Planétarium McLaughlin, le Musée des beaux-arts ou le Musée de l'Ontario. Voilà que les pouvoirs publics, fédéraux et provinciaux, veulent nous enlever notre garderie. Une petite ville de moins de 3,000 habitants n'aurait pas les moyens de financer une garderie au moyen de

[Text]

industrial base but we could not expect an aging citizenry to pay this extra cost.

Increasing farm-related accidents involving the small child have risen dramatically in the past decade due to automation in the farm community.

It would not be feasible to have work-related day care in small communities, as the children are spread out from factory to farm. Therefore the employer would not have enough working mothers to implement this program.

In our community, there is a great need for infant care, which we are unable to provide. I personally would not like to see pre-school children enrolled in school programs, as I feel they are too regimental. A child will spend many years in school. Also, what would the working mother or father do in the summer holidays for two and a half months with the small children?

In my estimation, it should be the responsibility of the parents—fees within reason—the federal government and the provincial government and the municipality, with the local municipality ensuring the community of a quality, safe environment for the small pre-school children in its care.

A country that can be so generous with other nations surely should ensure the safe, quality environment for our future—our children.

I have also brought many briefs and presentations that were given to the Ontario government, which I will leave here with this report *Women In Rural Life*. Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation. Mr. Belsher, did you have questions?

Mr. Belsher: Yes. Thank you very much. Good morning to the Wingham Nursery School Children's Centre, his Worship and ladies. Mrs. Bailey, are there a number of day care centres there, or are you talking about a single entity?

Ms Patricia Bailey (Wingham Children's Centre and Nursery School): There is one day care centre but we have two programs. We have a nursery school uptown, which is solely and entirely for children of the parents who are not working; this program is so the farm community can bring their children in to have socialization. It is a two and a half hour program. The building is on the main street.

On William Street, we have a brand-new centre that serves the working-class family and the Silver Circle Nursery School for the mentally handicapped. This centre is an integrated centre. But we do have the two buildings for the town and surrounding areas.

Mr. Belsher: How many spaces would be in these centres?

[Translation]

l'impôt foncier. Nous avons une bonne base industrielle, mais nous ne pouvons pas demander à une population vieillissante de payer ces frais supplémentaires.

Depuis une dizaine d'années, le nombre de jeunes enfants victimes d'accidents a énormément augmenté en raison de l'automatisation des exploitations agricoles.

Dans les petites localités, il serait impossible d'installer des garderies sur les lieux d'emploi étant donné que les mères travaillent aussi bien à l'usine qu'à la ferme. Les employeurs n'auraient pas suffisamment de clientèle pour créer des garderies.

La population locale a grand besoin de services de garderie pour les nourrissons, ce que nous ne pouvons lui fournir. Personnellement, je n'aimerais pas que les enfants d'âge préscolaire soient intégrés dans les programmes scolaires où ils seraient trop enrégimentés. Un enfant passe déjà suffisamment d'années sur les bancs de l'école. D'autre part, pendant l'été, les parents qui travaillent se retrouveraient pendant deux mois et demi sans personne pour garder leurs enfants.

A mon avis, c'est aux parents, qui doivent payer des frais raisonnables, au gouvernement fédéral, au gouvernement provincial et à la municipalité qu'il incombe d'assurer des services sûrs et de qualité pour les enfants d'âge préscolaire.

Un pays qui se montre tellement généreux envers les autres nations devrait certainement assurer des services sûrs et de qualité aux enfants qui représentent son avenir.

J'ai également apporté un grand nombre de mémoires et d'exposés présentés au gouvernement de l'Ontario. Je vais vous les laisser de même que ce rapport sur les paysannes: «*Women in Rural Life*». Je vous remercie.

Le vice-président: Merci beaucoup. Monsieur Belsher, avez-vous des questions à poser?

M. Belsher: Oui. Merci beaucoup. Je tiens à saluer monsieur le maire et les représentants du Centre de la petite enfance et prématernelle de Wingham. Madame Bailey, cela représente-t-il plusieurs garderies ou s'agit-il d'un seul et même établissement?

Mme Patricia Bailey (Centre de la petite enfance et prématernelle de Wingham): Il y a une seule garderie, mais nous avons deux programmes. Nous avons en ville une prématernelle destinée uniquement aux enfants des familles rurales dont la mère ne travaille pas; les parents peuvent y amener leurs enfants pour qu'ils y fassent l'apprentissage des contacts sociaux. Il s'agit d'un programme d'une durée de deux heures et demie. Les locaux se trouvent sur la grand-rue.

Rue William, nous avons un centre flambant neuf, qui dessert les familles de travailleurs, et la prématernelle *Silver Circle* pour les handicapés mentaux. Il s'agit d'un centre intégré. Il est néanmoins réparti dans deux établissements différents qui desservent l'ensemble de la ville et ses environs.

M. Belsher: Combien de places avez-vous dans ces centres?

[Texte]

Ms Bailey: We have 30 spaces in the children's centre for the working-class parents and 24 for the nursery school, which is 24 in the morning and 24 in the afternoon, five days a week.

Mr. Belsher: And what hours of operation?

Ms Bailey: The Wingham Children's Centre is open from 6.30 a.m. to 5.30 p.m.

Mr. Belsher: Will any of the children be there the whole time?

Ms Bailey: 6.30 a.m. to 4 p.m.

The Vice-Chairman: I wonder if I might pursue just one part of your presentation. You have been receiving an indirect subsidy from the provincial government for 12 years; that is, the day care centre has been.

Ms Bailey: Yes, and the nursery school.

The Vice-Chairman: And the nursery school. It is 50% federally funded. Is this under the Canada Assistance Plan?

Ms Bailey: Yes.

The Vice-Chairman: Another thing interested me because I read a lot about this. I am trying to determine why it is that the provincial government explained that the federal government was entirely to blame. What changes are they saying we made that cause us to accept the blame?

• 0910

Ms Bailey: Well, what happened is apparently the provincial government had been giving funding to the centre for 12 years, I guess not realizing that this funding should have only been given if we had children in need. So I guess perhaps the provincial government should take some of the blame for not telling the local municipality right from the start that this was only to be short term, but after 12 years it came as a great shock to us that this was not how it was to be.

The Vice-Chairman: I can appreciate that. It is a fascinating conclusion to say that when you misapply a regulation, the people who put the regulation in in the first place are the ones to blame, when you have misapplied it. It is an interesting conclusion.

Ms Bailey: Well, our Member of Parliament had stated, off the cuff, that he did not think the federal government would really be hard on the provincial government if they did continue to fund these centres. He felt they would not make a big issue out of it, but he could not assure us of that.

We are sort of in a very bad spot, because we do not have what you would call families in need, we do not have many single working mothers, and yet we feel that our needs are great, too, because of our rural situation and our parents need the safe environment of this children's centre, but then \$21 a day is not feasible for these working-class people.

The Vice-Chairman: Okay. Well, one of the things that we as a task force are going to have a look at is the whole question of the Canada Assistance Plan and its regulations, so perhaps

[Traduction]

Mme Bailey: Nous avons 30 places à la garderie pour les parents qui travaillent et la prématernelle peut accueillir 24 enfants le matin et 24 l'après-midi, cinq jours par semaine.

M. Belsher: Et quelles sont les heures d'ouverture?

Mme Bailey: La garderie de Wingham est ouverte de 6h30 à 17h30.

M. Belsher: Certains enfants y restent-ils toute la journée?

Mme Bailey: De 6h30 à 16 heures.

Le vice-président: Une chose m'intéresse particulièrement. Vous avez reçu une subvention indirecte du gouvernement provincial pendant 12 ans; du moins pour la garderie.

Mme Bailey: Oui, et aussi pour la prématernelle.

Le vice-président: Et la prématernelle. Cette subvention est financée à 50 p. 100 par le gouvernement fédéral. Est-ce dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada?

Mme Bailey: Oui.

Le vice-président: Une autre chose m'intéresse, car j'ai lu de nombreux articles à ce sujet. J'essaie d'établir pourquoi le gouvernement provincial a rejeté entièrement la faute sur le gouvernement fédéral. D'après lui, quels changements avons-nous apportés pour mériter ces reproches?

Mme Bailey: Apparemment, le gouvernement provincial a subventionné le centre pendant 12 ans, sans doute sans se rendre compte qu'il aurait dû nous accorder des subventions uniquement pour les enfants nécessiteux. Le gouvernement provincial aurait sans doute dû prévenir la municipalité, dès le départ, que ce financement prendrait fin rapidement, car au bout de 12 ans, c'est très dur à accepter.

Le vice-président: Je le comprends. Lorsqu'on applique un règlement de travers, je trouve bizarre qu'on rejette toute responsabilité sur ceux qui ont édicté le règlement en question. Voilà une curieuse façon de voir les choses.

Mme Bailey: Notre député a dit qu'à priori le gouvernement fédéral ne reprocherait pas vraiment au gouvernement provincial d'avoir continué à financer ces centres. À son avis, il ne fera pas trop d'histoires, mais il n'a pas pu nous le garantir.

Nous sommes très mal placés, car nous n'avons pas de familles nécessiteuses à proprement parler, nous n'avons pas beaucoup de mères célibataires qui travaillent et pourtant, nous avons de gros besoins parce que nous sommes en milieu rural et que les parents ont besoin de la sécurité que leur apporte notre centre. Néanmoins, ces travailleurs ne peuvent pas payer 21\$ par jour.

Le vice-président: D'accord. Notre groupe de travail va devoir se pencher sur le Régime d'assistance publique du Canada et la façon dont il est réglementé. Cette révision

[Text]

there will be a review which is of some value to you. Okay, that is my question. Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Could you give us the salary ranges of the workers in the centre?

Ms Bailey: Most of the workers, I think, would be under \$12,000 a year. Their wages are not that high, although the costs are still high in rural communities.

Mr. Belsher: I see.

Ms Bailey: The wages are very low, but we can live with that, as long as we do not lose our centre.

Mr. Belsher: Would this be a weekly rate or would this be an hourly rate that they are paid on? We are just trying to get the ranges . . .

Ms Bailey: Would it be all right for Mrs. Lane to answer?

Mr. Belsher: By all means.

Ms Lane: I would say we would have a range of salaries, but many of the mothers, if they are working say in a store on the main street, they would be earning \$5 or \$6 an hour, so that might be \$10,000 or \$12,000 a year.

Now the husband may still be employed and be bringing in an income, too. However, at \$21 a day . . . And many of the families have two children in the centre; if they have a four-year-old and a two-year-old, they are both in the centre, so we are talking \$42 a day.

Mr. Belsher: Right. I am more particularly concerned with the hourly rate of salary for the day care workers.

Ms Lane: The day care workers are \$6 an hour; \$5.50 an hour would be the average. The day care workers would be on a yearly salary of between \$12,000 and \$13,000 a year.

Mr. Belsher: And would all of the workers have had certificates in child care?

Ms Lane: All of the workers have their early childhood education diploma, either the two-year ECE diploma from a community college or the four-year degree from one of the universities.

Mr. Belsher: Okay.

The Vice-Chairman: Thank you, Mr. Belsher. Thank you very much for your presentation.

Ms Bailey: Thank you.

Ms Lane: Thank you.

The Vice-Chairman: We have the Wellington Rural Child Care Network, Rebecca Sugarman, co-ordinator. Good morning.

Ms Rebecca Sugarman (Co-ordinator, Wellington Rural Child Care Network): Thank you very much for inviting me here today. I welcome the opportunity to talk with you.

[Translation]

pourra peut-être vous être utile. Voilà pour ma question, Monsieur Belsher.

M. Belsher: Pourriez-vous nous donner une idée du salaire des employés?

Mme Bailey: Je dirais que la plupart des travailleurs gagnent moins de 12,000\$ par an. Leurs salaires ne sont pas très élevés, même si la vie n'est pas bon marché dans les localités rurales.

M. Belsher: Je vois.

Mme Bailey: Les salaires sont très faibles, mais nous pouvons nous en accommoder, dans la mesure où nous ne perdons pas notre centre.

M. Belsher: Les salaires sont-ils hebdomadaires ou horaires? Nous voulons seulement nous faire une idée générale . . .

Mme Bailey: M^{me} Lane peut-elle répondre à cette question?

M. Belsher: Certainement.

Mme Lane: Je dirais que les salaires diffèrent, mais la plupart des mères qui travaillent dans un magasin de la grand-rue, par exemple, touchent 5\$ ou 6\$ de l'heure, ce qui leur donne un salaire annuel de 10,000\$ à 12,000\$.

Le mari peut également avoir un emploi et ramener lui aussi un salaire à la maison. Néanmoins, à 21\$ par jour . . . Et un grand nombre de familles ont deux enfants au centre; si elles ont un enfant de quatre ans et un autre de deux ans, cela donne 42\$ par jour.

M. Belsher: Très bien. Je m'intéresse surtout au salaire horaire des employés de la garderie.

Mme Lane: Les employés de la garderie touchent 6\$ de l'heure; disons 5.50\$ de l'heure en moyenne. Leur salaire annuel se situe entre 12,000\$ et 13,000\$.

M. Belsher: Ces personnes sont-elles toutes diplômées?

Mme Lane: Elles ont toutes un diplôme en éducation des petits qu'elles ont obtenu en deux ans dans un collège communautaire ou en quatre ans, à l'université.

M. Belsher: D'accord.

Le vice-président: Merci, monsieur Belsher. Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Mme Bailey: Merci.

Mme Lane: Merci.

Le vice-président: Nous allons maintenant entendre la coordonnatrice du Réseau des garderies rurales de Wellington, M^{me} Rebecca Sugarman. Bonjour.

Mme Rebecca Sugarman (coordonnatrice, Réseau de garderies rurales de Wellington): Je vous remercie beaucoup de votre invitation. C'est avec plaisir que je suis venue vous rencontrer.

[Texte]

I was going to start with a video presentation, but nobody likes to watch snow, so you will have to listen to me personally for the whole time.

The Vice-Chairman: That is amazing; we are quite used to it.

Ms Sugarman: Well, it is always good to be prepared. Unfortunately, it did not work out today. I wanted to talk to you about a few areas; one is a study that my organization carried out last summer and I would like to start with a brief overview of what our findings were from that study.

I would like to continue from there to talk about some of the main issues that we find are important in the rural community, and follow it up with a solution we have come to that I think you could help us with.

• 0915

The Wellington Rural Child Care Network started approximately a year ago. It came out of concern by a lot of people in rural communities that there was a definite lack of need of co-ordination of services within the rural communities. It is funded by the Ontario Ministry of Community and Social Services and supervised by the University of Guelph out of the School of Family Studies and the School of Rural Planning and Development.

Wellington County covers about 2,600 square kilometres. There are about 134,000 people. There is only one city in the county, the City of Guelph, with about 75,000 people. It is a large area. There is a lot of farming. About 10% of families in the county are farmers. It is extensive.

Our study interviewed about 45 people. We looked at 5 single parents and 42 parent families. There were 15 families which were rural farm, 13 families which were rural residential or non-farm, 17 families came from village households and 12 families had special-needs children. The main purpose of the study was to look at the child care services people use and what their concerns were within child care. Today we know of no studies in Canada which really looked at what was happening in situation.

When we looked at the types of care people use, we considered nursery schools, care givers in the parents' home, care givers in the care giver's home, a relative in the parents' home and on-farm arrangements. Basically the people were split about 18% each in having care givers either come into the parent's home or look after children in their own home. Only 7% of the respondents could use relatives and 9% were on-farm arrangements. By on-farm arrangements we mean a situation where parents cannot afford child care and must take their children out to the farm with them.

[Traduction]

Je voulais commencer par une projection vidéo, mais comme personne n'aime regarder la neige, vous allez devoir vous contenter de m'écouter.

Le vice-président: Nous en avons l'habitude.

Mme Sugarman: Il est toujours souhaitable de bien se préparer. Malheureusement, ça n'a pas marché aujourd'hui. Je voulais vous parler de certaines choses et notamment d'une étude que mon organisation a effectuée l'été dernier. Je commencerai par passer brièvement en revue les conclusions que nous avons tirées de cette étude.

je vous parlerai ensuite des principaux problèmes des localités rurales et je vous ferai part d'une solution que vous pourriez sans doute nous aider à mettre en oeuvre.

Le Réseau de garderies rurales de Wellington a été créé il y a un an environ. Beaucoup de gens trouvaient, en effet, qu'il y avait un manque de coordination des services dans les localités rurales. Cet organisme est financé par le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario et il est supervisé par la Faculté des études familiales et la Faculté de la planification de l'aménagement rural de l'Université de Guelph.

Le comté de Wellington couvre une superficie d'environ 2,600 kilomètres carrés. Il a une population d'environ 134,000 habitants. Le comté n'a qu'une ville, Guelph, où vivent environ 75,000 personnes. C'est une vaste région où l'agriculture est très développée. Environ 10 p. 100 des familles du comté vivent de l'agriculture. C'est une activité très importante.

Nous avons interrogé environ 45 personnes. Nous avons choisi cinq familles monoparentales et 42 familles avec les deux parents. Il y avait 15 familles de cultivateurs, 13 familles qui résidaient en milieu rural, mais qui ne vivaient pas de l'agriculture, 17 familles résidant dans les villages et 12 familles avec des enfants ayant des besoins spéciaux. Notre étude visait principalement à voir quel genre de services les gens utilisaient pour faire garder leurs enfants et quelles étaient leurs préoccupations à cet égard. À notre connaissance, aucune étude n'a encore été entreprise au Canada sur la question.

Notre examen des différents types de services de garde d'enfants portait sur les prématernelles, les gardiennes qui prenaient soin des enfants au domicile des parents, celles qui les gardaient chez elles, les services assurés par un membre de la famille au domicile des parents et les dispositions prises à la ferme. En gros, 18 p. 100 des parents employaient une gardienne à domicile et dans 18 p. 100 des cas également la gardienne s'occupait des enfants chez elle. Seulement 7 p. 100 des répondants pouvaient recourir aux services de membres de leur famille et 9 p. 100 gardaient leurs enfants dans la ferme. Ces derniers n'ayant pas les moyens de payer des services de garderie devaient emmener leurs enfants avec eux lorsqu'ils travaillaient dans les champs.

[Text]

I would now like to go to the summary of significant issues and problems as we saw them. The working women's concerns were the greatest in our study. There was a high demand for women who were particularly career oriented. We found in our study there were women who had to leave their job due to either lack of child care completely or the poor quality of existing care. The other major concern was many of the women worked on nights and weekends. There was not a situation which could accommodate these kinds of working hours.

In rural communities transportation is always a major issue. It was in our study as well. We found if parents drive within about a 10-mile radius of their home, child care was not a concern. Beyond that point, parents found it very difficult to make arrangements. We found day care centres were not the solution in rural communities. Other alternatives must be provided.

When we asked parents what kinds of care they used, there was a marked preference for informal child care facilities in rural areas. This was regardless of the background of the mother, be it education, income or employment. The informal arrangements parents used were underpaid for the care givers. The average paid per child was \$11 to \$50 per week. I will get back to that in a later part of my talk.

The majority of informal care providers were not licensed. Licensing was not necessarily seen as a guarantee of quality care for people. When mothers were asked why they used a particular child care arrangement, two reasons were given. The first was the availability of the care provider. There were rarely one or two acceptable options available or more than that. The second was the mother's confidence in her choice of care givers.

As you will see, there is definitely an inverse relationship between the kind of care expected and wanted by parents and the kind of care they had to choose. Their reasons for their care arrangements were this: There were nine people who said they were confident their child would receive high quality care and supervision. Eight people stated it was their only option available. Seven people stated the availability of their child care options.

• 0920

When we were asked about their satisfaction about the care, out of a total of thirty, four were very dissatisfied, four were dissatisfied, four were undecided, six were satisfied and only twelve were very satisfied. Fewer than half of the people were extremely happy with the kind of care their children were getting.

One of the most severe problems that affected mothers happened in the case of problems of illness, whether it was the care giver or the child who was ill. If it was the child who was sick, 19 out of 28 mothers said they would stay home with their child. If it was the care giver who was sick, 11 mothers and 2 fathers stayed home with their child. It is almost always

[Translation]

Je voudrais maintenant vous faire un résumé des principaux problèmes que nous avons constatés. Notre étude portait surtout sur les préoccupations des travailleuses. Les femmes désireuses de poursuivre une carrière avaient de gros besoins. Nous avons constaté que certaines ont dû quitter leur emploi à cause de l'absence de services de garderie ou de la médiocrité des services offerts. Le fait qu'un grand nombre de femmes travaillaient le soir et les week-ends posait également un sérieux problème. Il n'existait aucun moyen de répondre à leurs besoins.

Dans les localités rurales, le transport pose toujours des difficultés. C'est ce qui ressort également de notre étude. Selon nos constatations, si les parents peuvent trouver des services dans un rayon d'environ 10 milles autour de leur domicile, ils n'ont pas de problème. Au-delà de cette distance, c'est beaucoup plus difficile. Nous avons constaté que les garderies ne constituent pas la solution pour les localités rurales. Il faut mettre d'autres possibilités à la disposition des parents.

Quand nous avons demandé aux parents quel genre de services ils utilisaient pour faire garder leurs enfants, dans les régions rurales, les services non institutionnels avaient nettement la préférence. C'était le cas quel que soit le niveau d'instruction, le revenu ou la profession de la mère. Les parents faisaient appel à des gardiennes généralement sous-payées. Le salaire moyen était de 11\$ à 50\$ par semaine et par enfant. J'y reviendrai un peu plus tard.

La majorité de ces gardiennes n'avaient pas de permis. La détention d'un permis n'était pas nécessairement considérée comme une garantie de qualité. Quand nous avons demandé aux mères pourquoi elles avaient pris telles dispositions plutôt que telles autres pour faire garder leurs enfants, elles nous ont donné deux raisons. Premièrement, la gardienne était disponible. Les parents avaient rarement une ou deux solutions de rechange acceptables. Deuxièmement, la mère faisait confiance à la personne choisie.

Vous verrez que la solution choisie par les parents était loin de répondre à leurs attentes. Les raisons de leur choix étaient les suivantes: neuf personnes ont dit qu'elles pensaient que leur enfant obtiendrait des soins et une surveillance de qualité. Huit ont dit que c'était la seule solution possible. Sept ont déclaré avoir plusieurs possibilités.

Lorsque nous leur avons demandé s'ils étaient satisfaits des services obtenus, sur 30 répondants, quatre se sont dits très mécontents, quatre, mécontents, quatre indécis, six satisfaits et 12 seulement, très satisfaits des soins que recevaient leurs enfants.

Les mères avaient surtout de sérieux problèmes lorsque la gardienne ou l'enfant était malade. Si c'était l'enfant, 19 mères sur 28 ont dit qu'elles restaient à la maison pour le soigner. Si c'était la gardienne, 11 mères et deux pères restaient à la maison avec leur enfant. C'est presque toujours la mère qui reste pour prendre soin de l'enfant. Cela se répercute sur

[Texte]

the mother who is staying home. This significantly affects women's employment. Again in the rural situation, we are looking at fewer available options than in an urban environment.

When we talked to parents about their search for child care, we often found there were extensive searches and there were frequently many problems. Some 76% of the parents had to engage in the search for child care. Four looked for two to four weeks, nine had to look between one and three months, four looked between four and twelve months, and two parents had to look for longer than a year to find appropriate care for their children.

Again if we consider somebody in a working situation, to have to take this length of time to find appropriate care for their children would definitely affect their employment situation.

The most frequent reason for difficulties encountered in the search for child care was that the type of arrangement desired was not available. Other reasons given were that people did not know who to contact, there was difficulty in getting information, and arrangements had inflexible hours.

Latchkey care is also a problem in rural communities. I think the major difference between what you will hear in a rural environment and in the urban is the length of time the children have to stay alone. Oftentimes in a rural environment you have parents commuting one hour, say, to get to work, which leaves one hour children can be left alone on either side of the day.

We then asked parents what their expectations of the child care arrangements were. This is where we saw that parents' expectations of their arrangements were inversely proportional to what they expected in child care. Again the arrangements that they desired were constant, regardless of their background. No matter what their education, their income, their employment, their age, the type of residence they lived in, or their location, they all knew what they wanted. Unfortunately, they could not always get what they wanted. As a consequence, mothers often accepted arrangements that were less than ideal or were forced to discontinue their work in order to care for their children.

I will briefly go over the expectations of the kinds of arrangements people wanted. In terms of infant care, parents thought the care giver should be experienced with children, should be loving and nurturing and should be in the parents' home and that care should be of the highest quality standard.

In terms of toddler care, there must be opportunities for children to socialize with other children, stimulating play should be encouraged, availability of physical play area was important, and the care giver should be experienced with children.

In terms of pre-school care, there must be opportunities for children to socialize with other children—23 people mentioned this—stimulating play should be encouraged, the care giver

[Traduction]

l'emploi des femmes. Dans les milieux ruraux, nous constatons que les solutions de rechange sont moins nombreuses que dans les milieux urbains.

Quand nous avons demandé aux parents s'ils avaient eu de la difficulté à trouver quelqu'un pour prendre soin de leurs enfants, nous avons constaté qu'ils avaient dû faire de longues recherches et surmonter de nombreux problèmes. Environ 76 p. 100 des parents ont dû entreprendre des recherches. Quatre répondants ont cherché pendant deux à quatre semaines, neuf, pendant un à trois mois, quatre, pendant quatre à 12 mois et deux, pendant plus d'un an pour trouver une solution satisfaisante.

Encore une fois, des recherches aussi longues risquent certainement de nuire à la carrière des parents qui travaillent.

La raison la plus fréquente des difficultés éprouvées par les parents c'est qu'ils ne parvenaient pas à trouver le genre de services qu'ils souhaitaient. Ou encore, les gens ne savaient pas qui contacter, ils ont eu de la difficulté à obtenir des renseignements, ou ils n'ont pas réussi à s'entendre sur les heures.

Le problème des enfants qui restent sans surveillance à leur retour de l'école se pose également dans les localités rurales. Les enfants resteront seuls plus ou moins longtemps selon qu'ils vivent en milieu rural ou en milieu urbain. Souvent, dans les localités rurales, les parents ont, disons, une heure de trajet à faire pour aller travailler, si bien que l'enfant peut rester seul pendant une heure au début ou à la fin de la journée.

Nous avons ensuite demandé aux parents ce qu'ils attendaient de la personne qui gardait leurs enfants. Nous avons alors constaté que leurs attentes étaient inversement proportionnelles aux services qu'ils obtenaient. Là encore, leurs attentes étaient les mêmes, quels que soient leurs antécédents. Peu importe leur niveau d'instruction, leur revenu, leur profession, leur âge, le type de résidence dans lequel ils vivaient, ou l'endroit où ils habitaient, ils savaient tous ce qu'ils voulaient. Malheureusement, ils ne pouvaient pas toujours l'obtenir. En conséquence, les mères acceptaient souvent des solutions qui n'avaient rien d'idéal, ou encore, elles étaient obligées d'abandonner leur emploi pour s'occuper de leurs enfants.

Je passerai brièvement en revue les attentes des parents. En ce qui concerne les soins aux nourrissons, les parents estimaient que la gardienne devait avoir l'expérience des enfants, qu'elle devait être aimante et affectueuse, garder l'enfant au domicile des parents et dispenser des soins de la plus haute qualité.

Pour les tout-petits, les parents souhaitaient qu'ils puissent avoir des contacts avec d'autres enfants, se livrer à des activités ludiques stimulantes, ainsi qu'à des activités physiques et aussi que la gardienne ait l'expérience des enfants.

Pour les enfants d'âge préscolaire, les parents souhaitaient qu'ils soient en contact avec d'autres enfants—23 parents l'ont mentionné—qu'ils se livrent à des activités ludiques stimulan-

[Text]

should be experienced with children, formal child care facilities would be preferred, and the personality and attitude of the care giver should be compatible with that of the parents.

I will turn now to the different kinds of families we interviewed. Firstly, there were the farm families. Only four out of fifteen farm families had formal child care arrangements. Eight used on-farm arrangements and saw this as their only option. Adequate child care is almost non-existent on many farms. There are two reasons given for this. One was the nature of farming; the demands of long working and irregular hours made it impossible to find the kind of care needed. It was possible only if there was extended family close by, and this was rarely the case. Also the high cost of farming made it necessary for many wives to actively work on the farm and also prevented their ability to hire people to look after their children.

• 0925

In terms of non-farm family needs, we found it really varied. There were basically three different kinds of attitudes in non-farm families. These would depend on whether they had been a part of that community in an historical sense and maintained the traditional values in that community, whether they were new people who had moved into the community, or whether they were from traditional families within that community, but were really looking forward to changing some of their patterns from those of their parents.

When we looked at these three types, there were significant differences which came up. Basically, the people who had moved into the community had major difficulties. They were not connected with the networks within the community, and they did not know how to find child care. They were also more likely to be in a situation where both parents worked.

With regard to village families, many of the small towns and villages in Wellington County have factories. Many of these work on shift work, which again made it very difficult for parents to find appropriate child care.

In our single parent family needs, all of our single parents earned less than \$20,000 a year. The common problem amongst all of them was the lack of quality, affordable child care. Most of the women worked in the evenings, on weekends, or in shifts. They all desired a care provider in their home so as not to disrupt the sleeping patterns of their children, but social services do not subsidize in-home care, making it impossible for them to have the care they required for their children and to be able to receive subsidies for that care.

The same situation happens with farmers, who, although they might have a lot of equity, do not necessarily have the

[Translation]

tes, que les personnes chargées de prendre soin des enfants soient expérimentées et qu'elles aient une attitude compatible avec celle des parents. Ils préféraient également confier leur enfant à une prématernelle.

Voyons maintenant les différentes catégories de familles sur lesquelles portait notre étude. Venaient d'abord les familles de cultivateurs. Seulement quatre sur 15 d'entre elles faisaient appel à des services de garde d'enfants. Dans huit cas, les parents devaient emmener les enfants avec eux sur les lieux du travail et estimaient n'avoir pas d'autres solutions. Dans la plupart des exploitations agricoles, il n'est pas possible d'obtenir des services de garde d'enfants adéquats. Deux raisons nous ont été données. D'une part, les cultivateurs doivent travailler de nombreuses heures et leurs horaires sont irréguliers, si bien qu'il leur est impossible de trouver le genre de services dont ils ont besoin. Ils peuvent le faire uniquement si des membres de leur famille vivent à proximité, ce qui est rarement le cas. D'autre part, en raison des coûts de production élevés, un grand nombre de femmes de cultivateur doivent aider leur mari et n'ont pas les moyens d'engager quelqu'un pour prendre soin de leurs enfants.

Pour ce qui est des autres catégories de familles, nous avons constaté que leurs besoins variaient beaucoup. En fait, elles avaient trois sortes d'attitudes différentes. Cela variait selon qu'elles avaient toujours vécu dans la même localité et qu'elles respectaient ses valeurs traditionnelles, ou qu'elles étaient venues s'installer depuis peu de temps dans la localité en question ou encore qu'elles étaient issues de familles de la région, mais qu'elles cherchaient à adopter un mode de vie différent de celui de leurs parents.

Trois différences importantes sont ressorties de l'examen de ces trois types de famille. Les personnes installées depuis peu dans la localité éprouvaient de graves difficultés. Elles n'avaient aucun lien avec les différents réseaux internes et ne savaient pas comment faire pour trouver des services de garde d'enfants. Il arrivait également plus souvent que les deux parents travaillent.

Pour ce qui est des familles de villageois, il y a des usines dans un grand nombre des petites villes et villages du comté de Wellington. Dans la plupart de ces établissements, les employés travaillent par équipe et les parents ont donc beaucoup de difficulté à trouver quelqu'un pour prendre soin de leurs enfants.

En ce qui concerne les familles monoparentales, la totalité d'entre elles gagnaient moins de 20,000 dollars par an. Toutes se plaignaient de ne pas trouver de services de qualité à un prix abordable. La plupart des femmes travaillaient le soir, le week-end ou par équipe. Elles souhaitaient toutes avoir une gardienne à domicile afin de ne pas déranger leurs enfants dans leur sommeil, mais les services sociaux ne subventionnent pas la garde d'enfants à domicile, si bien qu'elles étaient dans l'impossibilité d'obtenir ces services pour leurs enfants et de recevoir des subventions.

Le même problème se pose pour les cultivateurs qui ont peut-être beaucoup de biens, mais pas nécessairement l'argent

[Texte]

money to be able to afford child care and yet are prevented from getting subsidies because of the equity they have on the farm.

When all the costs, such as transportation, child care, and clothes, were considered with single parents, the result was that many of them would have a larger disposable income on mother's allowance than by working part-time. They chose to work to ensure their own general well-being and to ensure that their self-esteem would continue to be high.

Children with special needs are also a problem in rural communities. It is difficult to get the necessary service, and more particularly to find people who are able to give care to special-needs children. That is basically the end of the summary I wanted to present from our talk.

One of the major issues I would like to bring up is the quality and availability of care in the rural communities. We found, from talking to people who were care-givers providing care, and in six instances people who had quit giving care, that the lack of salary one could make and the inconsistency of that salary made it almost impossible to be a care-giver and continue at that.

The major problem was the wage one had was very low and would not support a family. The second problem was the way payment is made. If the child is there, the payment is made, but if the child is not there, the payment is not made. One could never budget or determine what they would be making from month to month to be able to know what their own family budget should be. When most of us get paid, such those of you here, will get paid the same amount of money regardless of how many people come to talk. I get paid the same amount of money whether I produce 10 pieces of paper in one day or 20 pieces of paper in one day. This is not the case for care givers and I think that is a major problem.

In rural communities, there is a lack of support systems and a lack of knowledge available to people. Very often, resources and information are not available to people in the rural community. That is what I would like to talk about. I hope we can find a solution to the problem. I think some of you probably have a yellow booklet called *Job Strategy*.

In the fall of this year, I met with people from the Canada Employment and Immigration Commission to look into their training program for re-entry women which is now available through the federal government. Using this proposal, I came up with a training program for women to teach them how to be in-home care-givers.

• 0930

It was significant to us to try to use this program, because rural women do not have access to education programs. There are programs available at the University of Guelph and Conestoga College, but it means having to have a car to get there. Public transportation is not available, so for many women it is not an option. In addition, most of these programs teach how to work in day care centres. As I mentioned before,

[Traduction]

voulu pour payer des services de garderie et qui ne peuvent pas obtenir des subventions en raison de l'avoir que représente leur ferme.

Compte tenu de tous les frais tels que le transport, la garde des enfants et l'habillement, nous avons constaté qu'il aurait été plus avantageux pour un bon nombre de mères célibataires de toucher des prestations d'aide sociale que de travailler à temps partiel. Elles ont choisi de le faire afin de se prendre en charge et de ne pas se dévaloriser à leurs propres yeux.

Les enfants ayant des besoins spéciaux posent également un problème dans les régions rurales. Il est difficile d'obtenir les services requis et surtout, de trouver des personnes capables de prendre soin de ces enfants. Voilà qui résume la situation dans ses grandes lignes.

Je voudrais surtout parler de la qualité et de la disponibilité des services dans les régions rurales. En parlant à des gens qui s'étaient occupés d'enfants, nous avons constaté que six personnes avaient abandonné parce que leur salaire était trop faible et trop irrégulier pour leur permettre de continuer.

Le gros problème c'est que le salaire était trop faible pour permettre de faire vivre une famille. L'irrégularité des paiements posait également un problème. Si l'enfant venait, les parents payaient, mais si l'enfant ne venait pas, ils ne payaient pas. Il n'était pas possible d'établir un budget ou d'établir combien on allait gagner d'un mois à l'autre pour pouvoir calculer le budget familial. Pour prendre votre exemple, vous touchez le même salaire quel que soit le nombre de personnes qui viennent vous parler. Je touche la même chose, que je produise 10 documents par jour ou que j'en produise 20. Ce n'est pas le cas des gardiennes d'enfants et je pense que cela pose un sérieux problème.

Dans les milieux ruraux, les gens n'ont pas suffisamment de réseaux de soutien ou de sources d'information à leur disposition. Bien souvent, il n'y en a pas. C'est une chose dont j'aimerais parler. J'espère que nous pourrions trouver une solution. Certains d'entre vous ont sans doute reçu une brochure jaune intitulée *Stratégie d'emploi*.

L'automne dernier, j'ai rencontré des représentants de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada pour parler avec eux du programme de formation que le gouvernement fédéral met à la disposition des femmes qui veulent réintégrer le marché du travail. J'ai donc élaboré, à l'intention des femmes, un programme de formation pour leur enseigner à prendre soin des enfants à domicile.

Ce programme était d'autant plus important pour nous que, dans les régions rurales, les femmes n'ont pas accès aux programmes d'éducation. Il y en a à l'Université de Guelph et au Collège Conestoga, mais pour y aller, il faut une voiture. Comme il n'y a pas de transport en commun, nombreuses sont les femmes qui ne peuvent envisager cette possibilité. En outre, la plupart de ces programmes vous préparent à travailler dans

[Text]

day care centres are not an option in many of the rural environments.

I put together this training program, which is basically an 18-week program using workshops and working with other in-home care-givers who would teach them things like first aid, child development and language skills, as well as how to run your own business. Day care in an in-home environment is a business. People are working as independent business people; they need to know how to do this. I think if more women saw themselves as running a business, there would be not as many under-the-table kinds of in-home care provision.

I would like to ask for your help with it. It has been accepted locally, the project has been accepted regionally and it is now sitting in Ottawa with the Minister. Any help I could get from any of you to assist me in getting this program accepted, I would be very grateful. I think it could become a model not only in Ontario but also across Canada as a way to improve not only the quality of service available but also the quantity of service.

When I was thinking about this program, I put a small ad in our weekly paper which goes out to the rural part of the county to see what the response would be. Within a two-week period I had 70 phone calls from women who were interested in taking the program. The interest is there. There is definitely the need for child care, and I would like to see this program come to pass if it could.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation. I think with my colleagues' permission, we will leave the question of the specifics of your grant to your local Member of Parliament, not wanting to impede on his or her territory. Are there questions? Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Is your training program designed for individual or group situations?

Ms Sugarman: It would be in a group situation, and I think this is an extremely important issue. As I said before, the support systems for informal care-givers are extremely limited. One of the ideas behind our program was to develop a strong sense of group so the parents providing in-home care would be there to support one another both in an emotional sense, because it is such an isolating thing, and also if one care-giver was sick, hopefully they would know of other care-givers locally who could possibly take the children in their care if they were unable to do so.

Mr. Belsher: Are you anticipating this to be under the auspices of one of the community colleges or the university, or is this strictly from the child care agency itself?

Ms Sugarman: The network put it together, but because I am supervising, my funding partially comes from the University of Guelph. It was put together in conjunction with the university and would use a number of university staff to provide the workshops on different learning areas.

[Translation]

les garderies. Comme je l'ai déjà dit, les garderies ne sont pas la solution qui convient dans la plupart des localités rurales.

J'ai mis au point ce programme de formation d'une durée de 18 semaines qui, dans le cadre d'ateliers et de stages avec des personnes qui gardent des enfants chez elles, apprend aux participants à dispenser les premiers soins, comment l'enfant se développe et fait l'apprentissage du langage et aussi comment gérer une entreprise. La prestation de services de garde d'enfants à domicile est une entreprise. Ces personnes gèrent une entreprise indépendante et il faut qu'elles sachent comment s'y prendre. À mon avis, si les femmes comprenaient qu'elles gèrent une entreprise, elles ne seraient pas aussi nombreuses à accepter d'être payées sous la table.

Je voudrais vous demander votre aide pour ce projet. Il a été bien accepté aux niveaux local et régional et il se trouve maintenant sur le bureau du ministre, à Ottawa. Je vous serai très reconnaissante de toute l'aide que vous pourrez m'apporter pour le faire accepter. Je pense que ce programme pourrait servir de modèle non seulement en Ontario, mais également dans l'ensemble du pays, car il permettrait d'améliorer les services offerts sur le plan qualitatif et aussi quantitatif.

Quand j'ai songé à élaborer ce programme, j'ai fait publier une petite annonce dans l'hebdomadaire local, qui est diffusé dans les régions rurales du comté, pour voir quelle serait la réaction des gens. En deux semaines, j'ai reçu 70 appels téléphoniques de femmes désireuses de participer au programme. Ce dernier suscite donc de l'intérêt. Nous avons certainement besoin de services de garde d'enfants et je voudrais que ce programme puisse voir le jour.

Le vice-président: Merci beaucoup de votre exposé. Si mes collègues sont d'accord, nous laisserons à votre député le soin de s'occuper de votre demande de subvention afin de ne pas empiéter sur son territoire. Avez-vous des questions à poser? Monsieur Belsher.

M. Belsher: Votre programme de formation sera-t-il dispensé individuellement ou collectivement?

Mme Sugarman: Collectivement, mais je pense qu'il s'agit là d'une question très importante. Je le répète, les gardiennes d'enfants à domicile n'ont pratiquement aucun réseau de soutien à leur disposition. Notre programme visait notamment à forger un esprit de cohésion afin que les parents qui assurent des services de garde d'enfants à domicile se soutiennent mutuellement sur le plan émotionnel, car c'est une activité qui vous isole beaucoup. D'autre part, en cas de maladie, ils connaîtront peut-être d'autres collègues qui pourront s'occuper des enfants s'ils ne peuvent pas le faire.

M. Belsher: Pensez-vous que ce programme fonctionnera sous les auspices d'un des collèges communautaires ou de l'université ou qu'il relèvera uniquement de l'agence de services?

Mme Sugarman: C'est le réseau qui l'a élaboré, mais comme j'assure sa supervision, mon financement provient en partie de l'Université de Guelph. Ce programme a été mis au point en collaboration avec l'université et les ateliers organisés dans divers domaines seront donnés par plusieurs enseignants de l'université.

[Texte]

Mr. Belsher: I was wondering, because I know the university already has its own extension programs in place and things like that, why it needed the . . .

Ms Sugarman: There are no extension learning facilities available in the county at all as far as going out into the county and teaching.

Mr. Belsher: I see. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Langdon.

Mr. Langdon: If I could just get a little bit clearer . . . Not that I want to interfere with the local Member of Parliament, but your request for funding support was through CEIC, was it?

Ms Sugarman: Yes.

Mr. Langdon: Under what program?

• 0935

Ms Sugarman: There is a program they have called Canadian Job Strategy. It is for retraining women who want to enter the labour force after having been out of it for three years.

Mr. Langdon: So you would see your focus really as aimed at those women who had been out of the work force and who wanted to come back in the child care field.

Ms Sugarman: Yes. I think in a lot of the situations there are very few employment opportunities for women in rural communities. As well, this kind of arrangement can fit in well with a number of the conditions that are in rural communities. It would not require that people have a car, for example.

Mr. Langdon: There is quite a difference between the City of Windsor and Essex County. One area has dealt with the question of subsidies for children in day care through the Canada Assistance Plan. In the case of Windsor, the question has never come up. I think this is true of most large cities. Very large numbers of eligible people are anxious to take advantage of this program.

In the case of Essex County, however, partly because of a different economic structure, which is mostly rural, with some small towns, and which is similar to what you are facing in Wellington, I would think, the county discovered in its attempt to provide day care facilities that perhaps two-thirds or three-quarters of the spaces it expected to have funded via CAP were taken up.

They made a decision, which I thought was a sensible decision, to fill up the extra spaces with parents who were not able to meet the exact and quite rigorous income-level criterion that you have to meet for Canada Assistance Plan help or direct welfare help. The result of putting all the pools of capital and all the pools of financing together was to be able to provide day care in the full complement of spaces that they had at a cost that was significantly less, by about \$8 a day, than the commercial day care provided in the county.

I am not certain where the force to make the change came from. Two years ago, however, the edict from Toronto came out that you cannot in a sense cross-subsidize in this way. It

[Traduction]

M. Belsher: Comme l'université a déjà ses propres programmes d'éducation permanente, je me demande pourquoi elle a besoin . . .

Mme Sugarman: Il n'existe aucun programme d'éducation permanente pour desservir la clientèle rurale.

M. Belsher: Je vois, merci.

Le vice-président: Monsieur Langdon.

M. Langdon: Je voudrais un petit éclaircissement . . . Je ne veux pas marcher sur les plates-bandes du député local, mais vous avez adressé votre demande de subvention à la Commission de l'emploi et de l'immigration, n'est-ce pas?

Mme Sugarman: Oui.

M. Langdon: Dans le cadre de quel programme?

Mme Sugarman: La stratégie de Planification de l'emploi. Il s'agit d'un programme de recyclage pour les femmes qui veulent réintégrer le marché du travail après l'avoir quitté pendant trois ans.

M. Langdon: Par conséquent, votre programme s'adresserait aux femmes qui ont quitté le marché du travail et qui veulent le réintégrer en offrant des services de garde d'enfants.

Mme Sugarman: Oui. Je pense que, la plupart du temps, les femmes des localités rurales ont très peu de possibilités d'emploi. D'autre part, ce genre d'activité s'adapterait très bien aux conditions propres au milieu rural. Il ne serait pas nécessaire d'avoir une automobile, par exemple.

M. Langdon: La situation n'est pas la même à Windsor et dans le comté d'Essex. Ce dernier a décidé de faire financer les garderies dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada. Dans le cas de Windsor, la question ne s'est jamais posée. Je pense que c'est la même chose pour la plupart des grandes villes. Un grand nombre de personnes admissibles souhaitent pouvoir profiter de ce programme.

Néanmoins, la structure économique étant différente, c'est-à-dire principalement rurale, avec quelques petites villes, un peu comme dans le cas de Wellington, le comté d'Essex s'est rendu compte que les deux tiers, voire les trois quarts des places de garderie qu'il espérait faire financer par le Régime d'assistance publique du Canada étaient déjà prises.

Il a pris la décision, qui m'a paru raisonnable, d'accorder des places supplémentaires aux parents qui ne répondaient pas exactement aux critères rigoureux auxquels vous devez satisfaire pour obtenir l'aide du Régime d'assistance publique du Canada ou l'aide sociale. Le regroupement des capitaux et du financement lui a permis de fournir des places supplémentaires de garderie à un coût nettement inférieur, d'environ 8\$ par jour, aux tarifs exigés par le secteur privé.

Je ne sais pas exactement à quoi il faut attribuer ces changements. Toutefois, il y a deux ans, Toronto a décrété que ce mode de subventionnement n'était pas autorisé. À mon avis,

[Text]

seemed to me first a lack of recognition of the different circumstances that exist in rural areas where you do not have such a strong, eligible group under CAP to be able to respond to it. Yet at the same time, you have a great number of people who are looking for day care, because incomes are not very high in rural areas. This is as true in Essex County as much as in Wellington, I suspect. They were looking for some help, in a sense, financially.

• 0940

The county, as a consequence of the edict from Toronto, which they said, and I think quite rightly, came ultimately from Ottawa—it said CAP funds cannot be used in this way—has now had to increase the fees for non-CAP parents within these day care centres. This led to some of those parents having to take their children out.

My question is: Do you have a sense from your experience with rural Wellington County that this situation we had in Essex County was not unusual? Does it strike you as something that was likely unique to our part of the world? Secondly, do you think as part of the recommendations of the committee itself there should be an emphasis on greater flexibility of a funding provision so that the special circumstances in rural areas can start to be taken account of?

Ms Sugarman: Yes. I cannot speak for certain . . . We only have one day care centre in the rural part of Wellington County.

Mr. Langdon: Okay. We have four in Essex.

Ms Sugarman: Yes. Of course, children under the age of two cannot be looked after in day care centres. I would say it is the same situation; people who probably really need those centres are less likely to be able to use them and will have to search elsewhere for care. I think you are absolutely right that the needs in the rural parts of Ontario as well as probably across the country are different from those in urban centres. I think there are different attitudes of the people. I think this is very important when you are talking about young children.

I think the situations in rural communities are very different. We need to look at options that are more flexible and that lend themselves to the kind of environment existing in rural parts of Canada, and to recognize they are different from those in urban centres, in terms of the kind of options that are available, taking into consideration the time differences in peoples' lives. Having a child waiting 15 minutes alone is probably fairly common in urban centres. As I said, some children have to wait an hour to two hours for their parents in rural settings.

In addition, I think the farming situation very definitely needs to be looked into as a separate issue from other peoples' lives. We lose a number of children every year due to farming accidents because of the lack of availability for child care that fits their situation.

Mr. Langdon: Okay. Thank you.

[Translation]

cette décision ne tient pas compte de la situation des régions rurales où il n'y a pas suffisamment de gens répondant aux critères du Régime d'assistance publique du Canada. Néanmoins, il y a beaucoup de parents qui sont à la recherche de services de garderie étant donné que les revenus ne sont pas très élevés dans les régions rurales. C'est sans doute aussi vrai dans le comté d'Essex que dans celui de Wellington. Ces familles ont besoin d'aide, notamment sur le plan financier.

A la suite de la décision des autorités de Toronto qui en ont d'ailleurs, et à juste titre, rejeté la responsabilité sur Ottawa, le comté a dû augmenter les tarifs des garderies pour les parents qui ne pouvaient bénéficier d'une subvention dans le cadre du Régime d'assistance publique.

Ma question est la suivante: D'après ce qui se passe dans le comté rural de Wellington, avez-vous l'impression que la situation du comté d'Essex n'avait rien d'inhabituel? Ou alors pensez-vous qu'il s'agit de circonstances tout à fait particulières à notre région? Deuxièmement, pensez-vous que, dans ses recommandations, le Comité devrait insister pour que les dispositions relatives au financement laissent une plus grande marge de manoeuvre pour permettre de tenir compte de la situation particulière des régions rurales?

Mme Sugarman: Oui. Je ne peux pas parler pour certaines . . . Nous n'avons qu'une seule garderie dans le secteur rural du comté de Wellington.

M. Langdon: D'accord. Nous en avons quatre à Essex.

Mme Sugarman: Oui. Bien sûr, les enfants de moins de deux ans ne peuvent pas être confiés à des garderies. Je dirais que la situation est la même; les gens qui ont vraiment besoin de ces centres n'ont pas les moyens de s'en servir et doivent prendre d'autres dispositions pour faire garder leurs enfants. Vous avez parfaitement raison de dire que les besoins des régions rurales de l'Ontario et sans doute de toute la région du pays diffèrent de ceux des grandes villes. Je pense que les gens ont une mentalité différente. C'est très important lorsqu'il s'agit de s'occuper de jeunes enfants.

Dans les localités rurales, la situation est sans doute très différente. Nous devons envisager des solutions plus souples qui tiendront compte des particularités du milieu rural qui ne sont pas les mêmes que celles du milieu urbain, notamment en ce qui concerne l'heure du retour à la maison. Dans les villes, il est sans doute assez fréquent de laisser un enfant attendre seul 15 minutes. Comme je l'ai dit, dans les localités rurales, certains enfants doivent attendre leurs parents pendant une heure ou deux.

D'autre part, je pense qu'il faut examiner dans une optique différente la situation des familles d'agriculteurs. Chaque année, plusieurs enfants de cultivateurs meurent accidentellement en raison du manque de services adaptés à leur situation particulière.

M. Langdon: Très bien. Je vous remercie.

[Texte]

The Vice-Chairman: Thank you. I have one or two quick questions, if I may. What would the price of in-home care likely be in a rural community?

Ms Sugarman: In our study, it varied from \$11 to \$50 per child per week.

The Vice-Chairman: Okay. Are rural families in Wellington County generally able to afford this kind of a cost?

Ms Sugarman: Well, \$11 a week is not a whole lot of money unless you are the care giver and then it is not really a living wage. So it is really hard to say. I would say most farmers probably could not afford this kind of pay. If you are a professional working in the city and you are living in a rural part of the county, yes, you could afford it. But there again, I think we need to consider that giving care to children is a skill, that it needs to be recognized as a job, and that none of us would work for \$11 a week.

The Vice-Chairman: I gather then you would support changes to the Canada Assistance Plan to allow subsidization of such care.

Ms Sugarman: For in-home care, yes.

The Vice-Chairman: I want to just shift gears a little bit. Not being from Ontario, I do not know how big Wellington County is. How big is it?

Ms Sugarman: It is 2,500 square kilometres, but it is a very long and narrow county. I guess I could have brought a map. I would say it takes about an hour and a half to drive from north to south within the county.

The Vice-Chairman: Would all of the homes in the county be covered by cable television?

• 0945

Ms Sugarman: I think you are looking at some families in the isolated parts that probably do not even have electricity. So no, there would not be.

The Vice-Chairman: Okay. You will know where I am headed with those questions when I ask the last part of it. Would the training program you have prepared be readily adaptable to the media?

Ms Sugarman: Yes. As a matter of fact, I was contemplating doing video tapes so that actually this program could then be taken anywhere and used. I think you would find that almost a disproportionate number of people have VCRs in rural communities because they do not have the access to movie theatres and the same kind of television that most of the rest of us do. So I could easily see video-taping these and taking them anywhere.

The Vice-Chairman: Would the program you have developed be the kind that would work by giving people a VCR and letting them look at five or six sections of it and then bringing them together to work on discussion of various elements?

[Traduction]

Le vice-président: Merci. Si vous le permettez, je voudrais vous poser une ou deux brèves questions. Quel est le coût approximatif des services de garde d'enfants à domicile en milieu rural?

Mme Sugarman: Selon notre étude, cela variait entre 11\$ et 50\$ par enfant, par semaine.

Le vice-président: D'accord. Les familles des régions rurales du comté de Wellington ont-elles généralement les moyens de payer des frais?

Mme Sugarman: Onze dollars par semaine ce n'est pas beaucoup, mais si c'est vous qui gardez les enfants, ce n'est pas cela qui vous permettra de vivre. Par conséquent, c'est difficile à dire. La plupart des cultivateurs n'ont sans doute pas les moyens de payer. Si vous êtes un professionnel qui travaille en ville et qui réside à la campagne, vous en avez évidemment les moyens. Mais là encore, il ne faut pas oublier qu'il faut une certaine compétence pour s'occuper d'enfants, qu'il s'agit d'un métier comme un autre et qu'aucun d'entre nous n'accepterait de travailler pour 11\$ par semaine.

Le vice-président: Si j'ai bien compris, vous voudriez que le Régime d'assistance publique du Canada soit modifié pour que ces services puissent être subventionnés.

Mme Sugarman: Les services de garde à domicile, oui.

Le vice-président: Je voudrais faire une petite digression. Comme je ne viens pas de l'Ontario, je ne sais pas quelle est la superficie du comté de Wellington. Quelle est sa grandeur?

Mme Sugarman: Il a une superficie de 2,500 kilomètres carrés, mais c'est un comté très long et très étroit. J'aurais sans doute dû apporter une carte. Je dirais qu'il faut environ une heure et demie pour se rendre du nord au sud en automobile.

Le vice-président: Le réseau de cablodistribution dessert-il tous les foyers du comté?

Mme Sugarman: Certaines familles des régions isolées n'ont sans doute même pas l'électricité. Par conséquent, je vous répondrais non.

Le vice-président: D'accord. Vous voyez sans doute où je veux en venir. Le programme de formation que vous avez préparé pourrait-il être facilement adapté pour les médias?

Mme Sugarman: Oui. En fait, je songeais à le présenter sur ruban vidéo afin qu'il puisse être utilisé n'importe où. Vous constaterez sans doute qu'un nombre relativement très élevé de gens ont des magnétoscopes dans les localités rurales parce qu'ils ne peuvent pas aller au cinéma ou capter autant de chaînes de télévision que nous. Il me semble donc parfaitement possible d'enregistrer ce programme sur cassette vidéo, ce qui permettrait de s'en servir n'importe où.

Le vice-président: Serait-ce le genre de programme que les gens étudieraient chez eux sur leur magnétoscope à raison de cinq ou six leçons à la fois après quoi ils se réuniraient pour en discuter?

[Text]

Ms Sugarman: I do not see why not. I think it is important for people to be able to come together to discuss their issues. Whenever we are in a learning environment, we probably learn better by getting the support and being able to talk about it and having our questions answered. But definitely, it could be done in segments and then by bringing people together, yes.

The Vice-Chairman: The last question I want to address is this. I was really shocked to hear your statistics on the length of time people had to spend in looking for suitable in-home care. Would there be a possibility of establishing a network in Ontario or in Wellington County with a central phone line that would bank the resources and match them with people who call in?

• 0950

Ms Sugarman: One of the things we are starting to do in Ontario, as well as in Wellington County, is to have what are called Rural Children Resource Centres. There are three now operating in Wellington County, although some counties do not have any at all.

One of the guidelines provided by the Ministry of Community and Social Services is a development of a day care directory or registry. I think the province is now leaning towards a directory. I can discuss that.

A directory would just be a collection of the names of people willing to provide service. This would enable families to phone a central location and get the names of different people willing to provide service. However, in our study we asked people whether they would be interested in such a registry, directory kind of service. They almost all responded positively and said they thought it would be an excellent idea. They felt it needed to be a registry in that some background work should be done to estimate the kind or quality of care that a parent could give. Right now we are in the situation that the issue of liability is becoming such a problem that no one wants to take the responsibility of saying that this person is a good care-giver.

I think one of the things about this job strategy program is that if we taught people through this program, we would be able to put them on the list and at least guarantee parents that they had a certain level of knowledge—that they had their first aid—and that we had seen them operate with children. It would give us some idea.

There is always the issue of child abuse and sexual abuse that can take place in any kind of day care situation. As in any county in the country, the issue of child abuse was one of the greatest concerns in terms of services to young children.

The Vice-Chairman: Those are my questions. Thank you very much for your presentation.

Ms Sugarman: Thank you.

[Translation]

Mme Sugarman: Je ne vois pas ce qui s'y opposerait. Il me paraît important que les gens puissent se réunir pour discuter de leurs problèmes. Lorsque nous faisons un apprentissage quelconque, il nous est sans doute plus facile d'apprendre si nous obtenons de l'aide, si nous pouvons discuter de ce que nous avons appris et obtenir la réponse à nos questions. Mais nous pourrions parfaitement réunir les gens au bout d'un certain nombre de leçons.

Le vice-président: Je voudrais vous poser une dernière question. Je trouve inacceptable que les gens doivent passer tellement de temps à chercher quelqu'un pour prendre soin de leurs enfants. Ne serait-il pas possible d'établir, en Ontario ou dans le comté de Wellington, un réseau doté d'une ligne téléphonique centrale qui dresserait un répertoire des ressources disponibles et dirigerait les intéressés vers les services qui répondent à leurs besoins?

Mme Sugarman: En Ontario et dans le comté de Wellington, nous commençons à mettre sur pied des centres de ressources ruraux. Nous en avons trois actuellement dans le comté de Wellington mais certains comtés n'en ont aucun.

Le ministère des Services sociaux et communautaires avait notamment proposé l'élaboration d'un répertoire ou registre des services de garde d'enfants. Je pense que la province pencherait davantage en faveur d'un répertoire. Je peux vous en parler.

Un répertoire donnerait simplement la liste des gens désireux de fournir des services. Cela permettrait aux familles de téléphoner à un centre qui leur fournirait le nom de différentes personnes prêtes à offrir leurs services. Dans le cadre de notre étude, nous avons demandé aux gens si ce répertoire les intéressait. Ils ont presque tous répondu par l'affirmative en disant que ce serait une excellente idée. Ils préféreraient toutefois qu'il s'agisse d'un registre, parce qu'une enquête préalable permettrait de mieux évaluer la qualité des services offerts. Pour le moment, le problème de la responsabilité civile fait tellement peur aux gens que personne n'ose recommander qui ce soit.

L'un des avantages de ce programme de formation c'est que nous pourrions inscrire sur la liste les personnes qui l'auront suivi et garantir au moins aux parents qu'elles possèdent un certain niveau de connaissances, qu'elles savent donner les premiers soins et que nous les avons vues à l'oeuvre avec des enfants. Cela nous donnerait une certaine idée de leur compétence.

Il y a toujours le problème des mauvais traitements et des abus sexuels. Comme dans tous les autres comtés du pays, ce problème a été l'un de nos plus grands sujets de préoccupation en ce qui concerne les services assurés aux jeunes enfants.

Le vice-président: Je n'ai pas d'autres questions. Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Mme Sugarman: Merci.

[Texte]

The Vice-Chairman: I now call the Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare, represented by Bonnie Kimber and Shelley Brown. Welcome to our committee.

Ms Bonnie Kimber (The Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare): Thank you. Honourable chairperson and members of the committee, we have prepared a video for you. We thought this would better be able to direct the issues from Sarnia Lambton and give you a more direct idea of what will happen. We will address any questions relating to the video after it is presented.

[Film Presentation]

• 1005

The Vice-Chairman: Are there questions? Mr. Langdon or Mr. Belsher, do you wish to start?

Mr. Langdon: I will start with a couple of questions.

Could you first give us a little bit more background with respect to the Polysar case and the . . . ?

Ms Kimber: Do you mean with respect to the workplace day care?

Mr. Langdon: I was not quite clear about whether or not they had tried to start an in-plant day care centre or what had happened.

Ms Shelly Brown (The Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare): Back in 1984 we were considering a Lambton College Polysar. We had contacted a number of industries in the Sarnia area to look at a community workplace day care, thinking with the broader base of industry support, we would have more users and would also get more financial support into the system. Polysar was interested in the concept of the day care, but could not support it financially, as was said in the video tape. We therefore worked with the Ministry of Community and Social Services and obtained a grant for \$55,000 to start up the day care.

What was lacking was a site for the day care. Due to the industrial nature of Polysar, there was no way the day care centre was going to be on site; it would have to be off site. We investigated a number of sites but everything seemed to fall through. We were initially interested in combining a site with a nursing home and home for the aged, thinking the linking of the age groups would be beneficial both to the senior citizens and to the children. That did not work out. The problem was finding a site and also, as I say, although the concept of financial support was supported, that financial support would have to be ongoing for the company to support a day care centre for its employees.

Mr. Langdon: Do you see that sort of answer as part of the major answer to this problem? It is not so much the workplace—you have made the case that Polysar would not have

[Traduction]

Le vice-président: C'est maintenant au tour du regroupement de Sarnia-Lambton pour l'amélioration des services de garderie, représenté par Bonnie Kimber et Shelley Brown. Nous vous souhaitons la bienvenue.

Mme Bonnie Kimber (Regroupement de Sarnia-Lambton pour l'amélioration des services de garderie): Merci. Monsieur le président, nous avons préparé un enregistrement vidéo à l'intention de votre comité. Nous avons pensé que cela nous permettrait de mieux aborder les problèmes de notre région et de vous donner une meilleure idée de la situation. Nous répondrons ensuite à toutes les questions que vous voudrez bien nous poser.

[Visionnement de la bande]

Le vice-président: Avez-vous des questions à poser? Monsieur Langdon et monsieur Belsher, voulez-vous commencer?

M. Langdon: Je commencerai par une ou deux questions.

Pourriez-vous d'abord nous fournir un peu plus de précisions au sujet de Polysar et du . . . ?

Mme Kimber: Vous voulez dire au sujet de la garderie en milieu de travail?

M. Langdon: Je n'ai pas très bien compris s'ils avaient essayé d'implanter une garderie sur place ou ce qui s'était passé.

Mme Shelly Brown (Regroupement de Sarnia Lambton pour l'amélioration des services de garderie): Dès 1984, nous avons songé à établir une garderie au Collège de Lambton. Nous avons contacté plusieurs industries de la région de Sarnia pour voir si une garderie communautaire en milieu de travail était susceptible de les intéresser en nous disant que plus nous aurions d'appuis dans l'industrie, plus nous aurions de clientèle et plus nous aurions une aide financière importante. Polysar trouvait l'idée intéressante, mais ne pouvait pas la financer comme on le mentionne dans le film. Nous avons donc communiqué avec le ministère des Services sociaux et communautaires, qui nous a octroyé une subvention de 55,000\$ pour ouvrir la garderie.

Nous n'avions pas d'emplacement. En raison du caractère industriel de Polysar, il était impossible d'aménager la garderie sur place; il fallait l'installer à l'extérieur. Nous avons examiné plusieurs emplacements possibles, mais sans résultat. Nous avons d'abord songé à installer la garderie dans le même immeuble qu'un foyer de soins et un foyer pour personnes âgées en nous disant qu'il serait bénéfique pour les personnes âgées comme pour les enfants de se retrouver ensemble. Mais cela n'a pas marché. Nous avions donc un problème de locaux et d'autre part, même si les pouvoirs publics étaient d'accord pour nous consentir une aide financière, pour que l'entreprise puisse offrir une garderie à ses employés, il aurait fallu que cette aide financière soit permanente.

M. Langdon: Pensez-vous que ce genre de solution pourrait contribuer à résoudre une partie du problème? Il ne s'agit pas vraiment d'établir la garderie en milieu de travail puisque vous

[Text]

actually located it on the site—but day care centres provided by companies, by organizations directly.

• 1010

Ms Brown: I think workplace day care centres or workplaces sponsored by community groups and so on would have the same problem as any day care centre in that you need the direct funding for it to be financially feasible. We were looking at it and trying to figure out a budget and it just seemed that with all the expenses, with trying to pay staff a reasonable salary that would be above minimum wage, you are still looking at a deficit. I strongly believe that workplace day care would still need direct funding just like any other day care centre.

Mr. Langdon: Before a last question, I will say that it was an excellent video.

Ms Brown: Thank you.

Mr. Langdon: You are responsible?

Ms Brown: I participated in it, but I think we have to give a lot of credit to the Ontario Coalition for Better Day Care.

Mr. Langdon: Okay. Good. My last question was that the Canadian Day Care Advocacy Association has come out with some suggested ways to move step by step toward more direct funding. Do you think those are suggestions that would move fast enough? How do you assess them?

Ms Kimber: It is really difficult for me to say. The means of getting the fastest way possible of getting to direct funding is necessary to provide quality and accessible care to the children of the country. The Day Care Advocacy Association has put out certain recommendations. From my understanding of the political system, they sound firm to me. I understand as a mother and an early childhood educator that it is very important that we provide more spaces for children of this country, more adequate care and quality care. The important thing for early childhood educators is to have a feasible wage to make all of those things.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Are there private as well as non-profit day care centres in the Sarnia—Lambton area?

Ms Kimber: There are three non-profit centres and two commercial centres in Sarnia.

Mr. Belsher: Are there any family day care centres that would be family orientated but maybe have three or four children in a centre situation or . . .

Ms Kimber: Yes. That happens quite frequently. In the centre where I am employed we have a great many siblings within the centre and a sibling waiting list as well for children coming in.

Mr. Belsher: Would the family day care centres be licensed as well, or would they be . . .

[Translation]

avez dit que Polysar ne l'aurait pas installée sur place, mais plutôt d'amener les entreprises à fournir directement des services de garderie.

Mme Brown: Les garderies en milieu de travail parrainées par des groupes communautaires ou autres auraient sans doute les mêmes problèmes que n'importe quelle garderie, en ce sens qu'elles ont besoin d'un financement direct pour être rentables. Nous avons essayé d'établir un budget et nous avons constaté que si nous devons payer toutes les dépenses et essayer de verser au personnel un salaire raisonnable, au-dessus du salaire minimum, nous serions déficitaires. Je suis convaincue qu'une garderie en milieu de travail aurait besoin d'un financement direct comme n'importe quelle autre garderie.

M. Langdon: Avant de vous poser une dernière question, je tiens à vous dire que c'était un excellent vidéo.

Mme Brown: Merci.

M. Langdon: C'est vous qui l'avez réalisé?

Mme Brown: J'y ai participé, mais je pense que nous devons beaucoup au regroupement de l'Ontario pour l'amélioration des services de garderie.

M. Langdon: Très bien. Une dernière question. L'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance a suggéré des solutions pour augmenter graduellement le financement direct. Croyez-vous que cela donnera des résultats suffisamment rapides? Que pensez-vous de ces suggestions?

Mme Kimber: C'est difficile à dire. Nous devons obtenir un financement direct par les moyens les plus rapides possible pour offrir aux enfants canadiens des services accessibles, de qualité. L'Association a fait certaines recommandations. D'après la façon dont je conçois le système politique, elles me paraissent solides. En tant que mère et éducatrice, je crois très important d'offrir aux enfants du pays un plus grand nombre de places de garderie et des services de meilleure qualité. Il est important que les éducateurs de la petite enfance touchent un salaire acceptable pour réaliser tout cela.

Le vice-président: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Y a-t-il des garderies privées et des centres sans but lucratif dans la région de Sarnia Lambton?

Mme Kimber: Il y a trois garderies sans but lucratif et deux garderies à but lucratif, à Sarnia.

M. Belsher: Y a-t-il des garderies familiales, qui accueillent trois ou quatre enfants . . .

Mme Kimber: Oui. Cela arrive assez souvent. Dans la garderie où je travaille, nous avons un grand nombre de frères et soeurs de même qu'une liste d'attente pour les frères et soeurs et pour les autres enfants.

M. Belsher: Les garderies familiales devraient-elles également obtenir un permis ou . . .

[Texte]

Ms Kimber: Yes.

Mr. Belsher: They would?

Ms Kimber: Excuse me; to correct myself, are you talking about in-home?

Mr. Belsher: Yes. In-home, family situations.

Ms Kimber: No. Within Sarnia there is no supervised home day care beyond that for subsidized positions out of Coronation Park.

Mr. Belsher: Okay. Thank you.

The Vice-Chairman: If I just may pursue, as you can no doubt appreciate, as we have gone across the country we have heard quite a range of varying opinions about the values of commercial profit centres and non-profit centres. All of the groups associated with the Canadian Day Care Advocacy Association take a rather firm view that profit should not be made.

In Sarnia—Lambton you said there are three non-profit and two commercial centres.

Ms Kimber: That is correct.

The Vice-Chairman: What kinds of fees do each of those charge? I think I got that in your presentation—\$17 and \$20—is that correct?

Ms Brown: Coronation Park is the city municipal day care centre. Their per diem rates are \$20.16 a day and that is providing transportation. They charge those fees to full-fee-paying parents. Probably 90% of the people there, though, are subsidized. Without transportation it is \$18.25 a day. The centre is run for pre-schoolers from \$14 a day up to infants and toddlers at \$18 a day, other than Coronation, where the per diem rate would be \$20.16. For the family home day care, which is provided out of Coronation Park for fully subsidized families, their rates are about \$10 or \$11 a day. That is without the cost of the administrator and also the family home day care support worker.

• 1015

The Vice-Chairman: And what about the private profit groups? What do they charge?

Ms Brown: They are ranging about \$14 for a pre-schooler and I believe they are charging \$18 for an infant or toddler space.

The Vice-Chairman: Okay. What about the quality that they offer as compared to yours?

Ms Kimber: I think the difference we run into is that within a commercial centre they will accept children on a very different ongoing basis, where they will come in for the day, not in for the day. Staff turnover is greater I feel in the commercial centres. Therefore, that reflects greatly on the consistency of the care the children are receiving.

[Traduction]

Mme Kimber: Oui.

M. Belsher: Oui?

Mme Kimber: Excusez-moi; voulez-vous parler des services de garderie à domicile?

M. Belsher: Oui. Je veux parler des personnes qui gardent des enfants chez elles, en milieu familial.

Mme Kimber: Non. À Sarnia, à part les places subventionnées à *Coronation Park*, nous n'avons pas de services de garderie à domicile qui soient supervisés.

M. Belsher: D'accord. Merci.

Le vice-président: Si vous le permettez, nous avons, comme vous le savez, sillonné le pays et entendu différents points de vue quant à la valeur des garderies privées et des garderies sans but lucratif. Tous les groupements associés à l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance sont d'avis que les garderies devraient être sans but lucratif.

A Sarnia—Lambton, vous dites qu'il y a trois centres sans but lucratif et deux garderies privées.

Mme Kimber: C'est exact.

Le vice-président: Quels sont les tarifs des uns et des autres? Je pense que dans votre mémoire vous avez parlé de 17\$ et de 20\$, est-ce exact?

Mme Brown: *Coronation Park* est la garderie municipale. Son tarif est de 20,16\$ par jour et elle assure le transport. Elle fait payer ce tarif aux parents qui n'ont pas droit aux subventions. Néanmoins, environ 90 p. 100 d'entre eux y ont droit. Sans le transport, il s'agit de 18,25\$ par jour. Pour les enfants d'âge préscolaire, le taux est de 14\$ par jour et pour les nourrissons et les tout petits, il est de 18\$ par jour, sauf à *Coronation Park*, où il est de 20,16\$. Pour les services de garde en milieu familial, qui sont assurés par le centre de *Coronation Park*, le tarif est d'environ 10\$ ou 11\$ par jour pour les familles qui ont droit à des subventions. Cela ne comprend pas les frais d'administration et l'intervention du travailleur social affecté aux services de garde d'enfant en milieu familial.

Le vice-président: Et pour les garderies privées? Que font-elles payer?

Mme Brown: Leurs tarifs vont de 14\$ pour les enfants d'âge préscolaire à 18\$ pour les nourrissons ou les tout petits.

Le vice-président: D'accord. Que pensez-vous de la qualité de leurs services par rapport aux vôtres?

Mme Kimber: La différence est sans doute que les garderies privées acceptent les enfants sur des bases très différentes. Les enfants y vont certains jours et n'y vont pas certains autres. Le roulement de la main-d'oeuvre y est plus important. Par conséquent, l'uniformité des soins dispensés aux enfants s'en ressent beaucoup.

[Text]

The Vice-Chairman: What about qualifications of the people working in one place versus another? Do the people tend to have the same early childhood education?

Ms Kimber: According to the Day Nurseries Act, the staff need to have an Early Childhood Education diploma. I do believe that many of the commercial centres are hiring aides who do not have their diplomas. Within the private, the non-profit, all the staff have an early childhood education diploma plus, generally.

The Vice-Chairman: The two questions are related, but are these centres, the profit ones, making a profit?

Ms Kimber: No.

The Vice-Chairman: They are not making a profit. In other words . . .

Ms Brown: I do not know how they could.

The Vice-Chairman: Yes, we have heard that across the country, that most so-called private, profit, commercial centres in Canada are not making a profit. They sometimes subsidize the salary of an owner, but . . . In Newfoundland, for instance, 70% of the centres for child care are all so-called profit centres and we did not see any that made any profit. So in other words, the next question does not need to be asked. What they would be scrimping on in order to make a profit does not seem to be a relevant question.

Ms Brown: Staff salaries for one. You know, as you saw on the video tape, people with ECE diplomas who are looking for jobs are getting minimum wage at the profit-making centres. That is one area I see where they are scrimping. And also, because they all do not use all ECE qualified people, they can save money by hiring someone as an aide. So they are scrimping on the quality of the care, because not everybody has the appropriate background to care for young children.

The Vice-Chairman: Many of them then use a differentiated staff model, where they have senior type people with some other less qualified people.

Ms Brown: Yes, that is correct.

Ms Kimber: Another concern in that area too is the philosophy and the direction in which they are approaching their centre. They are there to make a profit if they can, where the non-profit is there to make sure that the development of the child is the greatest concern. I think that is the concern of all the parents of any children in this society.

The Vice-Chairman: What in your view would governments—and I do not just say ours, but provincial and municipal—need to have done in order to make it possible for Polysar to offer work-related day care? What was missing?

Ms Brown: I think it goes back to the question of direct funding for all non-profit day care centres, whether they are work-related or are a community-based day care centre or something like Lambton College ECE Centre. We just talked

[Translation]

Le vice-président: Comment se comparent les qualifications des personnes qui travaillent dans les deux types de garderies? En général, ont-elles, dans les deux cas, reçu une formation en éducation des petits?

Mme Kimber: Conformément à la Loi sur les garderies, le personnel doit posséder un diplôme en éducation des petits. Je crois qu'un grand nombre de garderies commerciales embauchent des aides non diplômées. Dans les garderies sans but lucratif, tout le personnel possède au moins un diplôme en éducation des petits.

Le vice-président: Les deux questions sont en rapport l'une avec l'autre, mais les garderies à but lucratif réalisent-elles un profit?

Mme Kimber: Non.

Le vice-président: Elles ne réalisent pas de profit. Autrement dit . . .

Mme Brown: Je ne vois pas comment elles le pourraient.

Le vice-président: Nous avons en effet entendu dire dans les différentes régions du pays que la plupart des garderies privées dites à but lucratif ne réalisaient pas de bénéfice. Elles subventionnent parfois le salaire du propriétaire, mais . . . À Terre-Neuve, par exemple, 70 p. 100 des centres sont des garderies dites à but lucratif, mais nous n'en avons vu aucune qui réalisait des bénéfices. Autrement dit, je crois inutile de poser ma question suivante. Je crois inutile de demander sur quoi elles économisent pour réaliser un profit.

Mme Brown: D'abord sur le salaire du personnel. Comme vous l'avez vu dans le vidéo, les personnes possédant un diplôme en éducation des petits qui cherchent un emploi sont payées au salaire minimum dans les garderies à but lucratif. Elles économisent donc sur ce plan. D'autre part, comme leurs employés ne sont pas tous diplômés, elles peuvent épargner en embauchant des aides. Elles économisent donc sur la qualité des soins, car tous les employés ne possèdent pas la compétence voulue pour s'occuper de jeunes enfants.

Le vice-président: Un grand nombre de ces établissements emploient donc des diplômés assistés de personnes moins compétentes.

Mme Brown: Oui, c'est exact.

Mme Kimber: D'autre part, ces garderies conçoivent leur rôle dans une optique différente. Elles sont là pour réaliser un bénéfice dans la mesure où c'est possible, alors que les établissements sans but lucratif s'intéressent surtout au développement de l'enfant. Je pense que cela préoccupe tous les parents.

Le vice-président: À votre avis qu'aurait dû faire le gouvernement—je ne parle pas seulement du nôtre, mais aussi du gouvernement provincial et municipal—pour permettre à Polysar d'offrir des services de garderie en milieu de travail? Que manquait-il?

Mme Brown: Cela nous ramène à la question du financement direct de toutes les garderies sans but lucratif, qu'il s'agisse de garderies d'entreprise ou de centres communautaires ou encore de services comme le Centre d'éducation de la

[Texte]

about the fact that you cannot see the profit-making centres making any money, so for workplace day care to be supported, it would have to have some commitment from the government to make that financially feasible.

The Vice-Chairman: We have seen some workplace-related centres. We saw one last week at Lavalin in Montreal, a large engineering firm. Certainly, Lavalin is a profit-making corporation but they run their centre as a non-profit operation with the company picking up the deficits. So in other words, you think it might be possible to encourage corporations to provide child care?

Ms Brown: Yes.

• 1020

The Vice-Chairman: Those are my questions. Mr. Fraleigh, did you have . . . ?

Mr. Fraleigh: Shelley, I would like clarification on one statement you made. You said they are paying minimum wage to the trained people and can save money by using aides. Do you mean they are paying less than minimum wage? I mean, how do they get away with paying less—

Ms Brown: No. I think they may start out at minimum wage. As opposed to some of the other centres in the city, like the non-profit centres and the Lambton College Daycare, the wages are much less. All the people at the college day care centre must have an ECE diploma. Aides are used at commercial centres and so on. There is just the minimum required by the ministry for an ECE person for one room. I am not sure. Bonnie may be able to speak better about the ratio of children . . . They are using aids who are not trained and do not have an ECE diploma. They pay those people less.

Mr. Fraleigh: I am still not clear. You made the statement the trained people were working for minimum wage. It is an impossibility to pay anything less than that.

Ms Brown: No, I am sorry. I will correct myself. Minimum wage is what I understand to be offered at a lot of the commercial centres. Some of the students you saw in the video were starting out at minimum wage and would go up to \$5. You do not find them earning the same amount of money as at Coronation Park, where I believe it was \$7 an hour, or at Lambton College Daycare Centre, which would have higher wages again. Because they use aids and not ECE qualified people, they pay them lower.

Mr. Fraleigh: Anything further on it, Bonnie?

Ms Kimber: No.

Mr. Fraleigh: The other thing . . . I plead ignorance. Who develops the criteria which develops the subsidization level? I am not talking about the people at the bottom or the people at the top. I am talking about the people in the centre group. In your experience, who develops that criteria?

[Traduction]

petite enfance du Collège de Lambton. Comme nous venons de la dire, les garderies à but lucratif ne réalisent aucun profit, si bien que les garderies d'entreprise ne pourraient pas subsister sans l'aide du gouvernement.

Le vice-président: Nous avons visité certaines garderies d'entreprise. Nous en avons vu une, la semaine dernière, à Montréal, chez Lavalin, une grande société d'ingénierie. Lavalin est certainement une entreprise à but lucratif, mais sa garderie est sans but lucratif et c'est la société qui éponge les déficits. Autrement dit, pensez-vous qu'il serait possible d'inciter les entreprises à assurer des services de garderie?

Mme Brown: Oui.

Le vice-président: Je n'ai pas d'autres questions. Monsieur Fraleigh, avez-vous . . . ?

M. Fraleigh: Shelley, je voudrais une précision. Vous dites que ces garderies paient le salaire minimum au personnel diplômé et qu'elles peuvent économiser en employant des auxiliaires. Voulez-vous dire qu'elles leur versent un salaire inférieur au salaire minimum? Comment peuvent-elles le faire . . .

Mme Brown: Non. Mais elles peuvent démarrer au salaire minimum. Contrairement à certains autres établissements, comme les garderies sans but lucratif et la garderie du Collège Lambton, elles paient des salaires nettement inférieurs. Tout le personnel de la garderie du collège doit être diplômé. Les garderies commerciales emploient des auxiliaires. Elles ont juste le nombre de diplômés par pièce prescrit par le ministère. Je n'en suis pas sûre. Bonnie pourrait peut-être vous en dire plus au sujet de la proportion d'enfants . . . Ces établissements emploient des auxiliaires qui n'ont reçu aucune formation et qui ne sont pas diplômées en éducation des petits. Ils leur paient un salaire inférieur.

M. Fraleigh: Je n'ai pas encore compris. Vous avez dit que le personnel diplômé était rémunéré au salaire minimum. Il est impossible de payer moins.

Mme Brown: Excusez-moi, mais ce n'est pas ce que j'ai voulu dire. Je crois qu'un grand nombre de garderies à but lucratif offrent le salaire minimum. Certaines des étudiantes que vous avez vues dans le film ont commencé au salaire minimum, après quoi elles peuvent toucher jusqu'à 5\$. Elles ne gagnent pas autant qu'à *Coronation Park* où le salaire est, je crois, de 7\$ de l'heure ou à la garderie du Collège Lambton où le salaire est également plus élevé. Comme ces établissements emploient des aides plutôt que des diplômés, ils les paient moins.

M. Fraleigh: Autre chose à ajouter, Bonnie?

Mme Kimber: Non.

M. Fraleigh: Excusez mon ignorance, mais qui élabore les critères pour les subventions? Je ne veux pas parler des personnes qui se situent en bas ou en haut de l'échelle des revenus. Je parle du groupe intermédiaire. D'après vous, qui élabore ces critères?

[Text]

Ms Kimber: The criteria for . . . I am not certain . . .

Mr. Fraleigh: For assistance in that middle group. Do we have subsidization or not? Is it black and white or is there a group in the centre where there is partial subsidization? I think that is what I am asking.

Ms Kimber: I do not believe there is partial subsidization. I cannot answer that question. Within Coronation Park and within my experience . . . It is a municipal centre and, from what I understand, it has 70 subsidized positions. I think it depends on a needs basis and what comes in for that under the Canada Assistance Plan.

Mr. Fraleigh: Who does it? I mean, who develops and who decides who gets those spaces? Is it the Family and Social Services officer in the area?

The Vice-Chairman: Yes.

Ms Kimber: I know within the positions . . . We have five subsidized places within our centre. The parents have to go to the Sarnia township office and work it out with the social people there. They then come back and the contract is made with us. They let us know what fees they can pay and then the township subsidizes the rest.

Mr. Fraleigh: Okay, so there is . . . You are not involved in developing the criteria. The Family and Social Services and the counselling officer make an arrangement with the parent or parents and that is the basis for the fees. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Langdon has a brief question.

Mr. Langdon: The point I wanted to raise was the statistics which exist for Ontario as a whole suggest about 70% of pre-school children who are in non-parental supervised situations during the day are not in licensed day care centres. Is that the case with Sarnia as well, and can you describe that reality a bit more to us? In a sense, we have been talking about profit and non-profit day care as if that is the universe, whereas in fact, in my experience with our children when they went through day care, often a great proportion of people were putting their children in . . .

• 1025

Ms Kimber: Private non-supervised care.

Mr. Langdon: That is right.

Ms Kimber: I think what happens with a lot within Sarnia-Lambton is that parents have no other choice. Even with the centres that are available in the city, there are extensive waiting lists. As Shelley mentioned herself, she waited . . .

Ms Brown: I waited 17 months.

Ms Kimber: I can pull out applications on our waiting list that go back as far as 1982, and they are still waiting.

So accessibility is very, very important. We need more spaces for the children. I am going back to this direct funding. It is important that it comes directly so it can go into making sure proper care for the children is available. When it is

[Translation]

Mme Kimber: Les critères pour . . . Je ne vois pas exactement . . .

M. Fraleigh: Pour l'aide financière accordée à ce groupe intermédiaire. A-t-il droit ou non à des subventions? Est-ce tout l'un ou tout l'autre ou certaines familles ont-elles droit à une subvention partielle? Voilà ce que je vous demande.

Mme Kimber: Je ne crois pas qu'il y ait de subventions partielles. Je ne peux pas répondre à cette question. À *Coronation Park*, à ce que je sais . . . Il s'agit d'un centre municipal qui a, je pense, 70 places subventionnées. Cela dépend des besoins et des subventions accordées dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada.

M. Fraleigh: Qui décide? Qui décide de l'attribution de ces places? Est-ce l'agent local des Services familiaux et sociaux?

Le vice-président: Oui.

Mme Kimber: Je sais que nous avons cinq places subventionnées dans notre centre. Les parents doivent aller voir les responsables des services sociaux au bureau du canton de Sarnia. Ils reviennent ensuite nous voir pour établir le contrat. Ils nous disent combien ils peuvent payer et le canton subventionne le reste.

M. Fraleigh: Par conséquent, vous ne participez pas à l'élaboration des critères. L'agent des Services familiaux et sociaux s'entend avec les parents et c'est ce qui détermine le montant de la subvention. Merci.

Le vice-président: M. Langdon a une brève question à poser.

M. Langdon: Selon les statistiques établies pour l'ensemble de l'Ontario, environ 70 p. 100 des enfants d'âge préscolaire qui sont gardés, pendant la journée, par des personnes autres que leurs parents, ne sont pas dans des garderies agréées. Est-ce également le cas à Sarnia et pourriez-vous nous donner un peu plus de précisions? Nous avons parlé des garderies à but lucratif et sans but lucratif comme si la situation se résumait à cela alors que j'ai moi-même constaté qu'un grand nombre de familles avaient recours à des . . .

Mme Kimber: Services privés non surveillés.

M. Langdon: C'est exact.

Mme Kimber: je pense qu'à Sarnia-Lambton, il arrive souvent que les parents n'aient pas d'autre choix. Les garderies ont de longues listes d'attente. Comme Shelley l'a dit, elle a attendu . . .

Mme Brown: J'ai attendu 17 mois.

Mme Kimber: Nous avons sur notre liste d'attente des demandes remontant à 1982, et ces familles attendent toujours.

Par conséquent, l'accessibilité revêt une importance capitale. Il nous faut plus de places pour les enfants. J'en reviens au financement direct. C'est très important qu'il soit direct si l'on veut mettre des services satisfaisants à la disposition des

[Texte]

unsupervised care, you do not know what is happening. The parents worry.

Mr. Langdon: So you are talking likely about thousands of children. It is almost a black market sort of child care, is it not?

Ms Kimber: Definitely. You do not know what is happening when it is in a home situation that is unsupervised.

So we are really proposing that a universal system is necessary both within a non-profit centre and supervised home day care where adequate supervision can be given, and that the direct funding can address the fees necessary to make it accessible and affordable to the parents and is also doing something with the salaries and the wages early childhood educators earn. In essence, at the moment they are subsidizing what system does exist by the low wages they receive.

The Vice-Chairman: Thank you very much, and thank you for your presentation.

We will now hear testimony from CANSPACT, the Canadian Second Partners Action Group, Mr. Ken Lilley and Mrs. Flanagan. At the outset, let me advise that we have on occasion heard from groups that have made similar presentations. We have agreed to hear testimony because we think a lot of what you are suggesting impacts specifically on child care.

I want to remind you that the order of reference for this task force does not include custody, so questions related specifically to who should have custody and why are beyond the purview of this group. But questions of the kind of care young people get as a result of custody arrangements is important to us. I specify our mandate so that I will bring you narrowly to our mandate and not to the broad issue you have covered in your presentation. Welcome to our committee.

Mr. Ken Lilley (Chairman, Canadian Second Partners Action Group): Thank you.

Mrs. June Flanagan (President, Canadian Second Partners Action Group): Thank you, and welcome to London, each and every one of you.

I would like to introduce myself. First of all, I am Mrs. June Flanagan, and with me is Mr. Ken Lilley. I am president of CANSPACT, Canadian Second Partners for Action. Ken is chairman of our custody, access, and child support committee.

• 1030

Very briefly, CANSPACT is an organization of concerned citizens. We are moms, we are dads, and we are grandparents who are distressed by the apparent lack of concern for the total emotional well-being of children in the unfortunate and all-too-frequent position of separation and divorce.

Because most of us have been in each and every one of the positions of separation and divorce, we feel we can recognize problems and offer logical, realistic, and usually very simple solutions to the problems. As the law stands, there is every

[Traduction]

enfants. Quand les services ne sont pas surveillés, vous ne savez pas ce qui se passe. Les parents s'inquiètent.

M. Langdon: Cela touche sans doute des milliers d'enfants. Il s'agit presque d'une sorte de marché noir, n'est-ce pas?

Mme Kimber: Certainement. Vous ignorez ce qui se passe lorsque les enfants sont gardés dans un milieu familial, sans aucune surveillance.

Par conséquent, nous estimons nécessaire d'accorder à tous des subventions, tant pour les garderies sans but lucratif que pour les services de garde en milieu familial qui font l'objet d'une surveillance adéquate. Ce financement direct permettra de fixer des tarifs abordables pour les parents et de verser un salaire décent aux éducateurs. Pour le moment, ces derniers subventionnent le système en se contentant de bas salaires.

Le vice-président: Merci beaucoup. Je vous remercie de votre exposé.

Nous allons maintenant entendre le témoignage de CANSPACT, *Canadian Second Partners Action Group* représenté par M. Ken Lilley et M^{me} Flanagan. Je précise que d'autres groupes nous ont déjà fait entendre le même genre de points de vue. Si nous avons accepté de vous entendre, c'est en raison de l'impact important que vos recommandations peuvent avoir sur les services de garderie.

Je tiens à vous rappeler que la garde des enfants n'entre pas dans le cadre de notre mandat puisque cette question n'est pas de notre compétence. Nous nous intéressons toutefois aux dispositions que les parents prennent pour s'occuper de leurs enfants lorsqu'ils en ont obtenu la garde. Je vous précise la nature de notre mandat afin que vous nous présentiez uniquement cet aspect du problème au lieu d'aborder la question dans son ensemble comme vous l'avez fait dans votre mémoire. Nous vous souhaitons la bienvenue.

M. Ken Lilley (président, Canadian Second Partners Action Group): Merci.

Mme June Flanagan (présidente, Canadian Second Partners Action Group): Merci et je vous souhaite à tous la bienvenue à London.

Je voudrais me présenter. Je suis June Flanagan et je suis accompagnée de M. Ken Lilley. Je suis la présidente de CANSPACT, *Canadian Second Partners for Action*. Ken préside notre comité sur la garde, l'accès et la pension alimentaire.

En deux mots, CANSPACT est un regroupement de citoyens, de mères, de pères et de grands-parents inquiets de voir qu'on ne soucie guère du bien-être affectif des enfants en cas de séparation ou de divorce, deux événements regrettables, mais hélas très fréquents.

Comme la plupart d'entre nous avons eu à faire face à une séparation et à un divorce, nous pensons pouvoir comprendre les problèmes et proposer des solutions logiques, réalistes et souvent très simples pour les résoudre. La loi prévoit toutes

[Text]

means of enforcing support and custody orders, but nothing that addresses the need to enforce an access order ensuring that the child is allowed to share in the life of both parents.

Ken will now expand upon our concerns.

Mr. Lilley: Could I just ask, are there any specific areas in this you would like me to delete? I am a little confused as to which . . .

The Vice-Chairman: I think we will just . . . We have no wish to try to restrict your presentation. We have had some groups who have talked more about custody, and therefore I would be prepared to let you go, as long as it is concise.

Mr. Lilley: Okay. It is my hope to familiarize you today with some of the severe problems which are emerging as a result of the changing Canadian family. As more and more marriages and families break down, these problems are growing on a daily basis, and unless we resolve some of the severe hardships these changes are invoking, and particularly on children, who are primarily the victims of family break-up, we will be creating a time bomb of social ills which in the near future will consume all of us. These threats are as real and as destructive as anything in the international arena of terrorism and strife, as the family is the basis of our society and our social structure.

We are seeing more and more problems such as kidnapping, family violence, non-custodial parents giving up trying to see their children, delinquent child support payments, severe psychological and some physical child abuse. I believe my brief outlines some of the causes and possible solutions to these interrelated problems, and I would like to zero in on that point, that I think these things are all tied in together and can be solved. If you solve one, you solve all of them, or many of them. Let us now look in detail at some of the root causes of family problems.

The first problem I have listed is that the child at the time of marriage break-up is often left under the care and control of the parent with the poorest resources, and also the child loses its right to see the other parent or to have a change in custody by the better-qualified parent. As we have heard this morning, the person ending the marriage—and 70% of marriages, from the statistics that I have been able to get, are terminated by the wife, and 90% of the child custody is routinely awarded to the mother, and I have an article attached to this which quotes that figure as 85.6%, but it is in that area—is often under psychological duress and in a state of turmoil. This is usually the mother, who either leaves home and takes the children . . . or the husband is coerced into leaving so the children can remain in the matrimonial home. The mother is assumed to have interim custody, and she is usually financially deprived. A precedent is established. The other parent, usually the father, is immediately alienated from his normal relationship with his children and ultimately loses custody, because the mother has set the pattern of obtaining care and control of the child.

[Translation]

sortes de moyens pour faire respecter les ordonnances de pension alimentaire et de garde, mais rien n'est prévu pour faire appliquer le droit de visite afin que l'enfant puisse continuer à partager la vie de ses deux parents.

Ken va maintenant vous faire part des questions qui nous préoccupent.

M. Lilley: Je voudrais seulement vous demander s'il y a là certaines choses que vous voulez que je supprime? Je ne sais pas exactement ce que . . .

Le vice-président: Nous allons simplement . . . Nous n'avons pas l'intention de vous limiter. D'autres groupes nous ont déjà parlé des ordonnances de garde et je suis donc prêt à vous laisser faire, du moment que cela reste concis.

M. Lilley: D'accord. J'espère pouvoir vous faire mieux comprendre certaines des graves problèmes qui apparaissent à la suite de l'explosion de la cellule familiale. Les divorces étant de plus en plus fréquents, ces problèmes s'aggravent de jour en jour et si nous ne faisons rien pour remédier aux graves conséquences que ce genre de situation peut avoir, surtout pour les enfants, qui en sont les principales victimes, nous allons nous retrouver avec une véritable bombe à retardement qui ne tardera pas à engendrer toutes sortes de troubles sociaux. Il s'agit là d'une menace bien réelle et aussi destructrice que le terrorisme et les conflits internationaux, car la famille forme la trame de notre société.

Les cas d'enlèvement, de violence familiale, de parents qui renoncent à faire des pieds et des mains pour essayer de voir leurs enfants dont la garde a été confiée à leur conjoint, de non-paiement de la pension alimentaire, de troubles psychologiques graves et d'enfants maltraités, deviennent de plus en plus nombreux. Mon mémoire expose certaines des causes de ces problèmes ainsi que les solutions qui permettraient de les résoudre et j'insisterais particulièrement là-dessus, car je pense que tous ces problèmes sont reliés les uns aux autres et qu'il est possible d'y remédier. Si vous en réglez un, vous les réglez tous, ou du moins la plupart d'entre eux. Examinons maintenant certaines des causes des problèmes familiaux.

En premier lieu, en cas de séparation ou de divorce, l'enfant est souvent laissé sous la garde du parent qui possède le moins de ressources financières et l'enfant perd également le droit de voir l'autre parent. Il n'est pas possible non plus de modifier l'ordonnance de garde pour qu'il soit confié au parent le mieux en mesure de s'occuper de lui. Comme nous l'avons entendu dire ce matin, la personne qui met fin au mariage—et d'après les statistiques que j'ai pu obtenir, dans 70 p. 100 des cas, il s'agit de la femme, laquelle obtient la garde de l'enfant dans 90 p. 100 des divorces et j'ai d'ailleurs joint à ce mémoire un article citant un chiffre de 85,6 p. 100—se trouve en proie au stress et à la dépression. Il s'agit généralement de la mère, qui quitte la maison avec les enfants . . . ou qui oblige son mari à partir afin que les enfants puissent rester dans la maison familiale. La mère assure automatiquement la garde provisoire des enfants et généralement elle dispose de moyens financiers très limités. Cela établit un précédent. L'autre parent, généralement le père, rompt immédiatement ses relations normales avec ses enfants et il finit par en perdre la garde, car la mère s'est déjà arrogé ce droit.

[Texte]

My solution to that would be to have the law protect the rights of the father to visitation, and also, in the long term, the father's equal right to claim custody.

The second point is that the child does not have effective property rights when a marriage is ended. When a marriage is split, the family assets are split between husband and wife, but people seem to forget the child has assets, too. He has a bedroom with furniture and toys and investments, savings bonds, perhaps family heirlooms that have been left to him, and the custodial parent can dispose of all those items. And this has happened. Now, you can get a court order to prevent the disposition of a child's property, but that is up to some outside person to take that action. So the child is not protected in that area.

• 1035

Thirdly, the child's right to have regular access to the non-custodial parent is taken away from him. This one simple fault in the legal system creates a vast litany of abuses against the child and can only be termed a national obscenity towards children. It results in the following abuses or crimes against the child, all of which are growing rapidly in today's modern society. We are seeing a great deal now of kidnapping. It has a very high profile in the media. It was on the national news the other night. We see pictures all over the place, on milk cartons and on backs of trucks, of children who have been kidnapped. What is the reason for all these children being kidnapped? The majority of the kidnappings are conducted by the non-custodial parent.

Now, these non-custodial parents do not carry out this kidnapping because they are terrible criminals, they carry them out because they are parents who love their children very much and have had their access to the child denied; and after a long period of trying every method possible they become desperate and kidnap the child. They do this because they love the child, not because they are criminals. Of course, this is a very serious crime. These people give up their habitual home, their job, their families, their friends, and end up being fugitives in order to do this, but they are forced to do it. Now, we are not condoning kidnapping. I am just trying to point out to you that this major problem traces right back in many, many cases, I would think, to the lack of enforcement of access.

Delinquent child support: Maybe not all, but a great many fathers are willing to pay a reasonable amount of child support for their child, but they feel cheated and left out when they pay child support but they are not allowed to see their child. I think fair is fair. If it works one way it should work the other.

I would like to quote from an article, which I attached, written by Mr. Tom Granger, one of the top family lawyers in London:

In my opinion, if the court is prepared to put a husband in jail for non-payment of support as ordered, the same court should be equally prepared to put a mother in jail for failing to grant access as ordered. If a custodial parent was aware

[Traduction]

J'estime que la loi devrait protéger le droit de visite du père et lui permettre de demander la garde des enfants au même titre que la mère.

En deuxième lieu, les droits de propriété de l'enfant ne sont pas reconnus en cas de divorce. Les biens de la famille sont partagés entre le mari et la femme, mais les gens semblent oublier que l'enfant a également des choses qui lui appartiennent. Il a une chambre, des meubles et des jouets ainsi que des placements, des obligations d'épargne, peut-être même des objets de valeur qui lui ont été laissés en héritage. Le parent qui en a la garde peut liquider toutes ces choses. C'est déjà arrivé. Vous pouvez obtenir une ordonnance du tribunal pour empêcher la vente des biens appartenant à l'enfant, mais il faut pour cela l'intervention d'un tiers. L'enfant n'est donc pas protégé sur ce plan.

Troisièmement, l'enfant est privé du droit de voir régulièrement l'autre parent. Cette lacune de la loi donne lieu à toutes sortes d'abus dont l'enfant est la première victime et elle constitue un véritable scandale national. Cela ouvre la porte à des actes criminels qui sont de plus en plus fréquents dans la société moderne d'aujourd'hui. Il y a actuellement un grand nombre d'enlèvements. Les médias en parlent beaucoup. Il en a été question aux nouvelles nationales l'autre soir. Un peu partout, sur les cartons de lait et à l'arrière des camions, nous voyons la photo d'enfants qui ont été kidnappés. Pour quelle raison tous ces enfants sont-ils enlevés? Les parents qui n'ont pas obtenu la garde de leurs enfants sont les auteurs de la plupart de ces kidnappings.

Les parents qui kidnappent leur enfant le font non pas parce qu'ils sont d'affreux criminels, mais parce qu'on les a empêchés de voir leur enfant qu'ils adorent. Après avoir essayé longtemps de le voir par toutes sortes de moyens, ils deviennent désespérés et kidnappent l'enfant. S'ils le font, c'est par amour. Bien sûr, il s'agit là d'un délit très grave. Ces gens renoncent à leur maison, à leur emploi, à leur famille, à leurs amis et deviennent des fugitifs, mais ils sont obligés de le faire. Nous ne faisons pas l'apologie du kidnapping. J'essaie seulement de vous faire comprendre que ce grave problème est, dans la plupart des cas, attribuable à l'absence de dispositions permettant de faire respecter le droit de visite.

Le non-paiement de la pension alimentaire: La plupart des pères sont prêts à payer une pension raisonnable pour leur enfant, mais ils s'estiment lésés lorsqu'on ne leur permet pas de voir l'enfant. Il faut une certaine justice. Ce qui vaut pour l'un vaut également pour l'autre.

Je voudrais vous citer un article, que j'ai joint à mon mémoire, de M. Tom Granger, l'un des plus grands avocats de London spécialisé dans les cas de divorce.

A mon avis, si le tribunal est prêt à envoyer un mari en prison s'il ne paie pas la pension alimentaire, il devrait également être disposé à envoyer la mère en prison si elle ne respecte pas les droits de visite du père. Si le parent qui obtient la garde de l'enfant savait que l'ordonnance de garde

[Text]

that custody might be changed if access was denied I am sure that there would be less access disputes.

He also goes on to say:

Unfortunately many fathers feel that the courts have abandoned them, as judges appear to be prepared to place father in jail for non-payment of support, but will not put mother in jail for interfering with access in the most blatant of cases.

I meant to qualify right at the beginning, I have tried very hard not to appear sexist in this report, but unfortunately the access and custody laws are so heavily weighted to the mother that it is difficult to avoid that. I have tried to avoid that.

Alienation from non-custodial parent and extended family—this happens to many children. They do not get to see their grandmothers and grandfathers and aunts and uncles and cousins. As a matter of fact, there was an article in this morning's *The Toronto Star*, which I tore out, which says: "Unstable family unit harms the elderly". And it goes on to say that they are becoming increasingly isolated, the elderly, and this isolation contributes to the physical and mental breakdown of the elderly. And that again is tied right back to one or other of the parents not being allowed to see their children and expose the children to the extended family.

Lack of role models: The custodial parent often moves away to another city and they attempt to fill the roles of opposite parent, grandparents, aunts, uncles, cousins and friends. I think this is very detrimental to the child. Looking back on my childhood, I had 18 direct aunts and uncles and numerous cousins, and those people played an important role in shaping my attitudes toward life. I had a multitude of different sources of inspiration.

• 1040

Severe psychological abuse: This takes place all the time in brainwashing against non-custodial parents, with continuous hassles over access times and pickups or a child who is poorly prepared for access. Parenting involves a lot of skills, and preparing your child for access is a new and special skill parenting involves. I think it can be done very nicely and very appropriately, if the custodial parent is willing and qualified to do it.

All these problems are directly related to the fact that there is very poor enforcement of access. I say no enforcement of access in my report. I am thinking of that in specific cases. There are a few times when there is enforcement of access, but they are so few they are noteworthy.

Possible physical abuse: Mr. Granger mentions right in his article here about children who are chastized or punished for wanting to see their non-custodial parent or saying they had a good time with their non-custodial parent. That seems to be a threat to the custodial parent and sometimes the child is

[Translation]

risque d'être modifiée s'il ne laisse pas l'autre parent voir l'enfant, je suis sûr qu'il y aurait beaucoup moins de conflits à ce propos.

Et il ajoute:

Malheureusement, un grand nombre de pères estiment que les tribunaux se désintéressent d'eux, car les juges semblent prêts à les envoyer en prison s'ils ne paient pas la pension alimentaire alors qu'ils seront beaucoup plus indulgents pour la mère qui refuse de laisser l'enfant voir son père, même dans les cas les plus flagrants.

J'ai voulu établir les droits dès le départ. J'ai fait de mon mieux pour que ce rapport n'ait pas l'air sexiste, mais malheureusement les lois régissant le droit de visite et le droit de garde penchent tellement en faveur de la mère qu'il est difficile de l'éviter. En tout cas, j'essaie de mon mieux.

L'éloignement du parent qui n'a pas la garde de l'enfant et de sa famille—cela arrive à beaucoup d'enfants. Ils ne peuvent plus voir leur grand-mère, leur grand-père, leurs tantes, leurs oncles et leurs cousins. J'ai découpé, dans le *Toronto Star* de ce matin, un article disant: «Les personnes âgées souffrent de l'instabilité de la cellule familiale». Dans cet article, on peut lire que ces personnes deviennent de plus en plus isolées et que cet isolement entraîne des troubles physiques et mentaux. Et c'est, là encore, attribuable au fait que l'un des parents n'est pas autorisé à voir ses enfants et à les emmener dans sa famille.

L'absence de modèles: Le parent qui a la garde de l'enfant déménage souvent dans une autre ville et s'efforce de remplacer l'autre parent, les grands-parents, les tantes, les oncles, les cousins et les amis. Je pense que cela nuit beaucoup à l'enfant. Quand j'étais petit, j'avais 18 oncles et tantes et de nombreux cousins. Tous ces gens ont exercé une forte influence sur mon attitude et mon comportement. J'ai eu de multiples sources d'inspiration.

Préjudices psychologiques graves: Cela se produit toujours lorsque le parent qui a la garde de l'enfant cherche à noircir son ex-conjoint aux yeux de l'enfant, lorsque les visites donnent lieu à des chamailleries continuelles ou lorsque l'enfant est mal préparé à ses visites. Pour être de bons parents, il faut déployer beaucoup de qualités et, de nos jours, il faut savoir aider l'enfant à faire face à ce genre de situation. Cela fait maintenant partie de l'art d'être parent. Les choses se passeront très bien si le parent qui a la garde de l'enfant est désireux et capable de le faire.

Tous ces problèmes sont directement attribuables au fait que les tribunaux ne font pas respecter le droit de visite. C'est ce que je dis dans mon rapport. Il y a quelques exceptions, mais elles sont vraiment très rares.

Mauvais traitements: M. Granger mentionne dans son article que des enfants sont réprimandés ou punis lorsqu'ils demandent à voir l'autre parent ou lorsqu'ils disent qu'ils ont passé des moments agréables avec lui. Le parent qui a la garde de l'enfant semble considérer cela comme une menace et punit

[Texte]

punished for doing that. The non-custodial parent and the extended family also provide a monitoring system to keep an eye on the child and make sure its psychological and physical development is progressing unhindered. It is an important outlet for the child.

Loss of vacation rights: The non-custodial parent is often not allowed to travel on vacation to another country or province with the child, and therefore the child is deprived of many of life's great experiences.

Physical illness: Sometimes it is brought on by duress from not being allowed to see the non-custodial parent, from being under duress by being poorly prepared for the visitation time, or by a poor exchange of medical information. This medical thing is something I have run into myself and I think that could be solved very simply with just a form which could be exchanged between the parents to pass on the latest medical information and information regarding medication, etc..

Troubled access: I say there is an endless list of well known excuses for denying access to non-custodial parents. Everybody knows about them, but they are perpetrated on a daily basis. It is the work of a poor custodial parent who should be monitored and asked to improve their behaviour.

Homicide of custodial parent or child: I know this happens.

Conflict and confusion of a child by contradictory laws and values: I say your children are wise and they know non-custodial parents have been given a legal right to see them. When it is not enforced, they question the existence of justice. They are confused by the success of the custodial parent's lies, manipulation, contempt of court and vilification of the non-custodial parent. This leaves the child with a very confused set of values.

Nurture versus rupture: Society is going in two different directions. Men are encouraged to go to the delivery room, to be bonded to their children, to participate in child care, to change diapers, rock colicky children, give bottles, read books, and tuck children into bed. Most men really do love their children. They are not drunken bums who abandon their children. Although men are encouraged to do this, they are left in the impossible position where they are denied the right to see their children, in many cases, when marriage breaks down. Both the men and their children are left in a very confused state. The children are quite often treated as if they were property of the custodial parent, just loaned to the non-custodial parent at their will.

• 1045

The non-custodial parent is not given enough consideration for child care expenses when support payments are determined. I have given an example here, and this is the way the court works. They determine the mother's income and the father's income and they contribute proportionately. In my example, the father contributes two-thirds and the mother

[Traduction]

parfois l'enfant pour ce genre de réflexion. L'autre parent et sa famille assurent également une surveillance en veillant à ce que le développement psychologique et physique de l'enfant progresse normalement. C'est important pour l'enfant.

La perte du droit aux vacances: Souvent, le parent qui n'a pas la garde de l'enfant n'a pas le droit d'emmener ce dernier en vacances à l'étranger ou dans une autre province, ce qui prive l'enfant d'un grand nombre d'expériences intéressantes.

Maladie physique: Souvent l'enfant tombe malade parce qu'il est malheureux de ne pas voir l'autre parent, parce qu'il est mal préparé aux visites ou parce que les parents négligent de se communiquer des renseignements médicaux. Je me suis trouvé personnellement devant ce problème et je pense qu'il serait facile de le résoudre au moyen d'un simple formulaire grâce auquel les parents pourraient s'échanger des renseignements sur la santé de l'enfant, les médicaments qu'il doit prendre, etc. . .

Non-respect du droit de visite: Je dirais que le parent qui a la garde de l'enfant invoque toutes sortes d'excuses pour empêcher l'autre parent de voir l'enfant. Tout le monde le sait, et cela se produit tous les jours. Il faudrait surveiller ce genre de situation et demander aux parents qui agissent ainsi d'améliorer leur comportement.

Meurtre du parent qui obtient le droit de garde ou de l'enfant: Ce genre de chose arrive.

Lois et valeurs contradictoires qui sèment la confusion dans l'esprit de l'enfant: Vos enfants sont intelligents et savent très bien que le parent qui n'a pas obtenu le droit de garde a néanmoins le droit de les voir. Si ce droit n'est pas respecté, ils n'ont plus confiance en la justice. Ils comprennent mal que le parent à qui ils ont été confiés puisse ainsi mentir, tricher, aller à l'encontre de l'ordonnance du tribunal et dire du mal de l'autre parent. L'enfant ne sait plus à quoi s'en tenir.

Le resserrement et la rupture des liens: La société s'oriente dans deux directions diamétralement opposées. Elle invite les hommes à aller dans la salle d'accouchement, à s'attacher à leurs enfants, à prendre soin d'eux, à changer leur couche, à les bercer quand ils ont des coliques, à leur donner le biberon, à leur lire des histoires et à les border dans leur lit. La plupart des hommes aiment vraiment leurs enfants. Ce ne sont pas des alcooliques prêts à les abandonner. Alors qu'on encourage les hommes à se comporter ainsi, on les place dans une situation impossible en leur refusant, bien souvent, le droit de voir leurs enfants en cas de divorce. Les pères et leurs enfants ne savent plus où ils en sont. Souvent, le parent qui a la garde des enfants traite ces derniers comme s'ils étaient sa propriété et il les prête à l'autre parent seulement s'il le veut bien.

Lorsqu'on détermine le montant de la pension alimentaire, on ne tient pas suffisamment compte des dépenses du parent qui n'a pas obtenu la garde de l'enfant. J'ai fourni ici un exemple de la façon dont le tribunal opère. La contribution du père et de la mère est proportionnelle à leurs revenus respectifs. Selon mon exemple, le père fournit les deux tiers et la

[Text]

contributes one-third, to make \$600. The mother gets \$600 and the father gets zero, and the father has to supply a two-bedroom apartment or a town house, furniture, clothing, food, health-care items, soap and water, entertainment, travelling expenses, toys, sports equipment; and the courts allow the father zero for supplying this.

When the custodial parent moves out of the normal habitual town, the child loses contact with the non-custodial parent, extended family, doctor, dentist, school friends, church, and familiar surroundings. The father or a non-custodial parent—it could be the mother—is forced to go to the new habitual home of the child to pursue any legal dispute associated with custody or access. This is expensive or prohibitive. In many cases, the non-custodial parent eventually just gives up trying to take any legal action to get to see their child, or if they do not give up, they may kidnap them.

We see a growing need for Big Brothers and Big Sisters. Although these are excellent organizations which do great work, we may have reached the ludicrous situation where we are enlisting Big Brothers and Big Sisters for children whose fathers or mothers are too far away to visit them or are being denied access by the custodial parent.

I have listed here the people affected and the solutions. I will not go through all those, but they are there for your consideration.

Concerning this access thing, I have been to meetings where there are literally hundreds of men who are in the same position I am. It is a very serious problem, it is causing very serious abuses of children. It seems to me there is such a simple solution. If you enforce access, to a large extent you eliminate all of these problems. Children can live with going back and forth from mother to dad, provided it is done in a smooth and psychologically appropriate way. I really would urge you to do whatever you can do to try and alleviate this situation.

The Vice-Chairman: Thank you very much for what has been a very interesting presentation.

The committee will break for five minutes.

• 1055

• 1100

The Vice-Chairman: Our next presentation this morning is from Rosemary Beer. Good morning and welcome to our committee.

Ms Rosemary Beer (Individual Presentation): Good morning. I sent my brief to Ottawa, so I do not know if everybody has a copy of it or not. It is only two pages and I will just read it. It will not take me too long.

Dear committee members: In regard to my brief on the subject of child care, the points I would like to see covered are as follows: Some kind of subsidy for the rural area people, even

[Translation]

mère un tiers, ce qui donne 600\$. La mère obtient 600\$ et le père rien du tout alors qu'il doit fournir un appartement ou une maison de deux chambres à coucher, des meubles, des vêtements, de la nourriture, des produits d'hygiène, de l'eau et du savon, des distractions, des voyages, des jouets, de l'équipement sportif; les tribunaux n'accordent pas un sou au père pour fournir tout cela.

Lorsque le parent qui a obtenu le droit de garde déménage dans une autre ville, l'enfant se trouve séparé de l'autre parent et de sa famille, de son médecin, de son dentiste, de ses camarades d'école, de son église et de son milieu habituel. Le père, ou il s'agit parfois de la mère, doit se rendre au nouveau domicile de l'enfant pour faire valoir ses droits devant les tribunaux. C'est extrêmement coûteux. Bien souvent, il renonce à tenter des poursuites pour voir l'enfant ou, s'il n'y renonce pas, il peut le kidnapper.

Les Grands frères et Grandes sœurs sont de plus en plus demandés. Même si ces organismes accomplissent un excellent travail, nous nous trouvons dans la situation ridicule où les Grands frères et Grandes sœurs doivent s'occuper d'enfants qui ne peuvent pas voir leur père ou leur mère parce qu'ils sont trop loin ou parce que les parents s'y opposent.

J'ai énuméré les différentes personnes touchées et les solutions que nous proposons. Je ne les passerai pas en revue, mais je vous demande de les examiner.

En ce qui concerne le droit de visite, j'ai rencontré des centaines d'hommes dans la même situation que moi. C'est un problème très grave qui cause beaucoup de torts aux enfants. La solution serait tellement simple. Si vous faites respecter le droit de visite, vous éliminez la plupart de ces problèmes. Les enfants peuvent très bien s'accommoder d'allées et venues continues entre leur père et leur mère, si les choses se passent en douceur et s'ils sont bien préparés au point de vue psychologique. Je vous exhorte à faire tout votre possible pour remédier à cette situation.

Le vice-président: Merci beaucoup de cet exposé très intéressant.

Nous allons suspendre la séance pendant cinq minutes.

Le vice-président: La prochaine intervention, ce matin, est celle de Rosemary Beer. Bonjour madame, soyez la bienvenue à notre Comité.

Mme Rosemary Beer (déposition individuelle): Bonjour. J'ai envoyé mon mémoire à Ottawa, si bien que je ne sais pas si vous en avez tous une copie. Il ne fait que deux pages que je me contenterai de lire. Cela ne me prendra pas beaucoup de temps.

Chers membres du Comité: en ce qui concerne mon mémoire sur la garde des enfants, les points que j'aimerais voir traiter sont les suivants: une allocation quelconque aux

[Texte]

to home care givers as well as to day care centres; being able to deduct all baby-sitting expenses, even if I do not get a receipt—right now, the government says we have to have a receipt if they come and investigate me—or having farm people's wages subsidized in order to work on a farm.

This is my own experience from last year. I worked a total of 100 days and out of that, I paid for 74 days of child care amounting \$1,350, which was not all deductible because not everyone gave me a receipt for it.

The school kids I had on the weekend are also not in that amount. During the summer, I could not find a school girl or boy, so I drove 24 miles to Blenheim and paid \$21.60 per day for child care at a day care centre. The gas I spent driving there I did not use as an expense, either.

This year my four-year-old boy is at a home care person and I have to pay \$1.50 per hour per child, therefore, come summer when my other child is out of school, I would have to pay \$3 per hour for my two boys.

I would be lucky to have \$12 left for myself after working eight hours on a farm, which is \$1.50 per hour, and I was just wondering if anybody knows anybody who would work that cheap? Last year I did because the farmer I worked for could not find anyone to replace me.

Last year my husband's taxable income was \$8,200 and mine was \$3,800 and we still had to live off that income, which I do not feel is very much. The problem in the rural areas is that employment is seasonal; the hours are long, sometimes you can plant till 9.30 at night if you wish and the season to work is the summer when school is out.

We could ask to have the schools run 12 months of the year if we wanted to, I guess. And then also I have to pay for two boys come summertime because my oldest one is in school already.

Also, there is no approved day care or home care available in the rural areas unless you pay full rate and in the summer, when all the schools are out, it would be nice if maybe some university students—they get out in April and planting usually starts in May—if we could get them or one of them to come around our area and, say, take four concession roads into consideration and get a church basement or a church yard or garage or something and give those students a job to look after, say, five or six kids.

When you are not an ECE graduate, I think the ratio to have somebody looking after the kids is about 5:1, whereas I think an ECE student can probably handle eight because they are trained to do that.

As long as it is within driving distance... I do not mind driving a couple of miles, but when you have to drive to a centre and then you have to drive back to the farm and you have to drive back to the centre and then you have to drive

[Traduction]

habitants des zones rurales, aux centres de garde de jour, et même aux gardiennes à domicile; la possibilité de déduire tous les frais de garde à domicile, même sans reçu—actuellement, le gouvernement nous dit que s'il fait une vérification, nous devons pouvoir présenter un reçu—ou une allocation de salaire qui permette aux travailleurs agricoles de travailler.

Voici mon expérience de l'an dernier. J'ai travaillé 100 jours au total, et là-dessus, j'ai payé 74 jours de garde d'enfants, soit 1,350\$, somme qui n'était pas totalement déductible parce qu'on ne m'a pas toujours remis un reçu.

Les jeunes étudiant que j'employais en fin de semaine ne figurent pas non plus dans cette somme. En été, il m'était impossible d'en trouver, si bien que j'étais obligée d'aller en auto jusqu'à Blenheim, à 24 milles de chez moi et de payer une garderie 21.60\$ par jour. Je n'ai pas non plus compté comme frais l'essence consommée pour cela.

Cette année, mon petit garçon de quatre ans va chez une gardienne à domicile que je paie 1,50\$ de l'heure; cet été, lorsque mon autre enfant sera en vacances, il me faudra donc payer 3\$ de l'heure.

En mettant les choses au mieux, il me restera 12\$ après huit heures de travail à la ferme, ce qui fait 1,50\$ de l'heure. Connaissez-vous quelqu'un qui soit prêt à travailler pour si peu d'argent? L'an dernier, c'est ce que j'ai fait, parce que l'agriculteur pour qui je travaillais n'a trouvé personne pour me remplacer.

L'an dernier, le revenu imposable de mon mari a été de 8,200\$, et le mien, de 3,800\$; c'est tout ce que nous avions pour vivre, et cela ne me paraît pas beaucoup. Le problème des régions rurales c'est que l'emploi y est saisonnier; vous travaillez de longues heures, vous pouvez parfois planter jusqu'à 9h30 le soir, et l'été est la saison de travail, pendant les vacances scolaires.

Je suppose qu'on pourrait demander que les écoles fonctionnent 12 mois par an. En plus de ça, il faut que je paie pour mes deux garçons, en été, car l'aîné est déjà d'âge scolaire.

A moins de payer plein tarif, il n'existe pas de garde de jour ou de garde à domicile autorisée dans les régions rurales. En été, lorsque toutes les écoles sont fermées, ce serait bien que des étudiants—theurs cours se terminent en avril et les plantations débutent habituellement en mai—puissent venir chez nous. Si nous pouvions en avoir, ne serait-ce qu'un, prendre, par exemple, quatre chemins de concessions, et trouver un sous-sol ou une cour d'église, ou un garage, ou n'importe quoi d'autre, et leur donner cinq ou six enfants à garder.

Lorsque vous n'êtes pas diplômé de l'ECE, je crois que le rapport est d'environ une personne pour cinq enfants parce qu'elle a été formée pour cela.

Tant qu'on peut s'y rendre en automobile... Ça ne me dérange pas de conduire un ou deux milles, mais lorsque vous êtes obligée de vous rendre en auto jusqu'à un centre, de retourner à la ferme, puis de retourner au centre, et ensuite

[Text]

back to your house; I am wasting a lot of gas, which is not cheap.

That is what I would like to do; see if we can get some help somewhere for the rural people, somewhere along the line. Yes, I wish, because minimum wage, I believe, is \$4. But on the farm I do not think minimum wage is \$4. By rights, the agricultural people do not have to pay \$4 but they usually do pay \$4. And if I am going to pay \$3 to my home care-giver, I am going to end up with \$1.

• 1105

How many people today are going to work . . . I know our parents did it and our grandparents did it, but our generation is not going to do it. We are going to say to heck with it; we will go to welfare. The government pays the welfare people.

So if we keep paying all these people, the money has to come from the taxpayers and eventually this includes all of us. I do not know. Maybe you could pay for one of my kids. I am willing to pay \$1.50, but I am not willing to pay \$3. On the farm wages, we cannot do it. And I cannot go to my boss and ask him to pay me \$7 so I can have \$4 and give \$3 away. We would all be happy.

Well, in order for the farmer to pay me \$7, he has to be paid \$20 for his broccoli or his vegetables. So if we keep passing the buck, somebody has to eventually pay for it.

I guess maybe the problem is that we should only have one kid. Everybody is willing to pay for one child. But when you come to two kids or more, it is wipe-out, unless I have a degree or unless I can work in an office and make \$15,000 or unless I work as a teacher, a nurse, a civil servant, or anybody who makes more money than a farm-wage person. Somebody has to do the work, and I am willing. I was brought up on a farm so I know that farmers do want good help, not that I am bragging. I know when to work and I know when to play and I know when the farmer wants his work done and I am willing to work those long hours. But I cannot because my home care-giver only wants to work an eight-hour shift more or less.

This year I am not going to work during July and August because I cannot afford to pay her \$3. So I called the Kent County municipal building, and they sent me a copy which I did not send in my brief. They sent me a copy of what everybody charges. They told me, come July 1, 1986—now I do not know if this is federal or provincial—Kent County is going to have five spaces available for subsidized day care. But it is going to take all of Kent County into consideration, which could go from Tilbury, Wallaceburg, Walpole Island, Ridgetown—five things available.

First of all, they are going to start with the welfare people. They want the welfare people to go back to work. I think you can agree with me that if you are going to pay somebody . . . I

[Translation]

chez vous, vous gaspillez beaucoup d'essence, et l'essence n'est pas bon marché.

Voilà ce que j'aimerais faire; voir si nous pouvons obtenir de l'aide, quelque part, pour les ruraux. Oui, je voudrais bien, car le salaire minimum est, je crois, de 4\$. Mais à la ferme, je ne crois pas qu'il le soit. Les agriculteurs ne sont pas tenus par la loi de payer 4\$, mais ils le font habituellement. Si je paie ma gardienne 3\$, je me retrouve avec 1\$.

Combien y a-t-il de gens, aujourd'hui qui sont prêts à travailler . . . Je sais que nos parents le faisaient, que nos grands-parents le faisaient, mais notre génération ne le fera pas. Nous enverrons tout promener et nous nous rabattons sur l'assistance social. C'est l'État qui paie les assistés sociaux.

Si nous continuons à payer tous ces gens-là, cela veut dire que l'argent vient des contribuables, c'est-à-dire, finalement, de nous tous. Je ne sais pas. Peut-être pourriez-vous payer la garde d'un de mes enfants. Je suis prête à payer 1,50\$, mais pas 3\$. Les salaires agricoles ne nous le permettent pas. Et je ne peux pas aller trouver mon patron pour lui demander de me payer 7\$ de manière à en gagner quatre et à en donner trois. Nous serions tous contents.

Pour que l'agriculteur paie 7\$, il faut qu'on lui paie 20\$ ses brocolis et ses légumes. Si nous continuons à rejeter les responsabilités sur les autres, il faudra bien que quelqu'un finisse par payer.

Le problème, c'est que nous devrions peut-être n'avoir qu'un enfant. Tout le monde est prêt à payer pour un enfant, mais lorsqu'il s'agit de deux ou trois, cela vous laisse sans sou, à moins d'avoir un diplôme ou de travailler dans un bureau et de gagner 15,000\$, ou encore de travailler comme professeur, infirmière, fonctionnaire ou dans n'importe quel métier qui vous permet de gagner plus d'argent qu'un ouvrier agricole. Il faut bien que le travail se fasse, et j'y suis prête. J'ai grandi sur une ferme et je sais que les agriculteurs ont besoin d'un bon personnel; non pas que je me vante. Je sais quand il faut travailler et quand je peux me permettre de me distraire, et je sais que l'agriculteur veut que le travail soit fait, et les longues heures de travail ne me font pas peur. Mais cela m'est impossible car ma gardienne ne veut pas travailler plus de huit heures, à peu de choses près.

Cette année, je ne travaillerai ni en juillet ni en août, car je ne peux pas me permettre de la payer 3\$. J'ai donc appelé la municipalité de Kent County et ils m'ont envoyé une brochure que je n'ai pas annexée à mon mémoire. Ils m'ont envoyé une liste de tous les prix pratiqués. Ils m'ont dit qu'à partir du 1^{er} juillet 1986—je ne sais pas s'il s'agit là d'un service fédéral ou provincial—Kent County aura quatre places dans une garderie de jour subventionnée. Mais c'est tout le comté que cela concerne, y compris Tilbury, Wallaceburg, Walpole Island, et Ridgetown.

Ils vont commencer par les assistés sociaux qu'ils veulent voir retourner au travail. Je crois que vous pensez comme moi que s'il faut payer quelqu'un . . . Je ne sais pas quel est le

[Texte]

do not know what welfare prices are, but let us say it is \$400. Welfare will probably pay for their rent and pay for their utilities and give them some grocery money. If they go out to work some place, I am sure they are going to have to start off with minimum wage. They are not going to be some place where they are going to make \$15,000 a year. So they are not going to want to work. This is my own feeling. If they are going to have to work for a whole month and end up with maybe \$40 extra, they are going to say, "To heck with you guys, the government is going to keep me".

So why do you people always have to help the welfare people first? Why do you not help some of us who want to work and subsidize me instead of the welfare? That is all I want.

Mr. Belsher: Well, your message is coming through.

Ms Beer: Is it? I am glad.

Mr. Belsher: And you are quite right when you say the government is really the people. Likewise when we ask these questions, we are asking on behalf of the people as well. The government does not have any money. It is the people's money. It is a redistribution of the people's money. This is what it is all about.

Also, there is a need out there for the care of children and for assistance to the people. I think you have also hit upon a point there where you see a need of what we refer to as the CAP program, the Canada Assistance Plan . . . It allows the provinces, for whatever they give out for child care and assistance, to charge 50% of it back to the federal government. When people end up with a job, the assistance stops and there is not very much left over. So we should be looking for some means of trying to bridge the gap. How we can best attack it we do not know, but people like yourself are giving us some ideas as to what we should be doing. So thank you very much.

• 1110

Ms Beer: I just want to make one other comment. When they told me they were going to help the welfare, I thought maybe I should go to the committee on Monday and tell them that I am going to separate from my husband, tell my boss, put another house trailer on the farm, declare welfare and then the government will pay for my kids. I am one person who wants to think that way. I probably would not do that, but if the welfare people keep getting all this extra money, why can you not help some of us who want to work, you know?

Mr. Belsher: Who want to work and who also want to stay as a family unit . . .

Ms Beer: Well, that is right. I do not know how much more we can keep giving welfare people, but if you always start with them, where are we going to be? You always give them more money and I do not think that is fair.

[Traduction]

montant de l'allocation, disons qu'elle est de 400\$. Les services sociaux paieront donc leur loyer, leur eau et leur électricité et leur donneront un peu d'argent pour manger. S'ils vont travailler quelque part, je suis certain qu'ils seront obligés de commencer au salaire minimum. On ne leur donnera pas 15,000\$ de but en blanc. Ces gens-là ne vont donc pas vouloir travailler, c'est du moins ce que je pense. Si, au bout d'un mois de travail, ils se retrouvent avec, disons 40\$ de plus, ils vont dire: «allez vous faire voir, je vais me laisser entretenir par l'État».

Pourquoi vous sentez-vous donc obligés d'aider toujours les assistés sociaux en premier? Pourquoi n'aidez-vous pas ceux d'entre nous qui veulent travailler et m'accorder une allocation au lieu de le faire pour ces gens-là? C'est tout ce que je demande.

M. Belsher: Votre message est très clair.

Mme Beer: C'est vrai? J'en suis contente.

M. Belsher: Et vous avez tout à fait raison de dire que l'État, c'est nous. D'ailleurs, nous-mêmes, lorsque nous posons ces questions, nous les posons au nom de toute la population. L'État n'a pas d'argent, sinon le nôtre, qu'il redistribue. C'est ça l'important.

D'autre part, la garde des enfants et l'aide sociale sont une nécessité. Je crois que vous avez mis le doigt sur une nécessité à laquelle répond le Régime d'assistance du Canada . . . Grâce à lui, les provinces peuvent récupérer auprès du gouvernement fédéral 50 p. 100 de tout ce qu'elles dépensent pour la garde des enfants et l'assistance sociale. Lorsque les gens retrouvent un emploi, cette assistance est supprimée et il ne reste pas grand chose. Il faudrait donc que nous cherchions à combler cette lacune. Quelle est la meilleure méthode de le faire, nous n'en savons rien, mais ce sont des personnes comme vous qui nous donnent des idées sur ce que nous devrions faire. Nous vous en remercions donc beaucoup.

Mme Beer: Je voudrais juste faire une autre remarque. Lorsque j'ai su qu'ils allaient aider les assistés sociaux, je me suis dit que je ferais peut-être bien d'aller voir le Comité, lundi, et de lui dire que je vais me séparer de mon mari, en informer mon patron, mettre une autre roulotte sur la ferme et réclamer l'assistance sociale; l'État sera alors obligé de payer pour mes enfants. Voilà comment je vois les choses. Je ne le ferai probablement pas, mais si les assistés sociaux continuent à obtenir tout cet argent supplémentaire, pourquoi ne pouvez-vous pas aider ceux d'entre nous qui veulent travailler?

M. Belsher: Qui veulent travailler et qui veulent également préserver l'unité familiale . . .

Mme Beer: Mais oui, c'est vrai. Je ne sais pas combien d'argent nous pourrions continuer à donner à ces gens-là, mais si vous commencez toujours par eux, qu'allons-nous faire? C'est à eux que vous donnez toujours le plus d'argent, et je ne trouve pas cela juste.

[Text]

Mr. Langdon: You have presented a very powerful case for your own situation and it comes across. It sounds like a lot of people in Essex County have the same sorts of difficulties, but let me see if I can get a sense of how widespread you think that problem is in Kent County. I mean, what is the gap? When we talk about providing some child care spaces for rural people with the kind of flexibility for the rural style of different hours and so forth and seasonal work and the rest of it, how many people in a county like Kent are we talking about?

Ms Beer: Well, I did not do my homework there.

Mr. Langdon: But are there five others like you; are there five hundred others like you, do you think?

Ms Beer: I live in the Cedar Springs area and I know of myself with two children, and another orchard person has one four-year-old child left. She had to drive to Blenheim last year, too. So I know of two people. We live right along the beach and a lot of people work. I think that maybe even those people who work full-time will use the service, if it was located around us somehow. The home care person is only allowed five kids under the age of five by law, I believe. I do not know if it is possible, I still have not looked into it, but I would like to get an ECE graduate coming out of school who does not yet have a job to come to a church basement, or to one of our facilities around us and pay her.

I do not know, I just pulled \$16 out of the air because I figured if I paid \$16 out of my farm wage, I would still have something to live on. I could apply for that \$1.25 an hour from the government under that access program or something like that. If we paid her, like \$16 for two kids and we had five kids, that would be \$40. We would probably work eight, nine, ten hours. Well, she would get that \$40, plus another \$12.50, but I do not know if as an individual I am qualified for that.

Mr. Langdon: Well, I think it is exciting to get a system where groups can in fact get together in Kent County or in a smaller part of the county and try to start up a co-operative day care centre, which is really what you are describing.

Ms Beer: Except I want it in the country. I want it on a concession road. I do not want to have to drive.

Mr. Langdon: You want something that is meant for rural people instead of city people, as it always seems to be now.

Ms Beer: Yes, I do. Since you guys work for the government, is it possible for me to deduct any money? Like this year, I worked on a Saturday and I had to pay a student. I started with that income, or what I have paid out so far and I am going to keep track of every cent I pay and I going to send it in and they had better not catch me, you know. As far as receipt goes, why do I have to show you guys that I did spend x amount of dollars? I am an honest person, I hope everybody is

[Translation]

M. Langdon: Vous avez présenté des arguments très forts pour défendre votre position et ils ont été entendus. Il semble que beaucoup de personnes, dans le comté d'Essex, ont le même genre de difficultés, mais j'aimerais maintenant savoir ce que vous pensez de sa fréquence dans le comté de Kent. Quel est l'écart? Lorsque nous parlons de fournir aux ruraux des places dans des garderies, compte tenu de la souplesse de leurs horaires et du caractère saisonnier de leur travail, de combien de personnes s'agit-il réellement, pour un comté comme celui-là?

Mme Beer: J'avoue que je n'ai pas fait les recherches qu'il fallait pour cela.

M. Langdon: Mais à votre avis, combien y en a-t-il comme vous, cinq, ou cinq cents?

Mme Beer: Je vis dans la région de Cedar Springs, et en dehors de moi-même, avec mes deux enfants, je connais une autre personne, qui travaille dans les vergers et a encore un enfant de quatre ans. L'an dernier, elle aussi était obligée de conduire jusqu'à Blenheim. Je connais donc deux personnes. Nous vivons tout près de la plage et il y a beaucoup de gens qui travaillent. Même ceux qui travaillent à plein temps utiliseraient peut-être ce service, s'il se trouvait plus près de chez nous. La loi n'autorise une gardienne qu'à avoir cinq enfants de moins de cinq ans, je crois. Je ne sais pas si c'est possible, je n'ai pas encore étudié la question, mais j'aimerais que quelqu'un qui vient d'obtenir son diplôme d'ECE et qui n'a pas encore d'emploi, vienne s'installer dans un sous-sol d'église ou un des locaux voisins de chez nous, et nous la paierions.

Je ne sais pas, j'ai choisi 16\$ au hasard car je me suis dit que si je payais 16\$ sur mon salaire il me resterait encore de quoi vivre. Je pourrais demander cette allocation de 1,25\$ de l'heure en vertu de ce programme du gouvernement ou de quelque chose du même genre. Si nous payions cette étudiante aux alentours de 16\$ pour deux enfants et que nous en avions cinq, cela ferait 40\$. Nous travaillerions probablement huit, neuf ou dix heures. Elle gagnerait donc 40\$, plus 12,50\$ supplémentaires, mais je ne sais pas si j'y ai personnellement droit.

M. Langdon: Je crois que c'est une excellente idée que des gens du comté de Kent se regroupent pour créer une garderie de jour en coopérative, ce qui est exactement ce que vous décrivez.

Mme Beer: À cette différence que je veux qu'elle soit à la campagne. Je la veux sur un chemin de concessions. Je ne veux pas être obligée de conduire.

M. Langdon: Vous voulez quelque chose qui soit fait pour des ruraux, et non pour des citadins, comme cela semble toujours être le cas maintenant.

Mme Beer: Oui. Étant donné que vous travaillez pour le gouvernement, m'est-il possible de déduire de l'argent? Par exemple, cette année, j'ai travaillé un samedi et j'ai été obligée de payer une étudiante. J'ai commencé avec ce revenu, ou ce que j'ai payé jusqu'à présent et je vais tenir compte de chaque centime que je dépense et je vais l'envoyer et ils feront bien de ne pas m'attraper. En ce qui concerne le reçu, pourquoi faut-il que je vous montre que j'ai dépensé x dollars? Je suis honnête,

[Texte]

honest, I do not know if everybody is going to mess around and just say they had Tom Jones or Tom-boy down the road babysit and then just write it off. I am the type of person who would not do that, but when I am working I want that written off. Do you know who can answer that for me?

• 1115

The Vice-Chairman: I am not sure that you are going to get Members of Parliament to give you tax advice, but I do not have an answer. The rules were written prior to this task force and they do require receipts currently. Certainly we have made a note of that and it is something which we will address in our report.

Mr. Langdon: Part of it is not just a concern with you but in fact an effort to see to it that it is possible to follow-up the person who is giving the receipt and giving his or her social insurance number at the same time and say that because they received so much income, they have to pay tax on it.

Ms Beer: Well, they are going to be well under their parents jurisdiction anyway, so that is why I wonder why I cannot just write them off. They are not going to make \$2,000 or whatever they are allowed to make.

Mr. Langdon: Yes, but it is not so much distrust of you, I think, as it is trying to follow-up others in the system. What you get out of it as a result, I think, is . . . Maybe it does not show up as much in rural areas but certainly in a lot of urban areas you have a kind of black-market system where people do in fact provide child care at a lower rate because they know they are providing no tax receipts so they are not going to pay any money on the income that they are receiving. I think part of the problem is to take that whole almost black market which has built itself up and somehow make it legal, and I suspect to make it legal is going to take much more financial input from government than there has been in the past.

Ms Beer: I do not know, when are you guys going to do it? We will not get anything done this year, right, because it is going to take you all year to do something. It is going to take you all year to make all that paper out and all that work so we will not get anything done this year but hopefully next year.

The Vice-Chairman: I think we can judge by your question that you too have as healthy a disrespect for the government process as we do here.

Ms Beer: No, no, I told everybody I was coming here and I said I knew the government could not do anything this year, but if we get this ball rolling, and we start it on it—

The Vice-Chairman: This committee report is mandated to report to the House of Commons by November 26.

Ms Beer: Of 1987.

The Vice-Chairman: No, 1986.

[Traduction]

j'espère que tout le monde l'est également; je ne sais pas si les gens vont se mettre à tricher et dire qu'ils utiliseraient Pierre, Paul, Jacques ou Philippe, le voisin, pour garder leur enfant et s'ils vont déduire ce qu'ils lui payent. Je ne suis pas le genre de personne à faire cela, mais quand je travaille, je veux pouvoir déduire ce que je dépense. Savez-vous qui pourrait répondre à cette question?

Le vice-président: Je ne suis pas certain que des députés soient prêts à vous donner des conseils fiscaux, mais personnellement, je n'ai pas de solution à vous offrir. Les règles ont été écrites avant la création de ce groupe d'étude, et actuellement, des reçus sont exigés. C'est en tout cas un point que nous avons noté et que nous traiterons dans notre rapport.

M. Langdon: Ce n'est pas quelque chose qui vous vise uniquement; il s'agit, en fait, d'un effort pour s'assurer qu'il est possible de suivre la personne qui remet le reçu et qui fournit son numéro d'assurance sociale et de dire que parce qu'elle en a tiré un certain revenu, celui-ci est impossible.

Mme Beer: Mais ils sont toujours sous la responsabilité de leurs parents, de toute façon; c'est pourquoi, je ne vois pas pourquoi je ne peux pas les déduire. Il n'est pas question qu'ils gagnent 2,000\$ ou la somme qu'ils sont autorisés à gagner, quelle qu'elle soit.

M. Langdon: Oui, mais il s'agit moins de se méfier de vous, je pense, que de dépister d'autres personnes dans le système. Ce que vous en retirez à cause de cela, je pense, est . . . Cela ne se voit peut-être pas tellement dans les zones rurales mais c'est très fréquent dans les villes où existe une sorte de marché noir dans lequel des gens gardent des enfants à un tarif réduit parce qu'elles savent qu'elles ne remettent pas de reçu et ne paieront donc pas d'impôt sur l'argent ainsi gagné. Je crois qu'une partie du problème est de légaliser, d'une manière ou d'une autre, ce marché noir qui s'est constitué, mais je crains que pour y parvenir, il faudra un apport financier du gouvernement beaucoup plus important qu'il ne l'a été jusqu'à présent.

Mme Beer: Je ne sais pas, quand allez-vous le faire? Nous n'obtiendrons rien, cette année, n'est-ce pas, parce que ça va vous demander tout ce temps-là pour vous mettre en branle. Cela va vous prendre toute l'année pour préparer toute cette paperasse; autrement dit, nous n'aurons rien cette année, mais peut-être quelque chose l'an prochain.

Le vice-président: Je crois qu'à en juger par votre question, vous manifestez une saine méfiance, à l'égard des mécanismes gouvernementaux, qui n'a d'égalé que la nôtre.

Mme Beer: Non, non, j'ai dit à tout le monde que je venais ici et je leur ai dit que je savais que le gouvernement ne pourrait rien faire cette année, mais que si nous mettions les choses en marche, que si nous faisons quelque chose . . .

Le vice-président: Ce comité a pour mission de présenter son rapport à la Chambre des Communes d'ici le 26 novembre.

Mme Beer: 1987.

Le vice-président: Non, 1986.

[Text]

Ms Beer: Oh, November this year. So we could have something come in January then.

Mr. Belsher: We are actually on the road 11 out of 14 weeks travelling. We start here this morning, tomorrow in Hamilton, Toronto for the next three days; next Monday morning, Dryden then Thunder Bay, then Sudbury and back to Toronto. That is our two week schedule in Ontario, plus Ottawa.

Ms Beer: Right. Are you going to put your report in the farm paper or *The Globe and Mail*? I cannot afford a paper so I only buy it once in awhile so tell me which paper I . . .

The Vice-Chairman: We will make sure that the clerk sends you a copy of the full report, how is that?

Ms Beer: Okay, that is good.

The Vice-Chairman: The clerk advises me that all witnesses get a copy of the full report.

You might be interested in just a little technical information which we keep. Currently, as of the end of April, we have received 1,587 briefs. The committee has met 52 times and we have had 134 hours of hearing time and 550 witnesses have appeared before the committee, and that is since March 18.

Ms Beer: You are doing a good job. Just keep it up, just get it going, keep moving.

The Vice-Chairman: Good. Thank you very much.

• 1120

Ms Beer: I hope you will do something for the country people, though. Those people who can afford it in the city can pay those high wages, but we who only make \$4 or \$5 an hour need help.

And do not take my husband's income. It should be just my income. That is another thing I do not like. When I call the welfare department or the community municipal building they say that they have to do an income investigation on me and my husband. Well, he does not pay anything. I am the one who has to pay for it. Do not take his income and my income together. We are two different people. I want it taken out of my income and he can pay the rest of the bills. We have to live, right?

Mr. Fraleigh: Rosemary, are you suggesting that if some professional happens to be earning \$100,000 a year and his wife is working for \$15,000 a year then his salary should not be taken into account?

Ms Beer: If they can pay \$100,000 a year then they had better get a nanny in their house because if they have that kind of wages they do not need to be going to these subsidized day care centres. They can afford somebody coming into their own house and doing their housework besides.

I told you what my husband's income was. That is what farm help makes.

[Translation]

Mme Beer: Oh, novembre de cette année. Nous aurons peut-être quelque chose en janvier, alors?

M. Belsher: En fait, nous allons passer 11 semaines sur 14 à voyager. Nous commençons ici, ce matin; demain nous serons à Hamilton, et à Toronto, les trois journées suivantes; lundi prochain, dans la matinée, nous serons à Dryden puis nous irons à Thunder Bay, et ensuite à Sudbury, avant de revenir à Toronto. Voilà notre programme de 15 jours en Ontario, plus Ottawa.

Mme Beer: Bien. Est-ce que votre rapport va paraître dans le journal agricole ou dans le *Globe and Mail*? Je n'ai pas les moyens d'acheter le journal; je ne le fais que de temps en temps; dites-moi dans quel journal je . . .

Le vice-président: Nous veillerons à ce que le greffier vous envoie une copie du rapport complet; cela vous convient-il?

Mme Beer: D'accord, ça va.

Le vice-président: Le greffier me dit que tous les témoins reçoivent une copie du rapport complet.

Un petit détail technique vous intéressera peut-être. À la fin du mois d'avril, nous avons reçu 1,587 mémoires. Le Comité s'est réuni 52 fois et nous avons eu 154 heures d'audiences au cours desquelles 550 témoins ont comparu devant nous, et tout cela s'est fait depuis le 18 mars.

Mme Beer: Vous faites du bon travail. Continuez, continuez, ne vous relâchez pas.

Le vice-président: Bien. Merci beaucoup.

Mme Beer: J'espère tout de même que vous ferez quelque chose pour les gens de la campagne. Les gens qui en ont les moyens en ville, peuvent payer des salaires élevés, mais nous autres qui ne gagnons que 4\$ ou 5\$ de l'heure, nous avons besoin d'aide.

Et ne tenez pas compte du revenu de mon mari. Seul le mien devrait compter. Voilà autre chose qui ne me plaît pas. Lorsque j'appelle le service de bien-être social ou la municipalité, ils me disent qu'ils doivent enquêter sur mon revenu et celui de mon mari. Dites-vous bien qu'il ne paie rien du tout. C'est moi qui suis obligée de payer. Ne prenez pas mon revenu et le sien en bloc. Lui et moi, ce n'est pas la même chose. Je veux que ce soit déduit de mon revenu; lui, il peut s'occuper du reste des factures. Il faut bien vivre, n'est-ce pas?

M. Fraleigh: Rosemary, voulez-vous dire par là que si un membre d'une profession libérale gagne 100,000\$ par an et que sa femme en gagne 15,000, son salaire ne devrait pas entrer en ligne de compte?

Mme Beer: S'il gagne 100,000\$ par an, il ferait bien de s'offrir une gouvernante parce qu'avec un salaire comme ça, il n'a pas besoin de ces garderies subventionnées. Ces gens-là ont les moyens d'avoir quelqu'un à demeure, qui s'occupe en plus des travaux ménagers.

Je vous ai dit quel était le revenu de mon mari. C'est ce que gagne un ouvrier agricole.

[Texte]

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation this morning.

We now have the Wyoming Christian Reform Couples Club, Betty Hordyk.

Mrs. Betty Hordyk (Wyoming Christian Reform Couples Club): I guess I should begin by just introducing myself. My husband is a principal of a school in Wyoming and I am a kindergarten teacher myself. I am a mother of seven children. The last two of my children were brought in in a special way. One of them was adopted and we are guardian to the second one.

I represent a local group of families, and many, many other Canadians, I believe, who believe that the family must remain the primary unit of society. We have heard thus far the need for day care expounded and we have been given many reasons why day care is necessary.

Help for those whose income is inadequate, like the girl we just heard, can be given in more than one way. Day care is not the only way we can get help for these people so I would like to see and challenge our federal government to look into alternative means of subsidizing financially strapped families in ways other than day care.

I would like to tell you why I feel that way. Basically I believe it rests on a statement by Margaret Mead. According to Margaret Mead, the child who has experienced safety, warmth and comfort in its mother's arms carries with it a sense of personal worth and trust in human relationships that makes tolerable the tasks and difficulties that must be faced later in life.

We do not know how else—man has never known—to give a human being a sense of selfhood and identity, a sense of worth in the world, and I would like to ensure that our children have that sense of worth, that they have that sense of selfhood and identity. I believe the family is the only unit that can fully give a child that kind of identity and selfhood.

I believe we must insist that the Government of Canada consider the discussion at hand with a primary determination to uphold and sustain the best interest of Canadian children. Therefore, Canadians' chief aim must be to nurture children who are emotionally whole, properly educated and motivated, equipping them and teaching them creatively to work toward the primary good of the Canadian people and of our nation by upholding the principles upon which Canada is founded.

I believe parents have the primary duty and obligation to raise and nurture their offspring. They are the ones who have chosen to give birth. They must assume responsibility for this choice, not making society primarily responsible. We believe the family is society's most important unit and that the nurturing of children is best accomplished in a family setting.

[Traduction]

Le vice-président: Merci beaucoup de la déposition que vous avez faite ce matin.

C'est maintenant au tour de Betty Hordyk, qui représente le *Wyoming Christian Reform Couples Club*.

Mme Betty Hordyk (Wyoming Christian Reform Couples Club): Je pense qu'il vaut mieux que je commence par me présenter. Mon mari est principal d'une école au Wyoming et je suis institutrice de jardinière d'enfants. J'ai moi-même sept enfants. Les deux derniers nous sont arrivés d'une manière un peu particulière. L'un est adopté, et nous sommes les tuteurs du second.

Je représente un groupe local de familles, et une foule d'autres Canadiens, je crois, qui estiment que la famille doit demeurer l'unité essentielle de la société. On nous a parlé, jusqu'à présent, de la nécessité d'avoir des garderies de jour, et on nous a présenté de nombreuses raisons pour cela.

Une aide, pour les personnes dont les revenus sont insuffisants, comme la jeune femme que nous venons d'entendre, peut être fournie de plus d'une manière. La garde de jour n'est pas le seul moyen d'aider ces personnes-là; je voudrais donc inciter notre gouvernement fédéral à étudier d'autres formes d'aide aux familles qui ont des difficultés financières.

Je voudrais maintenant vous dire la raison de cette opinion. Elle repose essentiellement sur une déclaration de Margaret Mead. Selon celle-ci, l'enfant qui a éprouvé la sécurité, la chaleur et la protection que lui apportent les bras de sa mère conserve le sentiment de sa valeur personnelle et une confiance dans les rapports humains qui lui rendent tolérables les tâches et les difficultés auxquelles il devra être confronté plus tard dans la vie.

Nous ne connaissons pas d'autres moyens—l'homme n'en a jamais connu—de donner à un être humain le sentiment de son identité, le sentiment de son importance dans le monde, et je tiens à vous assurer que nos enfants éprouvent ce sentiment de leur valeur, qu'ils ont le sens de leur unicité et de leur identité. Je suis convaincue que la famille est la seule unité capable de donner à un enfant ce sentiment d'identité et d'unicité.

Je crois que nous devons insister pour que le gouvernement du Canada prête une oreille attentive à cette discussion et donne la priorité à l'intérêt des enfants canadiens. Le but principal des Canadiens doit donc être d'élever des enfants équilibrés, correctement éduqués et motivés, de leur donner un enseignement créatif, qui leur permette d'œuvrer pour le bien des Canadiens et de notre nation dans le respect des principes sur lesquels le Canada est fondé.

J'estime que c'est le devoir et l'obligation primordiaux des parents d'élever leurs enfants. Ce sont eux qui ont choisi de les mettre au monde. Ils doivent assumer la responsabilité de ce choix, et non de la laisser à la société. Nous croyons que la famille est l'unité la plus importante de la société et que le meilleur moyen d'élever des enfants est de le faire dans un cadre familial.

[Text]

[Translation]

• 1125

To quote the Task Force on Child Care, and that is, I think, where Canada is headed today, the task force said:

Over the next decade, the generation of women who made homemaking a career, passes into retirement.

I think that is going to be very detrimental, and I have reasons as to why I feel that is going to be detrimental. Universal day care, I believe, is going to have a very detrimental effect on our children.

I realize that day care is necessary for a group of people in our society. There is a group of low socio-economic people who need that kind of help, especially the inner-city people who really are unable, of themselves, to provide good homes, to provide secure homes for their children. Those children, I believe, would benefit by a day care centre. But I believe there are many other homes who can provide better day care, better child care, than a day care centre can.

I have my reasons for that and my reasons come out of a personal experience. I would like to share that personal experience with you.

As I introduced to you a while ago, I am a mother of five children whom I have given birth to myself. My husband and I adopted one son. He joined our family when he was six days old. We also have a Vietnamese refugee daughter who joined our family when she was 15. She has lived with us for almost two years. She has had the opportunity and the ability because she is older... we could communicate with her verbally. We could talk to her, we could iron out our differences and help one another. As a result, our Vietnamese daughter has experienced, through communication, a warm, loving, stable relationship; we with her and she with us. We were able to communicate. But a newly born child or a pre-school child cannot communicate on the level that I was able to communicate with our refugee daughter.

My husband and I did not have that advantage with our adopted son either. We interpreted his behaviour and needs from the only point of reference that we had, our own, not his. His biological parents were the only ones who were able to understand and relate at his level of gut feelings.

What I am trying to say here, and that comes from my personal experience, is that surrogate parenting, no matter how deep the commitment, no matter how determined and strong the love, carries with it the very real disadvantage of biological differences creating distance. Because this distance is biological, it cannot be bridged by a formal education that a child care worker would receive. This distance is possibly one reason why the large percentage of adopted children have adjustment problems.

I have read books on what day care children are like, and, to my surprise, I have discovered that many of the descriptions—

Je citerai le Groupe d'étude sur la garde des enfants, car c'est, j'estime, l'orientation que prend aujourd'hui le Canada:

Au cours de la prochaine décennie, la génération des femmes qui ont fait une carrière du travail de ménagère, prendra sa retraite.

Je crois que cela va nous faire beaucoup de mal, et j'ai de bonnes raisons de le penser. J'estime que la garde universelle va avoir un effet très nuisible sur nos enfants.

Je sais bien que ces garderies sont nécessaires pour certains groupes de notre société. Il existe des gens socio-économiquement défavorisés, qui ont besoin de ce genre d'aide, en particulier ceux qui vivent en plein centre des villes et à qui il est vraiment impossible de fournir un bon foyer, de fournir un foyer sûr, à leurs enfants. À mon avis, une garderie de jour leur conviendrait. Mais j'estime qu'il y a beaucoup d'autres foyers qui peuvent offrir un meilleur service qu'une garderie de jour.

J'ai des raisons de le penser, et ces raisons tiennent à une expérience personnelle dont j'aimerais vous faire part.

Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, je suis mère de cinq enfants. Mon mari et moi avons adopté un fils. Il est entré dans notre famille lorsqu'il avait six jours. Nous avons également une jeune réfugiée vietnamienne que nous avons accueillie quand elle avait 15 ans. Voilà près de deux ans qu'elle vit avec nous. Parce qu'elle était plus âgée, elle a eu la possibilité et la capacité... Nous pouvions communiquer verbalement avec elle. Nous pouvions lui parler, nous pouvions régler nos différends et nous aider mutuellement. Grâce à cela, notre fille vietnamienne a bénéficié, grâce à cette communication, de rapports humains chaleureux, aimants et stables; nous, vis-à-vis d'elle, et elle, vis-à-vis de nous. Nous sommes capables de communiquer. Mais un nouveau-né ou un enfant d'âge préscolaire ne peuvent pas communiquer de la même manière que j'ai pu le faire avec elle.

Mon mari et moi n'avons pas eu le même avantage avec notre fils adoptif. Nous avons interprété son comportement et ses besoins en fonction du seul point de référence dont nous disposions, nous-mêmes, et non lui. Ses parents biologiques étaient les seuls capables de comprendre instinctivement ses réactions viscérales.

Ce que j'essaie de dire ici, et que j'emprunte à mon expérience personnelle, c'est que les parents adoptifs, quel que soit leur dévouement, quelles que soient la profondeur et la solidité de leur amour, souffrent d'un désavantage très réel, celui de leurs différences biologiques, qui créent une distance entre eux et l'enfant. Comme cette distance est biologique, la formation théorique donnée à une gardienne ne permet pas de combler cet écart. Cette distance est peut-être l'une des raisons pour lesquelles un pourcentage élevé d'enfants adoptés ont des problèmes d'adaptation.

J'ai lu des livres sur les enfants élevés en garderie et, à ma surprise, j'ai découvert que beaucoup des descriptions—

[Texte]

what are day care children like? Among all the positive results listed by proponents of day care lies the admission that, although they acquire superior social skills, the other side of this social confidence is often cockiness. Day care children tend to be less tractable, less polite than children raised at home. They feel their oats. They are less impressed by punishment, less adverse to dirt, more prone, in the early years, to tantrums and toilet lapses. Day care children are more inclined to get what they want by hitting, threatening, kicking, punching and insulting and taking possession without permission.

• 1130

We have raised five children who are our own biological children. Our sixth child came along and he was not our biological child. We experienced in him, first of all, a great tension, a tension that caused me to walk with him, hold him tight and try to nurture him. We experienced with him, as he was growing up, many of these characteristics I have just read to you about day care children. I am submitting to you that these characteristics I have found in our son, whom we love dearly, are there because we are not the biological parents, and because my gut feelings never reacted the way they should have to his behaviour. There are often times when I sit back and wish I could understand, wish I had more wisdom so that I would know how to properly react to this child in this situation.

We have found that in the past—he is nine now—he had temper tantrums. I did not know how to deal with them. In dealing with all of our five children, I had never seen anything like it... and many of the characteristics. I am saying that this is because I am a surrogate mother. I am saying that the only mother who can bring up a child is the natural, biological mother... so that these things can be averted. These things are in my brief and have been supported by references in the past.

I would like to just share with you some of the other things that I came across as I was listening this morning.

Supervised day care was proposed in contrast to black-market day care. I know of a lot of mothers who are baby-sitting children for working mothers. They are excellent baby-sitters, excellent care-givers. I would never like to see them being labelled as black-market people.

I would like to share with you a concern I have with supervising day care. One of the concerns I have about supervised day care again comes out of my own experience. Our refugee daughter has a social worker. I am responsible to that social worker as long as we are guardians of our refugee daughter. That social worker calls me a month ahead of time to tell me that she is coming to inspect our care for our refugee daughter. I have an entire month in which I can be nice to my

[Traduction]

comment sont ces enfants? Parmi tous les résultats positifs énumérés par les partisans des garderies de jour, ceux-ci admettent que bien que ces enfants acquièrent des compétences supérieures sur le plan des relations sociales, il y a un revers à la médaille, leur excès d'assurance. Les enfants qui fréquentent des garderies de jour ont tendance à être indociles, moins polis que les enfants élevés à domicile. Ils sont arrogants. Ils sont moins sensibles aux punitions, moins hostiles à la saleté, plus enclins, tout petits, à faire des scènes et à «s'oublier». Les enfants de garderie ont plus tendance à essayer d'obtenir ce qu'ils veulent en frappant et en menaçant les autres, en leur donnant des coups de pied et des coups de poing, en les insultant, et à prendre ce qui les intéresse sans permission.

Nous avons élevé cinq enfants qui sont nos enfants biologiques. Le sixième ne l'était pas. Nous avons tout d'abord ressenti chez lui une tension très forte qui m'a incitée à me promener avec lui, à le tenir serré dans mes bras et à essayer de l'élever en l'entourant d'affection. Pendant sa croissance, nous avons relevé chez lui un grand nombre des caractéristiques que je viens de vous lire au sujet des enfants de garderie. Je vous assure que les caractéristiques que nous avons relevées chez notre fils, que nous aimons beaucoup, existent parce que nous ne sommes pas ses parents biologiques, et parce que je n'ai jamais réagi instinctivement à son comportement, comme j'aurais dû le faire. Il arrive souvent que je me dise combien je voudrais le comprendre, combien je voudrais avoir la sagesse suffisante pour savoir comment réagir de façon appropriée à cet enfant.

Nous avons constaté que dans le passé—il a neuf ans maintenant—il piquait des crises de colère. Je ne savais pas comment réagir. Avec nos cinq autres enfants, je n'avais jamais rien vu de semblable... ainsi que beaucoup de caractéristiques. J'estime que c'est parce que je suis une mère adoptive. J'estime que la seule mère capable d'élever un enfant est la mère naturelle, biologique... cela permet d'éviter ces situations. Cela se trouve dans mon mémoire et s'appuie sur des références au passé.

J'aimerais vous faire part de certaines des autres choses qui m'ont frappée pendant que j'écoutais, ce matin.

On a proposé la garde de jour sous surveillance par opposition au «marché noir» de la garde d'enfants. Je connais beaucoup de mères qui gardent les enfants de femmes qui travaillent. Ce sont d'excellentes gardiennes, qui s'occupent parfaitement des enfants. Je ne voudrais certainement pas qu'on les accuse de travailler au noir.

La garde de jour supervisée m'inquiète. L'une des raisons, pour cela, tient encore à mon expérience personnelle. Notre fille réfugiée a une travailleuse sociale. Je suis responsable devant cette personne tant que nous serons les tuteurs de notre petite réfugiée. Cette travailleuse sociale m'appelle un mois à l'avance pour m'annoncer qu'elle va venir inspecter la manière dont nous nous occupons de la jeune fille. J'ai donc un mois complet pour me montrer gentille avec ma fille. J'ai un mois

[Text]

daughter. I have an entire month to make sure that the social worker will be pleased with what she sees.

I have heard the same testimony from day care centres. A day care worker I spoke to last week said that she worked in a day care centre that was totally inadequate. She had to take care of 12 children all by herself. She was told that when the inspector, the supervisor was to come, she was to call the cook out of the kitchen and the cleaning lady out of the hallway and there would be three people who would be the day care people.

That kind of thing can be done even in day care centres. I am challenging you, as a committee, to look into that in day care centres.

I feel that child molesting is something that takes place in those type of situations as well. Who but a child molester will desire to take care of a child and give day care to a child? I challenge our government to be very careful when they choose their workers to make sure that this kind of thing does not happen.

One of the ladies in our audience today expressed the fact that a friend of hers discovered, after a fairly lengthy time of having her child in day care that this child had had the experience of sexual abuse, but was just too small to disclose that to the parent. At last the child told her that the worker took off all the child's clothes and then lay on top of the child with her clothes off.

• 1135

I am submitting to you that the possibility of this kind of thing is much greater when I do not know who it is really who is taking care of my children. If I need child care, I would like to challenge this government to give child care a second look and possibly to look into channelling your funds that would go into child care instead toward home care, so that the natural mother, on the basis of my personal experience with our adopted son, and on the basis of the findings in my study . . . so that the natural mother is financially capable of giving that necessary home care to her pre-school children.

Mr. Langdon: You said I think in the introduction that you are a kindergarten teacher.

Mrs. Hordyk: Yes.

Mr. Langdon: I wanted just for the record to get established a couple of things. In your description of some of the tensions and the difficulties with your adopted child, was this adopted child ever in day care at any stage?

Mrs. Hordyk: No, he was not; never. I was always at home with him. I am a former kindergarten teacher.

Mr. Langdon: So you are not . . .

Mrs. Hordyk: Not right now, no. I have been at home, giving home care to all of my children.

[Translation]

complet pour m'assurer que cette travailleuse sociale sera satisfaite.

J'ai entendu le même témoignage au sujet des garderies de jour. Une personne qui y travaille, à qui j'ai parlé la semaine dernière, m'a dit qu'elle travaillait dans un centre qui laissait totalement à désirer. Elle était seule à s'occuper de 12 enfants. On lui disait que lorsque l'inspecteur, ou le superviseur allait venir, elle devait appeler la cuisinière, qui était dans la cuisine, et la femme de ménage, qui travaillait dans l'entrée, de manière à ce qu'il y ait trois personnes qui puissent passer pour des gardiennes.

C'est donc le genre de choses qui peuvent se faire, même dans une garderie de jour. Je vous demande instamment, en tant que comité, d'examiner cette situation.

J'estime également que les agressions à l'égard des enfants se produisent parfois dans ce genre de situation. Qui d'autre qu'un agresseur d'enfants voudrait s'occuper d'un enfant et le garder pendant la journée? Je demande donc instamment à notre gouvernement de se montrer très prudent lorsqu'il choisit les personnes qui travaillent dans ces garderies, pour être bien certain que ce genre de chose ne se produise pas.

Une des dames présentes aujourd'hui a déclaré qu'une de ses amies avait découvert, après que son enfant ait passé un certain temps dans une garderie de jour, qu'il avait été exposé à des agressions sexuelles, mais il était trop petit pour en parler à la mère. Il lui avait pourtant dit que la gardienne l'avait complètement déshabillé puis, après s'être elle-même déshabillée, elle s'était couchée sur lui.

J'estime que je cours beaucoup plus de risques d'une telle situation si je ne connais pas vraiment la personne qui garde mes enfants. Si j'ai besoin que mes enfants soient gardés, j'insiste auprès de ce gouvernement pour qu'il examine de plus près la question de la garde d'enfants et qu'il envisage peut-être de consacrer à la garde à domicile, l'argent qui serait réservé aux garderies, de manière à ce que la mère naturelle, comme le montre mon expérience personnelle avec notre fils adopté, ainsi que les constatations de mon étude . . . de manière à ce que la mère naturelle soit financièrement capable de garder chez elle ses enfants d'âge préscolaire.

M. Langdon: Vous avez dit, je crois, dans votre introduction, que vous êtes jardinière d'enfants.

Mme Hordyk: Oui.

M. Langdon: Je voulais simplement, pour le procès-verbal, préciser une ou deux choses. Vous nous avez décrit certaines des tensions et des difficultés que vous avez connues avec votre fils adoptif; a-t-il jamais été dans une garderie de jour?

Mme Hordyk: Non, jamais. J'ai toujours été à la maison avec lui. Je suis une ancienne jardinière d'enfants.

M. Langdon: Vous n'êtes donc pas . . .

Mme Hordyk: En ce moment même, non. Je reste chez moi où je m'occupe de tous mes enfants.

[Texte]

Mr. Langdon: I also have to ask you... you made a statement which I cannot believe you really believe: who but a child molester would want to look after children. Are you really saying that?

Mrs. Hordyk: I think a child molester, if he or she thinks he or she can get away with it, will look for a situation where that is most possible. I think it is logical. Why would a child molester go to the streets if a child molester can find another way that he or she possibly can carry that out? Day care is a sanctioned situation in which he has total control. Therefore that is very possible, yes.

Mr. Langdon: The question that begs itself is surely you would have to apply the same thing to somebody who would become a kindergarten teacher.

Mrs. Hordyk: No, because that is a school situation, and I feel a school situation does not at all allow itself the same freedoms that a day care centre would allow.

Mr. Langdon: But then that makes the case, does it not, for saying you want to have a more supervised day care situation.

Mrs. Hordyk: Would you come again, please?

Mr. Langdon: Does that not lead you logically to say you want a more supervised day care situation?

Mrs. Hordyk: It could lead me there, except for the fact of the concerns I have with the type of supervision we are getting. As I said, a supervisor always... a school inspection... I know of people who educate their children at home. They always call ahead of time to let you know they are coming. My own experience with our guardian daughter... I get a month's notice that they are coming. So these supervisors do not see what is going on. If they were to drop in unexpectedly two or three times a week, then possibly you might discover it if you hit it at the right time. Still, the day care worker can take precautions even then.

Mr. Langdon: Just a last question, I guess, which is to ask you why you think you cannot have both of the things you are talking about; why you cannot have a warm, nurturing relationship between the parent and the child and at the same time have that child for part of the day in day care. You have talked of your personal experience. That would certainly be the personal experience I would have to say was ours with our children; that they had both. You spend a lot of time with your children, whether in fact they happen to be in day care for seven or eight hours a day or not.

Mrs. Hordyk: I do address that in my brief. I have done substitute teaching myself as a teacher. When I have put in a full day of work and then I have to go to a day care centre—or my husband, he is also teaching with me, putting in a full day of work—and pick up our children, then we have to go home and prepare a meal. We have to bathe the kids; we have to pick up the laundry or the dry cleaning, get some groceries. We need to get the kids ready for bed; we have to clean up the

[Traduction]

M. Langdon: Il faut également que je vous demande... vous avez dit quelque chose qu'il n'est pas possible que vous puissiez vraiment croire: qui autre qu'un agresseur d'enfants voudrait s'occuper d'enfants. Est-ce bien cela que vous voulez dire?

Mme Hordyk: Je crois que ces gens-là, s'ils pensent qu'ils peuvent ne pas se faire prendre, rechercheront la situation où il leur est plus facile de le faire. Je crois que c'est logique. Pourquoi s'attaquer aux enfants dans la rue, s'il est plus aisé de le faire ailleurs? La garde de jour est une situation officiellement approuvée où ils exercent un contrôle total. C'est donc très possible, oui.

M. Langdon: La remarque évidente c'est que vous pourriez appliquer le même raisonnement à une institutrice de jardin d'enfants.

Mme Hordyk: Non, car il s'agit là d'une école, et une école n'autorise pas les mêmes libertés qu'une garderie de jour.

M. Langdon: Mais cela justifie donc, n'est-ce pas, l'argument en faveur d'une garde de jour mieux supervisée.

Mme Hordyk: Pardon?

M. Langdon: Cela ne vous amène-t-il pas logiquement à dire que vous voudriez une garde de jour mieux supervisée.

Mme Hordyk: Cela m'y conduirait, si ce n'étaient les inquiétudes que m'inspire le type de supervision que nous avons actuellement. Comme je l'ai dit, un superviseur a toujours... un inspecteur scolaire... Je connais des gens qui assurent l'éducation de leurs enfants à domicile. Ces superviseurs vous annoncent toujours à l'avance le moment de leur visite. Dans le cas de ma fille vietnamienne... Je suis prévenue un mois à l'avance. Ces superviseurs ne se rendent donc pas compte de ce qui se passe. S'ils arrivaient à l'improviste deux ou trois fois par semaine, ils découvriraient peut-être ce qui ne va pas, s'ils arrivaient au bon moment, mais même dans ce cas, la gardienne peut prendre de précautions.

M. Langdon: Pour terminer, je voudrais vous demander pourquoi vous pensez que vous ne pouvez avoir à la fois les deux choses dont vous parlez; pourquoi vous ne pouvez pas avoir des rapports chaleureux et affectueux entre mère et enfant, même si celui-ci passe une partie de la journée dans une garderie. Vous avez parlé de votre expérience personnelle. C'est certainement là l'expérience que nous avons eue avec nos enfants; ils ont eu les deux. Vous passez beaucoup de temps avec vos enfants, qu'ils soient dans une garderie, sept ou huit heures par jour, ou non.

Mme Hordyk: J'en parle dans mon mémoire. J'ai moi-même enseigné comme remplaçante. Après une pleine journée de travail, il faut que j'aille à la garderie—ou que mon mari, qui enseigne également, et qui travaille toute la journée, le fasse—pour y prendre nos enfants; après cela, il faut rentrer chez nous et préparer le dîner, baigner les enfants; récupérer ce que nous avons laissé à la blanchisserie ou au nettoyage à sec, acheter à manger. Après cela, il faut préparer les enfants pour la nuit,

[Text]

house, feed the dog and we are exhausted. I was just substituting and therefore I knew it would end, but if that returns day after day after day, can you imagine what stress it puts on the parents.

Possibly that is a reason why our divorce rate has gone up such a great deal. Parents today are under more stress than ever before, and part of the reason for that stress is the fact that both parents are working, trying to keep up basically three jobs between the two of them. That puts a great deal of stress on them, and it takes a super parent to be able to accomplish that. I congratulate you, sir, for having done so in your experience, but I feel many people are not able to do so.

That puts stress not only on the family, but it puts stress on the child and it makes parents possibly indulgent toward their children. I have read so much about guilt feelings—I have it documented in my brief—of mothers who leave their children at a day care centre. Probably fathers have that same guilt feeling experience. Mothers have expressed that to me personally, that they feel guilty about leaving their children. Those guilt feelings, what does that do? When at last mother is reunited with that child, that mother is going to indulge that child and give that child more than it should have, more than is good for it. They are not going to discipline because already they feel guilty and you end up having an unhealthy situation discipline-wise and love-wise, being indulgent.

Mr. Langdon: Just one last question. I take your concern about stress very seriously. Do you not see yourself that it is often possible that stress will be reduced considerably by access to good day care facilities in which parents can trust?

Mrs. Hordyk: I feel that the federal government should channel their funds into the direction of helping mothers stay home.

I do believe, though, that there is stress on the part of a mother who has been educated to do something and then has to stay home. It is like the rug being pulled out from under her feet and I recognize that. It happened to me.

I speak very strongly about that, but I feel that if I had had a proper support group, and somewhere where I could still activate my brain on a different level than babies, I would have survived that. In fact, I would have come out on top, because I would have both worlds.

I wanted to stay home because I believed it was good for my children. I still believe that, but I needed some support. The federal government can encourage communities to have that kind of a support group, possibly even in rural areas, like the girl that was just before me, having groups of families offering day care to each others children on just a small basis, maybe three or four hours a week.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher a quick question.

[Translation]

nettoyer la maison, nourrir le chien; nous sommes épuisés. Je ne faisais que des remplacements et je savais donc qu'il y aurait une fin à cela, mais quand cela recommence tous les jours, jour après jour, pouvez-vous imaginer les tensions que cela crée pour les parents?

C'est peut-être une des raisons pour lesquelles le nombre de divorces, chez nous, a tellement augmenté. Les parents d'aujourd'hui sont soumis à plus de tensions que jamais, et cela s'explique en partie par le fait que l'homme et la femme travaillent, et qu'entre eux deux, ils essaient de faire ce qui est en fait le travail de trois personnes. Cela leur impose beaucoup de tensions, et il faut être un super-parent pour être capable de faire tout cela. Je vous félicite, monsieur, d'avoir pu le faire, mais il y a beaucoup de gens qui en sont incapables.

Cela crée des tensions, non seulement pour la famille, mais également pour l'enfant, et incite parfois les parents à se montrer trop indulgents à son égard. J'ai lu tant de choses sur les sentiments de culpabilité—j'en fais mention dans mon mémoire—de mères qui laissent leurs enfants dans une garderie. Il est probable que les pères éprouvent les mêmes sentiments de culpabilité. Des mères m'ont dit combien elles se sentaient coupables de laisser leurs enfants. Quels sont les effets de ces sentiments de culpabilité? Lorsque la mère se trouve enfin réunie avec son enfant, elle va le gâter, lui donner plus de choses qu'elle ne le devrait, plus que cela n'est bon pour lui. Les parents ne vont pas punir leurs enfants parce qu'ils se sentent déjà coupables, et cette indulgence finit par créer une situation malsaine sur le plan de la discipline, comme de l'affection.

M. Langdon: Une dernière question. Je prends très au sérieux ce que vous dites au sujet des tensions. Ne voyez-vous pas vous-même qu'il est souvent possible de réduire considérablement ces tensions en permettant aux parents d'avoir accès à une bonne garderie en laquelle ils puissent avoir confiance?

Mme Hordyk: J'estime que le gouvernement fédéral devrait plutôt consacrer son argent à aider les mères à rester à la maison.

Je crois cependant aussi que la mère qui a appris à faire quelque chose et qui est obligée de rester chez elle se trouve soumise à des tensions. Cela provoque un véritable déséquilibre, et je le reconnais. Cela m'est arrivé.

J'en parle avec une certaine passion, mais j'estime que si j'avais eu un groupe de soutien approprié, et quelque part où je puisse utiliser mon cerveau pour faire autre chose que de m'occuper de bébés, je m'en serais sortie. En fait, cela aurait été la solution parfaite, car j'aurais pu profiter des deux.

Je voulais rester chez moi parce que j'estimais que c'était bon pour mes enfants. Je le crois toujours, mais j'avais besoin d'un peu d'aide. Le gouvernement fédéral peut encourager les collectivités à créer ce genre de groupe de soutien, peut-être même dans les zones rurales, comme le voulait la jeune femme qui m'a précédée, ou des groupes de familles assureraient mutuellement la garde de leurs enfants, à une petite échelle, peut-être trois ou quatre heures par semaine.

Le vice-président: Monsieur Belsher, une question rapide.

[Texte]

Mr. Belsher: Thank you very much Mr. Chairman. Betty, we as a committee are not committed one way or the other toward day care centres. We have not reached any conclusions as yet and that is why we are out gathering evidence.

What sort of support vehicle do you think the government could, as it were, help foster—I believe what you are asking is really the crux of the matter—the family situation, so that we end up with both parents in a family situation and the children will end up in my estimation being better off with having both parents there in a caring situation with them. What sort of a support vehicle do you think we should be trying to recommend come forward?

• 1145

Mrs. Hordyk: I guess if I had met other women who understood where I was coming from when I was a mother with children at home, feeling isolated, feeling like my brain was becoming a vegetable—that is overstating it, okay—but if I had met other women who were going through that same thing and we could have gotten together to communicate about that. I did not have either one of my in-laws or my parents, any of my family. I was living by myself in a city we had just moved into. If I had at least had a group of caring people where I could bring my children and know that I could communicate and that my children could play, other than my home, that would have given me the support I think I needed.

Financial support, too, especially for families that are financially strapped, where the mother and the father, both parents, have to work, making it possible for one parent to remain at home. So the government could look at financial situations again. Rural areas today are very, very much in need of help. Let us channel these funds that we are now looking into channelling into day care situations, let us instead channel them into a family situation so that families can remain intact and at home. We need to preserve our family unit.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mrs. Pépin: I am sorry I missed most of your presentation. I was wondering if you had addressed the question about the parents who do not have the choice to stay at home, the single-parent families?

Mrs. Hordyk: Yes.

Mrs. Pépin: What about them?

Mrs. Hordyk: I feel that the support that single parents need, possibly day care but preferably even financial incentive and making it possible for that single parent, at least the first three or four years, so that single-parent can stay at home with that child. It is very crucial that this bonding is allowed to take place.

I feel that what happens, in my mind and in the minds of parents who have to work, because homemaking and work are so all pervasive, the child ends up having a second or a third

[Traduction]

M. Belsher: Merci beaucoup monsieur le président. Betty, notre comité n'est pas tenu de prendre position, dans un sens ou dans l'autre, à l'égard des garderies de jour. Nous n'en sommes pas encore à l'étape des conclusions et c'est pourquoi nous sommes ici pour recueillir des témoignages.

Quelle formule de soutien pensez-vous que le gouvernement pourrait, en quelque sorte, favoriser... Je crois que ce que vous demandez est véritablement au coeur du problème—la situation familiale, de manière à ce que les deux parents puissent s'occuper de leurs enfants, ce qui, à mon avis, sera préférable pour ceux-ci. Quelle formule de soutien pensez-vous que nous devrions recommander?

Mme Hordyk: Je pense que si j'avais rencontré d'autres femmes capables de comprendre ce que je ressentais, lorsque je restais chez moi pour garder mes enfants, lorsque je me sentais isolée, que j'avais l'impression que mon cerveau se fossilisait—j'exagère un peu, d'accord—mais si j'avais rencontré d'autres femmes qui éprouvaient les mêmes choses que moi, nous aurions pu nous réunir pour en discuter. Ni mes parents, ni mes beaux-parents, aucun membre de ma famille n'était là pour cela. Je vivais seule dans une ville où nous venions de nous installer. Si j'avais seulement eu un groupe de personnes intéressées que j'aurais pu rencontrer, en amenant mes enfants avec moi, sachant que je pouvais communiquer avec elles et que mes enfants pouvaient jouer, ailleurs que chez moi, cela m'aurait assuré le soutien dont j'avais, je pense, besoin.

Il faudrait également une aide financière, en particulier pour les familles qui ont des difficultés sur ce plan, celles où la mère et le père doivent travailler, afin que l'un d'entre eux puisse rester à la maison. Le gouvernement pourrait donc réexaminer les situations financières. Les régions rurales ont aujourd'hui, énormément besoin d'aide. Au lieu d'utiliser les fonds que nous réservons actuellement aux garderies de jour, consacrons-nous plutôt aux familles, de manière à ce que celles-ci puissent demeurer unies et que quelqu'un puisse rester à la maison.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mme Pépin: Je regrette d'avoir manqué la plus grande partie de votre déposition. Je me demandais si vous aviez parlé des parents qui n'ont pas la possibilité de rester chez eux, comme c'est le cas des familles monoparentales.

Mme Hordyk: Oui.

Mme Pépin: Qu'en pensez-vous?

Mme Hordyk: J'estime que dans leur cas, une garde de jour conviendrait peut-être mais qu'il serait préférable de leur apporter une aide financière et de permettre au parent seul, de rester à la maison avec son enfant, au moins les trois ou quatre premières années. Il est extrêmement important de lui donner la possibilité de créer ces liens.

J'ai l'impression que ce qui se passe, chez moi, comme chez les parents qui sont obligés de travailler, à cause du caractère si absorbant du travail et des activités ménagères, c'est que

[Text]

position in their priorities. That is a bad place for a child in its early years to be, especially because they are formative years. Security and self-worth are developed in those years.

• 1150

So let us make it possible; let us look at every angle. I understand the next lady to speak will be talking to you about financial ways the government could make something like that possible, but let us give that a chance so these parents can stay home for at least the first three years.

I am not saying all day care is not necessary. I am saying we need to look at day care, but then I would feel less guilty if I brought my child to a woman I knew personally, with whom I was a friend, rather than into an impersonal teacher-student type of day care centre; and it becomes a teacher-student situation.

Mrs. Pépin: I think you have home day care, family child care, that could be accessible for the children who are below five years old.

Mrs. Hordyk: That is right, and I would like to see that promoted then, if there is no other way.

Mrs. Pépin: Thank you.

The Vice-Chairman: Just before we let you go, I want to ask about a couple of things. I too share a great deal of the concerns you have raised, particularly those about bonding and about the federal government and other levels of government supporting the family. Have you read the Badgley commission report?

Mrs. Hordyk: I am sorry; I have not.

The Vice-Chairman: I would recommend it strongly from this point of view. Prior to doing this kind of work, I was in education for 20 years. I have seen temper tantrums from the first day I started, and I have seen no difference biologically in terms of natural mothers or others. They have to be dealt with; they are a reflection of young people, period.

The other thing I would like some information on, if you can find it, is this. In your brief you have said that biological parents are the only ones who are able to understand and relate at the level of gut feelings, and you have used that to draw a number of other conclusions. In 20 years of working with young people, I have not heard anyone substantiate that claim. If someone could, I would be very interested in that, because it appears to be contrary to everything I know as a professional working with young people.

Mrs. Hordyk: Do you understand what I mean, though, and where I come from?

[Translation]

l'enfant ne vient plus qu'au deuxième ou au troisième rang de leurs priorités. Ce n'est pas une bonne place à occuper pour un jeune enfant, car il s'agit là de ses années de formation. C'est alors que le sentiment de sécurité et de confiance en soi se développe.

Essayons donc de faciliter les choses; examinons toutes les possibilités. Je crois comprendre que la dame qui doit me succéder à la barre des témoins, vous parlera des moyens financiers que le gouvernement pourrait utiliser pour rendre ce genre de chose possible, mais faisons en sorte que ces parents puissent rester chez eux, au moins les trois premières années.

Je ne prétends pas que la garde de jour soit totalement inutile. Ce que je dis, c'est que nous devons l'étudier de près, mais je dois dire que je me sentirais moins coupable si j'amenais mon enfant chez une femme que je connais personnellement, qui est une amie pour moi, plutôt que de l'amener dans une garderie de jour avec ses rapports impersonnels de type professeur-étudiant; cela devient effectivement un rapport professeur-étudiant.

Mme Pépin: Je crois que pour les enfants de moins de cinq ans, vous avez la garde de jour à domicile et la garde en milieu familial.

Mme Hordyk: C'est exact, et j'aimerais que ces formules soient favorisées, s'il n'existe pas d'autres moyens.

Mme Pépin: Merci.

Le vice-président: Avant que vous ne vous en alliez, je voudrais vous poser une ou deux questions. Je partage, moi aussi, un grand nombre des préoccupations évoquées par vous, en particulier par celles de la création des liens entre parent et enfant et celles de l'aide du gouvernement fédéral et des autres pour les familles. Avez-vous lu le rapport de la Commission Badgley?

Mme Hordyk: Non, je le regrette.

Le vice-président: Je vous le recommande fortement pour cela. Avant de faire ce genre de travail, j'ai passé 20 ans dans l'enseignement. Depuis mes débuts, j'ai vu des enfants piquer des crises de colère, et je n'ai vu aucune différence biologique, qu'il s'agisse de mères naturelles ou non. Il faut savoir y faire face; ces crises de colère sont naturelles chez les enfants, tout simplement.

J'aimerais également que vous me fournissiez des renseignements sur le point suivant, si vous le pouvez. Dans votre mémoire, vous avez dit que les parents biologiques sont les seuls capables de comprendre leurs enfants et de percevoir instinctivement leurs sentiments, et vous avez utilisé cet argument pour tirer un certain nombre de conclusions. En 20 ans de travail avec des jeunes, je n'ai jamais vu personne capable de le prouver. Si quelqu'un le pouvait, cela m'intéresserait beaucoup, car cela paraît aller à l'encontre de tout ce que je sais en tant que professionnel travaillant avec des jeunes.

Mme Hordyk: Mais vous comprenez ce que je veux dire, ce que je ressens?

[Texte]

The Vice-Chairman: I think I do.

Mrs. Hordyk: I have come to that conclusion from my own personal experience. I cannot sustain that in any way, shape or form by study done. But if study were done that way, I think you would have to concede that it makes sense. My personality is able to be understood fully only by me. My husband and I are two extremely different people. Within my own family of five children, I can pretty well tell which one takes after me personally and which one takes after him. I can relate to and understand better the ones who take after me than the ones who take after my husband. He is the one who interprets their behaviour and their actions better than I do.

The Vice-Chairman: Okay. I want to thank you very much for your testimony this morning. Thank you for your presentation.

We now have Lucy Holman. Welcome to the committee.

Ms Lucy Holman (Individual Presentation): Thank you. I am a wife, a mother and a Canadian citizen who is grateful to live in a country where every Canadian has more than 83% of the world ... and I probably speak for the unfunded silent majority.

My brief is on our children's future fiscal responsibility. Our children are our future, but can you tell by our actions? What does a child want most in all the world? His or her family. Yet what institution is disintegrating within our society by the influences of legislation, income tax laws, mass media and universal day care?

• 1155

1. Legislation: Although the government means well, the family is being undermined by legislation which encourages the division, rather than the co-operation, of the sexes by the so-called equality laws which may in reality be reverse discrimination.

2. Income tax laws: Income tax laws discourage the family as an integral unit by treating income earners as individuals rather than as family units, as in the U.S., thus penalizing the one-income family. If the income tax system was overhauled, not only would the family unit be strengthened, but it would benefit the poor and result in one less disadvantage for them.

3. Mass media: The family unit as a positive force is almost invisible on television, the movies or many best sellers. Thank goodness for *The Cosby Show*.

4. Universal day care: Universal day care is another force to displace motherhood. Are young children psychologically equipped to deal with so many important others at such a tender age? Is there not a possibility that day care is the psychological thalidomide of the 1980s, and we may not realize the after-effects a generation has suffered?

[Traduction]

Le vice-président: Je crois que oui.

Mme Hordyk: C'est mon expérience personnelle qui m'a conduite à cette conclusion. Il m'est absolument impossible de le prouver en invoquant des études. Mais s'il y en avait une qui aboutissait à cette conclusion, je crois que vous devriez reconnaître que c'est logique. Je suis la seule à pouvoir pleinement comprendre ma personnalité. Mon mari et moi sommes tout à fait différents. Chez mes cinq enfants, il m'est assez facile de dire celui qui a le même caractère que moi et celui qui a celui de mon mari. Il m'est plus facile de comprendre ceux qui me ressemblent que ceux qui ressemblent à mon mari, et de son côté, il est mieux à même que moi d'interpréter le comportement et les actes de ces derniers.

Le vice-président: Bien. Je vous remercie beaucoup de votre témoignage. Merci de votre déposition.

C'est maintenant au tour de Lucy Holman. Soyez la bienvenue.

Mme Lucy Holman (à titre personnel): Merci. Je suis mariée, mère et citoyenne canadienne, heureuse de vivre dans un pays où chaque Canadien a plus de 83 p. 100 des ... du monde et je parle probablement au nom de la majorité silencieuse qui ne jouit pas d'une aide financière.

Mon mémoire est consacré aux responsabilités fiscales futures de nos enfants. Nos enfants sont notre avenir, mais nos actes le montrent-ils? Qu'est-ce qu'un enfant veut le plus au monde? Sa famille. Pourtant, quelle est l'institution qui se désintègre au sein de notre société sous l'effet des lois, de l'impôt sur le revenu, des médias et des garderies pour tous?

1. Les lois: Malgré les bonnes intentions du gouvernement, l'homogénéité de la famille se trouve compromise par des lois qui encouragent la division des sexes, plutôt que la coopération, grâce aux lois soi-disant en faveur de l'égalité, qui constituent peut-être, en réalité, une forme de discrimination à rebours.

2. Lois de l'impôt sur le revenu: Ces lois découragent le maintien de la famille comme unité intégrale en traitant les personnes qui ont un revenu comme individus plutôt que comme unités familiales, comme aux États-Unis, ce qui pénalise la famille où il n'y a qu'un seul revenu. Si l'impôt sur le revenu était révisé, cela renforcerait non seulement l'unité familiale, cela profiterait également aux pauvres et éliminerait un des désavantages dont ils sont victimes.

3. Médias de masse: En tant que force positive, l'unité familiale est presque invisible à la télévision, dans les films et dans de nombreux romans à succès. Heureusement qu'il y a le *Cosby Show*.

4. Garde de jour universelle: Il s'agit là d'une autre force qui se substitue au rôle des mères. Les jeunes enfants sont-ils psychologiquement équipés pour s'adapter à tant d'autres personnes importantes à un âge si tendre? La garde de jour ne serait-elle pas, peut-être, la thalidomide psychologique des années 1980, et peut-être ne nous rendons-nous pas compte des

[Text]

Statistics already indicate teenage suicides are highest among two-career families. What price will we as a society pay when more and more children receive less and less nurturing from the important people in their lives? The family unit must become a viable force in our society.

The vocal minority, pleading for universal day care, state two incomes are required to make ends meet in today's economy. That may be true in some families, but in our consumer society, where unfortunately our gods are money and success, the second spouse often enters the work force not merely to put food on the table but rather the VCR—in 44% of the homes as of December 1985—the microwave, or the bigger home. Are children really our first priority or do they come after career and success? We cannot have it all.

If the breakdown of the family continues or if both spouses enter the labour force for whatever reason, the need for day care is and will continue.

Government is a regulatory body by definition, created to run the affairs of the state. As the Nielson report points out, government should not be operating businesses, but rather licensing them. It should set up the rules and regulations under which day care centres may operate to protect our precious children entrusted in their care. How can the government legislate unbiased laws without conflict of interest, if it is involved in operating the businesses themselves?

If the government insists on getting into the subsidizing of day care systems, then there should be alternate income, an alternate income tax credit or deduction for those families who cannot or do not prefer to send their children there. Then at least there is freedom of choice.

The child care tax deduction should be dollar for dollar whatever the cost to the government of funding universal day care will be. That is the only way the public will ever realize the phenomenal cost it actually will be. If it is intended that the subsidy will be pro-rated according to family income, that identical formula should be used in calculating the child care deduction. Since the deduction will only cost the government the marginal tax revenue loss rather than the full amount of each day care space actually used, it will be much cheaper for the government to encourage this route and curb the demands of this ambitious program before it mushrooms beyond our most horrendous nightmares.

In all fairness, if subsidized universal day care and the alternate child tax credit deduction are created, the child care expense deduction should be deleted.

[Translation]

effets qu'elle pourrait avoir, comme ce fut le cas d'une autre génération.

Les statistiques montrent déjà que ce sont dans les familles où le père et la mère ont une carrière, que les suicides d'adolescents sont les plus fréquents. Quel sera le prix que devra payer notre société alors que de plus en plus d'enfants sont de plus en plus privés de la présence et des soins des personnes vraiment importantes dans leur vie? L'unité familiale doit devenir une force viable dans notre société.

La minorité qui réclame, à grands cris, une garde de jour universelle, déclare que dans l'économie actuelle, il faut deux revenus pour joindre les deux bouts. Cela est peut-être vrai dans certaines familles, mais dans notre société de consommation, où, malheureusement, nos dieux sont l'argent et le succès, le second époux entre souvent dans la population active, pas seulement pour mettre de la nourriture sur la table, mais pour s'acheter le magnétoscope—qui existait dans 44 p. 100 des foyers au mois de décembre 1985—le four à micro-ondes, ou la maison plus importante. Les enfants sont-ils vraiment notre priorité absolue ou passent-ils après notre carrière et notre succès? Nous ne pouvons pas tout avoir.

Si la désagrégation de la famille se poursuit ou si les deux époux se mettent à travailler, pour quelque raison que ce soit, la garde de jour est nécessaire, et continuera à l'être.

Par définition, le gouvernement est un organisme de réglementation, créé pour gérer les affaires de l'État. Comme le rapport Nielsen le montre, le gouvernement ne devrait pas gérer les entreprises, mais les faire gérer par d'autres. Il devrait fixer les règlements du fonctionnement des garderies afin de protéger nos enfants si précieux qui leur sont confiés. Comment le gouvernement peut-il légiférer de manière impartiale sans conflit d'intérêts, s'il est lui-même l'exploitant de ces entreprises?

Si le gouvernement continue à vouloir subventionner les garderies, il devrait créer un revenu de remplacement ou un abattement fiscal à l'intention des familles qui ne peuvent pas y envoyer leurs enfants ou préfèrent ne pas le faire. Alors, seulement, y aurait-il liberté de choix.

Cette déduction pour la garde des enfants devrait être, dollar pour dollar, ce que sera le coût de la garderie universelle pour le gouvernement. C'est la seule façon dont le public se rendra compte du coût phénoménal d'une telle entreprise. Si l'on veut que l'allocation soit calculée au prorata du revenu familial, la même formule devrait être utilisée pour calculer la déduction pour la garde des enfants. Étant donné que celle-ci ne représentera pour le gouvernement qu'une perte minime de recettes fiscales, et non le coût complet de chaque place en garderie effectivement utilisée, cela sera beaucoup moins coûteux pour le gouvernement d'encourager cette méthode et de réfréner les exigences de ce programme ambitieux avant qu'il ne prenne des proportions cauchemardesques.

En toute honnêteté, si le gouvernement subventionne des garderies universelles et consent à ceux qui le préfèrent, un abattement fiscal pour la garde des enfants, la déduction pour les dépenses de garde d'enfants devrait être supprimée.

[Texte]

• 1200

If it is felt an available alternative child care deduction could benefit the rich more because of their higher marginal tax rate, Revenue Canada could choose an alternate child tax credit equal to the "average marginal tax rate of tax payers". Perhaps, and this is just a suggestion, 33% to the dollar on the cost of government assistance goes to day care. The public must always be aware of the actual cost of this service.

I am not advocating another freebee for the tax payer, but if I really cared for my children's future, would a clean financial slate not be a top priority? When I say I am not advocating another freebee for the tax payer I am stressing we can not afford universal day care. If you insist on going that route, if you want freedom of choice there should be an alternate income tax choice.

I am not attempting to determine your values for you and telling parents not to work. That is your decision for whatever reason.

The government, with all its good intentions, can not afford to get involved in the funding of universal day care. Why should our parents, who had a much lower standard of living than we take for granted and who looked after us, pay for our baby-sitting service? With the cradle-to-the-grave welfare state, have I forgotten how to be my own keeper?

Taking into consideration all three levels of taxation, the average worker in 1985 worked from January 1 to July 5, paying off his or her tax burden before he or she started working for him or herself. Where will tax-free day end? September, October, December?

In the case of universal day care as it falls under provincial jurisdiction, the provincial government would run the program with some funding or grants from the federal government. Because some of the funding comes from another level of government, the illusion is the funding is free. This is not the case. Although there are three levels of government, they each tax the same group, us.

When will we and the government realize the tax payer's pocket is not an endless pit. We can not afford to subsidize another service which could be provided more efficiently and with the same care and qualifications by the private sector.

The accumulated federal debt today is \$9,119 per man, woman and child. I believe it is the highest per capita debt in the western industrialized world. The average accumulated debt... Family debt is already over \$45,000, not counting provincial or corporate crown debt. That is another mortgage we will have to pay off if we expect to leave a sound financial country to our children.

[Traduction]

Si l'on estime qu'une déduction pour la garde des enfants profiterait plus aux riches à cause de leur taux d'imposition plus élevé, Revenu Canada pourrait choisir comme autre formule un abattement fiscal pour les enfants égal au «taux d'imposition moyen des contribuables». Il ne s'agit là que d'une suggestion, mais 33 p. 100 du coût de l'aide gouvernementale pourrait aller aux garderies. Le public doit toujours être conscient du coût réel de ce service.

Ce que je recommande, ce n'est pas de faire un autre cadeau au contribuable, mais si je me souciais de l'avenir de mes enfants, une situation financière nette ne serait-elle pas une priorité? Lorsque je dis que je ne recommande pas de faire un autre cadeau au contribuable, je souligne le fait que nous n'avons pas les moyens de nous offrir un service universel de garderie. Si vous persistez sur cette voie, si vous voulez être libres de choisir, il faut qu'une autre possibilité fiscale soit offerte.

Je n'essaie pas de vous imposer le choix de vos valeurs ni de dire aux parents de ne pas travailler. La décision vous appartient, quelles que soient vos raisons.

Malgré toutes ses bonnes intentions, le gouvernement ne peut pas se permettre de financer un service universel de garderie. Pourquoi nos parents, qui avaient un niveau de vie de beaucoup inférieur au nôtre que nous considérons comme allant de soi, et qui s'occupaient de nous, devraient-ils financer la garde de nos enfants? Dans un État-Providence qui vous suit du berceau à la tombe, ai-je oublié comment m'occuper de moi-même?

Si l'on tient compte des trois niveaux d'imposition, le travailleur moyen, en 1985, a travaillé du 1^{er} janvier au 5 juillet pour payer ses impôts avant de pouvoir travailler pour lui-même. Quand la période sans impôt se terminera-t-elle? En septembre, octobre, décembre?

Comme la garde de jour universelle relève de la juridiction provinciale, le gouvernement provincial assurerait le fonctionnement du programme avec une certaine aide financière ou des subventions fédérales. Comme une partie du financement provient d'un autre palier de gouvernement, les gens ont l'illusion qu'il est gratuit. Ce n'est pas le cas. Bien qu'il y ait trois paliers de gouvernement, chacun impose le même groupe, c'est-à-dire nous.

Quand le gouvernement et nous-mêmes se rendront-ils compte qu'il y a un moment où on arrive au fond de la poche du contribuable. Nous ne pouvons pas nous permettre de subventionner un autre service qui pourrait être assuré de manière plus efficace et avec les mêmes soins et les mêmes compétences, par le secteur privé.

La dette fédérale accumulée est aujourd'hui de 9,119\$ par homme, femme et enfant. Je crois que c'est la dette par personne la plus élevée du monde industriel occidental. La dette accumulée moyenne... La dette familiale est déjà supérieure à 45,000\$, sans compter la dette à la Couronne des provinces ou des sociétés. C'est là une autre hypothèque qu'il nous faudra payer si nous espérons pouvoir laisser à nos héritiers un pays à la situation financière saine.

[Text]

How can any socially responsible person ask the government to take on another financial responsibility? Leave the funding of day care to the private sector with regulations if need be to protect our little ones.

Should our children, who will already be straddled with an aging population to support when they reach adulthood, also be expected to pay off their own day care costs through the ballooning debt we pass on. No wonder our young people are developing the attitude the country owes them a living. Leaving a bankrupt country to our children is hardly being considerate.

Rather than asking for another funded program, my challenge to you today is: What program are you willing to give up, to do without so we may teach fiscal responsibility by our actions?

A democracy can not continue for long when the citizens look upon the government as a cow to be milked rather than a dog to be watched. There is no such thing as a free lunch, even from the government.

When we ask for something such as funded universal day care, in the process we give up a little more freedom. Possibly the freedom we give up in exchange is a crucial matter of the values imprinted on our children.

• 1205

Le vice-président: Madame Pépin.

Mrs. Pépin: Thank you for your presentation. Listening to you, I had the impression that staying home and raising your family is your approach and your choice. However, there are other people who have another approach and another choice, and if you tell us that we have to give to parents the choice, it means that we have to have more than one approach to children.

You said that you believe child care should be a complement to family.

Ms Holman: I am sorry, but I missed the last word.

Mme Pépin: C'est un complément à la famille.

The Vice-Chairman: It complements the family.

Ms Holman: Okay, I understand that.

Mrs. Pépin: You were wondering if the statistics about families, where two persons have to go to work, were right. In 1985, in 48% of families with children, the women had to work outside the home by necessity, not to enable them to buy a video or a second car. That is one thing.

Also, according to 1985 statistics, only 29% of families live with one income in this country.

Ms Holman: Yes, I have read that.

[Translation]

Comment une personne qui a le sens des responsabilités sociales peut-elle demander au gouvernement d'assumer une autre responsabilité financière? Laissez le financement de la garde de jour au secteur privé en l'agréant, si nécessaire, de règlements pour protéger nos petits.

Nos enfants, qui auront déjà à aider une population vieillissante lorsqu'ils atteindront l'âge adulte, devraient-ils aussi être tenus de financer leur propre garde en assumant la dette croissante que nous leur lèguons? Rien d'étonnant à ce que les jeunes adoptent de plus en plus l'attitude que c'est à leur pays de subvenir à leurs besoins. Laisser un pays en faillite à nos enfants n'a rien de très prévenant.

Plutôt que de demander un autre programme bénéficiant d'une aide financière, le défi que je vous lance aujourd'hui est le suivant: de quel programme êtes-vous prêts à vous priver pour que nous puissions, par nos actes, enseigner la responsabilité sur le plan fiscal?

Les jours d'une démocratie sont comptés lorsque ses citoyens traitent le gouvernement comme une vache à lait plutôt que comme un chien à surveiller. Rien n'est gratuit, même ce que nous offre le gouvernement.

Lorsque nous réclamons quelque chose comme les garderies universelles, nous renonçons à une parcelle supplémentaire de notre liberté. Il est possible que cette liberté à laquelle nous renonçons en échange soit cruciale, car elle représente les valeurs inculquées à nos enfants.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mme Pépin: Merci de votre déposition. En vous écoutant, j'ai eu l'impression que ce que vous préconisez et préférez, c'est de rester chez vous pour élever vos enfants. D'autres personnes préfèrent cependant agir différemment, et si vous me dites qu'il faut donner le choix aux parents, cela signifie qu'il y a plus d'une méthode de s'occuper des enfants.

Vous avez dit qu'à votre avis, la garde d'enfants devrait être un complément de la famille.

Mme Holman: Excusez-moi, je n'ai pas saisi le dernier mot.

Mrs. Pépin: It complements the family.

Le vice-président: C'est un complément de la famille.

Mme Holman: Très bien, je comprends.

Mme Pépin: Vous vous demandiez si les statistiques concernant les familles dans lesquelles les deux parents doivent travailler, étaient justes. En 1985, dans 48 p. 100 des familles avec enfants, les femmes travaillaient en dehors de chez elles par nécessité, et non pour pouvoir acheter un magnétoscope ou une deuxième auto. Voilà le premier point.

D'autre part, d'après les statistiques de 1985, 29 p. 100 seulement des familles de ce pays n'ont qu'une seule source de revenu.

Mme Holman: Oui, j'ai lu cela.

[Texte]

Mrs. Pépin: We also spoke about violence. I was a former member of the Badgley commission, which was looking into violence against children and youth, and we found lots of violence in the family. The purpose of that study was to find out where the violence was. I agree that perhaps sometimes there is something wrong in some child care centres, but right now our children are also suffering at home.

You also said our children will have to carry the aging population, which I agree will be much much larger than the number of children we are having. That is why I believe it is important to have those children, to give them a good education and good training; they will be the ones who will be our leaders.

You were speaking about the high percentage of suicide among teenagers. The teenagers of today are not coming from child care centres; they are coming from families.

I am telling you that I am listening to you and I agree. I think you have your approach, but we cannot deny the other choice and the other approach to other people. If you want people to have a choice, then we have to have more than one choice. Do you not think so?

Ms Holman: First of all, I was always told never to make assumptions; they make an ass out of you and me—pardon the expression. I do work, on and off, as a research worker for the University of Western Ontario, so I am not advocating that my values are better than anyone else's values. The choices exist.

When you say that 48% of families have to work, on what standard of living is that based?

Mrs. Pépin: There was a statistic this morning in the newspaper which said that a family with two or three children needs \$400 a week to live if they do not want to live below the poverty line. As you know very well, we have been travelling across the country to find out that many of the people who came as witnesses earned \$25,000 a year, or \$20,000.

You have the choice to stay home and to work part time. Many of them do not.

Ms Holman: For three years I have lived under the poverty level. The reaction at that time, from my family, friends and other people to whom I was too proud to mention that we were living under the so-called poverty level, was how nice it is to be rich.

I do teach a family budgeting course at Lambton College. You are welcome to attend it.

You mentioned that I spoke on violence in the family. I do not recall speaking on violence in the family; but yes, I will accept the fact that violence does exist in the family. It exists outside the family. Nothing in life is perfect, but the family has been instituted by what we consider in our society to be God. Do we really feel we can improve on God?

[Traduction]

Mme Pépin: Nous avons également parlé de la violence. J'ai fait partie de la Commission Badgley, et nous en avons relevé bien des exemples dans la famille. L'objet de cette étude était de trouver où la violence se manifestait. Je reconnais qu'il y a quelquefois des choses qui ne vont pas dans certaines garderies, mais nos enfants souffrent également chez eux.

Vous avez également dit que nos enfants devront assumer la charge d'une population vieillissante, qui, je le reconnais, sera beaucoup, beaucoup plus nombreuse que les enfants que nous avons. C'est pourquoi je crois qu'il est important de donner une bonne éducation et une bonne formation à ces enfants. Ce seront eux qui seront les dirigeants de demain.

Vous avez parlé du pourcentage élevé de suicides chez les adolescents. Les adolescents d'aujourd'hui ne viennent pas des garderies mais des familles.

En d'autres termes, je vous ai écoutée et je suis d'accord avec vous. Vous avez votre méthode, mais nous ne pouvons pas interdire aux autres de choisir autre chose et de préférer une autre méthode. Si vous voulez que les gens aient le choix, il faut en avoir plus d'un. Ne pensez-vous pas?

Mme Holman: Pour commencer, on m'a toujours dit de ne rien considérer comme allant de soi; c'est le meilleur moyen de vous faire passer pour une andouille—si vous me pardonnez l'expression. Je travaille, de manière intermittente, comme documentaliste pour l'Université de Western Ontario; je ne prétends donc pas que mes valeurs sont supérieures à celles des autres. Les choix existent.

Lorsque vous dites que 48 p. 100 des familles doivent travailler, sur quel niveau de vie cela est-il fondé?

Mme Pépin: Dans un journal de ce matin, il y avait des statistiques qui montraient qu'une famille de deux ou trois enfants a besoin de 400\$ par semaine pour vivre si elle ne veut pas se trouver au-dessous du seuil de pauvreté. Comme vous le savez très bien, nous avons parcouru tout le pays et avons découvert que beaucoup de ceux qui ont témoigné devant nous gagnaient 20,000 ou 25,000\$ par an.

Vous avez le choix entre rester chez vous et travailler à temps partiel. Beaucoup de ces personnes n'ont pas ce choix.

Mme Holman: J'ai vécu pendant trois ans au-dessous du seuil de pauvreté. À l'époque, la réaction de ma famille, de mes amis et d'autres personnes à qui j'étais trop fière d'avouer que nous vivions au-dessous du seuil de pauvreté, a été de dire: comme c'est agréable d'être riche.

J'enseigne un cours sur le budget familial à Lambton College. Vous y êtes la bienvenue.

Vous avez dit que je parlais de violence dans la famille. Je ne me souviens pas de l'avoir fait; mais je reconnais certainement qu'elle existe en milieu familial. Elle existe aussi en dehors. Dans la vie, rien n'est parfait, mais la famille a été instituée par ce que nous appelons Dieu dans notre société. Pensons-nous vraiment être capables de mieux faire que Dieu?

[Text]

[Translation]

• 1210

Mrs. Pépin: I do not have the answer to that.

The Vice-Chairman: Are there any other questions?

Mr. Fraleigh: Lucy, I have no desire to try to lead you, but as I understand it what you are suggesting is a means within the tax structure to make it possible for more spouses to take advantage of being able to raise their own children, to stay in the home. I just wanted to get on the record that this is what your brief is really all about. Is that correct?

Ms Holman: Yes, it is correct, Mr. Fraleigh. Basically, if people choose to work in our society, the choice is theirs. I am not saying you should not, but that choice is yours. But if both spouses choose to work in society and as a result require day care centres, and if the government insists upon funding them, it is only fair those people who for whatever reason do not take advantage of the day care space should receive either an income tax deduction, dollar for dollar, or an income tax credit, if you feel the actual deduction discriminates against the poor.

I am not stating that only one person should work. This is your choice. I do feel our legislation should be family oriented. One of the reasons you see more and more two-career families is shown in the unfortunate remark Judy Erola made in December 1982: A homemaker; what does she do? All of a sudden, it really dawned on me that the status of a homemaker has come to be the very lowest priority in our society, where the things we think about all day long are money and success.

If we came in with a universal day care deduction or treated the income as a family unit, the family might take on a higher status in our society again, and then people would really have the choice as to what they want to do.

Mr. Langdon: You warned me I would not like your presentation, and you were right; I did not like your presentation.

Ms Holman: I did not even know what you liked at that point.

Mr. Langdon: You have made this point several times about the idea of us shifting to the American system of the family being treated as a single unit. As one looks at it, it seems to me this would mean the spouse who is not working to start with—the wife usually in this case—who wanted to go to work would end up being taxed at a very high marginal rate on her income, because it would be added to the income which her husband was already receiving. You would in fact have turned the incentive upside down and made it much harder for a woman to go out to work. This is not a neutral step to take.

Ms Holman: I do not believe I am suggesting that at all, sir.

Mr. Langdon: Would you not see this is the way the system would in fact operate?

Mme Pépin: Voilà une question à laquelle je ne pourrais pas répondre.

Le vice-président: Y a-t-il d'autres questions?

M. Fraleigh: Lucy, je n'ai aucune intention de vous faire dire ce que je veux, mais si je comprends bien, vous proposez un moyen fiscal de permettre à plus de personnes mariées de rester chez elle pour élever leurs enfants. Je voulais simplement qu'il soit noté que c'est bien là le sujet de votre mémoire. Est-ce exact?

Mme Holman: Oui, c'est exact, monsieur Fraleigh. Essentiellement, si les gens décident de travailler dans notre société, c'est à eux de décider. Je ne dis pas qu'il ne faut pas le faire, mais que le choix vous appartient. Mais si les deux époux décident de travailler dans la société et ont, de ce fait, besoin de garderies de jour, et si le gouvernement insiste pour les financer, il n'est que justice que les personnes qui, pour une raison ou une autre, ne profitent pas de ces garderies, bénéficient d'une déduction d'impôt équivalente, ou d'un crédit d'impôt, si vous pensez que la déduction constitue une discrimination contre les pauvres.

Je ne prétends pas qu'une seule personne devrait travailler. Mais je considère que nos lois devraient être axées sur la famille. Une des raisons pour lesquelles vous voyez de plus en plus de familles où les deux parents ont une carrière nous est fournie par une remarque regrettable faite par Judy Erola en décembre 1982: une ménagère; que fait-elle? D'un seul coup, je me suis rendu compte que le statut de la ménagère était devenu la plus basse priorité d'une société où nous passons notre temps à parler d'argent et de réussite.

Si nous adoptions une déduction pour garde de jour universelle ou si nous prenions le revenu global de la famille, celle-ci retrouverait son prestige dans notre société, et les gens auraient alors le choix de faire ce qu'ils veulent.

M. Langdon: Vous m'aviez prévenu que je n'aimerais pas votre déposition, et vous aviez raison; je ne l'ai pas aimée.

Mme Holman: Je ne savais même pas ce qui vous plaisait alors.

M. Langdon: Vous êtes revenue à plusieurs reprises sur l'idée de l'adoption du système américain de traitement de la famille comme une seule unité. À mon avis, cela signifierait que le conjoint qui ne travaille pas pour commencer—en général, c'est la femme—et qui voudrait le faire, se verrait imposer un taux marginal très élevé, parce que son revenu viendrait s'ajouter à celui que perçoit déjà son mari. Ce que vous feriez, en fait, serait d'en faire un encouragement négatif et de rendre les choses beaucoup plus difficiles pour une femme qui voudrait travailler. Ce n'est vraiment pas là une mesure neutre.

Mme Holman: Ce n'est pas du tout ce que je propose, monsieur.

M. Langdon: Ne voyez-vous pas que c'est en fait ainsi que fonctionnerait le système?

[Texte]

Ms Holman: I am suggesting it would be a much fairer way. It is not doing what you suggest at all, because . . .

Mr. Langdon: But that is how the system works there. It is added to the spouse's income.

Ms Holman: Yes, the family unit would be treated as one income. But unfortunately the poor have no choice, as you state, but to go back to work if we accept the statistic that Mrs. Pépin has mentioned. The rich do have that choice. If you added the two incomes together and treated the family as a unit, as the income is often done within that family, then everyone would be treated on an equal basis. The poor cannot afford to hire accountants to get involved in income splitting. The rich can. This way everyone would be treated on an equal basis, the rich and the poor alike.

• 1215

Mr. Langdon: But surely the point is that at the moment we have a tax system that by treating people as individuals does treat each person fairly. What you are suggesting would give us a system where let us say a husband is earning, as in the case of the farm worker who talked here earlier, \$8,300 . . .

Ms Holman: That was taxable income, sir.

Mr. Langdon: At the moment that \$4,000 that the woman earns extra gets taxed separately, and I suspect she pays little tax on it. If it were added, as you are suggesting to her husband's taxable income of \$8,300, it would be taxed at at least the rate of her husband's income, and probably at a higher marginal rate. So in fact the overall . . .

Ms Holman: No, sir, I believe . . .

Mr. Langdon: —result would be to significantly reduce the amount of income for that family unit.

Ms Holman: If you treated the income as a family unit, from your interpretation, then everyone would be treated at the marginal tax rate that exists today, but then the whole system would be overall and we would probably have our marginal tax rate divided in half, because you are taking two incomes and treating them as one. So whatever the marginal tax rate at the moment on \$8,000 taxable income is—I am not an accountant so I will just guess at 21 %—and the \$3,000, \$4,000, again I am not an accountant, but can I guess 16%?

Mr. Langdon: No—16% separately; perhaps nothing, depending on deductions. Certainly more if it were added.

Ms Holman: Okay. Both of those incomes she reported were taxable incomes, so then all deductions would have been taken off. That was reported as taxable income. She may have made an error, but the way it was reported it was taxable income. So let us stick to the facts. So therefore . . .

[Traduction]

Mme Holman: Ce que je dis, c'est que ce serait beaucoup plus équitable. Les effets ne sont pas du tout ceux que vous suggérez, parce que . . .

M. Langdon: Mais c'est comme cela que fonctionne le système ici. Le revenu de la femme est ajouté à celui de son époux.

Mme Holman: Oui, l'unité familiale serait traitée comme un seul revenu. Malheureusement, comme vous le dites, les pauvres n'ont d'autre choix que de retourner travailler si nous acceptons les statistiques mentionnées par M^{me} Pépin. Les riches, eux, ne sont pas obligés de le faire. Si vous faisiez le total des deux revenus et traitiez la famille comme une unité, comme le revenu l'est souvent au sein de celle-ci, tout le monde serait traité sur un pied d'égalité. Les pauvres n'ont pas les moyens de se payer des comptables qui assurent la division du revenu, mais les riches le peuvent. De cette manière, tout le monde serait traité de la même manière, les riches comme les pauvres.

M. Langdon: Mais le point est précisément qu'en ce moment, nous avons un système fiscal qui, en traitant les gens comme des individus, traite tout le monde équitablement. Ce que vous proposez nous donnerait un système dans lequel, si un mari gagne, par exemple, 8,300\$, comme dans le cas de la travailleuse agricole qui a parlé tout à l'heure . . .

Mme Holman: Il s'agissait du revenu imposable, monsieur.

M. Langdon: Pour le moment, les 4,000\$ que cette femme gagne en plus sont imposés séparément, et j'ai l'impression qu'elle paie peu d'impôts. S'ils étaient ajoutés, comme vous le suggérez, au revenu imposable de son mari, qui est de 8,300\$, ils seraient imposés au moins au même taux que le revenu de celui-ci, et probablement à un taux marginal plus élevé. En fait, l'effet global . . .

Mme Holman: Non, monsieur, je crois . . .

M. Langdon: . . . le résultat global sera de réduire considérablement le revenu de cette unité familiale.

Mme Holman: Si vous traitiez le revenu comme une unité familiale, selon votre interprétation, tout le monde serait soumis au taux d'impôt marginal existant aujourd'hui, mais le système serait alors général, et notre taux marginal serait probablement divisé par deux, parce que vous prenez deux revenus et les traitez comme s'il s'agissait d'un seul. Donc, quel que soit le taux marginal actuel sur un revenu imposable de 8,000\$—je ne suis pas comptable, donc, mais disons 21 p. 100—et les 3,000\$ ou 4,000\$, encore une fois, je ne suis pas comptable, mais disons 16 p. 100?

M. Langdon: Non—16 p. 100 séparément; peut-être rien du tout, selon les déductions. Certainement plus si on totalisait les deux revenus.

Mme Holman: Bon. Les deux revenus dont elle parlait étaient des revenus imposables; donc, toutes les déductions auraient été faites. Elle a dit qu'il s'agissait d'un revenu imposable. Elle s'est peut-être trompée, mais d'après la façon

[Text]

Mr. Langdon: We should ask her, maybe.

Ms Holman: That is possible. You missed a great opportunity. I am not an accountant. Those things would have to be ironed out.

The Vice-Chairman: May I suggest that you both address the issue. Might I encourage you to continue this over lunch, and perhaps Mr. Langdon can report to us. Just before we let you go, I wanted to ask you if you would give one of our researchers the source of that statistic on suicides of career parents so we could have the researchers incorporate that for us.

Ms Holman: Okay. I called the constituency office and I just asked for the statistic on it. I got it from Ottawa. You will have to go to my MP's assistant and ask him for it. I did not question him on where he got that statistic. I had read it. I asked him to verify it for me, and he said, yes, that was correct.

The Vice-Chairman: Your MP is?

Ms Holman: Mr. Fraleigh.

The Vice-Chairman: Good. We will ask Mr. Fraleigh to provide that for us. Thank you very much.

Mr. Fraleigh: The information came from my researcher, not Mr. Fraleigh. I will see where he verified it. He is very thorough, and I am sure if he verified that your figures were right he based it on fact.

The Vice-Chairman: And his office being next to mine, God bless him if he does not provide it.

Ms Holman: I do want to close and straighten out the "misassumption" about the income tax. If you are treating the income tax as a unit, then what today might—the marginal tax rate at whatever, let us say \$20,000—if it is a taxable income of \$20,000, today it is taxed, I understand, on the individual at around 37%. If it were treated as a family unit, it would probably be taxed at half that amount because you are looking at two incomes instead of one, so you are actually helping the poor.

• 1220

The Vice-Chairman: I think we have heard your side and it is clear, at least in our minds, what it is that you intended. On behalf of the committee, thank you very much for your presentation.

Ms Holman: You are very welcome.

The Vice-Chairman: Wherever we have been in Canada, we have tried to provide for impromptu and spontaneous creative bursts from the audience, and we have two such this morning, Diana Conine and Joyce Brush. Now, would you both come up together. We have both of these in written form and in light of

[Translation]

dont elle en parlait, il s'agissait bien du revenu imposable. Tenons-nous-en au fait. Donc . . .

M. Landgon: Nous pourrions peut-être le lui demander.

Mme Holman: C'est possible. Vous avez perdu une bonne occasion. Je ne suis pas comptable. Il faudrait que ces choses-là soient réglées.

Le vice-président: Puis-je vous demander à tous deux d'étudier la question et de poursuivre cette question pendant le déjeuner; M. Langdon pourra peut-être ensuite nous donner le résultat de votre discussion. Avant de vous laisser partir, je voulais vous demander si vous pourriez indiquer à un de nos chercheurs la source de ces statistiques sur les suicides des enfants de parents qui travaillent, pour qu'il puisse l'incorporer à nos documents.

Mme Holman: Très bien. J'ai tout simplement appelé le bureau de la circonscription et ai demandé des statistiques. Je les ai obtenues d'Ottawa. Il faudra que vous vous adressiez à l'adjoint de mon député. Je ne lui ai pas demandé où il avait obtenu ces statistiques. Je les avais lues quelque part. Je lui ai demandé de les vérifier, et il m'a dit que oui, elles étaient exactes.

Le vice-président: Qui est votre député?

Mme Holman: Monsieur Fraleigh.

Le vice-président: Bon. Nous demanderons à M. Fraleigh de nous les fournir. Merci beaucoup.

M. Fraleigh: Les renseignements ont été fournis par mon chercheur, pas par moi. Je vais voir où il les a vérifiés. Il est très minutieux, et je suis certain que s'il s'est assuré que vos chiffres étaient exacts, cela repose sur des faits.

Le vice-président: Et comme son bureau est près du mien, malheur à lui s'il ne les fournit pas.

Mme Holman: Je voudrais, en terminant, rectifier la «mauvaise interprétation» en ce qui concerne l'impôt sur le revenu. Si vous traitez celui-ci comme une unité, ce qui aujourd'hui pourrait—le taux d'impôt marginal à, disons, 20,000\$—s'il s'agit d'un revenu imposable de 20,000\$, il est aujourd'hui imposé, si je comprends bien, pour un individu, aux environs de 37 p. 100. S'il était traité comme une unité familiale, il serait probablement moitié moindre, parce qu'il s'agit de deux revenus au lieu d'un seul, si bien que vous avez aidé en fait les pauvres.

Le vice-président: Je crois que nous avons entendu votre point de vue et que ce que vous vouliez est très clair, du moins pour nous. Au nom du Comité, nous vous remercions beaucoup de votre déposition.

Mme Holman: Je vous en prie.

Le vice-président: Partout où nous sommes allés au Canada, nous avons tenté de provoquer des réactions impromptues et spontanées de la part du public, et nous en avons eu deux ce matin, celle de Diana Conine et celle de Joyce Brush. Voulez-vous vous avancer. Nous avons vos remarques par écrit, et compte tenu du temps qui nous reste, nous vous serions

[Texte]

the time of day, would appreciate it if you would just comment briefly on what it is you think we should retain.

Ms Diana Conine (Individual Presentation): What is the federal government's place in child care? To what extent is the government responsible? What do people want and feel about child care being subsidized? That is the question you are posing.

The responsibility for our children's growth and development as well-adjusted, socially developed persons once rested solely on a parent. This has been allowed to slowly slide to the shoulders of our education system, in many ways, and now the government is considering subsidized day care.

Unless this is very carefully thought out, with all considerations weighed, many children are going to be shuffled through our system from birth to adulthood without the warm home environment.

I am sure this is not the intent of the government nor of the persons advocating day care subsidies, but all considerations must be carefully looked at. Is this in the child's best interest?

Perhaps in some cases it is, but should the federal government be held responsible to provide this service? Private sources could well be tapped; service clubs, churches and local businessmen would be eager to assist in this regard and in our community at this time, are subsidizing five children who are in the day care centre for social reasons.

More support could be found if the child was in need. This form of local involvement is ideal for the betterment of community relations, and the chance to become involved would be accepted.

Where is the money for this program going to be found? If in fact to finance this program the government will be forwarding less to the provinces for other grants, then this needs to be looked at very closely as well.

We in Ontario are already feeling the cutbacks in grants from the Ministry of Education to local boards, while at the same time being told by the Ministry that boards must expand curriculum and grades. Doing more for less, while an admirable approach, is simply unrealistic.

Education is just one sphere where cutbacks are being felt. There are many others. My personal concern and interest happens to lie in education and the lack of dollars available now to fund programs properly. We cannot afford to provide new programs at the expense of education or any other programs in place.

I have been told that the funds for this proposal will be forwarded from Ottawa to each province for their administra-

[Traduction]

reconnaissants de nous dire brièvement ce que vous pensez que nous devrions conserver.

Mme Diana Conine (déposition individuelle): Quel est le rôle joué par le gouvernement fédéral dans le domaine de la garde d'enfants? Dans quelle mesure le gouvernement est-il responsable? Que veulent les gens et que pensent-ils du subventionnement de la garde d'enfants? C'est la question que vous posez.

La responsabilité de la croissance de nos enfants et de leur épanouissement en personnes bien équilibrées et adaptées à la société était autrefois la seule responsabilité des parents. Petit à petit, c'est le système éducatif qui en a assumé la charge, à bien des égards, et maintenant, c'est au tour du gouvernement d'envisager une garde d'enfants subventionnée.

A moins que tout ceci ne soit soigneusement réfléchi, que toutes les possibilités soient pesées, de nombreux enfants vont se trouver ballottés dans notre système, de la naissance à l'âge adulte, sans la chaleur du milieu familial.

Je suis certaine que ce n'est pas l'intention du gouvernement ni des personnes qui recommandent de subventionner la garde de jour, mais tous les tenants et les aboutissants doivent être examinés avec soin. Est-ce dans l'intérêt bien compris de l'enfant?

Dans certains cas, ça l'est peut-être, mais le gouvernement fédéral devrait-il être tenu responsable de la prestation de ce service? On pourrait certainement faire appel à des sources privées; des clubs civiques, des Églises et des hommes d'affaires locaux seraient tout à fait prêts à apporter leur aide; déjà, dans notre collectivité, ils apportent une aide financière à cinq enfants qui sont placés dans le centre de garde de jour pour des raisons d'ordre social.

Il serait possible d'obtenir plus d'aide si l'enfant en avait besoin. Cette forme de participation locale est idéale pour l'amélioration des relations communautaires, et la possibilité d'une participation serait acceptée.

Où va-t-on trouver l'argent pour ce programme? Si, pour le financer, le gouvernement transfère moins d'argent aux provinces pour d'autres subventions, c'est quelque chose qui a besoin d'être examiné de très près.

En Ontario, nous ressentons déjà les effets des réductions des subventions du ministère de l'Éducation aux conseils scolaires locaux, alors que le ministère déclare en même temps que les conseils doivent étoffer les programmes. Faire moins avec plus est peut-être une méthode admirable, mais elle est tout simplement irréaliste.

L'éducation n'est qu'un des secteurs où ces coupures se font sentir. Il y en a beaucoup d'autres. Il se fait simplement que je m'intéresse à l'éducation et que je regrette de voir que nous ne disposons pas actuellement de suffisamment d'argent pour financer correctement des programmes. Nous ne pouvons pas nous permettre de fournir de nouveaux programmes aux dépens de l'éducation ou de n'importe quel autre programme existant.

On m'a dit que les fonds nécessaires à la réalisation de cette proposition seront transférés par Ottawa à chaque province,

[Text]

tion. Does each province set its own criteria for who shall receive this subsidy? Is this subsidy being considered to be a complete subsidy for every child in Canada, or will there be a needs basis for receiving it?

Who will be the judge when the necessity is there? Does the federal government pledge to each province that a few years down the road, funds will not be cut back to each province with ultimately, each municipality having to pick up the deficit? This is a concern of my local municipal council, as well. Our children are our future. We must never lose sight of the child's needs and we must work toward this goal. But the federal government's involvement in day care is neither the answer nor the solution.

• 1225

Perhaps we need to motivate various parent organizations and groups in each community and rural area to work together for a viable answer to the needs of their community. There must be a better way to look after the needs of our children. Tax dollars are already stretched to the breaking point. Unless the federal government has a large untapped reserve sitting in the treasury gathering dust, I cannot see expanding into day care subsidies.

We ask our federal government to look carefully at all alternatives to funding child care. We cannot lose the programs already in place that benefit all Canadians, and we cannot be expected to give more. It is not there.

What is the federal government's place in child care? To what extent is the federal government responsible? I ask you. What is the parent's place in child care? To what extent is the parent responsible? Please consider this, and I thank you.

The Vice-Chairman: Thank you.

Ms Joyce Brush (Individual Presentation): I am Joyce Brush. If I could read this, I think it would be most likely quicker as well.

I am an RN from the city who married a farmer and quit nursing to become a partner on the farm. I have been farming now for 12 years. My reason for being here is that I would like to address the farm-woman issue from an employer's point of view.

On our farm, we offer full-time employment for one person as well as part-time employment for seven to ten people for about six months of the year. The economic situation of farming allows us to pay minimum wage or slightly more for work that is often physically demanding and monotonous. For this reason, we have great difficulty in filling our job positions.

[Translation]

qui sera chargée de les administrer. Chaque province fixe-t-elle les critères de choix des bénéficiaires de cette allocation? Celle-ci sera-t-elle accordée à chaque enfant au Canada, ou le sera-t-elle en fonction des besoins?

Qui sera le juge lorsque la nécessité se fera sentir? Le gouvernement fédéral s'engage-t-il à l'égard de chaque province à ne pas réduire, dans quelques années, les fonds alloués à chacune d'entre elles, ce qui, en fin de compte, obligerait chaque municipalité à éponger le déficit? C'est aussi là quelque chose qui préoccupe mon conseil municipal. Nos enfants représentent notre avenir. Nous ne devons jamais perdre de vue leurs besoins et nous devons nous employer à atteindre ce but. Mais l'intervention du gouvernement fédéral dans le domaine de la garde de jour n'est ni la réponse ni la solution.

Ce qu'il faudrait peut-être, c'est motiver divers groupes d'organisations et de parents dans chaque collectivité et zones rurales, pour qu'ils travaillent de concert à trouver une réponse valable aux besoins de leur collectivité. Il est impossible qu'il n'existe pas de meilleur moyen de s'occuper des besoins de nos enfants. Les recettes fiscales sont déjà étirées au maximum. À moins que le gouvernement fédéral n'ait d'importantes réserves inutilisées qui crouissent dans son trésor, je ne vois pas comment il pourrait accorder des subventions à la garde de jour.

Nous demandons à notre gouvernement fédéral d'étudier avec soin les diverses formules de financement de la garde d'enfants. Nous ne pouvons pas perdre les programmes qui existent déjà et qui profitent à tous les Canadiens, et on ne peut pas s'attendre à ce que nous donnions encore plus. Ce n'est tout simplement pas possible.

Quelle est la place qu'occupe le gouvernement fédéral dans le domaine de la garde d'enfants? Dans quelle mesure est-il responsable? Je vous le demande. Quel est le rôle des parents dans la garde d'enfants? Dans quelle mesure sont-ils responsables? Voilà ce à quoi je vous demande de réfléchir. Je vous remercie.

Le vice-président: Merci.

Mme Joyce Brush (déposition individuelle): Je m'appelle Joyce Brush. Je crois que si je lis ceci, cela irait également plus vite.

Je suis une infirmière autorisée de la ville qui a épousé un agriculteur et qui a renoncé à sa carrière pour devenir son associée sur la ferme. C'est un métier que je fais maintenant depuis 12 ans. La raison pour laquelle je suis ici, c'est que je voudrais parler de la question de la femme qui travaille dans l'agriculture du point de vue de l'employeur.

Notre ferme emploie une personne à plein temps, ainsi que sept à dix personnes à temps partiel, pendant environ six mois de l'année. La situation économique de l'agriculture nous permet de payer un salaire minimum, ou légèrement plus, pour un travail qui est souvent difficile et monotone. C'est pour cette raison que nous avons souvent beaucoup de difficultés à trouver du personnel.

[Texte]

For the first five or six years, we struggled along trying to use local help. This was very interesting. One day 18 people would come to work, and the next day only 3 would show up. Driving along the main street of Chatham soliciting help was as fruitless as phoning the farm labour pool and advertising in the local papers. Help from any of these sources was short-lived and unsatisfactory. Farming is a business. Try running a business with this type of undependable help.

Then we brought a mobile home onto the farm to house transient workers. We did this with the assistance of a government grant. We then tried hiring people out of Quebec. The government assisted them with the cost of their transportation, meals and accommodation in transit. These people were not suitable workers and left shortly after they arrived, some in the middle of the night.

Manpower then had us try some native Indians. The government flew four of these people from north of Thunder Bay to our area. This was done at great expense to the taxpayers. Of these four people, only one lasted through the tobacco harvest. After all of this, Manpower finally allowed us to use some offshore labour. This has helped us personally, but I do not think it is a great help to our economy, as much of the money they make leaves our country.

I hope by now I have shown the difficulty an agricultural employer has in finding people to fill employment requirements. The need for subsidized child care in agricultural areas is my reason for wanting to speak today.

Through the years, there have been women who have been excellent help and who even seemed to appreciate the money we were able to pay. After these women had children, they still wanted to earn a little extra spending money or just to be out of the house for a while.

It is these women I would like to see the government help. First, they would like to work, which is a change. Second, there are jobs for them; jobs as I say that very few people in our society today are willing to do.

Let us say now that one of these women wanted to work for us. I could pay her only \$5 an hour. Let us say that she had the average family of two. She would have to pay \$3 to \$4 an hour in child care. This would leave her with \$1 to \$2 an hour to pay Canada Pension, unemployment, tax, gas to and from work, as well as gas to transport her children. As you see, she would have very little of the original \$5 an hour left. Understandably, this woman would not take this job.

In situations like these, I feel it would be realistic for the government to subsidize child care for women like these. They should be subsidized at least to the extent that they would realize the minimum wage.

[Traduction]

Pour la première fois en six ans, nous nous sommes débrouillés en utilisant la main-d'œuvre locale. L'expérience a été très intéressante. Un jour, 18 personnes se présentaient au travail, et le lendemain, il n'y en avait que trois. Parcourir la grande rue de Chatham pour recruter des gens était aussi inutile que de téléphoner au service de main-d'œuvre agricole ou de mettre des annonces dans les journaux locaux. Leur aide était d'aussi courte durée qu'elle laissait à désirer. L'agriculture est une entreprise commerciale. Essayez donc de la faire fonctionner avec ce genre de personnel peu fiable.

Nous avons ensuite installé une roulotte sur nos terres pour loger des travailleurs de passage. Nous l'avons fait grâce à une subvention du gouvernement. Après cela, nous avons essayé de recruter du monde au Québec. Le gouvernement les aidait à payer leurs frais de transport, leurs repas et leur logement en transit. Ils n'ont pas fait l'affaire et sont partis peu de temps après leur arrivée, certains en plein milieu de la nuit.

La Main-d'œuvre nous a ensuite demandé de prendre des Indiens autochtones à l'essai. Le gouvernement est allé en chercher quatre en avion, au nord de Thunder Bay, et les a ramenés dans notre région. Cela a coûté très cher aux contribuables. Sur ces quatre personnes, un seul a tenu jusqu'à la fin de la récolte du tabac. Après tout cela, la Main-d'œuvre nous a autorisés à employer de la main-d'œuvre étrangère. Cela nous a personnellement aidés, mais je ne crois pas que cela soit très bon pour notre économie, étant donné qu'une bonne partie de l'argent gagné par ces gens-là est exporté.

J'espère vous avoir montré les difficultés qu'éprouve un employeur agricole pour trouver du personnel. La nécessité d'une garde d'enfants subventionnée dans les régions agricoles est la raison pour laquelle je voulais parler aujourd'hui.

Au fil des années, il y a eu des femmes qui ont été d'excellentes employées et qui semblaient même apprécier l'argent qu'elles pouvaient ainsi gagner. Après avoir eu un enfant, elles continuaient à vouloir gagner un peu d'argent discrétionnaire supplémentaire ou simplement voulaient sortir un peu de chez elles.

Ce sont ces femmes-là que je voudrais que le gouvernement aide. Pour commencer, elles voudraient travailler, ce qui change. Ensuite, il y a des emplois qui les attendent; des emplois que, comme je le dis, très peu de personnes de notre société sont disposées à remplir aujourd'hui.

Disons qu'une de ces femmes veuille travailler pour nous. Je ne pourrais la payer que 5\$ l'heure. Disons qu'en moyenne, elle a une famille de deux enfants. Il lui faudrait payer de 3 à 4\$ l'heure pour les faire garder. Cela lui laisserait de 1 à 2\$ pour payer le Régime de pensions du Canada, l'assurance-chômage, les impôts, l'essence pour aller au travail et en revenir, ainsi que pour transporter ses enfants. Comme vous le voyez, il lui resterait bien peu des 5\$ de départ. Il est fort compréhensible que cette femme n'accepte pas un tel emploi.

Dans des situations telles que celles-ci, j'estime qu'il serait raisonnable que le gouvernement accorde à ces femmes une allocation de garde d'enfants. Cette allocation devrait être suffisante pour leur permettre au moins de gagner le salaire minimum.

[Text]

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation. This will end this morning's session. We will be reconvening at 1.45 rather than at 2 p.m. This morning's session is adjourned. Thank you.

AFTERNOON SITTING

• 1330

The Vice-Chairman: Order, please. Welcome to our committee.

Professor Kathleen Brophy (Professor-in-Charge, Department of Family Studies, University of Guelph): Could you explain the format, since we just arrived? Or do you just want us to talk . . .

The Vice-Chairman: What we hope people will do who have sent us written briefs in advance is just to comment on the essential and important elements of their brief and give our colleagues a chance to ask some questions. We have heard quite a few presentations and therefore we are getting to the point where the preambles we can do; it is the recommendations that we cannot do.

Prof. Brophy: And we have approximately how long?

The Vice-Chairman: I think we scheduled for 15 minutes a presentation, but we are flexible. If you stir up the MPs beside me it usually takes longer.

Prof. Brophy: All right. Why do I not open up then. Barb and I will bounce off each other. We do not have any written brief. We will be handing in our formal statement by the June 2 deadline. I am afraid we do not have it submitted as of yet, but it is on its way.

First of all, I think I would like to make the point that when we are talking about day care we are not just talking about 8 a.m. to 4 p.m., or 8 a.m. to 5 p.m. care in a group, either a group setting or private home day care situation. We are really taking a comprehensive view of day care. And what we subsume under that would be also support systems for families; support systems for mothers who want to stay at home, who choose to do that; parent resource centres, with the day cares also subsuming such uses as preventative service for children and families, and as a service in the care and education of young children. So we are looking at a very broad perspective, and I think I would like to make that quite clear at this point.

Also, we want to make the point that the family should be the focus of child care or day care and that it is a complementary relationship. People should be working together in whatever capacity they are.

So we are seeing day care basically in the context of a broader service delivery system. We feel very strongly that there needs to be a policy for family support systems, and that

[Translation]

Le vice-président: Je vous remercie beaucoup de votre déposition, qui clôt la séance de ce matin. La séance reprendra à 13h45 au lieu de 14 heures. La séance de ce matin est levée. Merci.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le vice-président: La séance est ouverte. Soyez les bienvenus à notre Comité.

Mme. Kathleen Brophy (professeur chargé du Département des études familiales, Université de Guelph): Pourriez-vous m'expliquer la procédure, étant donné que nous venons seulement d'arriver? Ou voulez-vous simplement que nous parlions . . .

Le vice-président: Ce que nous espérons, c'est que les gens qui nous ont envoyé d'avance des mémoires écrits se contentent d'en commenter les aspects importants ou essentiels et donnent à nos collègues la possibilité de poser quelques questions. Nous avons entendu un nombre appréciable de dépositions et nous sommes arrivés au point où nous pouvons nous occuper des préambules; mais nous ne pouvons pas le faire pour les recommandations.

Mme Brophy: Et nous disposons d'à peu près combien de temps?

Le vice-président: Je crois que nous avons prévu 15 minutes par déposition, mais une certaine souplesse est permise. Si vous provoquez les réactions des députés qui sont près de moi, cela prend habituellement plus longtemps.

Mme Brophy: Très bien. Je vais donc ouvrir le feu. Barb et moi nous renverrons la balle. Nous n'avons pas de mémoire écrit. Nous déposerons notre déclaration officielle avant l'échéance du 2 juin. Je crains que nous ne l'ayons pas encore fait, mais elle est en route.

Pour commencer, j'aimerais faire remarquer que lorsque nous parlons de garde de jour, nous ne parlons pas simplement d'une garde de groupe de 8 heures à 16 heures, ou de 8 heures à 17 heures, que cela se fasse dans un centre ou dans une maison particulière. Nous prenons la garde d'enfants dans son sens le plus général. Et nous y englobons les systèmes de soutien aux familles; les systèmes de soutien aux mères qui veulent rester chez elle, qui décident de le faire; les centres de ressources pour les parents, avec des garderies de jour englobant également les services préventifs à l'intention des enfants et des familles, et un service de garde et d'éducation des jeunes enfants. La perspective que nous avons adoptée est donc très large, et je tenais à le souligner.

Nous tenons également à souligner le fait que la famille doit être le foyer de la garde des enfants ou de la garde de jour et qu'il s'agit de rapports complémentaires. Les gens doivent travailler de concert, quelles que soient leurs occupations.

Pour nous, la garde de jour fait donc essentiellement partie d'un système plus général de prestation de services. Nous sommes convaincus qu'une politique de systèmes de soutien

[Texte]

right now very often times families have access to support systems if there is a problem or if they might be in the service of a day care agency, be it private home or group, and something comes up. But we would like to see a comprehensive family support system policy that covers all families who should so need that service.

In terms of the outline of our written submission, these are some of the areas we would like to focus on. I will just go through these briefly because it is not just Barb and I who are involved in the written submission, but a lot of our other colleagues who are here in spirit though not in person.

We have done work in looking at inter-generational programs, whereby the elderly are used and work with young children in group situations. So we will be commenting on the feasibility of that. Also, some of our colleagues have done research in a generational model of child care, looking at what grandparents do and how much they want to do in terms of providing full or part-time care for young children. There seems to be an indication that they are willing to do part-time care, but not necessarily full-time care. We have some comments on that.

One of my other colleagues who could not come today has done some work on the preferences of families who need infant care. What was very surprising in her work was that, for instance, within the first three months while only about 12% of the mothers are working when their children are between one month to three months of age, up to 40% of the mothers who have children in this age group are using consistent child care arrangements. Even though they are not working full time, they are using consistent child care arrangements, that is 40% roughly.

• 1335

The brief will have the exact statistics on that. Barb will be talking a little later on research she has done in the area of private-home day care and the needs of the people working in that area. I particularly will address the issue of training of day care providers, or people who work with young children, which I think is an important issue.

I have also been working on the Wellington Rural Child Care Network—I believe you heard something this morning from them—and the needs of the rural people in our province, in particular our county, Wellington County, which I come from; the need for not necessarily full-time day care but seasonal day care, or day care that meets the flexible hours of people who are working in the farming community, and the need for day care in their homes, and accessible—in terms of distance—support services for their families.

Also in our brief we will deal with the whole issue of day care as prevention, because many times, with the emphasis right now on early identification, with the realization—a long time coming—of the importance of the early years in working with children, particularly children who have special needs,

[Traduction]

aux familles s'impose, et qu'en ce moment même, les familles ont souvent accès à des systèmes de soutien s'il existe un problème ou si elles sont au service d'un organisme de garde de jour, qu'il s'agisse d'une maison particulière ou d'un groupe, et que quelque chose arrive. Mais nous aimerions voir une politique de systèmes de soutien complets aux familles couvrant toutes les familles qui peuvent en avoir besoin.

En ce qui concerne les grandes lignes de notre mémoire, voici quelques-uns des domaines auxquels nous aimerions que l'on s'attache. Je les passerai brièvement en revue, car il n'y a pas que Barb et moi-même qui ayons notre mot à dire dans ce mémoire, mais aussi une foule d'autres collègues qui sont présents en esprit, sinon en personne.

Nous avons étudié les programmes inter-génération, dans lesquels on fait appel à des personnes âgées pour garder des groupes de jeunes enfants. Nous parlerons des possibilités que cela offre. D'autre part, certains de nos collègues ont fait des recherches sur un modèle générationnel de garde d'enfants et ont étudié ce que font les grands-parents et dans quelle mesure ils veulent garder de jeunes enfants à plein temps ou à temps partiel. Il semble qu'ils soient prêts à le faire à temps partiel, mais pas nécessairement à plein temps. Nous avons quelques remarques à faire là-dessus.

Une de nos autres collègues, qui n'a pas pu venir aujourd'hui, a fait des recherches sur les préférences des familles qui ont besoin de faire garder leurs bébés. Ce que ces recherches ont révélé de très surprenant, par exemple, c'est qu'au cours des trois premiers mois, 12 p. 100 des mères travaillent pendant que leurs enfants ont entre un et trois mois, alors que 40 p. 100 de celles qui ont des enfants appartenant à ce groupe d'âge les font régulièrement garder. Bien qu'elles ne travaillent pas à plein temps, elles le font régulièrement et représentent environ 40 p. 100 des mères.

Notre mémoire contiendra les statistiques exactes là-dessus. Barb vous parlera un peu plus tard des recherches qu'elle a faites sur la garde d'enfants chez des particuliers et sur les besoins des personnes qui travaillent dans ce secteur. Je m'occuperai plus particulièrement de la question de la formation des gardiennes de jour, ou des personnes qui travaillent avec de jeunes enfants, qui me paraît importante.

J'ai également participé aux travaux du *Wellington Rural Child Care Network*—je crois qu'ils ont déposé devant vous aujourd'hui—et j'ai étudié les besoins des ruraux de notre province, en particulier de notre comté, celui de Wellington, d'où je viens; la nécessité, sinon de garde de jour à plein temps, du moins de garde de jour saisonnière, ou de garde de jour adaptée aux horaires souples des personnes qui travaillent dans l'agriculture, et la nécessité d'une garde de jour à domicile, ainsi que des services de soutien accessibles—sur le plan de la distance—pour leurs familles.

Dans notre mémoire, nous traiterons également de toute la question de la garde de jour sur le plan préventif, car bien souvent, avec l'accent que l'on met maintenant sur l'identification précoce, avec la prise de conscience—qui s'est fait longtemps attendre—de l'importance des premières années du

[Text]

day care and its facilities and the people who work therein can be primary agents of providing a preventive service for these children who need special care. Many day care providers are already doing that, and I see day care as very much involved in prevention. Research that has been done in the States and in Canada on the role that day care in early childhood can play in services, for instance, to low-income families has demonstrated quite strongly the beneficial long-term effects of early care for young children.

Then we will have a brief report in our brief on nutritional concerns in day care, from people who have done work in that area.

So that is our outline. We cannot talk about all that today, but that is roughly where we are coming from.

Professor Barbara Stuart (Head Teacher, Family Studies Laboratory Schools, University of Guelph): After we do a little more, we will present to you our three or four recommendations that we would like you to consider.

As Kathy mentioned, I have completed, along with a colleague at the University of Western Ontario here in London, a study of private-home day care providers, both affiliated with supervising agencies and also within the more common kind of home day care, which is just a very fluid relationship between a parent and a home day care provider.

We did find . . . Of course, the whole issue of day care . . . we have not really been able to define, as practitioners in the field, what quality is. So this study we did was to try to define some aspects of what day care quality might be.

We found that certainly the provider's personality and her characteristics did contribute in some ways to what we think is the quality of home day care. When I am talking about home day care, I do not mean that homes are converted into mini-day care centres. I think that thought is to negate the special things that a home environment can contribute to a young child's learning, especially children who are under three years of age or at the school-age level.

I think as Kathy and I talk you will understand that we are not proponents of one particular kind of day care, but we feel it is important that parents be educated as to what are the best possible alternatives for their children, and we as providers should be able to give a range of service. Just as we do not know what a perfect parent is, we do not know what a perfect day care situation is. We think parents should be wise consumers and know the kinds of situation they feel are best for their children.

I think this committee has perhaps a very key role in trying to get together who we feel are the key players in this child

[Translation]

travail avec les enfants, en particulier ceux qui ont des besoins spéciaux, la garde de jour, ses installations et les personnes qui y travaillent, peuvent être des agents essentiels de prévention pour les enfants qui ont besoin de soins spéciaux. C'est ce que font déjà beaucoup de personnes qui fournissent des services de garde de jour qui, à mon avis, ont un rôle préventif important à jouer. Les recherches qui ont été faites aux États-Unis et au Canada sur le rôle que la garde de jour pour les jeunes enfants peut jouer dans les services, par exemple, aux familles à faible revenu, ont clairement démontré les bienfaits à long terme de ces services précoces aux jeunes enfants.

Nous présenterons ensuite un bref rapport sur les problèmes de nutrition dans les garderies de jour, qui ont été relevés par les personnes qui ont fait des études dans ce domaine.

Voici donc les grandes lignes de notre mémoire. Nous ne pourrions pas parler de tout cela aujourd'hui, mais c'est en gros ce que nous avons à dire.

Mme Barbara Stuart (professeur principal, Family Studies Laboratory Schools, Université de Guelph): Un peu plus tard, nous vous présenterons trois ou quatre recommandations que nous vous saurions gré de prendre en considération.

Comme Kathy l'a dit, j'ai effectué, avec une collègue de l'Université de Western Ontario, ici, à London, une étude sur les fournisseurs de services de garde de jour dans des domiciles privés, affiliés à des organismes de supervision ou appartenant simplement à la catégorie la plus commune de garde à domicile, dans laquelle les rapports entre parents et fournisseurs de services de garde sont très mouvants.

Nous avons constaté . . . Bien sûr, toute la question de la garde de jour . . . en tant que praticiens dans ce domaine, nous n'avons pas vraiment réussi à définir ce qu'est la qualité. Notre étude avait donc pour objet de définir certains éléments de ce que pourrait être la qualité des services de garde de jour.

Nous avons constaté que la personnalité et les caractéristiques de la personne qui les assure contribuent certainement, sous certaines formes, à ce qu'est, à notre avis, la qualité de la garde de jour à domicile. Quand je parle de garde de jour à domicile, je ne veux pas dire par là que ces domiciles sont transformés en mini-centres de garde. À mon avis, cela détruirait l'atmosphère spéciale propre à un foyer, qui peut contribuer à l'apprentissage du jeune enfant, en particulier lorsqu'il a moins de trois ans ou est d'âge préscolaire.

Je pense qu'au fur et à mesure que Kathy et moi-même présenterons nos vues, vous comprendrez que nous ne sommes pas partisans d'un type déterminé de garde de jour, mais que nous estimons qu'il est important que les parents soient informés des meilleures formules possibles s'offrant à leurs enfants, et qu'en tant que fournisseurs de ces services, nous devrions être capables d'en offrir toute une gamme. Pas plus que nous ne savons ce qu'est un parent parfait, nous ne savons ce qu'est un service de garde de jour parfait. Nous estimons que les parents doivent se montrer des consommateurs avisés et doivent connaître le type de situation qui leur paraît le mieux convenir à leurs enfants.

Je crois que ce Comité a peut-être un rôle absolument essentiel à jouer en essayant de rapprocher ceux qui, à notre

[Texte]

care question. They would be labour, industry; certainly they are the beneficiaries in some ways of good day care. The committee should combine those groups with the day care practitioners, and also parents, to put together a comprehensive kind of program for kids. When we look in that way, what we are really asking you to consider is parenting, or the role of adults as parents in children's lives, as a legitimate activity, not just something that they do after their working hours. Certainly, parenting must be considered 24 hours a day and as employers, we hope that employers will consider this as a legitimate activity for their employees.

• 1340

Prof. Brophy: The issue of training is important to me because it is something I do and also because we want to put on quality child care services, of course we want to train people to do that and we want quality training. I think an important issue the committee should consider is that we can put up as many services as we want but we need to look at who is going to man these services and what kind of training and support to give the people who are working in these areas and I think, as Barb mentioned, we do not know exactly what quality day care is. There have been lots of studies, I know that, and we can say it does not do this and sometimes we can say it does do this.

I would like to advocate strongly for your support in looking at Canadian research into day care. There is very little in Canadian studies and I really would make a strong plea for support in that area in particular in the area of training. Because we have a very strong emphasis in looking at the family, I think we need to train care-givers and providers and family-support service workers to look at the family and the needs of the family and to help them develop their ability to communicate with children and with families. We must also realize, and I think we are doing this right now, that we are no longer dealing with nuclear families only, that family in our society is a very complex issue; it is no longer a two-parent family with children at home.

The other issue, with regard to families as a multicultural aspect of our society here in Canada, is to give people training in the area of child care or family-support system an appreciation of the cultural differences across our country and the different needs of families based on that, which may mean, as Barb said, a different need for the kinds of day care or support services that are provided in that community because of the nature of the families.

I think the training of day care or family-support workers, or whatever, is very important in taking both the theoretical perspective, and also very practical. It is not just a competency-based skill acquisition kind of thing where we can know umpteen million songs or a lot of different activities. We have

[Traduction]

avis, sont les acteurs principaux sur la scène de la garde d'enfants. Ce sont les travailleurs et l'industrie, qui, à certains égards, sont certainement les bénéficiaires de bons services de garde de jour. Le Comité devrait combiner ces groupes avec les exploitants de services de garde de jour, ainsi que les parents, en vue de mettre de concert au point un programme complet à l'intention des enfants. Vu sous cet angle, ce que nous vous demandons en fait de considérer, c'est le parentage, c'est-à-dire le rôle des adultes à titre de père et mère dans la vie des enfants, de considérer cela comme une activité légitime, et non uniquement comme quelque chose à faire après les heures de travail. La parentage occupe 24 heures sur 24 et à titre d'employeurs, nous espérons que les employeurs y verront une activité légitime pour leurs employés.

Mme Brophy: La question de la formation m'intéresse, parce que c'est de cela que je m'occupe et aussi parce que nous voulons des services de garde de qualité; nous voulons former des gens à faire cela et nous voulons une formation de qualité. Je crois que le Comité devrait bien se rendre compte qu'il ne suffit pas de mettre sur pied un grand nombre de services, mais qu'il faut savoir qui va assurer la prestation de ces services et quelle formation et quel appui il faut donner aux gens qui travaillent dans ce domaine; comme l'a mentionné Barb, je crois que nous ne savons pas exactement en quoi consistent les services de garderie de qualité. Il y a eu beaucoup d'études, cela je le sais, et nous pouvons dire ce que ces services ne font pas et, parfois, nous pouvons dire ce qu'ils font.

Je vous incite fortement à appuyer la recherche canadienne en matière de services de garde. Les études canadiennes ne sont guère poussées et je recommande fortement qu'on appuie ce secteur, en particulier dans le domaine de la formation. Puisque nous mettons l'accent sur l'ensemble de la famille, je crois qu'il faut former les donneurs et les fournisseurs de soins, ainsi que les travailleurs des services d'appui à la famille, à s'occuper de l'ensemble de la famille et de ses besoins et que nous devons les aider à développer leur aptitude à communiquer avec les enfants et avec les familles. Il nous faut également nous rendre compte—et je crois que nous le faisons maintenant—qu'il ne s'agit plus uniquement de familles nucléaires, que la famille dans notre société est une question très complexe; il ne s'agit plus d'un foyer composé du père, de la mère et des enfants.

Pour situer les familles dans le cadre des aspects multiculturels de la société canadienne, il faut former ceux qui travaillent dans le domaine des garderies ou des systèmes de soutien des familles à reconnaître les différences culturelles dans notre pays et les besoins différents qui en découlent pour les familles. En effet, comme l'a dit Barb, les familles peuvent, pour cette raison, avoir besoin de services de garderie ou de soutien différents de ceux qui sont fournis dans la communauté.

Je crois que la formation des travailleurs des garderies ou des systèmes de soutien familial et des autres travailleurs de ce genre est très importante tant sur le plan théorique que sur un plan extrêmement pratique. Il ne s'agit pas uniquement d'acquérir des techniques, d'apprendre des milliers de chansons

[Text]

to look at a much broader perspective in training because these individuals have the very big task of not just working with the children in providing a very nurturing and warm environment for them, but working with an entire family and working within the context of the community in which that family lives.

Also, I think there needs to be a lot of in-service support for workers working with young children and I do not think we are doing a lot in this area. There needs to be relief-time for staff to get professional development. Right now, it is very difficult for workers in the field to take time off. Number one, they cannot afford to, and number two, if you are licensed, you have to find somebody else to come in and take care of the children while you are away and that also requires money.

Thus, I think we really need to look at not just how to provide preservice training but the mechanism for providing in-service training and support for the people who are working with the children and families we are servicing, and I think there needs to be a lot of work done in that area.

Training also raises, in my mind, the whole issue of the status of child care-givers in our society. I think right now people who work with young children are not necessarily given the status and the corresponding salaries—which I am sure you have probably heard about before—appropriate for the very important work they are doing. We just need to look at some of the disparity in wages between early childhood providers and those in other sectors of our society, for instance in the education field, to show that there is a great differential in that regard.

• 1345

If we are looking at qualified people, people who are trained, who have background working with young children, I think we really need to look at the kind of status they are given, the kind of respect they are shown, the kind of salaries that they may be paid which will be commensurate with their very serious responsibilities and with their qualifications.

Research has shown us for many years that the early childhood years are crucial for the later development of children. We do not have to go over it again. We know it. People who work with that age group should therefore be recognized and given that support and that encouragement.

I think too that looking at early childhood education or day care or support services in families, we need to look at a model that incorporates child care with other agencies also providing service delivery to families. Right now our system is very fragmented, so education does one thing; we do another; somebody else does another and there can be a lot of overlap and duplication within the service-delivery system.

[Translation]

ou des tas d'activités différentes. La formation doit reposer sur un point de vue beaucoup plus large, parce que ces personnes ne sont pas uniquement chargées d'assurer aux enfants un environnement chaleureux favorable à leur épanouissement, mais aussi, ce qui est une très lourde tâche, de travailler avec une famille toute entière dans le cadre de la communauté où elle habite.

Je crois également qu'il faut beaucoup de soutien en cours de travail pour ceux qui travaillent avec les jeunes enfants, et je crois qu'il y a beaucoup de lacunes dans ce domaine. Le personnel doit disposer de temps libre pour le perfectionnement professionnel. À l'heure actuelle, il est très difficile pour les travailleurs en exercice de prendre des congés. En premier lieu, ils n'en ont pas les moyens et, en second lieu, les détenteurs de permis doivent trouver quelqu'un d'autre pour s'occuper des enfants pendant leur absence, et cela aussi demande de l'argent.

C'est pourquoi je crois qu'il nous faut examiner non seulement la formation préalable, mais aussi un mécanisme de formation et de soutien en cours de travail pour ceux qui travaillent auprès des enfants et des familles que nous desservons, et je crois qu'il y a beaucoup de travail à faire dans ce domaine.

La formation soulève également, selon moi, toute la question du statut des donneurs de soins à l'enfance dans notre société. Je suis loin d'être certain que l'on donne, aujourd'hui, aux personnes qui se consacrent aux jeunes enfants, le statut et la rémunération qui correspondent à l'importance de leur travail—je ne doute pas que vous ayez déjà entendu parler des salaires qu'on leur verse. Il suffit de jeter un coup d'oeil aux disparités de rémunération entre les éducateurs de la petite enfance et les autres catégories, toujours dans le domaine de l'éducation, pour s'en convaincre.

S'agissant de personnes qualifiées, c'est-à-dire qui ont la formation et l'expérience voulues, je crois qu'il faut se pencher sur leur statut, sur leurs salaires et sur la considération dont elles jouissent, afin de les harmoniser avec leurs qualifications, mais également avec leurs très lourdes responsabilités.

L'importance des premières années de la vie dans le développement de l'être humain n'est plus à démontrer. Je crois par conséquent que les personnes qui ont la responsabilité des enfants devraient obtenir un appui et un prestige correspondant à leur travail.

Je crois également que lorsque nous nous penchons sur l'éducation à donner aux petits enfants et sur les services de soutien aux familles, sous forme de garderies par exemple, je crois qu'il faut envisager un tout intégré, afin que les différents organismes puissent apporter une aide coordonnée aux familles. À l'heure actuelle, nous travaillons en ordre dispersé: les éducateurs s'occupent d'une chose, nous d'une autre, si bien qu'il y a chevauchement continu dans la prestation de services.

[Texte]

I think that day care and family support systems or services need to be linked with other agencies providing similar services or dealing with the similar population or clientele so that we can provide a more comprehensive and cohesive service to families. Right now oftentimes the left hand does not know what the right hand is doing and we are duplicating services. That is partly due to the way funding is handed out, under different ministries, but I think in the end we have to look at the welfare of the families and what is best for the families we are servicing.

If we are putting up qualified trained people in this field then they have more than the capacity to work with other agencies and jointly provide quality service to children and families. I guess our recommendations would be fourfold.

First of all, we believe very strongly that there should be more affordable, accessible, child care support services, including day care for all people who wish it. We would also really strongly support a lot of variability in the kinds of services provided to families. As Barb mentioned, we do not know what is best for every family and I do not think there will be one universal model that would be best for all families. We are all different. There has to be a variety of services and a variety of types of services available for the different families.

But,—and I would like to put that under a big “But” with capital letters—I also think we need to look at just providing support services for families, be it relief time for families or time out for mom’s groups. That is all part of services for young children. There has to be education time for parenting skills. I think we need to consider options in care in this group.

I also feel strongly that we need to look at support for caregivers, be it in terms of training, be it pre-service training in terms of training people to enter the field, or in terms of professional development—and I would like to underline that area—the professional development area. We should also provide salaries that recognize the importance of the work that people who work with young children are doing here.

Finally, we would like to endorse providing support for Canadian research in the area of child care and family support services. We need to look at what quality care means, from a Canadian point of view. I am not saying that we cannot learn, and I have been in Europe and I know the European system, but I am saying that we have some very unique aspects here and it would be very important for us to look at what quality means in the Canadian context.

I do not mean we need surveys; I think we know what is needed in many cases. I think we know that there is a need for services for young children. But I am talking about research that would help us identify what is best in terms of process; what are the kinds of interactions we want to see happen between teachers and children, or between children, or between families and care givers.

[Traduction]

Je crois qu’il faut rattacher les services de garderie et d’aide à la famille aux autres services qui s’intéressent à la même clientèle, afin d’offrir des services plus complets et mieux intégrés. Bien trop souvent, la main gauche ne sait pas ce que fait la main droite et il y a gaspillage, notamment parce que le financement provient de plusieurs ministères à la fois. Or, notre critère essentiel, ce doit être le bien-être des familles et, partant, la meilleure façon de leur apporter une aide aussi efficace que possible.

Si nous faisons appel à des agents qualifiés et spécialisés, alors, nous serons parfaitement en mesure d’apporter, de façon concertée, des services de qualité aux familles. Voilà pourquoi nos recommandations portent sur quatre points.

Tout d’abord, nous recommandons vigoureusement que les services de garde d’enfants soient rendus moins coûteux et universels. Nous pensons aussi qu’il faut offrir une gamme aussi large que possible de services aux familles, car, comme le disait Barb tout à l’heure, nous ne savons pas ce qui convient le mieux à chaque famille, et il n’y a pas de modèle universel en la matière. Donc, un éventail aussi ouvert que possible de services aux familles.

Toutefois—et ce «toutefois» est très important—il faut aller au-delà et offrir des services d’ensemble aux familles, notamment pour permettre aux parents d’avoir du temps libre et aux mères de participer à des réunions, car pour nous, cela fait partie intégrante des services à l’enfance: il faut que les parents reçoivent une formation leur permettant de mieux s’acquitter de leur rôle.

Je suis également convaincue qu’il faut apporter un soutien aux professionnels qui viennent en aide aux familles, soit pour mieux les préparer avant leur entrée dans le métier, soit en cours de carrière—et je tiens également à souligner ce dernier aspect. Par ailleurs, il faut que les salaires correspondent à l’importance du travail accompli par ces professionnels auprès des jeunes enfants.

Enfin, nous voulons appuyer la recherche qui se fait, au Canada, dans le domaine de l’éducation et des soins prodigués à l’enfance, mais aussi du soutien aux familles. Il faut que nous déterminions ce que nous attendons, au Canada, par des soins et un appui de qualité. Cela ne veut pas dire que nous n’ayons rien à apprendre des autres—je me suis moi-même rendue en Europe et je connais bien le système européen—mais il est important que nous tenions compte des aspects spécifiques à notre pays, afin de déterminer ce que nous entendons par qualité des services.

Inutile de faire encore des enquêtes: je crois que nous avons suffisamment bien cerné les besoins concernant l’enfance. Il s’agit plutôt d’approfondir la recherche dans le domaine des processus, afin de préciser quelles interactions nous souhaitons obtenir entre les enseignants et les enfants, entre les enfants eux-mêmes, ou encore entre les familles et les assistants professionnels.

[Text]

[Translation]

• 1350

Le vice-président: Madame Pépin.

Mrs. Pépin: Thank you for your presentation. You can relax now.

Prof. Brophy: We did not think it would be quite this formal.

Mrs. Pépin: I think you made very, very good points. Speaking of research, I agree that we need more research. We also utilized the research that was done by the Katie Cooke report on child care. There is a background . . . we are using.

Regarding the training of personnel, I think it is very important to have good training of personnel. The salary . . . we learned through our journey that zoo keepers earn more than the child care giver.

Prof. Brophy: We are finding that many of our students who go through our training program, which is a four year undergraduate degree, are very enthusiastic. I am sure other people will find this in their programs, too. They want to go out and work with families, but then they find that—and especially quality—they are lost in the field for a few years. They get quite discouraged and leave for greener pastures. In a way, you can not blame them.

Mrs. Pépin: You mentioned grandparents. In one province—I do not remember which one—we had a presentation telling us how wonderful it could be if we could integrate grandparents. There was one child care centre next to a building where there were aging people. They were telling us that the grandparents used to come about recreation time and were getting involved in the process of the child care centre. It seems that for both the grandparents and the children, it was really wonderful.

Do you have any other comments or do you want to elaborate on that?

Prof. Stuart: One study that was recently completed at the University of Guelph actually dealt with this, not so much with proximity to an old age facility but parents—are children being cared for by their grandparents? For the grandparents who really wanted to do this work, it seemed to be a very rewarding kind of activity, but our study suggested that it was not the activity every grandparent wanted. Some felt, as I am sure you could guess, that their days of child rearing were over and they did not so choose to do that.

Mrs. Pépin: I believe there are many grandparents who we do not find at home anymore. Some of the grandmother are working outside, or they have been travelling so we do not have the extended family we used to have.

Prof. Stuart: At least from my research, it seemed that the grandparents were providing a specialized service, taking the children off on excursions and doing things outside the home more than they were prepared to do things inside.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mme Pépin: Je vous remercie de votre exposé. Vos pouvez vous détendre, à présent.

Mme Brophy: Nous ne pensions pas que ce serait aussi structuré.

Mme Pépin: Vos observations me paraissent absolument fondées, et je crois effectivement qu'il faut intensifier la recherche. Nous avons également mis à profit les recherches effectuées par Katie Cooke sur l'encadrement de l'enfance. Ce rapport nous est fort utile.

Je conviens également qu'il est important de bien former le personnel. D'ailleurs, nos déplacements nous ont permis de constater que les gardiens de parc zoologique gagnent davantage que les professionnels des soins à l'enfance.

Mme Brophy: Nous avons constaté qu'un grand nombre de nos étudiants, qui suivent un programme de formation de premier cycle sur quatre ans, sont extrêmement motivés, et je suis certaine que cela s'applique aux autres programmes également. Ces étudiants brûlent de se rendre utiles et de fournir aux familles des services de qualité; mais au bout d'un moment, ils se sentent perdus; alors, ils se découragent et ils se tournent vers des horizons plus prometteurs. Comment le leur reprocher?

Mme Pépin: Vous avez parlé des grands-parents. Lors de nos déplacements, des témoins nous ont fait valoir comme il serait merveilleux d'intégrer les grands-parents à tout ce processus. Il y avait par exemple, dans cette province—je ne sais plus très bien laquelle—une crèche jouxtant une maison de retraite. Eh bien, les grands-parents venaient à l'heure de la récréation et participaient aux activités de la crèche. Je suis certain que tant les enfants que les grands-parents en profitaient grandement.

Que pensez-vous de cette idée?

Mme Stuart: Justement, on a récemment publié à l'Université de Guelph une étude qui portait non pas sur la proximité des établissements de retraite et de crèches, mais sur ce que les grands-parents pouvaient apporter aux petits-enfants. Effectivement, lorsque les grands-parents y sont disposés, ce genre d'activité peut être extrêmement gratifiant, mais il semble que les grands-parents ne soient pas toujours enclins à participer, car ils ont l'impression qu'ils ont déjà fait leur part dans ce domaine.

Mme Pépin: Souvent, les grands-parents n'habitent plus le foyer familial, soit que la grand-mère travaille à l'extérieur, soit que, par suite de déplacements, la grande famille telle que nous la connaissions n'existe plus.

Mme Stuart: D'après mes propres constatations, il semble que les grands-parents soient prêts à fournir un service spécifique, notamment à emmener les enfants en excursion ou à faire des choses en dehors de la maison, mais qu'ils soient moins prêts à rester enfermés avec eux.

[Texte]

Mrs. Pépin: Regarding prevention, I have to admit that I agree because we were told again that if children are placed in good child care centres we can detect very early some difficulty that they are having. We will have less delinquency later. There are many studies which show that.

I have to admit that I would be really looking to read your brief, but I think that you made a very good presentation. Thank you very much.

Prof. Stuart: Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Langdon.

Mr. Langdon: On the basis of the research you have clearly been carrying forward at the University of Guelph, what do you think of the distinction that has been drawn, for instance, by the Canadian Day Care Advocacy Association between providing assistance for non-profit day care facilities and those that are at least designed to be essentially profit making? Do you think that is an important distinction? How significantly should the committee itself be taking it into account?

• 1355

Prof. Stuart: I can talk only from a personal point of view, and I think maybe the issue of non-profit versus profit is a bit of a red herring. I think we need to look at the quality of the care that is provided. I think good social services have been provided in this country where there is a profit motive, and I do not think we can get hung up on that issue. I am sure the committee would consider that point. We are certainly not advocating that profits should be made on the backs of children, by any means, but maybe it is not really as much of an issue as some want to make it.

Mr. Langdon: It becomes an issue, I guess, for people who say taxpayers' money is being provided on a consistent, sustained basis to help institutions that are designed to make money for their owners. We have a tradition in the country of support for non-profit institutions; we have less of a tradition of support for profit-making institutions. I think perhaps that is where it comes up.

Prof. Stuart: Perhaps one way to get around that is if the support is given to the parent and the parent then makes the consumer choice of where that child should be, rather than funding directly a program.

Mr. Langdon: For instance, on schools, most times we have basically made the case that the state will provide for support for public schools or for schools that are not designed to make profits, if they happen to be in the separate system or whatever. What strikes me is this. If you are trying to avoid treating it as a hang-up, might there be some system by which you could take existing day care centres that have been set up as profit-making institutions . . . ? But I think the evidence the vice-chairman was noting earlier this morning is that most of them have not made money.

Prof. Brophy: No, that is right.

Mr. Langdon: Perhaps they have managed to make some increase in the value of the equity that has gone into them.

[Traduction]

Mme Pépin: Je suis également d'accord avec vous en ce qui concerne la prévention, car on nous a dit que lorsque les enfants sont confiés à des crèches dont le personnel est qualifié, on peut déceler très vite certaines difficultés, ce qui évite pas mal de délinquance par la suite. Les études s'accordent souvent sur ce point.

Je ne manquerai pas de lire votre mémoire et je vous félicite de la qualité de votre exposé. Merci infiniment.

Mme Stuart: Merci.

Le vice-président: Monsieur Langdon.

M. Langdon: Compte tenu des recherches manifestement très poussées que vous avez conduites à l'Université de Guelph, que pensez-vous de la distinction qui a été faite à la *Canadian Day Care Advocacy Association* entre les garderies de jour à but non lucratif et celles dont la vocation est le profit, en matière de soutien? Pensez-vous qu'il y ait là une distinction importante à établir, notamment du point de vue de notre Comité?

Mme Stuart: Je ne puis que vous faire part de mon point de vue personnel: je crois que cette distinction entre les garderies à but non lucratif et les autres est tout à fait artificielle. Ce qui doit être déterminant, c'est la qualité du service fourni. Au Canada, il existe d'excellents services d'assistance fournis par des entreprises privées, et je ne crois pas qu'il faille se braquer là-dessus. Évidemment, il ne s'agit pas d'aider ces entreprises à faire des bénéfices sur le dos des enfants, mais tout simplement de ne pas se laisser obnubiler par la question, comme certains ont tendance à le faire.

M. Langdon: Oui, mais ces personnes ont l'impression que l'argent des contribuables sert à financer des établissements dont le but est précisément le profit. Or, notre tradition est plutôt favorable au soutien aux établissements à but non lucratif. Je crois que l'on peut ainsi résumer le problème.

Mme Stuart: On peut contourner la difficulté en accordant l'aide aux parents et en les laissant libres de choisir une garderie, plutôt que de financer cette dernière.

M. Langdon: Prenons le cas des établissements scolaires: dans la plupart des cas, nous avons défendu l'idée d'un soutien qui serait réservé aux établissements publics, à but non lucratif, qu'ils appartiennent ou non au système séparé. Alors, si l'on veut éviter de se braquer là-dessus, quel système nous permettrait d'accorder une aide aux garderies dont le but est le profit . . . ? Évidemment, le vice-président observait ce matin que la plupart de ces garderies ne sont justement pas rentables.

Mme Brophy: Effectivement.

M. Langdon: Peut-être ces établissements ont-ils réussi à augmenter la valeur de leurs actifs, et l'on pourrait envisager

[Text]

Would there be a solution of providing some assistance in the form of a purchase of that equity or a change in the status of that equity so that they became, at least formally, non-profit institutions, and so you did not have taxpayers saying there is a profit-making institution for which we are providing a subsidy?

Prof. Brophy: I really cannot comment on that.

Mr. Langdon: If I could suggest this, I think that is one question that comes up . . .

Prof. Brophy: Yes, I am sure it does.

Mr. Langdon: —and in terms of the research you are talking about, it is important. That would be very interesting. How would you go about the transition of what had been set up as profit-making institutions into what would formally be co-operative or non-profit institutions if there is this concern about support for private institutions?

The Vice-Chairman: Perhaps that is a question you may want to address in your written brief.

Prof. Brophy: I was going to say we had not done our written brief yet. Maybe we can have a brainstorm before we submit it and do that.

The Vice-Chairman: Mr. Fraleigh had a question, which I hope will be the last one.

• 1400

Mr. Fraleigh: Is that right? Okay, then I am going to use my time for more than one.

I think some people have an aversion to the word private sector and I think the bottom line, and this is going to be more of a statement than anything else, should be that we supply quality home care, quality care for children with whatever means are at our disposal.

You quoted a statistic that I found just absolutely amazing. Did you say that 42% of the people who avail themselves of the existing day care system in this country now, there are not two working mothers . . . ?

Prof. Brophy: No, that is not what I said.

Mr. Fraleigh: Okay.

Prof. Brophy: I will start from the beginning. In the research study that my colleague did, she found that in the first three months of life about 12% of the mothers were working, that 40% of the mothers who had children within that age bracket were using consistent child care but not necessarily working.

Mr. Fraleigh: Okay.

Prof. Brophy: And 12% of the group were working, but 40% . . .

Mr. Fraleigh: Forty percent of the 12%?

Prof. Brophy: No, 40% altogether. So if I had—I cannot do it quickly in my head, but let us say you had 100 families who had children from birth to three months of age . . .

Mr. Fraleigh: Yes.

[Translation]

de leur venir en aide en leur rachetant ces actifs, ou en modifiant leur statut, afin qu'ils deviennent, au moins officiellement, des établissements à but non lucratif et que le contribuable n'ait plus à s'offusquer de l'aide qu'on leur accorde?

Mme Brophy: Je ne sais quoi vous répondre.

M. Langdon: Permettez-moi de dire qu'à mon avis, cette question est importante . . .

M. Brophy: Je n'en doute pas.

M. Langdon: . . . et qu'elle justifierait certaines recherches. Si l'aide aux organismes privés suscite une certaine opposition, comment pourrait-on les aider à changer de statut et à se transformer en coopératives ou en organismes à but non lucratif?

Le vice-président: Peut-être souhaitez-vous répondre par écrit à cette question.

Mme Brophy: J'allais justement dire que notre mémoire n'est pas encore rédigée et que nous pourrions nous pencher sur la question et y intégrer quelques suggestions sur ce point.

Le vice-président: M. Fraleigh voulait poser une question; j'espère que ce sera la dernière.

M. Fraleigh: Ah bon! Eh bien, je vais mettre à profit chaque seconde de mon temps.

Je voudrais surtout faire une déclaration. Je crois que certaines personnes font une allergie à la notion de secteur privé; or, ce qui compte pour moi, c'est la qualité des services fournis à l'enfance, quel que soit le régime.

J'ai été très frappé par certains chiffres que vous avez cités: avez-vous bien dit que 42 p. 100 des mères qui ont aujourd'hui recours aux services de crèches, au Canada, ne travaillent pas . . . ?

Mme Brophy: Non, ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. Fraleigh: Ah, bien.

Mme Brophy: Je reprends depuis le début. Au cours de ses recherches, ma collègue a constaté que 12 p. 100 des mères travaillaient durant les trois premiers mois de leur enfant, mais que, pour cette tranche d'âge, 40 p. 100 des mères avaient recours au service des garderies, mais qu'elles ne travaillaient pas nécessairement.

M. Fraleigh: Parfait.

Mme Brophy: Par ailleurs, 12 p. 100 des mères appartenant à ce groupe travaillent, mais 40 p. 100 . . .

M. Fraleigh: Quarante pour cent des 12 p. 100?

Mme Brophy: Non, 40 p. 100 dans l'ensemble. Par conséquent—imaginons que nous ayons une centaine de familles avec un enfant dont l'âge va de un jour à trois mois . . .

M. Fraleigh: Je vous suis.

[Texte]

Prof. Brophy: —12% of that 100 would be working, but 40% of that 100 would be using consistent child care. Even though they are not working, they are still using child care arrangements consistently.

Mr. Fraleigh: Did you say 40%?

Prof. Brophy: Yes.

Mr. Fraleigh: Okay.

Prof. Brophy: What I am saying is that it is not because they work that parents of young families necessarily need child care. The nature of the family entails that they need child care. I am not talking about support money.

Mr. Fraleigh: Could you qualify that word need?

Prof. Brophy: They may need care because the mother requires some time away from the child for her own needs. Transition to parenthood is a very difficult time. As Barb mentioned, you need to look at the support that society or the industry workplace provides young families, because the first year of life is a very difficult time in a family. The parents or parent may need support in other forms. She may need time out to meet with a group of other mothers in a similar situation and she needs child care for that. She might need some time for her own development; she could be studying or something like that, increasing her own career. She will need child care for that. She might need just some time to get away from her baby, which is not necessarily wrong. She and her husband might need some time together. There are a lot of different reasons why you would need consistent—I am not saying full day, I am saying consistent care. It is not 12 hours a day but consistent care.

Mr. Fraleigh: Thank you. Those are all the questions I have.

The Vice-Chairman: I have just one last comment. Would you agree with me that the whole concept of day care's providing preventive services is a function that also ought to be taught to parents? Should parents not also have some training in the recognition of disease or learning disabilities?

Prof. Brophy: Oh, yes. I think the whole issue of parent education is a very important one; actually, I think many times parents already know. In our situation, because of the nature of the program we run, we have indicated that the child has had a problem and it could be a one-year-old child. We go to the parent and say, we have concerns about your child. Very often the parent will say, yes, I sort of thought something was... I think we need to use the expertise of parents. We also need to train them, help them and support them. I do not know whether we use the expertise of parents as well as we should.

The Vice-Chairman: On behalf of... I am sorry.

Prof. Stuart: Excuse me for interrupting. Some of the access to those services for parents are so difficult because they usually come through the medical route. In terms of educating parents, I guess we also probably need to educate physicians about child care needs outside of the physical and medical issues.

[Traduction]

Mme Brophy: ... 12 mères sur 100 travailleraient, mais 40 d'entre elles, au total, auraient constamment recours aux garderies. Par conséquent, même celles qui ne travaillent pas ont recours à ce service.

M. Fraleigh: Vous avez dit 40 p. 100?

Mme Brophy: Oui.

M. Fraleigh: Très bien.

Mme Brophy: Je veux dire par là que ce n'est pas uniquement le fait de travailler qui crée le besoin en matière de garderie, mais la nature même du milieu familial. Et là, je ne parle pas de subventions.

M. Fraleigh: Pourriez-vous préciser ce que vous entendez par besoin?

Mme Brophy: Eh bien, la mère peut avoir besoin de temps libre pour s'occuper d'elle-même; n'oubliez pas que le fait d'avoir un premier enfant nécessite une certaine adaptation. Comme l'a dit Barb, il faut que la société et le milieu professionnel viennent en aide aux jeunes familles, car la première année est toujours très difficile et justifie un certain soutien. Il faudra par exemple donner à la jeune mère la possibilité d'aller rencontrer d'autres mamans dans une situation analogue à la sienne; ou encore, il se peut qu'elle poursuive des études, ou une carrière, et pour cela, elle aura besoin qu'on lui garde son enfant. D'ailleurs, elle aura peut-être tout simplement besoin de se retrouver de temps à autre sans son enfant—il n'y a pas de mal à cela—ou bien, peut-être les parents auront-ils besoin de passer un peu plus de temps ensemble. Vous voyez donc qu'une aide régulière—je dis régulière, et non pas constante, ni même 12 heures par jour—se justifie de bien des façons.

M. Fraleigh: Merci. Je n'ai pas d'autre question.

Le vice-président: Je voudrais faire une dernière observation. Ne croyez-vous pas que l'on devrait également offrir aux parents une formation leur permettant de déceler, comme les crèches sont aujourd'hui en mesure de le faire, les maladies ou les difficultés d'apprentissage de leur enfant?

Mme Brophy: Absolument, la formation des parents est essentielle; d'ailleurs, nous constatons souvent qu'ils sont bien informés. Tenez, dans le cadre de notre programme, il se peut très bien que nous allions voir les parents pour les informer que leur enfant, âgé d'un an, a un problème; eh bien, très souvent, ils nous disent qu'ils l'ont déjà remarqué. Je crois par conséquent qu'il faut s'appuyer sur le savoir des parents, tout en les aidant à en apprendre davantage. Je ne suis pas sûre que nous mettions suffisamment à profit ce qu'ils savent déjà.

Le vice-président: Au nom de... Excusez-moi.

Mme Stuart: Je vous demande pardon à mon tour. Je voudrais simplement préciser que la profession médicale entrave parfois l'accès aux parents, et il faudrait peut-être sensibiliser le médecin aux besoins concernant l'enfant, lesquels dépassent les questions strictement physiques ou médicales.

[Text]

The Vice-Chairman: Thank you. On behalf of the committee then, thank you very much for your presentation and we look forward to the written version.

Prof. Brophy: Thank you.

• 1405

The Vice-Chairman: We have next Providers and Children Together, Mary Ann Wasilka, Delinah Da Silva, and Carol Lynn.

Ms Mary Ann Wasilka (President, Providers and Children Together): Thank you for giving us the opportunity to be here today.

In our brief we enclosed a newsletter. It says our mandate, and you will notice that the first article in that mandate deals . . . that each child be assured quality care. One of our main goals in forming was to work on assuring some sort of quality care for children.

The second one was that we wanted to work more directly with the region in the setting of child care policy and standards. Quite often we feel standards and policies are handed down to us and it is not made clear why.

The third mandate is that providers have the right to fair and adequate reimbursement for their services.

We are currently trying to work on getting the cut-off age raised for subsidized children from the age of 10 to 12 years. We realize that some children are capable of being left alone at that time but some are not, especially during summer vacation and school holidays.

Secondly, we feel providers should be paid on the basis of enrolment, not attendance. This would help to stabilize our income and would offset needless expenses.

In our introduction we speak about private-home day care. It is the most frequently used form of day care in Canada. As home day care providers, we feel it is a very personal thing. The kids come right into our own homes.

As women's numbers increase in the work force, it means a smaller pool of care givers to care for these children. That is incompatible with the opinion that there is a large pool of women willing to provide child care in their homes. As more people enter the work force, there are fewer people left behind to do this.

The gross annual wage for home day care providers before expenses is \$5,288 annually. That is for 45 hours of work per week. Some 40% work more than 50 hours per week. We believe it is not ethical for one individual to enter the labour force and receive benefits required by the Labour Code while the child care giver must work long hours with very low or minimal benefits.

[Translation]

Le vice-président: Au nom du Comité, je vous remercie de votre exposé. Nous allons prendre connaissance de votre mémoire dès que vous nous l'aurez transmis.

Mme Brophy: Merci.

Le vice-président: Notre témoin suivant est l'association *Providers and Children Together*, représentée par Mary Ann Wasilka, Delinah Da Silva et Carol Lynn.

Mme Mary Ann Wasilka (présidente, Providers and Children Together): Nous vous remercions de nous accorder cette audience.

Nous avons inclus dans notre mémoire notre bulletin périodique, qui contient notre mandat, et vous aurez peut-être remarqué que nous lisons, dans l'article un de notre mandat, que tout enfant a droit à des soins de qualité. L'un de nos principaux objectifs, au moment de notre constitution, était d'assurer aux enfants des soins et un encadrement de qualité.

Notre deuxième objectif était une collaboration plus étroite au niveau de la région pour l'établissement des politiques et des normes. En effet, nous avons trop souvent l'impression que ces normes et ces politiques nous viennent d'en haut, sans que l'on sache très bien pourquoi.

En troisième lieu, nous réclamons pour nos professionnels le droit à une rémunération équitable et suffisante de leurs services.

Nous essayons en ce moment de faire passer de 10 à 12 ans l'âge limite pour les subventions concernant l'enfance. Nous savons que certains enfants peuvent être laissés seuls à cet âge-là, mais ce n'est pas le cas pour tous, notamment durant les vacances scolaires.

En deuxième lieu, nous croyons que les professionnels ne devraient pas être payés à la vacation, mais de façon permanente, afin de stabiliser leurs revenus et de compenser certains frais.

Dans notre introduction, nous parlons de la garde à domicile chez des particuliers, qui est la formule la plus usitée au Canada. Nous pensons qu'il s'agit d'un service extrêmement professionnalisé, puisque nous accueillons les enfants dans nos propres foyers.

À mesure que les femmes sont plus nombreuses à travailler à l'extérieur, le nombre des personnes disponibles pour s'occuper des enfants diminue. Cette observation contredit ce que prétendent certains, à savoir qu'il y a pléthore de femmes qui sont disposées à garder des enfants chez elles. Comme je l'ai déjà dit, il y en a au contraire de moins en moins.

Le revenu annuel moyen des gardiennes d'enfants à domicile, avant impôt, est de 5,288\$ pour 45 heures de travail par semaine—d'ailleurs, 40 p. 100 d'entre nous travaillent plus de 50 heures par semaine. Nous pensons qu'il est immoral qu'une personne puisse travailler dans des conditions régulières et obtenir les avantages exigés par le Code canadien du travail, alors que les personnes qui s'occupent des enfants doivent travailler pendant de longues heures pour une rémunération dérisoire.

[Texte]

Whereas child care was once viewed as an affordable alternative to getting people into the labour force, we question who is actually subsidizing these children. As daily rates remain low so that fees may remain reasonable, we feel we are actually subsidizing these children by our own low wages.

Although there are many issues we could speak about today, such as alternate care when we are sick, general health of the children in our care, region-to-region interpretations of the Day Nurseries Act, lack of input from the provider in the setting of standards and policies, and general inconvenience to our own families, the issues we felt were of immediate concern were special-care children, infant care, and stress in home day-care.

The first page, on stress and home day care, deals with the long hours we must work in order to make a minimal profit, the fact that our families must undergo annual immunizations and assessments. We have problems ourselves interpreting the Day Nurseries Act as it applies to us. The visitors who come to visit us sometimes will vary in what they are going to enforce and what they are not going to enforce. We must know procedures, nutrition, behaviour management, keeping records, and program activities. We often deal with various health problems. We are not adequately trained to deal with such problems, and nothing is done to upgrade us. We would gladly take more accredited courses if we got some sort of benefit from taking these courses, however minimal; some sort of recognition.

• 1410

We are told providing day care is not a reliable means of income and should be considered only a supplement to your regular source of income. This does not promote the kind of professional career orientation we would like to see in this area.

All these factors add up to frustration and stress. If one wants quality care and professional people, please treat us as such. Providers want input into the home day care system. If providers were civil servants with adequate pay and benefits, it would relieve a lot of the stress, knowing they had a job they could rely on. We are greatly concerned with the children, and having a professional provider would make the day care system accessible to all children.

On special care children, such as the handicapped, high-risk and special needs children, we feel the real lack of adequate assessment of these children. We are not given background information on them because the Day Nurseries Act prohibits the release of information, and providers are ineffective in giving meaningful care to these children because of inadequate training and the inaccessibility of support systems.

[Traduction]

Il fut un temps où l'on considérait les crèches comme une façon économique d'augmenter la population active. Aujourd'hui, étant donné que notre propre rémunération est maintenue très basse précisément à cette fin, nous pensons que c'est nous qui subventionnons ces enfants et cette augmentation de la population active, du fait de la faiblesse de nos salaires.

Nous pourrions aborder de nombreux sujets aujourd'hui, tels que les différentes méthodes de soins pour les malades, la santé des enfants que l'on nous confie, les différentes interprétations de la loi sur les garderies selon les régions, la façon dont les professionnels sont exclus de la formulation des normes et des politiques, les difficultés causées à nos propres familles, et les questions, selon nous urgentes, des enfants nécessitant des soins particuliers, les nouveaux-nés et la charge que représente, pour nos familles, le métier que nous exerçons.

À la première page, nous développons ce sujet et nous décrivons le fait que nous devons travailler de longues heures pour des gains tout à fait minimes, tandis que nos familles doivent, tous les ans, se plier à des vaccinations et à des contrôles multiples. L'application de la loi sur les garderies nous cause des problèmes, et les personnes censées nous inspecter ne savent d'ailleurs pas toujours quelles mesures appliquer. En effet, nous devons connaître les procédures, l'alimentation, l'encadrement du comportement, la tenue des dossiers, l'organisation d'activités, mais aussi être au courant des problèmes d'hygiène et de santé. Or, nous n'avons pas la formation requise, et l'on ne fait rien pour nous la donner. Nous sommes tout à fait disposés à suivre un enseignement structuré en la matière, à condition d'en retirer quelque avantage, ne fût-ce que sous forme de statut mieux reconnu.

On nous dit que la garde d'enfants n'est pas une source de revenu régulière et qu'elle doit être considérée comme un simple complément. Cette attitude n'encourage guère la professionnalisation de notre fonction, à laquelle nous aspirons.

Tous ces facteurs aggravent notre frustration et les tensions que nous ressentons, car si vous voulez des soins de qualité, vous devez nous traiter comme de vrais professionnels, et nous devons avoir notre mot à dire dans l'édification du système de garderie de jour à domicile. Par exemple, si les gardiennes étaient fonctionnarisées et recevaient un salaire et des prestations valables, cela améliorerait grandement notre sort, car nous aurions un revenu régulier, et le service serait offert à tous les enfants.

Quant aux enfants qui présentent des problèmes particuliers, tels que les handicapés, ceux qui présentent des risques ou des besoins spéciaux, nous pensons que leur cas n'est pas pris en compte de façon suffisante. Étant donné que la loi sur les garderies interdit la divulgation de certains renseignements, nous ne disposons pas des données essentielles sur chaque enfant; par ailleurs, en raison du manque de formation et de l'inaccessibilité des services de soutien, les prestations ne sont pas toujours efficaces.

[Text]

The pay rate is the same for special needs children as it is for any child who has not been assessed as a special needs child. A provider must utilize her patience and child care skills to the extreme in every aspect and yet receives no recognition for her exceptional efforts in these areas.

We recommend: that these children be properly assessed before being placed in the day care system and be placed with providers who are sufficiently skilled and knowledgeable in all areas pertaining to the care and welfare of the special care child; that providers be given special instructions and courses on special care children, so they may be better equipped in dealing with them and their physical and emotional needs; and that these providers receive special consideration for their extra efforts in the form of increased financial compensation, special play materials and equipment, and above all, moral and emotional support from those who place these children in our care.

On infant care, we have already heard a lot about the special needs of a child in his first year of life. This is the year of attachment formation and contact comfort. If a child is cared for with warmth and affection, he learns people are trustworthy. If he lacks affectionate care during this year, he may grow up to distrust others.

Separation from parents can produce acute distress. A child's loss of attachment may create so much stress he may attend less to others and his environment and therefore learn less. Physically, a child goes through more changes and developments in his first two years of life than he will in the following ten.

In environmental terms, it involves special toys, stimulating, special sleeping arrangements, feeding and diapering procedures. And an infant requires rigorous safety measures. Everything is a potential hazard. The best idea is to be constantly on guard.

We recommend: that parents be better informed of both the physical and emotional care an infant requires in its first year of life, because if the parents are better educated in these areas they can make a better-quality choice for their individual child; that parents should recognize the special risks involved in infant care, which may require special considerations such as infant care certification; and that a parent consider staying at home if it is at all possible during the infant's first year, in consideration of special infant needs. If the parent needs to work, the care-giver should be adequately compensated for extra emotional and stimulating care to these infants and accepting their extra liabilities.

In conclusion, we recognize society's priorities are changing. They seem to be changing from the home to the job place and we hear a lot about accessibility and affordability, but we do not hear a lot about quality.

[Translation]

J'ajouterais que notre rémunération est la même, que l'enfant présente des besoins particuliers ou qu'il s'agisse d'un enfant ordinaire. Or, la gardienne d'un enfant présentant des difficultés doit accomplir des efforts exceptionnels, sans la moindre reconnaissance pour cela.

Nous recommandons par conséquent que ces enfants fassent l'objet d'une évaluation adéquate avant d'être placés, et qu'ils soient confiés à des gardiennes disposant d'une formation permettant de s'en occuper de façon convenable; que les gardiennes bénéficient de cours et d'instructions concernant ces enfants, afin de mieux faire face à leurs problèmes physiques et affectifs; que la rémunération des gardiennes tienne compte de ce surcroît d'efforts et qu'on leur fournisse également du matériel supplémentaire, mais aussi, et surtout, un appui moral de la part de ceux qui les placent sous leur garde.

Pour ce qui est des nouveaux-nés, l'importance des besoins particuliers que présente l'enfant durant sa première année—celle où se constitue l'aptitude à l'attachement et au contact—est maintenant clairement établie. Lorsqu'on s'occupe d'un enfant et qu'on l'entoure de présence et d'affection, il apprend à faire confiance. Si, au contraire, on le néglige durant cette première année, il risque de devenir méfiant envers autrui.

La séparation entre les parents risque de créer chez l'enfant un profond désarroi, et s'il n'apprend pas à établir le contact avec autrui, il risque de demeurer distant vis-à-vis des autres et de son milieu, et donc d'avoir des difficultés d'apprentissage. Quant au développement physique, l'enfant apprend davantage pendant les deux premières années de sa vie qu'il n'en apprendra durant les dix années suivantes.

Pour ce qui est du contexte environnement, il faut prévoir des mesures spéciales concernant la stimulation, les jouets, l'endroit où dormir, le régime et le changement de couches. Par ailleurs, un nouveau-né doit être protégé par des mesures de sécurité rigoureuses, car il est très vulnérable. C'est pourquoi il faudrait pouvoir lui assurer une présence constante.

Nous recommandons: que les parents soient mieux informés des besoins physiques et affectifs d'un nouveau-né, car, mieux informés, ils pourront faire de meilleurs choix pour leur enfant; que les parents tiennent compte des risques particuliers que comprend la garde d'un nouveau-né, laquelle pourra nécessiter une accréditation professionnelle particulière; et que les parents essayent, dans toute la mesure du possible, de rester eux-mêmes avec leur enfant durant la première année, étant donné les besoins plus particuliers des nouveaux-nés. Si, toutefois, le parent doit absolument aller travailler, il faudra rémunérer la gardienne en fonction de la responsabilité et de l'attention supplémentaire que l'on exige de sa part.

Pour conclure, nous avons conscience de ce que les priorités de notre société évoluent; il semble que l'on accorde de plus en plus d'importance au travail, et moins au foyer, et l'on nous parle beaucoup d'accessibilité et de services à un coût raisonnable, mais nous n'entendons guère parler de qualité.

[Texte]

• 1415

What will be sacrificed in order to give accessible, affordable day care? We believe the emphasis should be on quality, then on accessibility and then on affordability.

There was an article in the *Kitchen-Waterloo Record* of April 1986 titled "Day Care for the Elderly". I suggest that whatever this committee recommends or finds, they may find themselves living by it when day care for the elderly comes around.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Mr. Langdon, do you want to be first?

Mr. Langdon: Okay.

First, I thought it was an excellent brief, which you had spent a lot of time trying to think through. I appreciated listening to it very much.

I did want to ask you one question. Your wages, you suggest, are quite low. I am interested in what keeps them so low. I am interested in the question of whether you tried to form a union and whether you see it as an option to negotiate to try to increase those wages.

There has been an Ontario Labour Relations Board decision that licenced family home care givers are "workers" rather than "independent contractors". So you are now eligible for unionization. Do you think this is something that many home care workers are likely to take up? Would they attempt to use unionization to increase their wage position?

Ms Wasilka: I personally do not see it as a real way that providers are going to go at this particular time.

First of all, this Ontario Labour Relations Board ruling was for a particular situation in a particular region. People in each region, if they saw fit, could take it to the labour board, because we all work under different conditions. Therefore, it may be possible that each one would have to be classified as employees.

Some providers question whether it really would be better to be an employee rather than an independent contractor. They feel that maybe they would not be able to claim the expenses they get as a small business.

Generally, some of them are not well educated as to what it would actually mean to them to have employee status. Some of them do not know that they are not employees. They believe they are.

Mr. Langdon: For yourselves as an association, what might make sense is to try to investigate this and to talk to some of the lawyers at the Ontario Labour Relations Board. Potentially some of the unions might be interested in working with you to investigate the question and to explore it to see whether it might become a viable option.

[Traduction]

Que faudra-t-il sacrifier pour en venir à des garderies de jour accessibles et à un prix raisonnable? Je crois qu'il faut commencer par assurer la qualité, puis se préoccuper, dans l'ordre, de l'accessibilité et du coût.

On trouve, dans le *Kitchen-Waterloo Record* du mois d'avril 1986, un article intitulé: *Day Care for the Elderly* (Des garderies de jour pour les personnes âgées). Je crois que, quelles que soient leurs recommandations, les membres du Comité vivront dans un régime qu'ils auront eux-mêmes contribué à édifier, lorsqu'on en arrivera aux garderies de jour pour les personnes âgées.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Monsieur Langdon, souhaitez-vous commencer?

M. Langdon: Oui.

D'abord, permettez-moi de dire qu'il s'agit d'un remarquable exposé, qui porte la marque d'une intense réflexion et que j'ai suivi avec un grand intérêt.

Vous avez dit que vos salaires sont très faibles. J'aimerais savoir quelle en est la raison, et vous demander si vous avez envisagé de former un syndicat afin d'essayer d'obtenir de meilleurs salaires.

Vous savez que la Commission des relations de travail de l'Ontario, dans une de ses décisions, a statué que les gardiennes titulaires d'un permis doivent être considérées comme des «travailleuses» plutôt que comme des «contractuelles indépendantes». Vous avez donc, à présent, le droit de vous syndiquer; alors, j'aimerais savoir si un grand nombre de gardiennes envisagent de se syndiquer pour obtenir de meilleurs salaires.

Mme Wasilka: Je ne crois pas que les gardiennes envisagent vraiment cette option pour l'instant.

D'ailleurs, la décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario s'applique à une situation particulière, dans une région donnée. Étant donné que nous travaillons toutes dans des conditions différentes, il faudrait porter la question devant toutes les commissions régionales, ce qui aboutirait à nous faire classer comme employées.

Toutefois, certaines gardiennes ne sont pas convaincues que le régime d'employé soit préférable à celui de contractuel indépendant, notamment du point de vue des déductions que nous obtenons en tant que petite entreprise.

De manière générale, les gens ne sont pas très informés de leur statut réel et certains ne savent même pas qu'ils n'appartiennent pas à la catégorie des employés.

M. Langdon: Peut-être votre association pourrait-elle approfondir cette question et consulter certains des avocats de la Commission des relations de travail de l'Ontario. Il se peut que certains syndicats soient disposés à étudier cette option avec vous, pour en déterminer la valeur.

[Text]

Ms Wasilka: As a member of the federal task force, do you think the government would encourage the formation of unions?

Mr. Langdon: As a member of the New Democratic Party, I would encourage the formation of unions. I think we have reached a stage in Canada where it is a widespread commitment. I am sure the federal government, having just appointed Dennis McDermott our ambassador to Ireland, would surely want to encourage it, too.

Ms Delinah Da Silva (Providers and Children Together): It is difficult for us to form an association. The home day providers are scattered, and we cannot obtain a mailing list of those doing the home day providing. Therefore, it is difficult to get the women together to form this association.

Ms Wasilka: We are extremely isolated.

• 1420

Mr. Langdon: I think the first step you have taken to establish an association is first rate if it leads in the direction of perhaps not unionization, but perhaps just working through your association to improve your status as you are trying to do with suggested legislative measures here. I certainly wish you lots of luck at it.

Ms Wasilka: That is what we will need.

The Vice-Chairman: Madam Pépin.

Mrs. Pépin: What is the training of your personnel?

Ms Wasilka: We have a four-day mini-session workshop. They are for three or four hours for four mornings. We also have monthly meetings. They are not mandatory. The four-day, three-hour program is mandatory.

When we speak about special needs children in infant care, the longer you are in it the more you realize you do not know. If these courses were made available to us . . . I think parents would appreciate knowing of the courses individual providers have taken. The region had a list of the providers. If a particular person has taken courses in behaviour management or infant care, the parent would realize the provider had an interest in child care.

Mrs. Pépin: Did you have special training?

Ms Wasilka: I have three years in university Psychology, one year in ECE. Having children was a real education in itself.

Mrs. Pépin: I agree.

Ms Wasilka: I also took a STEP program which I really recommend.

Mrs. Pépin: You were speaking about providers regarding special care children. I know in some provinces if you have a child with a handicap who is put in a child care centre, they will take care of four children only instead of five children. They diminish the number of children.

Ms Wasilka: That is correct.

[Translation]

Mme Wasilka: En tant que membre du groupe d'étude fédéral, pensez-vous que le gouvernement encouragerait la constitution de syndicats?

M. Langdon: En tant que membre du Nouveau parti démocratique, j'encourage la formation de syndicats et je crois que la situation actuelle du Canada se prête à la généralisation de cette pratique. D'ailleurs, puisque le gouvernement fédéral vient de nommer Dennis McDermott ambassadeur en Irlande, je suis certain qu'il y est également favorable.

Mme Delinah Da Silva (Providers and Children Together): Ce n'est guère facile de constituer une association, car les gardiennes sont très dispersées, et nous n'arrivons pas à obtenir une liste avec les adresses de toutes les femmes qui fournissent ces services.

Mme Wasilka: Nous sommes extrêmement isolées.

M. Langdon: Je crois que le premier pas que constitue la formation de votre association est une excellente mesure, si elle doit conduire, sinon à votre syndicalisation, du moins à l'amélioration de votre statut, notamment par le biais d'amendements à la législation. Je vous souhaite beaucoup de chance.

Mme Wasilka: Nous en aurons besoin.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Quelle formation donnez-vous à votre personnel?

Mme Wasilka: Nous organisons un atelier de quatre demi-journées de trois à quatre heures chacune, le matin. Nous avons également des réunions mensuelles qui ne sont pas obligatoires, tandis que l'atelier de quatre jours est obligatoire.

Pour ce qui est des besoins particuliers des nouveaux-nés, plus on a d'expérience, plus on s'aperçoit de son ignorance. Nous aimerions pouvoir suivre ces cours, et que les parents sachent que nous les avons suivis. D'ailleurs, il y a une liste régionale de gardiennes, si bien que si les parents pouvaient savoir que telle ou telle gardienne a un certificat en encadrement de l'attitude ou en soins des nouveaux-nés, ils comprendraient que cette personne s'intéresse vraiment à son métier.

Mme Pépin: Avez-vous suivi une formation spéciale?

Mme Wasilka: Oui, j'ai une formation universitaire sur trois ans en psychologie et une année en ECE. D'ailleurs, le fait d'avoir des enfants est en soi tout un programme de formation.

Mme Pépin: J'en conviens.

Mme Wasilka: J'ai également suivi le programme STEP, que je recommande chaleureusement.

Mme Pépin: Vous avez parlé des enfants présentant des besoins spéciaux: je sais que dans certaines provinces, lorsqu'on place un enfant handicapé dans une garderie, on réduit en conséquence le nombre d'enfants acceptés—c'est-à-dire que l'on n'en prend que quatre au lieu de cinq.

Mme Wasilka: C'est exact.

[Texte]

Mrs. Pépin: I think that child will need more help.

Also in your brief, under the title Infant Care, third paragraph, you are speaking about separation from the parents and what it can produce for children. The research you are mentioning is for 1956 and 1968. Do you know if there is any updated research? I agree separation from the parent can cause some distress with the children. I was wondering if there were other studies.

Ms Wasilka: You will have to excuse my old psychology books. That is when I went to . . .

Mrs. Pépin: It is okay. You will not mind if we go back trying to find research. Thank you very much madame.

Ms Wasilka: Thank you.

The Vice-Chairman: There is a question.

Mr. Fraleigh: Mary Ann, I just want to add my congratulations to you on a well-prepared and well-thought-out brief. My remarks are going to be very brief. I just want to express to you my thanks for what you put into this thing. There have been some allegations or indications all home care child care was some sort of blackmail or a blackmail ring or something. I am impressed with your brief. I want to add my thanks to the time you have taken to present your side of the story.

Ms Wasilka: Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: In your association, are all of the members licensed or are some non-licensed?

Ms Wasilka: We have a few mothers of children we care for in our association who are interested in promoting quality care as well. Most of them work for the region of Waterloo, a contract service to the region of Waterloo.

Mr. Belsher: The majority, okay. You mentioned some restrictive regulations which have been changed without you knowing . . . Could you be more specific as to what you are referring to?

Ms Wasilka: Recently the Day Care Nurseries Act has handed down some regulations. Ours is called Schedule A. It determines what kinds of things you will find in a private home day care. The visitors come around with quarterly checks and try to assure that these things are being found in the homes. One of the things a few people questioned was a locked box for medicine in the refrigerator. We understood the need for a locked box, but it often took the form of a tackle box. The rules and regulations that are sometimes handed down to us are made without consulting us. We want to be safe, but it is a home situation. There has to be special consideration made for the fact that we are working out of our own homes and that some of the rules and regulations as they are handed down may not fit us individually.

• 1425

Mr. Belsher: In your last recommendation on the infant care page, it says that parents consider staying at home if at all

[Traduction]

Mme Pépin: Cela s'explique par le fait que cet enfant a besoin de soins supplémentaires.

Dans votre mémoire également, au troisième paragraphe, sous le titre Soins au nouveau-né, vous parlez des conséquences que peut avoir, pour le nouveau-né, la séparation d'avec les parents. Toutefois, les recherches dont vous faites état remontent à 1958 et 1968 respectivement. Je sais que ce genre de séparation peut perturber les enfants, mais savez-vous si l'on a fait des études plus récentes là-dessus?

Mme Wasilka: C'est vrai, je cite mes vieux livres de psychologie, qui remontent à l'époque où je . . .

Mme Pépin: Cela ne fait rien, nous allons nous renseigner pour savoir s'il y a des recherches plus récentes. Je vous remercie, madame.

Mme Wasilka: Merci.

Le vice-président: Quelqu'un souhaite poser une question.

M. Fraleigh: Permettez-moi, Mary Ann, de m'associer aux félicitations qui vous ont été adressées pour votre remarquable mémoire. Je serai très bref; je voudrais simplement vous remercier et vous poser la question suivante: on a laissé entendre que la garde d'enfants à domicile était une sorte d'organisation de malfaiteurs, de maîtres-chanteurs en quelque sorte. À ce titre, je vous suis reconnaissant d'avoir présenté votre point de vue sur cette question. Merci encore.

Mme Wasilka: Merci.

Le vice-président: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Est-ce que tous les membres de votre association sont certifiés?

Mme Wasilka: Certaines mères dont nous gardons les enfants tiennent également à promouvoir la qualité des services. La plupart d'entre elles sont de la région de Waterloo; il s'agit d'un contrat de service pour cette région.

M. Belsher: Donc, la majorité. Vous avez également parlé de certains règlements restrictifs qui ont été modifiés sans qu'on vous en informe . . . De quoi s'agissait-il?

Mme Wasilka: On a récemment édicté certains règlements d'application de la loi sur les garderies. Pour nous, il s'agit de l'annexe A, qui fixe les prestations exigées d'une gardienne à domicile. Les inspecteurs viennent une fois par trimestre pour s'assurer que les conditions sont remplies. Par exemple, il faut que les médicaments soient placés au réfrigérateur dans une boîte hermétique. Nous comprenons une telle exigence, mais souvent, on se sert d'une boîte pour attirail de pêche. N'oubliez pas que ces règlements nous sont parfois imposés sans que nous soyons consultées. Alors, nous sommes prêtes à prendre des précautions, mais il ne faut pas oublier que nous travaillons chez nous et que certains de ces règlements ne conviennent peut-être pas à notre situation personnelle.

M. Belsher: Dans votre dernière recommandation concernant les nouveaux-nés, vous dites qu'il faudrait que les parents

[Text]

possible during the infant's first year. You outlined what possibly can compensate people who are doing that. Would there be any merit in introducing into the labour code an extended or at least a one- or a two-year parental leave for the caregiver so that he or she is guaranteed a job when coming back into the labour force? Right now, I think about 20 weeks is the maximum.

Ms Wasilka: That would be really promising. Basically, a child who is dealt with in a warm, secure way is a warm, secure child. When you put him in a new situation, he will go forward quicker than a child who is insecure. We feel that the first year of an infant's life is really crucial to developing this sense of security, so that he can trust things and situations and be independent in moving forward in strange situations.

Mr. Belsher: Thank you very much, ladies.

The Vice-Chairman: Thank you very much for your presentation.

Ms Wasilka: Thank you.

The Vice-Chairman: We now have the Waterloo Region Social Resources Council. Mr. Jackson and Ms Bilton. Welcome.

Mr. Douglas Jackson (Executive Director, Waterloo Region Social Resources Council): Thank you.

The Waterloo Regional Social Resources Council is a planning advisory body, which has contractual agreements with the regional government and the provincial government to undertake certain planning tasks.

We are a three-tiered planning system; that is, we report to the Health and Social Services Committee of regional government, who appoint 20 independent board members, for whom we work, on the basis of a formula to assure an equal balance of men and women, geographic representation and interests on the council. We have four associated planning groups; one for women, one for children and youth, one for the elderly and one for the physically handicapped.

The summary of a study that we are going to present to you today is from the perspective of women. It concerns women's needs for day care, which means it will be slightly different from the perspective that professional day care providers might provide to you. The woman in search of day care has an immediate need to have her child cared for while she works. A day care provider has other needs—economic needs, professional standard needs and so on.

Joanne Bilton will present the brief.

Ms Joanne Bilton (Senior Planner, Waterloo Region Social Resources Council): Thank you.

In March 1984, the Waterloo Regional Social Resources Council published a report entitled *A Survey of Child Care Needs*, which examined the availability, affordability, quality and co-ordination of child care services, as well as factors

[Translation]

s'efforcent de rester à la maison pendant la première année. Vous parlez également d'une indemnisation particulière pour les gens qui le font: pensez-vous qu'il serait intéressant d'incorporer au Code canadien du travail des dispositions, par exemple, un congé parental d'au moins un an, voire de deux ans, qui garantirait à l'intéressé que son emploi lui serait conservé? Je crois qu'à l'heure actuelle, le maximum est de 20 semaines.

Mme Wasilka: Ce serait une excellente mesure. N'oublions pas que plus l'enfant est entouré, plus il sera lui-même capable d'affection envers autrui et adaptable aux nouvelles situations. Nous pensons que c'est durant la première année que se développe véritablement le sentiment de sécurité, qui permet ensuite à l'enfant de faire confiance et de se faire confiance dans des conditions imprévues.

M. Belsher: Merci beaucoup, mesdames.

Le vice-président: Merci beaucoup pour votre exposé.

Mme Wasilka: Merci.

Le vice-président: Nous accueillons à présent le *Waterloo Regional Social Resources Council*. Je souhaite la bienvenue à M. Jackson et à M^{me} Bilton.

M. Douglas Jackson (directeur administratif, Waterloo Regional Social Resources Council): Merci.

Le *Waterloo Regional Social Resources Council* est un organisme de planification à caractère consultatif qui exécute à titre contractuel, pour le compte des autorités régionales et du gouvernement provincial, certaines tâches relatives à la planification.

Notre système de planification est à trois niveaux, c'est-à-dire que nous relevons du Comité de la santé et des services sociaux du gouvernement régional, lequel désigne 20 membres indépendants qui constituent un conseil responsable, composé selon une formule qui assure l'équilibre entre les hommes et les femmes, la représentation géographique et les différents intérêts. Nous avons quatre groupes de planification associés: un pour les femmes, un pour les enfants et la jeunesse, un pour les personnes âgées et un pour les handicapés physiques.

Nous allons aujourd'hui vous présenter le résumé d'une étude qui présente le point de vue de la femme et qui sera peut-être légèrement différent de la perspective offerte par les gardiennes professionnelles. En fait, le besoin principal de la femme au travail, c'est qu'on s'occupe de son enfant, tandis qu'une gardienne a des besoins différents—économiques, exigence de normes professionnelles, etc.

Mais je donne la parole à Joanne Bilton, qui va présenter le mémoire.

Mme Joanne Bilton (planificatrice en chef, Waterloo Regional Social Resources Council): Merci.

Au mois de mars 1984, le *Waterloo Regional Social Resources Council* a publié un rapport intitulé: *A Survey of Child Care Needs* (Enquête sur les besoins en matière de soins à l'enfance), qui étudiait l'offre, le coût, la qualité et la

[Texte]

inhibiting women from contributing to the economy in the Waterloo region. The concern was that the majority of women work out of economic necessity, but working or attempting to find work is often complicated by factors related to child care. The methods used to identify the child care factors which might inhibit women's contribution to the economy involved three components. These components were a review of all relevant literature, personal interviews and a survey of child care needs in Waterloo region.

• 1430

The survey involved a systematic random sample of 300 working and non-working women in the region of Waterloo who had at least one child 12 years of age or younger. Women presently in the work force, at school or temporarily unemployed were questioned regarding the present impact of child care responsibilities on work performance and career development, and their preferred child care arrangements.

Women not in the work force or at school were questioned regarding their preferred child care arrangements and the role child care plays in their decision to actively seek employment.

Our survey indicated that there were over 21,000 women in 1983 in Waterloo region with at least one child 10 years of age or under. That translated into approximately 28,000 children under the age of 10 and specifically, 13,000 children under the age of 6.

Our survey indicated that 48% of the women with children 3 years of age work; 71% of single women with children 3 to 5 years of age work; and 74% of single women with children 6 to 15 years of age work.

One of the main findings of the survey is that many mothers in the work force, regardless of the number of children they have, are forced to use more than one child care arrangement for their children.

In 85% to 90% of situations, it is an informal type of arrangement provided by another family member or a paid sitter. In the case of emergencies, such as a sick child or overtime work as well as during the summer or on professional development days, it is usually the mother who stays home from work to look after the child. It was also reported that some children under 12 years of age are occasionally left alone during lunch hours or for a period of time after school.

Almost 20% of the mothers reported a number of specific problems, the majority of which related to the quality, the hours of operation, the costs and the location of non-parental child care they were receiving.

Quality-related problems included such complaints as the supervision was very poor; there were too many other children; the place of care was not suitable, for example, not large

[Traduction]

coordination des services de garde d'enfants, ainsi que les facteurs qui entravent la participation des femmes à l'activité économique de la région de Waterloo. Étant donné que la majorité des femmes travaillent pour des raisons économiques, mais que les problèmes découlant de la garde des enfants entravent leur activité professionnelle ou la recherche d'un emploi, nous avons cherché à préciser ces obstacles, en nous appuyant sur trois éléments: tout d'abord, nous avons passé en revue les publications dans ce domaine, en deuxième lieu, nous avons procédé à des entrevues personnelles et, enfin, nous avons fait une enquête sur les besoins de garde d'enfants dans la région de Waterloo.

Nous avons procédé à une étude systématique, en nous basant sur un échantillon de 300 femmes au travail et au foyer de la région de Waterloo ayant au moins un enfant âgé d'un maximum de 12 ans. Nous avons interrogé des femmes au travail, des femmes en cours d'étude ou temporairement au chômage concernant l'incidence des responsabilités de garde d'enfants sur leur vie professionnelle, ainsi que leur préférence pour tel ou tel régime de garde d'enfants.

Quant aux femmes ne travaillant pas ou en cours d'étude, nous leur avons demandé leur préférence, ainsi que l'incidence des responsabilités en matière de garde d'enfants sur leur décision de chercher du travail.

D'après notre étude, il y avait, en 1983, dans la région de Waterloo, plus de 21,000 femmes avec au moins un enfant d'un âge maximum de 10 ans. Cela donnait approximativement 28,000 enfants de moins de 10 ans et, plus particulièrement, 13,000 enfants de moins de 6 ans.

Toujours d'après notre étude, 48 p. 100 des femmes ayant des enfants de 3 ans ont une activité professionnelle; 71 p. 100 des femmes seules avec des enfants de 3 à 5 ans travaillent, et 74 p. 100 des femmes seules avec des enfants de 6 à 15 ans ont une activité professionnelle.

Nous avons remarqué, en outre, qu'un grand nombre de femmes au travail, quel que soit le nombre de leurs enfants, sont obligées d'avoir recours à plusieurs services à la fois.

Dans 85 à 90 p. 100 des cas, il s'agit d'un arrangement officieux avec un membre de la famille ou avec une gardienne rémunérée. En cas d'urgence, tel qu'en cas d'enfant malade, ou de temps supplémentaire, ou encore en été ou durant les journées de formation professionnelle, c'est en général la mère qui reste à la maison pour garder l'enfant. Par ailleurs, il arrive que des enfants de moins de 12 ans soient laissés seuls, à l'occasion, à l'heure du déjeuner ou pendant un moment après le retour de l'école.

Près de 20 p. 100 des mères interrogées ont parlé de problèmes spécifiques, dont la majorité concernait la qualité, les horaires, les coûts et l'emplacement des services de garde d'enfants obtenus auprès d'étrangers.

Du point de vue de la qualité, on reprochait à ces services une surveillance insuffisante, le nombre trop élevé d'enfants, l'inadéquation du logement—telle que l'absence de jardin—

[Text]

enough or had no yard; there was little stimulation provided; and the care giver was not dependable and had little training.

Complaints that were related to hours included no emergency alternative for overtime, the hours did not match their working hours and holidays were a problem. Cost-related problems referred to the care giver being too expensive for the respondent and food costs not being included.

Other problems included the location being too far away, there was no lunch hour supervision provided at school, or care for their children was not available any longer.

More than 25% of the sample of women in the work force have turned down various sorts of career or job opportunities such as training courses, overtime work, promotion and out-of-town travel. The percentage of that 25% breaks down as follows: 29% turned down promotions; 47%—overtime; 32%—training opportunities; and 26%—relocation.

As well, approximately 35% reported worrying about child care while at work and of these, half said that it affected their job performance.

Finally, when asked what type of non-parental child care arrangement they preferred, the response of working mothers was slightly different from non-working mothers. Over 80% of the non-working mothers would prefer the child care to be provided in or near their own home. For this group of mothers, the most popular choice of child care is the paid sitter, followed by a family member and then a day care centre.

On the other hand, of the mothers in the sample who are currently working and who have pre-school children, 45% preferred formal day care; 32%—a paid sitter; 16%—family; and 7%—school supervision.

In summary, the major issues identified in the study were the cost of child care; location of child care providers; the women's primary responsibility for child care interferes with career opportunities; a woman may require up to five separate arrangements or service providers to meet her child care needs during a week; lack of child care when children are sick and on professional development days. Forty percent of working women preferred a type of child care different from their present arrangement, and 85% of all non-parental child care arrangements are informal, with relatives, neighbours, or babysitters.

The report was received by the Regional Municipality of Waterloo, and the recommendations were forwarded to agencies and organizations which were identified as having jurisdiction to implement various recommendations contained in the report. While these groups were encouraged to respond to the entire report, they were particularly encouraged to respond to specific recommendations.

[Translation]

l'insuffisance de la stimulation, le manque de fiabilité ou de formation de la gardienne.

Pour ce qui est de l'horaire, on reprochait la rigidité qui empêche d'obtenir le service en cas de temps supplémentaire imprévu, le manque de correspondance entre les horaires de la gardienne et les heures de travail ou les jours de congé. Quant aux coûts, on leur reprochait d'être trop élevés et de ne pas comprendre la nourriture donnée aux enfants.

Autre reproche, l'éloignement du lieu de garde, l'absence de surveillance dans les écoles durant la pause de midi et l'absence pure et simple d'un service de garde.

Plus de 25 p. 100 des femmes au travail consultées dans le cadre de notre échantillon ont déclaré avoir refusé des occasions de promotion telles que des cours de formation, du temps supplémentaire ou des déplacements en dehors de la ville. Ce pourcentage se répartit de la façon suivante: 29 p. 100 d'entre elles ont refusé des promotions; 47 p. 100, du temps supplémentaire; 32 p. 100, des occasions de formation et 26 p. 100, une relocalisation.

En outre, près de 35 p. 100 d'entre elles nous ont dit s'inquiéter de leur enfant durant leur travail, ce qui, pour la moitié d'entre elles, nuit à leur efficacité.

Enfin, lorsqu'on leur demandait à quel genre de service elles préféraient avoir recours, on constatait une légère différence entre les mères au travail et les mères au foyer. En effet, plus de 80 p. 100 de ces dernières préféraient que la garde leur soit fournie à leur propre domicile ou à proximité. La plupart d'entre elles ont recours à la gardienne rémunérée qui vient à domicile, suivie du membre de la famille qui vient rendre le même service et, enfin, la garderie de jour.

En revanche, 45 p. 100 des mères au travail ayant des enfants en âge préscolaire préféraient avoir recours à des crèches, contre 32 p. 100 à une gardienne rémunérée, 16 p. 100 à un membre de la famille et 7 p. 100 à une surveillance fournie par l'établissement scolaire.

En résumé, les principaux problèmes étaient donc: le coût de la garde d'enfants, l'emplacement, le fait que la responsabilité de la femme vis-à-vis de son enfant entrave le déroulement de sa carrière; le fait que, pour une même semaine, une femme doit parfois s'adresser à cinq gardiennes différentes; l'absence de services en cas de maladie des enfants et durant les journées de formation professionnelle. Quarante pour cent des femmes auraient préféré un service différent de celui qu'elles obtiennent actuellement; enfin, 85 p. 100 des dispositions concernant la garde des enfants sont officieuses, et sont prises avec des parents, des voisins ou des gardiennes.

Le rapport a été adressé à la municipalité régionale de Waterloo, et ces recommandations ont été transmises à des organismes susceptibles d'appliquer tout ou partie d'entre elles. On a encouragé ces organismes à répondre à l'ensemble du rapport, et en particulier à certaines recommandations.

[Texte]

The agencies and organizations included:

1. The Regional Municipality of Waterloo which operates five day care centres, one nursery school program, the Home Day Care Program, and funds subsidized spaces for children at day care centres operated by private voluntary groups.
2. The Ontario Ministry of Community and Social Services which pays 80% of the cost of operating municipal day care centres and its other subsidized day care programs.
3. The two school boards in the Waterloo region which provide noon hour supervision for children.

While there is not time to look at each of the 32 recommendations, we have selected three, one from each of the sections of availability, affordability, and quality and co-ordination, as examples of inexpensive solutions to some of the child care issues identified in the report. Recommendation 10, under availability read:

that the local school boards provide lunch supervision to children whose parents are working and not able to be home over the noon hour.

Although both school boards in the Waterloo region do provide noon hour supervision, the issue is that the decision is generally a discretionary one, and the children of working parents can be permitted to remain at school during the noon hour on the basis of "compassionate consideration of the principal and staff". The purpose of the recommendation was to have both school boards clarify their policies, so they clearly state that the children of working parents may remain at school during the noon hour.

With regard to affordability, recommendation 21 reads:

that, to ensure quality child care is available to all income groups, the province of Ontario provides licensed day care centres and supervised home day care programs with an operational grant.

The reason behind this recommendation is that the cost of formal child care is such that many lower and middle income families cannot afford it and turn to other casual arrangements. In 1979, a statistical analysis of day care in the non-profit sector of Edmonton indicated a decline in the number of middle income families using non-profit day care, and a very small percentage who were paying full fee. Another example presented is from Manitoba, where day care officials found each time the cost of service increased, a percentage of modest income families dropped out. In response to this problem, the province of Manitoba instituted a flat rate daily grant of \$2 per centre space. This approach appeared to result in a more satisfactory socio-economic mix.

In the province of Ontario, municipalities have been instructed that the actual child care costs are to be passed along by 1986 to all full-fee paying families choosing municipally operated centres. Depending on the families' level of

[Traduction]

Il s'agit des organismes suivants:

1. La municipalité régionale de Waterloo, dont relèvent cinq garderies, une pépinière, le programme de garde de jour à domicile et l'administration des fonds permettant de subventionner des garderies tenues par des particuliers bénévoles.
2. Le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario, qui couvre 80 p. 100 des coûts de fonctionnement de centres municipaux de garderie, ainsi que d'autres programmes de garde d'enfants.
3. Les deux conseils scolaires de la région de Waterloo, qui organisent une surveillance des enfants sur l'heure du midi.

Nous manquons de temps pour passer en revue les 32 recommandations du rapport; toutefois, nous en avons retenu trois, une pour la disponibilité des services, une concernant les coûts et une concernant la qualité et la coordination; il s'agit d'exemples de solutions peu onéreuses à certains des problèmes mis en lumière par le rapport. Commençons par la recommandation n° 10:

que les conseils scolaires locaux fournissent une surveillance à l'heure du midi pour les enfants dont les parents travaillent et ne peuvent pas rentrer à midi.

Même si les deux conseils scolaires de la région de Waterloo organisent effectivement une surveillance sur l'heure du midi, il s'agit en général d'une décision discrétionnaire, si bien que les enfants dont les parents travaillent peuvent être autorisés à rester à l'école sur l'heure du midi par suite de «considérations d'ordre humanitaire de la part du directeur et du personnel». La recommandation a pour objet d'inciter les conseils scolaires à préciser leur politique et à autoriser officiellement les enfants dont les parents travaillent à rester à l'école à l'heure du midi.

A présent, la recommandation 21, concernant le coût des prestations:

que, afin d'assurer des services de garde d'enfants de qualité à toutes les catégories sociales, la province de l'Ontario offre des services de garderie certifiés et des services de garde à domicile, au moyen d'une subvention de fonctionnement.

Cette recommandation se justifie par le fait que bon nombre des familles à revenu faible ou moyen ne peuvent pas se permettre de véritables services de garderie et prennent donc des dispositions improvisées. En 1979, une analyse statistique des services de garde dans le secteur à but non lucratif d'Edmonton indiquait une réduction du nombre de familles à revenu moyen ayant recours à ces services, et précisait que seule une infime minorité payait intégralement les frais des services. On trouve un autre exemple au Manitoba, où l'on a constaté que chaque fois que le coût des services augmente, il y a diminution du pourcentage des familles à revenu modeste qui ont recours à ces services. Pour résoudre ce problème, la province du Manitoba a institué une subvention forfaitaire de 2\$ par jour et par place d'enfant pour chaque garderie. Cette disposition semble avoir permis une répartition sociale plus équitable.

Dans la province de l'Ontario, les municipalités ont reçu pour instruction de répercuter, d'ici à 1986, la totalité des coûts sur les familles ayant choisi les centres municipaux et qui ne bénéficient pas de réductions. Par conséquent, en fonction

[Text]

income and whether the municipality is willing to absorb all or part of the true operating costs for the per diem, the charge in the region of Waterloo could rise as high as \$25 or more per day from the current daily rate of approximately \$13.50. If and when this happens, many middle income families will be forced to seek alternative care arrangements.

The purpose of this recommendation is while universally free day care may be beyond the means of our economy, the alternative may be to provide an across-the-board, flat rate daily grant per centre space to reduce the cost of day care to all persons.

In quality and co-ordination, our recommendation 30 reads:

that a pilot project be established with the objective of developing mechanisms and strategies to improve informal day care systems.

Due to the licensing requirements, it is easier to ensure the quality of child care and centre-based facilities, but recognizing that between 85% to 90% of working mothers are using an informal form of child care, it is acknowledged that some efforts must be made to ensure a degree of quality in this area. Therefore, for those individuals preferring quality non-parental child care at or near their home, improvements were recommended in the report that include an expansion of the private homecare program, making services available to fee-paying families and the establishment of pilot projects with the objective of developing mechanisms and strategies for improving the informal child care alternatives.

• 1440

Such projects might include a child care agency, be it government or independent, which would hire, train, and support neighbourhood child care co-ordinators; for example, neighbourhood residents or para-professionals. These individuals could be hired either on a full-time or part-time basis, or selected volunteers could be paid an honorarium.

These community child care co-ordinators would establish a network of informal care-givers for mutual support, regular visiting, closer communication with parents, linkages to schools, child care and health services.

Finally, the child care registries could be established either in a community or on a neighbourhood basis, operated by full-time, part-time, or volunteer staff, to screen applicants interested in providing informal day care in their homes, and match these people to parents looking for day care. And they might be charged for this service.

Thank you.

The Vice-Chairman: Questions.

[Translation]

du niveau de revenu des familles et selon que la municipalité est disposée ou non à assumer une proportion ou la totalité des coûts journaliers, ces derniers pourraient, dans la région de Waterloo, passer des 13.50\$ actuels à un maximum de 25\$. Si cela devait se produire, un grand nombre de familles à revenu moyen devraient se mettre en quête d'autres solutions.

Notre recommandation se justifie par le fait que, même si notre économie ne semble pas supporter le coût d'un régime universel et gratuit de garderies de jour, l'autre solution consiste peut-être à accorder une réduction forfaitaire générale par enfant, dans chaque centre, afin de réduire le prix de revient de la garde pour l'ensemble de la population.

Enfin, en ce qui concerne la qualité et la coordination, la recommandation n° 30 se lit comme suit:

qu'un projet pilote soit mis sur pied avec comme objectif la mise au point de mécanismes et de stratégies visant à améliorer les modalités officielles de garde d'enfants.

En effet, même si les exigences en matière d'accréditation rendent plus facile le contrôle de la qualité dans les centres officiellement destinés à cette fonction, il faut tenir compte du fait que 85 à 90 p. 100 des mères au travail ont recours à des dispositions officielles, si bien que l'on doit également s'efforcer de garantir une certaine qualité des services dans ce secteur. C'est pourquoi nous avons recommandé, à l'intention des personnes qui préfèrent des services de garde de qualité à domicile ou dans le voisinage, un élargissement des programmes de garde à domicile, afin de les offrir aux familles qui paient les cotisations, ainsi que la mise sur pied de projets pilotes ayant pour objectif l'élaboration de mécanismes et de stratégies visant à améliorer les solutions officielles de garde d'enfants.

On pourrait, pour cela, instituer un organisme responsable de la garde des enfants—public ou privé—chargé d'engager, de former et d'appuyer les responsables de quartier en matière de garde d'enfants; il pourrait s'agir de résidents du quartier ou de paraprofessionnels, engagés à plein temps ou à temps partiel, ou encore de bénévoles que l'on sélectionnerait et à qui on verserait des honoraires.

Ces coordonnateurs communautaires de la garde d'enfants auraient la responsabilité de créer un réseau de gardiennes non professionnelles chargées de promouvoir l'entraide, les visites régulières, le resserrement des liens avec les parents et avec les écoles, ainsi qu'avec les services d'hygiène et d'encadrement de l'enfance.

Enfin, on pourrait créer des répertoires des services de garde d'enfants à l'échelon de la communauté ou du quartier, et ces services d'enregistrement pourraient être gérés par des employés à plein temps ou à temps partiel, ou même par des bénévoles; ils seraient chargés de sélectionner les personnes offrant des services de garde à domicile et de les aboucher avec les parents qui réclament ces services. Cette fonction pourrait d'ailleurs être payante.

Merci.

Le vice-président: Bien, passons aux questions.

[Texte]

Mrs. Pépin: I have a comment. It is a very, very good brief. The statistics you have are very important. I have some, but not as extensive as this one, so it will be very helpful for us.

Ms Bilton: I must comment that we originally did not intend to hand you out copies of our actual presentation. We decided only this morning, so there are some typographical errors in there. Please refer to this for the more accurate presentation.

Mrs. Pépin: Also, you speak a lot about co-ordination, and that was proposed to us also in another province. I think in some regions it could be very, very helpful to find out the need, and after that the service we can provide. That will give the parents a choice also as to the kind of child care they want.

Thank you very much.

The Vice-Chairman: Mr. Langdon.

Mr. Langdon: Could you give us an idea of what the region of Waterloo has done in response to your brief, aside from making the recommendations?

Mr. Jackson: Well, there were 32 recommendations. For example, in terms of subsidized day care spots, the province of Ontario came forward and allocated 400 spots to the Waterloo region, and they have accepted all of them for cost-sharing, and have used up 200 and some odd. That has meant that we theoretically do not have a waiting list now for subsidized day care, but then of course even subsidized day care is limited to groups of people who qualify for it.

If you start getting into the middle, moving up from that, then there are people who are not eligible for it. So they responded in that way. A number of the recommendations related to technicalities; for example, signing purchase of service contracts with many day care centres so they were closer to people's homes. It appears that in principle they agree with that and are looking at that. There were a great many technical recommendations they pursued.

Mr. Langdon: Could I ask just lastly on the sort of politics of this question, did the fact that you came to them with such statistically compelling evidence persuade them, or did you have a lot of organizational support behind you; or how was it you were able to get them to respond as effectively as they did?

Mr. Jackson: Perhaps the Waterloo region. It is an interesting community in the sense it has a strong Mennonite background.

Mr. Langdon: It is my old home town, which is part of why I am asking . . .

Mr. Jackson: I am not originally from Waterloo, but when I moved there I found there was a great voluntary spirit, and so on, and outreaching. There are a lot of voluntary agencies—the Central Mennonite Committee. The community regional government has taken on many responsibilities to share these programs and, I think, have been very generous in the full range of social service programs and sharing in that way.

[Traduction]

Mme Pépin: Permettez-moi un très bref commentaire. Les statistiques que vous avez produites sont très importantes et contribueraient grandement à compléter les miennes.

Mme Bilton: J'aimerais préciser que nous n'avions pas, jusqu'à ce matin, l'intention de vous communiquer des copies de notre mémoire; c'est pourquoi vous y trouverez peut-être quelques fautes de frappe. C'est donc ce document qui fait foi.

Mme Pépin: Vous parlez beaucoup de coordination, et la même idée a été évoquée dans une autre province. Je crois que, dans certaines régions, il serait extrêmement utile de déterminer le besoin, pour ensuite mettre sur pied les services, notamment pour permettre aux parents de faire un choix.

Merci beaucoup.

Le vice-président: Monsieur Langdon.

M. Langdon: Pourriez-vous nous dire ce que la région de Waterloo a fait de concert, suite à la présentation de votre mémoire?

M. Jackson: Nous avons présenté 32 recommandations. Par exemple, pour ce qui est de subventionner les places dans les garderies, la province de l'Ontario en a subventionné 400 dans la région de Waterloo, les a toutes acceptées pour la formule de partage des coûts, en tout cas pour plus de 200 d'entre elles. Par conséquent, nous n'avons plus en théorie de liste d'attente pour les garderies subventionnées; je précise, bien entendu, que les garderies subventionnées sont réservées aux personnes admissibles.

Je veux dire qu'à partir des catégories à revenu moyen, on commence à ne plus y avoir droit. Voilà donc les mesures concrètes prises par les autorités. Par ailleurs, certaines recommandations étaient d'ordre technique, par exemple la signature de contrats de service avec un grand nombre de garderies, afin qu'elles soient plus proches des domiciles des personnes desservies. Ils sont en principe d'accord et vont étudier la question. Vous voyez donc qu'ils ont donné suite à un grand nombre de recommandations techniques.

M. Langdon: Pour ce qui est de l'aspect politique de cette question, j'aimerais savoir s'ils ont été tout simplement persuadés par la qualité des statistiques que vous leur avez fournies, ou si certaines organisations vous ont apporté leur appui; comment avez-vous réussi à être aussi efficaces?

M. Jackson: Il y a, dans la région de Waterloo, une présence très forte de la communauté mennonite, et c'est un aspect intéressant.

M. Langdon: C'est de là que je viens; c'est un peu pour cela que je demande . . .

M. Jackson: Je ne suis pas originaire de Waterloo, mais lorsque je suis venu y habiter, j'ai trouvé que les gens y étaient extrêmement entreprenants et tournés vers la communauté. Il y a un grand nombre d'organismes bénévoles, tels que le Comité mennonite central. Les autorités communautaires de la région ont assumé un grand nombre de responsabilités pour la diffusion de ces programmes et se sont montrées très généreuses.

[Text]

In addition, we are part of regional government, if you like, although theoretically autonomous. They fund our operation, so in that sense they support these activities.

• 1445

The Vice-Chairman: Thank you.. Are there any other questions? I hear none. Thank you very much for an excellent presentation. Now we have Mr. Roy Anderson. Mr. Anderson, welcome to our committee.

Mr. Roy Anderson (Individual Presentation): Thank you, sir. Good afternoon, Mr. Chairman, and members. Before I start, I feel that on behalf of the group that I represent, we should apologize that we did not send our children out of the house to get them looked after by these experts. That is not meant to be catty but it is the feeling that we have because this brief is being prepared by a group that is not involved in any organized child care. We have no professional or financial view of that, and we have not said whether these things are good or bad or whether they are needed.

These questions are certainly important and will have to be addressed, but our interest comes from the views of a group of taxpayers. We indeed wonder whether the federal government or any government has a place in child care, and whether it is not just another step towards the welfare state.

The thinking that perhaps the government should step into every aspect of our lives is for at least our group, a little too far to the left. Experience in Britain, in particular, but also in Sweden would indicate that the taking-over of family responsibilities, and indeed all responsibilities does not produce the Utopia that was at first envisaged. I cannot and I will not produce a whole batch of statistics for you, but I think it is accepted that statistics show that suicide rates are extremely high in these countries, particularly in Sweden. High incidents of depression are certainly prevalent in those countries and the staggeringly high tax rate that these people are put under when you get the welfare state that they have, and I am not suggesting we have it yet, is something to be reckoned with.

The group that I have the honour to represent feels that child care is generally a parental and certainly a family responsibility. It is abhorrent to us that in some cases one group of the community is being asked to pay to keep another group's children solely so that another group can go out to work.

We will certainly come to special needs, because it would be foolish for us to assume that the problem is that straightforward or one-sided. There are single parents to be considered, of course. There is the matter of unfit parents and other special cases.

We feel that in the majority of cases, private funds could provide a better and cheaper service than any government could supply, based mainly on the fact that it has been shown time and time again that government involvement in any scheme places a staggeringly high tax burden on the general public.

[Translation]

En outre, même si nous sommes autonomes en théorie, nous faisons partie du gouvernement régional, qui appuie nos activités, puisqu'il les finance.

Le vice-président: Merci. Y a-t-il d'autres questions? Je ne crois pas. Merci beaucoup pour votre remarquable exposé. Nous appelons à présent M. Roy Anderson. Monsieur Anderson, soyez le bienvenu devant notre Comité.

M. Roy Anderson (à titre personnel): Merci. Bonjour, monsieur le président, membres du Comité. Avant de commencer, je voudrais dire au nom du groupe que je représente que nous sommes désolés de n'avoir pas amené nos enfants chez les experts qui viennent de témoigner devant vous. Il ne s'agit pas d'un coup de patte, mais d'une façon de préciser que notre mémoire n'émane pas d'un groupe d'experts en matière de garde d'enfants. Nous n'avons pas de point de vue sur l'aspect professionnel ou financier de la question et nous ne nous mêlons pas de dire s'il s'agit d'une chose bonne ou mauvaise, ou si elle est nécessaire.

Il s'agit d'ailleurs sans aucun doute de questions importantes, qui devront être résolues; quant à nous, nous présentons le point de vue du contribuable. Nous nous demandons si le gouvernement, que ce soit au niveau fédéral ou provincial, doit intervenir dans le domaine de la garde des enfants, ou si ce n'est pas un pas de plus en direction de l'État providence.

Notre groupe considère que cette intrusion du gouvernement dans nos vies constitue une évolution excessive vers un régime de gauche. L'expérience de la Grande-Bretagne, mais, surtout, de la Suède, indique que la prise en charge des responsabilités par l'État—notamment, les responsabilités familiales—n'aboutit pas à l'utopie que l'on avait initialement envisagée. Je ne vous noierai pas sous les statistiques, mais il est reconnu que le taux de suicide est très élevé dans ces pays, notamment en Suède. On y constate également un taux très élevé de dépressions, sans parler des impôts écrasants que doivent subir tous les citoyens de ces pays, où l'on a tenté d'instaurer l'État providence—ce qui n'est pas encore notre cas, je le précise.

Le groupe que j'ai l'honneur de représenter considère que la garde des enfants est une responsabilité parentale et, assurément, familiale. Nous rejetons catégoriquement l'idée que l'on puisse demander à un groupe de la communauté de garder les enfants d'un autre groupe, afin que les parents du premier groupe puissent se rendre au travail.

Évidemment, il faut tenir compte des cas particuliers, et cette nécessité ne nous échappe pas: il y a, par exemple, les parents seuls, ou les parents inaptes, ainsi que d'autres cas particuliers.

Nous pensons que, dans la majorité des cas, il serait moins onéreux de recourir à un financement privé, car il a été amplement démontré que la mise sur pied de quelque programme que ce soit par le gouvernement impose un fardeau considérable aux contribuables.

[Texte]

• 1450

In Britain, although I put it simply in this brief, once upon a time, the majority of the people were keeping the minority. When it is like this, everyone is quite happy. But these days—I was over there not long ago—it would appear that the minority are keeping the majority, and this becomes a serious problem. I am sure all members of the committee are aware of some of the problems they are having in Britain in particular these days.

We are a little concerned as well about the thought that has been going around—I believe this is in Liberal circles mainly—of having child care incorporated into the school system by starting school earlier and thereby forming a day care centre at the school. I do not know where the teachers stand in this; we are certainly not involved with the teachers. But it would seem that to include child day care in a school system and to make the school day for that reason from 8 a.m. until 5 p.m.—I think these are the hours that are quoted—is hard to justify.

As I said, the parents and the family of any child are primarily responsible for his upbringing. This is a general principle and it is acknowledged that there are certain peculiar and sometimes severe hardships that will become necessary. It is not thought by this group that government funds should not be made available in certain circumstances. The view is that these funds, which are tax money, should not just be doled out indiscriminately. The question then is: Where do these funds come from? Our group feels—and we have made some inquiries into this—that the churches would certainly be willing to help the day care. The service groups—while I have not personally spoken to those and while I am not aware that any of our members has, I feel certain of this, knowing the charter and spirits of so many of these clubs—would be prepared to contribute. Certainly private business would.

So we have sources of private money if they are considered necessary. As I say, as a last resort, certainly government funds should be made available. I am thinking there particularly perhaps of the single parent.

Another point we would like to bring out is that there possibly could be an argument for starting the school age a little earlier. Three or four has been mentioned; some countries do start their children at this age. I am talking about a learning environment, not for six or eight hours a day but certainly for three or four hours a day in a learning environment, not in a play environment. This might alleviate some problems for some parents a little earlier than otherwise.

Another and perhaps the last point we would like to make is that the system of tax relief to a homemaker who keeps her own child in the home in the early ages might be an incentive. We feel this would be far more beneficial to the child than sending him outside.

The thrust of our brief, such as it is, is that we firmly believe the family, particularly the parents, are responsible for these children. Such an environment is certainly best for the child.

[Traduction]

À l'époque, en Grande-Bretagne—c'est ce que je dis en termes simples dans mon mémoire—la majorité du peuple entretenait la minorité. Ce genre de régime fait le bonheur de presque tous. Mais aujourd'hui—j'y étais il n'y a pas si longtemps—on dirait que c'est la minorité qui entretient la majorité, et le problème est grave. Je suis certain que tous les membres du Comité savent quelle est la gravité des problèmes que connaît aujourd'hui la Grande-Bretagne.

Nous sommes également préoccupés par l'idée—qui a germé, je crois, dans des cercles libéraux—que l'on pourrait intégrer la garde des enfants au régime scolaire, en les scolarisant plus tôt. Je ne sais pas quelle est la position des enseignants là-dessus car nous ne collaborons évidemment pas avec eux—mais il me semble difficile de justifier d'incorporer la garde des enfants au régime scolaire, ce qui—c'est ce que nous avons entendu dire—donnerait des journées de présence à l'école de 8 heures le matin à 17 heures.

Comme je l'ai dit, ce sont les parents et la famille qui sont, avant tout, responsables de l'éducation de l'enfant. C'est là un principe général, sous réserve des situations et des difficultés particulières. Notre association ne pense pas que le gouvernement devrait refuser son aide dans certaines circonstances; toutefois, étant donné qu'il s'agit des deniers du contribuable, il ne faut pas les prodiguer inconsidérément. Je pose alors la question suivante: qui est qualifié pour fournir cette assistance? Après s'être renseignée, notre association est parvenue à la conclusion que les églises sont toutes disposées à apporter leur aide aux garderies. Il y a également les associations civiques—en effet, même si nous ne les avons pas consultées, étant donné les statuts que se donnent ces associations et l'esprit qui les anime, je suis certain qu'elles seraient prêtes à apporter une assistance. On peut également compter, à n'en pas douter, sur les entreprises privées.

Par conséquent, en cas de nécessité, le financement privé existe. Comme je l'ai dit, en dernier ressort, le gouvernement pourra aussi intervenir, notamment dans le cas des parents célibataires.

On a également parlé d'abaisser l'âge scolaire à trois ou quatre ans, comme c'est le cas dans certains pays. Il s'agit d'une scolarisation proprement dite, non pas six à huit heures par jour, mais trois à quatre heures par jour d'enseignement, et non pas de jeux. Peut-être cela atténuerait-il le problème que connaissent certains parents.

Enfin, nous pensons que le régime fiscal devrait contenir des dispositions favorables à la femme au foyer, afin de l'inciter à demeurer chez elle avec son enfant, car cela représente une meilleure solution pour l'équilibre de ce dernier.

L'essentiel de notre position, c'est que la responsabilité à l'égard des enfants revient à l'ensemble de la famille et, en particulier, aux parents. C'est la famille qui constitue le meilleur environnement pour l'enfant et, de manière générale,

[Text]

For government money to be spent, as a general principle, would be wrong. Thank you, Mr. Chairman.

The Vice-Chairman: Are there questions? Madam Pépin.

Mrs. Pépin: I have the feeling that for many people, when we speak about child care services, it is an attack against the family. I do not understand it. I agree with you that the best care is probably at home, but the reality of today shows us that many parents cannot keep their children at home until they go to school.

• 1455

You mentioned that when both parents are not working, maybe I misunderstood, they pay for the ones who go outside, but I thought both parents are paying income tax when they work outside too.

Also, I agree with you, that industry and private enterprise should get involved regarding child care centres. We visited private child care centres. Industry child care centres were very, very well organized and we agree that they could do their part.

Regarding school, I do not know, but not once did we have a presentation asking us to send the children to school earlier, or to put the children in an institution at a younger age.

The presentation we had was to make some suggestion that we could use the space in the schools that are empty and adapt the space to have a child care centre. Also, most of the people who presented briefs regarding schools and teachers told us not to take teachers as child care givers unless they go back to school and have a special training because the importance is not to put our children in an institution when they are two or three years of age.

We were told that children need to play until they are five or six years old. So I hope you do not have the impression that this is really what we want to do. It was not even what the people who came to make some presentation to us, asked us to do.

You mentioned that the percentage of suicide among teenagers is very high.

Mr. Anderson: I did not mention teenagers.

Mrs. Pépin: —all right, let us see. My English was wrong because I want to speak English instead of speaking French. I want to find out if you have any study to back your affirmation.

Mr. Anderson: I said right at the beginning, Madam, that I do not have these facts and figures. I have read them. My memory is reasonably good and I think, that given time, I could probably find them for you, but the incidence of suicides in Sweden is staggeringly high.

Mrs. Pépin: Oh, I know.

[Translation]

le gouvernement aurait tort d'accorder des subventions dans ce domaine. Merci, monsieur le président.

Le vice-président: Y a-t-il des questions? Madame Pépin.

Mme Pépin: J'ai l'impression que pour un grand nombre de personnes, lorsque nous parlons de services de garde d'enfants, cela constitue une attaque contre la famille. Je ne comprends pas pourquoi. Je vous concède que c'est au foyer familial que l'enfant reçoit les meilleurs soins; toutefois, la réalité contemporaine nous oblige à constater que, bien souvent, les parents ne peuvent pas garder les enfants à la maison jusqu'au moment où ils atteignent l'âge scolaire.

Je vous ai peut-être mal compris, mais vous avez dit que lorsqu'aucun des deux parents ne travaille, les deux paient pour ceux qui vont à l'extérieur; je crois, pour ma part, que lorsque les deux parents travaillent, ils paient également l'impôt sur le revenu.

Je suis également d'accord avec vous pour dire que le secteur privé devrait lui aussi offrir des garderies. D'ailleurs, nous avons visité des garderies privées, très bien organisées et qui s'acquittaient fort bien de leur mission.

En ce qui concerne l'âge de la scolarisation, personne jusqu'ici n'a suggéré de l'abaisser ou de placer les enfants plus tôt dans un établissement.

Certains nous ont suggéré d'utiliser l'espace libre dans les écoles pour y créer des garderies. Par ailleurs, la plupart des témoins nous ont dit qu'il ne fallait pas confier aux enseignants la tâche de garder des enfants avant de leur avoir donné une formation supplémentaire, car on ne doit pas scolariser les enfants de deux ou trois ans.

On nous a dit aussi que les enfants ont besoin de jouer jusqu'à l'âge de cinq ou six ans. J'espère que vous ne pensez pas que nous voulons les envoyer à l'école avant, d'ailleurs ce n'est pas non plus l'opinion des gens qui nous ont présenté des mémoires.

Vous dites, par ailleurs, que le pourcentage de suicides parmi les adolescents est très élevé.

M. Anderson: Je n'ai pas parlé des adolescents.

Mme Pépin: . . . d'accord, il est vrai que j'ai plus de mal à m'exprimer en anglais qu'en français. J'aimerais tout de même savoir si vous pouvez produire certaines études pour corroborer votre affirmation.

M. Anderson: J'ai dit dès le début, madame, que je n'ai pas apporté la preuve de ce que j'avance, mais je l'ai lu quelque part et ma mémoire est relativement fiable. Je pourrais néanmoins essayer de mettre la main sur mes sources. En tout cas, le taux de suicide, en Suède, est absolument catastrophique.

Mme Pépin: Cela ne fait pas de doute.

[Texte]

Mr. Anderson: I understand the same as in Britain. That was the point I was trying to make—two very great welfare states.

Mrs. Pépin: But, do you mean to say that it is because when they were young children, they were . . . What is the relation between the . . . ?

Mr. Anderson: If you had listened, with respect, Madam, the whole point in the thrust of that discussion was in getting into a welfare state. It was a side issue of the fact of whether we should go into a welfare state as some countries have. This group feels that getting government money for child care is another step along the way. We are already heading that way. This is another step along the way to a welfare state such as Sweden, such as Britain, which was why that simile was put in.

Mrs. Pépin: Okay. I do not think, with the economic situation of our country, we can become a welfare country regarding child care.

Thank you. That is all I have to say.

Mr. Langdon: You referred throughout your presentation to a specific group on whose behalf you were speaking. That is not identified in the papers that we have.

Mr. Anderson: No, it is a group of parents. All of us are parents. All of us have raised and are raising children and some of us have grandchildren. We just felt that our views—

Mr. Langdon: Based here in London or . . .

Mr. Anderson: In Strathroy.

Mr. Langdon: In Strathroy. Does it have a name?

Mr. Anderson: No.

Mr. Langdon: So it is just an informal . . .

Mr. Anderson: I wonder why we would have to have one.

Mr. Langdon: No, I am trying to get a better sense of . . .

• 1500

Mr. Anderson: No, it says at the top here that we are completely unaffiliated.

Mr. Langdon: So, it is an informal group of people . . .

Mr. Anderson: Informal, certainly.

Mr. Langdon: —who have got together to talk about this.

Mr. Anderson: Yes.

Mr. Langdon: Okay.

The Vice-Chairman: Mr. Anderson, thank you very, very much for coming forward and also making your views known to us because . . .

[Traduction]

M. Anderson: Je crois que cela vaut aussi pour la Grande-Bretagne. Or, dans ces deux pays, on a institué un régime d'État-providence.

Mme Pépin: Mais cela s'explique-t-il, selon vous, par le fait que lorsqu'ils étaient en bas âge, ils étaient . . . Quel est le lien entre . . . ?

M. Anderson: Sauf votre respect, madame, si vous aviez écouté plus attentivement, vous sauriez que toute notre argumentation portait sur la notion d'État-providence, et sur la question de savoir si nous devons emboîter le pas à certains pays. Le groupe que je représenterais pense que les subventions gouvernementales aux garderies constituent un pas dans cette direction, qui nous rapproche de la situation de la Suède et de la Grande-Bretagne, c'est pourquoi nous avons fait ce parallèle.

Mme Pépin: Parfait. De toute façon, compte tenu de la situation économique de notre pays, je ne crois pas que nous pourrions devenir une sorte d'État-providence en ce qui concerne la garde des enfants.

Merci, je n'ai rien à ajouter.

M. Langdon: Tout au long de votre exposé, vous avez parlé d'un groupe que vous êtes censé représenter. Mais je n'en trouve pas le nom dans le document que vous nous avez remis.

M. Anderson: C'est simplement un groupe de parents. Nous avons tous eu des enfants, certains d'entre nous ont même des petits-enfants. Nous avons donc pensé que notre point de vue . . .

M. Langdon: Vous êtes des résidents de London, ou . . .

M. Anderson: Non, de Strathroy.

M. Langdon: De Strathroy. Bien. Votre association porte-t-elle un nom?

M. Anderson: Non.

M. Langdon: Il s'agit donc d'un simple rassemblement . . .

M. Anderson: Je me demande bien pourquoi il faudrait que nous ayons un nom.

M. Langdon: J'essaie tout simplement de mieux comprendre . . .

M. Anderson: Nous précisons d'ailleurs, en haut de la page ici, que nous sommes tout à fait indépendants.

M. Langdon: C'est donc un simple rassemblement de personnes . . .

M. Anderson: C'est bien cela.

M. Langdon: . . . qui voulaient faire connaître leur point de vue.

M. Anderson: Effectivement.

M. Langdon: Très bien.

Le vice-président: M. Anderson, je vous remercie d'être venu témoigner devant nous et de nous faire connaître votre point de vue, car . . .

[Text]

Mr. Anderson: Thank you, Sir.

The Vice-Chairman: —the one thing we have to have is the views of a very broad cross-section of the Canadian society so—

Mr. Anderson: This is what we quite hoped.

The Vice-Chairman: —I thank you.

Are the Early Childhood Educators here, Margaret Hoff and Michael Goodmurphy? Thank you very much. Go ahead.

Ms Margaret Hoff (Co-ordinator of the Early Childhood Program of Fanshawe College, Early Childhood Educators): Thank you. Let me say at the beginning that I am a teacher of psychology at Fanshawe College and not only do I teach early childhood education students but I teach other students in corrections, nursing, robotics, so you will see from my remarks that I am looking from a variety of points of view at the problem of day care.

In a sense, we are a little late to be establishing a day care policy and we are beginning to realize that what we need is a family-care policy because I think it is families who need care in our society. It is fairly obvious that some things make for a strong and healthy family life and two of them are things that you are very much concerned about on a day-to-day basis and that is employment and good housing, and these are both concerns you deal with constantly.

Another thing that makes for good family life is reasonable parental leaves. I think we should seriously consider a one-year parental leave for the birth or adoption of a new child, and this should be part of a national policy. Also parents of young children need more than six sick-days a year. Twenty would probably be a more reasonable number because young children have repeated illnesses, particularly if they are in day care, and dealing with the number of illnesses that young children have is often a problem for parents.

Baby bonuses should be replaced by stipends for stay-at-home parents. They should not be based on the number of children but simply on the fact that the parent is staying at home looking after children and this should be a reasonable way of recognizing the importance of that work. I think it is too easy to say it is important work and then simply not give people any recognition or any kind of compensation for doing it.

As we look at research about young children, we are beginning to realize that family life is very dangerous, that most of the problems of young children start in the family. Separation and divorce is a very large problem for children. It is one that affects a great number of children and we have a system that pushes parents into legal battles. We spend a great deal of money on this very expensive legal system and we spend very little money on the counselling and mediation that parents need in this situation. Here are people who can not get

[Translation]

M. Anderson: Merci, monsieur.

Le vice-président: ... car il importe que nous ayons un éventail aussi large que possible de points de vue émanant de la société canadienne, par conséquent ...

M. Anderson: C'est bien ce que nous espérons.

Le vice-président: ... Merci encore.

Les représentants de l'association *Early Childhood Educators* sont-ils présents, je veux dire Margaret Hoff et Michael Goodmurphy? Parfait, vous avez la parole.

Mme Margaret Hoff (coordonnatrice, Programme de puériculture, collège Fanshawe, Early Childhood Educators): Merci. Je précise tout de suite que je suis professeur de psychologie au collège Fanshawe et que j'enseigne non seulement aux étudiants dont la matière principale est la puériculture, mais aussi à des étudiants des services correctionnels, des services infirmiers et des étudiants en robotique; vous voyez donc que j'aborde le problème des garderies sous plusieurs angles à la fois.

Je crois que nous nous y prenons un peu tard pour établir une politique de garderie, et je crois que nous commençons à comprendre qu'il faut en réalité mettre sur pied une politique destinée à l'ensemble de la famille car, dans notre société, c'est la famille qui a besoin d'aide. Il est évident que certains éléments contribuent à une vie de famille saine et équilibrée; deux de ces éléments constituent une préoccupation quotidienne, à savoir l'emploi et un logement adéquats.

Par ailleurs, les congés parentaux constituent également un élément important pour l'équilibre de la vie familiale. Je crois que nous devrions sérieusement envisager l'institution d'un congé parental d'un an en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant, et il doit s'agir là d'une politique nationale. Par ailleurs, les parents d'enfants en bas âge devraient avoir droit à plus de six jours de maladie par an. Je crois qu'une vingtaine de jours constituerait un objectif raisonnable, car les enfants en bas âge sont souvent malades, surtout lorsqu'on les confie à des garderies, et ces maladies répétées constituent souvent un problème pour les parents.

Il faudrait également remplacer les allocations familiales par des subventions versées aux parents qui restent au logis et dont le montant ne devrait pas être basé sur le nombre d'enfants, mais simplement sur le fait que les parents restent à la maison pour s'occuper des enfants; ce serait une façon à mon avis raisonnable de reconnaître l'importance de ce travail. En effet, on se paie trop souvent de mots, sans accorder le moindre dédommagement aux personnes qui se consacrent à cette tâche.

Plus nous étudions la vie des jeunes enfants, plus nous comprenons que la vie de famille présente bien des dangers et que c'est au sein de la famille que, bien souvent, les problèmes des enfants trouvent leur origine. Les séparations et les divorces, par exemple, constituent un grave problème pour les enfants, d'autant que notre système incite les parents à s'entre-déchirer devant les tribunaux. Or, on consacre beaucoup d'argent aux batailles judiciaires, mais très peu pour les fonctions de consultation ou de médiation pour les parents en

[Texte]

along well enough to live together and yet they are going to have to work out some delicate problems in order for their children to be adequately cared for. We just have not provided the extra support services needed here.

We have begun to look at parents who abuse children and we are providing support services for those parents so that they can change their behaviour and become more adequate parents. This is because we have begun to realize that the most harmful thing we can do is to remove children from these parents, even though they may abuse them, that children really have a bond and tie with the parents.

We are only beginning to uncover the extent of incest in the family and the Badgley report shocked all of us with its findings. The victims of incest as well as the perpetrators of the incest seriously need counselling and this is something we are going to have to provide in the future.

In London, we have been a pioneer city in uncovering the extent of family violence. There may be 10% to 15% of our families in which violence occurs.

• 1505

Now for a long time, we have looked only at the impact on the victim, who is usually the mother. But now we are beginning to see that the children in these families are victims; the children who watch this violence are more withdrawn, more aggressive and have a great many more behavioural problems than children who do not grow up in these homes.

So we are beginning to realize that we have to provide services for the victim, for the batterer and for the children who observe these problems.

Now, I want to move on to talking about early childhood educators. Currently, early childhood educators provide most of the information that parents get about child rearing—the few parents whose children are in day care. They are a ready source and parents whose children are in day care tell you how valuable it is to their family life to be able to go to this source of information.

We are beginning to realize, though, that at least one in five of the families whom early childhood educators deal with are having these very severe problems and they are having to work very delicately with families.

They will not be able, ever, to provide the counselling these families need, but they are one of the many support groups on which these families can rely and they are also a support group that can be a preventive service, that can prevent some of these problems from occurring.

So it is very important for these people to be well-educated and well prepared to deal with a variety of very difficult problems.

But it makes no sense to educate them well if we are going to pay them poorly, because they will simply leave the

[Traduction]

difficultés. Alors non seulement les conjoints ne s'entendent pas suffisamment bien pour vivre ensemble, mais en outre ils doivent résoudre des problèmes délicats pour assurer la bonne garde de leurs enfants. Je crois que nous n'avons pas su fournir l'aide supplémentaire qui s'impose dans ce genre de cas.

Nous nous sommes également penchés sur le cas des parents qui maltraitent leurs enfants et nous leur venons en aide afin qu'ils changent d'attitude et deviennent de meilleurs parents. En effet, nous avons commencé à comprendre qu'il est très préjudiciable de retirer l'enfant de chez ses parents, car malgré les mauvais traitements, il reste très attaché à eux.

Nous commençons à peine à entrevoir à quel point l'inceste est répandu, et les conclusions du rapport Badgley nous ont consternés. Il faut venir en aide non seulement aux victimes de l'inceste, mais également à ceux qui s'en rendent coupables: cette mesure s'impose dans l'avenir.

Notre ville de London joue un rôle de précurseur pour ce qui est de la mise au jour de l'importance des violences familiales. Dans notre ville, on pense que 10 à 15 p. 100 des familles sont le siège de violences.

Pendant longtemps, nous nous sommes uniquement intéressés aux conséquences pour la victime, c'est-à-dire généralement la mère. Mais nous nous apercevons de plus en plus que les enfants en souffrent également, car lorsqu'ils sont témoins de violences, ils se replient sur eux-mêmes, ont tendance à devenir plus agressifs et présentent bien plus de troubles de comportement que les autres enfants.

Nous commençons donc à comprendre qu'il faut venir en aide à la victime, au conjoint violent et aux enfants qui sont témoins de ces problèmes.

J'aimerais à présent passer à la question des puériculteurs. Aujourd'hui, ce sont eux qui fournissent aux parents la plus grosse partie des renseignements sur la manière d'élever les enfants—je veux parler de la faible proportion des parents dont les enfants sont placés dans des garderies. Ils sont donc à la disposition des parents, et ces derniers reconnaissent volontiers à quel point les informations ainsi fournies leur sont précieuses.

Cela dit, les éducateurs constatent qu'au moins une sur cinq parmi les familles qui leur sont confiées ont de très graves problèmes, et ils doivent donc faire preuve de beaucoup de doigté lorsqu'ils s'en occupent.

Ils ne seront jamais en mesure de leur offrir intégralement les services de consultation dont elles ont besoin, mais ils constituent l'un des services auxquels ces familles peuvent faire appel et jouent, à ce titre, un rôle préventif.

Il est donc très important que les éducateurs reçoivent une formation adéquate et soient prêts à affronter toute une gamme de problèmes extrêmement complexes.

Cela dit, il est inutile de leur donner une bonne formation si nous ne sommes pas disposés à les payer de façon convenable,

[Text]

field or become discouraged with the field and this is very, very important in terms of a national day care policy. We cannot hope to have good quality care if we are going to pay people poorly and this is very important.

If we put in a cheap system, we are going to have a cheap system and it is going to be reflected in the care for our families and children and in our own future. So we have to be very careful that we do not move into trying to do things as cheaply as possible.

I notice people never suggest we get volunteers to build the highways, but somehow we can always get volunteers to look after children.

I think it has to do with how carefully we have studied the importance of child care in terms of later development. We tend to ignore the studies. We just would not consider doing other things that we do with volunteers, but it is always one thing which is suggested for children.

Also, in our day care centres, I think we need to be following the Swedish model to some extent in that we provide their resources for stay-at-home parents.

Stay-at-home parents need to get together. One of their greatest problems is isolation and day care centres can provide centres for them to get together to talk to other parents where they can borrow toys, where they can get the resources they need in order to do a more effective job.

I think a parent who is learning is really an excited, enthusiastic parent; the parent who can see better ways to do things. I am sure all of the people here who are parents can always think of different ways in which they could have improved and enriched their children's lives.

Mr. Michael Goodmurphy (Co-ordinator, Early Childhood Program, Fanshawe College): Do you want me to make my comments now?

The Vice-Chairman: Yes, if you please, and then we will go to questions.

Mr. Goodmurphy: First of all, my remarks are going to be made in light of my perspective as a co-ordinator and educator of students who will become the graduates who will go out into the field and work with the children in various kinds of centres.

One of the things I thought about as I prepared some comments for today was, I might have renamed your task force The Federal Task Force on the Care and Education of Young Children.

Child care, I think, has some certain conceptions for us in terms of what it means and in terms of an educator in an early childhood program, we focus on care and education.

I think one can look at it from both perspectives and get a more meaningful idea of what is involved and also, you can look at the different rules which various people have in the

[Translation]

sinon ils se décourageront et nous quitteront un jour ou l'autre. Par conséquent, si nous voulons avoir une politique nationale de garderie, nous ne pouvons pas leur verser des salaires dérisoires.

Il faut éviter de faire des économies de bouts de chandelle, sinon c'est la qualité de l'encadrement fourni aux familles et aux enfants, c'est-à-dire notre avenir, qui en subira les conséquences.

J'ai remarqué que les gens ne suggèrent jamais que l'on fasse appel à des bénévoles pour construire des routes; par contre, il n'en va pas de même pour la garde des enfants . . .

Je crois que cela dépend beaucoup de l'importance que l'on accorde aux répercussions que peut avoir la façon dont on s'est occupé des enfants durant leurs premières années. Malheureusement, on ne tient pas compte des études qui ont été faites dans ce domaine, si bien qu'on ne songerait jamais à confier toute une série de choses à des bénévoles, mais on veut bien le faire lorsqu'il s'agit de la garde des enfants.

Pour ce qui est de la garde de jour, je crois qu'il faut suivre l'exemple de la Suède jusqu'à un certain point et accorder une aide financière aux parents qui décident de rester au foyer.

Par ailleurs, il faut combattre l'isolement des parents qui restent au foyer; je crois que les garderies leur offrent précisément la possibilité de rencontrer d'autres parents, d'emprunter des jouets et d'obtenir les ressources dont ils ont besoin pour mieux s'acquitter de leur tâche.

Je crois que lorsqu'une mère a la possibilité d'accroître sa compétence dans ce domaine, de mieux s'acquitter sa fonction de parent, elle en est galvanisée. D'ailleurs, je pense que toutes les personnes ici présentes qui ont eu des enfants imaginent parfois de quelle manière elles auraient pu améliorer et enrichir la vie de leurs enfants.

M. Michael Goodmurphy (coordonnateur, Programme de puériculture, Collège Fanshawe): Voulez-vous que j'intervienne tout de suite?

Le vice-président: Oui, je vous en prie, puis nous passerons aux questions.

M. Goodmurphy: Je ferai donc quelques remarques en ma qualité de coordonnateur et de formateur d'un certain nombre d'étudiants qui, une fois leur diplôme obtenu, iront sur le terrain travailler avec des enfants, dans différentes catégories de centres.

Je me suis dit, alors que je préparais mon intervention, que l'on pourrait rebaptiser votre groupe de travail «Le groupe de travail fédéral sur les soins et l'éducation des enfants en bas âge».

Lorsqu'on parle de soins aux enfants, cela a pour nous certaines connotations qui touchent notamment le rôle de l'éducateur d'enfants en bas âge, et l'accent que nous mettons sur les soins à l'éducation.

Je crois que la question peut être vue sous ces deux angles, ce qui permet de mieux la saisir; mais on peut l'examiner sous l'angle des différentes règles qu'adoptent les différents

[Texte]

care and education of young children, whether it is the parent or the teacher, and I think we need to consider both. Some of their earlier briefs have spoken to the needs of parents as well as the needs of teachers.

• 1510

Going from those brief comments, what I would like to do is to comment on four different areas I feel need to be considered as we explore this issue and look at the care and education of young children. I think some of the research done over the last few years—and a recent workshop I attended last Saturday, put on by the Weikart people, who have done research over the last 15-20 years—indicates that it is high-quality care which really makes the difference. Unfortunately, we still have some situations in 1985, in private centres as well as in homes where poor-quality care is provided.

Looking at it from a positive point of view, and looking at high-quality child care—especially in a group care situation such as a day care or a nursery school would provide—to provide this we do need professionally trained and competent early childhood educators.

One of things we try to do in an early childhood program is train and educate the students to a level where they can go out and be competent in the work they are going to be doing with young children. We not only train them at a basic level, but we try to train them as well in some of the needs special children may have in terms of handicaps or whatever.

There is a lot of demand upon the students. Unfortunately, as Marg was mentioning, we train the students to go out into the field and they earn very poor salaries. The interest is there but the reward is not at the present time. This is something I feel should change if we are going to look at an improvement in the quality of care being provided for children, as well as the monetary reward for the people who care about children.

My second point is that we really need to look at the monitoring of programs and not just from the point of view of being a policeman and making sure certain standards are being adhered to. I think we should be looking at assisting programs in nursery schools and day care centres, home care programs etc., ensuring they maintain a high quality of care and really go beyond the minimum standards which are set.

To do this, I think we need to take a look at the kind of environment provided, the kind of curriculum provided and the staffing. And there needs to be ongoing, professional development for the people who are working with children.

A third point is I do not think early childhood educators should continue to subsidize the child care system through their low wages. At this time of year, our students are seeking employment and some are going into situations where they are earning as low as \$4.25 an hour. This is after spending two years in a community college program, meeting a lot of expectations we have in terms of really understanding how to educate and care for young children.

[Traduction]

responsables de l'éducation des enfants, qu'il s'agisse du parent ou de l'enseignant; ces deux perspectives se complètent, à mon avis. D'ailleurs, dans certains des témoignages précédents, on a parlé des besoins des parents ainsi que des besoins des enseignants.

Après cette brève introduction, j'aimerais aborder quatre domaines différents qui, à mon avis, doivent être étudiés si l'on veut comprendre les problèmes des soins et de l'éducation des jeunes enfants. Samedi dernier, j'ai assisté à un atelier organisé par les représentants de Weikart, qui étudient cette question depuis 15 ou 20 ans; toujours est-il que les recherches effectuées au cours des dernières années indiquent que la qualité de l'encadrement joue un rôle déterminant. Malheureusement, en 1986, les soins fournis aux enfants ne sont pas toujours de bonne qualité, qu'il s'agisse de garderies ou de foyers familiaux.

Cela dit, pour aborder la question sous un angle positif, celui des services de bonne qualité que l'on pourrait fournir au sein d'une collectivité, tels une garderie ou un jardin d'enfants, il est indispensable, pour ce faire, de donner une formation professionnelle adéquate aux puériculteurs.

Nos programmes de formation des éducateurs visent précisément à leur donner la compétence voulue pour s'occuper efficacement des jeunes enfants. Nous leur donnons donc une formation générale, mais nous essayons également de les préparer à faire face aux besoins particuliers de certains enfants, handicapés ou autres.

Ces étudiants doivent répondre à toutes sortes d'exigences. Malheureusement, comme l'a dit Marg, les salaires qu'ils reçoivent, une fois formés, sont tout à fait insuffisants, quel que soit leur dévouement; il va donc falloir améliorer leur rémunération, si l'on veut préserver la qualité des soins fournis.

En deuxième lieu, il va falloir envisager un contrôle des programmes, pas pour jouer les chiens de garde, mais pour veiller à ce que certaines normes soient respectées. Il faudrait renforcer les programmes offerts dans les pépinières et dans les garderies, les programmes de garde à domicile, etc. afin que leur qualité dépasse les normes minimales déjà établies.

A cette fin, il faut tenir compte du contexte d'ensemble, du programme d'enseignement et de la dotation en personnel. Par ailleurs, il faut offrir un recyclage permanent aux professionnels qui s'occupent des enfants.

En troisième lieu, je ne crois pas que l'on puisse demander aux éducateurs de continuer à subventionner le système de garde des enfants en acceptant des salaires insuffisants. C'est l'époque de l'année où nos étudiants cherchent un emploi, et certains d'entre eux vont devoir se contenter de 4.25\$ de l'heure; c'est le salaire qu'on leur versera alors qu'ils ont étudié pendant deux ans dans un collège communautaire et qu'ils vont devoir satisfaire bien des aspirations que nourrissent les gens quant à l'éducation et aux soins des jeunes enfants.

[Text]

In spite of this, they go out into a system which gives them such a low amount of money that after a couple of years, as Marg has said, they become discouraged and disillusioned when they cannot meet their rent payments. They may have to take a second job just to meet the minimum things all of us would like to have in terms of our own personal welfare.

Finally, my fourth point relates to some things which have been said today. I really emphasize parental involvement. As a parent and as a person who is working with educators who are going to be working with children, I think we need to look for ways of involving parents very closely in the education and care of their young children. In many centres, this is done very well, but our system is such that it does not allow the time or the money or the energy and it unfortunately does not always happen. So this would be a fourth area where through some kind of federal funding we could improve the system presently being provided.

Thank you.

Mr. Langdon: I just want to get absolutely straight the basic message you are trying to get across. It struck me as we have talked today, the different groups making presentations and so forth, that there have been many people who have tried to draw a division or a dichotomy between strengthening the family on the one hand, and better day care on the other hand. If I take your basic message correctly, what you are in fact saying is that better day care is a very important ingredient to strengthening the family, that they are complementary.

• 1515

I think this is a crucial message to get across, not just for those who are concerned about better day care options in the future, but for those who want to make clear the basic concern that underlies it, which is the concern about tensions within the family and many of the other points you have made.

• 1520

Ms Hoff: I see day care as a support for family life. Some people worry about it replacing family life. I do not see that at all. Parents are always first with children and children are always first with their parents. There is a very strong bond there. Day care is simply a support for that.

Mr. Langdon: It seems to me we have managed to come to that kind of situation with our school system. We operate it effectively and there is the parental involvement, the monitoring and the rest of it. The school system can assist the family to be stronger. We should expect an improvement in day care would do the same thing.

I have one question. I was especially struck by the point made by the second speaker. The suggestion improvements in the programs to monitor day care facilities are crucial . . . How should we do that? Do we start to draw Fanshawe College in as a resource area here in London, or St. Clair College in Essex County? Is that one way? Do we need some kind of roaming system of resource people we fund out of Toronto? Is

[Translation]

Malgré cela, les salaires qu'ils reçoivent sont tellement dérisoires qu'ils n'arrivent même pas à payer leur loyer et, comme l'a dit Marg, au bout d'un certain temps, ils sont déçus et découragés. Il leur arrive de devoir prendre un deuxième emploi pour pouvoir obtenir le minimum de confort auquel on est en droit de s'attendre.

Quatrièmement et enfin, je voudrais revenir sur certaines déclarations qui ont été faites aujourd'hui. Je voudrais souligner la nécessité de la participation des parents. En ma qualité de père et de responsable de futurs puériculteurs, je crois qu'il faut trouver des moyens de faire participer très activement les parents à l'éducation et aux soins dispensés aux enfants en bas âge. Bon nombre de centres y parviennent très bien, mais je crois que notre système n'y consacre pas les ressources nécessaires, si bien que ce n'est malheureusement pas toujours le cas. Je crois que dans ce quatrième domaine, un financement fédéral pourrait améliorer la situation.

Je vous remercie.

M. Langdon: J'aimerais être absolument certain que je vous ai bien compris. J'ai été frappé par le fait que plusieurs groupes qui se sont présentés devant nous aujourd'hui ont opposé le renforcement de la famille à l'amélioration des services de garderie. Si j'ai bien compris votre message, vous dites que l'amélioration des services de garderie est essentielle si l'on veut renforcer la famille, que ces deux éléments sont complémentaires.

Je crois que ce message est de la plus haute importance, non seulement pour ceux qui souhaitent que l'on élargisse les possibilités offertes par les garderies, mais aussi pour ceux qui tiennent à expliciter les préoccupations qui sous-tendent cette intention, et tout particulièrement les tensions qui règnent au sein de la famille.

Mme Hoff: Pour moi, la garde de jour doit soutenir la vie de famille. Certains craignent qu'elle ne la remplace. Pas moi. Les parents sont et resteront les premiers pour les enfants, et vice versa. Le lien est très fort et les garderies ne font que le soutenir.

M. Langdon: Je crois que notre système scolaire se rapproche un peu de ce genre de situation, car il fonctionne efficacement, mais les parents y participent et il y a une certaine surveillance. Le système d'enseignement peut remplacer la famille et l'on peut s'attendre à ce que l'amélioration des garderies remplisse la même fonction.

J'aimerais poser une question. J'ai été très frappé par une observation faite par le deuxième intervenant. Il a dit que l'inspection des garderies était un élément crucial . . . Mais comment devons-nous nous y prendre? Peut-il faire appel au collège Fanshawe, pour la région de London, ou au collègue St. Clair dans le comté d'Essex? Pensez-vous qu'il faille envoyer des équipes itinérantes d'inspecteurs, financées par Toronto? Quelles modalités envisageriez-vous, le cas échéant?

[Texte]

that a better alternative? Have you thought some of these possibilities through a bit more?

Mr. Goodmurphy: I see a gap where we are doing the monitoring. There is a set of standards and each centre has to be licensed on an annual basis. I think we only have two people who are doing that for all the day care centres and all the nursery schools in London. It is not sufficient to do much beyond give out licences.

Mr. Langdon: Yes.

Mr. Goodmurphy: What I was talking about—and that is why I suggest that we get beyond the policeman image—is the people who are in that capacity as consultants and resource persons should actually have enough time they could devote to assisting in program development and program evaluation.

Certainly the community college could have some role in it. They would not be the ones in control of it, but they would be assisting in it through the kinds of programs we provide.

I think in some of the centres, after a couple of years of earning minimum wage, your energies wane and you get burn-out at a very early stage in the field. People leave it to go into other areas for which perhaps they were not trained, but which pay more. I think if we had a combination of improved salaries combined with professional development, there would be more incentives and more enthusiasm. We would nurture the nurturers.

Mr. Langdon: Thank you.

Mr. Fraleigh: Margaret, you offered an interesting option, one of which many variations have been brought up today. It was that baby bonus should be replaced with a stipend to the parent who chooses to remain in the home.

It appears there is a great deal of concern out there which should be perhaps one of the major things the federal government looks at. That is support which allows a parent to stay home if they so desire, so it is economically possible for them to do it.

Ms Hoff: Yes. I think it enhances the importance of the role. I think a lot of people who stay at home feel they are doing something inferior. I think we have to recognize their contribution to all of us by raising healthy children.

Mr. Fraleigh: Michael, the thing you mentioned, parental involvement in the system, intrigues me. I would have thought that parents were the best qualified people to know how to bring up a child. Now maybe that is wrong. I thought it came naturally; I thought it was a kind of biological process; that people came to it naturally. All other mammals do, why are we different?

Mr. Goodmurphy: Well, I think it came a lot more naturally a number of years ago when we stayed in the same locations.

[Traduction]

M. Goodmurphy: Je crois qu'il existe une lacune dans le domaine de l'inspection. En effet, il existe toute une série de normes et chaque centre doit faire renouveler son accréditation tous les ans. Or, je crois qu'il y a en tout deux agents chargés de cette fonction pour toutes les garderies et toutes les pépinières de London. La charge est trop lourde et ils se contentent donc d'octroyer les accréditations.

M. Langdon: Je vois.

M. Goodmurphy: Je crois—et c'est pourquoi je disais qu'il faut aller au-delà du rôle du chien de garde—que l'on pourrait faire appel aux personnes ressources et leur donner suffisamment de temps pour qu'elles puissent aider à la mise au point et à l'évaluation des programmes.

Il est certain que le collège communautaire devrait jouer un certain rôle en la matière, non pas pour diriger les choses, mais pour apporter une certaine assistance.

Je crois que dans certains centres, après deux ou trois ans disons, les éducateurs sont fatigués de recevoir le salaire minimum et ils se découragent, si bien qu'ils s'en vont dans d'autres secteurs pour lesquels ils n'ont pas de formation précise, mais où ils sont bien payés. Je crois que si l'on savait combiner l'augmentation de salaires et la formation professionnelle, les éducateurs seraient encouragés. On s'occuperait enfin de ceux qui s'occupent des autres.

M. Langdon: Merci.

M. Fraleigh: Margaret, vous avez proposé une solution intéressante, dont on nous a soumis plusieurs variations aujourd'hui. Vous avez parlé de remplacer les allocations familiales par une subvention accordée aux parents qui décident de rester au foyer.

Peut-être, étant donné l'intérêt soulevé, le gouvernement fédéral devrait-il étudier cette question en priorité. Il s'agit donc d'une subvention qui donnerait aux parents les moyens de rester au foyer s'ils le désirent.

Mme Hoff: Effectivement. Je crois que cela souligne aussi l'importance de ce rôle. En effet, les parents qui restent au foyer ont souvent l'impression qu'ils exercent une fonction quelque peu inférieure. Je crois qu'il faut consacrer l'importance de leur contribution à l'ensemble de la société, puisqu'ils élèvent des enfants sains et équilibrés.

M. Fraleigh: Michael, je suis très intéressés par ce que vous avez dit à propos de la participation des parents au sein du système. Je pensais que les parents étaient les personnes les plus qualifiées en matière d'éducation de leurs enfants. Je me trompe peut-être. Mais je pensais qu'ils faisaient cela naturellement, sous l'effet d'un processus biologique et spontané. Après tout, pourquoi serions-nous différents des autres mammifères?

M. Goodmurphy: Effectivement, mais je crois que c'était beaucoup plus naturel il y a de cela un certain nombre

[Text]

Greater mobility and the loss of the extended family are probably the main reasons why this has changed. We no longer have access to grandparents, aunts and uncles in the same kind of way that we did before. So those are some of the sociological changes that have occurred making it more difficult.

I want to come to the parental involvement that I was mentioning. I think that because the parents are the primary persons in a child's life, the teachers should be the secondary persons. They acquire a very important role and it is only through the two working together that you really achieve the best interests of the child. I see it in the kind of contact I have with a variety of centres where there is a lot of emphasis on parent-teacher contact and involvement.

I think we need to differentiate between contact and involvement. Involvement goes beyond saying hi to the teacher when you drop your child off or pick them up. Involvement is coming to meetings, arranging for meetings or interviews with your teacher to talk about your child and maybe being involved on a parent board and so on. There are many levels which really get you involved in the program being provided for your child.

Mr. Fraleigh: This is the last question and I would like to pose it to you both. All kinds of remarks have been made referring to the inadequate wage levels paid to the early childhood educators or care givers. If this system is critical to our social fabric, how is that going to happen? It just amazes me that nobody has addressed that. We must be afraid to mention it.

Mr. Goodmurphy: I will make one comment which I think has been addressed. In some centres which are running on a nonprofit basis, they put the monies from the fees back into salaries and programs. So you have a centre that is well-equipped and you have teachers who are paid closer to what they should be paid. But even in those centres they are not paid as much as I think they are worth, with the kind of expectations we have for them. In other centres they certainly earn just above minimum wage.

Ms Hoff: I think people hesitate to say that as tax payers we should be paying more money for this service, but I think it is obvious that we should.

Mr. Fraleigh: Margaret, thank you very much. That is what I was trying to draw out. All the people who have been saying that all day long are suggesting that the government should subsidize the wages of the early childhood care givers.

Ms Hoff: Well, I do not want to use the term "subsidize" because we feel that other services are important enough to our society that we pay for them. We are not subsidizing them. People do not talk about subsidizing my salary as a teacher. They talk about paying me an adequate salary for the job I do, and because I teach at a government institution I am paid an adequate salary.

[Translation]

d'années, lorsque nous étions beaucoup moins mobiles qu'aujourd'hui. L'accroissement de la mobilité et la disparition de la famille élargie sont sans doute les principales raisons de ce changement, car nous ne bénéficions plus de la présence des grands-parents, des oncles et des tantes comme par le passé. Ces changements sociologiques, entre autres, ont accru la difficulté.

Permettez-moi de développer la notion de participation des parents. Je crois qu'étant donné que les parents jouent le rôle principal dans la vie des enfants, les enseignements devraient arriver au second plan. Cela dit, les enseignants acquièrent un rôle très important et ce n'est que par la collaboration entre les uns et les autres que l'on sert au mieux les intérêts de l'enfant. J'ai pu le constater lors de mes contacts avec toute une gamme de centres où l'on insiste beaucoup sur la communication entre parents et enseignants et sur la participation des parents.

Cela dit, il faut faire une distinction entre communication et participation. La participation implique que l'on aille au-delà de dire simplement bonjour au professeur lorsqu'on amène l'enfant à l'école ou lorsqu'on vient le chercher. La participation, ça veut dire venir aux réunions, prendre rendez-vous avec le professeur pour parler de l'enfant et peut-être même faire partie d'une commission de parent d'élève. Il y a bien des façons de participer au programme mis sur pied à l'intention des enfants.

M. Fraleigh: Voici ma dernière question, que je vous pose à tous les deux. On a beaucoup parlé de l'insuffisance des salaires versés aux puéricultrices et aux jardinières. Étant donné l'importance de ces personnes pour notre société, comment expliquez-vous ce phénomène consternant? Peut-être a-t-on peur d'en parler.

M. Goodmurphy: Permettez-moi de revenir sur une chose qui a été, je crois, mentionnée tout à l'heure. Dans certains centres à but non lucratif, on réinvestit les cotisations dans les salaires et dans les programmes. Par conséquent, le centre est bien équipé et les enseignants reçoivent un salaire qui se rapproche davantage de la normale, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient payés à leur juste valeur, compte tenu des responsabilités que nous leur assignons. Dans d'autres centres, ils gagnent tout juste au-dessus du salaire minimum.

Mme Hoff: Je crois que nous hésitons à reconnaître qu'en tant que contribuables, nous devrions payer davantage pour ce service, c'est pour moi une chose évidente.

M. Fraleigh: Merci, Margaret, c'est ce que je voulais entendre. Toute la journée, nous avons entendu des gens dire que le gouvernement devrait subventionner les salaires des éducateurs d'enfants en bas âge.

Mme Hoff: Pour ma part, je préfère éviter le mot «subventionner», car il s'agit de services que nous considérons comme suffisamment importants pour les payer tout simplement, et non pas les subventionner. Après tout, les gens ne disent pas que l'on subventionne mon salaire d'enseignante, ils disent que l'on me paie un salaire adéquat pour le métier que j'exerce; comme j'enseigne dans un établissement public, je reçois un salaire adéquat.

[Texte]

Now I am suggesting that the money come from our governments to pay early childhood educators adequately. I do not know if this should be done by having all the centres government operated. I gather that in Sweden their system is based on the county councils running the day care system and the county councils can organize it however they want. If they want to pay private enterprise to run day care, they can do that. But I think it is going to be very interesting to see how we work this out, particularly since our government system is so complex in terms of federal-provincial relationships. That must be something you are having to wrestle with constantly.

• 1530

I have faith that the Canadian people are clever and that we can come up with a system that will work and provide fair compensation to the people who work with young children.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Is the NDP Women's Caucus in the audience? Go ahead, Janet.

Ms Janet Greene-Potomski (New Democratic Party Women's Caucus, Windsor): Good afternoon.

Clearly, child care supports job and pay equity. Without child care, parents, particularly women, cannot meet their potential in the work force outside the home. Much of the untapped talent in Canada is wasted because of the lack of full-time, consistent and fully-funded child care.

Child care must meet the requirement that it be 24 hours a day, seven days a week and 12 months a year. Many occupations call for alternative hours to 9 a.m. until 5 p.m. Many occupations call for shift work.

In Windsor, Ontario, many production workers are required to work three shifts within a six-week period. Parents need to deal with a care-giver who can provide very flexible hours of operation. If parents working three shifts must find two or more different care-givers for their children, anxiety is increased and job productivity reduced.

Also, according to Mussen, Conger and Kagan in *Child Development and Personality*, having inconsistent care-givers for a young child serves only to retard the development of child. As late as adolescence, children score lower on I.Q. tests and have a harder time assimilating information. If our future adults cannot apply information to productive means, our society will not flourish.

As those of us who have children know, temporary illness often demands special attention and a change of schedule. Salaried employees often have paid sick leave which may or may not be applied to staying home with their child, depending upon their employer. However, non-salaried employees experience reduction in wages and sometimes negative remarks on their personnel records for taking time off.

[Traduction]

Je suggère donc que notre gouvernement entreprenne de rémunérer adéquatement les éducateurs d'enfants en bas âge. Je ne sais pas si, pour cela, il faut que tous ces centres relèvent du secteur public. Je crois qu'en Suède, ce sont les conseils de comté qui dirigent le réseau de garderies, et ils ont pleins pouvoirs pour cela, y compris la possibilité de passer des contrats avec des entreprises privées. Mais je crois que la façon dont nous allons nous y prendre nous-mêmes ne manquera pas d'intérêt, compte tenu notamment de la complexité de nos institutions du point de vue des relations fédérales-provinciales. Il s'agit d'un problème constant.

Je suis convaincue que le peuple canadien dispose de la sagesse voulue pour édifier un système qui fonctionnera convenablement et permettra de rémunérer équitablement les professionnels qui se consacrent aux jeunes enfants.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Est-ce que le caucus féminin du NPD se trouve dans l'assistance? Bien, allez-y, Janet.

Mme Janet Greene-Potomski (Caucus féminin du Nouveau parti démocratique, Windsor): Bonjour.

Il est évident qu'un bon système de garde d'enfants est un atout précieux pour l'équité en matière d'emploi et de rémunération. Sans un tel système, les parents et notamment les femmes, ne peuvent pas atteindre leur plein épanouissement professionnel à l'extérieur du foyer. Une grande partie des talents existant au Canada demeurent inexploités à cause de l'absence d'un système de garde d'enfants à plein temps, homogène et entièrement financé par les pouvoirs publics.

La garde d'enfants doit être offerte 24 heures par jour, sept jours par semaine et 12 mois par an. En effet, un grand nombre d'emplois ne respectent pas l'horaire de 9 à 5 et font au contraire appel au travail par poste.

A Windsor, Ontario, on exige souvent des travailleurs qu'ils accomplissent trois postes en l'espace de six semaines. Par conséquent, les parents assujettis à ce régime de travail doivent pouvoir confier leur enfant à une personne capable de s'adapter à de tels horaires, car le fait de s'adresser à plusieurs personnes est générateur d'anxiété et affecte la productivité.

En outre, selon Mussen, Conger et Kagan dans leur étude *Child Development and Personality* (Le développement et la personnalité de l'enfant), un enfant confié à plusieurs personnes voit son développement retardé et, jusqu'à l'adolescence, ces enfants obtiennent des résultats inférieurs aux tests de Q.I. et ont plus de mal à assimiler l'information. Or, si les adultes de demain ne sont pas capables d'utiliser l'information de façon productive, notre société ne s'épanouira pas.

Comme le savent les parents parmi nous, les maladies passagères exigent souvent des soins particuliers et donc un changement d'horaire. Les employés salariés bénéficient de congés de maladie rémunérés, lesquels peuvent être utilisés pour rester au foyer en cas de maladie des enfants, mais à la discrétion de l'employeur. Toutefois, lorsque les employés non salariés doivent prendre un congé dans des conditions

[Text]

This system works to the benefit of neither the employee or employer. Absence costs money in burden costs and inefficiency. Flexibility is required to meet the needs of temporarily sick children in either home care, or in some instances, centre care.

Although child care is a national responsibility, it is predominantly women, who stastically earn around 60% of what men earn, must pay for this child care. A good and comprehensive program is very expensive. Many mothers must find alternatives to the best programs available in their area. Because of this, the consistency of child care is just not present.

Partial funding for child care can be met by the federal government and the balance met by the provincial and municipal governments. In order to effect these costs, corporations need to be taxed more fairly.

The following is a list of some of the needs evidenced by both the urban and rural settings for child care:

1. Multicultural settings encourage positive attitudes toward the cultural mosaic of our country. In other words, it would serve no purpose in a multicultural community to have one school for Christian children only, one school for Hispanic children, or similar settings.
 2. Balanced meals and nutritious snacks are necessary to developing minds and bodies.
 3. Adequate sleeping and play facilitties are of primary importance.
 4. Government funding for licensed, non-profit child care centres and licensed family care homes is needed.
 5. Specialized care for infants, physically, emotionally and mentally challenged children children and gifted children is imperative.
 6. Part-time and drop-in child care is needed.
 7. Field experiences for children enhance their education. These could includea such things as trips to zoos, parks, community facilities, or whatever is available in the area.
 8. Relief care for children when parents are ill, hospitalized and stress has been neglected though it is needed.
- 1535
9. Registry for licensed, occasional sitters can be provided to area parents.
 10. Before and after school care as well as transportation to and from these centres, if they not housed in the same

[Translation]

analogues, leur rémunération s'en ressent ainsi que la façon dont ils sont notés.

Ce système n'avantage ni l'employé ni l'employeur, car les absences coûtent cher et réduisent la productivité. C'est pourquoi il faut mettre sur pied un système souple qui pourra assurer la garde des enfants malades, que ce soit à domicile ou, dans certains cas, en établissement.

Bien que la garde des enfants soit une responsabilité nationale, ce sont surtout les femmes qui doivent payer les services de garde d'enfants, alors que les statistiques démontrent qu'elles gagnent environ 60 p. 100 de ce que gagnent les hommes. Or, des services de garde bien organisés coûtent cher et un grand nombre de mères doivent se contenter de services de moindre qualité, en raison de l'absence d'uniformité de cette qualité.

Le gouvernement fédéral pourrait financer en partie les services de garde d'enfants, le solde revenant aux administrations provinciales et municipales. En outre, il faudrait effectuer à cette fin une ponction plus équitable auprès des sociétés privées.

Voici à présent une liste de certains besoins en matière de garderie, en milieu urbain et en milieu rural:

1. Les contextes multiculturels sont plus favorables à une attitude positive envers la mosaïque culturelle que représente notre pays. Par conséquent, dans une communauté multiculturelle, il ne serait pas souhaitable d'avoir une école réservée aux enfants chrétiens, une école pour les enfants d'origine hispanique, etc.
2. Une alimentation saine et équilibrée, aux repas principaux comme aux goûters, est nécessaire pour un bon développement physique et mental.
3. Il est essentiel de prévoir des dortoirs et des terrains de jeu adéquats.
4. Le gouvernement devrait financer des garderies dûment accréditées et à but non lucratif, ainsi que des foyers également licenciés, se consacrant à la garde d'enfants.
5. Il est impératif de prévoir des soins particuliers pour les enfants handicapés au plan physique, affectif ou mental, ainsi que pour les enfants surdoués.
6. Il faut prévoir des centres de garde à temps partiel ainsi que des permanances.
7. Les observations sur le terrain renforcent le processus éducatif, c'est pourquoi il y a lieu de prévoir des excursions et des visites dans des jardins zoologiques, des parcs, des installations communautaires et autres, dans la région.
8. Malgré les besoins existants, on n'a toujours pas prévu de services permettant d'assurer la garde des enfants lorsque leurs parents sont malades, hospitalisés ou en difficulté.

9. On pourra fournir aux parents d'une région donnée une liste officielle des gardiennes occasionnelles et dûment accréditées.
10. Il faudrait assurer la garde des enfants avant et après l'école, ainsi que le transport aller et retour lorsque les centres

[Texte]

buildings, for children in kindergarten through grade eight would relieve the stress of latch-key children.

11. On-site child care for industry can only improve employee productivity.

12. As per Dr. Cooke's task force, parental leave and pay equity are supported to maintain stable child care giving staff works to the benefit of society.

I had a discussion before I arrived in London, with a woman named Judy Robinette, a children's worker for blind children. She made me realize the special needs of blind children in the preschool age group, particularly those who are blinded at birth. These children need one-on-one care to help them concretize their surroundings and body image. They can be easily overstimulated, so home care is far more preferable than centre care.

One example is the instance of a young mother who felt her three month old infant hated her. When asked why, the mother told her when she picks her child up from the crib, she cries and fusses to no avail and the more she tries to soothe her, the more agitated the child became. Judy told her a blind infant has no idea you are picking her up and putting her in a safe environment. All she knows is her body is now floating in the air. You have to give this child warning. You have to come up to the child and say mommy is here and I am going to pick you up. Let the child touch your hand or your arm and have the child realize you are going to bring her into a more secure setting.

Judy needs little money for equipment. She needs plastic dishes and a few toys. She needs no money for buildings. What she needs are money and funding for her specialized caregivers for the blind children in our area.

Gifted children are often ignored in terms of specialized care because the general feeling is a gifted child will make it anyway. This is not true at all. For purposes of identification, a gifted child is one whose I.Q. is 130 or above and has learning styles just as different from the normal learning child as a retarded child does. In order to preserve their giftedness, they must receive stimulating and enriched care, and be taught how to structure their energies into productive accomplishments. If we do not do this at an early age, we lose that gifted child.

Guilt plays a large part in child care. We have been taught we must spend either 24 hours with our children or spend an inordinate amount of money to pay for their care in our absence to be good parents. We must realize child care is no longer a luxury, nor is it a matter of choice.

The benefits to society through consistent child care are found in community stability, productive employment, return

[Traduction]

ne se trouvent pas dans le même établissement, depuis le jardin d'enfants jusqu'à la huitième année, afin d'éviter de laisser les enfants seuls chez eux.

11. La création de garderies sur le lieu de travail ne peut qu'améliorer la productivité des employés.

12. Le groupe de travail du Dr Cooke a appuyé les notions de congés parentaux et d'équité de la rémunération afin d'assurer la stabilité du personnel de garde des enfants, dans l'intérêt de toute la société.

Avant d'arriver ici à London, j'ai eu une conversation avec une femme nommée Judy Robinette, qui travaille avec des enfants aveugles. Elle m'a fait prendre conscience des besoins particuliers des enfants aveugles d'âge préscolaire, notamment les aveugles de naissance. Afin de pouvoir concrétiser leur environnement ainsi que l'image de leur corps, ces enfants ont besoin qu'un agent leur consacre son attention pleine et entière. Ils sont très vulnérables à la surstimulation, c'est pourquoi il est vraiment préférable de les garder à domicile plutôt que dans des centres.

Elle m'a cité l'exemple d'une jeune femme qui pensait que son nouveau-né, âgé de trois mois, la haïssait. En effet, chaque fois qu'elle la sortait de son berceau pour la prendre dans ses bras, la petite fille criait et se débattait, et plus la mère essayait de la calmer, plus cela s'aggravait. Judy lui a dit qu'un enfant aveugle ne se rend pas compte qu'on la prend dans les bras et qu'on la protège. Tout ce que sait cette petite fille, c'est que tout à coup, elle se trouve en train de flotter dans les airs. Il faut par conséquent la prévenir, s'approcher et lui dire «maman est là, elle va te prendre dans ses bras», la laisser vous toucher la main ou le bras afin qu'elle comprenne que vous allez la placer dans un milieu encore plus protecteur.

Judy n'a pas besoin d'équipement coûteux. Tout ce qu'il lui faut, ce sont des assiettes en plastique et quelques jouets, elle n'a pas besoin d'installations permanentes. Mais il lui faut trouver des fonds pour que l'on puisse confier les enfants aveugles de la région à des personnes spécialisées.

Par ailleurs, on néglige bien souvent de donner aux enfants surdoués une aide spécialisée, car on considère qu'en raison même de leur don, ils s'en sortiront de toute façon. Or, rien n'est moins vrai. Afin d'éviter tout malentendu, je précise qu'un enfant surdoué est un enfant qui obtient une note d'au moins 130 aux tests de Q.I. et dont les modes d'apprentissage sont tout aussi déviant que ceux d'un enfant retardé. Afin de préserver leur don particulier, il faut leur accorder une attention et une stimulation également particulières et leur enseigner comment canaliser leur énergie de façon productive. Si nous ne faisons pas cela très tôt, leur don disparaîtra rapidement.

La culpabilité joue un rôle important dans la garde d'enfants. On nous a enseigné que nous devons passer 24 heures par jour avec nos enfants ou, si nous devons nous absenter, compenser cela par des dépenses extravagantes afin d'assurer leur garde. Nous devons comprendre à présent que la garde d'enfants n'est ni un luxe, ni une affaire de choix.

Une bonne organisation de la garde d'enfants présente plusieurs avantages pour la société: la stabilité de la commu-

[Text]

of that tax dollar, reduced need for rehabilitative social programs and reduced need for remedial educational programs. We need fully funded and consistent child care if Canada is to survive and grow. Thank you.

The Vice-Chairman: Mr. Langdon.

Mr. Langdon: Let me thank Janet for making the trek up here to London from Windsor. We keep trying to attract committees down as far as Windsor.

Mrs. Pépin: Next time.

Ms Greene-Potomski: I am glad to be here.

Mr. Langdon: I very much appreciate your taking the time to come and make the presentation to us this afternoon.

I guess the thing which struck me most about the brief, and I think deserves to be emphasized, is how the special conditions of a factory town, with shift work which is constantly changing and very intense, tremendous amounts of overtime, add to the complications of trying to provide a decent day care program for the area. Do you want to expand on that a little bit?

• 1540

Ms Greene-Potomski: It is not only through personal experience, but also through conversations with other parents in the area. It is also through educational experience I have had—I am a certified teacher and have been teaching for many years.

The more changes a child has to experience at a very young age, say even below grade five, the more confused he becomes, the more agitated he becomes and the less secure he is. If a parent has to have the anxiety of who is going to take care of this kid during her midnight shift, who is going to watch that child while she is sleeping once she gets home from the midnight shift, this adds a whole bushel of problems that a young child just does not deserve to have. In having 24-hour day care, I do not believe it unreasonable to expect that children be kept through the midnight shift and during the sleep period when the parents are home.

Mr. Langdon: At this stage, though, we really cannot see that kind of thing existing in Windsor.

Ms Greene-Potomski: I have not found it.

Mr. Langdon: It is a gap.

I have one last question. You and I have had a chance to talk about this, but for the sake of the records here and some of my remaining colleagues, do you want to talk just a little bit about the women's caucus in Windsor and how it came to get organized? Would you like to focus on this as an important topic?

Ms Greene-Potomski: The women's caucus in Windsor and, as a matter of fact, in the entire county—it includes all the riding associations throughout Essex County—started at an educational forum for women in politics in November. One of

[Translation]

nauté, des emplois productifs, un bon rendement des deniers du contribuable, un moindre besoin de programmes de réadaptation sociale et de programmes éducatifs de rattrapage. Si nous voulons que le Canada survive et s'épanouisse, il faut organiser un système homogène de garde d'enfants. Je vous remercie.

Le vice-président: Monsieur Langdon.

M. Langdon: Je vous remercie, Janet, d'avoir fait le voyage depuis Windsor jusqu'à London. Nous essayons d'ailleurs d'obtenir que les comités se déplacent jusqu'à Windsor.

Mme Pépin: La prochaine fois.

Mme Greene-Potomski: Je suis très heureuse d'être ici.

M. Langdon: Je vous suis reconnaissant d'avoir pris le temps de vous déplacer pour témoigner devant nous cet après-midi.

Ce qui m'a le plus frappé dans votre mémoire, et qui mérite à mon sens d'être souligné, ce sont les conditions particulières d'une ville industrielle où prévaut le travail par poste ainsi que le recours aux heures supplémentaires, ce qui complique considérablement les tentatives d'établissement d'un programme valable de garderies pour la région. Pourriez-vous nous donner quelques détails supplémentaires là-dessus?

Mme Greene-Potomski: Je m'appuie non seulement sur mon expérience personnelle, mais également sur des conversations avec d'autres parents du secteur. J'ai également une certaine formation dans ce domaine, puisque j'ai un diplôme d'enseignement et que j'exerce depuis bien des années.

Plus on déplace un enfant durant ses toutes premières années, disons jusqu'à la cinquième, plus on suscite chez lui un sentiment de confusion et d'insécurité, et souvent il devient très agité. Lorsque la mère s'angoisse parce qu'elle se demande qui va s'occuper de son enfant durant son poste qui commence à minuit, ou qui va s'en occuper pendant qu'elle récupère une fois qu'elle a terminé de travailler à 8 heures du matin, cela complique énormément et inutilement la vie de l'enfant. Si l'on instaure un système de garde sans interruption, je crois qu'on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'enfant soit gardé durant le poste de minuit et pendant la période de récupération des parents.

M. Langdon: Je crois toutefois que, pour l'instant, cela n'existe pas à Windsor.

Mme Greene-Potomski: Pas à ma connaissance.

M. Langdon: C'est donc une lacune.

Nous en avons déjà parlé vous et moi, mais afin que cela soit porté au procès-verbal et que certains de mes collègues en profitent, j'aimerais vous demander de parler un peu du caucus féminin de Windsor et de la façon dont vous l'avez mis sur pied, car c'est un sujet important.

Mme Greene-Potomski: Le caucus féminin de Windsor—qui englobe d'ailleurs toutes les associations de circonscription du comté d'Essex—a été créé à l'occasion d'un forum éducatif organisé au mois de novembre à l'intention des femmes qui

[Texte]

our members had circulated a list for women to sign, asking about their interest in developing a caucus, thereby bringing their needs and interests not only to the forefront of our party members, but also to our city and community.

Quite frankly, I found out about this task force through the newspaper and it was just by chance that I did. I then proposed it to our caucus, who agreed that this was a very definite need and that it was a strong interest of the women and male parents in our society.

Mr. Langdon: Thank you.

The Vice-Chairman: Madam Pépin.

Mrs. Pépin: What is the average age of the women's caucus?

Ms Greene-Potomski: The average age is the mid-30s, although we do have some women from the very early 20s up to the late 60s.

Mrs. Pépin: I am asking you that because I wanted to find out . . . If you had said that the average age was, let us say 40 or something like that . . . They are mothers and, you know, they know their needs. It is important that we know the needs of those women.

Ms Greene-Potomski: As a matter of fact, most of our members do have young children at home. We had decided that, when we meet, one of the requirements of the women's caucus would be to provide child care. Most recently, we have found a young woman who is not yet of voting age and feels that this would be her contribution. Previously, my husband did the child care.

Mrs. Pépin: Good. Thank you very much.

Ms Greene-Potomski: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Shall we call forward the group called Kids Connection? Marlene Haywood, please.

Ms Marlene Haywood (Kids Connection): Hello. My background is not in early childhood education, but is in fact in social work. I am particularly interested in school-age child care. As I listened to all of the other people talk, they were saying that in order for children to grow up to be really healthy, strong, capable adult people, they need a very good beginning. But I would like to say that children also need a very good middle, because it is really important that children from the ages of 6 to 12 years old have adults in their environment who can care for them, and protect them, and supervise them, and in a way give to them the kind of nurturing they require all throughout these developmental stages of their lives.

[Traduction]

participent à la vie politique. L'une de nos membres a fait circuler une liste que les participantes pouvaient signer afin d'indiquer qu'elles étaient intéressées par la constitution d'un caucus, ce qui permettrait d'exprimer nos besoins et nos intérêts non seulement vis-à-vis des membres de notre parti, mais à l'ensemble de la ville et de la communauté.

Pour parler franchement, c'est par les journaux et un peu par hasard que j'ai appris l'existence de votre groupe de travail. J'en ai donc parlé à notre caucus, qui a convenu qu'il s'agissait effectivement d'un besoin dont la satisfaction allait dans l'intérêt non seulement des femmes, mais de l'ensemble des parents de notre société.

M. Langdon: Merci.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Quel est l'âge moyen des femmes qui composent votre caucus?

Mme Greene-Potomski: En moyenne, autour de 35 ans, mais certaines de nos membres ont à peine 20 ans et d'autres, près de 70.

Mme Pépin: La raison pour laquelle je pose cette question c'est que, si vous aviez dit que leur âge moyen est d'environ 40 ans, il se serait agi de mères qui connaissent bien leurs besoins. En effet, il importe que nous connaissions bien les besoins de ces femmes.

Mme Greene-Potomski: En fait, la plupart de nos adhérentes ont des enfants en bas âge et nous avons décidé que, pour nos réunions, nous fournirions précisément un service de garderie. Dernièrement, nous avons trouvé une jeune femme qui n'est pas encore en âge de voter et qui a décidé de nous aider de cette façon. Jusqu'ici, c'est mon mari qui assurait ce service.

Mme Pépin: Très bien, je vous remercie.

Mme Greene-Potomski: Merci.

Le vice-président: Merci beaucoup.

Nous appelons à présent le groupe qui s'intitule *Kids Connection*. Marlene Haywood, je vous en prie.

Mme Marlene Haywood (Kids Connection): Bonjour. Je ne suis pas spécialisée dans l'éducation des enfants en bas âge, mais plutôt dans le travail social. Je m'intéresse tout particulièrement à l'encadrement des enfants d'âge scolaire. Les personnes qui ont comparu avant moi nous ont dit que si l'on voulait que les enfants se développent normalement et deviennent des adultes sains, vigoureux et compétents, il fallait qu'ils partent du bon pied dans la vie. Mais je tiens à préciser que les enfants ont également besoin de poursuivre du bon pied, je veux dire qu'entre 6 et 12 ans, il faut qu'ils soient entourés par des adultes qui s'occupent d'eux, qui les protègent et qui les surveillent, c'est-à-dire qui les aident à s'épanouir tout au long des différentes phases de développement, durant toute leur enfance.

In 1985, I submitted to the provincial government a proposal to do research into the needs of school age child care, and they

En 1985, j'ai soumis au gouvernement provincial un projet de recherche sur l'encadrement des enfants d'âge scolaire; ils

[Text]

said, no, you cannot have money to do research, but you can have money to develop a direct service, and you can have money to do research through that. So what came out of that is a telephone support service for latch-key children, which was opened on February 14, and since that time we have received 2,200 telephone calls from London's 7- to 14-year olds who are on their own before school and after school.

We open our lines at 7 a.m., and they are not manned, but womened, from 7 a.m. until 6 p.m. every day. And during that time, when I took this job, I thought what I was getting into was a nice conversation job where kids would call me up and say, guess what I got in math today. But instead what I hear every single day on the phone is a constant and regular reflection from children who feel they have no one caring for them in their lives and that consequently they have no value to anyone.

Now the stress on parents right now is tremendous. There are so many single-parented families headed by women; there are so many low-income, middle-class even, and working people who cannot afford to kind of keep their body and soul together, so everyone is out working. In the meantime, there is not anyone at home attending to the children.

And so theoretically one would think that the good quality parenting would begin at 5 p.m. when parents come in. But what is happening is that during their day everything is so difficult that the parent does not have a lot to offer to the children. And we hear that on the telephone, day in and day out, and it is a very sad commentary on the 1980s. I think that women my age, and people actually, at some point, as a society, may go down in history as being those who really abandoned our children, because certainly what I hear them saying, day after day, hour after hour, is they feel terribly and totally abandoned.

Out of this research, and out of our service to children, it is intolerable to work a telephone line dealing with children if you cannot do something else. So once again we went back to the ministry and said, look, this is what is happening. And so they said, all right, we will endorse a before and after school program in the city if you can get the boards of education interested. And at this point we have the public board of education, at least on the administrative level, saying that by September they will be able to open some on-site before school and after school child care.

Now, I am a mother who has a seven and a half year old, and the idea of going out to work in the morning and leaving him on his own just blows me away. I do not think that qualitatively I love my child any more than any other woman loves her child, but the reality is that most women—and I say women, it includes men as well, but still women—carry the emotional responsibility of parenting, of mothering. We all go out of our houses, leaving our children, worrying as to whether or not they are going to be adequately cared for.

[Translation]

m'ont refusé leur aide, mais ils m'ont dit qu'ils m'accorderaient un certain montant si je voulais mettre sur pied un service de garderie, ce qui me permettrait de faire de la recherche appliquée... Il en est résulté l'ouverture, le 14 février, d'un service de secours téléphonique pour les enfants porteurs de clés: depuis, nous avons reçu 2,200 coups de téléphone émanant d'enfants de 7 à 14 ans qui restent chez eux tout seuls avant de partir à l'école ou après en être rentrés.

Nous ouvrons notre standard téléphonique à 7 heures du matin et les femmes qui y travaillent maintiennent le service jusqu'à 18 heures tous les jours. Au début, lorsque j'ai lancé ce projet, je pensais que nous aurions des conversations anonymes avec les enfants, qu'on m'appellerait pour dire: hé! devine quelle note j'ai eu en maths aujourd'hui! Mais la réalité est bien différente; tous les jours, j'entends des enfants me dire que personne ne s'occupe d'eux, que personne ne tient à eux et que, par conséquent, ils ne comptent pour personne.

Je sais bien que les parents ont une tâche fort difficile. Je sais bien qu'il y a une multitude de familles monoparentales, dont la responsabilité est assumée par une femme; je sais bien qu'il y a une multitude de familles à faible revenu, ou même à revenu moyen, et de personnes au travail qui ont bien du mal à maintenir leur propre équilibre. Mais pendant ce temps, il n'y a personne à la maison pour s'occuper des enfants.

Alors en théorie, on s'imagine que les enfants, à partir de 5 heures du soir, ont droit à une présence et à des soins de bonne qualité, alors qu'en réalité, après une bien dure journée, les parents n'ont plus grand-chose à offrir à leurs enfants; et c'est cela que nous entendons, jour après jour, si bien qu'il n'y a pas de quoi pavoiser lorsqu'on parle des années 80. Je crois que les femmes de ma génération, et notre société dans son ensemble, se singulariseront dans l'histoire comme celles qui ont abandonné leurs enfants, parce que ce que je les entends dire, au fil des conversations téléphoniques, c'est qu'ils se sentent complètement abandonnés.

À quoi j'ajouterais qu'il est absolument insupportable de travailler dans un service comme celui-ci, parce qu'on ne peut pas intervenir; c'est pourquoi nous sommes allées voir les représentants du ministère et nous leur avons décrit la situation. Alors ils nous ont répondu qu'ils étaient prêts à appuyer un programme d'aide aux enfants avant et après les heures scolaires, à condition que les conseils scolaires y soient intéressés. Si bien qu'aujourd'hui, nous avons l'accord du conseil scolaire des écoles publiques—au moins au niveau administratif—puisqu'il se déclare prêt à ouvrir, d'ici septembre, une permanence destinée aux enfants avant et après les heures de classe.

Pour ma part, j'ai un enfant de sept ans et demi et rien qu'à l'idée de le laisser tout seul le matin lorsque je pars pour le travail, je suis toute déboussolée. Comme je ne pense pas que les autres mères aiment moins leurs propres enfants que j'aime le mien—lorsque je parle des mères, je sais qu'il y a également des hommes dans ce cas-là, toujours est-il que ce sont les femmes qui ont la responsabilité principale en tant que parent—en tout cas nous quittons nos maisons avec la mort dans l'âme, en nous demandant si l'on s'occupera convenablement de nos enfants.

[Texte]

I felt it was incredibly important that we develop this, and we will negotiate with the school boards as hard and as long and as strenuously as we need to to try to get their support. It has been coming, and it is exciting to see.

What I came to ask of you is that I have four recommendations or requests, or please, or however. They can be worded in just a minute.

At the moment we have, through day care initiatives, start-up money that comes from the Province of Ontario. This money will not last longer than two years, which means this fall we will start up four to five on-site child care situations in London. We could receive moneys for the start-up of this. We cannot receive moneys for an ongoing program, except through subsidies which the province makes available. I work with an organization that is considered an approved corporation, so we directly can obtain from the Ministry of Community and Social Services child care subsidies for people who require it by passing a means testing procedure.

• 1550

However, once this two years is up, in any other schools in the city which might want it, or in any other sites where we might deem child care to be necessary, the funding is not ongoing. So I would request that on the federal level you work with the provinces in some way to bring about the same kind of financing, I forget exactly the words, procedure or something that will ensure there is money for school-age child care and that initially, in every centre to be started up, if there could be an allotment made, \$200 per child would be more than adequate, thank you very much. Anything up to then would be greatly appreciated so that we can buy and have set in place, wages for care givers and materials for the children.

When we talk of caring for children I can only reiterate what everyone else has said which is that it is very low on the status. Having been a stay-at-home mother for eight years, it is incredibly low on the status. Seeing women in the field and seeing that a lot of the children we deal with on the telephones are in single-parent families and do not have any regular contact with men at all, when we get children calling up, and sometimes my husband—we have a telephone house from 7 a.m. until 9 a.m., that is where I take the morning calls—answers the phone, now because there are so many children in families without males he actually is called to the phone because there are children who regularly call for him because they do not have anyone in their lives.

It is a sexist reality but I think it is a reality that to draw men into a profession you have to pay better. This should not be a female-dominated profession out of default but I think we all need a decent wage and that includes women, and subsequently if men are drawn into a profession because the wages are adequate then that is all the better because we do need men and women in child care for sure, especially in that the

[Traduction]

Nous pensons que ce genre de service est de la plus extrême importance et nous négocierons de toutes nos forces avec les conseils scolaires, car nous avons besoin de leur appui. D'ailleurs, on dirait que nous sommes sur le point d'aboutir et nous en sommes très heureuses.

J'aimerais, si vous le permettez, vous présenter quatre recommandations, ou requêtes si vous préférez. Ce ne sera pas long.

À l'heure actuelle, nous disposons de subventions de démarrage qui nous ont été accordées par le gouvernement de l'Ontario pour des garderies de jour. Cet argent ne saurait durer plus de deux ans, car cet automne nous allons lancer quatre à cinq centres de garde d'enfants à London. Nous pouvons recevoir des fonds pour le démarrage de ces centres, mais nous ne sommes pas autorisés à recevoir de fonds au titre de programmes permanents, sinon par voie de subventions provinciales. Il se trouve que je travaille au sein d'un organisme qui a le statut de société accréditée, si bien que nous pouvons recevoir directement, de la part du ministère des Services sociaux et communautaires, des subsides au titre de la garde d'enfants pour des personnes qui les réclament en se soumettant, pour cela, à un examen de leurs moyens financiers.

Seulement, une fois que les deux années sont écoulées, quel que soit l'endroit—établissement scolaire, ou foyer, ou autre—où nous aurons établi ces centres, le financement devra cesser. C'est pourquoi je vous demanderais, en tant que représentants du fédéral, de prendre les dispositions nécessaires avec le niveau provincial afin que les procédures voulues soient mises en place et que l'on accorde non seulement une subvention de démarrage, mais que pour chaque centre qui serait créé, on accorde environ 200\$ par enfant, je crois que cela suffirait amplement. Cela nous permettrait d'acheter le nécessaire, d'aménager les locaux, de payer le personnel et de nous procurer ce dont ont besoin les enfants.

Lorsque l'on parle de l'encadrement et des soins à l'enfance, je ne peux que répéter ce qui a déjà été dit par tout le monde, à savoir que le statut accordé à cette question est vraiment inférieur. Je parle d'expérience, car j'ai moi-même été mère au foyer pendant huit ans. Je sais quelle est la situation des femmes, et je sais aussi que bon nombre des enfants qui nous appellent au téléphone appartiennent à des familles monoparentales et n'ont pas de contacts réguliers avec des hommes; or, il se trouve que nous répondons aux appels chez nous entre 7 heures et 9 heures du matin et il arrive que mon mari réponde à certains de ces appels; figurez-vous qu'il y a des enfants qui téléphonent régulièrement et qui le réclament personnellement, car ils n'ont pas de référent masculin dans leur vie.

Je vais peut-être faire une observation sexiste, mais il est indubitable que si l'on veut attirer des hommes dans une profession donnée, il faut mieux les rémunérer. Nous ne voulons pas que notre profession soit dominée par des femmes, mais je crois aussi que nous avons tous droit à une rémunération adéquate; par conséquent, si l'on parvient à attirer des hommes dans cette profession parce que les salaires sont

[Text]

numbers of female-headed households are so increasing. There are so many children out there, and I really wonder about how little boys in this particular generation are going to grow up without any kind of male role-modelling in terms of where they fit into the scheme of things.

So, I would ask that the federal government initiate the development of a national and a nation-wide system of child care in Canada by declaring its willingness to share a substantial portion of the cost of such a system and initiate a new federal and provincial sharing arrangements. So that was the first one.

The second one is, do it now, do not wait, do not keep waiting, do it now and work it out as you go. Do not work it out and then do it. Please start now. If you overpay anybody we will pay back or something, but do it now.

If \$2 a day could be allowed for each full-space serving child between the ages of 6 and 12 years... We have set our program together saying that we will charge parents \$1.40 an hour. This means that I myself am paid a very little amount of money and the people who work with me are paid even less. So that I, with my degress in social work and x number of years experience, will make \$16,000 to \$17,000 a year. That is not peanuts but it is not adequate. If I were to change this job and go back into being a family and children services social worker, or a school board social worker which I have done, the difference in money is outrageous. It is not that the others are overpaid it is that this particular profession is seriously underpaid; so I will reiterate that. If \$2 a day were allowed for each child then it could substantiate some of our finances so we could pay better and more adequate wages to people.

• 1555

Next I would like you to pull your strings or whatever and to use your power to get it moving. It all filters down that this level says something, the next level says something else, and the next level says something else. From my experience, it usually works within a cone. The federal people may say something quite broad and lovely. The provincial people may narrow the definition a little bit. And by the time it gets down to the various municipalities, people are even sending money back that they cannot or refuse to match. So I would ask that MPs exert any pressures they can in their own ridings on their friends, supporters or whomever, please. That is all.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): Would you like to ask a question?

Mr. Gordon Cleveland (Researcher for the Committee): There was a study done by Statistics Canada in 1981 on child care arrangements of families. The study showed that about 15% of school-aged children looked after themselves; they were

[Translation]

devenus acceptables, tant mieux, parce que ce travail doit être accompli et par des hommes et par des femmes, d'autant que le nombre de familles dont le chef est une femme augmente constamment. Il y a tellement d'enfants qui sont complètement perdus et je me demande à quoi va ressembler la prochaine génération, étant donné la carence généralisée de référents masculins.

C'est pourquoi je réclame que le gouvernement fédéral amorce la mise sur pied d'un réseau national de garderies pour l'ensemble du pays, qu'il se déclare prêt à supporter une part importante des coûts de ce réseau et qu'il amorce, à cette fin, des négociations en vue du partage des coûts avec les provinces. Telle est ma première recommandation.

En deuxième lieu, je vous recommanderais d'agir sans tarder, de vous jeter à l'eau immédiatement et d'aviser ensuite. N'attendez pas que le projet soit figé dans ses moindres détails. Commencez tout de suite, et s'il vous arrive d'en subventionner certains de façon trop généreuse, ils rembourseront, mais je vous en prie, ne tardez pas davantage.

Il faudrait que l'on accorde 2\$ par jour pour chaque place de garderie accueillant un enfant entre 6 et 12 ans... Lors de l'établissement de notre programme, nous avions dit que nous facturerions 1,40\$ de l'heure aux parents. Cela signifie que mon salaire sera dérisoire, et que mes collaborateurs gagneront encore moins. Si bien qu'avec mes diplômes dans le domaine du travail social et toutes mes années d'expérience, je gagnerai entre 16 et 17,000\$ par an; je ne fais pas la fine bouche, mais ce n'est pas le Pérou. Vous savez bien que si je décidais de changer d'emploi et reprenais mon ancienne fonction d'assistante sociale auprès des familles et des services à l'enfance, ou auprès d'un conseil scolaire, il y aurait une différence de rémunération scandaleuse. Je ne veux pas dire par là que les autres sont rémunérés de façon excessive, mais que cette profession en particulier est vraiment sous-rémunérée. Encore une fois, si l'on accordait 2\$ par jour pour chaque enfant, cela renflouerait nos finances et nous pourrions verser des salaires plus adéquats à nos collaborateurs.

Je voudrais également que vous usiez de votre influence pour faire démarrer les choses, parce que chacun des paliers intéressés donne son point de vue, mais on finit par tourner en rond. Par exemple le gouvernement fédéral peut faire une déclaration très générale et très généreuse, qui donne lieu à une définition plus étroite au palier provincial, mais une fois que l'on arrive au niveau municipal, les fonds sont parfois tout simplement retournés à l'envoyeur parce qu'ils ne veulent pas apporter une contribution équivalente. C'est pourquoi j'aimerais que les parlementaires fédéraux usent de leur influence auprès de leurs amis et qu'ils tirent toutes les sonnettes. Je vous en prie, faites-le. C'est tout ce que j'avais à dire.

Le vice-président: Souhaitez-vous poser une question?

M. Gordon Cleveland (attaché de recherche du comité): Statistique Canada a effectué, en 1981, une étude sur les dispositions prises au niveau familial pour la garde des enfants. Selon cette étude, 15 p. 100 des enfants d'âge scolaire restent

[Texte]

latch-key children. But the age ranges for the study were from 6 to 14 years of age. Many experts assumed essentially it must mean children between the ages of 10 and 14, and this is where the study was left.

I gather from your presentation that in your experience there are quite a number of children aged 7 to 10 or 7 to 11. Are you going to be able to provide statistics on these?

Ms Haywood: What we have done in our service is to record the ages of children who telephone, their location in the city in which they live or the school they attend, and the nature of the call. We have not tabulated this yet, but I will send it to you by June 2. When we finally tabulate it, we will be able to present to you exactly the numbers of the children and their ages, broken down into seven-, eight-, nine- and ten-year-olds, and also the nature of the problems those kids are experiencing, because we record this as well. A nine-year-old or a seven-year-old calls with a very different kind of problem from that of a 12-year-old. So we can even give the kind of information showing what this child has on his mind, what seems to be what this age group is most concerned with, what seems to be the need that this particular child feels the strongest, or what this age group feels the strongest but is not being addressed.

I know you could not have done it. You could not have access to more information than we have had through this program. It is quite amazing; it really is.

Mr. Cleveland: I am sure we will be overjoyed to receive the results of your study, because there is very little good information on the latch-key children. We will be very interested in receiving it.

I think in London you have special problems because your municipality is not very aggressive in terms of . . .

Ms Haywood: Are they here? No, they are not aggressive.

Mr Cleveland: I have put it somewhat charitably perhaps.

Ms Haywood: Just in sending things back.

Mr. Cleveland: But I also have the sense that the needs of the school-aged children you are talking about are not going to be met, even if you had all the school-aged programs in the world and a good subsidy system operating through the municipality. This was the sense I had and I am asking for a confirmation or denial of what you said. The school-aged children who have problems to whom you are talking on the phone every day go well beyond the people who could be subsidized under existing Canada Assistance Plan arrangements. In other words, it is not just the kids of single-parent families and it is not just low-income families, it goes . . .

Ms Haywood: I am sure if we could get access to information about the finances of these children, I am sure we would find that a lot of them fall into the lower-middle-class range where the parents cannot or have not been able to find care for those children because they cannot pay for it.

[Traduction]

seuls à la maison; toutefois, cette étude porte sur des enfants âgés de 6 à 14 ans, et les experts en ont conclu qu'il s'agissait en réalité d'enfants âgés de 10 à 14 ans dans la plupart des cas; l'étude en est restée là.

D'après votre exposé, il semble que cette constatation s'applique à un grand nombre d'enfants âgés de 7 à 10 ans ou de 7 à 11 ans. Pourriez-vous nous fournir une évaluation chiffrée là-dessus?

Mme Haywood: Notre service consigne l'âge des enfants qui nous appellent, leur adresse ainsi que l'école qu'ils fréquentent, et la nature de l'appel. Nous n'avons pas encore dépouillé ces données, mais je vous les ferai parvenir d'ici le 2 juin. Lorsque nous aurons fini le dépouillement, nous pourrons vous indiquer de façon précise le nombre des enfants concernés, leur âge exact et la nature de leurs problèmes, car nous notons également cela. Vous savez, les problèmes des enfants de sept ans ou de neuf ans diffèrent de ceux des enfants de 12 ans. Nous pouvons même vous dire quelles sont les préoccupations de tel ou tel enfant, quelles semblent être les préoccupations de sa tranche d'âge et ses besoins primordiaux, ou ce qui semble leur manquer le plus.

Vous savez, il est vraiment difficile d'obtenir plus d'informations que nous en obtenons grâce à ce service. C'est vraiment une mine de renseignements.

M. Cleveland: Nous serons vraiment très heureux de recevoir les résultats de votre étude, car elle nous fournira des renseignements précieux sur les enfants qui restent seuls au foyer. Merci de votre collaboration.

Je crois qu'à London, vous avez des problèmes particuliers parce que votre municipalité n'est pas très dynamique dans le domaine de . . .

Mme Haywood: Oui, c'est le moins qu'on puisse dire.

M. Cleveland: J'ai préféré utiliser un euphémisme.

Mme Haywood: Pour ce qui est de renvoyer les choses à l'expéditeur.

M. Cleveland: Mais j'ai également l'impression que l'on ne prendrait pas les mesures dont auraient besoin les enfants d'âge scolaire même si vous disposiez de toute une panoplie de programmes et d'un système efficace de subventions gérées par la municipalité. Telle est mon impression, et je vous demande de la confirmer ou de l'infirmer. Les enfants d'âge scolaire avec qui vous vous entretenez tous les jours débordent largement le cadre d'application du RAPC. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement des enfants de familles monoparentales, ou de familles nécessiteuses, cela va jusqu'à . . .

Mme Haywood: Je crois que si vous obtenez davantage d'informations sur la situation financière de ces enfants, vous constaterez qu'un grand nombre d'entre eux appartiennent à des familles à faible revenu, c'est-à-dire que les parents n'ont pas pu se procurer des services pour les enfants, tout simplement parce qu'ils n'en ont pas les moyens.

[Text]

However, I think one of the things that makes this school-age child care issue such an interesting and intricate issue is that it does not deal only with poor people. It is not only poor kids who are being left alone unsupervised, but also it is older kids. There is something going on in our society that says that childhood no longer exists after the age of six. Once you have been read to to death, you are ready to go. From then on, you are a self-actualized, responsible person. I think this permeates all social economic strata. Is this what you are saying?

• 1600

Mr. Cleveland: Yes.

Ms Haywood: Yes, that is exactly what we are finding.

Mr. Cleveland: Thank you.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): When you speak about the services you would like to give next September, what kind of services are they? You said it will be open early in the morning.

Ms Haywood: We will be open at 7 a.m. We could not open before 7 a.m. We will open at 7 a.m. on site at the school the children attend. They will be in this program from 7 a.m. until the time they enter their classes and from 3.30 p.m. when they get out of school until their parent picks them up at 6 p.m.

My interest in developing a program for children of this age is in trying to read to those children, to feed back to them they have value and importance. The people who will look after the children will have an orientation towards self-esteem and caring as opposed to simply recreation and holding.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): Are you going to provide breakfast? 7 a.m. in the morning . . .

Ms Haywood: We would certainly provide a snack. We would try to balance it in terms of cheese, a muffin and juice or something like that. We would not encourage people not to give their children breakfast. Certainly the children will have something of substance before they go into class.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): We spoke about men's roles. With the percentage of single parents, I agree it is important we have men working as child care givers. In some provinces we saw some, but there are still very few. I agree with you it is very important we have men work in that field.

Ms Haywood: I am a feminist woman and I have done a little looking into it. If you were to take any profession right now and look at its beginnings . . . For example, teaching did not become as respectable and as well paid as it is until men got involved.

[Translation]

Toutefois, ce qui fait aussi l'intérêt de cette question, et sa complexité, c'est que le problème ne se limite pas aux enfants de familles pauvres. Il n'y a pas que les enfants des familles pauvres qui soient concernés, mais aussi des enfants plus âgés. On admet généralement, dans notre société, que l'enfance se termine aux alentours de six-sept ans. Une fois qu'on vous a appris à lire et à écrire, jusqu'à ce que vous ayez la nausée, on vous considère comme une personne responsable et capable de voler de ses propres ailes. Je crois que cette notion se retrouve à tous les niveaux de la société. C'est bien cela que vous voulez dire?

M. Cleveland: Précisément.

Mme Haywood: C'est exactement ce que nous constatons de notre côté.

M. Cleveland: Merci.

La vice-présidente: En quoi consistent les services que vous souhaiteriez pouvoir offrir à partir du mois de septembre? Vous avez dit que vous ouvririez tous les matins.

Mme Haywood: Nous comptons ouvrir à 7 heures du matin, car il est impossible d'ouvrir plus tôt, et nous serions installés dans l'établissement scolaire fréquenté par les enfants. Nous serions donc prêts à nous occuper d'eux de 7 heures du matin jusqu'au début des classes, puis de 15h30 jusqu'à 18 heures, pour permettre aux parents de venir les chercher pendant cette période.

Pour moi, ce programme devrait nous permettre de signifier à ces enfants qu'ils comptent et qu'ils ont de l'importance. C'est pourquoi les gens qui s'occuperont d'eux mettront l'accent sur l'estime de soi et sur la chaleur humaine, au lieu de se contenter de les divertir et de les garder.

La vice-présidente: Est-ce que vous leur donnerez un petit déjeuner, parce que 7 heures du matin . . .

Mme Haywood: Nous leur donnerons bien sûr une petite collation, quelque chose d'équilibré comme du fromage, un muffin et du jus, ou quelque chose comme ça. Cela dit, nous ne voulons pas encourager les parents à négliger le petit déjeuner de leurs enfants, mais nous leur donnerons quelque chose à manger avant d'entrer en classe.

La vice-présidente: Vous avez parlé du rôle des hommes, des référents masculins. Étant donné le nombre de familles monoparentales, je crois qu'il est effectivement important d'avoir des hommes parmi les professionnels des soins à l'enfance. Nous en avons rencontré quelques-uns dans certaines provinces, mais ils sont encore très rares et je conviens avec vous qu'il est important de les attirer vers ce domaine.

Mme Haywood: Je suis moi-même féministe et j'ai étudié un peu cette question. Quelle que soit la profession que l'on étudie, si on fait un petit peu son historique . . . Par exemple, l'enseignement a vu son statut considérablement rehaussé, et ses salaires augmentés, depuis que les hommes s'y sont intéressés.

[Texte]

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): You are right.

Ms Haywood: Office work did not become as important, as well recognized, as professional and as lucrative in some cases until men got involved. I do not like that. As a matter of fact I really hate it, but it seems it is the way it is.

One of the things about child care per se is people go out of it very early on. Someone might graduate from a community college at age 20, work in the field for three or four years and then go out of it because there is not enough money. As long as that happens you cannot get and hold good quality people, men or women. You cannot maintain the kind of professional development process which needs to go on to give the highest level of care we could give to children.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): I had a question about your city. What is the position of your city regarding child care services? We will not repeat it.

Ms Haywood: It never works for me. Somebody is always repeating something.

I think the fact 2,200 school age children have called our service indicates there is nothing going on in the way of real options to those children. There are programs at the Y, programs at the Boys' and Girls' Memorial Club, those sorts of programs, but nothing regular, nothing ongoing.

The child care subsidy given to pre-school children is not easy to get. The criteria, the financial means testing, the regulations in terms of who is eligible, who is not, and the economic criteria are very tight.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): We had a presentation in Vancouver by people from the city. They presented a brief in which they told us the part of the city . . . For example, when they authorize construction, they ask those people to give spaces. There are many ways for a city to participate, to show they want something.

Ms Haywood: I think that is where the federal level and the provincial level can come into it.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): I think the three levels have to work at it.

Ms Haywood: They can exert certain pressures. I think if I were to organize a demonstration of 500 people, they would not have the same kind of response as if other levels of government said, "Look, fellows . . .".

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): If leadership wants to they can buy somebody out.

Ms Haywood: That is right, let us move this along.

The Vice-Chairman (Mrs. Pépin): *Merci beaucoup.* Thank you very much.

Ms Haywood: Thank you.

[Traduction]

La vice-présidente: Vous avez raison.

Mme Haywood: Il a fallu que des hommes s'intéressent au travail de bureau pour que cette fonction obtienne un statut, qu'elle se professionnalise et qu'elle devienne beaucoup plus lucrative. Ne croyez pas que je m'en réjouisse, cette situation me fait grincer des dents, mais c'est comme ça.

Pour ce qui est des professionnels des soins à l'enfance, il faut dire que ces gens-là abandonnent très vite leur métier. Il n'est pas rare par exemple, qu'une personne obtienne à 20 ans son diplôme du collège communautaire, travaille dans ce domaine pendant trois ou quatre ans puis abandonne, parce que ce n'est pas suffisamment rémunérateur. Tant que cette situation prévaudra, nous ne pourrons pas attirer ni conserver des gens ayant l'étoffe voulue, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes. On ne peut pas non plus, dans ces conditions, assurer la formation professionnelle qui permet de donner aux enfants un niveau optimal d'encadrement.

La vice-présidente: J'aimerais savoir quelle est la position de votre municipalité concernant les services à l'enfance? Vous pouvez compter sur notre entière discrétion.

Mme Haywood: Vous savez, mon expérience m'a appris que les secrets sont toujours ébruités.

Je crois que le simple fait que nous ayons reçu 2,200 appels téléphoniques de la part d'enfants d'âge scolaire montre bien qu'il y a carence totale dans ce domaine. Il y a bien les programmes du Y, les programmes du *Boys' and Girls' Memorial Club* et d'autres encore, mais rien de régulier, rien de permanent.

Il n'est pas non plus facile d'obtenir les subventions destinées aux enfants d'âge préscolaire, car les critères d'admissibilité, notamment les critères économiques, sont extrêmement sévères.

La vice-présidente: Des résidents de Vancouver nous ont présenté un mémoire dans lequel ils décrivaient le rôle joué par la municipalité . . . par exemple, lorsque la municipalité autorise une construction, elle réclame en retour un certain nombre de places. Je crois par conséquent que les municipalités peuvent participer de diverses façons.

Mme Haywood: Je crois que c'est là que les gouvernements fédéral et provinciaux ont un rôle à jouer.

La vice-présidente: Je crois qu'il faut que les trois paliers s'y mettent.

Mme Haywood: Ils peuvent sans aucun doute exercer certaines pressions. Je crois que même si j'organisais une manifestation de 500 personnes, cela n'aurait pas le même effet que si les autres paliers de gouvernement disaient «Écoutez, les amis . . .».

La vice-présidente: Si les responsables y tiennent vraiment, ils peuvent même se débarrasser des gêneurs.

Mme Haywood: C'est exact, alors agissons sans plus tarder.

La vice-présidente: Thank you very much.

Mme Haywood : Merci.

[Text]

• 1605

The Vice-Chairman: Could we have the representatives from Women Today? Ms Debbie Selkirk.

• 1610

Ms Debbie Selkirk (President, Women Today): Good afternoon, ladies and gentlemen. My name is Debbie Selkirk and this is Fran McQuail. We are from an organization in Huron County called Women Today.

Women Today has basically been in operation for the last five years, focusing on the needs of women in Huron County. We recognize the need for support and advocacy work delivered from a woman's perspective, as well as information and resources on women's health and political issues.

About 40% of the people who belong to our organization are from the rural areas and about 60% are from the small towns and villages in our county. They range in age from teenagers to senior citizens, with the average age being in the 30s and 40s. They come from all spectrums of rural culture, from varied economic backgrounds, lifestyles, occupations and religions.

We have an office in Clinton and we are managed by a volunteer board of directors and have a paid project staff of two at present. We have two government grants going at the moment.

Women Today has always been concerned about the provision and availability of quality, affordable, and accessible child care in Huron County. Women have repeatedly voiced to us the complexity of problems they face in not having adequate care for their children. While the issues are diverse, they have in common their impact on the well-being of children and families; in general, they place limitations on the full participation of women in our community.

Ms Fran McQuail (Past President, Women Today): We recognize there is no one universal solution to the need for child care in the rural and farm situation. And we acknowledge that parents have a responsibility to provide care for the children they have chosen to have. But there are economic and social factors which have drastically changed our social fabric, particularly in the rural areas, over which we have limited control as individuals and which have altered the traditional ways of providing child care, particularly on the farm.

The first, which affects a family's ability to provide full-time child care at home by one of the parents, is the economic situation in the farming community. Commodity prices have been so low for the past five years and interests costs so high, the women in the farming partnership are replacing the hired men on the farm or are going out to work off the farm in ever-increasing numbers, creating a need for child care which they normally would have provided on the farm. This is the case in my situation, where I work on the farm part-time and off the

[Translation]

Le vice-président: J'appelle à présent à la table des témoins les représentantes de Women Today. Madame Debbie Selkirk.

Mme Debbie Selkirk (présidente, Women Today) : Bonjour, mesdames et messieurs, Je m'appelle Debbie Selkirk et je vous présente Fran McQuail. Nous représentons une organisation du comté de Huron, appelé *Women Today*.

Voici environ cinq ans que notre organisation a été constituée, pour promouvoir les intérêts des femmes du comté de Huron. Nous pensons qu'il est important d'effectuer un travail de promotion qui présente le point de vue des femmes, ainsi que des informations concernant la santé des femmes et leur participation à la vie politique.

Environ 40 p. 100 de nos adhérentes proviennent des régions rurales, et 60 p. 100 d'entre elles appartiennent aux petites localités de notre comté. L'âge moyen de nos adhérentes est de 30 à 40 ans, mais nous comptons également parmi nous des adolescentes et des personnes du troisième âge. Nous représentons tous les secteurs du monde rural, et toute une diversité de classes économiques, de modes de vie, de métiers et de religions.

Nous disposons d'un bureau à Clinton et nous sommes dirigées par un conseil d'administration bénévole, et assistées de deux agents rémunérés. Nous bénéficions pour l'instant de deux subventions gouvernementales.

Women Today s'est depuis toujours préoccupée de la fourniture de services de garderie facilement accessibles et à un prix abordable, dans le comté de Huron. Nous entendons sans cesse les femmes nous dire à quel point il est difficile de s'en sortir en l'absence de services adéquats de garde d'enfants. Les problèmes varient selon les cas, mais leur dénominateur commun, c'est l'incidence sur le bien-être des enfants et l'équilibre des familles. En général, cette situation entrave la participation des femmes à la vie de la communauté.

Mme Fran McQuail (ex-présidente, Women Today) : Nous savons qu'il n'existe pas de solution universelle au problème de la garde des enfants en milieu rural et agricole. Nous reconnaissons également qu'il incombe aux parents de veiller sur les enfants, puisqu'ils ont choisi de les mettre au monde. Toutefois, certains facteurs économiques et sociaux ont bouleversé notre organisation sociale, notamment dans les régions rurales, et ont profondément altéré les méthodes traditionnelles d'éducation des enfants, notamment dans les exploitations agricoles; or, il s'agit de facteurs sur lesquels nous n'avons que peu de prise.

Il y a, tout d'abord, la situation économique de la communauté agricole, qui empêche la famille de s'occuper à plein temps de l'enfant. Depuis cinq ans, les prix des denrées agricoles n'ont jamais été aussi faibles et les taux d'intérêt si élevés, si bien que les femmes remplacent à présent le personnel que l'on engageait auparavant moyennant rémunération; ou encore, elles sont de plus en plus nombreuses à aller travailler à l'extérieur de la ferme, si bien qu'il devient nécessaire de les remplacer pour la garde des enfants. C'est

[Texte]

farm part-time. This economic squeeze is not improving on the farm. We averaged \$15 less per lamb sold this spring than last year.

Secondly, the back-up family network which once existed, with the grandparents or other relatives just down the road, is not found so frequently any more. They are just as likely to be living in Toronto or out west. If they are on a neighbouring farm, they are probably in a similar economic bind with the wife working as well.

Ms Selkirk: The families and children who at present have access to the three day cares in our county are exceptions. Apart from the difficulties of getting the children to the centres due to the distance and fears of rising costs, they are pleased with the quality of care their children are receiving. There are some limitations in the present facilities for other parents, such as the lack of care available for children under the age of two and the difficulty for shift workers with the varying opening and closing hours of the day care centres. However, we feel these problems can be solved.

There is a lack of awareness on the part of municipal councils as to the need for day care centres. Goderich, which is the county seat and a town of 7,500 people, has had its centre for less than a year. The two women operating it initially approached the town council for assistance in establishing it, but they were told at the time there was no need for a day care centre in Goderich. At the time, there was a nursery school for preschoolers which held two-hour sessions each morning and afternoon and a child could attend either the morning or the afternoon session. This was felt by the council to be adequate.

The women eventually opened the day care centre on a private basis with the help of the local Kinsmen Club. There are no subsidies available because the council would not become involved. The centre is now operating at full capacity, but there are many families who cannot afford its fees.

Women Today held a special workshop to gather the personal experiences of women in Huron County with child care problems. We feel, however, that a complete analysis and needs assessment should be done of the special child care needs of rural families.

Many women also responded by phoning our publicized contacts and giving them information about their particular child care situation. Some could not attend the workshop due to lack of child care. Those who did attend enjoyed the "aha" technique. This is a technique developed by a community development organization called GATT-FLY. This is the technique we have used to do the mural.

[Traduction]

d'ailleurs le cas pour moi, puisque je travaille en partie à la ferme, et en partie à l'extérieur. Or, la situation économique des exploitations agricoles ne s'améliore guère. À titre d'exemple, l'agneau se vend, ce printemps, 15\$ de moins qu'au printemps dernier.

En deuxième lieu, le réseau familial, composé des grands-parents et autres, sur lequel on pouvait compter jusqu'à il n'y a pas si longtemps, manque aujourd'hui dans la plupart des cas. La famille s'en est allée à Toronto ou dans l'Ouest, ou bien, s'il s'agit d'agriculteurs voisins, ils sont probablement dans une situation analogue, c'est-à-dire que la femme travaille également à l'extérieur.

Mme Selkirk: Je précise que les familles et les enfants qui ont aujourd'hui accès aux trois garderies de notre comté constituent des exceptions. Cela dit, si l'on fait abstraction des difficultés que représentent la distance et les coûts, les personnes qui y envoient leurs enfants sont satisfaites des services reçus. Certaines catégories de parents ont des difficultés, notamment ceux dont les enfants ont moins de deux ans, ou encore les personnes qui travaillent par roulement, en raison des horaires variables. Toutefois, nous pensons que ces problèmes peuvent être réglés.

De manière générale, les conseils municipaux ne sont pas suffisamment sensibilisés aux besoins actuels en garderies de jour. C'est ainsi qu'à Goderich, qui est la principale localité du comté—elle compte 7,00 âmes—ce centre existe depuis moins d'un an. Les deux femmes qui le dirigent avaient commencé par s'adresser au conseil municipal afin d'obtenir une assistance, mais on leur a répondu qu'une garderie de jour était inutile à Goderich. Il existait à l'époque une pépinière pour les enfants d'âge préscolaire, mais elle n'était ouverte que deux heures le matin et deux heures l'après-midi, et un enfant ne pouvait pas y aller plus d'une fois par jour. Le conseil était d'avis que cela suffisait.

Ces femmes ont en fin de compte ouvert une garderie privée, avec l'aide du club des Kinsmen de l'endroit. Étant donné que le conseil municipal avait refusé son aide, elles n'ont obtenu aucune subvention publique. Cela dit, leur garderie fonctionne aujourd'hui à pleine capacité, mais nombreuses sont les familles qui ne peuvent pas se permettre de payer le prix demandé.

Women Today a organisé des ateliers dont le but était de recueillir les expériences personnelles des femmes du comté de Huron qui ont des problèmes de garde d'enfants. Toutefois, nous pensons qu'il faudrait effectuer une étude exhaustive des besoins particuliers que présentent les familles rurales en matière de garde d'enfants.

Par ailleurs, nous avons reçu de nombreux appels de femmes qui nous ont ainsi transmis des renseignements sur leur situation en matière de garde d'enfants. En effet, certaines d'entre elles ne pouvaient assister à l'atelier, car elles n'avaient précisément personne pour garder leurs enfants. Plusieurs des participantes ont beaucoup aimé la technique «aha», qui a été mise au point par une organisation de promotion communau-

[Text]

Basically, after introducing ourselves to one another and explaining our own child care difficulties and needs, we began illustrating them on a large sheet of newsprint. We have brought this mural with us to demonstrate our concerns. We would like to share some specific situations with you. What we are going to do is go over to the mural and point out some of the situations we have listed in the rest of the brief.

Firstly, three quality centres exist in Huron County. There is one each in Goderich, Wingham and Vanastra. Funds from the provincial and federal governments are being reduced which threatens the continuance of these centres. What we would like to recommend is the continuation of the indirect subsidy by the provincial and federal governments to these centres, and perhaps more input with the Goderich centre from the municipal government to start with.

Ms McQuail: Because there are only three municipal centres, it involves a lot of driving for those of us not fortunate enough to live close to them. Many parents have to drive half an hour or more each way to get their children to a centre, some over 25 miles. This involves much time and gas expense. I spend over an hour and a half a day on the road taking my children from where we farm right outside Lucknow to the child care centre in Wingham and back into Lucknow where I work in the library, or back home if I am working on the farm that day. In the evening, I have to repeat that trip to bring them home.

Roads are covered with dollar signs to represent this expense as well as Huron County's preference for spending money on roads and highways rather than on child centered services in our county. The recommendation is to have more neighbourhood child care centres.

Ms Selkirk: The existing day care centres do not take children under two years of age. One of the centres has limited spaces for two- to three-year olds. I have two young boys who are three now, but when I was looking for care for them when they were two years old, there was not any. It is a real problem for a lot of people. Specialized infant care available in the existing centres would certainly help this problem.

Ms McQuail: Sometimes a woman has a chance to work overtime, but if she has children in day care . . . the day care at Wingham where my children go closes promptly at 5.30 p.m. with a late charge of \$2 per five minutes. There are similar charges at others. She is not able to take the overtime work offered to her because she has to go to pick up her children. Extended hours at existing centres with reasonable overtime rates would help that situation.

[Translation]

taire, les GATT-FLY, et c'est la technique que nous avons utilisée pour notre illustration murale.

En gros, après nous être présentées les unes aux autres et avoir expliqué quelles étaient nos difficultés et nos besoins en matière de garde d'enfants, nous avons commencé à les décrire sur une grande feuille de papier, que nous avons apportée ici pour illustrer nos préoccupations. Afin d'en faire ressortir certains détails, nous allons passer en revue cette illustration murale et mettre en relief certaines des situations que nous avons par ailleurs énumérées dans le mémoire.

D'abord, il existe trois garderies de qualité dans le comté de Huron, une à Goderich, une à Wingham et une à Vanastra. Les gouvernements fédéral et provincial ont réduit leurs subventions, ce qui met en péril l'avenir de ces centres. Nous recommandons que les gouvernements fédéral et provincial maintiennent leurs subventions indirectes à ces garderies et que le palier municipal apporte également sa participation, en commençant peut-être par Goderich.

Mme McQuail: Étant donné qu'il n'y a que trois centres municipaux, celles d'entre nous qui n'ont pas la chance de vivre à proximité doivent parcourir de longues distances en voiture. C'est ainsi que de nombreux parents doivent faire des trajets d'une demi-heure dans chaque sens, et que certains doivent parcourir plus de 25 milles, ce qui coûte cher et exige beaucoup de temps. Moi-même, je passe une heure et demie par jour sur la route pour amener mes enfants depuis notre ferme, qui se trouve à l'extérieur de Lucknow, jusqu'à la garderie de Wingham, pour retourner ensuite à Lucknow où je travaille comme bibliothécaire ou de nouveau à la ferme si j'y travaille ce jour-là. Le soir, je dois faire le même trajet aller-retour pour les ramener à la maison.

D'ailleurs, nous avons illustré cette situation en mettant les symboles du dollar sur les routes, pour montrer que cela coûte cher et que nous préférierions consacrer cet argent à la réfection du réseau routier. C'est pourquoi nous recommandons la multiplication des garderies de voisinage.

Mme Selkirk: Les garderies actuelles n'acceptent pas les enfants de moins de deux ans. L'un des centres a quelques places pour les enfants âgés de deux à trois ans. Moi-même, j'ai deux jeunes garçons de trois ans, mais l'année dernière, je n'ai pas pu les placer. Cela représente un gros problème pour beaucoup de gens et je crois que si l'on instituait des services spécialisés pour les tout-petits dans les centres existants, cela serait extrêmement précieux.

Mme McQuail: Il arrive parfois que l'on offre à une femme de faire du temps supplémentaire, mais lorsque ces enfants sont placés dans une garderie . . . tenez, la garderie de Wingham où je place mes enfants ferme à 17h30 précises, avec une majoration de retard de 2\$ toutes les cinq minutes. C'est la même chose pour les autres garderies. Par conséquent, cette femme ne peut pas accepter le temps supplémentaire qu'on lui offre, puisqu'elle doit aller chercher ses enfants. Je crois que si l'on prolongeait les heures d'ouverture des centres existants, et si l'on instituait des taux raisonnables pour le temps supplémentaire, on aurait fait un grand pas.

[Texte]

Ms Selkirk: There are also different opening times at the day care centres. A woman starts work at 7 a.m. but the day care centre does not open until 7.30 a.m. This is a real problem. I am a registered nurse and our hospital shifts start at 7 a.m., but the day care where I have to take my children does not open until 7.30 a.m. Again, extended hours at the centres we have would help solve this problem.

• 1620

Ms McQuail: A housewife with several pre-school children has not had the opportunity for a few hours away from the children. This is a particular problem in the rural areas, particularly with consolidations of farms. The families are located at such a distance from each other, you may not know your neighbours. If you are a housewife on the farm with several pre-school children and you have no other resources available to you, you are quite often housebound for weeks on end, because it is just too much hassle to try and do anything other than the things you have to do, like grocery shopping with the kids. You cannot get away from them at all, and we would like to see increased numbers of neighbourhood child care centres with drop-in basis care.

Ms Selkirk: A woman with ideas and creative ability would like to start her own business or do volunteer work in the community, but is unable to find child care for her pre-schoolers. Increased numbers of neighbourhood child care centres would help this problem.

Ms McQuail: This next situation is certainly one I have had on my farm and leads to incredible amounts of stress and anxiety on the parents' part. Children are playing around tractors and farm implements, creating a safety hazard when both parents are needed to work during peak farming periods. Of course, children have been injured and some killed because there was no one caring for them while the parents worked on the farm.

Modern farming necessitates much dangerous equipment which is not appropriate play environment for children. Many a time, we have left one or two children locked in a car or truck cab at the side of the hay field while we were desperately trying to get that last few acres of hay baled before the rain came or before the evening dew settled on it and it. If anything is going to go wrong, it is going to be then, because you are so uptight about having the kids either locked in the car or the truck at the side of the hay field, or if you did not lock them in, you worried about them getting down to the creek which is just over the edge of the field. It is just hell on the parents for a one-year-old and a three-year-old to be in that situation.

Ms Selkirk: Children have been left alone in the house while parents are doing the chores, and this is a situation I have been in when my boys were younger. We had to go out to the barn

[Traduction]

Mme Selkirk: Par ailleurs, des garderies de jour ouvrent à des heures différentes. Il arrive que des femmes commencent leur travail à 7 heures du matin, mais la garderie, elle, n'ouvre qu'à 7h30, et c'est pour elles un gros problème. Par exemple, je suis moi-même infirmière diplômée et mon poste, dans mon hôpital, commence à 7 heures du matin; mais la garderie où je dois amener mes enfants n'ouvre qu'à 7h30. Une fois de plus, si l'on prolongeait les heures d'ouverture des centres, cela aiderait à résoudre le problème.

Mme McQuail: Lorsqu'une femme au foyer a plusieurs enfants d'âge préscolaire, elle n'a que rarement l'occasion de s'en éloigner pendant quelques heures. C'est un problème particulièrement aigu dans les régions rurales, notamment en raison du regroupement des terres. Les familles habitent parfois à une telle distance les unes des autres qu'il arrive qu'on ne connaisse même pas ses voisins. Lorsqu'on est une femme au foyer, dans une ferme, et que l'on a plusieurs enfants d'âge préscolaire, on peut rester enfermée chez soi pendant des semaines, parce que c'est tout simplement trop compliqué d'aller au-delà des choses indispensables, comme faire les courses avec les enfants. C'est pourquoi nous aimerions que l'on augmente le nombre de garderies de voisinage avec la possibilité d'y déposer les enfants pendant un petit moment.

Mme Selkirk: Ou bien lorsqu'une femme qui a de l'initiative et de bonnes idées décide de monter une affaire ou de travailler comme bénévole pour la communauté, elle en est empêchée parce qu'elle ne peut pas placer ses enfants d'âge préscolaire. C'est pourquoi, la multiplication des crèches de voisinage aiderait à résoudre ce problème.

Mme McQuail: La situation dont on pourrait parler à présent est une situation que j'ai moi-même vécue, et elle crée une énorme angoisse pour les parents. Vous savez que les enfants jouent à proximité des tracteurs et des machines agricoles, pendant que les deux parents sont au travail durant les périodes de pointe. Cela constitue bien sûr un danger pour eux et il y a eu des accidents graves, parfois mortels, parce que personne n'était là pour s'occuper des enfants pendant que les parents travaillaient.

Or, l'agriculture moderne nécessite l'emploi d'équipements dangereux, à proximité desquels les enfants ne devraient pas jouer. Bien souvent, il nous est arrivé de laisser un ou deux enfants enfermés dans une voiture ou dans la cabine d'un camion au bord d'un champ, pendant que nous essayions d'emballer à toute vitesse les derniers acres de foin avant la pluie, ou avant la rosée du soir. Vous pouvez être sûr que ce sont les moments les plus dangereux, parce que vous vous faites du mauvais sang à cause des enfants qui sont enfermés dans la voiture ou dans le camion, ou si vous ne les avez pas enfermés, vous craignez qu'ils ne se rendent jusqu'au ruisseau juste à côté du champ... Lorsque vous avez des enfants de un à trois ans dans ce genre de situation, c'est l'enfer.

Mme Selkirk: Je vais parler d'une situation que j'ai bien connue moi-même, celle des parents qui doivent laisser les enfants seuls dans la maison pendant qu'ils vont accomplir

[Text]

and do chores. You could take the children out to the barn while you were doing some things, but we have a 100 acre farm with sows. We sell weaner pigs and we have to castrate the small, male pigs before they are sent to market. It is not something I particularly want the children out there watching while we are doing it, so we normally do that while they are having a sleep in the afternoon.

This means they have to stay alone in the house while we are out doing those things in the barn. If they happen to wake up early, you are worried about what they are getting into in the house. They are locked in their bedroom and it is only for half or three-quarters of an hour, but you never know what can happen. It is a big concern and a child care labour pool could help this situation.

Ms McQuail: The next situation refers to the country latch-key situation. Children are arriving home on the school bus to an empty house. The parents may not be free to come home from work for an hour or two. They may just be in the back field which is only a quarter of a mile away, but it is a long quarter of a mile if something happens in the house.

Working parents may also have a problem arranging care for their children between the time they must leave for work and the time the bus picks them up for school. We are going to be elaborating on these recommendations, but in this situation, the before and after school program within existing schools would really help in the rural areas as well.

Ms Selkirk: In the rural areas, winter weather is approaching and early school closings have children arriving home early because of the bad weather. They have to walk up long snow-drifted laneways while their parents may be still at work or one parent may be out in the barn and the other away at work in town. The parent who is at home does not always realize the children are being sent home. Wood stoves create a potential fire hazard in rural homes for children who may otherwise be old enough to be left at home alone for an hour or so after school.

We recommend we create an awareness in the community and municipal governments as to rural family concerns and child care needs. We also recognize the need for parental arrangements for some of those situations.

Ms McQuail: One of the problems with private child care arrangements, especially in a private home, is the day care provider will not issue a receipt to the parent because this income is non-reported, so the parent is unable to take advantage of the child care expenses as a tax deduction. This is a very tension-filled situation because the parent is very uptight about losing the child care service. The child care is a legitimate expense to the parent who is working, so they do not want to push it too much. You need the receipt, but you are afraid to lose the service, so you are in a bind. I know when I

[Translation]

certain travaux. Par exemple, nous devons nous rendre dans la grange pour y travailler. Bien sûr, on pourrait emmener les enfants dans la grange, mais nous avons une ferme de cent acres, avec des truies, et nous vendons des cochons de lait; nous devons castrer les petits mâles avant qu'ils ne soient envoyés au marché. Eh bien, je ne tiens pas à ce que les enfants assistent à la scène, alors nous faisons généralement cela pendant leur sieste de l'après-midi.

Pour cela, il faut qu'ils restent seuls dans la maison pendant que nous nous affairons dans la grange. Afin d'éviter qu'ils ne fassent quelque bêtise dans la maison, nous les enfermons dans leur chambre, alors même si ça ne dure qu'une demi-heure ou trois quarts d'heure, on ne sait jamais ce qui peut se produire. C'est une grande préoccupation pour nous et si l'on constituait un tel actif de garde d'enfants, cela aiderait à résoudre la situation.

Mme McQuail: La situation suivante concerne les enfants que l'on laisse seuls à la maison. Les enfants descendent de l'autobus scolaire et entrent dans une maison vide. Il se peut que les parents ne puissent pas rentrer avant une heure ou deux. Ils sont peut-être également dans le champ à l'arrière de la ferme, à environ un quart de mille, mais un quart de mille, c'est loin lorsqu'il arrive quelque chose dans la maison.

Il y a aussi les dispositions que doivent prendre les parents, entre le moment où ils quittent la maison et celui où l'autobus vient chercher les enfants pour les amener à l'école. Nous vous donnerons davantage de détails plus tard; toujours est-il que si les établissements scolaires prévoyaient des permanences avant et après les heures de classe, cela serait très utile dans les régions rurales.

Mme Selkirk: Dans les régions rurales, les écoles ferment plus tôt durant l'hiver en cas de tempête, si bien que les enfants rentrent chez eux également plus tôt. Ils doivent parcourir des chemins battus par les rafales de neige tandis que leurs parents sont encore au travail, ou bien l'un des parents travaille dans la grange et l'autre à la ville. Lorsque les enfants sont renvoyés à la maison à cause du mauvais temps, le parent qui demeure au foyer ne le sait pas toujours. Or, même si les enfants sont, dans des conditions normales, suffisamment âgés pour être laissés seuls pendant environ une heure, le poêle à bois constitue un danger particulier dans les maisons rurales.

Nous recommandons que les autorités municipales et communautaires soient sensibilisées aux problèmes que connaissent les familles rurales du point de vue de la garde des enfants. Nous savons également que, dans certaines situations, les parents doivent prendre des dispositions entre particuliers.

Mme McQuail: L'un des problèmes que posent les dispositions entre particuliers, notamment dans un foyer privé, c'est le fait que la gardienne ne remettra pas de reçu au parent puisqu'il s'agit d'un revenu non déclaré, par conséquent, le parent ne peut pas déduire les frais de garde d'enfants de son revenu imposable. Cette situation est génératrice de tensions, car le parent craint énormément de perdre le service de garderie. Il s'agit d'une déduction autorisée lorsque le parent travaille, seulement pour cela il faut un reçu. Mais comme on a peur de se voir retirer le service, on est pris dans un dilemme.

[Texte]

ran into this, I gave up the receipt so I would not lose the service.

• 1625

Ms Selkirk: Informal child care arrangements are often less than adequate, unsafe and even unreliable. Children may be left in front of a television or left alone to play outside, rather than being supervised. More quality care available from trained child care pool workers or day care centres would help alleviate this problem.

Ms McQuail: In the rural areas, we also have single parents, and as has probably been touched on many times here today, the single parent has extra pressures and problems requiring support of quality day care. Financial subsidies and more day care spaces are needed for these people.

Ms Selkirk: It has also been mentioned that the highly skilled and educated child care workers we do have are subsidizing the day care centres with low wages. We recommend the indirect subsidies from the government to day care centres be increased.

Ms McQuail: Many people in Huron County as well as every other place still have stereotyped expectations of women, and feel a woman's place is in the home. We all need to foster an increased awareness of women's needs, roles and contributions within our communities.

Ms Selkirk: The incidence of child abuse in Huron County is recorded as twice the provincial average. This is a big concern to us as well. Parenting programs, neighbourhood child care centres and a lot of other things like this will hopefully help alleviate some of this problem as well.

Ms McQuail: As we have outlined in these situations, we and other families on farms quite often find the need for child care and the difference between a safe environment and a hazardous one for our young children are critical. Just as an earlier generation realized locking people away in cages did not rehabilitate them, we now know a custodial situation, such as at a babysitter's where they are encouraged to spend hours daily in front of a television set, is an unacceptable solution to our need for regular child care. Our children deserve quality care by people who are trained and trustworthy. After all, they are the next generation and the challenges they will face will be great, perhaps even greater than ours.

Since we care deeply about what happens to our children, we make these recommendations to you: First, we recommend the federal government continue its indirect subsidy to the existing municipal cost-sharing day cares past the end of this year, and extend the program to cover all non-profit day cares. It is critical to maintain these excellent existing facilities which will be forced to raise their per diem cost without the indirect subsidy to the point parents will not be able to afford them.

[Traduction]

Je sais que pour ma part, lorsque je me suis trouvée dans cette situation, j'ai renoncé au reçu pour conserver le service.

Mme Selkirk: Souvent, les dispositions entre particuliers pour la garde d'enfants sont insatisfaisantes et peu fiables. Il arrive que les enfants soient abandonnés devant un poste de télévision, ou qu'on les laisse jouer dehors sans surveillance. Il faudrait donc, pour atténuer ce problème, offrir une garde d'enfants de meilleure qualité provenant de professionnels qualifiés.

Mme McQuail: Dans les régions rurales, nous avons également des familles monoparentales; or, comme on l'a probablement dit aujourd'hui, le parent unique doit faire face à des difficultés particulières et a besoin de services de garde de qualité. On pourrait prévoir, pour ces catégories, des subsides et des espaces supplémentaires dans les garderies.

Mme Selkirk: On a également dit que les professionnels hautement qualifiés subventionnent les garderies en acceptant des salaires très faibles. Nous vous recommandons que le gouvernement augmente ses subventions indirectes aux garderies de jour.

Mme McQuail: Dans le comté de Huron, comme partout ailleurs, les préjugés existent encore quant au rôle que devrait jouer la femme. On dit par exemple que la femme devrait rester au foyer. Nous devons tous faire un effort pour faire mieux comprendre les besoins, le rôle et la contribution des femmes au sein de nos communautés.

Mme Selkirk: Selon les statistiques, l'incidence des sévices infligés aux enfants est deux fois supérieure, dans le comté de Huron, à la moyenne provinciale. Ceci nous préoccupe énormément. Nous espérons que les programmes de promotion du rôle parental, les garderies de voisinage et bien d'autres mesures, aideront également à atténuer ce problème.

Mme McQuail: Comme nous l'avons déjà dit, nos familles et celles que nous représentons ressentent de façon aiguë le besoin des services de garderie, et il est très important, en milieu rural, de veiller à la sécurité des enfants. De même que la génération précédente a compris que l'on ne réformerait pas les criminels en les enfermant, nous en arrivons aujourd'hui à une situation voisine de l'incarcération, car les enfants sont souvent encouragés à rester pendant des heures, quotidiennement, en face d'un poste de télévision. C'est une situation inacceptable. Nous pensons que nos enfants ont droit à des services de qualité, de la part de personnes bien formées et dignes de confiance. Après tout, ils représentent la génération à venir et ils devront faire face à des défis peut-être encore plus grands que les nôtres.

Étant donné que nous avons à coeur la vie de nos enfants, nous formulons les recommandations suivantes: tout d'abord, que le gouvernement fédéral maintienne au-delà de cette année ses subventions indirectes de partage des coûts de garderie au niveau municipal, et qu'il étende ce programme à toutes les garderies à but non lucratif. Il est indispensable d'assurer la survie de ces centres, qui fournissent des services d'excellente qualité; or, en l'absence de subventions indirectes, ils seront

[Text]

The per diem cost for my two children at the the Wingham Day Care is over \$42 a day. I do not even make minimum wage equivalent on the farm, because my husband and I have never been able to pay ourselves a cash wage. The subsidized cost of \$17 per day I now pay is comparable to what I would pay a babysitter. I feel it is far better to have the children getting the quality care that the day care provides, even though I spend over one and one-half hours a day driving them back and forth because of the distances involved, versus the custodial situation at the babysitters. She had no training and there were no planned activities such as games or crafts.

We have heard of the proposed direct grant system to replace the indirect subsidy, where the day cares would receive a fixed sum per child per day of attendance. This seems to have many drawbacks to us. It does not take into account the fixed costs of day care operation, which remain the same whether the day care is completely filled or if several children are away on vacation or sick. The averaging of attendance on a monthly basis unfairly penalizes a centre for a single low attendance day. With inflation, it would have to be renegotiated annually, causing uncertainty in the centre's operation and anxiety on the side of the parents as to whether they were going to be able to continue to send their children there once the new per diem was determined.

The income or means testing is inevitably arbitrary. Deserving families will not meet the criteria, especially farm families who, despite the mortgage on their farm and large operating loans, are viewed by evaluation criteria as having large assets. It is also subject to fraud and expensive administrative costs.

We feel the indirect subsidy has worked well, takes into account the inflation factor and reduces expensive administrative time both in the day care and of the overseeing ministry. We fear that changing to a direct grant system will result in increased fees to parents with a corresponding decrease in access to those who are now using these facilities.

Our second recommendation is that on a country-wide scale the federal government fund one of the national farm organizations to set up and run child care labour pools—this is our term—to provide child care on an as needed basis right on the farm. These organizations have local chapters, usually county associations, which could be offered the funding to organize and run these pools. This service would operate during the busy seasons of the year for that particular area. The farm family would pay a set rate for the service. The training given

[Translation]

forcés d'augmenter leurs tarifs journaliers jusqu'à un point où les parents ne pourront plus se les permettre.

Le tarif journalier pour mes deux enfants à la garderie de Wingham est de plus de 42\$ par jour. Je ne gagne même pas l'équivalent du salaire minimum lorsque je travaille à la ferme, parce que mon mari et moi n'avons jamais réussi à nous attribuer une rémunération. Le coût—subventionné—de 17\$ par jour que je verse actuellement est analogue à ce que je paierais pour une gardienne. Je crois qu'il est de loin préférable de permettre aux enfants de profiter des services de qualité offerts par la garderie, même s'il faut que je passe plus d'une heure et demie sur la route pour les amener et les ramener. En effet, lorsque je les laisse avec une gardienne, ils n'ont aucun programme d'activités telles que des jeux ou de l'artisanat, car elle n'a pas de formation dans ce domaine.

Nous avons entendu parler de la proposition de subventions directes, qui remplacerait les subsides indirects, c'est-à-dire que les garderies recevraient une somme forfaitaire par enfant et par jour de présence. Cette solution nous semble présenter de nombreux inconvénients. Tout d'abord, elle ne tient pas compte des coûts fixes de fonctionnement de garderie, qui sont les mêmes lorsque le centre est plein ou lorsqu'un grand nombre d'enfants manquent parce qu'ils sont en vacances ou malades. Par ailleurs, l'établissement d'une moyenne mensuelle des présences pénalise injustement un centre lorsqu'il y a eu une journée de faible participation. Étant donné l'inflation, il faudrait prévoir une renégociation annuelle, laquelle crée une certaine instabilité dans le fonctionnement du centre et inquiète les parents, qui se demanderaient, chaque année, s'ils auraient les moyens de payer encore les services de garderie.

• 1630

L'examen des moyens ou du revenu de la famille présente un arbitraire inévitable. Certaines familles qui devraient y avoir droit se verraient refuser l'admissibilité, notamment les familles d'exploitants agricoles dont on considère qu'elles ont un important patrimoine, en dépit de l'hypothèque sur la ferme et des prêts d'exploitation extrêmement lourds. Par ailleurs, l'examen des moyens présente des risques de fraude, ainsi que des coûts d'administration élevés.

Nous pensons que les subsides indirects ont donné de bons résultats, qu'ils tiennent compte de l'inflation et qu'ils permettent d'économiser du temps d'administration tant dans les centres que pour le ministère responsable. Nous craignons qu'en passant à un système de subventions directes, les tarifs facturés aux parents ne soient augmentés, ce qui risque de réduire de manière correspondante l'accès des familles à ces services.

En deuxième lieu, nous recommandons qu'à l'échelle du pays, le gouvernement fédéral finance l'une des associations nationales d'agriculteurs afin qu'elle fonde et qu'elle administre des collectifs de personnel de garderie—c'est l'expression que nous avons choisi d'employer—pour répondre aux besoins de garde d'enfants dans les fermes. Ces organisations ont généralement des associations de comté, en tout cas des sections locales, auxquelles on pourrait fournir le financement nécessaire à la mise sur pied et à l'administration de ces

[Texte]

workers would include farm safety, basic first aid, infant care and nutrition.

The reason on-farm care is needed is that different farm operations require different working hours which would require centres to be open for at least 16 hours a day, even in the sparsely populated areas. With such sparsely populated farm land it is not very efficient to transport children to a centre 20 or so miles away and return to the farm to start work. Farm work often starts before the children get up in the morning and continues way past their bedtime in the busy seasons of seeding, haying and harvest, which may amount to five or more months of the year.

The provincial government participated in funding a pilot project on this kind of a child care labour pool in Bruce County, which is directly north of Huron County, on a very limited basis. It was a big success, but I have heard they are not going any further with it. It was very limited. They used young people in one of the youth employment schemes. The child care was only available one day a week, but it meant that they had one day a week they could count on on-farm care. It could also provide a lot of employment for youths in rural areas, which is desperately needed.

Our third recommendation is that the federal government establish a program to provide start-up funds for neighbourhood day care centres in any community where 15 families with young children have organized to start one. We feel that the non-profit day care centre is the most efficient provider of child care where there is sufficient population concentration. Start-up funding would include building acquisition, renovations and equipment purchase. Subsequent support would be through the indirect subsidy system. We feel this is important because it is very difficult to gain the backing of one of the traditional financial institutions to start up a new centre. We found this out locally in Lucknow. The banks are not interested in people services. They are interested in making profits, and rural day cares do not make profits. The property under such an arrangement would remain owned by the Crown.

I know this is a provincial matter, but day care is a mutual affair. I would therefore like to say that we have a lot of reservations about the proposed universal junior kindergarten, as recommended by the Ontario Ministry of Education's report of the Early Primary Education Project. While we are glad to see the interest and commitment to children of that age, we feel that it would increase the before-school and after-school care problems and that the day care programs with smaller staff-to-children ratios in facilities specifically designed for them are more appropriate for the younger age

[Traduction]

collectifs. Ce service fonctionnerait durant les périodes de pointe dans la région, moyennant un taux préétabli. Les professionnels recevraient une formation portant sur la sécurité dans les fermes, les premiers secours, les soins aux nouveaux-nés et la diététique.

La raison pour laquelle il est nécessaire d'assurer une garde d'enfants sur les lieux mêmes, c'est que les heures de travail varient d'une exploitation à l'autre, ce qui nécessiterait aux crèches situées à l'extérieur qu'elles demeurent ouvertes au moins 16 heures par jour, même dans les régions à faible densité démographique. Dans ces régions, il n'est guère rentable ni efficace de transporter les enfants jusqu'à un centre qui peut se trouver à une distance d'une vingtaine de milles, et de retourner ensuite à la ferme pour y travailler. Souvent, les travaux de ferme commencent avant le réveil des enfants et se poursuivent bien après l'heure du coucher, durant les périodes d'ensemencement, la saison des foin et la récolte, qui représentent un total d'au moins cinq mois par an.

Le gouvernement provincial a participé au financement d'un projet-pilote de ce genre dans le comté de Bruce, lequel jouxte au nord le comté de Huron, mais il s'agit d'une expérience limitée. Cela dit, en dépit du fait qu'elle a remporté un énorme succès, il ne compte pas la poursuivre. Ils ont fait appel à de jeunes gens qui participaient à un programme d'emploi des jeunes. Le service n'était offert qu'un jour par semaine, ils pouvaient compter sur un service de garde des enfants sur les lieux de la ferme. Cela permettrait également d'employer un grand nombre de jeunes dans les régions rurales, ce qui n'est pas du luxe en ce moment.

En troisième lieu, nous recommandons que le gouvernement fédéral établisse un programme permettant le démarrage de garderies de voisinage dans toutes les communautés où 15 familles avec des enfants en bas âge se sont regroupées à cette fin. Nous pensons que la garderie à but non lucratif représente la solution la plus efficace lorsqu'il y a une concentration suffisante de population. Le financement de démarrage porterait sur l'acquisition de locaux, les rénovations et l'achat d'équipement. Le soutien extérieur pourrait comprendre des subsides indirects. Nous pensons que c'est là une question importante, car il est difficile d'obtenir l'appui des institutions financières traditionnelles pour lancer une nouvelle crèche. Nous avons constaté cela chez nous, à Lucknow. Les banques ne s'intéressent pas aux services qui facilitent la vie des gens, ce qu'elles veulent, c'est réaliser des profits: or, les crèches rurales ne font pas de bénéfices. Nous précisons que la Couronne demeurerait propriétaire des installations acquises en vertu de ces dispositions.

Je sais que cette question est du ressort provincial, mais la garde des enfants intéresse toute la collectivité. C'est pourquoi j'aimerais préciser que nous nourrissons de sérieuses réserves à propos de l'universalisation des jardins d'enfant, telle que recommandée par le ministère de l'Éducation de l'Ontario dans son rapport sur le projet d'éducation concernant l'école élémentaire. Même si nous nous réjouissons de l'intérêt qui est manifesté à l'égard des enfants de cette tranche d'âge et de l'engagement pris à leur égard, nous pensons que cela aggraverait les problèmes qui se posent avant et après les heures

[Text]

group. We are talking here about three and a half to five year olds. We would prefer to see universal, affordable, quality day care available to every child in this country.

• 1635

Our fourth and last recommendation is that the federal government offer incentives to public and separate school boards to provide before-school and after-school programs staffed by non-teaching personnel for children through the sixth grade. With declining enrollment in most areas, there is surplus space becoming available across the country. We feel it is a very important service, particularly in rural areas where the schools and homes are located out in the countryside and where there are no alternative activities for school-age children to attend until their parents are available. We feel it is most appropriate and cost effective to use existing facilities, that is, schools already equipped with gymnasiums, libraries, wash-rooms, and play equipment for that age, for this type of program.

So, ladies and gentlemen, we feel acutely, that now is the time for some new solutions to this pressing problem and in the solutions there may be some other benefits as well. Social programs such as these would create much-needed employment out in the rural areas for youths or women re-entering the work force, or for men. We recognize that it will cost some money but we feel that it is important and in the best interests of young Canadians to spend the money on these types of programs which hopefully would reduce the chances of personal tragedies on farms and social costs to society at a later date.

Thank you very much.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I want to thank you for a very good presentation, especially for rural women. I think that we really do understand what you mean when you say that you have to put the children in a car and lug them along because you have to finish the work, and I think it really shows the situation in which parents are right now.

You spoke about the bank and it seems that it is the same situation for people who want to open a child care as for those who want to expand their house or something like that. As soon as it is mentioned that it is for a child care centre no bank wants to lend money, they are not interested at all. I hope that our task force will be able to change something out of that.

[Translation]

scolaires et que, pour les enfants en bas âge, il vaut mieux prévoir des centres spécifiquement en fonction de leurs besoins, et avec une proportion supérieure de professionnels par rapport au nombre d'enfants. Il s'agit des enfants entre trois ans et demi et cinq ans. Nous préférierions qu'on offre à ces enfants, dans tout le pays, des services de garde de qualité et à un prix abordable.

Notre quatrième et dernière recommandation est la suivante: que le gouvernement fédéral offre un programme d'incitation aux conseils scolaires des écoles publiques et des écoles séparées afin qu'elles offrent des permanences avant et après les heures d'enseignement, ces permanences étant assurées par du personnel non enseignant pour tous les enfants, jusqu'à la sixième. Étant donné la diminution de la population scolaire dans la plupart des régions, on trouve aujourd'hui de la place dans les établissements de presque tout le pays. Nous pensons que ce service est très important, notamment dans les régions rurales où les écoles, ainsi que les maisons, sont isolées dans la campagne et où les enfants n'ont pas grand-chose à faire en attendant le retour de leurs parents. Nous pensons qu'il est tout à fait indiqué et économique d'utiliser les installations existantes, c'est-à-dire des écoles déjà équipées de gymnases, de bibliothèques, de toilettes et de matériel de jeux, pour ce genre de programme.

Mesdames et messieurs, pour conclure, nous pensons que le moment est venu de trouver de nouvelles solutions à ce problème urgent, solutions qui présenteront peut-être, d'ailleurs, des avantages dans d'autres domaines. En effet, les programmes sociaux de ce type pourraient créer des emplois dans les régions rurales pour les jeunes, pour les femmes qui réintègrent la population active, ou pour les hommes—or, la création d'emplois est une nécessité. Nous savons qu'il faudra pour cela consentir certains investissements, et nous pensons qu'il est de l'intérêt des jeunes Canadiens de dépenser de l'argent au titre de ces programmes car nous espérons qu'ils éviteront certaines tragédies dans les familles rurales ainsi que des coûts sociaux ultérieurs.

Merci beaucoup.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Je voudrais vous remercier pour votre remarque exposée, notamment en ce qui concerne les femmes des régions rurales. Lorsque vous dites que vous devez mettre les enfants dans l'auto et les transbahuter avec vous parce que vous devez finir votre travail, nous savons exactement de quoi vous parlez; cela illustre parfaitement la situation dans laquelle se trouvent les parents aujourd'hui.

Vous avez parlé de l'attitude des banques et il semble que la situation soit la même pour les gens qui veulent ouvrir une garderie ou ceux qui veulent agrandir leur maison, ou entreprendre d'autres choses. Dès que l'on parle de garderie, les banquiers ferment leurs coffres, ça ne les intéresse pas. J'espère que votre groupe de travail pourra modifier quelque peu cet état de choses.

[Texte]

You also spoke about a child care labour pool. You will have a co-ordinator and it is to find out the service you need and to find the people who will be able to co-ordinate all the service and accessibility.

Ms McQuail: Yes, currently out in the rural areas we have seasonal farm-labour pools which exist if a farmer needs a hand for haying or something like that or somebody to chore for him for a couple of weeks. I believe it is done through the Canada Employment Centre, but it would be the same idea. This would be an arrangement where the pool would be set up and the individuals who would be registered with it would have to have specific training so that they would be credible, they would have specific skills and particularly farm safety skills, etc., but also the others we thought were important. The farmer could call up and for a day, or for the whole season, he would be referred to somebody to hire for child care right on the farm however it was needed.

Ms Selkirk: Sort of like a babysitter registry, but much more than a babysitter registry basically.

Mrs. Pépin: In some places they told us that it will be very good for infants from zero to two years old . . .

Ms Selkirk: In particular.

Mrs. Pépin: —to have someone who has the knowledge to go into the home to take care of the children because we find out that more and more women work in the field with their husband. I think it is taboo to believe children in the rural area do not need anybody to look after them. I think with all the new technology we have to change our attitude in the region. As you said, you have to drive for an hour or an hour and a half everyday. I want to thank you because you really spelled it out very well. I hope we will be able to change something.

• 1640

Ms McQuail: Thank you.

The Vice-Chairman: Thank you very much, Mrs. Pépin.

Would you ladies have any idea how many counties would be affected with a so-called change in regulations of the indirect subsidy? From the federal standpoint there has been no change in the regulations of the Canada Assistance Plan. It sounds as if there were a number of counties using the assistance plan by way of the provincial government and not in keeping with the way the plan was put into place.

Ms McQuail: I know two, the Vanastra and the Wingham, are municipal cost sharing day cares. Subsidization is 20% municipal, 30% provincial and 50% federal. We were threatened with complete cutoff of federal funds as of last January 1. The province was also talking about pulling out their proportion of 30%. We did a lot of lobbying and got a one year extension on the federal proportion which was 50% of the subsidization.

[Traduction]

Vous avez également parlé d'un collectif de personnel spécialisé dans la garde d'enfants. Vous avez donc désigné un coordonnateur chargé de déterminer les besoins, car il faudra coordonner tous les services ainsi que l'accessibilité.

Mme McQuail: Effectivement. À l'heure actuelle, dans les régions rurales, nous avons des collectifs de main-d'œuvre agricole où un agriculteur peut puiser lorsqu'il a besoin d'un coup de main pour rentrer les foin ou autre, pour une quinzaine de jours par exemple. Je crois que cela se fait par le truchement du Centre d'emploi du Canada, mais l'idée serait la même. Les personnes seraient donc inscrites auprès de ce collectif, à condition d'y présenter les qualifications requises, notamment parce qu'elles seraient amenées à travailler en milieu agricole, où se posent davantage de problèmes de sécurité. L'agriculteur pourrait donc appeler une des personnes pour un jour, ou pour toute une saison, et on lui indiquerait une personne disponible qui se rendrait sur les lieux mêmes de la ferme en fonction des besoins.

Mme Selkirk: Ce serait comme un répertoire des gardiennes d'enfants, mais beaucoup plus perfectionné.

Mme Pépin: On nous a dit, dans d'autres endroits, que cela serait très bénéfique aux nouveaux-nés jusqu'à l'âge de deux ans . . .

Mme Selkirk: Oui, en particulier.

Mme Pépin: . . . pour avoir quelqu'un de qualifié qui s'occuperait des enfants à domicile, car de plus en plus, la femme doit aller travailler aux champs avec son mari. Je crois que c'est une hérésie que de dire que les enfants des sections rurales n'ont pas besoin qu'on s'occupe d'eux. Étant donné la technologie dont nous disposons, il faut que nous parvenions à changer d'attitude sur ce point. Comme vous l'avez dit, c'est tous les jours que vous devez passer une heure ou une heure et demie sur la route. Je tiens à vous remercier, parce que vous avez très bien mis tout cela en relief. J'espère que nous allons pouvoir changer quelque peu la situation.

Mme McQuail: Merci.

Le vice-président: Merci beaucoup, madame Pépin.

Mesdames, pourriez-vous nous dire combien de comtés seraient affectés par un éventuel changement des règlements d'application des subventions indirectes? Le gouvernement fédéral n'a pas modifié les règlements d'application du Régime d'assistance publique. Il semble qu'un certain nombre de comtés mettent à profit ce régime en s'appuyant sur les gouvernements provinciaux, ce qui n'est pas conforme à l'esprit de ce régime lors de sa mise en place.

Mme McQuail: Je sais que deux d'entre eux, celui de Vanastra et celui de Wingham, sont des centres municipaux financés pour partir des programmes conjoints. Les autorités municipales fournissent 20 p. 100, le gouvernement provincial 30 p. 100, et le fédéral 50 p. 100. On nous a menacés de fermer complètement le robinet fédéral à partir du 1^{er} janvier, et la province envisageait sérieusement d'interrompre son financement de 30 p. 100. Nous avons fait une campagne intense de

[Text]

The discussion seems to be the powers that be want to change it to a direct-grant system. That is what we were referring to. Our understanding of the direct-grant system, on the bottom line, is it looks like we are going to be the losers.

The Vice-Chairman: The Canada Assistance Programs... The first time we have run across this was today. Because it was in place to assist those I believe were already on social assistance in all the other provinces... I guess there were portions here in Ontario where it was not so. I am interested if we run into this when we get to Toronto since we have heard it today from the rural areas.

Ms McQuail: I applied in our local country through the Ministry of Social Services for additional subsidization for my children to go to child care. Because of our farming status and our assets I was discouraged by the day care supervisor who said she had never had a farmer qualify before because they just have too many assets. When I went through with the application process, the response I got from the Ministry was they would have to look into it further. Things are tough on the farm.

The Vice-Chairman: Thank you very much.

Mr. Bratton of London Life, if you please.

Mr. David A. Bratton (Director, Human Resources, London Life): I am delighted to be here. The fact you are still here is a tribute to your stamina. I am sure you are learning a great deal about the issue of child care.

I am representing London Life. I feel a little bit like a fish out of water, although I think the remarks I have should be relevant in some sense. I got a call from Ottawa asking me if we would participate this afternoon. I asked, "On what grounds"? They said, "On whatever grounds you like". I said, "Wait a second". They had heard we had some new work patterns at London Life which facilitated the movement of women in and out of the work force while they were at work, and asked if I would talk about things like job sharing and other flexible patterns of work. That is really what I intend to do this afternoon. I would be delighted to answer any questions.

What you are really doing is tackling these child care issues from a different perspective. Instead of trying to look at the issue of providing day care, we are looking at the issue of creating a greater and broader flexibility in the work arrangements.

I hope my remarks may serve to stimulate some discussion around other alternatives to easing the complex equation of work and home responsibilities carried by working women with young families. Given the lateness of the hour, I have edited

[Translation]

pressions et obtenu une prolongation d'un an du financement fédéral, qui représente 50 p. 100 des coûts.

Il semble que nos gouvernants souhaitent passer à un régime de subventions directes. C'est de cela que je parlais tout à l'heure: d'après nous, si l'on applique le régime des subventions directes, c'est nous qui seront les perdants.

Le vice-président: C'est la première fois que nous entendons parler, dans ce contexte, du RAPC. Je croyais qu'il avait pour mission de venir en aide aux personnes bénéficiant déjà des régimes d'assistance dans les autres provinces... J'imagine que dans certaines régions de l'Ontario, ce n'était pas le cas. J'aimerais savoir si on nous dira la même chose lorsque nous arriverons à Toronto, puisqu'ici il s'agit des zones rurales.

Mme McQuail: Dans mon comté, j'ai fait une demande au ministère des Services sociaux afin d'obtenir une subvention supplémentaire me permettant de placer mes enfants dans une garderie. Mais la responsable de cette garderie m'en a dissuadée car, étant donné que nous sommes des agriculteurs, nous avons un certain patrimoine: or, elle ne connaît pas de cas d'agriculteurs ayant satisfait aux critères de qualification pour une telle aide. J'ai néanmoins présenté ma requête et les représentants du ministère m'ont dit qu'ils allaient devoir étudier la question de plus près. La vie n'est pas facile pour les fermiers.

Le vice-président: Merci beaucoup.

J'appelle à présent monsieur Bratton, de *London Life*.

M. David A. Bratton (directeur, Ressources humaines, London Life): Je suis vraiment enchanté de pouvoir comparaître devant vous et le fait que vous soyez encore présents témoigne déjà d'une belle vitalité. Je suis sûr que vous êtes en train d'apprendre un grand nombre de choses sur la question des soins à l'enfance.

Je représente la société *London Life*. Je me sens un peu comme un poisson hors de l'eau, même si je pense que ce que j'ai à dire est assez pertinent. On m'a appelé d'Ottawa et on m'a demandé si nous accepterions de participer à l'audience cet après-midi. Lorsque j'ai demandé: «Pour quelle raison?», on m'a répondu: «Vous avez le choix». J'ai demandé un délai de réflexion. Ils avaient entendu dire qu'à *London Life*, nous avions mis au point des méthodes nouvelles d'organisation du travail qui permettaient aux femmes de quitter plus facilement le marché du travail pour y retourner ensuite, et on m'a demandé si je voulais faire un exposé sur le partage du temps et d'autres méthodes permettant de rendre l'emploi plus flexible. C'est donc ce que je compte faire cet après-midi et je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

Nous essayons d'aborder la question de la garde des enfants sous un angle différent, c'est-à-dire qu'au lieu d'offrir des garderies de jour, nous essayons de rendre l'organisation du travail beaucoup plus flexible.

J'espère que mes quelques observations permettront d'amorcer une discussion sur les autres solutions visant à harmoniser—et ce n'est pas chose facile—les responsabilités professionnelles et les responsabilités familiales auxquelles

[Texte]

my remarks. The full text has been lodged with you, together with an article that appeared in the Conference Board of Canada's *Canadian Business Review* entitled "Moving Away From Nine to Five". Copies of that article are available, and what I am going to say is substantially reflected in that article.

I should have a little commercial here for London Life before we really get rolling. It is the largest Canadian-owned insurance company operating solely in Canada. We have 160 offices across the country. We insure one out of every 10 Canadians, and are very proudly Canadian. We have 5,100 employees across the country: 2,600 sales staff, and about 2,500 administrative staff, management and so on. Of the 2,500, about 70% are women. We do have a great interest in the females in our work force.

In that regard, for the past several years we have been working diligently to increase career opportunities for our women employees. We have a voluntary affirmative action program that is one of the few in Canada. It is designed to open up management opportunities. In fact, we have increased the number of women in our middle management ranks from 2% to nearly 10% in the last four years. It sounds like a very gradual movement but, I will tell you, there is a lot of effort behind that.

Along the way, we realized that family responsibilities sometimes pose great difficulties to women pursuing careers and so we set about trying to develop a much broader variety of work arrangements in order to facilitate participation in our work force. That is really what I am going to be talking about today.

I would like to start with one very specific issue because it is one that everybody expresses a great deal of interest in and that is job sharing. I will define that term in a moment.

When first brought forward, job sharing was touted by many in the Canadian economy as being a viable solution to the job creation problem our country has faced throughout the early 1980s, an opportunity to provide work experience to thousands of young high school and college graduates who otherwise face months and even years of unemployment as they attempt to launch their careers.

In fact, a survey by Decima Research of Toronto in 1983 showed that up to two out of every three Canadians might be interested in sharing work in some form. Recent research by the Conference Board of Canada indicates that 31% of Canadians would be interested in working less than a full work week and for reduced wages.

We have taken this concept to heart. Over the last two years, with some effort on our part, we have increased the number of people sharing jobs in London Life from about 12

[Traduction]

doivent faire face les travailleuses qui ont des enfants en bas âge. Étant donné qu'il est tard, j'ai écourté quelque peu mon exposé. Cela dit, j'ai remis à votre greffier le texte in extenso, ainsi qu'un article publié dans la revue du *Conference Board of Canada* «*Canadian Business Review*». Cet article s'intitule «*Moving Away From Nine to Five*» (La fin du neuf à cinq). Je tiens à votre disposition des copies de cet article, dont mon exposé reflète en grande partie le contenu.

Permettez-moi de faire un peu de publicité pour *London Life* avant d'entrer dans le vif du sujet. *London Life* est la plus grosse compagnie d'assurance entre des mains canadiennes et opérant exclusivement au Canada. Nous avons 160 bureaux répartis dans tous le pays. Nous assurons un Canadien sur dix et nous sommes fiers d'être une compagnie canadienne. Nous employons 5,100 personnes dans tout le pays, 2,600 pour le personnel des ventes et environ 2,500 pour le personnel administratif et de gestion. Sur ces 2,500 personnes, 70 p. 100 environ sont des femmes: vous comprendrez que nous nous intéressons au cas des femmes au travail.

Depuis plusieurs années, nous nous attachons à améliorer l'éthique professionnelle de nos employées. Nous avons mis sur pied un des rares programmes d'action positive au Canada, dont le but est d'élargir l'accès aux carrières de gestion. En fait, au cours des quatre dernières années, la proportion des femmes parmi nos cadres moyens est passée de 2 p. 100 à près de 10 p. 100. Cette progression peut paraître très graduelle, mais elle n'en a pas moins demandé beaucoup d'efforts.

Nous nous sommes progressivement aperçu que les responsabilités familiales causent parfois des problèmes très complexes aux femmes qui travaillent; c'est pourquoi nous avons essayé d'élargir et de multiplier les dispositions destinées à faciliter leur intégration à la population active. Ce sera mon sujet aujourd'hui.

Je commencerai par une question qui suscite un intérêt généralisé, je veux dire le partage du temps, que je définirai dans un instant.

Lorsqu'on l'a présentée pour la première fois, beaucoup ont vu dans cette proposition une solution viable au problème de création d'emplois que connaissait notre pays au début des années 80, ainsi qu'une méthode permettant de donner une expérience professionnelle à des milliers de jeunes diplômés des écoles et des collèges du pays qui, sans cela, doivent attendre pendant des mois et parfois des années avant d'amorcer véritablement leur carrière.

Une étude effectuée en 1983 par *Decima Research* de Toronto a montré que deux Canadiens sur trois pourraient être intéressés par une forme ou une autre de partage du temps. Une enquête récente du *Conference Board of Canada* indique que 31 p. 100 des Canadiens seraient prêts à travailler moins d'une semaine complète, quitte à ce que leurs salaires soient réduits.

Nous avons pris cette idée très au sérieux et, au cours des deux dernières années, nous avons entrepris de porter de 12 à 40 le nombre de personnes qui, à *London Life*, partagent leur

[Text]

to 40. We now have 40 employees sharing 20 jobs. It is a unique arrangement and it tends to work very well for us.

We know we are in the minority as many employers are reluctant to embrace this kind of part-time work. We think the road blocks are the general attitude towards part-time work, which is, after all, what job sharing provides. By that I mean that to many managers, part-time employees mean just more headaches in terms of administration and management. They are more comfortable knowing that the full-time employees are going to be at their desk all day.

We also know that part-time jobs have been university career ghettos. Part-time jobs have been generally found in such occupations as the food service industry and retail operations where wages are low, employee benefits are virtually non-existent and there is little opportunity for career development.

At London Life we view part-time work as a viable work style in its own right, one which provides benefits to our business as well as to our employees. In fact, we have been providing flexible work arrangements for many years.

In terms of employment categories, we have as many as 12. In addition to regular full-time and regular part-time staff, we employ a base of temporary full-time, temporary part-time and casual staff. We have staggered hours, staggered shifts and all kinds of things in a building which looks from the outside like a nine-to-five operation.

• 1650

The use temporary staff provides us with a cushion of positions to ensure job security for our regular full-time staff, and we can expand or contract that work force depending on our sales and the advance of technology.

This provides security for our full-time staff who know if their job is eliminated through things like technology, a temporary staff person will be released, allowing them to fill the job previously held by the temporary staff member. At the same time, we feel we are providing valuable work experience and training for our temporary staff, who gain skills which can be used in other employment.

As I mentioned, we have a number of job sharing positions within the company now. We recently started posting such positions. When we started this thing, it was a germ of an idea and we asked our staff whether anybody was interested in the concept of job sharing and whether they would like to attend a noon hour session on their own time. We had 170 people show up. Ninety-five percent of those were women, but five percent of them were men who were interested in job sharing.

Since we have posted it, we also have a registry of people looking for partners to share jobs with. A definition might be helpful at this point. By job sharing, we are referring to one full-time job being shared by two people working half days, every other work or any other work-shared arrangement.

[Translation]

emploi. Aujourd'hui, nous avons 40 employés qui partagent 20 emplois. C'est une initiative qui donne d'excellents résultats.

Nous savons que nous faisons partie d'une minorité, car bon nombre d'employeurs refusent d'adopter ce genre de travail à temps partiel. Je crois que cela est dû principalement à l'attitude générale à l'égard du temps partiel, car c'est à cela que le partage du temps se ramène. Trop souvent, les responsables d'entreprises voient dans le travail à temps partiel une source de complications du point de vue de l'administration et de la gestion. Ils préfèrent savoir que les employés à plein temps resteront là, assis à leur bureau, toute la sainte journée.

Nous savons également que les emplois à temps partiel sont des sorte de ghettos. On les trouve en général dans les chaînes de distribution alimentaire et les commerces de détail où les salaires sont très faibles, où les avantages sociaux sont quasi inexistantes et où il n'y a que très peu de perspectives de promotion professionnelle.

A *London Life*, nous pensons que le travail à temps partiel représente une formule viable en tant que telle, et qu'elle nous profite autant qu'à nos employés. En fait, cela fait bien des années que nous avons mis en oeuvre l'horaire flexible.

Nous n'avons pas moins de 12 catégories d'employés. Outre notre personnel régulier à temps plein et à temps partiel, nous avons des employés temporaires à temps plein et à temps partiel, ainsi que des occasionnels. Nous appliquons l'horaire étalé, les postes étalés dans un immeuble qui, à première vue, semble fonctionner de neuf à cinq.

Le recours à du personnel temporaire nous donne un volant de postes libres qui nous assure la sécurité d'emploi pour notre personnel à plein temps régulier et nous pouvons contrôler nos effectifs—par voie contractuelle—en fonction de nos ventes et des progrès technologiques.

Nos employés à plein temps sont ainsi rassurés car ils savent que si un de leurs postes est supprimé à cause du progrès technologique, on libérera un employé temporaire et on y mettra le permanent dont le poste a été supprimé. Par la même occasion, nous offrons une formation et une expérience professionnelles précieuses à notre personnel temporaire, qui acquiert ainsi des qualifications qu'il pourra mettre à profit dans d'autres emplois.

Comme je l'ai dit, nous avons déjà un certain nombre de postes assujettis au partage du temps. Nous avons récemment commencé à afficher ces postes. Alors que l'idée était encore en germe, nous avons demandé à notre personnel si certaines personnes étaient intéressées par la notion de partage du temps et nous avons proposé une séance d'information sur l'heure du midi; 170 personnes se sont présentées, dont 95 p. 100 de femmes, mais également 5 p. 100 d'hommes que cela intéressait.

Depuis que nous avons affiché ces emplois, nous avons également établi un registre pour les personnes qui cherchent un partenaire afin de partager leur emploi. Ici, je crois qu'une définition s'impose. Par partage de temps ou d'emploi, nous entendons un emploi à temps complet partagé par deux

[Texte]

I will give you a couple of examples. We have two people, both women, in market research, and they share a job week in and week out. They communicate by tape recorder, leaving messages for each other. Both of them have young families and they are enjoying the time they spend with their families. One woman has a family and is renovating her home, and the other woman is extending her education. That is where job sharing begins to get into this idea of dealing with the family, the home and the work environment.

In the beginning, we found job sharing did present some problems. The two major road blocks were loss of benefits in assuming part-time work and the attitude of managers towards trying job-shared positions in their department. As I said, many feel the use of job sharing adds to their management load through administration. Many also feel part-time employees may be less committed to the goals of the organization than full-time staff.

We have now addressed the benefit issues. Benefits for part-time employees is one of those issues which is heating up in Canada and will be popular as an issue in the future. We now have extended the benefits on a pro-rated basis to all our permanent part-time employees. Since the introduction of this expanded benefits for part-time, we are seeing an increased interest in job sharing positions, and we expect job sharing will grow.

We also see job sharing being able to provide a number of benefits for the employee, the company and society. At the entry level positions particularly, job sharing immediately offers the opportunity to provide valuable work experience for a greater number of people. This is particularly important when you consider the greatest area of unemployment exists in the 18 to 24 years of age bracket. You cannot get a job without experience and without experience you cannot get a job.

Another very important benefit to the individual, and one this task force will be interested in, is the quality of life which can be enhanced with a greater opportunity to spend time at home with family or in furthering self-education. You might be interested to know among the benefits for part-time staff is our education benefit which reimburses 50% of the cost of tuition and 25% of the cost of books to students in approved colleges and universities. In effect, we have generated an environment where they can earn while they learn.

Although the largest group interested in job sharing are women with young families, many people nearing retirement also express interest in job sharing as a means of easing the transition into full retirement life.

For companies, job sharing provides the opportunity to tap into numerous talented people who only want to work reduced hours. In addition, we have found two people can sometimes be more productive. There is an important point here. We have

[Traduction]

personnes travaillant à mi-temps ou toute autre formule de partage du temps.

Voici deux exemples. Deux de nos employées du secteur de la prospection des marchés partagent un emploi, c'est-à-dire que chacune travaille une semaine sur deux. Elles communiquent en se laissant des messages sur un magnétophone. Toutes deux ont de jeunes enfants et elles peuvent ainsi passer du temps avec leur famille. L'une des deux a entrepris de rénover sa maison, l'autre de parfaire son éducation. C'est une des façons dont le partage du temps a une incidence positive sur le foyer et sur le milieu de travail.

Au début, le partage du temps nous présentait certains problèmes, dont deux en particulier: la perte des avantages sociaux dans le cas du travail à temps partiel et l'attitude des responsables vis-à-vis des postes faisant l'objet d'un partage du temps. Comme je le dis, bon nombre d'entre eux pensent que le partage du temps alourdit leur travail de gestion et les tâches administratives. Nombreux sont également ceux qui pensent que les employés à temps partiel sont moins dévoués à leur entreprise que les employés à plein temps.

À présent, la question des avantages sociaux des employés à temps partiel devient une des principales questions d'actualité au Canada. Nous avons à présent étendu les avantages sociaux, sur une base de prorata, à tous nos employés permanents à temps partiel. Depuis l'introduction de cette mesure, le partage du temps intéresse de plus en plus de gens et nous pensons qu'il va se développer.

Nous pensons également que le partage du temps présentera de nombreux avantages pour l'employé, l'entreprise et l'ensemble de la société. En début de carrière notamment, le partage du temps permet d'offrir une expérience professionnelle précieuse à un plus grand nombre de gens. Cela n'est pas à négliger, lorsqu'on considère que ce sont les personnes âgées de 18 à 24 ans qui sont les plus durement touchées par le chômage. En effet, sans expérience vous n'avez pas d'emploi et sans emploi, comment acquérir cette expérience?

La qualité de la vie est un autre élément susceptible d'intéresser d'autres groupes de travail: grâce au partage du temps, on peut passer davantage de temps en famille pour poursuivre son éducation. Parmi les avantages offerts aux personnes à temps partiel, il y a les prestations d'éducation qui permettent le remboursement de 50 p. 100 des frais de scolarité et de 25 p. 100 des frais d'achat de livres pour les étudiants fréquentant des collèges et des universités accrédités. Nous avons donc créé un environnement qui leur permette d'étudier tout en gagnant leur vie.

En général, ce sont les femmes avec des enfants en bas âge qui s'intéressent le plus au partage du temps; mais certaines personnes arrivant en fin de carrière sont également intéressées, car cela leur facilite la transition vers la retraite complète.

Quant aux entreprises, le partage du temps leur permet de faire appel à un grand nombre de personnes très qualifiées mais qui ne souhaitent fournir qu'un nombre réduit d'heures de travail. En outre, nous avons constaté que deux personnes

[Text]

found when women wanted to go on maternity leave, there was some reluctance to come back with young children. They really wanted to look after the children. With only full-time employment or nothing, we felt we were losing a great deal of talent. So we generated this work sharing option and, we believe it has been a success because we have been able to retain quite a number of very talented people who, if they could not get full-time work, were not prepared to work at all. Part-time work suits them very well and it suits us.

• 1655

For society, job sharing has, in a modest way, the immediate benefit of providing more jobs. This is important at a time when the number of jobs, particularly in large corporations, are shrinking. Further extensive use of the concept can provide an overall better trained work force and it was with these thoughts in mind that we continued to explore the concept of shared work in addition to a variety of other flexible work arrangements.

In effect, the flexible work arrangements for our full-time staff is another concept we have used successfully, providing flexible working hours. The concept has been practised at London Life for 13 years and has enabled us to balance the needs of the company and the needs of our staff. Employees are able, with agreement of management in the work areas, to determine their own start and stop times each day. There are two other options. Staff may work an eight-hour day and earn one half day off every week or they may work an eight-hour day and earn a full day off every two weeks. This flexible work program has been very well received by the staff. First, because it recognizes their needs in providing time off, and second, because flexible stop and start times accommodate such things as child care arrangements, attendance at courses in school and so on. Many people with young families choose to work from 7.30 a.m. to 3.20 p.m. in the afternoon so they are able to be home in time for the children returning from school.

• 1700

To give you an example of one of my own staff, the fellow stays at home and gets the kids ready and sees them off to school and comes in at 9.00 a.m.. His wife starts at 7.30 a.m. in the morning, so while he is working in the afternoon, she then goes home and makes sure that she can pick them up at a time when they are ready to come home from school. So it is an arrangement beneficial to both of them and certainly to London Life.

The company also receives added benefits from its flexible-hours program. A service industry, unlike a manufacturing operation, cannot inventory its products. When customers needs service they expect to receive it. With flexible hours, we can provide service from 7.30 a.m. until 8 p.m. and this time spread also allows us to better utilize their expensive space and equipment over a longer period during each working day.

[Translation]

travaillant dans un même emploi peuvent être plus productives. Cette question est très importante, par exemple, lorsque des femmes prennent un congé de maternité: elles répugnent, dans ce cas, à reprendre leur travail tant que leurs enfants sont tout petits, car elles tiennent à s'en occuper. Or, lorsque c'est l'emploi à plein temps ou rien, nous perdons un grand nombre d'employés très compétents. Grâce au partage du temps nous avons pu retenir un nombre important de personnes compétentes à qui le travail partiel convient parfaitement. Et nous aussi, nous y gagnons.

Pour l'ensemble de la société, le partage présente l'avantage d'augmenter quelque peu, et sans délai, le nombre d'emplois. C'est un avantage appréciable car aujourd'hui, notamment dans les grandes sociétés, on procède à des compressions de personnel. En élargissant davantage cette méthode, on pourra améliorer les qualifications de l'ensemble de la population active; c'est donc en nous appuyant sur ces principes que nous avons continué d'analyser la notion de partage du temps, ainsi que toute une gamme d'autres dispositions destinées à rendre l'organisation du travail plus flexible.

L'horaire flexible, que nous avons mis en place pour notre personnel à plein temps, constitue également un autre succès. Voici 13 ans que nous le pratiquons à *London Life* et cela nous a permis d'harmoniser les besoins de la compagnie et ceux de notre personnel. C'est ainsi qu'à condition d'obtenir l'accord des cadres du secteur, nos employés peuvent fixer eux-mêmes à quelle heure commence leur journée et à quelle heure elle prend fin. Nous leur offrons également deux autres options: en travaillant 8 heures par jour, les employés obtiennent le droit à une demi-journée de congé par semaine, ou à une journée pleine toutes les deux semaines. Cet horaire flexible a été très bien accueilli par le personnel, tout d'abord parce qu'il tient compte de leurs besoins en temps libre, mais aussi parce que l'horaire flexible permet de tenir compte d'obligations telles que les enfants, les cours, etc. Bien des parents avec des enfants en bas âge décident par exemple de travailler de 7h30 du matin à 15h20, afin de pouvoir accueillir leurs enfants à leur retour de l'école.

Pour vous donner un exemple, l'un de mes employés reste à la maison, le matin, jusqu'au départ de ses enfants pour l'école et il commence son travail à 9 heures. Sa femme, elle, commence à 7h30 du matin, si bien que l'après-midi, alors que lui travaille encore, elle peut passer les chercher à l'école. Vous voyez que ce genre d'arrangement est bénéfique non seulement pour la famille mais aussi pour *London Life*.

Notre société retire d'autres avantages de son système d'horaires flexibles. Contrairement à une usine, une entreprise de services n'a pas de stock: il faut servir les clients au fur et à mesure que se présente la demande. Or, avec les horaires flexibles, nous pouvons servir notre clientèle de 7h30 à 18 heures; en outre, en étendant notre plage horaire, nous utilisons de façon plus rentable nos locaux et nos équipements.

[Texte]

Interestingly enough, one of the work options we are now generating is working from 4.00 p.m. to 8.00 p.m. and we have hired a substantial number of housewives, students and so on, who prefer that kind of part-time working arrangement. They are able to do what they need to do during the day and come in for four hours and work; they like it and it is just growing by leaps and bounds.

The whole attitude and orientation, if I can leave anything with you from my speech, is the fact that the 9 a.m. to 5 p.m. work day as we know it, is going the way of the dodo bird, it is dying and it is dying rapidly. Organizations like ours in the private sector, and in the public sector, have to understand this and begin to create arrangements to fit their own needs but also the needs of the people they are employing.

More effective use of part-time employees—by part-time, I mean anywhere up to 28 hours a week. Anybody who works 28 hours a week gets full benefits or less, so that it is just slightly less than a full week when all of the benefits kick in, rather than losing them—also provides the opportunity to develop part-time positions into full-time positions as their costs justify and of course the reverse is also true, down-sizing from full-time to part-time jobs. The main point is that these arrangements are willingly accepted and generated by both the company and the employees because it is to both their mutual advantages, and our employees are very pleased with the job-sharing arrangements, as evidenced by the growth we have had.

In 1985 we had Decima Research conduct an attitude survey among our 2,500 administrative employees and the company received overwhelming endorsement of its management by the staff—and incidentally, another commercial, London Life was just named as one of the 100 best places in Canada to work, by *The Financial Post* and *Colliers Publisher*, and there is a story behind that. It is always nice to be able to have good commercials.

The survey showed that the staff understood the goals of the corporation and are committed to helping achieve those goals through a wide variety of programs such as productivity gain sharing, which again is the only kind of gain-sharing employees where we share the productivity gains with the employee in any white collar sector in the Canadian employment scene, and in fact, one of the very few in North America.

Interestingly though, when asked to write in any benefits not now received but desired, the overwhelming response was for vision care and we saw our way to providing that this year. Day care got only a very, very few mentions and that is another interesting point. I think as you go across Canada you will see that the needs vary by community and in London, Ontario where there are not great distances to travel, we have found that our employees are quite comfortable with the day care arrangements they have made for their own children; closer to their home, usually with relatives and so on. We have not been overwhelmed by a demand or a request for creating day care as an employer and that surprised us when we did the attitude survey. By overwhelming, I mean 50% of our employees asked for vision care, and this is where 70% of the people answering the questionnaire were women.

[Traduction]

Il est à remarquer que nous proposons une plage de travail allant de 16 heures à 20 heures et nous avons trouvé un nombre assez élevé de femmes au foyer, d'étudiants et autres, qui préfèrent ce genre d'horaire à temps partiel, qui leur permet de faire ce qu'ils ont à faire durant la journée et de venir travailler ensuite pendant 4 heures. Cette formule a un succès fou et elle est en pleine expansion.

J'espère que mon exposé vous laissera au moins une impression durable, c'est la conviction que la journée de 9 à 5 telle que nous la connaissons est tout simplement une espèce en voie d'extinction. Les grandes entreprises du secteur privé comme du secteur public vont devoir comprendre cela et accommoder, non seulement leurs propres besoins, mais également ceux de leurs employés.

Lorsque je parle de temps partiel, je veux parler d'un travail ne dépassant pas 28 heures par semaine. Toute personne travaillant 28 heures par semaine a droit au plein régime des avantages sociaux. Je dirais qu'une utilisation plus efficace des employés à temps partiel permet non seulement de ne pas perdre ces derniers, mais également de créer des emplois à plein temps ou à temps partiel en fonction de la rentabilité. En général, ces arrangements font l'affaire de l'entreprise comme des employés, et les progrès du partage du temps montrent bien que ces derniers en sont enchantés.

En 1985, nous avons demandé à *Decima Research* de faire un sondage d'attitude parmi nos 2,500 employés d'administration: le résultat a été un véritable plébiscite pour la direction—d'ailleurs j'en profite pour glisser un autre petit message publicitaire: *London Life* a été désignée par le *Financial Post* et le *Colliers Publisher* comme l'un des 100 endroits offrant le meilleur cadre de travail à son personnel. Un peu de publicité ne fait jamais de mal.

Le sondage a montré que le personnel comprenait les objectifs de la société et s'efforçait de les atteindre grâce à toute une gamme de programmes tels que le partage des gains de productivité—nous sommes d'ailleurs la seule entreprise canadienne de services, ou de cols blancs si vous préférez, qui partage ses gains de productivité avec les employés, et l'une des rares en Amérique du Nord.

Ce qui est intéressant, lorsque nous avons consulté nos employés pour savoir quels étaient les points dont il restait à s'occuper, l'immense majorité a inscrit la protection de la vue et nous avons pris nos dispositions pour y donner suite cette année. Autre point intéressant, les services de garde d'enfants n'ont été que très rarement mentionnés. Je crois que les besoins varient selon les régions et les localités du Canada, vous ne manquerez pas de le constater; à London, Ontario, les distances ne sont pas très grandes et nos employés se satisfont des dispositions qu'ils ont prises pour la garde de leurs enfants, en général avec des parents et dans le voisinage. Nous avons été surpris que le sondage d'attitude ne révèle pas une très forte demande de garderies de jour. Lorsque je dis «très forte» je prends pour exemple le fait que 50 p. 100 de nos employés

[Text]

[Translation]

ont demandé que des mesures soient prises pour protéger leur vision, parmi lesquels 70 p. 100 de femmes.

• 1705

We believe it is in the best interest of the private sector to actively pursue the enhancement of all kinds of work opportunities, all kinds of work arrangements, particularly the service sector which has long benefited from the use of part-time staff. However, we feel we have proven through our job-sharing initiatives that part-time employment can be further developed as a viable work style for many Canadians.

Nous pensons que le secteur privé a tout intérêt à mettre à profit toutes les occasions d'améliorer les conditions de travail, notamment le secteur des services qui, depuis longtemps, bénéficie de la formule des emplois à temps partiel. Nous pensons d'ailleurs avoir démontré, grâce à nos initiatives de partage du temps, que l'emploi à temps partiel peut encore être perfectionné et exploité comme mode de travail viable pour un grand nombre de Canadiens.

It is surprising but you are now finding that many Canadians do not want to work a full work week. They would rather take less money and work less time. As employers, sometimes we find it very difficult to accommodate those arrangements.

En effet, on constate—et c'est surprenant—que bien des Canadiens ne veulent pas travailler une semaine complète et préfèrent gagner moins pour pouvoir travailler moins longtemps. Les employeurs ont parfois du mal à tenir compte de ces préférences.

There are costs to such programs, but in the long term the benefits can be measured in more than dollars and cents. I may have missed it in my presentation, but it costs us about \$1,200 an employee to add full part-time benefits, which we did not feel was an unreasonable amount of money. That is on an annual basis.

Ces programmes représentent évidemment certains coûts mais, à long terme, les avantages sont multiples—et pas seulement financiers. Je ne l'ai peut-être pas dit tout à l'heure, mais le régime complet des avantages sociaux pour un employé à temps partiel nous coûte 1200\$ par an; nous ne considérons pas cela comme exagéré.

I think the lesson to be learned from the London Life experience with part-time work and job sharing is that in planning and organizing a work force management should take these options into consideration. The stereotype of the nine-to-five work style is breaking down and the trend is toward providing a whole range of flexible work options. In using them, not just the companies, but the employees also benefit.

Je crois que la leçon à tirer de l'expérience de *London Life* c'est que la direction d'une entreprise devrait prendre en compte ces options supplémentaires lorsqu'elle planifie et organise la gestion de ses effectifs. La formule stéréotypée du neuf à cinq est en recul et on tend aujourd'hui à offrir toute une gamme d'options flexibles, qui profitent à la fois à l'entreprise et aux employés.

That ends my formal remarks. I would be delighted to answer any questions. I hope that it has been topical; I am a little uncomfortable.

Je conclurai là-dessus mon expos. J'espère ne pas avoir débordé le sujet. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions.

The Vice-Chairman: Mr. Bratton, it certainly has been topical because too often people associate our committee with day care centres. We are addressing child care in the nation and looking at what is best in that regard. I think what you have outlined to us is an option your company has been using. You have also attested that it is a team effort, too, that the husband looks after one side of the spectrum and the wife the other.

Le vice-président: Rassurez-vous, monsieur Bratton, vous avez parfaitement respecté le thème que nous étudions, car trop souvent les gens associent exclusivement notre Comité avec le thème des garderies d'enfants. Nous nous penchons sur le problème de l'éducation des enfants à l'échelle nationale et nous cherchons les meilleures formules. Or, ce que vous nous avez présenté, c'est précisément la formule appliquée par votre entreprise. Vous avez également montré que cela pouvait être un travail d'équipe, à savoir que le mari s'occupe d'un aspect et la femme de l'autre.

What percentage of your 2,500 staff at head office would be participating in the flexible work program or job sharing?

Quel pourcentage de vos 2,500 employés du siège profitent du partage du temps ou des heures flexibles?

Mr. Bratton: In the job sharing program there are 40 employees out of the 1,700 in our head office. Out of that there are about 1,050 or 1,100 women. But that is astounding growth. It has increased from very little a couple of years ago and has just sort of been growing and growing. We are delighted. It is fascinating to watch it happen. We have not yet had a man come and say he would like a job sharing arrangement, but I am sure it is going to come one day soon.

M. Bratton: À notre siège, 40 employés sur 1,700 pratiquent le partage du temps—je précise qu'il y a entre 1,050 et 1,100 femmes. Le taux de croissance est renversant, car en l'espace de deux ans, il est passé de presque rien du tout aux chiffres que je vous ai cités. Nous en sommes enchantés et c'est un phénomène très intéressant à observer. Jusqu'à présent, aucun homme ne s'est présenté pour profiter du partage du temps, mais je suis sûr que cela ne va pas tarder.

Having employees setting their own hours and staggering the time they come in is quite widespread within the company.

Quant à l'horaire flexible, en vertu duquel les employés fixent leur propre horaire de façon étalée, c'est une pratique

[Texte]

It is done in order to capitalize on both the needs of the business and the employee.

The Vice-Chairman: Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I am very pleased by your presentation because in my former job I was president of the Canadian Advisory Council on the Status of Women. One of our big fights . . . The government wants part-time jobs and job sharing for women, for parents, and I am quite happy to see that you have implemented it in your company.

When you spoke about part-time versus full-time, did I understand correctly that people who are working part-time may one day be able to work full-time if they desire or if the availability is there?

Mr. Bratton: We have so many different categories to work in . . . what we are trying to do is increase the ability of people to move through those categories. If somebody, for instance, is raising small children and only wants to work part-time, they can do that for the period of time they want. If they then want to come on full-time, we can make that transition to bring them back on a full-time basis.

The same is true going from full-time work to part-time. I mentioned just very briefly people who are considering retirement. Sometimes it is quite a jolt when you stop work and retire. To move from full-time to part-time work and then into retirement seems to be an attractive option that is gradually growing.

Mrs. Pépin: Regarding the benefits, how many hours did you say it is?

Mr. Bratton: It is 28 hours.

Mrs. Pépin: If they work 28 hours, they are allowed benefits. What are the benefits?

• 1710

Mr. Bratton: Group life, group health, group dental, pension, mortgage discount, use of facilities . . .

Mrs. Pépin: The same as the other employees.

Mr. Bratton: Sure, on a prorated basis.

Mrs. Pépin: C'est ça.

Mr. Bratton: There was one problem we got into. It is interesting enough because part-time employees really did want dependant coverage, which we did not provide. It may be that the woman is working and her spouse, principal companion or whatever, does not have any benefits; they may have a small child and she wants coverage. We then created such dependant coverage.

Sometimes it costs. Like the dental plan, we had to institute a premium because it is included in our major medical plan.

[Traduction]

très répandue dans notre entreprise. Nous le faisons de manière à rentabiliser du mieux possible les besoins de l'entreprise et des employés.

Le vice-président: Madame Pépin.

Mme Pépin: Votre exposé nous satisfait d'autant plus que j'étais précédemment présidente du Conseil consultatif de la situation de la femme. L'un de nos grands combats . . . Le gouvernement souhaite que l'on multiplie les emplois à temps partiel et le partage du temps pour les femmes et pour l'ensemble des parents, et je suis très heureuse de voir que vous l'avez appliqué dans votre entreprise.

Vous avez parlé des emplois à temps partiel et des emplois à plein temps; si j'ai bien compris, vous avez dit, n'est-ce pas, que les employés à temps partiel pourraient un jour obtenir un emploi à plein temps si tel est leur désir et s'il y a des postes disponibles?

M. Bratton: Nous avons toute une série de catégories d'employés et nous essayons d'améliorer les passerelles entre ces catégories. Par exemple, si une personne élève des enfants en bas âge et souhaite ne travailler qu'à temps partiel, nous lui en donnons la possibilité pendant le temps qu'elle le désire. Si elle veut ensuite réintégrer son poste à plein temps, nous lui en donnons la possibilité.

Il en est de même pour le passage du plein temps au temps partiel. J'ai mentionné le cas des gens qui approchent de la retraite. Parfois, le choc est brutal et de plus en plus de gens préfèrent l'atténuer en travaillant pendant une période à temps partiel seulement.

Mme Pépin: Quel est le nombre d'heures ouvrant droit aux avantages sociaux?

M. Bratton: Vingt-huit heures.

Mme Pépin: Donc, s'ils travaillent 28 heures, ils ont droit aux avantages sociaux. En quoi consistent ces avantages?

M. Bratton: Assurance-vie de groupe, assurance-maladie de groupe, assurance dentaire de groupe, pension de retraite, réduction sur l'hypothèque, accès aux installations . . .

Mme Pépin: Comme pour les autres employés.

M. Bratton: Oui, sur une base de prorata.

Mme Pépin: I see.

M. Bratton: Nous avons eu un problème assez intéressant: les employés à temps partiel souhaitaient obtenir la couverture des personnes à charge, que nous n'offrions pas. Par exemple, il se peut que la femme travaille mais que son conjoint ne bénéficie pas des avantages; il se peut qu'ils aient un enfant en bas âge et que ce dernier soit couvert. Nous avons donc créé un régime à cet effet.

Parfois, cela entraîne des dépenses, comme le régime d'assurance dentaire: dans ce cas, nous avons dû instituer une prime, car nous l'avons incorporé à notre régime principal d'assurance-maladie.

[Text]

Mrs. Pépin: Oh, I see.

Mr. Bratton: But they have access to just about every benefit that we have on a prorated basis.

Mrs. Pépin: You said something interesting: women like to work between 4 and 8 p.m., at the end of the afternoon. Maybe for many of them it is easier because they have someone to take care of their kids.

Also, you said that there was no special request or need for child care services. Maybe it is because most of them . . . Did you check to find out if the persons who replied to your questionnaire were part-time workers as opposed to full-time workers?

Mr. Bratton: No, the questionnaire went to full-time employees. I am trying to think whether it went to part-time employees as well, but they are in the minority; there are only about 112 of them. The full-time employees fully endorsed providing benefits and so on to part-time employees.

One of the issues is that maybe they have all made their arrangements. Maybe the average age of our work force is such that the children are in school.

Mrs. Pépin: My next question was: What is the average age of your workers?

Mr. Bratton: The average age is 39.

Mrs. Pépin: Also, then, the children are a little bit older.

Mr. Bratton: Yes, but in the entry basis, we still have a lot of people . . . We have also found that in the post-thirties, once people get to age 30, they are beginning to think about having a family. We have a post-thirties mini baby boom that has one or two children coming into the family.

Mrs. Pépin: You must have maternity leave then.

Mr. Bratton: Oh, yes, and we subsidize the maternity as well, above the UIC maximum, to 60% of their former income. It has a lot to do with our affirmative action program. We have really been trying to create opportunities for women to stay in the work force or to go out and come back in again and still retain the career aspirations and success.

Mrs. Pépin: Thank you very much. I am quite impressed.

The Vice-Chairman: Yes, thank you very much, Mr. Bratton. It certainly was germane to the subject. We have been looking to have businesses or various organizations come forward and we have been out actually soliciting them to come forward because they did not respond to the ads we ran in the newspapers.

Mr. Bratton: I am delighted to be here. We may have missed the ads. As I look down the list, I see I am the only private sector employer. This is great. I hope you get more.

[Translation]

Mme Pépin: Ah bon!

M. Bratton: Mais ils ont droit à presque tous les avantages que nous offrons au prorata.

Mme Pépin: Vous avez dit, et j'ai trouvé cela intéressant, que les femmes aiment travailler entre 16h et 20h et que cela facilite la vie d'un grand nombre d'entre elles, car elles doivent s'occuper de leurs enfants.

Vous avez également dit qu'il n'y avait pas de demande particulière pour des services de garde d'enfants. Avez-vous cherché à déterminer si les répondants à votre questionnaire étaient des employés à temps partiel ou des employés à plein temps?

M. Bratton: Non, le questionnaire a été adressé à des employés à plein temps. J'essaie de me rappeler si on l'a également présenté à des employés à temps partiel, mais il n'y en a que 112. En tout cas, les employés à plein temps étaient tout à fait favorables à l'extension des avantages sociaux aux employés à temps partiel.

La situation à *London Life* s'explique peut-être par le fait qu'ils ont déjà pris leurs dispositions, ou peut-être que, étant donné l'âge moyen de nos effectifs, les enfants sont déjà à l'école.

Mme Pépin: Justement, quel est l'âge moyen de vos employés?

M. Bratton: L'âge moyen est de 39 ans.

Mme Pépin: Les enfants sont donc déjà un peu plus âgés.

M. Bratton: Oui, mais au niveau des employés débutants, nous avons encore pas mal de gens . . . Par ailleurs, nous avons constaté que lorsque les gens atteignent la trentaine, ils commencent à penser à avoir des enfants et nous assistons à un «Baby-boom» chez les plus de 30 ans, qui amènent un ou deux enfants dans la famille.

Mme Pépin: À ce moment-là, il y a le congé de maternité.

M. Bratton: Bien sûr, et nous finançons également le congé de maternité, au-delà du maximum fixé par l'assurance-chômage, jusqu'à 60 p. 100 de leur revenu précédent. C'est l'une des conséquences de notre programme d'action positive. Nous avons fait tout notre possible pour retenir les femmes au sein de la population active, ou pour leur permettre de s'en aller un moment et de retrouver, à leur retour, des perspectives de carrière intactes.

Mme Pépin: Merci beaucoup, je suis très impressionnée.

Le vice-président: Je vous remercie à mon tour, monsieur Bratton. Votre exposé répond tout à fait au thème de nos préoccupations. Nous avons essayé de susciter la participation d'entreprises et de divers organismes et nous nous sommes même adressés directement à eux car ils n'avaient pas répondu aux annonces que nous avons placées dans les journaux.

M. Bratton: Je suis en tout cas très heureux d'être ici. Il se peut que nous n'ayons pas vu les annonces. En effet, je vois que je suis le seul représentant des employeurs du secteur privé. Je suis en tout cas très heureux d'être venu et j'espère que vous en verrez d'autres.

[Texte]

The Vice-Chairman: I am asking the clerk to take you my card to give to a fellow by the name of Earl Orser. He will recognize the name when he sees it.

Mrs. Pépin: I missed one question, regarding part and full time. Do you have a union? It seems that right now the union people do not want to have part time or job sharing.

Mr. Bratton: This is right. We are non-union. We are very proud of the status because we manage in such a way that it creates a situation where in our opinion it is unnecessary. So you do everything you can to manage well. But in having talked about job sharing on other public platforms and being side by side, the unions are very mixed in their approach to it.

Mrs. Pépin: Yes. Thank you very much.

Mr. Bratton: Okay, thank you.

The Vice-Chairman: Thank you. We are to that point in the day when we have one person come forward to the open microphone, and it is Jan Kaufman for the Guelph-Wellington Child Care Concerns Group.

Now, Jan, do you have a tape you want to . . .

Ms Jan Kaufman (Guelph-Wellington Child Care Concerns Group): A video tape, can I put it on?

The Vice-Chairman: Okay.

• 1725

[Video Presentation]

The Vice-Chairman: Was there anything else you wanted to add, Jan?

Ms Kaufman: Just one very short comment.

The title of this particular video tape is *Day Care Desperation*, which is perhaps a little melodramatic. But the word "desperation" comes from a quotation out of some comments which accompanied a survey done in Guelph some time ago, the words of one woman whose children were finally beyond the age where they needed child care: "my days of quiet desperation are finally over, I no longer need child care".

The Vice-Chairman: Thank you very much. Your story was well told there and it will all be on the record too, so thank you very much for coming forward.

Janet Davis, please come forward.

Ms Janet Davis (Individual Presentation): I felt compelled to come forward to comment on the profit and non-profit question, because today we have heard people who have referred to the issue as a red herring or as insignificant.

I happen to be an former day care worker. I have worked for a profit day care centre. I am also a parent and have had my child in day care, so I think I have seen day care from a number of perspectives.

[Traduction]

Le vice-président: Je veux demander au greffier de vous donner ma carte afin que vous la transmettiez à un certain Earl Orser. Il reconnaîtra mon nom.

Mme Pépin: Permettez-moi une autre question, concernant les employés à plein temps et à temps partiel. Avez-vous un syndicat? En effet, il semble qu'à l'heure actuelle, les syndicats soient opposés au travail à temps partiel ou au partage du temps.

M. Bratton: C'est exact. Mais il n'y a pas de syndicat chez nous. Nous en sommes très fiers, car nous avons réussi à créer une situation qui, à notre avis, rend les syndicats inutiles. Cela dit, les syndicats sont loin d'avoir adopté une position claire et tranchée en matière du partage du temps.

Mme Pépin: Je vous remercie beaucoup.

M. Bratton: Je vous en prie.

Le vice-président: Merci. Nous en arrivons au moment où nous écoutons le témoignage des personnes qui se présentent au microphone. Il s'agit maintenant de Jan Kaufman, qui représente le *Guelph-Wellington Child Care Concerns Group*.

Jan, est-ce que vous voulez nous faire passer un enregistrement?

Mme Jan Kaufman (Guelph-Wellington Child Care Concerns Group): Oui, c'est une bande vidéo, est-ce que je peux la faire passer?

Le vice-président: D'accord, allez-y.

[Présentation vidéo]

Le vice-président: Est-ce que vous souhaitez ajouter quelque chose, Jan?

Mme Kaufman: Oui, mais je serai très brève.

Le titre de cette présentation vidéo est *Day Care Desperation* (Le désespoir des garderies), ce qui peut paraître un peu mélodramatique. Mais le mot «désespoir» est tiré d'observations qui ont été faites lors d'une étude effectuée à Guelph, voici quelque temps; ce sont les mots employés par une femme dont les enfants avaient atteint l'âge où il n'était plus nécessaire de s'occuper d'eux : «mes jours du désespoir muet sont enfin terminés, je n'ai plus besoin de faire garder mes enfants».

Le vice-président: Merci beaucoup de nous avoir présenté votre histoire avec beaucoup d'éloquence et elle sera de toute façon consignée au procès-verbal. Merci encore.

Janet Davis, vous avez la parole.

Mme Janet Davis (à titre personnel): Je n'ai pas pu m'empêcher de venir dire quelques mots à propos de l'opposition entre les garderies à but lucratif et les garderies à but non lucratif, car durant l'un des témoignages, on a dit que cette question était un faux problème.

Il se trouve que j'ai moi-même travaillé dans des garderies de jour, notamment dans une garderie à but lucratif. J'ai également un enfant, lequel est placé dans une garderie, si bien que je crois les avoir observées sous plusieurs angles.

[Text]

First of all, I think we all accept that there are indeed some profit day care centres which are of good quality and there are probably some non-profit centres which are not so great; but on the whole, the likelihood of better-quality care is greater in the nonprofit sector than it is in the profit sector. This is for sure; it has been proved in the United States.

Day care services are clearly not a commodity like tomatoes or any other kind of products with the user pay or the market model of supply and demand. It does not work that way. It is not the same kind of a commodity and it can not be provided on this kind of a basis. I do not think competition improves the product; in fact I think it makes it worse. I do not think it makes it more efficient. It may make it cheaper; this is the only thing it may do. But it certainly does not improve the quality, it is in fact detrimental to the quality.

In the day care centre I worked at for profit, certainly they primarily saved money on salaries. People have documented this. People were paid minimum wage. They also cut corners on food. The children would get one chicken wing for lunch; that was it, no more. For snacks they got half a cup of powdered milk. That was it. There was no more available. Those sorts of things happen all the time.

I worked in a two-year-old group. According to the Ontario Day Nurseries Regulations, I was to have only a ratio of one to five. I had on occasion 10 and 11 children on my own and if for some reason the day care inspector was coming, the cook came in. Stories like this are true. It happens all the time. If the cook could not relieve me for break because she was in the office answering the phone because the owner was never there to answer the phone, then we supervised two rooms and two groups of children so people could have breaks. It happens all the time. Stories of children being put on vans to completely leave the centre when the day care consultant comes to observe, is also not unusual. They cut corners in supplies and equipment. We had an incredibly barren playground at the back of a plaza, that was fenced, no shade, barely any grass. It was not appropriate. Anyway, there are a number of ways that they certainly can save money, cut corners and sell their service cheaper.

I would like to reiterate that I think it is philosophically unacceptable for profits to be made in the provision of care for children, and profits are being made. I know Mr. Duguay suggested that most of the submissions have suggested that profits are not being made. If they are not being made, why are people continuing to do it? The profits may not be substantial but in many cases in Ontario, a situation is arising which has happened previously in the United States where a small day care centre may make a small profit which is then turned over into another day care centre, and you have a series of minichains where you have four or five, and cumulatively,

[Translation]

Tout d'abord, je crois que nous sommes tous d'accord pour dire que certaines garderies à but lucratif offrent des services de bonne qualité, et que l'on trouve également des garderies à but non lucratif dont les services sont médiocres; cela dit, dans l'ensemble, on a de meilleures chances de trouver des services de bonne qualité dans le secteur à but non lucratif que parmi les entreprises orientées vers le profit. Ce fait est établi, on l'a d'ailleurs démontré aux États-Unis.

Les services de garderie ne sont pas une marchandise, comme des pommes de terre ou n'importe quel autre produit, qui répond à la loi de l'offre et de la demande. Dans ce domaine, les choses fonctionnent différemment et je ne crois pas que la concurrence améliore le produit, bien au contraire. Tout ce que cela fait, c'est en abaisser le prix, mais cela ne peut que nuire à la qualité.

Lorsque je travaillais pour une garderie privée, je puis vous dire qu'ils faisaient des économies sur notre dos. D'ailleurs, chacun le sait, le personnel de ces garderies gagne le salaire minimum. Et puis, ils font des économies sur la nourriture : par exemple, les enfants avaient droit à une aile de poulet pour leur déjeuner, et rien d'autre. Pour le goûter, c'était une demi-tasse de lait en poudre, et puis plus rien. Cela n'a rien d'exceptionnel, au contraire.

Je travaillais avec un groupe d'enfants de deux ans. D'après les règlements de l'Ontario concernant les garderies de jour, je ne devais pas m'occuper de plus de cinq enfants. Or, j'en avais parfois 10 ou 11, si bien que lorsque l'inspecteur débarquait, nous faisions venir la cuisinière. Je dis la vérité, c'est comme ça que les choses se passent. Et si la cuisinière ne pouvait pas venir me relever, parce qu'elle était occupée au téléphone, étant donné que le propriétaire n'était jamais là pour répondre au téléphone, alors nous nous occupions de deux groupes d'enfants à la fois, afin de permettre à l'une d'entre nous de prendre une pause. C'est comme ça que les choses se passent. Il n'est pas rare que l'on mette les enfants dans un fourgon et qu'on les emmène à l'extérieur du centre pendant que l'inspecteur est là. Et puis on fait des économies sur les fournitures et sur l'équipement. Par exemple, le terrain de jeux, qui se trouvait à l'arrière d'un square, n'avait ni barrière, ni préau, et presque pas de gazon. Il ne faisait vraiment pas l'affaire. En tout cas, ils rognent sur toutes les dépenses afin de pouvoir abaisser leurs prix.

Encore une fois, au plan des principes, il est inacceptable que l'on réalise des bénéfices dans le domaine de la garde des enfants; or, c'est le cas. Je sais, monsieur Duguay a dit que la plupart des témoignages affirment le contraire. Eh bien, si les gens ne font pas de bénéfices, pourquoi est-ce que ces gens-là continuent? Peut-être les bénéfices ne sont-ils pas si importants, mais on a vu se produire en Ontario une chose qui était déjà arrivée aux États-Unis: on ouvre une petite garderie, qui réalise quelques bénéfices et qui permet d'ouvrir une autre garderie et ainsi de suite, et on arrive à une sorte de petite chaîne de garderies qui permettent, à ce moment-là, de réaliser

[Texte]

you can make substantial profits. Even if one day care centre does not make a profit, on the bottom line, many of the owners and operators are certainly taking much higher salaries than the people who are working there.

Second, in terms of philosophy, the difference I found working in a for-profit centre which was owned by someone and then working in a non-profit co-operative centre was that I played a role in participating in the decision-making process. Even though I made not that much more than I had made in the for-profit centre, at least I knew that our objectives and our goals were the same, that I could participate in the decision-making process on things which affected me and the other staff members, that parent input was important and invited. So, just generally, the staff morale is far better in a situation in which you can actually participate and are not treated in an arbitrary fashion. I can recall in the private centre where I worked that a number of people got together to make certain grievances to the owners and their response was, if you do not like it, leave, and they did. The turnover was incredible. We had a constant slew of new faces, one after another. Thus, the salaries constantly remained low because they did not have to increase them.

Another thing they did was constantly use job-creation projects like OCAP and various other job-creation schemes, counting on students and people who were there supposedly to be trained as full-time staff members, and having just one student placement after another and counting on them in the ratios which they were not supposed to be doing.

So, I think that the question of profit versus non-profit is not a red herring and clearly in Canada, if we want to work towards developing a quality child care system, we have to begin to provide incentives for the expansion of non-profit care, giving more and greater capital start-up funds and direct operating subsidies to non-profit centres.

The Vice-Chairman: Okay, Mrs. Pépin.

Mrs. Pépin: I agree mostly with what you said but if we look very closely at the Atlantic region where the unemployment is from 27% to 40%, the majority of child care is family day care centres where they have four or five children. It is all private. They do not have any public child care centre. We have in every one of us... When we left Newfoundland we had the conviction those people were doing it because they were loving children. They were not making money at all.

• 1735

Ms Davis: This is in a private family home day care situation?

Mrs. Pépin: Yes. I mean this is the situation in the Atlantic region. I think they are much more isolated. The distance is much further. They do not have public child care with a number of children.

[Traduction]

des bénéfices substantiels. Alors, même s'il arrive qu'une crèche ne soit pas rentable, la plupart des propriétaires et gérants touchent des salaires bien plus élevés que le personnel.

En second lieu, toujours au plan des principes, lorsque j'ai travaillé tour à tour dans une crèche privée, puis dans une coopérative à but non lucratif, j'ai surtout constaté que, dans ce dernier cas, je participais à la prise de décisions. Même si je ne gagnais pas beaucoup plus d'argent que dans la crèche à but lucratif, au moins je savais que nous avions des objectifs communs, que je pouvais participer à la prise des décisions qui me concernaient et qui concernaient le reste du personnel, et que l'on incitait également les parents à donner leur avis. Par conséquent, de manière générale, le moral du personnel est bien meilleur lorsqu'il peut participer et lorsqu'on ne le traite pas de façon arbitraire. Je me souviens de plusieurs cas, dans le secteur privé, où plusieurs employés s'étaient réunis pour présenter leurs doléances aux propriétaires; la réaction a tout simplement été: «Si ça ne vous plaît pas, vous pouvez vous en aller», et ils sont partis. D'ailleurs, le roulement était absolument effarant, on voyait constamment apparaître de nouvelles têtes, si bien qu'ils n'étaient pas obligés d'augmenter les salaires.

En outre, ils profitaient constamment des projets de création d'emplois tels que OCAP et autres, c'est-à-dire qu'ils faisaient appel à des étudiants et à d'autres permanents, et puis ils passaient d'un étudiant à l'autre, sans respecter les ratios prévus par les règlements.

Par conséquent, je crois que le problème de l'opposition entre les centres à but lucratif et les centres à but non lucratif n'est pas un vrai problème et que si nous voulons créer au Canada un régime valable de garde d'enfants, il faut que nous prenions des mesures pour encourager le développement des centres à but non lucratif, notamment en leur donnant de plus importantes subventions de démarrage ainsi que des subventions directes de fonctionnement.

Le vice-président: Parfait, madame Pépin vous avez la parole.

Mme Pépin: Je suis d'accord avec la plupart de vos déclarations, toutefois, si l'on voit ce qui se passe dans la région Atlantique, où le taux de chômage est de 27 p. 100 à 40p. 100, la garde des enfants se fait surtout dans des familles, qui accueillent quatre ou cinq enfants. Ce sont toujours des dispositions entre particuliers. Il n'y a pas de garderies publiques. Lorsque nous avons quitté Terre-Neuve, nous avions la conviction que ces gens-là le faisaient par amour des enfants. Ça ne leur rapportait pas un sou.

Mme Davis: Vous parlez de la garde d'enfants dans des familles?

Mme Pépin: Oui, c'est ce qui se passe dans la région Atlantique. Je pense d'ailleurs qu'ils sont beaucoup plus isolés, que les distances sont plus grandes et que, dans bien des cas, il n'existe pas de services offerts au public.

[Text]

Most of them in rural areas are family care centres. They are private. I mean they are not public. With all the witnesses . . . With what they told us and the budget they showed us, let me tell you they were not . . . I am not speaking of the rest of the country, but in that region . . . Even the President of the Advisory Council of that province came to tell us to leave it that way.

Ms Davis: I guess I see in situations like that when small communities . . .

Mrs. Pépin: Yes.

Ms Davis: Community groups could be encouraged to establish non-profit board operated day care centres if the capital money was there. I see there is a need for family home day care. I recognize it provides flexibility in rural areas. In some sense it is preferable for very young infants. I still believe even private home day care should be regulated and agencies should be licensed.

Mrs. Pépin: They are all licensed. They are supervised, but it is not public. I think this is quite different. That province is quite different from the others. We will have to take that into consideration.

Ms Davis: I can see there probably still will continue to be a private sector which could operate in a publicly funded universal system. If they want to establish their own privately operated day care centres like private schools, that is fine. I do not believe public dollars should be going into private-for-profit operations. Public dollars are scarce enough. They should be used to improve and expand the services not being operated for profit.

Mrs. Pépin: In general I agree with your statements, but there are some cases, like in those provinces . . . I do not think it will be very hard to implement. We will have to find a way.

The Vice-Chairman: Mrs. Davis, thank you very much for coming forward. This brings to a conclusion . . .

Ms Davis: Could I just ask one question?

The Vice-Chairman: Certainly.

Ms Davis: It was clear the person from London Life had been solicited. You said you had solicited businesses to come and make presentations. What was the criteria for deciding who would be actively requested to come and make presentations?

The Vice-Chairman: We have gone to the Chamber of Commerce and to various organizations. In many instances we have been turned down. They have even written to us in some cases and did not appear when we gave them a time slot on our . . . They accepted the invitations by telephone and yet when the day came . . . We have had to go out and reach out in order to get that segment of the country.

Ms Davis: Okay.

[Translation]

Dans les régions rurales, ce sont des dispositions privées, que prennent des particuliers. De toute façon, et étant donné la faiblesse de leurs moyens financiers—et là je ne parle pas du reste du pays mais de cette région . . . D'ailleurs, même la présidente du Conseil consultatif de la province, dans son témoignage, nous a dit qu'il ne fallait pas modifier les choses.

Mme Davis: J'imagine que dans de petites localités . . .

Mme Pépin: Oui.

Mme Davis: . . . on pourrait encourager certains groupes dans la communauté à créer des garderies à but non lucratif, administrées par une commission, dans la mesure où les fonds existent pour cela. Effectivement, lorsque vous parlez de garde d'enfants à domicile, les besoins existent car, dans les régions rurales, cela offre une certaine souplesse, notamment pour les enfants en très bas âge. Toutefois, je crois que même ces demandes devraient être réglementées et qu'il faudrait accrédi-ter les agences.

Mme Pépin: Elles sont toutes accréditées et font l'objet d'inspections, mais ce ne sont pas des crèches publiques. Je crois que la situation de cette province est originale, et qu'il faudra en tenir compte.

Mme Davis: On pourrait imaginer le maintien du secteur privé et son financement à partir d'un régime universel financé par l'État. Après tout, pourquoi ne pas les laisser créer des garderies privées, un peu comme des écoles privées? Mais je ne crois pas qu'il faille accorder de subvention aux entreprises à but lucratif. Les fonds publics sont déjà suffisamment limités, et il vaut mieux les réserver pour les services à but non lucratif.

Mme Pépin: De manière générale, je suis d'accord avec vous, mais dans certains cas, comme dans cette province . . . Je crois qu'avec un peu de réflexion, nous allons trouver une solution.

Le vice-président: Merci beaucoup, madame Davis, d'être venue témoigner. Nous sommes arrivés à la conclusion . . .

Mme Davis: Puis-je poser une question?

Le vice-président: Je vous en prie.

Mme Davis: De toute évidence, vous avez contacté le représentant de London Life, et vous avez dit que vous aviez également sollicité le témoignage d'entreprises privées. Selon quels critères avez-vous sélectionné les entreprises que vous avez pressenties?

Le vice-président: Nous nous sommes adressés à la Chambre de commerce et à différents organismes. Dans bien des cas, la réponse a été négative, ou bien ils nous ont répondu mais, lorsque nous leur avons fixé une heure précise pour leur témoignage, alors qu'ils avaient accepté l'invitation par téléphone, le jour de l'audience . . . Je dois dire que nous avons dû déployer des efforts pour obtenir la participation de cette tranche de notre société.

Mme Davis: Merci.

[Texte]

The Vice-Chairman: We would like to have more.

Mrs. Pépin: We have to work on them if we want to be partial. We have to listen to every group.

The Vice-Chairman: This brings to a conclusion our hearings here in London. The committee will reconvene tomorrow morning in Hamilton.

[Traduction]

Le vice-président: Nous aimerions avoir plus de témoignages de ce genre.

Mme Pépin: Nous allons devoir les travailler au corps, si nous voulons avoir un aperçu général et formuler un jugement impartial.

Le vice-président: Nous sommes donc arrivés à la fin de nos audiences dans la ville de London. Le Comité se réunit à nouveau demain, à Hamilton.

From the University of Guelph:

Dr. Kathleen Brophy, Professor-in-Charge, Department of Family Studies;

Professor Barb Stuart, Head Teacher, Family Studies Laboratory Schools.

From Providers and Children Together:

Mary Ann Wasilka, President;

Delinah Da Silva, Secretary.

From the Waterloo Region Social Resources Council:

Douglas J. Jackson, Executive Director;

Joanne Bilton, Senior Planner.

Roy Anderson.

From Early Childhood Educators:

Margaret Hoff;

Michael Goodmurphy, Coordinator of the Early Childhood Program of Fanshawe College.

From the New Democratic Women's Caucus-Windsor:

Janet L. Greene-Potomski.

From Kids Connection:

Marlene Haywood.

From Women Today:

Debbie Selkirk, President;

Fran McQuail, Past President.

From London Life Insurance Company:

David A. Bratton.

From the Guelph-Wellington Child Care Concerns Group:

Jan Kaufman.

Janet Davis.

De l'Université de Guelph:

Kathleen Brophy, professeur titulaire, département des études familiales;

Barb Stuart, professeur en chef, études familiales—Laboratoires en milieu scolaire.

De Providers and Children Together:

Mary Ann Wasilka, présidente;

Delinah Da Silva, secrétaire.

Du Waterloo Region Social Resources Council:

Douglas J. Jackson, directeur exécutif;

Joanne Bilton, planificatrice principale.

Roy Anderson.

Des Early Childhood Educators:

Margaret Hoff;

Michael Goodmurphy, coordinateur du *Early Childhood Program of Fanshawe College*.

Du New Democratic Women's Caucus—Windsor:

Janet L. Greene-Potomski.

De la Kids Connection:

Marlene Haywood.

De Women Today:

Debbie Selkirk, présidente;

Fran McQuail, ancienne présidente.

De la London, compagnie d'assurance sur la vie:

David A. Bratton.

Du Guelph-Wellington Child Care Concerns Group:

Jan Kaufman.

Janet Davis.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES—TÉMOINS

From the Wingham Children's Centre and Nursery School:

Patricia Bailey;
Jane Lane, Supervisor.

From the Wellington Rural Child Care Network:

Rebecca Sugarman, Co-ordinator.

From the Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare:

Shelley Brown;
Bonnie Kimber.

From the Canadian Second Partners for Action:

Ken Lilley, Chairman;
June Flanagan, President.
Rosemary Beer.

From the Wyoming Christian Reform Couples Club:

Betty Hordyk.
Lucy Holman.
Diana Conine.
Joyce Brush.

(Continued on previous page)

De la Wingham Children's Centre and Nursery School:

Patricia Bailey;
Jane Lane, superviseur.

Du Wellington Rural Child Care Network:

Rebecca Sugarman, coordinatrice.

De la Sarnia Lambton Coalition for Better Daycare:

Skelley Brown;
Bonnie Kimber.

Des Canadian Second Partners for Action:

Ken Lilley, président;
June Flanagan, présidente.
Rosemary Beer.

Du Wyoming Christian Reform Couples Club:

Betty Hordyk.
Lucy Holman.
Diana Conine.
Joyce Brush.

(Suite à la page précédente)

41
XC2
85C31

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 24

Tuesday, May 6, 1986
Hamilton, Ontario

Chairperson: Shirley Martin

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule n° 24

Le mardi 6 mai 1986
Hamilton (Ontario)

Présidence: Shirley Martin

*Minutes of Proceedings and Evidence
of the Special Committee on*

Child Care

*Procès-verbaux et témoignages
du Comité spécial sur*

La garde d'enfants

RESPECTING:

Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985

CONCERNANT:

Ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the
Thirty-third Parliament, 1984-85-86

Première session de la
trente-troisième législature, 1984-1985-1986

SPECIAL COMMITTEE ON CHILD CARE

Chairperson: Shirley Martin

Vice-Chairperson: Leo Duguay

COMITÉ SPÉCIAL SUR LA GARDE D'ENFANTS

Présidence: Shirley Martin

Vice-présidence: Leo Duguay

MEMBERS/MEMBRES

Ross Belsher
Suzanne Duplessis
Margaret Anne Mitchell

Rob Nicholson
Lucie Pépin

(Quorum 4)

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

Pursuant to Standing Order 94(4)

Conformément à l'article 94(4) du Règlement

On Tuesday, May 6, 1986:

Margaret Anne Mitchell replaced Steven W. Langdon.

Le mardi 6 mai 1986:

Margaret Anne Mitchell remplace Steven W. Langdon.

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, MAY 6, 1986
(55)

[Text]

The Special Committee on Child Care met in Hamilton, Ontario at 9:04 o'clock a.m., this day, the Chairperson, Shirley Martin, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Shirley Martin, Margaret Mitchell and Robert Nicholson.

Other Member present: Sheila Copps.

In attendance: Pearl Downie, Researcher.

Witnesses: From the International Council of Social Welfare: James Crozier, President (Canada) and Commissioner of Social Services of the Regional Municipality of Peel. *From the Peel Lunch and After School Program:* Sylvia Leal, Executive Director and Ginny Millar, Special Projects Coordinator. *From the Islington Nursery and Fieldgate Nursery Child Care Centres:* Betty Smith, Director and Heather Spekkers, Supervisor. Sheila Copps, Member of Parliament for Hamilton East. *From the Canadian Association for Young Children:* Dr. Doreen Cleave-Hogg, Past President. *From the Social Planning and Research Council:* Trish Baynhan, Daycare Advocacy Committee. *From the Niagara Children's Services Committee:* Dr. Margaret Jordan, Professor at Brock University and Denise Kelly, Staff Member. *From the Local 201 of Ontario Public Service Employees Union:* Penny Gruba and Mary Paré, Members. *From the Communist Party of Canada:* Elizabeth Rowley, Hamilton Area Committee. Dr. Margaret Jordan.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985 Issue No. 1*).

James Crozier from the International Council of Social Welfare made a statement and answered questions.

Sylvia Leal from the Peel Lunch and After School Program made a statement and with Ginny Millar presented a video and answered questions.

Betty Smith from the Islington Nursery and Fieldgate Nursery Child Care Centres made a statement and with Heather Spekkers answered questions.

Sheila Copps, Member of Parliament for the Hamilton East made a statement and answered questions.

Dr. Doreen Cleave-Hogg from the Canadian Association for Young Children made a statement and answered questions.

Trish Baynhan from the Daycare Advocacy Committee of the Social Planning and Research Council made a statement and answered questions.

Dr. Margaret Jordan from the Niagara Children's Services Committee made a statement and with Denise Kelly answered questions.

Penny Gruba from Local 201 of Ontario Public Service Employees Union made a statement and with Mary Paré answered questions.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 6 MAI 1986
(55)

[Traduction]

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à Hamilton, en Ontario, aujourd'hui à 9 h 04, sous la présidence de Shirley Martin, (*présidente*).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Shirley Martin, Margaret Mitchell et Robert Nicholson.

Autre député présent: Sheila Copps.

Aussi présente: Pearl Downie, chargée de recherche.

Témoins: De l'International Council of Social Welfare: James Crozier, président (Canada) et commissaire aux services sociaux de la région municipale de Peel. *Du Peel Lunch and After School Program:* Sylvia Leal, directrice exécutive; Ginny Millar, coordinatrice des projets spéciaux. *Des Islington Nursery and Fieldgate Nursery Child Care Centres:* Betty Smith, directrice; Heather Spekkers, surveillante. Sheila Copps, députée de Hamilton-Est. *De l'Association canadienne pour jeunes enfants:* Doreen Cleave-Hogg, ancienne présidente. *Du Social Planning and Research Council:* Trish Baynham, *Daycare Advocacy Committee.* *Du Niagara Children's Services Committee:* Margaret Jordan, professeur à l'université Brock; Denise Kelly, membre du personnel. *Du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, section locale 201:* Penny Gruba et Mary Paré, membres. *Du Parti communiste du Canada:* Elizabeth Rowly, Comité de la région de Hamilton. Margaret Jordan.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 *Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 12 décembre 1985, fascicule n° 1.*

James Crozier, de l'*International Council of Social Welfare*, fait une déclaration et répond aux questions.

Sylvia Leal, du *Peel Lunch and After School Program*, fait une déclaration, puis elle-même et Ginny Millar passent une bande magnétoscopique et répondent aux questions.

Betty Smith, des *Islington Nursery and Fieldgate Nursery Child Care Centres*, fait une déclaration, puis elle-même et Heather Spekkers répondent aux questions.

Sheila Coops, députée de Hamilton-Est fait une déclaration et répond aux questions.

Doreen Cleave-Hogg, de l'Association canadienne pour jeunes enfants, fait une déclaration et répond aux questions.

Trish Baynhan, du *Daycare Advocacy Committee of Social Planning and Research Council*, fait une déclaration et répond aux questions.

Margaret Jordan, du *Niagara Children's Services Committee*, fait une déclaration, puis elle-même et Denise Kelly répondent aux questions.

Penny Gruba, du Syndicat des employés de la fonction publique, section locale 201, fait une déclaration, puis elle-même et Mary Paré répondent aux questions.

Elizabeth Rowley from the Hamilton Area Committee of the Communist Party of Canada made a statement.

Dr. Margaret Jordan made a statement.

At 12:47 o'clock p.m., the Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this afternoon.

AFTERNOON SITTING (56)

The Special Committee on Child Care met in Hamilton, Ontario at 2:20 o'clock p.m., the Chairperson, Shirley Martin, presiding.

Members of the Committee present: Ross Belsher, Shirley Martin, Margaret Mitchell and Robert Nicholson.

In attendance: Pearl Downie, Researcher.

Witnesses: From the Family Services of Hamilton-Wentworth: Terry Bennett, Director of Family Life Program. *From the Association for Early Childhood Education:* Karyn Callaghan, Public Policy Committee, A.E.C.E.O., Hamilton Branch and Shirley Turkstra, Past President A.E.C.E.O., Hamilton Branch. *From the Ontario Family Studies Co-ordinator's Council:* Beth Jazvac, Supervisor of Family Studies of the Hamilton Board of Education. *From the Mount Hamilton Baptist Day Care Centre:* Sandra S. McDonald, Daycare Supervisor. Carole Neilson, E.C.E. and *From the Chedoke Preschool:* Betty Neilson, Director. *From the Association for Reformed Political Action:* F.J. VanderBoom, Member. Mary Haugh. *From the Hamilton and District Labour Council:* Lynn Spencer, Executive Appointee to Women's Committee and Karyn Callaghan. *From the McMaster Students' Union Day Care Centre:* Jessie Thomson, Co-ordinator and Roger Batchelor, Past President of the Students' Union. *From North-West Communicare:* Sandra Preston, Co-ordinator; Tracey Munroe, Mike Cunliffe and Mary Horner, Parents; and Sandy Yakins, Roberta Furtenbacher and Susan Pretula, Staff Members. Ann Walsh and Diana Oswald. Leigh D. Morrison.

The Committee resumed consideration of its Order of Reference dated Tuesday, November 26, 1985 (*See Minutes of Proceedings and Evidence of Thursday, December 12, 1985, Issue No. 1.*)

Terry Bennett from the Family Services of Hamilton-Wentworth made a statement and answered questions.

Karyn Callaghan and Shirley Turkstra from the Association for Early Childhood Education made a statement and presented a video.

Beth Jazvac from the Ontario Family Studies Co-ordinator's Council made a statement and answered questions.

Sandra S. McDonald from the Mount Hamilton Baptist Day Care Centre made a statement and answered questions.

Carole Neilson made a statement and with Betty Neilson answered questions.

F.J. VanderBoom from the Association for Reformed Political Action made a statement and answered questions.

Mary Haugh made a statement and answered questions.

Elizabeth Rowley, du Comité de la région de Hamilton du Parti communiste du Canada, fait une déclaration.

Margaret Jordan fait une déclaration.

A 12 h 47, le Comité interrompt les travaux pour les reprendre, cet après-midi, à 14 heures.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI (56)

Le Comité spécial sur la garde d'enfants se réunit à Hamilton, en Ontario, aujourd'hui à 14 h 20, sous la présidence de Shirley Martin, (*présidente*).

Membres du Comité présents: Ross Belsher, Shirley Martin, Margaret Mitchell et Robert Nicholson.

Aussi présente: Pearl Downie, chargée de recherche.

Témoins: Des Family Services of Hamilton-Wentworth: Terry Bennett, directrice du *Family Life Program*. *De l'Association d'éducation des petits de l'Ontario:* Karyn Callaghan, *Public Policy Committee* filiale de Hamilton; Shirley Turkstra, ancienne présidente, filiale de Hamilton. *De l'Ontario Family Studies Co-ordinator's Council:* Beth Jazvac, surveillante des études familiales du Conseil de l'enseignement de Hamilton. *Du Mount Hamilton Baptist Day Care Centre:* Sandra S. McDonald, surveillante; Carole Neilson, Éducation des petits. *De la Chedoke Preschool:* Betty Neilson, directrice. *De l'Association for Reformed Political Action:* F.J. VanderBoom, membre. Mary Haugh. *Du Conseil du travail de Hamilton et du district:* Lynn Spencer, personne désignée au *Women's Committee*; Karyn Callaghan. *Du McMaster Students' Union Day Care Centre:* Jessie Thomson, coordinatrice; Roger Batchelor, ancien président du *Students' Union*. *De North-West Communicare:* Sandra Preston, coordinatrice; Tracey Munroe, Mike Cunliffe et Mary Horner, parents; Sandy Yakins, Roberta Furtenbacher et Susan Pretula, membres du personnel. Ann Walsh et Diana Oswald. Leigh D. Morrison.

Le Comité reprend l'étude de son ordre de renvoi du mardi 26 novembre 1985 (*Voir Procès-verbaux et témoignages du jeudi 12 décembre 1985, fascicule n° 1.*)

Terry Bennett, des *Family Services of Hamilton-Wentworth*, fait une déclaration et répond aux questions.

Karyn Callaghan et Shirley Turkstra, de l'Association d'éducation des petits de l'Ontario, font une déclaration et passent une bande magnétoscopique.

Beth Jazvac, de l'*Ontario Family Studies Co-ordinator's Council*, fait une déclaration et répond aux questions.

Sandra S. McDonald, du *Mount Hamilton Baptist Day Care Centre*, fait une déclaration et répond aux questions.

Carole Neilson fait une déclaration, puis elle-même et Betty Neilson répondent aux questions.

F.J. VanderBoom, de l'*Association for Reformed Political Action*, fait une déclaration et répond aux questions.

Mary Haugh fait une déclaration et répond aux questions.

Lynn Spencer from the Hamilton and District Labour Council made a statement and with Karyn Callaghan answered questions.

Jessie Thomson and Roger Batchelor from the McMaster Students' Union Day Care Centre made a statement and answered questions.

The witnesses from North-West Communicare made a statement and answered questions.

Ann Walsh and Diana Oswald made a statement and answered questions.

Leigh D. Morrison made a statement and answered questions.

At 6:30 o'clock p.m., the Committee adjourned until tomorrow morning.

Lynn Spencer, du Conseil du travail de Hamilton et du district, fait une déclaration, puis elle-même et Karyn Callaghan répondent aux questions.

Jessie Thomson et Roger Batchelor, du *McMaster Students' Union Day Care Centre*, font une déclaration et répondent aux questions.

Les témoins de *North-West Communicare*, font une déclaration et répondent aux questions.

Ann Walsh et Diana Oswald font une déclaration et répondent aux questions.

Leigh D. Morrison fait une déclaration et répond aux questions.

A 18 h 30, le Comité s'ajourne jusqu'à demain matin.

Le greffier du Comité

Micheline Rondeau-Parent

Clerk of the Committee

EVIDENCE

*(Recorded by Electronic Apparatus)**[Texte]*

Tuesday, May 6, 1986

• 0900

The Chairman: Ladies and gentlemen, I would like to welcome you to the hearings of the Special Committee on Child Care, here in Hamilton.

I would like to give a special welcome to the Grimsby High School class that is with us this morning. I hope you enjoy the proceedings. It will give you a chance to see what happens in Parliament and what we do when we are attempting to hear what the public has to say about concerns of various subjects in the country.

The first speaker today is the International Council of Social Welfare, represented by Jim Crozier, Commissioner of Social Services for Peel, and Mr. Mark Weaver. Perhaps they would like to come forward.

Welcome gentlemen, the floor is yours.

Mr. James Crozier (Commissioner of Social Services for Peel, President of the International Council of Social Welfare): Good morning, Madam Chairman.

Madam Chairman, thank you for allowing me to speak. I will try to keep well within the timeframe in the event of questions. We have prepared our comments in writing for you.

I am actually wearing two hats. My prime hat, really, is as Commissioner of Social Services for the Region of Peel. In that role I have a staff of 800 people, a budget of \$40 million, and one of our major programs that we deliver is in child development centres. We operate 10 centres and are presently developing two new centres. We have 1,700 children in the program and a staff of 114, all of whom are female except the maintenance person.

In August 1986, I will be travelling to Japan to attend the Twenty-third International Conference on Social Welfare, not only as the Commissioner of Social Services representing the dynamic area of Peel, but also as President of the International Council of Social Welfare for Canada. The main theme of the conference in Japan is strengthening the family unit, and I see child development and good child care programs as a major emphasis on strengthening the family unit.

Obviously, it is not my intent to sell to you the Japan conference, but just for a moment to bring the present world situation to the table to help us focus on the issues that affect and frighten the family of today.

The crisis of today in the world, of course, is well known to us and has many faces. It deals with economic instability with

TÉMOIGNAGES

*(Enregistrement électronique)**[Traduction]*

Le mardi 6 mai 1986

La présidente: Mesdames et Messieurs, j'ai le plaisir de vous souhaiter la bienvenue à cette séance du Comité spécial sur l'aide à l'enfance, ici à Hamilton.

Je désire accueillir tout spécialement la classe de l'école secondaire de Grimsby qui est avec nous ce matin. J'espère que nos débats vous intéresseront. Je vais vous donner l'occasion de voir ce qui se passe au Parlement et de savoir comment nous nous efforçons d'écouter les commentaires du public au sujet de questions qui préoccupent tous les Canadiens.

Le premier témoignage aujourd'hui est celui du Conseil international du bien-être social représenté par M. James Crozier, commissaire des services sociaux de Peel et par M. Mark Weaver. Ces messieurs aimeraient peut-être s'approcher.

Bonjour Messieurs, vous avez la parole.

M. James Crozier (commissaire des services sociaux de Peel et président du Conseil international du bien-être social): Bonjour, Madame la présidente.

Merci, Madame la présidente, de m'avoir permis de prendre la parole. Je vais m'efforcer de rester bien en-deçà de ma limite de temps pour le cas où des questions nous seraient posées. Nous avons préparé un mémoire pour vous.

J'ai deux fonctions. Ma principale fonction est d'être commissaire des services sociaux de la région de Peel. À ce titre, j'ai un personnel dont l'effectif atteint 800 personnes, j'ai un budget de 40 millions de dollars, et l'un des principaux programmes que nous offrons comporte un réseau de centres pour le développement des enfants. Nous gérons actuellement 10 centres de ce genre et nous nous apprêtons à en ouvrir deux autres. Nous avons 1,700 enfants et 114 employés, tous des femmes à part le personnel d'entretien.

En août 1986 j'irai au Japon pour participer au 23^e Congrès international de bien-être social, non seulement en tant que commissaire de services sociaux représentant la région dynamique de Peel, mais également en tant que président du Conseil international du bien-être social, où je représente le Canada. Le thème principal du Congrès devant avoir lieu au Japon est le renforcement de l'unité familiale. Je suis personnellement convaincu que les programmes favorisant le développement des enfants et assurant une aide suffisante à l'enfance peuvent jouer un grand rôle dans le renforcement de l'unité familiale.

Je n'ai nullement l'intention de vous vanter les mérites du Congrès organisé au Japon. Je voudrais seulement vous donner un aperçu de la situation mondiale actuelle afin de souligner les questions qui touchent les familles d'aujourd'hui et qui les effrayent.

Bien sûr, nous connaissons la crise aux multiples facettes qui sévit aujourd'hui dans le monde entier. Il y a une instabilité

[Texte]

governments seriously in debt, including our own. Of course, there is fear of a nuclear holocaust, whether it is man-made or man-created through accident, and this is bred into our children from their very first exposure to the media and to the world. There is the threat around us of mass starvation in many parts of the world, where we in Canada each evening watch children die as we are watching our TV screens and eating our bucket of Kentucky Fried Chicken. We see, of course, human rights violations where children are killed, often by others who are little more than children themselves. Then, of course, our young people are faced with the concern of overpopulation, unemployment and under-employment.

From your particular podium, these are not your issues, except that they do affect our attitude toward the family and toward society and toward the child in Canada. I see that child care really means a progressive program of child development beginning at birth that can lead to children learning to care and share—or a better phrase, to give and take with others—that will eventually contribute to a new way of life for tomorrow's world.

This will only be accomplished if this development is a privilege passed on to all children and not only to a few of the very privileged. And if the pursuit of a peaceful and just society is a fundamental basis for the well-being of humanity and improvement in the quality of life, then priority importance must be given to strengthening the family, the basic unit of society, and to shoring up the community which surrounds it and gives it strength.

• 0905

I would like to spend just a few moments on the Canadian scene. The child as a child, an independent living being, is only part of the issue. Child care, of course, surrounds the parents themselves as individuals. Parents as couples and as a family unit are another part of the issue. The shaping of the child today will bring results in the shape of our community tomorrow.

I suppose what I am saying here specifically is that Canada and the Canadian scene is changing, with new technologies, etc., and there is a new society coming. For example, if unemployment is to be a base of our society where 10% of our population are to be unemployed and 15% to 18% of our young people are to be unemployed, if that is the future facing them for the next 10 to 15 years as it seems to be, then we need to recognize that society as a whole has changed. Can you imagine what society will be like 30 years from now if in the next three generations of young people 15% to 18% are unemployed?

Unless we instil in them new value systems to help overcome the criticisms that will be part of their existence and part of the shaping of their lives, you will have real problems in tomorrow's society. I am suggesting that part of that shaping begins with child care and child development. I am suggesting

[Traduction]

économique et des gouvernements fortement endettés, comme le nôtre. Il y a la peur d'un holocauste nucléaire d'origine militaire ou civile (accidents). Dès que nos enfants entrent en contact avec les médias et avec les événements du monde entier, ils peuvent ressentir cette peur. Il y a la menace autour de nous d'une famine qui sévit massivement dans de nombreuses régions du globe. Nous pouvons voir chaque soir à la télévision des enfants qui meurent de faim, tandis que nous dégustons notre poulet frit à la Kentucky. Nous voyons aussi au petit écran des cas de violation des droits humains, où des enfants sont tués, souvent par des adolescents. Nos jeunes, évidemment, ont l'inquiétude que suscitent la surpopulation, le chômage et le sous-emploi.

Sur le podium où vous êtes, ces préoccupations ne vous touchent peut-être pas directement. Cependant, elles conditionnent sûrement votre attitude à l'égard de la famille, de la société et des enfants au Canada. Je suis sûr que l'aide à l'enfance doit passer par un programme progressif de développement des enfants à partir de leur naissance. Ce programme doit permettre aux enfants d'apprendre à vivre et à partager avec les autres. Ainsi, une nouvelle manière de vivre sera une possibilité dans le monde de demain.

On aboutira à ce résultat, seulement si le développement est offert à tous les enfants et pas simplement à quelques enfants très privilégiés. Si la recherche d'une société juste où la paix est assurée est la condition essentielle pour le bien-être social de l'humanité et pour une meilleure qualité de vie, alors il est très important de renforcer la famille, qui est l'unité de base de la société, et il est également très important d'étayer la communauté où la famille évolue.

J'aimerais consacrer quelques instants à la scène canadienne. L'enfant en tant qu'être vivant indépendant ne constitue qu'une partie de la question. L'aide à l'enfance, naturellement, touche les parents eux-mêmes en tant qu'individus. Les parents en tant que couple et en tant qu'unité familiale forment une autre partie de la question. Le développement de l'enfant aujourd'hui conditionnera la forme de la communauté de demain.

Ce que je veux dire expressément, c'est que le Canada et la scène canadienne subissent des changements, à cause des nouvelles technologies, etc. et une nouvelle société s'approche à grands pas. Par exemple, si l'emploi doit être la fondation de notre société, alors que 10 p. 100 de nos travailleurs et de 15 p. 100 à 18 p. 100 de nos jeunes sont en chômage, et alors qu'il me semble que ces taux de chômage vont se perpétuer au cours des 10 à 15 prochaines années, eh bien nous devons... reconnaître que la société dans son ensemble a changé. Peut-on imaginer ce que sera la société dans une trentaine d'années si de 15 p. 100 à 18 p. 100 des jeunes de trois générations sont en chômage?

À moins que nous puissions inculquer aux jeunes de nouveaux critères de valeurs pour venir à bout des critiques ayant accompagné leur formation et une partie de leur existence, de véritables problèmes risquent de surgir dans la société de demain. À mon avis, la préparation du futur doit

[Text]

also that it is not sufficient in many families, as we see, to raise children before TV sets and not creatively. Obviously, part of my model will not be a full day care program today, recognizing costs, but beginning to take you in that direction.

The real difficulty I have in speaking to you, of course, is the size of the issue. I was fascinated by your list; you are going to be bombarded with . . . I envy you to some degree and feel sorry for you in others. So how to shape all I would like to say to you in a few moments is very difficult, and that is why I wrote it.

The issues of universal day care will not go away. Although it may lessen from time to time in intensity, universal day care really exists today, but not in the shape one would wish to see fully in place. With exceptions, most children in Canada are in their parents' homes, receive bed and board, a fair share of love and goods and great exposure to the media world and little exposure to the social world. But in general, they will grow to become productive citizens and tomorrow's parents. The vast majority will avoid a child care setting other than in their own homes until five or six years of age.

The exceptions, of course, do not get a fair share of the world's goods because of their family affiliation, not because they are good or bad children. In reality, they could be experienced in drunkenness, poverty, child family abuse, in part because of to whom they were born rather than because they are good or bad children. Abuse, sexual or otherwise, happens in all classes of society. Love and affection can be equally displayed in all classes of society.

The issue of good day care, therefore, is not whether it is good for the wealthy only or the poor only, but is really an issue of child development. Equal or fair access to good child development may not be available to all classes, but once again, the total existence of good child development must not rest in the arms of only the wealthy.

The responsibility of our community—be it Canada, Ontario or the Peel community—is to ensure a positive, accessible, quality of life child development experience that brings the home and the community and the child and the family closer together, with the end result that we will have a better tomorrow.

We now have in Canada, of course, a mandatory formal program of universal education that begins primarily at five years of age and that generally is accessible, sometimes with financial difficulty, through the university years. What I propose, recognizing that choice is the key issue and recognizing that I am recommending an overlap of programs or ages because of the changing structure of the family and the

[Translation]

commencer par l'aide à l'enfance et par le développement des enfants. J'estime aussi que pour élever des enfants, il ne suffit pas, comme nous voyons de nombreuses familles de faire, de les asseoir devant un poste de télévision. Cela n'éveille pas leur créativité. Il est évident que je ne peux pas aujourd'hui vous proposer un modèle comprenant, entre autres, un programme complet de garderie, à cause du coût, mais c'est dans cette direction que nous devrions nous diriger.

L'importance de la question traitée me complique la tâche lorsque je m'adresse à vous. Votre liste m'a fasciné; vous allez être bombardé . . . je . . . vous envie d'un côté, mais je vous plains d'un autre côté. Il est très difficile pour moi de vous dire en quelques minutes tout ce que je voudrais vous dire. C'est pourquoi j'ai préparé un mémoire.

La question de l'universalité des garderies n'est pas à la veille de disparaître. Bien que les garderies puissent avoir des hauts et des bas, c'est un fait que nous avons à l'heure actuelle des garderies de type universel, mais pas aussi développées que nous le voudrions. À part les exceptions, la plupart des enfants, au Canada, vivent dans la résidence de leurs parents où ils ont le vivre et le couvert ainsi qu'une bonne dose d'amour, des cadeaux, une grande exposition au monde des médias et une faible exposition au monde social. Pourtant, en général, ils grandissent, deviennent des citoyens productifs, puis ils seront les parents de demain. La grande majorité des petits Canadiens et des petites Canadiennes n'auront pas été à une garderie autre que le logement familial jusqu'à l'âge de cinq ou six ans.

Quant aux exceptions, elles ne goûtent guère aux fruits de ce monde, à cause de l'affiliation de leur famille . . . et non parce que ce sont de bons ou de mauvais enfants. En fait, ce sont des enfants qui acquièrent de l'expérience dans l'ivrognerie, dans la misère ou dans l'inceste à cause de leurs parents et non parce qu'ils sont de bons ou de mauvais enfants. Les abus sexuels ou autres se produisent dans toutes les classes de la société. L'amour et l'affection peuvent se trouver aussi dans toutes les classes de la société.

Il n'y a pas à se demander si les garderies sont bonnes pour les riches ou pour les pauvres. La question est de savoir si elles favorisent le développement de l'enfant. Il se peut que l'accès à un bon système de développement des enfants ne soit pas à la portée de toutes les classes de la société, mais je répète qu'il ne faut pas que la totalité des centres de développement des enfants soit l'apanage des riches.

La responsabilité de notre communauté—qu'il s'agisse du Canada, de l'Ontario ou de la région de Peel—est de donner aux enfants une expérience en développement qui soit accessible, positive et préparatoire à une bonne qualité de vie. Ainsi la communauté, les enfants et les familles oeuvreront tous ensemble dans le but de préparer un meilleur avenir.

Il est vrai que nous avons maintenant au Canada un programme obligatoire d'éducation universelle qui commence à l'âge de cinq ans, qui est accessible à tous les garçons et à toutes les filles, et qui, parfois avec des difficultés financières, peut se poursuivre jusqu'aux années passées à l'université. Tout en reconnaissant que le choix à faire est crucial et en admettant que je recommande un chevauchement de program-

[Texte]

changing structure or make-up of the work force, is a variety of support systems that equate to a universal day care program, that are accessible by choice to all family units regardless of ability to pay.

• 0910

This committee, of course, will need to address and decide upon a universal child development program that primarily covers the years zero to ten, once again emphasizing choice. Cost and shape of a program will be the issue. Therefore, model-building is a prime requisite to determining affordability and shape.

I was trying to decide how you would ever decide, after you finish all your hearings, the shape of tomorrow's society for child care. I believe you can only do it through model-building, taking specific communities and creating models around that community to try to shape the issues. There is no one answer or one model for every community.

In dealing with a child's age span, ages zero to ten, I see that you will be dealing with specific age groups. Obviously one group includes those children zero to two years of age. I identify this age because of the needs of birth, nurturing and bonding. The age group of two to five brings a new child into view. This age is identified because of growth, intellect, inter-relationships and experiential and socialization aspects.

The child of ages five to ten has now moved into a mandatory education program but also needs special attention. You could equally say this about the ages of 5 to 10, 10 to 13 and 13 to 19. I am dealing specifically with a child aged between 5 to 10 which I would tend to call the latchkey program. This is the child who needs a different variety of day care, be it in the home, the youth club or the after-school programs that you will be hearing from later in the day.

While you speak about the child, you also need to speak about family economics. I have broken this into four areas because most people I speak to list all families together, and there is a presumption for a moment that we are all equal and have equal access to the economic means for good child development.

There is a new family in society today. This is the two-parent, two-income family. While they say it is new, it is not totally new in the sense that in World War I and World War II, when men went off to prove their manliness, they called upon the reserve forces at home, brought the women out of the kitchen, put shoes on their feet and brought them into the production lines. Then, of course, they were surprised that

[Traduction]

mes ou d'âges, à cause de la structure changeante de la famille et à cause des changements de composition de la main-d'œuvre, je propose qu'en ayant recours à une variété de systèmes de soutien on mette sur pied un programme universel de garderie qui soit mis à la disposition de toutes les unités familiales, quelle que soit leur solvabilité.

Le Comité va devoir examiner un programme universel de développement des enfants couvrant essentiellement les âges de 0 à 10, ans et il va devoir prendre une décision à son sujet. Ce programme naturellement, pourrait faire l'objet d'un choix. Les questions à régler sont celles de la forme et du coût du programme. Par conséquent, il faut tout d'abord établir un modèle pur déterminer la forme du programme et savoir si on a les moyens de le réaliser.

Je me suis demandé comment vous allez décider de la forme de la société de demain, en vue de l'aide à l'enfance, lorsque vous aurez terminé toutes vos audiences. Je crois que la seule façon de le faire est d'établir des modèles. Il faut en établir dans diverses communautés pour déterminer les caractéristiques du programme. Chaque communauté peut avoir besoin de plusieurs modèles.

En vous occupant des enfants dont l'âge va de 0 à 10 ans vous allez devoir considérer différents groupes d'âge. Évidemment, un groupe doit être formé des enfants âgés de 0 à 2 ans. J'identifie ce groupe pour que l'on réponde aux besoins de la naissance, de l'alimentation et de la protection. Le groupe d'âge englobant les enfants ayant de 2 à 5 ans comprend un nouveau type d'enfant. Ce groupe doit être identifié à cause de la croissance, du développement intellectuel, des relations avec les autres et des aspects expérimentaux et socialisants des enfants ayant de 2 à 5 ans.

Les enfants ayant de 5 à 10 ans doivent participer à un programme obligatoire d'éducation, mais ils requièrent aussi une attention spéciale. On pourrait dire la même chose pour les enfants ayant de 10 à 13 ans et ceux ayant de 13 à 19 ans. Je parle ici du groupe des enfants ayant de 5 à 10 ans, lequel requiert ce que j'appellerais un programme d'initiation. Ces enfants-là ont besoin d'un type différent d'attention, que ce soit à la maison, au club de jeunes ou dans les activités organisées après les heures de classe. On en parlera plus tard dans la journée.

Lorsque l'on parle des enfants, il faut aussi parler de la situation économique des familles. J'ai prévu quatre catégories, alors que la plupart des gens à qui je parle mettent toutes les familles sur le même plan. On va même jusqu'à prétendre que nous sommes actuellement tous égaux et nous avons tous accès aux moyens financiers voulus pour le bon développement des enfants.

Il y a un nouveau type de famille dans la société d'aujourd'hui. C'est la famille biparentale ayant deux revenus, celui du père et celui de la mère. Bien qu'on dise que ce type de famille est nouveau, ce n'est pas tout à fait vrai, car au cours de la Première et de la Deuxième Guerres mondiales, lorsque les hommes étaient partis pour prouver leur virilité sur les champs de bataille, il a fallu recourir aux forces de réserve du

[Text]

women could do these things. When the men came home from doing their manly duty, they sent the women home. That was what happened in World War I and World War II.

Finally, of course, the women found their role or are beginning to find their role. They found, surprisingly enough, that they were equally as intelligent as men, that they had a particular skill in developing and bearing children, but that they could work as well as men and be educated as well as men. The whole world is in a challenging position today.

I put a little bit of comedy into that but it is a serious change in the family—the two-parent, two-income family.

Today, the new phenomenon is that women, by choice and by need, now form a major part of the work force. We have seen a major change from 1945 to 1980, where they held the bottom two-thirds of the jobs since it was thought—by men only, of course—that they were really secondary wages, which is still very much the conception today and, therefore, should receive secondary status in the wage world.

This very exciting challenge is taking place in the work force, even in Peel where we are dealing with a very major employment equity paper that challenges the very roots of even my own thinking—I think I am usually futuristic in thinking—as to how the role of men and women take place.

Today, in 1986, there is upward mobility, more awareness of the need for a fair share of the empire and for many women who are also wives, mothers, the workplace is a place for them. These women in families become tormented by guilt as the child is, in a sense, temporarily shelved in a less than desirable development system as the parents fight in an economically deprived world for a piece of the action.

Generally speaking, in the economics of today's society, most of these two-parent, two-income families wish for day care and would be willing to pay for day care if it is reasonably affordable and reasonably accessible. The present system of day care, as I am talking day care in the community, is generally restricted to them except for the informal day care.

• 0915

I presented an extra paper to your research people today. It was a paper I created for a coroner's inquest in Peel on February 6, where four children in informal day care lost their lives; of course, not because of informal day care but because of an unsafe environment. The key strength of that paper is it speaks about the quality of informal day care. It will be one of

[Translation]

pays, à savoir les femmes. On est allé les chercher dans leur cuisine, on leur a mis de gros souliers aux pieds et on les a installées devant les chaînes de fabrication. On s'est alors étonné de voir que les femmes pouvaient travailler en usine et ailleurs. Les hommes rentrés sains et saufs du combat ont prié leurs femmes de rentrer à la maison. C'était aux époques de la Première et de la Deuxième Guerres mondiales.

Finalement, les femmes ont découvert qu'elles avaient un rôle à jouer hors de la maison. Elles se sont rendu compte qu'elles étaient aussi intelligentes que les hommes et qu'elles pouvaient suivre les mêmes cours et faire les mêmes travaux qu'eux, en plus de leurs tâches traditionnelles (mise au monde et éducation des enfants). Le défi est lancé dans le monde entier.

En dépit de cette présentation pseudo-comique, le changement survenu dans la famille est grave. La mère et le père ont chacun un emploi et un revenu sur le marché du travail.

Le nouveau phénomène aujourd'hui est que les femmes, par préférence et par besoin, constituent une forte proportion de la main-d'œuvre. Un changement majeur s'est produit de 1945 à 1980. Les femmes ont occupé les deux tiers des postes disponibles, mais à des taux de salaire bien inférieurs à ceux des hommes. Nombreux sont les hommes qui continuent de croire que les salaires des femmes doivent être de second ordre dans les barèmes syndicaux et autres.

Voilà donc un défi de taille lancé sur le marché du travail, même à Peel, où nous devons nous occuper d'une très importante pétition demandant l'équité dans l'emploi. Voilà une demande qui ébranle ma propre conception—je crois que ma pensée est généralement futuriste en ce qui concerne le rôle des hommes et des femmes..

Aujourd'hui, en 1986, il y a une mobilité grandissante. On est de plus en plus conscient de la nécessité de partager équitablement l'empire, et de nombreuses femmes, qui sont également des épouses et des mères, peuvent avoir un emploi sur le marché du travail. Cependant, les mères qui travaillent hors de la maison sont torturées par un sentiment de culpabilité, car leurs enfants sont dans un sens mis de côté temporairement dans un système de développement peu propice, alors que les parents luttent pour obtenir leur part d'une prospérité économique en voie d'effritement.

D'une façon générale, compte tenu de la situation économique actuelle, la plupart des familles biparentales à deux revenus souhaitent pouvoir recourir à des crèches ou à des garderies, et elles seraient prêtes à payer pour ces services s'ils sont accessibles et abordables. L'actuel système de garderie dans la communauté ne leur est pas accessible sauf peut-être les garderies privées.

J'ai remis un autre rapport à vos chercheurs aujourd'hui. C'est un rapport que j'ai dû préparer à la suite d'une enquête faite par un coroner le 6 février à Peel où quatre enfants sont morts dans une garderie privée à cause d'un environnement dangereux. Le point crucial de ce rapport est qu'il commente le niveau de qualité des garderies privées. C'est une des question

[Texte]

the avenues you will have to address, because 86% of all children in care today are in informal day care settings. The statistics may vary, but it will be very much that.

There is another family, of course, that we used to know about and that still exists, and that is the two-parent, one-income family. If you add to this family a wee cottage and picket fence and 2.3 children, you have the Canadian dream: father at work, mother at home, children in the yard.

However, even this has changed. The woman in this situation is in a sense under stress from her peers, who have gone out to work with a guilt complex that she is not out in that community. We have not yet, because of the role of our society today, really recognized that child rearing—child bearing of course is fundamentally in one field—child rearing is equally important, and good child rearing is a major contribution to society. We have just seen it as something that has happened more by accident.

The woman, mother, wife, who does stay at home by choice, or perhaps by family pressure, does so at great personal sacrifice, because she is a dependent, not an independent person. She is not eligible for UIC, workmen's compensation, or Canada Pension Plan. She does not really share in her husband's estate or her husband's earnings unless, of course, it is an end-result dispute under the Family Law Reform Act. Once the nest is empty, she so often has become . . . while having borne the children and raised the children, in a sense she is not recognized and therefore often becomes desolate or an isolate from the professional world and from her peers.

Should, then, child development not be only a family issue, but a state issue, and the woman, mother, wife, rewarded economically and able to contribute to CPP, UIC, WCB, etc.? While the woman is better protected under the Family Law Reform Act, this is much in the event of family breakdown. Might the tension not be eased and the quality of life enhanced if raising a child is seen to merit rewards for the child bearer and the child rearer?

Of course, my premise here assumes the male is the breadwinner. Today, in increasing cases, the woman is a professional salary earner who may be laid off in this high-unemployment factor and who may then wish to choose to be the child rearer. Again, the opposite is true: the man may be laid off and he may select . . . and the woman become the major wage earner.

Universal day care can be the strengthening of support services to the family where one is working and one takes on the matching role of child rearer. The child rearer also needs release to develop self, as does the child need space to become itself in its own community.

[Traduction]

que vous devrez aborder car 86 p. 100 des enfants qui fréquentent des garderies aujourd'hui se trouvent dans des garderies privées. Les statistiques peuvent varier mais ce pourcentage est très réaliste.

Il y a, naturellement, un autre type de famille que nous connaissons bien naguère et qui existe encore. C'est la famille biparentale à un seul revenu. Si vous donnez à cette famille une petite maison, un jardin et une clôture, en plus de 2,3 enfants, vous réalisez un rêve canadien: le père au travail, la mère à la maison et les enfants dans le jardin.

Cependant, cette situation a bien changé, elle aussi. La femme qui reste à la maison est d'une certaine façon poussée par les autres femmes, qui ont trouvé du travail à l'extérieur, et elle a un sentiment de culpabilité en restant à la maison. Nous n'avons pas tenu compte de la nécessité d'élever convenablement les enfants dans notre nouvelles société. Pourtant, il est indéniable que la mise au monde et la première éducation des enfants est d'une importance primordiale pour l'avenir de la société. Cette évolution s'est produite pour ainsi dire accidentellement.

La femme, la mère, l'épouse qui reste à la maison par préférence ou peut-être à cause d'une pression familiale le fait au prix d'un grand sacrifice personnel car elle est dépendante et non pas indépendante dans cette situation. Elle n'a pas droit aux prestations d'assurance-chômage, de la Commission des accidents du travail ou du régime de pension du Canada. Elle ne possède aucune partie des biens ou des revenus de son mari à moins, bien entendu, d'obtenir gain de cause en vertu de la Loi sur la réforme du droit de la famille. Lorsque le nid est vide, la mère qui a mis au monde et qui a élevé ses enfants, est souvent abandonnée, sans ouverture sur le marché du travail et méprisée par les femmes qui travaillent.

Dans ces conditions, est-ce que le développement des enfants ne devrait pas, en plus d'être une question familiale, devenir une question où l'intervention de l'État s'impose. C'est ainsi que la femme, la mère, l'épouse qui reste à la maison devrait avoir des prestations et qu'elle devrait pouvoir cotiser à différents régimes comme ceux susmentionnés. Bien que la femme soit mieux protégée en vertu de la Loi sur la réforme du droit de la famille, les prestations seraient appréciées en cas de rupture des familles. Est-ce que les tensions ne seraient pas apaisées et est-ce que la qualité de la vie ne serait pas améliorée si le fait d'élever un enfant permettait à sa mère de recevoir des prestations.

Naturellement, je pars de l'hypothèse, ici, que l'homme est le gagne-pain de la famille. Aujourd'hui, nous voyons de plus en plus de cas où la femme est une salariée qui peut perdre son emploi à cause de la conjoncture économique et qui peut alors décider d'élever ses enfants. Par contre, on voit des situations où l'homme est mis à pied . . . et c'est la femme qui devient le gagne-pain principal.

La garderie universelle peut résulter du renforcement des services de soutien pour les familles où une personne travaille à l'extérieur tandis que l'autre s'occupe de l'éducation des enfants. La personne qui s'occupe de l'éducation des enfants a besoin de périodes de liberté pour son développement personnel

[Text]

One thing we do know in today's society is that parents know how to have children but not necessarily how to raise children. Similarly, we find this out . . . because my department operates with the aged area, we often know that one parent can raise six children, but six children cannot raise one parent in their old age. So the cycle seems to come around.

There is another family unit we need to address for a moment, and that is the one-parent, one-income family. You are obviously familiar with this, as I am; that hundreds of thousands of one-parent families are being created in this country each year, generally headed by a female. There are some males, but 95 to 98% are still headed by females, where the sole-support parent must work and be several role models to the child: child bearer, of course, child rearer, wage earner, societal model, and housekeeper. Since economics is the life-blood of the family, without a comprehensive child development program this family is at great risk and the child's or children's development most likely to be in a negative pattern.

• 0920

Time, of course, makes it mandatory that I write to you the worst-case scenario. Most sole-support parents make it; many do not. What we cannot measure is that, with a sound child care and child development program universally accessible to these family situations, much stress can be eased, and the child is much more able to fit in with its expanding community world. A universal child care program is a must for the one-parent, one-income family.

Then there is another family, of course, very similar; that is, the one-parent, state-income family. Probably this is the one with which I have been most frustrated in that still laws and social policies are still mostly made by men, and I spend most of my time trying to educate them to have a positive sense of what we are trying to talk about.

All of us are familiar with the paternalistic approach our various levels of government have taken by providing a broad social allowance program, be it called welfare or family benefits. Few of us in the system have the courage to say it is a damnable system that places thousands of sole-support parents, mostly female, in a life term of social imprisonment, believing that the bonding, nurturing, caring process in poverty creates family strength. The strangest of all this to me is the prolific number of academics who really believe this and who write about it.

The one-parent, state-income women—and in some cases with a male head, where they are allowed to be a one-parent, state-income family—need a choice. The social allowances in Ontario are 40% below the lowest poverty line figure expressed

[Translation]

tout comme l'enfant a besoin d'espace pour s'affirmer dans sa propre communauté.

Nous avons constaté dans la société d'aujourd'hui que les parents savent ce qu'il faut faire pour avoir des enfants mais qu'ils ne savent pas nécessairement comment les élever. De même, nous avons constaté . . . car ma Commission s'occupe aussi des personnes âgées, qu'une mère peut élever six enfants mais que six enfants ne peuvent pas s'occuper d'une mère âgée. C'est le genre de cycle qui fait actuellement son apparition.

Il existe une autre unité familiale dont nous devrions brièvement parler. Il s'agit de la famille monoparentale à un seul revenu. Vous connaissez ce type de famille aussi bien que moi. Des centaines de milliers de familles monoparentales sont créées chaque année au Canada. Dans 95 p. 100 à 98 p. 100 des cas, le chef d'une famille monoparentale est une femme. Quoi qu'il en soit, la mère seule ou le père seul doit gagner sa vie et celle de son ou de ses enfants et elle (il) doit remplir diverses fonctions: éducation des enfants, entretien de la maison, préparation des repas, activités sociales, etc . . . Étant donné que l'économie est l'élément vital de toute famille, on risque fort de voir le développement des enfants se faire dans de très mauvaises conditions, surtout en l'absence d'un programme complet de développement des enfants.

Le temps, bien sûr, m'oblige à vous présenter le pire scénario. La plupart des parents qui sont soutien unique arrivent à s'en tirer; beaucoup n'y arrivent pas. Voici une des choses impossibles à mesurer : avec un bon programme de garde et de développement de l'enfance qui soit universellement accessible à ces familles, on peut réduire bien des tensions, et l'enfant est beaucoup plus en mesure de trouver sa place dans son monde en croissance. La famille monoparentale à revenu unique a absolument besoin d'un programme universel de garde d'enfants.

Et, bien sûr, il y a une autre famille, très semblable; c'est la famille monoparentale à revenu étatique. C'est probablement celle à l'égard de laquelle j'ai éprouvé le plus de frustrations, car les lois et les politiques sociales sont encore essentiellement faites par des hommes, et je passe le plus clair de mon temps à tâcher de leur inculquer un sentiment positif de ce dont nous voulons parler.

Nous connaissons tous l'approche paternaliste que nos divers niveaux de gouvernement ont adoptée en offrant un grand programme d'allocations sociales, peu importe le nom qu'on lui donne: prestations de bien-être social ou prestations familiales. Peu d'entre nous qui sommes dans le système avons le courage de dénoncer ce maudit système, qui met des milliers de parents—surtout des femmes—qui sont soutien unique, dans une prison sociale pour la vie, en croyant que le processus de création de liens, d'épanouissement, d'amour fait la force de la famille dans la pauvreté. Le plus étrange dans tout cela, c'est le nombre prolifique d'universitaires qui dissertent là-dessus.

Les femmes chefs de familles monoparentales à revenu étatique—et les hommes, dans certains cas, lorsqu'on les laisse diriger une famille monoparentale à revenu étatique—doivent avoir un choix. Les allocations sociales en Ontario sont de 40

[Texte]

by our federal government. We are not necessarily the worst case in Canada, but we have nothing to be proud about.

These women need a choice: to child rear and/or to self-develop, preparing for their own future. These women eventually become "empty nesters" and then attempt to enter the job force at the low end of the economic scale. We do know their children often become the second welfare generation.

We do know also, though, with many strong examples in Peel that if these women are given access to child care, access to life skills enhancement, to job skills training, to education upgrading, they will move toward a path of economic stability. They will elect to move off the state income into a life of near independence. Today most of these women have no choice. We would rather pay welfare when child care saves both socially and economically.

Let me give an example, if I may. In the 11 or 12 years that I have been Commissioner of Social Services in Peel, we have written at least 20 reports on the child, all of them addressing child care and clearly showing beyond a shadow of a doubt that, for every \$2 spent in child care in Ontario, \$3 is saved in welfare. We can prove it, and the reports are available to you.

There is one other family, but I will not address it in depth. This is the two- or one-parent family where the head of the family is disabled and there is a state income. Again in these cases, the dependent spouses, the wives, are usually so busy caring for the handicapped persons that they are not able again to seek their own future.

Universal day care or child development model: When you examine a child and then the family, you can readily see that a series of universal day care centres in themselves will not be the only answer. I attended the planning conference in Helsinki last June in preparation for the world conference in Japan, and I attended the city council meeting where they have just introduced universal day care in Finland and where the City of Helsinki, with a population of 500,000, the same size as Peel, is committed to building 92 new child development centres for those parents who wish to place their children there. In that particular country, though, you have a choice. You may stay home and raise children, and in a sense it becomes a profession with its own economic and pension rewards.

• 0925

Children aged zero to two in general would be better suited to the formal family home day care process if being nurtured outside the home. The best result would be a family support program that would allow nurturing, bonding and developing initially in the child's own home. A combination, of course, would allow the greatest flexibility to both issues: family home

[Traduction]

p. 100 inférieures au plus faible chiffre avancé par notre gouvernement fédéral pour ce qui est du seuil de pauvreté. Nous ne sommes pas nécessairement le pire cas au Canada, mais nous n'avons pas de quoi être fier.

Ces femmes ont besoin d'un choix: élever des enfants et (ou) s'épanouir, se préparer un avenir. Ces femmes finissent par se retrouver avec un «nid vide», puis elles tentent d'entrer sur le marché du travail au bas de l'échelle économique. Nous avons que leurs enfants sont souvent la deuxième génération d'assistés sociaux.

Mais nous savons aussi, par de nombreux exemples éloquentes dans Peel, qu'il suffit que ces femmes aient accès à la garde d'enfants, à l'amélioration des aptitudes à la vie, à l'acquisition de compétences professionnelles, à l'amélioration de leur scolarité, pour qu'elles s'orientent sur la voie de la stabilité économique. Elles renonceront au revenu étatique pour une vie de quasi-indépendance. Aujourd'hui, la plupart de ces femmes n'ont pas le choix. Nous préférons payer du bien-être social, alors que la garde d'enfants permet des économies au double plan social et économique.

Je vous donne un exemple. Pendant les 11 ou 12 ans où j'ai été commissaire des Services sociaux dans Peel, nous avons rédigé au moins 20 rapports sur l'enfant, qui traitent tous de la garde d'enfants et qui indiquent clairement sans l'ombre d'un doute que, chaque fois qu'on dépense 2\$ pour la garde d'enfants en Ontario, on économise 3\$ en prestations de bien-être. Cela se prouve, et les rapports sont à votre disposition.

Il y a aussi une autre famille, mais je ne m'y attarderai pas. C'est la famille, biparentale ou monoparentale, dont le chef est invalide et qui reçoit un revenu étatique. Encore une fois, dans ces cas-là, les conjoints à charge, les épouses, consacrent habituellement tellement d'énergie aux soins des personnes handicapées qu'elles ne sont pas en mesure de songer à leur propre avenir.

Garderie universelle ou modèle de développement de l'enfant: Lorsqu'on observe un enfant, puis la famille, on comprend facilement qu'il ne suffira pas d'une série de garderies universelles comme telles pour résoudre le problème. J'ai assisté en juin dernier à la conférence de planification d'Helsinki en prévision de la conférence mondiale au Japon. Et j'ai assisté à la réunion du conseil municipal qui vient d'instituer la garderie universelle en Finlande. La ville d'Helsinki, qui compte une population de 500,000 âmes, soit la même que Peel, a décidé de construire 92 nouveaux centres de développement de l'enfance à l'intention des parents qui désirent y envoyer leurs enfants. Dans ce pays, cependant, on a un choix. On peut rester à la maison et élever ses enfants, ce qui, en un sens, devient une profession qui comporte ses avantages économiques et donne droit à une pension.

De façon générale, les enfants de 0 à 2 ans s'adaptent mieux au cadre de la garderie familiale formelle s'ils grandissent à l'extérieur du foyer. On obtient les meilleurs résultats d'un programme d'appui familial qui permet de commencer au foyer même à élever l'enfant, à lui créer des liens et à le développer. Bien sûr, une combinaison des diverses formules

[Text]

care linked with care in the family home; accessibility to child-rearing aids; financial rewards for staying home; total tax deductions of actual home care.

Children aged two to five in general would likewise be best served in the family home. However, one needs to recognize that with the tremendous new female work force, plus the needs and desire to become a part of the whole world, child care in a centred program is a real issue.

The quality of care is imperative so a trained staff of early childhood educators is imperative to the development of a universal child development program.

Children aged 5 to 10 are now part of the mandatory education program during fixed hours, but child development is also leaving home and getting to school and leaving school and getting home. The latchkey child too early in life has a void that cannot adequately be met by TV, nor can the child be always adequately served by impromptu guidance from a busy neighbour.

There will be a group—actually I did not know they were speaking until last night—following me that have a tremendously good model that you might well consider.

The economics, my last closing sentence: Every article in the media has a price-tag on universal day care or, in my concept, a universal concept of child day care. The range has moved from \$3 billion to \$11 billion. It is obvious of course that one figure may be optimistic and there is no doubt that one figure is totally pessimistic.

There are rewards, though, if you move to a universal day care program. Where people have a choice to remain home you will see a tremendous drop in UIC; where people are reinforced to be job trained you will see a tremendous drop in welfare. So while there is a cost, and not a low cost, the social benefits greatly outweigh the cost.

I would draw to your attention that the Canadian government gave to one company just last year more money than it would have cost to create a universal day care in Canada, and we are still bailing the same company out. I will not mention that it deals with oil and it is on the west coast.

There is no question there will be a cost. In my preliminary work I would estimate it will be somewhere between \$4 billion and \$5 billion, not knowing all the trade-offs, but this would not be all new money. There would be corresponding trade-offs with less welfare and less UIC.

But the basic issue, in closing, would be a better prepared family/child, a stronger community identity, a stronger pension plan for women down the road based on the value of

[Translation]

donnerait la plus grande souplesse dans les deux cas: garderie familiale combinée aux soins dans le foyer familial; accessibilité aux aides à l'éducation des enfants; rétribution financière pour celles qui restent à la maison; déductions fiscales entières pour les soins à la maison.

De façon générale, les enfants de 2 à 5 ans seraient eux aussi mieux servis dans le foyer familial. Cependant, il faut reconnaître que l'énorme masse de nouvelle main-d'oeuvre féminine, doublée des besoins et du désir de faire partie du monde global, a fait de la garde d'enfants dans un programme centré un véritable problème.

Il est impératif que les soins soient de qualité, si bien qu'on ne saurait créer un programme universel de développement de l'enfance sans disposer d'un personnel formé d'éducateurs de la petite enfance.

Les enfants de 5 à 10 ans participent désormais au programme obligatoire d'éducation à certaines heures fixes. Mais le développement de l'enfant, c'est aussi l'aller-retour de la maison à l'école. L'enfant à clé connaît, trop tôt dans la vie, un vide que ne saurait combler la télé et il ne peut pas toujours, non plus, être bien servi par les conseils impromptus d'une voisine qui a autre chose à faire.

Le groupe qui me suivra—en fait, ce n'est qu'hier soir que j'ai appris qu'il interviendrait—a un excellent modèle à vous proposer.

Le mécanisme économique—ce sera mon dernier mot: Tous les articles parus dans les médias parlent du prix des services universels de garderie ou, selon mon concept, d'un concept universel de garderie. Le prix se situe désormais dans une fourchette de 3 à 11 milliards de dollars. Bien sûr, le premier chiffre est peut-être optimiste; mais il fait aucun doute que le dernier est absolument pessimiste.

Mais l'adoption d'un programme universel de garderie ne présente pas que des inconvénients. Donnez aux gens le choix de rester à la maison, et vous verrez l'assurance-chômage dégringoler; lorsque les gens auront une meilleure formation à l'emploi, vous aurez une chute spectaculaire des cas de bien-être. Donc, il y a un coût, bien sûr, et il n'est pas négligeable, mais les avantages sociaux l'emportent largement sur le coût.

Je vous ferai remarquer que le gouvernement canadien a donné à une même entreprise, dans la seule année qui vient de se terminer, plus d'argent qu'il n'en faudrait pour créer un régime universel de garderies au Canada, et que nous n'avons pas fini de renflouer l'entreprise en question. Je ne dirai pas qu'elle est dans le pétrole sur la côte ouest.

Bien sûr, cela coûtera quelque chose. Selon mes estimations préliminaires, ce sera entre 4 et 5 milliards de dollars, ce qui ne tient pas compte de tous les arbitrages; mais ce ne serait pas uniquement de l'argent frais. Il y aurait des compensations correspondantes, avec moins de prestations de bien-être social et d'assurance-chômage.

Mais la question fondamentale, en terminant, serait une meilleure préparation de la famille et de l'enfant, une plus vive identité communautaire, un meilleur régime de retraite pour les femmes en fonction de la valeur de leur vie de mères et

[Texte]

their life as a mother/child rearer. The key, of course, to the variety of models is choice and accessibility.

Politically, today the will for universal day care does not exist and it will not exist at the end of your hearings. But it will come, and it should come.

There is so much more I would like to say. I would just wish you well in your deliberations and encourage you to set well the issue.

Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Crozier.

Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: I want to thank you also, Mr. Crozier. That was certainly a very interesting presentation, starting with the international scene.

I think you will be finding many things to add in another dimension in Japan. I recently attended a parliamentary conference in Europe on child survival and I must say that the basic survival of children around the world is the main issue. It sort of makes our task seem simple, and yet a very difficult one to solve here in Canada as well.

I agreed with all the things you were saying so it is a little hard to find a specific question. It seemed to me you were talking mostly about women as the child-rearing person, and I wonder if you would like to comment on that. Many of us would feel that for fathers, it means a change in attitudes and so on. Many young fathers want to share in parenting and want to share in having parental leave on more of a cyclical basis and not necessarily for a whole period of time. Do you have any further comments on that?

Mr. Crozier: I think the basic philosophy of my paper is the shaping of tomorrow. I guess your question is really one of shaping the day after tomorrow.

There has been a very major change in the role of the family unit, of course. Two parents are working and that means that two parents should be involved in the home care side of the issue and the childrearing side of the issue as well. I did not go into it, but it is a fundamental part.

The key problem we are raising with employment equity, for example, is maternity leave for the male. We now have up to a one-year program for the mother who wants to have a child and go home and raise it. We are just considering introducing a two-week program. Ten years ago, that would never have been thought of. Today, around the table, we ask if they should not be on equal time.

[Traduction]

d'éducatrices. La clé, naturellement, de la variété des modèles, c'est le choix et l'accessibilité.

Aujourd'hui, la volonté politique pour les garderies universelles n'existe pas, et elle n'existera pas non plus à la fin de vos audiences. Mais cela viendra, cela doit venir.

J'aurais tant de choses à vous dire encore. Je voudrais tout simplement vous souhaiter du succès dans vos délibérations et vous encourager à bien cerner le problème.

Merci, madame la présidente.

La présidente: Merci, monsieur Crozier.

Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je tiens à vous remercier, moi aussi, monsieur Crozier. Voilà, certes, un exposé très intéressant, commençant par la scène internationale.

Je pense que vous trouverez au Japon bien d'autres choses à ajouter, dans une nouvelle dimension. Ayant assisté récemment en Europe à une conférence parlementaire sur la survie de l'enfant, je dois dire que la survie fondamentale des enfants dans le monde est le problème fondamental. Par comparaison, notre tâche paraît simple, mais pourtant elle est très difficile également, ici au Canada.

Je suis d'accord sur tout ce que vous avez dit; c'est pourquoi j'ai un peu de difficulté à trouver une question précise. Il me semble que vous parliez surtout des femmes dans leur rôle d'éducatrices. Vous pourriez peut-être nous faire un commentaire là-dessus. Pour bon nombre d'entre nous, cela signifie un changement d'attitude pour les pères, etc. Nombreux sont les jeunes pères de familles qui veulent assumer leur part de l'éducation des enfants et souhaiteraient pouvoir jouir d'un congé parental de façon plus cyclique et non pas nécessairement pour toute une période donnée. Avez-vous d'autres observations à ce sujet?

• 0930

M. Crozier: Le principe de base de mon texte est le façonnement du lendemain. À mon sens, votre question concerne en réalité le façonnement du surlendemain.

Le rôle de l'unité familiale, naturellement, a subi une profonde transformation. Le père et la mère travaillent et il s'ensuit que l'un et l'autre sont concernés par l'aspect de la garde à domicile tout comme par celui de l'éducation de l'enfant. Je n'ai pas abordé cette question, mais c'est fondamental.

Le problème essentiel que nous soulevons dans le cas de l'équité en matière d'emploi, par exemple, c'est le congé de maternité pour l'homme. Nous avons déjà un programme de congés pouvant atteindre un an pour la mère qui veut rester à la maison pour élever son enfant. Nous commençons à examiner la possibilité d'instituer un programme de deux semaines. Il y a 10 ans, cela aurait été impensable. Aujourd'hui, autour de la table, nous demandons s'ils ne devraient pas avoir le même temps.

[Text]

The concept, of course, comes to the very ultimate in cost and the very ultimate economic strength of the family unit.

I guess I am caught in a dilemma with regards to how much to ask for or how much to challenge you to. I deal with many thousands of women in Peel and through the other roles I play in Canada who are imprisoned or on welfare because they cannot get day care. The key to society is a family unit: the man, woman and children together. That is the family unit. There are other family models and so we need to strengthen it.

We still have not gone as far as we think we have with male understanding of women's wants, concerns, needs and rights. We think the male is farther ahead than he is. He is not as far ahead as many professional women like to think he is.

I am not sure if I have answered your question well.

Ms Mitchell: How do we encourage more sharing? Why would you only give two weeks of what you called maternity leave—I would call it parental leave—to fathers and so much more to mothers? Why not have an amount that could be shared equally by them, or shared in different proportions according to what they decide? Would that not be more equitable?

Mr. Crozier: You have to go back to the base of society. Most societies . . . I would favour to the utmost degree. I use the term maternity leave because it is still the nomenclature being used.

I guess the basic issue comes to a whole new issue: Do I favour the male playing a role equal to the female in the family? I do. It is a 50:50 proposition. When it comes to a benefit from a job, it becomes a whole new economic world in challenge. It is almost difficult for me to answer.

Let me address my problem for a moment. I have a staff of 600 women of a total of 800. I have 114 in childrearing ages in my day care problem. I have a tremendous challenge in replacing my staff to allow the year's leave of absence, job protection and career protection. If I took my 200 men and had to do the same . . . They have their 200 wives out somewhere else.

My mind did not say I was perfectly educated. My mind has not grasped the challenge of your challenge. Ask Sylvia Leal the next one.

Ms Mitchell: It is not my problem; it is our problem.

Mr. Crozier: I am sorry. I apologize. That was a tremendously difficult question to answer.

Ms Mitchell: Did I hear you say that a child is best cared for at home? If that is what you said, I am not sure I entirely agree. Many witnesses have not necessarily agreed with that. I

[Translation]

Le concept, bien sûr, revient en bout de course à une question de coût et à la vigueur économique, en tout dernier ressort, de l'unité familiale.

Je suis dans un dilemme, je suppose, en ce qui concerne ce qu'il faut demander, ou le défi à vous lancer. J'ai affaire à des milliers de femmes, dans Peel et dans les autres rôles que je joue au Canada, qui sont emprisonnées ou assistées sociales parce qu'elles ne trouvent pas à faire garder leurs enfants. L'élément de base de notre société, c'est l'unité familiale: l'homme, la femme et les enfants, ensemble. Voilà l'unité familiale. Il y a d'autres modèles familiaux. Nous devons la renforcer.

Nous ne sommes pas encore allés aussi loin que nous croyons dans la compréhension masculine des désirs, des problèmes, des besoins et des droits des femmes. Nous pensons que l'homme est plus avancé qu'il ne l'est en réalité. Il n'est pas aussi avancé que bien des femmes professionnelles se plaisent à le croire.

Je ne sais pas si j'ai bien répondu à votre question.

Mme Mitchell: Comment favoriser davantage le partage? Pourquoi ne donner que deux semaines de congé de maternité, comme vous dites—je dirais de congé parental, quant à moi—aux pères, alors que les mères en ont tellement plus? Pourquoi ne pas instituer un congé d'une durée donnée qu'ils pourraient se partager également, ou se partager selon des proportions différentes, à leur gré? Ne serait-ce pas plus équitable?

M. Crozier: Il faut revenir au fondement même de la société. La plupart des sociétés . . . Je serais absolument d'accord. J'utilise le terme «congé de maternité» parce que cela reste le terme d'usage.

Tout cela, fondamentalement, revient à une question tout à fait nouvelle: suis-je d'accord pour que l'homme joue un rôle égal à celui de la femme dans la famille? Oui. C'est 50/50. Mais lorsqu'il est question de l'avantage que procure un emploi, le défi concerne tout un nouveau monde économique. J'ai presque de la difficulté à répondre.

Permettez-moi de parler un instant de mon problème. J'ai un personnel de 600 femmes sur un total de 800 employés. J'en ai 114 en âge d'élever des enfants. Cela constitue mon problème de garderie. Pour moi, c'est un défi considérable que de remplacer mon personnel pour accorder le congé d'un an, la protection d'emploi et la protection de la carrière. Si je prenais mes 200 hommes pour faire de même . . . Ils ont leurs 200 épouses ailleurs quelque part.

Mon esprit ne m'a pas dit que mon éducation était parfaite. Mon esprit n'a pas saisi le défi de votre défi. Demandez à Sylvia Leal, qui suivra.

Mme Mitchell: Ce n'est pas mon problème; c'est notre problème.

M. Crozier: Pardon. Je vous prie de m'excuser. La question était extrêmement difficile.

Mme Mitchell: Vous ai-je entendu dire que c'est à la maison que l'enfant reçoit les meilleurs soins? Si c'est ce que vous avez dit, je ne suis pas sûre d'être entièrement d'accord. De nombreux témoins n'étaient pas forcément d'accord non plus.

[Texte]

think a child is sometimes better cared for in a group care situation or a family day care, usually a combination of both.

Mr. Crozier: My principal theory involves a combination of both. The child is not well cared for in the home if the woman is a prisoner of the home and feels she is bonded to the home, not to the child, for whatever reason, against choice and does not have an opportunity to pursue her own life. Therefore the woman is not prepared to raise the child. I mentioned that people know how to bear children. I jumped over parts of my paper. In the paper I said that when a parent chooses to raise a child in her home herself, we should consider education programs such as lending libraries, lending toy libraries. I have a staff of 25 who go into 400 family home day care programs every day to support the parent raising the child.

• 0935

I see child development as a partnership between the family and the community. I agree that most children can be adequately in the home in today's standard; tomorrow's world is changing that pattern.

The Chairman: Thank you Ms Mitchell.

Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Madam Chairperson, and welcome to the witnesses. You presented a very interesting brief with a number of interesting comments. I wish we had more time to ask questions. Near the end you made the comment that the need for universal day care has not been accepted by society and it was your guess it probably would not be accepted by society at the end of our hearings. If we do nothing else but raise people's awareness that there is this need out there, I suppose that is a start in the right direction.

You made a very interesting comment about the cost-benefit analysis of providing child care for children. I think you said that for every \$2 that we spend in—I think it was day care, you said, or child care facilities—we could be saving \$3. Now, that that is a very interesting statistic. I know we had one group last week who said that for every dollar we spend, we get \$7, back and I heavily discounted that, but I think yours is a little closer to the mark. Now, does that statistic presuppose that there are jobs, or a demand for women who are presently at home, because I know in a lot parts of the country the unemployment is a lot worse than it is here in southern Ontario. It seems to me that would be a very large component, just what sort of a labour demand there is.

Mr. Crozier: Well, yes, it comes back to the choice issue, as you are aware. Of course, as a bureaucrat, I have a bottom line budget and each year I must produce and sell to a group of elected people. One of the things I have found is that there has to be a way of working smarter. When I came into the business, the system was a handout. You went to a welfare

[Traduction]

Selon moi, certains enfants sont mieux traités dans un milieu de garde de groupe ou dans une garderie familiale, ou, habituellement, dans une combinaison des deux formules.

M. Crozier: Ma principale théorie comporte une combinaison des deux formules. L'enfant n'est pas bien traité à la maison si la femme est prisonnière du foyer et s'estime esclave du foyer, et non pas de l'enfant, pour une raison ou pour une autre, contre son choix, et qu'elle n'a pas la possibilité de faire sa vie. Par conséquent, la femme n'est pas préparée pour élever l'enfant. J'ai mentionné que les gens savent comment faire des enfants. J'ai sauté certains passages de mon texte. Dans mon texte, je disais que, lorsqu'une femme choisit d'élever elle-même son enfant à la maison, nous devrions songer à lui donner accès à des programmes d'éducation, comme des bibliothèques de prêt, des ludothèques de prêt. J'ai un personnel de 25 personnes qui visitent chaque jour 400 garderies familiales pour aider les parents à élever les enfants.

Pour moi, développement de l'enfant suppose partenariat entre famille et collectivité. Je reconnais que la plupart des enfants se trouvent bien au foyer selon la norme d'aujourd'hui; le monde de demain change les choses.

La présidente: Merci, madame Mitchell.

Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci, madame la présidente, et bienvenue aux témoins. Vous nous avez présenté un mémoire très intéressant, accompagné de plusieurs commentaires tout aussi intéressants. Nous devrions avoir plus de temps pour vous interroger. Vers la fin de votre exposé, vous avez dit que la société n'a pas reconnu le besoin d'un régime universel de garderies et que, selon vous, ce n'est pas à la fin de nos audiences qu'elle le reconnaîtra. Si nous arrivons au moins à sensibiliser les gens au besoin qui existe, je suppose que ce sera un premier pas dans la bonne direction.

Vous avez eu un commentaire très intéressant sur l'analyse de rentabilité de la garde d'enfants. Sauf erreur, chaque fois que nos investissons 2\$—je pense que c'est dans la garde d'enfants, avez-vous dit, ou dans les garderies—nous pourrions épargner 3\$. Voilà une statistique des plus éloquentes. La semaine dernière, un groupe est venu nous dire que chaque dollar investi nous rapporte 7\$, ce que j'ai dégonflé considérablement; je pense que vous êtes près de la vérité. Cette statistique présume-t-elle qu'il y a des emplois, ou une demande à l'égard des services des femmes qui restent à la maison? En effet, je sais que, dans bien des coins du pays, le chômage est bien pire qu'ici dans le sud de l'Ontario. Cela serait un élément très considérable, me semble-t-il. Quelle est donc la nature de la demande de main-d'oeuvre?

M. Crozier: Ma foi, oui, cela revient à la question du choix, comme vous ne l'ignorez pas. Bien sûr, en tant que bureaucrate, je suis soumis à un budget et je dois chaque année produire et vendre mon programme à un groupe d'élus. J'ai découvert, par exemple, qu'il doit y avoir moyen de démontrer plus d'ingéniosité. Lorsque je me suis lancé là-dedans, le système était une oeuvre de charité. Les gens s'adressaient à

[Text]

office; 95% of everyone who went to welfare office got a cheque.

When I went to the city of Halifax and closed all the welfare offices and brought in job creation programs, at the end of 15 months, 55% of all people got a cheque, but there was no one at the end of that 15 months lying on the street starving to death, or going around door to door knocking. You had to ask what happened.

One of the things that we did, as an example, is that we took 50 women in the system, all grade six and under, and invited them to attend and asked them what they would do with their life if they had a choice. The beginning of the program was program choice. Then we needed to dig up new money; then as I studied the issue of new money, I found that I could place a child in day care, for example, for \$400 a month, or I could I keep the woman on welfare for \$600 a month. That was simple. It did not take any great genius.

I needed to find, though, the money to train and to give the choice as to education, etc. I found that the whole education world is just dying to have people in school, and all you had to do was give them the choice: You do not have to go; you can stay on welfare if you like. Here are choices.

The big issue was, "What do I do with my child?". They were not interested in their house, and the key was then to put 500 new spaces in Peel this year for child care, and we [Inaudible—Editor] that we could do that.

Now, Peel is a middle- and upper-income area. I would not say that they are right wing—they might hear this by accident—but certainly you have to sell them on the social issue.

The end result was clear, and we only measured it on one year. If you stay off the system one year, you save on a 3:2 ratio, but you can imagine the social issue if they stay off two years. I did not even try to play that kind of game.

Now, some do make the circle back to the system. But even when they make the circle back to the system, they are better parents—is that the right way, or should I say better households?—because they can better handle themselves, because they have gained confidence, and they can now become part-time earners.

• 0940

Mr. Nicholson: Now, I can see the social benefits, but just sticking with the economic side for a second, I can see the \$600 and \$400. But it only presupposes a savings if you are not paying that individual \$200 or more than \$200 in some sort of job-training program or in education. I am not saying it is not worth it—it probably is—but from an economic point of view, are you saying to me that, when you gave these women the day

[Translation]

un bureau de bien-être social; 95 p. 100 de tous ceux qui s'adressaient au bureau de bien-être social en recevaient un chèque.

Quand je suis allé fermer tous les bureaux du bien-être social à Halifax et institué des programmes de création d'emplois, après 15 mois, 55 p. 100 des gens touchaient un chèque, mais il n'y avait plus personne en train de crever dans les rues, ou de quêter de porte en porte. Il faut voir ce qui s'est passé.

Voici une des choses que nous avons faites, par exemple: nous avons pris 50 femmes dans le système, dont aucune n'avait plus d'une sixième année, et leur avons demandé ce qu'elles feraient de leur vie si elles avaient le choix. Le début du programme concernait le choix. Puis il nous a fallu trouver de l'argent frais. Pendant que j'étudiais ce problème, j'ai découvert que je pouvais mettre un enfant en garderie, par exemple, pour 400\$ par mois, ou que je pouvais garder sa mère au bien-être pour 600\$ par mois. C'était simple. Il ne fallait pas terriblement de génie.

Cependant, il fallait bien que je trouve l'argent nécessaire pour faire la formation et donner le choix quant à l'éducation, etc. J'ai constaté que tout le monde l'éducation ne demande pas mieux que de remplir les écoles, et qu'il suffisait de leur donner le choix: Vous n'êtes pas tenues d'y aller; vous pouvez garder vos prestations de bien-être social, si vous voulez. Tels sont les choix.

La grande question était: «Qu'est-ce que je vais faire de mon enfant?» Elles ne s'inquiétaient pas de leur maison. La solution consistait alors à trouver 500 nouvelles places dans Peel cette année-là pour faire garder leurs enfants, et nous... [Inaudible—Éditeur] que nous pouvions y arriver.

Or, la population de Peel se situe dans la gamme des revenus moyens et supérieurs. Je ne dirai pas qu'elle est de droite—elle pourrait en avoir vent—mais, en tout cas, la question sociale ne passe pas sans un petit effort de vente.

Le résultat final était clair, et nous ne l'avons mesuré que pour une année. Si elles restent en dehors du système une année, l'économie est selon un ratio de 3:2; mais vous pouvez imaginer les incidences sociales lorsqu'elles restent en dehors deux ans. Je n'ai même pas essayé de jouer ce genre de jeu.

Certaines finissent par revenir dans le système, bien sûr. Mais, même lorsque cela arrive, cela fait de meilleurs parents—est-ce la bonne façon de dire, ou devrais-je dire de meilleurs ménages?—parce qu'elles savent mieux s'occuper d'elles-mêmes, parce qu'elles ont pris confiance en elles-mêmes, et parce qu'elles peuvent désormais se mettre à gagner de l'argent, à temps partiel.

M. Nicholson: Bon, je vois bien les avantages sociaux. Mais restons-en aux aspects économiques pour l'instant. Je vois bien les 600\$ et les 400\$. Cette économie suppose que vous ne payez pas 200\$ ou plus à cette personne pour un programme quelconque de formation à l'emploi ou pour d'autres cours. Je ne dis pas que cela n'en vaut pas la peine—c'est probablement avantageux—mais, du point de vue économique, voulez-vous

[Texte]

care option at \$400, you were not paying anything else for them or that some other part of the system was not paying for them?

Mr. Crozier: Yes, the education, and they were still on their allowance part. But 65%—I do not want to blow up the figure too high—went off the system, so they went off the \$600. Now, they did get continued support.

You have to remember that one thing happens when you are on the welfare system and your husband has to support you . . . It is mostly women; I apologize. MP Mitchell's questions were right, but my mind frame will not do the flip. When you are on welfare and you get the \$600 allowance and your husband pays \$200, that comes off your \$600 allowance. If I can get you into a \$750 job and you get the \$200 from you husband, that goes on top of it; it is \$950. If I am giving you guaranteed subsidized day care, you are better off economically and my costs have gone down.

Let me give you a specific bottom-line example. In 1976 the cost of running my department per capita net dollars—1974 dollars in 1976—was \$6.60. They increased the service level of my department at twice the rate of inflation. Today's cost per capita in Peel is \$5.80. Now, I do that only because one of the things we have able to do is marry the welfare programs together, both provincial and community, and put all our emphasis on support services to the bulk of our cases in the system—that is, women—and to show independence.

Now, I am dealing from the bottom up. One of the things we do not do well is provide good day care for the two-parent, two-income family. They cannot get into this the system because I have 500 or 450 welfare women waiting to get off the system for day care.

Mr. Nicholson: Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Nicholson. Thank you very much, Mr. Crozier, for your presentation.

Our next speaker is Sylvia Leal, Executive Director of the Peel Lunch and After School Program, and she will be joined by Ginny Millar, the Special Projects Co-ordinator.

I would like to take this opportunity to welcome a colleague, Sheila Copps, the Member for Hamilton East, who is in the audience with us today. Welcome, Sheila.

Welcome, Sylvia, the floor is yours.

Ms Sylvia Leal (Executive Director, Peel Lunch and After School Program): Good morning, Madam Chairperson. I would like to thank you for the opportunity to present this morning, to indicate that we are here to support the need for school-age child care and to share the model we have had operating in the region of Peel for the past 10 to 11 years. Briefly, I would like to tell you a little bit about the Peel Lunch and After School Program and then show you a six-minute AV, give you any additional information you may require and answer any of your questions.

[Traduction]

dire que, lorsque vous avez donné à ces femmes l'option de la garderie à 400\$, vous ne leur payiez rien d'autre et qu'aucun autre intervenant dans le système ne payait pour elles?

M. Crozier: Oui, le système d'éducation. Et elles recevaient toujours leur allocation. Mais 65 p. 100—je ne veux pas trop gonfler le chiffre—sont sorties du système, et ont donc cessé de toucher les 600\$. Bien sûr, elles ont toujours de l'aide.

Il ne faut pas oublier un phénomène qui se produit souvent lorsque vous êtes au bien-être et que votre mari doit vous faire vivre . . . C'est surtout des femmes; la députée Mitchell posait les bonnes questions, mais mon esprit ne saisit pas. Lorsque vous êtes au bien-être et que votre mari vous verse 200\$, cela est retranché de votre allocation de 600\$. Si je puis vous trouver un emploi à 750\$, cela s'ajoute aux 200\$ de votre mari, ce qui fait 950\$. Si je vous donne des services de garderie subventionnés garantis, vous êtes plus avancée, sur le plan économique, et mes coûts vont diminuer.

Je vous donne un exemple très concret et très précis. En 1976, le coût net de l'administration de mon service était de 6,60\$ par personne—en dollars de 1974. Le niveau de service chez nous a progressé deux fois plus vite que l'inflation. Le coût par personne aujourd'hui, dans Peel, est de 5,80\$. Or, si j'y arrive, c'est parce que j'ai réussi à marier les divers programmes de bien-être, les programmes provinciaux et communautaires, et à mettre tout l'accent sur les services d'appui à la grande majorité de nos cas—c'est-à-dire aux femmes—et à faire preuve d'indépendance.

Bien sûr, je travaille à partir de la base. Parmi les choses qui laissent à désirer, il faut mentionner la prestation d'un bon service de garderie pour la famille biparentale à deux revenus. Elle ne peut participer à ce système, parce que j'ai 500 ou 450 assistées sociales qui attendent leur tour de s'en sortir grâce à la garderie.

M. Nicholson: Merci beaucoup.

La présidente: Merci, monsieur Nicholson. Merci beaucoup, monsieur Crozier, de votre exposé.

Le prochain témoin est Sylvia Leal, directrice générale du *Peel Lunch and After School Program*; elle sera accompagnée de Ginny Millar, coordonnatrice des projets spéciaux.

J'aimerais profiter de l'occasion pour accueillir une collègue, Sheila Copps, député de Hamilton-Est, qui est dans l'auditoire avec nous aujourd'hui. Bienvenue, Sheila.

Bienvenue, Sylvia. Vous avez la parole.

Mme Sylvia Leal (directrice générale, Peel Lunch and After School Program): Bonjour, madame la présidente. J'aimerais vous remercier de m'avoir permis d'être ici ce matin pour indiquer que nous sommes ici pour faire valoir la nécessité des services de garderie pour enfants d'âge scolaire et pour vous exposer le modèle qui nous a bien servi dans la région de Peel depuis 10 ou 11 ans. Brièvement, j'aimerais vous expliquer un petit peu comment fonctionne le *Peel Lunch and After School Program*, puis vous montrer un audio-visuel de six minutes, vous fournir les renseignements supplémentaires que vous pourriez souhaiter et répondre à toutes vos questions.

[Text]

The Peel Lunch and After School Program is a thriving non-profit community organization that has provided school-age child care for five- to twelve-year-olds in the Region of Peel since 1975. Currently, we provide 4,498 child care spaces for 2,948 families.

The organization grew out of a demonstrated need in the community that was identified with the assistance of a Local Initiative Project grant. This need was addressed by multi-agency group.

Once the Local Initiative Project grant had come to an end, no one—no agency, no individual—wanted to accept responsibility for the provision of school-age child care. However, the Peel Board of Education, the Dufferin-Peel Separate Board of Education, the City of Mississauga Parks and Recreation Department, the Y and Social Services all felt there was a need for school-age child care. They did not feel it was part of their mandate to provide it, but were willing to collaborate in order that this program could get off the ground. Together they formed a planning and management committee and approached the region of Peel for funding. They were successful in obtaining this funding and at the time, which was in 1975, the grant awarded was \$5,000 a year for three years.

• 0945

I still remember the words I was told eight years ago when I became involved. They are Jim Crozier's words, I believe. I might misquote him but I think he will forgive me: "If this program is needed it will be self-sufficient within three years."

That was the mandate I came in with at the end of the three-year grant or just close to the end of it. I had no doubt then that there was a definite need, from the experience I had in the region.

The Boards of Education provided the space to us in the schools at no charge. Obviously this made a tremendous difference to the fees we had to charge. There is a fee-for-service program, currently.

With the in-kind support from the city and from the region and the financial support from the region and the donation of space by the Boards of Education, we were able to establish three pilot programs. These programs have grown so that today we operate in 70 school locations in Peel. We have 62 before-school programs, 53 lunch-time programs and 69 after-school programs.

The demand for programs is ever-increasing. We incorporated in 1980 and we are an incorporated, non-profit registered charitable organization. We are managed by a 10-member voluntary board of directors, five of whom are elected from the parent body. We have a staff of 140, 122 of whom are direct field staff working with the children in the programs. We have 125 volunteers who come from the volunteer community in Peel as well as from colleges and universities.

[Translation]

Le Peel Lunch and After School Program est un organisme communautaire sans but lucratif très vigoureux qui offre, depuis 1975, des services de garderie pour les enfants de 5 à 12 ans dans la région de Peel. À l'heure actuelle, nous avons 4,498 places de garderie pour 2,948 place.

L'organisme est né d'un besoin manifeste dans la collectivité que nous avons pu cerner grâce à une subvention en vertu d'un projet d'initiative locale. Ce besoin a été étudié par un groupe formé de représentants de plusieurs organismes.

À l'expiration de la subvention du projet d'initiative locale, personne—aucun organisme, aucun particulier—ne voulait accepter la responsabilité du service de garderie pour enfants d'âge scolaire. Cependant, le Conseil scolaire de Peel, le Conseil des écoles séparées de Dufferin-Peel, le Service des parcs et des loisirs de la ville de Mississauga, le YMCA et les Services sociaux étaient tous d'avis qu'il fallait un service de garderie pour enfants d'âge scolaire. Ils n'étaient pas d'avis que cela entrerait dans leur mandat, mais ils étaient disposés à collaborer pour faire démarrer ce programme. Ensemble, ils ont formé un comité de planification et de gestion et demandé du financement à la région de Peel. Ils ont réussi à obtenir ce financement; à l'époque, en 1975, ils ont obtenu une subvention annuelle de 5,000\$ pour trois ans.

Je me souviens encore des paroles qu'on m'a dites il y a huit ans lorsque je me suis intéressée à la chose. Ce sont les paroles de Jim Crozier, sauf erreur. Si je le cite mal, il saura bien me pardonner: «Si ce programme est nécessaire, il atteindra à l'autosuffisance en trois ans.»

Voilà le mandat qui m'attendait à mon arrivée à la fin ou vers la fin de la subvention de trois ans. À l'époque, il ne faisait aucun doute, pour moi, qu'il y avait un besoin certain, d'après l'expérience que j'avais acquise dans la région.

Les conseils scolaires nous ont fourni gratuitement les locaux dans les écoles. Cela a fait une énorme différence, manifestement, au niveau des frais de participation exigés. À l'heure actuelle, il y a un programme avec droits d'utilisation.

Grâce à l'aide en nature de la ville et de la région, à l'aide financière de la région, et au don de locaux des conseils scolaires, nous sommes parvenus à établir trois programmes pilotes. Ces programmes ont connu une telle expansion qu'aujourd'hui nous sommes présents dans 70 écoles dans Peel. Nous avons 62 programmes de garde avant l'école, 53 programmes de garde pendant l'heure du déjeuner et 69 programmes de garde après l'école.

La demande ne cesse de croître. Nous nous sommes constitués en corporation en 1980; nous sommes donc un organisme de charité enregistré sans but lucratif et constitué en corporation. Nous sommes gérés par un conseil d'administration de 10 bénévoles, dont cinq sont élus parmi le groupe de parents. Nous avons un personnel de 140 employés, dont 122 travaillent directement sur le terrain avec les enfants participant aux programmes. Nous avons 125 bénévoles qui viennent des milieux bénévoles de Peel ainsi que des collèges et universités.

[Texte]

The program is staffed at a ratio, before and after school, of 15:1 and 20:1 at lunch time. The volunteers supplement the staffing; they do not replace staff in any way.

The before-school program is from 7.30 a.m. until 9 a.m. or until school starts. Lunch time is for the school lunch period and after-school is from school dismissal until 6 p.m.

The lunch-time component of this school-age child care arose because up until 1979, lunch-time care was not provided, supervision was not provided in the schools in Peel in general. It was only in 1979 and 1980 that the Minister of Education at that time, Dr. Bette Stephenson, sent a memo indicating the interpretation that supervision must be provided at noon hour.

It is a recreational program. Our staff are highly trained. All staff must hold a leadership development certificate in addition to courses we have organized. Positive care-giving is one they must hold, in addition to administrative and recreational programming courses.

I would like to stop at this point, let you see the AV, and then give you some information about the cost and how we manage the financial side of the organization.

The Chairman: Thank you, Sylvia.

Mr. Nicholson: While we are waiting, Sylvia, what does this cost the people who participate in the program?

• 0950

Ms Leal: As I said, it is on a fee-for-service basis and the fee is determined each year, once we have established what it is we want to achieve that year in terms of high quality, reliable, safe school-age child care. For the past two years, the fee has been based on an hourly rate, \$1.44 per hour. Parents do pay fees monthly and we are able to offer subsidy to those parents who cannot afford to pay.

Our aim is to keep the fee as low as we possibly can so that it is affordable. What we have found, in our experience, is that if the fee is reasonable and the program is accessible, parents, where they can, are willing to pay for this service.

Mr. Nicholson: Does this include lunch or do they bring their own lunch?

Ms Leal: Yes, the children do bring their own lunches. What this covers is before- and after-school nutritious snacks, staffing and activities—the cost of materials, etc.

Mr. Nicholson: When you say you subsidize those who cannot afford it, what do you mean?

Ms Leal: Currently, the subsidy program is sustained by donations from service clubs. We have been fortunate in enlisting support of local service clubs to be able to do this. The only fund raising we do is for special projects. We do not raise funds to cover operations. Initiative funding would be one such special project. We seek initiative funding from the

[Traduction]

Le ratio d'encadrement avant et après l'école est de 15:1 et à l'heure du déjeuner, de 20:1. Les bénévoles font l'appoint des ressources rémunérées; ils ne remplacent en rien le personnel.

Le programme de garde avant l'école fonctionne de 7h30 à 9 heures ou jusqu'à l'ouverture des classes. Le programme de garde pendant l'heure du déjeuner fonctionne pendant toute la période libre du midi et le programme de garde après l'école commence immédiatement après la fin des cours et se termine à 18 heures.

Jusqu'en 1979, il n'y avait pas de garderie pendant l'heure du déjeuner, il n'y avait pas de surveillance dans les écoles de Peel en général. C'est de là qu'est né le programme de garde pendant l'heure du déjeuner. Ce n'est qu'en 1979 et en 1980 que la ministre de l'Éducation de l'époque, M^{me} Bette Stephenson, a envoyé une note d'interprétation indiquant qu'il fallait faire de la surveillance à l'heure du déjeuner.

C'était un programme de loisirs. Notre personnel a une excellente formation. Tout le personnel doit être titulaire d'un certificat d'animation et avoir suivi en outre les cours que nous vous organisons. Il doit notamment avoir suivi le cours de soins positifs, en plus des cours d'administration et de loisirs.

J'aimerais m'arrêter ici, vous montrer l'audio-visuel, puis vous donner de l'information sur le coût et sur notre gestion des aspects financiers de cette organisation.

La présidente: Merci, Sylvia.

M. Nicholson: En attendant, Sylvia, pourriez-vous nous dire combien il en coûte aux participants?

Mme Leal: Je le répète, le système fonctionne selon le principe de la rémunération des services et le montant des frais est calculé chaque année, une fois déterminés nos objectifs pour l'année en matière de garderies de qualité, fiables et sûres, pour les enfants d'âge scolaire. Depuis deux ans, les frais sont calculés selon un taux de 1.44\$ l'heure. Les parents paient tous les mois et nous sommes en mesure d'offrir une subvention à ceux qui n'ont pas les moyens de payer.

Nous nous efforçons de maintenir le prix le plus bas possible pour qu'il reste abordable. L'expérience nous a prouvé que, si les frais sont raisonnables et le programme accessible, les parents sont prêts à payer ce service s'ils en ont les moyens.

M. Nicholson: Ce prix inclut-il le déjeuner ou les enfants apportent-ils le leur?

Mme Leal: Les enfants apportent leur déjeuner. Ce prix comprend des collations nutritives pour avant et après l'école, le personnel et les activités—le prix du matériel, etc.

M. Nicholson: Que voulez-vous dire quand vous parlez de subventionner les personnes qui n'ont pas les moyens?

Mme Leal: À l'heure actuelle, le programme de subvention est financé par les dons de clubs philanthropiques locaux à cette fin. Nous ne faisons de campagne de souscription que pour des projets spéciaux. Nous ne rassemblons pas de fonds pour financer nos activités quotidiennes. Le financement des initiatives est un exemple de projet spécial. Nous cherchons à

[Text]

Ministry of Community and Social Services for the sole purpose of initiating new programs, and we have had grants from the Ministry for the past four years. Other funding we have received from Employment and Immigration Canada has allowed us to create Co-ordinator Volunteer Services, which allowed us to develop the volunteer program to the size it currently is. Our goal there is to have at least a matching number of volunteers for the number of staff we have in our programs.

Since the formation of a volunteer co-ordinating position, we have been able to sustain that from our operating budget.

We work very hard in our region at maintaining good public relations because we feel the more the community agencies know about us, the more we keep in touch, the better support we have from them.

People often ask me why we have this program. I mean, the program did become self-supporting after three years. Jim's words obviously registered. It is a latch key program and I suppose our premise, basically, is that every child deserves the very best possible care we can give him and I do not think we can give him too much. What we set out to do is to provide safe, reliable care at an affordable cost, in every school location where there is a demonstrated need. Our phone rings off the hook constantly, and these days, I am very, very pleased to say, that it is not just parents requesting the program—it is also principals. In the early days, it was much tougher. Currently, more programs are initiated by principals than by parents.

I think we are ready now.

Ms Mitchell: I have just one point of clarification. Are all the children using these programs children of working parents or can any child come?

Ms Leal: Any child may come. It is open to any child registered in the school. I would go so far as to say that all children in before- and after-school programs are currently children of working parents. We have had children in the before- and after-programs who are there for recreational purposes. We do have, other than regular five-day, sort of monthly attendance, a drop-in program for people who need to use the program occasionally. Those people would not necessarily be working. Many of them are; they are part-time employees. They may be teachers, nurses or others who work on a shift basis, so we try to accommodate all family needs in so far as we can.

• 0955

[Film Presentation]

The Chairman: Thank you, Sylvia.

[Translation]

l'obtenir auprès du ministère des Services sociaux et communautaires dans le seul but de mettre en oeuvre de nouveaux programmes, et depuis quatre ans, nous obtenons des subventions du ministère. Grâce aux autres fonds que nous avons reçus d'Emploi et Immigration Canada, nous avons créé les services de coordonnateur du bénévolat, ce qui nous a permis d'étendre notre programme de bénévolat. Nous visons à nous assurer les services d'un nombre au moins équivalent de bénévoles au nombre d'employés qui participent à nos programmes.

Depuis que le poste de coordonnateur au bénévolat a été créé, nous avons été en mesure de le financer à même notre budget d'exploitation.

Nous faisons des efforts assidus dans notre région pour maintenir de bonnes relations publiques car, à notre avis, plus les organismes communautaires en savent à notre sujet, plus nous restons en contact avec eux, plus nous pouvons compter sur leur appui.

Les gens me demandent souvent pourquoi nous appliquons ce programme. Celui-ci s'est autofinancé après trois ans. Les paroles de Jim ont manifestement porté. Il s'agit d'un programme pour les enfants laissés sans surveillance après l'école et nous partons du principe, au fond, que tous les enfants méritent les meilleurs soins possibles et je ne pense pas qu'on puisse leur donner trop. Nous sommes déterminés à offrir des services de garderie sûrs et fiables à un prix abordable, dans toutes les écoles où il y a un besoin manifeste. Notre téléphone sonne continuellement et ces derniers jours, je suis heureuse de le dire, les parents ne sont pas les seuls à poser des questions au sujet du programme—mais les directeurs le font également. Au début, c'était beaucoup plus dur. Actuellement, un plus grand nombre de programmes sont mis sur pied par les directeurs que par les parents.

Je pense que nous sommes prêts maintenant.

Mme Mitchell: Je voudrais un petit éclaircissement. Pour participer à ces programmes, les enfants doivent-ils avoir des parents qui travaillent?

Mme Leal: Tous les enfants sont admissibles. Ce programme est ouvert à tous les enfants inscrits à l'école. J'irais même jusqu'à dire que tous les enfants qui participent au programme avant et après l'école, à l'heure actuelle, ont des parents qui travaillent. Toutefois, nous en avons eu qui n'étaient là que pour s'occuper. Nous offrons, outre le programme mensuel cinq jours par semaine, un système de portes ouvertes destiné aux personnes qui ont besoin à l'occasion de nos services. Ce ne sont pas nécessairement des gens qui travaillent, mais la plupart d'entre eux le font et occupent des emplois à temps partiel. Il peut s'agir d'enseignants, d'infirmières ou autres qui travaillent à des heures irrégulières, et nous essayons de satisfaire tous les besoins familiaux dans la mesure du possible.

Projection de film

La présidente: Merci, Sylvia.

[Texte]

Ms Leal: Innovation Two made this audiovisual presentation, and one of the things they told me is that all the comments of the children were unsolicited. What we had told them about how we perceived our program is what they had found, so that is how we have presented it.

The one thing I would like to add before concluding is that this is only one model. Our belief is that there are needs for different models, such as home day care and group day care. It does not suit every family's need and it certainly does not suit every child's need. But this is one model. It has worked for us in Peel. It is thriving; it continues to grow, and we are working co-operatively and in collaboration with other agencies in Peel to keep the fee as low as we possibly can. Ideally, it would be wonderful to have this program available in all schools, and until such time, we will keep doing what we are doing.

One area that we stress above all others, I believe, for both the children and for the staff is the importance of developing high self-esteem. Whatever we do we do with the children in mind, whether it is the accounting department or the field staff. The goal is to provide high-quality school-age child care, and it is with that in mind that we run the organization. We foster high self-esteem in the children and in our staff members because we feel the children do deserve the very best care we can give them at times when their parents are not available to provide that to them.

I would like to thank you again.

The Chairman: Thank you, Sylvia.

Do you have a short question, Mrs. Mitchell?

• 1000

Ms Mitchell: I was interested in the problems or the positives you have experienced in having programs in the school setting. Do you feel if we were working towards an ideal child care system, linking it to the schools would be a good idea for the three- to five-year-olds as well, thinking of siblings and the neighbourhood base and so on? Or does the authority role of the school enter into it at all? I was just interested in your experiences.

Ms Leal: I think the difficulty in giving a very quick answer to that one is that it would really depend on the organization of that and who operated the programs. I think early-childhood educators are trained to work with that age group, and in the current settings it is geared to that age group.

My concern would be that we now have children in the school system at 3 years old—that is my personal concern—and what that might do in terms of changing the emphasis. We do have children in junior kindergarten classes who are not yet 4, in many schools. From my own experience—my own children are now 19 and 20 and have gone through all of that... but from friends... they want their children to be reading when they go into school, not playing and wasting their time. I think that is the danger of tying it in.

[Traduction]

Mme Leal: Nous devons cette présentation audio-visuelle à *Innovation Two*, et les responsables m'ont dit, entre autres, que les enfants ont fait des commentaires de leur plein gré. Leur avis au sujet de notre programme correspond au nôtre et c'est pourquoi nous l'avons présenté de cette façon.

Je voudrais ajouter avant de conclure qu'il ne s'agit là que d'un seul modèle. Nous sommes convaincus que d'autres modèles s'imposent, notamment les garderies à la maison et les garderies collectives. Notre système ne convient pas aux besoins de toutes les familles et encore moins à ceux de tous les enfants. Toutefois, il a donné de bons résultats pour nous à Peel. Ce système est en pleine expansion et nous collaborons étroitement avec d'autres organismes locaux pour maintenir les frais aussi bas que possible. Il serait idéal de pouvoir offrir ce programme dans toutes les écoles mais en attendant, nous allons poursuivre nos activités.

Nous cherchons surtout, je crois, à valoriser les enfants et les employés. Dans tout ce que nous faisons, nous pensons aux enfants, qu'il s'agisse du service de comptabilité ou du personnel sur place. Notre objectif est d'offrir des services de garderie de haute qualité aux enfants d'âge scolaire et nous dirigeons notre organisation dans cet esprit. Nous valorisons les enfants et nos employés car, à notre avis, les enfants méritent les meilleurs soins que nous puissions leur donner en l'absence de leurs parents.

Je tiens à vous remercier encore une fois.

La présidente: Merci, Sylvia.

Avez-vous une brève question à poser, madame Mitchell?

Mme Mitchell: J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les problèmes ou les avantages que vous avez constatés en offrant des programmes de garderie dans les écoles. À votre avis, si nous cherchons à instaurer un système de garderie idéal, est-ce une bonne idée de l'intégrer dans les écoles pour les enfants de trois à cinq ans également, en pensant aux tout-petits, à la proximité, etc.? Ou bien le rôle d'autorité de l'école entre-t-il en ligne de compte? Je porte beaucoup d'intérêt à vos expériences.

Mme Leal: Il est difficile de répondre en un mot à cette question car cela dépend en réalité de l'organisation en cause et des responsables de l'application des programmes. Les éducateurs de la petite enfance sont formés à travailler avec les enfants de ce groupe d'âge et à l'heure actuelle, c'est à eux que s'adressent nos services.

Ce qui me préoccupe, c'est qu'à l'heure actuelle, les enfants vont à l'école dès l'âge de trois ans—c'est ce qui m'inquiète personnellement—et il faut penser aux conséquences éventuelles d'un tel changement. Il y a à la maternelle des petits qui n'ont pas encore quatre ans, dans bon nombre d'écoles. D'après mon expérience personnelle—mes propres enfants ont aujourd'hui 19 et 20 ans et tout cela est du passé—mais mes amis qui ont des enfants veulent que ceux-ci apprennent à lire lorsqu'ils vont à l'école, au lieu de jouer et perdre leur temps. C'est le risque que présente les garderies intégrées aux écoles.

[Text]

I am not saying it is not a good idea . . . but depending on how it would be handled and how it would be managed or organized. I think that is a question that would take a long answer.

Ms Mitchell: It will always be under a separate board of some kind, I would think, with its own goals.

Mr. Belsher: When you talk about the need in a school, what kind of numbers are we . . . are we talking about a school of, say, 600; and what would the need be in a school of that size?

Ms Leal: We work in schools from 300 up to close to 1,000; but the majority are around 400, 500, 600. Our program sizes vary enormously. We have before- and after-school programs with as few as 10 and 15 children. We also have them with as many as 45 and 60 children.

Sometimes principals, when we initially approached them or they approached us, especially in the early days, have felt they would be inundated and have a couple hundred children there before and after school. That is not in fact the case. Usually programs are slow to get off the ground until they earn a reputation in the community.

The average program, before- and after-school, would be about 25 to 30 children. At lunch-time it again varies from anywhere from 20 children to 120 children, with the average being about 60 at noon hour.

Mr. Belsher: Will that be the same child in the before- and after-school?

Ms Leal: Not necessarily. Some parents have needs before and they are home by 3.30 p.m. or 4 p.m. and others have it after. Some children are in both before- and after-school. We are very aware of that. Some children spend as much time in our care as, if not more time than, they do with the teacher, and in some cases with the parent, because they are there from 7.30 a.m. until school starts again at lunch-time and again after school. It is therefore essential that the quality and the type of care we provide very closely meets the needs of the individual child; it is not just a group happening . . . and where our staff are trained to understand that they are there to meet the needs of the individual.

There is a danger that we are all now going to do this, we are all now going to do that. I think the other danger is that children have come from a very structured environment from the classroom. They need time to be themselves and to be free and to have their own experiences and to share.

So in answer to your question, they could be in all three programs, and a number of them are. I would say probably about 50% are, 50% are not.

Mr. Belsher: And all the staff are paid staff?

Ms Leal: All of the staff are paid, yes.

The Chairman: Just a follow-up on Mr. Belsher's question. You mention you have 122 volunteers and they assist the paid

[Translation]

Je ne veux pas dire que l'idée n'est pas bonne . . . mais tout dépend de la façon dont on l'applique et dont le service sera organisé. On ne peut pas répondre à cette question en deux mots.

Mme Mitchell: Les garderies relèveront toujours d'un conseil distinct, je suppose, ayant un mandat propre.

M. Belsher: Quand vous parlez des besoins de garderie dans les écoles, parlons-nous d'une école de 600 élèves, disons, et quels seraient les besoins dans une école de cette envergure?

Mme Leal: Nous travaillons dans des écoles qui ont de 300 à 1,000 élèves. Toutefois, dans la majorité des cas, il y en a environ 400, 500 ou 600. Nos programmes varient énormément en importance. Nous offrons des programmes avant et après l'école auxquels participent pas plus de 10 à 15 enfants. Dans d'autres cas, il y a parfois jusqu'à 45 ou 60 participants.

Parfois, les directeurs auxquels nous nous sommes adressés ou qui ont communiqué avec nous, surtout au tout début, ont craint d'être débordés et d'avoir une centaine ou deux d'enfants avant et après la classe. Ce n'est pas le cas en réalité. En général, les programmes démarrent lentement tant qu'ils n'ont pas fait leurs preuves au sein de la collectivité.

En moyenne, le programme offert avant et après l'école compte de 25 à 30 enfants. À l'heure du déjeuner, là encore, cela peut varier de 20 à 120 enfants, mais en moyenne il y a 60 enfants à cette heure-là.

M. Belsher: Est-ce que ce sont les mêmes enfants qui participent au programme avant et après l'école?

Mme Leal: Pas nécessairement. Certains parents ont besoin de faire garder leurs enfants avant l'école et ils rentrent chez eux vers 15h30 ou 16 heures, mais d'autres ont besoin de garderie après l'école. Certains enfants participent aux deux programmes. Nous en sommes parfaitement conscients. Certains enfants passent autant de temps avec nous, sinon plus, qu'avec leur professeur et même, dans certains cas, leurs parents, puisqu'ils sont là depuis 7 h 30 jusqu'à la reprise de l'école après le déjeuner et à nouveau après l'école. Il est donc indispensable d'offrir des services de qualité qui correspondent étroitement aux besoins de chaque enfant; il ne s'agit pas simplement d'une activité de groupe . . . et nos employés sont formés de façon à comprendre qu'ils sont là pour répondre aux besoins de chaque enfant.

Il peut être dangereux d'organiser des activités collectives. L'autre danger, à mon avis, c'est que les enfants viennent d'un milieu très structuré en classe. Ils ont besoin de temps pour être eux-mêmes et agir librement, et pour vivre et partager leurs propres expériences.

Pour répondre à votre question, donc, il peut y avoir en tout trois programmes et c'est parfois le cas. Je dirais que cela s'applique la moitié du temps environ.

M. Belsher: Et tous les employés sont rémunérés?

Mme Leal: Oui, tous les employés sont rémunérés.

La présidente: Je voudrais poser une question qui fait suite à celle de M. Belsher. Vous dites que vous avez 122 bénévoles

[Texte]

staff as far as the children are concerned. Do you have any difficulty getting volunteers from the community?

Ms Leal: No.

The Chairman: Where would your biggest source be? Are they from service clubs, church groups?

Ms Leal: From the Volunteer Centre of Peel and from high schools and community... from the colleges. Also, we work with community service order volunteers. We have a variety of volunteers who come into the program. Many high school students are looking for experience working with children, to help them make a decision if they really do want to work with children. They find it invaluable actually working alongside a staff member.

• 1005

The Chairman: Thank you very much, Sylvia. I think you are to be congratulated on your program. It certainly seems to be meeting a lot of needs in a very economical way. And thank you for sharing your experiences with us. We appreciate it.

Ms Leal: Thank you.

Ms Mitchell: And also the film. That would be nice to have—

The Chairman: It would.

Our next group is the Fieldgate and Islington Nurseries and Child Care Centres. We have with us Mrs. Betty Smith, the Director; Mrs. Heather Spekkers, Supervisor of the Islington Nursery; and Miss Evonne MacDonald, Supervisor of the Fieldgate Nursery.

Good morning, and welcome. The floor is yours.

Mrs. Betty Smith (Director, Fieldgate and Islington Nurseries and Child Care Centres): Thank you, for the opportunity to address you this morning.

Recently the Report of the Task Force on Child Care, appointed by the former Liberal government, has been released, and now this Parliamentary committee has been formed. This recognition of the importance of child care by the federal government is an important step in the evolution of understanding this very important field.

From its humble beginning in the urban Catholic churches of Quebec, providing support for orphans and children of destitute parents, child care has grown to become what may be termed a necessity for modern-day parents from all levels of income, coast to coast.

While child care is a provincial responsibility, national attention is needed to ensure that all Canadian children receive the care necessary to provide this country with firm, well-adjusted and competent citizens.

[Traduction]

qui aident les employés rémunérés à s'occuper des enfants. Avez-vous du mal à trouver des bénévoles dans la collectivité?

Mme Leal: Non.

La présidente: Quelle est votre principale source? Viennent-ils de clubs philanthropiques ou de groupes confessionnels?

Mme Leal: Du Centre de bénévoles de Peel ainsi que des écoles secondaires et des collèges communautaires. En outre, nous travaillons avec des bénévoles affectés aux services communautaires. Diverses catégories de bénévoles participent au programme. Bon nombre d'élèves du secondaire désirent acquérir une expérience dans l'éducation des enfants, avant de décider s'ils veulent vraiment choisir cette carrière. Pour eux, le fait de véritablement travailler aux côtés d'un employé constitue une expérience précieuse.

La présidente: Merci beaucoup, Sylvia. Vous méritez des félicitations pour votre programme, qui, semble-t-il, satisfait bon nombre de besoins de façon très rentable. Merci encore de nous avoir fait part de vos expériences. Nous vous en sommes reconnaissants.

Mme Leal: Merci.

Mme Mitchell: Et aussi pour le film. Ce serait bien d'avoir...

La présidente: Oui, c'est vrai.

Nos prochains témoins représentent les garderies de *Fieldgate* et d'*Islington*. Sont présentes aujourd'hui M^{me} Betty Smith, la directrice, M^{me} Heather Spekkers, surveillante de la Garderie d'*Islington* et M^{lle} Evonne MacDonald, surveillante de la Garderie *Fieldgate*.

Bonjour mesdames et bienvenue à notre Comité. Vous avez la parole.

Mme Betty Smith (directrice, Garderies de *Fieldgate* et d'*Islington*): Je vous remercie de nous permettre de comparaître devant vous ce matin.

Le groupe de travail sur la garde d'enfants, nommé par l'ancien gouvernement libéral, a publié récemment son rapport et votre Comité parlementaire a été constitué. L'importance que le gouvernement fédéral accorde aux garderies constitue une étape importante qui nous permettra de mieux comprendre ce domaine des plus importants.

Depuis ses humbles débuts dans les églises catholiques urbaines du Québec, où elles venaient en aide aux orphelins et aux enfants de parents démunis, les garderies sont devenues depuis lors une nécessité pour les parents d'aujourd'hui de toutes les couches sociales et de toutes les régions du pays.

Même si la garde d'enfants tombe sous la compétence provinciale, il faut accorder à ce secteur une attention à l'échelle nationale pour s'assurer que tous les enfants canadiens obtiennent les soins nécessaires si nous voulons donner à notre pays des citoyens stables, bien adaptés et compétents.

[Text]

It is said that the children are our future, and this I hold to be true. By providing parents and their children with quality care, we are ensuring ourselves a stable society.

In order to do this, it is necessary to expand this very important field. As the Dr. Cooke report pointed out, we need a great deal more care, and this care must be a quality that ensures the child will be in a beneficial environment. And finally, parents must have the opportunity to choose the type of care they want their child to participate in.

This report, compiled by my staff and myself, will express our feelings on these topics.

I am the owner and director of two commercial centres. The first, located in Etobicoke, is licensed for 120 children, aged 18 months to 9 years. We employ a staff of 24, including full- and part-time workers. The second school is located in Mississauga and serves 55 children. The staff number is 14 full- and part-time workers.

Both schools offer a variety of programs, including full- and part-time care, half-day programs and school-age programs. We serve both fee-paying parents and parents receiving government subsidy.

I am a graduate of Humber College and hold a diploma in early childhood education. I am also certified by the Association of Early Childhood Educators of Ontario, and am on the Board of Directors for the Association of Day Care Operators of Ontario.

I am a mother of three children, and I entered this field after being divorced. Therefore, I feel I am very qualified to speak with you, as I am a single parent, teacher, and operator.

Today, my two supervisors, Mrs. Heather Spekkers and Miss Evonne MacDonald, are with me. Heather has graduated from Humber College with her early childhood education diploma and a speciality in developmentally handicapped children. Evonne is a graduate of Mount St. Vincent University in Nova Scotia, and holds a bachelor of child study degree. Mrs. Spekkers and Miss MacDonald are very interested in the future of child care and are well versed in the day-to-day operations of a centre, staff problems, and parent and child preferences, and because of this I felt they could provide great insight for you.

Once again, I congratulate the government for its interest in the children of our great country, and I know that this committee will make great inroads in the pressing problem of providing adequate care to the parents and children of Canada. Here is our report.

• 1010

Parental Choice: Canada, because of its immense size, diverse industry and settlement patterns, is a country with varied needs, attitudes and opinions. Parents requiring child

[Translation]

On dit que les enfants représentent notre avenir et c'est vrai, à mon avis. En offrant aux parents et à leurs enfants des services de qualité, nous nous garantissons une société stable.

Pour y parvenir, il faut développer ce domaine très important. Comme l'a signalé le Dr Cooke dans son rapport, il faut augmenter le nombre de garderies de bonne qualité pour garantir à l'enfant un environnement qui lui sera profitable. Enfin, les parents doivent pouvoir choisir le genre de garderie où envoyer leurs enfants.

Dans le présent rapport, préparé par les membres de mon personnel et moi-même, nous donnons notre avis à ce sujet.

Je possède et dirige deux centres à but lucratif. Le premier, situé à Etobicoke, est autorisé à recevoir 120 enfants âgés de 18 mois à neuf ans. Notre personnel compte 24 employés, à plein temps et à temps partiel. La deuxième école se trouve à Mississauga et reçoit 55 enfants. Elle compte un effectif de 14 employés à plein temps et à temps partiel.

Les deux écoles offrent divers programmes, et notamment un service de garderie à plein temps et à temps partiel, des programmes de demi-journée et des programmes pour enfants d'âge scolaire. Ils sont offerts à la fois aux parents qui paient les frais de garderie et à ceux qui sont subventionnés par le gouvernement.

J'ai fait mes études au Collège Humber où j'ai obtenu un diplôme en éducation de la petite enfance. Je suis également accréditée par la *Association of Early Childhood Educators* de l'Ontario et je siège au conseil d'administration de la *Association of Day Care Operators* de l'Ontario.

J'ai trois enfants et j'ai commencé à travailler dans ce domaine après mon divorce. C'est pourquoi j'estime être parfaitement qualifiée pour m'entretenir avec vous, en tant que mère célibataire, enseignante et chef d'entreprise.

Aujourd'hui, mes deux surveillantes, M^{me} Heather Spekkers et M^{lle} Evonne MacDonald, sont avec moi. Heather est diplômée du Collège Humber en éducation de la petite enfance, avec une spécialisation dans l'éducation des enfants souffrant de troubles du développement. Evonne est diplômée de l'Université Mount St. Vincent en Nouvelle-Écosse et elle détient un baccalauréat en études sur l'enfance. M^{me} Spekker et M^{lle} MacDonald s'intéressent vivement à l'avenir des garderies et elles connaissent les activités quotidiennes d'un centre, les problèmes de personnel et les préférences des parents et des enfants. C'est pourquoi j'estime que leur contribution pourra vous être fort utile.

Encore une fois, je félicite le gouvernement de l'intérêt qu'il porte aux enfants de notre grand pays et je sais que votre Comité va fortement contribuer à résoudre le problème urgent des services de garde d'enfants satisfaisant qu'il convient d'offrir aux parents et aux enfants canadiens. Voici notre rapport.

Le choix des parents: Étant donné son immensité, sa diversité industrielle et ses tendances démographiques, le Canada est un pays aux besoins, attitudes et opinions variés.

[Texte]

care reflect this. Canada also claims to be one of the most free countries in the world. Its citizens are allowed to choose their own destiny and how they will conduct their lives within the framework of the laws set down by their elected representatives. Due to this, we feel many different types of child care should be provided and that any attempt to thrust one standard care style on all of Canada would not only be a mistake but would go against the grain of our traditional free society.

Therefore, we propose the following parental rights: first, that parents have the right to choose from centres of varying philosophies and program styles; second, that parents have the right to choose from all types of delivery, such as non-profit, charitable non-profit, private commercial, and government-operated centres; third, that parents have the right to choose to pay for services or to seek government assistance if needed; fourth, that parents and the public have the right not to pay for every child's care through their taxes; and fifth, that parents have the right to choose the location and physical setting of the centre in which they wish their child to be enrolled.

Due to these parental rights, we feel universal child care is not the answer in Canada. Any centre not offering the type of care wanted by the public would not receive enough children to stay operating and would soon close, thereby assuring that only those centres with parental support would be in operation.

The need for more child care spaces has been well documented, most recently in the Cooke report. Therefore, we feel there is no need to supply more statistics. It is necessary only to say once again that many children are without proper care.

In our opinion, one of the biggest reasons for the very slow expansion of the child care field is the lack of qualified and competent staff. Child care is a traditionally low-paying field, and this makes it unattractive as a career choice. Those people who do enter the field must be very dedicated in order to stay with it for any period of time. Once expertise is gained, many teachers leave the field for better-paying jobs.

A second contributing factor to the shortage of staff is the lack of training facilities. Even the country's largest institutions turn out very few qualified teachers. The supply cannot fill the demand. On any given day, one can find 20 to 30 centres advertising for staff in Metropolitan Toronto.

Therefore, we would like to make two recommendations: first, that funding to colleges and universities be expanded specifically for the purpose of training more early childhood educators; and second, that funding to child care centres be increased for the specific purpose of raising staff salaries.

[Traduction]

Les services de garde d'enfants offerts aux parents doivent en tenir compte. Le Canada se réclame également comme l'un des pays les plus libres au monde. Ses citoyens ont le droit de choisir leur propre destin et la façon dont ils mènent leur vie dans le cadre des lois établies par leurs représentants élus. Pour cette raison, nous estimons qu'il faut offrir différentes catégories de garderies et que toute tentative en vue d'imposer un modèle normalisé dans tout le pays serait non seulement une erreur, mais également une initiative contraire à la trame de notre société libre traditionnelle.

C'est pourquoi nous proposons d'assurer aux parents les droits suivants: premièrement, le droit de choisir entre des centres appliquant des principes et offrant des programmes différents; deuxièmement, le droit de choisir entre toutes les catégories de centres, comme les garderies sans but lucratif, les organisations de bienfaisance sans but lucratif, les centres à but lucratif privés et ceux qui sont exploités par le gouvernement; troisièmement, le droit de choisir de payer les frais de ces services ou d'obtenir l'aide du gouvernement au besoin; quatrièmement, les parents et le public doivent avoir le droit de ne pas payer la garde de tous les enfants par l'intermédiaire des impôts; et cinquièmement, les parents doivent avoir le droit de choisir l'endroit et le cadre du centre où il souhaite inscrire leurs enfants.

Compte tenu de ces droits qui reviennent aux parents, la garde d'enfants universelle n'est pas, à notre avis, la solution au Canada. Tout centre qui n'offre pas les services que désire le public ne recevra pas assez d'enfants pour rester en activité et fermera bientôt ses portes. Ainsi, seuls les centres qui ont l'appui des parents seront en activité.

On a déjà démontré, preuves à l'appui, que les locaux pour les garderies sont insuffisants, et notamment dans le récent rapport Cooke. C'est pourquoi nous estimons qu'il est inutile d'établir d'autres statistiques. Il faut simplement répéter encore une fois que bon nombre d'enfants sont négligés.

À notre avis, l'une des principales raisons pour lesquelles le secteur des garderies se développe très lentement est l'insuffisance de personnel compétent et qualifié. La garde d'enfants est depuis toujours un secteur mal rémunéré, ce qui en fait une carrière peu intéressante. Les personnes qui se lancent dans ce domaine doivent être très dévouées pour y rester un certain temps. Une fois l'expérience acquise, bon nombre d'enseignants quittent ce domaine pour un emploi mieux rémunéré.

Outre le personnel insuffisant, l'autre facteur est l'absence d'installations de formation. Même les principaux établissements scolaires du pays ne produisent que très peu d'enseignants qualifiés. L'offre ne suffit pas à répondre à la demande. Quel que soit le jour, on peut trouver une vingtaine ou une trentaine de centres qui annoncent des postes vacants dans le Grand Toronto.

C'est pourquoi nous souhaitons formuler deux recommandations: premièrement, que l'on augmente le financement des collèges et universités dans le but précis de former un plus grand nombre d'éducateurs pour la petite enfance; deuxièmement, que l'on augmente le financement aux garderies dans le but précis d'augmenter le traitement des employés.

[Text]

The Cooke report recommends that a grant be given only to non-profit centres on a per licensed space basis. We find several problems with this.

First, almost half the licensed care now being provided is in the commercial sector. By providing grants only to non-profit centres, half the children now being cared for could possibly be denied that care.

Second, grants on a licensed space basis has a negative bias towards infants, younger children and handicapped children. The Cooke report recommends a grant of \$4 per day for each infant, disabled or special needs child, infants being children six weeks to 18 months; \$2 per day for each full pre-school child and school-age children when school is not in session, pre-school children being 18 months to five years; and \$1 per day for each school-age child and half-day child, school age being six to nine years.

Note that these age groups are for children in Ontario. On the surface it looks as though caring for infants would provide the greatest funding. However, child-teacher ratios must be taken into account.

• 1015

In Ontario, these ratios are as follows: infants, one staff for every three children; toddlers (18 months to 30 months), one staff for every five children; pre-school, one staff for every eight children; school age, one staff for every fifteen children.

The following examples show how this negative bias works.

School A (with a capacity of 50 children) composed of: 9 infants, 3 staff; 10 toddlers, 2 staff; 21 pre-schoolers, 3 staff; 10 school age, 1 staff. For a total of 50 children and 9 staff.

Grants per day: 9 children at \$4 per day, \$36; 31 children at \$2 per day, \$62; 10 children at \$1 per day, \$10. Total grant, \$108. Therefore, the amount of money for each staff would be \$108 divided between 9 staff, or \$12 per staff per day.

School B (Capacity of 50 children) composed of: 35 pre-schoolers, 4 staff; 15 school age, 1 staff. For a total of 50 children, 5 staff.

Grants per day: 35 children at \$2 per day, \$70; 15 children at \$1 per day, \$15. Total grant, \$85. Therefore, the amount of money for each staff would be \$85 divided between 5 staff, or \$17 per staff per day.

Obviously, it would be more beneficial to operate School B because more staff would be attracted by higher wages and less staff is needed, thereby reducing administration.

3. Grants based on a licensed space basis would also have a negative bias toward those centres which were completely

[Translation]

Le rapport Cooke recommande d'accorder uniquement une subvention aux centres sans but lucratif en fonction du nombre d'enfants qu'ils sont autorisés à recevoir. Cela pose plusieurs problèmes.

Premièrement, presque la moitié des garderies accréditées sont actuellement offertes dans le secteur commercial. Si l'on subventionne uniquement les centres sans but lucratif, la moitié des enfants qui fréquentent actuellement des garderies risquent de ne plus y avoir droit.

Deuxièmement, si l'on calcule les subventions d'après le nombre de place autorisées, on désavantage les bébés, les jeunes enfants et les enfants handicapés. Le rapport Cooke recommande une subvention de 4\$ par jour et par bébé (6 semaines à 18 mois), ou par enfant handicapé ou ayant des besoins spéciaux, de 2\$ par jour par enfant d'âge préscolaire (18 mois à 5 ans) et d'âge scolaire en dehors des périodes scolaires, enfin, de 1\$ par jour et par enfant d'âge scolaire, soit de six à neuf ans, et par enfant participant au programme de demi-journée.

Il convient de signaler que ces groupes d'âge s'appliquent aux enfants de l'Ontario. À première vue, on pourrait croire que les garderies pour bébés sont les mieux subventionnées. Cependant, il faut tenir compte du rapport enseignant-enfants.

En Ontario, ces rapports sont les suivants: pour les bébés, un employé pour trois enfants; pour les tout-petits (18 à 30 mois), un employé pour cinq enfants; pour les enfants d'âge préscolaire, un employé pour huit enfants et pour les enfants d'âge scolaire, un employé pour 15 enfants.

Les exemples suivants prouvent pourquoi certaines garderies sont désavantagées.

École A (50 places) qui compte: 9 bébés, 3 employés; 10 tout-petits, 2 employés; 21 enfants d'âge préscolaire, 3 employés; 10 enfants d'âge scolaire, 1 employé. Soit un total de 50 enfants et 9 employés.

Montant des subventions par jour: 9 enfants à 4\$ par jour: 36\$, 31 enfants à 2\$ par jour: 62\$, 10 enfants à 1\$ par jour: 10\$. Subvention totale 108\$. Par conséquent, la somme que recevra chaque employé sera équivalente à 108\$ divisés entre 9 personnes, soit 12\$ par employé et par jour.

École B (50 places) qui compte: 35 enfants d'âge préscolaire, 4 employés; 15 enfants d'âge scolaire, 1 employé. Soit un total de 50 enfants et 5 employés.

Montant des subventions par jour: 35 enfants à 2\$ par jour: 70\$; 15 enfants à 1\$ par jour: 15\$. Subvention totale: 85\$. Par conséquent, la somme que recevra chaque employé sera équivalente à 85\$ divisés par 5, soit 17\$ par employé et par jour.

Manifestement, il sera plus avantageux d'exploiter l'école B puisque les employés seront attirés par une rémunération supérieure et qu'il faudra moins d'employés, ce qui restreindra les services administratifs.

3. Les subventions accordées en fonction des places autorisées auront également tendance à défavoriser les centres qui

[Texte]

filled. If a centre operating at half capacity were to get the same grant as a centre operating at full capacity, with the resulting increase in staff, the results are obvious.

4. One alternative to the grant per licensed space would be a grant per staff. This would ensure a fair and equitable distribution of government money to all staff regardless of what type of centre they worked for or what age groups they served.

5. A second alternative would be to simply increase the current funding pattern. The level of funding now is directly related to what centres may charge those parents paying full fee. A centre's income directly affects staff salaries.

The following examples show how the current parent subsidization affects parent fees.

Parent income: y —new maximum for subsidy; x —current maximum parent income for subsidy.

The maximum parental income level for receiving subsidy is x dollars. Therefore, in order to serve the widest population, a centre's fees must be set at x dollars plus \$1, so that all parents making over x dollars of income will be able to afford care. This level is such that centres cannot afford to pay higher salaries.

If the maximum parental income were set at y dollars, substantially higher, fees to the public would be y dollars plus \$1, allowing centres to pay higher salaries while still serving the same population.

Quality Care: Quality care is the catch phrase of the child care field. Everyone, no matter what type of care they prefer, says that the care provided must be "quality". However, no one has adequately defined quality care to our satisfaction. We feel this is because quality care can be broken into two types, physical quality and intangible quality.

Physical quality takes into consideration things like physical space, child-teacher ratios, numbers and types of toys, sanitation, etc. All of these things can be legislated and inspected, thereby setting for ourselves a minimum standard for quality care.

The intangible part of quality care, however, cannot be legislated. This quality refers to the philosophy of the centre and includes such things as discipline, lunchroom and wash-room routines, professional or casual attitudes in dealing with parents and children, academic education and socialization. All these things belong to the realm of choice that we have previously recommended parents have.

[Traduction]

sont complètement remplis. Si un centre à demi-rempli touchait la même subvention qu'un autre dont toutes les places sont occupées, étant donné l'augmentation de personnel qui s'ensuit, les résultats sont évidents.

4. La subvention par employé offre une solution de rechange à la subvention en fonction du nombre de places autorisées. Ce système garantirait une répartition juste et équitable des subventions du gouvernement entre tous les employés, quel que soit le genre de centre où ils travaillent ou le groupe d'âge dont ils s'occupent.

5. Une autre solution consiste à augmenter simplement les subventions actuelles. Le niveau de financement actuel est en rapport direct avec le prix que les centres exigent des parents qui paient le plein montant. Le revenu d'un centre influe directement sur le traitement des employés.

Les exemples suivants prouvent dans quelle mesure le subventionnement actuel des parents influe sur les droits que paient les autres parents.

Revenu des parents: Y = nouveau montant maximum de la subvention; X = revenu maximum actuel des parents pour avoir droit à une subvention.

Le revenu maximum des parents pour être admissibles à une subvention est égal à X dollars. C'est pourquoi pour desservir le plus de monde possible, les droits exigés par un centre doivent être établis à X dollars plus \$1, de sorte que tous les parents dont le revenu est supérieur à X dollars puissent payer une garderie. Étant donné cette méthode de calcul, les centres ne peuvent pas se permettre de mieux rémunérer leurs employés.

Si le revenu maximum des parents est fixé à Y dollars, soit un montant considérablement plus élevé, les frais d'inscription seront égaux à Y dollars plus \$1, ce qui permettra aux centres de mieux rémunérer leurs employés tout en desservant la même population.

Soins de qualité: C'est l'expression dans le vent dans le domaine des garderies. Quel que soit le genre de services que l'on préfère, tout le monde affirme que les soins offerts doivent être «de qualité». Cependant, personne n'a encore donné une définition exacte et satisfaisante à nos yeux des soins de qualité. C'est parce que, à mon avis, la qualité des soins se divise en deux catégories: sur le plan matériel et sur le plan moral.

La qualité matérielle tient compte de facteurs comme l'espace, le rapport enseignant-enfants, le nombre et le genre de jouets, les sanitaires, etc. Toutes ces choses peuvent être réglementées et faire l'objet d'inspections, ce qui nous permet d'établir une norme minimale pour les soins de qualité.

Quant à la qualité sur le plan moral, toutefois, elle ne peut pas être réglementée. Elle correspond aux principes qu'applique le centre et comprend entre autres la discipline, la routine du déjeuner et des toilettes, les attitudes professionnelles ou courantes dans les rapports avec les parents et les enfants, l'enseignement universitaire et les relations sociales. Tous ces facteurs peuvent entrer en ligne de compte dans le choix que nous avons recommandé plus haut de donner aux parents.

[Text]

• 1020

Therefore, what is quality care to one parent might not be to another. Once again, we would like to point out that being a non-profit school does not ensure quality. Conversely, being a commercial centre does not ensure poor quality. We maintain that there is excellent quality care in all styles of delivery and that there is also mediocre quality care in all styles of delivery. Unfortunately, there is such a demand for child care spaces at present, that even centres offering poor care can stay in operation.

In a situation where there are enough spaces to go around this would not happen. All parents want high quality care and therefore would seek out the highest quality of care for their child. Centres offering high quality would be full and flourish, while those centres offering low quality care would not be full and would have to either upgrade or close. It is, therefore, irrelevant to even look at the style of care—commercial, non-profit, etc.—because the public would decide which centres stay open and which close.

Finally, the last problem we see affecting the quality of care now being provided is the inequity of training of staff across the country. Qualifications for becoming a teacher vary from province to province.

Therefore, we recommend that the federal government ensure, through agreements with the provinces, a standard of training for staff nationwide. This training would include basic child psychology; physical development, emotional development, language development, how to spot a special needs child, teaching skills and operations of a centre: scheduling, programming and administration, basic public relations and communications skills, community support, meeting the needs of ethnic communities, including religions and beliefs, health and nutrition.

Conclusion: It has been well established that proper care for preschool children directly affects their latter development. It has also been well established that Canada could very well be facing a crisis situation in relation to the lack of available child care alternatives. We urge this committee and all governments in Canada—federal, provincial and municipal—to focus all available energies to avert such a crisis.

In summary, here are our recommendations: In any new system of child care, it is imperative that parental choice be an important factor. Money should be granted to Canada's educational institutions for the express purpose of training more early childhood educators. Universal free child care should not be considered as a viable alternative. Money should be set aside for either a grant on a per staff basis, or for increased parent subsidy for the express purpose of increasing staff salaries. The federal government, through negotiations with the provinces, should set a nation-wide standard of training for teachers.

[Translation]

C'est pourquoi tous les parents n'ont peut-être pas la même conception des soins de qualité. Là encore, nous tenons signaler que le fait d'être une école sans but lucratif ne garantit pas la qualité des services offerts. Inversement, un centre à but lucratif n'offre pas nécessairement des services de qualité médiocre. Nous prétendons que la qualité des soins est excellente dans toutes les catégories d'organismes mais qu'elle peut être également médiocre dans n'importe lequel d'entre eux. Malheureusement, la demande en places de garderie est tellement élevée à l'heure actuelle que même les centres qui offrent des services de mauvaise qualité peuvent rester en activité.

Si le nombre de places disponibles était suffisant, cela ne se produirait pas. Tous les parents désirent la qualité et ils rechercheront donc les services de qualité supérieure pour leurs enfants. Les centres qui offrent des services de haute qualité seront pleins et florissants tandis que ceux qui offrent des services de qualité inférieure seront à moitié vides et devront ou améliorer leurs services ou fermer leurs portes. Il est donc inutile d'examiner les catégories de garderies—commerciales, sans but lucratif, etc.—puisque c'est le public qui décidera quels centres resteront en activité ou fermeront.

Enfin, le dernier problème qui, selon nous, influe sur la qualité des services offerts, est la formation inégale des employés dans le pays. Les compétences requises pour devenir enseignant varient d'une province à l'autre.

C'est pourquoi nous recommandons que le gouvernement fédéral établisse, en vertu d'accords avec les provinces, une norme relative à la formation des employés à l'échelle nationale. Cette formation comprendra la psychologie fondamentale de l'enfance, le développement physique et psychologique, le développement du langage, les moyens de reconnaître un enfant ayant des besoins spéciaux, l'aptitude à l'enseignement et les activités d'un centre: établissement des horaires, choix des programmes et administration, relations publiques de base et aptitude à la communication, aide communautaire, satisfaction des besoins des collectivités ethniques, et notamment religions et convictions, santé et nutrition.

Conclusion: Il a été démontré que l'attention accordée aux enfants d'âge préscolaire influe directement sur leur développement ultérieur. Il a été démontré également que le Canada risque de traverser une crise due à l'insuffisance de services de garderie. Nous exhortons le Comité et tous les gouvernements du pays—fédéral, provinciaux et municipaux—à concentrer toutes leurs énergies en vue d'éviter cette crise.

En résumé, voici nos recommandations: Il est essentiel d'accorder une grande place au choix des parents dans tout nouveau système de garderies. Il faut subventionner les établissements scolaires canadiens dans le but précis de former un plus grand nombre d'éducateurs de la petite enfance. Les garderies universelles et gratuites ne doivent pas être considérées comme une solution pratique. Il faut affecter des fonds en vue de verser ou bien une subvention par employé ou d'augmenter la subvention accordée aux parents dans le but précis de relever le traitement des employés. Le gouvernement

[Texte]

We hope these comments have been informative and have also offered insight. We know that this committee will consider carefully our recommendations and ultimately act in the best interests of both the parents and the children of Canada.

Thank you.

The Chairman: Thank you very much, Mrs. Smith.

Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you.

I think it was very valuable for us to get more information on private care, which is certainly an issue that the committee will be looking at.

I would like to ask a few questions about your two centres. First of all, what kind of fee do the parents pay?

Mrs. Smith: I will let Mrs. Spekkers answer that.

Mrs. Heather Spekkers (Supervisor of Islington Nursery): For a full-day program, which is from 7 a.m. until 6 p.m., five days a week, our fee at Islington is \$325 a month. That includes a nutritional snack in the morning and afternoon, a hot, full meal at lunch, as well as the various programs. We have a French program, a music program, outdoor play, indoor gym, etc.

Ms Mitchell: Is that about average for all day care centres in and around Toronto?

Mrs. Spekkers: Yes, that is about average. We also have government subsidy at Islington as well, so parents, whether they be single mothers or single fathers, or a two-parent, low-income family, can apply for government subsidy, and then the social services would set up a fee for them which could be anywhere from a nil fee to \$2 a day or higher.

• 1025

Ms Mitchell: Another question I wondered about, Mrs. Smith, was what the rate of pay now of the staff is and what the qualifications of staff are?

Mrs. Smith: They have to be early childhood educators. They have to have a diploma in that. Our supervisors have to be working two years in the field before they can be eligible to be a supervisor.

Ms Mitchell: How many workers would there be with a group of children? Would there be just one supervisor, or . . . ? What about the other workers?

Mrs. Spekkers: Again, it depends on the ratio of the children. For example, for infants there has to be one qualified staff for every five children; with our pre-schoolers, aged two and a half to five years of age, there has to be one qualified staff with every eight children. All our teachers hold a diploma

[Traduction]

fédéral, en négociant avec les provinces, doit établir une norme nationale pour la formation des enseignants.

Nous espérons que ces observations ont éclairé votre lanterne et qu'elle vous seront utiles. Nous savons que votre Comité va examiner attentivement nos recommandations et, en dernier ressort, agir dans l'intérêt supérieur des parents et des enfants canadiens.

Je vous remercie.

La présidente: Merci beaucoup, madame Smith.

Madame Mitchell, vous avez la parole.

Mme Mitchell: Merci.

Il nous a été très utile d'obtenir ces nouveaux renseignements sur les garderies privées, question que le Comité ne manquera pas d'examiner.

Je voudrais poser quelques questions au sujet de vos deux centres. Premièrement, quel est le montant des frais d'inscription?

Mme Smith: Je vais laisser M^{me} Spekkers répondre à cette question.

Mme Heather Spekkers (surveillante de la Garderie d'Islington): La Garderie d'Islington demande 325\$ par mois pour le programme de la journée complète, soit de 7 heures du matin à 18 heures, cinq jours par semaine. Ce montant comprend une collation nutritive le matin et l'après-midi, un repas chaud complet au déjeuner, ainsi que les divers programmes. Nous offrons un cours de français, un cours de musique, des jeux à l'extérieur, de la gymnastique en salle, etc.

Mme Mitchell: Ce prix se situe-t-il dans la moyenne des garderies de Toronto et des environs?

Mme Spekkers: Oui, c'est à peu près la moyenne. Les parents peuvent également obtenir une subvention du gouvernement pour envoyer leurs enfants à Islington. Qu'il s'agisse de mères ou de pères célibataires ou d'une famille de deux conjoints à faible revenu, les parents peuvent demander une subvention du gouvernement et les services sociaux fixent alors un prix pour eux, qui peut aller de zéro à 2\$ par jour ou plus.

Mme Mitchell: Je me demande également, madame Smith, combien sont rémunérés actuellement les employés et quelles compétences exige-t-on d'eux?

Mme Smith: Ils doivent être diplômés en éducation de la petite enfance. Pour devenir surveillant chez nous, il faut avoir deux ans d'expérience dans ce domaine.

Mme Mitchell: Combien d'employés y aura-t-il pour un groupe donné d'enfants? Y aura-t-il simplement un surveillant ou . . . ? Combien d'autres employés?

Mme Spekkers: Là encore, cela dépend du groupe d'âge. Par exemple, dans le cas des enfants en bas âge, il faut un employé qualifié pour cinq enfants; pour les enfants d'âge préscolaire, âgés de deux ans et demi à cinq ans, il faut un employé qualifié pour huit enfants. Tous nos enseignants sont

[Text]

in early childhood education. We also have assistants in the school as well who could be either from a mothercraft course, a Canadian nanny course, or some other type of formal training.

Ms Mitchell: And that would be pretty well on a par with the 80 non-profit centres as well, would it—the same standards would apply?

Mrs. Spekkers: That is right.

Ms Mitchell: What about a rate of pay for staff?

Mrs. Spekkers: Rate of pay for a graduate just coming out of college, we would start them off at \$230 a week. And, of course, that would increase according to experience.

Ms Mitchell: And what about the assistants?

Mrs. Spekkers: The assistants generally start at about \$210 a week. Again, it varies according to experience.

Ms Mitchell: And that also is similar to non-profit centres, is it?

Mrs. Spekkers: Yes.

Ms Mitchell: What about involvement of parents in a kind of decision-making way and also on a day-to-day basis?

Mrs. Spekkers: We have a lot of communication with our parents, which I am quite pleased about. We have parent nights throughout the year. We also send out newsletters for the parents four times a year. And because we do see the parents on a day-to-day basis, both in the morning and in the evening, there is a lot of verbal communication. And if they have any concerns, they know to come to the office to speak with me and voice these concerns, or they may voice them to the child's teacher. But again, they may ask the teacher at the end of every day how so and so was today, etc. There is a lot of parent involvement as far as keeping tabs on how their child is doing. If they do have great concerns, then we will have a more formal meeting in the office, where they can voice these concerns, and then we can look realistically at what we can do to change these.

Ms Mitchell: And the final question I have is we tend to use the terms private child care and profit-making child care interchangeably, and I wondered if you do make a profit, Mrs. Smith?

Mrs. Smith: Yes, we do.

Ms Mitchell: How do you do that?

Mrs. Smith: We can operate our child care centre at a lower rate fee than a lot of non-profit places and still provide quality day care.

Ms Mitchell: But how do you do that? Where is the difference?

Mrs. Smith: Can you explain that?

Mrs. Spekkers: First of all, all our equipment, our food, any of our expenses, comes out of the parents' tuition. Three hundred and twenty-five dollars a month works out to approximately \$70 a week because we go on a yearly basis. So

[Translation]

titulaires d'un diplôme en éducation de la petite enfance. Nous recrutons également à l'école des assistants qui ont suivi ou bien un cours de puériculture, un cours de formation pour les bonnes d'enfants ou un autre cours de formation officiel.

Mme Mitchell: Et ces exigences sont assez proches de celles des 80 centres sans but lucratif, n'est-ce pas—les mêmes normes s'appliquent-elles?

Mme Spekkers: C'est exact.

Mme Mitchell: Quelle est la rémunération des employés?

Mme Spekkers: Pour un diplômé qui sort du collège, le traitement commence à 230\$ par semaine. Il augmente évidemment selon l'expérience.

Mme Mitchell: Et pour les assistants?

Mme Spekkers: Le traitement de base des assistants est généralement de 210\$ par semaine. Là encore, c'est fonction de l'expérience.

Mme Mitchell: Et là aussi, c'est comparable aux centres sans but lucratif, n'est-ce pas?

Mme Spekkers: Oui.

Mme Mitchell: Les parents participent-ils aux prises de décision ou aux activités quotidiennes des centres?

Mme Spekkers: Nous communiquons beaucoup avec nos parents, et j'en suis très heureuse. Nous organisons des soirées de parents pendant toute l'année. Nous envoyons également des communiqués aux parents quatre fois par an. Et, comme nous voyons les parents chaque jour, le matin et le soir, il y a également beaucoup d'échanges personnels. S'ils ont des problèmes, ils savent qu'ils peuvent venir me voir au bureau pour m'en faire part, ou les signaler à l'éducateur. Là encore, les parents peuvent demander à l'éducateur à la fin de la journée comment telle ou telle chose a marché, etc. Les parents suivent de près les résultats de leurs enfants. S'ils ont de gros problèmes, nous organisons une réunion plus officielle dans mon bureau, où ils pourront m'en parler et nous examinerons alors de façon réaliste les mesures à prendre pour y remédier.

Mme Mitchell: Ma dernière question est la suivante: en général, nous utilisons sans discernement les termes garderie privée et garderie à but lucratif. Vos centres font-ils des bénéfices, madame Smith?

Mme Smith: Oui.

Mme Mitchell: Comment y parvenez-vous?

Mme Smith: Nous pouvons exploiter notre garderie en exigeant des frais inférieurs à bon nombre de centres sans but lucratif, tout en offrant des services de qualité.

Mme Mitchell: Mais comment faites-vous? Où est la différence?

Mme Smith: Pouvez-vous l'expliquer?

Mme Spekkers: Premièrement, le matériel, l'alimentation et autres dépenses sont payées grâce aux droits versés par les parents. En effet, 325\$ par mois représente 70\$ par semaine environ, puisque nous tenons une comptabilité annuelle. Ainsi,

[Texte]

whether or not there are four or five weeks in a month, it does not make a difference. All that money coming into the school then gets divided up between equipment, salaries—salaries would have to be the biggest output of money—and creative supplies, toys, etc. We buy a lot of our equipment and groceries wholesale, and that saves money. We do not have fund raisings per se. Because we are a profit-making, commercial centre, we cannot hold fund raisings, whereas the non-profits can. But parents do donate paper and that type of thing, although we do not rely on that. But just from careful budgeting, we can make a profit.

• 1030

Ms Mitchell: I wonder if you could give us an idea, Mrs. Smith, of how much profit there is a year? Is that possible to say?

Mrs. Smith: No, I could not, because that varies from year to year. My accountant could, but I could not.

Ms Mitchell: Okay. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mrs. Mitchell.

Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Mrs. Smith, do you yourself draw a salary from it?

Mrs. Smith: Yes, I have a director's salary.

Mr. Belsher: We have had a great deal of input from across the country that, whatever the government does, there should never be funds that would make their way to private operations, that it should all be non-profit.

Mrs. Smith: We feel that, yes.

Mr. Belsher: I see you are making a case here for both sides of the issue on that, and I think you make it very well. We have some provinces in which day care is supplied almost totally by private operations; for instance, in some of the Atlantic areas. So I was pleased to see in your brief that you allude to the fact that quality is not hung up on being only in the non-profit areas, nor is it hung up on being in the private operations.

That is all I wanted to say, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Belsher.

Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Mrs. Smith, at the end of your brief you said you hoped you were informative and that you offered some insight. I think you accomplished both those things. This was a very well put together brief and I know it was very well thought out, and we appreciate having it.

I will come to the point on profit versus non-profit. I will tell you what people tell us. A profit day care has to charge about the same level of fee or they are not going to be in business, and Mrs. Spekkers, you indicated that they also have an added

[Traduction]

que le mois ait quatre ou cinq semaines ne fait aucune différence. Tout l'argent touché par l'école est alors réparti entre le matériel, les traitements—qui représentent la plus grosse dépense—et les fournitures pour les activités créatrices, les jouets, etc. Nous achetons une bonne partie de notre matériel et de nos provisions en gros, ce qui coûte moins cher. Nous n'organisons pas de campagne de souscription en tant que telle. Puisque nous sommes un centre à but lucratif, nous ne pouvons pas organiser de campagnes de souscription, contrairement aux garderies sans but lucratif. Toutefois, les parents nous donnent du papier et autres fournitures, même si nous ne comptons pas dessus. Grâce à un budget bien établi, nous pouvons réaliser des bénéfices.

Mme Mitchell: Pouvez-vous nous donner une idée, M^{me} Smith, du montant de vos bénéfices annuels? Est-ce possible à dire?

Mme Smith: Non, c'est impossible car cela dépend d'une année à l'autre. Mon comptable pourrait vous le dire, mais pas moi.

Mme Mitchell: Très bien. Je vous remercie.

La présidente: Merci, madame Mitchell.

Monsieur Belsher.

M. Belsher: Madame Smith, vous versez-vous un traitement?

Mme Smith: Oui, j'ai un traitement de directrice.

M. Belsher: Toutes les personnes que nous avons consultées dans le pays ont signalé que, quoi que fasse le gouvernement, il ne doit pas subventionner les garderies privées et qu'elles doivent toutes être sans but lucratif.

Mme Smith: Nous en sommes conscients, en effet.

M. Belsher: Je vois que vous défendez les deux aspects de l'argument à ce sujet et vous vous en tirez fort bien. Dans certaines provinces, la garde d'enfants est presque entièrement assurée par des centres privés, par exemple, dans certaines provinces de l'Atlantique. C'est pourquoi je constate avec plaisir que, dans votre mémoire, vous signalez que la qualité n'est pas l'apanage des centres sans but lucratif, pas plus d'ailleurs que des garderies privées.

C'est tout ce que je voulais dire, madame la présidente.

La présidente: Merci, monsieur Belsher.

Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Madame Smith, à la fin de votre exposé, vous avez dit que vous espériez avoir éclairé notre lanterne et nous avoir fourni des renseignements utiles. À mon avis, vous avez atteint un double objectif. Votre mémoire était très bien rédigé et je sais qu'il est le fruit d'une longue réflexion. Nous vous savons gré de nous l'avoir présenté.

Je veux parler des garderies à but lucratif par opposition à celles sans but lucratif. Je vais vous dire ce que nous disent les gens. Une garderie à but lucratif doit exiger à peu près les mêmes droits si elle veut rester en activité, et, madame

[Text]

advantage: Not only do they not have to worry about profit, but they can raise funds outside.

They tell us that something has to give in there somewhere, and they say that to make sure there is a profit component in the commercial day care, something is reduced, and they say a couple of things. For instance in terms of snacks and food, they say in some provinces—and I am certainly not directing this towards yours; I can tell you run a very tight operation from your presentation—that either they try to get by with cheaper food or they just serve them beans or this kind of stuff. That is one thing.

They say the staff salaries are less, and in that way they are exploitive of the staff. They have a high turn-over in the staff, and they generally get a poorer quality of individual working in a commercial day care by reason of the fact that they have to pay. Now, I was interested to hear you indicate that all your staff have early childhood diplomas.

But those are the sort of knocks. I am not saying I agree with it, but that is what they are saying. I appreciate getting it from your perspective, but how do you answer those critics? It is one thing to say it is all good, careful bookkeeping, but there has to be something in there that . . .

Mrs. Smith: I do not know how to explain this exactly. Our per diem rate for the government for each child is \$13.25. A lot of the per diem rates in the metro government-run centres are somewhere in the neighbourhood of \$22 or \$23 per day. We do not know what they do with the money, but we know we can operate an excellent-quality child care centre and still charge what we feel the parents can afford to pay—

Mr. Nicholson: Comparable rates.

Mrs. Smith: Yes, that is right, and still provide a service for which we make a profit.

Mr. Nicholson: We will have to ask them in metro what they are doing with the \$22.

Mrs. Smith: I think you should.

Mr. Nicholson: That will be tomorrow. Thank you very much.

The Chairman: Another short question, Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Mrs. Smith, how is your staff turn-over?

Mrs. Smith: Like everything else today, it is very busy. Now, I should not say this; both our staff here have been with us for over four years, which is good. But we find that the new people coming out of the colleges stay for a little while or they decide they do not like child care. I do not know how they ever got through the course without knowing they did not like it, but they come to us and they move somewhere else. The demand is so great for teachers that people are just crying for

[Translation]

Spekkers, vous nous avez dit qu'elle offre également un autre avantage: non seulement elle n'a pas à se préoccuper des bénéfices, mais en outre elle peut mobiliser des fonds à l'extérieur.

Les gens nous disent que cela ne peut se faire qu'au détriment d'autres choses et que pour être certaines de réaliser des bénéfices, les garderies commerciales doivent couper sur autre chose. Par exemple, pour ce qui est des collations et des repas, on dit que, dans certaines provinces—et je ne vise en aucun cas la vôtre; je sais, d'après votre mémoire, que votre budget est très serré—les exploitants de garderies essaient ou bien de s'en tirer en achetant des provisions à bon marché ou qu'ils servent aux enfants des haricots ou autres choses de ce genre. Voilà ce que certains pensent.

D'autres prétendent que le traitement des employés est restreint et que les centres exploitent donc leur personnel. Le taux de roulement du personnel est élevé et en général, les centres commerciaux recrutent des enseignants moins compétents puisqu'ils doivent les payer. Or, je suis heureux de vous avoir entendu dire que tous vos employés sont titulaires d'un diplôme en éducation de la petite enfance.

Voilà toutefois les critiques que nous entendons. Je ne dis pas que je les approuve, mais c'est ce que les gens disent. Je suis heureux d'avoir entendu votre point de vue, mais comment répondez-vous à ces critiques? C'est bien beau de dire que tout est pour le mieux, qu'on tient une comptabilité précise, mais il doit bien y avoir quelque chose qui . . .

Mme Smith: Je ne sais pas comment l'expliquer exactement. Notre taux journalier pour le gouvernement est de 13.25\$ par enfant. Dans les garderies publiques du Grand Toronto, ce montant atteint souvent 22\$ ou 23\$ par jour. Nous ne savons pas ce qu'ils font de l'argent, mais nous savons que nous pouvons diriger des garderies d'excellente qualité tout en faisant payer aux parents un montant que nous jugeons abordable . . .

M. Nicholson: Des tarifs comparables.

Mme Smith: Oui, c'est exact, et continuer à offrir un service en réalisant des bénéfices.

M. Nicholson: Nous devons demander aux garderies du Grand Toronto ce qu'elles font des 22\$.

Mme Smith: Ce serait une bonne chose, je pense.

M. Nicholson: Ce sera pour demain. Je vous remercie beaucoup.

La présidente: Une autre brève question, monsieur Belsher.

M. Belsher: Madame Smith, quel est le taux de roulement de votre personnel?

Mme Smith: Comme dans tous les autres secteurs à l'heure actuelle, il est assez fort. Je ne devrais peut-être pas dire cela; nos employés travaillent dans nos deux centres depuis plus de quatre ans, ce qui est assez bon. Toutefois, nous constatons que les nouveaux diplômés qui sortent des collèges restent avec nous pendant quelque temps ou bien décident qu'ils n'aiment pas s'occuper des enfants. Je ne comprends pas comment ils ont pu survivre tout leur cours sans savoir qu'ils n'aimaient pas

[Texte]

staff, with the result that sometimes you have to take staff who are qualified per se but are not really interested in the children. But we do have a large turnover, like every other centre and as well as metro centres.

• 1035

The Chairman: Thank you very much, Mrs. Smith, for a very interesting presentation. We appreciate your taking the time to be here with us.

Our next speaker is a colleague of ours, Sheila Copps, the Member of Parliament for Hamilton East.

Ms Sheila Copps (Member of Parliament for Hamilton East): Thank thank you very much, Madam Chairman and thank you also for permitting me to take the place of a group that has not shown up at this point, because it permits me to catch a flight and get back up to Ottawa for question period, I hope.

Mr. Nicholson: We hoped you were going to join us for the rest of the day here.

Ms Copps: I am also sorry that Lucie Pépin cannot be here today, but unfortunately she had to go to a briefing for NATO and she asked me to pass along her apologies. So I will try and be as brief as possible in my presentation.

I want to start by thanking the Library of Parliament which helped quite a bit in the preparation of some of the statistics. You have probably heard a number of statistics this morning and will hear more as you go on, so in a sense I would like to get to the meat of the matter.

First of all I think if you look around the audience today and you see the number of young women who are here, and women in general; it is certainly quite different from most political standing and select committees. I think it shows, as was pointed out by Mrs. Mitchell, that unfortunately society still tends to look only to women when it comes to the notion of nurturing and child rearing, and not only women who are the natural parents but also women as the care givers. I think it probably goes across the board that notwithstanding the rhetoric we sometimes hear on the floor of Parliament and notwithstanding the rhetoric we hear from the politicians—and this is not directed toward a political party—quite clearly at this point in time society does not value our children. You constantly hear the phrase, “our children are our greatest natural resource”, and yet when it comes to specific targeted programs that relate to children, in particular pre-school aged children, we never seem to have enough money.

I was happy to hear the previous speaker talk about the need for more understanding. Anybody who has studied child psychology will know that the years zero to three are the most critical in the formation of any child, and yet across Canada

[Traduction]

ce domaine, mais ils arrivent chez nous et s'en vont ailleurs. La demande d'éducateurs est si forte que les gens font des pieds et des mains pour trouver du personnel, de sorte qu'il faut parfois recruter des employés qui, tout en ayant les compétences requises, ne s'intéressent pas véritablement à l'éducation des enfants. Toutefois, le roulement de notre personnel est élevé comme dans n'importe quel autre centre, même dans le Grand Toronto.

La présidente: Merci beaucoup, madame Smith, de cet exposé des plus intéressants. Nous vous savons gré de nous avoir accordé un peu de votre temps.

Notre prochaine intervenante est une de nos collègues, Sheila Copps, députée de Hamilton-Est.

Mme Sheila Copps (députée de Hamilton-Est): Merci beaucoup, madame la présidente, et merci également de m'autoriser à prendre la place de témoins qui ne sont pas encore arrivés, ce qui me permettra de prendre l'avion et d'être de retour à Ottawa à temps pour la période des questions, je l'espère.

M. Nicholson: Nous espérons que vous resteriez avec nous jusqu'à la fin de la journée.

Mme Copps: Je regrette également que Lucie Pépin ne puisse être présente aujourd'hui, mais elle a malheureusement dû assister à une séance d'information de l'OTAN et elle m'a donc demandé de vous présenter ses excuses. Je m'efforcerai donc d'être aussi brève que possible.

Je voudrais tout d'abord remercier la Bibliothèque du Parlement qui m'a beaucoup aidée à préparer certaines statistiques. Vous en avez sans doute entendu citer un certain nombre ce matin et vous en entendrez d'autres dans le cadre de votre étude et c'est pourquoi je voudrais en arriver tout de suite à l'essentiel.

Tout d'abord, il suffit de regarder autour de nous aujourd'hui pour constater le nombre de jeunes femmes présentes, et de femmes en général. C'est bien différent de la plupart des réunions de comités permanents et directeurs à caractère politiques. Cela prouve, comme l'a signalé M^{me} Mitchell, que la société continue encore, et c'est regrettable, à compter uniquement sur les femmes pour élever les enfants, et pas seulement les femmes qui sont des mères naturelles, mais également celles qui gardent les enfants des autres. En général, je suppose, malgré les beaux discours que nous entendons parfois au Parlement et malgré les belles paroles des politiques—et je ne vise aucun parti politique en particulier—il est évident que la société actuelle ne valorise pas ses enfants. On entend continuellement dire que nos enfants constituent notre plus grande richesse naturelle et pourtant, quand il s'agit d'adopter des programmes précis à leur intention, surtout pour les enfants d'âge préscolaire et scolaire, il semble que nous n'ayons jamais assez d'argent.

J'ai été heureuse d'entendre la personne qui m'a précédée dire que nous devons mieux comprendre le problème. Toute personne qui a étudié la psychologie de l'enfance sait sans doute que les trois premières années sont les plus critiques dans

[Text]

we have an appalling lack of early childhood education and child care spaces. The most recent statistics by Health and Welfare, I think, show that some 800,000 children under the age of six across Canada do not have access to organized facilities which are licensed—whether they be private, nonprofit or in fact home care areas—and I think that is a shame when we say that we value our children. We do not value our children and we do not value their care givers.

The previous speaker referred to the fact that they have difficulty keeping people on staff. Well, if I were starting off at \$210 a week, or \$260 a week for a graduate of a early childhood education program, which is a post secondary program, I can understand why they have difficulty in keeping people on staff. Unfortunately we tend to ghettoize the people who are care givers into the lowest paying jobs in society. If you look at \$210, in certain circumstances that person may be in a position to earn more money by staying on welfare than to get out and work as a care giver.

I think the government and the community both have to accept responsibility for this failure. If you heard the presentation from Peel, you can see what happens in a community that has used a bit of creativity and local involvement, not only from the nonprofit and the educational sector, but also from service groups, which have involved themselves in developing a comprehensive program—not only a lunch program, but a preschool and after school program. Unfortunately the type of thing that is being done in Peel is too often the exception. In our own community of Hamilton, the current approach is piecemeal at best. We do not have many preschool or many programs even for the lunch period, and before and after school—the programs are simply not available.

I think one of the reasons for the failure to respond both as a community and as a society is the fact that we do tend to put the needs of our children on the bottom of the list.

• 1040

I noticed when the Nielsen task force came out one of the things identified by the task force was that annually some \$16 billion is given out in both tax credits and benefits to corporations, yet when the Katie Cooke report dealt with the issue of the cost of universal day care, somewhere between \$3 billion and \$11 billion, as stated by one of the previous presenters, immediately there was a sense of shock that went over Parliament and people said we cannot go ahead with this, it costs too much money, it is just not cost-effective, so we will set up another task force. While I realize that this task force is spending a lot of time going across Canada and hearing the presentations and I am happy you are here in Hamilton, I do not think it is necessary to re-invent the wheel.

As a matter of fact, the Minister himself, when he announced the results of the Katie Cooke task force, called the task force “the most comprehensive analysis of the situation of child care and parental benefits ever undertaken in Canada”. Given the comprehensive nature of the analysis, and given the

[Translation]

le développement d'un enfant et pourtant, il existe dans tout le pays une pénurie alarmante de cours de formation en éducation de la petite enfance et de places de garderie. Les dernières statistiques publiées par Santé et Bien-être, je pense, révèlent que près de 800,000 enfants âgés de moins de six ans dans le pays n'ont pas accès à des installations organisées dûment accréditées—qu'elles soient privées, sans but lucratif ou même des garderies à la maison—et c'est une honte, à mon avis, si nous prétendons tenir à nos enfants. Nous ne nous préoccupons guère plus d'eux que des personnes qui les gardent.

Le témoin précédent a signalé que les garderies ont du mal à garder leurs employés. Si mon traitement de base était 210\$ par semaine ou 260\$ par semaine pour un diplômé en éducation de la petite enfance, ce qui représente un cours postsecondaire, je comprends pourquoi il est difficile de garder ses employés. Malheureusement, les personnes qui s'occupent de la garde d'enfants occupent en général les emplois les moins rémunérés dans notre société. Prenons le traitement de 210\$, dans certains cas cette personne pourra toucher davantage en étant assistée sociale qu'en travaillant dans une garderie.

Le gouvernement et la collectivité doivent assumer la responsabilité de cet échec. Si vous avez entendu l'exposé de Peel, vous voyez ce qui se passe dans une localité qui a fait preuve d'imagination et obtenu la participation non seulement des organismes sans but lucratif et des écoles mais également des groupes philanthropiques, qui ont fait le nécessaire pour mettre au point un programme global—non seulement à midi, mais également avant et après l'école. Malheureusement, l'initiative de Peel est trop souvent l'exception. Dans notre ville de Hamilton, il n'y a aucune coordination. Nous n'offrons pas beaucoup de programmes pour les enfants d'âge préscolaire ni même à midi ou avant et après l'école—les programmes sont tout simplement inexistantes.

Si la collectivité et la société ne font pas le nécessaire pour remédier à ce problème, c'est entre autres parce que nous plaçons généralement les besoins de nos enfants tout en bas de la liste des priorités.

J'ai vu que, dans son rapport, le groupe de travail Nielsen signale que le gouvernement donne chaque année aux sociétés 16 milliards de dollars sous forme de crédits d'impôts et autres avantages. Néanmoins, quand Katie Cooke a mentionné, dans son rapport, que des services de garderie universels coûteraient entre 3 et 11 milliards de dollars, comme l'a dit l'un des témoins précédents, le Parlement a aussitôt levé les bras au ciel en disant que ce n'était pas possible, que cela coûtait trop cher, que ce n'était pas rentable et qu'il fallait mettre sur pied un autre groupe d'étude. Je sais que ce groupe d'étude sillonne le pays pour entendre le point de vue des gens et je me réjouis de vous voir ici, à Hamilton, mais je ne pense pas qu'il soit nécessaire de réinventer la roue.

Lorsqu'il a annoncé les résultats du groupe de travail de Katie Cooke, le ministre a reconnu lui-même qu'il s'agissait de l'analyse «la plus complète des services de garde d'enfants et de l'aide accordée aux parents jamais entreprise au Canada». Vu la profondeur de cette analyse et les excellentes recommanda-

[Texte]

very excellent recommendations of the Katie Cooke report, I would have preferred that we have a parliamentary committee setting out to implement, on a provincial as well as local basis, some of the recommendations of that report, rather than setting up another committee in a sense to re-invent the wheel.

I would like to point out a couple of problems that we see. One of the things people have to understand is what we mean by "universal day care" or "universal early childhood education" or "universal child care".

"Universal" means available to all. In some cases there may be a cost component, as was pointed out in a universal program in Peel, where there is a fee for service charged but it is available to all parents of all children in the Peel school system. That is a universal program. There is some cost-recovery. In fact, we heard this morning that that program is being operated on a break-even basis.

So I think with the notion of working toward universal early childhood education we can take into consideration the involvement of parents in the choosing of care for their children, whether it be through a licensed centre, whether it be through licensed home care operators. There are a number of different options that are functioning at the moment and that should be explored. But I think the bottom line is that we have to endorse the concept of universal access to early childhood education.

We can see that even though we have not responded—and that goes for the previous governments, so I make my *mea culpa* early—as well as the current government, it has not stopped women from entering the labour force. We know in many cases informal and temporary child care is being used by working families relying on relatives, friends, and neighbours. Some people bring over au pairs from Europe and other areas.

But there are problems. Professional care is not always possible even to find, and there are many concerns about the quality of baby-sitting services which parents are forced into. The reliability of non-professional child care is sometimes a problem.

I think the two issues you have to consider as a committee are quality and reliability. These are both affected by the fact that baby-sitters are poorly paid; and again, because we undervalue the profession, this type of employment is sought by very few educated Canadians. The proportion of teenagers in the community who are baby-sitting is decreasing.

I think if you look at the increasing proportion of, for example, single mothers who receive little or no support from the child's father, this is another issue which I think the committee has to look at. Over the last few decades, divorce in Canada has skyrocketed from 54 marriages per 100,000 in the population to 285.9 in 1982. The proportion of divorces involving dependent children has fluctuated from about 56% to 53% in 1982.

[Traduction]

tions du rapport de Katie Cooke, j'aurais préféré qu'un comité parlementaire soit mis sur pied pour mettre en oeuvre, au niveau provincial et local, certaines des recommandations de ce rapport au lieu de repartir à zéro en établissant un nouveau comité.

Je voudrais mettre en lumière certaines difficultés. Il faut d'abord que les gens commencent par comprendre ce que nous entendons par «services de garderie universels» ou «éducation des jeunes enfants universelle» ou encore «services de garde d'enfants universels».

«Universel» veut dire à la disposition de tous. Dans certains cas, les parents peuvent avoir des frais à payer, comme à Peel où les services sont payants, mais où ils sont offerts à tous les parents des enfants qui fréquentent les écoles de Peel. Il s'agit d'un programme universel. On récupère une partie des frais. En fait, nous avons entendu dire ce matin que ce programme rentrait dans ses frais.

Si nous nous orientons vers des services de garderie universels, nous pouvons tenir compte du fait que les parents jouent un certain rôle en choisissant de confier leurs enfants à une garderie agréée ou à des gardiennes à domicile agréées. Il existe à l'heure actuelle plusieurs possibilités qu'il s'agit d'explorer. Je pense néanmoins qu'il faut commencer par accepter le principe de l'universalité pour l'éducation des jeunes enfants.

Nous pouvons voir que, même si nous n'avons pas répondu aux besoins à cet égard, et je m'empresse de faire mon *mea culpa* car cela vaut aussi bien pour les gouvernements antérieurs que pour le gouvernement actuel, cela n'a pas empêché les femmes d'entrer sur le marché du travail. Nous savons que les familles de travailleurs prennent souvent des dispositions temporaires en confiant leurs enfants à des parents, de amis ou des voisins. D'autres font venir des jeunes filles au pair d'Europe ou d'autres pays.

Mais il y a des problèmes. Il n'est pas toujours possible de trouver des services de garde d'enfants professionnels et la qualité des services auxquels les parents sont obligés de recourir suscitent beaucoup d'inquiétude. Ces services ne sont pas toujours fiables.

Je pense que le Comité doit se pencher sur la question de la qualité et de la fiabilité. Ce sont deux choses d'autant plus aléatoires que les gardiennes d'enfants sont mal payées et que, la profession étant sous-évaluée, rares sont les Canadiens instruits qui recherchent ce genre d'emploi. D'autre part, la proportion d'adolescents qui font du «baby-sitting» va en diminuant.

Si vous considérez qu'il y a de plus en plus de mères célibataires qui reçoivent très peu d'aide du père, voire aucune, il y a là également un problème sur lequel le Comité devrait se pencher. Au cours de ces dernières décennies, le nombre de divorces, au Canada, est passé de 54 à 285,9 pour 100,000 habitants, en 1982. toujours en 1982, le pourcentage de divorces touchant des enfants se situait entre 56 p. 100 et 53 p. 100.

[Text]

Because child support laws are seldom enforced—and this is an incredible and I think shocking statistic—two-thirds of non-custodial parents, who tend to be fathers, do not pay support payments. Since 83% of children of divorcing parents live with their mothers, this means that separated or divorced mothers must work to pay expenses or go on welfare. If they work for pay, they must have day care. Women are also less able to move out of the work force than they were a number of years ago.

So I think if you look at the expanding need by more women entering the work force, unfortunately the development of day care services has not kept up to pace. In 1973 there were 28,300 centres and family care spaces, and in 1983 there were 139,000; which shows a considerable increase. But you are still looking at, as I said before, some 800,000 children under the age of six who are not covered by available day care spaces.

• 1045

There are two other points that I would like you to consider in the context of the committee. One is the issue of pregnancy leave. Although it is not directly related, it certainly is related to child care and we know that the government is considering at the moment taking pregnancy leave out of the unemployment insurance benefits and moving it into some kind of general consolidated revenue. I would hope that this committee would consider making a recommendation on what kind of effect the removal of pregnancy leave from U.I. benefits would have on child care and the cost to parents, who would then possibly be put in a position of having to pay more and not be able to take advantage of the current benefits.

I agree with the point that was made by Mrs. Mitchell that we also have to look at parental leave. It is time that governments, as well . . . I think that the men on the committee will probably appreciate this, that we do complain, and I think justifiably so, that often times our laws are sexist. Well, in this particular instance, this is a sexist law because in some instances, and I believe the choice should be left up to the parents, in the area of maternity or paternity leave, the choice should be left up to the individual family to make the arrangements that best suit the family, and that is not available at the moment.

I think that the third issue which does touch this committee in light of the costs of providing day care, is that at the moment I believe the workers are exploited. I think we have to encourage provincial governments across Canada to introduce equal value legislation or employment equity bills which cover not only the public sector, but the private sector, to encourage people to start valuing the profession of early childhood education. It is a post secondary profession. It is one which deals with our most precious resource, our children, and if we truly believe that children are our best resource, then we do not leave them with people who are essentially paid slightly higher than welfare rates, which is essentially the case at the moment.

[Translation]

Comme les lois relatives à la pension alimentaire sont rarement appliquées, une proportion incroyable, soit les deux tiers des parents qui n'ont pas la garde des enfants, c'est-à-dire généralement les pères, ne paient pas la pension alimentaire. Comme 83 p. 100 des enfants des parents divorcés vivent avec leur mère, cela veut dire que les mères séparées ou divorcées doivent travailler ou toucher des prestations d'aide sociale. Si elles travaillent, elles ont besoin de garderies. D'autre part, les femmes sont moins en mesure d'abandonner leur emploi qu'elles ne l'étaient il y a plusieurs années.

Par conséquent, les femmes qui entrent sur le marché du travail ont de plus grands besoins, mais le développement des services de garderie n'a malheureusement pas suivi. En 1973, il y avait 28,300 places en garderie ou en milieu familial et en 1983, ce chiffre atteignait 139,000 ce qui représente une croissance considérable. Il reste toutefois, comme je l'ai déjà dit, environ 800,000 enfants âgés de moins de six ans qui n'ont pas de services de garderie à leur disposition.

Il y a deux autres choses que je voudrais vous signaler. Il s'agit notamment du congé de maternité. Même si votre étude ne porte pas directement là-dessus, cela a certainement un rapport avec la garde d'enfants et nous savons que le gouvernement envisage d'enlever les congés de maternité du régime d'assurance-chômage et de les financer au moyen du revenu consolidé. J'espère que le Comité fera valoir au gouvernement les conséquences qu'une telle initiative aurait sur les services de garde d'enfants et pour les parents qui seront sans doute obligés de payer plus sans pouvoir profiter des prestations qui leur sont actuellement offertes.

Je suis d'accord avec M^{me} Mitchell pour dire que nous devons également nous pencher sur le congé parental. Il est temps que les pouvoirs publics . . . Et les hommes qui font partie du Comité apprécieront sans doute que nous nous plaignions, et à juste titre, de ce que les lois sont souvent sexistes. Dans le cas qui nous intéresse, la loi est sexiste, car j'estime qu'il faudrait laisser aux parents la possibilité de choisir le congé de maternité ou de paternité selon les dispositions qui conviennent le mieux à la famille. Pour le moment, ce choix n'existe pas.

En troisième lieu, à propos du coût des garderies, j'estime qu'à l'heure actuelle les employés sont exploités. Nous devons inciter les gouvernements provinciaux à instaurer des lois sur la parité salariale ou sur l'équité en matière d'emploi couvrant non seulement le secteur public, mais aussi le secteur privé, afin d'inviter les gens à revaloriser la profession d'éducateur des jeunes enfants. Cela nécessite une formation supérieure. Nous confions à ces éducateurs notre bien le plus précieux, nos enfants, et si nous sommes convaincus que les enfants sont notre bien le plus précieux, nous ne devons pas les confier à des gens qui touchent à peine plus que les prestations d'aide sociale, comme c'est le cas pour le moment.

[Texte]

I have touched on a few areas that demand specific legislative change, but I think the committee, while recognizing the need for diversity and delivery of service, should not only endorse the notion of universality, but should also encourage the federal government to move very quickly with some of the recommendations of the Katie Cooke task force report to ensure that the 800,000 children under the age of six, this is not even dealing with the latchkey kids, but the 800,000 children under the age of six have some better alternative than the kind of makeshift situation which we are leaving them in at the moment.

As a potential user of the system myself, I have obviously a vested interest in getting early childhood education universally accessible in the very near future.

The Chairman: Thank you, Sheila. Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: Yes, Sheila, I would like to ask you about the politics of day care. You are a very skilled politician and also, I would say, one of the best at interesting the media in certain issues.

It seems to me that as we have been going across the country as a group, although I think we come from very different political perspectives and also life experiences related to child care, there is no question that the committee members would agree that we are all very committed to the proposition that something has to be done.

I think we are all concerned, also, that governments and politicians are not going to move on this unless there is a real demand from the public. And I do not really think that the public... I mean, the people who are here today are similar to the terrific representatives we have seen right across the country. I am just so proud of the women of Canada, because most of the representatives have been women, but on the other hand, it is a pretty select group. I do not think that the public at large really has much awareness of this need and certainly most tax payers probably would say: I am alright, Jack, I do not want to pay for anybody else's child care, thank you very much.

Do you have any ideas about what we can do, all of us, you as a Member of Parliament and all of us on the committee, and maybe community groups as well, to make this a real emotional issue of some kind so we can get more political action in the long run?

Ms Copps: Obviously there are a number of questions in your statement and I could not agree more. I think one of the problems is that the young families and single parent families who are in the best position to give us answers on this question, in many cases are not politically organized. They may be busy rearing their own children. If they are working outside the home, they are called upon to be Super Moms in a number of areas and so they simply do not have the time to get politically active. We saw how, under a certain single issue, the group we commonly call senior citizens rallied together when it dealt with the issue of specific pension. Unfortunately, the difficulty we have in mobilizing young families is that they are busy

[Traduction]

J'ai fait le tour de certaines questions qui exigent des changements législatifs, mais j'estime que, tout en reconnaissant la nécessité d'offrir des services diversifiés, le Comité devrait non seulement souscrire au principe de l'universalité, mais également inciter le gouvernement fédéral à mettre rapidement en oeuvre certaines des recommandations du rapport du groupe de travail Katie Cooke afin que les 800,000 enfants âgés de moins de six ans obtiennent quelque chose de mieux que les solutions de fortune auxquelles nous avons recours pour le moment, et cela ne résout même pas le problème des enfants laissés sans surveillance à leur sortie de l'école.

En tant qu'utilisatrice éventuelle des services de garderie, je tiens évidemment beaucoup à ce que ces services deviennent bientôt universels.

La présidente: Merci, Sheila. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Sheila, je voudrais vous poser des questions au sujet de la politique concernant les garderies. Vous êtes une grande politicienne et, dirais-je même, l'une de celles qui savent le mieux attirer l'attention des médias sur certains problèmes.

Notre groupe a sillonné le pays ensemble et, même si nous avons des idées politiques très différentes et si notre expérience personnelle diffère également beaucoup au sujet des garderies, les membres du Comité conviendront certainement que nous reconnaissons tous la nécessité de faire quelque chose.

D'autre part, nous craignons tous que les pouvoirs publics et les politiques n'interviennent pas à moins que le public ne l'exige réellement. Et je ne pense pas vraiment que le public... Je veux dire que les gens qui sont ici aujourd'hui sont aussi formidables que toutes les autres personnes que nous avons vues aux quatre coins du pays. Je suis fière des femmes canadiennes, car la plupart des représentants qui sont venus nous voir étaient des femmes, mais il faut reconnaître qu'il s'agit d'une petite élite. Je ne pense pas que le grand public soit aussi conscient des besoins et la plupart des contribuables diraient sans doute qu'ils n'ont pas envie de payer pour les enfants des autres.

Avez-vous une idée de ce que vous, qui êtes députée, nous qui faisons partie du Comité et peut-être aussi les groupes communautaires, pourrions faire pour alerter vraiment l'opinion publique afin qu'on intervienne davantage au niveau politique?

Mme Copps: Vous soulevez là plusieurs questions sur lesquelles je suis totalement d'accord. L'ennui, c'est que les jeunes familles et les familles monoparentales qui sont les mieux en mesure de répondre à ces questions ne sont pas politisées. Sans doute sont-elles trop occupées à élever leurs enfants. Si les mères travaillent à l'extérieur, elles doivent être partout à la fois et n'ont tout simplement pas le temps de faire de la politique. Nous avons vu, dans des circonstances bien précises, les personnes âgées se regrouper au sujet des pensions. Malheureusement, nous avons du mal à mobiliser les jeunes familles parce qu'elles sont trop occupées à faire autre

[Text]

doing many other things and do not have a political umbrella organization.

• 1050

One suggestion—look at the membership on this committee, for example—is that you obviously need to have more people involved in political life who have had or will have experience as the primary care givers. Obviously, that means more women in Parliament, more women in the legislatures to highlight these issues.

Ms Mitchell: That is the long range. What can we do in this Parliament? We cannot wait for that; we have to get something going at the end of this task force.

Ms Copps: I think if we had the people on this task force confirming the principle of universal access and coming out with some solid recommendations, in a sense confirming what the Katie Cooke task force said, and given that it is a committee that is dominated by the government and the representation on the committee is primarily from the government, I think the government is going to be put in a position to have to move on it.

Politically, women have to start taking charge of our agenda also. We saw that in the last federal election during the women's debate, but we have not seen a follow-through on that. I think the follow-through is not only what is being done in Parliament, but I would like to see, for example, the kind of program that has begun in Peel, where somebody with an idea wanted to go out and do something. That type of thing should be a standard-bearer in other communities.

So I guess part of the answer is involving the leaders in the community and trying to force people to recognize that, if we do believe children are our greatest resource, then we are going to have to pay to make sure they receive the kind of care they should be getting. But I do not think it is an easy answer.

Ms Mitchell: Yes, one of the big problems I have found—and this started away back a few years ago when we did a special study at the end of International Year of the Child—is that, really, the media does not have any interest in children, either. It just does not seem to be a sexy issue for the media to pick up on. I do not know if you have any suggestions there, but I think that is going to be very critical, too.

Ms Copps: Again, it is part of the problem of changing the way we look at things. But when the Katie Cooke report came out—I was not in Ottawa on the Friday; I came back on the Monday—a number of people in the media came up to me and asked what I thought of that “nutty” report, \$9 billion. They thought it was totally off the wall, and how dare anybody suggest anything . . .

Most of those comments came from people in the media who happen to be men. I think probably it speaks to the fact that we still look to women as the people who are responsible in the area of child rearing, and as long as we continue to have that

[Translation]

chose et parce qu'elles n'ont pas d'organisation politique leur permettant de se regrouper.

Prenez les membres du Comité, par exemple. Il faudrait certainement qu'un plus grand nombre d'intéressés fassent de la politique. Cela veut dire qu'il faudrait élire plus de femmes au Parlement, plus de femmes dans les assemblées législatives pour mettre l'accent sur ces questions.

Mme Mitchell: C'est un objectif à long terme. Que pouvons-nous faire dans l'immédiat? Nous ne pouvons pas attendre que cela se réalise; ce groupe de travail doit déboucher sur quelque chose.

Mme Copps: Si les membres de ce groupe de travail confirmaient le principe de l'universalité et présentaient des recommandations solides confirmant la teneur du rapport du groupe d'étude Katie Cooke, comme il s'agit d'un comité où le gouvernement est majoritaire, ce dernier serait sans doute dans l'obligation d'agir.

D'autre part, les femmes doivent avoir une plus grande influence sur notre programme politique. Elles ont commencé à le faire au cours des dernières élections fédérales, à l'occasion du début des femmes, mais c'est resté sans suite. Il faut donner suite à cette initiative, non seulement au Parlement, mais également en instaurant des programmes dans le genre de celui qui a été mis sur pied à Peel, où quelqu'un qui avait une bonne idée a voulu faire quelque chose. Il faudrait que cet exemple soit suivi dans d'autres villes.

Il faudrait pour cela obtenir la participation des dirigeants communautaires et faire comprendre aux gens que, si nous considérons nos enfants comme notre bien le plus précieux, nous devons payer pour qu'ils obtiennent les soins dont ils ont besoin. Mais je ne pense pas que nous y réussirons facilement.

Mme Mitchell: Oui, l'un des principaux problèmes que j'ai constatés, et cela remonte à plusieurs années, lorsque nous avons fait une étude spéciale, à la fin de l'Année internationale de l'enfant, c'est que les médias ne s'intéressent pas beaucoup non plus aux enfants. Apparemment, ce n'est pas un sujet qui les passionne. J'ignore si vous avez des suggestions à faire à ce propos, mais je pense que c'est là un facteur également très important.

Mme Copps: Là encore, il s'agit de changer la façon dont nous voyons les choses. Je n'étais pas à Ottawa vendredi, quand le rapport Katie Cooke a été publié, mais, quand j'y suis retournée lundi, plusieurs journalistes sont venus me demander ce que je pensais de ce rapport insensé qui représentait une dépense de 9 milliards. Ils le trouvaient complètement ridicule et se demandaient comment quelqu'un pouvait suggérer de telles . . .

Les journalistes qui ont fait ces commentaires étaient des hommes, pour la plupart. Cela prouve sans doute que nous considérons toujours que les femmes sont chargées d'élever les enfants et tant que nous conserverons cette mentalité . . . C'est

[Texte]

idea... That is why, even if we were to introduce some legislation to suggest that maternity leave become parental leave and be made available to both parents—you do not even have to expand the number of weeks but allow them to work it around their own lifestyles and their own schedules—then you are saying yes, we believe parents are equally involved in the raising of children. It is not simply the mother because she physically bears the child, but it is the parents' responsibility.

The Chairman: Thank you, Mrs. Mitchell.

Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Madam Chairperson, and welcome to our committee. I would like to pass a couple of comments about your opinion on the advisability of having this particular parliamentary committee. I think it is important or I would not be here, quite frankly. It does take up a lot of our time, and we have been on a very demanding schedule.

But I and many of my colleagues, I think, are here for some of the reasons Mrs. Mitchell has touched on and that you have alluded to yourself. The problem with this area, as I see it, is that there is not a consensus here. The man—and I use that advisedly—out on the street here is not sold completely on the idea.

One of the difficulties I see with the Cooke task force is that it is recommending a very comprehensive program with projections up to \$11 billion. Between you and me and the gate post and everyone here, I think it is going to cost more than that; I think it is going to cost considerably more than that, and I think it is our job to try to sell that and to get the message out to the public here that there is a desperate need. The Cooke task force has gone a long way towards that.

• 1055

I can tell you, when we were in Newfoundland, for instance, they had something to say. The Cooke task force was not able to get to Newfoundland. They told us they have needs that are slightly different from what we might find in some of the major cities in this country.

• 1100

For instance, they, for the most part, disagreed with the Cooke task force recommendation that government involvement or subsidy should be limited to non-profit.

In that particular province, the vast majority, 70% sticks in my mind, are what we would call commercial day care. They came to us with: please do not leave us out; tailor whatever your recommendations to the government to make sure you include Newfoundland, or Prince Edward Island for that matter.

I think it is important. As I say, just to have gone ahead and said, look, this is what we are going ahead with, it would have been difficult to sail. And I know the question of priorities. People say, change your priorities. Well, changing priorities in society, it seems to me, is a very difficult job. I think it is the role of all three of the major political parties in this country to

[Traduction]

pourquoi, si nous adoptons une loi pour transformer le congé de maternité en un congé parental à la disposition des deux parents—sans même augmenter le nombre de semaines, mais en laissant les familles choisir la formule qui leur convient le mieux—nous reconnaitrions que les parents élèvent tous les deux leurs enfants. Cette responsabilité n'incombe pas uniquement à la mère sous prétexte qu'elle met l'enfant au monde, mais aux deux parents.

La présidente: Merci, madame Mitchell.

Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci, madame la présidente et bienvenue à notre Comité. Je voudrais faire une ou deux observations au sujet des propos que vous avez tenus quant à un rôle important à jouer, sans quoi je ne serais pas là. Nous y consacrons beaucoup de temps et nous avons un programme très chargé.

Néanmoins, la plupart de mes collègues et moi-même sommes ici pour certaines des raisons que M^{me} Mitchell a abordées et auxquelles vous avez vous-même fait allusion. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de consensus à cet égard. L'homme de la rue, et je fais exprès d'employer cette expression, n'est pas entièrement convaincu.

Le groupe d'étude Cooke recommande un programme très complet qui pourrait coûter jusqu'à 11 milliards de dollars. Personnellement, je pense que cela va coûter beaucoup plus cher et nous avons pour rôle de faire comprendre au public qu'il s'agit là d'un besoin absolument essentiel. Le groupe d'étude Cooke a déjà parcouru beaucoup de chemin en ce sens.

Lorsque nous étions à Terre-Neuve, par exemple, la population locale avait des choses à nous dire. Le groupe d'étude Cooke n'a pas pu aller à Terre-Neuve. Les gens nous ont dit que leurs besoins n'étaient pas tout à fait les mêmes que ceux des familles des grandes villes du pays.

Par exemple, la plupart d'entre eux n'étaient pas d'accord avec les recommandations du groupe d'étude Cooke selon lesquelles le gouvernement devrait se contenter de subventionner les garderies sans but lucratif.

Dans cette province, la majorité des garderies, 70 p. 100 si je me souviens bien, sont des centres à but lucratif. Leurs dirigeants sont venus nous voir pour nous demander de ne pas les laisser tomber et de veiller à inclure Terre-Neuve ou l'Île-du-Prince-Édouard dans nos recommandations au gouvernement.

Cela me paraît important. Je le répète, il aurait été difficile d'aller simplement de l'avant et d'imposer cela aux gens. Je suis également conscient de la question des priorités. On dit qu'il faut changer ses priorités. C'est très difficile à faire dans une société. À mon avis, ce rôle revient aux trois grands partis

[Text]

do that; sell it to our colleagues; sell it to members of the media; sell it to the people out on the street.

I think we have a difficult task ahead of us. I can say to people here and across this country that we are doing our best; that we are very sincere about this; that we are going to try to come up with recommendations the government can implement. I think what Mrs. Martin and this committee have done up to this point, and what we hope to do in the future, will be very important in this area, and I am very pleased to be a part of it.

Ms Copps, you can comment if you like on what I am saying. I did not really leave it as a question, but—

Ms Copps: Rob, I would just like to refer back to the coroner's inquest, which was tabled before this committee by the representative of the Regional Municipality of Peel. Unfortunately, while we study and while we delay, or seek consensus, I think there is actually a fair degree of consensus on this issue. I would disagree that there is not a consensus. I think there is a fair degree of consensus. While we wait, there are hundreds of thousands of children who are seeing their needs unmet, latch-key kids.

There was a case a few months ago of a woman in the City of Toronto. She is an immigrant worker who works in a factory. She is a single parent with a three-year-old child. Unfortunately, the arrangements for her babysitter fell through one day, and when the arrangements for the babysitter fell through, she had to leave the child.

She had the choice of either not showing up at work and losing her job, and she really wanted to keep that job and keep herself and her child, or leaving the child alone. She left the child alone. She phoned every hour, on the hour. She was in a panic, and you can imagine, having raised a family, how you would feel leaving a three-year-old child alone.

The child was seen by somebody out on the balcony, and of course Children's Aid was called in, and the child was taken into care. There was an application made for wardship by the Children's Aid Society because the child had been left alone.

When the case came to court, the judge said: I am not going to take your child away from you. The people who should be on trial are a society that puts you in the position of having to choose between losing your job and losing your child.

Mr. Nicholson: Her employer.

Ms Copps: Well, if it is her employer, I think the responsibility remains a collective responsibility. I mean, there are some who would say, well, it is her child, she can do what she wants. But if you want to keep that woman in the work force, if you want to keep her being able to independently support her child, then you have to provide some alternate arrangements. And when you leave it up to simple day care arrangements, which may fall through, and there is no backup, there are a lot of children who are being placed in that situation today.

I do not expect you to endorse every element of the Katie Cooke task force, but I think if you had, first of all, the

[Translation]

politiques du pays. Nous devons en convaincre nos collègues, en convaincre les médias et en convaincre le grand public.

Nous avons beaucoup à faire. Je peux dire à tout le monde que nous faisons de notre mieux, que nous sommes parfaitement sincères et que nous essayons de présenter des recommandations que le gouvernement pourra suivre. Ce que M^{me} Martin et le Comité ont fait jusqu'ici et continueront à faire aura sans doute une influence très importante et je me réjouis de pouvoir participer à ce travail.

Madame Copps, vous pouvez dire ce que vous en pensez. Ce n'est pas vraiment une question, mais . . .

Mme Copps: Rob, je voudrais simplement reparler de l'enquête du coroner que le représentant de la Municipalité régionale de Peel a déposée devant le Comité. Malheureusement, nous étudions et nous faisons traîner les choses dans le but de parvenir à un consensus alors que les gens sont déjà pas mal d'accord sur cette question. J'estime que le consensus est déjà là. Pendant que nous attendons, des centaines de milliers d'enfants restent sans soins ou sans surveillance.

Il y a quelques mois, il y a eu un cas de ce genre à Toronto. Il s'agit d'une immigrante qui travaille dans une usine. C'est une mère seule qui a un enfant de trois ans. Malheureusement, un jour, elle n'a trouvé personne pour s'occuper de l'enfant et elle a dû le laisser seul.

Elle devait ou bien ne pas se présenter au travail et perdre son emploi alors qu'elle tenait vraiment à le garder pour gagner sa vie et celle de son enfant, ou laisser l'enfant seul. Elle a laissé l'enfant seul. Elle lui a téléphoné toutes les heures. Elle était affolée et si vous avez déjà élevé des enfants, vous vous rendrez compte à quel point il peut être effrayant de laisser seul un enfant de trois ans.

Quelqu'un a vu l'enfant sur le balcon et a fait, évidemment, venir la Société d'aide à l'enfance qui a pris l'enfant à charge. La Société d'aide à l'enfance a demandé la tutelle de l'enfant parce qu'il avait été laissé seul.

Au tribunal, le juge a déclaré: Je ne vais pas vous enlever votre enfant. Il faudrait faire le procès de la société qui vous oblige à choisir entre la perte de votre emploi et la perte de votre enfant.

M. Nicholson: Son employeur.

Mme Copps: Si c'est son employeur, cela demeure une responsabilité collective. Certains diront sans doute qu'il s'agit de son enfant et que c'est à elle de se débrouiller. Mais si vous voulez que cette femme continue à travailler, qu'elle continue à gagner sa vie, vous devez lui en donner les moyens. Si vous la laissez se débrouiller seule, les dispositions qu'elle prend pour faire garder son enfant ne tiennent pas toujours et il y a actuellement beaucoup d'enfants dans cette situation.

Je ne m'attends pas à ce que vous approuviez chacune des recommandations du rapport Katie Cooke, mais si vous aviez

[Texte]

courage to say, yes, we endorse universality; and second, we are going to move toward it with respect to CAP funding, whether you include public and or private . . . I think there are some options available to you, relative to the infrastructures that already exist. I think it would be very significant for the committee to say: We are going to start negotiating agreements with provincial governments, based on some of these guidelines, bearing in mind the principle of universality. And from there you would say one small step is moving it forward, rather than having another study.

Mr. Nicholson: You mentioned collective responsibility, and sometimes I challenge some of the people who come before us. We have had representatives of a group of unions or associations, groups whose membership is dominated by women, and they tell us things. For instance, one group down east said that they had not even discussed the possibility of on-site day care.

• 1105

They mention child care facilities being provided by the employer once in 1978. I say to people that the federal government can do something, but I challenge provincial governments and regional municipalities, employers and unions as well. Some tremendous things, for instance, are being done in Vancouver by municipalities, something that we cannot get into as far as zoning—

Ms Copps: No, I agree, but—

Mr. Nicholson: We have fine representatives like Mr. Belsher and Mrs. Mitchell. Maybe that is why. People say, just write the cheque; it is your responsibility. I say that it is everyone's responsibility. We can all be doing more in the area.

Ms Copps: You are absolutely right. It is everybody's responsibility, and I think it is in our own personal interests—people in our 30s and 40s. At some point we will be collecting an old age pension and depending upon the Gross National Product of our young people. We have a self-interest in it also.

But if the federal government were to come out and say, yes, we endorse universal access to day care through a number of elements, whether it be private, non-profit or a combination of existing infrastructures, then I think that would send a very strong signal to the private sector, as well as to provincial governments and municipalities. At the moment they seem to be foundering on the position that they do not have a consensus. Therefore, they will continue to study it until they get a consensus. You cannot please all of the people all of the time.

Mr. Nicholson: That is for sure. So you have no problem with the private, non-private aspects of this issue?

Ms Copps: I think, for example, in an area like Newfoundland, where there is an infrastructure, obviously the infrastructure itself should be taken into consideration with respect to

[Traduction]

le courage de dire que vous appuyez le principe de l'universalité et que les services, publics ou privés, doivent être financés par le Régime d'assistance publique du Canada . . . Je pense que l'infrastructure déjà en place vous offre plusieurs possibilités. Il serait très souhaitable que le Comité dise: Nous allons commencer à négocier des ententes avec les gouvernements provinciaux à partir de certaines de ces lignes directrices, suivant le principe de l'universalité. Vous feriez ainsi un petit pas en avant au lieu d'entreprendre une nouvelle étude.

M. Nicholson: Vous avez parlé de la responsabilité collective et je dis parfois à certaines personnes qui viennent nous voir qu'elles devraient en manifester davantage. Des représentants d'un groupe de syndicats ou de certaines associations, des groupes dont les membres sont surtout des femmes, sont venus nous voir. Par exemple, des personnes nous ont dit qu'elles n'avaient même pas envisagé la possibilité d'établir une garderie d'entreprise.

Elles ont mentionné que l'employeur avait tenté l'expérience, une fois, en 1978. Je dirais aux gens que le gouvernement fédéral peut faire quelque chose, mais que les gouvernements provinciaux, les municipalités régionales, les employeurs et les syndicats doivent également prendre des initiatives. À Vancouver, par exemple, les municipalités font certaines choses extraordinaires, des choses qui ne sont pas de notre ressort, sur le plan du zonage . . .

Mme Copps: Je suis d'accord, mais . . .

M. Nicholson: Nous avons d'excellents représentants comme M. Belsher et M^{me} Mithell. C'est peut-être pour cette raison. Les gens nous disent: Contentez-vous de payer. Cette responsabilité vous incombe. Je dirais qu'elle incombe à tout le monde. Je pense que nous pourrions tous en faire davantage.

Mme Copps: Vous avez parfaitement raison. Cette responsabilité incombe à tout le monde et ceux d'entre nous qui sont dans la trentaine ou la quarantaine ont tout intérêt à faire quelque chose. Un jour, nous toucherons la pension de vieillesse et son montant dépendra du produit national brut gagné par les jeunes. Nous avons là des intérêts personnels en jeu.

Néanmoins, si le gouvernement fédéral se disait d'accord pour offrir des services de garderie universels, par l'entremise de l'infrastructure privée ou sans but lucratif ou encore d'une combinaison des deux, je pense qu'il donnerait le bon exemple au secteur privé de même qu'aux gouvernements provinciaux et aux municipalités. Pour le moment il semble se retrancher derrière le fait qu'il n'y a pas de consensus. Il continue à étudier la question jusqu'à ce qu'il obtienne un consensus. Il n'est pas toujours possible de satisfaire tout le monde.

M. Nicholson: C'est certain. Vous ne voyez donc pas de difficulté pour ce qui est du financement des garderies privées ou sans but lucratif?

Mme Copps: Dans une région comme Terre-Neuve, par exemple, où il y a une infrastructure, je pense que le financement devrait tenir compte de l'infrastructure en question. Je

[Text]

funding. I would favour funding toward the non-profit. If I look at nursing homes as an example in the province of Ontario, I think the quality does tend to be compromised. But I certainly think those are elements that could be developed based on regional need.

Mr. Nicholson: Thank you.

The Chairman: Mr. Belsher, a short question.

Mr. Belsher: I would like to have more time to debate with Sheila here.

Not to debate . . . she has helped us. I think you have really helped on the universal access, of clarifying that, and I want to compliment you on highlighting that part of it.

What do you think would happen if we were to suggest parental leave of, say, up to two years? In other words, the infants would have one of the parents for their caring. Perhaps legislation could be introduced that would give them job protection. Then they would have access to a job in the same company. Do you think that would help take away the big question mark that is in peoples' minds now? If they do not return to work after 20 weeks, they will not have a job.

Ms Copps: Oh, absolutely. That would be fabulous. If that motion were introduced, it would be terrific. I think, however, if you are not prepared to go to that extent, you could take the existing benefits and ensure that they are available to either parent.

Mr. Belsher: To either parent.

Ms Copps: This would say, yes, we have fathers and mothers involved in the raising of children. It is not simply a mother's responsibility, and anything that could expand beyond that would be terrific.

Mr. Belsher: I hate to see its becoming only a woman's issue when it comes to child care, because it is really the parents—both male and female. We are looking for ways and means of how we can get around that because it is not just one person's responsibility. It is a collective—it is the whole of our society. Yet the dominant part coming forward are the women themselves . . . So we are very conscious of that fact. And yet I would dearly love to see it get out of the women's issue side and become a total issue side for Canadians. If you have any more thoughts on the subject, we would be very glad to hear from you because—

Ms Copps: It is a family issue.

Mr. Belsher: Yes.

Ms Copps: And presumably, if the family is the cornerstone, then it is in everybody's interest.

Thank you.

Mr. Belsher: Thank you very much.

The Chairman: Thank you very much, Sheila.

Our next group is the Canadian Association for Young Children, and the representative is Dr. Doreen Cleave-Hogg.

[Translation]

serais plutôt pour le financement des garderies sans but lucratif. Si je prends l'exemple des foyers de soins de l'Ontario, je pense qu'on a tendance à faire des compromis en ce qui concerne la qualité. En tout cas, ces considérations devraient tenir compte des besoins régionaux.

M. Nicholson: Merci.

La présidente: Monsieur Belsher, vous pouvez poser une brève question.

M. Belsher: Je voudrais disposer de plus de temps pour discuter avec Sheila.

Pas pour discuter . . . elle nous a beaucoup aidés. Je pense que vous avez vraiment clarifié les choses en ce qui concerne l'universalité et je tiens à vous en féliciter.

Qu'arriverait-il, selon vous, si nous recommandions l'instauration d'un congé parental allant, disons, jusqu'à deux ans? Autrement dit, l'un des parents prendrait soin du bébé. Nous pourrions peut-être adopter une loi pour protéger leur emploi. À leur retour, les parents pourraient retrouver un emploi dans la même entreprise. Pensez-vous que cela contribuerait à résoudre la question qui préoccupe surtout les gens pour le moment? S'ils ne retournent pas au travail au bout de 20 semaines, ils perdent leur emploi.

Mme Copps: Certainement. Ce serait merveilleux. Si une motion était proposée en ce sens, ce serait formidable. Néanmoins, si vous n'êtes pas prêts à aller jusque là, je pense que vous pourriez faire en sorte que l'un ou l'autre des parents puisse bénéficier des congés déjà prévus.

M. Belsher: L'un ou l'autre des parents.

Mme Copps: Cela reviendrait à reconnaître que les pères comme les mères élèvent leurs enfants. Cette responsabilité n'incombe pas uniquement à la mère et tout ce que vous pourriez faire en plus serait absolument formidable.

M. Belsher: Je n'aime pas du tout l'idée que l'on considère la garde des enfants comme une question intéressant uniquement les femmes étant donné que cela regarde les deux parents. Nous cherchons des moyens de changer cette mentalité, car cette responsabilité n'incombe pas à une seule personne. Cela regarde l'ensemble de la société. Pourtant, ce sont surtout les femmes qui s'adressent à nous . . . Nous sommes donc très conscients de cette réalité. Je voudrais pourtant que cette question intéresse non seulement les femmes, mais l'ensemble de la société canadienne. Si vous avez d'autres idées à ce sujet, nous nous ferions un plaisir de les entendre, car . . .

Mme Copps: C'est un problème familial.

M. Belsher: Oui.

Mme Copps: Et si la famille est censée être la pierre angulaire de notre société, cela intéresse tout le monde.

Merci.

M. Belsher: Merci beaucoup.

La présidente: Merci beaucoup, Sheila.

Nous allons maintenant entendre la «*Canadian Association for Young Children*», représentée par Doreen Cleave-Hogg.

[Texte]

• 1110

Dr. Doreen Cleave-Hogg (Past President, Canadian Association for Young Children): Madam Chairman, members of the committee, I have been rather concerned sitting here and hearing two people presenting before me, because one of the things that immediately hit me was how many times we seem to sit and go over these issues again and again. I remember sitting in Montreal in a conference very similar to this in the early 1960s where we were calling for some attention within this area.

I am here representing the Canadian Association of Young Children. The aim of this association is to provide an advocacy group for children in Canada. We are a national organization and have membership throughout Canada, and our directorship is made up of somebody from every province in Canada.

My purpose here today is really to reiterate much of what was in the Cooke report; to reiterate the urgent need for more child care facilities for all age groups and for both normal and handicapped children. The main purpose is to act as advocates for young children and to stress the concerns we have regarding the essential requirements of quality care and the possible detrimental outcomes for Canada's children if the issues of quality are not addressed. I feel we wish to make the government aware that quick solutions to complex problems may be politically expedient but cannot be accepted in view of the long-term effects on the development of our young children.

First of all, we feel it is really important to recognize the changes in family and social patterns. We are no longer looking at that unit we used to call a family, thinking this was the only unit. Previous speakers have already mentioned the need to recognize how many people are single parents, and that they have the sole responsibility for looking after their children.

We also need to recognize the changes in the structure of the labour force. Again, this has been referred to, but I think it needs stressing that the labour force as such is now composed of more and more women working in the labour force. It also means care of children often interrupts or negates a career pattern for a woman if she has to give up work to look after her children. I think both of these issues mean we really have to look at changes in child care patterns.

We feel there is a need for a wide range of services from which parents can choose. Each type of service must offer beneficial experiences for the children; but at the same time parents must have the options to look at the variety of services which may be available. This is not only because provincial care is so different in Canada, but because different families have different needs and different children have different needs.

We feel the issue at this time is not where a child is cared for but how a child is cared for. I would like to agree with the previous speakers that there are no research results which

[Traduction]

Mme Doreen Cleave-Hogg (présidente sortante, Canadian Association for Young Children): Madame la présidente, je tiens à vous dire, ainsi qu'aux membres du Comité, qu'en entendant deux personnes témoigner avant moi, je me suis rendu compte que les mêmes questions revenaient toujours sur le tapis. Je me souviens d'avoir participé, à Montréal, au début des années 60, à une conférence sur un sujet semblable où nous avons essayé d'attirer l'attention sur cette question.

Je représente la *Canadian Association of Young Children*. Cet organisme vise à défendre les intérêts des enfants canadiens. Il s'agit d'une association nationale qui compte des membres dans les diverses régions du pays et notre conseil d'administration compte des représentants de chacune des provinces.

Je suis venue ici aujourd'hui pour répéter un certain nombre de choses qui figuraient dans le rapport Cooke et pour insister de nouveau sur la nécessité d'assurer davantage de services de garderie pour les enfants de tous âges, normaux et handicapés. Mon principal objectif est de défendre les intérêts des jeunes enfants et de faire valoir la nécessité de leur donner des soins de qualité et les torts que nous risquons de leur causer si nous négligeons la question de la qualité. Nous devons faire comprendre au gouvernement qu'il est peut-être commode, du point de vue politique, de recourir à des expédients pour résoudre des problèmes, mais que c'est inacceptable si l'on tient compte des conséquences à long terme que cela peut avoir sur le développement de nos jeunes enfants.

Tout d'abord, il nous semble très important de prendre conscience des changements survenus dans la famille et dans la société. Nous ne considérons plus la famille comme la seule composante de notre société. Comme d'autres l'ont dit avant moi, il faut tenir compte du fait qu'un grand nombre de parents célibataires sont seuls pour élever leurs enfants.

Il faut également tenir compte des changements survenus dans la structure du marché du travail. On en a également parlé, mais je pense utile de souligner que le marché du travail est maintenant composé d'un nombre de plus en plus grand de femmes. Cela veut dire aussi qu'une femme qui doit abandonner son emploi pour s'occuper de ses enfants voit ses possibilités de carrière limitées ou détruites. Pour ces deux raisons, nous devons songer sérieusement à apporter des changements en ce qui concerne les services de garderie.

À notre avis, il faut offrir aux parents le choix entre une vaste gamme de services. Chaque type de service doit favoriser le développement des enfants, mais en même temps, les parents doivent avoir la possibilité de choisir entre diverses solutions. C'est nécessaire non seulement parce que l'infrastructure est très différente d'une province à l'autre, mais aussi parce que les besoins sont différents d'une famille à l'autre ou d'un enfant à l'autre.

Pour le moment, l'important est de savoir non pas qui garde l'enfant, mais comment il est gardé. Je serais d'accord avec les témoins qui m'ont précédée pour dire qu'aucune des études

[Text]

indicate that either private or non-profit organizations have any value except for what they are. Each is its own component. Some offer good care, some offer poor care, and some offer mediocre care. But we really feel parents should be able to leave their child or children with confidence; with the knowledge that they can be sure their child is going to have adequate care.

My experience has been in day care. I am one of the people who have been talked about as odd enough to stay in the field of day care even though the pay is so poor. And my experience as a director of a co-operative and a consultant in the field of day care has made me very aware that parents do not always know what to look for when they are looking for quality. This is not because parents are ignorant. It is not because they are not concerned. It is because it is a very complex issue. One cannot go in and evaluate a day care centre or an after care program or a program for handicapped children and make quick decisions on whether it is good or it is poor.

• 1115

If we can help parents know what it is that they value in life, what it is they are looking for, then they will have some indication, when they have an option, which options they would like to go for. For most, unfortunately, there are no options. One of the things that we have begun to find in various research projects that have been undertaken is that quite often parents dare not inquire too far because they are afraid of knowing that perhaps what they have to choose is not going to be adequate care.

Day care and all child care, we feel, should be a social service for working and non-working parents. I highlight non-working parents because we feel there are many times that parents who are undergoing perhaps health problems, undergoing stress problems, or having to deal with handicapped children, need the support of society. At the same time, we stress that that care should be of high quality and meet all the needs of the children.

We have heard from previous speakers how difficult it is to make an ideal situation, but as an association with interests across Canada we feel that one of the things the federal government could do is to support, initiate, implement the whole licensing and inspection area. At the moment, we feel licensing and inspection are quite poorly controlled, that most of centres are inadequately inspected. We find that too often the people who are assigned the role of inspector have no real background in the field they are inspecting and have no real idea of some of the intrinsic qualities that one should be caring about when looking at care for children.

The other issue we feel very strongly about is that when problems are identified, and often these can be quite serious problems, nothing is done. We have found that quite often an inspection is made after complaints have been made by parents and it can be said yes, this is a problem. But there seems to be no follow-up at all. Sometimes—and this has been the case in one occasion that I can identify—the owner of the day care centre was found to be physically abusing the children. The

[Translation]

entreprises n'a permis d'établir si les services privés sont meilleurs que les garderies sans but lucratif ou vice versa. Chacun a ses particularités propres. Certains services sont bons, d'autres médiocres. Nous sommes néanmoins convaincus que les parents devraient pouvoir confier leurs enfants à des personnes en qui ils ont confiance, en étant sûrs qu'ils seront bien soignés.

J'ai travaillé dans le secteur des garderies. Je suis une de ces personnes dont on a dit qu'elles étaient suffisamment farfelues pour exercer une profession aussi mal rémunérée. À titre de directrice d'une coopérative et de conseillère dans le domaine de la garde d'enfants, j'ai pu constater que les parents n'étaient pas toujours en mesure de juger de la qualité des services. Ce n'est pas par ignorance ou par manque d'intérêt. C'est parce qu'il s'agit d'une question très complexe. Vous ne pouvez pas, d'un seul coup d'oeil, juger si une garderie ou un programme pour les enfants handicapés est bon ou mauvais.

Si nous aidons les parents à déterminer quelles sont les valeurs auxquelles ils attachent de l'importance, ce qu'ils cherchent exactement, ils sauront quelle solution choisir lorsqu'ils auront le choix. Malheureusement, la plupart d'entre eux n'ont aucun choix. Les divers projets de recherche que nous avons entrepris nous ont notamment permis de voir que, souvent, les parents n'osent pas trop se renseigner de peur d'apprendre que la solution qu'ils doivent choisir n'est pas satisfaisante.

À notre avis, les services de garderie et de garde d'enfants en général devraient être considérés comme un service social pour les parents qui travaillent ou qui ne travaillent pas. Je parle des parents qui ne travaillent pas, car il arrive souvent que les parents qui connaissent des problèmes de santé, de stress, ou qui doivent s'occuper d'enfants handicapés, aient besoin de l'aide de la société. En même temps, nous insistons sur le fait que les soins doivent être d'excellente qualité et répondre à tous les besoins des enfants.

D'autres témoins ont dit combien il était difficile de parvenir à une situation idéale, mais notre association, qui a des ramifications aux quatre coins du pays, estime que le gouvernement fédéral pourrait notamment faire quelque chose en ce qui concerne l'octroi des permis et les inspections. À l'heure actuelle, nous estimons que le contrôle n'est pas suffisant dans ces domaines et que la plupart des garderies sont insuffisamment inspectées. Bien souvent, les inspecteurs ne possèdent pas de connaissances dans le domaine où ils font leurs inspections et ignorent quelles doivent être les qualités intrinsèques des services de garderie.

Une autre chose qui nous préoccupe sérieusement c'est que rien n'est fait pour résoudre les problèmes, souvent assez graves, qui sont décelés. Nous avons constaté que, lorsque les parents se plaignent, on procède souvent à une inspection qui confirme l'existence du problème. Néanmoins, il ne semble pas y avoir de suivi. Je me souviens d'un cas où l'on s'est aperçu que le propriétaire de la garderie maltraitait physiquement les enfants. Le centre a été fermé, mais cette personne en a ouvert

[Texte]

centre was closed down and he moved a few miles up the road and opened another centre. This is the kind of thing we feel cannot be condoned in a country such as Canada, in fact nowhere in the world.

I mention three things that again we find has been documented as having an implication for quality care. One is the stability of care. The second is the size of the group of the unit. And the third is the child care ratio of qualified staff to children.

All these things have been found to have a pernicious effect on children in full-time care. Research has found that they develop low attention span, behaviour deviations, hyperactivity, introverted personalities, and we feel that we cannot look at what we are offering our children without taking into consideration the long-term effects of what this is doing to our children.

• 1120

This is not to say—and I would like to emphasize it—that the majority of care being given to our children is having this detrimental effect. But we do feel licensing legislation and inspection should be there to control some of the worst possible circumstances.

We are particularly concerned about the increasing incidents of sexual and physical abuse of young children. Only a few cases have actually come to court, but I think they may be an indication of some of the things we are closing our eyes to at this particular time.

I would like to emphasize what the two people before me have stressed, and that is the need for a national approach to training programs for staff working with young children. The surveys we have done on our association have found that there are tremendous differences in how a program is organized, the length of the program, the responsibilities undertaken in that training program. We question why there are such differences in the standards for the training programs.

We endorse that government really approach the issue of education by supporting both college and university programs in this area.

This must also be supported—and I feel as if I am repeating the two previous presenters—by an adequate salary structure. The minimum wage for most of the people working in day care is really outrageous. As a person who was also teaching in a college for early childhood trainees, I was appalled to find what my students were expected to work for when they got out into the field. When you compare it with other similar programs in the field, such as social work, you realize how little recompense early-childhood day care people get for this.

We feel also the federal government could initiate and support a central unit to disseminate information and collect data regarding the ongoing programs. This would include the value of some of the programs, to let other people see what is needed in this area.

[Traduction]

un autre à quelques milles de distance. Nous ne pouvons pas accepter ce genre de chose dans un pays comme le Canada, ni nulle part ailleurs.

Trois facteurs ont des conséquences certaines sur la qualité des soins. Le premier est la stabilité des soins. Le deuxième est la taille du groupe. Et le troisième est le nombre d'employés qualifiés par enfant.

Les études ont permis de constater que si ces choses laissaient à désirer, cela avait des conséquences nuisibles pour les enfants gardés à plein temps. Leur capacité d'attention est réduite, ils présentent des troubles de comportement, ils sont hyperactifs, introvertis, et nous estimons indispensable de tenir compte des conséquences à long terme que ce genre de facteurs risquent d'avoir pour nos enfants.

Cela ne veut pas dire, et j'insiste là-dessus, que la majorité des services dispensés à nos enfants ont cet effet nuisible. Nous estimons toutefois que l'octroi des permis et les inspections devraient permettre d'éviter certaines situations extrêmes.

L'augmentation du nombre de jeunes enfants victimes d'abus sexuels et de mauvais traitements nous inquiète particulièrement. Quelques cas seulement ont fait l'objet d'une action en justice, mais c'est là un des exemples du genre de choses sur lesquelles nous fermons les yeux.

Comme deux personnes l'ont déjà fait avant moi, j'insiste sur la nécessité de coordonner, à l'échelle nationale, les programmes de formation pour les personnes qui travaillent auprès des jeunes enfants. Les enquêtes que notre association a réalisées nous ont permis de constater d'énormes différences en ce qui concerne l'organisation des programmes, leur durée et leur contenu. Nous nous demandons pourquoi les normes varient tellement d'un programme à l'autre.

Nous souhaitons également que le gouvernement soutienne à la fois les programmes du niveau collégial et ceux du niveau universitaire.

Comme l'ont dit également les deux autres témoins, cela doit s'accompagner de salaires suffisants. Il est absolument scandaleux de payer au salaire minimum la plupart des employés des garderies. J'ai enseigné dans un collège qui préparait au diplôme en éducation des jeunes enfants et j'ai été sidérée de voir quel salaire on offrait à mes élèves lorsqu'ils entraient sur le marché du travail. Si vous le comparez avec les salaires d'autres professions du même genre, comme le travail social, vous voyez à quel point le personnel des garderies est mal rémunéré.

Nous estimons également que le gouvernement fédéral pourrait mettre en place un service centralisé chargé de diffuser des renseignements et de recueillir des données au sujet des programmes offerts. Il renseignerait notamment sur la qualité de certains services et permettrait aussi de voir quels sont les besoins dans ce domaine.

[Text]

We feel the government—and I am saying this with very much emotional feeling—has really neglected to consult professionals in the field in the past 20 years. We feel people who have front-line experience have been ignored in their attempts to get political recognition.

I was interested in Sheila Copps' suggestion that people, and especially women in organizations, should get more politically active. We have found that no matter how many numerous times we went to Ottawa, we were sloughed off as another woman's group who had nothing better to do with their time than dribble around and make problems for themselves. In fact, at the last Ottawa meeting I attended I was even told by one of the Members of Parliament that perhaps a woman's place is in the home and that is where we should be considering putting our efforts.

An hon. member: Which one?

Mr. Nicholson: It was not one on this committee, I hope?

Dr. Cleave-Hogg: No, it was not on this committee.

There are two areas we feel are beginning to become a matter of concern for the people using them. One is in the area of infant care. More and more research is beginning to show that unless this infant care is quality care, we are indeed damaging our children. This means we must have adequate staff, adequate ratios, adequate environment, and adequate parent co-operation so that the parents understand what is happening to their children and what they can do to co-operate with the staff in the centre.

I have brought a journal with me, because this offers you an overview of much of the research that is being done in Canada—and some of it in the United States, I must admit. I hope you will find time to read some of this, because I think it is very pertinent to what we have to say here.

• 1125

The research to date has found that such things as aggression, less cooperation, frustration have all had an impact on children who are put into day care centres before their first birthday.

The problem with such research is that we have to look at the long-term results and this takes a lot of funding and a lot of support from various government agencies. Something that has been quite lacking from our Canadian government to date.

The other area that we really feel could be given far more attention is home day care. It is an area which is beginning to receive more attention, certainly after the Dr. Laura Johnson report on what is happening to people who use home day care, has made us feel that perhaps we should be looking at this more carefully.

There is a need for licensing of home day care. There is a need for inspection of home day care, and there is a need for training programs for these care givers.

[Translation]

D'autre part, nous estimons, et personnellement j'en suis intimement convaincue, que le gouvernement a vraiment négligé de consulter les professionnels de ce secteur, depuis 20 ans. Les personnes qui savent exactement de quoi elles parlent n'ont pas réussi à se faire entendre sur la scène politique.

Sheila Copps a dit que les gens, et surtout les femmes qui font partie des diverses organisations, devraient jouer un rôle plus actif sur la scène politique. Néanmoins, nous avons eu beau venir très souvent à Ottawa, nous avons été traitées comme un groupe de femmes qui n'avaient rien de mieux à faire qu'à s'inventer des problèmes. À la dernière réunion à laquelle j'ai participé, à Ottawa, un député m'a même dit que la place des femmes était à la maison et que c'est là que nous devons plutôt utiliser notre énergie.

Une voix: Quel député?

M. Nicholson: Pas un des membres du Comité, j'espère?

Mme Cleave-Hogg: Non, ce n'était pas un des membres du Comité.

Il y a deux domaines dans lesquels les parents commencent à s'inquiéter. Il s'agit d'abord des soins aux enfants en bas âge. Les études font de plus en plus ressortir que si ces soins ne sont pas de qualité, cela fait du tort à nos enfants. Autrement dit, il nous faut un personnel qualifié et en nombre suffisant, des locaux adéquats et une bonne coopération de la part des parents pour que ces derniers comprennent ce qui se passe et puissent coopérer avec le personnel du centre.

J'ai apporté avec moi un journal qui vous donnera un aperçu général de la recherche entreprise au Canada ainsi qu'aux États-Unis. J'espère que vous trouverez le temps de le lire, car cela se rapporte directement à mes propos.

Les recherches réalisées jusqu'ici ont démontré que certains facteurs tels l'agressivité, le manque de coopération et les sentiments de frustration ont des répercussions sur le développement des enfants qui sont placés dans des garderies avant leur premier anniversaire.

Le problème, c'est que nous devons examiner les résultats à long terme, ce qui nécessite beaucoup d'argent et beaucoup d'appui de la part des différents organismes gouvernementaux. C'est une chose que nous n'avons guère obtenue du gouvernement canadien jusqu'ici.

D'autre part, il faudrait faire beaucoup plus dans le domaine de la garde d'enfants à domicile. Ce secteur commence à faire l'objet d'une plus grande attention, en tout cas depuis que le rapport du Dr Laura Johnson sur la question nous a fait comprendre la nécessité d'étudier le problème de plus près.

Il faut délivrer des permis aux gardiennes à domicile. Il faut les soumettre à des inspections et établir des programmes de formation à leur intention.

[Texte]

Again, I have been involved in such a program here in Ontario, and I have been impressed by the concern and the enthusiasm of these home care givers and their gratefulness for anything that the colleges could offer them in the way of training and help. So I think it is an untapped resource which should be supported, again, by government support.

Lastly, I would like to make a few very broad recommendations.

The federal government should take a far more active role by recognizing social changes in child care patterns; by supporting ongoing, volunteer groups who are doing tremendous work in some areas and are working diligently to upgrade the quality of child care. Too often these are parent groups or groups of concerned citizens in a particular area who are really needing some support but getting very little.

We feel the federal government should begin to enact legislation to regulate, on a global basis, some standards for day care centres, for after-care centres and for centres for handicapped children.

That the government could promote the ideals of child care by disseminating information through a central agency or organization.

We feel that the federal government should start putting teeth into the law enforcement related to proven child abuse cases.

We feel, lastly, the government could do a lot more in supporting research in Canada so that we do not have to keep relying on the information from other countries.

Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. We would be very pleased to receive a copy of that journal and we thank you for some of the material that you have already forwarded to the committee for our benefit.

We have a couple of minutes left. Mr. Belsher, did you have a comment or question?

Mr. Belsher: Yes. I was interested in your remark about the licensing of day care; that it should be a federal responsibility. Have you discussed that with any provincial people?

Dr. Cleave-Hogg: Yes.

Mr. Belsher: Under the BNA Act, that sort of a licensing is a provincial responsibility, and not a federal one. This has come up in other areas of the country as we have been going. What was their reaction when you suggested that to the provincial people?

Dr. Cleave-Hogg: First of all, the general defensive reaction is that, well, it is okay for such and such a province but it is not going to be okay for us because we are quite different and we are unique as a province or as a territory, and we have our own problems.

[Traduction]

J'ai participé à ce genre de programme en Ontario et j'ai été vivement impressionnée par l'intérêt et l'enthousiasme dont ces personnes faisaient preuve et la reconnaissance qu'elles témoignaient aux collègues pour la formation et l'aide qu'ils pouvaient leur donner. Il s'agit là d'un réservoir de ressources encore inexploitées auquel le gouvernement devrait accorder son aide.

Enfin, je voudrais faire quelques recommandations de portée très générale.

Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle beaucoup plus actif en reconnaissant que les besoins ont évolué en fonction des changements sociaux, en appuyant les groupes de bénévoles qui effectuent un travail considérable dans certains domaines et qui s'efforcent d'améliorer la qualité des services de garderie. Trop souvent, il s'agit de groupes de parents ou de citoyens intéressés qui auraient vraiment besoin d'aide, mais qui n'en obtiennent pas beaucoup.

Le gouvernement devrait commencer à légiférer de façon à établir des normes pour les garderies et les centres à l'intention des enfants handicapés.

Le gouvernement devrait favoriser l'établissement de normes idéales en diffusant des renseignements par l'entremise d'un organisme central.

Le gouvernement fédéral devrait commencer à faire appliquer la loi de façon plus stricte dans le cas d'enfants maltraités.

Enfin, le gouvernement pourrait soutenir beaucoup plus la recherche afin que nous ne soyons pas obligés de nous fier aux renseignements provenant d'autres pays.

Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Nous aimerions beaucoup obtenir un exemplaire de ce journal et nous vous remercions des documents que vous nous avez déjà fait parvenir.

Il nous reste une ou deux minutes. Monsieur Belsher, voulez-vous faire un commentaire ou poser une question?

M. Belsher: Oui. J'ai écouté avec intérêt ce que vous avez dit à propos de l'octroi des permis; cela devrait être du ressort du gouvernement fédéral. En avez-vous discuté avec des représentants du gouvernement provincial?

Mme Cleave-Hogg: Oui.

M. Belsher: Aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, l'octroi des permis est du ressort du gouvernement provincial. La question a été soulevée dans d'autres pays où nous sommes allés. Comment les autorités provinciales ont-elles réagi lorsque vous avez parlé de cela?

Mme Cleave-Hogg: Tout d'abord, les gens commencent par dire que c'est très bien pour telle ou telle province, mais pas pour la leur, car elle est différente et particulière et qu'elle a ses problèmes propres.

[Text]

When we discuss this further, we try to convey that even if we are just talking, to start with, about minimum standards, we can look forward to something that we can call a Canadian standard. I think this came up in the International Year of the Child, when we began to look at what was really happening to our children in Canada. Can we go on having the excuse that it is okay for such and such a province to have very low standards because that is the way they are? Perhaps we have to co-operate a lot more and share a lot more in terms of what we are doing and where we are going. Let the federal government give an umbrella statement of what they feel these standards should be, and let the provincial governments improve on that.

• 1130

Mr. Belsher: Early in your presentation you mentioned about helping parents to value what their responsibilities are. How does the government go about trying to get that sort of message across, because governments do not do a very good job of getting their message out?

Dr. Cleave-Hogg: I think I would like to see a lot more support for what I am going to call voluntary associations. Obviously, our own association comes to mind but I can think of several, such as parent pre-school associations, the various local day care associations, the local parent groups that are working toward after care programs.

I feel that if somehow we could get the government to recognize that these volunteer groups occasionally need support to disseminate information, that would be of great assistance. If you are working with a group of people who cannot provide the funds to do a lot of printing, a lot of mailing, those kinds of things, then you are really handicapped and cannot get the message across. I feel we are not using the resources that are already there.

Mr. Belsher: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mr. Belsher. Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: I think this has been really helpful in trying to clarify a bit more of the federal role. If you have any more ideas, I think it would be good to feed them to the committee. But what I hear you saying is really that the federal government, even though the development of child care services and the supervision and implementation of standards is a provincial jurisdiction, the federal government really should be doing much more in the way of information, sort of an advocacy role, public education, research and development, I think you mentioned. I am just wondering also if we look at the fact that the UN has established a children's bill of rights, or charter of rights, whichever it is called, I wonder if the committee also should start looking at that from the point of view of our responsibilities. We, as a country, have agreed to the UN standards so I wonder if we should start looking at that as a federal responsibility and tying it in to some of the things that you are saying.

Also, the first point that you raised. I did not quite get it written down here, but your first recommendation: "The

[Translation]

Lorsque nous poussons plus loin la discussion, nous essayons de faire comprendre aux gens que même si, pour commencer, nous parlons seulement d'instaurer des normes nationales, nous pourrions en visager d'établir des normes nationales. Le sujet est venu sur le tapis au cours de l'Année internationale de l'enfant, lorsque nous avons commencé à nous interroger sur la situation des enfants au Canada. Pouvons-nous continuer à accepter que les normes soient très faibles dans certaines provinces sous prétexte que les choses sont ainsi et pas autrement? Peut-être devons-nous coopérer et partager beaucoup plus. Le gouvernement fédéral devrait dire quelles doivent être ces normes et les gouvernements provinciaux devraient apporter des améliorations en conséquence.

M. Belsher: Au début de votre exposé, vous avez parlé d'aider les parents à prendre conscience de leurs responsabilités. Comment le gouvernement peut-il le faire étant donné qu'en général, les pouvoirs publics ne réussissent pas très bien à transmettre ce genre de message?

Mme Cleave-Hogg: Je pense qu'il faudrait aider beaucoup plus ce que j'appellerais les associations bénévoles. Je pense évidemment à notre propre association, mais il y en a plusieurs autres, telles que les associations de parents d'enfants d'âge préscolaire, diverses associations de garderies locales, des groupes locaux de parents qui s'intéressent aux programmes de garderie.

Si nous parvenions à faire comprendre au gouvernement que ces groupes de bénévoles ont besoin d'aide pour diffuser de l'information, ce serait une très bonne chose. Si vous travaillez avec un groupe qui n'a pas les moyens de payer des frais d'impression, d'expédition ou autres, vous êtes vraiment handicapés et vous ne pouvez pas diffuser votre message. Je pense que nous n'utilisons pas suffisamment les ressources dont nous disposons déjà.

M. Belsher: Merci.

La présidente: Merci, monsieur Belsher. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Cet exposé nous a vraiment permis d'y voir plus clair quant au rôle du gouvernement fédéral. Si vous avez d'autres suggestions, il serait bon que vous nous les fassiez. En fait, je vous ai entendu dire que, même si le développement des services de garderie, la supervision et l'établissement des normes étaient du ressort des provinces, le gouvernement fédéral devrait faire beaucoup plus sur le plan de l'information, en défendant les intérêts des familles, en éduquant le public et en finançant la recherche comme vous l'avez dit, je pense. Les Nations Unies ayant établi une déclaration des droits des enfants ou une charte des droits, si vous préférez, je me demande simplement si le Comité ne devrait pas commencer à examiner ses responsabilités de ce côté-là. Notre pays a souscrit aux normes des Nations Unies et je me demande donc si nous ne devrions pas considérer qu'il s'agit là d'une responsabilité fédérale et en tenir compte pour réaliser certaines des choses que vous avez mentionnées.

D'autre part, pour ce qui est de la première question que vous avez soulevée, je ne l'ai pas prise en note, mais votre

[Texte]

federal government should have a more active federal role in recognizing . . . ' I missed it and I think it was very important.

Dr. Cleave-Hogg: Social changes. Again, we feel it is about time that women were recognized as having a function in our society that is more than something second class or second rate. Obviously, I am talking to someone who feels this way also.

I think it is important that groups such as ours, and I must admit it is a predominantly female group, do not go to Ottawa and take the trouble to come from every province at our own expense to be just faked off at the Ottawa level by a sort of nod of the head and a there, there, perhaps some day we might listen to you.

Ms Mitchell: Yes.

Dr. Cleave-Hogg: I think these kinds of things are really important.

Ms Mitchell: I know exactly what you are saying and I cannot help but think this morning of the experience we had when we studied battered wives. That was an issue that was trivialized at first when some of the male members in the House laughed. I am sure the gentlemen here would not have if they had been there. But there was no question that the outcry from people right across the country, and particularly from voters in the constituency of every MP, was so strong that they would not dare laugh again at the question of battered wives. Well, we have to get that same kind of response somehow for child care, hopefully in a more positive way.

I just have one last question. You talked about infant care, and I think we have a growing concern also for the under twos, in addition to making very, very sure that any group care has the kind of standards that you mention. But the other side of the coin is whether or not we should recommend some kind of economic alternative so that parents—probably in many cases the mother—have the choice to remain at home for those first two years as well.

• 1135

We have talked to some women who, when we have said, you have had a lot of stress and strain, and you cannot get proper babysitters, it is a tremendous job; if you had had the economic choice, would you have preferred to stay at home—and I am not for forcing women into the home as a philosophical point; we do not want to go backwards, but at the same time I think a number of those women have said they really would have preferred at least to have been home full-time for maybe the first year and perhaps part-time after that . . . I wondered if you had any thoughts on that alternative, provided it is a choice.

Dr. Cleave-Hogg: Yes, actually I was working in England at the time when this became a social service that was offered in England, and certainly a lot of parents opted for this option:

[Traduction]

première recommandation était la suivante: «Le gouvernement fédéral devrait jouer un rôle plus actif en prenant conscience . . . » J'ai manqué le reste, mais je pense que c'était très important.

Mme Cleave-Hogg: Des changements sociaux. A notre avis, il est grand temps de reconnaître que les femmes ne sont pas des citoyennes de deuxième classe. Je suis certaine que vous êtes aussi de cet avis.

Il est important que de groupes comme le nôtre, composé surtout de femmes, je le reconnais, ne se donnent pas la peine de venir à Ottawa, à leurs frais, pour se faire entendre dire qu'on acceptera peut-être un jour de les écouter.

Mme Mitchell: En effet.

Mme Cleave-Hogg: Ce sont des questions vraiment importantes.

Mme Mitchell: Je sais exactement de quoi vous parlez et je ne peux m'empêcher de repenser à notre étude sur les femmes battues. Au début, le problème a été pris à la légère et cela a fait rire certains députés du sexe masculin. Je suis sûre que les messieurs qui sont ici n'auraient pas ri s'ils avaient été là. Il ne fait néanmoins aucun doute que les protestations des citoyens de toutes les régions du pays et surtout des électeurs de chaque circonscription ont été si véhémentes que les députés n'ont plus osé rire devant le problème des femmes battues. Il faut maintenant obtenir le même genre de réaction pour les garderies, mais de façon plus positive, espérons-le.

J'ai une dernière question à poser. Vous avez parlé du cas des enfants en bas âge et je pense que l'on se préoccupe également de plus en plus des services assurés aux enfants de moins de deux ans. Il faut être absolument certain que toutes les garderies répondent aux normes dont vous parlez. Mais il s'agit de savoir si nous devons recommander ou non des solutions permettant aux parents, c'est-à-dire à la mère, dans la plupart des cas, de rester à la maison pendant les deux premières années.

Nous avons parlé à certaines femmes qui avaient eu beaucoup de difficultés et qui n'arrivaient pas à trouver de bonnes gardiennes et leur avons demandé si elles n'auraient pas préféré rester à la maison si elles en avaient eu la possibilité . . . je ne suis pas pour le retour des femmes à la maison; nous ne voulons pas retourner en arrière, mais je pense que plusieurs de ces femmes nous ont dit qu'elles auraient vraiment préféré rester à la maison à plein temps pendant la première année et ensuite, travailler peut-être à temps partiel . . . Je me demande si vous avez réfléchi à cette possibilité, étant bien entendu qu'il doit s'agir d'un choix.

Mme Cleave-Hogg: Oui, en fait, je travaillais en Angleterre quand ce service social a été offert là-bas et beaucoup de parents ont opté pour cette solution. Ils préféraient rester à la

[Text]

that they would prefer to stay home with their babies, providing they could be given adequate support.

Ms Mitchell: Have you any suggestions how that adequate support could be given; what is needed?

Dr. Cleave-Hogg: Financially? Yes. But I think also, in the situation we are in in Canada at the moment... adequate support so a woman does not feel if she gives up a year or two years she loses her career opportunities or her actual employment, which is what is happening at the moment. We are tied more and more into this lock that if actually we are on a career path of any kind, to take two years out means you no longer can go back into your job. So if we could find some way of, first, supporting financially the parent in the home, and secondly, ensuring that that person would not be giving up the rights... I am thinking of something like leave of absence for two years or something like the acknowledgement that the job will be there after the two-year period.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much for your presentation.

I would like to call forward the Day Care Advisory Committee of the Social Planning and Research Council of Hamilton and District.

Ms Trish Baynham (Day Care Advisory Committee of the Social Planning and Research Council of Hamilton and District): Good morning.

The Chairman: Welcome to the committee. I notice you have fairly extensive briefs here. When I chair I sometimes point out to people that the more time you spend summarizing or giving us your proposals or highlighting the more time is left for the members to ask questions. But please feel comfortable in doing whatever you like.

Ms Baynham: Thank you, and thank you for inviting us here today.

We do not have any intention of going through the briefs in any detail. I think what we would like to do today more than anything else is to indicate the activity that has taken place at the local level in Hamilton around this issue, outline the kinds of things we have recommended to our regional council, and then follow up with some recommendations to the task force itself.

The Day Care Advisory Committee is composed of consumers and providers of day care from both the non-profit and the for-profit sector. We were formed following a request from the regional social services committee to look into a number of different issues in the day care area. We had a mandate to study costs and per diem policies for day care, standards of care, and unmet need in the Hamilton community.

To date we have presented two reports to council. Those are what you have there. As I said, I will just highlight some of the recommendations that came from them.

Our first report, which we presented to council in January 1985, focused on the issue of the per diem rate to day care centres which is paid by the region for the care of subsidized

[Translation]

maison avec leurs bébés, à la condition d'obtenir une aide adéquate.

Mme Mitchell: Avez-vous des suggestions à faire quant à l'aide à accorder aux parents; de quoi ont-ils besoin?

Mme Cleave-Hogg: Une aide financière? Oui. Mais vu la situation actuelle au Canada... il faudrait accorder aux femmes une aide adéquate pour qu'elles n'aient pas l'impression de renoncer à leurs possibilités de carrière ou à leur emploi si elles l'abandonnent pendant un an ou deux, comme c'est le cas pour le moment. Nous sommes de plus en plus coincées et si nous poursuivons une carrière quelconque, nous ne pouvons plus retrouver notre emploi après deux ans d'absence. Par conséquent, si nous pouvions trouver un moyen d'aider financièrement le parent qui reste à la maison et ensuite, de faire en sorte que cette personne ne perde pas ses droits... Je pense à un congé de deux ans ou à une garantie quelconque qui lui permettra de retrouver son emploi à son retour.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Je demande au Comité consultatif sur les garderies du Conseil de planification et de recherches sociales du district de Hamilton de bien vouloir s'avancer.

Mme Trish Baynham (Comité consultatif sur les garderies du Conseil de planification et de recherches sociales du district de Hamilton): Bonjour.

La présidente: Bienvenue au Comité. Je remarque que vous avez des mémoires très épais. Lorsque je préside, je fais parfois remarquer aux gens que plus ils passent de temps à résumer, présenter ou souligner leur point de vue, moins il nous en reste pour poser des questions. Quoi qu'il en soit, faites comme vous le désirez.

Mme Baynham: Merci, et nous vous remercions de nous avoir invités ici aujourd'hui.

Nous n'avons pas l'intention de reprendre nos mémoires en détail. Nous voulons surtout parler des initiatives qui ont été prises au niveau local, à Hamilton, à ce sujet, exposer les recommandations que nous avons faites à notre conseil régional et faire ensuite certaines recommandations au groupe de travail.

Le Conseil consultatif sur les garderies est formé de consommateurs et de représentants de garderies sans but lucratif et à but lucratif. Nous avons formé ce comité lorsque le comité régional des services sociaux nous a demandé d'examiner plusieurs questions relatives aux garderies. Nous étions chargés d'examiner la question du coût et des tarifs, les normes de service et les besoins de la population de Hamilton.

Nous avons déjà présenté deux rapports au Conseil. Il s'agit des documents que vous avez là. Je le répète, je me contenterai de souligner certaines des recommandations que nous y avons faites.

Notre premier rapport, que nous avons présenté au Conseil en janvier 1985, portait sur le taux journalier que la région paie aux garderies pour les enfants subventionnés. Les gens se

[Texte]

children. There were perceived inequities between centres in the per diem rates they were granted. There was a long string of appeals yearly around the issue of the per diem rates from various centres in the community, and it was very clear to us that the financial viability of a centre is very much hinged on the per diem rate. So that kind of concern is what enabled us to focus on that as an issue.

• 1140

Per diems are calculated by dividing the total allowable budget of a day care centre by its total enrolled days. So any operating costs that are incurred in a centre dramatically affect what the per diem rate is. We studied a number of day care budgets and soon realized that about 75% to 85% of a budget is salaries. So any increase in salaries obviously affects the per diem rate considerably.

An issue that compounds that problem of centres perhaps wanting to improve their salaries by increasing their per diems is that fee-paying parents, by policy from the provincial government and followed through by the region, must pay at least the same as a per diem that is offered for subsidized care. So if you increase your salaries to staff and increase your per diems, you are effectively increasing your parent rate. So it is a built-in conflict that is very hard to get away from.

We believe strongly that if we are going to look at this issue our approach would be to develop what we termed a bench-mark per diem that we would recommend our region move towards, which was in fact an indication of true costs of operating. So we went about doing that, and we went through a line-by-line consideration of the budget items on the submission that is given to council when a centre yearly proposes what its per diem will be.

The details on how we arrived at the various ceilings in the budget is detailed in the report, and I will not go through those except to mention the salary level, which again is the critical item in many cases. We arrived at our bench-mark salary level by using the recommendations from the Association for Early Childhood Education for early childhood educators, which reflects the training and professionalism of the staff. Just so you know it is not away out of line, the recommended wage in our submission was \$19,496 for an ECE teacher.

The other items were determined in such a way as to ensure that they did not compromise the quality of centres, but when you look at it, I think you will see that they are in no way out of the way. They were based on the budgets that came to us and that we studied.

One other item we did include in our bench-mark per diem, which is frequently not included in day care budgets, is a cost for professional development for staff. We worked that out again based on attendance at one conference and one college evening course, and that worked out to be \$150 per full-time staff member.

Now, the implications of adopting this bench-mark that we proposed to council were clear to us, and we made every effort

[Traduction]

plaignaient que certaines garderies étaient défavorisées, à cet égard, par rapport aux autres. Les garderies protestaient, les unes après les autres, au sujet des taux journaliers et nous pouvions facilement nous rendre compte que la rentabilité financière d'un centre dépendait en grande partie de ce taux. C'est pour cette raison que nous nous sommes intéressés à la question.

Le taux journalier est calculé en divisant le budget total de la garderie par le nombre total de jours de fonctionnement. Par conséquent, le taux journalier dépend énormément des frais d'exploitation de la garderie. En étudiant le budget de plusieurs centres, nous nous sommes rendu compte que les salaires représentaient environ 75 p. 100 à 85 p. 100 du budget. Par conséquent, toute hausse de salaire influe énormément sur le taux journalier.

Les garderies peuvent difficilement augmenter le salaire de leurs employés en relevant leur taux journalier étant donné que la politique du gouvernement provincial que la région suit aussi, les oblige à exiger des parents qu'ils paient un montant au moins équivalent à la subvention. Par conséquent, si vous augmentez les salaires du personnel et votre taux journalier, vous augmentez aussi le tarif exigé des parents. Cela crée donc une impasse dont il est très difficile de se sortir.

Nous sommes convaincus qu'il faut établir un taux journalier qui tienne compte des frais d'exploitation réels. C'est donc ce que nous avons fait et nous avons examiné un par un chacun des postes du budget qu'une garderie doit remettre chaque année au Conseil en vue de l'établissement de son taux journalier.

Nous expliquons en détail dans le rapport comment nous avons établi les différents plafonds et je ne reviendrai pas là-dessus si ce n'est pour mentionner le taux de rémunération qui représente la principale dépense dans la plupart des cas. Nous avons fixé un salaire de référence pour les éducateurs de la petite enfance suivant les recommandations de l'«Association for Early Childhood Education», de façon à tenir compte de la formation et du professionnalisme des employés. Cela demeure raisonnable étant donné que nous avons recommandé un salaire de 19,496\$ pour un éducateur diplômé.

Les autres postes budgétaires ont été établis de façon à ne pas compromettre la qualité des services, mais si vous les examinez, vous constaterez que cela reste très raisonnable. Nous nous sommes basés sur les budgets que nous avons étudiés.

Nous avons également inclus dans notre taux de référence un poste budgétaire qui est souvent omis, à savoir le perfectionnement du personnel. Nous avons prévu la participation à une conférence et à un cours du soir dispensé par un collègue, ce qui donnait 150\$ par employé à plein temps.

Nous étions parfaitement conscients des conséquences de l'établissement de ce taux de référence et nous nous sommes

[Text]

to make the implications clear also to council. For example, the increased cost to the region of funding a higher per diem would likely lead to a decrease in the units of care our region could provide. This ultimately could result in waiting lists for subsidized care, and we are very aware of that. The second important implication again involves the effect it will have on the fee-paying parent. Our suggestion around those two issues was that our bench-mark per diem be phased in over a five-year period so the increments could be absorbed more slowly by both government and parents.

The social services committee and council both approved the recommendations in our report and they elected to adopt a five-year phase-in of our bench-mark per diem. That was in January 1985. Our second report addressed the implications of the new day care standards that came out in January 1985.

• 1145

We were asked to look at the impact on these new standards on the private sector and, as well, to look at the issue of eligibility for day care subsidy. We ended up with a number of recommendations, but I will highlight a few of those that are most pertinent.

First of all, we did look at the determining of eligibility for subsidy in our region. We recommended to council that they adopt a less restrictive approach on one item. We felt, in most cases, they were approaching eligibility in a satisfactory way.

There is one item that is termed "exempted income" that we felt our region was being a little more stringent on than it needed to be. It was less permissive than is allowed under provincial guidelines. The effect of that exempted income issue meant that the final available income figure that is eventually arrived at, and which does determine whether someone is eligible or not, was considerably affected by the policy in place.

When we compare our policy with other regions, we again were quite a bit more restrictive than others, so we recommended a change there.

Secondly, while we did endorse very strongly the revised day care standards that were put in place by the province, we did, at the same time, recognize that they do have financial implications for already stretched day care budgets. They have the potential also, and this was well documented among the people in our committee, to lead to increased infractions of the day care standards, just by virtue of the costs involved in implementing them.

So to address these concerns, we recommended that the region and the planning council request the province to direct increased resources to monitoring of day care standards.

Thirdly, we recommended that the region encourage centres to budget; to encourage centres to include in their budgets moneys for improved staffing which would allow for program planning, for professional development; and to allow for the

[Translation]

efforcés de les faire bien comprendre également au Conseil. Par exemple, si la région doit financer un taux plus élevé, cela entraînera probablement une diminution du nombre de places dans les garderies. Cela pourrait allonger les listes d'attente pour les places subventionnées et nous en sommes parfaitement conscients. Cela aura également des conséquences pour les parents qui paient. Nous avons suggéré d'établir notre taux de référence graduellement, sur une période de cinq ans, afin que le gouvernement et les parents puissent absorber plus facilement les augmentations.

Le comité et le conseil des services sociaux ont tous deux approuvé les recommandations contenues dans notre rapport et ont décidé d'appliquer notre taux journalier graduellement, sur une période de cinq ans. Cela remonte à janvier 1985. Notre deuxième rapport portait sur les nouvelles normes établies en janvier 1985 pour les garderies.

Nous avons été chargés d'examiner les conséquences que ces nouvelles normes auraient sur le secteur privé ainsi que les critères d'admissibilité pour la subvention. Nous avons présenté un certain nombre de recommandations, mais je parlerai seulement des principales.

Premièrement, nous avons étudié les critères adoptés pour déterminer l'admissibilité aux subventions, dans notre région. Nous avons recommandé au conseil de se montrer moins strict à propos d'un des critères, mais dans la plupart des cas nous estimons qu'il procédait de façon satisfaisante.

Notre région nous a paru un peu plus stricte qu'il n'était nécessaire en ce qui concerne le «revenu exempté». Elle se montrait moins tolérante que les lignes directrices du gouvernement provincial ne lui permettaient de l'être. La politique à cet égard modifiait, dans une large mesure, le revenu disponible final qui permettait d'établir si une personne avait droit ou non aux subventions.

Notre politique était également un peu plus restrictive que celle d'autres régions et nous avons donc recommandé un changement.

Deuxièmement, nous étions totalement en faveur des nouvelles normes instaurées par la province, mais en même temps nous estimions qu'elles auraient de lourdes conséquences financières pour les garderies dont le budget est déjà très serré. D'autre part, et les membres de notre comité l'ont démontré avec preuve à l'appui, elles risquent d'augmenter le nombre d'infractions aux normes, simplement parce qu'il coûterait trop cher de les appliquer.

Pour remédier à ces problèmes, nous avons donc recommandé que la région et le conseil de planification demandent à la province de consacrer davantage de ressources à la surveillance des normes relatives aux garderies.

Troisièmement, nous avons recommandé que la région incite les garderies à prévoir dans leur budget des fonds pour l'amélioration de la dotation en personnel qui couvriront la planification des programmes de perfectionnement de la main-

[Texte]

increased administrative tasks that are involved in the new standards.

We, once again, in the second submission, recommended the bench-mark per diem we had originally suggested as a way to help centres improve in those areas.

Finally, we recommended that in-service training be provided for teachers in the area of effective management of day care, which would include some emphasis on budgeting skills. Those are not typically areas that new graduates are skilled in.

Once again, the regional social services committee and council passed all the recommendations we put forward.

So even though the reports appear to be well received by council, very little change has occurred. Eligibility for subsidy was loosened in the fashion we had recommended. We are pleased about that. Therefore some people became eligible for subsidy who previously were not. But most of our other recommendations have not been put into effect, including, in our opinion the most important one, the bench-mark per diem.

This year, 1986, as in the past number of years, all centres, regardless of their budget submissions, regardless of their increased operating costs, were granted a 4% increase on their per diem. Thus, rather than allowing centres to move towards improving their salaries and improving their programs, this decision meant that in many cases centres can barely maintain the status quo.

An implication of this 4% increase is that centres, and I believe this is fairly standard, are being forced to charge their fee-paying parents a higher rate than the subsidy rate. So in effect now you have the fee-paying parents, as well as the teachers, subsidizing the day care system. We do not feel that is the way it ought to be.

As far as our recommendations to this committee, I think what we want to say clearly is that we have been working really hard to come up with local solutions. We have tried to deal with under-funding, accessibility, and affordability of service, and we, again, feel that our local government, at least in principle, is supporting us. Although we recognize that regional government also has to commit itself to this end with the show of dollars, the competing demands on the resources at the local level, as everywhere else, has impeded the financial show that we are looking for.

We then come up with three recommendations. The Day Care Advisory Committee, as a whole, feels comfortable in putting forward these recommendations.

The first is rather general but again, by realizing that the local initiatives and the local activity is critical, we do believe the federal government is looked to for leadership in this area. If there is a very loud and clear direction taken by the federal government, in a sense, that forces the hand of, or at least adds some clout to, what happens at the regional level. As I said, we

[Traduction]

d'oeuvre ainsi que les fonctions administratives supplémentaires que représente l'application des nouvelles normes.

Dans notre deuxième mémoire, nous avons de nouveau recommandé le taux de référence que nous avons proposé afin d'améliorer la situation de ce côté-là.

Enfin, nous avons recommandé d'assurer aux éducateurs une formation en cours d'emploi pour leur apprendre à bien gérer une garderie et établir un budget. Les nouveaux diplômés ne sont pas vraiment experts en la matière.

Le comité et le conseil des services sociaux ont, là encore, adopté toutes nos recommandations.

Même si le conseil semble avoir bien accueilli nos rapports, la situation n'a pas beaucoup évolué. Les critères d'admissibilité pour les subventions ont été relâchés suivant nos recommandations. Nous en sommes très satisfaits. Certaines personnes qui n'y avaient pas droit jusque là ont obtenu des subventions. Néanmoins, la plupart de nos autres recommandations n'ont pas été suivies, notamment celle qui concerne le taux de référence et que nous jugeons la plus importante.

Cette année, comme les années passées, toutes les garderies ont obtenu une hausse de tarif de 4 p. 100, quel que soit le budget qu'elles aient présenté ou l'augmentation de leurs frais de fonctionnement. Par conséquent, au lieu de permettre aux centres d'améliorer leurs salaires et leurs programmes, dans la plupart des cas, cette décision leur permet tout juste de maintenir les choses dans leur état actuel.

Cette hausse de 4 p. 100 oblige la plupart des garderies à faire payer aux parents non subventionnés un taux supérieur à la subvention. En fin de compte, ce sont les parents et les éducateurs qui subventionnent les garderies. Cela ne nous paraît pas normal.

Pour ce qui est des recommandations que nous adressons à votre Comité, nous tenons à bien vous faire comprendre que nous avons fait de gros efforts pour trouver des solutions locales. Nous avons essayé de remédier à l'insuffisance du financement, au problème de l'accessibilité et du coût des services et nous pensons que notre gouvernement local nous appuie, du moins en principe. Nous savons que le gouvernement régional doit également faire sa part en donnant de l'argent, mais comme partout ailleurs, il doit faire face à tellement d'exigences que son aide financière ne s'est toujours pas matérialisée.

Nous faisons donc trois recommandations. Le Comité consultatif sur les garderies n'éprouve aucune hésitation à les faire.

La première est de portée assez générale, mais comme nous considérons que l'initiative locale a un rôle crucial à jouer, nous estimons que le gouvernement fédéral devrait donner l'exemple. S'il s'oriente ouvertement dans cette voie, les autorités régionales se sentiront quasi obligées de suivre le

[Text]

have done our homework; we have tried to come up with reasonable solutions.

Our second recommendation involves, again, the federal government in its role in funding. We recommend that the government adopt a direct grant approach to the funding of day care. This would do a whole lot to keep day care affordable for fee paying parents; it would improve salaries and it would offset, at least to some extent, the financial burden that will be placed on municipalities if they do move towards a bench mark per diem as we have suggested.

Although centres would certainly have to be accountable for this money, I think it is probably quite safe to say that the market would take care of the allocation to some extent because both fees and salaries will have to be competitive for a centre to survive. So, we would certainly recommend some monitoring of that money, but feel it is probably, at least to some extent, taken care of.

The amount of that direct grant obviously is something that would have to be decided. I think most people are now looking in the range of \$10 per space per day directly to the centres—something in that neighbourhood.

Our third recommendation involves capital cost sharing. Under the Canada systems plan now, capital costs are not cost shared between the three levels of government. Including that in the cost sharing agreement, we feel, would go a long way towards the development of new programs, new centres, and expansion of existing centres, and we feel that money should be directed to the nonprofit sector.

The Chairman: Thank you very much. Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: Yes. I am all confused. You were talking about the per diem method of funding, and you have obviously done a lot of very excellent work here in your own community, and then you switch to sort of direct funding. I am a little confused about the difference. One of the concerns I have always had about per diem methods of funding is that it really does not cover the overhead. Especially when centres are developing, or when there is a high rate of unemployment and maybe parents pull their kids out for awhile; or when there is sickness, and all the spaces are not filled, it is pretty hard to pay for the salaries and the overhead. Can you clarify that? First you are talking about per diem and then you talked about direct grants?

Ms Baynham: Okay. Well the per diem, I think, is regardless of whether the direct granting went on. We envision the direct granting taking place for all day care spots, whether they are subsidized or not subsidized.

Ms Mitchell: And that is from the province, is it?

Ms Baynham: Well we see it being probably cost-shared again between the province and the federal government.

Ms Mitchell: So it is like the Canada Assistance Plan arrangements, only expanded.

[Translation]

mouvement. Je le répète, nous avons fait notre part; nous avons essayé de trouver des solutions raisonnables.

Notre deuxième recommandation porte sur le financement. Nous recommandons au gouvernement fédéral de subventionner directement les garderies. Cela contribuerait dans une large mesure à maintenir à un taux acceptable les tarifs exigés des parents. Cela permettrait d'augmenter les salaires et de compenser, du moins dans une certaine mesure, le fardeau financier que les municipalités devront assumer si elles adoptent le taux journalier que nous avons proposé.

Les garderies auraient certainement des comptes à rendre, mais nous pouvons sans doute dire que le marché se chargerait de la réglementation étant donné que la garderie devra offrir des tarifs et des salaires concurrentiels pour pouvoir survivre. Nous recommandons que l'utilisation de cet argent fasse l'objet d'un certain contrôle, mais nous estimons que ce contrôle se fera naturellement, du moins dans une certaine mesure.

Il faudra évidemment décider du montant de cette subvention directe. La plupart des gens envisagent un chiffre aux alentours de 10\$ par place et par jour.

Notre troisième recommandation porte sur le partage des dépenses d'immobilisation. Selon le Régime d'assistance publique au Canada, les trois niveaux de gouvernement ne se partagent pas ces dépenses. À notre avis, ce partage devrait permettre l'établissement de nouveaux programmes et de nouveaux centres, ainsi que l'agrandissement des garderies existantes et nous pensons que cet argent devrait être dirigé vers les garderies sans but lucratif.

La présidente: Merci beaucoup. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Je ne comprends plus très bien. Vous parlez de financement selon un taux journalier et vous avez, de toute évidence, réalisé un excellent travail à ce sujet, puis vous parlez d'un financement direct. Je ne comprends pas très bien la différence. J'ai toujours pensé qu'un financement selon un taux journalier ne couvrirait pas vraiment les frais généraux. Lorsqu'une garderie prend de l'expansion ou lorsqu'il y a un taux de chômage élevé et que les parents retirent leur enfant pendant quelque temps, ou encore, lorsque toutes les places ne sont pas occupées, en cas de maladie, il est difficile de payer les salaires et les frais généraux. Pouvez-vous nous donner des éclaircissements à ce sujet? Vous avez d'abord parlé de taux journalier et ensuite de subventions directes?

Mme Baynham: D'accord. Le taux journalier n'aurait rien à voir avec la subvention directe. Cette subvention directe s'appliquerait à toutes les places de garderie, qu'elles soient subventionnées ou non.

Mme Mitchell: Elle serait versée par la province, n'est-ce pas?

Mme Baynham: La province et le gouvernement fédéral se partageraient sans doute les frais.

Mme Mitchell: Par conséquent, cela reviendrait à élargir le Régime d'assistance publique du Canada.

[Texte]

Ms Baynham: Right, but the difference being that it is not connected to need of the individuals using the day care.

Ms Mitchell: I see, so it would take it out of the welfare system and make it more general?

Ms Baynham: I do not care where you take it from.

Ms Mitchell: Well we have to think about that though.

Ms Baynham: Yes, I realize that, yes. Then the per diem would happen as well, but at the local level, where subsidized children are paid for, if you like, by the region; that again is cost-shared. I see the centre being able to count on this, say, \$10 a day per space, to distribute partly towards increasing salaries, partly towards decreasing parent fees. The per diem that the regions then pay out would be at least slightly affected by that, because there is already that existing funding there. The money they then request from the region could be somewhat less.

• 1155

Ms Mitchell: I have another question that you did not bring up at all. Has your day care committee looked into any other forms of day care, particularly day care in the workplace? I remember meeting some women—I think they called themselves women in steel—a number of years ago who were working at Stelco, or trying to get into the non-traditional jobs again. I also talked to a woman who had worked there during the war time, when of course there was day care. Rosie the riveter was needed and very important, so the employer went all out to provide day care.

Is there much workplace day care in Hamilton—maybe we will hear from someone else, Madam Chairman, about this—for plants like the steel company? We have heard what kind of day care might be relevant.

Ms Baynham: In Hamilton there is workplace day care in two of our hospitals, at the university campus. Dofasco is at the stage of getting a workplace day care organized. I think that is all. It was not one of the things we are mandated to look at. We did look at unmet need in the community. We have not concluded that report yet. But it was not a specific item that we investigated.

Ms Mitchell: Thank you.

The Chairman: Thank you, Mrs. Mitchell. You mentioned a benchmark per diem, and you may have mentioned it before I returned to the room, so I apologize if you did. What figure were you looking at?

Ms Baynham: What we arrived at for a preschool rate was \$22.51 and the infant rate was \$28.09, I think. They are high but I think they are a very accurate reflection of the true cost of care. A lot of centres per diems are now up—sort of \$16, \$17—and that is with holding wages down.

The Chairman: You mention a direct grant from the federal government approach. By that did you mean direct dollars

[Traduction]

Mme Baynham: C'est exact, mais à cette différence près que les subventions ne tiendraient pas compte des besoins des personnes utilisant les services de la garderie.

Mme Mitchell: Je vois. Par conséquent, ce programme ne ferait plus partie du régime d'aide sociale et aurait une portée plus générale?

Mme Baynham: Cela n'a aucune importance, à mes yeux.

Mme Mitchell: C'est une chose à laquelle il faut penser.

Mme Baynham: Oui, je m'en rends bien compte. Le taux journalier s'appliquerait également, mais au niveau local où la région paie pour les enfants subventionnés. Là encore, les frais sont partagés. La garderie devrait pouvoir compter sur une subvention de, disons, 10\$ par place, qui servirait en partie à augmenter les salaires, et en partie à diminuer les tarifs payés par les parents. Le taux journalier que paieraient les régions pourrait légèrement baisser étant donné que cette source de financement existe déjà. Le montant demandé aux régions pourrait être légèrement inférieur.

Mme Mitchell: Je voudrais poser une autre question que vous n'avez pas du tout abordée. Votre comité a-t-il examiné d'autres types de garderies, particulièrement les garderies d'entreprise? Il y a quelques années, j'ai rencontré des femmes, et je pense qu'elles s'étaient donné le nom de dames d'acier, qui travaillaient à Stelco ou qui essayaient d'occuper des emplois jusque-là réservés aux hommes. J'ai également parlé à une femme qui avait travaillé là pendant la guerre, une époque où il y avait évidemment des garderies. Comme Rosie, la riveteuse, était indispensable, son employeur s'était donné la peine de lui offrir des services de garderie.

Y a-t-il beaucoup de garderies d'entreprise à Hamilton? Peut-être que quelqu'un d'autre pourrait nous dire ce qu'il en est dans les usines comme l'aciérie en question? On nous a parlé de différents types de garderies.

Mme Baynham: À Hamilton, il y a une garderie d'entreprise dans deux de nos hôpitaux, au campus universitaire. Dofasco est en train d'en établir une aussi. Je pense que c'est tout. Nous n'étions pas chargés d'étudier la question. Nous avons examiné les besoins de la population locale, mais nous n'avons pas encore terminé notre rapport à ce sujet. En tout cas, notre enquête ne portait pas sur cette question.

Mme Mitchell: Merci.

La présidente: Merci, madame Mitchell. Vous avez parlé d'un taux journalier et, excusez-moi si vous l'avez déjà dit avant que je revienne dans la salle, mais quel chiffre avez-vous envisagé?

Mme Baynham: Nous avons établi un taux de 22,51\$ pour les enfants d'âge préscolaire et de 28,09\$ pour les enfants en bas âge. Ce sont des taux élevés, mais je pense qu'ils reflètent fidèlement le coût réel des services. Un grand nombre de garderies ont actuellement des taux de 16\$ ou 17\$ qui les obligent à payer de faibles salaires.

La présidente: Vous avez parlé d'une subvention directe du gouvernement fédéral. Voulez-vous dire que le gouvernement

[Text]

from the federal government, bypassing the provincial and municipal governments, or directly to the day care operation?

Ms Baynham: Yes, directly to the operation. Whether it got funded through the province, I guess, is a logistical item, but not tied in any way to need or anything. It would just be a direct grant. It is already done, I believe, in Quebec, and maybe in one other province.

The Chairman: Fine. Thank you very much for your presentation today.

Our next group is the Niagara Children's Services Committee. The witness is Dr. Margaret Jordan, a professor at Brock University, representing the Day Nursery Sector of CSC, and Mrs. Denise Kelly, staff from the Niagara Children's Services Committee. I see you brought part of the Niagara Peninsula with you.

Dr. Margaret Jordan (Professor, Brock University (Representing Day Nurseries Sector CSC)): Yes. That was the idea. We had hoped you would come down to the peninsula, and since that was not the case, we brought part of the Niagara Peninsula to you. We also brought part of the Niagara Peninsula in the form of our Grimsby high school girls. So we feel well supported and we hope you will enjoy—

The Chairman: And seeing as how Grimsby is where I live, I was very pleased to be here today.

Dr. Jordan: They just had a blossom festival. I want to take you just briefly through this brief, beginning first of all with the blossoms. I noted in your article in the paper, Mr. Nicholson, that you were hoping that we could give Canadian kids a better deal and that is why we are here.

Now, it is our conviction that in today's world child care is not a replacement for families. Rather, it is a viable resource for support, and as such it needs to be designed to recognize the varied and changing needs of families. I think we have heard that over and over this morning: varied, changing, the family needs support.

• 1200

We are also convinced that with some effort from all of us, Canadian citizens are ready to support quality development of children and quality of the family. They just need some guidance and direction in that.

• 1205

Now I will briefly go through the brief and then invite you to ask any questions you would like.

The Niagara Children's Services Committee was founded in 1978 after two years of planning, and as such it is a planning and co-ordinating body concerned with children and families—in particular, those with special needs. It has representatives from all agencies involved with children, be they government, private sector or volunteer sector, and an effort has been made to get a consumer organization so we have a consumer

[Translation]

fédéral devrait subventionner les garderies directement, sans passer par le gouvernement provincial et municipal?

Mme Baynham: Oui, directement. Peut-être faudrait-il, pour des raisons pratiques, le faire par l'entremise de la province, mais ces subventions ne devraient pas être fonction des besoins ou de quoi que ce soit d'autre. Il devrait s'agir d'une subvention directe. Cela se fait déjà au Québec, je crois, et peut-être aussi dans une autre province.

La présidente: Très bien. Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Le groupe suivant est le Comité des services aux enfants de Niagara. Les témoins sont Margaret Jordan, professeur à l'Université Brock, qui représente le secteur des garderies, et Mme Denise Kelly, membre du Comité des services aux enfants de Niagara. Je vois que vous avez amené une partie de la péninsule de Niagara avec vous.

Margaret Jordan (professeur, Université Brock (représentant le secteur des garderies)): En effet. Nous espérons que vous viendriez dans notre péninsule, mais comme ce n'est pas le cas, nous avons amené à vous une partie de la péninsule de Niagara. Nous avons emmené avec nous des jeunes filles de l'école secondaire Grimsby. Ainsi, nous nous sentons bien appuyées et nous espérons que vous...

La présidente: Et comme je vis à Grimsby, je suis très contente d'être ici aujourd'hui.

Mme Jordan: Nous venons d'avoir un festival des fleurs. Je voudrais résumer brièvement ce mémoire, en commençant par les fleurs. J'ai remarqué dans votre article, monsieur Nicholson, que vous espériez améliorer le sort des enfants canadiens et c'est pourquoi nous sommes ici.

Nous sommes convaincues que, dans le monde d'aujourd'hui, les garderies ne peuvent pas vraiment remplacer la famille. Il s'agit plutôt d'un service de soutien qu'il faut donc transformer de façon à tenir compte de l'évolution des besoins des familles. Je pense qu'on a beaucoup parlé, ce matin, de la nécessité de modifier, de faire évoluer, les services d'aide à la famille.

Nous sommes également convaincues que les citoyens canadiens sont prêts à faire des efforts pour favoriser le développement harmonieux des enfants et de la famille. Ils ont seulement besoin qu'on les guide un peu dans cette voie.

Je voudrais maintenant résumer brièvement notre mémoire, après quoi je vous inviterais à me poser des questions.

Le Comité des services aux enfants du Niagara a été fondé en 1978, après deux années de planification. Il s'agit d'un organisme de planification et de coordination qui s'intéresse aux enfants et aux familles et surtout à ceux qui ont des besoins spéciaux. Il compte des représentants de tous les organismes qui s'intéressent aux enfants, tant dans le secteur public que dans le secteur privé et le secteur bénévole, et nous avons veillé à ce qu'une association de consommateurs se

[Texte]

perspective. We list their names so you can be aware that these people have had an opportunity to look at this brief.

The day nursery sector on page 3 is instituted to reflect broadly the child care needs of all children and their families. Again, we list the names and the groups they represent, so you can see that again we have made an effort to involve in our planning network all possible sources of child care.

Now, regarding the background we bring to this, I am not going to detail particular projects but I invite you to ask any questions. Our first publication in 1982 as a Day Nursery Sector was a needs assessment project. We have subsequently found reason to prepare some written brief every year.

In addition, under activities, we are a very practical networking group, so we have given advisory, planning and co-ordination time consultation to the local groups around trying to support getting particular kinds of projects and trying to develop a network of needs that represents this changing family so there is not one service that you can impose on everyone.

On page 7, we have our statements of principle, something like your United Nations Bill of Rights, much summarized. On page 8, we begin with statements of concern that there are many children in our region and across Canada for whom those rights and that dependency is not being attended to.

In the interest of time and to invite questions, I move right on to page 10 where we begin with some statements of solution. For us, a key document was *Child at Risk: A Report of the Standing Senate Committee on Health, Welfare and Science (1980)*—I imagine you are familiar with that—which convincingly demonstrated the importance of early life experience and its consequences for later life. It points out that governments in particular and society in general pay a very high financial cost for not ensuring that all children have the support they need during this critical stage.

Now, as for our statements of solution, we emphasize five of them. The first of them is the public commitment to a spectrum of child care needs. The second is changed funding arrangements. Second and third both deal with changed funding arrangements and recognizing the financial barriers that currently exist. The fourth is the need for improved care givers' salaries and working conditions.

I must disagree with one of the earlier presenters in terms of availability of educated child care providers. We have a college that graduates the ECEs. We have a university that gives a Bachelor's degree in child studies that enables people either to combine that with their ECE program or to go on to a BA or BEd degree. Many of these people are accepting low-paying jobs and cannot afford to move out of the parental home because of the salaries they are being paid. Also, most of these people work without contract, which means that if the

[Traduction]

joigne également à nous pour que nous ayons le point de vue des consommateurs. Nous avons indiqué leurs noms afin que vous sachiez que ces personnes ont eu l'occasion d'examiner ce mémoire.

Comme vous pouvez le lire à la page 3, le secteur des garderies s'intéresse aux besoins de tous les enfants et de leur famille. Là encore, nous avons indiqué le nom des intéressés et les groupes qu'ils représentent pour que vous puissiez voir que notre planification fait appel à toutes les sources de services de garde d'enfants.

Je ne vais pas parler en détail des projets sur lesquels s'appuie notre mémoire, mais je vous invite à poser des questions. Nous avons commencé par faire, en 1982, une évaluation des besoins. Nous avons ensuite jugé nécessaire de préparer des rapports chaque année.

Pour ce qui est de nos activités, étant donné notre sens pratique, nous avons assuré des services de consultation, de planification et de coordination aux groupes locaux pour les aider à lancer des projets et essayer d'établir un réseau de services tenant compte de l'évolution de la cellule familiale afin de ne pas imposer à tout le monde le même type de services.

À la page 7 figure notre énoncé de principe, une sorte de déclaration des droits, sous une forme résumée. À la page 8, nous faisons valoir que, dans notre région et dans l'ensemble du pays, il y a beaucoup d'enfants dont les droits ne sont pas respectés.

Pour gagner du temps et pour vous inciter à poser des questions, je passe directement à la page 10 où nous proposons quelque solutions. Nous considérons comme un document clé le rapport du Comité sénatorial permanent de la santé, du bien-être et des sciences, publié en 1980, qui s'intitule «L'enfant en péril». Vous le connaissez sans doute et ce rapport démontre de façon très convaincante l'importance et les conséquences des expériences de la première enfance. Il souligne qu'il revient très cher aux gouvernements et à la société de ne pas répondre aux besoins de tous les enfants pendant cette période critique.

Pour ce qui est des solutions, nous en proposons cinq en particulier. En premier lieu, le gouvernement doit répondre à toute une gamme de besoins. Deuxièmement, il faut modifier le mode de financement. La deuxième et la troisième solution proposent toutes deux de modifier le mode de financement et de tenir compte des obstacles financiers qui existent actuellement. La quatrième consiste à améliorer le salaire et les conditions de travail du personnel des garderies.

Je ne suis pas d'accord avec ce que l'un des témoins a dit tout à l'heure au sujet de la pénurie d'éducateurs diplômés. Nous avons un collège qui forme des éducateurs de la petite enfance. Nous avons une université qui décerne un baccalauréat dans ce domaine ce qui permet aux gens de combiner ces études avec leur programme d'éducation de la petite enfance ou avec un B.A. ou un baccalauréat en éducation. La plupart de ces diplômés acceptent des emplois mal payés et doivent vivre chez leurs parents parce que leur salaire est très bas. La plupart d'entre eux travaillent sans contrat ce qui veut dire

[Text]

attendance on that day is low they can be sent home without pay.

So it is not the kind of working conditions that I, as a professor, feel good about advising my students to pursue, and the issue is the rapid turn-over. After a few years, they decide there are other ways to like children.

• 1210

Our fifth issue is parental leave. We see as a cornerstone of child care also improved parental leave. And we mean parental leave for both mothers and fathers for a variety of needs: birth, adoption, serious illness—we do not like to talk about death of children, but it is there—or other deaths in the family. All of these issues are issues which cannot be farmed out to day care. They require family attention, and we as a nation need to support that family emotional-supportive group.

We ask that it be mothers and fathers. Indeed, I did not ask the committee, but my personal conviction is I would first load it onto getting fathers' opportunities up with mothers', and then increasing both, if we can, because it is my conviction that until we have fathers who know the nitty-gritty, day-to-day caretaking, they will not understand why it costs so much.

Towards a resolution of issues, 5.1 through 5.3 are basic, with the next ones, through 5.8, elaborations of those. We are putting ourselves out on a limb and suggesting a funding operation. For one thing, the per diem kinds of statement, in their many forms... and the benchmark per diem that was suggested the last time I really liked. But I think what in effect they are moving toward is a notion that there is a base rate that it costs effectively and efficiently to operate a particular kind of centre for a particular number of children.

The typical absentee rate may be as high as 10% to 15%. In fact, I think we are asked to build in a 15% absentee rate; because remember, these are children who get colds and chicken pox.

In some areas the absentee rate can be higher, depending on particular families' needs. It used to be set on attendance. Now it is based on enrolment. But in some areas it takes a while for enrolment to build; or as employment pictures change, the centre is still there and the costs and the salaries are still there. With the main cost being 75% to 80% salaries, there is a baseline funding that a particular organization needs. We are suggesting base funding for particular assistance, including, for instance, networks of in-home day care arrangements.

We are also suggesting the removal of direct up-front payments for child care by parents; that is, when they need the child care they use it. Instead, there should be a tax-back system, in which they declare that as income. We are not quite clear here—we need an economist to help us—but in effect it would be a tax-back system where as their income is declared,

[Translation]

qu'on peut les renvoyer chez eux sans salaire les jours où il n'y a pas beaucoup d'enfants.

Vu les conditions de travail, je peux difficilement orienter mes étudiants vers ce genre de carrière et le taux de roulement est nécessairement très élevé. Après quelque années, ils estiment qu'il y a d'autres façons de s'intéresser aux enfants.

La cinquième solution que nos proposons, c'est le congé parental. Il nous semble indispensable de l'améliorer. Nous entendons par là un congé accordé aussi bien à la mère qu'au père pour différents besoins: la naissance, l'adoption, une maladie grave, ou la mort d'un enfant, même si nous n'aimons pas en parler, ou un autre décès survenu dans la famille. Ce sont des problèmes que les garderies ne peuvent pas résoudre. En pareilles circonstances, les enfants ont besoin de leurs parents et notre société doit aider les parents à s'occuper de leurs enfants.

Nous demandons que ce congé soit accordé aussi bien aux mères qu'aux pères. Je n'ai pas posé la question au Comité, mais personnellement, je commencerais par donner aux pères les mêmes possibilités qu'aux mères et j'augmenterais ensuite les congés des deux, si possible, car tant que les pères n'auront pas l'habitude de s'occuper de leurs enfants, ils ne comprendront pas pourquoi cela coûte si cher.

Les points 5.1 à 5.3 énoncent des solutions pour résoudre ces problèmes et, jusqu'au point 5.8, nous fournissons des précisions concernant ces solutions. J'ai beaucoup apprécié les suggestions concernant les taux journaliers. Mais je pense que l'on s'oriente vers un taux de base établi en fonction de ce qu'il faut déboursier pour assurer la bonne marche d'une garderie accueillant un certain nombre d'enfants.

Le taux d'absences moyen peut atteindre 10 à 15 p. 100. En fait, je pense qu'on nous demande de nous baser sur un taux d'absences de 15 p. 100 car n'oubliez pas que ces enfants attrapent des rhumes et la varicelle.

Dans certaines régions, le taux d'absences est encore plus élevé, selon les besoins de la famille. Avant, le taux était établi en fonction du taux de fréquentation, mais maintenant il se base sur le nombre d'inscriptions. Néanmoins, dans certains secteurs, les garderies mettent un certain temps à élargir leur clientèle ou encore le taux de chômage augmente alors que le centre doit rester ouvert et qu'il doit continuer à payer ses frais généraux et le salaire de ses employés. Comme les salaires absorbent 75 à 80 p. 100 du budget, chaque garderie a besoin d'un financement de base. Nous proposons d'établir un financement de base pour certaines formes d'aide y compris, par exemple, les réseaux de services de garde d'enfants à domicile.

Nous suggérons également de ne plus faire payer les parents directement, c'est-à-dire lorsqu'ils recourent à des services de garderie. Il faudrait plutôt qu'ils déclarent ces services comme un revenu sur lequel ils seront imposés. Nous aurions besoin des lumières d'un économiste à ce propos, mais nous envisageons un système selon lequel ils seraient imposés sur le revenu

[Texte]

the amount they have paid is indeed proportional to what that family can contribute reasonably to its child rearing.

In that, we are recognizing that not all the costs of child care will be borne by young families. We think young families for many reasons are not prepared for the heavy costs of child care; are often willing to spread it out over more of their lives. So we are suggesting that indeed all of us in the age range of 18 to 55 consider ourselves to have an investment in children and that there be a child tax for all of us in that range to cover child care needs. We are suggesting that beyond age 55, as people anticipate fixed income and things, there maybe should be a weaning from child care responsibilities.

We also feel the existing financial needs-based subsidy for child care under the Canada Assistance Plan should be gradually replaced with a less discriminatory non-welfare-oriented kind of a system.

The others are elaborations, through 5.8; and 5.9 is again in relation to parental leave. Our position was that the Cooke task force on child care dealt with that quite extensively and had a number of very good suggestions which largely mesh with ours.

Section 6, which we call "In the Meantime", we recognize will take time. We also view it as a system that can be set up as a transition kind of a system. So in the meantime we are suggesting some band-aid or first-aid measures—among these, immediate incentives to increase supply, in particular use of approved in-home child care arrangements, where there are registries. Many parents who have the funds are frightened when they go to look for a day care centre, because they have the public newspapers to advertise in and only their own interviewing skills. They would gladly pay for a registry to give them some support and some in-service training with those registered in-home services. The in-home providers often lack the extra workshops, the first aid training and various workshops. They lack a back-up service, and they need some help with how to declare it on their income tax because they claim to have no expenses and I do not believe that.

• 1215

We prefer operating grants to bricks and mortar. Bricks and mortar make nice ribbon-cutting ceremonies but they cost a lot. There are many existing school spaces and there are companies that would provide space. Often space and equipment are things that you can get from the private and voluntary sector, but ongoing operating expenses are very difficult to get.

We recommend highlighting workplace day care and highlighting groups which have shown themselves to be resourceful, who have integrated with other community

[Traduction]

déclaré, ce qui leur permettrait de payer un montant proportionnel aux moyes financiers de la famille.

Cela revient à dire que les jeunes familles ne devraient pas assumer la totalité du coût des services de garde d'enfants. Nous pensons que, pour bien des raisons, les jeunes familles ne sont pas prêtes à faire face au coût élevé de ces services et qu'elles préféreraient souvent l'étaler sur une plus longue période. Nous proposons donc de considérer que les enfants représentent un investissement pour tous les Canadiens âgés de 18 à 55 ans et que ces deniers doivent payer un impôt pour couvrir les besoins des enfants. Au-delà de 55 ans, les gens s'approchent de la retraite où ils n'auront plus qu'un revenu fixe et il faudrait peut-être les dégager de ces responsabilités.

D'autre part, nous estimons que la subvention actuellement accordée dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, en fonction des besoins, devrait être remplacée graduellement par un mode de financement moins discriminatoire qui ne serait plus un programme d'assistance sociale.

Jusqu'au paragraphe 5.8, nous fournissons de pls amples précisions à ce sujet et le paragraphe 5.9 porte sur le congé parental. Nous estimons que le groupe d'étude Cooke sur la garde d'enfants en a beaucoup parlé et a présenté d'excellentes suggestions qui rejoignent en grande partie les ôtres.

A l'article 6 intitulé «En attendant», nous reconnaissons que ces changements prendront du temps. Nous faisons également valoir qu'on ne veut pas établir de système transitoire. Par conséquent, nous proposons de prendre, en attendant, des mesures de dépannage en prévoyant notamment des stimulants immédiats pour élargir les services de garde d'enfants et plus particulièrement les services à domicile agréés pour lesquels on établirait des registres. De nombreux parents qui ont les moyens de payer sont désespérés lorsqu'ils doivent trouver une garderie pour leurs enfants, quand ils peuvent seulement se fier aux annonces publicitaires des journaux et n'ont pas les moyens de juger de la qualité des services. Ils n'hésiteraient pas à payer un centre d'information qui les aiderait et les renseignerait sur la qualité des services de garde d'enfants à domicile. Les personnes qui gardent des enfants chez elles auraient besoin d'apprendre à donner les premiers soins et de participer à divers ateliers. Elles n'ont pas de services de soutien à leur disposition et elles auraient besoin d'aide pour remplir leur déclaration d'impôt, car elles ne déclarent aucune dépense alors qu'elles en ont certainement.

Nous préférons les subventions de fonctionnement à la construction de garderies. La construction de garderies fournit l'occasion d'organiser de belles cérémonies d'inauguration, mais cela coûte très cher. Il y a suffisamment de locaux libres dans les écoles et d'entreprises prêtes à en fournir également. Le secteur privé et le secteur bénévole sont souvent disposés à nous fournir des locaux et du matériel, mais il est beaucoup plus difficile d'obtenir de l'argent pour couvrir les frais d'exploitation.

Nous recommandons de mettre l'accent sur les garderies d'entreprise et les groupes qui ont fait preuve d'initiative, qui

[Text]

projects and who recognize the profile of a particular community and what its needs are.

So with that, I might also add that 12 years ago today I was in Queen's Park with a 10-day-old daughter signing a bill so that we could get funding for our co-op day care centre. So I invite you to ask me the very practical questions about how parent groups survive to trying to sort out with us what we have tackled as a funding issue.

The Chairman: Thank you very much for taking us so quickly through your report, leaving us time for questions.

Ms Mitchell: Well, that is quite a meaty set of recommendations. I am interested in the points you raised. You feel that Canadians are ready to support an expansion of child care but that they need guidance and direction. You also said that you feel a need for a public commitment to a spectrum of child care needs. Can you comment on these suggestions again? Regarding the whole area of public awareness, what can all of us do together?

Dr. Jordan: I would be glad to comment. First of all, I think there is a tendency to think of child care as meaning centre-based care for three- to five-year-olds, working moms or welfare cases. That is where first fundings of a province have often gone and there is certainly a need there, but people then have a tendency to say that should be funded in some other way and not by me.

We should make people aware of the broader spectrum, for instance, of the relatively inexpensive and very needy use of schools for lunch and after school programs as Peel announced. We have a few pilot projects underway now. Many parents will say that mom should be home for the first two years, but let us face the realities of life: she will be without children for over half her adult life, and increasingly our whole system recognizes that at least when children are in school both parents have other life needs and so they are willing to fund that.

We are finding a surprising amount of support from grandparents in our region. They say that sexism ends when a father has a daughter, and when that daughter grows up and wants a job and she has a child then grandfather gets very concerned about how that grandchild is going to be cared for, and so we have found grandparent power there to be tapped. I was surprised; I thought they were saving for their old age, but they are concerned about their grandchildren. They are also concerned that their children are living in a different framework than they were and they know how much; they know about the uncertainty of employment. They know that you can no longer guarantee a male breadwinner and a mother at home for five years.

So families are very often working simply to guarantee a job slot. It is not the income. Is there a job slot for somebody there? So I think grandparent power is there to be captured. I also often think of announcing projects and showing that they

[Translation]

se sont intégrés à d'autres projets communautaires et qui reconnaissent les besoins particuliers de la collectivité.

J'ajouterais à cela qu'il y a très exactement 12 ans, je suis allée à Queen's Park, avec ma fille de 10 ans, pour signer une requête dans le but d'obtenir des subventions pour notre garderie copérative. Je vous invite donc à me poser des questions pratiques quant à la façon dont les groupes de parents essaient de résoudre avec nous ce problème, qui est avant tout un problème de financement.

La présidente: Je vous remercie de nous avoir présenté aussi rapidement votre rapport, ce qui nous laisse du temps pour vous poser des questions.

Mme Mitchell: Ce sont là des recommandations assez concrètes. Les questions que vous avez soulevées m'intéressent. Vous pensez que les Canadiens sont prêts à soutenir l'expansion des services de garde d'enfants, mais qu'ils ont besoin d'être guidés dans cette voie. Vous dites aussi que la société doit s'efforcer de répondre à toute une gamme de besoins. Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet? En ce qui concerne la sensibilisation du public, que pouvons-nous faire en unissant nos forces?

Mme Jordan: Je me ferai un plaisir de vous répondre. Tout d'abord, on a tendance à considérer les garderies comme des centres qui accueillent des enfants de trois à cinq ans dont la mère travaille ou est assistée sociale. La plupart du temps, les provinces commencent par financer ce genre de services, et cela répond certainement à un besoin, mais les gens ont tendance à dire que ce n'est pas à eux de payer et qu'il faudrait trouver un autre mode de financement.

Il faudrait faire comprendre aux gens, par exemple, la possibilité d'utiliser les écoles, à peu de frais, pour garder les enfants à midi et après l'école comme à Peel. Nous avons quelques projets-pilotes en cours. De nombreux parents diront que la mère devrait rester à la maison pendant les deux premières années, mais il faut voir la réalité en face. La mère sera sans enfant pendant plus de la moitié de sa vie adulte et la société reconnaît de plus en plus que, lorsque les enfants sont à l'école, les deux parents ont d'autres besoins à satisfaire dans la vie.

Dans notre région, les grands-parents soutiennent énormément les jeunes familles. On dit que le sexisme disparaît lorsqu'un père a une fille et que, lorsque cette fille grandit, devient mère à son tour et veut occuper un emploi, le grand-père s'inquiète beaucoup de la façon dont ce petit enfant sera élevé. C'est ainsi que les grands-parents interviennent. Cela m'a étonnée. Je pensais qu'ils économisaient pour leurs vieux jours, mais ils s'intéressent beaucoup à leurs petits-enfants. Ils voient aussi que leurs enfants vivent dans des conditions différentes de celles qu'ils ont connues; ils savent qu'ils risquent de se retrouver en chômage. Ils savent qu'on ne peut plus être sûr que le père travaillera pendant que la mère restera à la maison pendant cinq ans.

Par conséquent, beaucoup de familles travaillent simplement pour se garantir un emploi. Ce n'est pas tellement pour l'argent. Il s'agit de se garantir un emploi. C'est pourquoi il devient possible de recourir aux grands-parents. J'ai souvent

[Texte]

worked, and having visible demonstration projects. Again I am not hoping for bricks and mortar, but programs would be a way of doing it.

Ms Mitchell: Could you also elaborate on your recommendation that there should be, I think you called it a child tax bar for all taxpayers up to the age of 65.

Dr. Jordan: It is for all taxpayers up to the age of 55. That is arbitrary. That does not come from sound economic planning. It may come from the reality of it. That is when you turn to planning retirement. Change that 5 or 10 years in any direction. We think people in the child-rearing age should recognize that these are resources of Canada, who are in a vital developmental phase that requires input from all of us.

• 1220

My children are now teenagers. I am still vitally interested in the day care network. I can still remember what it was like to get care for my children when they were young. I am willing to support that. I have it in my imagination that I will live forever. When I am 55, I begin to think... Just as I phased out of rearing children in my own home, I phase out of contributing to child-rearing and contribute to another phase of Canadian economy that is more to my personal knowledge, more to my awareness. I think it is a selling point and that people who are aware of children's lives will pay for it.

The Chairman: Thank you, Ms Mitchell. Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you very much for your presentation. I liked one of the lines in your conclusion. I would like to make sure it is in the record because I think it is very important. You indicate at page 18 that:

Child care, in its many forms, does not represent a replacement of traditional parenting responsibilities, nor does it represent an encroachment on the autonomy of the family.

I think that is one of the most misunderstood parts of this whole question. We have had groups and individuals come before this committee that think somehow the word "universal" means that every child from zero to five is going to be in an institution somewhere. That is not what anybody is really talking about. What we are trying to do is have programs in place that complement the parenting role not try to supplant it.

I am very interested in your idea of a child care tax benefit. I know you may or may not have been an economist during other parts of your career, but I am very interested in that. It seems like a very interesting concept. Maybe you have not completely fleshed it out. If you have not, I would certainly be glad to hear any further thoughts you have on it and the possibility of sort of... Would this take the form of adding to the income of an individual, whatever he has saved, and not paying for day care? Is that what the idea was... a return of benefits through tax?

[Traduction]

pensé à annoncer des projets et à montrer qu'ils donnaient des résultats. Encore une fois, je demande non pas la construction de garderies, mais des programmes qui nous permettront d'assurer des services.

Mme Mitchell: Pourriez-vous également nous donner plus de précisions au sujet de votre recommandation concernant l'impôt pour les garderies que tous les contribuables devraient payer jusqu'à l'âge de 65 ans.

Mme Jordan: Jusqu'à l'âge de 55 ans. C'est purement arbitraire. Nous n'avons pas choisi ce chiffre au terme d'une planification économique approfondie. Nous l'avons sans doute choisi en fonction des réalités. C'est l'âge auquel vous commencez à préparer votre retraite. Vous pouvez y soustraire ou y ajouter cinq ou dix ans. À notre avis, les citoyens en âge de procréer devraient reconnaître que les enfants sont nos ressources de demain et que nous devons tous contribuer à leur bon développement.

Mes enfants sont maintenant des adolescents. Je m'intéresse quand même énormément aux services de garde d'enfants. Je me souviens des difficultés que j'ai eues à faire garder mes enfants lorsqu'ils étaient jeunes. C'est une cause que je désire continuer à défendre. Cela me poursuivra toute ma vie. Quand j'aurai 55 ans, je commencerai... J'ai fini d'élever mes propres enfants et je joue maintenant un rôle dans un secteur de l'économie canadienne que je connais bien. Je pense que les gens qui sont conscients de l'importance des enfants seront prêts à payer.

La présidente: Merci, madame Mitchell. Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Je vous remercie beaucoup de votre exposé. J'ai particulièrement aimé l'un des éléments de votre conclusion. Je tiens à le souligner, car cela me paraît très important. À la page 18, vous dites que:

Les divers genres de services de garde d'enfants ne remplacent pas les responsabilités traditionnelles des parents et n'empiètent pas non plus sur l'autonomie de la famille.

C'est l'un des aspects du problème que l'on semble comprendre le moins bien. Des groupes et des personnes qui sont venues témoigner devant nous pensent que le mot «universel» désigne la prise en charge par une institution quelconque de tous les enfants âgés de zéro à cinq ans. Il ne s'agit pas du tout de cela. Nous essayons de mettre en place des services qui complèteront le rôle des parents sans chercher à supplanter ces derniers.

La formule que vous suggérez sur le plan fiscal m'intéresse beaucoup. Je sais que vous n'avez peut-être pas une formation d'économiste, mais cela m'intéresse énormément. Cette idée semble très intéressante. Vous ne l'avez peut-être pas exposée en détail. Si c'est le cas, j'aimerais beaucoup avoir des précisions à ce sujet... Proposez-vous d'ajouter au revenu du contribuable l'argent qu'il a économisé en ne payant pas ses frais de garderie? Pensez-vous à un remboursement des avantages obtenus par l'entremise de l'impôt?

[Text]

Mrs. Denise Kelly (Staff Member, Niagara Children's Services Committee): Suppose it cost \$3,500 to have your child cared for. That is what it is valued at. Your T4 says you make \$40,000 a year plus this \$3,500 you got in child care. You are taxed on that. If your income was \$15,000 and you got \$3,500 worth of child care benefit, then you are taxed on \$18,500. It is progressive in the sense that people at the lower levels pay a lower amount. In fact, some people at the lowest levels may not pay any income tax on it. As you go up the levels, you pay at a higher rate.

Mr. Nicholson: That is very interesting. I am not sure I have heard that before.

Mrs. Kelly: Also, if day care was offered in the workplace and was a taxable benefit, like your OHIP and all the other things on your T4 . . . there it is. You do not have to have it up front, and you pay it in your income tax. It is private. It is a private means test, really. It is not a public kind of thing where you have to go hat-in-hand saying that is your income, therefore you need a subsidy. You do that before May 1 every year in your income tax.

Mr. Nicholson: Perhaps we could also have some sort of a standard deduction that might further cushion whatever effect it may have on lower-income workers.

Mrs. Kelly: Yes. It would not be as a ceiling but as a basement where this would apply.

We also talked about increasing the tax deduction from \$2,000 to, say, the actual amount. If you paid \$3,500 for care for your child or \$6,000, depending on the situation, that would still be deductible.

Mr. Nicholson: That is another possibility. Getting back to your child care tax—although that is a good point—Ms Mitchell says that deductions in general are regressive. Your tax credit benefit system is the opposite of that.

Dr. Jordan: Yes. Our idea was that the interim measure would be the regressive deduction system and the long-term measure would be the progressive tax system.

• 1225

Mr. Nicholson: Yes. There is one other possibility. One of my colleagues who is not here was talking about the possibility of somehow spreading out child care expenses and I think you alluded to that a little bit. The idea is that a young couple who has one, two or three children is in the poorest position of all to pay for it at the beginning of their careers. For instance, if they are in their late 20s, early 30s, then they might be in their 40s after their children may have either grown up, moved away, married or they are in a higher income bracket, because generally your income increases as you get older or get into a particular area.

He suggested, and I thought you may have been going down the same road, that this benefit that you have of being able

[Translation]

Mme Denise Kelly (membre du Comité des services aux enfants de Niagara): Supposons que cela coûte 3,500\$ pour s'occuper de votre enfant. Telle est la valeur des services dont vous bénéficiez. Votre T-4 indique que vous avez gagné 40,000\$ auxquels s'ajoutent ces 3,500\$ pour les services de garderie. Vous êtes imposés sur ce montant. Si votre revenu est de 15,000\$, et que vous avez obtenu des services de garderie d'une valeur de 3,500\$, vous êtes imposé sur la somme de 18,500\$. C'est progressif en ce sens que ceux qui se situent en bas de l'échelle des revenus ont moins à payer. En fait certaines personnes n'auront pas à payer un sou d'impôt sur ce montant. Plus votre revenu augmente, plus vous paierez cher.

M. Nicholson: C'est très intéressant. Je ne pense pas avoir déjà entendu ce genre de suggestion.

Mme Kelly: D'autre part, si vous obtenez des services d'une garderie d'entreprise, ce sera considéré comme un avantage imposable, au même titre que le RAMO et tout ce qui figure sur votre T4. Au lieu d'avoir à payer tout de suite, cela s'ajoute à votre impôt sur le revenu. Vous payez en fonction de vos moyens financiers, mais cela reste privé. Vous n'avez pas à aller quémander une subvention. Il vous suffit de remplir votre déclaration d'impôt chaque année, avant le 1^{er} mai.

M. Nicholson: Peut-être pourrions-nous également instaurer une déduction automatique qui permettrait d'atténuer encore plus les conséquences que cela pourrait avoir pour les petits salariés.

Mme Kelly: Oui, Il faudrait établir non pas un plafond, mais plutôt un plancher.

Nous avons également envisagé d'augmenter la déduction d'impôt pour qu'elle couvre les dépenses réelles au lieu des 2,000\$. Si vous avez payé 3,500\$ ou 6,000\$ pour faire garder votre enfant, ce montant serait déductible.

M. Nicholson: C'est également une possibilité. Pour en revenir à votre impôt sur les services de garde d'enfants, même si c'est une bonne idée, M^{me} Mitchell dit qu'en général les déductions sont régressives. Votre système de crédit d'impôt va dans la direction opposée.

Mme Jordan: Oui. Dans l'intervalle, il pourrait y avoir une déduction régressive, mais à long terme, un système d'imposition progressif.

M. Nicholson: En effet. C'est également une possibilité. Un de mes collègues, qui n'est pas ici, envisageait la possibilité de répartir les frais de garde d'enfants et je pense que vous en avez parlé. Des jeunes parents qui ont un, deux ou trois enfants n'ont pas les moyens de payer ces dépenses au début de leur carrière. S'ils sont à la fin de la vingtaine ou au début de la trentaine, lorsqu'ils seront dans la quarantaine, leurs enfants auront grandi, ils auront quitté la maison ou se seront mariés ou ils auront un revenu plus élevé, car généralement, votre revenu augmente au fur et à mesure que vous vieillissez ou que votre carrière progresse.

Il a fait valoir, et j'ai pensé que vous alliez peut-être envisager la même chose, qu'il faudrait pouvoir répartir cela

[Texte]

spread it out, average it out towards the future on your income tax, so that it is not an overwhelming burden when you are 28 and you pay for it a little bit as you go on. But if you have any further thoughts on that, I would be very interested to hear them. It is a somewhat novel approach to sort of financing child care in this country.

Dr. Jordan: Yes. I think our feeling was yes, spread it out over time and those of us who can would certainly be delighted to spread it out over time, but also spread it out over all people. Yes, when my children were little, almost all of my income went to child care. And what did not, went to other people's child care because I was interested in this kind of thing. And that was okay because this is my field. But that is not okay for families who actually need that money for other kinds of things.

My feeling is that I also know a good many other families who will never in their lifetime be able to pay off their child care benefits because of the expenses of that family. I have no disabled children. I have none of the setbacks. I am a single parent, but my youngest child was five before I became a single parent. I had none of the expense of single parenting. There are many families who have overwhelming expenses in child care and I think it needs to be spread out.

Mr. Nicholson: I think you are right. Thank you very much.

The Chairman: Thank you, Mr. Nicholson. The courses you mentioned at Brock and Niagara, do you know how many men would be enrolled in those child care courses? Do you have any feel for that?

Dr. Jordan: Oh yes, I can tell you approximately. I have never had more than two men per seminar of 15 people. Okay? We usually have a token man anyway.

The Chairman: As opposed to token women.

Dr. Jordan: As opposed to token women, right. As you noticed, our private owner-operator of our day nursery sector is a man. In fact, that has been a selling point for his centre. But again the wages, you know, the turnover and the salary, is not going to attract men. And the men who are in the child studies courses are not intending to work in child care centres. They are intending to be coaches.

The Chairman: Certainly when we were in the Atlantic provinces, especially where they have a high concentration of single parents, we heard that having a male within the day care centre added something to the role models the children would have that they did not have at home. It is a shame that there are not more men interested in the field who could provide that role model.

Dr. Jordan: Until we have improved salaries and working conditions, I do not think we will have them there as staff very often. We do have quite a number of them as volunteers. A lot of our day care centres and nursery schools use volunteers and

[Traduction]

sur plusieurs années, établir une moyenne en fonction de votre impôt futur, afin que ces frais ne représentent pas une charge trop lourde lorsque vous avez 28 ans. Vous pourriez les payer peu à peu, au fil des années. Si vous avez d'autres suggestions à faire à ce sujet, j'aimerais beaucoup les entendre. C'est une nouvelle façon de concevoir le financement des services de garde d'enfants au Canada.

Mme Jordan: Oui. Nous estimons, en effet, qu'il faudrait répartir ces dépenses et nous serions certainement ravis de pouvoir les répartir non seulement dans le temps, mais également entre tout le monde. Quand mes enfants étaient petits, les frais de garde absorbaient presque tout mon salaire. Et le reste servait à payer pour les enfants des autres, car je m'intéressais de très près aux problèmes des garderies. Cela ne m'ennuyait pas, car c'était mon domaine de spécialisation. Mais ce n'est pas normal pour les familles qui ont besoin de cet argent pour autre chose.

Je connais également de nombreuses autres familles qui n'auront jamais les moyens de payer leurs frais de garde d'enfants en raison des dépenses qu'elles doivent faire. Je n'ai pas d'enfant handicapé. Je n'ai aucun de ces problèmes. Je suis une mère célibataire, mais mon plus jeune avait déjà cinq ans lorsque je suis devenue mère célibataire. Je n'ai pas eu à faire les dépenses que cela représente. Les frais de garde d'enfants représentent des dépenses considérables pour un grand nombre de familles et je pense qu'il faudrait les répartir.

M. Nicholson: Vous avez sans doute raison. Merci beaucoup.

La présidente: Merci, monsieur Nicholson. Vous avez parlé de cours de puériculture donnés à Brock et à Niagara. Savez-vous combien d'hommes sont inscrits à ces cours? Qu'en pensez-vous?

Mme Jordan: Je peux vous citer un chiffre approximatif. Je n'ai jamais eu plus de deux hommes par groupe de 15 personnes. D'accord? Généralement, nous avons un homme perdu au milieu des femmes.

La présidente: Jamais le contraire.

Mme Jordan: En effet. Comme vous l'avez remarqué, c'est un homme qui possède et dirige notre garderie. En fait, cela a été un atout pour la garderie. Mais comme vous le savez, le taux de roulement et les salaires n'attirent pas les hommes. D'autre part, les hommes qui font des études en éducation de la petite enfance n'ont pas l'intention de travailler dans les garderies. Ils veulent devenir des instructeurs.

La présidente: Quand nous étions dans les provinces de l'Atlantique, surtout dans les régions où il y avait une forte concentration de parents célibataires, nous avons entendu dire que le fait d'avoir un homme dans une garderie apportait aux enfants un modèle qu'ils n'avaient pas chez eux. Il est regrettable que les hommes ne soient pas plus nombreux à s'intéresser à ce domaine afin de pouvoir servir de modèles aux enfants.

Mme Jordan: Tant que les salaires et les conditions de travail ne s'amélioreront pas, je ne pense pas que nous recrutions beaucoup d'hommes. Il y en a un certain nombre qui travaillent comme bénévoles. De nombreuses garderies et prématern-

[Text]

a part of our child studies program is to require them in their second year to volunteer one half day a week in a child care setting, so indeed we know that they know what a child is like.

The Chairman: Thank you very much for a very interesting presentation and thank you for bringing part of Niagara with you today.

Dr. Jordan: Thank you.

The Chairman: Our last group this morning before the open session is Penny Gruba, representing Local 201 of OPSEU.

Ms Penny Gruba (Member, Ontario Public Service Employees Union, Local 201): I was just asked to come and fill in for Joe Myers, for the Provincial Women's Committee for the Ontario Public Service Employees Union, and it was just basically to explain my problems that I have had with day care.

In this situation, I am a single parent and I am subsidized. I have two boys, one seven and one five; they started off in one day care on the mountain, and when I moved I had to take them out of that day care and put them in another situation.

• 1230

I am trying to think of how long they they went to the other day care, maybe six months, and then they got into the school. One was going to kindergarten and the other one was in the day care full-time, and I was advised that they were not really equipped to handle older children so they recommended a private-home day care.

So I took them out of there and put them into a private home day care; they were there for maybe another six months and it was not really working out either because the littlest one was only in school half a day and the oldest one was in school a full day at that time and the little one did not have anybody to play with through the day. Even though the older one was in a better situation where he had the home day care to go to, the little one was at the home by himself all day, or in the morning he would go to school and in the afternoon he was at the home day care by himself. So I took them out of that school and at present they are in another day care which is more geared to older children. The oldest one is in full-time except for PD days and the youngest one, again, is at the day care centre for the mornings and then in the afternoons he goes to kindergarten.

So my problem has been with day cares not gearing for older children. Once they get into the school age, the day cares are not really equipped to handle them, they do not know what to do with them, they do not have the area for them to play in. PD days are a problem for them because the children are there the whole day and there do not seem to be too many places for them to go to. They are fine when they are in school. The oldest one has lunch at the school so he is only there first thing

[Translation]

nelles ont recours à des bénévoles et les étudiants qui participent à notre programme d'études doivent, au cours de leur deuxième année, faire une demi-journée de travail bénévole par semaine dans une garderie afin qu'ils sachent à quoi ressemble un enfant.

La présidente: Je vous remercie beaucoup de nous avoir présenté un exposé très intéressant et d'avoir amené avec vous une partie de la péninsule de Niagara.

Mme Jordan: Merci.

La présidente: Le dernier groupe que nous entendrons ce matin avant la séance publique est la section 201 du Syndicat des employés de la Fonction publique de l'Ontario, représentée par Penny Cruba.

Mme Penny Cruba (membre, Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, section 201): On vient de me demander de remplacer Joe Myers, au nom du comité des femmes du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, afin d'expliquer mes problèmes de garderie.

Je suis mère célibataire et je bénéficie d'une subvention. J'ai deux fils, un de sept ans et l'autre, de cinq; ils ont commencé dans une garderie de jour dans la montagne, et lorsque j'ai déménagé, j'ai été obligée de les retirer de cette garderie et de les mettre dans une autre.

J'essaye de me souvenir pendant combien de temps ils ont fréquenté l'autre garderie de jour—peut-être six mois—après quoi, ils ont commencé l'école. Un fréquentait le jardin d'enfants et l'autre, la garderie de jour, à plein temps. Celle-ci m'a alors dit qu'elle n'était pas vraiment en mesure de s'occuper d'enfants plus âgés et m'a recommandé de faire garder mon fils chez quelqu'un à domicile.

Je les ai donc sortis de là et je les ai fait garder chez une particulières; ils y ont passé environ six mois de plus, mais cela n'allait pas non plus, car le plus petit n'allait à l'école qu'à mi-temps, et son aîné y allait déjà à plein temps si bien que le cadet n'avait personne avec qui jouer de toute la journée. La situation était meilleure pour l'aîné qui pouvait toujours aller chez la gardienne de jour, mais le petit y était tout seul toute la journée, ou alors, le matin, il allait à l'école, et l'après-midi il se retrouvait tout seul chez la gardienne. Je les ai donc retirés de cette école et ils se trouvent actuellement dans une autre garderie de jour qui est mieux organisée pour accueillir des enfants plus âgés. L'aîné y est à plein temps, sauf lorsqu'il y a des journées pédagogiques, et le cadet, encore une fois, fréquente la garderie de jour dans la matinée et l'après-midi, va au jardin d'enfants.

Pour moi, le problème a donc été que les garderies de jour n'étaient pas équipées pour s'occuper d'enfants plus grands. Une fois qu'ils sont d'âge scolaire, les garderies ne sont pas vraiment équipées pour s'occuper d'eux; elles ne savent pas qu'en faire, elles n'ont pas suffisamment d'espace pour qu'ils puissent jouer. Les journées pédagogiques leur posent un problème car les enfants sont là toute la journée, et il en semble pas qu'il y ait tellement d'endroits où ils puissent aller.

[Texte]

in the morning and later at night, and then PD days and in the summer vacation he will be there.

Therefore, a day care centre in the work place would be an ideal situation and especially if it was geared for older children too. For example, where the one I moved them out of was not geared for older children was their playground area; they would say that the older ones could not run around in the area with the little ones because they were worried about them injuring the little ones in there. As they get older, you know, they need more area to run around in, especially boys. They are Beavers, they are active in the Boy Scouts and they have their area there to run around but in the day care they are confined.

The Chairman: Okay, Penny, the workplace day care would be an answer for you, in your particular need.

Ms Gruba: Yes, it would be, and if it was also geared for older children, because they will be in day care for a while.

The Chairman: Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: I was just wondering where you worked, Penny. What kind of work do you do?

Ms Gruba: I work for the provincial government, Ministry of Health.

Ms Mitchell: Oh yes, the provincial government. Has there been any move by the Ontario government to try to negotiate more day care in the workplace? I know the federal government has, in several departments, not nearly enough; that is another area where—

Ms Gruba: Yes, there has been talk about it, but not anything—

Ms Mary Paré (Ontario Public Service Employees Union, Local 201): It is just in the planning stages, affirmative action—

Ms Mitchell: Yes

Ms Paré: OHIP, itself, is setting up but that is years down the road. They are looking for people now to volunteer to set up some kind of a committee. But I have a very small child and by the time he is ready, looking for day care in the workplace, he will probably be in a regular school.

Ms Mitchell: What about negotiations, are you starting to negotiate, to press for a day care as well?

Ms Paré: Through the union?

Ms Mitchell: Yes.

Ms Paré: Personally, I am not aware of anything at this time.

Ms Mitchell: Is that something that you think members perhaps need a little more awareness of?

[Traduction]

Tout va bien lorsqu'ils sont à l'école. L'aîné y déjeune, si bien qu'il n'est à la garderie que le matin et plus tard, dans la soirée, ainsi que pendant les journées pédagogiques; et il y sera aussi, pendant les vacances d'été.

Une garderie de jour sur les lieux de travail serait donc idéale, en particulier si elle était équipée pour accueillir également les enfants plus âgés. Par exemple, celle d'ou je les ai retirés avait une aire de jeu qui n'était pas faite pour les grands; ceux-ci n'avaient pas le droit d'y courir avec les petits parce qu'on craignait qu'ils leur fassent mal. Vous savez, lorsqu'ils grandissent, ils ont besoin d'un peu plus d'espace pour courir, en particulier les garçons. Ce sont des Castors, des Scouts actifs et là, ils ont suffisamment d'espace pour trotter mais à la garderie de jour, ils sont à l'étroit.

Le président: Bien, Penny, dans votre cas particulier, une garderie sur les lieux de travail serait la solution.

Mme Gruba: Oui, à condition qu'elle soit également équipée pour les grands, car ceux-ci auront besoin d'une garderie de jour pendant un certain temps.

Le président: Madame Michell.

Mme Mitchell: Où travaillez-vous, Penny? Quel genre de travail faites-vous?

Mme Gruba: Je travaille pour le ministère de la Santé provincial.

Mme Mitchell: Oh oui, le gouvernement provincial. Le gouvernement de l'Ontario a-t-il essayé de négocier pour qu'un plus grand nombre de garderies soient créées sur les lieux de travail? Je sais que le gouvernement fédéral l'a fait, dans plusieurs ministères, encore que ce soit loin d'être suffisant; c'est un autre domaine où . . .

Mme Gruba: Oui, on en a parlé, mais rien de . . .

Mme Mary Paré (Syndicat des employés de la Fonction publique de l'Ontario, section 201): Cela relève de l'action positive; on en est encore au stade de la planification.

Mme Mitchell: Oui.

Mme Paré: Le RAMO, elle-même, est en train de s'organiser, mais ce n'est pas pour demain. On recherche actuellement des bénévoles prêts à constituer un comité. Mais j'ai un enfant très jeune et avant qu'il ne soit prêt, pendant qu'on cherche à obtenir des garderies sur les lieux de travail, mon fils fréquentera déjà l'école.

Mme Mitchell: Et les négociations? Avez-vous commencé à négocier, à exercer des pressions pour obtenir une garderie de jour?

Mme Paré: Par l'intermédiaire du syndicat?

Mme Mitchell: Oui.

Mme Paré: Personnellement, je ne suis au courant de rien.

Mme Mitchell: Pensez-vous que ce soit là quelque chose dont les membres de ce comité devraient être plus au courant?

[Text]

Ms Paré: I do. Particularly in our Ministry, with the amount of women that are employed. I would like to see a little bit more emphasis on the employer. We are always talking about government interjecting, and perhaps if part of the benefit package would be offering a workplace day care or even just providing spaces—

• 1235

Ms Mitchell: Yes, I see.

Ms Gruba: —for a major employer and one of your benefits is your OHIP, well, how about having as a benefit half of your day care paid for? I would like to see something like that, perhaps.

Ms Mitchell: Well, it is certainly something we have been hearing right across the country, and I would think unions are moving in that direction, too. The CLC and some of the federations have certainly been giving it a lot of thought, so maybe now is the time to move.

The Chairman: Thank you very much for sharing your concerns with us.

We are now going to the open session from the floor. We are running just a little bit late, but we have one request from the floor by the Hamilton Area Committee of the Communist Party of Canada, and we have Elizabeth Rowley, the Hamilton Secretary, if she would like to come forward to the table. Also, Dr. Jordan would like to make another comment about workplace day care.

So if you would both like to come up to the table at the same time, we will let you each make your statement and then we will hold the questioning until you are both finished. If you would like to start, Elizabeth . . .

Ms Elizabeth Rowley (Hamilton Secretary, Hamilton Area Committee, Communist Party of Canada): Thank you very much, Madam Chairman. I thought we were on the list a couple of weeks ago, but I guess we were not.

Before I start, I have brought our submission, which I hope you will have time to read in full. I want to take some parts of it, but before I do that I would just like to point out that while I agreed with almost everything Sheila Copps said when she was here speaking a few minutes ago, I thought it was a great shame that she was speaking for herself, because that is not the policy her party has, either now or in the past. Let us hope that she will be able to change its views to be more in line with the needs of Canadian women and children.

We are pleased to be present here today. We must say at the outset that we are puzzled by these hearings, which come literally on the heels of the publication of the task force report, which is not yet even two months old. Do these hearings mean the government does not agree with the main recommendation of its own task force? This is, and I quote:

Canada desperately needs a system of accessible, affordable, quality child care, as well as employment policies to enable

[Translation]

Mme Paré: Oui. Particulièrement dans notre ministère, à cause du nombre de femmes qui y travaillent. J'aimerais bien qu'on s'occupe un peu plus de l'employeur. Nous passons notre temps à parler d'interventions du gouvernement. Il se peut que si l'un des avantages sociaux était la présence d'une garderie de jour sur les lieux de travail, ou tout simplement, de locaux . . .

Mme Mitchell: Oui, je vois.

Mme Gruba: . . . pour un gros employeur, étant donné que le RAMO constitue un de nos avantages sociaux, pourquoi ne pas envisager de payer la moitié des frais de garde? J'aimerais assez pouvoir instaurer quelque chose de ce genre.

Mme Mitchell: Il s'agit certainement là de quelque chose dont on nous a parlé d'un bout à l'autre du Canada, et j'imagine que les syndicats abondent, eux aussi, dans ce sens. La CTC et certaines des fédérations y ont certainement beaucoup pensé; le moment est peut-être venu d'agir.

Le président: Merci beaucoup de nous faire part de vos préoccupations.

Nous allons maintenant donner la parole aux personnes présentes. Nous avons pris un peu de retard, mais nous avons reçu une requête du Hamilton Area Committee du Parti communiste du Canada, qui est représenté dans la salle par Elizabeth Rowley, secrétaire de ce comité. Je l'invite à venir maintenant à la barre des témoins et je précise que M. Jordan aimerait également ajouter un mot au sujet des garderies sur les lieux de travail.

Je vous invite donc maintenant à venir à la barre; vous pourrez faire, chacun, votre déposition et nous attendrons que vous ayez fini avant que les questions ne commencent. Si vous voulez bien commencer, Elizabeth . . .

Mme Elizabeth Rowley (Secrétaire du Hamilton Area Committee, Parti communiste du Canada): Merci beaucoup, madame la présidente. Je croyais que nous étions sur la liste, il y a une quinzaine de jours, mais je me trompais sans doute.

Avant de commencer, j'ai apporté notre mémoire que, j'espère, vous aurez le temps de lire en entier. J'ai l'intention d'en citer certaines parties, mais avant cela, je tiens à souligner que si je suis d'accord avec presque tout ce que Sheila Copps a dit, il y a quelques minutes, je trouve qu'il est très regrettable qu'elle ait parlé à titre purement personnel, car ce n'est pas là la politique de son parti, ni aujourd'hui, ni hier. Espérons qu'elle réussira à lui faire changer d'avis et à mieux s'aligner sur les besoins des femmes et des enfants canadiens.

Nous sommes heureux d'être ici aujourd'hui. Il faut reconnaître, dès le départ, que ces audiences nous intriguent, car elles arrivent littéralement sur les talons de la publication du rapport du groupe de travail, qui a moins de deux mois. Ces audiences signifient-elles que le gouvernement n'est pas d'accord avec la recommandation principale de son propre groupe de travail? Je la cite:

Le Canada a désespérément besoin d'un système de garderies d'enfants accessibles, bon marché et de qualité,

[Texte]

Canadians to combine work and parenting responsibilities, and the objective of federal action should be to create a national system of child care that is as comprehensive, accessible and competent as our health care and education systems.

We understand your mandate is virtually the same as the mandate given to Dr. Katie Cooke and her colleagues 18 months ago when the task force was first struck. The response to the appeal for public input at that time was like an avalanche, which included an average of 200 individual letters per week, over and above the public hearings, which were likewise deluged. As task force member Renée Edwards said later, people did not simply write in, they poured out their child care and employment problems as if no one had ever listened to them before.

Perhaps this public venting was the sole purpose for which the task force was established. We hope not. But we would like to know the answer to this question, since the need for universal, quality, affordable, accessible childcare has been amply demonstrated and documented through innumerable studies and research projects over the years, including now with the Cooke task force report.

Some in Hamilton are speculating that the government has no intention of moving on the child care issue and is more concerned with how it appears to voters than with how it provides for children. Others allege the government is mainly interested in reversing the findings of the task force report, and is intent on digging out that small and reactionary body of opinion that exists in every community, which will oppose a nationally and publicly funded system of quality child care. We must say, Madam Chairman, that the scheduling of the public hearings here in Hamilton and in other small and medium-sized communities would appear to lend substance to such allegations.

The choice of a weekday during bankers' hours, with no provision for evening or weekend sessions, will in fact deny many parents, child care workers, child care specialists, educators, women, trade unionists and civic groups—in fact, working people—the opportunity to appear here before you. Further, this choice of time and date actually militates against those with child care concerns, and favours those who do not need child care and who are opposed to accessible, affordable, quality child care.

In our view, the committee's inaccessibility seriously jeopardizes the objectivity of its work. We therefore urge you to schedule further public hearings in this community at times and days convenient to working people with small children. I believe this would answer some of the questions posed by members of the committee as to the ground swell of opinion they have indicated they would like behind them.

[Traduction]

ainsi que d'une politique de l'emploi qui permette aux Canadiens de combiner leurs responsabilités professionnelles et familiales; l'objectif du gouvernement fédéral devrait donc être de créer un système national de garde d'enfants qui soit aussi complet, accessible et compétent que nos systèmes d'éducation et de soins de santé.

Si nous comprenons bien, votre mandat est pratiquement le même que celui qui a été donné à Katie Cooke et à ses collègues, il y a 18 mois, lors de la création du groupe de travail. L'appel à la participation du public a provoqué une véritable avalanche, qui s'est concrétisée par une moyenne de 200 lettres individuelles par semaine, en plus des audiences publiques, qui sont elles-mêmes inondées. Comme Renée Edwards, membre du groupe de travail l'a dit par la suite, les gens ne se sont pas contentés d'écrire, ils ont déversé tous leurs problèmes de garde d'enfants et d'emploi comme si personne ne les avait jamais écoutés auparavant.

Cette catharsis publique a peut-être été la seule raison pour laquelle le groupe de travail ait été créé. Nous espérons que non, mais nous aimerions avoir une réponse à cette question, car la nécessité d'un système de garde d'enfants universel, de qualité, économique et accessible a été amplement démontrée et justifiée par d'innombrables études et recherches au fil des années, y compris le rapport du groupe de travail Cooke.

A Hamilton, certains pensent que le gouvernement n'a aucune intention de faire quelque chose en ce qui concerne la garde d'enfants et se préoccupe plus de l'impression qu'il fait sur les électeurs que de la manière dont il s'occupe des enfants. D'autres soutiennent que le gouvernement s'intéresse surtout à réfuter les constatations du rapport de ce groupe de travail, et qu'il s'efforce de mettre en vedette le petit groupe de réactionnaires existant dans chaque collectivité qui s'opposera à un système de garde d'enfants de qualité, financé nationalement et publiquement. Nous devons dire, madame la présidente, que la date fixée pour les audiences publiques à Hamilton et dans d'autres petites et moyennes collectivités semble donner corps à ces allégations.

Le choix d'un jour de semaine durant les heures de travail, sans rien de prévu pour des séances dans la soirée ou pendant les fins de semaine, empêchera en fait de nombreux parents, gardiennes d'enfants, spécialistes de la garde d'enfants, éducateurs, femmes syndicalistes et groupes civiques—en fait tous les gens qui travaillent—de comparaître devant vous. En outre, le choix de l'heure et de la date milite en fait contre ceux que préoccupe la garde des enfants et favorise ceux qui n'en ont pas besoin et qui sont hostiles à un système de garde d'enfants accessible, bon marché, et de qualité.

• 1240

A notre avis, l'inaccessibilité du Comité compromet sérieusement l'objectivité de son travail. Nous vous demandons donc instamment de prévoir d'autres audiences publiques dans cette activité, à des dates et à des heures convenant aux personnes qui ont de jeunes enfants et qui travaillent. Je crois que cela permettrait de répondre à certaines des questions posées par les membres du Comité concernant la vague d'opinion par laquelle ils aimeraient, disent-ils, être portés.

[Text]

As we have said, Madam Chairman, we do not intend to use our time here today to establish the case for the need. In our opinion, this case has been made forcefully and eloquently by others here today and by individuals and organizations from one end of the country to the other for many years now. We do wish to note however that the Communist Party of Canada was the first to identify this need and to meet it with a policy and a campaign for a national system of universal child care. The establishment during the war years of just such a system for the children of women employed in war and related industries—which was an integral part of the battle against war and fascism at the time—was a result of the united efforts of the Communist Party with the CCF and labour.

In the trade union movement, the United Electrical Workers, the Canadian Union of Postal Workers, and the Canadian Union of Public Employees—and we should add OPSEU—were among the first to take up the issue of quality child care. The Canadian Labour Congress has had a policy calling for universally accessible, non-profit, non-compulsory, government-financed, high-quality, comprehensive child care for more than 16 years. The Ontario Federation of Labour and Hamilton District Labour Council have similar policies. The United Auto Workers were successful in negotiating two collective agreements with American Motors in which the corporation contributes to the child care for the children of plant workers.

The National Action Committee on the Status of Women has singled out universal child care as a key issue for women's equality, and has wielded its influence forcefully and effectively in the last two federal election campaigns. There is in fact not a single organization representing working women in Canada which has not declared itself in favour on this issue. Youth and student organizations, farm organizations, and even some of the churches have spoken out in favour.

In fact, with the exception of right-to-life and other organizations with a "kids, kitchen and church" philosophy—which appear to be completely unconcerned with the lives and well-being of children once out of the womb—every major public organization in Canada has expressed itself in favour of universal publicly funded child care. This is in fact the majority sentiment in Canada.

The reason is self-evident. In the region of Hamilton—Wentworth, for example, there are a total of 2,700 licensed day care spaces to serve the needs of approximately 70,000 children under the age of 12; 35,000 of these children are under the age of six. In the entire region, there are spaces for only 52 infants, and mine is one of them. In a region spanning five communities, including Hamilton, there are fewer than 40 licensed day care centres. In a city of shift-workers and steel mills, only two centres operate on a 24-hour basis, and neither of them is very good.

[Translation]

Comme nous l'avons dit, madame la présidente, nous n'avons pas l'intention de consacrer le temps dont nous disposons aujourd'hui à établir le bien-fondé de notre cause. À notre avis, cela a déjà été fait avec vigueur et éloquence par d'autres, aujourd'hui, et, depuis bien des années, par des particuliers et des organisations d'un bout à l'autre du pays. Nous tenons cependant à souligner que c'est le Parti communiste du Canada qui a été le premier à définir ce besoin et à y répondre par une politique et une campagne en faveur d'un système national de garde d'enfants universelle. L'établissement pendant la guerre d'un tel système à l'intention des enfants des femmes employées dans les industries de guerre et industries connexes—élément intégral du combat contre le fascisme de l'époque—a été le fruit des efforts conjoints du Parti communiste, du CCF et des syndicats.

Au sein du mouvement syndicaliste, les Ouvriers unis de l'électricité, le Syndicat des postiers du Canada et le Syndicat canadien de la Fonction publique—et nous devrions y ajouter le SEFPO—ont été les premiers à soulever la question d'une garde d'enfants de qualité. Le Congrès du travail du Canada a, depuis plus de 16 ans, une politique en faveur d'un système complet de garde d'enfants qui soit universellement accessible, sans but lucratif, non obligatoire, financé par le gouvernement, et de haute qualité. L'Ontario Federation of Labour et le Hamilton District Labour Council ont maintenant des politiques analogues. Les Travailleurs unis de l'automobile ont réussi à négocier avec American Motors deux conventions collectives aux termes desquelles la société verse une contribution pour assurer la garde des enfants des ouvriers de l'usine.

Le Comité canadien d'action sur le statut de la femme a décidé que la garde d'enfants universelle était un élément-clé de l'égalité des femmes et a vigoureusement et efficacement usé de son influence au cours des deux dernières campagnes électorales fédérales. En fait, il n'existe pas une seule organisation au Canada représentant des femmes qui travaillent au Canada qui ne se soit prononcée en faveur d'un tel système. Les organisations de jeunes et d'étudiants, les organisations agricoles, et même certaines des églises l'ont fait.

En fait, à l'exception du mouvement pro-vie et d'organisations aux yeux desquelles les femmes ne doivent avoir que trois préoccupations, «les enfants, la cuisine et l'église», et qui semblent totalement indifférentes à la vie et au bien-être des enfants, une fois qu'ils sont nés, toutes les grandes organisations publiques au Canada se sont prononcées en faveur d'une garde d'enfants universelle, financée grâce aux deniers publics. C'est là le sentiment de la majorité au Canada.

La raison est évidente. Dans la région de Hamilton-Wentworth, par exemple, il y a un total de 2,700 espaces de garde de jour autorisés pour répondre aux besoins d'environ 70,000 enfants de moins de 12 ans; 35,000 de ceux-ci ont moins de six ans. Dans toute la région, il n'y a d'espaces que pour 52 bébés, dont le mien. Dans une région qui englobe cinq collectivités, dont Hamilton, il y a moins de 40 centres de garde de jour autorisés. Dans une ville où prédomine le travail par équipe et les aciéries, il n'y a que deux centres qui fonctionnent 24 heures sur 24, et qui ne sont d'ailleurs pas très bons.

[Texte]

Fees for infant care range as high as \$120 per week, or well over \$6,000 a year. For two children or more, fees can top the \$10,000 figure, as they do in my case. Wages for certified day care teachers run as low as the minimum wage and average \$6 hour or \$10,000 a year. As one day care worker put it two years ago: "There is a Canada-wide subsidy in effect right now. We, the staff of centres throughout Canada, are the subsidy".

In Hamilton—Wentworth 18 months ago, 49,500 children under the age of 12 were without supervised day care; that is five out of seven. The figure nationally is nine out of ten. To make matters worse, these figures are not fixed and they are growing, as the commission is aware, by virtue of economic necessity which is pushing women into low-paid job ghettos in unprecedented numbers. If this trend continues, as it is expected to do, there will be a full-blown, social catastrophe in terms of child care availability in the very immediate future.

Further, with capital and operating costs constantly rising far above the ability of either fee-paying or subsidized families to pay, it is clear that operators, both public and private, will either have to close up shop or else so sharply curtail the quality of care they provide the question of quality will be rendered obsolete. This is already happening in some of the profit centres in our region, which accounts for the already sharp differences in quality care available.

What then should be done to alleviate the current immediate crisis in day care, and to provide adequately for future generations?

• 1245

While fully endorsing the proposals of the Canadian Day Care Advocacy Association, along with those of the Hamilton Coalition for Better Day Care, the Hamilton Branch of the Association for Early Childhood Education and the Hamilton and District Labour Council, in the view of the Communist Party there is only one just and equitable solution that will fundamentally resolve the crisis in child care and guarantee universally accessible, high quality affordable child care, and that is for the federal government to give full public funding to a Canada-wide child-care system, in the same way that health, education, and other essential social services are publicly funded, universally accessible and of a standardized high quality.

As the commission is no doubt aware, both education and health were services that were privately purchased by Canadians not so many years ago. Less than 30 years ago, it took a big fight in order to achieve medicare in this country. Today the Government of Canada is called upon to add child care to those services which it publicly funds and makes universally

[Traduction]

La garde d'un bébé coûte jusqu'à 120\$ par semaine, soit bien plus de 6,000\$ par an. Pour deux enfants ou plus, cela peut vous coûter plus de 10,000\$, ce qui est d'ailleurs mon cas personnel. Les salaires des enseignants de garderies de jour autorisées ne dépassent parfois pas le salaire minimum et sont en moyenne de 6\$ de l'heure, soit 10,000\$ par an. Comme me le disait une employée de garderie de jour, il y a deux ans: «En ce moment même, la garde des enfants est subventionnée dans tout le Canada. La subvention? C'est nous, les employés de tous les centres canadiens».

A Hamilton-Wentworth, il y a 18 mois, il n'y avait pas de garde de jour supervisée pour 49,500 enfants de moins de 12 ans, c'est-à-dire cinq enfants sur sept. À l'échelon national, il s'agit de neuf enfants sur dix. Ce qui est encore plus grave, c'est que ces chiffres ne sont pas fixes et qu'ils continuent à croître, comme la Commission le sait, en vertu des nécessités économiques qui poussent un nombre de plus en plus considérable de femmes dans le ghetto des emplois mal payés. Si cette tendance se maintient, comme c'est probable, l'insuffisance des services de garde d'enfants provoquera une véritable catastrophe sociale à très brève échéance.

En outre, comme les coûts d'investissement et d'exploitation augmentent constamment et sont très supérieurs aux moyens des familles qui paient des frais de garde ou reçoivent une allocation, il est manifeste que les exploitants de centres, publics et privés, seront obligés de fermer boutique ou de réduire si nettement la qualité des services qu'ils offrent que la question de qualité n'aura plus aucune signification. C'est ce qui se produit déjà dans certains centres à but lucratif de notre région, et c'est ce qui explique les écarts déjà considérables de la qualité des services disponibles.

Que faudrait-il donc faire pour atténuer la crise immédiate actuelle de la garde de jour, et pour mettre en place des services satisfaisants pour les générations futures?

Bien qu'elle donne son aval aux propositions de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance ainsi qu'à celle de la *Hamilton Coalition for Better Day Care*, la section de Hamilton de l'*Association for early Childhood Education* et du *Hamilton and District Labour Council*, le Parti communiste estime qu'il n'existe une seule solution juste et équitable qui permette de résoudre complètement la crise de la garde d'enfants et de garantir des services universellement accessibles, peu coûteux et de haute qualité. Cette solution consiste en ce que le gouvernement fédéral finance complètement un système de garde d'enfants à l'échelon canadien, de la même manière que des services de santé, d'éducation, et d'autres services sociaux essentiels sont financés grâce aux deniers publics, sont universellement accessibles et offrent une qualité qui répond à des normes définies.

Comme la Commission le sait certainement, l'éducation et la santé étaient des services privés, payants pour les Canadiens, il n'y a pas si longtemps de cela. Il y a moins de 30 ans, il a fallu une sérieuse empoignade pour que l'assurance-maladie s'impose dans notre pays. Aujourd'hui, nous demandons au gouvernement du Canada d'ajouter la garde d'enfants aux

[Text]

accessible and affordable. This would mean fully funding existing child-care centres, expanding them where possible to increase the number of spaces while maintaining and improving quality, embarking on a massive building program to create and operate thousands of new spaces and centres that are so desperately needed and significantly improving the wages and benefits paid to trained child-care workers so as to bring them into line with workers doing work of equal value.

The benefits of such a program, in addition to the primary goal, would include:

- (1) the creation of approximately 500,000 jobs—according to the Cooke report—in the labour-intensive field of early childhood education;
- (2) create jobs for thousands of building-trades workers;
- (3) generate new tax revenue estimated at \$6 million in incomes taxes alone;
- (4) create new pools of disposable income which would increase purchasing powers and spur the home market—speaking of the economy as a whole;
- (5) create savings in unemployment insurance, welfare and other payments not dispersed;
- (6) save in the areas of expenditures not required for remedial programs, mental health, correctional services, welfare, etc., estimated at \$1.6 billion;
- (7) savings as a result of a decrease in the rate of absenteeism due to poor child-care arrangements;
- (8) the development of a future generation of workers in Canada who have developed to their full potential.

Obviously, there are other benefits too numerous to mention which will accrue to society as a whole, as well as to the individual child and his or her family.

The costs of such a universally accessible, publicly funded, high quality child-care system in Canada, will no doubt be added up, this and that, by all of the experts with their computers, as well as by everybody else who has a pocket calculator. While the figures will not lie, the liars will figure, since for some, any expenditure for child care and any move towards a publicly funded system, will be too expensive. For these are the same forces that opposed universal health care, public education, unemployment insurance, universal old-age pensions, universal family allowance, etc., etc., etc.

But whatever the dollar figure finally arrived at is to establish this system, the cost of not proceeding will be far greater in terms of the well being of this and future generations of Canada's children, for it is they who will have to pay the highest price, seconded by the women of this country, who will also pay a high price. Who is to say there will not be a

[Translation]

services qu'il finance publiquement et rend universellement accessible et peu coûteux. Cela signifierait la prise en charge financière complète des centres de garde existants, leur expansion, là où c'est possible, de manière à accroître le nombre des espaces tout en maintenant et en améliorant la qualité; le lancement d'un programme de construction massif afin de créer et d'exploiter des milliers de nouveaux espaces et de centres dont on a si désespérément besoin; et l'amélioration sensible des salaires et des avantages sociaux accordés aux gardiennes d'enfants qui ont reçu la formation appropriée, de manière à les aligner sur les personnes qui fournissent un travail de valeur égale.

Outre l'atteinte de l'objectif essentiel, les avantages d'un tel programme seraient les suivants:

- (1) la création d'environ 500,000 emplois—d'après le rapport Cooke—dans le domaine de l'éducation des jeunes enfants, qui demande une main-d'œuvre nombreuse;
- (2) la création d'emplois pour des milliers de travailleurs de la construction;
- (3) la création de nouvelles recettes fiscales qui rapporteraient environ six millions de dollars, rien qu'en impôt sur le revenu;
- (4) la création de nouvelles sources de revenu disponible qui accroîtraient le pouvoir d'achat et stimuleraient le marché intérieur—sur le plan économique général;
- (5) des économies sur le plan de l'assurance-chômage, du bien-être social et d'autres paiements qu'il ne serait plus nécessaire de faire;
- (6) des économies sur les dépenses qui ne seraient plus nécessaires pour les programmes de réadaptation, la santé mentale, les services correctionnels, le bien-être social, etc. qui sont estimés à 1,6 milliards de dollars;
- (7) des économies grâce à la diminution du taux d'absentéisme lié à l'insuffisance des services de garde d'enfants;
- (8) la formation d'une nouvelle génération de travailleurs au Canada dont le potentiel aura été pleinement exploité.

Manifestement, l'ensemble de la société en retirerait d'autres avantages, trop nombreux pour que je les cite, ainsi d'ailleurs que chaque enfant et sa famille.

Les coûts d'un tel système de garde d'enfants qui serait accessible à tous, financé sur les deniers publics, et de haute qualité, seront certainement calculés, dans tous leurs détails par tous les spécialistes munis d'ordinateurs comme par tous ceux qui ont un calculateur de poche. Les chiffres ne mentiront pas, mais les menteurs joueront avec les chiffres, car pour certains, dépenser de l'argent pour la garde d'enfants et adopter un système financé par les deniers publics, sera toujours trop coûteux. Nous nous heurtons là, en effet, aux mêmes forces qui se sont opposées aux soins de santé universels, à l'éducation publique, à l'assurance-chômage, au régime de retraite universel, aux allocations familiales universelles, etc., etc., etc.

Mais quel que soit le prix de la création d'un tel système, celui de l'inaction sera encore beaucoup plus élevé pour le bien-être de la génération actuelle et des générations futures d'enfants canadiens, car ce seront eux à qui cela coûtera le plus cher, et après eux, aux femmes de notre pays. Qui peut prétendre qu'il n'y aura pas un prix politique à payer pour un

[Texte]

political price to pay by a government that refused to act when the people of Canada demanded action?

Those who say that there are no funds available for such a system in a country that is as rich and wealthy as is Canada are coupon-clippers and Bay Street financiers who have never had to really work for a living, worry about paying any bills, or worry about how their baby is making out with the lady down the street, who is minding six other kids as well as theirs. These kinds of objections, Madam Chairman, in our view are not honest and should be dismissed as irrelevant to the issue of accessible, affordable quality child care in Canada.

In fact, there is money available. It is there in the defence budget, which has more than quadrupled, from \$2 billion to \$9 billion in only 10 years. It is there in the budget for NATO, which gets a 3% annual increase. It is there in the tax write-offs, the exemptions and interest-free loans that the government has freely used to bail out banks, corporations, oil companies, arms manufacturers and other poverty-stricken big-business interests including we might add, Westinghouse here in Hamilton, among others.

This is in itself was worth more than \$1 billion in 1983—and I think those figures are extremely low. I think they are much higher. It is there in the low corporate tax rates which cost the government more than \$1.4 billion in 1979. These are figures that I am sure you all recognize from the Cooke report, which as I said I believe are low.

• 1250

It is there in the capital gains exemptions, which under the old rules—not the new ones under the budget—cost the government more than \$1 billion in 1981, and now this figure would be much greater. The money is there; that is clear. What is missing is the political will to direct it into the essential service provided by publicly funded child care.

Madam Chairperson, in conclusion, it is known that there are moments in history when life itself dictates the actions that men must take—and women, I might add.

Ms Mitchell: Yes, that is true.

Ms Rowley: This is surely one of those moments. We urge you in the name of our children, our future, to recommend to the Government of Canada that it act now to deliver universally accessible publicly funded high quality child care to Canada's women and children. Thank you.

The Chairman: Thank you, Ms Rowley. Dr. Jordan.

Dr. Jordan: I just wanted to do a postscript on workplace day care, since there were some questions.

[Traduction]

gouvernement qui refuserait d'agir alors que le peuple canadien exige qu'il le fasse?

Ceux qui disent qu'il n'y a pas d'argent pour créer un tel système dans un pays aussi riche et opulent que l'est le Canada sont les gros rentiers et les financiers de Bay Street qui n'ont jamais vraiment été obligés de travailler pour gagner leur vie, qui n'ont jamais eu à se demander comment payer leurs factures, ou à se demander comment leur bébé se débrouille, chez la dame, au bout de la rue, qui s'occupe en même temps de six autres enfants. Ce genre d'objections, Madame la présidente, ne nous paraissent pas honnêtes et devraient être rejetées car elles n'ont rien à voir avec la question d'une garde d'enfants accessible, bon marché et de qualité, au Canada.

En fait, de l'argent, il y en a. Il y en a dans le budget de la défense, qui a plus que quadruplé et est passé de deux milliards de dollars à neuf milliards de dollars en dix ans seulement. Il y en a dans le budget de l'OTAN, qui augmente de trois pour cent tous les ans. Il y en a dans les déductions, les dispenses d'impôt et les prêts sans intérêt abondamment utilisés par le gouvernement pour renflouer les banques, les sociétés, les sociétés pétrolières, les fabricants d'armes et autres grosses entreprises dans le besoin, y compris, soit dit en passant, Westinghouse, ici à Hamilton.

Rien que cela représentait plus de un milliard de dollars en 1983—et je crois ces chiffres très inférieurs à la réalité. Cet argent, il existe dans les taux d'imposition peu élevés accordés aux sociétés, qui ont coûté plus de 1,4 milliard de dollars au gouvernement en 1979. Ce sont là des chiffres qui proviennent du rapport Cooke, comme vous le savez certainement, et qui, à mon avis, sont encore inférieurs à la réalité.

Il existe dans les exemptions accordées aux gains en capital, qui en vertu des anciennes règles—pas celles du nouveau budget—ont coûté plus de un milliard de dollars au gouvernement, chiffre qui pourrait être beaucoup plus élevé maintenant. L'argent existe; c'est indéniable. Ce qui manque, c'est la volonté politique de l'utiliser pour assurer le service essentiel que constitue une garde d'enfants financé sur les deniers publics.

Madame la présidente, en conclusion, il est bien connu qu'à certains moments de l'histoire, c'est la vie elle-même qui dicte les actes des hommes—et j'ajouterais, des femmes.

Mme Mitchell: Oui, c'est vrai.

Mme Rowley: C'est certainement le cas maintenant. Nous vous demandons instamment, au nom de nos enfants, de notre avenir, de recommander au gouvernement du Canada de prendre des mesures immédiates pour assurer un service de garde d'enfants public, accessible à tous, et de haute qualité, aux femmes et aux enfants du Canada. Merci.

La présidente: Merci, madame Rowley. Docteur Jordan.

M. Jordan: Je tenais simplement à ajouter un mot au sujet de la garde de jour en milieu de travail, étant donné qu'elle soulève quelques questions.

[Text]

We find, like the last person, that usually when people ask for workplace day care, they are already pregnant or their children are already born and they do not have the time to give to the committee work to find a location and get through getting a day care set up. They make alternative arrangements. Two years later, they are not interested.

So that in effect, waiting for the person who needs it to ask for day care is not going to get us workplace day care. It is a priority in the current provincial initiatives. As one of our projects this last year, we have been involved with the chamber of commerce in St. Catharines, who has asked us to help prepare some presentations to the business people of the community.

One of the things is workplace day care is more suitable for the very young child than for the school-age child, if you mean on-site day care. That is, they tend to want their children near them when they are young and near the school when they are older.

Our experience also is that many businesses are employers of small numbers of people where the ages of the children of the employees are spread out across a variety of ages. Again, it tends to be the children of the mothers that they are concerned about. They forget that fathers, too, have children who need day care, so that making businesses aware of what their clientele is, what group is likely to be stable over the years, has been one of the issues.

The other issue is to look at flexibility of services. Often, a centre on site that requires 16 children to be viable is not something which small businesses can support. On the other hand, they can form a consortium nearby, so that a group go together. They can work through a voucher system whereby they are benefitting an existing day care service elsewhere. They can recognize that they are dealing with a whole range of child care ages. They have asked for leadership from us in help in finding those kinds of flexible arrangements.

The other thing they are asking for is examples of workplace day care in the private sector. That is, most workplace day care is hospitals and government and universities. They are asking for examples of how it has worked and we have been locating those examples. There are very few in Canada. There are a few more in other countries in the world, but it takes time to dig those out for them and show that it can work in this part of the work force.

The Chairman: Thank you, Dr. Jordan. Are there any questions? Thank you very much. We will now adjourn our hearings until this afternoon at 2.10 p.m. Thank you very much.

[Translation]

Nous constatons, comme la personne qui vient de parler, qu'habituellement, quand des femmes demandent à avoir une garderie sur le lieu de travail, elles sont déjà enceintes ou elles ont déjà des enfants et n'ont pas suffisamment de temps à accorder au comité pour qu'il trouve un endroit et organise une garderie de jour. Elles prennent donc d'autres mesures, et, deux ans après, cela ne les intéresse plus.

Donc, si nous attendons que les gens qui en ont besoin, demandent une garderie de jour, nous n'en aurons jamais. C'est actuellement, un des projets prioritaires de la province. L'an dernier, par exemple, nous avons collaboré avec la Chambre de commerce de St. Catharines, qui nous a demandé de l'aider à préparer la présentation de certains projets devant les gens d'affaires de la collectivité.

Lorsque l'on parle de garderies de jour sur le lieu même de travail, c'est une formule qui convient mieux aux très jeunes enfants qu'aux enfants d'âge scolaire. En effet, les mères ont tendance à vouloir leurs enfants près d'elles lorsqu'ils sont très jeunes, et près de l'école, lorsqu'ils sont plus âgés.

L'expérience nous a également appris que beaucoup d'entreprises emploient un petit nombre de personnes dont les enfants ont des âges très divers. Là aussi, ce dont on se préoccupe surtout, c'est des enfants des mères. On oublie que les pères, eux aussi, ont des enfants qui ont besoin d'être gardés le jour; une des questions importantes a donc été de sensibiliser les entreprises à la nature exacte de leur clientèle et au groupe susceptible de demeurer stable dans le temps.

L'autre question est celle de la souplesse des services. Bien souvent, un centre sur place qui a besoin de 16 enfants pour être viable, constitue une charge trop lourde pour de petites entreprises. En revanche, celles-ci peuvent créer une sorte de consortium, à proximité, en constituant un groupe. Elles peuvent recourir à un système de bons qui peuvent être utilisés dans un service de garde de jour ailleurs. Elles peuvent tenir compte du fait qu'elles ont affaire à la garde d'enfants d'âge très divers. Elles nous ont demandé de les aider à mettre au point des arrangements souples de ce genre.

Elles nous demandent également des exemples de garderie de jour sur le lieu de travail, dans le secteur privé. En effet, la plupart de ces garderies se trouvent dans des hôpitaux, des organismes gouvernementaux et des universités. Elles nous demandent des exemples de la manière dont les choses fonctionnent et nous, nous sommes donc chargés de leur en trouver des exemples. Il y en a très peu au Canada. Ils sont un peu plus nombreux dans d'autres pays, mais cela demande du temps pour les trouver et pour montrer que la formule est aussi viable pour les petites entreprises.

La présidente: Merci, docteur Jordan. Y a-t-il des questions? Merci beaucoup. La séance est levée et reprendra cet après-midi, à 14h10. Merci beaucoup.

[Texte]
AFTERNOON SITTING

• 1400

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Good afternoon, ladies and gentlemen. We would like to begin our afternoon sittings here in Hamilton. I would like to call forward the Family Services of Hamilton—Wentworth.

Ms Terry Bennett (Director of Family Life Program, Family Services of Hamilton—Wentworth): You are smaller than I anticipated.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I am about 5 feet, 11 inches now.

Ms Bennett: It is just less scary. That is all. Okay.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you. The floor is yours.

Ms Bennett: Thank you. I would like thank you for this opportunity to speak on this very important subject. I would like to begin by highlighting as briefly as I can the program I am representing. The concerns we have around operating this program are what this whole brief is based upon.

The Family Life Program is one of the major programs of Family Services of Hamilton—Wentworth. It is a family-based program. I think it is very important to remember that we are looking at the entire service that is going to the entire family.

We have a family coming into our program where they are identified as at risk, and they are at risk in two separate ways. Either the parent is at risk because they have a developmentally delayed child, a special needs child, and consequently the family needs support, needs help in advocating for their child around services. They need general help in child management techniques and anything we can give to them in order for them to deal with the fact that they have a special needs child.

The other way parents come to us, and would make their family at risk, is that we are also delivering services to families that are high risk for abuse or high risk for neglect. Part of the reason we are dealing with that portion of the population is that our service is very expensive, and because CAP funding is only a welfare service and is only subsidizing low income families, we are dealing with low income families. Concomitant with that is a large portion of families who are single, who are multi-problem, and are often high for, like I said, abuse and neglect.

Not only are the families identified through their parents being at risk, but the children are at risk as well. Some of our children are at risk because, as I said, they have special needs. Others are environmentally deprived, coming out of very poor environments that are not stimulating, where parents are just not able to give them adequate care.

[Traduction]
SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le président suppléant (M. Nicholson): Bonjour, mesdames et messieurs. Nous allons maintenant ouvrir la séance de cet après-midi à Hamilton. Je donne la parole à la représentante des *Family Services of Hamilton-Wentworth*.

Mme Terry Bennett (Directrice du Family Life Program, Family Services of Hamilton-Wentworth): Vous êtes moins grand que je croyais.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je mesure environ 1 mètre 80.

Mme Bennett: Comme cela, vous êtes un peu moins impressionnant; c'est tout ce que je voulais dire. Bon.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci. Vous avez la parole.

Mme Bennett: Merci. Je tiens à vous remercier de l'occasion qui nous est donnée de parler d'un sujet très important. Pour commencer, je voudrais décrire aussi brièvement que possible les grandes lignes du programme que je représente. Ce mémoire tout entier traite des difficultés que nous avons à en assurer le fonctionnement.

Le «programme de vie familiale» est un des principaux programmes des *Family Services of Hamilton-Wentworth*. C'est un programme qui a une assise familiale. Je crois qu'il est très important de se souvenir que nous examinons la totalité du service offert à la totalité de la famille.

Nous accueillons une famille dans notre programme lorsqu'il est établi qu'elle court des risques, qui peuvent se présenter sous deux formes différentes. Ou bien c'est le parent qui a des difficultés parce qu'il a un enfant handicapé, un enfant ayant des besoins spéciaux, et dans ce cas la famille a besoin qu'on l'aide à aiguiller leur enfant vers divers services qui peuvent l'aider. Sur le plan général, ces familles ont besoin d'apprendre les techniques d'éducation des enfants et de tout ce que nous pouvons leur offrir pour les aider à faire face au fait qu'ils ont un enfant handicapé.

Nous nous occupons aussi des familles où les enfants risquent fort d'être négligés ou soumis à des traitements abusifs. Une des raisons pour lesquelles nous nous occupons de cet élément de la population tient au fait que notre service est très coûteux, et comme le Régime d'assistance publique du Canada n'est qu'un service de bien-être social et ne vise que les familles à faible revenu, nous nous occupons de celles-ci. À cela s'ajoute le pourcentage élevé de familles monoparentales, où les problèmes sont multiples et où, comme je l'ai dit, les risques de traitement abusif et de négligence sont élevés.

Ce qui permet d'identifier ces familles, ce n'est pas uniquement le fait que les parents courent des risques, mais les enfants aussi. Certains de nos enfants courent des risques car, comme je l'ai dit, ils ont des besoins spéciaux. D'autres vivent dans un environnement qui les défavorise, car ils appartiennent à des milieux très pauvres qui sont peu stimulants, et ont des parents qui ne sont tout simplement pas en mesure de s'occuper d'eux.

[Text]

What we do for the parents in our program is provide weekly group sessions with social work staff. These sessions try to address their social and educational needs. We are trying to build in support, so these parents know how to parent better. If their child is acting up at home, we are looking at very instrumental child management techniques. It is a very educational, remedial-based program.

We are offering the children coming into the program what looks to be a typical pre-school program. However, we believe we are very different in that our purpose is remediation. We are not just a program that is supplying good quality care and stimulation. We are aiming to do remediation.

Like I said, the type of children we have in our program may be high risk for abuse and neglect and may have environmental deprivation, but we also go right to the gamut of children who have cerebral palsy, muscular dystrophy, autism. So we are running a very wide gamut of children with delays.

Again, one of the problems is, because most of our families are subsidized by the government and are coming through the subsidy program... In Hamilton, there is a policy which states that on top of that, they also have to be therapeutically referred. So we have a population which is almost all welfare, living in poverty with all the problems poverty breeds for families. On top of that, they are all therapeutically referred, which means that health and social service agencies have identified them as being at-risk families. It is a tremendous burden for our staff and financial resources to run a program like this.

• 1405

One of the concerns we have is that we feel we are an anomaly. We are funded and licenced under the Day Nurseries Act, but on the other hand, the Day Nurseries Act does not really provide access to funds that help us work with our families in terms of being able to have parent input.

We absolutely believe it is critical, if you are going to work with these children who are at risk, who are coming out of high-risk families, that you have to put a great deal emphasis on working with the parents. It is very hard to access funds that will let you look at these families as an entity unto themselves.

We have to get funding from over here for parents and over here for children. What we are advocating is that high-risk families, with high-risk children, must have programming and funds available that look at them—look the whole system, is what I am trying to say.

[Translation]

Dans notre programme, nous organisons des séances hebdomadaires de groupe pour les parents, qui sont animées par des travailleurs sociaux. Ces séances ont pour objet d'essayer de répondre à leurs besoins sur le plan social et éducatif. Nous essayons de créer des structures de soutien qui permettent à ces personnes de mieux remplir leurs fonctions parentales. Si leur enfant se montre indiscipliné à la maison, nous leur présentons des techniques d'éducation très concrètes. C'est un programme très éducatif, axé sur la recherche de remèdes.

Pour les enfants, nous offrons un programme qui ressemble au programme préscolaire typique. Nous nous considérons cependant comme tout à fait différents car notre objectif est la réadaptation. Il ne s'agit donc pas simplement d'offrir un service de garde de qualité et un stimulant.

Comme je le disais tout à l'heure, les enfants qui participent à notre programme courent un risque élevé d'être négligés et maltraités et vivent peut-être dans un milieu déshérité, mais nous visons également directement les enfants qui souffrent de paralysie cérébrale, de dystrophie musculaire, d'autisme. Nous nous occupons donc de toutes sortes d'enfants handicapés.

L'autre problème c'est que, comme la plupart de nos familles nous viennent par le biais d'un programme subventionné de l'État... À Hamilton, il y a une politique qui stipule qu'en plus de cela, il faut qu'elles soient aiguillées vers nous pour des raisons thérapeutiques. Nous avons donc une population qui est presque entièrement composée d'assistés sociaux, qui vivent dans la pauvreté, avec tous les problèmes que cela crée au sein des familles. En outre, ce sont des gens qui sont aiguillés vers nous pour des raisons thérapeutiques, ce qui signifie que les organismes de santé et de services sociaux les ont identifiés comme des familles à risques. Un programme tel que celui-ci constitue une charge énorme pour notre personnel et nos ressources financières.

Une des choses qui nous inquiètent, c'est que nous avons l'impression de constituer une anomalie. Nous sommes financés et autorisés en vertu de la Loi sur les garderies de jour, mais cette loi ne nous donne pas vraiment accès à des fonds qui nous permettent de travailler avec nos familles en nous assurant la participation des parents.

Nous sommes absolument convaincus qu'il est indispensable que, si vous voulez travailler avec des enfants appartenant à des familles à risques élevés, travailler avec les parents joue un rôle extrêmement important. Il est très difficile d'obtenir des fonds qui vous permettent de traiter ces familles comme une entité.

Selon que nous voulons obtenir une aide financière pour les parents, ou les enfants, nous sommes obligés de nous adresser à des sources différentes. Ce que nous recommandons, c'est la mise en place, pour les familles à risques élevés ayant des enfants courant des risques élevés, de programmes et de fonds qui permettent de les considérer—de les traiter comme un ensemble, c'est ce que je veux dire.

[Texte]

In the operation of this particular program, we have come up against about eight things we feel are necessary that have to be built in. I want to go through these eight particular criteria and just bring them to your attention. One of them—and I have already said this—is the need to have programming which looks at working with parents. We believe strongly that if you are going to intervene with a child who is at risk either developmentally or because their environment has caused them some concerns, then if you truly want to make an intervention that is going to have some success and it is going to last over time, you are going to have to work at making changes in the family system. That means intervening at the parent level.

I think that is all I need to say about parents, unless you want to ask further questions. Hopefully, as you have gone across the country, you have heard from parents on the need for them to learn new skills and to get support.

One of the other things we find in running a program like this, where almost all of the children are at risk and families are at risk, is that the ratios currently in the Day Nurseries Act of 1 to 8—we will just take the pre-school rate—we find is far too high. We find we have to lower our ratios to at least 1 to 6. That is what we are currently running at, and it seems to be working.

We have a couple of reasons for that and one of them is that the needs of these children are extremely high. Some of them have just never had an opportunity to play, to be outside, to use gross-motor equipment, to be able to use special toys or even to know how. So when they enter a program like ours teachers are teaching them basic skills, just how to interact with other children. There are four-year-olds who have no social skills. That kind of work has to go be done one-to-one almost; it just cannot operate on a 1 to 8 ratio. We just find it overwhelming.

They come to our program and not all of them are identified as well as they could be in terms of where their delays are and what kind of programming should be done for them. Consequently, the teachers have to spend a great deal time in identification and in assessment. Once that is done we are looking at continual evaluation so that we are always aware of where children are developmentally and making sure our programming is geared to that development. Again, it is difficult to do this with 1 to 8; 1 to 6 makes it a little bit easier.

One of the other concerns is that as I said, we involve our parents in our program and not only are they in a group with social workers, but they also come into our nursery school. They come into the nursery school not as in a co-op situation where they are actually part of the ratios and not there to help out, they are there to learn.

[Traduction]

Nous sommes parvenus à la conclusion que pour assurer le fonctionnement de ce programme, il y a huit critères à respecter, et je vais vous les présenter l'un après l'autre. L'un d'entre eux—je l'ai déjà dit—est qu'il est indispensable d'avoir un programme qui prévoit la participation des parents. Nous sommes absolument convaincus que si vous voulez vous occuper d'un enfant qui court des risques soit sur le plan de son propre développement ou du milieu dans lequel il vit, et si vous voulez que votre intervention ait des chances de succès et ait des résultats durables, il faut que vous vous efforciez de modifier le système familial. Cela signifie une intervention au niveau des parents.

Je pense que c'est tout ce qu'il est nécessaire de dire à propos des parents, à moins que vous n'ayez d'autres questions à poser. J'espère qu'au cours de vos déplacements à travers le pays, les parents vous aient dit qu'ils avaient besoin d'acquérir de nouvelles compétences et d'obtenir une aide.

Une des autres découvertes que nous avons faites en assurant le fonctionnement d'un programme tel que celui-ci, dans lequel presque tous les enfants et les familles courent des risques, c'est que le rapport actuel d'une gardienne pour huit enfants qui est actuellement prévu dans la Loi sur les garderies de jour—je ne parle là que des enfants d'âge préscolaire—est beaucoup trop élevé. Nous nous sommes rendu compte que nous étions obligés de ramener ce rapport à une gardienne pour six, au moins. C'est ce que nous faisons actuellement, et cela semble marcher.

Il y a deux raisons à cela; la première, c'est que ces enfants ont énormément de besoins. Certains d'entre eux n'ont jamais eu l'occasion de jouer, d'être dehors, d'utiliser du matériel motorisé, des jouets spéciaux ou même de savoir comment le faire. Lorsqu'ils viennent chez nous, nous leur enseignons donc les compétences de base, des choses aussi simples que l'interaction avec d'autres enfants. Il y a des petits de quatre ans qui n'ont pas la moindre idée de la façon de se comporter en société. C'est là le genre de travail où l'on ne peut pratiquement pas s'occuper de plus d'un enfant à la fois; cela ne marche absolument pas lorsqu'il n'y a qu'une personne pour huit enfants; cela nous paraît une tâche écrasante.

Lorsqu'ils arrivent chez nous, leur handicap et le genre de programme dont ils auraient besoin ne sont pas toujours clairement déterminés. Il faut donc que nos enseignantes consacrent beaucoup de temps à identifier leurs besoins et à les évaluer. Une fois cela fait, nous sommes obligés de nous livrer à une évaluation continue de manière à pouvoir constamment suivre le développement de ces enfants et de s'assurer que notre programme est adapté en conséquence. Là aussi, il est difficile de le faire avec une personne pour huit enfants; une pour six rend la tâche un peu plus facile.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, ce à quoi nous tenons, c'est de faire participer les parents à notre programme, non seulement pour qu'ils forment des groupes animés par des travailleurs sociaux, mais qu'ils viennent aussi à notre jardin d'enfants. Il ne s'agit pas là d'un programme coopératif où ces parents sont un élément de ces ratios mais ne sont pas là pour aider; ils viennent chez nous pour apprendre.

[Text]

If they are having difficulty with their child at home around temper tantrums and the child has one in the nursery school, we expect our teachers to be able to stop, to say this is why we did what we did, this is how we did it, let us see you do it the next time. When the child has the same behaviour and it has shown itself again, then the teachers are there to say to the parent, you handle it and we are going to be there to help you. I am reiterating, I know, but you cannot do it on a 1 to 8 ratio. You cannot provide remedial services at such a high ratio.

Another thing, we do acknowledge the fact that the Day Nurseries Act recognizes the need for resource teachers, especially if children are going to be on individual program plans. We would advocate that resource teachers be in every school that has a high-needs population, not just those centres that are providing services to handicapped children.

• 1410

We also would advocate... In our centre right now we are funded on a per diem basis. We have to have eight children who are on these individual program plans in order to cover the costs of our resource teacher. If for some reason a child leaves, even for a month, and it takes us a month to get another child in there, we have lost that money. We are constantly running into a deficit over how we are going to pay this resource teacher. We are advocating that it be a lump sum amount of money that goes to pay that person's salary regardless of whether there is seven or eight children or whatever. If the centre needs resource teachers, needs that special kind of programming that a resource teacher can give, then it needs to be funded across the board. We advocate that position.

Obviously, in programs such as ours which handle special-needs children, there needs to be specialized equipment, specialized access, and renovations. We believe they should be cost-shared. This equipment costs money, and it is necessary to have it.

We have also found that there is a great need in the centres like ours to have staff who are really well trained. We generally find that using staff right out of an early childhood education program is not sufficient. They do not have enough background on the culturally and economically deprived child. There needs to be a great deal of training going into understanding these families and children. Those working with special-needs kids need training as well. We are looking at staff who have either a great deal of experience, are trained past a two-year community college degree, or we are advocating that the EEC programs be longer, more involved and specifically designed to look at this particular segment of the population. We are looking for teachers coming out with those kinds of skills.

[Translation]

S'ils ont des difficultés à la maison parce que leur enfant pique des crises de colère et si celui-ci en fait autant au jardin d'enfants, nous comptons sur nos enseignantes pour qu'ils y mettent fin, qu'elles expliquent les raisons de leur intervention, la manière dont elles ont procédé et qu'elles disent ensuite aux parents, la prochaine fois, ce sera votre tour. Lorsque l'enfant récidive, les enseignantes sont là pour dire aux parents, à vous de jouer, nous sommes là pour vous aider. Je sais que je me répète, mais c'est là quelque chose d'impossible à faire lorsque vous n'avez qu'une seule enseignante pour huit enfants. Des services de rééducation sont impossibles avec un tel ratio.

Nous reconnaissons également que la Loi sur les garderies de jour tient compte de la nécessité d'avoir des spécialistes, en particulier lorsque les enfants suivent un programme individuel. Nous recommandons qu'il y ait des spécialistes dans toutes les écoles qui ont une population d'élèves ayant des besoins élevés, et pas seulement dans les centres pour enfants handicapés.

Nous recommanderions également... Actuellement, le financement de notre centre est fondé sur une allocation quotidienne. Pour pouvoir payer le salaire de notre spécialiste, il nous faut huit enfants qui suivent ces programmes individuels. Si, pour une raison ou une autre, un enfant s'absente, ne serait-ce qu'un mois, et qu'ils nous faille un mois supplémentaire pour en avoir un autre, cet argent est perdu. Nous sommes constamment en déficit lorsqu'il s'agit de savoir comment payer notre spécialiste. Nous recommandons qu'une somme globale soit allouée pour payer son salaire, qu'elle ait à s'occuper de sept enfants, ou de huit. Si le centre a besoin de spécialistes, si le centre a besoin du genre de programme spécial qu'elle est en mesure d'offrir, il lui faut une aide financière d'ensemble. C'est la formule que nous recommandons.

Manifestement, dans des programmes tels que le nôtre, qui sont destinés à des enfants ayant des besoins spéciaux, il faut du matériel spécialisé, des accès spécialisés, et des travaux de rénovation. À notre avis, ces frais devraient être partagés. Tous ce matériel coûte de l'argent, et il est indispensable.

Nous avons également pu constater que dans des centres tels que le nôtre, il faut du personnel qui ait vraiment une bonne formation. Il ne suffit pas de faire appel à de fraîches émouluées d'un programme de puériculture. Elles n'ont pas une connaissance suffisamment approfondie des enfants déshérités sur le plan culturel et économique. Pour bien comprendre ces enfants, et leurs familles, il faut une formation poussée. Les personnes qui travaillent avec des enfants ayant des besoins spéciaux ont également besoin d'une formation. Nous recherchons un personnel qui ait, soit beaucoup d'expérience, soit une formation supérieure au diplôme obtenu dans un collège communautaire après deux ans d'étude; nous recommandons également que les programmes de puériculture soient plus longs, plus complets et plus spécifiquement conçus pour ces éléments particuliers de la population. Nous recherchons des enseignants qui ont ce genre de compétence.

[Texte]

We also believe that once the staff are in place there needs to be time for staff development. In the per diems, there must be acknowledged time for staff development. We also feel that it is very important that we have access to other kinds resources. A centre such as ours that is doing remediation needs to have professionals trained in the areas of speech pathology, play therapy or psychometry available to us. A centre as large as ours, which has 100 families, could actually use its own speech pathologist. Right now, to get a speech assessment in Hamilton at the major centre, we might wait for a year. If a child is three years old and needs a speech assessment, and we need help in intervening in terms of making up for this delay, we have to have accessibility to speech and language therapists.

We are advocating that those staff are there, in large centres particularly, and that centres who have smaller portions of special-needs and at-risk children somehow share these professional services. This could involve a speech pathologist who spends a half a day here, there, and everywhere. We just need that access. There are probably several other professionals, like I said . . . play therapists, psychometrists, etc.

My final point on what is needed in these kinds of programs is transportation, particularly for special-needs children. There needs to be transportation. It is a shame when families need these kind of programs and have no way of getting their children to them. I am not talking about simply the physically disabled child. I am talking about even the child who is coming from an at-risk family. You have a young single parent in the home who might have three children under the age of five. She simply cannot get three kids to a centre by 9 a.m. We feel transportation is fundamental to programs. You have to find ways to make these kinds of experiences accessible.

All these things I have been talking about, like small ratios, specialized staff, time for staff development, make these programs very expensive, of course. I think what I am saying is that quality care costs money and quality care for specialized programs that want to do remediation costs even more. I believe they are legitimate costs and they need to be paid.

• 1415

The last thing I would like to say is that one of the recommendations of the Cooke task force was that existing funds should go towards the stabilization of existing programs as a first priority. I would just like to reiterate that. Our program is currently being funded on a daily basis of about \$8 per unit per diem. Our actual cost is somewhere around \$15.50.

Right now we are using the United Way to cover the cost of the differential. The United Way is not prepared to continue to

[Traduction]

Nous estimons également que lorsque ce personnel est en poste, il faut lui donner le temps de se perfectionner. Cela devrait être prévu dans les allocations journalières. Nous estimons également qu'il est très important que nous puissions avoir accès à d'autres genres de ressources. Un centre tel que le nôtre, qui s'occupe de rééducation, a besoin de professionnels dans le domaine de la phoniatry, de la thérapie par le jeu ou de la psychométrie. Un centre aussi important que le nôtre, qui s'occupe de 100 familles, aurait en fait besoin d'avoir son propre orthophoniste. Actuellement, pour faire évaluer les problèmes d'expression d'un enfant à Hamilton, au centre principal, l'attente est d'un an. Si un enfant de trois ans a besoin d'une telle évaluation, et que nous ayons besoin qu'on nous aide à compenser ce délai, il faut que nous puissions avoir accès à des orthophonistes.

Nous recommandons que ces spécialistes fassent partie du personnel des centres, en particulier des grands centres, et que ceux qui accueillent un pourcentage moins important d'enfants ayant des besoins spéciaux ou d'enfants courant des risques, s'arrangent pour partager ces services professionnels. On pourrait, par exemple, avoir un orthophoniste, qui passerait une demi-journée dans chaque centre. C'est de cela que nous avons besoin. Il y a probablement d'autres professionnels tels que, comme je l'ai dit . . . les spécialistes de la thérapie par le jeu, de la psychométrie, etc.

Ma dernière remarque sur ce dont on a besoin pour ce genre de programmes, en particulier pour les enfants ayant des besoins spéciaux, concerne les transports. Il est indispensable qu'il y ait des moyens de transport. Il est vraiment regrettable que des familles qui ont besoin de ce genre de programmes n'aient aucun moyen d'y amener leurs enfants. Je ne parle pas simplement de handicapés physiques; je parle même d'un enfant venant d'une famille à risques. Vous avez parfois une jeune mère à domicile, avec trois enfants de moins de cinq ans. Il lui est tout simplement impossible de les amener à un centre avant 9 heures du matin. Le transport est donc un élément fondamental de ces programmes. Il faut trouver des moyens de les rendre accessibles.

Tout ce dont je viens de parler, notamment un ratio réduit enseignant-enfants, des spécialistes, le temps nécessaire au perfectionnement du personnel, rendent, naturellement, ces programmes très coûteux. Ce que je veux dire, c'est que des soins de qualité coûtent chers, et des soins de qualité pour des programmes spécialisés de rééducation, coûtent encore plus cher. À mon avis, ce sont là des coûts légitimes, qui doivent être pris en charge.

En conclusion, je tiens à dire que nous sommes d'accord avec le groupe de travail Cooke lorsqu'il recommande que les fonds existants soient utilisés en priorité pour stabiliser les programmes existants. Je tiens à le répéter. Notre programme repose actuellement sur une aide financière quotidienne d'environ 8\$ par unité et par jour. Notre coût réel est d'environ 15,50\$.

Nous utilisons actuellement Centraide pour couvrir la différence. Centraide n'est pas disposée à continuer à utiliser

[Text]

put their money into these kinds of services, and we are in a very tenuous position. Like I said, we serve 100 at-risk families in Hamilton. Our services are desperately needed and we have to be able to get what it truly costs us to pay, not 3% year after year on a base that is already grossly inadequate. So I would advocate the stabilization of existing programs, and then the government should look to new programs and new spaces. That is all I have to say.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Ms Bennett. I know we have just a couple of minutes here.

Mrs. Martin: You mentioned here that you are funded under the Day Nurseries Act and that you need funding for high-risk families rather than for just the children. In your experience with dealing with the various agencies, if your needs were to be lumped under one agency, where would you see your needs being met?

Ms Bennett: We feel that we are basically running a program that is quite similar to a child's mental health centre or to a child development centre without the medical and psychiatric backup that are often associated with those kinds of programs. I do not think I know enough about the legislation to know where the funding should come from.

I do know that when we saw Bill C-77, the Child and Family Services Act, we thought that there might be a way to get funds through that. It seemed to me that piece of legislation recognized that these organizations are working with parents. But I do not know enough about the act to know if that is an accurate assumption.

Mrs. Martin: But you would be better off with all the funding coming from one source.

Ms Bennett: We definitely would. There are real major problems in having to be funded by different parts and levels of government. We do not have the freedom to run the programs the way we want. We are set with having to run group programs for our parents when sometimes individual marital therapy would be much more appropriate. We do not seem to be able to work out the leverage to have that happen.

Mrs. Martin: You mentioned that you care for up to 100 families. How many children would that entail?

Ms Bennett: I guess what I am saying is we have up to 100 children and that would probably represent about 80 to 90 families.

Mrs. Martin: Do you have the mixed disabilities all in one group? You mentioned you work with autistic children and so forth.

Ms Bennett: Yes, they are integrated. All our programming for the children is integrated into the daily routine of the

[Translation]

son argent pour ce genre de services, et notre position est donc précaire. Comme je le disais, nous nous occupons de 100 familles à risques à Hamilton. Elles ont désespérément besoin de nos services, et il est indispensable que nous obtenions suffisamment d'argent pour payer nos coûts réels, et non pas l'augmentation annuelle de 3 p. 100 d'une base qui est déjà grossièrement insuffisante. Je recommande donc la stabilisation des programmes existants, après quoi le gouvernement devrait rechercher de nouveaux programmes et de nouveaux espaces. C'est tout ce que j'avais à dire.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, madame Bennett. Je sais qu'il ne nous reste plus que deux ou trois minutes.

Mme Martin: Vous avez dit que vous recevriez une aide financière en vertu de la Loi sur les garderies de jour et que vous avez besoin d'une aide financière pour les familles à risques élevés, et pas simplement pour les enfants. D'après l'expérience que vous avez des divers organismes avec lesquels vous traitez, si vos besoins devaient être pris en charge par un seul organisme, quel est celui qui vous paraîtrait le plus approprié?

Mme Bennett: Nous estimons que notre programme ressemble beaucoup à celui d'un centre pour malades mentaux ou d'un centre de rééducation des enfants, sans le soutien médical et psychiatrique qui accompagne souvent ces programmes. Je ne crois pas connaître suffisamment les lois pour pouvoir dire d'où l'argent devrait venir.

Je sais cependant que lorsque nous avons vu le projet de loi C-77, la *Child and Family Services Act*, nous avons pensé qu'il serait peut-être possible d'obtenir de l'argent par ce biais. Il m'a paru que ce texte législatif reconnaissait le fait que ces organisations travaillent avec les parents. Mais je ne connais pas suffisamment cette loi pour savoir si cette supposition est exacte.

Mme Martin: Mais il serait préférable pour vous que toute l'aide financière provienne d'une seule et même source.

Mme Bennett: Certainement. Le fait de recevoir un appui financier de différents services et ordres de gouvernement crée de très sérieux problèmes. Nous ne sommes pas libres de mener nos programmes à notre guise. Nous sommes tenus d'avoir des programmes de groupe pour nos parents alors que dans certains cas, une thérapie individuelle serait bien plus appropriée. Nous ne semblons pas parvenir à exercer les pressions nécessaires pour que cela se produise.

Mme Martin: Vous nous avez dit que vous vous occupiez, au maximum, de 100 familles. Combien d'enfants cela représente-t-il?

Mme Bennett: Ce que je voulais dire, en fait, c'est que nous avons jusqu'à 100 enfants chez nous, qui représentent de 80 à 90 familles.

Mme Martin: Est-ce que l'on trouve des handicaps très différents dans un même groupe? Vous avez mentionné le fait que vous travaillez, notamment, avec des enfants autistes.

Mme Bennett: Oui, ils sont intégrés. Tous nos programmes à l'intention des enfants sont intégrés au fonctionnement

[Texte]

nursery school. We are definitely mainstreaming them right through.

Mrs. Martin: Are all the children in one location?

Ms Bennett: Yes, they are.

Mrs. Martin: Are you spread throughout the city? Where in the city are you located?

Ms Bennett: We are in the northeast end of Hamilton, which in general is a very high-needs, low-income area. More of the high-risk families, if you will, tend to live in that area of the city.

Mrs. Martin: What type of building is it?

Ms Bennett: We are in a school.

Mrs. Martin: And the transportation now, is it strictly at the needs of the parent?

Ms Bennett: No, we are very fortunate. We have managed to have our transportation funded. I want to make a point that it is critical to have transportation, and we are quite happy to have it. Again, we are not funded at the actual cost, but we do have transportation.

Mrs. Martin: And what hours is your centre open?

Ms Bennett: We run from 8 a.m. to 4 p.m., but it is a half-day program, and so we have approximately 45 to 50 children in the morning in a two-hour program, and then again, another 50 and their family in the afternoon.

Mrs. Martin: Do you have a waiting list at all for children coming in? About how many people would you have on the waiting list?

Ms Bennett: It varies. We sometimes have up to maybe 10 families waiting.

Mrs. Martin: What are the age groups?

Ms Bennett: It changes and there does not seem to be any rhyme or reason to it. Sometimes we will have a great number of toddlers.

• 1420

Mrs. Martin: Yes. Do you have age limits on the group that you care for?

Ms Bennett: Yes. Do you mean room sizes? Sorry.

Mrs. Martin: The ages of the children that can come to the centre.

Ms Bennett: From two to five years. We do take some below two years. We are actually licensed from 18 months on, but we do not like to take an 18 month child.

[Traduction]

quotidien ordinaire du jardin d'enfants. Nous leur faisons suivre la filière normale.

Mme Martin: Est-ce que tous les enfants se trouvent dans les mêmes locaux?

Mme Bennett: Oui.

Mme Martin: Vos services s'étendent-ils à toute la ville? Où se trouve votre centre.

Mme Bennett: Nous sommes dans le Nord-Est de Hamilton, qui, d'une façon générale, est une zone à besoins élevés et à faibles revenus. Un plus grand nombre de familles à risques élevés, si vous voulez, ont tendance à vivre dans cette partie de la ville.

Mme Martin: Quel type de bâtiments?

Mme Bennett: Nous occupons une école.

Mme Martin: Et pour le moment, les transports sont strictement la responsabilité des parents?

Mme Bennett: Non, nous avons beaucoup de chance. Nous avons réussi à obtenir une aide financière pour assurer nos transports. Je tiens à souligner qu'il est absolument indispensable d'avoir des moyens de transport, et nous sommes fort heureux d'en bénéficier. Certes, cette aide financière n'en couvre pas le coût réel, mais au moins, nous avons des moyens de transport.

Mme Martin: Quelles sont les heures ouvrables de votre centre?

Mme Bennett: Nous sommes ouverts de 8 heures à 16 heures, mais c'est un programme d'une demi-journée, ce qui fait que nous avons de 45 à 50 enfants le matin, qui suivent un programme de deux heures, et 50 autres et leurs familles, l'après-midi.

Mme Martin: Avez-vous une liste d'attente pour les enfants? Combien de personnes y figurent?

Mme Bennett: Cela varie. Nous avons parfois jusqu'à dix familles sur cette liste.

Mme Martin: Quels sont les groupes d'âge?

Mme Bennett: Cela varie aussi, apparemment, sans rime ni raison. Nous avons parfois beaucoup de tout-petits.

Mme Martin: Oui. Y a-t-il un âge limite pour le groupe dont vous vous occupez?

Mme Bennett: Oui. Vous voulez parler de la taille des salles? Excusez-moi.

Mme Martin: Je veux dire, l'âge des enfants qui fréquentent votre centre.

Mme Bennett: De deux à cinq ans. Nous en acceptons quelques-uns avant deux ans. Notre permis nous autorise en fait à accueillir des enfants à partir de 18 mois. Mais nous n'aimons pas le faire.

[Text]

Mrs. Martin: What happens to the special needs children once they reach the age at which they can no longer come to your centre? What sort of facilities are available for them?

Ms Bennett: We will keep a special needs child in our centre until they are ready to go into the schools, the board of education stream. We work quite closely actually helping the family and the child make the transition from a nursery environment into a public school.

Mrs. Martin: Fine then, thank you very much.

Mr. Belsher: Terry, the word psychometry I am not familiar with that. Help me.

Ms Bennett: A masters in psychology, the ability to do the testing on children.

Mr. Belsher: Thank you.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you, Ms Bennett. As you were speaking I thought it ironic that you mentioned how tenuous your funding is. It seems that the groups that need money in society the most always have the most difficulty in getting it. I could go on for a while. There are lots of reasons for this.

Ms Bennett: Yes.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): It certainly is one of the ironies in today's society. I thank you very much for your presentation.

I would like to call forward the Association for Early Childhood Educators. I see you have a number of people. Are all of you going to speak, or is one going to speak and the others field questions when the time comes?

Ms Karyn Callaghan (Member, Public Policy Committee, Association for Early Childhood Education): Primarily, two of us will be speaking and the other two will be available for questions.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): All right. Just for your own information, we have you scheduled for about 20 minutes. You can take up all the time, if you like, speaking to us. Obviously, the shorter your remarks, the more time there is for questions. The time is yours and the floor is now yours.

Ms Callaghan: As the Association for Early Childhood Education, we represent early childhood educators. They, as we speak, are working with children, so they are doing the very jobs that we are talking about right now. Because of the timing of the hearing, most of them are unable to be here to speak in the flesh, so what we have done is to bring a video that contains comments that have been taped from people who are working in the field with children.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Ms Callaghan, while we are waiting, how many members are there in your group?

[Translation]

Mme Martin: Qu'arrive-t-il aux enfants ayant des besoins spéciaux lorsqu'ils deviennent trop âgés pour fréquenter votre centre? Quel genre d'installations existe-t-il pour eux?

Mme Bennett: Nous gardons chez nous un enfant ayant des besoins spéciaux jusqu'à ce qu'il soit prêt à intégrer le système scolaire normal. Nous travaillons en fait en étroite collaboration avec la famille et l'enfant pour les aider à faire la transition de la garderie à l'école publique.

Mme Martin: Très bien; merci beaucoup.

M. Belsher: Terry, le mot psychométrie ne m'est pas très familier. Pouvez-vous m'expliquer?

Mme Bennett: Il faut une maîtrise en psychologie et être capable de faire passer des tests aux enfants.

M. Belsher: Merci.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci, madame Bennett. Pendant que vous parliez, je pensais à l'ironie du sort qui veut que l'aide financière dont vous disposez soit si fragile. Apparemment ce sont toujours les groupes de notre société qui ont le plus besoin d'argent, qui éprouvent le plus de difficultés à en obtenir. C'est un sujet sur lequel je pourrais épiloguer. Il y a une foule de raisons à cela.

Mme Bennett: Oui.

Le président suppléant (M. Nicholson): C'est certainement une des ironies de la société d'aujourd'hui. Je vous remercie beaucoup de votre déposition.

J'invite maintenant l'Association for Early Childhood Educators à comparaître devant nous. Je vois que vous êtes plusieurs. Allez-vous tous prendre la parole, ou n'y aura-t-il qu'une seule personne à le faire, et les autres se chargeront de répondre aux questions, le moment venu?

Mme Karyn Callaghan (membre du Public Policy Committee, Association for Early Childhood Education): Deux d'entre nous parleront, et les deux autres répondront aux questions.

Le président suppléant (M. Nicholson): Très bien. Pour votre gouverne, nous vous avons alloué environ 20 minutes. Vous pouvez les utiliser tout entières pour faire votre déposition. Évidemment, plus vos remarques seront brèves, plus nous disposerons de temps pour les questions. Faites ce que vous voulez du temps dont vous disposez; vous avez la parole.

Mme Callaghan: L'Association for Early Childhood Education représente les puéricultrices. En ce moment même, elles travaillent avec des enfants et font donc le travail dont nous parlons actuellement. À cause du jour et de l'heure de l'audience, la plupart d'entre elles ne peuvent pas être présentes en personne; nous avons donc apporté un enregistrement vidéo qui contient les commentaires de personnes qui travaillent avec les enfants.

Le président suppléant (M. Nicholson): Madame Callaghan, pendant que nous attendons, dites-nous combien de membres vous avez dans votre groupe.

[Texte]

Ms Callaghan: In the Hamilton branch of the association we have over 100 members. It is a provincial organization.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I see. Does it receive funding from the province?

Ms Callaghan: If we put in proposals for grants for particular projects, we have received funding. No, we do not have ongoing funding as an association.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): I thank you.

[Video Presentation]

Ms Callaghan: If you underpay staff, I think you have guaranteed that there will be problems with quality. So like a lot of places, we are looking at ways to improve staff salaries because those have an impact on parenting.

Hamilton is a medium-sized city in southern Ontario and fairly heavily industrialized. We have approximately 2,500 spaces in formal child care programs in the municipality, and about 1,000 of those spaces are subsidized. There are only five centres in our entire municipality which serve infant care in a formal way. As a result, there are probably 60 spaces for children under 18 months.

• 1425

In school-age programs, there are some lunch-time programs within the school system, but very little before-school, after-school care, care for children on spring break, summer vacation and so on, so although parents may think their child care crisis ends when the child enters the formal school system, in fact they can be entering a whole new era of patchwork arrangements and trying to figure out what to do with their seven-year-old.

A lot of children are latchkey children because there are no formal programs that will meet their needs, and parents are unable to afford the cost of those few that do exist.

The availability of supervised care is limited to the subsidized family or to those who can afford fees that range from probably a low of about \$75 per week, up to—for infant care—\$125 or more a week.

I listen to a lot of people talk about day care issues and talk about the fact that day care workers subsidize the kids who are in their day care. They pay for the day care by taking lower wages.

So I decided to sit down one day and figure out exactly how much we subsidize the kids in our day care. And it turns out that every year, by accepting lower wages . . . and the wages I started with were the AECEO wages which are approximately \$19,000 for a worker with two years of college and two years of experience. I do not think that is well paid.

[Traduction]

Mme Callaghan: La section de Hamilton de notre association compte plus de 100 membres. C'est une organisation provinciale.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vois. Reçoit-elle une subvention de la province?

Mme Callaghan: Si nous tenons compte des propositions de subvention pour certains projets, nous avons reçu une aide. Non, nous ne recevons pas d'aide permanente en tant qu'association.

Le président suppléant (M. Nicholson): Je vous remercie.

(Présentation du film vidéo)

Mme Callaghan: Lorsque vous ne payez pas suffisamment votre personnel, vous êtes sûr d'avoir des problèmes de qualité. Comme beaucoup d'autres, nous cherchons donc des moyens d'améliorer les salaires de nos employées car ceux-ci ont un effet sur la fonction de parents.

Hamilton est une ville de taille moyenne du sud de l'Ontario, qui est assez fortement industrialisée. Nous disposons d'environ 2,500 espaces dans les programmes officiels de garde d'enfants de la municipalité, et environ 1,000 d'entre elles, sont subventionnées. Il n'y a que cinq centres, dans toute notre municipalité, qui assurent des services de garde de bébés de façon formelle, ce qui signifie qu'il y a probablement 60 places pour les enfants de moins de 18 mois.

Dans le cadre des programmes pour les enfants d'âge scolaire, certaines activités sont organisées par les écoles durant l'heure du dîner. Toutefois, les services de garde offerts avant et après l'école, durant les congés, les vacances d'été et ainsi de suite sont presque inexistantes. Ainsi, bien que certains parents puissent croire que la fréquentation scolaire règlera tous leurs problèmes de garde d'enfant, il arrive, en fait, que ceux-ci prennent une tout autre dimension étant donné les nouvelles dispositions qui doivent maintenant être prises pour assurer la garde d'un enfant de sept ans.

De nombreux enfants sont des enfants à porte-clés parce qu'il n'y a pas de programmes officiels qui répondent à leurs besoins et que les parents ne peuvent se permettre d'inscrire leurs enfants aux quelques programmes qui existent.

Seules les familles qui bénéficient de subventions de garde ou qui peuvent se permettre de payer entre 75\$ et 125\$ ou plus par semaine par enfant ont accès aux services de garde surveillée.

J'ai beaucoup entendu parler de la garde des enfants et du fait que les employées de garderies subventionnaient les enfants qui leur étaient confiés en acceptant des salaires modestes.

Un jour, j'ai décidé de m'asseoir et de calculer le montant exact de cette subvention. Je me suis rendu compte que, chaque année, je gagnais environ 19,000\$, soit le salaire de base établi par l'AEPO pour une travailleuse qui avait suivi un cours de deux ans au collège et qui possédait deux années d'expérience. Je ne trouve pas que c'est très bien payé.

[Text]

It turns out that between us, we are subsidizing each of the spaces in this day care by \$741 per year. I work at Robin's Early Childhood Centre as an EEC teacher. I work in a room with 16 two and one-half to three years old with another co-worker. I earn \$200 per week.

A witness: As an early childhood educator and a single person working in the field, I find it very difficult financially to make ends meet, existing from pay to pay, and there is just no room for savings or getting ahead or anything else except working and paying the basic bills to the point where a few years ago now when I was working in day care, I was working part-time as a driving instructor.

I knew that our wage was not really good, but the day I got my T4 slip it really hit home. For a full year, my T4 was \$9,500. It is not quite enough to meet all the living expenses. As a result, I work part-time in a restaurant as a waitress. One of the hardest things is my take-home pay; taking that pay home and figuring out well, I need three-quarters of it for rent, the other quarter has to go for groceries, and how I am going to get to work and back on this. My car insurance is coming up and this and that everything else.

A lot of it is financial. There are a lot of financial worries that go on and I think along with that comes anxiety when you are worrying about money, when you are going into work each day and you are thinking that I just love this job so much, but the money is just terrible.

A witness: There was an incident which happened just about three weeks ago where one of my girls was called to Calgary on a family matter and I needed to get another qualified staff to replace her. I held interviews, I put ads in the newspaper. I got two girls who applied for the job. The ad was in the *Spectator* for one week, plus I phoned the colleges to see if they had any EEC girls wanting jobs.

We hired one girl. She started with me on the Monday. On the Thursday, she quit because she got a higher paying job as a cashier, getting \$9 per hour working in a grocery store. I cannot compete with \$9 in our salary. If I pay my girls \$9 an hour, I am going to go under. There is no way I can do it whatsoever.

A witness: One of the other things is the benefits. We do not receive any benefits. In my particular centre, there are absolutely none, which means on top of everything else, you have dental bills, hospital bills. If you have any sickness—but do not get sick, please do not get sick; keep yourself in good health. If you have to take a day off, well you are going to lose so and so much money, but you need your health so you can go in the next four days kind of thing, so that you can pay your medical bills and your dental bills and what have you.

You know, it is really pathetic what my staff have to work for. They deserve a lot more money. You know I would love to be able to pay them \$15 to \$20 per hour, because they really earn it. And you get more looking after animals in a zoo than you get looking after children in a day care centre.

[Translation]

Je me suis aperçue que chacune d'entre nous subventionnait chaque enfant de la garderie d'environ 741\$ par année. Je travaille au *Robin Early Childhood Centre* à titre de puéricultrice. Ma collègue et moi-même sommes chargées de 16 enfants dont l'âge varie entre deux ans et demi et trois ans. Je gagne 200\$ par semaine.

Un témoin: Étant éducatrice et célibataire par surcroît, j'ai beaucoup de difficulté à joindre les deux bouts. Je mène une existence précaire de paye en paye sans pouvoir réaliser aucune économie ou faire autre chose que d'aller travailler et de payer mes comptes. C'était rendu à un point tel, il y a quelques années, que j'ai dû travailler à temps partiel comme monitrice d'auto-école.

Je savais que nous étions mal payées, mais je ne m'en suis pas vraiment aperçue avant de recevoir mon T4. J'avais gagné 9,500\$ durant l'année. Ce n'est pas suffisant pour vivre. Par conséquent, je suis serveuse de restaurant à temps partiel. Une des choses les plus difficiles à faire lorsque je reçois mon salaire, c'est de calculer par exemple que les trois quarts sont réservés au loyer, et que l'autre quart doit servir à payer la nourriture. Comment suis-je censée me rendre au travail? Il y a l'assurance-automobile à payer sous peu et bien d'autres choses encore.

L'aspect financier est très important. Lorsque tu as des soucis financiers, tu deviens anxieuse. Chaque fois que tu vas au travail, tu te dis: J'aime beaucoup mon travail, mais que je suis mal payée.

Un témoin: Il y a trois semaines une de mes employées a dû se rendre d'urgence à Calgary et il a fallu que je lui trouve une remplaçante compétente. J'ai organisé des entrevues, j'ai mis des annonces dans le journal. Deux candidates se sont présentées. L'annonce a paru dans le *Spectator* pendant une semaine et, en plus, j'ai communiqué avec les collègues pour leur demander s'ils connaissaient des puéricultrices qui cherchaient un emploi.

Nous avons engagé une des candidates. Elle a commencé à travailler le lundi et le jeudi elle me donnait sa démission, parce qu'elle avait obtenu un poste de caissière dans une épicerie qui payait beaucoup mieux, soit 9\$ l'heure. Je ne peux offrir 9\$ l'heure. Si je paye mes employées 9\$ l'heure, je ne pourrai pas survivre. C'est absolument impossible.

Un témoin: Il y a aussi la question des avantages sociaux. Nous n'en recevons aucun. À ma garderie, il n'y en a pas du tout, ce qui veut dire qu'en plus de nos autres dépenses, il y a les frais de dentiste et d'hospitalisation. Si tu es malade—mais, de grâce, ne sois pas malade; reste en bonne santé. Si tu dois prendre une journée de congé, tu n'es pas payée, mais tu dois quand même te rétablir si tu veux rentrer le lendemain et les autres jours de façon à pouvoir payer les honoraires du médecin et du dentiste.

Vous savez, mes employées sont vraiment à plaindre. Elles méritent un bien meilleur salaire. J'aimerais bien pouvoir leur offrir 15\$ ou 20\$ l'heure parce qu'elles le méritent. Et dire que les préposés aux animaux dans un zoo gagnent plus cher que celles qui s'occupent des enfants dans une garderie.

[Texte]

• 1430

[Video Presentation]

• 1435

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you. Please continue.

Ms Callaghan: A survey was conducted in November of 1985 of all employees of day care and nursery school programs in the Hamilton area by a committee of our local branch of the association. We were looking at wages and working conditions and job satisfaction. A thorough written report of our findings will be forwarded to you prior to the deadline for written submissions, but today we would like to highlight some of those significant findings.

I will report on some of the statistics we have gathered, and Shirley Turkstra will present the human side of this data by reading comments the respondents had written on the survey.

The teachers in the day care centres in this area have high educational backgrounds: 94% have a college diploma in early childhood education, or more.

Ms Shirley Turkstra (Past President, Association for Early Childhood Education, Ontario, Hamilton Branch): This is from a head teacher with two years' experience, a university degree and an ECE diploma, earning \$5 an hour. I quote:

I cannot stress enough the need for higher pay in day care. I love my work, and this is the only reason I stay in this field. I do not attend workshops or conferences as usually there is a fee for this and my budget does not allow me to spend the extra money. I spent a great deal of money going through university and sometimes wonder if it was worth it. I could make more as a waitress than I do now.

Ms Callaghan: Despite this high educational background, the mean wage for teachers in this area is \$6.66 an hour, with the range extending from \$4 an hour to \$11.18 an hour for the same job. It is significant to note that the mean wage in non-profit centres is \$7.61 an hour, while in profit-making centres it is \$5.49 an hour. Over 50% of the sample, including supervisors, were earning less than \$7 per hour.

Ms Turkstra: This from a head teacher with an early childhood education degree with seven years' experience, earning \$5 an hour. Her only benefits are vacation, 10 days; sick leave, 12 days; lunch and workshop fees—attended on her own time, I might add. She has not had a raise in two years.

When I was first employed in the field seven years ago, I began at \$3.50/hr., and now I receive \$5.00/hr. It is pathetic to think that in seven years I have had a \$1.50 increase. I enjoy the position very much, but several times I have wished to leave the field because the only way I can survive

[Traduction]

[Présentation vidéo]

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci. Veuillez continuer.

Mme Callaghan: En novembre 1985, un comité de la section locale de l'Association a mené une enquête auprès de toutes les employées de garderies et de maternelles de la région de Hamilton. Nous nous sommes penchées sur les salaires, les conditions de travail et le degré de satisfaction. Nous vous ferons parvenir un rapport détaillé de nos constatations avant le délai fixé pour la présentation des mémoires; aujourd'hui, cependant, j'aimerais en dégager les principaux points.

Je vous présenterai certaines statistiques que nous avons compilées et Shirley Turkstra tentera d'humaniser ces données en lisant les observations formulées par les répondantes.

Les éducatrices des garderies de la région sont très instruites: 94 p. 100 d'entre elles détiennent un diplôme collégial en puériculture ou un diplôme supérieur.

Mme Shirley Turkstra (ancienne présidente, Association for Early childhood Education, Ontario, section de Hamilton): Voici ce qu'en dit une éducatrice en chef ayant deux années d'expérience, un diplôme universitaire et un diplôme de puériculture et qui gagne 5\$ l'heure. Je cite:

Je ne peux dire à quel point il est important d'offrir de meilleurs salaires aux jardinières d'enfants. J'aime mon travail, et c'est la seule raison pour laquelle je persévère. Je n'assiste pas aux ateliers de travail ou aux conférences parce que d'habitude, il y a des frais d'inscription à payer et mon budget ne me permet pas de faire une telle dépense. Mes études à l'université m'ont coûté très cher, et je me demande parfois si cela en valait la peine. Je pourrais faire beaucoup plus d'argent comme serveuse.

Mme Callaghan: Bien qu'elles soient très instruites, les éducatrices de la région gagnent en moyenne 6.66\$ l'heure, l'échelle de salaire variant entre 4\$ et 11.18\$ l'heure pour le même genre de travail. Il importe de signaler que le salaire moyen est de 7.61\$ l'heure dans les garderies à but non lucratif, et de 5.49\$ l'heure dans les garderies commerciales. Plus de 50 p. 100 des répondantes, y compris les surveillantes, gagnaient moins de 7\$ l'heure.

Mme Turkstra: Voici ce qu'en dit une éducatrice en chef diplômée en puériculture qui a sept ans d'expérience et qui gagne 5\$ l'heure. Elle n'a que dix jours de vacances par année et 12 jours de congé de maladie. On lui paye son dîner et les frais d'inscription aux ateliers afin qu'elle puisse y assister durant ses heures libres. Elle n'a pas eu d'augmentation depuis deux ans.

Lorsque j'ai commencé à travailler il y a sept ans, je gagnais 3.50\$ l'heure, et maintenant, je reçois 5\$ l'heure. Il est triste de penser qu'en sept ans, mon salaire n'a augmenté que de 1.50\$ l'heure. J'aime beaucoup mon travail, mais j'ai songé plusieurs fois à changer de métier parce que la seule façon

[Text]

and live is to be married or live with my parents for the rest of my life.

The writer is 27 years of age.

Ms Callaghan: What we found was that the difference between the wages of people who were trained, who had gotten a diploma in early childhood education, and those who are untrained and who work as aids is 81¢ an hour. So these people are going to school for at least two years to get specialized training and the net result is an average of 81¢ an hour difference in wages.

The previous speaker suggested that perhaps the ECE program should be lengthened. I would suggest that, much as we would love to do that, no one is going to spend more time than that going to school for that diploma for 81¢ an hour.

Another area we looked at was staff turnover. Over 50% of the teachers have been in the field for four years or less. However, 40% had had three or more employers, and over 50% had been with their present employer for two years or less.

Ms Turkstra: This from a teacher, again with her ECE degree, with 10 years of experience, who is earning \$10,758 a year, who has had five employers in that time:

I am tired of making a below poverty line income after ten years of service as an early childhood educator and having to start at the bottom of the salary scale each time I try to improve my place of employment.

I am tired of being exploited by employers and fed up with the attitude that anyone can be an early childhood educator. I believe that I have given the best years of my life to a thankless profession when the bottom line is poverty and martyrdom. I will be resigning in the near future for the sake of the children and for my self respect.

Ms Callaghan: Once again, it was found there was a higher rate of staff turnover in the profit sector, as compared to non-profit.

Ms Turkstra: From a head teacher with two years of experience, special training in speech, language development and sign language, in addition to ECE degree, earning \$12,600 annually:

I'm constantly striving to improve my professional and teaching abilities, but in this field I see so many frustrated and unmotivated colleagues . . . I can feel for those teachers. They are being paid so poorly. Why should they "put themselves out" to be good teachers and professionals? (Self-satisfaction only lasts so long. I know!) Morale is poor and I cannot thrive under such a condition

The writer ended by indicating her intention to leave the field and return to school and become a primary teacher.

[Translation]

pour moi de survivre, c'est d'être mariée ou de vivre chez mes parents le reste de ma vie.

Cette répondante est âgée de 27 ans.

Mme Callaghan: Nous avons constaté que la différence de salaires entre celles qui avaient reçu une formation, qui étaient diplômées en puériculture, et celles qui n'avaient reçu aucune formation et qui travaillaient en qualité d'auxiliaires, était de 81c. l'heure. Ainsi ces personnes suivent un cours spécialisé de deux ans pour ne gager, en fin de compte, que 81c. de plus l'heure en moyenne.

La personne qui a fait son exposé avant le mien a proposé d'allonger le programme de puériculture. J'aimerais lui répondre que bien que ce soit une bonne idée, personne ne voudra passer plus de temps à l'école pour un diplôme qui ne vaudra que 81c. de plus l'heure.

Nous nous sommes également penchées sur le roulement du personnel. Plus de 50 p. 100 des éducatrices travaillent dans ce domaine depuis quatre ans ou moins. Toutefois, 40 p. 100 avaient déjà eu trois employeurs ou plus, et plus de 50 p. 100 travaillaient pour leur employeur actuel depuis deux ans ou moins.

Mme Turkstra: Voici ce qu'en dit une éducatrice qui, une fois de plus, est diplômée en puériculture. Elle possède 10 années d'expérience, gagne 10,758\$ par année et a travaillé à cinq endroits différents:

Je n'en peux plus de gagner un salaire de crève-faim après avoir travaillé dix ans comme éducatrice et de recommencer au bas de l'échelle chaque fois que je tente de trouver un meilleur endroit pour travailler.

Je n'en peux plus d'être exploitée par mes employeurs et je n'ai que faire des gens qui croient que n'importe qui peut être puériculture. J'ai consacré les meilleures années de ma vie à une profession qui sous-entend pauvreté et martyre. Je vais remettre ma démission sous peu pour l'amour des enfants et par respect pour moi-même.

Mme Callaghan: Une fois de plus, on a constaté que le taux de roulement du personnel était plus élevé dans les garderies commerciales que dans les garderies à but non lucratif.

Mme Turkstra: Voici ce qu'en dit une éducatrice en chef qui a deux années d'expérience, une formation spéciale en orthophonie, en développement du langage et en langage gestuel, ainsi qu'un diplôme de puériculture, et qui gagne 12,600\$ par année:

J'essaie toujours de m'améliorer sur le plan professionnel et pédagogique, mais, dans ce domaine, je vois tellement de personnes frustrées et sans aucune motivation . . . Je sympathise avec elles. Elles sont si mal payées. Pourquoi devraient-elles se donner la peine d'être de bonnes éducatrices et des professionnelles? (La satisfaction que procure un travail bien fait ne dure qu'un certain temps. J'en sais quelque chose.) Le moral est bas et je ne peux m'améliorer dans de telles conditions.

La répondante a terminé en disant qu'elle voulait quitter ce domaine pour retourner à l'école et devenir enseignante à l'école élémentaire.

[Texte]

• 1440

Ms Callaghan: We are losing many of our best people because of this. They can make more money as cashiers, waitresses, and so on.

We also looked at benefits. The benefits are pretty scarce. The only benefits held by more than half of the respondents were paid vacation, some sick days and a daily serving of lunch and snack; and that seemed very important. When you do not have much, it counts for a lot. Employees of non-profit centres received more benefits. More of them were able to attend professional conferences and more belonged to their professional associations.

Ms Turkstra: This is from an assistant supervisor with three years of experience, earning \$5.50 an hour with no benefits other than vacation and sick time:

It is very frustrating to be educating young children, having received a college education, and making a salary less than grocery checkouts, zoo animal attendants, clerks, etc. People without proper ECE training should not be hired to educate our children. I do not belong to the Association because I cannot afford membership fees.

Ms Callaghan: In that last quotation, time was mentioned for programming. This is supposed to be an important part of educating these young children. While emphasis has been placed on providing quality care for children, very little time, if any, is allotted for program planning; 95% of the teacher's time is spent with the children. Program planning must be done on the teacher's own time.

Ms Turkstra: This is from a teacher working toward a university degree, and with her ECE, earning \$7.14 an hour:

I am always working on my lunch hour . . . I feel unionization and more government funding is the answer. We also need to feel more respected in the community. I feel my parents in the centre and the children realize how hard I work and for so little—but what can they do about it? It's time for ECE people to unite and protest these poor wages, constant pressure, poor ratios and *no time* to prepare and keep records.

I know I'm an excellent teacher, but I will leave the field soon if this continues.

Ms Callaghan: What we found was that despite these working conditions, people in the early childhood education field feel their job is worthwhile, although over half expressed feelings of frustration and felt they are not respected.

Ms Turkstra: This is from a head teacher with five years of experience, earning \$12,400 annually, who has had four jobs:

[Traduction]

Mme Callaghan: Nous perdons un grand nombre de nos meilleures éducatrices à cause de cela. Elles peuvent gagner plus en étant caissières, serveuses et ainsi de suite.

Nous avons également étudié la question des avantages sociaux. Il y en a très peu. Les seuls avantages dont bénéficiaient plus de la moitié des répondantes étaient en vacances payées, quelques congés de maladie en plus d'un dîner et d'un goûter gratuits chaque jour, ce qui semble revêtir une grande importance à leurs yeux. Quand on n'a pas grand-chose, cela compte pour beaucoup. Les employés des garderies à but non lucratif bénéficiaient d'un plus grand nombre d'avantages sociaux. Elles pouvaient participer en plus grand nombre aux conférences et elles étaient plus nombreuses à faire partie des associations professionnelles.

Mme Turkstra: Voici ce qu'en dit une surveillante adjointe qui a trois années d'expérience, qui gagne 5.50\$ l'heure et qui ne bénéficie que de vacances payées et de congés de maladie.

Ayant fait des études collégiales, il est très frustrant de s'occuper de l'éducation de jeunes enfants pour un salaire moins élevé que celui versé aux caissières, aux préposés à la garde des animaux, aux commis et ainsi de suite. Les personnes qui n'ont pas reçu de formation adéquate en éducation des petits ne devraient pas être engagées pour s'occuper des enfants. Je ne suis pas membre de l'Association parce que je ne peux pas payer les frais d'adhésion.

Mme Callaghan: Cette dernière répondante a fait allusion au temps consacré à l'établissement d'un programme. C'est censé être une partie importante du travail accompli auprès des enfants. Bien qu'on mette l'accent sur la qualité des services offerts aux enfants, on consacre très peu de temps, ou pas du tout, à la planification des programmes. L'éducatrice passe 95 p. 100 de son temps auprès des enfants et doit élaborer son programme durant ses heures libres.

Mme Turkstra: Voici ce qu'en dit une éducatrice qui suit des cours universitaires, qui détient un diplôme de puériculture et qui gagne 7.14\$ l'heure:

Je travaille toujours durant mon heure de dîner . . . Je crois qu'il faudrait se syndiquer et bénéficier d'une aide financière accrue du gouvernement. Il faudrait également que les membres de la collectivité nous respectent davantage. Les parents et les enfants de la garderie savent que je travaille fort pour un petit salaire, mais que peuvent-ils faire? Il faudrait que les éducatrices s'unissent pour protester contre les salaires médiocres, les pressions constantes, les ratios élevés et l'impossibilité, faute de temps, d'établir et de tenir à jour des dossiers.

Je sais que je suis une excellente éducatrice, mais je changerai de métier bientôt, si cela continue.

Mme Callaghan: En dépit de ces conditions de travail, les puéricultrices affirment toutefois que leur travail est valorisant et cela, même si plus de la moitié ont exprimé une certaine frustration et ont dit qu'elles n'étaient pas respectées.

Mme Turkstra: Voici les observations formulées par une éducatrice en chef qui a cinq années d'expérience, qui gagne 12,400\$ par année et qui a changé de places quatre fois:

[Text]

When I look at how much teachers make in our field, I don't feel very important... we are a part of children's most important time of their lives. Teachers should really calculate their salaries less what is given for the extras they do... i.e., buy supplies to use with the children, doing chores (on your own time) that someone else should be hired for.

Ms Callaghan: These findings we have are significant, particularly in light of research findings from the national day care study which was done in 1979 in the United States.

Three variables were found to be positively correlated with quality in day care; these are group size, staff training, and continuity of care-givers. Our Day Nurseries Act in Ontario has addressed the first variable, group size. But with regard to staff training and continuity of care-givers, our findings indicate we have reason to be very concerned about quality care because of this.

How long will people continue to seek training when the difference in salary amounts to 81¢ an hour and when they are going to come out making little above minimum wage at that? How will the children have continuity of care-givers when our turnover rate is so high, when people are leaving the field after few years when they are absolutely burned out?

It may seem we are self-serving in crying for money for salaries etc, but this has direct impact on the quality of care for the children. When the staff is burned out, the children are going to suffer and there is no question about it.

Our recommendation is that the government undertake a system of direct funding, over and above the parent fees and subsidy rates, and separate from the Canada Assistance Plan, to be cost-shared between the federal and provincial governments. This would help salaries without putting additional stress on overburdened fee-paying parents and would therefore benefit the children. We feel however there must be accountability to ensure the grant would be used to improve wages and working conditions.

• 1445

In his long-term study in Michigan, David Weikhart documented that every government dollar invested in quality programs for pre-schoolers gave a \$7 return through savings in social assistance remediation further on down the line. We feel very confident that this money would be well spent.

We thank you for listening and we invite your questions.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. That was very well done. I am already falling behind here, Mrs. Mitchell. If you have a quick comment or question, we will take that.

Ms Mitchell: Once again, we hear that child care in Canada is really subsidizing women's poverty, as someone said out on

[Translation]

Lorsque je regarde le salaire des monitrices de garderie, je ne me sens pas tellement importante... bien que nous soyons présentes à un moment critique de la vie des enfants. Les éducatrices devraient calculer leur salaire en retranchant ce qu'elles reçoivent pour les extra, c'est-à-dire: l'achat de fournitures, l'accomplissement de tâches (durant les heures libres) qu'il faudrait confier à quelqu'un d'autre.

Mme Callaghan: Ces conclusions sont révélatrices surtout si on les compare à celles de l'enquête nationale sur les garderies, menées aux États-Unis en 1979.

On a pu établir une corrélation positive entre les trois variables, soit le nombre d'enfants, la formation du personnel et la permanence des services de garde, et la qualité des soins offerts. La (Loi sur les garderies de l'Ontario) tient compte de la première variable, notamment le nombre d'enfants. Toutefois, en ce qui concerne la formation du personnel et la permanence des services, nous avons de bonnes raisons d'être très inquiètes.

Pendant combien de temps encore cherchera-t-on à recevoir une formation pour gagner 81c. de plus l'heure ou un peu plus que le salaire minimum? Comment pourra-t-on assurer la permanence des services de garde avec un taux de roulement aussi élevé et si les éducatrices nous quittent après quelques années parce qu'elles sont complètement épuisées?

On pourrait penser que nous songeons à nos intérêts en demandant de l'argent pour les salaires et ainsi de suite, mais, ce qui est en jeu, c'est la qualité des soins offerts aux enfants. Lorsque le personnel est complètement épuisé, les enfants en souffrent. Cela va sans dire.

Nous vous recommandons donc d'instaurer un système de paiements directs qui viendront s'ajouter au montant déboursé par les parents et aux subventions, mais qui ne feraient pas partie du Régime d'assistance publique du Canada. Le gouvernement fédéral et ses homologues provinciaux pourraient en faire les frais. Nous pourrions ainsi offrir de meilleurs salaires sans que les parents aient à déboursier davantage, ce qui serait à l'avantage des enfants. Il faudrait toutefois nous assurer que les fonds servent à améliorer les salaires et les conditions de travail.

Dans une étude à long terme qu'il a effectuée au Michigan, David Weikhart a prouvé que chaque dollar que le gouvernement investissait dans des programmes de qualité pour les enfants d'âge préscolaire rapportait 7\$ sous forme d'économies au chapitre de l'assistance publique. Nous sommes fermement convaincus que cet argent serait bien dépensé.

Merci de nous avoir écoutées. Nous répondrons maintenant à vos questions.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Vous avez bien fait cela. Nous sommes déjà en retard sur notre horaire, madame Mitchell. Si vous voulez formuler une observation ou poser une question, je vous prierais d'être brève.

Mme Mitchell: Une fois de plus, on entend dire que les services de garde d'enfants du Canada ne servent vraiment

[Texte]

the west coast, and it cannot be tolerated any longer. The solution certainly is more appropriate funding, but on the other hand, I wonder to what degree workers are unionized and whether this is also one thing that simply has to come about.

Even those we talked to who are organized have said they have to use a different technique because their boards does not have the funds either, but they are finding ways. I wonder to what degree workers in this area are organized.

Ms Callaghan: There are not many organized centres. A couple of the organized centres are non-profit centres that are subsidized in one case by the community college and in another case by the region. Two other centres in this area were unionized and went out on strike and ended up basically being closed out. One of them was a mini-school situation, where the staff basically opened their own non-profit centre after that. They just could not settle. In Burlington, with Russell Day Care Centre, the strike went on and on and on. They were profit-making centres in both cases.

With this kind of system, I think it is very difficult where there are profit-making and non-profit-making sectors. You are coming from almost two different directions, and unless the union is across the board it would be very difficult to organize.

Ms Mitchell: Perhaps that is what you have to work towards.

Ms Callaghan: It would be nice.

Ms Mitchell: It is not simple, but it is pretty critical.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Perhaps we could all get together. Thank you very much for your presentation. We appreciate having the benefit of your views.

I would like to call forward the Ontario Family Studies Co-ordinator's Council. Welcome to the committee.

Ms Beth Jazvac (Ontario Family Studies Co-ordinator's Council): Thank you. My name is Beth Jazvac, and I am supervisor of instruction of family studies for the Hamilton Board of Education. This afternoon I am representing the Ontario Family Studies Co-ordinator's Council, which involves other teachers in supervisory roles in terms of family studies across the province of Ontario.

I would ask that as I go through the brief you might focus on the specific recommendations, and I will supply some background information and comments. Our report is in the form of 13 recommendations that address all our concerns related to child care and family studies.

There is a need for day care before 9 a.m. and after 4 p.m. in our elementary schools. We observe a problem in that our elementary schools frequently do not open, rain or shine,

[Traduction]

qu'à subventionner la pauvreté des femmes—selon les propos même d'un témoin de la côte ouest—et que cette situation est devenue intolérable. Il est évident, d'une part, qu'il faudrait accorder plus de fonds, mais, d'autre part, je me demande jusqu'à quel point les travailleuses sont syndiquées et si ce n'est pas quelque chose d'inévitable.

Même les syndiquées à qui nous avons parlé ont affirmé devoir utiliser une technique différente parce que leurs conseils ne disposaient pas des fonds nécessaires, mais elles ont trouvé d'autres façons. Je me demande jusqu'à quel point les travailleuses de la région sont syndiquées.

Mme Callaghan: Il n'y a pas tellement de garderies où les travailleuses sont syndiquées. Quelques-unes sont des garderies à but non lucratif subventionnées par le collège communautaire d'une part et par la région d'autre part. Il y en avait deux autres dans la région qui, suite au débrayage des employées syndiquées, ont presque dû fermer leurs portes. L'une d'entre elles était en quelque sorte une mini-école et les employées ont ouvert leur propre garderie à but non lucratif par la suite. Elles n'avaient pu en venir à une entente. Dans l'autre cas, soit à la garderie Russel de Burlington, la grève a duré très longtemps. Dans les deux cas, il s'agissait de garderies commerciales.

Le problème est d'autant plus complexe qu'il y a des garderies commerciales et des garderies à but non lucratif. Ce sont deux approches différentes et, à moins que le syndicat ne soit présent dans les deux cas, les difficultés sont énormes.

Mme Mitchell: Vous devriez peut-être en faire un de vos objectifs.

Mme Callaghan: Ce serait une bonne idée.

Mme Mitchell: Ce n'est pas chose facile, mais c'est très important.

Le président suppléant (M. Nicholson): Nous pourrions peut-être tous nous rassembler. Merci beaucoup pour votre exposé. Nous vous sommes reconnaissants d'avoir bien voulu nous faire connaître votre point de vue.

Je demanderais maintenant à la représentante du Conseil ontarien des coordonnateurs des études familiales de bien vouloir s'avancer. Madame, soyez la bienvenue.

Mme Beth Jazvac (Conseil ontarien des coordonnateurs des études familiales): Merci. Je m'appelle Beth Jazvac et je suis surveillante des cours d'études familiales au Conseil d'éducation de Hamilton. Cet après-midi, je représente le Conseil ontarien des coordonnateurs des études familiales qui regroupe d'autres enseignants chargés d'assurer la surveillance des cours d'études familiales dans la province d'Ontario.

Lors de mon exposé, je vous demanderais de bien vouloir vous concentrer sur chacune des recommandations que j'étayerai de données à l'appui et d'observations. Notre rapport comprend treize recommandations visant à régler tous les problèmes que nous envisageons concernant la garde des enfants et les études familiales.

Il est indispensable d'offrir des services de garde dans les écoles élémentaires avant 9 heures et après 4 heures. En effet, beau temps, mauvais temps, il arrive souvent que les écoles

[Text]

before 8.50 a.m. and parents' jobs do not begin at 9 a.m.. Therefore, across a city the size of this, you can see little kids huddled in the school yard waiting for the building to open.

Now, there are many teachers who begin their school day earlier than 8 a.m. and what they are doing in that case is providing that before-school day care. We would like to see—I guess we must see—before-school and after-school day care provided in Canada.

There are latchkey children as well who after school, of course, return to an empty home or go elsewhere. Our children deserve the care and development of their potential, not exclusion, once they are out of the 9 a.m. to 4 p.m. setting.

In Hamilton we have had a supervised lunch program for 10 years, and it would make sense to us, as educators, that the program before 9 a.m., at lunch and after school be co-ordinated. We feel that we are not addressing the needs of the whole child by fragmenting the care and fragmenting the day's activities.

• 1450

There is a need for more integration of age groups within the whole of child care. However, there is a biased emphasis in assuming those duties would be taken on by senior citizens, and the more we read, a concern sort of comes to the fore.

• 1455

The world has changed. The processes and skills that children need are democratic, not autocratic. I believe it is in only one generation that the switch from autocracy to democracy has happened. I would caution, and the Ontario Family Studies Co-ordinators Council would caution, that parenting skills be looked at in terms of the integration of age groups.

There is a need for day care and extended day care. Since approximately 50% of families have two parents working and 30% are single-parent families, the child's need for day care is greater than it has ever been before. The needs were there before, but we have not addressed them.

We need to address the needs of the pre-school child. Our society says it values children as the future potential for humankind in Canada. We have in fact put great volumes of time and resources into change in our school systems in the past decade. Yet we are not putting into practice what we know about learning and the pre-school child. We have not accepted that if education is really "to lead out of", it must begin with the child before the very arbitrary age of six. Knowledge and research tell us the child's potential for learning is greatest from birth to six years of age. Not to act on the knowledge and research denies their existence.

[Translation]

n'ouvrent pas leurs portes avant 8h50; toutefois, les parents ne commencent pas à travailler à 9 heures. Par conséquent, dans une ville comme la nôtre, on peut voir dans les cours d'école des petits enfants blottis les uns contre les autres, qui attendent qu'on leur ouvre.

Maintenant, bon nombre d'enseignants commencent avant 8 heures et, dans ce cas-là, ils jouent le rôle de gardiens. Nous aimerions, ou plutôt, il faudrait que des services de garde soient offerts avant et après les heures de classe.

Il y a également des enfants porte-clés qui, bien entendu, retournent dans une maison déserte le soir ou qui vont ailleurs. Les enfants méritent qu'on s'occupe d'eux en dehors des heures de classe et non qu'on les écarte.

Depuis dix ans, nous offrons un programme d'activités durant l'heure du dîner dans les écoles de Hamilton et, en tant qu'éducateurs, nous croyons qu'il serait tout indiqué de coordonner les programmes d'activités avant et après les heures de classe, ainsi que durant l'heure du dîner. A notre avis, nous ne répondons pas aux besoins globaux de l'enfant en fragmentant les services de garde et les activités de la journée.

Il est indispensable que les personnes appartenant à différents groupes d'âge participent davantage à la garde des enfants. Toutefois, on semble croire à tort que les personnes âgées devraient assumer cette tâche, et, plus on lit à ce sujet, plus on se rend compte qu'il y a un problème.

Le monde a changé. Pour développer les mécanismes et acquérir les connaissances dont il a besoin, l'enfant doit évoluer dans un contexte démocratique et non autocratique. Le passage de l'autocratie à la démocratie s'est fait en une seule génération, si je ne m'abuse. Je vous recommanderais, et le Conseil ontarien des coordonnateurs des études familiales vous recommanderait d'étudier la question de l'éducation des enfants dans l'optique de l'intégration des différents groupes d'âge.

Nous voyons la nécessité de services de garde et de l'extension de ces services. Etant donné que, dans environ 50 p. 100 des familles, les deux parents travaillent, et que 30 p. 100 des familles sont monoparentales, le besoin de services de garde n'a jamais été aussi grand. Ce besoin existait auparavant, mais on n'y a pas répondu.

Nous devons répondre aux besoins des enfants d'âge préscolaire. Notre société attache de l'importance aux enfants parce qu'ils incarnent toutes les possibilités d'avenir du Canada. Nous avons effectivement consacré beaucoup de temps et d'énergie à améliorer notre système d'éducation au cours des dix dernières années. Toutefois, nous ne mettons pas en pratique tout ce que nous savons sur l'acquisition de connaissances par les enfants d'âge préscolaire. Nous n'avons pas accepté l'idée de commencer leur formation avant l'âge de six ans. D'après ce que nous savons déjà et les recherches qui ont été effectuées, la capacité d'apprentissage des enfants atteint

[Texte]

We must question, then, why knowledge has not been applied. We must mesh the Ministry of Education's responsibility with the Child Welfare Act and the Day Nurseries Act to contain mutual responsibilities. That in itself might help to alleviate the problem of pay within child care work, and I think it is something that must be addressed.

Other questions come to our minds. Why are early childhood workers paid so inadequately if we value our children so highly? Why is the education system so reluctant to accept our educational role as partner with the family in child development? Why are there so few male role models working in child care and primary education settings? Why do we assume just because one has come from a family, one knows how to parent? Why do we operate on the folklore level when we have a body of knowledge? Perhaps child care is still regarded as women's work and therefore of lesser value. Or is child care to be exploited at the will of other social priorities? Can we now define women's issues as human issues? The potential development of our children while they are in our care remains extricably linked to this problem, whether we like it or not.

I have read that section because it is the crux of how we feel about child care. The rest of it I will more carefully discuss.

We feel there is a need for support for the family member who wishes to remain at home. What we do in parental leave, both male and female, is inadequate, and we need to address that.

There is a need for corporate day care. If there were more corporate day care, we would be supporting the family unit, because it would be on-site and the family unit would be intact and the continuity would be maintained.

More day care facilities for teenaged parents are needed in the secondary schools. We have a responsibility to finish parental education as well as support their efforts in parenting. There are many more students who could take benefit of that than the general public might realize, and that is something we really must address.

There is a need for secondary-school students to have an opportunity for experiential learning within a child setting. Peel, North York, Halton, Hamilton, and other boards of education are beginning to establish pre-school settings, labs, in the secondary school, so that during a family studies parenting class the students have experiential learning. I believe the federal government should encourage boards of education in that endeavour, and I believe it should support it

[Traduction]

un maximum entre zéro et six ans. En ne mettant pas ces connaissances et ces recherches à profit, nous nions leur existence.

Nous devons alors nous demander pourquoi on n'a pas mis ces connaissances en pratique. Il faudrait que le ministère de l'Éducation ainsi que les organismes chargés de l'application de la Loi sur le bien-être des enfants et de la Loi sur les garderies se partagent également les responsabilités à cet égard. On pourrait peut-être ainsi régler en partie le problème de la rémunération des préposées à la garde d'enfants, et je crois que c'est une solution qu'il faudrait envisager.

Nous nous posons également d'autres questions. Pourquoi les spécialistes en éducation des petits sont-elles si mal payées si nous accordons autant d'importance à nos enfants? Pourquoi les autorités scolaires acceptent-elles si difficilement que notre rôle soit de travailler en collaboration avec les parents pour assurer le développement de l'enfant? Pourquoi la représentation masculine est-elle si faible dans les services de garde et les écoles élémentaires? Pourquoi part-on du principe qu'il suffit d'avoir grandi dans une famille pour savoir élever des enfants? Pourquoi fonctionnons-nous à un niveau aussi artisanal lorsque nous avons autant de connaissances? Peut-être que l'on considère encore la garde des enfants comme une prérogative féminine et que ce travail a, par conséquent, moins de valeur. Ou peut-être que la garde des enfants doit céder la priorité aux autres problèmes sociaux. Peut-on définir les problèmes des femmes comme étant des problèmes humains? Le développement des capacités des enfants qui nous sont confiés est intimement lié à cette question, que l'on soit d'accord ou pas.

J'ai lu cette partie parce que c'est l'essentiel de notre position sur la garde des enfants. Pour le reste, j'irai plus lentement.

À notre avis, il faudrait offrir un appui au membre de la famille qui désire rester à la maison. Pour ce qui est des congés parentaux accordés tant aux hommes qu'aux femmes, nous n'en faisons pas assez, et il faudrait trouver une solution.

Nous avons besoin de garderies corporatives. S'il y en avait davantage, nous pourrions jouer un rôle d'appui auprès de la famille parce qu'elles seraient sur place. La cellule familiale serait intacte et il serait possible d'assurer une certaine permanence.

Il faudrait que les écoles secondaires offrent davantage de services de garde aux parents adolescents. Nous nous devons de parachever l'éducation des parents et de les aider à élever leurs enfants. Beaucoup plus d'étudiants qu'on ne se l'imagine pourraient bénéficier d'un tel service. C'est une question à laquelle il faudrait vraiment réfléchir.

Il est indispensable d'offrir aux étudiants du secondaire la chance d'apprendre au contact des enfants. Les conseils scolaires de Peel, York Nord, Halton, Hamilton et d'ailleurs ont commencé à élaborer des programmes pour enfants d'âge pré-scolaire dans les écoles secondaires afin que les étudiants inscrits aux cours sur l'art d'être parent offerts dans le cadre des études familiales puissent acquérir une expérience pratique. Je crois que le gouvernement fédéral devrait encourager les conseils scolaires à poursuivre leurs efforts dans

[Text]

theoretically and practically with funds to help us get that under way.

The school boards' individual schools and community agencies must co-ordinate school-age day care programs. Community programs like the Y in our area and Parks and Recreation in Toronto are beginning to establish programs that are set up as before- and after-school day care.

• 1500

We are happy that community agencies are working on it, but we are concerned about the fragmentation of the school day. In Hamilton, our lunch program is run by the board of education, and if the Y does before- and after-school day care, we still have that fragmentation. We can work together, but we need an umbrella to help co-ordinate that activity.

The other concern we have in that area is the sites for the beginning of the programs. Our beginning sites are Earl Kitchener, which is a French-immersion school in Hamilton, and there is a needs assessment being carried out at Pauline Johnson, which is another elementary school that is a French immersion site.

While certainly the parents—and I am one of them—can benefit from programs in those areas, I believe the inner-city shift worker and the problems of specific inner-city locations are not being addressed. I know the program is subsidized; therefore it would seem to us it could be begun in other, less affluent areas.

Older groups of children need attention as well. There are groups of children who are pre-adolescent, 10, 11 and 12. Their problem is one of isolation. I speak as an experienced teacher from this point of view, in that we must provide after-school . . . day care if you will, but we really should be calling it an instrumental program to prevent isolation. They do not have a place to go, they need to talk to somebody, they need care after school, and we are not addressing that need.

I believe the legislation ends at age nine and begins again much later, and there needs to be a program that fills the gap in between those two areas. I believe money spent in that area would help a great deal in working at juvenile delinquency.

There is a need for a range of parenting courses we do not see at the present time. We need training for before- and after-school babysitters. I have a personal concern about the safety of high-school age babysitters, because they are also children in our care.

I believe the federal government might address programs which might help babysitters, in terms of safety for the kids that they babysit, but in terms of their own safety as well. It occurs to me that at some point a babysitter in the city of Hamilton is going to be driven home by somebody who should not be driving that student home. I have great concerns about

[Translation]

ce domaine, et je crois qu'il devrait fournir les fonds de lancement nécessaires.

Il faut que les écoles et les organismes communautaires coordonnent leurs programmes de soins aux enfants d'âge scolaire. Les programmes communautaires comme ceux offerts au «Y» de notre région ainsi que les programmes que le service des parcs et des loisirs de Toronto est en train de mettre sur pied permettront d'assurer la garde des enfants en dehors des heures de classe.

Nous sommes contentes que les organismes communautaires s'en chargent, mais la fragmentation de la journée d'école nous cause du souci. À Hamilton, le conseil scolaire se charge des activités durant l'heure du dîner et, si le «Y» se charge de celles qui ont lieu en dehors des heures de classe, il y a quand même cette question de fragmentation. Nous pouvons travailler ensemble, mais nous avons besoin d'un organisme central pour nous aider à coordonner ces activités.

Une autre question qui nous préoccupe c'est le choix des écoles pour le lancement des programmes. Il y a Earl Kitchener, une école d'immersion française à Hamilton et Pauline Johnson, une autre école élémentaire d'immersion française qui fait présentement l'objet d'une étude pour déterminer s'il existe vraiment un besoin à cet endroit.

Bien sûr, les parents—et je suis du nombre—tireront profit des programmes offerts dans ces écoles; toutefois, je ne crois pas que l'on ait tenu compte des travailleurs du centre-ville et de la nécessité d'y trouver des locaux. Je sais que le programme est subventionné; par conséquent, il aurait pu être lancé dans d'autres secteurs moins affluents.

Les enfants plus âgés ont besoin d'attention eux aussi. Il y a les pré-adolescents de 10, 11 et 12 ans entre autres qui souffrent de solitude. Je sais par expérience qu'il faut leur offrir des services de garde après les heures de classe afin de les prémunir contre cette solitude. Ils n'ont pas d'endroit où aller, ils ont besoin de parler à quelqu'un, ils ont besoin qu'on s'occupe d'eux après l'école, et nous ne répondons pas à ce besoin.

Je crois que l'appareil législatif cesse de s'occuper d'eux à l'âge de neuf ans pour les reprendre de nouveau en main lorsqu'ils sont beaucoup plus vieux. Il faudrait donc établir un programme pour combler cette lacune. L'argent ainsi dépensé aiderait beaucoup à prévenir la délinquance juvénile.

Il faudrait offrir un plus vaste choix de cours sur l'art d'être parent qu'on ne le fait actuellement. Il faut assurer la formation des gardiennes qui s'occupent des enfants en dehors des heures de classe. Je m'intéresse personnellement à la sécurité des étudiantes du secondaire qui font du gardiennage, parce que ce sont aussi des enfants.

Je crois que le gouvernement fédéral pourrait aider les gardiennes en élaborant des programmes de sécurité pour les enfants confiés à leur garde ainsi que des programmes de sécurité personnelle. À un moment donné, il se pourrait qu'une gardienne de la ville de Hamilton se fasse reconduire à la maison par une personne qui ne devrait pas se trouver dans

[Texte]

that, and I think it is time we addressed the nature of the child who is doing the babysitting, and the safety and the programs for those young women in large cities or small cities.

We need advertising campaigns promoting good parenting skills. We need courses for families needing improved skills, as identified by social-service agencies. We need a certification program for babysitters. We have one, again run by the Y, in this area. I think we need larger, more expanded babysitting courses.

In spite of the real changing needs in our society, what has been happening with children and their families is that there appears to be a traditional, 1950s mentality in operation when it comes to actually implementing change. A great deal of lip service is paid to the needs of children, but other priorities seem to take precedence. Many of the decision-makers appear to be egocentric in believing that the lives of others are similar to their own. They are not cognizant of the validity of the needs.

Parenting courses must be made compulsory in the secondary school. The societal issue of parenting has not been addressed in policy as a whole. The federal government is aware of statistics on family violence—one in ten—and for sexual abuse it is females, one in six, males one in ten. We are aware of the perpetuation of problem families, generation after generation. We have knowledge about parenting, children and relationships, yet we persist in assuming that since we grew up in a family, we are ready to have our own.

It is clear that the public is aware; a Hamilton opinion poll in 1985 said parenting is an important course in secondary schools. Knowledge, experience and awareness of young people form a good foundation for the future care of our children. The federal government should encourage the provincial boards of education to make family-studies parenting courses compulsory.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much, Mrs. Jazvac. Would you like us to go to questions now?

Ms Jazvac: Yes.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Are there any questions or comments?

Ms Mitchell: I have a couple of quick questions. I was a little concerned with number 7, where you use the term "corporate day care". I think I know what you mean, but I have some reservations about the term "corporate day care". I assume you mean day care in the workplace, and we have had some presentations which have shown it is really pretty important that any workplace day care be under the control of a parent committee, not be under the control of the corporation.

[Traduction]

cette position. Je me fais beaucoup de soucis à ce sujet et je crois qu'il est temps que l'on se penche sur la question des enfants qui font du gardiennage, sur leur sécurité et la nécessité d'établir des programmes à leur intention.

Il faut promouvoir les vertus propres aux parents dans le cadre de campagnes publicitaires et offrir des cours aux familles qui, de l'avis des services sociaux, présentent des lacunes à cet égard. Il nous faut un programme d'accréditation des gardiennes. Nous en avons un dans la région qui est offert par le «Y». Je crois qu'il faudrait offrir un éventail plus complet de cours sur la garde d'enfants.

En dépit de l'évolution des besoins de notre société, tout porte à croire que la vieille mentalité des années 50 persiste lorsqu'il s'agit d'apporter les changements en question. On parle beaucoup des besoins des enfants, mais on semble accorder plus d'importance aux autres priorités. Bon nombre de décideurs semblent animés par un certain égocentrisme lorsqu'ils pensent que les autres vivent sensiblement la même réalité qu'eux. Ils ne savent pas que ces besoins sont justifiés.

Il faudrait que les cours sur l'art d'être parent soient obligatoires au niveau secondaire. Il n'y a pas de politique globale concernant cet art. Le gouvernement fédéral sait que la violence familiale est vécue dans un foyer sur dix, et qu'une femme sur six ou un homme sur dix est victime d'abus sexuels. Nous savons que les problèmes familiaux se perpétuent de génération en génération. Nous en connaissons beaucoup sur l'art d'être parent, les rapports avec les enfants; toutefois, nous persistons à dire que le fait d'avoir grandi au sein d'une famille nous rend apte à élever notre propre famille.

Il est évident que le grand public est renseigné; d'après un sondage effectué à Hamilton en 1985, les gens ont reconnu l'importance des cours de parentage dans les écoles secondaires. La connaissance et l'expérience des enfants constituent un bon fondement pour les soins qui seront prodigués à l'avenir. Le gouvernement fédéral devrait inciter les conseils scolaires provinciaux à rendre obligatoires les cours de parentage offerts dans le cadre des études sur la famille.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup madame Jazvac. Etes-vous prête à répondre aux questions?

Mme Jazvac: Oui.

Le président suppléant (M. Nicholson): Quelqu'un veut-il poser des questions ou formuler des observations?

Mme Mitchell: J'aurais quelques petites questions à poser. Au numéro 7, vous employez l'expression «garderie corporative». Je crois savoir ce que vous entendez par là, mais je fais certaines réserves au sujet de l'expression «garderie corporative». J'imagine que vous parlez de garderie en milieu de travail, et d'autres nous ont dit à quel point il était important de remettre entre les mains d'un comité de parents la direction d'une telle garderie et de ne pas la confier à l'entreprise.

[Text]

[Translation]

• 1505

Ms Jazvac: I agree, I chose the wrong word there. On the site, at the workplace.

Ms Mitchell: Yes. The other thing was that you spoke several times about the importance of parenting skills, and I certainly agree with that. It would be interesting to hear from the young high school students, if they are still here, about some of the points you have raised today. I wondered if you would also include family planning and family-life education in order to have a fuller understanding, and certainly to have more prevention of adolescent pregnancies which are a major concern as well.

Ms Jazvac: Yes, that is covered under the ministry guideline under which we teach parenting.

Ms Mitchell: Oh, I see. That is all.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much. Mrs. Martin.

Mrs. Martin: I would like to carry on with Mrs. Mitchell's comment on parenting skills. We heard of this need when we visited the east coast as well, and there we had a group of students from grades 11 and 12 who visited, as the Grimsby High School did this morning, from their lifestyles course. We had quite a discussion with them afterwards and they agreed that high school was too late to start to teach parenting skills. In fact, most of the recommendations we got were that they should be started around grades 7 and 8, at least to give a basic fundamental. Would you agree with that, or do you think this is the exception?

Ms Jazvac: Yes, I would. In Hamilton all our grade 7 and 8 students do take family studies. The grade 7 course is called "Families" and the grade 8 program is called "Children in my Life", so they are very heavily focused on parenting and parenting skills. In fact, everything else we teach is related to the parenting skills...

Mrs. Martin: So when you talk about making the courses mandatory in high school, it should go beyond that to the lower grades. Or is this a different course all together you are speaking of?

Ms Jazvac: No, they are similar. One is an extension of the other. I do believe, though, that the parenting and the human relationship skills need to be practised when the person is a little bit older, and I think they can get that practise at the grade 11 and 12 levels.

Mrs. Martin: You talked about more training for babysitting types of services. Who do you feel should provide that type of training?

Ms Jazvac: Who provides it is not terribly important to me, rather that the training be provided.

Mme Jazvac: D'accord, j'ai mal choisi l'expression. Il faudrait dire sur place, en milieu de travail.

Mme Mitchell: Bien. Vous avez également mentionné à plusieurs reprises l'importance des cours sur l'art d'être parent, et je suis d'accord avec vous sur ce point. Ce serait intéressant d'entendre les commentaires des étudiants du secondaire—s'ils sont encore ici—sur les points que vous avez soulevés aujourd'hui. Je me demandais s'il ne faudrait pas inclure la planification des naissances et la vie familiale pour avoir une vue d'ensemble plus générale et, bien entendu, pour prévenir davantage les grossesses chez les adolescentes.

Mme Jazvac: Oui, ces cours font partie du programme-cadre du ministère au même titre que les cours sur l'art d'être parent.

Mme Mitchell: Ah, je vois. C'est tout.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup. Madame Martin.

Mme Martin: J'aimerais continuer dans la même ligne de pensée que M^{me} Mitchell en ce qui concerne l'apprentissage du rôle de parent. Nous avons également entendu parler de ce besoin lors de notre passage sur la côte Est. Un groupe d'étudiants de 11^e et 12^e année inscrits à un cours sur les styles de vie nous avait alors rendu visite comme l'ont fait ce matin les élèves de l'école secondaire Grimsby. Nous avons eu de bonnes discussions avec eux par après et ils étaient d'accord qu'une fois rendu à l'école, il était trop tard pour commencer l'apprentissage du rôle du parent. En effet, la plupart étaient d'avis qu'il fallait au moins offrir un cours d'initiation en 7^e ou 8^e année. Êtes-vous d'accord avec eux, ou pensez-vous que ce serait exceptionnel?

Mme Jazvac: Oui, je suis d'accord. À Hamilton, tous les étudiants de 7^e et 8^e année suivent des cours sur la famille. En 7^e année, il s'intitule *Les familles* et en 8^e, *Les enfants dans ma vie* de sorte qu'ils sont très fortement axés sur le rôle des parents et l'art d'élever des enfants. En fait, tout ce que nous enseignons s'y rapporte...

Mme Martin: Ainsi, lorsque vous dites qu'il faudrait que ces cours soient obligatoires au niveau secondaire, vous sous-entendez également le niveau inférieur. Ou s'agit-il d'un tout autre cours?

Mme Jazvac: Non, ils sont semblables. L'un est la continuation de l'autre. Je crois toutefois qu'il faille attendre que l'étudiant soit un peu plus vieux pour lui demander de mettre en pratique les notions qu'il a acquises sur l'art d'être parent et les relations humaines, et je crois qu'ils peuvent le faire en 11^e et 12^e année.

Mme Martin: Vous avez mentionné qu'il fallait offrir une formation plus poussée aux gardiennes. À votre avis, qui devrait se charger de cette formation?

Mme Jazvac: L'important n'est pas de savoir qui devrait dispenser cette formation, mais bien qu'elle soit dispensée.

[Texte]

Mrs. Martin: Do you have any suggestions as to how that could be, if we are going to do it on a regular basis . . . ?

Ms Jazvac: What we have right now in terms of our YWCA babysitting certification program and the St. John's Ambulance program and so on are fine, they are excellent programs. We are beginning, with our summer skill school which is for grades 7 and 8, family studies, parenting and babysitting courses this summer. Churches could do it, early childhood education, people could work with it as well—all kinds of initiatives like that.

Mrs. Martin: Do you see it as part of a lifestyle course at school?

Ms Jazvac: At the secondary level, no; at the elementary level, yes.

Mrs. Martin: Because the others would be on a voluntary basis—

Ms Jazvac: Yes.

Mrs. Martin: —so they may or may not take them. Thank you, Mr. Nicholson.

The Acting Chairman (Mr. Nicholson): Thank you very much for your comments. I would like to call the Mount Hamilton Baptist Day Care Centre.

Mrs. Sandra McDonald (Supervisor, Mount Hamilton Baptist Day Care Centre): My name is Sandra McDonald, and I am with Mount Hamilton Baptist Day Care Centre, a non-profit organization.

My concern today centres on the desperate need for leadership and financial assistance from our federal government in the field of the child care services. In my twelve years as a parent and a day care worker, I have not only witnessed but have also experienced, first-hand, the hardships of unaffordable day care and unrealistic day care budgets.

Our society has changed. Parents today no longer have large, extended families to assist them in the care and the raising of their children. Offspring are very rarely considered an asset to a family, but more often than not, a burden of great cost. Working mothers currently outnumber those who remain at home.

Several years ago, we at Mount Hamilton Baptist Church recognized a need in our community for a day care facility. Within a half-mile radius, there were single dwellings, small and multiple dwellings and Hamilton Housing homes. Representative families came from all walks of life. There were doctors, school teachers, secretaries, and single moms returning to school. So one Pumpkin Patch Day Care was born, not to be a business, but a ministry. Our aim was to teach, by design and example, a truly Christian way of life. It is our mandate not only to express our concerns for these families with whom we come in contact, but also to assist in their physical, emotional, and spiritual well-being.

[Traduction]

Mme Martin: Avez-vous des suggestions à faire sur la façon dont on pourrait procéder si on offrait ces cours sur une base régulière . . . ?

Mme Jazvac: Nous nous accommodons très bien du programme d'accréditation des gardiennes offert par le YWCA et des cours de l'Ambulance St-Jean. Ce sont d'excellents programmes. Cette année, nous avons une école d'été pour les élèves de 7^e et 8^e année où nous offrons des cours sur la famille, sur l'art d'être parent et sur la garde d'enfants. Les églises pourraient le faire ainsi que les spécialistes en éducation des petits . . .

Mme Martin: Voyez-vous cela comme faisant partie d'un cours sur les styles de vie?

Mme Jazvac: Au secondaire, non; à l'élémentaire, oui.

Mme Martin: Parce que les autres seraient facultatifs . . .

Mme Jazvac: Oui.

Mme Martin: . . . et ils ne seraient pas obligés de les suivre. Merci. Monsieur Nicholson.

Le président suppléant (M. Nicholson): Merci beaucoup pour votre intervention. Je demanderais maintenant à la représentante du *Mount Hamilton Baptist Day Care Centre* de bien vouloir s'avancer.

Mme Sandra McDonald (surveillante, Mount Hamilton Day Care Centre): Je m'appelle Sandra McDonald et je représente le *Mount Hamilton Baptist Day Care Centre*, un organisme à but non lucratif.

J'aimerais vous dire aujourd'hui à quel point nous avons besoin de la direction et de l'aide financière du gouvernement fédéral dans le domaine des services de garde. En tant que parent et monitrice de garderie depuis 12 ans, j'ai connu ce que c'était que de payer des frais de garde exorbitants et de gérer des budgets de garderie impossibles.

Notre société a changé. Les parents d'aujourd'hui ne peuvent plus compter sur les membres de leur famille immédiate pour les aider à prendre soin des enfants et à les élever. Les enfants sont rarement considérés comme des atouts pour une famille, mais plutôt comme un fardeau coûteux. À l'heure actuelle, il y a plus de mères sur le marché du travail qu'à la maison.

Il y a plusieurs années, les membres de l'Eglise baptiste Mount Hamilton ont reconnu la nécessité d'établir une garderie dans la collectivité. Dans un rayon d'un demi-mille, on trouve des maisons unifamiliales, des logements simples et multiples ainsi que des habitations gérées par le service de logement de Hamilton. Nous avons eu des familles représentant toutes les conditions sociales. Il y avait des médecins, des enseignants, des secrétaires et des mères célibataires reprenant leurs études. C'est ainsi que nous avons créé une garderie Pumpkin Patch qui ne devait pas avoir une vocation commerciale, mais plutôt une mission. Notre but était d'enseigner formellement et par l'exemple un mode de vie véritablement chrétien. Notre mandat est non seulement d'exprimer nos préoccupations pour les familles avec lesquelles nous entrons

[Text]

[Translation]

en contact, mais aussi de contribuer à leur bien-être physique, émotionnel et spirituel.

• 1510

We found it is not enough that our society merely recognize the rights of women to work towards self-fulfilment and financial independence. They also need to be given a fair and equal chance. Thus, we have attempted to provide high quality educational programs in order to nurture our community toddlers and pre-schoolers through their early years, giving them the best possible care we can.

Nous avons constaté qu'il ne suffit pas, pour notre société, de reconnaître simplement les droits de la femme à s'épanouir et à devenir financièrement indépendante. Il faut aussi lui donner des chances égales. Nous nous sommes donc efforcés de fournir des programmes de haute qualité afin d'éduquer les tout-petits et les enfants d'âge préscolaire de notre collectivité pendant les premières années, en leur procurant les meilleurs soins possibles.

Our centre is licensed for 57 children, ranging from 18 months to 10 years of age. We offer a day camp program for 6 to 10 year olds, with extended hours during the summer months. Additional special programs are set up for school holidays and professional activity days to keep our community school children safe, stimulated, and happy.

Notre centre détient un permis pour 57 enfants âgés de 18 mois à 10 ans. Nous offrons un programme de camp de jour pour les 6 à 10 ans avec un horaire prolongé pendant les mois d'été. Des programmes spéciaux supplémentaires sont offerts pour les congés scolaires et les jours de perfectionnement professionnel de façon à garder nos écoliers stimulés et heureux dans un climat de sécurité.

All of these are provided at a rate which has been kept as low as our budget can allow, in order to assist our fee-paying parents. Unfortunately, it has become more and more evident that our continued low rates have been at the expense of our teachers' salaries.

Tous ces services sont offerts à un tarif qui a été maintenu aussi bas que le permet notre budget, de façon à aider les parents qui paient le plein tarif. Malheureusement, il est devenu de plus en plus évident que le maintien de bas tarifs se fait aux dépens des salaires de nos monitrices.

For the past two years, the regional government decisions regarding subsidy have proven to be disastrous for our centre and for others. In 1985, it was necessary to increase our budget by 5%. The regional portion, however, was only a little better than 3% for our subsidized children. The result was a \$4,000 cut in budget. With so many fixed expenditures, there were no areas for cutbacks except food costs and salaries.

Au cours des deux dernières années, les décisions du gouvernement régional concernant les subventions se sont révélées désastreuses pour notre centre et pour d'autres. En 1985, il a été nécessaire d'augmenter notre budget de 5 p. 100. Cependant, la part régionale se chiffrait seulement à un peu plus de 3 p. 100 pour nos enfants subventionnés. Le résultat a été une réduction budgétaire de 4,000\$. Avec tant de frais fixes, il n'y avait guère de postes à réduire sauf l'alimentation et les salaires.

At the time, we were operating with an extra one-half staff to allow for morning coffee breaks. Afternoon breaks are just too unrealistic. The \$4,000 less that year meant an elimination of that part-time staff. Our remaining teachers are now even expected to program their mornings so that they can take their breaks during a quiet period, depending on volunteers and students to fill in for them.

A cette époque, nous fonctionnions avec la moitié de personnel en plus pour les pauses café du matin. Il n'est pas possible de prendre de pause l'après-midi. Cette année là, la réduction de 4,000\$ s'est traduite par la suppression de ce personnel à temps partiel. Nos monitrices sont maintenant tenues de programmer leurs matinées de façon qu'elles puissent prendre leur pause pendant une période calme, si des bénévoles et des étudiants viennent les relayer.

I am sure you can imagine how this diminishes the quality of care we are able to provide. It is also apparent that this reorganization of break periods has resulted in increased stress levels throughout the centre. Due to both the financial limitations of our 1985 budget and the uncertainty of the future spaces paid by the region, our 1986 fees had to be increased by a further 8% and our staff salaries by a mere 4%.

Je sais que vous pouvez imaginer combien ceci diminue la qualité des soins que nous pouvons offrir. Il est aussi évident que cette réorganisation des périodes de pause s'est traduite par une hausse des niveaux de stress dans tout le centre. En raison, d'une part des limites de notre budget 1985 et d'autre part de l'incertitude quant au nombre futur de places payées par la région, nous avons dû augmenter encore de 8 p. 100 nos tarifs pour 1986 et seulement de 4 p. 100 les salaires de notre personnel.

In other words, it was necessary for our fee-paying parents, combined with our day care staff, to subsidize our already subsidized families. Still the downward spiral continues. The 1986 regional increase has again been set at 4%. Our backs are against the wall. We are currently operating with the minimal number of staff allowed by the Day Nurseries Act. Our fee-

En d'autres termes, les parents qui paient le plein tarif ainsi que le personnel de la garderie ont dû subventionner les familles qui bénéficient déjà d'une subvention. Et pourtant, la situation continue de se dégrader. Pour 1986, la hausse des fonds régionaux a été à nouveau fixée à 4 p. 100. Nous nous retrouvons le dos au mur. Nous fonctionnons actuellement

[Texte]

paying families can endure no further fee hikes. Our teachers can endure no further wage cuts. The children must be well-fed.

Our centre is up to capacity, with a six month waiting list. The only other option open to us to ensure the payment of our bills is to restrict all future enrolment to non-subsidized children. This, in a centre seeking to minister to those in need, is a prejudicial abomination. This is how inadequate government subsidy has affected our centre in recent years.

The Day Nurseries Act stipulates that the ratios for toddlers and pre-schoolers are one to five and one to eight, respectively. Granted, in theory, this sounds fine. However, in our toddler class of 10 children, two have extreme behavioural problems. Thus, while dealing with aggressive behaviour which takes place continually throughout the day, our teachers are forced into an acting ratio of one to one and one to nine.

We are fortunate at this time to have a co-op work experience student to do those extra tasks of bringing and taking away snack trays, assisting in the changing of diapers, putting out beds, and setting the lunch tables. However, in her absence, our teachers have these additional duties as well. Regardless, no matter how well-trained, experienced, and properly qualified a teacher may be, no one is capable of safely meeting the needs of nine toddlers for any length of time.

• 1515

Who is responsible for this unsafe situation? Are these children better off in unsupervised baby-sitting arrangements where accidents such as poisoning, scalding, and abuse run high, or where the child is developmentally delayed because of an unstimulating environment?

There are good people, capable people, out there, who can provide quality child care in their homes. But what happens to the families who are often enticed by the cheapest daily rate? Those children are in the most dangerous of settings.

I believe it is up to our society as a whole to protect our children. To date, we have tried to produce high-quality child care with minimal government assistance. High standards are set in the ECE programs of our community colleges. Day care centres constantly strive to produce creative, stimulating programs. Yet we are continually held back by inadequate funds.

My final matter of concern is day care teachers themselves. High staff turnover in day care is no secret. It has been proven

[Traduction]

avec le nombre minimal de membres du personnel autorisé par la Loi sur les garderies. Les familles qui paient le plein tarif ne pourront supporter d'autres hausses. Les monitrices ne pourront tolérer une autre érosion de leur salaire. Les enfants doivent être bien nourris.

Il n'y a plus de place dans notre centre et nous avons une liste d'attente de six mois. Le seul autre choix qui s'offre à nous pour payer nos factures, est de n'admettre à l'avenir que des enfants non subventionnés. Il s'agit d'une abomination pour un centre qui se veut au service des personnes dans le besoin. Voici comment l'insuffisance des subventions gouvernementales a touché notre centre ces dernières années.

En vertu de la Loi sur les garderies, le rapport d'encadrement doit être d'une monitrice pour cinq tout-petits ou huit enfants d'âge préscolaire. En théorie, cela semble parfait. Cependant, dans notre classe qui compte dix tout-petits, deux ont des problèmes de comportement très graves. Par conséquent, pour faire face à un comportement agressif continu pendant toute la journée, l'une des deux monitrices doit s'occuper d'un seul enfant pendant que l'autre s'occupe des neuf restants.

Pour le moment, nous avons la chance de disposer dans le cadre d'un projet d'alternance travail/études d'une étudiante qui exécute les tâches annexes, c'est-à-dire amener et remporter les plateaux à collation, aider à changer les couches, faire les lits et dresser les tables du déjeuner. Cependant, en son absence, ces fonctions supplémentaires incombent aussi à nos monitrices. Quelle que soit l'étendue de sa formation, de son expérience et de sa qualification, aucune monitrice n'est capable de répondre en toute sécurité aux besoins de neuf tout-petits pendant quelque période que ce soit.

Qui est responsable de cette situation d'insécurité? Ces enfants seraient-ils mieux traités chez des gardiennes où ils restent sans surveillance et sont fréquemment victimes d'accidents comme l'empoisonnement, les brûlures par l'eau bouillante et de mauvais traitements ou bien où le développement de l'enfant est retardé à cause d'un environnement non stimulant?

Bien entendu, il existe des personnes dévouées et qualifiées qui peuvent donner à un enfant des soins de qualité dans leur foyer. Mais qu'arrive-t-il aux familles qui sont souvent attirées par le tarif quotidien le moins cher? Leurs enfants sont placés dans le plus dangereux des milieux.

A mon avis, c'est à notre société dans son ensemble qu'il incombe de protéger nos enfants. Jusqu'ici, nous avons essayé d'offrir aux enfants des soins de haute qualité avec un minimum d'aide du gouvernement. Des normes élevées sont établies dans les programmes en éducation des jeunes enfants de nos collègues communautaires. Les garderies s'efforcent constamment de produire des programmes créatifs et stimulants. Cependant, nos efforts sont continuellement entravés par l'insuffisance des fonds.

Mon dernier domaine de préoccupation est le personnel des garderies. Il est bien connu que le taux de renouvellement du

[Text]

over the years that day care teachers are placed in such strenuous, demanding, and highly stressful work situations that they regularly move on to other careers. In other words, we turn out qualified early childhood educators only to bombard them with unrealistic expectations. We drain them of their energy and self-esteem until there is no strength left.

Teachers who are also parents of pre-schoolers cannot possibly afford day care for their own children unless there is a considerably higher second income. In our own centre we have ECE moms who have changed careers because of the financial situation. The fact is that this profession turns over at such a rapid pace that our centres are filled with young, single, and more often than not first-time employees who quickly move on. This leaves day care centres with very few teachers who have gained the experience and developed the knowledge to make great strides in the field of child care.

In conclusion, to summarize our immediate needs, we ask for government leadership in child care services, better staff-to-child ratios for our toddlers, direct funding of at least \$5 per diem for all children, regional restraints lifted for subsidized children, better salaries for early-childhood educators.

It must be the responsibility of our federal government to provide high-quality care for our nation's children. You are our last hope. There are no other resources upon which individual day care centres may draw. But direct funding of as little as \$5 for every child would enable better staff-to-child ratios, reasonable day care salaries, and a level of care which will cease to deprive our children. We trust our federal government will make young children a number-one priority in Canada.

The Chairman: Thank you very much, Sandra.

Ms Mitchell: You have certainly put the case again and again. It is a depressing afternoon, I find. I wish we could save as much time on coming to some real solutions. I guess we know what the solutions are, but sometimes I wonder how far away they are.

I had one question for clarification, since I think you are the first church-sponsored group we have talked to today. We have had some appearing in other... I notice in the recommendations you say child care should offer equality of opportunity without regard to race, national or ethnic origin, colour, religion, sex, age, or mental or physical handicap. I wondered how you achieve that goal. Yet you also said you have obviously a religious motivation in the centre, which is to teach a Christian way of life. I wondered also if you had non-Christian parents using the centre and whether there was perhaps a bit of a conflict in this situation.

[Translation]

personnel est très élevé dans les garderies. Il a été prouvé au fil des années que les monitrices des garderies sont placées dans des situations de travail si exigeantes, si contraignantes et si stressantes qu'elles changent régulièrement de carrière. En d'autres termes, nous produisons des éducatrices de jeunes enfants qualifiées pour leur infliger des objectifs irréalistes. Nous les vidons de leur énergie et de leur dynamisme jusqu'à ce qu'elles soient épuisées.

Les éducatrices qui sont aussi les parents d'enfants d'âge préscolaire ne peuvent pas se permettre de placer leurs propres enfants dans une garderie si elles ne disposent pas d'un second salaire nettement plus élevé. Dans notre propre centre, nous avons des mères diplômées en éducation des jeunes enfants qui ont changé de métier à cause de la situation financière. Le fait est que le renouvellement des membres de cette profession est si rapide que nos centres sont remplis de jeunes employées célibataires qui occupent leur premier emploi et qui changent rapidement de métier. Il reste alors dans les garderies très peu d'éducatrices qui ont acquis l'expérience et les connaissances pour progresser dans le domaine de la garde d'enfants.

En conclusion, pour résumer nos besoins immédiats, nous demandons que le gouvernement montre la voie dans les services de garderie, que le rapport d'encadrement (éducatrice/enfants) soit meilleur pour nos tout-petits, qu'un montant d'au moins 5\$ par jour soit accordé pour chaque enfant, que les restrictions régionales soient levées pour les enfants subventionnés et que les éducatrices de jeunes enfants touchent de meilleurs salaires.

C'est à notre gouvernement fédéral que doit revenir la responsabilité de fournir des soins de haute qualité pour les enfants de notre pays. Vous êtes notre dernier espoir. Il n'existe aucune autre source de financement vers laquelle les centres peuvent se tourner. Cependant, une subvention directe d'au plus 5\$ pour chaque enfant permettrait d'obtenir un meilleur rapport d'encadrement, des salaires plus raisonnables pour les éducatrices et un niveau de soins qui apportera à nos enfants tout ce dont ils ont besoin. Nous sommes certains que notre gouvernement fédéral fera des jeunes enfants la priorité numéro 1 au Canada.

La présidente: Merci beaucoup, Sandra.

Mme Mitchell: Vous avez su certainement réitérer vos arguments. Je trouve que cette après-midi est déprimante. J'aimerais que nous puissions trouver aussi rapidement de véritables solutions. Je pense que nous savons quelles sont les solutions mais parfois je me demande quand nous allons les appliquer.

J'aimerais avoir un éclaircissement, car je pense que vous êtes le premier groupe parrainé par une église avec lequel nous avons parlé aujourd'hui. Nous en avons déjà vu dans d'autres... Dans vos recommandations, vous dites qu'il devrait y avoir égalité des chances pour les services de garderie, sans distinction de race, d'origine nationale ou ethnique, de couleur, de religion, de sexe, d'âge ou d'handicap physique ou mental. Je me demande comment vous atteignez cet objectif. Pourtant, vous avez aussi déclaré avoir une motivation religieuse au centre, c'est-à-dire enseigner un mode de vie chrétien. Je me demandais aussi si des parents non

[Texte]

Mrs. McDonald: Yes, we have all denominations of children in our centre. When I speak of staffing for our centre, they are very carefully chosen, and we are looking for good morals. But in the basic programming we do not, so to speak, teach our Baptist beliefs. We do not have devotions, such as some centres do that are strictly . . . You know, they have that form in their programming. But we have all denominations, as I said, and we provide care for everyone. You do not have to be a Baptist to work at Mount Hamilton Baptist Day Care Centre, of course, but we do look for people who have good morals, because that comes through in the teaching of children.

• 1520

Ms Mitchell: So would you say it is a non-sectarian child care centre?

Mrs. McDonald: Yes, yes it is.

The Chairman: Thank you, Mrs. Mitchell. Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Does the church organization subsidize the facility or do they just provide the space for it?

Mrs. McDonald: They actually give us the space and we operate with our own budget and everything else.

Mount Hamilton Baptist Church is not very healthy in a financial way. They are doing their own thing and we are doing ours. We are in no way able to draw upon their funds, other than the men from the church helping us out with repairs and maintenance and that sort of thing with our day care equipment. But, basically, our budget is what we work with.

Mr. Belsher: For the board, where you get your direction from, do you get that from the church board or from a parent board of the society?

Mrs. McDonald: It is a board that is nominated by the nominating committee of the church annually and we have four members on the board that are parents as well. But basically, the members are church people and parents.

Mr. Belsher: Thank you. Did you cover off what your daily rate is for children attending? I do not believe you gave that.

Mrs. McDonald: No. It is \$15 a day.

Mr. Belsher: You say \$15. And the subsidized rate that comes from the region is not that great then.

Mrs. McDonald: No, it is \$13.66.

Mr. Belsher: And it only went up 4%, whereas the non-subsidized fee went up by 8% this year.

Mrs. McDonald: That is right.

Mr. Belsher: Thank you, Madam Chairman.

[Traduction]

chrétiens avaient placé leurs enfants au centre et si cette situation n'est pas un peu conflictuelle.

Mme McDonald: Oui, nous avons des enfants de toutes les croyances dans notre centre. Nous en choisissons le personnel avec soin et nous recherchons des personnes de bonne moralité. Mais, dans le cadre de notre programme de base, nous n'enseignons pas pour ainsi dire notre foi baptiste. Nous n'avons pas de dévotions, comme les pratiquent certains centres qui sont trictement . . . vous savez, ils ont cette particularité dans leurs programmes. Mais, comme je l'ai dit, nous accueillons toutes les croyances et nous offrons des soins à tous. Il n'est pas obligatoire que vous soyez baptiste pour travailler à la garderie baptiste de Mount Hamilton, bien entendu, mais nous recherchons des personnes qui ont une bonne moralité car cela se ressent dans l'enseignement des enfants.

Mme Mitchell: Vous diriez donc qu'il s'agit d'une garderie qui n'est pas sectaire?

Mme McDonald: Oui, c'est exact.

Le président: Merci M^{me} Mitchell. M. Belsher.

M. Belsher: L'organisation religieuse subventionne-t-elle le centre ou fournit-elle simplement les locaux?

Mme McDonald: en fait, elle nous donne les locaux et nous fonctionnons avec notre propre budget et tout le reste.

L'église baptiste de Mount Hamilton n'est pas très prospère sur le plan financier. Elle s'occupe de ses affaires et nous nous occupons des nôtres. Nous ne pouvons en aucune façon obtenir des fonds de cette église qui nous procure seulement une aide sous la forme de réparations, de l'entretien des locaux et des menus travaux sur l'équipement de la garderie qui sont effectués par ses membres. Mais, pour l'essentiel, nous fonctionnons avec notre propre budget.

M. Belsher: En ce qui a trait à votre conseil, d'où vous viennent vos directives, du conseil d'administration de l'église ou d'un conseil principal de la société?

Mme McDonald: Il s'agit d'un conseil dont les membres sont nommés chaque année par le comité de mise en candidature de l'Église et qui compte quatre parents. Cependant, fondamentalement, les membres sont des membres de l'Église et des parents.

M. Belsher: Je vous remercie. Avez-vous indiqué quel était le tarif quotidien par enfant? Je ne pense pas que vous l'avez fait.

Mme McDonald: Non. C'est \$15 par jour.

M. Belsher: Vous avez dit \$15. Le taux subventionné qui vient de la région n'est donc pas aussi élevé?

Mme McDonald: Non, il est de \$13,66.

M. Belsher: Et il a été seulement majoré de 4 p. 100, alors que le tarif non subventionné a grimpé de 8 p. 100 cette année.

Mme McDonald: C'est exact.

M. Belsher: Merci beaucoup M^{me} le président.

[Text]

The Chairman: Thank you, Mr. Belsher. Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Just one question. Have you thought of calling some of those regional councillors who must have voted for this 4% increase there and just put them on the spot and ask them how you and everybody else in this town are supposed to make ends meet with a raise of that type?

Mrs. McDonald: Actually, I did call them and they felt they had not been briefed enough in our concerns. We are going to try to make sure that we correct that in the near future so they know exactly how—

Mr. Nicholson: It is not a bad idea, you know. Sometimes I hear a board of education resisting, not co-operating with things like lunch programs or after school programs. Yet I have talked to a couple of members of the board of education, and the two I spoke with said they had never been approached, never been put on the spot. Even at election time, you notice how at all candidates' debates few people show up. I never ever remember hearing a question about this and maybe it is about time that all of us started leaning on some of these people who put their names forward for regional council or board of education, or for any level of government for that matter, and get beforehand exactly what their stand is on it and then help publicize those names of people who are perhaps most sympathetic. It is just a suggestion. Thank you very much.

Mrs. McDonald: Thank you.

The Chairman: Thank you very much for your presentation, Mrs. McDonald. The next speakers this afternoon are Carole Neilson and Betty Neilson. Welcome.

Ms Carole Neilson (Early Childhood Educator): Good afternoon, Madam Chairperson and other committee members. I am pleased and honoured to be here today in front of the Federal Task Force on Child Care.

Because I have been here all day, I now know you have been around the country and by now have gathered an abundance of information regarding the care of normal children in a day care setting. The topic that I wish to address today is that of the special needs child in day care.

You can imagine the enormity of such a topic and how impossible it would be to address it in just a 10 minute period. So my intention today is to heighten your awareness, to stimulate your thinking and, hopefully, generate some further discussion so that ultimately we can problem solve on how to fill in the gaps in the services that are provided today.

• 1525

My presentation will focus on special-needs children from my perspective as an early-childhood educator working on a daily basis in the field of day care in the Hamilton—Wentworth area. At the conclusion of my presentation I will be

[Translation]

Le président: Merci M. Belsher. M. Nicholson.

M. Nicholson: Je poserai une seule question. Avez-vous pensé à appeler certains de ces conseillers régionaux qui doivent avoir voté cette hausse de 4 p. 100 et à les interroger pour leur demander comment vous et tous les autres centres de cette ville êtes censés joindre les deux bouts avec une telle hausse?

Mme McDonald: En fait, je les ai appelés et ils ont indiqué qu'ils n'avaient pas été suffisamment mis au courant de nos préoccupations. Nous allons essayer de remédier à l'avenir à cette situation de façon qu'ils sachent exactement combien...

M. Nicholson: Ce n'est pas une mauvaise idée, vous savez. Parfois, j'entends parler d'un conseil scolaire qui se montre réticent ou peu coopératif à l'endroit de programmes comme les repas du midi ou les activités après l'école. Cependant, j'ai parlé à deux membres du conseil scolaire qui m'ont déclaré n'avoir jamais été contactés, ni interrogés à ce sujet. Même au moment des élections, vous remarquerez que peu de personnes assistent aux débats réunissant tous les candidats. Je ne me souviens même pas avoir entendu une question à ce sujet et peut-être est-il temps que nous commençons tous à sonder certaines des personnes qui proposent leur candidature au conseil régional ou au conseil scolaire, voire à tout niveau de gouvernement, pour savoir exactement au préalable quelle est leur position sur la question et ensuite aider à faire connaître les personnes qui sont peut-être les plus sympathiques. C'est juste une suggestion. Je vous remercie beaucoup.

Mme McDonald: Merci.

Le président: Je vous remercie beaucoup pour votre exposé Mme McDonald. Les prochains intervenants cette après-midi sont Carole Neilson et Betty Neilson. Je vous souhaite la bienvenue.

Mme Carole Neilson (éducatrice de jeunes enfants): Bonjour Madame le président et les autres membres du Comité. Je suis heureuse et honorée d'être ici aujourd'hui en face de la *Fédéral Task Force on Child Care*.

Étant donné que j'ai été ici toute la journée, je sais maintenant que vous avez parcouru le pays et que vous avez maintenant réuni une foule de renseignements concernant les soins procurés aux enfants normaux dans les garderies. La question dont j'aimerais parler aujourd'hui est celle des enfants ayant des besoins spéciaux dans une garderie.

Vous pouvez vous imaginer combien cette question est vaste et qu'il est impossible d'en faire le tour en 10 minutes. Aussi, j'ai l'intention aujourd'hui de vous sensibiliser davantage au problème, de stimuler votre réflexion et, je l'espère, de susciter un débat plus approfondi de façon qu'en fin de compte nous puissions trouver le moyen de combler les lacunes qui existent dans les services offerts aujourd'hui.

Mon exposé sera centré sur les enfants ayant des besoins spéciaux et je traiterai la question dans ma perspective, c'est-à-dire celle d'une éducatrice de jeunes enfants travaillant chaque jour dans une garderie de la région de Hamilton Wentworth. À

[Texte]

pleased to answer or comment on any of your questions and I may call on my colleague who works more intensely with special-needs children to comment on any point or elaborate on any point.

The special-needs child is a learning individual who needs more than the average assistance in attaining these usual developmental goals. Now, the most effective way to treat this today is through normalization through an integration process. This means that the child is given an individual program plan which must be carried out within a normal setting, a day care setting. It is also true that the integration process is more successfully completed during those early, formative years, those early preschool years, those day care years.

I firmly believe in this philosophy and I also believe it is the right of the special-needs child to receive training and assistance in attaining or in getting to their maximum, fulfilling their fullest potential and getting to their fullest potential.

Who are special-needs children? Are they products of poverty? Are they physically-handicapped children? Maybe they are abused children—sexually abused, physically abused. Maybe they are shy. Maybe the special-needs child is the exceptionally bright, gifted child. Maybe they are developmentally delayed.

When I looked for a definition identifying special-needs children, I came up with five different definitions. They are in your briefs and you will be able to read them. I am just going to point out where the definitions come from. One of them is from the *Standards for Day Nurseries*, Ministry of Community and Social Services, from February, 1983. There is another from the *Developmental Services Act* and another one from the *Diagnostic Criteria, DSM III manual*. There is yet another one from the Ministry of Education, Bill 82 and yet another from *Children with Special Needs in Day Care*, Health and Welfare Canada, 1979.

Now, as you read over those definitions, it is going to be apparent to you that a child with special needs can have a wide variety of different handicapping conditions. These can occur singly, but they are usually compound, with a varying degree of severity. So it is not just one thing, it is two or three or four different things and they vary in severity.

Now, for a children's centre, prior to accepting a special-needs child, the day-care centre must adhere to certain government regulations and they are that there should be one special-needs child to every group of 10 normal children. Staff are required to have additional training in teaching the handicapped child. The centre must employ a resource teacher for every four special-needs children in that centre. The child must be provided with an individual program plan and the program plan must be carried out every day that child is in attendance. Also, the centre must be prepared to make modifications to the structure of the building if it is necessary.

[Traduction]

la fin de mon exposé, je me ferai un plaisir de répondre à toutes questions ou de faire des commentaires et je pourrai demander à ma collègue qui travaille plus intensément avec des enfants ayant des besoins spéciaux de fournir au besoin des précisions ou des détails.

L'enfant avec des besoins spéciaux est un enfant qui, au cours de son apprentissage, a besoin d'une aide supérieure à la moyenne pour atteindre les objectifs de développement habituels. Actuellement le moyen le plus efficace de corriger la situation est la normalisation par un processus d'intégration. Cela signifie que l'on dispense à l'enfant un programme individuel qui doit être mis en oeuvre dans un cadre normal, une garderie. Il est également vrai que le processus d'intégration est le plus réussi pendant les premières années de formation, c'est-à-dire les années préscolaires que l'enfant passe dans une garderie.

Je crois fermement en ce principe et j'estime aussi que l'enfant avec des besoins spéciaux a le droit de recevoir une formation et une aide pour atteindre le maximum de son développement potentiel.

Qui sont ces enfants qui ont des besoins spéciaux? Sont-ils une conséquence de la pauvreté? Sont-ils des handicapés physiques? Il peut s'agir d'enfants qui ont subi des mauvais traitements, des sévices physiques ou sexuels, d'enfants timides, d'enfants exceptionnellement intelligents et doués, ou d'enfants qui sont en retard dans leur développement.

Quand j'ai cherché une définition pour cette catégorie d'enfants, j'en ai trouvé 5. Elles figurent dans vos mémoires et vous pourrez les examiner. Je vais simplement vous mentionner d'où elles ont été tirées. L'une vient de «Normes pour les garderies», Ministère des Services sociaux et communautaires (février 1983). Une autre du *Developmental Services Act* et une autre dans le projet de loi 82 du Ministère de l'Éducation et encore une autre dans un document publié en 1979 par le ministère fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social: Enfants ayant des besoins spéciaux dans les garderies.

Cependant, quand vous lirez ces définitions, vous allez vous apercevoir que ce type d'enfants peut souffrir d'une large gamme d'handicaps différents. Il peut n'y en avoir qu'un, mais le plus souvent ils sont combinés avec divers degrés de gravité. Par conséquent, il ne s'agit pas seulement d'un trouble, mais de deux ou trois ou quatre troubles différents qui sont plus ou moins graves.

Maintenant, avant d'accepter un enfant qui a des besoins spéciaux, la garderie doit respecter les règlements gouvernementaux stipulant qu'il doit n'y avoir qu'un seul enfant avec des besoins spéciaux pour chaque groupe de 10 enfants normaux. Le personnel est tenu d'avoir une formation supplémentaire pour enseigner à l'enfant handicapé. Le centre doit employer un éducateur consultant pour chaque groupe de quatre enfants ayant des besoins spéciaux. On doit faire suivre à cet enfant un programme individuel qui doit être appliqué chaque jour où il est présent. En outre, le centre doit être prêt à effectuer au besoin des transformations de l'édifice.

[Text]

In addition to this population that we have just described as special needs, there are children who are referred to day-care centres by the Regional Municipality of Hamilton—Wentworth, Social Services, Day Care Division. What happens is that day care spaces are purchased by the region for a per diem rate to the centre. In many instances the centre does not have a say as to which children would be best suited in those spaces.

The children who can have these spaces must come into one of the following categories: single-parent working families; high-risk child-abuse families; low income with two-parents-working families; developmentally or physically-handicapped children or parents; child abuse and neglected or deprived children. They can come from single parents who are retraining, single parents who are looking for work, the spouse is either looking for work or retraining and it is a low-income situation. There are quite a few different categories there that the child must fall into in order to be eligible for that day care space.

• 1530

The parents can initiate this subsidy for the day care space, or the child can be referred by a physician or clinical assessment team. When they are referred, it is called a therapeutic referral because they are deprived or neglected. It is a therapeutic referral. If the family meets the criteria for subsidy, which, by the way, is purely based on a socio-economic factor, then day care is provided and the child can be placed in a day care centre.

These day care spaces are subsidized spaces. When the subsidy is granted to the family there is an expectation for the family to participate in the program, but staff-child ratios do not change. There is no expectation . . . and there is no funding made available for a resource teacher or extra-staffing.

There was a recent community day care survey conducted. Of the sampling of four day care centres, 41% of the total number of children enrolled were subsidized. It was funny. At one of the centres, 32 were enrolled and 31 of those children were subsidized.

One more figure I want to point out is that 50% of all these subsidized children were displaying some kind of behavioural, physical, developmental delay or emotional problem, but they were not deemed to be special-needs children, so the ratio stayed the same as it is for normal children.

Let us look at an example of a special-needs child in a day care setting. Let us say we have a child who is displaying some severe language delay, and as a result of his delay, he experiences emotional difficulties which he expresses through aggressive behaviour. If the child is two years old, he is going to be placed in a room with four other children and one teacher. You have five children, one with special needs, and one teacher.

[Translation]

Outre les enfants avec des besoins spéciaux que nous venons de mentionner, il y a les enfants qui sont aiguillés vers des garderies par la Division de la garde de jour, Services sociaux, Municipalité régionale de Hamilton Wentworth. Il se trouve que la région achète les places de garde de jour à raison d'un taux quotidien qu'elle verse au centre. Dans de nombreux cas, le centre n'a pas son mot à dire au sujet des enfants qui réunissent le plus de conditions pour occuper ces places.

Les enfants admissibles doivent venir de l'une des catégories suivantes: familles salariées monoparentales; familles à risque élevé de mauvais traitements; familles à bas revenus où les deux parents travaillent; enfants ou parents avec handicap sur le plan physique ou sur le plan du développement; enfants maltraités, mal soignés ou défavorisés. Ils peuvent venir de familles monoparentales où le parent est en recyclage, recherche un travail ou de familles où l'un des conjoints recherche du travail ou se recycle, ce qui réduit les revenus du ménage. Pour être admissible à une place dans une garderie, l'enfant doit donc relever d'un certain nombre de catégories différentes.

Les parents peuvent réclamer cette subvention pour la place de garderie, ou l'enfant peut être aiguillé par un médecin ou une équipe d'évaluation clinique. Dans ce dernier cas, il s'agit d'aiguillage à des fins thérapeutiques car cet enfant est défavorisé ou mal soigné. Si la famille répond aux critères pour obtenir la subvention, qui, en passant, est accordée purement sur la base d'un facteur socio-économique, il peut être placé dans une garderie.

Ces places sont des places subventionnées. Lorsque la subvention est accordée à la famille, on attend d'elle qu'elle participe au programme, mais le rapport d'encadrement ne change pas. Il n'y a aucune attente. et il n'y a aucun fonds disponible pour un éducateur consultant ou du personnel supplémentaire.

Récemment, une enquête a été menée sur les garderies dans notre collectivité. Dans les quatre garderies examinées, 41 p. 100 de tous les enfants inscrits étaient subventionnés. C'est vraiment particulier. Dans l'une des garderies, sur 32 inscrits, 31 étaient subventionnés.

J'aimerais donner un autre chiffre: 50 p. 100 de tous ces enfants subventionnés souffraient d'un trouble du comportement, de troubles émotifs, d'un retard de développement ou d'un handicap physique, mais on ne les considérait pas comme des enfants ayant des besoins spéciaux de sorte que le rapport d'encadrement était le même que pour les enfants normaux.

Prenons l'exemple d'un enfant qui a des besoins spéciaux dans une garderie. Disons que nous avons un enfant qui présente un grave retard au niveau du langage et qu'en conséquence, il souffre de troubles émotifs qu'il exprime par un comportement agressif. Si l'enfant a 2 ans, il va être placé dans une pièce avec quatre autres enfants et une éducatrice. Nous avons donc 5 enfants, dont un avec des besoins spéciaux, et une éducatrice.

[Texte]

This child needs an individual program. He needs special one-to-one attention from that teacher. Yet, when the teacher is giving that one-to-one attention, who is with the other children? How can that teacher possibly give quality care and care effectively for those four other children while she is dealing one-to-one with this one child? It is not possible.

The teacher needs time to plan the program to begin with. She needs time to meet with other professionals who are involved with the child. She needs time to attend training courses and workshops that relate to specific handicaps.

What about the parents? Guidelines state that it is essential to promote parental participation when you are dealing with special-needs children. Home visits are recommended and there should be time set aside for progress reporting, information sharing, and formulating new strategies in fostering that child's development.

In reality, however, day care centres do not have time for intensive parental involvement. The only time they have is when that child is first enrolled in the program. They fill out the forms on the child coming in and have a little chat. Otherwise, the only opportunity is at the beginning and end of the day during casual encounters when the parents are dropping off or picking up children. They might have a couple of minutes to chat. But that is not formal. It is the end of the day. Parents want to pick up their child and go home, they do not want to sit and hear a report on their child, become involved in information sharing or anything else. Intensive parent involvement in day care centres is a pure myth. It does not happen.

What about this teacher? We are saying that she needs all this time for planning and meeting, etc. In effect, supervisors have to call in supply staff to cover for that teacher while she is planning, meeting, and learning. That costs money, money that is not provided.

In summary, even although I have tried to keep this presentation brief, or as simple as possible, you have just been inundated with a great deal of information. As an early childhood educator genuinely caring for the welfare of my young charges, I feel that it is my responsibility to advocate for special needs children in day care.

• 1535

The literature abounds with supportive data indicating how important it is for early identification and intervention during the critical, formative, pre-school years. Government ministries have spent millions of dollars drafting guidelines, formulating standards and providing information on integration and normalization. But in order for these logical recommendations to be carried out in a day care centre, day care

[Traduction]

Cet enfant a besoin d'un programme individuel. Il a besoin d'une attention exclusive de cette éducatrice. Cependant, lorsque l'éducatrice lui accorde cette attention, qui s'occupe des autres enfants? Comment cette éducatrice peut-elle donner des soins de qualité et s'occuper efficacement des quatre autres enfants alors qu'elle doit accorder toute son attention à l'enfant qui a des besoins spéciaux? C'est impossible.

Pour commencer, l'éducatrice a besoin de temps pour planifier son programme. Elle a aussi besoin de temps pour rencontrer d'autres professionnels qui s'occupent de cet enfant. Enfin, elle a encore besoin de temps pour participer à des cours et à des ateliers de formation qui traitent d'handicaps particuliers.

Que dire des parents? D'après les lignes directrices, il est essentiel de promouvoir la participation des parents lorsqu'on s'occupe d'un enfant ayant des besoins spéciaux. Les visites à domicile sont recommandées et on devrait prendre le temps de dresser un rapport sur les progrès, d'échanger des renseignements et de formuler de nouvelles stratégies pour promouvoir le développement de cet enfant.

Cependant, dans la réalité, les garderies n'ont pas le temps de faire participer intensivement les parents. Le seul moment dont le centre dispose est celui où l'enfant est inscrit au programme. Les parents remplissent les formules concernant l'enfant et s'entretiennent avec les éducatrices. Autrement, la seule possibilité sont les rencontres informelles du début et de la fin de la journée lorsque les parents amènent leurs enfants ou viennent les rechercher. Ils peuvent disposer de quelques minutes pour bavarder. Mais il ne s'agit pas d'une réunion officielle. À la fin de la journée, les parents veulent prendre leur enfant et retourner chez eux et ils ne tiennent pas à s'asseoir pour entendre un rapport sur leur enfant, échanger des renseignements ou faire toute autre chose. La participation intensive des parents dans les garderies est un mythe absolu. Elle n'existe pas.

Revenons à l'éducatrice. Nous avons dit qu'elle avait besoin de tout ce temps pour planifier, rencontrer des professionnels, etc. En fait, les surveillants doivent faire venir du personnel suppléant pour remplacer l'éducatrice pendant qu'elle planifie, rencontre les professionnels et se perfectionne. Ceci coûte de l'argent, de l'argent que l'on ne peut se procurer.

En résumé, même si j'ai essayé de résumer la question ou de la simplifier le plus possible, je vous ai lancé une foule de données. En tant qu'éducatrice se préoccupant vraiment du bien-être des jeunes enfants dont j'ai la charge, j'estime qu'il m'incombe d'intervenir en faveur des enfants qui ont des besoins spéciaux dans une garderie.

La littérature abonde en données indiquant combien une détection et une intervention rapides sont importantes pendant les années critiques de formation de l'enfant d'âge préscolaire. Les ministères gouvernementaux ont dépensé des millions de dollars à rédiger des lignes directrices, à formuler des normes et à fournir des renseignements sur l'intégration et la normalisation. Mais, pour que ces recommandations logiques soient mises en oeuvre dans les garderies, il faut leur procurer les

[Text]

centres need the money for the tools, for the equipment, for all those essential things, for time.

It is now time for the government to back up the known facts and support our beliefs as a society. In other words, it is time for us to put our money where our mouth is.

I want to leave you with three recommendations that relate to children with special needs. There is clearly a need to broaden the category of children with special needs so that it includes high-risk children, child abused, poverty stricken, deprived children. There is also a need to ensure proper teacher-child ratios for all categories of children with special needs. Once we have broadened the special needs category, then it is time to put decent ratios into effect. There is also a need to increase opportunities for day care staff to be able to work with parents, to be able to conduct home visits, increase their knowledge base, meet with other professionals, and plan effective programs.

These recommendations cannot be made possible without the funds being made available. The evidence is clear. It is one thing to believe in and to support in normalization and the integration of children with special needs in day care.

We cannot have effective programs for children with special needs without extra dollars; without the extra money per diem, per special-needs child, and that is the bottom line.

The Chairman: Thank you very much, Carole.

Ms Mitchell: While you were talking, I was thinking about the funding and jurisdictional problems, and it would seem to me that even if we were able to get more federal funding—and I certainly hope we will, I mean it is obvious that something must happen there—that the federal government would have more of a responsibility to perhaps increase the amount and also the quality of existing programs for children.

The special needs of certain children, the kinds of examples you have given, would probably still fall under the health services or social services and be funded by the Canada Assistance Plan. I mean, they obviously have needs. But I wondered if you had any thought on this, how you would see the funding, because we need a floor of funding in order to improve a range of child care services generally, and make them available in every community?

We also need a depth of service for individuals who have special needs and for families with special needs. I wondered if you would see that as more of a provincial responsibility under the Health and Welfare system provincially. Or what do you see as the federal responsibility?

Ms Betty Neilson (Director, Chedoke Preschool): I really feel that there should be one source of funding. People who work with children in day care and also in special needs

[Translation]

fonds pour qu'elles se dotent des outils, de l'équipement, de toutes ces choses essentielles et qu'elles aient le temps.

Le moment est maintenant venu pour le gouvernement de tenir compte des faits établis et d'appuyer nos convictions sociales. En d'autres termes, le temps n'est plus aux beaux discours mais à l'injection de fonds.

J'aimerais vous laisser trois recommandations qui concernent les enfants ayant des besoins spéciaux. De toute évidence, il est nécessaire d'élargir cette catégorie d'enfants pour inclure les enfants à risque élevé, les enfants maltraités, les enfants nécessiteux et les enfants défavorisés. Il faut aussi établir un rapport d'encadrement approprié pour toutes les catégories d'enfants ayant des besoins spéciaux. Une fois que nous aurons élargi cette catégorie, il faudra instaurer sans tarder des rapports appropriés. Il est aussi nécessaire d'accroître les possibilités pour les éducatrices de collaborer avec les parents, d'effectuer des visites à domicile, d'augmenter leurs bases de connaissance, de rencontrer d'autres professionnels et de planifier des programmes efficaces.

Ces recommandations ne pourront être mises en oeuvre en l'absence de fonds. C'est l'évidence même. C'est bien de croire en la normalisation et en l'intégration des enfants ayant des besoins spéciaux dans une garderie mais encore faut-il l'appuyer.

Nous ne pourrions pas mettre en oeuvre des programmes efficaces pour cette catégorie d'enfants sans des fonds supplémentaires; sans un montant additionnel par jour pour chaque enfant ayant des besoins spéciaux et c'est absolument essentiel.

Le président: Merci beaucoup Carole.

Mme Mitchell: Pendant que vous parliez, je réfléchissais aux problèmes de financement et de compétence et il me semble que même si nous pouvions obtenir plus de fonds du gouvernement fédéral—et j'espère de tout mon coeur que nous les obtiendrons, car il est évident que quelque chose doit être fait à ce niveau—il incomberait davantage au gouvernement fédéral d'augmenter peut-être le nombre et aussi la qualité des programmes actuellement offerts aux enfants.

Il est probable que les besoins spéciaux de certains enfants, dans les exemples que vous avez donnés, continueraient de relever des services sociaux ou des services de santé et que les fonds proviendraient du Régime d'assistance publique du Canada. Il est certain que nous devons répondre à ces besoins. Cependant, je me demandais si vous aviez réfléchi au financement, car nous avons besoin d'un minimum de fonds pour améliorer toute une gamme de services de soins à l'enfant et les offrir dans chaque localité?

Nous avons aussi besoin d'un certain niveau de services pour des individus et des familles qui ont des besoins spéciaux. Je me demandais si vous considériez que cette question relevait davantage de la compétence provinciale dans le cadre du système provincial de santé et d'assistance sociale. Ou bien quelle serait selon vous la responsabilité fédérale?

Mme Betty Neilson (Directrice, Centre préscolaire Chedoke): À mon avis, il devrait y avoir une seule source de financement. En effet, les personnes qui travaillent avec des

[Texte]

centres have to approach so many different avenues in order to obtain funding. It is very time-consuming and you have to learn how to just read the loopholes, and that is a real problem. I think that is also what is happening to many of our centres in identifying special needs. We are having a lot of difficulty with that whole aspect. So I think that one ministry should really control the funds. It is certainly nice to think of the provincial government, but I think this should be a federal responsibility too.

Ms Mitchell: Well, if you are going to have one ministry, under our constitutional arrangements it would probably have to be a provincial ministry. I am not trying to get into the old pass the buck kind of arguments, but the reality is that it is under provincial jurisdiction so the federal moneys would have to come through a provincial ministry.

Ms C. Neilson: But ultimately they do come from the federal ministry.

Ms Mitchell: Some come from the federal ministry. Anyway, I do not want to take too long. I was just raising these questions for the record because I think that is an extra kind of funding we need for special needs—

• 1540

Ms C. Neilson: It sure is.

Ms Mitchell: —as you have pointed out so clearly, that we are going to have to think about.

Ms B. Neilson: There are funds for special needs, but there certainly are insufficient funds for special needs. I think that is the problem.

Ms C. Neilson: When you are looking at the whole child care issue, it is important to look at the special needs children because there are so many of them. I do not think it is something you cannot look at when you are looking at children.

Ms Mitchell: I can assure you we already have a research proposal in front of us to do some extra research in about 10 different categories of special needs. You did not mention native children or immigrant children, but those are other groups.

Ms C. Neilson: No, we did not. That is super.

Mr. Belsher: Are all the special needs children subsidized, or do you have them in the non-subsidized situation?

Ms C. Neilson: They are not all subsidized, but usually when a child is subsidized, it means he or she is coming from a low-income family. Many things have gone on. Most of the times they are abused or neglected or deprived. Environmental stimulation is not there.

[Traduction]

enfants dans des garderies et aussi dans des centres pour des enfants ayant des besoins spéciaux doivent s'adresser à un très grand nombre d'organismes différents pour obtenir des fonds. Cela demande énormément de temps et il faut savoir lire entre les lignes, ce qui pose un véritable problème. À mon avis, c'est aussi ce qui se produit pour nombre de nos centres lorsqu'ils déterminent des besoins spéciaux. Nous avons beaucoup de difficultés pour tout ce qui a trait à la question. Par conséquent, je pense qu'un seul ministère devrait contrôler les fonds. Il est certainement bien de se tourner vers le gouvernement provincial, mais j'estime que ce devrait être aussi une responsabilité fédérale.

Mme Mitchell: Eh bien, s'il doit s'agir d'un seul ministère, en vertu de notre constitution, il faudrait probablement que ce soit un ministère provincial. Mon propos n'est pas d'essayer de renvoyer la responsabilité à d'autres comme on l'a fait si souvent, mais le fait est qu'il s'agit d'un domaine relevant de la compétence du gouvernement provincial de sorte que les fonds fédéraux devraient passer par un ministère provincial.

Mme C. Neilson: Mais en fin de compte, ils proviendront du ministère fédéral.

Mme Mitchell: Une partie viendra du ministère fédéral. De toute façon, je ne veux pas prendre trop de temps. Je voulais seulement soulever publiquement ces questions car j'estime que ces fonds supplénétaires sont nécessaires pour les enfants ayant les besoins spéciaux . . .

Mme C. Neilson: En effet.

Mme Mitchell: . . . Comme vous nous l'avez souligné si clairement, il va falloir que nous y réfléchissions.

Mme B. Neilson: Il existe des fonds pour des besoins spéciaux mais ils sont certainement insuffisants. Je pense que là réside le problème.

Mme C. Neilson: Quand vous examinez toute la question de la garde d'enfants, il est important de tenir compte des enfants ayant des besoins spéciaux car il y en a tant. Je ne pense pas que ce soit quelque chose que vous pouvez omettre lorsque vous étudiez la question des enfants.

Mme Mitchell: Je peux vous assurer qu'on nous a déjà proposé un projet concernant des recherches plus poussées sur environ 10 catégories différentes de besoins spéciaux. Vous n'avez pas mentionné les enfants d'autochtones ou d'immigrants, mais ces groupes en font aussi partie.

Mme C. Neilson: Non, nous ne l'avons pas fait. C'est très bien.

M. Belsher: Les enfant ayant des besoins spéciaux sont-ils tous subventionnés ou en avez-vous qui ne le sont pas?

Mme C. Neilson: Ils ne sont pas tous subventionnés, mais d'ordinaire lorsqu'un enfant l'est, cela signifie qu'il vient d'une famille à bas revenu. Beaucoup de choses sont entrées en ligne de compte. La plupart du temps, ils sont maltraités, mal soignés ou défavorisés. Leur environnement n'est pas stimulant.

[Text]

Mr. Belsher: Did I understand you correctly? Even though you have to provide an extra individual program for that young one, you still do not get any extra funding for that.

Ms C. Neilson: Right.

Mr. Belsher: You have to take it from other areas of your budget, then.

Ms C. Neilson: That is right.

Ms B. Neilson: We are actually talking about two populations of special needs children. There is the special needs child who would be perhaps assessed and diagnosed at one of the mental health centres. Here in Hamilton we have a few, and earlier on somebody spoke about special needs children and the family service agency. These are clinics to assess and diagnose children. Usually this child has a specific handicap of some kind, whether it be emotional, social or developmental.

This other population we are referring to is a subsidized population of children, but actually, it would be initiated from the regional social services. Although the children are from poor socio-economic families and so on or families in need of funds for day care, often those children also are experiencing severe problems. So they are placed in the day care centre without any further increase in ratio with the staff or any special funding at all. There is no special funding for that population.

If the child were assessed and diagnosed at a mental health centre, the funding would come from a different route. So in actual fact, what is happening is that children who are handicapped or developmentally delayed who come from those mental health centres are assessed and diagnosed, and a treatment plan is drawn up. The recommendation is that this treatment plan often takes place in a normal milieu in the community, especially for normalization purposes.

In those instances when you have four children together in a day care centre, you can often get a resource teacher who is funded by the Ministry of Community and Social Services, but for those children who would come through the regional social services day care, there is no additional funding and there is no additional staffing for that population.

Mr. Belsher: Thank you.

Ms Mitchell: I would like one point of information. In British Columbia they have had child care workers assigned to families to give one-to-one service for the child, and sometimes with the parents as well, and to move into programs with the child. I wonder if that is one of the things that would be logical.

Ms B. Neilson: Oh, that is a beautiful thought and a great dream and something that really warrants consideration. But the practicality and reality of feeling it is available is just not happening. But yes, even in the centre I am from, when you have built up a good rapport with a family, you want to

[Translation]

M. Belsher: Si j'ai bien compris, vous devez offrir en plus un programme individuel à un jeune enfant de cette catégorie, mais vous ne recevez pas de fonds supplémentaires pour cela.

Mme C. Neilson: C'est exact.

M. Belsher: Vous devez alors le prélever sur d'autres postes de votre budget?

Mme C. Neilson: C'est exact.

Mme B. Neilson: Nous parlons actuellement de deux groupes d'enfants ayant des besoins spéciaux. L'un des groupes compte des enfants qui feraient peut-être l'objet d'une évaluation et d'un diagnostic dans l'un des centres de santé mentale. Ici à Hamilton, nous en avons quelques-uns et au début, quelqu'un a parlé de l'enfant ayant des besoins spéciaux et de l'organisme de service familial. Il s'agit d'un centre qui évalue l'enfant et fait un diagnostic. D'ordinaire, cet enfant a un handicap précis, qu'il s'agisse de troubles d'émotivité, de socialisation ou de développement.

L'autre groupe dont nous parlons est un groupe d'enfants subventionnés, mais, en fait, les démarches seraient effectuées par les services sociaux régionaux. Ces enfants viennent de familles nécessiteuses et autres ou de familles qui ont besoin d'une aide financière pour la garderie, mais ils souffrent aussi souvent de graves problèmes. Ils sont ainsi placés dans la garderie sans augmentation du rapport d'encadrement ni octroi de fonds spéciaux. Il n'existe aucun financement spécial pour ce groupe.

Si l'enfant faisait l'objet d'une évaluation et d'un diagnostic par un centre de santé mentale, les fonds viendraient d'une source différente. Ainsi, dans les faits, l'enfant souffrant d'un handicap ou d'un retard de développement qui vient de ces centres de santé mentale fait l'objet d'une évaluation et d'un diagnostic et on lui prépare un programme de traitement. On recommande que ce traitement soit dispensé le plus souvent dans un cadre normal au sein de la collectivité, surtout aux fins de normalisation.

Lorsque vous avez quatre enfants de cette catégorie dans une garderie, vous pouvez souvent obtenir un éducateur consultant pour lequel vous obtenez des fonds du ministère des Services sociaux et communautaires, mais pour les enfants qui viennent par l'intermédiaire des services sociaux régionaux, vous n'obtenez ni fonds ni personnel supplémentaire.

M. Belsher: Merci.

Mme Mitchell: J'aimerais avoir un renseignement. En Colombie-Britannique, des éducateurs spécialisés sont assignés à des familles pour donner un service personnel à l'enfant, et parfois aussi aux parents et pour dispenser des programmes à des familles pour donner un service personnel à l'enfant, et parfois aussi aux parents et pour dispenser des programmes à l'enfant. Je me demande si c'est l'une des choses qui devrait être offerte logiquement.

Mme B. Neilson: Voilà une merveilleuse idée et un beau rêve qui mérite vraiment d'être considéré. Cependant, ce n'est pas ce qui se passe dans la réalité. Il est certain que même dans le centre d'où je viens, lorsque vous avez établi de bonne

[Texte]

integrate that child and that family into the normal stream, as it were.

The reality is that we have a waiting list of those waiting to come in to be assessed and diagnosed, so what do you do? You do not really have funds to integrate that child, to free up the staff member to integrate that child into the next step, as it were. So what do you do? Do you do that or do you start to service the children who are waiting at the door hammering to come in?

• 1545

The other fact is that children are not being assessed and they are not being diagnosed quickly. The average wait time here in Hamilton—Wentworth, for a young child under five, is 10.68 months, waiting to be assessed by a diagnostic team. That is a dreadful waiting period of time in the life of a young child. It is often in a family where there is a crisis situation too. That is pretty frightening. We did not touch on that.

The Chairman: So what we really need is more preventive screening than we have at the present time.

Ms B. Neilson: There are a lot of tremendous screening procedures available. What we need is frontline dollars for frontline workers; that is what we need. We cannot expect that people in day care—they are confronted with many problems—can assume all the responsibilities of a special-needs child and also all of the responsibilities of that family. It just cannot happen, because there is not enough time; there is not enough energy in the day care system as it is. It should not be expected that they also assume this task.

The Chairman: So we still have the need for integration for the betterment of the family and the child. But the problem is: How can you integrate and have the proper teaching skills that are there for the child? With these special-needs children, are they usually full-day students or does their handicap sometime limit them to a half-day session?

Ms B. Neilson: You are bringing up a really good point. Let us take a physically handicapped child, for example. The physically handicapped child, in order to have funds for a full-day program, can only be a special-needs child for a half day.

Mr. Belsher: The other half they are okay.

Ms B. Neilson: Even though the child is in a wheelchair, has all kinds of visible physical handicaps, he or she can only be a special-needs child for a half day.

Ms Mitchell: Do you mean they are only funded for half the day?

Ms B. Neilson: That is what I am saying. The other half, they have to be normal kids.

[Traduction]

relatins avec une famille, vous aimeriez intégrer cet enfant et cette famille dans le curs normal des choses, pour ainsi dire.

Dans les faits, nous avons une liste d'attente pour l'évaluation et le diagnostic des enfants, alors que faire? Vous n'avez pas vraiment de fonds pour intégrer cet enfant, pour libérer le membre du personnel qui fera franchir à cet enfant la prochaine étape, pour ainsi dire. Alors que faites-vous? En restez-vous là ou commencez-vous à offrir des services aux enfants qui attendent impatiemment à la porte?

L'autre fait est que les enfants ne sont pas examinés et qu'on ne fait pas rapidement un diagnostic. Ici dans la région de Hamilton-Wentworth, un enfant de moins de 5 ans doit attendre en moyenne 10,68 mois avant d'être examiné par une équipe de diagnostic. Voilà une période d'attente terrible dans la vie d'un jeune enfant. Il vit souvent dans une famille où il y a aussi une situation de crise. C'est assez effrayant. Nous n'avons pas abordé ce sujet.

Le président: Par conséquent, ce dont nous avons vraiment besoin, c'est un dépistage plus préventif que ce que nous avons à l'heure actuelle.

Mme B. Neilson: Il existe un grand nombre de procédures de dépistage qui sont très valables. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une injection de fonds pour le personnel essentiel. Nous ne pouvons pas attendre que le personnel des garderies—qui est aux prises avec de nombreux problèmes—puisse assumer toutes les responsabilités relatives à la famille de cet enfant. C'est tout à fait impossible faute de temps; il n'y a pas suffisamment de possibilités dans le système de garderies actuel. On ne devrait pas s'attendre à ce que le personnel prenne aussi en charge cette tâche.

Le président: Par conséquent, l'intégration est toujours nécessaire pour l'amélioration de l'état de la famille et de l'enfant. Mais il s'agit de savoir comment vous pouvez effectuer cette intégration et disposer des compétences appropriées en matière d'enseignement qui sont là pour l'enfant? Les enfants qui ont des besoins spéciaux vont-ils d'ordinaire à la garderie toute la journée ou leur handicap limite-t-il parfois leur participation à une demi-journée?

Mme B. Neilson: Vous soulevez une très bonne question. Prenons l'exemple d'un enfant qui a un handicap physique. Si l'on veut disposer de fonds pour un programme d'une journée complète, cet enfant ne peut être un enfant avec des besoins spéciaux que pour une demi-journée.

M. Belsher: Et l'autre demi-journée ça va.

Mme B. Neilson: Même si l'enfant est dans une chaise roulante et qu'il souffre visiblement de toutes sortes de handicaps physiques, il ne peut avoir des besoins spéciaux que pour une demi-journée seulement.

Mme Mitchell: Voulez-vous dire qu'il est seulement subventionné pour une demi-journée?

Mme B. Neilson: Vous avez bien entendu. Pendant l'autre demi-journée, il doit être normal.

[Text]

The Chairman: Is that funding restriction at a municipal level or a provincial level?

Mrs B. Neilson: At this point in time we are dealing with the local government. From our point of view, although it tends to be provincial, sometimes it is deemed as being a local difficulty.

The Chairman: That is the first time I have heard that restriction, that is what makes me wonder if it is provincial restriction. We have not heard it in the other provinces.

Mrs B. Neilson: I think that is another problem though—I keep going on—how often some of the policies are interpreted in different parts of the province.

For example, this may be a real problem for us in our locality. However, in other treatment centres throughout Ontario, it does not seem to be the same difficulty for those centres. Transportation is also a problem for us. In other parts of the province boards of education often subsidize transportation of special-needs children. In Hamilton we do not have that luxury.

The Chairman: Thank you very much for your presentation and for bringing another viewpoint to the meeting today.

Our next speaker is Mrs. F. VanderBoom on behalf of the Association for Reformed Political Action. Welcome, Mrs. VanderBoom. The floor is yours.

Mrs. F.J. VanderBoom (Association for Reformed Political Action): Thank you very much Madam Chairman, members of the committee. The Association for Reformed Political Action represents the political views of the people of the Canadian reformed churches. We thus represent about 10,000 members who live across Canada from coast to coast. In order to understand our viewpoint it is necessary to understand our background.

Almost all our families, with only a few exceptions, consist of a husband who is the breadwinner, a wife who is a homemaker and children of various numbers. Families of four, five, six or seven are not uncommon.

By and large, marriage breakdown and divorce is unknown. That does not mean that they are not marriage difficulties, but we are willing to work out these difficulties, so that lifelong marriages of 40 to 50 years are frequently celebrated in our circles.

• 1550

Problems with teen suicides, drug or alcohol addiction, runaway children, wife or child abuse, or other such family problems that seem to plague the general populace are exceptions in our circles. Overall, our families are secure and provide stable environments that nurture the needs of all family members.

[Translation]

Le président: Cette restriction en matière de financement émane-t-elle du niveau municipal ou du niveau provincial?

Mme B. Neilson: Pour le moment, il s'agit de l'administration locale. De notre point de vue, la question tend à relever de la compétence provinciale, mais parfois, on juge qu'il s'agit d'un problème local.

Le président: C'est la première fois que j'entends parler de cette restriction, ce qui me fait me demander s'il s'agit d'une restriction provinciale. Elle n'a pas été mentionnée dans les autres provinces.

Mme B. Neilson: Je pense cependant qu'il s'agit d'un autre problème, à savoir comment certaines des politiques sont interprétées dans différentes parties de la province.

Par exemple, ceci peut représenter un véritable problème pour tous dans notre localité. Cependant, dans d'autres centres de traitement de l'Ontario, cela ne semble pas occasionner autant de problèmes. Le transport est aussi une source de difficultés pour nous. Dans d'autres régions de la province, les conseils scolaires subventionnent souvent le transport des enfants ayant des besoins spéciaux. À Hamilton, nous n'avons pas ce luxe.

Le président: Je vous remercie de nous avoir présenté votre exposé et d'avoir montré un autre aspect de la question ici aujourd'hui.

Notre prochaine intervenante est M^{me} F. VanderBoom, qui parle au nom de l'*Association for Reformed Political Action*. Je vous souhaite la bienvenue M^{me} VanderBoom. Vous avez la parole.

Mme F.J. VanderBoom (Association for Reformed Political Action): Merci beaucoup, Madame la Présidente, mesdames et messieurs. L'*Association for Reformed Political Action* représente les opinions politiques des membres des églises réformées canadiennes. Nous représentons donc environ 10,000 personnes qui vivent dans toutes les régions du Canada d'un océan à l'autre. Afin de comprendre notre point de vue, il est nécessaire de connaître notre milieu.

Presque toutes nos familles, à quelques exceptions près, se composent d'un mari qui est le soutien de famille, de la femme qui est ménagère et d'enfants en nombre divers. Des familles de quatre, cinq, six ou sept personnes sont courantes.

Dans l'ensemble, la désunion du ménage et le divorce sont inconnus. Cela ne veut pas dire que chez nos membres, les couples ne connaissent pas de difficultés, mais nous sommes disposés à les surmonter de sorte que dans notre milieu, on célèbre fréquemment des anniversaires de 40 à 50 ans de mariage.

Le suicide chez les adolescents, l'alcoolisme ou la toxicomanie, les fugues, les femmes ou les enfants battus ou les autres problèmes familiaux de ce type dont semble souffrir la population dans son ensemble sont des exceptions dans notre milieu. En général, nos familles sont solides et fournissent un environnement stable qui satisfait les besoins de tous les membres de la famille.

[Texte]

In case you think I am boasting, I want to tell you that such enviable circumstances are not because we are all such wonderful people and are so much better than everyone else. Were it not for our convictions that guide us, we would be in the same situation as everyone else. Our belief is that the Lord God has given clear guidelines in His word, *The Bible*, and it is our duty to obey the guidelines God has set down. We take our beliefs seriously, and despite many human frailties and shortcomings, we strive to live by them.

We believe that God delegated the responsibility of care for the children to the family long before he gave certain kinds of authority and responsibilities to the state. All authority has been given by God, and different kinds of authority have been given to the family and to the state.

The family has been given the task to care for the children that God gives to each married couple. This care is much more than just providing for the physical needs of the child. The family shall provide the child with protection and love. The parents shall shield the child from anything that may physically, emotionally, spiritually, or psychologically harm the child. The parents shall give the child correction and discipline, so that the child is able to understand his task in life, namely to learn to love God and his neighbour as himself. The parents shall provide training and education that agrees with these goals.

All these principles are found in *The Bible* and are understood by us. We take our responsibilities as parents seriously, because we understand that God's ways are all wise. Although we have the same problems as other families, through prayerful efforts, we are able to maintain stable homes.

We have seen and continue to see that God blesses those who follow his ways. That is evident in the generally favourable results I mentioned previously. In a society that is suffering from family breakdown, our families are still able to function well.

However, the ability of our families to function is constantly being undermined by the society around us. The numerous attacks on the sanctity of the family all make our tasks increasingly difficult. Abortion, easy divorce laws, the proliferation of pornography, prostitution, slack enforcement of laws against the drug trade, easy access to contraceptives without parental consent, government sanctioning of homosexual and lesbian lifestyles, and the government's and media's increasing propaganda of feminist views all undermine and attack family values.

The authority of the government, given by God, is meant to be used to protect the lives of its citizens, to see that justice prevails in the land, and to create a climate in which families are able to perform their God-given function. It is not the task of the government to take over the responsibilities of the family. It is the responsibility of the government to enforce laws that provide a just and stable climate in which families can function. That means the government has no task to

[Traduction]

Au cas où vous penseriez que je me vante, j'aimerais préciser que si nous sommes favorisés par le sort ce n'est pas parce que nous sommes tous des gens merveilleux et bien meilleurs que tous les autres. Si nous n'avions pas nos convictions pour nous guider, nous serions dans la même situation que tout le monde. Nous croyons que Dieu a donné des directives très claires dans la Bible, qui est Sa parole, et qu'il est de notre devoir d'obéir aux directives qu'il a énoncées. Nous prenons nos croyances au sérieux et malgré les faiblesses et les défauts de la personne humaine, nous nous efforçons de nous y conformer.

Nous croyons que Dieu a délégué la responsabilité du soin des enfants à la famille longtemps avant qu'il ne donne certains pouvoirs et responsabilités à l'Etat. Tous les pouvoirs ont été conférés par Dieu et différents types de pouvoirs ont été confiés à la famille et à l'Etat.

La famille a reçu la tâche de prendre soin des enfants que Dieu donne à chaque couple marié. Cette tâche va plus loin que le simple fait de pourvoir aux besoins physiques de l'enfant. La famille doit fournir à l'enfant protection et amour. Les parents doivent protéger l'enfant de tout ce qui peut lui faire du tort sur les plans physique, émotif, spirituel ou psychologique. Les parents doivent corriger et discipliner l'enfant de façon qu'il puisse comprendre sa fonction dans la vie, à savoir apprendre à aimer Dieu et son prochain comme lui-même. Les parents donneront une formation et une éducation conformes à ces objectifs.

Tous ces principes se trouvent dans la Bible et nous les avons bien assimilés. Nous prenons nos responsabilités de parents au sérieux car nous savons que la sagesse de Dieu est grande. Bien que nous ayons les mêmes problèmes que les autres familles, nous pouvons maintenir la stabilité du foyer par nos efforts et nos prières.

Nous avons vu et continuons de voir que Dieu bénit ceux qui suivent ses voies, ainsi qu'en témoignent les résultats généralement favorables que j'ai déjà mentionnés. Dans une société qui souffre de la rupture de la famille, nos familles sont encore capables de bien fonctionner.

Cependant, la capacité de nos familles à fonctionner est constamment minée par la société qui nous entoure. Les nombreuses attaques visant le caractère sacré de la famille rendent notre tâche de plus en plus difficile. L'avortement, la facilité de la procédure de divorce, la prolifération de la pornographie, la prostitution, le manque de fermeté dans l'application des lois contre le trafic de drogues, la facilité d'accès aux contraceptifs sans le consentement des parents, la sanction par le gouvernement du mode de vie des homosexuels et des lesbiennes et la propagation croissante par le gouvernement et les media des vues féministes minent tous et attaquent les valeurs familiales.

Le gouvernement doit se servir de l'autorité que Dieu lui a confiée pour protéger la vie de ses citoyens, pour veiller à ce que la justice règne sur son territoire et pour créer un climat dans lequel les familles peuvent remplir la fonction que Dieu leur a donnée. Ce n'est pas au gouvernement qu'il revient d'assumer les responsabilités de la famille. Il incombe au gouvernement d'appliquer des lois qui engendrent un climat de justice et de stabilité dans lequel les familles peuvent fonction-

[Text]

involve itself with the care of children or child care, since that is rightly the job of the parents.

The parents should be supported in their task by creating a climate that supports their efforts, such as strict laws against prostitution and pornography and laws that protect the sanctity of life and of marriage. Thus, we are opposed to the government supporting child care. The concept of universal day care is abhorrent to us, since it places the task of raising children in the hands of the state.

We also oppose the use of government funds to support private day care. Day care is the responsibility of the family and should be paid by the family. To encourage day care in any way by government funds is to encourage families to abdicate their responsibilities.

• 1555

Other negative aspects of day care, briefly, are the institutionalization of the child—the child is forced into group routines in unnatural age-group settings—child neglect because of lack of consistency in care; child neglect because of sharing of a care-giver with other children; child neglect because of the increased time pressures within the home; destruction of a consistent value transmission system; fragmentation of standards of discipline, leading to confusion for the child; lack of one consistently available child care giver, leading to distrust and lack of security in the child, giving rise to the so-called promiscuous child; artificially hastened process of intellectualization at the expense of the natural progression of skills; the limitation of a wide variety of experiences in the home setting, replaced by conformity in the day care setting; lack of stability in daily routines, as opposed to family care; increased transmission of diseases; and the possibility of sexual and physical abuse of children by care-givers.

All the above only serve to strengthen our view that the care of the children rightly belongs in the home. Society has not yet been able to develop a better model of child care than the one God instituted in the beginning of time, namely the family model.

The so-called day care crisis is not created by the children, who are innocent victims, but by the parents, who are unwilling to assume their rightful responsibilities. Day care does not benefit children, but absentee parents.

In conclusion, this government should not become involved in child care. We would like to see all government funding of day care discontinued and the present federal day care tax exemptions withdrawn. We do not want to see the taxpayers' burden increased, and consequently increasing the burden on our bread-winning husbands so that other families are able to abdicate their responsibilities.

[Translation]

ner. Cela signifie que le gouvernement ne doit en aucune façon se mêler du soin des enfants ou de la garde des enfants étant donné que cette tâche revient légitimement aux parents.

Le gouvernement devrait appuyer les parents en créant un climat qui soutient leurs efforts, par exemple, en adoptant des lois strictes contre la prostitution et la pornographie et des lois qui protègent le caractère sacré de la vie et du mariage. Par conséquent, nous sommes opposés à ce que le gouvernement fournisse une aide pour la garde des enfants. Nous abhorrons le concept de la garde de jour universelle car il place la tâche d'élever les enfants entre les mains de l'Etat.

Nous nous opposons aussi à l'utilisation des fonds du gouvernement pour appuyer la garde de jour privée. La responsabilité de la garde de jour incombe à la famille et devrait être payée par elle. Encourager la garde de jour d'une manière quelconque au moyen des fonds gouvernementaux revient à encourager les familles à abdiquer leurs responsabilités.

En bref, d'autres aspects négatifs de la garde de jour, sont le placement de l'enfant dans un établissement—l'enfant étant obligé de participer à des activités collectives qui ne sont pas de son âge—la mauvaise qualité des soins à cause d'un manque d'uniformité; la mauvaise qualité des soins à cause du partage de l'attention de l'éducateur avec les autres enfants; la mauvaise qualité des soins à cause de la pression des horaires sur les foyers; la destruction d'un système cohérent de transmission des valeurs; la fragmentation des normes de discipline, ce qui crée la confusion chez l'enfant; l'absence d'un éducateur disponible en permanence, ce qui suscite chez l'enfant un sentiment de méfiance et d'insécurité, et donne lieu à une conduite «immorale»; une intellectualisation artificiellement accélérée aux dépens de la progression naturelle des aptitudes; la perte d'une large gamme d'expériences dans le cadre du foyer, qui ne sont remplacées par la conformité à la garderie; l'absence de stabilité des activités quotidiennes par opposition aux soins familiaux; la contraction plus facile de maladies; et les risques de mauvais traitements et de sévices sexuels par les éducateurs.

Tous les points susmentionnés ne font que renforcer notre conviction que le soin des enfants revient à juste titre à la famille. La société n'a pas su encore mettre au point un meilleur modèle de soin des enfants que celui que Dieu a institué au début des temps, c'est-à-dire la famille.

La prétendue crise des garderies n'est pas engendrée par les enfants, qui sont des victimes innocentes, mais par les parents qui ne veulent pas assumer leurs responsabilités légitimes. Les garderies ne profitent pas aux enfants mais aux parents absents.

En conclusion, le gouvernement ne devrait pas financer les garderies. Nous aimerions que le gouvernement cesse complètement de financer les garderies et supprime les exemptions fiscales accordées à ce titre. Nous ne voulons pas voir augmenter le fardeau des contribuables et, par conséquent, de nos maris, soutiens de familles, afin que d'autres familles n'aient pas à abdiquer leurs responsabilités.

[Texte]

If the federal government wishes to assist families, then it should support policies that will guarantee a just and stable atmosphere in which families can function. Laws that protect unborn human life and that encourage fidelity and sanctity of marriage should be in place. In this way the cause of the family is supported, not undermined, as is presently the case. In such a country, where the government fulfils its God-given duty and families take their God-given responsibilities seriously, God's blessings will be seen.

The Chairman: Thank you, Mrs. VanderBoom.

Ms Mitchell: I just want to make one or two comments. Obviously we come from different points of view. I happen to be a feminist and I happen to believe most feminists I know are very, very concerned about the family too. There is no point in our getting into arguments over these things, but I just want to point out that I do not think a lot of people would necessarily accept your interpretation of that.

For one thing, I would agree very much with what you say that families have changed very much. You describe a type of family that is very homogeneous and that works well for your community. It sounds very much like the kind of family and society that I think were a little more common in rural parts of Canada perhaps in my parents' generation. But certainly in urban communities such as the community I happen to represent, where it is a multicultural . . . a lot of poverty and a lot of stress and strain, it would not be the typical kind of situation.

So I think we respect each other's views, and there are certain differences both culturally and certainly from a religious point of view.

One of the things I feel personally very strongly about—and I think this is apparent in child care education generally—is that one of the things children need perhaps more than anything else today—maybe not more than anything else, but it must be an integral part of their training if they are to adapt to a rapidly changing world—is that they must be trained to be creative and to be able to adapt. This is one of the very important things. I think this is, along with the socializing and exposures to all kinds of new experiences that may be quite different from the parents, one of the things good child care provides.

I just wanted to throw in a couple of comments. I respect your views from where you are coming from. They just happen to be different from mine.

Mrs. VanderBoom: I think the most important thing we can give our children so that they are able to adapt to a changing environment is a stable base from which they can grow. If a child knows it is loved—

[Traduction]

Si le gouvernement fédéral veut aider les familles, alors il devrait appuyer des politiques qui garantiront une atmosphère de justice et de stabilité dans laquelle les familles peuvent fonctionner. Des lois qui protègent l'embryon humain et qui encouragent la fidélité et le caractère sacré du mariage devraient être mises en place. De cette façon, on soutient la cause de la famille, au lieu de la miner, comme c'est actuellement le cas. Dans un tel pays, où le gouvernement remplit la fonction que lui a donnée Dieu et où les familles prennent au sérieux les responsabilités confiées par Dieu, Dieu répandra sa grâce.

La présidente: Merci, madame VanderBoom.

Mme Mitchell: Je voudrais seulement faire un ou deux commentaires. De toute évidence, nous avons des points de vue différents. Il se trouve que je suis féministe et la plupart des féministes que je connais sont aussi très préoccupées par les questions familiales. Il est inutile d'entamer un débat sur le sujet, mais je veux seulement souligner que je ne pense pas que beaucoup de gens accepteraient nécessairement votre interprétation.

D'autre part, je suis d'accord avec vous pour dire que les familles ont beaucoup changé. Vous décrivez un type de famille qui est très homogène et qui fonctionne bien pour votre milieu. Elle ressemble beaucoup à la famille et à la société qui, à mon avis, étaient un peu plus courantes dans les régions rurales du Canada, peut-être dans la génération de mes parents. Mais il est certain que dans des villes comme celle que je représente, où il y a une population multiculturelle . . . beaucoup de pauvreté et de stress et de contraintes, ce ne serait pas la situation typique.

Aussi, je pense que nous respectons mutuellement nos opinions et qu'il y a certaines différences du point de vue culturel et certainement du point de vue religieux.

L'un des aspects auxquels je suis personnellement très attachée—et je pense que cela ressort en général dans l'éducation des jeunes enfants—est que l'une des choses dont les enfants ont peut-être le plus besoin aujourd'hui—peut-être pas plus que tout le reste, mais cela doit faire partie intégrante de leur apprentissage s'ils veulent s'adapter à un monde en évolution rapide—c'est qu'ils doivent être formés de façon à être créatifs et à pouvoir s'adapter. Cet aspect est véritablement très important. Je pense que c'est l'une des choses que des soins bien conçus procurent aux enfants en plus de la socialisation et de l'exposition à toutes sortes de nouvelles expériences qui peuvent être tout à fait différentes de celles procurées par les parents.

Je voulais seulement ajouter quelques commentaires. Je respecte vos opinions et leur origine. Il se trouve simplement qu'elles sont différentes des miennes.

Mme VanderBoom: Je pense que la chose la plus importante que nous puissions donner à nos enfants de façon qu'ils sachent s'adapter à un environnement en évolution, c'est une base stable à partir de laquelle ils peuvent se développer. Si un enfant sait qu'il est aimé

[Text]

Ms Mitchell: I agree with that.

Mrs. VanderBoom: —and that it is cared for, then I think it can adapt very easily to many things. If he knows why he is alive, what the purpose of his life is—I feel that the biblical principles give him that in a stable home environment where there is a mother and a father, and stay-at-home mother. That is the base from which a child can really grow and function well.

Ms Mitchell: One of the bases, I agree.

Mrs. VanderBoom: I think you suggest that what I am describing here is out of date, but I would recommend or suggest to you that biblical principles were the principles on which this country was founded originally, and that God's laws are as valid today as they were 100 years ago.

We would do well, I think, as a society, to look towards that and to wonder where we have gone wrong. I have sat here all afternoon and have listened to nothing but problems in the day care situation, and that there is a cry for money for this, and money for that. I would suggest to you that if we had more stay-at-home mothers with stable families, we would not need this money. Our families are not the ones that are crying for latchkey programs. Our families are not the ones that are crying for lunch programs, or for after-school or holiday care, or day care. Our families are basically law-abiding, quiet-living citizens who pay their taxes faithfully and who make very few demands on the state, and I think that is the way it should be.

So if that money that you suggested is there, I suggest you give it to the families. But we do not want money. All we would like to see is that the deficit is reduced so that our taxes go down and we can stay home. If what you are suggesting that taxes will go up, I just may have to go out to work to pay for those taxes, and that would be putting an unfair burden on our families.

The Chairman: Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Nobody wants to raise taxes, but certainly we all hope for and pray for everyone to be living in a stable family environment. I agree with you, if there was more emphasis on religion in people's lives, whatever that religion is, I think there would be a lot fewer problems.

One of the problems I faced as a lawyer who practised in the area of family law is that many times women came to our office whose husbands had left them. They were very good-living, many times church-going individuals who hoped and prayed for a stable environment, and who tried to live a good life. For one reason or another, their husbands, perhaps because of alcoholism, or for whatever reason, left them and they were stuck in a position where they were sort of trapped in the poverty cycle.

As you know, society up to this point does not pay for women, does not give them a wage or money that they could

[Translation]

Mme Mitchell: Je suis d'accord avec vous.

Mme VanderBoom: ... et qu'il est bien soigné, alors je pense qu'il saura s'adapter très facilement à beaucoup de choses. S'il sait pourquoi il est sur terre, quel est le but de sa vie—et je pense que les principes bibliques le lui apprennent dans un milieu familial stable où il y a un père, et une mère qui reste à la maison. C'est la base à partir de laquelle un enfant peut réellement fonctionner et bien se développer.

Mme Mitchell: L'une des bases, en effet.

Mme VanderBoom: Je pense que d'après vous, ce que je décris est démodé, mais j'aimerais vous rappeler que les principes bibliques ont été les principes sur lesquels ce pays a été fondé à l'origine et que les lois de Dieu sont aussi valables aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a 100 ans.

A mon avis, nous ferions bien, dans la société d'aujourd'hui, de nous pencher sur la question et de nous demander où les erreurs ont été commises. Pendant toute l'après-midi, il n'a été ici question que de problèmes dans le domaine des garderies et de demandes de fonds pour ceci et pour cela. Il me semble que si les mères restaient davantage à la maison pour stabiliser la famille, nous n'aurions pas besoin de cet argent. Nos familles ne sont pas celles qui réclament des programmes *latchkey*. Nos familles ne sont pas de celles qui réclament des repas de midi, des activités après l'école ou pendant les vacances, ou des garderies. Nos familles sont composées de citoyens respectueux des lois, qui mènent une vie tranquille, paient rigoureusement leurs impôts et qui exigent très peu de l'Etat et je pense que tout le monde devrait faire pareil.

Par conséquent, si l'argent dont vous parlez est disponible, je propose que vous le donniez aux familles. Cependant, nous ne voulons pas d'argent. Tout ce que nous souhaitons c'est de voir le déficit réduit de façon que nos impôts diminuent et que nous puissions rester au foyer. Si les mesures que vous proposez se traduisent par une augmentation des impôts, il faudra peut-être que je me cherche un emploi pour payer ces impôts, ce qui imposerait un fardeau injuste à notre famille.

La présidente: Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Personne ne veut augmenter les impôts mais il est certain que nous souhaitons tous dans nos prières que chacun vive dans un milieu familial stable. Je suis d'accord avec vous, si on mettait davantage l'accent sur la religion dans la vie des gens, quelle que soit la religion, je pense qu'il y aurait beaucoup moins de problèmes.

L'un des problèmes auxquels j'ai fait face en ma qualité d'homme de loi spécialiste du droit de la famille est qu'à nombre de reprises, j'ai reçu dans mon bureau des femmes que leur mari avait quittées. Elles avaient une existence aisée et pour un grand nombre étaient des personnes pratiquantes qui espéraient un environnement stable et qui essayaient de mener une existence exemplaire. Pour une raison quelconque, leur mari, à cause de l'alcoolisme, ou autre, les a quittées et elles se sont retrouvées dans une position où elles étaient en quelque sorte prisonnières d'un cercle de pauvreté.

Comme vous le savez, la société n'a jamais versé jusqu'ici quoi que ce soit aux femmes, et elles ne touchent pas de salaire

[Texte]

possibly live on. I think the statistic we heard here is 40% under the poverty line. So what does an individual do in a situation like that?

I know what many of them tried to do, get out and find a job to support themselves, because there was nobody else. I would be a liar if I said to her, just go to your church, I am sure they would be glad to help you out in this time of crisis, because I do not think it was there either.

Mrs. VanderBoom: In our circles the church would support an individual like that. But I would suggest to you that when people marry, they should realize—the husband should realize that he is responsible for the care of that family and for that wife until the day he dies, and that he should maintain—

Mr. Nicholson: Unfortunately, I had all kinds of women whose husbands may have gone into marriage with those intentions, but for whatever reason fell by the wayside. And it would not be much good for me to say to some of these women, gee, I wish your husband had not become an alcoholic; I wish he had not gone to Manitoba and left you on your own.

Mrs. VanderBoom: Well, surely it is now possible for the federal government to put laws in place that would be able to trace a husband to Manitoba and require him to pay support to that family.

• 1605

Mr. Nicholson: I think it is an excellent idea. There is a actually a law in the books, along with the new divorce act, which helps use federal agencies to try—

Mrs. VanderBoom: Yes, but on the one hand you are telling people it is all right to get divorced; on the other hand, you are trying to make them pay. I suggest you make it more difficult for people who get divorced and make divorce a more unattractive proposition than it is presently.

The government is by its law implying to people it is okay to jump in and out of marriage, like you change your coat for the season. By its laws it should be supporting marriage, not undermining it, which is what is presently happening.

This is why I suggest the government is at the present time contributing to the breakdown of marriage and is itself creating these many problems we have heard here today, about their needing money for this and money for that, because children are caught in a bind.

I suggest we go back to basics. Support the family at its very roots; create a stable, just environment. Go back to the laws God has originally given us which say: Thou shalt not commit adultery, which means fidelity in marriage; thou shalt not kill, which means the unborn child is also protected; and honour your father and your mother. If our society went back to those laws, we would see the blessings and the results, because God has promised He will bless those who follow His ways.

[Traduction]

ou d'argent qui pourrait les faire vivre. Je pense que d'après les statistiques citées, 40 p. 100 de ces femmes vivent au-dessous du seuil de la pauvreté. Que doit donc faire une personne placée dans une telle situation?

Je sais que beaucoup d'entre elles ont essayé de trouver un travail pour subvenir à leurs besoins car il n'y avait personne d'autre pour les aider. J'aurais menti si je leur avais conseillé de se tourner vers leur église en leur assurant qu'elle se ferait un plaisir de les aider dans cette situation de crise, car je ne pense pas que cette forme d'aide existait.

Mme VanderBoom: Dans notre milieu, l'église subviendrait aux besoins d'une telle personne. Cependant, lorsque les gens se marient, ils devraient se rendre compte—le mari devrait se rendre compte qu'il est tenu de prendre soin de sa famille et de sa femme jusqu'au jour de sa mort, et qu'il devrait assurer . . .

M. Nicholson: Malheureusement, j'ai vu toutes sortes de femmes dont les maris se sont unis à elles avec ces intentions, mais qui, pour une raison quelconque, ont quitté le droit chemin. Et je n'aurai pas été d'un très grand réconfort pour certaines de ces femmes si je m'étais contenté de leur dire: mon Dieu, j'aurais aimé que votre mari ne devienne pas alcoolique et ne parte pas pour le Manitoba en vous laissant seule ici.

Mme VanderBoom: Le gouvernement fédéral peut sûrement adopter des lois qui permettraient de retrouver un mari au Manitoba et d'exiger de lui qu'il verse une pension alimentaire.

M. Nicholson: Je pense que c'est une excellente idée. Il existe en fait des dispositions législatives, liées à la nouvelle loi sur le divorce, qui permettent d'avoir recours à des organismes fédéraux pour essayer . . .

Mme VanderBoom: Oui, mais d'une part vous dites aux gens que c'est très bien de divorcer; et d'autre part, vous essayez de les faire payer. J'estime que vous devriez rendre la procédure de divorce plus difficile de façon à ce qu'elle soit une solution moins intéressante qu'elle ne l'est actuellement.

Par ses lois, le gouvernement indique aux gens que c'est très bien de se marier et de divorcer de la même façon qu'on change de chemise. Il devrait au contraire appuyer le mariage par sa législation et non le miner comme c'est le cas actuellement.

C'est pourquoi, à mon avis, le gouvernement contribue actuellement à la rupture du mariage et crée lui-même les nombreux problèmes qui ont été mentionnés ici aujourd'hui, notamment les besoins de fonds pour ceci ou cela, car les enfants sont pris entre deux feux.

Je propose que nous retournions aux sources. Appuyez les bases mêmes de la famille; créez un milieu de stabilité et de justice. Revenez aux lois que Dieu nous a données à savoir: tu ne commettras point l'adultère, si notre société rétablissait ces lois, nous en récolterions les bienfaits, car Dieu a promis qu'il bénira tous ceux qui suivent ses voies.

[Text]

Mr. Nicholson: This is certainly the hope of all of us, but—

Mrs. VanderBoom: Hoping is not enough. We have to put the laws in place which will bring it about.

The Chairman: Thank you, Mrs. VanderBoom. The sanctity of the family is certainly something I think everyone agrees is a very important part of our lifestyle.

The problem we are faced with as a government is there are unfortunately a lot of marriage breakdowns out there right now, and we cannot ignore the situation we have; we have people out there who do need help.

One of our problems is that we have not only to support the family, but also to give some help to those who are in a position where they cannot help themselves. We do have some of those in society, and as a society we have a responsibility towards them.

But I appreciate you bringing your point of view. It is one we have not heard before today. I think it is very important that we as a committee look at all sides of it. It is nice to know there are 10,000 families out there in your association which have the situation where they do have the full family. We hope the family can continue to be supported. Thank you very much for your presentation.

Our next presenter is Mary Haugh from Drayton, Ontario. Thank you for coming down, Mary.

Ms Mary Haugh (Individual presentation): I think I make 10,0001. I come from a whole family. I come from a rural village of 850. Drayton is out in the boonies, sort of in southern Ontario. Our services up there are there, but they are really scattered. This is one of my recommendations.

I come from a whole family. I have five children, aged 2 to 9 years. We have had opportunities to use child care facilities. My second-oldest child is a special-needs child, although we are only now, at the age of seven, in the process of identifying him.

Through the years I have been at home, I have experienced a real lack of support in that point. We are not from Drayton. We are from 40 miles south, so when I went to have children I had to rely on hired help, and the help I hired was . . . well, we managed to piece it together for our children.

For the last child I had, we hired a welfare recipient who had her sons come and stay while she was there. Later on—just less than two years later—her middle child, who is retarded, molested and sexually abused another child she had in her care. I think now the chances I took just to have child care available while I was in hospital were fairly high.

This was only one instance. I have had other times when I have had children in hospital—one at a time—and it would be

[Translation]

M. Nicholson: C'est certainement l'espoir de chacun d'entre nous, mais . . .

Mme VanderBoom: Il ne suffit pas d'espérer. Nous devons adopter les lois qui rétabliront ces principes.

La présidente: Merci, M^{me} VanderBoom. À mon avis le caractère sacré de la famille est certainement quelque chose que tout le monde considère comme un élément très important de notre mode de vie.

Le problème auquel nous devons faire face en tant que gouvernement est qu'il y a malheureusement beaucoup de couples qui se séparent aujourd'hui et que nous ne pouvons ignorer la situation telle qu'elle est; il y a des gens qui ont besoin d'aide.

L'un de nos problèmes est que nous devons non seulement appuyer la famille mais aussi donner une aide à ceux qui sont dans une position telle qu'ils ne peuvent pas s'aider eux-mêmes. Certains des membres de notre société se retrouvent dans cette situation et la société a une responsabilité envers eux.

Je pense qu'il est très important pour le comité d'examiner tous les aspects de la question. Il est agréable d'apprendre que les 10,000 familles de votre association sont unies. Nous espérons que la famille puisse continuer d'être soutenue. Merci beaucoup de votre exposé.

Notre prochain intervenant est Mary Haugh de Drayton (Ontario). Je vous remercie d'être venue nous parler, Mary.

Mme Mary Haugh (à titre personnel): Je pense que je suis le n° 10,001. Je représente une famille unie. Je viens d'un village de 850 habitants. Drayton est situé dans une région isolée du sud de l'Ontario. Des services sont offerts dans cette région, mais ils sont vraiment dispersés. Ce problème est traité dans l'une de mes recommandations.

Je représente une famille unie. J'ai 5 enfants âgés de 2 à 9 ans. Nous avons déjà eu recours à la garderie. Mon deuxième enfant a des besoins spéciaux bien que nous soyons seulement en train de les identifier alors qu'il a déjà 7 ans.

Pendant toutes les années où je suis restée au foyer, j'ai vraiment manqué d'aide. Nous ne sommes pas de Drayton. Nous sommes d'une localité située plus au sud à 40 milles, aussi au moment des accouchements, j'ai dû engager des aides familiales et celles que j'ai embauchées étaient . . . enfin, nous sommes parvenus à nous débrouiller pour la venue de nos enfants.

Pour le dernier enfant, nous avons embauché une assistée sociale qui a fait séjourner ses fils chez nous pendant qu'elle s'y trouvait. Plus tard—moins de deux ans après, son deuxième fils, qui est retardé, a fait subir des violences et des sévices sexuels à un enfant dont elle avait la charge. Je me rends compte maintenant des risques que j'ai pris juste pour faire garder mes enfants pendant que j'étais à l'hôpital.

Ceci ne s'est produit qu'une fois. En d'autres occasions, certains de mes enfants ont été hospitalisés—un à la fois—et il

[Texte]

11 p.m. and I would want to go back to the hospital the next day, but I had no child care. I have had women come into my home who have never been in there before, who my kids do not know, but I looked them up in the church directory and said: Hello, can you be here tomorrow morning? That is the kind of help I have used.

[Traduction]

était onze heures du soir et je j'aurais aimé retourner à l'hôpital le lendemain, mais je n'avais pas de gardienne. J'ai fait appel à des femmes qui n'étaient jamais venues chez moi auparavant et que mes enfants ne connaissaient pas. Je trouvais leur numéro de téléphone dans l'annuaire de l'église et les appelais pour leur demander si elles pouvaient venir le lendemain. Voilà le type d'aide auquel j'ai eu recours.

• 1610

Right now, I am going to school half-time, I am working on a business certificate. Although I have post-secondary education already, the education I have will not pay for day care. If I go back into the field I am trained for, which is mental retardation, I cannot sustain my day care costs, let alone anything extra for the family. So I am going back to get some business courses behind me, then I will go back to university from there. Currently, social services is paying my day care arrangements.

Social services look at a whole family. We are sort of between the cracks right now because I have a husband who works full time. The supervisor of the social services in the region—I do not know the region exactly, but it is in Guelph—that we are responsible to says that she could qualify a single-parent family for day care, but because I have a husband it has to go to her boss in order for approval. Now, if he gets up in the morning and he does not like his coffee, and he comes to work, and he does not like my application, and he says no chance, my only recourse is to apply to the MPs for an appeal. There is no appeal above that. If I were a single parent, though, I would qualify, according to the supervisor. So it is between the cracks.

When I go to work now—I am currently looking for a half-time position—my day care is going to cost me more than I am going to earn. They are going to say—there will be a point of no return—it is better for me to stay at home than to go to work, even though we live below the poverty line.

So my recommendations to the group is that I would like to see the tax system more equalized so that if I stay at home my personal exemption would be the same so my husband could gain that much anyway; so that our family could be allowed some day care costs—the same as a single-parent family or the same as a two-parent family who are working—for appointments or for whatever I need.

I would also like to see the costs for pre-school nursery covered. Right now, when my special-needs child went to nursery school, I had to pay the costs and we could not claim it as a cost to our family because I was not working. In two-parent families, if the mother is working and the father is working, they could claim that, whether or not their child needed it. My child did need some pre-school setting in order to adjust to school.

I do not necessarily want to see more . . . Well, I guess we can all use more services, right? It is like giving the kid more

Présentement, je suis des cours à temps partiel en vue d'obtenir un certificat en commerce. Même si j'ai déjà une éducation postsecondaire, cela ne me rapporte pas assez pour que je puisse m'offrir des services de garderie. Si je travaillais dans un domaine de formation, c'est-à-dire dans le domaine des handicapés mentaux, je ne pourrais pas payer les frais de garderie, et encore moins offrir quelque luxe que ce soit à ma famille. C'est pourquoi je suis des cours de commerce, ce qui me permettra d'aller à l'université. À l'heure actuelle, les services sociaux paient mes frais de garderie.

Les services sociaux considèrent l'ensemble de la famille. Nous sommes un peu un cas limite, car mon mari travaille à plein temps. Le superviseur de la région—j'ignore le nom de la région, mais c'est à Guelph—qui s'occupe de notre dossier a dit qu'elle pourrait nous considérer comme une famille monoparentale, mais comme je suis mariée, elle doit en référer à son supérieur pour obtenir l'approbation. Si son supérieur se lève du mauvais pied un de ces bons matins, s'il n'aime pas son café et arrive de mauvaise humeur au bureau, s'il n'aime pas ma demande et s'il me dit que je n'ai aucune chance, il me reste un seul recours et c'est d'en appeler aux députés. Il n'y a rien au dessus. Toutefois, selon le superviseur, j'y aurais droit si j'étais chef de famille. Je suis donc un cas limite.

Lorsque travaillerai—je suis actuellement à la recherche d'un emploi à temps partiel—mes frais de garderie me coûteront plus cher que ce que je gagnerai. Ils finiront par me dire—il y aura un point de non-retour—que ce serait préférable que je demeure chez moi plutôt que de travailler, même si nous vivons sous le seuil de la pauvreté.

C'est pourquoi je recommande au Comité de proposer que le régime fiscal soit mieux équilibré, de sorte que si je demeure à la maison, mon exemption personnelle soit videntique, auquel cas mon mari pourrait au moins gagner ce montant. Ainsi, notre famille pourrait payer une partie des frais de garderie—tout comme peuvent le faire les familles monoparentales ou les familles dont les deux parents travaillent—avoir de l'argent pour les rendez-vous ou les autres nécessités.

J'aimerais également que les frais de maternelle soient couverts. Lorsque mon enfant qui a besoin de soins spéciaux est allé à la maternelle, j'ai dû payer les frais, mais je n'ai pu réclamer de déductions correspondantes pour notre famille, car je ne travaillais pas. Dans les familles biparentales, si les deux parents travaillent, ils peuvent réclamer ces déductions, que leur enfant ait besoin ou non de ces soins. Mon enfant avait besoin de fréquenter la maternelle pour préparer son insertion à l'école.

Je ne veux pas nécessairement avoir plus . . . Je suppose que nous pourrions tous utiliser davantage de services, n'est-ce-

[Text]

candy. However, I would like to see the services, at least in our area, consolidated. I know full well that we have a public health nurse available in our area, but we have no well-baby clinics or anything like that. If I wanted to see the public health nurse for something very superficial, she would have to categorize it and if it was not a priority to her, then I might not get to see her for quite a while. I know that happens now.

I would like to see funded in our area for a Time Out for Moms program, which was a time-share program for mothers. They ran it for one year and then they handed it over to the parents; I followed it up as a co-ordinator. We ran it until funding came back in; the funding came back in eight months later. The program has now folded even though we have a person responsible for that program. What are these people doing? So if we are going to have money for programs, I would rather see that it is maintained and that it is kept in smaller communities and not centralized so much.

In our area we also have speech programs which are excellent, but unless you are really aware of the services out there you do not know they are there, in our area, unless you go out and really seek them out and demand a need for them.

Our second-oldest child was speech delayed and, because I had some training in it, I realized that this child was delayed. I kept reminding the health unit that I needed service until I attained a speech program for that child.

Through the Time Out program we got to know other parents. I know there is more need out there and there is simply no service. Unless they are aware of it, they do not go for it. They are not advertising it because I have a feeling they are underfunded and do not have the time to say they are there for all children.

• 1615

So when we have our services in the rural centres, I would like to see them more consolidated. In our area, if you are going to supply money for a child care centre per se and supply us with an ECE person for a time sharing program, why can we not have a drop-in centre where I, as an at-home parent, could do a time sharing effort and work for the time I want off? The working mother could pay for the time she wants her child to be there, and we could increase the staff that way, without increasing the costs of the centres, as long as you maintain the bare-bones qualified staff. A lot of mothers at home would appreciate the education.

Basically, when it comes to services for programs, I would like to see whole families getting an equal opportunity to have them rather than parents without partners.

The Chairman: Thank you. Mrs. Mitchell.

[Translation]

pas? C'est comme donner encore plus de friandises aux enfants. Toutefois, j'aimerais que les services soient regroupés, du moins dans notre région. Je sais qu'une infirmière travaille dans notre région, mais nous n'avons pas de cliniques de pédiatrie ou de services similaires. Si je désire voir l'infirmière pour un mal très bénin, elle devra le catégoriser et si elle juge que ce n'est pas grave, je risque d'attendre longtemps avant de la revoir. Je sais que cela se produit actuellement.

En outre, j'aimerais que soit financé dans notre région un programme du type «Un congé pour maman», dans lequel les mères se partagent en quelque sorte les tâches. Il y a eu un tel programme pendant un an, et puis on l'a confié aux parents. J'ai aidé au fonctionnement du programme à titre de coordinatrice. Nous l'avons fait fonctionner jusqu'à ce que des subventions lui soient de nouveau accordées. Elles sont venues huit mois plus tard. Le programme a maintenant cessé de fonctionner, même si nous avons quelqu'un qui est responsable du programme. Que font maintenant ces gens? Si des subventions sont accordées pour nos programmes, nous aimerions que celui-là soit maintenu et qu'on le garde dans les petites localités, au lieu de trop le centraliser.

Dans notre région, nous avons également un excellent programme d'orthophonie, mais à moins d'être bien au fait des services offerts dans notre région, on ignore qu'ils existent, à moins de bien chercher et d'en avoir.

Notre cadet avait des problèmes de langage. Comme j'ai un peu de formation dans ce domaine, j'ai pu m'en rendre compte. J'ai communiqué à de nombreuses reprises avec le service de santé jusqu'à ce que j'obtienne des services pour cet enfant.

Le programme «Un congé pour maman» nous permettait de rencontrer d'autres parents. Je sais qu'il y a beaucoup de besoins, mais il n'y a tout simplement pas de services. Tant que les gens ignorent l'existence des services, ils ne peuvent pas y recourir. Il n'y a pas de publicité pour ces services, car ils sont sous-subsidés, et ils n'ont pas le temps de dire qu'ils sont là pour tous les enfants.

C'est pourquoi j'aimerais que dans les régions rurales les services soient davantage regroupés. Si jamais vous subventionnez une garderie dans notre région et que vous nous fournissez une puéricultrice pour un programme de répartition des tâches, pourquoi ne pas avoir un centre d'accueil où des personnes comme moi, des parents qui demeurent au foyer, pourraient contribuer aux tâches? Et le temps pendant lequel je travaillerais pourrait être déduit de mes frais de garderie. La mère au travail pourrait payer les frais de garderie correspondant au temps que son enfant passe en garderie. De la sorte, nous pourrions augmenter le personnel, sans accroître le budget des garderies, à condition l'on ait le minimum de personnel qualifié. Un grand nombre de mères apprécieraient les services de puériculture.

En fait, j'aimerais que l'on envisage les services et les programmes dans une optique d'égalité des familles, plutôt que comme des services offerts à des parents sans partenaires.

La présidente: Merci. Madame Mitchell.

[Texte]

Ms Mitchell: I want to thank you for a very articulate presentation. I think your family situation really illustrates a group that is left out at all sides. You are a larger family. You said you had five children, one with special needs. We tend to hear about the single mom who has a couple of kids and perhaps has more eligibility things through the welfare system; and yet the two-parent family with a larger number of children seems to be marginalized.

What would your feeling be about the need to increase family benefits that go to a child, either through the family allowance or through the child tax credit, so you would have more of a choice either to be at home and able to afford to be at home and not be below the poverty line or perhaps to use some of that for some of these support services or other options you might want to get into or you want your children to get into? Have you any thoughts on that? Is the family allowance and the child tax credit adequate, or if an increase came through that way, would it give you more choices?

Mrs. Haugh: Yes, it would. I would rather stay at home, and I did so. Our second child definitely needed me at home and we just curtailed our standard of living to keep me at home. Otherwise, we would have a very difficult child in school. He is now in school and is not a behavioural problem, and I feel it is because he had the consistency at home to get him through the pre-school years. You are looking at a very active child, who has some very difficult speech and activity levels to handle.

So I would welcome that kind of thing, where it would encourage parents to stay at home so that when they have a difficult child, rather than leaving them with somebody else, they can deal with it themselves. I think the children are much better for it.

Ms Mitchell: The other thing you pointed out is that just because you are at home does not mean you do not need some community services, too. The kind of time out for moms you mentioned and the bit of relief, especially if you have a handicapped child, is very important to you.

Mrs. Haugh: Yes. When my son started kindergarten, he went through a very emotional period and he was extremely difficult to handle. After all these pre-school years, I thought I had really made it to get him into school, and then he got really rough. I called up public health and asked them to come down, saying this was crucial to us. When they came in, I told them I thought I needed an alternative service for him, another activity to keep him going on his days off.

In the rural centres they go to school every other day—or at least they do where we are—so he would have every other day at home, and he had gotten very aggressive and violent. So I was saying I needed another activity to fill in his day, to

[Traduction]

Mme Mitchell: Je vous remercie de votre exposé, qui était très clair. Je crois que votre situation familiale est représentative de celle d'un groupe de personnes entièrement laissées pour compte. Vous avez une grosse famille. Vous avez dit que vous avez cinq enfants, dont un a des besoins particuliers. Nous sommes plus habituées à entendre parler des mères seules qui ont deux enfants à charge et qui ont peut-être droit à un plus grand nombre de prestations sociales. On semble ignorer les familles biparentales avec un grand nombre d'enfants.

Que pensez-vous de la nécessité d'augmenter les sommes versées aux familles pour les enfants, que ce soit par l'entremise des allocations familiales ou du crédit d'impôt pour enfant? Vous auriez ainsi le choix de demeurer à la maison sans être pénalisée sur le plan financier et sans être confinée sous le seuil de la pauvreté; ou bien, vous pourriez utiliser une partie de ce supplément d'argent pour payer certains services, pour vous ou vos enfants. Quelles sont vos opinions à ce sujet? Les allocations familiales et le crédit d'impôt pour enfant sont-ils suffisants? S'il y avait augmentation à ce chapitre, auriez-vous ainsi plus de choix?

Mme Haugh: Oui, les choix seraient plus nombreux. Je préférerais demeurer à la maison, et c'est ce que j'ai fait. Notre second enfant avait absolument besoin d'une attention particulière et nous avons décidé de diminuer notre niveau de vie pour que je puisse demeurer à la maison. Sinon, notre enfant aurait eu beaucoup de difficultés à l'école. D'ailleurs, il fréquente maintenant l'école et il n'a pas de problèmes d'adaptation, et je crois que c'est grâce au soutien qu'il a eu à la maison au cours de ses années préscolaires. C'est un enfant très actif, qui a certains problèmes de langage et de comportement.

Je serais donc en faveur de ce genre de mesures, si elles permettent aux parents de demeurer à la maison lorsqu'un de leurs enfants a des difficultés, plutôt que de le confier à une tierce personne. Les parents peuvent très bien s'occuper de leur enfant. Et je crois que les enfants en tirent grand profit.

Mme Mitchell: Vous avez soulevé un autre point, à savoir que ce n'est pas parce que vous demeurez à la maison que vous n'avez pas besoin de services sociaux. Vous accordez une grande importance au programme de partage des tâches entre les mères, notamment entre celles qui ont un enfant handicapé, n'est-ce pas?

Mme Haugh: Oui. Lorsque mon enfant a commencé à fréquenter la maternelle, il a traversé une période très dure au point de vue émotif et nous avons eu beaucoup de difficultés avec lui. Après toutes ces années préscolaires, j'ai cru que j'avais réussi à le préparer pour l'école. Et puis, il est devenu très turbulent. J'ai appelé les services sociaux et je leur ai demandé d'envoyer quelqu'un chez nous, car cela devenait crucial pour nous. Lorsqu'ils sont venus, je leur ai dit que j'avais besoin de services pour mon enfant, d'une activité qui l'occuperait durant ses jours de congé.

En milieu rural, les enfants vont à l'école tous les deux jours—du moins, c'est le cas dans le secteur où nous demeurons. Mon enfant restait donc un jour sur deux à la maison. Il devenait très agressif et violent. Je leur ai donc dit que j'avais

[Text]

redirect all this energy. They basically told me that until I had gotten to the point where I abused this child to get another service group in, there was no help for us. There is no help for us; there was nothing else for us to do. So we just worked it out ourselves. I do not know what other parents do who do not have the creativity to follow through and redirect a child like that. I am sure they just abuse them, and then another social agency will drop in on them and it is taken out of their hands. Whereas we handled it within our home, and I am sure we handled it because of the training I had had before I had children.

• 1620

Ms Mitchell: Which points out the need for extra training for parents who would not have your background, too.

Ms Haugh: Yes. As a co-ordinator of Time Out, I found that even handing out something as simple as play dough . . . Time Out for Moms dealt only with mothers at home. And we felt something as simple as handing out play-dough recipes saved a lot of mothers some sanity.

The Chairman: I think you are to be congratulated, Mary, for handling the situation and finding the time to co-ordinate Time Out for Moms on top of having five children, and one with special needs.

You mention you do not have well-baby clinics, and that your child was seven before you really found out there was a problem. If you had had the well-baby clinics, do you think it would have been diagnosed earlier?

Ms Haugh: What I feel is that we need . . . Earlier, they had talked about assessment services and broader special-needs categories. I feel that is exactly what we are looking at. Even at that, we are having problems identifying. We are basically doing it privately at our expense, but it is an expense that we really feel we have to spend in order to get that identification done. The school board is saying, Oh, well, he will come along. We have been told that for years, and we know full well, after using other services . . . To live with this child, you know this child is very different from the other four, without even doing a detailed comparison.

The Chairman: But if that had been a single child, you would not have had the comparison.

Ms Haugh: No, but I would have had training to know this child is different.

The Chairman: Thank you very much. As Mrs. Mitchell was saying, I think your presentation also shows day care can be a support to a family situation, and not necessarily a replacement for a family. I think that is an important point that we

[Translation]

besoin d'une autre activité pour occuper sa journée, pour canaliser toute son énergie. Ils m'ont répondu que tant que je ne serais pas rendu au point où je molesterais mon enfant pour qu'un autre service intervienne, il n'y avait aucune aide pour nous. Il n'y a pas d'aide pour nous. Nous étions confrontés à un cul-de-sac. Nous avons donc dû nous débrouiller seuls. J'ignore ce que font les autres parents qui n'ont pas l'énergie créatrice suffisante pour persévérer et reprendre en main un tel enfant. Je suis assurée qu'ils le maltraitent. Alors, un autre organisme social se présente chez-eux et leur enlève la garde de l'enfant. Nous avons réussi à passer au travers, et cela est sûrement dû à la formation que j'ai eue avant d'avoir des enfants.

Mme Mitchell: Cela souligne donc la nécessité de fournir un complément d'information aux parents qui n'ont pas votre formation.

Mme Haugh: En effet. Lorsque j'étais coordinatrice du Programme «Un congé pour maman», j'ai remarqué combien une chose aussi simple que de la pâte à modeler pouvait aider les enfants . . . Ce programme s'adressait uniquement aux mères au foyer. Nous avons réalisé également que le simple fait de donner aux mères la recette pour fabriquer de la pâte à modeler leur permettait de respirer un peu.

La présidente: Je crois qu'il faut vous féliciter, Mary, pour avoir maîtrisé la situation, tout en trouvant le temps de vous occuper du programme «Un congé pour maman», en plus d'élever vos cinq enfants, dont un nécessitant une attention spéciale.

Vous avez indiqué qu'il n'y avait pas de clinique de pédiatrie, et que votre enfant avait sept ans lorsqu'on a trouvé qu'il avait un problème. S'il y avait eu une clinique de pédiatrie, croyez-vous que le problème de votre enfant aurait été décelé plus tôt?

Mme Haugh: Je crois que nous avons besoin de . . . Plus tôt, on a parlé de services d'évaluation et de catégories plus larges pour les enfants problèmes. Je crois que c'est exactement ce dont nous avons besoin. Et même à cela, nous avons eu de la difficulté à identifier les problèmes. En fait, ce que nous faisons, nous le faisons à nos propres frais, mais nous croyons que ces dépenses sont vraiment justifiées pour que nous puissions identifier le problème. La commission scolaire a dit «Bon, il se débrouillera», On nous a dit ça pendant des années, et nous savons bien, après avoir eu recours à de nombreux organismes . . . En vivant avec cet enfant, vous réalisez qu'il est très différent des quatre autres, même sans faire des comparaisons poussées.

La présidente: Mais s'il avait été enfant unique, vous n'auriez pas pu faire de comparaisons.

Mme Haugh: Non, mais grâce à ma formation, j'aurais vu que cet enfant est différent.

La présidente: Merci beaucoup. Comme M^{me} Mitchell l'a souligné, votre exposé démontre que les garderies peuvent aider les familles, et qu'elles ne remplacent pas nécessairement la famille. Je crois qu'il s'agit là d'un point important que nous

[Texte]

have to keep in view. So thank you very much for your time and for coming so far.

Our next group is the Hamilton and District Labour Council, Lynne Spencer, Executive Appointee to the Women's Committee. Welcome.

Ms Lynn Spencer (Executive Appointee, Women's Committee, Hamilton and District Labour Council): Thank you. It is my pleasure to be here as well. I am really pleased you are having these hearings.

I guess to start with, I am the oldest of seven and I have no children, but I still feel very strongly that day care is an integral part of our society today. But most of all, I believe in equality—that men and women have to be treated equally in our society as well as in the workplace, and that good-quality child care is a very important part of being treated equally.

The Hamilton District Labour Council is pleased to present this brief. The Women's Committee represents roughly 30,000 people in the Hamilton area.

Only 4% of children under the age of 10 have access to child care in the Hamilton-Wentworth region. There are only a few government-supported child care centres in Ontario and only one 100% government-supported centre in Hamilton. That is the Redhill Creek Day Care. There is no universal accessibility to child care and scant part-time or odd-hour places. This is a shift-work city, and there is only one 24-hour child care centre in Hamilton. There is absolutely no organized care for 10- to 12-year-olds before and after school. Very few child care centres take children who are less than 18 months old or more than five years old. As more women enter the work force there, is less availability to work in child care.

The solutions: All child care should be universally accessible, regardless of income or employment status; all services should be licensed, private home care included, with a central satellite centre to register them; salaries should be equitable with other people's salaries for the kind of work required to encourage more people to enter the field of child care.

Affordability: Typically, parents in Hamilton must pay between \$4,000 and \$6,000—sometimes as much as \$8,000—per year for a licensed child care space. Only low-income families can qualify for subsidies. Middle-income families receive no federal assistance and most cannot afford to pay for high quality child care. Costs should not be a barrier to access for any family. Studies have shown that women in Hamilton make one of the lowest average salaries in the country. This is especially a hardship for women who head one-parent families. The solution to this is that user fees should diminish to a reasonable set fee. Assistance with this fee should be provided to low-income families.

[Traduction]

ne devons pas perdre de vue. Je vous remercie d'être venue de si loin et de nous avoir accordé votre temps.

Notre prochain témoin est Lynn Spencer, déléguée du Comité des femmes du *Hamilton and District Labour Council*. Bienvenue.

Mme Lynn Spencer (déléguée du Comité des femmes, Hamilton and District Labour Council) : Merci. C'est pour moi un honneur d'être ici. Je suis réellement heureuse que vous teniez ces audiences.

Tout d'abord, je suis l'aînée d'une famille de sept enfants mais je n'ai pas d'enfant moi-même. Cependant, je crois fortement que les garderies font partie intégrante de notre société moderne. Mais avant tout, je crois à l'égalité, c'est-à-dire au traitement égal des hommes et des femmes dans notre société et au travail. Des garderies de qualité sont un pas très important vers l'égalité des hommes et des femmes.

Le *Hamilton District Labour Council* est heureux de présenter ce mémoire. Le Comité des femmes représente environ 30,000 personnes dans la région de Hamilton.

Seulement 4 p. 100 des enfants de moins de 10 ans ont accès à des services de garderie dans la région de Hamilton-Wentworth. En Ontario, on compte quelques garderie subventionnées par le gouvernement, et une seule d'entre elles se trouve à Hamilton. Il s'agit de la garderie Redhill Creek. Il n'y a pas d'accès universel aux garderies, et celles-ci offrent très peu de places à temps partiel ou à des heures irrégulières. Hamilton est une ville où l'on travaille par quarts, et il y a une seule garderie ouvre 24 heures par jour dans notre ville. Il n'existe aucun service organisé pour les enfants de 10 à 12 ans, avant et après les heures d'école. Très peu de garderies acceptent les bébés de moins de 18 mois et les enfants de plus de 5 ans. À mesure que les femmes se font plus nombreuses sur le marché du travail, elles peuvent moins travailler dans les garderies.

Les solutions: l'accès aux garderies devrait être universel, que les parents travaillent ou non, et peu importe leurs revenus. Toutes les garderies devraient être agréées, y compris les garderies en milieu familial, et il devrait y avoir un centre local d'enregistrement. Les salaires versés aux travailleuses des garderies devraient être décents, afin d'encourager plus de personnes à travailler dans ce domaine.

Frais de garderie : à Hamilton, les parents doivent déboursier entre 4,000\$ et 6,000\$—parfois jusqu'à 8,000\$—pour placer un enfant dans une garderie enregistrée. Seules les familles à faible revenu ont droit aux subventions. Les familles à revenu moyen reçoivent une aide fédérale et la plupart d'entre elles ne peuvent se permettre des garderies de haute qualité pour leurs enfants. Les coûts ne devraient pas entraver l'accès aux garderies. Les études démontrent que les femmes de Hamilton ont l'un des plus bas salaires moyens au pays. Cette situation est durement ressentie par les mères chefs de famille. La solution consisterait à diminuer les frais de garde jusqu'à un tarif raisonnable. Les familles à faible revenu pourraient recevoir une aide afin de pouvoir payer ces frais.

[Text]

[Translation]

• 1625

Child care workers presently working in child care centres should not lose their jobs as the system evolves. They should be retained in the new system. Benefits and wages of equal value to society should be paid to these workers.

Funding. The child care system in Hamilton has no direct federal funding. It is run under the user fee system. The only government-funded child care in Hamilton, the Redhill Creek Day Care, is full of children from low-income families.

Child care staff subsidize the real cost of child care by working hard for low salaries. Professional workers in other fields earn substantially more money with virtually no more qualifications than child care workers. Eighty percent of child care budgets go to workers' salaries, with the average below \$10,000 annually.

Direct funding will allow children from across the social and economic system to have access to a range of child care services. Equality of access for children would no longer be attached to the family's ability to pay or to meet social or financial criteria.

A working two-parent family with a pre-schooler and a toddler could conceivably pay up to 40% of their gross income for child care.

The solution to this? We need more direct funding. A cost-sharing system should be provided by and between all three levels of government. Some funding should be picked up by the government regardless of personal circumstances. We believe the initiative should come from the federal government because it has the broadest base and the most power to influence the provinces.

All child care should be non-profit so public funding can be used to its fullest potential. Child care workers should receive salaries and benefits reflecting the value of their work and educational qualifications.

When we are dealing with children, we are dealing with the future, our future. Quality child care at all levels will help to ensure that children will grow up to be productive adults who will be returning to society much more than the value of resources spent upon them. Respectfully submitted.

The Chairman: Thank you, Lynn. Mrs. Mitchell.

Ms Mitchell: Thank you very much, Lynn. I wonder if you could tell us a bit about the situation in Hamilton regarding unionization of child care workers. Are there any unionized workers at this stage and what union are they in?

Les personnes qui travaillent actuellement dans les garderies ne devraient pas perdre leur emploi si le système évolue. On devrait les intégrer au nouveau système. Ces travailleuses devraient également recevoir des avantages et une rémunération équitables.

Le financement. Le réseau des garderies à Hamilton ne reçoit aucune subvention directe du fédéral. Il fonctionne grâce aux frais payés par les parents. La seule garderie de Hamilton subventionnée par le fédéral, la garderie Redhill Creek, est bondée d'enfants provenant de familles à faible revenu.

En fait, c'est le personnel des garderies qui subventionne la garde des enfants en travaillant très fort pour de maigres salaires. Dans les autres secteurs professionnels, les travailleurs gagnent beaucoup plus que les travailleuses des garderies, sans avoir plus de qualifications que ces dernières. Quatre-vingt pour cent du budget des garderies sont affectés aux salaires, et le salaire moyen est inférieur à 10,000\$ par année.

Le financement direct des garderies assurerait aux enfants de toutes les couches socio-économiques un accès à toute une gamme de services de garde. L'égalité d'accès ne serait plus désormais liée à la capacité de payer des familles ou à des critères sociaux ou financiers.

Une famille dont les deux parents travaillent et qui a un bébé et un enfant d'âge préscolaire peut, selon toute vraisemblance, devoir dépenser jusqu'à 40 p. 100 de son revenu brut pour les frais de garde.

Quelle est la solution à ce problème? Nous avons besoin d'un financement direct accru. Les trois paliers de gouvernement pourraient mettre en place un régime de partage des coûts. Une partie du financement serait assurée par les gouvernements, peu importe la situation particulière des familles. Nous croyons qu'une telle initiative doit venir du gouvernement fédéral, car c'est lui qui a la plus large audience et le plus de pouvoir pour influencer les provinces.

Toutes les garderies devraient être des organisations sans but lucratif, de sorte que les subventions publiques soient utilisées au maximum. Les travailleuses des garderies pourraient recevoir des avantages sociaux et des salaires qui reflètent la valeur de leur travail et de leur compétences professionnelles.

Lorsque nous parlons des enfants, nous parlons de l'avenir, de notre avenir. Grâce à des services de garde de qualité à tous les niveaux, nos enfants deviendront des adultes productifs qui feront fructifier, à l'avantage de la société, les ressources que nous aurons investies en eux. Je présente ce mémoire avec tous mes respects.

La présidente: Merci, Lynn. M^{me} Mitchell.

Mme Mitchell: Merci beaucoup, Lynn. Je me demande si vous pourriez nous décrire un peu la situation actuelle à Hamilton concernant la syndicalisation des travailleuses de garderie. Y a-t-il actuellement des travailleuses syndiquées et, le cas échéant, dans quel syndicat sont-elles regroupées.

[Texte]

Ms Spencer: At this point, there are not very many unionized workers. They are under the Ontario Public Service, OPSEU, and some are under CUPE, I think, too. I think Leslie Russell would be far more able to answer that than I would at this time.

Ms Mitchell: I see. Does your labour council, which obviously has a good understanding and some real conviction about the need for a lot of reform in the child care field... is your federation actively working to expand the unionization, to try and really broaden the organization? Or are you affiliates?

Ms Spencer: Organization is the key part of most of our unions. It is important to organize the child care workers because they are in the job ghettos, and especially women. It is just not always easy to get people to realize how much benefit a union will be to them; they feel they are doing society... they are taking the onus on themselves to provide the support for our children. They feel it is their responsibility and maybe are not always as concerned about financial rewards and to me, this is very unfair.

I have a cousin who went through the child care training program and makes a very minimal wage, as you probably heard here today. This is totally unacceptable any more. You question asked whether we are trying to organize. Sure. I am a steel worker, so we have not taken it...

• 1630

Ms Mitchell: How are you coming with having workplace child care in Stelco?

Ms Spencer: I am not at Stelco, I am at JIK. We have child care at the CLC and OFL conventions. At this point, we are lobbying to have them at the labour council as well because we have a lot of active women who attend the labour council. It is a wide-range problem. As a labour movement, we feel that we are trying to address the issue. The OFL Women's Committee, of which I am a member as well, is part of the Ontario Day Care Coalition. They have worked very strongly to try to make day care a primary part of our legislation.

Ms Mitchell: I guess what you are saying is that the people who go into child care are very much like nurses, social workers and so on—I happen to come out of a social work field—who tend to be giving and really are not inclined to be very militant about their own rights. In fact, they are anything but militant. Is that safe to say? Also, it is very difficult to organize in women's ghettos. Child care is a women's ghetto. It is so critical that somehow people get together and governments act. We are going to act sooner if there is a lot more pressure put on us, and employers are too.

[Traduction]

Mme Spencer: À l'heure actuelle, il n'y a pas beaucoup de travailleuses syndiquées. Elles font partie du Syndicat des employés de la Fonction publique de l'Ontario (SEFPO), et je crois que certaine sont affiliée au Syndicat canadien de la fonction publique. Leslie Russell est mieux placée que moi pour répondre à cette question.

Mme Mitchell: Je vois. Est-ce que votre conseil syndical, qui semble manifestement bien comprendre la nécessité de réformer le domaine des services de garderie... votre fédération travaille-t-elle activement à accroître la syndicalisation et tente-t-elle vraiment d'élargir les organisations? Ou êtes-vous des organisations affiliées.

Mme Spencer: L'organisation est l'élément essentiel de la plupart de nos syndicats. Il importe d'organiser les travailleuses des garderies, car ce secteur du marché du travail est actuellement un ghetto, en particulier pour les femmes. C'est parfois difficile de démontrer aux gens les avantages que peut leur procurer la syndicalisation. Elles croient qu'elles font à la société... elles croient qu'elles doivent prendre sur elles d'offrir des services à nos enfants. Elles croient que c'est leur responsabilité et elles ne se préoccupent peut-être pas autant qu'elles le devraient des compensations financières; cela est très injuste, à mon avis.

J'ai un cousin qui a suivi le programme de formation en travail de garderie. Il touche le salaire minimum tout au plus. Vous avez dû entendre parler de cette question des salaires aujourd'hui. Pour moi, cette situation est totalement inacceptable. Vous avez demandé si nous tentions de nous organiser. Bien sûr. Je travaille dans la sidérurgie, et nous n'avons pas pris cela...

Mme Mitchell: Avez-vous réussi à créer des garderies chez Stelco?

Mme Spencer: Je ne suis pas chez Stelco. Je suis chez JIK. Les garderies sont incluses dans les conventions du CTC et de la FTO. À l'heure actuelle, nous tentons d'avoir des garderies au conseil syndical, parce qu'il y a beaucoup de femmes qui participent aux activités du conseil. C'est un vaste problème. En tant qu'organisation syndicale, nous tentons de faire quelque chose à ce sujet. Le Comité des femmes de la FTO, dont je suis membre, fait partie de la coalition ontarienne pour les garderies. Ces gens ont lutté pour que la garde des enfants devienne un élément important de notre législation.

Mme Mitchell: En fait, ce que vous voulez dire, c'est que les gens qui travaillent dans les garderies sont comme les infirmières, les travailleurs sociaux, etc.—moi-même, je viens du secteur social—et ont le sentiment qu'ils doivent donner quelque chose mais ils ne sont pas militants par beaucoup pour leurs propres droits. En fait, il sont tout, sauf militants. C'est bien cela? En outre, il est très difficile d'organiser les travailleuses dans les ghettos de femmes. Le secteur de la garde des enfants est un ghetto de femmes. C'est un secteur tellement crucial que les gens finiront par se regrouper et que les gouvernements finiront par agir. Nous agirons plus rapidement si davantage de pressions sont exercées sur nous. Les employeurs aussi agiront.

[Text]

I wonder if there is any chance that the pre-school education groups and the unions could work in some way to help caregivers realize that, in the long run, it is so much better for the children they are looking after and themselves if they can somehow spare a little time to organize.

Ms Spencer: I have a woman's committee meeting at my house at 7 p.m. I will put that on our agenda for discussion.

Ms Mitchell: A lot of women have been in and out today, too. I wonder how many of them are... It is a different psychology, in a way. I know, having come through this that...

Ms Spencer: My union is so important to me because it has given me a sense of being equal and treated fairly and justly. I realize the benefits of it and I would sure like other people to have the same benefits as I do. Sometimes we are so worried about our paycheques and child care for our friends and families... in society in general, we want peace. We are worried about so much, sometimes we do not stop to ask if they would like to have a union where they work. As much as that is important...

Ms Mitchell: The other thing is, the unions we have talked have a different approach to things. They cannot confront their employers in the same way. The funds come from the government, so you have to have a little different strategy.

Ms Spencer: The day care centres are usually very happy collective group of people. They are not saying they do not like their workplace and are not happy with the people who are supervising them. When you have a happy situation where you work and the people you work with get along well, you never think that a union could help you. But it is important that we discuss it.

The Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: In the larger locals of the United Steel Workers Union, has a day care ever become one of the negotiating points that they have asked the companies to work with them on?

Ms Spencer: I can only refer to my specific workplace. You must understand that only 10% of field workers are women. Therefore, it has not hit high on the priority list of women. With the lay-offs and cutbacks the steel workers have had, very few have children that would require child care. That does not mean we should not be concerned about it for the future, but we consider mandatory affirmative action and equal pay for work of equal value an integral part of a steel worker's policy.

As I said earlier, child care is incorporated in that because if you do not have proper child care, you cannot have women out working—and men, too. I mean I do not say that child care is just for women; it is for all.

[Translation]

J'ignore s'il est possible que les groupes de puéricultrices et les syndicats puissent travailler ensemble afin de faire réaliser aux travailleuses des garderies qu'en trouvant un peu de temps pour s'organiser, elles en profiteront à long terme, ainsi que les enfants dont elles ont la garde.

Mme Spencer: Ce soir, nous avons une réunion d'un comité de femmes chez moi, à 19 heures. Je vais mettre cette question à l'ordre du jour.

Mme Mitchell: Un grand nombre de femmes sont venues, aujourd'hui. Je me demande combien d'entre elles sont... C'est une psychologie différente, en un sens. Je sais bien, pour être passée par là, que...

Mme Spencer: Mon syndicat représente beaucoup pour moi, parce qu'il m'a donné un sens de l'égalité, de la justice et de l'équité. J'en suis consciente et j'aimerais que d'autres personnes puissent bénéficier des mêmes avantages. Parfois, nous nous préoccupons tellement de notre chèque de paie et de la garde des enfants pour nos amis et nos familles... dans la société, en général, nous aspirons à la paix. Nous sommes tellement préoccupés que, parfois, nous oublions de nous demander s'ils aimeraient avoir un syndicat dans leur lieu de travail. En autant que cela ait de l'importance...

Mme Mitchell: Je désire souligner un autre point. Les divers syndicats avec qui nous avons eu des discussions voient différemment les choses. Ils ne peuvent pas tous affronter leurs employeurs de la même façon. Les fonds proviennent du gouvernement; vous devez donc recourir à une stratégie un peu différente.

Mme Spencer: Les garderies sont habituellement des regroupements de gens heureux. Ils ne disent pas qu'ils détestent leur lieu de travail et qu'ils détestent leurs supérieurs. Lorsque la situation est bonne au travail et que vous vous entendez bien avec vos collègues, vous ne pensez pas à l'aide que pourrait vous apporter un syndicat. Mais il est important d'en discuter.

La présidente: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Dans les grosses sections locales des Métallurgistes unis d'Amérique, la question des garderies est-elle devenue un point de négociation et les sections ont-elles demandé aux compagnies de coopérer avec elles sur cette question?

Mme Spencer: Je ne peux parler que pour l'endroit où je travaille. Vous devez comprendre d'abord que seulement 10 p. 100 des travailleurs sont des femmes. Cette question n'est donc pas une très grande priorité pour les femmes. Compte tenu des mises à pied et des compressions dans la sidérurgie, rares sont ceux qui ont besoin d'une garderie. Cela ne signifie pas qu'il faut négliger ce problème pour l'avenir. Mais nous considérons que l'action positive et le salaire égal pour un travail de valeur égale font partie intégrante des revendications des travailleuses de l'acier.

Comme je l'ai dit précédemment, la question des garderies fait partie des revendications, car sans garderie efficace, les femmes ne peuvent pas travailler à l'extérieur. Cela vaut aussi pour les hommes. Ce que je veux dire, c'est que la garde des

[Texte]

Mr. Belsher: That is right.

Ms Spencer: There are now many male single parents around who share the responsibility of having their children. They are as supportive of having child care as anyone.

It was mentioned here a few minutes ago that idealistically the parents stay home . . . the mother stayed home to look after the children. If a woman decides to stay home, that should be the couple's decision to make. But for those who decide to go out and work, for those who decide that being out of the home is important to their own well-being and personal development, that care should be there so that they can do it. As I said, being a 24-hour a day working town, not having 24-hour day care is inexcusable.

• 1635

Mr. Belsher: I ask that because we have heard a great deal of evidence today from people who say that this is the government's responsibility to make sure that child care becomes available. You are coming here as a labour representative, and yet it has not really risen that high on your list of things you wanted to negotiate with your employers.

Ms Spencer: It is a high priority in various unions such as the CLC. As I said, in my own work we do not have women or men needing child care to any great extent because most people I work with are in my age bracket and we do not have young children. You therefore cannot negotiate something that nobody has access to or needs.

But when I am on the the Hamilton District Labour Council, there are a lot of women there who need it. We are working on that, that is why we are making a presentation here today, to let people know how much we care about day care. I do not have a family, but I still care about having good child care for the citizens and the future citizens who are going to keep me in my retirement. I want to make sure they are well taken care of today.

Mr. Belsher: But I would not want you to belittle the people who encourage people to stay at home and raise their children.

Ms Spencer: My mother stayed home to raise seven of us and I cannot say anything was wrong with that.

Mr. Belsher: That is right.

Ms Spencer: But I will tell you, on the farm, when the summer crops came, I was the one who stayed in the house and looked after the rest of my younger brothers and sisters because my mother was delighted to go out in the fields and work.

[Traduction]

enfants n'est pas seulement une problème de femmes. Cela concerne tout le monde.

M. Belsher: En effet.

Mme Spencer: Il y a de nombreux pères seuls qui assument la responsabilité des enfants. Ils peuvent subvenir aux besoins des enfants autant que quiconque d'autre.

On a mentionné il y a quelques minutes à peine que l'idéal serait que les parents demeurent à la maison . . . que la mère demeure à la maison pour s'occuper des enfants. Si une femme demeure à la maison, ce doit être en fait la décision du couple. Mais des services de garderie devraient exister pour celles qui choisissent de travailler à l'extérieur, pour celles qui décident que le travail à l'extérieur est une chose importante pour leur bien-être et leur épanouissement personnel. Comme je l'ai dit, il est inexcusable qu'une ville dont les industries fonctionnent 24 heures par jour n'ait pas de garderies qui soient ouvertes elles aussi 24 heures par jour.

M. Belsher: Je pose cette question, parce que plusieurs témoins nous ont dit aujourd'hui qu'il incombe au gouvernement d'assurer les services de garderie pour les enfants. Vous venez ici en tant que représentant d'un syndicat, et pourtant cette question ne semble pas constituer une des priorités dans les négociations avec vos employeurs.

Mme Spencer: Pour plusieurs syndicats, comme le CTC, cette question est une priorité importante. Comme je vous l'ai dit, là où je travaille, il n'y a pas beaucoup d'hommes ou de femmes qui ont besoin de garderies, car les gens avec qui je travaille ont à peu près mon âge, et nous n'avons pas d'enfants en bas âge. Vous ne pouvez donc pas négocier quelque chose dont personne n'a besoin.

Mais je siège au *Hamilton District Labour Council*, et un grand nombre de femmes ont besoin de ces services. Nous travaillons en ce sens, et c'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. Nous voulons que tous sachent que la question de la garde des enfants est importante pour nous. Je n'ai pas de famille, mais j'estime qu'il est important d'assurer des services de garde de qualité pour les citoyens et les futurs citoyens qui s'occuperont de moi lorsque je serai à la retraite. Je désire que l'on prenne bien soin des enfants aujourd'hui.

M. Belsher: Mais je ne voudrais pas que vous critiquiez les gens qui encouragent les parents à demeurer à la maison pour élever leurs enfants.

Mme Spencer: Ma mère est demeurée à la maison pour élever ses sept enfants et je n'ai aucune raison de déprécier ce qu'elle a fait.

M. Belsher: Vous avez raison.

Mme Spencer: Mais je dois vous dire que lorsque le moment de la récolte arrivait, à la ferme, c'est moi qui demeurais à la maison et qui m'occupais de mes jeunes frères et soeurs, parce que ma mère était heureuse d'aller travailler aux champs.

[Text]

Mr. Belsher: That is right. If you did not you ended up in the basket up at the end of the road, too. I remember those potato bugs that you had to knock off.

Ms Spencer: Yes, and I used to go out there too.

Mr. Nicholson: Thank you, Madam Chairperson. I have just one comment. Mrs. Mitchell brought up the subject of the possibility of the District Labour Council getting involved with helping to unionize child care workers in this city or in this region. People who might need unionization the most are often the ones who seem to get the least of it. I am sure many child care workers are selfless, dedicated individuals who would not make that a priority, but it certainly would be in their best interests and the best interests of all this community, if they did receive help.

Some attention should be given towards it, because if they are not the most exploited group of individuals, they are probably among the top five in society. I hope you take that message back and mobilize whatever forces you can. It seems to me that you are in a good position to do that and good luck to you.

Ms Spencer: Thank you.

Ms Mitchell: You can start on all the federal employers.

Mr. Nicholson: Sure, go ahead.

Ms Spencer: You are right, but the trouble is that all the different unions have their own plans of organization and their own means of doing it. As a steel worker, I cannot go over to a CUPE staff or office and tell them they should go out and organize. In a lot of cases, I had people approaching me for help and suggestions. The bottom line of most of their problems is that they should organize. But they have to realize that themselves. You cannot go and tell somebody they should belong to a union, because unions are always criticized, unions are downgraded and made out to be bad.

I have some major problems with my own union, but I still believe in the concept that people should be treated equally and fairly and they need some representation against the employers. If things are going well it is hard to express that you need a union. But we will be discussing it tonight and I am sure that some of the people here will just rush over to me after this and want to join the unions. I am glad you thought of it.

Mr. Nicholson: Good for you. Good luck.

The Chairman: Lynn, you mentioned in Hamilton that only 4% of the children under 10 have access to day care. Is that all children under 10 or those who need day care?

Ms Spencer: I do not know. I am sure it is those who need day care, but I do not have the statistics with me. The person

[Translation]

M. Belsher: C'est vrai. À moins que vous ne vous retrouviez au bout de la route, dans le panier. Je me rappelle qu'il fallait enlever tous ces doryphores.

Mme Spencer: Oui, j'ai fait cela aussi.

M. Nicholson: Merci, madame la présidente. J'ai seulement une observation à faire. M^{me} Mitchell a soulevé la possibilité que le Conseil syndical de district aide les travailleuses des garderies de cette ville ou de cette région à se syndiquer. Les personnes qui peuvent avoir besoin d'un syndicat sont souvent celles qui semblent en profiter le moins. Je suis sûr que les travailleuses des garderies sont des personnes altruistes et dévouées pour qui la syndicalisation n'est pas une priorité. Mais ce serait certainement dans leur intérêt, et dans l'intérêt de tout ce groupe, si elles recevaient un peu d'aide.

On devrait s'attacher à ce problème, car si ces travailleuses ne forment pas le groupe de personnes les plus exploitées, elles sont certainement parmi les cinq premiers dans la société. J'espère que vous repartirez avec ce message et que vous mobiliserez toutes les forces que vous pouvez. Je crois que vous êtes dans une bonne position pour agir de la sorte et je vous souhaite bonne chance.

Mme Spencer: Merci.

Mme Mitchell: Vous pouvez commencer avec tous les employeurs fédéraux.

M. Nicholson: Certainement. Commencez par là.

Mme Spencer: Vous avez raison, mais le problème est que tous les syndicats ont leurs propres plans d'organisation et leurs propres moyens pour parvenir à cette fin. En tant que travailleuse de l'acier, je ne peux pas aller voir des gens du SCFP et leur dire qu'ils devraient commencer à faire de l'organisation. Dans de nombreux cas, des personnes m'ont approchée pour demander de l'aide ou offrir des suggestions. Le point commun à tous leurs problèmes est le manque d'organisation. Mais elles doivent réaliser cela elles-mêmes. Vous ne pouvez aller dire à un groupe de personnes qu'elles devraient faire partie d'un syndicat, car les syndicats ont mauvaise presse, on les déprécie et l'on en projette une image négative.

J'ai moi-même quelques problèmes importants avec mon propre syndicat, mais je crois toujours au principe du traitement juste et équitable, et à celui de la représentation des travailleurs devant les employeurs. Si les choses vont bien, il est difficile de faire valoir la nécessité d'un syndicat. Mais nous en discuterons ce soir et je suis sûre que certaines des personnes présentes ici vont venir me voir après mon témoignage et voudront se joindre aux syndicats. Je suis heureuse que vous ayez eu cette idée.

M. Nicholson: Tant mieux pour vous. Bonne chance.

La présidente: Lynn, vous avez mentionné que seulement 4 p. 100 des enfants de moins de 10 ans ont accès à des garderies à Hamilton. Ce chiffre porte-t-il sur tous les enfants de moins de 10 ans, ou sur tous les enfants qui ont besoin d'une garderie?

Mme Spencer: Je l'ignore. Je suis sûre que ce pourcentage est fondé sur le nombre d'enfants qui ont besoin de garderies,

[Texte]

who helped develop this has them at her home, so I do not know. But I can find out and get back to you with that information.

The Chairman: I would appreciate that, if you could. Please send it to the Child Care Committee office.

There is one other thing—you mentioned that the only day care centre with direct federal funding was the Redhill. Could you explain that a little bit?

Ms Spencer: No, I cannot explain it.

The Chairman: In Ontario the federal government normally provides 50% of all the funding, and municipalities 20%, and the provincial government 30%, so I would be surprised if there was only one centre in Hamilton that did not have some federal support.

• 1640

Ms Spencer: As I said, I do not know exactly. I know we based some of this report on the Social Planning and Research Council study and some other information we had. We pulled out of it what was relevant. Because this hearing moved up so quickly, I have not had as much chance to prepare myself as I would have liked. I just picked this up typed as I was coming here after work at 3.30.

The Chairman: Well, perhaps that is something else you could find out from the person who put it together—what that was based on. It would seem strange that only one in the city would have federal... and it would not be direct federal funding.

Ms Callaghan: Red Hill is the only directly municipally operated centre. What you are referring to as the 50% is the percentage of subsidy that is funded through the federal government; 30% is through provincial. That is on an individual basis. Children in centres where there are subsidized spaces get that kind of funding. In other centres there are numbers of children who get that kind of funding, but that one centre—

The Chairman: Yes, but that is a municipally funded one—not direct federal funds, that was what I was trying to clarify.

Ms Callaghan: It is a municipally operated centre, yes. Many of the children there are subsidized children; as far as I know, almost all.

The Chairman: But it is not the only federally funded day care centre in Hamilton that is in the brief. I just wanted to clarify that, for accuracy.

Ms Callaghan: The other programs that are gaining that percentage of money from the federal government are on a per-child basis in the centre, so it is not the centre itself that is getting the direct funding.

[Traduction]

mais je n'ai pas les statistiques avec moi. La personne qui m'a aidée à compiler ces données a les statistiques chez elle. Je ne peux pas vous les donner... Mais je peux les trouver et vous les envoyer, avec ces informations.

La présidente: J'apprécierais votre geste. Veuillez envoyer les informations au bureau du Comité sur la garde des enfants.

Il y a un autre point—you avez mentionné que Redhill était la seule garderie de Hamilton à recevoir une aide fédérale directe. Pourriez-vous expliquer davantage ce point?

Mme Spencer: Non, je ne peux pas l'expliquer davantage.

La présidente: En Ontario, le gouvernement fédéral fournit habituellement 50 p. 100 de toutes les subventions, les municipalités 20 p. 100 et le gouvernement provincial, 30 p. 100. Je serais donc surprise s'il n'y avait qu'une seule garderie à recevoir l'aide fédérale à Hamilton.

Mme Spencer: Comme je l'ai dit, je ne sais pas exactement. Je sais que nous avons basé une partie de notre mémoire sur l'étude du *Social Planning and Research Council* et sur certaines autres informations que nous avons. Nous avons utilisé ce qui nous semblait pertinent. Comme cette audience est venue rapidement, je n'ai pas eu beaucoup de temps pour me préparer comme je l'aurais voulu. J'ai pris le mémoire dactylographié et je suis venue ici après mon travail, à 15h30.

La présidente: Vous pourriez peut-être demander à la personne qui a préparé le mémoire quelles sont ses sources. Je trouve étrange qu'une seule garderie dans cette ville reçoive de l'aide fédérale et que ce ne soit pas une subvention fédérale directe.

Mme Callaghan: Redhill est la seule garderie exploitée directement par la municipalité. Les 50 p. 100 dont vous parlez représentent la partie de la subvention qui est financée par le gouvernement fédéral; la province finance 30 p. 100. Ces subventions sont accordées sur une base individuelle. Ce genre de subvention est accordée pour les enfants qui sont dans les garderies subventionnées. Dans les autres garderies, ce type de subvention est accordée à un certain nombre d'enfants, mais dans cette garderie...

La présidente: Oui, mais c'est une garderie subventionnée par la municipalité; elle ne reçoit pas directement de fonds du fédéral. C'est ce point que je tente d'éclaircir.

Mme Callaghan: Oui, c'est une garderie exploitée par la municipalité. Bon nombre des enfants qui fréquentent cette garderie sont subventionnés; en fait, pour autant que je sache, presque tous le sont.

La présidente: Mais ce n'est pas la seule garderie financée par le fédéral à Hamilton, selon le mémoire. Je voulais seulement éclaircir ce point.

Mme Callaghan: Pour les autres programmes qui reçoivent une certaine aide fédérale, les subventions sont accordées sur une base individuelle. Ce n'est pas la garderie elle-même qui reçoit le financement direct.

[Text]

Ms Spencer: Maybe she has the answer to this question: 4% of child-care children under 10 have access to child care in Hamilton. Is that—

Ms Callaghan: It is 4% of all children.

The Chairman: So is not necessarily those who need day care spaces; only 4% of them.

Ms Spencer: That is even worse.

The Chairman: Well, not if the other 96% do not need them.

Lynn, as a representative of the labour council you mentioned that you promote fully funded universal day care. But are you in favour of user fees—that there should be some user fee or that it should be a free service? Is it only accessibility that you say should be universal?

Ms Spencer: I think I said in the brief that there could be some fees. The bottom line is that it would be subsidized just to the mother or father.

The Chairman: So we should be targeting our funds to those in need and not necessarily to all parents.

Ms Spencer: It should be targeted to all parents. It should be accessible to all, no matter what their income, and it would be geared . . . I would expect that the higher your income, possibly the more the fee would be, but to a maximum and to a minimum amount. I would imagine people in the high-income bracket would not be too concerned with day care, because they would have their children in private schools and private everything. I am concerned with the people who really need the child care, in my income bracket and around.

The Chairman: What would you consider an income bracket where people would not need help?

Ms Spencer: That is a good question. I have really never thought of it before.

Mr. Nicholson: About the level of the salary a steelworker makes?

Ms Spencer: I really think it should not be a dollars-and-cents item. I do not think we should be concerned with how much a person makes if they need the child care. If they are in a very high income bracket, I think they should probably be expected to pay something. But at this point I am not an expert and I do not have the facts to let you know.

Mr. Belsher: You are giving us the same answer everybody else has given us. But when you talk about that kind of funding, we are talking about tremendous dollars. The government has no money. The government is an extension of the people.

Ms Spencer: Exactly.

[Translation]

Mme Spencer: Peut-être a-t-elle la réponse à cette question: 4 p. 100 des enfants de moins de 10 ans ayant besoin de services de garderie ont accès à de tels services à Hamilton. Est-ce que . . .

Mme Callaghan: C'est 4 p. 100 de tous les enfants.

La présidente: Ce n'est donc pas ceux qui ont besoin de place en garderie; seulement 4 p. 100 d'entre eux.

Mme Spencer: Cela est encore pire.

La présidente: Pas vraiment, si les 96 p. 100 restant n'ont pas besoin des services de garderie.

Lynn, vous avez déclaré que, en tant que représentante du conseil syndical, vous appuyez entièrement le principe d'un réseau universel et subventionné de garderies. Mais vous êtes également en faveur de frais d'utilisation, c'est-à-dire qu'il y ait des frais pour les parents, ou bien que ce soit un service gratuit? Est-ce seulement l'accès qui devrait être universel, selon vous?

Mme Spencer: Je crois avoir mentionné dans le mémoire qu'il devrait y avoir certains frais d'utilisation. À tout le moins, les subventions devraient être accordées seulement au père ou à la mère.

La présidente: Ainsi, les fonds seraient versés à ceux qui en ont besoin, et pas nécessairement à tous les parents.

Mme Spencer: Les fonds devraient être versés à tous les parents. Ils devraient être accessibles à tous, peu important leurs revenus, et ils devraient être . . . À mon avis, plus les revenus sont élevés, plus les frais devraient être élevés, jusqu'à concurrence d'un certain maximum. Il y aurait également un montant minimum. Je crois que les gens ayant un revenu élevé ne seraient pas trop préoccupés par la question des garderies, parce qu'ils placeraient leurs enfants dans des écoles privées et d'autres institutions privées. Je me soucie davantage des personnes qui ont réellement besoin de services de garderie, les personnes qui ont un salaire comparable au mien.

La présidente: À partir de quel niveau de revenu les personnes n'auraient-elles plus besoin d'aide?

Mme Spencer: C'est une bonne question. Je n'ai pas réellement réfléchi à cette question jusqu'à présent.

M. Nicholson: À peu près le salaire d'un travailleur de l'acier?

Mme Spencer: Je ne crois pas réellement que c'est quelque chose qui se mesure en dollars et en cents. Je ne crois pas qu'on devrait se demander combien une personne gagne si elle a besoin de services de garderie. Si des parents ont des revenus très élevés, je crois qu'ils devraient s'attendre à payer quelque chose. Mais je ne suis pas une experte sur ces questions et je n'ai pas de données à vous transmettre.

M. Belsher: Vous nous donnez la même réponse que tous nous ont donnée. Le type de financement que vous venez de mentionner coûte des sommes énormes. Le gouvernement n'a pas d'argent. Le gouvernement est le prolongement de la population.

Mme Spencer: C'est vrai.

[Texte]

Mr. Belsher: It is a case of how do the people want us to tax them to turn around and spend their money for them.

Ms Spencer: Well, I have a whole list of programs that I can have you change. In fact, we could start with our nuclear arms race. We could cut that out entirely. That would more than pay for the child care, to start with.

Mr. Belsher: I do not think you will find Canada is really involved in the nuclear arms race. We have our Candu reactors and so on, which are for power, but we are really not in that.

• 1645

Ms Spencer: Can I have that as a quote, that it will be continued in the future? We have a very high defence budget and I suggest we should look at that and put some of the money back into where people need it and be more concerned about people than we are about keeping up with the Reagans and the Thatchers, because as far as I am concerned, we want our children to survive this world—

Mr. Belsher: That is right.

Ms Spencer: —with adequate day care and not to worry about survival.

Mr. Belsher: But then you get into the discussion of whether or not we should be a form of NATO or the North Atlantic Alliance and so on.

Mr. Nicholson: You are really going to open the door here.

The Chairman: I do not think we have time, unfortunately.

Mr. Belsher: But you see, this is the issue, what we have to look at . . .

Ms Spencer: It is important to have, it is important to know that you have—

Mr. Belsher: We are aware of that too.

Ms Spencer: —some kind of defence. Yes, but to spend millions and know that one nuclear attack could wipe out the whole civilization—nobody would need child care then. So why do we not start worrying about today and start the budgets going directly into people's needs?

Mr. Belsher: Listen, I do not have any argument with what you are saying.

Ms Spencer: Good. I am glad you agree.

The Chairman: I do, because I feel that we must have a world here for the kids to grow up in, and you cannot have that unless you have some type of—

Ms Spencer: Exactly. Particularly when I retire. I want to retire.

[Traduction]

M. Belsher: En définitive, il s'agit de savoir combien les contribuables sont disposés à verser en impôt, sommes que le gouvernement dépensera ensuite en leur nom.

Mme Spencer: Bien, j'ai ici une liste de programmes qui pourraient être modifiés. En fait, nous pourrions commencer avec la course aux armements nucléaires. Nous pourrions l'éliminer entièrement. Nous aurions ainsi plus d'argent à allouer aux services de garderie.

M. Belsher: Je ne crois pas que l'on puisse dire que le Canada participe à la course aux armements nucléaires. Nous avons les réacteurs Candu, mais ils servent à produire de l'électricité, et non des armes.

Mme Spencer: Est-ce que je peux citer vos propos, à savoir que cela continuera? Nous avons un budget de défense très important, et je suggère que nous l'examinions de près et que nous réinvestissions une partie de cet argent là où les gens en ont besoin. Nous devrions également nous soucier des personnes, au lieu de suivre les traces des Reagan et des Thatcher, parce que je veux que nos enfants aient un avenir devant eux . . .

M. Belsher: Vous avez raison.

Mme Spencer: . . . avec des services de garderie adéquats et qu'ils n'aient pas à se soucier de leur survie.

M. Belsher: Mais vous abordez la question de savoir si nous devrions faire partie ou non de l'OTAN, de l'Alliance de l'Atlantique Nord, etc.

M. Nicholson: Vous êtes sur le point d'ouvrir la porte à de longues discussions.

La présidente: Je ne crois pas que nous ayons le temps, malheureusement.

M. Belsher: Mais c'est ici le coeur de la question; nous devons examiner . . .

Mme Spencer: Il est important d'avoir . . . Il est important que l'on sache que nous possédons . . .

M. Belsher: Nous en sommes conscients aussi.

Mme Spencer: . . . une certaine défense. Mais à quoi bon dépenser des millions de dollars tout en sachant qu'une attaque nucléaire pourrait faire disparaître toute notre civilisation. Plus personne n'aurait alors besoin de services de garderie. Pourquoi ne pas s'inquiéter dès aujourd'hui de ce problème et canaliser directement cet argent vers les besoins de la population?

M. Belsher: Écoutez, je ne suis pas en mesure de réfuter ce que vous dites.

Mme Spencer: Bien. Je suis heureuse que vous soyez d'accord avec moi.

La présidente: Moi aussi, car nous devons laisser un monde aux enfants qui grandissent, et cela n'est possible qu'à la condition que vous ayez un certain genre de . . .

Mme Spencer: Exactement. En particulier lorsque je prendrai ma retraite. Je désire prendre ma retraite.

[Text]

The Chairman: Maybe after your meeting tonight you can come back and we can continue this, because unfortunately we have to go on with the next speaker, but thank you very much, Lynn.

The next group is the McMaster Students' Union Day Care Centre. We have Jessie Thomson, Co-ordinator and Roger Batchelor, Past President, McMaster Students' Union—and we finally have a man.

Mrs. Jessie Thomson (Co-ordinator, McMaster Students' Union Day Care Centre): Good afternoon, Madam Chairman and members of the Task Force on Child Care.

This brief is presented by the McMaster Students' Union Day Care. Our centre is owned and operated by the McMaster Students' Union and we have been in operation for 13 years.

It was designed as a non-profit, break-even centre to provide students with good child care while completing their studies. The community also uses the services and this helps us stabilize the budget.

There are 23 students' children enrolled in our centre as well as children of staff at McMaster and the surrounding community, for a total of 45 children. Of these, 18 are subsidized, while 27 are fee-paying parents.

Our day care rents space from a church located close to the university and shares the facilities with a church group. We employ five early-childhood educators, one co-ordinator, one teacher's assistant, a part-time cook and a janitor.

We have a committee of parents, teachers and MSU members who meet every month and they make recommendations to the MSU for the benefits of the centre, the needs of their children and ideas for programs.

Our day care centre has one very important concern from which all other concerns stem and that is finances. Our financial concerns come from various sources and for different reasons. Our treasurer is constantly reminding us we are not going to break even.

Parents desperately seek quality day care for their children and find it is not available or affordable.

Our early-childhood educators are concerned because their salaries do not cover the high cost of living.

A parent with a special-needs child is frustrated with the lack of essential social services and long waiting lists.

In our day care, we rarely break even and the financial loss is picked up by the McMaster Students' Union. Treasurers do not like to see a loss so our centre is constantly harassed with threats of being closed each year. The minority of undergrads is the weapon used to do this, and the expression "we will spin the day care off" worries the students and working parents and this is a real threat to parents and their children.

[Translation]

La présidente: Peut-être après votre réunion, ce soir, pourriez-vous revenir, et nous pourrions poursuivre sur ce sujet, car nous devons maintenant passer à notre prochain groupe. Merci beaucoup, Lynn.

Le prochain groupe est la garderie de l'Union des étudiants de McMaster, représentée par Jessie Thompson, coordinatrice, et Roger Batchelor, ancien président de l'Union des étudiants de McMaster—nous avons enfin un homme.

Mme Jessie Thomson (coordinatrice, garderie de l'Union des étudiants de McMaster): Bonjour, madame la présidente et membres du Groupe de travail sur la garde des enfants.

Ce mémoire est présenté par la garderie de l'Union des étudiants de McMaster. L'Union des étudiants de McMaster possède et exploite notre garderie, laquelle fonctionne depuis 13 ans.

Il s'agit d'une organisation sans but lucratif qui tente d'atteindre le seuil de la rentabilité et qui offre des services de garderie de qualité aux étudiants. La collectivité utilise également les services de la garderie, ce qui nous aide à stabiliser notre budget.

La garderie est fréquentée par 23 enfants d'étudiants. Il y a également des enfants du personnel de McMaster et de la collectivité, soit un total de 45 enfants. De ce nombre, des subventions sont accordées pour 18 enfants, et les frais des 27 autres sont payés par leurs parents.

Notre garderie loue des locaux d'une église située près de l'université et partage les installations avec un groupe de l'église. Notre personnel compte cinq puéricultrices, une coordinatrice, une assistante-enseignante, un cuisinier à temps partiel et un concierge.

Nous avons un comité formé de parents, d'enseignants et de membres de l'UEM. Le comité se réunit chaque mois afin de faire des recommandations à l'UEM au sujet du centre et des besoins des enfants, et afin de suggérer des programmes.

Notre garderie est préoccupée par un problème dont découle tous les autres problèmes, et c'est celui du financement. Ce problème est attribuable à plusieurs facteurs, et il a plusieurs répercussions. Notre trésorier nous rappelle sans cesse que nous n'atteindrons pas le seuil de la rentabilité.

Les parents recherchent désespérément des services de garderie de qualité pour leurs enfants: ou bien il n'y en a pas, ou bien ils sont trop chers.

Nos puéricultrices sont préoccupées parce que leur salaire ne leur permet pas de faire face au coût élevé de la vie.

Un parent dont l'enfant nécessite des soins particuliers est frustré par l'absence de services sociaux appropriés et par les longues listes d'attente.

Notre garderie franchit rarement le seuil de rentabilité, et les pertes sont essuyées par l'Union des étudiants de McMaster. Les trésoriers n'aiment pas voir des pertes, et notre garderie est menacée de fermeture chaque année. Le faible nombre d'étudiants du 1^{er} cycle qui utilisent la garderie est l'arme utilisée contre nous. Lorsque l'on entend dire: «on va se débarrasser de la garderie», les parents-étudiants et les

[Texte]

Our parents' concern is evident in these quotes from letters written to the university newspaper. One mother states:

If it were not for the MSU Day Care Centre, I would not be here at McMaster. The day care is difficult to get and waiting lists are evident. I trust the MSU Day Care staff to provide top-notch care for my son and since the daycare is close to the university, I feel much more secure and confident leaving my son there.

For this MSU mother, the MSU Day Care is essential. I urge that the treasurer and others concerned about the deficit find a way to improve the financial situation. Please do not question the existence of the day care centre. It has been around for a long time for many, many special reasons.

• 1650

Another parent, a father, writes:

Early child care by trained professionals is here and now and is the future. A decision by the MSU to withdraw itself from such a positive social movement would be like saying we do not care about the future of our world; we are more interested in funding a new restaurant. It is true that the love and the caring provided by the teachers and the genuine enthusiasm and curiosity of the children of the MSU day care will never show up on a balance sheet. But if our society is ever going to change for the better, we must support these teachers and these children in any way we can.

Yet another parent comments:

I visit the day care centre every weekday, and I have only good things to say about what I see there. The day care staff are a great help during the orientation, and the first couple of weeks when my son started attending they provided emotional support to my son, my husband and I, who felt the transition difficult. My son's teacher, Debbie, is wonderful. She always seems to have a smile at the end of the day when I go to pick up my little boy. She tells me all the cute things my child does during the day, and it is the personal, caring attention like this that makes the time away from his parents much more bearable.

Other letters, such as this one written by a parent having to take her child out of the day care, really demonstrate the financial burden parents are feeling:

We sincerely regret that we are planning to take Charlie out of the day care program of the MSU. Having to pay for two methods of day care for both Charlie and baby Carl is just not financially possible at this time.

Our centre is full. We also have a waiting list, and it disturbs us to turn a child away. Grandmothers, if they are not themselves in outside-the-home activities, often cannot cope

[Traduction]

parents-travailleurs sont inquiets, et cette possibilité est une véritable menace pour les parents et leurs enfants.

Les soucis de nos parents sont bien illustrés par ces passages de lettres adressées au journal de l'université. Une mère écrit ce qui suit:

Si ce n'était de la garderie de l'UEM, je ne serais pas ici, à McMaster. Il est difficile de placer un enfant à la garderie, et les listes d'attente sont longues. Je suis assurée que le personnel de la garderie de l'UEM donne des services de première qualité à mon fils. Comme la garderie est située à proximité de l'université, c'est avec confiance que je peux y laisser mon enfant.

Pour cette mère-étudiante, la garderie de l'UEM est essentielle. J'exhorte le trésorier et les autres personnes préoccupées par le déficit à trouver une solution. On ne doit pas mettre en question l'existence de la garderie. Elle existe depuis longtemps et répond à de nombreuses attentes.

Un autre parent, un père, écrit ce qui suit:

La garde des jeunes enfants par des professionnels existe maintenant, et c'est la voie de l'avenir. Si l'UEM décidait de se retirer d'un tel mouvement social positif, cela signifierait que nous ne sommes pas intéressés par l'avenir du monde, mais que nous sommes davantage intéressés à financer un restaurant. C'est vrai qu'un bilan ne pourra jamais mesurer en termes comptables l'amour et l'attention donnés par les monitrices, ni l'enthousiasme et la curiosité des enfants de la garderie de l'UEM. Mais si notre société doit évoluer vers quelque chose de mieux, nous devons donner notre appui à ces monitrices et à ces enfants, et ce, de toutes les façons possibles.

Et un autre parent fait le commentaire suivant:

Je vais à la garderie chaque jour de la semaine, et je n'ai que des choses positives à dire au sujet de ce que j'y vois. Le personnel de la garderie a été d'un grand secours pendant la période d'insertion de mon fils, et les puéricultrices ont soutenu notre petite famille—mon fils, mon époux et moi-même, qui trouvais la transition difficile—au cours des premières semaines. Debbie, la monitrice de mon fils, est merveilleuse. Elle a toujours le sourire aux lèvres à la fin de la journée lorsque je vais chercher mon fils. Elle me dit toutes les choses adorables qu'il a faites au cours de la journée, et c'est cette attention personnelle et sincère qui permet à mon fils de mieux supporter l'éloignement de ses parents pendant la journée.

D'autres lettres, comme celle de ce parent qui a dû retirer son enfant de la garderie, démontrent réellement le fardeau financier que les parents doivent supporter:

Nous regrettons sincèrement de devoir retirer Charlie du programme de garderie de l'UEM. À l'heure actuelle, nous n'avons malheureusement pas les moyens de payer la garderie pour Charlie et pour notre nourrisson Carl.

Notre garderie fonctionne à pleine capacité. Nous avons également une liste d'attente et nous sommes peînés lorsque nous devons refuser un enfant. Les grands-mères ont souvent

[Text]

with a child over two. Baby-sitters also prefer the babies, not the pre-schooler. It is too much work. And the child's social demands are not easily met in the average home.

In the world of the two-parent working family and the increase in the number of single-parent families, our day care centre provides a supportive care of the extended family. Our day care is situated in an area where people develop through study their knowledge of the benefits needed for young children, and most fathers have an active role in their nurturing and care.

During a visit to the day care, one parent commented:

I never thought I would place my child in day care. I wanted to be with him, just our family. But my child is desperately lonesome for other children. There are none his age in our area and it is impossible for me to keep up with his social, physical, sensory and mental requirements.

• 1655

Women today represent 60% of the work force, and working women are here to stay. With this, come demands for better conditions for themselves and for their children. I have six daughters. Four are working mothers with children in early childhood education. We are a busy family, commented one of my grandchildren. These children are alert, active, caring Canadians, thanks to a supportive system of day care.

As teachers, we also suffer from financial concerns. Early childhood educators—like nurses, like teachers under the board of education—enjoy our work with people. Because we work with parents and children, we are aware and empathic to their needs in today's world. Early childhood educators marry, have children, buy houses, take on mortgages, and they still pay day care. We early childhood educators work, because we have a right to work. We enjoy our work, and we deserve compensation for our valuable contributions.

Our accommodation is old but adequate, and we share our facilities with other weekend groups, which necessitates us packing all our equipment into a corner every Friday night. Programs stop on Friday. The continuity of long-range plans is curtailed. A wigwam, an igloo, or a circus do not complement the church's plans for the World Day of Prayer or an Easter breakfast, and space does not permit this togetherness, no matter how co-operative and considerate we are of each other.

Teachers share an office with the church, and there are six teachers at work in this crowded environment to do reports,

[Translation]

de la difficulté à s'occuper d'un enfant de plus de deux ans, à moins qu'elles n'aient déjà des activités qui les appellent à l'extérieur. Les gardiennes d'enfants préfèrent garder des nourrissons, pas des enfants d'âge préscolaire. Cela demande trop de travail. En outre, le foyer moyen ne répond pas facilement aux demandes sociales de l'enfant.

Dans notre monde où les deux parents d'une même famille travaillent et où le nombre de familles monoparentales augmente, notre garderie offre les services d'une famille élargie. Notre garderie est située dans un secteur où les parents augmentent, par leurs études, leurs connaissances des besoins des jeunes enfants. La plupart des pères participent activement à l'éducation et à la garde des enfants.

À la suite d'une visite de la garderie, un parent a fait le commentaire suivant:

Jamais je n'aurais cru qu'un jour, je placerais mon enfant en garderie. Je voulais demeurer avec lui, au sein de notre famille. Mais mon enfant a désespérément besoin d'autres enfants. Dans notre quartier, il n'y a pas d'enfants de son âge, et je peux difficilement répondre à ses besoins sociaux, physiques, sensoriels et mentaux.

De nos jours, les femmes représentent plus de 60 p. 100 du marché du travail, et la réalité des femmes au travail n'est pas près de disparaître. Il s'ensuit qu'elles demandent de meilleures conditions pour elles-mêmes et leurs enfants. J'ai six filles. Quatre d'entre elles sont des mères qui ont un emploi et dont les enfants sont en puériculture. Comme l'a dit l'un de mes petits-enfants, nous sommes une famille occupée. Ces enfants sont vifs, actifs, ce sont des Canadiens pleins d'attention, grâce à un système approprié de garderie.

En tant que monitrices, nous avons des problèmes financiers. Les puéricultrices—tout comme les infirmières et les enseignants des commissions scolaires—apprécient notre travail. Comme nous travaillons avec les parents et les enfants, nous sommes conscientes de leurs besoins dans le monde moderne et nous y sommes ouvertes. Les puéricultrices se marient, achètent des maisons, contractent des hypothèques et paient elles aussi des frais de garderie. Nous, les puéricultrices, travaillons, car nous avons droit au travail. Nous aimons notre travail, et notre contribution valable mérite une juste compensation.

Nos locaux sont vieux, mais convenables, et nous les partageons avec d'autres groupes les fins de semaine, ce qui signifie que nous devons ranger tout notre matériel dans un coin chaque vendredi soir. Les programmes cessent chaque vendredi. La continuité des programmes à long terme est ainsi compromise. Une tente indienne, un igloo ou un cirque n'entrent pas dans les plans de l'église pour la journée mondiale de la prière ou pour un déjeuner de Pâques. L'espace disponible ne permet pas cette promiscuité, malgré tous les efforts de coopération et d'attention dont nous faisons preuve les uns envers les autres.

Les monitrices partagent un bureau avec l'église. Il y a six monitrices dans ce milieu réduit pour rédiger les rapports,

[Texte]

research programs, do billing, or comfort a parent over the phone or in the office. As teachers, we work eight hours daily, and any breaks are spent sitting on a stool in the kitchen, due to the lack of any type of staff rest area. These conditions, with the added threat of closure each year due to deficit, are very wearing of our nerves and productivity.

Our final concern regards special needs children. As an early childhood education centre, we are trained to recognize children with hearing, speech, and learning problems. This is very important, as early interaction is essential for effective treatment. Our centre alone has made six referrals to Chedoke Child and Family Centre, and the parents work closely with the early childhood educator and the doctor in charge of the child.

An autistic child benefits from the normal environment in our day care centre, but due to lack of funding, these spaces are few, and many special-needs children are not afforded the benefits of this type of program.

Recommendations:

1. We recommend universally affordable, non-profit, publicly-funded day care, so that all children, infants, toddlers, and pre-schoolers can be involved in this valuable learning experience, regardless of whether the parent works in or outside the home.

2. We recommend a substantial amount of money be put into day care to relieve the anxiety of a deficit budget. Organizations such as ours now absorb a deficit each year, due to the fact that our per diem requirements are much higher than the per diem allotted to us.

3. We recommend that a works program be initiated, so day cares can be built to specifications for the young child, thus employing many persons in the building trades.

• 1700

4. We recommend a central learning materials warehouse to employ carpenters to build and repair large and small equipment that would service a network of non-profit day care centres in Hamilton—Wentworth, with equipment delivery and pickup to each centre. This could employ our youth at a decent wage.

5. We recommend that this committee forward our concerns that teachers' salaries be raised to the level of the nursing profession who have comparable skills and training.

6. We endorse the recommendations of the task force's previous report number 29 that the Prime Minister appoint a Minister responsible for children.

Conclusion: Cuba, a poor developing country, spends money on day care and infant care, and while holidaying in this

[Traduction]

effectuer les programmes de recherche, établir la facturation, réconforter un parent au téléphone ou dans le bureau. Nous travaillons huit heures par jour, et toutes nos pauses café se passent sur un tabouret dans la cuisine, car nous n'avons aucune aire de repos. Ces conditions, jointes à la menace de fermeture chaque année à cause du déficit, taxent nos nerfs et notre productivité.

Enfin, nous nous occupons des enfants qui présentent des besoins spéciaux. Comme nous sommes un centre de puériculture, nous avons la formation requise pour déceler les enfants qui ont des problèmes d'audition, de langage et d'apprentissage. C'est un aspect important, car la détection précoce est essentielle à un bon traitement. Notre centre a référé à lui seul six cas au Centre Chedoke de l'enfant et de la famille, et les parents travaillent en étroite collaboration avec la puéricultrice et le médecin en charge de l'enfant.

Les enfants autistiques peuvent jouir d'un milieu normal dans notre garderie, mais en raison de nos moyens financiers réduits, nous avons peu de places pour ces enfants, et un grand nombre d'enfants qui ont des besoins spéciaux ne peuvent pas profiter d'un programme de ce genre.

Recommendations:

1. Nous recommandons la mise sur pied d'un réseau de garderies qui soit universel, sans but lucratif et subventionné par les gouvernements. De la sorte, les enfants, nourrissons, bébés et bambins d'âge préscolaire pourront tous profiter de cette expérience d'apprentissage valable, peu importe que les parents travaillent ou demeurent à la maison.

2. Nous recommandons que des sommes suffisantes soient allouées aux garderies afin d'atténuer l'anxiété des budgets déficitaires. Des organisations comme la nôtre doivent essayer un déficit chaque année, car nos frais quotidiens sont beaucoup plus élevés que nos tarifs quotidiens.

3. Nous recommandons qu'un programme de construction soit mis en oeuvre, de façon que les garderies soient construites selon les besoins des jeunes enfants, ce qui donnerait du travail à un grand nombre de personnes dans l'industrie de la construction.

4. Nous recommandons la mise sur pied d'un entrepôt central pour le matériel didactique, où des menuisiers pourraient construire et réparer le matériel de toutes dimensions qui serait utilisé par un réseau de garderies sans but lucratif dans la région de Hamilton-Wentworth. Le matériel serait livré et recueilli à chaque garderie. De la sorte, on pourrait employer nos jeunes à un salaire décent.

5. Nous recommandons que ce Comité transmette notre demande voulant que les salaires des puéricultrices soient augmentés au même niveau que ceux des infirmières qui ont une formation et des compétences comparables.

6. Nous endossons les recommandations publiées dans le rapport n° 29 du groupe de travail voulant que le premier ministre nomme un ministre responsable des enfants.

Conclusion: Cuba, un pays pauvre en voie de développement, affecte des fonds aux garderies et aux services de puériculture. En vacance dans ce pays, j'ai pu voir les excel-

[Text]

country I have seen excellent results of these centres and their lovely, bright, curious children.

Canada is a wealthy country and found money for day care centres during wartime so women could work in factories and offices to help the country.

Having worked in these excellent well-organized, well-staff centres, I was shocked at their lack of funds and closure when women were no longer needed in the work force.

I appeal to our Canadian leaders to again develop non-profit universally affordable day care so our children can enjoy a happy childhood and their parents can attend to their studies and work without fear for the safety and health of their children.

The Chairman: Thank you.

Ms Mitchell: Well, as a graduate of McMaster University 100 years ago, I would like to thank you for coming. And I must say, things have changed at good old "Mac". It is really great to know that there has been a day care centre for so long, even though I can appreciate very much the deficit funding problems. It is interesting that the day care centres have the same deficit problems that the federal government has.

I do not think I have any other comments. I think the case was put very strongly. I might just say that we have heard from on-site day care at a number of colleges, including Simon Fraser University and I think UBC in my province, and it has a very, very particular need.

I think there is a particular need for students, in addition to the general community. I think it is really nice also that students can spend more time with their kids when they are on campus and can be part of the day care program.

Ms Thomson: I wonder if I could introduce our Past President, Roger Batchelor. He would like to say a few words.

Mr. Roger Batchelor (Past President, McMaster Students' Union): The topic I picked is the discrimination in subsidy and the post-secondary education student.

First of all, I would like to thank you very much for allowing me this opportunity to speak because this is something that has been eating at me for some time now and I have not had a forum to be able to talk about it. I will keep this short.

I would like to give you two situations: Mother A and Mother B. Mother A is a single mother. She has just finished school for the summer; she is going back to school; she is a full-time university student; she has a child in day care who is on subsidy.

When exams are over, she finds out that she has not received a job yet and she will not receive subsidy because of that. Over

[Translation]

lents résultats de ces garderies, et leurs enfants sont adorables, gais et curieux.

Le Canada est un pays riche et a trouvé de l'argent lors du dernier conflit mondial pour que les femmes puissent participer à l'effort de guerre en travaillant dans les usines et les bureaux.

Ayant travaillé dans ces garderies très bien organisées et très bien pourvues en personnel, j'ai été indignée de leur fermeture et de la fin des subventions lorsque le travail des femmes n'a plus été requis.

J'en appelle à nos dirigeants canadiens afin qu'ils mettent de nouveau sur pied un réseau de garderies qui soit universel, abordable et sans but lucratif, pour que nos enfants aient une enfance heureuse et que leurs parents puissent étudier ou travailler sans crainte pour la sécurité et la santé de leurs enfants.

La présidente: Merci.

Mme Mitchell: En tant que diplômée de McMaster—il y a de cela très longtemps maintenant—je désire vous remercier d'être venus. Je dois bien avouer que les choses ont bien changé dans cette bonne vieille université. C'est avec joie que j'apprends qu'une garderie y fonctionne depuis si longtemps, et je suis bien consciente des problèmes causés par le manque de financement. Il est intéressant de noter que les garderies ont les mêmes problèmes de déficit que le gouvernement fédéral.

Je crois que je n'ai rien d'autre à ajouter. À mon avis, ce témoignage a été très clair. J'aimerais seulement indiquer que nous avons eu des témoignages de personnes travaillant dans des garderies situées dans les universités, dont l'Université Simon Fraser et, je pense, l'Université de Colombie-Britannique, dans ma province, et c'est un besoin très, très particulier.

Je crois que les étudiants ont des besoins particuliers, en plus de ceux de la société. Je crois également que c'est une très bonne chance que les parents-étudiants puissent passer plus de temps avec leurs enfants lorsqu'ils sont sur le campus et qu'ils puissent participer au programme de la garderie.

Mme Thomson: J'aimerais vous présenter notre ancien président, M. Batchelor. Il aimerait dire quelques mots.

M. Roger Batchelor (ancien président, Union des étudiants de McMaster): J'aimerais vous entretenir de la discrimination dans les subventions accordées aux étudiants du post-secondaire.

En premier lieu, j'aimerais vous remercier de l'occasion que vous m'offrez, car ce sujet me travaille depuis un certain temps déjà, et je n'ai pas encore eu l'occasion d'en parler en public. Je tenterai d'être bref.

J'aimerais d'abord comparer deux situations: la mère A et la mère B. La mère A est une mère seule. Elle vient de terminer l'école et désire poursuivre ses études. Elle étudie à plein temps à l'université, et son enfant a une place subventionnée à la garderie.

Lorsque les examens se terminent, elle s'aperçoit qu'elle n'a pas encore trouvé de travail et qu'elle ne recevra pas de subvention pour cette raison. Seulement 50 p. 100 des étu-

[Texte]

50% of the university students get confirmed summer jobs after school is actually out.

Mother A has the same need, the same eligibility, they both have the same income, except that Mother B has been working in the work force and she has been laid off. She receives vacation pay, probably paid benefits and she is eligible for one month's grace period in which she can find employment while her day care is being covered.

Mother A has only a short period of time to make money, i.e. four months before she has to go back to school, whereas Mother B has a grace period where she most likely has a longer time.

Now, I have to ask you if this is equality within the system that we are operating under right now.

Another case would be the situation where you have a married couple who are both going to school and receive no subsidy, even though their income combined is less than \$9,000 for the year.

Another couple where the wife is going to school and the husband may be working will receive full subsidy, most likely, whereas the university students will receive no subsidy. Actually, this situation is the situation that I was in two years ago. I was going to school full time in the evenings and taking care of my daughter during the day. I was working at a full-time job as well. And my wife was going to school full time during the day and taking care of my daughter in the evenings. Now, it was not until I got a job that we could afford to put my daughter into day care because we received a subsidy. We paid for the day care a few months after getting her into the centre, mainly because we were on a long waiting list and our turn had come up. We could not receive subsidy at that time but we put her in, because we knew that we probably would not be able to get our child into day care when we wanted to.

• 1705

Both students are not attending school at the same time because there is no subsidy. Students are not going back to school because of the deficits in the subsidy. So 90% of the time the wife stays home to breast-feed and take care of the child, or the wife stays home and usually loses out on the education because of financial constraints, etc. The wife never goes back to school.

From what I understand, the whole idea of day care is equality, and this is not meeting the mandate of what I feel day care was meant for.

These are just a couple of examples of the kind of inequalities that exist within the system that we have now. I believe the students are not asking for an extension of services, we are just asking for equal access to the existing services. After all, the McMaster Students' Union spends \$5,000 to \$8,000 a year on running our own day care centre, but many of our students

[Traduction]

dians ont un emploi d'été confirmé lorsque l'année universitaire prend fin.

La mère A a les mêmes besoins, répond aux mêmes critères d'admissibilité et a le même revenu que la mère B, à la différence que cette dernière était sur le marché du travail, mais a été mise à pied. Elle reçoit une prime de départ, elle a probablement contribué au régime d'avantages sociaux et elle est admissible à une période de grâce d'un mois durant laquelle elle peut chercher un emploi, car ses frais de garderie sont payés.

La mère A a peu de temps pour amasser de l'argent, c'est-à-dire qu'elle a seulement quatre mois avant de retourner aux études, tandis que la mère B profite d'une période de grâce pendant laquelle elle dispose de plus de temps.

Je vous demande maintenant si c'est là l'équité prévue par le système dans lequel nous fonctionnons actuellement?

Voici un autre cas: celui d'un couple marié. Les deux conjoints sont aux études et ils ne reçoivent aucune subvention, même si leur revenu total est inférieur à 9,000\$ par année.

Dans un autre couple, l'épouse est aux études et l'époux travaille. Ce couple recevra probablement le plein montant des subventions, alors que les étudiants universitaires ne recevront rien. En fait, c'est la situation dans laquelle je me trouvais il y a deux ans. J'étais aux études à plein temps le soir et je prenais soin de ma fille durant le jour. J'avais également un emploi à plein temps. Mon épouse était aux études à plein temps pendant le jour et s'occupait de ma fille le soir. C'est seulement lorsque j'ai eu un emploi que j'ai pu placer ma fille en garderie, parce que nous recevions une subvention. Nous avons payé les frais de garderie quelques mois après que ma fille eut commencé à fréquenter la garderie, parce que nous étions sur une longue liste d'attente, et notre tour était arrivé. Nous ne pouvions pas recevoir de subvention à ce moment-là, mais nous avons tout de même placé notre fille en garderie, car nous savions que nous ne pourrions probablement pas la placer plus tard quand nous le voudrions.

Les deux étudiant ne peuvent suivre leurs cours en même temps, parce qu'ils ne reçoivent pas de subvention. Les étudiants ne retournent pas à l'école en raison des subventions insuffisantes. Dans 90 p. 100 des cas, l'épouse demeure à la maison pour allaiter l'enfant et s'en occuper, ou bien elle demeure à la maison et prend du retard dans ses études en raison des contraintes financières, etc. L'épouse ne retourne jamais aux études.

D'après ce que je peux comprendre, le principe moteur derrière les garderies est celui de l'égalité. Malheureusement, ce mandat n'est pas rempli à l'heure actuelle.

Ce sont là quelques exemples seulement du genre d'inégalités qui existent dans notre système actuel. Je ne crois pas que les étudiants demandent un prolongement des services. Ils demandent seulement un accès égal aux services existants. Après tout, l'Union des étudiants de McMaster dépense de 5,000\$ à 8,000\$ par année pour le fonctionnement de notre

[Text]

cannot even have access to it because of the subsidy program that is on right now.

So my only recommendation is that you take a very close, microscopic look at the subsidy program now and start treating students as equals because, after all, they are the ones who are going to be supporting the economy in the future. Thank you very much.

The Chairman: Thank you. Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: Thank you, Madam Chairperson. Ms Thomson, who is harassing you and why do you think they are harassing you? You made that statement.

Ms Thomson: Every year—if you know the student union policy—they have a new administration. Every year the treasurer, of course—he does not want to have a deficit in his books. Roger can correct me, but I believe to have a deficit in their organization is a black mark. They do not want it.

Mr. Nicholson: It sounds as though they need a bit of an educative process with respect to child care. It is not a money-maker and it is not supposed to be a money-maker but—

Ms Thomson: It is not a money-maker but it is a loss, and they—

Mr. Nicholson: How about the support of the student union itself, the elected representatives? They must be fairly sympathetic. Are they?

Ms Thomson: They are very sympathetic and becoming more interested.

Mr. Batchelor: What you have is 10,000 students who pay \$42.50 to get services through a students' union.

Mr. Nicholson: Right.

Mr. Batchelor: And maybe two of those students—maybe eight of those students, maximum—are using the day care centre.

Mr. Nicholson: Oh, 8 out of 10,000?

Mr. Batchelor: That is right. My point is that because we cannot get access to the day care system, or very few students can get access to it, the ones who can . . . we are losing about \$1,000 per person on them. So the argument that comes up is the number of students who are actually using the centre does not equate the amount of money that we are losing on the centre when you compare it to other services.

Mr. Nicholson: How many students do you have?

Ms Thomson: In the day care centre we have 23 students, but that would be undergrad, grad, and this is the undergrad students' union They pay for it. They own it.

Mr. Nicholson: I see. Thank you very much.

The Chairman: Mr. Belsher, do you have a question?

Mr. Belsher: Yes. Is the staff of the university using the rest of the spaces? You said there were only about eight students?

[Translation]

garderie, mais bon nombre de nos étudiants ne peuvent pas y placer leurs enfants en raison de l'actuel programme de subventions.

J'ai une seule recommandation à faire, et c'est la suivante: examinez de très près le programme de subventions et commencez à traiter les étudiants sur un pied d'égalité, car, après tout, ce sont eux qui supporteront l'économie de demain. Merci beaucoup.

La présidente: Merci. monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Merci, madame la présidente. Madame Thomson, qui vous harcèle, et pourquoi vous harcèle-t-on, selon vous? Vous avez déclaré cela.

Mme Thomson: Chaque année, l'Union des étudiants—si vous connaissez ses politiques—a une nouvelle administration. Chaque année, le trésorier ne veut évidemment pas avoir de déficit dans ses livres. Roger peut me corriger, mais je crois qu'avoir un déficit est une tare. Ils n'en veulent pas.

M. Nicholson: Il me semble qu'ils ont besoin d'être renseignés au sujet des garderies. Les garderies ne sont pas des entreprises lucratives et elles ne sont pas censées en être . . .

Mme Thomson: Notre garderie ne fait pas d'argent, elle en perd, et ils . . .

M. Nicholson: Qu'en est-il de l'Union des étudiants, des représentants élus? Ils doivent tout de même être sympathiques à votre cause. Le sont-ils?

Mme Thomson: Il sont très compréhensifs et ils sont de plus en plus intéressés.

M. Batchelor: Le problème, c'est que les 10,000 étudiants paient chacun 42,50\$ pour obtenir des services de leur Union.

M. Nicholson: D'accord.

M. Batchelor: Et peut-être deux seulement de ces étudiants—peut-être huit au maximum—utilisent les services de la garderie.

M. Nicholson: Oh, huit sur 10,000?

M. Batchelor: C'est cela. Là où je veux en venir, c'est que les étudiants n'ont pas accès aux services de garderie; en fait, très peu d'entre eux y ont accès, et ceux qui y ont accès . . . Nous perdons environ 1,000\$ par personne. On fait donc valoir l'argument suivant: le nombre d'étudiants qui utilisent présentement la garderie ne correspond pas à l'argent que nous y perdons, si vous comparez ce service aux autres services.

M. Nicholson: Combien d'étudiants utilisent la garderie?

Mme Thomson: À la garderie, nous avons 23 étudiants, tous cycles compris. Mais l'Union des étudiants représente les étudiants du 1^{er} cycle. Ce sont eux qui paient. C'est à eux qu'appartient la garderie.

M. Nicholson: Je vois, merci.

La présidente: Monsieur Belsher, avez-vous une question?

M. Belsher: Oui. Est-ce le personnel de l'université qui utilise les places restantes? Vous avez dit qu'il y avait seulement huit étudiants environ.

[Texte]

Ms Thomson: No, I said there are 23 students in the day care.

Mr. Belsher: Yes, but did I not hear Roger saying that only eight of the university students are using the day care centre?

Ms Thomson: That was Roger's point, that only eight undergrad students are using the day care centre. But other people can use it.

Mr. Belsher: Right.

Ms Thomson: But if there are two undergrad students in the family, they cannot get subsidy in a day care system—two students are not allowed to go to school.

Mr. Belsher: Oh, I see.

Mr. Nicholson: So the other 15 are the children of graduate students, is that right?

Ms Thomson: They could be graduate students.

Mr. Belsher: Oh, I see. Okay.

Mr. Batchelor: They could be graduate students, part-time students, medical support staff, etc.

Mr. Belsher: Oh, I see.

Mr. Nicholson: So the graduate society is not chipping in anything. Is that what you are telling us?

Ms Thomson: They are very poor.

Mr. Nicholson: The undergraduates are paying for it all? Gee, I never used to like that when I was an undergrad, paying for their services. Thank you.

• 1710

The Chairman: Do you have a waiting list, Ms Thomson?

Ms Thomson: Yes.

The Chairman: About how many would be on the waiting list?

Ms Thomson: There are 15 or 20 at the moment.

The Chairman: Are they students?

Ms Thomson: This is a transition period. At the end of June we will bring in our new students. They are a mixture of both. There are students and people of the community.

The Chairman: Do you operate throughout the summer, not just through the school year?

Ms Thomson: Yes, we do.

The Chairman: Does McMaster University offer a course in early childhood education?

Ms Thomson: No.

[Traduction]

Mme Thomson: Non, j'ai dit que 23 étudiants utilisent les services de la garderie.

M. Belsher: Oui, mais Roger n'a-t-il pas dit que seulement huit étudiants de l'université utilisent la garderie?

Mme Thomson: Ce que Roger a dit, c'est que seulement huit étudiants du 1^{er} cycle utilisent la garderie. Mais d'autres personnes peuvent l'utiliser.

M. Belsher: D'accord.

Mme Thomson: Mais s'il y a deux étudiants du 1^{er} cycle dans une même famille, ils ne peuvent pas recevoir de subvention dans le cadre du système actuel de garde d'enfants—deux étudiants ne peuvent fréquenter l'université en même temps s'ils veulent obtenir une subvention.

M. Belsher: Ah, je vois.

M. Nicholson: Donc, les 15 autres sont les enfants d'étudiants des cycles supérieurs; est-ce cela?

Mme Thomson: Ce peut être des étudiants des cycles supérieurs.

M. Belsher: Ah, je vois. D'accord.

M. Batchelor: Les utilisateurs peuvent être des étudiants des cycles supérieurs, des étudiants à temps partiel, des employés de soutien des services médicaux, etc.

M. Belsher: Ah, je vois.

M. Nicholson: Donc, les étudiants des cycles supérieurs ne prennent pas toutes les places. C'est ce que vous nous dites?

Mme Thomson: Ils sont peu fortunés.

M. Nicholson: Les étudiants du 1^{er} cycle paient pour tout cela? Bien... je n'ai jamais aimé payer pour leurs services lorsque j'étais étudiant prédiplômé. Merci.

La présidente: Avez-vous une liste d'attente, madame Thomson?

Mme Thomson: Oui.

La présidente: Combien de noms environ avez-vous sur cette liste?

Mme Thomson: Il y en a 15 à 20 à l'heure actuelle.

La présidente: Est-ce que ce sont des étudiants?

Mme Thomson: Nous sommes dans une période de transition. À la fin de juin, nous ferons entrer nos nouveaux étudiants. Il y a un mélange des deux, des étudiants et des gens de la localité.

La présidente: Est-ce que c'est ouvert pendant l'été—pas seulement pendant l'année scolaire?

Mme Thomson: Oui.

La présidente: L'Université McMaster offre-t-elle un cours en éducation des petits?

Mme Thomson: Non.

[Text]

The Chairman: Are there any courses where the students of the university would help out within the day care centre?

Ms Thomson: Students work in the day care centre as volunteers.

The Chairman: It is not used as a lab for any of the courses at the university.

Ms Thomson: It is not used as a lab study course, no.

The Chairman: Thank you very much for your presentation.

Our next group is the North-West Communicare. We have Sandra Preston, Co-ordinator; Tracey Munroe, Mary Anne McDougall, and Mary Horner, who are parents; Sandy Yakins, and Roberta Furtenbacher, who are teachers; and Susan Pretula, a member of the staff.

Ms Sandra Preston (Co-ordinator, North-West Communicare): First of all, I would like to thank you for giving us this opportunity.

I have two comments to make to the members before I start. We do lean on the region. Their response given to us is that we have to lean on the federal government. It seems we have to lean on everybody.

The other comment is that if you think this is depressing to listen to, you should try living it.

North-West Communicare is a licensed, non-profit centre with 65 spaces for children from 18 months to 10 years. It is located in the North-west community of Hamilton. Approximately 80 of our spaces are filled by children who are subsidized by the region and the other 20% by children of fee-paying parents.

We are a parent-staff controlled day care, which means that we are run by a board made up of staff and parents. Our presentation will reflect this, with both staff and parents making short presentations. Our presentation is not the normal well-researched brief that you have been receiving for most of the day, but it is a reflection of our personal day-to-day experience.

I would like to let you hear from our parents.

Ms Mary Horner (Parent, North-West Communicare): Hello. I am here on behalf of myself and my son Jesse, who is five and is at the day care, and any other parent who is unable to attend. I would like to tell you of a few hardships a parent faces in finding quality care.

When we first came to Hamilton, we went through quite a number of baby-sitters who did not work out and did not provide good care for our son. We applied for day care, and we were devastated to find out that we did not qualify for subsidy though we had a very low income at that time. So we paid it ourselves.

[Translation]

La présidente: Y a-t-il des cours dans le cadre desquels les étudiants de l'université pourraient aider à la garderie?

Mme Thomson: Les étudiants travaillent à la garderie comme bénévoles.

La présidente: Ça ne sert pas de laboratoire pour un cours à l'université.

Mme Thomson: Ça ne sert pas de laboratoire pour un cours, non.

La présidente: Je vous remercie beaucoup de votre exposé.

Notre prochain groupe est le *North-West Communicare*. Nous avons Sandra Preston, qui est coordonnatrice; Tracy Munroe, Mary Anne McDougall et Mary Horner, qui sont parents; Sandy Yakins et Roberta Furtenbacher, qui sont enseignantes, Susan Pretula, qui fait aussi partie du personnel.

Mme Sandra Preston (coordonnatrice, North-West Communicare): J'aimerais tout d'abord vous remercier de nous avoir donné l'occasion de vous rencontrer.

J'aurais deux commentaires à faire avant de commencer. Nous faisons pression dans la région. Et la réponse que nous avons reçue, c'est que nous devons faire pression auprès du gouvernement fédéral. Il semble que nous devons faire pression auprès de tout le monde.

Mon autre commentaire est que, si vous croyez que c'est déprimant à écouter, vous devriez essayer de le vivre.

North-West Communicare est une garderie accréditée, sans but lucratif, qui compte 65 places pour des enfants de 18 mois à 10 ans. Elle est située dans le secteur nord-ouest de Hamilton. Environ 80 p. 100 de nos places sont occupées par des enfants subventionnés par la région et l'autre 20 p.100 par des enfants dont les parents paient.

La garderie est dirigée par les parents et le personnel, c'est-à-dire par un conseil d'administration composé de parents et de membre du personnel. Notre exposé d'aujourd'hui rend compte de cette situation, puisque vous entendrez tant des parents que des employées de la garderie faire de courts exposés. Nous ne vous présenterons pas le genre de mémoire bien étoffé que vous avez entendu pendant la plus grande partie de la journée; nous ferons plutôt une réflexion sur notre expérience quotidienne à nous.

J'aimerais maintenant vous laisser écouter les parents.

Mme Mary Horner (parent, North-West Communicare): Bonjour. Je suis ici en mon nom et celui de mon fils, Jesse, qui a cinq ans et qui est à la garderie, et en celui de tous les autres parents qui ne pouvaient pas se rendre ici. J'aimerais vous parler de quelques-unes des difficultés auxquelles se butent les parents lorsqu'ils essaient de trouver des services de garde de qualité.

Quand nous sommes arrivés à Hamilton, nous avons eu un certain nombre de gardiennes qui n'ont pas fait l'affaire et qui ne se sont pas bien occupées de notre fils. Nous avons demandé son admission en garderie et nous avons été foudroyés d'apprendre que nous n'avions pas droit aux subventions, même si nous n'avions à l'époque qu'un très faible revenu. Nous avons donc payé la garderie nous-mêmes.

[Texte]

As time passed, I sought out private home day care, which is through the social services and is . . . I guess you are familiar with how that works. We had our son there, and he was given very poor care. He was not washed or dressed, and he was fed a lot of candy. He was never taken outside, and he was not stimulated in any way at all.

We took him out of there. Since then I have had him at North-West Communicare, which I am really thankful exists because without them I do not know if we would have made it.

There are still a lot of problems with it. The day care itself is fantastic and they provide very good care for my child. However, while I was working, it was shiftwork and it required that I still had the out-of-pocket expense of finding a babysitter for week-ends and shift work in the evenings and early mornings. The day care is only open from 7 a.m. until 5.30 p.m., so I had quite a lot of hours to cover.

• 1715

When you are on subsidy you are only given 10 holiday days. If I wanted to see my son through the week, it required my taking one of the holiday days to see him. If I did so, then he did not get a summer vacation or he lost time at Christmas. It really outrages me that I could not be home with my child at Christmas time, unless of course I took vacation days again and paid for them if I had run out of paid days. As a subsidized parent, I would most likely not be able to afford to do this, so I spent a lot of time away from him.

I have since then returned to school. This means I am home more often, which is nice, but it also means I have an awful lot less income coming into my home. I am on family benefits and this year I am thankfully on OSAP, which has helped me out a little bit. So I am back again to the holiday days and not being able to pay for it and not being able to spend time with my son.

Another problem with the day care system comes up if you have a child who has a tendency to get sick on occasion. If the child is very ill, I think the parents would probably stay home, but there have been occasions when my son has been ill, when he does not require me to be with him but he is not capable of going to the day care, and there is just no way of getting anyone there to care for him. There is an emergency service available through social services, but every time I call them it is always something different, and it usually takes a couple of days to get organized. By that time, he is ready to go back and it just causes me a lot of stress and I try not to bother with it too much.

I think it would be nice if we had a choice to stay home or to work or go to school, but a lot of us do not. I guess one of the choices is to stay home, but then you are on welfare, which is not a very pleasing prospect. So I chose to go away, and I have

[Traduction]

Un peu plus tard, j'ai cherché une gardienne qui le garderait chez elle, par l'intermédiaire des services sociaux et . . . Je pense que vous savez bien comment ça fonctionne. Nous avons trouvé une gardienne, mais elle s'occupait très mal de notre fils. Elle ne le lavait pas, ne l'habillait pas et lui donnait beaucoup de bonbons. Elle ne l'amenait jamais à l'extérieur et ne s'occupait pas du tout de son développement.

Nous l'avons sorti de là. Depuis, il va au *North-West Communicare*, et je suis vraiment très heureuse que cette garderie existe, parce que, sans elle, je ne sais pas ce que nous aurions fait.

Mais il y a beaucoup de problèmes. La garderie même est fantastique, et on s'occupe très bien de mon enfant. Cependant, à l'époque où je travaillais, je travaillais à des heures irrégulières et je devais quand même déboursier de l'argent pour payer une gardienne la fin de semaine et quand je travaillais le soir et tôt le matin. La garderie n'est ouverte que de 7 heures le matin à 17h30 l'après-midi; j'avais donc beaucoup d'heures à payer.

Lorsque vous recevez des subventions, vous n'avez droit qu'à dix jours de congé. Si je voulais voir mon fils pendant la semaine, je devais prendre une de ces journées de congé pour le faire. Et si je le faisais, il n'avait pas de vacances d'été ou il avait moins de vacances à Noël. Je trouve vraiment scandaleux de ne pas pouvoir être à la maison avec mon fils à l'époque de Noël, à moins, évidemment, de prendre encore des jours de vacances et de payer s'il ne me reste plus de congés payés. Comme parent subventionné, je ne pouvais vraisemblablement pas me permettre de le faire et, par conséquent, je passais beaucoup de temps sans le voir.

Je suis maintenant retournée aux études. Ça signifie que je suis à la maison plus souvent, ce qui est bien, mais ça signifie également que mon revenu est beaucoup moins élevé qu'auparavant. Je reçois des prestations familiales et, cette année, heureusement, je reçois aussi quelque chose du Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario, ce qui m'a un peu aidée. Mais j'en suis encore aux jours de congé et je suis incapable de les payer, et je ne peux pas prendre du temps pour rester avec mon fils.

Il y a un autre problème, dans le cas des garderies, si votre enfant a tendance à être malade de temps à autre. Si l'enfant est très malade, je pense que les parents resteront probablement à la maison; mais il y a eu des moments où mon fils était malade, et il n'avait pas besoin que je reste avec lui, mais il ne pouvait pas aller à la garderie, et il n'était absolument pas possible que quelqu'un s'en occupe. Il existe un service d'urgence, aux services sociaux, mais chaque fois que j'appelle, c'est toujours quelque chose de différent et ça prend habituellement quelques jours pour s'organiser. À ce moment-là, mon fils est prêt à retourner à la garderie, et ça me cause seulement beaucoup de stress, et j'essaie de ne pas trop m'en préoccuper.

Je pense qu'il serait bien que nous ayons le choix de rester à la maison ou d'aller travailler ou d'étudier, mais plusieurs d'entre nous n'ont pas le choix. Je suppose que nous avons le choix de rester à la maison, mais alors, nous devons vivre de

[Text]

to be away from him. I just think it would be nice to have a few more services available and something which is not quite as binding financially, because most of us who are subsidized are of lower incomes and it makes things really difficult; and we do not need any more stress on our family life.

I think if we could find some way of supporting the system a little bit it would enhance family relationships and these families' relationships within society, and we might not see quite as many stressful home lives and problems with children and families and parents.

I think it is time we set the children as the priority. The children are our future, so we should really make sure we are providing for them. I think the starting base is the home and then the day care, because we have a lot of working parents now and I think we need the day care system. Thank you.

Ms Tracey Munroe (Parent, North-West Communicare): I am speaking on behalf of myself and my son who is at the day care, and of course other parents who cannot be here.

I had written one very long extensive letter in very intricate detail about my day care-finding experience, but I am not going to go into that so concisely.

Day care is important to me because I am working full-time, acting out my daily role, contributing to the community at large and developing my skills and talents to become a more useful and more rewarding member of the community and a conscientious, responsible parent.

While I am performing my daily tasks, my son needs to explore his potential and develop his personhood. The day care facility is at present the best available tool to provide him with the greatest scope of development, preparing him for his responsibility and experience of his next stage of development, which is school, as well as his role within the community at large.

The present tools available for our children's development are in need of better conscientious maintenance and adjustment. Day care workers are grossly underpaid in relation to their responsibility, time, energy and skills. As well, the facilities to efficiently operate a day care are continually economized. The objective is to best prepare our young people of today to lead and/or contribute the greatest possible abilities into the community of tomorrow.

Mr. Mike Cunliffe (North-West Communicare): On behalf of my wife and my son, I have been asked to speak today.

My wife and I are very lucky in that we both have jobs, but we are unfortunate in that we fall into the middle ground

[Translation]

l'assistance sociale, ce qui n'est pas une perspective très intéressante. Donc, j'ai choisi d'aller à l'extérieur, et je dois être loin de lui. Je pense simplement qu'il serait bon d'avoir un peu plus de services, et quelque chose qui ne soit pas aussi lourd sur le plan financier, parce que la plupart d'entre nous qui sont subventionnés ont un faible revenu, et ça rend les choses vraiment difficiles. Et nous n'avons pas besoin de plus de tensions dans notre vie familiale.

Je pense que si nous pouvions trouver un moyen de soutenir un peu le système, nous pourrions améliorer les relations familiales et les relations entre les familles dans la société, et nous ne verrions pas autant de tensions dans les foyers et de problèmes avec les enfants et les familles et les parents.

Je pense qu'il est temps que les enfants aient la priorité. Les enfants sont notre avenir, et nous devrions vraiment nous assurer que nous subvenons à leurs besoins. Je pense que le point de départ est à la maison et ensuite à la garderie, parce qu'il y a beaucoup de parents qui travaillent à l'extérieur maintenant et que nous avons besoin d'un réseau de services de garde. Merci.

Mme Tracey Munroe (parent, North-West Communicare): Je parle en mon nom et en celui de mon fils qui est à la garderie, et bien sûr au nom de tous les autres parents qui ne peuvent pas être ici.

J'avais écrit une très longue lettre, très compliquée, donnant tous les détails de ce que j'ai dû faire pour trouver des services de garde, mais je ne vais pas aborder cette question-là en si peu de temps.

Les services de garde sont importants pour moi parce que je travaille à plein temps, que je joue mon rôle quotidien, que je contribue à l'ensemble de la société et que je fais fructifier mes talents et mes compétences pour devenir une citoyenne plus utile et plus valable et un parent consciencieux et responsable.

Pendant que j'accomplis mes tâches quotidiennes, mon fils a besoin d'explorer ses possibilités et de se développer comme personne. C'est la garderie qui, à l'heure actuelle, lui offre les meilleurs moyens de se développer et de se préparer en vue de ses responsabilités et de son expérience à la prochaine étape de son développement, qui est l'école, de même qu'à son rôle dans l'ensemble de la collectivité.

Les outils qui permettent actuellement à nos enfants de se développer ont besoin d'être maintenus et adaptés de manière plus consciencieuse. Le personnel des garderies est nettement sous-payé, compte tenu de ses responsabilités, de ses compétences et du temps et de l'énergie qu'il consacre à son travail. De même, les ressources nécessaires au fonctionnement efficace d'une garderie sont constamment économisées. Nous devons avoir pour objectif de préparer le mieux possible nos jeunes à jouer leur rôle ou à contribuer ce qu'ils ont de mieux dans la société de demain.

M. Mike Cunliffe (North-West Communicare): J'ai été invité à parler aujourd'hui au nom de mon épouse et de mon fils.

Mon épouse et moi sommes très chanceux, en ce sens que nous avons tous deux un emploi, mais nous sommes malchan-

[Texte]

where subsidy has no effect. We are not so well-off we can just toss away the \$111 a week it is costing us to keep our son in the day care and we also make too much to allow us to be subsidized. The \$6,000 a year it takes out of our pockets is a big chunk, because although we are do make too much to be subsidized, it is not by that much.

• 1720

A government that can see fit to spend money on defence, that can unselfishly donate millions of dollars to the hungry in other countries, can certainly unselfishly donate millions of dollars to fund day care in Canada. Thank you.

The Chairman: Thank you, Mike. Mrs. Mitchell, do you have any questions?

Ms Mitchell: Maybe I will let my friends go first. I have my head into something else here.

The Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: Mike, do I understand that \$22 a day is what you are paying now for your day care?

Mr. Cunliffe: Yes, that is what it breaks down to, yes. We pay \$111 a week. It is a lot of money.

Mr. Belsher: Yes. That is one of the larger per diems I think we have heard. I think \$16 to \$17 has been the norm.

Mr. Cunliffe: It is not that I begrudge the money, because the teachers and staff at Northwest Communicare are excellent. If we could even get a break on the income tax, where we could declare the full \$6,000 instead of just \$2,000, then I would be in a position where I could say fine, it is okay because it is giving me a break on my funding, but we are not even getting that.

Mr. Belsher: No, because you can only claim it now against your spouse's—

Mr. Cunliffe: That is right.

Mr. Belsher: —income tax and any portion of it cannot even be claimed against yours.

Mr. Cunliffe: We only have the one son right now; if we had another whom we had to put in day care, it just would not be worthwhile for Mary Anne to work, because the chunk that it would take out of the wages she is making right now just would not be worth it.

Mr. Belsher: Yes. Okay, thank you.

The Chairman: Mike, if you were able to claim the full cost of day care, would that satisfy your particular situation of a working family?

Mr. Cunliffe: Under the present circumstances, yes. But we are the lucky ones. I think Sandy said there were 80%

[Traduction]

ceux, en ce sens que nous faisons partie de la catégorie des gens à revenu moyen pour lesquels les subventions n'ont aucun effet. Nous ne sommes pas riches au point d'avoir les moyens de jeter par les fenêtres les 111 dollars par semaine qu'il nous en coûte pour faire garder notre fils à la garderie, mais nous gagnons trop d'argent pour avoir droit aux subventions. Les 6,000 dollars par année que nous devons déboursier sont un gros morceau, parce que même si nous gagnons trop d'argent pour être subventionnés, nous ne gagnons pas tant que ça.

Un gouvernement qui juge convenable de dépenser de l'argent pour la défense, qui peut généreusement donner des millions de dollars pour ceux qui ont faim dans d'autres pays, peut certainement donner généreusement des millions de dollars pour subventionner les services de garde au Canada. Merci.

La présidente: Merci, Mike. Madame Mitchell, avez-vous des questions?

Mme Mitchell: Je crois que je vais d'abord laisser la parole à mes amis. J'ai la tête ailleurs pour le moment.

La présidente: Monsieur Belsher.

M. Belsher: Mike, si je comprends bien, vous payez 22\$ par jour pour la garderie?

M. Cunliffe: Oui, ça revient à ça. Nous payons 111\$ par semaine. C'est beaucoup d'argent.

M. Belsher: Oui, c'est un des taux les plus élevés par jour dont nous ayons entendu parler. Je pense qu'en général, c'est 16\$ ou 17\$.

M. Cunliffe: Ce n'est pas que je refuse de payer, parce que les enseignants et le personnel au Northwest Communicare sont excellents. Mais si nous pouvions obtenir un dégrèvement d'impôt, si nous pouvions déclarer le plein montant de 6,000\$ au lieu de seulement 2,000\$, alors, je serais en mesure de dire: ça va, d'accord, parce que ça me rembourse d'une certaine façon, mais nous n'avons même pas droit à ça.

M. Belsher: Non, parce que vous pouvez seulement le déclarer maintenant sur la déclaration d'impôt de votre épouse...

M. Cunliffe: C'est exact.

M. Belsher: ... et vous ne pouvez même pas en déclarer une partie sur la vôtre.

M. Cunliffe: Nous avons seulement un fils maintenant. Si nous avions un autre enfant et que nous devions le confier à une garderie, ça ne vaudrait pas la peine que Mary Anne travaille, parce que l'argent que ça enlèverait du salaire qu'elle gagne ne vaudrait tout simplement pas la peine.

M. Belsher: Oui, d'accord. Merci.

La présidente: Mike, si vous pouviez déclarer le plein montant que vous payez en frais de garde, est-ce que ça vous conviendrait dans votre situation à vous, celle où les deux parents travaillent?

M. Cunliffe: Dans les circonstances actuelles, oui. Mais nous sommes parmi les chanceux. Je pense que Sandy a dit qu'il y

[Text]

subsidized at the day care and 20% not; we fall into the 20%. But, again, I do not know the financial situation of those people who are not being subsidized.

The Chairman: Yes. But is that one avenue that you think, as a government, we should look at, increasing the day care allowance as far as a working family is concerned, rather than limiting it at the \$2,000?

Mr. Cunliffe: I think if you set any kind of parameters, there is always going to be someone who is outside those parameters. We happen to be outside them right now; full funding would take care of that.

The Chairman: When you say full funding, are you saying the government should fully fund the day care and you should pay nothing, or that there should still be some user fee in there?

Mr. Cunliffe: Yes, if they are not willing to compromise to give me a break in my situation on the income tax thing, yes, I feel that they should pay everything and I should pay nothing. As I say, I am not begrudging the money that I do pay out right now, it is what happens to it.

The Chairman: Yes. I realize that, we are just trying to explore different methods we have for funding different types of day care situations and so on.

Mr. Cunliffe: You see, one of the other things that came up just recently was that, as parents, we were asked if we would come to a painting and wallpapering party at the day care. I think the federal government should, unquestioningly, say that if painting and wallpapering is needed, fine, consider it done; do not go to the parents. My own house needs painting and wallpapering.

The Chairman: So does mine.

Ms Preston: I think one of the questions you asked earlier was where does the \$22, or the high per diems that Toronto gets, go? It goes to staff wages. The higher a per diem you have, the higher staff wages you have, and we are one of the better-paid centres in Hamilton.

The Chairman: What would your average wage be, Sandra?

Ms Preston: We have a starting wage of \$14,000 per year. That is—

The Chairman: Oh, for a minute I thought you meant \$14 an hour.

Ms Preston: No. Are you kidding? No, I am sorry, \$14,000 a year. That is a good wage as far as day care goes, and that is terrible.

The Chairman: Fine, thank you, Sandra.

[Translation]

en avait 80 P. 100 à la garderie qui étaient subventionnés et 20 P. 100 qui ne l'étaient pas. Nous faisons partie de ces 20 P. 100. Mais, encore une fois, je ne connais pas la situation financière des autres gens qui ne sont pas subventionnés.

La présidente: D'accord. Mais est-ce, d'après vous, une possibilité que, comme gouvernement, nous devrions explorer, à savoir augmenter l'allocation pour frais de garde pour les familles où les deux parents travaillent, plutôt que la limiter à 2,000\$?

M. Cunliffe: Je pense que, quels que soient les paramètres, il y aura toujours des gens à l'extérieur des paramètres. Il se trouve que nous sommes à l'extérieur maintenant. Le financement intégral réglerait le problème.

La présidente: Quand vous parlez de financement intégral, est-ce que vous proposez que le gouvernement subventionne entièrement les services de garde et que vous n'ayez rien à payer, ou devrait-il y avoir certains frais à la charge de l'utilisateur.

M. Cunliffe: Oui, s'ils ne sont pas prêts à faire un compromis et à me donner une chance avec ma déclaration d'impôt, oui, je pense qu'ils devraient tout payer et que je ne devrais rien payer. Comme je l'ai dit, je ne refuse pas de payer ce que je paie maintenant, c'est ce qu'on fait de cet argent . . .

La présidente: D'accord, Je me rends compte . . . Nous essayons seulement d'explorer différentes méthodes de financement qui s'offrent à nous, selon les différentes situations, et ainsi de suite.

M. Cunliffe: Voyez-vous, une autre chose qui s'est produite tout récemment, c'est que, comme parents, on nous a demandé s'il nous était possible de venir peindre et poser du papier peint à la garderie. Je pense que le gouvernement fédéral devrait, sans poser de conditions, dire: si vous avez besoin de peinture et de papier peint, d'accord, nous allons payer, n'allez pas voir les parents. Ma propre maison a besoin de peinture et de papier peint.

La présidente: La mienne aussi.

Mme Preston: Je pense qu'une des questions que vous avez posées était: où vont les 22\$, ou les taux plus élevés qu'on paie à Toronto? Ils vont en salaires. Plus le tarif par jour est élevé et plus le salaire du personnel est élevé, et nous sommes l'une des garderies les mieux payées de Hamilton.

La présidente: Quel est votre salaire moyen, Sandra?

Mme Preston: Le salaire de débutant est de 14,000\$ par année, c'est-à-dire . . .

La présidente: Oh, pour une seconde, je croyais que vous alliez dire 14\$ l'heure.

Mme Preston: Non. Vous n'êtes pas sérieuse? Non, je suis désolée, 14,000\$ par année. C'est un bon salaire pour une garderie, et c'est terrible.

La présidente: Bien. Merci, Sandra.

[Texte]

[Traduction]

• 1725

Ms Sandy Makins (Teacher, North-west Communicare): The wages in the day care field are not equal, or even close to equal, to occupations with comparable educational requirements. To obtain a diploma in early childhood education requires two years of community college. Bearing in mind the education training and responsibility involved in the job, the pay for day care workers is grossly inadequate, and I think this directly affects the quality of care given to the children.

Ms Roberta Furtenbacher (Teacher, North-west Communicare): I have worked at North-west for two years. The last two years I have worked I have come to the conclusion that minimum standards, as set out in the Day Nurseries Act, are not adequate for the children. They do not provide quality day care for the children. The minimum standards we are working under do not, I think, meet the children's needs.

In order for myself as a staff member to meet these minimum requirements, I am asked and I am in the position that I need to work overtime. All the staff can vouch for that. We find it necessary to work on our lunch hours, on breaks. There are things we cannot do when the children are with us. We cannot put away beds the children sleep on with the children in the room; it is a danger to the children. We cannot program with the children around. We need time to sit down and program. We cannot clean, and we cannot gather materials for the children. We find that we go out after work and buy materials that are needed for the program. We also work on weekends and in the evening. As Sandy said, we have a staff-parent board. We meet on the board once a month. That is one of the other extra things we are doing. And all of this is without any pay. We, as a staff, have found it necessary to assume the cost of meeting the minimum requirements. We do that in settling for lower wages so that the left over money goes into the program, into paying for children's spaces.

As I mentioned, the staff work overtime in the evenings raising money for materials that the children need. Last year we had a fund-raising event so we could provide the things the children need in the day care. And when I look at that and think that we are under the Day Nurseries Act and the things we are supposed to be providing and we do not have the money to provide, and that the staff take their personal time, their personal wages to provide those things for our children, there is something wrong.

Personally, from working for the last two years in day care, I have found frustration because I cannot provide optimum day care for the children. I cannot give them quality day care under the standards that I am working. When I am in a

Mme Sandy Makins (enseignante, Northwest Communicare): Les salaires dans le domaine des services de garde n'équivalent pas, et ne sont même pas près d'équivaloir, à ceux des professions où les exigences de scolarité sont comparables. Pour obtenir un diplôme en éducation des petits, il faut deux ans d'études dans un collège communautaire. Si on tient compte de la formation et des responsabilités qu'exigent ce travail, le salaire du personnel de garde est tout à fait insuffisant, et je pense que cela a une incidence directe sur la qualité des soins donnés aux enfants.

Mme Roberta Furtenbacher (enseignante, Northwest Communicare): J'ai travaillé à Northwest pendant deux ans. Et ces deux dernières années, j'en suis arrivée à la conclusion que les normes minimales, énoncées dans la Loi sur les garderies, ne sont pas suffisantes pour les enfants. Elles n'assurent pas aux enfants des services de garde de qualité. Les normes minimales qui nous régissent ne répondent pas, je pense, aux besoins des enfants.

Comme membre du personnel, si je veux répondre à ces normes minimales, il faut que je fasse du travail supplémentaire. Tout le personnel pourra vous le dire. D'après nous, il est nécessaire de travailler à l'heure du lunch, et pendant les pauses. Il y a des choses que nous ne pouvons pas faire quand les enfants sont avec nous. Nous ne pouvons pas ranger les lits sur lesquels les enfants couchent quand les enfants sont dans la pièce; c'est trop dangereux. Nous ne pouvons pas préparer le programme quand les enfants sont là. Nous avons besoin de temps pour nous asseoir, nous arrêter, pour préparer le programme. Nous ne pouvons pas nettoyer et nous ne pouvons pas rassembler le matériel pour les enfants. Et nous finissons par sortir le soir pour acheter le matériel dont on a besoin pour le programme. Nous travaillons aussi la fin de semaine et le soir. Comme Sandy l'a dit, ce sont les membres du personnel et les parents qui forment le conseil d'administration. Le conseil se réunit une fois par mois. C'est une des autres choses supplémentaires que nous faisons. Et tout ça sans salaire. C'est nous, le personnel, qui avons jugé nécessaire d'en assumer les frais, pour répondre aux exigences minimales. Nous le faisons en acceptant un salaires moins élevé, de façon à ce que l'argent qui reste puisse servir au programme, et à payer les places pour les enfants.

Comme je l'ai mentionné, le personnel travaille aussi le soir pour recueillir des fonds pour acheter le matériel dont les enfants ont besoin. L'année dernière, nous avons organisé une campagne de financement afin d'être en mesure de fournir aux enfants ce dont ils ont besoin à la garderie. Et quand je pense à tout ça et à la Loi sur les garderies, et aux choses que nous sommes censées faire et que nous n'avons pas l'argent pour payer, quand je pense que les travailleuses et travailleurs de garderie prennent du temps sur le leur et prennent une partie de leur salaire pour payer ces choses-là aux enfants, je me dis que quelque chose ne va pas.

Pour ma part, ayant travaillé depuis deux ans en garderie, je trouve désespérant de ne pas pouvoir donner aux enfants les meilleurs soins possibles. Je ne peux pas bien m'occuper d'eux à cause des normes minimales qui régissent mon travail. À

[Text]

situation with minimum standards, where I am responsible for eight children, if two children are having a hard time, another child who perhaps wants to show me a picture they have done that they are proud of, I do not have the time to spend with that child because I am breaking up a fight, or for whatever reasons I am called somewhere else.

I think that the children we are putting our time and money into now, the amount we put into their development when they are young is going to show when you are in senior citizen homes and they are making our decisions. If we look at those children as they have grown up and are angry or upset because of the decisions they made, or because of the way our society is going, who do we have to blame? Do we blame the children, or do we blame ourselves?

That is basically what I wanted to say.

Ms Susan Pretula (Staff, Cook, North-west Communicare): I guess a twist to staff representation is that I am not a teacher at the day care, I am the cook, and I am also a user of the day care system.

• 1730

Just a little history. When my son was 12 weeks old, I returned to the work force and at that time there was no infant care available in a licensed centre that would be accessible to myself and my husband. Even if there had been a space, the costs were so exorbitant that I would have grossed, not netted, \$8 daily after paying for my day care fees. So obviously this automatically denied me the choice of day care for my infant. So instead of seeking a private baby-sitting arrangement, which we felt would not provide us with the kind of child care we wanted or would leave us with little or no control in his care, we instead opted to rely on the generosity of our own parents. Do not get me wrong, these arrangements were not exactly satisfactory either, but we were not in any situation where we felt we could say too much as we were desperate for the child care.

I also point out that we were fortunate to have extended family that would provide us with the child care. The majority of people do not have this available to them.

Our child care problem was, however, solved when at the age of 18 months old my son became a toddler and was now eligible to be enrolled at the day care where I worked. Because of the avant-garde policy that North-west Communicare had previously implemented, my son's day care fees would be free. The day care had recognized that this benefit would top up an already poor salary for the workers and understood the importance of children and parents wanting to be close together during early formative years.

However, other people I know, who work and believe in day care, just cannot afford to send their children to day care. Realistically, I have yet to meet anyone else, besides my co-workers, who has been 100% subsidized by the centre in which

[Translation]

cause de ces normes minimales, j'ai la charge de huit enfants, et si deux enfants ont des problèmes entre eux et qu'un autre enfant veut me montrer un dessin qu'il a fait et dont il est fier, je n'ai pas le temps de m'en occuper parce que je suis en train de régler une querelle, ou pour n'importe quelle autre raison qui m'appelle ailleurs.

Je pense que le temps et l'argent que nous consacrons aux enfants maintenant, les sommes que nous consacrons à leur développement quand ils sont jeunes, nous en verrons les résultats quand nous serons dans les foyers pour personnes âgées et que ce seront eux qui prendront les décisions. Quand ces enfants auront grandi, si nous sommes furieux ou bouleversés à cause des décisions qu'ils auront prises, ou à cause de ce qui se passera dans notre société, qui devons-nous blâmer? Devrons-nous blâmer les enfants, ou nous blâmer nous-mêmes?

C'est, en gros, ce que j'avais à dire.

Mme Susan Pretula (cuisinière, Northwest Communicare): Je pense que je suis un peu à part parmi le personnel, puisque je ne suis pas enseignante à la garderie, mais cuisinière, et que je suis aussi une utilisatrice des services de garde.

Je vais revenir un peu en arrière. Quand mon fils avait douze semaines, je suis retournée sur le marché du travail et, à l'époque, il n'y avait aucune place pour les tout petits dans une garderie qui soit accessible pour moi et mon mari. Même s'il y avait eu de la place, les coûts étaient si exorbitants que j'aurais perdu, et non gagné, 8\$ par jour après avoir payé mes frais de garde. Évidemment, ça m'a automatiquement empêchée de choisir une garderie pour mon enfant. Et plutôt que de chercher une gardienne à domicile, ce qui, d'après nous, n'assurerait pas à notre enfant le genre de soins que nous voulions et nous empêcherait de dire quoi que ce soit sur la façon dont il serait traité, nous avons décidé de compter sur la générosité de nos parents. Comprenez-moi bien: ces arrangements n'étaient pas tout à fait satisfaisants non plus, mais nous n'avions pas grand-chose à dire, puisque nous avions désespérément besoin de services de garde.

J'aimerais aussi souligner que nous avions la chance d'avoir une grande famille qui pouvait garder notre enfant. La majorité des gens n'ont pas cette chance.

Notre problème de garde a toutefois été réglé lorsque, à 18 mois, notre fils a commencé à marcher et qu'il est devenu admissible à la garderie où je travaille. À cause de la politique avant-gardiste que *Northwest Communicare* avait adoptée, mon fils pouvait fréquenter la garderie gratuitement. La garderie avait reconnu que ce service compenserait un peu le déjà maigre salaire du personnel et compris qu'il était important que les enfants et les parents puissent être ensemble, s'ils le voulaient, pendant ces premières années de formation.

Je connais cependant d'autres parents, qui travaillent et qui croient aux garderies, qui n'ont tout simplement pas les moyens d'envoyer leurs enfants dans une garderie. Pour parler franchement, je n'ai encore rencontré personne, à part mes collègues de travail, qui soit subventionné à 100 p. 100 par le

[Texte]

they work. We have, I suppose, for all intents and purposes workplace day care.

Now that my son is in kindergarten, the problem concerning his day care has once again surfaced. There is not a suitable program for school-aged children available in the neighborhood where we live, close to the school that he now attends. His school is 10 miles from the day care centre where he goes in the morning and, short of becoming a latchkey child or settling for a private arrangement which I feel virtually strips me of any input into the kind of care he receives, we are forced to taxi him across the city at lunch time everyday to his afternoon kindergarten class. This shuffling adds a lot of stress to him and to myself, as sometimes he gets to school too early with the taxi and he is left unsupervised at the school yard, or the taxi for most of the time does not show up at all and I have to leave my job, pay a supply staff, and then rush across the city to drive him to school.

Ironically, this costs more than if there was suitable licensed day care lunch- and after-school program in the neighborhood where I live. I could deduct those expenses on my income tax, but I am not allowed to deduct the expenses for the transportation. Because of my beliefs in the day care and its positive influence on my child, not to mention my mental health knowing that he is well cared for, I opt for the inconvenience and the expense.

In the fall another problem will surface because he will be going to school all day. We have to make the decision whether to pull him out of his neighborhood school, where he is thriving and doing well and where he has established friends, and transfer him to a school close to the neighbourhood of the day care where I work which has an implemented school-age program.

The other problem which is common to a lot of users of day care is the hours that are available to them. In my own situation I would need a centre that was open before the standard 7 or 7.30 a.m. opening.

Putting my own personal situation aside, I would like to illustrate briefly some of the problems I face daily in the centre as the cook. As well as being one of the two cooks, my presence also allows the centre to have some flexibility in having some very needed extra support staff. For example if there are two qualified ECE teachers in the gymnasium with 10 toddlers, which meets the proper ratio of 1:5, and one of them unfortunately has to go to the bathroom, I am available to relieve that staff. Day care centres do not have the luxury of having extra staff to relieve for the important things like washroom, break relief, programming for the children—which is essential because of the DNA regulations—and all the other things that need to be done but do not get done, as your day is spent with the children.

This is such a contradiction for me. You have to maintain proper staff child ratios and think of the childrens well-being and safety; yet the same people who are licensing have to

[Traduction]

centre où il travaille. Nous avons, je suppose, en pratique, une garderie en milieu de travail.

Maintenant que mon fils est à la maternelle, notre problème de garde a refait surface. Il n'existe aucun programme convenable de garde parascolaire dans le quartier où nous vivons, près de l'école qu'il fréquente. Son école est à dix milles de la garderie où il va le matin et, à moins de le laisser seul ou de nous résoudre à un arrangement avec une gardienne, qui me priverait d'à peu près tout droit de regard sur les soins qu'il reçoit, nous sommes forcés de lui faire traverser la ville en taxi à l'heure du lunch chaque jour pour aller à la maternelle l'après-midi. Tous ces dérangements causent beaucoup de stress, pour lui comme pour moi, puisque parfois, il arrive à l'école trop tôt en taxi, et il reste seul dans la cour—ou encore, la plupart du temps, le taxi ne se présente même pas, et je dois quitter mon travail, payer une remplaçante et courir à travers la ville pour le conduire à l'école.

Ironiquement, tout cela me coûte plus cher que s'il y avait, dans le quartier où j'habite, des garderies accréditées qui offraient des services de garde à l'heure du lunch et après les heures de classe. Je pourrais déduire ces dépenses de mon impôt sur le revenu, mais je n'ai pas le droit de déduire les frais de transport. Parce que je fais confiance aux garderies et que je crois qu'elles ont une influence positive sur mon enfant, sans parler de ma santé mentale—puisque je sais qu'on s'occupe bien de lui—je choisis ces inconvénients et ces dépenses.

À l'automne, nous aurons un autre problème, puisqu'il sera à l'école toute la journée. Nous devons peut-être décider de le retirer de l'école du quartier, où il réussit bien et où il a de bons amis, et l'envoyer à une école plus proche de la garderie où je travaille, qui offre un programme pour les enfants d'âge scolaire.

L'autre problème, qui est courant pour les usagers des garderies, se sont les heures d'ouverture. J'aurais pour ma part besoin d'une garderie qui soit ouverte avant l'heure habituelle de 7 heures ou 7h30, le matin.

Je vais mettre de côté mes problèmes personnels pour vous parler brièvement de certains des problèmes que je vois tous les jours, à la garderie, comme cuisinière. Comme nous sommes deux à travailler à la cuisine, ma présence permet à la garderie d'avoir une certaine souplesse, d'avoir un peu plus du personnel de soutien supplémentaire dont elle a tellement besoin. Par exemple, s'il y a, au gymnase, deux enseignantes qualifiées avec dix enfants, ce qui répond à la norme de 1:5, et que l'une d'elles a malheureusement besoin d'aller à la toilette, je suis là pour la remplacer. Les garderies ne peuvent pas se payer le luxe d'embaucher du personnel supplémentaire pour remplacer en cas de besoin, pour des choses importantes comme aller à la toilette, prendre une pause, préparer les programmes pour les enfants—qui sont essentielles d'après le règlement de la Loi sur les garderies—et toutes les autres choses qu'il faudrait faire, mais qu'on ne fait pas parce qu'on passe la journée avec les enfants.

Je trouve ça tellement contradictoire. Il faut maintenir un ratio personnel-enfants convenable et penser au bien-être et à la sécurité des enfants; et pourtant, les gens mêmes qui

[Text]

understand the desperate need to provide funding so that these day care nurseries act regulations are enforced at all times. As the cook, we are always needed to help out with first aid and the numerous mini-crises that happen daily in a busy centre such as ours.

• 1735

The staff not only has the problems of working with the children all day but also of worrying constantly if we have enough money every month to keep afloat. I see children coming to the day care every day, not a majority of the children but some children, who did not have any breakfast for whatever reason. The school-age child in this situation disturbs me more than the younger child as the pre-schoolers in addition to their full hot noon meal will also receive a nutritionally balanced snack in the morning and in the afternoon. That is not the case with the school-aged child. They would have it on their own in an after-school program but not before school.

Since being active in the monthly board meetings and knowing every month that we are overspending in the food category, I am always torn when I am giving food to hungry school-aged children who are going off to school and worrying about how much this is costing. I know this increases our already overspent budget allowance, and I am torn between the almighty dollar and the hungry kids.

This hot meal that we do in fact provide for the children will be the main meal of the day for some of the children, if not the only one for some of them. I know when we submit our budgets and we ask for a realistic figure of maybe 8%, or 10% or maybe 12% depending on the circumstances that year and the region returns it with 3% or 4%, these increases go to a fixed cost that we have no control over, such as food, utilities and rent. There is virtually no money left over for the staff salaries which is much needed.

Our philosophy at North has always been to provide the best possible food for the children and not to limit the amount of food to children. I would like to make one point. When there was some discussion earlier of profit versus non-profit centres, and I think Mr. Nicholson wondered how the quality could be the same with such a difference of per diem rates. Well, I do not know. I do the shopping for the day care centre and I cook for 65 children plus the staff and I would like to know how centres can make a profit and still provide the quality of food that children should receive. I just do not think they go hand in hand. I really do not.

We are hearing more and more in the media about the direct correlation between nutrition and children's development. As a responsible society, if we are to accept these findings then we in turn need to provide the funds to implement this.

[Translation]

accordent les permis doivent aussi comprendre qu'il est désespérément nécessaire de verser de l'argent pour que les règlements sur les garderies soient respectés en tout temps. Comme cuisinières, on a toujours besoin de nous pour aider à donner les premiers soins ou à régler toutes les petites crises qui surviennent chaque jour dans une garderie occupée comme la nôtre.

Le personnel n'a pas seulement les problèmes du travail auprès des enfants toute la journée, il s'inquiète aussi constamment et se demande si nous aurons assez d'argent chaque mois pour nous maintenir à flot. Je vois les enfants qui viennent à la garderie chaque jour, pas la majorité des enfants mais certains d'entre eux, qui n'ont pas déjeuné du tout, pour une raison ou une autre. Ceux qui vont à l'école m'inquiètent encore plus que les jeunes, parce que les enfants d'âge préscolaire, en plus de leur dîner chaud le midi, mangeront des aliments nutritifs comme goûter le matin et l'après-midi. Mais ce n'est pas le cas de ceux qui vont à l'école, qui mangeront peut-être quelque chose après les heures de classe, mais pas avant d'aller à l'école.

Depuis que je participe aux réunions mensuelles du conseil d'administration et que je sais chaque mois que nous dépensons trop d'argent pour la nourriture, je suis toujours déchirée quand je donne à manger à des enfants affamés avant qu'ils partent pour l'école et que je m'inquiète de ce que ça coûtera. Je sais que ça ajoute à nos dépenses qui sont déjà trop élevées et je suis partagée entre la nécessité d'économiser et les enfants qui ont faim.

Le repas chaud que nous servons aux enfants sera, en fait, le principal repas de la journée pour certains d'entre eux, sinon le seul pour quelques-uns. Je sais que quand nous soumettons notre budget et que nous demandons une augmentation réaliste de 8 p. 100 peut-être, ou 10 ou 12 p. 100, selon la situation cette année-là, et que la région nous accorde 3 ou 4 p. 100, l'augmentation va servir à payer des frais fixes sur lesquels nous n'avons rien à dire, comme la nourriture, les services d'utilité publique ou le loyer. Il ne reste pratiquement pas d'argent pour le salaire du personnel dont on a tant besoin.

Nous avons toujours eu comme principe à Northwest de servir la meilleure nourriture possible aux enfants et de ne pas limiter la quantité de nourriture qu'ils mangent. J'aimerais faire une remarque. Quand on a comparé tout à l'heure les garderies à but lucratif et les garderies sans but lucratif—et je pense que M. Nicholson se demandait comment la qualité pouvait être la même, alors que la différence de prix est si élevée—eh bien, je ne sais pas. Je fais les achats pour la garderie et je fais la cuisine pour 65 enfants, plus le personnel, et j'aimerais bien savoir comment les garderies peuvent faire un profit et servir aux enfants la bonne nourriture qu'ils devraient recevoir. Je ne pense vraiment pas qu'on puisse y arriver.

Nous entendons parler de plus en plus, par les médias, du rapport direct qu'il y a entre l'alimentation et le développement de l'enfant. Comme société responsable, si nous acceptons ces constatations, nous devons fournir l'argent nécessaire.

[Texte]

Older children have been recognized via the importance of education and the funding needed to attain this, so we need to direct our thinking about the importance of early childhood education and then make moneys available to implement this.

In closing I would like to say that day care is a much-needed service which in my opinion is very grossly underfunded. We need to explore more ways to allow a bigger percentage of today's working parents to have affordable access to day care. The state needs to recognize that it needs our children for the future. It must invest a relatively small amount of money now for an even greater return in the future. Thank you for your time.

The Chairman: Thank you very much, Susan. Thank you very much Sandra for bringing the group before the committee today. You have certainly given us another perspective on the need for child care.

Ms Preston: I have three comments to make. I will cut mine to three comments. I come from a child welfare field, and I guess I have some questions for the task force.

I would like to know why I am making \$10,000 a year less to prevent child abuse than I did when I was picking up the pieces of child abuse. The answer we often hear is that we knew the wages of day care when we chose the job. But does this mean that it is okay to pay high wages to people who choose jobs only for the money but it is not okay to pay a fair wage to those who choose jobs because they love children more than money?

I want to know what I say to staff members who sometimes burst into tears because they are under so much stress to provide quality care. The kids at our day care centre are getting some of the best care in Hamilton but that does not mean that it meets the requirements of every child. I want to know what I say to that staff member when they wonder how we are supposed to do it with what we have. I do not have an answer.

The Chairman: Those are very good questions for us to address as far as the committee is concerned. It is something that we are faced with in putting the report together. So I thank you again for bringing them forward. Our next presenters are Diana Oswald and Ann Walsh. Welcome. The floor is yours.

• 1740

Ms Ann Walsh (Individual Presentation): Madam Chairman, members of the task force: My name is Ann Walsh and I live in Burlington, and with me is Diana Oswald who is from Stoney Creek.

First of all, thank you for inviting us to make this presentation. I should make it clear at the start we are not representatives of an organized group. However, the views we represent are contained in more concise form in a petition or position statement which was delivered to the hon. John Sweeney,

[Traduction]

Nous avons reconnu l'importance de l'instruction pour les enfants plus âgés et versé de l'argent dans ce domaine, et nous devons maintenant réfléchir à l'importance de l'éducation pendant la petite enfance et trouver de l'argent pour ça.

En terminant, j'aimerais ajouter que les services de garde sont des services dont nous avons grandement besoin, mais qui manquent d'argent de manière flagrante. Nous devons explorer d'autres moyens pour permettre à une plus forte proportion des parents qui travaillent aujourd'hui d'avoir accès à des services de garde à un prix abordable. Il faut que l'Etat reconnaisse qu'il a besoin de nos enfants pour l'avenir. Il faut qu'il investisse maintenant un montant peu élevé comparative-ment à ce qu'il en retirera dans l'avenir. Je vous remercie de votre temps.

La présidente: Merci beaucoup, Susan. Merci beaucoup, Sandra, de nous avoir présenté ce groupe, aujourd'hui. Vous nous avez certainement donné une autre perspective sur la nécessité des services de garde.

Mme Preston: J'ai trois remarques à faire. Je vais m'en tenir à trois. J'ai travaillé dans le secteur de la protection de l'enfance et j'aurais quelques questions à poser au groupe de travail.

J'aimerais savoir pourquoi, pour empêcher la violence contre les enfants, je gagne 10,000\$ de moins par année qu'à l'époque où je réparais les pots cassés. On nous répond souvent que nous connaissions les salaires dans les services de garde au moment où nous avons choisi ce travail. Est-ce que ça signifie qu'il est correct de payer des salaires élevés aux gens qui choisissent leur emploi seulement pour l'argent, mais qu'il n'est pas correct de payer un juste salaire à ceux qui choisissent leur travail parce qu'ils aiment les enfants plus que l'argent?

J'aimerais savoir ce que je dois dire aux employées de la garderie qui éclatent parfois en sanglots parce qu'elles s'épuisent à essayer de donner de bons soins aux enfants. Notre garderie compte parmi les meilleures à Hamilton, mais ça ne veut pas dire qu'elle répond aux besoins de chaque enfant. Je veux savoir ce que je dois dire aux employées lorsqu'elles me demandent comment nous sommes censées y arriver avec ce que nous avons. Je n'ai pas de réponse.

La présidente: Ce sont de très bonnes questions sur lesquelles nous devons nous pencher au Comité. C'est une chose devant laquelle nous nous trouvons en préparant notre rapport. Je vous remercie encore d'avoir soulevé ces questions. Nos prochains témoins sont Diana Oswald et Ann Walsh. Je vous souhaite la bienvenue. Vous avez la parole.

Mme Ann Walsh (à titre personnel): Madame la présidente, mesdames et messieurs. Je m'appelle Ann Walsh et j'habite à Burlington. Diana Oswald m'accompagne et elle habite à Stoney Creek.

Tout d'abord, je vous remercie de nous avoir invitées à faire cet exposé. J'aimerais souligner dès le départ que nous ne représentons aucun groupe organisé. Cependant, le point de vue que nous défendons est exposé de manière plus concise dans une pétition ou une déclaration, signée par 174 personnes,

[Text]

Minister of Community and Social Services for the Province of Ontario, and signed by 174 persons. We have thus reason to conclude our position has some degree of support in the community at large.

Secondly, it must also be clearly understood we are not attempting to make a case against day care or even against subsidized day care. We recognize that the need for available, accessible, affordable and competent day care is legitimate, and needs to be urgently addressed. We also appreciate that providing this kind of service will require assistance and/or subsidy in some form. We agree with giving this support to those who need it. However, the notion of a day care service which is not only universally subsidized but also considered to be a basic right is, in our view, not only indefensible but irresponsible as well.

It is the concept of universality to which we object. In the first place, accepting the idea of universality at all requires that we also accept a very basic and significant shift in our view of individual responsibility. Despite arguments to the contrary, having children is still a matter of choice, except in rare and unusual circumstances. Are we to believe society or government should now undertake the economic burden for the raising of children and individuals need no longer concern themselves either with their ability or willingness to accept responsibility for their own actions?

By what logic do we conclude those who have already raised their families or those who have made responsible decisions to delay having children, not to have children, or not to have more children, should now be required to assume those obligations for the children of others? Unless we are prepared to deal squarely with this very practical question of responsibility, then it is clear the balance of the debate is meaningless.

Moreover, I must also point out that the meaning of the word "universal" in this context is somewhat unclear. Does it mean such a service should be available for everyone who wants to make use of it for any reason, no matter what their circumstances or how they choose to spend their resulting free time? Or does it mean it should only be available to those who are setting out to earn an income?

If we assume the former—that is, the service is available on demand and without qualification—then we are really talking about a national baby-sitting service for which no valid rationale can be found. On the other hand, if it is intended only for those who will use their time to earn money or generate income, then it raises another important issue. To suggest subsidized day care is a legitimate need only for those who work for money also requires us to accept the premise that only those activities for which one can get paid can be dignified, intellectually challenging, worthwhile or satisfying.

Would anyone seriously argue that, for example, the service provided by a sales clerk has more value to society than that of

[Translation]

que nous avons remise à l'honorable John Sweeney, ministre des Services sociaux et communautaires de l'Ontario. Nous avons donc des raisons de conclure que notre point de vue est partagé par plusieurs autres personnes, dans la collectivité.

Deuxièmement, j'aimerais aussi bien faire comprendre que nous ne cherchons pas à nous attaquer aux services de garde subventionnés. Nous reconnaissons que le besoin en matière de services de garde accessibles, de qualité, à un prix abordable, est légitime et qu'il faut y répondre sans délai. Nous savons également que, pour offrir ce genre de service, il faudra de l'aide ou des subventions, sous une forme ou une autre. Nous sommes d'accord pour accorder cette aide à ceux qui en ont besoin. Cependant, le principe voulant que les services de garde soient non seulement subventionnés pour tous mais soient aussi considérés comme un droit fondamental est, à notre avis, non seulement indéfendable mais également irresponsable.

C'est au principe de l'universalité que nous nous opposons. Premièrement, pour accepter le principe de l'universalité, il faudrait aussi accepter un changement important et tout à fait fondamental dans notre façon de concevoir la responsabilité individuelle. En dépit des arguments qu'on a pu entendre, le fait d'avoir des enfants demeure une question de choix, sauf dans de rares et inhabituelles circonstances. Allons-nous croire que la société ou l'Etat doit maintenant assumer le fardeau économique de l'éducation des enfants et que personne n'a plus à se préoccuper d'être capable d'assumer la responsabilité de ses propres actes ou d'être prêt à le faire?

En toute logique, devrions-nous conclure que ceux et celles qui ont déjà élevé leur famille ou qui ont décidé en toute connaissance de cause de ne pas avoir d'enfant tout de suite, de ne pas avoir d'autre enfant ou de ne pas avoir d'enfant du tout, devraient maintenant s'acquitter de ces obligations pour les enfants des autres? Si nous ne sommes pas prêts à discuter franchement de cette question très pratique de la responsabilité, alors il est clair que le débat ne mène à rien.

En outre, je dois également souligner que la signification du mot «universel» dans ce contexte est un peu vague. Est-ce que nous entendons par là que ces services doivent être offerts à quiconque les demande, pour quelque raison que ce soit, quelle que soit sa situation ou l'activité à laquelle il s'adonnera pendant ce temps-là? ou si nous entendons qu'ils ne devraient être assurés qu'à ceux qui vont gagner de l'argent?

Dans le premier cas—celui où les services seraient assurés sur demande et sans condition—alors nous parlons vraiment d'un service national de «gardiennage d'enfants» pour lequel on ne peut trouver aucune justification valable. Dans l'autre cas, si les services ne sont destinés qu'à ceux qui prendront ce temps pour gagner de l'argent ou se faire un revenu, alors nous devons soulever une autre importante question. Dire que les services de garde subventionnés ne sont un besoin légitime que pour ceux qui travaillent pour de l'argent, c'est en même temps accepter le postulat que seules les activités rémunérées peuvent être valorisées, intellectuellement stimulantes, utiles ou satisfaisantes.

Est-ce que quelqu'un pourrait sérieusement soutenir, par exemple, que le service fourni par un vendeur a plus de valeur

[Texte]

a volunteer driver for the Cancer Society? Or that doing non-paid work for a hospital or sport organization is less worthwhile or satisfying than working as an engineer in a manufacturing company? Is it by definition more socially acceptable to do someone else's housework for money than it is to do my own for nothing? Thus, the concept of subsidizing only those who work for pay is objectionable in the extreme.

In the day care debate, one frequently hears statements such as: If I have to stay home my brain will turn to mush. It is a rare situation when someone is simply not able to get out of the house. To the extent that those circumstances exist, they should be addressed. It is also clear there is no shortage of educational, social, volunteer or charitable activities in which one can engage to get stimulation and satisfaction.

As an example, one only needs to look at the vast array of community and social services which are substantially provided through volunteer organizations to appreciate the opportunities which do exist for developing managerial, financial, organizational and personal skills and obvious satisfaction. Such groups make available a range of services, all the way from minor sports to senior citizens' organizations, cultural activities, the Red Cross, and raise money for medical research far in excess of what is, or could reasonably be, provided by any government. These things are not being done by people whose brains have turned to mush, but rather by those who, whether they have paying jobs or not, have talents and are prepared to utilize and develop them.

• 1745

It quickly becomes obvious there is, in general, no connection between staying home, having your brains turn to mush, and subsidized day care. The argument in favour of subsidized day care is then a purely economic one. Where the total family income is such that it does not allow for a reasonable standard of living, then help should definitely be provided. We support whole-heartedly the notion of providing assistance where it is required. At the same time, we can find no justification for subsidizing those whose family incomes clearly enable them to look after their own obligations.

Additionally, we are faced with a situation in which the existing deficit represents a major damper on the economy. While it may be argued that the deficit is not growing as quickly as it was, it certainly shows no sign of significant decrease in the near future. This would suggest that adding the cost of a universally subsidized program to the existing deficit would be most ill-advised.

I will now turn the presentation over to Diana Oswald.

Ms Diana Oswald (Individual Presentation): Thanks, Ann. I would first like to read a letter from Rochelle Love, who was not able to be here today, but who would like her point of view presented to the task force. A copy of the letter is in your brief materials:

[Traduction]

pour la société que celui d'un bénévole qui travaille comme chauffeur pour la Société du cancer? Ou que le travail non rémunéré dans un hôpital ou dans une organisation sportive est moins utile ou satisfaisant que celui d'ingénieur dans une entreprise de fabrication? Est-il par définition plus acceptable socialement de faire le ménage de quelqu'un d'autre pour de l'argent que de faire le mien gratuitement? Ainsi, le principe voulant qu'on subventionne seulement ceux qui font du travail rémunéré est tout à fait inacceptable.

Dans le débat sur les services de garde, on entend souvent des gens dire: s'il faut que je reste à la maison, mon cerveau va se ratatiner. Il est plutôt rare que quelqu'un soit tout simplement incapable de sortir de la maison, et, lorsque c'est le cas, il faudrait s'en occuper. Il est également clair qu'on ne manque pas d'activités éducatives, sociales, bénévoles ou charitables qui permettent de trouver stimulation et satisfaction.

On n'a par exemple qu'à regarder toute la gamme des services communautaires et sociaux qui sont en grande partie assurés par des organisations bénévoles pour se rendre compte des possibilités qui existent pour développer ses talents dans le domaine de la gestion, des finances ou de l'organisation, ou ses qualités personnelles, et en retirer une évidente satisfaction. Ces groupes offrent toute une gamme de services, du domaine des sports pour les jeunes jusqu'aux organisations de personnes âgées, en passant par les activités culturelles, la Croix-Rouge—et ramassent des fonds pour la recherche médicale, beaucoup plus que ne le fait, ou que ne pourrait raisonnablement le faire le gouvernement. Ces choses-là ne sont pas faites par des gens dont le cerveau s'est ratatiné, mais plutôt par ceux et celles, qu'ils aient ou non un emploi rémunéré, qui ont des talents et sont prêts à s'en servir et à les faire fructifier.

Il devient vite évident qu'il n'y a, en général, aucun rapport entre le fait de rester à la maison, d'avoir le cerveau qui se ratatine, et les services de garde subventionnés. L'argument en faveur des services de garde subventionnés est donc purement économique. Lorsque le revenu total de la famille est tel qu'il ne permet pas un niveau de vie acceptable, alors il faut certainement fournir de l'aide. Nous sommes de tout notre coeur d'accord pour aider les gens qui en ont besoin. En même temps, nous ne pouvons rien trouver qui justifie qu'on subventionne les familles auxquelles leur revenu permettent de s'acquitter elles-mêmes de leurs propres obligations.

De plus, nous sommes dans une situation où le déficit actuel jette en quelque sorte une douche froide sur l'économie. Il est vrai que le déficit n'augmente pas aussi rapidement qu'auparavant, mais il est également vrai que rien n'indique qu'il diminuera beaucoup dans un proche avenir. Il serait donc malavisé d'ajouter à ce déficit le coût d'un programme de garde universel, entièrement subventionné.

Je vais maintenant laisser la parole à Diana Oswald.

Mme Diana Oswald (à titre personnel): Merci, Ann. J'aimerais tout d'abord vous lire une lettre de Rochelle Love qui n'a pas pu être avec nous aujourd'hui, mais qui nous a demandé d'exposer son point de vue au groupe de travail. Vous avez une copie de cette lettre parmi vos mémoires.

[Text]

To whom it may concern:

I am a mother of two children, ages five and three. I am not employed outside my home. As parents, we made the choice of having children and our responsibility is raising them. If I choose to work to better our financial standard, then I am responsible to organize and pay either day care or individuals to take care of my children. Subsidized, universal day care is not the role of government. We as parents made our choice.

Further reasons for not having funded day care are as follows: people not having children, people with older children, senior citizens and unemployed, non-working mothers should not be required to fund this through taxes. This could bring a flood of people on the job market not necessarily needing to work, only because subsidized day cares are available. Job loss such as nannies and women taking children in their home.

There are always exceptions to the rule. People with low incomes who need subsidized care should continue to be assisted. Subsidized, universal day care is not a government responsibility. Canada has a deficit. Can we afford this? What needed social services will be axed or cut back to compensate an unnecessary program.

This is signed.

Finally, by way of summary, I will read the actual text of the document that was submitted to the Hon. John Sweeney and was referred to earlier:

As your constituents, we are concerned with the mounting pressure for universal, subsidized day care. We feel it is time to say there is not universal agreement with this movement. We are not opposed to both parents working; however, the decision two people make to bear children carries with it great responsibilities. The physical birth of the child does not signal the end of young parents' responsibilities, but rather the beginning. If they decide they both want or need to work, it is they who should provide for the continuing care of their children.

In an era of definite methods of birth control, people should have little chance to find themselves surprised by the birth of a child. There are certainly some for whom a subsidy is required or appropriate; however, there is some indication that it is not these people who stand to benefit most from the extension of funding to day care centres, but rather people who, if they had to, could bear the cost of their children's care themselves.

We have no argument with providing the service for those people who need it. It is easy to say the government should pay for the program, but it must be made clear that

[Translation]

A qui de droit,

J'ai deux enfants qui ont cinq et trois ans. Je ne travaille pas à l'extérieur. Comme parents, nous avons fait le choix d'avoir des enfants et nous avons la responsabilité de les élever. Si je décidais d'aller travailler pour améliorer notre situation financière, alors il m'incomberait de m'organiser et de payer soit une garderie soit une personne pour prendre soin de mes enfants. Le gouvernement n'a pas à assurer des services de garde universels, subventionnés. Nous, comme parents, nous avons fait notre choix.

Voici d'autres raisons qui expliquent la non-subvention des garderies: les couples sans enfants, les couples dont les enfants sont plus âgés, les gens de l'âge d'or et les chômeurs, les mères au foyer, sont autant de catégories qui ne devraient pas devoir être mis à contribution par le biais d'impôts. Cela risque de propulser sur le marché du travail une foule de gens que n'on pas nécessairement besoin de travailler, mais dont la présence au travail s'explique du fait que les garderies sont subventionnées. Autant de jobs perdus pour les préceptrices *nannies* et les femme qui s'occupent d'enfants chez elles.

Il y a toujours des exceptions à la règle. Les économiquement faibles qui ont besoin de services de garde subventionnés devraient continuer à recevoir de l'aide. Les services de garde subventionnés, universels, ne sont pas la responsabilité de l'Etat. Le Canada a un déficit. Pouvons-nous nous le permettre? Quels services sociaux essentiels devons-nous réduire ou abolir pour payer un programme qui n'est pas nécessaire?

Et c'est signé.

Enfin, pour résumer, je vais lire le texte du document qui a été remis à l'honorable John Sweeney et dont nous avons parlé plus tôt.

Comme électeurs de votre circonscription, nous sommes inquiets des pressions de plus en plus grandes en faveur de services de garderie universels, subventionnés. Nous croyons qu'il est temps de dire que nous ne sommes pas tous d'accord avec ce mouvement. Nous ne nous opposons pas à ce que les deux parents travaillent; cependant, la décision que deux personnes prennent de mettre au monde un enfant comporte de grandes responsabilités. La naissance de l'enfant ne marque pas la fin, mais plutôt le début des responsabilités des jeunes parents. S'ils décident qu'ils veulent ou qu'ils doivent travailler tous les deux, c'est à eux qu'il incombe de s'occuper de la garde de leurs enfants.

A une époque où les méthodes de régulation des naissances sont bien connues, il est fort peu probable que des gens soient surpris par la naissance d'un enfant. Il y a, bien sûr, certains pour lesquels les subventions sont nécessaires ou indiquées; cependant, d'après certains indices, ce ne sont pas ces gens-là qui profitent le plus de l'augmentation des subventions aux garderies, mais plutôt ceux qui, s'ils avaient à le faire, auraient les moyens de défrayer eux-mêmes le coût des services de garderie.

Nous ne nous opposons pas à ce qu'on offre ces services à ceux qui en ont besoin. Il est facile de dire que l'Etat devrait payer le programme, mais il faut bien comprendre

[Texte]

it is the taxpayer who will foot the bill. It is imperative that we begin to recognize that we cannot have rights without responsibilities. We must not continue to slough off our obligations on society or government.

Meanwhile, there are many of us who would like to exercise our right not to be required to assume someone else's obligations.

Thank you for taking the time to listen to our views, and we wish the task force well.

The Chairman: Thank you, Diana. Mrs. Mitchell.

• 1750

Ms Mitchell: The term "universality" has had some very interesting and kind of confusing reactions. I remember being on the hot-line show just after the Katie Cooke task force report was out, and all kinds of comments were coming in—does this mean every child is going to be put in a state child-care centre and so on? This, of course, is not what the term means. Therefore, I am inclined to think that maybe we should be avoiding that name, that term. I notice today several people have been talking about universal access, which may mean something a little different—pins it down a little bit more. I would be interested in your reaction to that term.

I would be inclined to say we should be working towards a system of affordable, flexible quality child care that is available in every community. We also should have greater supports for parents who choose to do their own parenting. Perhaps there should be a greater attention to an economic choice there, so that some parents are not forced to use community care strictly on an economic basis. I wonder if you have any reactions. Would you still disagree with that kind of interpretation?

Ms Walsh: I am not quite sure I understand what it is that you . . . Could you clarify it, because our position is basically that we do not argue with the concept of day care. Are you asking whether we disagree with a parent staying home or—

Ms Mitchell: I am asking you: Would you disagree with the principle that we should be aiming in Canada towards a system that would have affordable, flexible quality child care available in every community? There are not child care services available in many, many communities, particularly in remote and rural areas for example. That would be my first question.

Ms Walsh: I think you would still have to look at the basic needs of the existing area. I do not think you could hold bolus . . . I understand that the start-up costs for a day care centre are phenomenal. I know that the operating costs are very high. If we have all sorts of money at our disposal, then of course I think it is a good idea. Since we do not, I think you

[Traduction]

que ce sont les contribuables qui paient la note. Il est urgent que nous commençons à reconnaître que nous ne pouvons pas avoir de droits sans avoir de responsabilités. Nous devons cesser de nous décharger de nos obligations et de nous en remettre à la société ou à l'Etat.

Entre-temps, il y en a plusieurs parmi nous qui voudraient exercer leur droit de ne pas être obligés d'assumer les responsabilités des autres.

Je vous remercie d'avoir pris le temps de nous écouter et je souhaite bonne chance au groupe d'étude.

La présidente: Merci, Diana. Madame Mitchell.

Mme Mitchell: Le terme «universalité» a suscité des réactions très intéressantes et, en quelque sorte, déroutantes. Je me souviens d'avoir participé à une ligne ouverte juste après la publication du rapport du groupe de travail de Katie Cooke, et d'avoir entendu toutes sortes de commentaires—est-ce que cela veut dire que chaque enfant sera placé dans une garderie d'Etat, et ainsi de suite. Evidemment, ce n'est pas ce que ce terme-là signifie. Par conséquent, je suis portée à croire que nous devrions peut-être éviter ce mot, ce terme. J'ai remarqué qu'aujourd'hui plusieurs personnes ont parlé de garderies accessibles pour tout le monde, ce qui veut peut-être dire quelque chose d'un peu différent—il faudrait préciser un peu plus. J'aimerais savoir ce que vous en pensez.

Je serais portée à dire que nous devrions travailler à la mise sur pied d'un réseau de services de garderie polyvalents, de qualité, à un prix abordable, dans chaque communauté. Nous devrions aussi offrir plus d'appui aux parents qui choisissent de s'occuper eux-mêmes de leurs enfants. Peut-être devrions-nous accorder plus d'attention au choix économique, pour que les parents ne soient pas forcés de recourir aux services de garderie communautaires seulement pour des raisons économiques. Je me demande si vous avez quelque chose à dire là-dessus. Seriez-vous en désaccord avec ce genre d'interprétation?

Mme Walsh: Je ne suis pas certaine de bien comprendre ce que vous . . . Pouvez-vous préciser un peu plus, parce que notre position est que, fondamentalement, le principe des services de garderie n'est pas à discuter. Est-ce que vous nous demandez si nous ne sommes pas d'accord avec le fait que les parents restent au foyer ou . . .

Mme Mitchell: Je vous demande: Vous opposez-vous au principe voulant que nous cherchions au Canada à mettre sur pied un réseau de services de garderie polyvalents, de qualité, abordables, qui soient offerts dans chaque collectivité? Dans beaucoup, beaucoup d'endroits, il n'existe pas de services de garderie, particulièrement dans les régions rurales ou éloignées, par exemple. C'est ma première question.

Mme Walsh: Je pense qu'il faudrait quand même étudier les besoins essentiels dans la localité en question. Je ne crois pas qu'on puisse y aller tout d'un coup . . . Si je comprends bien, il faut des sommes phénoménales pour lancer une garderie. Et je sais que les frais d'exploitation sont très élevés. Si nous avons beaucoup d'argent à notre disposition, oui, bien sûr, je pense

[Text]

would really have to look very carefully at saying: Yes, great; Podunk Corners can have a subsidized day care centre.

Ms Mitchell: The fact is that a lot of children are, I would say, at considerable risk, if not damaged in very, very poor baby-sitting kinds of arrangements. We have heard some examples today. The parents of those kids are the ones who it is very difficult to get to hearings, but I wish we could hear their real situations. However, we know there are some really, really, really negative kind of things happening, and I think—

Ms Walsh: Yes . . . where a definite need exists and where people do need the assistance. We absolutely do not deny the importance of that.

Ms Mitchell: I think the other thing I heard you say is that day care is—I do not know whether you said is only or is primarily—an economic solution, or an economic—

Ms Walsh: The case for day care is an economic one.

Ms Mitchell: Yes. Many of the witnesses we have heard from have convinced me, and I think they have probably convinced the committee that there are many more values today to child care beyond that. Child development is one. For example, it has been shown—I think, through the Headstart Program in the United States and similar kinds of programs in Canada, and we will be doing some research on this—that problems in later teenage years are often eliminated by this extra year or two before school for some children who do not have all the elements they need in their home situation and that child care also plays an important role in prevention. It really is not just economic, but it meets social needs, particularly for single parents. That is really an increasing group in society, so I would say it would be much more than just an economic need that is being met.

Ms Walsh: Well, again, with the single parents . . . of course we agree with that. I think there is a whole focus in society where there is a shift, with people really giving up the responsibility for their own children, and I think that day care is helping that, is encouraging it.

• 1755

Ms Mitchell: I would agree that we need to make sure there is much greater choice. On the other hand, I can see that our whole society has changed so much and the economic situation has changed a lot, as well as these other social situations—in your generation as compared to mine, let us say. Anyway, I had better move along. Over to you, Ross.

[Translation]

que c'est une bonne idée. Mais comme nous n'avons pas d'argent, je pense qu'il faudrait vraiment étudier sérieusement la question avant de dire: oui, fantastique, il peut y avoir une garderie subventionnée à Podunk Corners.

Mme Mitchell: Le fait est qu'un grand nombre d'enfants courent, je dirais, de très grands dangers, si le tort n'est pas déjà fait, dans des situations très, très malheureuses avec des gardiennes. Nous en avons entendu des exemples aujourd'hui. Les parents de ces enfants-là sont ceux qu'il est très difficile d'amener aux audiences, mais j'aimerais bien que nous puissions les entendre parler de leur véritable situation. Néanmoins, nous savons qu'il y a des choses vraiment très, très négatives qui se produisent, et je pense . . .

Mme Walsh: Oui . . . lorsqu'il y a un besoin évident et lorsque les gens ont vraiment besoin d'aide. Nous n'en nions absolument pas l'importance.

Mme Mitchell: Je pense que l'autre chose que je vous ai entendu dire, c'est que les garderies sont—je ne sais pas si vous avez dit seulement ou principalement—une solution économique, ou une . . .

Mme Walsh: L'argument en faveur des garderies est un argument économique.

Mme Mitchell: Oui. Mais plusieurs des témoins que nous avons entendus m'ont convaincue, et je pense qu'ils ont probablement convaincu le Comité, qu'il y a beaucoup d'autres valeurs que celle-là à propos des services de garderie. Le développement de l'enfant en est une. Par exemple, on a démontré—je pense que c'est par le programme Headstart aux Etats-Unis et des programmes du même genre au Canada, et nous allons faire des recherches sur la question—on a démontré que cette année supplémentaire ou ces deux années supplémentaires avant l'école permettent souvent d'éviter certains problèmes à l'adolescence pour certains enfants qui n'ont pas tout ce dont ils ont besoin à la maison, et que les services de garderie jouent aussi un rôle important au chapitre de la prévention. Ce n'est vraiment pas seulement économique, mais cela répond aussi à des besoins sociaux, particulièrement pour les parents seuls, qui sont de plus en plus nombreux dans notre société. Donc, je dirais qu'on répond à beaucoup plus qu'à un besoin purement économique.

Mme Walsh: Eh bien, encore une fois, dans le cas des parents seuls . . . évidemment nous sommes d'accord. Je pense qu'il y a tout un changement dans la société, que des gens abandonnent vraiment la responsabilité d'élever leurs propres enfants, et les services de garderie contribuent—encouragent ce phénomène.

Mme Mitchell: Je suis d'accord avec le fait que nous devons nous assurer qu'il y aura plus de choix. D'autre part, je peux voir que tout notre société a tellement changé et que la situation économique a beaucoup changé, tout comme ces autres situations sociales—pour votre génération comparative—à la mienne, par exemple. Enfin . . . je vous cède la parole. À vous, Ross.

[Texte]

[Traduction]

• 1800

The Chairman: You mean 100 years ago, Margaret.

Mr. Belsher: Well, Margaret, I am glad to know that you have finally become convinced that we need day care. I did not know that you needed convincing to start with.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Belsher: I mean, do not let her kid you, she started out that way.

Ladies, I want to compliment you on what you have said to us this afternoon. Also, the very fact that you said there are people who need assistance and you feel the government has a role in helping them.

There is a movement taking place right now in our country, where we are being bombarded—the government—with requests to do this and do that, that we have a mentality developing in our nation. How do we try to arrest it and get the responsibility back to the people, because we are a government but we are just an extension of people? There are 282 of us in Ottawa, yet we are just a cross-section of the society. You are right on, I could not agree with you more, but how do we get that message across? Can you give us any suggestions?

Ms Oswald: People like to be responsible. You know, they feel good when they can do something themselves.

Mr. Belsher: You understand what I am saying, that there is a like a steamroller going—

Ms Walsh: I understand that as government people, you are in an awkward position, obviously, but I guess what I think could happen, and is probably never going to happen, is that governments are going to have to start saying that this is what the cost is; this is how much this costs, this is how much health care is, this is what you are paying. But it is going to be very unpopular; I wish you luck.

Mr. Belsher: No, just a minute. We have not said yes to a universal system of day care. There is a report in, which is part of what we are looking at.

Ms Walsh: That is right.

Mr. Belsher: This is why we are going around the country; we are seeking the guidance of people... as to what they are telling us. It is very important that we hear from people such as yourselves, people who have actually taken time and have thought it out and have also rationalized as to why you have brought this to us. Therefore, I just want to compliment you in doing this. While you do not make it any easier for us, we did not go into this because we thought it would be easy.

What comes out in our report will not satisfy anyone, I can assure you. Whether it will even satisfy all the members of the committee, we do not know yet because we have not got to that point. Likewise, there are seven of us here, representatives

La présidente: Vous voulez dire il y a cent ans, Margaret.

M. Belsher: Eh bien, Margaret, je suis heureux d'apprendre que vous êtes finalement convaincue que nous avons besoin de services de garderie. Je ne savais pas au départ qu'il fallait vous convaincre.

Des voix: Oh, oh!

M. Belsher: Je veux dire—ne la laissez pas faire, elle vous fait marcher, elle a commencé comme cela.

Mesdames, j'aimerais vous féliciter de ce que vous nous avez dit cet après-midi. Et aussi du fait même de nous avoir dit qu'il y a des gens qui ont besoin d'aide et que, d'après vous, le gouvernement a quelque chose à faire pour les aider.

Il y a un mouvement qui s'amorce au pays, et nous sommes, comme gouvernement, bombardés de requêtes pour que nous fassions ceci et que nous fassions cela—il y a une mentalité qui se développe au pays. Comment pouvons-nous l'arrêter et rendre la responsabilité aux gens, parce que nous sommes un gouvernement mais nous sommes seulement un prolongement de la population? Nous sommes 282 à Ottawa et pourtant nous ne sommes qu'un échantillon de la société. Vous avez tout à fait raison, je suis tout à fait d'accord avec vous, mais comment pouvons-nous faire passer le message? Pouvez-vous nous suggérer quelque chose?

Mme Oswald: Les gens aiment être responsable. Vous savez, ils se sentent bien lorsqu'ils peuvent faire quelque chose eux-mêmes.

M. Belsher: Vous comprenez ce que je veux dire, c'est une sorte de rouleau compresseur qui...

Mme Walsh: Je comprends que, faisant partie du gouvernement, vous êtes dans une situation délicate, évidemment, mais je pense que ce qui pourrait se produire et ne se produira probablement jamais, c'est que les gouvernements soient obligés de commencer à dire ce que cela coûte: voici combien cela coûte, voici combien coûtent les services de santé, voilà ce que vous payez. Mais ce sera très mal vu; je vous souhaite bonne chance.

M. Belsher: Non, une minute. Nous n'avons pas dit oui à un réseau de garderie universel. Nous avons un rapport, et cela fait partie de ce que nous étudions.

Mme Walsh: C'est exact.

M. Belsher: C'est pour cette raison-là que nous allons un peu partout au pays, que nous demandons conseil aux gens... à propos de ce qu'ils nous disent. Il est très important que nous sachions ce que pensent les gens comme vous, les gens qui ont pris le temps de bien y réfléchir et qui se sont aussi demandés pourquoi nous poser ces questions. Par conséquent, je veux simplement vous féliciter de l'avoir fait. Vous ne nous rendez pas la tâche plus facile, mais nous ne nous sommes pas attaqués à ce sujet parce que nous croyions que ce serait facile.

Ce que nous écrirons dans notre rapport ne satisfera pas tout le monde, j'en suis certain. Nous ne savons même pas si nous pourrions satisfaire tous les membres du Comité, parce que nous n'en sommes pas encore là. Nous sommes sept ici,

[Text]

from all three parties, and we still do not know whether we will be able to even come to a consensus, just the seven of us who have been travelling the country. I will leave it at that.

The Chairman: Thank you. Mr. Nicholson.

Mr. Nicholson: You are not against day care if it is needed. Do you think the present system meets the needs of Canadian children, or should it be extended?

Ms Walsh: I know the basic costs of day care. There is a huge movement, so obviously some people are missing out. I think, though, you have to be very careful when you go ahead with the funding because I think you still have to look at the total family income of the people concerned, and obviously a single parent has to have priority. They are going to be in tougher circumstances than two incomes, so obviously there are some problems, but I would just be very worried about going holus-bolus into spending.

Mr. Nicholson: But you think there is room for improvement though.

Ms Walsh: All these people cannot be wrong.

Mr. Nicholson: Thank you very much.

The Chairman: In trying to put it in perspective, in Ontario right now, about 15% of the children look after themselves after school, rather than being cared for by a parent. I think this is part of the latchkey program we have to look at, and it certainly ties in with what you were saying about a need out there for some care for some children, but not necessarily a program that is available to everybody free of charge regardless of income; that we, as a government, should be targeting our expenditures to those people who need it most.

• 1805

Ms Oswald: Those who really need it, yes.

The Chairman: Thank you very much for a very good presentation and thank you for being so patient with us at the end of the day.

We now have Leigh Morrison. Welcome, Leigh. The floor is yours.

Ms Leigh D. Morrison (Individual Presentation): Good afternoon. I drove home in the rain to take my baby to grandma's.

I hope you have received my brief and have had an opportunity to read it, although I am sure you have been very busy. It took a lot of my spare time, such as it is, to prepare this. Since I have not had a chance to write a letter to my mother since Christmas, I thought I might fold up a copy and put it in a Mother's Day card for her. I do not know if that will suffice but it is worth a try.

[Translation]

représentant les trois partis et nous ne savons pas encore si nous serons capables d'en arriver même à un consensus entre nous sept, qui avons voyagé partout au pays. Je vais m'arrêter là.

La présidente: Merci. Monsieur Nicholson.

M. Nicholson: Vous n'êtes pas contre les services de garderie lorsqu'ils sont nécessaires. Est-ce que vous pensez que le système actuel répond aux besoins des enfants du Canada—ou devrions-nous étendre le réseau?

Mme Walsh: Je sais ce que coûtent les services de garderie. Il y a un énorme mouvement et, évidemment, certaines personnes sont oubliées. Je pense toutefois qu'il faut être très prudent sur la question du financement parce que, d'après moi, il faut quand même considérer le revenu familial total des gens concernés et, bien sûr, les familles monoparentales doivent avoir la priorité. Elles seront dans des situations beaucoup plus difficiles que si elles avaient deux revenus, donc évidemment il y a des problèmes, mais je serais très inquiète si nous jetions à corps perdu dans la dépense.

M. Nicholson: Mais vous croyez qu'on peut quand même améliorer les choses.

Mme Walsh: Ces gens-là ne peuvent pas tous avoir tort.

M. Nicholson: Merci beaucoup.

La présidente: Si on essaie de mettre les choses en perspective, on voit qu'en Ontario, à l'heure actuelle, environ 15 p. 100 des enfants restent seuls après l'école, plutôt que d'être sous la garde d'un parent. Je pense que c'est une part du programme, pour les parents qui travaillent, que nous devons étudier, et cela confirme certainement ce que vous disiez à propos d'un besoin, de la nécessité de certains services pour certains enfants, mais pas nécessairement d'un programme offert gratuitement à tout le monde, quel que soit le revenu. Il faut que nous, comme gouvernement, nous cherchions à atteindre ceux qui en ont le plus besoin.

Mme Oswald: Ceux qui en ont vraiment besoin, oui.

La présidente: Je vous remercie beaucoup de cet excellent exposé et je vous remercie d'avoir été si patientes avec nous en cette fin de journée.

Nous allons maintenant entendre Leigh Morrison. Bienvenue, Leigh. Vous avez la parole.

Mme Leigh D. Morrison (à titre personnel): Bon après-midi. J'ai conduit sous la pluie pour amener mon bébé chez sa grand-mère.

J'espère que vous avez reçu mon mémoire et que vous avez eu l'occasion de le lire, bien que, j'en suis certaine, vous ayez été très occupés. J'ai pris une bonne partie de mes temps libres pour le préparer. Comme je n'ai pas eu la chance d'écrire une lettre à ma mère depuis Noël, j'ai pensé que je pourrais en prendre une copie et lui envoyer avec une carte pour la fête des mères. Je ne sais pas si cela suffira, mais cela vaut la peine d'essayer.

[Texte]

As day care goes, I am probably one of the more fortunate parents you will come across. I was able to take six months off after the birth of my child and was lucky to get day care placement at a time approximating that which I needed, in order to go back to work.

When I refer to getting the child care place of my choice, I do so very loosely. My child fills one of the 20 commercial day care spots in Burlington. There were 1,475 babies born in Burlington last year. I am sure more than 20 mothers have returned to work. I wonder where those children are.

The choice may not be the best choice. It is certainly dependable. I do not have to worry about a baby-sitter saying to me at 5 p.m. Friday that she is not coming back on Monday. I do not have to worry that the child is going to be in a playpen all day. She is getting good care.

However, her health has not been very good since she has been in the day care centre, and my husband and I have discovered that the day care strain of cold and flu is devastating to adults. I have had it since February.

Although dependability is one of the major factors in our choice, it is not without its drawbacks. Sick infants are not welcome at the day care centre and understandably so. It is therefore still necessary for us to make alternative arrangements in the event of illness. Perhaps it means that my husband, myself or Julia's grandmother take time off work to provide care. Or I may have to enlist the aid of a neighbour who, of course, is probably not too happy at the thought of infecting her own three sons.

The cost of day care is a lot. I myself earn a good salary and therefore my day care costs are only 30% of my take-home pay. I expect to pay in excess of \$5,500 for day care this year and since I earn more than my husband, one reason I cannot withdraw from the work force, I am precluded from claiming the \$2,000 child-care deduction on my income tax return, a deduction which in itself is obviously unrealistic.

My employer is amenable to considering part-time work for employees who desire it and I think that might overcome some of the problems of exhaustion that I have faced. However, the incidence of part-time day care is almost non-existent, particularly for infants. If I were to choose to work three days per week I would still have to pay the full rate to have my child in the day care centre which she now attends. Therefore my day care costs would go up to 40% or 50% of my take-home pay, a very difficult proposition to consider.

I believe that Treasury Board has a mandate to facilitate the development of on-site day care centres for federal government employees, of which I am one.

• 1810

I would certainly not want my child attending an on-site day care centre related to my employment. The office I work

[Traduction]

Pour ce qui est des services de garderie, je suis probablement l'une des parents les plus chanceux que vous rencontrerez. J'ai pu prendre six mois de congé après la naissance de mon enfant et j'ai eu la chance de trouver une garderie à peu près au moment où j'en avais besoin, pour retourner au travail.

Quand je dis que j'ai trouvé la garderie que je voulais pour mon enfant, ce n'est pas tout à fait vrai. Mon enfant occupe une des 20 places qui existent dans des garderies commerciales de Burlington. Or, l'année dernière, 1,475 enfants sont nés à Burlington. Je suis certaine qu'il y a plus que 20 mères qui sont retournées au travail. Je me demande où sont leurs enfants.

Cette garderie-là n'est peut-être pas le meilleur choix, mais c'est certainement un endroit sûr. Je n'ai pas à craindre qu'une gardienne me dise le vendredi à 5 heures qu'elle ne revient pas le lundi. Je n'ai pas à craindre que ma fille passe ses journées enfermée dans un petit parc pour enfants. On s'occupe bien d'elle.

Cependant, elle n'est pas en très bonne santé depuis qu'elle va à la garderie, et nous avons découvert, mon mari et moi, que l'épidémie de rhumes et de gripes qu'il y a à la garderie est désastreuse pour les adultes aussi. J'ai la grippe depuis février.

Nous avons choisi cette garderie parce que c'était sûr, mais ce n'est pas sans inconvénients. Les enfants malades ne sont pas les bienvenues à la garderie, et on comprend très bien pourquoi. Nous devons donc prévoir d'autres arrangements en cas de maladie, et cela signifie que mon mari, moi ou la grand-mère de Julia doit prendre congé pour s'occuper d'elle. Ou encore que je fais appel à une voisine, qui, évidemment, ne sera pas très heureuse à l'idée de contaminer ses trois fils.

Les frais de garderie sont très élevés. Je gagne pour ma part un bon salaire et, par conséquent, mes frais de garderie ne représentent que 30 p. 100 de mon salaire net. Je m'attends à payer plus de 5,500 dollars en frais de garderie cette année et, comme je gagne plus d'argent que mon mari—une des raisons pour lesquelles je ne peux pas cesser de travailler—je ne peux pas demander la déduction de 2,000 dollars pour frais de garderie dans ma déclaration d'impôt sur le revenu, une déduction qui, en soi, est tout à fait irréaliste.

Mon employeur envisagerait peut-être de permettre à ceux qui le désirent de travailler à temps partiel, et je crois que cela réglerait certains problèmes d'épuisement que j'ai eus. Cependant, il est à peu près impossible de trouver des services de garderie à temps partiel, en particulier pour les tout petits. Si je décidais de travailler trois jours par semaine, je devrais quand même payer le plein prix pour que mon enfant reste à la garderie qu'elle fréquente actuellement. Mes frais de garderie compteraient alors pour 40 ou 50 p. 100 de mon salaire net. C'est donc une solution très difficile à envisager.

Il me semble que le Conseil du Trésor a le mandat de faciliter la mise sur pied de garderies en milieu de travail pour les fonctionnaires fédéraux, dont je suis.

Mais je ne voudrais certainement pas que mon enfant fréquente une garderie proche du lieu où je travaille. Mon

[Text]

out of is a block from here and surrounded by concrete. I do not know where the nearest grass is, but I know where the carbon monoxide is. I do not think it would be a viable alternative.

However, I think there is room for flexibility. I have a dream that core-area schools that are being closed should be used as day care facilities. I think it would be a great thing for Treasury Board to try, and it would solve some other problems that have developed in our community such as the closure of these schools. Facilities are there and they are being under-utilized.

I think we could make great strides in producing some kind of a model; developing portions of schools that are now due for closure in a co-operative environment between different levels of government. Perhaps it might mean busing students at a later date but the parents of children could contract to have their children attend beyond just the infant and toddler stage into their kindergarten-to-six stages where they are still in need of lunch time and after-four programs.

The commitment of women to the workplace is not a passing fad; it is an economic and social reality. I think the withdrawal of working mothers from the workplace would be devastating to our economy and to our social fabric at this time.

I feel the whole child care issue has been shuffled about since the war, since there is a reluctance to acknowledge a comprehensive responsibility for the development of adequate care.

The time has come to assess the responsibility of society for the care and nurturing of our greatest resource. Is the philosophy behind universal availability of day care any more radical than universal education or health care? Perhaps fiscal policy by way of grants or tax deductions or tax credits could encourage the provision of facilities by employers and governments and other public bodies in new and existing facilities. I feel the situation must be faced now. It is not something that can be left for five or 10 years.

As I indicated before, commercial day care centres have a total of 20 infant places in Burlington, a city with a population of approximately 115,000 people. Of the 1,475 births registered in the city, parents had access to 20 spots for those infants. Who is caring for them? Are they receiving the kind of care that we would all like our children to have? Since having my child and returning to work, I have discovered why you have not heard from hundreds and hundreds of parents. We are all too tired.

The Chairman: Thank you very much, Leigh.

Mrs. Mitchell: Can you express some of your reactions, and perhaps you speak for quite a number of women who are in the work force. We have heard from quite a number of groups across the country. We have heard all kinds of views as we have had here today. But one of the underlying views that we

[Translation]

bureau est à un coin de rue d'ici, et il est entouré de béton. Je ne sais où est le carré d'herbe le plus proche, mais je sais où est le monoxyde de carbone. Je ne pense pas que ce serait une bonne solution.

Cependant, il me semble qu'on pourrait faire preuve d'une certaine souplesse. Je rêve que les écoles du centre-ville qui sont fermées, soient utilisées comme garderies. Je pense que ce serait formidable si le Conseil du Trésor essayait—et cela réglerait certains autres problèmes qui sont survenus dans notre localité, comme celui de la fermeture des écoles. Les locaux sont là et ils sont sous-utilisés.

Je pense que nous pourrions faire un grand pas en avant vers la production d'un modèle: aménager une partie des écoles qui sont destinées à être fermées, grâce à une collaboration entre les divers paliers de gouvernement. Peut-être faudrait-il faire voyager les élèves en autobus plus tard, mais les parents pourraient s'engager à ce que leurs enfants fréquentent cet endroit quand ils seront plus grands, de la maternelle à la sixième année, alors qu'ils ont encore besoin de garde parascolaire, à l'heure du lunch et après 4 heures.

Le travail à l'extérieur pour les femmes n'est pas une mode passagère; c'est une réalité économique et sociale. Je crois que le retrait des mères du marché du travail aurait des effets désastreux sur notre économie et notre structure sociale, à l'heure actuelle.

J'ai l'impression qu'on remet la question des services de garderie à plus tard depuis la guerre, depuis qu'on refuse de reconnaître une responsabilité globale pour la mise sur pied de bons services de garderie.

Il est temps d'évaluer la responsabilité de la société en ce qui a trait au soin et à l'attention à accorder à notre plus grande ressource. Est-ce que la philosophie qui sous-tend l'universalité des services de garde est plus radicale que celle qui sous-tend l'universalité de l'instruction ou des soins de santé? Une politique fiscale de subventions, de déductions d'impôt ou de crédit d'impôt encouragerait peut-être les employeurs et les gouvernements et d'autres organismes publics à fournir des locaux. Je pense qu'il faut regarder la situation en face maintenant; ce n'est pas une chose que nous pouvons remettre pendant cinq ou dix ans encore.

Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, il y a 20 places pour les nourrissons dans les garderies commerciales de Burlington, ville qui compte environ 115,000 habitants. Pour les 1,475 naissances enregistrées dans cette ville, les parents ont accès à 20 places pour les tout petits. Qui s'occupe d'eux? Est-ce qu'ils reçoivent le genre de soins que nous voudrions que tous nos enfants reçoivent? Depuis que mon enfant est née et que je suis retournée au travail, j'ai compris pourquoi vous n'avez pas entendu parler de centaines et de centaines de parents. Nous sommes tous trop fatigués.

La présidente: Merci beaucoup, Leigh.

Mme Mitchell: Pouvez-vous nous donner votre avis—et peut-être parlez-vous au nom d'un certain nombre de femmes qui sont sur le marché du travail. Nous avons entendu pas mal de groupes un peu partout au pays. Nous avons entendu toutes sortes d'opinions, comme cela a été le cas aujourd'hui. Mais

[Texte]

still get is that women really should go back to the home, that we should return to the so-called traditional family. The word "should" comes in there or is implied. I just wondered if you would like to comment on that.

Ms Morrison: That is a marvellous dream. My child is less than a year old. I was 34 when I had her. I had invested almost 10 years in my career after university.

As I indicated, we cannot afford to have me stay home and as I said it is a marvellous dream that we should all be able to stay home and look after our children. I am heavily involved in volunteer work throughout my community. That would keep me busy, interest me and keep me from going stale were I able to stay home. That in itself creates an environment. People who are giving of themselves in the community perhaps need to have access to day care as well. It is a dream that every woman will be able to choose to stay at home... in my generation, anyway.

• 1820

Ms Mitchell: Aside from the economic reality, is it a dream in other ways?

Ms Morrison: Is it practical? It is not practical for everyone. I sincerely believe that not all parents act in the best interests of their children by being the sole responsibility for their upbringing.

Ms Mitchell: I think we heard that expressed, too. We have also had some evidence or views indicating that maybe we should be moving towards a little bit greater choice for mothers or fathers... parenting by the parents themselves for children under two years of age. Do you think that is something we should...? In other words, it would give some kind of economic choice which would indicate for some families that maybe there should be an increase in family benefits of some kind.

Ms Morrison: Do you mean a move toward some of the things are being done in the Scandinavian countries?

Ms Mitchell: Yes.

Ms Morrison: That is certainly more flexible, although I think many people are probably less willing to accept additional financial support as a viable alternative to funding day care where it is necessary.

Ms Mitchell: You commented that the withdrawal of women from the work force would be devastating to our economy. Could you elaborate on that?

Ms Morrison: I believe the current figure is that women comprise something like 56% or 60% of the work force. If every single one of those women was to withdraw from the work force tomorrow, I would suspect that our country would be crippled.

Ms Mitchell: Why? Is it because of the work they do or because the consumers have more money to consume?

[Traduction]

une des opinions que nous entendons encore, c'est que les femmes devraient vraiment retourner à la maison, que nous devrions revenir à ce qu'on appelle la famille traditionnelle. On dit «devraient» ou on le sous-entend. Je me demande seulement si vous avez quelque chose à dire à ce sujet-là.

Mme Morrison: C'est un merveilleux rêve. Ma fille n'a pas encore un an. J'avais 34 ans quand elle est née. J'avais investi presque dix ans dans ma carrière après l'université.

Comme je l'ai dit, nous ne pouvons pas nous permettre que je reste à la maison et, comme je l'ai dit, c'est un merveilleux rêve—que nous soyons toutes capables de rester à la maison et de nous occuper de nos enfants. Je fais beaucoup de bénévolat là où j'habite. Cela me garderait occupée, m'intéresserait et m'empêcherait de me dessécher si je pouvais rester à la maison. En soi, cela crée un environnement. Mais les gens qui se dépendent ainsi dans leur communauté ont peut-être besoin de services de garderie, eux aussi. C'est un rêve—que chaque femme soit capable de choisir de rester au foyer... pour ma génération, du moins.

Mme Mitchell: En dehors de la réalité économique, est-ce que c'est aussi un rêve?

Mme Morrison: Est-ce que c'est pratique? Ce ne l'est pas pour tout le monde. Je crois sincèrement que les parents n'agissent pas tous dans l'intérêt de leurs enfants en demeurant les seuls responsables de leur éducation.

Mme Mitchell: Je pense qu'on nous a dit cela aussi. On nous a aussi démontré ou dit que nous devrions peut-être essayer de donner un peu plus de choix aux mères et aux pères... que ce soit les parents eux-mêmes qui s'occupent de leurs enfants jusqu'à l'âge de deux ans. Croyez-vous que nous devrions...? En d'autres termes, cela donnerait une sorte de choix économique qui indiquerait, pour certaines familles, qu'on devrait peut-être augmenter les prestations familiales d'une façon ou d'une autre.

Mme Morrison: Vous voulez dire que nous devrions nous orienter vers certaines choses qui sont déjà faites dans les pays scandinaves?

Mme Mitchell: Oui.

Mme Morrison: C'est certainement plus souple, quoique, d'après moi, plusieurs gens sont probablement moins prêts à accepter une aide financière supplémentaire que le financement des services de garderie là où c'est nécessaire.

Mme Mitchell: Vous avez dit que le retrait des femmes du marché du travail aurait des effets désastreux sur notre économie. Pouvez-vous préciser davantage?

Mme Morrison: Je pense que, d'après les chiffres actuels, les femmes représentent quelque chose comme 56 ou 60 p. 100 de la main-d'oeuvre. Si chacune de ces femmes abandonnait son emploi demain, je suppose que le pays serait paralysé.

Mme Mitchell: Pourquoi? À cause du travail qu'elles font ou parce que les consommateurs ont plus d'argent à dépenser?

[Text]

Ms Morrison: It is because of the work they do. It is also because they are consumers and have some disposable income. It is not only due to the withdrawal of services but the roll they play as consumers.

Ms Mitchell: I think there is another reality that faces young women today, if they are looking ahead a few years, and that is the likelihood of women having to support themselves. It is very likely to happen. As children go out of the nest, so to speak, the incidence of women being on their own is very high. Of course, the other thing is that if women have not been in the work force, if they have been homemakers while their children were growing up, they are unlikely to get back into the work force. Would you say that is another valid idea?

Ms Morrison: I could not agree with you more. I think that is another problem facing us. High school girls still believe in a knight in shining armour, and that scares me. I hope my daughter is a little more realistic 18 years from now, because it is a fallacy. In Canada, 40% of marriages end in divorce. Women just cannot depend on having a man around to support them and their children.

Ms Mitchell: Thank you.

The Chairman: Mr. Belsher.

Mr. Belsher: I would like to explore some of the statements that have been made. I do not know if anyone has made the suggestion that all the women get out of the work force. Some have suggested that for the first two to six years of a child's life they could remain out of the work force in order to care for the child in the home situation. I do not think anyone has really disputed the fact that up until two years of age, the best care is in the home situation; that institutional care is not the best. We have had quite a few experts, I believe, come forward on that basis. So we are wondering whether or not there is any way we can explore that to make it a viable choice for individuals.

• 1825

Ms Morrison: I am sorry if I gave the impression that I am suggesting women withdraw from the work force because I certainly did not mean that at all.

Mr. Belsher: I did not know whether you had heard that . . .

Ms Morrison: No, I am saying that women's adherence to the work force is real—

Mr. Belsher: Oh, there is no doubt about that.

Ms Morrison: —and there is not going to be a withdrawal. I mean it is real and it is something we can deal with. It is not something where we can tell women that they have to stay home and look after their kids until they are five years old.

[Translation]

Mme Morrison: À cause du travail qu'elles font. Et aussi parce que ce sont des consommatrices et qu'elles ont un certain revenu disponible. Ce n'est pas seulement à cause des services qui manqueraient, mais aussi à cause de leur rôle comme consommatrices.

Mme Mitchell: Il y a un autre phénomène, réel, que les jeunes femmes d'aujourd'hui doivent voir, si elles regardent un peu vers l'avenir—et c'est la probabilité que les femmes aient à subvenir elles-mêmes à leurs besoins. C'est une chose très probable. Quand les enfants se sont envolés du nid, si l'on peut dire, le nombre de femmes seules est très élevé. Et bien sûr, l'autre phénomène est que, si les femmes n'ont pas été sur le marché du travail, si elles sont restées à la maison pendant que leurs enfants grandissaient, elles ne retourneront probablement pas sur le marché du travail. À votre avis, est-ce une autre idée valable?

Mme Morrison: Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je pense que c'est un autre de nos problèmes. Les adolescentes croient encore au beau chevalier, au prince charmant, et cela me fait peur. J'espère que ma fille sera un peu plus réaliste dans 18 ans, parce que c'est une illusion. Au Canada, 40 p. 100 des mariages finissent par un divorce. Les femmes ne peuvent tout simplement pas compter sur le fait qu'elles auront un homme pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.

Mme Mitchell: Merci.

La présidente: Monsieur Belsher.

M. Belsher: J'aimerais discuter un peu plus longuement de certaines choses qui ont été dites. Je ne sais pas si quelqu'un a suggéré que les femmes quittent toutes leur emploi. Certaines ont laissé entendre que, pour les deux ou les six premières années de la vie de l'enfant, elles pourraient se retirer du marché du travail pour s'occuper de leur enfant à la maison. Je ne pense pas que quelqu'un ait vraiment contesté le fait que jusqu'à deux ans, c'est à la maison que l'enfant reçoit les meilleurs soins; que la garde dans un établissement n'est pas la meilleure solution. Nous avons, je crois, entendu plusieurs spécialistes nous le dire. Donc, nous nous demandons si nous ne pourrions pas trouver le moyen d'en faire un choix valable pour les individus.

Mme Morrison: Je suis désolée d'avoir pu vous donner l'impression que, d'après moi, les femmes devraient se retirer du marché du travail. Ce n'est certainement pas ce que je voulais dire.

M. Belsher: Je ne savais pas si vous aviez entendu ça ou . . .

Mme Morrison: Non, je dis que l'adhésion des femmes au marché du travail est réelle . . .

M. Belsher: Oh, ça ne fait aucun doute.

Mme Morrison: . . . et qu'elles ne se retireront pas. Je veux dire—c'est une réalité, et c'est une situation à laquelle on peut se faire. Nous ne sommes pas dans une situation où nous pouvons dire aux femmes qu'elles doivent rester à la maison et s'occuper de leurs enfants jusqu'à ce qu'ils aient cinq ans.

[Texte]

Mr. Belsher: I guess what I was wanting to pick up on is what Ms Mitchell was asking you early on.

What percentage of the ladies in the work force who have young children, if they had that economic choice, would choose to remain out of the work force for that 18 months, that two years or three years?

Ms Morrison: I think if it were financially practical, probably many would continue having some kind of leave beyond the 17 weeks which is now in place for unemployment insurance.

I, being a federal government employee, was able to take six months and I enjoyed every minute of it. Had it been feasible, I probably would have extended my leave for another six or twelve months.

Mr. Belsher: Yes. We have had some folk who have suggested we should have extensions of up to a year or two years so that it becomes the choice of the individual—they could do that.

Ms Morrison: Provided there is some financial support to offset the loss in wages and the individual's support.

Mr. Belsher: Of course that then becomes the critical point as to whether or not it is an unfunded leave or a funded leave. Thank you, Madam Chairman.

The Chairman: Thank you, Mr. Belsher.

Leigh, you mention one of the problems was when the child got sick and having to make alternative arrangements. One of the recommendations in the Katie Cooke Task Force was that we should be introducing a five-days parental leave, paid leave, in the work force to look after situations like this.

Is this something that you feel would be viable from your point of view?

Ms Morrison: That is already in place for most federal government employees. I myself had to use, I think, 3.75 hours out of one day in January.

I think that is the kind of thing which will assist now. Even with the federal government, it is not in place for care of an ill family member; it is in place to provide the opportunity for individuals, such as the parents, myself, to make alternative arrangements. I think most parents would rather not disrupt their work flow unless absolutely necessary.

The Chairman: May I ask if your husband's place of employment also offers anything of that sort?

Ms Morrison: My husband is self-employed, so of necessity he has to shuffle and make phone calls and rearrange any appointments he might have for a day.

The Chairman: But he is in a position to take that time if necessary?

Ms Morrison: If absolutely necessary. If a child becomes sick during the night, it is very difficult in the morning for him

[Traduction]

M. Belsher: Je pense que ce que je voulais retenir, c'est ce que M^{me} Mitchell vous a demandé tout à l'heure.

Quel pourcentage des femmes qui sont sur le marché du travail et qui ont de jeunes enfants—si elles en avaient le choix sur le plan économique—décideraient de rester à la maison pour 18 mois, ou deux ou trois ans?

Mme Morrison: Je pense que si c'était financièrement possible, plusieurs continueraient de prendre un congé après les 17 semaines d'assurance-chômage qu'elles ont à l'heure actuelle.

Étant fonctionnaire fédérale, j'ai pu prendre six mois et j'en ai savouré chaque minute. Si cela avait été possible, j'aurais probablement prolongé mon congé pendant six ou douze mois encore.

M Belsher: Oui, certaines personnes ont proposé que nous prolongions ces congés jusqu'à un ou deux ans, de façon que cela devienne un choix—que les gens puissent le faire.

Mme Morrison: À la condition qu'il y ait une certaine aide financière pour compenser la perte de salaire et la part de cette personne.

M. Belsher: Evidemment, nous en arrivons alors à la question critique de savoir s'il s'agit d'un congé non payé ou d'un congé payé. Merci, madame la présidente.

La présidente: Merci, monsieur Belsher.

Leigh, vous avez dit que vous aviez des problèmes quand l'enfant était malade et que vous deviez faire d'autres arrangements. Le groupe de travail de Katie Cooke a, entre autres choses, recommandé qu'on adopte, sur le marché du travail, un congé parental de cinq jours, un congé payé, pour tenir compte des cas comme celui-là.

Est-ce une solution qui, d'après vous, serait valable?

Mme Morrison: La plupart des fonctionnaires fédéraux ont déjà ce congé. Moi-même, j'ai utilisé, je pense, 3,75 heures de congé en janvier.

Je pense que c'est le genre de chose qui aiderait maintenant. Même dans la fonction publique fédérale, ce congé n'est pas accordé pour prendre soin d'un membre de la famille qui est malade, mais pour permettre aux employés, aux parents par exemple, comme moi, de faire d'autres arrangements. Je pense que la plupart des parents préféreraient ne pas déranger leur travail à moins que ce ne soit absolument nécessaire.

La présidente: Puis-je vous demander si votre mari a droit à un congé de ce genre là où il travaille?

Mme Morrison: Mon mari est travailleur autonome, donc nécessairement, il doit remettre les choses à plus tard et faire des appels et reporter les rendez-vous qu'il peut avoir pour la journée.

La présidente: Mais il est dans une situation où il peut prendre congé si c'est nécessaire?

Mme Morrison: Si c'est absolument nécessaire. Si l'enfant tombe malade pendant la nuit, c'est très difficile pour lui, le

[Text]

to contact people who may be coming 50 or 100 miles to see him or may not be able to be reached.

The Chairman: Thank you for your presentation.

That ends our hearings for today in Hamilton. I would like to thank you all very much, those of you who have stayed with us through the day and also those who have made presentations. Your input today has been very helpful and we thank you for taking the time to be with us.

• 1830

This meeting stands adjourned.

[Translation]

matin, de communiquer avec ceux qui font 50 ou 100 milles pour venir le voir; il peut ne pas être capable de les rejoindre.

La présidente: Je vous remercie de votre exposé.

Voilà qui termine nos audiences pour aujourd'hui à Hamilton. J'aimerais vous dire un gros merci à tous, ceux qui sont restés avec nous pour la journée et aussi ceux qui ont fait des exposés. Ce que vous nous avez dit aujourd'hui nous a été très utile, et nous vous remercions d'avoir pris le temps d'être avec nous.

La séance est levée.

From the Niagara Children's Services Committee:

Dr. Margaret Jordan, Professor at Brock University;
Denise Kelly, Staff Member.

From the Local 201 of Ontario Public Service Employees Union:

Penny Gruba, Member;
Mary Paré, Member.

From the Communist Party of Canada:

Elizabeth Rowley, Hamilton Area Committee.
Dr. Margaret Jordan.

From the Family Services of Hamilton-Wentworth:

Terry Bennett, Director of Family Life Program.

From the Association for Early Childhood Education:

Karyn Callaghan, Public Policy Committee, A.E.C.E.O.,
Hamilton Branch;
Shirley Turkstra, Past President A.E.C.E.O., Hamilton
Branch.

From the Ontario Family Studies Co-Ordinator's Council:

Beth Jazvac, Supervisor of Family Studies of the Hamilton
Board of Education.

From the Mount Hamilton Baptist Day Care Centre:

Sandra S. McDonald, Daycare Supervisor;
Carole Neilson, E.C.E.

From the Chedoke Preschool:

Betty Neilson, Director.

From the Association for Reformed Political Action:

F.J. VanderBoom, Member.
Mary Haugh.

From the Hamilton and District Labour Council:

Lynn Spencer, Executive Appointee to Women's Commit-
tee.
Karyn Callaghan.

From the McMaster Students' Union Day Care Centre:

Jessie Thomson, Co-ordinator;
Roger Batchelor, Past President of the Students' Union.

From North-West Communicare:

Sandra Preston, Co-ordinator;
Tracey Munroe, Parent;
Mike Cunliffe, Parent;
Mary Horner, Parent;
Sandy Yakins, Staff Member;
Roberta Furtenbacher, Staff Member;
Susan Pretula, Staff Member.

Ann Walsh.

Diana Oswald.

Leigh D. Morrison.

Du Niagara Children's Services Committee:

Margaret Jordan, professeur à l'université Brock;
Denise Kelly, membre du personnel.

Du Syndicat des employés de la Fonction publique de l'Ontario, section locale 201:

Penny Gruba, membre;
Mary Paré, membre.

Du Parti communiste du Canada:

Elizabeth Rowley, Comité de la région de Hamilton.
Margaret Jordan.

Des Family Services of Hamilton-Wentworth:

Terry Bennett, directrice du *Family Life Program*.

De l'Association d'éducation des petits de l'Ontario:

Karyn Callaghan, *Public Policy Committee* filiale de
Hamilton;
Shirley Turkstra, ancienne présidente, filiale de Hamilton.

De l'Ontario Family Studies Co-ordinator's Council:

Beth Jazvac, surveillante des études familiales du Conseil de
l'enseignement de Hamilton.

Du Mount Hamilton Baptist Day Care Centre:

Sandra S. McDonald, surveillante;
Carole Neilson, Éducation des petits.

De la Chedoke Preschool:

Betty Neilson, directrice.

De l'Association for Reformed Political Action:

F.J. VanderBoom, membre.
Mary Haugh.

Du Conseil du travail de Hamilton et du district:

Lynn Spencer, personne désignée au *Women's Committee*.
Karyn Callaghan.

Du McMaster Students' Union Day Care Centre:

Jessie Thomson, coordinatrice;
Roger Batchelor, ancien président du *Students' Union*.

De North-West Communicare:

Sandra Preston, coordinatrice;
Tracey Munroe, parent;
Mike Cunliffe, parent;
Mary Horner, parent;
Sandy Yakins, membre du personnel;
Roberta Furtenbacher, membre du personnel;
Susan Pretula, membre du personnel.

Ann Walsh.

Diana Oswald.

Leigh D. Morrison.



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Publishing Centre,
Supply and Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:
Centre d'édition du gouvernement du Canada,
Approvisionnement et Services Canada,
Ottawa, Canada, K1A 0S9

WITNESSES/TÉMOINS

From the International Council of Social Welfare:

James Crozier, President (Canada), Commissioner of Social Services of the Regional Municipality of Peel.

From the Peel Lunch and After School Program:

Sylvia Leal, Executive Director;
Ginny Millar, Special Projects Coordinator.

From the Islington Nursery and Fieldgate Nursery Child Care Centres:

Betty Smith, Director;
Heather Spekkers, Supervisor;
Sheila Copps, Member of Parliament for Hamilton-East.

From the Canadian Association for Young Children:

Dr. Doreen Cleave-Hogg, Past President.

From the Social Planning and Research Council:

Trish Baynhan, Daycare Advocacy Committee.

De l'International Council of Social Welfare:

James Crozier, président (Canada), commissaire aux services sociaux de la région municipale de Peel.

Du Peel Lunch and After School Program:

Sylvia Leal, directrice exécutive;
Ginny Millar, coordinatrice des projets spéciaux.

Des Islington Nursery and Fieldgate Nursery Child Care Centres:

Betty Smith, directrice;
Heather Spekkers, surveillante;
Sheila Copps, députée de Hamilton-Est.

De l'Association canadienne pour jeunes enfants:

Doreen Cleave-Hogg, ancienne présidente.

Du Social Planning and Research Council:

Trish Baynham, Daycare Advocacy Committee.

(Continued on previous page)

(Suite à la page précédente)

AUG 26 1987

